# CORPS UNIVERSEL
## DIPLOMATIQUE
DU
# DROIT DES GENS;
*CONTENANT UN*
# RECUEIL
DES
# TRAITEZ
## D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
*DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,*
*de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à préſent;*

AVEC

## LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Cauſes importantes; les Déclarations de Guerre; les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Teſtamens, Donations, Renonciations, & Proteſtations; les Inveſtitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, ſous quelque nom qu'on les déſigne, qui peuvent ſervir à fonder, établir, ou juſtifier

## LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

*Le tout tiré en partie des Archives de la* TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme auſſi des Protocolles de quelques Grands Miniſtres; des Manuſcrits de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleures Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; ſur tout, des Actes de* RYMER; *& enfin les plus eſtimés, ſoit en Hiſtoire, en Politique, ou en Droit;*

*PAR*


## MR. J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*
*ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE IMPERIALE ET CATHOLIQUE.*


TOME VIII. PARTIE I.


*A AMSTERDAM,*

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH,
HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

*A LA HAYE,*

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXXI.

Staats-
Bibliothek
Bamberg

Ph/1388

M. le Duc de Mont-Bazon de Carency-Croon,

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET TOUTES

LES TRAITES

DES

RECUEIL

DROIT DES GENS;

DU

CORPS UNIVERSEL

# AVERTISSEMENT
## DES LIBRAIRES
Sur l'Edition du
## SUPLEMENT AU CORPS DIPLOMATIQUE DU DROIT DES GENS.

LA Juſtice que le Public a rendu au *Corps Univerſel Diplomatique du Droit des Gens*, nous diſpenſe d'en faire l'éloge. Son utilité eſt généralement reconnuë de tous les Miniſtres, de tous les Ambaſſadeurs, & de tous ceux qui ſont employez dans les Affaires Politiques.

Nous avons déjà fourni aux Souſcripteurs les ſix premiers Volumes de ce grand Ouvrage, & nous publions à préſent les deux derniers, qui vont juſqu'en 1730, en ſorte que par-là tous nos engagemens ſont entiérement accomplis.

Nous eſpérons que les Négociateurs nous ſauront gré de leur avoir procuré un ſi précieux Tréſor, & qu'ils ſeront bien aiſes d'apprendre que nous leur en preparons encore un autre non moins utile. Voici ce que c'eſt.

Feu Mr. Du Mont avoit diviſé le *Corps Diplomatique* en deux Collections, dont nous donnons aujourd'hui la premiere en huit Tomes *in folio*; la ſeconde, qu'il devoit nous envoyer après que la premiere ſeroit achevée d'imprimer, & que ſes Héritiers nous ont remiſe ſelon le Contract que nous avions fait avec lui, eſt celle que nous annonçons maintenant. Elle conſiſte en deux Parties, dont la premiere ſera un Supplément au *Corps Diplomatique*, & la ſeconde un *Corps Cérémonial Diplomatique*. Ce Corps Cérémonial contiendra une infinité de Diplomes, de Priviléges, de Traitez, de Réglemens, & d'Actes publics, concernant les Dignitez Titulaires, & les Préeminences des Rois, & des Princes, les Traitemens accordez dans les Cours aux Ambaſſadeurs, aux Envoyez, & aux autres Miniſtres Publics, les Immunitez qui leur appartiennent, les Différens ſurvenus entre eux au ſujet du Cérémonial, & la manière dont ces Différens ont été quelquefois accommodez. Il contiendra pareillement les Diplomes d'Erection, & les Statuts de la plûpart des Ordres de Chevalerie, qui ont été, ou qui ſont encore aujourd'hui en *Europe*, tout ce qui regarde les Diſputes qu'ont eu quelques Puiſſances depuis un Siècle touchant les Saluts de Mer; & enfin tout ce qui appartient aux Affaires d'Honneur, de Dignité, & de Cérémonie. Nous inſérerons dans ce Ceremonial Diplomatique le Traité du *Cérémonial* de la Cour de France dreſſé par feu Monſieur de Saincrot Introducteur des Ambaſſadeurs, piéce precieuſe, qui n'a jamais été imprimée.

Cette ſeconde Collection ſera encore enrichie d'un Ouvrage du célébre Mr. Barbeyrac, auquel il travaille depuis long-tems, & qui eſt preſque achevé. Il a pour titre: *Introduction & Supplément au Corps Diplomatique du Droit des Gens*, & il ſera diviſé en trois Parties.

La *Premiere* traitera de l'antiquité & de l'origine des Traitez Publics, de leurs differentes ſortes, de la maniere dont on les faiſoit, de leur neceſſité & de leurs uſages; de leur interpretation, de leur obſervation & d'autres choſes ſemblables. On y parlera auſſi des Traitez, dont il eſt fait mention dans les Auteurs ſacrez.

La *Seconde*, la plus longue & la plus conſiderable, ſera un Recueil de Traitez, tel



que

que perſonne que l'on ſache, n'avoit encore penſé ſeulement à entreprendre rien de ſemblable; mais qui ſera parfaitement bien aſſorti avec le *Corps Diplomatique*, qu'il accompagnera. Cette vaſte Collection commence au tems de CHARLEMAGNE, & ainſi il n'y a que des Traitez du *Moyen Age*, & du *Dernier*. On n'y voit rien de ce qu'on appelle par excellence *l'Antiquité*. Une partie des tems, ſi longue, & ſi conſiderable, ne devoit pas être negligée, & peut-être ne l'a-t-elle été qu'à cauſe de la difficulté d'une telle entrepriſe. On n'a pas ici à beaucoup près les mêmes ſecours & les mêmes reſſources qu'en raſſemblant les Pièces des tems poſterieurs qui ſont repandues dans les Archives, & dans les Bibliotheques, ou dans des Recueils deja tout faits. Il faut parcourir un grand nombre de Livres, où quelquefois, après avoir bien cherché, on ne trouve que peu de choſes & très-ſouvent hors de leur place, ou dites ſeulement par occaſion. Toutes ces difficultez capables d'effrayer tout autre que Mr. BARBEYRAC, ne l'ont point rebuté. Son zèle pour le bien public les lui ont fait ſurmonter avec un courage héroïque, & il en eſt venu ſi loin que le plus difficile eſt déja fait, & que le reſte ſera achevé dans peu de tems, ainſi qu'il nous le fait eſperer.

Il a donc ramaſſé de toutes parts tous les Traitez tant ſoit peu importans, qui ſe trouvent ou entiers, ou en partie, ou rapportez ſeulement en ſubſtance dans tous les Anciens Auteurs, *Grecs & Latins*, qui nous reſtent, & dans les Auteurs Modernes qui ont publié les *Inſcriptions* originales des Marbres de l'Antiquité, dont le tems a épargné quelques-uns juſqu'à nos jours. Il ſeroit à ſouhaiter qu'il n'en eût pas détruit autant qu'il a fait, & que l'on pût en déterrer beaucoup plus qu'il n'y a lieu de l'eſpérer. Ce ſeroient-là les Monumens les plus authentiques, & les plus curieux d'une Antiquité reculée, où les Marbres étoient comme les Archives Publiques. Cet uſage des anciens tems eſt cauſe, du moins en partie, que la plûpart des Hiſtoriens ne ſe mettoient guères en peine d'inſérer dans leurs Ouvrages ce que chacun pouvoit aller voir, quand il vouloit; & qu'ils croyoient devoir durer juſqu'à la derniére Poſtérité. On trouve ſeulement dans quelques Hiſtoriens, comme THUCYDIDE, POLYBE &c. un petit nombre de Traitez, que l'on peut regarder comme *Originaux*. Mr. BARBEYRAC n'a laiſſé échapper aucun des Traitez de cette ſorte, en quelqu'endroit qu'ils ſe trouvent, ſoit entiers ou mutilez. A l'égard des autres, il a été obligé quelquefois, pour ne pas laiſſer de grands vuides, de mettre en ligne de compte des Traitez dont on ne ſait preſque rien, ſinon qu'ils ont été faits, ou que ce ſont des *Traitez de Paix*, *d'Alliance* &c. Il en a uſé ainſi, afin de montrer, autant que cela ſe pouvoit, par la ſuite & par la liaiſon des Traitez, la ſuite des Affaires ou générales, ou particulieres, entre les Peuples célèbres de l'Antiquité, ce qui, comme on voit, ne ſert pas peu à l'intelligence des Traitez mêmes.

Au reſte, il n'a rien négligé de ce qui étoit néceſſaire pour mettre au fait les Lecteurs, & principalement ceux qui n'ont pas toûjours le tems ou les moïens de s'éclaircir de bien des choſes qu'il importe de ſavoir, comme, par exemple, ce qui regarde les perſonnes, les tems, les lieux, les Coûtumes &c. Pour cet effet il a parſemé ſon Ouvrage de Notes, où l'on trouvera d'ailleurs quantité de choſes, qui n'auroient pû entrer commodément dans le Texte, de la manière qu'il eſt tourné.

Il eſt remonté, auſſi loin qu'il a pû, dans l'Antiquité, même juſqu'à ces tems obſcurs où la Fable eſt mêlée avec l'Hiſtoire, & il pouſſera le Recueil juſqu'à CHARLEMAGNE, où commence le *Corps Diplomatique du Droit des Gens*.

Cha-

# AVERTISSEMENT.

Chaque Traité fait ordinairement un Article à part. Mr. BARBEYRAC en indique, autant qu'il le peut, l'occaſion & les ſuites. Les Traitez, ou entiers ou mutilez, qu'on a lieu de tenir pour originaux, ſeront mis ſur deux colomnes, dont l'une contiendra l'Original, & l'autre la Traduction. Pour les autres, il ſe contente de rapporter les Paſſages mêmes des Anciens Auteurs *Grecs & Latins*, où ſe trouve ce qui y a du rapport, & il indique exactement les endroits où chacun pourra trouver ce dont il ſouhaitera de s'inſtruire plus amplement. Tout cela lui donne lieu de faire quelques remarques en paſſant, qui pourront avoir leur utilité à divers égards. Il ne s'eſt pas même borné aux Hiſtoriens, à prendre ce terme dans ſa plus grande généralité. Il a fouillé dans d'autres ſortes d'Auteurs de l'Antiquité, & il a cherché dans leurs Ecrits tout ce qui pourroit s'y trouver, dont il y avoit lieu de faire uſage.

Ce n'étoit pas une petite difficulté, de ranger les Traitez en ordre Chronologique. Mr. BARBEYRAC l'a pourtant fait, autant qu'il lui a été poſſible, en ſuivant les meilleurs Chronologiſtes, qui indiquent ou l'année même des Traitez, ou ce qui arrive le plus ſouvent, celle des événemens antérieurs ou poſterieurs, par leſquels il lui a fallu enſuite déterminer la date qu'il cherchoit. Au fond, la dernière préciſion n'étoit pas abſolument néceſſaire, pour le but de cet Ouvrage. Il ſuffiſoit d'éviter les Anachroniſmes dans l'ordre des Traitez dont on parle, & de ne pas mettre un Traité poſtérieur avant celui qui l'a précédé. Cependant Mr. BARBEYRAC a fait beaucoup plus. Il a conſulté avec ſoin tous les Auteurs Modernes, qu'il a pû trouver, & qui pouvoient lui fournir des lumières, pour fixer au plus juſte, la Chronologie des Traitez, auſſi bien que pour tout le reſte. Mais il n'en a rien emprunté, ſans l'examiner, & ſans avoir recours aux Originaux, de l'autorité deſquels ils ſe ſervent. Il marque auſſi les diverſitez qui ſe trouvent entre les Anciens Auteurs qui parlent du même Traité, & il ſupplée quelquefois ce qui manquoit aux uns, par d'autres qui circonſtancient mieux certaines choſes. A l'égard de quelques Traitez, & même des plus originaux, dont le temps ne ſauroit être en aucune façon déterminé, il a été contraint de les placer au hazard, & de les laiſſer ſans datte.

La *Troiſième* & dernière *Partie* roulera ſur le *Corps Diplomatique*, qui a donné occaſion aux deux premières. Monſieur BARBEYRAC rapportera à certaines Claſſes en général toutes les Pièces qui compoſent ce grand Recueil. Il fera voir l'uſage qu'on en peut tirer, il indiquera les ſecours dont on doit ſe munir pour les bien entendre, il y joindra des remarques ſur quelques endroits. En un mot, il n'oubliera rien de ce qu'il jugera capable de contribuer à l'intelligence du *Corps Diplomatique du Droit des Gens*, & à le faire lire avec fruit.

Tel eſt en gros le Plan de Mr. BARBEYRAC. Comme il rendra lui-même exactement compte en ſon tems, de la manière qu'il s'eſt conduit dans cet Ouvrage, & de la méthode qu'il a ſuivie, nous ne nous étendrons point davantage là-deſſus. Ce que nous en avons dit ſuffit pour en donner une idée générale. Au reſte le mérite, & la Réputation de l'Auteur ſont de ſûrs garands qu'il ne promet rien qui ſoit au-deſſus de ſes forces.

Tous ces Ouvrages que nous annonçons, feront ſix gros volumes *in folio*, à la fin deſquels nous mettrons une ample & exacte Table Alphabétique des Matieres contenuës tant dans le Corps Diplomatique que dans le Supplément. La Preſſe roule déja & nous eſperons les pouvoir imprimer avec beaucoup plus de promptitude que nous n'a-

vons fait les huit premiers, parce que nous ne ſerons point expoſez aux incidens, qui ont accompagné la précedente Collection. Nous avons remis le ſoin de cette Edition à Mr. ROUSSET connu par ſon *Recueil Hiſtorique des Traitez, Mémoires, Actes* &c. Ouvrage dans le goût de ceux de Mrs. DU MONT & LAMBERTI, auxquels il ſemble avoir ſuccédé dans cette ſorte d'étude.

Les Conditions de la Souſcription étoient, que l'on payeroit pour 1600. feuilles, *f* 68, & qu'au cas que le nombre des feuilles excédât celui de 1600, on payeroit pour chaque feuille du ſurplus 1. ſou, & s'il y en avoit moins on rabattroit de même un ſou par feuille.

Or tout l'Ouvrage faiſant 2031. feuilles, ſans compter les figures, Titre-Planche, les Médailles, les Titres, il s'enſuit qu'il y a 431. feuilles par deſſus les 1600, leſquelles 431. feuilles font *f* 21: 11.

A quoi il faut ajoûter les deux florins dont les Souſcripteurs reſtent redevables, n'ayant payé pour les VI. premiers Volumes que *f* 66: au lieu de 68 . *f* 2:

Ainſi il leur reſteroit à payer . . . . *f* 23: 11:

Mais on leur délivrera les Tomes VII. & VIII. en payant . . . . . *f* 22: 10: pour le petit papier.

Et pour le grand . . . . . *f* 33: 10:

Ceux qui n'ont point ſouſcrit payeront pour les VIII. Volumes la ſomme de . . . . . *f* 125:

# TABLE CHRONOLOGIQUE

## DES PIECES

## CONTENUES

### Dans la I. Partie du VIII. Tome.


ANNO 1701.

20. Janv. *Traité d'Alliance entre les Rois de la* GRANDE BRETAGNE *&* DANNEMARC, *& les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à Odenſée le 20. Janvier* 1701. 1

10. Fevr. *Acte de Parlement pour étendre la Succeſſion de la Couronne d'*ANGLETERRE *& pour mieux aſſurer la Liberté des Sujets; du 10. Fevrier* 1701. 3

29. Mars. *Transaction entre* FREDERIC GUILLAUME *Duc de* MECKLENBOURG-SWERIN, *& la Ducheſſe* DOUAIRIERE *de* MECKLENBOURG GUSTRAUW, *ſur les pretentions qu'elle avoit en vertu de ſon Contract de Mariage du Teſtament du feu Duc ſon Epoux & autres. A Hambourg le 29. Mars* 1701. 5

26. Avril. *Sententia duplex Arbitralis & quidem valde discordans per Plenipotentiarios* LEOPOLDI *Romanorum Imperatoris ab una, &* LUDOVICI XIV. *Regis Franciæ ab altera parte, in cauſa Succeſſionis Palatinæ, inter* JOHANNEM GUILLELMUM *Electorem Palatinum, &* ELISABETHAM *Duciſſam Aurelianenſem natamque Principiſſam Palatinam agitata. Dat. Francofurti ad Mœnum die 26. Aprilis* 1701. 6

6. Mai. *Recès d'Aſſociation entre les Cercles de* FRANCONIE *& de* SUABE *par lequel ils ſe promettent de s'aider & ſecourir l'un l'autre, de prendre à cœur leurs Interêts communs, & à cette fin d'armer & d'entretenir toujours ſur pied un certain nombre de Troupes. Fait & conclu dans leurs Aſſemblées Circulaires à Nuremberg & à Ulme le 6. Mai* 1701. Avec l'ARTICLE SEPARE', *daté du même lieu & du même jour.* 8

Juin. *Manifeſte de la Maiſon d'*AUTRICHE, *qui demontre clairement ſes Droits à la Couronne d'Espagne.* 10

Juin. *Extrait de l'Alliance Offenſive & Defenſive concluë entre le Roi d'Espagne* PHILIPPE V. *& le Roi de Portugal Don* PEDRO. *En Juin.* 31

15. Juin. *Traité d'Amitié, de bonne Intelligence & de Commerce, entre* FREDERIC IV. *Roi de Dannemarc & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, par lequel le Traité de l'an* 1645. *étant renouvellé, & poſé pour fondement de celui-ci, on convient fort en détail de tout ce qui regarde non ſeulement la Liberté du Commerce & de la Navigation dans les Mers, Ports & Fleuves de l'une & de l'autre partie, mais auſſi des Droits que les Vaiſſeaux ou Marchandiſes des Hollandois devront payer, & des Exemptions dont ils devront jouïr en Dannemarc & en Norwegue. Fait à Coppenhague le 15. Juin* 1701. Avec *un* ARTICLE SEPARE' *concernant l'Exemption accordée aux Vaiſſeaux Hollandois du Droit appellé* Defenſions-Schepen, *du même jour, Mois & an que ci-deſſus. Comme auſſi un Extrait du Rolle ou Tarif des Droits, ordonnés par le Roi de Dannemarc en* 1691. 32

ANNO 1701.

16. Juill. *Convention entre* FREDERIC GUILLAUME *Duc de* MECKLENBOURG-SWERIN *& les Nobles, Landſaſſes & Sujets Provinciaux de ſa dependence, ſur ce qu'ils devront lui payer, & en quels termes, pour la depenſe des Fortereſſes & des Garniſons, & pour celle des Ambaſſades, des Diétes & des Deputations aux Aſſemblées circulaires. A Swerin le* 16. *Juillet* 1701. Avec *la* CONFIRMATION IMPERIALE. *Donnée à Laxenbourg le 2. Juin* 1702. 42

16. Juill. *Reſolution de* FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin en faveur de ſa Nobleſſe & du Païs, par laquelle il confirme toutes les Reſolutions accordées par ſes Predeceſſeurs* CHRISTIAN LOUIS *Duc de Swerin, &* GUSTAVE ADOLPHE *Duc de Guſtrauw, voulant qu'elles ayent la même force & le même effet que les Conſtitutions Ducales & Territoriales; & conſentant qu'en cas de Contravention de ſa part, on puiſſe obtenir contre lui des Mandemens peinaux* ſine Clauſula *& que s'il manque d'y obeïr quelqu'un des Etats du Cercle, ſoit choiſi par Commandement de l'Empereur pour les executer, & pour maintenir ſadite Nobleſſe & le Païs dans la pleine jouïſſance desdites Reſolutions. A Swerin le* 16. *Juillet* 1701. 48

27. Août. ASSIENTO *ou Privilege pour l'Introduction & la Vente des* ESCLAVES NEGRES *dans l'*AMERIQUE ESPAGNOLE, *contenant les Conditions auxquelles il eſt accordé à la* COMPAGNIE ROYALE *de* GUINE'E *établie en France pour le tems de dix ans. A Madrid le 27. Août* 1701. 83

31. Août. *Recès d'Aſſociation conclu par les Cercles Electoral du* RHYN, *de* FRANCONIE, *de* BAVIERE, *de* SUABE,

ANNO 1701.

BE, & *du* HAUT RHYN *assemblés à Heilbron, par lequel les Electeurs & Etats situez dans le Cercle Electoral du Rhyn, l'Electeur de Baviere pour lui & pour le Cercle de Baviere; & le Cercle du Haut Rhyn s'unissent & associent aux conditions du Recès particulier de ces deux Cercles, conclu à Heydenheim le 23. Novemb. 1700. étendu & ratifié le 6. Mai suivant, avec promesse d'y contribuer un certain nombre de Troupes. A Heilbron le 31. d'Août* 1701. 88

7. Sept. *Tractatus Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem* LEOPOLDUM I. *Regiam Majestatem Britanniæ* WILHELMUM III. *necnon Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum* BELGII PROVINCIARUM, *ad procurandum suæ Cæsar. Majestati ratione prætensionis suæ in Successionem Hispanicam satisfactionem æquam, & rationi convenientem, uti & ad adipiscendum pro Rege Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus securitatem particularem & sufficientem. Hagæ-Comitum die 7. Septembris Anno* 1701. Cum ARTICULO SEPARATO. Necnon RATIFICATIONE *Imperatoris*, LEOPOLDI *Eberstorfii 19. Septembris* 1701. 89

23. Octob. *Convention Fraternelle, entre les Serenissimes Princes* RODOLPHE AUGUSTE & ANTHOINE ULRIC, *Ducs de Brunswic-Lunebourg pour la conservation efficace de leurs Domaines, Droits & anciennes Prerogatives. A Brunswic le 23. Octobre* 1701. 92

11. Nov. *Compromis entre* ARNAULD MAURICE GUILLAUME *Comte de Bentheim d'une part*, ERNEST & STATIUS PHILIPS *aussi Comtes de Bentheim d'autre part, par lequel ils remettent la Decision de tous leurs differents à l'Arbitrage du Roi de la Grande Bretagne, le Comte* ARNAULD MAURICE GUILLAUME *declarant de plus, comment & de quelle maniere il reglera & satisfera aux Griefs Ecclesiastiques & Politiques. Fait à la Haye le 31. Octobre* 1701. Avec *la* SENTENCE *Arbitrale de Sa Majesté Britannique renduë à la Haye le* 11. *Novembre* 1701. 93

Dec. 1701. Janvier. 1702. *Traité pour un Corps de cinq mille Hommes que le Roi de* PRUSSE *promet de fournir au Roi de la* GRANDE BRETAGNE, & *aux Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *pour les servir à leur solde aux conditions y contenuës. Fait à la Haye & à Londres au mois de Decemb. & de Janv.* 1702. Avec *un* ARTICLE SEPARE' *concernant le General Commandant & les Officiers de ce Corps.* 96

*Reverso del Serenissimo Principe* EUGENIO DI SAVOIA, *al Serenissimo Principe Duca di* MODENA, *tocante alla Restituzione della Piazza di* BERSELLO, *tosto che sarà fornita la Guerra, overo che li Francesi saranno fuori d'Italia. A Luzzara An.* 1702. 97

17. Janv. *Accommodement de la* LITHUANIE. *Fait à Varsovie le* 17. *Janv.* 1702. ibid.

17. Fevr. *Sententia Super-Arbitralis à D. Papa* CLEMENTE XI. *in causa Successionis & Hæreditatis tam Principis* CAROLI LUDOVICI *quam Principis* CAROLI *Electorum Palatinorum, controversa inter Electorem Palatinum* JOANNEM WILHELMUM, & *Ducissam Aurelianensem* ELISABETHAM CHARLOTTAM, *publicata die* 17. *Februarii* 1702. *Per Acta Pelusii Notarii A. G.* 98

ANNO 1702.

20. Mars. *Recès d'Association conclu à Nordlingen entre cinq* CERCLES *de l'Empire, savoir l'*ELECTORAL *du* RHYN, *ceux d'*AUTRICHE, *de* FRANCONIE, *de* SUABE, & *du* HAUT RHYN, *par lequel ils se promettent une mutuelle & reciproque assistance en tous leurs besoins, & d'agir toûjours de concert quand il sera necessaire de detourner quelque danger commun, à quel effit aussi ils conviennent de l'entretien ordinaire d'un certain nombre de Troupes. Fait de la part de Franconie & de Suabe le* 16. *Mars, de la part d'Autriche le* 17. *de la part des Cercles du Haut & Bas Rhyn le* 20. *Mars* 1702. 99

21. Mars. *Asseurance donnée à* LEOPOLD *Prince d'Anhalt-Dessau par les autres Princes de la Maison d'*ANHALT, *pour le renouvellement du Pacte conclu le* 4. *Janvier* 1678. *avec le Prince* JEAN GEORGE *son Pere, avec extension & application en faveur de son Epouse* ANNE LOUISE *& de ses Fils* GUSTAVE GUILLAUME & LEOPOLD MAXIMILIEN. *Fait le* 21. *Mars* 1702. 103

22. Mars. *Accessio Circulorum Imperii Romani, nimirum* RHENANI *Electoralis,* FRANCONICI, SUEVICI, & RHENANI SUPERIORIS *ad Magnum Fœdus Cæsareo-Anglo-Belgicum, Nordlingæ in Conventu placita die* 22. *Martii* 1702. Cum ACCEPTIONE & *Receptione per* ANNAM *Reginam Magnæ Britanniæ. Dat. in Palatio S. Jacobi* 20. *Junii* 1702. 104

27. Mars. *Accord entre S. A. S.* FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin, & la Ville de* ROSTOCK, *touchant la Garnison que le Prince devra mettre dans la Ville, & par lequel aussi ladite Ville lui cede pour sa Vie durant le Droit entier de la Chasse dans le* ROSTOCKER HEYDE, *il lui promet en échange de la maintenir dans tous ses Droits, Privileges & Pactes Hereditaires; & que le Château qu'il veut y construire ne sera point une Forteresse separée de la Ville, mais seulement un Palais interieur pour son habitation. A Rostock le* 27. *Mars* 1702. Avec *la* CONFIRMATION *de tous les Privileges, Droits & Immunitez de la Ville, par le Serenissime Duc, du même jour.* 105

19. Avril. *Convention passée entre les Ducs de* BRUNSWICK *de la Ligne de* ZELL, & *de celle de* WOLFFENBUTTEL *par la Mediation du Roi de* PRUSSE, & *du Land-Grave de* HESSE-CASSEL, *touchant l'Augmentation des Troupes faite de la part de Wolffenbuttel, & dont on promet de rendre incessamment quelques Regimens à la Maison de* ZELL & *de* HANOVER, *pour être employés pour la Cause publique. A Brunswick le* 19. *Avril* 1702. 110


*Pro-*

ANNO 1702.

30. Avril. *Proteſta ſtipulata per mano di publico Notaro nella Città di* NAPOLI *ſegretamente per eſſentarſi dalle violenze, il giorno ultimo d'Aprile* 1702. *da un grande numero de Nobili, Ceto Civile, Fedeliſſimo Popolo della Città, e Regno di Napoli, e fatta ſtampare per univerſale cognizione.* 111

8. Mai. *Manifeſte contenant les Raiſons qui obligent les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, de declarer la Guerre à la France & à l'Espagne. Fait à la Haye le* 8. *Mai* 1702. *Publié le* 15. *du même Mois & An.* 112

8. Mai. *Convention entre* ANNE, *Reine de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *d'une part & l'Electeur de* TREVES *de l'autre. A la Haye le* 8. *Mai de la même année.* 114

4-14. Mai. *Declaration de Guerre de la Reine de la Grande Bretagne contre la France & l'Espagne. Donnée à S. James le* 4. *Mai* 1702. 115

15. Mai. *Declaration de Guerre de l'Empereur* LEOPOLD *contre le Roi de France & le Duc d'Anjou. Fait à Laxembourg le* 15. *Mai* 1702. ibid.

21. Juin. *Traité entre* ANNE *Reine de la Grande Bretagne & la Maiſon de* LUNEBOURG. Avec *les* ARTICLES SEPARE'S. *Fait à la Haye le* 21. *Juin* 1702. 116

3. Juill. *Declaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France, contre l'*EMPEREUR, *l'*ANGLETERRE, *les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *& leurs Alliez. A Marli le* 3. *Juillet* 1702. 118

21. Juill. *Proteſtation de l'Illuſtriſſime Chapitre Metropolitain de* COLOGNE *contre le Sereniſſime* Electeur Palatin du Rhyn, *touchant la Ville & Fortereſſe de* Keyzerswerth. *A Cologne le* 21. *Juillet* 1702. 119

23. Juill. *Declaration de* FREDERIC GUILLAUME, *Duc de Mecklenbourg-Swerin contre onze Gentils-hommes qui avoient contredit au Traité fait le* 16. *Juillet* 1701. *entre lui, ſa Nobleſſe & le Païs, par laquelle il les declare indignes de ſon Amniſtie, & de tous autres Benefices, Droits & Immunitez, ſe reſervant contre eux toute legitime action & animadverſion. A Swerin le* 23. *Juillet* 1702. 120

28. Sept. *Extrait de la Declaration de Guerre de l'Empereur & de l'Empire contre le Roi de France, & contre le Duc d'Anjou & ſes Alliez.* ibid.

29. Sept. *Inſtrumentum Acceſſionis Circuli Inferioris Rhenano-Weſtphalici ad Magnum Fœdus inter Imperatorem* LEOPOLDUM, WILHELMUM III. *Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII, *die ſeptima Septembris Ann.* 1701. *initum, Coloniæ ad Rhenum* 29. *Menſis Septembris* 1702. 121

2. Dec. *Teſtament d'*EMANUEL LEBRECHT *Prince d'Anhalt-Cothen, par lequel entr'autres choſes, il declare la Princeſſe* GISELA AGNES *ſa Femme pour Tutrice de ſes Enfans, & Adminiſtratrice du Païs, en cas que ſa mort arrive avant qu'ils atteignent l'âge de Majorité, remettant neanmoins au Roi de Pruſſe ſa Tutelle ſuperieure & l'Execution de ſon Teſtament. Fait à Cothen le* 2. *Decembre* 1702. 122

ANNO 1703.

15. Mars. *Convention entre la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *& le Duc de* HOLSTEIN. *Fait à la Haye le* 15. *de Mars* 1703. 124

25. Mars. *Articles convenus pour faciliter le Commerce entre les Sujets d'*ESPAGNE *& de* FRANCE. *A Bruxelles le* 15. *Mars* 1703. 125

16. Mai. *Fœdus offenſivum & defenſivum inter* LEOPOLDUM *Imperatorem Romanorum,* ANNAM *Reginam Angliæ, & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab una, &* PETRUM II. *Regem Luſitaniæ ab altera parte initum, Libertatis Hispaniarum aſſerendæ, communisque periculi totius Europæ avertendi, atque Juræ Auguſtiſſimæ Domus Auſtriæ in Monarchiam Hispanicam vindicandi cauſâ. Oliſſipone* 16. *Mai* 1703. Cum SEPARATIS ARTICULIS *eodem die factis & firmatis.* 127

9. Juill. *Decretum Auguſtiſſimi Cæſaris* LEOPOLDI I. *Sereniſſimo* RAINALDO, *Mutinæ Duci datum, de plenaria ejus Reſtitutione in priſtinum ſtatum nec non de damnis ſuæ Celſitudini illatis inferendisque, per futuros Pacis Generalis Tractatus reſarciendis. Viennæ die* 9. *Julii* 1703. 131

12. Sept. *Ceſſio Monarchiæ Hispanicæ Archiduci* CAROLO, LEOPOLDI *Imperatoris ſecundo genito ab eodem Imperatore & ejus Filio Primogenito* JOSEPHO *Romanorum & Hungariæ Rege facta. Viennæ die* 12. *Septembris* 1703. 133

4. Dec. *Declaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France contre* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoie, le* 4. *Decembre* 1703. 135

15. Dec. *Traité de Paix de Navigation & de Commerce, entre* L. H. P. *les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & le Bacha, Bey, Divan & Regence de* TRIPOLI. *Fait à Tripoli de Barbarie le* 15. *Decembre* 1703. Avec *la* RATIFICATION *de Leurs Hautes Puiſſances du* 1. *Decembre* 1703. 136

9. Mars. *Manifeſte contenant les Droits de* CHARLES III. *Roi d'Espagne & les juſtes motifs de ſon Expedition, publié en Portugal.* 138

9. Mars. *Declaration de* CHARLES III. *Roi d'Espagne publiée à Lisbonne le* 9. *Mars* 1704. 147

*Manifeſte du Roi de Portugal pour la juſtification de ſes Armes, dans la reſolution qu'il a priſe d'aider la Nation Espagnole à ſecouer le joug de la Domination Françoiſe, & à mettre ſur le Trône Royal de la Monarchie le Roi Catholique* CHARLES III. 148

28. Avril. *Alliance Defenſive renouvellée & prorogée pour cinq ans, entre* CHARLES XII. *Roi de Suede d'une part, le Sereniſſime Electeur de* BRUNSWICK-LUNEBOURG, *& le Duc* GEORGE GUILLAUME *d'autre part, pour la ſureté & defenſe de leurs Etats contre toute Hoſtilité & contre toute Exaction ou Vexation, qui ſeroit contraire aux Conſtitutions*

ANNO 1704.

du Cercle. *A Stockholm le* 28. *Avril* 1704. Avec *les* ARTICLES SEPARE'S *pour la commune Defenſe & Aſſiſtance de la Maiſon Ducale de* SLESWICH-HOLSTEIN *contre la Couronne de* DANNEMARC, *& pour maintenir la Tranquilité dans le Cercle de la Baſſe Saxe, dudit jour* 28. *Avril* 1704. *Et un* ARTICLE SEPARE' *pour la Defenſe particuliere du Païs de Hadeln, dudit jour* 28. *Avril* 1704. 151

30. Avril. *Declaration de Guerre de* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne, contre le Roi de* PORTUGAL, *l'Archiduc* CHARLES *d'*AUTRICHE *& leurs Alliez. Donnée à Placentia le* 30. *Avril* 1704. 154

12. Juill. *Garantie de* FREDERIC *Roi de Pruſſe ſur le Compromis, & ſur la Sentence Arbitrale renduë entre les Comtes de* BENTHEIM. *A Cologne ſur la Sprée le* 12. *Juillet* 1704. 155

25. Août. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar, pour le Partage des Terres dont la Souveraineté étoit demeurée en ſurſéance entre le Duché de Lorraine & le Comté de Bourgogne, & le Reglement des difficultez & pretentions qui étoient entre Sa Majeſté T. C. & Son Alteſſe Royale, ſur pluſieurs Villages mi-partis, & autres ſitués ſur les Frontieres desdits Duché & Comté. Fait à Beſançon le* 25. *d'Août* 1704. S'enſuivent *la* RATIFICATION *du Roi, du* 15. *Sept.* 1704. *Celle de S. A. R. de Lorraine du* 20. *Octobre de la même année.* Et *les* ARRESTS *d'Enregiſtrement du Parlement de Beſançon du* 8. *Janvier, & à la Cour Souveraine de Lorraine du* 20. *Mars* 1705. ibid.

1704. 2. Octob. / 1705. 21. Mai. *Deux Traitez faits entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar &c. pour reconnoitre & diſtinguer les Sujets du Roi, & ceux de Son Alteſſe Royale, dans les Villages de Burey en Vaux, Badonvillers, Gouſſaincourt, d'Espiney, Saint Germain, Lezeville, & Damville, dont la Souveraineté eſt indiviſe entre Sa Majeſté à cauſe de ſes Prevôtez de Vaucouleurs, de Grand, & d'Andelot, & S. A. R. à cauſe de ſes Prevôtez de Gondrecourt, & de Foug, le Premier Traité fait à Vaucouleurs le* 2. *Octobre* 1704. Et *le ſecond à Chalons le* 21. *Mai* 1705. S'enſuivent, *la* COMMISSION *du Roi T. C. Donnée à Verſailles le* 12. *Decembre* 1702. *&* CELLE *de S. A. R. de Lorraine; donnée à Luneville le* 13. *Septembre* 1704. 160

7. Nov. *Traité conclu entre* JOSEPH *Roi des Romains &* THERESE, *Electrice de Baviere. Fait à Ilbersheim le* 7. *Novembre* 1704. 163

26. Nov. *Recès entre la Maiſon Archiducale d'*AUTRICHE *& le Cercle de* SUABE, *touchant l'Impoſition d'une certaine Gabelle ſur le Sel, comme auſſi au ſujet des Marchandiſes de Contrebande ſur leſquelles chaque Prince & Etat veillera diligemment en ſon propre Territoire & pourra les faire confiſquer à ſon profit. A Eslingen le* 26. *Novembre* 1704. 164

1705. 2. Août. *Accord & Transaction entre* JEAN GUILLAUME *Electeur Palatin &* LOUIS *Evêque de Worms, par laquelle au moyen de certaines Renonciations, les anciens differents qu'ils avoient eu au ſujet de la Poſſeſſion de la Ville de Ladenbourg, & de quelques autres Lieux du Païs, ſont entiérement accommodés & terminés. A Duſſeldorp le* 2. *d'Août* 1705. 166

ANNO 1705.

15. Sept. *Revers donné par* FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin, au Duc* ADOLPH FREDERIC *de Mecklenbourg-Strelitz, par lequel il lui promet le payement des Arrerages de* 9000. *Ecus, qui lui devoient revenir annuellement du Peage de Boitzenbourg, en conſequence du Recès fait entr'eux. A Hambourg le* 8. *Mars* 1701. *& de ne point le troubler à l'avenir dans la perception du même Péage. Donné à Swerin le* 15. *Septembre* 1705. 169

25. Octob. *Acte du Parlement d'Angleterre pour la plus grande ſureté de la perſonne & du Gouvernement de Sa Majeſté* BRITANNIQUE *& de la Succeſſion à la Couronne dans la Ligne Proteſtante de* HANOVER; *paſſée* anno quarto & quinto ANNÆ REGINÆ, *de la Premiere Seſſion, qui commença le* 25. *d'Octobre* 1705. 170

18. Nov. *Fœdus perpetuum inter* CAROLUM XII. *Regem Sueciæ &* STANISLAUM LESZEZYNSKI *in Regem Poloniæ contra* AUGUSTUM II. *in defectione electum. Actum Varſaviæ die* 18. *Novembris* 1708. Cum RATIFICATIONIBUS CAROLI 24. *Novembris*; STANISLAI 5. *Decembris, & Senatoribus aliisque Adhærentibus* 5. *Decembris datis Anno* 1705. 173

21. Nov. *Recès conclu entre* FREDERIC I. *Roi de Pruſſe & Electeur de Brandebourg d'une part, &* JEAN GUILLAUME *Electeur Palatin d'autre part, au ſujet de la Liberté de conſcience & d'Exercice public pour ceux de la Religion Reformée dans l'Electorat Palatin. A Duſſeldorp le* 21. *Novembre* 1705. Avec *la* DECLARATION *de Son Alteſſe Electorale Palatine publiée à ce ſujet dans ſes Etats en faveur des trois Religions dans l'Empire; par laquelle il eſt pourvû, entre pluſieurs autres choſes, au partage des Temples & au rétabliſſement de l'Academie de Heidelberg, & du Conſeil Eccleſiaſtique. A Duſſeldorp le même jour.* 179

1706. 12. Janv. *Fœdus inter Rempublicam* VENETAM *ab una, & inclytas Civitates* TIGURUM *atque* BERNAM *ab altera parte, ad duodecim annos & amplius, quo mutuum ſibi invicem auxilium promittunt, & quidem ex parte Reipublicæ Venetæ pecunia, & ex parte Civitatum Militibus præſtandum. Actum* 12. *Januarii* 1706. 184

15. Mars. *Reglement des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *touchant la Diſcipline Militaire. Fait à la Haye le* 15. *Mars* 1706. 187

29. Avril. *Lettres Patentes de l'Empereur* JOSEPH *pour mettre au Ban de l'Empire le Prince* JOSEPH CLEMENT *de Baviere, Electeur & Archevêque de Cologne. Données à Vienne le* 29. *Avril* 1706. 191

29. Avril. *Lettres Patentes de l'Empereur* JOSEPH *pour mettre au Ban de l'Empire* MAXIMI-

ANNO 1706.

MILIEN EMANUEL *Electeur & Duc de Baviere. Données à Vienne le 29. Avril* 1706. 193

10. Mai. *Decret Commissorial Imperial contre les deux Freres* JOSEPH CLEMENT *de Baviere,& MAXIMILIEN EMANUEL Duc de Baviere, Electeurs de Cologne & de Baviere. Donné à Ratisbonne le 10. Mai* 1706. 195

26. Mai. *Convention faite entre Sa Majesté la Reine de la* GRANDE BRETAGNE *& les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *d'une part, & Son Alteſſe Electorale* PALATINE *d'autre part, pour l'entretien de trois mille Hommes, dont les Troupes de S. A. E. au ſervice de Sadite Majeſté, & de Leurs Hautes Puiſſances ſeront augmentées.* ibid.

7. Juin. *Reſolution des Etats des Etats de la Province de* FLANDRE *par laquelle ils reconnoiſſent Sa Majeſté Catholique le Roi* CHARLES III. *pour leur legitime Souverain, du 7. Juin* 1706. 198

13. Juin. *Traité par lequel les Etats de* TOURNAY & TOURNAYSIS *ſe ſoumettent aux contributions de Guerre ordonnées ſur leur Païs, par L. H P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à Gand le 13 Juin* 1706. ibid.

22. Juil. / 2. Août. *Traité pour l'Union de l'*ANGLETERRE *& de l'*ECOSSE, *conclu & ſigné par les Seigneurs Commiſſaires des deux Royaumes. A Londres le 22. Juillet 2. Août* 1706. 199

14—24. Sept. *Tractatus Pacis inter Reges Sueciæ & Poloniæ de die 14—24. Septembris* 1706. 204

24. Sept. *Acte de Sureté, de Bienveillance & de Protection accordé à la Ville & au Duché de* MILAN *par le Duc de* SAVOYE *au nom de l'*EMPEREUR. *Au Camp de Corſico le 24. Septembre* 1706. 206

14. Dec. *Trattato conchiuſo tra S. E. Il Signor Marcheſe di* PRIE' *come Plenipotenziario di S. M.* CESAREA *in Italia e gli Signori Commiſſarii di S. A. S. Il Signor Duca di* PARMA, *per il regolamento del Quartier d'Inverno ne' Stati di* PARMA *e* PIACENZA; *Piacenza nel Convento di San-Savino li 14. Decembre* 1706. ibid.

6—17. Decemb. *Traité d'Alliance entre la Sereniſſime Republique de* VENISE *d'une part, & les Seigneurs des* TROIS LIGUES GRISES *d'autre part, pour le tems de vingt Années & davantage, par lequel les deux Republiques ſe promettent une reciproque aſſiſtance en cas de beſoin; ſçavoir de la part de Veniſe en Argent, & de la part des trois Ligues en Soldats. A Coire le 6—17. Decembre* 1706. 208

1707. 21. & 29. Janvier. *Declaration de* JEAN-FRANCOIS *Evêque de Conſtance, &* EBERHARD LOUIS *Duc de Wirtemberg, comme Directeurs du Cercle de Suabe, portant que les Affaires du Cercle & les Differens ſurvenus ont été accommodés d'un commun Conſeil. A Merſebourg le 21. & à Stutgard le 29. Janv.* 1707. 211

12. Fevr. *Guarantie des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, ſur l'Accord & Sentence Arbitrale des Mois d'Octobre & de Novembre* 1701. *entre les Comtes* STATIUS & PHILIPPE *de Bentheim. Donnée à la Haye le 12. Fevrier* 1707. 212

ANNO 1707.

13. Mars. *Capitulation Generale accordée aux François par Son Alteſſe Sereniſſime le Prince* EUGENE DE SAVOYE *pour l'Evacuation entiere de la Lombardie, & de toutes les Places qu'ils y poſſedoient, du 13. Mars* 1707. Avec *la* RATIFICATION *de Son Alteſſe Royale de Savoye.* ibid.

6. Avril. *Lettres d'Aſſurance accordées par* ADELBERT *Abbé de Fulde à ſes Sujets de la Ville de* Vieſchberg, *par leſquelles il promet de les garder & maintenir inviolablement dans leurs Droits & Privileges, & en particulier dans l'Exercice de la Religion, ſelon la Confeſſion d'Augsbourg, comme auſſi dans la perception, & uſage de leurs Revenus, Salaires, Aumones &c. auſſi ne ſeront-ils pas contraints à celebrer avec les Catholiques les Fêtes inacoutumées & particulieres. A Fulde le 6. Avril* 1707. 215

7. Mai. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* LEOPOLD *Duc de Lorraine, de Bar &c. par lequel S. A. R. eſt rétablie, & doit demeurer en la pleine & paiſible poſſeſſion de la Terre & Seigneurie de Commercy & des Villages de Breuil, Lerouville, & d'Euville, en tous Droits de Souveraineté & encore des Villages de Ville-Iſſey, Saint-Aubin, Meligny le Grand, Mesnil, la Horgne, Chonville & la Neuville au Rup, leurs Appartenances, Dependances & Annexes; à la charge neantmoins du Reſſort au Bailliage de Vitry, & en cas d'appel, au Parlement de Paris. Fait à Metz le 7. Mai* 1707. Avec *les* POUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *de l'une & de l'autre Partie.* Et *le* PROCES VERBAL *de la Priſe de poſſeſſion pour S. A. R. de Lorraine, du 19. d'Août* 1707. 216

30. Juill. *Traité par lequel la Ville & Cité de* Tournai *ſe ſoumet pour ſa Banlieue ancienne & nouvelle aux Contributions de Guerre ordonnées par L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à Gand le 30. Juillet* 1707. 220

11—22. Août. / 21. Août. / 1. Sept. *Articuli Conventionis inter Auguſtiſſimum Cæſarem* JOSEPHUM, *&* CAROLUM XII. *Regem Sueciæ, in puncto liberi Religionis Exercitii, Incolis Sileſiæ Auguſtanæ Confeſſioni addictis conceſſi, quorum primus in Caſtris Regiis Alt-Ranſtadienſibus, die 11—22. Auguſti initus eſt, reliqui vero in eisdem Caſtris die 21. Auguſti 1. Septembris* 1707. 221

30. Nov. *Decretum* JOSEPHI *Romanorum Imperatoris* LEOPOLDO *Duci Lotharingiæ, datum de jactura Ducatus Montisferrati ei reſarcienda, deque, loco ejusdem, alia Provincia æquivalentis valoris proximis Pacis Conventibus ipſi aſſignanda. Datum Viennæ die 30. Novembris* 1707. 227

1708. 18. Janv. *Pleinpouvoir de* DOROTHE'E MARIE *Ducheſſe de Saxe-Meiningen, née Ducheſſe de Saxe-Gotha à ſon Frere* FREDERIC *Duc de Saxe-Gotha, pour recevoir en ſon Nom la portion qui lui appartient de la Succeſſion de feue ſa Sœur* JEANNE *Ducheſſe de Mecklenbourg Strelitz. A Cobourg*

ANNO 1708.

bourg dans le Château d'Ehrnbourg le 18. Janvier 1708. 228

6. Sept. Décret de la Reine de la GRANDE BRETAGNE en faveur de S. A. R. de LORRAINE, promettant de contribuer tout ce qui dependra d'elle pour l'indemniſer de la perte du Duché de Montferrat, & lui en procurer un Equivalent convenable. Donné à Whitehal le 6. Septembre 1708. 229

1. Dec. Traité de Paix, de Navigation & de Commerce entre les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES & le Bacha, Dey, Bey, Conſeil & Divan de la Regence de TUNIS, fait & conclu ſur le pied des anciens Traitez de Paix, avec addition de divers nouveaux avantages. Signé à Tunis de la part de la Regence le 24. Mars 1704. Accepté & ratifié par Leurs Hautes Puiſſances à la Haye le 1. Decembre 1708. Avec quatre ARTICLES d'Explication inſerés dans l'Acceptation de leurs H. P. 230

1709. 15. Janv. Trattato per il reſtabilimento di una perfetta e durevole Corrispondenza tra SUA BEATITUDINE, & la Maeſtà dell Auguſtiſſimo IMPERATORE e tutta l'Auguſtiſſima Caſa. In Roma li di 15. Gennaro 1709. 233

18. Fevr. Ulterieure Declaration de JOSEPH I. Empereur des Romains, ſur les affaires de la Religion en Sileſie, & de la Convention d'Alt-Ranſtadt, communiquée par les Miniſtres de la Commiſſion Imperiale au Baron Strahlenheim, Plenipotentiaire du Roi de Suede. A Vratislauw le 8. Fevrier 1709. Avec la Conſignation des Temples reſtituez à ceux de la Confeſſion d'Ausbourg dans diverſes Principautés de Sileſie, conformement au Traité d'Alt-Ranſtadt. 223

8. Fevr. Declaratio nomine & authoritate CAROLI XII. Regis Sueciæ facta, quod per Sacram Cæſaream Majeſtatem Conventioni alt-Ranſtadienſi plene & plane ſatisfactum ſit. Wratislaviæ 18. Februarii 1709. 227

28. Mai. Articles Preliminaires, pour parvenir à la Paix Generale, dreſſez ſub ſpe Ratihabitionis, entre les Miniſtres de l'EMPEREUR, de la Reine de la GRANDE BRETAGNE, & des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, d'une part, mais ſignées ſeulement des premiers, par lesquels on convient que la MONARCHIE d'Espagne ſera entierement remiſe & cedée, à Sa Majeſté Catholique CHARLES III. & qu'elle demeurera dans la Maiſon d'Autriche ſans qu'aucune de ſes parties puiſſe en être jamais demembrée. A la Haye le 28. Mai 1709. 234

19. Juin. Decretum CAROLI III. Hispaniarum Regis Catholici, pro LEOPOLDO Duce Lotharingiæ, de Indemnitate Ducatus Montisferrati per aliquam compenſationem ei præſtanda. Datum Barcinonæ die 19. Junii 1709. 237

8. Août. Manifeſte du Roi AUGUSTE pour ſon retour en Pologne, donné le 8. Août 1709. en Latin, & traduit en François par l'ordre de ce Prince. ibid.

24. Août. Declaration de Leurs Hautes Puiſſances les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, en faveur de S. A. R. le Duc de LORRAINE, portant qu'Elles auront à cœur ſes Interêts, dans la future Negociation de la Paix generale, principalement à l'égard de l'Indemnité qui lui eſt duë touchant le Duché de Montferrat. 242

ANNO 1709.

29. Octob. Traité d'Alliance & de Garantie, appellée communement le TRAITE' DE BARRIERE fait & conclu entre ANNE Reine de la GRANDE BRETAGNE, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, pour le maintien de la Succeſſion à la Couronne de la Grande Bretagne dans la Ligne Proteſtante, ſelon qu'elle eſt établie par les Loix, & aſſeurer à L. H. P. une Barriere ſuffiſante aux Païs-Bas, contre la France & autres, qui les voudroient ſurprendre & attaquer. A la Haye le 29. Octobre 1709. Avec les Articles Separés du même Jour & An. 243

1710. 2. Janv. Projet de la FRANCE pour la Paix, publié le 2. Janvier 1710. 246

15. Janv. Decret Commiſſorial de l'Empereur JOSEPH, pour la Garantie de la Neutralité du Nord. Donné à Ratisbonne le 15. Janvier 1710. ibid.

31. Janv. Extrait du Regiſtre des Reſolutions de Leurs H. P. Meſſieurs les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, au ſujet de la Ville de Vervier. 247

23. Fevr. Extrait du Regiſtre de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, pour la Neutralité en Allemagne. ibid.

21. Mars. Ratificatio CAROLI XII. Sueciæ Regis ſuper Conventione Alt-Ranſtadienſi in puncto Religionis facta. Datum ad Urbem Bender die 21. Martii Anno 1710. 249

31. Mars. Conventio inter Imperatorem JOSEPHUM, ANNAM Magnæ Britanniæ Reginam & Ordines Generales FOEDERATI BELGII de Neutralitate Imperii. Facta die 31. Martii, Anno 1710. 249

23. Juill. Extrait du Regiſtre des Reſolutions de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, touchant les Conferences de Paix à Geertruydenberg. 250

27. Juill. Extrait du Regiſtre de L. H. P. Meſſieurs les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, contenant les Raiſons pourquoi les Conferences de Geertruydenberg, doivent être cenſées rompuës par les Miniſtres Plenipotentiaires de la France. ibid.

4. Août. Convention entre l'Empereur JOSEPH, la Reine de la Grande Bretagne ANNE & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, pour aſſembler des Troupes pour la Conſervation de la Neutralité dans l'Empire. A la Haye le 4. Août 1710. 254

11. Août. Excerptum e Libro Decretorum Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium UNITI BELGII pro ulteriori Explicatione Neutralitatis in Septentrione ſervandæ. 255

22. Août. Memoire de Mr. MATUEOF Ambaſſadeur de Moscovie, ſur la Neutralité de l'Empire, preſenté aux Etats Generaux des PROVINCES-UNIES le 22. Août. / 2. Septembre. 1710. 256

2. Sept. Ex-

ANNO 1710.

9. Sept. *Extrait du Regiſtre des Reſolutions de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, ſur le Memoire precedent.* 257

1. Nov. *Convention entre le Prince* EUGENE DE SAVOYE, *le Prince & Duc de* MARLBOROUGH, *& Meſſieurs les Deputez de L. L. H. H. P. P. pour fournir le pain & fourage aux Troupes Imperiales dans les Païs-Bas. Faite au Camp devant Aire le 1. Novembre* 1710. ibid.

30. Nov. *Proteſtatio* CAROLI XII. *Regis Sueciæ circa Fœdus inter Sacram* CÆSAREAM *Majeſtatem, Sereniſſimam Magnæ* BRITANNIÆ *Reginam, & Dominos Ordines* FOEDERATI BELGII *Generales, atque complures Imperii Principes, pro tuenda tranquillitate Germaniæ initum; quod nimirum ille nec velit nec poſſit præfato Fœdere teneri. Dat. ad Urbem Benderam die* 30. *Novembris* 1710. 258

1711. 2. Janv. *Reſolution de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, ſur la Marche des Troupes pour la* NEUTRALITE' EN ALLEMAGNE *du Vendredi 2. Janvier* 1711. ibid.

17. Janv. *Juſtitia Armorum, quæ Sacra ſua Czarea Majeſtas* PETRUS I. *Magnæ Ruſſiæ Imperator in ſui defenſionem adverſus perfidum Turcarum Sultanum* ACHMETEM *Pacis violatorem arripuit, propalam expoſita. Ad Mandatum ejusdem Majeſtatis typis evulgata. Accedunt nonnulla Apographa rei hujus peculiaria.* 259

19. Janv. *Reſolution des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, ſur les Troupes pour la Tranquilité d'Allemagne.* 265

28. Janv. *Defenſio* CAROLI II. *contra* AUGUSTUM II. *Regem Poloniæ, Electorem Saxoniæ. Data Benderæ* 28. *Januarii* 1711. ibid.

22. Fevr. *Manifeſtum ſeu Declaratio de perfida Pacis violatione Sultani Turcarum* ACHEMETIS *contra Suam Czaream Majeſtatem. Ad Mandatum Suæ Majeſtatis in lucem data anno* 1711. *Februarii die* 22. *Interpretata ad normam Originalis.* 266

1. Mai. *Puncta Pacificationis Hungariæ Zacmarini* 29. *Aprilis* 1711. Cum *Acceptatione Amneſtiæ. Karollii prima Maii* 1711. 269

14. Mai. *Second Decret de la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *touchant l'Indemnité promiſe au Duc de* LORRAINE *pour le Duché du Montferrat. A Whitehal le* 14. *Mai* 1711. 271

*Deduction Abregée touchant les Differents de Son Alteſſe Electorale de* BRUNSWIC, *avec le Chapitre d'*HILDESHEIM. 272

15. Juin. *Reſolution de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, en Reponſe à une Lettre du* CZAR, *qui demandoit que le Corps des Troupes de la Neutralité pût ſe joindre inceſſamment aux ſiennes.* 273

15. Juin. *Reſolution de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour repondre à la Declaration du Roi de* SUEDE *au ſujet des Actes paſſez pour la conſervation de la Neutralité dans l'Empire, par rapport à la Guerre dans le Nord.* 274

*Traité de Paix entre Sa Majeſté Czarienne* PIERRE ALEXIOWITZ & ACHMET *Han Sultan des Turcs, par lequel la Forteresſe d'*Azof *doit être reſtituée à la Porte Ottomanne avec demolition de quelques autres Places & Forts. Fait au Camp des Turcs près de la Riviere de Pruth le 6. de la Lune Gemaiel Achir l'An de l'Hegire* 1123. *& le* 21. *Juillet* 1711. 275

*Reſolution des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *ſur la Succeſſion d'*ORANGE. 276

*Manifeſte de* FREDERIC AUGUSTE *Roi de Pologne touchant ſa Marche en Pomeranie. Donné près de Strelitz le* 20. *Août* 1711. 277

*Manifeſte de* FREDERIC IV. *Roi de Dannemarc. Donné à Roſtock le* 21. *Août.* 278

*Donation pleine & entiere du Duché de* Limbourg *faite par* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne & Souverain des Païs-Bas; à* MARIE ANNE DE LA TREMOUILLE, *Princeſſe des* URSINS, *pour en joüir à toujours elle & ſes Succeſſeurs en toute proprieté & Souveraineté. Fait à Corella au Royaume de Navarre le* 28. *Sept.* 1711. 279

*Articles Preliminaires donnés de la part du* ROI TRES-CHRETIEN *par le Sieur* MENAGER *ſon Miniſtre, pour ſervir de fondement à la Paix Generale. A Londres le* 27. *Septembre* 8. *Octobre* 1711. 281

*Reglement ordonné par la Reine de la* GRANDE BRETAGNE *& par les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour le Gouvernement des Provinces du Païs-Bas Espagnol, ſous leur Autorité adminiſtrative, juſques à ce que Sa Majeſté Catholique le Roi* CHARLES II. *en ſoit mis en pleine poſſeſſion. A Bruxelles le* 5. *Octob.* 1711. Avec *les* ACTES *de Repreſentation, & d'Interpretation qui en dependent.* ibid.

*Memoire de Son Alteſſe Electorale de* HANOVER *adreſſé à la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *ſur la Paix avec la France, du* 9. *Decembre* 1711. 285

*Revers de* CHARLES VI. *Roi des Romains pour l'acceptation & Confirmation de la Capitulation Imperiale, faite par ſes Plenipotentiaires avec les Electeurs de l'Empire, promettant de l'obſerver inviolablement. A Francfort le* 19. *Decembre* 1711. 287

*Confirmation des Traitez faits entre la Reine de la* GRANDE BRETAGNE *& les* ETATS GENERAUX, *conclu entre les Miniſtres de Sa Majeſté Britannique & Mr. Buys, le* 22. *Decembre* 1711. 288

1712. 2. Janv. *Donation de toutes les Provinces du Païs-Bas Espagnol faite par* PHILIPPE *Duc d'Anjou comme Roi d'Espagne, à* MAXIMILIEN EMANUEL *Electeur de Baviere pour lui & pour ſes Descendents mâles à perpetuité. A Madrid le* 2. *Janvier* 1712. ibid.

ANNO 1711.

21. Juill. *Traité de Paix entre Sa Majeſté Czarienne* PIERRE ALEXIOWITZ & ACHMET *Han Sultan des Turcs, par lequel la Forteresſe d'*Azof *doit être reſtituée à la Porte Ottomanne avec demolition de quelques autres Places & Forts. Fait au Camp des Turcs près de la Riviere de Pruth le 6. de la Lune Gemaiel Achir l'An de l'Hegire* 1123. *& le* 21. *Juillet* 1711. 275

28. Juill. *Reſolution des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *ſur la Succeſſion d'*ORANGE. 276

20. Août. *Manifeſte de* FREDERIC AUGUSTE *Roi de Pologne touchant ſa Marche en Pomeranie. Donné près de Strelitz le* 20. *Août* 1711. 277

21. Août. *Manifeſte de* FREDERIC IV. *Roi de Dannemarc. Donné à Roſtock le* 21. *Août.* 278

28. Sept. *Donation pleine & entiere du Duché de* Limbourg *faite par* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne & Souverain des Païs-Bas; à* MARIE ANNE DE LA TREMOUILLE, *Princeſſe des* URSINS, *pour en joüir à toujours elle & ſes Succeſſeurs en toute proprieté & Souveraineté. Fait à Corella au Royaume de Navarre le* 28. *Sept.* 1711. 279

27. Sept. 8. Octob. *Articles Preliminaires donnés de la part du* ROI TRES-CHRETIEN *par le Sieur* MENAGER *ſon Miniſtre, pour ſervir de fondement à la Paix Generale. A Londres le* 27. *Septembre* 8. *Octobre* 1711. 281

5. Octob. *Reglement ordonné par la Reine de la* GRANDE BRETAGNE *& par les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour le Gouvernement des Provinces du Païs-Bas Espagnol, ſous leur Autorité adminiſtrative, juſques à ce que Sa Majeſté Catholique le Roi* CHARLES II. *en ſoit mis en pleine poſſeſſion. A Bruxelles le* 5. *Octob.* 1711. Avec *les* ACTES *de Repreſentation, & d'Interpretation qui en dependent.* ibid.

9. Dec. *Memoire de Son Alteſſe Electorale de* HANOVER *adreſſé à la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *ſur la Paix avec la France, du* 9. *Decembre* 1711. 285

19. Dec. *Revers de* CHARLES VI. *Roi des Romains pour l'acceptation & Confirmation de la Capitulation Imperiale, faite par ſes Plenipotentiaires avec les Electeurs de l'Empire, promettant de l'obſerver inviolablement. A Francfort le* 19. *Decembre* 1711. 287

22. Dec. *Confirmation des Traitez faits entre la Reine de la* GRANDE BRETAGNE *& les* ETATS GENERAUX, *conclu entre les Miniſtres de Sa Majeſté Britannique & Mr. Buys, le* 22. *Decembre* 1711. 288

1712. 2. Janv. *Donation de toutes les Provinces du Païs-Bas Espagnol faite par* PHILIPPE *Duc d'Anjou comme Roi d'Espagne, à* MAXIMILIEN EMANUEL *Electeur de Baviere pour lui & pour ſes Descendents mâles à perpetuité. A Madrid le* 2. *Janvier* 1712. ibid.

# TABLE CHRONOLOGIQUE


ANNO 1712.

*Manifeſte du Conſeil General des deux Religions dans le* TOGGENBOURG. 290

12. Avril. *Manifeſte des Cantons de* ZURICH *& de* BERNE, *touchant les affaires du* TOGGENBOURG. 291

13. Avril.

18. Juin. *Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, entre les Hauts & Puiſſants Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, & la haute Regence, Bacha, Aga, & Victorieuſe Milice d'*ALGER. *Fait le* 18. *Juin l'an de Jeſus-Chriſt* 1712. *& de l'Hegire* 1124. 292

5—15. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre la* PORTE OTTOMANE *& Sa Majeſté* CZARIENNE, *conclu le* 5—15. *Avril par le Mediation des Ambaſſadeurs de la* GRANDE BRETAGNE, *& des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas auprès du Grand Seigneur.* 297

30. Avril. *Recès d'Elucidation entre Sa Majeſté* FREDERIC IV. *Roi de Dannemarc & de Norwegue, & S. A. S.* CHRISTIAN ALBERT *Duc & Adminiſtrateur des Duchez de Schleswig-Holſtein, par lequel les Differens ſur l'Accord de Hambourg du* 5. *Janvier* 1711. *en divers Points ſont accommodés. Fait à Rendsbourg le* 30. *Avril* 1712. 298

21. Juin. *Alliance & Capitulation entre Leurs Hautes Puiſſances les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *& le Louable Canton de* BERNE: *l'Alliance fut concluë à la Haye le* 21. *Juin* 1712. *& la Capitulation le* 8. *Janvier* 1714. 300

31. Juill. *Declaration de* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Eſpagne, faite à ſes Miniſtres, touchant ſa Renonciation à la Couronne de France. A Madrid le* 3. *Juillet* 1712. 304

2. Août. *Trêves concluës entre le Louable Canton de* ZURICH, *& le Louable Canton de* SWITZ, *pour durer juſqu'à la Paix Generale des Cantons Suiſſes Confederés. A Waderſchwyl le* 2. *Août* 1712. 305

9. & 11. Août. *Concluſion priſe entre les Louables Cantons Evangeliques de* ZURICH *& de* BERNE, *& les cinq Louables Cantons Catholiques de* LUCERNE, *d'*URI, *de* SWITZ, *d'*UNDERWALD *&* ZUG, *par laquelle la Paix faite le* 18 *Juin* 1712. *& ſigné par les Cantons de* ZURICH, *de* BERNE, *de* LUCERNE, *& d'*URI *eſt acceptée, & confirmée, & par deſſus cela les Limites reglées entre les uns & les autres; la Ville de Rapperſchweil laiſſée aux Cantons de Zurich & de Berne, & celui de Berne admis à la Conregence des Bailliages de Tergauw, de Rynthal, de Sargans & des autres Provinces Libres, toutes les offenſes paſſées étant d'ailleurs reciproquement miſes en oubli. A Arau le* 9. *&* 11. *Août* 1712. 306

19. Août. *Traité pour une Suſpenſion d'Armes de quatre Mois, fait & conclu entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* ANNE *Reine de la Grande Bretagne, laquelle ſera auſſi obſervée en Eſpagne d'où la Reine retirera ſes Troupes. A Paris le* 19. *Août* 1712. Avec *la* RATIFICATION *de la Reine, donnée à Windſor le* 28—29. *d'Août* 1712. 308

ANNO 1712.

*Renunciation jurada de* FELIPE *Duque de Anjou como Rey de España à la Corona de Francia por el y todos ſus Decendientes perpetuamente a favor del Duque de* BERRI, *y otros Principes de la Sangre de Francia, cadauno ſegun ſu grado, con clauſula de incompatibilidad entre los dos Coronas, de ſuerte que jamas puedan hallarſe unidas en una misma perſona. A cuio fin, el Duque de* SABOYA *y todos los Principes de ſu Caſa ſon llmados para ſucceder a la dicha Corona de España, en caſo de quedar totalmente eſtinguida la Linea de Felipe., Fecha en Madrid a los* 5. *Noviembre* 1712. *Reiterada y confirmada al Buen-retiro los* 7. *del mismo mes de Noviembre* 1712. 310

5. Nov.

7. Nov. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* JEAN V. *Roi de Portugal pour une ſuſpenſion d'Armes de quatre Mois entre les Couronnes de France & d'Eſpagne, d'une part, & celle de Portugal d'autre part. Fait à Utrecht le* 7. *Novembre* 1712. 312

9. Nov. *Certificato de D.* FRANCISCO ANTONIO DE QUINCOCES, *Cavallero de la Orden de S. Jago, del Conſejo de Su Mageſtad, Notario y Eſcrivano publico, en ſus Regnos que contiene que la Renunciation a la Corona de Francia, a ſido preſentada a las Cortes de Caſtilla juntadas en Madrid, donde a ſido aprobada y confirmada en todos ſus Puntos y Articulos, eſtableciendo que en adelante ſea tenida y guardata como a Ley fundamental del Reyno. Fecha en Madrid a los* 9. *Noviembre* 1712. 313

18. Nov. *Traité d'Accommodement entre Sa Majeſté le Roi de* DANNEMARC *& la Ville de* HAMBOURG. *A Altena le* 18. *Novembre* 1712. 314

19. Nov. *Renonciation avec Serment de* PHILIPPE *Petit-Fils de France, Duc d'*ORLEANS *à la Couronne d'Eſpagne, & à toute eſperance d'y pouvoir ſucceder un jour, lui, ſes Enfans, & ſes Deſcendants. Fait au Palais Royal à Paris le* 19. *Novembre* 1712. 314

24. Nov. *Renonciation avec Serment de* CHARLES *Fils de France, Duc de* BERRI *à la Couronne d'Eſpagne, & à tout Droit d'y pouvoir un jour ſucceder, lui ou ſes Deſcendants, à perpetuité. A Marly le* 24. *Novembre* 1712. 316

14. Dec. *Prorogation pour quatre Mois, de la ſuſpenſion d'Armes auparavant concluë, entre la* FRANCE *& l'*ANGLETERRE. *A Verſailles le* 14. *Decembre & à Londres le* 7. *du même Mois.* Avec *la* PROCLAMATION *faite à Paris ſuivant l'Ordre du Roi. Donné à Verſailles le* 15. *Decembre* 1712. 317

1713. 10—21. Janv. *Traité entre le Duc Adminiſtrateur de* HOLSTEIN-GOTTORP, *& le Comte de* STEENBOCK *Maréchal de Camp du Roi de* SUEDE, *par lequel Son A. S. promet de donner accès, & refuge aux Troupes de Sa Maj. ſous le Canon de Tonningue à certaines conditions. Fait le* 21. *Janvier* 1713. 318

19—30. Janv. *Fœdus inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, & Ordines* UNITARUM BELGII *Provinciarum Generales, pro mutua & reciproca Guarantia, Succeſſionis nempe*

ANNO 1713.

*nempe ad Coronam Britannicam, in Stirpe Proteſtantium, & Obicis vulgo* BARRIERE, *præfatis Ordinibus debitæ, atque adverſus Galliam perquam neceſſariæ; quem in finem priori Fœdere, quod die 29. Octobris 1709. factum fuit, prorſus reſciſſo & abrogato, ad novas Conventiones, Stipulationes Coronæ Britannicæ magis acceptas deveniunt ſeſeque invicem obſtringunt.* 322

Mars. *Lettres Patentes de* LOUIS XIV. *Roi de France ſuprimant celles du Mois de Decembre 1709. admettant & authoriſant la Renonciation de* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne à la Couronne de France, & celles de* CHARLES *Duc de Berri, & de* PHILIPPE *Duc d'Orleans, comme Princes de France à la Couronne d'Espagne. Données à Verſailles au Mois de Mars 1713. & regiſtrées en Parlement le 15. du même Mois & An.* 324

1. Mars. *Prorogation pour quatre Mois de la ſuſpenſion d'Armes accordée le 7. Novembre 1712. entre les Couronnes de* FRANCE *&* d'ESPAGNE *d'une part, & celle de* PORTUGAL *d'autre part. A Utrecht le 1. Mars 1713.* 326

14. Mars. *Convention faite entre les Parties Belligerantes, par la Mediation des Plenipotentiaires Anglois pour l'évacuation de la* CATALOGNE, *& pour un Armiſtice en* ITALIE. *A Utrecht le 14. Mars 1713.* 327

14. Mars. *Ceſſation d'Armes pleine & entiere, faite & concluë entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* VICTOR AMEDE'E, *Duc de Savoye pour durer jusqu'à la Paix. A Utrecht le 14. Mars 1713.* ibid.

26. Mars. ASSIENTO *ou Privilege pour l'Introduction & la Vente des Esclaves* NEGRES *dans l'*AMERIQUE ESPAGNOLE, *contenant les Conditions auxquelles il eſt accordé à la* COMPAGNIE ANGLOISE. *Fait à Madrid le 26. Mars 1713.* 330

2. Avril. *Traité entre* CHARLES VI. *Empereur des Romains & Roi Catholique d'une part, &* FREDERIC GUILLAUME *Roi de Pruſſe d'autre part, par lequel Sa Maj. Imp. & Catholiqae cede & transporte audit Roi, diverſes Places, Villes & Lieux ſitués dans le Duché de* Gueldres, *ſavoir la Ville & Bailliage de* Gueldres: *les Villes & Bailliages de* Strahlen, Wachtendonck, Middelaar, Walbek, Aersſen, Afferden, Weel, Racy & le Petit Kevelaer, *avec le Païs de* Keſſel, *pour ſatisfaction de ſes anciennes pretentions, à la charge du feu Roi d'Espagne* CHARLES II. *Moyennant quoi auſſi S. Maj. Pruſſienne renonce à toutes ſes dites pretenſions, & ſe tient pour contente. A Utrecht le 2. Avril 1713.* 337

31. Mars. 11. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* ANNE *Reine de la Grande Bretagne, établi ſur le fondement d'une ſeparation réelle & perpetuelle des Couronnes de France & d'Espagne, par le moyen des Renonciations reciproques du Roi* PHILIPPE, *& des Ducs de* BERRI *&* d'ORLEANS *qui y ſont inſerées, comme auſſi ſur la Reconnoiſſance que le Roi T. C. y fait, de la Ceſſion à la Couronne de la Grande Bretagne dans la Ligne Proteſtante de* HANOVER, *avec promeſſe de ne jamais rien faire, ni permettre qu'il ſoit fait, directement ou indirectement en faveur de ceux qui voudroient la troubler. Le Roi T. C. y promet de plus de faire raſer* DUNKERQUE, *& il y cede à la Couronne d'Angleterre, divers grands Païs dans l'Amerique Septentrionale. Fait à Utrecht le 31. Mars 11. Avril 1713. Avec les Pleinpouvoirs de part & d'autre, & la Ratification du Roi T. C. Donnée à Verſailles le 18. Avril 1713.* 339

31. Mars. 11. Avril. *Traité de Navigation & de Commerce entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* ANNE *Reine de la Grande Bretagne, portant entr'autres Conventions & Stipulations avantageuſes, que reciproquement les Sujets de l'une des deux Parties, ſeront traitez dans le Royaume & Etats de l'autre Partie, comme ceux des autres Nations les plus amies, & les plus favoriſées, qu'ils y jouïront des mêmes Libertez & Privileges à l'égard du Commerce & des Impoſitions, & qu'en particulier le rigoureux* Droit d'Aubeine *n'y ſera plus exercé ſur eux. Fait à Utrecht le 31. Mars 11. Avril 1713. Avec la* RATIFICATION *de Sa Majeſté T. C. Donnée à Verſailles le 18. Avril 1713.* 345

11. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* JEAN V. *Roi de Portugal, portant Ceſſion & Renonciation de la part de Sa Majeſté T. C. en faveur de Sa Majeſté Portugaiſe à toutes les Terres appellées Cap du Nord, à toutes celles des deux Coſtes de la Riviere des Amazones, & à la Navigation & Commerce de cette Riviere, ſous la Garantie offerte & acceptée de la Reine de la Grande Bretagne. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.* 353

11. Avril. *Pax & Amicitia in perpetuum condita inter* LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ Chriſtianiſſimum, &* FREDERICUM *Regem Boruſſiæ, his Legibus, ut præfatus* LUDOVICUS *Nomine* PHILIPPI *Regis, ejus Nepotis, dicto* FREDERICO *cedat & transferat, totam partem illam ſuperioris Gueldriæ quam ipſe tenet & hactenus poſſidet, nominatim vero Urbem Gueldriæ, cum certis Præfecturis, Oppidis Locisque ibidem deſignatis. Agnoscit porro Rex Chriſt. Regem Boruſſiæ pro ſupremo Domino Principatus Neocaſtri & Vallengiæ in partibus Helvetiæ ſiti, & viciſſim Rex Boruſſiæ eidem cedit & renuntiat totum Principatum Arauſionenſem, Dynaſtiasque & Loca Succeſſionis Cabillonenſis & Chatelbelinenſis &c. Actum Trajecti ad Rhenum die 11. Aprilis Anno 1713.* Cum ARTICULIS SEPARATIS *duobus, unus ſcilicet de Dignitate Regia in dicto* FREDERICO *Rege, & Succeſſoribus ſuis, ſemper agnoscenda atque de Titulo Majeſtatis eis tribuendo, alter de Civitate Rhenoberga evacuanda. Actum Trajecti ad Rhenum die 11. Aprilis 1713.* 356

11. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye, par lequel Sa Majeſté T. C. reſtitue à S. A. R. le Duché de Savoye, & le Comté de Nice, avec*

ANNO 1713.

*avec quelques Vallées, en échange desquelles S. A. R. lui en cede quelques autres, les Renonciations des Ducs de* BERRI *&* d'ORLEANS *à la Couronne d'Espagne, avec les Lettres Patentes du Roi T. C. pour les authoriſer y ſont inſerées. Fait à Utrecht le* 11. *Avril* 1713. 362

11. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, par lequel on convient que les Couronnes de France & d'Espagne demeureront à jamais ſeparées ſans pouvoir être unies en une même Perſonne. Que ledit Roi T. C. remettra auxdits Etats Generaux tous les* Païs-Bas, *appellées* Espagnols *pour les rendre à la Maiſon d'*AUTRICHE, *nonobſtant les Pretenſions que pourroit y avoir l'Electeur de Baviere, lequel ſera obligé d'y renoncer; le Roi T. C. y cede auſſi la Ville de* Tournai *avec quelques autres Places & Lieux, Leurs Hautes Puiſſances lui rendent* Lille, *le Roi de* PRUSSE *garde la Ville de* Gueldres *avec certains Bailliages; & quelques autres Stipulations ſuivent celle-là, à l'égard de l'Etat de la Religion dans l'Empire, & de la Forteresſe de Rhynfelds. Fait à Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. S'enſuivent *divers* ARTICLES SEPARE'S *ou Declarations, avec les Pleinpouvoirs, & Ratifications de part & d'autre.* 366

11. Avril. *Traité de Navigation & de Commerce entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contenant en ſubſtance & avec peu de Limitation, que les Sujets & Habitans de l'une des deux Parties, ſeront traitez dans les Etats de l'autre, par rapport au Commerce, à la Juſtice & aux Impoſitions, comme les Sujets propres & Naturels, que le* Droit d'Aubeine, *ne ſera point exercé en France ſur les Hollandois; & que ſi la Guerre ſurvient, il ſera donné neuf Mois de Liberté aux Marchands pour retirer leurs Effets, lequel Traité durera vingt-cinq ans. Fait à Utrecht le* 11. *Avril* 1713. S'enſuit *un* ARTICLE SEPARE', *pour l'Exemption des cinquante ſols par Tonneau, que les Navires étrangers payent en France. Fait le* 11. *Avril* 1713. Avec *les* PLEINPOUVOIRS *&* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* 377

19. Avril. *Traité d'Alliance entre les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, & les* LIGUES GRISES. *Fait à la Haye le* 19. *Avril* 1713. 386

1. Mai. *Accord ou Capitulation concluë entre les* DANOIS *&* SUEDOIS *pour l'évacuation du* HOLSTEIN. *Fait & conclu à Oldensworth le* 16. *Mai* 1713. 388

29. Mai. *Extrait du Conſeil d'Etat du Roi* TRE'S-CHRETIEN *pour la reſtitution du Prince d'*Espinoi, *en vertu des Articles* 11. *&* 15. *des Traitez faits à Utrecht avec l'Angleterre & la Hollande, le* 11. *Avril. Le* 29. *Mai* 1713. ibid.

8. Juin. *Extrait des Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour la Reſtitution du Prince d'*Espinoi *en vertu de l'Article* XI. *de leur Traité de Paix avec le Roi T. C.* 389

ANNO 1713.

10. Juin. *Inſtrumento de la Ceſſion del Reyno de Sicilia, hecho por el Sereniſſimo Duque de* ANJOU *como Rey de* ESPAÑA *à* VICTOR AMADEO *Duque de Saboya por el y ſus Decendientes masculinos perpetuamente, comprendiendo tambien en ella la Linea de los Principes de* CARIGNAN *faltando la Suya, baxo clauſula de Reverſion, en caſo de quedar extinguidas dichas dos Lineas Masculinas, y lo mismo en caſo que S. A. R. ò alguno de ſus Succeſſores rompieſſe la buena amiſtad y Aliança con la Corona de España. Hecho en Madrid a los* 10. *de Junio* 1713. ibid.

22. Juin. *Traité entre Sa Majeſté* FREDERIC GUILLAUME *Roi de Pruſſe d'une part, & le Duc Adminiſtrateur de* HOLSTEIN-GOTTORP *de l'autre, par lequel ils conviennent de mettre une Garniſon commune dans les Villes & Forteresſes de* WISMAR *&* STETTIN *juſqu'à ce que la Paix ſe faſſe entre les Puiſſances du Nord, de plus, ils prennent une Reſolution touchant la ceſſation du Blocus de la Forteresſe de* Tonningue *& de la Reſtitution de la Maiſon Ducale de Holſtein-Gottorp. Fait à Berlin le* 22. *Juin* 1713. 392

2—13. Juillet. *Tractatus Pacis & Amicitiæ inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, &* PHILIPPUM *Ducem Andegavenſem tanquam Regem Hispaniarum initus. Quo adhibitis inſertisque Renunciationum Inſtrumentis,* PHILIPPI *nempe ab una, & Ducum* BITURICENSIS *&* AURELIANENSIS *ab altera parte, præcavetur, ne ullo tempore Regna Francorum & Hispanorum uniantur, vel ab uno capite regantur.* PHILIPPUS *porro agnoscit Succeſſionem Regiam Britannicam in Stirpe Proteſtantium, ſicut Legibus determinata eſt, conſtituit Ditiones Hispanicas in America, numquam per ipſum aut Succeſſores ejus alienandas, cedit Coronæ Britannicæ Urbem & Arcem* Gibraltar *atque totam Inſulam* Minoricam, *cum* Portu Mahonis, *confirmat, & de novo concedit Societati Anglicæ Pactum* Aſſiento de Negros *dictum ad* 30. *annos, Regnum autem* Siciliæ VICTORI AMADEO *Duci Sabaudiæ condonat: ſub pacto de non alienando. Actum Trajecti ad Rhenum die* 2—13. *Julii* 1713. Cum RATIFICATIONE *Britannica, apud Kenſington data die* 31. *Julii* 1713. *Quam* ſequuntur ARTICULI SEPARATI, *duo, cum* RATIFICATIONIBUS. *Primus videlicet de Tractatu Madritenſi tenendo, deque Provinciis Hispanicis nunquam alienandis: Alter de Ducatu Limburgico, Principiſſæ* URSINI *aſſignando. Dat.* 2—13. *Julii* 1713. Accedunt *Duæ* DECLARATIONES *ad eundem Tractatum ſpectantes. Dat.* 12—23. *Februarii* 1713—1714. 393

15—26. Juillet. *Convention entre Sa Majeſté* BRITANNIQUE, *& Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *contenant un Reglement proviſionel pour le Commerce & les Droits d'Entrée & de Sortie dans les Païs-Bas Autrichiens. Fait à Utrecht le* 15—26. *Juillet* 1713. 400


*Traité*

ANNO 1713.

13. Août. *Traité de Paix & d'Alliance entre* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, &* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye, par lequel le Droit de Succeſſion à la Couronne d'Espagne eſt deferé à Son Alteſſe Royale & à ſes Descendants mâles & le Royaume de Sicile lui eſt cédé & transporté aux conditions marquées dans l'Acte de Ceſſion du 18. Juin 1713. Le Montferrat lui eſt garanti, avec la Province de Vigevano, & les autres Ceſſions contenuës dans ſon Traité avec l'Empereur du 8. Novembre 1703. Fait à Utrecht le 13. Août 1713.* 401

20. Août. *Contractus, vigore cujus* CAROLUS VI. *Romanorum Imperator* Marchionatum Finarienſem *ejusque Jura & annexa Reipublicæ* GENUENSI *vendidit. Datum 20 Auguſti anno 1713.* 405

6. Octob. *Traité entre Sa Majeſté* FREDERIC GUILLAUME *Roi de Pruſſe d'une part, & les Hauts Alliez du Nord contre la* SUEDE, *ſavoir* FREDERIC AUGUSTE *Roi de Pologne, &* PIERRE I. *Czar de Ruſſie, de l'autre, en vertu duquel ceux-ci cedent au Roi de Pruſſe en ſequeſtre la Ville de* Stettin *par eux aſſiegée & bombardée, avec une certaine portion de la Pomeranie Suedoiſe, & promettent de faire la même choſe avec les Villes de* Stralſund & Wismar. *Le Roi de Pruſſe s'obligeant de ſon côté d'empêcher, que les Troupes Suedoiſes reſtantes dans la Pomeranie appartenante à la Suede ne puiſſent faire aucunes hoſtilités contre quelqu'un des Alliez du Nord, comme auſſi de payer des fraix du Siége reglez à 400000. Ecus d'Allemagne, la moitié au General du Czar, le Prince Menzikow. Donné à Schweedt le 6. Octobre 1713.* 407

28. Nov. 9. Dec. *Tractatus Navigationis & Commerciorum, inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, &* PHILIPPUM *Ducem Andegavenſem, tanquam Regem Hiſpaniarum initus, quo Tractatibus de Annis* 1667. & 1670. *confirmatis, conventum eſt, ut Subditi utriusque Partis, mutuo gaudeant iisdem Privilegiis, quibus amiciſſima gens quævis fruitur; Telonia porro omnia in unum reducantur ex quo fieri debet Index, ſive Catalogus, vulgo* Tarif, *qui in uno quoque Portu publice proſtabit, & quiquid pro ſingulis Mercibus ſolvendum erit, ſpeciatim exprimet & continebit. Actum Trajecti ad Rhenum die 28. Novembris 9. Decembris 1713.* Cum RATIFICATIONE *Reginæ Magnæ Britanniæ; quo etiam continentur tres, Articuli loco tertii, quinti & octavi ſubſtituti. Actum Windeſoræ die 7. Februarii 1713—1714.* Sequitur ARTICULUS SEPARATUS *de Judice conſervatore in Inſulis Canaricis Mercatoribus Anglis concedendo, cum Ratificatione Britannica:* Sequitur item DECLARATIO *Legatorum Hiſpanorum de Lingua Hiſpanica in ſupra memoratis tribus Articulis adhibita. Data die 12—23. Februarii 1713—1714.* 409

1714. 6. Mars. *Traité de Paix entre* CHARLES VI. *Empereur des Romains, Roi Catholique des Eſpagnes &c. &* l'EMPIRE, *d'une part, &* LOUIS XIV. *Roi T. Chrétien de France & de Navarre d'autre part, par lequel le* Vieux Briſac & Fribourg *ſont rendus à la Maiſon d'Autriche de même que les Païs-Bas appellés* Espagnols, *ſauf les Traitez de l'Empereur avec les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *& avec le Roi de Pruſſe, le Fort de* Kehl *y eſt rendu à l'Empereur & à l'Empire, &* Landau, *à la France, divers Forts ſitués ſur le Rhyn doivent eſtre démolis. Le Roi T. C. y reconnoit l'Erection du* NEUVIEME ELECTORAT *dans la Maiſon de* BRUNSWIC-HANOVER, *& l'Empereur y promet de reſtituer les Electeurs de* COLOGNE *& de* BAVIERE *en tous leurs Etats, Dignitez, Prerogatives, & Biens; avec quelques Limitations à l'égard de la Ville de Bonn. Fait au Palais de Raſtad le 6. Mars 1714.* Avec TROIS ARTICLES *ſeparés du même jour. Le premier concernant les Titres pris par l'Empereur dans le Traité, le ſecond touchant la Langue Françoiſe dans laquelle il eſt couché, & le troiſieme touchant le choix du lieu où cette même Paix doit être traitée plus ſolemnellement.* S'enſuivent *les* PLEINPOUVOIRS & RATIFICATIONS *de part & d'autre.* 415

ANNO 1714.

8. Juin. *Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, & le Louable Canton de* BERNE, *projetté & ſigné à la Haye le 21. Juin 1712. perfectionné & conclu le 8. Juin 1714. avec la Capitulation pour les Troupes.* 423

26. Juin. *Traité de Paix, d'Amitié & de Commerce entre* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Eſpagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, par lequel après avoir poſé pour Baſe & Fondement, le Traité de Munſter du 30. Janvier 1648. on convient de toutes les Stipulations les plus capables d'aſſurer la Paix & la bonne Intelligence entre l'Eſpagne & la Republique, principalement par raport au Commerce, à l'égard duquel il eſt dit, que les Sujets de part & d'autre jouïront ſans exception des mêmes Privileges, Franchiſes & Libertés, dont les autres Nations ou Villes plus favoriſées, peuvent avoir joui, ou pourroient jouïr ci-après. Le Traité de Marine de l'an 1650. y eſt auſſi rapellé & confirmé de mot à mot. La ſeparation à perpetuité des Couronnes de France & d'Eſpagne y promiſe, & les Renonciations faites à ce ſujet y ſont garanties. Fait à Utrecht le 26. Juin 1714.* Avec DEUX ARTICLES *ſeparez, du même jour: L'un touchant une Somme de quatre millions, cent mille trois cens Livres duë à L. H. P. par l'Eſpagne: L'autre touchant ce que la Succeſſion du feu Roi de la* GRANDE BRETAGNE *a auſſi à prétendre de cette Couronne en vertu des Anciens Traitez.* S'enſuivent *les* PLEINPOUVOIRS & *les* RATIFICATIONS. 427

2. Août. *Teſtament de* LOUIS XIV. *Roi de France & de Navarre diſpoſant de la Tutelle du* DAUPHIN *ſon arriere petit Fils; & du Conſeil de Regence qu'il veut être établi après ſa mort. A Marli le 2. Août 1714.* 434

ANNO 1714.

7. Sept. *Pax inter Sacram Cæsaream & Catholicam Majestatem* CAROLUM VI. *ac* IMPERIUM *ab una*, & LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ Christianissimum à parte altera, iterato sancita; est enim una & eadem cum illa Rastadiensi, sed hic majori cum solemnitate celebrata. Badæ Ergoviæ die* 7. *Septembris* 1714. Cum ARTICULO SEPARATO *de Titulis à Cæsare in Tractatu adhibitis.* Cumque PLENIPOTENTIIS & RATIFICATIONIBUS *utriusque Partis.* 436

1715. 6. Fevr. *Traité de Paix entre* JEAN IV. *Roi de Portugal*, & PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, par lequel le Château de* Naudar, *l'Isle de* Verdoejo *& la Colonie du* Saint Sacrement, *sont rendus à la Couronne de Portugal, avec Cession & Renonciation de la part de l'Espagne à tous les Droits qu'elle pourroit pretendre sur ladite Colonie. Comme d'autre part les Places d'*Albuquerque *& de* Puella, *retournent dans l'état où elles sont, à la Couronne d'Espagne, laquelle pour d'autres Causes exprimées dans le Traité, payera au Roi de Portugal une Somme de six cents mille Ecus en differents termes. Le tout sous la Garantie de la Reine de la Grande Bretagne. Fait à Utrecht le* 6. *Fevrier* 1715. Avec *un* ARTICLE SEPARE' *du même jour pour la Liberté du Commerce*; Et *les* PLEINPOUVOIRS *de part & d'autre.* 444

13. Avril. & 23. Août. *Codicille de* LOUIS XIV. *Roi de France & de Navarre, concernant l'Ordre qui devra être observé après sa mort à l'égard de la Personne du jeune Roi, il y nomme aussi les Sous-Gouverneurs. A Versailles le* 13. *Avril & 23. Août* 1715. 448

9. Mai. *Renouvellement d'Alliance entre le Roi* TRE'S-CHRE'TIEN *de France & de Navarre d'une part, & les Louables* CANTONS CATHOLIQUES *de la Suisse & la Louable Republique de* VALAIS *de l'autre. Fait à Soleurre le* 9. *Mai* 1715. ibid.

Août. *Manifeste du Roi de* PRUSSE *où il expose les motifs qui l'ont engagé à se charger du sequestre de la* Pomeranie Suedoise, & *qui l'obligent à en maintenir les Conditions.* 452

2. Sept. *Arrest du Parlement de Paris par lequel la Regence du Royaume est deferée au seul Duc d'*ORLEANS, *le Duc de* BOURBON *étant declaré Chef du Conseil &c. Le Lundi* 2. *Septembre* 1715. 456

15. Nov. *Traité entre* CHARLES VI. *Empereur des Romains & Catholique des Espagnes d'une part,* GEORGE *Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas d'autre part, pour la Restitution à Sa Majesté Imperiale & Catholique, de tout le Pays-Bas Espagnol, sous la reserve d'une forte & solide Barriere aux mêmes Pays-Bas en faveur de Leurs Hautes Puissances, comme aussi du payement annuel de diverses grosses Sommes, tant pour l'entretien de ladite Barriere que pour le remboursement de celles qui leur étoient deues auparavant. Fait à Anvers le* 15. *Novembre* 1715. Avec *l'*ARTICLE SEPARE' *au sujet des Hypotheques en date du même jour. Les* FORMULAIRES *des Serments qui se devront prêter par les Gouverneurs des Places, les* PLEINPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS. 458

ANNO 1715.

*Tractatus de Rebus Maritimis inter Serenissimum ac Potentissimum Dominum* PETRUM ALEXIEWITZ *totius Magnæ, Parvæ, Albæque Russiæ Autocratora &c. &c. ab una, & Celsos ac Præpotentes Dominos, Dominos Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab altera parte, initus ..... & concluſus .....* 1715. 468

1716. 25. Mai. *Traité d'Alliance entre Sa Majesté* IMPERIALE *& Sa Majesté* BRITANNIQUE, *ainsi qu'il a été corrigé & conclu le* 25. *Mai* 1716. 477

28. Sept. *Traité de Commerce entre la* FRANCE & *les Villes Anseatiques,* LUBECK, BREMEN & HAMBOURG, *conclu à Paris le* 28. *Septembre* 1716. 478

29. Nov. *Convention ou Accommodement fait entre Sa Majesté le Roi de* PRUSSE *d'une part, & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *d'autre part, au sujet des Limites contestées dans le Péel, situé entre l'Ammanie de Kessel du Haut-Quartier de Gueldre & la Mairie de Bois-le-Duc.* 481

PRELIMINAIRES *du Traité qu'on propose de faire entre le Serenissime Roi de Pologne* AUGUSTE II. *& les Confederez du même Royaume.* 482

1717. 4. Janv. *Traité d'Alliance entre* LOUIS XV. *Roi de France & de Navarre, &* GEORGE *Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour le maintien & la Guarantie des Traitez de Paix faites à Utrecht en* 1713. *& particulierement pour le maintien de l'ordre de Succession aux Couronnes de France & d'Angleterre, établi par lesdits Traitez, & pour la Demolition du Port de Mardick; à la Haye le* 4. *Janvier* 1717. 484

5. Avril. *Raport de ce qu'on est convenu avec les Ministres de Prusse pour le paiement des Arrerages.* 488

15. Avril. *Resolution sur les Arrerages du Roi de Prusse & sur un Memoire presenté par ses Ministres du* 15. *Avril* 1717. 489

22. Juin. *Acte de l'Electeur de Cologne pour approuver les Articles convenus dans la Resolution de L. L. H. H. P. P. du* 22. *Juin* 1717. 490

4. Août. *Traité entre le* CZAR, *le Roi de* FRANCE & *le Roi de* PRUSSE, *conclu à Amsterdam le* 4. *Août* 1717. ibid.

19—30. Sept. *Accord entre Sa Majesté Czarienne* PIERRE I. *& la Ville de* DANTZIG *du* 19—30. *Sept.* 1717. Avec *la Lettre de ladite Ville sur l'Accord mentionné au Roi de* POLOGNE. 491

23. Octob. *Asseurance donnée par Sa Majesté Royale de Pologne & Alteſſe Electorale de Saxe* FREDERIC AUGUSTE *aux Etats & Habitans de l'Electorat de Saxe, & du Marcgraviat de la Haute Lusace, portant que si long-tems que Dieu lui laissera la vie, ils ne seront point troublés dans la liberté de conscience, ni dans l'Exercice de la Religion de la Confession d'Augsbourg, & que de plus il exhortera le Prince son Fils*

ANNO 1717. *Fils Hereditaire* FREDERIC AUGUSTE, *qui a auſſi embraſſé la Religion Catholique, à n'y faire de ſa part aucune ſorte de changement ou d'Innovation. A Dresde le* 23. *Octobre* 1717. 494

10. Dec. *Convention Proviſionelle pour une Adminiſtration commune dans la Baronnie de* HARSTAL. *A la Haye le* 10. *Decembre* 1717. 495

1718. 2. Janv. *Trêve de trois Mois concluë entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE, *& le Roi de* MAROC. *Signé à Tetuan le* 2. *Janvier* 1718. ibid.

21. Janv. *Traité entre Sa Majeſté Très-Chrétienne,* LOUIS XV. *Roi de France & Son Alteſſe Royale* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar, par lequel en execution des Ratifications de Ryswick & de Bade, les differens reſtés entre S. M. T. C. & S. A. R. ſont terminez & les limites reglées. On y convient auſſi de divers Echanges, & de tout ce qui regarde le Commerce. A Paris le* 21. *Janvier* 1718. Avec *les* PLEINPOUVOIRS & RATIFICATIONS *des deux Parties.* 496

3. Fevr. *Manifeſte de* PIERRE I. *Empereur de Ruſſie, contre le Prince* ALEXEI PETROWITZ *ſon Fils. Fait à Moscou le* 3. *Fevr.* 1718. *V. St.* 507

29. Mars. *Edict de Sa Majeſté Imperiale & Catholique* CHARLES VI. *par lequel le Gouvernement General de ſes Provinces du Païs-Bas, eſt changé & établi ſur un pied plus convenable à leur ſituation preſente. Donné à Vienne le* 29. *Mars* 1718. 510

6 Mai. *Aſſeurance de Sa Majeſté Royale de Pologne & Alteſſe Electorale de Saxe,* FREDERIC AUGUSTE *aux Etats de l'Electorat de Saxe, portant qu'ils ne ſeront point troublés dans l'Exercice de la Religion de la Confeſſion d'Augsbourg. A Dresde le* 6. *Mai* 1718. 512

15. Juin. *Traité de Paix entre les Louables Cantons Suiſſes de* ZURICH *& de* BERNE *d'un côté & le Prince Abbé, Doyen & Chapitre de* St. GALL *de l'autre. Conclu à Bade en Ergauw le* 15. *Juin* 1718. Avec *les* RATIFICATIONS *de toutes les Parties.* 513

21. Juill. *Inſtrumentum Pacis ad viginti quatuor Annos Lunares conſtitutæ inter* CAROLUM VI. *Imperatorem Romanorum, ac Regem Hispaniarum, Hungariæ & Bohemiæ Auguſtiſſimum, &* AHMET *Han Sultanum Ottomanorum, quo Partes Valachiæ cis Alutam Fluvium ſitæ, Belgradum, Temiswar, Parackin, Iſtolaz, Schachack, Botka & Bolina, cum ſuis Territoriis, Tractus à Drina Fluvio usque ad Unnam, cum Palankis & Arcibus, Totusque Fluvius Savus cum Ripis Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtati ceduntur & manent. De Limitibus autem ſingulatim deſignandis cura integra Commiſſariis utriusque nominandis relicta eſt. Actum in Congreſſu ad Paſſarovicum in Servia die* 21. *Julii* 1718. Cum DECLARATIONE *Legatorum Cæſareorum quod hac Pacificatione nonobſtante, Fœdus Cæſareo-Polonico-Venetum pro communi defenſione initum, illibatum & indiſſolubile permanere debeat. Actum eadem die* 21. *Julii* 1718. Cumque RATIFICATIONE *Cæſarea. Dat. Viennæ* 12. *Auguſti* 1718. 520

ANNO 1718.

21. Juill. *Inſtrumentum Pacis inter Sereniſſimam Rempublicam* VENETAM & PORTAM OTTOMANICAM *compoſitæ & ſignatæ ad Oppidum Paſſarowitz in Regno Serviæ, die* 21. *Julii* 1718. 524

27. Juill. *Tractatus Commercii & Navigationis, inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Auguſtiſſimum, & Sultanum* AHMED *Han, Ottomanorum Imperatorem, quo Subditis omnibus Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis, Germanis ſcilicet, Hungaris, Italis & Belgis, cujuscumque ſint Nationis & Religionis, cautum eſt, ut majori cum Libertate Mercaturam exercere poſſint, per Mare, Terram & Fluvios in & ad omnes Ditiones Ottomannicas. Dat. prope Poſſarovicium die* 27. *Julii* 1711. Cum RATIFICATIONE *Cæſarea. Dat. Viennæ* 16. *Auguſti* 1718. 528

22. Juill. 2. Août. *Concordatum & Fœdus inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorum Auguſtiſſimum Regemque Hispaniarum Catholicum, &* LUDOVICUM XV. *Regem Galliæ Chriſtianiſſimum, atque* GEORGIUM *Regem Magnæ Britanniæ pro Pacificatione Rerum Europæarum, jam à pluribus annis occaſione Succeſſionis Hispanicæ turbatarum. Actum Londini die* 22. *Julii*—2. *Auguſti* 1718. Continentur in eo CONDITIONES *quibus demum Pax inter* Carolum *Cæſarem &* Philippum *Hispaniarum Regem ſtabilienda ſit. Atque Conditiones Pacis itidem ineundæ inter* Carolum *Cæſarem, &* Victorem Amadæum *Regem Sardiniæ.* Accedunt ARTICULUS SEPARATUS *de rata parte Ordinibus Fœderati Belgi in Stipendio Præſidii Civitatum Liburni, Portus-Ferrai, Parmæ & Placentiæ competente. Datum eodem die & Loco* ARTICULUS SEPARATUS *de non præjudicando Sacræ Cæſ. Cath. Majeſtati per Titulos Regios* Philippo V. & Victori Amadeo *Principibus tribuendos. Dat. eodem die & Loco:* ARTICULUS SEPARATUS *de non præjudicando Regi Chriſtianiſſimo per aliquos Titulos, quibus Sacra Cæſ. Majeſt. in Tractatu uſa eſt. Dat. eodem die & Loco.* DECLARATIO *Plenipotentiariorum Regis Magnæ Britanniæ rogatu Plenipotentiariorum Regis Galliæ facta, circa Linguam Latinam in Tractatu adhibitam.* Cum RATIFICATIONIBUS *Cæſareis & Regiis, nec non Tabulis Plenipotentiarum.* Accedunt inſuper ARTICULI XII. *Separati & Secreti de Termino trium Menſium Regibus Hispaniæ & Sardiniæ concedendo ad acceptandum conditiones Pacis*

ANNO 1718. *cis eisdem propositas, nec non si eas acceptare renuerint, de modis & mediis ad Pacem vi & Armis procurandam. Articulus unus de præsenti Tractatu & Fœdere inter Partes contrahentes servando, suumque effectum sortiendo, licet Ordines Fœderati Belgii Generales eorum consociationem denegarint.* Cum RATIFICATIONIBUS *Cæsarea, Gallica & Britannica.* 531 ANNO 1718.

FIN DE LA TABLE DE LA I. PARTIE DU TOME VIII.

CORPS

# CORPS DIPLOMATIQUE
## DU
# DROIT DES GENS;
## OU
# RECUEIL
## DES
# TRAITEZ D'ALLIANCE,
## DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
## DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à préſent.

### I.

ANNO 1701. 20. Janv. *Traité d'Alliance entre les Rois de la* GRANDE BRETAGNE *&* DANNEMARC *& les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à Odenſée le 20. Janv.* 1701.

NOTOIRE ſoit à tous qui y ont interêt. Après que les Affaires de l'Europe ſont changées par la mort du Roi Catholique, Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'une part, & Sa Majeſté le Roi de Danemarck d'autre part, ont meurement conſideré, que pour la ſûreté de leurs Roïaumes & Provinces, il ſeroit d'une grande utilité que leur ancienne Amitié & Confiance fût retablie, en ſorte qu'il y eût une parfaite union d'Interêt & de Convenance, & une confidente communication entr'eux, à l'égard de toutes les Affaires qui pourroient arriver en Europe, & qu'on s'y entrepretât les mains fidelement, & qu'on convînt pour cet effet d'une Alliance Defenſive; & Sa M. le Roi de Danemarck étant informée que Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances auroient envoïé ordre à leurs Miniſtres à Sa Cour, d'entrer en Conference avec les Miniſtres, qu'il plairoit à S. M. de nommer pour travailler à une telle Alliance Defenſive, a pareillement donné ordre à ſes Miniſtres; ſçavoir, le Sieur Conraed Comte de Reventlow, Seigneur de Friſenwoldt, Loyſtrup, Callöe & Clausholm, Chevalier, Conſeiller Privé, & Grand Chancelier de S. M. le Roi de Danemarck; le Sieur Siegfried de Pleſſen, Seigneur de Parin & Hoickendorff, Chevalier, Conſeiller Privé de S. M. le Roi de Danemarck; le Sieur Knudt Thott, Seigneur de Knudſtrup & Gaunoe, Chevalier; Conſeiller Privé, & Député dans la Chambre de Finances de Sa Majeſté le Roi de Danemarck; le Sieur Chriſtian de Lente, Seigneur de Sarlhauſen, Chevalier Conſeiller Privé & Premier Secretaire de Guerre de Sa Majeſté le Roi de Danemarck; & le Sieur Chriſtian de Scheſted, Premier Secretaire & Conſeiller d'Etat de S. M. le Roi; pour entrer en Négotiation ſur ce ſujet avec le Sieur Hugo Greg Reſident de S. M. le Roi de la Grande-Bretagne à la Cour du Roi de Danemarck, & avec le Sieur Robert Goes Seigneur de Bouchhorſtburg, Reſident de Leurs Hautes Puiſſances à la Cour du Roi de Danemarck; leſquels après diverſes Conferences, & après la Communication & Echange de leurs Plein-pouvoirs, ſont convenus des Articles ſuivants. ANNO 1701.

I. Les Alliances Defenſives conclues entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, d'une part, & S. M. le Roi de Danemark d'autre part, le 3. de Novembre 1690. & le 3. de Decembre 1696. demeureront en leur vigueur, & ſont confirmées & renouvellées en tous leurs Points & Clauſes horſmis ce qui ſera changé par le preſent Traité.

II. Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puiſſances promettent de païer ſans aucun rabais, faute, ou delai, les ſommes ſtipulées par la ſusdite Alliance de l'an 1696., en bonne monoïe d'Hollande à Amſterdam; la moitié auſſi-tôt que les Troupes dont il eſt parlé dans le dixiéme Article de ce Traité commenceront à marcher vers les Frontieres de Leurs Hautes Puiſſances, & l'autre moitié, ſix mois après: desquelles ſommes il ſe trouvera une Liquidation exacte à la fin de ce Traité.

ANNO 1701.

III. Et comme il importe beaucoup pour les Trafiquans, que la Mer ſoit libre & ſûre, *S. M. le Roi de Danemarck promet à S. M. le Roi de la Grande-Bretagne, & aux Etats Généraux que pour la ſûreté du Commerce, en cas qu'on vienne à une Guerre, Elle fermera tous les Ports & Havres de ſon Obéiſſance aux Armateurs & aux Vaiſſeaux de Guerre, à moins* que ces Vaiſſeaux de Guerre ne viennent pour convoier une Flotte de Vaiſſeaux Marchands; auquel cas ils auront libre entrée dans les Ports & Fleuves de S. M. mais non pas quand ils convoieront des Vaiſſeaux particuliers & detachez; Or une Flotte Marchande ne ſera reputée pour telle, que quand elle ſera de quarante Vaiſſeaux, ou au delà; & il ſuffira qu'elle ait été de ce nombre, en paſſant à la hauteur de la Pointe de Jutlande, ſans qu'il ſoit beſoin, qu'elle ſoit ſi nombreuſe, quand les Vaiſſeaux de Guerre entreront dans les Ports de Sa Majeſté, puisque les Vaiſſeaux Marchans étant arrivez à cette hauteur, tirent vers le Sond, ou ſe diſperſent en pluſieurs Ports de Norvegue. Pour le reſte, on ſe rapporte au quatriéme Article Secret de l'an 1696.

IV. Sa Majeſté le Roi de Danemarck ne s'oppoſera plus contre le 9. Electorat; mais Elle promet de ſe conformer au contenu du 3. Article du Traité de 1696., & du 7. Article Secret dudit Traité.

V. S. M. le Roi de Danemarck ne prendra aucun Engagement, ni n'entrera en aucun Traité, par lequel la Paix du Nord puiſſe être troublée, ou par lequel un troiſiéme Parti ſe puiſſe former, ſoit dans le Nord, ſoit en Allemagne, ni ne fomentera de tels troubles, ſous pretexte d'y être engagé par des Traitez précedens: mais au contraire, S. M. tâchera d'empêcher, que des Traitez de cette nature ne ſe faſſent point en conformité du 4. Article de la ſusdite Alliance.

VI. S. M. le Roi de Danemarck ſtipule expreſſement la Liberté du Commerce pour ſes Sujets, en cas qu'on en vienne à une Guerre, & ne voulant pourtant pas permettre que des Etrangers commettent des fraudes, en ſe ſervant des Paſſeports Danois, on eſt convenu, qu'immediatement après la ſignature de ce Traité, on examinera la Convention qui fut faite l'an 1690. entre Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances d'une part, & Sa Majeſté le Roi de Danemarck d'autre part, au ſujet du Commerce en France, afin de changer cette Convention autant qu'il ſera neceſſaire, pour mieux prevenir les fraudes; & jusques à ce qu'on ſoit convenu d'un commun accord de ce changement, ladite Convention ſera retablie dans ſa premiere vigueur, & ſervira de Loi & de Regle pour ledit Commerce.

VII. Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances promettent de païer à Sa Majeſté le Roi de Danemarck, trois cens mille Ecus de Subſides par an, tout le tems *que la Guerre durera*; & le païement s'en fera en bonne monoïe de Banque à Hambourg, tous les trois mois un quart de la ſomme ſtipulée. Et en cas qu'on n'en vînt pas à une Guerre, mais que les diſſenſions preſentes fuſſent aſſoupies par un Accommodement, & que pourtant les Troupes de Sa Majeſté le Roi de Danemark fuſſent actuellement en marche vers les Frontieres de l'Etat; Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances *ne laiſſeront pas de païer en tel cas, toutes les Levées desdites Troupes.*

Et ſi un Accommodement ſe faiſoit après la Ratification de ce Traité, mais avant la marche actuelle desdites Troupes vers les Frontieres de LL. HH. PP. S. M. le Roi de Danemarck ſe contentera d'un an de Subſide & d'un quart de la ſomme ſtipulée pour les Levées.

VIII. Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne promet auſſi en particulier, de païer à Sa Majeſté le Roi de Danemarck ce qui lui eſt dû encore en vertu de la Convention de 1689., tant pour le transport des ſept mille Hommes en Irlande, qu'à l'égard de ce qui reſte à païer encore auxdites Troupes de leur ſolde en cas qu'on trouve par la Liquidation, qui s'en fera, que tout n'a pas été païé; & le decompte de l'un & de l'autre ſera fait dans un an après la Ratification de ce Traité; & le païement enſuite ſans aucun delay, dans la Ville de Hambourg.

IX. Et pour ôter toute pierre d'achoppement, Sa Majeſté le Roi de Danemarck veut bien deſiſter de toutes les pretenſions, qu'il pourroit avoir à la charge de LL. HH. PP. à condition que LL. HH. PP. s'obligent à païer pour S. M. les ſommes que la Province d'Hollande & la Ville d'Amſterdam pretendent d'Elle; & à reſtituer à ſadite Majeſté les obligations, que feu S. M. le Roi FREDERIC III. de glorieuſe memoire a données à la ſusdite Province & à la ſusdite Ville. ANNO 1701.

X. S. M. le Roi de Danemarck promet de faire marcher au ſecours de S. M. le Roi de la G. B. & de LL. HH. PP., auſſi-tôt que le preſent Traité ſera ſigné, trois mille Cavaliers, mille Dragons, & huit mille Fantaſſins du Roïaume de Danemarck & du Païs de Holſtein, leſquelles Troupes ſeront dûëment montées & armées & pourvûës de leurs Officiers & Généraux. Lesdites Troupes feront ſerment de fidelité à S. M. le Roi de la Grande-Bretagne & à LL. HH. PP. tout de même que les 7000. Hommes des Troupes Danoiſes firent ci-devant à Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne quand elles entrerent en ſon ſervice. La Collation des Charges vacantes, & l'Adminiſtration de la Juſtice ſe fera ſur le même pied, qu'il a été pratiqué à l'égard desdits 7000. Hommes. Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & LL. HH. PP. païeront pour la Levée desdites Troupes, 80. Ecus pour chaque Cavalier, 60. Ecus pour chaque Dragon, & 30. Ecus pour chaque Fantaſſin. La moitié de cet argent ſe païera auſſi-tôt que lesdites Troupes ſeront effectivement en marche vers les Frontieres de LL. HH. PP. & l'autre moitié quand elles ſeront effectivement arrivées ſur lesdites Frontieres. La Solde & le traitement de ces Troupes ſera ſur le même pied, que des autres Troupes de LL. HH. PP., à ſçavoir celle des Regimens ordinaires Danois, comme celle des autres Regimens ordinaires de l'Etat. Ce païement ſera mis entre les mains des Commiſſaires Danois pour en faire la diſtribution ſans aucun rabat ou diminution, & commencera du jour que lesdites Troupes ſe mettront en marche vers les Frontieres de l'Etat. Et s'il arrivoit qu'on trouvât à propos de tranſporter les Troupes qui doivent venir du Danemarck & du Païs de Holſtein en tout ou en partie par Mer vers le Païs de l'obeiſſance de l'Etat, ce tranſport ſe fera aux depens de S. M. le Roi de la G. B. & de LL. HH. PP.: & en cas de neceſſité, il ſera permis de ſe ſervir des Vaiſſeaux de S. M. le Roi de Danemarck, ou de ceux de ſes Sujets, pour faciliter & pour hâter ledit Tranſport. S. M. le Roi de la G. B. & LL. HH. PP. pourront garder lesdites Troupes en leur ſervice, auſſi long-tems qu'ils le trouveront à propos; & quand ils les voudront renvoier, ils le feront ſçavoir à S. M. le Roi de Danemarck trois mois auparavant. Cependant ſi quelque Rupture ou Guerre ſurvient, lesdites Troupes continueront, nonobſtant cela dans le ſervice de S. M. le Roi de la G. B. & de LL. HH. PP. autant que la Guerre durera; à moins que S. M. le Roi de Danemarck ne fût attaqué dans ſes Roïaumes & Etats, pour leur avoir fourni lesdites Troupes, auquel cas S. M. le Roi de Danemarck ſe reſerve le droit & le pouvoir de les rapeller, auſſi-tôt qu'il le trouvera néceſſaire.

XI. En cas que par malheur, un, ou pluſieurs Regimens ou Compagnies desdites Troupes viennent à être ruinées, S. M. le Roi de la G. B. & LL. HH. PP. promettent de païer ſans aucun delai, aux Colonels, ou aux Capitaines des Regimens ou Compagnies ruinées les Levées néceſſaires, pour les remettre ſur le même pied qu'auparavant. Et ſur la fin de la Campagne, les mêmes Recrûes ſeront païées aux Officiers Danois qui ſe païent aux autres Officiers de LL. HH. PP. afin que lesdites Troupes ſe puiſſent toûjours conſerver en bon état, pour être renvoïées un jour ſur un auſſi bon pied qu'elles ont été reçuës.

XII. Pareillement, S. M. le Roi de la G. B. & LL. HH. PP. promettent, que ſi S. M. le Roi de Danemarck ſera attaqué, ou troublé dans la poſſeſſion de ſes Roïaumes, Provinces, Terres, Prérogatives, Peages, Navigations, Commerce, ou autres Droits, ils renvoieront promptement lesdites Troupes, en leur païant un mois de Gage pour les fraix de leur retour; lequel païement d'un mois de Gage ſera fait de même quand après la Paix, lesdites Troupes ſeront renvoïées; & outre cela, ils envoieront à S. M. le Roi de Danemarck le ſecours par Mer & par Terre ſtipulé dans les Articles Secrets du Traité de l'an 1690.; leſquels ſecours ils entre-

ANNO 1701.

entretiendront durant la Guerre à leurs propres dépens ; S. M. le Roi de Danemarck n'étant obligé de fournir à ces Troupes, que le Pain & le Fourage.

XIII. Et pour rendre cette Alliance & Union d'autant plus parfaite, & pour ne laiſſer aucun ſcrupule aux Parties ſur la certitude du ſecours qu'ils ont à eſperer l'un de l'autre, de la maniere qu'il a été arrêté ci-deſſus ; on eſt convenu expreſſement, que pour juger à l'avenir, ſi le cas de cette Alliance exiſte, ou non ; il ſuffira que quelqu'une des Parties ſoit actuellement attaquée par la force des Armes, ſans qu'elle ait uſé auparavant de force ouverte contre celui qui l'attaque : Mais cet Article ne ſera applicable qu'aux occaſions qui arriveront ci-après. Pour le preſent, le ſecours de 12000. Hommes marchera vers les Frontieres de LL. HH. PP. auſſi-tôt que ce Traité aura été ſigné, comme il eſt dit dans l'Article X.

XIV. Et afin qu'il ne puiſſe à l'avenir arriver aucune brouillerie entre S. M. le Roi de Danemarck & LL. HH. PP. au ſujet du Commerce, on eſt convenu aujourd'hui, que le Projet du Traité de Commerce & de Peage de l'année 1692. ſur lequel on a traité premiérement à Copenhague, & puis après à la Haïe, ſera reaſſumé, ajuſté, conclu & ſigné en même tems que celui-ci.

XV. Cette Alliance durera pendant l'eſpace de dix ans, à compter du jour de la ſignature de ce Traité ; & les Alliances de 1690. & 1696., étant renouvellées par ce Traité dureront le même tems de dix ans.

XVI. On conviera l'Empereur à entrer en cette Alliance ; & ſi le Roi de Pruſſe, la Maiſon de Lunenbourg, ou celle de Heſſen-Caſſel demanderont à y être compris, il ſera libre aux Hauts Contractans d'y conſentir ; quand ils ſeront convenus entre eux, des Conditions ſur leſquelles leſdites Puiſſances y pourront être reçuës.

XVII. Pour le meilleur éclairciſſement de toutes les Clauſes de ce preſent Traité, qui concernent les Fraix de la Levée, de l'Entretien, du Tranſport, de la Marche, des Recrües, & du Retour des Troupes mentionnées dans l'Article X., il eſt expreſſement ſtipulé, que S. M. le Roi de la G. B. païera tous ces Fraix, lorſque leſdites Troupes ſeront dans ſon ſervice, & que les Etats Généraux les païeront, lorſqu'elles ſeront dans le Service de LL. HH. PP.

XVIII. Les Ratifications du preſent Traité ſeront échangées à Copenhague à compter du jour de la ſignature de ce Traité en ſix ſemaines, de la part de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & en quatre ſemaines de la part des Etats Generaux.

En foi de quoi nous avons ſigné ce Traité, & y fait mettre les Sceaux de nos Armes.

H. GREG. (L. S.)

Fait à Odenſée ce 20. de Janvier 1701.

## II.

10. Fev. *Acte de Parlement pour étendre la Succeſſion de la Couronne* d'ANGLETERRE, *& pour mieux aſſurer la Liberté des Sujets. Du* 10 *Fevrier* 1701.

D'AUTANT que dans la premiere année du Régne de Vôtre Majeſté & de feuë nôtre très-gracieuſe Souveraine la Reine MARIE d'heureuſe Mémoire, un Acte de Parlement avoit été fait, intitulé, *Acte pour declarer les Droits & Libertez des Sujets & pour établir la Succeſſion à la Couronne*, dans lequel, entre autres choſes, il avoit été établi, déclaré, & paſſé en Loi, que la Couronne, & le Gouvernement Roïal des Roïaumes d'Angleterre, de France, & d'Irlande, & des Domaines qui en dependent, ſeroient & continueroient dans Vôtre Majeſté & ladite feuë Reine, pendant qu'ils vivroient conjointement & pendant la vie de celle qui ſurvivroit, & qu'après le decès de Vôtre Majeſté & de ladite Reine, ladite Couronne & Gouvernement Roïal ſeroient & demeureroient aux Héritiers iſſus du Corps de ladite feuë Reine, & au defaut d'une telle Lignée à ſon Alteſſe Roïale la Princeſſe ANNE de Dannemark & aux Héritiers iſſus de ſon Corps, & au defaut d'une telle Lignée aux Héritiers procréez par Vôtre Majeſté. Et il fut d'ailleurs par là paſſé en Loi que toutes & chaque perſonne ou perſonnes, qui ſeroient alors ou dans la ſuite reconciliées au, ou qui auroient Communion avec le Siége ou l'Egliſe de Rome, ou qui ſeroient profeſſion de la Religion Papiſte, ou qui ſe marieroient à des Papiſtes, ſeroient exclus & rendus incapables pour toûjours d'hériter, poſſeder ou jouïr de la Couronne & du Gouvernement de ce Roïaume, de l'Irlande & des Domaines qui en dependent, ou d'aucune partie d'iceux, & d'avoir, ſe ſervir, ou exercer aucun pouvoir, autorité ou Juriſdiction Roïale dans iceux. Et que dans tous & chacun leſdits Cas, les Peuples de ces Roïaumes ſeroient & ſont par là abſous de leur fidélité, & ladite Couronne & Gouvernement deſcendroient ſucceſſivement & ſeroient poſſedez par telle perſonne ou perſonnes, qui étant Proteſtans, auroient hérité & joui d'iceux, au cas que ladite perſonne ou perſonnes, ainſi reconciliées, aïant communion, profeſſant, ou ſe mariant comme deſſus, fuſſent naturellement mortes.

ANNO 1701.

Après avoir fait un tel Statut, & l'établiſſement qui y eſt contenu, les bons Sujets de Vôtre Majeſté, qui ont été retablis dans l'entiére & libre poſſeſſion & jouïſſance de leur Religion, de leurs Loix & de leurs Libertez par la Providence de Dieu, qui a beni d'un heureux ſuccès les juſtes entrepriſes, & les infatigables efforts que Vôtre Majeſté a fait pour cela, n'avoient point à eſperer ou à ſouhaiter un plus grand bonheur temporel, que celui de voir une Roïale Lignée venant de Vôtre Majeſté (à laquelle, après Dieu, ils doivent leur tranquillité, & dont les Ancêtres ont été pendant une longue ſuite d'années, les principaux apuis de la Religion Reformée, & des Libertez de l'Europe) & de nôtre dite très-gracieuſe Souveraine la Reine MARIE, dont la Mémoire ſera toûjours precieuſe aux Sujets de ces Roïaumes. Et comme il a depuis plû au Tout-Puiſſant de prendre à lui nôtre dite Souveraine, comme auſſi le Prince GUILLAUME Duc de Gloceſter, qui faiſoit toute nôtre eſperance, & qui étoit le ſeul rejetton vivant de ſon Alteſſe Roïale la Princeſſe ANNE de Dannemarck, au deplaiſir & au regret inexprimable de Vôtre Majeſté, & de voſdits bons Sujets, qui reflechiſſant avec douleur par de telles pertes, qu'il depend entierement du bon plaiſir du Tout-Puiſſant de prolonger les Vies de Vôtre Majeſté & de ſon Alteſſe Roïale, & d'accorder à Vôtre Majeſté, ou à ſon Alteſſe Roïale une Lignée qui puiſſe hériter la Couronne & le Gouvernement Roïal, comme deſſus, ſelon les établiſſemens reſpectifs contenus dans l'Acte ci-deſſus mentionné, implorent la Miſericorde Divine, pour obtenir ces benedictions : Et leſdits Sujets de Vôtre Majeſté aïant une experience journaliere du ſoin & de l'interêt que Vôtre Majeſté prend pour la proſperité preſente & future de ces Roïaumes, & particulierement par la recommandation que Vôtre Majeſté a fait étant aſſiſe ſur ſon Throne pour étendre la Succeſſion de la Couronne dans la Ligne Proteſtante, pour le bonheur de la Nation & la ſûreté de nôtre Religion : Et étant abſolument neceſſaire pour la ſûreté, la Paix, & la tranquillité de ce Roïaume de prevenir en icelui tous les doutes & diſputes, qui pourroient y ſurvenir à cauſe de quelques pretendus tîtres à la Couronne, & de maintenir une certitude dans la Succeſſion d'icelle, à laquelle vos Sujets puiſſent ſurement avoir recours pour leur protection, au cas que la Succeſſion, établie par l'Acte ſuſmentionné, vînt à finir. A ces cauſes pour une plus ample proviſion de la Succeſſion de la Couronne dans la Ligne Proteſtante, Nous les très-obeïſſans & très-fideles Sujets de Vôtre Majeſté les Seigneurs Spirituels & Temporels, & les Communes aſſemblez en ce preſent Parlement, ſuplions Vôtre Majeſté qu'il ſoit établi & declaré, ainſi qu'il eſt établi & declaré par Sa Majeſté le Roi, par & avec l'avis & conſentement des Seigneurs Spirituels & Temporels, & des Communes, aſſemblez en ce preſent Parlement & par l'autorité d'iceux, que la très-Excellente Princeſſe SOPHIE Electrice & Ducheſſe Douairiere d'Hannover, Fille de la feuë très-Excellente Princeſſe ELIZABETH Reine de Boheme, Fille de feu nôtre Souverain Seigneur le Roi JAQUES Premier d'heureuſe Mémoire, ſoit, & eſt par celles-ci declarée

ANNO 1701.

clarée être la plus prochaine à la Succeſſion dans la Ligne Proteſtante à la Couronne Imperiale, & à la Dignité deſdits Roïaumes d'Angleterre, de France, & d'Irlande, & des Domaines qui en dependent, après Sa Majeſté & la Princeſſe ANNE de Danemarck & à defaut reſpectivement de Lignée de ladite Princeſſe ANNE, & de Sa Majeſté. Et que dès & après le decès de ſadite Majeſté à preſent nôtre Souverain Seigneur, & de ſon Alteſſe Roïale la Princeſſe ANNE de Dannemarck, & à defaut reſpectivement de Lignée de ladite Princeſſe ANNE de Dannemarck & de Sa Majeſté, la Couronne & le Gouvernement Roïal deſdits Roïaumes d'Angleterre, de France, & d'Irlande, & des Domaines qui en dependent avec l'Etat & Dignité Roïale deſdits Roïaumes, & avec tous les Honneurs, Qualitez, Titres, Régales, Prerogatives, Pouvoirs, Juriſdictions, & Autoritez qui en dependent, & qui leur apartiennent, ſera, & continuera à ladite très-Excellente Princeſſe SOPHIE, & aux Héritiers iſſus de ſon Corps, étant Proteſtans : Et c'eſt à quoi leſdits Seigneurs Spirituels & Temporels & les Communes, au nom de tout le Peuple de ce Roïaume, ſe ſoumettent très-humblement & loïaument tant eux, que leurs Héritiers, & Poſterité, & promettent fidellement, qu'après le decès de Sa Majeſté, & de ſon Alteſſe Roïale, & à defaut d'Héritiers iſſus de leurs reſpectifs corps, ils ſoutiendront, maintiendront, & defendront ladite Princeſſe SOPHIE, & les Héritiers iſſus de ſon corps, étant Proteſtans ſelon la limitation & la Succeſſion à la Couronne ci-ſpecifiée & contenuë, de tout leur pouvoir, & aux depends de leurs Vies & de leurs Biens contre toute Perſonne que ce ſoit qui attentera quelque choſe au contraire.

Bien entendu toûjours, ainſi qu'il eſt établi par celles-ci, que toutes & chacune perſonne ou perſonnes, qui hériteront ou pourront hériter ladite Couronne, en vertu de la Limitation de ce préſent Acte, qui eſt, ſont ou ſeront reconciliées ou qui auront communion avec le Siége ou Egliſe de Rome, ou qui feront profeſſion de la Religion Papiſte ou qui ſe marieront à des Papiſtes, ſeront ſujets aux incapacitez, leſquelles, dans tous & chacun deſdits cas ſont declarées, ſtatuées, & établies par ledit Acte ſuſmentionné. Et que chaque Roi ou Reine de ce Roïaume, qui viendra ou ſuccedera à la Couronne Imperiale de ce Roïaume en vertu de ce préſent Acte, prendra le ſerment du Couronnement qui ſera adminiſtré à lui, à Elle, ou à Eux à leurs reſpectifs Couronnemens, ſelon l'Acte de Parlement, fait en la prémiere Année du Régne de Sa Majeſté, & de ladite feuë Reine MARIE intitulé, *Acte pour établir le ſerment du Couronnement*; & fera, ſouſcrira, & répetera la Déclaration mentionnée dans ledit Acte raporté en prémier lieu ci-deſſus, en la maniere & forme qui y eſt preſcrite.

Et d'autant qu'il eſt requis & neceſſaire de pourvoir plus amplement à la ſûreté de Nôtre Religion, de Nos Loix, & de Nos Libertez, dès & après le decès de Sa Majeſté, & de la Princeſſe ANNE de Dannemarck, & à défaut de Lignée reſpective, iſſuë du corps de ladite Princeſſe ou de Sa Majeſté, il eſt ſtatué par Sa Majeſté le Roi, par & avec l'avis & conſentement des Seigneurs Spirituels & Temporels & des Communes aſſemblez en Parlement, & par l'autorité d'iceux.

„ Que quiconque viendra ci-après à la poſſeſſion
„ de cette Couronne, ſe conformera à la Commu-
„ nion de l'Egliſe Anglicane, ainſi qu'Elle eſt éta-
„ blie par les Loix.

„ Qu'au cas que la Couronne & la Dignité Im-
„ périale de ce Roïaume, vienne à tomber à quel-
„ que Perſonne, qui ne ſera pas native de ce Ro-
„ ïaume d'Angleterre, la Nation ne ſera point obli-
„ gée de s'engager dans aucune Guerre pour la dé-
„ fenſe de quelques Etats ou Territoires qui n'apar-
„ tiendront point à la Couronne d'Angleterre, ſans
„ le conſentement du Parlement.

„ Que nulle Perſonne qui viendra ci-après à la
„ poſſeſſion de cette Couronne, ne ſortira des Do-
„ maines d'Angleterre, d'Ecoſſe ou d'Irlande, ſans
„ le conſentement du Parlement.

„ Que dès & après le tems que cette plus ample
„ Limitation faite par cet Acte, aura lieu, toutes
„ les matiéres & Affaires relatives au bon Gouver-
„ nement de ce Roïaume, qui ſont proprement par
„ les Loix & Coûtumes de ce Roïaume du reſſort
„ du Conſeil Privé, y ſeront traitées & toutes les
„ Réſolutions qui y ſeront priſes deſſus, ſeront
„ ſignées par ceux du Conſeil Privé qui y donneront
„ leurs avis & leur conſentement.

„ Qu'après que ladite Limitation aura lieu, nulle
„ Perſonne née hors des Roïaumes d'Angleterre,
„ Ecoſſe, & Irlande, ou des Domaines qui en de-
„ pendent, quoi qu'Elles ſoient naturaliſées ou
„ deniſées, excepté ceux qui ſeroient nez de Pere &
„ Mere Anglois, ſoit capable d'être du Conſeil Pri-
„ vé, ou Membre de l'une ou l'autre des Chambres
„ du Parlement, ou de jouïr d'aucun Office ou Poſte
„ de confiance ſoit Civil ou Militaire, ou d'avoir
„ aucune conceſſion de Terres, Maiſons, ou Hé-
„ ritages de la Couronne, pour lui-même, ou pour
„ aucune autre ou autres en commiſſion pour lui.

„ Que nulle perſonne qui a un Office ou Charge
„ de profit ſous le Roi, ou qui reçoit une penſion de
„ la Couronne, ſera capable de ſervir comme Mem-
„ bre de la Chambre des Communes.

„ Qu'après que ladite Limitation aura lieu, ainſi
„ que deſſus, les Commiſſions des Juges ſeront
„ faites, *tandis qu'ils ſe comporteront bien*, & leurs
„ ſalaires aſſurez & établis : mais il ſera loiſible de
„ les deplacer ſur une Adreſſe de l'une & l'autre
„ Chambre du Parlement.

„ Que nul Pardon ſous le Grand Seau d'Angle-
„ terre ne ſera reçû contre une Accuſation des
„ Communes en Parlement.

„ Et d'autant que les Loix d'Angleterre, ſont les
„ Droits naturels du Peuple d'icelle, & que tous les
„ Rois & Reines qui monteront ſur le Trône de ce
„ Roïaume, doivent le gouverner conformement
„ auxdites Loix, & que tous leurs Officiers & Mi-
„ niſtres doivent reſpectivement les ſervir ſelon les
„ mêmes Loix : à ces cauſes leſdits Seigneurs Spi-
„ rituels & Temporels & les Communes ſuplient
„ auſſi avec humilité que toutes les Loix & Statuts
„ de ce Roïaume qui tendent à aſſurer la Religion
„ établie & les Droits & les Libertez du Peuple d'i-
„ celui, & toutes autres Loix & Statuts dudit Ro-
„ ïaume, qui ſont à preſent en force, puiſſent être
„ ratifiez & confirmez : Et ſuivant cela les mêmes
„ ſont par Sa Majeſté, par & avec l'avis & conſen-
„ tement deſdits Lords Spirituels & Temporels & des
„ Communes, & par l'autorité d'iceux, ratifiez &
„ confirmez.

*Proteſtation de la Ducheſſe de* SAVOYE *contre l'Acte precedent.*

„ ANNE D'ORLEANS, Ducheſſe de Savoïe,
„ Reine de Chypre, Princeſſe de Piémont, &c.
„ & Princeſſe du Sang d'Angleterre par la Princeſſe
„ Roïale de la Grande-Bretagne, HENRIETTE
„ ſa Mere, fait une ſi haute eſtime de cette Préro-
„ gative, qu'Elle profite bien volontiers de l'occa-
„ ſion qu'Elle a de la faire valoir aux yeux de toute
„ la Nation Angloiſe, comme un témoignage de la
„ gloire qu'Elle en tire, d'avoir Droit à cet Auguſte
„ Trône.

„ C'eſt pourquoi, étant informée qu'on a déli-
„ béré de régler l'ordre de la Succeſſion à la Cou-
„ ronne d'Angleterre, dans le Parlement préſente-
„ ment aſſemblé, Elle repreſente au Roi, & à ce
„ même Parlement, qu'en qualité de Fille unique
„ de la feuë Princeſſe Roïale HENRIETTE ſa
„ Mere, Elle eſt la premiére apellée, après le
„ Roi GUILLAUME, & la Princeſſe de Danne-
„ marck, ſuivant les Loix & les Coûtumes d'An-
„ gleterre, qui ont toûjours préféré la Ligne la
„ plus proche à la plus éloignée. Son Droit,
„ étant ainſi reconnu de tout le monde, & incontes-
„ table, n'a point beſoin de plus grandes preuves;
„ mais Elle ne laiſſe pas de proteſter contre toute
„ deliberation & déciſion contraire, en la meilleure
„ & plus efficace maniére qui ſe puiſſe pratiquer
„ en ſemblables cas : En quoi elle ſuit plûtôt la
„ coûtume que la neceſſité, parce qu'Elle a une
„ ſi haute idée de la ſageſſe & de la juſtice du Roi
„ & du Parlement, qu'Elle ne doit rien craindre
„ de leur part qui puiſſe jamais nuire à elle & à
„ ſes Enfans.

III.

ANNO 1701.

## III.

29. Mars. Vergleich zwischen Herrn Fridrich Wilhelms zu Mechlenburg Schwerin / und der verwittibten Frau Hertzogin zu Mechlenburg Güstrau Durchl. Durchl. / wegen dieser ex Pactis dotalibus & Testamento dero Hochseel. Herrn Gemahls und sonsten habenden prætensionen. Hamburg den 29. Martii 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. pag. 1055. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 185.]

C'est-à-dire,

*Transaction entre* FREDERIC GUILLAUME, *Duc de* MECKLENBOURG SUERIN, *& la Ducheſſe* DOUAIRIERE *de* MECKLENBOURG GUSTRAUW, *ſur les Pretentions qu'elle avoit en vertu de ſon Contract de Mariage, du Teſtament du feu Duc ſon Epoux, & autres. A Hambourg le* 29. *Mars* 1701.

VON GOttes Gnaden Friedrich Wilhelm Hertzog zu Mecklenburg / cum tot. tit.

Thun kund und bekennen hiemit / und in Krafft dieses für Uns / Unsere Erben und nachkommende Hertzogen zu Mecklenburg ꝛc.

Demnach von der Röm. Keyserl. Majest. Unserm allergnädigsten Kayser und Herrn / wegen des durch den tödtlichen Hintritt des Durchl. Fürsten / Herrn Gustaph Adolphen / Hertzogen zu Mecklenburg / cum tot. tit. Unsers in GOtt ruhenden Vetters Lbd. vacant gewordenen Hertzogthumbs Mecklenburg Güstrow den 1/2. Jan. 1697. ein rechtliches Decisum ertheilet / und Uns die Possession besagt erledigten Fürstenthumbs cum omni causa darinn allergnädigst zuerkandt worden / wir auch dieselbe in besagtem Monath würcklich erlanget haben / seithero aber darüber sowohl mit dem Nieder-Sächs. Creyß-Directorio, als Unsers Herrn Vetters Hertzog Adolphs Friederichs zu Mecklenburg Lbd. in eine weitaußsehende Mißverständniß gerathen / welche nunmehro durch GOttes Gnade den 8sten dieses Monaths Martii glücklich terminiret worden / und dannenhero wir aus Freundvetterlichen Gemüthe bedacht seyn / wie wir Uns mit der Durchl. Fürstin / Frauen Magdalena Sibilla, verwittweten Hertzogin zu Mecklenburg / gebohrner zu Schleswig Holstein ꝛc. cum tot. tit. Unser freundlichen lieben Muhme / wegen dero ex Pactis dotalibus & Testamento vorermelten dero Hochsehl. Herrn und Gemahls Lbd. nach Maßgebung der Keyserl. Rescriptorum de dato den 12 Jan. und 15. Febr. 1697. und sonsten zu fordern habenden prætensionen / vergleichen und abfinden mögen / daß wir darauf deßfallß mit Jhr. Lbd. und sie sich wieder mit Uns / nach zu dem Ende gepflogenen Tractaten / in aller Freundschafft auf Maasse und Weise völlig verglichen und vertragen / wie folget / nemlich: und

1.

Wollen wir die zwischen Jhr. Lbd. und dero Hochsehligen Herrn und Gemahls Lbd. zu Gottorff den 27. Novembr. Anno 1654. vollenzogene / und von Unsers Groß-Herrn Vaters Gnaden / dem Durchl. Fürsten / Hn. Adolph Friedrichen / Hertzogen zu Mecklenburg cum tot. tit. Christmildesten Gedächtniß / sub dato Schwerin den 22. Martii Anno 1655. confirmirte Pacta dotalia hierdurch wissend- und bedächtlich confirmiret und bestätiget haben. Als denn ANNO 1701.

2.

Jhrer Lbd. aus geregten Urkunden zu dero F. Unterhalt jährlich an Witthumbs-Geldern 12000. Rthlr. und wegen der Morgengabe-Gelder gleichfalls jährlich 300. Rthlr. an Zinsen zu fordern haben / so lassen wir es auch bey gedachter Summa der 12300. Rthlr. schlechter Dings bewenden / und werden selbige a die geschehener würcklichen evacuation, als termino a quo nachfolgend pacisciter massen passiret und angerechnet. Ob nun gleich

3.

Jhrer Lbd. zu dero Witthumb die bereits hiebevor in possession und völligen Besitz gehabte Aempter / Dargum und Stavenhagen mit allen deren pertinentien assigniret und eingeräumet worden / um erwehnte Gelder aus deren Nutzungen oder Einkommen zu erheben / dennoch aber gedachte Summe daraus bey weiten nicht abgeführet werden kan; so soll der Mangel aus andern Aembtern und gewissen Revenuen Unsers Hertzogthumbs Güstrau nachfolgender Gestalt ergäntzet und ersetzet werden. Allermassen es

4.

Derentwegen also verglichen / daß Jhr. Lbd. die Aempter / Dargum und Stavenhagen / mit allen deren Abnützungen / Einkommen und Gefällen / wie dieselbe immer Nahmen haben / und genossen werden mögen / nichts überall / als das Jus superioritatis oder territoriale, und was davon dependiret / nemlich Contributiones und Monath-Gelder davon ausgenommen / jedoch daß / an statt itztgedachter Monath-Gelder / Jhr. Lbd. von denen aus dem Zoll zu erheben habenden Geldern 400. Rthlr. Jhro decourtiren lassen / und dahingegen bemächtiget seyn sollen / solche Monath-Gelder / nach ihrem eigenen Belieben von denen Unterthanen einheben zu lassen / und zwar das Ampt Dargum für 3500. Rthlr. das Ampt Stavenhagen aber für 1600. Rthlr. jährlicher Abnützungen auf Abschlag obgedachter dero Witthumbs-Gelder annehmen und Jhro decourtiren lassen / wie denn auch den vor Güstrau belegenen Bau-Hoff ad dies vitæ, zumahlen Jhre Lbd. sich erklähret / die Wohnung zu Güstrau Zeit ihres Lebens behalten zu wollen / an statt jährlicher pension für 1400. Rthlr. behalten / und also diese Aempter und Bau-Hoff insgesampt für 6500. Rthlr. annehmen / und deroselben auch so hoch zugeschlagen worden. Was nun

5.

Jhrer Liebden Wohnung anlanget / lassen wir geschehen / daß sie dieselbe Zeit ihres Lebens auf dem Schlosse zu Güstrau gegen dero freund-muhmliches Erbieten / daß wir auf dero Witthumbs-Sitz dem Ampte Dargum Jhro die Wohnung nicht aptiren dörffen / behalten möge / wie dann Jhr Liebden darin weder von Uns noch den Unserigen auf keinerley Weise oder Wege turbiret oder beunruhiget werden sollen / und auf gleiche Arth und Weise behalten ad dies vitæ, auch Jhr Liebden den Stall / Wagen- und Reit-Hauß zu dero Besitz

ANNO 1701.

unn Einhabung / jedoch / daß für Uns Unsere Zimmer und die gewohnliche Logementer und Gewölbe / für Unsere Cantzelleyen allezeit / der Marstall / Wagen = und Reit = Hauß aber / wenn wir da seyn / für Unsere Pferde und Wagen offen bleiben ; Uber dem wollen wir Ihrer Liebden alles zu dero Hoff-Statt benöthigte Brenn = Holtz / ohne einziges Entgeld / frey und zu rechter Zeit einfahren lassen / wozu gleichwohl auch die Unterthanen von dem Bau = Hoff / nach billiger proportion die Fuhren mit zu thun haben / die bis anhero zur Hoff = Statt gelieferte gewöhnliche Fische / sollen Ihrer Liebden / wann wir mit Unserer Hoff = Statt nicht zugegen seyn / zu geniessen haben / zu Anschaffung des Heues auch / so dieselbe zu dero Marstall benöthiget seyn werden / wollen wir 20. Fuhren von Dargum ab nach Güstrau jährlich verrichten / desgleichen was an Stren = Stroh vom Bau = Hoff nicht kan genommen werden / von andern Höfen Ihrer Liebden anschaffen lassen. Solten sich .

6.

Auch einige Casus fortuiti Zeit währenden Witthumbs = Besitzes / als Krieg / Mißwachs / Hagel-Schaden und dergleichen / welche durch Menschliche Fürsorge nicht können abgewandt und verhütet werden / zutragen / wodurch Ihr Liebden an den Intraden der Aempter und des Bau = Hofes einen Abgang oder Schaden leiden möchten / so soll es damit also gehalten werden / wie solches die Pacta dotalia anzeigen / und sonsten die Rechte verordnen. Alldieweil

7.

In Pactis dotalibus wörtlich enthalten / daferne etliche Zinsen und Nutzungen oder andere Stücke / so zu dem Witthumb gehörig / versetzet / oder sonst mit Pensionen oder andern Bürden beschweret wären / daß solche Witthumbs = Güter solcher und aller andern darauf stehenden Bürde entfreyet werden sollen. Und dann das Ampt Stavenhagen nicht allein mit einer Schuld beleget / und deßfalls zum Theil würcklich verhypotheciret / so daß es nicht völlig frey und ohngehindert genossen werden kan / sondern auch einige nutzbare pertinentien davon gar veräussert worden ; Alß lassen wir geschehen / daß Ihr Lbd. solche veräusserte pertinentien / nach dero Belieben und Gefallen / reluiren / wie wir dann auf Ihr Lbd. Begehren mit denen possessoribus solcher pertinentien das pretium von Unser Cammer behandeln lassen / und in Krafft dieses / Uns anheischig und verbindlich gemacht haben wollen / daß wir oder Unsere Fürstliche Erben und nachkommende Hertzogen zu Mecklenburg künfftig / bey wieder Abtretung dieses Ampts / Ihr Lbd. oder dero Erben das dafür gezahlte Geld und alle nach Billigkeit zu designirende extantes necessarias & utiles meliorationes bezahlen wollen und sollen. Alß

8.

Nach Behandlung der Abnützungen der Aempter Dargum und Stavenhagen / wie auch des Bauhofes / so sich von Dargum 3500. Rthlr. von Stavenhagen 1600. Rthlr. und von dem Bauhoff 1400. Rthlr. und also in allen 65000. Rthlr. beträget / annoch 5800. Rthlr. im Nachstande bleiben / und von andern Intraden Unsers Hertzogthumbs Mecklenburg = Güstrau ergäntzet werden müssen ; So versprechen wir hiemit / daß solcher Nachstand aus Unsern Zoll zu Boitzenburg genommen / und quartaliter , nach proportion desselben in guter groben im Hertzogthumb Mecklenburg gäng = und gebiger Müntze / Mecklenburgischer Wehrung / den Rthlr. zu 48. Lßg. gerechnet / bezahlet werden soll. Wir wollen auch

ANNO 1701.

9.

Bloß aus sonderbahrer gegen Ihr Lbd. tragenden Zuneigung / jedoch nicht als Hæres die 12000. Rthlr. species Capital , wofür Unser Elb = Zoll zu Boitzenburg bereits hafftet / durch diese Versicherung dergestalt mit übernehmen / daß die jährliche Zinsen auch an spec. Rthlr. richtig und unweigerlich bezahlet werden sollen. Damit aber auch

10.

Ihr Lbd. vorbesagter dero Prætensionen halber gesichert seyn mögen ; Als verhypotheciren wir und setzen Ihr Lbd. zu einem wahren und unstreitigen Unterpfande das Hertzogthumb Mecklenburg Güstrow / und in specie Unsern Elb = Zoll zu Boitzenburg / und dessen Einkünffte / so weit nöthig / als woraus sie solche zu erheben haben / cum constituto possessorio & sub pacto executivo . auf allen Säumnis = Fall dero Vergnügung darauß auf alle Ihr Lbd. bequehm und zuträglich fallende Ahrt und Weise zu suchen / und sich selber bezahlt zu machen.

Letzlich versprechen wir hiermit über diesen Vergleich und Versicherung Ihro Kayserlichen Majestät allergnädigsten Consens und Confirmation, auf gemeine Kosten / allerunterthänigst zu erbitten / und solchen binnen 3. Monath anzuschaffen und einzureichen.

Wie denn auch Uhrkundlich wir diesen Vergleich und Versicherung für Uns und in Vormundschafft Unserer Herren Brüder Liebden Liebden und Unser eigenhändigen Unterschrifft vollenzogen / und mit Unserm Fürstlichen Insiegel corroboriret und bekräfftiget haben / und davon zwey gleichlautende Exemplaria verfertigen lassen. So geschehen zu Hamburg den 19den Martii 1710.

IV.

*Sententia duplex Arbitralis, & quidem valde discordans per Plenipotentiarios* LEOPOLDI *Romanorum Imperatoris ab una, &* LUDOVICI XIV. *Regis Franciæ ab altera parte, in Causa Successionis Palatinæ inter* JOANNEM GUILLELMUM *Electorem Palatinum, &* ELISABETHAM *Ducissam Aurelianensem natamque Principissam Palatinam agitata. Dat. Francofurti ad Mœnum die* 26. *Aprilis* 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 747. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 144. en Allemand sous la date du 16. Avril. THUCELII *Acta Publica* Tom. III. pag. 358. en Latin. Continuation des *Actes & Memoires de la Paix de Ryswick* pag. 668. en François.] 26. Avril.

SACRA Cæsarea Majestas , & Sacra Regia Majestas Christianissima, Pacis in Palatio Riswicensi trigesima die Mensis Octobris Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo concluse, Articulo octavo electi & denominati Arbitri, ut sub hac qualitate, de Juribus seu prætensionibus Serenissimæ Dominæ Ducissæ Aurelianensis contra Serenissimum Dominum Electorem Palatinum judicarent, vertentemque inter Serenissimas hasce Partes litem, secundum formulam Compromissi, Articulo separato ejusdemque Pacis Riswicensis Tractatui subjuncto,

ac

ANNO 1701.

ac eadem quoque die acceptato, subscripto ac subsignato comprehensi, juxtaque Leges & Constitutiones Imperii deciderent; Postquam de loco congressus inter utrosque altememoratos Arbitros convenisset, & Parti utrique locus ille, Civitas nimirum Imperialis Mœno-Francofurtensis, significatus fuisset, præfataque Sacra Cæsarea, & Sacra Regia Majestas Christianissima eodem misissent delegatos & specialibus ad id Mandatis instructos Plenipotentiarios suos, Fridericum Binder, Consiliarium Imperialem Aulicum, & Ulricum Obrechtum, Reipubl. Argentoratensis Prætorem Regium: Coram quibus die 26. mensis Octobris anni millesimi sexcentesimi nonagesimi noni, nomine Dominæ Ducissæ Libellus prætensionum seu petitionum suarum, adversus Dominum Electorem, designationem complexus, exhibitus, ac deinceps intra terminos Compromisso præfixos Fundamenta Partium deducta, atque ad eadem utrinque responsum, denique ad conclusionem causæ processum, ejusque decisio Sententiæ Arbitrii submissa, & Scripta ilthæc respectivè ad deducendum, respondendum, concludendumque, Conclusio vero & Submissio ad notitiam, præscripto itidem modo ac terminis; vigore Decretorum à prædictis delegatis Plenipotentiariis interpositorum, Partibusque communicata, Actaque præsentibus earundem Plenipotentiario & Procuratore inrotulata fuerunt: Viso tandem & examinato utriusque Partis jure, de præfatis Dominæ Ducissæ Aurelianensis prætensionibus, secundum Leges & Constitutiones Imperii, juxtaque exhibita Acta & probata compromissoriali hac Sententia arbitrantur ac pronunciant:

*Ex parte Sacræ Majestatis Cæsareæ.*

I. Sereniss. Dominum Electorem Palatinum, Reum conventum à prætensionibus Sereniss. Dominæ Ducissæ Aurelianensis, Actricis, in Libello suo 26. Octobr. 1699. ad Arbitrium expositis, absolvendum.

II. Annuam, juxta Pacis Riswicensis Articulo VIII. solutam summam centum millium florenorum pro rata temporis à ratificata dicta Pace acceptorum Sereniss. Reo convento intra sex menses restituendam.

III. Sereniss. Dominam Ducissam Aurelianensem à Sereniss. Domini Electoris in sua 26. Febr. 1700. exhibita Responsione ad Libellum §. *Feuda emta &c.* instituta reconventione absolvendam.

IV. Eique, si aliquid, quod non ratione & respectu Electoratus, Principatuum & Ditionum Palatinarum à Sereniss. Fratre comparatum tanquam Patrimonium privatum prætendere velit, via juris ordinaria, in Foro competente & præscripto in Imperio modo petendi, liberam facultatem relinquendam esse.

*Ex parte Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ.*

I. Cum inter Sereniss. Partes utrinque in confesso sit, post obitum Sereniss. Electoris CAROLI ab Executoribus Testamenti ab eodem relicti, permittente Sereniss. Electore PHILIPPO GUILIELMO, Inventarium quoddam Bonorum Allodialium confectum esse, id vero in hoc Arbitrali processu productum non sit, ideo de ejus validitate vel invaliditate, itemque an plenam vel minus plenam Allodialium descriptionem contineat, judicari non potest; ejus tamen, undecunque recuperari poterit, Sereniss. Domina Ducissa Aurelianensis copiam exigendi jus habet: Sereniss. vero Dominus Elector Palatinus modernus, ad novum Inventarium sive conficiendum, sive exhibendum jure non tenetur.

II. Si quæ Allodialia mobilia ejus generis ac qualitatis, prout in Libello Aurelianensi enumerantur, à Sereniss. Electore CAROLO tempore obitus sui possessa fuerunt, & vel adhuc penes Sereniss. Dominum Electorem Palatinum extant, vel in ejusdem aut Sereniss. Parentis sui rem usumve conversa, neque pretio soluto per eosdem redemta sunt, ea Dominæ Ducissæ Dominus Elector, sub fide Principis restituat, vel pecunia numerata solvat.

III. Sub eadem fide Principis Sereniss. Dominus Elector Sereniss. Dominæ Ducissæ exhiberi & tradi curabit obligationes, Instrumenta, & Documenta literaria quævis alia, quibus ad exigenda debita, formandas prætensiones instituendasque & persequendas in Foro competenti Actiones contra quosvis debitores particulares Hæreditatis ab Electore Carolo relictæ opus habet: hisque debitoribus etiam annumerantur Communitates & Provinciæ Palatinatus ratione nominum obligationumque, ex privatis & peculiaribus Contractibus titulisque provenientium: Pecunia vero, quæ ab Electoribus CAROLO LUDOVICO ET CAROLO, ex eorundem privato Patrimonio & reditibus ordinariis, Cameræ Electorali mutuo data, vel in earundem Communitatum & Provinciarum conservationem utilitatemque expensa, uti & illa, quæ ex assignationibus à Sacra Cæsarea Majestate vel aliunde prædictis Electoribus concessis, ab iisdem Communitatibus debita est, eam secundum Constitutiones & observantiam Imperii justum est, ut cum usuris in Imperio consuetis Sereniss. Dominus Elector Palatinus per modum Collectæ extraordinariæ à prædictis Communitatibus & Provinciis exigat, ac Dominæ Ducissæ solvat: connumeratis etiam frumenti, vini aliarumque rerum fungibilium quantitatibus, quæ ex eisdem reditibus ordinariis Militi ad Palatinatum tuendum adhibito præstitæ sunt. Incumbit etiam Sereniss. Domino Electori Palatino, ut quæ apud Collectores Palatinatus tempore obitus Sereniss. Electoris Caroli reliqua, vel ab iisdem ex præcedentium annorum administratione debita fuerunt, Sereniss. Dominæ Ducissæ præstet; eoque intuitu & ad debitorum istorum publicorum calculum subducendum, rationes sub regimine duorum præmemoratorum Electorum confectas, item colligendas, Registra aliaque Documenta huc facientia eidem exhibeat.

IV. Quod ad immobilia attinet, Libello Aurelianensi inde ab Articulo incipiente: *Allodialia immobilia:* usque ad Articulum: FEUDA PIGNORATITIA: inclusive comprehensa; Cum in Actis Arbitrii, ex parte Sereniss. Dominæ Ducissæ Aurelianensis deductum sit, præter Palatinatum inferiorem Rheni eique annexum Electoratum, qui per Pacem Westphalicam Electori CAROLO LUDOVICO, cum pertinentiis suis restitutus, & vigore Aurearum Bullarum CAROLI IV. ET SIGISMUNDI Impp. post extinctam Lineam Simmerensem ad Lineam Neoburgicam devolutus est, Electorem CAROLUM alias insuper Ditiones tum Hæreditarias sive Allodiales, tum Allodialibus permixtas, nominatim Ducatus Simmerensem & Lauterensem, partemque Comitatus Sponheimensis possediisse, quæ à Principibus prædictæ Lineæ Simmerensis, ante & post adeptum Electoratum, partim acquisitæ, aut in Feudum novum ac promiscuum receptæ, partim novis accessionibus, incrementis, & juribus auctæ, atque Principibus Simmerensibus per eandem Pacem Westphalicam separatim ab Electoratu & Palatinatu Inferiori Rheni restitutæ sunt: Sereniss. autem Elector Palatinus, Scriptis à sua parte Arbitrio exhibitis exceperit, hasce Ditiones perinde ut ipsum Palatinatum Inferiorem Rheni, successionis sive Electoralis sive Fidei commissariæ cum exclusione perpetua fœminarum, partem facere; allegatis in eam rem, sed non productis Investituris Cæsareis, itemque Familiæ Palatinæ Pactis, Dispositionibus testamentariis, Consuetudinibus & Statutis: quæ ex adverso tanquam dubiæ fidei partim rejecta, partim aliorum defectuum nomine impugnata sunt: ut Sereniss. Dominæ Ducissæ Aurelianensi ratione tum Allodiorum illorum, sive Ditionum Hæreditariarum, tum acquisitionum, accessionum & incrementorum, satisfiat, & simul secundum tenorem Pacis & Compromissi Risvicensis, litis inter Sereniss. Partes longius protrahendæ occasio præscindatur; rejecta ulteriori liquidatione, & Investituris illis Cæsareis, Pactis, Dispositionibus testamentariis & Statutis Familiæ Palatinæ, utpote quæ durante processu coram Arbitrio producta non sunt, suo loco relictis: medietas prædictorum Ducatuum Simmerensis, & Lauterensis partisque illius Comitatus Sponheimensis eatenus Dominæ Ducissæ adjudicatur, ut in ejus possessionem pro indiviso, ad æqualem fructuum juriumque & redituum perceptionem tantisper mittatur, donec ea medietas pecunia numerata redimatur: pretio inter Partes amicabili Conventione statuendo, vel si Partes de eo convenire nequeant, per Arbitros, quibus Compromisso Riswicensi executio Sententiæ demandata est, definiendo.

V. Denique reditus anni ultimi Sereniss. Dominus Elector Palatinus Sereniss. Dominæ Ducissæ

ANNO 1701.

ciſſæ Aurelianenſi, detractis oneribus ordinariis restituere jure tenetur: cæteros quidem indiſtinctè; Civiles verò, quorum tempore obitus Electoris CAROLI dies cedere incepit.

Deducentur autem à ſuperius adjudicatis, atque inprimis etiam à publicis Communitatum debitis, penſiones illæ annuæ ducentarum millium librarum Turonenſium, ſeu Centenorum millium florenorum Rhenenſium, quæ à Domino Electore Palatino Dominæ Duciſſæ Aurelianenſi hactenus ſolutæ ſunt, & usque ad executionem Sententiæ compromiſſorialis ſive ab Arbitris, ſive à Super-Arbitro latæ deinceps ſolventur.

Præſens hoc Laudum Sacræ Cæſareæ & Sacræ Regiæ Chriſtianiſſimæ Majeſtatum nomine & juſſu ſupra memorati Cæſareus, & Regius ad hanc cauſam delegati Plenipotentiarii, Juramento prius, ſecundum Legem Compromiſſi, corporaliter præſtito, in loco Congreſſus publicaverunt, manibusque & Sigillis ſuis ſubſcripſerunt & ſubſignarunt. Actum Francofurti ad Mœnum die 26. Aprilis 1701.

FRIDERICUS BINDER;
*Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius Imperialis Aulicus.*

(L. S.)

ULRICUS OBRECHTUS,
*Juris utriusque Doctor, & Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ in Republica Argentoratenſi Prætor.*

(L. S.)

## V.

6. Mai. Aſſociations-Receſs zwiſchen beeden Löblichen Fränck- und Schwäbiſchen Creyßen / worinnen einer des andern Nutzen und Wolfarth zu befördern / und das gemeinſame Intereſſe mutuo zu ſecundiren / und zu dem Ende ein gewiſſes Corpo zu unterhalten alle beyde verſprechen. Geſchehen auf denen zu Nürnberg und Ulm gehaltenen Creyß-Conventionen den 6. May. 1701. Mit dem Articulo Separato ſub loco & dato eod. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part Spec. Abtheil. II. pag. 374. d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 8. & dans THUCELIUS in *Actis Publicis* Part. I. pag. 642.]

C'eſt-à-dire,

*Recès d'Aſſociation entre les Cercles de* FRANCONIE *& de* SUABE *par lequel ils ſe promettent de s'aider & ſecourir l'un l'autre, de prendre à cœur leurs Interêts communs, & à cette fin d'armer & d'entretenir toujours ſur pied un certain nombre de Troupes. Fait & conclu dans leurs Aſſemblées Circulaires à Nuremberg & à Ulme le 6. Mai 1701. Avec* l'ARTICLE SEPARE' *Daté du même lieu & du même jour.*

ANNO 1701.

hätte; und nun zwar durch Gottes Gnade noch mit Ausgang des 97. Jahrs der Fried zu Ryswick erfolget / dadurch aber dieſe Ober-Reichs-Crätyſe und Lande des im währenden Krieg erlittenen groſſen Schadens und Ruins halber keineswegs ergötzet / ſondern mehrers als vorhin exponirt gelaſſen und zu äuſſerſten Gräntzen des Reichs gemachet worden; die dermahlige Conjuncturen auch mißlich und weitausſehend / daß man mehr als jemahln Urſach hat / ſich in beeden löblichen Fränck- und Schwäbiſchen Crayſen / zu Beybehaltung des ſo theuer erworbenen Ruheſtandes / wohl mit einander zu verſtehen / und disfalls getreulich zuſammen zu halten; als iſt nach verſchiedenen hinc & inde hierüber gepflogenen Communicationen / eine Zuſammenſchickung beeder erſtgedachter löbl. Crätyſe Hochfürſtl. Ausſchreib-Aembter und der dazu bevollmächtigten Geſandſchafften / anfänglich nacher Heydenheimb veranlaſſet / und ſich daſelbſt am 23. Novemb. 1700. auf geſambter Fürſten und übriger ſothaner beeder löbl. Crayſe Herrn Mit-Stände bedungene Ratification, gewiſſer Puncten mit einander verglichen / nachgehends aber auf davon erſtatteten Bericht mit allerſeitig durchgehendem Belieben feſt geſtellet / und zu Aſſociationsmäßigem Schluß gebracht worden / wie hernach folget: Und zwar ſoll

1. Jeder Crayß des andern Nutzen und Wohlfarth befördern / das gemeinſame Intereſſe mutuo ſecundiren / und an dem nichts unterlaſſen / was zu verbindlicher Cultivirung dieſer ſo vertraulichen Zuſammenſetzung dienet / anforderiſt aber ſolle man einander in allen Nothfällen beyſtehen / und communibus conſiliis & auxiliis Gefahr und Schaden / äuſſerſten Fleiſſes / abzuwenden trachten / vornehmlich auch alles dahin richten / und mit Schicken / und Schreiben / behöriger Orten / alles dienliche aufs nachdrücklich- und beweglichſte vorſtellen / daß

2. Der Ruheſtand in denen beeden Crätyſen durch nichts troubliret / noch deſſen Fürſten und Stände in neue Motus, welche die obſchwebende Zeit und Läuffte leichtlich nach ſich ziehen dörfften / eingeflochten / ſondern in Ihrer Conſiſtenz ohne jemands Hindernüß verbleiben / und dabey gelaſſen werden mögen. Zu dem Ende dann

3. Zu deſſen deſto kräfftigern Manutenirung / nicht aber zu einiges Menſchen Offenſion / noch ferner eine proportionirte militariſche Verfaſſung von 14200. Mann dergeſtalt beyzubehalten / daß

4. Der löbl. Fränckiſche Crayß ſeine dermahlige 5. Regimenter als Erffa / Schnebelin und Schönbeck zu Fuß / jedes 1600. Dann Bayreuth zu Pferd und Auffeß Dragoner / jedes von 600 Köpffen / alſo zuſammen 6000. Mann; der löbl. Schwäbiſche Crayß aber ſeine 7. Regimenter / als Baaden-Baaden / Baaden-Durlach / Fürſtenberg und Würtz zu Fuß / jedes gleichfals von 1600. dann Erb-Printz Würtenberg / und Stauffenberg zu Pferde und Zollern Dragoner / jedes von 600. Köpffen / alſo zuſammen 8200. Mann an guten geworbenen Leuten effectivè auf den Beinen haben / und was noch ein und andern Orts davon abgehen möchte / forderiſt aufſtelle / auch nach erſtgedachter Proportion, bey ereigneter Neceſſität / dieſelbe augmentire / und darinn jedesmahls a Concerto, zwiſchen beeden löbl. Crayſen verfahren / auch um mehrerer zuverläßig- und Gewißheit willen / die reciprocirliche Muſterung der beederſeits übernommenen Contingentien / auf Verlangen / nicht difficultirt werde.

5. Die Eintheilung der Compagnien / wie auch die Verpflegung der Mannſchafft / und disfalls

ANNO 1701.

falls errichtende Ordonnanz, bleibet eines jeden Crayses Convenienz anheim gestellet / doch daß / so viel möglich / auch hierinn eine Gleichheit gehalten / und dadurch denen sonst bey erheischenden gleichen Diensten / aus der Ungleichheit entstehenden Klagen und Confusionen vorgebogen werden möge; So bleibet auch

6. Jedem löblichen Crayß über seine Völcker die eigene Justiz bevor.

7. Wegen des Rangs der subalternen Generalität aber lässet man es bey der Kriegs-üblichen Observanz bewenden / nach welcher in Commando und sonsten die Ancienneté zwischen beeder löbl. Crayßen Officiers, so in gleicher Charge stehen / zu beobachten / und der Rang darnach zu reguliren / in allen wichtigen Vorfallenheiten und bey haltendem Kriegs-Rath aber das Concerto gemeinschafftlich zu fassen; Belangend

8. Das Commando, solches hat ein jeder löbl. Creyß / wann beyderley Trouppes nicht beysammen stehen / durchaus allein / und zu freyer Disposition; Wann aber eine Conjunction beederseitiger Mannschafft geschähe / ist deme gemäß sich zu bezeigen / wie der Reichs-Abschied de Anno 1555. §. 78. disfals mit sich führet. Nach Maßgab deren sich auch

9. Bey sich äusserender Gefahr dem nothleidenden Crayß alle Assistenz mit zusammen gesetzten Kräfften zu leisten / und alle der gemeinen Ruhe zu wider lauffende und schädliche Sequelen nach sich ziehende Zumuthungen und Beeinträchtigungen conjunctis viribus abzuwenden / welches auch

10. Auf die Land-verderbliche March, Remarch, Still-Lager und Quartier zu verstehen / und hierinn dem den 18. Febr. dis Jahrs mit der löbl. Kayserl. Hoff-Cammer zu Wien errichteten March-Reglement nachzugehen / auch so wohl bey beyder löbl. Crayse eigenen / als andern Troupes, zu beobachten / und gleichwie

11. Dis gantze Associations-Werck auf den Fuß der Executions-Ordnung üblichen Constitutionen sich gründet / also solle auch Krafft deren die Hülff-Leistung unentgeltlich / und auf des succurrirenden Crayses alleinige Kosten geschehen / und deswegen eines jeden Crayses Contingent an Mannschafft und Pferden aus seinen eigenen Mitteln mit dem Ordonnantz-mäßigen Brod und Haber / desgleichen dem behörigen Monat-Sold / woraus der Soldat sich die übrige Nothdurfft anzuschaffen hat / richtig versehen / und durch sein eigenes Commissariat verpfleget / mithin den Soldaten alle Ursach und Gelegenheit benommen werden / aus Mangel der nöthigen Provision und Solds / die Unterthanen und Landes-Ingesessene / in diesem oder jenem Crayß zu belästigen / unter dem Vorwand der Fouragirung allerhand Excesse zu verüben / wie dann das Landverderbliche Fouragiren auf die Früchte im Felde / nebst dem cantoniren und retraichiren in denen Dörffern / Flecken und Städten / gänzlich verbotten seyn / das fouragiren aber auf Graß nicht anders / als mit guter Ordnung / nach der commandirenden Generalität / und jedes Orts Herrschafft Anweisung / geschehen solle; Also hat dahero ein jeder Crayß sich bey jedesmahl bevorstehender Conjunction, in Zeiten mit nothdurftigen Mehl-Haber- und Heu-Magazinen in einem bequemen Ort zu versehen / und auch zu ordentlicher Beybringung des Proviants zu denen Regimentern / bey seinen Trouppen ein Proviant-Fuhrwerck zu halten / um den Lands-Unterthanen mit Anschaffung ein- und anderer Land-Fuhren nicht zu beschwehren / welche auch auf ein und andern sich äussernden veritablen Nothfall / nicht anders / als gegen Præstirung billigmäs-

ANNO 1701.

siger Bezahlung / zu fordern / auch nicht eigenmächtig von denen Officirern oder Commissariaten zu ergreiffen / sondern von eines jeden Orts Magistrat oder denen Beambten manierlich zu suchen / und nach deroselben machenden Repartition anzuschaffen sind / doch solle dem helffenden Crayß von demjenigen / dem die Hülffe zukomt / auf vorhergehende geziemende Requisition, Plätze zu vorgedachten Magazinen / an einem sichern und verschlossenen Ort / unentgeltlich eingeräumet / und von dem Magistratu loci angewiesen / keine Prætension aber der freyen Quartier oder Services, vor die Commissarien / Proviant- und Magazins-Bediente / noch auch freye Stallung und Futter für die Pferde / und dergleichen gesucht werden / immassen solches alles / wann derglichen geschähe / für Excess zu achten / und von dem / der etwas erpressen oder geniessen solte / zu bezahlen / und hat man einander reciprocè versprochen / daß / umb mit denen Magazinen desto besser aufzukommen / die Vivres und Fourage bey vorseyenden Kriegs-Operationen für die zu halten kommende Mannschafft einzukauffen wären / gegen des associirten löbl. Crayses Angehörige nicht gesteigert / sondern denen Frembden / wie denen Einheimischen / in gleichem billichen Preiß und Anschlag gegen richtige Bezahlung gelieffert / deswegen dienliche Anstalt gemachet / und all solche in die Magazinen nomine publico verordnete Nothdurfft / jedoch daß damit von denen Privatis kein eigennütziger Unterschleiff zu Schulden komme / von denen Lands-Herrschafften / gegen Vorzeigung beglaubter Attestaten / Zoll- und Mautfrey passirt werden sollen. Gleichwie dan nun

12. Mit dieser abgeredeten Verfassung es vornemlich diese Meinung hat / daß solche bey entstehenden Motibus für allen andern zur Defension der beeden Crayse employiret / und so lange sie deren hierzu von nöthen / nicht ausser denenselben gezogen werden sollen; Also will man sich hingegen weder freye Winter-Quartier vor frembde / oder in solche Crayß nicht gehörige Trouppen / noch sonst einen anderwärtigen weitern Last mit Geld-Præstationen / oder wie es immer Nahmen haben mag / aufbürden lassen / sondern hat sich gegeneinander dahin verbunden / daß / im Fall dergleichen Zumuthungen geschehen solten / man mit Rath und That einander reciprocè assistiren / und solches von dem nothleidenden Theil abzuwenden / sich aufs kräfftigste bearbeiten wolle. Wie dann

13. Da bey schon öffters erwehnter würcklicher Conjunction der Trouppen / noch ein und anders mehrere Erläuterung erforderte / so solle dasselbe durch gütliche Zusammentretung geschehen / und auch sonst in allen eine vertrauliche Correspondenz zwischen beeden löblichen Creysen gepflogen / desgleichen sich von keinem Theil / ohne Vorwissen des andern / in weitere Associations-Tractaten mit jemand eingelassen / noch einseitig hierunter etwas alterirt / oder davon / absque præscitu & consensu beeder Theile abgewichen werden.

Zu urkund und steter Vesthaltung dessen allen ist gegenwärtiger Recessus in duplo gefertiget / Creyß-gewöhnlicher massen / bey allgemeiner Creyß-Versamlung / von denen allerseitigen Landes-Vorsitzenden besiegelt / auch jedem löblichen Creyß ein Exemplar davon zugestellet worden; So geschehen bey beederseits annoch zu Nürnberg und Ulm verwehrenden allgemeinen Creyß-Conventen den 6. Maji 1701.

(L. S.) (L. S.) (L. S.) (L. S.)

Joh. Lorentz Scharff. G. L. Treher.

Joh. Christohp Stand. G. L. Vülcker. Dr.

ANNO 1701.

Articulus Separatus.

Nachdem in dem fünfften Articul des zwischen denen beeden löbl. Fränck- und Schwäbischen Creyß-Deputirten / den 23. Nov. 1700. zu Heidenheim entworffen / hernach mehrers extendirten und von beeden löblichen Creysen genehm gehaltenen Recels, versehen / daß bey ereigender Necessität das verglichene Assessociations-mäßige Quantum augmentiret / und darin zwischen erstgedachten beeden löblichen Creysen à concerto verfahren werden solle / und nun die dermahligen Zeiten und Läufften so bewand / daß den / durch die Association intendirenden Zweck zu erreichen / eine Verstärckung der beyderseits auf den Beinen habenden Miliz, ohne fernern Aufschub / vorzunehmen / vor nothwendig befunden worden; Als hat man sich noch weiters mit einander verstanden / vorher erwehntes Bundsmäßige Quantum der respectivè 6000. und 8200. Mann noch mit einem Drittel / und zwar den löblichen Fränckischen Crayß in Gemeinen / den löbl. Schwäbischen Creyß aber mit Aufstellung noch eines Regiments zu Fuß / von 1800. Köpffen / zu erhöhen / und die übrige 4. Regimenter zu Fuß / auch auf diese Anzahl zu setzen / bey solcher erhöhenden Verfassung aber von dato an 2. Jahr zu bestehen / und falls inzwischen die Conjuncturen sich nicht mildern solten / sich der Extension halber so dann fernerweit mit einander zu vernehmen. So geschehen zu beederseitig annoch zu Nürnberg und Ulm fortwährenden allgemeinen Creyß-Conventen den 6. Maji 1701.

## VI.

Juin. *Manifeste de la Maison d'*AUTRICHE, *qui demontre clairement ses Droits à la Couronne d'Espagne.* [Sur l'Imprimé en feuille volante]

DEPUIS la mort du Roi Catholique PHILIPPE IV., toutes les fois qu'on a parlé de la Succession à ses Royaumes & Etats, il n'y a eu personne, tant soit peu versé dans les Affaires du Monde, si ce n'est quelques François, accoutumez selon le génie de la Nation à flater lâchement leurs Rois, qui n'ait été très-persuadé que le Roi Très-Chrêtien & tous ses Descendans étoient exclus à perpétuité de tous les Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne. Les fameuses Renonciations, faites depuis long-tems par les deux Infantes d'Espagne ANNE & MARIE-THERESE, dont la premiere qui étoit Fille de PHILIPPE III. fut mariée à LOUÏS XIII., & la seconde qui étoit Fille de PHILIPPE IV., à LOUÏS XIV., l'un & l'autre Roi de France, ont toûjours été tenuës par un chacun pour si claires, si amples, & si valides, que leur seule lecture, sans rien plus, a suffi à ceux qui aimoient la justice, pour les confirmer dans ce sentiment. Et si la curiosité a poussé quelques personnes à rechercher plus soigneusement les autres apuis qui par une plus grande precaution avoient été ajoûtez par les Rois d'Espagne & de France, par lesquels la chose étoit contractée, personne de bon sens n'a pû comprendre avec quelle assurance aucun homme, non seulement instruit de la veritable Religion & aïant la crainte de Dieu devant soi, mais doüé du seul bon sens, & qui ne voudroit pas renverser fondamentalement tous les Droits de l'humanité, ait pû ouvertement temoigner le moindre panchant d'attaquer, même legerement, tant de Conventions & Confirmations repetées des Traitez. Qui plus est, le même Roi Très-Chrêtien, après que la Guerre qu'il avoit entrepris depuis la mort du Roi PHILIPPE IV. contre quelques Provinces des Païs-Bas Espagnols fut assoupie, semble avoir souvent reconnu la validité de ces Renonciations, & s'être absolument defait de toute esperance à la moindre partie de la Monarchie d'Espagne, tant pour lui que pour ses Enfans; laissant le soin d'entrer en son tems dans cet héritage à ceux, auxquels il pouvoit échoir par differens cas, plus proches ou plus éloignez, selon l'ordre de la Succession reçû dans la Famille d'Espagne. C'est pourquoi, ce fut d'autant plus contre toute attente que l'on aprit il n'y a pas long-tems que du vivant même du Roi CHARLES II. le Roi Très-Chrêtien sollicitoit avec instance le Roi de la Grande-Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'obliger conjointement Sa Majesté Imperiale de partager avec lui la Succession d'Espagne, en cas de mort du Roi CHARLES SECOND sans posterité; & qu'il avoit même obtenu, suivant un Traité fait entre Eux pour cela, que Sa Majesté Imperiale y seroit appellée de leur part, & que tous les Princes & Etats de la Chrêtienté seroient invitez à joindre leurs forces pour garantir ce Partage. Mais depuis très-peu de tems il n'y a eu personne, qui n'ait été surpris & étonné de la Nouvelle qui a été bien-tôt verifiée par l'évenement, que le Roi CHARLES II. déja affoibli d'esprit, avoit été induit, comme étant le seul remede pour empêcher le Demembrement de la Monarchie Espagnole, de souscrire, de quelque maniére que cela ait été fait, un Testament, que d'autres lui avoient presenté contre son gré, par lequel, raportant les Rénonciations, dont on a parlé, au seul Dauphin de France & à son Fils aîné, le Duc D'ANJOU son second Fils étoit appellé à la Succession d'Espagne; que le Roi Très-Chrêtien avoit aussi acquiescé à cette telle quelle disposition, & que par son Autorité son Petit-Fils avoit commencé d'agir comme Roi d'Espagne, & s'en étoit allé dans ce Royaume-là, pour en envahir le Trône; Qu'aussi plusieurs Gouverneurs des Royaumes & Etats annexez ou sujets s'étoient soûmis à ses ordres, non sans un grand deplaisir secret de plusieurs, tant parmi les Espagnols que parmi les autres Sujets qui s'attendoient à toute autre chose. Depuis ce tems-là, presque tout le monde, depuis le plus grand jusques au plus petit, n'a également parlé que du tort extrême & sans exemple qu'on a fait, non seulement au Très-Auguste Empereur, à sa Très-Illustre Famille, & aux autres Maisons, qui selon l'ordre doivent succeder, mais à toute l'Europe ou plûtôt à tout le Genre humain. C'est pourquoi, joignant ensemble les Armes & les Conseils de tous les Etats & même de tous les hommes, sous la protection du Tout-Puissant, quand même l'Empereur ne le voudroit pas ou qu'il y resistât, il faloit vanger ce tort, & en même tems tâcher de garantir le salut public de l'extrême danger où il étoit reduit. Toutes ces choses sont tellement avoüées & connues à tous ceux qui ne negligent pas tout-à-fait les Affaires publiques, & dont l'esprit déreglé ne les a pas encore fait égarer, que si l'on devoit seulement avoir égard à ceux qui sont à present en vie, il ne seroit point du tout necessaire de travailler ou d'amasser avec soin les Raisons & Piéces necessaires pour publier davantage l'injustice des François, & pour prouver que la Sereniſſime Maison d'Autriche est la plus proche à la Succession d'Espagne, par le principal Droit, entre tous ceux qui de bon droit étoient proches parens du feu Roi CHARLES, tant à l'égard de la Parenté que des Alliances. Mais, comme il peut facilement arriver, que quelques circonstances, quoique très-dignes d'être sçûes, ne sont pas encore venües à la connoissance de tout le monde, & qu'il faut aussi en cette Affaire avoir de l'égard pour tous les simples ou les ignorans, & pour la posterité après nous, on exposera très-palpablement tout ce qui est arrivé, & on rendra éternelle la memoire des choses qui peuvent servir, tant à connoître de premier abord la justice de cette Cause, qu'à donner de la confusion & de la honte aux François mêmes & à leurs Adherans, & qui du moins peuvent reveiller les autres à éviter leurs piéges continuels, avec certaine esperance qu'étant lûes ou ouïes, ceux qui sont imprudemment tombez dans les filets par la tromperie d'autrui, tâcheront d'abord ensemble de s'en délivrer, & peut-être même que ceux qui ont brassé l'iniquité ou ceux qui sont connus y avoir donné volontairement les mains, reviendront de leur égarement. Et afin de plûtôt y parvenir, il sera bon de raporter en peu de mots pour premier fondement, comme une chose commune parmi les hommes, & qui est prise de la Raison naturelle même, & aprouvée parmi toutes les Nations, savoir qu'attendu la nécessité de l'introduction de la Vie Civile comme d'une forme, selon laquelle elle devoit être gouvernée par un seul ou par plusieurs, il a été dans une très-

ANNO 1701.

très-libre volonté de chaque Nation, là où la Principauté ou la Roïauté a été agréée, de la deferer à un seul homme, ou ensemble à toute la Famille qui en descendroit. En ce cas, la Succession de la Famille Roïale étant perpetuellement établie, selon l'âge, les degrez ou les lignes, soit avec l'exclusion totale des Femmes; après l'extinction de tous les Mâles, ou du moins de ceux qui auroient été dans la même ligne & le même degré, soit par leur admission; ou avec l'addition d'autres conditions relatives aux personnes Regnantes, à leur naissance, leur état ou leur mariage, & la maniére de regner, selon qu'il auroit été trouvé le plus à propos. Il n'est pas moins évident que la forme de la Succession étant une fois agréée, les Peuples & la Famille Roïale ne sont pas bornez en sorte qu'elle ne puisse, par le consentement mutuel de ceux qui survivroient dans un tems, être ou totalement abrogée ou en partie alterée, de sorte qu'on n'y puisse substituer ou une nouvelle forme de Republique ou une autre maniere de succeder, à laquelle toute la posterité est successivement obligée jusques à ce que de commun consentement on en ait de nouveau établi une autre.

Or nul Roi, ni autre Membre de la Famille Roïale, ni le Peuple, ne doit ou peut ôter à un Membre survivant de la Famille Roïale le Droit qui lui est actuellement devolu par la premiere ou la seconde Convention faite avec le Peuple, ni le frauder malgré lui de l'esperance qu'il a acquise par sa Naissance. Au reste, ce seroit être depourvû de toute raison, que d'oser revoquer en doute que les Princes & Etats qui se font la Guerre, renoncent, cedent, & transportent, pour l'amour de la Paix, & selon l'usage de tous tems & parmi toutes Nations, des Provinces & Royaumes, des Biens, & tous autres Etats presens, possedez par les Parties qui sont en Guerre & par leurs Sujets, ce qui s'étend même à des choses au delà de l'esperance, & même demandées à tort ou par Droit; & que tels Traitez & Transactions s'apuient du Droit des Gens, & qu'elles n'ont jamais été violées sans la ruine & l'execration du Genre humain. Par où semblablement il paroit, & l'usage de tous les siécles l'enseigne, qu'un Roi d'un Royaume peut aussi acquerir d'autres Royaumes & Etats, ensorte qu'ils soient unis ou assujettis au premier Royaume, & que les uns & les autres échoient à un & même perpetuel Successeur, ou qu'ils soient possedez selon l'ancienne raison de Succession qu'il y a dans chacun d'iceux, & selon aussi les autres Droits, & suivant cela ils parviennent souvent à differens Successeurs. Et qui plus est, qu'il y a souvent des Domaines ou Biens, de quelque prix qu'ils soient, qui apartiennent à un Roi ou à un Prince, par Droit d'un Domaine particulier ou de Patrimoine, dont ou lui même de sa propre volonté, ou en cas de sa negligence ou de sa remise, quelqu'un de ses Successeurs peut disposer, & même les attacher à sa Famille pour son utilité, par le lien d'un Fidei-Commis éternel, ce qui ne peut être ôté, enfraint, ou changé en aucune maniére que ce soit successivement par aucun des Successeurs, au dommage de ceux qui y sont appellez, sans l'intervention de leur consentement. Enfin, il n'y a aucun de ceux qui savent les Droits connus sur les Terres qui apartiennent à la Sainte Eglise Romaine, ou au Sacré Empire Romain, soit par Fief ou par d'autres raisons, qui puisse douter que toutes les Familles Nobles, & sur tout les Illustres, pour conserver ou augmenter leur lustre & pour prevenir toute dispute, en conservant en son entier & sans changement le Droit de Domaine direct ou Souverain, n'aïent accoutumé de faire entre Elles certaines Conventions pour la Succession, qui sont ou pour toûjours, ou à tems, ou personnelles, sans qu'aucun s'y oppose, & qu'elles sont souvent confirmées par les souverains Pontifes & par les Empereurs, & qu'elles ne laissent pas aussi de subsister sans leur confirmation particuliére, pourvû qu'on n'y trouve rien qui tende à frauder l'Eglise ou l'Empire, & que par-là aussi les refutations qu'on appelle des Fiefs, leur apartiennent. Or en ces lieux-là les Renonciations des Filles nobles & illustres faites lors de leur Mariage, soit qu'elles soient générales ou limitées, & même connuës ailleurs, restent dans leur vigueur, & sont exactement observées, quoi qu'avant lesdites Conventions, il y ait dans la Famille une autre forme de succeder. Or, ce qu'on vient de dire sur les premiers Principes tirez du Droit, étant suffisant pour décider la Question dont on traite, il faut à present en second lieu examiner succinctement la maniere de succeder qui a été introduite dans la Monarchie d'Espagne, après qu'Elle est venuë; comme de plusieurs parties ou membres, comme en un corps, quoi qu'il semble qu'on ne doive point aussi tout-à-fait negliger ce qui a été particulierement établi de ces Provinces, qui sont tenuës en Fief par les Rois d'Espagne. Or en cette vûë nous devons raporter en même tems les moïens fort differens & même opposez, dont les Espagnols & les François selon la coûtume de ces deux Nations en presque toute autre chose, se sont servis pour établir la Succession, puisque ceux-ci ont depuis long-tems soûtenu avec un extrême soin par diverses raisons la Succession Masculine de la Famille Roïale selon les lignes, à l'exclusion de toutes les Femmes, non seulement du Royaume de France, mais même des Etats qui seroient venus en possession des Rois de France par le moïen des Femmes; Et qu'au contraire les Espagnols après les Mâles de la même ligne & du même degré, ont aussi admis les Femmes venant de la Famille Roïale, qui se marieroient cependant à tout autre, excepté qu'à aucun de ceux de la Famille de France; auquel cas, tant pour conserver l'égalité entre l'un & l'autre Royaume, que pour d'autres motifs, elles étoient éternellement éloignées avec toute la posterité Françoise; du consentement même de la France; la prerogative de l'âge subsistant ainsi dans les autres, tout de même que dans les Mâles de la Famille Roïale. Et comme à present même tout le monde convient de la partie principale de ce qu'on vient de raporter, & de son dernier usage, (quoique les Aragonois aïent par le passé communement soûtenu le Droit de la Parenté Masculine, ce qu'à présent on ne doit pas negliger,) il seroit superflu de s'y arrêter davantage pour la prouver; on rapportera & on soûtiendra seulement la verité de l'exception qui a été ajoutée, à laquelle il a plû aux François de s'opoſer, en violant le Droit, par la convoitise d'étendre leur Domination, & laquelle tout recemment quelques Espagnols poussez par de pareils principes ont entrepris d'obscurcir & même de renverser, s'il avoit été possible, non seulement par écrit, mais par les Armes, contre les coûtumes propres & anciennes: ce que nous ferons successivement & amplement d'abord que nous aurons rapporté en troisiéme lieu, aussi brievement qu'il sera possible, la liaison de la Parenté & de l'Alliance qu'il y a entre l'une & l'autre Branche d'Autriche, assavoir d'Allemagne & d'Espagne. Il n'est pas même necessaire d'en faire ici une suite & un détail long & exact, mais il suffira de dire en abregé que tout de même que le Roi CHARLES a tiré son origine de l'Empereur CHARLES-QUINT, né en Flandres, & l'ainé de la Famille, ainsi Sa Majesté Imperiale LEOPOLD I. descend, par un ordre successif des deux côtez par des Parens presque toûjours de la même Famille, de l'Empereur FERDINAND I., Frere dudit CHARLES-QUINT, Infant & rejetton d'Espagne, qui faisoit les delices de leur Aïeul FERDINAND le Catholique; & l'un & l'autre tiroient leur origine de PHILIPPE, à cause de sa beauté, surnommé le Beau, Fils de MAXIMILIEN I. & de MARIE, Heritiére de Bourgogne, & de JEANNE Fille de FERDINAND & d'ISABELLE les Catholiques. C'est une chose encore assez recente que la Mére de Sa Majesté Imperiale, étoit MARIE Fille du Roi PHILIPPE III. & Sœur de PHILIPPE IV., mariée à l'Empereur FERDINAND III. Pere de Sa Majesté Imperiale. Et sadite Majesté Imperiale a eu en Mariage MARGUERITE, seconde Fille du même PHILIPPE IV., & de sa Femme MARIE-ANNE d'Autriche, propre Sœur de Sa Majesté Imperiale, de laquelle il a eu MARIE-ANTOINETTE mariée à l'Electeur de Baviére, qui lui a enfanté un Fils, qui aïant à peine survecu six années à sa Mere, l'a suivie au Ciel. Et sa Sacrée Majesté Imperiale, après le decez de MARGUERITE d'Espagne a eu de l'Imperatrice MAGDELAINE Palatine plusieurs Enfans de l'un & de l'autre sexe que Dieu par sa bonté divine veuïlle conserver. Et comme l'on n'a pû se dispenser de cette courte Narration pour montrer le Droit de Sa Majesté Imperiale & de toute son Auguste Posterité Masculine & Feminine à la Succession d'Espagne; aussi le Roi Très-Chrêtien & ses Enfans ou son Frere n'en sont pas rejettez, comme

ANNO 1701.

si l'on nioit qu'ils fussent venus de Filles d'Autriche d'Espagne, puisque nous-mêmes en avons amplement parlé; mais parce que, ainsi que nous l'allons prouver, par ces mêmes Mariages François, sa Mere ANNE, & MARIE-THERESE Femme du Roi Très-Chrêtien, desquelles on a parlé, ont été éternellement excluses avec toute la Posterité de France de quelque ordre, degré, ou sexe qu'Elle fût à l'infini, même en cas de Veuvage, de quelque partie que ce soit de la Monarchie Espagnole, par les Loix & Coûtumes d'Espagne, par les dispositions des Rois precedens & par les Conventions faites & jurées tant par Elles-mêmes, que par leurs Maris. Ceux qui savent comment par les plus anciennes Histoires Espagnoles, les Royaumes d'Espagne ne doivent jamais s'unir à la France, ni être gouvernez par aucun François ou Françoise, ne trouveront pas que ce soit une chose nouvelle, que par le passé les Peres & les Etats du Royaume, même par les Avis solemnels des Juges, très-célebres par la sainteté de leur vie, par leur doctrine & par la pratique des Affaires, & enfin par la volonté & concurrence de toute la Nation, ont preferé la Cadette à la Fille ainée des Rois d'Espagne mariée en France, & à ses Enfans, & ont pareillement donné la preference aux Enfans des Freres & Sœurs, nez de la Famille d'Espagne sur les Filles Roïales mariées aux François, & à leur Posterité, les excluant par ses Loix, par des Testamens & des Renonciations. Tant les Espagnols soigneux de la Liberté & de l'Honneur de la Patrie, avoient déja alors si ardemment à cœur qu'un Prince François ne devoit ni pouvoit commander aux Espagnols avec plus de Droit, que les François n'en donnent chez eux aux Espagnols pour y regner; & ce sous quelque nom ou pretexte que ce fût, & qu'on ne devoit même épargner aucun travail ni danger pour detourner les machinations contraires s'il y en avoit. Ce fut donc sur ce fondement que la soigneuse & sage prevoïance de PHILIPPE III. Aïeul Maternel de Sa Majesté Imperiale, poussé même par plusieurs autres nouvelles raisons, pour laisser d'autant moins de sujet de dispute, fit en sorte qu'il fut dressé un Contract de Mariage à Madrid en 1612. entre ANNE d'Autriche & LOUÏS XIII. Roi de France, par les Ministres Espagnols & l'Ambassadeur d'Espagne, en presence de l'Archevêque de Capouë de l'Illustre Famille des Gaetans & Legat du Pontife, de l'Ambassadeur du Grand Duc de Toscane comme Mediateur & Entremetteur, & de plusieurs Grands d'Espagne, Conseillers d'Etat, & d'une foule de Nobles, lequel Contract est de la teneur suivante.

*AU Nom de la Sainte Trinité, du Pere, du Fils, & du benoît Saint Esprit, trois Personnes en un seul & vrai Dieu, pour sa gloire & service, & pour l'avancement de ces Royaumes. Soit notoire à tous ceux qui verront cette presente Ecriture & Instrument, contenant l'Accord & Traité de Mariage qui s'ensuit.*

*Comme ainsi soit qu'en la Ville de Madrid, Cour de Sa Majesté Catholique, en son Palais Roial, le Mercredi 20. d'Août de l'An 1612. en la presence de l'Illustre Don Antoine Cayetan, Archevêque de Capoüe Legat à* latere *de nôtre Saint Pere le Pape* PAUL V. *son Nonce Apostolique en ces Royaumes au nom de sadite Sainteté; & en la presence du Seigneur Comte Orso Delzi, Ambassadeur du Grand Duc de Toscane en ce qu'il possede; & en la presence des Seigneurs Ducs de l'Infantado & d'Alburquerque, des Marquis de Castel-Rodrigo & de Villa-Franca, tous quatre du Conseil d'Etat de Sa Majesté Catholique, du Duc d'Uzeda, Amiral de Castille, Prince de Tingri, du Duc de Maqueda, Duc de Peñaranda, du Duc d'Alba, du Duc Sessa, Duc de Feria, Duc de Montalto, Duc de Villa-Hermosa, Duc de Varaguas, de Don Juan de Idiaque Grand Commandeur de Leon, du Conseil d'Etat de sadite Majesté & President des Ordres, de Don Augustin le Mezie aussi du Conseil d'Etat, & du Licentié Don Diego Lopes de Ayala, aussi du Conseil d'Etat & Grand Chambellan de Sa Majesté, & de plusieurs autres Seigneurs & Chevaliers. Par devant moi Antoine d'Arostegny, Chevalier de l'Ordre de St. Jaques, Secretaire d'Etat, Ecrivain & Notaire de Sa Roiale Majesté Catholique : comparant l'Excellentissime Seigneur Don François de Sandoval, du lignage de Rozas, Duc de Lerma &c. &c. du Conseil d'Etat de Sa Majesté &c. &c. Gouverneur & Premier Maître d'Hôtel de Très-Haut & Triomphant* PHILIPPE *Prince d'Espagne &c : Au nom & comme Procureur de Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince Don* PHILIPPE III. *de ce nom nôtre Seigneur, par la Grace de Dieu Roi de Castille &c : En vertu du Pouvoir que ledit Sieur Duc de Lerma a reçû de Sa Majesté Catholique, par Brevet & Provision signées de sa Roiale main, scellées de son Scel Roial, & contresignées par moi susdit Secretaire Roïal, fait & passé à Saint Laurens de l'Escurial le 30. Juillet audit An, comme Roi, Pére, & legitime Administrateur de la Sereniſſime Infante sa Fille, & de la Majesté de la Reine* MARGUERITE *sa legitime Femme & Epouse, d'une part. Et d'autre part, comparant l'Excellentissime Seigneur* HENRI DE LORRAINE, *Duc de Maienne & d'Eguillon, Pair & Grand Chambellan de France, & avec lui pour l'assister, sont personnellement presens & comparans le Sieur Vicomte de Puisieux &c, son Ambassadeur Extraordinaire d'autre part, exprès pour cet effet vers Sa Majesté Catholique; & le Seigneur Baron de Vaucelas, Conseiller d'Etat de Sa Majesté Très-Chrêtienne : pour & au nom de Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince* LOUIS XIII. *par la Grace de Dieu Roi Très-Chrêtien de France & de Navarre, & de Très-Haute, Très-Excellente, & Très-Puissante Dame* MARIE, *Reine Très-Chrêtienne de France & de Navarre sa Mére, Tutrice, & Regente en ses Royaumes. En vertu de leurs Pouvoirs qu'ils ont exhibez, & representez, écrits originairement en Langue Françoise, signez de leurs Roiales mains & scellez de leurs Sceaux Royaux, donnez & octroyez en leur Roiale Ville de Paris; c'est assavoir celui du Roi Très-Chrêtien le 17. du mois de Juillet de la presente année, & celui de ladite Reine Très-Chrêtienne du 19. desdits Mois & An; les Originaux desquels Pouvoirs dessus-dits demeurent par devers moi present Secretaire d'Etat, pour être inserez consecutivement après le present Ecrit. Ledit Duc de Lerme, au nom de Sa Majesté Catholique; & lesdits Sieurs Duc de Mayenne, Vicomte de Puisieux, & Baron de Vaucelas, au nom de leurs Majestez; comme Rois Très-Chrêtiens & Catholiques, auxquels touche le bien de leurs Royaumes, & pour assûrer la Paix de leurs Couronnes & de toute la Chrêtienté, laquelle a été observée depuis qu'elle fut concluë & arrêtée entre Sa Majesté Catholique le feu Roi Don* PHILIPPE II. *nôtre Seigneur, & Sa Majesté Très-Chrêtienne deffunt le Roi* HENRI IV. *Péres de Leurs Majestés Catholique & Très-Chrêtienne à present Regnants, desirant qu'Elle se perpetuë & continuë, non seulement durant la vie de Leurs Majestez; mais aussi de celle de leurs Descendans & Successeurs, Elles n'auroient estimé plus propre ni plus convenable moyen que celui des Mariages, ni qui fut de plus grande efficace, quand ils se peuvent accomplir par doubles & renforcez liens, moyennant la grace de Dieu, à l'augmentation de son divin Service; & même qu'avec le Mariage de l'Infante, & avec la benediction de nôtre Très-Saint Pére le Pape* PAUL V. *& l'entremise aussi du Grand Duc de Toscane, sont déja traitées & accordées les Epousailles & Mariages du Sereniſſime Prince d'Espagne Don* PHILIPPE, *avec la Sereniſſime* ISABELLE, *Sœur & Fille ainée de Leurs Majestez Très-Chrêtiennes : Comme aussi du Roi Très-Chrêtien* LOUIS XIII. *avec la Sereniſſime Infante, Dame* ANNE, *Fille ainée de Sa Majesté Catholique. Afin qu'avec ces nouveaux liens s'allient plus étroitement, & se confirme davantage, l'Amour, l'Amitié, & Fraternité qui est & qu'on desire être conservez entre Leurs Majestez, afin aussi qu'elles ressortissent leur plein & entier effet, les susdits Seigneurs Commissaires es Noms ci-dessus, en ce qui concerne le Mariage du Roi Très-Chrêtien avec la Sereniſſime Infante Dame* ANNE, *ont capitulé & consenti ce qui s'ensuit.*

*Qu'avec la grace & benediction de Dieu, prealablement obtenuë Dispense de sa Sainteté, à raison des Proximitez & Sanguinitez qui sont entre le Roy Très-Chrêtien & la Sereniſſime Infante, si tôt qu'Elle aura atteint l'âge de douze ans accomplis, ils fassent celebrer leurs Epousailles & Mariage, par paroles de present, selon la forme & en la solemnité prescrite par les Sacrez Canons & Constitutions de l'Egliſe Catholique, Apostolique, & Romaine : Et se feront lesdits Epousailles & Mariage en la Cour, Palais, & Maison de Sa Majesté Catholique, où sa Sereniſſime Infante, Dame* ANNE *fait sa residence; & ce en vertu du Pouvoir & Commission du Roi Très-Chrêtien; & comme il sera fait, le Roi Très-Chrêtien le ratifiera & accomplira en Personne, quand la Sereniſſime Infante Dame* ANNE, *sera amenée & arrivée en France, Sa Majesté se joignant*

ANNO 1701.

ANNO 1701.

*gnant avec Son Alteſſe : & ſe fera ladite ſolemnité des Epouſailles, ſoit par Pouvoir ſpecial ou en preſence, quand le tems de l'accomplir ſera concerté & arrêté entre Leurs Majeſtez.*

*Que Sa Majeſté Catholique promet & demeure obligée de donner, & donnera à la Sereniſſime Infante, Dame* ANNE *en dot & en faveur de Mariage avec le Roi Très-Chrêtien de France, & paiera à Sa Majeſté Très-Chrêtienne ou à celui qui aura pouvoir & commiſſion d'Elle, la ſomme de cinq cent mille Ecus d'or de la valeur de ſeize realles la piéce, & ce en la Ville de Paris un jour avant la celébration dudit Mariage.*

*Que leurs Majeſtez Très-Chrêtiennes s'obligeront d'aſſûrer, & aſſûreront le dot de la Sereniſſime Infante, Dame* ANNE, *ſur rentes bien aſſûrées & bonnes, & ſur fonds & aſſignations valables &c.*

*Que la Sereniſſime Infante Dame* ANNE, *ſe tiendra pour contente & contentera du ſuſdit dot, ſans que par ci-après Elle puiſſe alleguer aucun ſien autre Droit, ni intenter aucune autre Action ou Demande, pretendant qu'il lui apartienne ou puiſſe apartenir autres plus grands Biens, Droits, Raiſons, & Actions pour cauſe des Heritages, & de plus grandes Succeſſions de Leurs Majeſtez Catholiques ſes Pére & Mére, ni pour contemplation de leurs Perſonnes conſiderables en quelle autre maniére, ou pour quelque cauſe & titre que ce ſoit, ſoit qu'Elle le ſçût ou qu'Elle l'ignorât ; attendu que de quelque qualité & condition que leſdites Actions & choſes ci-deſſus ſoient, Elle pourtant ne laiſſera d'en faire la Renonciation en bonne & dûë forme, & avec toutes les aſſûrances, formes, & ſolemnitez qui y ſeront requiſes & neceſſaires, laquelle dite Renonciation Elle fera avant que d'être mariée par Parole de preſent. Qu'Elle auſſi-tôt après la celebration du Mariage approuvera & ratifiera conjointement avec le Roi Très-Chrêtien, avec les mêmes formes & ſolemnitez qu'Elle aura fait à la ſuſdite premiere Renonciation, voire avec les clauſes qu'ils verront être les plus convenables, & neceſſaires à l'effet & accompliſſement : de laquelle Renonciation Leurs Majeſtez demeureront & demeurent dès à preſent comme pour lors obligées. Et au cas qu'Elles ne faſſent ladite Renonciation & Ratification en vertu du preſent Contract par Capitulation, icelles ſuſdits Traitez, Renonciation & Ratification ſont tenuës & cenſées dez à preſent, comme pour lors, pour bien & deuëment faites, paſſées, & octroiées. Ce qui ſe fera en la forme la plus authentique, & efficacieuſe que faire ſe pourra pour être bonnes & valables, enſemble avec toutes les Clauſes derogatoires des derogatoires, de quelconques Loix, Juriſdictions, Coûtumes, Droits, & Conſtitutions au contraires, ou qui empechaſſent du tout ou en partie leſdites Renonciation & Ratification, auxquelles à l'effet & validité que deſſus Leurs Majeſtez Catholique & Très-Chrêtienne dérogeront, & dez à préſent Elles y derogent entierement ; & pour l'Aprobation & Ratification qu'Elles feront dès à preſent comme dès lors Elles entendront & entendent avoir dérogé à toutes exceptions ci-deſſus.*

*Que d'autant que Leurs Majeſtez Catholique & Très-Chrêtienne ſont venus & viennent à faire ces Mariages, afin de tant plus perpetuer & aſſûrer par ce fort nœud & lien la Paix publique de la Chrêtienté ; & entre Leurs Majeſtez l'amour & la fraternité que chacun eſpere entre Elles ; & en contemplation auſſi des juſtes & legitimes cauſes qui montrent & perſuadent l'égalité & convenance deſdits Mariages, par le moien deſquels, & moyennant la faveur & la grace de Dieu, chacun en peut eſperer de très-heureux ſuccès, au grand bien & augmentation de la Foi & Religion Chrêtienne, au bien & benefice commun des Royaumes, Sujets, & Vaſſaux des deux Couronnes, comme auſſi par ce qui traite & importe au bien de la choſe publique & conſervation d'icelle. Conſideration de telle importance qu'il ſeroit à craindre que les occaſions qui ſe preſentent de tels Mariages, ne fuſſent prevenus ou tollez : donques attendu la qualité des ſuſdites & autres juſtes raiſons qui ſe pourroient dire ou alleguer : Leurs Majeſtez accordent & arrêtent par contract & pache conventionelle entre-Elles qui ſortira & aura lieu, forcé, & vigueur de Loi ferme & ſtable à tout jamais, en faveur de leurs Royaumes & de toute la choſe publique d'iceux. Que la Sereniſſime Infante d'Eſpagne, Dame* ANNE *& les Enfans procréez d'Elle, ſoient mâles ou femelles, & leurs Deſcendans premiers ou ſeconds, troiſiémes ou quatriémes, nez ci-après en quelque degré qu'ils ſe puiſſent trouver, voire à tout jamais, ne puiſſent venir ni ſucceder és Royaumes, Etats, Seigneuries & Dominations qui apartiennent & apartiendront à Sa Majeſté Catholique, & qui ſont compris au deſſous des Titres & qualitez mentionnées en cette preſente Capitulation, ni en aucun de ſes plus Grands Royaumes, Etats, Seigneuries, Provinces, Iſles adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ni és Frontieres que Sa Majeſté Catholique poſſede des à preſent ou qui lui apartiennent, ou pourront apartenir dedans & dehors le Royaume d'Eſpagne, que par ci-devant Leurs Majeſtez Catholiques & leurs aſcendans Predeceſſeurs eurent, poſſederent, & leur apartinrent, ni en tous ceux qui ſont compris en iceux ou dependant d'iceux, ni mêmes en tous ceux qui par ci-après en quelque tems que ce ſoit, Elles pourroient aquerir ou accroiſtre, ou ajouter aux ſuſdits ſiens Royaumes, Etats & Dominations, ou qu'Elles pourroient retirer, ou qui leur pourroient écheoir par dévolus ou par quelques autres tîtres, Droits ou raiſon que ce ſoit ou qui puiſſe être ; encore que ce fut durant la vie de la Sereniſſime Infante, Dame* ANNE, *ou après ſa mort, en celle de qui que ce ſoit de ſes Deſcendans premiers, ſeconds, ou troiſiémes nez, ou en quelque maniére qui puiſſe avenir ; ou que le cas ou les cas par leſquels ou par Droit ou par Loix & Coûtumes deſdits Royaumes Etats & Dominations, ſoit par diſpoſition du titre, par leſquels ils puiſſent ſucceder ou pretendre pouvoir ſucceder és dits Royaumes, Etats, & Dominations ; en tous leſquels ſuſdits cas des à preſent ladite Dame* ANNE *Infante, dit & déclare être & demeure bien & deuëment excluſe, enſemble tous ſes Enfans & Deſcendans, mâles & femelles ; encore qu'ils ſe vouluſſent dire ou puſſent dire, & pretendre qu'en leur Perſonne ne courent ni ne ſe peuvent & doivent conſiderer icelles raiſons comme de nulle valeur de la choſe publique, ni autres esquelles ladite Excluſion ſe pourroit fonder, ou qu'ils vouluſſent alleguer (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que la ſucceſſion du Roi Catholique ou de ſes Sereniſſimes Princes & Infantes, & d'abondant des mâles qu'il a, ou pourra avoir pour ſes legitimes Succeſſeurs, eut manqué & defailli, par ce que comme en aucun cas ni en aucun tems, ni en quelque maniere qu'il pût avenir, Elle ni eux, ſes Hoirs & Deſcendans n'ont à ſucceder ni pretendre pouvoir ſucceder ſans prejudicier aux dites Loix, Coûtumes, Ordonnances, & diſpoſitions en vertu desquelles il a ſuccedé en tous ſes Royaumes, Etats, & Seigneuries, que ce ne ſoit prejudicier auſſi à toutes les Loix des Lieux & Coûtumes de la Couronne de France ; leſquels au préjudice des Succeſſeurs en icelle n'empechent cette ſuſdite Execution, auſſi bien à preſent comme en tems, & en cas qui deferent leſdites Succeſſions. A toutes leſquelles conſiderations enſemble & à chacune en particulier d'icelles Leurs Majeſtez derogent en ce qu'elles contrarient ou empêchent le contenu en ce Contract, ou l'accompliſſement & execution d'icelui. Et que pour l'Aprobation & Ratification de cette preſente Capitulation, Elles y derogeront & derogent, veulent & entendent que la Sereniſſime Infante, & les Deſcendans d'icelle, demeurent à l'avenir & pour jamais exclus de pouvoir ſucceder en aucun tems ni en aucun cas és Etats du Païs de Flandres, Comté de Bourgogne & de Charolois, leurs apartenances & dependances, leſquels Provinces & Etats furent donnez par Sa Majeſté Catholique à la Sereniſſime Infante Dame* ISABELLE, *& qui doivent retourner à Sa Majeſté Catholique & à ſes Succeſſeurs. Pareillement auſſi ils declarent très-expreſſément qu'en cas que la Sereniſſime Infante demeurât veuve (ce qu'à Dieu ne plaiſe) ſans Enfans de ce Mariage, qu'Elle demeurera libre & franche de la ſuſdite Excluſion, & partant declarée Perſonne capable de ſes Droits, & de pouvoir ſucceder en tout ce qui lui pourra apartenir ou écheoir, en deux cas ſeulement : ſi Elle demeurant veuve de ce Mariage & ſans Enfans, venoit en Eſpagne : l'autre, ſi par raiſon d'Etat pour le bien public & pour juſtes conſiderations Elle ſe ramarieroit par la volonté du Roi Catholique ſon Pére ou du Prince des Eſpagnes ſon Frére, eſquels deux cas Elle demeurera capable & habile à pouvoir ſucceder & heriter.*

*Que ſi tôt que la Sereniſſime Infante, Dame* ANNE, *aura accompli l'âge de douze ans, & avant que de celebrer le Mariage par paroles de preſent, Elle donnera, promettra, & octroyera ſon Ecrit, par lequel Elle s'obligera, tant pour Elle que pour ſes Succeſſeurs, à l'accompliſſement & obſervation de tout ce que deſſus, & de ſon excluſion & de celle de ſes deſcendans, aprouvant le tout ſelon comme il eſt convenu en ce preſent Contrat & Capitulation, avec les clauſes & juremens neceſſaires & requis : & en jurant cette preſente Capitulation & la ſuſdite Obligation & Ratification, que ſon Alteſſe aura faite & donnée, Elle en fera une autre pareille &*

ANNO 1701.

*ſemblable avec le Roi Très-Chrêtien, ſi tôt qu'Elle ſera mariée & épouſée, laquelle ſera enregiſtrée au Parlement de Paris ſelon ſa forme & teneur; comme auſſi dès à preſent Sa Majeſté Catholique ſera aprouver & ratifier ladite Renonciation & Ratification en la forme accoûtumée, la fera auſſi enregiſtrer en ſon Conſeil d'Etat, & ſoit que leſdites Renonciations, Ratifications, & Aprobations ſoient faites dès à preſent en vertu de cette Capitulation & preſent Contrat, & du Mariage qui s'enſuivra, & en contemplation de toutes les choſes ſuſdites, Elles ſoient tenuës & cenſées pour bien faites & deuëment octroiées & paſſées.*

*Que Leurs Majeſtez Très-Chrêtiennes donneront à la Sereniſſime Infante, Dame* ANNE *pour ſes bagues & joiaux juſques à la valeur de cinquante mille Ecus ſol &c. &c.*

*Que Leurs Majeſtez Très-Chrêtiennes ſelon l'ancienne & loüable Coûtume de la Maiſon de France, aſſigneront & conſtitueront à la Sereniſſime Infante, Dame* ANNE, *pour ſon Douaire vingt mille Ecus d'or ſol par chacun an. &c. &c.*

*Que Sa Majeſté Très-Chrêtienne donnera & aſſignera à la Sereniſſime Infante, Dame* ANNE, *pour la dépenſe de ſa Chambre & entretenement de ſon Etat & de ſa Maiſon ſomme convenable & telle qu'apartient à Fille & Femme de tant de Grands & Puiſſans Rois &c.*

*Que la Sereniſſime Infante aiant accompli les douze ans de ſon âge, ils épouſeront & marieront par Procureurs qu'envoiera le Roi Très-Chrêtien & la Sereniſſime Infante par Paroles de preſent. Ce qu'étant fait, Sa Majeſté Catholique la fera mener à ſes frais & dépens juſques à la Frontiére du Royaume de France &c. &c.*

*Qu'en cas que le Mariage ſe diſſolve & rompe entre Sa Majeſté Très-Chrêtienne & la Sereniſſime Infante, Dame* ANNE, *& que Son Alteſſe ſurvive Sa Majeſté Très-Chrêtienne, en ce cas Elle s'en pourra retourner & retirer librement & ſans aucun empêchement és Royaumes d'Eſpagne &c. &c.*

*Qu'attendu que le Traité & Pourparlé du preſent Mariage a été deſiré & puis concerté & promeu par Nôtre Saint Pére, & par ſes entremiſes acheminé en l'état où il eſt à preſent: ſera bien à propos de ſuplier ſadite Sainteté, comme dès à preſent Leurs Majeſtez la ſuplient, de trouver bon & avoir agreable d'en donner la benediction & intervenuë de ſon Autorité Apoſtolique; & ce preſent Contrat & Capitulation la vouloir aprouver & inſerer dans ſes Bulles, enſemble les approbations qu'en auroient faites Leurs Majeſtez & Son Alteſſe: auſſi avec les Ecritures & juremens qui ſont données & octroiées; Bref tout ce qui a été fait & paſſé pour l'accompliſſement & ſûreté d'icelui.*

*Que Leurs Majeſtez Catholique & Très-Chrêtienne aprouveront & ratifieront cette preſente Capitulation, promettront ſur la Parole & Foi de Roi, de la garder & accomplir inviolablement, delivreront à cet effet leurs Brevets en la forme accoûtumée avec les derogatoires à quelconques Loix, Juſtices, & Coûtumes qui ſont ou ſeroient à ce contraires, & étant raiſonnable. Leſquels dits Brevets de Ratification de la preſente Ecriture, ils bailleront & delivreront l'un à l'autre reſpectivement dans deux mois, à compter du jour & de la date de la preſente, & ce par le moien des Ambaſſadeurs Ordinaires, ès Cours de Leurs Majeſtez Catholique & Très-Chrêtienne.*

*De tout ce que deſſus leſdits Sieurs Commiſſaires és dits Noms, promirent, conſentirent, & accorderent ſelon qu'il eſt contenu en la preſente Capitulation, s'y étant obligées Leurs Majeſtez Catholique & Très-Chrêtienne, enſemble ſon Alteſſe avec l'obligation & le lien de leur Foi & Parole de Roi qu'ils effectueront & garderont: commanderont qu'il ſoit gardé & accompli entiérement, ſans qu'en tout ou en partie il faille ou manque choſe quelconque, ni iront ni viendront au contraire; même ne conſentiront aller ni venir directement, ou indirectement, de quelque façon ou maniére que ce ſoit: car ainſi l'ont promis leſdits Commiſſaires en vertu des Pouvoirs qu'ils ont de Leurs Majeſtez, à quoi furent preſens leſdits dénommez au commencement de cette Capitulation; & leſdits Seigneurs, prometans & octroians ce que deſſus, l'ont ſigné de leurs mains & de leurs noms, & me requirent que de toute cette Capitulation, je leur en baillaſſe Copie, & de toutes celles qui ſeront traduites & tranſlatées qui leur ſeront neceſſaires.*

*Ainſi ſigné,* LE DUC DE LERME &c.
HENRI DE LORRAINE &c.

ANNO 1701.

Par leſquels Articles l'excluſion illimitée à la Succeſſion d'Eſpagne, non ſeulement d'un Succeſſeur prochain au Royaume de France, mais de tout autre du Sang de France venant de ce Mariage & même du dernier & du plus éloigné de la Succeſſion de France, ou de celui abſolument rejetté à cauſe du Sexe feminin, ſans aucune diſtinction de Sexe, ordre ou degré, ne pouvoit être plus clairement exprimée, ni l'obligation qui y eſt attachée, pouvoit être plus étroitte. Auſſi aïant été confirmée avant & après la conſommation du Mariage, par l'Infante ANNE & par le Roi Très-Chrêtien même par de ſacrez Sermens, & aïant été enregiſtrée entre les Loix éternelles d'Eſpagne & de France, dans les Actes publics de l'un & l'autre Royaume, Elle n'a jamais depuis été revoquée en doute par aucun homme vivant. Au contraire, ſon utilité & ſa neceſſité ayant été murement conſiderée lorſque les Etats ou Ordres Généraux du Royaume s'aſſemblerent à Madrid en 1618., ils repreſenterent & ſupplierent le Roi PHILIPPE, qu'il confirmât de nouveau par une Loi perpetuelle cette Renonciation; & qu'en vertu d'icelle tous les Enfans en général de l'un & de l'autre Sexe, qui étoient venus ou viendroient de ce Mariage, fuſſent éternellement exclus de toute la Succeſſion d'Eſpagne. Et alors le Roi PHILIPPE, après avoir derechef examiné & murement peſé la choſe, fit & publia la Loi qu'on avoit demandée, dans laquelle ſont repetées, ainſi qu'il eſt rapporté dans le nouveau Code des Loix, imprimé à Madrid en 1640., l'exception faite en cas que le Mariage fut diſſout, & que l'Infante fut reſtée ſans Enfans, & la Renonciation jurée, ainſi qu'on l'a dit, de tout Droit à la Succeſſion dans les mêmes mots & termes dudit Contract de Mariage, & de la Renonciation qui y étoit relative ſous le tître qui ſuit.

*Loi douzieme. Que Dame* ANNE *Reine Très-Chrêtienne de France, & ſes Enfans & Deſcendans de ſon Mariage avec* LOUÏS XIII. *Roi Très-Chrêtien, ne puiſſent ſucceder aux Royaumes d'Eſpagne & ſes Dependances: Excepté le cas contenu dans cette Loi.*

Ce qui eſt exprimé dans le Contract de Mariage fait en 1659. entre l'Infante MARIE-THERESE, Fille de PHILIPPE IV. & LOUÏS XIV. à preſent Regnant en France, s'accorde entierement & eſt de pareille efficace avec celui qu'on vient de raporter, pour exclurre, par pluſieurs raiſons, tous Deſcendans François à l'infini, Mâles ou Femelles, de toute portion de la Monarchie d'Eſpagne; de ſorte que le Contract precedent ſuffiroit ſeul d'être vû, n'étoit qu'on a ajouté quelques nouvelles Clauſes pour declarer avec plus de force la volonté des Contractans, & pour faire, s'il étoit poſſible, de plus étroits engagemens dans le Contract ſuivant.

„ AU nom de la très Ste. Trinité, Pere, Fils, &
„ St. Eſprit, trois perſonnes en un ſeul Dieu
„ veritable, à ſon honneur & gloire & au bien de
„ ces Royaumes; ſoit notoire à tous ceux qui ces
„ preſentes Lettres verront, & cet Accord de Maria-
„ ge: Que comme en l'Iſle appellée des Faiſans,
„ ſituée dans la Riviere de Bidaſſoa, à demi lieuë
„ du Bourg d'Andaye, Province de Guyenne, &
„ autant de la Ville d'Irura, en la Province de Gui-
„ puſcoa, & dans la Maiſon qui a été cette année
„ bâtie en ladite Iſle, pour y traiter de Paix, entre
„ leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Catholique,
„ ce jourd'hui ſeptiéme du mois de Novembre de
„ l'année que l'on compte, depuis la naiſſance de
„ Jeſus Chriſt, Nôtre Seigneur & Redempteur, mil
„ ſix cent cinquante neuf. Par devant moi Pedro
„ Coloma, Chevalier de l'Ordre de Saint Jaques,
„ Seigneur des Villes de Chozas, de Cavales, & de
„ Junchillers, du Conſeil des Indes, Secretaire d'E-
„ tat, Eſcrivain, & Notaire de la Catholique Ro-
„ yale Majeſté; ont comparu, très-Eminent Sei-
„ gneur Meſſire Jules Mazarini, Cardinal de la Ste.
„ Egliſe Romaine, Duc de Mayene, Chef de tous
„ les Conſeils du très-Excellent, & très-Puiſſant
„ Prince LOUÏS XIV. par la grace de Dieu Roi
„ Très-Chrêtien de France & de Navarre, en vertu
„ du Pouvoir qu'il a de Sa Majeſté Très-Chrêtien-
„ ne, écrit en Langue Françoiſe; ſigné de ſa Royale
„ main,

ANNO 1701.

„ main, & ſcelé de ſon Seau Royal, contreſigné „ par ſon Secretaire d'Etat, le Sieur de Lomenie; „ donné à Paris le vingt uniéme jour de Juin 1659. „ lequel Pouvoir eſt demeuré en mes mains, & „ dont la copie ſera inſerée à la fin des preſentes, „ d'une part : Et de l'autre, très-Excellent Seigneur „ Don Louïs Mendez de Haro & Guzman, Marquis de Carpio, Comte Duc d'Olivarez, Gouverneur perpetuel des Palais Royaux & Arſenal „ de Seville, Grand Chancelier perpetuel des Indes, „ du Conſeil d'Etat de Sa Majeſté Catholique, „ Grand Commandeur de l'Ordre d'Alcantare, Gentilhomme de la Chambre de ſadite Majeſté, & „ ſon Grand Eſcuyer. Et au nom du Très-Haut, „ très-Excellent, & très-Puiſſant PHILIPPE IV. „ auſſi par la grace de Dieu Roi de Caſtille, Leon, „ Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Portugal, de Navarre, & des Indes, &c. Archiduc „ d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & „ de Milan, Comte de Hasbourg, de Flandre, & „ de Tirol, &c. & en vertu du Pouvoir qu'il a de „ Sa Majeſté Catholique, par Acte ſigné de ſa main „ Royale, ſeelé de ſon Sçeau Royal, & contre-ſigné „ par Don Fernand de Fonſeca Ruyz de Contreras, „ ſon Secretaire d'Etat; fait à Madrit le cinquiéme „ jour de Juillet de la preſente année; comme Roi, „ Pere, & legitime Adminiſtrateur de Sereniſſime Infante Dame MARIE-THERESE, la Fille ainée „ de la Majeſté de la feuë Reine ELISABETH ſa „ legitime Eſpouſe. Et le dit Seigneur Cardinal „ Mazarini, au nom de Sa Majeſté Très-Chrêtienne; „ & le dit Marquis Comte d'Olivarez, au nom de „ Sa Majeſté Catholique, uſans de leurs Pouvoirs „ ſuſdits, ont dit & déclaré que leurs Maîtres, „ comme Rois Très-Chrêtien & Catholique, qui „ ont fort à cœur le bien de leurs Royaumes, & „ d'affermir la Paix, qui s'établit aujourd'hui entre „ les deux Couronnes; deſirans que la durée de cette Paix ne s'étende pas ſeulement à celle de la vie „ de leurs Majeſtez, mais paſſe avec la même fermeté „ à leurs Succeſſeurs & Deſcendants; & jugeant que „ le plus efficace moyen pour parvenir à cette ſaincte „ fin, eſt de renoüer étroitement leurs Alliances „ par le lien d'un Mariage : leurs Majeſtez avec la „ Grace de Dieu, & à ſon ſervice ont traité & accordé les Epouſailles & Mariage de Sa Majeſté „ le Roi Très-Chrêtien, avec la Sereniſſime Infante „ Dame MARIE-THERESE, Fille ainée de Sa „ Majeſté le Roi Catholique; afin de confirmer davantage, par ce nouveau nœud, l'amour, l'amitié, & l'union qui eſt, & que l'on deſire conſerver entre leurs Majeſtez. Et pour cet effet, leſdits Seigneurs Plenipotentiaires, aux noms ſuſdits, „ ont traitté & accordé les Articles qui ſuivent.

„ I. QU'avec la grace & benediction de Dieu, & „ prealablement obtenûë Diſpenſe de ſa Saincteté, à raiſon de proximité & conſanguinité, qui „ eſt entre le Roi Très-Chrêtien, & la Sereniſſime „ Infante, ils faſſent celebrer leurs Eſpouſailles & „ Mariage, par paroles de preſent, ſelon la forme „ & ſolemnité preſcrite par les ſacrez Canons, & „ Conſtitutions de l'Egliſe Catholique, Apoſtolique, & Romaine. Et ſe feront leſdites Eſpouſailles & Mariage en la Cour de Sa Majeſté Catholique, où Elle ſera, avec la Sereniſſime Infante Dame MARIE-THERESE; & ce en vertu du Pouvoir & Commiſſion du Roi Très-Chrêtien, qui le ratifiera & accomplira en perſonne, quand la Sereniſſime Infante Dame MARIE-THERESE, ſera amenée en France; Sa Majeſté ſe joignant avec ſon Alteſſe, & recevant les benedictions de l'Egliſe : Et la concluſion & ratification dudit Mariage, ſoit par Pouvoir ſpecial, ou en preſence, ſe fera quand & dans le tems accordé & concerté entre leurs Majeſtez.

„ II. Que Sa Majeſté Catholique promet & demeure obligée de donner, & donnera à la Sereniſſime Infante Dame MARIE-THERESE, en „ Dot & en faveur de Mariage avec le Roi Très-Chrêtien de France, & payera à Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ou à celui qui aura Pouvoir ou Commiſſion d'elle, la ſomme de cinq cent mille Eſcus „ d'or ſol, ou leur juſte valeur, en la Ville de „ Paris. Et la dite ſomme ſera payée en la maniere „ ſuivante : le tiers, au temps de la conſommation „ du Mariage; l'autre tiers, à la fin de l'année depuis la dite conſommation; & la derniere troiſiéme „ partie, ſix mois après : en ſorte que l'entier payement de ladite ſomme de cinq cent mille Eſcus „ d'or ſol, ou leur juſte valeur, ſera faite en dix „ huit mois de tems, aux termes & portions, qui „ viennent d'être ſpecifiées.

„ III. Que Sa Majeſté Très-Chrêtienne s'oblige „ d'aſſûrer, & aſſûrera le Dot de la Sereniſſime Infante Dame MARIE-THERESE, ſur rentes „ bonnes & bien aſſurées, & ſur fonds & aſſignations „ valables.

„ IV. Que moyennant le payement effectif fait à „ Sa Majeſté Très-Chrêtienne des dits cinq cent „ mille Eſcus d'or ſol, ou leur juſte valeur, aux „ termes qu'il a été ci-devant dit, la dite Sereniſſime „ Infante ſe tiendra pour contente, & ſe contentera „ dudit Dot, ſans que par ci-après elle puiſſe alleguer aucun ſien autre Droit, ni intenter aucune „ autre action ou demande, pretendant qu'il lui appartienne, ou puiſſe appartenir autres plus grands „ Biens, Droits, raiſons, actions, pour cauſe des „ heritages & plus grande ſucceſſion de leurs perſonnes en quelque autre maniere, ou pour quelque cauſe & tître que ce ſoit, ſoit qu'elle le ſceut, „ ou qu'elle l'ignorât; attendu que de quelque qualité & condition que leſdites actions & choſes ci-deſſus ſoient, elle en doit demeurer excluſe, & „ avant l'effectuation de ſes Eſpouſailles, elle en „ fera la Renonciation en bonne & deüe forme, & „ avec toutes les aſſûrances, formes, & ſolemnitez „ qui ſont requiſes & neceſſaires : Laquelle dite „ Renonciation elle fera avant que d'eſtre mariée, „ par parole de preſent; qu'elle, auſſi-tôt après la „ celebration du Mariage, approuvera & ratifiera „ conjointement avec le Roi Très-Chrêtien, avec „ les mêmes formes & ſolemnitez qu'elle aura fait à „ la ſuſdite prémiére Renonciation, voire avec les „ clauſes qu'ils verront eſtre les plus convenables & „ neceſſaires : A l'effect & accompliſſement de laquelle Renonciation, Sa Majeſté Très-Chrêtienne „ & Son Alteſſe demeureront & demeurent dès à „ preſent, comme pour lors obligez; & au cas qu'elles ne faſſent ladite Renonçiation & Ratification, „ en vertu du preſent Contract, par Capitulation, „ Iceux ſuſdits Traitez, Renonciation & Ratification, „ ſeront tenus & cenſez dès à preſent, comme pour „ lors, pour bien deüement faits, paſſez & octroyez. „ Ce qui ſe fera en la forme la plus autentique & „ efficace que faire ſe pourra, pour être bonnes & „ valides; enſemble avec toutes les Clauſes dérogatoires de quelconque Loi, Juriſdiction, Coûtume, „ Droits, & Conſtitutions, à ce contraires, ou qui „ empêchaſſent du tout, ou en partie, leſdites Renonciations & Ratifications; Auxquelles, à l'effet „ & validité que deſſus, leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Catholique derogeront, & dès à preſent „ elles y derogent entierement : Et par l'Approbation „ & Ratification qu'elles feront de ce préſent Contract & Capitulation, dès à préſent comme dès „ lors, elles entendront & entendent avoir dérogé à „ toutes exceptions ci-deſſus.

„ V. Que d'autant que leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Catholique ſont venuës & viennent „ à faire ce Mariage afin de tant perpetuer & aſſûrer „ par ce nœud & lien la Paix publique de la Chrêtienté, & entre leurs Majeſtez, l'amour & la fraternité, que chacun eſpere entre elles; & en contemplation auſſi des juſtes & legitimes cauſes, qui „ montrent & perſuadent l'égalité & convenance dudit Mariage, par le moyen duquel & moyennant „ la faveur & grace de Dieu, chacun en peut eſperer „ de très-heureux ſuccez au grand bien & augmentation de la Foi & Religion Chrêtienne, au bien & „ benefice commun des Royaumes, Sujets, & Vaſſaux des deux Couronnes; comme auſſi pour ce „ qui touche & importe au bien de la choſe publique, „ & conſervation des dites Couronnes; leſquelles „ étant ſi grandes & puiſſantes, ne puiſſent être reünies en une ſeule, & que dès à preſent on prenne „ les occaſions d'une pareille conjonction : Donques, attendu la qualité des ſuſdites & autres juſtes raiſons, & notamment celle de l'égalité qui ſe „ doit conſerver, Leurs Majeſtez accordent & arrêtent, par Contract & Pacte conventionel entre „ Elles, qui ſortira, & aura lieu, force, & vigueur „ de Loi ferme & ſtable à tout jamais, en faveur de „ leurs Royaumes, & de toute la choſe publique „ d'iceux; que la Sereniſſime Infante d'Eſpagne, „ Dame MARIE-THERESE, & les Enfans procrécz

ANNO 1701.

„ crécz

ANNO 1701.

„ créez d'elle, ſoit mâles ou femelles, & leurs Des-
„ cendans, prémiers ou ſeconds, trois ou quatre,
„ nez ci-après, en quelque degré qu'ils ſe puiſſent
„ trouver, voire à tout jamais, ne puiſſent ſucceder,
„ ni ſuccedent és Royaumes, Etats, Seigneuries, &
„ Dominations, qui appartiennent & appartiendront
„ à Sa Majeſté Catholique, & qui ſont compris au
„ deſſous des Titres & Qualitez mentionées en cette
„ preſente Capitulation, ni en aucun de ſes autres
„ Royaumes, Etats, Seigneuries, Provinces, Iſles
„ adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ni és Frontieres
„ que Sa Majeſté Catholique poſſede dès à preſent,
„ ou qui lui appartiennent, ou pourront appartenir,
„ tant dedans, que dehors le Royaume d'Eſpagne;
„ & qu'à l'avenir ſa dite Majeſté Catholique, ou
„ ſes Succeſſeurs, auront, poſſederont, & leur apar-
„ tiendront; ni en tous ceux qui ſont compris en
„ iceux, ou dependent d'iceux; ni même en tous
„ ceux qui par ci-après, en quelque tems que ce
„ ſoit, elle pourroit acquerir, ou accroitre, & ajouter
„ aux ſuſdits ſiens Royaumes, Etats, & Domina-
„ tions, ou qu'elle pourroit retirer, ou qui lui pour-
„ roit échoir par devolution ou par quelques autres
„ Tîtres, Droits, ou Raiſons que ce puiſſe être,
„ encore que ce fut durant la vie de la dite Sereniſſi-
„ me Infante Dame MARIE-THERESE, ou
„ après ſa mort, en celle de qui que ce ſoit de ſes
„ deſcendants, premiers, ſeconds, troiſiémes nez ou
„ ulterieurs, que le cas ou les cas, par leſquels, ou
„ de Droit, ou par les Loix & Coûtumes deſdits
„ Royaumes, Etats, & Dominations, ſoit par diſ-
„ poſitions de Tîtres, par leſquels ils puiſſent ſuc-
„ ceder, ou prétendre pouvoir ſucceder és dits Ro-
„ yaumes, Etats, ou Dominations, leur dût appar-
„ tenir la Succeſſion, en tous leſquels ſuſdits cas,
„ dès à preſent ladite Dame MARIE-THERESE
„ Infante dit & declare être & demeure bien & deüe-
„ ment excluſe, enſemble tous ſes Enfans, & des-
„ cendans Mâles ou Femelles, encore qu'ils *ſe vou-*
„ *luſſent ou peuſſent dire & pretendre, qu'en leurs per-*
„ *ſonnes ne courent, ni ne ſe peuvent & doivent conſi-*
„ *derer leſdites raiſons de la choſe publique, ni autres és*
„ *quelles ladite excluſion ſe pourroit fonder*, ou qu'ils
„ vouluſſent alleguer (ce qu'à Dieu ne plaiſe) *que*
„ *la Succeſſion du Roi Catholique, ou de ſes Sereniſſi-*
„ *mes Princes & Infantes & d'abondant des Mâles,*
„ *qu'il a & pourra avoir les legitimes Succeſſeurs, eût*
„ *manqué & defailli*; parce que comme il a été dit
„ en aucun cas, ni en aucun tems, ni en quelque
„ maniere qui peut advenir, ni elle, ni eux, ſes Hoirs
„ & ſes Deſcendans n'ont à ſucceder; nonobſtant
„ toutes Loix, Coûtumes, Ordonnances, & Diſ-
„ poſitions en vertu deſquelles on a ſuccedé en tous
„ leſdits Royaumes, Etats, & Seigneuries: Et non-
„ obſtant auſſi toutes les Loix & Coûtumes de la
„ Couronne de France, qui au prejudice des Succes-
„ ſeurs en icelle, s'oppoſent à cette ſuſdite exclu-
„ ſion, auſſi-bien à preſent, comme aux tems à ve-
„ nir, & aux cas qui auroient long-tems différé les-
„ dites Succeſſions; à toutes leſquelles conſidera-
„ tions enſemble, & à chacune en particulier d'icel-
„ les; leurs dites Majeſtez derogent, en ce qu'elles
„ contrarient ou empêchent le contenu en ce Con-
„ tract, ou l'accompliſſement & execution d'icelui:
„ Et que pour l'Approbation & Ratification de cette
„ preſente Capitulation, elles y derogent, & les tien-
„ nent pour dérogées: Veulent & entendent, que
„ la Sereniſſime Infante, & les Deſcendans d'icelle
„ demeurent à l'avenir & pour jamais exclus de pou-
„ voir ſucceder en aucun tems, ni en aucun cas, és
„ Etats du Païs de Flandres, Comté de Bourgogne
„ & de Charolois, leurs appartenances & dependan-
„ ces. Pareillement auſſi ils déclarent très-expreſſé-
„ ment, qu'en cas que la Sereniſſime Infante de-
„ meure veuve (ce qu'à Dieu ne plaiſe) ſans Enfans
„ de ce Mariage, qu'elle demeurera libre & franche
„ de ladite excluſion; & partant declarée perſonne
„ capable de ſes Droits, & pouvoir ſucceder en tout
„ ce qui lui pourra appartenir ou eſcheoir en deux
„ cas ſeulement: L'un, ſi elle demeurant veuve de
„ ce Mariage, ſans Enfans, venoit en Eſpagne; l'au-
„ tre, ſi par raiſon d'Etat, pour le Bien public, &
„ pour juſtes conſiderations, elle ſe remariât, par la
„ volonté du Roi Catholique ſon Pere ou du Prince
„ ſon Frere: Eſquels deux cas elle demeurera capa-
„ ble & habile à pouvoir ſucceder & hériter.

„ VI. Que la Sereniſſime Infante Dame MARIE-
„ THERESE, avant que de celebrer le Mariage,
„ par paroles de preſent, donnera, promettra, &
„ octroyera ſon Ecrit, par lequel elle s'obligera,
„ tant pour elle, que pour ſes Succeſſeurs, & He-
„ ritiers, à l'accompliſſement & obſervation de tout
„ ce que deſſus, & de ſon excluſion, & de celle de
„ ſes Deſcendans; approuvera le tout ſelon comme
„ il eſt contenu en cette preſente Capitulation avec
„ les Clauſes & Juremens neceſſaires & requis. Et
„ en inſerant la ſuſdite Obligation & Ratification,
„ que ſon Alteſſe aura donnée & faite à la preſente
„ Capitulation, & elle en fera une autre pareille ſem-
„ blable conjointement avec le Roi Très-Chrêtien,
„ ſi-tôt qu'elle ſera enregiſtrée au Parlement de Paris,
„ ſelon la forme accoutumée, avec les autres Clauſes
„ neceſſaires. Comme auſſi de la part de Sa Majeſté
„ Catholique, elle fera approuver & ratifier la Re-
„ nonciation & Ratification en la forme & force ac-
„ coutumée avec les autres Clauſes neceſſaires; la
„ fera auſſi enregiſtrer en ſon Conſeil d'Etat. Et
„ ſoit que leſdites Renonciations, Ratifications, &
„ Approbations ſoient faites, ou non faites, dès à
„ preſent, en vertu de cette Capitulation & du Ma-
„ riage qui s'enſuivra, & en contemplation de toutes
„ les ſuſdites choſes, elles ſeront tenuës & cenſées
„ pour bien & deuëment faites & octroyées, & pour
„ paſſées & enregiſtrées dans le Parlement de Paris,
„ par la publication de la Paix dans le Royaume de
„ France.

„ VII. Que Sa Majeſté Très-Chrêtienne donnera
„ à la Sereniſſime Infante Dame MARIE-THE-
„ RESE, pour ſes Bagues & Joïaux, la valeur de
„ cinquante mille Ecus d'or ſol. &c.

„ VIII. Que Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ſui-
„ vant l'ancienne & loüable coûtume de la Maiſon
„ de France, aſſignera & conſtitüera à la Sereniſſime
„ Infante Dame MARIE-THERESE, pour ſon
„ Doüaire, vingt mille Ecus d'or ſol &c.

„ IX. Que Sa Majeſté Très-Chrêtienne donnera
„ & aſſignera à la Sereniſſime Infante Dame MA-
„ RIE-THERESE, pour la dépenſe de la Chambre
„ & entretenement de ſon Etat, & de ſa Maiſon,
„ une ſomme convenable, telle qu'appartient à Fem-
„ me & Fille de ſi grands & Puiſſans Rois &c.

„ X. Que le Roi Très-Chrêtien & la Sereniſſime
„ Infante Dame MARIE-THERESE, s'épouſe-
„ ront & marieront par Procureur, qu'envoyera le
„ Roi Très-Chrêtien à la Sereniſſime Infante par
„ parole de preſent. Ce qu'étant fait, Sa Majeſté
„ Catholique la fera mener à ſes fraix & dépens juſ-
„ ques à la Frontiere du Royaume de France &c.

„ XI. Qu'en cas que le Mariage ſe diſſolve entre
„ Sa Majeſté Très-Chrêtienne & la Sereniſſime In-
„ fante Dame MARIE-THERESE, & que ſon
„ Alteſſe ſurvive Sa Majeſté Très-Chrêtienne, en ce
„ cas elle s'en pourra retourner librement, & ſans
„ autre empêchement quelconque, au Royaume d'Eſ-
„ pagne &c.

„ XII. Ce Traité & Contract de Mariage a été
„ fait, avec deſſein de ſuplier nôtre Saint Pére le
„ Pape; comme dès à preſent Leurs Majeſtez l'en
„ ſupplient, qu'il ait agréable de l'approuver, & lui
„ donner ſa Benediction Apoſtolique; comme auſſi
„ d'en approuver les Capitulations & les Ratifications
„ qu'en auront faites Leurs Majeſtés & ſon Alteſſe,
„ & ces Ecritures & Juremens qui ſe feront & octro-
„ yeront pour ſon accompliſſement, les inſerant en
„ ſes Lettres d'Approbation & Benediction; Que
„ Leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Catholique,
„ aprouveront & ratifieront cette preſente Capitula-
„ tion, & tout ce qu'elle contient; promettront &
„ s'obligeront ſur leur foi & parole Royale, de la
„ garder & accomplir inviolablement, délivreront à
„ cet effet leurs Brevets, ou Lettres, en la forme
„ accoûtumée, avec les derogatoires de quelconques
„ Loix, Juſtices, & Coûtumes qui ſeroient à ce con-
„ traires, & auxquelles il convient déroger. Leſquels
„ ſuſdits Brevets ou Lettres de Ratification de la
„ preſente Ecriture, ils ſe délivreront l'un à l'autre
„ reſpectivement dans trente jours, à compter du
„ jour & date de la preſente, par le moyen des Am-
„ baſſadeurs ou Miniſtres qui reſideront dans les
„ Cours de Leurs Majeſtez Très-Chrêtienne, &
„ Catholique; avec l'obligation & lien de leur foi &
„ parole Royale, & qu'ils effectueront & garderont;
„ commanderont qu'il ſoit obſervé & accompli en-
„ tierement, ſans qu'en tout, ou en partie, il y
„ manque choſe quelconque, & qu'ils n'iront, ni
„ conſentiront aller ni venir au contraire directement

„ ni

ANNO 1701.

„ ni indirectement, ni en autre façon, ni maniere
„ aucune; car ainſi l'ont promis & ſtipulé leſdits
„ Seigneurs Plenipotentiaires, en vertu des Pouvoirs
„ qu'ils ont de Leurs Majeſtez. A quoi furent pre-
„ ſents, de la part de la France, Meſſieurs le Duc
„ de Guiſe, Comte d'Harcourt, Grand Eſcuïer de
„ France, & Gouverneur d'Alſace & de Philisbourg;
„ le Mareſchal de Clerembaud, Gouverneur de
„ Berri; le Duc de Crequi, Premier Gentilhomme
„ de la Chambre dudit Seigneur Roi Très-Chrêtien;
„ le Bailli de Souvré, le Comte d'Olonne, le Mar-
„ quis de Vardes; Capitaines de cent Suiſſes de la
„ Garde de ſadite Majeſté; le Marquis de Soyecourt,
„ Maître de la Garderobe de ſadite Majeſté; de Ly-
„ onne, Miniſtre d'Etat; Courtin, l'un des Maîtres
„ des Requeſtes de l'Hôtel de Sa Majeſté; d'Avaux,
„ auſſi Maître des Requeſtes dudit Hôtel: & plu-
„ ſieurs autres Seigneurs & Cavaliers. Et de la part
„ d'Eſpagne Meſſieurs le Marquis de Mondejar,
„ Gentilhomme de la Chambre dudit Seigneur Roi
„ Catholique; le Duc de Naxara & de Maqueda; le
„ Marquis de los Balbazez, Capitaine-Général des
„ Gens d'Armes de l'Etat de Milan: le Licentié
„ Don Joſeph Gonçalez, du Conſeil & Chambre de
„ ſadite Majeſté & Preſident de ſes Finances; le Li-
„ centié Don Franciſco Ramos de Mançano, du
„ Conſeil de ſadite Majeſté, dans le Souverain de
„ Caſtille; le Baron de Vateville, du Conſeil de
„ Guerre de ſadite Majeſté, & ſon Capitaine-Général
„ dans la Province de Guipuſcoa; Don Rodrigo de
„ Moxica, du Conſeil de Guerre de ſadite Majeſté
„ & Meſtre de Camp Général de l'Armée d'Eſtre-
„ madure: & pluſieurs autres Seigneurs & Cavaliers.
„ Et leſdits Seigneurs contractans l'ont ſigné de leurs
„ mains & noms; & m'ont requis que de toute cette
„ Capitulation je leur en baillaſſe copie, & de toutes
„ celles qui ſeront traduites, & tranſlatées, qui leur
„ ſeront neceſſaires.

*Signé*;

Le Cardinal MAZARINI;

Et Don LOUIS MENDEZ.

Fait & paſſé par devant moi Secretaire ci-deſſus-dit, Ecrivain & Notaire public, les ans & jours ſuſdits.

*Signé*,

PEDRO COLONNA;

*Pour témoignage de verité*;

PEDRO COLONNA, *avec Paraphe*.

L'Infante MARIE-THERESE a ſatisfait exacte-ment & autant qu'il étoit bienſeant à une Princeſſe du Sang d'Eſpagne à cette Convention, avant que d'être ſoûmiſe au Pouvoir de la France & qu'Elle fût obligée d'obeïr à ſes Commandemens: & ayant atteint l'âge de vingt ans, & étant bien verſée dans les Affaires du Monde, Elle la confirma (ce qui eſt digne de remarque) par deux Inſtrumens ou Actes ſouſcrits de ſa main, & qui ſont avec le Contract de Mariage entre les Actes publics des Conſeils d'Eſpagne, dont un eſt un Acte de Renonciation de tout l'Heritage, & de tous Droits & Demandes; & l'autre eſt un Acte de Ratification pour l'Excluſion & Ceſſion de toutes les Provinces & Royaumes, & les confirma par ſerment, & abjura abſolument en même tems toute faculté de demander ou uſurper aucune exception, reſtitution, abſolution, ou diſpenſe Papale ou autre, qui ſeroit demandée volontairement par Elle, ou par d'autres. Le premier Acte de Renonciation eſt en ces termes:

„ MAdame MARIE-THERESE Infante des Eſpagnes, & par la grace de Dieu Reine future de France, Fille ainée du Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puiſſant Prince PHILIPPE IV. par la même grace Roi Catholique des Eſpagnes Monſeigneur, & de la Très-Haute, Très-Excellente, & Très-Puiſſante Princeſſe Madame ISABELLE Reine Catholique qui ſoit en gloire; par cet Inſtrument & Acte de Renonciation, & du ſurplus qui y ſera contenu, ſoit notoire & manifeſte à ceux qui en auront connoiſſance, de quelque façon que ce ſoit, que par les Articles 2. & 4. du Traité de mon Mariage promis avec le Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puiſſant Prince LOUIS XIV. Roi Très-Chrêtien de France, conclu dans l'Iſle nommée des Faiſans dans la Riviere Vidaſoa, du reſſort de la Province de Guipuſcoa & confin de ces Royaumes avec celui de France, le ſept Novembre de l'année paſſée 1659., il a été reſolu & arreſté que le Roi Monſeigneur (à cauſe & au regard de ce Mariage, & afin que j'y porterois mon dot & mes biens propres) a promis qu'il me donneroit cinq cent mille écus d'or au Soleil, qui ſe payeroient & delivreroient au lieu, & aux termes ſpecifiez dans ledit Article, au Roi Très-Chrêtien, ou à la perſonne qui auroit ſon Pouvoir, & qu'avec iceux je me devrois contenter, & tenir pour contente de tous & quelconques Droits, & Actions qui m'appartiennent, ou pourroient appartenir à preſent ou à l'avenir, ſur les Biens & Hoirie de la Sereniſſime Reine Madame ISABELLE ma Mere, & ſur la future Succeſſion du Roi Monſeigneur, (que Dieu ait en ſa garde) & ſur tout ce qui me pourroit competer & appartenir comme à Fille & Héritiere de leurs Majeſtez Catholiques, & pour leur Droit, & Chef, & pour quelconque autre Tître penſé, ou non penſé, ſçû, ou ignoré, tant pour la Ligne Paternelle, que Maternelle, droite ou transverſale, mediatement & immediatement, & que devant de celebrer le Mariage par parole de preſent j'aurois à ceder, & renoncer tous mes Droits, & Actions au Roi Monſeigneur, & aux perſonnes qui auront la ſienne, & que Sa Majeſté voudra; & aura agréable, ainſi qu'il eſt ſtipulé & declaré plus particulierement par leſdits Articles 2. & 4. que j'ai lû, & ouï lire pluſieurs fois devant que de conſentir à ce que l'on formeroit cet Acte, leſquels je veux qu'ils y ſoient inſerez & mis de lettre à autre, & de mot à autre, dont la teneur eſt la ſuivante.

„ Que Sa Majeſté Catholique promet, & demeure obligée de donner, & qu'elle donnera à la Sereniſſime Infante MARIE-THERESE, en dot & Mariage avec le Roi Très-Chrêtien de France, & payera à Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ou à qui aura ſon Pouvoir & Commiſſion, cinq cent mille Ecus d'or au Soleil, ou leur juſte valeur dans la Cité de Paris, & cette ſomme ſe payera en la façon ſuivante; le tiers au tems de la conſommation du Mariage, l'autre tiers à la fin de l'Année après ladite conſommation, & le dernier tiers ſix mois après; de ſorte que l'entier payement de ladite ſomme de 500. mille écus d'or au Soleil ſe fera dans dix huit mois, aux termes & portions qui ſont ſpecifiées.

„ Que moyennant le payement effectif à Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ou à la perſonne qui le devra recevoir par ſon ordre, deſdits 500000. écus d'or au Soleil, ou leur juſte valeur dans les termes ſuſmentionnez, la Sereniſſime Infante Madame MARIE-THERESE aura à ſe contenter, & ſe contente avec le dit dot, ſans qu'il lui reſte aucun recours, Action, ni Droit, pour demander, ou pretendre qu'ils lui appartiendroient, ou pourroient appartenir d'autre Bien, ou Droits ſur les Hoiries de leurs Majeſtez Catholiques ſes Parens, ſoit au regard de leurs perſonnes, ſoit en quelconque autre façon, ou quelque autre tître, ſçû ou ignoré, parce qu'elle doit demeurer *excluſe de tous Droits de quelconque condition, nature, ou qualité qu'ils ſoient*; & devant d'effectuer les Fiançailles, elle en fera Renonciation en forme avec toutes les aſſûrances, fermetez, & ſolemnitez qui ſont requiſes, & neceſſaires, ce qu'Elle fera avant de ſe marier par paroles de preſent, & après elle l'approuvera, & ratifiera conjointement avec le Roi Très-Chrêtien, auſſi-tôt qu'elle aura celebré ſon Mariage, avec les mêmes aſſurances & ſolemnitez, avec leſquelles elle aura fait *la premiere Renonciation* & celles qui ſembleront plus convenables & neceſſaires; à quoi doivent demeurer, & demeurent obligez dès à preſent & pour lors Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & ſon Alteſſe, & qu'en cas qu'ils ne faſſent pas ladite Renonciation, *elles la tiennent pour faite & expediées dès maintenant comme pour lors, ſeulement en vertu de ce Traité*: leſquelles devront être en la forme la plus efficace & convenable que faire ſe pourra pour leur validité, & fermeté avec toutes les Clauſes, Derogations, & Abrogations de

ANNO 1701.

„ de toutes quelconques Loix, Uſages, & Coûtumes, Arrêts, & Conſtitutions y contraires, ou qui l'empêchent en tout, ou en partie, auxquelles à cet effet *Leurs Majeſtez Catholique & Très-Chrêtienne doivent deroger, & que l'on entendra demeurer derogées dès à preſent comme pour lors par l'Approbation qu'elles feront de ce Traité.*

„ Et comme, par la grace de Dieu, je me trouve en âge majeure de plus de vingt ans, & que dans peu de jours, s'il plait à Dieu nôtre Mariage ſe doit effectuer par paroles de preſent, & que je ſuis certaine, advertie, & informée à mon entiere ſatisfaction de la ſubſtance, & effet deſdits Articles, & reconnois, & ai reconnu que de la future Succeſſion du Roi Monſeigneur, & de l'Hoirie de la Sereniſſime Reine ma Mere, il ne me pourroit competer, ni appartenir en rigueur, pour Heritage & Legitime ladite ſomme de 500. mille écus d'or au Soleil, & que quand même elle me pourroit appartenir, c'eſt un dot fort competent, & le plus grand que l'on ait donné juſques à preſent à aucune Infante d'Eſpagne, & que le Roi Monſeigneur s'eſt incliné & porté à me le donner ſi grand pour me gratifier, & en conſideration & contemplation de la perſonne du Roi Très-Chrêtien, afin que par le moyen de ce Mariage l'on obtiendroit les effets mentionnez dans ledit Traité de Mariage, leſquels ſont ſi importans au bien public de la Chrêtienté, & au contentement & ſatisfaction de ces Royaumes-ci. Partant, de ma certaine ſcience, & ſçavoir, & d'agreable & ſpontanée volonté j'approuve & veux, que l'on obſerve & accompliſſe ce qui a été reſolu & arrêté par leſdits deux Articles, & que l'on entende, que ce Mariage ſe devra conclurre & effectuer ſous les conditions y contenuës, & declarées, & que ſans icelles conditions il n'auroit pas parvenu à l'état, où il eſt ce jourd'hui, & dés maintenant je me tiens pour contente & pour payée entierement, abſolument, & ſatisfaite de tout ce qui m'appartient, ou pourroit appartenir, à preſent ou à l'avenir, par quelconque Droit ſçû ou ignoré, de la future Succeſſion & Hoirie de leurs Majeſtez Catholiques mes Parens, & à cauſe de la Legitime Paternelle & Maternelle, ou pour leur ſupplement, ou à cauſe des Alimens, ou de dot, tant des biens libres comme de ceux de la Couronne de leurs Royaumes, Etats, & Seigneuries, ſans qu'il me reſte à moi, ou aux miens aucune action ou recours contre Sa Majeſté, ou ſes Succeſſeurs, pour demander ou pretendre que je devrois avoir une plus grande valeur & importance que leſdits 500. mille écus, & je veux que cette Renonciation s'entende auſſi de quelconque autre Droit, ou Actions, qui me pourroient competer, ou appartenir par Hoirie, ou Succeſſion de quelques Droits, ou parent de Ligne droitte ou transverſale par tête, ou par perſonnes, comme à Fille de leurs Majeſtez, & que je les abandonne & quitte *tous les uns & les autres, de quelconque condition, nature, qualité, valeur, & importance qu'ils ſoient, & les cede, renonce, & tranſporte au Roi Monſeigneur & à ſes Heritiers, & Succeſſeurs univerſels & ſinguliers, leſquels auront ſon Droit*, & afin qu'il en puiſſe diſpoſer comme il lui plaira, & que bon lui ſemblera tant par donation entre vifs, comme par Teſtament, & derniere volonté, ſans que Sa Majeſté ſoit obligée *de m'inſtituer, ou laiſſer ſon Héritiere, ou Legataire, ou de faire mention de moi*, parce que pour leſdits effets je me déclare, & dois être tenuë & reputée pour *Eſtrangere*, & comme à telle il ne m'y doit demeurer aucun recours; afin de pouvoir reclamer, ou propoſer quelque complainte, nonobſtant que l'Hoirie que lairra la Majeſté de mon Pere, ſoit très-opulente, & de ſi grande valeur & importance que d'icelle, & comme un de ſes Enfans, que nous ſommes à preſent, ou ſerons à l'avenir, il m'en pourroit appartenir une ſomme plus grande, & plus haute que celle deſdits 500. mille écus, *pour ſi grand, & extraordinaire que ſoit l'excès*; & encore que le cas arriveroit (ce que Dieu ne permette pas) qu'au tems de ſa mort je demeurerois & viendrois à être *ſa Fille unique*, à cauſe que mes Freres, & les autres ſiens Deſcendants legitimes, ſeroient morts auparavant, afin qu'en nul cas, ni pour aucun évenement l'on ne puiſſe demander ni prendre pour moi, ou en mon nom, ni ſur le Droit de ma perſonne, aucune autre portion plus grande de Legitime des Biens, & Hoiries du Roi mon Seigneur, je promets qu'en nul tems, ni pour aucune raiſon, ſoubs quelconque pretexte que ce ſoit, je ne conſentirai ni permettrai, que l'on agiſſe contre cette mienne Renonciation & Déſiſtance que je fais de meſdits Droits, Actions, ou pretenſions; & je deſiſte conjointement, & renonce *à tous, & quelconque remede, ordinaires, & extraordinaires*, qui m'appartiennent, ou pourroient appartenir par Droit commun, & Loix de ces Royaumes, ou par ſpecial Privilége, & particulierement à celui *de la reſtitution in* Integrum, *fondée ſur le manquement de mon âge, ou ſur la Leſion enorme, ou très-enorme, ou ſur dire que le dot auroit été cauſe de ce Contract, ou ſur l'incertitude de ce que je renonçe*, afin que nul deſdits remedes & recours ſuſmentionnez me ſervent, ou puiſſent ſervir en voye de Juſtice, ou en conteſtation, ni que par iceux moi & mes Enfans & Héritiers puiſſions y être ouïs, & admis, & que l'on nous en denie & ferme l'accès, pour les pouvoir deduire & propoſer judiciellement, ou extrajudiciellement, ni par voie de grief, ou de recours, ou de ſimple complainte; ainſi que toûjours & en tout tems l'on obſerve & accompliſſe ce qui eſt diſpoſé par leſdits Articles ſuſmentionez, & ce que j'ai promis par cet Acte touchant leur confirmation & approbation, & promets en foi de ma parole Royale, qu'il ſera maintenu, accompli, & obſervé en tout tems inviolablement, ſous l'obligation que je fais de mes biens & rentes que j'ai, & aurai, & je donne Pouvoir au Conſeil de Sa Majeſté, & aux Seigneurs Rois ſes Succeſſeurs, & aux perſonnes auxquelles ils enchargeront l'execution de cet Acte, à ce qu'ils le faſſent obſerver & executer: & pour plus grande validité, je jure par les Saints Evangiles contenus dans ce Miſſel, (ſur lequel je mets ma main droite) qu'en tout tems, & autant qu'il pourra dépendre de moi, je l'obſerverai, & accomplirai, ſans dire, ni alleguer, que pour le faire & accorder j'ai été induite, attirée, ou perſuadée par le reſpect ou veneration que je dois & porte au Roi mon Seigneur, lequel m'a tenu, & me tient encore ſoubs ſa puiſſance paternelle; d'autant que je declare que Sa Majeſté s'eſt toûjours remiſe à mon franc arbitre, & volonté, & que je l'ai eu libre, & nullement reſpective, en tout ce qui a touché à ce Contract, & je promets de ne point demander diſpenſe de ce Serment à nôtre très-Saint Pere & au Saint Siege Apoſtolique, ni à ſon Nonce, & Legat à *Latere*, ni à autre Perſonne qui ait Pouvoir ou faculté de me l'octroyer, & que ſi elle venoit à être demandée à mon inſtance, ou de quelque Perſonne tierce, ou à être octroyée *motu proprio*, je n'en uſerai point, ni ne m'en prevaudrai, encore que ce ne ſeroit ſeulement que pour entrer en juſtice, ſans toucher à la force & ſubſtance deſdits deux Articles de Mariage, ni à celle de cet Acte que je fais pour les confirmer, nonobſtant que ce ſoit avec quelconque Clauſe derogatoire de ce Serment. Et en cas que l'on me l'accorde, une ou pluſieurs fois, je fais de nouveau d'autres Serments, & tant qu'il y en demeure toûjours un ſur toutes leſdites diſpenſes; & ſur le même je declare & promets, que je n'ai fait ni ferai aucune Proteſtation, ni Reclamation en public, ou en ſecret, contraire à cette mienne promeſſe & obligation, pour l'affoiblir, ou diminuer ſa force, & que ſi je venois à la faire, encore que ce fût avec un autre Serment contraire à celui-ci, qu'elle ne me puiſſe point ſervir, ni être d'aucun avantage; & je promets, & m'oblige, qu'auſſi-tôt que l'on m'aura menée, & que je ſerai en Compagnie du Roi Très-Chrêtien, enſuite deſdits Articles, ferai conjointement avec Sa Majeſté un autre Acte, avec toutes les Clauſes, Serments, & Obligations neceſſaires, avec Inſertion & Ratification de celui-ci, qui a été fait en cette Cité de Fontarabie, où ſe trouve à preſent le Roi mon Seigneur avec ſa Cour, & Palais, le 2. jour du mois de Juin de cette année 1660. en preſence du Roi nôtre Maître, lequel en continuation de l'Octroi ſuſmentioné dit, que Sa Majeſté Catholique ſupleoit avec ſa Royale Autorité, & vouloit que l'on tint pour ſuppléez quelconques deffauts, ou omiſſions de Fait, ou de Droit, de ſubſtance, ou de qualité, de ſtile, ou de Coûtume, qu'il y pourroit avoir dans la formation de cet Acte de Renonciation

ANNO 1701.

des

ANNO 1701.

„ des Legitimes, & futures Succeſſions qu'a fait, & „ accordé la Sereniſſime Infante Reine promiſe de „ France, ſa très-chere & très-aimée Fille, & que „ de ſa pleine & abſoluë puiſſance, comme Roi, qui „ ne reconnoiſſoit aucun Superieur dans le temporel, „ elle la confirmoit, & approuvoit, & la confirma, „ & approuva avec dérogation pour cette fois de „ quelconques Loix, Ordonnances, Uſages, & „ Coûtumes qu'il y auroit au contraire, leſquels „ pourroient empêcher ſon effet & execution, & „ pour plus grande aſſûrance commanda que l'on le „ ſcelleroit avec le Seel Royal, étant temoins à ce „ appellez, & requis Don Louïs Mendez de Haro, „ Marquis del Carpio, Comte-Duc d'Olivares; Don „ Ramiro Nunez de Guzman Duc de Medina de las „ Torres; Don Gaſpar de Haro, Marquis de Eli- „ che; Don Jean Dominicq de Guzman, Comte de „ Monterey; Don Diego de Aragon, Duc de Ter- „ ranova; Don Guillen Ramon de Moncada, Mar- „ quis de Aytona; Don Pedro Puerto Carrero, Com- „ te de Medellin; Don Pedro Colon de Portugal, „ Duc de Veraguas; Don Antonio de Peralto Hur- „ tado de Mendoza, Marquis de Mondejar; Don „ Alonſo Perez de Guzman, Patriarche des Indes; „ Don Alonſo Perez de Vivero, Comte de Fuen- „ ſaldagne, du Conſeil d'Etat; Don Jean de Cara- „ vajal, & Sardi, du Conſeil & Chambre; Don Die- „ go de Tajada, Evêque de Pampelune; & pluſieurs „ autres Seigneurs & Cavaliers qui ſe trouverent „ preſens.

*Etoit ſigné*,

JE LE ROI, MARIE-THERESE.

„ JE Don Fernando de Fonſeca Ruiz de Contreras, „ Marquis de la Lipalla, Chevalier de l'Ordre de „ Saint Jaques, des Conſeils de Guerre, des Indes, „ & Chambre d'Icelles, de Sa Majeſté Catholique, „ Secretaire d'Etat, & de la Dépêche Univerſelle, „ & Notaire dans ſes Royaumes & Seigneuries, qui „ ai été preſent au Serment, Octroi, & à tout le „ ſurplus ci-deſſus contenu, en fais foi, & que les- „ dits Articles 2. & 4. du Mariage ainſi qu'ils ſont „ ci-deſſus mentionnez, ont été tirez fidellement, & „ collationnez avec l'Original qui eſt en mon Pou- „ voir. En témoignage de verité je l'ai ſigné & ſoûſ- „ cript de mon nom.

DON FERNANDO DE FONSECA RUYZ DE CONTRERAS.

L'autre Inſtrument, ou Acte d'excluſion & de ceſ- ſion des Royaumes & Etats d'Eſpagne, dans lequel l'Infante MARIE-THERESE, comme un Juge juré, aſſis dans ſon Tribunal, a prononcé cette belle Sentence: *Que toute uſurpation, ou attentat au contraire, doit être tenuë pour une violence illicite, une invaſion injuſte, faite contre la raiſon & la conſcience, & pour une uſurpation tirannique; & qu'au contraire, ce qui ſe feroit pour y reſiſter, ſeroit qualifié de force juſte, licite & permiſe, & que tous les Sujets d'Eſpagne ou de ſes dependances ayent à faire tous leurs efforts pour cela*; eſt conçû, ſans aucune Condition de dot ou autrement, en ces mêmes mots & termes qui ſuivent.

„ MAdame MARIE-THERESE Infante des „ Eſpagnes, & par la grace de Dieu Reine fu- „ ture de France, Fille ainée du Très-Haut, très- „ Excellent, & très-Puiſſant Prince, PHILIPPE „ IV., par la même grace Roi Catholique des Eſpa- „ gnes mon Seigneur, (que Dieu ait en ſa garde & „ proſpere très-heureuſement) & de la très-Haute, „ très-Excellente, & très-Puiſſante Princeſſe Mada- „ me IZABELLE Reine Catholique, de glorieuſe „ Memoire, ma Mere & Dame (qui eſt au Ciel); „ par la Relation & Notice de cet Inſtrument & Ac- „ te d'Approbation, Confirmation, & Ratification, „ & du ſurplus qu'il s'y contient, & afin qu'il de- „ meure en éternelle memoire, je fais notoire & ma- „ nifeſte aux Rois, Princes, Potentats, Republiques, „ Communautez, & Perſonnes particulieres, qui ſont „ ou ſeront aux Siécles à venir, que d'autant que le „ très-Haut, très-Excellent, & très-Puiſſant Prince „ LOUIS XIV. Roi Très-Chrêtien de France, „ mon Couſin Germain, & en ſon nom & avec

„ Ambaſſade particuliére le Maréchal Duc de Gram- „ mont, demanda & propoſa mes Fiançailles & Ma- „ riage pour ledit Roi Très-Chrêtien mon Couſin au „ Roi Catholique, mon Seigneur, & que Sa Majeſté „ Catholique faiſant une juſte eſtime de cet office & „ propoſition, & ayant les égards dûs aux ſujects de „ decence, égalité, & convenances publiques, qui „ concourent en ce Mariage, l'accorda & y con- „ ſentit; ayant à preceder la Diſpenſe de ſa Sainteté „ pour le Parentage & Conſanguinité que j'ai avec le „ Roi Très-Chrêtien mon Couſin, & que par aprés „ enſuite de cet Octroi & Accord, & avec Pouvoir „ des deux Majeſtez, Catholique & Très-Chrêtienne, „ l'on a arrêté & ſigné nôtre Traité de Mariage le 7. „ Novembre de l'année paſſée 1659. dans l'Iſle nom- „ mée des Faiſans, ſituée ſur la Riviere de Vidaſſoa „ du reſſort de la Province de Guipuſcoa, & con- „ fins de ces Royaumes avec celui de France, & „ que dans les Articles 5. & 6. dudit Traité il a été „ reſolu, & arrêté de commun accord, & de même „ volonté, & comme une choſe très-convenable, „ après l'avoir conſiderée attentivement, & avec „ meure deliberation, que moi & les Enfans & Des- „ cendans, que Dieu nous donnera de ce Mariage, „ ſoions & demeurions inhabiles & incapables, & ab- „ ſolument exclus du Droit & eſpoir de ſucceder à „ aucuns des Royaumes, Etats, & Seigneuries dont „ ſe compoſe cette Couronne & Monarchie d'Eſpa- „ gne, & à ceux qui s'y pourroient agreger par Sa „ Majeſté Catholique, & (après ſes longs, & heu- „ reux jours) par les Rois ſes Succeſſeurs; & quoi „ que pour s'être reduit à paction conventionelle par „ des Princes & Rois Souverains (leſquels dans le „ temporel ne reconnoiſſent aucun Superieur) par „ grace, & en faveur de la cauſe publique des deux „ Royaumes, & en condeſcendant à ceci avec le de- „ ſir, & ſouhait commun de leurs Sujets, Vaſſaux, „ & Naturels, qui veüillent, qu'il ait la force, & „ vigueur de Loi, & Sanction Pragmatique, & qu'elle „ ſoit reçûë & obſervée comme telle; & pour ce „ ſujet ſembloit, que pour ſa fermeté il ne ſeroit pas „ beſoin d'aucune autre ſolemnité, mais toutes fois „ leurs Majeſtez voulurent, que ſi mon Approbation „ pouvoit être convenable pour quelque conſidera- „ tion, je l'aurois à faire incontinent; que le cas „ arriveroit, que le Mariage accordé ſe devroit cele- „ brer, & traiter par paroles de preſent, & que mon „ Approbation fut avec toutes les Clauſes & ſolem- „ nitez neceſſaires; ſelon, & comme il eſt ſtipulé & „ declaré, particulierement par l'Acte de dix Articles „ dont la teneur du 5. & 6. tirée de ſon Original eſt „ inſerée ici de mot à autre, & eſt la ſuivante.

„ V. Que d'autant que Leurs Majeſtez Catholi- „ que, & Très-Chrêtienne, ont conſenti, & con- „ ſentent à ce Mariage, afin de rendre perpetuelle par „ ce lien, & aſſûrer davantage la Paix publique de la „ Chrêtienté, & l'amour & fraternité qui ſe ſouhaite „ entre Leurs Majeſtez, & en conſideration des „ juſtes cauſes, qui font connoître, & perſuadent „ les convenances dudit Mariage, moyennant lequel „ & avec la faveur & grace de Dieu, on peut eſperer „ des heureux ſuccès, au grand Bien & Accroiſſe- „ ment de la Foi & Religion Chrêtienne, & au be- „ nefice commun des Royaumes, Sujets, & Vaſſaux „ des deux Couronnes; eu égard à ce qu'il importe „ à l'Etat public, & à leur conſervation, qu'étant ſi „ grandes, elles ne viennent pas à ſe joindre, & que „ l'on previenne les occaſions qu'il y pourroit avoir „ de les joindre, & en conſideration de l'égalité, & „ autres juſtes raiſons, l'on arrêta par Accord con- „ ventionel, que leurs Majeſtez veulent, qu'il ait „ force & vigueur de Loi établie en faveur de leurs „ Royaumes, & interêt public d'iceux, que la Sere- „ niſſime Infante Madame MARIE-THERESE, „ & les Enfans qu'elle aura, Mâles ou Femelles, & „ leurs Deſcendans, tant Fils ainez, comme 2. 3. & „ 4. & de-là en avant en quelconque degré qu'ils ſe „ trouvent, pour toûjours, & à jamais, ne puiſſent „ ſucceder, ni ſuccedent aux Royaumes, Etats, & „ Seigneuries de Sa Majeſté Catholique, ſpecifiez „ dans ce Traité, ni aucun de tous les autres Royau- „ mes, Etats, & Seigneuries, Provinces, Iſles adja- „ centes, Fiefs ..... & Frontieres, que Sa Ma- „ jeſté Catholique a, & poſſede à preſent, & qui lui „ appartiennent, ou puiſſent appartenir, tant en Es- „ pagne que hors d'icelle, & qu'à l'avenir Sa Ma- „ jeſté Catholique, & ſes Succeſſeurs auront, poſſe- „ deront, & qui leur appartiendront, ni à tous ceux

ANNO 1701.

„ y compris, inclus, & aggregez à iceux, ni à tout „ ce qui s'aquerra en quelconque tems que ce ſoit, „ & s'accroitra auxdits Royaumes, Etats, & Sei„ gneuries, & qui ſe recouvrera ou y ſera devolu, „ pour quelconque tître ou cauſe que ce ſoit ou „ puiſſe être, encore que pendant la vie de la Sereniſ„ ſime Infante Madame MARIE-THERESE, ou „ après pendant celles de quelconques ſiens Deſcen„ dans, ainez, ſeconds, ou autres arriveroit ou es„ choiroit le cas, & les cas, auxquels par Droit, „ Loix, ou Coûtumes deſdits Royaumes, Etats, & „ Seigneuries & par les diſpoſitions, & tîtres par les„ quels on ſuccede & pretendroit y ſucceder, la Suc„ ceſſion leur devroit apartenir, parce que l'on de„ clare dès maintenant que ladite Sereniſſime Infante „ MARIE-THERESE demeure excluſe d'icelle, „ & du Droit, & de l'eſpoir de pouvoir ſucceder à „ ces Royaumes, Etats, & Seigneuries & à chacun „ d'iceux, & tous ſes Enfans, & Deſcendans, Mâles „ & Femelles, nonobſtant qu'ils diroient, ou pour„ roient dire, ou prétendre qu'en leurs perſonnes ne „ concourroient, & ne ſe pourroient conſiderer les „ raiſons de la cauſe publique, ni autres ſur leſquel„ les ſe pourroit fonder cette excluſion, & qu'ils „ voudroient alleguer que la Succeſſion de Sa Ma„ jeſté Catholique, & des Sereniſſimes Princes & „ Infantes, & des autres Enfans qu'il a, & aura de „ tous les Legitimes Succeſſeurs (ce que Dieu ne „ veuille, ni permette) ſeroit venuë à manquer, „ d'autant que ce nonobſtant ils ne devront pas ſuc„ ceder, ni pretendre de ſucceder en aucun cas, „ tems, ni accident, ni évenement, Elle ni ſes En„ fants, ni Deſcendans, ſans avoir égard auxdites „ Loix, Coûtumes, Ordonnances, & Diſpoſitions, „ en vertu deſquelles l'on a ſuccedé, & ſe ſuccede à „ tous leſdits Royaumes, Etats, & Seigneuries, & „ à quelconques Loix, & Coûtumes de la Couronne „ de France, leſquelles empêchent cette Excluſion „ au prejudice des Succeſſeurs d'icelle, tant à pre„ ſent, comme aux tems & cas que la Succeſſion ſe „ differeroit, à toutes leſquelles, & à chacune d'icel„ les Leurs Majeſtez devront deroger, & abroger en „ tout ce qu'elles ſeront contraires, & empêcheront „ le contenu en ces Articles, & ſon accompliſſe„ ment, & execution, & que l'on entende, que par „ l'approbation de ce Traité elles y derogent, & les „ tiennent pour derogées, & que le même ſoit, & „ s'entende, que Madame l'Infante & ſes Deſcendans „ demeurent excluſe & exclus de pouvoir ſucceder „ en aucun tems, ni cas aux Etats, & Païs-Bas de „ Flandres & Comté de Bourgogne & de Charolois, „ avec tout ce qui y eſt adjacent, & leur appartien„ nent. Mais auſſi on declare expreſſement, que s'il „ arrivoit (ce que Dieu ne veuille, ni permette) que „ la Sereniſſime Infante viendroit à être veuve, ſans „ avoir Enfans de ce Mariage, qu'en ce cas elle de„ meurera libre de l'Excluſion ſuſmentionnée, & „ pourra joüir des Droits de ſucceder à tout ce qui „ lui pourroit appartenir en deux cas. L'un, ſi elle „ s'en retournoit en Eſpagne étant veuve de ce Ma„ riage, & ſans Enfans; l'autre ſi pour convenance „ du bien public, & pour juſtes conſiderations elle „ ſe remarioit du conſentement du Roi Catholique ſon „ Pere, & du Prince d'Eſpagne ſon Frere; auxquels „ cas Elle demeurera capable, & habilitée à pou„ voir heriter & ſucceder.

„ Que la Sereniſſime Infante Madame MARIE„ THERESE aura à faire depêcher un Acte, avant „ de celebrer & contracter le Mariage par parole de „ preſent; s'obligeant pour ſoi, & ſes Succeſſeurs, à „ l'accompliſſement, & obſervance de ce que deſſus, „ & de ſon Excluſion; & de ſes Deſcendans; ap„ prouvant le tout ſelon, & comme il eſt contenu „ en ce Traité avec les Clauſes neceſſaires, & ſer„ ment, & à ce qu'inſerant ce Traité, & l'Acte d'o„ bligation & approbation, que ſon Alteſſe aura fait „ faire, elle en fera un autre ſemblable conjointement „ avec le Roi Très-Chrêtien auſſi-tôt qu'elle ſera „ mariée avec Sa Majeſté, lequel devra être enregis„ tré, & paſſé par le Parlement de Paris, en la for„ me, & avec les Clauſes accoûtumées, & Sa Ma„ jeſté Catholique devra approuver ladite Renoncia„ tion & Ratification en la forme, & avec les Clau„ ſes accoûtumées & autres neceſſaires, la faiſant „ auſſi paſſer & enregiſtrer par le Conſeil d'Etat: & „ leſdites Renonciations & Approbations étant fai„ tes, ou obmiſes de faire, dès à preſent, en vertu „ de ce Traité, & du Mariage qui s'enſuivra en vertu „ d'icelui, on les tient pour faites & expediées, pour „ paſſées, & enregiſtrées par le Parlement de Paris „ par la publication de la Paix en ce Royaume-là.

ANNO 1701.

„ Et d'autant qu'après le Traité ſuſmentionné, „ nôtre très Saint Pere ALEXANDRE VII, a diſ„ penſé pour les degrez de Parentage, qu'il y a en„ tre ledit Roi Très-Chrêtien & moi, & approuve „ par ſon Autorité & Benediction Apoſtolique nôtre „ Traité de Mariage, & les Articles, & que le cas „ & tems eſt venu, que le Mariage ſe doit celebrer, „ & contracter avec la Benediction de Dieu, & à ce „ que l'on doit eſperer pour ſa gloire & ſervice, ex„ altation de la Sainte Foi, & tranquillité de la Re„ publique Chrêtienne; moiennant quoi le cas, & „ tems eſt auſſi arrivé, que je dois accomplir pour „ ce qui me touche (avant mes Epouſailles & Ma„ riage) le contenu aux Articles 5. & 6. qui ſont in„ ſerez en cet Acte, & qu'il eſt ainſi que je me „ trouve en âge majeure de 20. Ans, & que dans „ icelle il a plû à nôtre Seigneur de me donner ca„ pacité & diſcretion, pour entendre, & comprен„ dre la ſubſtance & l'effet deſdits Articles; dont je „ ſuis certaine & advertie, d'autant que je m'en ſuis „ ſouvent informée, & de leur convenance pendant „ le tems de ſix mois, qu'il y a que l'on les a arrêté „ & publié, & qu'ils ont été reſolus & arrêtez, & „ qu'il ſuffiſoit, afin que j'aurois la ſatisfaction que „ je dois, de leur juſtification, de ſçavoir que ç'a été „ une affaire examinée & accordée par le Roi mon „ Seigneur, lequel ſouhaite & procure mon conten„ tement, & mon bien, avec tant d'amour, & de „ ſoin, prenant conjointement égard au public & „ commun des Royaumes que Dieu lui a enchargé, „ leſquels & ceux de France ſont également interes„ ſez, à ce que la Grandeur & Majeſté qu'ils ſoû„ tiennent, & conſervent en eux-mêmes depuis tant „ d'années & avec tant de bonheur, & de gloire du „ nom de leurs Rois Catholiques & Très-Chrêtiens, „ ne ſoit point diminuée & ne décheoit point, com„ me neceſſairement elle ſe diminueroit & deſche„ roit, ſi par le moyen, & à cauſe de ce Mariage ils „ ſe viendroient à unir, & conjoindre dans quel„ ques-uns des Enfans & Deſcendans, dont le ſuccès „ cauſeroit aux Sujets & Vaſſaux le mecontentement „ & affliction, qui ſe peut conſiderer, & dont juſ„ tement on pourroit craindre qu'il reſulteroit les „ dommages & inconveniens qui ſe rencontrent & ſe „ reconnoiſſent plus facilement avant qu'ils arrivent, „ qu'ils ne les repareroient & remedieroient, après „ qu'ils ſeroient arrivez, & que l'on les auroit expe„ rimentez; & partant il a convenu prevenir les re„ medes à ce qu'ils n'arriveroient pas, & que ce Ma„ riage ne ſoit cauſe d'effets contraires à ceux que „ l'on ſe promet, & que l'on doit eſperer, que l'on „ obtiendra par icelui; outre qu'avec cet exemple, „ & à ſon imitation on facilitera d'orenavant les Ma„ riages reciproques entre mes Enfans, & Deſcen„ dants, & ceux du Roi Mon Seigneur, ce qui m'eſt „ une conſideration de particuliere conſolation, & „ contentement, d'autant que ce ſera le moyen d'é„ troicir, & renouveller pluſieurs fois le lien du ſang, „ & du Parentage, & d'aſſûrer, & affermir plus for„ tement & efficacement les Alliances, Amitiez, & „ bonne correſpondance, leſquelles ont été liées „ par de ſi heureux Principes, & contractées entre „ ces deux Royaumes, & ſe continueront à la gloire „ de Dieu, & demeureront glorieuſement entre iceux, „ & les Rois Catholiques & Très-Chrêtiens, ce qui „ étant, le bien public & commun ſe doit par bonne „ raiſon preferer au mien particulier, & à celui de „ mes Enfans & Deſcendans; lequel dans l'état „ preſent doit être tenu peu en conſideration, „ d'autant qu'il eſt fort éloigné, ainſi qu'il ſe recon„ noit; A quoi il concourt pour ma plus grande ſa„ tisfaction, & Acte, que je me conforme & ſuis, en „ l'accordant, l'exemple de celui qu'octroya pour ſon „ Mariage, & avant icelui, la Très-Haute, Très„ Excellente, & Très-Puiſſante Princeſſe Madame „ ANNE Infante d'Eſpagne, & aujourd'hui Reine „ Très-Chrêtienne de France, & ma très-aimée, „ reverée Tante & Dame, & qu'outre les conſidera„ tions, & cauſes publiques ſuſmentionées, & celle „ de conſerver & aſſûrer la Paix entre les deux Cou„ ronnes (leſquelles concoururent auſſi, & s'allegue„ rent dans ledit Traité, & Renonciation) il a con„ couru dans l'état preſent, & a été conſideré com„ me cauſe publique, la plus principale, & la plus „ grande, pour la Renonciation accordée dans mon

„ Traité

ANNO 1701.

„ Traité de Mariage, que l'Accord de mon Mariage
„ auroit été notoirement le moyen & cauſe plus prin-
„ cipale de la Pacification d'une Guerre de vingt
„ cinq ans entre les deux Couronnes, Catholique &
„ Très-Chrétienne (dans laquelle s'étoient intereſſez,
„ par Alliance ou Dependance les plus grands Po-
„ tentats de la Chrêtienté) & ſon bien univerſel & la
„ cauſe publique, & ſupreme de la Religion Catho-
„ lique; le tout ayant pati notablement par la Guer-
„ re, & ne s'y pouvant remedier que par la Paix ac-
„ cordée par le moyen, & à cauſe de ce Mariage,
„ lequel ne s'accorderoit point, & le Roi Monſei-
„ gneur n'y conſentiroit point ſans la Renonciation
„ accordée, ainſi qu'il a été conſideré dans l'Article
„ premier de mon Mariage, & dans le 33. de la Paix
„ des deux Couronnes, lequel en cette conſideration
„ ſe refere au Traité particulier fait ſur les Condi-
„ tions de mon Mariage, & tous deux ont été ſignés
„ en même jour & date, & dans ledit Article 33. de
„ la Paix, l'on a declaré que ledit Traité, fait ſur
„ les conditions de mon Mariage, nonobſtant qu'il
„ fût ſeparé, auroit la même force, & vigueur que
„ celui de la Paix; comme en étant la partie plus
„ principale, & les Arrhes plus precieuſes pour ſa
„ plus grande ſûreté, & durée. Partant de mon
„ propre mouvement, libre, ſpontanée, & agreable
„ volonté, & ayant certaine ſcience, & connoiſſance
„ de l'Acte que je fais, & de ce qu'il importe, & peut
„ importer mon conſentement, j'aprouve, confirme,
„ & ratifie en la voye, & forme que mieux je puis,
„ & dois, ledit Accord ſelon, & de la façon qu'il
„ eſt contenu plus particulierement dans ledit Arti-
„ cle 5. & en cas qu'il ſembleroit neceſſaire, & con-
„ venable, je donne mon Pouvoir abſolu & ſuffiſant
„ au Roi Mon Seigneur, & au Roi Très-Chrêtien,
„ à ce qu'ils le puiſſent arrêter, & accorder de nou-
„ veau. Quoi qu'en vertu, & accompliſſement du-
„ dit Article je me declare & tiens pour excluſe,
„ éloignée, & les Enfans & Deſcendants de ce Ma-
„ riage exclus, & inhabilitez abſolument, & ſans li-
„ mitation, difference, ou diſtinction des perſonnes,
„ degrez, ſexes, & tems de l'Action & Droit de
„ ſucceder aux Royaumes, Etats, Provinces, Ter-
„ res, & Seigneuries de cette Couronne d'Eſpagne
„ exprimez, & declarez par icelui, & que je veux,
„ & conſens pour moi, & pour leſdits miens Des-
„ cendants, que dès maintenant comme pour lors
„ l'on les tienne comme cedez, & transferez à celui
„ qui ſe trouvera le plus proche en degré (à cauſe
„ que moi, & eux ſommes exclus, inhabiles & inca-
„ pables) & immediat au Roi par la mort duquel il
„ vaquera, & ſe devra regler, & deferer la Succes-
„ ſion deſdits Royaumes, & afin qu'il les tienne &
„ poſſede comme legitime, & vrai Succeſſeur de
„ même façon que ſi moi, & mes Deſcendants ne
„ fuſſions pas nez, ni étions au Monde, parce que
„ nous devrons être tenus, & reputez pour tels, afin
„ qu'en ma perſonne, & en la leur l'on ne puiſſe
„ conſiderer, ni faire fondement de repreſentation
„ active ou paſſive, principe, ou continuation de li-
„ gnée effective, ou contentive de ſubſtance, de Sang,
„ ou de qualité, ni tirer la Deſcendance, & compu-
„ tation des degrez de celle du Roi Monſeigneur, ni
„ de celle des Glorieux Rois ſes Predeceſſeurs, ni
„ pour aucun autre effet, afin d'entrer en la Succes-
„ ſion, ou preoccuper le degré de proximité, & d'en
„ exclurre la perſonne qui ſe trouvera (comme dit
„ eſt) proche en degré; & je promets, & m'oblige
„ en foi & parole Royale, qu'en tout ce qui depen-
„ dra de moi, & de mes dits Enfants & Deſcendants,
„ l'on procurera tout & en tout tems, que l'obſer-
„ vation, & accompliſſement dudit Article, & de ce
„ mien Acte, que je fais pour ſon approbation, &
„ confirmation, ſoit inviolable, ſans permettre, ni
„ conſentir que l'on aille, ou agiſſe au contraire, di-
„ rectement, ou indirectement, en tout, ou en par-
„ tie; & je deſiſte, & cede tous, & quelconques re-
„ medes ſceus, ou ignorez, ordinaires, ou extraor-
„ dinaires, & qui nous pourroient appartenir par
„ Droit commun, ou Privilege ſpecial, à moi ou à
„ meſdits Enfants & Deſcendans pour reclamer, dire,
„ & alleguer contre ce que deſſus, & je renonce à
„ tous, & ſpecialement à celui de la Reſtitution *in*
„ *integrum*, fondée ſur l'ignorance, ou inadvertence
„ de ma Minorité, ou ſur la Leſion évidente, enor-
„ me & très-enorme que l'on pourroit conſiderer,
„ être intervenüe dans la Deſiſtance, & Renonciation
„ du Droit de pouvoir ſucceder en aucun tems à
„ tant, & à de ſi grands Royaumes, Etats, & Sei-
„ gneuries, & je veux que nul deſdits remedes, ni
„ aucuns autres de quelconque nom, caractere, im-
„ portance, & qualité qu'ils ſoient, nous ſervent ou
„ nous puiſſent ſervir judiciellement, ou extrajudi-
„ ciellement, & que ſi nous les intentions, ou tas-
„ chions de les deduire en voye de juſtice & conteſta-
„ tions, l'on nous deſnie, & ferme toute ſorte d'au-
„ diance, & ſi de fait ou ſoûs quelconque couleur
„ mal prétenduë, deffaut de la Juſtice (parce que
„ nous n'en avons aucune pour ſucceder aux dits
„ Royaumes) nous les vouluſſions occuper par force
„ d'armes, faiſant, ou mouvant Guerre offenſive,
„ que dès maintenant comme pour lors, l'on la tien-
„ ne, juge, & declare pour illicite, injuſte, & mal
„ attentée, & pour violence, invaſion, & uſurpation
„ tirannique & faite contre raiſon, & conſcience; &
„ qu'au contraire on juge, & qualifie pour juſte,
„ licite, & permiſe celle qui ſe viendroit à faire, ou
„ mouvoir par celui qui y devroit ſucceder, à mon
„ Excluſion, & de mes dits Enfants & Deſcendans,
„ lequel les Sujets & Habitans devront recevoir &
„ obeïr, lui faire, & prêter ſerment, & l'hommage
„ de fidelité, & le ſervir comme à leur Roi & Sei-
„ gneur legitime; & j'affirme, & certifie, que pour
„ octroyer cet Acte, je n'ai été induite, attirée, ni
„ perſuadée par le reſpect, & veneration que je dois,
„ & ai pour le Roi Monſeigneur, comme à Prince
„ ſi puiſſant, & comme à Pere qui m'aime tant, &
„ que j'aime, & qui me tient, & m'a tenuë ſous ſa
„ Puiſſance Paternelle, parce que veritablement en
„ tout ce qui ſe paſſe, & s'eſt paſſé au regard de la
„ concluſion, & effet de ce Mariage, touchant ledit
„ Accord, & Article de mon Excluſion, & de celle
„ de mes Deſcendans, j'ai eu toute la liberté que
„ j'ai pû ſouhaiter pour dire, & declarer ma volonté,
„ ſans que de ſa part, ou d'aucune autre perſonne
„ l'on m'ait fait aucune peur ni menace, pour m'y
„ induire, ou attirer à faire aucune choſe contre el-
„ le, & que pour plus grande validité, & aſſûrance
„ de ce qui eſt dit, & promis de ma part, je jure
„ ſolemnellement par les Evangiles contenus en ce
„ Miſſel (ſur lequel je mets ma main droite) que
„ je le garderai, maintiendrai, & accomplirai en
„ tout, & par tout, & que je ne demanderai point
„ de diſpenſe de ce Serment à nôtre très-Saint
„ Pere, ni au Saint Siege Apoſtolique, ni à ſon Le-
„ gat, ou à aucune Dignité qui auroit faculté de me
„ la pouvoir octroyer, & que ſi l'on me l'octroye-
„ roit à mon inſtance, ou de quelconque Univer-
„ ſité, ou perſonne particuliere, ou *motu proprio*,
„ encore que ce ſeroit ſeulement afin de pouvoir
„ entrer en jugement ſans toucher à la ſubſtance
„ deſdits remedes, & de la force de cet Acte,
„ & du Traité, que j'approuve par icelui, je ne me
„ prevaudrai point, ni m'en ſervirai; au contraire,
„ en cas que l'on me l'octroyeroit, je fais un au-
„ tre ſemblable ſerment, afin qu'il y en ait, & de-
„ meure toûjours un ſur toutes les Diſpenſes qui
„ me ſeront octroyées, & ſous le même je dis, &
„ promets que je ne fais, ni ferai aucune Proteſta-
„ tion, ou Reclamation en public, ou en ſecret, qui
„ puiſſe empêcher, ou diminuer la force du contenu
„ en cet Acte, & que ſi je la fais (encore qu'elle
„ ſoit ſous ſerment,) qu'elle ne ſera d'aucune va-
„ leur, & ne puiſſe avoir aucune force, ni effet, &
„ je ſupplie ſa Sainteté, que puiſque ce Mariage,
„ & ſon Traité, a été conclu, & accordé avec ſa
„ Sainte & Apoſtolique Aprobation, & ſe doit ef-
„ fectuer, & celebrer avec ſa Benediction, elle ſoit
„ ſervie d'accroitre la force du lien, & Religion de
„ ce Serment par l'autorité de ſa confirmation Apos-
„ tolique: & je promets, & m'oblige qu'en con-
„ formité, & accompliſſement de l'Article 6. ſus-
„ mentionné, auſſi-tôt que j'arriverai au lieu, où le
„ Roi Très-Chrêtien me doit recevoir, je ferai &
„ ferai faire avec ſon intervention, & autorité, &
„ conjointement avec Sa Majeſté Très-Chrêtienne,
„ & avec toutes Clauſes, Sermens, & Conditions
„ neceſſaires, & convenables, un autre ſemblable
„ Acte de Confirmation, & Ratification de celui
„ qui a été fait, & depêché dans cette Cité de Fon-
„ tarabie, où ſe trouve à preſent le Roi Catholique
„ Monſeigneur, avec ſa Cour, & Palais, le ſecond
„ jour de Juin de cette Année, mille ſix cent &
„ ſoixante, en preſence du Roi nôtre Maître. Et
„ pour plus grande ſolemnité, autorité, & validité
„ de cet Acte, Sa Majeſté Catholique a dit pour



„ l'ac-

ANNO 1701.

„ l'accompliſſement des Articles 5. & 6. y inſerez, „ que pour ce qui regarde la cauſe publique & le „ bien commun de ſes Royaumes, Sujets, & Vaſ„ ſaux d'iceux, elle confirmoit, & a confirmé cet „ Acte ſelon & en la forme que l'a fait, & fait de„ pêcher la Sereniſſime Infante Madame MARIE„ THERESE, Reine promiſe, & future de France, „ ſa très-chere & très-aimée Fille, & que de ſon „ propre mouvement, certaine ſcience, pleine, & „ abſoluë Puiſſance & comme Roi & Seigneur, qui „ ne reconnoit point de Superieur dans le temporel, „ elle ſuppleoit, & vouloit que l'on tint pour ſu„ pléez par ſa Royalle autorité quelconques défauts, „ ou omiſſion de fait, ou de Droit, de ſubſtance, ou „ de qualité, de ſtile, ou de Coûtume, qu'il y pour„ roit avoir en cet Acte, & qu'elle confirmoit, & „ approuvoit ſpecialement & particulierement ledit „ Article 5. & ce qui eſt reſolu, & arrêté par icelui „ entre Sa Majeſté Catholique, & Très-Chrêtienne „ de France, & qu'elle vouloit, & commandoit qu'il „ auroit force & vigueur de Loi, & de Sanction „ Pragmatique, & que comme tel il ſeroit reçû, & „ ſe garderoit, & obſerveroit & executeroit dans „ ſes Roïaumes, Etats, & Seigneuries, ſans prendre „ garde aux Loix, Ordonnances, Uſages, & Coû„ tumes qu'il y auroit, ou pourroit avoir au con„ traire, auxquelles elle derogeoit, & veut que pour „ cette fois elles ſoient tenuës pour abrogées, & „ derogées, encore qu'elles ſeroient telles, & de „ telle qualité, que pour leur derogation ſeroit re„ quiſe, & neceſſaire, une autre plus expreſſe, & „ ſpeciale mention, & commanda que l'on le ſcel„ leroit avec ſon Seel Royal, & qu'il ſeroit enre„ giſtré, & publié en ſon Conſeil de Chambre & „ dans les autres auxquels il appartiendra; de tout „ quoi ont été témoins à ce appellez, & requis, „ Don Louïs Mendes de Haro, Comte-Duc d'Oli„ vares: Don Ramiro Nunnez de Guzman, Duc „ de Medina de las Torres: Don Gaſpar de Haro, „ Marquis de Eliche: Don Juan Domingo de „ Guzman, Comte de Monterey: Don Diego d'Ar„ ragon, Duc de Terranova: Don Gillen Ramoſi „ de Moncada, Marquis de Aytona: Don Pedro „ Portocarrero, Comte de Medellin: Don Pedro „ Colon de Portugal, Duc de Veraguas: Don An„ tonio de Peralta Hurtado de Mendoza, Marquis „ de Mondejar: Don Alonço Peres de Vivero, „ Comte de Fuenſaldagne, du Conſeil d'Etat: Don „ Juan de Caravajal & Sandi du Conſeil, & Cham„ bre: Don Diego de Teada, Evêque de Pam„ pleune, & pluſieurs autres Seigneurs, & Cavaliers, „ & Domeſtiques de Sa Majeſté qui ſe trouverent „ preſens.

*Signé*,

JE LE ROI, JE MARIE-THERESE.

*JE Don Fernand de Fonſeca Ruyz de Contreras, Marquis de la Lapille, Chevalier de l'Ordre de St. Jaques, des Conſeils de Guerre, Indes & Chambre d'icelles, Secretaire d'Etat & de la Depêche Univerſelle, & Notaire dans ſes Royaumes & Seigneuries qui ai été preſent au Serment, Octroi, & tout le ſurplus ci-deſſus contenu, en fais foi, & que les Articles ci-deſſus écrits, ont été copiez fidelement, & collationez avec l'Original qui eſt en mon Pouvoir. En temoignage de la verité, je l'ai ſigné & ſouſcrit de mon Nom.*

DON FERNAND DE FONSECA RUYZ DE CONTRERAS.

Cet Acte a encore été fortifié par la Paix des Pirenées, dont il étoit non ſeulement la partie principale & plus digne, ſelon l'Article 33., mais auſſi le plus grand & le plus precieux gage de la ſûreté de ſa durée. Auſſi le Contract de Mariage & ſon obſervation y ont été exprimez, comme s'ils y étoient mot à mot. De ſorte que tout ce qui a été mis en uſage par les deux Rois pour apuyer & fortifier la Paix, doit être cenſé avoir donné une nouvelle force & vigueur au Contract de Mariage, comme auſſi l'abdication, ceſſion & tranſport de tous les Droits, contenus dans le Contract de Mariage & dans la Renonciation, doivent être entenduës pour faites & repetées dans le Traité de Paix; & par conſequent de tout ce qui a été rapporté ci-deſſus touchant la force de la Paix, fondée ſur le Droit des Gens, doit pareillement avoir lieu en cette occaſion. On trouve à propos de rapporter ici tout ledit Article 33. avec la Concluſion du Traité.

ANNO 1701.

ARTICLE XXXIII.

*ET afin que cette Paix & Union, Confederation, & bonne Correſpondance, ſoit, comme on le deſire, d'autant plus ferme, durable, & indiſſoluble; leſdits deux Principaux Miniſtres Cardinal-Duc, & Marquis-Comte-Duc, en vertu du Pouvoir ſpecial qu'ils ont eu à cet effet des deux Seigneurs Rois, ont arrêté & accordé, en leur nom, le Mariage du Roi Très-Chrêtien, avec la Sereniſſime Infante, Dame* MARIE-THERESE, *fille ainée du Roi Catholique: & ce même jour, date des Preſentes, ont fait & ſigné un Traité particulier, auquel on ſe remet touchant les conditions reciproques du dit Mariage, & le tems de ſa celebration: Lequel Traité à part & Capitulation de Mariage, ſont de la même force & vigueur que le preſent Traité de la Paix, comme en étant la partie principale & la plus digne, auſſi bien que le plus grand & le plus precieux gage de la ſûreté de ſa durée.*

Concluſion du Traité de Paix des Pirenées.

*ET pour plus grande ſûreté de ce Traité de Paix & de tous les Points & Articles y contenus, ſera ledit Traité verifié, publié, & enregiſtré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes du dit Paris: Comme ſemblablement ſera ledit Traité verifié, publié, & enregiſtré tant au Grand Conſeil, & autres Conſeils & Chambre des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique, aux Païs-Bas qu'aux autres Conſeils des Couronnes de Caſtille & d'Arragon: le tout ſuivant & en la forme contenuë au Traité de Vervins de l'an 1598., dont ſeront baillées les Expeditions de part & d'autre, dans trois Mois après la publication du preſent Traité.*

*Leſquels Points & Articles ci-deſſus enoncez, enſemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont été traitez, accordez, paſſez, & ſtipulez entre les ſuſdits Plenipotentiaires deſdits Seigneurs Rois Très-Chrêtien & Catholique, au nom de Leurs Majeſtez: leſquels Plenipotentiaires, en vertu de leurs Pouvoirs, dont les Copies ſont inſerées au bas du preſent Traité, ont promis & promettent, ſous l'Obligation de tous & chacun les Biens & Etats preſens & à venir des Rois leurs Maîtres, qu'ils ſeront par Leurs Majeſtez inviolablement obſervez & accomplis, & de les leur faire ratifier purement & ſimplement, ſans y rien ajoûter, diminuër, ni retrancher, & d'en bailler & delivrer reciproquement l'un à l'autre Lettres authentiques & ſéelées, où tout le preſent Traité ſera inſeré de mot à autre, & ce dans trente jours, du jour & date de ces preſentes, & plûtôt ſi faire ſe peut. En outre ont promis & promettent leſdits Plenipotentiaires, auxdits Noms que leſdites Lettres de Ratification étant échangées & fournies ledit Seigneur Roi Très-Chrêtien, le plûtôt que faire ſe pourra, & en preſence de telle perſonne ou perſonnes, qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique deputer, jurera ſolemnellement ſur les Croix, Saints Evangiles, Canon de la Meſſe, & ſur ſon honneur, d'obſerver & accomplir pleinement, réellement, & de bonne foi tout le contenu aux Articles du preſent Traité. Et le ſemblable ſera fait auſſi, le plûtôt qu'il ſera poſſible par ledit Seigneur Roi Catholique, en preſence de telle perſonne ou perſonnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Très-Chrêtien deputer. En temoin deſquelles choſes leſdits Plenipotentiaires ont ſouſcrit le preſent Traité de leurs Noms, & fait apoſer le cachet de leurs Armes. Dans l'Iſle appellée des Faiſans le 7. Novembre 1659.*

Signé,

CARDINAL MAZARIN,

ET DON LOUÏS MENDEZ DE HARO.

Il auroit veritablement ſuffi, pour confirmer auſſi la Renonciation de MARIE-THERESE par le Conſentement des Etats d'Eſpagne, de ce que la Paix des Pirenées & le Contract de Mariage furent faits & publiez en preſence de tant de Grands

&

ANNO 1701.

& d'autres perſonnes ; & qu'ils furent enregiſtrez dans les Actes des Conſeils. Cependant on ſe ſervit d'une ſolemnité plus particuliere & plus expreſſe dans les Etats du Royaume, aſſemblez en 1662., & dans la ſuite pour le faire plus autentiquement. Et comme on en a parlé ci-deſſus en traitant de la Renonciation d'ANNE, pour éviter la longueur, nous le paſſerons ſous ſilence, nous contentant d'y renvoier le Lecteur.

Il eſt tems à preſent de traiter du Conſentement & de la Ratification de la perſonne même du Roi Très-Chrétien, qui ne manquerent pas, quoi qu'Elles ne fuſſent point du tout neceſſaires pour donner de la force aux Actes de l'Infante MARIE-THERESE qui n'étoit pas encore liée avec ce Roi. Car Elle a pû toute ſeule avant de contracter le Mariage par le Droit commun de Nature & des Gens, s'obliger de faire en toute liberté, ce qui après le Mariage pouvoit tendre au bien de la Maiſon Paternelle, & à la ſûreté & à l'honneur de la Patrie ; d'autant plus qu'avant Elle d'autres Infantes d'Eſpagne, qui devoient être mariées dans la Famille Françoiſe, avoient fait la même choſe, par l'approbation & applaudiſſement des Etats de l'un & de l'autre Royaume, & de tous les Peuples, & par la congratulation même des Princes Etrangers ; & qu'Elle ſavoit d'ailleurs, que la même choſe avoit été ſouhaitée ci-devant par ſes Ancêtres, & qu'elle étoit pratiquée communement dans les Païs Etrangers. Or, pour ce qui regarde le Conſentement du Roi Très-Chrêtien, nous ne pouvons aſſez nous étonner, de l'Imprudence, ou pour mieux parler de l'Impudence des Ecrivains François, qui ont oſé mettre en avant que le Cardinal Mazarin avoit conſenti à la Renonciation & à l'Excluſion ſans en avoir d'ordre ; puiſque l'ordre général qu'il avoit, quoique illimité & avec une clauſe de ſupplement pouvoit ſuffire pour une Affaire de ſi grande conſequence qui requerroit un ordre particulier s'il n'y avoit d'autres expreſſions. D'ailleurs, le même Contract de Mariage montre que tout ce qui y eſt contenu a été fait en vertu des Pouvoirs & Ordres de l'un & de l'autre Plenipotentiaire ; & le Roi Très-Chrêtien a inſeré dans ſa ſolemnelle Ratification le même Contract, & même mot à mot. Nous parlons à preſent de la Ratification particuliere du Contract de Mariage, dont le commencement & la fin ſont en ces termes.

LOUÏS, *par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront : ſalut.*

*Comme ainſi ſoit que le Traité de Mariage d'entre nous & la Sereniſſime Infante d'Eſpagne, Dame* MARIE-THERESE *Fille aînée de nôtre très-cher & très-aimé Frere & Oncle le Roi des Eſpagnes Don* PHILIPPE IV. *de ce nom, ait été conclu, arrêté, & ſigné, par nôtre très-cher & très-aimé Couſin le Cardinal Mazarin de nôtre part, & le Seigneur Don Louis Mendez de Haro de la part dudit Roi d'Eſpagne, le ſeptiéme jour de Novembre dans l'Iſle dite des Faiſans, dans la Riviére de Bidaſſoa, aux confins des deux Royaumes, de France & d'Eſpagne, en vertu de leurs Pouvoirs & Commiſſions : par le dernier Article duquel Traité nôtre dit Couſin le Cardinal Mazarin, aiant promis & ſtipulé en nôtre Nom, de faire fournir nos Lettres de Ratification, en la forme & maniére accoûtumée, & de la faire delivrer en trente jours, avec les derogatoires à quelconques Loix, Coûtumes, & Diſpoſitions, qui ſervient au contraire dudit Traité, duquel la teneur enſuit.*

„ Au nom de la très-Sainte Trinité &c. &c. „ Tout le Contract de Mariage eſt rapporté mot à mot ; &, après avoir auſſi rapporté les Pleins-Pouvoirs des Rois Très-Chrêtien & Catholique, le Roi LOUÏS XIV. continuë de la ſorte.

*NOus de l'avis de la Reine, nôtre très-honorée Dame & Mere, de nôtre très-cher & très-aimé Frere unique le Duc d'Anjou, pluſieurs Princes, Ducs, Pairs, & Officiers de nôtre Couronne & autres Grands & notables Perſonnages de nôtre Conſeil : après nous être fait lire de mot à autre ledit Traité, avons icelui, en tous & chacun ſes Points & Articles agréé, aprouvé, & ratifié, agreons, aprouvons, & ratifions par ces preſentes ſignées de nôtre main : promettant en bonne foi & parole de Roi, de l'accomplir, faire garder, & entretenir inviolablement, ſans jamais aller & venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque ſorte & maniére que ce ſoit, derogeant à cette fin comme nous derogeons à toutes Loix, Coûtumes, & Diſpoſitions au contraire : car tel eſt nôtre plaiſir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre ſéel à ceſdites Preſentes. Donné à Thoulouſe le vingt-quatriéme jour de Novembre, l'an de Grace mil ſix cent cinquante neuf, & de nôtre Régne le dix-ſeptiéme.*

ANNO 1701.

Signé,

LOUIS.

*Et plus bas,*

*Par le Roi,*

DE LOMENIE.

Ce Contract de Mariage fut ratifié de la même maniére dans tous ſes Points & Articles par le Roi Catholique, pour lui & ſes Succeſſeurs, ſes Royaumes & Etats, derogeant à toutes Loix, Coûtumes, & Diſpoſitions au contraire ; à Madrid le 10. Decembre 1659.

ON ne ſauroit même diſconvenir, que ce Contract n'ait encore été ratifié une ſeconde fois par le Roi Très-Chrêtien, & par une autre raiſon ſolide, puiſque nous avons dit ci-devant que le Contract ayant été rapporté dans le Traité de Paix des Pirenées, il en faiſoit la principale partie, & ainſi en ratifiant ladite Paix, on le ratifioit en même tems & de la même maniére. Cette Ratification de la Paix fut faite en ces termes.

LOUÏS, *par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront : ſalut. Comme en vertu des Pouvoirs reſpectivement donnez par Nous, & Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puiſſant Prince le Roi Catholique des Eſpagnes, nôtre très-cher & très-aimé Frere & Oncle, à nôtre très-cher & très-aimé Couſin le Cardinal Mazarin, & au Seigneur Don Louïs Mendez de Haro Guſman : ils aient dans l'Iſle dite des Faiſans, en la Riviére de Bidaſſoa, aux Confins des deux Roiaumes, du côté des Pirenées, le ſeptiéme du preſent mois de Novembre, conclu, arrêté, & ſigné le Traité de Paix & Reconciliation, duquel la teneur enſuit.*

La Paix des Pirenées ſuit tout du long.

*NOus ayant le Traité ſuſdit agreable, en tous & chacun les Points & Articles, qui y ſont contenus & declarez : avons iceux, tant pour nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, aprouvé, ratifié, & confirmé, acceptons, aprouvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & ſous l'obligation & hypoteque de tous & chacuns nos biens preſens & à venir, garder, obſerver, & entretenir inviolablement, ſans jamais aller ou venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque maniére que ce ſoit : En temoin de quoi nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre & apoſer nôtre ſéel. Donné à Thoulouſe le vingt-quatriéme Novembre l'an de Grace mil ſix cent cinquante-neuf & de nôtre Regne le dix-ſept.*

Signé,

LOUIS.

*Et plus bas,*

Par le Roi,

DE LOMENIE.

*Et ſéellé du Grand Sceau de Cire jaune.*

A ces choſes, faites avant la conſommation du Mariage, furent ajoutez les Sermens de la Paix, qui furent enjoints à l'un & à l'autre Roi, & qui furent prêtez auſſi-bien par le Roi Très-Chrêtien que par le Roi Catholique, avec toutes les formalitez ſi ſolemnelles qu'on ne pouvoit en trouver ni penſer de

ANNO 1701.

de plus grandes entre des Rois Chrêtiens, & même entre des hommes, lesquelles neanmoins il seroit superflu de rapporter ici, puis qu'il y a déja long tems qu'elles sont connuës, & qu'elles ont été par le passé en usage en pareilles occasions.

On étoit de plus convenu par les Articles susdits du Contract de Mariage, qu'au tems des Epousailles, ils seroient de nouveau ratifiez, & confirmez, par Serment, tant par le Roi Très-Chrêtien, que par l'Infante MARIE-THERESE, & qu'ils seroient enregistrez dans les Actes du Parlement de Paris. Nous ne desavoüons pas, mais plûtôt nous nous plaignons avec le Roi PHILIPPE IV. (qui étoit presque à l'Article de la mort, & qui ne songeoit plus qu'aux choses éternelles, ce que nous recommandons pour l'éclaircissement de la suite à la memoire des Lecteurs ou des Auditeurs,) que le Roi Très-Chrêtien, ni son Epouse, n'ont rien fait de tout ce qu'ils avoient promis par deux ou trois fois réïterées. Cependant nous soûtenons en même tems, que cela n'a point diminué la vigueur & la force du Contract de la Renonciation, & de l'Exclusion, non seulement parce que personne n'est aquité d'une obligation par sa propre negligence, ou par sa perfidie; mais aussi parce que dans le premier Contrat ratifié, on avoit expressement énoncé, qu'une telle omission, si elle arrivoit, ne prejudicieroit en aucune maniére aux Conventions & aux Actes; & que nonobstant cette omission, le tout resteroit en sa vigueur & force, & qu'à cette fin on devoit tenir le tout pour accompli par la publication même de la Paix. Mais, afin que ces choses fassent plus d'impression dans l'esprit des gens, il ne sera pas hors de propos de rapporter les paroles mêmes du Roi PHILIPPE, qu'il prononça non pas avec la langue d'un demi-mort, mais d'un esprit exempt de toute dissimulation & hipocrisie, & déja tout disposé pour aller au Ciel, en ces termes.

*J'Ai promis par une autre Clause de ladite Capitulation à l'Infante ma Fille, cinq cent mille Ecus d'or sol pour dot, y compris sa Legitime Paternelle & Maternelle, & tout autre Droit; & cela fut fait sous condition que ladite Renonciation seroit aprouvée & ratifiée par Serment & avec toutes les Clauses necessaires par Elle, ensemble avec le Roi Très-Chrêtien d'abord après la celebration de son Mariage, & qu'Elle seroit acceptée par le Parlement de Paris en la forme & maniére accoutumée, & qu'on en envoieroit des Actes à moi ou à mon Successeur; ce qui cependant jusques ici n'a pas été accompli par le Roi Très-Chrêtien & par ma Fille, par où j'ai été & suis degagé de l'Obligation de payer le dot que j'avois promis. Neanmoins, parce que j'espere que le Roi Très-Chrêtien, & ma Fille, s'aquiteront de cette Obligation, ainsi qu'ils y sont tenus en justice & en conscience, puis qu'il est hors de doute que je n'aurois jamais consenti audit Mariage, que sous lesdites Conditions; j'ordonne & veux, que quoique le Roi Très-Chrêtien & ma Fille n'aient satisfait à leur devoir, le dot que j'ai promis soit payé, toutes & chacunes des Conditions exprimées dans la Capitulation restant, ainsi qu'elles doivent rester, fermes & valables, ainsi qu'il est expedient pour une plus grande gloire de nôtre Religion Catholique, & pour la Paix & la Tranquillité entre l'une & l'autre Couronne.*

Or, regardant tout ce que nous avons jusques ici rapporté pour prouver l'Exclusion de tout le Sang de France à la Succession Universelle d'Espagne, & qui est déja trop étendu, nous nous empêcherions volontiers d'en parler davantage, n'étoit qu'il reste encore des choses qui contiennent un Abregé des Statuts precedens, & qui montrent en toute évidence & en paroles precises le Droit inconteſtable de la Maison d'Autriche. La premiere chose est tirée de la Convention de la Dot faite entre l'Empereur FERDINAND II. & le Roi PHILIPPE III., pour FERDINAND III. pour lors Roi d'Hongrie & de Boheme & l'Infante MARIE, qui ont été les Pere & Mere de l'Empereur LEOPOLD en 1628. en ces termes.

*ET parce que la Serenissime Reine de France, Dame ANNE Infante d'Espagne, en vertu du Contract de Mariage & de la Renonciation faite par consentement & permission du Serenissime & Très-Chrêtien Prince LOUIS XIII., Roi de France, son Mari, est & reste exclusa en sorte de tout Droit de Succession que tous ses Enfans qui viendront d'Elle, tant males, que femelles, & tous ses Descendans tant premier, que deuxiéme & troisiéme né, même à l'infini, en quelque degré qu'ils soient à tout jamais, ne peuvent ni doivent, sous quelque titre ou pretexte que ce soit, succeder dans aucun Royaume, Etat, Province, Domaine, ou Lieu du Serenissime Roi Catholique, & ses Heritiers & Successeurs legitimes, tant dans les Royaumes d'Espagne, que dehors d'icelle dans les autres Provinces, & Royaumes que le même Serenissime Roi Catholique & ses Successeurs possedent, ou possederont ou leur apartiendront ci-après; c'est pourquoi la Serenissime Infante Dame MARIE, se reserve son Droit naturel, ensemble avec celui qu'Elle a acquis par ladite Renonciation faite par la Reine de France sa Sœur, sous l'aprobation & confirmation qu'en a fait le même Serenissime Roi Catholique pour lui & tous ses Heritiers & Successeurs, ce qui doit tenir lieu & avoir force & vigueur d'une Loi stable, inconteſtable, & inviolable; excepté neanmoins le Droit qui lui convient, & qui est reservé dans ledit Heritage & Succession, dans les deux cas raportez dans ledit Contract de Mariage fait entre lesdits Serenissimes Roi & Reine de France; assavoir le premier, si ladite Serenissime Reine de France survecut au Roi Très-Chrêtien son Mari, & qu'Elle étant veuve sans avoir aucun Enfant, retournât en Espagne; & l'autre si pour le maintien du bien public & pour d'autres justes causes ou considerations, Elle vint à se remarier par la volonté & consentement du Serenissime Roi Catholique, son Frere ou de ses Successeurs.*

*Toutes & chacune desquelles choses ont été traitées & arrêtées entre les susnommez Serenissimes & très-Puissans Princes & Seigneurs, le Seigneur FERDINAND III. Roi d'Hongrie & de Boheme, & de la Serenissime Dame MARIE Infante d'Espagne, leurs respectifs Fils & Sœur, en vertu des Pleins Pouvoirs ci-dessus raportez, avec promesse reciproque & stipulation solemnelle, en parole d'Empereur & de Roi de tenir pour établi & ratifié tout le contenu dans lesdits Articles, & de faire qu'ils seront pareillement aprouvez & ratifiez par les Serenissimes Roi FERDINAND, & l'Infante Dame MARIE, afin qu'ils aient un plein & entier effet. En temoin de quoi ils ont signé les Presentes de leur propre main, & y ont fait aposer leurs Seaux, en presence de Don Ramire Philippe de Guzman, ainé de la maison des Guzman, Duc de Medina de las Torres, Marquis de Toralte &c. Grand Echanson du Roi Catholique d'Espagne, Grand Chancelier des Indes, Capitaine des cent Nobles &c., Tresorier General du Roi & du Royaume d'Aragon; de Don Augustin Messie, Conseiller d'Etat de Sa Majesté Catholique &c. &c. Don Juan de Mendoza & Luna &c. &c. Gentilhomme de la Chambre du Roi Catholique, Conseiller d'Etat, & premier President du Conseil Souverain d'Aragon &c. &c. Don Philippe de Guzman Marquis de Leganez, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté, Conseiller d'Etat, Capitaine General de la Cavalerie legere de Flandres & de l'Artillerie d'Espagne: & Melchior de Molina, Conseiller de la Chambre & d'Etat du Royaume de Castille &c. &c. Donné à Madrid dans le Palais Roial le Dimanche 3. de Septembre, l'an de Grace mil six cent & vingt-huit.*

Une autre Instruction de celles qui appartiennent à nôtre Affaire est la partie du Testament fait par PHILIPPE III., qui s'y accorde tout-à-fait du 30. Mars 1621., & qui est d'autant plus remarquable, parce qu'elle exprime clairement qu'après la Renonciation ou Abdication d'ANNE mariée au Roi Très-Chrêtien, & laquelle selon sa naissance étoit l'ainée, MARIE sa Sœur mariée à FERDINAND III. doit être censée l'ainée, ou comme si Elle fut restée seule. Ce qui est traduit mot à mot de l'Espagnol ainsi.

*ET puis qu'il a plû à Dieu de me donner deux Filles, dont l'ainée l'Infante Dame ANNE, par de justes Considerations du bien public de ces Royaumes & de la Chrêtienté, a été donnée en Mariage au Roi Très-Chrêtien de France, sous les Conventions & Conditions qu'on peut voir dans les Articles du Contract de Mariage & de la Renonciation. C'est pourquoi, à l'instance de ces miens Royaumes, une Loi fut faite suivant lesdits Articles stipulez dans le Contract de Mariage, auxquels ladite Serenissime Infante a consenti à Burgos le 16. Octobre 1615. Ainsi confirmant, consentant, & approuvant les choses susdites, & ladite Loi, je commande & declare qu'on doit conserver en tout & par tout lesdites*

ANNO 1701.

*dites Conditions du Contract de Mariage, & les autres Ecrits d'Aprobation faits à Burgos, auſſi-bien que ladite Loi, car ainſi eſt convenable pour le bien de ces Royaumes & de la Chrêtienté, auſſi pour pluſieurs autres raiſons exprimées plus amplement dans le Contract de Mariage, que je ne raporte pas, les ſuppoſant connuës, & par d'autres raiſons.*

*Par où par conſequent l'Infante Dame* MARIE *reſteroit dans l'état preſent comme ma Fille ainée & unique, laquelle je déclare & commande devoir ſucceder en ces Royaumes & Etats, Elle & toute ſa Poſterité legitime après l'extinction des Perſonnes & Deſcendans deſdits Princes Don* PHILIPPE, *& des Infants Don* CHARLE *& Don* FERDINAND *& de leurs Descendans.*

La troiſiéme Inſtruction, qui peut tenir lieu de tout, & qui doit ſuffire à nôtre intention, eſt le Teſtament du Roi PHILIPPE IV. non ſeulement pour l'autorité & la Puiſſance de celui qui l'a fait, fondées ſur les Loix & les Conventions; mais parce qu'il a été fait avec une Deliberation plus grande, plus meure, & plus peſée qu'aucun autre qui ait jamais été fait; & qu'il explique très-clairement la penſée la plus interieure & la volonté la plus efficace du Roi & Legiſlateur en ces termes.

*SI cependant, ce qu'à Dieu ne plaiſe, le Prince mon Fils vient à mourir avant ou après qu'il auroit ſuccedé à ces Royaumes, ſans laiſſer d'Enfans ou autres Descendans legitimes Mâles ou Femelles; j'inſtitue pour mon Heritier Univerſel dans tous mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, le ſecond Fils mâle que Dieu me donneroit par ce Mariage ou par un autre, & ſes Deſcendans legitimes, & nez & procréés d'un legitime Mariage, Mâles & Femelles ſelon le même ordre d'aineſſe: & à defaut d'icelui ou d'iceux, j'apelle le troiſiéme Fils mâle de ce Mariage ou de quelque autre, & ſes Enfans & Deſcendans, Mâles ou Femelles, legitimes & nez d'un legitime Mariage, afin qu'ils ſuccedent ſelon l'ordre d'aineſſe. Ce qui doit être auſſi entendu des Enfans mâles legitimes, & nez d'un Mariage legitime, que Dieu m'auroit donné, même après ma mort, ſi je laiſſois la Reine enceinte, & qu'un mâle fut né, afin qu'il ſuccede en ſon lieu & ſelon ſon degré.*

*Si le Prince, ainſi qu'on vient de dire, vient à mourir, ce qu'à Dieu ne plaiſe, ſans laiſſer d'Enfans ou Deſcendans Mâles ou Femelles, legitimes & venus d'un Mariage legitime, ou ſi Dieu m'aiant donné pluſieurs Enfans mâles du Mariage preſent ou de quelque autre, ils vinſſent auſſi à mourir, ſans laiſſer d'Enfans ou Deſcendans, ſelon ce qui a été dit, à leur defaut j'inſtituë pour mon Heritiére Univerſelle de tous meſdits Royaumes, Etats, & Seigneuries l'Infante Donne* MARGUERITE *ma Fille & de la Reine Dame* MARIE-ANNE *ma très-chere & très-aimée Epouſe, & ſes Fils & Filles & Deſcendans Mâles & Femelles, legitimes & nez d'un legitime Mariage, que Dieu lui donneroit: & Elle & eux venant à faillir, j'appelle la troiſiéme Fille & ſes Deſcendans; & de la même maniere & ordre, j'appelle à heriter les autres Filles legitimes & venantes d'un legitime Mariage, que Dieu m'auroit donné, & même les poſt-humes de ce preſent Mariage, ou de quelque autre, & les Deſcendans legitimes de chacune d'icelles, qui ſuccederoient dans le même ordre d'aineſſe, preferant l'ainé au cadet, & le mâle à la femelle de la même ligne & degré.*

*Et venant à manquer meſdits Enfans, Mâles & Femelles, de ce Mariage preſent ou de quelque autre à l'avenir, que j'appelle, je declare que la Succeſſion de tous meſdits Royaumes, Etats, & Seigneuries doivent appartenir & appartiennent aux Enfans & Deſcendans legitimes Mâles & Femelles de l'Imperatrice Infante* MARIE *ma très-chere & très-aimée Sœur, qui eſt déja decedée, & en la même maniére que j'ai declaré dans l'Inſtitution de mes Fils & Filles.*

*Et à defaut des uns & des autres de ſa Ligne, je declare auſſi que la Succeſſion de meſdits Royaumes, Etats, & Seigneuries appartient à la Ligne de l'Infante Dame* CATHERINE *ma Tante, Ducheſſe de Savoye, & à ſes Enfans & Deſcendans legitimes, & venus par un legitime Mariage, tant Mâles que Femelles, preferant la ligne de l'ainé aux autres, en la maniére qu'on a dit ci-deſſus.*

*Dans tous les tems & âges paſſez on s'eſt ſervi d'une particuliere circonſpection en faiſant les Mariages des Infantes d'Eſpagne avec les Rois de France, à cauſe des inconveniens qui reſulteroient de la conjonction & de l'union de ces deux Couronnes; car, l'une & l'autre & chacune à part étant ſi grandes qu'Elles ont conſervé leur grandeur avec tant de gloire de ſes Rois Catholiques & Très-Chrêtiens, étant unies leur élevation ſe diminueroit & tomberoit, & en reſulteroit d'autres grands inconveniens pour les Sujets & Vaſſaux & pour le bien public & l'état de l'un & l'autre Royaume & de toute la Chrêtienté. Ce que pour éviter, & pour faciliter les Mariages entre les deux Couronnes, pour l'utilité des Vaſſaux reciproques & des Etats en général, on a empêché leur Union par une Convention qui a force de Loi ſtable & ferme en faveur des Royaumes & du bien public d'iceux; & particulierement dans le Contract de Mariage, fait à cette Cour le 22. d'Août 1612. entre le Roi Mon Seigneur & Pére, & LOUïS XIII. Roi Très-Chrêtien de France, à cauſe du Mariage, que j'ai contracté avec la Reine Dame* ISABELLE *de Bourbon ma très-chére & aimée Epouſe & de celui que ledit Roi a contracté avec la Reine Très-Chrêtienne Dame* ANNE, *ma très-chére & aimée Sœur, il fut convenu & établi, que les deux Couronnes ne ſe joignifſent ou puſſent ſe joindre, & qu'à cet effet l'Infante ma Sœur dût renoncer & renonceroit pour Elle & ſes Deſcendans de ce Mariage à tous & chacun des Droits qui lui apartiendroient ou pourroient lui apartenir de ſucceder à mes Royaumes, en ſorte qu'en nul cas penſé ou ignoré Elle y ſuccederoit, & que la Succeſſion paſſeroit à l'ordre qui ſuivroit, puis que la dite Infante Dame* ANNE *& tous ſes Deſcendants Mâles & Femelles a été declarée excluſe de cette Succeſſion, & de toute eſperance de ſucceder, Leurs Majeſtez Catholique & Très-Chrêtienne aiant aboli toutes Loix, Droits, Coûtumes, Diſpoſitions, & Titres deſdites deux Couronnes, par leſquels on ſuccede ou on peut pretendre de ſucceder auxdits Royaumes, Etats, & Seigneuries, tant à preſent qu'aux tems à venir, & aux cas de deferer la Succeſſion, en tant qu'elles ſeroient par quelque raiſon contraires ou d'empêchement à ladite Renonciation & Excluſion de ladite Infante Dame* ANNE, *avec l'addition d'une Declaration, que Leursdites Majeſtez devoient par l'aprobation dudit Contract de Mariage, y deroger & les avoir pour derogées. Et en execution de ce Contract ladite Reine Très-Chrêtienne ma Sœur, avant les Epouſailles par paroles de preſent, fit une Renonciation de la maniére la plus ſolemnelle & par Serment en la Ville de Burgos, le 17. Octobre 1615. en preſence du Roi Monſeigneur & Pére qui l'aprouva par devant Antoine d'Areſigny ſon Secretaire & Notaire public de ces Royaumes, & moiennant cette dite Renonciation, le Mariage eut ſon effet, & le Roi Monſeigneur & Pére commanda qu'Elle fût gardée, & accomplie, & miſe en execution par une Loi générale, qu'il fit & publia à l'inſtance & priere de ces Royaumes le 3. de Juin de 1619. & par la Clauſe 38. de ſon Teſtament, par laquelle il declara que ladite Reine ma Sœur, & ſes Enfans Deſcendans de ce Mariage, Mâles & Femelles, étoient exclus de tous leſdits Royaumes, Etats, & Seigneuries. Et ſuivant cet exemple, auſſi bien que d'autres, on a ajouté entre autres les deux Chapitres 5. & 6.* (qu'on a raporté ci-deſſus) *aux Traitez contractez par moi & par le Roi Très-Chrêtien* LOUïS XIV. *mon très-cher Neveu par ma Sœur, touchant la Paix & le Mariage, qui a été contracté, entre l'Infante Dame* MARIE-THERESE *ma très-chére & aimée Fille & le même Roi, moiennant la Grace de Dieu & à ſon plus grand honneur, & pour le lien général des Couronnes, & pour leur repos & leur tranquillité; ainſi qu'il conſte par ledit Traité de Mariage, qui a été contracté pour moi & à mon nom par Don Louïs Mendez de Haro, Comte-Duc d'Olivarez, mon Grand Ecuyer d'une part, & de l'autre au nom du Roi Très-Chrêtien par le Cardinal Jule Mazarin, en vertu de l'ordre donné le 7. de Novembre 1659. ſouſcrit par Pierre Coloma mon Conſeiller de Guerre, & Secretaire d'Etat, Notaire public de ces Royaumes. Et dans le Traité de Paix fait par les mêmes Plenipotentiaires le même jour par devant ledit Pierre Coloma, il a été mis un Chapitre ſous le nombre 33. de la teneur ſuivante* (on peut voir ce Chapitre 33. ci-deſſus.) *Et pour l'accompliſſement de ces Traitez, ladite Infante Dame* MARIE-THERESE *ma Fille a en effet fait & juré ladite Renonciation dans la Ville de Fontarabie le 2. de Juin 1660. ſous le témoignage du Sieur Ferdinand de Fonſeca Ruyz de Contreras mon Conſeiller de Guerre, Secretaire d'Etat & des Depêches Univerſelles, & Notaire public de ces Royaumes. Et quoique j'eſpere que l'Infante ma Fille & le Roi Très-Chrêtien ſon Mari accompliront & obſerveront tout ce qui a été raporté, & tout le*

ANNO 1701.

*le contenu dans ledit Traité de Mariage, & dans la Renonciation, puis que la juſtice & la conſcience le veut; neanmoins, puiſque la Paix & la tranquillité de la Chrêtienté en depend, afin que l'accompliſſement ſoit aſſûré par tous les moiens connus par les Loix, comme Pére & Maître naturel de tous mes Royaumes, Etats, & Seigneuries; en vertu du Souverain Pouvoir, dont je me ſers & que j'ai de diſpoſer & d'ordonner pour le bien de mes Vaſſaux & de la Cauſe commune, comme auſſi de pourvoir à ſa bonne adminiſtration, & d'éviter les dommages, qui pourroient reſulter de la conjonction des deux Couronnes, des Royaumes & Etats, à chacune d'icelle, de mon propre mouvement, de certaine ſcience, & par un plein Pouvoir Roial abſolu, dont je veux me ſervir & me ſers, étant pleinement inſtruit des exemples de mes Predeceſſeurs, qui ont diſpoſé, changé, & renverſé l'ordre de la Succeſſion de mes Royaumes & Etats par l'excluſion des Ainez & de leurs Deſcendans; en vûë & à cauſe* des Traitez de Paix & de Mariage, *& par autres juſtes conſiderations, Je declare que ladite Infante* MARIE-THERESE *ma Fille, & tous ſes Deſcendans de ce Mariage, tant Mâles que Femelles, ſeront, reſteront, & ſont exclus, & autant qu'il eſt neceſſaire je les excluë de tout Droit ou eſperance qu'ils pourroient avoir, ou ont, par quel cas que ce ſoit, de ſucceder dans chacun de mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, à perpetuité, tout de même que* s'ils n'étoient pas nez; *& je declare que cette Excluſion & tout ce que j'ai diſpoſé & diſpoſe touchant icelle à l'égard de ladite perſonne de l'Infante Dame* MARIE-THERESE *ma Fille & de ſes Deſcendans de ce Mariage, tant Mâles que Femelles, doit être obſervé, & où il ſeroit neceſſaire, je veux, commande, & ordonne d'être obſervé, accompli, & executé à l'égard de la Reine Très-Chrêtienne Dame* ANNE *ma Sœur & ſes Deſcendans, ſuivant ſes Traitez de Mariage & la Renonciation qu'Elle fit, & ſuivant la diſpoſition du Roi Don* PHILIPPE III. *Mon Seigneur & Pére, raportez dans ladite Loi & dans ſon Teſtament; dont le tout a eu vigueur de Loi ſtipulée entre l'une & l'autre Couronne, & laquelle j'aprouve avec & ſous la même qualité qui eſt dans les Loix conventionelles entre les Princes Souverains, uſant de mon Plein-Pouvoir, & reſtant abolies & annullées toutes les Loix, Statuts, Droits, Diſpoſitions, & Coûtumes autant qu'il ſera neceſſaire, & qui pourroient en quelque maniere que ce ſoit empêcher ladite Excluſion, ni plus ni moins que ſi chacune d'elles étoit ici exprimée, & qu'il en fut faite une mention particuliére. Je declare neanmoins, je veux, & commande, que ſi (ce qu'à Dieu ne plaiſe) le Mariage de l'Infante* MARIE-THERESE *ma Fille venant à être diſſout ſans Enfans, reſtant veuve Elle revint en Eſpagne, ou ſi reſtant veuve, en vûë du bien public & par de juſtes conſiderations, Elle paſſât à de ſecondes noces par mon conſentement, ou après ma mort par celui du Prince mon Fils, l'Excluſion & la Renonciation ne lui ſeront point contraires, & qu'Elle & ſes Enfans & Deſcendans de ce ſecond Mariage, pourvû que ce ne ſoit point en France, ſeront capables de ſucceder auxdits Royaumes & Etats.*

*Par une autre clauſe de ladite Capitulation j'ai promis pour dot à ladite Infante ma Fille cinq cent mille Ecus d'Or au ſoleil avec le reſte raporté dans le Contract de Mariage. Toutes leſdites quelles choſes je commande qui ſoient accomplies, gardées, & executées dans la Succeſſion de mes Royaumes & Seigneuries, par tous mes Sujets & Vaſſaux de quelque qualité qu'ils ſoient, & par tous mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, & qu'ils l'obſervent & gardent en force comme une Loi, & un Statut fait dans l'Aſſemblée des Etats, & qui ſera publié ſelon la forme & les ſolemnitez uſitées dans chaque Royaume, Etats, & Seigneuries.*

Tout ce qu'on a rapporté juſques ici, & qui a été répété à cauſe de la pluralité des Inſtructions qui contiennent la plus part la même choſe, regarde la Monarchie Univerſelle d'Eſpagne & n'admet point le moindre Droit du Sang François à la moindre ni à aucune de ſes parties : auſſi, tout le Sang de France en général eſt, non pas une fois, ni en un lieu particulierement, exclus de tous les Fiefs, ſoit qu'ils ayent été conferez à d'autres par les Rois d'Eſpagne, ſoit qu'ils les tiennent d'autres : entre leſquels, ſans aucun doute, les principaux étant ceux qu'ils ont reçû de la Sainte Egliſe Romaine & du Sacré Empire Romain, perſonne ne niera qu'ils ne ſoient compris dans la tranſlation de toute la Succeſſion d'Eſpagne en faveur de Sa Majeſté Imperiale & de ſes Enfans, ſous ce nom, par la diſpoſition excluſive des François, & par ce qui la ſuit. Par où on voit clairement, que rien ne peut être allegué au contraire ni pretexté par les termes des Inveſtitures, ſoit Pontificales ou qui regardent le Royaume de Naples, ſoit Imperiales du Duché de Milan, le Marquiſat & Port de Final, la Principauté de Piombin, le Vicariat de Sienne, & les Fiefs de Montfort, &c., qui ont été accordées; ſoit que ces Inveſtitures ſoient tant vieilles que nouvelles, qui ſelon l'ordre d'aineſſe deferent la Succeſſion tant aux mâles qu'aux femelles : au contraire, ces termes doivent plûtôt être interpretez de la ſorte, aſſavoir que les Traitez particuliers contractez par l'Autorité des Papes, & les Loix publiées pour exclurre le Sang de France natif ou intrus, reſtant en leur force, le Droit qui en eſt transporté à d'autres doit toûjours être gardé en ſon entier. Enfin, par la même raiſon on dira derechef, ſelon le Teſtament de PHILIPPE III. rapporté ci-deſſus, que les Infantes ainées d'Eſpagne, mariées en France, ceſſent d'être telles par les Loix & les Contracts; & que ceux ou celles qui ſont plus proches aux Princes du Sang d'Eſpagne entrent en leur lieu & place, s'aquerant en même tems le nom d'ainez, ou d'ainées : c'eſt de la ſorte que le Patriarche Jacob, qui étoit le jumeau puîné, & qui devoit cependant devenir le Pere des autres Patriarches & de St. Joſeph, après qu'Eſaü ſon Frere aîné lui eût vendu ſon Droit d'aîneſſe pour un potage de lentilles, il répondit à Iſaac ſon Pere qui l'interrogeoit qui il étoit? il repondit, dis-je, à bon droit qu'il étoit ſon Fils aîné Eſaü, ainſi que cela paſſe pour une verité inconteſtable tant auprès des Juifs que des Chrêtiens, & que la benediction divine obtenuë par Iſaac ſon Pere, & qui même rejaillit ſur nous, le montra. Il faut plûtôt avertir l'Empereur, quoi qu'il voulut negliger les Affaires de ſa Maiſon, de ne pas prodiguer mal-à-propos les Affaires de l'Empire, en conferant ou laiſſant les Fiefs Imperiaux à une Famille qui depuis long-tems lui a été ennemie, & lui a ravi de ſes principales parties par des voyes injuſtes & par des tromperies qui lui ſont naturelles, & qui ſous le pretexte de l'obéïſſance dûë à cauſe du Fief, n'aſpire pas à moins que de dépouiller l'Empire de tous ſes Fiefs d'Italie, & de mettre à la fin toute l'Italie ſous le joug, & d'arracher aux Allemans la Dignité même Imperiale, pour la tranſporter aux Succeſſeurs de Capet. La même choſe s'entend de la Flandre, & des Provinces qui lui ſont annexées, dont il eſt ſouvent parlé dans les Inſtructions ci-deſſus rapportées, tant parce qu'elles ſont avantageuſes, non ſeulement pour donner lieu aux François de ſubjuguer les Peuples voiſins, que pour inſpirer de la terreur aux éloignez & leur enlever leurs commoditez, que parce qu'outre le lien du Fief de quelques-unes qui ſont par là attachées à l'Empire, & la Succeſſion reçûë anciennement en icelles des ſeuls mâles même les plus reculez, elles appartiennent toutes tellement à l'Empire & à la Maiſon d'Autriche, qu'Elles ſont un Cercle particulier de l'Empire, appellé de Bourgogne, & n'appartiennent aux Rois d'Eſpagne leurs Poſſeſſeurs que ſous le tître d'Archiduc d'Autriche, & c'eſt par là qu'Elles ont ſeance & voix avec les autres prerogatives de l'Auguſte Maiſon d'Autriche aux Aſſemblées de l'Empire. Une preuve très-évidente qu'Elles n'ont appartenu aux Rois d'Eſpagne par d'autre raiſon, qu'elles ne peuvent écheoir qu'aux Archiducs d'Autriche ſont, pour paſſer ſous ſilence d'autres, les termes & mots mêmes de la Tranſaction connuë faite à l'Aſſemblée d'Augsbourg le 26. de Juin 1548. entre l'Empire & l'Empereur CHARLES V. touchant la Flandre & les Provinces qui y ſont annexées; & que CHARLES V., comme Empereur & Seigneur de ces Provinces, & au nom de l'Empire les l'Electeurs de Mayence & Palatin, l'Archevêque de Saltzbourg & le Duc de Baviere, l'Abbé de Wingartz, le Comte de Furſtemberg, & le Magiſtrat de la Ville d'Augsbourg, pour eux & pour les autres Electeurs, Princes, Eccleſiaſtiques & Seculiers, Prelats, Comtes, & les Villes immediatement Imperiales, à la requiſition de l'Aſſemblée de tous les Etats, ſignerent, & mirent parmi les Statuts de l'Empire, & qu'enfin comme éternelle fut enregiſtrée & acceptée par la Chambre Imperiale, qui eſt reſtée à Spire juſques au tems de la ruine de cette Ville, & qui eſt à preſent à Vezlar, & qui fut auſſi pareillement ratifiée par les Etats deſdites Provinces, en ces termes.

*Nous*

ANNO 1701.

*NOUS* CHARLES V., *par la Grace de Dieu, Empereur des Romains, toûjours Auguſte, Roi d'Allemagne, de Caſtille, d'Arragon &c. &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne &c. &c. faiſons ſavoir &c. &c. Nous ſommes auſſi convenu en vertu de ces Preſentes, en la meilleure maniere &c. &c. Que nous comme vrai Heritier & Seigneur territorial de nos dites Hereditaires Provinces de Flandres, pour nous, nos Heritiers & Succeſſeurs, enſemble avec nos Provinces de Flandres qu'on nommera ſucceſſivement, ſavoir &c. &c. ſont à l'avenir & perpetuellement ſous la protection, defence, garantie, & ſecours des Empereurs, des Rois des Romains, & du ſacré Empire, & qu'Elles jouiſſent de ſes Privileges & Droits, & ſeront toûjours par leſdits Empereurs, Rois, & Etats du Sacré Empire, de même que ſes autres Princes, Etats & Membres protegées, defenduës, & aidées avec fidelité, & qu'Elles ſont auſſi invitées & appellées à toutes les Aſſemblées de l'Empire, Et nous & eux avec les autres Etats d'avoir le pouvoir d'y comparoitre, ou ſelon qu'on le trouve à propos d'y envoier; & Nous, & nos Heritiers & Succeſſeurs, nos Deputez & les leurs devons être admis à la Seance, & y avoir voix à cauſe deſdites Provinces, comme Archiduc d'Aûtriche, & ſous le nom d'Archiduc d'Aûtriche. De plus auſſi Nos Heritiers & Succeſſeurs de nôtre dite Province, avec tous les Princes qui leur appartienent ou dependent &c. &c. devons l'eriger & conſtituer en un Cercle particulier ſous le nom de Cercle de Bourgogne, ſous lequel Elles ſeront toutes compriſes, quoi que quelques unes d'entre Elles aient été ci-devant compriſes dans d'autres Cercles de l'Empire &c. &c. Cependant toutes leſdites Principautez & Provinces qui ſous le nom & la qualité de Fiefs conferez par l'Empire ont été ainſi poſſedez ou poſſedées, iceux & icelles doivent être receus & poſſedez à l'avenir tout de même qu'il a été pratiqué par le paſſé &c. &c. C'eſt pourquoi nous promettons & donnons nôtre parole Imperiale pour Nous, nos Heritiers, & nos Succeſſeurs, & toutes noſdites Provinces Hereditaires de Bourgogne, que cette Tranſaction, Compoſition, & Convention dans toutes & chacune partie, Points, Clauſes, & Decrets qui nous concernent nous ou les nôtres, ſeront par nous & par Elles, ſermement, perpetuellement, & inviolablement obſervées & executées, & on n'y contreviendra en aucune maniére que ce ſoit, ni on permettra que cela ſe faſſe par les nôtres ou par d'autres. Toutes les choſes pareillement qui ont été tentées, ordonnées, établies, & obtenuës contre ce Traité, qui pourront être tentées, ordonnées ci-après &c. &c. ſont & doivent être caſſées, annullées, & invalidées &c. &c.*

Ce que PHILIPPE III. & PHILIPPE IV. ont eu ſoin de faire par leurs Teſtamens par precaution pour les Provinces de Flandres qui appartiennent aux Rois d'Eſpagne entant qu'ils ſont de la Maiſon d'Autriche, & eſt conçû en des termes ſi conformes qu'une Clauſe priſe du Teſtament de PHILIPPE IV. peut ſervir pour les deux, & elle eſt en ces termes.

*ET je declare particulierement que les Etats de Flandres & tous autres, qui ont été poſſedez ci-devant par la Sereniſſime l'Infante Dame* ISABELLE *ma Tante & leſquels étant enſuite devolus à ma Couronne, j'ai poſſedé & poſſede, doivent ſelon ma volonté reſter toûjours unis avec mes autres Roiaumes & Seigneuries, & qu'ils ne doivent être diviſez ou ſeparez par aucun cas que ce ſoit. Je charge auſſi & commande à mes Succeſſeurs qui ſeront en quelque tems que ce ſoit ci-après qu'ils protegent ſerieuſement, aſſiſtent de tout leur pouvoir, & defendent leſdits Etats, & leurs Vaſſaux, puiſque cela regarde beaucoup l'exaltation de la Foi Catholique, la conſervation & la Paix de mes autres Royaumes, Etats, & Seigneuries,* & les Droits de la Maiſon d'Autriche, *dont je poſſede la qualité d'aîné ainſi qu'il eſt connu par tout le monde.*

Enfin, pour mettre la derniere main à cette partie de nôtre Deduction, nous avons trouvé à propos d'ajouter que comme toutes ces choſes inſerées dans les Traitez de Paix, dans les Conventions, & Sanctions, ont été confirmées & ratifiées & munies d'un Pouvoir ſuffiſant, tant par les Souverains Pontifes que par les Empereurs, les uns & les autres ſont obligés à la vangeance & à la defence desdites Conventions, auſſi bien que les autres Garands de tous les Traitez de Paix ou des Conventions particuliéres; & ce d'autant plus que non ſeulement ſelon les Contracts de Mariage raportez, les uns & les autres Contractans l'ont demandé avec une reverence filiale aux Souverains Pontifes, mais auſſi parce qu'Eux mêmes ont volontiers accepté ces priéres ſelon le temoignage des Clauſes des Renonciations, & ont réellement confirmé les Contracts par l'Autorité Apoſtolique : Pour ne pas repeter avec ennui ce qu'on a déja dit des Empereurs qui ont ſtipulé ces choſes pour eux & leur Poſterité.

ANNO 1701.

Après toutes ces Conventions, Sanctions, Renonciations, Ceſſions, & Sermens, perſonne n'auroit pû ſe mettre en tête, ou ſi par hazard cela étoit arrivé à quelqu'un, ſans doute il lui auroit auſſi paru incroiable, que le Roi Très-Chrêtien & ſes Enfans, negligeant & mépriſant ce que deſſus, ne ſe ſeroit fait aucun ſcrupule, le cas arrivant, de chicaner Sa Sacrée Majeſté Imperiale & ſes Enfans ſur la Succeſſion d'Eſpagne, ou de s'en aproprier quelque partie, ſi l'experience ne l'eut fait voir. La couleur, dont on s'eſt ſervi pour pallier cette injuſtice, ne pourroit être mieux découverte que dans les Ecrits que les François ont ci-devant mis en lumiére, comme auſſi d'autre côté les Réponſes qui y furent faites par les Eſpagnols mêmes font très-bien voir, combien ces couleurs Françoiſes étoient alterées de leur nature : Auſſi on trouve fort à propos de raporter en abregé ce qui a été imprimé de part & d'autre, & d'ajouter à la fin une Clauſe priſe du Teſtament, qui aiant été fait par le Roi CHARLES, a donné un nouvel Argument à la France, & dont cependant le ſeul recit peut ſervir de Refutation.

Après la mort de PHILIPPE IV., le Païs-Bas Catholique ayant été envahi, les François mirent toute leur application, quoi qu'en vain, pour perſuader aux autres ce qu'eux-mêmes ne croyoient pas : ſavoir que les Heritages des Péres & Méres appartenoient aux Enfans par le Droit de Nature, & par le Droit Divin, Humain, & Civil, & particulierement par le Droit Romain; & qu'on ne pouvoit ſans un très-grand tort en priver les Filles. Que c'étoit contre les bonnes mœurs de faire des Conventions ſur l'heritage d'une perſonne vivante, parce que les Renonciations des Filles repugnent autant à icelles qu'à la juſtice, puis qu'Elles doivent être contentes de leur dot, ſans pouvoir eſperer ni demander quelque choſe des biens Paternels; c'eſt pourquoi elles n'ont point été admiſes par le Droit Romain. Qu'il eſt vrai qu'enfin le Pape Boniface huitiéme les avoit confirmées, lors qu'elles étoient jurées, pourvû qu'elles ne fuſſent pas frauduleuſes ou violentées; mais que ſous le pretexte de maintenir le ſerment, c'étoit réellement pour ſa propre utilité, & pour étendre l'Autorité Pontificale ſur le bien d'autrui, non ſans avoir laiſſé par tout une mechante renommée. Neanmoins, que cette demeſurée Decretale étoit exorbitante & abſurde, & que ſa force ne s'étendoit pas ſur les Rois & les Princes ou ſur les Principautez & Empires qui ſont hors de prix. Que nommement cette Renonciation dont il s'agit, quoi qu'Elle ait été fardée par pluſieurs raiſons inventées par le Conſeil d'Eſpagne, & munie de Clauſes non accoûtumées, étoit deſtituée de tout Droit & équité à cauſe de la Minorité de celle qui renonçoit, & de ſon énorme leſion : mais principalement qu'elle n'a dû dès le commencement ſubſiſter, ou qu'elle a été de nulle valeur, ou qu'elle eſt dans la ſuite tombée, & le premier Droit revenu à MARIE-THERESE, parce qu'on n'avoit pas païé la dot au tems dont on étoit convenu. Cependant, il a déja été demonſtré avec ſolidité par les Miniſtres & les Ecrivains d'Eſpagne, & il a été prouvé par l'évidence des choſes, qu'on ne demande pas avec plus de Droit la deciſion des queſtions publiques par le Droit Civil ou Romain, reçû par tout preſque en toutes choſes, ou par quelque autre, fait pour les affaires privées des Sujets, que les differens publics entre les Princes Souverains puiſſent être decidez ou jugez par leurs Tribunaux particuliers : on peut même plus appliquer à ceux-ci les fineſſes des Juris-Conſultes Privez. Il y a à la verité dans les Contracts de Mariage diverſes Clauſes abrogatoires & derogatoires des Loix particulieres, & des Coûtumes municipales, qui ſelon l'écorce des mots auroient peut-être ſemblé contraires, touchant la devolution uſitée entre des particuliers dans quelques Provinces du Païs-Bas. Mais tout cela n'a été fait ſeulement que par une plus grande & ſurabondante precaution, & afin que

ANNO 1701.

les Contractans emploiaſſent leur plus grand ſoin pour ôter ou prevenir avec plus de clarté tous les pretextes poſſibles; non pas que ces Loix euſſent pû autrement être appliquées à la ſucceſſion des Princes plus convenablement que les Ecrivains François voudroient adopter ici les Decrets des Papes. Mais il ſeroit très abſurde de raporter les choſes qui ont été miſes pour valider la diſpoſition des Contractans, ou plûtôt qui ont été ôtées pour la renverſer. Au contraire, il faut conſiderer ſelon ce qu'avoüent les Ecrivains même les plus ſages parmi les François, le Statut, qui a eté fait dans chaque Royaume touchant ſa Succeſſion, par ceux qui avoient le pouvoir de le faire, & ce qui a été tranſigé pour l'utilité mutuelle des Peuples, & le repos commun entre des Rois ou Princes, qui ne ſont ſujets qu'à Dieu, & par le conſentement du Peuple, de la Succeſſion duquel il s'agiſſoit. Comme il ſuffit pour cela un âge capable d'actions humaines, & telle qui eſt convenable à la Dignité Royale tant en Eſpagne qu'en France, ſans compter celle qui eſt eſtimée en plus d'un lieu de la Monarchie d'Eſpagne, capable d'adminiſtrer les Affaires d'une famille, & que les Anciens ont appellé un âge prochain à une jeuneſſe très-robuſte, on peut recueillir très-clairement des formules des Renonciations l'âge que l'Infante MARIE-THERESE avoit lors de ſon Mariage. Il a été permis à la France, & à d'autres Royaumes, même à de moindres Etats, & à des familles, toutes fois qu'ils le trouvoient convenable à leurs interêts, de changer la maniere, receuë d'ancienneté, tant de l'Election que de la Succeſſion, & par des Loix, même par des Traitez, là où ils avoient lieu & où on n'ôtoit le droit competant aux autres contre leurs volontez, & par des Teſtamens d'unir comme en une maſſe, ou en un aſſemblage, & d'incorporer tous les biens ou les Provinces qu'on poſſedoit, quoi qu'elles fuſſent auparavant de different reſſort, & qu'Elles fuſſent aquiſes par differentes Succeſſions, & par d'autres tîtres, & tant d'exclurre d'icelles toutes ſans diſtinction les deuxiémes nez & Cadets, par une aſſignation d'alimens, ou par les apanages, qui en tiennent lieu, que d'en forclorre à jamais les femmes & leur poſterité en donnant une dot modique, ou de deſigner la Succeſſion ſous d'autres conditions. La France s'eſt ſervi de ce Droit contre l'Eſpagne & contre d'autres Royaumes & Etats auſſi bien que contre leurs Princes, mêmes par des Renonciations expreſſes faites de tems en tems par ſes Filles, & particulierement dans le Contract de Mariage d'ELIZABETH DE BOURBON, Premiére Femme de PHILIPPE IV. Roi d'Eſpagne, laquelle a été excluë à perpetuité, avec tous les Enfans & Deſcendans de ce Mariage là, de la Succeſſion de tous les Royaumes, & Seigneuries Paternelles, & de celles-mêmes, auxquelles après l'extinction des Mâles les Femmes ont droit de ſucceder, auſſi-bien que de tout l'heritage de la Reine de France ſa Mére. Or pourquoi n'eſt-il ou n'a-t-il pas été permis à l'Eſpagne de faire la même choſe contre la France? puis qu'Elle y étoit non ſeulement portée, mais contrainte, non pas par une ſeule, mais par pluſieurs particuliéres raiſons, publiques & privées, comme pour ne pas ſeparer ou diviſer, mais pour tranſmettre par une Succeſſion unie & indiviſe, à la poſterité future, tant de Royaumes & Etats qu'Elle poſſede, & ainſi par conſequent d'exclurre de tous & chacun d'iceux les Filles de ſes Rois qui ſe marieroient en France, & toute leur Poſterité maſculine & feminine. Bien loin que le Droit de Nature preſcrive quelque choſe, qui doive être perpetuellement obſervé touchant les heritages des Péres, Méres, & Fréres ou autres parents, ou que les Conventions & Loix qui en établiſſent les maniéres, ſoient contraires au Droit de Nature, tout le monde convient que par ce Droit-là, les Péres & Méres ne ſont tenus à rien autre envers leurs enfans, qu'à l'éducation & aux alimens; & le Droit Divin, publié aux Iſraëlites, a non ſeulement exclu les Filles du Royaume & du Patrimoine public; mais il a même donné dans les Succeſſions privées ou des particuliers le principal Droit aux Mâles. Les Anciens Romains ont été beaucoup plus rigides, qui outre les très anciens Droits des acquiſitions qu'ils avoient retenus, & les autres Droits de la puiſſance paternelle, auſſi-bien que les pleins Droits des emancipations d'une famille, & l'éloignement perpetuel des femmes de toutes les Charges, par la Loi faite par le Sénat Romain à la perſuaſion de Caton, ont éloigné leſdites femmes des heritages, en ſorte, que nul denombrement des Cenſeurs ne pouvoit faire heritiére aucune Vierge ou Femme, mais pas même le Pere ne pouvoit faire heritiere ſa fille unique, même dans le tems que le pouvoir de faire des Legs ou de teſter de ſes biens, étoit en ſa force entiére dans le Pere de famille. Il eſt vrai que cette ſeverité fut de tems en tems tant ſoit peu adoucie: cependant, à l'égard des heritages les femmes & leurs Deſcendans ont toûjours été de pire condition que les Mâles & leurs Enfans, juſques à ce qu'enfin la voye etant ouverte aux femmes, non pas de prendre le ſoin de l'Empire ou d'aſpirer aux Charges de la Republique, mais d'avoir part aux Heritages privez, on ôta la difference du ſexe & des Enfans qui étoient ſous puiſſance & tutele. Cependant un Soldat pouvoit faire un Teſtament inofficieux ou deſavantageux à ſes Enfans, ſoit par un Droit Militaire ou Civil, ainſi qu'il lui plaiſoit, & alors ſes Fils ne pouvoient ſe plaindre de ce que le Pere ne leur avoit rien laiſſé du tout; par où on pouvoit à plus forte raiſon exclurre ou impunément desheriter les Filles. C'eſt une choſe aſſez connuë, ſans qu'il ſoit neceſſaire d'en faire un detail, combien, après l'introduction des Fiefs, la diverſité d'y ſucceder a été differente parmi divers Peuples; & combien le Droit des Femmes a été limité, particulierement dans les Fiefs qui viennent de l'Empire; ce qui prouve évidemment qu'on n'a arrêté là deſſus aucune choſe par le Droit de Nature. Si ce n'étoit la verité de ce dogme, les Loix & Coûtumes qui tant en pluſieurs autres Païs, que dans la Sicile auſſi-bien qu'en Italie, & nommement dans le Duché de Milan, privent les Voïageurs ou les Enfans nez ailleurs ou les Etrangers des Succeſſions privées, ne ſeroient point exemptes de crime: du moins l'avidité des François connuë par tout le monde ſeroit tant moins excuſable dans ces Heritages que le Fiſc s'attribuë par le Droit d'Aubaine, excepté dans les lieux où l'utilité plus grande & plus frequente, l'uſage du commerce journallier, ou de quelque autre commodité, a extorqué quelque moderation. Pendant quelque tems les Conventions faites ſur les Heritages des perſonnes vivantes ont été tenuës par quelques Loix Romaines être contre les bonnes mœurs, parce qu'elles excitoient le deſir de leur mort: mais ce n'étoit que celles qui ſe faiſoient ſans le ſû ou contre le gré de la perſonne de qui l'Heritage dépendoit, & qui lui ôtoient le pouvoir de teſter, & non pas celles qui ſe faiſoient de ſon gré, & lors qu'elle perſeveroit dans la même diſpoſition juſques à la fin de ſes jours; non plus que celles qui ſe faiſoient entre les Soldats par une promte faveur des Princes Romains, ou par leſquels l'Heritage ſeroit abdiqué. On a même beaucoup plus accordé à la ſuite des tems, & non ſeulement les Fiefs ont été tranſportez, ou cedez entre vifs, à d'autres compris dans la premiére inveſtiture, & que ceux-ci ont toûjours pû recevoir; mais les autres biens & leur eſperance ſont aujourd'hui accoûtumez d'être remis, tranſportez, & aquis par des Traitez & des Contracts tant de Mariage qu'autrement, particulierement entre les Perſonnes illuſtres. Il y a des volumes étendus des Juriſconſultes François du premier calibre, par leſquels il paroit qu'en France auſſi-bien qu'ailleurs, même entre les Nobles ordinaires, les Droits d'aineſſe des Mâles ſont en force, auſſi-bien que les Renonciations des Filles, & que c'eſt là-deſſus, plus que ſur toute autre precaution, bâtir le maintien des familles nobles dans leur entier. On voit auſſi par les ſentimens des mêmes Juriſconſultes que les Arrêts Souverains de France ont prononcé plus d'une fois, que les Renonciations de cette nature, même entre les particuliers, ne peuvent point être revoquées, ni à cauſe de la minorité de l'âge, ni à cauſe d'une leſion énorme, particulierement ſi elles tendent à la conſervation des Familles Illuſtres ou des Familles nobles privées. Il conſte amplement par les Canons & Loix Romaines, que tous les ſermens des Femmes qui ſont en minorité, ne doivent pas moins être accomplis que ceux des autres, lors qu'on les peut garder ſans danger de damnation éternelle, & on appelle perfidie & parjure lorſqu'un Mineur pretextant l'âge pretend Pouvoir retracter le ferment qu'il avoit fait pour ſes affaires, ou qu'il demande ſeulement d'en être delié, & que pour cela il ne doit pas être entendu. Mais quand même on ad-

ANNO 1701.

ANNO 1701. admettroit en certains cas, soit à l'égard des Princes ou des Particuliers la nullité d'une Renonciation, à cause de la petitesse de la Dot, cependant dans le cas que nous avons entre les mains, on ne doit pas avoir égard à la somme de la Dot, quoi qu'Elle ait été la plus grande de toutes celles d'Espagne, & à ce qui d'ailleurs a été alors donné, ou fourni auparavant, à l'Infante MARIE-THERESE, mais à cause de l'Union de la Paix des Pirenées & du Mariage, estimée necessaire & inseparable par les Contractans, il faut en même tems considerer les biens immenses & inestimables qui ont été transportez & cedez à la France par l'Espagne par cette Paix en vûë de ce Mariage, ce qui même a servi d'un moïen très-propre pour avancer & conclurre la Paix. La faute de ce que, comme la Dot n'a pas été demandée par les François, n'a pas aussi été païée par l'Espagne au jour designé, ou en autre tems, vient de la France, parce que l'Acte de Ratification qui devoit être fait par le Roi & la Reine de France incontinent après la célebration de leurs noces, n'a pas été fait avant le jour de la representation de la Dot, ainsi que les Traitez portoient, ni celui de la Renonciation qu'on devoit reïterer, & faire enregistrer dans les Monumens & Actes publics du Parlement de Paris, n'a pas été delivré au Roi PHILIPPE jusques à sa mort; ni, selon l'aveu des François, cette Ratification promise, ou la reïteration, ni la publication n'ont point été accomplies, & l'Invasion de la Flandre a été preferée à la dot qui avoit été offerte de son propre mouvement par PHILIPPE QUATRIEME dans son Testament; & cette faute de la France, ou plûtôt selon qu'on aperçoit clairement par les Ecrits des François, cette fourberie premeditée de longue main, la violation de son propre Serment mechamment concertée, & l'Invasion violente sur le bien d'autrui, ne doit en aucune maniére lui donner de l'avantage, ou nuire à l'Espagne. Et quand même on pourroit par un Droit très-severe, assavoir très-desavantageux, imputer quelque chose à l'Espagne, ce que pourtant, après avoir bien consideré toutes les circonstances, ceux qui cherchent avec soin les pointilleries des syllabes, & qui tendent des pieges aux actions de tout le monde, font voir qu'ils n'aiment pas de suivre les intentions ni l'équité, ne sauroient faire sans se couvrir de honte, elle pourroit être justifiée par la pratique journaliere, puisque dans les autres promesses faites pour un jour limité, sur tout pour le payement de la Dot, on peut, & il arrive d'ordinaire, de se servir de quelque delai, lequel ne sauroit faire autre chose qu'imposer quelque sorte de peine avec le payement dû, ou obliger le debiteur de reparer le dommage, qu'on auroit reçû par le delai, & non pas d'abolir tout-à-fait la convention même & toute l'obligation mutuelle. On ne peut sous-entendre ou suppléer dans aucune convention une Loi de devolution: mais pour être valable, il faut l'exprimer en termes exprès, & alors même elle est odieuse, ou selon les propres termes de la Loi, elle doit déplaire & être reprimée. Nous ne trouvons dans toute la suite des Affaires que nous avons raporté ci-dessus aucune Clause pareille, ou qui y tende, mais plûtôt un Pouvoir reservé seulement de demander la dot promise, jusques à ce qu'Elle soit païée, & qu'avant ledit payement celle qui a renoncé ne peut point être obligée de se tenir en repos & d'être contente. On voit clairement par les Articles 5. & 6. du Contract de Mariage, que la promesse de la dot & la demande ou payement étant énoncée dans l'Article deuxieme, ce n'a pas été en vertu d'icelle, mais par d'autres raisons très-justes & de très-grande importance, dont une partie étoit la tranquillité universelle de la Chrêtienté, qu'a été faite l'Exclusion du Sang de France de tous les Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne, non seulement par une Renonciation arbitraire de la Fille, & d'ailleurs éternelle, immuable, presente, & absoluë, & qui ne pouvoit être suspenduë par la promesse ou le payement de la Dot, mais même confirmée separement par une Loi qui étoit déja en usage. L'Infante MARIE-THERESE, ainsi qu'on l'a apris ci-dessus, a souscrit avant la consommation du Mariage deux Actes tant de Renonciation que d'Exclusion ou Cession. Par l'un Elle abandonna toutes les Successions, & par l'autre elle abdiqua les Royaumes & Principautez, sans faire la moindre mention de la Dot, ou plûtôt Elle se soûmit à la Loi établie là-dessus qui l'autorisoit. C'est pour cette raison qu'en premier lieu l'Article 33. de la Paix des Pirenées, conçû de la maniére que nous avons dit ci-dessus, & la Renonciation, & la Cession & Transport repeté en icelle, & tout ce qui a été transigé de la sorte ont été reçûs, conjointement & separément en diverses occasions dans le nombre des Loix perpetuelles. Pour faire ces choses, quoique dans le Transport mutuel des Droits des Sujets, afin de finir la Guerre & de faire la Paix, on ait de coutume de prendre rarement garde à leur consentement ou à leur opposition, l'Infante MARIE-THERESE n'a point été poussée par un Pere, non seulement très-complaisant & plein d'Amitié, mais même très-doux avec tout le monde, ni jamais il n'a paru en aucune occasion le moindre indice d'une pareille chose; mais selon tout ce qui s'est passé, & d'ailleurs par sa Déclaration même on voit que le tout a été fait de sa très-libre volonté, & pareillement le même Roi Très-Chrêtien a confessé sans doute volontiers que toute crainte & force étoit bannie, lors qu'il a contracté, & ratifié tous ces Actes: Hormis peut-être que pour rompre & éluder toutes les Conventions, Transactions, & Pacifications, il ne veuille appeller crainte, violence, & force, defenduës par les Loix, ce que nous avons indiqué ci-dessus, assavoir que sans cette Renonciation, Abdication, & Cession, non seulement le Mariage n'auroit pas eu son effet, mais la France n'auroit pas aussi acquis par la Paix tant d'avantages; & qu'il n'ait eu en vûë de recevoir & retenir les avantages & cependant de decliner ou rejetter ce qu'il y avoit d'incommode dans les obligations mutuelles & reciproques. On ne sauroit entendre ou comprendre plus aisément que par la lecture des Ecrivains François combien sont legers, vains, & frivoles tous les subterfuges, les objections, interpretations, detours, & pour parler plus juste, les tromperies, avec lesquelles, selon le genie & la pratique de la Nation, ils s'efforcent, quoi qu'en vain d'attaquer serieusement, de refuter, invalider, & renverser tous les Traitez, Conventions, Alliances, Promesses, Dispositions, Testamens, Clauses, Loix, Canons, Sermens, & Imprecations; & comment chicanant sur un petit mot ils tâchent de le tordre, de l'éluder, & souvent même de lui donner un sens contraire, ou de s'en moquer ouvertement & de le calomnier; jusques là qu'ils se glorifient de leur tromperie, & de ce qu'ils ont faussé leur foi, & ensuite ils n'ont point de honte de s'en servir pour defendre leur cause. A present pour une plus grande explication nous ajoutons en peu de mots, comme cette Affaire regardoit non seulement le Roi PHILIPPE, mais tous les parens de Droit incontestable, & tous les Royaumes & Provinces qui lui étoient sujettes, & que selon la coûtume, qui a été toûjours observée dans la Sereniſſime Maison d'Autriche de l'une & l'autre Branche, Sa Sacrée Majesté Imperiale ou ses parens, n'ont point consenti aux Mariages de France qu'on devoit faire avec les deux Rois LOUïS, autrement qu'en conservant toûjours cette Loi dans son entier, & qu'on n'y contrevint jamais, le Droit de la Famille d'Autriche de la Branche d'Allemagne, & particulierement de Sa Sacrée Majesté Imperiale & ses Enfans & des autres Familles parentes, leur étant une fois acquis & ayant été en suite souvent renouvellé, n'a pû & ne peut leur être arraché par aucune demarche faite ensuite, soit par PHILIPPE ou ses Ministres, ou par quelques autres, & encor moins par leur omission ou faute, ou par quelque delai que ce soit, n'a pû & ne peut être changé au prejudice des Royaumes d'Espagne & des Etats annexés; mais non obstant toutes omissions ou faits des autres, auxquels tous & chacun des Parens, appellez à la Succession, aussi bien que les Royaumes d'Espagne & leurs Etats n'ont point donné de consentement, tous leurs Droits qui leur apartiennent, & tous leurs avantages, sont toûjours restez, & resteront à jamais en leur entier.

Il reste en dernier lieu de rapporter & examiner les paroles qui regardent cette Affaire, & qui sont tirées du Testament qui a été publié sous le nom du Roi CHARLES, & cela avec une très-grande moderation & autant que la chose peut souffrir d'être quelquefois appellée par ses noms, quoi que ceux qui, selon le bruit public, les ont machinées en soient estimez indignes. Elles sont de la teneur suivante.

ANNO 1701.

*Aiant remarqué, conformement au reſultat de toutes les Conſultations tenuës par Nos Miniſtres d'Etat & de Juſtice, que les raiſons, pour leſquelles les Infantes Dame* ANNE *& Dame* MARIE-THERESE, *Reines de France, mes Tante, & Sœur, ont renoncé à la Succeſſion de ces Royaumes, n'étoient fondées que ſur le danger & le préjudice ſi ce Royaume venoit à être uni avec celui de France; & aiant conſideré que la Raiſon fondamentale ne ſubſiſtoit plus, le Droit de la Succeſſion étoit devolu au plus proche Parent ſelon les Loix de ces Royaumes, & que ce cas eſt maintenant verifié en la perſonne du ſecond Fils du Dauphin de France. C'eſt pourquoi me reglant ſur leſdites Loix, je déclare pour mon Succeſſeur, ſi Dieu me retire ſans avoir laiſſé d'Enfans, le Duc d'Anjou, ſecond Fils du Dauphin, & en conſequence de ce je l'établis & le nomme pour ſucceder dans tous mes Royaumes & Etats, ſans en excepter aucun. Je commande & ordonne à tous mes Sujets & Vaſſaux de tous mes Royaumes & Etats que le cas arrivant que je meure ſans laiſſer d'Enfans, qu'ils le reconnoiſſent & le reçoivent pour leur Roi & Seigneur naturel, & que ſans delai ils le mettent actuellement en poſſeſſion d'iceux, pourvû qu'il faſſe & prête les ſermens accoutumez d'obſerver les Loix, Ordonnances, & Coûtumes de meſdits Roiaumes & Etats. Et mon intention étant que pour le bien de mes Sujets, & pour maintenir la Paix de la Chrétienté & de toute l'Europe, cette Monarchie ſoit toûjours ſeparée de la Couronne de France, je declare que ſi ledit Duc d'Anjou venoit à mourir, ou à être appellé à la Succeſſion de France, preferant la jouïſſance de cette Couronne à celle d'Eſpagne, alors la Succeſſion de la Monarchie ſera ſous les mêmes Conditions devoluë au Duc de Berry, troiſiéme Fils du Dauphin. Et en cas que le Duc de Berry vint à mourir ou à heriter la Couronne de France, je déclare & je nomme à la Succeſſion l'Archiduc ſecond Fils de l'Empereur mon Oncle, excluant par les mêmes raiſons, & par les mêmes inconveniens, contraires à l'interêt de mes Sujets, le Fils ainé dudit Empereur mon Oncle; Et en cas que l'Archiduc vint auſſi à mourir, je déclare & nomme à ladite Succeſſion le Duc de Savoye & ſes Enfans. Et c'eſt ma volonté que ceci ſoit executé par tous mes Sujets de la maniere que je l'ordonne; car il eſt expedient pour leur bien qu'ils ne ſouffrent pas que la Monarchie ſoit partagée ou diminuée, mais qu'Elle demeure dans le même état que mes Ancêtres l'ont glorieuſement fondée. Et comme j'ai beaucoup à cœur & que je ſouhaite uniquement le maintien de la Paix & de l'Union ſi profitable à la Chrêtienté entre l'Empereur mon Oncle & le Roi Très-Chrétien, je les prie & exhorte qne cette Union ſoit plus fermement cimentée par le lien d'un Mariage entre le Duc d'Anjou & l'Archiducheſſe afin que l'Europe jouiſſe du repos qui lui eſt ſi neceſſaire &c. &c. le 2. d'Octobre* 1700.

Perſonne ne lira ou entendra ces choſes, qui ne plaigne en même tems le ſort d'un Prince d'ailleurs très pieux, &, pendant qu'il étoit en ſanté, très-tendre pour ſa Maiſon, en ce que peu de perſonnes, attachez ſeulement à s'enrichir, ou ſacrifiant le tout à la haine & l'envie, ou d'ailleurs mêchants en eux mêmes, ayent pû tellement abuſer de ſa maladie, & de la foibleſſe de ſon eſprit, que de commettre une mechante action ſous ſon nom, & de le faire devant tout le monde coupable non ſeulement d'ingratitude, mais d'injuſtice la plus criante de toutes à l'égard de ſa propre Famille qui a toûjours obligé ſa Perſonne & ſon Etat, laquelle tâche ne ſauroit être effacée par aucune longueur de tems. Car comment peut-il paroître vraiſemblable que ce Prince, s'il avoit été dans ſon bon ſens & qu'il eut peſé le contenu de la Clauſe ci-deſſus rapportée, ou qu'il l'eût même legerement ſçûe, eut pû être induit à faire une choſe ſi indigne contre les innombrables promeſſes & aſſurances qu'il avoit ſaintement faites & même plus d'une fois, en pluſieurs rencontres, & peu avant le Teſtament qu'on lui attribuë, & ce de bouche & par des Lettres écrites; & qu'il eut voulu en même tems par peu de mots pleins de fauſſeté renverſer tant de Traitez & Sanctions dreſſées avec tant de ſoin par les communs Ancêtres, & rachetées par beaucoup de Sang de la Maiſon en général, & par la perte de plus d'une Province entre celles qui lui appartiennent d'ancien Droit. *Aiant remarqué*, dit-il, *conformement au reſultat de toutes les conſultations tenuës par les Miniſtres d'Etat & de Juſtice* (ſavoir de ceux qui étoient ou des Prevaricateurs connus, ou des Transfuges, ou des gens qui degenerent de leur noble Famille, ou autres dont les Ancêtres, ou peut-être eux-mêmes, ſont nommez dans les Contracts de Mariage & dans les Teſtamens des precedens Rois d'Eſpagne, & ont été preſens à l'Aſſemblée des Etats du Royaume, ou ſe ſont emploiez à refuter & rejetter les pretenſions precedentes des François) *que la raiſon pour laquelle les Infantes Dame* ANNE *& Dame* MARIE-THERESE *&c. ont renoncé à la Succeſſion* (valide même ſelon lui & qui ne doit en aucune maniere être attaquée, ni renverſée) *la raçon en que ſe funda la Renuncia n'étoit fondée que ſur le peril de l'Union de la Monarchie d'Eſpagne avec la France.* Cependant ſon Grand-Pere & ſon Pere, par l'approbation & l'applaudiſſement de tout le Royaume, & même de tout l'Univers, de l'aveu même des Ecrivains François, dans les Contracts de Mariage & ailleurs, diſent ouvertement que ce n'étoit pas par la ſeule cauſe d'éloigner l'Union & d'éviter les occaſions qui y tendoient, mais auſſi pour retenir l'égalité de la Succeſſion entre l'un & l'autre Royaume, & qu'outre les autres raiſons ſus-alleguées, il y en avoit eu encore d'autres, qui les avoient portez à établir cette Excluſion. Certainement ſi la raiſon d'éviter l'Union eut été la ſeule, elle n'auroit jamais perſuadé l'Excluſion des Femmes de France & de leurs Deſcendans de la Succeſſion d'Eſpagne, puiſqu'Elles ne ſont pas moins excluſes des Royaumes d'Eſpagne, que les Mâles de France. Le Roi CHARLES continuë ainſi: *qu'aiant conſideré que la raiſon fondamentale ne ſubſiſtoit plus, le Droit de la Succeſſion étoit devolu au plus proche Parent, ſelon les Loix d'Eſpagne, & que ce cas eſt verifié en la perſonne du ſecond & troiſiéme Fils du Dauphin*, aſſavoir parce que d'autres avant eux, ſont appellez à la Succeſſion de France, & ceſſant ou manquant la raiſon de la Loi, la même Loi doit auſſi ceſſer. Mais qui eſt-ce qui a jamais fait place à cette commune regle du Droit là où pluſieurs raiſons concourent en établiſſant une Loi, leſquelles, à juger par cette Loi-là du preſent cas, ſont connues, ne pas ceſſer toutes? Ou qui eſt-ce qui affirmera auſſi à ſon peril que cette crainte d'Union eſt éloignée du ſecond & troiſieme Fils du Dauphin? Que répondra-t-on enfin au Pere & Grand-Pere, qui étoient ſans contredit de très-bons Interpretes de leur volonté, de leurs Conventions, & des Loix qu'ils faiſoient, ou plûtôt que répondra-t-on ſans calomnie & impieté à l'une & à l'autre Parties des Contractans qui ont clairement exprimé dans les Contracts de Mariage & ailleurs, *que tous les Enfans & Deſcendans Mâles ou Femelles des Infantes mariées en France devoient être exclus, & tenus pour exclus, quoique ceux-ci ou quelqu'un d'eux vouluſſent ou puſſent pretendre que dans leurs perſonnes ne courent, ni ſe peuvent & doivent conſiderer les raiſons expreſſes ou autres, eſquelles ladite Excluſion ſe pourroit fonder.* Au reſte, nous ne nions point qu'on ne doive ſuivre les Loix d'Eſpagne pour la Succeſſion du Royaume, comme ſi nous voulions nous faire fort ſur leur preſcription, mais en même tems nous ſoûtenons que par de nouvelles on deroge aux anterieures, & que ces nouvelles Loix ſont tant contenues dans les Contracts de Mariage ſuivant les paroles expreſſes qui y ſont de *Loi ſtable & ferme à jamais*, que trouvées dans le nouveau Code des Loix d'Eſpagne, publiées dans les Aſſemblées plus recentes des Etats du Royaume. C'eſt très-mal, & contre la Teneur de ces Loix, que CHARLES enſuite continuë: *que par cette raiſon, venant à mourir ſans Enfans, il declaroit & appelloit pour Succeſſeur dans les Royaumes le Duc* D'ANJOU *ſecond Fils du Dauphin; & en cas de mort dudit Duc, le troiſieme Fils dudit Dauphin.* Puiſque par ces mêmes Loix, non pas une mais pluſieurs fois, les *Infantes* mêmes, non ſeulement le Mariage François ſubſiſtant; mais même étant diſſout non ſans Enfans, & *tous leurs Enfans François Mâles & Femelles, & leurs Deſcendans, premier, 2. 3. & 4. nez & tous à l'infini, ſans aucune diſtinction de degré, quand même la race, non ſeulement maſculine, mais en général des Rois Catholiques qui ſeroient alors, ou qui ſuccederoient en quelque tems que ce ſoit, viendroit à être éteinte, ſans aucune exception de cas penſé ou ignoré, de tems & de maniere, ſont exclus & declarez exclus de toutes les parties de la Monarchie d'Eſpagne, preſentes, paſſées, ou à venir, même des parties feodales, tout de même que s'ils n'étoient jamais nez.* Mais, pourquoi ſuivant cette vaine maniere d'argumenter, n'a-t-on pas auſſi appellé par le même moyen le Duc d'Orleans à la Succeſſion,

mais

ANNO 1701.

mais pourquoi a-t-il été abſolument negligé, ſi la verité même n'avoit pas obligé d'avouër, qu'on n'a pas eu d'égard à ſon ordre le plus éloigné pour ſucceder en France & que cependant il eſt auſſi-bien que le Roi Très-Chrêtien, le Dauphin & ſon Fils ainé, entierement exclus de la Succeſſion d'Eſpagne, par la validité illimitée des Renonciations? On peut plûtôt inferer ſelon la Régle du Droit citée par le Roi CHARLES que, quoique cette Diſpoſition ou Declaration eut été en ſon pouvoir, ainſi qu'on voit qu'Elle n'y étoit pas, ſelon les Teſtamens contraires; & ſelon le Grand-Pere, & le Pere, & ſelon tant de Loix oppoſées, & de Conventions jurées; & confirmées par le Siége Apoſtolique; lui-même n'auroit pas voulu qu'Elle fut valable, s'il avoit pû clairement voir, que la raiſon qu'il rapportoit, & ſur laquelle ſeule la Declaration étoit fondée, ne ſubſiſtoit pas clairement; ainſi, ni le Duc d'ANJOU, ni le Duc de BERRY; ne doivent être cenſez avoir été par lui appellez. Ce qui eſt encore la choſe la plus injuſte & la plus abſurde de toutes, eſt *que l'Archiduc ſecond Fils de l'Empereur eſt appellé, avec l'Excluſion de l'Ainé le Roi des Romains & ſes Enfans, par la raiſon ci-devant rapportée, & pour conſerver l'égalité*, & les Filles d'Autriche ſont abſolument omiſes, *en ſubſtituant enfin à l'Archiduc en cas de mort, le Duc de Savoye & ſes Enfans.* Nous comptons auſſi ce Duc entre les Succeſſeurs d'Eſpagne, mais après la Maiſon d'Autriche: c'eſt pourquoi nous tenons pareillement qu'on lui a fait tort, en preferant deux Princes François qu'il faloit exclurre, ainſi qu'ils le ſont. Or quand même nous reſterions dans le ſilence, il n'y a perſonne qui ne voie que de ne vouloir admettre d'une autre maniére la Maiſon d'Autriche de l'un & l'autre Sexe, & de quelque dignité que ce ſoit à la Succeſſion d'Eſpagne, & d'en ouvrir l'entrée à la Famille de France, ſelon les rares Auteurs d'un nouveau Droit, n'eſt autre choſe que dire & confeſſer ouvertement, qu'ils ne veulent pas, s'il dépendoit d'eux que pas une des Loix d'Eſpagne, anciennes ou modernes, pas une des Diſpoſitions des Rois precedens, & pas un des Contracts de Mariage, auſſi-bien que d'autres Conventions, plus même qu'ils ne voudroient, ſoient favorables à la Maiſon d'Autriche, & nier enfin contre les exemples anciens & modernes que les Rois d'Eſpagne n'ont jamais été revetus de la Dignité Imperiale, ou n'y ont jamais penſé, ou n'ont jamais pû y aſpirer. On ajoute à la fin, *non ſeulement pour conſerver la Paix & la bonne intelligence entre l'Empereur & le Roi Très-Chrêtien, mais auſſi pour mieux les cimenter par ſon Mariage.* Il étoit neceſſaire au Roi CHARLES de faire ce qu'on vient de rapporter pour donner quelque couleur, comme ſi par ce Conſeil & cette inſtance il eut amplement ſatisfait à ſa conſcience leſée, & que tout le tort qu'il venoit de faire à la Maiſon d'Autriche, eut été par-là pleinement reparé: mais perſonne n'ignore quelle eſt l'obligation de chacun pour exercer la juſtice, & à qui elle doit être renduë; non plus que ce qu'un Pere doit à ſes Enfans, & un legitime Prince à ſes Sujets, auſſi-bien que ce que l'Empereur doit faire, quoique très-affectionné pour la Paix, afin d'en jouïr honorablement. Or quelque tromperie ou violence qui ait été faite jusques ici, ou qui ſera faite à l'avenir, Dieu qui eſt l'Auteur, le Temoin, & le Conſervateur des Traitez aſſiſtera par ſon ſecours la juſtice de la Cauſe: les Princes & Etats de l'Europe, & particulierement les Protecteurs & Garands de la Paix des Pirenées, & des autres Traitez, s'éleveront pour reprimer la convoitiſe demeſurée de la Maiſon de Bourbon pour plus d'un Monde. Les Peuples mêmes, qui à preſent ne cheriſſent pas plus qu'ils deteſtent la main étrangére, qui les opprime, ſe ſouvenant de la douceur d'Autriche, qu'ils ont éprouvée par tant de Siécles, & en même tems de leur devoir, retourneront bien-tôt ouvertement à leur premiére obéïſſance, & les perfides Violateurs & Infracteurs de la Juſtice, & les Tyrans, avec tous leurs Adherens, Satellites, & Miniſtres, n'échaperont certainement pas aux punitions divines & humaines.

ANNO 1701.

## VII.

*Extrait de l'Alliance Offenſive & Défenſive, concluë entre le Roi d'Eſpagne* PHILIPPE V, *& le Roi de Portugal Don* PEDRO. *En Juin.*

Juin.

I. QU'ON renouvelle tous les Traitez faits ci-devant entre l'Eſpagne & le Portugal, & particulierement celui qui a été fait avec le Roi D. SEBASTIEN devant la Réünion & avec le Roi D. ALPHONSE VII. en l'année 1668.

II. Que le Roi d'Eſpagne donnera ſatisfaction à la Compagnie Portugaiſe, touchant le Commerce des Negres, de la maniere qu'on conviendra dans un Traité ſeparé.

III. Que le Roi d'Eſpagne renoncera à tout ſon pretendu Droit ſur St. Gabriel, proche los Buenos Ayres, & que les Portugais y reſteront dans la paiſible poſſeſſion.

IV. Que le Roi de Portugal garantira le Teſtament du feu Roi d'Eſpagne CHARLES II. touchant la Succeſſion du Roi PHILIPPE V.

V. Que le Roi de Portugal ſe déclare Ennemi de ceux qui feront la Guerre pour ladite Succeſſion au Roi PHILIPPE V., en refuſant ſes Ports à leurs Vaiſſeaux tant Marchands que de Guerre.

VI. Que le Roi d'Eſpagne, & celui de Portugal, ne protégeront pas les Rebelles ou Criminels de l'une ou de l'autre Couronne; & qu'on les renvoiera à la premiere requiſition. Que ceux qui fraudent les Droits du Tabac, & dont il n'eſt pas fait mention dans les anciens Concordats, y ſeront compris maintenant.

VII. Que ſi le Bled manque en Portugal, le Roi d'Eſpagne fera lever les défenſes, pour pouvoir y en tranſporter.

VIII. Que cette Alliance ſera pour 20. ans, & garantie par le Roi de France.

Le Traité touchant les Negres doit contenir XIV. Articles, dont les principaux ſont, Que le Roi d'Eſpagne payera du premier argent qui viendra avec la Flote 300000. Ducats, monnoye de Portugal, à la Compagnie, pour la dédommager; Que la Compagnie renonce au Contract des Negres, non-obſtant qu'il devoit encore durer deux ans; & le Roi d'Eſpagne en fait autant, en faiſant reſtituer les 200000. Ecus avec les Rentes, que la Compagnie a été obligée de payer à la ſignature dudit Contract. Cet argent ſera rembourſé au retour de la ſeconde Flote, ou des Galions, ou de la Flotille, avec 8. pour cent d'interêt, juſques au jour du payement; Que tous les Arrêts & Saiſies ſur les Biens de la Compagnie Portugaiſe dans les Ports de l'Amerique ſeront d'abord levez, & que tout l'argent qu'on lui doit pour la vente des Negres, ou autrement, ſera païé dans deux mois de tems, & qu'il lui ſera libre d'emporter tous ſes Effets dans un terme convenable, pour les faire tranſporter à Lisbonne, ou ailleurs.

Le Traité, qui contient les Articles Secrets, doit limiter le cas de la Guerre & les *præſtanda* en Troupes & en Vaiſſeaux de part & d'autre.

VIII.

15. Juin. *Tractaat van Vriendſchap, Goed-Verſtand en Commercie tuſſchen zyne Majeſteit* FREDERIC *de* IV. *Koning van Denemarken, en de Hoog Moogende Staaten Generaal der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *door welke 't Tractaat van 't jaar* 1645. *vernieuwt en tot fondament van 't tegenwoordige geſtelt zynde, men omſtandig eens word, niet alleen aangaande al 't geene de vryheid van Commercie en Navigatie in de Zeën, Havens en Revieren van wederzydſe Partyen betreft; maar ook wegens de Regten die de Nederlantſche Schepen en Koopmanſchappen zullen moeten betaalen, en over de Exemptien die deze in Denemarken en Noorwegen zullen moeten genieten. Gedaan in* Coppenhage *op den* 15. *Junii* 1701. *Mitsgaders een afgezonderde Artykel betreffende de Exemptie aan de Nederlandſche Schepen toegeſtaan van 't Regt genaamt* Defenſions-Schepen, *van den zelven Dag, Maand en Jaar als boven. Als mede een Extract van de Tol-Lyſt, of Tarif der Regten in 't jaar* 1691. *door den Koning van Denemarken geordonneert.* [Getrokken uit de Handt-Schriften van Haar Hoog Mogende de Heeren Staaten Generaal der Vereenigde Nederlanden.]

*Exhibitum den* 23. *Juny* 1701.

ALSO 'er van alle oude tyden tuſſchen de Koningen van Denemarcken en Noorwegen &c. ter eenre, ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden ter andere zyde Tractaten en Onderhandelingen ſyn geweeſt tot vaſtſtellinge van een ſeeckeren voet, volgens dewelcke de Onderdanen van wederzyden, ende principalyck de Ingezetenen van de Nederlantſche Provincien haere Commercie op de reſpective Rycken van Denemarcken ende Noorwegen, ende andere Landen en Furſtendommen van de Hoogſtged. Koningen, als oock door de Zont, met vrugt en voordeel ſouden kunnen dryven ende voortſetten ende den Alder-Doorlughtigſten, Grootmaghtigſten Koningh en Heer, Heer FREDERICK de IV. Koningh van Denemarcken ende Noorwegen, der Wenden en Gotten, Hertogh van Schleswyck, Holſtein, Stoermarn en Dithmarſen, Graaf van Oldenburgh en Delmenhorſt &c. ende de Hoog Moog. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden nu als nogh (niet min genegen ſynde het wel zyn ende nut van haere reſpective Onderdanen ſoo veel mogelyck te bevorderen) in ſoo loffelycken gebruyck hebben willen continueeren, ſoo ſyn van wegens hoogſtged. ſyne Koninckl. Majeſt. gecommitteert de Hooggeboren, en Hoogh en Wel Geboren Heeren, Heer CONRAD, Graef van Reventlauw, Heer van Friſenwaldt, Loyſtrup, Calloë en Clausholm, Ridder, Geheyme Raed en Groot Cancelier van ſyne Koninckl. Majeſteit; de Heer CHRISTIAEN SIEGFRIED van Pleſſen, Heer tot Parin en Hoyckendorff, Ridder en Geheyme Raed van ſyne Koninckl. Majeſt.; de Heer KNUDT THOTT Heer tot Kundſtrup en Gavnoë, Ridder, Geheyme Raed en Gedeputeerde over de Finantien van ſyne Koninckl. Majeſt.; de Heer CHRISTIAEN VAN LENTHE, Heer tot Barlhauſen, Ridder, Geheyme Raed en Over-Crygs-Secretaris van ſyne Koninckl. Majeſt.; ende de Heer CHRISTIAEN VAN SCHESTEDT, Over-Secretaris en Eſtats Raed van ſyne Coninckl. Majeſt.; En van wegens Hoogſtgemelde Haer Hoogh Mogende de Heer ROBERT GOES, Heer van Bouckhorſtburg &c. Reſident van haer Hoog Moog. by Hoogſtged. ſyne Koninckl. Maj., om aengaende de voorſz. Vaert, principalyck op Denemarcken ende Noorwegen, mitsgaders op andere Landen ende Furſtendommen van hoogſtgemelde ſyne Koninckl. Majeſt. als oock door de Zont,

VIII.

Traité d'Amitié, de bonne Intelligence & de Commerce, entre FRIDERIC IV. Roi de Dannemarc & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, par lequel le Traité de l'an 1645. étant renouvellé, & poſé pour fondement de celui-ci, on convient fort en detail de tout ce qui regarde non ſeulement la Liberté du Commerce & de la Navigation dans les Mers, Ports & Fleuves de l'une & de l'autre Partie; mais auſſi des Droits que les Vaiſſeaux ou Marchandiſes des Hollandois devront payer, & des Exemptions dont ils devront jouir, en Dannemarc, & en Norwege. Fait à *Coppenhague* le 15. Juin 1701. Avec un Article Separé concernant l'Exemption accordée aux Vaiſſeaux Hollandois du Droit appellé *Defenſions-Schepen*, du même jour, mois & an que ci-deſſus. Comme auſſi un Extrait du Rolle ou Tarif des Droits, ordonnés par le Roi de Dannemarc en 1691. [*Tiré des Archives de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies.*] 15. Juin.

Exhibé le 23. Juin 1701.

*COMME il y a eu de tout tems entre les Rois de Dannemarc & de Norwege &c. d'une part, & Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'autre part, des Négociations & Traitez pour regler & établir ſur quel pied les Sujets de part & d'autre, & principalement les Habitans des Provinces-Unies des Païs-Bas, pourroient avec fruit & avantage exercer & pouſſer leur Commerce dans leſdits Royaumes de Dannemarc & de Norwege, & autres Païs & Principautez de Sadite Majeſté, comme auſſi par le Sond; & comme le Très-Illuſtre & Très-Puiſſant Roi & Seigneur* FREDERIC IV. *Roi de Dannemarc, de Norwege, des Vandales & des Goths; Duc de Slesvic, de Holſtein, de Stormaren & de Ditmarſen; Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt &c. & leſdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ont encore voulu continuer un uſage ſi louable, (les uns & les autres étant également portez à avancer, autant qu'il eſt poſſible le bien & l'avantage de leurs Sujets); à cette fin de la part de Sadite Majeſté ont été nommez Commiſſaires les Très-Nobles Seigneurs, Mr.* CONRAD *Comte de Reventlauw, Seigneur de Friſenwaldt, Loyſtrup, Calloë & Clausholm; Monſeigneur* CHRISTIAEN SIEGFRIED VON PLESSEN, *Seigneur de Parin & Hoyckendorff, Chevalier & Conſeiller Privé de Sa Majeſté; Mr.* KNUDT THOTT, *Seigneur de Kundſtrup & Gavnoë, Chevalier, Conſeiller Privé & Député ſur les Finances de Sa Majeſté; Mr.* CHRISTIAN VON LENTHE, *Seigneur de Barlhauſen, Chevalier, Conſeiller Privé & Premier Secretaire de Guerre de Sa Majeſté; & Mr.* CHRISTIAN VON SCHESTEDT, *Premier Secretaire & Conſeiller d'Etat de Sa Majeſté: Et de la part deſdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, Monſieur* ROBERT GOES, *Seigneur de Bouckhorſtburg &c. Reſident de L. H. P. auprès de Sadite Majeſté, pour convenir à l'amiable de ce qui concerne ladite Navigation, principalement vers le Dannemarc & la Norwege, auſſi bien que vers les autres Païs & Principautez de Sadite Majeſté, de même que par le Sond,*

ANNO 1701.

Zont, en ſpecialyck over de Tollen, die aldaer ſouden moeten werden betaelt, inder minnen te convenieeren, gelyck deſelve Heeren, na communicatie ende exhibitie van wederzyds volmagten in den naem en van wegen haere Hooge Principalen ſyn geconvenieert in manieren als volgt:

ARTICUL I.

EERSTELYCK, ſal tuſſchen ſyne Majeſteyt en deſſelfs Koninckryckèn, Vorſtendommen, Landen en Onderdanen aen de eene zyde, en haere Ho : Mo : Heeren Staten Generael, haere Provintien, Landen en Onderdanen aen de andere zyde, allenthalve ſoo te water als te Landen een opregte en beſtendige Vrundſchap en Nabuurſchap gehouden en gepleegt werden, den een den anderen getrouwelyck meynen, ende niet wat tot des anderen nadeel of ſchade ſtrecken magh, nog door hem ſelfs of door quade practycquen van anderen uytwercken, maer veel meer elkanderen voordeel ſoo veel doenlyck bevorderen, met dat verſtand, dat door deſe Conventie de Tractaten, die ſyn Koninckl. Majeſt. en haer Ho: Mo:, met andere Koningen, Republicquen, Princen ende Potentaten hebben gemaeckt (den inhoud van dit Tractaet niet contrarierende) niet ſullen gederogeert ofte gepræjudicieert werden.

II.

Den Tol in den Orizond ſal vande Ingezeterien der Vereenigde Nederlanden conform de Letter van het Chriſtianopels Tractaat in den jaere 1645. gemaeckt, en volgens de Lyſt ofte Tol-rolle doenmaels geaccordeert, ook met wederzyds handteeckeningen en Zegels voltrocken, ende welke Tolrolle mits deſen werd gerenoveert, ende aen het einde deſes is geinſereert, voortaen voor den tyd van twintigh agter een volgende Jaeren; te reeckenen van den dagh van de uytwiſſelinge der Ratificatien van het jegenwoordige Tractaet, geheven en betaelt werden, wel verſtaende, dat de laſten, maten en gewigten van Waaren en Koopmanſchappen, welcke volgens den voorſz. Tol-rolle by 't Laſt, Maat of Gewigt, moeten betalen, ſullen werden geconſidereert en genomen op een en deſelve voet als die werd gereeckent ter plaatſe, daer die Waaren, die vertollen, ſyn geladen; Ende omme dat geen verſchil ſal vallen van de uytreeckening van Wynen, ſoo ſal een vat Bourdeauſe Wyn in de Zond geeſtimeert werden op twee-en-vyftigh Ryxdaelders, en een vat Nantoiſe op vyf-en-veertigh Ryxdaelders. Spaenſche Wynen aengaende, een pype Mallagaeſe of andere Spaenſche Wynen, op vyf-en-veertigh Ryxdaelders, ende ſal volgens deſe tauxatie den tol betaelt werden naer de Chriſtianopelſche Tol-Lyſte, dat is den dertighſten Penning.

III.

En wat aengaet de Waeren of Goederen, die in de voorſz. Tol-rolle van Ao. 1645. niet geſpecificeert zyn, dat ſelve den Orizontſche Tol nae haere waerde ſullen betalen, ende dat die waerde ſal werden gereeckent na de plaetſen, van waer deſelve komen, en een van het hondert van die waerde betaelt.

IV.

Nademael in het 2. en 3. Articul is geſtipuleert, op wat voet den Tol in den Orizond in de volgende twintigh jaeren ſal geheven werden, ende betaelt, ſoo ſullen oock geduurende dien tyd geen andere bytollen geheven nogh eenige verhoginge geintroduceert worden, onder wat prætext het ſoude mogen weſen; En ſoo 'er eenige mogten geheven ſyn, ſullen deſelve ceſſeren, en de Tollenaers en de Tolſchryvers oock ſigh niet onderſtaen, de Schippers meer, als zy na uytwyſen van de letter van dit Tractaet ſchuldigh zyn af te dwingen, ofte voor 't ſchryven der Tol-Cedullen, 't zy in de Rycken van Denemarcken en Noorwegen, of in de Zont iets meer te neemen, als de Extracten uyt de respective Ordonnantien van ſyne Majeſteit op dat ſubject, beide aen het eynde deſes geinſereert expreſſelyck mede brengen. Op pœne, dat die geene, die deſe contrarie ſal komen te doen, metter daed



*Sond, & particulierement des Péages qu'on y devroit payer; leſquels Seigneurs, après s'être de part & d'autre communiqué & préſenté leurs Plein-pouvoirs au nom & de la part de Leurs Seigneurs & Maîtres, ſont convenus enſemble de ce qui s'enſuit.*

ARTICLE I.

*PRémierement on obſervera & maintiendra entre Sa Majeſté & ſes Royaumes, Principautez, Païs & Sujets d'une part, & entre L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux & leurs Provinces; Païs & Sujets d'autre part, tant ſur Mer que ſur Terre, une parfaite & durable Amitié comme bons Voiſins, & avec de ſinceres intentions les uns pour les autres; qu'on ne fera rien directement ni indirectement, par ſoi ni par de mauvaiſes pratiques de qui que ce ſoit, qui puiſſe tendre au préjudice ou dommage des uns ou des autres; mais que plûtôt on travaillera autant qu'il ſera poſſible à l'avantage mutuel; bien entendu, que par cette Convention on ne dérogera ni préjudiciera aux Traitez que Sa Majeſté & L. H. P. ont faits avec d'autres Royaumes, Républiques, Princes & Potentats, & leſquels ne ſont pas contraires à la teneur de ce préſent Traité.*

*II.*

*Le Péage dans le Sond ſe levera & ſera payé deſormais par les Habitans des Provinces-Unies des Païs-bas (conformément à la Lettre du Traité de Chriſtianſtadt fait dans l'année 1645. & ſelon la Liſte ou Rôle de Péage dreſſé alors & parfait par les Seings & Sceaux de part & d'autre, lequel Rôle ou Tarif des Droits de Péage eſt ainſi renouvellé & eſt inſeré à la fin du préſent Traité), pendant le tems de vingt années conſecutives, à compter du jour de l'Echange des Ratifications du préſent Traité; bien entendu, que les Leſtes, Meſures & Poids des Denrées & Marchandiſes, leſquelles doivent payer ſelon ledit Role de Péage par Leſt, Meſure, ou Poids, ſeront conſiderez & pris ſur le même pied qu'on les compte ſur les lieux où ces Denrées & Marchandiſes ont été chargées: Et pour qu'il ne ſurvienne aucune conteſtation ſur la ſupputation des Vins, un Tonneau de vin de Bourdeaux ſera taxé dans le Sond à cinquante-deux Richsdales, & un Tonneau de Vin de Nantes à quarante-cinq Richsdales; à l'égard des Vins d'Eſpagne, une Pipe de Vin de Malaga ou d'autres Vins d'Eſpagne à quarante-cinq Richsdales; & ſelon cette Taxation on payera le Péage ſuivant le Rôle de Péage de Chriſtianſtadt, c'eſt-à-dire, le trentieme denier.*

*III.*

*A l'égard des Denrées ou Marchandiſes, qui ne ſont pas ſpecifiées dans ledit Rôle de Péage de l'année 1645., elles payeront la même choſe au Péage du Sond ſelon leur valeur, & cette valeur ſera comptée ſelon les endroits d'où elles viennent, & elles payeront un pour cent de cette valeur.*

*IV.*

*Comme l'on a ſtipulé dans le 2. & 3. Article, ſur quel pied on levera & payera le Péage dans le Sond durant les vingt années ſuivantes, auſſi pendant tout ce tems-là, on n'introduira aucun nouveau Péage ni aucune nouvelle augmentation, ſous quel prétexte que ce puiſſe être: Et s'il arrivoit qu'il en fût levé quelques nouveaux, on les diſcontinuera, & le Douanier & les Ecrivains de la Douane ne ſeront pas ſi hardis que de contraindre les Maîtres de Navires de payer plus qu'ils ne ſont obligez ſelon la Lettre du préſent Traité, ni de prendre pour l'Ecriture des Billets de Péage, tant dans les Royaumes de Dannemarc & de Norwege que dans le Sond, plus que les Extraits des Ordonnances de Sa Majeſté faites ſur ce ſujet & qui ſont à la fin du préſent Traité, n'ordonnent expreſſement: Sous peine, que quiconque viendra à faire le contraire, perdra d'abord*

ANNO 1701. sal verlieren syn Ampt en Bedieninge daer inne hy is, en gedogende, conniverende of aensiende, dat sulx by anderen soude mogen werden gedaen, sal deselve voor de eerstemael van syn Ampt, ende het inkomen daer toe staende, werden gesuspendeert, voor den tyd van drie maenden, voor de tweedemael voor den tyd van negen maenden, ende voor de derdemael metter daeden effectivelyck syn Ampt ende Bedieninge verliesen.

*d'abord l'Emploi & l'Office qu'il a; & s'il permet connive & voit commettre ladite chose à quelque-autre, il sera la premiere fois suspendu de son Emploi & de ses Gages pendant trois mois, la seconde fois pendant neuf mois, & la troisieme fois il perdra entierement son Emploi & Office.* ANNO 1701.

V.

Sullen ook de Tolbedienden tot meerder gerief ende spoediger expeditie van de Schippers gehouden syn op de Orizondsche Tol-Camer te vaceeren alle werckdagen, des Somers van Paesschen tot Michiels des voormiddags van ses uuren tot elf, ende des naermiddaghs van een uur tot seven, des Winters van Michiels tot Paesschen van agt uuren tot elf, ende des naermiddags van een uur tot vier. Maer die buyten die tyd of des Sondaghs en andere heylige dagen, om sigh van de goede wind te bedienen, haere expeditien verlangen, sullen daer voor een Ryxdaelder aen den Armen geven, sonder meer.

*V.*

*Pour plus grande commodité & plus prompte expedition des Maitres de Navires, les Officiers de la Douane seront aussi obligez de vaquer au Bureau de la Douane tous les jours ouvriers, l'Eté depuis Pâques jusqu'à la S. Michel, le matin depuis six heures jusqu'à onze, & l'après midi depuis une heure jusqu'à sept; l'Hyver depuis la S. Michel jusqu'à Pâques, le matin depuis huit jusqu'à onze heures, & l'après-midi depuis une heure jusqu'à quatre. Mais ceux qui hors de ce tems, ou les Dimanches & autres jours de Fête, souhaitteront leur Expedition pour profiter du vent favorable; donneront une Richsdale aux Pauvres sans plus.*

VI.

De uytreeckeninge van de Tollen sal in 't toekomende door die, dewelcke syne Majesteit daer toe verordineert heeft, niet in een somme of in 't gros, maer specifiquelyck, ende van ieder parthye goeds in het byzonder gedaen, aen de Schippers gegeven werden, ten eynde daer uyt mag werden gesien, of de Tollen conform de Letter van 't jegenwoordige Tractaet gevordert werden.

*VI.*

*La supputation des Droits de Péage sera donnée à l'avenir aux Maitres de Navires par ceux que Sa Majesté a établis à cette fin, non en somme ni en gros, mais sera specifiée & faite de chaque Portion de Marchandise en particulier, afin qu'on puisse voir par là, si les Droits ont été exigez conformement à la Lettre du présent Traité.*

VII.

De betalinge van de voorsz. Tollen sal moeten geschieden als van ouds gebruyckelyck is geweest met specie banco Ryxdaelders. Dogh alsoo de Neerlandsche Schippers klagen, dat de Tollenaers, insonderheid in Noorwegen, seer difficil syn in het ontfangen van deselve banco Ryxdaelders, onder prætext, dat sy haer volle wigt niet houden ende andere uytvlugten, en daer door de Schippers meenigmael noodsaecken deselve Ryxdaelders weerom te rugh te neemen, ende soo doende tweemael het pericul van de Zee te lopen, sal syne Majest. ordonneren, dat de Tollenaers soo wel in Denemarcken als in Noorwegen sonder onderscheid alle soorten van Ryxdaelders sullen aennemen, die voor banco Ryxdaelders bekent zyn, ten waere dan dat men evidentelyck konde aenwysen dat sy besnoeyt waeren; En aengesien het oock by verscheide toevallen sou kunnen geschieden, dat de Schippers geen gelegentheid vonden om haer op haere reys na dese Rycken van banco Ryxdaelders te voorsien, of dat het perikel van de Zee of van den Vyand te groot was, om die over te voeren, sullen zy mogen volstaen, met het betalen in Deensche Croonen, mits gevende tot opgeld voor ieder Ryxdaelder het geen, waer over men nader ter goeder trouw sal convenieren, na dat men het regte onderscheid tusschen de banco Ryxdaelders en Deensche Croonen, de ordinaris cours van de wissel en andere omstandigheden sal hebben geexamineert, en daer op ingenomen het sentiment van Luyden hen des verstaende.

*VII.*

*Le payement desdits Droits de Péage se fera, selon l'ancien usage, en Richsdales de banque en espece. Mais comme les Maitres de Navires Hollandois se plaignent que les Douaniers, particulierement ceux de Norwege, font très-grande difficulté de recevoir ces Richsdales de banque, sous prétexte qu'elles ne sont pas de poids & autres deffaites, & que par là ils obligent souvent les Maitres de Navires de reprendre leurs Richsdales & de courir deux fois les perils de la mer, Sa Majesté ordonnera que les Douaniers, tant de Dannemarc que de Norwege, accepteront sans distinction toute sorte de Richsdales qui sont connuës pour des Richsdales de banque, horsmis qu'on puisse faire voir évidemment qu'elles sont rognées: Et d'autant qu'il pourroit arriver en certains cas, que les Maitres de Navires n'auroient pas occasion de se pourvoir de Richsdales de banque pour leur voyage vers ces Royaumes, ou que les perils de la Mer ou des Ennemis seroient trop grands pour les transporter, ils pourront satisfaire en payant en Croonen ou Ecus Danois, pourvû qu'ils ajoutent pour chaque Richsdale le surplus dont on conviendra de bonne foi, après qu'on aura consideré la differente valeur des Richsdales de banque & des Croonen ou Ecus Danois, aussi bien que le cours du Change & autres circonstances, & que sur cela on aura pris l'avis des Personnes à ce entenduës.*

VIII.

De Waeren en Koopmanschappen eenmael inden Orizond vertolt, welcke by het blyven ofte aen de grond raecken van de Scheepen op eenige plaetsen aen de Schoonse Kust, het Cattegat, de Eylanden Anout of Lesouw, of elders daer omtrent, of wel de Oost-Zee ingezeylt wesende, genoodsaeckt syn de Zond weder in te komen, sullen niet subject mogen werden gemaeckt, om soo wanneer die voor de tweede reys den Orizond in of uytgaen, noghmaels den Orizondschen Tol of eenige andere ongelden te betalen, sullende 't selve oock also verstaen werden van Scheepen die door storm of contrarie wind genoodsaeckt werden de Zond weder in te komen.

*VIII.*

*Les Denrées & Marchandises, dont on aura une fois payé les Droits de Péage dans le Sond, étant obligées d'y rentrer après que les Vaisseaux auront fait naufrage ou auront échoué sur quelques endroits de la Côte de Schonen, du Cattegat, des Iles d'Anout ou Lesouw, ou des environs; ou bien après avoir fait voile vers la Mer Baltique, seront obligées de rentrer dans le Sond, ne pourront être sujettes, rentrant dans le Sond ou en sortant une seconde fois, à payer de nouveau le Péage du Sond ou autres Droits; ce qu'on entendra aussi des Vaisseaux, qui par tempête ou vent contraire seront obligez de rentrer dans le Sond.*

IX.

Sullen oock de Scheepen welcke van elders in den Orizond

*IX.*

*De même les Vaisseaux, qui viendront d'autres lieux dans*

ANNO 1701.

Orizond aenkomen, 't ſy om voor ſtorm of onweer een bequame Ree of wel anderſints in cas van oorlogh om Convoy te ſoecken, ende welcke mitsdien het Caſteel van Croonenburgh voor by zylen, om met te meer veyligheid voor Elſeneur te ankeren, ſchoon ſy de wille niet hebben van verder te gaen, niet mogen werden aengeſproocken, of gemoleſteert om den Orizondſen Tol.

X.

Insgelyx ſullen oock de Nederlandſche Schippers ingeladen hebbende Waeren en Coopmanſchappen na Coppenhagen gedeſtineert, aengaende de Tol in de Zond, op den ſelven voet getracteert werden als ſyne Majeſteyts eygene Onderdanen.

XI.

Het viſiteren der Scheepen en Goederen, den Ingezetenen der Geunieerde Provintien toebehorende, ende door de Zond paſſerende, ſal geduurende de voorgem. jaeren in de Zond geen plaets hebben, ende de Schippers, wanneer ſy haere opregte Convoy ende de Pond-Cedullen toonen, daer op gelooft werden, ende ſullen deſelve, wanneer ſy daer na hebben vertold, ſonder ophouden, ofte moleſtatie paſſeeren; oock ſonder te ſetten voor den drooge voor Coppenhagen. Edogh ſoo wanneer in 't toekomende wierde bevonden, dat ſyne Koninckl. Majeſt.; door deſe bewilliginge in het heffen van ſyne Tollen, met Lorrendraeyerye of bedrogh ſou werden verongelyckt, ſoo ſullen haer Ho : Mo : wanneer deſelve daer van werden onderrigt, ende des verſoght, alle mogelycke middelen bedencken, ende ſoo veel doenlyck ordre ſtellen, dat ſyne Koninckl. Majeſteit anders niet als wat recht en billyck is wedervaren moge. Haer Ho : Mo : ſullen oock tot te meerder præcautie die ordre ſtellen, dat de Commiſen de viſitatie hebbende gedaen, in derſelver Certificatien niet met Cyffer-Letters, maer met Woorden het getal van de Paspoorten ſullen uytdrucken.

XII.

Verders ſal het den Ingezetenen der Vereenigde Nederlanden vryſtaen allerhande Waeren en Coopmanſchappen, wat naem die oock ſouden mogen hebben, door de Zond onverhindert te voeren, maer in tyd, dat ſyne Koninckl. Majeſteit van Denemarcken in oorlogh mogte weſen, ſullen ſy ſyne Vyanden geen Waeren van Contrebande toevoeren, *& ſic vice verſa.*

XIII.

Onder ſulcke Waeren van Contrabande ſullen alleen verſtaen werden allerhande Vuurwerken, ende daer toe behorende ſaecken, als Canon, Musquetten, Mortieren, Petarden, Bomben, Granaten, Sauciſſen, Pek-kranſen, Affuyten, Fourquetten, Bandelieren, Polyer, Lont, Salpeter, Kogels, Piecken, Degens, Stormhoeden, Helmen, Curaſſen, Helbaerden; Paerden, Zadels, Holſters, Draegbanden, Zeylwerck, Touwerck, Pick, Teer en Hennip, mitsgaders die tot de Equipage ter Zee ende den Oorlogh te Lande dienen, ſonder eenige verdere Waeren van wat natuur die ſyn daer onder te comprehenderen; Maer ſal het wederzyds Onderdanen vry ſtaen deſelve Waeren nae Vyanden Landen te mogen vervoeren, en van daer af te halen, uytgezondert in ende nae belegerde Steden, Fortreſſen, Caſteelen en Havenen.

XIV.

Nederlandſe Goederen, die in andere als Nederlandſe Schepen ſouden mogen ingeſcheept weſen, ſullen vermogen de Zont vry en onverhindert paſſeeren, mits betalende den Tol, dewelcke van Nederlandſe Goederen werd gegeven, dogh dat zy met opregte Certificatien van de Nederlandſche of andere aen de Ooſt-Zee gelegene Steden bewyſen dat die Goederen niemanden anders als Nederlandſche Inwoonderen toebehooren.



ANNO 1701.

*dans le Sond, pour y chercher une bonne Rade contre la tempête ou orage, ou bien pour y prendre du Convoi en cas de Guerre, & qui à cette fin paſſeront devant le Château de Cronenburg pour aller ancrer avec plus de ſûreté devant Elſeneur, s'ils n'ont pas l'intention d'aller plus loin, on ne pourra leur rien demander ni les moleſter pour le Péage du Sond.*

*X.*

*De même encore les Maîtres de Navires Hollandois, qui auront chargé des Denrées & Marchandiſes deſtinées pour Coppenhague, ſeront traitez, à l'égard du Péage du Sond, ſur le même pied que les propres Sujets de Sa Majeſté.*

*XI.*

*La viſitation des Vaiſſeaux & Effets appartenant aux Habitans des Provinces-Unies, & paſſant par le Sond, n'aura point de lieu dans le Sond pendant toutes les ſuſdites années; & les Maîtres de Navires, dès qu'ils auront preſenté leurs véritables Billets de l'Amirauté, ſeront crus là-deſſus; & après qu'ils auront payé le Péage, ils pourront paſſer outre ſans être empêchez ni moleſtez, ni ſans s'arrêter devant Coppenhague. Mais s'il ſe trouvoit dans la ſuite, que Sa Majeſté reçut, par ce conſentement & complaiſance au ſujet de la levée de ſes Droits de Péage; quelque préjudice par quelque Commerce caché ou autre fraude, en ce cas L. H. P., lorſqu'elles en ſeront informées & priées, ne manqueront pas de pourvoir aux moyens, & de mettre ordre autant que faire ſe pourra, qu'il ne ſoit fait à Sa Majeſté que ce qui eſt juſte & équitable. L. H. P. donneront auſſi ordre pour plus grande précaution, que les Commis ayant fait leur viſitation, expriment dans les Certificats le nombre des Paſſeports non en chiffres, mais en termes exprès.*

*XII.*

*En outre les Habitans des Provinces-Unies auront la liberté de faire paſſer ſans aucun obſtacle par le Sond toutes ſortes de Denrées & Marchandiſes, quel nom qu'elles puiſſent avoir; mais que dans un tems auquel Sa Majeſté pourroit être en Guerre, ils ne porteront à ſes Ennemis aucunes Marchandiſes de Contrebande; & ainſi* vice verſâ.

*XIII.*

*Sous ce nom de Marchandiſes de Contrebande, on entendra ſeulement toutes ſortes de Feux d'artifice & ce qui y appartient, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Sauciſſes, Cercles poiſſez, Affuts, Fourchettes, Bandoulieres, Poudres, Mêches, Salpetre, Boulets, Piques, Epées, Pots en tête, Casques, Cuiraſſes, Halebardes, Chevaux, Selles, Fourreaux de Piſtolet, Ceinturons, Voilage, Cordage, Poix, Goudron & Chanvre, outre tout ce qui ſert à l'Equipement par Mer & à la Guerre par Terre, ſans y comprendre aucune autre Marchandiſe de quelle nature qu'elle puiſſe être; mais il ſera permis aux Sujets de part & d'autre de tranſporter leſdites Marchandiſes dans des Pais ennemis & d'y en aller querir, excepté dans les Villes, Forteresſes, Châteaux & Ports aſſiegez.*

*XIV.*

*Les Effets de Hollande, qui ſeront chargez dans d'autres Vaiſſeaux que ceux des Hollandois, pourront paſſer le Sond librement & ſans empêchement, pourvû qu'ils payent le Péage qui ſe donne pour les Effets de Hollande, mais que par de bons Certificats des Villes de Hollande ou de celles de la Mer Baltique ils prouvent que ces Effets n'appartiennent à aucun autre qu'à des Habitans des Provinces-Unies.*

*XV.*

ANNO 1701.

XV.

Alle Nederlanders, dewelcke ſigh in de Ooſterſche Steeden ophouden, het zy voor haer ſelfs of in Commiſſie en factorie, wanneer ſy haer eygen ofte andere Nederlandſche Inwoonders Goederen in Schepen door de Zont paſſeeren, deſelve ſullen even werden getracteert, gelyck andere Onderdanen der Geunieerde Provintien, mits dat ſy met behoorlycke Certificatien van de Magiſtraet van de plaets daer ſy reſideeren bewyſen, dat deſe Goederen haer of andere Neerlandſe Ingezetenen toehoren.

XVI.

Vorders ſullen oock de Scheepen in de Vereenigde Nederlanden 't huys horende, eenige Waaren of Coopmanſchappen in de Rycken van ſyne Majeſteit brengende, het zy dat deſelve Waeren en Coopmanſchappen gebragt werden directelyck uyt de eerſte hand, ofte van de plaetſe daer ſe ſyn gevallen, dan niet, of wel eenige Waeren ofte Coopmanſchappen uit ſyne Majeſteits Rycken elders willende vervoeren, geen hoger of meerder Tol betalen, als de eygen Inwoonders ofte Onderdanen van ſyne Majeſteit, ende ſal dienvolgende oock ceſſeren de vier dubbelde Tol gelegt op Waeren en Coopmanſchappen, die niet uit de eerſte hand, of van de plaetſe daer ſe zyn gevallen, met Nederlandſche Scheepen in ſyne Majeſteits Rycken worden gebragt. Gelyck mede ophouden ſal het verbod voor de Nederlandſche Scheepen, omme Waeren of Coopmanſchappen tuſſchen de Rycken van ſyne Majeſteit, ofte tuſſchen Provintien, Stiften, ofte Steden te vervoeren, gelyck mede ſullen ophouden de voorregten ende immuniteyten en exemptien aen de ſoo genaemde exemptions, ende diergelycke Scheepen, ſoo ten reſpecte van de Tollen, die op het inkomen en uytgaen werden betaelt, als ten opſigte van de Orizondſche Tol, door ſyne Koninckl. Majeſteit geaccordeert, en ſullen oock de Ingezetenen van ſyne Koninckl. Majeſteits Rycken en Landen in de Vereenigde Nederlanden geene ſwaerder Tol en laſten betalen, als haer Ho : Mo : eyge Onderdanen.

XVII.

Indien de Onderdanen van ſyne Majeſteyt of eenige andere Natien eenige verligtinge ſouden mogen hebben of na deſen verkrygen in ſyne Majeſteits Rycken en Landen, ſoo ſullen de Ingezetenen der Vereenigde Provintien het ſelve mede genieten (uytgezondert de Tol vryheid in de Zont, die de Sweeden is toegeſtaen) ende indien oock de Onderdanen van haer Ho : Mo : of eenige andere Natien eenige verligtinge ſouden mogen hebben ofte verkrygen in de Vereenigde Nederlanden, ſoo ſal het ſelve oock ſyne Majeſteits Onderdanen toegeſtaen werden.

XVIII.

Nederlandſche Scheepen den Tol in eenige Haven van Denemarcken of Noorwegen betaelt hebbende ende daer op geviſiteert ſynde geworden, ſullen in geene andere Haven het zy in Denemarcken of Noorwegen, ſoo wanneerſe daer niet laden of loſſen, geviſiteert werden, maer ſullen vry paſſeren, maer om alle ſluykeryen voor te komen, ſoo werd geſtatueert ende vaſtgeſtelt, dat de voornoemde Schippers haere expeditie van den Tollenaer of Tolbedienden bekomen hebbende, den wind dienende, ſigh aenſtonts onder zeyl ende in de ruyme Zee ſullen moeten begeven, ten zy ſulx hun door contrary wind, of andere regtmatige beletzelen mogte werden verhindert, ofte zy om op Convoy te wagten, ofte uyt vrees voor Capers, langer genoodſaeckt waeren aen de plaetſen daer ſy haere ladinge hebben ingenomen te verblyven, ofte in andere Havens te moeten inlopen; Het ſelve werd verſtaen van de Scheepen van ſyne Koninckl. Majeſt. Onderdanen die in differente Havens van haer Ho : Mo : mogten komen te havenen.

XIX.

De Oorlogh-Scheepen van ſyne Majeſteyt en haer

ANNO 1701.

*XV.*

*Tous les Hollandois, qui reſident dans les Villes de la Mer Baltique tant pour leurs propres affaires qu'en Commiſſion ou comme Facteurs, lorſqu'ils paſſeront par le Sond dans des Vaiſſeaux leurs propres Effets ou ceux d'autres Habitans des Provinces-Unies, ſeront traitez tout comme les autres Sujets des Provinces-Unies, pourvû qu'ils faſſent voir par des Certificats convenables du Magiſtrat du lieu où ils reſident, que ces Effets leur appartiennent ou à d'autres Habitans des Provinces-Unies.*

*XVI.*

*De plus les Vaiſſeaux appartenans à ceux des Provinces-Unies, portant dans les Royaumes de Sa Majeſté quelques Denrées ou Marchandiſes, qu'elles y ſoient portées directement de la premiere main, ou de l'endroit où elles auront abordé, & ne voulant pas tranſporter ailleurs aucune ni quelques Denrées ou Marchandiſes hors des Royaumes de Sa Majeſté, en ce cas ces Vaiſſeaux ne payeront pas un plus haut Péage que les propres Habitans ou Sujets de Sa Majeſté, & par conſequent ceſſera auſſi le quadruple Péage impoſé ſur les Denrées & Marchandiſes qui ne ſeront pas tranſportées par des Vaiſſeaux Hollandois dans les Royaumes de Sa Majeſté hors de la premiere main ou du lieu où elles auront abordé. De même ceſſera la défenſe aux Vaiſſeaux Hollandois de tranſporter des Denrées ou Marchandiſes dans les Royaumes, Provinces, Dioceſes & Villes de Sa Majeſté; comme auſſi ceſſeront les Privileges, Immunitez & Exemptions accordées par Sa Majeſté aux Vaiſſeaux nommez* Exemptions-Schepen, *& autres pareilles, tant à l'égard des Péages qu'on paye pour l'entrée & la ſortie, qu'à l'égard du Péage du Sond, de même auſſi les Habitans des Royaumes & Païs de Sa Majeſté ne payeront pas dans les Provinces-Unies un plus gros Péage ni de plus gros Impôts que les propres Sujets de L. H. P.*

*XVII.*

*Si les Sujets de Sa Majeſté ou ſi quelques autres Nations venoient à avoir ou à obtenir dans la ſuite dans les Royaumes & Païs de Sa Majeſté quelque ſoulagement ou diminution, alors les Habitans des Provinces-Unies en jouiront de même (excepté l'exemption du Péage du Sond accordée aux Suedois); de même auſſi ſi les Sujets de L. H. P. ou quelques autres Nations venoient à avoir ou à obtenir dans les Provinces-Unies quelque ſoulagement, la même choſe ſera auſſi accordée aux Sujets de Sa Majeſté.*

*XVIII.*

*Les Vaiſſeaux Hollandois ayant payé le Péage dans quelque Port de Dannemarc ou de Norwege, & ayant été là-deſſus viſitez, ne ſeront plus viſitez dans aucun autre Port de Dannemarc ou de Norwege, pourvu qu'ils n'y chargent ni ne déchargent pas, mais ils paſſeront librement; & pour prévenir qu'on ne fraude les Droits de Péage, on ſtatuë & ordonne que leſdits Maîtres de Navires, ayant reçu leur Expedition du Douanier ou Officier de la Douane & le vent étant favorable, auront à mettre auſſi-tôt à la voile & à ſe retirer en haute mer, ſinon qu'ils en fuſſent empêchez par le vent contraire ou par quelque autre empêchement légitime, ou que pour attendre le Convoi ou de crainte des Capres ils fuſſent obligez de reſter plus long-tems aux lieux où ils auroient pris leur charge, ou de devoir entrer dans quelque autre Port : La même choſe s'entend des Vaiſſeaux des Sujets de Sa Majeſté, qui viendront à entrer dans les differens Ports de L. H. P.*

*XIX.*

*Les Vaiſſeaux de Guerre de Sa Majeſté & ceux de L.*

ANNO 1701.

haer Ho : Mog : ſullen den een des anderen ſyne Reeden, Stroomen, Rivieren, Bayen en Havenen ten allen tyden open ſyn en blyven, om daer inne en uyt te lopen, ende ſoo lange voor ancker te blyven leggen, als het de noodſaeckelyckheid vereyſcht, ſonder geviſiteert te worden, ende ſullen ſoo haeſt de Capiteynen van wederzyden aldaer aengekomen ſyn, het ſelve aen den Gouverneur, ofte de Commanderende Officieren met reden ſyner aenkomſte en verblyvens bekent maecken, ende niet meerder als ſes Oorlogſchepen telkens ofte te gelyck aen een plaetſe mogen komen, dogh ſoo het nodigh waer meerder getal nae de een of andere plaetſen te ſenden, ſoo ſal ſulx alvorens behoorlyck aen ſyne Majeſteit ofte haer Ho: Mo: (op welcke Rivieren, Bayen ende Havens ſodanige Scheepen komen) genotificeert werden, omme derſelver goedvinden ende vergunſtiging daer op te vernemen.

*L. H. P. s'ouvriront mutuellement & s'accorderont en tout tems leurs Rades, Ancrages, Rivieres, Bayes & Havres pour y entrer & en ſortir, & y pouvoir reſter à l'ancre auſſi long-tems que la néceſſité le demande, ſans être viſitez; & dès que les Capitaines des uns ou des autres ſeront arrivez en ces endroits-là, ils le feront ſavoir au Gouverneur ou Officiers Commandans avec la raiſon de leur arrivée & de leur ſéjour, & qu'il ne pourra y venir dans un même endroit pas plus de ſix Vaiſſeaux de Guerre en un même tems; mais que s'il étoit néceſſaire d'en envoyer un plus grand nombre vers l'un ou l'autre endroit, on notifiera auparavant duëment à Sa Majeſté ou à L. H. P. dans quelles Rivieres, Bayes ou Havres tels Vaiſſeaux ſont deſtinez, pour avoir là-deſſus leur agrément & leur conſentement.*

ANNO 1701.

## XX.

Gelyck oock ſulcke Scheepen, ſoo lange zy aldaer verblyven, ſigh ſtil en vriendelyck ſullen moeten houden, ſoo als het onder Hooge Geallieerden betaemt, oock geen de minſte hoſtiliteyt, tegen wie het oock is ondernemen, oock geen andere Scheepen, ſchoon ſy oock haere Vyanden waeren, van daer uyt vervolgen; ten zy dan dat ſyſe eerſt vieren-twintigh uuren hadden laten voor afgaen.

## *XX.*

*Et d'autant que de tels Vaiſſeaux, auſſi long-tems qu'ils reſtent dans ces endroits, s'y doivent tenir paiſiblement & comme Amis, ainſi qu'il convient entre de Hauts Alliez, ils ne doivent auſſi entreprendre aucune hoſtilité contre qui que ce ſoit, ni pourſuivre de là aucuns autres Vaiſſeaux quoi qu'Ennemis, horſmis qu'ils n'ayent auparavant donné à ces Vaiſſeaux ennemis le tems de vingt-quatre heures pour ſe retirer.*

## XXI.

Sal oock de paſſage ende navigatie door de Zont als oock de traficq in ſyne Koninckſycke Majeſteits Rycken en Landen vry en onverhindert blyven, ende derhalven by continuatie mede ceſſeren het verbot tegens den invoer van verſcheyde Waeren, Manufacturen ende Coopmanſchappen by ofte van wegen ſyne Majeſteit voorheen geëmaneert, en ſullen ſyne Koninckſycke Majeſteits Onderdanen reciproquelyck op deſelve voet in de Vereenigde Nederlanden gehandelt werden.

## *XXI.*

*Le Paſſage & la Navigation par le Sond, auſſi bien que le Trafic dans les Royaumes & Païs de Sa Majeſté, reſteront libres & ſans oppoſition, & par conſequent ceſſera auſſi deſormais la défenſe émanée ci-devant de Sa Majeſté contre l'Entrée de diverſes Denrées, Manufactures & Marchandiſes; & les Sujets de Sa Majeſté ſeront traitez reciproquement ſur le même pied dans les Provinces-Unies.*

## XXII.

Verders is verdragen en geconvenieert, dat binnen ſes maenden na het uytwiſſelen van het jegenwoordige Tractaet tot onderling vernoegen en ſatisfactie een exacte en pertinente manier van metinge van deſelve Scheepen, die facil en accuraet en op de tegenwoordige Fabriquen applicabel is, uytgevonden ſal werden, ende ondertuſſchen ſal de metinge der Scheepen gereguleert blyven na het geen des wegen in den jaere 1669, is geconvenieert.

## *XXII.*

*En outre on eſt convenu, que dans le cours de ſix mois après l'Echange du préſent Traité, on travaillera à trouver, pour le contentement & ſatisfaction reciproque, une maniere convenable & exacte de meſurer ces Vaiſſeaux, & qui ſoit aiſée, juſte & applicable aux préſentes Fabriques; & que cependant le meſurage des Vaiſſeaux reſtera reglé ſelon ce qu'on en eſt convenu dans l'année 1669.*

## XXIII.

De houtlaſten der Schepen, volgens de metinge in het even voorgaende Articul gearreſteert begroot en uytgevonden ſynde, heeft ſyne Koninckl: Maj: belieft dat van die Scheepen, die met haeren opregten ondergeſchreven Maatbrieven voorſien ſyn, ende hout uyt Noorwegen voeren, voor des Koninghs Tol gevordert en betaelt ſal werden een en een agſte Ryxdaelders van yder laſt, ſullende geen onderſcheyd onder het hout, het welcke vergunt is om uyt te voeren wegens den Tol werden gemaeckt, maer alles by laſten, als nu eeven gemelt, werden gereeckent, ſonder dat het daer en boven eenige andere Tollen of bytollen, wat naem die oock mogen hebben; geduurende den tyd van dit Tractaet gevordert ſullen mogen werden, ende derhalven oock metter daed ſullen moeten ceſſeren; en ophouden alle by-laſten, onder wat voorwendſel ofte prætext het ſoude mogen weſen, ende de Tollenaers en de Tol-Schryvers in Noorwegen ſoo wel als in Denemarcken ſigh exactelyck moeten reguleren naer 't geen Articulo IV. hier vooren is ter nedergeſtelt.

## *XXIII.*

*Les Leſtes de Bois dans les Vaiſſeaux étant reglez & trouvez ſelon le meſurage arrêté dans l'Article précedent, Sa Majeſté a trouvé à propos, que des Vaiſſeaux qui auront leurs véritables Billets de Meſurage ſignez & qui ſeront chargez de Bois de Norwege, ſera exigé & payé à la Douane de Sa Majeſté pour chaque Leſte une Riſchdale & un huitieme; & qu'à l'égard du Péage on ne fera aucune difference entre le Bois qu'il eſt permis de tirer de Norwege, mais que tout ſera compté par Leſtes, comme on vient de le dire, ſans qu'on puiſſe exiger aucun autre Péage ou Droit, quel nom qu'il puiſſe avoir, pendant la durée du préſent Traité; que par conſequent ceſſeront & diſcontinueront, comme en effet doivent ceſſer & diſcontinuer toutes autres Impoſitions ſous quel prétexte que ce ſoit; & que les Douaniers & Officiers de la Douane en Norwege auſſi bien qu'en Dannemarc ſe devront regler exactement ſelon l'Article IV. couché ci-deſſus.*

## XXIV.

Een Schip het welck hout geladen heeft, magh wel op de Houthavens andere Waeren, als Pick, Teer, Huyden, Talk (ofte het gunt anders kan werden uytgevoert) inneemen, noghtans ſal daer af na het ſtuck ofte gewight, volgens ſyne Koninckl: Majeſteits Tolrolle in gelyckheid van ſyne Majesteits eygen Onderdanen den behoorlycken Tol werden

## *XXIV.*

*Un Vaiſſeau, qui aura chargé du Bois, a auſſi permiſſion de prendre dans les Ports à Bois, d'autres Marchandiſes, comme de la Poix, du Goudron, des Peaux, du Suif, ou autres choſes qu'on peut tranſporter; cependant on en payera le Droit convenable de Péage par piece ou par poids, ſur le pied que les propres Sujets de Sa Majeſté le payent ſelon le Rôle de Péage: De plus*

ANNO 1701.

den betaelt; oock ſullen ſodanige Scheepen, dewelke meer als hout inladen, nopende de voorſz. andere Waeren, die ſy daer nevens innemen, de viſitatie, als billik ſubject en onderworpen zyn, al even wel ſullen van de taxatie van 't Schip ſoo veele laſten afgetrocken werden, als de Goederen komen te belopen, dewelcke buyten dien en in 't byzonder vertolt ſyn.

XXV.

In 't vorderen van den Tol ſal geen onderſcheyd gemaeckt werden, of de Scheepen met de beſte, ſlegſte, ofte middelbarige ſoorten van hout-waeren beladen mogten weſen, nogh ten reguarde van dien, ofte op præſumptie, datſe eenige onvrye ofte verboodene houtwaren ingeladen mogten hebben, eenige viſitatie, recherche, veel min retardement werden gedaen; Maer ſullen alle de verbodene ofte onvrye houtwaren aengehouden werden, ſoo wanneer deſelve om te laden buyten de Schepen werden gevonden, boven het welck de Ingezetenen der Vereenigde Nederlanden onder geenderley prætext ter oorſaeck van dien, eenige de minſte moleſtatie ofte ongelegentheid aen haer Perſonen ofte Goederen toegevoegt ſal mogen werden, maer ſullen na de betalinge van de hier voorgeſtelde Tol vry en onverhindert mogen vertrecken ende haere reyſe vorderen.

XXVI.

De Scheepen, welcke in het Koningryck Noorwegen haere volle ladinge in een Haven hebben ingenomen, ende aldaer reſpectivelyck ende voor ſoo verre by de voorgaende XXIII. en XXIV Articulen is toegelaten, ſyn geviſiteert, ende vertolt, ſullen verder niet geviſiteert werden, het ſy in deſelve, ofte wat Haven die oock mogten inloopen, maer ſullen die Schippers toonende hunne Tol-Cedullen, vry paſſeeren; ende wanneer ſy haere ladinge in verſcheide Havens innemen, ſal in de Havens alwaer die lading ingenomen werd, den inhouden van de bovengeroerde drie en vier-en-twintigſte Articulen werden geobſerveert.

XXVII.

De Nederlandſche Schippers en Coopluyden ſullen in Noorwegen niet gedwongen werden Deele of andere Houtwaeren van ſeeckere luyden aen te nemen of te kopen, maer het ſal hun vry ſtaen deſelve te koopen van wien ende waer 't hun beſt belieft. Dogh ſal de afladinge niet anders mogen geſchieden, als op ſulcke plaetſen, die jegenwoordigh actuelyck voor ladingh-plaetſen werden gebruyckt, en hier na nogh verder tot ladingh-plaetſen bequaem gemaeckt en gebruyckt ſullen werden.

XXVIII.

Oock ſal het de Onderdanen van de Vereenigde Nederlanden toegelaten weſen in Noorwegen allerhande ſoorten van hout, wat naem het ſelve mogte hebben, te handelen ende uyt te voeren, uytgeſondert het geene ſyne Majeſteit tot deſſelfs particuliere of publicq gebruyck ſoude mogen van noden hebben; ſoo noghtans, dat in ſulcken cas het verbod van uytvoer van ſodanige noodwendigheden ſal moeten weſen generael, ende niet particulier voor de Ingezetenen en Onderdanen der Geunicerde Provintien, blyvende nogtans 't geen in 't voorgaende XXV. Articul is ter nedergeſteit in ſyn volle kragt ende valeur.

XXIX.

Boven de betalinge van de voorſz. Tol, ſullen de Nederlantſche Schepen, die Hout, ofte andere Waeren in Noorwegen geladen hebben, niet beſwaert werden met eenige oncoſten, die aldaer tot gerief ende verſeeckeringe van de Scheepen ſoude mogen aengewend werden, en ſulx oock niet met eenige ringgelden, ten waere de ringen aen de klippen niet by ofte van wegen ſyne Majeſt., maer alleen by particuliere op haer eygen koſten tot commoditeyt van de Schepen ſouden mogen ſyn gemaeckt, ende verders nog anders niet; Des dat de Schippers van de

*tels Vaiſſeaux, qui chargent plus que du Bois, ſavoir les autres ſuſdites Marchandiſes qu'ils prennent auſſi, ſeront ſujets à la Viſitation comme étant juſte; cependant on déduira de la Taxation du Vaiſſeau autant de Leſtes, auxquels pourront monter les Effets dont le Droit de Péage eſt déja reglé à part.*

ANNO 1701.

*XXV.*

*En exigeant les Droits de Péage on ne fera aucune diſtinction, ſi les Vaiſſeaux ſont chargez de la meilleure, de la moindre, ou de la moyenne ſorte de Marchandiſes de Bois, à l'égard de laquelle il ne ſe fera aucune viſitation ni recherche, moins encore donnera-t-on du retardement ſous préſomption qu'ils pourroient avoir chargé quelques Marchandiſes de Bois défenduës; mais toutes les Marchandiſes de Bois non permiſes ou défenduës ſeront arrêtées, ſi on les trouve hors des Vaiſſeaux avant de les charger; outre cela on ne fera aux Sujets des Provinces-Unies, ſous aucun prétexte à ce ſujet, le moindre chagrin ou empêchement tant à l'égard de leurs Perſonnes qu'à l'égard de leurs Effets, mais ils pourront partir & faire leur voyage librement & ſans empêchement après avoir payé le ſuſdit Péage.*

*XXVI.*

*Les Vaiſſeaux, qui auront pris toute leur charge dans un Port du Royaume de Norwege & qui y auront été viſitez & auront payé le Droit de Péage conformement & ſelon les précedens Articles XXIII. & XXIV., ne ſeront plus viſitez, s'ils viennent à rentrer dans le même Port ou dans quel autre que ce ſoit, mais ces Maîtres de Navires ayant montré leurs Billets de Péage, paſſeront librement; & lorſqu'ils prendront leur charge dans differens Ports, la teneur deſdits Articles XXIII. & XXIV. ſera obſervée.*

*XXVII.*

*Les Maîtres de Navires & Marchands Hollandois ne ſeront pas contraints en Norwege de prendre ou d'acheter de certaines Perſonnes des Planches ou autres Marchandiſes de Bois, mais ils auront toute liberté de les acheter de la Perſonne & à l'endroit qu'il leur plaira; mais la charge ne ſe fera qu'aux lieux qui ſervent préſentement & actuellement de lieux à charger & qu'en ceux qui dans la ſuite ſeront rendus propres & ſerviront auſſi de lieux à charger.*

*XXVIII.*

*Il ſera auſſi permis aux Sujets des Provinces-Unies de faire en Norwege commerce de toute ſorte de Bois quel qu'il ſoit, & de l'emporter, excepté celui dont Sa Majeſté pourroit avoir beſoin pour ſon uſage particulier ou public; bien entendu cependant, qu'en un tel cas la défenſe du tranſport de telles choſes néceſſaires devra être générale, & non particuliere pour les Habitans & Sujets des Provinces-Unies; ce qui eſt couché dans le précedent Article XXV. reſtant pourtant dans ſon entiere force & vigueur.*

*XXIX.*

*Outre le payement dudit Droit de Péage, les Vaiſſeaux Hollandois, qui ont pris en Norwege du Bois ou autres Marchandiſes, ne ſeront chargez d'aucun frais qu'on y pourroit faire pour la commodité & ſûreté des Vaiſſeaux, ni même du Droit d'Anneaux, à moins que les Anneaux n'ayent point été attachez aux Rochers par Sa Majeſté ou par ſes ordres, mais ſeulement par des particuliers à leurs propres dépens pour la commodité des Vaiſſeaux, & point autrement; qu'ainſi les Maîtres de Navires, qui*

ANNO 1701.

de Schepen, welcke liever willen blyven leggen op de Reede voor haer anker als de ringen te gebruycken, van de betalinge der voorsz. Ringgelden sullen syn en blyven bevryd; Ende dat onder de naem of titul van andere Commoditeyten, ofte onder hoedanigh ander prætext het oock soude mogen wesen, geen oncosten van wat natuur die oock souden mogen wesen, dewelcke souden mogen werden aengewend tot commoditeyt ofte conservatie der Schepen, 't haeren laste gebracht sullen mogen werden; Maer dat aen deselve tot voortsettinge van den handel alle hulp bewesen, ende de nodige Commoditeyten verschaft sullen werden, sonder haer daer over met eenige uytgift te beswaeren.

*qui aiment mieux rester à l'ancre dans la Rade que de se servir des Anneaux, seront & demeureront déchargez du Droit d'Anneaux; & que sous le nom ou titre d'autres commoditez, ou sous quel prétexte que ce puisse être, on ne leur imposera la charge d'aucuns frais de quelle nature qu'ils soient, lesquels pourroient être faits pour la commodité ou sûreté des Vaisseaux; mais qu'on leur donnera pour l'avantage du Commerce toute assistence & toutes les commoditez nécessaires, sans les charger pour cela d'aucun déboursement.*

ANNO 1701.

XXX.

Dat oock voor haven-geld van de Scheepen die op eenige Ree ofte Havenen van syne Majesteit komen ofte overwinteren, niet meer sal mogen afgevordert werden als van syne Majesteyts Onderdanen na de laetste Toll-rolle van Ao. 1691, werd gegeven, ende van gelyken sal het wesen met de Schepen van syne Majest. Onderdanen, die in haerer Ho: Mo: Havenen inlopen. Ende sal geen Schip, dat op de Reede wil blyven leggen, gedwongen werden in te lopen, soo verre hy in behoorlycke distantie van de Casteelen sigh onthout, maer die Scheepen, die uyt nood gedwongen werden een Haven aen te doen, sullen maer de helft betalen, soo wanneer sy niet losSen of laden.

*XXX.*

*Qu'aussi pour le Droit d'Ancrage des Vaisseaux qui viennent ou hyvernent dans quelques Bayes ou Ports de Sa Majesté, on n'exigera pas plus que les Sujets de Sa Majesté en donnent selon le Rôle de Péage de l'année 1691.; & il en sera de même des Vaisseaux des Sujets de Sa Majesté qui entreront dans les Ports de L. H. P.; & aucun Vaisseau, qui voudra rester à la Rade, ne sera contraint d'entrer dans le Port, pourvû qu'il se tienne à une distance convenable des Chateaux; mais les Vaisseaux, qui sont obligez par nécessité d'aborder à un Port, ne payeront que la moitié s'ils ne chargent ou ne déchargent pas.*

XXXI.

Is mede tot voorkominge van alle onheylen by syne Majesteit belooft, dat in 't toekomende de Tonnen, Vuuren en Baken, behoorlyck sullen onderhouden werden, ende soo daer omtrent eenige nalatigheid is gepleegt, neemt hoogstged. syne Maj. op sigh daer in behoorlyck te laten voorsien; Gelyck oock is toegeseyt dat een nieuwe Ton op den Trindel met een klock daer op sal geleyt werden: Waer tegen het vuur-en baeckgeld geduurende dit Tractaet conform het voorige van Ao. 1647. te weeten vier Ryxdaelders voor een geladen, ende twee Ryxdaelders voor een ballast Schip, als van ouds sal betaelt werden; Maer als men eenige nieuwe Vuuren ofte Baeken begeert, daer over sal men in 't byzonder convenieeren.

*XXXI.*

*Sa Majesté promet aussi, que pour prévenir tout malheur & tout fâcheux accident, les Tonnes, Fanaux & Balises seront à l'avenir exactement entretenus; & si à cet égard il y a eu quelque négligence, Sa Majesté se charge d'y faire pourvoir comme il convient; l'on promet aussi qu'on mettra sur le Trindel une nouvelle Tonne avec une cloche dessus; & l'on payera comme autrefois pour les Droits de Fanaux & de Balises pendant la durée du présent Traité conformément à celui de l'année 1647. savoir quatre Richsdales pour un Vaisseau chargé, & deux Richsdales pour un qui sera sans charge; mais si l'on désire quelques nouveaux Fanaux ou Balises, l'on en conviendra en particulier.*

XXXII.

De Privilegien en Geregtigheden der respective Steden in de Vereenigde Nederlanden, in het Spiersse Tractaet vermelt, ende anderstints by de voorige Koningen van Deenemarcken verleent, ofte by syne Majest. van Denemarcken en Noorwegen selfs voor desen uytgegeven, sullen niet verstaen werden door dit Tractaet verkort of in eenigerley manieren geprejudicieert te syn, gelyck oock met desen alle voorige Tractaten met den Staet gemaeckt werden gerenoveert, soo verre deselve dit Tractaet niet contrarieren.

*XXXII.*

*Les Privileges & Prérogatives des Villes des Provinces-Unies, dont il est parlé dans le Traité de Spire, & qui ont été accordez par les précedens Rois de Dannemarc ou consentis autrefois par Sa Majesté de Dannemarc & de Norwege elle-même, ne seront pas entendus être restreints, ni diminuez, ou recevoir aucun préjudice de quelle maniere que ce soit par ce présent Traité; par lequel tous les précedens Traitez faits avec L. H. P. sont renouvellez, pour autant qu'ils ne contrarient pas à ce présent Traité.*

XXXIII.

De Ratificatie van dit Tractaet sal te gelyck met die van de Defensive Alliantie, insgelycx op huyden gesloten hier tot Coppenhagen uytgewisselt worden ende twee jaeren voor de expiratie van het selve sullen syne Majest. en haer Ho: Mo: door haere Ministers wederzyds by den anderen komen, om te convenieren over de Prolongatie van't selve Tractaet.

Aldus gedaen tot Coppenhagen den 15. Juny 1701.

*Getekent;*

C. G. v. Reventlouw.

C. S. v. Plessen.

Knudt Thot.

C. Von Lenten.

C. Schestedt.

*Articul*

*XXXIII.*

*La Ratification du présent Traité sera échangée en même tems que celle de l'Alliance Défensive, conclue aussi ce jourd'hui à Coppenhague; & deux années avant son expiration, Sa Majesté & L. H. P. confereront ensemble par leurs Ministres pour convenir de la Prolongation dudit Traité.*

*Fait à Coppenhague le 15. de Juin 1701.*

*Signé,*

C. G. v. Reventlouw.

C. S. v. Plessen.

Knudt Thot.

C. von Lenten.

C. Schestedt.

Article

ANNO 1701.

*Articul Secret.*

AEngesien 'er in het XVI. Articul van het jegenwoordige Tractaet wel werd gesproken van het doen ophouden der Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van de soo genaemde Exemptions-Schepen; Maer in het selve Articul niets en werd gestatueert ten opsigt van het affschaffen der Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van de soo genaemde Defensions-Scheepen, waer op haer Ho: Mo: egter niet minder insisteren als op die van de Exemptions-Schepen; heeft syne Majest. van Denemarcken by dit Secrete Articul sigh wel willen verpligten, de gedagte Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van dewelcke de voorsz. Defensions-Scheepen, nu eenige jaren aen den ander hebben geprofiteert, haer van nu af aen te ontnemen en te doen ophouden. Dogh ingevalle haer Ho: Mo: nae de expiratie van het Commercie Tractaet, het welck sy jegenwoordigh met Sweeden hebben, aen deselve Croon de Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van de Sweedsche Defensions-Scheepen op nieuws quamen te cederen of coniveren, in sulcken geval sullen soo wel syne Majest. als haer Ho: Mo: desen aengaende wederom in haer geheel syn. Dat. ut s.

*Getekent*,

C. G. v. REVENTLOUW.
(L. S.)

C. S. v. PLESSEN.
(L. S.)

KNUDT THOTT.
(L. S.)

C. VON LENTE.
(L. S.)

C. SCHESTEDT.
(L. S.)

*Extract uyt de Koninckl. Tolrolle de Anno* 1691.

EN vermits sommige Tollenaers en Tolbedienden aen de Tolplaetsen in beyde de Rycken (den Orizond uytgesondert) sigh souden onderstaen tot het waernemen van haere functien aen de Tolplaetsen, dewelcke haer selfs aenbetrouwt syn, Clerquen en Dienaers te houden, dewelcke van de trafiquerende Coopluyden en Schippers tot derselver niet geringe beswaernisse en oncosten, een deel geld voor haere moeyte op een onbillycke manier eysschen en ontfangen, ende op de bestemde uuren in de Tolhuysen selfs niet soo neerstig opwagten als haer is gelast en aenbevolen geworden, en daer en boven niet in gebreecke blyven, van de trafiquerende Coopluyden en Schippers meer als tot hier toe haer gepermitteert is, te nemen, onder voorwendinge dat het de Coopluyden en Schippers selfs vrywillig en ongedwongen vereeren; soo sal hier mede ernstelyck en strengelyck bevolen syn, dat niemand van de gemelte Tollenaers en Tolbedienden, meer als aen het eynde deses is gespecificeert sal mogen aennemen, ende wel by verlies van hunne bedieningen, en restitutie van tweemael soo veel aen die geene, die bewysen sullen, dat se boven het geaccordeerde quantum van hen ontfangen hebben, en daer en boven even soo veel aen den Armen; Veel min sullen sy magt hebben eenige Dienaers tot dese ofte geene opwagtinge te houden, behalven de Tollenaers binnen Coppenhagen, Christiania, Bergen, Drontheym en Drammen, dewelke alleen gepermitteert sal zyn een Schryver te houden om de trafiquerende des te spoediger te expedieren, indien sy de expeditie niet selfs kunnen waernemen; Edogh sal hen voor sodanigen Dienaer, veel min aen de Dienaer selfs gepermitteert syn, iets van de trafiquerende te ontfangen, al was het oock, dat de Coopluyden, of de Schippers 't selve aen haer vrywilligh wilden geven, alles onder de bovengemelte pœne, op dat onder sodanigen prætext niet iets anders en onbehoorlyx mede moge bedreven worden. Aen de verdere bedienden, dewelcke niet expresselyck tot het bedienen van de Tolhuysen aengestelt syn,

ANNO 1701.

Article Secret.

*COmme dans le XVI. Article du présent Traité, il est bien parlé de faire cesser les Privileges, Immunitez & Exemptions des Vaisseaux appellez* Exemptions-Schepen; *mais que dans ce même Article il n'est rien statué à l'égard de la suppression des Privileges, Immunitez & Exemptions des Vaisseaux nommez* Defensions-Schepen, *sur lesquels L. H. P. n'insistent pas moins que sur ceux des* Exemptions-Schepen; *Sa Majesté a bien voulu s'obliger par cet Article Separé à lever & faire cesser dès à présent lesdits Privileges, Immunitez & Exemptions dont lesdits* Defensions-Schepen *ont joui pendant quelques années consecutives. Mais en cas que L. H.P., après l'expiration du Traité de Commerce qu'elles ont présentement avec la Suede, vinssent à ceder ou conniver à cette Couronne les Privileges, Immunitez & Exemptions des* Defensions-Schepen *Suedois, en ce cas-là tant Sa Majesté que L. H. P. ne seront tenuës en rien sur ce point. La Date comme ci-dessus.*

*Signé*,

C. G. v. REVENTLOUW.
(L. S.)

C. S. v. PLESSEN.
(L. S.)

KNUDT THOTT.
(L. S.)

C. VON LENTE.
(L. S.)

C. SCHESTEDT.
(L. S.)

Extrait du Rôle ou Tarif des Droits ordonnez par Sa Majesté le Roi de Dannemark en 1691.

*ET comme quelques Douaniers & Officiers de la Douane pourroient entreprendre de tenir aux endroits où est la Douane dans les deux Royaumes (excepté dans le Sond), des Clercs ou Serviteurs pour exercer leurs Fonctions aux Douanes qui sont confiées à eux-mêmes, lesquels Clercs ou Serviteurs exigent pour leurs peines d'une maniere injuste & reçoivent de l'argent des Marchands trafiquans & des Maitres de Navires à leur grand dommage & frais, & ne sont pas presens aux Douanes aux heures ordonnées aussi assidûment qu'il leur est enjoint & recommandé, & qu'outre cela ils ne manquent pas d'exiger des Marchands trafiquans & Maîtres de Navires au delà de ce qui leur a été permis jusqu'à present, sous prétexte que les Marchands & Maîtres de Navires le leur donnent eux-mêmes volontairement & sans contrainte; ainsi il sera presentement ordonné sérieusement & séverement, qu'aucun desdits Douaniers ou Officiers de la Douane ne prendront pas plus que ce qui est specifié à la fin de cette présente, & cela sous peine de la perte de leurs Emplois & de restitution du double à ceux qui prouveront qu'ils auront reçu d'eux au delà de la taxe reglée, & outre cela encore autant aux Pauvres; encore moins auront-ils le pouvoir de tenir des Serviteurs pour ladite ou autre Vacation, exceptez les Douaniers de Coppenhague, de Christiania, de Bergen, de Drontheym & de Drammen, qui seuls auront la permission de tenir un Ecrivain pour expedier d'autant plus promptement les Négocians, s'ils ne peuvent pas vaquer eux-mêmes à l'Expedition: Cependant il ne leur sera pas permis de prendre pour un tel Serviteur, encore moins licite au Serviteur même de prendre quelque chose des Negocians, quand même les Marchands ou Maitres de Navires le leur voudroient donner volontairement, le tout sous la peine susdite, afin que sous un tel prétexte il ne se commette pas aussi quelque autre chose d'injuste. On défendra absolument l'entrée dans le Bureau de la Douane aux autres Officiers ou Serviteurs qui ne sont pas expressement établis*

ANNO 1701.

syn; sal de Tolkamer ten eenemael verboden syn; op pœne van gevangeniſſe in die naeſt gelegene Coopſtad wanneerſe aldaer betrapt ſullen werden, ende ſullen mede betalen de boeten daer toeſtaende, en gehouden werden voor ſodanige, dewelcke ſigh onbehoorlycke middelen hebben aengematigt. Ende indien iemand van de Civile of Magiſtraets Bedienden ofte militaire Perſonen, dewelcke gelaſt ſyn de wagt aldaer te houden, ſigh ſouden verſtouten de Transquerende Coopluyden op te houden; of eenigh ſchryfloon of drinckgeld, of voor ſigh ſelfs, ofte voor haer onderhoorige iets af te eyſchen en te nemen ſoo ſullen deſelve bedienden van haere bedieningen ontſet syn, ende tot een boete het duplum geven aen den armen, als mede aen die geene van dewelcke sy iets genomen hebben, alles als boven gemelt, ende haere Luyden en bedienden by de Tolhuyſen betrapt werdende op deſelve maniere getracteert werden, als boven van de bedienden der Tol-Officianten is gemelt. Maer de militaire Perſoonen, dewelcke sigh hier in ſullen komen te vergrypen, ſullen naer het Krygsrecht ende de Zee-Articuls, gelyck als ten opſigte van andere onbetamelycke dingen geſtraft werden; Werdende derhalven aen de aengeſtelde Bedienden tot een Schryfgeld van ieder Schip, ſoo wel inkomende als uytgaende te ſamen bewilligt.

*blis pour ſervir aux Douanes, ſous peine, quand on les y trouvera, de priſon dans la Ville la plus prochaine, & ils payeront auſſi les amandes ordonnées & ſeront regardez comme s'étant arrogez des biens illicites. Et ſi quelqu'un des Officiers Civils, ou de la Magiſtrature, ou Perſonnes Militaires, qui ſont chargez d'y faire la garde, viennent à s'enhardir à retenir ou amuſer les Marchands trafiquans, ou à leur demander & prendre quelque recompenſe pour leurs Ecritures ou quelque argent pour boire; pour eux-mêmes ou pour ceux qui dépendent d'eux, alors ces Officiers ſeront démis de leurs Emplois, & pour amande ils donneront le double aux Pauvres, comme auſſi à ceux de qui ils auront reçu ou pris quelque choſe; le tout comme il eſt dit ci-deſſus; & leurs Gens ou Valets étant ſurpris près des Douanes ſeront traitez de la même maniere qu'il eſt marqué ci-deſſus à l'égard des Serviteurs des Officiers de la Douane. Mais les Perſonnes Militaires, qui ſe ſeront oubliez ſur cet Article, ſeront punis ſelon le Droit de la Guerre & les Articles de la Mer; de la même maniere qu'on les punit pour d'autres actions défendues: Par conſequent l'on accorde aux Officiers établis, pour Argent d'Ecriture de chaque Vaiſſeau, tant entrant que ſortant conjointement, ce qui ſuit.*

| Van en | 50 Laſt daer boven | Van tot | 49 Laſt 20. | Van 5 | 19 tot Laſt | Van | 4 tot 1 Laſt |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| met de lading | Ballaſt en ander gering goed als Bootsman voering ende andere lading tot ½ deel. | met de lading | Ballaſt en ander ſlegt goet als Bootsmans voering en andere lading tot ⅓ deel. | met de lading | Ballaſt en andere geringen goederen als Boots mansvoering ende andere ladinge tot ⅙ deel. | met de lading | Ballaſt en anderen ſlegte goederen als Bootsmansvoering en andere lading tot ⅓ deel. |
| Een Tollenaer.... | ß 6 | ß 3 | ß 2 | ß 1 | ß 2 | ß 12 | ß 12 | ß 6 |
| Controlleur en Viſiteurs wanneer twee aen een plaets aengeſtelt ſyn, geniet een ieder apart. | 3 | 2 | 1 | 1 | 6 | 6 | 4 | 4 |
| Maer waer Controlleur, en meer als twee Viſiteurs ſyn aengeſtelt ſal aen haer in plaets van het geene in de bovenſtaende linie toegelegt is t'ſamen gegeven werden. | 9 | 6 | 3 | 2 | 12 | 8 | 6 | |

| *De 50 Leſtes & au deſſus.* | *De 49 Leſtes jusqu'à 20.* | *De 19 Leſtes jusqu'à 5.* | *De 4 Leſtes jusqu'à 1 Leſte.* |
|---|---|---|---|
| *Avec la Charge* | *Balaſt & autres choſes de peu de valeur, comme l'équipage & agreils du Boſſeman, ou Contremaître, & autre charge à ⅙ partie.* | *Avec la Charge* | *Balaſt & autres choſes de peu de valeur, comme l'équipage & agreils du Boſſeman, & autre charge à ½ partie.* | *Avec la Charge* | *Balaſt & autres choſes de peu de valeur, comme l'équipage & agreils du Boſſeman, & autre charge à ½ partie.* | *Avec la Charge* | *Balaſt & autres choſes de peu de valeur, comme l'équipage & agreils du Boſſeman, & autre charge à ½ partie.* |
| *Un Douanier.....* | ß 6 | ß 3 | ß 2 | ß 1 | ß 2 | ß 12 | ß 12 | ß 6 |
| *Controlleur & Viſiteurs, lorsque deux ſont établis en un même lieu, chacun aura pour ſoi.* | 3 | 2 | 1 | 1 | 6 | 6 | 4 | 4 |
| *Mais là où il y a un Controlleur & plus de deux Viſiteurs établis, on leur donnera enſemble à la place de ce qui leur eſt aſſigné plus haut dans la ligne, ſavoir.* | 9 | 6 | 3 | 2 | 12 | 8 | 6 | |

## TRANSLAET.

WY FREDERIK de vierde, door Gods genade Koningh van Denemarcken ende Noorwegen, der Wenden en Gotten, Hertogh van Sleswyck, Holſteyn, Stormarn en Ditmarſſen, Graef van Oldenburgh en Delmenhorſt &c. Doen kond hier mede, dat Wy allergenadigſt goedgevonden hebben een ſeeckere Ordonnantie voor onſe Tolbedienden in de Zond te maken, hoe veel een ieder



## TRADUCTION.

*NOus* FRIDERIC IV. *par la Grace de Dieu Roi de Dannemarc, de Norwege, des Vandales & Goths; Duc de Sleswic, de Holſtein, de Stormaren & de Ditmarſen; Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt &c. faiſons ſavoir par la Préſente, que de notre grace ſpeciale Nous avons trouvé à propos de faire une Ordonnance pour nos Officiers de la Douane dans le Sond, combien*

ANNO 1701.

voor ſigh in het toekomende van een ieder Schip de Zond paſſerende te ontfangen ſal hebben;

Namentlyck.

| | |
|---|---|
| Onſen Tol-Directeur. . . . . | ½ Ryxd. |
| Voor de vier Tol-Cameriers à een Ryxoort te ſamen. . . . . | 1 Ryxd. |
| De Zegelklopper, dewelcke te gelyck het geſtempelde Papier tot de Paspoorte moet beſorgen, ende de Bode van het Tolhuys, dewelcke ſoo wanneer de Schippers aenkomen, en wanneer iets anders van onſentwegen te verrigten voorvalt, het ſelve aenſeyt en bekent maeckt, genieten te ſamen en voor het geſtempelde Papier in alles. | ½ Ryxd. |

Waer naer ſigh alle de geene, die het aengaet aller onderdanigſt ſullen hebben te richten, ende voor ſchade te wagten, indien ſe op de een ofte andere wyſe iets meer als voorgemelt ſouden komen te ontfangen, en ſal dit Patent tot een ieders narigtinge in de Tolkamer aengeplakt worden.

TRANSLAET.

NAerdemael ſyn Koninckl. Majeſt. van Denemarcken en Noorwegen, &c. alleronderdanigſt is voorgedragen, in wat voegen de Schippers en Bootsluyden met Hollandſche Scheepen de Zond paſſerende, tot hier toe een ſeecker tantum per cento, ſoo betalinge van de Orizondſe Tol van ieder Schip en desſelfs ladinge onder de naem van Bootsmans voering uyt Koninckl ycke Genade genoten hebben, ſoo heeft ſyn Koninckl. Majeſt. allergenadigſt declareren en verklaren willen, invoegen deſelve hier mede is declarerende en verklarende, dat de voorſz. Schippers en Bootsluyden van de Hollandſche Schepen de Zont paſſeerende deſelve begenadiginge nog verder ende ſoo lange het Tol-Tractaet tuſſchen ſyne Koninckl. Majeſt. en de Heeren Staten Generael den 15. Juny 1701. geſloten ſal duuren, ſullen hebben te genieten, ende dat dit ſyn Koninckl. Majeſt. Declaratoir ſal ſyn van die ſelve kragt, als of het in het voorſz. Tol-Tractaet ſelfs geinſereert ware.

*combien chacun aura à recevoir à l'avenir de chaque Vaiſſeau paſſant par le Sond; Savoir:*

ANNO 1701.

| | |
|---|---|
| *Notre Directeur de la Douane.* . . . . | ½ *Richsd.* |
| *Pour les quatre Commis de la Douane, a un quart de Richsdale chacun.* . . . | 1 *Richsd.* |
| *Le Frappeur du Sceau, qui doit auſſi fournir le Papier timbré pour les Paſſeports; & l'Huiſſier de la Douane, qui lorſque les Maîtres de Navires arrivent, & lors qu'il ſurvient de devoir executer quelque autre choſe de Notre part, l'annonce & fait ſavoir, jouiſſent enſemble & pour le Papier timbré, en tout.* . . . . . | ½ *Richsd.* |

*Selon quoi tous ceux que cela regarde auront à ſe regler exactement, & à ſe donner de garde de ne pas prendre d'une ou d'autre maniere plus qu'il n'eſt marqué ci deſſus; & cette Préſente ſera affichée dans le Bureau de la Douane pour l'inſtruction de chacun.*

*TRADUCTION.*

*COmme on a très-humblement repréſenté à Sa Majeſté le Roi de Dannemarc & de Norwege &c., comme quoi les Maîtres de Navires & Boſſemans (ou Contre-Maîtres) paſſant le Sond, avec des Vaiſſeaux Hollandois, ont joui juſqu'à préſent par ſa grace Royale d'un certain tantum pour Cent dans le payement du Péage pour chaque Vaiſſeau & pour ſa Charge ſous le nom d'Equipage & Agreils du Boſſeman, Sa Majeſté a bien voulu par grace ſpeciale déclarer & ordonner, comme Elle déclare & ordonne par la Préſente, que leſdits Maîtres & Boſſemans des Vaiſſeaux Hollandois paſſant par le Sond jouïront de la même grace & faveur encore & auſſi long-tems que durera le Traité de Péage conclu le 15. de Juin 1701. entre Sa Majeſté & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & que cette Déclaration de Sa Majeſté aura la même force & vigueur que ſi elle étoit inſerée dans ledit Traité de Péage.*

## IX.

2. Juny **Vergleich zwiſchen Hertzog Fridrich Wilhelm zu Mechlenburg-Schwerin und der Mechlenburgſ. Ritter- und Landſchafft wegen der Garniſons-Legations-Koſten zu Reichs-Deputations- und Creyſtägen / auch Cammer Zielern. Geben Schwerin den 16. July 1701. Mit Käyſerl. Majeſt. Leopoldi Confirmation. Geben Laxemburg den 2. Juny 1702.** [LUNIGS Teutſches Reichs-Archiv Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz VI. pag. 601. d'où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve auſſi dans FRANC. FRIDER. AB ANDLERN *Corporis Conſtitut. Imperial.* Tom. II. pag. 1352. dans le *Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 180. & dans THUCELIUS *in Actis Publicis* Part. II. pag. 273.]

C'eſt-à-dire,

*Convention entre* FRIDERIC GUILLAUME, *Duc de* MECKLENBOURG-SWERIN *& les Nobles, Landſaſſes, & Sujets Provinciaux de ſa dependance; ſur ce qu'ils devront lui payer, & en quels termes, pour la depenſe des Forteresſes & des Garniſons, & pour celle des Ambaſſades, des Dietes, & des Deputations aux Aſſemblées Circulaires. A Swerin le 16 Juillet 1701. Avec la* CONFIRMATION IMPERIALE, *donnée à Laxembourg le 2 Juin 1702.*

WIR Leopold von GOttes Gnaden / erwehlter Römiſcher Käyſer / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs ꝛc. Bekennen öffentlich mit dieſem Brieffe / und thuen kund allermänniglich / was maßen an Unſern Käyſerlichen Reichs-Hof-Rath N. N. Ritter- und Landſchafft beeder Hertzogthümer Mecklenburg / Schwerin und Güſtrow / ſo wohl mit denen Letztabgelebten / Hertzogen Chriſtian Ludwig / und Guſtav Adolph / Hertzogen zu Mecklenburg / und nach deren reſpective erfolgtes Abſterben / mit des darauff in der Regierung gefolgten Hertzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg Lbd. wegen verſchiedener Gravaminum in langwierigen Rechts-Streit begriffen geweſen / worinnen dann auch nach allerſeits beſchehener gerichtlichen Handlung und vorgegangener Relation der Acten / und reiffer Erwegung derſelben / an obgedacht Unſern Käyſerlichen Reichs-Hof-Rath / in ſpecie wegen der Garniſon- und Legations-Koſten / zu Reichs-Deputation- und Crayß-Tägen / auch Cammerzielern / am Siebenden Julii / Sechzehen hundert Acht und neuntzig eine Sententia definitiva ausgefallen / und Sie Ritter- und Landſchafft ſolches alles zu bezahlen condemniret worden; Nachdeme aber ſelbe gegen ſothane Urtheil das Beneficium Reviſionis ergriffen / darzu auch nach Præſtirung all deren in Krafft des letzten Reichs-Abſchieds erforderlichen Præſtandorum admittiret worden / und wir zu verſpühren gehabt / daß beede ſtreitende Theile in noch weitere ihnen

und

ANNO 1701.

und dem gantzen Lande höchstschädliche Mißverständnißen verfallen und gerathen würden: So haben wir zu Abwendung dessen / von allerhöchsten Käyserl. Amts wegen / eine Commission zur Güte und Untersuchung deren obbemeldten Garnisons-Kosten und sonsten / angeordnet / und selbige Unserm Generalen der Ober- und Vorder-Oesterreichischen Landen / daselbstigen geheimen Rath Feld-Marschall-Lieutenanten / bestellten Obristen und des Reichs lieben Getreuen / Johann Martin Geschwind von Peckstein unterm Dato den dreyzehenden Septembris / Siebzehenhundert auffgetragen / welcher denn auch balden darauff in Person in das Mecklenburgische sich begeben / und nach vielfältig angewandter Mühe und Fleiß / obgedachten Hertzogs Friedrich Wilhelm zu Mecklenburg Lbd. mit Ritter- und Landschafft beeder Hertzogthümer Schwerin und Güstraw / in denen zwischen ihnen bißhero obgeschwebten Differentien / also und dergestalt verglichen / wie solches von Wort zu Wort hernach geschrieben stehet / und also lautet:

Von GOttes Guaden Wir Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graff zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr; Uhrkunden und bekennen öffentlich Krafft dieses / vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / regierende Hertzogen zu Mecklenburg / daß / nachdem durch einige Jahre her / zwischen Uns / und Unserer ehrbaren Ritter- und Landschafft / verschiedene Mißhellig- und Streitigkeiten / sonderlich derer Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tägen / auch Cammer-Zielern / sich erhoben / und bey einem Hochlöbl. Käyserlichen Reichs-Hof-Rath in Wien durch Rechten / würcklichen sich anhängig gemacht / und biß anhero angehalten haben / also zwar / daß in erstbesagten Puncten der Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tägen / und Cammer-Zielern / in vorwohlgedachten Hochlöbl. Käyserl. Reichs-Hof-Rath ein Urtheil unterm dato 7. Jul. An. 1698. vor Uns ausgefallen / und durch dieses Unsere Ritter- und Landschafft / solche Unkosten zu bezahlen / und zu erstatten schuldig erkennt / und verdammt; Hierauff aber von Ritter- und Landschafft nicht allein das Remedium Revisionis eingewandt / vollkommen erhalten / und in Revisorio forder-samst wiederum gesprochen werden sollen / sondern auch von Ihro Käpserl. Majest. unter andern zu gütlicher Hinlegung derer obberührten Streit-Sachen eine Commission ex officio allergnädigst verordnet / und dieselbe dero würcklichen Cämmerern / Ober-Oesterreichischen Geh. Rath / Generalen der Ober- und Unter-Oesterreichischen Landen / Feld-Marschall-Lieutenant / und bestellten Obristen über ein Regiment zu Fuß / Herrn Johann Martin Geschwind von Peckstein ist auffgetragen worden. Wir in Ansehung dessen angewandten vielen Sorgen / und unverdrossenen Bemühung / beförderist Ihro Käys. Maj. zu allerunterthänigsten Ehren / Uns dahin bewegen lassen / und folgender Gestalt verglichen haben.

1. Als gönnen und geben wir allen Mißhelligkeiten / welche durch den obhanden gewesenen Proceß sich ereignet haben / eine Amnestie / und ewige Vergessenheit / unter welcher Amnestie und Vergessenheit / ingleichen Befreyung von Processen in genere und in specie, gesammte Ritter- und Landschafft / sonderlich die Stadt Rostock mit eingeschlossen / auch selbe auff des Landes Bediente / und Consulenten mit verstanden ist: Solcher gestalt / daß denenselben / weder directè noch indirectè wegen ihrer dem Land geleisteten Diensten einiges Mißvergnügen erwecket werden / oder ausgenommen seyn / sondern durch diesen Vergleich zwischen Uns und Unserer getreuen Ritter- und Landschafft ein respectivè gnädigstes und unterthänigstes Vernehmen hiemit wiederum hergestellt / und es dabey sein beständiges und ewiges Verbleiben haben soll.

2. Begnügen wir Uns / daß von E. E. Ritter- und Landschafft Unserer beeden Hertzogthümer Mechlenburg-Schwerin / und Güstraw / wegen mehrbemeldten Garnisons-Legations-Kosten / zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tägen / und Cammer-Zielern / einhundert und zwantzig tausend Reichs-Thaler / von beyden Hertzogthümern / den Stargardischen District mit eingeschlossen / jährlichen in October in der / annoch dieses lauffende 1701. Jahr / gleich nach der Erndte / gegen Anfang des Herbsts / im gantzen Lande Mecklenburg einzuführenden uniformen gangbaren Müntz und Werth / als die alten ein- und zwey drittel vor voll / die neuen respectivè zu funffzehen / und dreyßig Schilling / Uns abgetragen werde. Massen E. E. Ritter- und Landschafft des Mecklenburg-Schwerinischen Gestads ihres Theils dasjenige / was in diesem Jahr / das ist vom Octobr. 1700. biß Oct. 1701. zu rechnen / verfallen / und welches vor Uns vor erst hie vorangemercktes Jahr dem Mecklenburg. Gustraw. Hertzogthum nachgesehen worden / mit sechtzig tausend Reichsthalern / (worvon Unsere Fürstl. Schwerinische Dominia dißmahl den dritten Theil / und künfftig hin in beeden Hertzogthumen / nach den beliebenden uniformem modum contribuendi, das Ihrige beyzutragen haben / ) à dato inner neun Wochen / ohnfehlbar und richtig erlegen / hinführo aber das behandelte gantze Quantum derer Einhundert und zwantzig tausend Reichst. jährlichen vom Octobr. dieses 1701. Jahrs anzufangen / von beyden Hertzogthümern / in kurtz vorbedeuteter im gantzen Lande gleich gangbahren Müntzen und Werth / nach Maaßgebung des Assecurations-Revers de dato 23. Febr. Anno 1621. F. 18. in den Land-Kasten nach Rostock gebracht / und von daraus ferner an Unsere Fürstl. Cammer so fort bezahlet / und die dabey sich befindende Übermaaß zu gemeinem Besten des Landes / auff die in erstermeltem F. 18. enthaltene Weiß / und Anzeig / solle gelassen / gebraucht und verwendet werden.

3. Außer oberwehnt-behandeltem Quanto derer jährlichen Einhundert zwantzig tausend Reichsthaler wollen wir ex capite vel causa derer Guarnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tagen / auch Cammer-Zielern / zu keinerley Zeit / Weiß / und Wegen von E. E. Ritter- und Landschafft Unserer beeden Hertzogthümer Schwerin und Güstraw / ein mehrers fordern / oder unter keinerley Vorwand / Nahmen / weniger via facti zu mehrerm Erlag sie nicht anhalten / auch soll dieselbe ex hoc fundamento vel causa, derer Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tägen / auch Cammer-Zielern / ob gleich mehr oder weniger Vestungen im Land Mecklenburg-Schwerin und Güstraw ietzo / oder in künfftiger Zeit seyn / und angelegt / viel- oder weniger Mannschafft / Proviant, Munition, oder andere Kriegs-Requisiten zu des Landes / und derselben Beschütz-Erhalt-Besserung und Bau / oder sonst darzu nöthig möchten erfunden werden / nicht verbunden / sondern von solchen allen und jeden / unter was Nahmen / Vorwand / Concession, Indulto generali vel speciali, aut horum extensione, gegenwärtig oder zukünfftighin / per novas Constitutiones Imperii, es beschehen könte / durch Erlag mehr angeregten jährlichen Quanti derer einhundert und

ANNO 1701.

zwantzig tausend Reichsthaler (welches E. E. Ritter- und Landschafft eigenem Erbiethen nach in Unserer freyen/ zu des Landes Sicherheit abzielenden Disposition gestellt/ und gelassen wird) gäntzlichen und überall befreyet seyn und bleiben/ über diesen auch zu keinen andern Collecten/ als die im Lande rechtlich/ gewöhnlich und üblich seyn/ gehalten seyn. Hierunter jedoch

4. Wird Quartier- und Lagerstadt vor dem Soldaten ausgenommen/ und nicht verstanden/ Sondern gleichwie Ritter- und Landschafft/ nach hievor gesetzten Einhalt/ von Bezahl- und Verpflegung derer Soldatesca befreyet/ und solche von dem behandelten quanto zu unterhalten wir übernehmen; also auch kan und soll das Land und Städte/ dem Soldaten Dach und Fach/ ohne Service zu geben/ nicht sich entziehen; mit Uns aber jederzeit sich vergleichen mögen/ ob solche Einquartierung effectivè zu leisten/ oder davor Geld abzutragen/ wir thunlich oder nöthig befinden. Und

5. Zumahlen bey der unterm dato 22. Jan. instehenden Jahrs gehaltenen Conference von gesamter Ritter- und Landschafft angezeiget worden/ wie daß von der gantzen Summa des zu behandelnden Quanti, pro rata die Stargardische Quota abzuziehen seyn würde/ wann/ wie verlauten wolle/ bey geendigter Successions-Sache/ der Stargardische Creyß vom Güstrauischen Hertzogthum solte separiret werden/ und nunmehro nach Innhalt des/ unterm dato Hamburg den 8. Martii a. c. betroffenen Vergleichs/ dieser Stargardische District an des Herrn Hertzogs Adolph Friedrichs Lbd. abgetreten worden ist: Als wird Ritter- und Landschafft unterthänigstem Bitten nach/ die gnädigste Versicherung andurch gegeben/ und lassen wir gnädigst geschehen/ daß die Stargardische Quota dem gesambten Land/ und von der gantzen Quota der Einhundert und zwantzig tausend Reichsthaler jährlichen mögen abgetragen/ und daran einbehalten werden. Im Fall Ihro Kayserl. Maj. wider Unser unterthänigstes Vermuthen/ dafür halten würden/ daß des Herrn Hertzogen zu Strelitz Lbden. an diesem in sententia fundirten und darüber transigirten Garnisons-Legations-Kosten/ und Cammer-Zieler/ einige Rechtsbefügte Ansprache haben können.

6. Solches dermahlen behandelte Quantum der einhundert und zwantzig tausend Reichsthl. Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tagen/ auch Cammer-Zieler/ soll jährlichen auf einen Land-Tag (welchen wir alternatim zu Sternberg und Malchin/ vermöge der letzten Reversalien de Anno 1621. ob es gleich nunmehro nicht nöthig wäre/ aus Gnaden wollen halten lassen) wie gebräuchlich/ per Edictum kund gemacht/ von Ritter- und Landschafft der Modus contribuendi zu Unserer Censur und Approbation übergeben/ die etwan sich befindende Lands-Gravamina von Uns angehört/ und nach Recht und Billichkeit (jedoch daß die Erlegung der Contribution an diese Anhör- und Erledigung deren Gravaminum nicht gebunden ist) abgethan; die Steuer oder Contribution von Unserm Dominio, wie von Ritter- und Landschafft/ nach hievor puncto 2. beschriebener Weiß/ Maaß/ Müntz und Werth/ in den Land-Kasten nach Rostock gebracht/ und von daraus weiters gehörig bezahlt und verwendet werden. Auch

7. Zu Ausweich- und Verhütung aller Strittund Mißvernehmen/ welche wegen des Modi Contribuendi, des Land-Kastens und Exemption derer Contribuenten ferners hin sich ereignen könten/ so soll es bey freywilligen/ wie bey Reichs- und Creyß-Steuern/ in specie auch bey diesem jetzo behandelten Quanto derer Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tagen/ und Cammer-Zielern/ nach Maaßgebung des Assecurations-Revers de Anno 1621. §. 18. gehalten seyn und bleiben/ nehmlichen daß bey Uns und Unsern Nachkommen/ regierenden Hertzogen zu Mecklenburg/ jederzeit zween Schlüssel/ und bey Unserer getreuen Ritter- und Landschafft ingleichen zween Schlüssel/ als einer bey denen von der Ritterschafft/ und der ander bey denen Städten hinführo seye/ auch die Einnehmer in Unsern und gemeiner Landschafft Nahmen bestellet und beeydet/ und die eingekommene Gelder in Unser Verordneten/ und der von der Landschafft Deputirten Beyseyn gebührlich berechnet/ und was übrig/ ohne der Landschafft unterthänige Beliebung nicht in Unserm/ sondern allein zu des Landes/ und gemeinen Besten gebraucht und verwendet werden. Wobey von Abtrag dieses behandelten Quanti derer jährlichen Einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. wir nicht allein keine andere/ als welche de jure eximiret seyn/ befreyen wollen/ sondern es sollen auch Unsere eigene Fürstl. Domania juxta uniformem modum contribuendi, hierzu jedesmahl steuren/ und vor diesmahl der jetzige modus contribuendi interimisticus gebraucht/ ehe und bevor aber eine weitere Contribution erleget wird/ ein neuer modus contribuendi dergestalt vest gestellt seyn soll/ daß/ wann Ritterschafft und die Städte darunter inner 6. Monaten à dato des geschlossenen Vergleichs/ nicht sich vereinigen könten/ wir so dann solchen modum pro æquitate determiniren mögen/ und wo Ritterschafft und Städte sich diesesfalls vergleichen/ wir die bishero übliche Approbation darüber Uns bevor behalten/ utroque casu aber der immunitati Nobilium quoad personas, und der wahren alten Ritter-Fürsten (wogegen imgleichen die Freyheit Unserer wahren alten Mayer-Höffe Uns offen bleibet/ und ausnehmen) so viel an Uns/ nicht allein nicht wiedersprechen/ sondern auch bey Ihro Kayserl. Maj. beystehen wollen. Von dem Abtrag derer Reichs- und Creyß-Steuern aber ist niemand befreyet/ sondern wie es die Reichs-Constitutiones wegen der Hoff-Bedienten/ Cleri, und Gerichts-Verwandten Erlag in denen Reichs-Steuern belieben/ also soll es hierinn ferner gehalten werden.

8. Und damit Unsere gnädigste Neigung und Wille zu Aufhebung aller bisherigen und künfftigen Mißhelligkeiten und vollständiger Herstellung respectivè gnädigst- und unterthänigstens Vernehmens und Ruhestandes Unsere Erb-Ritter- und Landschafft so vielmehr dancknehmig erkennen mögen; Als haben wir nicht allein alle dermahlen in lite hangende/ und bey gegenwärtiger Kayserlicher Commission angebrachte Gravamina (worüber ein à parte Recess unter heutigem dato aufgerichtet worden) nach Billigkeit gnädigst abgethan; Sondern auch diejenigen Resolutiones, so bey der in Anno 1684. bis 1685. vorgewesenen Kayserl. Commission, und darauf weiter An. 1686. vor die Hand genommenen Handlung/ sind ertheilet worden/ gnädigst confirmiret/ und wollen selbe/ nach über diesen Vergleich eingelangter Kayserl. allergnädigsten Confirmation, innerhalb 4. Wochen publiciren lassen/ und so fort durch zulängliche Mandata die gnädigste Anstalt dahin verfügen/ daß denenselben extra & in Judiciis in allen nachgelebet werde. Massen überhin die Lands-Reversalien/ überall in ihrem Vigore bleiben/ und denenselben hierdurch nichts benommen wird.

9. Das behandelte Quantum der jährlichen abzu-

ANNO 1701.

abzutragenden einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. soll Ritter- und Landschafft / ingleichen die Domanial-Unterthanen bey Einquartierung und Kriegs-Pressuren / jedesmahl und so lange abführen / als dieselbe bey dem Ihrigen ruhig wohnen / und desselben zu ihrem Unterhalt und Behuff geniessen können. Und bleibt es wegen der sich ereigneten Marchen und Remarchen bey der Anno 1685. abgefaßten Schwerinischen Resolution ad gravam. polit. 11. & 12.

10. Wann Reichs- und Creiß-Steuern separatim oder conjunctim in dem Reich und Creyß sollen verkündiget und abgegeben werden / lassen wir in Gnaden geschehen / daß von dem vergliechenen Quanto derer jährlichen einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. der aus dem gleich hiernach stehenden Schemate zu ersehende Abzug Uns gemachet werde.

ANNO 1701.

Schema.

Wann Reichs- und Creyß-Steuern separatim oder conjunctim auf die hernach gesetzte Römer-Monaten steigen / und so viel Geld darzu aufzubringen erfordert wird / lassen wir Uns folgender gestalt von dem behandelten Quanto den Abzug machen.

Bis einhündert Römer-Monate / welche funffzig tausend Reichsthl. ertragen / lassen wir Uns von dem behandelten Quanto der jährlichen einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. nichts abziehen.

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. Wann in dem Reich bewilliget werden einhundert und zwantzig Römer-Monat / | Welche ertragen am Geld sechtzig tausend Reichsthaler. | So lassen Wir an dem beliebten Quanto der einhundert und zwantzig tausend Reichsthaler abziehen zehen tausend Reichsthlr. | Und geben Uns Ritter- und Landschafft; den Stargardischen District mit eingeschlossen / nur einhundert und zehen tausend Reichsthl. |
| 2. Wann beliebet werden ein hundert und viertzig Römer-Monat. | Welche ertragen siebentzig tausend Rthlr. | Lassen wir Uns abziehen zwantzig tausend Reichsthaler. | Und geben Uns Ritter- und Landschafft einhundert tausend Reichsthaler / den Stargardischen Distrikt mit eingeschlossen. |
| 3. Wann beliebet werden einhundert sechtzig Römer-Monat. | Welche ertragen achtzig tausend Reichsthlr. | Lassen wir Uns abziehen dreyßig tausend Rthlr. | Und geben Uns Ritter- und Landschafft neuntzig tausend Reichsthaler / der Stargardische District mit eingeschlossen. |
| 4. Wann beliebet werden einhundert und achtzig Römer-Monat. | Welche ertragen neuntzig tausend Reichsthlr. | Lassen wir Uns abziehen viertzig tausend Reichsthlr. | Und geben Uns Ritter- und Landschafft achtzig tausend Reichsthlr. der Stargardischen District mit eingeschlossen. |
| 5. Wann beliebet werden zweyhundert Römer-Monat. | Welche ertragen einhundert tausend Rthlr. | Lassen wir Uns abziehen funffzig tausend Rthlr. | Und geben Uns Ritter- und Landschafft siebentzig tausend Reichsthaler. |

Dergestalt / daß diese siebentzig tausend Reichsthaler Uns allemahl netto verbleiben / und Ritter- und Landschafft solche siebentzig tausend Reichsthaler / ohne Abzug der Stargardischen Quotæ, Uns allemahl abzutragen übernehmen / im Fall / wider Unser allerunterthänigstes Vermuthen / Kayserliche Majestät dafür halten würden / daß des Herrn Hertzogen Adolphs Friedrichs Lbd. an diesen in lententia fundirten / und darüber transigirten Garnisons-Legations-Kosten und Cammer-Zieler / einige Rechtsbefugte Ansprache haben können; Als bey welchen es zu jederzeit / in allen sein Verbleiben haben / und das Quantum der Einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. solcher gestalt nicht soll überschritten werden.

11. Denen jenigen An- und Gegenforderungen / welche so wohl wir an Unsere Erb-Ritter- und Landschafft ex capite der Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tagen und Cammer-Zieler / als hinwiederum an Uns Ritter- und Landschafft / sonderlich der vorgewesenen Executionen und prætendirter Restituendorum halber gestellet haben / diesen allen und jeden gesamt und sonders begeben sich Ritter- und Landschafft krafft dieses nunmehro völlig / gleichwie wir vor Uns und Unsere Nachkommen / regierende Hertzogen zu Mecklenburg / solchen allen / so wir gedachter Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tägen / auch Cammer-Zieler in verflossener / bis auf gegenwärtige Zeit gemacht haben / andurch völlig renunciiren / also daß alle sothane gegen einander gestellte Prætensionen und Rechnungen hiemit abgethan / völlig aufgehoben / und hierum weder wir an Unsere ehrbahre Ritter- und Landschafft / weder diese an Uns oder Unsere Nachkommen / regierende Hertzogen zu Mecklenburg / weiter was / es seye viel oder wenig / fordern mögen / sollen und wollen. Nechst dem

12. Und schließlichen wir dem / dis- und anderer wegen annoch obschwebenden Processui in genere und in specie mit der Stadt Rostock (wie von Ritter- und Landschafft unter einem anietzo beschicht) überall hiemit kräfftigst entsagen / auch allen und jeden Exceptionibus; solche mögen Nahmen haben / wie sie wollen / in specie der Exception læsionis, rei non transigibilis, rebus in eodem statu non permanentibus, novæ constitutionis ex causa derer Garnisons-Kosten / persuasionis, rei non sic, sed aliter gestæ, restitutionis in integrum, und der gemeinen Rechts-Regul / generalem renunciationem non valere, nisi specialis præcesserit, in Krafft und Macht dieses / jetzo und fürohin / ein vor allemahl in das gesamt / und besonders Uns gäntzlichen begeben haben wollen / und wissentlich und wohl bedacht hiemit begeben / also daß hierwider keinem Theil was zustatten kommen / sondern da wir dage-

ANNO 1701.

gen was vornehmen würden / derley Actus contraventionis eo ipso krafftloß / todt-ab-und nichtig seyn soll n; Und hierauff vor Uns und Unsere Erben / und nachkommenden regierenden Hertzogen zu Mecklenburg / bey Fürstl. Ehren / Würden / wahren Worten und Glauben / diesen Vergleich / stet / vest / unabbrüchlich / und auffrichtig zu halten / und noch durch Uns / noch durch Unsere Räthe und Bediente / noch jemand andern dagegen zu handeln / oder was vorzunehmen / in keinerley Wege / Weiß und Zeit zu gestatten / so wohl versprechen / als auch gerne geschehen lassen / daß in omni casu Contraventionis, hac edocta & probata, so gleich Mandata pœnalia S. C. erkandt / und ergehen / nicht weniger / da dieser ungeachtet / wir die Parition nicht leisten würden / ad Mandatum Cæsareum, der Creyß / oder wer von denen Reichs-Ständen hierzu allergnädigst möchte beliebet werden / Unsere Erb-Ritter-und Landschafft bey dem Vergleich handhaben soll. Zu mehrer Versicherung dessen allen Ihr. Kayserl. Majest. Unser allergnädigster Herr / diesen Vergleich / nach eigenen allergnädigsten Gefallen / Befinden und Willen / auf das kräfftigst-und verbindlichste confirmiren mögen. Alles treulich und ohne Gefährde.

Zu diesem Ende / und steter Vesthaltung dessen allen / haben wir diesen Vergleich vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / auch Tutorio nomine vor Unserer Herren Gebrüderer Lbdn. Lbdn. mit eigener Hand unterschrieben / und mit Unserm Fürstl. Insiegel ferttigen und bektäfftigen lassen / So geschehen in Unserer Residenz, und Vestung Schwerin / den sechzehenden Monats-Tag Julii, des Eintausend / siebenhundert und ersten Jahres.

Friedrich Wilhelm.
(L. S.)

Demnach durch Ihro Kayserl. Majestät allergnädigste und allergerechteste Vorsorge vor die Beruhigung Unsers Vaterlandes / und die Wiederherstellung eines respectivè gnädigsten und unterthänigsten Wohlvernehmens / zwischen dem Durchleuchtigen Fürsten und Herrn / Herrn Friedrich Wilhelm / Hertzogen zu Mecklenburg / Fürsten zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Grafen zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herrn / Unserm gnädigsten Lands-Fürsten und Herrn; auch Uns von Ritter-und Landschafft Seiten / eine Commission ex officio auf den Hochwohlgebohrnen Herrn / Herrn Johann Martin Geschwindt / Baron von Peckstein / der Römischen Kayserlichen Majestät würcklichen Cammer-Herrn / Ober-Oesterreichischen geheimbden Rath / Generalen der Ober-und Vorder-Oesterreichischen Lande / Feld-Marschall-Lieutenanten / und Obristen über ein Regiment zu Fuß ꝛc. gegeben / auch durch dessen unermüdete Officia, die Sache / vermittelst göttlicher Hülffe / den 16. Julii dieses Jahres zu einem gedeylichen Schluß dergestalt gebracht worden / daß zween Recessus errichtet / und von Ihro Hochfürstl. Durchl. gnädigst unterzeichnet seyn. So bezeugen wir Endes Unterschriebene / als dazu per Mandatum cum libera, welches von Uns den.. Jul. ad Protocollum des Kayserlichen Herrn Commissarii Excell. sub sigillo eingereichet ist / von Ritter-und Landschafft gnugsam Gevollmächtigte / nicht allein Unsere unterthänigste Annehmung vorgedachter Recessen / und aller derer Einhalts hiemit / besondern wir statten auch desfalls Ihro Kayserl. Maj. und Ihro Hochfürstl. Durchl. Unsere respectivè allerunterthänigste Danckſagung hiemit ab / mit geziemender Ansuchung an des Kayſ. Herrn Commissarii Excell., daß er ferner bemühet seyn wolle / die allergnädigste Kayserl. Confirmation über mehrerwehnte zweene Recesse mit dem forderſamsten auszuwürcken / gleichwie Ihro Fürstl. Durchl. Unser gnädigster Landes-Fürst und Herr / solches eben wohl in denenselben gnädigst bewilliget haben / und wir umb des Kayserl. Herrn Commissarii Excell. mit geziemender gegenwärtigen und künfftigen Danckneymung jederzeit zu erkennen beflissen seyn werden.

ANNO 1701.

Uhrkundlich ist dieserwegen von Uns dieses nicht allein sub sigillo der Ritter-und Landschafft / oftberührten Herrn Kayserl. Commissarii Excell. ausgestellt / besondern auch mit absonderlicher Unser Nahmens Unterschrifft und angedruckten / angebohrnen Pittschafft bestätiget; So geschehen Schwerin / den sechzehenden Tag Julii Anno Eintausend / siebenhundert und eins.

(L. S.) von R. u. L.

August von Lutzow. (L. S.)

H. V. Molzahmen. (L. S.)

D. V. Plessen.

P. C. V. Bassevitz. (L. S.)

Jost Heinrich Behr. (L. S.)

Bülow. (L. S.)
Wegen Schwerinischen Ambts. (L. S.)

Joachim Friedrich Vieregge. (L. S.)
Wegen des Ambts Güstraw.

J. B. Bülaw. (L. S.)

S. V. Bülaw / (L. S.)

Raben G. B. Gülaw. (L. S.)
Wegen des Ambts Buckow. (L. S.) (L. S.)

E. Molthe. (L. S.)
Wegen des Ambts Stackenhagen.

L. S. St. Lesten, (L. S.)

Ch. Molthe, (L. S.)
Wegen des Ambts Knoyen.

J. J. B. Sperling. (L. S.)

Bartold Heinrich Schackh. (L. S.)

Christian von Blüchern. (L. S.)
Diese wegen des Ambts Mecklenburg.

Adam Remier Koppelow / (L. S.)

Joachim Hartwig von Ditten ꝛc. (L. S.)
Wegen des Ambts Grabaw.

Gustav Pritzbuer, (L. S.) (L. S.)
Wegen des Ambts Wendenhagen und Lübz

L. S. B. Meerheim. (L. S.)

B. Barner. (L. S.)
Wegen des Ambt Schwan.

ANNO 1701.

M. F. Berner, (L. S)

Isperling. (L. S.)
Wegen des Ambts Crinwiz.

J. V. Bülow/ (L. S.)
Aus dem Ambt Sternberg.

E. V. Knesebeck, (L. S.)
Wegen Boitzenburg.

H. von Restorff.

G. Du Puis. (L. S.)

J. D. Preens. (L. S.)
Wegen des Ambts Ridniz.

S. S. V. Halberstad. (L. S.)

Nicolaus Schmidt/ (L. S.)
Wegen der Stadt Parchim und nomine der gesamten Städte Schwerinischen Antheils.

J. Vick, (L. S.)
Nomine der Städt Güstraw / und sämtl. Städte Güstrauisch. Antheils.

C. H. Poggenberg. (L. S.)
Wegen der Stadt Schwerin.

Und Uns nun so wohl obgedachten Hertzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg Liebden als auch ermeldte Ritter- und Landschafft/ diesen unter Ihnen Authoritate Commissionis nostræ Cæsareæ getroffenen Vergleich notificiret/ und beederseits respectivè selbst / und durch ihren ad Acta legitimirten Procuratorem, um Ertheilung Unserer gnädigsten Kayserlichen Confirmation angeruffen und gebeten; Als haben wir angesehen/ nicht nur solch allerseits in Streit begriffenen gewesenen Theilen unterthänigstes / an sich selbsten höchstbilliches Gesuch / sondern auch daß hierdurch dieselbe dermahleinst in Ruh und Fried gesetzt/ und denen bey Continuation dieses Processus zu allerseits interessirten Theilen unwiederbringlichen Schaden/ zu befahren habenden vielfältigen gefährlichen Weiterungen gäntzlich abgeholffen werde/ und dahero mit gutem Rath/ rechtem Wissen / und wohlbedächtiger Uberlegung aller dieser Sachen halber / Uns von Unserer Kayserlichen Commission eingeschickten Relationen und geführten Protocolli so wol / als auch von denen verglichenen Theilen / und sonderlich von einigen gegen diesen Vergleich sich angegebenen Adelichen Mit-Gliedern eingelangten Nothdurfften / obinserirten Vergleich / in allen seinen Puncten/ Clausulen/ Inhalt/ Mein- und Begreiffungen / des ersterwehnter massen von einigen Adelichen dagegen beschehen unbefugten Einwendens ungehindert / gnädigst confirmirt / bestätiget / und all das jenige / was in Krafft obtragenden allerhöchsten Kayserlichen Ambts dabey zu præstiren seyn kan oder mag/ præstiret haben wollen. Thun das / confirmiren und bestätigen denselben hiemit von Römischer Kayserlicher Macht/ Vollkommenheit wissentlich in Krafft dieses Briefes / und meinen/ setzen und wollen / daß obinserirter Vergleich alles seines Innhalts / gültig und kräfftig seyn / stet / vest / und unverbrüchlich gehalten und vollzogen / und darwider in keinem Punct ichtwas vorgenommen / sondern demselben von allerseits interessirten Theilen insgesampt / und einem jeden insonderheit völlig nachgelebet und erfüllet werden soll. Und gebieten darauff allen und jeden Churfürsten / Fürsten/ geistlichen und weltlichen/ Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Rittern / Knechten / Land-Voigten / Hauptleuten / Vitzdomben/ Voigten / Pflegern / Verwesern / Amtleuten / Land-Richtern / Schuldheißen / Bürgermeistern / Richtern / Räthen / Burgern / Gemeinden / und sonst allen andern Unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen / in was Würden / Stand oder Wesen die seynd / ernstlich und vestiglich mit diesem Brief / und wollen / daß Sie die sämtlich verglichene Theile / wieder obeinverleibten Vergleich und Recess und diese Unsere darüber cum plenissima causæ cognitione ertheilte Confirmation und Bekräfftigung nicht irren oder hindern / sondern sie deren / wie obstehet / ruhiglich und unperturbirt freuen / gebrauchen / nutzen und geniessen lassen / insonderheit aber Wir seiner des Hertzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg Lbdn / wie auch Ritter- und Landschafft des Hertzogthums Mecklenburg / Schwerin und Güstrowischen Antheils insgesambt/ und einem jeden derselben / insonderheit deren Erben und Nachkommen / daß Sie auch Ihres Orts obstehenden Vergleich in allen Puncten / Articulen / Clausulen / Innhalt / Mein- und Begreiffungen / gestracks nachkommen / und geleben / darwider nichts thun / handeln oder fürnehmen / noch das jemand andern zu thun gestatten / in keinerley Weiß noch Weg / als lieb einem jeden sey / Unsere Kayserliche Ungnad und Straff und darzu eine Poen / nehmlich funfftzig Marck löthigen Goldes zu vermeiden/ die ein jeder / so offt er freventlich hierwieder thäte / Uns halb in Unsere Kayserliche Kammer / und die andere Helffte denen interessirten Theilen / oder welcher von Ihnen hierdurch beleidiget würde / unnachläßig zu bezahlen verfallen seyn solle. Mit Uhrkund dieses Brieffs besiegelt / mit Unserm Kayserlichen anhangenden Insiegel / der geben ist zu Laxenburg / den anderten Monats-Tag Junii / nach Christi Unsers lieben HErrn und Seeligmachers gnaden-reichen Geburth / im Ein tausend sieben hundert und anderten / Unserer Reiche des Römischen im vier und viertzigsten / des Hungarischen im Sieben und viertzigsten / und des Böhemischen im viertzigsten Jahr.

Leopold.

L. S.

Vt. Dominicus Andreas, Graf von Kaunitz.

Ad Mandatum Sac. Cæsar. Majest. proprium. C. F. Consbruch.

X.

Herrn Hertzogs Fridrich Wilhelms von Mecklenburg-Schwerin Resolution der Ritter- und Landschafft ertheilt / Wodurch Er die von seinen Vorfahren Hertzog Christian Ludwig in Schwerin / und Hertzog Gustav Adolph zu Güstraw ertheilte und extradirte Resolutiones auf gewisse Art und Maaß confirmiret / und in eben der Maaß den völligen effect von Landes-Fürstlichen Constitutionibus denselben beyleget/ und gerne zu zu lassen verspricht / daß in casu Contraventionis Mandata pœnalia sinè Clausula wider ihn erstattet / und da er die parition nicht leysten würde / ad Mandatum Cæsareum

16. Juillet

ANNO 1701.

fareum der Creyß / oder wer von Reichs-Ständen hier zu beliebet würde / die gemelte Ritter- und Landschafft bey denen Resolutionen handhaben solle. Schwerin den 16. July 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz. VI. pag. 630. d où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THUCELIUS *Acta Publica S. Rom. Imp.* Part. II. pag. 273.]

C'est-à-dire,

*Resolution de* FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg Swerin, en faveur de sa Noblesse & du Païs, par laquelle il confirme toutes les Resolutions accordées par ses Predecesseurs* CHRISTIAN LOUÏS *Duc de Swerin, &* GUSTAVE ADOLPHE *Duc de Gustrauw, voulant qu'elles ayent la même force, & le même effect que les Constitutions Ducales & Territoriales; & consentant qu'en cas de Contravention de sa part, on puisse obtenir contre lui des Mandements peinaux* sinè Clausula; *& que s'il manque d'y obeïr, quelqu'un des Etats du Cercle soit choisi par Commandement de l'Empereur pour les executer, & pour maintenir sa dite Noblesse & le Païs dans la pleine jouissance desdites Resolutions. A Swerin le* 16. *Juillet* 1701.

VON GOttes Gnaden / wir Fridrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graf zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr. Uhrkunden und bekennen hiemit / Demnach bey jetzo vorseynder Käyserl. Commission Unsere getreue Ritter- und Landschafft beyder Hertzogthümer Mecklenburg unterthänigst zu erkennen gegeben / wie daß die in Annis 1684. und 1685. bey damahls vorgewesener Käyserl. Commission und darauff weiter in Anno 1686. erfolgten weitern Handlung / von Unseren Vorfahren / Herrn Hertzog Christian Ludwigs / und Herrn Hertzog Gustav Adolphs / Lbdn. Lbdn. nunmehro Hochsehl. Andenckens / gnädigst respectivè ertheilte / und extradirte Resolutiones nicht publici juris geworden / auch daher dieselbe bey Unsern Regierungen / Land- und Hof-Gerichten und andern Gerichten / in judicando und sonsten nicht observiret werden können / mit dem gehorsamsten Ersuchen / Wir sothane Resolutiones nicht allein gnädigst zu confirmiren / besondern auch den volligen Effect von Fürstl. Landes-Constitutionibus denenselben beyzulegen / und darnach in Unsern Gerichten sententioniren und sprechen zu lassen / in Gnaden geruhen möchten; Und dann solchem Unser getreuen Ritter- und Landschafft unterthänigstem Gesuche / Wir in Gnaden dergestalt deferiret / daß / nachdem dieselbe bey numehro consolidirten Schwerin- und Güstrowschen Hertzogthümern Uns vorher zu freyer Wahl gelassen / von denen so genandten Schwerin- und Güstrowschen communibus Resolutionibus zu nehmen / welche Uns gnädigst beliebig / Wir darauf auf Maaß und Weise / wie das nachfolgende darleget / die Güstrowsche / da aber von selben keine / ob cessans gravamen Gustrovienſe vorhanden / die Schwerinische Resolutiones an dero statt solcher gestalt erwehlet haben / daß nichts desto minder bey denen Schwerinischen und Güstrowschen so genandten Specialibus & Specialissimis Resolutionibus von Adel und Städten es / wie gleicher gestalt nachstehet / sein Verbleiben haben solle / Jedennoch / daß / so weit die bey gegenwärtiger Käys. Commission gnädigst abgegebene Resolutiones ad additamenta, welche hiebey angefüget seyn / in ein und andern von denen vorangeführten abstimmig seyn möchten / diese Letztere denen Ersteren derogiren / und darauff / der vorhergehenden andern Resolutionen ungeachtet / in judicando und sonsten reflectiret werden solle. ANNO 1701.

Was die so genannte wenige Excepta Gustrovienſia belanget / weiln man darunter sich nicht hat vergleichen können / sind dieselbe zu Ihro Kayserl. Majest. allerhöchsten Decision ausgesetzet / indessen zur Nachricht gleichfalls hiebey / und zwar vor denen bey gegenwärtiger Commission übergebenen Additamentis annectiret / daß solchem nach alles in nachfolgender Ordnung / also / daß das Gravamen an der einen / und die Resolution an der andern Seiten gegen über gesetzet worden.

Zu dessen mehrern gnädigsten Versicherung Wir allen und jeden Exceptionibus, sie mögen Nahmen haben wie sie wollen / hiemit kräfftigst entsagen / in specie der Exceptioni Læsionis, rei non transigibilis, rebus in eodem statu permanentibus, novæ Constitutionis ex causa der Guarnisons-Kosten / Persuasionis, rei non sic sed aliter gestæ, restitutionis in integrum, und der gemeinen Rechts-Regul Generalem renunciationem non valere, nisi specialis præcesserit, in Krafft und Macht dieses / jetzo und fürohin / ein für allemahl / in das gesambt und besonders / Uns gäntzlichen begeben haben wollen / und wissentlich und wohl bedacht hiemit begeben / also / daß hiewieder keinem Theil was zustatten kommen / sondern / da wir dagegen was vornehmen würden / derley Actus contraventionis eo ipso Krafftloß / todt / ab / und nichtig seyn sollen. Und hierauff vor Uns / Unsere Erben und nachkommende regierende Hertzogen zu Mecklenburg / bey Fürstlichen Ehren / Würden / wahren Worten / und Glauben / diese Resolutiones stet / fest / unabbrüchlich und aufrichtig zu halten / und noch durch Unsere Räthe und Bediente / noch jemands andern dagegen zu handeln / oder was vorzunehmen / in keinerley Wege / Weise und Zeit zugestatten / so wohl versprechen / als auch gerne geschehen lassen / daß in omni Casu contraventionis, hâc edoctâ & probatâ so gleich Mandata pœnalia sine clausula erkant und ergehen / nicht weniger / da dieser ungeachtet / Wir die Parition nicht leisten würden / ad Mandatum Cæsareum der Creyß / oder wer von denen Reichs-Ständen hierzu allergnädigst möchte beliebet werden / Unsere Ehrbare Ritter- und Landschafft bey denen Resolutionibus handhaben solle.

Zu mehrer Versicherung dessen allen Ihro Kayſ. Majestät / Unser allergnädigster Herr / diese Resolutiones nach eigenen allergnädigsten Gefallen / befinden und Willen auf das kräfftigste und verbindlichste confirmiren mögen. Alles treulich und ohne Gefährde; Zu diesem Ende und steter Festhaltung dessen allen / haben Wir diese Resolutiones vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / auch Tutorio nomine vor Unsere Herren Gebrüdere Lbden Lbden mit eigener Hand unterschrieben / und mit Unserm Fürstlichen Innsiegel fertigen und bekräfftigen lassen. So geschehen in Unserer Residentz und Vestung Schwerin den sechszehenden Monaths-Tag Julii des Eintausend Siebenhundert und Ersten Jahres.

Friedrich Wilhelm.

L.S.

Eccle-

ANNO 1701.

Ecclesiastica Gravamina.

1. Membrum 1. § 1. Reversal. Ist einer Ehrbahren Ritter- und Landschafft versprochen / daß Sie ohne einige Aenderung in Doctrinalibus & Ceremonialibus geruhiglich gelassen / und (2.) das Consistorium neben dem Jure Episcopali gemein bleiben / und dasselbe die Inspection haben / inquiriren / die dahin gehörige Sachen cognosciren / und darein sprechen soll.

Membr. 2. Wogegen im Lande geklaget wird / daß zu mercklicher Gefahr der Kirchen-Sachen / theils Consistorial-Sachen nach Hofe gezogen / particular Synodi gehalten /

Membrum 3. Einseitige Verordnungen gemacht / und per subsequentia Mandata Einseitig haben wollen introduciret werden / und zwar

Membr. 4 Inter alia die Kirchen-Gelder insciis, & invitis dotantibus Patronis, als dotes Ecclesiarum. 1. Zur Superintendenten-Kutschen / 2 Erbauung anderer Kirchen und Priester-Häuser. 3. Zehrung der Superintendenten bey den Synodis. 4. Ausgabe an die Superintendenten bey denen Priester-Præsentationen / und andern dergleichen verwendet / Executiones desfalls ertheilet / und so wohl in diesem / als in dehme / daß zu Belegung der Kirchen Gelder und Auffnahm der Kirchen-Rechnung dem Patrono, ohne Vorbewust und Beyseyn des Superintendenten, dem Herkommen nach / zu verfahren wil verbothen werden.

Membr. 5. Bey sothanen Rechnungen so gar dem Superintendenti und Visitations-Notario jedem 1. Reichsthaler gereichet werden soll / wodurch dem Patrono höchlich præjudiciret / und demselben als wieder das Herkommen / Policey-Ordnung / und Fürstl. Versprechen in der Kirchen-Ordnung / da niemand an seinem Jure Patronatus Eintrag geschehen soll / diese von dem löbl. Vorfahren hergebrachte / und biß diese Zeit geruhiglich gehabte Jura genommen / und das Land besorgen müssen / daß bey denen Religions-änderfahmen Läufften männiglich in die äuserste Seelen-Gefahr gesetzet / und verwüstete Kirchen erfolgen werden / um so viel mehr / da

Membr. 6. Patroni nicht liberam præsentationem der Prediger / wie vor Alters behalten / dessen Effect zum theil die Chur-March Brandenburg zeigen kan / wofür man aber / wenn die so sorgfältig von denen Antecessoribus eingerichtete Functiones der Patronorum (von denen Sie ja ohne dem zu aller Zeit auff gnädigstes erfordern des Episcopi, Rede und Antwort zu geben schuldig seyn) mit Beystande eines wohlbesetzten Consistorii allenfalls der gnädigsten Landes-Herrschafft Assistentz versichert seyn kan.

2. Daß

Resolutiones.

Ad Grav. I. Membr. 1. Daß in Ecclesiasticis in beyden Hertzogthümern Mecklenburg / nach Innhalt der Kirchen- und Consistorial-Ordnung eine Conformität beybehalten / und solchem nach auch in specie die General-Fast- Buß- und Beth-Tage / aller Orthen gantz und zu gleicher Zeit gefeyret werden sollen.

Ad Membr. 2. Daß / wie das Consistorium nebst dem Jure Episcopali vermöge Assecurations-Revers de Anno 1621. §. 3. nach wie vor gemein bleibet / also auch die ans Consistorium vermög der Consistorial-Ordnung und Reversalen; auch sonsten de Jure gehörige Sachen nicht sollen einseitig an die Fürstl. Höfe gezogen / sondern bey dem Consistorio, als einem geistlichen Gerichte zu rechtlicher Cognition und Decision unbehindert gelassen werden.

Ad Membr. 3. Daß auch bey Einseitigen Synodis nichts erörtert / weniger concludiret werden möge / was Innhalts der Kirchen-Ordnung / oder sonsten de Jure dahin nicht gehöret / die Relationes so viel der Prediger und Zuhörer Leben und Wandel betrifft / und die Reversalen; und Superintendenten-Ordnung etwas mehr erfordert / dem Consistorio eingeschicket werden sollen.

Ad Membr. 4. Wollen Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. dahin sehen / daß die Kirchen-Gelder conserviret werden / und lassen es bey dem Innhalt der Superintendenten-Ordnung §. 7mo vers. So sollen imgleichen die Oeconomi &c. allerdings bewenden.

Ad 5. Membr. Es lassen auch Ihro Durchl. geschehen / daß die Patroni der Kirchen / sambt dem Pastore von denen Kirchen-Vorstehern laut der Policey-Ordnung jährlich Rechnung fordern und nehmen mögen / jedoch ohne Nachtheil oder Abbruch weiterer Untersuchung / und gehöriger Revision der Superintendenten.

Ad 6. Membr. Ferner auch die Patroni bey ihrem Jure Patronatus, in specie bey Nomination, wie auch Præsentation gewisser subjectorum zum Predig-Ambte / nach Innhalt der Superintendenten-und Kirchen-Ordnung / alten Christlichen Herkommen und Gewohnheit gemäß / zu sambt dem Jure vocandi geschützet werden sollen. Wie dann J. Fürstl. Durchlauchtigkeit wegen der Küster-Wahl es auch bey obgeregter Superintendenten Ordnung bewenden lassen / und daß / wenn desfalls zwischen denen Patronen und Predigern einige Streitigkeiten entstehen / welche der Superintendens in Güte nicht heben könte / dieselbe beym Consistorio ausgemachet werden mögen; Jedoch wollen Ihro Durchl. Ihrem Juri Episcopali nichts abgebrochen / weder præjudiciret / sondern dasselbe expresse reserviret und vorbehalten haben.

ANNO 1701.

2. Daß das Consistorium so lange Jahre nicht vollenkommen / absonderlich mit JCtis besetzet / wodurch viele vorkommende geistliche aus Consistorium gehörige Sachen weitläufftig gemachet / und ihrer Wichtigkeit nach / nicht befodert werden können.

3. Daß der Appellation vom Consistorio ans Hoff-Gericht per specialia Rescripta ihr freyer Lauff gehindert wird.

4. Daß nach Maaßgebung der Fürstlichen Erbverträge und Reversalen keine gemeine einmüthige Visitation von beeden hohen Fürstlichen Häusern angeordnet / weniger dieselbe nach gnädigstem Versprechen §. 11. Reversalen ans Consistorium eingeschicket / und dadurch einmüthige Verordnungen in Behörung beeder Theile / der Lehrer und Zuhörer / auch sonsten in Ceremonialibus gemachet / sondern bey den Special-Visitationibus mehrmahlen auff einseitigen Bericht der Prediger mit einer grossen Ungleichheit sonderliche Verordnungen inaudita utraque parte gemachet / den Pastoren zu allerhand Excessen, auch denen andern Religionen diese Unsere Religion zu verlästern Anlaß giebet.

5. So findet sich in denen meisten Städten / daß die Oeconomeyen die grösten Theile der Städte Aecker an sich gebracht / und dieselbe dem gemeinen Oneri entziehen / sich auch den gewöhnlichen Schoß von sothanen Aeckern / als ein Onus fundo inhærens, abzustatten verwegern / wodurch das Publicum defraudiret / und die Städte nimmer wieder angebauet werden können / sondern da Sie sothane Aecker wieder häuren müssen / bey ruinirtem Zustande in weitere Schuld gerathen / und endlich gar verwüstet / also bey fürfallenden Unglücks-Fällen ihren Kirchen und Prediger-Häusern in Erbauung hinwieder zu Hülffe zu seyn incapabel gemachet werden.

6. Wenn die Patroni bey nöthigem Kirchen-Bau wollen angehalten werden / zuforderst Relation abzustatten / wodurch der Bau mercklich verhindert / und

7. Wenn die Ausbleibende bey der Catechismus-Lehre von denen Pastoren mit Geld-Buß beleget / und solche der Direction des Predigers gelassen werden wollen / da doch die Geld-Straffen ad brachium seculare gehören.

8. Wenn bey Ausleihung der Kirchen-Gelder der Superintendens mit interessiren will / so doch dem Herkommen nach den Vorstehern gebühret / mit Zuziehung des Pastoris.

9. Wenn wegen der verwüsteten Hufen Würste / Eyer / Opffer-Geld ꝛc. von den Pastoren und Küstern gefodert / und solche Præstationes den übrigen Miteingepfarten auffgebürdet werden wollen / welches sehr beschwerlich / und zu remediren gebeten wird.

## Gravamina Politica.

1. Daß die versprochene und so vielfältig sollicitirte Lehn- und Land-Rechte / nachdem Sie so mühesahm ausgearbeitet / und das erste der gnädigsten Herrschafft Censuræ übergeben / nicht zur Publication wollen gedeyen / und dadurch vielen Processibus und Unkosten vorgebeuget werden.

2. Daß

Ad Grav. 2. Werden Ihro Fürstl. Durchl. nicht ermangeln / die vacirende Theologische und Juristen-Stellen im Consistorio mit tüchtigen Subjectis fodersambst zu besetzen.

Ad Grav. 3. Auch den Appellationibus vom Consistorio, an das Land- und Hoff-Gerichte ihren rechtlichen Lauff Innhalts der Reversalen gnädigst gönnen / und

Ad Grav. 4. Wenn Ihro Durchl. befinden / daß eine General-Visitation nöthig sey / wollen Sie sich darüber mit dem Fürstl Schwerinischen Hause vereinbahren / und können ihres Orths wohl mit geschehen lassen / daß innerhalb Jahres-Frist damit der Anfang gemachet werde / wollen auch im übrigen gehörige Vorsehung thun / daß so wohl bey General- als Special-Visitationibus niemand wider Recht / und wohlgegründetes Herkommen graviret / noch unerhöret wozu verurtheilet werde / und dafern dergleichen bißhero geschehen / solches gnädigst ändern / und wieder auffheben.

Ad 5. Grav. Es werden auch Ihro Durchl. denen Oeconomeyen und andern geistlichen Stifftungen / wegen an sich gebrachter Städte Aecker oder Häuser / den Schoß nach Proportion, und andere Onera Regalia hinkünfftig abzuführen / nach Recht und Billigkeit auferlegen / und wegen des Præteriti gerichtliche Handlung beyden Theilen verstatten / gleicher maßen auch wegen der Baur-Aecker und Häuser / da Onera Realia darauff hafften solten / es also halten lassen.

Ad Grav. 6. Ihr Durchl. verstatten gnädigst / daß zu Besparung der Unkosten die Patroni jedes Orths mit Zuziehung Pastoren und Kirchen-Juraten, auch Zimmer- und Mauer-Leute / die baufallige Kirchen und geistliche Gebäude besichtigen / und so weit es nöthig befunden wird / bessern lassen mögen.

Ad Grav. 7. Die Bestraffung derjenigen / welche bey der Catechismus-Lehre ausbleiben / kan zwar per modum implorationis brachii secularis der weltlichen Obrigkeit jedes Orths verstattet werden / die daher fliessende Geld-Strafe aber ist dem Pastori zur Berechnung / und Anwendung ad pias causas zuzustellen / und muß

Ad Grav. 8. Die Ausleyhung der Kirchen-Gelder von dem Pastore und Vorstehern / mit vorwissen und Einwilligung des Superintendenten, und der Patronen geschehen / diese auch selbst ohne Consens der Superintendenten solche nicht auf Zinse nehmen.

Ad Grav. 9. Endlich sind wegen der wüsten Hufen keine Würste / Eyer oder Opffer-Geld zu fodern; Jedoch ist das Mißkorn davon zu entrichten / und werden dahin vorige Constitutiones hiemit declariret.

## Resolutiones.

Ad Gravamen 1. Ihro Durchl. werden nicht ermangeln / das exhibirte Concept eines Lehn-Rechts / mit denen dabey von Ritter- und Landschafft angemerckten unvorgreifflichen notis zu revidiren / und innerhalb den nechsten zweyen Jahren zur Publication zu befodern / auch innerhalb fol-

ANNO 1701.

2. Daß die Land-Räthe-stellen nicht wieder ersetzet / und deren gutes Einrathen dem Lande in so weit entzogen worden / zumahlen bey Unserer Vorfahren / auch noch Unseren Zeiten bey jedem Fürstenthum zugleich Viere gewesen.

3. Daß die ausgestorbene Lehne zum Theil nicht wieder conferiret:

4. Die Fürstliche Domainen (wovon Mirow und Grabow Exempel nehmen) ab Oneribus publicis, in specie die neue Meyereyen / welche von Adelichen Güthern gemachet / eximiret werden / cum tamen res transeat cum onere.

5. Einseitige Müntz-Schäffer-Gesind- und andere Ordnungen / (auch obgleich dabey Ritter- und Landschafft Schaden oder Vortheil zu empfinden hat) dennoch ohne deren Zuziehung wieder der Vorfahren Gebrauch publiciret.

6. Gemeinschaffts-Oehrter einseitig oneriret / absonderlich Rostocker Dörffer / die sonst ihr Contingent bey Collectis immediatè in den Kasten gebracht / eine Zeit hero an die Aembter gezogen worden.

7. Die Städte mit Einspennigern belegt.

8. Die gedachten Städte / wenn gleich keine Contributiones im Lande gehen / dennoch mit der folgenden andern zweyen Jahren ein teutsches Land-Recht nach Inhalt der Reversalen, wie sie schon längst gnädigst intentionirt gewesen / verfertigen zu lassen / und beydes ante publicationem einigen Deputirten von Ritter- und Landschafft communiciren / jedoch Ihro Durchlaucht. an dero hohen Jure statuendi unpræjudicirlich.

Ad 2. Wollen Ihro Fürstliche Durchl. die Stellen der Land-Räthe / so offt dieselbe vaciren / gnädigst wieder besetzen.

Ad 3. Die wieder-Conferirung der eröffneten Lehn betreffend / welche sonsten nach bekandten Lehen-Rechten Ihro Durchl. als Domino Feudi wieder anheim fallen / da zweiffeln Ihro Durchlauchtigkeit nicht / daß dero Hochlöbliche Vorfahren / und Ihro Durchlauchtigkeit selbst sich also bezeuget / daß die von dero getreuen Ritterschafft sich dessen werden dancknehmig zu erinnern haben / wollen auch hinführo sich also gegen dieselbe bezeigen / daß die Meriten getreuer Landes-Patrioten unvergessen bleiben sollen / jedoch können Ihro Durl. sich hierinn nicht vorschreiben lassen.

Ad Grav. 4. Membr. 1. Wie infra ad Grav. 2. & 3. ex Processibus.

Ad 2. Membr. Daß die restirende Collecten von Mirow / außer jedoch / was bey Anwesenheit der Fürstlichen Frau Wittwen aus gewissen Uhrsachen in Annis 167[illegible]. 78. & 79. remittiret und nachgelassen / die Eintheilung auch desfalls von denen Fürstl. Aembtern / wie auch Ritter- und Landschafft unter sich gemachet / und Grabow gleich andern executivè eingetrieben werden sollen.

Ad 3. Membr. Um daß die Æquabilität bey den Collecten / so Aempterweise aufgebracht werden / statt finde / wenn von Ritter- und Landschafft ein oder ander Pertinentien von dero Gütern an Ihro Fürstl. Durchl. und wiederum von Ihro Durchl. Domainen etwas an Ritter- und Landschafft transferiret / sollen solche Stücke gegen einander quoad dictas Collectas compensiret / oder da kein æquivalent in einem und andern Ambt zu finden / demjenigen Theil / welchem solcher gestalt etwas abgangen / billige satisfaction wiederfahren / und von dem abgegangenen pertinenti die gewöhnliche Onera præstiret werden / biß ein æquivalent erfolget / es wäre denn / daß man sich in den Aembtern schon verglichen hätte / oder auch negsthin mit Vorwissen der Fürstlichen Cammer anders vergleichen könte.

Ad 5. Wegen der Müntz-Schäffer-Gesind- und anderer Ordnung inhæriren Ihro Hoch-Fürstl. Durchlaucht. ihren Regalibus und Juri constituendi, lassen es aber doch wegen der Müntz-Ordnung bey den Reversalen, und wollen wegen der Schäffer-Gesinde und anderer dergleichen Landes-Ordnungen ante publicationem die Land-Räthe vernehmen.

Ad 6. Wollen Ihro Durchl. geschehen lassen / daß die Collecten von dero Ambts-Unterthanen / wie auch aus denen also genandten Rostockischen Dörffern immediatè in den gemeinen Kasten würcklich geliefert werden / jedoch / daß Ihr auch daraus ohne Verzug die Nothdurfft abgefolget werde. Bey militarischen Einquartierungen aber lassen Ihro Durchlaucht. es bey dem Herkommen / Krafft welches die Rostockschen Dörffer zu denen Aembtern / worinn Sie belegen / gezogen werden müssen / allerdings bewenden.

Ad 7. Ist schon inter specialia Gravamina der Städte zulänglich resolviret.

Ad 8. Wegen der Accise sind Ihro Hoch-Fürstl. Durchlauchtigkeit gnädigst gemeinet / daß die

ANNO 1701.

der Acciſe Erlegung beſchweret werden.

9. Wenn in der Dobbertinſchen Jagt-Gerechtigkeit auff den Sand-Probſtey-Kloſter Dörffern das Kloſter vom Ambte Mirow turbiret / kein Forum im Lande will agnoſciret / beſondern ſolcher maſſen ſtatus in ſtatu gemachet werden.

10. Wenn auch über vielfältiges ſollicitiren die Executiones wieder die alten Kaſten-Reſtanten nicht nachdrücklich wollen verliehen werden.

11. Da auch bey frembder Völcker Durch-March der gnädigſten Herrſchafft keine Caution de damno geſtellet / noch den Gravirten nach den Reichs-Satzungen Zahlung geſchiehet.

12. Keine Gleichheit bey den Kriegs-Oneribus an Contribution, Marchen und Einquartierung bey den eingeſeſſenen Einwohnern ohne Unterſcheid gehalten / ſondern offt denen Commiſſariis und ſonſt eine Exceptions-Verordnung gegeben wird / Krafft deren entweder Aempter oder ſonſt einige Miniſtri befreyet ſeyn.

13. Durch welches Verfahren nicht auff die nechſten Wege die Marchen geführet / ſondern diejenige / welche ſonſt conſerviret beybleiben können / öffters allein ruiniret / und dem Lande zum Beytrag ferner inutil gemachet werden.

14. Iſt höchſt beſchwerlich / daß denen Schäfern / welche zum Adel ziehen / Zoll abgefodert / die aber in die Fürſtliche Aembter ziehen / damit verſchonet werden / weil dadurch die Schäffer ſchwierig gemachet / häuffig davon gehen / und ihr Vieh in benachbahrte Lande heimlich hinweg treiben.

15. Item, Daß die den Land-Begüterten competirende Jagt-Gerechtigkeit allzuſehr beſchweret werde durch die ergangene Interdicta und Verbothe / unter andern / indem 1. die Fürſtlichen Jäger und Beambten das in der Policey-Ordnung enthaltene Verboth / zu gewiſſen Zeiten das Wild zu fällen / gar nicht reſpectiren / und gleichwohl Einer Edlen Ritter- und Landſchafft allein dieſes Verboth zu halten angemuthet / und wieder dieſelbe executivè verfahren wird / 2. Daß beſagtes Verboth bey den Gerichten wieder die Reguln und Gebräuche der Jagt / und Oeconomey gedeutet und expliciret / als in der beſten Zeit / wenn man diejenigen Thiere / welche nicht allezeit bey uns bleiben / verboten werden wollen / e. g. Die Auer- und Berghahnen in der Boltzzeit / die Endten und Gänſe umb die Oſter-Zeit / die Ringel-Tauben in der Faſten / und dergleichen / 3. Daß die dem Guts-Herrn zuſtehende / und in der Policey-Ordnung gelaſſene Freyheit zu Ehren- und Nothfällen / ungeachtet der verbothenen Zeit ihr Wild

ANNO 1701.

die Städte damit unbillig nicht beſchweret werden ſollen / wollen auch in ſolcher Conſideration keine in den Land-Kaſten gehörige Acciſen von Ihnen fordern / jedoch iſt hiemit nicht gemeinet / weniger auffgehoben die Acciſe, welche à part die Städte ex pacto Ihro Durchlaucht. geben.

Ad 9. Wegen Mirow hat es jetzo eine andere Bewandtniß / und wird es alſo / was wegen der Dobbertinſchen Jagt-Gerechtigkeit prætendiret wird / juxta §. zum dritten ꝛc. in dem Aſſecuration-Revers de Anno 161. per litis pendentiam in foro competenti unterſuchet / und allda remediret werden können.

Ad 10. Wollen Ihro Durchlauchtigkeit die alten und neuen Reſtanten unverlängt und ohne Unterſcheid eintreiben laſſen / doch daß beym Land-Kaſten die Billigkeit obſerviret / alſo daß niemand über Vermögen angeſtrenget und ruiniret werde.

Ad 11. Ratione der Durchzüge auch Lauff-Plätze / als des 11ten Gravaminis laſſens Ihro Fürſtliche Durchlaucht. bey dem Aſſecurations-Revers de Anno 1621. §. 38. bewenden / in andern Fällen / jedoch / da vis major herrſchet / wollen Ihro Durchlauchtigkeit ſich eines ſolchen gewaltigen Verlauffs bey publiquen Reichs- und Creyß-Diæten / auch ſonſten andern dienlichen Orthen Landes-väterlich annehmen / daß dem Lande des zugefügten Schadens halber Satisfaction geſchehen / auch beſſere Securität / denen Reichs-Satzungen / in ſpecie der Executions-Ordnung gemäß / wiederfahren möge.

Ad 12. Es ſoll überall im gantzen Lande die Billigkeit obſerviret werden / daß keiner für dem andern mit Einquartierung / Contribution und Marchen beſchweret / die Marchen den geradeſten Weg dirigiret und geleitet / auff welchen Fall jedoch dem beſchwerten Orth von denen übrigen verſchoneten billiger Beytrag geſchehen / welcher geſtalt aber / und wie der Abtrag zu machen / desfalls kan bey Ihro Fürſtlichen Durchlauchtigkeit Eine Edle Ritter- und Landſchafft mit Ihrer unterthänigſten Erinnerung einkommen.

Ad 13. Beziehet ſich auff vorige Reſolution ad 12 num.

Ad 14. Gehet Ihro Durchlauchtigkeit gnädigſte Reſolution dahin / daß von den Schaffen / die im Lande bleiben / und von einem Orth zum andern bey Abwechſelung der Schäffer / und nicht zum Verkauff getrieben werden / kein Zoll gefodert werden ſoll.

Ad 15. Bey dem 15. Gravamine, die Jagt zu verbotener Zeit belangend / inhæriren Ihro Durchlauchtigkeit bloß und lediglich dem Buchſtab publicirter Policey-Ordnung de Anno 1572. vom 2. Julii, und bleibet das Verboth des Termini à quo & ad quem von Faſtnacht biß Jacobi / und weiter nicht / ausgeſtellet / jedoch laſſen Ihro Hoch-Fürſtliche Durchl. biß zu dero anderwärtigen Reſolution gnädigſt geſchehen / daß das Feder-Wildpret / doch mit gebührender Moderation, unter ſolchem Verboth nicht gemeinet ſeyn ſoll / ob auch zwar E. E. Ritter- und Landſchafft hiebey unterthänigſte Inſtanz gemachet / Ihro Hoch-Fürſtliche Durchlauchtigkeit ihren Jägern und Forſtmeiſtern / auch andern davon dependirenden Bedienten per Edicta injungiren wolten / ſich des Schieſſen und Jagens zu verbothener Zeit zu enthalten / ſo hat es zwar die Meinung keines Weges ex parte Ihro Fürſtlichen Durchlauchtigkeit / daß ſothanen ihren Bedienten auff expreſſen Befehl nicht erlaubet ſeyn ſolte / ſo

ANNO 1701.

Wild zu schiessen / beschrencket werden will / indem sie angewiesen werden wollen / vorhero per Supplicam Concessionem zu suchen dessen / welches Ihnen ohne dieselbe vergönnet ist / da der Abusus, wenn er sich ergiebet / ohne dem gestraffet und verhütet werden kan.

16. Daß von denen Adelichen und andern de Jure freyen Güthern Zoll gefodert wird.

17. Daß verschiedene Adeliche Güther an die Aembter gezogen / und in oneribus publicis dem Lande entzogen werden.

18. Daß in denen Aembtern contra morosos unter der Ritterschafft und Städte / welche ihr Contingent zu den Unkosten der Deputirten und sonst nicht entrichten / die Execution verwegert wird.

19 Daß die Visitatores mit Leib- und Lebens-Gefahr ihr Ambt wegen der an Seiten Schwerin / Fürstlichen Bauren verrichten / auch denenselben verbothen wird / ohne Beyseyn der Beambten ihre Function zu verrichten / solchem nach denenselben Schutz gehalten werde.

## Judicialia Gravamina.

1. Indeme bey denen Cantzeleyen den Appellationibus nicht also / wie vor Alters und verglichen / wil deferiret / noch die Appellantes ad præstationem solennium admittiret / hingegen im Hoff-Gerichte vor dem Beweiß keine Processe erkandt / auch unter andern die Causæ mulctarum vor inappellabel gehalten werden.

2. Wenn diese Schwirigkeit überstiegen / findet sich eine anderwärtige in ipsa Executione derer im Hof-Gerichte publicirter Urthel / indem post instantiam restitutionis in integrum, welche nach der Hof-Gerichts-Ordnung die Letzte ist / und kein Remedium suspensivum weiter admittiret / neue Revisiones bey Hofe gesuchet / die Executiones dagegen gehemmet / und lites immortales oder effectu carentes gemachet werden / zu Bedruck der Armen und der Justiz selbst.

3. Gra-

so viel des Wildprets bey der Hoffstatt nöthig / anzuschaffen / ausser solchen Fällen aber wollen Ihro Durchlauchtigkeit obbemeldten ihren Bedienten expresse und alles Ernstes bey Straffe hiemit anbefehlen / Ihre Fürstlichen Edicta gehorsamlich zu respectiren ; Im übrigen so wollen Ihro Fürstliche Durchlaucht. mit denen Beambten wie auch der Ritterschafft einerley modum tractandi halten / daß nicht weniger denen Beambten verboten seyn solle / ohne expresse Concession zu verbötlichen Zeiten kein Wildprät zu schiessen und zu fällen.

Ad 16. Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit wollen die alten Zoll-Register nachsehen lassen / und von den Güthern / welche von Alters Zollfrey gewesen / keinen Zoll exigiren lassen / nach Innhalt des Assecurations-Revers de Anno 1621. §. 15.

Ad 17. Lassens Ihro Durchl. bey der Resolution ad Grav. 4ti Membr. 3. gnädigst bewenden.

Ad 18. Ihro Durchlauchtigkeit wollen auff unterthänigstes Anhalten / contra morosos unter der Ritterschafft und Städte / welche ihr Contingent zu den Unkosten der Deputirten nicht entrichten ( jedoch ausserhalb Land-Tagen und dergleichen / da ein jeder von der Ritterschafft in Persohn erscheinen muß / und keine Deputatio statt hat ) die Execution ergehen lassen.

Ad 19. Ihro Durchl. wollen / wie bißhero ihres Orths auch geschehen / denen Visitatoren bey Ihren Verrichtungen gehörigen Schutz und Sicherheit verschaffen.

## Resolutiones.

Ad 1. Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtig. erklären sich guädigst dahin / daß Sie denen Appellationibus von der Cantzley aus Land- und Hoff-Gerichte / vermöge des Assecurations-Revers de Anno 1621. §. 5to ihren rechtlichen Lauff gönnen / auch dem Judici ad quem die cognition super relevantia gravaminum in puncto devolutionis überlassen / und die Acta, præstitis prius solennibus, aus besagter ihrer Justiz-Cantzley ediren lassen / jedoch in Casum succumbentiæ die Ahndung reserviret / und vorbehalten haben wollen. Ob aber / wenn des Appellanten Unfug ex Actis prioribus erhellet / das Juramentum ad evitandum periculum perjurii auszusetzen / solches wird billig dem Richterlichen Ermessen / pro circumstantiis caularum, weil auch des Gegentheils Interesse darunter mit versiret / heimgestellet / in Causis Fiscalibus sive mulctarum aber lassen Ihro Durchlauchtigkeit den anmaßlichen gravirten Theil / an statt der Appellation, das beneficium Supplicationis zu / wollen auch auff dessen Begehren die Transmission der Acten an eine unpartheyische Facultät zu Einholung eines Rechtlichen Responsi verstatten.

Ad 2. Gleichwie Ihro Durchlauchtigkeit Intention niemahln gewesen / dem Land- und Hoff-Gerichte in Administrirung der Justiz hinderlich zu seyn / als werden Sie auch / wenn künfftig bey derselben sich jemand über einem und andern von erwehnten Gericht gethanen Spruch beschwehren wird / von Richter und Assessoribus nur ihren Bericht cum rationibus decidendi erfordern / und nach Befindung darauf die Nothdurfft Ihnen rescribiren / jedoch fernerer Untersuchung und Revision der Acten / da nöthig / bey anzustellender Visitation, nach Innhalt der Land- und Hoff-Ge-

ANNO 1701.

3. Graviret die Partes, daß indistinctè wieder die Appellantes, wenn Sententia prior confirmiret / mit Execution und Fiscalischer Straff verfahren wird / insonderheit wenn expensæ in secunda Instantia compensiret / Sententia allda limitiret / und nicht purè oder gar nicht ad exequendum remittiret wird / dahero per declarationem Constitutionis diesem Gravamini Wandel zu gönnen.

4. Graviret das Land zum höchsten / daß die Vorbescheide promiscuè bey nahmhaffter Pœn angesetzet / und in Entstehung der Comparition, nullis attentis Circumstantiis, darauff exequiret wird.

5. Ein hartes Landes-Gravamen ist / daß nach Vergönnung ungehinderter Appellation, viele Justitz-Sachen von der Justitz-Cantzelley (wohin Sie de Jure alle gehörig) an die Geheimbte / Ambts-Rent- und Lehn-Cammer genommen werden / und dazu davon keine Appellation gestattet werden will.

6. Wenn auch die Cognitio super Gravaminibus beym judice à quo, sub prætextu cognitionis super admissione ad juramentum in denen Cantzeleyen vorgenommen werden wil / und

7. Die Verhöhung der Gerichts-Sportulen über das was dieser wegen in der Hoff-Gerichts-Ordnung und Reversalen verordnet / und versprochen worden / bey den Lehn- und Justiz-Cantzeleyen verhöhet / so wird das Land auch durch beedes beschwehret / und die Processe schwer gemachet.

8. So seyn ferner die Articulirte Libelli, welche per Recessum Imperii novissimum de anno 1654. in Camera auffgehoben / im Hoff-Gerichte sehr beschwerlich.

9. Wie denn auch die Processus Appellationis zu des Landes Beschwerde sehr protrahiret werden / wenn das à practicis so hoch recommendirte beneficium, daß man Instrumentum Appellationis loco libelli repetiren / und similiter ad Acta priora submittiren möge / nicht admittiret werden will.

10. Höchst beschwerlich ist auch / wenn Documenta appellationis von Fürstl. Hn. Hn. Räthen bey Land-Tagen nicht wollen angenommen werden / da juxta dispositionem Recessus Imperii de anno 1654. innerhalb 4. Wochen Appellatio intimiret werden muß / sub pœna desertionis, auch wenn

11. Consense gesuchet werden sollen von denen / die Jure Crediti Lehne besitzen / cum tamen Creditum sit allodiale quid.

12. Wenn die Muth-Zettel der Vorfahren zu produciren / und

13. Alte Possessores der Lehne nun allererst titulum possessionis zu dociren / contra Reversales, wollen angehalten werden.

14. Daß promiscuè keine Supplicationes in theils Gerichten angenommen werden wollen / es sey denn /

Gerichts-Ordnung part. I. Tit. 1. §. gemeldte Unsere Land-Richter / & seqq. vorbehältlich.

ANNO 1701.

Ad 3. Ihro Durchl. werden hiebey gnädigst considériren / ob die gesprochene Urtheil pro nova, wenigst in Expensis limitata, oder pro purè confirmata anzusehen / da auff letzten Fall allein Appellantes mit der Straffe billig / auff jenem Fall aber damit nicht zu belegen seyn.

Ad 4. Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit seyn Krafft dieses resolviret / verfügen auch hiemit sine ulteriore jussione so wohl an das Cantzelley- als Land- und Hoff-Gericht / in denen Citationibus zur mündlichen Verhör circumspecte zu verfahren / und in denen Justitz-Sachen allein / worinnen die Comminationes pœnæ de Jure statt finden / sich derselben / sonsten aber nicht / zu gebrauchen / wie dann keine Vorbescheide ohne Apparence eines sonderbahren Nutzens für die Partheyen anzusetzen.

Ad 5. Sollen die Sachen / welche contentiosæ Jurisdictionis sind / und worinn die Partheyen wegen ihres privat-Interesse mit einander zu streiten haben / bey der Justitz-Cantzelley gelassen / und dafern etliche derselben bey dem Geheimbden Lehn- oder Cammer-Collegio anhängig seyn / van dannen dahin verwiesen werden.

Ad 6. Ist schon oben sub Imo gravamine begriffen.

Ad 7. Seind Ihro Fürstl. Durchl. Ihres Orts geneigt eine neue billige Taxt-Ordnung so wohl in dem gemeinen Land- und Hoff-Gericht / als in der Justiz-Cantzelley noch innerhalb Jahres-frist verfertigen zu lassen / und vor deren Publication R. und L. mit ihren unvorgreifflichen Monitis darüber zu vernehmen.

Ad 8. & 9. Hierüber wollen Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. salvis articulis probatorialibus bey dem Land- und Hoff-Gerichte eine solche Verordnung machen lassen / die sich mit dem letztern Reichs-Abschiede de anno 1654. vergleiche.

Ad 10. Die Documenta Appellationis gehören nicht auff die Land-Tage / darzu die Fürstl. Räthe restrictim committiret; Zu Hofe aber sollen dieselben bey geziemender Insinuation, der Billigkeit nach angenommen werden.

Ad 11. Consense müssen billig gesuchet werden / und ist solch Lehn-Rechtens und Herkommens; Im übrigen wie infra inter addit. grav. Class. 6. ad 13. Grav.

Ad 12. Ihro Fürstl. Durchl. haben an Dero Lehn-Räthe Befehl ergehen lassen / wegen der Muth-Zettel und deren Producirung nichts / als was den Rechten gemäß / zu verordnen / und in specie, daß Sie bey Suchung neuer Muth-Zettel den vorhergehenden Letzten in Consideration nehmen sollen.

Ad 13. Ihro Fürstl. Durchl. lassen es dißfals bey dem Buchstäblichen Innhalt §. 19. des Assecurations Revers de Anno 1621.

Ad 14. Sey bey allen wolbestalten Gerichten gebräuchlich / und dienet die Advocatos zu hintertrei-

ANNO 1701.

denn/ daß Sie von einem Advocato unterschrieben seyn.

treiben / daß Sie die öffters eingeschobene anzügliche Schrifften zurück lassen / und also wie nomine recto zugeschehen pfleget / keine personalia tractiret / unterdessen sollen die extrajudicial Suppliquen / wenn der Principalis Sie eigenhändig unterschreibet / und dieselbige gehöriger maßen sonst eingerichtet sind / angenommen werden.

ANNO 1701.

## Gravamina ex Processibus.

1. Daß dem Außschuß und dem Eingesessenen in Aemtern potestas conveniendi verbothen / und Sie des fals mit harten Mandatis beschweret / auch deren Supplicationes und Schreiben verworffen.

## Resolutiones.

Ad 1. Wegen der Conventen lassen Jhro Durchl. gnädigst geschehen / daß der Außschuß vermöge vor diesen ertheilter Fürstl. Confirmation bey dem Land-Kasten zu Rostock / um die dahin gehörige Geld-Sachen zu expediren / zusammen kommen möge / und wollen an statt der durch Todt / oder sonst abgehenden Personen andere von R. und L. zu benennende / auff gehöriges Ansuchen / gnädigst confirmiren. Wenn auch auff Land Tagen etwas vorfallen solte / daß wegen R. und L. an einen oder beyde Höfe auß ihren Mittel Deputatos zu schicken vor nöthig befunden würde / wollen Jhro Durchl. dieselbe gnädigst admittiren und hören / und sich auff ihr anbringen nach Befinden erklahren / solte es aber eine Sache seyn / daruber mehrmahlige Zusammenkünffte der Deputirten erfordert wurden / hat R. und L. solcher Deputation halber zuforverst unterthänigste Anzeige / mittelst Exprimirung der Materie und Benennung der Personen zuthun; und genädigste Confirmation darüber zu suchen / und lassen Jhro Durchl. ratione der etwa vorfallenden Proceß-Sachen es bey dem Kayß. Rescripto vom 27. Febr. 1681. auch übrigens bey der Disposition §. 3. der letzten Kayserl. Wahl-Capitulation bewenden.

2. Daß auff Land-Tagen schrifftliche Handlungen nicht völlig zugelassen / und schrifftlich nicht allemahl / wenn es nöthig / geantwortet werden wollen.

Ad 2. Jhro Durchl. werden dießfals den kürtzesten und richtigsten Weg observiren / gleichwohl der R. und L. Schrifften auff Land-Tägen und andern Diæten / so weit / und so oft es die Nothwendigkeit erheischet / annehmen lassen / und darüber sich hinwiederum schrifftlich erklähren.

3. Daß die Gravamina, so altioris indaginis etwa gehalten werden möchten / nach Maaßgebung der Reversalen vor einen nieder gesetzten Gerichte annoch nicht abgethan / noch dazu resolviret.

Ad. 3. Wissen sich Jhro Fürstl Durchl. des Innhalts der Reversalen wohl zu erinnern / und wenn künfftig einige Gravamina entstehen solten / denen sonsten nicht abgeholffen werden könte / wollen Jhro Durchl. darunter nach Befindung verfahren lassen.

## Additamenta Gravaminum.
### Class. 1.

1. Wenn bey denen Land- und Deputation-Tagen Serenissimi von denen Reichs- und Cräyß-Conclusis keine vollständige Abschrifft / sondern / wenn desfals Steuren erfordert werden / nur bloße Extracte / und solche nichte einmahl vollständig ertheilen. Non obstante, daß die Reichs-Abschiede wollen / daß den Land-Ständen eigentliche und vollständige Abschrifft ertheilet werden soll / wie sie steuren sollen.

Ad 1. Wollen Jhro Durchl. bey Indicirung Reichs- und Cräyß-Steuern / das jenige in acht nehmen / waß dießfalls die Reichs-Abschiede im Munde führen / und die Hülffe nahmentlich und eigentlich exprimiren lassen.

2. Wenn Serenissimi difficultiren / die Land-Räthe und Land-Marschalle zu defrayren / non obstante, daß es anders hergebracht / und die Herrschafft versprochen / es bey dem Herkommen zu lassen / und solche Bediente und Ministri die Land-Tage auff eigene Kosten zu beziehen nicht schuldig seyn.

Ad 2. Wollen Jhro Durchl. die Defrayrung der Land-Rathe und Land-Marschälle auff Land- und Deputations-Tage / wie bißhero geschehen / übernehmen / und da ein Rückstand von voriger Zeit sich findet / denselben entrichten lassen / es wäre dann / daß man sich dieses Puncts halber anders vergleichen konte.

3. Wenn R. und L. von Land- oder Deputation-Tagen einige an die Fürstl. Hofe deputiret / dieselbe daselbst nicht allemahl gehöret / noch Briefe und Supplicationes angenommen werden wollen.

Ad. 3. Es wollen auch Jhro Durchl. nicht minder / wenn von Land- und Deputation-Tagen an dieselbige einige Deputirte abgeschicket werden / selbige / wie bißhero geschehen / gnädigst hören / ihre Briefe und Supplicationes, wenn dieselbe geziemend eingerichtet / annehmen / und darüber gehörige Resolutiones ertheilen lassen.

4. Ob

Ad 4.

ANNO 1701.

4. Ob zwar in den Landes-Reversalen ausdrücklich versehen / daß wenn die gnädigste Herrschafft auff Land-Tägen selbst nicht erscheinen könte / sie alsdenn die Ihrigen mit gebührender Instruction dahin schicken und abfertigen wolten / da aber wichtige Sachen vorkämen / da deroselben Gegenwart erfordert würde / Sie sich so dann dergestalt bezeigen wolten / wie es dero Land und Leuten ersprießlich ist. Diesem zu wieder ist von beyderseits gnädigsten Herrschafft in so vielen Jahren keiner zu den Land-Tägen gekommen / wie doch dero Löbl. Vorfahren gethan / besondern es sind die abgeschickte Räthe solcher gestalt gebunden / daß sie das geringste mit R. und L. nicht ausmachen wollen / besondern von allen referiren müssen / worüber denn Zeit und Kosten verlohren gehen.

Ad 4. Wird lediglich bey dem Inhalt Art. 23. Reversal. de Anno 1621. gelassen.

ANNO 1701.

5. Wenn die Fürstl. Resolutiones nicht ehe und bevor der Modus contribuendi extradiret / ertheilet werden wollen.

Ad 5. Wegen der Extradirung der Fürstl. Resolutionen auff Land-Tägen lassen es Ihro Fürstl. Durchl. bey dem Herkommen bewenden.

6. Beschweret das Land sehr / daß zu den Land-Tagen einige Zeit her / so hart und ungewöhnlich clausulirte Ausschreiben ausgelassen / darinn die Stände nicht allein bey ihren Eyden und Pflichten / damit sie der Herrschafft verwandt / sondern auch sub præjudicio, und uber dem bey nahmhaffter Straffe beschrieben werden / und angehalten werden wollen / Ihr Aussenbleiben per Supplicam zu entschuldigen / auch von Land-Tagen / ohne Special-Erlaubniß / sich nicht weg zu begeben / da doch ein jeder / dem es müglich ist / und seine Gelegenheit zugiebet / gerne bey Land-Tagen erscheinet / eines jeden Gelegenheit aber nicht zugiebet / Supplicas zu verfertigen / und den Schluß abzuwarten.

Ad 6. Mit Einrichtung der Ausschreiben zum Land-Tage / und deren Clausulen wollen Ihro Durchl. nach der Sachen und Zeiten Umständen verfahren.

## Class. 2.

1. Wenn die Land-Räthe ad Negotia publica in Land-Sachen / dazu das Land etwas beytragen soll / oder wobey es sonst interessiret ist / solcher gestalt nicht gezogen werden / wie es die Landes Reversalen erfodern. Innhalts §. 37. de anno 1621. ibid. §. 22. item anno 1572. Assecurat. art. Imo.

Ad 1. Ihro Fürstl. Durchl. lassen es desfals allerdings bey den Reversalen bewenden.

2. Wenn in Bestellung der Land-Räthe dem Herkommen nicht gefolget wird / indem aus denjenigen / welche das Land vorschlägt / mehrmahlen keiner von der gnädigsten Herrschafft gewählet / auch von Serenissimis dem Lande kein Subjectum zur Wahl vorgeschlagen worden / non obstante, daß es also Herkommens / wie im Lande notorium, aus den Protocollis zusehen / und da nöthig / mit Fürstl. Schreiben zu bestärcken.

Ad 2. In Erwehlung der Land-Räthe behalten sich Ihro Durchl. die freye Hand / aus der Ritterschafft dazu zunehmen / welche sie wollen.

3. Wenn die Land-Räthe nicht in Gegenwart ihrer Collegen beeydiget / und in der Formula Juramenti oder andern Verpflichtungen von dem Herkommen abgegangen wird.

Ad 3. Ihro Fürstl. Durchl. haben die formulam Juramenti der Land-Räthe so gelassen / wie Sie dieselbe gefunden / und finden dieselbe sonsten nicht / daß bey Beeydigung der Land-Räthe die übrige zugegen seyn müssen.

## Class. 3.

Ad 1. Wenn die Hertzogthümer Mecklenburg bey Reichs- und Crayß-Anlagen weder durch Bewerbung gäntzlicher Verschonung / noch durch moderation der Matriculæ sublevivet werden; non obstante, daß dieses Land mehr / als andere / durch den Krieg verdorben / andern diese Sublevation wiederfähret und solches in den Reichs-Abschieden verordnet.

Ad. 1. Ihro Durchl. wollen sich angelegen seyn lassen / wie Sie schon ohne diese Erinnerung aus gnädigster Propension gegen Dero Land und Leute es vorgehabt / gleich andern Reichs-Ständen auch eine moderationem Matriculæ zu erhalten.

2. Daß grössere Summen diesem Lande auf Reichs- und Crayß-Tagen zugetheilet werden / als es ohne weitern Ruin ertragen kan.

Ad 2. Dahin auch das 2te Gravamen zu referiren und auszustellen.

3. Daß der von der R. und L. ausgestelleter modus contribuendi zu dero Schaden ohne Noth geändert worden.

Ad 3. Wie ad Grav. 16. hujus Classis, und wenn bey dem von R. und L. producirenden modo

4. Wenn

Con-

ANNO 1701.

4. Wenn unter dem Namen der Reichs- und Crayß-Steuren auff denen Land-Tagen mehr vom Lande gefodert wird/ als das wahre Quantum erfodert.

5. Wenn vor den Restanten-Kasten Fürstl. Schlösser geleget / wider das Herkommen und Reversalen de anno 1621. §. 18.

6. Wenn die freye Disposition zu des Landes Nothdurfft über die Contributions-übermasse E. E. Ritter- und Landschafft wider die Reversales und bekandte Rechte will entzogen werden/da doch dieselbe von jeher und noch anietzo in Possessione vel quasi begriffen seyn.

7. Daß wegen der Fräulein-Steuer ein mehrers als die Einfache Land-Behde träget/ prætendiret wird/ non obstante, daß es wieder das Herkommen / und die Reversalen anläufft.

8. Daß der Fürstlichen Aembter Specificationes zu rechter Zeit dem Kasten nicht eingeliefert werden.

9 Wenn das Fürstliche Contributions-Contingent immediate ad cassam nicht geliefert wird.

10. Wenn die zu dieser Materie Collectarum gehörige von dem Engern Ausschuß im Februario Anno 1683. der gnädigsten Herrschafft zugefertigte Monita nicht in Gnaden attendiret/ noch auf die Neuen/ so der Kayserl. Commission übergeben / reflectiret worden / wie der Ausschuß sub A. & B. besaget.

11. Wenn die dem Engern Ausschuß zustehende Disposition und Direction über die Visitation und Execution der Contribuenten / und Ratione der Executoren gehindert / und was desfalls beym Ausschuß geschehen solte / an die Fürstlichen Höfe gezogen worden. Non obstante des Schwanschen Land-Tags Concluli de Anno 1668. der formulæ Juramenti Executorum, eorumque instructionis.

12. Daß die Executiones zuweilen ohne Noth kostbar gemachet werden/zu augenscheinlicher Ruin der Contribuenten.

13. Wenn auf diese Landes-Restanten angewiesen worden / solche zu bezahlen / die aus den Fürstlichen Rent-Cammern ihre Bezahlung haben sollen/ non obstante der Dispolition in den Reversalen de Anno 1621. §. 18. und des Herkommens.

Contribuendi Jhro Fürstl. Durchl. etwas desideriren / wollen sie solches E. E. und L. eröffnen/ welche dann die defectus zu endern und zu bessern hat/ damit alles auff dem Land-Tage ausgemachet werden könne.

Ad 4. Jhro Fürstl. Durchl. begehren ein mehrers nicht zu fordern / als so hoch sich die Reichs- und Crayß-Steuren eigentlich betragen/und lassen es im übrigen bey der Resolution ad Grav. Imum Class. Imæ.

Ad 5. Lassens Jhro Fürstl. Durchl. bey den Reversalen de anno 1621. §. 18. unter der Distinction des freywilligen und des Reichs- und Creyß-Kastens / seines Inhalts/ bewenden / und wollen/ wenn Sie wegen der Reichs- und Crayß-Steuren völlig befriediget / das Schloß für dem einen Kasten wegnehmen lassen.

Ad 6. Es geben Jhro Fürstl. Durchl. aus gnädigsten Willen zu / daß ratione præteriti die etwa befindliche übermasse von Reichs- und Crayß-Steuern R. und L. um selbige zu des Landes und gemeinen Besten anzuwenden / jedoch auff gebührliche Berechnung/ verbleibe.

Ratione futuri aber soll es mit gedachter übermaße also gehalten werden / daß davon nur die necessaria zur Besoldung der gemeinen Kasten-Bedienten / und zu Entrichtung der Unkosten so sonsten beym Kasten vorfallen / zu nehmen / was aber als denn noch übrig / davon ist der gnädigsten Herrschafft ihre rata, respectu des aus den Aemtern beygebrachten Quanti Contributionis auszufolgen / oder alles in den Kasten der nächstfolgenden Contribution zu Hülffe zu lassen.

Ad 7. Diesen Punct das Quantum der Fräulein-Steuer betreffend / wollen Jhro Fürstliche Durchl. biß zu nächstkünfftigen Land-Tage ausgestellet seyn lassen.

Ad 8. Die Specificationes aus den Aembtern sollen zu rechter Zeit erfolgen.

Ad 9. Wie ad Gravamen 6tum in Politicis.

Ad 10. Wegen der Fürstl. Ambts-Unterthanen Contribution erinnern sich Jhro Fürstliche Durchl. des zu Schwan auf damahligem Land-Tage verwilligten modi exequendi, ob Sie zwar annoch nicht resolviret/ daß derselbe beständig bleiben soll/ gar wohl; Wie aber Jhro Fürstl. Durchl. die Beybringung der Contribution durch zulängliche Execution gerne facilitiret sehen/als werden Sie auff die dahin abzielende Monita ehender reflectiren / und dero gnädigste Resolution darüber fordersambst ertheilen.

Ad 11. Werden Jhro Fürstliche Durchl. die Visitatoren und Executoren an Einschickung der Relationen bey den Kasten / secundum formulam Juramenti, und nach der eventualiter approbirten Instruction keines wegens hindern/ sondern Sie vielmehr dahin gnädigst remittiren/ und zu Instruction-mäßiger Verwaltung ihres Ambts anweisen.

Ad 12. Wollen Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit alle dem gemeinen besten schädliche Executiones abstellen lassen / und hiemit gäntzlich verbothen haben.

Ad 13. Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit werden auf die Contributions-Restanten weiter/ als Sie befugt / keine Assignation ertheilen / und lauffet dieser Punct mit hinein in Grav. 6tum dieser Class. woselbst mehrere Resolution darüber zu finden.

ANNO 1701.

14. Wenn die Contributiones de Anno 1678. & 79. ohne vorher gehaltene Land-Tage ausgeschrieben und eingetrieben / non obstante, daß es in Reversalibus anders verordnet / item daß es in dem Land-Tags-Schluß de Anno 1677. anders versprochen.

15. Wenn die gnädigste Herrschafft den Modum Contribuendi in Annis 1678. 79. und 80. auch 82. und 83. gegen R. und L. Intention setzet und ausschreibet / und den von R. und L. zu letzt übergebenen Modum Contribuendi ohne Ursache verworffen / non obstante, daß der Modus Contribuendi ad Regalia nicht / sondern den Contribuenten zu setzen gehöret.

16. Wenn in dem Contributions-Edict de Anno 1682. n. 5. asseriret werden will / ob wäre der Modus Capitationis vor mehr als 30. Jahren continuiret / adplacitiret und kein füglicher Modus beyzubringen.

17. Daß in Sammlung der Contribution nicht allein die vorhin gedachte hactenus streitige / vom Käyser aber verbothene Exemptiones, sondern auch noch andere kleinere gegen die publicirte Edicta selbst lauffende Exemptiones e. g. bey denen Pest-Barbierern / Hof-Gerichts-Apothekern / und dergleichen / auch anderer Arth Leute verordnet / gebrauchet / oder doch tacitè zugelassen werden.

18. In dem Assecurations-Revers de 23. Febr. Anno 1621. wird gemeldet / daß der gnädigsten Herrschafft damahls obliegende Schulden abzuwältzen / von E. E Ritter- und Landschafft zugesaget und versprochen / von sothanen Fürstlichen Schulden Zehenmahl hundert tausend Gulden sambt den Zinsen anzunehmen / und also der gnädigsten Herrschafft Schulden abzutragen ꝛc. Und haben diesem zu folge vor hochgedachte gnädigste Landes-Herrschafft in dem Erb-Vertrage de 3. Martii Anno 1621. verglichen / daß wenn einer unter ihnen in währender Contribution mit Tode abgehen solte / so solte nichts desto weniger desselben restirende Quota jetzt berührter Contribution in seine nachgelassene Schulden verwandt werden / und graviret dahero das Land / wenn die gnädigste Herrschafft diese ihre Schuld der 1000000. Gulden mit den Zinsen durch dero getreueste R. und L. nicht haben abtragen lassen / sondern das meiste von diesem Gelde zu sich baar genommen / und dennoch viele im Lande gesessene Creditores unbezahlet / und verschiedene Bürgen in Ungelegenheit stecken lassen.

19. Weil bekannt / daß wegen der Reichs- und Cräyß-Verfassung des nächst abgewichenen Jahres die Hoch-Fürstlichen Häuser Mecklenburg annoch eine ziemliche Summa restiren / unangesehen R. und L. ihr dazu schuldiges Contingent bezahlet hat / so wird darunter das Land unschuldig graviret / und derenthalben unterthänigst gebeten / durch Bezahlung des Residui das Land zu liberiren / und ins künfftige dergleichen zu verhüten / daß zu dem Ende diejenige / welche die Reichs- und Cräyß-Verfassungs-Gelder haben solten / immediatè ad Cassam, mittelst der gnädigsten Herrschafft Assignation, verwiesen werden mögen.

Clas. 4.

Ad 1. Wegen der Vor-Jagdten wollen Ihro Fürstl. Durchlauchtigkeit ihren Edictis einen gewissen Terminum, laut der Reversalen de Anno 1621. §. 19. inseriren lassen / und soll nach solcher

ANNO 1701.

Ad 14. Ob zwar Ihro Fürstl. Durchl. daran keine Schuld haben / so sind Sie doch damit einig / daß / was diesfalls geschehen / Ritter- und Landschafft unpræjudicirlich seyn müsse.

Ad 15. Können und wollen Ihro Durchl. geschehen lassen / daß R. und L. auff Land-Tagen den Modum Contribuendi verfassen möge / jedoch der gnädigsten Herrschafft die Ermäßigung und Approbation vorbehältlich / und bleibet es im übrigen bey der Resolution ad Grav. 3. Class. 3.

Ad 16. Wollen Ihro Durchl. gestatten und zugeben / daß ein ander billiger Modus extra Capitationem begriffen werde.

Ad 17. Ist schon rechtliche Verordnung gemachet / und werden Ihro Durchlauchtigkeit niemand / so dem herkommen nach für seine Persohn steurbar ist / oder steurbare Güter hat / darunter verschonen lassen / wiewol jedoch zu gemeinem besten und Conservirung aller Einwohner des Landes / Leben und Gesundheit / und in andern dergleichen Casibus necessitatis einige Exemption gewissen Persohnen zu ertheilen / der hohen Obrigkeit nicht verboten seyn kan.

Ad 18. Ihro Fürstliche Durchlaucht. sind der gnädigsten Intention ihren väterlichen Creditoren von dem noch befindlichem Nachstande der freywilligen Landes-Contribution, auch sonsten mit billigmäßiger Satisfaction zubegegnen. Wissen unterdessen sich nicht zu erinnern / daß ihrenthalben noch einige Bürgen im Lande unter der Last stecken solten.

Ad 19. Wird sich nicht finden / daß Ritter- und Landschafft die Reichs- und Cräyß-Steuren von nächsten Jahren ab Anno 1682. her völlig bezahlet haben. Wenn aber solches wird geschehen seyn / wollen Ihro Durchl. Sie von fernern Anspruch liberiren und befreyen / und müssen diese Rechnungen dieser Sachen den Ausschlag geben / deren Auffnahm Ihro Fürstliche Durchl. fordersamst veranlassen wollen.

Clas. 4.

1. Wenn die Vor-Jagdten nach den Erb-Verträgen und Herkommen nicht / sondern auf ungewisse Zeiten zu Schaden der Landbegüterten angestellet werden / und so lange des Guths Herrn

ANNO 1701.

Herrn-Jagdt durch dieses Mittel verbothen wird/ so lange es den Jägern gefällt.

2. Daß in den Jährlichen Fürstl. Schwerinschen Jagdt-Ausschreiben die Hirsch-Jagdt indistincte denen Landbegüterten verbothen wird/ und also auch an denen Orthen/ woselbst die gnädigste Herrschafft keine Vor-Jagdten hat.

3. Da auch in den Ausschreiben expresse gesetzet/ daß Ihro Durchl. vermöge des Forst-Rechts sich der Jagdt-Gerechtigkeit auch in der verbothenen Zeit überall zu gebrauchen hätte/ welches aber wieder das Herkommen/ und expresse Disposition der Reversalen.

4. Daß in Ehren- und Nothfällen durch Particulier-Concessiones einem mehr Freyheit in der Jagdt für andern gegönnet werde/ als was die Policey-Ordnung in Ehren- und Noth-Fällen ohne dem verordnet.

5. Daß auch an verschiedenen Orthen die Ausschreiben zur Vor-Jagdt geschicket und insinuiret werden/ da Ihro Durchl. die Vor-Jagdt gar nicht haben.

Class. 5.

1. Daß Fürstl. Gustrowscher Seiten wegen des Closters Ribnitz/ und Fürstl. Schwerinischer Seiten wegen Liberirung der Bürgen/ denen Contracten nicht gefolget/ auch sonst in dergleichen das Credit-Wesen mercklich gehindert wird.

2. Wenn wegen der Müntze und deren Gütigkeit und Werth keine Gleichheit in beeden Hertzogthümern gehalten/ und darüber denen Commerciis grosser Schade zugefüget wird/ non obstante, daß es gantz anders Herkommens und verglichen.

3. Wenn neue Zölle angeleget werden.

4. Wenn nicht allein von Adelichen Gütern Zoll gefodert/ sondern auch mehr andere Güter/ auch Zollfreye damit beleget werden/ unter andern zu Dassau/ Grevismühlen/ Neuen Buckow/ Dobbrahn/ bey denen zu Güstrow/ und sonst anhaltenden Jahr-Marckten/ non obstante daß es anderweit-

solcher verflossener Zeit/ denjenigen/ welche die Jagt-Gerechtigkeit auf ihren Gütern haben/ sich des Jagens und Schiessens zu gebrauchen frey stehen. ANNO 1701.

Ad 2. Seynd Ihro Fürstliche Durchlaucht. gnädigst gewilliget/ so viel die Hirsch-Jagt/ nicht weniger auch die Vor-Jagdt belanget/ denen Reversalen in Anno 1621. in allen nachzugehen E. E. R. und L. darinn keines weges einig Præjudicium zufügen zu lassen/ maßen dahin Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit Edicta, welche dem alten Stylo gemäß eingerichtet werden sollen/ allerdings interpretiret/ und damit alle sorgliche Neuerungen abgestellet werden/ solcher gestalt denn dem die Hirsch-Jagt bey denen Gütern/ allda selbige über Rechts-verwehter Zeit hergebracht/ keine Behinderung oder Einhalt Krafft dieses geschehen soll.

Ad 3. Daß freylich das Forst-Recht von dem Jure Territoriali dependire/ nichts desto weniger aber auch obgemeldten 19. §. angezogener Reversal. den gebührenden Nachdruck zu geben/ gnädigst reflectiren/ jedoch hat es dabey diesen Verstand/ da Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit gleich zu verbothlichen Zeiten/ das Jagen in ihren Aembtern durch ihre Jäger verrichten lassen würden/ daß Sie in solcher verbothlichen Zeit/ E. E. R. und L. Felder nicht berühren lassen/ sich auch der Vor-Jagdt andergestalt nicht/ als wie es der 19. §. in den Reversalen besaget/ gebrauchen wollen.

Ad 4. Wollen Ihro Fürstliche Durchlaucht. außer Ehren- und Noth-Fällen/ deshalber ad Resolut. ad Grav. 15. Polit. hiemit bezogen wird/ niemand/ ausserhalb/ was zu dero eigenen Hofstatt nöthig ist/ in der verbothenen Zeit/ etwas zu jagen und zu schiessen/ ohne bewegende Ursach erlauben.

Ad 5. Ihro Durchlauchtigkeit wollen in Puncto der Vor-Jagdt niemand wieder das alte Herkommen beschwern/ noch auch die Ausschreiben wegen der Vor-Jagdt auf andere und mehr Güter/ als woselbst Ihro Fürstl. Durchlauchtigkeit die Vor-Jagdt zukommet/ extendiren.

Class. 5.

Ad 1. Das Credit-Wesen haben Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit niemahl gehindert/ sondern es vielmehr denen Reversalen gemäß zu befordern getrachtet/ daß es aber damit zur Würcklichkeit nicht gekommen/ daran ist R. und L. selbst schuldig; Ihro Durchlauchtigkeit aber werden darauf bedacht seyn/ daß dennoch die Sache ihren Effect, nach Innhalt der Reversalen erreiche. Im übrigen wie ad Grav. 18. Class. 3tiæ und was das Closter Ribnitz anbelanget/ wie ad specialissima.

Ad 2. Ihro Fürstliche Durchl. seynd ihres Orths allezeit bereit gewesen/ aus der Müntz ein commun Werck zu machen/ und Gleichheit darinn zu halten/ dabey sie noch beharren.

Ad 3. Wird Fürstlicher Güstrowscher Seiten in facto nicht zu erweisen stehen/ und begehren Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit keine ungebührliche neue Zolle zu introduciren.

Ad 4. Wie es mit dem Zoll zu Güstrow bewandt/ dessen wollen sich Ihro Fürstl. Durchlauchtigkeit erkundigen/ und wieder das Herkommen niemand damit beschweren lassen.

Ad 5.

ANNO 1701.

weiten Herkommens / und den Reversalen, Fürstl. Resolutionen, und Privilegien zuwieder.

5. Wenn E. E. Ritter- und Landschafft die Mittel / die Landes-Schulden zu bezahlen / entzogen / oder nicht vergönnet werden / und dennoch die Ursachen / daß sothane debita nicht bezahlet werden / nomine der gnädigsten Herrschafft E. E. Ritter- und Landschafft imputiret werden will / non obstante des Participations-Vergleichs / und des Landes Zustand / der bey grossen Contributionen nicht zuläſſet / die Schulden zugleich abzuführen.

6. Wenn R. und L. oder dero Deputirte ohne Verschulden in Schrifften oder mündlich durch die Fürstliche Ministros mit unerweißlichen Imputationibus, als ob jene gegen Fürstlichen Respect, oder das Fürstliche wahre Interesse handelten / indignè tractiret werden / und desfalls mit ihrer Nothdurfft nicht einmahl gehöret werden wollen.

7. Wenn die Schäffer bey denen Fürstlichen Aembtern zu rechter Zeit nicht erlassen / sondern zu Schaden der Landbegüterten aufgehalten werden.

8. Daß die Kloster-Rechnungen zu Dubberthien in so langen Jahren nicht auffgenommen / sondern von einer Zeit zur andern verschoben.

ANNO 1701.

Ad 5. Ihro Fürstl. Durchl. sind gleichfalls des gnädigsten Erbietens / nach cessirenden andern nöthigen Collecten / den Kasten freywilliger Contribution wieder anrichten zu lassen / damit die auff dem Lande hafftende Schulden daraus bezahlet werden können.

Ad 6. Diese Beschwer-führung wird Fürstlicher Güstrowischer Seiten nicht agnoscirt / wie dann auch Ihro Durchl. daran keinen Gefallen tragen; Wenn nur hingegen die von R. und L. sich auch in gebührenden Terminis halten.

Ad 7. Muß specificiret werden / welche Beambten solches gehindert / und approbiren Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit / wenn es ohne rechtmäßige Ursachen geschicht / solches nicht / lassen es auch ihres Orths bey der publicirten Schäffer-Ordnung bewenden.

Ad 8. Die Auffnahm der Dobberthienschen Kloster-Rechnung halten Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit vor nöthig / und wollen dazu gehörige Anstalt verfügen.

Claſſ. 6.

1. Wenn die Hoff-Gerichts-Præsidenten und Vice-Præsidenten an die Fürstlichen Höfe abgefodert / daselbst geraume Zeit aufgehalten / auch wohl auſſer Landes verschicket / und dadurch / wider die Hoff-Gerichts-Ordnung / von den Quartal-Rechts-Tagen so wohl / als andern Gerichtlichen Handlungen abgehalten werden.

2. Wenn der Hof-Gerichts-Præsident zugleich / als geheimter Rath bey Fürstl. Höfen bestellet wird / non obstante, daß solches dem Herkommen zu wider / und der Hoff-Gerichts-Ordnung nicht gemäß.

3. Wenn das bey dem Landes-Herrn gemeine und in den Reversalen bestättigte Land- und Hof-Gericht mit versprochener Besoldung der Præsidenten / Vice-Præsidenten und Assessoren / nicht richtig unterhalten wird. Non obstante, daß dadurch das Gerichte in Verachtung gebracht / und viele gute Leute davon abgeschrecket werden / item, daß hiedurch bey der verstorbenen Gerichts-Bedienten Wittwen und Wäysen viele Klagen und Seufftzen verursachet werden / mehr andere schädliche effectus zu geschweigen.

4. Wenn die Ritter- und Landschafft Appellationes intimiret / und Acta requiriret / die dazu nöthige Schrifften nicht wollen angenommen werden / wie in puncto Commercii Salis zu Güstrow und sonst dem Engern Außschuß mehr mahls wiederfahren.

5. Wenn post interpositam appellationem, pendente lite von den attentatis nicht abgestanden / sondern in præjudicium Appellationis die Land-Stände weiter beschweret werden / non obstante, daß es den Rechten / der Land-Gerichts-Ordnung und den Reversalen zuwider.

6. Wenn bey der Lehn-Cammer die Fürstl. Consense über die Contractus und Obligationes, wie auch die Muth-Zettel wider das Herkommen auffgehalten / und nicht ausgefertiget wer-

Claſſ. 6.

Ad 1. Gehet Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit Resolution dahin / wie dieselbe die Processe im Land- und Hof-Gerichte an ihrem Lauff nicht zu behindern / eben so wenig den Præsidenten oder einige der Assessoren davon abzuhalten gemeinet / excepta necessitate.

Ad 2. Erinnern sich Ihro Fürstl. Durchl. zwar wohl / daß sie den ietzigen Hoff-Gerichts-Præsidenten mit dem Titul eines Geheimen Raths begnadiget / welches aber der Hoff-Gerichts-Ordnung unabbrüchig geschehen / allermassen Ihro Fürstl. Durchl. Ihn auch mit einem absonderlichen Eyde desfals nicht beleget.

Ad 3. Die Bestellung wie auch die Besoldung des Præsidenten / Vice-Præsidenten / und der andern beyden Assessoren / wie auch der übrigen Bedienten / gehöret ad Curam Ihrer Fürstl. Durchl. und wollen Sie gnädigst darauff bedacht seyn / auch die Verfügung thun / daß Selbige ihre Besoldung bekommen.

Ad 4. Sind Ihro Fürstl. Durchl. der gnädigsten Intention, nach intimirter Appellation, auch Requisition der Acten / die desfals übergebende Schrifften an gehörigen Orten ad Acta nehmen zu lassen.

Ad 5. Ihro Fürstl. Durchl. werden dißfals nach Innhalt der Reichs-Satzungen / Käyserl. Wahl-Capitulation auch gemeinen Rechten procediren.

Ad 6. Wollen Ihro Fürstl. Durchl. daß die bey der Lehn-Cammer gesuchte und erkannte Consensus, wie auch die Muth-Zettel denen Requirenten ausgefolget / und selbige damit nicht auff-

ANNO 1701.

werden wollen / wie eine zeithero am Fürstl. Gustrowischen Hofe geschehen ist.

7. Wenn die Formalia in den Lehn-Briefen nach der alten Form nicht eingerichtet / sondern wider Willen der Interessenten darin etwas ausgelassen / oder verändert wird.

8. Wenn die Consens zu suchen indistinctè denen Vasallis und übrigen Possessoribus der Lehne auffgedrungen werden will. Non obstante, daß hiesige Mecklenburgische Lehne auch ohne Consens Schulden tragen / item: daß theils Possessores Jure Crediti die Lehne besitzen / worüber in Grav. Judicial. 12. gehandelt / item non attentâ distinctione inter dominium revocabile & irrevocabile, und daß jenes keinen Consens bedarff.

9. Beschweret die Ritterschafft und Begüterte / daß ihre Unterthanen und andere / so in ihrer Bothmäßigkeit wohnen / wenn die Beamte und andere / so Ansprache an Sie zu haben vermeinen / irrequisito Judice competente, darunter Sie wohnen / für Gerichte gezogen / und daselbst wider Sie erkant wird / da doch dem Adel und Landbegüterten / weil Sie die Jurisdiction haben / prima instantia gebühret.

10. Daß auch mehrmahlen ex injuria privata Fiscalische Processe gemachet werden / zu mercklichem Schaden und Nachtheil der Interessenten.

11. So beschweret auch das Land sehr / daß die Creditores, welche Jure Crediti entweder durch Adjudication, oder durch einen Kauff / oder sonst durch andern rechtmäßigen Titul Lehn-Güter besitzen / die Güter zu Lehn anzunehmen gezwungen werden wollen / da doch solches den Rechten und Herkommen zu wieder / wie imgleichen.

12. Daß den meisten Contributions-Abscheiden inseriret / daß die Creditores, welchen die Güter adjudiciret / schüldig seyn sollen / über die Ihnen adjudicirte pertinentien particulier Fürstl. Consens zu bitten.

13. Beschweret die Ritterschafft absonderlich / daß durch concedirte Accis-Hebung der Stadt Rostock / die daselbst wohnende von der Ritterschafft / mit unter die Accise gezogen werden.

auffgehalten werden.

Ad 7. Wollen Ihro Fürstl. Durchl. in den Lehn-Briefen die alte gewöhnliche Formalien und Clausulen beybehalten lassen.

Ad 8. Resolviren sich Ihro Fürstl. Durchl. dahin / daß Sie nur allein in denen Fällen die Consensus erfodern werden und wollen / da selbige de Jure Feudali & communi, nach Innhalt der Reversalen zu erbitten nöthig seyn.

Ad 9. Erklähren sich Ihro Durchl. gnädigst / daß Sie E. E. Ritter- und Landschafft bey der Ihnen cum Feudo und übrigen Gütern verliehenen Jurisdiction und deren Instanz, durch die Beamte / oder andere beeinträchtigen zu lassen / nicht gemeinet / solcher gestalt Ihro Fürstl. Durchl. einem jedweden seine jurisdiction, um die Sache zu erst / dafern Er anders selbst dabey nicht interessiret / wider die unter seiner Jurisdiction befindliche / zu verhören und zu entscheiden / gnädigst lassen / vorher aber die Cognition für die Justiz-Cantzelley / Land- und Hoff-Gerichte / und Consistorio (es möchten dann simpliciter Consistorialia, oder solche Sachen seyn / welche quoad primam instantiam ans Consistorium, und jetztgedachte hohe Gerichte gehören) zu ziehen nicht verstatten wollen; Es müssen aber auch die von R. und Landschafft den Partheyen gebührlichen und fordersamsten Rechts verhelffen.

Ad 10. Sey klaren Rechtens / daß in denen Injurien-Sachen actio civilis & criminalis erlaubt / solte nun der Fiscalis an der letzten kein Theil haben / noch keine atrocitas injuriarum sich befinden / will vielmehr denen Klägern obliegen / ohne zuthun Fiscalis die actionem Injuriarum Criminalem für sich selbst auszuführen.

Ad 11. Ihro Durchl. wissen zwar von keinem Zwang / Sie lassen es aber desfals bey denen Gemeinen und Lehn-Rechten.

Ad 12. Ihro Fürstl. Durchl. verstatten gnädigst / und lassen gnug seyn / daß wegen der Güter / so per Distributionem verscheidenen Creditoribus zugeschlagen / nur in genere über die geschehene Distribution, nicht aber von einem jedweden Creditore ein particulier Consens seiner ratæ halber noch gesuchet werde / wie denn auch Ihro Fürstl. Durchl. bey particular adjudicationibus die Verordnung in dero Lehn-Cammer stellen wollen / daß deßwegen das sonst gewohnliche Consens-Geld (es möchte dann seyn / daß derjenige / welcher das Adjudicatum erhalten / solches an andere wieder veräusern wolte) nicht / sondern nur das Schreib-Geld dafür genommen werden solle.

Ad 13. Hierüber wollen Ihro Fürstl. Durchl. zuforderst Bürgermeister und Rath der Stadt Rostock vernehmen / und folgends in der Sache / was billig und recht ist / verordnen.

ANNO 1701. A. MONITA des Engern Ausschusses / de dato Rostock im Februario, Anno 1683. ANNO 1701.

Bey diesem Creys-Kasten fällt zu erinnern:

DAß nicht / wie Herkommens / die Cräyß-Einnehmer / in Beyseyn derer gevollmächtigen Deputirten des Engern Ausschusses von R. und L. an den Kasten und dessen Einnehmer / besondern wider R. und L. vorhin geschehenes unterthänigstes Ansuchen jeden Fürstl. hohen Orts einseitig angewiesen seyn.

2. Die Executores auch nicht nach dem Land-Tags placito de dato Schwan 1668. und wie solches nach der Zeit allhie in Rostock geschehen / in præsentia R. und L. Deputatorum, sondern theils einseitig beeydiget / auch nicht von R. und L. vorgeschlagen worden / und ihre instructiones in verscheidenen Puncten differiren.

3. Die Restanten nicht / wie R. und L. bey jüngstem Land-Tage mit beweglichen Remonstrationibus gebeten / alle / sondern nur von Anno 1677. biß 80. erfodert / solcher gestalt aber die Summa so hoch nicht würde heraus kommen können / daß man des in Edicto gedrückten andern Termins nicht bedürffe / wie R. und L. allemahl zu höchst-nöthiger Sublevation der Armuth intendiret und verhoffet hat.

4. Daß ob wohl R und L. beym Land-Tage denen Fürstl. abgeordneten Herren Räthen kund gemachet / daß Sie dem gesammten Engern-Ausschuß die Vollmacht bey dieser Cräyß-Steuer auffgetragen hätten / dennoch demselben von Fürstlich-Schwerinischer Regierung gar keine Notification von dieser Diæte geschehen / sondern dieserwegen ein gantz ungewöhnliches Schreiben an die Deputirte der Aemter abgangen / wesfalls Namens R. und L. man billig de præjudicio bey bedingen müssen. Solte auch das an Fürstl. Güstrowischer Seiten inserirte Beding vor dißmahl citra omnem consequentiam wider verhoffen zu R. und L. Nachtheil gemeinet seyn / würde man solches gleichfals bedencklich zu verbitten gemüßiget werden.

5. Daß propter angustiam termini weder denen Engern-Außschuß Deputirten / noch auch alten Restantibus, wenigers in specie nahmentlich die Zeit der Erscheinung kund worden / und dahero sich zur Liquidation besorglich fast wenige einfinden dörfften / welches jedoch wann an Seiten gnädigster Herrschafft ante terminum Solutionis vel potius Executionis R. und L. offtmahliges unterthänigstes Desiderium wegen Exequirung der Restanten hätte mögen statt finden / anjetzo seine Richtigkeit ohne alle Beschwerde hätte haben / und daraus Geld beyhanden seyn können. Wie denn auch kein Zweiffel / wenn diese dringliche überhäuffte Einnahme nur vorbey seyn wird / etwa ohnmaßgeblich in 14. Tagen oder 3. Wochen nach gnädigst angeordneter Verwarung durch die Visitatores die Sache sich ohnschwer zur Richtigkeit wird anschicken können / wenn nur die gnädigste Herrschafft als Gerechtigkeit liebende Landes Väter die sämtliche eingesandte Restanten einfordern zu lassen gnädigst belieben werden. In welcher dann die Einnehmer der überhäufften Arbeit sich entladen / und was zu Ihrer Function in einem und andern gehörig herbey gebracht werden müste / desto füglicher werden præstiren können / weil sonsten die jüngere Restanten / und welche biß dahin das Ihrige willig beygetragen / sich desto höher beschweren dürfften / daß man Sie allein vornehmen / und die Alten verschonen wolte / welche doch billig am ersten exequiret werden solten; damit aber hierbey alle etwa besorgende Unbilligkeit / und rigueur verhütet werde / so wird nochmahlen hiebevoriges Erbieten wiederholet / nemlich / daß befindlichen Umständen nach solche Moderation könne gebrauchet / und alles in die Wege gerichtet werden / damit niemand mit fuge sich hierunter zu beschweren haben / mithin auch alle Confusion zwischen Land- und Creyß-Kasten verhütet werden möge.

6. Weil auch die Executio continua & sine intervallo das Land arm / und nur die Executores reich zu machen scheinet / anerwogen denen Contribuenten / welche absque omni mora seyn / wann Sie ihre Specificationes und Geld nach dem Kasten bringen / und wider ihren Willen nicht expediret werden können / und deren theils das Geld allhie deponiren müssen / dennoch beydes wegen der unterdessen Sie bedrückenden continuirlichen Execution, als auch Zehrung sehr graviret zu seyn fast evidenter erscheinen; So müssen hierdurch E. E. Hoch-Fürstl. Hoch-Fürstl. Durchl. Durchl. R. und L. Engern Ausschusses Deputati unterthänigst bitten / dieselbe wollen geruhen / denen armen Leuten im Lande zum besten / an die Executores solche Verordnung ergehen zulassen / daß Sie diejenige / welche sich in opera solutionis absonderlich schon auff der Rostocker Reise befinden / zur Bezahlung / oder vorhin ihre Contribution allda zu Verhütung grosser Zehrungs-Kosten / und Versäumniß zu Hauß erweißlich deponiret und parat haben / in der Zeit mit keiner Execution-Gebühr zu belegen befugt seyn / sondern / da Sie keine andere Oerter zu besuchen haben solten / mit Futter und Mahl vorlieb nehmen / oder eine Zeit von 14. Tagen befristen müsten / auch da Sie propter excessum überwiesen werden solten / Ihro Ihro Durchl. Durchl. schwere Ahndung zugewarten haben solten.

7. Als auch ratione der Müntze dem Lande ein unbeschreiblicher Schade zuwächset / und bey nahe guten Theils die Ausgabe bey der Contribution zum fünfften Theil höher kömt / als andern im Lande wohnenden / So werden Ihro Ihro Durchl. Durchl. unterthänigst ersuchet / solches Fürstlich zubehertzigen / und zu Abwendung dero Landes Ruin die harte Müntze und Marckstücke gleich andern benachbarten Landen voll gelten zu lassen / damit sich dadurch die kleine Sorten verliehren / und die Beybehaltung des Landes möge befördert werden / weil sonsten kein ander Expediens auszusinnen / in welchem nicht das Remedium ärger / als die Kranckheit selbst zu seyn fast ablänglich zu mercken sey.

8. Weil auch bey Liquidation der Restanten in Anno 1677. die Fürstl. Aemter nicht wollen zum Vorschein noch Liquidation gebracht werden / damit man auch daselbst die völlige Richtigkeit erhalten möge; So wird unterthänigst geberen / hierunter den Edictis und Herkommen nachgehen zu lassen / und die Restanten der Aemter nicht dissortes von den andern werden zu lassen / sondern zugleich adjoustiren.

9. Als auch von verschiedenen Jahren die Rechnungen von den Einnehmern nicht auffgenommen / und wegen Sterblichkeit der Personen / auch anderer Incidentien es hochnöthig seyn will / mit Auffnahm solcher hinterstelligen Rechnungen zu verfahren / so wird es zu Fürstgnädigster Vereinbahrung gestellet / was vor einen bequemen Terminum im bevorstehenden Früh-Jahr Sie dazu bestimmen /

ANNO 1701.

stimmen / und dem Engern-Ausschuß bey Zeiten solchen notificiren lassen wollen.

10. Weil auch der 14te Februar. eventualiter nach Malchin wieder einzukommen von den Fürstl. abgeordneten Räthen / R. und L. damahls intimiret worden / aber nicht zu wissen / ob rebus sic stantibus, und da ein jeder mit der Contribution beschäfftiget ist / sondern auch sich andere impedimenta finden möchten / das Ziel in solchem Termino zu erreichen; So wird gleichfals von Fürstl. Herrschafft in Unterthänigkeit verlanget / sich deßfals nachrichtlich zu expectoriren.

ANNO 1701.

Lit. B. Auch ad Additamenta Classis 3tiæ, Grav. 1.

DAmit die Contributions-Visitatores bey währender Käyserl. Commission nach dem Herkommen und Schwanischen Land-Tags Concluso de Anno 1668. wiederum bestellet / und instruiret werden mögen / So ist nöthig

1. Weilen einer von den Güstrowschen Visitatoren legitimè, die übrigen beyde aber wieder die Verträg und das Herkommen beym Fürstl. Hofe / und nicht in Beyseyn R. und L. Deputirten beeydiget / daß dieselbe nunmehro in gewöhnliche Pflicht genommen werden.

2. Weil auch ein Güstrowscher Visitator mangelt / und die übrigen 3. des 4ten Districkt nicht füglich bereiten können / wenn kein neuer bestellet werden solte / daß derowegen einer in der Stadt Mahren wohnhafft / Büsthoff genannt / zu dem Ende / daß er den 4ten ietzo vacanten Platz der Executoren bekleide / und deßfals beeydiget werde / anhero beschrieben werden möge.

3. Weil an Schwerinischer Seiten nur 5. Executores seyn sollen / ietzo aber sich befindet / daß der gedachter Wüsthoff zum 5ten Executore wider des Land-Tags Conclusum de Anno 1668. und wider das Herkommen bestellet worden / daß derowegen dieses wieder auffgehoben / und der gedachter Wüsthoff der Schwerinischen Pflicht und Bestallung zuforderst wieder erlassen werde.

4. Daß denen Executoren und Visitatoren deutlich vorgelesen werde / die zu Schwan Anno 1668. festgestellete instruction und formula Juramenti, damit Sie sich darnach bey Vermeidung der in gedachter Instruction exprimirten Straffe richten müssen.

5. Weil aber in gedachter Schwanschen Instruction die angedrohete Geld Straffe nicht eben exprimiret / so würde zu mehrem Nachdruck dienen / daß dieselbe determiniret / und auff jedes dergleichen in der Instruction mit Geld-Buße belegtes Verbrechen / der Verlust des Viertentheils des dem Verbrecher sonst gebührenden Salarii gesetzet werde.

6. Uber das / was in besagter Schwanschen Instruction und formula Juramenti enthalten ist / hat sich in praxi befunden / daß nachfolgendes ferner denen Visitatoren und Executoren vorzustellen / und zu injungiren nöthig sey.

1. Daß die Visitatores denen Contribuenten die Specificationes nicht machen / vielweniger die Contribution von den Contribuenten einnehmen.

2. Daß die Visitatores die laut Edicti von den Contribuenten verwirckte Straffe nicht endern / weniger deßwegen mit entzelen Personen / oder gantzen Communen und Dorffschafften einige Handlung pflegen sollen.

3. Daß die Visitatores niemand mit ihren Visitationibus übersehen / sondern alle und iede Contribuenten visitiren.

4. Daß die Visitatores bey denen Executionen sich nicht gantz / oder auff gewisse Maße sollen abkauffen lassen.

5. Weiln aber nicht thunlich fallen solte / bey einen oder andern Contribuenten / daß die Executores so lange bey Jhnen liegen bleiben / biß er völlig bezahlet habe / daß Sie so dann für die Zeit / da Sie anderwärts hinreiten / die Executions-Gebühr fordern sollen.

6. Vornehmlich / daß die Visitatores die jenige Contribuenten mit Abforderung der Executions-Gebühr verschonen sollen / die würcklich ihre Contribution zu bezahlen auff der Reise beweißlich begriffen seyn / oder ihr Geld unter Wegens haben.

7. Daß die Executores, insonderheit diejenige Contribuenten / welche keine Specificationes eingeschicket haben / so lange exequiren / und doppelte Execution fordern sollen / biß Sie die besagte Specificationes beym Kasten eingebracht und justificiret haben.

8. Daß die Visitatores ihre Visitationes unverwarnter Sachen vollstrecken / und vorhero nicht kund werden lassen / an welchem Orthe Sie visitiren wollen.

9. Weil desfalls geklaget wird / daß theils Fürstl. Beambten die Visitatores zwingen wollen / daß denen Beambten vorhero angemeldet werden solle / welche Zeit und Stunde die Visitation bey den Ambts-Bauren geschehen soll / solches aber zu grossem Unterschleiff Anlaß giebet / daß dahero bey denen Beambten dieses gäntzlich verboten / und denen Visitatoren in diesen und dergleichen dem Contributions-Wesen schädlichen Dingen / der Beambten einseitigen Befehlen / nicht zu pariren injungiret werde.

10. Wenn sichs zutrüge / daß von einem oder andern Orthe die Contribution oder Specification nicht erfolgen könte / daß so dann solches und dessen Uhrsachen die Executores denen Deputirten beym Kasten ohnverlängt schrifftlich anzeigen sollen / damit in Zeiten / was hierunter ferner nöthig sey / beobachtet werden konne.

11. Weil auch geklaget / daß die Visitatores, wann Sie in den Fürstl. Dörffern ihre Visitationes verrichten / an dieser ihrer Ambts-Verrichtung offtmahls gewaltthätiger weise verhindert / und sothane Excessus guten Theils ungestrafft bleiben / also daß Sie endlich ihres Lebens nicht sicher seyn / daß hierunter zureichende Anstalt zu machen / daß dergleichen nicht mehr zu besorgen / die Fürstliche Höfe und Beambten bewogen werden mögen / die Executores aber / wenn Jhnen dergleichen Gewalt wiederfähret / schuldig seyn sollen / solches denen Deputirten beym Kasten alsobald anzumelden / damit durch dieselbe behörige scharffe Straffe der Verbrecher beworben werden könne / pro ratione delicti wäre wohl nöthig / daß die pœna exasperiret würde.

12. Weil bey denen Fürstlichen Höfen zuweilen Inhibitiones ertheilet / die Restanten an theils Orthen nicht einzutreiben / desgleichen einige Personen von der Contribution einseitig eximiret werden / solches aber denen Reversalen, Schwanschen Land-Tags-Schluß / auch dem Herkommen und dem Contributions-Werck selbst zuwieder läufft / daß dahero dieses gäntzlich abgestellet werden möge.

Grä-

ANNO 1701.

## Gravamina Specialia Sverinenſia.

1. Iſt bey dem in Anno 1677 zu Roſtock gehaltenem Land-Tage ad Grav. Spec. 3tium gnädigſt verſprochen / daß / wenn die Candidati Miniſterii præſentiret / und von Superintendenten examiniret worden / ſo dann unverzügliche Verordnung wegen Ordination und Introduction geſchehen ſoll. Weil aber ſich nach der Zeit befunden / daß / wenn dieſes alles geſchehen / die neuerwehlt- und ordinirte Prediger über dieſes alles annoch Confirmationem bey Hofe zu ſuchen angehalten werden wollen / ſolches aber dem Herkommen zugegen / und groſſe Unkoſten cauſiret / ſo wird unterthänigſt gebeten / auch hierunter gnädigſten Wandel R. und L. zu gönnen.

2. Währet auch das Gravamen annoch / ſo dicto Anno ſub No. 4. wegen Retaxation der Güter geführet worden / ob gleich gnädigſte Remedirung verſprochen.

3. Ereuget ſich eine neue Beſchwerde / indem die Conſenſe über die Lehne difficultiret werden wollen / ſub prætextu einiges Laudemii, welches jedoch dem Herkommen zugegen / auch in den Rechten in alienationibus neceſſariis nicht ſtatt findet / auch dieſes inconveniens nach ſich ziehet / daß ein jeglicher lieber die adjudicirte Güter Jure Crediti beſitzen / als dieſelbe zu Lehen nehmen / und alſo allendlich die Lehne von nicht Lehensfähigen werden occupiret werden.

4. Weil auch contra Jura & conſuetudinem provincialem der Abſchuß im Lande wil introduciren werden / wenn Lehen-Leute ihre Lehne cum conſenſu, quorum intereſt, verkauffen / und entweder auſſer Landes / oder auch nur aus einem Fürſtenthum ins andere ziehen.

5. Auch iſt eine groſſe Landes-Beſchwerde / daß die Abſcheide bey Vorbeſcheiden von allen Partheyen / die ultra rationem an der Sache intereſſiret / abſonderlich / und in Fiſcaliſchen Sachen von dem beklagten Theil in duplo ausgelöſet werden muſſen.

6. Wer-

## Reſolutiones.

ANNO 1701.

Ad 1. Laſſen es Ihro Fürſtl. Durchl. bey der in Anno 1677. ad gravamen tertium dero getreueſten R. und L. ertheilten gnädigſten Reſolution bewenden / ſolcher geſtalt / daß / wenn zuerſt das Mandatum an den Superintendentem oder Seniorem ad examinandum, die Relation von Ihm ad Epiſcopum wegen des examinirten Habilität ergangen / geſtracks / und zu einem mahl die Confirmatio, wie auch der Befehl ad ordinandum & inſtituendum erfolgen ſoll / und keine mehrere Confirmation zu verlangen.

Ad 2. Hat man je zwar vermeinet / es bey der alten Taxa zu laſſen / wornach die Güter indifferenter zu ſteuren hätten / dieweiln aber nunmehro ein neuer Modus contribuendi erfunden / Ihro Fürſtliche Durchlauchtigkeit darüber einen abſonderlichen Receſſ ertheilet / ſo iſt derſelbe forderſamſt ad generalem praxin zu bringen / geſtaltſam Ihro Fürſtliche Durchlauchtigkeit auch ſolches bey der Königlichen Däniſchen Præſtation, und zwar nächſt künfftigen Michaelis exequiret wiſſen wollen. Weiln aber der Adel im Schweriniſchen Ambte / wegen bißheriger Collecten / mit Gottfried Erivitzen ſtreitig / dieſer / wie aſſeriret wird / ein höhers und mehrers nicht / als das proviſionale remedium austragen kan / præſtiret und beygetragen / hingegen der Adel geklagter maſſen des Erivitzen übrige Portion übernehmen müſſen / ſo iſt wegen dieſes Præteriti, da das Futurum unter den neuen Modum Contribuendi gehöret / die Fürſtliche Reſolution dahin gerichtet / transmiſſionem Actorum ergehen zu laſſen.

Ad 3. Mit dem Laudemio werden Ihro Fürſtliche Durchlauchtigkeit ander geſtalt nicht / als nach den Rechten verfahren / und weilen die Ritterſchafft vornehmlich in Feudis die Laudemia in caſum neceſſariæ alienationis verbittet / und die Exempeln nicht allein ex antiquo, ſondern auch dem Fürſtenthum Güſtrow anziehet / und dann Ihro Fürſtliche Durchlauchtigkeit die Ritterſchafft wieder das Herkommen zu beſchweren nicht gemeinet / vielmehr æquabilem tractatum, wie an Seiten Güſtrow / als auch in dero Landen verlangen / ſo wird es noch zur Zeit darauff beruhen / ob ein ander Herkommen ex antiquo die Fürſtliche Regierung darthun möge / worüber jedoch die Ritterſchafft / wie billig / gehöret / und ein Reſponſum Juris von einer Juriſten-Facultät eingeholet / biß dahin das Laudemium in caſu neceſſariæ alienationis ſuſpendiret ſeyn ſoll.

Ad 4. Ob das jus detrahendi in Feudis einen oder keinen Platz habe / davon hat das erſte die Fürſtliche Regierung per contrarium zu behaupten / ein Reſponſum Juris, wenn Ritter und L. zuforderſt darüber gehöret / einzuholen / biß dahin der Adel billig damit zu überſehen.

Ad 5. Soll die gedoppelte Præſtation von dem beklagten Theil in cauſis Fiſcalibus keinesweges hinführo bey der Juſtitz-Cantzeley gefordert / in denen übrigen Sachen die Abſcheids-Gebühr von Klägern / Intervenienten und Beklagten / weiter aber nicht / exigiret werden; Solten aber die Intervenienten in mehrer Anzahl unam, non diverſam cauſam foviren / hat man von allen denen nicht mehr / denn vor einen Abſcheid zufordern.

Ad 6.

ANNO 1701.

6. Werden auch einigen Gemeinen gegen die Rechte und Gewohnheit Prediger angedrungen / die Sie vorhero nicht gehöret / noch ihrer Lehre / Lebens und Wandels zur Gnüge versichert seyn.

Ad 6. Wie in solchen Fällen die Præsentatio bey dem Patrono, dem darunter nicht vorgegriffen werden soll / Commissio ad examinandum, eventualis confirmatio bey dem Episcopo, so erklähren sich Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit gnädigst dahin / und lassen es dabey bewenden / was deßfalls in denen Reversalibus de anno 1621. §. 12. gesetzet / solcher gestalt / daß auch bey denen die das Jus Patronatus nicht haben / nicht allein denen Gemeinen gegen die Recht und Gewohnheit keine Prediger sollen angedrungen werden / die Sie vorher nicht gehöret / noch ihrer Lehr / Lebens und Wandels zur Gnüge versichert seyn / sondern auch / und da hinkünfftig einer von Adel / oder die Räthe in den Städten eine Persohn / die Er / oder Sie / zu seinem oder ihrem Seelsorger aus erheblichen Ursachen gerne haben / und befordert sehen möchten / nominiren / und um unsere gnädige Bewilligung und Confirmation unterthänigst anhalten werden / daß Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit dem in gedachten Reversalen gnädigst gethanen Erbieten nachkommen wollen.

7. Wobey wegen der verwüsteten Ambts-Dörffer die Præstationes, so den Kirchen / geistlichen Häusern / Pastoren und Küstern gebühren / den übrigen Eingepfarreten mit auffgebürdet werden / welches sehr beschwerlich und zu remediren gebeten wird.

Ad 7. Sey billig / daß die vorhin unter den Eingepfarreten gewöhnliche proportio præstandorum conserviret und beybehalten / keiner der Eingepfarreten Onere Tertii behelliget / sondern es von denen wüsten Hufen nach als vor genommen / und hierinnen denen Fürstlichen Verordnungen unterm 4. Octobr. A. 1641. und 28. Maji 1645. nachgegangen / jedoch / daß dieselbe / was die Hebung und Salaria der Priester betrifft / weiter nicht wegen der wüsten Hufen extendiret werde / als allein auff das Mißkorn und stehende Pächte an den Orthen / da dieselbe von Alters gegeben / da dann alle übrige Præstationes personales gantzlich cessiren.

8. Daß einige Adeliche Güter an die Aembter gezogen / und denen von der Ritterschafft keine Versicherung geschehen / daß dieselbe Güter dem Adel in denen Aembtern in den Collectis zu Hülffe kommen / oder auch denenselben anderwärts desfalls Satisfaction verschaffet werden soll.

Ad 8. Wie es mit denen Collecten der Adelichen zu der Fürstlichen Cammer ex emto sonsten gelegter Güter künfftig zu halten / das ermessen Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit für billig / wenn Sie ihres hohen Orths bey Veräuserung einiger Pertinentien aus dem Ambte der Collecten halber ihr voriges Jus, daß auch ex æquabili ratione die Ritterschafft ihre Gerechtsame nicht weniger zu reserviren / es wäre dann / daß man sich eines andern verglichen hätte / oder auch bey einer befindlichen inæqualität Satisfaction anderwärts geschehe / welche dann auff befindlichen Fall utrinque zu verschaffen.

## Specialia de 26. May.

1. Haben Schwerinische Herren Land-Räthe Ursache sich zu beschweren / daß mehrmahlen / wenn Ihnen etwas zu verrichten vom Hofe anbefohlen wird / gantz harte und ungewöhnliche Commina-tiones angehänget werden / als daß / daferne Sie dieses oder jenes nicht beschaffen / Sie dafür respondiren / item daß Sie den Schaden / so dadurch entstehen möchte / wieder zu erstatten gehalten seyn sollen / und dergleichen / da doch / was solcher gestalt von Ihnen begehret wird / in Ihrem Vermögen nicht ist / und von Ihnen begehrter massen nicht præstiret werden kan.

Ad 1. Wegen der Land-Räthe in puncto scharffer Mandatorum öffters unmügliche Dinge auszurichten movirender Beschwerde / seynd Ihro Fürstl. Durchl. gnädigst gemeint / die Rescripta an dieselbe dergestalt in gnädigsten Terminis abzufassen / dabey subjectam materiam nicht weniger anzusehen.

2. Beschweret sich Berend Friedrich von Bülowen Wittwe / daß in der Passeeischen Concurs-Sache / alle andere attentata zu geschweigen / wegen eines geringen Postes von 490. Gulden der Rentmeister zu Schwerin sich des Guthes Passee angemasset / retaxation und adjudication erhalten / da doch Sie und mehr Creditores durch den neuen Taxt mercklich lædiret / und in Occupirung des Guths gedachte Wittwe höchst graviret / indem Ihr als posteriori Creditrici das Jus offerendi nicht zugestan-

Ad 2. Auff das 2te Gravamen was von seel. Berend Friedrich von Bülowen Wittwen wegen des Guthes Passee vorgebracht / expliciren sich Ihro Fürstliche Durchlaucht. gnädigst dahin / daß Sie ungesäumte Nachricht von dero Justiz-Cantzeley erfordern / und der Wittwen die Justiz wiederfahren lassen wollen.

Ad 3.

ANNO 1701.

den werden wollen / da doch solches in Jure Communi fundiret / auch durch einen in Fürstl. Justiz-Cantzeley publicirten Abschied Ihr expresse zugewilliget.

3. Beschweret sich gedachte Wittwe von Bülowen / daß Ihr das auf Fürstl. Ordre behandelte / und zu bezahlen anbefohlne Quantum von 4000. Gulden Capital nicht wolle bezahlet werden / ob Sie es gleich zum höchsten benöthiget und dawieder nichts eingewandt werden könne.

4. Ist eine überaus harte Beschwerde / so die Flotowen zum Stüer drucket / indem Sie wegen einer wüsten Feld-Marck Bistorff / im Stifft Bützow belegen / von Ihren Güthern allhier im Lande die Contribution abzustatten gezwungen werden / und desfalls harte Executiones übertragen müssen / da doch dieselbe sich erbothen / jetztberührte Feldmarck fahren zu lassen / und für die prætendirte Contribution hinzugeben.

5. Beschweret sich die Ritterschafft des Amtes Gadebusch gantz sehr / daß Sie zwar vielfältig gesuchet / daß Ihnen das Guth Lovitz / welches vor Jahren ein Dorff gewesen / so theils nach Grevismühlen / theils nach Gadebusch gehöret / möchte beygeleget und incorporiret werden / da doch Ihnen bereits verschiedene Stücke abgegangen / als Steinbeck / Jarmstorff / und dergleichen / überdem auch notorie der Adel des Ambts Gadebusch nur klein wäre / und das Guth bis dato keinem Ambte zugeleget.

6. So befindet sich die Ritterschafft des Ambts Mecklenburg auch sehr beschweret / indem Ihnen das den Schabbels Erben zustehendes Dorff Wendorff vor etzlichen Jahren wieder entzogen / so an statt Blumenhagen / das von Alters ein Adelich Guth gewesen / und allezeit bey der Ritterschafft gesteuret / gedachten Erben cediret worden. Und ob gleich desfalls per Supplicam bey Hofe Remonstration geschehen / dennoch biß dato keine Remedirung darauf erfolget.

7. Findet sich auch dieses Jahr de novo die Beschwerde wegen Umziehung der Schäffer / indem der Herr Obrister Schack zu Prischendorff einen Schäffer / der jetzo bey dem Hofe Neuschendorff im Amte Schönberg sich auffhält / zu rechter Zeit gemiethet / der Schäffer auch das Gottes-Geld 4. Wochen bey sich behalten / und hernach wieder zurück gesand hat / unterm Vorwand / daß Fürstl. Beamte ihn nicht erlassen wolten / durch welches der Beambten unziemliches Auffhalten grosse Confusion entstehet / und das Land grossen Schaden leydet.

8. Desgleichen hat Daniel Friedrich von Plessen zu Dönckendorff im Amte Rehna einen Schäffer gemiethet / der sein eigen Unterthan / und dennoch von den Fürstl Beamten nicht erlassen werden will.

9. Der Stadt Sternberg Beschwerde ist auch / daß die Kirchen / Oeconomeyen und Hospitalien von denen an sich gebrachten / zu Stadt-Recht liegenden Gütern und Aeckern den Schoß sich wegern abzuführen.

10. Drücket das Land sehr hart / daß die Scharffrichter sich eine zeithero unterstanden / nicht allein Ihre Execution-Gebuhr so hoch zu stei-

ANNO 1701.

Ad 3. Geben Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit gedachter Wittwen diese gnädigste Erklärung / wo dieselbe allbereit eine Fürstliche Anweisung von Ihro Fürstlichen Durchlauchtigkeit an dero Cammer erhalten / daß Sie gemelter Ihrer Cammer gnädigst befehlen wollen / sich mit der Wittwen Ihrer Forderung halber und wie bey jetzigen Zeiten müglichst zu Ihrer Befriedigung gelangen möge / zu vergleichen.

Ad 4. Der Flotowen Beschwerde belangend / ist dieselbe wieder Recht und gantz unbillig / von denen im Fürstenthum Schwerin belegenen unbeweglichen Gütern im Hertzogthum Mecklenburg zu steuren / welches / da es sich also befindet / Ihro Fürstliche Durchl. gäntzlich abgeschafft wissen wollen.

Ad 5. Was von der Ritterschafft des Amts Gadebusch wegen des Guthes Lövitz angeführet / erheischet die Æquabilität / vermöge Ihro Fürstlichen Durchlaucht. ad Gravamina generalia allbereit ertheilten Resolution, weiln verschiedentliche Stücke / als Steinbeck und Jarmstorff dem Fürstlichen Ambte zugefallen / daß auch ex reciproco die Collecte von besagtem Guthe Lövitz der Ritterschafft hinwiederum zuwachsen müsse / und nächsthin der Ritterschafft im Ambte Gadebusch incorporiret seyn soll.

Ad 6. Die Ritterschafft des Ambts Mecklenburg / in specie das Dorff Wendorff / denen Schabbels Erben zuständig / betreffend / desfalls wollen Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit der Fürstlichen Cammer gemessenen Befehl ertheilen / warum man der Ritterschafft besagtes Dorff Wendorff aus der Ritterschafft Collecten gezogen / darüber denn der Küchmeister zu Mecklenburg Rede und Antwort zu geben / auf welchen ergangenen Fall die Fürstliche Cammer darinn billichmäßige Verfügung ergehen lassen soll.

Ad 7. & 8. Was von dem Obristen Schacken zu Prischendorff / und Daniel Friedrich von Plessen zu Dönckendorff in Unterthänigkeit vorgestellet / desfals lassens Ihro Fürstl. Durchl. bey der publicirten Schäffer- und Gesinde-Ordnung / als darin befindlichen Modulo allerdings bewenden / wornach man sich allenthalben zu reguliren.

Ad 9. Wegen der Kirchen-Oeconomeyen und Hospitalien von der Stadt Sternberg an sich gebrachten zum Stadt-Recht liegenden Gütern und Aeckern / als des 9ten Gravaminis, haben sich Ihro Fürstl. Durchl. allbereit dahin gnädigst resolviret / daß solche adjudicirte Güter und Aecker nothwendig cum onere gemeldten Kirchen / Oeconomeyen und Hospitalien zufallen müssen.

Ad 10 So erklären sich auch Ihro Fürstl. Durchl. furs 10te der Scharffrichter und Ihrer bey denen Executionen vornehmenden Excessen hal-

ANNO 1701.

steigern / als sie immer können / sondern auch wohl in gewissen Fällen gedoppelt zu fordern / und noch dazu verwehren wollen / daß die Obrigkeit nicht Macht haben soll / einen Scharffrichter aus andern und frembden Orten in der Nähe zu nehmen / sondern ihrer gemachten Austheilung nach denselben offt auff viele Meilweges / und das mit grosser Ungelegenheit holen müssen.

## Grav. Nobilium Special.

Über dasjenige / was bereits in denen vorhin verschiedentlich übergebenen Gravaminibus angeführet / ist von der gnädigsten Herrschafft dero Mecklenburgische Ritterschafft absonderlich graviret / und zwar

1. Wider die der Mecklenburgischen Ritterschafft de jure & consvetudine totius Germaniæ, so aus den Reversalen / aus allen Lehen-Rechten / und sonst competirende Steur-Freyheit / in dem 1. Die gedachte Ritterschafft wider ihren Willen Anno 1678. und hernach mit Steuren belegt / und sothane Steuren zu bezahlen mit harten Executionen gezwungen / 2. Zu der Adelichen Lehen-Leute noch mehrer Verkleinerung andere nicht mehr / als sie de Jure exempti aus deme in Comitiis Anno 1677. von den Mecklenburgischen Land-Ständen gebührend übergebenem Modo Contribuendi an Seiten der gnädigsten Herrschafft und in dero Namen ausgestrichen / und in gedacht- und folgenden Jahren / gegen das Herkommen / Reichs-Abscheide und Käys. Decreta von der Steur befreyet worden / so dann 3. indeme Nahmens der gnädigsten Herrschafft mit öffentlichen Scriptis beym Käyserl. Reichs-Hoff-Rath nicht anders / als mit-contribuirende Unterthanen / die Mecklenburgische Ritterschafft angegeben werden wollen / da doch solches in facto gantz irrig / und des Adels Steur-Freyheit zuwider ist. Die Hoch-Fürstl. Resolution darauff wird ohnmaßgeblich folgender Gestalt unterthänigst gebeten.

Daß die Mecklenb. Ritterschafft bey der deroselben obangezogener massen competirender Steur-Freyheit gnädigst geschützet / und hinführo ohne ihre Bewilligung mit einigen Steuren nicht beleget. Wenn auch der Modus Contribuendi von Ritter- und L. universal gemachet wird / derselbe nicht verändert / sondern darnach / nemine excepto, ins künfftige gesteuret / und was in Processu ad Acta gebracht / der Mecklenburgischen Ritterschafft Steur-Freyheit zu Nachtheil nicht gedeutet werden soll.

2. Hat die gnädigste Herrschafft in dem Modo Contribuendi selbst dero getreueste Ritterschafft beschweret / indem deroselben wider Ihren Willen in annis 1678. 79. 80. &c. Der Modus Capitationis, unangesehen er des Adels Steur-Freyheit / und gemeinem besten in viele Wege nachtheilig ist / dennoch imponiret / und in dem Edicto de anno 1682. asseritet worden / daß der Modus Capitationis über 30. Jahr lang in Mecklenburg continuiret / und kein füglichrer Modus einzuführen gewesen / welches sich aber in facto weit anders befindet / wenn nur die Acta und Steur-Edicta nachgesehen / und die Requisita præscriptionis dabey attendiret werden; hierauff wird die Resolution folgender gestalt einzurichten ohnmaßgeblich gebeten: Daß die Mecklenburgische Ritterschafft mit dem Modo Capitationis hinführo nich beschweret / vielmehr dieser Modus abgeschaffet / und was desfals in vorigen Edictis dem zuwiedern gesetzet seyn mag / zu Nachtheil der Ritterschafft Steur-Freyheit nicht verstanden werden soll.

halber gnädigst dahin / daß Sie die Executions-Gebühr allerdings beym Alten lassen sollen / kein gedoppeltes aus einer Urtheil zu fordern / in denen Aemtern / worinnen keine Scharffrichter befindlich / von denen nechst belegenen Oertern und Städten nach Belieben zu nehmen.

## Ihro / Herrn Christian Ludwigen /

Zu Mecklenburg Fürstliche Durchlauchtigkeit ertheilte gnädigste Resolution, auff die von E. E. Ritterschafft absonderlich movirte Gravamina, und zwar

Ad 1. Erinnern sich Ihro Furstl. Durchl. gnädigst / wie es denn dero vorige gnädigste Resolutiones ad Communia von selbsten zu Tage legen / daß E. E. Ritterschafft mit ihren Ritterlichen Gütern für einen freyen Stand / vermöge der Reversalen billig zu achten / so beruhet es dennoch lediglich hier auff / daß aus dem vorigen Modo Capitationis, an Ihm selbsten ohne das verfänglich / ein ander und besser Modus, welcher sich mit E. E. Ritterschafft zustehender Freyheit vergleichen könne / vorbehältlich jedoch Ihro Fürstl. Durchl. gnädigsten approbation, erfunden werde / damit E. E. Ritterschafft solcher Freyheit fähig seyn möge / wie denn allbereit bey hiesiger Diæt ein ander Modus Contribuendi mit E. E. Ritterschafft erfunden / welchem aber die Landschafft völlig bißher nicht beygefallen / des fals Ihro Fürstl. Durchl. vigore Ihres über den Modum Contribuendi ausgegebenen sonderlichen Recessus der festen Entschliessung / dem allen / was in gedachten Recels befindlich / gebührenden Nachdruck zu geben / und die Jura Magistratus dabey zu adhibiren.

Ad 2. Weilen die Stände unter sich in einigen Jahren super Modo Contribuendi nicht einig werden können / habe man bey voriger Capitation verbleiben müssen / es soll aber solches nicht in Consequence gezogen werden. Auff die allegirte præscription wird gar nicht reflectiret / dieweilen aber nunmehro ein neuer Modus Contributionis erfunden / so cessiret das Gravamen billig.

Ad 3.

ANNO 1701.

3. Findet sich die Ritterschafft ratione der Lehen-Dienste beschweret/ indeme auff die biß-hero in grosser Unbilligkeit gestandene Lehen-Rollen nicht reflectiret/ und die tractu temporis dahin verursachte inæquabilität/ und prægravationes nicht redressiret/ da doch solches von Rechtswegen geschehen solte/ und vorhin auff Land-Tägen versprochen.

Ad 3. Wegen der Lehen- und Mann-Dienste habe es diese bewandniß/ daß dieselbe denen Pactis familiæ annectiret; dieweiln nun dieses ein gemeines Werck/ und auff eine beyderseits Fürstl. Resolution beruhen will/ so wollen Jhro Fürstl. Durchl. nach geschehener Communication mit Güstrow sich hierüber weiter vernehmen lassen.

ANNO 1701.

Die RESOLUTIO hier auff wird gebeten.

Daß Jhro Durchl. die Rectificirung der Lehn-Dienste allerforderſamst in diesem Jahre beschaffen wollen.

4. Beschweret die Ritterschafft/ daß eine zeithero wenig aus dem Adel ad officia publica gezogen/ und der Noblesse viele Gelegenheit ihre der gnädigsten Herrschafft zu Dienst tragende sonderbahre Begierde in der That zu erweisen/ gleichsam benommen/ welches jedoch anders in vorigen Zeiten zu der gnädigsten Herrschafft mit dero Lande Nutzen gehalten worden. Loco resolutionis wird gebeten.

Ad 4. Sey zwar die Constitutio ad officia publica Juris Territorialis, und zu Jhro Fürstl. Durchl. freyer dispoſition juxta ſubjecta gestellet/ darum aber Jhro Fürstl. Durchl. gantz nicht gemeint/ den Adel hievon zu excludiren/ wie dann so wohl die Exempla Majorum, als ihre eigene bey dero Fürstl. Cantzeley-Gerichten und sonsten bezeugen: Solcher gestalt denn E. E Ritterschafft sich Jhro Fürstl. Durchl. gnädigster Inclination nach befindlichen Qualitäten in Begebenheiten erfreuen mögen.

Daß Jhro Durchl. dero getreüste Ritterschafft ad officia publica, und zu ihres Fürstlichen Hauses Diensten bey vorfallender Gelegenheit gnädigst zu befördern geneigt seyn.

## Gravamina Specialiſſima Suerinenſia.

## Resolutiones.

1. Beschweret sich der Adel des Amts Lübtz/ daß der Stadt-Voigt zu Parchim sich eine zeithero angemasset/ von denen durchgehenden Wahren einen Schilling ohn Unterscheid zu erfordern; Weil aber solches wider das Herkommen/ und nur neuerlich zur Ungebühr introduciret/ so wird gebeten/ dem Stadt-Voigt solches bey nahmhaffter Pön zu inhibiren/ und was hoc nomine gehoben/ hinwieder zu restituiren.

Ad. 1. Wegen der Klagten vom Adel aus dem Amt Lübtz/ daß dieselbe von dem Stadt-Voigt zu Parchim angehalten/ und zu Erlegung eines Schillings neuerlich conſtringiret worden/ so soll/ dafern es sich berichteter maßen verhält/ der Stadt-Voigt zur Restitution des zur Ungebühr abgenommenen angehalten/ und demselben sich dessen ins künfftig zu enthalten bey nahmhaffter Straffe anbefohlen werden/ und der Effect dessen/ in termino 3. Wochen â dato an zu rechnen/ erfolgen.

2. Es beschweret sich Herr Hauptmann Vischwang von Körchow/ daß sein Schäfer Jhm durch sein Vieh in der Saat grossen Schaden zugefüget/ und als er denselben betroffen/ und ihm sothanes verwiesen/ da hätte derselbe ihm mit importunen Worten also begegnet/ daß er auch endlich dadurch bewogen worden/ ihm etliche Streiche zu geben/ worauff aber der Schäffer ihn so fort beym Fürstl. Fiscal in Schwerin verklaget/ und auff sein Vorbringen so viel erhalten/ daß ihm 100. Reichsthalter Fiscalische Straffe dictiret worden/ und ob er zwar seine Gegen-Nothdurfft wider dessen falsches Angeben eingewendet/ so hätte doch solches nichts verfangen wollen/ sondern es wäre bey dem Ersten geblieben/ ja man hätte Jhm auch hinwieder nicht einmahl die Appellation, vielweniger daß er solches mit dem Schäffer per ordinarium Proceſſum ausführen möchte/ verstatten wollen

Ad 2. Et quidem Membr. 1. Zum Fall dem von Bischwangen noch zur Zeit keine Satisfaction gegeben/ so soll demselben annoch frey stehen und zugelaſſen seyn/ seine Befugniß nochmahls ad Acta anzuführen/ da dann/ und wann zuforderst das Gegentheil darüber gehöret/ darinn von einer auswertigen Juriſten-Facultät gesprochen/ und da derselbe bey solcher ausgesprochenen Urtheil zu acquieſciren nicht gemeinet wäre/ darin verfahren werden/ wie in Resolutione ad Gravamina generalia, sonderlich ratione mulctarum, befindlich.

2.) Es beschweret sich der Major Peterswald/ daß wie er vor 3. Jahren sein Haußgeräth/ so er des Krieges wegen nach Lübeck fahren lassen/ habe wollen durch 6. Wagen abholen lassen/ der Zollner zu Zarrenthien dessen Wagen/ unangesehen des Passes/ so sie unter des Majors Hand und Pittschafft bey sich gehabt/ angehalten/ von jedem ein Dütgen gefordert/ auch seinen Diener/ weil er ihm das gefoderte nicht geben wollen/ 2. Stühle vom Wagen genommen/ und biß dato behalten.

Ad 2. Hierüber soll der Zollner zu Zarrenthien so fort vernommen/ die Neuerung abgeschaffet und das Abgenommene und vorenthaltene in termino drey Wochen restituiret werden.

3.) Es

Ad 3.

ANNO 1701.

3.) Es beschweren sich einige von der Ritterschafft / daß die Zöllner sich unterstehen / von den Kalecutschen-Hünern / so Sie nach den Städten zu verkauffen senden / allemahl eins / auch wohl aus den besten nehmen / und also einem / der viel Zölle zu passiren hätte / wenig übrig bleiben würden.

Ad 3. Was wegen Abnehmung der Kalecutschen Hüner geklaget / soll als eine Neuerung der Zöllner bey nahmhaffter Straffe verboten / und dieselbe zu Bezahlung der Hüner in termino 3. Wochen angehalten werden.

ANNO 1701.

4.) Beschweret sich Hencke Lützow zu Quaßel gantz sehr / daß vor Jahren von den Schwerinischen Beamten die alte Sude ihm abgegraben und umgeleitet / wodurch ihm seine Wiesen überschwemmet / und die Fisch-Gerechtigkeit grossen Theils abgeschnitten worden / darüber er / wie dieses von denen Beambten zur Hand genommen / so fort bey Fürstl. Cammer geklaget / und hiebevor auff den Land-Tagen um Assistenz gebeten / aber biß dato nicht die geringste Satisfaction erhalten können / da doch dem Herrn Obrist-Leutnant Hundten zu Bandekau / vermöge Fürstl. Abscheids / bereits in Anno 1674. Satisfaction gegeben worden.

Ad 4. Membr. Das Gravamen soll so fort und ungehindert durch billige Wege zum längsten innerhalb Monaths-Frist abgethan werden.

5.) Hauptmann Bülow zu Wöltzow beschweret sich / daß durch einen Fürstl. Corporal und 2 Einspänniger Ihm sein Voigt mit Gewalt vom Hofe genommen / und nach Schwerin in Arrest geführet / unter diesen Prætext, ob hätte er einiger in Hagenow passirter Schlägerey beygewohnet / da doch der Voigt daran unschuldig / das mahl in Hagenow nicht gewesen / sich aber dennoch mit einem Eyde purgiren / und in 7. Tage zu Schwerin in der Corps de Garde sitzen / und sein Geld verzehren müssen.

Ad 5. Soll der Schwerinischen Justiz-Cantzeley so fort injungiret werden / wegen der von dem Hauptmann Bülow zu Wöltzau geklagten Beschwerden in Wegnehmung seines Voigts von seinem Hofe Red und Antwort zu geben / dabey sich der gravirte Bülow anzumelden / und dieser geklagten Beschwerde forderlichste Abhelffung / so ihm hiemit afferiret wird / zu suchen.

3. Beschweret sich Ulrich Negendanck zu Eggerstorff / daß seine Leute von seinem Viehe / so er durch Bützow und Tessien treiben lassen / den Zoll zu erlegen angehalten worden.

Ad 3. Wegen Ulrich Negendancken Beschwerde / daß nemlich von seinem Viehe zu Butzow und Tessien der Zoll gefordert / befindet es sich dieser Gestalt / daß daselbst durchaus kein Zoll befindlich / sondern allein ein Dam-Geld / wovon sich keiner eximiren kan / gefordert wird.

4. Beschweren sich die Schwerinischen Städte zum höchsten / daß Sie mit den so genannten Lagerstat und Quartier-Geldern prægraviret werden.

Ad 4. Wegen der Lagerstat-Gelder / wovon / so viel die Gelder an ihm selbsten belanget / eigentlich die Frage / erklären Ihro Fürstl Durchl. sich gnädigst dahin / dieser movirten Beschwerde gnädigsten Wandel zuschaffen / und die Städte damit zu übersehen / auch sich sonsten ad gravamina generalia zu der Städte Satisfaction und Abnahm erklären wollen.

5. Imgleichen beschweret sich die Stadt Parchim / daß wegen der Oeconomeyen und Geistlichen Schulden vor etlichen Jahren auff anhalten der Herrn Geistlichen eine Fürstliche Verordnung gemachet worden / daß die geistliche Schulden dem Schoß / der doch ein onus fundo inhærens wäre / solten vorgezogen werden / Ja auch von denen wüsten Städten / so den Geistlichen in solutum zugeschlagen / kein Schoß erleget werden wolle / und bittet / daß dieses remediret / und in vorigen Stande / wie es vor alters gewesen / gesetzet werden möge.

Ad 5. Wegen der Stadt Parchim geklagten præferenz in puncto des Stadt-Schosses halten Ihro Fürstl. Durchl. gantz billig und recht / daß der Stadt Schoß zu præferiren / darum denn die Ecclesiastici demselben nachzusetzen / hiemit und in Krafft dieses angewiesen werden.

6. Beschweret sich die Stadt Grabow über den vorhin zu Dömitz gewesenen / vorietzo aber zu Eldena sich befindenden Amtmann Krullen / so einige Jahre hero monopolia exerciret / wenn derselbe nicht nur alles an sich gezogen / indem die Bauren ihm Honig und dergleichen Wahren zuführen / und andere von Ihm annehmen müssen / besondern er hat ein Brauwerck zugelegt / daß niemand in solchem Amte gehöriger Bauren eine Tonne Bier / wofern Sie nicht von ihm geholet / es sey auch auff Hochzeiten / Kirchgangen und Kindtauffen / ob ihnen gleich eine geschencket würde / bey Straffe auszupffen dürffen / wodurch hiesiger Stadt die Nahrung gar entzogen wird / weil dieselbigen Amts-Bauren sonsten von hinnen das Bier geholet / und hat die Stadt in Eldena 3. Krüge gehabt / wird dahero um Remedirung gebeten.

Ad 6. Wegen der Stadt Grabow wider den Amtmann Krullen geführter Klage in puncto monopolii, soll dem Amtmann / weil Ihro Fürstl. Durchl. gantz keine Neurung verstatten wollen / das angelegte neue Brauwerck / und Auffkauffung des Korns / da dieselbe bey angestellter Nachfrage befindlich / in termino 3. Wochen nieder zulegen und auffzuheben / anbefohlen / und demselben mit Ernst Nachdruck gegeben werden.

7. Beschweret sich die Stadt Dömitz / daß Sie für

Ad 7. Der Stadt Dömitz von der Guarnison und

ANNO 1701.

für andern Städten wegen der Garnison zum höchsten prægraviret / allermassen die wenige annoch verhandene und ausgemergelte Bürgerschafft / derselben nicht allein das Lagerstadt / Feur und Licht geben und reichen / besondern und über das auch die gantze hierin liegende Compagnie mit benöthigter Grasung für ihre Pferde ohn Entgeld unterhalten muß / da sonsten die Stadt für den Ort / so ihnen zur Weyde eingeräumet werden müssen / 30. biß 40. Reichsthaler Heuer haben könte / zugeschweigen der grossen Beschwerde / so das Lagerstatt dieser gedoppelten Einquartierung mit sich führet / denn weiln die Soldaten fast mehrentheils verweibet / und viele Kinder haben / hat mancher Wirth fast keinen Raum in seinem eigenen Hauße / weßwegen er dann seine Nahrung nicht der Gebühr abwarten kan / sondern dieselbe fahren lassen / und nahrloß sitzen muß / und wo in hoc passu der Stadt keine Sublevation geschichet / wird derselben Ruin nicht ferne seyn / in mehrer Erwegung dieselbe von der Soldatesque nicht die geringste Nahrung hat / sondern alles / was zu derselben Sustentation von nöthen / es sey Brod / Bier oder andere Victualien / ihnen von der Vestung gereichet wird.

8. Beschweret sich die Stadt Schwerin / daß zum grossen Abbruch der Bürgerlichen Nahrung gereiche / daß ihrer unterschiedlich dazu privilegiret werden / frembdes Bier feil zu haben / und auszuschencken / gestalt denn erweißlich / daß jährlich mehr denn 1000 Tonnen frembdes Bier in die Stadt hinein geschleppet werden / dahero die Einwohner gäntzlich um ihre Nahrung gebracht werden / hingegen die andern Städte Ihnen Ihr Brodt dadurch hinweg nehmen.

2. Daß man zu den Jahrmarckt-Zeiten / da alsdann ausserhalb der Stadt das Viehemarckt gehalten wird / denen Bürgern und Einwohnern nicht verstatten wolle / eine eintzige Tonne Bier ohne Abstattung 3. Schilling Accile hinaus zuführen / und unter die frembden Jahr-Marckts-Leute auszuschencken / welches vorhin nie herkommens gewesen / welche Neuerung denn der Stadt höchst beschwerlich und præjudicirlich fällt / gestalt ohne dem die gewöhnliche Præstationes an Accile, Matten- und Mahlgeld für das Maltz entrichtet werden / und dahero unbillig ein Ding mit doppelter Accise zu belegen und zu beschweren.

3. Memb. Daß die Einquartierung der Guarnison und Reuter diese Stadt dermaßen hart drücke / daß es in die Länge nicht mehr zu ertragen / gestalt man die Guarnisons-Last nicht allein schon viele Jahre her / auch zu Friedens-Zeiten / da andere Landes-Stände von dergleichen Beschwerden nichts empfinden / getragen / sondern selbige sich auch von Tage zu Tage ergrössert / und jetzo die monatliche respectivè Service und Quartier-Gelder effectivè schon auf 70. Thaler baaren Geldes hinan lauffen / dahingegen die Bürgerschafft / so diese harte Last ob dem Halse hat / gar wenig und an der Zahl sich kaum auff 130. Mann erstrecket / unter denen doch nicht 20. zu finden / die noch ein Stück Brodts haben / ohne daß auch die armselige Bürgerschafft / ungeachtet der verhandenen vielen Soldaten / dennoch auch selbst / mit Hindansetz- und Versäumung ihrer Nahr- und Handthierung auf die Wache gehen / selbsten die Vices der Soldaten vertreten / und wenn sie dahero für sich und die ihrigen nichts erwerben noch gewinnen können / dennoch nichts desto weniger denen Soldaten ihre monatliche Service verschaffen müssen / dahero es denn kömmt / daß die Bürger allgemählig verlauffen / die Soldaten zum Theil der Bürger-Häuser an sich bringen / und noch darzu / weil unterschiedene / und fast allerhand Art Handwercker darunter und Reuter empfundener / und doppelter Beschwerde halber / soll in gleicher Moderation, wie mit Schwerin verfahren werden.

ANNO 1701.

Ad 8. Wegen geklagter Beschwerde der Stadt Schwerin ad 1.) Ihro Fürstl. Durchl. competiret Krafft Landes Fürstl. Obrigkeit / Privilegia zu ertheilen / und gereichet es zum gemeinen besten / daß Städte mit frembden Bier und Wein versehen werden. Der Frembden Bier- und Weinschenck aber soll allein denen Bürgern / keines Weges aber denen Exemptis, Sie hätten sich denn zuvor mit Bürgermeister und Rath billigmäßig verglichen / beygeleget / und vergönnet werden.

Ad 2. Sey allbereit auff jüngstem Viti-Marck desfalls nach Bürgermeister und Raths Gesuch die Nothdurfft verfüget / und soll alle Neuerung cum effectu abgeschaffet werden.

Ad 3. Membr. Mit den Reutern in Fürstl. Residenz und denen dieserwegen prætendirten Lagerstadts Geldern / hat es gleiche Bewandtniß / wie ad Grav. 4tum bereits resolviret / und weilen im übrigen die Moderation eine nöthige Sache / deren sich dann die Stadt auch wegen der Musquetirer, nach jetziger Anlage zur Helffte zu erfreuen haben soll / so wollen auch Ihro Fürstliche Durchl. die Bürgerschafft in der Stadt ausser Nothfällen mit der Wacht nicht beschweren / der Militz durchaus keine Handthierung / noch weniger die Erkauffung einiger Häuser verstatten / sie hätten sich denn des Raths Jurisdiction unterworffen / wollen auch bey Abforderung der Militz nach andern Orten / kein Lagerstat-Geld in ihrer Abwesenheit von der Bürgerschafft erfordern und einziehen lassen.

Ad 4.

ANNO 1701.

unter sind / mit Betreibung solcher Handwercker denen Bürgern in- und ausserhalb der Stadt grossen Abbruch an der Nahrung thun / und ihnen das Brodt gleichsam fürm Maul wegreissen.

4. Daß in der Stadt Schwerin so viele Privilegirte und Eximirte sich befinden / welche zwar die bürgerliche Nahrung mit Brauen / Mültzen / Herbergieren / Ackerbau / Viehezucht / und andern dergleichen bürgerlichen Gewerben mehr / aufs beste und stärckeste treiben / hingegen aber sich denen Stadt-oneribus tam realibus, quam personalibus durchaus entziehen / und der bedrengten Bürgerschafft wieder aller Völcker Recht / da ein jeder der das Commodum hat / billig / und de Jure Naturæ auch das incommodu n zu sustiniren schuldig / mit keinem Heller die Last tragen helffen wollen / dahero sie / die wenige Bürgerschafft ohnfehlbar zu Grunde gehen muß / hingegen die Eximirte und Privilegirte mit deren Schaden sich bereichern und empor steigen.

ANNO 1701.

Ad 4. Memb. Die Eximirte / welche bürgerliche Nahrung treiben / sollen davon / so wol in der Stadt Schwerin / als übrigen Städten nach gnädigster billigmäßiger Verordnung zum gemeinen Besten Beytrag thun.

Wegen des Schwerinschen Schelff-Voigts Bierschenckens / wollen Jhro Fürstl. Durchl. von dero verordneten Regierung es in termino 3. Wochen untersuchen / und remediren lassen.

9. Beschweret sich die Stadt Krôpelin,

(1.) Daß sie durch das neu angelegte Brauwerck zu Dobberahn zum höchsten graviret / überdem

(2.) Der Stadt-Voigt daselbst ab oneribus publicis eximiret werden wollen / wie nicht weniger

(3.) Daß die Stadt Crôpelin in dem letzten Ausschreiben zum Land-Tage præteriret worden.

Ad 9. Auf der Stadt Krôpelin eingereichte Supplique wird

Quoad 1. Membr. Wegen des Brauens resolviret / wie auff der sämbtlichen Städte gravamen in hoc puncto.

Ad 2. Membr. Des Stadt-Voigts halber soll der bereits vorhin Fürst-gnädigst abgegebenen Resolution, so in vorigen Jahren erfolget / der effect gegeben werden / solcher gestalt daß derselbe ab oneribus realibus sich keines wegens entziehen könne noch solle.

Ad Membr. 3. So soll auch die Stadt Krôpelin / wenn Land-Tage und andere gemeine Landes-Versammlung ausgeschrieben werden / gleich denen übrigen Städten / wie vorhin / also auch nachgehends erfordert und beschrieben werden.

10. Beschweret sich Victor Friedrich von Winterfeld / daß er Anfangs von den Fürstlichen Jägern wegen der Mit-Jagdt auff den Pampiener Platz / Kauer- und Darsahler Feldern turbiret / und darauff vom Fiscale in der Fürstlichen Schwerinischen Justiz-Cantzeley zu Schwerin in Anspruch genommen / woselbst post cognitionem causæ Er in possessione bestätiget / und Fiscalis ad petitorium verwiesen / welcher auch / so lange Er gedachter Winterfeld / die Feldmarckt quæstionis gehabt / acquiesciret / nachgehends / und wie Er dieselbe an den Rittmeister Ditten verkaufft / in die Cammer gezogen / und daselbst die in der Justitz-Cantzeley für Jhm ausgesprochene Urtheil reformiret worden.

Ad 10. Wegen des von Winterfeldten Beschwerden wieder den Advocatum Fisci in puncto der Jagd / wollen Jhro Fürstliche Durchl. Acta nachsehen / Erkundigung einziehen / und darnach in der Sachen Recht-mäßig verfahren / und unpartheyische Justitz fordersamst administriren lassen / und wenn in possessorio, wie allegiret / allbereit gesprochen / darüber / biß Fiscalis ein anders in Judicio petitorio und zwar in foro competenti erwiesen / und dargethan / billigmäßig halten.

11. Beschweren sich die Buchwaldsche / Crivitzsche / Rantzowsche und Viereggische Fidejussores, daß sie nicht allein von jetztgemeldten Creditoribus auffs höchste gedrenget / und mit Execution beleget werden / sondern auch / daß dasjenige / was von der gnädigsten Herrschafft ihnen dieserwegen versichert worden / zu keinem Effect gelangen wollen.

Ad 11. Wegen der Buchwald-Crivitz-Rantzow- und Viereggischen Fidejussions-Sache / fällt es Jhro Fürstlichen Durchlauchtigkeit anjetzo gantz unmüglich / laut des Fürstlichen Vergleichs die Bürgen vor jetzo zu secundiren / sie wollen auch keines Weges verstatten und zugeben / daß dieselbe von denen Creditoribus mit Execution beleget werden sollen; Im übrigen sind Jhro Fürstliche Durchlaucht. keines weges gemeinet / von vorigem Fürst. Vergleich abzugehen / davon sie wegen der jetzigen bedruckten Zeiten verhindert werden.

12. So beschweret sich Ulrich Negendanck zu Eggerstorff / daß Er wegen eines Gelübds für Jhro Fürstl. Gnaden Herrn Hertzog Adolph Friedrich hochseel. Andenckens / wolle in Anspruch genommen und mit der Execution von denen Creditoribus bedreuet werden.

Ad 12. Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit sind nicht minder des Erbietens / sich gegen Ulrich Negendancken / wenn bey der Fürstlichen Residentz Er sich einfinden wird / pro justitia & æquitate zu erklären / da Er denn keines weges zu befahren / daß einige Execution von der Creditoren Seiten geschehen soll / allermassen Jhro Hochfürstl. Durchl. bey den Gerichten Jhm assistiren wollen.

13. Ingleichen Johann Bülow / daß / wie Er einen Maleficanten bey Rittmeister Sittmann denunciiret / ihm angemuthet werden wollen / wieder

Ad 13. Auch wollen Jhro Fürstl. Durchl. des Johann von Bülowen unterthänigstes desiderium so fort untersuchen / solches in termino 3. Wochen

ANNO 1701.

wieder alle Recht und Billigkeit / die auf solchen Inquisitions-Processs verwandte Kosten der Fürstl. Cammer zu refundiren.

14. Wiederholet die Stadt Dömitz ihre Beschwerde sub grav. 7. wegen der Milice, und bittet / daß / weilen Sie wegen des grossen Wasser-Schadens sehr ruiniret / Sie billig eine Erstatt- und Erleichterung bey der Contribution geniessen möge.

14. Die in Parchim wohnende Hopffenführer beklagen sich / was gestalt Sie vor diesem an Zoll-Gelde für ein Fuder Hopffen zu Crivitz 4. ßl. zu Schwerin 8. ßl. und in Gadebusch von jedwedem Pferde für einen Hopffen-Wagen einen Scheffel Hopffen / in natura, und zwar noch für weniger Zeit geben müssen; Wenn nun die Zeiten anjetzo sehr schlecht und nahrloß / und insonderheit auff Hopffen wenig zu verdienen / offtermahls auch ein ziemlicher Verlust dabey wäre / Sie aber / unangesehen dessen allen / zu Crivitz an statt 4. Schilling nunmehro 8. Schilling / zu Schwerin vor 8. Schilling 2. Gulden und zu Gadebusch gleichfalls 2. Gulden geben müssen / als bäthen Sie diesem Gravamini einen gnädigsten Wandel zu gönnen.

16. Beschweret sich das Städtlein Rehna / daß von seel. Hauptmann Levin Harmsen daselbst Ao. 1654. eine Schäfferey / dem Städtlein zum höchsten præjuditz und Schaden angeleget / daher Sie genüßiget worden / ihr Viehe eines Theils des Sommers auf frembder Weide mit grossen Unkosten und Gefahr treiben zu lassen / und ob Sie gleich grosse Expensen desfalls angewandt / hätten Sie doch nichts erhalten mögen / dahero Sie es endlich nachgeben müssen.

2.) Daß gedachtes Städtlein nicht so viel Höltzung habe / darinnen ihre Schweine könten feist gemacht werden / und dasjenige Weichholtz und Reht / so auf ihrem Felde stünde / und sie von Alters her hauen und schneiden lassen mögen / ihnen von den Voigten abgenommen würde / welche es nicht zu Ihro Fürstlichen Durchlauchtigkeit / sondern in ihren eigenen Nutzen verkauffen / und noch darzu / wenn Sie jemand von ihnen betreffen / ihre Beile und Axten wegnehmen.

3.) Daß es viel grosse und andere Frey-Häuser daselbst gebe / so aber in keinerley Oneribus dem Städlein im geringsten zu Hülffe kämen / imgleichen / daß etliche Amts-Bedienten daselbst / und die Krüger in den Amts-Wohnungen wohneten

4.) Daß ihnen gleich andern Städten wegen der Lagerstat- und Service-Gelder zu nahe geschehe / indem sie die Soldaten mehrentheils zu Anfangs mit Essen und Trincken etzliche Tage verpflegen / und doch ihr völliges Contingent geben müssen.

5.) Daß Sie die Quartam de Anno 1680. völlig bezahlet / und dieselbe / wie andern Contribuenten widerfahren / ihnen noch zur Zeit nicht gut gethan worden.

## Additamenta Specialissimorum Suerinensium

Über dasjenige / so bereits Anno 1681. bey der Deputation zu Rostock von E. E. Ritter und L. übergeben / werden nachfolgende Beschwerde geführet.

1. Von der Ritterschafft im Amte Grevismühlen / daß von dem Zollner daselbst / wenn nur auff dem Lande Dienstbothen von einem Dorffe zum andern ziehen / so wohl von deren Geräthe / als ihren Wagen ein zwiefacher Zoll gefordert wird.

2. Von

Wochen remediren / und ehe solches geschehen / keine Execution wieder ihn ergehen lassen.

ANNO 1701.

Ad 14. Der Stadt Dömitz geklagten Beschwerde wegen der Militz, bleibt es bey der ad grav. Speciale 4tum bereits ertheilten Resolution, im übrigen derselben wegen des grossen Wasser-Schadens beyzutreten / wie andern ob casus fortuitos wiederfahren ist.

Ad 15. Die von dem Parchimer Hopffenführer geklagte Neuer- und Erhöhung des Zolls zu Schwerin / Gadebusch und Crivitz / soll / wenn es sich berichteter maßen verhält / abgestellet werden.

Ad 16. Wie denn auch Ihro Fürstl. Durchl. die von der Stadt Rehna angeführte Beschwerde / als wegen angelegter Schäfferey / Holtz- und Rehtwerbung / befreyter Häuser / Beschwerung von der Milice, wenn sichs geklagter maßen verhält / in termino 3. Wochen rechtmäßigen Wandel verschaffen / und dem Städtlein / gleich wie denen übrigen im Lande / die quartam de Anno 1680. remittiren / und desfalls Befehl an die Einnehmer ergehen lassen wollen.

## Resolutiones.

Auff die von Ritter- und Landschafft den 7. Maji übergebene neue Gravamina wird folgende Resolution ertheilet.

Ad 1. Den von der Ritterschafft des Amts Grevismühlen wider den Zöllner daselbst angeführten beschwerlichen Zoll belangend / deßfals beruffet sich die Ritterschafft auff das Herkommen / welchem zuwider / so wohl von dem Geräth als von den Wagen / wenn sie nur von einem Dorff zum

andern

ANNO 1701.

2. Von der Ritterschafft in dem Amte Wittenburg / daß der Zöllner zu Zarrenthien / wenn von dem Adel etwas bey ihm durch gefahren wird / wider das Herkommen einen Paß oder Schein fordert / und wenn ihm gleich ein Paß vorgezeiget wird / er dennoch Ausflüchte suche und sage / es wäre kein Ochsen-Kopff darunter / item, er fordere auch von jedweden Wagen etliche Schilling Trinck-Geld.

andern geführet / ungewöhnlicher Zoll prætendiret und gefordert wird / daß Ihro Fürstl. Durchl. an solcher erfindlichen Neuerung keinen Gefallen haben / besondern solches gäntzlich abgeschaffet wissen wollen.

ANNO 1701.

Ad 2. Vernehmen Ihro Fürstl. Durchl. der Ritterschafft im Amte Wittenburg Beschwerde wider den Zöllner zu Zarrenthien / daß er nicht allein keine beglaubte Pässe annehmen wolle / sondern auch mit ungeziemenden Worten ausfahre; So fordere er auch von allen Wagen etliche Schilling Trinckgeld / desfals ihm committiret werden sol / sich bescheidentlich zu verhalten / beglaubte Pässe anzunehmen / auch von jedem Wagen durchaus kein Trinckgeld zu fordern / und zum Fall er dagegen handeln würde / derselbe exemplariter bestraffet werden solle.

3. Beschweret sich Ulrich Friedrich von Strahlendorff zu Ströhmkendorff / daß ex Actis provincialibus bekant wäre / wie anxiè sein Seel. Vater geklaget / daß er von denen Beamten zu Redenthien und dem Pensionario zu Ströhmkendorff gar hart graviret / und an seinem Antheil Ströhmkendorff beeinträchtiget werde / indem

(1.) Schon zu Ihro Fürstl. Gnaden Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Zeiten / in dem Dorffe Ströhmkendorff / worin Ihro Fürstl. Durchl. einen / und gedachter Paul Ulrich von Strahlendorff den andern Hoff hat / 2. Scheuren und ein Schäfer-Rathe von denen Beamten auff die gemeine Freyheit gebauet.

(2.) Die gemeine Weyde nicht allein von Ihro Fürstl. Durchl. Hofe Ströhmkendorff vollenkommen und überflüßig betrieben würde / sondern daß auch von andern Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit Höfen als Redenthien / Farben / bey Sommers-Zeit eine solche Menge an Pferden / Ochsen und andern Viehe getrieben würde / daß sein Ulrich Friedrich von Strahlendorffen und der Unterthanen Viehe verhungern und verschmachten müste / zugeschweigen / daß das Weyde-Geld für das frembde Viehe / so bey diesem Guthe sonst allemahl ein grosses getragen / ihm dadurch entzogen würde.

(3.) Ihro Fürstl. Durchl. Pensionarius zu Ströhmkendorff sich viele Jahre hero der Schäferey auff dem Ströhmkendorffer Felde de facto und allein gebrauchet / da doch die Schäferey zu beyden Höfen gehörete / und ein jeder für Alters einen Schäfer gehabt / und ob zwar Ulrich Friedrich von Strahlendorff für wenig Jahren eine Schäfferey wieder angeleget / so würden doch von dem Fürstl. Pensionario mehr Schaafe gehalten / als ihm zur Helffte zukommen könten / so hätte er auch wegen des unerträglichen Schadens / der so wohl seinem seeligen Vater / als ihm wegen verwehrter Schäferey / in so vielen Jahren zugewachsen / keine Satisfaction erhalten können.

(4.) Geschehe ihm sehr ungleich / indem von Seiten Ihro Fürstl Durchl. zu dem Hofe von andern Orten gewisse Dienste geleget / welche nicht allein mit grosser Anspannung / sondern auch mit vielen ledigen und Wechsel-Pferden das Feld betrieben / wenn sie zu Hofe dieneten / und der Weyde grossen Schaden zufügten / ohne daß demselben bißher die geringste Erstattung dafür wiederfahren.

Ad 3. Den halben Theil seines des Strahlendorffen Guthes Ströhmkendorff / und verschiedentliche Beschwerden belangend / versprechen Ihro Fürstl. Durchl. selbige in den nechsten drey Wochen / bey Fürstl. Cammer / fürgehends billigmäßiger Cognition, abzuthun / und bemeldten von Strahlendorffen die hülffliche Hand zu Abstellung fernerer Klagten zu leisten.

4. Ist höchst beschwerlich / daß ein Baur Namens Hanß Pinnow / mit dem seinigen und dessen zubehör / so anjetzo in Banschow wohnet / denen Landes-Reversalen zuwider / von den Schwerinischen Beamten nach Grubenhagen / woselbst er ein Erb-Unterthan ist / nicht wolle abgefolget werden.

Ad 4. Die Restitution eines Bauren / Namens Hanß Pinnow / in Banschow nacher Grubenhagen betreffend / wollen Ihro Fürstl. Durchl. denen Landes-Reversalen zu geleben / nachdrücklichem Befehl ergehen lassen / um so vielmehr / weil der Land-Rath Moltzahn sich vorhin zu billigen

ANNO 1701.

5. Beklaget sich die Wittib von Bulowen zu Kritzow / und die ihrige gantz wehemüthig / daß sie auff ihr bey Fürstl. Schweriniſchen Cammer zinßbaar stehendes Capital in vielen Jahren keine Zinsen bekommen / obgleich das Capital an sich eine bey Hoch-Fürstl. Cammer bekäntliche Schuld / und vorhin jährlich verzinset worden.

6. Beschweren sich Bürgermeister und Rath der Stadt Wahren / daß nach Abdanckung der jüngsten Krieges-Völcker / sich so viele Kramer auffwerffen / welche nicht allein das Land durchstreichen / ihre Wahren auff den Dörffern verkauffen / besondern sich gar in den Dörffern häußlich nieder lassen / und allerhand Krahm / wie in den Städten / feil haben / wodurch die Kramer in den Städten verdorben werden.

7. Beklaget sich Bürgermeister und Rath der Stadt Parchim / daß sie auff gnädigsten Befehl Jhro Fürstl. Durchl. Unsers gnädigsten Herrn vier Brücken / die allesamt kurtz zuvor mit grossen Kosten repariret / und eine Mühlen-Arcke ändern und verweitern müssen / allein dieser Ursachen halber / daß der Amtmann Krull und Hanß Grantz ihr Holtz / so sie gekauffet / und ihren eigenen Nutzen und Vortheil dabey gesuchet / für ihren Mühlen nicht aufflösen und ungehindert durch flößen könten / und dieses alles bald bey Pœn, daß Jhro Fürstl. Durchl. ihre Mühlen in Possession nehmen wolten / bald bey Pœn 500. Reichsthaler Straffe / und anderweitiger ihnen nicht wohlgefälliger Verordnung / daher denn dieselbe verlanget / daß ihnen von bemeldten Amtmann Krullen / und Hanß Grantzen solche Baukosten erstattet / und wenn sie hinkünfftig mehr durchflößen würden / ihnen gewisse Erstattung zu thun / daß ihre Muhlen so lange stille stehen und nichts verdienen können.

8. Es wird auch wegen der Stadt Schwerin unterthänigst gebeten / weiln derselben nachfolgende Beschwerungen anliegen / Jhro Fürstl. Durchl. wolten gnädigst geruhen / zu veranlassen / daß selbige abgethan werden möchten.

(1.) Dem Holtzvoigt zu Schwerin ist ausserhalb des Sichenbaums / jedoch gar nahe darbey ein Hauß gebauet / zu dem Ende / daß er darinn wohnen / und auff die einfahrende Baur-Wagen / so mit Holtz beladen / desto besser Achtung geben könne; Es ist aber nie dorten ein Hauß gestanden / vielweniger bürgerliche Nahrung darinn getrieben; Es unternimmt sich aber dieser Holtzvoigt / bürgerliche Nahrung zu treiben / indem er darinn herbergieret / selber brauet / und jedermänniglich / der es nur begehret / das Bier verkauffet / worunter die Stadt und arme Bürgerschafft / sonderlich die vom Brauwerck sich allein ernehren / und davon nach dem ersten Stande zum härtesten contribuiren müssen / mercklich leyden und in ihrer Nahrung beeinträchtiget werden / von solcher treibender bürgerlicher Nahrung aber Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit keinen Vortheil / sondern nur Schaden haben; indem bey selbigen Holtzvoigt die Bauren / wenn sie wieder aus der Stadt kommen / und ein wenig Geld gelöset / einkehren / sich toll und voll und also das wenige Geld mehrentheils bey ihm wieder versauffen / und wird dahin gestellet / ob der Holtzvoigt mit den Bauren auch deßwegen nicht connivire / und

ANNO 1701.

Conditionen, zu Hinterlassung der Hof-Wehr / wie auch der Helffte ihrer Kinder respectu der Mutter / als aus dem Hertzogthum Mecklenburg Schwerinschen Theils bürtig / offeriret / und erbiethig gemacht.

Ad 5. Wegen der Wittwen von Bülowen zu Kritzow bey Fürstl. Cammer habender / als bekäntlich agnoscirter Schuld-Forderung / wollen Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit gnädigst / daß der Wittwen jährlich die Zinsen abgeführet / und mit ihr desfals Richtigkeit gemachet / und die Liquidation nicht allein zugeleget / besondern auch / was deroselben etwa aunoch restiren möchte / durch leidliche Termine baar abgeführet werden solle.

Ad 6. Sonderlich wegen der Burgermeister und Rath zu Wahren / der Stadt zum præjudiz auff den Dörffern einschleichender Krämer / und Verkäuffer / befinden Jhro Fürstl. Durchl. solchen Unstand / als den Städten überall verfänglich / keines Weges zu leiden / sondern wollen denselben aller Orthen mit ernstlichen Verboth / und sub pœna Confiscationis gäntzlich abgeschaffet wissen.

Ad 7. Auff Burgermeister und Rath zu Parchim ihrer erweiterten 4. Brücken und Mühlen-Arcke halber / sonderlich dem Amtmann Krullen und Hauß Grantzen zu gute / angeführte Beschwerde / da lassen es Jhro Fürstl. Durchl. lediglich bey dem jenigen bewenden / daß ein jeder seine Brücken / und also auch Bürgermeister und Rath dieselbe in erbaulichem Stande erhalten müssen / deßfals besagter Amtmann Krull / und Hauß Grantz dahin anzuhalten / daß sie wegen veranlasseter übermäßigen Baukosten Burgermeister und Rath billigmäßige Satisfaction verschaffen / auch im übrigen wegen künfftiger Kosten / auch Abgangs an denen Mühlen-Intraden sich mit dem Senat vergleichen / biß dahin aber sich des Flößens enthalten / oder gewärtig seyn sollen / daß sie zu Parchim für und unter den Brücken angehalten werden mögen.

Ad 8. Auff Bürgermeister und Rath der Stadt Schwerin übergebene letztere Gravamina und zwar

Ad 1. membr.) Soll dem Holtzvoigt ausserhalb des Sichenbaums ernstlich verboten und gehemmet werden / keine Bürgerliche Nahrung der Bürgerschafft zum præjudiz zu treiben / das Bier allein aus der Stadt von den Brauern zunehmen.

Ad 2.

ANNO 1701.

und ob auch nicht die Accise untergeschlagen werde / weil das Maltz ausserhalb der Stadt kan gemahlen werden / bitten demnach Bürgermeister und Rath unterthänigst / daß solche bürgerliche Nahrung dem Holtzvoigt möge verbothen werden.

2. Unternehmen sich auch andere / so fürm Thor wohnen / denen man endlich das Krugen oder Bierschencken zu gönnen hätte / gleichfals des Brauwercks / worüber die Brauer in der Stadt gleichfals Schaden in ihrer Nahrung leiden / bittet demnach Burgermeister und Rath unterthänigst / daß selbigen Leuten das Brauwerck möge verbothen / und daß sie das benöthigte Bier aus der Stadt holen / injungiret werden.

3. Der Gärtner so fürm Thor wohnet / Namens Bartold Evers / ist nicht in Fürstl. Diensten / prætendiret aber exemption, gebrauchet aber bürgerliche Nahrung mit dem Herbergieren / Mültzen / Brauen und Ausschencken des Biers / da er doch der Stadt nicht mit einem Heller in denen Oneribus zu Hülffe kömmt / bittet demnach Bürgermeister und Rath unterthänigst / daß demselben solche bürgerliche Nahrung und in specie das Brauwerck möge verboten werden; und wenn ihm ja endlich das Herbergieren und Krügerey erlaubet werden könte / er dennoch deßwegen der Stadt Onera mit tragen helffen / auch weil er nicht in Fürstl. Diensten / den Bürger-Eydt zu Rathhause abstatten müsse / zumahlen er in Bürgermeister und Raths Jurisdiction wohnet / und bey seinem Hause einen grossen Garten hat / darin etliche Scheffel Korn gesäet werden / er aber aus demselben mit seiner Gärtnerey sich reichlich ernehren kan.

## Gravamina Specialia Gustrovienſia.

1. Bey dem §. 15. Reversalen kommt unterthänigst zu erinnern / was beym Zoll zu Tornow in dem Guthe derer von Buchem fürfält / da berichtet wird / daß der Zoll vor Alters nicht / sondern Anfangs beym Wallensteinischen Dominat allda introduciret / nachgehends von den Buchen stets beygesprochen worden / auch Ihro Durchl. Land dadurch sehr beschwehret wird / da an Churfürst. Seiten der Weg / der sonst ungleich näher und besser ist / für der Hand denen in Ihro Durchlauchtigkeit Land Wohnenden verboten / und dieselbe einen grossen Umweg auf Zedenick zu nehmen wollen gezwungen werden.

2. Daß Ritter- und Landschafft Ihro Durchl. Lande den Vorschuß / welchen Sie vor etliche Städte in nächster Chur-Brandenburgischen Belägerung auf Ihro Durchlauchtigkeit Vermittelung thun müssen / versprochener maßen nicht wieder fähig gemachet werden.

3. Daß die Obligation wegen der Fineckischen Stipendien-Gelder Ritter- und Landschafft noch nicht wieder bekommen / ob gleich das Geld aus dem Hof-Gerichte / woselbst es deponiret gewesen / von Ihro Hoch-Fürstlichen Durchlauchtigkeit gehoben worden / dahero Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit unterthänigst ersuchet werden / die gnädigste Anstalt zu verfügen / daß entweder die Obligation extradiret / oder das Geld ad depositum wieder gebracht werden möge

4. Eine gleichmäßige Bewandtniß hat es auch mit denen in der Cancellaria verschiedentlich deponirten Geldern / die daselbst gleicher gestalt nicht zu befinden / also den Rechten nach / billig wieder herbey zu bringen seyn.

5. Weil das in denen Reversalen reservirte alte Jäger-Ablager bey dem Closter Malchow



ANNO 1701.

Ad 2. Membr. Soll keiner ausserhalb der Stadt / der sich des Krugens anmaßet / sich des Brauens zum feilen Verkauff unterfangen / sondern wie ad 1.) resolviret / das Bier aus der Stadt von der Bürgerschafft nehmen / das frembde Bier aber zu verkauffen ihnen gäntzlich verbothen werden.

Ad 3. Membr. Eine gleiche Bewandniß hat es mit dem 3ten Gravamine wider den nunmehro verstorbenen Gärtner Bartold Evers / jetzo dessen Erben belangend / daß dieselbe zwar sich des Herbergierens gebrauchen / keines weges aber zum Verfang der Bürgerlichen Nahrung selbsten brauen / sondern das Bier von der Bürgerschafft aus der Stadt nehmen mögen und sollen.

Wie sie dann auch sich mit Burgermeister und Rath der ihnen vorgeregter massen zugelassener Nahrung halber erkäntlich abfinden und vergleichen sollen.

## Resolutiones.

Ad 1. Daß weil die Sache bey der Fürstl. Güstrowschen Justiz-Cantzeley zwischen den Fürstenbergischen Creditoren / und dem von Buch recht-hängig / daselbst die Cognitio und der Ausschlag Rechtens abzuwarten / unterdessen / wenn beglaubte Nachricht von dem in diesem Gravamine angezogenem Verboth beygebracht werden könnte / werden Ihro Fürstl. Durchl nicht ermangeln / die Nothdurfft deßwegen an Churbrandenburg gelangen zu lassen.

Ad 2. Um diesem Gravamini rechtlicher Arth nach abzuhelffen / sey beygehendes Mandatum de solvendo cum clausula an die Städte / vor welche der Vorschuß geschehen / erkant / alldieweilen dieselbe ante condemnationem darüber billig zu hören.

Ad 3. So bald sich die Fineken anmelden werden / soll ein kurtzer Terminus zu Fortsetzung der veranlasseten Commission bestimmet werden.

Ad 4. Wenn jemand sich deswegen bey Ihro Fürstlichen Durchlauchtigkeit anmelden wird / wollen dieselbe / was recht ist / ergehen und geschehen lassen / also daß keine Querelen mehr nöthig seyn / sondern einem jeden rechtliche Satisfaction wiederfahren möge.

Ad 5. Weil Ihro Fürstl. Durchl. und dero Vorfahren weit über Menschen Gedenckens Zeit

ANNO 1701.

nicht allein dahin gerathen / daß durch das gantze Jahr Wild-Fuhren geschehen müssen / sondern daß mit andern Fuhren / welche nur an Menschen und Wahren fast aus allen im Stargardischen Crayß belegenen Aembtern begehret / zum gröstẽ Ruin bemeldten Klosters / und Verlust derer Unterthanen schuldige Dienste fatigiret werden; Als ist gnädigste Remedirung dieses Gravaminis, und daß ohne Jhro Durchlauchtigkeit Special-Verordnung dergleichen nicht geschehen möge / vermittelst Publicirung derselben unterthänigst zu bitten.

die Fuhren Quæstionis sine interruptione gebrauchet / wollen Sie die alten Acten nachsehen lassen / und sich nach Befindung dieses Puncts halber ferner erklähren. ANNO 1701.

6. Weil dem Herkommen zuwieder / die Fürstliche Verordnungen an dem Stargardischen Crayß / und in dem Ambte Stavenhagen nicht an die Land-Marschälle daselbst / sondern an einige Privatos unter dem Adel zu verschiedenen malen ergangen / welches allerhand Schwierigkeiten und Confusion verursachet / so wird auch um dessen Remedirung unterthänigst zu bitten seyn.

Ad 6. Wenn das allegirte Herkommen gehöriger maßen wird dociret seyn / wollen Jhro Fürstl. Durchl. sich darauff gnädigst und rechtlich erklähren.

7. Daß auch Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit getreuester Ritterschafft von denen tempore belli gewesenen Commissariis in denen Aembtern / bey Jhren Angelegenheiten die Zusammenkünffte wollen untersaget werden / und solches gleichwol gegen die von Städten zu compariren / als denen solches nicht verwehret wird / der Ritterschafft zu höchster Verkleinerung gereichen wolte / so leben Sie der unterthänigsten Hoffnung / es werden ihre redliche Actiones zeigen / daß Sie zu dergleichen niemahlen Uhrsache gegeben haben / dahero Sie auch gnädigere Propension und Auffhebung sothanen Verboths / unterthänigst bitten und hoffen.

Ad 7. Jhro Fürstl. Durchl. erinnern sich nicht / daß wenn die Ritterschafft in einem oder andern Ambte zusammen kommen wollen / sie solches bißhero gehindert / derowegen dieß Gravamen in facto irrig.

8. Beschwerlich ist auch die Abforderung der Acten und Inhibition ans Hof-Gerichte / wie in Causa Ritter- und L. contra Knegendorffen geschehen / zumalen da der ex officio veranlassete Fiscalische Inquisitions-Processus ins Stecken gerathen / und nicht zum Stande gebracht wird.

Ad 8. Die Knegendorffische Sache ist schon bekandter maßen gütlich gehoben / und läufft das übrige in das Gravamen secundum Judiciale hinein.

9. Nicht weniger / daß gesessene von Adel im Lande bey den Cantzeleyen mit Arresten wegen Geld-Straffen beschweret werden / wie Bassevitzen begegnet.

Ad 9. Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit wollen in causis mulctarum niemand / sonderlich die im Lande gnugsam gesessen / über Gebühr mit Arrest nicht beschweren lassen / sondern nach Befindung denen Condemnatis ein Laxamentum temporis indulgiren.

10. Beschwerlich ist / wenn in einem in Neulichkeit gedrucktem Fürstlichen Befehl / die Zauberey betreffend / sub dato 18. August. jüngsthin / die von der Ritterschafft so gar denen Richtern und Räthen in den Städten nachgesetzet worden.

Ad 10. Ist per errorem des Concipienten geschehen / und tragen Jhro Fürstl. Durchl. daran keinen Gefallen.

15. Als auch in der Fürstlichen Lehn-Cammer keine auscultirte Copiæ zum Beweißthum wollen angenommen / sondern Originalia desideriret / Scheine aber zurück zu geben verwegert / und dennoch die Consense nicht erfolgen wollen / sondern die Sachen unexpediret lange Zeit zurück behalten werden / und aber Sterbens-Fälle bey solchen Umständen die Interessenten leicht graviren könten / so werden Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit um gnädigste Verordnung zur Beschleunigung der Retradition, und Sachen Expedition unterthänigst gebeten.

Ad 11. Jhro Fürstl. Durchl. haben denen Lehn-Räthen schon gnädigst befohlen / daß Sie das / was hier gebeten / gebührend beobachten / und ohne rechtmäßige Ursache die exhibirte Originalia nicht zurück zu halten / und wenn die Zurückhaltung der Original ex causis legitimis statt hat / dennoch einen Schein darüber zu ertheilen sich nicht verwegern sollen / immittelst ist bekandt / daß die Sache / wohin mit diesem Gravamine abgezielet wird / schon gäntzlich abgethan und gehoben sey.

12. Als auch Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit Lehn-Leute wegen der Lehn-Briefe Anschaffung sehr fatigiret werden / da doch notorium ist / daß bey den bösen Zeiten dem mehrentheil ohne sein Verschulden / dieselbe hinweg gekommen / und aber die Reversales die Besitzer von solcher Ansprache / nach langer Jahre Possess liberiren / so werden Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit um Enthebung dieses Gravaminis unterthänigst gebeten.

Ad 12. Es muß billig ein jeder / der seine Briefe durch Krieg oder Brand / und andere Casus fortuitos erweißlich verlohren / sich bey Zeiten anmelden / und bey der Lehn-Cammer neue Instrumenta ausbitten / die Jhm in Gnaden gefolget und keine neue Consens-Gelder dafür begehret werden sollen; Jm ubrigen hat es bey dem Art. 29. Rev. in dem Casu, davon er redet / sein Verbleiben.

13. Ad 13.

ANNO 1701.

13. Gereichet zu des Landes Beschwerde / daß in Gustrow kein Wage einkommen könne / es sey denn / daß der Wachthaltenden Soldatesque deswegen 6. 7. biß 8. Schilling erleget werde. wie denn auch

14. Die Burger selbst in Gustrow von ausgehenden Wahren wieder das Herkommen / Zoll zu geben angehalten werden.

Ad 13. Ist schon abgestellet / und vorhin zu Ihro Fürstl. Durchl. Wissenschafft nicht gekommen.

ANNO 1701.

Ad 14. Ist inter gravamina specialia der Stadt Gustrow bereits gehoben.

## Gravamina Specialissima Gustrovienſia.

## Resolutiones.

1. Weilen Ihro Durchl. ad instantiam der Eingesessenen Landbegüterten im Stargardischen Crayse / vermittelst eines Mandati vom 29. Maji Anno 1684. an die sämbtliche Zunfftgenossen des Leinweber-Handwercks daselbst eine Verordnung ergehen lassen / daß Sie bey willkührlicher Straffe diejenigen Leinweber auf den Dörffern / da vor Alters welche gewesen / unbeeinträchtiget lassen / und wieder das Herkommen Ihnen nichts anmuthen sollen / und aber dieselbe in Neulichkeit sich auf dem Lande hinwieder angemeldet / und auf ein Privilegium vom 28. Octobr. Anno 1682. beruffen / darinnen Ihnen verliehen sey / auf eine Meile Weges um die Städte keine Leinweber auf dem Lande zu leyden / als wird unterthänigst gebeten / obbemeldtes gnädigstes Befehl in patenti forma gnädigst renoviren / und ins Land communiciren zu lassen.

Ad 1. Ist schon vorlängst durch Abforderung der Einspenniger / wegen darunter vorgelauffenen Mißbrauchs abgethan / auch auf die übergebene Supplic das verlangte Mandatum erkant.

2. Kloster Ribnitz Beschwerde.

(1.) Wegen Execution in den Kloster-Dörffern Kuhlrade und Boppendorff / Bier vom Ambte Ribnitz zu holen betreffend.

Ad 2. Ad Memb. 1. 2. & 3. Werden Ihro Fürstl. Durchl. den Ribbenitzschen Vergleich zu adimpliren nicht unterlassen / wollen auch vor der hand / bis die Sache weiter untersuchet ist / die Dörffer Kuhlrad und Poppendorff zu Nehmung des Biers vom Ambte nicht zwingen / deshalber beygehendes Mandatum an den Ambts-verwalter erkant.

(2.) Daß von den restirenden Zinß-Geldern dem Kloster von Ihro Durchlauchtigkeit Rent-Cammer einige mögen gereichet werden / denn in Entstehung dessen die Kloster-Jungfern / welche sehr dürfftig an Unterhalt seyn / unmöglich erhalten werden können.

(3.) Weil Ihro Durchlauchtigkeit in dem mit Ritter- und L. wegen des Klosters gemachten Vergleich zu des Klosters und Kirchen-Bau 1200. Reichsthaler gnädigst versprochen / und in denen verflossenen Jahren die Gebäude mehr und mehr baufällig worden / und zum Theil mit Leib- und Lebens-Gefahr derer / die darinne wohnen / gar zum Niederfall sich neigen / so wird unterthänigst gebeten / sothane Gelder nunmehro auszahlen zu lassen.

(4.) Weil oben gedachte Dörffer in Krieges-Zeiten bey allen Collecten zu des Ambts Portion mit gezogen worden / solches aber dem Contract zuwieder / und bey dieser Brandenburgischen Belegung böse Effectus nach sich gezogen / so zu des Klosters grossen Beschwerden gereichet / als wird auch hierinn um gnädigste Remedirung dieses gravam. unterthänigst gebeten.

Ad 4tum dieses grav. gehöret mit ad grav. 6 in Politicis, woselbst die Resolution zu finden.

(5.) Als auch Ihro Durchlauchtigkeit zu Reparirung des Klosters / das Bauholtz aus der Ambts-Höltzung gnädigst versprochen / so wird auch dessen Verordnung zur Abfolge unterthänigst gebeten.

Ad 8.

(6.) Als auch von Ihro Durchlauchtigkeit die dem Kloster annoch restirende 10000. Rthlr. Capital nicht / wie der Vergleich mit Ritter- und L. verspricht / bezahlet worden / so wird dahero hiezu um gnädigste Anstalt unterthänigst gebeten.

(7.) Weil auch dem Kloster jährlich ein gewisses Wildpreht im Contract für die Kloster-Versammlung verschrieben / solches aber noch niemahlen erfolget / so werden Ritter- und L. gemäs-

ANNO 1701.

müßiget / dieses zu erinnern / mit unterthänigster Bitte / daß Jhro Durchl. hierzu gnädigste Verordnung stellen wollen.

(8.) Ferner wird unterthänigst gebeten / daß dem Ambts-Verwalter zu Ribnitz möge inhibiret werden / sich des Klosters Güter / als welche besage Contractus, mit dem Ambte gar keine Verwandtniß mehr haben / gäntzlich enthalten solle.

(9.) Als auch des gewesenen Provisoris des Klosters / David Brandten Erben / wegen der unschuldig erlittenen Execution, derer bey der Præsentation des Kloster-Predigers von dem Seel. Herrn Superintend. Siricio, wieder das Herkommen gemachten Prætension halber / noch keine Erstattung wiederfahren / so wird dasselbe zu gnädigster Abhelffung dieser Beschwerde nochmahls unterthänigst erinnert.

ANNO 1701.

Ad 8. Quoad Membr. 8. Aber / wenn solches von den Dörffern verstanden wird / die tempore Contractus zu dem Kloster gehöret haben / wird dem petito hiemit deferiret.

3. Die Ritterschafft im Ambte Wredenhagen hat Beschwerde geführet / daß Sie daselbst vom Ambte wieder des Adels Freyheit und das Herkommen / mit Zoll beleget würde.

Ad 3. Wegen der beyden gravaminum des Ambts Wredenhagen concernirend / wird quoad prius die rechtliche Erkäntniß in der bey der Fürstlichen Cammer anhängig gemachten Sache abzuwarten / quoad posterius ein zulängliches Mandatum hiebey zu empfangen seyn.

Item, Daß Zimmer-Leute daselbst gantz insolent wären / und nicht verstatten wolten / daß man sich anderer Zimmer-Leute zur Arbeit bedienen solte.

Wessen aber sich sonsten einige particulier-Personen beschweret / damit werden dieselbe nach Hofe gewiesen / allwo Jhro Durchlauchtigkeit gnädigst befohlen / solche Gravamina gehöriger maßen zu untersuchen / und so weit Sie fundiret / nach Recht und Billigkeit abzuthun.

## Gravamina Excepta Gustrovienſia.

Die Gravamina, welche gantz oder zum Theil 1686 den 8. Maij in Güstrow unerlediget geblieben / und was bey denselben / wie auch sonsten gleichermassen annoch unterthänigst desideriret / und eventualiter zur Käyserlichen Decision ausgesetzet wird / solches alles bestehet in deme / was hiernächst folget / und ist

### IN ECCLESIASTICIS.

Resolutione ad Grav. 1. Membr. 5. Wird gebeten zu inseriren in fine: bey General-Visitationibus.

### IN POLITICIS.

Resolutione ad Grav. 5. Wird gebeten / daß vor das Wort: Land-Räthe / gesetzet werde: Einige Deputirte von Ritter- und Landschafft.

### IN JUDICIALIBUS.

Resolutione ad Grav. 1. Membr. 2. Wird gebeten / daß die Resolution dahin eingerichtet werden möge / daß auch in Causis Fiscalibus denen Appellationibus deferiret werden solle / Causas Criminales proprie sic dictas ausgenommen.

Resolut. ad Grav. 2. Wird gebeten / post verb. Erfodern: zusetzen: indessen aber das obsiegende Theil an dem Effect erhaltener Urtheil nicht zu behindern.

Resolut. ad Grav. 12. Wird gebeten / was in hoc passu in parenthesi gesetzet. Class. 6. Grav. 13. auszulassen.

### EX PROCESSIBUS.

Resolut. ad Grav. 9. Wird unterthänigst gebeten / post verba: zusammen kommen möge: hinzu zu thun: Wollen auch die an Seiner Durchl. abzulassende Memorialia und Supplicationes bey Hofe annehmen lassen / & omittantur verba: Und wollen an statt der 2c. usque ad gnädigst confirmiren / und post erklären: Solte es aber usque ad darüber zu suchen / & addatur: im übrigen es bey dem Käyserl. Rescripto. vom 27. Februarii Anno 1681. bewenden lassen wollen / omissis cæteris.

Resolut. ad Grav. 15. Wird gebeten / die Worte: nach Befindung / auszulassen.

### EX ADDITAMENTIS CLASS. 2.

Resolut. ad Grav. 2dum. Wird gebeten / in Erwehlung der Land-Räthe auf die von der Ritterschafft præsentirte eine gnädigste reflexion zu machen.

### CLASS. 3.

Resolut. ad Grav. 7. Wird voriges wiederholet / und eventualiter ausgesetzet.

Resolut. ad Grav. 19. Wird gebeten / die Resolutionem ad existentiam necessitatis allein zu restringiren.

### CLASS. 6.

Resolut. ad Grav. 1. Wird unterthänigst gebeten / bey der Disposition der Land- und Hoff-Gerichts-Ordnung es zu lassen / und die Wörter / necessitate excepta, auszulassen.

Resolut. ad Grav. 13. Wird nochmahlen gebeten / die Resolution dahin einzurichten / daß die Creditores und deren Cessionarii die ihnen adjudicirte Güther wieder ihren Willen zu Lehn anzunehmen nicht sollen adstringiret werden.

AD

ANNO 1701.

## AD SPECIALIA ECCLESIASTICA GUSTROV.

Resolut. ad Grav. 2. Wird gebeten / es dabey zu lassen / daß sothane Gelder von dem Pastore bey denen Kirchen-Rechnungen zu berechnen.

Resolut. ad Grav. 3. Wird gebeten / die Resolution folgender gestalt zu fassen / daß die Ausleihung der Kirchen-Gelder geschehen solle / mit Einwilligung der Patronen und Vorwissen der Pastoren.

## AD SPECIALIA POLITICA.

Resolut. ad Grav. 3. Wird gebeten / die versprochene Richtigkeit nach Inhalt des Gravaminis und ergangenen Commissorii, unverlängt zu befordern.

Resolut. ad Grav. 4. Wird gebeten / daß das Gravamen würcklich gehoben / die Gelder hinwieder ad dispositum gebracht / und die Interessenten zu dem Ihrigen geholffen werden mögen.

Resolut ad Grav. 5. Wird gebeten / es bey denen in dem Assecurations-Revers vom 2. Julii 1572. ausdrücklich benandten Herbst Ablager-Fuhren schlechter Dings zu lassen.

Resolut. ad Grav. 6. Wird gebeten / daß der Land-Marschall bey dem Jure convocandi geschützet werden möge.

Resolut. ad Grav. 8. Wird das monitum ad Grav. 2. Judiciale Commune wiederholet.

Resolut. ad Grav. 9. Wird gebeten: Die Wörter: über Gebühr / und nach Befindung in Resolutione auszulassen / und also das Gravamen pure zu resolviren.

---

## Additamenta so bey der Kayserlichen Commission Anno 1701. übergeben.

1. Wenn künfftig ein Lehn allodial zu machen gesuchet wird / sollen alsdenn die Lehens-Folger darüber vernommen werden / sonsten aber die Allodialschafft null und nichtig seyn soll.

2. Wenn Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit von ihren Domanial-Güthern eines oder anders gegen Adeliche Lehn-Güter umsetzen und vertauschen / daß als denn das permutirte Domanial-Guth die Qualität und Eigenschafft vorigen / nunmehro aber vertauschenden Lehn-Guths haben / und in allen Stücken dafür gehalten werden solle.

3. Wird unterthänigst gebeten / weil die Sportulen in den Gerichten auf ein grosses verhöhet worden / sonderlich aber für die Muth-Zetteln und Confirmation der Allodial-Güter / mehr denn jemahlen gefodert wird / daß hierinn der in dene Reversalen gesetzeten Taxæ nachgelebet werden möge.

4. Weil auch eine Zeithero bey denen neuen Lehn-Briefen man angemercket / daß darinn der hohen und niedrigen Jagten / Halß- und Hand-Gerichte / wie auch des Juris Patronatus nicht gedacht worden / ohngeachtet der Belehnte solches alles gehabt / und noch hat / so wird gebeten / daß ins künfftige solche Stücke specialiter mit benennet / denjenigen aber zu gute / in dero Lehn-Briefen selbe nicht enthalten / einmahl für allemahl declariret werden möge / daß solches Ihnen an Ihrer habenden Gerechtigkeit der hohen und niedrigen Jagd / Hals- und Hand-Gerichte / wie auch Juris Patronatus nicht schädlich seyn solle.

5. Wird unterthänigst gebeten / wenn ein Domanial-Guth gegen ein Adeliches vertauschet / oder auch von Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. gekauffet wird / daß darüber Kayserl. Consense zu erbitten frey stehen möge.

6. Wenn Mangel an Korn und sonsten sich im Lande ereugen / und desfalls einig Verboth für nöthig befunden werden möchte / daß solches nicht anders / als mit Einwilligung der Land-Räthe und Deputirten veranlasset / sonsten auch der vorgegebene Mangel durch gewisse beeydigte Commissarien von Aembtern / Adel und Städten untersuchet / dem Korn aber kein gewisser Preiß in solchen Fällen

## Resolutiones.

Ad 1. Wenn künfftig ein Lehn Allodial zu machen gesuchet wird / sollen alsdenn die Lehens-Folger darüber vernommen werden / sonsten aber die Allodialschafft null und nichtig seyn.

Ad 2. Wenn Ihro Durchl. von ihren Domanial-Gütern eines oder anders gegen Adeliche Güter umsetzen und vertauschen / so solle das permutirte Domanial-Guth die Qualität und Eigenschafft vorigen / nunmehro aber vertauschten Lehn-Guthes haben / und in allen Stücken dafür gehalten werden.

Ad 3. Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit ist nicht bewust / daß die Sportulen in denen Gerichten solten erhöhet / oder auch für die Muth-Zettel / und Confirmation der Allodial-Güter ein mehrers / denn Recht und Herkommen / gefordert seyn / so offt ein wiedriges kan erweißlich gemachet werden / soll dessen Remedirung geschehen / gestalt Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit gnädigst wollen / daß hierinn der in denen Reversalen gesetzten Taxæ allerdings nachgelebet werden möge.

Ad 4. Die Lehn-Brieffe sollen nicht verändert / sondern allemahl nach dem Einhalt der Alten / ausgefertiget werden / und bleibet es im übrigen bey denen Reversalen und der Resolution de Anno 1686. ad grav. 8. Class. 6. de Judicialibus.

Ad 5. Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. bewilligen gnädigst / wenn ein Domanial-Guth gegen ein Adeliches fürohin vertauschet / oder auch von Ihro Hoch-Fürstl. Durchlauchtigkeit gekauffet wird / daß darüber Käyserl. Consens erbeten werden möge.

Ad 6. & 7. Wenn Mangel an Korn und sonsten sich im Lande ereuget / und desfalls einig Verboth vor nöthig befunden werden möchte / sollen die Land-Räthe vor dem Verbot gehöret werden / auch durch gewisse Commissarien von Aembter / Adel und Städten / die Untersuchung des Mangels / auf Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. Verordnung geschehen / imgleichen dem Korn kein ferner ge-

ANNO 1701.

Fällen gesetzet/ sondern hierinn einem jeden nach seinem Belieben zu verfahren / frey gelassen werden solle.

7. Wenn die Ritterschafft sich erbieten und offeriren möchte / zu Sublevirung der Armuth das nöthige von Korn herbey zu schaffen / und selbe zu versorgen / daß von denen Aembtern und Städten ein gleiches geschehen / und jenen an ihrer freyen Ausfuhr und Handlung mit den benachbarten Städten kein Einhalt geschehen solle.

8. Sollen die von der Ritterschafft und dero Unterthanen mit keinen Zöllen und Consumptions-Steuren wieder die Reversales, noch sonsten jemand wider das Herkommen / damit beschweret werden.

9. Weil auch die Städte Lübeck / Wißmar und Rostock / die Landes-Einwohner mit neuen Zöllen und Accile beleget / als wird gebeten / die Sorge dahin zu tragen / damit solches abgeschaffet / und das Land bey seiner alten Freyheit gelassen werden möge.

10. Weil in denen Gerichten die hangende Rechts-Processe sehr weitläufftig gemachet / und über die Gebühr aufgehalten werden / wodurch die Partheyen in grossen Schaden gesetzet / und an Mitteln sehr entblösset werden / so wird unterthänigst gebeten / die Verordnung gnädigst zu stellen / damit / so viel salva Justitia geschehen kan / die Processe verkürtzet werden mögen.

11. Weil auch befindlich / daß Fiscalis, ohne vorher angestellte gnugsame Erkundigung / ehrliche Leute an Guth / Ehr und Leben anklaget / und dennoch / da solches ungegründet befunden / den Beklagten keine gehörige Satisfaction gegeben / wird gebeten / Fiscalen ernstlich dahin anzuhalten / daß er ohne gnugsamen Grund / zu dergleichen Actionibus nicht schreiten / sondern bedachtsam und denen Rechten gemäß verfahren / wiedrigens aber / und nach befundener Unschuld und erfolgter Absolution, dem Beklagten wegen erlittenen Schadens / Schimpffs und Unkosten / völlige Erstattung zu thun schuldig seyn solle.

12. Weil auch dem Kloster Ribnitz für die / an Herrn Hertzog Gustaff Adolphs Durchlauchtigkeit Hoch-Seel. Andenckens / verkauffte Kloster-Güter / die Kauff-Gelder noch nicht bezahlet / indessen die Güter in Possess und Nutz genommen worden / das Kloster aber weder Capital noch Zinsen / wie vielfältig es auch darum angemahnet / bekommen können / als wird unterthänigst gebeten / die gnädigste Vorsorge zu tragen / damit entweder die Güter restituiret / oder das Kauff-Geld nebst den Zinsen / und was sonsten per Contractum dem Kloster gebühret / von den Fürstlichen Erben abgetragen werden möge.

13. Wird unterthänigst gebeten / die gnädigste Vorsorge zu tragen / damit der Land-Kasten wieder in Stand gebracht / die Schulden bezahlet / und also das Land von seinen Creditoribus befreyet werden möge.

14. Wenn Grentz-Irrungen zwischen Ritter- und L. und denen Beambten vorfallen / sollen selbige durch unpartheyische Commissarien untersuchet / und die Sache an das Hof-Gerichte zu rechtlicher Entscheidung verwiesen werden.

15. Weil auch die Ritterschafft von dem Onere Decimationis jederzeit frey gewesen / als wird dieselbe dabey zu lassen seyn / und des falls eine gnädigste Resolution unterthänigst gebeten.

16. Die gewisser Preiß gesetzet werden / als demjenigen / was zu der Armuth nöthigen Versorgung erforderlich / wenn diese versorget / soll kein Einhalt an der Ausfuhr geschehen / jedoch muß auch zu denen Magazinen zuförderst dasjenige / was nöthig seyn wird / gegen der benachbarten Handel-Städte Preiß geliefert werden.

ANNO 1701.

Ad 8. Sollen die von der Ritterschafft und dero Unterthanen mit keinen Accisen / Zöllen und Consumptions-Steuren über den Einhalt der Reversalen und das Herkommen / beschweret werden.

Ad 9. Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit wollen / so weit recht und müglich / sich dafür incessiren / daß die Städte Lübeck / Wißmar und Rostock die Landes-Einwohner mit denen Zöllen und Accisen ferner weit nicht belegen / besondern das Land bey seiner alten Freyheit lassen mögen.

Ad 10. Auch wollen Ihro Durchlauchtigkeit die gnädigste Verordnung stellen / daß / so viel salva Justitia geschehen kan / die Processe verkürtzet / und über die Gebühr nicht aufgehalten werden mögen.

Ad 11. Wird es dabey gelassen / was die Jura Communia davon disponiren.

Ad 12. Wird künfftig / prævia informatione ex Archivo Gustrovensi, was recht und billig darunter verfüget werden.

Ad 13. Wird nach Müglichkeit / Recht und Billigkeit gerne secundiret werden.

Ad 4. Wenn Grentz-Irrungen zwischen denen Beambten und Adel auch Städten vorfallen / sollen selbige durch unpartheyische Commissarien untersuchet / oder auch die Sache an das Hof-Gericht zu rechtlicher Entscheidung verwiesen werden / und bleibet es übrigens bey den Reversalen.

Ad 15. Ob das Jus detrahendi in feudis einen oder keinen Platz habe / davon hat das erste die Fürstliche Regierung per contrarium noch zur Zeit zu behaupten / ein Responsum Juris, wenn Ritter- und Landschafft zuförderst darüber gehöret / einzuholen / bis dahin der Adel billig damit zu übersehen.

Ad 16.

ANNO 1701.

16. Die Accise in den Städten ist ein pars Contributionis, und muß also dem Lande gut gethan / als auch bey künfftig zu behandelndem Quanto, so wol ratione præteriti als futuri, mit angerechnet werden / wie solches die vorhin desfalls ergangene Kayserl. Verordnungen und Mandata an Hand geben.

Ad 16. Die Accise in denen Städten soll à dato dieses Vergleichs / pro parte Contributionis gehalten / von denen Städten eingenommen / auch in den Land-Kasten geliefert werden.

17. Wird unterthänigst gebeten / daß die von vielen Contributionibus im Lande befindliche Restanten per Executionem eingetrieben / und desfalls gehörige Befehl an die Executores, auf die von Ritter- und Landschafft Ihnen zu überreichende Specificationes verfüget werden mögen / mit dem Anhange / daß solche Restanten ungesäumt Sie eintreiben / und in den Kasten nach Rostock liefern solle / wie solches denen vorhin ertheilten Fürst-gnadigsten Resolutionibus allerdings gemäß ist.

Ad 17. So bald Ritter- und L. durch die geschworne Einnehmer zu Rostock die Restanten einschicken / und um Execution anhalten werden / soll desfalls ungesäumte Ordre an die Executores jedesmahl ergehen / mit expressen Befehl / alle dieselbe ohne jemandes verschonen einzutreiben / und die Gelder an den Land-Kasten zu liefern.

18. Als durch die Wasserstauung der Fürstl. Mühlen / den benachbahrten ein grosser Schade zugefüget wird / so wird die Remedirung desfalls unterthänigst gebeten.

Ad 18. Wenn die Oerter specificiret werden / soll nach Recht und Billigkeit die Abthuung geschehen.

19. Wird gebeten / daß Ihro Durchlauchtigkeit sich der auf denen Ströhmen und Bächen / welche durch Adeliche Felder fliessen / wieder das Herkommen angemaßeten Jurisdiction und Fischerey gnädigst begeben mögen.

Ad 19. Wenn die Casus specificiret werden / soll darauff rechtlicher Bescheid erfolgen.

20. Wird die Restitution der Adelichen Güter Hohen Viecheln und Passee / vermöge übergebenen Memorialis, unterthänigst gebeten.

Ad 20. Wegen Viecheln und Passee soll die Sache untersuchet / und darauff nach Recht und Billigkeit resolviret werden.

21. Und weil auch das Lehn über das Guth Hohen-Pritz dem Herrn Hofmeister Perckenthien conferiret / denen Bülowen aber entzogen / so wird gebeten / solcherwegen denenselben Satisfaction zu gönnen.

Ad 21. Wenn erst wegen Hohen-Pritz die Lehens-Folge bewiesen / ergehet fernere Verfügung.

Friedrich Wilhelm.

L. S.

DEmnach durch Ihro Käyserl. Majestät allergnädigste und allergerechteste Vorsorge vor die Beruhigung unsers Vaterlandes / und die Wiederherstellung eines respectivè gnädigsten und unterthänigsten Wohlvernehmens zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Friedrich Wilhelm / Hertzogen zu Mecklenburg / Fürsten zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Grafen zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herrn / unsern gnädigsten Landes-Fürsten und Herrn / auch Uns / von Ritter- und Landschafft Seiten / eine Commission ex officio auff den Hoch-Wohlgebohrnen Herrn / Herrn Johann Martin Geschwind / Baron von Peckstein / der Römischen Käyserlichen Majestat würcklichen Cammer-Herrn / Ober-Oesterreichischen geheimten Rath / Generalen der Ober- und Vörder-Oesterreichischen Lande / Feld-Marschall-Lieutenanten / und Obristen über ein Regiment zu Fuß ꝛc. gegeben / auch durch dessen unermüdete Officia, die Sache vermittelst Göttlicher Hülffe / den 16. Julii dieses Jahrs / zu einem gedeylichen Schluß dergestalt gebracht worden / daß zween Recessus errichtet / und von Ihro Hoch-Fürstlichen Durchlauchtigkeit gnädigst unterzeichnet seyn. So bezeugen Wir Endes-Unterschriebene / als dazu per Mandatum cum libera, welches von Uns den Julii ad Protocollum des Käyserlichen Herrn Commissarii Excellenz sub Sigillo eingereichet ist / von Ritter- und Landschafft gnugsam Gevollmächtigte / nicht allein Unsere unterthänigste Annehmung vorgedachter Recessen und aller deren Innhalts hiemit / besondern Wir statten auch desfalls Ihro Kayserlichen Majestät und Ihro Hoch-Fürstlichen Durchlauchtigkeit Unsere respectivè allerunterthänigste und unterthänigste Dancksagung hiemit ab / mit geziemender Ansuchung an des Käyserlichen Herrn Commissarii Excell. mit geziemender gegenwärtigen und künfftigen Dancknehmung jederzeit zu erkennen beflissen seyn werden.

Uhrkundlich ist dieser wegen von Uns dieses nicht allein sub Sigillo der Ritter- und Landschafft / offtbetührten Herrn Käyserl. Commissarii Excell. ausgestellet / besondern auch mit absonderlicher Unser Nahmens Unterschrifft / und angedrückten angebohrnen Pittschafft bestätiget.

ANNO 1701.

So geschehen Schwerin den 16. Tag Julii Ao. Eintausend Siebenhundert und Ein.

von R. und. L. (L. S.)

P. C. V. Bassevitz. (L. S.)

August von Lutzow. (L. S.)

J. D. V. Plessen. (L. S.)
Wegen Schwerinischen Ambts.

Jost Heinrich Behr. (L. S.)

J. D. Molzahmen. (L. S.)

C. S. V. Bülaw/ (L. S.)

Joachim Friedrich Vieregge. (L. S.)
Wegen des Ambts Güstraw.

Raben. (L. S.)

C. V. Bülow/ (L. S.)

V. Buleau. (L. S.)
Wegen des Ambts Buckau.

J. B. Zölow. (L. S.)

H. V. Sperling. (L. S.)

Bartold Heinrich Schackh. (L. S.)

Christian von Blüchern. (L. S.)
Diese wegen des Ambts Mecklenburg.

E. Molcke/ (L. S.)
Wegen des Ambts Stavenhagen.

C. W. V. Lehsten. (L. S.)

J. V. Moltcke. (L. S.)
Wegen des Ambts Gnoyen.

Adam Remier Koppelow/ (L. S.)

Joachim Hartwig von Ditten ꝛc. (L. S.)
Wegen des Ambts Grabaw.

C. W. Meerheim. (L. S.)

J. Barner. (L. S.)
Wegen des Ambt Schwan.

Gustav Pritzbuer/ (L. S.)
Wegen des Ambts Wendenhagen und Lübz

E. V. Knesebeck, (L. S.)
Wegen Boitzenburg.

M. F. Berner, (L. S.)

J. Isperling. (L. S.)

H. von Restorff.
Wegen des Ambts Criwwiz.

G. Dupuis. (L. S.)

J. D. V. Pren (L. S.)
Wegen des Ambts Ribbeniz.

H. v. Halberstatt/ (L. S.)

J. v. Bülaw.
Aus dem Ambt Sternberg.

Nicolaus Schmidt/ (L. S.)
Wegen der Stadt Parchim und nomine der gesamten Städte Schwerinischen Antheils.

J. Vick, (L. S.)
Nomine der Städt Güstraw/ und sämtl. Städte Güstrauisch. Antheils.

C. F. Poppenberg. (L. S.)
Wegen der Stadt Schwerin.

UND Uns nun so wol obgedachten Hertzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg / Liebden / als auch ermeldte Ritter- und Landschafft diesen unter ihnen authoritate Commissionis nostræ Cæsareæ getroffenen Vergleich notificiret / und beederseits respectivè selbst und durch Ihren ad Acta legitimirten Procuratorem, um Ertheilung Unserer gnädigsten Käyserlichen Confirmation angeruffen und gebeten; Als haben Wir angesehen nicht nur solch allerseits in Streit begriffen gewesenen Theilen unterthänigstes an sich selbsten höchst billiges Gesuch / sondern auch daß hierdurch dieselbe dermaleinst in Ruh und Fried gesetzet / und denen bey Continuation dieses Processus zu allerseits interessirten Theilen unwiederbringlichen Schaden zu befahren habenden vielfältigen gefährlichen Weiterungen gäntzlich abgeholffen werde / und dahero mit gutem Rath / rechtem Wissen / und wohlbedächtlicher Uberlegung aller dieser Sachen halber Uns von Unserer Käyserlichen Commission eingeschickten Relationen und geführten Protocolli so wohl / als auch von denen verglichenen Theilen / und sonderlich von einigen gegen diesen Vergleich sich angegebenen Adelichen Mitgliedern eingelangten Nothdürfften / obinserirten Vergleich in allen seinen Puncten / Clausulen / Innhalt / Main- und Begreiffungen / des ersterwehnter maßen von einigen Adelichen dagegen beschehen unbefugten Einwendens ungehindert / gnädigst confirmirt / bestättiget / und all das jenige / was in Krafft obtragenden allerhöchsten Käyserlichen Ambts dabey zu præstiren seyn kan oder mag / præstiret haben wollen. Thuen das confirmiren / und bestätigen denselben hiemit von Römischer Käyserlichen Macht Vollkommenheit wissentlich in Krafft dieses Brieffs / und meinen / setzen und wollen / daß obinserirter Vergleich alles seines Innhalts / gültig und kräfftig seyn / ster / vest und unverbrüchlich gehalten und vollzogen / und darwieder in keinem Punct ichtwas vorgenommen / sondern demselben von allerseits interessirten Theilen insgesamt / und einem jeden insonderheit völlig nachgelebet und erfüllet werden soll. Und gebiethen darauff allen und jeden Chur-Fürsten / Fürsten Geistlichen und Weltlichen / Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Rittern / Knechten / Landvögten / Hauptleuten / Vitzdomben / Vögten / Pflegern / Verwesern / Ambtleuten / Land-Richtern / Schuldheissen / Bürgermeistern / Richtern / Räthen / Burgern / Gemeinden / und sonst allen andern Unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen / in was Würden / Stand oder Wesen die seynd / ernstlich und vestiglich mit diesem Britff / und wollen / daß Sie die sämbtlich verglichene Theile wider obeinverleibten Vergleich und Recels, und diese Unsere darüber cum plenissima causæ cognitione ertheilte Confirmation und Bekräfftigung nicht irren / oder hindern / sondern Sie deren / wie obstehet /

ANNO 1701.

het / ruhiglich und unperturbirt freuen / gebrauchen / nutzen und genieſſen laſſen / inſonderheit aber Wir Seiner des Hertzogs Friedrich Willhelms zu Mecklenburg Liebden / wie auch Ritter- und Landſchafft des Hertzogthums Mecklenburg / Schwerin- und Güſtrowiſchen Antheils insgeſamt / und einem jeden derſelben / inſonderheit / deren Erben und Nachkommen / daß Sie auch ihres Orts obſtehenden Vergleich in allen Puncten / Articulen / Clauſulen / Innhalt / Mein- und Begreiffungen / geſtracks nachkommen / und geleben / darwieder nichts thun / handeln / oder fürnehmen / noch das jemand andern zu thun geſtatten / in keinerley Weiß noch Wege / als lieb einem jeden ſeye / Unſere Käyſerliche Ungnad und Straff / und darzu eine Poen / nehmlich Funffzig Marck löthigen Golds zu vermeiden / die ein jeder / ſo offt er freventlich hierwieder thäte / Uns halb in Unſere Käyſerliche Cammer / und die andere Helffte denen intereſſirten Theilen / oder welcher von ihnen hiedurch beleidiget würde / unnachläßig zu bezahlen verfallen ſeyn ſolle.

Mit Uhrkund dieſes Brieffs beſiegelt / mit Unſerm Käyſerlichen anhangenden Innſiegel / der geben iſt zu Laxenburg den anderten Monaths-Tag Junii, nach Chriſti Unſers lieben HErrn und Seeligmachers gnadenreichen Geburth im Eintauſend Siebenhundert und anderten / Unſerer Reiche des Römiſchen im Vier und Viertzigſten / des Hungariſchen im Sieben und Viertzigſten / und des Böheimiſchen im Sechs und Viertzigſten Jahr.

ANNO 1701.

Leopold.

Vt. Dominicus Andreas,
Graf von Kaunitz.

L.S.

Ad Mandatum Sac. Cæſar.
Majeſtatis proprium.

C. F. Consbruch.

DEmnach der Durchlauchtigſte Fürſt und Herr / Herr Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürſt zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graf zu Schwerin / der Lande Roſtock und Stargard Herr / Seiner getreuen Ritter- und Landſchafft in ingreſſu der coram Commiſſione Cæſarea den 16. Julii Anno 1701. ertheilten Reſolutionum, gnädigſt verſprochen / die ſo genannte Güſtrowſche Reſolutiones von denen Communibus gnädigſt zu confirmiren / und aber errore deſcribentis, ad Gravamen Politicum decimum quintum die Suerinenſis Reſolutio an ſtatt der Güſtrowſchen / abgeſchrieben / auch ſolcher geſtalt à Cæſarea Majeſtate allergnädigſt confirmiret worden / So erklähren Seine Hoch-Fürſtliche Durchlauchtigkeit / auff unterthänigſtes Anſuchen Mecklenburgiſcher Ritter- und Landſchafft / Sich in Gnaden dahin / daß in dieſem Paſſu allein die Güſtrovienſis Reſolutio, gleich als wann Sie höchſtgedachter Kayſerlicher Confirmation inſeriret geweſen wäre / in dero Gerichten gelten / und darnach ſententioniret und geſprochen werden ſoll / welche wörtlichen Einhalts lautet / wie folget:

Ad Grav. 15. Gleichfalls wollen Ihr. Durchl. gnädigſt zugeben und geſchehen laſſen / daß innerhalb der in der Policey-Ordnung excipirten Zeit in nachgedachten Ehren- und Nothfällen / nemlich zu Hochzeiten / Kindtauffen / und Begräbniſſen / ſonſten aber nicht / ohne Anmeldung bey Hofe / und erlangter Special-Conceſſion, nach Nothdurfft etwas Wild gefället / daneben auch die Berghahnen / wie auch wilde Gänſe / Endten und Haaſen / ohne Unterſcheid der Zeit / jedoch mit ziemlicher Moderation, geſchoſſen werden mögen / und ſollen auch die Fürſtlichen Beamten und Jäger / ohne was zur Hofſtatt gelieffert wird / die verbothene Zeit reſpectiren.

## XI.

27. Août. ASSIENTO *ou Privilege pour l'Introduction & la Vente des* ESCLAVES NEGRES *dans l'*AMERIQUE ESPAGNOLE, *contenant les conditions auxquelles il eſt accordé à la* COMPAGNIE *Royale de* GUINE'E *établie en France, pour le tems de dix ans. A Madrid le 27. d'Août* 1701. [Actes & Memoires de la Paix d'UTRECHT. Tom. II. pag. 124. de la ſeconde Ed. On trouve auſſi cette Pièce dans une Feuille volante, imprimée en François & en Eſpagnol à Paris chez *Chriſtophle Balard* en 1712. in 4 ]

MONSIEUR DUCASSE, Chevalier de l'Ordre de Saint LOUÏS, Chef d'Eſcadre des Armées Navales de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, Gouverneur du petit Goüave & autres lieux en dépendants dans l'Iſle Eſpagnole, autrement appellée par les François, *Saint Domingue*, s'oblige, tant en ſon nom, que pour toute la Compagnie Royale de Guinée, établie en France en vertu du pouvoir de ladite Compagnie, qu'il a repreſenté; d'executer & remplir toutes les conditions mentionnées au préſent Traité de l'Introduction des Eſclaves Négres dans tous les Pays, Terres fermes & Iſles de l'Amérique appartenantes à Sa Majeſté Catholique:

I. Ladite Compagnie Françoiſe de Guinée ayant obtenu la permiſſion de leurs Majeſtez, Très-Chrêtienne, & Catholique, de ſe charger de l'Aſſiento, ou Introduction des Eſclaves Négres dans les Indes Occidentales de l'Amérique appartenantes à Sa Majeſté Catholique, afin de procurer par ce moyen un avantage & une utilité reciproque à leurs dites Majeſtez, & aux Sujets de l'une & de l'autre Couronne: offre & s'oblige, tant pour Elle, que pour ſes Directeurs & Aſſociez ſolidairement, d'introduire dans leſdites Indes Occidentales appartenantes à Sa Majeſté Catholique, pendant le temps & eſpace de dix années qui commenceront au premier May de l'année prochaine 1702., & finiront à pareil jour de l'année 1712. quarante huit mille Négres pieces d'Inde, des deux ſexes & de tous âges, leſquels ne ſeront point tirez des Pays de Guinée, qu'on nomme *Minas* & *Cap-Vert*, attendu que les Négres deſdits pays ne ſont pas propres pour leſdites Indes Occidentales; c'eſt à-dire, quatre mille huit cens Négres chaque année.

II. Pour chaque Négre piece d'Inde, de la meſure ordinaire, & ſuivant l'uſage établi auſdites Indes, au ſujet du payement des Droits, qui ſera régulierement ſuivi & obſervé, ladite Compagnie payera trente-trois écus & un tiers d'écu, chaque écu de la valeur de trois livres tournois, monnoye de France; ce qui eſt la même choſe que trente trois Piaſtres & un tiers de Piaſtre; dans lequel payement de trente trois écus & un tiers d'écu ſont & ſeront compris généralement tous Droits d'Entrée, Sortie, ou autres qui appartiennent, ou peuvent appartenir

ANNO 1701.

à Sa Majeſté Catholique, ſans que Sadite Majeſté en puiſſe prétendre, ni impoſer aucuns autres.

III. Ladite Compagnie payera d'avance à Sa Majeſté Catholique pour les preſſants beſoins de ſon Etat la ſomme de ſix cens mille livres tournois de France en deux payements égaux, dont le premier ſera fait deux mois après que Sa Majeſté aura approuvé & ſigné le préſent Traité, & le ſecond deux mois après le premier; & ladite Compagnie ne pourra être rembourſée des ſix cens mille livres d'avance que pendant les deux dernieres années de ce Traité, & elle prendra ſon rembourſement, tant ſur les Droits qui ſeront payez à Sa Majeſté Catholique pour l'Entrée des Négres pendant leſdites deux dernieres années, que ſur les profits que Sa Majeſté pourra faire ſur l'intereſt qu'Elle a dans la fourniture desdits Négres; ainſi qu'il ſera ailleurs expliqué.

IV. Ladite Compagnie ſera obligée de payer à Sa Majeſté Catholique leſdites avances dans Madrid, ou à Paris, au choix de Sadite Majeſté, auſſi bien que les Droits de chaque année pour l'Introduction des Négres, ſans prétendre ſe prévaloir de ce qui a été dit ci-deſſus, qu'Elle feroit le payement deſdits Droits aux Indes, attendu que Sadite Majeſté aime mieux les recevoir à Madrid, ou à Paris.

V. Les payements des Droits dûs chaque année à Sadite Majeſté, ſe feront de ſix en ſix mois, dont le premier payement commencera au premier de Novembre de l'année prochaine 1712. & les autres ſeront faits ſucceſſivement de ſix en ſix mois juſqu'à la fin du préſent Traité, ſans aucun retardement, prétexte ni interpretation contraire, bien entendu toutefois, que ladite Compagnie ne ſera obligée de payer leſdits Droits que pour le nombre de quatre mille Négres pieces d'Inde, par chaque année, Sa Majeſté faiſant, comme Elle le fait par ces Préſentes, don & gratification dans la meilleure forme qu'il eſt poſſible, des Droits qui pourroient lui appartenir pour les huit cens Négres pieces d'Inde reſtants deſdits quatre mille huit cents que ladite Compagnie pourra introduire chaque année; & ce en conſidération des avances que ladite Compagnie fait à Sa Majeſté, ſans intereſt, de la ſomme de ſix cens mille livres, & des riſques qu'elle courra, pour faire tenir les payements des Droits de Sa Majeſté dans Paris ou Madrid: Ce que Sa Majeſté a deſiré qui fût préciſément expliqué, tant pour l'avantage particulier qu'Elle en doit retirer, que pour faciliter & rendre plus évidents les comptes qui ſeront faits de ladite fourniture des Négres.

VI. Comme en cas de Guerre, ladite Compagnie a ſujet de craindre d'être troublée dans l'Introduction deſdits Négres, & qu'elle s'expoſe à un danger évident de perdre ſes Navires & leur chargement, Sa Majeſté Catholique déclare, que pendant tout le temps que la Guerre durera, ladite Compagnie ne ſera pas obligée à introduire plus de trois mille Négres pieces d'Inde chaque année, Sadite Majeſté lui laiſſant la liberté de pouvoir remplir les dix-huit cens reſtants pour faire le ſupplément aux quatre mille huit cens qu'elle a permiſſion d'introduire chaque année, dans les années ſuivantes; & ſi par quelque autre accident elle ne pouvoit encore remplir pendant chaque année ledit nombre de trois mille Négres, Elle joüira pareillement de la faculté de le remplir dans les années ſuivantes, en juſtifiant le nombre qu'elle aura manqué de remplir; Mais ladite Compagnie ſera toûjours obligée de payer à Sa Majeſté Catholique la ſomme de trois cens mille livres tournois pour les Droits deſdits trois mille Négres pieces d'Inde, de ſix en ſix mois, pendant chacune deſdites années que la Guerre durera, ſoit qu'elle les fourniſſe ou ne les fourniſſe pas; & ſi elle en fournit au delà deſdites trois mille pieces d'Inde, elle payera les Droits du ſurplus en la maniére ci-deſſus expliquée.

*Et en marge dudit ſixiéme Article eſt écrit.*

J'ajoûte, que ſi pendant les dix années que le Traité doit durer, la Guerre ne ceſſoit point, & qu'elle empêchât ladite Compagnie de fournir ladite quantité de Négres à laquelle elle eſt obligée par le préſent Traité, elle ne laiſſera pas d'être tenuë de payer entierement les Droits de Sa Majeſté; Mais elle aura la liberté de remplir ſon obligation pendant les trois années que Sa Majeſté lui accorde pour régler & terminer ſes comptes, & retirer tous les effets qui lui appartiendront, ſans qu'elle ſoit obligée de payer aucuns autres Droits, tels qu'ils puiſſent être.

ANNO 1701.

VII. Il a été pareillement convenu que même en tems de Paix, ladite Compagnie ne ſera pas abſolument & néceſſairement obligée à introduire pendant chaque année leſdits quatre mille huit cens Négres pieces d'Inde, à cauſe des différents accidents qui peuvent l'en empêcher, & qu'elle aura la liberté de remplir dans les années ſuivantes & pendant toute la durée de ce Traité, le nombre qu'elle n'aura pas fourni pendant chacune deſdites années; mais ladite Compagnie ſera toûjours tenuë & obligée de payer à Sa Majeſté pendant chacune deſdites années, les Droits qui lui appartiennent pour leſdits quatre mille Négres pieces d'Inde, de ſix en ſix mois, comme ſi elle les avoit introduits: ainſi qu'il a été ci-deſſus expliqué.

VIII. Ladite Compagnie aura la liberté de ſe ſervir des Navires de ſa Majeſté Très-Chrêtienne, de ceux qu'elle pourra avoir en ſon propre, ou de ceux des Sujets de Sa Majeſté Catholique équipez de François ou Eſpagnols, à ſon choix; & en cas qu'elle fût obligée de ſe ſervir d'autres Equipages que deſdits François, ou Eſpagnols (ce qui n'eſt pas à préſumer) tous leſdits Equipages ſeront de la Religion Catholique Romaine: Il ſera pareillement loiſible à ladite Compagnie, d'introduire les Négres, auxquels elle eſt obligée par le préſent Traité, dans tous les Ports de la Mer du Nord, dans quelques Navires qu'ils viennent, pourvû qu'ils ſoient Alliez à cette Couronne, de la même maniére qu'il a été accordé aux précedens Aſſientiſtes, à condition toutefois que tous les Capitaines & Commandants desdits Navires, & leurs Equipages feront tous profeſſion de la Religion Catholique Romaine.

IX. Comme l'on a reconnu qu'il étoit très-préjudiciable aux interêts de Sa Majeſté Catholique, & de ceux de ſes Sujets, qu'il ne fût pas loiſible aux Aſſientiſtes, d'introduire leurs Négres généralement dans tous les Ports des Indes, étant certain que les Provinces qui en manquent, ſouffrent de grandes miſéres par le défaut de culture de leurs Terres; ce qui les oblige à mettre tout en œuvre pour en introduire en fraude; ce qui cauſe un très grand préjudice aux Droits de Sa Majeſté Catholique; Il a été expreſſément arrêté, que ladite Compagnie pourra introduire & vendre ſes Négres dans tous les Ports de la Mer du Nord, à ſon choix; Sa Majeſté Catholique dérogeant, comme elle déroge expreſſément par ce Traité, à la condition par laquelle les précedents Aſſientiſtes étoient exclus de les pouvoir introduire par d'autres Ports que ceux qui étoient déſignez par leur Traité; à la charge toutefois que ladite Compagnie ne pourra introduire ni débarquer ſeſdits Négres que dans les Ports où il y aura actuellement des Officiers Roïaux de Sa Majeſté Catholique, pour viſiter les Navires de ladite Compagnie & leurs chargements, & donner des Certificats des Négres qui ſeront introduits: Il a été pareillement convenu, que les Négres qui entreront dans les Ports des Isles du Vent, Sainte-Marthe, Cumana, & Maracaybo, ne pourront être vendus par ladite Compagnie chacun plus de trois cens Piaſtres, & qu'elle les donnera même, s'il eſt poſſible, à meilleur marché, afin de donner moyen aux Habitans deſdits lieux de les pouvoir acheter & payer; Mais à l'égard de tous les autres Ports de la Nouvelle Eſpagne & de Terre-Ferme, il ſera loiſible à ladite Compagnie de les vendre le plus cher & le plus avantageuſement qu'elle pourra.

X. Comme il eſt permis à ladite Compagnie de faire entrer ſes Négres dans tous les Ports de la Mer du Nord, pour les raiſons qui viennent d'être expliquées, il a été pareillement convenu qu'elle pourra les introduire dans le Port de Buenoſayres, & pour cet effet Sa Majeſté Catholique lui permet d'y faire entrer pendant chacune deſdites dix années que le préſent Traité doit durer, deux Navires capables de porter ſept ou huit cens Négres des deux ſexes, pour les y vendre à tel prix qu'elle aviſera bon être, en vûë des avantages & de l'utilité que les Provinces voiſines dudit Buenoſayres en retireront; Mais ſi ladite Compagnie en portoit au delà deſdits ſept ou huit cens; Elle ne pourra les vendre ni débarquer; & le Gouverneur & autres Officiers de Sa Majeſté Catholique ne pourront le lui permettre, ſous quelque cauſe, prétexte & motif que ce puiſſe être.

*E:*

ANNO 1701.

*Et en marge dudit* 10. *Article eſt écrit ce qui ſuit.*

Je conſens, qu'au lieu de la permiſſion qui m'étoit accordée par le préſent Article, d'introduire ſept ou huit cens Négres à Buenoſayres, le nombre ſoit reduit à cinq ou ſix cens.

XI. Pour conduire & introduire les Eſclaves Négres dans les Provinces de la Mer du Sud, ladite Compagnie aura, comme elle a par ce préſent Traité, la liberté de fabriquer ou acheter en échange des Négres, ou autrement, ſoit à Panama, ou dans quelque autre Port & Arcenal de la Mer du Sud, deux Navires Frégates ou Hourques de 400. Tonneaux ou environ, pour embarquer ſes Négres à Panama, & les conduire dans tous les autres Ports du Perou, & rapporter le produit de la vente d'iceux, ſoit en Marchandiſes, ſoit en Réaux, Barres d'Argent, ou Lingots d'Or, qui ſoient quintez & ſans fraude : Ladite Compagnie ne pourra être obligée à payer aucun Droit pour ledit Argent & Or, Réaux, Barres ou Lingots, ſoit d'Entrée, ſoit de Sortie, attendu qu'elle doit être exempte de tous Droits, de la même maniére que ſi leſdits Réaux, Barres d'Argent, ou Lingots d'Or appartenoient à Sa Majeſté : Ladite Compagnie aura pareillement la permiſſion, comme elle lui eſt accordée par le préſent Traité, d'envoyer d'Europe à Portobello, & de faire paſſer de Portobello à Panama les Cordages, Voiles, Bois, Fers, & généralement tout autre ſorte de peleterie, Agrets, & Apparaux néceſſaires pour la conſtruction, Equipement, Armement & entretien deſdits Vaiſſeaux, Frégates ou Hourques ſeulement, bien entendu, que, ſous quelque prétexte que ce ſoit, elle ne pourra vendre ni debiter leſdits Apparaux en tout ou en partie, ſous peine de confiſcation, & de tel autre châtiment qui ſera juſte, tant contre les Vendeurs que les Acheteurs, & d'être privée ſur le champ & pour toûjours de ladite permiſſion, à la charge auſſi qu'après l'accompliſſement du préſent Traité ladite Compagnie ne pourra ſe ſervir deſdites Frégates, Hourques, ou Navires, ni les faire repaſſer en Europe, à cauſe des inconvenients qui en pourroient arriver; mais qu'elle ſera obligée de les vendre, trocquer, ou donner, comme bon lui ſemblera, ſix mois après la fin du préſent Traité.

*Et à la marge dudit* 11. *Article eſt écrit ce qui ſuit.*

Je conſens de fretter des Navires pour tranſporter des Négres dans les Provinces du Perou, à condition qu'il ſera libre à ladite Compagnie de choiſir des Equipages; & de nommer des Officiers de Mer & de Guerre, à ſa volonté, & qu'il ſera permis de faire tranſporter d'Europe tout ce qui ſera néceſſaire pour l'Equipement, Armement, & entretien des Navires que je fretterai.

XII. Ladite Compagnie pourra ſe ſervir de François ou d'Eſpagnols, à ſon choix, pour la Regie de ce Traité, tant dans les Ports de l'Amérique, que dans le dedans des Terres; Sa Majeſté Catholique dérogeant à cet égard aux Loix qui en défendent l'entrée & le ſéjour aux Etrangers, & déclarant, voulant, & ordonnant, que pendant la durée de ce Traité, les François ſoient regardez & traitez comme ſes Sujets Eſpagnols, & dans ce cas principalement, à condition toutefois que dans chacun deſdits Ports des Indes il ne pourra y avoir plus de quatre ou ſix François, du nombre deſquels ladite Compagnie choiſira ceux dont elle aura beſoin, pour les envoyer au dedans des Terres prendre ſoin de ſa Regie & du recouvrement de ſes effets, qu'elle fera de la maniére & ainſi qu'elle aviſera bon être, ſans qu'aucun Miniſtre de Sa Majeſté Catholique, ſoit de Juſtice, de Guerre, ou de Police, de quelque rang & qualité qu'il ſoit, puiſſe lui apporter aucun trouble ni empêchement, ſous quelque prétexte que ce ſoit, en ce qui ne ſera pas contraire aux Loix établies, ni à ce qui eſt contenu au préſent Traité.

XIII. Ladite Compagnie pourra nommer dans tous les Ports & autres lieux principaux de l'Amérique des Juges Conſervateurs, pourvû qu'ils ne ſoient point Officiers de Sa Majeſté Catholique, auſquels il n'eſt pas permis de l'être; & qu'ils ſoient Sujets de Sadite Majeſté, & qu'ils ayent les qualitez requiſes pour avoir ſon approbation; Et leſdits Juges Conſervateurs prendront ſeuls, à l'excluſion de tous autres, la connoiſſance de toutes les cauſes & dépendances de ce Traité, avec un plein & abſolu pouvoir de les juger & terminer; Sa Majeſté Catholique défendant à tous ſes Tribunaux, Miniſtres, & Préſidents, Capitaines Généraux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, & tous autres Officiers, Juges & Juſticiers, & même aux Vice-Rois de ſes Royaumes, d'en prendre aucune connoiſſance, la reſervant auxdits Juges Conſervateurs ſeuls, des Jugements deſquels les appellations dans les cas prescrits par le Droit, reſſortiront au Conſeil Royal & ſouverain des Indes; Sa Majeſté accordant pareillement, que celui qui eſt, ou qui ſera à l'avenir Préſident dudit Conſeil, ou la perſonne qu'il plaira à Sa Majeſté de mettre à ſa Tête, ſoit le Protecteur de ce Traité, & qu'en outre la Compagnie puiſſe propoſer à Sa Majeſté un des Conſeillers dudit Conſeil, pour être Juge Conſervateur dudit Traité, à l'excluſion de tous autres; Sa Majeſté lui donnant pour cet effet ſon approbation & tout pouvoir, de la même maniére qu'il a été ci-devant accordé à tous les précedents Aſſientiſtes.

XIV. Les Vice-Rois, les Tribunaux d'Audiance, les Préſidents, Capitaines Généraux, Gouverneurs, ni aucuns autres Officiers & Miniſtres de Sa Majeſté Catholique ne pourront, ſous quelque cauſe, motif ou prétexte que ce ſoit, ſaiſir, retenir, ni armer en Guerre, ou deſtiner à quelque autre uſage, les Navires ſervants à l'execution de ce Traité, ni retarder les voyages : Mais au contraire ils ſeront tenus & obligez de leur donner & faire donner tous les ſecours & aſſiſtances que ladite Compagnie ou ſes Agents lui demanderont, ſoit pour accelerer leur départ & chargement, ſoit pour avoir des vivres ou autre choſe dont ils pourront avoir beſoin, qui leur ſeront donnez au prix courant; à peine contre les contrevenants, de répondre en leur propre & privé nom des dommages, que ladite Compagnie pourroit recevoir par la détention de ſeſdits Vaiſſeaux.

XV. Leſdits Vice-Rois, Préſidens, Capitaines Généraux, Gouverneurs, Corregidors, grands Alcaldes, Juges & Officiers Royaux, ni aucun autre Miniſtre, quel qu'il ſoit, ne pourront pareillement, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, prendre, détourner, ſaiſir ni arrêter par violence ou autrement, les biens ni effets dépendants dudit Traité de l'Aſſiente, & appartenants à ladite Compagnie, à peine d'être châtiez, & de répondre en leur propre & privé nom du dommage que ladite Compagnie, ou ſes biens & effets en pourront recevoir.

XVI. Ladite Compagnie, ſes Commis & Facteurs auxdites Indes pourront avoir à leur ſervice les Matelots, Voituriers, Arrimeurs, & autres gens néceſſaires pour la charge & décharge de leurs Navires, en convenant avec eux de gré à gré, & leur payant les ſoldes & appointements dont ils ſeront convenus.

XVII. Il ſera au choix de ladite Compagnie de charger les effets qu'elle aura auxdites Indes, pour les tranſporter en Europe ſur les Navires de la Flotte, ou ſur les Galions, en convenant avec les Capitaines & Maîtres deſdits Navires, ou de les faire paſſer ſur ſes propres Navires, leſquels pourront, ſi bon leur ſemble, venir de concert avec leſdites Flottes, Gallions, ou autres Navires de Guerre de Sa Majeſté Catholique, laquelle aura agréable de donner ſes Ordres aux uns & aux autres de les prendre ſous leur protection & ſauvegarde.

XVIII. Il a été accordé, que depuis le premier jour du mois de May de l'année prochaine mille ſept cens deux, ſoit avant que ladite Compagnie ait pris poſſeſſion, ſoit après, la Compagnie de Portugal, ni autres perſonnes ne pourront introduire aucuns Eſclaves Négres dans leſdites Indes; & ſi le cas arrive, Sa Majeſté Catholique les déclarera, comme dès à préſent Elle les déclare perdus & confiſquez au profit de ladite Compagnie, qui payera toutefois à Sa Majeſté les Droits d'Entrée pour ces Négres ainſi confiſquez, de la maniére qu'il a été reglé & expliqué ci-deſſus.

XIX. Il a été pareillement accordé, & c'eſt une des conditions expreſſes du préſent Traité, que ladite Compagnie, ou ſes Agents, Commis & Porteurs de ſes Ordres pourront ſeuls faire naviguer leurs Vaiſſeaux, & introduire leursdits Eſclaves Négres dans les Ports des Côtes du Nord des Indes Occidentales; Sa Majeſté défendant à tous autres,

ANNO 1701.

soit qu'ils soient étrangers, d'en faire entrer, transporter, ni introduire, sous les peines portées par les Loix; Et Sa Majesté Catholique a bien voulu engager sa Foy & sa Parole Royale à ladite Compagnie, qu'elle la maintiendra dans la pleine & entiére possession & dans toutes les conditions du présent Traité, pendant le temps qu'il doit durer, sans souffrir ni permettre qu'il ne soit rien fait au contraire, Sa Majesté le regardant comme son propre bien, & voulant que tout ce qui y est contenu, soit exactement & ponctuellement executé.

XX. Et en cas que ladite Compagnie fût troublée dans l'execution dudit Traité, soit par procés, ou de quelque autre maniére que ce soit; Sa Majesté déclare qu'elle se reserve à Elle seule la connoissance de tous les cas qui peuvent survenir, & défend à tous autres Juges & Justiciers, ou Autoritez quelconques, de prendre connoissance, ni de juger les differents qui pourroient arriver dans l'execution du présent Traité.

XXI. Aussi-tôt que les Navires de ladite Compagnie arriveront dans les Ports des Indes avec leurs chargements de Négres, les Capitaines d'iceux seront tenus de certifier qu'il n'y a aucune maladie contagieuse dans leurs Bords, afin que les Gouverneurs ou autres Officiers de Sa Majesté leur permettent l'entrée desdits Ports, sans quoi ils n'y seront pas admis.

XXII. Après que lesdits Vaisseaux auront entré & mouillé en quelqu'un desdits Ports, ils seront visitez par le Gouverneur ou Officiers Royaux; & lorsqu'ils débarqueront leurs Négres, ou partie d'iceux, ils pourront en même temps débarquer les vivres nécessaires pour leur nourriture, en les mettant dans quelque maison ou Magazin particulier, après avoir été visitez, & obtenu la permission desdits Gouverneurs ou autres Officiers Royaux, pour éviter tout sujet de fraude & discution; mais ils ne pourront faire entrer, vendre, ni debiter aucune sorte de Marchandise, sous quelque cause & prétexte que ce soit, autre que lesdits Négres & leur nourriture, à peine de la vie contre ceux qui l'entreprendront, & contre les Officiers & autres Sujets de Sa Majesté Catholique qui le souffriront; Sadite Majesté voulant que toute entrée de Marchandises soit absolument défenduë à ladite Compagnie, comme contraire aux Loix & usages du Royaume, & à la bonne foi avec laquelle elle doit s'acquitter de son obligation; Sadite Majesté declarant & ordonnant que les Marchandises qui se trouveront entrant en fraude & contre cette défense, soient taxées & apretiées, & ensuite incontinent brûlées publiquement par l'ordre desdits Gouverneurs ou Officiers Royaux, & que pour servir d'exemple, les Capitaines ou Maîtres de Navires, quand même ils ne seroient coupables que de négligence, pour n'avoir pas soigneusement veillé à empêcher le débarquement de pareilles Marchandises, soient condamnez à en payer la valeur; & s'ils sont eux mêmes coupables, ils soient condamnez à mort, & la Sentence executée sans délay ni appellation contre tous ceux qui se trouveront coupables & complices de la même fraude, afin que par la crainte de ce châtiment Sa Majesté puisse être assûrée qu'il ne se commettra plus de pareilles fraudes; & Elle déclare, qu'Elle fera rendre un compte exact & régulier du contenu ci-dessus à tous ses Ministres & Officiers; mais il a été convenu, qu'à l'égard des Vaisseaux, sur lesquels les Négres seront embarquez, & lesdits vivres, ils ne pourront être sujets à la peine ci-dessus expliquée, Sa Majesté les en déclarant libres, & voulant qu'ils puissent continuer leur commerce en la maniére prescrite: Sa Majesté déclare pareillement exempts de la peine de mort ceux des coupables desdites fraudes, dont les Marchandises saisies n'excéderont pas la valeur de cent Piastres ou écus; auquel cas Elle veut, & ordonne seulement, que lesdites Marchandises soient appretiées, & ensuite brûlées, sans aucune remission, & que le Capitaine soit condamné à en payer la valeur pour la peine de sa négligence, ainsi qu'il a été ci-dessus expliqué.

*Et à côté dudit Article est écrit ce qui suit.*

Je consens que les appellations des Jugemens qui seront rendus au sujet desdites fraudes ressortissent à l'ordinaire au Conseil Souverain des Indes.

XXIII. Ladite Compagnie ne payera aucuns Droits d'Entrée, de Sortie, ni autres quelconques, pour les vivres qu'elle débarquera ou rembarquera dans ses Vaisseaux pour la nourriture de ses Négres; seulement en cas que lesdits vivres lui appartiennent; & proviennent de sesdits Vaisseaux; mais si elle les achete des Sujets de Sa Majesté Catholique, elle en payera les mêmes Droits que payent sesdits Sujets.

ANNO 1701.

XXIV. Les Droits dûs à Sadite Majesté pour l'Entrée des Négres étant censez devoir être payez du jour que lesdits Négres auront été débarquez en chacun desdits Ports; L'intention de Sadite Majesté est, comme Elle le croit juste, que quand même quelques-uns desdits Négres débarquez viendroient à mourir, avant d'être vendus, ladite Compagnie soit tenuë & obligée de lui en payer les Droits, suivant son obligation, sans qu'elle puisse à cet égard se reserver aucune prétention.

XXV. Lorsque ladite Compagnie, ses Agens, ou Facteurs auront vendu dans un Port partie des Négres qu'ils y auront introduit, il leur sera permis de transporter le reste dans un autre Port; comme aussi de prendre en payement desdits Négres, & embarquer librement des Réaux, Barres d'Argent & Lingots d'Or, pourvû que lesdites Barres & Lingots d'Or soient quintez & sans fraude, & autres sortes de Denrées & Marchandises qui se tirent desdites Indes, & pourront librement faire sortir de tous les Ports, les Réaux, Barres d'Argent, & l'Or qu'ils recevront en payement, sans payer aucuns Droits; mais payer seulement les Droits de sortie des Marchandises qu'ils embarqueront, suivant qu'ils sont établis sur les lieux, d'où ils les feront sortir. Il a été pareillement accordé à ladite Compagnie & à ses Agens, qu'en cas qu'ils vendent leurs Négres en échange & troc de Denrées & Marchandises, de quelque espece qu'elles soient, des lieux où il ne se trouvera pas d'argent pour les payer, ils pourront les faire embarquer dans leurs Vaisseaux, & les transporter d'un Port dans un autre, pour les vendre, en payant les Droits ordinaires.

*Et à côté dudit Article 25. est écrit ce qui suit.*

Je consens que les fruits que je prendray en payement de la vente des Négres, & que je feray transporter d'un Port à un autre, ne soient vendus que dans lesdits Ports, & que je ne pourrai les vendre dans les Terres du dedans desdits Royaumes.

XXVI. Il a été expressément convenu, que ladite Compagnie aura la liberté de faire partir les Vaisseaux dont elle se servira pour l'execution de ce Traité, soit des Ports de France, ou d'Espagne, à son choix, en donnant avis à Sa Majesté Catholique de leur départ: Elle pourra pareillement faire ses retours, soit en Réaux, Barres d'Argent, Lingots d'Or, ou autres fruits, Denrées & Marchandises provenant de la vente desdits Négres dans lesdits Ports d'Espagne ou de France, à son choix; bien entendu que si lesdits retours se font dans les Ports d'Espagne, les Capitaines & Commandants desdits Vaisseaux seront obligez de faire leur déclaration aux Officiers de Sa Majesté Catholique de ce qui composera leurs chargements; Et si lesdits retours se font dans les Ports de France, ils seront tenus d'en envoyer l'état & la facture à Sadite Majesté, afin qu'elle en ait une entiére connoissance; mais aucun desdits Navires ne pourra rapporter d'autres Réaux, Barres d'Argent, Lingots d'Or, & autres fruits, Denrées & Marchandises, que ceux qui proviendront de la vente desdits Négres; Sa Majesté leur défendant de charger aucuns effets appartenants à ses Sujets naturels desdites Indes; Et ladite Compagnie consent que le cas arrivant qu'aucuns de ses Capitaines, Commandants & autres Officiers se chargeassent des effets desdits Particuliers, ils soient déclarez coupables d'avoir fraudé les Droits de Sadite Majesté, & sans aucune autre forme, châtiez comme Transgresseurs de ce qui est contenu au présent Article, & des Ordres qu'il plaira à Sadite Majesté de donner pour son execution, & pour empêcher dans tous les Ports de pareilles fraudes, afin qu'en quelque temps qu'on pourra prouver qu'elles auront été commises, les Contrevenants puissent être convaincus & châtiez.

XXVII. Si quelques Navires de l'Assiente sont armez en Guerre, & font des prises sur les Ennemis de l'une ou l'autre Couronne, ou sur les Pirates & les Corsaires qui croisent & désolent ordinairement les

ANNO 1701.

les Mers de l'Amérique, leſdites priſes, & les Vaiſſeaux qui les auront faites, ſeront reçûs dans tous les Ports de Sa Majeſté Catholique; & ſi leurs priſes ſont jugées bonnes, les Preneurs ne pourront pas être obligez de payer de plus grands Droits d'Entrée que ceux qui ſont établis, & que les propres & naturels Sujets de Sadite Majeſté payent ordinairement: Si dans leſdites priſes il ſe rencontre des Négres, ils les pourront vendre à compte de ceux qu'elle eſt obligée de fournir, comme auſſi les vivres dont elle n'aura pas beſoin; mais non pas les Marchandiſes & Manufactures dont Sa Majeſté veut que la vente leur ſoit défenduë: Mais, voulant bien avoir égard à leur interêt, Elle leur permet de faire porter leſdites Marchandiſes ou Manufactures aux Ports de Cartagéne ou Portobello, & de les remettre aux Officiers de Sadite Majeſté, auſquels elle ordonnera, comme elle ordonne dès à préſent de les recevoir, & d'en faire un Inventaire, & de les mettre en préſence deſdits Preneurs en un Magaſin, pour y être gardées juſqu'à l'arrivée des Gallions; & lorſque la Foire d'Eſpagne ſe tiendra auxdits Ports de Cartagéne & Portobello, leſdits Officiers de Sa Majeſté auront ſoin de vendre leſdites Marchandiſes & Manufactures en préſence & de concert avec les Deputez du Conſeil & deſdits Preneurs, ou de ceux qui auront leur pouvoir, dont le quart appartiendra à Sadite Majeſté, & ſera remis dans ſes Tréſoreries, & envoyé en Eſpagne avec le procès Verbal de ce que le Total aura produit; Et à l'égard des trois autres quarts de chaque priſe, ils appartiendront & ſeront remis ſans aucun délay aux Preneurs ou à leurs Procureurs, après toutefois qu'on en aura déduit les frais qui auront été faits pour la vente & Magaſinage. Pour éviter tout prétexte de diſcution, Sadite Majeſté a déclaré & déclare, que les Navires, Balandres, ou autres Bâtiments pris, tels qu'ils puiſſent être, avec leurs Armes, Artillerie, Munitions, Agrés & Apparaux appartiendront entierement & ſans reſerve auxdits Preneurs.

XXVIII. Comme le Traité ſe fait & s'accorde particuliérement en vûë du ſervice que Leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Catholique en peuvent recevoir, & de l'avantage de leurs Finances, il a été réglé, que leurſdites Majeſtez y ſeront intereſſées pour la moitié, & chacune d'Elles pour un quart, ainſi qu'il a été convenu; Et d'autant qu'il ſeroit néceſſaire que Sadite Majeſté Catholique, pour pouvoir participer aux profits que cette Aſſiente pourra donner, fit compter & payer à ladite Compagnie un million, faiſant le quart de quatre millions de livres tournois, que ladite Compagnie a compté & jugé être néceſſaire pour la Regie & execution de ce Traité; Il a été convenu, que, ſi Sadite Majeſté Catholique ne juge pas à propos de faire compter & payer par avance cette ſomme, ladite Compagnie en fera l'avance, bien entendu que Sadite Majeſté Catholique en payera l'interêt à ladite Compagnie, à raiſon de huit pour cent par chaque année, à compter du jour de ladite avance juſqu'à l'entier, parfait & réel rembourſement, que Sadite Majeſté en fera ſuivant le compte qui lui en ſera préſenté, moyennant quoi ladite Compagnie s'oblige dès à préſent à compter à Sadite Majeſté des profits qui lui appartiendront, à proportion de ſon interêt d'un quart dans la totalité de ce préſent Traité; mais en cas que par quelque malheur ou pertes, ladite Compagnie ne fit aucun profit, & qu'au contraire elle ſouffrit quelque perte, Sadite Majeſté Catholique ſera obligée, comme elle s'oblige dès à préſent, à rembourſer ladite Compagnie de la part pour laquelle Sadite Majeſté eſt intereſſée, ſelon la juſtice, & de la maniére qui ſera la moins préjudiciable à ſes interêts.

XXIX. Ladite Compagnie donnera le compte des profits qu'elle aura faits les cinq premiéres années du préſent Traité finies & accomplies, avec les Atteſtations ſignées, & les papiers en bonne forme, du prix de l'achapt, ſubſiſtance, tranſport & introduction des Négres, & de tous les frais qu'elle aura été obligée de faire pour l'execution dudit Traité: Elle rapportera pareillement des comptes certifiez en bonne forme du produit de la vente des Eſclaves Négres dans tous les Ports & lieux de l'Amérique appartenants à Sadite Majeſté Catholique, où leſdits Négres auront été tranſportez & vendus; & leſdits comptes tant de dépenſe que de recette, ſeront examinez, viſez & liquidez par les Officiers de Sa Majeſté Très Chrêtienne, à qui cela appartiendra pour l'Interêt qu'elle a dans ce Traité, afin que dans cette Cour l'on puiſſe de même viſer & liquider l'interêt de Sadite Majeſté Catholique, & le retirer de ladite Compagnie, qui ſera tenuë & obligée de le payer reguliérement & ponctuellement, comme elle y eſt obligée par cette condition, qui aura la même force & vertu que les Actes autentiques.

ANNO 1701.

XXX. Si le produit des profits des cinq prémieres années excédoit la ſomme qui doit être avancée par Sa Majeſté Catholique, & qui l'aura été; enſemble des interêts à raiſon de huit pour cent, qui ſeront compris avec le capital de la maniére qu'il a été expliqué, ladite Compagnie ſe rembourſera en premier lieu de ce qu'elle aura avancé, & des interêts, & payera à ſadite Majeſté Catholique, outre les Droits annuels dûs pour l'introduction des Négres, tout ce qui devra lui appartenir & revenir deſdits profits, ſans aucun délai ni retardement: Le même ordre s'obſervera & ſe continuera pendant les cinq derniéres années dudit Traité, à la fin & accompliſſement deſquels ladite Compagnie rendra compte des profits qu'elle aura faits, de la même maniére qu'il a été expliqué pour les cinq premiéres années, afin que Sa Majeſté, & les Miniſtres qu'elle commettra, en demeurent entiérement ſatisfaits.

XXXI. Ladite Compagnie offrant par le troiſiéme Article de ce Traité d'avancer à Sa Majeſté ſix cens mille livres tournois, monnoye de France, ou deux cens mille piaſtres monnoye d'Eſpagne, dans les termes mentionnez audit troiſiéme Article, dont elle ne pourra retirer ſon rembourſement & recouvrement entier que dans les deux derniéres années de ce Traité, ſans qu'elle puiſſe prétendre aucune choſe pour les interêts & riſques de ladite ſomme, il a été convenu, que ſi par le compte que ladite Compagnie rendra à la fin des cinq premiéres années il ſe trouve des profits, & qu'elle déſire ſe rembourſer de cette ſomme, après s'être rembourſée de l'avance du quart, & des interêts qu'elle doit prendre en premier lieu, il lui ſera loiſible de ſe payer & retenir par ſes mains le tout, ou partie de ladite ſomme de ſix cens mille livres, afin que les Droits de Sa Majeſté lui reviennent en entier pendant leſdites deux derniéres années, bien entendu qu'on lui en payera le décompte, & qu'elle joüiſſe des profits qui lui doivent revenir pendant les cinq derniéres années de ce Traité; mais s'il n'y a point de profits dans leſdits cinq premiéres années, l'on obſervera ce qui a été expliqué audit Article troiſiéme.

XXXII. Ledit Traité étant fini & accompli, Sa Majeſté Catholique accorde à ladite Compagnie trois années de terme pour liquider tous ſes comptes, retirer ſes effets deſdites Indes, & rendre à Sadite Majeſté ſon compte final; & pendant leſdites trois années ladite Compagnie, ſes Agents & Commis joüiront des mêmes Priviléges, & Franchiſes qui leur ſont accordées pendant la durée du préſent Traité pour l'entrée libre de ſes Vaiſſeaux dans tous les Ports de l'Amérique, & pour en retirer ſes effets, ſans qu'il puiſſe y être apporté aucun changement ni reſtriction quelconque.

XXXIII. Tous les débiteurs de ladite Compagnie ſeront contraints au payement de leurs dettes comme pour les propres affaires & deniers de Sa Majeſté Catholique, laquelle pour cet effet a mis & met ladite Compagnie en tous ſes Droits, noms, raiſons & actions.

XXXIV. Et afin que tout ce qui eſt contenu au préſent Traité & aux Articles inſerez à la marge d'iceluy, & généralement tout ce qui en peut & pourra dépendre & reſulter, ſoit executé & accompli ſincérement & en bonne foi, nonobſtant toutes raiſons, cauſes & prétextes quelconques, Sa Majeſté Catholique a dérogé & déroge en vertu du préſent Traité à toutes les Loix, Ordonnances, Cédules, Priviléges, Uſages & Coûtumes qui pourroient y être contraires dans tous les Ports, Lieux & Côtes de l'Amérique appartenants à ſadite Majeſté pendant le temps & eſpace de dix années que le préſent Traité doit durer, & des trois années que Sa Majeſté accorde à ladite Compagnie au delà deſdites dix années pour retirer tous effets, & rendre ſon compte final de la maniére qu'il a été ci-devant expliqué; Leſdites Loix, Ordonnances, Cédules; Priviléges, Uſages & Coûtumes demeurants en leur force & vigueur, pour tout ce qui ne regarde point le préſent Traité. Et enfin ſadite Majeſté accorde à ladite Compagnie, ſes Agents, Facteurs, Commis,

&

ANNO 1701.

& autres Officiers, tant de Guerre, que de Police, soit par Mer, soit par Terre, toutes les mêmes Graces, Franchises, Priviléges & Exemptions qui ont été accordées aux précedents Assientistes, sans en excepter aucuns pour tout ce qui n'est pas contraire aux Articles précedents ci-devant exprimez : Et ladite Compagnie s'oblige pareillement d'accomplir & d'exécuter entierement & ponctuellement tout ce qui est contenu ausdits Articles, & mondit Sieur Du Casse promet & s'oblige, tant en son nom, que comme porteur du Pouvoir que ladite Compagnie Royale de Guinée lui a donné à Paris, en datte du vingt-troisiéme Juillet dernier, qu'il a représenté, de rapporter l'Approbation & Ratification du présent Traité dans le terme qui lui sera marqué par sadite Majesté. Fait à Madrid le vingt-septiéme jour d'Aoust de l'année mil sept cent un.

*Signé*,

DU CASSE.

## XII.

31. Août. **Associations-Recess der zu Heylbronn versamlet gewesener Chur-Rheinisch-Fränck-Bayer-Schwäb- und Ober-Rheinischer Creysse / Wodurch die im Chur-Rheinischen Creyse gelegene Herren Churfürsten und Stände sich mit den beeden Creysen Francken und Schwaben / Ihro Churfl. Durchl. in Bayern und dem löbl. Bayerf. und Ober-Rheinischen Creyß und zwar nach dem zu Heydenheim den 23. Novem. 1700. zwischen Francken und Schwaben errichteten / nachgehends den 6. May 1701. extendirten und ratificirten Recess associiren; Welches gleichfalls von Churbayern so wohl vor sich als in vertrettung des Churbayrischen Creyses / nicht minder auch von dem Ober-Rheinischen Creyß beschiehet / und mit einer gewißen Anzahl Volcks zu concurriren versprechen. Geschehen Heylbronn den 31. Aug 1701.** [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. II. pag. 377. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THUCELIUS *Acta Publica* Part. I. pag. 647.

C'est-à-dire,

*Recès d'Association conclu par les Cercles Electoral du* RHYN, *de* FRANCONIE, *de* BAVIERE, *de* SUABE *& du* HAUT-RHYN *assemblés à Heilbron, par lequel les Electeurs & Etats situez dans le Cercle Electoral du Rhyn; l'Electeur de Baviere pour lui, & pour le Cercle de Baviere; & le Cercle du Haut Rhyn, s'unissent & associent aux Cercles de Franconie & de Suabe, aux conditions du Recès particulier de ces deux Cercles conclu à Heydenheim le 23. Novembre 1700. étendu & ratifié le 6. May suivant; avec promesse d'y contribuer un certain nombre de Troupes. A Heilbron le 31. d'Août 1701.*

ZU wissen: Demnach eine Zusammenkunfft derer sich mit einander zu associiren vorhabender löblichen Chur-Rheinisch-Fränck-Bayer-Schwäb- und Ober-Rheinischer Reichs-Creysen anhero nach des Heil. Reichs Stadt Heilbronn auf den 17. dieses zu End lauffenden Monats Augusti, laut Lit. A. veranlasset worden / und dann neben denen Fränck- und Schwäbischen sich auch der Chur-Rheinische / ingleichen ihre Churfürstliche Durchl. in Bayern / als Churfürst / und in Vertretung des Bayerischen Crayses / nicht weniger der Ober-Rheinische Crayß / durch Ihre allerseits Gevollmächtigte Crayß-Ausschreibs-Ambts Gesandte eingefunden; Daß solchem nach mit Abstrahirung von allen Ceremonien und Formalitäten / jedoch citra consequentiam & præjudicium cujuscunque, die Proposition nach Lit. B. abgelegt / und nach behöriger Limitation der zwischen Francken und Schwaben den 23. Nov. 1700. zu Heydenheim an der Prentz errichtete / nachgehends in formam extensiorem gebrachte / und den 6. May. lauffenden Jahrs von erstermeldten löblichen Crayse ratificirte Recess pro fundamento & objecto deliberationis gesetzet / und darauf von denen übrigen löblichen Gesandschafften folgende Declarationes beschehen / respective an- und ad referendum genommen worden seyn.

ANNO 1701.

1. Hat die Chur-Maynzische Gesandschafft Nahmens des gesamten Chur-Rheinischen Crayses sich dahin erkläret und erboten / daß die in dem Chur-Rheinischen Creyß gelegene Herren Churfürsten und Stände den obgedachten zwischen Francken und Schwaben errichteten Recess samt dessen Articulo separato, als das fundamentum, basin & regulam des gantzen Wercks amplectiren / allen dessen Puncten und Clausuln / ausser was die darinnen enthaltene und zu eines jeden Crayses Disposition stehende œconomica betrifft / getreulich nachkommen / und mithin auf diesen Recess und dessen Conditiones so wohl mit löblich. erwehnten beeden Crayse / Francken und Schwaben / als Ihro Churfürstlichen Durchl. in Bayern / und dem löbl. Bayerischen und Ober-Rheinischen Crayß / in eine Alliance würcklich eintreten / und sich mit denenselben associiren / so dann zu denen andern Alliirten Crayß-Trouppen auf Maaß und Weise / wie solches der sub Lit. C. hiebeygefügte Extractus des ohnlängst hin zu Franckfurth abgefaßten Chur-Rheinischen Crayß-Recessus mit mehrern besagt / mit 3000. Mann zu Fuß / und 1000. Mann zu Pferd / concurriren wolle / welches Offertum und Anerbieten dann auch also von denen löbl. Chur-Bayer-Fränck- und Ober-Rheinischen Gesandschafften auf ungezweiffelte Ratification der übrigen Fränck- und Ober-Rheinischen H. H. Creyß-Mit-Ständen acceptirt / von dem Schwäbischen aber noch zur Zeit ad referendum genommen worden / ingleichen hat

2. Die löbliche Chur-Bayerische Gesandschafft sich dahin respective erkläret und erbothen / daß Ihro Churfürstl. Durchl. in Bayern / so wohl vor Dero eigener Hohen Churfürstl. Person / als in Vertretung löbl. Chur-Bayerischen Crayses / in die zwischen denen Chur-Rhein-Fränck-Schwäb- und Ober-Rheinischen Reichs-Crayse obhabende Allianz mit eintretten / und demnach nicht allein den zwischen jetzt wohlgedachten Crayse / Francken und Schwaben / zu Heydenheim an der Prentz in nechst vorigen Jahr errichteten / und ad extensiorem formam hernach gebrachten Recess sampt dessen Articulo separato gleich dem Chur-Rhein. Creyß mit amplectiren / sondern auch vor sich und Löbl. gedachten Bayerischen Crayß zusammen mit 15000. Mann theils Cavallerie, theils Infanterie, concurriren wollen / welches dann auch also und dergestalten Chur-Rhein-und Fränckischer Seiten / auf gleichfalls ohngezweifelter Ratification Dero sämtlichen Herrn Mit-Ständen / acceptirt und angenommen worden / daß weilen man noch zur Zeit zu Erreichung des vorhabenden Zwecks eben eines solchen Corporis nicht nöthig haben / sondern gnug seyn möchte / wann Hochgedachte Ihro Churfürstl. Durchl. vor sich und in Vertretung des löbl. Bayerischen Crayses nur mit einem der jetzigen Fränck- und Schwäb. Crayses-Verfassung proportionirten Quanto, so sich biß auf 10000. Mann beliesse / concurriren wollten / ein solches Ihr. Churfl. Durchl. nicht zuwieder seyn lassen / gleich-

ANNO 1701.

gleichwohl den Rest der offerirten Mannschafft in zwischen bey der Hand halten / und da sich die Zeiten und Conjuncturen gefährlich anliessen / und es die Noth erfordern solte / damit denen andern alsdan nothleidenden und Alliirten Crayſen / auff Ihre beschehene requisition, nach Junhalt des mehrermeldten Heydenheimischen Recessus beystehen und succurriren würden / welches aber von der Schwäb- und Ober-Rheinischen Gesandschafft der Zeit nur ad referendum genommen worden.

3. Hat die Löbl. Ober-Rheinische Gesandschafft sich erkläret / daß sie der mehr bemeldten zwischen Francken und Schwaben geschlossenen Alliance (als welche allein zu der confœderirten Crayse Conservation und Sicherheit angesehen / mithin Ihrer Kayserl. Maj. als des höchsten Ober-Haupts im Reich allergnädigsten Intention nicht zuwider ist / ) mit accediren / und oftgedachten Heydenheimer Recess alles Jnhalts / ausser einem die œconomica concernirenden Puncten, amplectiren / mithin auf dem Fall der mutuellen Assistenz und Hülff-Leistung mit 2. Regimentern zu Fuß und 1. zu Pferd (so 3335. Mann effective betragen) concurriren wolten / gestalten solches die Beylage Lit. D. mehrern Jnnhalts besagt. Nun haben zwar auch dieses Offertum die Löbl. Chur-Rheinisch-Chur-Bayerisch- und Fränckische Gesandschafften gleichmäßig auf ohngezweifelte Ratification deren sämtlichen H. Hn. Mit-Ständen acceptirt / die Löbl. Schwäbische Directorial Gesandschafft aber es nur ad referendum genommen / mit dem Vermelden / weil die von denen andern Creyß-Directoriis eingelangte Antwort-Schreiben / auf die an sie beschehene Invitation, nur von der Quæstion An? Meldung gethan / des bey zu bestellen gemeinten Quanti und Modi aber gar nicht gedacht / sie die Schwäbische Directorial-Gesandschafft in specie instruirt worden wäre / anförderst auf was vor eine Weise die übrige obwolgemeldte Creyse und Stände in die Alliantz mit einzutreten / und mit was vor einem Mannschaffts-Quanto zu concurriren / erbietig seyen / bey gegenwärtigem Convent anhören / und darüber denen löblichen Schwäbischen Creyß-Ständen zu dero Entschliessung gehörige Relation erstatten solte. Es hat jedoch mehr löblich gemelte Schwäbische Directorial-Gesandschafft sich anbey dahin erbothen / bey dem ohne das anhero nach Heilbron auf den 3. nechst künfftigen Monats ausgeschriebenen engeren Convent, den so wohl Chur-Rhein- als Bayer- und Ober-Rheinischer Seiten anerbotenen Modum accedendi gleich Anfangs gehörig zu referiren / und in Proposition zu stellen / auch darauf erfolgenden endlichen Entschluß am ehesten denen andern löblichen Creyß-Directoriis kund zu machen / welches dann von denen Chur-Rheinisch-Chur-Bayerisch-Fränck- und Ober-Rheinischen Gesandschafften mit denen respective ad ratificandum & referendum genommenen Puncten zu thun reciproce anerbothen worden / allermassen man auch

4. In der Hoffnung / daß anbey irgendwo einiger fernerer Anstand werde genommen werden / sich eventualiter des sub Lit. E. beygefügten formularis, wie nemlich auf die einlangende allerseitige final-Resolutiones die Accession in die zwischen Francken und Schwaben errichtete Alliantz von Seiten derer anderen Hrn. Hrn. Churfürsten / Fürsten und Ständen zu bewerckstelligen / und zu einem beständigen Recess zu bringen / verglichen / und dan

Schlüßlich hat zwar die Chur-Rheinische Gesandschafft / besage der Beylage sub Lit. F. umständlich bey gegenwärtigen Convent vorgestellet / aus was vor Ursachen und Motiven von des löbl. Chur-Rheinischen Creyses Hrn. Hrn Chur-Fürsten und Ständen verlanget werde / daß die Eyffelischen Hrn. Hrn. Grafen und des Reichs Stadt Cölln zu dem von Jhnen bey dem Chur-Rheinischen Creyß-Tag gesuchtem Beytritt in die vorhabende Alliantz mit möchten admittirt werden / die löbliche Ober-Rheinische Gesandschafft auch auf gleichmäßige Admission der löbl. Oesterreichischen und Westphälischen Creysen ihrer habenden Instruction gemäß angetragen / auch wegen des löblichen Oesterreichischen Creyses von des sich hier eingefundenen hochansehnlichen Kayserl. Herrn Gesandten Grafen von Löwenstein Excell. Instanz gemacht worden: Weiln aber die übrige Gesandschafften defectum Instructionis vorgeschützt / als ist von denenselben letztberührtes ad referendum genommen worden. Urkundlich ist dieses fünffmahl gefertigt / und von allerseits gevollmächtigten Hrn. Hrn. Abgesandten unterschrieben und gesiegelt worden / so geschehen Heilbronn den 31. Augusti 1701.

1. Von wegen des Chur-Rheinischen Creyses /
George Friedrich Peringer. (L. S.)

2. Von wegen Jhrer Chur-Fürstlichen Durchl. in Bayern /
Caspar Marquard Zindt / Freyherr von Künzingen. (L. S.)

3. Von wegen des Fränckischen Creyses /
Johann Georg Scharff / und Johann Christoph Staudt. (L. S.)

4. Von wegen des Bayerischen Creyses /
Caspar Marquard Zindt / Freyherr von Künzingen. (L. S.)

5. Von wegen des Schwäbischen Creyses / im Namen Jhrer Hoch-Fürstl. Gnaden zu Constantz und Jhrer Hoch-Fürstl. Durchl. zu Würtenberg /
Johann Edler von Backmeister. (L. S.)

6. Von wegen des Ober-Rheinischen Creyses /
Johann Friedrich Faber. (L. S.)

Philipp Heinrich von Jodoci. (L. S.)

## XIII.

*Tractatus Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem* LEOPOLDUM I, *Regiam Majestatem Britanniæ* WILHELMUM III, *nec non Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum* BELGII PROVINCIARUM, *ad procurandum suæ Cæsar: Majestati ratione prætensionis suæ in Successionem Hispanicam satisfactionem æquam, & rationi convenientem, uti & ad adipiscendum pro Rege Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus securitatem particularem & sufficientem. Hagæ Comitum die 7. Septembris, anno 1701.* Cum ARTICULO SEPARATO. Nec non RATIFICATIONE *Imperatoris* LEOPOLDI. *Eberstorfii. 19. Septembris* 1701. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.] 7. Sept.

NOS Leopoldus Divinâ favente Clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Rex, Archi Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio

ANNO 1701.

chio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes, Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alſatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, & Salinarum.

Notum teſtatumque facimus omnibus, & ſingulis quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poteſt, quod cum Nos inter, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem, Dominum Wilhelmum Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, Conſanguineum & Fratrem noſtrum Chariſſimum; nec non Chariſſimos Amicos noſtros, Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum per utrinque ad id Deputatos, & ſufficienti Mandato inſtructos Legatos & Miniſtros Plenipotentiarios die ſeptimâ currentis menſis & anni Hagæ Comitum Tractatus Fœderis ſequentem in modum initus & concluſus ſit.

Quandoquidem mortuo ſine Liberis non ita pridem glorioſiſſimæ memoriæ Carolo II. Hiſpaniarum Rege, Sacra Sua Cæſarea Majeſtas Succeſſionem in Regna, & Provincias Regis defuncti Domui Suæ Auguſtæ legitimè deberi aſſeruerit, Rex autem Chriſtianiſſimus pro Nepote ſuo Duce Andegavenſi eandem Succeſſionem ambiens, & Jus illi ex Teſtamento quodam Regis defuncti natum eſſe præferens, pro modo dicto Duce Andegavenſi poſſeſſionem univerſæ Hæreditatis ſive Monarchiæ Hiſpanicæ arripuerit, Provincias Hiſpano-Belgicas, Ducatumque Mediolanenſem armis occupaverit, Claſſem in Portu Gaditano paratam teneat, Naves plures bellicas ad Indias Hiſpano parentes miſerit, atque hoc modo aliisque plurimis Regna Galliarum & Hiſpaniarum tam arctè inter ſe uniantur & coaleſcant, ut poſthac non aliter quam pro uno eodemque Regno conſideranda eſſe videantur, adeo ut niſi proſpectum fuerit, ſatis appareat, Cæſareæ ſuæ Majeſtati abjiciendam eſſe omnem ſpem, umquam ſibi de prætenſione ſua ſatisfactum iri, ſacrum Romanum Imperium Jura ſua in Feuda, quæ ſunt in Italia & in Belgio Hiſpanico perditurum, Britannis & Belgis fœderatis liberum Navigationis & Commerciorum uſum in Mare Mediterraneum, in Indias & alibi funditus perituram, unitumque Belgium deſtitutum iri ſecuritate, quam ex interpoſitis inter ſe & Gallos Provinciis Hiſpano-Belgicis, vulgo *Barriere*, tenebat, denique Gallos & Hiſpanos ita conjunctos adeo omnibus formidandos brevi evaſuros, ut totius Europæ Imperium facile ſibi vindicaturi ſint. Quum autem ob hunc procedendi modum Regis Chriſtianiſſimi, Cæſareæ ſuæ Majeſtati neceſſitas impoſita fuerit, Exercitum in Italiam mittendi ad conſervanda tam jura ſua privata, quam Feuda Imperii, Rex Magnæ Britanniæ neceſſarium exiſtimaverit, Copias ſuas auxiliares mittere Belgio Fœderato, cujus res eo loco ſunt, ac ſi reipſa jam aggreſſum foret, & Domini Ordines Generales Uniti Belgii, quorum fines undique ferè patent, effracto & remoto obice, vulgo *Barriere*, qui Gallorum vicinitatem arcebat, coacti ſint, ea cuncta pro ſecuritate & ſalute Reipublicæ facere, quæ Bello impetiti facere debuiſſent, vel potuiſſent, quumque tam anceps rerum conſtitutio ipſo Bello periculoſior ſit, & hoc rerum ſtatu Gallia & Hiſpania abutantur, ut ſe magis & magis inter ſe devinciant, ad opprimendam Europæ libertatem, & tollendum Commerciorum uſum, his rationibus adducti, Sacra ſua Cæſarea Majeſtas, Sacra ſua Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ, & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii tantis malis hinc ſurrecturis obviam tendentes, & pro viribus remedia afferre cupientes, arctam inter ſe conjunctionem, & Confœderationem pro depellenda communis periculi magnitudine neceſſarium eſſe exiſtimaverunt, & hunc in finem Mandatis ſuis inſtruxerunt, ſcilicet Sacra ſua Cæſarea Majeſtas Nobiliſſimos, Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dominos, Dominum Petrum Sacri Romani Imperii Comitem a Goeſſen, Dominum de Carlsberg, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Camerarium, Conſiliarium Imperialem Aulicum & ad Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii Ablegatum Extraordinarium, & Dominum Joannem Wenceſlaum, Sacri Romani Imperii Comitem Wratiſlau à Mitrowitzi, Dominum de Ginez, & Malentriz, Sacræ Romanæ & Hungariæ Regiæ Majeſtatis Camerarium, intimæ Cancellariæ Aulico-Bohemicæ Conſiliarium & Aſſeſſorem, nec non Sacræ Cæſareæ Majeſtatis ad Sereniſſimum Magnæ Britanniæ Regem Ablegatum Extraordinarium, Legatos ſuos Extraordinarios & Plenipotentiarios: Sacra ſua Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ, Nobiliſſimum, Illuſtriſſimum atque Excellentiſſimum Dominum, Dominum Joannem Comitem de Marlebourough Baronem Churchil de Sandrige, Sacræ Regiæ Majeſtati à Conſiliis intimis, Copiarum Pedeſtrium Ducem, vulgo Generalem, & ſummum Exercitus memoratæ ſuæ Sacræ Regiæ Majeſtatis in Belgio Præfectum, Legatum ejus Extraordinarium, Commiſſarium, Procuratorem & Plenipotentiarium: Et Domini Ordines Generales, Dominos Didericum Eck de Pantaleon, Dominum de Gent & Erlekum: Fredericum Baronem de Rheede, Dominum de Lier, agri Sti Antonii, & de Terlee, Commendatorem Buræ, unum Nobilium & in Ordine Equeſtri Hollandiæ & Weſtfriſiæ conſcriptum: Antonium Heinſium Dominorum Ordinum Hollandiæ & Weſtfriſiæ Conſiliarium & Syndicum eorundem, Magni Sigilli Custodem ac Feudorum Præſidem, Wilhelmum de Naſſau Dominum de Odyk Cortgiene &c. Primum Nobilem & repræſentantem Ordinem Nobilium in Dominorum Ordinum Zeelandiæ & eorundem Deputatorum Congreſſu: Everhardum de Weede Dominum de Weede, Dikveld, Rateles &c. Fundi Civitatis Oudewaater Dominum, Capituli Stæ. Mariæ, quod Trajecti ad Rhenum eſt, Decanum, Conſiliarium Primarium & Præſidem Conſeſſus Provinciæ Ultrajectinæ, Aggerum fluminis Lecciæ Præfectum & Prætorem: Wilhelmum van Haren, Agri Biltani in Friſia Grietmannum, Univerſitatis Franequeranæ Curatorem, a parte Nobilium in Conſeſſu Dominorum Ordinum Friſiæ Deputatum: Burchardum Juſtum a Welvelde in Bukhorſt & Molokate Toparchum in Zalick, & Vekaten Yſſelmuytani agri Satrapam: & Wicherum Wichers Civitatis Groningenſis Senatorem, reſpectivè Dominorum Ordinum Geldriæ, Hollandiæ & Weſtfriſiæ, Zeelandiæ, Ultrajecti ad Rhenum, Friſiæ, Tranſyſulaniæ & Groningæ & Omlandiorum ad Conventum Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii Deputatos, qui vi Mandatorum ſuorum in ſequentes Fœderis leges convenerunt.

ANNO 1701.

I. Sit maneatque inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, Sacram Regiam Majeſtatem Magnæ Britanniæ, & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii conſtans, perpetua & inviolabilis amicitia & correſpondentia, teneaturque alter alterius commoda promovere, damna vero & incommoda pro poſſe avertere.

II. Sacra ſua Cæſarea Majeſtas, Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales, cum nulla res ipſis magis cordi ſit, quam pax & tranquillitas generalis totius Europæ, judicaverunt ad eam ſtabiliendam nihil efficacius futurum, quam procurando Cæſareæ ſuæ Majeſtati ratione prætenſionis ſuæ in Succeſſionem Hiſpanicam ſatisfactionem æquam & rationi convenientem, & ut Rex Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales ſecuritatem particularem & ſufficientem pro Regnis, Provinciis Ditionibusque ſuis, & pro Navigatione, & Commerciis Subditorum ſuorum adipiſcantur.

III. Propterea Foederati ante omnia operam dabunt quantam poſſunt maximam ad obtinendam via amicabili, & per Tranſactionem ſolidam & firmam Cæſareæ ſuæ Majeſtati ſatisfactionem æquam & rationi convenientem in cauſa memoratæ Succeſſionis, ac ſecuritatem modo indigitatam Regiæ ſuæ Majeſtati Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii, impendentque Fœderati in hunc finem omni ſtudio & absque ulla intermiſſione, ſpacium duorum menſium à die quo Ratificationum Tabulæ commutabuntur, numerandum.

IV. Quod ſi præter ſpem & vota, intra tempus præfinitum res eo, quo dictum eſt modo tranſigi nequeat, Fœderati ſibi invicem ſpondent & promittunt, ſe alter alterum omnibus viribus adjuturos, idque juxta ſpecificationem peculiari in Conventione determinandam, ut ita aquirant ſatisfactionem & ſecuritatem antè memoratas.

V. Fœderati ad procurandam ſatisfactionem & ſecuritatem antedictas, omnes nervos intendent, ut inter alia recuperent Provincias Hiſpano-Belgicas, ut ſint obex & repagulum, vulgo *Barriere*, Galliam a Belgio Fœderato removens & ſeparans pro ſecuritate Dominorum Ordinum Generalium, quemadmodum ab omni tempore inſervierunt, donec Rex Chriſtianiſ-

ANNO 1701.

nissimus nuper eas Milite suo occuparit, ut & Ducatum Mediolanensem cum dependentiis ejus, tanquam Feudum Imperii, atque securitati Provinciarum Hæreditariarum Cæsareæ Majestati inserviens. Præterea Regna Neapolis & Siciliæ, & Terras atque Insulas circa ora Hetruriæ in Mari Mediterraneo, quæ sunt Ditionis Hispanicæ & ejusdem usui esse possunt, ut & prodesse Navigationi & Commerciis Subditorum Regis Magnæ Britanniæ & Belgii Uniti.

VI. Licitum sit Regiæ suæ Majestati Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus communi Consilio pro utilitate & commodo Navigationis & Commercii Subditorum suorum, quas poterunt in Indiis Hispanicæ Ditionis Terras & Urbes armis occupare, quidquid autem occupaverint, ipsorum manebit.

VII. Necessitate exigente, ut Fœderati ad obtinendam antedictam suæ Cæsareæ Majestatis satisfactionem & Regis Magnæ Britanniæ, ac D. Dominorum Ordinum Generalium securitatem bellum subire adigantur, fideliter inter se Consilia communicabunt de operationibus bellicis, & de omnibus rebus ad causam hanc communem spectantibus.

VIII. Neutri Partium fas sit Bello semel suscepto de Pace cum hoste tractare nisi conjunctim & communicatis Consiliis cum altera Parte, nec Pax ineatur, nisi adepta prius pro Cæsarea sua Majestate satisfactione æqua, & rationi conveniente, & pro Regia sua Majestate Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus securitate peculiari Regnorum, Provinciarum, Ditionum, Navigationis, & Commerciorum suorum, & nisi justis cautelis antea provisum sit, ne Regna Galliæ & Hispaniæ unquam sub idem Imperium veniant & uniantur, nec unquam unus & idem utriusque Regni Rex fiat, & speciatim ne Galli unquam in possessionem Indiarum Juris Hispanici veniant, neque ipsis ibidem Navigatio Mercaturæ exercendæ causa, sub quocunque prætextu directè vel indirectè permittatur & denique nisi pacta pro Subditis Regis Magnæ Britanniæ & Fœderati Belgii facultate plena utendi & fruendi omnibus iisdem Privilegiis, Juribusque, Immunitatibus & Libertatibus Commerciorum Terra Marique in Hispania, Mari Mediterraneo, & in omnibus Terris & locis, quæ Rex Hispaniarum postremò defunctus tempore mortis, tam in Europa quam alibi possedit, quibus tunc utebantur & fruebantur, vel quibus amborum vel singulorum Subditi jure ante obitum dicti Regis Hispaniarum quæsito, per Tractatus, per Pacta conventa, per Consuetudinem, vel per alium quemcunque modum uti & frui poterant.

IX. Tempore quo dicta Transactio vel Pax fiet, Fœderati inter se convenient, de omnibus iis, quæ ad stabiliendam Navigationem & Commercia Subditorum Regis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium in Terris & Ditionibus aquirendis, & a postremo defuncto Hispaniarum Rege possessis necessaria erunt, quemadmodum etiam de modo quo Domini Ordines Generales per obicem antedictum, vulgo *Barriere*, securi reddentur.

X. Et quoniam Controversiæ quædam Religionis ergo exoriri possent, in Locis à Fœderatis, uti sperant, armis occupandis de exercitio ejus inter se, etiam eodem quo supradictum est, tempore convenient.

XI. Fœderati se invicem omnibus viribus juvare & opem ferre contra Aggressorem teneantur, si Rex Christianissimus vel quisquam alius aliquem Fœderatorum ex causa hujus Fœderis aggredi sustineat.

XII. Quod si vel nunc super sæpe indigitata satisfactione, & securitate transigi queat, vel post susceptum necessario Bellum Pax iterum coalescat, post talem vel Transactionem vel Pacem conclusam, sit & maneat semper inter Partes contrahentes Fœdus defensivum pro Guarantia ejusdem, vel Transactionis vel Pacis.

XIII. Ad hujus Fœderis societatem admittentur cuncti Reges, Principes & Status qui volent quibusque Pax Generalis cordi est: quoniam autem sacri Romani Imperii peculiariter interest Pacem publicam servari, & hic inter alia agatur de recuperandis Imperii Feudis, ad hujus Fœderis societatem dictum Imperium speciatim invitabitur: Præterea Fœderatis conjunctim vel singulis seorsim licitum sit accessionem ad hoc Fœdus requirere, eorum quos requirere ipsis visum fuerit.

XIV. Ratihabebitur hoc Fœdus ab omnibus Fœderatis intra spatium sex septimanarum vel citius si fieri poterit, in quorum fidem nos supramemorati Plenipotentiarii præsens Fœdus Subscriptionibus & Sigillis nostris munivimus. Hagæ Comitum die septimo Septembris anni milleſimi septingentesimi primi. ANNO 1701.

(L.S.) PETRUS *Comes* A GOESSEN.

(L.S.) JOANNES WENCESLAUS *Comes* WRATISLAU A MITROWITZ.

Nos prædictum Fœdus sic initum & conclusum per omnia & singula, approbaverimus, confirmaverimus, & ratum habuerimus, quemadmodum id hisce approbamus confirmamus, & ratumhabemus; promittentes verbo nostro Imperiali & Regio, Nos omnia & singula in præfato Fœdere contenta firmiter & constanter observaturos, impleturos, observari & impleri curaturos, neque quantum in nobis erit passuros, ut a quopiam sub quocunque demum prætextu, directè vel indirectè violentur & infringantur. In cujus rei fidem hasce manu nostra subscriptas, sigilli Nostri Cæsarei appensione muniri jussimus. Dabantur in Arce Nostra Ebersdorffii, die decimâ nona mensis Septembris, Anno milleſimo septingentesimo primo, Regnorum nostrorum Romani 44. Hungarici 41. Bohemici vero 46.

LEOPOLDUS.

Vt D. A. C. A KAUNITZ.

*Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.*

C. F. CONSBRUCH.

ARTICULUS SEPARATUS *de reparatione Regi magnæ Britanniæ, circà agnitionem prætensi Walliæ Principis in Regem Angliæ per Regem Galliæ attentatam, procuranda.* Cum RATIFICATIONE *Cæsareâ. Viennæ 22. Martii* 1702. [Manuscrit tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande & au Congrès d'Utrecht.]

NOS LEOPOLDUS Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac superioris & inferioris Sileſiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum.

Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, quòd, cùm die 7. Septembris Anni proximè elapsi inter nos & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Wilhelmum Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, Consanguineum & Fratrem nostrum Chariſſimum, nec non Chariſſimos Amicos nostros Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, per utrimque ad id deputatos & sufficienti Mandato instructos Ministros Fœdus initum & conclusum sit, omnibus verò Partibus nuperrimè placuerit de sequenti adhuc Articulo convenire.

Quandoquidem post Fœdus inter Sacram suam Cæsaream Majestatem, Sacram suam Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii Hagæ Comitum die 7. mensis Septembris 1701. Anni confectum signatumque, Rex Galliæ sibi tantum arrogaverit, ut prætensum Walliæ Principem agnosceret, declararetque Regem Angliæ, Scotiæ & Hiberniæ, atque eo facto Sacræ suæ Regiæ Majestati Magnæ Britanniæ & universæ Nationi Britannicæ gravem admodum & indignam injuriam intulerit: Conventum concluſumque est inter prædictos Dominos Confœderatos, Sacram suam Cæsaream Majestatem, Sacram suam Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, & Cel-

ANNO 1701.

sos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii per præsentem hunc Articulum (qui parem & eandem prorsus vim, virtutem & vigorem obtinebit, ac si supradicto Fœderi ab initio insertus esset) quòd nulla cum Gallis Pax omnino inibitur, priusquam ante memoratæ Sacræ suæ Regiæ Majestati Magnæ Britanniæ pro eadem atroci injuria reparatio facta sit.

Nos eundem Articulum separatum per omnia & singula approbaverimus, confirmaverimus, & ratum habuerimus, quemadmodum eum hisce approbamus, confirmamus & ratum habemus, promittentes verbo Nostro Imperiali & Regio, nos omnia, quæ in eo continentur, bona fide præstituros & adimpleturos, neque quantum in Nobis erit, passuros esse, ut à quopiam sub quocunque demum prætextu directè vel indirectè violetur & infringatur: In cujus rei fidem hasce manu Nostra subscriptas Sigilli Nostri Cæsarei appressione muniri jussimus; Quæ dabantur in Civitate Nostra Viennæ die 22. Martii Anno 1702. Regnorum Nostrorum, Romani quadragesimo quarto, Hungarici quadragesimo septimo: Bohemici verò quadragesimo sexto.

LEOPOLDUS.

(L. S.)

Vt. D. H. C. à KAUNITZ.

*Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium*

C. F. CONSBRUCH.

## XIV.

23 Oct. Fürst-Bruderliche Convention zwischen Herrn Rudolph Augusten / und Anthon Ulrichen Hertzogen zu Braunschweig und Luneburg / wodurch Sie zu Conservation Ihrer Lande / auch alten Prærogativen und Rechten sich in einen Vermögl. Defensions-Stand setzen. Braunschweig den 23. Octobr. 1701. [*Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 190. col. 2. d'où cette Pièce est tirée. On la trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. VI. Absatz. IV. pag. 169.

C'est-à-dire,

*Convention fraternelle, entre les Serenissimes Princes* RODOLPHE AUGUSTE, *&* ANTHOINE ULRIC, *Ducs de Brunswick-Lunebourg pour la conservation efficace de leurs Domaines, Droits & anciennes Prerogatives. A Brunswick* 23. *Octobre* 1701.

DEmnach wir von Gottes Gnaden Rudolph Augustus und Anthon Ulrich / Hertzoge zu Braunschweig und Lüneburg / bey Unser führenden Brüderlichen Gesamt-Regierung uns jederzeit angelegen seyn lassen / durch einmüthigen Rath die Wohlfarth Unsers Etats zu befordern / wir auch vermittelst Göttlicher Assistenz bishero unser Fürstenthum und Lande in gutem Friede und Ruhestand erhalten; die gegenwärtige Conjuncturen aber / und zumahln die Unserm Hause anscheinende Particulier Gefährlichkeiten / uns vor dasmahl um so mehr obligiren / ein treu-brüderliches einmüthiges Concert zu fassen / in Betracht da 1. durch den von Hannover gesuchten Electorat, und was demselben anhangig ist / Unser von so vielen Seculis her in einer egalen Dignitæt und genauer Vereinigung gestandenes Hertzogliches Gesamt-Hauß hauptsächlich getrennet / wir aber als der schwächere Theil von solcher Revolution und derseits etablirenden Præpotenz nichts anders [massen wir es allbereit bey der Sachsen-Lauenburgischen und andern Sachen würcklich empfinden / ]als ein verkleinerliches Tractament, thätliche Procedüren und Bedrängnüssen / auch zuletzt wohl gar eine gäntzliche Oppression erwarten können; Nunmehr auch 2. der Spanische Successions-Streit und darüber herfürbrechender Krieg einen jeden Reichs-Patrioten und Uns insonderheit fürchten machet / daß selbiger Teutschland mit ergreiffen / und nach dem Exempel des vormahligen dreyssigjährigen Krieges unser Fürstenthum und Lande mit Durchzügen / Exactionen / Einqvartierung / Brennen / Rauben und Plündern abermahl verheeret und zu Grunde gerichtet werden möchten; Uber dem 3. die einige Zeithero von so vielen Orten wider uns erschollene Bedrohungen und continuirende gefährliche Gerüchte / mithin die derhalben einlauffende vielfältige Warnungen uns in die gerechte Apprehension und Vermuthung setzen / daß von Unsern übelwollenden und ihren gegen Uns animirten Freunden ein oder ander gefährliches Dessein wider Uns machiniret werde / und wir dannenhero uns Ehren- und Gewissens halber verbunden achten / Uns / Unsern Etat / Fürstenthum und Lande für feindlichen Tractament zu retten / und Uns bey allen Unsern von Gott verliehenen und uns angeerbten Rechten nach äusersten Kräfften zu mainteniren; So haben wir nach gehaltener gemeiner reiffer Berathschlagung / bey Erwegung vorangeführter und mehrer gefährlicher Umstände / uns dahin treu-brüder- und einmüthiglich miteinander vernommen / concertiret und geschlossen / Unsere vorhin gehabte ordinaire Defensions-Verfassung bey gegenwärtigen Zeiten auf eine stärckere und solche Proportion einzurichten / daß wir im Stande seyn mögen / nicht nur denen angedroheten Entrepriſen und Gewaltthätigkeiten nachdrücklich widerstehen / Unsere Vestungen bewahren / und Land und Leute für Ruin schützen / sondern auch zu Erhaltung des Reichs-Friedens und gemeinen Ruhe-Standes schuldigster massen concurriren zu können; zu welchem End wir dann bey Unser Milice die Compagnien / insonderheit bey der Infanterie, so weit verstärcken lassen wollen / daß mit ehesten Unsere Defensions-Verfassung effectivement in zwölfftausend Mann regulirter Trouppen bestehen möge / die wir auch nach äusserster Möglichkeit so lange beyzubehalten trachten wollen / bis wir aus der Gefahr gerettet / und Unser Etat, Rechte und Befugnüssen auf ein oder andere reputirliche Weise in Sicherheit gesetzt seyn werden / mithin auch bey dem Spanischen Successions-Streit die Bewahrung des gemeinsamen Reichs-Friedens und Ruhestandes in Teutschland wird effectuiret und beschaffet seyn. Gleichwie wir aber Unser getreuen Landschafft vorhin gnädigst versichert haben / daß durch die Augmentation unser Trouppen Land und Leuten keine mehrere Onera, als vor dem zu der ordinairen Kriegs-Cassa bewilliget / aufgeleget / sondern die zugeworbene Milice, und was davon dependiret / ohne Last und Zuthun des Landes / aus denen von der Cron Franckreich bey dem mit derselben zu Maintenirung des Westphäl- und Ryßwickischen Friedens in Teutschland vor einiger Zeit getroffenen Tractat veraccordirten Subsidien unterhalten werden soll; Also wollen wir auch darüber ernstlich halten / und Unsere Unterthanen in so weit aller neuen Beschwerung gäntzlich entheben.

Und obwohl diese von Uns concertirte Verfassung die Disposition der Reichs-Constitutio-

(1) Cette Piece étant tirée du *Theatrum Europæum* on en a conservé la Date. Celle de *Lunig* est du 8. peut-être par une faute d'Impression. [DUM].

ANNO 1701.

tionen und des Westphälischen Friedens-Instruments, zuforderst aber die schuldige Treue und Pflicht/ womit wir dem Reich und dessen allerhöchsten Ober-Haupt verwand/ zum Fundament hat/ dahero auch von keinem Wohlgesinneten desfalls eine widrige Explication zu vermuthen; So declariren wir dennoch zum Uberfluß einmüthiglich/ und mit aufrichtigen Teutschen Hertzen/ weder des neundten Electorats halber/ noch ex quovis alio capite jemanden/ er sey wer er wolle/ offensive anzugreiffen/ sondern Uns mit Unser Armatur in terminis & statu defensionis und zwar solcher massen zu halten/ daß wir zuforderst für unsern Etat, für Unsere alte Prærogativen und Rechte/ für die Sicherheit Unser Vestungen und Lande ein wachendes Auge haben/ und uns dabey auf keinerley Weise verächtlich halten/ bedrengen/ befehden/ weniger unterdrücken lassen/ daneben auch stets bereit und gefast seyn wollen/ wann dem Reich und gemeinem Vaterlande eine besondere Gefahr zustossen und der Friede und Ruhestand troubliret werden solte/ so dann dagegen alle mögliche Hülffe zu dessen Rettung und Friedens-Erhaltung mit zu beschaffen/ und an keinem Stück/ so die Reichs-Gesetze auch die Rechte der Natur und Völcker von alten Teutschen Fürsten des Reichs requiriren/ es ermangeln zu lassen.

Zu Bekräfftigung dessen allen haben wir dieses Unser einmüthiges Concert mit eigenen Händen unterschrieben/ und mit Unserm geheimten Cantzeley-Secret bedrücken lassen. So geschehen in Unser Stadt und Vestung Braunschweig den 23. Oct. 1701.

Rudolph Augusts. Anthon Ulrich.

## XV.

11 Nov. Vergelyk en Compromiss tusschen de Heeren ARNOLD MAURITS WILLEM ter eenre, en ERNST en STATIUS PHILIP ter andere zyde, Graven te Bentheim, &c. wardoor sy syne Majesteyt van Groot Brittagne tot Arbiter van hare Differentien en geschillen verkiesen; ende Grave ARNOLD MAURITS WILLEM verklaart, hoe dat hy de *Gravamina Ecclesiastica* en *Politica* sal reguleeren en wechnemen. Gedaen in s'Gravenhage den 31. Octobr. 1701. *Met* de Compromissoriale Uitspraek van syne Brittannische Majesteyt. Gedaen in s'Gravenhage den 11. Novembr. 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. In Supplement des I. Absatzes von den Grafen von Bentheim pag. 513. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 239. en Allemand.]

C'est-à-dire,

*Compromis entre* ARNAULD MAURICE GUILLAUME *Comte de Bentheim d'une part*, ERNEST & STATIUS PHILIPS *aussi Comtes de Bentheim d'autre part, par lequel ils remettent la Decision de tous leurs Differents à l'Arbitrage du Roi de la Grande Bretagne, le Comte* ARNAULD MAURICE GUILLAUME *declarant de plus, comment & de quelle maniere il reglera & satisfera aux Griefs Ecclesiastiques & Politiques. Fait à la Haye le 31. Octobre 1701.* Avec *la* SENTENCE *Arbitrale de sa Majesté Britannique rendue à la Haye le 11 Novembre 1701.*

ANNO 1701.

WY ondergeschreve, *Arnold Maurits Willem ter eenre, en Ernst en Statius Philip ter andere zyde, Gravente Benthem, Steensfort, Tecklenburg, &c.* onderricht zijnde, dat sijne Majesteyt van Groot Brittagne geerne soude sien, dat de openstaende differenten en geschillen, dewelcke tusschen haer nu eenige jaren aen den anderen hebben getrotteert, uit den wech wierden geleght, en geaccommodeert, ende dat hoogstgedachte sijne Majesteyt de adimpletie van het soo genaemde Byleveltsche Verdragh daer toe het gereedtste middel oordeelt te zijn, verklaren by desen, dat wy voor ons, ende onse Erfgenamen en Successeurs, na een volkomen overleg, en uyt goede redenen ons daer toe moverende, hebben overgegeven en geaccordeert, gelijck wy overgeven en accorderen by desen, dat wy met den anderen over de adimpletie van het voorschreve Byleveltsche Contract in der minne, en *de plano* sullen trachten te verdragen, ende in cas wy in de selve onderhandelinge den anderen niet konden verstaen, soo submitteren wy ons volkomentlijk daer omtrent aen de decisie, ende het oordeel van hooghstgedachte sijne Koninghlijcke Majesteyt van Groot Brittagne: Belovende by desen, voor ons, en onse Erfgenamen en Successeurs, dat wy ons na des selfs uytsprake sullen gedragen, versoekende sijne Majesteyt met alle respect by ontstentenisse van ons onderlinge verdrag, de voorschreve decisie en uytsprake te willen doen, en die in alle sijne deelen te willen executeren.

Noch is geaccordeert, dat de sustenue van Grave Ernst en Statius Philip aengaende de invaliditeyt des Byleveltschen Contracts in sijne waerde en onwaerde gelaten zijnde, hun sal vry staen de voornoemde sustenue in rechten te kunnen allegeren, daar en soo sy te rade souden mogen werden.

Wijders verklaert meer gemelden Grave Arnold Maurits Willem, soo voor hem als voor des selfs Erfgenamen en Successeurs, dat hy de *Gravamina Ecclesiastica* en *Politica*, soo ras als hooghst-gedachte sijne Majesteyt de decisie en uytsprake sal hebben gedaen, sal reguleren en wechnemen, gelijck hy die van nu voor als dan reguleert ende wech neemt by desen, ende op de volgende maniere, als hier onder van woorde tot woorde geinsereert staet, over de reserve en aentekeninge op den tweeden Articul van de *Gravamina Politica* breeder in margine geëxprimeert.

1. De protesterende Ingezetenen der Graefschap Benthem sullen allesints in den staet en observantie harer Religie, in den jare 1624. tot de veranderinge van wijlen Heere Grave Ernst Willem in den jare 1668. gelaten, herstelt ende beschermt werden.

2. Dienvolgende sal de oude afgeschafte Over-Kerckenraedt, ofte het Opper-Consistorium, ingestelt tot waarneminge van het Geestelijck of Kerckelijck regiment door wijlen Heer Graef Arnold Joost, wederom aengestelt werden, en bestaen uit vijf personen, ten deele Geestlijke, ten deele Wereltlijcke, welke tot dat ampt bequaem, en alle van de Gereformeerde Religie sullen zijn, met name...,

3. Wanneer een van de selve door versterf of anderstints komt af te gaen, sullen de resterende Leden een ander Gereformeert Persoon in sijne plaets verkiesen, en den selven aen de Heeren Graven als Landts-heeren præsenteren, om binnen een maent geconfirmeert te werden.

4. De voorschreve Over-Kerckenraedt sal van tijdt tot tijdt na ouder gewoonte, en vereysch van saken vergaderen en besoigneren, doende alles wat men volgens de Fundatie van den dertienden October 1613. plagt en behoort te doen, en van alle sijn doen goede notulen en protocol houden, door een Actuarius, die daer toe gequalificeert is, by het voorschreve Opper-Consistorium te verkiesen.

5. Voornamentlijck sal den Over-Kerckenraedt sorge dragen, dat de vacante Pastoryen, School-Koster-ende Organist-diensten spoedig, en wel, wederom voorsien werden; ten welcken eynde de persoon sal aengestelt werden by de Opper-Consistorialen, met de Leden des Onder-Kerckenraedts daer de plaetse vaceert, by meerderheyt van stemmen. Daer na sal de aengestelde persoon peremptorie van haer worden geëxamineert, of van het eerwaerde Classis, op haer begeerte: bequaem bevonden zijnde, sal hy de hooge Overigheyt gepraesenteert, ende van de selve binnen een maent geconfirmeert werden, sonder daar voor yetwes te genieten, uytgenomen

ANNO 1701.

de *jura* en *leges* van de Cancelerye, welke niet een ſomme van twaelf rycksdaelders voor een Paſtor, en ſes voor een Schoolmeeſter, Koſter of Organiſt ſullen excederen. Na de confirmatie ſal hy van twee Gecommitteerden des Kerckenraedts geordineert en geinſtalleert worden in tegenwoordigheyt van een Graeffelijcke gecommitteerde op koſten van de Gemeenten, ſullende elck gecommitteerde, boven de wage-vrachten, noyt meer als twee rijcksdaelders daegs genieten, ſonder echter een particulier Collator, die eenig recht heeft daar meede te praejudiceren.

6. Voorts ſal meer gemelde Over-Kerckenraedt ten minſten eens des jaers de Claſſicale vergaderinge, de Onder-Kerckenraden, en de geſamentlijcke Gemeentens viſiteren, om alle gebreken te verbeteren, ſullende in de Kercken-boete mogen procederen, niet alleen tot ſuſpenſie, maer oock tot het deportement van Praedikanten, Schoolmeeſters, Organiſten, Koſters, Geeſtelijke Rentmeeſters, Kerk en Arme-Proviſoren, ende hare onder-Dienaars, die het meriteren, mits dat daer van notificatie aen ſijn Excell. werde gedaen, ſonder daer door de executie te ſuſpenderen.

7. De voorſchreve Over-Kerkenraedt ſal op alle Geeſtelijke goederen nauwkeurigh acht geven, ten eynde daer van niets veralieneert, noch tot eenig ander gebruyck beſteedt werde, als tot nutte van de Gereformeerde Godtsdienſt; daarom ſullen de Geeſtelijke Rentmeeſters, en alle Arme en Kercken Proviſoren, onder de opſicht van meer gemelde Kercken-raedt ſtaen, ſullende eens des jaers voor haer van ontfang en uytgave, in tegenwoordigheyt van een van ſijn Excell. gecommitteerden, rekeninge doen, het ware dan dat in deſe of geene Steden of Dorpen een andere gewoonte ware, daer het by het oude gebruyck ſal blijven; om welke oorſake den Geeſtelijcken Rentmeeſter (dewelcke altijt van de gereformeerde Religie ſal zijn) van het Opper-Conſiſtorie ook aengeſtelt, ende t'elkens by de vacature van ſijn ampt, van de hooge Overigheyt geconfirmeert ſal werden, ſo als van Paſtoren, Koſteren en Organiſten art. 5. is geſegt.

8. Noch incumbeert den Over-Kerckenraedt alle Echt-ſaken, na Godts Woordt en de Wereldtlijcke Rechten, ſonder appel of reviſie by rechtelijcke deciſie te ontſcheyden; deſgelijcks Armen- ende Kercken-ſaken, ook alle Proceſſe, welke de Paſtoren Schoolmeeſters, Koſters ende Organiſten om eenige redenen haer ampt concernerende worden aengedaen, zijnde voor geen ander Rechtbanck convenibel.

9. Wanneer de Kerckenraedt tegens eenige ſcandaleuſe Leden der Gemeente verder procedeert, als tot de verbiedinge des heyligen Avondtmaels, ende deprecatie voor den Kerckenraedt ter plaetſe daer de ergerniſſe begaen is, (het welke de Onder-Conſiſtorien altijt geëxerceert hebben, en voortaen ſullen exerceren) en dat men genoodtſaeckt wordt het ſcandael openbaerlijck voor de Gemeente te laten repareren, of dat het alleruytterſte middel van excommunicatie gebruyckt werdt, ſulcks ſal alles van den Over-Kerckenraedt geordonneert en gereguleert worden, met notificatie aan de hooge Overigheyt, ſonder echter de executie daer door te ſuſpenderen.

10. Om alle het voorgenoemde met effect uyt te voeren, mag de Over-Kerckenraedt ook de middelen van dwangh en executie gebruycken, gelijck als het ſelve allen en yegelijcken hoogh Graeffelijcke Amptenaren, Bedienden, hooge en lage in de Fundatie bevolen werdt. Maer om van die macht geen misbruyck te maken, ende om in het Kercken-weſen alles met beſcheydentheyt te beſtieren, en niet te domineren, ſullen de Over-Kerckenraden in gewichtige ſaken het advis van het Claſſis hebben te vragen, ook het advis van een Gereformeerde Univerſiteyt inhalen.

11. Het Klooſter tot Schuttorp, met de Kloofterkercke en de verdere annexe Gebouwen, ſullen aen de Gereformeerde wederom werden ingeruymt tot den Gereformeerden Godtsdienſt en andere gebruyken, ende in ſpecie het tweede Paſtorichuys aldaer, voor den gedeposſideerden Praedikant, als mede het tweede Paſtorie-huys tot Benthem voor den tweden Paſtor, mitsgaders alle canones, pachten, intraden, welke de Praedikanten, Kercken, Armen, Schoolmeeſters, Koſters en Organiſten uyt de domeynen van ſijne Excellentie ende anders competeren; item huyſen, ſchoolen, welcke de Gereformeerde anno 1624. hebben beſeten, en het gantſche Geeſtelijcke Regiſter, ſoo als het anno 1624. ende onder de regeringe van de Heer Graef Arnold Jooſt is geweeſt, waar in ſijn Excellentie ook aenneemt te betalen de poſten, die ſijn Heer Oom ofte des ſelfs voor-vaderen daer in ſchuldig zijn, mitsgaders alle het geene wat ſy tot verbeteringe van Paſtoryen, Kercken en Schoolen, gefundeert, gegeven en gelegateert hebben, mits dat de agterſtallen niet meer geëyſcht werden.

ANNO 1701.

12. Daarenboven ſal richtig betaelt werden aen het Gymnaſium van Steenfort een capitael van vijf hondert rijcksdaelders, ſonder de intereſſen, die tot hier toe zijn verlopen.

13. Noch neemt ſijn Excellentie aen te betalen het gerechte derde part van twee duyſent agt hondert negen rijcksdaelders, door de Heer Graef Arnold van de Kercke tot Steenfort opgenomen, belovende daer nevens ſijn uytterſte beſt te doen dat de twe andere derde-parten van de hoogh-Graeffelijcke huyſen Teckelenburgh en Steenfort mede voldaan werden.

14. Wat na deſe herſtellinge van de geeſtelijcke goederen mogte overſchieten ſal van de voorſchreve Over-Kerckenraedt tot verbeteringe van ſommiger Praedikanten ende Schoolmeeſteren geringe tractementen werden aengewent, als mede tot onderhoudinge van hare nagelatene Weduwen en weſen, tot het twintigſte jaer hares ouderdoms; ofte oock tot ſtichtinge van nieuwe Kercken en Scholen, daer het de eere Godts en dienſt van de Ingezetenen vereyſcht, echter alles met kenniſſe van de hooge Landts Overigheyt. Specialijck ſal te Wilſum wederom een Paſtor, en te Velthuyſen een tweede Paſtor werden aengeſtelt, elck op een tractement van drie hondert guldens, met name de Candidatus *Schrader* tot Praedikant van Wilſum, en de Candidatus *Hulsken* als tweede Praedicant tot Velthuyſen; en yeder Praedikants weduwe in de Graefſchap Benthem en Steenfort ſal na deſen een penſioen van twintig rijcksdaelders jaerlijcks werden toegelegt uyt den overſchot der geeſtelijcke goederen, het welcke in de eerſte plaetſe ſal werden voorgenomen ende afgedaen, eer dat de voornoemde overſchot der geeſtelijcke goederen tot yetwes anders geëmployeert werde.

15. Wat den Roomſch-Catholijken Godtsdienſt betreft, ſal de ſelve alleen werden geëxerceert op deſe navolgende plaetſen, te weten op het Slot tot Benthem, en in de Kerke door de Roomſch Catholijcken aldaer gebouwt; en op het Huys te Altena tot Schuttorp; op het Huys te Brantlegt tot Brandtlegt; op de Borg tot Noorthorn; op het Ampt-huys tot Nienhuys; ende in het Dorp Emmelenkamp, tot die tijdt, dat over dit verſchil anders ſal zijn geconvenieert, of dat het ſelve in het Roomſche Rijck ſal zijn gedecideert, ſullende ook geen andere proceſſie in de Graefſchap, als die op St. Joannes des Tauffers dag te Benthem gecelebreert werden.

16. Indien yetwes in dit Contract niet mogte zijn uytgedruckt en geſtipuleert, ſal na het Inſtrument van de Weſtphaelſche Vreede in den jare 1648. gereguleert en onderhouden werden.

1. Ten reguarde van de Politicque Grieven neemt ſijn Excellentie den Heere Grave Arnold Maurits Willem aen alle Immuniteyten, Privilegien, Voorrechten, door ſijne Heeren Voorſaten aen de Stenden, Steden, Dorpen en Vlecken, Boerſchappen en particuliere Ingezetenen verleent, ofte van haer van oudts beſeten, te confirmeren, en de ſelve niet te verminderen, nemaer na verdienſten te vermeerderen, ſpecialijck de voorgaende Landdags-Receſſen, en die daer op gegronde Concordaten, door wijlen Heere Grave Ernſt Willem met de Stenden gemaeckt, heyliglijck te onderhouden.

2. In vrijwillige conſenten, hoedanig de ſubſidien zijn, ende de ſelve na deſen altoos daer voor ſullen gereputeert werden, ſal de overſtemminge of *majora vota* by de Stenden geen plaets hebben, en de voornoemde ſubſidien uyt krachte van pluraliteyt van ſtemmen niet mogen geëyſcht werden; ſullende de Gecommitteerden van ſijne Majeſteyt van Groot Brittagne tot de Benthemſche Landt-dagen de voorſchreve ſubſidien na tijds gelegentheyt ſich laten gerecommandeert zijn.

3. Sijne Excellentie neemt aen alle deugdelijcke ſchulden (waar over met de Crediteuren noch niet ge-

ANNO 1071. geaccordeert en geconvenieert mogte hebben) van ſijne Heeren Voorſaten, ende in ſpecie van wijlen Heere Grave Ernſt Willem gemaeckt, te betalen, voor ſoo verre na recht en juſtitie daar toe gehouden is, ten welcken eynde Arbiters ſullen genomineert werden, twee door ſijn Excellentie, met name

ende twee aen de zyde der Crediteuren, met name

om in de tijt van een of twee jaren deſe ſaeck te vuideren en uytvondig te maken, ſoo als na rechten behoort, na welckers uytſprake en vonnis ſijn Excellentie ſal gehouden zijn de ſchulden te betalen.

4. De Gereformeerde Onderdanen ſullen van geene ampten ofte eeren werden uytgeſloten, maer tot de Landts-deputatie, Droſt-ampten, Hof-en Nedergerichten, item Rentmeeſterien, Landts en particuliere Ontfangers plaetſen, en alle andere charges en bedieningen na verdienſten worden angeſtelt, en den uytheemſchen voorgetrocken, beſonderlijk na het overlijden van een der Adelijcke Aſſeſſoren ſal het Hof-gericht wederom op den ouden voet geſtelt worden, en beſtaen in drie perſonen, te weten, in een Hof-richter, een Adelyke, en een geleert Aſſeſſor; voorts ſoo wel na een Catholijc-Hof-richter, als na een Catholijcke Aſſeſſor altoos een Gereformeerde, en *vice verſa* ſuccederen. Tegenwoordigh ſal het ſelve bekleedt en bedient werden van de Heer Cancelier Riccius als Hof-richter, Heere van Etzbag tot Langen, Heere van Heuvel tot Ravens-horſt, en Doctor Wiedenbrugge als Aſſeſſoren, genietende de tractementen daer toe geradiceert. Ende by aldien een Gereformeerde Landtsheer aen de Regeringe nu ofte daer na mogte komen, ſullen de Catholijcken den effect en alternative in deſen Articul vermeldt insgelijcks hebben te genieten.

5. De Conventie tuſſchen wijlen den Heere Grave Ernſt Willem ende den Heere Adolf Hendrick van Raesvelt in de jaren 1651. en 1680. ingegaen, van ſijne Keyſerlijcke Majeſteyt allergenadigſt geconfirmeert, ſal in alle ſijne Poincten en Clauſulen werden geapprobeert, en tot nakominge van dien wederzydts Ingezetenen werden verplichtet.

6. Voorts werdt geaccordeert een eeuwige Amneſtie en vergetenheyt van het gepaſſeerde van werkanten, uyt welcke niemandt, onder wat praetext en voorwendtſel het oock ſoude mogen zijn, ſal werden uytgeſloten, en de ſpeciale Amneſtie ſal aen die het begeren in het byſonder werden gegeven, ſullende de proceduren tegens den Landt Ontfanger voor deſen geinſtitueert mede gecaſſeert blijven, en noyt uyt eenigen hoofde gereſuſciteert werden.

7. Eyndelijck verſekert ſijne Excellentie alle proceduren tegens de geſamentlijcke Stenden der Graefſchap Benthem, by den Rijcks-Hof-raedt tot Weenen, als mede de Keyſerlijcke Commiſſie van ſijne Chur-Furſtelijcke Doorluchtigheyt van de Paltz terſtondt te doen ſtaken.

8. Alle het geene de Heeren Stenden, ofte der ſelver Gedeputeerden, ſedert de verdeelinge der over-en neder-Graefſchap Benthem hebben moeten aen de Landts-Ontfanger ordonneren, tekenen ende reſolveren, ſal ſonder eenige contradictie geapprobeert, voor goet gekeurt en in rekeninge gevalideert werden.

Eyndelijck verſoecken de ondergeſchreve Graven ſijne Keyſerlijcke Majeſteyt, haren aldergenadigſten Heere, mitsgaders ſijne Koninglijcke Majeſteyt van Groot Brittagne, voorts haer Hoog Mog. de Heeren Staten Generael, en alle Cheur-Furſten, en Furſten des Roomſchen Rijcks dit Compromis en Declaratoir daer op volgende te guaranderen.

Aldus gedaen, geaccordeert, belooft en gecompromitteert in 's Gravenhage op huyden den een en dertigſten October, ende by ons onderſchreve getekent op den eerſten November beyde deſes jaars 1701. en met onſe aengeboorne Cachetten bekrachtigt. Was getekent, *A. M. W. Graef zu Bentheim.* Hebbende in margine des ſelfs cachet gedrukt in roodt lack.

Syne Majeſteyt van Groot Brittannien, &c. aengenomen hebbende, conform 't voorenſtaendé Compromis, de uytſprake te doen, heeft de adimpletie van het ſo genaemde Byleveltſche Contract begroot, gelijk het ſelve begroot werdt by deſen op een ſomme van 60000. Rijkſd. by Grave Arnold Maurits Willem aen Grave Ernſt en Statius Philip uyt te keeren, boven de Graefſchap Steynfurt, Alpen en Havickerweert, neffens ſekere rente van duyſent Rijkſd. jaerlijks, of 20000. Ryckſdaelders capitael, op de ſteenkuylen gehypothequeert, en al 't geene gemelde Graven Ernſt en Statius Philip uyt krachte van het meergemelde Byleveltſche Contract reeds actuelijk poſſideren, mitſgaders boven het geene geduyrende de Sequeſtratie by de Graven Ernſt en Statius Philip uyt het Neder-Graefſchap van Benthem is getrocken, van welcke voorſz. capitalen van ſeſtig duyſent en twintigh duyſent, ende ſulcks te ſamen tachtig duyſent Rijkſdaelders Hollandts geldt, Graef Arnold Maurits Willem ſal mogen volſtaen met jaerlijcks t'elckens op den verſchijndag præcis aen de Graven Ernſt en Statius Philip te betalen den intereſt tegens vijf per cento, geduyrende de eerſte tien jaren, aenvang nemende met dato deſes, ofte wel binnen den voorſchreven tydt het ſelve capitael af te loſſen, ſo hy ſulks mogt komen goedt te vinden, na exſpiratie van welcke tien jaren Graef Arnold Maurits Willem geobligeert ſal zijn, tot vermaninge van de Graven Ernſt en Statius Philip het voorſchreve geheele capitael van tachtigh duyſent Rijcksdaelders Hollandts met de verloopene intereſſen van dien af te loſſen en te voldoen; ende dat daer door alle differenten, wegens de adimpletie van het Byleveltſche Contract gemoveert, ſullen af, doodt en te niet zijn; gelijck mede daer door geperimeert ſal weſen de wederzydtſche prætenſie van de gemelde Heeren Graven, nopende de pachten ende renten van de Toornſche goederen tot dato deſes verſchenen, midtſgaders de rente van het bovengemelde capitael van twintigh duyſent Rijckſdaelders, op de ſteenkuylen ſtaende, mede tot dato deſes verſchenen; alles voorbehoudens aen de Graven Ernſt en Statius Philip haer hier voor gereſerveert Recht, om ten petitoire in rechten te mogen ſuſtineren de nulliteyt van het voorſchreve Byleveltſche Contract; ende by aldien deſelve daer inne mochten komen te triumpheren, ende de voornoemde tachtig duyſent Rijckſdaelders Hollandts aen de voornoemde Graven Ernſt en Statius Philip mogten voldaen en betaelt zijn, ſullen ſy konnen volſtaen met het reſtitueren van de voornoemte tachtig duyſent Rijckſdaelders Hollandts ſonder intereſſen. Voorts neemt ſyne Majeſteyt genoegen in het reguleren van de *Gravamina Eccleſiaſtica* en *Politica*, ſoo als hier vooren is geſegt, ſpecialijck met de explicatie van den tweeden Articul onder de *Gravamina politica*, ſonder daer mede de andere Landt-Standen in haer recht te praejudiceren. Ende ſoo ras Grave Arnold Maurits Willem wegens de bovenſtaende ſomme van tachtig duyſent Rijcksdaelders Hollandts, verſeeckering ten genoegen van ſijne Majeſteyt ſal hebben gedaen aen de Graven Ernſt en Statius Philip, ordonneert Sijne Majeſteyt hier mede die van ſijnen Rade en Reeckeninge Grave Arnold Maurits Willem met Nyenhuys en ſijn toebehoren te inveſtieren, en ſo ras de *Gravamina Eccleſiaſtica* en *Politica* zijn geremedieert, de geſequeſtreerde Neder-Graefſchap ten behoeve van Grave Arnold Maurits Willem wederom in te ruymen. Voorts ſal den Rentmeeſters Goddaeus gehouden zijn binnen den tijdt van veertien dagen, voor Commiſſariſſen van onſen Raede te doen behoorlijcke reekeninge, bewijs en reliqua wegens ſijne Adminiſtratie van de revenues der Neder-Graefſchap Benthem, zedert den tijd der Sequeſtratie, te weten, van den ſeſden October 1696. tot dato deſes; en al het geene hy boven de penningen aen de reſpective Heeren Graven van Benthem immiddels uytgetelt, bevonden ſal werden in caſſa te hebben, als mede de onbetaelde reſtanten ſal hy aenſtonts demanueren en over tellen aen den Heere van Ripperda tot Weldam, en den Rentemeeſter Pontanus, om daer mede, ſo verre het ſtrecken kan, de deugdelijke en meeſt krijtende ſchulden te betalen, dewelcke daer toe geauthoriſeert werden by deſen; ſullende ook Graef Arnold Maurits Willem gehouden blijven de Graven Ernſt en Statius Philip af te houden en te indemneren van alle de deugdelijcke onbetaelde ſchulden harer Voorvaderen, ende in ſpecie van Graef Ernſt Willem op Benthem ſpecialijk geveſtigt; gelijck mede van het capitael daer de Graefſchap Steenfort en de Gravinne van Oxenſtern voor verpant is, blijvende buyten deſe geſpecificeerde poſten de beyde Graefſchappen Benthem en Steyn-

ANNO 1701.

ANNO 1701. Steynfort, met haer dependentien, tot yeders profijte en laste.

Tot Leden van den Over Kercken-raedt zijn aengestelt de Heer *Ripperda*, Heere tot Weldam, &c. en den *Rentemeester Pontanus*, onse gecommitteerdens ten Landdage, en tot de Benthemsche affaires; *De Heere Willem van Etzbag tot Langen*; en nefens haer *D. Metlercamp Senior*, *Praedicant tot Nieuenhuys*, en *D. Frantzen*, *Praedicant* tot *Schuttorp*; de Licentiaet *Frederick Silvester Danckelman*, tot Geestelijcke Rentmeester, en Doctor *Wydenbrugge* tot Actuarius van den Over-Kercken-raedt. Tot Arbiters nomine Creditorum zijn verkoren *Doctor Hinsen*, *Borgemeester tot Wesel*, *Doctor Meyer*, *Borgemeester tot Osnabrugge*, *Doctor Jo. Fockinghen*, *Doctor Wolter ten Brink*, *beyde Advocaten tot Deventer* alternative, te weten telkens een Duytsch met een Hollandtsch Advocaet, om so veel te korter de saken te konnen termineren, uyterlijck binnen den tijt van een jaer. Dese sullen alle schulden examineren, en liquideren, voorts ter praesentie van onse Gecommitteerdens ten Landdage, alvoorens tot den dienst te treden, eenen werckelijken eed praesteren, om alle saecken na rechten, en sonder aensien van personen, binnen 's jaers, sonder eenigh verder appel te termineren; daer nevens gemelde Heere Graef Arnold Maurits Willem mede gehouden zijn binnen een maent te declareren, of den selven sal goedtvinden te kiesen vier Doctoren, die de voorschreve saecken met die boven-genoemde vier alternative doen, of twee die gestadigh blijven sullen, welcke Gecommitteerden alvoorens eenige decisie of uytspraecke te doen, met alle vlijt eerst sullen trachten de Partyen tot een accoord te brengen, daer toe niet konnende geraecken, sullen deselve met de definitive voortvaren, en het Gewijsde sal hy Graef Arnold Maurits Willem promptelijck voldoen, en sal de conventie-plaets tot dit examen en liquidatie Schuttrup zijn.

Sijne Majesteyt reserveert aen hem d'interpretatie van dese uytspraecke in alle sijne Poincten en Clausulen, soo daer over eenige differenten mochten komen te ontstaen.

Ende op dat dese uytspraecke volkomen en stiptelijck nagekomen werde, soo belooft Sijne Majesteyt mits desen het selve te sullen guaranderen, en in cas van contraventie daer toe des noodt, aende gelaedeerde Party de stercke hand te bieden. Aldus gedaen, en by onse arbitrale uytspraecke gedecideert in 's Gravenhage den elfden November seventien hondert een, in het dertiende jaer onser regeringe.

Accordeert met het Register, ter Griffie van Sijne Koninghlijcke Majesteyt van Groot Brittagne glorieuser memorie berustende.

Onderstondt,
In kennisse van my.
Was geteeckent,

W. v. SCHUYLENBURGH.

## XVI.

Decem. 1702. Janvier. *Traité pour un Corps de cinq mille Hommes que le Roi de* PRUSSE *promet de fournir au Roi de la* GRANDE BRETAGNE, *& aux Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *pour les servir à leur solde, aux conditions y conteniües. Fait à la Haye & à Londres aux mois de Decembre* 1701. *& de Janvier* 1702. Avec *un* ARTICLE SEPARE' *concernant le General Commandant, & les Officiers de ce Corps.* [Tiré des Archives de L. A. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.

SA Majesté le Roy de Prusse ayant offert à sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies de leur remettre un Corps de cinq mille hommes de bonnes & vieilles troupes, & cette offre aiant esté bien receuë, on en est convenu de part & d'autre, aux conditions suivantes. ANNO 1701.

I. Ce Corps consistera, suivant la Liste cy-jointe, en deux Regimens de Cavallerie, faisant ensemble avec l'Etat major, & primes planes, huit cents septante quatre hommes; & en cinq Regiments d'Infanterie, chacun de douze Compagnies, faisant ensemble avec les Etats majors & primes planes quatre mille deux cents cinquante cinq Hommes, & le total en Cavallerie & Infanterie cinq mille cent vingt neuf Hommes.

II. Ces Troupes seront bien habillées & bien armées, & la Cavallerie sera fournie de bons chevaux, & elles seront en tout traitées & payées sur le même pié que l'Etat traite les siennes propres.

III. Lesdites Troupes seront payées, moitié de la part de sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne, & l'autre moitié de celle de Leurs Hautes Puissances, ce payement sera aussi promt, & sur le pied des Troupes de Sa Majesté le Roy de Prusse qui ont esté au service de Leurs Hautes Puissances, durant la derniere Guerre.

IV. On fera payer à ce Corps un mois de gage pour son transport dés qu'il se mettra effectivement en marche.

V. Sa Majesté le Roy de Prusse fera sortir des quartiers & mettre en marche le dit Corps de troupes quinze jours aprés la signature de ce Traité & plustost s'il est possible.

VI. La solde de ces Troupes ne commencera que du jour qu'elles seront entrées dans les limites des Etats de Leurs Hautes Puissances, c'est alors qu'on en fera la reveuë par les Commissaires de Sa Majesté Brittannique & ceux de Leurs Hautes Puissances & que les dites Troupes presteront serment au Roy de la Grande Bretagne & à l'Etat.

VII. A l'egard des recruës des dites Troupes, on en usera sur le pied que Leurs Hautes Puissances feront avec leurs propres Troupes; & d'ailleurs on laissera de part & d'autre, aux dites Troupes la liberté de faire leurs recruës où il leur sera le plus convenable, aussi bien dans les Etats de Sa Majesté le Roy de Prusse, que dans ceux de Leurs Hautes Puissances.

VIII. En tems de guerre on fera payer à ces mêmes Troupes, en argent, pour chariots & autres equipages, ce qu'on paye de la part de Leurs Hautes Puissances à leurs propres Troupes, & au reste on traitera les dites Troupes en tout également à ce qui se pratique envers celles de Leurs Hautes Puissances.

IX. Au cas qu'aprés un Accommodement ou Paix faite avec les Couronnes de France & d'Espagne, Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puissances veuillent renvoier le dit Corps de Troupes. Sa Majesté le Roy de Prusse sera averti deux mois devant qu'il se mette en marche pour son retour.

X. Si Sa Majesté le Roy de Prusse venoit d'être attaqué dans ses propres Etats, eloignez du Rhin, & seroit obligée de redemander là-dessus ses dites Troupes, on les luy renvoiera incessamment & sans aucune contradiction.

XI. Quand Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puissances renvoieront le dit Corps de Troupes, en ce cas il luy sera payé un mois de gage pour le retour & transport; mais au cas que Sa Majesté le Roy de Prusse le rappelle, on ne luy paiera que le reste du mois de gage dans lequel le rapel se fait.

XII. Au cas de Renvoy, ou de rapel de ces Troupes, Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puissances ne paieront ni ne remplaceront point les simples Soldats, qui y pourroient alors manquer, & ce sera aux Officiers dudit Corps d'en repondre à Sa Majesté le Roy de Prusse.

XIII. Audit cas de Renvoy ou de rapel des dites Troupes, ce qui se trouvera alors leur être dû, sera payé promtement, & autant qu'il est possible, avant qu'elles se mettent en marche pour leur retour.

XIV. La presente Convention sera ratifiée, & les Ratifications seront echangées de part & d'autre, dans l'espace de six Semaines à compter du jour de la signature.

En foy de quoy nous sousignés Plenipotentiaires de Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne, de Sa Ma-

ANNO 1702.

Majeſté le Roy de Pruſſe & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, avons conclu, ſigné & ſcellé du Cachet de nos Armes la preſente Convention; à ſavoir moy le Comte de Marlborough de la part de Sa Majeſté Britannique à Londres le.. Janvier $\frac{1701}{1702}$ v. ſt / n. ſt Nous le Baron de Spanheim, & le Baron de Schmettau de la part de Sa Majeſté le Roy de Pruſſe; le premier à Londres le $\frac{9}{20}$. Janvier $\frac{1701}{1702}$ v. ſt / n. ſt & le ſecond à la Haye le 30 Decemb. 1701. N. St. & Nous ſouſſignés Deputez des Seigneurs Etats Généraux de leur part à la Haye le 30. Decemb. 1701. Nouveau Stile.

*Signé*,

(L. S.) MARLBOROUGH,
(L. S.) B. DE SPANHEIM,
(L. S.) B. DE SCHMETTAU,
(L. S.) J. VAN ESSEN,
(L. S.) F. B. VAN REEDE,
(L. S.) A. HEINSIUS,
(L. S.) W. DE NASSAU,
(L. S.) DU TOUR,
(L. S.) AR. LEMKER,
(L. S.) S. L. GOCKINGA.

*Articles Separés.*

I. DURANT que le Corps de Troupes de Sa Majeſté le Roy de Pruſſe, dont on eſt convenu au jourd'huy, reſtera au ſervice de Sa Majeſté Britannique & de Leurs Hautes Puiſſances, Sa Majeſté le Roy de Pruſſe aura à remplir les places vaquantes des Officiers ſuivant ce qui s'eſt pratiqué entre Sa Majeſté & Leurs Hautes Puiſſances dans la Guerre precedente terminée par la Paix de Ryswik; Mais on fera à chaque remplacement de Charge vaquante, donner part à celuy que le Roy de la Grande Bretagne ordonnera, & au Conſeil d'Etat par le Miniſtre du Roy de Pruſſe du nom de l'Officier qui ſuccedera, afin de tenir les Liſtes en bon ordre; Sa Majeſté le Roy de Pruſſe aura tout l'egard poſſible à la recommandation des Officiers que Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances voudront faire.

II. Pour la conſervation de ce Corps de Troupes, & pour y obſerver un bon ordre & diſcipline, il ſera commandé par un General Major, qui ſera entretenu ſur le pié que Leurs Hautes Puiſſances entretiennent les leurs; Et au cas que le commandement fut donné par Sa Majeſté le Roy de Pruſſe à Son Alteſſe Royale le Marcgrave Albert ſon Frere, ce ſera alors avec la qualité de Lieutenant General, & pareillement ſur le pié que Leurs Hautes Puiſſances entretiennent les leurs.

Ces Articles Separés ſeront de la même force, & auront la même vigueur, comme s'ils étoient inſerés dans la Convention principale faite aujourd'huy. En foy de quoy nous les avons ſignez pareillement & ſcellés du Cachet de nos Armes. Fait à Londres le $\frac{9}{19}$. Janvier $\frac{1701}{1702}$ v. ſt / n. ſt. Et à la Haye le 30. Decemb. 1701. no: ſtile.

*Signé*,

(L. S.) MARLBOROUGH,
(L. S.) SPANHEIM,
(L. S.) SCHMETTAU,
(L. S.) J. VAN ESSEN,
(L. S.) F. B. VAN REEDE,
(L. S.) A. HEINSIUS,
(L. S.) W. DE NASSAU,
(L. S.) DU TOUR,
(L. S.) AR. LEMKER,
(L. S.) S. L. GOCKINGA.

ANNO 1702.

## XVII.

*Reverſo del Sereniſſimo Principe* EUGENIO DI SAVOIA, *al Sereniſſimo Principe Duca di Modena, tocante alla Reſtituzione della Piazza di* BERSELLO *toſto che ſarà fornita la Guerra, overo che li Franceſi ſaranno fuori d'Italia, à Luzzara An.* 1702. [Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale en Hollande & au Congrès d'Utrecht.]

EUGENIO *Principe di Savoia e Piemonte, Conſigliere di Stato, Collonello d'un Regimento di Dragoni, Mareſcalco di Campo, e General Comandante dell' Armata di S. M. Ceſ. in Italia, Cavagliere del Toſon d'Oro &c.*

HAVENDO S. A. Sereniſſima il Sig. Duca di Modena, per contraſegno della ſua innata divozione, e gran zelo, ſempre dimoſtrato, nell maggior ſervigio di S. M. Ceſ. generoſamente ſecondata la richieſta, da me fattale in nome della medeſima, con far conſignare in mio potere, vole à dire, all' armi augmi., ſott'il mio Comando, la Fortezza di Berſello, di ſua ragione, & incorporata ne ſuoi Stati. Coſi in virtu della Plenipotenza clementemente conferitami in queſta parte dalla Maeſtà Sua, prometto che toſto ſarà fornita la preſente Guerra, e che i Franceſi ſaranno fuori d'Italia, verra fedelmente reſtituita la detta Piazza al Sereniſſimo Sig. Duca, con tutte le appartenenze, ehe vi ſi trovano in oggi dentro, cio è Artiglieria, Munizioni, ſi da Guerra, che da bocca, ed altri acceſſorii è attrezi, ſecondo la qualità e quantità, riconoſciutoſi in tempo della conſegna, come appare dall' Inventario, fatto e ſottoſcrito da ambe le Parti, ed in evento, che per parte di S. M. Ceſ. veniſſero fatte, tanto dentro, che fuori, qualche bonificazione, o aggiunta di nuove fortificazioni, tutto cederà à beneficio del Sig. Duca, che non ſarà tenuto à compenſo, ò reintegrazione di alcuna ſpeſa, ſotto qualſivoglia titolo ò preteſto. Tall è la mente di S. M. Ceſ. in nome della quale promette la piena eſſecuzione di tutto cio. In fede di che la preſente ſarà da me ſottoſcritta e corroborata col mio ſolito Sigillo. Dat. dal quartier generale in Luzzara li 8..... 1702.

*Luogo del Sigillo*,

EUGENIO DI SAVOIA.

## XVIII.

*Accommodement de la* LITHUANIE. *Fait à Varſovie le* 17. *Janvier* 1702. [Feuille volante.] 17. Janv.

LES Differens qui ont été depuis quelques années dans le Grand Duché de Lithuanie, ayant cauſé beaucoup de troubles à la République de Pologne, les Grands qui d'une patt ont été choiſis par Sa Majeſté, & de l'autre requis par les deux Parties contraires, pendant la preſente Diéte de Warſovie, ayant pour Preſident le Prince Michel, Cardinal Radziowski, Primat de la Couronne de Pologne, les ont apaiſez de la maniere ſuivante.

I. Ce qui a été juſqu'à preſent changé dans l'Etat & les autres Loix du Païs, ſera remis ſur le premier pied, ſelon l'ancien Uſage.

II. Les Charges demeureront ſans leſion, avec leurs precedentes prerogatives, ſelon l'ancien droit des dernieres modifications, à toutes les Perſonnes, tant du plus grand que du moindre rang. Pour les Doüanes de Pruſſe qui apartiennent depuis longtems à la Table de Sa Majeſté, elles y demeureront; & l'Armée, en cas qu'on n'en ait pas beſoin, ſera licenciée, en conſequence de la modification.

III. On reſtituera à ceux qui ont perdu leurs biens en cette Guerre Civile, tous leurs biens en leur entier; & l'on ordonne par ces preſentes, ſous l'autorité de la République, à tous les Tribunaux des Provinces ou des Châteaux, d'accorder leurs ſecours à chacune des Parties qui les en requerra.

IV. Tous & chacun, quels qu'ils puiſſent être, de grandes Familles, riches, ou poſſedants de grandes Charges, ſeront ſujets aux mêmes Droits, Tri-

ANNO 1702.

bunaux, & peines; & ne feront point en droit d'empêcher les Libertez & les Réfolutions communes de la Nobleſſe, mais ſe ſerviront en tous les differens qui pourront ſurvenir des voïes de Droit, & non de la force; & les Juſtices ſuperieures & inferieures ſont exhortées par les preſentes de rendre juſtice à tous & chacun, ſans acception de Perſonne, contre ceux qui enfraignent les Loix, & contre les Rebelles; & de ſe conformer aux procedures prescrites ſelon l'ancien Droit de la Nation, afin d'obvier autant qu'il ſera poſſible ſelon les Loix, à de ſemblables troubles.

V. Qu'ainſi ceux qui juſques à preſent ont vêcû en querelle & en Guerre, ſe deferont chrêtiennement & ſincerement de toutes leurs animoſitez & rancunes, & les termineront par une Amniſtie, à l'exception néanmoins du Procès pendant devant le Clergé, à l'occaſion de la mort violente du Grand Ecuïer de Lithuanie.

VI. Que ſi quelcun, ſuivant quelque ordre, cherchoit ſecretement ou ouvertement à ſe vanger luimême, ou par un autre, il ſera puni comme Perturbateur de la Paix publique, rebelle, & criminel, ſelon la rigueur des Loix.

VII. Les procedures de Droit, pretentions, obligations paſſives & actives ſur les Srs. Sapieha & leurs biens, demeureront en leur valeur; & les Tribunaux de Lithuanie en jugeront au plûtôt, pour ſatisfaire les Intereſſez, nonobſtant, & ſans avoir égard aux Procès paſſez pendant les mouvemens de diſcorde, depuis le mois de Novembre juſques à ce jour.

VIII. On rendra la même juſtice à ceux qui n'ont pas pû paroître en juſtice, pendant cette Guerre inteſtine, & qui auront aſſez prouvé, & légalement, ce qui les en a empêchez; les Decrets qu'on aura obtenu contr'eux ne leur portant aucun préjudice; mais leurs pretentions leur étant reſervées, pour être ſelon l'exigence du Droit & de la Juſtice, débatuës devant des Juges competans.

IX. Pour ce qui regarde la Tutelle de la Princeſſe de Neubourg, & de ſes biens, pretenduë par Mr. le Grand Maréchal des Camps de Lithuanie, Waiwode de Wilna, & par ſes Fils d'une part, & le Prince de Radziwil Grand Chancelier de Lithuanie d'autre part, les deux Parties s'en raportent au jugement comproviſionel, & veulent nommer comme Sous-Arbitres, avec Mr. le Cardinal, quatre Amis qui ſeront agréez des deux côtez; & ce que ces Arbitres en decideront comme Juge, & le recevront comme un jugement définitif.

Pour plus grande fermeté de ce Traité, Sa Majeſté, tous les Senateurs, & toute la Nobleſſe des deux Provinces de la Couronne, comme auſſi les Maréchaux des Camps de la Couronne, avec le conſentement du Grand Duché de Lithuanie, ſe chargent de la Garantie, pour ce qui regarde la ſûreté des Perſonnes.

Mais, afin qu'il y ait une plus ferme confiance entre les deux Nations, Nous mettons tous nos Droits & Alliances, dont nous ſommes attachez, à l'intérêt & à la ſureté publique de nôtre République pour gage de ce Traité, & le ſignons dans l'intention qu'il ſera ſans contradictions incorporé aux Conſtitutions du Royaume & de la Diéte. Et en cas que, ce que Dieu ne veuille pas permettre, elle vint à ne ſe pas finir, il ſera mis entre les Actes de la Matricule de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, ayant vigueur de perpetuité juſques à ce qu'une autre Diéte ſe termine heureuſement.

MICHEL *Cardinal* RADZIOWSKI, *Primat.*

CONSTANTIN ZIELOUSKI, *Archevêque de Lemberg.*

Fait à Warſovie le 17. Janvier 1702.

## XIX.

17. Fev. *Sententia Super-Arbitralis à D. Papa* CLEMENTE XI. *In Cauſa Succeſſionis & Hæreditatis tam Principis* CAROLI LUDOVICI, *quam Principis* CAROLI *Electorum Palatinorum controverſa; Inter Electorem Palatinum* JOANNEM WILHELMUM, *& Duciſſam Aurelianenſem* ELISABETHAM CHARLOTTAM, *publicata die* 17. *Februarii* 1702. *Per Acta Peluſii Notarii A. G.* [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV Abſatz. I. pag. 749. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans FABRI *Europæiſche Staats-Cantzley* Tom. VI. pag. 824. dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 744. ſub anno 1702. en Allemand & en Abregé, dans THUCELII *Acta Publica* Tom. III. pag. 359. en Latin, & dans la *Continuation des Actes & Memoires* de la Paix de RYSWICK pag. 680. en François.]

ANNO 1702.

*Chriſti nomine invocato.*

IN cauſa inter Sereniſſimam D. Eliſabetham Charlottam Comitiſſam Palatinam Rheni, Duciſſam Aurelianenſem, viduam, ex una & Sereniſſ. D. Johannem Wilhelmum Comitem Palatinum Rheni S. R. I. Principem & Electorem ex altera, Partibus de & ſuper ſucceſſione in Bonis & Hæreditate tam Principis Caroli Ludovici, quam Principis Caroli præfatæ Sereniſſimæ Aurelianenſis Duciſſæ Patris & Germani Fratris reſpectivè rebusque aliis in Actis Compromiſſi latius deductis. Viſo Proceſſu Compromiſſi Francofurtenſis in executionem Pacis Ryswicenſis ad Sanctiſſimum D. N. Papam Clementem XI. tanquam Super-Arbitrum delato, & in Actis Notarii Sacri Palatii Apoſtolici producto, attenta diſcordia Sententiarum ſeu Laudorum latorum & promulgatorum à Delegatis per Sacram Cæſaream Majeſtatem & Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam in executionem Articuli VIII. Pacis Ryſwicenſis.

Viſa Deputatione Congregationis ab eodem Sanctiſſimo D. N. Papa in Nos infra ſcriptos Delegatos facta in Libello Sanctitati ſuæ porrecto nomine antedictæ Seren. D. Duc. Aureli. Viſo Chirographo ab eodem Sanctiſſimo Domino Noſtro ſignato cum præſervationibus & declarationibus tam in eo, quam in ſupradicta Deputatione oppoſitis, illisque inhærentes; Ac viſis Juribus utriusque Partis in Proceſſu Compromiſſi contentis, eisque plene examinatis & diſcuſſis, earumque Procuratoribus & Advocatis pluries auditis, tam in ſcriptis quam oretenus etiam in Contradictorio informantibus in Congregationibus deſuper in ſacro Palatio Apoſtolico habitis & maturè conſideratis omnibus de Jure conſiderandis, ac inhærendo Juramento ad Sancta Dei Evangelia jam per nos in Actis præſtito, ad formam ejusdem Compromiſſi, Chriſti Nomine repetito & ſolum Deum præ oculis habentes, ac inſimul congregati in Sac. Palatio Apoſtolico Vaticano, per hanc noſtram ultimam definitivam & arbitralem Sententiam, quam in his Scriptis ferimus, dicimus, pronunciamus, decernimus, declaramus, ſententiamus ac laudamus Sereniſſimum Dominum Johannem Wilhelmum, Comitem Palat. Rheni & S. R. I. Electorem abſolvendum & liberandum fore & eſſe (ſalva tamen infra dicenda declaratione & obligatione) ab omnibus & quibuſcunque actionibus, petitionibus & prætenſionibus ex parte dictæ Sereniſſimæ Dn. Duc. Viduæ Aurelianenſis in Proceſſu Arbitrali intentatis, motis ac deductis occaſione prædictarum Succeſſionum & Hæreditatum Principum Caroli Ludovici Patris & Caroli Fratris, pro quibusvis rebus & Bonis mobilibus & Supellectilibus, etiam pretioſis, Gemmis, Margaritis, Argentis, Pecuniis, Creditis, Nominibus Debitorum, quomodolibet, ex Actis ſe moventibus fructibus & quarumvis Scripturarum & Inventariorum exhibitione & reſpectivè confectione, nec non pro quibusvis aliis Bonis Immobilibus, Urbanis & Ruſticis, tam Allodialibus quam ex quocunque titulo & Cauſa Feudalibus & Emphiteuticis, Principatibus, Ducatibus, Comitatibus, Urbibus, Oppidis, Caſtris, Arcibus, Bonis contentis in Libello Aurelianenſi, ac in toto Proceſſu Francofurtenſi, eorumque pertinentiis, acceſſionibus, meliramentis, Juribus & Actionibus univerſis, nihil penitus excepto, prout Nos eundem Seren. Elect. plenariè abſolvimus & liberamus & pro abſoluto & liberato haberi volumus & mandamus omni &c.

Item pari noſtra Sententia dicimus, decernimus, declaramus, pronunciamusque & laudamus Nomina Debitorum, Actiones & Credita, quæcunque ad Hære-

ANNO 1702.

Hæreditates præfatorum Principum Caroli Ludovici & Caroli ſpectantia, illiusque quomodolibet debita de Jure & in futurum debenda per quasvis Perſonas & Univerſitates, adjudicanda fore & eſſe dicto Ser. D. Elect. Joanni Wilhelmo, prout adjudicamus & pro adjudicatis haberi volumus & mandamus, nullumque Jus impoſterum ſuper illis, ac aliis Bonis & Juribus Hæreditariis ſupra expreſſis, præfatæ Ser. Duciſſ. Aurel. competere declaramus omni &c.

Item pari noſtra Sententia dicimus, pronunciamus, decernimus, declaramus & laudamus prædictum Ser. Dn. Electorem fuiſſe & eſſe obligatum ſolvere dictæ Ser. D. Duciſſæ Aurelianenſi ſummam ſcutorum tercentum mille monetæ Romanæ, ſive illorum valorem pro omni & toto eo, quod ex quacunque cauſa & titulo eadem Ser. Domina Duciſſa prætendere potuit, & poteſt à Ser. D. Electore, occaſione Succeſſionis in Bonis & Hæreditate Principis Caroli Ludovici ejus Patris & Principis Caroli ejus Germani Fratris, & in dicta ſumma compenſandas & excomputandas fore & eſſe omnes & quascunque ſolutiones factas prædictæ Ser. D. Duciſſæ ac ejus Miniſtris, tam ante, quam poſt Tractatum Pacis Rysvic. ratione dd. ſucceſſionum, prout compenſari & excomputari volumus & mandamus, & propterea dictum Ser. Electorem teneri & obligatum eſſe ad ſolutionem reſidualis ſummæ ſcutorum tercentum mille, faciendam tamen intra quatuor annos ab hodie proximos, ratam ſcilicet partem in fine cujuslibet anni &c.

Ita pari noſtra Sententia dicimus, decernimus, declaramus, pronunciamus & laudamus, præfatam Ser. D. Duciſſam abſolvendam & liberandam fore & eſſe a petita reconventione in Actis Arbitrii Francofurtenſis facta pro parte Ser. D. Elect. prout eam abſolvimus & liberamus, ac pro abſoluta & liberata haberi volumus & mandamus. Et ſecundum prædicta arbitrales Sententias prolatas à Dominis Delegatis Cæſareæ Maj. & Regis Chriſtianiſſimi in ea parte, in qua huic noſtræ Sententiæ & Laudo ſunt conformes, confirmamus. In parte vero contraria revocamus, perpetuumque ſilentium deſuper utrique Parti imponimus & ita dicimus, decernimus, declaramus, pronunciamus, laudamus, ac definitivè ſententiamus, non ſolum promiſſo, ſed & omni alio meliori modo.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Johannes Dominicus Thomatus, Epiſcopus Cyrenenſis, Judex à S S. D. N. tanquam Super-arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Cyriacus Cancetta, S. Rotæ Auditor à S S. D. N. tanquam Super-Arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Ferdinandus Nuptius, Cam. Apoſt. Clericus à S S. Dn. N. tanquam Super-Arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Gabriel Philipp Puccius, Signaturæ Juſtitiæ votans, à S S. D. N. tanquam Super-Arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Johannes Dominicus Paraccianus, S. S. D. N. Papæ Auditor & ab eodem tanquam Super-Arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Silvius de Cavaleriis R. C. Apoſt. Comm. Generalis, à S. S. D. tanquam Super-Arbiter deleg.

## XX.

20. Mars. Nördlingiſcher Aſſociations-Receſs derer Löbl. Reichs-Crayſe / nemblich Chur-Rhein / Oeſterreich / Francken / Schwaben und Ober-Rhein; Worinnen Sie einander in allen Nothfällen getreulich beyzuſtehen / und communibus Conſiliis atque Auxiliis gefahr und ſchaden abzuwenden verſprechen / Sich auch zu dem Ende einer gewiſſen auf den beinen unterhaltenden Mannſchafft vergleichen. Geſchehen Nördlingen / von ſeithen Francken und Schwaben den 16. Von ſeiten Oeſterreich den 17. und dan von ſeiten der Chur- und Ober-Rheiniſchen den 20. Martii 1720. [LUNIG Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 378. d où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 506. & dans THUCELIUS *Acta Publica* Part. II. pag. 644.]

ANNO 1702.

C'eſt-à-dire,

*Recès d'Aſſociation conclu à Nordlingen entre cinq* CERCLES *de l'Empire, ſavoir l'*ELECTORAL *du* RHYN, *ceux d'*AUTRICHE, *de* FRANCONIE, *de* SUABE, *& du* HAUT-RHYN; *par lequel ils ſe promettent une mutuelle & reciproque aſſiſtance en tous leurs beſoins; & d'agir toujours de concert quand il ſera neceſſaire de detourner quelque danger commun; à quel effet auſſi ils conviennent de l'entretien ordinaire d'un certain nombre de Troupes: Fait de la part de Franconie & de Suabe le 16. Mars, de la part d'Autriche le 17. de la part des Cercles du Haut & Bas Rhyn le 20. Mars 1702.*

Zu wiſſen / demnach die beede löbl. Reichs-Creyſe Francken und Schwaben auf den anhero nach des Heiligen Römiſchen Reichs-Stadt Nördlingen auf den 10ten dieſes veranſtalteten Convent / den vormahls zu Heydenheim errichteten Receſs, nach denen ſich zeithero geänderten Conjuncturen mehrers erläutert / und darzu mit dem löblichen Oeſterreichiſchen Creyß / auf das derenthalben von Ihro Kayſerlichen Majeſtät hieſigen Orten habenden Abgeſandtens / Herrn Gravens von Löwenſtein Excellentz beſchehenes Anerbieten / die Aſſociation feſt geſtellt haben / wie ein ſolches die hierüber aufgerichtete und hiebey gefügte Receſſen mit mehrerm beſagen / und von Wort zu Wort lauten / wie folget:

Zu wiſſen: Nachdeme zwiſchen denen beeden löblichen Fränck- und Schwäbiſchen Creyß-Ausſchreib-Aembtern in Betrachtung der vorjetzo vorwaltenden gefährlichen Conjuncturen eine Zuſammenſchickung deren darzu bevollmächtigten Geſandſchafften / anfänglich nacher Heydenheim an der Prentz veranlaſſet / und ſich am 23. Novemb. des 1700ten Jahres / auf geſammter Fürſten / und übriger beeder ſothaner löblichen Creyſen / Herren Mit-Ständen bedungener Ratification / gewiſſer Puncten mit einander verglichen / nachgehends aber / auf darvon bey denen allgemeinen Creyß-Verſammlungen zu Nürnberg und Ulm erſtatteten ausführlichen Bericht / dieſelbe in extenſiorem formam gebracht / die darin auf die ſich ereignete Neceſſität ausgeſtellte Augmentirung der ſtipulirten Mannſchafft / durch einen Articulum ſeparatum, ſo gleich um ein drittel zu erhöhen / mit allerſeitig durchgehenden Belieben reſolviret / und den 6. May vorigen 1701ten Jahres gegen einander ausgewechſelt / wegen der ſich zeithero in etwas geänderten Conjuncturen aber / eine dermahlige fernere weitige Zuſammenkunfft / auf anhero des heiligen Reichs-Stadt Nördlingen veranlaſſet / und dabey ohne Alteration der Haupt-Sache / in wenigen Puncten mehrers erläutert worden / wie nachgehender Receſs zeiget.

Zu wiſſen: Nachdem die beede löbliche Creyſe Francken und Schwaben nicht nur vor geraumer Zeit in guter Correſpondentz miteinander geſtanden / ſondern auch ſolche durch gewiſſe in Anno 1691. & 92. errichtete Tractaten mehrers établiret / und ſich in eine auf die Reichs-Satzungen und Executions-Ordnung gründendes ſpecial-Fœdus, mit der Condition eingelaſſen / daß ſolches ſo lange dauren ſolte / biß die dermalig-höchſtgefährliche Conjuncturen ſich milderten / und zu einem ſichern und reputirlichen Frieden anlieſſen / da man ſo dann der utrinque befindenden convenientz nach / ſich miteinander weiter zu vernehmen hätte / und nun zwar durch Gottes Gnade noch mit Ausgang des 1697. Jahrs der Friede zu Ryßwick erfol-



Staats-Bibliothek Bamberg

ANNO 1702.

erfolget / dadurch aber diese obere Reichs-Creyse und Lande / des in währendem Krieg erlittenen grossen Schadens und ruins halber / keineswegs ergötzet / sondern mehrers als vorhin exponirt gelassen / und zu äussersten Gräntzen des Reichs gemachet worden / die dermahlige Conjuncturen auch mißlich und weit aussehend / daß man mehr als jemahls Ursache gehabt / sich in beeden löblichen Fränck- und Schwäbischen Creysen / zu Beybehaltung des theuer erworbenen Ruhestands / wohl mit einander zu verstehen / und disfalls getreulich zusammen zu halten; Als ist nach hinc inde hierüber gepflogenen münd- und schrifftlichen Communicationen eine Zusammenschickung beeder erstgedachten löblichen Creysen Hochfürstlichen Ausschreib-Aembtern / und deren darzu bevollmächtigten Gesandschafften / anfänglich nacher Heydenheim veranlasset / und sich daselbsten am 23. Novembr. 1700 auf gesambter Fürsten und Stände sothaner beeden löblichen Creysen bedungene Ratification, gewisser Puncten miteinander verglichen / und nebst deme ratione der Verstärckung des zu Heydenheim verglichenen Quanti Associabilis, errichteten Articulo separato, den 6. May vorigen 1701ten Jahrs / von beeden löblichen Creysen ratificiret / und gegen einander ausgewechselt / bey denen dermahligen Conventen zu Nürnberg und Ulm aber / und darbey vorgekommenen extension solcher Association, auf noch mehr löbliche Reichs-Creyse / ein und anders mehrers darinnen zu erleutern / und ohne Alterirung der Substanz, bey einigen Puncten / nach denen sich zeithero geänderten Conjuncturen / etwas klärer einzurichten vor nöthig befunden / auch zu dem Ende eine fernerweite Zusammenschickung der beeden löblichen Creysen / auf anhero des Heyl. Römischen Reichs-Stadt Nördlingen veranlasset / und durch die darzu bevollmächtigte Creyß-ausschreibende Gesandte es denen beederseits hoc in passu conform befundenen Instructionen gemäß / in die Form gebracht worden / wie hernach folget:

1. Und zwar bleibt es in substantia bey oberwehntem zu Heydenheim projectirten / und vorigen Jahrs ratificirten Recess dergestalt ungeändert / daß jeder der löblichen Associirten Creysen / des andern Nutzen und Wohlfarth befördern / die gemeine Interesse mutuo secundiren / und an deme nichts unterlassen solle / was zu verbündlicher Cultivirung vertraulicher Zusammensetzung dienen kan / anförderst aber solle man in allen Nothfällen einander getreulich beystehen / und communibus Consiliis & Auxiliis Gefahr und Schaden äusserstem Fleisses abzuwenden trachten / vornemlich auch alles dahin richten / und behöriger Orten alles dienliche vorkehren / daß

2. Allerförderst der Securität der beeden löblichen Creysen aufs zulänglichste prospicirt, und von Fürsten und Ständen die Gefahr / so die obschwebende mißlich- und weit aussehende Zeiten und Läufften nach sich ziehen möchten / abgewendet / hingegen sie bey ihrer Consistentz bestens conserviret werden mögen / wie sie dann

3. Zu dem Ende / und um sich hierinn / auch vor sich / und so viel in ihren Kräfften / destomehr zu manuteniren / die anfangs auf 14200. zu stellen / hernachmahls noch um ein Drittel zu augmentiren resolvirte Mannschafft in solchem erhöheten Stand / noch fürters folgender massen zu erhalten entschlossen / daß

4. Der löbliche Fränckische Creyß drey Regimenter / als Erffa / Schneblin / und Printz Onolzbach zu Fuß / jedes von 2260. Köpffen / dann Bäyreuth zu Pferd und Aufsaß Dragoner / jedes von 600. Köpffen / also zusammen 8000. Mann / der löbliche Schwäbische Creyß aber 5. Regimenter zu Fuß / als Baaden-Baaden / Baaden-Durlach / Fürstenberg-Mößkirch / Fürstenberg-Stühlingen und Reisach zu Fuß / jedes von 1800. Dann Erb-Printz Würtemberg und Stauffenberg zu Pferd / auch Zollern Dragoner / jedes von 600. Köpffen / also zusammen 10800. Mann / an guten geworbenen Leuten effectivè auf den Beinen habe / und was noch ein und andern Orts davon abgehen möchte / förderist supplirt, und um mehrerer zuverläßiger Gewißheit willen / die reciprocirliche Musterung der beederseits überkommenen Contingenten / auf Verlangen nicht difficultiret werde.

ANNO 1702.

5. Die Eintheilung der Compagnien / wie auch die Verpflegung der Mannschafft und disfalls errichtete Ordonnance bleibet eines jeden Creyses Convenienz anheim gestellet / doch daß / so viel möglich / hierinnen eine Gleichheit gehalten / und dadurch denen sonst bey erheischenden gleichen Diensten / aus der Ungleichheit entstehenden Klagen und Confusionen / vorgebogen werden möge / so bleibt auch

6 Jedem löblichen Creyß über seine eigene Völcker die Justiz bevor.

7. Wegen des Rangs der subalternen Generalität lässet man es bey der Kriegs-üblichen Observanz bewenden / nach welcher in Commando und sonsten die Ancienneté zwischen beeder löblichen Creysen Officiers, so in gleicher Charge stehen / zu beobachten / und der Rang darnach zu reguliren / in allen wichtigen Vorfallenheiten / und bey haltendem Kriegs-Rath aber das Concerto gemeinschafftlich zu fassen / belangend

8. Das Commando, solches hat ein jeder löblicher Creyß / wann beyderley Trouppen nicht beysammen stehen / durchaus allein und zu freyer Disposition, wann aber eine Conjunction beederseitigen Mannschafft geschähe / ist deme sich gemäß zu bezeigen / was die Executions-Ordnung und der Reichs-Abschied de Anno 1555. §. 78. disfalls mit sich führet / nach Maßgab deren auch

9. Bey sich äussernder Gefahr dem nothleidenden Creyße alle Assistence mit zusammen gesetzten Kräfften zu leisten / und alle beschwerliche Zumuthungen und Beeinträchtigungen conjunctis viribus abzuwenden / welches auch

10. Auf die Land-verderblichen Marches, Remarches, Still-Lager und Quartier zu verstehen / und hierinn dem den 18. Febr. vorigen Jahrs mit der Löbl. Kayserlichen Hoff-Cammer errichteten March-Reglement nachzugehen / und dasselbe so wohl bey beeder löblichen Creysen eigenen / als andern Trouppen zu beobachten / und gleichwie

11. Dieses gantze Associations-Werck auf den Fuß der Executions-Ordnung und üblichen Reichs-Constitutionen sich gründet; Also solle auch / Krafft deren die Hülffs-Leistung unentgeltlich / und auf des succurrirenden Creyses alleinige Kosten geschehen / und deswegen eines jeden Creyses Contingent an Mannschafft und Pferden / aus dessen eigenen Mitteln / mit dem ordonnanzmäßigem Brod und Habern / desgleichen den behörigen Monat-Sold / wovon der Soldat die übrige Nothdurfft sich anzuschaffen hat / richtig versehen / und durch dessen eigenes Commissariat verpfleget / mithin den Soldaten alle Gelegenheit und Ursach benommen werden / aus Mangel der Provision und Solds / die Unterthanen und Land-Ingesessenen in diesem oder jenem Creyß zu belästigen / und / unter dem Vorwand der Fouragirung / allerhand Excesse zu verüben / dann das Land-verderbliche Fouragiren auf die Früchte im Feld / neben dem Cantoniren und Refraichiren in denen Dörffern /

ANNO 1702.

Dörffern / Flecken und Städten / gäntzlich verboten seyn / das Fouragiren aber auf Graß / nicht anderst / als mit guter Ordnung / nach der commandirenden Generalität / und jedes Orts Herrschafft Anweisung / beschehen solle / und hat dannenhero ein jeder Creyß sich bey jedesmahl bevorstehender Conjunction in Zeiten mit nothdürfftigen Mehl / Habern- und Heu-Magazinen in einem besondern Ort zu versehen / auch zu ordentlicher Beybringung des Proviants zu denen Regimentern bey seinen Trouppen ein zulängliches Proviant Fuhrwerck zu halten / um die Lands-Unterthanen mit Anschaffung ein- und andern Land-Fuhren nicht zu beschweren / welche auch auf ein- und andern Nothfall nicht anderst als gegen Præstirung billigmässiger Zahlung zu erfordern / auch nicht eigenmächtig von denen Officirern und Commissariaten zu erpressen / sondern von eines jeden Orts Magistrat oder Beamten manierlich zu suchen / und nach deroselben machenden Repartitionen anzuschaffen sind / doch solle dem hülffleistenden Creyß von demjenigen / dem die Hülff zukommt / auf vorhergehende geziemende Requisition Platz zu vorgedachten Magazinen an einen sichern und verschlossenen Ort / ohnentgeltlich eingeräumet / und von dem Magistratu loci angewiesen / keine Prætension der freyen Quartier oder Services vor die Commissarien / Proviant- oder Magazin-Bediente / noch auch freye Stallung und Futter auf Pferd / und dergleichen gesucht werden; Inmassen solches alles / wann dergleichen geschähe / für Excess zu achten / und von dem / so etwas erpressen oder geniessen solte / zu bezahlen / und hat man einander reciprocè versprochen / daß / um mit denen Magazinen desto besser aufzukommen / die vivres und Fourage, so bey vornehmenden Kriegs-Operationen / vor die zu halten kommende Mannschafft / einzukauffen wären / gegen des löblichen associirten Creyses Angehörige nicht gesteigert / sondern denen Frembden wie denen Einheimischen / in gleichem billigen Preiß und Anschlag gegen richtige Bezahlung geliefert / deswegen dienliche Anstalten gemachet / und alle solche in die Magazinen / nomine publico, verordnete Nothdurfften / jedoch / daß darmit von denen Privatis kein eigennütziger Unterschleiff zu schulden komme / von denen Land-Herrschafften / gegen Vorzeigung beglaubter Attestationen / Zoll- und Mautfrey passiret werden sollen. Gleichwie es nun

12. Mit dieser also abgeredeten Verfassung diese Meynung hat / daß solche bey entstehenden Motibus vor allen andern zur Defension der beyden Creysen / employret / und so lang sie deren hiezu von nöthen / nicht ausser denenselben gezogen werden sollen; Also will man sich hingegen weder einige freye Winter-Quartier vor frembde / und in solche Creysse nicht gehörige Trouppen / noch sonst einer anderwärtig weitern Last mit Geld-Præstationen / oder wie es immer Nahmen haben mag / aufladen lassen / sondern hat sich gegen einander dahin verbunden / daß / im Fall dergleichen Zumuthungen geschehen solten / man mit Rath und That einander reciprocè assistiren / und solches von dem nothleidenden Theil abzuwenden / sich auf das kräfftigste bearbeiten wolle / wäre es dann /

13. Daß bey schon öffters erwehnter würcklichen Conjunction der Trouppen noch ein- und anders mehrere Erläuterung erfordern solte / so solle dasselbige durch gütliche Zusammentretung geschehen / und auch sonst in allen vertraute Correspondentz zwischen beeden löbl. Creysen gepflogen / desgleichen sich von keinem Theil ohne Vorwissen des andern in weitere Associations-Tractaten mit jemand eingelassen / noch einseitig hierunter etwas alteriret / oder davon absque præscitu & consensu beeder Theilen abgewichen werden.

ANNO 1702.

14. Und weiln das gantze Absehen dieser Association auf die allgemeine Wohlfarth und den Weg zu der gemeinsamen Besorgung / mittelst successiver Erreichung der vollständigen Reichs-Verfassung zu bahnen gerichtet; Als sollen alle und jede löbliche Reichs-Creyse / die in Corpore mit beytreten / und obigen solchergestalt accediren wollen / admittiret / und auf den Conjunctions-Fall / sich auch so dann mit ihnen über alle Vorfallenheiten fernerweit vernommen / in dergleichen gemeinsamen Zusammenkünfften und Unterredungen aber / die per Constitutiones imperii, in Verfassungs-Sachen stabilirte majora, observirt werden. Zu Uhrkund und steter Besthaltung dessen allen ist gegenwärtiger Recess in duplo gefertiget / von beeden löblichen Creysen hierzu bevollmächtigten Creyß-ausschreibenden Gesandschafften unterschrieben und gesiegelt / und jedem Theil ein Exemplar zugestellet worden. So geschehen Nördlingen / den 16. Martii 1702.

Johann Lorentz Scharf.
(L. S.)

Johann Adam Tanner von Reichersdorff.
(L. S.)

Friederich von Dürrheim.
(L. S.)

Johann Friedrich von Stashorst.
(L. S.)

Johann / Edler von Backmeister.
(L. S.)

Und nun Ihro Keyserliche Majestät / als regierender Hertzog zu Oesterreich / durch dero an beede löbl. Associirte Creyse Francken und Schwaben / accreditirten Gesandtens / Herrn Grafen von Löwenstein Excellenz, solcher Association, mit dero Oesterreichischen Creyß / beyzutreten / darzu 16000. Mann zu stellen und dieselbige mit behöriger Generalität und Feld-Artillerie zu versehen / allergnädigst offeriren lassen / ein solches von mehrgedachten beeden löblichen Creysen / durch deren respectivè den 19. Octobr. 1701. und 15. Febr. 1702. ausgestellte Resolutiones, mit allerunterthänigstem Danck acceptiret / und sich mit Sr. Excellenz, de modo, quanto & quali, bey hiesigem Congress vernommen / und dahin conditioniret worden / daß Ihro Kayserliche Majestät / als regierender Ertz-Hertzog von Oesterreich / und in solcher Qualität / notorischer Vertreter des löblichen Oesterreichischen Reichs-Creyses / sothaner / zwischen denen auch löbl. Fränck- und Schwäbischen Reichs-Creysen / errichteten Verbindniß / mit allen Præstationen und Clausuln / wie selbige / dem obinserirten ausführlichen Recess, nach seinem buchstäblichen Innhalt / einverleibt seynd / ohne darwider etwas zu verhängen / zu thun oder thun zu lassen / von nun an beytreten / und 16000. Mann / jedoch so wohl dem löbl. Oesterreichischen / als andern Associations-verwandten Creysen / an dero gewöhnlichen Reichs-Contingentien / ohne Consequenz oder Nachtheil / darzustellen / dieselbige mit behöriger Generalität und Feld-Artillerie versehen / und weil ermeltes Quantum zu dieser Association beständig gewidmet seyn solle / die Regimenter / worinnen sie bestehen werden / innerhalb drey Wochen nahmhafft machen / dieselbe stets in completen und gutem Stande erhalten / und so

ANNO 1702.

lang man deren zur Sicherheit der associirten Creyssen / und darzu gehörigen Herrschafften / Land- und Vestungen / auch Fortsetz- und Ausführung / der erheischenden Nothdurfft nach / pro bono publico & Imperii conjunctim vornehmenden / unter sämtlicher Generalität zuvor concertirten operationen / von nöthen / nicht anderst wohin ziehen / durch sie die nothwendige Postirungen mit besorgen lassen / jedoch darinnen die Mannschafft völlig und durchaus ohne Zuthuung des Postirungs-Orts erhalten / und so wenig mit dieser / als mit all übriger / noch weiter etwann ins Reich schickender Mannschafft an eigenen oder von andern übernehmenden Trouppen / die Creyse und deren incorporirte Fürsten und Stände / und dero Angehörige / auf einigerley Weise / es seye mit Quartieren / Unterhalt / Adjuto , oder wie es immer Nahmen haben mag / beschweren; So dann vor allen auch die nachdrucksame Ordre stellen / und darob vest halten wollen / daß in denen Marchen / dem / in dem Associations-Recess angezogenen / und dem beygelegten March-Reglement so wohl in denen Marchen / der ins Reich und Italien gehenden Kayserlichen und Alliirten Regimentern / als bey Ablösung der Guarnisonen / in denen vördern Oesterreichischen Vestungen / und Beziehung der Quartiere / in- und an Schwaben gelegenen Landen / auch Ausrückung aus denenselben ins Feld / besser als bishero nachgelebet werde / allermassen auch unter dem / von dem löblichen Fränck- und Schwäbischen Creysen herzustellen pacisirten Mannschaffts-Quanto , die zur ordinari-Versorgung der Creyß-Vestungen erforderte Guarnisonen nicht verstanden / also mag auch unter dem dermahligen beystellenden Oesterreichischen Creyß-Quanto der 16000. Mann / die zu der Oesterreichischen Vestungen ordinari-Besatzung / nöthige und würcklich gebrauchende Mannschafft / nicht an dem stipulirten Associations-Quanto angerechnet werden; Uber dieses seynd auch Eingangs ernannten Kayserlichen Gesandten / Herrn Grafen von Löwenstein Excell. von beeder löbl. associirten Fränck- und Schwäbischen Creysen wegen / angelegentlichst ersuchet worden / bey Ihro Kayserlichen Majestät dero Officia zu interponiren / damit allerhöchstgenannte Ihro Kayserliche Maj. aus denen des Herrn Gesandten Excell. mündlich vorgebrachten Beweg-nüssen / allergnädist geruhen möchten / über obig bestimmtes Contingent der 16000. Mann / noch weiter über Ihro zu erforderter Feld-Artillerie herstellendes Associations-mäßiges Quantum , die übrige zu dem Associations-Corpo erforderliche Artillerie, und die darzu gehörige Requisita, an hoch- und niedern Artillerie-Bedienten / Munition und andern / auch Pferden und Knechten / aus eigenen Mitteln anzuschaffen und zu erhalten / und solches alles ohne des Hülff-requirirenden / und deren bedürfftigen löbl associirten Creyse Entgeld / Kosten oder Beschwerde / auf erforderlichen Conjunctions-Fall / zur Operation beyzustellen / und darinnen ohne Distinction der Jahrs-Zeit / so lange es die Nothdurfft erfordern wird / zu continuiren / welches Se. Excellenz allerhöchsten Orts allerunterthänigst zu hinterbringen / und dahin / so viel an ihrem Ort möglich / zu secundiren / übernommen / daß Ihro Kayserliche Majestät an der Artillerie und Zugehörte / vor denen Löbl. associirten Creysen ein übriges zu thun / allergnädigst geruhen möchten ; Als ist hierauf diese allergnädigste Declaration von beeden allbereits associirten Löbl. Fränck- und Schwäbischen Creysen / mit der reciprocirlichen Obligation, angenommen worden / daß / was diese beede Creyse / Krafft obangezogenen Recessus gegen einander allein zu præstiren schuldig gewesen / auch gegen allerhöchstgedachter Ihro Käyserl. Majestät / als Ertz-Hertzogen zu Oesterreich / und dem löbl. Oesterreichischen Creyß observiret / und nach solchen / die reciprocirliche Hülffe einander / in allen Vorfallenheiten / getreulich geleistet werden solle.

ANNO 1702.

Zu dessen Bestätigung ist diese Accessions-Formul in triplo ausgefertiget / und zwey Exemplaria von des Käyserl. Herrn Gesandtens Excellenz , Nahmens des löblichen Oesterreichischen / für die beede übrige associirte löbliche Creyse / das dritte von den beeden löblichen Fränck- und Schwäbischen Creysen ausschreibenden Gesandschafften / von wegen dieser beeden Creysen unterschrieben / gesiegelt / und gegen einander ausgewechselt worden. So geschehen Nördlingen / den 17. Martii Anno 1702.

Maximilian Carl / Graf zu Löwenstein-Wertheim.

L. S.

Und dann von beeden löbl. gedachten Creysen Francken und Schwaben / auch die löbliche Chur- und Ober-Rheinische Creyse / um gleichfals mit denenselben / dieses vorhabende Associations-Werck / nach Anleitung dieses / und der vorigen Recessen / dermahlen zu seinem Stand zu bringen / anhero eingeladen worden / auch darauff ihre darzu bevollmächtigte Deputirte sich eingefunden / daß endlich mit denen erstgedachter massen bereits Associirten drey löblichen Oesterreichischen / Fränck- und Schwäbischen Creysen / folgends abgehandelt und beschlossen worden seye / nehmlich :

1. Thun die Deputati der Chur- und Ober-Rheinischen Creyse nicht allein den / zwischen den beeden löblichen Creysen Francken und Schwaben / allhier zu Nördlingen anietzo errichteten und gegenwärtigem Recessui mit inserirten Recess, in allen seinen Puncten und Clausuln, auch den darinnen beschehenen Anerbietungen / ( ausser was die zu eines jeden Creyses Disposition stehende Oeconomica betrifft / ) amplectiren / sondern auch sich zugleich mit dem löblichen Oesterreichischen Creyß / auf die / zwischen des Käyserlichen Herrn Abgesandtens Excellenz, von wegen ietzgedachten Oesterreichischen Creyses / und denen beyden Creysen Francken und Schwaben beliebte Conditiones , hiermit würcklich und folgender massen associiren / daß vors

2. Man mit und benebens denen Fränck- und Schwäbischen Creysen / in puncto des March-Wesens / auf demjenigen Reglement beständig halten lassen werde / welches man zwischen dem Chur- und Ober-Rheinischen Creyß zu treffen / schon im Werck begriffen / und darinnen sich nach denen Reichs-Constitutionen / und dem in §. 10. dieses letztern zwischen Francken und Schwaben errichteten Recessus, angezogenen Reglement, so viel es des Chur- und Ober-Rheinischen Creyses Landen Situation und Constitution leiden / reguliren wird / dahingegen sollen der Chur-Rheinische Creyß

3. So viel dessen Quantum associabile betrifft / die 6500. Mann / welche die in dem Chur-Rheinischen Creyß gehörige / und sich im Stand der Association, beytreten zu können befindliche Herren Chur-Fürsten und Stände / allbereits auf den Beinen haben / benanntlich bey Chur-Maintz 2500. Mann /

ANNO 1701. Mann / unterm Schönbornischen Regiment zu Fuß / und 500. unterm Bibraischen Dragoner-Regiment / bey Chur-Trier / unterm Hülchischen Regiment zu Fuß / 2000 Mann / so dann bey Chur-Pfaltz 400. Mann zu Pferd und 1000. Mann zu Fuß / in zweyen Regimentern / so man Chur-Pfältzischer Seiten längstens innerhalb drey Wochen benamsen solle / in completem Stande erhalten / und obwohl nicht ohne / daß von diesen Trouppen die Besatzungen deren in den Chur-Rheinischen Creyß gelegenen Gräntz-Vestungen / an deren Conservation dem allgemeinen Wesen so viel gelegen / mit zu besorgen / so hofft man doch vor einer Attaque oder Belägerung ausser Furcht / und in dem Stand zu seyn / wann eine Armée in dem Feld stehet / und diese Vestungen dadurch bedecket / oder sonsten ausser Gefahr seyn werden / daraus so viel Trouppen / als man nach Beschaffenheit der Conjuncturen und Raison de Guerre entbehren kan / und mit einander vor gut befinden wird / ins Feld / mit denen darzu gehörigen Regiment-Stücken / und andern nöthigen Requisitis, schicken / und mit operiren lassen zu können / massen man dann zum wenigsten auf diesen Fall / Chur-Maintzischer Seiten / 1000. Mann zu Fuß / und 500. Mann zu Pferd / Chur-Trier eine Bataillon zu Fuß von 500. Mann / und von wegen Chur-Pfaltz / 450. zu Pferd und 1000. zu Fuß / jedoch ohne einiges Præjuditz und Nachtheil der sonsten nach dem Matricular-Anschlag zu concurriren habender Proportion, denen andern associirten Creyß-Trouppen beystellen / und mit denenselben operiren lassen will / so viel aber

4. Den löblichen Ober-Rheinischen Creyß betrifft / derselbe solle von denen 3600. Mann / welche dessen in der Verfassung stehende Herren Stände (die 6. Compagnien mit eingerechnet / so zu Hanau und Franckfurt in Guarnison liegen bleiben) auf denen Beinen haben / zu seinem Quanto asociabili 3000. Mann / nemlich 2700. zu Fuß / in dem Nassau-Weilburgischen / und dem Buttlarischen Regiment / so dann 300. Mann zu Pferd / gleichfals unter dem Nassau-Weilburgischen und Buttlarischen Regiment / in completem Stand / und bey der Hand halten / und wann es nöthig / mit denen dazu gehörigen Regiment-Stücklein und andern Zugehörungen / ins Feld schicken / und mit operiren lassen / wobey sich löblich gemelte / in der Verfassung noch zur Zeit allein stehende Ober-Rheinische Herren Creyß-Stände dahin erbothen / daß / wann die noch zur Zeit bekandtlich abgehende Stände / der habenden Hoffnung nach / dem Creyß gebührend beytreten / man so dann die dardurch anwachsende Mannschafft / welche ein merckliches noch auswerffen wird / zu obigen Trouppen vollends mit beystellen wolle. Nachdeme nun dahingegen.

5. Mehr löblich gedachte beede Chur- und Ober-Rheinische Creyse / sowohl von denen beyden Creysen / Francken und Schwaben in die zwischen ihnen allhier errichtete obangeregte Association auf- und angenommen / auch des hochgemelten Käyserlichen Herrn Abgesandten Excellenz, Nahmens des löblichen Oesterreichischen Creyses sich gleichfals mit denenselben auf obangeführte Conditiones würcklich associiret / mithin dadurch zwischen mehr löblichen gedachten fünff Creysen / dermahlen dieses vorgehabte Associations-Werck zu seinem völligen Stand gebracht worden / jedoch mit dem Vorbehalt / daß es keinem Creyß in Corpore, noch dessen Stand in particulari, zu einigem Vortheil oder Præjudiz gereichen solle / wann er etwan zu dem Quanto asociabili weniger oder mehr stellet / als man sonsten dem Matricular-Anschlag nach / zu thun schuldig gewesen wäre; Als ist darüber gegenwärtiger Recess fünffmahl ausgefertiget / und davon zwey Exemplaria von des Käyserlichen Herrn Abgesandten Excellenz, von wegen des Oesterreichischen Creyses / und denen Deputirten der beeden löblichen Creysen Francken und Schwaben / denen Deputirten der Chur- und Ober-Rheinischen Creysen / und von diesen hingegen obigen / drey Exemplaria, und alle unter gewöhnlicher Subscription, der beygedruckten Siegeln den obgedachten Herren Abgesandten und Deputirten ausgefertiget zugestellet worden. So geschehen Nördlingen den 20. Martii 1702. ANNO 1701.

Von wegen des Chur-Rheinischen Creyses

George Friedrich Berninger.
(L. S.)

Loth Friederich von Hundheim.
(L. S.)

Von wegen des Ober-Rheinischen Creyses

Johann Friedrich Faber.
(L. S.)

Philip. Henric. von Jodact.
(L. S.)

Joachim Georg Plœnnies.
(L. S.)

## XXI.

Versicherung derer sämbtlichen Fürsten zu Anhalt / an Fürst Leopold zu Anhalt-Dessau / daß sie dasjenige Pactum, so sie mit dero Herrn Vatern weyland Fürst Johann Georg zu Anhalt Anno 1678. den 4. Januarii aufgerichtet / erneuern / und auf seine Gemahlin Annam Louisam und seine mit dieser erzeugte Printzen Wilhelm Gustav und Leopold Maximilian einrichten und verändern wollen. Geschehen den 21. Martii 1702. [LUNIGS Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. In Supplem. Unter von Anhalt pag. 95. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans THUCELII *Actorum Publicor.* Tom. III. pag. 740.] 21. Mars.

C'est-à-dire.

*Assurance donnée à* LEOPOLD *Prince d'Anhalt-Dessau par les autres Princes de la Maison d'*ANHALT, *pour le renouvellement du Pacte conclu le 4 Janvier 1678. avec le Prince* JEAN GEORGE *son Pere, avec extension & application en faveur de son Epouse* ANNE LOUISE, *& de ses Fils* GUSTAVE GUILLAUME *&* LEOPOLD MAXIMILIEN. *Fait le 21 Mars 1702.*

VOn GOttes Gnaden / Wir Victor Amadeus, Wilhelm / Carl Wilhelm und Emanuel Lebrecht / wie auch respective in Vollmacht der Durchlauchtigsten Fürsten / Herrn Anthon Günthers / Herrn Johann Adolphs und Herrn Johan Ludwigs / allerseits Fürsten zu Anhalt / Hertzoge zu Sachsen / Engern und Westphalen / Grafen zu Alcanien / Herren zu Bernburg und Zerbst / respective Jever und Kniephausen / Uhrkunden hiermit

ANNO 1702.

hiermit und bekennen / demnach Uns der Durchlauchtigste Fürst und Herr Leopold / Fürst zu Anhalt / Hertzog zu Sachsen / Engern und Westphalen / Graff zu Ascanien / Herr zu Zerbst und Bernburg / Unsers freundlichen geliebten Herrn Vetters Liebden durch einen besondern Abgeschickten freundvetterlich ersuchen lassen / dasjenige Pactum, so Wir mit dero Herrn Vater / weiland Fürst Johann Georg zu Anhalt Liebden Christmilden Andenckens Anno 1678. den 4. Januar. aufgerichtet / aus allerhand angeführten trifftigen Motiven zu erneuen / und auf hochgedachter Unseres Herrn Vetters Fürst Leopolds Liebden Gemahlin / die auch Durchlauchtige Fürstin / Frau Anna Loysa, vermählte Fürstin zu Anhalt / Hertzogin zu Sachsen / Engern und Westphalen / Gräfin zu Ascanien / Frau zu Zerbst und Bernburg Liebden / und die mit derselben erzeugten 2. Printzen / nahmentlich Wilhelm Gustav, und Leopold Maximilian, einzurichten und zu verändern / daß Wir zwar aus freundvetterlicher Affection hochgedachtes Unsers Herrn Vetters Fürst Leopolds / wie auch hocherwehnte Dero Fürstliche Gemahlin und Printzen Liebden / Liebden / Liebden / Uns gantz geneigt befunden / und dazu bereit gewesen; Alldieweiln aber Seiner Liebden Abreise zu dero Commodo am Nieder-Rhein-Strohm / welche sie unumbgänglich diese Woche anzutreten sich gemüßiget gefunden / solches nicht füglich verstatten wollen / indem obgemeltes Pactum de Anno 1678. ziemlich weitläufftig / auch wichtige puncta in sich hält / so einiger Aenderung unterworffen / mithin wohl einige Tage zur revision erfordern dürffte; So haben Wir mehr hocherwehnten Unsers freundlich vielgeliebten Herrn Vetters Fürst Leopolds Liebden Krafft dieses inzwischen versichern wollen / daß / wann dieselbe in derer Abwesenheit / oder auch nach dero Wiederkunfft dieses Werck zu Stande zu bringen verlangen werden / Wir deroselben zu willfahren gantz kein Bedencken tragen / sondern dessen fordersame Ausmachung uns angelegen seyn lassen wollen / biß dahin aber sothanes Pactum allerdings in seinem vigore bleibet / da auch / welches der grundgütige GOtt in Gnaden abwenden wolle / Fürst Leopolds Liebden / und dero 2. Printzen vor dero Wiederkunfft oder Einrichtung bemeltes Pacti mit Tode abgehen solte / versprechen Wir hiermit obhochgedachter dero Gemahlin Liebden den Genoß des Ambts Freckleben / zum Witthumb / mit allen Emolumenten und Nutzungen / ohne einige Contradiction, zu vergönnen. Uhrkundlich haben Wir diese Versicherung Seiner Lbd. unter unser eigenhändigen Unterschrifft und fürgedruckten Fürstlichen Insiegel ausgestellet; So geschehen den 21. Martii 1702.

Victor Amadeus, F. zu Anhalt.
(L. S.)

Wilhelm / Fürst zu Anhalt.
(L. S.)

Carl Wilhelm / F. zu Anhalt.
(L. S.)

Emanuel Lebrecht / F. zu Anhalt.
(L. S.)

## XXII.

22. Mars. *Accessio Circulorum Imperii Romani, nimirum* RHENANI *Electoralis*, FRANCONICI, SUEVICI, & RHENANI SUPERIORIS *ad magnum Fœdus Cæsareo-Anglo-Belgicum. Nordlingæ in Conventu placita Die* 22. *Martii* 1702. Cum ACCEPTIONE & *Receptione per* ANNAM *Reginam Magnæ Britanniæ. Dat. in Palatio S. Jacobi* 20 *Junii.* 1702. [Copie communiquée par un des Ministres de la Negociation.] ANNO 1702.

ANNA DEI Gratia magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis ad quos præsentes Literæ pervenerint salutem. Quandoquidem inter quosdam è Sacri Romani Imperii Circulis, qui ad Societatem Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem, Guilielmum tertium Glorioßimæ memoriæ, Magnæ Britanniæ &c. nuper Regem, & Dominos Ordines Generales uniti Belgii die septimo mensis Septembris, Anno Domini millesimo septingentesimo primo concluſi, Regis præfati Literis invitati erant, Circulum scilicet Rhenanum Electoralem, Franconicum, Suevicum & Rhenanum superiorem, de conditionibus, quibus Fœderi prædicto accedere parati sunt, Nordlingæ die vicesimo secundo mensis Martii superioris stilo novo, verbis quæ sequuntur conventum fuerit.

Articuli sive Conditiones, quarum actualem præstationem Circuli Associati, & ad Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii septimo Septembris ultimi elapsi anni initum invitati, quoad quæstionem quomodo in hoc Negotio sibi stipulantur.

I. Cum principalis scopus Tractatus hujus inter Dominos Confœderatos initi eo tendat ut ipsis omnibus & singulis satisfactio æqua & securitas sufficiens procuretur, æquitas suadet, ut etiam securitati & conservationi Circulorum Associatorum, inprimis vero periculo viciniorum omnimodo prospiciatur, eum in finem.

II. Sacra Cæsarea Majestas quam clementissime operam dabit, ut sedecim illa millia Armatorum quæ ab eadem nomine Circuli Austriaci pro quanto associabili, juxta tenorem Recessus Associationis promissa sunt, sine mora præsto sint, uti & vicissim reliqui Circuli associati, ea quæ ex vinculo Associationis ipsis incumbunt, stricte adimplebunt.

III. Quod si vero omnia hæc ad scopum præcedente Articulo memoratum obtinendum non sufficientia esse dignoscerentur; sed majorem ad id tam Militum numerum, quam apparatum rei Armamentariæ, Tormentorum Bellicorum reliquique Instructus Bellici requiri appareret, hisce quoque omnibus, præsertim vero modo dictis requisitis Bellicis, utpote quæ Circulis Associatis quam maxime desunt, quibusque eos ita facile instrui haud possibile est, altememorati Domini Fœderati subvenire tenebuntur.

IV. Cum quoque Circulorum Associatorum multum intersit, compertum habere, quomodo inter Dominos Confœderatos alter alterum adjuvare velit, quænam sit specificatio illa, cujus determinatio peculiari Conventioni in Articulo quarto Tractatus Fœderis hujus reservata est, tum etiam quomodo tam super his, quam iis quæ nono & decimo Articulo modo nominati Tractatus similiter ad ulteriorem Conventionem remissa sunt, forsitan jamjam inter se convenerint, omnium horum sufficientem explicationem certiorationemque antecedaneam a Dominis Fœderatis expetunt.

V. Quod si vero imminentes & quibusdam in locis jam exorti motus per stipulatam a Fœderatis Articulo tertio ad obtinendam amicabilem rei compositionem officiorum interpositionem, quæque sine dubio adhucdum eum in finem impendent, componi nequeant, resque ad Arma & actuale Bellum deveniat, sæpius dicti Confœderati Circulos Associatos in omnibus communem defensionem causamque concernentibus rebus in partem curarum consiliorumque assumere, & cum iis tanquam compacisscentibus super iis omnibus fideliter communicare, ante omnia vero eo Consilia & dispositiones suas bellicas dirigere tenebuntur, quo

VI. Communi securitati superiorum ipsa sua situatione omni periculo satis expositorum Circulorum sufficienter prospiciatur, iique in tuto, quantum possibile contra hostiles irruptiones collocentur, imminens quoque ipsis vis hostilis mediante alia operatione bellica statim distrahatur, alioque divertatur,

ANNO 1702.

tatur; & neceſſaria ad hoc mandata ſemper in tempore ita expediantur, ut Circuli Aſſociati Dominorum Fœderatorum ope & auxilio ſe nunquam deſtitutos videant, eam quippe illi Dominorum Foederatorum in hoc negotio mentem eſſe præſuponunt, quemlibet Fœderatorum alteri, conſequenter etiam Circulis Aſſociatis ipſis, poſt eorum ad Fœdus hoc acceſſionem, in quocunque caſu omni poſſibili, auxilio non tantum adfuturum, ſed & quemlibet eorum in caſum actualis Belli inter Partes ſuo nomine belligerantes computatum, eaque propter

VII. Juxta proportionem præſtantis a ſe auxilii in partem emolumentorum, aliorumque qui per modum contributionum, ſtationum, aut aliâ quacunque viâ Dominis Fœderatis obvenire poſſent Belli fructuum, pro rata quoque admiſſum iri.

VIII. Stipulantur ſibi, ut inter alia præprimis etiam redintegrationis ſuperiorum Imperii Circulorum, mediante reſtitutione tot ab iis avulſorum Commembrorum, Civitatum Terrarumque in priſtinum ſtatum & Jura, quo ante avulſionem ab Imperio gaviſi ſunt, cura ratioque habeatur, nullumque mediorum ad eam obtinendam conducentium omittatur, propterea etiam nulli unquam Fœderatorum cum hoste Tractatus ſeparatos inire fas ſit, ſed ut de Pace conjunctim tractetur, eaque non aliter niſi obtenta prius in quantum poſſibile redintegratione ſupra memoratorum Circulorum, & donec ad minimum ſecuritati Aſſociatorum Circulorum, omni meliori quo fieri poteſt, & tutiori quam hactenus modo, ſatis ſuperque proſpectum fuerit, concludatur.

IX. Cum porro Circuli Aſſociati in Tractatu inter Dominos Confœderatos inito, & præcipue ejusdem Articulo undecimo mentionatorum commodorum participationem ſibi expreſſe reſervent, ejus erga Dominos Confœderatos ſunt fiduciæ, eos ipſis inſtante hoſte non tantum ſufficienti ſemper auxilio ſubventuros, ſed etiam re ad Tractatus Pacis tandem perveniente, majorem ipſorum, quam antehac in iis rationem habituros, omnique opera & cura in id allaboraturos eſſe, ut inprimis Circulis durante Bello damnificatis ab iis qui damna hæc intulerunt æqua & condigna perpeſſarum ruinarum, & illatorum damnorum indemniſatio, ſufficiensque ad ſtabiliendam ſecuritatem Circulorum Aſſociatorum Cautio atque Garantia præſtetur.

X. Cum vero Negotium, hoc tanquam omnes Sacri Romani Imperii Electores, Principes ac Status concernens, ad Comitia Sacri Romani Imperii pertinere dignoſcatur, de eoque quamprimum in Dieta Generali Imperii Ratisbonæ tractandum fore, eo minus dubitetur, quod Domini Ordines Generales Uniti Belgii ipſimet in datis a ſe ad Aſſociatos Circulos Literis invitatoriis Negotium hoc ibi quoque tractari deſiderent, non decrunt tunc comprehenſi in modo dictis Circulis Principes & Status votis ſuis hoc Negotium in præfata Dieta ad finem propoſitum promovere, id ſibi interea expreſſe reſervantes, quod proveniens tum Generale Imperii Concluſum, æque ipſis ac cæteris Statibus & Circulis Sacri Romani Imperii prodeſſe huicque Concluſo Comitiali per præſentes Tractatus nullatenus derogatum aut præjudicatum eſſe debeat, ſicut & pari modo omnia beneficia & emolumenta in Tractatu Aſſociationis inter ipſos hic Nordlingæ inito comprehenſa, præcipue vero ea quæ reſpectu Aſſignationum, Quartiriorum, Tranſituum Militarium, & quoad hoc vel jam factarum aut in poſterum adhuc faciendarum Ordinationum, vel etiam in aliis in illo diſpoſita inveniuntur, ſibi hiſce ſpecifice reſervant, ea erga ſæpe alte memoratos Dominos Confœderatos freti fiducia, non tantum eos ipſosmet, ſed eorundem Officiales modo dicti Tractatus Conditiones ex integro obſervaturos, & quod illarum in iis partium eſt, bona viciſſim fide adimpleturos eſſe. Nordlingæ viceſimo ſecundo Martii 1702.

Nos, viſis & perpenſis Articulis ſive conditionibus præfatis, easdem aprobavimus, ratas, gratas, firmasque habuimus, ſicut per præſentes, pro nobis, Hæredibus, & Succeſſoribus noſtris, easdem approbamus, ratas, gratas, firmasque habemus, ita tamen ut, quæ in Articulo ſecundo & tertio continentur, nos ulterius obligare non intelligantur, quam quo per ipſum Fœdus prædictum jam obligamur, & ut Articulus ſeptimus eo ſenſu duntaxat hoc Inſtrumento comprehendatur, quatenus locos illos, in quibus Circulorum Copiæ militant ſpectat, ſpondentes & in verbo Regio promittentes, nos omnia & ſingula quæ in Conditionibus prædictis continentur, ſancte obſervare & præſtare velle, neque pati, quantum in nobis eſt, ut a quopiam violentur aut ullo modo iisdem controveniatur; In quorum majus robur & fidem præſentibus manu noſtra Regia ſignatis Magnum noſtrum Angliæ Sigillum apponi juſſimus. Quæ dabantur in Palatio noſtro a Sancto Jacobo nominato, die viceſima Menſis Junii Anno Domini Milleſimo ſeptingenteſimo ſecundo, Regni noſtri primo.

ANNO 1702.

ANNA R.

## XXIII.

**Vergleich zwiſchen Herrn Hertzog Fridrich Wilhelm zu Mecklenburg-Schwerin und der Stadt Roſtock / wodurch man wegen der Fürſtlichen Beſatzung in der Stadt / übereinkomt / dieſe an den Herrn Hertzog ihre Ober- und Unter-Jagd in der ſo genannten Roſtocker-Heyde ad tempus vitæ einräumet / hergegen Ihro Durchl. die Stadt bey dero Privilegien und Erbverträgen zu ſchützen / das in der Stadt anzulegende Schloß zu keiner aparten Feſtung und Caſtell zu machen / ſondern innerhalb der Stadt-mauer anlegen zu laſſen verſprechen. Geſchehen Roſtock den 27 Martii 1702. Mit deß Herrn Hertzogs Confirmation aller und jeder Privilegien, Freyheiten und Gerechtigkeiten der Stadt Roſtock / ſub eod. loco & die data. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. IV. andern Theils Fortſetzung. Abtheil. IX. Abſatz XVII. von Roſtock pag. 725. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans THUCELIUS *Acta Publica* Part. II. pag. 323.]** 27. Mars.

C'eſt-à-dire,

*Accord entre S. A. S.* FRIDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin, & la Ville de* ROSTOCK, *touchant la Garniſon que le Prince devra mettre dans la Ville, & par lequel auſſi ladite Ville lui cedant pour ſa vie durant le Droit entier de la Chaſſe dans le* Rostocker Heyde, *il lui promet en échange de la maintenir dans tous ſes Droits, Privileges & Pactes Hereditaires; & que le Château qu'il veut y conſtruire ne ſera point une Forteresſe ſeparée de la Ville, mais ſeulement un Palais interieur pour ſon habitation. A Roſtock le 27. Mars* 1702. Avec *la* CONFIRMATION *de tous les Privileges, Droits & Immunitez de la Ville, par le Sereniſſime Duc. Du même jour.*

**Zu wiſſen / demnach der Durchläuchtigſte Fürſt und Herr / Herr Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürſt zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graff zu Schwerin / der Lande Roſtock und Stargard Herr ꝛc. nach nunmehr conſolidirten beyden Hertzogthümern Mecklenburg / und da / nach Abgang der Hochfürſtl. Güſtrauiſchen Linie, das Jus Communionis mit dem Hochfürſtlichen Güſtrowiſchen Hauſe auf dero Erb-unterthänigſte Stadt Roſtock zugleich gäntzlich mit aufgehoben und ſelbige ihro allein heimgefallen / aus Fürſt-gnädigſter und Landes-Väterlicher Propenſion, dieſe ihro durch Krieg und Brand / in Abgang der Nahrung leider! gerathene Stadt / mit der Hülffe GOttes / aus ihren Ruinis in beſſern Wohlſtand hinwieder zuſetzen / in Gnaden reſolviret / dahin Ihro Hoch-Fürſtl. Reſidence und Hoff-Stadt / nicht ſonder dero gröſſeſten Schaden und Unkoſten / zu verlegen / und Burgermeiſter und Rath / wie auch eine ehrliebende Bürgerſchafft nicht allein dieſe Fürſt-gnädigſte Vorſorge vor ihre**

ANNO 1702.

Wohlfarth/ und Landes-Väterliche Hulde / mit-geziemendem Danck und Freuden unterthänigst angenommen/ besondern auch/ da Seine Hochfürstl Durchl. zu mit-Übernehmung der gemelden Stadt allein zu tragen zu schwehr fallenden Besatzungs-Last/ und dazu haltenden genugsamen Militis Præsidiarii sich gnädigst anerboten/ zu mehr vergnüglicher deroselben dahin zuhebender Demeure die Ober- und Nieder-Jagt in der so genannten Rostocker Heyde / zu dero Hochfürstl. Plaisir, gegen gewissen billichen und nachfolgenden Conditionibus, ad Dies vitæ, Seiner Hochfürstl. Durchl. in Unterthänigkeit überlassen/ daß über dieses alles/ und zu Beybehaltung beständigen respective gnädigsten und unterthänigsten Vertrauens und guten Vernehmens / zwischen Sr. Hochfürstl. Durchl. und dero Erb-unterthänigsten Stadt Rostock/ und zu Verhütung alles besorgenden Mißverstandes / folgender aufrichtiger und beständiger Vergleich zwischen voc hochgedachter Hochfürstl. Durchläuchtigkeit und der Stadt Rostock abgeredet/ getroffen und/ im Nahmen Gottes/ vollenzogen worden.

1. Erstlich und anfänglich versprechen Seine Hochfürstl Durchl. dero Erb-unterthänigsten Stadt gnädigst / bey dero Privilegien / Freyheiten und Gerechtigkeiten / in Specie auch bey denen Erb-Verträgen/ und absonderlich den Rath bey der solchem einmahl privative gnädigst beygelegten omnimoda Jurisdictione & Jure Politiæ mit alle dem/ so davon dependiret / item/ bey dem an der hiesigen Universität/ insonderheit der aufgerichteten Formulæ Concordiæ gemässem Rechte / Fürst-gnädigst zulassen / und zu allen Zeiten zu mainteniren.

2. Nicht weniger Bürgermeister und Rath die bisherige Freyheit zulassen/ das Stadt-Regiment / ihren Statutis und Observantzen gemäß / und nach Belieben zu bestellen und zu führen;

3. Sind auch des gnädigsten Erbietens / niemand/ als der E. E. Raths Jurisdiction unterwürffig / und alle Bürgerliche Onera mit trägt/ und hieselbst Bürger worden/ weder directe noch indirecte einige Bürgerliche Nahrung und Gewerbe zu verstatten / besondern / die Nahrung zu Wasser und Lande/ inn- und auserhalb der Stadt allein denen würcklichen Bürgern zu lassen und zu vergönnen.

4. Gestalt dann auch Seine Hochfürstliche Durchl. dero Titulair-Bedienten/ a Jurisdictione Senatus & oneribus civicis nicht zu eximiren gemeinet seyn/ sondern sub Jurisdictione urbica gelassen haben wollen.

5. Alle Häuser / so Ihro Hochfürstl. Durchl. Ministri zu ihrer Demeure bereits erkauffet haben / und noch erkauffen / oder erbauen möchten/ bleiben zu Bürger-Recht / und tragen alle denen immobilibus imponirende Onera, in specie auch das jährlich entrichtende Wasser-Geld/ wie dann auch der Eigenthümer desfalls die Bürgerschafft zu gewinnen / und in Actionibus realibus vor E. E. Rath zu stehen / schuldig und gehalten seyn soll; Dabey eben wol Se. Hochfürstl. Durchl. des gnädigsten Erbietens seyn / daß dero jetzo am Hopffen-Marckt habende Hochfürstliche Häuser / sobald sie solche von dero eigenen Wohnung verlassen / und das hie anbauende Schloß selbst beziehen werden/ gleichfals zu Bürger-Recht wieder kommen / und bloß das erbauende Schloß exemt seyn soll.

6. Lassen/ ohngeachtet die Hochfürstliche Cantzleyen anhero nunmehro transferiret werden sollen/ Se. Hochfürstl. Durchl. dennoch auch darunter in specie es bey den Erb-Verträgen bewenden/ daß die von Sr. Hochfürstl. Durchl. hier affigirende Mandata E. E. Raht zur Affixion und Publication zugesandt werden.

7. So sind auch Se. Hochfürstl. Durchl. des gnädigsten Erbietens / daß Sie / was zu Dero Hochfürstl. Hoff-Statt benöthiget / von hiesigen Bürgern gnädigst nehmen / und keine absonderliche Hof-Handwercker einsetzen und privilegiren lassen wollen; Doch daß auch die hiesige Bürger gute tüchtige Arbeit zu verfertigen / und was zur Hochfürstl. Hoff-Statt und deren Angelegenheiten von nöthen / gegen civilen Preiß / bey Zeiten an die Hand zu schaffen / sich bemühen und befleißigen sollen.

8. Was die Jurisdiction über Hof- und Cantzeley-Bediente / item die Advocaten und andere Gelehrte betrifft / erklären Se. Hochfürstl. Durchl. sich dahin in Gnaden / daß die würckl. Hof- und Cantzley-Bediente / unter Sr. Hochfürstlichen Durchl. hohen Jurisdiction, denen Erb-Verträgen unabbrüchig / zwar seyn und bleiben / die Advocati graduati aber / so Matriculam Academicam gewinnen werden / sub Jurisdictione & Privilegiis Academicis, die non graduati aber/ wie auch die Notarii, unter des Raths Jurisdiction seyn / und Bürger werden sollen.

9. Da einige von denen geringern Hoff-Bedienten tumultuiren / oder sonsten / extra Aulam, bey Tage oder Nacht delinquiren / oder denen Bürgern und eingesessenen Schaden zufügen solten/ und deßwegen in Arrest genommen werden müsten/ so bleibet zwar dem Raht frey / solche zu apprehendiren / sie werden aber hernach / auf Begehren Sr. Hochfürstl. Durchl. zu dero Cognition und Bestraffung ausgelieffert. Wie dann auch hingegen / da ein unter Rahts Jurisdiction gehöriger / innerhalb des Hochfürstl. Hofes Jurisdiction, vorbesagter massen / sich vergehen solte / von Sr. Hochfürstl. Durchl. derselbe inhaftiret / und / auf Requisition E. E. Rahts zu deren Cognition und Bestraffung ausgefolget / auch sonsten keinem ein Asylum in Aula verstattet werden soll.

10. Sind auch Se. Hochfürstliche Durchl. nicht gemeynet / daß ein Bürger / oder sonst jemand ad Jurisdictionem civicam gehöriger / ad Testimonium dicendum, oder auch sonst ad Aulam evociret werden soll/ besondern des gnädigsten Erbietens/ solche und dergleichen Sachen ad Senatum urbicum zu verweisen. Wie denn auch von des Raths Erkäntnis die Appellationes, soweit sie denen Erb-Verträgen nicht entgegen / ans Hof-Gericht / und / nach Maßgebung vorgedachter Erb-Verträge / gehen / sonsten aber E. E. Raths Verordnungen kein Einhalt geschehen soll. Doch bleibet / denen Erb-Verträgen gemäß / an Se. Hochfürstl. Durchlauchtigkeit denen hiesigen Bürgern der gnädigst verstattete Recursus allerdings frey.

11. Haben Se. Hochfürstl. Durchl. sich dahin gnädigst erkläret / daß sie mit der Stallung der aufs höchste nicht über funfzig haltenden Guarde-Reuter die hiesige Bürgerschafft gnädigst übersehen/ auch das hie anlegende Schloß nicht zu einer a parten Festung und Castel machen/ sondern innerhalb der Stadt-Mauren legen lassen wollen.

12. Bleibet auch die Præsentatio, Electio und Vocatio der Herren Prediger E. E. Rath und der Gemeine eines jeden Kirchspiels / denen Erb-Verträgen und Herkommen gemäß / alleine.

13. Wie denn auch Se. Hochfürst. Durchl. sich dahin gnädigst erklären / daß selbige im Lande / zu dero hiesigen Stadt Præjudiz, keine Monopolia verleyhen wollen.

14. We-

ANNO 1702.

14. Wegen des Ranges / so wol mit des Hoffes- civil- als militar-Bedienten / wollen Se. Hochfürstl. Durchl. nechstens ein gewisses Reglement in Gnaden verfügen / da dann die Bürgermeistere denen würcklichen Räthen in der Ordnung immediate folgen / auch wegen der übrigen Raths-Glieder / die Comperenz besorget werden soll.

15. Und damit in der Accise von den eximirten Hof-Bedienten kein besorgender Unterschleiff geschehen möge / so ist weiter verabredet / daß einem jeden / so Haußwirthschafft hat / zu Behuff derselben / ein gewisses jährliches Quantum gesetzet / solches mit des Ober-Marschalls Hand bescheiniget / darnach die Accis-Zettel frey gesetzet / was über das gefodert werden möchte / soll ein jeder gebührend zu veraccisen schüldig seyn.

16. Wollen Se. Hochfürstl. Durchl. darob gnädigst halten / daß alhier keine commercirende Juden ausser Jahrmarckes Zeit zu dulten / und werden dieselbe alsdann von dem regierenden Bürgermeister / gegen bishero gewöhnliche Gebühr / aufgenommen.

17. Die zu Friedens-Zeiten Sr. Hochfürstlichen Durchl. in diese Stadt einzulegende militarische Besatzung belangend / erbieten Se. Hochfürstliche Durchl. sich dahin gnädigst / daß (1) dieselbe nur bloß in Fuß-Volck bestehen / und (2) nicht über fünff Compagnien extendiret werden / die Bürgerschafft auch denen gemeinen und Unter-Officierern nichts an Service oder sonsten / auch nicht einmahl Vorschusses-Weise / besondern nur bloß Obdach und Lagerstat zu geben / schuldig seyn solle. Gestaltsam denn auch die Milice ihr selber die Nothdurfft von Bürgern / oder zu Marckt kommenden Land-Mannen ankauffen / und die Bürger solche / nach der etwa künfftig machenden Ordonance, ihnen anzuschaffen / oder zu lieffern / keinesweges gehalten seyn. Was die Ober-Officierer anbetrifft / sollen zwar die Bürger denenselben nichts / als Quartier, im blossen Obdach und Lagerstatt bestehend / verschaffen / jedoch mit dem Anhange / daß wann der Wirth nicht mit sie / oder sie nicht mit dem Wirth zu frieden / und der sich beschwehrende Theil / nach von dem Commendanten und Wort-haltenden Bürgermeister vorhero versuchter Aussöhnung / sich nicht finden lassen wolte / er alsdenn respective so viel monahtlich zu geben oder anzunehmen gehalten seyn soll / wofür / nach Gutbefinden des Commendanten und regierenden Bürgermeisters / der Officier ein ander Quartier haben kan.

18. Solte aber / so der grosse GOtt verhüte / Krieges-Gefahr entstehen / und bey solcher die Garnison der Stadt verstärcket werden müssen / wollen Se. Hochfürstl. Durchl. über nöthige Veranstaltung / zu Abkehrung sothaner Gefahr / mit Bürgermeister und Raht ferner gnädigste Communication pflegen / und mit deren Zuziehung / was zu gemeiner Stadt Bestem gereichen kan / in Gnaden veranlassen.

19. So behält die Stadt ihre Compagnie von 50. Mann mit ihren Officierern in der Stadt-Liverey / und thut dieselbe / doch proportionabiliter, nebst Sr. Hochfürstl. Durchl Soldatesca ihre Dienste / und werden deren Officierer denen übrigen gleich geachtet. Es reichet denenselbigen und deren Officierern die Stadt den Sold / so wie sich mit ihnen darüber verglichen wird / wobey gleichwol auch Raht und Bürgerschafft unterthänigst bedungen / Se. Hochfürstliche Durchl. auch ebenwol gnädigst eingewilliget / daß die Stadt diese Anzahl ihrer Milice, nach Befinden / zu mehren zu mindern / oder auch gar / doch salvo Jure Compræsidii, denen Verträgen gemäß / völlig abzudancken / bemächtiget seyn soll / und soll nichts minder der Commendant und übrige Officierer / auch Soldaten / mit in der Stadt Eyden und Pflichten bleiben und treten / es auch sonsten / bey allem übrigen hierin enthaltenen / gelassen werden.

ANNO 1702.

20. Und da der Stadt das Compræsidium bleibet / so wird der Commendant (welchem doch nicht minder Se. Hochfürstl. Durchl. allein das jährlichen Salarium zu geben / sich in Gnaden erklären) in Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit und gemeiner Stadt Nahmen bestellet / und soll derselbe und dessen Successores, auch sowol / als andere ietzige / und künfftige Officierer und Soldaten / nebst Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit / ebenwohl dem Raht und der Stadt schwehren / und solche Eyde in Presence der Deputatorum Senatus aufgenommen werden.

21. Wegen der Thor-Schlüssel und des Worts ist beliebet / daß dem regierenden Bürgermeister alle Abend von der Parole Notiz gegeben / auch wann Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit in hoher Person nicht zugegen / die Thor-Schlüssel demselben anvertrauet und hingebracht / demselben auch des Abends der tägliche Thor-Zettel der Einkommenden communiciret werden soll. Wenn aber Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit in hoher Person alhier zugegen / bleiben bey deroselben die Schlüssel.

22. Die Artillerie sambt dem Zeughause / Gewehr / Ammunition, und was darzu gehöret / bleibet der Stadt / als ihr Patrimonium ad publicum civitatis usum, und soll ausserhalb der Stadt nicht verführet werden.

23. Weil die Stadt ihr Contingent zu dem mit Ritter- und Landschafft veraccordirten jährlichen Quanto der einhundert zwantzig tausend Reichsthaler zu Fortificotions-Garnisons-Legations-Kosten und Cammer-Ziehlern / so wie sich darüber mit Ritter- und Landschafft verglichen / an dieselbe versprochen / so lassen Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit in Gnaden geschehen / daß davon die Reparation der Wälle und übrige Nothdurfft / so die Stadt reichen wird / proportionabiliter, aber ausser denen Legations-Kosten und Cammer-Ziehlern / gekürtzet werde.

24. Die Jurisdiction über die Soldatesca (welche denen Rahts-Personen die bisher gewöhnliche Ehre / mit Austretung der Wache in den Thoren / auch ins künfftige erzeigen soll) betreffend: So ist verabredet / daß / da ein Soldat delinquiret / und solches wegen / oder auch civiliter zu belangen / die Sache von dem Commendanten cognosciret und decidiret / da aber ein Bürger auf der Wache etwas verbrechen würde / solcher zu gemeiner Stadt Deputirten und der Officierer der Bürger-Fahnen Cognition und Bestraffung gestellet werden soll: Es wäre dann / daß das Delictum an Ehren / Gut und Blut gehen möchte; Auf welchen Fall die Cognitio und Bestraffung E. E. Rath / und denen Ambtstragenden Personen / darunter der Verbrecher gehörig seyn möchte / Krafft habender Jurisdiction, allein verbleibet.

25. Wann die Bürger mit auf die Wache ziehen (womit sie doch jederzeit / ohne in vorfallenden von dem grossen GOtt abwendenden Krieges-Läufften / und wann alsdann die Noth so groß seyn dürffte / daß der bestimmte Miles præsidiarius nicht capabel, es allein zu bestellen / auch / auser Ehren-Fällen / bey Durch-Zügen / oder Entréen des gnädigsten Landes-auch fremder Herrn und Potentaten / verschonet werden sollen) so sollen sie von denen Soldaten / oder deren Officierern nichts

ANNO 1702.

nicht molestiret / sondern von ihren / aus ihren Mitteln vorgestellten Officierern geführet werden/ auch diese ihre Officierer / nebst der Soldatesque Officierern / zugleich die Runde gehen / und eine Wache die andere allemahl secundiren. Wie dann auch in solchen Fällen sie der Commendanten Commando, in Bestellung der Wachten / und Verwahrung der ihnen conjunctim nebst der Soldatesca assignirten Orten und Posten / innerhalb denen Wällen / nicht aber in denen Contrecharpen / es erfodere denn die höchste Noth und der Stadt Defension, auch zu keinen Ausfällen obediren.

26. Wann der jetzo mit einmühtigem / respective gnädigstem und unterthänigstem Belieben Sr. Hochfürstl. Durchl. und der Stadt Rostock bestallte Commendant, Obrist Gideon du Guitz, abgehen dürffte / so ist beliebet / daß es mit Wieder-Bestellung eines andern also gehalten werden soll / daß Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit ein qualificirtes Subjectum, dem solches Commando wieder anvertrauet werden könte / gnädigst præsentire / welches / auf sothane Præsentation, mit Bürgermeister und Raths Beliebung / und da sie keine Ursache zu dissentiren hätten / der Soldatesca in ihrem Nahmen mit vorzustellen und gleicher massen mit zu beeyden ist.

27. Und gleichwie der Stadt Disposition allein die Machung der Quartiere / so der Miles præsidiarius krieget / ausser welchem auch vor niemand Quartiere verlanget werden sollen / anheim gelassen bleibet: Also ist auch verabredet / daß Se. Hochfürstliche Durchläuchtigkeit sich mit dem Rathe / um gute Disciplin bey der Soldatesca beyzubehalten / sich eines gewissen Articul-Brieffes gnädigst vereinigen wollen / nach welchem die Soldatesca zu leben angewiesen / und / wenn sie dawider sündigen dürffte / gestraffet werden soll.

28. Der Garte auf dem Wall / wie auch ein Revelin bleibet denen Bürgermeistern / das Graß auf dem Wall aber / ingleichen die Fische und Krebse im Stadt-Graben gemeiner Stadt.

29. So soll von dem in denen Thoren abgebenden Holtze die benöthigte Feuerung in denen Corps des Gardes genommen werden / und der Commendant dahin sehen / daß solches / zu dem Behuf / so fort auf den so genannten Zwinger gebracht / daselbst asserviret / und keinem Soldaten davon etwas mit nach Hause zu nehmen / oder ad alios Usus zu verwenden verstattet werde; die zu denen Wachten benöthigte Lichte aber werden von Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit und der Stadt proportionabiliter gegeben.

30. Gemeine Stadt giebet dero Compagnie die benöthigte Ammunition, und wird weiter nicht beschwehret.

31. Und da Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit zu mehrer deroselben Plaisir, auf dero gnädigstes Ansinnen / die Stadt Rostock Ihre Ober- und Unter-Jagt in der so genannten Rostocker Heyde ad tempus vitæ hiemit unterthänigst überlässet und einräumet; So nehmen Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit solche ad tempus vitæ unterthänigst concedirte Jagt in Gnaden an / und versichern hiemit gnädigst / daß dieses auf Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit Nachkommen und Successores nicht extendiret werden soll / besondern es sollen Bürgermeister / Rath und Gemeine befugt seyn / alsobald / wann / nach GOttes gnädigstem Willem Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit hinkünfftig / so der Allerhöchste biß ins hohe Alter Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit allergnädigst ausgesetzet seyn lassen wolle / dieses Zeitliche gesegnen dürffte / ohne einiges Beding und Rückhalt / sowol die Ober- als Unter-Jagt in der Heyde wieder an sich zurücke zunehmen / und damit / als ihr Eigenthum / nach / wie vorhin / zu verfahren / und sich allein derselben / nach ihrem Gefallen / wieder zugebrauchen; Wie dann auch Se. Hochfürstliche Durchläuchtigkeit sich dahin gnädigst erklären / daß durch diese ad tempus vitæ unterthänigst überlassene Jagt / auch die Zeit da sie solche gebrauchen / der Stadt an dem Eigenthumb der Heyde / der darin befindlichen Weyde / Mast / harten und weichen Holtzung / und beydes / nach eigenen Belieben / zum Bau- und Brenn-Holtz zu fällen / item an denen da verhandenen Dorffschafften / Höfen und Meyereyen / Bauren / Ackerwercken / Wiesen / auch überall durch die gantze Heyde / und so weit solche sich weiter erstrecket / der Stadt zustehenden Jurisdiction, und was von diesem allen dependiret nichts benommen seyn soll / allermassen dieses alles / nach eigenem Belieben / wie vorhin / also auch ins künfftige zu gebrauchen / zu geniessen / und zu exerciren der Stadt gantz ungehindert verbleibet / und sollen daneben die Unterthanen mit keinen Jagt-Diensten / Ablager oder Wild-Fuhren beschwehret werden; Wann aber Wolffs-Jagten anzustellen / so sollen sich auch zu solchen / als weit die Rostocker Heyde gehet / die Röversheger Bauren / wann Ihre Hochfürstliche Durchlauchtigkeit solches vom Raht gnädigst begehren / mit gebrauchen lassen.

32. Und gleich Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit darob ein ungnädigstes Mißfallen tragen / daß / dem Bericht nach / die Bewohner der Officialen und des Dobbranschen Hofes sich des eigenen Brauens / auch Brandtwein-Brennens zum feylen Kauffe / auch anderer Bürgerlicher Nahrung angemasset / und solches / auch die auf dem so genannten Dobbranschen Hofe angelegte Roß-Mühle gäntzlich so fort gnädigst wieder abstellen lassen wollen; welche Dinge dann auch zu keinen Zeiten hinführo der Orten / zum Præjudiz dieser guten Stadt / gedultet werden sollen: Also versprechen auch Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit hiemit in Gnaden / daß sie / in Compensationem der ihr ad tempus vitæ unterthänigst überlassenen Jagt in der so genannten Rostocker Heyde / die dem Dobbranschen Hofe und der Officialey innerhalb Hauses beygelegte Schencke des Rostocker und fremden Bieres / in specie auch des so genannten Kniesenacks / zu mehrer Aufnahm der hiesigen Brauren / als welche dadurch unter andern zimblichen mit herunter gekommen / so lange die concedirte Jagt wehret / nehmlichen ad tempus vitæ Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit / gnädigst legen zu lassen: Allermassen denn die Schencken auf der Officialey und auf dem Drobbanschen Hofe so fort van Johannis dieses Jahres an cessiren und gehoben seyn sollen; Da aber / nach GOttes gnädigstem Willen / Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit / welches der grosse GOtt in Gnaden biß an dero spätes Alter ausgesetzet seyn lassen wolle / das Zeitliche gesegnen / und dadurch vorgedachte Jagt der Stadt wieder heimfallen solte / so behalten Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit ihr per expressum bevor / Ihre bey diesen Höfen habende hohe Gerechtigkeit / gleich als hiebevor / alsdann zu exercieren / auch immittelst / ausser denen Schencken dieser beyden Höfe / sonst competirende Privilegia zu conserviren.

33. Wie dann auch Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit des gnädigsten Erbietens seyn / daß / zu Wieder-Aufhelffung der Stadt / derselben die Krüge auf dem Lande / so ihr vorhin assignirt gewesen / umb solche mit ihrem Bier wieder zu verlegen / wieder zugebracht / denn auch von dem Lande die

ANNO 1702.

ANNO 1702.

die Handwercker weg geschaffet / und dieser wegen in der bevorstehenden Policey-Ordnung forderſamſt gnädigſte Verfügung gemachet werden soll.

34. So erbieten auch Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit sich in Gnaden hiebey / daß sie jährlich dem Raht-Stuhl / umb solche unter sich zu vertheilen / zwey grosse Stücke Wild / 4. grosse wilde Schweine / und 6. Rehe / welche dem Wort-haltenden Burgermeister / wenn er sich desfals bey Zeiten bey dem Ober-Jager-Meister gemeldet / geliefert werden sollen / an statt der durch überlassene Jagt abgehenden Ergötzlichkeit geben / auch denen Bürgern zu Ehren- und Noth-Fällen ein groß Stük Wild zu vier / ein groß wild Schwein zu vier / ein mittel Schwein zu drey / einen Frischling zu zwey / und ein grosser Reh zu drey Rthlr. wann selbige gleichfalls sich bey dem Ober-Jäger-Meister bey Zeiten gemeldet / zukommen lassen wollen: Jedoch mit dem Anhange / daß / wann ein und anderer solches auswärtig verkaufft / oder damit Handlung getrieben zu haben überführet werden solte / er sich dadurch dieser Hochfürstlichen Hulde Zeit Lebens verlustig gemacht haben solle.

35. Ist verglichen / daß / damit Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit in dero unterthänigst überlassene Jagt von niemanden Eintrag geschehen möge / auch von Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit in so weit / und auf solche gute Acht zu haben / die von gemeiner Stadt anietzo bestellete / und auch ins künfftig zu bestellende so genannte Heyde-Voigte von Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit dahin mit beeydiget werden mögen / daß sie niemand / er sey auch / wer er wolle / daselbst einiges Wildt zu schiessen / oder auch mit Gewehr und Zucht oder Windhunden sich finden zu lassen verstatten / sondern sich derselben bemächtigen / und / salva cæteroquin Jurisdictione Senatus urbici in der so genannten Rostocker Heyde / zu gebührender Bestraffung / Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit anzeigen sollen.

36. Schließlichen und 36ten bedinget die Stadt unterthänigst / und concediren auch Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit in Gnaden / daß / unter der ad tempus vitæ unterthänigst überlassenen Jagt / dieselbe nicht zu verstehen / welche die Stadt auch dero Armen-Häuser / in übrigen deren Holtzungen / auf deren Feldern / und bey deren Dörffern hat / allermassen diese übrige Jagt / ausserhalb der so genannten Rostocker Heyde / gemeiner Stadt und dero Armen-Häusern gar allein verbleibet / und sind sie solche / nach wie vor / ungehindert zu gebrauchen befuget.

Dessen zu Uhrkund und fester Haltung haben Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit diesen Vergleich mit Ihrem Fürstlichen Insiegel und Unterschrift / wie auch Burgermeister und Rath mit der Stadt Secret bestätiget. So geschehen Rostock den 27. Martii, Anno eintausend siebenhundert zwey.

Friedrich Wilhelm.
(L. S.)

(L. S. Urb.)

28. Mars. Folget des Herrn Hertzogs Confirmation über der Stadt Rostock aller und jeder Privilegien den 28. Martii 1702. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. IV. Absatz. XVII. pag. 730. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THUCELII *Acta Publica* Part. II. pag. 328.]

C'est-à-dire,

ANNO 1702.

*Confirmation des Privileges de la Ville de* ROSTOCK *par le Serenissime Duc de* MECKLENBOURG SUERIN *le* 28. *Mars* 1702.

VOn GOttes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graffe zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr ꝛc. Für uns und unsere Nachkommende Hertzogen zu Mecklenburg / thun kundt / und mit diesem Briefe öffentlich bekennen / als nach seeligem tödtlichen Hintritt der Weyland Durchleuchtigsten Fürsten / Herrn Christian Ludewichen / und Herrn Gustav Adolphen / Hertzogen zu Mechlenburg / Fürsten zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graffen zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard / Herrn ꝛc. Unserer in GOtt ruhenden vielgeliebten Herrn Vetter und Vaters Gnaden und Lbd. hochlöblichen Bedenckens / wir die Regierung der Mecklenburgischen gesambten Lande angetreten / und dan die Ehrenveste und Ehrsahme / unsere liebe Getreue / Bürgermeister / Rath und gantze Gemeine unser Erb-unterthänigsten Stadt Rostock bey uns ihrem einigen itzigen Landes-Fürsten und Erb-Herrn / umb die Confirmation ihrer von unsern hochlöblichen Botfahren erhaltenen Privilegien unterthänigst angehalten. Daß wir demnach / in Ansehung derer getreuen Dienste / die gemeldte Bürgermeister / Rath und Gemeine uns und unsern Vorfahren allewege gethan / und uns hinfürther thun konnen und sollen / ihnen ihre Kirchen / Clöster und Capellen / besage Inhalts des Anno 1573. aufgerichteten Erb-Vertrages / wie auch alle ihre Privilegia, Freyhiet- und Gerechtigkeiten / sambt und besondere versiegelte Brieffe und Schrifften / Lübsch oder Schwerinsch Recht / in ihren Dörffern / Höfen / Aeckern und Hufen / wie ihnen dieselbe von unsern Gottseeligen Herrn Vettern / und allen unsern löblichen Vorfaren / Christlicher Gedächtnis / verlehnet / versiegelt / confirmiret und bestätiget worden / confirmiret und bestätiget haben / confirmiren und bestätigen ihre gemeldte Privilegia, Freyheiten und Gerechtigkeiten / versiegelte Brieffe und Schrifften / Lübsch und Schwerinisch Recht / hiemit und in Krafft dieses Brieffs / wissentlich vor uns / unsere Erben / und nachkommende Hertzogen zu Mecklenburg. Jedoch soll durch diese unsere Confirmation, denen Anno 15-4. mit unserer Stadt Rostock aufgerichteten Erb-Verträgen nichts benommen seyn / sondern wir wollen dieselben Verträge auch in allen ihren Articuln und Puncten hiemit ratificiret / beliebet / confirmiret und bestätiget haben.

Gereden und geloben darauf / bey unsern Fürstlichen Ehren und Worten / mehr gedachte Bürgermeistere und Rath / und gantze Gemeine unser Stadt Rostock / ihre Nachkommen / Kirchen und Clöster / bey ermeldten ihren Privilegien, Frey- und Gerechtigkeiten / versiegelten Brieffen / Schrifften und Verträgen verbleiben zu lassen / ungehindert unser Erben und Nachkommen / sie auch dabey festiglich zu schützen und zu vertreten / getreulich und ohngefehrlich.

Zu Uhrkund / haben wir diesen Confirmations-Brieff mit unserm Fürstlichen Hand-Zeichen und Insiegel bestärcket / geben und geschehen in unser Erb-unterthänigen Stadt Rostock / den 28ten Tag Martii, nach Christi unsers einigen Erlösers und Seeligmachers Geburth / im ein tausend sieben hundert und zweyten Jahr.

Friedrich Wilhelm. (L. S.)

ANNO 1702. 19 Avril.

## XXIV.

Vergleich zwischen dem Fürstl. Braunschweigischen Hauß beyder Linien / Zell und Wolffenbuttel / durch Interposition Ihrer Königl. Majest. in Preussen / und des Land-Grafen zu Hessen-Cassel / in puncto der von Wolffenbuttel geschehenen Armaturæ, wovon einige Regimenter an Zell und Hannover / zur gemeinen sache überzulaßen versprochen wird. Geschehen zu Braunschweig den 19ten April 1702. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz. IX. pag. 1023.]

C'est-à-dire,

*Convention passée entre les Ducs de* BRUNSWICH *de la Ligne de* ZELL, *& de celle de* WOLFEMBUTTEL *par la Mediation du Roi de* PRUSSE *& du Land-Grave de* HESSE-CASSEL, *touchant l'Augmentation des Troupes faite de la part de* WOLFFEMBUTTEL, *& dont on promet de rendre incessamment quelques Regimens à la Maison de* ZELL *& de* HANNOVER *pour être employez pour la Cause publique, à Brunswich le 19. Avril* 1702.

DEmnach wegen der Fürstl. Wolffenbüttelschen Armatur einige Mißverstände entstanden / dahero es in dem Durchleuchtigsten Hause Braunschweig undt Lüneburg zwischen beyden Linien Zell und Wolffenbüttel zu Weiterungen gekommen / hernach aber gütliche Tractaten darüber angestellet worden; so ist vermittelst Ihrer Königl. Majestät in Preussen undt des Herrn Landtgrafen zu Hessen-Cassel Durchl. interposition von denen dazu bevollmächtigten Ministris deshalber folgendes abgehandelt undt verglichen.

Art. 1.

Soll alles dasjenige / was dieser Sache halber an beyden Seiten vorgegangen / in ewiges Vergessen gestellet seyn / undt der eine Theil solches dem andern in Unguten nie entgelten lassen / noch es von einem Theil gegen den andern jemahls angezogen / auch einer von dem andern desfalls inn- oder ausserhalb Gerichts nie belanget oder besprochen / sondern es alß nie geschehen geachtet werden / undt aboliret und aufgehoben seyn. Des effects dieser amnestie sollen auch alle undt jede beyderseitige Civil-undt Militair-Bediente / Unterthanen undt Angehörige für ihre Personen / auch Haab und Güter / mit zu geniessen haben.

Art. 2.

Declariren beyde Theile / undt versprechen festiglich / daß sie dero bißhero gehabte / oder noch habende Fœdera, einer zu des andern offension nicht gebrauchen wollen.

Art. 3.

Erklähren sich Hertzog Rudolph Augusti zu Braunschweig undt Lüneburg Durchl. mittelst dieses dahin / daß sie bey denen jetzigen höchst gefährlichen Conjuncturen zu desto mehrer Bezeugung dero für Ihre Käyserliche Maj. alß das höchstgeehrteste Ober-Haupt des Reichs / undt die gemeine Sache tragenden patriotischen Neigung / von ihren auf den Beinen habenden Trouppen, an guter / untadelhaffter / mit tauglichem Gewehr undt ihrer völliger Montirung versehener Mannschafft / dem Publico zum Besten / so fort undt ohne allen Anstandt zwey Regimenter Infanterie, jedes a 12. Compagnien / jegliche a 100. Mann inclusive prima plana, denn drey Regimenter Reuter undt zwey Regimenter Dragoner, welche laut übergebener Liste 769. gemeine Berittene / undt 48. Unberittene annoch ausmachen / hergeben undt überlassen wollen. ANNO 1702.

Art. 4.

Sofort alß diese Convention von beyderseits gnädigster Herrschafft ratificiret worden / soll von Seiten Herrn Hertzog Rudolph Augusti vorberegte Anzahl Trouppen durch undt an die dazu verordnete Commissarios an denen dazu belieben den Gräntzen an Zell undt Hannover richtig geliefert / dieselbe auch sodann zugleich der bisherigen Wolffenbüttelschen Pflichten erlassen / undt in die Zell-undt Hannoversche Pflichten angewiesen / und solche Trouppen folgendts / so baldt alß nur mit Ihrer Käyserlichen Majestat undt dero hohen Alliirten / in specie Engelandt undt Hollandt / deshalber Abrede genommen seyn wird / an Ort und Enden / wo es die Noth erfordern undt beliebt werden wird / abgeführet werden.

Art. 5.

Es verspricht auch Rudolph August dabey / daß solchen an Zell und Hannover zu überlassenden Trouppen nicht allein ihre biß zu gedachter Uberlieferung rückständig gebliebene monatliche Verpflegungs-Gelder richtig bezahlet / sondern auch denenselben ihre Regimenter-undt Mundirungs-Casse, undt was dazu gehörig / gelassen undt abgefolget / wofern auch einige von besagten Trouppen deliertiren / und sich in die Wolffenbüttelsche Lande wieder begeben solten / selbige ohnweigerlich wieder ausgeliefert werden solten.

Art. 6.

Zell-undt Hannoverscher Seite wird hiebey versprochen / daß sie diese Trouppen, so lange biß dieselbe aus ihren Landen ab-und weiter geführet werden / welches denn bestmöglichst befödert werden solle / verpflegen wollen.

Art. 7.

Ingleichen wird Zell-und Hannoverschen Theils hiemit festiglich zugesaget und versprochen / daß sofort / alß die Abführung solcher dem Publico herzugebenden Trouppen aus den Fürstlichen Wolffenbüttelschen Landen / und deren Lieferung an Zell und Hannover geschiehet / zugleich und pari passu alle und jede Zell-und Hannoversche in denen Wolffenbüttelschen Landen stehende Trouppen abgeführet / undt wieder in ihre eigene Lande zurück gezogen / dabey auch die scharffe und exacte Ordre gestellet werden soll / daß bey solchem Abzuge die geringste desordres und exactiones nicht geschehen / oder wenn ja dergleichen vorgehen würde / dessen Ersetzung / wann davon richtige Specificationes eingesandt werden / beschaffet / und die Contravenienten der gebühr mit scharffer Bestraffung angesehen werden sollen.

Art. 8.

Es hat auch Zell undt Hannover / umb zu zeigen / daß man derseits keine intention, einen Vortheil aus dieser Sache zu ziehen / sondern nur ihre eigene und gemeine Sicherheit für Augen gehabt / dan auch aus sonderbahrer Consideration für Hertzog Rudolph Augusten / aus eigener Beweg-

ANNO 1702. wegnis sich erkläret / daß alle von Zeit der Einrückung derseitigen Trouppen in die Wolffenbüttelsche Lande erhobene Contributiones, ausgenommen das / was auf Abschlag derselben Behuef solchen Trouppen an Korne / zum Commis oder zu Subsistenz der Cavallerie gereichet worden / restituiret werden solle.

Art. 9.

Beyde Theile versprechen hiemit / daß / wann ein oder der ander Theil / dieser Convention halber / von jemanden / er sey auch wer er wolle / angegriffen werden solte / man einander nicht allein dagegen treulich assistiren / sondern auch Zell und Hannover bey Ihrer Kayserlichen Majestät / auch Engel- undt Hollandt / und übrigen hohen Garants dieses Vergleichs ihre beste Officia dahin anwenden wollen / daß in der über solchem Vergleich auszustellenden Garantie, dieselbe auch in specie hierüber möge accordiret werden.

Art. 10.

Herr Hertzog Rudolph August will / so viel an Ihro / daran seyn / dero Herrn Bruders Hertzogs Anton Ulrichs Ratification über diesen Vergleich innerhalb zween Monathen a dato dieses zu verschaffen Es werden auch die hohe Puissances, welche die Garantie sothanen Vergleichs übernehmen / in specie solche dero Garantie darauf richten / und nachdrücklich darüber halten / daß von Herrn Hertzog Anton Ulrich oder dessen Nachfolger an der Regierung / diesem Vergleich in keine Wege solle zuwider gehandelt werden.

Art. 11.

Gleichwie man beyderseits diesem allen / was obstehet / also treulich und onhnverbrüchlich nachzukommen / bey Treu undt Glauben hiemitzusaget undt verspricht / also sollen auch Ihro Kayserliche Majestät / alß des Reichs höchstes Ober-Haupt / nebst der Cron Engellandt / undt Ihre Hochmögenden die Herren General Staaten der vereinigten Niederlanden / die Garantie darüber zu præstiren undt zu halten / von beyden pacisciренden Theilen ersuchet werden / wie dann auch von den Königlichen Preussischen / undt Fürstlichen Hessen-Casselischen Mediations-Ministres auf ebenmäßiges Ersuchen / Nahmens dero hohen Herren Principalen / die Garantie darüber gleichfalls zu leisten versprochen / undt deswegen eine Acte ausgestellet worden.

Art. 12.

Diese Convention soll sobald möglich / und längstens innerhalb 3. Tagen a dato dieses / von beyderseits gnädigster Herrschafft ratificiret / undt die Ratificationes allhie zu Braunschweig gegen einander ausgewechselt werden.

Zu Urkundt und Festhaltung dessen / was obstehet / haben beyderseits hierzu deputirte Ministri undt Räthe nach beyderseits hinc inde ausgewechselten Vollmachten / diese Convention, welche in triplo ausgefertiget / mit ihrer Hand undt beygedruckten Petschafften bekräfftiget / auch die Königliche Preußische / undt Landtgräfliche Hessen-Casselische Mediations-Ministri dieselbe mit unterschrieben. So geschehen Braunschweig den 19. April 1702.

P. F. von Fuchs / als Mediations-Minister. (L. S.)

Jacob Friedrich Retler / als Mediations Minister. (L. S.) ANNO 1702.

W. V. Fabritius. (L. S.)

Hillbert von dem Busch. (L. S.)

P. V. Wendhusen. (L. S.)

F. V. Steinberg. (L. S.)

U. Ludecke. (L. S.)

XXV.

*Protesta stipulata per mano di pubblico Notaro nella Città di* NAPOLI *segretamente, per essentarsi dalle violenze, il giorno ultimo d'Aprile* 1702. *da un grande numero de Nobili, Ceto Civile, Fedelissimo Popolo della Città, e Regno di Napoli, e fatta stampare per universale cognizione.* [Feuille volante imprimée à Naples.] 30 Avril.

CORRE voce, ch'il Sereniſſimo Signor Duca d'Angiò, che si attrova in questa Città di Napoli, sia per voler' esiggere il Giuramento di fedeltà, come s'egli ne fosse il legitimo Rè. E perche ciò è contro à Privilegi, e Constitutioni del Regno, le quali vietano, che non si debba da chi si sia prestare tal Giuramento, se prima non precede l'Investitura della santa Sede, e non si chiamino li Parlamenti Generali di tutto il Regno, & è pure proibito da Bolle di Sommi Pontefici, che non si possa da alcuno sotto pena di Scomunica riconoscere per Re di Napoli se non chi ha ottenuta prima la Investitura, il che non è succesſo, ne succederà mai nella persona del sudetto sereniſſimo Signor Duca d'Angiò, al quale di ragione non aspetta; considerando noi d'ogni Ceto di persone, che dalla prepotenza potreſſimo esserè astretti à far questo passo contro la Giustizia, contro le' Leggi della nostra Patria, e contro la nostra coscienza, si siamo risoluti di fare la presente dichiarazion e in ogni miglior modo, e forma, volendo, che questa sia la piu solenne; che possa praticarsi, colla qualle si protestiamo à nostri Cittadini, al sommo Pontefice Clemente XI. à tutto il mondo; & à Dio, che se questo seguirà, sarà per pura tiranna necessità, e per salvare la vita; e che qual si sia giuramento, come qualunque dimostrazione di Cavalcate, ò di donativi, ò altri atti, che significassero consenso alla riconoscenza del sudetto Sereniſſimo Signor Duca d'Angiò, perche surrepiti, e violenti; non prodotti dalla volontà, mà estorti dalla forza, saranno nulli & invalidi, per lo che non saremo tenuti ad alcun' obbligo, nè potrà pregiudicar mai alla nostra puntualità, nè riputarsi à mancanza di Fede, quando al prossimo arrivo dell' Armi dell' Augustiſſimo Imperatore nel Regno noi fossimo per secondarle, come del legitimo Erede alla succession dell' Augustissima Casa d'Austria, e per havere il Sereniſſimo Arciduca Carlo dal pio Leopoldo à Noi destinato per Re, à risiedere in Napoli, e liberarci dalla tirannide de' Ministri subalterni, che ci comandano, e che oggidi tentano d'ingannare la Gente con apparenza di togliere gabelle; mà con animo veramente attento d'imporci nuovi aggravi, e far cumulo di denaro, per renderci sempre più miserabili. Et acciocche sia noto; non essere questa Protesta qualche ritrovato insussistente di poche persone, la habbiamo fatta stipulare da pubblico Notaro coll' intervento di Giudice à perpetua memoria colla sottoscrizione di un grande; e cospicuo numero d'ogni grado, e condizione; che hà potuto concedere la necessità del segreto, per esimerci dalle tiranne violenze con altri praticate. E perche sappiamo, ch' ogni fedele Cittadino amante della nostra afflitta Patria, sarà dello stesso sentimento, habbiamo voluto renderne una pubblica rimostranza, ponendo questa Protesta alla stampa

ANNO 1702.

ſtampa, acciòche à ciaſcheduno ſia noto, che ſe bene non haverà potuto ſottoſcriverſi, può però conſervare nell' interno gl' iſteſſi ſentimenti, li quali noi habbiamo prima della ſtipulazione dell' Inſtrumento conſultati con molti Sacerdoti, e Teologi, che vi ſono intervenuti, e che hanno giudicato, che debba pubblicarſi queſta noſtra ſolenne Proteſta, à fine, che ogn' uno cautelar poſſa la propria coſcienza, ſappia, che il Giuramento come forzato non obbligherà all' oſſervazione, e che non potrà alcuno eſſere tacciato di mancanza di Fede, quando verrà il tempo di liberarci dal barbaro giogo, à cui vogliono ſottoporci li Franceſi, e Spagnuoli, uniti per la noſtra oppreſſione; facendo pure paleſe, che ſarà lecito ad ogn' uno à ſuo tempo di ſottoſcriverſi nel preſente Inſtrumento, perche ſi riconoſca la di loro intenzione, quando furono violentati à preſtare il preteſo Giuramento, che non può darſi, che ſacrilegamente, proibendolo li Decreti della Patria, i Privilegi del Regno, e le Scomuniche de Pontifici. In fede di che

*Noi N.N.N.N.N.N.N.N. &c.*

## XXVI.

8. Mai. *Manifeſte, contenant les Raiſons qui obligent les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *des Païs Bas, de déclarer la Guerre à la France & à l'Eſpagne. Fait à la Haye le* 8. *de Mai.* 1702. *Publié le* 15. *du même Mois & An.* [Feuille volante.]

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces préſentes verront ou entendront lire, SALUT. Sçavoir faiſons, que depuis un très long-tems, le Roi de France aïant jetté les yeux ſur ces Provinces, pour s'en emparer, s'il lui étoit poſſible, ou autrement pour les ruiner, ravager, & reduire en deſert, il a entrepris & attaqué l'Etat à cette fin en deux differentes fois, ſçavoir dans les années mil ſix cent ſeptante-deux & mil ſix cent quatre-vingt & huit, & ce par une Guerre & très-forte & très-injuſte, quoique de nôtre côté nous euſſions emploié tous les Devoirs imaginables pour l'éviter & pour continuer le Repos & la Paix. Qu'il n'y a rien de plus connu, que ſi le Roi de France avoit pû ſe rendre Maître de ces Provinces, c'étoit le moïen de ſe fraier le chemin à la Monarchie Univerſelle, ou qu'en cas qu'il eût affoibli l'Etat & gagné tellement ſur lui le deſſus qu'il eut été obligé de demeurer en repos & ſe ſéparer de ſes Alliez, il n'auroit pas laiſſé, en maitriſant d'autres Princes & Potentats, de parvenir à ce but, & auroit dans ces entrefaites ou dans la ſuite mis ces Provinces en danger d'être ſubjuguées, & les auroit ainſi dépouillées de leur Liberté & de leur Religion, gages précieux pour leſquels les Sujets & Habitans de l'Etat ont été obligez de ſoutenir ci-devant tant de terribles perſecutions, & qui n'ont pû être mis en pleine ſûreté qu'après que les mêmes Sujets ont expoſé & hazardé volontairement & avec la derniere conſtance tout ce qu'ils avoient de plus cher, & ſoutenu une Guerre de quatre-vingts ans conſecutifs contre les puiſſans Rois d'Eſpagne.

Il eſt vrai que le Dieu Tout-Puiſſant a dans la ſuite voulu punir ces Provinces par ces ſuſdites deux dernieres Guerres, à cauſe des grands pechez de ſes Habitans; mais, par ſon Conſeil qui gouverne toutes choſes, il n'a pas voulu permettre que le Roi de France ait exécuté ſes ambitieux Deſſeins; au contraire, il a tellement beni les Armes de l'Etat & de ſes Alliez, que la Paix générale s'en étant enſuivie és années mil ſix cent ſoixante & dix-ſept, & mil ſix cent quatre-vingt & dix-ſept, le Roi de France a été contraint par la derniere de reſtituer à l'Empereur & au Roi d'Eſpagne, des Provinces, Païs, & Villes très-importantes & très-conſiderables, dont, contre la teneur du Traité de Nimegue, il s'étoit emparé, en partie ſous le nom de Réünion & autres prétextes, en partie à force ouverte, & en partie enfin par ſes tromperies & artifices.

Le Traité de Ryſwick, tant de Paix que de Commerce, aïant été ſi ſolemnellement conclû en la ſuſdite année mil ſix cent quatre-vingt & dix-ſept, nous avions ſujet de nous attendre qu'il ſeroit ſatisfait de bonne foi au contenu d'icelui; mais nous avons experimenté au contraire que lorſque la France l'a fait, ce n'a point été dans l'intention de l'obſerver, mais ſeulement pour nous faire à nous & à nos Alliez mettre bas les armes, nous deſunir les uns des autres, ruïner après cela notre Commerce & affoiblir & épuiſer entiérement les Sujets Négotians de l'Etat, pour pouvoir enſuite plus facilement continuer ſes précedens Deſſeins; car, à peine les ſuſdits Traitez de Paix & de Commerce furent ratifiez, qu'on vit clairement qu'on avoit pour but de traverſer de nouveau le Commerce de ces Païs, qui en eſt le nerf, puis qu'on s'opiniatra publiquement à refuſer le Tarif promis par le ſuſdit Traité, & qu'on fit à cette occaſion pluſieurs vexations aux Sujets de l'Etat qui ſe mêlent du Commerce, par où, après une longue & penible Négociation, & pour éviter ſeulement un plus grand mal, nous fûmes néceſſitez, contre le Traité ſuſmentionné, d'accepter un Tarif beaucoup plus deſavantageux.

ANNO 1702.

En outre, nous avons été obligez de voir, que ſans avoir égard à l'Article quinziéme du ſuſdit Traité de Commerce, en vertu duquel nos Sujets qui s'établiſſent en France pour y traffiquer ne doivent point être compris dans les charges publiques qui ſeront impoſées ſur les étrangers, ils n'ont pas laiſſé d'être chargez d'impoſitions exhorbitantes.

Le Roi de France, nonobſtant toutes ces choſes, n'a rien obmis, pour nous perſuader par toutes les Proteſtations imaginables de ſincerité, qu'il n'avoit point d'autre intention que de conſerver la Paix, & de vouloir éloigner tous les obſtacles qui pourroient s'y oppoſer; & comme le Roi d'Eſpagne étoit d'une conſtitution très-foible, & que venant à deceder, ſa Succeſſion pouvoit cauſer de très-grands Differens & de fâcheuſes Guerres, cela a donné lieu à des ouvertures pour un Traité, par le moïen duquel d'un côté on devoit prévenir le trop grand pouvoir où le Roi de France ſeroit monté par ſon Avenement à toute la Monarchie d'Eſpagne, & les ſuites qui en auroient reſulté pour toute l'Europe; &, d'un autre, contenter par-là ceux qui aſpiroient à cette même Succeſſion, afin qu'ainſi la Paix générale fût conſervée.

Sur ce fondement, le Roi de France aïant fait un Traité ſolemnel avec celui d'Angleterre & cet Etat les troiſiéme & vingt-cinquiéme de Mars mil ſept cent, nous avions eſperé que la Paix générale ſeroit par-là maintenuë; mais à peine le ſuſdit Traité fut-il conclu & ratifié, que nous experimentâmes clairement que l'intention de ce Roi n'avoit nullement été de le tenir & de l'exécuter; & qu'au contraire il emploioit toutes ſortes de devoirs & d'artifices à la Cour d'Eſpagne, pour y rendre non ſeulement l'Empereur odieux, mais pour obliger de plus le Roi d'Eſpagne à faire un Teſtament en faveur de la France.

En effet, le Roi d'Eſpagne étant venu à mourir dans ces entrefaites, on a auſſi-tôt produit un Teſtament, par lequel le Duc d'ANJOU Petit-Fils du Roi de France eſt inſtitué Héritier de tous ſes Royaumes & Etats.

Ledit Teſtament n'a pas plûtôt été rendu public, que le Roi de France a donné des preuves de ſon abſoluë & interieure intention de ſatisfaire par toutes ſortes de voies & de moiens ſon Ambition démeſurée. A cette fin, ſans avoir égard à un Traité ſi ſolemnel & ſi nouvellement fait, & à ſes grandes & iteratives proteſtations de s'y vouloir ſincerement tenir, il n'a pas laiſſé d'accepter dans le même tems ledit Teſtament, & de rejetter & rompre le Traité ſuſmentionné, ſans même avoir donné la moindre communication ni connoiſſance préallable de ſon intention à ceux avec qui il l'avoit fait; ſe contentant de le notifier ſans aucun déguiſement à l'Etat & d'en donner pour principale raiſon, qu'il falloit avoir égard à l'eſprit ou ſens, & non pas aux termes ou mots du Traité, expliquant cet eſprit & ce ſens ſelon ſon bon plaiſir, non ſans menace & avertiſſement de divers dangers & deſaſtres, ſi nous ne voulons point nous conformer à cet eſprit: ce qui eſt une Infraction ſi grande, & ſi inouïe, que jamais il n'a été parlé de telle dans le monde, & une Maxime ſuivant laquelle on ne ſeroit jamais obligé d'obſerver aucun Traité.

Le même Roi en conſequence de ce Teſtament n'a pas ſeulement fait proclamer le Duc d'ANJOU pour Roi d'Eſpagne; il a de plus, en ſon nom, pris poſſeſſion de tous les Roiaumes & Domaines dudit feu

ANNO 1702.

feu Roi, ſans réfléchir le moins du monde ſur les Prétentions de l'Empereur, leſquelles néanmoins, par le Traité dont il vient d'être parlé, avoient été ſi bien reconnuës dans toute leur force, qu'elles en ont été non ſeulement la raiſon fondamentale, mais qu'elles y furent même avouées ſi legitimes, que la plus grande partie de la Monarchie d'Eſpagne devoit en conſequence appartenir à l'Archiduc d'Autriche.

Ledit Roi n'en demeurant pas-là, il a bien-tôt après fait occuper tous les Païs-Bas Eſpagnols par ſes propres Troupes, quoique pour la conſervation d'iceux les nôtres y fuſſent en Garniſon du conſentement du ſuſdit feu Roi, & ne les en a laiſſé ſortir, qu'après beaucoup de difficulté, & avoir ſouffert bien du dommage & de la perte.

Par-là, l'Etat s'eſt vû privé tout d'un coup de la Barriere pour laquelle il avoit déja ſoutenu deux ſanglantes Guerres, & que le Roi de France même, dans les conditions du Traité de Paix de l'année mil ſix cent ſoixante & dix ſept, lui avoit ſpecialement aſſigné, aiant même nommément été ſtipulé par le Traité de Partage dont il a été parlé, que les ſuſdits Païs-Bas Eſpagnols demeureroient à l'Archiduc d'Autriche.

Outre cela, le Roi de France a commencé auſſitôt à gouverner deſpotiquement, tant à l'égard de la Police que de la Guerre, les Roiaumes & Domaines d'Eſpagne, ſous le nom de ſon Petit-Fils, & les a tellement réünis aux ſiens, que le tout n'eſt plus que comme une même Monarchie & un ſeul Gouvernement; ce qui ne peut paroître plus fortement, que dans la direction qu'il a deſdits Païs-Bas Eſpagnols, qui ſont le Rempart de l'Etat: par où ſe confirme très-évidemment, (ainſi que les Avis même d'Eſpagne le portent) qu'ils ont été offerts, delaiſſez, & cedez entiérement au Roi de France, pour y gouverner en Souverain, tant à l'égard des choſes qui concernent la Police, & la Milice, que les Finances.

Ce même Roi étant parvenu à cette énorme Puiſſance (pour laquelle toute la Chrêtienté avoit ſi long-tems aprehendé) & aiant par ce moien jetté le parfait fondement pour parvenir à la ſuſdite Monarchie Univerſelle, il ne tarda guere à travailler ſur ce plan, en envoiant une formidable Armée en Italie, pour s'y rendre entiérement le Maître, & en inondant de plus les Païs-Bas Eſpagnols de ſes Troupes, afin de nous intimider, s'il lui étoit poſſible, & nous obliger d'entrer en une Négotiation particuliere, ſans la participation de nos Alliez: & voiant que tous les ſoins qu'il emploioit à cet effet ſe trouvoient inutiles, il a cherché toutes les voies imaginables afin de nous y contraindre par la force. Il s'eſt ſaiſi à cette fin de la Citadelle de Liege, malgré le Doien & le Chapitre, & à l'inſû de l'Empereur ou de l'Empire; faiſant, pour ne point trouver d'obſtacle à l'exécution de ſes deſſeins, & inſpirer de la terreur au Chapitre, enlever le Doien & le conduire par force ſous la Juriſdiction d'Eſpagne.

Ne ſe contentant pas de s'être emparé de Liege, il s'eſt, pour nous environner & reſſerrer encore davantage, & contre le gré du Chapitre de Cologne, rendu Maître de la pluſpart des Places de ce Dioceſe, & ſpecialement des Forteresſes de Bonn, de Kaiſerswert, & de Rhinberg; (la Ville de Cologne, où ſes deſſeins ne purent réüſſir, lui aïant échapé par la bonne conduite qu'elle a tenuë.) Et s'étant mis par-là en état de faire invaſion à toute heure dans cette République, ſelon le plan de l'année mil ſix cent ſoixante & douze, il n'en eſt pas demeuré là; mais, pour agir encore plus ſurement & bloquer & aſſiéger en quelque maniére entierement ce Païs, il a à ſes propres dépens levé un nombre conſiderable de Troupes dans le Wolfembuttel, afin de pouvoir auſſi en même tems nous attaquer de ce côté, & a fait dans ces entrefaites tranſporter au travers de Païs étrangers toute ſorte de munitions de Guerre & d'Artillerie, pour d'autant plus facilement envahir ces Provinces.

Ce Roi ſuſdit n'étant pas ſatisfait de nous avoir ainſi reſſerré par terre, il a pouſſé les choſes encore plus loin, il s'eſt emparé des Ports de Mer d'Eſpagne, de Naples, de Sicile, & des autres Iles de la Méditerranée, comme auſſi des Havres des Païs-Bas Eſpagnols au nom du Roi d'Eſpagne: il s'eſt auſſi ſaiſi des Indes, s'eſt rendu Maître par cette voie de tout le Commerce de l'Europe, & s'eſt mis en pouvoir d'en exclure & nous & les autres; &, afin de ne plus laiſſer aucun lieu au nôtre, il a encore tâché de perſuader au Roi de Portugal de nous deffendre ſes Havres: ſans compter qu'il a envoié une Eſcadre aux Indes, pour ſe ſaiſir de la Flote d'argent, dans laquelle les Sujets de l'Etat, auſſi-bien que d'autres Princes & Potentats de l'Europe, ſont conſiderablement intereſſez.

ANNO 1702.

Voiant donc les choſes dans une ſituation ſi dangereuſe & ſi capable de donner de l'inquietude, nous nous ſommes, comme les plus expoſez à l'embraſement, trouvez néceſſitez, après l'invocation du nom de Dieu pour nôtre ſecours & aſſiſtance, de nous mettre en poſture de nous deffendre, & de nous armer autant qu'il nous a été poſſible tant par Mer que par Terre contre une ſi grande Puiſſance & un peril ſi menaçant; enſemble de demander, outre cela, les ſecours qui par les Traitez nous étoient promis, en cas d'attaque, par nos Voiſins, & Alliez, & leſquels nous ont été accordez avec toute la promptitude que nous avions deſiré: par où nous trouvant en état de rejetter les Négociations particulieres propoſées par la France, nous nous ſommes alliez avec Sa Majeſté Impériale, les Rois d'Angleterre & de Pruſſe, & autres Princes & Potentats, pour la Défenſe de nos Roiaumes & Païs reciproques, la Conſervation de la Liberté de toute l'Europe, & le Rétabliſſement de la Tranquilité & de la Paix générale.

Ainſi, chacun commençant à ouvrir les yeux, & à penſer à ſa Défenſe naturelle, l'Empereur a envoié une Armée conſidérable en Italie pour s'opoſer au Roi de France.

Outre cela, Sa Majeſté Imperiale, aiant ſongé à faire retirer les François du Dioceſe de Cologne, Elle a emploié pour cela tous les devoirs imaginables, & nous a requis d'y intéreſſer les Directeurs des Cercles, afin d'y prêter leur aſſiſtance; ce que, ſuivant nôtre devoir, & nos engagemens, & eu égard à nôtre propre Defenſe, nous n'avons pû refuſer; mais nous avons au contraire fait par maniére de diverſion agir nos Troupes, comme Auxiliaires, tant là qu'ailleurs.

C'eſt ainſi que par le Procedé des François, la Guerre ſe voit commencée & pouſſée vivement en pluſieurs Contrées du Monde, à nôtre grand déplaiſir.

Et bien loin d'y avoir jamais donné de nôtre part la moindre occaſion, nous avons toûjours au contraire fait tout ce qui étoit en nous pour conſerver la Paix générale. En effet, nous avons reſſenti une joïe & un plaiſir extrême, voiant que le Roi de France avoit envoié ici ſes Miniſtres, & avons fait tout ce que nous avons pû pour que l'on fit quelques Propoſitions pour une Paix générale; ce qui ne ſe faiſant point, nous avons nous-mêmes demandé ce que nous jugions convenable pour parvenir à cette fin, & nous faire avoir nôtre ſûreté particuliére, ſans qu'on nous ait jamais fait la moindre réponſe ni la moindre offre.

On a bien, à la vérité, fait de l'autre part pluſieurs Proteſtations apparentes de Paix; mais cependant on n'a pas laiſſé de continuer les Armements, de s'emparer des Païs de nos Voiſins, & de s'allier avec divers Princes & Potentats; faiſant en même tems paroître clairement, qu'à moins que nous ne traitaſſions ſéparément de nos Confédérez, il n'y avoit rien à faire, comme en effet on l'a aſſez vû par le rappel ſucceſſif des ſuſdits Miniſtres.

Juſques là que ce Roi nous a enfin fait déclarer par un Mémoire de ſon Réſident, que ſes Armées étoient en état d'agir contre nous, ſi nous ne nous réſolvions d'accepter les Propoſitions faites par le ſuſdit Mémoire.

Il n'eſt, de plus, rien de ſi notoire, que le but du Roi d'Eſpagne d'à préſent, contre la Liberté de nôtre Etat & de nôtre Commerce, eſt le même que celui du Roi de France: en effet, cela paroit clairement par la maniére dont les Affaires ſont entiérement dirigées & conduites; & perſonne n'en peut douter: le Roi d'Eſpagne ne peut ou ne veut rien faire que ſelon le bon plaiſir du Roi de France, les Roïaumes de l'un & de l'autre ſont animez d'un même eſprit; & par conſequent on ne peut entendre la choſe autrement, ſinon que tout ce que le Roi de France fait contre nous & nos Alliez ſous le nom du Roi d'Eſpagne, ſe fait auſſi par ce dernier, ou du moins par tous les deux. C'eſt de cette maniére que le Roi de France, outre les choſes dites ci-deſſus, ſe ſert des Troupes Eſpagnoles au nom du

ANNO 1702.

du Roi d'Eſpagne pour éxécuter ſes deſſeins contre nous; c'eſt ſous ce nom qu'il a même conſtruit un Fort à la portée du Canon d'une des Forteresſes de l'Etat, directement contre le Traité de Paix fait avec le Roi d'Eſpagne en l'année 1648. & contre le Droit des Gens & de la Guerre.

Le Roi d'Eſpagne ſouffre non-ſeulement toutes ces demarches de ſon Grand-Pére, mais il les autoriſe entiérement, tant en ce qui regarde l'occupation effective de la Monarchie d'Eſpagne en général, que celle des Païs-Bas Eſpagnols en particulier, qui ſont le Rempart néceſſaire de cet Etat.

Ainſi, les Loix divines & humaines nous dictent, qu'étant de la maniére, qu'il eſt dit ci-deſſus, environnez, & comme bloquez & aſſiégez de toutes parts, & même réellement & de fait inſultez & attaquez par les Rois de France & d'Eſpagne, & que nous ſommes menacez de tant de dangers; Nous nous trouvons auſſi obligez de nous ſervir des moiens que Dieu & la Nature nous a mis en main, pour la Défenſe de nos Sujets & pour la Conſervation de leur Liberté, & de leur Religion, & en conſequence de prendre les Armes contre les Rois de France & d'Espagne qui ont enſemble entrepris nôtre ruïne & nôtre perte, & de leur déclarer la Guerre, comme nous faiſons par ces préſentes; Nous confiant que le Dieu Tout-Puiſſant benira abondamment nôtre juſte Cauſe, & les moiens que nous devons emploier.

Requerant tous Rois, Princes, Républiques, & Etats, qui ont à cœur & aiment leur propre Salut, leur Liberté, & celle de toute l'Europe, de recevoir nôtre Déclaration, comme y aïant été contrains & forcés pour la défenſe & protection de Nous, & de Nos Sujets, & de toute l'Europe, & de s'opoſer avec nous aux pernicieux deſſeins des Rois de France & d'Eſpagne, & à leur trop grand pouvoir, dont ils veulent ſe ſervir pour ſe rendre Maîtres de toute la Chrêtienté; & ce faiſant nous aſſiſter & nous ſecourir.

Enjoignant enfin & ordonnant à tous nos Sujets & Habitans, Commandans, Officiers, & Soldats, & à qui il peut appartenir, de quelque condition & qualité qu'ils puiſſent être, de reconnoître les Rois de France & d'Eſpagne pour Ennemis de cet Etat, de pourſuivre & attaquer hoſtilement leurs Païs, Peuples, Habitans, & Sujets en tous Lieux par Terre & par Mer; de ſe défendre contre leur attaque & violence, & de faire tout ce qu'il convient & qu'on eſt obligé de faire pour la défenſe de nôtre chere Patrie, & pour le dommage de nos Ennemis.

Et afin que perſonne n'en prétende cauſe d'ignorance, mandons & requerons les Seigneurs Etats, Conſeillers Députez, & les Etats Députez des Provinces reſpectives, comme auſſi tous autres Officiers de Juſtice des ſuſdites Provinces, qu'ils faſſent annoncer, publier, & afficher ces préſentes le quinziéme du préſent mois de Mai dans tous les Lieux où l'on eſt accoutumé de faire telles Publications & Affiches; enjoignons & commandons que pareilles Publications & Affiches ſeront faites dans le Diſtrict de la Généralité, au Lieu où elles ſe font ordinairement. Fait & arrêté dans l'Aſſemblée des ſuſdits Seigneurs Etats Généraux à la Haie, le huitiéme Mai 1702.

*Etoit paraffé*,

W. DE NASSAU,

*Et plus bas étoit écrit*,

Par Ordonnance d'iceux,

*Signé*,

F. FAGEL;

Et ſur l'eſpace étoit imprimé le Cachet des ſusdits Seigneurs Etats en cire Rouge, couvert d'un papier.

## XXVII.

8. Mai. *Convention entre* ANNE, *Reine de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *d'une part; & l'Electeur de* TREVES, *de l'autre. A la Haye le* 8 *de Mai* 1702. *& à Londres le.... de Mai de la même Année.*

I. SA Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux, aiant invité Son Alteſſe Electorale de Treves, d'entrer dans l'Alliance faite & concluë à la Haie le 7. Septembre 1701. entre Sa Majeſté Imperiale, le Roi de la Grande-Bretagne GUILLAUME III. de très-glorieuſe mémoire, & leſdits Seigneurs Etats Généraux, à quoi ſadite Alteſſe Electorale aiant conſenti, on eſt convenu que Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux feront dépêcher chacun un Acte en bonne & dûë forme pour l'incluſion de ſadite Alteſſe Electorale dans l'Alliance ſuſmentionnée. Son Alteſſe Electorale de ſon côté fera dépêcher des Actes ſemblables par leſquels il entrera dans la même Alliance, & ces Actes ſeront changez avec les Ratifications de la préſente Convention. ANNO 1702.

II. Son Alteſſe Electorale entretiendra pendant la Guerre trois Bataillons pour ſervir de Garniſon à Ehrenbreitſtein, Coblentz, & Treves, & être en après emploiez là où le ſervice de la Cauſe commune les pourra requerir.

III. Son Alteſſe Electorale accordera ſans difficulté aux Armées Alliées les paſſages du Rhin & de la Moſelle ſur ſes Ponts de Coblentz, que la raiſon de Guerre demandera pour le ſervice de la Cauſe commune.

IV. La Guerre étant commencée, Son Alteſſe Electorale permettra l'érection des Magaſins à Coblentz ou en tel autre lieu qu'on ſouhaitera dans ſes Etats.

V. En cas qu'il ſe doive faire quelque entrepriſe de Guerre ſur la Moſelle, Son Alteſſe Electorale y apportera les facilitez poſſibles dans ſes Etats, & prêtera en même cas de Siége dans le voiſinage, quelques Canons, ſi Elle en peut manquer à Coblentz, à condition pourtant qu'Elle ſoit aſſurée de la reſtitution & du rembourſement des fraix pour faire refondre les dommages par celui des Alliez qui les aura requis.

VI. En conſideration de ceci & vû les conſtantes bonnes intentions de Son Alteſſe Electorale pour le Bien Commun, comme auſſi que ſes Etats ſont plus expoſez qu'aucuns autres aux incommoditez & dégâts de la Guerre, Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux, donneront à Son Alteſſe Electorale tant que la Guerre durera, chacun d'Eux la moitié, tous les ans une aſſiſtance de cinquante mille Ecus payables de trois mois en trois mois, dont le prémier payement de douze mille cinq cens Ecus, ſçavoir ſix mille deux cens cinquante Ecus par l'Angleterre & ſix mille deux cens cinquante Ecus de l'Etat, ſe fera immédiatement après la Ratification, & puis ſera continué exactement le même payement de trois mois en trois mois. Et d'autant que ſon Alteſſe Electorale n'a perſonne en Angleterre pour y recevoir ledit argent, Sa Majeſté veut bien avoir cette bonté particuliére pour Elle, que de le faire payer par ſon Miniſtre ou par quelqu'autre, à la Haie ou à Amſterdam, à celui qui réſidera à la Haie de la part de Son Alteſſe Electorale.

VII. Sa Majeſté la Reine & Leurs Hautes Puiſſances concourront avec les autres Hauts Alliez autant que faire ſe pourra, pour aſſurer la Ville de Treves, & prévenir que les François n'y reprennent pied ferme, ou ne la ruinent entierement.

VIII. On épargnera les Etats de Son Alteſſe Electorale autant qu'il ſe pourra des Campemens & autres incommoditez de la Guerre; mais ſi le ſervice du Bien public requiert de faire marcher & camper des Armées dans leſdits Etats, cela ſe fera avec une exacte diſcipline, & en ſorte que les Troupes ſoient fournies de Magaſins, ſans que les Sujets de Son Alteſſe Electorale ſoient tenus à autre choſe qu'aux Voitures pour un prix raiſonnable; & afin que cela ſoit auſſi obſervé par les Alliez, Sa Majeſté, & Leurs Hautes Puiſſances, interpoſeront en cas de neceſſité leurs bons offices auprès d'eux.

La préſente Convention ſera ratifiée & les Actes des Ratifications ſeront échangez à la Haie dans quatre ſemaines, ou plûtôt ſi cela ſe peut; En foi de quoi nous ſouſſignez, Ambaſſadeur Extraordinaire, Députez & Plenipotentiaires deſdits Hauts Contractans, avons ſigné la préſente Convention & y avons appoſé le Cachet de nos Armes.

A

ANNO 1702.

A la Haie le 8. de Mai 1702. & à Londres le... de Mai de la même Année.

D. VAN ECK.

V. PANT, *Heer van Gendt.*

F. G. DE REEDE.

A. HEINSIUS.

W. DE NASSAU.

E. DE WEEDE.

W. SCHELTINGA.

ARNOLD LEMKER.

IDE DREWS.

## XXVIII.

5. Mai. *Declaration de Guerre de la Reine de la Grande Bretagne contre la France & l'Espagne. Donné à S. James le 4. de Mai* 1702. [Feuille volante.]

### ANNE R.

„ D'AUTANT qu'il a plû à Dieu de Nous appeller au Gouvernement de ces Roïaumes, „ dans le tems que feu nôtre cher Frére GUILLAUME III. de glorieuse Mémoire, étoit entré, „ en consequence des Avis réïterez du Parlement de „ ce Royaume, en des Traitez solemnels d'Alliance, avec l'Empereur d'Allemagne, les Etats Généraux des Provinces-Unies, & d'autres Princes „ & Potentats, pour conserver la Liberté & la Balance de l'Europe, & pour abatre le Pouvoir exhorbitant de la France; Lesquels Traitez sont „ fondez sur les injustes Usurpations du Roi des „ François, qui s'est saisi & retient encore en sa possession une grande partie des Etats de la Couronne „ d'Espagne, exerçant une Authorité absolue sur „ toute cette Monarchie, qui s'est emparé du Milanez & des Païs-Bas Espagnols avec ses Armées, „ & s'est rendu Maître de Cadix, de l'entrée dans la „ Mediterranée, & des Ports de l'Espagne, dans les „ Indes Occidentales, par le moien de ses Flotes, „ dans le dessein d'envahir par tout les Libertez de „ l'Europe, d'empêcher la Liberté de la Navigation „ & du Commerce. Et étant accordé par les troisiéme & quatriéme Articles des Alliances ci-dessus „ mentionnées, que si dans l'espace de deux mois, „ qui sont expirez depuis quelque tems, les injures „ dont on se plaignoit, n'étoient reparées, les Parties interessées s'assisteroient mutuellement les unes „ les autres de toutes leurs Forces; Et comme le „ Roi des François au lieu de donner la satisfaction „ qu'on devoit justement attendre de lui, n'a pas seulement commis de nouvelles violences, mais y a „ encore ajouté un grand affront & une indignité „ envers Nous & nos Roiaumes, en présumant de „ déclarer le prétendu Prince de Galles Roi d'Angleterre, d'Ecosse, & d'Irlande, & a aussi porté „ l'Espagne à concourir avec lui dans ledit Affront & Indignité, ainsi que dans ses autres oppressions; Nous Nous trouvons obligez, pour „ maintenir la Foi publique, pour vanger l'honneur „ de nôtre Couronne, & prévenir les malheurs dont „ toute l'Europe est menacée, de déclarer, & Nous „ déclarons par les Présentes, la Guerre contre la „ France & l'Espagne. Et comme Nous nous reposons entiérement & mettons toute nôtre confiance en l'assistance du Dieu Tout-Puissant, dans „ une Entreprise si juste & si nécessaire, Nous poursuivrons vigoureusement, conjointement avec nos „ Alliez, ladite Guerre, tant par Mer que par Terre: Nous tenant assurez que Nos Sujets concourront avec Nous, & nous assisteront de bon cœur, „ dans une cause qu'ils ont si ouvertement & si cordialement épousée; Nous requerons & Nous enjoignons par les présentes, à nôtre Grand Amiral „ d'Angleterre, au Général de nos Armées, aux „ Gouverneurs de nos Provinces & Comtez, aux „ Gouverneurs de nos Forts & de nos Places, & „ à tous nos autres Officiers & Soldats servant sous „ eux, tant par Mer que par Terre, de commettre „ & exercer tous Actes d'hostilité en poursuivant cette Guerre contre la France & l'Espagne, leurs „ Vassaux & Sujets, s'opposer à leurs Attentats & „ Entreprises, enjoignant à tous nos Sujets d'en prendre connoissance; Et nous leur defendons expressement d'entretenir à l'avenir aucune Correspondance ou avoir aucune Communication avec la „ France ou l'Espagne ou leurs Sujets. Mais, comme il y a dans nos Roïaumes plusieurs des Sujets „ de France & d'Espagne, Nous déclarons que nôtre intention est, que tous les Sujets de France ou „ d'Espagne, qui se comporteront comme ils doivent envers Nous, seront assûrez en leurs Personnes & en leurs Biens.

„ Donné en nôtre Cour, à St. James, le quatriéme jour de Mai 1702. & de nôtre Regne le prémier.

ANNO 1702.

## XXIX.

15. Mai. *Declaration de Guerre de l'Empereur* LEOPOLD *contre le Roi de France & le Duc d'Anjou. Fait à Laxembourg le* 15 *de Mai* 1702. [Feuille volante.]

„ NOUS LEOPOLD, par la Grace de Dieu élû Empereur des Romains en Allemagne, toûjours Auguste, Roi de Hongrie, de Boheme, de „ Dalmatie, de Croacie, & de Sclavonie, Archiduc „ d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, & de Wurtemberg, Comte „ de Tyrol, &c. Sçavoir faisons, que quoique, depuis la conclusion d'une Paix générale faite depuis „ peu d'années à Ryswick en Hollande, la Couronne de France ait, tant par le long refus qu'elle a „ fait de restituer la Forteresse de Brisak, que par „ le tort & dommage qu'elle a causé à la Maison de „ Montbeliard, & par plusieurs autres transgressions, „ donné abondamment à connoître, que son intention n'étoit pas d'entretenir ce Traité solemnel „ mieux que les précédens; Néanmoins, espérans „ que nous pourrions passer en paix le reste du tems „ de nôtre penible Régne, & maintenir le St. Empire Romain, aussi-bien que nos Roiaumes & Païs „ Héréditaires dans la jouïssance de la Paix présente, „ après avoir souffert tant d'oppressions, & empêcher „ enfin à l'avenir l'effusion de tant de sang Chrêtien „ innocent, Nous avons mieux aimé souffrir patiemment tous ces attentats, & chercher les moiens de „ terminer les differens à l'amiable, que d'en venir „ pour cet effet à un nouveau démêlé, & que d'entreprendre une ruineuse Guerre. Mais, comme „ incontinent après le decès de CHARLES II. „ Roi d'Espagne, & Archiduc d'Autriche, sous prétexte d'un Testament que l'on suppose que ce „ Prince auroit fait, mais qui en effet, est nul & de „ nulle valeur, & que nonobstant tous les Contracts „ de Mariage, Renonciations, Cessions, Traitez de „ Paix, & Sermens précédens, le Roi de France s'est „ emparé de tous les Roiaumes & Terres de sadite „ Sérénité, (entre lesquelles il y en a aussi qui ont „ appartenu à nôtre Maison Archiducale, avant qu'elles fussent venuës au pouvoir de la Couronne „ d'Espagne, outre celles qui relevent de l'Empire;) „ qu'il y a intrus son Petit-Fils le Duc ANJOU, „ & a pris par force outre cela non seulement le „ Duché de Mantouë & les autres Fiefs de l'Empire, „ quoiqu'ils n'aient jamais appartenu à la Monarchie „ d'Espagne, mais aussi a fait entrer une quantité de „ Troupes dans le Dioceſe de Cologne, & dans celui de Liége; qu'il s'est emparé & a mis Garnison „ dans toutes les Villes & Places fortes; qu'il les „ a outre cela fortifiées, y a dressé par tout des Magazins; & qu'il a contre nos legitimes Ordonnances, & executions, conformes aux Loix de l'Empire, commises aux Princes des Cercles, soutenu à „ main armée & fortifié l'Electeur de Cologne dans „ sa desobeïssance, & qu'au contraire il a fait emprisonner les fideles Sujets de l'Empire, & specialement le Baron de Mean Doïen de Liége, & enlevé quelques autres de dessus les Terres de l'Empire, & attaqué hostilement & maltraité lesdits „ Princes des Cercles, qui selon leur devoir, tachoient d'éxécuter nos légitimes Mandemens Impériaux. Outre que son Petit-Fils le Duc d'ANJOU s'est approprié les Titres qui n'appartiennent „ qu'à

ANNO 1702.

„ qu'à nôtre Maiſon Archiducale, & s'eſt fait nommer Archiduc d'Autriche, Comte de Habsbourg, & de Tyrol. Il nous ſemble être une choſe inexcuſable de paſſer plus long-tems ſous ſilence de telles hoſtilitez, infractions, & violences, commiſes tant contre nôtre Maiſon Archiducale, que contre nôtre haute Dignité Impériale, mais au contraire nous nous trouvons obligez, en conſequence, & en vertu du Droit Naturel, du Droit des Gens, & du St. Empire Romain, & particuliérement en conſequence de la Capitulation que nous avons jurée, lorsque nous avons été élû Empereur, & de Nôtre Dignité Impériale & Archiducale, comme auſſi de celle de Nôtre Patrimoine, de les prévenir de toutes nos forces & pouvoir (puiſque tous les efforts des autres Potentats, ont auſſi peu valu auprès de ladite Couronne de France, que les offres que nous avions faites d'un Accord à l'amiable) & cela d'autant plus, que c'eſt une choſe conſtante que ledit Teſtament, qui ſert aujourd'hui de prétexte auxdites hoſtilitez de la France, a été dreſſé par quelques Conſeillers Eſpagnols corrompus, ſuivant l'intention du Roi de France; & qu'il a été propoſé audit feu Roi Catholique, lors qu'accablé de foibleſſe de corps, & de jugement, il n'étoit plus en état de lire, ou d'entendre, & beaucoup moins de peſer & examiner comme il falloit l'ample contenu dudit Teſtament. Comme auſſi, c'eſt une choſe tout à fait repugnante à l'intention dudit feu Roi, laquelle il nous a ſi ſouvent fait connoitre, & que ledit Teſtament eſt rempli de choſes fauſſes, inconvenables, & contradictoires, & enfin qu'il donne auſſi peu de ſatisfaction à nôtre juſte demande, que le Roi de France en a pû accepter, pour ne pas dire, qu'il n'a pas encore été effectivement executé par lui même, mais qu'il l'a déja violé en pluſieurs points; & bien particulierement parce qu'il eſt bien conſtant, que leſdites entrepriſes arbitraires tant par lui-même qu'au nom de ſon Petit-Fils, comme prétendu Seigneur du Cercle de Bourgogne, & par conſequent l'Ennemi déclaré de Nous & de l'Empire, tendent au renverſement & à l'oppreſſion de la Dignité Impériale, de l'Autorité, & des Droits, qui nous ont été offerts par une légitime Election.

„ A ces cauſes, appuiez ſur la juſtice de nôtre cauſe, & ſur l'eſperance du ſecours d'enhaut, Nous déclarons & publions par ces préſentes, & en conſequence, que nous tenons pour nos Ennemis, le Roi de France auſſi-bien que le Duc d'ANJOU, avec leurs Sujets & leurs Adherens, & que pour detourner la violence & le tort public qui nous eſt par eux fait, & à l'Empire, & aux fideles Etats dudit Empire, & pour défendre nos Droits Impériaux & autres, nous ſommes obligez de prendre les Armes, & de faire à cette fin marcher nos Troupes contre eux. Ordonnons par ces préſentes aux fideles Sujets de Nous & de l'Empire, par le devoir auquel ils ſont engagez envers Nous & envers l'Empire, & ſous peine de privation de Corps & de Biens, & voulons très-ſerieuſement par ces préſentes, qu'aucun d'eux ne s'engage dans le ſervice de ladite Couronne de France, du Duc d'ANJOU ou de ſes Adherens, & qu'aucun n'entreprenne en la moindre choſe, de leur rendre aucun ſervice, aide, ou faveur, & entretienne avec eux directement ou indirectement aucun Négoce, Communauté, ou Correſpondance, mais que dès ce moment ils s'en retirent & s'en abſtiennent entiérement, & qu'ils nous aident de toutes leurs Forces à pourſuivre & courre ſus à noſdits Ennemis & les leurs. Nous avons auſſi cette pleine confiance envers les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, que tous tant en général, qu'en particulier, dès maintenant & à l'avenir, lorſque ſelon l'exigence des choſes nous conſulterons avec eux, ſur ce qu'il ſera beſoin de faire, dans une Affaire qui ne nous regarde pas ſeulement, mais qui concerne auſſi le bien & la ſûreté des autres Principaux Membres de l'Empire en particulier, & par conſequent celui de tout l'Empire Romain, ils nous ſecoureront, & nous aideront dans nôtre legitime & juſte entrepriſe, de leur fidele & ſage conſeil, & de leur ſincere, unanime, & ferme Union de toutes les Forces, que Dieu & l'Empire leur a données, pour ſe tirer de l'oppreſſion eux & les autres Etats opprimez; qu'ils contribueront pour detourner tous les malheurs, & qu'ils ne ſe laiſſeront pas detourner en aucune maniere. Surquoi chacun ſe reglera pour éviter ſon dommage. En foi dequoi Nous avons fait ſceller ces préſentes de nôtre Sceau Impérial, donné à Laxembourg le 15. Mai 1702. en la quarante quatriéme-année de nôtre Régne en l'Empire, en la quarante-ſeptiéme de nôtre Régne en Hongrie, & en Boheme la quarante-ſixiéme.

ANNO 1702.

„ *Etoit ſigné*,

„ LEOPOLD.

„ (L. S.) vt. D. A. Comte DE CAUNITS.

„ *Par Mandement exprès de Sa Majeſté Impériale*,

„ Signé,

„ C. F. CONSBRUCK.

## XXX.

*Traité entre* ANNE *Reine de la Grande Bretagne & la Maiſon de* LUNEBOURG. *Avec les* ARTICLES SEPAREZ. *Fait à la Haie le* 21. *de Juin* 1702. 21. Juin.

*ANNA, Dei Gratiâ, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defenſor &c. omnibus & ſingulis ad quos Præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Conventio inter Nos & Sereniſſimos & Celſiſſimos Principes, Dominum Electorem, & Dominum Ducem Brunswico-Luneburgicum, de Auxiliis decem mille hominum præſtandis, Hagæ-Comitum, die viceſimo primo præſentis Menſis Junii Stilo Novo, Conditionibus & Verbis quæ ſequuntur, concluſa & ſignata fuerit.*

### Convention entre Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, & Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime de Brunswik-Lunebourg, pour un Secours de dix mille Hommes.

I. LEURS Alteſſes Electorale & Sereniſſime le Seigneur Electeur & le Seigneur Duc de Brunswic-Lunebourg, promettent de fournir à Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, pour le Service de la Cauſe Commune pour cette Campagne, un Corps de Troupes de dix mille Hommes, dont une partie eſt arrivée déja au Bas Rhin, & le reſte effectivement en marche pour ſuivre avec toute la diligence poſſible.

II. Sa Majeſté fera payer & entretenir ces Troupes Auxiliaires à raiſon de ſept cens Chevaux en deux Régimens de Cavallerie & neuf mille trois cens Fantaſſins en douze Régimens d'Infanterie, ſur le pied des Troupes que leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ont aux Services des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, tant pour les Gages ordinaires, que pour les Emolumens extraordinaires, ce qui fera pour un long mois de ſix ſemaines ou de quarante deux jours, ſuivant l'Etat joint à cette Convention, la ſomme de deux cens & trois mille ſept cens & quinze frans huit ſols & un quart monnoie de Hollande, qui ſera païée à Rotterdam, regulierement de quinze jours en quinze jours, à commencer du prémier jour de ce mois de Juin nouveau Stile. Ces Troupes jouïront auſſi dans tout le reſte ſans exception, des mêmes avantages, benefices, douceurs, & commoditez que ceux que Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ont aux Services de Leurs Hautes Puiſſances.

III. Ces Troupes Auxiliaires ſeront reçûes par le Commiſſaire de Sa Majeſté, ſur la Frontiere des Etats Généraux, & lui prêteront alors le Serment.

IV. Sa Majeſté ne payant la Cavallerie ſuivant l'Article deuxiéme, que ſur le pied de deux Régimens de ſept cens Chevaux nonobſtant qu'il y en a un beaucoup plus grand nombre qui ne paſſe dans la paye que pour de l'Infanterie, on eſt convenu de part & d'autre, que Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime pourront, quand il leur plaira, changer contre de l'Infanterie, ce qu'il y a en Cavalerie dans ce

Corps

ANNO 1702.

Corps au deſſus deſdits deux Regimens qui font les ſept cens Chevaux enſemble.

V. Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ſe reſervent la liberté de retirer ces Troupes, ou toutes, ou en partie, en cas qu'Elles ſoient attaquées, ou dans un danger évident de l'être, dans les Etats qu'Elles poſſedent, & Sa Majeſté conſent à cette reſervation. Pour faciliter leur retraite dans des cas ſemblables, on les éloignera le moins qu'il ſera poſſible du Bas Rhin.

VI. Les Deſerteurs pourront être reclamez reciproquement & ſeront rendus de bonne foi, ſans aucune reſtitution des frais ou depenſes. Et comme il arrive ſouvent qu'on diſpute ſi les gens reclamez peuvent être reputez Deſerteurs ou non, on n'aura pour cela beſoin d'autres preuves, ou forme de procès, que de trouver ces ſortes de gens dans d'autres Corps ſans congé par écrit de leurs Commandans.

VII. Quoique cette Convention n'eſt faite que proviſionellement pour cette Campagne, l'intention eſt pourtant de travailler pendant ce tems-là, à une plus particuliere, & pour plus-long tems; ainſi on compte que ces Troupes ne ſeront pas obligées de s'en aller après que la Campagne ſera finie. Mais ſi contre l'attente cela arrivoit, on les renvoiera le quinzieme Novembre, ou au plus tard à la fin de ce mois, ſans rien retrancher des Gages promis, par l'Article deuxieme juſqu'à la fin de l'année afin que ce qui en reſtera alors puiſſe ſervir aux frais de leur Marche penible dans cette mauvaiſe Saiſon, d'autant que cela eſt conforme à la coutume, & à toutes les Conventions ſemblables que leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ont fait juſques ici avec les Etats Généraux : ainſi ce qui reſtera à leur depart du payement ſtipulé ci-deſſus à l'Article deuxiéme, ſera païé alors d'abord par avance juſqu'à la fin de l'année.

VIII. Les Ratifications de la préſente Convention ſeront échangées ici en quatre ſemaines, ou plûtôt s'il ſe peut. Fait entre les ſouſſignez Comte de Marlborough, Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, & le Baron de Bothmer Plenipotentiaire de Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime de Brunswic-Lunebourg. A la Haie ce vingt & unieme Juin mil ſept cens deux.

MARLBOROUGH. (L. S.) DE BOTHMER. (L. S.)

*NOS viſâ & perpenſâ Conventione præfatâ, eandem in omnibus & ſingulis ſuis Articulis & Clauſulis approbavimus, ratam, gratam, firmamque habuimus, ſicut per præſentes pro Nobis, Hæredibus, & Succeſſoribus noſtris eandem approbamus, ratam, gratam, firmamque habemus, ſpondentes, & verbo Regio promittentes, Nos omnia & ſingula quæ in Conventione prædictâ continentur, ſanctè, religioſeque, obſervare & præſtare velle; neque pati, quantum in Nobis eſt, ut à quopiam violentur, aut ullomodo iiſdem contraveniatur. In quorum majus robur, & fidem, Præſentibus Manu Noſtrâ Regiâ ſignatis, Magnum Noſtrum Angliæ Sigillum apponi juſſimus. Quæ dabantur in Palatio Noſtro à Sancto Jacobo nominato, die viceſimo Menſis Junii, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo ſecundo, Regnique Noſtri primo.*

*Articles Séparez.*

I. LES raiſons très-importantes que Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime de Brunswic-Lunebourg ont de deſirer pour la ſûreté de leurs Etats, que leurs Troupes qui ſont emploiées pour la Cauſe Commune, ne ſoient pas plus éloignées d'Eux que pour les operations ſur le Bas Rhin, les ayant obligé de ſe le reſerver à l'égard de celles qu'ils ont envoié à Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne à l'Article cinquiéme de la Convention faite là-deſſus, & ayant conſideré depuis que l'intérêt public pourroit les rendre néceſſaires même en delà de la Meuſe; on eſt convenu de part & d'autre, que lorsque la raiſon de Guerre demandera une operation en delà de cette Riviere, où toute l'Armée ſera emploiée, leſdites Troupes la paſſeront & agiront avec elle. Mais ſi on en laiſſe en deça un Corps aſſez conſiderable pour y emploier toutes ces Troupes de Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime, elles le feront préferablement aux autres de cette Armée : au reſte ledit Article cinquiéme de la Convention demeure pour le cas de la propre neceſſité dans ſon entier.

ANNO 1702.

II. La Marche pour retourner chez eux devenant par ces éloignemens d'autant plus longue, on les renverra au plus tard le 15. Novembre pour ne point les expoſer, après leurs Services, à la ruine d'une marche dans la derniere & la plus mauvaiſe Saiſon de l'Année, ſi entre ici & ce tems-là, on ne convient pas pour les garder pour d'autres Campagnes ſuivantes, comme c'eſt l'intention ſelon l'Article ſeptiéme de la Convention, auquel dans le reſte il ne ſera rien derogé par celui-ci.

III. Et comme Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ont fait voir que leurs Troupes qui ont ſervi le feu Roi de la Grande-Bretagne de glorieuſe mémoire, dans la Guerre précedente, ne lui ont pas preté le ſerment, Sa Majeſté la Reine ne le prétend pas non plus de leurs Troupes qui la ſervent préſentement.

Ces Articles Separez ſeront de la même force que la Convention, & comme s'ils y étoient inſerez mot pour mot. Fait au Campement de Nimegue ce 10. Juillet 1702.

MARLBOROUGH. (L. S.) H. BOTHMER. (L. S.)

Etat de la Païe des Troupes d'Hanovre & de Cel, à la Solde de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne pour un long mois de ſix ſemaines, ou quarante deux jours.

DOUZE REGIMENS D'INFANTERIE.

*Etat Major d'un Régiment.*

| Hommes | | Francs | Sols | En 42 jours. |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Colonel. | 393 | 15 | |
| 1 | Lieutenant-Colonel. | 131 | 5 | |
| 1 | Major. | 105 | 0 | |
| 1 | Quartier-Maître. | 150 | 0 | |
| 1 | Adjutant. | 90 | 0 | |
| 1 | Chapelain. | 150 | 0 | |
| 1 | Auditeur. | 100 | 0 | |
| 1 | Chirurgien-Major. | 80 | 0 | |
| 1 | Tambour-Major. | 20 | 0 | |
| 5 | Hautbois. | 61 | 5 | |
| 1 | Prevôt. | 40 | 0 | Francs Sols |
| 12 | | | | 1321 5 |

*Une Compagnie.*

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Capitaine. | 150 | 0 | |
| 1 | Lieutenant. | 70 | 0 | |
| 1 | Enſeigne. | 60 | 0 | |
| 2 | Sergens | 48 | 0 | |
| 3 | Bas Officiers. | 73 | 16 | |
| 1 | Chirurgien. | 25 | 0 | |
| 3 | Caporaux. | 69 | 16 | |
| 1 | Ecrivain. | 12 | 0 | |
| 2 | Tambours. à 15-10 | 31 | 0 | |
| 16 | Appointez. à 14- 5 | 228 | 0 | |
| 75 | Factionaires. à 12- 5 | 918 | 15 | |
| 3 | Valets. à 8- 0 | 24 | 0 | |
| 109 | | | | 1710 7 |
| 654 | Six autres Compagnies pour former le Régiment. | | | 10262 2 |
| 775 | En tout pour un Régiment. | | | 13293 14 |
| 8525 | Pour onze autres Régimens. | | | 146230 14 |
| 9300 | Fait pour les douze Régimens. | | | 159524 8 |

ANNO 1702.

DEUX REGIMENS DE CAVALERIE.

*Etat Major d'un Régiment.*

| Hommes | | Francs | Sols | Pour 42. jours. |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Colonel. | 393 | 15 | |
| 1 | Lieutenant-Colonel. | 131 | 5 | |
| 1 | Major. | 105 | 0 | |
| 1 | Quartier-Maître. | 180 | 0 | |
| 1 | Auditeur. | 100 | 0 | |
| 1 | Adjutant. | 100 | 0 | |
| 1 | Chapelain. | 150 | 0 | |
| 1 | Chirurgien-Major. | 80 | 0 | |
| 1 | Timbalier. | 35 | 10 | |
| 2 | Prevôt & ſon Valet. | 40 | 0 | Francs Sols |
| 8 | | | | 1315 10 |

*Une Compagnie.*

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Capitaine. | 400 | 0 | |
| 1 | Lieutenant. | 180 | 0 | |
| 1 | Cornette. | 145 | 0 | |
| 1 | Quartier-Maître. | 80 | 0 | |
| 1 | Chirurgien. | 36 | 0 | |
| 2 | Trompettes. | 70 | 0 | |
| 1 | Ecrivain. | 28 | 0 | |
| 3 | Caporaux. à 50 | 150 | 0 | |
| 46 | Maîtres. à 28 | 1288 | 0 | |
| 57 | | | | 2377 0 |
| 285 | Cinq autres Compagnies pour former le Régiment. | | | 11885 0 |
| 350 | En tout pour un Régiment. | | | 15577 10 |
| 350 | Pour un autre Régiment. | | | 15577 10 |
| 700 | Fait pour la Cavalerie. | | | 31155 0 |
| 9300 | Pour l'Infanterie. | | | 159524 8 |
| 10000 | En tout | | | 190679 8 |

| | | En 42 jours. Francs Sols |
|---|---|---|
| | *Tranſport.* | 190679 8 |
| La paie d'un Lieutenant-Général à 500 Francs par mois, de douze dans l'Année, pour ſept mois, à commencer le prémier Juin. | Francs. 3500 | |
| De plus pour ſix mois de Campagne à 500 Francs par mois. | 3000 | |
| Pour ſix Chariots à deux Francs par Chariot pour 184 jours de Campagne. | 2208 | |
| | 8708 | |
| La paie d'un Général-Major à 250 Francs par mois, pour ſept mois à commencer le prémier de Juin. | 1750 | |
| De plus pour ſix mois de Campagne à 250 Francs par mois. | 1500 | |
| Pour quatre Chariots à deux Francs pour les 184 jours de Campagne. | 1472 | |
| | 4722 | |
| Pour les Chariots de Campagne à raiſon de douze chaque Régiment d'Infanterie, à ſçavoir deux pour le Colonel, un pour le Lieutenant-Colonel, un pour le Major, un pour le petit Etat, & un pour chaque Compagnie à deux Francs par jour chaque Chariot, fait pour les douze Regimens en 184 jours. | 52992 | |
| | 66422 | |
| En tout deux cens & trois mille ſept cent & quinze Francs huit ſols & un quart tous les quarante & deux jours, à commencer du prémier de Juin 1702. St. N. | 13036 0 1/4 | |
| | 203715 8 1/4 | |

## XXXI.

ANNO 1702. 3. Juillet

*Déclaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France, contre l'*EMPEREUR, *l'*ANGLETERRE, *les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES, *& leurs Alliez. A. Marli, le 3. Juillet* 1702.

DE PAR LE ROI.

BIEN que le Traité conclu à Ryſwick, dans le tems que le Roi par la ſupériorité de ſes Forces étoit en état de donner la Loi aux Princes voiſins jaloux de ſa Puiſſance, ſoit une preuve certaine du deſir ſincere que Sa Majeſté a toujours eu de donner la Paix à ſes Sujets, & rétablir la tranquillité dans l'Europe, Sa Majeſté a néanmoins vû que l'Empereur, ſans aucun Droit legitime à la Succeſſion des Roiaumes & Etats de la Monarchie d'Eſpagne, s'eſt mis en état par l'augmentation de ſes Troupes, par des Traitez & Alliances avec pluſieurs Princes, & particulierement avec l'Angleterre & les Etats Généraux des Provinces-Unies, de troubler le repos de l'Europe par une nouvelle Guerre auſſi injuſte qu'elle eſt mal fondée. Ils ont commencé de toutes parts des Actes d'hoſtilitez, contre & au préjudice des Traitez ſi ſolemnellement jurez; l'Europe entiere eſt témoin de la moderation de Sa Majeſté, elle a vû attaquer des Places, prendre des Poſtes avantageux, arreſter des Convois, faire des Priſonniers avant qu'il y eût aucune Déclaration de Guerre, dans le tems que Sa Majeſté faiſoit agir ſes Ambaſſadeurs ou Envoiez pour conſerver la Paix. Toutes ces Démarches ſi contraires à la bonne foi & à leurs propres interêts, les Manifeſtes & Déclarations de Guerre de l'Empereur, de l'Angleterre, & des Etats Généraux, aiant été publiez, Sa Majeſté s'eſt trouvée dans la néceſſité, pour conſerver ſes propres Etats & ceux du Roi ſon Petit-Fils, d'armer de ſa part, & de faire des levées aſſez conſiderables pour pouvoir s'oppoſer aux entrepriſes de leurs Ennemis communs, & à cet effet Sa Majeſté a réſolu d'emploier toutes ſes Forces tant de Terre que de Mer, ſoûtenuës de la Protection Divine qu'elle implore pour la juſtice de ſa Cauſe, de declarer la Guerre à l'Empereur, à l'Angleterre, aux Etats Généraux des Provinces-Unies, & aux Princes leurs Alliez. Ordonne & enjoint Sa Majeſté à tous ſes Sujets, Vaſſaux, & Serviteurs, de courre ſus aux Sujets de l'Empereur, aux Anglois, Hollandois, & aux Sujets de leurs Alliez; & a défendu & défend très-expreſſément d'avoir ci-après avec eux aucune Communication, Commerce, ni Intelligence, à peine de la vie; & en conſequence Sa Majeſté a dès à preſent revoqué & revoque toutes Permiſſions, Paſſeports, Sauvegardes & Saufconduits qui pourroient avoir eſté accordez par Elle ou par ſes Lieutenans-Généraux & autres ſes Officiers, contraires à la Preſente, & les a declaré & declare nuls, & de nul effet & valeur, défendant à qui que ce ſoit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majeſté à Monſieur l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gouverneurs & Lieutenans-Généraux pour Sa Majeſté en ſes Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels, Meſtres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ſes Gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ſes Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Preſente ils faſſent executer, chacun à ſon égard, dans l'étenduë de leurs Pouvoirs & Juriſdictions: CAR TELLE EST LA VOLONTE' DE SA MAJESTE', laquelle veut & entend que la Preſente ſoit publiée & affichée en toutes les Villes tant Maritimes qu'autres, & en tous ſes Ports, Havres, & autres lieux de ſon Roiaume & Terres de ſon obéiſſance que beſoin ſera, à ce qu'aucun n'en pretende cauſe d'ignorance.

*Signé*, LOUIS.

*Et plus bas*, CHAMILLART.

Fait à Marly le troiſiéme Juillet mil ſept cens deux.

XXXII.

ANNO 1702.

## XXXII.

21 Juillet Protestation von Seiten eines Hochwürdigen Thumb-Capittuls des Ertzstiffts Cölln wider Jhro Churfürstl. Durchl. von Pfaltz / in puncto der Stadt und Vestung Kayserswerth Cölln den 21. Julii 1702. [Feuille volante imprimée à Cologne.]

C'est-à-dire.

*Protestation de l'Illustrissime Chapitre Metropolitain de* Cologne *contre le Serenissime* Electeur Palatin du Rhyn *touchant la Ville & Forteresse de* Keiserswerth. *A Cologne le 21. Juillet* 1702.

EJnem Hochwurd. Thumb-Capitull dieses hohen Ertz-Stiffts Cöllen ist nicht weniger schmertz- als befrembdtlich zu vernehmen vorkommen / welcher gestalt von Seithen des Herrn Churfürsten zu Pfaltz Liebd. und Durchleucht gegen alles Vermuthen / und besonderes auff Dieselbe / als von Jhrer Käyserl. Majestät allergnädigst angeordnetem Commissarien gesteltes Vertrawen / an platz der / bey gegenwerrigen betrübten Kriegs-Zeiten verhoffter- und mehrmahlen veranlaster Trostleistung / die Ertz-Stifftische / zwarn mit Frantzösischer Guarnison, aber gegen Capituli außtrücklichen willen / auch desselben und gesambter Löbl. Land-Ständen offentliche vielfältige Widersprechungen / belegt gewesene- und auff-Anordnung Jhro Käyserl. Mayest. nunmehr durch die Wapfen deroselben hoher Herren Alliirten ohnlengst zur Ubergab gezwungene Stadt und Vestung Käyserswerth / von hiesiger Kirchen ab- und ahn sich zu ziehen jüngsthin thätlich gesucht / zu dem Endt dan den würcklichen Besitz daselbsten aigenmächtig ergreiffen / mithin die Einwöhnere und gemeine Bedienten in Aydt und Pflichten nehmen zu lassen / kein Bedenckens gemacht worden.

Gleich wie nuhn dieses in keinen Rechten verantwortliches / sonderen gegen den allgemeinen Landt-Frieden / und die Reichs-Pfandungs-Constitutionen absonderlich streitendes factum Capitulo desto tieffer zu Hertzen gehet / jemehr bekandt / daß vorbemelte Vestung Käyserswerth bereits über einige Sæcula per continuam & nunquam interruptam Possessionem, dem Stifft Cöllen aigenthümblich incorporirt / und hiesige Kirch ex hoc solo cursu longissimi temporis in optimo Jure & titulo proprietatis, allen Rechten zufolg / unumbwerfflich befestiget / auch deswegen unnöhtig ist / zu weiterer Bewehrung diesseithigen Gerechtsambs mit anderwertigen Documentis extra terminos Possessorii sich ein- und außzulassen; also wird die dießfals obhandene Nichtigkeit / auch gar durch die von höchstgemel. Seiner Chur-Pfaltzischen Liebd. und Durchl. zu vermeinter Beschönung dieses thätlichen Verfahrens außgeführte Motiva zu Tag gelegt / maßen darin (wie wohl mit besonderer alterirung des Facti) jedoch außtrücklich gestanden und nachgegeben wird / daß ein zeitlicher Ertz-Bischoff zu Cöllen / Nahmens des Ertz-Stiffts und der Kirchen schon von viel hundert Jahren her die Burg / Stadt / und Zoll Käyserswerth mit ihren Zubehörungen legitimo titulo in rühigem Besitz gehabt habe / welcher wohlhergebrachter rühiger Besitz / obwohl nun durch ein vom Herren Pfaltz-Graffen Ruprechten im Jahr 1368. dem Angeben nach / ertheiltes Reverlale umbgeworffen werden will / so kan jedoch dieser allzuweit hervorgesuchter Prætextus das Chur-Pfaltzische Verfahren darumb für dasmahl so weniger entschuldigen / noch die aigenmächtige angemaste Recht-Sprechung beschönen / weilen dem aigenen Erzehlen nach / vor hundert und mehr Jahren eben selbige Einwürffe ins Mittel gebracht / an Seithen des Ertz-Stiffts aber dergestalt hintertrieben worden / daß gehöriger hoher Orthen nuhn über ein Sæculum und weiter / auff die Erörterung zu treiben / ahn Gülischer Seithen die Lust vergangen / worzu man aber diesseits / so weith nötig / annoch erbietig: Jnzwischen aber den rechtmässig hergebrachten Besitz civiliter ac naturaliter behaltet / und sich auff das / in dergleichen Fallen pro norma & regula inter Status Imperii gesteltes Instrumentum Pacis art. 17. §. 7. unabwendig fuesset: Ut nulli omnino Statuum Imperii liceat jus suum vi, vel armis persequi, sed si quid controversiæ sive jam exortum sit, sive posthac inciderit, unulquisque jure experiatur, secus faciens, reus sit fractæ pacis &c. Und dieses alles umb demehr / dahe die Belägerung Käyserswerth der Ursachen bekandtlich vorgenohmen / damit Jhro Käyserl. Majestät zu Auß- und Abtreibung der frembden Kriegs-Macht vom Reichsbodem führende allergnädigste Intention erreicht / der freye Handel auff dem Rheinstrohm wieder eröfnet / dem Chur-Cöllnischen Landt die Ruhe und Sicherheit wieder gebracht / und dasselbe ins künfftig durch alle zulängliche Mittelen dabey gehandhabt / nicht aber durch dergleichen im Reich höchst verbottenes thätliches Verfahren / nach so trew- und auffrichtiglich geführter / und von Jhro Käyserl. Majestät und allerseiths hohen Herrn Alliirten offtgerühmbter Patriotischer Conduite, an statt allergnädigst zugesagten Schutzes / in seinem Aigenthumb verkürtzt werden solle.

Wiewohl nun hochgemeltes Thumb-Capitul dafür haltet / es werden Se. des Herren Churfürsten zu Pfaltz Liebd. und Durchl. bey näherer der Sachen Erwegung / die vorgangene Übereylung / und den untergelauffenen Jrthumb von selb erkennen / und Dero hoher Æquanimität zufolg hiesig Ertz-Stifft in seinem uralt rühigem Besitz unangefochten stehen lassen / da sonsten ja demselben alle rechtliche Possessions-Mittel pro manutenentia kundtbarlich zu Hülff kommen.

So hat dannoch hochgemeltes Capitulum zu übriger Beybehaltung sein und der Kirchen zustehenden Rechtens gegen vor angeregte in sich selbst nichtig- und ungültige Possessions-Ergreiffung / und alle darauß ferner entstehende Beeintrachtigungen sich auffs zierlichst bedingen / zum höchsten darwider beschweren / und alle geziemende Rechts-Mittelen dagegen vorbehalten / auch die von des Herren Hertzogens von Sachsen Thumb-Probstens Liebd- und Durchl. in gemelten Käyserwerth gleich Anfangs nomine Capituli feyrligst eingelägte Protestation absonderlich hierin wiederhohlen / und dieselbe coram Notariis & testibus bey heuth gewöhnlicher massen sitzendem Capitulo Generali Margarethæ der Gebühr Rechtens interponiren wollen.

Urkundt Unsers diesem vorgetruckten Capitular Jnsiegell / und Secretarii Unterschrifft / so geschehen Cöllen den 21. Julii 1702.

L.S.

XXXIII.

ANNO 1702.

## XXXIII.

23 Juillet. Declaration Herrn Hertzog Fridtich Wilhelms zu Mechlenburg Schwerin / wider eilffe von der Ritterschafft / welche dem zwischen Jhme Hertzogen und der Ritter = und Landschafft / zu Schwerin den 16. Julii 1701. geschlossenen Vergleich contradiciret / worinnen selbige nicht allein der verwilligten Amnestie, samt aller andern Emolumenten / Beneficien / und Immunitäten unwürdig erkläret sondern auch alle und jede Ahndung und Befüguns wider dieselbe reservirt worden. Geschehen Schwerin den 23. Julii 1702. [LUNIGS, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Absatz. V I. pag. 608. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans THUCELII *Acta Publica* S. Rom. Imp. Part. II. pag. 316.]

C'est-à-dire,

*Declaration de* FRIDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Suerin contre Onze Gentils-hommes qui avoient contredit au Traité fait le* 16. *Juillet* 1701. *entre lui, Sa Noblesse & le Païs; par laquelle il les declare indignes de son Amnistie, & de tous autres Benefices, Droits & Immunités, se reservant contr'eux toute legitime Action & Animadversion. A Suerin le* 23. *Juillet* 1702.

VON GOttes Gnaden / Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg ꝛc. Nachdem Wir mit ungnädigstem Mißfallen vernehmen müssen / daß nach geschlossenem / und von der Kayserlichen Commission signirten Vergleich / zwischen Uns und Unser getreuen Ritter = und Landschafft / sich einige / dem Vernehmen nach / in Eilff Personen / benantlich Bernstorff zu Rüting / Baßewitz zu Walmstorff / Negendanck zu Eggerstorff / und Negendanck zu Zirow / Lützow von drey Lützow / Lepel zu Grambow / Lutzow von Goldebau / Pleße von Gottes-Gabe / Jürgen Rabe von Stücke / Pentze von Befendorff / und Pentze von Lutzow / unter dem Nahmen von denen Vier Aemtern Unsers Hertzogthums Schwerin / als Schwerin / Gadebusch / Wittenburg und Grevis-Mühlen / jedoch ohne vorgewiesenes Rechts-gültiges Mandat, hervor geben / und bemeldtem Vergleiche nichtiglich contra leges & consuetudinem Unserer beyden Hertzogthümer / in welchen nicht allein pluralitas votorum bey allen Landschafftlichen Gemeinen / und der Aemtern Conventibus, den Schluß machet / besondern auch absentes & tacentes quando citati sunt, gleichwie bey gegenwärtiger Commission von dem Kayserl. Herrn Commissario, General Johann Martin Geschwind von Peckstein / ohnstreitig geschehen / pro præsentibus & consentientibus gehalten werden / zu contradiciren sich vermessentlich unternehmen; So können Wir nicht entübriget seyn / diese neuerliche Verwegenheit / welche auch so weit sich erstrecket / daß dieselbe ihren würcklichen Deputirten bey dieser Commission das gehabte Mandatum, nach in ihrem Nahmen mitgetroffenen Vergleiche / & re non amplius integra, zu disputiren und abzuleugnen sich unterstehen / nicht allein als null und nichtig zu erklären / besondern auch Uns darwider alle hohe Landes-obrigkeitliche Ahndung kräfftigst zu reserviren / absonderlich vorbedeutete Eilff Personen / und alle diejenigen / welche aus berührten Aemptern wider Unser gnädigstes Vermuthen / sich Jhnen etwa noch nahmentlich zugesellen dürfften / Unserer in denen bey dieser Kayserlichen Commission ausgestellten Recessen / gnädigst verwilligten Amnestie, und aller andern Emolumenten / Beneficien und Immunitäten unwürdig zu erklären / folglich alle und jede Befugniß wieder dieselbe zu reserviren / gleichwie Wir sub dato den 15. & 19. dieses dergleichen Declaration schon durch Unsere Deputatos, coram Commissione und in Gegenwart sämtlicher Ritter- und Landschafft-Deputirten / zu Bestraffung aller Refractarien gethan / und Uns quævis competentia reserviret haben / auch nochmahln vorbesagter maßen hiermit thun und reserviren. Wir seynd danebst zu Jhrer Kayserlichen Majestät des allerunterthänigsten Vertrauens / Sie werden nach Innhalt der Wahl-Capitulation, diese wiederspenstige / falls sie biß an dero allerhöchste Person ihre unziemliche Intention erstrecken solten / tractiren / mit Ungnaden ab / und zu Unser gebührenden Bestraffung an Uns verweisen / dieses alles umb so viel mehr / als dero eiguer in dieser Sachen verordneter Herr Commissarius von offt berührten Refractarien unverantwortlichen und höchststraffbahren Bezeigungen die beste und wahrhaffte Relation erstatten kan und wird. Uhrkundlich haben wir diese Unsere wohlbedachte beständige Declaration unter Unserm Fürstl. Hand-Zeichen und Innsiegel ausgestellet. So geschehen auf Unserer Residentz und Vestung Schwerin den 23. Julii Anno 1702.

Friedrich Wilhelm.

(L. S.)

## XXXIV.

28. Sept. *Extrait de la Déclaration de Guerre de l'Empereur & de l'Empire contre le Roi de France & contre le Duc d'Anjou & ses Alliez.* [Lettres Historiques, Mois de Novembre, pag. 566.]

COMME le Roi de France a enfreint la Paix de Ryswick, premierement par le refus, & ensuite par un long délai à restituer la Ville de Brisac, la Fortereſſe de Philisbourg, & le Palatinat; & par le païement injuste qu'il a exigé avec violence de l'Electeur Palatin, &c. Qu'ensuite, après la mort de CHARLES II. Roi d'Espagne, il a pris possession à force ouverte de toute la Monarchie Espagnole, où son Petit-Fils le Duc d'ANJOU est intrus pour Roi, sous prétexte d'un Testament nul & suggeré, contre la foi des Contracts, Sermens, Cessions, & Traitez de Paix; & nonobstant que plusieurs Membres de la Monarchie apartiennent à l'Empire & à la Maison d'Autriche, & en particulier le *Cercle de Bourgogne*, *les Duchez de Milan & de Mantouë*, & plusieurs autres Fiefs de l'Empire occupez à main armée, où la France a exercé toutes sortes d'hostilitez: Qu'il a fait passer une Armée formidable dans l'Archevêché de Cologne & Principauté de Liege, sous le nom frivole de *Troupes du Cercle de Bourgogne*, & en a rempli les Villes, aïant fait construire quelques nouveaux Forts contre le Droit des Gens, établi des Magazins d'Artillerie, & de toutes sortes de Munitions de guerre & de bouche; enlevé le Seigneur de Mean, Grand Doien de Liege, & autres Sujets de l'Empire; exigé des Contributions insupportables; désolé les Terres de plusieurs Etats de l'Empire, par des pillages & autres hostilitez criantes; troublé le libre Commerce sur le Rhin & autres Fleuves; envahi les Etats Imperiaux du Cercle de Westphalie, avec toutes sortes d'hostilitez; rebellé les Etats de l'Empire contre l'Empereur, qui en est le premier Chef, & contre eux-mêmes, tâché de détruire l'autorité des Colleges de l'Empire, n'omettant rien de tout ce qui pouvoit contribuer à l'affoiblissement, & même à l'entiere ruine de la Nation Allemande, en abolissant ses Libertez, & assujettissant

ANNO 1702.

ſant tant de fideles Etats, Païs & Fiefs de l'Empire, afin de parvenir d'autant plûtot à ſon but de la Monarchie Univerſelle, qu'il ambitionne depuis longtems; outre que le Duc d'ANJOU ne s'eſt pas abſtenu d'uſurper le tître d'*Archiduc d'Autriche*, *Comte de Habsburg & de Tirol*, *&c. &c.* LES ELECTEURS ET ETATS DE L'EMPIRE, après avoir fait leurs très-humbles remercîmens à Sa Majeſté Imperiale, déclarent qu'ils tiennent les Contraventions, Occupations, Détentions, Hoſtilitez ci-deſſus mentionnées, & autres, pour une haute infraction de la Paix; ET A CES CAUSES, reconnoiſſent le Roi de France & ſon Petit-Fils le Duc d'ANJOU, & leurs Alliez, pour Ennemis de l'Empire; leur déclarent la Guerre au nom de tout l'Empire; & commandent, ſous les peines capitales, à tous les Sujets de l'Empire, d'exercer contr'eux toutes ſortes d'hoſtilitez, juſqu'à ce qu'une Paix générale, profitable & ſolide, s'enſuive; Défendant ſous les mêmes peines, toute Correſpondance & Commerce de *Laines*, *Soyes*, *Manufactures d'or & d'argent*, *& autres Marchandiſes*, *Vins*, *Eaux de vie*, *Huiles*, *&c. &c.* Enſemble, *Change*, *& Contrechange*; Commandant à tous les Sujets de l'Empire de ſortir des Terres de leur Domination; & déclarant les Marchandiſes qui en proviennent *pour Contrebande & confiſcables*; Défendant particulierement qu'on y envoie des *Grains*, *Chevaux*, *Poudre*, *Plomb*, &c. directement ou indirectement, déchargeant les Sujets de l'Empire de tous Sermens & Alliances faites avec les Ennemis; & ordonnant qu'ils aient à ſe rendre au plûtôt au Service commun de l'Empire, ſous peine de la perte de leurs Biens, &c.

*Avocatoires de l'Empereur, adreſſantes aux Sujets de l'Empire qui ſont au Service du Roi de France ou du Duc d'*ANJOU.

COMME le Roi de France & le Duc d'ANJOU, leurs Alliez & Adherens, ont été déclarez Ennemis de l'Empereur & de l'Empire, & la Guerre leur étant déclarée au nom de tout l'Empire; Il eſt defendu à tous Sujets & Alliez de l'Empire, de quelque état & condition qu'ils puiſſent être, & ſous quelque pretexte que ce ſoit, de reſter, ou ſe mettre au Service des Ennemis, ſous peine de la vie, & de perte de tous leurs biens, &c. Mais au contraire, tous ceux qui ſe trouvent au Service du Roi de France & du Duc d'ANJOU, ſont déclarez libres de leur Serment, en vertu du Pouvoir Impérial, avec promeſſe, à ceux qui voudront ſe joindre, pour ſervir fidelement l'Empereur & ſes Alliez, les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire bien intentionnez, qu'ils ſeront reçûs en grace & leur ſera donné à chacun, ſelon ſa qualité & condition, des Emplois & Dignitez Militaires, &c.

*Avocatoires de l'Empereur, adreſſantes aux Sujets de l'Empire qui ſont au Service de l'Electeur de Baviere.*

COMME l'Electeur de Baviere a levé une puiſſante Armée dans l'Empire avec l'argent de la France, &c. Qu'il a ſurpris Ulm, & s'en eſt emparé avec violence: Qu'il a contraint la Ville de Memmingen à ſe rendre à lui, contre toutes ſortes de Droits, & traité hoſtilement le reſte des Etats des Cercles de Suabe & de Franconie, qui s'opoſent à lui; Et qu'il a entretenu des intelligences & correſpondances avec la Couronne de France, par le moien des Miniſtres François, & par des Lettres, dont quelques-unes ont été interceptées; quoi que cette Couronne fût déclarée Ennemie par tout le St. Empire: aiant fait cela, non ſeulement contre Dieu, ſa propre conſcience, ſon ſerment, & ſon devoir, mais auſſi contre les Statuts de l'Empire, Alliances, &c. &c. & directement contre le Traité de Paix de Weſtphalie. Ces hoſtilitez ne pouvant être reconnuës que pour une infraction ouverte de la Paix, Sa Majeſté Imperiale, à la priere inſtante des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, ordonne à tous Généraux, Colonels, & autres Hauts & Bas Officiers, enſemble à tous Soldats tant à pied qu'à cheval, originaires, ou habitans de l'Empire, preſentement au Service dudit Electeur, de l'abandonner, & venir ſe rendre au Service du St. Empire; ſous peine aux contrevenans d'être déclarez Parjures, gens ſans honneur, mépriſans l'Empire, & Traitres à leur Patrie, leurs noms devant être publiez dans tout l'Empire. leurs Biens & Effets confiſquez, & eux punis de mort, dès qu'on pourra s'en ſaiſir, &c.

ANNO 1702.

## XXXV.

*Inſtrumentum Acceſſionis Circuli Inferioris Rhenano-Weſtphalici ad Magnum Fœdus inter Imperatorem* LEOPOLDUM, WILHELMUM *Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII, *die Septima Septembris Ann.* 1701. *initum. Coloniæ ad Rhenum* 29. *Menſis Septembris* 1703. 29. Sept.

NOS, Dei Gratiâ FRIDERICUS-CHRISTIANUS Epiſcopus Monaſterienſis, Burggravius Strombergenſis, &c. Romani Imperii Princeps, Dominus in Borkeloe; JOANNES-WILHELMUS, Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarius, Bavariæ, Juliæ, Cliviæ, ac Montium Dux, Comes Veldentii, Sponheimii, Marchiæ Ravensbergi & Morſæ, Dominus in Ravenſtein; FRIDERICUS Rex Boruſſiæ, Marchio Brandenburgicus, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Elector, Supremus Princeps Auriacus, Magdeburgi, Cliviæ, Juliæ, Montium, Stettini, Pomeraniæ, Caſſubiorum, & Vandalorum, ut & in Sileſiâ Croſne Dux, Burggravius Norimbergæ, Princeps Halberſtadii, Mindenæ & Camini, Comes in Hohenzollern, Marcæ Ravensbergæ, Lingen, Moers, Buren, & Leerdami, Marchio in Veeren & Vliſſingen, Dominus in Ravenſtein, Lavenburg, Buttonia, Atley, & Breda; Noſtro ut Directorum, reliquorumque Principum & Statuum incliti Circuli Inferioris Rhenano-Weſtphalici ad hoc ſpecialiter requiſiti nomine omnibus & ſingulis quorum intereſt aut quomodolibet intereſſe poterit, Notum teſtatumque facimus, quandoquidem Sacra ſua Cæſarea Majeſtas nos certiores reddiderit, ſeſe exiſtimaviſſe periculoſiſſimâ hâc rerum Conſtitutione natâ ex fatali poſtremo defuncti glorioſiſſimæ memoriæ Hiſpaniarum Regis deceſſu, ad prævenienda & avertenda, quæ toti Europæ ruinam & interitum minantur & ad procurandam cum incolumitate publicâ Pacem bonam, firmam & conſtantem, nihil magis neceſſarium eſſe, quam ut hunc in finem, ſe quantum fieri poſſet arctiſſimo Fœdere jungerent, & propterea inter illos pactum fuiſſe Fœdus, formâ & tenore ſequenti.

Inſeratur hîc Fœdus incipiens

*Quandoquidem mortuo ſine Liberis non ita pridem glorioſiſſimæ memoriæ &c.*

Cumque altiſſimè memorata Sacra ſua Cæſarea Majeſtas virtute Articuli 13. Nos ut Directores cæteroſque inclyti Circuli Inferioris Rhenano-Weſtphalici Principes & Status ad Societatem dicti Fœderis invitaverit & requiſiverit, ut illi accedere, acceſſione noſtrâ illud corroborare, atque ad ejus obſervationis & executionis Guarantiam nos obſtringere vellemus; Nos itaque noſtro reliquorumque modò memorati Circuli Inferioris Rhenano-Weſtphalici Principum & Statuum nomine, ut teſtatum faciamus, quanto & Nos erga publicum feramur affectu & ſtudio ad conſequendum finem in ſupra ſcripto Fœdere propoſitum, illud in totum ut & ſingulos ejus Articulos approbavimus, ratum, gratum & acceptum habemus, vigore præſentium declarantes Nos cunctas obligationes in eo contentas in Nos proprio & cæterorum Principum & Statuum nomine recipere, conſtituentes Nos vindices vulgò Guarandos pro ejus obſervatione & executione, atque Nos ut & Succeſſores & Hæredes Noſtros hiſce erga altiſſimè memoratam Sacram ſuam Cæſaream Majeſtatem ad inviolabiliter præſtanda & exequenda cuncta & ſingula quæ in ſupra ſcripto Fœdere contenta ſunt, abique ulla exceptione eodem modo ac ſi ab initio cum eadem Fœdus hoc pepigiſſemus, ſpondentes ac bonâ fide promittentes, nos nihil quidquam directè vel indirectè unquam facturos, quod illi contrarium eſſe poſſit, ità tamen ut Nos inclytuſque Circulus Inferior Rhenano-Weſtphalicus pariter omnium exinde provenientium commodorum & jurium participes reddamur, illudque quod in nupero Nordlingæ in par-

ANNO 1702. partibus Sueviæ habito Congreſſu 22. menſis Martii anni adhuc currentis Superiores aſſociati Circuli per Ablegatos ſuos ſtipulati ſunt, & ſicut ex poſt per Litteras ſubſecutas ratificatorias promiſſum eſt, inſuperque id ipſum quod ſuprafati Directores & Status Circuli Weſtphalici 29. Septembr. in Congreſſu Coloniæ habito ſibi ulterius ſtipulati ſunt, viciſſim præſtetur & obſervetur; Cumque ab altiſſimè memoratâ ſuâ Sacrâ Cæſareâ Majeſtate, Nobis ſuper hâc inclyti Inferioris Rhenano-Weſtphalici acceſſione Inſtrumentum receptionis extraditum ſit, ita Nos viciſſim nullatenus dubitantes, pro ut Reverendiſſimus & Sereniſſimus Epiſcopus Javarienſis, Saxoniæ Dux fidem ſuam deſuper interpoſuit, idem à Suâ Regiâ Majeſtate Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii extradendum eſſe, ad hujus rei & prædictorum omnium majorem fidem hoc præſens Inſtrumentum Acceſſionis Noſtro reliquorumque Principum & Statuum nomine ſubſcripſimus, & Sigillis Noſtris Secretioribus communiri juſſimus. Signatum Coloniæ ad Rhenum 29. menſis Septembris 1702.

*Inſtrumentum Receptionis.*

NOS LEOPOLDUS, Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Bohemiæ, Dalmatiæ, &c. &c. &c.

Notum & teſtatum facimus omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poteſt, quod cum ad invitationem noſtram Venerabilis FRIDERICUS-CHRISTIANUS Epiſcopus Monaſterienſis, Princeps devotus nobis dilectus, nec non Sereniſſimus & Potentiſſimus FRIDERICUS Pruſſiæ Rex, Marchio Brandenburgenſis, Magdeburgi, Stettinæ, Pommeraniæ, Caſſubiorum, & Wandalorum Dux, Burggravius Norimbergenſis, Princeps Halberſtadii, Mindæ, & Caminæ, Comes in Hohenzollern, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius; ac Sereniſſimus JOANNES WILHELMUS, Comes Palatinus Rheni, Dux Bavariæ, Comes in Veldenz & Sponheim, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarius, reſpectivè Conſanguineus & Frater conſobrinus & Principes Electores Noſtri Chariſſimi, ſeu Principes convocantes & Directores inclyti Circuli Weſtphalici, tam ſuo, quam reliquorum ejuſdem Circuli Principum, ac Statuum nomine, confecto deſuper Inſtrumento declaraverint, ſe Fœderi nos inter, & Sereniſſimum Principem Dominum WILHELMUM, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regem, Conſanguineum & Fratrem noſtrum Chariſſimum, nec non Chariſſimos amicos noſtros Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, per utrumque ad id Deputatos, & ſufficienti Mandato inſtructos Miniſtros, die ſeptimo Septembris Anni proximè elapſi in Hollandiâ Hagæ Comitis percuſſo, ſuâ etiam ex parte accedere, illudque ratum, & gratum habere, & ad ejus inviolabilem obſervationem obligari velle, Nos præmemoratos Principes & Status, ad dicti Fœderis ſocietatem admiſerimus & acceptaverimus, quemadmodum hiſce admittimus, acceptamus, eoſdemque hujus Fœderis participes facimus; adſtringentes Nos reciprocè verbo noſtro Imperiali Regio, atque Archiducali, erga præfatos Principes & Status, ad præſtandum illis omnia, quæ in memorato Fœderis Tractatu, eoſdem concernere queunt, non ſecus, ac ſi cum illis ſimul ab initio concluſus & ſignatus fuiſſet, pro ut etiam ipſis, omne illud, quod in Europâ Nordlingæ in Sueviæ partibus habito Congreſſu ſuperiorum aſſociatorum Circulorum Directores & Status, per Ablegatos ſuos, ſpecialiter ſibi ſtipulati ſunt, nosque ipſis per ſubſecutas Litteras noſtras ratificatorias, denuò promiſimus, nec non id ipſum quod ſuprafati Circuli Weſtphalici Directores & Status, vigeſima nona Septembris in Congreſſu Coloniæ habito, ſibi ulteriùs per expreſſum ſtipulati ſunt, viciſſim actualiter præſtari volumus, in cujus rei fidem & majus obſervantiæ robur hoc Inſtrumentum, manu noſtrâ ſubſcriptum Sigilli noſtri Cæſarei appreſſione muniri juſſimus, quod dabatur in Civitate noſtrâ Viennæ die &c. Anno Domini 1702. Regnorum noſtrorum Romani quadrageſimo quinto, Hungarici quadrageſimo octavo, Bohemici verò quadrageſimo ſexto.

LEOPOLDUS. &c.

## XXXVI.

ANNO 1702. 2. Dec.

**Teſtament Fürſt Emanuel Lebrechts zu Anhalt Cöthen / in welchem unter andern dero Frau Gemahlinn / Frau Giſela Agneſa / nach deſſen Abſterbung / die Vormundſchafftliche Landes-Adminiſtration, biß zu des ältiſten Printzen Majorennität / aufgetragen: Ihro Königliche Majeſt. in Preuſſen aber zu dero Protectorn und Ober-Vormund / wie auch Executorn dieſes letzten Willens / ernennet und ausgebetten worden. Geſchehen Cöthen den 2. Decembre 1702.** [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz. XIII. pag. 290. d'où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve auſſi dans THUCELIUS *Actor. Publicor.* Tom. III. pag. 220.]

C'eſt-à-dire,

*Teſtament d'*EMANUEL LEBRECHT *Prince d'Anhalt-Cothen, par lequel, entr'autres choſes, il declare la Princeſſe* GISELA AGNES, *ſa Femme pour Tutrice de ſes Enfans, & Adminiſtratrice du Païs, en cas que ſa mort arrive avant qu'ils ateignent l'âge de Majorité; remetant neantmoins au Roi de Pruſſe la Tutelle Superieure, & l'Execution de ſon Teſtament. Fait à Cothen le 2. Decembre* 1702.

**Im Nahmen der Heiligen Hochgelobten Dreyfaltigkeit / GOttes des Vaters / Sohnes / und H. Geiſtes / Amen.**

**DEmnach von GOttes Gnaden Wir Emanuel Lebrecht / Fürſt zu Anhalt / Hertzog zu Sachſen / Engern und Weſtphalen / Graff zu Aſcanien / Herr zu Bernburg und Zerbſt ꝛc. in Chriſtlicher Betrachtung erwogen / wie mancherleyen unverſehenen Zufällen unſere ohne das ſchwache menſchliche Natur in dieſem flüchtigen und zergänglichen Leben unterworffen / und was maßen unſere Tage wie der Schatten vorüber gehen / daß dahero in dieſem Elende und Jammerthal nichts gewiſſers / alß der zeitliche Tod / deſſen eigentlicher Orth / Stunde und Weiſe aber dem Allwiſſenden GOtt allein bekandt und vorbehalten ſeyn.**

**Damit dann uns die ungewiſſe Stunde des Todes bey denen jetzigen ohne das geſchwinden Läufften / nicht unverſehens übereile / ehe und bevor wir unſern letzten Willen und Intention denen Unſrigen zu erkennen gegeben / ſo leben wir der ungezweifelten Zuverſicht / der Dreyeinige / Allgewaltige und Barmhertzige GOtt / der uns die Zeit Unſers gantzen Lebens unzählig viel Gutes gethan / werde uns / ſo lange wir in dieſer Zeitlichkeit noch wandeln und walten / in ſeiner Gnade erhalten / und bey beſtändiger Bekänntniß der Chriſtlichen Evangeliſchen Reformirten Religion, als worinnen wir bißhero gelebt / biß an unſer letztes Ende kräfftiglich ſtärcken / ſo dann wenn wir den Lauff vollendet und Glauben gehalten haben / uns an jenem Tage die beygelegte Crone der Gerechtigkeit geben / und aufſetzen / deme wir uns dann inzwiſchen mit Leib und Seele empfehlen und ſowohl bey geſunden Tagen und guten Leibes-Kräfften / die wir durch göttliche Gnade vor ietzo empfinden / als auch in Menſchlichen Zufällen bereit ſeyn / Ihme unſern GOTT / dem wir leben und ſterben / auff das Verdienſt Chriſti unſeres Heylandes / Chriſtlich / willig und freudig zu folgen;**

**Nachdem aber nechſt Verſorgung unſerer Seelen /**

ANNO 1702.

len/ eine unserer vornehmsten und wichtigsten Angelegenheiten ist/ zu disponiren und zu verordnen/ was unser Nachlaß des zeitlichen Vermögens/ absonderlich aber und zuförderst die Regierung unserer Lande und Leute betrifft; So haben Wir bey guter Zeit/ und indem wir oberwehnter maßen noch gesunden Leibes/ auch unverkehrter Sinnen und Vernunfft seyn/ mit wohlbedachtem Muht und reiffen Rath/ aus eigener Bewegnüß/ und freyen ungehinderten Willen/ diese unsere testamentalische letzte Verordnung aufgerichtet/ richten auch dieselbe hiermit und Krafft dieses auff/ in aller bester Form und Gestalt/ wie solches vermöge Geist- und Weltlichen Rechte/ Gewohnheit und Gebrauch/ insonderheit bey Fürstl. Standes Personen geschehen soll/ kan oder mag; Immaßen hiernach mit mehrem unterschiedlich folget.

Weiln auch unsere Printzen und Printzessinnen annoch in ihren ersten Jahren begriffen/ und wir nicht wissen/ ob der grosse GOTT das zeitliche Leben uns so lange fristen mochte/ daß wir Sie selbsten biß zu ihrer Majorennität erziehen könten/ und wir hierbey billig erwegen/ die ungemeine Liebe und Treue/ welche unsere von Hertzen geliebte Gemahlin/ die Durchläuchtigste Fürstin und Frau/ Giesela Agnesa/ Fürstin zu Anhalt/ Hertzogin zu Anhalt/ Hertzogin zu Sachsen/ Engern und Wephalen/ Gräfin zu Ascanien/ gebohrne Reichs-Gräfin von Nienburg/ Frau zu Bernburg und Zerbst ꝛc. Uns und unsern Fürstlichen Kindern biß anhero erwiesen/ und dahero niemand sicherer und besser/ als Ihr Derenselben Aufferziehung anvertrauen können; So haben wir aus wohlbedachtem Muth und gutem Rath hiermit wohlgedachte unsrer Frau Gemahlin zur eintzigen Vormünderin unserer nachgelassenen Fürstlichen Pupillen und Minorennium dergestalt constituiret und geordnet/ daß selbige nicht nur die Aufferziehung derselben über sich nehmen und führen/ sondern auch hierbey die völlige Administration, was den statum publicum Regiminis unserer Fürstlichen Landes-Portion anbelanget/ gleichmäßig allein haben und exerciren soll/ und zwar nach dem Exempel des Fürstlichen Deßauischen Landes/ als wo durch die Observanz die Mütterliche Vormundschafft/ sowohl quoad effectum educationis, als Administrationis bey dem Fürstlichen Hause Anhalt nunmehro eingeführet und bestätiget worden/ auch sonst dergleichen bey andern Furstlichen Häusern üblich ist/ die völlige Vormundschafft/ sowohl was die Landes-Regierung selbst/ als die Aufferziehung unserer nachgelassenen Kinder betrifft/ auffgetragen/ und ersuchen Sie Krafft dieses/ nach unserm/ GOtt gebe seeligem Absterben/ solche Vormundschafft auff sich/ auch unsere nachgelassene Räthe und Diener so forth durch einen Handschlag/ in ihre als Regierender Vormünderin Pflicht zunehmen/ und unserm zu Sie tragenden Vertrauen nach die Regierung des Landes dergestalt vorsichtig zu führen/ damit alle unnöthige Kosten vermieden/ die Aemter in fleißiger Obsicht gehalten/ die Cammer-Intraden zu rechter Zeit eingetrieben/ die Schulden abgetragen/ und so viel möglich ein guter Vorrath vermittelst Göttlichen Seegens/ erhalten werde. Damit aber Unser Freundlich geliebte Frau Gemahlin/ bey der Ihr auffgetragenen Vormundschafft und Landes-Administration desto nachdrücklicher geschützet werden möge; So haben wir annoch bey unserm Leben/ Ihro Königliche Majestät in Preußen/ unsers gnädigen und Hochgeehrten Herrn Vettern protection vor Sie und unsere nachgelassene Printzen und Printzessinnen ausgebethen/ dergestalt/ daß Ihre Majestät zu gleich die Execution unsers letzten Willens übernehmen wolten/ damit solchem in allen Puncten und Clausuln nachgelebet werden möge/ welches auch Hochgedachte Ihro Königliche Majestät/ laut Dero Schreibenn vom 24ten Novembris 1702. gnädig und freundvetterlich übernommen/ daher wir Krafft dieses vor Hochgedachte Königliche Majestät in Preußen zum Beschützer unserer nachzulassenden Frau Gemahlin/ Printzen und Printzeßinnen/ nochmahls benennen/ und derselben die Execution unseres letzten Willens aufgetragen/ auch Derselben die Ober-Vormundschafft dergestalt committiren/ daß unsere nachbleibende Frau Gemahlin/ als würcklich Administrirende und Regierende Vormündin/ in vorkommenden wichtigen Sachen sich Dero Hohen Raths erholen/ und bey unverhoffter Kränckung in Dero Vormundschaffts-Verwaltung/ sich Dero Königlichen Schutzes gebrauchen/ auch auff benöthigten Fall/ bey Ihro Römischen Kayserlichen Majestät/ unsern Allergnädigsten Herrn/ daß Sie ein absonderliches Protectorium an Ihro Königliche Majestät in Preussen ertheilen möchten/ alleruntertänigst ansuchen/ damit in allen Stücken unser letzer Wille erfüllet werden möge.

Was unsere Räthe und Bediente/ so unserer Frau Gemahlin Liebden zu der Regierung zuführen benöthiget/ betrifft/ überlassen wir deroselben/ als künfftiger Regentin und Vormünderin/ freyen Disposition, selbige nach Ihren Gutbefinden zubehalten/ abzudancken und andere an Ihre Stelle anzunehmen.

Wann aber wie vorgedacht unsere Frau Gemahlin Liebden mit Tode abgiengen/ ehe unsere Printzen Majorennes werden/ so sollen alsdenn die Räthe/ so sie bey Ihrem seeligen Absterben verordnen wird/ verbleiben.

Indessen aber soll unserer Frau Gemahlin Liebden dahin sehen/ daß Sie mit unnützen Dienern und deren salarirung die Camme-Intraden nicht vermindere/ sondern sich mit wenigen/ redlichen/ und Ihr wohlanständigen nützlichen Dienern vergnüge.

Und obzwar auch sonsten eine Fürstliche Mutter die Vormundschafftliche Administration über sich nimmt/ diese zu Aufrichtung eines Inventarii und Ablegung ordentlicher Rechnung der von Ihr geführten Administration, verbunden ist; So wollen wir dennoch unsere Frau Gemahlin von dieser Bürde des Rechtens befreyet wissen/ dergestalt/ daß Sie des gantzen Landes Revenuen einheben/ und Dero Gefallen nach/ geniessen und gebrauchen möge/ biß zu des ältisten Printzen Majorennität; und soll dieser alsdann mit demjenigen/ was unsere Gemahlin Ihm von denen bißhero gehobenen Intraden heraus geben wird/ ohne Forderung einiges Inventarii, oder abzulegenden Rechnung/ sich vergnügen zulassen schuldig seyn. Zum Beschluß/ wollen wir/ daß im Fall/ dieses unser Testament und letzter Wille/ aus Mangel einiger solennität der beschriebenen Rechte/ oder von Gewohnheit wegen/ als ein zierlich und förmlich Testament nicht geachtet werden/ noch Bestand haben solte/ dennoch als ein Codicill, Ubergabe auffm Todesfall/ eine Väterliche Disposition, und Abtheilung unter Kinder/ oder sonst als ein anderer letzter Wille/ auf was Arth und Weise nur solcher einiger massen stand haben kan/ in Krafft dieses gehalten/ auch dessen Fehler/ Mängel und Gebrechen/ so deren einige sich ereignen und befinden solten/ in allen und jeden Puncten und Articuln/ wo dieselbe seyn möchte/ hiermit aller Mögligkeit nach abgethan und ersetzet haben wollen.

Wir behalten uns darneben ausdrücklich bevor

ANNO 1702.

dieſe unſere Diſpoſition nach unſerm Gefallen zu ändern / zu verbeſſern / zu vermindern und zu vermehren / wollen auch / daß dasjenige / was wir durch ein oder mehr Codicill, auch eingelegten Zettulen / Väterliche Annotation, oder ſonſt weiter verordnen werden / alſo ſtarck und gültig ſeyn ſolle / als wenn es hierunter mit ausgedrückten Worten begriffen wäre.

Deſſen alles denn zu mehrer Uhrkund und Bekräubigung / haben wir nicht allein ſolches alles durch eigenhändige Unterſchrifft auff allen Seiten der Blätter / und hieran zu Ende wohlbedächtig unterſchrieben / und zugleich unſer Fürſtliches Hand-Secret darunter auffgedrücket / ſondern haben auch zugleich dieſen unſern letzten Willen / unſerm Cantzler und Räthen verſiegelt übergeben / damit ſie ſolches denen Actis beylegen / und nach unſern in GOttes Händen ſtehenden Tode / eröffnen ſollen.

Wir erſuchen aber nochmahls Ihro Römiſche Kayſerliche Majeſtät / unſern allergnädigſten Kayſer und Herren / allerunterthänigſt / dieſes unſer Teſtament ſowohl / was die Primogenitur, als auch was die Vormundſchafft unſerer Frauen Gemahlin / auch die Ober-Vormundſchafft Ihrer Königlichen Majeſtät in Preußen / und alle übrige darinn befindliche Puncta und Clauſuln betrifft / wenn es von uns bey unſerm Leben / oder auch nach unſerm Tode / von unſerer Gemahlin gebührend geſuchet wird / allergnädigſt zu confirmiren / auch darneben / daß demſelben überall ſtricte nachgelebet werden möge / mit Kayſerlicher Majeſtät Macht und Gewalt zuhalten / und unſerer Gemahlin ein ordentliches Tutorium allergnädigſt zu ertheilen / und dergeſtalt die Execution dieſes unſern letzten Willens mit Nachdruck ohne Verſtattung einiges Proceſſes oder andern Weitläufftigkeit mächtigſt zu befördern.

Womit wir alſo unſern letzten Willen im Nahmen GOttes beſchloſſen haben wollen; So geſchehen in unſerer Reſidenz-Stadt Cöthen den 2ten Decembris Anno 1702.

Emanuel Lebrecht / Fürſt zu Anhalt.
(L. S.)

## XXXVII.

1703. 15. Mars.

*Convention entre la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *& le Duc de* HOLSTEIN. *Faite à la Haye le 15. de Mars* 1703.

I. LA Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, renouvelleront, comme ils renouvellent par la preſente, la Guarantie des Traitez d'Altena du vingtiéme Juin 1689. de Travendaal du 18. d'Août 1700. à ce qu'il n'y ſoit contrevenu en aucune maniere, & ſpecialement en cas d'attaque des Etats de Son Alteſſe Séréniſſime pour avoir donné ſes Troupes aux Alliez.

II. Son Alteſſe Séréniſſime fournira à ladite Reine de la Grande-Bretagne & auxdits Seigneurs Etats Généraux deux Regimens de Dragons, chaque Regiment de 561. Têtes, & deux Regimens d'Infanterie, chaque Regiment de 881. Hommes, y compris les Officiers, ſelon la Liſte ci-jointe, bien montez, habillez & armez.

III. Ladite Reine & leſdits Seigneurs Etats Généraux paieront à Son Alteſſe Séréniſſime cent mille Ecus, à la Haye, ou à Amſterdam; la moitié dans quinze jours après la Ratification du preſent Traité, & l'autre moitié quand leſdits quatre Regimens ſeront arrivez ſur les Frontieres de l'Etat des Provinces-Unies, en dedommagement de l'augmentation deſdits Regimens, & de la depenſe, que Son Alteſſe Séréniſſime eſt obligée de faire.

IV. Les deux Regimens de Dragons ſe mettront en marche le 26. d'Avril, ou plûtôt s'il ſe peut; & les deux Regimens d'Infanterie s'embarqueront à Tonningue le 20. à peu près, vers lequel tems Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux y envoieront à leurs depens, le nombre des Vaiſſeaux de tranſport, qu'il faudra, & le Convoi pour la ſûreté de leur paſſage. Le paiement des uns & des autres ne commencera, que du jour, qu'ils arriveront ſur les Frontieres & dans les Ports de l'Etat, & il ſera aſſigné ſur de bons Comptoirs, ſuivant la Liſte de la paie ci-jointe *ſub Lit. A.* & fait auſſi promptement, que celui des Troupes de Hannovre & Cell, qui ont ſtipulé le prompt paiement. Et ils jouïront au reſte des Chariots, recruës & autres avantages, dont jouïſſent les Troupes ſuſmentionnées.

ANNO 1703.

V. L'on paiera pour chaque Regiment d'abord qu'il arrivera ſur les Frontieres, ou dans les Ports de Leurs Hautes Puiſſances un mois de ſix ſemaines pour la marche de ces Troupes.

VI. Parmi les Colonels deſdits quatre Regimens il pourra y avoir un Général-Major, à qui on paiera les Gages & autres Emolumens ſur le pied de ceux de l'Etat, & qui ſervira & roulera ſelon ſon ancienneté.

VII. Leſdits quatre Regimens ſeront emploiez en Campagne & ſerviront dans la même Armée ou dans le même Corps, ſans qu'on pourra les en detacher ſeparement; Et pour faciliter les Recruës, ils auront leurs quartiers d'hyver ſur la Meuſe, ſur le Rhin, ou en d'autres endroits plus proches des Etats de Son Alteſſe Séréniſſime, le tout autant que la néceſſité & la raiſon de Guerre le permetront.

VIII. Les Troupes ſuſdites & leurs Officiers ſeront obligez de prêter ſerment de fidelité à ladite Reine & auxdits Seigneurs Etats Généraux, entre les mains de leurs Commiſſaires, qui feront paſſer en revûë les Dragons au paſſage de l'Elbe, & l'Infanterie lors qu'elle s'embarquera.

IX. Son Alteſſe Séréniſſime remplira les Charges des Officiers qui vaqueront; mais elle en fera ſçavoir d'abord les noms au Général de la Reine & au Conſeil d'Etat reſpectivement ſelon qu'elles ſeront remplacées pour les inſerer dans les Liſtes, & aura égard à la recommandation de ladite Reine & de Leurs Hautes Puiſſances autant qu'il ſe pourra faire. Leſdits quatre Regimens auront leur Juſtice à part, & la feront adminiſtrer par leurs Officiers & gens à cela deſtinez: Excepté lors qu'il s'agira d'un crime, qui regarde directement le ſervice de ladite Reine & deſdits Seigneurs Etats Généraux, dans le cas de trahiſon, lâcheté, & ſemblables: auquel cas le Criminel ſera jugé par la Juſtice ordinaire; en y admettant neanmoins un tiers des Officiers de ſon Alteſſe Séréniſſime.

X. Il ſera permis aux Officiers deſdits quatre Regimens de faire leurs recrûës dans les Etats de ſon Alteſſe Séréniſſime.

XI. Leſdits quatre Regimens reſteront dans le ſervice de ladite Reine & deſdits Seigneurs Etats Généraux durant la preſente Guerre, & lors qu'ils ſeront congediez, la Paix faite, il leur ſera païé deux mois courants de ſolde de douze dans l'année pour le retour, outre l'argent de recrue à raiſon de ſoixante Ecus par Dragon & de vingt cinq par Fantaſſin, pour autant de têtes, que les Officiers verifieront avoir perdu devant l'Ennemi, leſquels au reſte reſpondront à Son Alteſſe Séréniſſime de ce qui pourra alors manquer aux Regimens.

XII. Si Son Alteſſe Séréniſſime venoit d'être attaquée dans ſon propre Païs on ſera obligé de lui renvoier leſdits quatre Regimens, & on le fera pareillement, en cas que Sa Majeſté le Roi de Suéde fut attaquée en Pomeranie, ou dans le Païs de Bremen par un Etat ou Prince, qu'il n'auroit pas attaqué le premier: Bien entendu, qu'au dernier cas, Son Alteſſe Séréniſſime ſera obligée de rendre par Dragon ſoixante Ecus, & par Fantaſſin vingt cinq, de ce que Son Alteſſe Séréniſſime rappellera avant qu'on ſera obligé de les faire marcher: Mais en ce cas Son Alteſſe Sereniſſime pourra auſſi donner en paiement ce qui pourroit être dû à ſes Troupes, ſoit en argent de Chariots, de recrûës ou d'une autre maniere, Son Alteſſe Sereniſſime s'engage à les renvoier dès que le peril ſera paſſé & qu'il en ſera requis, & en ce cas, Son Alteſſe Séréniſſime ſera rembourſée de l'argent ſtipulé par Dragon & par Fantaſſin, qu'Elle aura été obligée de paier, en les rappellant & les faiſant revenir.

XIII.

ANNO 1703.

XIII. L'échange des Ratifications de cette Convention ſe fera dans l'eſpace des trois ſemaines, ou plûtôt, ſi ſe peut faire.

En foi de quoi Nous ſouſſignez Envoïé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne: Deputez des Seigneurs Etats Généraux: & Lieutenant-Général & Plenipotentiaire de Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de Holſtein-Gottorp, avons ſigné la preſente Convention & y avons appoſé le cachet de nos Armes. A la Haie le quinzieme Mars mil ſept cens trois.

ALEXANDRE STANHOPE. &c.

LIT. A.

Etat Major d'un Regiment de Dragons en 42. jours.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Colonel. | 300 | | |
| 1 | Lieutenant-Colonel. | 100 | | |
| 1 | Major. | 90 | | |
| 1 | Maréchal de Logis. | 90 | | |
| 1 | Adjudant. | 62 | | |
| 1 | Chapelain. | 50 | | |
| 1 | Auditeur. | 45 | | |
| 1 | Chirurgien-Major. | 45 | | |
| 1 | Timballier. | 25 | 6 | 1 |
| 6 | Hautbois. | 119 | | |
| 2 | Prevôt & Valet. | 30 | 10 | 1 |
| | | 946 | 16 | 2 |

Compagnie de Dragons en quarante deux jours.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Capitaine & ſon Valet. | 248 | | |
| 1 | Lieutenant & ſon Valet. | 99 | | |
| 1 | Enſeigne & ſon Valet. | 94 | | |
| 2 | Sergeants. | 112 | | |
| 1 | Fourrier. | 56 | | |
| 1 | Ecrivain. | 24 | | |
| 1 | Chirurgien. | 25 | | |
| 1 | Fahnen-Schmidt. | 24 | | |
| 2 | Tambours. | 52 | | |
| 3 | Caporaux. | 126 | | |
| 6 | Appointez. à 24 flor. | 156 | | |
| 45 | Dragons. à 24 flor. | 1080 | | |
| 68 | Hommes. | 2107 | | |

Etat Major d'un Régiment d'Infanterie en 42. deux jours.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Colonel. | 300 | | |
| 1 | Lieutenant-Colonel. | 100 | | |
| 1 | Major. | 80 | | |
| 1 | Maréchal de Logis. | 80 | | |
| 1 | Adjudant. | 46 | | |
| 1 | Chapelain. | 50 | | |
| 1 | Auditeur. | 45 | | |
| 1 | Chirurgien-Major. | 55 | | |
| 6 | Hautbois. | 91 | 10 | |
| | Tambour-Major. | 17 | 7 | 7 |
| 1 | Prevôt & ſon Valet. | 30 | 10 | 1 |
| | | 895 | 7 | 8 |

Compagnie d'Infanterie en quarante deux jours

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1 | Capitaine & ſon Valet. | 158 | |
| 1 | Lieutenant & ſon Valet. | 53 | |
| 1 | Enſeigne & ſon Valet. | 48 | |
| 2 | Sergeants. | 48 | |
| 1 | Fourrier. | 24 | |
| 1 | Ecrivain. | 12 | |
| 1 | Capitaine d'Armes. | 22 | |
| 1 | Chirurgien. | 21 | |
| 2 | Tambours. | 28 | 10 |
| 3 | Caporaux. | 60 | |
| 17 | Hommes. | | |
| 8 | Appointez. | 114 | 10 |
| 54 | Fantaſſins. | 661 | |
| 79 | Hommes. | 1250 | |

ANNO 1703.

*Articles Séparez.*

I. LEs Sujets du Duché de Sleswigh n'étant pas Membres de l'Empire, & conſecutivement pas compris dans la preſente Guerre, auront la liberté du Commerce ſur le même pied que ceux du Roi de Danemark.

II. Les Deſerteurs des Troupes de ladite Reine & deſdits Seigneurs Etats qui ſeront dans leſdits quatre Regimens à leur arrivée ſur les Frontieres deſdits Seigneurs Etats ne ſeront pas recherchez ni redemandez, excepté neanmoins ceux qui pourroient deſerter, après la ſignature du preſent Traité.

III. Les arrerages des ſubſides de la derniere Guerre ſeront paiez dans quinze jours après la ſignature du preſent Traité; ce qui s'entend de ce qui eſt dû des Provinces-Unies, & l'on fixera un tems, auquel l'on touchera pour le commencement d'une partie de celles d'Angleterre, dont on pourra convenir de la ſomme dans les Articles Séparez.

IV. La Guerre étant finie & Leurs Hautes Puiſſances trouvant bon de renvoier les Troupes, leur paiement ſera toutefois continué juſqu'au jour qu'elles quiteront les Frontieres de l'Etat, ſans que cela puiſſe être rabattu de deux mois de ſolde, ſtipulée à l'Article XI. du preſent Traité pour le retour deſdites Troupes.

En foi de quoi Nous ſouſſignez Envoïé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne: Deputez des Seigneurs Etats Généraux: & Lieutenant-Général & Plenipotentiaire de ſon Alteſſe Séréniſſime le Duc de Holſtein-Gottorp, avons ſigné ces Articles ſeparez, & y avons appoſé le cachet de nos Armes. A la Haie le quinzieme Mars mil ſept cent trois.

ALEXANDRE STANHOPE. &c.

## XXXVIII.

*Articles convenus pour faciliter le Commerce entre les Sujets d'*ESPAGNE *& de* FRANCE. *A Bruxelles le* 15. Mars 1703. [Feuille volante imprimée à Bruxelles en 1703. in 4.] 25. Mars

NOus Jean de Brouchoven Comte de Bergeyck, Surintendant Général des Finances, & Miniſtre de la Guerre dans le Pais-Bas Eſpagnol, au nom & de la part de Sa Majeſté Catholique; Et nous Dreux Louïs Dugué Chevalier, Seigneur de Bagnols, Conſeiller d'Etat ordinaire, Intendant en Flandres, au nom & de la part de Sa Majeſté Très-Chrétienne, ſommes convenus de ce qui s'enſuit pour la facilité du Commerce reciproque d'entre les Sujets de Sa Majeſté Catholique dans le Païs-Bas Eſpagnol, & les Sujets de Sa Majeſté Très-Chrétienne.

*Marchandiſes de France paſſant dans le Païs-Bas Eſpagnol.*

I. IL ne ſera payé pour Droits d'Entrée dans le Païs-Bas Eſpagnol ſur les Huiles de Semences de Colzat, de Choux, de Navette, & autres venant de France, que trois Florins quinze patars par aime de ſoixante meſures de Gand, ou de cent pots, ci. 3. florins 15. patars.

II. Les Chapeaux des fabriques de France payeront ſeulement pour Droits d'Entrée dans les Païs-Bas Eſpagnols, ſavoir;

Les Chapeaux de Caſtor, la piece un florin, ci. 1. florin.

Les Chapeaux de Vigogne, la piece dix patars, ci. 10. patars.

Les Chapeaux de Poil de Lapin, la piece dix patars, ci. 10. patars.

Les Chapeaux de Laine, la piece neuf patars, ci. 9. patars.

III. Les Gans venant de France dans le Païs-Bas Eſpagnol payeront pour Droit d'Entrée, ſavoir;

Les Gans en broderie, ou garnis de Franges, la paire ſix patars, ci. 6. patars.

Les Gans de Frangipane, la douzaine de paires ſeize patars, ci. 16. patars.

Les Gans de Cerf, demi Cerf, ou de Dain, la douzaine

ANNO 1703.

zaine de paires, dix neuf patars, ci. 19. patars.
Les Gans communs, la douzaine de paires six patars, ci. 6. patars.

IV. Les habillemens & les ajustemens de toutes sortes venant de France, payeront à l'entrée du Païs-Bas Espagnol pour Droits dix pour cent de la valeur, suivant l'estimation dont les Marchands, & les Commis des Fermes conviendront, sinon au dire d'experts, ci. 10. pour cent.

V. La Chaux de Tournay ne payera pour Droits d'Entrée daus le Païs-Bas Espagnol, que quarante patars la mesure de dix-huit paniers, ci. 40. patars.
La Cendrée vingt patars la mesure de dix-huit paniers, ci. 20. patars.

VI. Le Sel de France ne payera pour Droits d'Entrée dans le Païs-Bas Espagnol, que trois florins la raziere de 250. l. pesant, ci. 3. florins.
Le Sel de France, qui sera tiré de Dunkerque par les Canaux, pour être transporté dans le Païs-Bas Espagnol, demeurera déchargé à la sortie de Dunkerque du Droit de trente sols par raziere, suivant l'Arrêt du Conseil de France du 21. Octobre 1702.

VII. Le Verre de France, entrant dans le Païs-Bas Espagnol, ne payera pour Droits d'Entrée que vingt patars par panier de vingt quatre feuilles, ci. 20. patars.

VIII. Les Livres non reliés venant de France, payeront pour Droits d'Entrée dans le Païs-Bas Espagnol, le cent pesant un florin, ci. 1. florin.
Les Livres reliés venant de France, payeront pour Droits d'Entrée dans le Païs-Bas Espagnol, le cent pesant deux florins, ci. 2. florins.
Les Livres reliés & non reliés venant de France, dans lesquels il y aura des estampes, ou des Cartes Geographiques, ne payeront autres ni plus grands Droits à l'Entrée du Païs-Bas Espagnol, que ceux ci-dessus marqués.

*Marchandises du Païs-Bas Espagnol passant en France.*

IX. LEs Livres non reliés sortant du Païs-Bas Espagnol pour venir en France, payeront pour Droits de sortie le cent pesant un florin, ci. 1. florin.
Les Livres reliés, sortant du Païs-Bas Espagnol pour venir en France, payeront pour Droit de Sortie le cent pesant quinze patars, ci. 15. patars.
Les Livres reliés, & non reliés, dans lesquels y aura des Estampes, ou des Cartes Geographiques, ne payeront autres ni plus grands Droits à la Sortie du Païs-Bas Espagnol, que ceux ci-dessus marqués.

X. Les Mines, Sables, Terres, Pierres bleues, & autres matieres servant aux fourneaux, ne payeront à la Sortie du Païs-Bas Espagnol pour venir en France, que six deniers la poise de cent quarante livres pesant, ci. 6. deniers.

XI. Les Charbons de bois ne payeront à la Sortie du Païs-Bas Espagnol pour venir en France, que huit patars par Benne, ci. 8. patars.

XII. Les Charbons de Terre du Haynaut Espagnol, qui seront declarés au Bureau de Condé pour passer dans le Païs-Bas Espagnol, demeureront dechargés du Droit d'Entrée de cinq sols par Baril, porté par l'Arrêt du Conseil de France du 21. Decembre 1700. ensemble du payement des Droits de Sortie, & payeront seulement le Droit de deux sols six deniers par Wague dûs au Domaine de Sa Majesté Très-Chretienne à Condé, celui de dix-huit livres dix-sept sols six deniers par Batteau pour le Droit de la grande Ecluse, le droit de quatre livres dix sols, aussi par Batteau pour le Droit de l'Etat Major, & le Droit de peage appartenant à Monsieur le Comte de Solre de vint-quatre patars par Batteau, à la charge par lesdits Bateliers & Conducteurs de prendre aquit à caution au Bureau de Condé pour assurer la Sortie des Charbons de Terre par le Bureau & Ecluse de Tournay.

XIII. Les Camelots des Fabriques du Païs-Bas de la Domination d'Espagne, pourront entrer directement dans la Flandre Françoise, par les Bureaux de Lille, Menin, ou Valenciennes, & de la Flandre Françoise dans les autres Provinces du Royaume par les Bureaux de S. Quentin, Peronne & Amiens en payant pour tous Droits d'Entrée six livres par piece de vingt Aunes, à condition que chaque piece de Camelot portera au chef le nom du Fabriquant, & celui du lieu de sa demeure, avec un Plomb qui sera apposé par le Magistrat du même lieu portant d'un côté ces mots MANUFACTURE DE LA FLANDRE ESPAGNOLE.

XIV. Les Tapisseries des Manufactures du Païs-Bas Espagnol payeront aux Entrées de France, savoir:

Celles rehaussées d'Or, & d'Argent, tant vieilles que neuves, le cent pesant cent soixante livres, ci. 160. liv.

Et celles de pure Laine ou mêlée de soye, sans Or, ni Argent, tant vieilles que neuves, le cent pesant quatre-vingt livres, ci. 80. liv.

XV. Les Cuirs dorés des Fabriques du Païs-Bas Espagnol, payeront aux Entrées de France le cent pesant quinze livres, ci. 15. liv.

XVI. Les Dentelles de Fil des Fabriques de Malines, & autres lieux du Païs-Bas Espagnol, tant fines que communes entrant dans le Païs de l'obeïssance de Sa Majesté Très-Chrétienne, payeront pour Droit d'Entrée, savoir celles destinées pour la Flandre & Haynaut François, à l'Entrée dudit Païs, la livre pesant dix-huit livres, ci. 18. liv.

Celles destinées pour les Provinces de l'étenduë des cinq grosses Fermes, & autres Provinces du Royaume, à l'Entrée des cinq grosses Fermes, la livre pesant vingt-cinq livres, ci. 25. liv.

XVII. Les Camelots, Tapisseries, Cuirs dorés, & les Dentelles des Fabriques du Païs-Bas Espagnol qui seront destinés pour la Flandre Françoise, aquiteront les Droits d'Entrée ci-dessus marqués aux Bureaux de Lille, Menin, ou Valenciennes; lesdites Marchandises qui seront destinées pour les Provinces de l'étenduë des cinq grosses Fermes ou autres Provinces du Royaume, seront déclarées à l'un des Bureaux de Lille, Menin ou Valenciennes, & y prendront aquit à caution pour venir en aquiter les Droits aux Bureaux de S. Quentin, Peronne, ou Amiens.

*Article Commun.*

IL ne sera respectivement payé aucuns Droits d'Entrée ni de Sortie, conformement aux Traités de Nimegue & de Ryswick, pour les Marchandises qui seront transportées d'un lieu de la domination de France dans un autre lieu de la même domination en passant par les Terres enclavées dans la domination d'Espagne, ou d'un lieu de la domination d'Espagne dans un autre lieu de la même domination, en passant par les Terres enclavées dans la domination de France, à la charge de faire par les Marchands ou Voituriers les declarations necessaires, & de prendre les aquits à caution & passavans accoûtumés, & de rapporter au Bureau où la declaration aura été faite, certificat de Sortie des terres de la domination dont on aura emprunté le passage dans le tems qui sera marqué par l'aquit à caution à proportion du tems necessaire pour le trajet qu'il y aura à faire: sans qu'il soit payé aucun Droit pour la declaration, pour l'aquit à caution ou passavant, pour le certificat de Sortie, ni pour la décharge de l'aquit à caution, & sans que les Marchandises puissent passer par les Villes ni être déchargées sur les terres de la domination dont il aura été declaré que l'on emprunte le passage. Le tout suivant l'Arrêt du Conseil de France du 15. Novembre 1702. & suivant l'Arrêt du Conseil de Bruxelles du 23. Septembre 1702. attachez à ces presentes.

*Transit pendant la Guerre.*

ET pour faciliter davantage quant à présent le Commerce des Manufactures du Païs-Bas Espagnol, nous sommes encore convenus que les Marchandises desdites Manufactures, pourront être transportées par terre en Espagne & en Italie pendant la presente Guerre en passant au travers du Royaume de France sans payer aucun Droit d'Entrée ni de Sortie, mais en payant seulement pour Droit de Transit deux & demi pour cent de la valeur, à condition que toutes les Marchandises des Manufactures de la Flandre Espagnole qu'on voudra faire passer par transit en Espagne, ou en Italie, seront transportées dans la Ville d'Anvers, où avant que

ANNO 1703.

que d'être emballées, elles ſeront viſitées par un Commiſſaire qui ſera établi à cet effet de la part de Sa Majeſté Très-Chrétienne pour viſiter les Marchandiſes, en tenir regître, plomber les Balles, Ballots ou Caiſſes, & pour donner des Certificats de la viſite qu'il en aura faite, dans leſquels il exprimera auſſi la qualité des Marchandiſes, le nombre des Pieces, des Balles, ou Caiſſes qui ſeront envoyées par chaque Marchand, le prix qui lui aura été declaré, ou dont il ſera convenu avec les Marchands, & le port ou paſſage par lequel les Marchands auront declaré que les Marchandiſes devront ſortir du Royaume.

Sur la repreſentation du Certificat du Commiſſaire de France, & ſur la reconnoiſſance des Plombs qu'il aura appoſez aux Caiſſes, Balles, & Ballots, le Droit de Tranſit de deux & demi pour cent ſera payé à Maubeuge & Valenciennes, Lille, ou Menin, après que les Marchandiſes auront été declarées au premier Bureau de la Flandre Françoiſe, & qu'on y aura pris des aquits à caution pour aquitter les Droits auxdits Bureaux de Maubeuge, Valenciennes, Lille ou Menin; il ſera pris aux mêmes Bureaux avec l'aquit du payement du Droit un aquit à caution pour le Bureau de l'extremité du Royaume marqué dans le Certificat du Commiſſaire d'Anvers, par lequel les Marchands ou Conducteurs s'obligeront de faire ſortir les Marchandiſes ſpecifiées dans le même Certificat, ſavoir par terre par les Bureaux du Pont de Bauvoiſin & de Bayonne, & par mer par le Port de Toulon, par le Bureau de Septêmes pour Marſeille, & par les Ports de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes & S. Malo, enſemble de raporter dans ſix mois au dos de l'aquit à caution, un Certificat de l'embarquement ou ſortie des Marchandiſes hors du Royaume ſigné des Receveurs & Controlleurs du Bureau declaré pour la ſortie à peine du double des Droits ordinaires. L'aquit du payement du Droit, & l'aquit à caution ſeront repreſentez & viſez, & les Plombs reconnus à tous les Bureaux de la route juſqu'à celui déſigné pour la ſortie, & en cas de ſoupçon de fraude, il pourra être ouvert au dernier Bureau un, ou pluſieurs Ballots au choix des Commis.

Les Marchandiſes qui ne ſeront pas accompagnées d'un Certificat du Commiſſaire qui ſera établi à Anvers de la part de Sa Majeſté Très-Chrétienne, ne jouïront point de la faculté du Tranſit, quoi que deſtinées pour Eſpagne ou pour Italie, & payeront en entrant dans les Terres de l'obéiſſance de Sa Majeſté Très-Chrétienne les Droits d'Entrée établis, & en ſortant les Droits de Sortie.

Les Marchandiſes venant d'Eſpagne & d'Italie, tant celles qui ſont neceſſaires pour l'entretien des Manufactures du Païs-Bas Eſpagnol qu'autres provenant des retours des Marchandiſes qui ſeront envoyées par Tranſit du Païs-Bas Eſpagnol en Eſpagne ou en Italie, jouïront auſſi, pendant la preſente Guerre, de la faculté du Tranſit en payant pareillement pour tous Droits deux & demi pour cent de la valeur; à la charge qu'elles ſeront declarées, & les Balles, Ballots, ou Caiſſes plombées au premier Bureau d'entrée en France, où le Droit de Tranſit de deux & demi pour cent ſera payé, ſavoir par terre aux Bureaux du Pont de Beauvoiſin, ou de Bayonne, & par Mer au Bureau de Toulon; à celui de Septêmes pour celles qui ſeront entrées par Marſeille, & aux Bureaux de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes ou S. Malo, & de prendre à celui deſdits Bureaux par où elles entreront, avec l'aquit du payement du Droit, un aquit à caution pour le dernier Bureau de Sortie des Terres de l'obéïſſance de Sa Majeſté Très-Chrétienne; qui ſera deſigné dans l'aquit à caution, lequel aquit à caution, enſemble le Certificat de Sortie de Marchandiſes par le dernier Bureau de Sortie, ſeront repreſentez au Commiſſaire de Sa Majeſté à Anvers, où les Marchandiſes de retour ſeront directement conduites à leur arrivée, avant que d'être diſtribuées dans les autres Villes du Païs-Bas Eſpagnol, pour être l'aquit à caution, & le Certificat de Sortie du dernier Bureau des Terres de l'obéïſſance de Sa Majeſté Très-Chrétienne viſez par le Commiſſaire, & en être auſſi également tenu regître, & enſuite l'aquit à caution reporté au Bureau d'Entrée, où il aura été pris pour y être déchargé.

L'aquit du payement du Droit, & l'aquit à caution qui auront été expediés pour les Marchandiſes de retour, ſeront repreſentés & viſés, & les Plombs des Balles; Ballots, ou Caiſſes reconnus à tous les Bureaux de la route juſqu'à celui deſigné pour la Sortie, & en cas de ſoupçon de fraude, il pourra être ouvert au dernier Bureau un, ou pluſieurs Ballots au choix des Commis.

Le preſent Traité aura lieu à commencer du premier Avril prochain: & pour plus grande ſeureté de l'execution d'icelui, Nous Jean de Brouchoven Comte de Bergeyck avons promis de le faire ratifier par Sa Majeſté Catholique.

Et Nous Dreux Luis Dugué Chevalier Seigneur de Bagnols avons auſſi promis de le faire ratifier par Sa Majeſté Très-Chrétienne. Fait à Bruxelles le quinziéme Mars, mil ſept cens trois.

*Le Comte de* BERGEYCK. DUGUE' DE BAGNOLS.

## LE ROI EN SON CONSEIL.

SA Majeſté, a, par avis de ſon Conſeil & à la deliberation de ſon Commandant Général de ce Païs, ordonné, comme elle ordonne par cette aux Conſeillers & Admodiateurs Généraux, Receveurs, Controlleurs, Commis & Gardes des Droits d'entrée & ſortie, & à tous autres à qui il peut toucher, de ſe regler ponctuellement ſelon le contenu dans le Traité ci-deſſus. Si declare Sa Majeſté en faveur des Fabriques de ce Païs, que ne ſera levé aucun Droit de ſortie ſur les Manufactures qui ſeront envoyées par Tranſit de la Ville d'Anvers par la France en Eſpagne & Italie parmi prennant un Paſſavant des Officiers du Comptoir d'Anvers que les Caiſſes, Ballots & Tonneaux qui contiennent leſdites Marchandiſes des Fabriques, de ce Païs y ont été ficellez & plombez & declarez pour ſortir par Tranſit par la France vers l'Eſpagne & l'Italie, leſquels Paſſavans les Conducteurs ſeront obligez de faire viſer aux Comptoirs de leur paſſage & laiſſer au dernier Comptoir de la ſortie du Païs, (où il leur ſera donné un autre Paſſavant pour la ſortie) & les Officiers dudit dernier Comptoir ſeront obligez de tenir un Regître ſeparé deſdits Paſſavans, & de les renvoyer tous les mois aux Officiers du Comptoir d'Anvers pour en tenir notice ſur leur regître pour la verification de l'iſſue. Fait à Bruxelles le 2. d'Avril 1703. Etoit ſigné, EL MARQUES de BEDMAR. plus bas.

*Comte de* BERGEYCK.

## XXXIX.

*Fœdus offenſivum & defenſivum inter* LEOPOLDUM *Imperatorem Romanorum*, ANNAM *Reginam Angliæ & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab unâ; & PETRUM II. Regem Luſitaniæ ab altera parte initum, Libertatis Hiſpaniarum aſſerendæ, communisque periculi totius Europæ avertendi, atque Jura Auguſtiſſimæ Domus Auſtriæ in Monarchiam Hiſpanicam vindicandi cauſâ. Oliſſipone 16. Maii 1703.* Cum SEPARATIS ARTICULIS *eodem die factis & firmatis.* [Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale en Hollande ] 16. Mai.

CUM Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps LEOPOLDUS, Romanorum Imperator, & Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps Guillelmus III. Magnæ Britanniæ quondam Rex; nec non Celſi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Fœdus inter ſe iniverint Hagæ Comitis concluſum die ſeptimo Septembris anni milleſimi ſeptingenteſimi primi, quod poſt obitum prædicti Regis Sereniſſima ac Potentiſſima Princeps Anna Magnæ Britanniæ Regina alacriter ſervandum ſuſcepit, Sereniſſimum ac Potentiſſimum Petrum II. Portugalliæ Regem invitaverunt, ut in ejus Fœderis Societatem venire vellet, ipſa autem Sacra Regia Majeſtas Portugalliæ cum tam amica invitatione Dominorum Fœderatorum permota, tum etiam reputans Chriſtianiſſimum Regem Ludovicum XIV. poſtquam ipſe Neposque ejus, ex Sereniſſimo Delfino ſecundo loco natus ſecum

ANNO 1703.

cum poſtrema percuſſerant Fœdera multa edidiſſe non modo ſigna, ſed etiam facta, quibus manifeſtè oſtendit ejus conſilia eo ſolum tendere, ut oppreſſa Gallico Dominatu Hiſpanorum Libertate, Hiſpaniæ Regna & Ditiones Provinciarum in modum Gallico Regno adjungat, quod non modo rei Luſitanæ perincommodum accidiſſet, ac periculi plenum, ſed etiam ceteris Europæ Regnis ac Nationibus; conſultiſſimum ac rectiſſimum fore ſtatuit, ſi ipſe pro virili conaretur commune diſcrimen avertere, Hiſpanosque finitiſſimam Gentem Luſitaniæque cognatam & ad eosdem auctores origines referentem, ab impotenti Dominatione aſſerere; præſertim cum verendum eſſet, ne & præſens & poſtera ætas conſilium improbaret Regis ortu & origine Hiſpani (nam & Luſitani Hiſpanorum nomine cenſentur) ſi Hiſpaniam commune natale ſolum graviſſimo ejus tempore deſeruiſſet, & quaſi imploranti opem atque ab illis quos genuerat repoſcenti amicam manum porrigere recuſaſſet: Itaque cum nihil de Jure Succeſſionis Hiſpaniæ deciſum fuerit Fœderibus inter ipſam Sacram Regiam Majeſtatem Portugalliæ Regemque Chriſtianiſſimum atque ejus nepotem initis, utpote quæ, non præjudicata eâ cauſâ id unum reſpiciebant, ut præbitâ aliquali opera pax & tranquillitas Hiſpaniæ ceteræque Europæ juvaretur, viſum fuit eidem Sereniſſimo ac Potentiſſimo Regi Portugalliæ Fœdus inire cum eodem Sereniſſimo ac Potentiſſimo Principe Leopoldo Romanorum Imperatore, ut cui Succeſſio Hiſpanica mortuo ſine liberis Catholico Rege Carolo hujus nominis ſecundo, gentilitio jure pactisque obvenerit, atque una cum ejus Fœderatis & in eam cauſam conſpirantibus, nempe cum Sereniſſima ac Potentiſſima Principe Anna Magnæ Britanniæ Regina & Celſis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Belgii Provinciarum, ut conjunctis animis & viribus communi Securitati, Hiſpanorum Libertati, Legitimoque in Regna ſuccedendi juri quam firmiſſime conſulatur. Qua de cauſa ad id Fœdus ineundum Plenipotentias ſuas & Mandata dederunt ab una parte Sacra Cæſarea Majeſtas Domino Carolo Erneſto Comiti à Waldſtein Aurei Velleris Equiti, Conſiliario ſuo Arcano, ſuoque & Sereniſſimi ac Potentiſſimi Romanorum & Hungariæ Regis Camerario, ac Legato ſuo Extraordinario in Luſitania, Sereniſſima ac Potentiſſima Princeps Anna Magnæ Britanniæ Regina Domino Paulo Methwen Armigero & Ablegato ſuo Extraordinario in Luſitania, Celſi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Domino Francisco Schonenberg, ab altera vero parte Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps Portugalliæ Rex Domino Nonio de Mello Alvares Pereira Conſanguineo ſuo Cariſſimo, Duci de Cadaval, Marchioni de Ferreira, Comiti de Tentugal, Domino Oppidorum de Povoa, de Sancta Chriſtina, Villa nova de Aruos, Noudar, Barrancos, Rabacal, Arega, Alvadaſere, Buarios, Arcobra, Carapito, Mortagua, Aqua de Peixes, Operat, Avermelia, Cereal, Commendatario de Grandola in Sodalitio Equitum Jacobenſium, in Aviſienſium vero de Noudar & Barrancos, Palatini Senatus Præſidi, hac in Urbe Regia totaque Regione Eſtremadura equeſtrium ac pedeſtrium Copiarum Magiſtro, ſuæ Sacræ Regiæ Majeſtati immediato, Statusque Conſiliario; & Domino Emanueli Telles de Silva Marchioni de Alegrete, Comiti Villar Majorio, in Sodalitio Equitum Chriſti Commendatario Sancti Joannis de Alegrete, & Trapetorum de Soure; in Aviſienſium vero Collegio Commendatario Sancti Joannis de Moura, & Sanctæ Mariæ de Albufeira, Triumviro Fiſci Moderatori, primæ admiſſionis Cubiculario, Sacræ Regiæ Majeſtatis ſuæ ejusque Status Conſiliario &c; Domino Francisco de Tavora Comiti de Alvor, Domino Oppidi de Albuta, Pinelli Præfecto in Chriſti Equitum Sodalitio Commendatario de Sancto Andrea de Reixeda, Porto Sancto, Sancta Maria duarum Eccleſiarum, & Sancto Salvatore de Baſto, Præſidi Conſilii Transmarinis rebus præpoſiti, Statusque Conſiliario &c. Domino Roquo Montegro Paim, Domino de Alva, Villa Cains & Reſtyos, in Sodalitio Chriſti Equitum Commendatario Sanctæ Mariæ de Campanana, & Sanctæ Mariæ de Germinde, Conſiliario & Secretario ejusdem Sacræ Regiæ Majeſtatis, & Domino Joſepho de Faria publico totius Regni Tabulario præpoſito, Regni Hiſtoriographo Maximo, Regiæque Signaturæ Secretario, & Conſiliario ſummæ dictæ Sacræ Regiæ Majeſtatis, qui quidem Plenipotentiarii virtute prædictarum Plenipotentiarum reſpective ſibi conceſſarum (quæ priusquam huic Tractatui ſubſcriberent perpenſæ & excuſſæ ſunt, & pro legitimis ac ſufficientibus habitis commutatæ) re diligenter matureque deliberata Dominorum ſuorum altiſſime memoratorum nomine, in Capita ſive Articulos ſequentes convenerunt & conſenſerunt. ANNO 1703.

I. Tres Potentiæ Fœderatæ alte memoratæ una cum Sacra Regia Majeſtate Luſitaniæ operam conferent unanimiter, ut Sereniſſimus Archi-Dux Carolus Filius ſecundo genitus Sacræ Cæſareæ Majeſtatis immittatur in poſſeſſionem totius Hiſpaniæ, prout illam Rex Catholicus Carolus ſecundus poſſidebat, cum eo tamen temperamento, ut Sacra Regia Majeſtas Luſitaniæ non teneatur Bellum facere offenſivum præterquam in ipſâ Hiſpania.

II. Ad id autem Bellum offenſivum in Hiſpania faciendum Sacra Regia Majeſtas Luſitaniæ non tenebitur habere & alere de ſuo plus quam duodecim millia Peditum & Equitum tria millia, quos educere in aciem debeat.

III. Præterea Sacra Regia Majeſtas leget tredecim millia Militum Luſitanorum, ut ſint in univerſum Luſitanæ Copiæ duo de triginta millia militum, quorum quinque millia Equites erunt, viginti tria millia Pedites.

IV. Ex his tredecim millibus Militum nempe undecim millibus Peditum & duobus millibus Equitum, ipſa undecim millia Peditum congruentibus armis ornabuntur, quæ ad rem Domini Fœderati præbere debent, inſuperque etiam pro auctario ipſorum Militum cauſa duo millia armorum.

V. Domini Fœderati tenebuntur dare Sacræ Regiæ Majeſtati Luſitanæ decies centena millia Philippæorum argenteorum Monetæ Hiſpanicæ, ſive ut vulgo vocant millionem Patacarum ſingulis annis, quibus Bellum extiterit ad ſumptum ſupra dictorum tredecim Millium militum tum in ſtipendia, tum etiam in alias omnes impenſas, quarum ipſis opus fuerit tam in ſtativis, quam in agmine.

VI. Solutio horum decies centenorum millium Philippæorum argenteorum Hiſpanicæ Monetæ, ſive ut vulgo vocant millionis Patacarum, fiet per penſiones, per omnes anni menſes æqualiter diviſas, nempe quæ pars ad ſtipendia tredecim millium Militum ſpectat à permutatione Ratificationum incipiet, idque pro rata portione, quæ competat ad eum numerum Militum, qui jam lecti fuerint & ſubinde legentur; quod autem ad eam partem hujus millionis ſpectat, qui ad ſumptus extraordinarios Exercitus ex ſtativis educti pertinet, incipiet ejus ſolutio ex quo primo die ex ſtativis Copiæ educentur. Cautum tamen eſt ad ſolutionem primæ partis hujus millionis paratas fore ſemper Oliſipone duorum menſium penſiones; ad ſecundæ autem partis hujus millionis ſolutionem cum primum Exercitus ex ſtativis educetur, duorum menſium penſiones in anteceſſum dabuntur, quæ non imputabuntur, niſi poſtremis duobus anni menſibus.

VII. Quod ſi evenerit, ut Sacra Regia Majeſtas Luſitaniæ tota ſupra dicta tredecim millia Militum non legerit, ex hac Patacarum millione ea pars ſtipendiorum imminuetur, quæ ad eum numerum congruat Militum, qui re ipſa lecti non fuerint.

VIII. Præter ſupradicta decies centena millia Philippæorum argenteorum, Hiſpanicæ Monetæ, ſive millionem patacarum, quæ ſingulis annis præbere Domini Fœderati debent in ſolutionem tredecim millium Luſitanorum Militum, prout præfertur, tenebuntur etiam præbere Sacræ Regiæ Majeſtati Luſitaniæ quinquies centena millia Philippæorum argenteorum ſive quinquies centena millia Patacarum ad apparandum Exercitum, & reliqua quæ opus fuerint, hoc priore anno, eamque argenti ſummam tempore Ratificationis hujus Fœderis tradent.

IX. Præbebunt etiam Domini Fœderati, & hoc in Regno Luſitaniæ parata ſemper habebunt, omnibus, quibus Bellum duraverit annis duodecim millia externorum Veteranorum Militum, decem ſcilicet Peditum millia, mille Equites levis armaturæ, milleque Dimachas quos Dragones vocant, quæ quidem duodecim millia Militum non ſolum ſubinde impendio ſuo ſupplebunt, prout neceſſe erit, ſed armare etiam, & ære ſuo eis ſolvere quidquid ipſis opus fuerit, cum ad ſtipendia, quæ merebunt tam in ſtativis quam extra ipſa, tum ad militarem panem Militibus præbendum, paleam & hordeum equis, qui quidem panis,

ANNO 1703.

nis, palea & hordeum eisdem pretiis præbebitur quam propriis Militibus Sacræ Regiæ Majestatis Lusitaniæ præberi solet & reapse præbetur; idque ministerio & curâ ejus Generalium Quæstorum, atque Officialium, ita tamen ut Sac. Reg. Maj. Lusitaniæ nullam omnino impensam in prædictas Copias exteras facere debeat, neque ipsis quidquam præbere, præterquam valetudinaria & vehicula, quæque ad valetudinaria & rem vehicularem pertinent.

X. Sacra Regia Majestas Lusitaniæ bis mille equos in Lusitania præbebit ære Dominorum Fœderatorum emendos ad instruendas exteras ipsorum Copias, ita ut pro singulis equis Militibus attribuendis quadraginta millia Regalium Monetæ Lusitaniæ solvant, sive ut vocant, quadraginta millia *Reis*. Pro equis vero, qui Officialibus attribuentur, sexaginta millia Regalium ejusdem Monetæ, sive, sexaginta millia *Reis*; quibus etiam pretiis ceteros omnes equos præbebit, quos pro copia & facultate Regni ab ipsa desideraverint, Domini Fœderati ad augendum Equitatum.

XI. Una cum supra dictis duodecim externorum veteranorum Militum millibus ære sumptuque Fœderatorum apportari debent, decem ænea Tormenta magni modi suis aptata vehiculis cæteroque apparatu ad usum agminis necessario instructa præterquam mulis, quibus trahentur.

XII. Ad hoc cum armis ad armanda undecim millia Lusitanorum ex tredecim millibus, quæ Sac. Reg. Majestas Lusitaniæ legere debet, apportabuntur etiam alia decem ænea Tormenta suis aptata vehiculis ea magnitudine, quæ ad globos competat a duodecim usque ad viginti quatuor libras; atque hæc Tormenta simul cum armis pro undecim millibus Lusitanorum Militum propria fient Sac. Reg. Majestatis Lusitaniæ, ita ut repeti ab ea non possint, nec eorum pretium exigi.

XIII. Tenebuntur Domini Fœderati statim apportanda curare suo ære empta quatuor millia quintalium nitrati pulveris, quorum singula quintalia centum duodetriginta libras explent ponderis Lusitanici ad usum expeditionis hujus prioris anni, singulis autem sequentibus annis, quibus Bellum duraverit, alia quatuor millia quintalium pulveris nitrati suo item ære empta, prius quam Copiæ ex stativis educantur, apportanda curabunt.

XIV. Mittent etiam Domini Fœderati statim cum externo Milite duos Præfectos, sive Magistros Campi Generales, qui sint ea dignatione, ut jam munere Sub-Præfecti, sive Tenentis Generalis functi sint, de quibus Majestas sua, qualesnam sint, prius edocebitur; quatuor Aciei Instructores, sive Sergentos Majores prælii; quatuor Officiales Equitatus, qui in eo Commissariorum munere fungantur; duos Sub-Præfectos, sive Tenentes Magistri Campi Generales, duos Sub-Præfectos, sive Tenentes Generales rei tormentariæ; duodecim Architectos militares; quadraginta Tormentorum Libratores; decem ignium Artifices, viginti Cuniculorum fodiendorum peritos; quibus universis Domini Fœderati de suo solvent eodem modo, quo duodecim millibus externi Militis solvere tenentur.

XV. Universæ externæ Copiæ, quas Domini Fœderati mittere & conservare in Lusitania debent, subjectæ erunt non solum Majestatis suæ Lusitanæ supremis Imperiis, sed etiam Præfectorum ejus sive Generalium atque etiam Officialium, qui ob munus, quod obierint, ipsis superiores fuerint. Cæterum ob rupta imperia, crimina & flagitia, quæ committent, per Præfectos sive Generales & Auditores Generales Exercitus plectentur, prout plectuntur, aut plectentur more Militiæ ipsimet Lusitani, maxime propter ea, quæ ad violationem rerum ad Religionem spectantium pertinebunt.

XVI. Domini Fœderati facultatem præbebunt auxilium & adjuvamentum omne redemptoribus Sacræ Regiæ Majestatis Lusitaniæ ad extrahendum ex suis Portionibus & Terris omnem nitratum pulverem, tela, annonam, ceteraque omnia Belli Instrumenta atque omnes apparatus, tum maritimos, tum terrestres, quæ ab illis desiderabuntur, idque eisdem pretiis, quibus ea suum in usum comparare consueverint iidem Domini Fœderati & absque ulla pretii immutatione.

XVII. Potentiæ maritimæ tenebuntur habere & conservare in ora maritima Lusitaniæ & in Portibus ejus competentem Navium Bellicarum numerum, ad ipsam oram Portusque tuto ab hostili vi defendendos, Commerciumque & Classes Emporeticas, ita ut comperto, vel etiam intellecto, posse Portus ipsos & Classes prædictas majore vi hostili invadi, teneantur iidem Domini Fœderati prius quam casus ejus invasionis eveniat, eum Bellicarum Navium numerum in Lusitaniam mittere, qui par sit, atque etiam superior Navibus viribusque hostium, qui in Portus aut Classes prædictas invadere meditabuntur. Ad subitos autem casus, qui evenire possunt abscedentibus ab ora Portubusque Lusitaniæ dictorum Dominorum Fœderatorum Navibus ipsi Domini Fœderati ita facere tenebuntur, ut his in Maribus aut in Portibus eæ Naves maneant, quarum opus esse Sacra Regia Majestas Lusitaniæ judicaverit.

XVIII. Quod si quæ Potentiæ in transmarinis Lusitanorum Provinciis aut Ditionibus Bellum inferant, aut si Sacra Regia Majestas Lusitaniæ id hostes meditari cognoverit, Domini Fœderati Sac. Regiæ Majestati Lusitaniæ tantum Bellicarum Navium præbebunt, quantum par competensque fuerit ad hostiles Naves, atque etiam superius, ita ut eis non solum possit obsisti, sed id etiam Bellum impediri, aut irruptio quamdiu Bellum duraverit & occasio postulaverit. Si vero hostes aliquod Oppidum ceperint, Locumve occupaverint, quem muniunt in prædictis transmarinis Provinciis & Ditionibus, hæc auxilia continuabunt donec integre recuperetur id Oppidum, aut Locus plurave Oppida & Loci si capta fuerint.

XIX. Omnes auxiliares Naves Sac. Reg. Majestatis Lusitaniæ Imperiis subditæ erunt, ut ea agant, quæ ipsis imperata fuerint à Majestate sua. Quod si in Provincias Transmarinas, Lusitanorumque Ditiones proficiscuntur; ea etiam agent, quæ Sacræ Regiæ Majestatis suæ nomine per Proreges ejus & Gubernatores ipsis injuncta fuerint.

XX. Cum vero hæ Naves auxiliares duarum Potentiarum quacunque occasione casuve cum Lusitanis Navibus conjungentur, Præfectus Classis Naviumve Lusitanarum cui jus ferendi sit vexilli, signa dabit, & ad Bellicum Consilium convocabit, quod in ipsa Lusitana Prætoria habebitur, & per ipsum Classis Lusitanarumve Navium Præfectum expedientur imperia ad ea exequenda, quæ in Consilio deliberata fuerint, quæ ipsi Præfecti auxiliarium Navium exequentur unusquisque suis Navibus.

XXI. Neque Pax neque Induciæ fieri poterunt, nisi mutuo consensu omnium Fœderatorum, neque ullo tempore fient, manente in Hispania Secundo Genito Regis Christianissimi ex Delfino Nepote; quolibetve alio Principe ex stirpe Gallica, & quin Lusitana Corona integre polliceat & dominetur omnibus Terris, Regnis, Insulis, Statibus, Ditionibus, Arcibus, Urbibus, Oppidis, Pagis, eorumque Territoriis & annexis, quæ nunc tam in Hispania, quam extra ipsam habet.

XXII. Eodem modo etiam Pax fieri non poterit cum Rege Christianissimo, nisi ipse cedat quocunque Jure, quod habere intendit in Regiones ad Promontorium Boreale vulgo *Caput de Nort* pertinentes & Additionem Status Mararconii spectantes, jacentesque inter Fluvios Amazonum & Vincentis Pinsonis, non obstante quolibet Fœdere, sive provisionali sive decisivo inter Sacr. Reg. Majestatem Lusitaniæ & ipsum Regem Christianissimum inito super possessione jureque dictarum Regionum.

XXIII. Serenissimus Archi-Dux Carolus postquam Hispaniæ dominabitur, Sacr. Regiæ Majestati Lusitaniæ Indicæque Societati solvet quidquid Corona Hispaniæ ipsis solvere tenebatur ex vi Transactionis cum ipsa inita, perinde ac si cum eo re ipsa inita fuisset, transactis in ipsum omnibus Obligationibus & Conditionibus ejus, ut eas exacte observet, curetque ut solutiones fiant iisdem Temporibus in ea expressis, nempe prima solutio in Adventu primæ Classis Indicæ aut Classiculæ, quæ in Hispaniam appulerit, postquam in ipsa dominabitur prædictus Serenissimus Archi-Dux, Secunda vero in Adventu Secundæ, ceterisque rebus satisfaciat, quæ in prædicta Transactione continentur, ita ut Corona Lusitaniæ Indicaque Societas omnia consequatur, quæ vi prædictæ Transactionis consequi debebat. Sacra autem Regia Majestas Magnæ Britanniæ & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii sese obligant tanquam Guarantes Serenissimum Archiducem contentis in hoc Articulo satisfacturum.

XXIV. Serenissimus Archi-Dux Carolus huc in Lusitaniam appellet, & descendet in eam cum omnibus auxiliis, quæ Domini Fœderati mittere debent,

ANNO 1703. prout in hoc Fœdere pactum & conventum est; neque Sacra Regia Majestas Lusitaniæ tenebitur Bellum inferre, nisi egresso in Lusitaniam Sereniſſimo Archiduce, appulsisque ad eam omnibus auxiliis tam hominum, quam Navium.

XXV. Cæterum quam primum Sereniſſimus Archidux in Lusitaniam advenerit cum Sacra Regia Majestas Lusitaniæ agnoscet & habebit pro Rege Hiſpaniæ, prout ipsam Carolus II. Rex possidebat, ita tamen, ut Sac. Reg. Majestati Lusitaniæ prius juridice innotescat jus illud quo sit Rex Hiſpaniæ in eum legitimo modo cessum & translatum esse.

XXVI. Eo ipso tempore, quo Sacra Regia Majestas Lusitaniæ Bellum illatura erit, Potentiæ maritimæ valida Classe irrumpere tenebuntur in oram Hiſpaniæ, eamque pro virili infestam reddere, ut hostium vires distrahantur, eoque proclivior factu reddatur expeditionis summa.

XXVII. Eadem de causa tenebuntur Domini Fœderati acriter Bellum inferre tam in Belgio & Superiore Rheni parte, quam in Italia eo ipso tempore, quo a Lusitania inferenda erunt arma in Hispaniam, idque deinceps eo modo continuabitur cæteris annis, quibus Bellum duraverit.

XXVIII. Cautum est, ne ullo unquam tempore dictis Potentiis liceat petere aut prætendere à Corona Lusitaniæ sumptus & expensas, sive universas, sive partem aliquam, quæ fient auxiliorum causa ipsi suppeditandorum ex hujus Fœderis vi, tam terrestrium Copiarum stabilium & Navium auxiliarium, quam pecuniæ, armorum, nitrati pulveris, Tormentorum & quorumlibet aliorum, quamvis de eo cautum non sit, omnibus & singulis hujus Fœderis Capitibus, sive Articulis, in quibus hæc auxilia paciscuntur, cum in aliquo tamen eorum ea de re speciatim caveatur.

XXIX. Tractatus hic confirmabitur & ratihabebitur legitima ac debita forma per alte memoratos Dominos ipsorum Plenipotentiariorum, ipsæque Ratificationes commutabuntur Olisipone intra trium mensium spatium à subscriptione ejus.

In quorum omnium Fidem ac Testimonium Nos supra memorati Plenipotentiarii Sacræ Cæsareæ Majestatis & Sacræ Regiæ Majestatis Lusitaniæ nec non Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii hoc Instrumentum manibus nostris subscripsimus, appositisque Insignium Nostrorum Sigillis munivimus. Ipse vero Dominus Plenipotentiarius Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ vitandæ controversiæ causa, quæ est de loci prærogativa inter Coronas Lusitanam & Britannicam, pro more consuetudineque inter utramque Coronam observata, separatim alia Instrumenta ejusdem tenoris subscripsit & Sigillo appositio munivit. Olisipone die decimo sexto Maji Anni Domini milleſimi septingenteſimi tertii.

(L. S.) C. DE WALDSTEIN.

(L. S.) D. MARQUIS FEREIRA.

(L. S.) SCHONENBERG.

(L. S.) MARQUIS D'ALLEGRETE.

(L. S.) CONDE DE ALVOR.

(L. S.) ROQUE MONTEGRO PAIM.

(L. S.) JOSEPH DE FARIA.

*Articuli Secreti & Separati.*

CONSULTUM visum fuit, ut Secreti essent duo Articuli inferiores scripti ad Fœdus offensivum spectantes hoc ipso die subscriptum & obsignatum, ab una parte per Dominos Plenipotentiarios Sacræ Cæsareæ Majestatis & Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, nec non Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, ab altera vero parte per Dominos Plenipotentiarios Sacræ Regiæ Majestatis Portugaliæ, cum eo tamen, ut non minorem firmitatem habeant, sed eodem valore & validitate gaudeant, tanquam pars integrans & substantialis ejusdem Fœderis Offensivi.

I. Cautum est, ut Sereniſſimus Archi-Dux Carolus postquam in ipsum cessum & translatum legitime fuerit jus, quo sit Rex Hiſpaniæ & Indiarum Occidentalium, prout ambo hæc Catholicus Rex Carolus Secundus possidebat, cedat, donetque Sacræ Regiæ Majestati Lusitaniæ Oppida Pacem Augustam, sive Badajos, Albuquerque, Valenciam, & Alcantaram in Regione Estremadura, & Oppida Guardam, Tuy, Bajonam & Vigum in Regno Galiceæ, eaque omnia Oppida, Urbes & Castella cum agro singulis attributo, prout ad singula eodem spectat, eodemque modo, quo in præsenti habetur. Quæ quidem cessio & donatio fiet Coronæ Portugaliæ in perpetuum, ut ea omnia Oppida, Urbes & Castella, sicut præfertur, eodem Jure, proprietate & supremo Dominio habeat, quo illa omnia prædictus Catholicus Rex Carolus Secundus possidebat. ANNO 1703.

II. Præterea Sereniſſimus Archi-Dux eodem tempore & modo tenebitur cedere & donare Sacræ Reg. Majestati Lusitaniæ, ut ipsius Regni Coronæ in perpetuum fiat, omne & quodvis jus, quod habebat & habere poterat in Regiones ad ripam Borealem Fluminis Argentei, sive de Plata sitas, ut illa Americæ Dominia utriusque Coronæ prædicto argenteo Flumine dividantur, eosque Sacra Regia Majestas Lusitaniæ habere & præsidiis suis occupare possit, tanquam supremus & verus eorum Dominus, non aliter quam ceteras ejus Dominiorum, non obstante quolibet Tractatu tam provisionali quam decisivo cum ipsa Corona Hiſpaniæ sancito. In quorum omnium fidem &c.

(L. S.) C. WALDSTEIN.

(L. S.) D. MARQUIS FEREIRA.

(L. S.) SCHONENBERG.

(L. S.) MARQUIS D'ALLEGRETTE.

(L. S.) CONDE DE ALVOR.

(L. S.) ROQUE MONTEGRO PAIM.

(L. S.) JOSEPH DE FARIA.

*Declaratio præliminaris à Comite Waldensteno & Amirante Castellæ nomine* LEOPOLDI *Cæsaris & Caroli III. Hiſpaniarum Regis facta, circa tertiam partem Subsidiorum & Munitionum Regi Lusitaniæ, Fœderis causa promittendarum. Olisipone 2 Maii 1703. Cum* RATIHABITIONE *Cæsarea. Datum Viennæ die 9. Septembris 1703.* [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande.]

NOS LEOPOLDUS Divina favente clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum.

Notum facimus & testamur quod cum sub conclusionem Fœderis inter nos, Sereniſſimam Potentiſſimamque Principem Dominam Annam Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Reginam: uti & Ordines Generales Fœderati Belgii ex una: Et Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Petrum Secundum Lusitaniæ & Algarbiæ Regem ex altera parte die decimo sexto præteriti mensis Maii Olysipone initi Legatus noster ibidem Extraordinarius Comes à Waldstein una cum Amirante Regni Castellæ ad summovendas difficultates quæ circa tertiam Subsidiorum, Armorum & Munitionum Regi Lusitaniæ promissorum exortæ Fœderis istius subscriptionem ex parte Ministrorum Sereniſſimæ Reginæ Magnæ Britanniæ & Ordinum Uniti Belgii videbantur remoraturæ, sequentem ediderit Declarationem.

Los Ministros Plenipotenciarios de las dos Potencias maritimas que se hallan en esta Corte de Lisboa,

ANNO 1703.

boa, han expreſſado repetidas veces las conſiderables ſumas que les piden Portugeſes, para entrar en la Liga y que despues de haver pueſto la mayor y mas continuada ſolicitud en que ſe rebaxaſſen mucho las que propuſieron en el Projecto ſiempre quedan inſoportables los ſocorſos que por ultima reſolucion quieren para entrar en la Liga, anadiendo que les ſara ympoſſibile firmar con tanto diſpendio de ſus Amos eſte tradato ſi ſu Magd. Ceſarea y el Señor Rey Don Carlos III. no ſe obligaſen à que la Monarquia de Eſpaña que es la Principal ynteresada contribuira con la terzera parte de dichos Subſidios, Armas y Municiones que ſe dieren a Portugal para eſta Alianza y conſtaren del Tradato con ellos, obligandoſe ambas Potencias a ſuplir eſta terzera parte mientras la Monarquia de Eſpaña no eſta en aptitud de concurrir con ella, con la condicion de que aya de ſatisfazerla quanto antes pueda deſpues de hallarſe el Señor Rey Carlos III. en la poſſeſſion del Reyno de Eſpaña, y haviendo conſiderado el Conde de Waldſtein Embaxador Extraordinario en eſta Corte por ſu Mag. Ceſarea y ſu Plenipotenciario en el Tratado de eſta Liga, y el Almirante de Caſtilla que ſin eſta circunſtancia peligrata un Tratado que eſta ſuma de las coſas para el fin deſeado, y tan de la mayor importancia al ſervicio y exaltacion de la Augma. Caſa que abierta eſta puerta entra con tanto mayor brevedad y ſeguridad a la Succeſion Hereditaria de ſu Monarquia Eſpañola, y que por otra parte las razones, que alegan dichos Miniſtros Plenipotenciarios de las Potencias Maritimas ſon tan juſtificadas y conbenientes les ha parecido muy pueſto en razon, mas como les falta poderes para tratar con las Potencias Maritimas no han podido obligarſe formalmente a ello, pero no dudan que ambas Mags. Ceſarea y Catholica ſe dignaran de aprobar eſto mismo que eſtan de ſu Real Servicio, y en fée de ello firmaron la preſente y corroboraron con el Sello de ſus Armas. En Lisboa à 2 de Mayo de 1703.

(L. S.) EL CONDE DE WALDSTEIN.

(L. S.) EL ALMIRANTE DE CASTILLA.

NOS eandem confirmaverimus, approbaverimus & ratam habuerimus, approbamus etiam illam & ratam habemus, Promittentes verbo noſtro Cæſareo illam non ſolum a Sereniſſimo Filio noſtro Secundo-genito ſtatim atque à nobis Succeſſor Monarchiæ Hiſpanicæ publice declaratus fuerit, approbatum: ſed etiam deinceps bona fide ſervatum & impletum iri. In cujus rei majus robur hanc paginam manu noſtra ſubſcriptam Sigillo noſtro Cæſareo muniri juſſimus. Dabatur in Urbe noſtra Viennæ die nona Septembris Anno milleſimo ſeptingenteſimo tertio, Regnorum noſtrorum Romani quadrageſimo ſexto, Hungarici quadrageſimo nono, Bohemici vero quadrageſimo ſeptimo.

LEOPOLDUS.

(L. S.)

Vt. D. A. C. A KAUNITZ.

*Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium.*

*Ratificatio ejuſdem Declarationis per* CAROLUM III. *Hiſpaniarum Regem Catholicum Viennæ die 13. Septembris* 1703. [Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale en Hollande.]

NOS CAROLUS TERTIUS Dei Gratia Rex Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, Utriuſque Siciliæ, Hieroſolymorum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valenciæ, Gallæciæ, Majoricæ, Minoricæ, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gadium, Inſularum Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Inſularumque & Terræ Firmæ Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Athenarum & Neopatriæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Cantabriæ, & Molinæ Dominus.

Notum facimus & teſtamur quod cum Tranſlationi Hiſpanicæ Monarchiæ ab Auguſtiſſimo Imperatore Domino & Parente noſtro colendiſſimo, uti & Sereniſſimo Principe Domino Joſepho Romanorum ac Hungariæ Rege Chariſſimo Fratre noſtro Primogenito in nos heſterna die ſolemniter factæ, ea conditio addita & a Nobis acceptata ſit, ut omnes Conventiones ratas habeamus quæ ad vindicandam ejusdem Monarchiæ poſſeſſionem Sacra Cæſarea Majestas iniverit, atque inter alias nobis exhibita fuerit Declaratio quædam ab ejusdem Miniſtro & Extraordinario in Aula Luſitanica Legato, Comite a Waldſtein, nec non ab Amirante Regni Caſtellæ Olyſipone facta & à Sacra Cæſarea Majeſtate approbata tenoris ſequentis.

NOS LEOPOLDUS &c.
(*Fiat Inſertio.*)

Nos Sacræ Cæſareæ Majeſtatis verbum in omnibus implere ejusque fidem liberare cupientes, prætactam Declarationem & Promiſſionem Cæſaream gratam ratamque habuerimus, prout eam hiſce gratam ratamque habemus & promittimus, nos illam accurate obſervaturos & juxta illius tenorem Sereniſſimæ Reginæ Magnæ Britanniæ & Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii bona fide ſatisfacturos eſſe. Harum vigore Literarum manu noſtra ſubſcriptarum & Sigillo noſtro Regio munitarum, quæ dabantur Viennæ Auſtriæ die decima tertia menſis Septembris Anno poſt Nativitatem Salvatoris noſtri milleſimo ſeptingenteſimo tertio, Regnorum noſtrorum primo.

CAROLUS.

(L. S.)

XL.

*Decretum Auguſtiſſimi Cæſaris* LEOPOLDI I. *Sereniſſimo* RAINALDO, *Mutinæ Duci datum de plenaria ejus Reſtitutione in priſtinum ſtatum nec non de damnis ſuæ Celſitudini illatis inferendisque, per futuros Pacis Generalis Tractatus reſarciendis. Viennæ die 9. Julii.* 1703. [Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale, en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.] 9. Juillet.

NOS Leopoldus &c. (tit.) notum teſtatumque facimus, quod cum nobis Sereniſſimus Rainaldus Mutinæ & Regii Dux, Princeps Corregii, Marchio Eſtenſis, Rhodigii & Carpi Comes, Conſanguineus & Princeps noſter Chariſſimus per ſuum ad Aulam noſtram Ablegatum Extraordinarium Carolum Antonium Giannini decenter expoſuerit, ſe cum ob traditum nobis Fortalitium Bercellenſe, teſtatamque in noſtris & S. R. I. Bonique Publici rationibus promovendis conſtantiam, tum ob neglectas Regis Franciæ minas promiſſionesque, una cum Provinciis Subditisque ſuis, in maximas anguſtias redactum, quin imo illis non minus, quam & ipſismet alimentis ſpoliatum & deſtitutum eſſe, ac proinde tam in Univerſalibus Pacis Tractatibus ſui rationem haberi, demiſſe petierit, ut de plenaria in priſtinum ſtatum reſtitutione, reſarciendisque non minus illatis quam inferendis porro hujus Belli tempore, damnis ſecura eſſe queat Dilectio ſua; Nos benevole perpendentes conſtantiſſimum ejusdem erga nos Sacrumque Romanum Imperium, & Auguſtam Domum noſtram intemeratæ fidei & obſervantiæ, nec non publicæ rei promovendæ ſtudium, & præterea conſiderantes hocce deſiderium æquitati conſentaneum eſſe, conſtituimus & declaravimus, nos pro parte noſtra non ſolum omnibus viribus anniſuros, ſed & apud Fœderatos noſtros impenſe curaturos, ut in Pacis prædictis Tractatibus Sereniſſimus Mutinæ & Regii Dux in priſtinum ſtatum omnino reſtituatur, juſtaque ei & debita indemnitas præſtetur. Harum teſtimonio Literarum manu noſtra ſubſcriptarum & Sigilli noſtri Cæſarei appreſſione munitarum. Dabantur in Civitate noſtra Vienna nona menſis Julii, Anno milleſimo ſeptingenteſimo tertio, Regnorum noſtrorum &c.

ANNO 1703.

## XLI.

$\frac{1}{16}$. Août. *Fœdus inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam*, CAROLUM XII. *Sueciæ Regem*, *& Ordines Generales* UNITI BELGII *pro mutuæ ſecuritatis conſervatione initum. Hagæ Comitum die* $\frac{1}{16}$ *Auguſti* 1703.

CUM Sacra Regia Majeſtas Magnae Britanniae atque Celſi & Praepotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii colendae cum Sacrâ Regiâ Majeſtate Sueciae ſincerae Amicitiae & Fœderum cum eadem ſibi intercedentium religioſe ſervandorum apprimè ſtudioſi hoc quidem rerum temporisque habitu pro bono publico & cauſâ communi neceſſarium exiſtimaverint, adhuc arctius cum altiſſimè memorata Sacra Regia Majeſtate Sueciae ſeſe devincire, quo cura conſiliiſque ſociatis eo maturius tranquillitas Europae reddi & reſtaurari poſſit, atque viciſſim Sacra Regia Majeſtas Sueciae non minori deſiderio teneatur propiorem cum Sacra Regia Majeſtate Magnae Britanniae & Dominis Ordinibus Generalibus conjunctionem ineundi & publicae tranquillitatis modo ſecuro & in futurum ſtabili unitâ cum ipſis opera reducendae. Cumque eum in finem alte memoratae Sacrae Regiae Majeſtates & Domini Ordines Generales Plenipotentiarios Suos nominaverint & Mandatis neceſſariis inſtruxerint: Scilicet Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps & Dominus, Dominus Carolus Duodecimus Dei Gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex; Magnus Princeps Finlandiae; Dux Scaniae, Eſthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Caſſubiae & Vandaliae; Princeps Rugiae; Dominus Ingriae & Vismariae, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae, & Montium Dux &c. Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum, Dominum, Dominum Nicolaum Comitem de Lillienrooth, Sacrae Suae Regiae Majeſtatis Senatorem & Legatum Extraordinarium & Plenipotentiarium, nec non Academiae Pernavienſis Cancellarium: Sereniſſima & Potentiſſima Princeps & Domina, Domina, Anna Dei Gratia Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae Regina, Fidei Defenſatrix Joannem Ducem & Comitem de Marlborough, Marchionem de Blandfort Baronem Churchill de Sandrige & Aimouth, Sacrae Regiae Suae Majeſtati a Conſiliis intimis, Nobiliſſimi Ordinis Periſcelidis Equitem, Rei Tormentariae Praefectum, Copiarum Regiae Suae Majeſtatis terreſtrium Ducem, Summum Exercitus ejus in Belgio Generalem, & memoratae Sacrae Regiae Majeſtatis Legatum Extraordinarium & Plenipotentiarium; & Celſi & Praepotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii, Dominos, Dominos Joannem ab Eſſen Civitatis Zutphanienſis Conſulem; Allardum Merens Civitatis Hornanae Senatorem & Conſularem, Anthonium Heinſium Dominorum Ordinum Hollandiae & Weſt-Friſiae Conſiliarium & Syndicum, eorundem Magni Sigilli Cuſtodem & Feudorum Praeſidem; Guilielmum de Naſſau Dominum de Odyk, Gortgene &c. Godard: Guilielmum de Tuyl de Seraskerk, Dom. de Welland. Nederhorſt, Berg Hoeſtwaar Aſcriptum ex primo Ordine in Conſeſſu D. D. Ordinum Provinciae Ultrajectinae; Auguſtinum Lyklama a Nyeholt, Dioceſeos Opſter-Landiae in Friſia Grietmannum; Burchardum Juſtum a Welvelde in Bukhorſt & Molekate Toparcham in Tallik & Vekate Yſſelmuydani agri Satrapam; & Petrum Joannem de Steenhuyſe reſpective Dominorum Ordinum Gelriae, Hollandiae & Weſt-Friſiae, Zelandiae, Ultrajecti ad Rhenum, Friſiae, Tranſyſulaniae, & Groningae & Omlandorum ad Conventum altè memoratorum Ordinum Generalium Deputatos, qui collatis conſiliis in ſequentes conditiones convenerunt.

I. Priora Fœdera per praeſens, iis tanquam fundamento ſuperſtructum, diſertè renovata & confirmata cenſeantur.

II. Cum hujus Tractatus praecipuus ſcopus ſit Amicitiam inter ſummos Paciſcentes magis magisque corroborare, hi mutuò ſibi promittunt, quod alter alterius commoda & utilitatem omni meliori modo promovere, damna verò avertere, & quaſcunque ſibi compertas molitiones & noxia alterutri conſilia praevenire eidemque ſincera fide aperire velit.

III. Porrò invicem ſeſe obſtringunt, quod nullo prorſus modo, neque directè neque indirectè hoſtibus alterutrius ſive praeſentibus ſive futuris auxilium ferre vel Partes eorum quacunque aliâ viâ fovere velint. ANNO 1703.

IV. Sacra Regia Majeſtas Sueciae ſigillatim promittit, quod ſimul ac Pax cum Rege Poloniae & Moſcorum Czaro inita fuerit, vel citius etiamſi fieri poſſit, Sereniſſimae Reginae Magnae Britanniae & Celſis ac Praepotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii ſi requiſita ab eis fuerit decem mille Militum auxilio eis aderit, & ſi acciderit eos urgente quadam neceſſitate dictis Copiis indigere antequam utraque haec Pax coaleſcere potuerit, Sacra Regia Majeſtas Sueciae nihilominus eaſdem eis exhibebit, ſi modò ullatenus rationes ejus id fieri permittant, quae quidem Copiae, quas, ſivè in totum ſivè ex parte, praeſtari contigerit, ſumptibus Angliae & Uniti Belgii ſuſtentabuntur, hac quidem adhibita diſtinctione, ut Regia Majeſtas Sueciae ſi demum ab omni Bello undequâque libera eas exhibeat, ſimplici earundem ſuſtentatione ſit contenta: quod ſi verò adhuc dum Bello Polonico & Moſcovitico vel alterutro eorum eſſet involuta, ſive etiam novus Ipſi hoſtis emergeret, eo caſu Magnae Britanniae Regina & Domini Ordines Generales praeter ſuſtentationem, tenebuntur ſolvere pretium conductionis (*la levée*) eo modo, de quo cum aliis ut plurimum tranſactum eſſe intelligetur, reſervata de caetero Sacrae Regiae Majeſtati Sueciae facultate Copias ſuas revocandi ſi Ipſamet hoſtiliter laeſam eis indigere evenerit.

V. Neuter Pacem niſi cum alterius Fœderati participatione & incluſione inibit, ſi illud requiſiverit.

VI. Praeſens Fœdus defenſivum ejusdem durationis erit cum Fœdere anno milleſimo ſeptingenteſimo inito.

VII. Ratihabebitur hoc Fœdus intra ſpatium duorum menſium vel citius ſi fieri poterit & Ratificationum tabulae hic Hagae-Comitum commutabuntur.

In quorum fidem Nos ſupranominati Plenipotentiarii praeſens Fœdus cujus ſex Inſtrumenta confecta ſunt ſubſcriptionibus & Sigillis noſtris munivimus: ſcilicet Ego Nicolaus Comes de Lillienrooth pro Rege Sueciae Hagae-Comitum die $\frac{\text{quinto}}{\text{decimo ſexto}}$ Auguſti anni milleſimi ſeptingenteſimi tertii. Ego Joannes Dux de Marlborough pro Regina Magnae Britanniae in Caſtris apud die Auguſti anni milleſimi ſeptingenteſimi tertii: & nos Deputati Dominorum Ordinum Generalium pro iisdem Hagæ-Comitum die $\frac{\text{quinto}}{\text{decimo ſexto}}$ Auguſti anno milleſimo ſeptingenteſimo tertio.

MARLBOROUGH. LILLIENROOTH.

J. VAN ESSEN.

ALLARD MERENS.

A. HEINSIUS.

W. DE NASSAU.

G. DE TUYL DE SERASKERK.

LYCKLAMA A NYEHOLT.

J. B. WELVELDE.

P. VAN STEENHUYSEN.

*Articulus Separatus.*

CUM Sacra Regia Majeſtas Magnae Britanniae & Celſi ac Praepotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii amicè requiſiverint Sacram Regiam Majeſtatem Sueciae, ut Fœderi, quod Ipſi cum Sacra Caeſarea Majeſtate die octavo Septembris 1701. iniverunt, accederet, eademque ad hanc acceſſionem pronam ſeſe declaraverit, quatenus memoratum Fœdus Angliae & Uniti Belgii rationes concernit: intereà verò cum ob temporis anguſtiam de conditionibus plenè convenire non licuerit, hoc Articulo Separato conventum eſt, quod ulterior hac de re

ANNO 1703. re negociatio instituetur, sicut etiam de auxiliis quae Sacra Majestas Sueciae, vigore Fœderis antecedentis adhuc petit. Praesens Articulus ejusdem vigoris erit cum ipso Fœdere hodiè concluso & itidem ratihabebitur intra spatium duorum mensium, vel citius, si fieri poterit, & Ratificationum Tabulae hic Hagae-Comitum commutabuntur. In quorum fidem nos infrascripti Plenipotentiarii, hunc Articulum Separatum, cujus sex Instrumenta confecta sunt, subscriptionibus & Sigillis nostris munivimus: scilicet Ego Nicolaus Comes de Lillienrooth pro Rege Sueciae Hagae-Comitum die $\frac{\text{quinto}}{\text{decimo sexto}}$ Augusti anni millesimi septingentesimi tertii. Ego Joannes Dux de Marlboroug pro Regina Magnae Britanniae, in Castris apud die Augusti anni millesimi, septingentesimi tertii: & nos Deputati Dominorum Ordinum Generalium pro iisdem, Hagae-Comitum die $\frac{\text{quinto}}{\text{decimo sexto}}$ Augusti anno millesimo septingentesimo tertio.

(S) MARLBOROUGH. (S) LILLIENROOTH.

(S) J. VAN ESSEN.

(S) ALLARD MERENS.

(S) A. HEINSIUS.

(S) W. DE NASSAU.

(S) W. DE TUYL DE SERASKERKE.

(S) AUG. LICKLAMA, A NYEHOLT.

(S) B. J. WELVELDE.

(S) P. J. STEENHUYSEN.

## XLII.

12. Sept. *Cessio Monarchiæ Hispanicæ Archiduci* CAROLO LEOPOLDI *Imperatoris secundo genito ab eodem Imperatore & ejus Filio Primogenito* JOSEPHO *Romanorum & Hungariæ Rege facta, Viennæ, die* 12. *Septembris.* 1703.

NOS CAROLUS III. Dei Gratia Rex Castellæ, Legionis, Aragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolimorum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valenciæ, Galliciæ, Mayoricæ, Minoricæ, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiae, Algezirae, Gadium, Insularum Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularumque & Terrae Firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum & Neopatriae, Comes Habspurgi, Flandriae, Tyrolis & Barcinonis, Cantabriae, & Melinae Dominus: Notum facimus omnibus praesentibus & futuris. Cum invictissimus Princeps Dominus LEOPOLDUS Romanorum Imperator semper Augustus, Dominus & Parens noster amantissimus & summâ veneratione colendus, unâ cum Serenissimo Principe Domino JOSEPHO, Romanorum & Hungariae Rege, Fratre nostro Charissimo pro horum benignâ & benevolâ in nos propensione haereditario jure sibi delatam morte Sereniss imi quondam & Potentissimi Domini CAROLI II. Hispaniarum & Indiarum Regis pientissimae recordationis, Hispanicam Monarchiam, simulque Belgium Catholicum antiquum inclytae Domus nostrae patrimonium in nos transtulerit prout sequitur.

Nos LEOPOLDUS, divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Sclavoniae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Stiriae, Carinthiae, Carnioliae, Lucemburgi, ac superioris & inferioris Silesiae, Wirtembergae, & Tekae, Princeps Sueviae, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviae, Moraviae, superioris & inferioris Lusatiae, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kiburgi & Goritiae, Landtgravius Alsatiae, Dominus Marchiae, Sclavonicae, Comes Mahonis & Salinarum: Notum testatumque facimus. Cum per mortem pientissimae Memoriae Sereniss imi quondam & Potentissimi Principis Domini CAROLI II. Hispaniarum & Indiarum Regis, Fratris & Nepotis nostri Charissimi, omnia ab illo possessa Regna & Ditiones ad nos Haereditario jure pervenerint; nos tamen serio perpendisse, quam difficile sit, tot & tàm longè dissitas Provincias, simul cum aliis Regnis & Provinciis nostris haereditariis ab uno Principe sic gubernari, ut his praesertim temporibus communis Europae salus & cunctorum nostrorum Subditorum utilitas efflagitat. Maturè praeterea consideravimus, cum modernae res Hispanicae ita comparatae sint, ut Regis sui praesentiam quantociùs requirant, non solùm nos multifarie impediri quo minus illuc nos statim conferamus, sed nec filium nostrum dilectissimum primogenitum Sereniss imum Regem Romanorum & Hungariae JOSEPHUM, ad quem post nos omnis Successio nostra primo jure pertinet, istud nunc iter arripere & ab Imperio Romano, Regnisque nostris & Provinciis Austriacis abesse posse. Non minus ob oculos nobis posuimus quae jam à teneris unguiculis in altero nostro Filio perdilecto Sereniss imo Archiduce Carolo indoles emicuerit, talis nimirum, qualis eos quos divina ipsi benignitas concessit natales deceat, quam etiam progredientibus annis omni virtutum se, & domibus unde ortum trahit dignarum genere excoluerit, & quod jam eâ aetate sit, ut divino auxilio praeeunte accedente fidelium Ministrorum Consilio, & ope, populis à Deo sibi concreditis laudabiliter praeesse queat. Non potuimus denique pro certissimo approbantis, ducentis, & secundantis divinae voluntatis indicio grati non agnoscere & venerari, quod & primogenitus noster Sereniss imus Romanorum Rex hujus sui Fratris amantissimi incrementa pro suis reputet, & hic communibus non modo Populorum Hispanicae Ditioni subditorum, sed totius paenè Europae votis ad Hispanicam capessendam Monarchiam destinetur & invitetur, eumque ad finem assequendum à plurimis potentiâ & justitiâ fulgentibus Statibus nulli sumptui aut operae etiamnum parcatur. His igitur aliisque permoti gravissimis rationibus in nomine Sacro-Sanctae & individuae Trinitatis, consentiente & adstipulante & promovente dilectissimo Filio nostro primogenito Sereniss imo Romanorum & Hungariae Rege JOSEPHO, cessimus & assignavimus, cedimus & assignamus, virtute praesentium Literarum, omni meliori modo & quam firmissimè id fieri possit, eidem Filio nostro secundo genito Sereniss imo Archiduci CAROLO, ejusque posteris ex legitimo matrimonio nascituris, non qualitercumque legitimatis aut legitimandis, Universam Monarchiam Hispanicam, omniaque ad eam pertinentia, ubicunque sita Regna & Provincias, unàque Belgium quod Catholicum audit, & ad Sereniss imam Domum nostram Austriacam antiquo jure spectat, illique & illis plenam & absolutam suo nomine omnes easce Ditiones adipiscendi, possidendi, regendi & gubernandi tribuimus facultatem, eâ planè ratione, iisque titulis & praerogativis, quibus defunctus Rex CAROLUS II. eas possedit, tenuit, rexit, & gubernavit, aut possidere, regere & gubernare potuit aut debuit; nosque ipsi aut dilectissimus Filius noster primogenitus potuissemus aut debuissemus, salvo semper evenientibus casibus totius Sereniss imae Domus nostrae Successionis jure & ordine, observatis quoque ubivis cujusque Populi privilegiis, quae illibata penitus quibusvis cupimus. Reservamus etiam Nobis & Successoribus nostris Romanorum Imperatoribus & Regibus, Sacroque Romano Imperio, omnia Imperii jura in illas Provincias, quae praecedentes Reges Hispaniae sub quâcumque qualitate ab Imperio acceperunt, Filiusque noster Sereniss imus CAROLUS III. accipiet & possidebit, non secus ac si speciatim hîc singula expressa fuissent, quaeque adeo idem conservare & suo quaevis loco & tempore in effectum deducere omnino tenebitur. Volumus similiter ut eam porrò huic Cessioni seu Translationi conditionem dicimus, & Filius noster Charissimus Sereniss imus Rex CAROLUS III. omnes Conventiones ratas habeat, atque jam ratas habuisse censeri debeat, quas ad vindicandam & in illum transferendam Hispanicam Successionem fecimus, seu inivimus & ad eas implendas suo se nomine disertè obstringat, ac jam obligatus censeatur, fidemque à nobis datam reapsè liberet atque nos Filiumque nostrum Regem Romanorum Josephum & illius posteros, eâ de causâ securos & indemnes praestet, perinde ac si omnes istae Conventiones & Praestationes hîc sigillatim de-

ANNO 1703.

ſcriptae eſſent. In horum omnium Teſtimonium, & majus robur, Nos, unà cum Filio noſtro dilectiſſimo Sereniſſimo Romanorum Rege JOSEPHO, non tantum praeſentes has Literas manibus noſtris ſubſcriptis Sigillis noſtris munivimus & Chariſſimo Filio noſtro Sereniſſimo Rege CAROLO III. Hiſpaniarum & Indiarum tradidimus, ab eoque vice mutuâ aliud Acceptationis Inſtrumentum, cui hoc Inſtrumentum verbo tenus inſertum eſt, recepimus, ſed & de eorum tenore ſemper obſervando, ac omnibus viribus propugnando nos amboque Filii noſtri, pro nobis, omnibus poſteris noſtris verbo Imperiali & Regio, jureque jurando corporaliter praeſtito fidem noſtram quàm ſolemniſſimè adſtrinximus, nullo unquam tempore aut modo à nobis aut aliis infringendam; omni quorumlibet qualicunque contradictione, exceptione generali ac ſpeciali reſtitutione, diſpenſatione & abſolutione etiam Pontificiâ; aliisque beneficiis Legis ſeu Conſuetudinis aut nominis perpetuò excluſis. Actum praeſentibus praecipuis Aulae noſtrae Caeſareae Proceribus, aliisque Conſiliariis ſanctioris noſtri Conſilii Status, Viennae, die duodecimâ menſis Septembris, Anno à partu Virgineo milleſimo ſeptingenteſimo tertio, Regnorum noſtrorum Romani quadrageſimo ſexto, Hungarici quadrageſimo nono, Bohemici vero quadragaſimo ſeptimo.

Et nos JOSEPHUS, Dei Gratiâ Romanorum, ac Hungariae, Dalmatiae, Croatiae Rex, Archidux Auſtriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Lucemburgi ac ſuperioris & inferioris Sileſiae, Wirtembergae, Teckae, &c, Princeps Sueviae, Marchio Sancti Romani Imperii Burgoviae, Moraviae, ſuperioris & inferioris Luſatiae, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kiburgi, & Goritiae, Landgravius Alſatiae, Dominus Marchiae, Sclavonicae, Portus Mahonis & Salinarum, Teſtamur & profitemur omnia ſuperius deſcripta ab Auguſto Domino & Parente noſtro ſummè venerando, nobis maximè volentibus, aſſentientibus, & unà cedentibus decreta, acta, & ceſſa eſſe; aſſentimur etiam & cedimus pro nobis & Poſteris noſtris omni meliori quo fieri poſſit modo, verbo aeternae Veritatis & Regio, additoque corporali Sacramento, promittente, nos omnia & ſingula exactiſſimè ſervaturos, nec iis unquam contraventuros, aut aliis id permiſſuros eſſe, abolitis omnibus quibuslibet exceptionibus aut beneficiis contrariis, undecunque aut quomodocunque provenientibus, etiamſi eorum jure vel conſuetudine ſingularis mentio vel amplior renunciatio fieri debuiſſet. Viennae die & Anno expreſſis.

LEOPOLDUS *Manu propria.*
(L. S.)

JOSEPHUS *Manu propria.*
(L. S.)

NOS, cum Ceſſionem ipſam, tum additas Conditiones gratiſſimo animo acceptaſſe, ſicut hiſce acceptamus, pro nobis & omnibus Poſteris noſtris, Regio verbo promittentes, & tactis Sacro-Sanctis Scripturis, jurantes, nos & ipſos omnia & ſingula accuratiſſimè cuſtodituros, & optimâ fide impleturos, illis nunquam contra ituros aut ut ab aliis contra eatur paſſuros, & ſi quae ulterior aut iterata, vel ſaepius repetita, licet non neceſſaria confirmatio à nobis, Poſterisve noſtris quibuscumque, noſtrisque Regnis & Provinciis quandocumque poſtuletur, eam quoque daturos & ut quàm ſolemniſſimè expediatur curaturos eſſe, omni qualicunque tergiverſatione, generali vel ſpeciali exceptione, reſtitutione & abſolutione cujusvis Eccleſiaſticae aut ſaecularis poteſtatis etiam Pontificiâ aliisque beneficiis contrariis quibuscumque perpetuo excluſis. Ita nobis, Poſterisque noſtris ſumma Divinitas ſemper propitia ſit uti cupimus feliciſſimis & florentibus Regnis & Provinciis à Sereniſſimis Parente & Fratre nobis eâ fiduciâ ultrò conceſſis. Actum praeſentibus praecipuis Caeſareae Aulae Proceribus, aliisque Suae Majeſtatis Conſiliariis Sanctioris Conſilii Status. Viennae die 12. Menſis Septembris Anno à Nativitate Chriſti Domini & Salvatoris noſtri ſupra milleſimum, ſeptingenteſimo tertio, Regnorum noſtrorum primo.

CAROLUS.
(L. S.)

PRAESENTES fuere Eminentiſſimus & Celſiſſimus Princeps Dominus Leopoldus, Sacrae Romanae Eccleſiae Cardinalis à Kollonitz Archi-Epiſcopus Strigonienſis & Colozenſis, Regni Hungariae Primas; Reverendiſſimus ac Celſiſſimus Princeps Dominus Chriſtianus Auguſtus Coadjutor Archiepiſcopatus Strigonienſis, Epiſcopus Jaurinenſis, Saxoniae Dux: Celſiſſimi, Dominus Ferdinandus Princeps à Schuartzenberg Aulae Auguſtae Imperatricis ſupremus Praefectus, aurei Velleris Eques; Dominus Theodorus Princeps à Salm Aulae Sereniſſimi Regis Romanorum ſupremus Praefectus; Dominus Ferdinandus Princeps à Lobkoviz Sereniſſimae Romanorum Reginae ſupremus Aulae Praefectus; Dominus Antonius Florianus Princeps à Lichtenſtein Aulae Sereniſſimi Regis Hiſpaniarum ſupremus Praefectus, aurei Velleris Eques; Dominus Eugenius, Princeps Sabaudiae & Pedemontii, Caeſarei Conſilii Bellici Praeſes, & Campi Mareſchallus, aurei Velleris Eques. Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Dominus Ferdinandus Bonaventura Comes ab Harrach, ſupremus Aulae Caeſareae Praefectus; Dominus Wolfgangus Comes ab Oting, Excelſi Conſilii Imperialis Aulici Praeſes; Dominus Joannes Franciſcus Comes à Vurben, Sacrae Caſareae Majeſtatis, uti Regis Bohemiae Supremus Cancellarius, aurei Velleris Eques; Dominus Joannes Henricus Princeps de Fundis Comes à Mansfeld, ſupremus Sacri Cubiculi Praepoſitus, aurei Velleris Eques; Dominus Dominicus Andreas Comes à Kauniz, S. R. I. Cancellarius, aurei Velleris Eques; Dominus Wenceſlaus Robertus Octavius Comes Kinsky, Sacrae Caeſareae Majeſtatis in Regno Bohemiae ſupremus Camerarius & Aulae Regiae Praefectus; Dominus Georgius Adamus Comes de Martiniz, ſupremus Aulae Caeſareae Mareſchallus, aurei Velleris Eques; Dominus Otto Henricus Comes ab Abensperg & Traun, Statuum inferioris Auſtriae Mareſchallus, aurei Velleris Eques: Dominus Hothardus Henricus Comes à Sallaburg; Dominus Wenceſlaus Adalbertus Comes à Sternberg, Sacrae Caeſareae Majeſtatis in Regno Bohemiae ſupremus Judex, & Aulae Regiae Mareſchallus; Dominus Carolus Maximilianus Comes de Turri & Valſaſinâ, Sacrae Caeſareae Majeſtatis in Marchionatu Moraviae Locum tenens; Dominus Julius Fridericus Comes Bucellini Aulae Caeſareae Cancellarius; Dominus Hermanus Jacobus Comes de Iſthernin, ſupremus in Regno Bohemiae Praefectus; Dominus Philippus Sigismundus Comes à Dietrichſtein, ſupremus Ceſaraei Stabuli Praefectus; aurei Velleris Eques; Dominus Ferdinandus Marchio degli Obizzi, Caeſareus Campi Mareſchallus, & Praeſidii Viennenſis Praefectus, aurei Velleris Eques; Dominus Joannes Volckardus Comes à Conzin, ſupremus Aulae Sereniſſimae Dominae Archi-Duciſſae Elizabethae Praefectus; Dominus Leopoldus Donatus, Comes à Trautshon, ſupremus Sereniſſimi Romanorum Regis Cubiculi Praepoſitus; Dominus Albertus de Longueval, Comes de Bouqui, Ordinis de Calatrava Eques; Dominus Norbertus Leopoldus Leibſteinsky, Comes à Kolororat; Dominus Aloyſius Thomas Raymundus, Comes ab Harrach, ſupremus Caeſ. Protectorum pedeſtrium Praefectus; Dominus Jacobus, Comes ab Hamilton, Sacrae Caeſareae Majeſtatis in Marchionatu Burgoviae Nomarcha; Dominus Carolus Joſephus, Comes à Paar, ſupremus in Regnis & Provinciis Haereditariis Currûs publici Praefectus; Dominus Nicolaus, Comes de Palffi Caeſar. Protectorum equeſtrium Praefectus, Generalis Campi Mareſchallatûs Locum tenens; Dominus Ferdinandus Gobertus Comes ab Aſpermont, Generalis Campi Mareſchallus Locum tenens; Dominus Gundackerus Thomas, Comes de Stahrnberg, Camerae Aulicae Caeſareae Praeſes; Dominus Hugo Franciſcus, Comes à Koningsegg, Epiſcopatûs Leutomericenſis Coadjutor, Metropolitanae Eccleſiae Colonienſis Canonicus; Dominus Joannes Fridericus liber Baro a Seilern; & Dominus Franciſcus Moles, Dux de Pereti: omnes Sacrae Caeſareae Majeſtatis Conſiliarii Status. In fidem veritatis nomen meum ſubſcripſi ac Sigillum meum appoſui, Sacrae Caeſareae Majeſtatis Conſiliarius Aulicus, Secretarius Statûs & Referendarius, atque authoritate Caeſareâ & Archiducali creatus Notarius Publicus qui haec omnia fieri praeſens audivi & vidi ego

JOANNES IGNATIUS ALBRECHT
AB ALBRECHTSBERG.
(L. S.)

*Ra-*

ANNO 1703.

*Ratificatio Cæsarea.* Voyez ci-dessus pag. 130. 131.

## XLIII.

4. Dec. *Declaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France contre* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye le* 4. *Dec.* 1703. [Sur l'Imprimé à Paris.]

LEs Manifestes que le Duc de Savoye a répandus dans ses Etats, pour engager ses Sujets à prendre les Armes pour leur conservation; Et l'impression qu'il a voulu donner dans toutes les Cours de l'Europe, de la violence qui avoit été faite à ses Troupes le 29 Septembre, lorsqu'elles furent arrêtées & desarmées par le Duc de Vendôme, en consequence des ordres de S. M. auroient pû produire quelque effet sur les esprits, si les demarches de ce Prince déja trop connuës, n'avoient forcé S. M. à prendre cette resolution si contraire à la conduite qu'Elle a tenuë dans les tems que la superiorité de ses Armes, & les avantages considerables qu'elles avoient remportés sur les Princes & Etats ligués contr'Elle, l'avoient mise en état de donner la Paix à telle condition qu'Elle auroit voulu. Le Traité fait en 1696. entre S. M. & le Duc de Savoye, dont le Mariage de son Petit-Fils le Duc de Bourgogne avec la Fille aînée de ce Prince fut le lien, en fournit un exemple bien authentique, & des avantages qu'il trouva à manquer à celui qui étoit entre lui, l'Empereur, l'Angleterre, & la Hollande.

Le Roy Charles II. étant mort en l'Année 1700, & la Succession de la Monarchie d'Espagne ayant été deferée à Philippe V. par le Droit du Sang, par la disposition des Loix de tous les Etats dont cette puissante Monarchie est composée, par la volonté du dernier Roy, & par les vœux de tous les Peuples; cette disposition ayant reveillé la Jalousie des Ennemis de la grandeur de la France, Sa Majesté fut obligée; pour conserver cette Monarchie entiere, de faire marcher des Troupes dans l'Italie, qui sembloit être attaquée la premiere; Elle fit proposer en même tems un nouveau Traité au Duc de Savoye, par lequel il s'engagea pendant le tems que la Guerre dureroit, de fournir 10000 Hommes de ses Troupes, moyennant les Subsides convenus. Par ce même Traité il devoit avoir le Commandement des Armées des deux Rois en Italie; S. M. consentit en suite au Mariage du Roy d'Espagne avec la seconde Fille de ce Duc, afin de fortifier de si grands engagemens & des marques d'une confiance aussi entiere; L'Union qui devoit être assurée pour toujours entre Sa Majesté, le Roi d'Espagne, & ledit Duc, & l'engager à contribuer de tout son pouvoir aux avantages des deux Couronnes; Ce Traité a été executé de bonne foy de la part des deux Rois la premiere année; Et quoy que le succés n'ait pas été heureux, que l'Armée de l'Empereur ait penetré avant dans l'Italie, & que le Duc de Savoye ait retiré ses Troupes dans le tems qu'elles étoient le plus neceſſaires, on ne peut pas dire qu'il ne l'ait point été de son côté. A peine cette Campagne fût achevée, que S. M. voyant les progrés des Troupes Ennemies, se determina d'envoyer 30 Bataillons & 30 Escadrons d'augmentation, pour fortifier son Armée & lui donner la superiorité si necessaire pour retablir la tranquillité de l'Italie, & ôter à l'Empereur toute esperance de s'en pouvoir rendre le Maître. Ce fut dans ces tems-là qu'il revint à S. M. des avis de toutes parts, des liaisons qu'il conservoit avec l'Empereur & l'Angleterre, qu'il fit proposer par son Ambassadeur une augmentation de Subsides, & qu'ayant rendu sa fidelité suspecte, S. M. se determina à consentir la reduction de ses Troupes à la moitié de ce qu'il en devoit fournir, & que le Roy d'Espagne vint lui même se mettre à la tête des Armées.

Ces soupçons déja trop bien fondés, n'ont fait qu'augmenter par les assurances certaines, des negociations & des propositions de traiter avec l'Empereur. Les soins de ce Duc pour conserver le secret, n'ont point empêché qu'il n'ait été penetré, que les Gazettes n'ayent été remplies des conditions, que l'Ambassadeur de l'Empereur à Rome ne les ait dites publiquement, & que S. M. n'ait été informée par des voyes sûres, que le Comte d'Aversberg Ministre de l'Empereur, étoit arrivé à Turin le 15. Juillet dernier, avec tous les Pouvoirs neceſſaires pour le conclurre.

Cette Negociation a été faite pendant les nuits dans la maison du Marquis de Prié, où ce Ministre a été long tems caché, & dans laquelle le Duc de Savoye, & le Comte de la Tour, ont eu de frequentes Conferences avec lui. ANNO 1703.

Le bruit s'étant trop répandu du sejour du Comte d'Aversberg à Turin, il en sortit pour se retirer à la Cassine du Comte de Tarini, où le Marquis de S. Thomas se rendoit très-souvent, & où le Duc de Savoye a été lui même plusieurs fois. S. M. bien informée de toutes ces demarches, confirmées depuis par une Lettre interceptée du Comte d'Aversberg au Comte de Sinzendorf, datée du 13. Octobre de Turin, Elle ordonna à son Ambassadeur d'en parler au Duc de Savoye, qui donna des ordres au Comte de Vernon de renouveller à Sa Majesté par des protestations publiques, la fidelité de ses engagemens, qu'il ne s'en departiroit jamais, qu'il n'y avoit aucun Ministre de l'Empereur à Turin, & qu'il n'écouteroit aucune proposition de sa part; Et il donna de pareils ordres à son Ambassadeur à Madrid pour le Roy d'Espagne.

Une pareille conduite ne laissant plus lieu à S. M. de douter des mauvaises intentions de ce Prince, Elle ordonna par une precaution aussi juste que neceſſaire au Duc de Vendôme, de faire desarmer le peu de Troupes de ce Duc qui restoit dans l'Armée de S. M. & du Roy Catholique, de s'avancer vers ses Etats; Mais avant d'y entrer & d'exercer aucun Acte d'hostilité, S. M. luy fit proposer de donner des Places de sûreté & de reduire le nombre de ses Troupes sur le pié du Traité de 1696. pour assurer la communication de ses Etats avec ceux du Roy son Petit-Fils, & se garantir dans la suite de la mauvaise volonté du Duc de Savoye.

Des propositions si convenables aux interêts du Duc de Savoye, & seules capables de maintenir la tranquilité dans ses Etats, ont été rejettées; Il a fait arrêter à Turin l'Ambassadeur de S. M. & celui du Roy d'Espagne, sans leur laisser aucune communication, ni même la liberté de donner de leurs nouvelles, pendant que le Comte de Vernon son Ambassadeur auprès de S. M. étoit en liberté sur la parole qu'il avoit donnée de n'en point abuser. Il a même fait arrêter tous les François, les Officiers des Troupes & les Soldats de S. M. qui passoient dans ses Etats; Il a fait saisir tous leurs effets, & se tenant sûr des Secours qu'il attendoit de ses nouveaux Alliés, en execution des Traités qu'il avoit conclus avec eux, il a fait marcher des Troupes pour aller au devant de 2000. Chevaux commandés par Visconti, qui ont été entierement defaits par le Duc de Vendôme, avant de l'avoir pû joindre. Il a fait prendre les armes à tous ses Sujets, donné des ordres pour de nouvelles levées, & n'a rien obmis pour faire voir à toute l'Europe, qu'il compte pour rien de violer la foy des Traitez. Cette conduite ne laissant pas lieu de douter de ses intentions, S. M. pour en prevenir les suites, a resolu de lui declarer la Guerre tant par Terre que par Mer, comme Elle fait par la Presente. Ordonne & enjoint pour cet effet S. M. à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs, de courre sus aux Sujets du Duc de Savoye; Et leur a défendu & défend très-expressément d'avoir ci-après avec eux aucune communication, commerce, ni intelligence, à peine de la vie; Et à cette fin S. M. a dès à present revoqué & revoque toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, & Saufconduits, qui pourroient avoir été accordez par Elle, ou par ses Lieutenants Generaux, & autres ses Officiers, contraires à la Presente, & les a declarez & declare nuls & de nul effet & valeur; Défend à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne S. M. à Mr. l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gouverneurs, & Lieutenans Géneraux pour S. M. en ses Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Presente ils fassent executer chacun à son égard dans l'étenduë de leurs Pouvoirs & Jurisdictions; Car telle est la volonté de S. M., laquelle veut & entend que la Presente soit publiée & affichée en toutes les Villes tant Maritimes qu'autres, & en tous ses Ports, Havres & autres Lieux de son Royaume & Terres de son obeïssance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait à Marli le 4. jour de Decembre 1703.

*Signé*, LOUIS,

Et plus bas, CHAMILLART.

XLIV.

ANNO 1703. 15. Dec.

## XLIV.

*Tractaet van Vrede, Navigatie, ende Commercie, tusschen haer Hoogh. Mog. de Heeren Staten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *ende de* Bassa, Bey, *Divan ende Regeering van* TRIPOLI. *Gedaen in Tripoli di Barbaria* (1) *den* 15. *Decemb.* 1703. Met *de* RATIFICATIE *van haer Hoogh Mogende van den* 1. *December* 1703. [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies.]

DE Staten Generael der Vereenigde Nederlanden. Allen den geenen die desen sullen sien, Salut. Alsoo den Envoyé Juda Cohen door ons geauthoriseert tot het sluyten van de Vrede met de Regering van Tripoly, van daer weder gekomen synde, aen Ons heeft overgebragt het Tractaet, daer by de Vreede tusschen Ons, en den Bassa Bey, Divan en geheelen Raet van 't Koningryck van Tripoly wert vernieuwt, indiervoegen, als het Translaet van 't voorsz. Tractaet in de Nederduytsche tael hier na van woorde te woorde staet geinsereert.

*Den name Gods zy gepresen.*

HY is barmhartig en magtig, die de Sleutels van de barmhertigheit heeft, die de Weereld en de Creaturen heeft geschapen, en dien weder breekt, hy is 't die het Ligt ende de Duysterniſſe heeft gemaeckt, die de Hovaerdige straft sonder haer weten, sonder nodig te hebben eenige hulp, hy is den Koning, den Heer, den Magtige en den Gevreesden, gesegent sy hy en synen heyligen naem.

Nu wat aengaet de Negotie en Commercie met liberteit en securiteit, de tegenwoordige is de waerheyd, dat alhier in Onse presentie is gekomen den Envoyé Juda Cohen, met magt van de Hoog Mogende de Heeren Staten Generael, om met Ons het Koningryck van Tripoly de Vrede te tracteren, en hebbende daer in gesien, dat hy het werck oock sal doen met Tunis, en Algiers; en considererende, dat dese Vredens syn raedsaem aen Ons en aen U. sullen wy ons gedragen aen de voorgaende, hopende in God, datse seekerder sullen syn, door uwer H. M. goedheit, en op de wys als wy d'accord syn gebleven in presentie van hare Excellentien Hamed Bassa, Helil Bey, en den Divan en geheelen Raed, naer veele differenten die wy gehad hebben, met den voorn. Envoyé, over de Articulen die hy meer prætendeerde, en wy oock, syn wy overeengekomen de onderstaende Articulen buyten die van de voorgaende Vreede; en alsoo wy d'accord daer in syn, sal ons lief wesen te sien uwe brieven van Vreede, die God uw Hoog Mog. wil verleenen met veel voorspoed.

I. Eerstelyck, soo uwe Oorlog-Schepen in onse Havens komen, en nodig hebbende eenige levensmiddelen, sullen wy het haer laten toekomen.

II. De Koopvaerders sullen mogen in onse Havens komen, om te koopen en verkoopen, alle de Goederen die haer nodig syn, en ingeval, dat eenige van hare Goederen mogten overig houden, sullen deselve aen boord mogen brengen, sonder regten te betalen.

III. Soo eenige Hollandsche Schepen eenige Goederen van contrabande, te weten, Yser, Stael, Buskruyt, Kogels, of diergelycke quamen in te brengen, sullen geene regten betalen, maer van de Koopmanschappen die geen contrabande syn, sullen drie per cent betalen.

IV. Soo onse beyde Schepen malkander ontmoeten, soo sullen yder gehouden syn, syn Sloep met twee mannen aen malkanderens boord te senden, om de Paspoorten te sien, en soo die goed syn, is het wel, en in tegendeel die in 't ongelyck sal bevonden werden, sal de schade dragen, soo als, naer Justitie sal bevonden werden, door Ons en uwen Consul.

V. Soo eenig Schip op onse Kusten quam te stran-

(1) Il y a faute dans l'une ou l'autre de ces dates, mais on ne sauroit dire dans laquelle. Ce qu'il y a de certain est, que la Ratification n'a pu preceder le Traité. [DUM.]

ANNO 1703. 15. Dec.

## XLIV.

Traité de Paix, de Navigation & de Commerce, entre L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Païs Bas & le *Bacha*, *Bey*, Divan & Regence de TRIPOLI. Fait à Tripoli de Barbarie le 15. Decembre 1703. *Avec* la RATIFICATION de Leurs Hautes Puissances du 1. Decembre 1703.

*LES Etats Généraux des Provintes-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces Presentes verront, Salut. Comme l'Envoyé Juda Cohen, autorisé par Nous pour la conclusion de la Paix avec la Regence de Tripoli, étant de retour ici, nous a apporté le Traité, par lequel la Paix entre Nous & le Bassa Bey, le Divan & tout le Conseil du Royaume de Tripoli, est renouvellée, de la maniere que la Traduction dudit Traité s'ensuit mot à mot.*

Le Nom de Dieu soit loué.

*IL est misericordieux & puissant, lui qui tient les Clefs de la misericorde, qui a créé le Monde & les Créatures & qui les détruit; c'est lui qui a fait la lumiere & les tenebres, qui sans avoir besoin de secours punit les orgueilleux sans qu'ils le sçachent; il est le Roi, le Seigneur, le puissant & le redouté; Lui & son saint Nom soit beni.*

*Pour ce qui concerne le Negoce & le Commerce avec liberté & sureté, ceci est certain, que l'Envoyé Juda Cohen est comparu ici en notre presence avec Plein-pouvoir de la part de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux pour traiter de la Paix avec Nous, le Royaume de Tripoli; ayant vû qu'il le fera aussi avec Tunis & Algers; & considerant que de telles Paix sont profitables à Nous & à Vous, nous nous conformerons aux precedentes, esperant en Dieu qu'elles seront plus solides par la bonté de Vos Hautes Puissances & sur le pied que Nous en sommes tombez d'accord en présence de Leurs Excellences Hamed Bassa, Helil Bey, le Divan & tout le Conseil, après avoir long-tems débattu avec ledit Envoyé sur les Articles qu'il prétendoit de plus, comme Nous aussi; nous sommes convenus des Articles suivans outre ceux de la Paix précedente; & comme nous sommes d'accord là-dessus, il Nous sera agréable de voir Vos Lettres de Paix que Dieu veuille accorder à Vos Hautes Puissances avec beaucoup de prosperité.*

*I. Premierement, si vos Vaisseaux de Guerre arrivent dans nos Ports, & qu'ils ayent besoin de quelques Vivres, nous les leur accorderons.*

*II. Les Vaisseaux Marchands auront la liberté d'entrer dans nos Ports, pour y acheter & vendre tout ce dont ils auront besoin, & en cas qu'ils ayent quelques Effets & Marchandises de reste, ils pourront les rapporter à bord, sans payer aucuns Droits.*

*III. Si quelques Vaisseaux Hollandois venoient à y faire entrer quelques Marchandises de contrebande, comme Fer, Acier, Poudre, Boulets, ou semblables, ils n'en payeront aucun Droit; mais à l'égard des Marchandises qui ne sont pas de contrebande, ils en payeront trois pour cent.*

*IV. Si Nos Vaisseaux & les Vôtres se rencontrent les uns les autres, chacun sera tenu d'envoyer à bord de l'autre sa Chaloupe avec deux hommes, pour visiter les Passeports, & s'ils sont bons, c'est bien; & au contraire celui qui sera trouvé dans le tort, en souffrira la peine de la maniere que selon la justice il en sera jugé par Nous & Votre Consul.*

*V. Si quelque Vaisseau venoit à échouer sur nos côtes, il*

ANNO 1703.

stranden, sullen het selve mogen brengen, sonder van ymand daer in verhinderd te werden, ter contrarie in het geen wy behulpsaem konnen syn, beloven het te doen.

VI. Soo wanneer eenige van uwe Oorlogschepen ten anker in onse Havens komen, sullen wy gehouden syn, om uyt te laten roepen in de Stad, ten eynde de Patronen van Hollandsche Slaven, deselve sullen hebben te bewaren; en soo naer desc waerschouwing eenige Slaven quamen te ontvlugten aen 't boord van de voorsz. Schepen of Schip van Oorlog, sal niemand vermogen denselven van 't boord te ligten, nog syn Patroon daer voor yetwes van den Hollandschen Consul te eysschen.

VII. Soo eenige Koopluyden van de Hollandsche Natie, die hier te Lande komen om te negotieren, en alhier stervende, sal hare goederen, volgens haer Testament blyven; maer sonder Testament stervende, sal syne goederen blyven onder den opsigt van den Hollandschen Consul met inventarisatie van onsen Secretaris van Divan, met ordre van onsen Heer Bey, tot dat advys kome van haer Hoog Mogendheden de Heeren Staten aen wien het selve te leveren.

VIII. Soo de Hollandsche Schepen quamen te nemen eenig Fransch Schip, en op desselve sig bevond eenig Koopman van onse Dominie met paspoort van den Hollandschen Consul, sal geen Slaef syn, nog hy nog syn goed; en dese conditie sal soo wel voor u, als voor ons syn, en sal de vragten die onse Koopluyden belooft hebben aen de Franschen, in sulcken geval aen de Hollanders betalen.

IX. Soo eenige Hollandsche of Joodsche Koopluyden Onderdanen van de Heeren Staten, in onse Stad, of Havens quamen te woonen, sullen deselve Privilegien genieten, als de Koopluyden van onse Steden, datse van de markt mogen kopen sonder accyns, en hebben liberteyt tot de tuynen.

X. Soo eenig Hollands Koopman quam te failleren met Goederen van Turcken, of van wie het selve soude mogen wesen, sullen niets van den Consul mogen pretenderen.

En op dese wyse en conditien sluyten en ratificeren wy de Vreede, synde alsoo dat wel doorgesien, daer niets beter als de vreede; en het geen aen den Excellenten Juda Cohen uwen en onsen Envoyé hebben geeysCht is maer alleen om op te volgen een gebruyck die wy van ouds hebben; en hoopen dat de Vreede soo lang niet ongeratificeerd sal blyven als de voorgaende, hebbende vier jaren onsen Envoyé opgehouden, en daer naer hem met schulden te rug gesonden, soo verwagten wy van haer Hoog. Mog. datse hem beter sullen tracteren, als tot nu toe geschiet is: Want door syn toedoen is de ratificatie van dese Vreede geschiet; want hy synde gebooren in Barbaryen, heeft sig tot voorstander van de Hollandsche Natie gestelt; want hy heeft ons doen accorderen, 't geen wy nooyt hebben gedaen, nogte onse voorsaten; En wy hebben het alles t'syner gevallen gedaen, En alsoo bidden wy aen den Grooten Magtigen God van Hemel en van Aerde, dat hy ons wil mainteneren in vrede, en ons geven victorie jegens onse vyanden.

Geven aen den Excellenten Juda Cohen uwen en onsen Envoyé magt om te doen en te laten, als of het onse eigene Persoon ware, met consent van alle de Raden en Edelen, Hooge en Lage. En de tegenwoordige is getekent en gezegelt van de Bey en Divan. Geschreven den laetsten van Saban het Jaer 1116.

Volgt de Certificatie van den Engelschen Consul Benjamin Lodington, Agent en Consul voor haer Majesteit van Groot Britannien, in dese Stad en Koningryck van Tripoly.

Dese is om te certificeren voor die geene daer dese presente sal komen, dat de bovenstaende Tekening en Zegels syn deselve, in presentie van my geteikent en gezegeld door Illustre Lords of Heeren Mehemed Bassa, en Hillel Bey, Gouverneurs en Commandeurs van de Stad en Koningryk van Tripoly in Barbarien; 't welck hare Excellentien hebben gedaen, tot confirmatie van de bovenstaende Articulen van Vrede, met de Hoog Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, getracteert en geconcludeert met haer Hooggemelte Excellentien ter eenre, en den Heer Juda Cohen Envoyé van Hooggemelde Heeren Staten Generael ter andere zyde. Gegeven onder myn Hand en Zegels



*il leur sera permis de le sauver, sans y être empêchez par qui que ce soit; même nous leur promettons tout le secours qui pourra dépendre de nous.*

ANNO 1703.

*VI. Si quelques-uns de vos Vaisseaux de Guerre viennent à jetter l'ancre dans nos Ports, nous serons tenus de le faire publier par la Ville, afin que les Patrons des Esclaves Hollandois prennent garde à eux; & si après cet avertissement quelques Esclaves venoient à s'enfuir à bord desdits Vaisseaux ou Vaisseau de Guerre, il ne sera permis à personne de les aller reprendre à bord, & le Patron ne pourra rien pretendre pour cela du Consul Hollandois.*

*VII. Si quelques Marchands de la Nation Hollandoise qui viennent ici pour y negocier, venant à y mourir, leurs Biens & Effets seront maintenus selon la teneur de leur Testament; & mourant sans Testament leurs effets resteront sous la garde du Consul Hollandois avec l'Inventaire fait par notre Secretaire du Divan, avec ordre du Seigneur Bey, jusqu'à ce qu'il arrive avis de L. H. P. les Etats Généraux à qui est-ce qu'il faudra les livrer.*

*VIII. Si les Vaisseaux Hollandois venoient à prendre quelque Vaisseau François, sur lequel il se trouvât quelque Marchand de notre Royaume fourni d'un Passeport du Consul Hollandois, il ne sera Esclave ni lui ni ses Effets; & cette condition sera autant pour vous que pour nous; & en un tel cas le passage & le fret promis par nos Marchands aux François, sera payé aux Hollandois.*

*IX. Si quelques Marchands Hollandois ou Juifs, Sujets de L. H. P. venoient habiter dans notre Ville ou Porte, ils y jouiront du même Privilege que les Marchands de nos Villes, d'acheter au marché sans payer d'accise, & d'avoir la liberté d'entrer dans les jardins.*

*X. Si quelque Marchand Hollandois venoit à faire faillite avec des effets des Turcs, ou de qui que ce soit, on n'aura rien à prétendre du Consul.*

*De cette maniere & à ces conditions nous concluons & ratifions la Paix, car tout bien considéré il n'y a rien de meilleur que la Paix; & ce que nous avons demandé à l'Excellent Juda Cohen votre Envoyé & le nôtre, n'a été que pour suivre une coûtume établie dès longtems parmi nous; & nous esperons que cette Paix ne restera pas si long-tems sans être ratifiée, comme l'a été la précedente, notre Envoyé ayant été arrêté pendant quatre années, & puis renvoyé avec des debtes; Ainsi nous attendons de L. H. P. qu'Elles le traiteront mieux que cela n'a été fait jusqu'à present; car par son entremise la Ratification de cette Paix s'est faite; & étant né en Barbarie, il s'est établi Protecteur de la Nation Hollandoise, & nous a porté à accorder ce que nous n'avions jamais fait ni nos Prédecesseurs: Nous avons fait le tout à sa consideration. Et ainsi nous prions le Dieu tout puissant du Ciel & de la Terre de nous vouloir maintenir en Paix, & nous accorder la victoire sur nos Ennemis.*

*Donnons à l'Excellent Juda Cohen Votre Envoyé & le Nôtre, le Pouvoir de faire & laisser, comme s'il étoit notre propre Personne, avec le consentement de tous les Conseils & Nobles, hauts & bas. Et la presente est signée & scellée par le Bey & le Divan. Fait le dernier de Saban, l'année 1116.*

*Suit le Certificat du Consul Anglois Benjamin Lodington, Agent & Consul de Sa Majesté de la Grande-Bretagne, dans cette Ville & Royaume de Tripoli.*

*Celle-ci est pour certifier à tous ceux à qui parviendra la Presente, que les Seings & Sceaux ci-dessus, sont les mêmes qui ont été signez & scellez en ma presence par les Illustres Lords ou Seigneurs Mehemed Bassa & Hillel Bey, Gouverneurs & Commandeurs de la Ville & Royaume de Tripoli en Barbarie; ce que Leurs Excellences ont fait pour confirmer les susdits Articles de Paix avec L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, traitée & concluë avec leursdites Excellences d'une part, & de l'autre avec Monsieur Juda Cohen Envoyé de L. H. P. les Etats Généraux. Fait sous mon Seign & Sceau*

ANNO 1703. In Tripoly di Barbaria deſen 15. December in 't Jaer 1703.

*Was getekent*,

BENJAMIN LODINGTON
*Agent en Conſul.*
(L. S.)

Zoo is 't, dat wy het voorſchreve Tractaet geſien en geexamineerd hebbende, het ſelve hebben geapprobeerd en geratificeerd, approberen en ratificeren mits deſen; belovende opregtelyk en ter goeder trouw het ſelve in allen delen van onſe zyde te ſullen agtervolgen, en nakomen, doen agtervolgen en nakomen, ſonder te gedogen, dat ietwes gedaen werde, dat daer tegens ſoude mogen ſtryden; Aldus gedaen in 's Gravenhage onder het Groot Zegel van onſen Staet, de Paraphure van den Heer Præſiderende in onſe vergaderinge, en de Signature van onſen Griffier. Op huyden den 1. December 1703.

ANNO 1703. *à Tripoli de Barbarie, ce 15. Decembre de l'année* 1703.

Etoit ſigné,

BENJAMIN LODINGTON,
*Agent & Conſul.*
(L. S.)

*A ces Cauſes, après avoir vû & examiné le ſuſdit Traité, nous l'avons approuvé & ratifié, approuvons & ratifions; promettant ſincerement & de bonne foi de l'obſerver & executer en toutes ſes parties, de le faire obſerver & executer ſans permettre qu'il ſe faſſe la moindre choſe qui puiſſe y être contraire. Fait à la Haye ſous le Grand Sceau de nos Etats, la Paraphe de Monſieur le Préſident de l'Aſſemblée & le Seing de nôtre Greffier. Ce jourd'hui le 1. Decembre* 1703.

## XLV.

1704. 9. Mars. *Manifeſte contenant les Droits de* CHARLES III. *Roi d'Eſpagne, & les juſtes motifs de ſon Expedition, publié en Portugal.* [Feuille volante.]

CHARLES III. Roi d'Eſpagne & Archiduc d'Autriche ſe rendant en perſonne dans les Espagnes pour prendre poſſeſſion de toute la Monarchie, telle qu'elle a appartenu à CHARLES II. ſon Prédéceſſeur; l'Expedition de Sa Majeſté Catholique eſt fondée *premierement* ſur le Droit inconteſtable, que l'Empereur ſon Pere & le Roi des Romains ſon Frere aîné lui ont cedé en bonne forme; & *en ſecond lieu* ſur le Bien public & le ſalut des Grands, & des Peuples, que la conſcience & leur intérêt capital doivent porter à ſe ranger du côté de Sa Majeſté. Ce Manifeſte fera voir l'un & l'autre Point clair comme le jour, le plus ſuccinctement qu'il ſera poſſible.

Pour ce qui eſt du Droit, il eſt notoire que l'Empereur LEOPOLD eſt Fils de FERDINAND III. Empereur des Romains, & de MARIE ANNE Infante d'Eſpagne, Fille de PHILIPPE III. & Sœur de PHILIPPE IV. Monarques d'Eſpagne; & qu'il a été ſeul Héritier des Droits de l'Infante ſa Mere, par la mort prématurée de ſon Frere aîné FERDINAND IV. Roi des Romains. Or la poſterité de l'Infante MARIE ANNE réduite au ſeul Empereur & à ſes deux Fils ou à leurs Deſcendans, ſuccede ſeule dans tous les Droits de la Monarchie Eſpagnole après la mort du dernier Roi CHARLES II. Fils de PHILIPPE IV. Car quoi qu'il ſoit vrai que PHILIPPE III. a donné ſa Fille aînée ANNE d'Autriche à LOUÏS XIII. Roi de France, qui en a eu LOUÏS XIV. & le feu Duc d'Orleans: & que PHILIPPE IV. a eu deux Filles, dont l'aînée MARIE-THERESE a été donnée à LOUÏS XIV. Roi de France, & la ſeconde MARGUERITE THERESE à LEOPOLD Empereur des Romains, de qui la Fille MARIE ANTONIA née de ce Mariage avoit épouſé MAXIMILIAN Electeur de Baviere:

Néanmoins les Droits de toutes ces perſonnes, qui auroient pû faire obſtacle aux Fils de l'Empereur LEOPOLD, ſavoir les Droits d'ANNE & de MARIE-THERESE Reines de France, & de MARIE ANTONIA Electrice de Baviere, ont été éteints & annullez par leurs Renonciations aprouvées par les Epoux avant les Mariages; outre que le Prince Electoral de Baviere, Fils de MARIE ANTONIA, a ſuivi ſa Mere en bas âge; de ſorte qu'il n'y a point d'autre poſterité que celle des deux Reines de France ANNE & MARIE THERESE, excluës avec leurs Deſcendans par les Renonciations les plus ſolemnelles que la prudence humaine puiſſe inventer, jurées ſur les Evangiles, confirmées par les Sermens de leurs Epoux & par les Traitez publics les plus autoriſez. Celui des Pirenées qui a été le Traité de la Paix entre les deux Couronnes, qui a rendu le Repos à l'Europe, en terminant une grande & longue Guerre, ſert particuliérement de Loi fondamentale de part & d'autre. Or ſans la Renonciation le Mariage ne ſe ſeroit point fait; donc elle doit ſubſiſter, ou bien ceux, qui s'y oppoſent, déclarent hautement, qu'ils ne font des Traitez que pour tromper, que les Sermens ne leur ſervent que de piéges, & que la Juſtice & la Religion ne paſſent chez eux que pour des chimeres toutes pures.

Cependant, choſe bien étrange & de très mauvais exemple dans la Chrétienté; les Armes de France ayant envahi les Païs-Bas Eſpagnols après la mort de PHILIPPE IV. ſous le prétexte frivole d'un Droit de Dévolution, établi entre les particuliers dans ces Provinces, où la Fille du premier Lit eſt préférée en certains cas au Fils né du ſecond; on vit des Ecrivains François munis d'autorité publique pour établir les Droits prétendus de leur Reine, s'émanciper juſqu'à révoquer en doute la validité de la Renonciation de cette Princeſſe. Mais leurs ſophismes furent détruits par des Ecrits oppoſez de la part de l'Empereur & de l'Eſpagne, d'une maniere, qui eût l'approbation de toute l'Europe non intéreſſée, laquelle condamna hautement l'injuſtice manifeſte & inſupportable du procedé de la France. Et ce fut dès lors que les Deſſeins de cette Couronne tendans à l'établiſſement de la Monarchie Univerſelle, & à l'oppreſſion de la Liberté publique furent reconnus; Et que les Puiſſances les plus intéreſſées ſe virent forcées à prendre des meſures pour s'y oppoſer de bonne heure.

Ces Ecrivains cherchoient des chicanes tirées mal à propos du Droit Civil, & ils alleguoient principalement, que les Renonciations des Filles qui ſe démettent de leurs Droits ſur l'heredité paternelle, ſont odieuſes & limitées en bien des manieres: Comme ſi l'on ne ſavoit point que les Loix Civiles des particuliers ne ſauroient faire préjudice au Droit des Gens, & au Droit public, qui reglent la Succeſſion des Royaumes, & l'obſervation des Traitez des Couronnes, & que le but de ces Loix Civiles dans ce Point n'a été, que d'empêcher que les Filles ne ſe ruïnent par leur facilité. Au lieu qu'un Roi ne ſauroit mieux pourvoir à ſa Fille, qu'en lui procurant un Mariage avec un autre grand Roi; & que le ſalut de l'Etat, qui ordonne d'empêcher la tranſlation d'une Monarchie dans une Nation qu'on a tant de raiſons d'apprehender, eſt infiniment préférable aux intérêts d'une perſonne ſeule, dont le bonheur eſt rendu aſſuré d'ailleurs, & qui par conſequent renonce de pleine volonté & le plus raiſonnablement & efficacement du monde, à ce qu'on ne peut point lui accorder avec ce Mariage.

Les mêmes Ecrivains faiſoient encore une objection des plus abſurdes, en prétendant que les 500. mille piſtoles de dot n'avoient pas été païées à leur Reine, & que par conſequent ſa Renonciation ne ſubſiſtoit point.

Mais on leur oppoſa, que les François eux-mêmes avoient empêché ce payement; parce qu'on demanda réciproquement en Eſpagne, que le Traité des Pirenées & le Contract de Mariage fuſſent enregiſtrez dans les Parlemens de France, comme il avoit été ſtipulé dans le Traité, à quoi la France manqua de ſatisfaire. D'ailleurs, le bon ſens dicte, qu'il

ANNO 1704.

qu'il n'y a point de proportion entre cette somme & la Monarchie d'Espagne, & que tout au plus cette Reine ou le Roi son Mari (si le manquement n'avoit pas été de leur côté) en auroient pû demander les intérêts, & que faute de ce payement on ne pouvoit point renverser une clause essentielle, qui avoit été le fondement du Mariage même, qu'il auroit fallu révoquer aussi à ce compte avec ses effets. De plus la dot ne se donnoit pas à l'Infante en équivalent des Royaumes & Etats, mais des joïaux, meubles & autres biens propriétaires, comme le Texte du Contract de Mariage le marque assez: Ainsi son regrés en ce cas n'auroit pû aller qu'à ces sortes de biens de la succession de Pere & de Mere.

Des personnes passionnées pour le parti des Bourbons, & peu versées dans le Droit ont allegué quelques autres raisons de peu d'importance contre la force de la Renonciation. Et comme on ne peut point faire préjudice au Droit d'autrui, ils s'imaginent que la renonciation d'un Pere ou d'une Mere ne sauroit détruire le Droit qui pourroit appartenir aux enfans: Et qu'ainsi ce que la Reine MARIE-THERESE & le Roi son Epoux ont promis, ne sauroit nuire au Dauphin & à ses Enfans. Mais outre que le Roi Très-Chrêtien au moins ne pourroit donc pas appuïer les prétentions du Dauphin & de sa lignée, lié comme il est par son Serment: il faut savoir qu'il est vrai, qu'on ne peut point déroger au droit acquis d'autrui, & que même un Pere ne peut point diminuer celui de ses Enfans déja engendrez; mais quant à celui des Enfans futurs, toute la Jurisprudence (par raport aux dispositions qu'on peut faire à leur préjudice du consentement des autres intéressez, & avec confirmation du Prince, s'il en est besoin) les compte ici pour non-existens, & pour des non-êtres, qui sont sans attributs, & par consequent comme n'ayant encore aucun droit acquis; sans cela il seroit impossible de faire des Loix, Pactes, Aliénations ou Transactions stables; puisque ceux qui ne sont pas encore ne sauroient être portez à consentir, & seroient toûjours reçûs à s'opposer à ce qui a été fait. Et cela auroit lieu sur tout entre les Princes ou les Républiques; car on ne pourroit jamais lier la posterité; & par consequent les Traitez, Cessions & Echanges, entre les Puissances, ne seroient que personnels, & seroient toûjours en danger d'être renversez. Ce qui priveroit les hommes du moien de terminer les Guerres par quelque Convention durable, & seroit par consequent contraire absolument au Droit Naturel, au Droit Divin, & au Droit des Gens.

C'est pourquoi la Cour de France voyant que toute la Terre avoit en horreur ces Maximes, qui tendoient à violer les Sermens les plus exprès, & à renverser tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes; s'avisa enfin d'un autre expedient & prit le parti de reconnoître la Renonciation pour bonne & valable, afin de sauver (si cela se pouvoit) les apparences de la bonne foi. Mais ce fut après avoir forgé une chicane qui paroissoit propre à en éluder l'effet, & à ébloüir ceux qui se payent de paroles.

Ce fut à ce dessein que les Partisans de la France à la Cour de Madrit dresserent un Testament au nom du feu Roi; lors qu'il étoit près de sa fin, où dans l'Article XVII. on lui faisoit interpreter le Traité des Pirenées & le Contract de Mariage de la Reine MARIE THERESE, avec la Renonciation qui y est inserée, d'une maniere contraire à tout ce qu'on avoit jamais entendu; comme si le but de cette Renonciation *n'étoit autre* que d'empêcher l'union des deux Couronnes sur une même tête; ce qui se pouvoit éviter (disoit-on) en appellant le Duc d'Anjou, second Fils du Dauphin, à la Couronne d'Espagne, à condition que si le Duc de Bourgogne venoit à décéder sans laisser de Successeurs en France, le Duc d'Anjou fut obligé d'opter, & qu'au cas qu'il voulut préférer la Couronne de France, le Duc de Berri son puîné devint Roi d'Espagne aux mêmes conditions, ce qui se devoit encore entendre de leurs Successeurs. Et le Roi Très-Chrêtien acceptant ce prétendu Testament, a voulu se prévaloir de cette interpretation, & s'en est servi dans un Ecrit, qu'il a fait donner au Ministre que les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas tenoient à sa Cour, qui se plaignoit de la part de Leurs Hautes Puissances de la violation du Traité fait entre les Rois de France & d'Angleterre & les mêmes Etats.

Pour ne point parler des Ecrits que les Ministres de France ont fait courir en Hollande & ailleurs, qui s'appuïoient sur cette même interpretation de la Renonciation de la Reine MARIE THERESE.

Il n'est point nécessaire d'examiner ici, si le Testament où cette étrange explication a été mise en avant, doit être attribué au feu Roi, & si ce Testament est valable. L'on sait que le Roi encore peu de semaines avant sa mort, comme toûjours auparavant, s'étoit engagé envers l'Empereur de la maniere la plus forte, & la plus positive du monde, à lui conserver la Succession & à sa posterité, reconnoissant que cela étoit entiérement conforme au Droit. L'on sait aussi que ce Prince avoit été toûjours constant dans ces sentimens malgré toutes les sollicitations contraires, croïant qu'il y étoit obligé en conscience, & ne pouvant s'en départir sans faire à l'Empereur & aux siens le plus grand tort du monde, & sans plonger l'Espagne & toute la Monarchie, dans les plus grands malheurs; comme l'Empereur de son côté avoit été religieux observateur de sa parole & n'avoit jamais voulu écouter les offres les plus spécieuses qu'on lui avoit fait pour s'en départir. Ainsi il n'est point croiable que le feu Roi dans le dernier moment de sa vie se soit éloigné de ce qu'il avoit toûjours voulu sur de si fortes raisons, supposé que son esprit ait été dans son assiette; & qu'on n'ait point emploïé de mauvais artifices pour l'obliger à signer une disposition contraire à sa volonté constante & perpetuelle. Il faudroit des preuves claires comme le jour pour persuader que tout s'est passé comme il faut dans une action si étrange.

Les Loix Civiles ont suivi la raison naturelle, en voulant que les Testamens fussent accompagnez d'un bon nombre de témoins sans reproche, & d'autres solemnitez propres à exclure les supercheries. Si cela se doit observer dans le Testament d'un particulier, à combien plus forte raison doit-on y avoir égard quand il s'agit de la Succession d'un Roi & d'une des plus grandes Monarchies du Monde, & quand il y a tant de sujets de défiance. Il falloit ne rien ômettre de tout ce qui pouvoit lever les soupçons & les doutes. Il ne falloit pas enfermer le Roi, ni éviter la presence de la Reine, de l'Ambassadeur de l'Empereur & des Grands, contraires au parti des Bourbons. Il falloit qu'une si grande action & si extraordinaire fut comme publique. Il falloit que le Roi ordonnât de son mouvement, qu'on dressât un tel Testament, & non pas, qu'on lui en apportât un tout dressé, & *qu'on tâchât de le pousser après* à le signer.

Il falloit qu'on n'abusât point du nom de Dieu, & des Droits de la Conscience, & qu'on ne feignit point une sédition Populaire pour donner de fausses terreurs à un Prince destitué & agonisant, dont on s'étoit rendu maître, & qu'on menaçoit cruellement de la damnation éternelle & de la violence toute prête, mais imaginaire, d'une canaille brutale, pour le forcer à signer ce qu'on vouloit: sans parler de plusieurs autres considerations qui rendent ce Testament insoûtenable.

Mais quand il auroit été fait par le Roi CHARLES II. de son plein gré & de la maniere du monde la plus inconteſtable, il ne serviroit de rien pour changer la Loi fondamentale de l'Etat & de la Paix des Pirenées par une interpretation contraire au Texte, à la Raison & à toute la Jurisprudence; au préjudice des engagemens pris, & du Droit acquis d'autrui.

Tout le monde convient, qu'il n'est pas dans le pouvoir d'un Roi de disposer de ses Royaumes par Testament, soit qu'il le fasse directement, ou qu'il prétende de le faire comme interprete des Loix ou Pactes, si cette interpretation ne se soûtient pas d'ailleurs; & les François ont assez fait voir cette vérité eux-mêmes, lors qu'ils n'espéroient pas encore qu'un Testament d'un Roi d'Espagne leur pourroit être favorable. Il s'agit donc d'examiner cette interpretation en elle-même, savoir s'il est vrai, qu'un Prince de Bourbon descendant de la Reine MARIE THERESE peut hériter l'Espagne nonobstant la Renonciation de cette Princesse, pourvû qu'il ne soit point en même tems héritier présomptif de la Couronne de France; Et si cette exception se peut soûtenir, sous prétexte que le motif de la Renonciation n'est autre que l'empêchement de l'union des deux Couronnes sous un même Roi & cesse ainsi en sa personne.

ANNO 1704.

Pour renverſer cette exception de fonds en comble & faire voir qu'il n'y a jamais eu de chicane plus inſupportable, & moins capable d'excuſer la violation des Traitez & des Sermens les plus ſolemnels; il eſt plus que ſuffiſant de montrer: 1. Que les Juriſconſultes condamnent en général depuis long-tems cette *exception du motif ceſſant*: 2. Que la France en fait un très-mauvais uſage. 3. Qu'on auroit du parler tout autrement, dans le Contract de Mariage, ſi cette exception eut été conforme au ſentiment des Contractans. 4. Que ce motif même, qu'on prétend ceſſer ne ceſſe pas ici. 5. Que l'Acte de Renonciation marque cela lui-même. 6. Qu'il paroît, qu'on doit avoir encore d'autres motifs. 7. Que l'Acte même en donne des marques. 8. Que cela eſt dit expreſſement. 9. Qu'on particulariſe même en termes formels encore un autre motif, qui a lieu ici, outre ceux qu'on peut ſous-entendre. 10. Qu'enfin quand tous les motifs marquez ceſſeroient véritablement, l'exception du motif ceſſant eſt rejettée en termes formels dans l'Acte même. On vérifiera tous ces points par ordre.

*Primo.* L'Exception du motif ceſſant qu'on met ſur le tapis dans le prétendu Teſtament, eſt ſi peu applicable ici, qu'il n'y a point de vrai Juriſconſulte, qui oſe raiſonner comme on y fait, de peur de ſe proſtituer. Il ne faut avoir que ce qu'on appelle une Juriſprudence cérébrine, c'eſt-à-dire, que les perſonnes peu inſtruites ſe forment de leur tête ſur de legeres apparences, pour confondre la *condition avec la cauſe* exprimée dans quelque diſpoſition. Les vrais Juriſconſultes y ont pourvû, il y a long-tems, en rejettant cette exception dans un tel cas. Caïus ancien Juriſconſulte Romain dans la dix-ſeptiéme Loi du Titre des Digeſtes, qui traite des conditions & deſignations, remarque que ſi le Teſtateur dit, je donne ma terre à Titius, parce qu'il a eu ſoin de mes affaires, ce leg eſt dû, quand la raiſon ſe trouveroit fauſſe: mais ſi la raiſon avoit été marquée conditionellement, c'eſt-à-dire ſi le Teſtateur avoit dit, je lui donne la terre, s'il ſe trouve, qu'il a eu ce ſoin-là; rien ne lui ſeroit dû en cas que cela ne ſe trouvât point vrai. Cette diſtinction eſt fort judicieuſe: il y a bien de la difference entre *ſi*, & *parce que*: l'Enonciation modifiée par un *ſi* eſt en ſuſpens; mais l'Enonciation dont on veut donner la raiſon, eſt pure & abſoluë, & peut ſubſiſter quand cette raiſon n'auroit point de lieu. Souvent les hommes n'expriment pas tous leurs motifs, ou ſe ſervent de prétextes pour couvrir leurs véritables raiſons, & cela ſuffit ſans déroger à leur volonté & à ſon effet, ſur tout dans le cas, où leur diſpoſition pourroit ſuffire quand ils n'en donneroient aucune raiſon.

II. Dans les Contracts auſſi (pour ne point dire qu'il ne s'agit pas tant des raiſons qui ſont marquées que de celles qui ſont les véritables) on ne peut point en interpreter les motifs comme l'on veut au préjudice d'autrui. Autrement il ſeroit aiſé de renverſer toutes les Conventions ſuivant la nouvelle Methode que la France a voulu introduire pour ſe départir du dernier Traité qu'elle avoit fait avec le feu Roi d'Angleterre, & les Etats Généraux ſur la Succeſſion d'Eſpagne; où elle a voulu emploïer la même *exception* frivole *du motif ceſſant*, en poſant tel motif que bon lui ſemble, & puis le faiſant paſſer pour ceſſant quand bon lui ſemble. Car elle prétendoit que le motif unique du Traité avoit été d'empêcher la Guerre, ce qui n'étoit point, puis qu'on devoit avoir égard non ſeulement à la Paix; mais encore à la juſtice: Et ſi pour conſerver la Paix on vouloit tout ſouffrir, les plus méchans prévaudroient par-tout.

La même Couronne prétendoit auſſi que ce motif ceſſoit & que la Paix ſe conſerveroit mieux par l'acceptation du prétendu Teſtament; ſuppoſant contre toutes les apparences que perſonne n'oſeroit remuer après un tel coup. Ainſi cette exception eſt un beau moien de juſtifier toutes les violences. Car on peut dire que le but de tous les Traitez eſt la Paix; mais en les violant, & en ſe rendant maître des Forces d'autrui on a trouvé le moien le plus ſûr de la conſerver, perſonne après cela n'étant en état de faire réſiſtance. Voila le bel uſage que la France fait de l'exception du motif ceſſant. On montrera dans le dernier Point que le Contract de Mariage la rejette en termes exprès.

III. Quoi que cela ſeul ſoit plus que ſuffiſant, néanmoins il y a bien d'autres choſes à dire encore, qui détruiſent abſolument cette chicane. Il eſt clair ſur tout, que ſi l'intention de ceux qui ſont intervenus à la Renonciation avoit été uniquement d'empêcher la jonction des deux Monarchies dans la perſonne d'un ſeul Monarque, & de limiter la diſpoſition à ce ſeul cas; ils pouvoient & devoient parler comme on a coûtume de s'expliquer dans des rencontres d'une ſi grande importance, pour obvier aux doutes & prévenir les difficultez: c'eſt-à-dire ils devoient exprimer clairement qu'en cas que le Roi LOUIS XIV. eut deux Enfans mâles de la Reine MARIE THERESE, le ſecond pourroit ſucceder en Eſpagne, ou s'il n'avoit qu'un Mâle avec des Filles, ou des Filles ſeulement; l'aînée des Filles y pourroit ſucceder, &c. au lieu qu'il eſt dit tout le contraire, comme on remarquera tantôt. Peut-on croire qu'un auſſi habile Négotiateur que le Cardinal Mazarin, & tout le Miniſtere de France (qui ſongeoit dès lors aux moiens d'éluder cette Renonciation; comme les Lettres du Cardinal & les Diſcours publiez immediatement après le Mariage l'ont fait connoître) auroit négligé de faire marquer diſtinctement une diſpoſition de cette conſequence en faveur de la Maiſon de Bourbon; s'il avoit vû jour pour cela; s'il avoit ſçû que c'étoit le ſens de l'Acte, & s'il avoit oſé en faire la moindre mention: Il faudroit en effet avoir perdu le ſens commun pour ſe le perſuader; & cela ſeul ſuffiroit pour prouver certainement, que l'interpretation qu'on a forgée un peu tard, eſt ridicule & inſupportable. Car on ne doit jamais admettre des interpretations, qui obligent celui qui s'y fonde de confeſſer, ou que ceux qui ont part à l'Acte, & qui plus eſt lui-même, ou ſes Prédéceſſeurs, & les Miniſtres qu'on a emploïez de ſon côté ont été ſtupides au dernier point, ou qu'autrement ils ont été malicieux au ſupreme degré & pleins de fraude, dont il eſt injuſte, que les Coupables, & leurs Principaux, ou leurs Succeſſeurs profitent: Or l'interpretation qu'on vient de controuver eſt de cette nature. Car ſi la Cour de France a ignoré, ou manqué de faire exprimer un ſens ſi manifeſte, s'il étoit le véritable, ceux qui avoient part à l'affaire étoient les plus ſtupides de tous les hommes; mais s'ils n'oſoient point le mettre ſur le tapis, voïant bien qu'il ſeroit rejetté d'abord, & qu'il étoit contraire à la nature de l'Acte, qui ne pouvoit point paſſer avec cette déclaration, comme c'eſt la vérité toute évidente; ils ſongeoient à malice & à fraude; ſuppoſé qu'ils aient eu ce ſens *in petto*, & prétendu de s'en ſervir en tems & lieu. Ce qui ſuffit pour rejetter ce ſens (quand d'ailleurs il ſeroit paſſable) & pour faire l'interpretation contre ceux qui ont part à une telle conduite. Mais s'ils n'ont point fait marquer le ſens, & ne l'ont point eu en penſée non plus, eux qui y avoient le plus d'intérêt, il eſt de la derniere évidence, que ce n'étoit donc pas l'eſprit du Contract ni le ſens des Contractans; mais il ſe trouve de plus, que le contraire de ce ſens y eſt exprimé fort clairement, ce qu'ils ne devoient point permettre, s'ils n'y conſentoient pas; ou bien il faudroit qu'ils euſſent été ſtupides au delà de tout ce qu'on peut s'imaginer.

IV. Qui plus eſt, l'exception du motif ceſſant n'a point de lieu, puiſque ce motif de l'empêchement de l'union des deux Couronnes, qu'on allegue comme unique cauſe de la Renonciation, ne ceſſe point. Il eſt vrai, que maintenant on s'abſtient d'unir ces Couronnes, mais on ſe met dès à preſent en état de les pouvoir unir un jour, lorſque l'occaſion s'en preſentera. Et quoi qu'on promette de s'en abſtenir encore à l'avenir, il n'y a point de ſûreté: car outre qu'en général ces diſtinctions & réſervations ſont perilleuſes & ſujettes à caution dans une ſi grande affaire; les ſujets de défiance ne ſauroient jamais être plus grands, qu'ici, puis qu'on n'aura d'autre aſſurance contre ce qu'on craint, que la parole & la bonne foi des Bourbons, chez qui l'on fait profeſſion ouverte par les diſcours & les raiſonnemens, & plus encore par les faits, & les actions, de n'être point eſclave de ſa parole. Ne peut-il pas arriver aiſément que le Fils aîné du Dauphin manquant en France, ou ſa lignée, le ſecond ou quelqu'un de ſa poſterité, déja Roi d'Eſpagne, lui ſuccede chez les François; qu'on ſera alors bien moins en état qu'à preſent de mettre à la raiſon, & de faire lâcher priſe chez les Eſpagnols: danger des plus évidens, & où il ſeroit inexcuſable de s'expoſer, ſur tout avec des gens chez qui les Promeſſes, les Traitez & les Sermens

ont

ANNO 1704.

ont si peu de force. Et afin qu'on n'en prétende point cause d'ignorance quelque jour, la France vient de nous l'insinuer tacitemeut, pour ne pas dire bien clairement; lors que le Duc d'ANJOU partant pour l'Espagne se réserva éventuellement les Droits sur la France par un Acte solemnel mis par écrit, qu'on a voulu faire paroître en public; où l'on a ômis tout exprés la clause & limitation mise dans le susdit Testament attribué à CHARLES II. sur lequel toute la prétenduë Roïauté du Duc d'ANJOU étoit fondée, savoir qu'un Roi d'Espagne succedant en France doit quitter la Monarchie Espagnole. Et puis qu'on a ômis cette clause, quand la mémoire en étoit encore fraîche, dans un endroit où elle devoit entrer le plus naturellement, il est de la derniere évidence qu'on l'a ômise à dessein & de propos délibéré; & qu'on doit s'attendre qu'une telle clause aïant été méprisée & ômise, quand on n'y devoit avoir égard qu'en paroles; on la negligera à plus forte raison, quand il faudra l'observer en effet, & se priver volontairement d'une grande Monarchie: Chose d'ailleurs fort difficile à digerer, & où la nature pâtiroit bien sans contredit. Qui doute qu'alors on ne se moquera point du prétendu Testament, si peu valable d'ailleurs; autant & bien plus qu'on s'est joué, & se jouë encore de la plus forte Renonciation qui fut jamais, tantôt ouvertement & tantôt par des chicanes où la mauvaise foi est toute visible.

V. Ainsi la nécessité évidente & le salut de l'Espagne (afin qu'elle ne soit point un jour réduite en Provinces,) demande qu'on ne l'y expose pas, après tant de sujets de craindre qui sautent aux yeux: & le moien le plus sûr d'éviter cette fatale conjonction, est celui que l'Acte de la Renonciation a suggeré lui-même; c'est-à-dire *de prévenir dès à present* (ce sont les termes formels) *les occasions d'une pareille conjonction*; & ainsi de couper entierement le fil de la Succession des Princes François en Espagne, pour faire cesser l'esperance des mêmes François & la crainte des Espagnols. Tellement qu'outre la raison inconteste, les termes de l'Acte même marquent que le motif de l'empêchement de la conjonction des Couronnes ne cesse point, tant qu'on n'en a point *prevenu* jusqu'aux occasions; sur tout quand on n'evite pas une occasion aussi pleine de danger & aussi peu susceptible de remede, que celle de mettre un Prince *presque héritier présomptif* de la Couronne de France sur le Trône des Espagnes.

VI. Mais quand on voudroit s'imaginer ou supposer contre les plus grandes évidences du monde, que ce motif de la Renonciation; qui consiste à prévenir le danger de la conjonction des deux Couronnes sur une même tête, cesse entierement, & quand on sauroit par une prophetie immanquable & divine, que la Branche de l'aîné du Dauphin ne finira jamais en France pour faire place à celle qui veut s'établir en Espagne, il faut savoir qu'il y a encore d'autres motifs de la Renonciation qui subsistent. Car on a crû sans doute, en faisant le Traité des Pirenées & le Contract de Mariage, que le danger pour l'Espagne & pour toute la Chrêtienté ne seroit guéres moindre, si ces deux grandes Couronnes étoient jointes dans la même Maison de Bourbon si formidable déja; & si deux Rois si étroitement unis & dont les grands Païs sont joints immediatement & de plein pied, se trouvoient en état de s'entr'aider à opprimer les Grands & les Peuples des Roïaumes & Provinces de la Monarchie Espagnole, & même la Liberté de l'Europe. Danger qui n'a jamais été plus grand que maintenant, que le Roi de France gouverne aussi absolument la Monarchie d'Espagne usurpée sous le nom de son Petit-Fils, que celle de France même.

VII. Outre que la raison fait connoître qu'on a voulu exclure la Race des Bourbons de toutes les manieres, l'Acte même de la Renonciation le dit clairement, & en donne des marques certaines: puisque cet Acte ne permet pas même que les Filles des Princes Bourbons succedent en Espagne, & qu'il leur donne exclusion aussi bien qu'aux Mâles. Car on y fait renoncer l'Infante MARIE THERESE pour toute sa posterité *Mâles & Femelles* de quelque degré qu'ils puissent être. Donc il est évident, qu'on n'a point voulu être soûmis en Espagne à qui que ce fut de la Maison de Bourbon, sans distinguer s'il seroit en même tems Roi de France ou non; puis qu'on a déclaré que cette Renonciation devoit s'étendre jusqu'aux Filles descenduës de l'Infante mariée en France, quoique ces Filles n'y puissent point succeder suivant l'hypothese de la Loi Salique. Donc il faut qu'il y ait encore d'autres motifs que l'empêchement de la conjonction des deux Couronnes, & que le sens de l'Acte ait été plus étendu.

ANNO 1704.

VIII. Mais afin qu'on n'en puisse point douter en aucune maniere, l'Acte même le dit formellement, & parle de ces autres motifs: après quoi c'est un abus insupportable & une audace sans exemple d'avancer avec les Partisans des Bourbons, que le motif de la Renonciation n'*étoit autre* que la crainte de voir les deux Monarchies unies; car dans ledit endroit du Contract de Mariage de la feuë Reine de France, ou dans l'Acte de la Renonciation, il est dit expressement, *attendu la qualité des susdites & autres justes raisons, & notamment celle de L'EGALITE' qui se doit conserver.* Il y a donc eu plus d'un motif, & cette crainte de l'union des deux Couronnes n'est pas l'unique.

IX. Et il est visible de plus, qu'on nomme même ici un de ces autres motifs, savoir *l'égalité* qui se *doit conserver*, c'est-à-dire, l'égalité entre les deux Couronnes, & cette égalité ne peut signifier sans doute que la *Retorsion* ou *Talion* contre les François, qui ne permettent point que d'autres, & particulierement ceux qui sont descendus des Filles de France mariées en Espagne, succedent chez eux; comme ils l'ont fait connoître lorsque l'Infante ISABELLE Fille de PHILIPPE II. Roi d'Espagne & de la Reine ELISABETH de la Branche de Valois, prétendoit à la Succession de France après l'extinction de cette Branche; pour ne rien dire des anciennes prétentions d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre & autres Descendans des Filles de France, qu'on y a exclus, ce qui oblige les autres Etats de rendre la pareille aux François. Ce Droit de Retorsion est fondé dans l'équité naturelle & pratiqué entre differens Etats. Car on ne permet point par exemple dans un Païs que les Sujets d'un Etat voisin y héritent, si ce même Voisin n'en accorde autant aux nôtres. Et cette raison a lieu sur tout dans la Succession des Etats & des Roïaumes, puis qu'autrement le Roi de France pouvant acquerir d'autres Etats par des Mariages sans que d'autres Rois en puissent esperer autant dans le Roïaume de France; les François par cette seule raison seroient capables, enfin d'absorber la meilleure partie de l'Europe, comme ils commencent de vouloir faire dés à present. Ainsi quand le motif de la crainte de l'union des deux Couronnes cesseroit, il en reste assez d'autres; il est aisé même de juger qu'il y en a eu, qu'on n'a point voulu exprimer nettement dans l'Acte: comme l'apprehension que la liberté des Roïaumes & Provinces d'Espagne pourroit être opprimée par les Bourbons accoûtumez au Gouvernement Despotique & assez puissans pour l'introduire par tout où ils auroient mis le pied; la forte répugnance, que les véritables Espagnols ont eu & doivent avoir encore à recevoir le joug de leurs Ennemis, & à se soûmettre à un Prince François, après tant de maux, que la même Nation leur a fait ou tâché de faire; le dessein de conserver la Monarchie dans la Maison d'Autriche, dont le Gouvernement est si doux & si conforme aux Droits & aux humeurs des Espagnols; l'exemple de la Renonciation d'ANNE d'Autriche mariée à LOUIS XIII. & d'autres raisons dont il est inutile de mettre ici le détail.

X. C'est pourquoi comme toutes les raisons de la Renonciation ne pouvoient pas bien être exprimées, & qu'il n'étoit pas même nécessaire d'en exprimer dans l'Acte dont il s'agit; on y a mis une clause qui décide tout, & détruit tellement cette chicane du motif cessant dont on a voulu se servir pour éblouïr les gens; qu'aprés cela on ne sauroit s'y fonder sans une imprudence extrême. C'est que le Contract de Mariage, où l'Acte de la *Renonciation* disent en termes formels: que ladite *Dame* MARIE THERESE *dit & déclare* être *& demeurer bien & dûëment excluse ensemble tous ses Enfans ou Descendans mâles ou femelles, encore qu'ils* vouluſſent *ou pussent dire* & prétendre *qu'en leurs personnes ne courent ni ne se peuvent & doivent considerer les dites raisons* de la chose publique *ni autres auxquelles la dite exclusion se pourroit fonder* . . . . . parce que comme il a été dit en

ANNO 1704.

aucun cas, ni en aucun tems, ni en quelque maniere qui peut advenir, ni elle, ni eux, ſes Hoirs & Succeſſeurs, n'ont à ſucceder ni à prétendre pouvoir ſucceder &c. Eſt-il poſſible de trouver des paroles plus claires & plus fortes pour détruire l'exception frivole du motif ceſſant miſe en avant dans le prétendu Teſtament que les Bourbons font valoir. Et ne faut-il point avoüer, ſi l'on prétend que des Déclarations ſi ſolemnelles fortifiées par des Sermens, ne ſervent de rien, que c'eſt en effet déchirer tous les Traitez, fouler aux pieds le Droit des Gens, renoncer à toute juſtice parmi les hommes, & ſe moquer de Dieu même vangeur des fraudes & des parjures.

Ainſi la Renonciation pure & abſoluë de la feuë Reine MARIE THERESE pour elle & pour ſa poſterité ſubſiſtant dans ſa pleine vigueur, il n'y a plus lieu de douter que l'Empereur ſeul & ſa lignée a droit ſur la Succeſſion d'Eſpagne préférablement à tout autre, & que Sa Majeſté Imperiale auſſi bien que le Roi des Romains aïant cedé leurs Droits à l'Archiduc ſecond Fils de l'Empereur maintenant CHARLES III. Roi d'Eſpagne, Sa Majeſté Catholique doit être reconnuë par tout pour véritable & unique Succeſſeur & Monarque de toutes les Provinces de la Monarchie Eſpagnole. On peut même dire que la France venoit de reconnoître que la lignée de l'Empereur a de l'avantage du côté du Droit, puis qu'en faiſant tout fraîchement ſon Traité du prétendu Partage, elle avoit conſenti que l'Archiduc auroit le Corps de la Monarchie Eſpagnole, dont on ne vouloit détacher que les Etats d'Italie qui devoient être partagez entre le Dauphin & le Duc de Lorraine, ſans parler de quelques autres changemens de moindre importance.

C'eſt pourquoi les Partiſans des Bourbons deboutez du côté du Droit de Succeſſion, ont recours maintenant à une prétenduë poſſeſſion legitime, comme ſi les Peuples de la Monarchie Eſpagnole avoient reçu volontairement le Duc d'ANJOU pour être leur Roi. Mais on ne doit point attribuer à toutes ces Nations ſans une preuve manifeſte, qu'elles aïent eu intention de commettre une injuſtice criante, & de déroger au Droit du legitime Succeſſeur; c'eſt un des plus grands principes de la juſtice, qu'excepté le cas d'une néceſſité extrême & indiſpenſable, qui n'a point de loi, on ne peut ôter à perſonne ce qui lui appartient, ſans qu'il ſoit coupable. Or que peut-on imputer à l'Empereur, qui par un grand principe de droiture a rejetté les offres très-avantageuſes de la France & des autres Puiſſances qui avoient fait le Traité de Partage; la vûë de Sa Majeſté Imperiale étant de ne rien faire qui ne fut conforme au Droit, & dont le Roi & les Peuples d'Eſpagne ſe puſſent plaindre avec apparence de juſtice; auſſi le feu Roi étoit-il fermement réſolu de tenir parole à Sa Majeſté Imperiale, & ce qui a été fait comme de ſa part à l'article de la mort doit être compté pour rien, comme on l'a aſſez montré. On ſçait d'ailleurs que lors même qu'il arrive qu'une force majeure oblige les Sujets, & tout un Païs de prêter hommage à un Conquerant uſurpateur, ou d'abjurer leur Maître, comme il arrive ſouvent dans la Guerre, quand une Place eſt priſe par les Ennemis; le véritable Seigneur a toûjours ſon Droit ſauf & entier, juſqu'à ce qu'il y renonce par le Traité de Paix, ou autrement. Or ſi cette force ou néceſſité même ne détruit point le Droit du Seigneur legitime, combien moins ſera-t-il détruit ici, où cette néceſſité ne ſe trouve point? car le Roi Très-Chrêtien n'avoit garde de ſe rendre maître de la Monarchie Eſpagnole aſſurée du ſecours du reſte de l'Europe; outre que les Fiefs & Terres de l'Egliſe de Rome & de l'Empire Romain ne peuvent point être donnez à celui qui n'y a point de Droit ſans le conſentement du Seigneur du Fief.

On dira peut-être que les Eſpagnols ont été forcez de ſe donner à un Prince François pour éviter le démembrement de quelques parties de la Monarchie dont ils étoient menacez, & qu'ils ont mieux aimé faire un coup de deſeſpoir que de s'y réſoudre, ſuivant ce que l'Ambaſſadeur d'Eſpagne avoit prédit dans ſon Memoire preſenté à la Haie. On a répondu ſouvent à cela, que quand ce démembrement eut été inévitable, ce ſeroit ſans doute une action plus que deſeſpérée & digne ſeulement d'un enragé que de ſe perdre, & le tout pour ne point perdre une partie; & de ſe ſoûmettre à l'Eſclavage d'un ancien Ennemi, plûtot que de dominer ſur quelque Province de moins. Ainſi il n'y a point d'apparence qu'on puiſſe attribuer à une Nation auſſi grave & auſſi ſage que l'Eſpagnole des ſentimens ſi déraiſonnables, & qui approcheroient de la folie; mais outre que l'Empereur n'avoit point de part à ce démembrement, & ne pouvoit point en être reſponſable, & par conſequent n'en devoit point ſouffrir; & qu'il n'étoit rien de plus indigne de la generoſité Eſpagnole que de récompenſer de toute leur Monarchie celui qui faiſoit tout le mal, & étoit l'auteur de ce prétendu démembrement; qu'il n'avoit peut-être mis en avant, que pour leur tendre ce piége: & que de plus les Eſpagnols en ſe donnant à un Prince de Bourbon & ne voulant point reconnoître le Succeſſeur legitime, cauſeroient eux-mêmes le démembrement qu'ils abhorrent, parce qu'ils détacheroient volontairement de leur Corps, les Fiefs de l'Empire, & de l'Egliſe, dont ils n'ont point droit de diſpoſer au préjudice de celui qui y ſuccede en vertu des Loix des Fiefs: Outre tout cela, dis-je, il s'en falloit beaucoup que le démembrement que la France avoit projetté fût une affaire ſi certaine, & ſi inévitable, qu'elle dût porter à une réſolution deſeſperée.

Car il s'agiſſoit dans le prétendu Partage de donner au Dauphin les Roïaumes de Naples & de Sicile avec les Places Eſpagnoles de la Toſcane. Mais non ſeulement l'Empereur & les Peuples de ces Roïaumes, mais auſſi le Pape & preſque tous les Princes & Etats Catholiques y étoient contraires, les Princes Proteſtans auſſi & les Rois du Nord, qu'on invitoit à aquieſcer au Traité, n'y vouloient point avoir de part; & tout l'Empire s'oppoſoit ouvertement à un Traité où l'on diſpoſoit du Milanois & des autres Fiefs Imperiaux. Or les Forces de la Monarchie Eſpagnole ſe joignant à ce parti, il n'auroit pas été trop aiſé à la France de s'emparer des Roïaumes de Naples, de Sicile, & de Toſcane, où elle ne pouvoit aller facilement que par Mer, & où l'Empereur pouvoit aller avec plus de facilité par Terre, aïant le Milanois pour lui & apparemment auſſi la République de Veniſe, le Duc de Savoie, & tout le reſte de l'Italie. Les Anglois & les Hollandois n'auroient ſecouru la France tout au plus que par un Secours dont elle n'avoit point beſoin, c'eſt-à-dire avec leurs Flottes. Car il ne faut point croire que pour maintenir le Partage ils euſſent voulu attaquer l'Eſpagne, les Païs-Bas, ou l'Empire; auſſi le Traité ne les y obligeoit point. Le Parlement d'Angleterre n'auroit point concouru à l'execution de ce Traité, quand même le Roi d'Angleterre ſeroit reſté en vie; ce Traité paroiſſant aux Anglois contraire à leurs vrais intérêts, comme ils le firent connoître auſſitôt qu'ils en eurent la connoiſſance; & la France entreprenante comme elle eſt, & ſe mettant ſi peu en peine des Traitez & de ſes Amis, auroit fait ſans doute bientôt des démarches qui auroient diſpenſé & l'Angleterre & la Hollande d'executer leur parole, & auroit même autoriſé ces Puiſſances à épouſer le parti oppoſé. L'explication même du Traité leur en fourniſſoit un ſujet. Car les François prétendent ſoûtenir cette Maxime extraordinaire que ce qui appartient à leur Roi, eſt uni, & comme incorporé à la Couronne. Mais il y avoit une clauſe dans le Traité qui étoit contraire à cette incorporation, car les Roïaumes de Naples & de Sicile étoient accordez au Dauphin & à ſa Poſterité mâles & femelles, ce qui ne ſçauroit avoir lieu à l'égard des Païs incorporez dans la Couronne de France, où l'on prétend que les Femmes ne ſuccedent point. Mais apparemment, ſi le cas fût jamais arrivé qu'une Fille eût dû ſucceder aux Roïaumes de Naples & de Sicile au préjudice d'un Roi de France; on ſe ſeroit moqué de cette clauſe du Traité, & on ſe ſeroit fondé ſur la Maxime prétenduë de l'incorporation; donc ces Puiſſances avant que de travailler à l'execution du Traité de Partage avoient droit de demander à la France une ſûreté ſuffiſante contre cette prétention d'incorporation, qu'on avoit droit de craindre, & qu'on ne pouvoit point ignorer, puiſque les François ont aſſez publié leur Maxime; ſans parler de beaucoup d'autres raiſons qui pouvoient brouiller cette Triple Alliance, dont la liaiſon étoit ſi peu naturelle.

Il n'y avoit donc point d'ombre de néceſſité qui put porter les Royaumes & Provinces de la Monarchie d'Eſpagne à ſe donner à un Prince de Bourbon contre le Droit inconteſtable de l'Empereur. Mais auſſi il ne ſe trouve point que la reception volontaire

du

ANNO 1704.

du Duc d'ANJOU pour Seigneur ou Roi, que les Partisans des Bourbons attribuent à ces Peuples, soit averée. La volonté des Nations ne s'explique point par les Magistrats ou Regens, mais par les Assemblées des Etats des Royaumes, & des Provinces. Il falloit donc que ceux qui s'étoient érigez en Regens, assemblassent ce qu'on appelle *Las Cortes* ou les Etats, tant en Castille qu'en Arragon, avant que de prendre la moindre résolution sur la Succession. Car on sçait bien, qu'un Roi n'a point de Droit de donner son Royaume par Testament, quand même celui qu'on attribuë à CHARLES II. eût été dans les formes; quant aux Gouverneurs ou Vicerois des Païs-Bas, du Milanois, de Naples, & de Sicile, que le feu Roi avoit continuez jusqu'à nouvel ordre du Successeur (quoi qu'ils n'en eussent point besoin) ils avoient Droit & obligation non seulement d'assembler les Etats des Royaumes ou Gouvernemens, pour résoudre ce qui étoit à faire par *interim*, & de recourir à l'avis des Seigneurs supremes des Fiefs, là où il y en avoit; mais aussi de se rapporter aux Assemblées des Etats des Royaumes d'Espagne; & de communiquer avec elles; & en attendant de garder le Païs pour le véritable Successeur. Il est bien manifeste que si on eût observé ces formalitez requises, & qu'on se fût conformé à la volonté des Etats & des Peuples, comme à l'avis des Seigneurs des Fiefs; toute crainte des armes étrangeres, aussi bien que toutes mauvaises pratiques au dedans venant à cesser, le Droit de la Maison d'Autriche qui conservoit tout dans l'état ancien, & dans son entier, auroit prévalu sans difficulté. Mais au grand étonnement de tout le monde ceux qui avoient en main le timon du Gouvernement, n'ont rien fait de cette nature, pour avoir le véritable sentiment des Peuples & des Intéressez, tout au contraire quelques personnes de la Cabale à la Cour d'Espagne se sont fait nommer pour Regens dans le prétendu Testament attribué au feu Roi; ils ont proclamé le Duc d'ANJOU, personne n'a osé s'y opposer, intimidé par la crainte de la Faction Françoise, & de peur d'être mal-traité. La conservation, l'amour du repos, & la terreur d'un Parti déja prévalant a fait le même effet dans les Provinces d'Espagne; & les Gouvernemens au dehors ont suivi le torrent, & ont été gagnez: Cependant ces irregularitez & ces violences ne sçauroient point donner de Droit à l'un, ni en ôter à l'autre, ni passer pour la volonté des Peuples.

On n'a qu'à venir à l'épreuve pour s'en assurer; Que les Bourbons, s'ils osent, rendent la liberté aux Païs de la Monarchie & les laissent choisir volontairement & de plein gré un Roi pour les gouverner; qu'ils fassent cesser la terreur des Armes, & que les François nouveaux venus sortent de Madrid & de toute l'Espagne, mais sur tout des Païs-Bas, & du Milanois. Le Roi CHARLES III. & ses Alliez en feront autant, & feront retirer leurs Troupes, & on verra de quel côté tombera le choix.

Maintenant le Droit de la Maison d'Autriche parvenu au Roi CHARLES III. étant pleinement établi, il n'est point nécessaire de prouver amplement le second Point de cette Déduction, qui est que la Conscience & la consideration du Bien public & du salut de la Monarchie, doit porter les Grands & les Peuples à se ranger du côté de leur vrai & legitime Roi. Car quant à *la Conscience*, le Droit du Prince étant clair suivant ce qu'on vient de montrer, on n'en peut prétendre cause d'ignorance, & les Bourbons refusant tout jugement ou arbitrage, & ne se fondant que sur les Armes & les Usurpations ils se condamnent eux-mêmes, & reconnoissent le Droit du Roi, comme ils avoient déja fait en effet dans leur pretendu Partage: & afin que tout le monde le reconnoisse généralement, il ne faut que sçavoir lire ce qu'on a voulu mettre à la fin; c'est-à-dire *l'Extrait du Contract* de Mariage de LOUIS XIV. & de l'Infante MARIE THERESE, *ou de l'Acte de la Renonciation*, qui est la Piéce la plus décisive du monde; & comme il ne s'agit pas seulement du Droit du Roi, mais encore du salut de la Monarchie, qui est sur le point d'être précipitée irremediablement dans un abîme de malheurs; la conscience de ceux qui sont en état de contribuer en toute sorte de manieres, à redresser les choses, en demeure chargée, & ils seront responsables devant Dieu & devant les hommes des maux horribles qu'ils auront causez, ou qu'ils pouvoient empêcher. Car ceux qui auroient peut-être pû se flatter au commencement de cette Révolution contre toute sorte de raisons, que la Monarchie demeureroit en Paix, & qu'on pourroit recevoir un Prince de Bourbon Petit-Fils du Roi Très-Chrétien, sans recevoir le Joug Despotique de la Domination Françoise, auront été desabusez de ces esperances frivoles, par l'évenement, & par les entreprises des François, qui les gouvernent déja la baguette à la main.

ANNO 1704.

Or que le salut de la Monarchie, & de la Nation Espagnole n'a jamais été dans un plus grand danger depuis l'Invasion des Sarrasins, c'est la chose du monde la plus visible. On ne peut pourtant se dispenser d'en toucher quelque chose, sans s'étendre dans un champ si vaste, pour faire voir qu'on doit attendre de grands malheurs d'un Roi Bourbon, & qu'on n'a rien à craindre d'un Roi Autrichien. Il faut considerer que les malheurs qui peuvent arriver par la volonté d'un Roi Bourbon, ou même malgré lui, par la consequence des choses, par ses volontez ou ses desirs, fondez, ou dans son inclination ou même sur son intérêt, seront fort contraires au bien de l'Etat, & au genie des Peuples. Un Roi peut avoir des inclinations séparées de ses intérêts, & l'un pourra être aussi dangereux que l'autre. Or les inclinations des Bourbons sont connuës, s'ils chassent de race; du moins on doit présumer d'eux ce qui convient aux manieres de leur Nation. Car si même ils ne les suivoient pas entierement, ils auroient toûjours du panchant à les tolerer, pour ne pas dire à les favoriser; l'intérêt d'un tel Roi ne seroit-il pas de donner sa confiance à ceux de sa Nation qu'il considereroit comme plus affidez & attachez à sa personne & plus propres à le servir dans ses desseins.

Les manieres des François sont absolument éloignées des manieres ou coûtumes d'Espagne. Il y a en France une grande liberté, sur tout par rapport au Sexe, & il est à craindre qu'ils ne l'introduisent avec eux au préjudice des bonnes mœurs. Aussi sçait-on ce qui a causé les Vespres Siciliennes, mais on ne veut point s'arrêter sur une matiere si odieuse; il y a d'ailleurs une opposition infinie entre les usages d'Espagne & ceux de France, & il y a des Livres faits exprès sur ce sujet: D'un côté on est grave, serieux, & reglé: On est pour l'exacte observation des Loix & des Coûtumes; on est bien aise de s'y conformer, & l'on veut que les autres s'y conforment; dans ce que les Loix n'ont point reglé, la Sageſſe de la Nation y a suppléé, & a introduit des Coûtumes qui tiennent lieu de Loix. Dans la conversation & le commerce de la vie, comme on ne veut point incommoder les autres, on n'en veut point être incommodé, & la Jeuneſſe même tient de la gravité de la Nation. Mais de l'autre côté, c'est-à-dire du côté des François, c'est tout le contraire. On ne se donne point de repos, & on n'en laisse point aux autres; le grave & le serieux passent pour ridicules, & la regle ou la raison pour pedantesque; le caprice pour quelque chose de galant, & l'inégalité dans la façon d'agir avec les gens pour une adresse: on se fourre dans les maisons; on poursuit les gens jusques chez eux, on fait des querelles mal à propos. La Jeuneſſe sur tout fait gloire de sa folie, & de ses desordres qui vont loin aujourd'hui, comme si c'étoit une marque de bel esprit; elle ne respecte ni le Sexe, ni l'âge, ni le merite.

Peut-on s'imaginer que la Cour & les Provinces se rempliſſant de telles gens, qui feront même dans la faveur & dans les Emplois, la Nation Espagnole s'en puisse accommoder sans se corrompre enfin par tant de mauvais exemples, à Dieu ne plaise que cela arrive jamais. On dira que ce sont des bagatelles, mais ce n'est rien moins que cela; car outre que la pieté, la vertu, & la raison vont par dessus toutes choses, la douceur de la vie consiste en bonne partie à n'être point incommodé chez soi par des importuns dangereux; il est bien plus dur incomparablement d'être troublé, mocqué, affronté, & maltraité dans son domestique, dans sa personne, dans les siens, & de trainer une vie pleine de chagrin causée par les mépris & les insolences de ceux avec qui on a à vivre, & qu'on est obligé de souffrir malgré soi, & même de craindre; que d'être mis sous le joug d'un Conquerant, ou d'être opprimé par un Tyran qui ne se prend qu'au général ou à la bourse.

La consideration de la Religion encore ne doit pas être de peu d'importance, sur tout dans un Païs très-Catholique. L'on sçait qu'en France on n'est Catholique qu'à

ANNO 1704.

qu'à demi; & plût à Dieu, qu'on y fût assez Chrêtien! L'Authorité du Pape même dans les matiéres Ecclesiastiques n'y est considerée que lors qu'on les veut flatter pour les avoir à sa devotion, & pour les opprimer un jour avec les autres. On a fait mille affronts à un Saint Pontife*, parce qu'il étoit Zelateur de la justice, & n'approuvoit point les desseins ambitieux de la France. On attaquoit ouvertement alors l'Autorité du Saint Siege, & on persécutoit ceux qui la soûtenoient comme des Hérétiques. On opprimoit les Libertez des Eglises par les prétentions mal fondées de la Regale, contre la Doctrine expresse d'un Concile Général de Lion; & des Evêques exemplaires, qui n'étoient point esclaves de la Cour au préjudice de leur conscience, étoient traitez avec la derniere inhumanité. De plus, il s'étoit formé depuis long-tems un grand parti dans l'Eglise de France, qui tendoit à renverser entiérement l'Autorité du Pape, & à réformer plusieurs Dogmes de l'Eglise Catholique Apostolique & Romaine comme des abus. Ce parti triomphe maintenant parmi le Clergé Séculier de France, & on en verroit les effets un jour, si Dieu permettoit que la Maison de Bourbon obtint la paisible possession des deux Monarchies, & que par conséquent le Pape avec Rome fût à sa discretion.

* *Innocent XI.*

L'ambition de la France aussi a conservé les Mahometans en Europe, que l'Empereur étoit sur le point d'en chasser; Qu'on ne dise point que cette Couronne apprehendoit l'accroissement de la puissauce de la Maison d'Autriche, car elle n'avoit qu'à prendre part à la dépouille; La Grece avec la Thrace (pour ne rien dire de l'Asie) l'attendoient & lui étoient assurées. Mais elle a mieux aimé se réserver pour l'injuste Invasion de la Monarchie d'Espagne; & encore maintenant elle fait des efforts pour pousser la Porte Ottomanne à attaquer la Chrêtienté tout de nouveau. C'est cette Couronne qui par son avidité a causé une horrible effusion de sang Chrêtien depuis près de trente ans, en attaquant toûjours les autres; & presque tous les maux que l'Europe a souffert depuis ce tems-là, lui doivent être imputez. Ce sont là les merites que la Maison de Bourbon peut alleguer pour remporter un aussi grand prix que celui de la Monarchie d'Espagne, & pour l'ôter à l'Empereur toûjours fidéle à son Dieu & à ses Alliez.

Mais le pis de tout est, que l'Athéïsme marche déja en France tête levée; que les prétendus esprits forts y sont à la mode, & que la pieté y est tournée en ridicule. Ce venin se répand avec l'esprit François, & par tout où ce genie met le pied & se rend superieur, il le porte avec lui. Se soûmettre à la Domination Françoise, c'est ouvrir la porte à la dissolution & au libertinage; aussi peut-on bien être assuré que la pieté ne sauroit régner où la justice est foulée aux pieds, ainsi que la France l'a fait tant de fois, & avec tant de hauteur: & si l'esprit insolent des François dès qu'ils sont les maîtres, doit obliger les honnêtes gens à ne les point laisser prendre le dessus dans leur Païs; leurs sentimens & leurs actions impies doivent effraïer les gens de bien & les bons Prélats, de même que tous ceux du Clergé qui ont du zele pour la Maison de Dieu. Il faut avoir assez bonne opinion des Princes Bourbons pour croire que les maux arrivent, & arriveront malgré eux, & qu'ils ne favoriseront point le déréglement, ni l'impieté: Mais la mauvaise coûtume, quand les esprits y ont pris goût, est plus forte que les Ordonnances, & nous le voïons maintenant en France même, où sous un Roi devot, severe, & absolu, le desordre & l'irreligion, sont allez au delà de tout ce qu'on a jamais vû dans le Monde Chrêtien. Dieu veuille qu'on n'ait point besoin de se précautionner contre ce mal François, & que la grandeur de cette Nation, qui va toûjours en croissant, si on ne s'y oppose, ne soit un nouveau fleau contre la Religion. L'Espagne s'en ressentira, les Eglises sur tout; & les Espagnols en seront les plus coupables s'ils se soûmettent à cette dangereuse Nation, & la mettent par là en état de maîtriser le reste de l'Europe.

L'intérêt, aussi bien que l'inclination d'un Roi Bourbon & des François, sera de se rendre absolus pour pouvoir exercer un Gouvernement Despotique. L'on sçait que cette forme de Gouvernement est établie en France, qu'elle y est exaltée par les flatteurs, & qu'un Petit-Fils d'un Roi de France ne sçauroit manquer d'être imbu de ces Maximes. On y a réduit à rien les libertez des Grands & des Peuples; le bon plaisir du Roi tient lieu de tout, les Princes du Sang Roïal même y sont sans aucune Autorité; les Grands ne sont que titulaires & se ruinent de plus en plus, pendant que des personnes de peu de consideration sont élevées pour servir d'instrumens à l'oppression des autres. Dans les Païs à Etats, on n'assemble les Etats que pour la forme, & ces Assemblées ne servent plus qu'à executer les ordres de la Cour, sans qu'on ait égard à leurs griefs. La Noblesse est appauvrie au dernier point, vexée par des chicanes & par des recherches, obligée de se consumer au service du Roi & de sacrifier son bien & son sang à l'ambition d'un Conquerant, pendant qu'elle ne se nourrit que d'esperances d'une fortune chimerique & d'avancemens qui ne sont donnez qu'à un très-petit nombre. Ceux qui sont dans les Emplois Civils & sur tout dans les lucratifs, s'étant enrichis aux dépens du commun, parce qu'on leur lâche la bride, sont ensuite pressez comme des éponges par les revisions de leurs Comptes & de leurs Affaires, par la venalité des Offices, par la création de nouvelles Charges, & par de grandes sommes qu'on leur demande, sans aucun sujet, & qu'ils sont obligez de paier pour s'exempter de la vexation. Le Peuple est foulé sans misericorde & réduit au pain & à l'eau par les Tailles, Taxes, Impôts, Capitations, Quartiers d'Hiver & passages des Gens de Guerre; par des Monopoles, par des changemens de Monnoïe qui enlevent tout d'un coup à tout le monde une bonne partie de son bien, & par mille autres inventions: & tout cela n'est que pour servir à l'insatiabilité d'une Cour qui ne se soucie point des Sujets qu'elle a déja, & qui ne cherche qu'à augmenter le nombre des miserables en étendant ses Etats. Maintenant tous les Peuples de la Monarchie d'Espagne étant sur le point d'éprouver le même sort; les véritables Espagnols qui aiment leur Patrie, & l'honneur de leur Nation n'en seront-ils point émus?

On n'a qu'à se figurer tout ce que l'esprit remuant & chicaneur des François est capable d'entreprendre en Espagne pour enrichir le Roi, & pour élever sa Puissance aux dépens des Sujets. La France fourmille de donneurs d'avis & de Partisans de profession affamez de l'or & de l'argent des Indes & des richesses d'Espagne qu'ils devorent déja des yeux. Le Roi se rendra Maître du Commerce de l'Amérique, & disposera des Mines du Perou à son plaisir, en y introduisant des Entrepreneurs François; les particuliers n'en auront que ce qu'il leur faudra laisser pour continuer les ouvrages dont il n'est pas à propos que le Prince se charge. En Espagne on verra des Fermiers à la mode de France & des Gens d'Affaires qui succeront jusqu'à la moëlle du Peuple, pour l'obliger (diront-ils) à être plus industrieux & à travailler davantage; mais il ne jouïra gueres de son travail, dont le profit ne sera que pour la Cour & pour les Etrangers.

Les Gens de Justice, de Police & de Finances éprouveront de terribles réformes; on changera les uns, on retiendra les autres, & on leur donnera des Collegues comme on le trouvera à propos: & cela ne se fera gueres sans Finances, quand même on n'introduiroit pas ouvertement si-tôt la venalité des Charges. Il y en aura beaucoup qu'on forcera à se racheter pour s'exempter des vexations & des recherches prétenduës. Généralement on les renverra à l'école chez les François, sous prétexte que tout est si bien reglé en France; mais dans le fonds afin que les François devenant leurs Précepteurs, entrent dans le secret de toute l'œconomie de l'Espagne, & se fourrent dans toutes sortes d'Emplois. S'ils changent quelque chose en mieux, ce sera non pas pour le bien des Peuples, mais pour celui du Roi, dont on sait que le Tresor ou le Fisc ressemble dans l'Etat, à la ratte dans le corps humain, de qui la grandeur énorme est la diminution des autres membres ou visceres: Outre que ces excessives richesses toutes prêtes mettent les Rois en état de méditer des Conquêtes, & d'entreprendre des Guerres, qui achevent de miner les particuliers & augmentent les desordres & les miseres du Genre-Humain.

Les Grands & les Seigneurs ne seront point exempts des vexations; au contraire ceux, dont la puissance fera tant soit peu ombrage seront bien-tôt mis au petit pied: on les envelopera dans les recher-

ches

ANNO 1704.

ches du Domaine de la Couronne aliéné, & on les obligera d'y renoncer sous plusieurs prétextes : On leur donnera des Emplois d'une flateuse distinction, mais qui seront somptueux & propres à les ruiner : on engagera les Gentilshommes dans le luxe & dans les Procès ; on les obligera de paroître à la Cour, à l'Arriére-Ban & dans les Armées, sous peine d'être mépriſez & même mal-traitez. Les Emplois lucratifs & de confiance seront, ou pour les étrangers, ou pour de petits compagnons du Païs, souples & bons à tout faire & à tout souffrir, sans se soucier de l'honneur & du bien de la Patrie. Les Gens d'Egliſe ne seront gueres mieux traitez, & l'exemple de la France leur servira de Loi. Le Roi assisté de celui de France forcera le Pape à tel Concordat qu'il voudra ; la Cour s'emparera de la Collation presque de tous les Benefices, & donnera des Pensions là-dessus : elle introduira la Regale dans sa rigueur ; les Juges Séculiers réformeront les Sentences Eccleſiastiques sous prétexte d'abus ; on rognera les aîles aux Prélats qu'on croira trop riches ; & on demandera tant de dons gratuits coup sur coup, que la condition du Clergé ne sera point meilleure que celle des Laïques, dont ils seront obligez d'aider à supporter la misere.

Pour ce qui est des Affaires publiques, il peut arriver fort aisément que le Duc d'Anjou, pour être appuïé par son Grand-Pere, ou par son Pere sera obligé de sacrifier à la France, ou aux intérêts des Bourbons une partie des Etats, ou des Droits de la Monarchie.

On fit sonner bien haut dans ce parti, la disposition du prétendu Testament attribué au feu Roi, qui défend de faire dans la Monarchie aucune sorte d'aliénation ou de séparation ; & la France fit connoître qu'elle ne permettroit pas le démembrement d'un pouce de terre. Mais ses intentions & ses paroles sont bien differentes. L'on sçait qu'elle flatte l'Electeur de Baviere de l'esperance des Païs-Bas : pendant qu'elle même se met en possession de toutes les Forteresses de ce Païs, aussi bien que du Milanois, & fait assez connoître qu'elle veut être remboursée de ses fraix. Que savons-nous si les François ne s'assureront pas de la Catalogne, des Châteaux de la Ville de Naples, & de quelque Port en Sicile, pour avoir la Monarchie à leur discretion, afin que le Roi Bourbon soit toûjours sous la Tutelle de celui de France, comme le Duc d'ANJOU l'est sous celle de son Grand-Pere ; & ce jeune Prince qui s'estime trop heureux de regner à Madrit, plûtôt que dans le Château du Meudon qui auroit été de son appannage, donne les mains à tout : Outre qu'il peut esperer de regner lui-même un jour en France. D'ailleurs, il paroît fort vrai-semblable que la France prendra ses mesures pour empêcher un jour les Espagnols de changer de parti, quand ils le voudroient. Car il n'y a point d'apparence qu'elle veuille fortifier une rivale au hazard d'en être incommodée un jour. On peut juger de ce que cette Couronne, ou du moins un Roi François peut faire & fera dans la suite des tems à loisir, & quand il aura les bras libres au dedans & au dehors, par tout ce que les François ont déja fait depuis deux ou trois ans ; quoi qu'ils aïent de grands ennemis sur les bras, & qu'ils soient obligez de ménager encore un peu les Espagnols. Il faut avoüer qu'à juger de l'avenir par cet échantillon, & que si les François avancent à proportion de ce qu'ils ont déja fait, ils auront bientôt l'Espagne dans les fers ; car ils sont déja presque maîtres des Païs-Bas & du Milanois, seules Provinces de la Monarchie pourvûës de quantité de Forteresses ; Et sur le moindre soupçon ils tâcheront de desarmer les Espagnols, comme ils ont desarmé les Troupes du Duc de Savoie. Ils renvoïent maintenant en Espagne la plûpart des Espagnols & des Italiens qui sont aux Païs-Bas avec les Seigneurs Wallons qui leur sont suspects ; ils prennent des mesures pour s'assurer toûjours de Pampelune, de Barcelone & des Ports de la Biscaïe pour avoir les Clefs de l'Espagne en leur pouvoir. Ils travaillent à introduire les François dans le Mexique & dans le Perou, & ils ont déja bien commencé. Il s'en est peu fallu qu'ils n'aïent mené la Flotte d'Argent de l'Amerique dans quelque Port de France, & s'ils y ont manqué la premiére fois, ils n'y manqueront point la seconde, si on leur en donne encore l'occasion. Ils s'assurent du commerce des Negres à l'exclusion des autres Nations, ce qui met les Mines du Perou dans leur dépendance. D'ailleurs, ils mal-traitent déja les Sujets d'Espagne, & leur apprennent à obéïr à la Françoise. On se mocque des privileges des Païs & des Villes : On exige l'argent qu'on juge à propos, & pour toute réponse aux plaintes que l'on fait, on dit : Le Roi le veut.

ANNO 1704.

Pour tout dire en un mot, le Roi Très-Chrêtien, est aussi absolu à Madrit qu'à Paris, & il gouverne la Monarchie d'Espagne comme la France. Les Maréchaux de Villeroi & de Bouflers ont commandé sans avoir aucun égard au Marquis de Bedmar dans les Païs où il devoit faire la fonction de Capitaine & de Gouverneur General. Le Duc de Bourgogne étoit muni d'une Procuration du Duc d'ANJOU son Frere pour y avoir un pouvoir sans réserve. C'étoit mettre les meilleures Places des Provinces de l'Espagne dans le pouvoir de l'Héritier presomptif de la Couronne de France ; Peut-on en user plus despotiquement, & d'une maniere plus contraire aux intérêts des Espagnols ? Les Ministres d'Espagne dans les Cours Etrangeres semblent être comme à la suite de ceux de France, ou tout au plus comme des secondaires ; la Clef du Secret & des Affaires est entre les mains des François ; & dès le commencement de cette Révolution Don Quiros l'éprouva lors qu'il se trouva en Hollande avec le Comte d'Avaux. Les Espagnols sont obligez aussi de ceder par tout aux Ministres de France ; & de reconnoître la preſséance de cette Couronne, ce qu'ils n'avoient garde de faire autrefois.

La Maison de Bourbon n'en use gueres avec moins de hauteur en Espagne même. Les François visitent les Ports d'Espagne, & s'informent des Fonds & des Revenus de la Monarchie : On a déja mis au niveau les Grands d'Espagne avec les Ducs & Pairs de France, qui pourtant ne se couvrent devant leurs Rois, que dans certaines rencontres. Quand quelque Grand en a murmuré on l'a envoïé en exil, ou mal-traité autrement. A peine le Duc d'ANJOU fut-il en état de se faire obéïr, qu'on chassa & mit en prison un Ecclesiastique de distinction sans aucun sujet legitime & sans aucune forme de justice. On s'est moqué dès lors de la Regence établie dans le prétendu Testament, & depuis on est allé jusqu'à donner au Cardinal Porto-Carrero un Surveillant en la personne du Comte d'Etrées. Car on voit bien, que si le Cardinal François est rappellé maintenant ce n'est que dans l'intention d'appaiser les esprits aigris.

Le Testament prétendu étant le fondement des démarches des Regens & de la France, cette Couronne devoit au moins faire semblant d'y avoir égard, si elle vouloit ménager le public. Mais on y fit d'abord une brêche très-grande, & on se soucia fort peu des volontez & de la gloire du feu Roi, en traitant indignement la Reine Doüairiere son illustre Epouse, nommée Regente dans ce Testament, ce qui étoit peut-être la seule clause conforme aux veritables intentions de ce Prince : & avant même que le Duc d'ANJOU fût arrivé à Madrit, on la déposseda de la Regence & on l'éloigna de la Cour par une Lettre des plus dures, qui lui fut écrite au nom du Duc, & on n'eut pas le moindre égard à l'option que ce même Testament donnoit à cette grande Princesse.

On se réserva même expressement les moiens d'anéantir un jour toute la force de ce Testament, sur le point de la Succession, à l'égard des cas qui pourroient être contraires à l'intérêt des Bourbons, par les réservations & protestations qu'on reçût de la part des Ducs d'ANJOU & d'Orleans : comme il a déja été remarqué ci-dessus.

Le Duc d'ANJOU avant son départ pour l'Espagne fit un Acte, où il réserva son regrès à la Couronne de France en cas que la Ligne Masculine de son aîné vint à manquer ; mais il n'y fit pas la moindre mention de quitter l'Espagne dans le cas, rapporté dans le Testament ; quoi que ce fût le lieu d'en parler, & qu'on le dût faire pour éviter les soupçons : Donc ne le faisant point, on marquoit, qu'on ne se soucioit gueres ni de la condition, ni du Testament, ni même des jugemens, que les Espagnols & les autres Peuples & les Puissances, qui ont tant d'intérêt que les deux Monarchies ne soient point unies, en pourront faire.

On témoigna encore qu'on ne se met point en peine du prétendu Testament, qu'en ce qu'il est utile, en recevant la protestation du Duc d'Orleans con-

ANNO 1704. contre ce Teſtament même, qui prétendoit comme Deſcendant de la Reine de France ANNE, Sœur aînée de PHILIPPE IV. d'être préféré à la poſterité de la Sœur cadette MARIE ANNE Mere de l'Empereur, & à celle de CATHERINE Sœur de PHILIPPE III. dont deſcend le Duc de Savoie, nonobſtant la Renonciation de ladite Reine ANNE. Ce qui fait voir que les Bourbons prétendent retenir la Monarchie d'Eſpagne quand même toute la Lignée du Dauphin viendroit à manquer. Car, ſi le Roi Très-Chrêtien avoit ſerieuſement l'intention de faire obſerver le Teſtament, & avoit crû au moins alors qu'il lui étoit utile d'avoir des égards pour les Eſpagnols, le Duc d'Orleans n'auroit point oſé faire publiquement ſa Proteſtation, comme l'on ſait qu'il n'en a point oſé faire contre le Traité de Partage, ni en d'autres rencontres.

On ne doit donc point douter que les François, s'ils en ſont les maîtres, n'aïent le deſſein de retenir la Monarchie d'Eſpagne dans la Maiſon de Bourbon contre les clauſes du Teſtament & au préjudice des Subſtituez: Qu'ils ne manqueront pas d'unir cette Monarchie à la Couronne de France ſi le cas échet, & de réduire l'Eſpagne en Province; Qu'un Roi Bourbon ne voudra pas la gouverner moins deſpotiquement un jour, qu'il le fait dès à preſent, ou ſon Grand-Pere pour lui, encore qu'ils aient une Révolution à craindre, qu'ils ne craindront plus quand ils auront pris racine: Que la confiance, les principaux Emplois, ou les plus lucratifs, le Commerce, ſur tout celui de l'Amerique, le Commandement des Troupes, les plus fortes Places, & les Clefs de l'Etat, ſeront pour les François, ou pour ceux qui ſeront dépendans d'eux, & dévoüez à la Cour: Qu'on gouvernera ſur le modelle de la France; Qu'on abbaiſſera les Grands; qu'on opprimera les Petits ſans aucun égard aux Droits & Privileges; & qu'on appauvrira les uns & les autres par une infinité d'Impôts, d'extorſions; & de vexations, pour mettre le Roi en état de contribuer beaucoup à la Monarchie univerſelle des Bourbons. Enfin qu'on affrontera les Eſpagnols chez eux, & qu'on les inſultera même dans leur domeſtique, ſuivant les manieres inſolentes & libertines des François; & qu'une Nation qui avoit paſſé pour une des plus genereuſes, & qui avoit dominé à tant d'autres, ſera le joüet de ſon Ennemie, & l'opprobre de toute la Terre; d'autant plus qu'elle aura été la cauſe des malheurs & de l'oppreſſion de toutes les autres en ſe ſoûmettant à la France la premiere.

Il y a des gens qui diſent que toutes ces craintes ſe réduiſent à un avenir incertain, & qu'il ne faut point ſe tourmenter réellement ſur les idées d'une poſſibilité future. Mais le mal en bonne partie eſt déja preſent, & ſur le point de venir à ſa maturité & à ſon accompliſſement; on eſt enchaîné à demi, & ſi on ne ſe réveille au plûtôt, on ne ſera plus en état d'être affranchi de l'eſclavage, ni par ſes propres forces, ni par celles de ſes amis. Mais quand tout le mal ne conſiſteroit que dans l'avenir, ne ſait-on pas que toute la prudence humaine n'a que l'avenir pour objet. Car on doit prendre des précautions, s'il eſt poſſible, contre de grands maux qui peuvent arriver facilement, ou plûtôt qui difficilement n'arriveront pas en l'état où ſont les choſes.

C'eſt juſtement cette fatale nonchalance où les hommes ne ſont que trop portez, en s'attachant au preſent, qui a cauſé la plûpart des mauvais conſeils, dont nous voïons de funeſtes ſuites. C'eſt ce qui a fait naître les relâchemens des uns, qui negligent la Patrie, & ne penſent qu'à vivre doucement le reſte de leurs jours, (quoi qu'ils ſe trompent en cela même, les malheurs n'étant que trop prochains, & la corruption des autres, qui tâchent à profiter du preſent, & de contribuer même aux maux de la Patrie pour en tirer de l'avantage. Ces principes ſont indignes des gens qui font profeſſion de ſageſſe, d'honneur & de probité; & il faut avoir renoncé aux ſentimens de l'honnêteté & de la conſcience pour les ſoûtenir.

Il y a des eſprits de cette trempe, c'eſt-à-dire gagnez par les Bourbons ou plongez dans une molleſſe effeminée, qui ſe flattent eux-mêmes, ou jettent de la poudre aux yeux des autres, en tâchant d'affoiblir les plus grandes & les plus juſtes craintes, lors qu'ils ſoûtiennent que les deux Branches de la Maiſon de Bourbon pourront aiſément ſe brouiller enſemble, alors (diſent-ils) les Affaires de l'Europe reviendroient en l'état où elles étoient avant la mort du feu Roi; Mais outre que le Duc d'Anjou, quand il voudroit, ne pourroit point ſe détacher des intérêts du Roi de France, qui en qualité de Curateur de ſon Petit-Fils, eſt Monarque commun des deux Monarchies, & prend des meſures pour le demeurer, & pour laiſſer ces avantages ſans exemple au Dauphin, qui aura encore l'autorité d'un Pere, l'affection & le reſpect du Fils, & le même pouvoir en main pour ſe faire obéïr: outre cela, dis-je, l'interêt veritable des deux Branches de Bourbon, eſt, de demeurer unies. Elles ſeront plus en état de s'entr'aider que celles de la Maiſon d'Autriche, à cauſe de la contiguité de leurs Etats. Le Duc d'Anjou ſous ſon Grand-Pere, ou ſous ſon Pere, ſera le Monarque abſolu de toute la Monarchie, & ſe mettra en état d'en emploïer les grandes forces aux deſſeins communs, dont la France ſera toûjours l'ame & le premier mobile: & le Duc de Bourgogne étant parvenu à la Couronne de France, les mêmes raiſons ne laiſſeront pas de ſubſiſter entre les deux Freres. Peut-on croire qu'ils ſe voudront borner & arrêter dans la plus vaſte & la plus belle carriere qu'on ait vû ouverte depuis la décadence des Romains? Le Monde eſt aſſez grand pour que les deux Rois puiſſent ſe donner les mains, & s'aider à faire des Conquêtes ſans s'entrechoquer & ſe nuire: il faudroit qu'ils euſſent perdu la raiſon pour en uſer autrement, & pour ſe brouiller. Et ſi le ſalut de l'Eſpagne, ou même de toute l'Europe ne depend que d'une ſi grande bevûë des Bourbons, il ne ſauroit être plus mal affermi.

On ne peut donc point compter là-deſſus, ſans s'aveugler volontairement, & il eſt clair comme le jour, que ſi l'Eſpagne demeure au Duc d'Anjou elle ſera à la diſcretion des Bourbons. Car quelles forces aura-t-on à leur oppoſer, quand ils y ſeront affermis? Les efforts inutiles qu'on fera pour ſe délivrer ne ſerviront qu'à rendre les chaines plus peſantes. Il y a de grandes Puiſſances armées maintenant pour tirer l'Eſpagne du danger evident où elle eſt, de tomber dans l'eſclavage. L'Empereur, l'Empire, l'Angleterre & la Hollande lui envoïent ſon Roi legitime; le Portugal le reçoit & l'aſſiſte de toutes ſes forces. Quelques Puiſſances d'Italie commencent à ſe déclarer, & un peu de ſuccès fera ſuivre ceux qui ne balancent que par crainte; ſi les Eſpagnols s'y joignent eux-mêmes l'affaire eſt faite. Mais il faut profiter des conjonctures favorables, en ſe déclarant maintenant ou jamais. Car ſi nous laiſſons paſſer ce fatal moment, tout eſt perdu, autant que l'eſprit humain eſt capable d'en juger.

La grande Alliance, ſi les choſes trainent, ne ſauroit ſubſiſter long-tems; les Bourbons demeurant les maîtres de la Monarchie d'Eſpagne, ſeront capables de cauſer en Angleterre & en Ecoſſe les plus tragiques revolutions. La Hollande ne ſauroit continuer à fournir aux fraix immenſes d'une longue Guerre, & ne voudra pas ſe ruïner ſans eſperance de fruit. Il ſera impoſſible à l'Empereur de ſoûtenir le faix de la même Guerre, on lâchera les Rebelles & les Turcs ſur lui, & on l'incommodera dans l'Empire même, qui ſera fort près de ſa deſolation. Ainſi nous ſommes à la veille d'un renverſement general, & la Monarchie univerſelle des Bourbons ne ſauroit être arrêtée que par un coup extraordinaire du Ciel; mais de faire ſon compte là-deſſus, c'eſt tenter Dieu, & c'eſt ſe tromper ſoi-même. Cependant ces grands changemens ne ſauroient arriver que par un deluge de ſang, & par les miſeres horribles des Peuples, tant du côté des Conquerans que de ceux qui reſiſtent; l'Eſpagne aura ſa part des grands maux, & ſon eſclavage ſera la planche & ſervira de modelle à l'oppreſſion des autres.

Mais en recevant le legitime Roi, ces craintes ceſſent. Les Princes de la Maiſon d'Autriche gouvernent doucement, & ſuivant les Loix; & quand ils voudroient opprimer la liberté & les Privileges des Peuples, ils ne ſeroient pas en état de le faire, n'aïant point de ſecours à eſperer de la branche d'Allemagne, qui eſt éloignée, & aïant la France à craindre près d'eux. Ainſi l'Eſpagne & l'Europe demeureront dans leur premier état, il n'y aura point d'autre mal que la néceſſité de chaſſer les François des poſtes qu'ils

ANNO 1704.

qu'ils ont occupez, sous pretexte de nous assister. Comme nous avons presque toute l'Europe de nôtre côté, qui y est interessée autant que nous, on est assûré du succès avec l'assistance de Dieu protecteur de la justice & vangeur des mauvaises actions.

Pour conclure, figurons-nous l'Espagne & les Provinces de sa domination sous le joug des François, les mœurs corrompuës, la Religion & la Pieté mepriſées, les honnêtes gens insultez; les Peuples reduits à la besace; les Grands bas & rempans; les étrangers maîtres des Forces & des richesses du Païs; Le Roi gouvernant à l'Ottomane; ses Favoris, Officiers, Soldats & autres Ministres de son pouvoir, exerçant à la rigueur ce que Samuël prediſoit au Peuple d'Israël, deshonorant les familles, s'emparant de ce qu'ils trouvent à leur gré, & ne répondant aux plaintes que par des moqueries ou de nouveaux affronts: sans qu'il y ait aucun espoir de delivrance, puisque les François ne manqueront pas sans doute de se precautionner contre des Vespres semblables à celles de Sicile, & que le reste de l'Europe sera en bonne partie dans la même oppression & hors d'état de pouvoir donner du secours à ceux qui seront opprimez. Outre que les autres Nations haïront & mépriseront celle qu'elles considereront avoir été la cause des malheurs communs par son imprudence, & par son peu de courage, lorsqu'on la verra applaudir à des miserables affamez, qui auparavant venoient travailler & chercher du pain chez elle.

Ceux que les images de ces malheurs horribles & inévitables ne touchent point, sont dignes de maux encore plus grands, & ne meritent point de porter le glorieux nom d'Espagnols.

Les Consalves, les Ximenes, les Toledes, les Pizares, & tous les autres anciens Espagnols fondateurs d'une grande Monarchie, dominateurs de tant de Nations, s'ils revenoient au monde, avoueroient-ils pour être de leur sang, ceux qu'ils verroient prêts à subir le joug de leurs Ennemis par une indigne lâcheté, puisqu'ils sont en état de s'en garantir, & que l'Europe leur tend les bras? Mais il faut croire qu'il y en aura bien peu de ce nombre, & que ceux-là mêmes qui ont reçû un Prince François, voïant combien on les a trompez, seront des plus ardens, pour reparer la faute qu'ils ont faite; que la conscience, le devoir, l'honneur, le salut de la Patrie, & le bonheur ou le malheur de chacun en particulier feront des impressions vives sur un Peuple qu'on n'a pas accusé autrefois d'avoir le cœur bas; & que toute cette généreuse Nation, rendant justice à son legitime Roi, & à elle-même, fera voir à toute la Terre qu'elle n'a point dégeneré de la valeur de ses Ancêtres.

*Extrait du Contract de Mariage de* LOUIS XIV. *Roi Trés-Chrêtien, & de* MARIE-THERESE *Infante d'Espagne, dont les paroles sont repétées dans l'Acte de la Renonciation.*

QUE d'autant que leurs Majestez Très-Chrêtienne & Catholique sont venuës & viennent à faire ce Mariage, afin de tant plus perpetuer & assûrer par ce nœud & lien la Paix publique de la Chrêtienté, & entre leurs Majestez l'amour & fraternité que chacun espere entre Elles; & en contemplation aussi des justes & legitimes causes, qui montrent & persuadent l'égalité & convenance dudit Mariage, par le moien duquel, & moienant la faveur & grace de Dieu, chacun en peut esperer de très-heureux succès; & au grand bien & augmentation de la Foi & Religion Chrêtienne, au bien & benefice commun des Roïaumes, Sujets & Vassaux des deux Couronnes; comme aussi pour ce qui touche & importe au bien de la chose publique & conservation desdites Couronnes: qu'étant si grandes & puissantes, *elles ne puissent être réünies* en une seule, & que *dès à présent on prévienne les occasions d'une pareille jonction;* donques attendu la qualité des susdites & autres justes raisons, & notamment *celle de l'égalité* qui se doit conserver: Leurs Majestez accordent & arrêtent par Contract & Pacte conventionel entre Elles qui sortira, & aura lieu, *force & vigueur de Loi* ferme & stable à tout jamais, en faveur de leurs Royaumes, & de toute la chose publique d'iceux: que la Sereniſſime Infante d'Espagne Dame MARIE THERESE, & les Enfans procréez d'Elle, soient *mâles ou femelles*, & leurs descendans premiers ou seconds, trois ou quatre, nez ci-après, en quelque degré qu'ils se puissent trouver, voire à tout jamais, ne puissent succeder ni succedent és Royaumes, Etats, Seigneuries & Dominations, qui appartiendront à Sa Majesté Catholique, & qui sont compris au-dessous des Titres & Qualitez mentionnées en cette presente capitulation, ni en aucun de ses autres Royaumes, Etats, Seigneuries, Provinces, Isles adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ni és Frontieres, que Sa Majesté Catholique possede de present, ou qui lui appartiennent, ou pourront appartenir tant dedans que dehors le Royaume d'Espagne, & qu'à l'avenir Sadite Majesté Catholique ou ses Successeurs auront, possederont, & leur appartiendront; ni en tous ceux qui sont compris en iceux ou dépendans d'iceux, ni même en tous ceux que par ci-après, en quelque tems que ce soit, elle pourroit acquerir ou accroître & ajoûter aux susdits siens Royaumes, Etats & Dominations, ou qu'Elle pourroit retirer ou qui lui pourroient échoir par devolution, ou par quelques autres titres, droits ou raison que ce puisse être; encore que ce fut durant la vie de la Sereniſſime Infante Dame MARIE THERESE, ou après sa mort, en celle de qui que ce soit de ses descendans, premiers, seconds, troisiémes nez ou ulterieurs; que le cas ou les cas, par lesquels ou de Droit, ou par les Loix ou Coûtumes desdits Royaumes, Etats & Dominations, soit par dispositions de Titres, par lesquels ils puissent succeder ou prétendre pouvoir succeder auxdits Royaumes, Etats ou Dominations, leur dût donner la Succession. En tous lesquels susdits cas dès à present ladite Dame MARIE THERESE Infante, dit & déclare être & demeurer bien & dûëment excluse, ensemble tous ses enfans & descendans mâles ou femelles, *encore qu'ils vouluſſent ou puſſent* dire & pretendre *qu'en leurs perſonnes ne courent ni ne ſe peuvent, & doivent conſiderer leſdites raiſons* de la chose publique, ni autres auxquelles ladite exclusion se pourroit fonder; ou qu'ils vouluſſent alleguer (ce qu'à Dieu ne plaise) que la Succession du Roi Catholique ou de ses Sereniſſimes Princes ou Infantes & d'abondant des mâles qu'il a & pourra avoir pour ses legitimes Successeurs, eût manqué & defailli: parce que comme il a été dit, *en aucun cas ni en aucun tems, ni en quelque maniere qui peut avenir*, ni Elle, ni eux, ses Hoirs & ses descendans, n'ont à succeder ni prétendre pouvoir succeder nonobstant, &c.

## XLVI.

*Declaration de* CHARLES III. *Roi d'Eſpagne,* 9. Mars. *publiée à Lisbone le* 9. *Mars* 1704.

D'Autant que par la merveilleuse bonté & misericorde de Dieu nous sommes arrivez heureusement en Portugal, après un fâcheux & dangereux voïage, que nous avons pourtant entrepris avec toute la joïe imaginable, aïant mieux aimé exposer nôtre Personne Royale à quantité de dangers éminens, que de permettre que nos bien-aimez Sujets d'Espagne restaſſent plus long-tems sous le joug d'un injuste esclavage & tyrannie, dans laquelle ils sont malheureusement enveloppez par l'introduction violente & l'usurpation du Duc d'Anjou, du Roi de France & de ses Adhérens: A ces Causes, étant venu ici par bienveillance pour nos bien aimez Sujets, & par une compaſſion Royale de leurs souffrances & de leur oppression, nous avons absolument résolu non seulement de recouvrer nos justes Droits sur la Couronne d'Espagne, à laquelle les Loix de Dieu & de la Nature nous donnent un juste tître, mais aussi pour fournir à nos Sujets l'occasion pendant qu'il en est tems, de rentrer dans leur devoir & dans la fidelité, & de s'affranchir de cette servitude & de ce joug insupportable dont on les a injustement chargé. Nous ne doutons pas, vû la justice de nôtre Cause, que par la benediction de Dieu sur nos efforts & sur nos Forces jointes à celles de nos chers Alliez, nous ne soïons dans peu rétablis dans nos justes Droits & nos Peuples dans leur legitime Liberté, Prérogatives & ancien bonheur. Nous ferons état que la plupart de nos Sujets contribueront de tout leur cœur & de toutes leurs Forces pour procurer leur délivrance, en détrônant la Tyrannie & l'Usurpation.

ANNO 1704.

Et pour encourager nos bien-aimez Sujets à executer une ſi légitime entrepriſe, puis qu'on les a empêché juſques à cette heure de ſe joindre à nos Forces, nous déclarons ſolemnellement ſur nôtre parole Royale, que tous ceux de nos Sujets qui ont été contraints de prendre ſervice contre nous chez les Ennemis, ſoit de gré ou de force, jouïront de nôtre pardon Royal, s'ils ſe rendent à nous dans le terme de 30. jours, après que nos Forces ſe ſeront aprochées des Frontiéres d'Eſpagne. Outre cela, ils recevront auſſi des marques de nôtre faveur Royale, ſelon leur rang, leurs degrez, & le mérite de devoir & de fidelité envers leur légitime Souverain. Au contraire c'eſt notre volonté Royale & nôtre bon plaiſir, que ſi quelqu'un de nos Sujets après le terme de 30. jours eſt trouvé en armes contre nous, contre ſon devoir & ſon obéïſſance, au mépris de nôtre Déclaration Roïale, & qu'il perſiſte dans ſa Rebellion au ſervice des Uſurpateurs François, de leurs Confédérez ou Adhérens au préjudice de nôtre légitime Monarchie, que telles perſonnes mépriſant nôtre benigne Déclaration, ſoient traitez comme Ennemis de leur Patrie, & comme indignes de la moindre de nos faveurs Royales. Quant à nos autres fidéles & bien aimez Sujets, qui n'ont point pris les armes contre nous, ils pourront reſter dans leurs maiſons ſans craindre d'être moleſtez par nos Troupes ſoit en leur perſonne, ſoit en leurs effets.

Et afin que perſonne de nos Soldats ne puiſſe prétendre ignorance du cas, nous voulons que tous nos Généraux, Commandans, Officiers & autres dans leur Département, prennent garde qu'il ne ſe faſſe aucune violence aux Egliſes, Cloitres, Maiſons Religieuſes, ou à qui que ce ſoit de nos Sujets dans les Marches ou Contremarches.

Et ſi quelque Officier ou Soldat contre nôtre volonté Royale s'ingeroit de moleſter ou de troubler en quelque façon nos Sujets tranquilles & fideles, ſoit en leurs Cloitres, Maiſons Religieuſes, Perſonnes, Biens, Terres & Bêtail, ſur les plaintes qui en ſeront portées à nos Généraux, les Transgreſſeurs encourront non ſeulement nôtre diſgrace, mais ſeront auſſi punis avec la derniere rigueur.

Donné en nôtre Cour à Lisbonne le 9. Mars 1704. la premiere année de nôtre Regne.

## XLVII.

*Manifeſte du Roi de Portugal pour la juſtification de ſes Armes, dans la reſolution qu'il a priſe d'aider la Nation Eſpagnole à ſecouer le joug de la Domination Françoiſe, & à mettre ſur le Trône Roïal de la Monarchie le Roi Catholique* CHARLES III. [Traduit de l'Eſpagnol, imprimé à Lisbonne, par le commandement de S. M. P. chez. *Valentin de Acoſta Deſlandes*, Imprimeur de la Maiſon Royale.]

QU'IL ſoit notoire à tous Rois, Princes, Républiques, & Potentats, à leurs Sujets & Vaſſaux; & en particulier aux très-Illuſtres Grands d'Eſpagne, Ducs, Marquis, Comtes, & autres Perſonnes qui compoſent l'Ordre de la Nobleſſe de cette Monarchie, aux Préſidens, Conſeillers, & Miniſtres des Conſeils, Régens & Auditeurs des Chancelleries, Corrégidors, & Magiſtrats des Citez, Villes, & Lieux, & à toutes les autres Perſonnes deſdits Roiaumes & Seigneuries, de quelque degré, état, & condition qu'elles puiſſent être; aux Révérens Archevêques, Evêques, Prélats & autres Perſonnes de l'Etat Eccléſiaſtique: Que Sa Majeſté Portugaiſe faiſant conſiſter ſa premiére obligation à veiller infatigablement à la conſervation & ſûreté de ſes Royaumes & Vaſſaux, & à prévenir le péril dont ils ſont menacez par l'union de la Monarchie d'Eſpagne à celle de France, ſoit par une réelle incorporation de l'Eſpagne & de ſes Seigneuries à la Couronne de France, ce qui eſt déja quaſi fait, quoi que ſous les feintes apparences d'un Tître imaginaire, ou par une étroite union des intérêts de l'une & l'autre Monarchie, ce dont perſonne ne peut preſentement douter; elle a tâché de prendre les moiens les plus proportionnez à la preſente conjoncture, & à l'effet deſiré. Dieu nôtre Seigneur, qui eſt le vrai Scrutateur des cœurs, & qui tient en ſa puiſſante main ceux des Rois, eſt témoin que ſon intention n'eſt point, & n'a point été, d'ajoûter de nouveaux Royaumes & Provinces à ſa Couronne, & que l'ambition, ni la vaine gloire, n'ont point eu de part à la réſolution qu'il a priſe, étant inconteſtable qu'il a mépriſé les favorables occaſions que les derniers tems lui ont offertes, & qui étoient ſuffiſantes pour ſatisfaire toute ambition.

ANNO 1704.

Tout le monde ſçait que la ſtérilité des Mariages du Roi Catholique CHARLES II. de bonne mémoire, ſa ſanté débile & périlleuſe, & la conſidération des prétentions du Dauphin à la Succeſſion de ce Prince, donna lieu aux Puiſſances d'Angleterre & de Hollande de faire un Traité avec la France, par lequel on partageoit la Monarchie d'Eſpagne entre le Dauphin, & le Séréniſſime Prince CHARLES Archiduc d'Autriche. Car la France ſe trouvant ſupérieure à l'Eſpagne & à tous ſes Etats, étant pourvûë de beaucoup de Troupes fort aguerries, & ayant de puiſſantes Armées en mer, il étoit évident que le Roi Catholique venant à mourir ſans enfans, cette Couronne s'introduiroit dans la poſſeſſion de toute la Monarchie, laquelle étant incorporée à celle de France, il s'en formeroit un Corps ſi ſupérieur, & ſi formidable à tous les autres Royaumes & Etats de l'Europe, que bientôt ils ſe trouveroient ſoûmis au Deſpotisme de la France. Pour éviter cet éminent danger, on donnoit dans le Traité de Partage à l'Archiduc CHARLES, en cas de mort du Roi Catholique, les Royaumes & Etats, que ce Prince poſſédoit en Eſpagne, les Etats de Flandres, & les Royaumes de Sardaigne, Majorque & Minorque, avec les Indes, & tous les autres Etats, avec partie du Guipuſcoa au Dauphin.

Le Roi Très-Chrêtien ne refuſa point le tempérament de cette répartition, & après en être convenu par un Traite ſolemnel, conclu entre lui & les deux Puiſſances d'Angleterre & de Hollande, il convia toutes les autres principales Puiſſances de l'Europe d'y entrer, particuliérement Sa Majeſté Portugaiſe, à laquelle il en fit faire tout d'abord des inſtances, & qui y donna les mains, perſuadée que ce chemin étoit le plus ſûr pour conſerver la Paix publique de l'Europe, & la délivrer du danger éminent qui la menaçoit. Ainſi il ſe fit là-deſſus un Traité avec le Roi Très-Chrêtien dont leſdites Puiſſances d'Angleterre & de Hollande furent Garands.

Mais le Roi Catholique CHARLES II. étant mort à la fin de 1700. il parut un Teſtament en ſon nom, par lequel on déclaroit le Duc d'Anjou, ſecond Fils du Dauphin, pour Succeſſeur à la Monarchie. Alors le Roi Très-Chrêtien changea tout d'un coup de langage, & nonobſtant le Traité de Partage peu auparavant conclu avec les trois Puiſſances, de Portugal, Angleterre, & Hollande, & ſans égard pour la foi qui y étoit engagée, il accepta la Succeſſion de la Monarchie d'Eſpagne pour ſon Petit-Fils. En même tems il écrivit une Lettre aux Gouverneurs de la Monarchie pendant l'Interrégne, dans laquelle il flatoit les Eſpagnols de l'eſpérance qu'il rétabliroit cette Couronne en ſon ancienne ſplendeur, & qu'il l'éleveroit au plus haut degré de Gloire, leur inſinuant ainſi qu'il y réüniroit les Roiaumes & Etats qui en ont été ſéparez.

Cette réſolution du Roi Très-Chrêtien priſe au même inſtant que la nouvelle de la mort du Roi Catholique arriva, avec une manifeſte infraction du Traité, & au mépris des Puiſſances qui y étoient intéreſſées, irrita extrémement l'eſprit de ces mêmes Puiſſances, & plus encore l'Empereur qui n'avoit pas voulu y donner ſon conſentement. Cependant, le Roi Très-Chrêtien ayant fait repréſenter à Sa Majeſté Portugaiſe, par le Préſident Rouillé ſon Ambaſſadeur; Qu'il trouvoit plus convenable à ſa tranquillité, & à celle de toute la Chrêtienté, que la Monarchie d'Eſpagne toute entiére, & telle que la poſſédoit le feu Roi Catholique, demeurât unie ſous un ſeul Prince (quoi qu'il dût lui en coûter, & à ſa Couronne, une conſidérable portion de cette même Monarchie qui lui devoit appartenir par le Traité de Partage) Que ce Prince devoit être ſon Petit-Fils le Duc d'Anjou, en qui le feu Roi Catholique avoit reconnu le Droit inconteſtable du Dauphin, déclarant ledit Duc d'Anjou pour Succeſſeur univerſel de tous ſes Etats; Que la Monarchie d'Eſpagne ſeroit gouvernée par ſes propres Loix, par ſes Conſtitutions & Coûtumes, ſans la moindre altération, ni dépendance de la France, de ſorte qu'il n'y auroit rien de changé que la ſeule Famille régnante,

ANNO 1704.

guante, celle de Bourbon étant placée au Trône au lieu de celle d'Autriche; Qu'ainſi toute l'Europe demeureroit au même état où elle étoit avant la mort du Roi Catholique CHARLES II.: Et qu'enfin, le Roi Très-Chrêtien deſiroit renouveller les anciens Traitez, que ſon Petit-Fils en feroit de même, & qu'il ſeroit Garand de la Paix entre la Couronne de Portugal & celle de Caſtille.

Sa Majeſté Portugaiſe ayant fait ſur ces repréſentations la réfléxion que la circonſtance du tems demandoit, il lui ſembla qu'elle devoit ſacrifier au bien de la Paix, la violation que la France venoit de faire du Traité de Partage, ſur tout puis que l'Europe demeuroit à peu près au même état & conſtitution où elle étoit auparavant. Et pour éloigner de ſes Royaumes toute inquiétude de Guerre, ce qui n'auroit pas été poſſible en permettant l'entrée de ſes Ports aux Nations qui feroient la Guerre à l'Eſpagne, puis que l'incendie voiſin auroit pû aiſément paſſer en ſes propres Etats, Sa Majeſté fit un Traité avec le Roi Très-Chrêtien & avec ſon Petit-Fils, par lequel Sa Majeſté Portugaiſe s'obligea tant ſeulement, à ne donner point d'entrée dans ſes Ports aux Nations qui feroient la Guerre aux deux Couronnes, pour cauſe de la Succeſſion du Duc d'Anjou, accordant cette commodité au ſeul Duc comme poſſeſſeur de la Monarchie, afin qu'elle pût ſervir à la ſûreté des Royaumes de Portugal, & du moins à diminuer le danger de la Guerre. Mais comme il pouvoit arriver que les Puiſſances d'Angleterre & de Hollande ne voudroient pas conſentir à la prohibition deſdits Ports, & que l'on avoit avis qu'elles devoient s'allier avec l'Empereur pour venger l'infraction du Traité, & pourvoir à leurs intérêts & à leur conſervation, le Roi Très-Chrêtien s'obligea d'envoïer en Portugal le ſecours de Troupes & de Navires que Sa Majeſté Portugaiſe jugeroit convenable & néceſſaire en l'occaſion.

Le Duc d'Anjou céda auſſi à la Couronne de Portugal le Droit, que celle de Caſtille prétendoit avoir aux Terres ſituées au rivage Septentrional *del Rio de la Plata*, où ſe trouve établie la Colonie *del Sacramento*, & il s'obligea d'indemniſer la Compagnie Royale des Indes, où les Vaſſaux de ladite Couronne de Portugal étant intéreſſez pour de grandes ſommes, ont fait auſſi de très-grandes pertes, par les contraventions que le Gouvernement d'Eſpagne a faite aux conditions de leur Contract, quoi qu'il eût été autoriſé par les deux Couronnes de Caſtille & de Portugal.

L'obſervation de ce Traité fut très-conforme à celle du précédent, car le Roi Très-Chrêtien ayant fait ſçavoir par le Préſident Rouillé ſon Ambaſſadeur à Sa Majeſté Portugaiſe, que les Armées que les Puiſſances d'Angleterre & de Hollande équipoient, étoient deſtinées contre les Ports & Flottes de Portugal, Sa Majeſté déclara en tems convenable, qu'elle ſouhaitoit qu'on lui envoïât un médiocre nombre de Vaiſſeaux pour aider à la défenſe du Commerce de ſes Sujets, & des Côtes de ſes Royaumes, mais on ne lui en envoïa pas le tiers de ce qu'il en avoit demandé, le Miniſtre de la Cour de France ſe trouvant obligé à déclarer à celle de Portugal qui ſollicitoit ce ſecours dû, que la Couronne ne ſe trouvoit pas en état de ſatisfaire à cette obligation, & que le Roi Très-Chrêtien reconnoiſſoit que celle de Portugal demeuroit dégagée du Traité qu'elle avoit conclu avec lui, & avec ſon Petit-Fils, ſous la condition du ſecours.

La ponctualité avec laquelle le Duc d'Anjou accomplit ſon Traité, ne fut pas différente de celle du Roi Très-Chrêtien ſon Aïeul, car il ne ſatisfit point aux ſommes qu'il devoit payer à la Compagnie des Indes, il ne la délivra point des vexations & violences qu'on lui faiſoit ſelon qu'il avoit été ſtipulé, mais au contraire on lui fit les plus grandes oppreſſions, & le Gouverneur de *Buenos-Aires*, par des ordres ſecrets de la Cour, contraires à ceux qui avoient été publiquement expédiez en vertu du Traité, empêcha aux Vaſſaux de Sa Majeſté Portugaiſe l'uſage des Terres adjacentes à la Colonie *del Sacramento*, par un Blocus ouvert.

Toutes leſquelles choſes juſtifient aſſez la conduite du Roi de Portugal dans ſa ſéparation du dernier Traité avec le Roi Très-Chrêtien & ſon Petit-Fils, & le reſſentiment qu'il a de tant d'infractions réïtérées. Cependant, il y faut ajoûter, qu'à peine le ſecond Traité fut conclu, que le Roi Très-Chrêtien commença à montrer que ſon deſſein étoit d'unir la Monarchie d'Eſpagne à la ſienne, la gouvernant à ſon plaiſir en toutes choſes, ſans en excepter les plus grandes, ni les plus petites affaires. Les Négociations & les Ambaſſades commencérent à être dirigées, non par les ſimples inſinuations, mais les ordres exprès de la Cour de France. Les Vice-Roïautez & Gouvernemens des Royaumes, Provinces, & Seigneuries d'Eſpagne, les Préſidences des Conſeils, les Archevêchez, Evêchez, & Prélatures, les Commanderies, Places, Poſtes, Charges Militaires & Politiques, & généralement tout l'utile & l'honorable, dépendit entiérement de la preſentation des Miniſtres François. Les Avant-murs de la Monarchie, Flandres, & Milan, furent occupez par les armes de France ſous le ſpécieux prétexte d'Auxiliaire. Les Grands d'Eſpagne, que les Rois avoient mutuellement élevez à un degré voiſin de leur Souveraineté Royale, ſe virent opprimez & outragez. On a obligé pluſieurs d'entr'eux à s'aller humilier à Paris ſous le Gouvernement Deſpotique de la Cour de France, & on les a égalez aux Pairs, & les Pairs à eux, comme ſi ce n'étoit plus qu'une même Nation, & qu'ils ne ſerviſſent tous qu'un ſeul Roi. Le Sacré Tribunal de l'Inquiſition a été opprimé en ſon Chef, & en ſes Membres. Les Banniéres de l'Armée Royale d'Eſpagne ont été obligées de céder dans ſes propres Mers à celles de France. Le Commerce des Indes qui n'eſt pas permis même à tous les Vaſſaux de la Monarchie d'Eſpagne, mais ſeulement à ceux de la Couronne de Caſtille, a été ouvert aux François, à la ruine manifeſte de toute l'Eſpagne. Enfin, tous les Eſpagnols ont été mépriſez, opprimez, & traitez en eſclaves par les Miniſtres & autres Perſonnes de la Nation Françoiſe; quoi que ſouvent ceux-là fuſſent de la plus grande qualité, & ceux-ci de la plus vile condition, l'illuſtre Nation Eſpagnole ſe trouvant ainſi réduite ſous le joug François, & voila à quoi ſe ſont terminées les promeſſes qu'on lui avoit faites de la relever, & de la rétablir dans ſon ancienne ſplendeur.

Il n'eſt pas néceſſaire de particulariſer les perſonnes & les affaires dont on pourroit tirer la démonſtration de ce qu'on vient de dire. Il eſt connu non ſeulement à tous les Eſpagnols, mais auſſi à toute l'Europe, que les Grands ont été obligez de ſe ſoûmettre à ſervir en des Miniſtéres non convenables à leur Grandeur, ou à chercher azile dans les Païs étrangers, abandonnant leurs Maiſons & Etats, pour conſerver les Honneurs & Prérogatives, héritées de leurs Ancêtres. Puis pour avilir par tous moyens cette haute Dignité, la France y a admis des Perſonnes qui ne pouvoient y aſpirer, ni par leur qualité, ni par leur mérite, & qui en effet n'y ont été pouſſez que parce qu'ils ſe ſont rendus les inſtrumens de l'eſclavage de leur Patrie; des perſonnes enfin, qui ſemblables à des vipéres, meurtriéres de la Mere qui leur avoit donné le jour, n'ont emploïé leurs ſoins & leurs peines qu'à ſuſtenter & nourrir le cancer vorace de la Monarchie.

Le deſſein de la France pour unir la Monarchie d'Eſpagne à ſa Couronne, & la mettre au rang des autres Provinces conquiſes, étant donc découvert, & la ſéparation & indépendance de l'Eſpagne ayant été au contraire la baſe & le fondement du Traité conclu avec le Roi Très-Chrêtien & ſon Petit-Fils, Sa Majeſté Portugaiſe voyant une Nation ſi Illuſtre & héroïque traitée avec mépris & oppreſſion comme une Nation conquiſe, Elle a été obligée de chercher d'autres moyens & d'autres voyes que ceux qu'elle avoit pris, pour aſſurer ſes Royaumes, & tâcher à rompre les fers dont l'ambition Françoiſe a chargé la Nation Eſpagnole. D'ailleurs, il eſt de la réputation de Sa Majeſté, entre les mains de laquelle Dieu a mis une partie de l'Eſpagne, ſçavoir la Luſitanie, de travailler à la Liberté de tout le nom Eſpagnol, & de l'affranchir de l'opprobre d'une Domination étrangere & violente.

C'eſt pourquoi, du conſentement unanime de toutes les Puiſſances engagées dans la grande Alliance, & avec l'approbation générale de celles-là même qui ne s'y intéreſſent que par leurs vœux & affections, il ſembla que le meilleur, le plus juſte, le plus prompt, & le plus efficace moïen pour parvenir à ces deux fins ſeroit, que Sa Majeſté Imperiale, & ſon Fils aîné le Sereniſſime Roi des Romains, cédaſſent & renonçaſſent, en faveur de l'Archiduc CHARLES d'Autriche, Fils puis-né de Sadite Ma-

ANNO 1704.

jesté Imperiale, & Frere dudit Roi, le Droit qui leur appartenoit à la Succeſſion de la Monarchie d'Eſpagne. Et en effet, quand même le Droit de cette Renonciation & Ceſſion, ne ſeroit pas entiérement indiſputable, comme il l'eſt du conſentement commun de tous, il faudroit pourtant que pour l'éluder, les Partiſans de la France, qui ne peuvent être autres que les François, & ceux qui ſe ſont laiſſez corrompre par eux-mêmes, en vûë de quelque intérêt, ſoûtinſſent la maxime du monde la plus execrable, & de la plus pernicieuſe conſéquence pour le Genre-Humain, ſçavoir, que la foi des promeſſes des Rois eſt vaine & inſubſiſtante, lors que l'execution ſe trouve contraire à leurs intérêts, quoi que cette foi ait été fortifiée par la ſolemnité des Traitez, & par le ſacré lien du Serment, comme il fut notoirement pratiqué au Traité des Pirenées, d'où vient que le premier ſoin des Défenſeurs de la France, conſiſte à fonder & perſuader cette Doctrine.

Sa Majeſté Portugaiſe promit donc, par un Traité ſolemnel qui fut conclu avec Leurs Majeſtez Imperiale & Britannique, & avec les Etats Généraux des Provinces-Unies, que lors que la Renonciation à la Monarchie d'Eſpagne ſeroit faite par Sa Majesté Imperiale, & par le Roi des Romains, en faveur du Sereniſſime Prince CHARLES Archiduc d'Autriche, toutes les quatre Puiſſances Alliées concourroient à mettre ce Prince ſur le Trône d'Eſpagne, ſans qu'aucune d'Elles pût faire la Paix avant de l'y avoir établi. Et comme Sa Majeſté Imperiale a ſatisfait à ſon obligation touchant la Renonciation, laquelle a été auſſi aprouvée par le Roi des Romains, & que le Sereniſſime Archiduc CHARLES a été reconnu pour legitime Roi d'Eſpagne, non ſeulement par l'Empereur ſon Pere, & par le Roi des Romains, mais auſſi par toutes les Puiſſances de la Ligue, & autres Princes, ainſi que tout le monde ſçait, & que ledit Roi Catholique CHARLES III. eſt arrivé dans les Royaumes de Sa Majeſté Portugaiſe pour mettre en execution un deſſein ſi juſte & ſi ſalutaire à la tranquillité de toute l'Europe, Sa Majeſté Portugaiſe a trouvé bon, avant que de commencer aucune operation d'Armes, non ſeulement de déclarer les divers motifs qui l'y portent, mais auſſi de repreſenter à la Noble Nation Eſpagnole, que c'eſt ici la conjoncture la plus propre, & même l'unique qu'elle puiſſe avoir, pour recouvrer ſa Liberté, ſa Réputation & ſa Gloire, en excluant du Trône Roïal de la Monarchie, un Prince qui eſt de la Famille la plus contraire à ſes intérêts & à ſon héroïque réputation; & lequel elle n'a admis qu'à ſon grand regret, ſe voïant forcée à prendre cette réſolution par la terreur & la violence des Armes du Roi de France qui ne lui laiſſe uniquement que le tître de Roi, & qui s'arroge au reſte le commandement abſolu de la Monarchie.

La Nobleſſe d'Eſpagne, & tous ſes Peuples & Etats, ont vû & expérimenté l'inſubſiſtance des promeſſes flateuſes de la France, & que l'augmentation promiſe de la Monarchie s'eſt changée en une ſervitude injurieuſe, & indigne de toute ame noble & généreuſe, telles que doivent être celles des vrais Eſpagnols. C'eſt à eux de conſidérer ce qu'ils devroient attendre, ſi la grande Alliance venoit à ſe diſſoudre, & qu'ils demeuraſſent ſous le joug de la France, puis que cette Couronne les traite avec ſi peu d'égard, dans le tems même que tant de Puiſſances ſont armées pour l'obliger à ne pas excéder les bornes de la Raiſon, & pour delivrer les Eſpagnols de l'oppreſſion où elle les tient. Qui peut douter qu'elle acheveroit de les réduire à la derniére miſére? Elle les regarderoit comme des Peuples, qui ſe ſeroient rendus à la diſcrétion du Vainqueur, & on laiſſe à juger s'il y a lieu d'eſpérer de rencontrer facilement une autre conjoncture ſemblable à celle-ci, dans laquelle quatre Puiſſances ſi grandes & ſi propres à travailler avec ſuccès à la Liberté de la Monarchie Eſpagnole, ſe ſont unies pour cette bonne fin.

Toutes ces conſidérations font croire, que les Espagnols raſſurez contre la crainte de la France qui les a obligez à prendre pour leur Roi le Fils puiſné du Dauphin, & voyant à preſent tant de Puiſſances accourir à leur aide avec des Forces de Terre & de Mer ſupérieures à celles de France, agiront vaillamment de leur côté pour leur honneur, leur réputation, leur gloire, & leur Liberté, rejettant un Prince qui a occupé le Trône de leur Monarchie par violence, & recevant celui qu'ils ſouhaitoient ardemment d'avoir en Eſpagne au tems de la mort du Roi CHARLES II. pour lui remettre le Sceptre en main. Il eſt certain que le Droit de ce Prince à la Couronne d'Eſpagne eſt inconteſtable par la Renonciation de l'Empereur ſon Pere, & du Roi des Romains ſon Frere, que ſes héroïques vertus ſont dignes de la Couronne d'une ſi grande & ſi opulente Monarchie, & qu'elles ſont égales ou ſupérieures à celles des glorieux Princes d'Autriche, qui ont porté le Sceptre d'Eſpagne pendant deux Siécles; tems heureux ſous lequel l'Illuſtre Nation Eſpagnole a été élevée au plus haut comble de la gloire, les Espagnols & tous les autres Vaſſaux de la Monarchie étant alors gouvernez avec un amour ſemblable à celui d'un Pere pour ſes Enfans, au lieu que depuis le peu de tems qu'ils vivent ſous le Gouvernement François, ils n'ont éprouvé que rigueur & oppreſſion.

Toutefois, ſi les Eſpagnols, ou préoccupez par une terreur panique du pouvoir de la France, ou infatuez des chimériques perſuaſions des François qui mêlent le faux avec le vrai-ſemblable, & cachent leur venin ſous des apparences agréables, venoient à fermer les yeux & les oreilles à tant d'évidence, & que devenant cruels à eux-mêmes, ils vouluſſent aider leurs mortels & irréconciliables Ennemis les François, pour achever d'opprimer leur Liberté, Sa Majeſté ne pourra ſe diſpenſer, en aidant le Roi Catholique CHARLES III. & protégeant la juſtice de ſa Cauſe par ſes Armes & celles de ſes Alliez, de tâcher à donner par force aux Eſpagnols le remede qui leur eſt néceſſaire. Sa Majeſté en uſera en tel cas avec eux, comme on fait avec les frénétiques & les létargiques, auxquels il eſt néceſſaire, pour leur conſervation de tirer du ſang, quoi qu'ils ne le ſouhaitent pas & qu'ils y réſiſtent, parce que les uns & les autres n'ont pas les opérations de l'Entendement & de la Raiſon libres, & qu'ils ne ſont pas en état de raiſonner, ni de connoître leurs propres intérêts. Ainſi, tout le ſang Chrêtien qui ſera répandu pour cette cauſe, & tous les dommages qui en réſulteront, ſeront imputez à ceux qui prétendent ſoûtenir un Prince injuſte poſſeſſeur d'une Monarchie qui appartient de tout Droit au Roi Catholique CHARLES III.

## XLVIII.

**Renovirte und auf fünff-Jahr prorogirte Defenſiv-Allianꝛ zwiſchen Carl den XII. König in Schweden an einem/ dann Jhro Churfürſtl. Durchleucht/ wie auch dem Hertzog Georg Wilhelm zu Braunſchweig und Lunеburg andern Theils/ zu beſchutzung und ſicherheit dero Land und Leuthen wieder alle feindliche Ueberfälle/ und andere denen Creyß-Conſtitutionibus entgegen lauffende exactiones und beſchwärden/ aufgerichtet/ zu Stockholm den 28. April 1704. Sambt Articulis Separatis, enthaltend die beſchutzung des Fürſtl. Hauſes Schleßwig-Hollſtein wieder die Cron Dennemarck/ wie auch Conſervirung der Ruhe in dem Unter-Sächßiſchen Creyß/ geben wie oben. Nebſt noch einem Articulo Separato, die beſchutzung des Landes Hadeln betreffend.** [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſatz. IX. pag. 1025.] 28. Avril.

C'eſt-à-dire,

*Alliance Defenſive renouvellée & prorogée pour cinq ans, entre* CHARLES XII. *Roi de Suede d'une part; le Sereniſſime Electeur de* BRUNSWICH LUNEBOURG *& le Duc* GEORGE GUILLAUME *d'autre part, pour la ſeureté, & defenſe de leurs Etats contre toute Hoſtilité, & contre toute Exaction, ou Vexation qui ſeroit contraire aux Conſtitutions du Cercle. A Stockholm le* 28. *Avril* 1704. Avec *les* ARTICLES SEPARE'S *pour la Commune Defenſe*

&

ANNO 1704.

*& Assistance de la Maison Ducale de* SLESWICH-HOLSTEIN *contre la Couronne de* DANNEMARC *& pour maintenir la Tranquilité dans le Cercle de la Basse Saxe, dudit jour* 28. *Avril* 1704. Et *un autre* ARTICLE SEPARE' *pour la Defense particuliere du Païs de Hadeln, dudit jour* 28. *Avril* 1704.

KUnd und zu wissen sey hiemit jedermänniglich / alß zwischen der nunmehr in GOTT ruhenden Königlichen Majestät von Schweden glorwürdigsten Andenckens / und dem gesambten Fürstlichen Braunschweigischen Hause den 3. October Ao. 1690. eine defensiv-Bündtnis auf 3. Jahr geschlossen / selbige auch hernach zwischen der jetzt regierenden Königlichen Majestät von Schweden / und der jetzt regierenden Churfürstlichen Durchlauchtigkeit zu Braunschweig Lüneburg / wie auch Herrn Hertzogen Georg Wilhelm zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. unterm 10. Martz 1698. erneuret / und auf 5. Jahr erstrecket / von beyden Seiten aber vorbehalten worden / darüber / gegen Ablauff ermelter fünffjährigen Frist / Handlung pflegen zu lassen / daß demnach zwischen vorhöchstgedachter jetzo regierenden Königlichen Majestät von Schweden und Churfürstlichen Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg / wie auch Herrn Hertzogen Georg Wilhelm zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. hierunter benandten Ministris in Krafft der ihnen desfalls ertheilten zu Ende dieses Tractats angefügten Special Vollmachten / wegen weiterer Continuirung obmehrgedachter defensiv-Bündtnis abgeredet und geschlossen worden / wie folget:

1. Soll diese Zusammensetzung und defensiv-Alliantz zu keines Menschen Offension oder Beleidigung / weniger wider die Römische Kayserliche Majestät oder das Römische Reich / sondern allein dahin gerichtet und angesehen seyn / daß Jhro Königliche Majestät auch Chur- und Fürstliche Durchlauchtigkeit eine gute vertrauliche Correspondence in allen besagten dero Länder Sicherheit und Beruhigung concernirenden Fällen pflegen / und dahin mit zusammen gesetzten Kräfften arbeiten wollen / daß / wie oberwehnet / dieselbe / und die darinnen gesessene Unterthanen / sowohl für allem feindlichen Ein- und Uberfall / alß andern denen Reichs- und Creiß-Constitutionibus und Executions-Ordnung entgegen lauffenden Invasionen / Exactionen und andern Violentien und Beschwerden / wie selbige in nechstfolgenden 3. Art. specificiret / und sonsten Nahmen haben / auch von wem / und unter welcherley prætext dieselbe geschehen und herrühren möchten / befreyet / und in ihrer Consistence und friedlichen Zustande erhalten werden mögen.

2. Zu welchem Ende dann Jhro Königliche Majestät und Chur- und Fürstliche Durchl. Dl. einander im rechten Vertrauen mit Raht und That desfalls festiglich bey einander halten / einer des andern Bestes befördern / Schaden und Arges warnen und wehren / über allen Begebenheiten / woraus Unruhe und Gefahr entstehen könte / wie auch was zu derer Abwendung gereichen möchte / fleißig und vertraulich communiciren / auch sich angelegen seyn lassen / mit einander solche mesures zu nehmen / welche dem Reiche und dessen allgemeinen Frey- und Sicherheit zuträglich seyn mögen; Wie sie dann auch ihren auf Reichs- und Creyß-Tagen und sonsten habenden Ministris anbefehlen wollen / vertrauliche Correspondenz und Communication mit einander zu pflegen.

3. Diesemnechst wird in Krafft dieser Allian-

ce beyderseits versprochen / daß / daferne entweder Jhre Königliche Majestät oder Jhre Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. in ihren hierunter benahmten Landen und Provinzen / oder an ihren Rechten / denen Reichs-Satzungen zuwider / angegriffen / oder jetztbesagte dero Lande mit Werbungen / Muster-Plätzen und Einquartirungen / Standquartieren / Durchzügen / Contributions-Proviant- und Munitions-Lieferungen / oder dergleichen Auflagen und Zumuthungen graviret / turbiret / und verfolget werden / oder daß solches geschehen würde / gewisse Nachricht vorhanden seyn solte / man andern Theils sich dessen treulich annehmen / und die in diesem Fœdere versprochene Hülffe würcklich und effective zu leisten verbunden seyn / keiner der Alliirten aber von den andern um Hülffe requiriret werden solte / wenn dieser / ohne vorhero mit jenem gepflogene Communication und dessen Beyfall / jemand attaquiren oder gewaltthätig angreiffen / und darüber in seinen Landen oder an seinen Juribus von dem Attaquirten oder dessen Bunds-Genossen angegriffen / oder vergewaltthätiget werden solte.

4. In solchem Fœdere soll nun an Seiten Jhrer Königlichen Majestät und der Cron Schweden die Hertzogthümer Brehmen / Behrden und Pommern / das Fürstenthum Rügen / wie auch die Stadt und Herrschafft Wißmar / und was dazu gehörig / an Seiten Jhrer Chur- und Fürstlichen Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg aber alle denselben zustehende und gegenwärtig besitzende Lande / ohne allem Unterscheid und Exception, in specie auch die Lauenburgische Lande eingeschlossen seyn; Weilen jedoch Jhro Königliche Majestät von Schweden / durch diese Inclusion des Lauenburgischen in das jetzige Fœdus niemanden an seinen etwa habenden Recht zu præjudiciren gemeinet / und die Hülff-Leistung wegen des Lauenburgischen nicht contra legitimam viam juris, sondern nur lediglich contra viam facti, und wann Jhro Chur- und Fürstliche Durchl. mittelst einiger Thätligkeit im Lauenburgischen / von wem / und unter was Prætext es auch seyn möchte / turbiret werden solten / zu præstiren sich verbinden / um den Ruhestandt und die Sicherheit des Nieder-Sächsischen Creysses wider alle Turbationes und Actualitäten / wie die Nahmen haben mögen / zu mainteniren; So bleibet im übrigen einem jeden seine vermeintliche Prætension am Lauenburgischen rechtlich auszuführen unbenommen. Was das Stifft Oßnabrück betrifft / so ist zwar auch dasselbe der Eingangs angezogener Allianze vom 3. October 1690. Art. 4. mit eingeschlossen gewesen; Es ist aber jetzo beyderseits beliebet / daß nunmehro solches Stifft aus dieser Alliance zu lassen / biß der Casus Instrumenti Pacis, wegen der Alternation im Stifft Oßnabrück / für das Hauß Braunschweig Lüneburg wiederum existiren wird; Alß auch von Seiten Jhro Königliche Majestät von Schweden wegen Inclusion der Pfaltz-Zweybrückischen Landen in das jetzo renovirende Fœdus, Erwehnung und Instanz geschehen; So haben zwar Jhro Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg dero in diesem Fœdere übernommenes quantum an Mannschafft in eventum nach gedachten Zweybrückischen Landen würcklich marchiren zu lassen / aus denen deßwegen vorgestellten Ursachen sich nicht entschliessen können / gleichwohl aber versprechen dieselbe hiermit und Krafft dieses / daß wann mehrgedachten Pfaltz-Zweybrückischen Landen eine solche Gefahr zustossen würde / daß Jhro Königliche Majestät von Schweden ihre Völcker aus dero denen Braunschweig- und Lüneburgischen Landen nechst gele-

ANNO 1704.

ANNO 1704. gelegenen Teutschen Provincien nach dem Zweybrückischen zu schicken / obligiret werden solten / Ihro Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. alßdann den dadurch verursachenden Abgang durch besagtes dero Hülffs-Quantum ersetzen / solches in vorgedachten Ihro Königlichen Majestät von Schweden Teutsche Provincien verlegen / und zu derer Defension gebrauchen lassen wollen.

5. Was das Quantum betrifft der Volck-Hülffe / womit beyderseits Alliirte existente casu Fœderis einer dem andern zu assistiren gehalten seyn sollen; So ist für diesmahl verglichen / daß Ihro Königliche Majestät von Schweden / dafern Ihro Churfürstliche und Fürstl. Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg insgesambt / oder deren einer / feindlich angegriffen / oder auf vorerwehnte Masse beleidiget / oder beschwehret werden solte / auf Erfordern mit 6000. Mann / alß 1000. zu Pferde an Reutern oder Dragonern / und 5000. zu Fuß von dero in Teutschland haltenden Miliz, und hingegen / da Ihro Majestät von Schweden in obgemelten dero Provinzen vorgesetzter massen attaquiret werden solten / Ihro Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg insgesambt derselben gleichfalls mit 6000. Mann / als 1000. zu Pferde an Reuterey oder Dragonern / und 5000. zu Fuß assistiren wollen und sollen. Da auch bey anscheinender Gefahr von ein oder anderen Theil ein mehrers noch verlanget werden möchte / ist abgeredet und versprochen / die Hülff-Leistung nach vorheriger deshalber zwischen beyden hohen Theilen gepflogenen Communication auf 8000. Mann zu extendiren / und wenn hierunter / oder auch unter dem zuförderst ermelten Hülff-Quanto der 6000. Mann mehrere Cavallerie, alß bereits genennet / erfordert werden möchte / soll selbige nach vorhero desfallß gepflogener Unterhandlung / nach Billigkeit gegeben / jedoch das Augmentum der Cavallerie nach der gewöhnlichen Proportion einen Reuter oder Dragoner für 3. Fantasslins zu rechnen / abgezogen werden.

6. Solte aber die jetzt benandte vereinbarte Hülffe noch nicht zulänglich seyn / und dem requirenten von seinen Feinden so hart zugesetzet werden / daß er mehrer Hülffe bedürffte; Auf solchem Fall wollen beyderseits Contrahenten die Hülffe / nachdem es die Noth erfordert / vergrössern und erhöhen / auch alßdenn mit einander sich darüber vereinbaren / was zu beyderseits mutuellen Sicherheit und Convenienz vonnöthen seyn möchte; Es bleibet auch in des requirenten Willkühr / ob er die stipulirte Hülffe / bestandenden Umbständen nach / nicht gantz sondern nur zum Theil begehren wolle / jedoch sollen die Hülffs-Trouppen, welche also gesandt werden / ausser sonderbahren Noth-Fällen / ohne des requisiti Willen und Consens von einander nicht getrennet noch separiret werden.

7. Und obzwar der Requisitus eben nicht verbunden / mit dem den requirenten attaquirenden Theil selbst in Ruptur zu treten / ihm auch freystehet / bey demselben alle gütliche Officia, zu Abwendung der Gefahr und Reparirung des dem beleidigten Bundts-Genossen bereits zugefügten Schadens / zu interponiren / und zu versuchen / ob die Sache in Güthe und ohne fernere Weitläufftigkeit componiret werden könne; So soll jedoch derselbe nichts destominder die in dieser Allianz versprochene Hülffs-Völcker / sobald immer möglich / und längstens innerhalb den nächsten 3. a 4. Wochen nach beschehener Requisition, ohne einige Aus- und Wider-Rede / unter was Prætext es auch sey / zu sistiren / und an den Ort / welchen der Requirent benennen wird / würcklich anmarchiren zu lassen / auch mit der Hülffe zu continuiren / gehalten seyn / bis daß der beleidigte Theil in seinen vorigen Stand / worinnen er ante turbationem vel invasionem gewesen / plenarie restituiret und erstattet sey / es wäre dann / daß der Assistent in denen in dieser Allianz eingeschlossenen Landen und Orten überzogen oder vergewaltthätiget / und derselbe zu seiner eigenen Defension und Rettung der Auxiliar-Völcker gantz oder zum Theil vonnöthen haben möchte / oder auch der Requisitus eine eben so grosse oder grössere Volck-Hülffe einem andern seiner in diesem Fœdere nicht begriffenen Bundts-Genossen / wider selbigen Feind und Aggressorem albereit geschickt hätte. Dafern jedoch jetztgemelte Volck-Hülffe nicht so hoch / alß das in dieser Allianz beyderseits versprochene und stipulirte Quantum seyn solte / soll der Requisitus schuldig seyn / das übrige / was zu völliger Ergäntzung des in diesem Recess bewilligten Assistenz-quanti annoch erfordert wird / dem Requirenten zuzuschicken / geschehe aber der Angriff oder Einfall von einem neuen Aggressore, soll alsdenn solches pro casu Fœderis gehalten / und die darinn versprochene Hülffe geleistet werden.

8. Da aber der Requisitus wegen solcher leistenden Hülffe / oder sonsten feindtlich angegriffen / und also beyde Theile in einen Krieg verwickelt werden solten / soll keiner in einige Handlung von Frieden oder Suspension der Waffen sich einlassen / viel weniger darunter etwas schliessen / es sey denn mit des andern guten Belieben und vollkommener Concurrenz, und daß zuförderst dem beleidigten Theil der erlittene Schaden gut gethan und erstattet werde.

9. Die nöthige Feldt-Artillerie und Munition verschaffet ein jeder den Seinigen / nach Proportion der Völcker / und wie es die sich ereignende Occasion und Nothwendigkeit erfordert / und ist in specie wegen der Artillerie abgeredet / daß ein jeder die nöthige Feldt- oder Regiments-Stücke für seine Völcker / alß etwa auf eine jede Bataillon zwey dreypfündige Feldt-Stücke / sambt ihrer Zugehör / die übrige schwere Stücke oder Mörser aber / so zu einer Belagerung vonnöthen / sambt deren Requisitis an Constableren / Pferdten / Geschirr / Munition und dergleichen / der Requirent hergeben und verschaffen / jedoch aber der Requisitus, wenn er dergleichen in der Nähe und in Vorrath hat / und desselben ohne Schaden entbehren kan / auf nöthigen Fall / und des Requirenten Begehren / demselben gegen billigmäßige Satisfaction damit an die Hand gehen soll.

10. Soll zwar derjenige / welcher die Hülffe leistet / seine Auxiliar-Trouppen mit behöriger Verpflegung und Gage versehen / der Requirente aber die Verfügung thun / daß denenselben das benöthigte Proviant und harte Futter / umb billigen Preiß / und wie ers für seine Völcker haben kan / (derentwegen denn von Monathen zu Monathen richtige Zahlung zu thun /) zur Hand geschaffet / und überlassen werden mögen / Rauch-Futter und Greserung aber / wird denen Hülffs-Völckern in des Requirenten Landt / ohne Entgeldt / jedoch / nach jeden Theils gemachten Reglement, und auf gehörige Anweisung gereichet.

11. Damit denn auch die ungleiche Besoldung und Tractamenten der also bey einander stehenden Trouppen keine Ungelegenheit verursachen möge / so wollen Ihro Königliche Majestät und Ihro Churfürstliche Durchl. sich so fort bey Conjunction derselben einer gleichmäßigen Verpflegungs-Ordonnanz, sambt einem Anschlag / wie das Proviant und hart Futter zu bezahlen / vergleichen / auch dabenebst zu desto mehrer Verhütung aller Confusion, wegen Formirung der Regimenter

ANNO 1704.

menter und Compagnien / und anderer dergleichen Sachen und Particularien / eine gewisse Abrede nehmen / damit / soviel möglich / durchgehende Gleichheit in allen Dingen observiret / und alle Verwirrung desto besser evitiret werden könne.

12. Wann nun die Conjunction der Trouppen, wie obgesagt / würcklich geschehen / bleibet bey jedem commandirenden Officieren / bey denen ihm untergebenen Hülffs-Völckern / das Commando un Justiz über selbige / ohne einige Hinderung und Eingriff. Es soll aber derselbe / damit die Unterthanen auf keinerley Weise beschweret / sondern dieselbe bey den Ihrigen geruhig bleiben / und also die von denenselben und andern Orten benöthigte Zufuhr der Lebens-Mittel / und anderer Nothwendigkeiten nicht gehindert werden mögen / gute Ordre und Kriegs-Disciplin zu halten / und die Ubertreter / ohne einigen Aufschub / connivence oder andern Außflüchten / als dann exemplariter zu bestraffen / schuldig seyn / soviel aber das General-Commando in dem Felde / und denen Actionibus militaribus betrifft / bleibt solches demjenigen Alliirten / welchem die Hülffe zugesandt wird / und dessen General unstreitig / jedoch dergestalt / daß nichts haubtsächliches vorgenommen werde / ohne daß die Sache vorhero im Kriegs-Rath / und in Beyseyn des von dem Requisito geschickten Generals, oder commandirenden Officiern / überleget und resolviret worden.

13. Damit dann auch aus gleichheit / und Proportion der Chargen / umb so weniger Irrungen und Mißverstände erwachsen mögen / so soll derjenige von denen Alliirten / so der Hülffe benöthiget / beyzeiten anzeigen / was vor ein Haupt er zum General-Commando gebrauchen wolle / damit der assistirende Theil sich darnach richten / und einen solchen Ober-Commendanten / mit seinen Hülffs-Trouppen, welcher unter seinem Commando stehen kan / schicken möge.

14. Wollen beyderseits Confœderirte einer dem andern / und den Alliirten Ständen des Nieder-Sächsischen Crayßes mit keinen unnöthigen Durchzug beschwehrlich fallen / sondern deren Lande darum / so viel immer möglich / verschonen / und sich einer andern Route bedienen / da es aber die unumgängliche Nothwendigkeit erfordert / einen Durchzug zu begehren / soll zwar derselbe verstattet / jedoch dabey exacte Ordre und Disciplin gehalten / von dem Herrn aber / durch dessen Land der Durchzug genommen wird / die Verfügung geschehen / damit denen marchirenden Völckern das benöthigte Proviant, Hart- und Rauch-Futter / wie auch andere Nothwendigkeiten herbey geschafft werden mögen / welches alles dann in solchem Preiß bezahlet / und es sonsten desfalls dergestalt gehalten werden solle / wie es das mit beyderseits Gutfinden aufgerichtete March-Reglement mit sich bringet und erfordert.

15. Diese Bündnis soll fürs erste auf 5. Jahr sich strecken / jedoch daß auf dem Fall / da bey Verfliessung solcher Zeit / man zu Rettung eines oder der andern der Herren Alliirten / und dessen Land in würcklicher Action begriffen seyn würde / alsdann die Hülffs-Völcker nicht ehe / biß daß sothane Operation, und dem beleidigten Theil Satisfaction geschehen / zurück geruffen / sondern dabey gelassen werden solle.

16. Wann auch nach Verfliessung solcher 5. Jahren Ihro Königliche Majestät und Fürstl. Durchl. Durch. dieses Fœdus zu prolongiren nöthig finden / wollen dieselbe in Zeiten / und etwa 6. Monath vor deren Ablauff darüber weiter conferiren / und Handlung pflegen lassen.

17. Letzlich ist hiebey verabredet und versprochen worden / daß die Ratification derer beederseits Herren Contrahenten über diesen Tractat, innerhalb den nechsten 2. Monathen a dato, oder eher / wann es möglich / zu Stockholm ausgewechselt werden sollen. ANNO 1704.

Zu Urkundt dessen / was obstehet / ist dieser Tractat in Triplo ausgefertiget / und von Ihro Königl. Maj. und Ihro Chur- und Fürstlichen Durchl. Durchl. dazu bevollmächtigten Ministris unterschrieben und besiegelt / so geschehen Stockholm den 28ten April 1704.

Guldenstolp.

Polus.

Lilienroth.

Bergenhielm.

Snolzky.

T. Grote.

## Articuli Separati.

DEmnach die zwischen Ihro Königlichen Majestät in Schweden an einer / und Sr. Churfürstl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg / sambt Herrn Hertzogen Georg Wilhelms zu Braunschweig Lüneburg Durchl. an anderer Seithen / unter heutigem dato renovirender Defensiv-Alliance, nicht allein zu beederseits Confœderirten mutuellen defension und Sicherheit / sondern auch zu Erhaltung des Ruhestandes im Nieder-Sächsischen Creysse / zumahlen ratione ihrer respective daselbst tragenden Creyß-Aempter angesehen; Alß wollen beyderseits hohe Theile die Tranquillität solchen Creysses insgemein / denen Reichs-Constitutionen gemäß / ihnen sorgfältig angelegen seyn lassen / haben auch zu solchem Ende für diensahm befunden / wegen einiger special Casuum, woraus zu Stöhrung des Ruhe-Standes in vorbesagtem Creyß besorglich am meisten Anlaß erwachsen könte / sich nach Einhalt der hiernechst folgenden Separat-Articuln zu vergleichen.

1. Demnach beede hohe Theile den zwischen der Cron Dennemarck und des nunmehro in GOtt ruhenden Herrn Hertzogen Friedrich zu Schleßwig Hollstein Durchl. zu Travendahl den 18ten Augusti 1700. errichteten Friedens-Recess mit denen dazu gehörigen Articulis separatis durch ausgestellte besondere Acten guarantiret; So bleibet es nicht allein bey dem Inhalt solcher guarantie-Acten / sondern es ist auch hiemit verglichen / daß / wann das Fürstliche Hauß Schleßwig-Holstein Gottorff sothanen Travendahlischen Friedens-Recess zuwider / auf einigerley Weise beeinträchtiget / beunruhiget oder angegriffen würde / solches ein Casus der Eingangs ermelten ietzo renovirenden Defensiv-Alliance mit seyn / und in solchem Casu vorhochbesagtem Hause Schleßwig-Holstein-Gottorff der Effect jetzt ermelter renovirender Defensiv-Alliance völlig und ohnweigerlich geleistet werden solle.

2. Demnach der Art. 8vus mehrangezogenen Travendahlischen Friedens-Recessus klare Maß giebet / wie es wegen des Pacti gehalten werden solle / welches das Fürstliche Hauß Schleßwig-Hollstein Gottorff Anno 1647. mit dem Thum-Capittul zu Lübeck / wegen der Wahl zum Coadjutore oder Bischoffen zu Lübeck auf 6. Genera-

ANNO 1704.

tiones aus jetzt besagtem Hause errichtet / und dann sothanem Pacto zu folge des jetzigen Herrn Administratoris, Hertzogen Christian Augusti zu Schleßwig Hollstein Durchl. zum Coadjutore zu Lübeck vom Thumb-Capittul daselbst per majora benennet und erwehlet worden / dem aber von Seiten der Cron Dennemarck contradiciret / und daß sothane Wahl auf einen Printzen vom Königlichen Dänischen Hause außgefallen / prætendiret wird; Alß soll insonderheit auch die maintenirung vorhochgedachten Herrn Administratoris Durchl. bey dero durch vorallegirtes Pactum de Anno 1647. und ihren dem zu folge geschehenen vorbesagten Benennung und Wahl zum Coadjutore erworbenen Juribus, ein Casus Eingangs ermelten ietzo renovirenden Defensiv-Alliance seyn / und deren Effect dem Fürstlichen Hause und Sr. Durchl. gleicher Gestalt / wie im obigen Art. 1. vermeldet ist / geleistet werden.

3. Wollen Ihro Königl. Maj. von Schweden mit Sr. Churfürstlichen Durchlauchtigkeit zu Braunschweig und Lüneburg / sambt Herrn Hertzog Georg Willhems zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. das Stifft Lübeck mit denen demselbigen zugehörigen Ländern und Gerechtsahmen / wider alle denen Reichs-Constitutionen zuwider laufenden Anmuthungen kräfftigst schützen und vertheidigen / und da daßelbe Stifft in besagten seinen Gerechtsahmen turbiret / zumahlen aber unter dem Prætext der Kayserl. vormahligen Beytrags-Assignationen / demselben etwas Widriges / dem Articulo separato Vto vorofftangezogenen Tr. Friedens-Recessus zugegen / angemuthet werden solte / solchem Stifft kräfftigst assistiren.

4. Ingleichen will man beederseits alles Fleisses sich angelegen seyn lassen / daß der zwischen Herrn Hertzog Friedrich Wilhelm / und Herrn Hertzog Adolph Friederichs zu Mecklenburg Durchl. Durchl. den 8. Martii Anno 1701. zu Hamburg errichtete Vergleich / bey seinen wahren und billigen Verstande in allen Stücken und Fällen erhalten / folglich des Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. nach dero desfalls beschehenen Requisition bey Ihro durch ermelten Vergleich erworbenen Gerechtsahmen kräfftigst geschützet und gehandhabet / auch dasjenige / worinnen etwa bereits obbesagtem Vergleich contraveniret seyn möchte / nach Anleitung und Maßgebung desselben / fürterhin abgethan und redressiret werde.

5. Alß auch dem Nieder-Sächsischen Creyß die Conservation der Städte Lübeck und Hamburg in ihrem ietzigen freyen Stande viel importiret / so wollen beede hohe compaciscirende Theile bey denen Emergentien und Zufällen / da solcher Städte halber einige Unruhe und Weiterung zu besorgen stünde / nach Bewandtnus der Zeiten und Conjuncturen / mit einander ferner gemeinsame Mesures nehmen / und beederseits mit zusammen gesetzten Rath und Kräfften / ohnverweilt daran seyn / daß besagte Städte nicht in frembde Hände gerathen mögen / gestalten Ihro Königliche Majestät / Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. zu solchem Ende sofort bey sich eräugender Gefahr dero respective in ihren Teutschen Provinzen und in ihren Landen befindliche Trouppen ohngesäumet an Ort und Ende / wo es nöthig / zusammen setzen / und die Conservation beeder vorgedachter Städte in gegenwärtigen Standt gegen frembde Gewalt / nach allen Kräfften und Vermögen / ihnen angelegen seyn lassen wollen.

6. Gleicher Gestalt wollen Ihro Kön. Maj. und Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. der zu dem Nieder-Sächsischen Creysse ebenfalls mitgehörigen Städte Mühl- auch Nordhausen und Goslar sich dahin kräfftigst annehmen / daß dieselbe bey ihrer Reichs-Immedietät und Juribus in allen erhalten / und was zu deren Abbruch etwa bereits geschehen / oder hinführo geschehen möchte / fordersambst aufgehoben / und in vorigen Stand wiederumb gesetzet werden möge. ANNO 1704.

Zu Urkund dessen was obstehet / sind obige Articuli Separati, welche eben so gültig seyn sollen / als wann sie der Eingangs angezognen unter heutigem dato renovirender Defensiv-Allianz wörtlich einverleibet wären / abgefasset / und von beederseits-gevollmächtigten Ministris unterschrieben und besiegelt worden / so geschehen Stockholm den 28ten April 1704.

Guldenstolp.

T. Polus.

Lilienroth.

Bergenhielm.

G. F. Snolsky.

T. Grote.

Articulus Separatus.

DEmnach bey der zwischen Ihro Königlichen Majestät von Schweden an einer / und Sr. Churfürstl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg / sambt Herrn Hertzoge Georg Wilhelm zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. am andern Theil / heute renovirten Defensiv-Allianz verabredet worden / daß das Land Hadeln in der Garantie solcher Allianz dergestalt begriffen seyn solle / damit selbiges Land contra tertium, der sich etwa directe oder indirecte dahin einzudringen trachten / und folglich Unruhe im Niedersächsischen Creysse erwecken würde / kräfftigst möge vertheidigt und geschützet werden; Als ist dieser besondere Articul darüber errichtet / welcher gleiche Krafft / als ob er dem Allianz-Renovations-Recess einverleibet wäre / haben / auch zugleich mit demselben ratificiret werden solle. Zu dessen Urkund ist dieser Articul von beyderseits Gevollmächtigten unterschrieben und besiegelt worden. So geschehen Stockholm den 28. April. 1704.

Guldenstolp.

Polus.

Lilienrott.

Bergenhielm.

G. F. von Snolsky.

T. Grote.

## XLIX.

*Declaration de Guerre de* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne contre le Roi de* PORTUGAL, *l'Archiduc* CHARLES D'AUTRICHE *& leurs Alliez. Donnée à Placentia le* 30. *Avril* 1704. 30. Avril.

LA Guerre est la derniere justice des Souverains, qui ne la doivent entreprendre que dans les regles de l'équité; aussi puisque les Guerres les plus justes attirent nécessairement la ruine des Provinces & la desolation des Peuples, il est bon qu'en pareilles occasions ils aïent la consolation qu'on leur fasse connoître les motifs qu'on a de s'y engager. Il est de notorieté publique que nous sommes parvenu à la Succession de la Monarchie d'Espagne par le Droit

de

ANNO 1704. de la Naissance reconnu par le feu Roi Don CHARLES SECOND, mon Oncle d'heureuse mémoire, qui par cette raison nous a institué seul & unique Héritier & Successeur à sa Couronne. Nous avons été reconnus en cette qualité par tous les Sujets, qui la composent, & qui nous ont prêté Serment solemnel. Nôtre Saint Pere le Pape nous a aussi reconnu, de même que Sa Majesté Très-Chrêtienne, Monseigneur & mon Aïeul, comme aussi des Puissances d'Angleterre & de Hollande, les principaux Princes & Etats d'Italie, la plus grande partie du Nord, enfin le Roi de Portugal lui-même, depuis quatre ans, sans que la Guerre allumée par l'Empereur & ses Alliez en Italie & dedans les Païs-Bas, eût alteré en rien la fidelité de mes Royaumes & de mes Sujets.

Nous devons à la bonté de Dieu Tout-Puissant tant d'heureux succès, dans lesquels il a fait connoître la justice de nôtre Cause, que nous avons tout sujet d'en esperer la continuation. Cependant, le Roi de Portugal se laissant séduire par des personnes malintentionnées, non seulement a manqué à l'execution des Traitez de Ligue Offensive & Défensive, qu'il avoit faits avec les deux Couronnes, mais encore à la Neutralité qu'il a ensuite demandée: Et enfin, il a fait Alliance avec l'Empereur, l'Angleterre & la Hollande, & sous le prétexte imaginaire du Bien & de la Liberté de l'Europe, il a entrepris de mettre l'Archiduc CHARLES d'Autriche en possession des Royaumes d'Espagne & de ses Dépendances; d'en démembrer les principales Provinces, en se faisant ceder à perpetuité, la Ville de Badajos, les Places d'Alcantara, d'Albuquerque & de Valencia en Estramadure, de Bayonne, de Vigo, de Tuy & de la Gardia en Gallice; & tous les Païs au delà du Rio de la Plata dans les Indes Occidentales. Pour lequel effet il s'est fortifié de Troupes Auxiliaires, autant ennemies des deux Couronnes que de la Religion Catholique, leur ouvrant, pour ainsi dire, la porte des Eglises pour les faire entrer en mes Royaumes, & les exposer aux Sacrileges, dont ils les menacent. Il a aussi introduit l'Archiduc dans le dessein d'exciter des Séditions par sa presence: Et enfin, il a fait saisir un Vaisseau, & les Effets de mes Sujets contre le Droit des Gens, sans aucune Déclaration de Guerre precedente, sous prétexte de represailles.

Toutes ces justes Raisons nous ont obligé à nous mettre à la tête de nos Armées pour défendre la gloire, que nos Sujets ont toûjours acquise, autant par leur fidelité inviolable que par leur valeur, & nous avons jugé à propos de les rendre publiques, afin que tout le monde connoisse avec combien de justice, Nous & nos Sujets prenons les Armes pour la Foi, pour la Couronne, & pour l'honneur de la Patrie, déclarant en consequence pour Ennemis de l'Etat le Roi de Portugal, l'Archiduc CHARLES d'Autriche & leurs Alliez, & nous exhortons, enchargeons, & ordonnons à tous nos Sujets de se joindre à nous pour la défense de nôtre Cause & de la leur, & d'éviter les attentats de ceux qui ont pris les Armes, plûtôt pour combattre la Religion, que pour d'autres intérêts.

Et afin qu'un chacun ait connoissance de cette nôtre Résolution, nous avons ordonné de la faire publier dans tous nos Etats pour être exactement executée. Fait à Placentia le 30. d'Avril 1704.

MOI LE ROI.

D. ANTONIO DE UBILLA Y MEDINE.

## L.

12. Juillet Sr. Königl. Majest. in Preussen Friderici I. Guarantie über den Vergleich der Grafen von Bentheim de Anno 1701. 1. Nov. und Ausspruch Seiner Groß-Britannischen Majestät. Cölln an der Spree den 12. July 1704. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. VI. pag. 518.]

C'est-à-dire;

*Garantie de* FRIDERIC *Roi de Prusse sur le Compromis, & sur la Sentence Arbitrale rendue entre les Comtes de* BENTHEIM. *A Cologne sur la Sprée le* 12. *Juillet* 1704.

ANNO 1704. Wir Friderich von Gottes Genaden König in Preussen ꝛc. thun kund und fügen hiermit zu wissen. Demnach zeit einigen Jahren zwischen denen Graffen von Bentheim / wegen der Grafschaft Bentheim und Steinfurt gewisse irrungen enstanden / solche streitigkeiten auch theils durch einen zwischen beiden theilen darüber errichteten Vergleich / theils durch des letzt verstorbenen Königs von Groß-Brittanien Majestät auf vorher beliebtes Compromiß darüber gethanen Außpruchs erörtert und abgethan worden / welcher Vergleich / Compromiß und Außpruch von wordt zu wordt lautet wie folget:

Inferatur Vergelijk en compromissoriale uitspraek van sijne Britannische Majesteyt.

Daß wir auf Ihr Hoch-Mögende der Herren General Staten der Vereinigten Niederlande durch dero an unseren Hofe subsistirenden Envoye extraordinaire den F. H. von Lintelo deshalb bey uns geschehene vorstellung / die Guarantie des obinserirten Vergleichs und Königlichen Englischen Außspruchs über uns genommen haben / thun auch solches und versprechen hiemit und kraft dieses bester und beständigster massen / daß wir über solchen Bentheimischen Vergleich und Außspruch in allen dessen puncten und articulen feste halten / auch daß beyderseits Interessenten den in allen stücken genau und unverbrüchlich nachkommen / beforderen: Auf den fall aber da von yemanden darwieder gehandelt würde / wir mit alle denen übrigen Puissancen / die sich zu solcher Guarantie ebenfals verbunden haben / dem dadurch laedirten theil die starke hand bieten / und das solcher ihm angethaner unfug cum omni causa redreßiret und abgestellet werde / uns bemühen wollen / jedoch uns an unsern üheral habenden Rechten ohne schaden. Des zu uhrkund geben in unserer Residentz zu Coln an der Spree den 12. Juli 1704. in vierten Jhar unserer Koniglichen Regierung.

Was getekent,

Concordat cum Actis Archivi Regis Borussi, die 28. Jan. 1707. J. Chuner, K. P. Rhat und Archivarius, hebbende in margine het Koninglijke zegel in root was.

## LI.

*Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar, pour le Partage des Terres dont la Souveraineté étoit demeurée en surseance entre le Duché de Lorraine, & le Comté de Bourgogne, & le Reglement des difficultez & pretentions, qui étoient entre Sa Maj. T. C. & son Alteſſe Royalle, sur plusieurs Villages mi-partis, & autres situés sur les Frontieres desdits Duché & Comté. Fait à Besançon le* 25. *d'Août,* 1704. *S'ensuivent la* RATIFICATION *du Roi du* 15. *Sept.* 1704. *Celle de S. A. R. de Lorraine du* 20. *Octobre de la même année. Et les* ARRESTS *d'Enregistrement au Parlement de Besançon du* 8. *Janvier, & à la Cour Souveraine de Lorraine du* 20. *Mars* 1705. [Tiré des Archives de Lorraine]. 25. Août.

NOUS LOUIS DE BERNAGE, Chevalier Seigneur de S. Maurice, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commissaire nommé par Sa Majesté, par Commission du 31. Mai dernier;

ANNO 1704.

Et CHARLES DE SARRAZIN, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de S. Agnan, Conſeiller d'Etat de Son Alteſſe Royale Monſeigneur le Duc de Lorraine, & Maître de Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, nommé Commiſſaire de Sadite Alteſſe, par Commiſſion du 22. Juillet auſſi dernier; à l'effet d'entrer en connoiſſance des prétentions que Sa Majeſté & Son Alteſſe Royale, peuvent avoir reciproquement l'un l'autre, ou les Sujets de l'un envers les Sujets de l'autre, ſoit à l'occaſion des Villages mi-partis, & des Terres de ſurſéance, ſoit pour toutes autres prétentions & difficultez generalement quelconques, & de quelque nature qu'elles puiſſent être; les terminer, regler & décider entre Nous, ainſi qu'il ſera jugé plus convenable, & en paſſer tous Traitez, & autres Actes, ainſi qu'il eſt plus amplement expliqué par noſdites Commiſſions & Pouvoirs, que Nous nous ſommes reſpectivement communiquez, & dont les Copies ſeront inſerées de mot à mot à la fin du preſent Traité: Après avoir conferé touchant leſdites prétentions & conteſtations respectives entre Sa Majeſté comme Comte de Bourgogne, & Son Alteſſe Royale, ſur pluſieurs Lieux & Villages ſituez ſur les Frontieres entre le Comté de Bourgogne & la Lorraine, tant de ſurſeance, mi-partis, & tripartis, qu'autres, qui ont été formées trés-anciennement, & diſcutés en differens temps, mais particulierement dans les Conferences tenuës entre les Commiſſaires du Comté de Bourgogne & de Lorraine, dans les Villes de Veſoul & Fontenoy, és années 1613. & 1614. Avons jugé en premier lieu, Qu'il étoit à propos que Viſite exacte fût faite des Terres avoüées être tenuës en ſurſeance de Souveraineté, & des Villages mi-partis & tri-partis, pour reconnoître le nombre & la force des Sujets, celui des feux, l'étenduë & la qualité des territoires; à l'effet de quoi Nousdit Sieur Sarrazin nous tranſporterions ſur les lieux avec le Sieur Salivet Subdelegué en la Ville & Bailliage de Veſoul, Commis par Nousdit Sieur de Bernage, ſuivant le Pouvoir à Nous donné par Sa Majeſté; ce qui ayant été executé, & Procés Verbal dreſſé en conſequence, lequel a encore depuis été verifié par une ſeconde Viſite, que Nousdits Commiſſaires avons faite des mêmes lieux, Nous ſommes convenus de ce qui s'enſuit; SCAVOIR,

I. Que les Terres & Lieux, dont la Souveraineté eſt tenuë en ſurſeance, & dépoſée entre les mains des Seigneurs, ou qui doivent être conſiderez comme tels, ſuivant l'état où ils ſe ſont trouvez en l'année 1670. temps auquel la Lorraine fut occupée par les Armes de Sa Majeſté, & qui a été rapellé par le Traité de Ryſwick pour les reſtitutions qui devoient être faites par la France à la Lorraine, ſont ceux cy-aprés nommez.

La Terre & Seigneurie de Fougeroles, Villages, Granges & Hameaux en dépendans, conſiſtans à ceux de Fougeroles-l'Egliſe, Grange de l'Egliſe, le Pont, ſous le Chemin du Pont, le Cloz, le Fay, Grange du Fay, Sarcenotte, Bolmont, Croſlure, Blunzel, le Champ, Fougeroles-le-Château, les Granges de Fougeroles, Bans, Finages & Territoires deſdits lieux, ſelon que le tout eſt à preſent tenu & poſſedé en garde & dépôt de Souveraineté, par les Seigneurs Hauts-Juſticiers & Proprietaires de ladite Terre.

Moitié du Village de Frêne ſur Apance, Bans, Finage & Territoires en dépendans; l'autre moitié n'étant tenuë en ſurſeance, mais poſſedée par Son Alteſſe Royale de Lorraine.

La Seigneurie commune de Montureux ſur Saône, diſtincte quant audit état & ſurſeance, de la Seigneurie particuliere dépendante de l'Abbaye de Luxeul, dont la Souveraineté eſt poſſedée par Sa Majeſté, & de la Seigneurie du Château, dont la Souveraineté eſt poſſedée par S. A. R. de Lorraine.

La partie de la Comté de Fontenoy, dite la Côte-lés-Fontenoy, avec les Villages du Meſnil, Tremonſey, Montmontier, Forge du Montmontier, leurs Bans, Finages & Territoires.

Le Village de Fontenoy-la-Ville, Grange, Ban, Finage & Territoire en dépendans.

Et le Village de Ruaux, Ban, Finage & Territoire dudit lieu.

II. Sommes auſſi convenus que les Villages mipartis entre le Comté de Bourgogne & la Lorraine, à cauſe du Duche de Bar, étoient ceux de Corre, Ameuvelle, & Bouſſeraucourt; non compris le Village de Blonde-Fontaine, dans lequel il appartenoit quelques Sujets aux Comtes de Bourgogne; & celui de Montdoré, dans lequel pareillement il appartenoit quelques Sujets aux Ducs de Bar.

Et les Villages tri-partis entre la Champagne, le Comté & la Lorraine, auſſi à cauſe du Duché de Bar, étoient ceux de Lironcourt, Grignoncourt, & Rongecourt.

Et que le Village d'Alaincourt appartenoit par indivis, & par moitié pour la Souveraineté, à Sa Majeſté & à Son Alteſſe Royale; & pour la Juſtice & proprieté à S. A. R. & aux Seigneurs de Vauvillers, ainſi qu'il a été reconnu par le Traité du vingt-neuf Octobre dernier.

III. Et pour terminer & prévenir les conteſtations qui ont été formées, & pourroient l'être à l'avenir entre Sa Majeſté comme Comte de Bourgogne, & Son Alteſſe Royale, & leurs Sujets, tant à l'occaſion des Terres de ſurſeance, qu'à raiſon de la confuſion des Maiſons, Sujets & Territoires deſdits Villages mi-partis & tri-partis, & toutes autres generalement quelconques entre le Comté de Bourgogne & les Duchez de Lorraine & de Bar; après avoir meurement examiné la force & l'étenduë des lieux, & diſcuté les anciennes prétentions reſpectives entre les Comtes de Bourgogne, & les Ducs de Lorraine & de Bar, ſur pluſieurs Lieux & Villages non tenus en ſurſeance, & dont la Souveraineté eſt poſſedée tant par S. M. que par S. A. R. Nous ſommes convenus que leſdites Terres tenuës en ſurſeance, & leſdits Villages mi-partis & tri-partis, ſeront partagez & échangez, de maniere que la totalité de chacun dépende à l'avenir de la domination de S. M. ou de S. A. R. à l'exception neanmoins des Villages tri-partis, dont la partie qui dépend de la Champagne, n'entrera dans le preſent partage, ſauf à s'en accommoder dans la ſuite avec S. A. R. en donnant par Elle des Terres, en Souveraineté, équivalentes en ladite Province, s'il eſt ainſi jugé convenable.

IV. Et pour proceder ausdits Partages & Echanges, il a été accordé qu'à Sa Majeſté & à ſes Succeſſeurs Rois & Comtes de Bourgogne, appartiendra en tous Droits de Souveraineté, la Terre & Seigneure de Fougerolles, Villages, Granges, Hameaux & Territoires en dépendants, ainſi qu'ils ont été exprimez ci-devant, & tels qu'ils ſont tenus en dépôt de Souveraineté, ſans en rien retenir ni réſerver, & ſans que Sa Majeſté puiſſe rien prétendre en conſequence, ſur le Valdajotz; à l'effet de quoi les Territoires deſdites Terres de Fougerolles & du Valdajotz, ſeront limitées, conformément à la poſſeſſion actuelle, par des Commiſſaires qui ſeront nommez; & il y ſera planté des bornes aux endroits qui ſeront par eux jugez neceſſaires.

Appartiendra auſſi à S. M. en tous Droits de Souveraineté, la Terre & le Village entier de Freſne ſur Apance, autrement dit lés-Vaudois, Ban, Territoire & Finage d'icelui, non-ſeulement pour la moitié qui eſt tenuë en ſurſéance, mais encore pour l'autre moitié, qui étoit poſſedée par S. A. R. ſans en rien retenir ni réſerver par Elle en Droit de Souveraineté, mais ſeulement les Droits de Juſtice, Domaine & Proprieté, qui lui peuvent appartenir, pour en joüir par Elle ſous la Souveraineté de Sa Majeſté.

Lesquels lieux, ainſi que ceux qui ſeront ci-après cedez à S. M. demeureront ſous ſa domination, comme dépendans du Comté de Bourgogne au Bailliage de Veſoul.

V. Et reciproquement appartiendra à S. A. R. & à ſes Succeſſeurs Ducs de Lorraine, à perpetuité, en tous Droits de Souveraineté, la partie de Fontenoy, dite la Coſte-lés-Fontenoy, avec les Villages du Meſnil, Tremonſey, Montmontier, forge de Montmontier, leurs Bans, Finages & Territoires.

Le Village de Fontenoy-la-Ville, Granges, Finages & Territoires en dépendans; la Terre & Seigneurie de Montureux ſur Saône, non ſeulement pour la partie de la Seigneurie commune, qui eſt tenuë en ſurſéance, mais auſſi pour la Seigneurie dépendante de l'Abbaye de Luxeul, dont la Souveraineté appartenoit à Sa Majeſté, avec les Bans & Territoires en dépendans, & le tout ſans aucune réſerve.

VI. Et à l'égard de Village de Ruaux, qu'on a auſſi reconnu avoir été tenu en ſurſéance juſqu'en l'année 1670. attendu qu'il a été ſtipulé par le Traité paſſé à Beſançon le vingt-neuf Octobre dernier, que pour eviter les difficultez & inconveniens qui pourroient naître à l'avenir, à l'occaſion de la Souveraineté que

ANNO 1704.

que S. M. & S. A. R. poſſedent par indivis à Alaincourt, on conviendroit le plutôt qu'il ſeroit poſſible d'échanger ladite partie de Souveraineté qui appartient à S. A. R. contre quelqu'autre appartenant à S. M. il a été arrêté que ledit Village, Ban, Finage & Territoire de Ruaux, demeureront en tout Droit de Souveraineté à S. A. R. & à ſes Succeſſeurs Ducs de Lorraine; au moyen de quoi Elle a cedé à Sa Majeſté & ſes Succeſſeurs Rois & Comtes de Bourgogne, le Droit de Souveraineté qui lui appartient dans ledit Village d'Alaincourt, Ban & Territoire en dépendant; & ce faiſant, ledit Traité du 29. Octobre dernier demeurera comme nul & non advenu, ſans préjudice neanmoins du Droit de Juſtice, qui appartient à S. A. R. par indivis, & autres Droits de proprieté qui peuvent lui appartenir dans ledit Village & Territoire d'Alaincourt, dont elle continuera de jouïr tant qu'Elle les détiendra ſous la Souveraineté de S. M. & Reſſort du Parlement de Beſançon.

VII. Et quant aux Villages mi-partis & tri-partis, il a été reconnu qu'il n'en pouvoit être fait d'échange plus égal & plus convenable, que celui porté par le Traité non ratifié ni executé, qui avoit été arrêté entre les Commiſſaires du Comté de Bourgogne & ceux de Lorraine le premier Juillet mil ſix cent quatorze: Mais attendu que le partage & échange fait ci-deſſus des Terres de ſurſéance, & de quelques-unes non tenuës en ſurſéance, s'eſt trouvé plus avantageux à Sa Majeſté qu'à S. A. R. ſuivant la force & valeur des lieux partagez & cedez, il a été accordé que le Village d'Ameuvelle, qui étoit de ceux mi-partis, dont la part appartenant à S. A. R. devoit être par Elle cedée, pour demeurer en entier dans la Souveraineté du Comté de Bourgogne, conformément audit échange du Traité de mil ſix cent quatorze, ſeroit cedé par Sa Majeſté, comme en effet Elle le cede à S. A. R. & ſes Succeſſeurs Ducs de Lorraine, pour le tenir en entier, avec le Ban, Finage & Territoire en dépendants, en tous Droits de Souveraineté, ainſi que les autres Terres & Lieux de ſon Duché de Lorraine, ſans en rien réſerver ni retenir.

VIII. A auſſi Sa Majeſté cedé, quitté & tranſporté à Sadite Alteſſe Royale les Maiſons, Sujets, portions, & Territoires qui dépendent de la Souveraineté au Comté de Bourgogne, dans les Villages de Lironcourt, Grignoncourt & Vougécourt, pour en jouïr à perpétuité par Sadite Alteſſe Royale, & ſes Succeſſeurs Ducs de Bar, en tels & ſemblables Droits qu'Elle poſſede & exerce ſur les autres Lieux dépendans du Barrois-mouvant; enſemble tous les Droits de Juſtice, proprieté & Domaine, qui peuvent appartenir dans lesdits Lieux à S. M. ſans aucune autre réſerve de ſa part, que des Droits de la Couronne de France ſur le Barrois-mouvant, & des Maiſons, Sujets & parties de Territoires qui appartiennent à S. M. dans lesdits Villages, à cauſe de ſa Province de Champagne, ainſi qu'il eſt porté par l'Article trois.

IX. Et en contre-échange, S. A. R. a cedé, quitté & tranſporté à S. M. pour en jouïr à perpetuité par Elle & ſes ſucceſſeurs Rois & Comtes de Bourgogne, ainſi que des autres Villages & Sujets dudit Comté, les Maiſons, Sujets & parties de Territoires qui appartenoient à Sadite Alteſſe Royale dans les Villages de Corre & de Bouſſeraucourt, avec les même Droits qu'Elle y poſſedoit, comme dépendans du Barrois-mouvant; même ceux de Juſtice; proprieté & Domaine, à l'exception neanmoins de la redevance dûë par les Habitans de Bouſſeraucourt, à cauſe de la conceſſion qui leur a été faite de l'uſage dans la Forêt de Darney, attendu que ladite redevance eſt indépendante de la Seigneurie de Bouſſeraucourt.

X. Et au ſurplus l'échange fait par le Traité de 1614. ci-deſſus mentionné, de quelques Sujets appartenans aux Comtes de Bourgogne dans le Village de Blonde-fontaine, contre quelques autres appartenans aux Ducs de Bar dans Mont-doré, demeurera executé, pour jouïr par S. M. desdits Sujets, ainſi qu'Elle en jouït actuellement, comme des autres Sujets deſdits Comtes, & par S. A. R. de ceux de Blonde-fontaine, ainſi qu'Elle en jouït pareillement comme de ſes autres du Barrois-mouvant.

XI. De toutes leſquelles Terres & Lieux ainſi cedez, S. M. & Son Alteſſe Royale entreront en poſſeſſion & jouïſſance, auſſi-tôt après l'échange des Ratifications du preſent Traité; ſe reſervant neanmoins reciproquement la levée & perception des impoſitions ordinaires & extraordinaires, faites ſur leſdits Lieux pour l'année courante ſeulement, qui finira au dernier Decembre prochain. ANNO 1704.

XII. Et au moyen des Partages & Echanges ainſi faits desdites Terres de ſurſeance & Villages mi-partis & tri-partis, S. M. ſe déporte pour toujours en faveur de S. A. R. & ſes Succeſſeurs Ducs de Lorraine, de toutes prétentions de Souveraineté, & autres Droits generalement quelconques, ſur les bans de Longchamps & de Ramonchamps, & le Valdajotz, Fontenoy & Chatel, Château & Seigneurie de Montureux; Village de Monſavillon, Granges & Fiefs de Mervaux, Hommes, Sujets, Villages, Hameaux, Finages & Territoires dépendans deſdits Bans & Lieux ci-deſſus exprimez, & generalement ſur toutes autres Terres & Sujets, dont Elle auroit pû pretendre la Souveraineté, ou autres Droits, comme dépendans du Comté de Bourgogne, ſans en rien reſerver ni retenir.

Comme auſſi Son Alteſſe Royale ſe deporte de ſa part en faveur de S. M. & ſes Succeſſeurs Rois & Comtes de Bourgogne, à perpetuité, de la prétention qu'Elle avoit que la Terre de S. Loup devoit être reputée Terre de ſurſeance; & de toutes autres prétentions de Souveraineté, ou autres Droits ſur ladite Seigneurie de S. Loup, & les Villages de Francalmont, Aillevellers, Jamey, Cunes, Plainemont, Bolligny, Marlleroncourt, Magnoncourt, Fontaine, Angrogne, Fleurey, la Vaivre, & Cosbenay, & Territoires en dépendans, & generalement ſur toutes autres Terres, Lieux & Sujets que S. A. R. auroit pû prétendre ſur le Comté de Bourgogne, à cauſe de ſes Duchez de Lorraine & de Bar, ſans en rien réſerver ni retenir; le preſent Traité vallant, entant que beſoin; ceſſion reſpective de tous lesdits Droits & prétentions de S. M. & de S. A. R. ſans préjudice neanmoins d'autres prétentions reſpectives qui ne concernent ledit Comté de Bourgogne, n'étant entré au preſent Traité que celles qui peuvent être entre ledit Comté & les Duchez de Lorraine & de Bar.

Sans préjudice auſſi de Droits de Juſtice, Fiefs, Patronages, redevances, & autres de proprieté, qui peuvent appartenir aux Seigneurs proprietaires, Communautez & Particuliers, ſur lesdites Terres & Villages, & Sujets, reſpectivement partagez, échangez, & cedez; même les Droits d'uſages de pâturages & parcours, que les Communatez voiſines peuvent avoir les unes ſur les autres; tous leſquels Droits lesdits Seigneurs proprietaires, Particuliers, & Communautez, pourront exercer conformément à leurs titres & poſſeſſions, & tout ainſi qu'ils ont fait ou dû faire, quoi qu'ils ne ſoient ici plus particulierement exprimez, encore que les Terres & Lieux ſe trouvent dépendans de la Souveraineté dont ils ne ſeront ſujets; auquel effet S. M. & S. A. R. leur accorderont tous ſecours, juſtice & protection.

Il a été auſſi convenu, que les Sentences & Jugemens rendus entre les Particuliers par les Juges des Lieux reſpectivement partagez, échangez & cedez, ſubſiſteront, ſauf neanmoins à ſe pourvoir par les voyes de Droit, pardevant les Juges & Cours où ils reſſortiront dorénavant.

XIV. Et attendu qu'on n'a pû faire les Partages, Echanges & Ceſſions cy-deſſus, de maniere qu'il ne ſe ſoit trouvé quelques-uns des Lieux cedez, enclavez dans le Comté de Bourgogne & la Lorraine & Barrois; en ſorte qu'on ne peut y aller par des Chemins praticables des autres lieux de la Souveraineté dont ils ſont dépendans, ſans paſſer par quelques Villages & Territoires dépendans de l'autre Souveraineté, ce qui produiroit une tres-grande incommodité & interruption de commerce aux Sujets & Habitans, s'il ne leur étoit permis de paſſer librement, & ſans être inquietez, ainſi qu'ils faiſoient ci-devant; il a été convenu que les Habitans du Comté de Bourgogne pourront paſſer debout & ſans s'arrêter, avec leurs Chariots, Chevaux, Denrées & Marchandiſes, ſur les Villages & territoires de Blonde-Fontaine, Mellay, Lironcourt & Grignoncourt, dependans du Barrois, pour aller à Freſne ſur Apance, à Godoncourt & Fignevelle, dépendans dudit Comté de Bourgogne, & revenir deſdits Lieux dans les autres dépendans dudit Comté; comme auſſi ceux de Lorraine & Barrois pourront paſſer & repaſſer de la même maniere, par les Villages & Territoires de Freſne ſur Apance, Bouſſeraucourt, Godoncourt & Fignevelle,

ANNO 1704.

velle, dépendans du Comté de Bourgogne, avec Chariots, Chevaux, Marchandiſes & Denrées, pour aller à Châtillon, Melley, Blonde-Fontaine, Lironcourt & Grignoncourt, dépendans du Barrois, ou revenir deſdits Lieux en ceux de Lorraine & Barrois, ſans qu'on puiſſe exiger des uns ni des autres aucuns Droits d'entrée ni de ſortie, ni arrêter les Marchandiſes & Denrées, dont les entrées & ſorties peuvent être défenduës; à la charge neanmoins de prendre des Acquits à caution en paſſant dans leſdits Lieux, pour leſdites Marchandiſes & Denrées ſujettes aux Droits, ou dont l'entrée ou ſortie ſont défenduës; en cas neanmoins que dans leſd. Lieux il ſoit établi des Bureaux pour la conſervation des Fermes, & non autrement.

Le preſent Traité à été ainſi fait, conclu & arrêté par Nouſdits Commiſſaires, ſous le bon plaiſir de Sa Majeſté, & de Sadite Alteſſe Royale; promettans reſpectivement, en ladite qualité, de le faire agréer & ratifier inceſſamment, & d'en échanger les Ratifications le plutôt que faire ſe pourra. FAIT double à Beſançon, le vingt-cinquiéme Aouſt mil ſept cens quatre.

*Signé*,

DE BERNAGE. ET C. SARRAZIN.

*Ratification du Roi Très-Chretien.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront, SALUT. Ayant vû & examiné le Traité que notre amé & feal le Sr. de Bernage de S. Maurice, Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances & ſur nos Troupes en notre Comté de Bourgogne, Commiſſaire par Nous député, a en vertu du Pouvoir que nous lui en avions donné, conclu, arrêté & ſigné à Beſançon le 25. Août dernier, avec le Sieur Sarrazin d'Abaucourt, Conſeiller d'Etat de notre tres-cher & tres-amé Frere le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, & ſon Commiſſaire, pareillement muni de ſon Pouvoir; duquel Traité la teneur enſuit.

*Nous Loüis de Bernage, Chevalier Seigneur de Saint Maurice, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commiſſaire nommé par Sa Majeſté, par Commiſſion du 31. May dernier; Et Charles Sarrazin, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de Saint Agnan, Conſeiller d'Etat de Son Alteſſe Royale Monſeigneur le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, nommé Commiſſaire de Sadite Alteſſe, par Commiſſion du vingt-deux Juillet auſſi dernier, &c.*

Nous avons le ſuſdit Traité agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Preſentes ſignées de notre main; Promettant, en foi & parole de Roy, de l'accomplir, obſerver, & faire obſerver, en tous ſes Points & Articles ſans ſouffrir que pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit il y ſoit contrevenu directement ni indirectement: En temoin de quoi Nous avons ſigné ces Preſentes, & y avons fait appoſer notre Scel. DONNE' à Fontainebleau, le quinziéme jour du mois de Septembre l'an de grace mil ſept cens quatre, & de notre Regne le ſoixante-deuxiéme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas:*

Contreſigné Par le Roy,

CHAMILLART,

*Avec Paraphe.*

*Ratification de S. A. R. M. le Duc de Lorraine.*

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jeruſalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mouſſon & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenſtein, &c. A tous ceux qui ces Preſentes verront, SALUT. Ayant vû & examiné le Traité que notre très cher & feal Conſeiller d'Etat des Nôtres, & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel le Sieur Charles Sarrazin, Seigneur d'Abaucourt & de ſaint Agnan, Commiſſaire par Nous deputé, & en vertu du Pouvoir que Nous lui en aurions donné, auroit conclu, arrêté & ſigné à Beſançon le vingt-cinquiéme Août dernier, avec le Sieur de Bernage de S. Maurice, Conſeiller du Roi Tres-Chretien en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances & ſur les Troupes, en ſon Comté de Bourgogne, & ſon Commiſſaire, pareillement muni de ſon Pouvoir; duquel Traité la teneur s'enſuit:

*Nous Loüis de Bernage, Chevalier Seigneur de Saint Maurice, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commiſſaire nommé par Sa Majeſté, par Commiſſion du trente-un May dernier; Et Charles Sarrazin, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de Saint Agnan, Conſeiller d'Etat de S. A. R. Monſeigneur le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, nommé Commiſſaire de Sad. A. R. par Commiſſion du 22. Juillet auſſi dernier, &c.*

Nous avons le ſuſdit Traité agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Preſentes: Promettant en foi & parole de Prince, de l'accomplir, obſerver & faire obſerver en tous ſes Points & Articles, ſans ſouffrir que pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit, il y ſoit contrevenu directement ni indirectement. En témoin de quoi Nous avons aux Preſentes ſignées de notre main, & contreſignées par l'un de nos Conſeillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre notre grand Scel. DONNE' en notre Ville de Lunéville, le vingtiéme Octobre mil ſept cens quatre.

*Signé*,

LEOPOLD.

*Et plus bas:*

Par Son Alteſſe Royale,

J. LE BEGUE.

*Avec Paraphe, & ſcellé du grand Sceau.*

*Arrêt d'Enregiſtrement du Parlement de Beſançon.*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A nos Amez & feaux Conſeillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Beſançon, SALUT. Par le Traité conclu, arrêté & ſigné en notre nom, & en celui de notre tres cher & tres amé Frere le Duc de Lorraine, à Beſançon le 25. jour d'Août dernier, par notre amé & feal le Sieur de Bernage de S. Maurice, Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances, & ſur nos Troupes, en notre Comté de Bourgogne, Commiſſaire par Nous député, & muni de notre Pouvoir à cet effet; Et le Sieur Sarazin d'Abaucourt, Conſeiller d'Etat de notredit Frere, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, & ſon Commiſſaire pareillement muni de ſon Pouvoir, les prétentions que Nous, comme Comte de Bourgogne, & notredit Frere, pouvions avoir reciproquement l'un envers l'autre, comme auſſi les Sujets de l'un envers les Sujets de l'autre, ſoit à l'occaſion des Villages, & Lieux mi-partis & tri-partis, & des Terres de ſurſéance, ſoit pour toutes autres prétentions & difficultez generalement quelconques, ont été reglées & terminées; & comme ledit Traité contient pluſieurs diſpoſitions, en conſequence & conformité deſquelles vous pourrez avoir à prononcer en Jugement; Nous avons eſtimé neceſſaire de vous l'envoyer, afin que notre volonté vous étant connuë, vous puiſſiez vous y conformer dans vos Arrêts. A CES CAUSES, & voulant faire garder, executer & obſerver de notre part ledit Traité, dont la teneur enſuit.

*Nous*

ANNO 1704.

*Nous Louis de Bernage, Chevalier Seigneur de S. Maurice, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances, & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commiſſaire nommé par Sa Majeſté par Commiſſion du* 31. *Mai dernier*; *Et Charles Sarrazin, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de S. Agnan, Conſeiller d'Etat de S. A. R. Monſeigneur le Duc de Lorraine, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, nommé Commiſſaire de Sadite Alteſſe, par Commiſſion du* 22. *Juillet auſſi dernier, &c.*

Nous voulons & entendons que le contenu au ſuſdit Traité ſoit gardé & obſervé inviolablement, ſans ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu directement ni indirectement. Et à cet effet Nous vous mandons & ordonnons par ces Preſentes ſignées de notre main, que vous ayez à juger & terminer conformément à icelui tous Procés mûs & à mouvoir par-devant vous, où il s'agira de l'execution & obſervation dudit Traité. Si vous mandons, que ledit Traité, avec ces Preſentes, vous ayez à faire lire, publier, regiſtrer, & leur contenu garder, & faire garder & obſerver, ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empêchemens quelconques, nonobſtant tous Edits, Declarations, Arrêts, Jugemens, & autres choſes à ce contraires, auſquelles pour ce regard ſeulement, & ſans tirer à conſequence, Nous avons dérogé & dérogeons par ceſdites Preſentes : Car tel eſt notre plaiſir. DONNE' à Verſailles, le vingt-deuxiéme jour de Novembre l'an de grace mil ſept cent quatre, & de notre Regne le ſoixante deuxiéme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas :*

Par le Roi,

*Signé*,

CHAMILLART.

*Lû, publié & regiſtré, oui & ce requerant le Procureur General du Roi, en l'Audiance de la Cour de Parlement de Beſançon, le* 8. *Janvier* 1705. *laquelle a ordonné que Copies en ſeront envoyées dans les Bailliages & Sieges du Reſſort dudit Parlement, pour y être pareillement lû, publié, regiſtré & obſervé ſelon ſa forme & teneur; & enjoint aux Subſtituts dans leſdits Sieges, d'en certifier la Cour dans le mois.*

Signé,

BONNE.

*Arrêt d'Enregiſtrement de la Cour ſouveraine de Lorraine.*

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jeruſalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mouſſon & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenſtein, &c. A nos tres-chers & feaux les Preſidens, Conſeillers & Gens tenans notre Cour ſouveraine de Lorraine & Barrois, SALUT. Les difficultez & conteſtations concernans les limites des lieux de Coravillers & de Lonchamps, & les Droits de Souveraineté & de Juſtice ſur le Village d'Allaincourt, ayant été terminées par les Traitez conclus, arrêtez & ſignez en la Ville de Beſançon le 29. Octobre de l'année 1703. entre notre tres-cher & feal Conſeiller d'Etat & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel le Sieur Charles Sarrazin, Seigneur d'Abaucourt; Et le Sieur de Bernage de S. Maurice, Conſeiller du Roi Tres-Chrétien en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances, & ſur ſes Troupes en ſon Comté de Bourgogne, & depuis ratifiez de part & d'autre; Et ayant été convenu que pour prévenir tous autres differens & conteſtations qui pourroient naître entre Sa Majeſté Tres-Chrétienne & Nous, ou entre les Sujets de l'un & de l'autre, ſoit à l'occaſion des Villages mi-partis & tri-partis, & des Terres de ſurſeance, ſoit pour toutes autres difficultez generalement quelconques, on nommeroit des Commiſſaires pour entrer en connoiſſance des prétentions reciproques au ſujet desdits Villages mi-partis & tri-partis, & des Terres de ſurſéance, les terminer, regler & décider, ainſi que toutes autres difficultez qui pourroient reſter ſur les frontieres de nos Duchez de Lorraine & de Bar, & dudit Comté de Bourgogne; Traité auroit été fait, conclu, arrêté & ſigné à ce ſujet, en ladite Ville de Beſançon le 25. Août de l'année derniere 1704. en notre nom par ledit Sieur Charles Sarrazin, en qualité de notre Commiſſaire; Et en celui de S. M. par ledit Sieur de Bernage de S. Maurice, en qualité de ſon Commiſſaire : Et comme ledit Traité, dont les Ratifications auroient été échangées de part & d'autre, contient pluſieurs diſpoſitions, en conſequence & en conformité deſquelles vous pourrez avoir à prononcer en Jugement; Nous aurions jugé neceſſaire pour le bien de notre ſervice, de vous l'envoyer, pour que vous vous y conformiez dans vos Arrêts. A CES CAUSES, & voulant faire executer, garder, & obſerver de notre part ledit Traité dont la teneur enſuit.

ANNO 1704.

*Nous Louis de Bernage, Chevalier Seigneur de S. Maurice Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances, & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commiſſaire nommé par S. M. par commiſſion du* 31. *Mai dernier. Et Charles Sarrazin Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de S. Agnan Conſeiller d'Etat de S. A. R. Monſeigneur le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, nommé Commiſſaire de Sadite Alteſſe par commiſſion du* 22. *Juillet auſſi dernier &c.*

Nous voulons & entendons, que le contenu au ſuſdit Traité ſoit gardé & obſervé inviolablement, ſans ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu directement ni indirectement. Et à cet effet Nous vous mandons & ordonnons par ces Preſentes, que vous ayez à juger & terminer tous Procés mûs & à mouvoir pardevant vous, où il s'agira de l'execution & obſervation dudit Traité.

Si vous mandons, que ledit Traité, avec ces Preſentes, vous ayez à faire lire, publier & regiſtrer par tout où beſoin ſera, & leur contenu garder & obſerver, ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empêchemens; nonobſtant tous Edits, Declarations, Arrêts, Jugemens, & autres choſes à ce contraires, auſquelles pour ce regard ſeulement Nous avons dérogé & dérogeons par ceſdites Preſentes : Car ainſi nous plaît. En foi de quoi Nous avons à icelles ſignées de notre main, & contreſignées par l'un de nos Conſeillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre notre grand Scel. DONNE' en notre Ville de Lunéville le vingt Mars mil ſept cent cinq.

*Signé*,

LEOPOLD.

*Et plus bas :*

Contreſigné,

J. LE BEGUE.

*Lû, publié & regiſtré, l'Audiance tenante, oui & ce requerant le Procureur General, pour eſtre ſuivi & executé ſelon ſa forme & teneur. Ordonné qu'à ſa diligence Copies dûment collationées ſeront envoyées dans tous les Bailliages & Sieges reſſortiſſans immediatement à la Cour; pour y eſtre pareillement lû, publié, ſuivi, executé & regiſtré. Enjoint au Subſtitut de chacun deſdits Lieux de tenir la main à l'execution, & d'en certifier la Cour au mois. Fait à Nancy, en la grande Salle du Palais le* 23. *Avril* 1705. *en preſence du Greffier ſouſſigné.*

Signé,

VAUTRIN.

ANNO 1704. 2. Oct. & 21. Mai 1705.

## LIII.

*Deux Traitez faits entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & LEOPOLD Duc de Lorraine & de Bar &c. pour reconnoitre & diſtinguer les Sujets du Roi, & ceux de Son Alteſſe Royalle dans les Villages de Burey en Vaux, Badonvillers, Gouſſaincourt, d'Eſpiey, Saint Germain, Lezeville, & Dainville, dont la Souveraineté eſt indiviſe entre Sa Majeſté, à cauſe de ſes Prevôtez de Vaucouleurs, de Grand, & d'Andelot, & S. A. R. à cauſe de ſes Prevôtez de Gondrecourt, & de Foug. Le Premier Traité fait à Vaucouleurs le 2. Octobre 1704. Et le ſecond à Chalons le 21. Mai 1705. S'enſuivent, la COMMISSION du Roi T. C. donnée à Verſailles le 12. Decembre 1702. & CELLE de S. A. R de Lorraine donnée à Luneville le 13. Septembre 1704.* [Tiré des Archives de Lorraine.]

CE JOURD'HUI deuxiéme Octobre mil ſept cent quatre, à huit heures du matin, Nous ANDRE' DE HARROUIS, Chevalier, Seigneur de la Seilleraye, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances en la Province & Frontiere de Champagne; Et CHARLES DE SARRAZIN, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de Saint Agnan, Conſeiller d'Etat de SON ALTESSE ROYALE Monſeigneur le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel; étant aſſemblez en la Ville de Vaucouleur, en conſequence des Ordres & Pouvoirs qui nous en ont été donnez, & que nous nous ſommes communiquez; Sçavoir, à Nousdit Sieur de Harrouis, par Commiſſion du grand Sceau, en datte du 12. Decembre 1702. Signée LOUIS; Et plus bas, Par le Roi, CHAMILLART. Et à Nouſdit Sr. de Sarrazin, par Commiſſion de S. A. R. du 13. Septembre de la preſente année, Signée LEOPOLD, ſcellée du Scel ſecret, & contreſignée LE BEGUE, un de ſes Secretaires d'Etat; pour reconnoître & diſtinguer les Sujets qui ſe trouvent dans pluſieurs Villages, dont la Souveraineté eſt indiviſe entre Sa Majeſté & S. A. R. avons procedé à ladite reconnoiſſance & diſtinction, en la maniere qui ſuit;

C'eſt à ſçavoir, qu'ayant fait comparoître pardevant Nous tous les Sujets que Sadite A. R. a dans le Village de Burey en Vaux, dépendant des Prévôtez de Vaucouleur & de Gondrecourt; & ceux qu'Elle prétend lui appartenir dans ledit lieu; enſemble le Maire & les quatre anciens Habitans, pour être entendus ſur l'origine & qualité deſdits Sujets, & d'iceux pris & reçû le ſerment: Nous, après avoir meurement examiné & diſcuté toutes choſes, avons, ſous le bon plaiſir & vouloir de S. M. & de S. A. R. reconnu que ſuivant la Coutume qui s'obſerve dans ledit lieu de Burey en Vaux, de même que dans les Villages de Badonvillers, Eſpiey, Gouſſaincourt, Lezeville & Saint Germain, par laquelle il eſt d'uſage que le fruit ſuit le ventre; les nommez Laurent George, Noël Pelletier, Claude Royer, Jean Mathieu pere, Claude Pancé, Claude Coutellier, la Veuve de Louis Pigot, Anne Nicolas veuve de Jean Guyot, tous reſidents dans ledit lieu de Burey en Vaux, ſont Sujets Lorrains, & en cette qualité appartiennent à Sadite A. R. Avons pareillement reconnu que les nommez Antoine Carbon, Claude Thenot, François Jaquet, Habitans dudit lieu, ſont auſſi Sujets Lorrains; mais comme ils réſident actuellement dans le Château & Moulin dudit Burey en Vaux, Fief relevant de S. M. il a été convenu, qu'ils ſeront reputez François, & ſeront compris dans toutes les Impoſitions Françoiſes, tant qu'ils demeureront dans leſdits Château & Moulin. Et venans à quitter leur réſidence, pour s'aller établir dans le Village dudit Burey en Vaux, ils reprendront leurs premieres qualitez de Lorrains, & ſeront compris dans toutes les Impoſitions Lorraines. Et à l'égard de Marguerite Bonnat, veuve de Touvenin, comme la naiſſance de la mere a paru incertaine, & qu'elle paye actuellement les impoſitions en France, elle demeurera Sujette du Roi, ſauf aux Officiers de S. A. R. de juſtifier dans ſix mois, comme la mere de lad. Bonnat étoit Lorraine; auquel cas icelle Bonnat appartiendra à S. A. R. & paſſé ledit temps, elle demeurera, faute de preuves, Sujette du Roi définitivement. Quant à ce qui concerne Jean & Antoine de Louze, Nous les avons auſſi reconnus Lorrains, ſauf aux Officiers de S. M. de juſtifier le contraire dans pareil délai de ſix mois; & que leur mere étoit Françoiſe: ſinon & à faute de ce faire, & ledit temps paſſé, leſdits de Louze demeureront définitivement Lorrains. Et pour ce qui eſt de tous les autres Habitans de Burey en Vaux, qui ne ſont point cy-deſſus nommez, ils ont été reconnus être inconteſtablement Sujets de Sa Majeſté.

Et ledit jour, à deux heures de relevée, Nous avons fait comparoître les Sujets répetez par S. A. R. dans le Village de Badonvillers, dépendant des Prévôtez de Vaucouleurs & de Gondrecourt, avec le Maire, & les quatre anciens Habitans dudit lieu; après avoir pris leurs ſermens, & iceux ouïs, avons reconnu que Joſeph Antoine & Jeanne Voiſin, François le Maire dit des Ainville, Didelot Colas, Jean & Joſeph Fageot, Claude Simon, de Mange, & Jeanne les Rezins, ſont tous Sujets Lorrains, & en cette qualité appartiennent à S. A. R. Et à l'égard de Dominique Bourdin, Jean Flambeau, & Dorothée Desbernard, comme la naiſſance de leurs meres nous a paru incertaine, nous les avons déclarez Sujets François par proviſion, ſauf aux Officiers de S. A. R. de juſtifier dans leſdits ſix mois, que leurs meres étoient Lorraines; faute de quoi, & led. temps paſſé, demeureront définitivement Sujets de S. M. Et quant aux autres Habitans reſidens audit Badonvillers, qui ne ſont ci-deſſus dénommez, Nous les avons reconnus Sujets François irrévocablement.

Et le troiſiéme du preſent mois d'Octobre, à huit heures du matin, procedant par continuation à la reconnoiſſance & diſtinction deſdits Sujets répetez par S. A. R. Nous avons fait comparoître pardevant Nous ceux qu'Elle prétend lui appartenir dans le Village de Gouſſaincourt, dépendant des Prevôtez de Vaucouleurs & de Gondrecourt, enſemble le Maire & quatre Anciens dudit lieu, deſquels après avoir pris le ſerment, auſſi-bien que deſdits Sujets repetez, Nous avons reconnu, par la même regle que le fruit ſuit le ventre, que François Bertrand, Humbert André, & Louis Pierre, ſont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. Nous avons auſſi reconnu que Claude Georget eſt Sujet Lorrain: mais comme il demeure actuellement dans le Château de Mr. de Belleporte, Fief relevant de France, il a été convenu qu'il ſera réputé François, & payera les impoſitions Françoiſes, tandis qu'il réſidera dans ledit Château; & venant à quitter cette réſidence pour s'aller établir audit Village de Gouſſaincourt, il reprendra ſa premiere qualité de Lorrain, & payera les impoſitions en Lorraine. Et pour ce qui eſt des nommez Jean Gerardin, & François Royer, la naiſſance de leurs meres n'étant pas connuë, ils demeureront Lorrains par proviſion: mais en verifiant par les Officiers du Roi dans les ſix mois, que leurſdites meres étoient Françoiſes, ils retourneront ſous l'obeïſſance de Sa Majeſté. A l'égard de Claude & Jean Taron, Nicolas Claude & Etienne Fournier, Claude Carmouche, & Antoine Guyot, comme la naiſſance de leurs meres nous a paru incertaine, ils demeureront par proviſion Sujets du Roi; ſauf aux Officiers de S. A. R. de juſtifier dans leſdits ſix mois, que leurs meres étoient Lorraines; auquel cas ils appartiendront à S. A. R. & paſſé ledit temps, & faute de faire la preuve, ils demeureront définitivement Sujets du Roi. Et quant à tous les Habitans dud. Gouſſaincourt, autres que ceux cy-deſſus dénommez, ils demeureront irrévocablement Sujets de S. M.

Et le même jour, deux heures de relevée, nous avons fait comparoître les Sujets répetez par S. A. R. dans le Village d'Eſpiey, dependant des Prevôtez de Vaucouleurs, & de Gondrecourt, avec le Maire & les quatre Anciens dudit lieu; & après les avoir ouïs ſommairement, enſemble leſdits Sujets répetez, le ſerment d'iceux pris préalablement, Nous avons reconnu que Jean Voyot, Pierre Aubert, François Monnet, Mathieu Poirſon, & Jean François, ſont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. Et à l'égard de François & Charles Urgot, & Joſeph Man-

ANNO 1704.

ANNO 1704.

Mangeot, comme la naiſſance de leurs meres nous a paru incertaine, ils demeureront par proviſion Sujets du Roi, ſauf aux Officiers de S. A. R. de juſtifier dans leſdits ſix mois, que leurs Meres étoient Lorraines; faute de quoi, & paſſé ledit temps, ils demeureront irrévocablement Sujets de S. M. Et pour ce qui eſt de tous les Habitans demeurans audit Eſpiey, autres que ceux ci-deſſus nommez, nous les avons reconnus Sujets du Roi.

Et ledit jour troiſiéme du preſent mois, Nous avons fait comparoître les Sujets de S. A. R. & ceux par Elle répetez dans le Village de Saint Germain, dépendant des Prevôtez de Vaucouleurs & de Foug, avec le Maire & quatre Anciens dudit lieu, deſquels après avoir pris le ſerment, & deſdits Sujets répetez, iceux ouïs ſommairement; Nous avons reconnu que Chriſtophle Pigeolot, Jean Simon, François & Claude Abraham, tous les Enfans de Pierre Etienne, Pierre Brocard, Nicolas Robert, François Martin le jeune, Nicolas Jeamblot, Nicole Denis, & Pierre Robert, ſont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. A l'égard de Nicolas Philbert, dit Branot, Louis Biget, François Aubert, Claude Donat, Jacques le Munier, Laurent Tergoreſe, Gerard Simon, & Fiacre, Jacque; comme la naiſſance de leurs Meres nous a paru douteuſe, ils demeureront par proviſion Sujets Lorrains, ſauf aux Officiers du Roi de juſtifier dans leſdits ſix mois comme leurs Meres étoient Françoiſes; faute de quoi, & ledit temps paſſé, ils reſteront définitivement Sujets Lorrains. Et comme la naiſſance des Meres de Jean & Nicolas Curel, Charles Buſſenot, Manſuette Jacob, François Blanchard, Nicolas Bourdin, Pierre Routon & Claude Henry, nous a auſſi paru douteuſe, ils reſteront par proviſion Sujets François, ſauf aux Officiers de S. A. R. de juſtifier dans leſdits ſix mois, que leurs Meres étoient Lorraines; faute de quoi, & paſſé ledit temps, ils demeureront définitivement Sujets du Roi. Et quant à tous les Habitans réſidens audit Saint Germain, autres que ceux ci-deſſus dénommez, ils ont été reconnus Sujets de S. M. irrévocablement.

Et le quatriéme du même mois, huit heures du matin, Nous avons fait comparoître les Sujets répetez par S. A. R. dans Lézeville, Village dépendant de la Prévôté de Grand, & de celle de Gondrecourt, avec le Maire & les quatre anciens Habitans dudit lieu; & après les avoir ouïs par ſerment, enſemble leſdits Sujets répetez, Nous avons reconnu que Claude Henrion, Jean Grosjean, Mangin Varin, Mangeote Jacob, & Barbe Bourbonnois, ſont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. Et que tous les autres Habitans dudit Lieu appartiennent au Roi irrévocablement.

Et ledit jour quatriéme dudit mois, deux heures de relevée, Nous avons fait comparoître les Sujets qui appartiennent à S. A. R. & ceux qu'Elle répete dans le Village de Dainville-aux-Forges, dépendant des Prévôtez d'Andelot & de Gondrecourt, dont la regle commune eſt que le fruit ſuit la verge; comme auſſi le Maire & les quatre Anciens dudit lieu, deſquels après avoir pris le ſerment, & deſdits Sujets répetez, nous avons reconnu Claude le Moine, la veuve Charles François, Claude Guillaume, Jean Martin, Claude Serva, François Mathieu, Pierre Milhomme, Jean Thouvenin, Claude Bataille, François Jacob, Joſeph Eſſein, François Vuillaume, la veuve Pierre Vuillaume, Benjamin Nicolas & Claude Jeannot, la veuve Pierre Aubert, Jean Humbert, Claude le Clerc, François Servart, Benjamin Bataille, Demange & Dominique Jacob, Sebaſtien Claudel, la veuve Nicolas Claudel, François Milhomme, la veuve Charles Eſloys, Pierre Humbert, Louis Parmentier, Michel Poinſot, Dominique & Jacques Antoine, Jacques Collot, François Maubert, Pierre Maſſon, Pierre Gaon, & Paul Bourbonnois, être tous Sujets Lorrains, & appartenir à S. A. R. Quant au nommé Antoine Curnot, nous ſommes convenus que par proviſion il reſtera Sujet François, ſauf aux Officiers de S. A. R. de juſtifier dans le même délai de ſix mois, que la Cenſe appellée Vuidebary ne dépend point du Fief de Dainville, partie de France. Et à l'égard de tous les autres Habitans dudit lieu de Dainville, ils ont été reconnus être Sujets François, & appartenir irrévocablement à Sa Majeſté, ſauf Jean Thiery, la veuve Bontemps, la veuve Jacques Charlier, qui demeureront Lorrains par proviſion, à la charge d'être reſtituez à Sa Majeſté en cas que dans leſdits ſix mois il ſoit juſtifié que leurs Peres étoient François.

ANNO 1704.

Et comme dans ledit lieu de Dainville, il y a Forge, Fourneau & Moulin, qui ſont de Fief relevant de S. A. R. à cauſe de ſon Duché de Bar, il a été convenu que tous les particuliers qui réſident ou réſideront à l'avenir dans l'étenduë deſdites Forges, Fourneau, Moulin & dépendances, ſeront reputez Lorrains, & payeront les impoſitions en Lorraine: mais leſdits Particuliers qui ſeront François, venant à quitter leſdites Forge, Fourneau, Moulin, & dépendances pour s'établir audit Dainville, ils reprendront leur premiere qualité de François, & payeront les Impoſitions en France.

Comme une partie des Sujets ci-deſſus dénommez, que nous avons reconnu appartenir à S. A. R. ſont actuellement compris dans les Impoſitions faites en Champagne pendant la preſente année mil ſept cent quatre, il a été arrêté que ceux qui ſe trouveront dans ce cas, ſeront tenus de payer les ſommes pour leſquelles ils auront été taxez dans leſdites Impoſitions, quand bien même tous les termes de payemens n'en ſeroient pas échus, ſans cependant y pouvoir être compris à l'avenir. Et pourront leſdits Lorrains reconnus, uſer & ſe ſervir dés-à-preſent du Sel de Lorraine, & ſe regir & gouverner comme tous les autres Lorrains, avec cette condition neanmoins, que dans leſd. Paroiſſes de Dainville & Lézeville, leſdits Habitans Lorrains nouvellement reconnus, ſeront tenus de prendre & de payer le Sel auquel ils auront été impoſez pendant la preſente année, & juſqu'au dernier Decembre prochain inclusivement, ſans que cette condition les prive d'uſer dés-à-preſent de Sel de Lorraine, comme les autres Sujets Lorrains; & ne pourront, après ledit jour dernier Decembre, ſe ſervir d'autre Sel que de celui de Lorraine, & ſeront auſſi compris dans toutes les Impoſitions qui ſe feront en Lorraine.

Et finalement a été convenu, que pour les reconnoiſſances & diſtinctions qui ſeront à faire à l'avenir deſdits Sujets dans toutes leſdites Paroiſſes ci-deſſus nommées, dont la Souveraineté eſt indiviſe, il en ſera uſé ſuivant les anciennes regles, & comme du paſſé.

FAIT & arrêté double par Nouſdits Sieurs Commiſſaires, à Vaucouleurs, les an, jour & mois ſuſdits.

*Signé*,

DE HARROUIS, ET C. SARRAZIN.

Avec Paraphe.

ET depuis, Nous Commiſſaires ſuſdits, Nous étant raſſemblez en la Ville de Chaalons, cejourd'hui vingt-un May mil ſept cens cinq, & autres jours ſuivans, ainſi que Nous en ſommes demeurez d'accord depuis le Traité ci-deſſus, pour regler définitivement l'état des Sujets du Roi & de Sadite Alteſſe Royale, qui ſont demeurez en ſurſeance par ledit Traité; & après nous être communiqué reſpectivement les Titres, Piéces & Preuves ſervans à juſtifier de l'état deſdits Sujets, & les avoir ſuffiſamment discuté, ſommes convenus que leſdits Sujets reſteront, ſous le bon plaiſir & vouloir du Roi & de Sadite Alteſſe Royale;

SÇAVOIR,

| *NOMS des Communautez.* | *NOMS des Sujets reconnus pour le Roi.* | *NOMS des Sujets reconnus pour S. A. R.* |
|---|---|---|
| BUREY EN VAUX. | Marguerite Bonat. | Jean & Antoine de Louze. |
| BADONVILLERS. | Jean Flambeau, & Dominique Bourdet. | Dorothée des Bernard. |
| GOUSSAINCOURT. | Claude Carmouche, Nicolas Claude, & Etienne Fournier. | Jean Girardin, François Royer, Claude & Jean Taron, & Antoine Guyot. |
| ESPIEY. | François & Charles Huriot, & Joſeph Mangeot. | |

ANNO 1704.

| *NOMS des Communautés.* | *NOMS des Sujets reconnus pour le Roi.* | *NOMS des Sujets reconnus pour S. A. R.* |
|---|---|---|
| SAINT GERMAIN. | Fiacre Jacques, Jean & Nicolas Curel, Claude Henry & Nicolas Bourdin. | Nicolas Philbert, dit Bravot, Louis Biget, François Aubert, Tiffier, Claude Bonat, le nommé Jacques, demeurant au Moulin de Chanteraine, Laurent Tergoreſe, Gerard Simon, Charles Buſſenot, Manſuete Jacob, François Blanchard, & Pierre Routon. |
| DAINVILLE. | Antoine Purnot. | Jean Thiery, la Veuve Bontemps, la Veuve Jacques Charlier. |

Tous leſquels Sujets ainſi diſtribuez reſteront au Roi & à Sadite A. R. définitivement & irrévocablement; ainſi que tous les autres Sujets qui doivent appartenir dans leſdites Communautez à Sa Majeſté & à Sadite Alteſſe Royale, ſuivant que le tout eſt expliqué dans notredit Procès verbal, lequel au ſurplus ſera executé dans tous ſes points, ſelon ſa forme & teneur; ayant de plus été convenu entre Nous, que la nommée Marguerite Deſmoiſſons demeurante à Lézeville, dont il n'a été fait aucune mention en icelui, reſtera & demeurera à Sadite A. R. auſſi définitivement, comme reconnuë ſa Sujette naturelle; & que la Demoiſelle de Huraut, demeurant dans le Fief de ladite Paroiſſe de Dainville, auſſi Lorraine, naturelle, demeurera définitivement à Sadite A. R. de même que tous autres Sujets François ou Lorrains qui réſideront dans ledit Fief, ſans aucune ſuite de leur naiſſance, ni de celle de leurs Peres & Meres; avec cette condition neanmoins, que les Sujets François réſidens dans ledit Fief, venans à s'en retirer, pour aller réſider dans ledit Village de Dainville, ſeront ſoumis à la regle ordinaire dudit lieu, qui eſt que le fruit ſuit la Verge.

Après quoi, de la part de Nous Commiſſaire de S. A. R. a été demandé que les Curez deſdites Paroiſſes indiviſes fuſſent reglez & diſtinguez, ſuivant ce qui s'eſt toujours pratiqué, & conformément aux regles & uſages établis pour les autres Sujets; à l'effet de quoi nous ſommes prêts de juſtifier par nombre de piéces le droit & la poſſeſſion de S. A. R. au Sujet deſdits Curez, & que dans les cas où ils ont été reconnus François, ils ont appartenu au Roi, & que quand ils ont été reconnus Lorrains, ils ont appartenu à S. A. R.

Soutenant de plus, Nouſdit Commiſſaire, que S. A. R. a d'autres droits & prétentions ſur pluſieurs lieux & Villages mi-partis, & autres, qui ont été unis à la Province de Champagne depuis mil ſix cent ſoixante & dix, comme Maxey ſous Brixey, qui eſt de la Souveraineté de Lorraine, la ruë du Fief de Pagny, dépendante de la Prévôté de Gondrecourt, le Village de Mauvage, qui en eſt pour la totalité, de même que ceux de Brouſſey & de Neſve en Blois, & le Village, Ban, Finage & Territoire de Martinvelle qui dépend de l'Office de Darney & du Bailliage de Vôges, à l'exception d'une ſeule Tour, faiſant Fief mouvant de la partie du Roi à Paſſavant; & que le Sr. le Gros, Gruyer de Coiſy, a fait en mil ſix cens quatrevingt pluſieurs anticipations dans la Foreſt de Darney, appartenante à S. A. R. Sur tous leſquels Chefs compris au preſent Article, Nous eſtimons qu'il eſt auſſi neceſſaire de prendre un Réglement, à moins que le Roi ne juge à propos d'accorder une Commiſſion particuliere pour en décider, dont S. M. eſt très-humblement ſuppliée; le tout ſans préjudice d'autres droits & prétentions qui reſtent à regler, en execution du Traité de Paix fait à Riſwick, & des anciens Traitez faits en mil ſix cent ſoixante-un & mil ſix cent ſoixante-trois.

Et de la part de Nous Commiſſaire de S. M. a été dit qu'il ne s'agit point ici de faire la diſtinction des Curez, qui ſe trouvent dans les ſept Paroiſſes dénommées dans le preſent Procés verbal, parce qu'ils appartiennent au Roi, & qu'ils ſont de l'Officialité de Vaucouleurs, ſoit qu'ils ſoient nez Sujets de S. M. ou de S. A. R. ſans diſtinction de naiſſance; Sa Majeſté étant dans le droit & la poſſeſſion immemoriale deſd. Curez, comme premier & plus noble Souverain dans leſdites ſept Paroiſſes; faiſant au ſurplus toutes proteſtations contraires à celles de mondit Sieur Sarrazin, pour la conſervation des Droits de S. M.

Sur quoi, & après qu'il a été ſoutenu par mondit Sieur Sarrazin que la Souveraineté étant commune & indiviſe entre les deux Souverains, les Droits & les Sujets en doivent être partagez par portion égale, ſans qu'il y puiſſe avoir aucune préference pour les Sujets, & que la poſſeſſion alleguée au ſujet deſdits Curez dans l'Officialité de Vaucouleurs, ne pourroit, quand elle ſeroit veritable, que non, nuire ni préjudicier au Droit de la Souveraineté, les Officiers de S. A. R. étant dans une poſſeſſion contraire, tant pour la Juriſdiction qu'impoſition, en cas de Decimes, & autres cas; le contraire de quoi a encore été maintenu par mondit Sieur de Harrouis.

Nous Commiſſaires ſuſdits, ſommes convenus, ſans déroger à nos demandes & proteſtations, que le chef concernant leſdits Curez dans leſdites ſept Paroiſſes, ſera & demeurera indécis, & que les choſes reſteront en l'état où elles ſe trouvent actuellement, juſqu'à ce qu'il ait plu au Roi & à Sad. A. R. d'en ordonner autrement.

FAIT & arrêté double ce jourd'hui vingt-troiſiéme May mil ſept cent cinq. Et pour la validité du preſent Procés verbal, les Commiſſions de Nous Commiſſaires ſuſdits; ont été tranſcrites à la fin d'icelui.

*Signé*,

DE HARROUIS, ET C. SARRAZIN.

*Avec Paraphe.*

*Commiſſion de Sa Majeſté Très-Chretienne.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A notre amé & feal Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances en Champagne, le Sieur de Harrouïs, SALUT. Dans le deſſein que Nous avons eu de prévenir tous differens & conteſtations qui pourroient naître entre nos Sujets, & ceux de notre tres-cher & tres-amé Frere le Duc de Lorraine, à l'occaſion de ce que la Souveraineté de quelques Villages limitrophes de nos Etats, & de ceux de notredit Frere & Neveu, nous appartient auſſi-bien qu'à lui par indivis; & que ſuivant l'uſage qui s'eſt pratiqué juſqu'ici, les Habitans deſdits Villages ſe diſtinguent, par la naiſſance du côté maternel, les uns pour nos Sujets, & les autres pour Sujets de noſtredit Frere & Neveu; Nous ſommes convenus avec lui de nommer des Commiſſaires pour ſe tranſporter ſur les lieux, & proceder conjointement à la reconnoiſſance & diſtinction reciproque des Sujets de part & d'autre; & Nous vous avons choiſi pour notre Commiſſaire à l'effet ſuſdit; perſuadé que Nous ne ſçaurions confier cette fonction à un Sujet plus capable que vous de s'en bien & dignement acquiter, ni qui ſoit plus zelé pour le bien de notre ſervice. A CES CAUSES, & autres à ce Nous mouvans, Nous vous avons commis, ordonné & député, commettons, ordonnons & députons par ces Preſentes ſignées de notre main, pour de concert avec le Commiſſaire qui ſera à cet effet nommé par notredit Frere & Neveu, vous tranſporter aux Villages de Burey en Vaux, Badonvillers, Gouſſaincourt, Eſpiey, Lézeville & Dainville aux Forges, qui dépendent en partie de Vaucouleurs, & en partie de Gondrecourt, & dont la Souveraineté nous appartient, & à notredit Frere & Neveu par indivis; comme auſſi au Village de Saint Germain, dont la Souveraineté nous appartient pareillement par indivis; & y étant, proceder conjointement à la reconnoiſſance & diſtinction des Sujets de part & d'autre; & paſſer à cet effet avec le Commiſſaire de notredit Frere & Neveu, tous Traitez & autres Actes neceſſaires. De ce faire Nous vous avons donné & donnons tout Pouvoir, Commiſſion, Autorité & Mandement ſpecial par ceſdites Preſentes; promettant en foi & parole de Roi, d'avoir pour agreable, approuver, confirmer & ratifier tout ce dont vous ſerez convenu, & que vous aurez accordé

en

ANNO 1704.

en notre nom. Mandons à tous nos Justiciers, Officiers & Sujets qu'il appartiendra, de vous reconnoître en ladite qualité de notre Commissaire, & de vous donner toute l'assistance dont vous pourrez avoir besoin pour le fait de ladite Commission : CAR tel est notre plaisir. DONNE' à Versailles le douziéme jour de Decembre, l'an de grace mil sept cent deux, & de notre Regne le soixantiéme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas:*

Par le Roi,

CHAMILLART.

*Commission de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc de Lorraine.*

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jerusalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mousson & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenstein, &c. A notre très-cher & feal Conseiller d'Etat des nôtres, & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, le Sieur CHARLES SARRAZIN, Seigneur d'Abaucourt, SALUT. Ayant jugé du bien de notre service de nommer quelque personne de confiance, pour avec le Commissaire qui sera dénommé de la part du Roi Très-Chrétien éclaircir, reconnoître, regler & terminer toutes les contestations qui peuvent être sur les frontieres de nos Duchez de Lorraine & de Bar, & du Comté de Champagne, tant au sujet de Mauvage, Nesve, & autres Lieux, que des Villages mêlez ou mi-partis entre nosdits Duchez & ledit Comté de Champagne, & generalement toutes autres difficultez qui peuvent concerner les Villages & Territoires situez sur lesdites Frontieres ; Sçavoir faisons, qu'étant pleinement informé de votre capacité, experience, bonne conduite, fidelité & affection au bien de notre service, & étant satisfait de la maniere dont vous vous êtes déja acquitté des autres Commissions de pareille nature, dont Nous vous aurions chargé depuis notre avenement dans nos Etats : A CES CAUSES, & autres à ce nous mouvans, Nous vous avons commis, nommé, ordonné & député, commettons, nommons, ordonnons & députons par ces Presentes, pour vous transporter sur les Lieux ; pour avec le Commissaire qui sera dénommé par Sa Majesté Très-Chretienne, éclaircir, reconnoître, regler & terminer toutes les contestations qui peuvent être sur les Frontieres de nosdits Duchez de Lorraine & de Bar, & dudit Comté de Champagne, tant au sujet de Mauvage, Nesve, & autres Lieux, que des Villages mêlez ou mi-partis entre nosdits Duchez & ledit Comté, & generalement toutes autres difficultez qui peuvent concerner les Villages & Territoires situez sur lesdites Frontieres ; passer à cet effet avec ledit Commissaire de S. M. tous Traitez & autres Actes à ce necessaires ; de quoi faire Nous vous avons donné tout Pouvoir, Commission & Mandement expres & special ; promettant d'avoir pour agreable, approuver, confirmer & ratifier tout ce dont vous serez convenu, & que vous aurez accordé en notre nom à cet effet. Mandons à tous nos Officiers, Justiciers, Hommes & Sujets qu'il appartiendra, de vous reconnoître en ladite qualité de notre Commissaire, & de vous donner toute l'assistance dont vous pourrez avoir besoin pour le fait de ladite Commission : CAR ainsi Nous plaît. En foi de quoi Nous avons ausdites Presentes, signées de notre main, & contre-signées par l'un de nos Conseillers-Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & apposer notre Scel secret. DONNE' en notre Ville de Lunéville, le treize Septembre mil sept cent quatre.

*Signé*,

LEOPOLD,

Et scellé.

*Et plus bas* :

J. LE BEGUE.

*Signé*,

DE HARROUIS, ET C. SARRAZIN.

*Avec Paraphe.*



ANNO 1704.

## LIII.

*Traité conclu entre* JOSEPH *Roi des Romains, &* THERESE, *Electrice de Baviere. Fait à Ilbersheim le 7. de Novembre* 1704.

7. Nov.

PAR la Grace de Dieu, Nous THERESE CUNIGUNDE, Ducheſſe de la Haute & Basse Baviere, comme aussi du Haut Palatinat, Palatine du Rhin, Electrice, Landtgrave de Leuchtenberg, née Princesse Royale de Pologne, Grande Ducheſſe de Lithuanie, &c. &c. &c. Savoir faisons par ces Présentes, & particulierement pour détourner un plus grand dégat de la Guerre, qui a déja si sensiblement fait souffrir l'Electorat & les Etats de Baviere, que nous sommes convenuë de conclurre avec Sa Majesté Royale & Romaine le Traité particulier ci-dessous, sous la très-gracieuse Ratification de Sa Majesté Imperiale, qui a déja été expediée ; savoir,

Qu'entre Sa Majesté Romaine & Royale de Hongrie, de la part de Sa Majesté Imperiale son très-gracieux Seigneur & Pere, par ses Ministres constituez & pourvûs de Plein-Pouvoir pour cet effet, savoir le Sieur Jean Leopold Donat Trautson, Conseiller Privé de Sa Majesté Royale, & son premier Chambellan, Comte de Falckenstein, Baron de Sprechen, & Schroffenstein, Seigneur de Marterey, Kain, Laa, St. Polcken, Maitenz, Krailowitz, Thetitz, Russudon & Rebbon, Maréchal Héréditaire d'Autriche sous l'Ens, & Maréchal Héréditaire en Tirol, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or ; le Sieur Philippe Louïs, Conseiller Privé & Chambellan de Sa Majesté Imperiale, Tresorier Héréditaire du Saint Empire Romain, Comte de Sinzendorf & de Thonhausen, Burgrave de Rheineg, Baron d'Ernstbrumez, Echanson Héréditaire d'Autriche sur l'Ens, Seigneur de Gefel, Belowitz & Benlitz ; Et le Sieur Jean Wentzel, Chambellan de sadite Majesté Royale, Gouverneur Général & Juge Supreme de Boheme, & Envoié Extraordinaire de Sa Majesté Imperiale à la Cour d'Angleterre, Comte du Saint Empire Romain de Wratislaw à Mitrowitz, Seigneur de Grenetz & Malescitz, d'une part ; & de l'autre entre Son Altesse Electorale Madame l'Electrice de Baviere, Dame THERESE CUNIGUNDE, née Princesse Roïale de Pologne, &c. &c. ; Par son Ministre de même legitimé par un Plein-Pouvoir suffisant le Sieur Jean Sebald Neusoner, son Conseiller & Directeur de sa Cour & des Finances, il a été convenu & conclu aujourd'hui 7. de Novembre 1704, ici dans le Quartier-Général du Roi à Ilbersheim devant Landau, sous l'agrément & la Confirmation de sadite Majesté Imperiale ; savoir,

I. Que quoi qu'il ait été fait, de la part de Son Altesse, Madame l'Electrice, de pressantes representations au sujet des Forteresses, & particulierement touchant les Arsenaux, il ne lui a pû être accordé autre chose, vû les circonstances de la Conjoncture d'alors, sinon que toutes les Places fortifiées dans toute l'étenduë des Etats de Baviere, & actuellement occupées par la Milice Bavaroise, seront cedées avec les Arsenaux, l'Artillerie, Munitions, Armes & autres Provisions de Guerre, & seront après la reception de la Ratification de Sa Majesté Imperiale, remises aux Commissaires Imperiaux, constituez à cet effet ; à l'exception de ce qui sera exprimé dans l'Article III. ci-dessous, touchant la Ville d'Ingolstadt.

II. Que comme pareillement la reduction, que Sa Majesté Imperiale demande de toute la Milice, qui se trouve dans les Etats de Baviere, soit à cheval ou à pied, n'a pû, nonobstant les representations au contraire, être limitée autrement, sinon qu'on choisira de toute la Milice, 400 hommes pour servir de Garde à la Personne de Son Altesse Electorale, de la maniere, qu'il sera expliqué plus amplement dans l'Article VIII. ci-dessous, & qu'on les laissera en état de pouvoir servir. Ainsi tout le reste des Troupes Bavaroises, tant les Hauts & Bas-Officiers que les Fantassins & Cavaliers, comme aussi tous les Officiers d'Artillerie, & enfin tout ce qui peut être compris sous le nom de Militaire, seront congediez en presence des Généraux Imperiaux, deputez pour ce sujet, & seront cassez ; de sorte qu'ils auront bien la liberté, ou de chercher ailleurs servi-

ANNO 1704.

ce, ou de reſter dans le Païs, ou bien de ſe retirer chez eux; mais que les Vaſſaux & Sujets de l'Empereur & de l'Empire, s'engageront par Serment de ne point ſervir contre Sa Majeſté Imperiale, ni contre l'Empire, ou ſes Hauts Alliez.

III. Mais comme il ſe paſſera quelque tems juſques à ce que la Ratification de Sa Majeſté Imperiale puiſſe arriver, & que néanmoins il ſeroit beſoin de laiſſer préliminairement prendre poſſeſſion de quelques Places, Son Alteſſe Madame l'Electrice s'oblige de donner, dès après avoir reçû ce Traité, les ordres néceſſaires pour que le 18. de ce mois on cede pleinement aux Généraux Impériaux, ou autres Officiers de Guerre conſtituez pour cela, & qu'on leur remette avec les Arſenaux, Magaſins, Canons, Munitions, & Armes, comme il a été dit ci-deſſus, la Fortereſſe d'Ingolſtadt, & enſuite Kopfſtein en Tirol, comme auſſi le Château de Neubourg ſur l'Inn, après en avoir préalablement retiré toutes les Garniſons qui s'y trouvent.

IV. Qu'on reſtituera auſſi tout ce qui ſera prouvé avoir été enlevé du Tirol, avec tout ce qui en dépend.

V. Son Alteſſe Madame l'Electrice ſera auſſi obligée de livrer dans le terme fixé ci-deſſus, tous les Priſonniers, faits des Troupes Imperiales, de celles de l'Empire & des Alliez, & de les remettre à la diſpoſition deſdits Généraux. Ce qui ſera pareillement obſervé de la part de Sa Majeſté Imperiale, de l'Empire & des Alliez, à l'égard des Priſonniers Bavarois; avec cette réſerve néanmoins, qu'ils ſeront tenus comme caſſez, & qu'ils s'engageront par ſerment. de même que les autres, de ne point ſervir contre Sa Majeſté Imperiale, l'Empire Romain & les Alliez. S'il ſe trouve encore quelque peu d'Officiers François en Baviere, on leur accordera ſans delai des Paſſeports, pour ſe retirer librement.

VI. En conſideration de cela, Sa Majeſté Romaine & Royale accorde à Son Alteſſe, Madame l'Electrice, le Gouvernement de Munich, avec la Juriſdiction Territoriale, comme auſſi tout ce qui ſe trouve dans l'ancien Treſor Electoral de Munich, de Meubles, d'Archives, de Peintures, de Joïaux, les Ecuries, les Maiſons de Plaiſance Schweigen & Schleisheim, & tout ce qui peut dépendre de ces choſes ſpecifiées; de ſorte néanmoins & avec cette réſerve, qu'hormis les Revenus, on n'accorde rien à ſadite Alteſſe Electorale, ni à Ingolſtadt, ni à Rhein, & Wendingen, étant des apartenances du Gouvernement de Munich. Mais pour ce qui eſt de Donawerth, qu'on a voulu de la part des Bavarois tirer ſous le Gouvernement de Munich, on entend qu'il n'eſt pas de ſes Dépendances, & qu'il en ſera excepté, de même que les autres Terres.

VII. Parce que la Ville de Munich avec ſon Gouvernement & ſes Revenus a été cedée de la maniere ci-deſſus pour la Réſidence & l'Entretien de Son Alteſſe Madame l'Electrice, & qu'il y a beaucoup d'Ouvrages & Fortifications, faites nouvellement depuis l'année 1704, ces Ouvrages ſeront entiérement démolis & raſez, & par conſequent la Ville, quant à ſa défenſe, laiſſée dans l'ancien état. Mais on livrera ſans aucune réſerve aux Généraux, conſtituez pour cela dans cette Ville, de même que dans les autres Fortereſſes, Forts & Châteaux, l'Arſenal & les Magaſins avec toute l'Artillerie, Munitions & Proviſions de Guerre.

VIII. On accorde de plus à Son Alteſſe Madame l'Electrice, la Garde deſirée de 400. hommes, pour le ſervice de ſa Perſonne, à choiſir parmi la Milice à congedier; mais il ne pourra y avoir plus d'Officiers, qu'il n'eſt communément néceſſaire, & que le pied des Compagnies le demande.

IX. Pour ce qui regarde les Apanages & autres Charges en commun, on les remet à la gracieuſe déciſion de Sa Majeſté Imperiale.

X. La ſuſdite Majeſté Roïale ne refuſera pas de conſentir, que Son Alteſſe Madame l'Electrice, après que tout le contenu des ſuſdits Articles, aura été executé, puiſſe ſe retirer, comme Elle le trouvera à propos avec les ſiens & toute ſa Cour, & de faire expedier pour cela les Paſſeports requis.

XI. Sa Majeſté Romaine & Royale déclare de vouloir laiſſer les Etats de Baviere dans la joüiſſance de leurs Privileges, Uſages, & Coûtumes.

XII. Et finalement promet de faire delivrer à Son Alteſſe Madame l'Electrice, la Ratification de Sa Majeſté Imperiale ſon très-gracieux Seigneur & Pere dans la huitaine, à compter du jour de l'arrivée du Courrier à dépêcher ſur ce ſujet à Vienne. A l'encontre de quoi ſon Alteſſe Electorale fera inceſſamment executer le contenu des Articles arrêtez & conclus ici, & s'engagera par écrit de ne point permettre que les Sujets & dépendans du Gouvernement qu'Elle prendra en poſſeſſion, trament ou entreprennent, tant pour le preſent qu'à l'avenir, quelque choſe qui puiſſe être préjudiciable à ſa Majeſté Imperiale & à l'Empire Romain. En conſequence de quoi le Commerce ſera dès à preſent libre, & demeurera rétabli entre les Sujets de part & d'autre.

Pour plus de foi & témoignage, on a fait deux Exemplaires d'un même contenu, leſquels, les Plenipotentiaires de part & d'autre ont ſigné & muni de leurs Cachets, & donné un Exemplaire à chaque Partie. Fait comme ci-deſſous dans le Quartier-Général du Roi à Ilbersheim devant Landau le 7. Novembre 1704.

(L. S.) JEAN-LEOPOLD, COMTE DE TRAUTSON.

(L. S.) PHILIPPE-LOUÏS, COMTE DE SINZENDORF.

(L. S.) JEAN WENTZEL, COMTE DE WRATISLAW.

(L. S.) JEAN S. NEUSÖNER.

Et comme en vertu d'icelui, il a été ſtipulé que Nous nous engagerions de ne point permettre, que par les Sujets & les Terres qui nous reſtent pour le preſent, il ne ſe trame ni ſe faſſe rien à preſent, auſſi-bien qu'à l'avenir qui puiſſe être préjudiciable à ſa Majeſté Imperiale, & au Saint Empire Romain; Nous promettons, non-ſeulement de l'executer fidelement, & de ne point ſouffrir que les Sujets & Habitans de nôtre Païs trament, ou entreprennent quelque choſe de préjudiciable à ſa Majeſté Imperiale & au Saint Empire; mais auſſi de contribuer en tout à la conſervation de la Paix & du Repos, & d'entretenir un bon Voiſinage, tant avec les autres Etats de Baviere, qu'avec les Païs Hereditaires Circonvoiſins; dans la confiance que de la part de ſa Majeſté Imperiale, on nous laiſſera & les Habitans & Sujets du Païs à Nous réſervé, joüir en tout d'une ſureté réciproque, conformement aux promeſſes faites, & de nous laiſſer dans la tranquille joüiſſance d'icelui, le tout fidelement & ſans préjudice. En foi de quoi Nous avons ſigné cette Promeſſe de nôtre propre main & muni de nôtre Seau Electoral. Donné dans nôtre Capitale & Réſidence, la Ville de Munich, le 21. Decembre 1704.

*Signé*,

THERESE, ELECTRICE.

## LIII.

**Abſcheid zwiſchen denen Ertzhertzogl. Oeſterreichiſchen Herren Commiſſarien, dann dem Schwäbiſchen Creyß / von wegen einigen Impoſto der Waaren / wie auch der Contraband-Waaren halber aufgerichtet / auf welche ein jeder Fürſt und Stand des Creyſes gute obſicht haben / und ſich dießfalls des competirenden Juris Fiſci bedienen ſolle. Geſchehen den 26. Novemb. zu Eßlingen anno 1704.** [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abſatz. IV. pag. 127.] 26. Nov.

C'eſt-à-dire,

*Recès entre la Maiſon Archiducale d'*AUTRICHE, *& le Cercle de* SUABE, *touchant l'impoſition d'une certaine Gabelle ſur le Sel, comme auſſi, au ſujet des Marchandiſes de Contrebande, ſur leſquelles chaque Prince & Etat veillera diligemment en ſon propre Territoire, & pourra les faire confiſquer à ſon profit. A Eſlingen le 26. Novembre* 1704.

ANNO 1704.

Zu wissen; Als bey dem dermahligen Schwäbischen Creyß-Convent man neben andern auch bedacht gewesen/ wie nach so vielen überstandenen Trangsalen und erlittenen grossen Ruinen man dannoch Mittel ausfinden möge / die obhabende schwere Kriegs-Onera zu bestreiten und das bonum publicum nach äusersten Kräfften zu befördern / zu gleicher Zeit auch eine hochansehnliche Commission von dem hochpreißlichen Ertz-Hauß Oesterreich sich hier eingefunden / und sich mit derselben über ersterwehnetes so wol / als förderist / wie der Röm. Kayf. und Königl. Maj. auch des gantzen H. Reichs Verordnungen wegen der Pferd-Ausfuhr und andern zu vollziehen / so mehr freundnachbarlich vernommen worden / als die Oesterreich-Schwäbische Creyß-Ort neben und unter einander gelegen/ und ohne gemeinsames Zuthun in dergleichen nicht wol etwas mit Bestand statuiret werden kann/ daß man darauff zwischen oberwehnter löbl. Commission und dem löbl. Schwäbis. Creyß die Abrede genommen / und sich miteinander auf allergnädigste Genehmhaltung allerhöchst-gedachten Röm. Käys. auch Königl. Maj. doch daß jeder sonst præjudicirlicher Actus nur pro voluntarie ob exigentiam boni publici concesso zu halten / auch in keine Consequentz gezogen / weniger zu eines oder des andern præjuditz seiner sonst habenden Jurium gereichen solle / dahin verstanden / daß

1. Ob denen ergangenen Verbotten der Pferd-Ausfuhren stricte gehalten / und die dißfalls noch weiters vorkommene Præcautiones in ein fernerweites Patent gebracht / und zu Beobachtung der durchgehenden Gleichheit durch den Druck publiciret / auch vorgekehrt / auch

2. Wegen der Correspondentz und des Commercii mit dem Feind / auch der Contrebanden/ demjenigen durchaus nachgegangen werden solle/ was die Kayf. und des H. Reichs Avocatorien und Inhibitorien mit sich führen / auch mit denen hohen Alliirten darüber concertirt worden / so / daß beedes die löbl. Ober-Österr. Wesen und auch ein jeder Fürst und Stand des Creysses hierunter alle gute Obsicht zu tragen / und da sich deme entgegen etwas äusern solte / sich dagegen von jedes Orts Herrschafften des ihro competirenden Juris Fisci zu bedienen / auch hierunter so gute Correspondentz zu pflegen / daß wann jemand in Erfahrung brächte/ daß in des andern Territorio darwieder gehandelt worden / oder gnugsamer Argwohn vorhanden / daß es geschehen möchte / er es selbigen Orts Herrschafft oder dero Beampten nachrichtlich anzufügen befugt seyn / und wann es sich so befinden / und dergleichen attrapiret werde / daran einen gewissen Antheil pro denunciatione zu geniessen haben solle. Wäre es aber / daß wegen der Contrebanden zwischen den preißwürdigsten Ertz-Hauß und Creyß-Ständen sich einige Differentien hervor thäten/ ob nemlich solch ein in Oesterr. oder Obern Creyß-Ständen Territorio attrapirt und angehalten worden / auch ob solche Waar für Contraband zu halten / und weme diese solchen Falls gebühren solle / also hierunter so wol der Creyß als Oesterreich interessiret wäre / solche jedoch citra omne præjudicium zur decision denen ohne das / des Imposto halben / von halb zu halb Jahren zusammen kommenden Oesterreichisch- und Creyß-Deputirten / wie in dem folgenden §. 4to mit mehrern zu sehen / ausgestellt / und sodann von denenselben dieses entschieden werden / bey welchem Spruch es hienach / ohne weiters bringen zu können / sein Verbleiben haben / sonsten aber so wenig denen Kayf. Oesterr. als des Creysses Contreband-Commissariis, einig andere Activität auf andern als des Herrn Territorio, von welchen er dependiret / es seye zu Wasser oder zu Land / nisi per modum denunciationis, wie offt gemeldt / gestattet werde / sondern wann deme zuwieder sich jemand was præjudicirliches zu unternehmen / oder auch denen Insässen oder Begüterten der löbl. Marckgrafschafft Burgau / wieder die vorhandene Verträg etwas zuzumuthen unterstünde / solchenfalls wieder denselben von dem Domino Territorii, als dessen Jurisdiction lædirt worden / die gebührende Ahndung / bey dessen in seiner Jurisdiction beschehenden Attrapirung / auch selbsten vorzukehren erlaubt seyn solle / wie denn auch die gewöhnliche Landstrassen und Routen noch füraus beständig zu gebrauchen / und finde man an Seiten des Creysses dermahlen keine gnugsame Ursach / daß der so genannte Rande in Verbott gelegt / wohl aber daß zwischen denen löbl. Interessenten hierüber nechstens ein Augenschein / was es mit dieser Straßen eigentlich für eine Bewandnis habe / beliebt / inzwischen aber solche passirt / und sodann das weitere / so zu beederseitgen Contento gereichen möchte / mit einander einverstanden werden solle; Hingegen sollen all andere ungewöhnliche Umb- und Nebenweg gäntzlich verbotten seyn / doch wird von obigen Contrebanden

3. Dasjenige ausgenommen / wessen man in dem Reich nicht wohl entrathen / und nirgens her / dann aus Feindes Landen haben kann / als da seynd Saffran / Grünspan / Saflor / Beuteltuch / Baumöl / Mandel / Alkermes und Fusilstein / so von denen Handelsleuten jedoch gegen Erlegung eines gewissen Imposto, in das Reich frey zu bringen und zu verkauffen / und gleiche Freyheit wegen der in der Schweitz fabricirten Waaren zu gestatten / massen auch all übriges Commercium im Reich durchaus frey bleibt.

4. Solle auf das aus Tyrol und Bayern kommende Saltz ein geringer Auffschlag von zwey Gulden dreyßig Kreutzer auf jedes ordinari-Fäßlen Tyrol ꝛc. und eben so viel auf das Bayerische solch Quantum ausmachende Saltz gelegt werden / dergleichen bey dem Eintritt in den Creyß / folglich auch von allen deme / so in dem Creyß consumirt / oder dadurch verführt wird / zu erheben / und von dem Tyroler Saltz / auch was davon die obere Strassen gehet / auf der gewöhnlichen Ruttstadt zu Hindelang durch den alldort sich befindlichen Hoch-Stifft-Augspurgis. Saltz-Factorn oder Zollnern / auf der untern Route durch besagten Hoch-Stiffts-Saltz-Factorn oder Zollnern zu Füssen / Nesselzwang und Oy; von dem Bayerischen aber so über Landsperg kommet / durch den Hoch-Stifft Augspurgis. Zollner zu Buchlöw / was über Friedberg zu Augspurg / und dann was über Donauwärth gehet / allda / nicht weniger zu Schongau / und auch zu Badung / allwo auch das / was über den Adelberg gehet / zu beobachten / durch die bestellende Receptores auch verbunden seyn sollen / demjenigen / so den Imposto bezahlt eine Politen des Erlags halber / zu geben / damit dieser nicht auch anderwärts / und also zweymal angehalten / mithin auch andere Unbilligkeiten verhüttet werden mögen. Und haben die Receptores auch Obsicht zu tragen / daß kein Saltz durch andere als ersterwehnte alt-übliche Weg durch-practiciret / sondern wann dergleichen etwa betretten würde / dasselbe gleich confiscirt / da auch jemand diesen Imposto, zu erlegen difficultirte / ihme so lange / biß solcher entrichtet / das Saltz zurück gehalten werde / und sollen diese Receptores so wohl deren hochlöbl. Ertz-Hauß Oesterreich / als dem löbl. Creyß die Pflicht leisten/ hierinne treulich zu verfahren / auch wochentlich an das Hochfürstliche Creyß-Ambt / wie auch löbl. Ober-Oesterr. Wesen zu Insprugg / was die Wo-

ANNO 1704.

chen über eingangen / berichten / von halb zu halb Jahren aber denen alsdann zu Augspurg und Kempten / oder wie mann sich dißfalls mit einander verstehen wird / derentwegen zusammen kommenden Oestern. und Creyß-Deputirten ordentlich Rechnung über alles erstatten / und das eingenommene baar erlegen / da so dann der / nach Abzug der darauff gegangenen passirlichen Unkosten / verbleibende Ertrag / unter Oesterreich und dem Creyß gleich getheilt / und da sich einige Unrichtigkeiten dabey hervor thäten / solche durch die beederseitigen Herrn Deputirte abgethan werden sollen; Ju gleichen solle

5. Auf Garn und Wollen / so aus dem Reich gehet / ebenfalls dem verkauffenden Unterthanen ein leidentlicher Impostο, nach der darüber noch zu publiciren stehenden Tariffa, angesetzt / das hieran beziehende in eine gemeinsame Cassa geleget / und davon Oesterreich ein Drittel / und dem Creyß zwey Drittel zugetheilt / und was davon / auch von dem Saltz eingehet / zu denen Kriegs-Vorfallenheiten und præstandis verwendet werden; All übriges /

6. Als da seynd Toback / frembde und eigene Wein / Brandwein / Eymer- oder Maßweiß / auch Pferd und Vieh / und was sonst seyn mag / solle nach jedes Orts Gutbefinden / per modum eines Accis, oder wie mann es nennen will / bey diesen extraordinari-Kriegs-Zeit- und Läufften belegt werden / oder auch auf andere Arth / nachdem es sich hier und da am füglichsten schickt / von extraordinari-mediis, jedoch ohne des dritten præjudicio, dergleichen Auflag eingeführet werden können / und trägt mann

7. An Seiten des Creysses keinen Zweiffel / allerhöchstgedacht Ihr. Kayserliche und Königliche Majestäten den allergnädigsten Consens hierzu ertheilen und zumahl die allergnädigste Verordnung ergehen lassen werden / daß gegen Beziehung oberwehnten / dem Publico allein zu statten kommenden Impostο von dem Saltz / all übriger etwa daraus hoffender derley Oblag abgethan / und es allein bey diesem gelassen / mithin das Saltz / als ein unentbehrliches / nicht ein oder andern zum præjudiz vertheuert werden möchte. Und dieses alles von jetzo an auf ein halb Jahr / da sich dann weiter zeigen wird / ob nach eines jeden befindenden Convenientz dasselbe zu verbessern / zu prorogiren / oder gar aufzuheben.

Dessen allen zu Urkund ist gegenwärtiger Recess in duplo gefertiget / und das eine Exemplar von der hochansehnlichen Ober-Oesterr. Commission mit ihren Hand-Unterschrifften und Pettschafften bestättiget / das andere aber mit der 5. Bäuren gewöhnlichen Insiegeln corroboriret / und gegen einander ausgewechselt worden / So geschehen Eßlingen den 26. Novembr. 1704.

## LV.

1705. 2. Août.

Vertrag zwischen Johann Wilhelm Churfürsten zu Pfaltz / dann Frantz Ludwig Bischoffen zu Worms durch beederseithige Gevollmächtigte Deputirte geschlossen; Wodurch die zwischen Jhnen wegen der Stadt Ladenburg und anderer verschiedenen Dörffern in puncto possessionis entstandene Strittig- und Mißhelligkeiten / vermittelst einander reciprocè gethanen Cedirung und Renuncirung verschiedener Ohrtern Recht- und Gerechtigkeiten gütl. beygelegt worden; Geben zu Dusseldorff den 2. Aug. 1705. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung IV. Absatzung I. pag. 751.]

ANNO 1705.

C'est-à-dire.

*Accord & Transaction entre* JEAN GUILLAUME *Electeur Palatin &* LOUIS *Evêque de Worms, par laquelle au moyen de certaines Cessions de lieux & de certaines Renonciations, les anciens diferents qu'ils avoient au sujet de la Possession de la Ville de Ladenbourg, & de quelques autres Lieux du Païs, sont entierement accommodés & terminés. A Dusseldorp le 2. d'Aoust* 1705.

VON GOttes Gnaden Wir Johann Wilhelm (tot. tit.) und von desselben Gnaden wir Frantz Ludwig (tot. tit.) Bekennen und thun kundt Krafft dieses / vor Uns und Unsere Erben und Nachkommen / so wohl des Churfürstenthumbs der Pfaltz alß des Hochstiffts Wormbs / nachdem von langen Jahren hero zwischen Unserm respect. Churfürst / dem Hochstifft Wormbs viel und schwere Strittig- und Mißhelligkeiten sich eraignet / daß wir und Unsere Vorfahren zu deren gründlichen Hindansetzung anfänglich zwaren den Weg Rechtens durch verschiedene Procels und gerichtliche Händel zu ergreiffen gemüßiget worden / nachmahls aber Unß eines arbitral-Endtscheidts und Compromissi, und zwaren sub auspiciis weyland Jhro Röm. Kayserlichen Majestät glorwürdigster Gedächtnüs / beederseits entschlossen / und nunmehro in Erwegung / was dergleichen Endschiedt und Lauda vor Weiterung nach sich zu ziehen pflegen / zu gut- und freundt-brüderlichen Vergleich und gäntzlicher Abthuung aller hinc inde entstandener gravaminum und differentien eine wiederhohlte Zusammenschickung Unserer beederseits specialiter hierzu bevollmächtigter Deputirten und Räthen veranlasset haben / umb alles in den Standt zu setzen / wie man hinführo in beständiger Freund- und Nachbarschafft verbleiben möge / worauf dann wir Uns folgender gestalt gütlichen verglichen.

1. Cediret das Hochstifft Wormbs der Churfl. Pfaltz die Bischöffliche Wormbsische Stadt Ladenburg und das Dorff Neckerhausen / wie auch die im Odenwald liegende Dörfflein Altenbach / Ringes und Hewbach / von nun an aigenthumblich mit aller Landts-Fürstlicher Superiorität / Juribus, Rechten und Gefällen zu ewigen Zeiten / dergestalten / daß das Hochstifft einig theil daran nit mehr haben solle / ausgenommen das jenige / so von dem gedachten Hochstifft an denen Straßheimer Höffen dermahlen Pfandtsweiß possidiret und genossen wird. Item sein Antheil Zehenten zu gedachtem Ladenburg so lang / biß die Churfürstl. Pfaltz ein æquivalent verschaffen wird / so dann die heimgefallene und noch heimfallende Lehen / so nicht von Statt und Burg / sondern von dem Hochstifft Wormbs immediatè dependiren / nicht weniger die Schaffnerey zu gedachtem Ladenburg / welche das Domb-Capitel zu Wormbs daselbst sambt zugehörigen Renten und Gefällen bißhero gehabt und genossen / welches alles unter solcher cession und Übergab keines weges verstanden / sondern beym respective Hochstifft und Domb-Capitul wie bißhero aigenthümblich verbleiben solle; Waß aber die Kellerey Stein belanget / nachdeme solche dem Hochstifft Wormbs vermittels dieses Tractats / mit aller Teraitorial-superiorität und hievon dependirenden juribus quibuscunque aigenthümblich verbleibet / so wird solche inhalts der Pfandt-Verschreibung nicht allein restituiret / sondern auch alle hohe und niedere Jagbarkeiten / Waldung / Wörten / Auen / Schäffereyen / Renth und Gefäll / welche die Churfürstl. Pfaltz bißhero

strittig

ANNO 1705.

strittig und ohnstritig besessen und genossen/ sodann das der Churfl. Pfaltz zuständiges so genantes Neuschloß und darzu dermalen gehörige Güther auch hohe und niedere Jagdbarkeiten/ so das Chur-Hauß Pfaltz in denen Lambertheimer Waldungen prætendiret/ und so weit der Chur-Pfaltz solche gebühren mögten/ dem Hochstifft Wormbs überlassen werden/ und nicht das geringste bey sothaner Kellerey Stein vorbehaltlich verbleiben/ Chur-Pfaltz auch wegen der Lambertheimer Jagdbarkeiten alle inhabende Documenta fideliter dem Hochstifft extradiren solle. Hingegen

2.) Cediret und übergibt ebenfalls auf ewig das Hochstifft Wormbs der Churfürstl. Pfaltz das Ambt Hembspach/ in denen Dörffern Hembspach/ Landenbach und Sultzbach/ und dessen zugehörende Bestande/ wie solche von besagtem Hochstifft bißhero besessen und genossen/ auch vermög der Kauff-Verschreibung prætendiret werden/ nichts ausgenommen.

3.) Thut das Hochstifft auf die bißhero prætendirte von Chur-Pfaltz aber nicht eingestandene Rheins-Gerechtigkeit dergestalt renunciiren/ daß jedoch dem Hochstifft in dem Rheins-District von der Rohrheimer Rinnen an biß an die steinern Bach cum superioritate territoriali aigenthümblich seyn/ und verbleiben solle/ die darinnen befindl. Auen/ Wörten/ und zwar in specie der so genante Rosen-Garten/ die Maulbeer Aue/ der Heyl. sand/ auch liegende-Auen/ Insuln oder Wörten/ und was von Chur-Pfaltz in solchem quæstionirten Rheins-District auch in der Kellerey Stein Jure alluvionis, oder sonsten besessen und genossen worden/ auch künfftig sich weiter daran legen möchte. Mehres der so genante Nohrheimer Alt-Rhein und Alt-Wässern/ sambt allen Fischereyen/ hohen und nieder-Jagdbarkeiten/ und was sonsten in denen diß und jenseitigen und obgemelten im Rhein liegenden Bischöffl. Auen/ und Wörten/ Chur-Pfältzl. Seithe/ sub quocunque titulo exerciret worden/ oder werden können/ als dessen allen sich die Chur-Pfaltz gäntzlich begeben/ und nichts anders reserviren thut/ als besagte Rhein-Gerechtigkeit. Nemblich die bißhero erhaltene Rhein-Ruge und in dem Rhein künfftig entstehende weitere Insuln/ sambt einigen bißhero in ipso flumine Rheni Chur-Pfältzl. Seithen ohne Contradiction besessenen Auen/ und Wörten und damit keine Difficultät wegen des Leinpfadts am Rhein entstehen mögen so ist verglichen worden/ daß die Bischöffl Wormbsische Unterthanen solchen Leinpfad zu Beförderung der Schiffart in solchem District unterhalten sollen/ der Churfürstl. Pfaltz aber/ gleich wie das/ was in ipso flumine Rheni, also auch auff dem Leinpfadt bey und occasione der Schiffarten von denen Fuhr-oder Schiff-Leuthen straffbahres vorgehet/ zu examiniren und zu bestraffen freystehe/ ausser diesen Fällen aber dem Hochstifft Wormbs ratione juris territorialis die Cognitio und Bestraffung zukommen solle.

4.) Hergegen versprechen wir der Churfürst/ die funffzehen tausend Gulden Ladenburger Kauff-Schilling keineswegs zu fordern sondern renunciiren darauf gäntzl. dergestalten/ daß das Hochstifft davon frey seyn und bleiben/ und an dasselbe zu ewigen Tagen diesentwegen nichts gefordert werden solle/ waß

5.) Die Bischöffl. Rhein-Dörffer selbsten betrifft/ so renunciirt die Churfl. Pfaltz dem bißanhero in denen Bischöffl. Rhein-Dörffern benandtlich Horchheimb/ Norheim/ Bobenheim und Mörsch gehabt und exercirten juri Wildfangiatus und der Leibaigenschafft in realibus & personalibus uf dasige Unterthanen und Einwohner/ auch was davon dependiret/ und in krafft deren von der Chur hergebrachten Privilegien und alten Herkommens competiren mag/ und cediret gantz und völlig dem Hochstifft Worms alle die Jura und Realia sambt hohen und niedern Jagdbarkeiten in obgedachter Rhein-Dörffer Bezirck/ biß an die Gräntze der Statt Wormbs/ wie solche von Chur-Pfaltz biß dato hergebracht/ exerciret und genossen werden können; weiter alle und jede in diesem Territorio, denen Rhein-Dörffern befindlicher Waldungen/ Büsche/ Gehöltz/ oder Gesträuch/ wie solche Nahmen haben mögen/ begriffen seynd/ umb halben auch der Ends stehende so genante Chur-Pfältzl. Jagd-Säuel abgestellet werden solle/ daß also solchemnach sothane Dörffer sambt ihren Districten und Gemarckungen dem Hochstifft Wormbs plenissimo & absoluto supremi Dominii ac superioritatis territoriali jure, mit allen davon fliessend-und dependirenden Gerechtsahmen/ von dato an/ dem privativè und allein zustehen/ der zu Norheim befindliche Crahnen aber demolirt und abgethan werden solle/ zu welchem Ende dann auch Chur-Pfaltz sich hiermit und Crafft dieses obligiret und verbindet/ dem Gräfflichen Hauß Nassau-Saarbrücken/ in specie dem Grafen von Nassau-Weylburg/ Herrn Johann Ernsten/ wegen des an obgedachten Rhein-Dörffern titulo feudi, von dem Bistumb Wormbs innhabende Halbscheid ein anderwert annemliches æquivalent innerhalb 4. Monath à dato dieses geschlossenen Tractats/ zu verschaffen/ also und dergestalten/ daß der jetzige Possessor und seine Agnaten an sothanen Rheindörffern hinfüro nit mehr participiren/ oder sonsten einigen Anspruch (wie er immer genant werden mag) zu haben oder zu machen befugt/ auch hierüber schrifftlichen Revers und Versicherung dem Bistumb außzustellen verbunden seyn/ wiedrigen falls aber und da gemelter Herr Graff von Nassau Weylburg nit vollkömmlich vergnügt/ und dessen so wohl alß seiner Agnaten förmblich und in Recht verbindliche Renunciation nit beygebracht werden solte/ alß dann Chur-Pfaltz die behörige Evictionem zu præstiren hette.

6. Cediret und übergiebet weiters die Churfürstl. Pfaltz dem Hochstifft Wormbs die von demselben zu Lehen getragene Helffte deren Dorffschafften Dirmbstein u. Lamersheim/ mit aller Landfürstl. Superiorität und Bottmäßigkeit/ auch allen etwann fliesenden Gerechtsahmen/ wie solche von der Churfürstl. Pfaltz gegenwärtig possidiret und genossen werden/ und Chur-Pfaltz vermög Lehen-Reversalien/ und Ubergab bißhero possidir-und geniessen können/ mit gäntzlicher Renunciation auf alle biß hiehin in dieser Gemeinschafft prætendirte Jura præcipua, und waß davon deriviret.

7. Cediret und übergiebt Chur-Pfaltz dem Hochstifft Wormbs die Dorffschafften Neuhaussen/ Rheindürckheim und Beintersheimb sambt allen Appertinentien und Dependentien, cum omnimoda Jurisdictione ac superioritate Territoriali, und sonsten/ nichts davon ausgenommen/ wie es Nahmen haben mag/ und es Chur-Pfaltz besessen/ also und dergestalt/ daß offt-erwehntes Hochstifft von nun an/ und zu ewigen Zeiten sothane Dörffer und Appertinentien besitzen und geniessen solle/ wie die Churfürstl. Pfaltz solche gegenwärtig besitzet und genisset/ außgenommen die in der Rheindürckheimer Gemarckung und Bottmäßigkeit von dem Obrist Krähe aufgeführte Gebäw mit dem Grahnen und Bordthandel/ so an seithen der Churfürstl. Pfaltz demselben schon vor einigen Jahren erb-

ANNO 1705.

ANNO 1705. erbbeständtlich überlassen / und dahero conditioniret worden / daß er Kröhe und seine Erben bey dem Erbbestandt gelassen / und dargegen nit beschweret / sondern vielmehr beschützet werden / jedoch ohnerachtet er und diejenige Churfürstl. Pfältzl. Erbbeständere seind / dannoch der Bischofflichen Wormbsischen Landtsfürstl. Jurisdiction unterworffen bleiben / im übrigen auch gleich andern Bischöfl. Landts-Einwohnern dem Hochstifft die Herrschafftl. onera, in so weit es der Erbbestandts-Concession nit zuwieder ist / abtragen solle.

8. Nachdeme das Hochstifft Wormbs inständig verlanget / daß so wohl. in der Gemeinschafft Dirmbstein und Lamersheim / alß denen Rheindörffern / wie nit weniger in der Kellerey Stein die Zölle abgestellet werden sollen / so haben wir der Churfürst uns freund-brüderlich dahin erkläret / so viel den Zoll in der Kellerey Stein betrifft / solcher auf Art und Weiß bey dem Bistumb verbleiben solle / wie die Churfürstl. Pfaltz selbigen bißhero innegehabt und genossen / so viel aber die Zölle in denen Rheindörffern angehet / solche wollen wir uns und der Churfürstl. Pfaltz beybehalten; Jedoch zu Verhütung alles Streits / so sich offters mit denen Zöllen und occasione derselben ereignet / sothane Zollstöcke in andere unß gelegne und zuständige eigene Oerter transferiret / in der bißherigen Gemeinschafft Dirmbstein und Lamersheim aber der Zoll daselbst abgestellet; Im übrigen in den cedirten Orthen Rheintürckheim / u. Beintersheim / wie bey denen Rheindörffern der Zoll ebenmäßig transferiret / der Zoll an der Brücken zu Neuhaussen aber in statu quo gelassen / jedoch aber der Zollstock auß dem Dorff hinweg gethan / u. an das Zollhauß gesetzet werden. Was dz Gelaid in dem Bischoffl. Territorio angehet; So ist es dahin vergl. daß / obwohlen sothanes Gelaid der Churfürstl. Pfaltz bißgero Vigore Laudi Heilbronnensis privativè zustünde / daß jedoch bey denen Messen-Gelaiden denen Bischofl. Bedienten dem Gelaid-Actui beyzuwohnen gestattet werde.

9. Was die von seithen des Hochstiffts prætendirte restitution des Stiffts Neuhausen / und krafft des zu Augspurg in anno 1566. ergangenen Urtheils betrifft / da ist Chur-Pfaltz- und Bischofl. Wormbsischer seithen verglichen worden / daß man beederseits sich zu demjenigen zu bequemen / was dieserthalben in Judicio competenti, nemblich bey dem Kayserlichen Reichshof-Raht / nach Ersuchen der anteactorum vor recht und billich wird erkant / und amicabiliter verglichen werden.

10. Was das Religions-Wesen in denen hinc inde cedirten Orthen betrifft / ist quoad exercitium Religionis verglichen / daß dießfalß keine Neuerung eingeführet / sondern solches in statu quo gelassen werden solle.

11. Renunciret das Hochstifft Wormbs auf seinen Antheil der prætendirten drey Dörffer Hochheim / Leisselheim / Pfifflichheim / jedoch mit Vorbehalt der in die Kellerey Wormbs unstrittig gehörigen / bißhero / vermög selbiger Rechnung / allda eingezogener und genossener Renthen u. Gefällen.

Item auf die zu Hammern / Ilbersheim / Osthoffen u. Schwabenheim auch alle andere in bißheriger Handlung formirte prætensiones; so dann versprechen wir der Bischoff zu Worms / wegen der von unsern an die Dom-Capitulische Dörffer Nieder Flörsheim / Radenbach / und sonsten habender prætension, mit selbigen uns absonderlich abzufinden / damit die Churfürstl. Pfaltz diese Dörffer hinführo ohne Anspruch genissen möge / und damit man ANNO 1705.

12. Alles zu gegenwertiger u. künfftiger Versicherung auch Abwendung Streits / desto besser einrichten möge / so ist verabredet / dz die in denen hinc inde cedirten Oertern und darzu gehörigen Districten sich befindende sämbtl. Jura, Renth u. Gefälle ordentl. aufgezeichnet und von denen Deputirten subsignirt, zu unser beederseits Unterschr. um diesem Tractatui beyzufügen / zugestellet werden.

13. Weilen unsers freundtlich geliebten Herrn Bruders Bischoffens zu Wormbs Liebd. Uns zu erkennen gegeben / was massen das Wormbsische Domb-Capitul und übriger Clerus noch einige Gravamina bey bißherigen Conferentien vorgebracht / welche sie ebensals gern erörtert sehen möchten; Als erklähren wir uns / solche Gravamina nach Vollziehung solches Tractats / so gleich vornehmen / u. der Billigkeit nach / remediren zu lassen.

14. Erklähren wir uns beederseits dahin / daß gegen diesen unsern gütlichen freund-brüderlichen Vergleich uns nichts schützen oder zustatten kommen solle / einige Exception, in specie Læsionis und dergleichen / oder andere Beneficia und remedia juris, sie haben Nahmen / wie sie wollen / gestalten wir solchen hiemit in genere und in specie austrücklich renunciiren / und derselben uns gäntzlichen begeben. Wan aber

15. Hiernechst über kurtz oder lang wegen Erläuterung oder interpretation dieses gütl. Vergleichs einige Irrungen u. Zweifel entstehen solte / dieselbe vermög der Reichs-Constitutionen abgemachet / und unterdessen keinem Theil / wer der auch seye / erlaubet oder zugelassen seyn / mit seiner vermeinten Befugnüß via facti durchzudringen; sondern dem possidirenden Theil biß zu rechtlicher Decision und Ausspruch ohn-turbiret und ruhig zu lassen / zu mehrer vesthalt-Sicherheit und Bestättigung alles dessen / was in gegenwertigem Tractat u. gütl. Vergleich enthalten / geloben und versprechen wir unserer respective Hn. Brüdere u. Pfaltz-Sultzbach / als nechsten Agnaten / auch Dom-Capitulichen Consensum innerhalb 1. Jahr / à dato in recht beständiger Form beyzubringen / desgl. Ihro Kayserl. Maj. Confirmation, Manutenenz u. Garantie auszuwürcken / biß zu erfolg so wohl ein als des andern aber solle nichts daweniger mittler Zeit dieser gütliche Tractat in seiner vollkommen Würcklichkeit und effect bestehen / mithin derselbe in allem vollzogen / und solchem in allen Stücken / Puncten u. Clausulen treul. u. ohnverbrüchl. nachgelebet werden / gestalten dann die Execution und Vollenziehung dieser Tractaten durch beederseits hierzu verordnete besondere Commissarios und Gevollmächtigte / innerhalb 6. Wochen à dato, oder so bald immer moglich / vermittels gewöhnlicher Immission und Ergreiffung würcklicher possession; wie solches bey dergleichen fällen gebräuchlich / geschehen solle.

Zu Urkund und mehrerer Bekräfftigung dessen alles haben wir gegenwertigen gütlichen Vergleich in duplo ausfertigen / selbigen aigenhändig unterschreiben / und unsere geheime Secret-Insiegel daran hangen lassen / So geschehen Düsseldorff den 2. Aug. 1705.

ANNO 1705. 15. Sept.

## LVI.

Revers Hertzogs Fridrich Wilhelm zu Mecklenburg-Schwerin/ an Hertzog Adolph Fridrich zu Mecklenburg-Strelitz/ daß er Jhme/ die zu folge dem Hamburgischen Recels de dato 8. Martii 1701. jure perpetui Dominii gehörige/ und annoch restirende Zoll-gelder der 9000. Thaler zu Boitzenburg richtig abzahlen/ und fuhrohin an derselben erhebung unperturbirt lassen wolle. Geben zu Schwerin den 15. Septembris 1705. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz. VI. pag. 626. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVII. sub anno 1705. pag. 178.]

C'est-à-dire,

*Revers donné par* FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin; au Duc* ADOLPH FRIDERIC *de Mecklenbourg-Strelitz, par lequel il lui promet le payement des Arrerages des* 9000. *Ecus, qui lui doivent revenir annuellement du Peage de Boitzenbourg, en consequence du Recès fait entr'eux à Hambourg le* 8. *Mars* 1701. *Et de ne point le troubler à l'avenir dans la perception du même Péage. Donné à Schwerin le* 15. *Septembre* 1705.

VOn GOttes Gnaden/ Wir Friedrich Wilhelm/ Hertzog zu Mecklenburg/ Fürst zu Wenden/ Schwerin und Ratzenburg/ auch Grafe zu Schwerin/ der Lande Rostock und Stargard Herr: Uhrkunden und bekennen hiermit/ demnach Wir/ mit unsers Herrn Vettern/ Hertzogs Adolph Friedrichs zu Mecklenburg Lbd. wegen von Uns beschehener Vorenthaltung und Erhebung/ der zu Folge des zu Hamburg den 8. Martii Anno 1701. errichteten Recessus Jhro Lbd. Jure perpetui Dominii jährlich competirenden 9000. Rthlr. Boitzenburgischer Zoll-Gelder in Streit und Irrung gerathen/ und solche nunmehr auf Unterhandlung und fleißiges Zusprechen/ der von den Hohen Guarands obgedachten Vergleichs verordneten Herren Commissariis dergestalt gütlich gehoben und abgethan worden/ daß Wir dasjenige/ was mit Fürstl. Mecklenburg-Strelitzischen Original-Quittungen auf diese Zoll-Gelder nicht als baar bezahlt so fort beleget werden kan/ mit den 4. Wochen nach jüngst verflossenen Johannis verfallenen Termin, præ via liquidatione, noch rückständig befunden wird/ mit und nebst dem Interesse a 5. pro Cento, innerhalb 6. Tagen à dato dieses/ in einer nachdrücklichen Summ an speciebus in der Stadt Hamburg an den/ oder diejenigen/ so mehr Hochgedachte Jhr. Lbd. darzu bevollmächtigen werden/ baar/ ohn einigen Aufenthalt/ zu bezahlen gelobet/ und unter denen bey weitern Aufschub Uns zur Last gereichenden Conditionen/ welche der hohen Herren Guarands verordnete Ministri an statt der würcklichen Execution, zur Sicherheit sothanen unsers Versprechens völligen Erfüllung/ in einem Neben-Recessu abzureden und zu bedingen/ auch Wir einzugehen mit beliebet/ versprechen; Als werden Wir dem nicht allein behörig nachkommen/ sondern wir geloben und versprechen auch Krafft dieses bey Fürstlichen wahren Worten und Ehren zum verbündlichsten/ als es immer geschehen kan und mag/ und unter der beständigen Guarantie vor Höchstgedachten beyden Puissances hiemit/ damit Jhr Lbd. ratione futuri der ruhigen Erhebung dieser Jhro Jure perpetui Dominii zugehöriger Zoll-Gelder/ desto völliger und allerdings gesichert seyn mögen/ daß Wir Jhr. Lbd. dieselbe von nun an/ und hinkünfftig ohn einigen Abgang/ Schmälerung und Eingriff/ nicht allein wollen ruhig und ohnperturbirt erheben lassen/ sondern auch den zeitigen Zoll Verwalter mit Vorgreiffung/ Inhibition, Compensation, oder sonsten andern Vorwand und Prætext, wie derselbe auch genamt wer den könte/ deren Zahlung nicht hemmen/ weniger wegen unser/ an die Contribution des Stargardischen Crayses machenden Forderung (als welche Wir auf die in dem Hamburgischen Recesse abgeredete Weise nechstens vor einer Arbitrage an- und auszuführen/ jedoch aber Jhr. Lbd. eher Wir dieselbe durch rechtlichen Spruch erhalten/ an deren richtigen Perception und Genuß auf keine Weise zu hinderen versprechen) diese Gelder occupiren und an Uns ziehen/ so daß Wir/ wenn auch gleich inzwischen einige Mandata inhibitoria oder andere dergleichen Verordnungen/ Arresta, oder sonsten ergiengen/ solche nicht attendiren/ gebrauchen/ oder die Abführung dieser Gelder an Jhro Lbd. dadurch aufzuhalten Uns bedienen werden/ wollen oder mögen. Inmaßen dann/ zu mehrer Festhaltung dieses alles/ nicht allein der jetzige Zoll-Verwalter und dessen Successores, so offt einer diesen Dienst antritt/ Krafft dieses befehlichet und angewiesen werden/ und stets schuldig seyn sollen/ vor hochgedachten unsers Herrn Vettern Lbden und dero Nachkommen/ sich eydlich zu verpflichten und zu verbinden/ diese Jhro zugehörige Gelder auf die verflossene Termine richtig zu bezahlen/ und Uns von denen Zoll-Intraden den Uberschuß nicht ehender zu liefern/ biß diese bey jedem Termin richtig und gäntzlich vergnüget/ mit dem verbündlichen Anhang/ da/ wieder Verhoffen der Zoll-Verwalter daran säumig würde/ und die Gelder innerhalb 14. Tagen/ nach dem verflossenen Termin, nicht baar abführete/ alsdann das ob ulteriorem moram erwachsende Interesse selbiger aus eigenem Beutel/ oder in casum ipsius innocentiæ & inopiæ, Wir selbst aus denen Zoll-Geldern solche una cum Capitali abtragen/ und contentiren lassen wollen. Wir können und wollen auch gerne zustehen und leiden/ daß unsers Herrn Vettern Lbd. der zeitige Zoll-Verwalter/ wenn er die Bezahlung eines Termins wieder Zuversicht verzögert/ nach Verfliessung 4. Wochen nach demselben/ so lange bis die Bezahlung würcklich erfolget/ monatlich von 100. Rthlr. einen Rthlr. nebst dem vorgemelten Interesse abführen/ und diese aufgesetzte Straffe von unsers Vettern/ Hertzog Adolph Friedrichs Lbd. ad pias Causas verwendet/ auch durch Unser/ oder do Wir Uns dessen wegerten/ die hohe Herren Guaranteurs exequiret werden sollen. Würden Wir auch/ das doch nimmermehr seyn solte/ selbst in diese Gelder greiffen/ oder deren Abführung verhindern/ so wollen Wir geschehen lassen/ daß durch der offtgemeldten hohen Guarantie Hülffe offt-hochgedachte Unsers Herrn Vettern Lbd. auf Art und Weise/ wie Sie am besten dazu gelangen mögen/ das Jhrige nebst Kosten und Schaden/ von Uns wieder exigiren/ und wie unsers Herrn Vettern Liebd. annoch einen Ansprach an uns/ wegen der von Jhr. Lbd. zu Erhaltung der Restitution solcher Boitzenburgischen Zoll-Gelder angewandten Kosten zu machen vermeinen/ so wollen wir derselben vor der Arbitrage, wann Sie deßhalber Klage führen/ derentwegen zu rechte stehen/ und was alsdann das Recht mitbringet/ præstiren.

Zu Uhrkund dessen haben Wir dieses eigenhändig unterzeichnet/ und mit unserm Fürstlichen Insiegel bekräfftiget. So geschehen auff unser Vestung Schwerin/ den 15. Septembr. Anno 1705.

Friedrich Wilhelm.
(L. S.)

ANNO 1705.

ANNO 1705. 25. Oct.

## LVII.

*Acte du Parlement d'Angleterre pour la plus grande ſûreté de la Perſonne & du Gouvernement de Sa Majeſté* BRITANNIQUE *& de la Succeſſion à la Couronne dans la Ligne Proteſtante de* HANOVER; *paſſé* anno quarto & quinto ANNAE REGINAE, *de la premiere Seſſion, qui commença le 25. d'Octobre* 1705. [Sur la Copie imprimée par ordre d'un Miniſtre d'Angleterre, á la Haye chez *T. Johnſon.* Anno 1706. in fol. grand format.]

POUR la plus grande ſureté de la Perſonne & du Gouvernement de Nôtre très-gracieuſe Souveraine, & de la Succeſſion à la Couronne d'Angleterre dans la Ligne Proteſtante, comme elle eſt preſentement établie, limitée & fixée par les Loix & les Statuts de ce Royaume; Qu'il ſoit ordonné par Sa très-Excellente Majeſté, avec & de l'avis, & du conſentement des Seigneurs Spirituels & Temporels, & des Communes aſſemblées dans ce preſent Parlement, & par l'Autorité d'iceux, Que ſi quelque perſonne ou perſonnes que ce ſoient, depuis & après le vingt-cinquiéme jour de Mars de l'an de Nôtre Seigneur mil ſept cens ſix, *déclarent, ſoûtiennent, & affirment malicieuſement, de conſeil déliberé & directement, par des Ecrits, ou des Imprimez, Que Nôtre Souveraine la Reine à preſent Regnante, n'eſt pas la légitime & la véritable Reine de ces Royaumes:* ou *Que le Prétendu Prince de Galles, qui prend à preſent le Titre de Roi d'Angleterre ſous le nom de* JAQUES III. *a aucun Droit ou titre à la Couronne de ces Royaumes:* ou *Qu'aucune autre perſonne a aucun Droit ou titre à ladite Couronne, autrement qu'il n'a été établi par l'Acte du Parlement paſſé la premiere année du Regne de feu leurs Majeſtés le Roi* GUILLAUME *& la Reine* MARIE *d'heureuſe & de glorieuſe memoire, Intitulé* Acte déclarant les Droits & les Libertez des Sujets, & établiſſant la Succeſſion de la Couronne; *& d'un autre Acte fait l'an douziéme du Regne de ſa feu dite Majeſté le Roi* GUILLAUME III., *Intitulé*, Acte pour une plus grande Limitation de la Couronne, & pour mieux aſſûrer les Droits & les Libertez des Sujets: ou *Que les Rois ou Reines d'Angleterre avec & de l'autorité du Parlement d'Angleterre n'ont pas le Pouvoir de faire des Loix & des Statuts d'une force & d'une validité ſuffiſantes, pour limiter & reſtraindre la Couronne de ce Royaume, & la Deſcente, la Limitation, l'Heredité & le Gouvernement de ladite Couronne*; Chaque telle perſonne ou perſonnes ſeront coupables de Haute Trahiſon, & en étant atteints & convaincus, ſuivant les Loix & Statuts de ce Royaume, ils ſeront reputez & jugez Traîtres, & ſubiront la peine de mort, & toutes les pertes & confiſcations comme en cas de Haute Trahiſon.

Et Qu'il ſoit ordonné de plus par l'Autorité ſuſdite, Que ſi après ledit 25. jour de Mars, Quelque perſonne ou perſonnes *déclarent, ſoûtiennent, & affirment malicieuſement & directement en prêchant, en enſeignant, ou dans leurs diſcours prémeditez, Que la Reine nôtre Souveraine à preſent Regnante n'eſt pas la legitime & véritable Reine de ces Royaumes*, ou *Que le Prétendu Prince de Galles, qui ſe dit à preſent Roi d'Angleterre ſous le Nom de* JAQUES III. *a aucun Droit, ou Titre à la Couronne de ces Royaumes*, ou *Qu'aucune autre perſonne ou perſonnes, a ou ont, aucun Droit ou Titre à ladite Couronne, autrement que ſuivant un Acte du Parlement fait la premiere année du Regne de feu leurs dites Majeſtés le Roi* GUILLAUME *& la Reine* MARIE, *Intitulé*, „ Acte qui déclare les Droits & les Libertez de Sujets, qui établit la Succeſſion de la Couronne "; Et ſuivant un autre Acte fait l'an douzieme du Regne de feu ſadite Majeſté le Roi GUILLAUME III., Intitulé, „ Acte pour une plus grande Limitation de la Couronne, & pour mieux aſſeurer les Droits & les Libertez des Sujets ": ou *Que les Rois ou Reines d'Angleterre avec ou de l'autorité du Parlement d'Angleterre, n'ont pas le pouvoir de faire des Loix, ou des Statuts d'une force & d'une validité ſuffiſantes pour limiter & reſtraindre la Couronne de ce Royaume, & la Deſcente, la Limitation, l'Heredité & le Gouvernement de ladite Couronne*, Chaque telle perſonne ou perſonnes, en étant duëment convaincuës, *encoureront le danger & la peine de* PRAEMUNIRE, mentionnez dans le Statut de *Praemunire* fait la ſeiziéme année du Regne du Roi RICHARD II. ANNO 1705.

Pourvû toûjours, & Qu'il ſoit ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que perſonne ne ſera pourſuivi en vertu de cet Acte, pour aucunes paroles dites, à moins que l'Information deſdites paroles ne ſoit faite ſous Serment devant un ou pluſieurs Juges de Paix, dans le tems de trois jours après que leſdites paroles auront été prononcées; & Que la pourſuite de ladite offenſe ſera faite dans le tems de trois mois après ladite Information; Et Que perſonne ne ſera convaincu en vertu de cet Acte, pour aucunes telles paroles prononcées; que ſur le Serment de deux Témoins dignes de foi.

Et Qu'il ſoit ordonné de plus par l'Autorité ſuſdite, Que ce preſent Parlement, ou quelqu'autre Parlement, qui ſera appellé & convoqué par ſa Majeſté la Reine ANNE, ſes Heritiers ou Succeſſeurs, ne ſera ni fini, ni diſſous par la Mort, ou la *Demiſe* de ſadite Majeſté ſes Heritiers ou ſes Succeſſeurs, mais que ledit Parlement continuera; & il eſt ordonné par ce preſent Acte de continuer: Et a pouvoir, & eſt requis par ce même Acte, en cas qu'il tienne Séance dans le tems de ladite Mort ou *Demiſe*, de continuer immediatement d'agir, nonobſtant ladite Mort, ou *Demiſe*, pour & durant le tems de ſix mois, & pas plus longtems; à moins que le même Parlement ne ſoit prorogé, ou diſſous avant ce tems-là par la perſonne à qui la Couronne de ce Royaume d'Angleterre viendra, demeurera, & ſera, conformément aux Actes pour la Limitation & Etabliſſement de la Succeſſion ci-deſſus mentionnée: Et ſi ledit Parlement ſe trouve prorogé alors, il s'aſſemblera & tiendra Seance le jour auquel il aura été prorogé, & continuera le reſte dudit tems de ſix mois, à moins qu'il ne ſoit plûtôt prorogé ou diſſous, comme il a été dit.

Deplus il eſt ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que s'il y a un Parlement dans le tems de la Mort ou *Demiſe* de Sa Majeſté, de ſes Heritiers, ou Succeſſeurs, & qu'il arrive que ledit Parlement ſoit ſeparé par Ajournement, ou Prorogation; ledit Parlement immediatement après ladite Mort ou *Demiſe*, s'aſſemblera, tiendra Séance, & agira nonobſtant ladite Mort, ou *Demiſe*, pour & durant le tems de ſix mois, & non plus long-tems; à moins qu'il ne ſoit plûtôt prorogé, ou diſſous, comme il a été dit.

Il eſt de plus ordonné par l'Autorité ci-deſſus, Qu'au cas qu'il n'y ait point de Parlement actuel dans le tems dudit decès, lequel ſe ſoit aſſemblé & ait tenu Séance; Alors le dernier précedent Parlement s'aſſemblera immediatement, tiendra ſes Seances à Weſtminſter, & ſera un Parlement pour continuer, comme il a été dit, à tous égards & propos, comme ſi ledit Parlement n'avoit jamais été diſſous; mais il ſera pourtant ſujet à être prorogé & diſſous, comme il a été dit.

Pourvû toûjours, & Il eſt déclaré par ce preſent Acte, Que rien de ce qui y eſt contenu ne s'étendra, ou ne ſera entendu s'étendre à alterer ou à abroger le Pouvoir de la Reine, de ſes Heritiers, ou Succeſſeurs: de proroger, ou de diſſoudre les Parlemens; ni à revoquer, ou annuller un Acte du Parlement paſſé l'an ſix & ſeptiéme du Regne de feu Sa Majeſté le Roi GUILLAUME III., Intitulé, *Acte pour une frequente Aſſemblée & Convocation des Parlemens:* Mais Que ledit Acte continuera en force, dans chaque choſe qui n'eſt pas contraire ou inconſiſtante avec ce qui eſt ordonné par cet Acte.

Il eſt de plus ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que le Conſeil Privé de Sa Majeſté, de ſes Heritiers, ou Succeſſeurs, ne ſera point fini ni diſſous par le Decès, ou la *Demiſe* de Sa Majeſté, de ſes Heritiers, ou Succeſſeurs; mais que ledit Conſeil Privé continuera & agira, comme tel, pendant le tems de ſix mois, immediatement après ladite Mort ou *Demiſe*, à moins qu'il ne ſoit fini plûtôt par le prochain Succeſſeur à qui la Couronne Imperiale de ce Royaume doit aller, demeurer, & deſcendre ſelon la Limitation de la deſtination de ladite Couronne. Et ne demeureront point vacants pour raiſon de la *Demiſe*, ou Decès de Sa Majeſté, ſes Heritiers, ou Succeſſeurs Reines ou Rois de ce Royaume, les Offices & Places de Chanceliers, de Garde du Grand Sceau d'Angleterre, de Grand Treſorier d'Angleterre,

ANNO 1705.

terre, de Preſident du Conſeil, de Garde du Sceau Privé, de Grand Amiral d'Angleterre, ni aucun des Grands Offices de la Maiſon de la Reine ou du Roi pour le tems preſent; Ni pareillement aucun Office, Place, ou Emploi, Civil ou Militaire, dans les Royaumes d'Angleterre ou d'Irlande, Principauté de Galles, la Ville de Berwyk ſur la Twede, les Iles de Jerſey, Guerneſey, Alderney, & Sarck, ni aucunes des Colonies de Sa Majeſté; Mais ledit Chancelier, ou Garde du Grand Sceau d'Angleterre, le Grand Treſorier d'Angleterre, le Preſident du Conſeil, le Garde du Sceau Privé, le Grand Amiral d'Angleterre, les Grands Officiers de la Maiſon Royale, & toute autre perſonne ou perſonnes dans quelques-uns des Offices, Places, ou Emplois ſuſdits, continueront chacun dans ſon Office, Place, ou Emploi, pendant le tems de ſix mois prochains, après ledit decès, ou ladite *Demiſe*; à moins qu'ils n'en ayent été éloignez & démis par le Succeſſeur, comme il a été dit.

Il eſt de plus ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que le Grand Sceau d'Angleterre, le Sceau Privé, le Cachet Privé, & tous les autres Sceaux publics, qui ſubſiſteront au tems de la Mort ou *Demiſe* de Sa Majeſté, de ſes Heritiers, ou Succeſſeurs, continueront & ſerviront comme les Sceaux propres du Succeſſeur, juſqu'à ce que ledit Succeſſeur en ordonne autrement.

Il eſt ordonné par l'Autorité ſuſdite, Qu'en quelque tems que Sa Majeſté (que Dieu veuille long-tems conſerver) vienne à deceder ſans iſſuë de ſon corps, le Conſeil Privé, qui ſubſiſtera dans le tems du decès de Sa Majeſté, fera proclamer ouvertement & ſolemnellement en Angleterre & en Irlande, avec toute la diligence convenable, le plus proche Succeſſeur Proteſtant, qui a le Titre à la Couronne d'Angleterre, en vertu des Actes ci-deſſus mentionnez, ſelon la maniere & la forme ſelon leſquelles les précedens Rois & Reines d'Angleterre ont eu coûtume d'être proclamez après le decès de leurs Predeceſſeurs: Et que tous & chacun des Membres dudit Conſeil Privé qui negligera, ou refuſera volontairement de faire faire une ſemblable Proclamation, ſeront coupables de Haute Trahiſon, & en étant atteints & convaincus ſelon les Loix & les Statuts de ce Royaume, ſeront reputez & jugez Traîtres, & ſubiront les peines de Mort, & tous dommages & confiſcations comme en cas de Haute Trahiſon. Comme auſſi chaque Officier & tous les Officiers deſdits Royaumes d'Angleterre & d'Irlande, qui ſeront requis par ledit Conſeil Privé de faire leſdites Proclamations, & qui refuſeront ou negligeront volontairement de les faire, ſeront coupables de Haute Trahiſon, & en étant atteints & convaincus ſuivant les Loix & les Statuts de ce Royaume, ſeront cenſez & jugez Traîtres, & ſubiront les peines de Mort, & tous les dommages & confiſcations comme dans le cas de Haute Trahiſon.

Et parce qu'il peut arriver que le prochain Succeſſeur Proteſtant, peut dans le tems de la Mort ou *Demiſe* de Sa Majeſté, être hors du Royaume d'Angleterre & delà la Mer; C'eſt pourquoi il eſt ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que pour continuer l'Adminiſtration du Gouvernement au nom dudit prochain Succeſſeur Proteſtant, juſqu'à ſon arrivée en Angleterre, les ſept Officiers ci-deſſous nommez, qui ſeront en poſſeſſion de leurs Offices dans le tems de ladite Mort ou *Demiſe* de Sa Majeſté; c'eſt-à-dire, l'Archevêque de Cantorbery, alors en Charge; le Grand Chancelier, ou le Garde du Grand Sceau d'Angleterre, alors en Charge; le Grand Treſorier d'Angleterre, alors en Charge; le Preſident du Conſeil, alors en Charge; le Garde du Sceau Privé, alors en Charge; le Grand Amiral d'Angleterre, alors en Charge, & le Chef de Juſtice du Banc de la Reine, alors en Charge, ſeront, & ſont, en vertu de cet Acte, conſtituez & établis Seigneurs Juſticiers d'Angleterre, & en vertu dudit Acte, auront & ont Pouvoir au nom dudit Succeſſeur, & en ſa place, d'exercer & executer tous pouvoirs, autoritez, matieres, & Actes du Gouvernement, & l'Adminiſtration du Gouvernement, d'une maniere auſſi étenduë, que ledit prochain Succeſſeur pourroit faire s'il étoit preſent en perſonne dans ce Royaume d'Angleterre; juſqu'à ce que ledit Succeſſeur vienne, ou qu'il faſſe finir autrement leur autorité.

Néanmoins, il eſt de plus ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que ladite Perſonne, qui par les Limitations ſuſdites, eſt, ou ſera la plus proche à ſucceder à la Couronne de ce Royaume, en cas de Mort de Sa Majeſté ſans Iſſuë, aura & a le Pouvoir, en vertu de cet Acte, de nommer & de conſtituer, dans quelque tems que ce ſoit, durant la vie de Sa Majeſté, par trois Inſtrumens ſignez de ſa main, & ſcellez de ſon Sceau, leſquels Elle pourra revoquer, ou changer à ſa volonté & à ſon plaiſir, telles, & autant de perſonnes, nées Sujettes de ce Royaume d'Angleterre, qu'Elle le jugera à propos, pour être ajoûtées aux ſept Officiers ci-deſſus nommez, pour être Seigneurs Juſticiers, comme il a été dit, Leſquels auront pouvoir, par l'autorité de cet Acte, d'agir avec Eux comme Seigneurs Juſticiers d'Angleterre, auſſi pleinement, & de la même maniere, que s'ils avoient été nommez particulierement dans cet Acte; Leſquels dits Seigneurs Juſticiers, ou la plus grande partie d'iceux qui s'aſſembleront, pourvû qu'ils ne ſoient pas moins de cinq, pourront employer & exercer tout le pouvoir & l'autorité ci-deſſus mentionnez, auſſi amplement & avec autant d'effet à tous égards, que s'ils avoient été tous aſſemblés, & qu'ils euſſent tous donné leur conſentement.

Il eſt de plus ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que les trois dits Inſtrumens revocables, & qui peuvent être changez, comme il a été dit, ſeront tranſmis bien cachetez en Angleterre, au Miniſtre Reſident de la Perſonne qui doit ſucceder, comme ci-deſſus dit, (duquel Miniſtre Reſident les Lettres de Créance ſeront enregiſtrées dans la Grande Cour de la Chancellerie) & à l'Archevêque de Cantorbery, & au Grand Chancelier, ou Garde du Grand Sceau d'Angleterre; & après qu'ils auront été ainſi transmis, ils ſeront mis ſéparément ſous divers Couverts, qui ſeront ſéparément ſcellez des trois differens Cachets dudit Miniſtre Reſident, de l'Archevêque de Cantorbery, & du Grand Chancelier, ou du Garde du Grand Sceau d'Angleterre: Et l'un deſdits Inſtrumens étant ainſi ſcellé, ſera mis & depoſé entre les mains dudit Miniſtre Reſident, un entre les mains dudit Archevêque de Cantorbery; & l'autre entre les mains du Grand Chancelier, ou du Garde du Grand Sceau d'Angleterre: Et ſi le prochain Succeſſeur a deſſein de revoquer, ou de changer la Nomination, & Deſtination faites, comme il a été dit, il demandera par trois Ecrits de la même Teneur, ſous ſa Main & ſous ſon Sceau leſdits Inſtrumens depoſez, comme il a été dit, pour être délivrez à une ou pluſieurs Perſonnes autoriſées pour les recevoir; Alors & dans ledit cas leſdites Perſonnes entre les mains de qui ſeront depoſez leſdits Inſtrumens, & chacun d'iceux, & en cas de mort de quelqu'une de ces Perſonnes, leurs Executeurs ou Adminiſtrateurs, & toute autre perſonne en la garde de qui ſeront leſdits Inſtrumens, les délivreront ſemblablement, & ſont autoriſez, & requis de le faire par ce preſent Acte. Et s'il arrive qu'aucune deſdites Perſonnes entre les mains de qui leſdits Inſtrumens ſeront depoſez, vienne à mourir, ou ſoit demis de ſon Emploi, ou Office, pendant la vie de Sa Majeſté à preſent Regnante; Ladite Perſonne ou Perſonnes, & en cas de mort leurs Executeurs ou Adminiſtrateurs reſpectivement, & toute autre Perſonne à la garde de qui ſera aucun deſdits Inſtrumens, délivrera ou délivreront avec toute la diligence convenable, tels desdits Inſtrumens qui ſeront en ſa ou en leur garde, au Succeſſeur, ou Succeſſeurs de la Perſonne, ou Perſonnes mortes ou demiſes de leurs Emplois, ou Offices, comme il a été dit: Leſquels dits differens Inſtrumens, ainſi ſcellez & depoſez, comme il a été dit, ſeront apportez devant le Conſeil Privé immediatement après le Decès de Sa Majeſté ſans Iſſuë, où ils ſeront auſſi-tôt ouverts & lûs, & enſuite enregiſtrez dans la Grande Cour de la Chancellerie.

Et Qu'il ſoit de plus ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que ſi quelqu'une deſdites Perſonnes entre les mains de qui leſdits Inſtrumens ſeront depoſez, comme il a été dit, ou quelqu'un de leurs Executeurs ou Adminiſtrateurs, ou quelqu'autre Perſonne en la garde de qui ſeront leſdits Inſtrumens, après la Mort de quelqu'un deſdites Perſonnes, ouvre aucun deſdits Inſtrumens, ou neglige ou refuſe volontairement, de les produire devant ledit Conſeil Privé, comme il a été dit; Telle Perſonne ouvrant ainſi, negligeant, ou refuſant de les produire, encourra les peines & amandes de *Præmunire*, infligées par ledit Statut de *Præmunire*.

ANNO 1705.

Il eſt de plus ordonné par l'Autorité ſuſdite, Que ſi tous leſdits Inſtrumens depoſez, comme il a été dit, ne ſont pas produits devant ledit Conſeil Privé, comme il a été dit, Alors un ou pluſieurs deſdits Inſtrumens ainſi produits, comme il a été dit, auront le même effet pour donner la même Autorité, comme il a été dit, aux Perſonnes qui y ſeront nommées, comme s'ils avoient tous été produits, comme il a été dit: Et Que s'il n'y a point de Nomination faite par de tels Inſtrumens, Alors les ſept ſuſdits Officiers, ou cinq d'entre Eux, quels qu'ils ſoient, ſeront conſtituez & appointez pour être Seigneurs Juſticiers d'Angleterre, & ſeront revêtus du Pouvoir & de l'Autorité mentionnez dans le preſent Acte.

Il eſt de plus ordonné, Que les Seigneurs Juſticiers conſtituez, comme il a été dit, ne diſſoudront point le Parlement qui eſt continué & ordonné de s'aſſembler, & de tenir ſes Séances, comme il a été dit, ſans un Ordre exprès de la Reine ou du Roi, qui ſuccedera; Et que leſdits Seigneurs Juſticiers ſeront & ſont par cet Acte reſtraints & rendus incapables de donner le conſentement Royal dans le Parlement, à aucun Bill ou Bills pour revoquer, ou alterer l'Acte paſſé l'an treiziéme & quatorziéme du Regne du Roi CHARLES II., Intitulé, *Acte pour l'Uniformité des Prieres Publiques, & pour l'Adminiſtration des Sacremens, & autres Rites & Cérémonies, & pour établir la forme de faire, d'ordonner, & de conſacrer des Evêques, Prêtres, & Diacres dans l'Egliſe Anglicane*, Et que tous & chacun deſdits Seigneurs Juſticiers, qui concourront à donner le Conſentement Royal au Bill ou Bills, pour revoquer ou alterer ledit Acte, ſeront coupables de Haute Trahiſon, & ſouffriront les peines & confiſcations comme dans le cas de Haute Trahiſon.

Et Qu'il ſoit de plus ordonné par l'Autorité ci-deſſus dite, que leſdits Seigneurs Juſticiers avant qu'ils agiſſent & entrent dans la fonction deſdits Offices, & d'aucune partie de l'Autorité, qui leur a été donnée par cet Acte, prêteront le Serment mentionné dans un Acte paſſé la premiere année du Regne de feu leurs dites Majeſtez le Roi GUILLAUME & la Reine MARIE, Intitulé, *Acte pour abroger les Sermens de Fidélité & de Suprématie, & pour ordonner d'autres Sermens*; & auſſi les Sermens exprimez dans la ſuite de cet Acte; Leſquels Sermens ſeront prêtez devant le Conſeil Privé, qui doit continuer en vertu de cet Acte; Lequel Conſeil Privé eſt requis & a pouvoir d'éxiger ledit Serment. Et tous les Membres des deux Chambres du Parlement, & chaque Membre du Conſeil Privé, & tous les Officiers & Perſonnes dans quelques Offices, Places, ou Emplois, que ce ſoit, civils, ou militaires, qui ſont & ſeront continuez par cet Acte, comme il a été dit, prêteront ledit Serment, & feront tous les autres Actes requis par les Loix & Statuts de ce Royaume, pour ſe qualifier & rendre capables d'être & de continuer dans leursdites Places, Offices & Emplois, dans le même tems, de la même maniére, & ſous les mêmes peines, amendes & incapacitez qu'ils le devroient prêter, s'ils avoient été nouvellement élûs, nommez, conſtituez, & mis dans lesdits Offices, Places, ou Emplois, dans la maniére ordinaire & accoûtumée.

Il eſt de plus ordonné & établi par ce preſent Acte, Que toutes & chaque Perſonnes qui ſeront Seigneurs Juſticiers en vertu de cet Acte, ſeront eſtimez & regardez comme Perſonnes éxerçant des Offices de Confiance dans ce Royaume, & ſeront requis de faire tous les Actes exigez par les Loix & les Statuts de ce Royaume, pour ſe qualifier, & continuer dans leursdits Offices, ou Places de Confiance, dans ledit tems, en ladite maniére, & ſous leſdites peines, amendes & incapacitez, comme il eſt requis dans & par lesdits Actes.

Et qu'il ſoit de plus ordonné par l'Autorité ſusdite, Que depuis & après le décès de Sa Majeſté ſans Iſſuë de ſon corps, au lieu du Serment ordonné par l'Acte paſſé l'an premier du preſent Régne de Sa Majeſté intitulé, *Acte pour déclarer les changemens faits dans le Serment qui doit être pris en vertu de l'Acte intitulé, Acte pour la plus grande ſûreté de la Perſonne de Sa Majeſté, & de la Succeſſion à la Couronne dans la Ligne Proteſtante, & pour éteindre les eſpérances du prétendu Prince de Galles, & de tous les autres Prétendans & leurs Fauteurs ſecrets ou déclarez*, & pour déclarer que *l'Aſſociation* eſt finie; Le Serment ſuivant ſera prêté par toutes les Perſonnes qui ſont requiſes par cet Acte, de prêter le Serment qui y eſt mentionné, ſelon les altérations & changemens faits dans ce preſent Acte; c'eſt à dire,

„ Je A. B. reconnois, confeſſe, témoigne & dé-
„ clare véritablement & ſincérement, en conſcien-
„ ce, devant Dieu, & devant le Monde, que nôtre
„ Souveraine
„ eſt légitime & véritable
„ de ce Royaume & de tous les autres Etats & Païs
„ appartenans à Sa Majeſté; & je déclare ſolemnel-
„ lement & ſincérement, que je croi en conſcience
„ que la Perſonne que l'on prétendoit être Prince
„ de Galles pendant la vie du Roi Jaques, & qui
„ depuis ſa mort prétend être & prend ſur ſoi le ſty-
„ le & tître de Roi d'Angleterre ſous le nom de Ja-
„ ques III. n'a aucun Droit ni tître que ce ſoit à
„ la Couronne de ce Royaume, ni à aucun des E-
„ tats qui en dépendent; & je renonce, abjure, &
„ refuſe de lui rendre aucune fidélité & obeïſſance;
„ & je jure que je ſerai fidéle, & rendrai une véri-
„ table obeiſſance à
; & que je défendrai de tout
„ mon pouvoir contre toute ſorte de Conſpirations,
„ & attentats quels qu'ils puiſſent être, qui ſeront
„ commis contre ſa Perſonne, ſa Couronne, ou ſa
„ Dignité; & que je ferai tous mes efforts pour dé-
„ couvrir & faire connoître à Sa Majeſté & à ſes
„ Succeſſeurs, toutes trahiſons & conſpirations que
„ je ſaurai être contre
ou quelqu'un d'eux; & je
„ promets fidélement & de tout mon pouvoir, de
„ ſupporter, maintenir, & défendre la Limitation
„ & Succeſſion de la Couronne, contre lui ledit Ja-
„ ques & toutes autres Perſonnes que ce ſoit, com-
„ me elle eſt & demeure limitée dans la Perſonne
„ de la Princeſſe Sophie, Electrice & Ducheſſe
„ Douairiére d'Hanover & les Héritiers de ſon corps
„ qui ſeront Proteſtans, par un Acte intitulé, *Acte*
„ *pour la plus grande Limitation de la Couronne, &*
„ *pour la plus grande ſûreté des Droits & Libertez des*
„ *Sujets*; Et je reconnois & jure entiérement & ſin-
„ cérement toutes ces choſes, ſuivant les paroles
„ expreſſes que j'ai prononcées, & ſuivant le ſens
„ naturel & commun de ces mêmes paroles ſans au-
„ cune équivoque, évaſion mentale, ou réſervation
„ ſecrette, quelles qu'elles ſoient; & je fais cet
„ aveu, cette abjuration, renonciation, & promeſſe,
„ de tout mon cœur, volontairement & ſincérement
„ ſur la vraye foi d'un Chrétien.

*Ainſi Dieu me faſſe grace.*

Les Blancs duquel Serment ſeront remplis du nom de celle, ou de celui, comme Reine, ou Roi, qui ſera le plus proche de la Succeſſion, conformément audit Acte; *Pour la plus grande Limitation de la Couronne, & pour la plus grande ſûreté des Droits & des Libertez des Sujets*, quand ledit Serment aura lieu, & avec les autres additions propres des mots *Elle*, ou *Lui*. Et depuis & après la mort du prétendu Prince de Galles, les paroles ſuivantes (à ſavoir) *Et je déclare ſolemnellement & ſincérement, que je croi en conſcience que la Perſonne que l'on prétendoit être le Prince de Galles pendant la vie du Roi Jaques, & qui depuis ſa mort prétend être & prend ſur ſoi le ſtile & tître de Roi d'Angleterre, ſous le nom de Jaques III. n'a aucun Droit, ni titre que ce ſoit à la Couronne de ce Royaume, ni à aucun des Etats qui en dépendent; & je renonce, abjure, & refuſe de lui rendre aucune fidélité & obéïſſance*, ſeront laiſſées, comme auſſi les paroles, *contre ledit Jaques, & toutes autres perſonnes que ce ſoit*, ſeront omiſes, & à leur place il ſera inſéré, *contre toutes perſonnes que ce ſoit.*

Et qu'il ſoit de plus ordonné par l'Autorité ſusdite, Que lesdits prochains Succeſſeurs Reine, ou Roi, ſe ſerviront & pourront ſe ſervir de quelque Sceau que ce ſoit pour appoſer à chaque Ecrit ou Inſtrument, lequel Elle, ou Lui, ſera ou paſſera avant l'arrivée de l'une ou de l'autre en Angleterre, pour éxécuter, ou faire éxécuter tout Acte Royal; & qu'étant marqué dans ledit Ecrit, ou Inſtrument, *Que ledit Sceau aura le même effet que s'ils étoient paſſez ſous le grand Sceau d'Angleterre, ou ſous quelques Sceaux publics dont on ſe ſert*, ledit Ecrit, ou Inſtrument ſera de la même force & effet, que s'il étoit actuellement ſcellé du Grand Sceau d'Angleterre, ou de quelqu'autre Sceau public; lequel dit

Sceau

ANNO 1705.

Sceau du Succeſſeur eſt déclaré en avoir la force & l'effet dans ledit Ecrit, ou Inſtrument.

Et qu'il ſoit de plus déclaré & ordonné, Que ſi après la mort de Sa Majeſté ſans Iſſuë, & avant l'arrivée de quelque Succeſſeur, Reine, ou Roi en Angleterre, aucun Parlement eſt convoqué par les Seigneurs Juſticiers, par des Ordres ſous leur Seing, ledit Parlement ne ſera pas diſſous par l'arrivée dudit Succeſſeur en Angleterre; mais après ladite arrivée il continuëra ſans aucune nouvelle convocation.

Pourvû toutefois, Que ſi aucun desdits ſept ſusdits Offices, autre que la Charge de Grand Treſorier d'Angleterre, ſera en Commiſſion au tems de la Mort de Sa Majeſté, alors le premier Commiſſaire d'une telle reſpective Commiſſion ſera un desdits Seigneurs Juſticiers d'Angleterre, & emploiera, éxercera, & éxécutera tous Pouvoirs, Autoritez, matiéres, & Actes du Gouvernement, dont les Seigneurs Juſticiers d'Angleterre ſont revêtus par cet Acte, ſelon les Directions & les Proviſions de ce même Acte, d'une maniére auſſi étenduë, & auſſi ample, que ſi lesdits Office, ou Offices, étoient entre les mains d'une ſeule Perſonne. Pourvû que s'il n'y a point de Grand Treſorier d'Angleterre, & que l'Office de Treſorier de l'Echiquier ſoit en Commiſſion; alors le premier Commiſſaire de cette Commiſſion ſera un des Seigneurs Juſticiers d'Angleterre.

Et d'autant que dans & par ledit Acte du Parlement fait l'an douziéme du Régne du feu Roi Guillaume III. de glorieuſe mémoire, intitulé, *Acte pour une plus Grande Limitation de la Couronne, & pour la plus grande ſûreté des Droits & Libertez des Sujets*, il étoit ordonné entr'autres choſes dans les termes ſuivans, *Que depuis & après le tems que la plus Grande Limitation faite par cet Acte aura lieu, toute ſorte de matiéres & de choſes, qui ont rapport au bon Gouvernement de ce Royaume, & dont la connoiſſance appartient proprement au Conſeil Privé par les Loix & les Coûtumes de ce Royaume, y ſeront debattuës, & arrêtées, & que toutes les Réſolutions qui ſeront priſes là-deſſus ſeront ſignées par les Membres du Conſeil Privé, qui les auront conſeillées, & y auront donné leur Conſentement:* Il eſt ordonné par l'Autorité ſusdite, que cette dite Clauſe ſera & eſt en vertu de cet Acte annullée & révoquée, comme ſi ledit Acte n'avoit jamais été fait.

Et d'autant que dans ledit Acte il étoit auſſi entr'autres choſes ordonné dans les termes ſuivans, *Que toute Perſonne qui a une Charge ou Place de profit, ſous le Roi, ou reçoit Penſion de la Couronne, ſera incapable d'être Membre de la Chambre des Communes*; & qu'il paroît raiſonnable que cette dite Clauſe ſoit révoquée; Qu'il ſoit ordonné par l'Autorité ſusdite que ladite Clauſe ſera & eſt en vertu de cet Acte, annullée & révoquée, comme ſi ledit Acte n'avoit jamais été fait. Pourvû toutefois; Et il eſt de plus ordonné par l'Autorité ſusdite, Que depuis & après la fin ou diſſolution de ce preſent Parlement, toute perſonne qui aura en ſon propre nom, ou au nom de quelque perſonne ou perſonnes ayant cauſe & confidence d'elle, ou pour ſon profit, aucune nouvelle Charge ou Place de profit quelconque dépendante de la Couronne, laquelle ſera érigée & créée à l'avenir, & que toute Perſonne qui ſera Commiſſaire, ou Sous-Commiſſaire des Priſes, Secrétaire, ou Receveur des Priſes, Contrôleur des Comptes de l'Armée, Commiſſaire des Navires de Tranſport, Commiſſaire de l'Hôpital des malades & des bleſſez, Agent de quelque Régiment, Commiſſaire des Licences pour la Vente du Vin, Gouverneur, ou Sous-Gouverneur de quelqu'une des Colonies, Commiſſaire de la Marine, employé dans quelque Port de Mer; & enfin toute perſonne qui aura Penſion de la Couronne à volonté, ſera incapable d'être élû, ou d'avoir ſéance, ou de donner ſa voix comme Membre de la Chambre des Communes dans quelque Parlement qui ſera convoqué & tenu à l'avenir.

Pourvû toutefois, Que ſi quelque perſonne étant choiſie Membre de la Chambre des Communes, accepte à l'avenir après la fin ou Diſſolution du preſent Parlement, quelque Charge de profit de la Couronne, pendant le tems qu'il ſera Membre de ladite Chambre, ſon Election ſera & eſt par cet Acte déclarée nulle, & on expédiera un nouvel Ordre, pour faire faire une nouvelle Election, comme ſi une telle Perſonne qui accepte une telle Charge étoit naturellement morte. Pourvû toutefois, Qu'une telle perſonne pourra être élûë derechef, comme ſi la place n'avoit pas été vacante, comme il a été dit. ANNO 1705.

Pourvû auſſi; Et qu'il ſoit ordonné pour empêcher à l'avenir qu'un trop grand nombre de Commiſſaires ne ſoit fait ou conſtitué pour l'éxécution d'aucun Office; Qu'il ne ſera pas fait & conſtitué pour l'éxécution d'aucun Office un plus grand nombre de Commiſſaires, qu'il n'en a été employé dans l'éxécution d'un tel Office, quelque tems avant le premier jour de cette préſente Seſſion de Parlement.

Pourvû auſſi: Que rien de ce qui eſt contenu dans cet Acte, ne s'étendra ni ne ſera cenſé s'étendre à aucun Membre de la Chambre des Communes qui eſt Officier dans la Marine, ou dans les Armées de Sa Majeſté, lequel recevra une nouvelle ou autre Commiſſion dans la Marine ou dans les Armées.

Et qu'il ſoit de plus ordonné, Que ſi quelque Perſonne, qui en vertu de cet Acte eſt renduë & déclarée incapable d'avoir ſéance, ou voix dans quelque Parlement qui ſera aſſemblé à l'avenir, ſera nonobſtant cela députée pour ſervir comme Membre de quelque Comté, Ville, Bourg, ou d'un des cinq Ports dans aucun tel Parlement, une telle Election & Députation eſt ordonnée & déclarée par cet Acte nulle à tous égards & propos quels qu'ils ſoient; & ſi une telle perſonne renduë ou déclarée par cet Acte incapable d'être élûë, préſume à l'avenir, après la diſſolution du preſent Parlement de prendre ſéance, ou de donner ſa Voix comme Membre de la Chambre des Communes dans quelque Parlement qui ſera convoqué à l'avenir, une telle Perſonne qui prend Séance ou donne ſa voix, payera l'amende de cinq cens livres Sterlings; Laquelle ſomme ſera recouvrée par toute Perſonne qui en fera la pourſuite par Action de Dette, Requête, Plainte; ou Information, dans laquelle on ne lui accordera aucun *Eſſoign*, Protection ou *Gageure de Loi*, & ſeulement une *Imparlance*.

## LVIII.

*Fœdus perpetuum inter* CAROLUM XII. *Regem Sueciæ, &* STANISLAUM LESZEZYNSKI *in Regem Poloniæ contra* AUGUSTUM II. *in defectione electum. Actum Varſaviæ die* 18. *Novembris* 1708. Cum RATIFICATIONIBUS CAROLI 24. *Novembris*, STANISLAI 5. *Decembris, & Senatoribus aliiſque Adhærentibus* 5. *Decembris datis Anno* 1705. [ANDREÆ CHRYS. in ZELUSKIE. ZALUSKI Epiſc. Varmienſis Epiſt. Tom. 3. pag. 735.] 18. Nov.

*NOS* CAROLUS *Dei Gratia Sueciorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ, & Vandaliæ; Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ, & Viſmariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, & Montium Dux. Omnibus & Singulis, quorum intereſt aut ullo modo intereſſe poterit, notum, teſtatumque facimus. Quod cum ad renovandum Olivenſe Fœdus, illudque pro habitu præſentis temporis amplificandum nos inter, & Seren. ac Potent. Principem, Fratrem, Amicum, & Vicinum Noſtrum Chariſſimum, Dominum* STANISLAUM I. *Poloniæ Regem, Magnum Ducem Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenxiæ, Severiæ, Czerniechoviæque &c. &c. &c. nec non Rempublicam Polonam, per denominatos utrinque Legatos, ac Commiſſarios, Varſaviæ Tractatus ſit inſtitutus, atque hoc anno, die* 18. *Novembris, ab iiſdem concluſus, atque ſignatus, ſenſu, ac tenore, quo hic inſertus reperitur.* Univerſis ac Singulis &c. *Igitur ſupra memoratum Tractatum, omnibus & ſingulis Punctis, ac Clauſulis, ſicut infra verbotenus deſcriptus, ac inſertus legitur, approbavimus, & ratihabuimus; quemadmodum etiam virtute præſentium approbamus, & ratihabemus, Regio verbo ſpondentes, nos omnia, ac ſingula in eodem comprehenſa religioſe obſervaturos, ac impleturos, Neque quantum in Nobis erit unquam paſſuros, ut ullo modo, ac prætextu violetur, ac infringatur. In quorum majorem fidem hoc Diploma*

ANNO 1705.

*manu noſtra ſubſcriptum, Sigillo quoque Regio corroborari juſſimus. Quod factum eſt in Caſtris noſtris ad Bloniam die 24. Novembris, Anni à nato Salvatore ſupra milleſimum ſeptingenteſimi quinti.*

CAROLUS (L. S.)
C. PIPER mpp.

*NOS* STANISLAUS I. *Dei Gratiâ Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czerniechoviæque &c. &c. &c. & Reſpublica Poloniæ. Univerſis & Singulis quorum intereſt, aut ullo modo intereſſe poterit, notum, teſtatumque facimus. Quod cum pro habitu præſentis temporis, atque mutua ſecuritate, ac defenſione, è re viſum ſit inter Nos ex una, atque Seren. ac Potent. Principem* D. CAROLUM XII. *Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini Pomeraniæ, Caſſubiæ, & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ, & Wiſmariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, ac Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem &c. &c. &c. Fratrem, Amicum, & Vicinum noſtrum Chariſſimum ex altera parte, vetus renovare Fœdus, arctiorique nexu adſtringere, quod per conſtitutos utrinque Legatos, & Commiſſarios, juſta auctoritate inſtructos Varſaviæ, die* 18. *Novembris Anno* 1705. *confectum, ſignatumque eſt, ſenſu ac tenore, quo hic infra inſertum reperitur.* Univerſis & Singulis *&c. Idcirco ſupra memoratum Fœdus in omnibus, & ſingulis Punctis, & Clauſulis, approbavimus, & ratihabuimus, Regio verbo ſpondentes Nos omnia, & ſingula, in eodem comprehenſa, religioſe, & inviolabiliter obſervaturos, obſervarique, & impleri curaturos, neque quantum in Nobis erit paſſuros, ut à quopiam, ſub quocunque prætextu violetur, & infringatur. In majorem horum omnium fidem, hoc Diploma manu noſtra ſubſcriptum, Sigillo quoque Regio muniri juſſimus. Quod factum eſt die 5. Decembris, Anno* 1705.

STANISLAUS REX.
(L. S.)

ADAMUS RADONSKI
Capit. Inowlod. Secretarius, & Not. Cubicul. S. R. M. mpp.

*NOS pariter infra ſcripti Senatores, & Equeſtris Ordinis, à Seren. Rege* STANISLAO. *Primo &c. &c. &c. Ordinibus Regni Magnique Ducatus Lit. Confœderatis delegati Commiſſarii conſtare volumus, quorum intereſt univerſis & ſingulis. Quia vigore Poteſtatis nobis à Sacra Regia Majeſtate, & Republ. Confœderata conceſſæ, nomine eorundem præſentia Fœdera, cum omnibus ſuis Articulis, Punctis, Clauſulis, ut ſunt poſt inſerta approbamus, & ratihabemus perpetuo, & in ævum, nec ab ullo Reipubl. Statu, Vaſſallo, Officiali, aut Subdito, quovis modo violari Nos paſſuros promittimus, & cavemus, Nos Diplomata Ratificationis hujus Pacti, tam S. R. Majeſtatis, quam hoc Noſtrum in proximis Comitiis Regni Generalibus confirmaturos, & Volumini Legum Noſtrarum inſeri curaturos. In cujus rei fidem, manibus noſtris hancce ſubſcriptam approbationem Sigillis noſtris communivimus. Datum Varſaviæ 5. Decemb.* 1705.

(L. S.)

PETRUS à PARADYSZ BRONISZ, Capit. Pyzdren. Mareſchalcus Confœd. Generalis.
CASIMIRUS SAPIEHA, Palatinus Vilnenſis Summus Dux M. D. Lit.
JOSEPHUS POTOCKI, Palatinus Kyovienſis Capitaneus Halicenſis.
GEORGIUS WARSZYCKI, Caſtellanus Lancicienſis Capitaneus Petricovienſis.
ANDREAS MORSTYN, Capitaneus Siradienſis.
FRANCISCUS DESIDERIUS JAGNIATHOWSKI, Pocillator Lancicienſis.
PETRUS BOGLEWSKI, Dapifer Cernenſis.
STANISLAUS KOZUCHOWSKI, Pincerna Terræ Vielunenſis.
GEORGIUS SAPIEHA, Dapifer M. D. Lit.
FRANCISCUS EPERIASZ.

ANNO 1705.

*In Nomine Sacro Sanctæ, & individuæ Trinitatis.*

UNIVERSIS & Singulis quorum intereſt, notum, teſtatumque ſit; Poſtquam Olivenſe Fœdus, cujus Tabulis ſtabilita inter Regna Sueciæ, ac Poloniæ Amicitia, quadraginta annorum ſpatio intemerata vigucrat, hoſtili, Regis olim Poloniæ Friderici Auguſti in Livoniam irruptione, læſum, ac violatum erat: tanti inde motus ſunt ſecuti, qui gravibus quidem utramque Nationem affecerant incommodis. Poloniam verò admodum funeſtis turbis implicuerant, ac diſcordiis, quas componi cum utriuſque Regni, quam maxime intereſſet, bonâ vero fide tolli hæc mala, ac ſopiri poſſe non viderentur, niſi amoto eorum auctore, cum quieti communi, tum Pactorum veterum perpetuitati provideretur. Respublica Poloniæ non modo Regem ſibi elegit, ac creavit Seren. Principem STANISLAUM I. Sed etiam præ ſe juſtum tulit deſiderium, veterem, cum Regno Sueciæ redintegrandi Amicitiam, conſolidatiſque cunctis, quæ in priſtino Fœdere, mota, ac concuſſa invenirentur, arctiori ſibi illud vinculo adſtringendi, ad libertatis, & jurium ſuorum tuitionem, mutuumque decus, defenſionem, ac emolumentum. Ad hoc inſtitutum, cum par ſtudium nec minorem voluntatem S. R. Majeſtas Sueciæ attuliſſet, inter utramque R. Majeſtatem Sueciæ, ac Poloniæ, Seren. ac Potent. Regem CAROLUM XII. Dei Gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Ducem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, ac Pomeraniæ, Caſſubiæ, ac Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ, & Viſmariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem &c. &c. &c. & Seren. ac Potentiſſimum STANISLAUM I. Regem Poloniæ, Magnum Ducem Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czerniechoviæque &c. &c. &c. Rempublicamque Poloniæ, conventum eſt, ut conſtituti utrinque Legati ac Commiſſarii Varſaviæ convenirent, ac congregarentur, quorum operâ negotium, non ſalutare minus, quam neceſſarium, tractari, ac concludi poſſet. Quemadmodum etiam à S. R. Majeſtate Sueciæ miſſi illuc ſunt Legati extraordinariis Mandatis neceſſariis, plenaque poteſtate inſtructi Illuſtriſſimi ac Excellent. Viri. Dominus Arvidus Horn; liber Baro, Satellitum Regiorum Præfectus, & Generalis Equeſtrium Copiarum Dux Vicarius. D. Georgius Wachſchlagerus Secretarius Status, ut & D. Juſtus Palmbergius ſupremi in Livonia Tribunalis vice Præſes; à S. R. Majeſtate vero Poloniæ, & Republ. conſtituti ſunt Commiſſarii, pari itidem poteſtate muniti Illuſtriſſimi & Excellent. DD. ex Ordine Senatorio quidem D. Nicolaus in Swiecice Swiecicki Epiſcopus Poſnanienſis, D. Hieronymus Lubomierski, Caſtellanus Cracovienſis, ſupremus Dux Exercituum Regni, D. Joannes Odtowaz Pieniazek Palatinus Siradienſis, D. Stephanus Branicki, Palatinus Terrarum Podlachiæ. D. Franciſcus Grzybowski, Caſtellanus Inowladiſlavienſis. Ex Ordine vero Equeſtri, & quidem ex Provincia Minoris Poloniæ D. Venceſlaus Jeruzalski, Vexillifer Terræ Bielſcenſis, D. Alexander Gaſowski Dapifer Terræ Bielſcenſis, D. Caſimirus Skiwski, Subdapifer Terræ Drohicenſis. Ex Provincia Majoris Poloniæ, D. Vladiſlaus à Ponin Poninski, vice Præfectus Stabuli Regni, D. Ludovicus Antonius bini nominis Laſocki, Capitaneus Zakrocimenſis, D. Vladiſlaus Comes à Czarnkow Czarnkowski. Ex Provincia M. D. L. D. Michael Comes à Czereia Sapieha Notarius Campeſtris M. D. L. Dolinenſis, Relovienſis, Kirsnenſis &c. Gubernator D. Daniel Wyhowski, Niechorovienſis, Reklinenſis &c. Gubernator, qui ſuperiore anno 5. Auguſti Varſaviæ, in Cœnobio Carmelitarum Diſcalceatorum convenientes, invocato Supremi Numinis auxilio Tabulis plenæ Potentiæ invicem commutatis, opus aggreſſi ſunt. Quod licet paulo poſt iniquitate temporum dilatum eſſet, hoc tamen anno poſt nativitatem Salvatoris noſtri 1705. die 3 Septembris ordinariis, & delectis S. R. M. ac Reipubl. Polonæ Commiſſariis, quorum numero, ob abſentiam quorundam ex prioribus, qui aut non comparuerunt, aut fatorum injuria, inviti à Patria abſunt, aut ſponte in adverſas tranſierunt partes, additi ſunt, & quidem ex Senatorio Ordine, Illuſtriſſimi & Excellen. DD.

ANNO 1705.

D D. D. Chryſoſtomus in Gnin Gninski Epiſcopus Camenecenſis, Abbas Wagrowecenſis, D. Franciſcus Zapolski, Caſtellanus Siradienſis. D. Franciscus in Debiany Debinski, Caſtellanus Sandecenſis. Ex Ordine vero Equeſtri, & quidem ex Provincia Minoris Poloniæ D. Staniſlaus Comes in Melſztyn Tarlo Præfectus Culinæ Regni, D. Franciscus in Wlodziſlaw Lanckornski, Succamerarius Generalis, Palatinatus Cracovienſis, ac Zatorienſis, & Osviecimenſis, Ducatuum, Vielicenſis, Bochnenſis, Rognicenſis, &c. Capitaneus, D. à Zydowo Zydoski Vexillifer, & Judex Caſtrenſis Cracovienſis, D. Albrachtus à Debiany Debinski, Vexillifer Ducatuum Zatorienſis, & Osviecimenſis. Ex Provincia Majoris Poloniæ, D. Franciscus à Bnin Radzewski, Wſchovenſis Gubernator. Ex Provincia M. D. L. D. Chriſtophorus Comes in Bakſzty, & Burdyczow Zawiſza, Minſcenſis, Czernſcenſis Dolinenſis Gubernator, D. Joſephus Piotrowski, Tribunus Czerniechovienſis, renovatis auſpiciis feliciter adeo continuari cœptum eſt, ut in mutuas tandem Fœderis, & æternum duraturæ Amicitiæ leges conceſſerint tenore ſequenti.

I. Maneat Pax perpetua, ſit vera, ſinceraque Amicitia, inter Seren. ac Potent. Principem, ac Dominum D. CAROLUM XII. Dei Gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Ducem Finlandiæ, Scaniæ, &c. &c. &c. ejusque Regiæ Majeſtatis Succeſſores, ac poſteros Reges Suecorum, Regnumque Sueciæ, nec non ſubjectas illi Regiones, ac Provincias ab una, atque Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem, ac Dominum, D. Staniſlaum Dei Gratiâ Regem Poloniæ, Magnum Ducem Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czerniechoviæque &c. &c. &c. ejus Regiæ Majeſtatis Succeſſores, ac poſteros Reges Poloniæ, Magnos Duces Lithuaniæ, atque ſubjectas illi Regiones & Provincias ab altera parte, ita ut alter alteri nihil hoſtilitatis unquam, aut inimicitiæ, clam ac palam, directè vel indirectè inferat, vel per ſuos, aut alios inferri faciat, nec alterius hoſtibus auxilia quocunque nomine præſtet, non cum alterius hoſtibus Fœdera huic Pacto contraria ineat, nec quicquam in alterius Status, & Securitatis diminutionem, per ſe, vel per alios moliatur, ſed ut utraque Pars, alterius utilitatem, honorem, ac commodum quærat, ac promoveat, & fidem invicem, pacificamque vicinitatem colat, ac ſervet, pericula quoque alteri imminentia, quantum poſſit, amoliatur, ac præveniat, nec non tempeſtive moneat, ſi quid alteri diſcriminis inſtare intellexerit. Pacta vero, ac Fœdera, quæ cum aliis Principibus, ac Statibus utraque Pars ſancita habet, in antiquo vigore conſerventur, ita tamen, ut huic Fœderi nihil quicquam derogare poſſint.

Pax Olivenſis huic Tractatui, ut baſis, & fundamentum inviolabile, ſubſternitur, adeoque ad omnia ſua Capita, Articulos, & Clauſulas, tanquam verbotenus hic inſerta eſſent, confirmatur, niſi quatenus aliter jam ſtatutum, uberiusque explicatum, vel in poſterum ob utriusque paciſcentium Partis commodum, & ad præſentes motus componendos, & per rationes Belli, mutuo conſenſu ſtatuere, explicare & decernere neceſſarium fuerit.

§. 1. Cum ex Bello hoc, quod Factio Saxonica excitaverat, non pauca in utramque Gentem redundaſſent incommoda, ea omnia, quocunque tandem nomine, ſive moleſtiæ, hoſtilitatis, onerum, aut ſtudii partium veniant, generali hac Amniſtia perpetuæ tradantur oblivioni, nec uni Partium poſt hunc diem, liceat eorum, quæ ita acta ſunt, alteri quidquam imputare, exprobrare, aut quempiam illorum, qui alteri Parti adhæſiſſent, propterea accuſare, aut perſequi.

§. 2. Hac generali Amniſtia gaudeant omnes, & ſinguli cujuſcunque ſtatus, conditionis, & Religionis fuerint, ut & omnes Communitates, quæ utrinque Partes Belligerantes ſecutæ ſunt, aut in hoſtilem poteſtatem devenerunt, præſertim autem illi, qui relictâ Parte contraria, ſalutares in publicum Majoris Poloniæ Bonum ſenſus amplexi ſunt, ejusdemque Boni publici promovendi, & ſalvandæ Patriæ conatus opera ſua adjuverunt, aut non impediverunt, quibus anteriores actiones, ſtudia partium, & hoſtilis in paciſcentes animus, neutiquam nocebunt, ſed cuncta perpetuæ oblivioni tradantur.

§. 3. Cum vero quorundam impietas augendæque per mala Reipub. fortunæ ſtudium, ingentium tam Regno Sueciæ, quam Poloniæ ærumnarum dederit occaſionem: Proinde excluduntur, ab hac Amniſtia omnes, qui una cum Factione Saxonica, Pacem Publicam, & Amicitiam inter Sueciæ, & Poloniæ Regna perturbarunt, qui Parti contrariæ contumaciter, & perfracte adhærentes, non tantum ſalutem Publicam varie morati ſunt, & adhuc morantur, vel morabuntur, ſed & hoſtium Reipub. deſtinatis omni modo faventes, contra Rempub. ejusque Fœderatos, exercitus ducere, conſiliisque, aut alia ratione mala Reipub. augere, & protrahere auſi, interitum ejus jugiter promotum ivere: In hos omnes licet ex rigore Patriarum Legum animadvertendum eſſet ita, ut hoſtes Patriæ, ac tanquam Perduelles, honoris, Bonorum, vitæque jacturam meruiſſe cernerentur; quo tamen utrique Regno quies, ac tranquillitas, tanto facilius reſtituatur, animique civium coalescant, detur illis reſipiſcendi ſpatium trimeſtre, à die concluſi, & ſubſcripti Tractatus computandum ita, ut intra determinatum tempus reſipiſcentes, & ad meliorem mentem redeuntes, Teſtimoniis Documentisque authenticis, & ipſo facto bonam fidem, ac ſincerum animum comprobantes, S. R. Majeſtatis Sueciæ gratiam quærentes Seren. Regis Staniſlai, ac Reipub. Fœderatæ obſequium amplectentes, idem Amniſtiæ beneficium, & præteritorum oblivio complectatur. Quod ſi neglexerint, utraque paciſcentium Pars illos ut hoſtes ea, quam merentur, ſeveritate ubivis locorum perſequetur.

II. §. 1. Quemadmodum Auguſtus Rex quondam Poloniæ, hac Amniſtia comprehendi nequit, ita ille, omnesque illius Partibus adhærentes, ſive Saxones ſint, ſive alterius Nationis, pro utriusque Regni hostibus habendi, ac tamdiu hoſtiliter perſequendi, donec Reipub. finibus ejiciantur, neque ulli Parti Paciſcentium liberum erit cum iis tranſigere, Inducias facere, Pacem inire, aut ullam aliam Conventionem ſtabilire, ſine mutuo utriusque Partis conſenſu, cujus hæc neceſſaria erit conditio, ut dictus Rex Auguſtus Coronæ Poloniæ, omnique Juri, quod ad ipſum pertinere prætendere vellet, renuntiet, & S. R. Majeſtati Sueciæ, ut & Reipubl. Polonæ, pro omnibus moleſtiis, damnisque quæ hujus Belli occaſione paſſæ ſunt, ſatisfaciat.

§. 2. Et ſicut hoc Bellum contra Jura, & Conſtitutiones Reipubl. Polonæ cœptum improbatur, ita S. R. Majeſtas & Reſpubl. Poloniæ clarigationem initio hujus Belli à Rege Auguſto, contra S. R. Majeſtatem & Regnum Sueciæ editam, declarant nullo fundamento nixam, nullam, & irritam, uti & omnes criminationes, quæ in ea allegantur, pro non competentibus, & nullius valoris, cum Reſpub. in præfatæ clarigationis promulgationem nunquam conſenſerit. Quemadmodum Seren. Rex, & Reſpub. Poloniæ, ad ſuam cenſuram pertinere non exiſtimant, quidquid Sereniſſimo Regi Sueciæ in Subditos Livoniæ Suæ, aut aliarum Regni Sueciæ Provinciarum, viſum fuerit ſtatuere.

§. 3. Decreta, & Statuta, quæ vulgo Lauda vocantur, quocunque tempore, nomine, & loco, tam in Regno Poloniæ, quam in M. D. Lit., præſertim vero in Varſavienſi Senatus Conſilio. Mariæburgenſi, Thorunenſi, Elbingenſi, Savorovienſi, Sandomirienſi, Cracovienſi, Breſtenſi, Olkinenſi, & aliis Congreſſibus, tam extra, quam intra Provincias Regni, & Reipublicæ, durante hoc Bello per Auguſtum Regem, ejusque Aſſeclas peracta, non tantum in everſionem Status Reipubl. Polonæ, ſed etiam in ſublationem Pacis Publicæ per Pacta Olivenſia cum Regno Sueciæ concluſæ, & ſtabilitæ, tum & ipſa Comitia Lublinenſia, uti Libertati Polonæ nociva, & ipſis Pactis Olivenſibus contraria, Decretaque in contumaciam Tribunalitia, cæterorumque Subſelliorum M. D. L. durante hoc Bello, contra adhærentes Partibus Paciſcentium, in Regno vero Poloniæ, poſt remotionem Regis Auguſti, quovis loco & tempore, à parte contraria lata, Confiſcationes Bonorum, & Abrogationes Dignitatum, pro irritis, & nullis declarantur.

§. 4. S. R. Majeſtas, & Reſpub. Poloniæ, improbant, irritaque pronuntiant omnia Pacta, vel Fœdera, quæ cum aliis Principibus, Statibusque antehac ſancita ſunt, quatenus S. R. Majeſtati Regnoque Sueciæ noxia deprehenduntur, præcipuè autem ea, quæ à Rege Auguſto in Clarigatione ſuperius abrogata allegantur, ibique ad conciliandum injuſto huic Bello aliquam ſpeciem, recenſentur. Pari modo Sereniſſimus Rex, & Reſpub. Poloniæ, nullum prorſus Fœdus paciſcentur, & concludent cum ante memoratis,

ANNO 1705.

ratis, aut aliis extrancis Poteſtatibus, quæ in damnum, aut præjudicium S. R. Majeſtatis Regni Sueciæ vergere poterunt, nec Reſpubl. Regibus ſuis ulla Fœdera inire permittet, quæ Regibus Regnoque Sueciæ contraria ſint, ſed ea impediet, & improbabit; quemadmodum etiam ea hiſce in anteceſſum pro nullis declarat.

III. §. 1. Quoniam Czarus Moſcoviæ, non modo Pacem præſenti Bello ſubdidit artibus, & molominibus ſuis, ſed etiam ad illud proſequendum, tum armis, Copiisque, tum pecunia Regem Auguſtum adjuvit, & adhuc adjuvat, maxima damna utrique Regno intulit, & etiamnum infert. Idcirco paciſcentes mutuo conſenſu de eo conveniunt, quod ab hoc Fœdere non tantum excludatur, ſed etiam quod cum S. R. Maj. Sueciæ, S. R. Maj., & Reſpubl. Poloniæ arma conjungant, iisque ipſum tamdiu perſequantur, usque dum pro illatis illi utrique Parti injuriis & damnis, tyrannideque, quam in Terras, & Subditos utriusque Regni exercuit, ad deſiderium ſatisfecerit. Quemadmodum etiam unanimi conſenſu ſtatutum eſt, ut neutra Pars Paciſcentium, Inducias, Pacem, aut quæcunque demum Fœdera, Pactave cum eo inire poſſit, aut velit, niſi prævia mutua deliberatione, communicatisque Rationibus, & Conſiliis.

§. 2. Quo autem modo, quibus conditionibus arma conjungenda, quoque numero, & quibus in locis auxilia præſtanda ſunt, peculiari Pacto convenietur.

§. 3. S. R. Majeſtas Sueciæ hiſce quoque promittit S. R. Majeſtati, & Reipub. Polonæ, auxilia ſua contra præſentes eorum hoſtes, quodque arma ſua non prius revocatura ſit, quam Deo favente Sereniſſimus Rex, & Reſpublica in quiete & ſecuritate ſint conſtituta.

§. 4. Si annuente ſupremo Numine, à S. R. Majeſtate Sueciæ, & auxiliaribus ejuſdem armis, Provinciæ, & Loca aliqua munita, quæ anteriori Bello, per Czarum Moſcoviæ Reipub. Polonæ adempta ſunt, recuperata fuerint, repenſis S. R. Majeſtati Sueciæ ſumptibus, Reipub. Polonæ reſtituentur.

§. 5. Loca munita Regni Poloniæ, & M. D. Lit. quæ S. R. Majeſtas Sueciæ præſenti tempore tenet, & inposterum ex circumſtantiis ſui Belli ab hoſtibus capere poterit, eadem S. R. Majeſtas teneat, ibique præſidia ſua habeat, & collocet.

§. 6. Sacræ Regiæ Majeſtati Sueciæ liberum erit per totam Pruſſiam, ejusque Urbes, Oppida, & Pagos, aliasque Reipub. Provincias, ubicunque viſum fuerit, Milites, exercitumque conducere, & ſupplementa facere durante hoc Bello, atque quamdiu Sereniſſimo Regi Sueciæ propter motus Polonicos Copias ſuas intra fines Reipub. retinere neceſſe fuerit, ita tamen, ne delectus Militum Sereniſſimi Regis Poloniæ ullo modo impediantur.

§. 7. Quod ſi S. R. Majeſtati Sueciæ Copias, apparatum Bellicum, aliasve res ſuas ex Polonia, vel Lithuania, alio per Mare, vel Flumina tranſportare neceſſe fuerit, non modo iisdem Portus Reipubl. patebunt, ſed etiam cujuſcunque magnitudinis, & generis Naves, ad eas trajiciendas, ſine ulla remora, & objectis obſtaculis concedentur.

§. 8. Si alterutri Regnorum Sueciæ, & Poloniæ, ac M. D. Lithuaniæ, Bellum cum vicinis eorum gerere contigerit, altera Pars, alterius hoſtibus, hoſtiumque adjutoribus, nullam Bellicam ſupellectilem, vel vetitas Merces advehet, vel quocunque modo ſuppeditabit, aut advehi, vel ſuppeditari faciet, aut ſinet. Præterea nullos tranſitus Militum fieri, nullaque cujuſcunque generis auxilia præſtari iisdem permittet, nec ulla ratione in alterius Partis damnum favebit.

§. 9. Quod ſi poſt finitum hoc Bellum, quispiam ex Regni Poloniæ, & M. D. Lithuaniæ Incolis, vel Civibus arma contra Sacram Regiam Majeſtatem Sueciæ ſumere, ejusque Regna vel Provincias hoſtiliter aggredi, aut infeſtare, quemadmodum hoc Bello factum eſt, auſus fuerit, vel tentaverit, S. R. Majeſtas, & Reſpub. Poloniæ ſe præſenti Fœdere obſtringunt, quod talia molimina, cœptave ſerio reprimere, delinquentes debita pœna afficere, atque Sereniſſimo Regi, Regnoque Sueciæ pro illatis damnis ſatisfacere velint.

§. 10. Omnes, qui hoc Bello, quocunque in loco capti, vel poſthac capientur, ſive Sueci ſint, ſive Poloni, ſive alterius Nationis, cujuſcunque demum ſortis, vel generis, conditionis ac ſtatus ſub ſignis Suecicis, vel Polonicis, vel Lithuanicis militarunt, ſine ullo ſoluto pretio, finito hoc Bello, priſtinæ libertati reſtituantur, ſicut & illi, qui ob delicta ſua capti detinentur, tunc reddentur Dominis ſuis, pro arbitrio, ut cum ipſis agant, ſi autem Natione Sueci, aut alii, qui arma Suecica geſtarunt, inter Tartariam, aliasque Regiones finitimas in Captivitatem abducti comperiantur, Seren. Rex & Reſpub. Poloniæ, ad liberandos eos, ſi reperiri poſſent, ſedulam operam navabunt: qui durante Captivitate debita contraxerint, eadem ſolvere, vel vadimonium dare tenebuntur. ANNO 1705.

§. 11. Si quis Suecorum Subditorum, qui hoſtis ſigna vel partes ſecutus eſt, à Copiis Polonicis captus fuerit, is ſine omni cunctatione Suecicæ Militiæ Præfectis reddetur, pari modo S. R. Majeſtas Sueciæ, Regni Poloniæ Cives, aut Subditos, ejusdem delicti reos Reipub. reſtituere vult, prævia cautione, ne hoſtibus poſtea ſerviant.

§. 12. Omnes Subditi, ſive Milites, ſive Ruſtici, aut cujuſcunque conditionis, & ſtatus homines, qui hoc Bello, à Regionibus Suecicis in Provincias Reipub. transfugerunt, ſine ullâ mora, ubicunque deprehendantur, cum Uxoribus, Liberis, Familia, Bonis, & Rebus ſuis Dominis eos requirentibus reddentur, & reſtituentur, nec ulli Regni Poloniæ Civi, vel Subdito è Territorio Suecico profugos, apud ſe recipere, & celare liberum erit, ſed tales cum venerint, prehendet, & in cuſtodia detinebit, donec Domino, vel proximè adjacenti Urbi, vel Loco munito ſignificatum fuerit, qui eos recipiant, & abducent. Idem viceverſa obſervabitur, ſi qui fugitivi à Territorio Polonico in Provinciis Suecicis reperti fuerint. Cavetur tamen, ne Civitati Rigenſi in jure ſuo præſcriptionis biennalis, quod in fugitivos è Regionibus Reipub. ab iisdem temporibus, quibus Epiſcopis, & Magiſtris Ordinis Teuthonici paruit, continua temporum ſerie habuit, Regesque Poloniæ pluries illi confirmarunt, quicquam decedat, ſed ut eodem Civitatis vetuſto jure, inpoſterum, velut hactenus illibato fruetur, ſalva tamen reſtitutione Bonorum ſi extant, quæ eodem transfugas ſecum injuſtè abſtuliſſe probari poteſt.

IV. Quæcunque in Illuſtriſſimam Sapiehanam Domum, cæterosque Lithuaniæ Nationis, à Factione Saxonica eo nomine ſancita ſunt, quod ejus cœptis, moliminibusque obſtiterint, hoc Fœdere in perpetuum abrogata ſunto, & ne in poſterum ad ſimilia deveniatur, in authores adverſæ Factionis, qui per ruinam hujus Familiæ, & Reipub. ſimul oppreſſum iverunt, violataque ſecuritate Publica Præfectum ſtabuli in M. D. L. Illuſtrem Comitem, Michaelem Sapiehain, crudeliſſime trucidarunt, ex rigore Patriarum Legum animadvertetur, & utraque paciſcentium Pars, de dicta cæde curabit ſatisfactionem fieri. Dicta autem Domus, cæterique cum ea oppreſſi in priſtinam Dignitatem, honores, munia, prærogativas, ac fortunas, facta refuſione damnorum, ab uſurpatoribus omnimode reſtituentur. Bona vero Regalia, quæ hiſce in conſpirationis præmium ceſſerant, ad primos Poſſeſſores redeant. Utraque demum paciscentium Pars cavet, ut non ea modo, de quibus ita hic conventum eſt, executioni mandentur, verum etiam ut eum, eosque qui dictam Domum cæterosque cum ea oppreſſos, hac ex occaſione perturbare in poſterum, & perſequi inſtituerint, pro perturbatoribus Pacis Publicæ habeat, & vindicet.

§. 1. Sacra Regia Majeſtas Poloniæ, & Reſpub. ratihabent, ac ſe tuituros declarant, Pacem, ac Securitatem, quam Diſſidentes à Religione Rom. Catholica, tam in Polonia, quam in Lit. nacti ſunt, Confœderationibus, Pactis Conventis, Confirmationibus Jurium, & ipſismet Juramentis Regum firmatam, adeo, ut Proteſtantium Religioni addictis, quamdiu pacifice ſe gerant, fides, quam profitentur, damno non ſit futura, aut quocunque prætextu impedimentum adferatur, quominus locis ſolitis, ac conceſſis, Sacra rite peragant, liberosque ſuos in Religione avita inſtruere ac educare poſſint, ſi quæ actio cuiquam cauſa Religionis eorum intenderetur, illa non ex capite Arianismi, ſicut Arianorum, dijudicabitur.

§. 2. Civitatibus Pruſſiæ, omnia Jura, Immunitates, Privilegia, Jurisdictiones, & Prærogativæ, quibus ſive in Eccleſiaſticis, ſive prophanis, ante vel poſt factam Pacem Olivenſem gaviſi ſunt, conſervantur, & confirmantur. Si vero aliqua poſtmodum, contra eandem acta, & tentata fuiſſe inveniantur, à S. R. Majeſtate Poloniæ, & Repub. dijudicabuntur, & non modo irrita, injuſtaque declarabuntur, ſed etiam abrogabuntur, & abolebuntur, priſtinoque ſtatui, ſicuti etiam

Seren.

ANNO 1705.

Seren. Rex, & Reſpub. Poloniæ hiſce ſpondent, ſancteque promittunt, quod nullam infractionem, vel mutationem dictis in rebus inpoſterum facient, vel fieri ſinent.

V. Sint inter Sueciæ, & Poloniæ Regna, & M.D.L. ut & inter Pruſſiæ, Ruſſiæ, Samogitiæ, Curlandiæ, totiusque Livoniæ Incolas, & Subditos, tam Terra quam Mari, libera, & ſecundum veterem atque antiquum uſum, non impedita commercia. Dictum vero priſtinum, & veterem uſum inter alia in ſequentibus conſiſtere, & obſervari debere utrinque conventum eſt, nempe,

§. 1. Ne Portus & nova Emporia alibi, quam Rigæ, debeant erigi & frequentari, ſed Merces, ex Lithuania, Ruſſia, Pruſſia, Samogitia, Curlandia aliisque Provinciis ad ſolum Portorium & Forum Rigenſe, ſecundum morem, & antiquam conſuetudinem, Privilegiis, & Pactis cautam ubique venire, & diſtrahi, indeque, ad Naves evehi debeant. Iis vero, qui nihil Rigæ debent, aut ibi contraxerunt, liberum ſit Merces ſuas domi vendere, aut Rigam, aut Vilnam transferre.

§. 2. Ne Mercibus aut Mercatoribus, Rigam tendentibus, aut inde venientibus, impedimenta ulla fiant, neglecta hactenus viarum, aut portuum, trajectuumque refectio in Ducatu Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Samogitiæ, Curlandiæ, & aliis locis, ubi ab antiquo fuerunt, quantocius fieri, & ſarta tecta conſervari debent.

§. 3. Ne Cives Rigenſes, in jam dictis locis in libera coëmptione rerum neceſſariarum, boum, lignorum, piſcium, aliarumque rerum impediantur, aut prohibeantur, ſecundum veterem praxin, ſalvis Teloniis Regiis, & Reipublicæ, ab antiquo deſuper conſtitutis.

§. 4. Ne Bona naufraga, Naves vi ventorum, aut tempeſtatis in Litora, & Brevia adacta, cæteræque res omnes, quocunque Locorum, aut in Mari, aut in Fluminibus à quoquam occupentur, aut ſub quovis prætextu detineantur, ſed Dominis, atque Proprietariis, absque ulla tergiverſatione reſtituantur, nec præter æquum, & juſtum, pro ſolo ſalvationis labore præmium, inter Partes, ſi ipſæmet ea de re convenire non poſſint, à Judicibus juratis determinandum, quicquam exigatur. Infortunium ejusmodi paſſis quocunque modo ab Accolis Littorum, atque Fluminum, aliisque auxilium invitis non obtrudatur, ſed liberum ſit pro libitu, aut cum Nautis ſuis, aut cum aliis quibusvis, quos illi ipſimet ad iſtud vocaverint, res ſuas ſalvare, & ſibimet opem ferre, ac quærere, neque quando auxilio indigent, idque per ſignum quoddam indicant, adſtricti ſint expectare, donec illi, qui forte à Dominis fundi, vel ripæ ad id deſtinati ſunt, veniant, ſed quemcunque, qui prior eſt, recipere, ipſiusque opera, pro debita ſatisfactione, uti fas ſit. Quemadmodum licitum cuilibet ſit ad ejusmodi ſignum datum, ſine mora accurrere, & quo poteſt meliori modo, in periculis conſtitutis opem ferre, ſcopulos quoque ad quos fere quotannis Naves, & rates, cum maximo Commerciorum damno & impedimento allidi, & frangi ſolent, removere, non requiſito fundi Domino, niſi ipſemet monitus, hoc præſtare vellet, cuilibet id liberum ſit, citra tamen jus eo nomine, à Mercibus, aut Navigiis prætereuntibus aliquid exigendi.

§. 5. Ne novis Teloniis, aliisque impoſitionibus quibuſcunque, contra Pacta Olivenſia, Perſonæ, & Merces Rigam devehendæ, in Ruſſia, Lithuania, Samogitia, Curlandia aliisque locis graventur, vice etiam verſa Subditi Polonici in Livonia eodem jure gaudeant. Ideo quæ contra dicta Pacta in hac refacta ſunt, injuſta declarentur, & aboleantur, taliaque in poſterum fieri prohibeantur; quemadmodum mos etiam iſte, qui poſt factam Pacem Olivenſem in Regionibus Reipubl. invaluit, quod ſcilicet Mercatores, & alii Subditi Suecici Polockam, Witepskum, Dysnam aliasque ad hoc Fluvium Dunæ Urbes & Loca adeuntes, cenſum trium, aut quatuor, aut quinque talerorum imperialium, per ſingula capita ſolvere coacti fuerint, non modo improbatur, & rejicitur, ſed etiam ſi quid in poſterum ejusmodi evenerit, in caſu protractæ, vel denegatæ juſtitiæ, jus talionis in Incolas Reip. in Territorium Suecicum venientes exercere licebit.

§. 6. Merces omnes ex dictis locis Rigam delatæ cenſuram publicam, per Juratos Cenſores ſubeant, & Merces, quæ non notæ ſunt, Dominis ſuis reſtituantur, ut de iis pro libitu diſponere liceat.

§. 7. Ne Nobilibus Subditisque Polonicis ſimul cum duobus de Mercibus ſuis contrahere, aut poſtquam illarum ab uno Cive Rigenſi pecuniam mutuo accepit, poſtea quoque ab altero inſcio priore ſumere liceat, quo facto anterior Creditor, tanquam tempore prior, potius jus, & præferentiam in omnibus debitoris ſui Mercibus pro pretio, quod tunc communiter erit, habeat, reliquique Creditores parata pecunia, à priore Creditore exolvenda contenti ſint.

§. 8. Ne dicti Poloni Nobiles, & Subditi, tempus de Mercibus ſuis, certum, & determinatum pretium communiter ſtatuendi protrahant, præcipue illi, qui debita contraxerunt Rigæ, ſed ut teneantur, quando tempore verno, cum ratibus, & Navigiis ſuis vulgo *Struſii* dictis Mercatores ad numerum circiter viginti deſcenderunt, pretio cum Civibus Rigenſibus intra octiduum convenire, tempore vero autumnali, quia tunc Navigatio minorem moram patitur, ſtatim poſt adventum ſuum.

§. 9. Cum ab antiquis temporibus, etiam Ruſtici Lithuanici, æque ac alii, poſtquam Dominis ſuis præſtanda præſtiterint, liberam vecturam Mercium reliquarum ad Civitatem Rigenſem habuerint, & plurimi eorum ibidem mutua debita contraxerint, eadem iis in poſterum, negotiandi libertas relinquatur, nec Domino fas ſit contra veterem uſum, & in fraudem Creditorum, ipſorum Merces, ab illis coëmendo impedire, quominus Rigam venire, & debita ſua ſolvere poſſint.

§. 10. Quicunque contractui ſuo non ſatisfacit, ejus Bona omnia tam mobilia, quam immobilia, eorumque reditus, ubicunque locorum ſint, Creditori ſuo Hypothecæ loco obligata maneant, & quamvis ipſe Debitor morte extinctus ſit, Hæredes ejus, aut quicunque Occupator, atque Poſſeſſor debitum ſolvere teneatur, nec liberum ſit, ejusmodi Bona, eorumque proventus in fraudem Creditoris emere, niſi depoſita in Judicio aut alio loco tuto pecunia ad ſatisfactionem Creditoris.

§. 11. Securitas in utrisque Regnis eorumque Provinciis, Aquâ, & Terra peregrinantibus, & res atque negotia ſua curantibus præſtetur tam pro perſonis, quam pro bonis ſuis.

§. 12. Quæ ratione menſuræ, & ponderis inter Subditos Poloniæ, & M. D. L. & Cives Rigenſes conventa ſunt, ea ſtrictè obſervari debent.

§. 13. Cum penes Fortalitium Kokenhauſen Subditi Polonici Navigia ſua quando ibidem viſitantur, propter rapiditatem Fluvii Dunæ ſæpius perire, Naufragiumque pati querantur, commodior ſi fieri poteſt locus per Commiſſarios ad id deputandos deligi, ibidemque viſitatio fieri debet.

§. 14. Nemo Mercatorum Rigenſium famulo, vel ſervo alicujus Poloni pecuniam dabit, Plenipotentia vel aſſignatione Domini ſui non inſtructo.

§. 15. Si Subditus aliquis Lithuanicus debita apud Rigenſes contracta non ſolverit, Bona alterius eam ob cauſam arreſto nunquam ſunt proſequenda, ſed ipſe Debitor, ejusque Fidejuſſores ſoli ad ſolvendum adigi debent.

§. 16. Qua ratione debita, inter Inſtitores, vel Mandatarios, & Subditos Polonicos, cum Civibus Rigenſibus, inpoſterum ita contrahi, & probari debeant, ut nec Creditoribus, nec Debitoribus injuria fiat, & quæ præterea ratione Commerciorum, eorumque commodioris uſus, utrinque moneri poſſint, ea cum ab ipſis contrahentibus, ex Conventione deſuper facta melius determinari queant, per Commiſſarios utrinque ab ipſiſmet denominandos, in loco ipſis commodo complanari ac poſtmodum à Regibus utriusque Regni ratihaberi, & confirmari poterunt.

§. 17. Debita inter utriusque Regni Subditos Literis Chyrographis, contractibus, aliisque legitimis modis probata, ſive ante ſive durante hoc Bello contracta, aut in poſterum contrahenda ſint, rite, atque exacte ſolvi debent, & Creditoribus opem ipſorum, qui in quolibet loco, Regione, ac Provincia Judiciis, aut Incolis cum imperio præſunt, deſiderantibus, ſine ulla mora, Juſtitia adminiſtrari, ipſisque ſtatim ad deſideria ipſorum, reſponſum Literis conſignatum extradi debet. Sententiæ, aut Decreta ſuper debitis, aliisque rebus, inaudita Partis petentis cauſa lata, irrita & nulla ſint, omni prorſus effectu in perpetuum careant ita, ut auctori integrum ſit, cauſam ſuam legitimam, Juris via poſtmodum libere proſequi, ac ſi nunquam Judicium aliquod, aut nulla Sententia interveniſſet.

VI. Cum antehac Posnania, verſus Stetinum, per

ANNO 1705.

Fluvios Wartam, & Oderam Mercium tranſitus liber fuerit, Commerciumque inter eandem, aliasque ad dictos Fluvios adjacentes Urbes Locaque in magnum utriuſque Regni Incolarum emolumentum viguerit, navigatio iſta, par Fluvium, Wartam, unde poteſt eſſe navigabilis, inpoſterum liber, & immunis redditur. Ideoque Molendina, aliaque Ædificia, quæ ſuper dicto Fluvio inſtructa, navigationem impediunt, deſtruentur, & tollentur.

VII. Quandoquidem contra veterem uſum, & damnum tam Civitatum Livoniæ, quam Pruſſiæ & Curlandiæ Portus novus ad Polangam, ante aliquot annos exteris Navibus frequentari cœperat, ideo deſolabitur, nec ibi, nec alibi novus quispiam Portus erigetur, aut præter antiquos frequentabitur. Prout etiam nulli abhinc ſive indigenæ, ſive extraneo illuc vela facere, vel cujuscunque ſortis Merces inde transportare licebit. Quod ſi quis tentaverit eum prohibere & abducere Succis fas erit, Mercibus cum Navi publicatis.

§. 1. Mercatores Succici, quibus in Polonia, ſive per Provincias, & Flumina ejuſdem mercaturam inſtituere, & exercere volupe fuerit, eodem uſu, iiſdemque ut alii amiciſſimarum Nationum Mercatores, Libertatibus, Prærogativis, & Privilegiis ibidem gaudeant.

§. 2. Imprimis liberum ſit Succicis Subditis, Mercatoribus eorundemque Inſtitoribus, omni onere exemptis commorari non ſolum prout antehac moris fuit, Gedani, verum etiam in aliis Majoris, Minoriſque Poloniæ Civitatibus, utpote Torunii, Varſaviæ, Cracoviæ, Leopoli, & Jaroſlaviæ, atque in Civitatibus Lithuaniis, aliiſque Fluminibus proximè adjacentibus locis, ibique Merces quaſcunque venales, pro libitu coemere, & ad Urbes maritimas, Terra, aut Aqua in Scaphis, aut Navigiis, quæ aut ipſimet ſibi comparare, aut pro juſto pretio ab aliis conducere poſſunt, tranſportare, abſque ullius certa dictanda pœna, turbatione, vel interruptione.

§. 3. Conceditur Succicis Mercatoribus, pro quo conveniri poteſt, ordinarium tamen non excedente ſed uſitato pretio, ſingulis annis, ex Salifodinis Reipub. emere certam copiam Salis, eamque vel in magnis partibus, prout frangitur, vel coactam ad Urbes maritimas, atque illinc poſtmodum in Sueciam transmittere, ſolutis quæ Reipub. pendi ſolent vectigalibus.

§. 4. Similiter quoque varias Hungaricas Merces, utpote Vinum, Carnem Bovinam, Coria, Adipem, Cretam, & ejusmodi alios fructus apud Hungaros venales emant, eoſdemque ex Hungaria per Territoria Polonica tuto abducant, invehant, & exportent.

§. 5. Quaſcunque demum Merces, & Mercimonia, quæ vel in Polonia, vel ex vicinia Hungaria coemuntur, integrum ſit Sueticis Incolis, ſolutis tantummodo Teloniis ordinariis, & uſitatis exportare, & ad Urbes maritimas, Terra, & Aqua vehere, ita tamen, ut modo dictæ Merces in aliquo loco Polonico, in Polonicorum Mercatorum noxam, aut præjudicium non poſſint divendi.

§. 6. Contra autem Commercia, quæ Moſchoviæ per Poloniam, & Lithuaniam, cum exteris Nationibus, aliquo tempore exercuerunt, prohibeantur, utpote non modo Civitatibus Polonicis ſumme noxia, ſed etiam juribus, & Privilegiis earum repugnantia, adeo, ut nulli abhinc Merces è Moſchovia in alias Regiones, vel ex illis in Moſchoviam per Reipub. Provincias transmeare, licitum ſit, ſed ejuſmodi Merces, in Civitatibus Polonicis deponentur, & dividentur, ſecundum veterem legem, & conſuetudinem in locis lege deſcriptis, iis tantummodo exceptis, quæ longo uſu, Aqua vel Terra, ex Moſchovia per Territoria Reipub. Polonæ, & M. D. L. Rigam vehuntur, quibus eadem, quæ hactenus tranſeundi libertas conceditur.

VIII. Quod ſi ex Incolis Regni Sueciæ, ejuſque Provinciarum, Jure Conductionis, vulgo Arendæ ad extenuationem, perceptionemve ſummæ pecuniarum mutuo datæ, bona Nobilium, ac Regalia acquiſiverit in Polonia, & M. D. Lit. quamdiu illa poſſederit, Reipubl. Patrocinio & Securitate, ac Privilegiis gaudeat, ac Jurisdictioni ſubjaceat, uti Incolæ ejuſdem.

IX. Cum ad Commerciorum faciliorem uſum, & Negotiorum quorumcunque promotionem quoque ſpectat, Poſtarum ſeu Tabellariorum Publicorum liber curſus, S. R. Majeſtati Sueciæ prout ante, & durante Induciarum tempore, & poſthac quoque liberum ſit, tam Veredariis, quam Equitibus, per quascunque Reipub. Provincias, & Territoria, iſtum uſum continuare. Ideoque ubicumque Tabellarii inſignibus Coronæ Sueciæ muniti ſeu abeant, ſeu revertantur, non tantum nullo modo, nulla ſpecie detinebuntur, vel impedientur, quominus tempore curſuque conſueto, ſalvi, liberi & inviolati cum Literis, Vectura, Hominibus, & Equis tranſeant, verum etiam certa iisdem Stationum loca, vel Hoſpitia aſſignabuntur, qua ubi opus fuerit divertere, requiem capere, & equos commutare, ac juſto pretio conducere poſſit.

X. Conventum quoque eſt, ut omnis Moneta depravata, ſic & Solidi Valachici vulgo *Dumnicze* abrogentur, curſusque eorum, vigore Tractatus præſentis interdicatur, ſalvo uſu Solidorum Regni Poloniæ ordinariorum in Regionibus ejus. Quando vero in tranquillo ſtatu Respublica Monetam cudere ſtatuerit, talem cudi curabit, quæ pretio, & valori Monetæ Regni Succiæ ejuſque Provinciarum reſpondeat.

Ad omnimodam vim, & firmitudinem præſenti Fœdere conciliandam, S. R. Majeſtas, & Respub. Poloniæ idem cum omnibus ſuis Punctis, Articulis, & Clauſulis, ſe candide ſancteque ſervaturas hiſce inpræſentiarum teſtantur. Quod vero ad tempora futura attinet, Reſpub. Poloniæ promittit, & ſpondet ſe ſingulos Reges ſuos continua ſerie regnaturos, ad ejuſdem obſervationem per Pacta Conventa, & Juramentum Coronationis obſtringere velle, & debere, quemadmodum ſe ipſam ad idem jam, & in perpetuum obſtrictam declarat. Et ſi quis autem Regum Poloniæ præſens Fœdus ruperit, & Respub. conſiliis & armis ſerio ſe ei non oppoſuerit, Respubl. de damno & injuria illatâ S. R. Majeſtati Sueciæ debitam ſatisfactionem præſtabit.

Si quæ Regna, Reſpublicæ, & Status, hoc Fœdere comprehendi, idemque quoad omnes Partes comprobare velint, unanimi utriuſque Paciſcentium Partis conſenſu admittentur, & recipientur.

Præterea de eorum Principum, ac Poteſtatum Fidejuſſione, & Guarancia ſuper hoc pactum conjunctim expetenda conventum eſt, qui eandem propter publicum commodum in ſe ſuſcipere velint, quorumque ſalus, & conſervatio Regnorum Sueciæ, & Poloniæ, quam maxime interfuerit.

Denique præſens Conventio, hoc modo feliciter peracta, utrinque intra hebdomadam, a die ſubſcriptionis computandam, optima ritaque forma ratihabebitur exemplaribus ratihabitis, intra praefatum tempus commutatis. Atque ut eo firmior, & ſtabilior permaneat, Respubl. eandem proximis Comitiis non modo iterata Ratihabitione ſe confirmaturam, ſed etiam Volumini Legum, & Conſtitutionum Reipub. univerſalium, tanquam Legem inviolabilem univerſalem, inque perpetuum obſervandam, inſerturam eſſe ſancte promittit. In quorum omnium Teſtimonium, & Fidem, tam Nos S. R. Majeſtas Sueciæ Legati Extraordinarii, quam Nos S. R. Majeſtas Poloniæ, & Reipub. Commiſſarii, præſentem Tractatum, cujus duo exemplaria ejuſmodi tenoris ſcribi, literisque mandari fecimus, m. pp. ſignavimus, ac Sigillis noſtris corroboravimus. Dabamus Varſaviæ in Suburbio Cracovienſi, & quidem in Cœnobio Carmelitarum Diſcalceatorum 18. Novemb. 1705.

(L. S.)

ARVERD. HOM.

GEORGIUS WACHSCHLAGER.

JUSTUS A PALMBERG.

CHRYSOST. BENEDICTUS GNINSKI, *Epiſc. Cammen. Abb. Wag.*

FRANCISCUS ZAPOLSKI, *Caſtell. Siradien.*

FRANCISCUS GRZYBOWSKI, *Caſtell. Inowlad. & reliqui qui ſupra.*

ANNO 1705.

## LIX.

21. Nov. Recès, welcher zwischen Sr. Königl. Majest. in Preussen Friderico / und Sr Churfürstlichen Durchl zu Pfaltz Johann Wilhelm / wegen der Reformirten Religion, Gewissens-freyheit / und freyen Religions Exercitii in der Chur-Pfaltz / aufgerichtet zu Dusseldorff den 21. Nov. 170[illegible]. Nebst der Declaration gedachter Churfürstl. Durchl zu Pfaltz auf Ihrer Königl. Majest. in Preussen eingelegte Recommendation, in faveur der Evangelischen und Reformirten Religions Verwandten von sich gegeben / und in der Pfaltz publiciren lassen / betreffend die Gewissens-Freyheit aller 3. im Römischen Reich recipirten Religionen / die Eintheilung der Kirchen / restablirung der Universität zu Heidelberg / bestellung des Kirchen-Raths etc: Dusseldorff ut supra. [LUNIGS, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV. Absatz. I. pag. 754. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVII. sub anno 1705. pag. 143. dans LEHMANNUS Reichs-Handlungen von Religions-Frieden. pag. 796.]

C'est-à-dire,

*Recès conclu entre* FREDERIC I. *Roi de Prusse, & Electeur de Brandebourg d'une part, &* JEAN GUILLAUME *Electeur Palatin d'autre part, au sujet de la liberté de conscience, & d'Exercice public, pour ceux de la Religion Reformée dans l'Electorat Palatin. A Dusseldorp le* 21. *Novembre* 1705. Avec *La* DECLARATION *de son Alteſſe Electorale Palatine publiée à ce sujet dans ses Etats en faveur des trois Religions reçuës dans l'Empire; par laquelle il est pourvû, entre plusieurs autres choses, au partage des Temples & au retablissement de l'Academie de Heidelberg, & du Conseil Ecclesiastique. A Dusseldorp le même jour.*

ZU wissen: Nachdem auf Ihrer Königl. Maj. in Preussen / bey Ihrer Churfl. Durchl. zu Pfaltz eingelegte Recommendation dieselbe in favor der Evangelischen Reformirten Religions-Verwandten in dero Chur-Pfältzischen Landen unterm heutigen dato diese hiernach folgende Declaration von sich gegeben.

VON GOttes Gnaden wir Johann Wilhelm / Pfaltzgraff bey Rhein / des heiligen Römischen Reichs Ertz-Schatzmeister und Churfürst / in Bayern / zu Gülch / Cleve und Berg Hertzog / Graf zu Veldentz / Sponheim / der Marck Ravensperg u. Mörß / Herr zu Ravenstein / ꝛc. ꝛc.

Thun kund und zu wissen; Nachdem wir von Anfang Unserer / in Unseren Chur-Pfältzischen Landen angetretenen schweren Regierung uns vornemlich unter andern beflissen / denen zwischen Unseren Chur-Pfältzischen Unterthanen vor und nach Ihrer differenten Religion / und deren Exercitien halben angewachsenen Irrungen vorzukommen und solchen nach Möglichkeit abzuhelffen. So haben wir auch zu diesem Ende von Zeit zu Zeit wohlmeinende Verordnungen ertheilet / und nichts unterlassen / was wir zu Erhaltung obigen Zwecks zulänglich zu seyn erachtet. Nachdem wir aber gegen alles verhoffen / dannoch vernehmen müssen / daß auch dadurch Unsere heilsame Intention nicht allerdings assequirt worden / weilen Unsere der Reformirten Religion beygethane Unterthanen durch verschiedene eingeschlichene Mißbräuche und Excessen einigermassen beschweret zu seyn vermeinen wollen; Also haben wir absonderlich auf verschiedene Unserer Alliirten / und Auswärtiger Potentien bey Uns eingewendten ansehnlichen Recommendationen / zu Beybehaltung der Unseren Unterthanen so nöthigen Einigkeit / diese hernachfolgende unveränderliche Verordnung in unserem Chur-Fürstenthum der Pfaltz und zugehörigen Landen / Krafft dieses gnädigst publicirt, befehlen auch / und verordnen solchem nach gnädigst und ernstlich:

Daß von nun an / u. ins künfftig Unseren gesamten / denen dreyen / in dem Röm. Reich recipirten Religionen zugethanen Unterthanen durchgehends in obgedachten sämmtl. Chur-Pfältzischen Landen / in specie in dem Ober-Amt Germersheim / die vollkommene Gewissens-Freyheit mit Abstellung aller dagegen sich etwan hervor gethanen Mißbräuchen unbehindert gelassen / u. dieselbe keineswegs weder beeinträchtiget / noch turbirt, auch folgende specialia, zu allen Zeiten steth und unverbrüchl. gehalten werden / u. die Unsrige bey Unserer höchsten Ungnad sich darnach reguliren sollen.

Diesemnach kan ein jeder eine der dreyen im Römischen Reich erlaubten Religionen öffentlich bekennen / und ohne Hinderung Alt und Jung / wann diese Annos discretionis haben / die völlige Gewissens-Freyheit gäntzlich genieſſen / auch nach Belieben von einer Religion nach der andern sich begeben; Zu welchem Ende alle disfalls der obgedachten Gewissens-Freyheit entgegen lauffende in der Untern-Pfaltz / und Ober-Ambt Germersheim etwa ergangene Mandata hiemit aufgehoben seyn sollen. In Matrimoniis mixtis stehet denen Eltern frey ihre Kinder in der Religion tauffen zu lassen / und zu erziehen / wie es die Ehe-Gerichts-Ordnungsmäßige Ehe-Pacta, oder ihre / stante Matrimonio, beschehene avthentische Abrede mit sich bringet; Wo aber weder Ehe-Pacta, noch dergleichen Abrede / so viel diesen Punct angehet / befindlich / da folgen die Kinder dem Capiti Familiæ, jedoch bleibt den Kindern / wie obgedacht / die vollkommene Gewissens-Freyheit / wann sie ad annos discretionis kommen / auch dem letztlebenden Vater oder Mutter bevor / die Kinder nach Belieben in ihrer Religion zu erziehen.

Wann von unterschiedlichen Religions-Genossen Heyrathen geschehen / sollen die Proclamationes in eines jeden seiner Religion Kirchen / ob sie gleich in einer Stadt / oder Kirch-Spiel wohnhafft / ordentlich verrichtet / dimissoriales gefordert / jedoch unbedinglich und unwaigerlich / auch unentgeltlich gegeben werden / und soll in Puncto der Copulation die Braut dem Bräutigam folgen / sonsten aber die Catholische Geistlichkeit und Pastores keine Evangelische Religions-Verwandte / und vice versa die Evangelische Prediger keine Römische-Catholische ohne Dimissorialibus ihrer Priester / Pastoren oder Prediger / zusammen geben.

Denen Pupillen werden Vormünder von der Religion verordnet / in welcher sie / nach denen Ehe-Pacten / oder his deficientibus, nach der hiebevorgesetzten Regul erzogen werden müssen. Vorgedachte Augspurgische Confeßions-Verwandte / Reformirte und Lutherische sollen an keine andere Ceremonien / als an die Ihrige gebunden seyn / dahero sie weder directè noch indirectè angehalten werden sollen / bey denen Catholischen Processionen Graß zu streuen / Meyen zu stecken / May- oder andere dergleichen bey denen Römisch-Catholischen gebräuchliche Feyer-Glocken anzuziehen / das Ave Maria / oder die Catholische Feyer-Täge anzuläuten / vielweniger mit dem Gewehr bey der Procession auf-

ANNO 1705.

aufzuwarten/ Fahnen oder Creutze zu tragen/ bey der Morgens- Mittags- oder Abends-Glocken den Huth abzuziehen; Sie sollen auch dieserhalben von niemand beschweret/ vielweniger begehret werden/ vorher erzehlten und andern Catholischen Ceremonien und Ritibus beyzuwohnen/ herentgegen die Catholische in ihrem Gottesdienst und üblichen Ceremonien weder directè noch indirectè behindert/ verstöret/ verspottet noch beeinträchtiget werden sollen.

Ferners sollen beyderseits A. C. Verwandte die verschloßene Zeiten nach Catholischer Kirchen-Gewohnheit/ nach vorhero von der Churfürstlichen Regierung erhaltener Erlaubnüs/ eben zu observiren nicht schuldig seyn. Uber dieses so sollen jetztgedachte Evangelische/ bey denen Catholischen Processionen/ und wann das Venerabile zu denen Krancken getragen wird/ nicht gezwungen werden/ das Gewehr zu præsentiren/ oder nieder zu knien/ hingegen aber keine vorsetzliche Aergernüs geben/ sondern so lange/ bis die Procession vorbey/ auf die Seite in ein Hauß/ oder zurück gehen/ oder wo sie nicht ausweichen können/ den Huth abziehen. Es solle auch den Evangelischen/ so Reformirt- als Lutherischen/ in denen Städten/ und in den Häusern/ bey verschlossenen Buden/ Thüren/ Läden und Fenstern/ auf Catholische Fest-Täge zu arbeiten erlaubt seyn/ und sollen sie deswegen keine Inquisition und Bestraffung zu beförchten haben/ jedoch sollen die Grobschmied (ausser was vor die Reisende nöthiger weise beschiehet) und andere Handwercker/ welche ein grosses Gethön machen/ auf diese Täge öffentl. nichts verfertigen.

Es stehet denen beyderseits A. C. Verwandten frey/ auf sothanen Catholischen Feyertägen offentlich Schul oder Catechizationes zu halten/ und ist ihnen auch unverwehret/ ihre monatliche Bett-Täge zu feyren. Beyderseits A. C. verwandte Eltern können nicht gezwungen werden/ die Noth-Tauffe zu adhibiren/ oder Catholischer Hebammen wider Willen sich zu bedienen. Es bleibt offtgenannten Reformirten und Lutherischen bevor/ in der Fasten/ und an Catholischen Abstinentz-Tägen in ihren Häusern Fleisch zu speisen.

Niemand/ er sey geist- oder weltlich/ solle der Religion halber/ er seye darinn gebohren/ oder habe dieselbe von kurtzen oder lang angenommen/ verfolget/ vielweniger aus einer Stadt/ Dorff/ oder Land/ disfalls zu emigriren genöthigt/ auch seines Glaubens halber verachtet/ nachgeruffen/ ausgeschrien/ oder gescholten werden. Niemand soll von der Magistratur, Bürger-Recht/ von Kauffleuten/ Handwercken/ oder Zünfften/ Gemeinschafften/ auch offentlichen Gewerb/ Handthierungen/ Handwercken/ Contracten/ kauff- und verkauff beweg- und unbeweglichen Gütern/ von Vernäherungs-Recht/ wo es hergebracht/ noch von einigen Erbschafften/ Erb-Vermächtnüssen/ oder Legaten/ oder andern Gerechtigkeiten und Handlungen/ der Religion halber ausgeschloßen werden.

Ferners gestatten wir gnädigst/ daß in Ehe-Sachen/ so viel die beyderseits A. C. verwandte Personen angehet/ es auf Arth und Weise/ wie solches in Unsern Gülich- und Bergischen Landen/ vermöge des errichteten Religions-Receß verglichen/ in allen Punckten gehalten werden/ und selbige von Unserm Evangelischen Ehe-Gericht/ oder wann selbiges noch nicht retabilirt/ von dem Reformirten Kirchen-Rathe/ oder darzu expresse committirten Evangelischen Räthen beurtheilet werden sollen.

In denen Fällen/ wann zwischen Catholisch- und Evangelischen Unterthanen Ehe-Streit vorfällt/ folgt der Actor das Forum Rei, und wird der Evangelische nach denen von Evangelischen angenommenen/ der Catholische nach der Catholischen geistlichen Rechten/ insonderheit in puncto divortii & repudii gerichtet; Ratione dispensationis in matrimonialibus quoad gradus prohibitos wollen wir es nach der Chur-Pfältzischen Ehe-Gerichts-Ordnung halten/ und also denen Evangelischen das Recht nach ihrer Religion gedeyen lassen.

ANNO 1705.

Damit auch die bishero wegen des Exercitii simultanei sich hervorgethane Beschwerungen auf einmahl geendiget seyn mögen; So haben wir nach reifflicher Uberlegung solches dergestalt aufzuheben beschlossen/ heben solches auch hiemit dergestalt auf/ daß nichts destoweniger selbiges in denjenigen Oertern/ wo es schon bey Lebzeiten des Chur-Fürsten Carl Ludwigs Christmildesten Andeckens mit denen benachtbarten Herrschafften/ und in specie mit Chur-Maynz in dem Bergstraßischen Receß de Anno 1650. dem Regenspurgischen Vergleich von Anno 1653. wie auch mit dem Fürstl. Hauß Baaden-Baaden 1652. 1653. 1661. errichteten Pactis, welche in ihrem Vigor bleiben/ und nach deren wörtlichem Inhalt wir die beyderseitige Religions verwandte Unterthanen handhaben/ und selbige gegen alle bishero etwa beschehene Beeinträchtigungen obbesagten Recessen gemäß gnädigst schützen wollen/ êtablirt/ ohne daß die geringste Behindernüs causiret werden möge.

Wie wir dann zugleich gnädigst verordnen/ damit gesamte Unsere liebe Unterthanen in der Religion ihr besonders/ à partes, offentliches/ freyes und unbehindertes Religions-Exercitium ruhig haben/ daß es mit den Kirchen-Pfarr- und Schul-Häusern/ samt denen darzu gehörigen Gütern/ Zinsen/ Zehenden und Renten auf hernach beschriebene Weise gehalten werden solle.

Gestalten dann/ so viel Unsere drey Haupt-Städte in obgedachten Unsern Chur-Pfältzischen Landen/ Heydelberg/ Manheim und Franckenthal/ und Unsere sämtliche übrige Ober-Amt-Städte/ nahmentlich Alzey/ Bacharach/ Bretten/ Lautern/ Moßbach/ Neustadt/ Oppenheim/ Simmeren/ Stromberg und Ladenburg betrifft/ wir gnädigst wollen/ daß/ wo zwey oder mehrere Kirchen/ oder Kirchen-Plätze/ woselbsten die Reformirte Anno 1685. ihr Exercitium Religionis gehabt/ oder sie nach der Hand auf ihre Kosten erbauet/ sich befinden/ und hingegen die Catholische keine eigene Stadt- oder Closter-Kirche daselbst haben/ denen Catholischen eine davon privativè eingeräumet werden solle; Jedoch behalten dieser Regul ungeachtet die Catholische die von denen P. P. Francisanis inhabende so genannte Closter-Kirche/ und des Gymnasii Platz zu Heydelberg/ wie auch die so genannte Spithal- oder Guarnisons-Kirche in der Vorstadt (worunter gleichwohlen das Spithal/ und dessen Gefälle nicht begriffen) desgleichen das Chor der heil. Geist-Kirchen daselbst/ welches mit einer Mauer separiret/ und nicht durch den Navem Ecclesiæ, sondern von aussen her der Eingang gemachet werden solle/ privative. Da hingegen die Reformirte navem Ecclesiæ sothaner heiligen Geist-Kirchen mit dem Thurn (dessen Gebrauch/ samt dem Geläut/ mit denen Catholischen gemeinschafftlich seyn solle) wie auch die St. Peters-Kirch/ nebst dem Chor cum pertinentiis, und endlich alle übrige Kirchen-Plätze/ und Rudera cum pertinentiis, neb allen Pfarr- und Schul-Häusern/ oder deren Plätzen/ in deren Possession die Reformirte Anno 1685. gewesen/ privative bekommen/ und an statt obgedachten Gymnasii, Guarnison- und Closter-Kirchen der Schönauer in Heydelberg gelegener Hoff/

ANNO 1705.

Hoff / mit seinem völligen Bezirck / um selbigen nach Belieben zu einer Kirchen / Gymnasio, Schul / Pfarr- oder Schul-Häuser / oder ad alios Ecclesiasticos usus zu employren / privativè eingeraumet wird.

Verordnen wir gnädigst / daß nach sothaner Regul denen Reformirten zu Manheim privativè zugestellet werde die provisionaliter erbaute Kirchen (gestalten die Catholische / bis sie eine anderwärtige Kirche bekommen / sich in der Patrum Capucinorum-Kirch behelffen mögen) nebst dem grossen Kirchen-Platz / und daselbst gelegten Fundament / so zu der Hochteutschen / und Wallonischen Gemeinden destiniret seynd / mit allen etwa daselbst befindlichen Pfarr- Rectorats- und Schulhäusern / oder deren Plätzen / und Pertinentien / welche die Reformirte 1685. besessen / oder seithero an sich justo titulo gebracht / oder gebauet.

So wollen wir auch gnädigst / daß zu Franckenthal denen Reformirten diejenige Kirche mit ihrem völligen Bezirck zukommen solle / in dessen Chor anjetzo das Simultaneum eingeführet ist / und solle das Pædagogium daselbst / die Pfarr- und Schul-Häuser / oder vielmehr deren Plätze / und was sie sonsten Anno 1685. ingehabt / denen Reformirten / und denen Catholischen die zweyte Kirche / so die P. P. Capuciner anjetzo inhaben / die dritte aber denen Reformirten für die Wallonische Gemeinde privativè gleichfalls verbleiben.

In Unsern übrigen vorbenannten Ober-Amt- und andern Städten bleibt es bey obiger Regul / zu folg solcher die grosse Kirche zu Alzey denen Reformirten / den Catholischen aber die andere zu Lautern gleichfalls / und zu Oppenheim die grosse Pfarr-Kirche denen Reformirten / denen Catholischen aber in beyden Orten sich befindliche Franciscaner-Kirche / und zu Bacharach denen Catholischen die Kirche am Berg / denen Reformirten aber die Stadt-Kirche und weniger nicht denenselbigen zu Weinheim / die in der Vorstadt gelegene Pfarr- und die Rudera der in der Stadt befindlichen Spital-Kirchen / denen Catholischen aber die daselbstige Carmeliter-Kirche privativè zukommen solle.

In welcher Ober-Amt-Stadt aber nur eine Kirche / oder Kirchen-Platz sich befindet / daselbst solle Navis Ecclesiæ cum pertinentiis denen Reformirten / das Chor aber denen Catholischen gelassen werden / und mit einer Mauer auf beyder Theile Kosten separiret werden / auch jedem Theil frey stehen / wo Raum vorhanden / noch etwas an seinem Theil anzubauen.

Wir wollen und verordnen auch ferners / daß die Kirchen in allen übrigen Unsern Städten / und in denen Flecken und Dörffern auff dem platten Lande / wo nur eine Kirche ist / darinnen die Reformirte Anno 1685. ihr Exercitium gehabt / und die Catholische keine Clöster / oder eigene Kirche bereits haben / solchergestalt getheilet werden / daß diejenige Reformirte Mutter-Kirchen von An. 1685. woselbst anjetzo kein Reformirter Pfarrer mehr / sondern ein Catholischer Pfarrer wohnet / die Catholische zum voraus auff Abschlag ihrer $\frac{2}{7}$ Theil haben sollen / jedoch daß hingegen die Reformirte aus derjenigen Inspection, worinnen sothane denen Catholischen überlassende Mutter-Kirchen gelegen / ihre / ratione dieser / denen Catholischen zum voraus einraumenden Kirchen zukommende $\frac{5}{7}$ Theil aus denen Kirchen / wo die Reformirte Pfarrer gegenwärtig wohnen / zum voraus ebenfalls wählen mögen / daß also / so offt die Catholische zwey Mutter-Kirchen behalten / denen Reformirten hingegen fünff Kirchen / wo ihre Reformirte Pfarrer wohnen / gleichfalls zukommen. Die übrige Kirchen insgesamt sollen auff folgende Weiß getheilet werden / daß nach jetztgedachter vorhergegangenen Theilung erstlich die übrige Kirchen / wo annoch Reformirte Prediger wohnen / zweytens die wohlgebaute / drittens die baufällige Filialen / und endlich vierdtens die Rudera jedesmahlen sieben und sieben aus einer / oder da sieben dergleichen Kirchen darinnen nicht befindlich / aus der nechsten Inspection zusammen gesetzet werden / davon denen Reformirten fünff / und denen Catholischen zwey privativè dergestalt zukommen sollen / daß Unserm Reformirten Kirchen-Rath daraus die erste / und die zweyte Wahl Unsern darzu expressè benannten Räthen nomine Catholicorum, die dritte denen Reformirten abermahls / die vierdte denen Catholischen / und der Rest denen Reformirten verbleiben solle. Wobey wir expressè verordnen und befehlen / daß alle bey solchen ihnen Reformirten privativè einzuraumen habenden Kirchen befindliche Pfarr-Güter / Renten / groß und kleine Zehenden und Zinsen / so An. 1685. ein Reformirter Pfarrer salarii loco genossen / oder durch die Collectur erhoben worden / zu der Reformirten Kirchen Behueff privativè, ohne die geringste Schmälerung und bey der hergebrachten Freyheit überlassen / auch Unsere Hof-Cammer / und die unter derselben stehende Corpora, wie auch die benachbarte Stiffter / oder Herrschafften / Communen / und andere Corpora zu Ablegung des etwa schuldigen Beytrags / der Observantz gemäß / angehalten werden sollen; Gleiches Recht geniessen die Catholische bey denen ihnen durch vorgesetzte Regul privativè zukommenden Kirchen; jedoch werden die Stiffts- und Klöster-Gefälle hierunter nicht verstanden.

ANNO 1705.

Wir verwilligen und gestatten ferners gnädigst / daß allen Reformirten / und Evangelisch-Lutherischen / wann schon denen Catholischen in ein- oder anderm Ort die Kirche / Pfarr- und Schul-Häuser privativè zukommen / ihr Exercitium Publicum in einem Privat-Hauß / oder wo sie es dienlich erachten / zu üben / unverwehrt seyn solle / & vice versa denen Catholischen / gestalten einem jeden Theil auch unbenommen ist / an allen Orten / wo er es nöthig erachtet / neue Kirchen mit Thürnen / Glocken und übrigen Zugehörungen / wie auch Pfarr- und Schul-Häuser zu erbauen; welchen Falls wir auch die neue Plätze / wohin die Kirchen / Schulen / Pfarr- und Schul-Häuser angerichtet werden möchten / von allen herrschafftlichen Beschwerden hiemit gäntzlich befreyen / und sothane Gebäue und Häuser / so lang sie zu obbemeltem Gebrauch gewidmet bleiben / bey der Immunität gnädigst schützen / und handhaben wollen.

Alle von denen Reformirten 1685. in der gantzen untern Pfaltz besessene Gymnasia, Pædagogia, Rectorats-Häuser / und Lateinische Schulen / oder deren Plätze / in specie das Collegium Sapientiæ, und die Neckar-Schul zu Heydelberg / und das Casimirianum zu Neustadt / oder an dessen Stelle eines in Dach und Fach wohl-conditionirtes Æquivalent; das Gymnasium zu Franckenthal / Manheim und andern Orthen / oder deren Plätze / sollen denen Reformirten cum omnibus Reditibus & Accessionibus, wie sie selbige 1685. gehabt / privativè verbleiben. Und damit hinkünfftig alle fernere Disputen unterbleiben mögen / wollen wir gnädigst / daß Jurisdictionem Ecclesiasticam & Jura Parochalia cum Cura animarum & omnibus annexis Exercitii publici gesamte Religionen über ihre Glaubens-Genossen allenthalben exerciren mögen / ungeachtet die Kirche selbigen Orths nur einer Religion angewiesen / dahero die Jura Ordinariatus & Stolæ, vielweniger Jurisdictio Ecclesiastica keines wegs auf andere Religions-Verwandte extendiret

ANNO 1705.

ret werden / sondern alle dergleichen Prætensiones hiemit expresse aufgehoben / und verbotten seyn sollen.

Wir wollen auch gnädigst / daß die Glocken und Kirch-Höfe von denen Kirchen dependiren / jedoch daß ein Theil dem andern umb die Gebühr bey denen Begräbnüssen / Hochzeiten / und dergleichen / läuten / auch wo nur ein Kirch-Hoff vorhanden / derselbige gesammten Religionen ihre Todten zu begraben gemeinschafftlich erlaubt / und einer jeden Religion ihre Gesänge und Ceremonien dabey zu üben ungehindert gestattet / dabey gleichwohlen jedem verwillet / und frey stehen solle / einen absonderlichen Kirch-Hoff anzuschaffen / oder mit Abtheilung des vorhandenen Kirchhoffs sich untereinander nach Zustand des Orts und Gelegenheit gütlich zu vergleichen; welches eben den Verstand haben solle / wo die Kirchen gemeinschafftlich überlassen werden / daselbsten die Reparation des Closters denen Catholischen / navim Ecclesiæ aber zu unterhalten denen Reformirten / des Thurns und Glocken-Unterhaltung beyderseits Glaubens-Genossen gemeinschafftlich obliegen solle / es sey dann / daß etwa ein Patronus, Decimator, oder sonsten jemand von alters her die Reparation zu thun obligiret wäre; So soll auch in denen Kirchen / welche denen Reformirten zu theil / keiner das Jus Patronatus exerciren / der es in Anno 1685. nicht exerciret hat. Und gleichwie ferners zu Zeiten Unserer Vorfahren diejenige aus denen eingezogenen Stifftern / Probsteyen / Clöstern / Prælaturen und dergleichen Corporibus gefallene Renten / und Einkünfften meistentheils ad pias causas verwendet worden / und wir dann gleichmäßig gnädigst entschlossen / alle solche Gefälle von denen gesambten obgedachten Corporibus, wie selbige die sogenannte Verwaltung An. 1685. würcklich besessen / zu gleichmäßigem Ziel gebrauchen zu lassen; Also verordnen und befehlen wir hiermit und in krafft dieses gnädigst / daß zu Unterhaltung des Reformirten Kirchen-Raths / Pfarrer / Kirchen- und Schuldiener / Reparation, Erbau- und Erhaltung der nöthigen Kirchen und Schulen / fünff sieben Theil von denen eingehenden obgedachten Gefällen an Geld / Früchten / Wein / und dergleichen employret und angewendet werden. Die übrigen zwey sieben Theil deductis pro rata oneribus, Uns / zu Unserer freyen Disposition verbleiben sollen. Und sollen die etwa vorhandene Früchte / oder Wein unter dem gemeinen Land-Preiß und ohne bahrem Gelde nicht begehret / oder durch einen Vorschuß geschmählert / oder sonsten etwas sive ad usus politicos, sive Ecclesiasticos, noch unterm Nahmen der Landes-Rettung und Schutzes verlanget werden mögen.

Und damit allem weiterm Mißtrauen vorgebogen werde / befehlen wir gnädigst / daß vorgedachte Güter und Gefälle durch eine General-Administration bestehend in zweyen Catholischen und zweyen Reformirten Räthen / und übrigen nöthigen Bedienten solcher gestalt verwaltet werden sollen / daß jederzeit quartaliter die Catholische und Reformirten die Einkünfften gemeinschafftlich repartiren / und solche Repartition ungesäumt / und also fort denen Verwaltungs-Bedienten im Lande per modum Rescripti von beyderseits Religions-Verwandten Verwaltungs-Räthen unterschrieben / bekannt gemacht werden / welche alsdann denen beyderseits Religions angestellten Receptoren / nemlich den Cathol. ihre $\frac{2}{7}$ Theil / und die denen Reformirten angewiesene Portion der $\frac{5}{7}$ dem Reformirten Receptori einzuliessern und zu verrechnen haben; Unterdessen aber bevor die Repartition geschehen / auf keines theils Assignation nicht das geringste abgefolget / Uns aber Rechnung und Reliqua darüber præstiret werden / jedoch daß jedem Theil der Uberschuß zu seinem privaten Gebrauch gewiedmet verbleiben solle.

ANNO 1705.

Demnächst sollen die Verwaltungs-Räthe nicht mehr gemeinschafftlich / sondern / jeder Religions-Verwandte über ihr Antheil privative zu disponiren bemächtiget / und die Unter-Bediente alsdann von denenselben separatim dependiren / und ihre Verordnungen unverweigerlich respectiren / wie sie dann in denen Uns leistenden Pflichten würcklich dergestalt sollen angewiesen werden; In allen übrigen Vorfallenheiten aber bleibt es bey der bißherigen Verwaltungs-Ordnung.

So viel sonst den Reformirten Kirchen-Rath und dessen Jurisdiction betrifft / solle selbiger nach Inhalt der Chur-Pfältzischen Kirchen-Raths-Ordnung von Anno 1564. und wie er An. 1685. bestellet gewesen / hinwieder ersetzet / und bey der ihme vermög gemeldter Ordnung und Observantz / bis ad Annum 1685. zukommender Verrichtung / Freyheit / Immunität / Besoldung / Rang / und Herkommen kräfftigst geschützet und gehandhabet werden.

Worbey wir noch ferners gnädigst verordnen / daß dem Kirchen-Rath bevorstehen solle / so viele Pfarrer und Schul-Diener / als er nöthig erachtet / doch nicht ohne Unserm Vorwissen anzunehmen / selbige nach Befinden zu transferiren / auch die Partheyen zu combiniren und zu separiren.

So soll auch / im Fall ein oder anderer Prediger beschuldiget werden würde / gegen die Catholische Religion unzuläßig geprediget / geschmählet oder sonsten gehandelt zu haben / alsdann die Inquisition, da dergleichen nöthig befunden würde / jedesmahl mit Zuziehung eben so vieler Kirchen-Räthen / als anderer darzu verordneten Commissarien beschehen / und darinnen und sonsten in allen übrigen Beschuldigungen / und Inquisitionen der Chur-Pfältzischen Inquisitions-Ordnung gemäß verfahren / und unpartheyische Justitz administrirt werden.

Und damit auch Unsere vormahls so berühmte Universität zu Heydelberg um so viel eheuder wieder in vorigen Flor und Frequentz gerathen / gesamten Religionen auch in allen Facultäten zu profitiren Gelegenheit gegeben werden möge; so haben wir gnädigst resolviret / zu der Theologischen Facultät beständig zwey Reformirte Theologos gnädigst zu verordnen / und selbige mit der gewöhnl. vorigen Besoldung ordentl. salariren / und unterhalten zu lassen; wie wir dann vorjetzo von Unserm Reformirten Kirchen-Rath ein oder andern Vorschlag erwarten / wie wir solche Professuren zu bestellen vermöchten / gestalten wir auch hiernechst bey Abgang eines oder andern Reformirten Theologi, zu Ersetzung der dadurch vacirenden Professur gedachten Kirchen-Raths unterthänigste Vorschläg gnädigst erwarten wollen. Worbey wir gnädigst declariren / daß die Allmosen / so von jeder Religion à parte gesammlet / oder gestifftet werden / auch von jeder privative administriret und distribuiret werden.

Die Legata und Capitalien aber / in specie zu Heydelberg / Manheim / Franckenthal / und andern Orthen / so noch vorhanden / und nicht bereits anietzo consumiret seynd / werden denjenigen Religions-Verwandten restituirt und gelassen / so vor der eingeführten Gemeinschafft / oder Theilung in deren Possession gewesen / und administriret jeder Religions-Theil die seinige privative, worinnen von keinem dem andern eingegriffen werden solle. So viel aber die Stipendia anbelanget / so Anno 1685. in Observantz gewesen / wird es eben-

ANNO 1705.

ebenfalls nach sothanem Jahr damit gehalten / und kommen selbige / wie auch diejenigen / so seithero gestifftet worden / oder noch gestifftet werden möchten / nach des Testatoris Willen / denjenigen Religions-Verwandten zu / deren der Fundator gewesen.

Bey den Spitalern / Waisen-auch andern dergleichen Armen-Häusern / so für die Einwohner und Bürger gewidmet seyn / wollen wir / daß nach der von uns concedirten Proportion der $\frac{2}{7}$ und $\frac{5}{7}$ Theil / jede Religions-Verwandten recipirt / und in ihrer Religion nicht turbiret: Bevorab aber die Waisen nach der Religion / deren der Vatter gewesen / erzogen werden.

In dem übrigen aber verordnen wir gnädigst / daß ohne Ansehen der Religion / die Armen / oder Krancken aufgenommen werden / und ebenfalls alle Gewissens-Freyheit geniissen.

Wir wollen auch / und befehlen gnädigst / daß denen Evangelisch-Lutherischen nicht allein die An. 1624. zugekommene / sondern auch diejenige Kirchen / welche sie seithero erbauet / oder noch künfftig erbauen / privative gelassen.

Das von uns aufgerichtete Evangelisch-Lutherische Consistorium auch von den Reformirten Kirchen-Rath independent verbleiben / denen selben annebenst dasjenige / so ihnen an geistl. Gütern / Pfarr-und Schul-Häusern / Zehenden / Renten und Gefällen / An. 1624. erweißlich zugekommen / zu ihrer Administration überlassen werden solle. Urkund unserer eigenhändiger Unterschrifft und hierauf gedrucken geheimen Cammer-Cantzley-Secret-Insiegels. Geben in Unserer Residentz-Stadt Düsseldorff den 21. Nov. 1705.

Joh. Wilhelm / Churfürst.

L.S.

UNd dann so wohl dem Publico, als höchstgedachten Ihr. Kön. Maj. u. Churfl. Durchl. selbsten daran nicht wenig gelegen / daß zu Vermeidung aller etwa hiernechst besorgenden weitern Religions-Trennungen / ob-bemelte Declaration in allen Puncten und Clausulen nicht allein anietzo zur Execution gebracht / sondern auch hinkünfftig / biß man von gesambten Reichs wegen sich der Religions-Gravaminum halber etwan anders vergleichen / oder in dessen Entstehung eine Comitial-Decision erfolgen möchte / unverbruchl. gehalten und beobachtet / auch gesambte Interessirte Religions-Verwandte dabey auf das kräfftigste geschützet und manuteniret werden / daß höchstgemeldte Ihr. Churfl. Durchl. zu Bezeigung Ihr vor Ihr. Königl. Majest. in Preussen beständigst habender Hochachtung nicht allein vorbesagte Declaration dergestalt zu baldigster Execution bringen zu lassen fest gestellet / daß / so bald der Kirchen-Rath durch die abgängige Subjecta wieder bestellet / gestalten Ihr. Churfürstl. Durchl. daruber von gemeldtem Kirchen-Rath ehestens die nöthige Vorschläge erwarten / den Anfang sothaner Execution durch dero expresse darzu bestellte Commissarios und besagten Reformirten Kirchen-Rath machen / und den Rest zum schleunigen Ende befördern lassen wollen; Sondern versprechen und geloben auch hiermit / und in Krafft dieses vor sich und Ihrer Chur-Nachkommende / gemeldte Declaration, wie selbige von Wort zu Wort hier oben geschrieben / in obgemeldten Chur-Pfältzischen Landen / fest und unwiederruffl. halten und beobachten zu lassen. ANNO 1705.

1.) Wollen mehr höchstged. Ihro Churfürstl. Durchl. daß in dem an den Herrn Bischoffen zu Würtzburg oppignorirten Ambt Boxberg der Status Religionis, quo tunc, observiret werde / wie in der Pfand-Verschreibung von 18. Febr. 1691. expresse pacisciret worden.

2.) Daß wegeg Dirmstein und derjenigen Orten dieses Ampts / wie auch der Kellerey Stein / so an des Hrn. Bischoffen zu Wormbs Hochfürstl. Durchl. unlängst cediret / und dabey der Status quo pacisciret worden / Ihre Churfl. Durchl. dero Officia nebst des Königs in Preussen Maj. dahin anwenden wollen / damit obgemeldte Declaration gütlich angenommen / und daselbst observiret werde / in allen übrigen etwa Lehn-weise oder sonsten etwa abgegebenen Orten es ebenfalls in puncto Religionis usque ad Comitialem Decisionem in Statu hujus Declarationis verbleiben solle.

3.) Daß ratione des Ambts Böckelheim Ihr. Churfl. Durchl. bey Chur-Maynz und der Käyserl. Sequestration Ihre Officia nebst des Königs in Preussen Majest. dahin interponiren wollen / damit durante sequestratione, und biß zur Comitial-Decision dieser Declaration allda gleichfalls nachgelebet werde.

4.) Wann Ihro Churfl. Durchl. hiernechst etwas vertauschen solten / so wollen dieselbe jederzeit den Statum Religions, salva Comitiali decisione nach obiger Declaration ausbedingen / u. keine

5.) Verwaltungs-Güter alieniren / sondern selbige jederzeit vorbehalten.

6.) Diejenige Verwaltungs-Güter / so die Catholische Geistlichkeit bereits besitzet / wollen Ihro Churfl. Durchl. in Rechnung jährlich bringen / und deren Einkünfte an den zwey siebenden Theil decourtiren lassen / auch alles / was Ihrer Churfl. Durchl. Krieges-Commissariat nach gepflogener Liquidation vor empfangenen Haber / oder sonsten schuldig zu seyn befunden wird / davon wollen dieselbe fünff sieben Theil denen Reformirten restituiren lassen / welche sie zu Erbauung ihres Gymnasii und Collegii Sapientiæ anwenden sollen.

8.) Obhöchstged. Ihre Churfürstl. Durchl. wollen auch nicht gestatten / daß die Verwaltung der Universität ein mehrers als sie An. 1686. gezogen / jährl. entrichte / oder von einem alten Rückstand Prætensiones gemacht werden / indeme sie selbst nichts genossen.

9.) Und gleichwie die Verwaltung pari numero Religionis von Reformirten und Catholischen angeordnet worden / und derselben Unter-Bediente in fünff-sieben Theil Reformirten bestehen werden / also wollen Ihro Churfürstl. Durchl. bey jedesmahliger Vacantz selbige wieder mit Reformirten besetzen / und der Reformirten Kirchen-und Verwaltungs-Räthen unterthänigsten Vorschlag jederzeit desiwegen erwarten / und den tüchtigen annehmen / wo aber die Corpora durch Admodiationes, gleichwie bißher / administriret werden / solle nicht auff die Religion / sondern auf die meistbietende reflectiret / jedoch keine Geistliche von beyderseits Religionen dazu admittiret werden.

10.) Denen Reformirten Pfarrern u. Schuldienern wollen Ihro Churfürstl. Durchl. gleiche Freyheit und Immunität von allen Oneribus geniessen lassen / als von Schatzung / Wacht / und Frohn / und allen übrigen Lasten / wovon sie unter ihrer eigenen Religion zugethanen Herrschafften befreyet seynd / und sie sub prætextu Juris Patronatus, collaturæ, &c. so bey derselben Vorfahren denen Churfürsten / Pfaltzgraffen Carel Ludwig / und

ANNO 1705. und Carl Christmildesten Andenckens nicht in Observantz gewesen / an ihren Functionen nicht hindern lassen.

II.) Versprechen und wollen Ihro Churfürstl. Durchl. auch / daß es mit dem Ober-Amt Germersheim auf nachfolgende Weise gehalten werden solle / nemlich deß wegen der Gewissens-Freyheit / Ehe-Sachen / ungehinderten Exercitii publici cum annexis & privati in allen und jeden Orten dieses Ober-Ambts / der geistl. Jurisdiction, Jurium parochialium & curæ animarum, Aufrichtung neuer Kirchen mit Thürmen / Glocken und Zugehörungen / Schulen / Pfarr- und Schulhäuser / eben auf denselbigen Fuß gehalten werden solle / wie Ihro Churfürstl. Durchl. solches in dero übrigen Chur-Pfältzischen Landen zu erhalten unter heutigem dato declariret haben / zu dessen Folge dem Reformirten Kirchen-Rath so viel Pfarrer und Schuldiener in gedachtem Ober-Ampt anzuordnen / als von demselben nöthig zu seyn erachtet wird / erlaubet und zugesagt seyn solle / und versprechen Ihro Churfürstl. Durchl. zu denen jenigen Kirchen / so die Reformirte weiters in gedachtem Ober-Ambte Germersheim bauen werden / das dazu nöthige Holtz aus dero nechsten Waldungen gratis hergeben zu lassen.

So viel die Stiffter / Prælaturen und Abteyen zu Cuserthal / Hörd / Seltz / Elingen / Münster / und Germersheim angehet / behalten selbige die Catholische sambt denen dabey befindl. Stiffts- oder Kloster-Kirchen / nebenst allen darzu gehörigen Renten und Gefällen privative, denen Reformirten und Evangelisch-Lutherischen aber bleiben alle diejenige Kirchen / wo sie selbige anjetzo besitzen / wobey ihnen die Kirchen zu Impflingen / Schechenheim / und Godramstein auch einzuräumen / gestalten mehr höchstged. Ihr. Churfürstl. Durchl. dann auch gnädigst verwilligen / daß vor allen übrigen sich in gemeldtem Ober-Ampt befindl. geistl. Corporibus, wie selbige Anno 1685. unter der Verwaltung gestanden / zu Unterhaltung der nöthigen Prediger / ein dritter Theil denen Reformirten zukommen / und gleich übrigen geistl. Gütern nach Inhalt obiger Declaration verwaltet werden mögen.

Dahingegen Ihr. Königl. Majest. in Preußen geloben und versprechen / daß sie wegen der zu Regenspurg auff dem Reichs-Convent vorgekommenen Chur-Pfältzischen Religions-Gravaminum keine weitere Klagen führen / auch im Fall derentwillen anderwerts was vorkommen solte / Sr. Königl. Majest. selbige / so viel mögl. biß zur Comitial-Erörterung und Decision ablehnen und sich mit deme / so in vor offterwehnter Declaration enthalten / allerdings befriedigen wollen.

Dessen zu wahrer Urkund seynd gegenwärtigen Recesses zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget / und mit beyderseits hierzu verordnet- und deputirter Ministrorum eigenhändiger Unterschrifft und fürgedruckten Petschafften bekräfftiget / und pacisciret worden / daß beyderseits gnädigster Herrn Principalen Ratificationes, so bald möglich / gegen einander ausgewechselt werden sollen / so geschehen Düsseldorff den 21. Novemb. 1705.

## LX.

1706. 12. Janv. *Fœdus inter Rempublicam* VENETAM *ab una, & Inclytas Civitates* TIGURUM *atque* BERNAM *ab altera parte, ad duodecim annos & amplius, quo mutuum sibi invicem auxilium promittunt & quidem ex parte Reipublicæ Venetæ pecunia, & ex parte Civitatum Militibus præstandum. Actum* 12. *Januarii* 1706. [Copie communiquée par un des Ministres de la Negociation.]

*In nomine Sacro Sanctæ & Individuæ Trinitatis Dei Patris, Filii & Spiritus Sancti, Amen.* ANNO 1706.

QUANDOQUIDEM æterno omnium rerum Creatori & Conservatori Politiarum inde ab Orbe condito placuit Concordia atque Justitia omnia augere atque promovere, ut ita sincera Amicitia & vicinia Politiæ & Respublicæ divina favente Clementia perfectiorem suam securitatem consequi & conservare usque & usque possint, majores etiam Antecessores nostri Serenissimæ Reipubl. Venetæ, sic & inclytarum Urbium Tiguri & Bernæ non solum pristinorum seculorum decursu Amicitiam fidelem arctioremque conjunctionem, Cœlesti irrorante gratia, semper coluerunt, verum etiam quia firmissima inter Respubl. Amicitia, quæ quanto vetustior tanto robustior, anno supra millesimum sexcentessimum decimo sexto pro mutua sui conservatione Fœdus invicem inierunt. Quemadmodum vero eorum & optanda sequendaque maxime Societas, qui semper officium & fidem servarunt, quia probata fides comprobat Amicitiam, ideo

Nos Aloysius Mocenigo Dei Gratia Dux Venetiarum &c. Et nos Senatus Major & Minor Ducentum Virorum Civitatum Tigurinæ & Bernensis, Membra veteris illius ac magni Fœderis superioris Allemanniæ, Helvetiæ, ante oculos nobis ponentes præsentium temporum faciem omnino requirere, ut Principes atque Respubl. majorem subinde curam & operam impendant, quin Unionum, Amicitiarum, & conjunctionum fidarum vinculo se tutos præstare, salvosque & incolumes conservare valeant, quod ut fiat, liberis cum primis & veteri Amicitia sibi invicem conjunctis Rebus Publ. & Statibus, quales nos divina providentia esse voluit, opera sedulo danda est, in eundem finem veterem restaurare necessitudinem & Confœderationem conveniens atque necessarium reputantes.

Nos prædictus Venetiarum Dux circumspectum virum Vendraminum Bianchi ad commemoratos Amicos nostros ambarum inclytarum Urbium Tigurinæ & Bernensis ablegavimus, qui id Mandato ageret, quomodo vetus & optima illa Amicitia inter Rempubl. nostram atque ipsas Urbes renovato Fœderis vinculo ad utriusque Partis commoda & protectionem conservari & propagari possit. Id quod DEO T. O. M. benigne annuente aliquod interlocutionibus peractum est, ita ut nos prædictus Dux Venetiarum ex una parte, & nos Consul, Scultetus ac Senatus uterque Urbium prædictarum Tiguri & Bernæ ex altera parte ad Dei gloriam salutem & prosperitatem mutuam in Dominio Veneto & ambarum Urbium Tigurinæ & Bernensis Jurisdictionibus & Terris illorumque Subditis fovendam & conservandam, sincera mente & deliberato Consilio, his qui sequuntur Articulis & Conditionibus, arcto Fœdere & vera animorum conjunctione (quod felix faustumque sit) nosmet ipsos obligaverimus.

I. Serenissima Respublica Veneta & binæ Inclytæ Urbes Helvetiæ Tigurum & Berna, omnibus in rebus bonam Amicitiam & Vicinitatem inter se colunto, sicut veros, sinceros & bonos Amicos & Confœderatos decet.

II. Si Serenissima Respublica Bellum gerens, sive Belli periculum exspectans à binis Inclytis Urbibus Tiguro & Berna Milites desideret, teneantur hæ in auxilium & subsidium illius conservationem mittere peditum 4000 voluntariorum, qui in duas Legiones & totidem Collonellos, Tigurinum unum, alterum Bernensem distincti sunto, assignati cuilibet Vexillo viri 2000. Quod si Serenissima Respublica tanto numero non opus habeat, teneatur petere ad minimum 2000, ita tamen, ut huic numero minori non duo sed unus duntaxat Collonellus præficiatur, qui quidem in prima expeditione sit Tigurinus, & Collonellus Locumtenens Bernensis, in secunda vero Collonellus Bernensis & Collonellus Locumtenens Tigurinus, adeo ut Urbium ambarum Collonelli alternas vices gerant, & si accidat, ut durante expeditione Collonellus aliquis moriatur, vel quacumque ratione Militiam deserat, Successor ipsi ex eadem Urbe unde fuit constituatur; cum hac declaratione, ut quælibet Urbs posteriori casu quinque vexilla suppeditet, atque hi Milites sive majori sive minori numero obligati sunto Serenissimæ Reipublicæ fideliter servire, tum in Castris tum per Præsidia ad defensionem Regionum & Populorum ipsi hoc tempore sub-

ANNO 1706.

subjectorum, in Continenti sive in Terra firmâ Italiæ, contra omnes & singulos, qui hostiliter eam oppugnare possent; attamen si Sereniſſima Respublica Veneta ab utraque parte Militem petat eo tempore, quo vel utraque vel alterutra in periculo sit, sive in imminentis Belli discrimine constituta sit & Bellum pertimescat, nec utraque nec alterutra teneatur auxilia permittere, quin & supradicti Urbium Milites Sereniſſimæ Reipublicæ militantes ab oppugnationibus, & à Militia maritima plane eximantur. Officiales uniuscujusque Vexilli erunt Locumtenens superior & inferior, 1. Vexillifer, 4. Præfecti Vigilum, 4. Officiales inferiores, 6. Corporales, 6. Appuntati, 4. Tamburi & unus Tibicen, itemque Chirurgus, Bellicus & Trabantes eodem numero 200. Militum comprehendantur.

III. Si Sereniſſima Respublica constituerit expeditionem facere & in Urbium ambarum Regionibus, ac Jurisdictionibus Milites conscribere, teneatur tunc ea singulis Capitaneis pro Vexillis illorum solvere 533. Dublones Hispanicos justi ponderis ante profectionem pro sufficienti cautione, eo modo ut post unum annum effluxum singulis mensibus 30. Dublones detrahendo Sereniſſimæ Reipublicæ restituantur, sin vero, in primo Armilustrio vel in sequentibus, unus aut plures in numero commemorato 200. Militum, desiderentur pro singulis qui desiderantur Capitaneo menstruatim detrahantur Dublonus unus cum dimidio minus una libra Veneta, & pro mensibus singulis computari debent dies 30, & pro anno menses duodecim.

IV. Quod si instituta expeditione una vel altera Urbs 200. Milites cum necessariis suis Officialibus ad profectionem paratos habeat, tunc eos dimittere potest cum attestatione, quo die ab Urbe profecti sint, adeo ut eodem tunc die his Militibus conscriptis, stipendium tunc initium sumat; postea vero pro reditu ad Patriam Vexillis singulis stipendium unius mensis vel 30. dierum in profectionem à Sereniſſima Republica solvitor; verum cum hac clausula, ut hi Milites exautorati vel in patriam remitti non debeant eo tempore quo montes nivibus clausi, adeoque itineri faciendo inapti sint.

V. Si Milites Urbium ambarum servitio Sereniſſimæ Reipublicæ semel destinati tribus durantibus annis in servitio habeantur, neque durante hoc tempore exauctorari possint, & si prælium committatur in quo, auxiliante Deo, victoria reportetur, Sereniſſima Respublica stipendium menstruum præliarium Collonello, Capitaneis, Officiariis & Militibus gregariis persolvito.

VI. Conformatis Castris Regimina pro hodierna ratione militandi in Battaliones quidem dividi possunt; si vero ambarum Urbium Milites in Sereniſſimæ Reipublicæ propugnaculis & Arcibus per præsidia sint disponendi tunc Regimina dividi possunt per Vexilla, Milites vero à propriis Vexillis non separentur, sed una maneant.

VII. Collonelli & Capitanei obligati sunto in Castris atque in rebus Militaribus obedire Archistratego Sereniſſimæ Reipublicæ, Generalibus, Gubernatoribus, Generalibus Proveditoribus, aut aliis qui, ipsorum nomine, imperium in Exercitum habent, at in præsidiis Milites teneantur obedire eorum Rectoribus & Gubernatoribus, sicut apud alios Officiales & Milites Sereniſſimæ Reipublicæ usus est.

VIII. Quod si ambæ Urbes simul, aut una separatim ab hostibus suis Bello impetantur, aut in periculo imminentis Belli fuerint tempore illo, quo Milites earum Sereniſſimæ Reipublicæ stipendia merent, licitum tunc illis esto eos domum revocare, eorumque opera declinandis propriis periculis uti, sic tamen ut in tali casu Sereniſſima Respublica ejusmodi Militibus revocatis teneatur dare stipendium unius mensis pro reditu à Limitibus ejus, nec non illos usque ad Confinia sua versus Rhætorum Dominium tutos, securosque & ad transportandos ægrotos & Officialium suppellectilem necessariis carris instructos sine Officialium & Militum expensis deducere.

IX. Ambarum Urbium Milites armati sunto Sclopetis vulgo *Fusilis* dictis, Bajonetis & Bandoleriis, liberumque esto prædictis Urbibus ipsismet hoc modo in Patria sua Milites armandi vel armaturam Sereniſſimæ Reipublicæ concedendi, quo posteriori casu singulis Militibus menstruatim sex Solidi Veneti, pro consumptione Armorum detrahantur: Teneatur vero Sereniſſima Respublica Veneta pro singulis sic armatis Vexillis sive in Campo sive per Præsidia operа eorum utatur, menstruatim persolvere Doblones Hispanicos trecentos triginta tres justi ponderis, singulis autem Collonellis tam pro menstruo honorario unius cujusque Regiminis, Doblones Hispanicos centum quadraginta quinque justi ponderis persolvantur, sic nos clarius explicantes, si Sereniſſima Respublica alio aureo vel argenteo nummorum genere omnes expensas in hoc Tractatu expressas facere cogitet & quivis Duplus Hispanicus aureus novem libras monetæ Venetæ computetur, tum ad æqualem constituendum valorem sequentes aurei & argentei numi hoc pretio expendantur, scilicet Duplus Italicus pro viginti octo libris & decem solidis; Cechinus pro 17. Libris; Scutus seu Coronatus argenteus pro novem Libris & 12. Solidis, Philippus seu Justina Veneta pro 8. Libris & 10. Solidis; Ducatus aureus seu Hungarus pro 16. Libris; Ducatus currens pro sex Libris & 4. Solidis supradictæ Monetæ Venetæ. Quod si unus vel alter Capitaneus plures quam ducentos Milites, imo usque ad numerum ducentorum viginti habent; hi viginti supernumerarii dum sint effectivi & Helvetii, stipendium unius Dublonis & tertiæ Partis accipiant. Non gravabitur etiam Sereniſſima Respublica dare Militibus pulverem Tormentarium & Plumbum gratis, prout id apud alios Principes ac Dominos hactenus in usu fuit. Si unum quodque Vexillum minori numero quam centum septuaginta quinque Militum numero fuerit, Capitaneus perdet Doblones viginti menstruatim, & si diminuatur infra centum septuaginta quinque, Capitaneus perdet Doblones quadraginta. Quod si prælium committatur, & ea sive etiam morbi contagiosi causa (id quod Deus avertat) Vexilla diminuantur, Capitanei duorum mensium spatio stipendium accipient, secundum ultimam lustrationem præcedentem, ut eo facilius numerum suorum Militum redintegrare possint.

X. Milites ambarum Urbium, qui Sereniſſimæ Reipublicæ serviunt, omnibus ac singulis Privilegiis, Libertatibus, Immunitatibus, Juribus, ritibus & consuetudinibus tam in administrando jure, & exercenda Justitia, quam in aliis omnibus rebus fruantur, quibus in Gallia & alibi utuntur & hactenus omni tempore usi sunt. Militibus etiam pro libero Exercitio Religionis in aliqua domo locus commodus & honestus assignandus, neque hi in Exercitio suo ullo modo turbandi, aut ulla occasione nec publicè nec privatim molestandi erunt, itemque pro sepultura mortuorum locus honestus permittendus.

XI. Ægrotantes Milites in Xenodochia recipiantur, iisque tamdiu stipendium cedat, quamdiu Sereniſſimæ Reipublicæ servitio sint addicti, usquedum aut convalescant aut morte perfungantur, utque nihil hoc tempore detrahatur, quam aliis Sereniſſimæ Reipublicæ Militibus detrahi solet. Liceat etiam Pastoribus Bellicis suæ Nationis eos invisere, eos consolari, sine ullo impedimento, nec cuiquam concedatur, eos à sua Religione quocunque modo avellere.

XII. Si Sereniſſima Respublica destinatum stipendium Capitaneis in singulos menses non solvat prompte, debet tunc eis numerare stipendium juxta Tabulas ultimas lustratorias hac cum exceptione, si armilustrium primis decem diebus, quando mensis initium cepit, non sit habitum, ut tunc mense illo nullus Capitaneus teneatur Vexillum suum lustrare, sed stetur, ut supradictum, Catalogo Armilustrii præcedentis proxime.

XIII. In conscribendis Militibus utriusque Collonelli nominatio penes Sereniſſimam Remp. esto, at Capitaneorum electionem Urbium ambarum Magistratus reservant sibi, ita tamen, ut tum Collonelli, tum Capitanei debeant esse Incolæ Officiorum Publicorum in Urbibus Tigurina & Bernensi capaces, qui non minus Magistratibus utriusque Urbis, quam Sereniſſimæ Reipublicæ placeant & non plus quam unus Capitaneus singulis Vexillis est præponendus, hi vero Capitanei electionem Officialium subalternorum liberam habeant, hac tamen conditione, ut homines ad id idoneos, atque ambarum Urbium Incolas nullo modo vero exteros eligant.

XIV. Omnibus & singulis utriusque Partis personis ac Subditis reciproca potestas esto in ipsarum Urbibus & Territoriis libere eundi, permanendi, transeundi, redeundi, agendi & administrandi quævis negotia, res & artes suas tam Mercimoniales, quam Militares sine impedimento aut ullis Impositionibus aut Gravaminibus, quocunque tandem nomine insig-

ANNO 1706.

niuntur, adeo præter hucusque consueta Vectigalia aliud persolvere non teneantur, à quo expresse excipitur Vectigal Corporale, item Boletæ, & Bona, quæ quis Valisiis impacta aut proprio vehit equo, aut bajulat corpore suo, pro quibus nunc Vectigal debet exponi, & illorum causa quemquam inquiri, attamen reservantur hîc tempora, quibus morbi contagionis regnant, tunc enim quælibet Respublica Commercia & Transitum potest inhibere pro lubitu quoad suspicio contagionis durat, quod intellectum quoque volumus de Urbium ambarum Militibus à Militia Veneta exauctoratis, aut ab Urbibus revocatis, ut nempe euntes & redeuntes cum apparatu suo Militari omni, quidquid bajulant corpore aut equis, vel alio modo vehunt, ab omni Vectigali prorsus sint immunes, prout vetus hæc consuetudo apud omnes Nationes invaluit. Definitum præterea est, ut tum Tigurini tum Bernenses, sive transeant, sive Reipublicæ Venetæ stipendia mereant, & morte perfuncti sint, itidem à Vectigali aliove onere immunes sint, libere & absque impedimento sive impositione ex Territorio Veneto vehi aut in honestis Locis sepeliri possint, ipsorum Bona legitimis Heredibus relinquantur, quod in Ditionibus ambarum Urbium pari & reciproco modo erga Sereniſſimam Rempublicam & ejus Subditos observabitur. Cuilibet Vexillo liceat habere ex suis Militibus qui comestibilia vendat in Campo, hicque omnium onerum & impositionis immunis sit, in Præsidiis vero hicce homo ratione comestibilium cum Impressariis aut Gubernatoribus Reipublicæ convenire teneatur quoad solutionem Vectigalium, ita tamen, ut comestibilia sua nemini, quam Militibus Helvetiis vendat. Ratione Privilegiorum, Prærogativorum, Beneficiorum, Hospitiorum & Utensilium Milites Helvetii, ut & eorum Collonelli aut Officiales, pari modo tractentur, ut alii Sereniſſimæ Reipublicæ merentes.

XV. Ambæ Partes teneantur omnibus Militibus aliarum Nationum, qui ad partem oppugnatam per Jurisdictionem alterius se conferre volent, liberum transitum concedere, ita tamen, ut Magistratus, per cujus Ditionem transitus iste instituitur, de eo prius eruditur, atque moneatur & ut serventur Leges, quas Magistratus jam dictus præscribere posset, & Conventiones inter Cantones Helvetiæ, per quorum Dominium transitus faciendus esset.

XVI. Quælibet Respublica teneatur hostibus Partis alterius transitum per sua Dominia negare, nec non manu etiam armata, si opus sit, & viribus necessariis eos à transitu arcere & propulsare.

XVII. Si ambæ Urbes Tigurum & Berna, vel una earum Bello petantur, tunc Sereniſſima Respublica tum Urbi, quæ Bello invaditur, tum etiam alteri, quæ Bello petitur, teneatur auxilium ferre; singulis menstruatim numerare Ducatos 4000 Venetos, aut horum valorem, ad sumptus illarum Bellicos, in auxilium & sublevationem necessitatis ipsarum, quoad Bellum durat, ita quidem, ut cum primum Sereniſſima Respublica per Urbes hac de re certior fiat, & in angustiis suis Bellicis prædictam opem sint petituræ, & sine interposita mora & absque ulla reservatione, illam ad menses tres in singulas binas Urbes distincte dari curet, & si Bellum trimestri diutius duret, ut tunc iterum ad trimestre altera summa commemorata numeretur, de qua summa expensa ambæ Urbes Sereniſſimæ Reipublicæ finito Bello, rationem reddent, & quam semper rationem reddere tenebuntur, quid nempe ex Fœderis pacto de pecunia accepta, aut insumtum sit, aut remanere possit, Sereniſſimæ Reipublicæ reddendum.

XVIII. Quod si una vel altera Urbs, quæ Bello conflictatæ auxilia juxta Fœderis pacta & petiit, & accepit, Pacis Tractationem instituere velit, teneatur ea Coadjutores suos ante conclusionem Pacis hac de re certiores facere, quo & ipsi suo lubitu & commodo ea in pace comprehendi, aut præteriri possint.

XIX. Sereniſſima Respublica sub finem cujusque anni, à die Ratificationis hujus Fœderis, quamdiu illud durat, utriusque Urbis Magistratibus, singulatim persolvito pro pensione annua 711. Doblones Hispanicos justi ponderis in manu hujus, quem dictæ Urbes ad recipiendum constituent.

XX. Omnes & singuli Urbis Cives ac Subditi liberam potestatem habeant eundi, permanendi, transeundi, redeundi, habitandi & negotia sua exequendi in toto Dominio Veneto, sine impedimento inquisitionis. Eadem potestas esto Sereniſſimæ Reipublicæ Subditis in ambarum Urbium Dominiis, dummodo neutri eorum loquantur, disputent, aut rem ullam exerceant vel agant, quæ contra Religionem eorum locorum in quibus degerint, esse possit. ANNO 1706.

XXI. Neutri Parti licitum esto ad se recipere alterius rebelles aut perduelles, vel propter atrocia crimina condemnatos, uti Latrones, Sodomitas, publice infames, Fures, Proditores, Incendiarios, violatores & raptores Virginum, prædones, ac falsos Monetarios, sed quælibet Pars teneatur personas hujusmodi condemnatas atque proscriptas alteri Parti cujus sunt Subditi reddere, si repetantur & æqui sumptus refundantur.

XXII. Præsens Unio & Confœderatio debet durare duodecim annos proximos & amplius, pro Partis utriusque placito, & dum alterutra Partium ei non renuntiet; Utra vero Pars ei renunciare volet, ea tenebitur id alteri Parti notum facere annum ante duodecimum, & quamvis renunciatio fuerit facta illo tempore, tamen Fœdus usque ad finem duodecennii firmum & constans maneto. Quod si sub finem duodecennii neutra Pars huic renunciaverit, tum illud confirmatum habeatur per alterum duodecennium & sic succesſive; At si forte sub finem duodecennii, renunciatione jam facta Fœderis, alterutri Parti adhuc periculum aut necessitas quæpiam incumbat, liceat ei tunc aut admissa auxilia Militum retinere, aut commemorata pecunia promissa uti tantisper, dum omne periculum præteriit.

XXIII. Si lites utrinque oriantur, & amicabiliter (quæ via prius tentanda est,) componi nequeant, quælibet tunc Pars duos idoneos Judices eligat, qui quaterni Curiæ Rhætorum conveniant, litesque finiant; si id facere nequeant, quippe in duas æquales Partes divisi, tum a qualibet Parte tertius quispiam vir prudens & neutri Parti suspectus aut addictus assumatur, ex quibus, duobus modo assumtis, sorte eligatur Judex supremus, quique probatione unius vel alterius Sententiæ, controversam litem decidat, cujus judicium postea ratum haberi possit.

XXIV. Si lites oriantur inter utriusque Partis homines privatos, quibuscunque de causis, actor reum in jus citato sub illo Magistratu, cui reus ille est subjectus, qui Magistratus jus procurabit, & dicet sine longiori interposita mora, dictam vero Sententiam exequetur absque respectu Personæ hujus vel illius Religionis.

XXV. Durante hoc Fœdere neutræ Parti licitum esto Fœdus cum quoquam facere, quod præsentis Fœderis Articulis ullo modo repugnet aut præjudicio esse possit.

XXVI. Denique ambæ Urbes Tigurum & Berna in hac Unione & Confœderatione sibi reservant Sacrum Romanum Imperium & omnia Fœdera, Pacta & Conventa, quæ ipsis sunt cum Fœderatis suis Helvetiis, nec non perpetuas & certis annis determinatas Uniones, ante hoc Fœdus initas, & nominatim Tractatum Pacis perpetuæ, & Fœderis cum Regno Gallia, adeo ut Fœderibus & Conventis illis omnibus ac singulis communiter & privatim per præsens hoc Fœdus nihil derogari aut præjudicio vel incommodo servire, verum omnia sincere & integre servari debeant, omni fuco ac dolo malo penitus excluso.

XXVII. Et si ullus reservatorum ab Inclytis Urbibus Sereniſſimam Rempublicam invaderet aut quovisçunque modo damnum inferret, directe aut indirecte, in Regionibus, Civitatibus & Ditionibus, quas pro præsenti tenet, tunc ambæ Inclytæ Urbes, absque ulla consideratione reservationis supra scriptæ, Partem læsam atque molestia infestatam ac turbatam contra quoscunque aggressores tueri, & ipsi subsidio venire, obligatæ sunto.

XXVIII. Ad hoc autem, ut Milites duarum Inclytarum Urbium pro Sereniſſima Republica conscribendi ab Illustriſſimis DD. Rhætis Trium Fœderum transitum liberum habeant per illorum Dominium, Sereniſſima Respublica simul & conjunctim cum ambabus Inclytis Urbibus omnia sua studia & officia, ut hicce transitus liber obtineatur, conferat, & ipsæmet Urbes Inclytæ, prout opus erit, & Sereniſſima Respublica postularit, in ejusdem Reipublicæ impensis sumptibus, Legatorum suorum expeditionem studiis Residentis Veneti adjungere non recusabit.

In fidem & testimonium rerum omnium supra commemoratarum ambæ Nos Partes ternas Tabulas Fœderis ejusdem exempli, tum Sereniſſimæ Reipublicæ

ANNO 1706. publicæ tum binarum Inclytarum Urbium Tiguri & Bernæ, appensis Sigillis secretioribus communiri jussimus.

Actum die 12. Januarii, anno à Nativitate Domini & Redemptoris nostri Jesu Christi MDCCVI.

## LXI.

15. Mars. *Reglement des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES UNIES *touchant la Discipline Militaire. Fait à la Haye le 15. Mars* 1706. [Feuille volante.]

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, aïant meurement & attentivement consideré, de quelle maniere on pourroit le mieux remedier aux abus, aux déréglemens, & aux desordres, qui depuis quelque tems se sont glissez dans l'Armée de l'Etat, par le relâchement, & l'inobservation des anciens Ordres & Reglemens, ou autrement; tant à l'égard de la subordination convenable & necessaire de la Discipline Militaire, de l'ordre touchant le fourage, des Gardes, des Ceremonies, du Secret, qu'à l'égard du soin que l'on doit avoir pour que la Milice soit complette, des Sauvegardes & des autres choses semblables; de quelle maniere on pourroit & devroit mettre de meilleurs ordres, & comment on devroit faire en sorte que le tout fut observé; après avoir pris l'avis du Conseil d'Etat, ont trouvé bon, d'établir, statuer & ordonner par ce present Reglement, comme nous établissons, statuons & ordonnons par ces presentes, les Points & Articles suivans.

I. Lors que deux *Velt-Marechaux* se trouveront dans une même Armée, le premier commandera seul en Chef, en se communiquant avec le second en toutes choses, & dans un jour de Bataille, le second se tiendra soit auprès du premier, pour s'aider mutuellement de la main & du conseil, ou bien, où ils trouveront être à propos.

II. Quand deux Generaux de la Cavalerie, ou de l'Infanterie, se trouveront dans une Armée, sans un General au dessus d'eux, ou un du même rang qui soit plus ancien, le premier commandera en Chef, & le second commandera la Cavalerie, ou l'Infanterie respectivement, & en un jour de Bataille le second prendra en consequence le poste, qui appartient au General de la Cavalerie, ou de l'Infanterie respectivement.

III. Quand deux Generaux de la Cavalerie, ou de l'Infanterie se trouveront dans une Armée, sous un General au dessus d'eux, ou plus ancien, le premier fera seul tout le détail de la fonction, mais dans les affaires de quelque importance il se consultera avec le second, & prendra son poste en un jour de bataille dans la premiere Ligne, & le second sera dans la seconde Ligne.

IV. En l'absence des Generaux respectifs de la Cavalerie, & de l'Infanterie, les plus anciens Lieutenans-Generaux, ou Generaux-Majors, qui se trouveront sous le commandement d'un General au dessus d'eux, soit dans la Cavalerie, soit dans l'Infanterie, ne seront point dispensez de rouler avec les autres Generaux de même caractere.

V. Le General de l'Artillerie n'aura du chef de sa Charge aucun rang plus haut, que celui de Lieutenant-General, & roulera avec les Lieutenans-Generaux, sans se mêler d'aucun autre détail, que de celui de l'Artillerie, excepté lors que les autres Lieutenans-Generaux seront absens.

VI. Leurs Hautes Puissances entendent, sans préjudice des Droits du Gouverneur de l'Ecluse & des Forts & Places de Flandres de sa dépendance, pouvoir se servir pour le commandement, des Troupes qui seront tirées pour l'Armée de Flandres, soit des Garnisons de Flandres, soit d'ailleurs, comme elles le trouveront bon.

VII. Messieurs les Deputez à l'Armée ne donneront aucun ordre directement aux Generaux subalternes, ou aux Troupes, soit qu'elles soient détachées de l'Armée, ou non, mais ils feront passer tous les ordres, par le Canal du premier General.

VIII. Comme aussi celui-ci aussi-bien que les moindres Generaux & les Officiers, chacun dans la fonction de sa Charge, feront passer leurs ordres par les ressorts & les dégrez ordinaires du Commandement.

IX. Messieurs les Deputez ne recevront aucunes plaintes des Generaux ou moindres Officiers, & ne disposeront de rien à ce sujet, soit en principal, ou provisionnellement; mais ils les renvoyeront au premier General, pour y avoir égard, & pour terminer l'affaire par son autorité, ou par le Conseil de Guerre suivant la nature de la chose, à moins que les plaintes qui leur seront portées ne fussent contre le General même, ou contre d'autres, dans des affaires, où le service, ou la grandeur de l'Etat fussent particuliérement intéressez: auquel cas ils en feront informer, & en donneront connoissance à Leurs Hautes Puissances.

X. Ils donneront & laisseront absolument au premier General le soin de donner des Congez, lequel pourra donner congé aux moindres Officiers, jusques aux Colonels inclusivement, sans l'approbation de Messieurs les Deputez à l'Armée, mais non sans leur approbation aux Officiers qui sont au dessus.

XI. Le premier General ne sera pas seulement autorisé, mais sera spécialement chargé de faire procéder selon la rigueur du Reglement appellé *Artikel-Brief* par le Conseil de Guerre, contre tous & un chacun, sans distinction, de ceux qui entreprendront de quitter l'Armée, ou qui s'en absenteront; autrement qu'avec un congé écrit de sa main.

XII. Le General donnera toutes les semaines à Messieurs les Deputez à l'Armée une liste des Congez, lesquels y trouvant de l'excès, en pourront avertir le General, ou en écrire à l'Etat selon l'occasion.

XIII. A l'heure ordinaire que l'on donne les Ordres, non seulement les Generaux-Majors, & les Brigadiers de la Cavalerie & de l'Infanterie qui seront de jour, & les Majors de Brigades se trouveront au Quartier General, pour recevoir les ordres, mais aussi les Generaux de la Cavallerie & de l'Infanterie respectivement, & en leur absence les premiers Generaux qui les suivent, à moins que ce ne soit pour cause légitime d'empêchement.

XIV. Le General en Chef aiant donné ses ordres auxdits Generaux-Majors ceux-ci les porteront aux Generaux de la Cavallerie, & de l'Infanterie respectivement, & en leur absence aux premiers Generaux qui les suivent.

XV. En ensuite le détail desdits ordres sera fait & distribué par les Generaux de la Cavalerie, & de l'Infanterie, ou en leur absence par les premiers Generaux qui les suivent, aux Brigadiers de jour, & aux Majors de Brigade.

XVI. Premiérement, que les Troupes prises au service sont absolument & entiérement sous les ordres de l'Etat, soit entant qu'elles sont prises au service par l'Etat seul, ou par l'Angleterre & par l'Etat conjointement, & en commun, sinon entant qu'il y aura quelque chose expressément contraire à ce qui aura été arrêté dans le Traité.

XVII. En second lieu, qu'il ne dépend pas du jugement des Generaux des Troupes prises au service, de décider si les ordres qui leur sont donnez de la part de l'Angleterre & de l'Etat, sont contraires aux Traitez, ou non; mais qu'ils sont tenus d'obéir sans limitation & sans reserve, excepté seulement dans les cas qui sont exprimez en termes clairs dans les Traitez, laissant hors de ces cas à l'Etat, à répondre des ordres qui auront été donnez.

XVIII. En troisiéme lieu, qu'en cas de desobéissance auxdits Ordres, les Generaux des Troupes prises au service, seront tenus de comparoître en Justice devant le Grand Conseil de Guerre de l'Armée.

XIX. En quatriéme lieu, que les Princes, dont les Troupes ont été prises au service, ne sont point en Droit de limiter par des ordres secrets leur subordination sur les ordres de l'Angleterre & de l'Etat, mais doivent se confier à l'Angleterre & à l'Etat, & croire qu'ils ne donneront aucun ordre qui repugne, ou qui soit contraire aux Traitez. Que si le contraire se trouve, ils doivent en porter leurs plaintes à l'Angleterre & à l'Etat, qui redresseront selon l'équité, ce qui pourroit être contraire aux Traitez.

XX. Et enfin, que l'intention de Leurs Hautes Puissances est, que les quatre Points ci-dessus soient maintenus avec vigueur.

XXI. On recommande serieusement aux Generaux de l'Etat une meilleure pratique de la Discipline Militaire, que l'on n'a fait ci-devant; & à cette fin, il est spécialement ordonné au premier General de

ANNO 1706. de la Milice de l'Etat, d'entretenir bonne correſpondance avec le Préſident du Conſeil de Guerre, & de ſe faire inceſſamment informer, ſi le Fiſcal de la Generalité, & le Prevôt-General de l'Armée, s'aquittent, comme il faut, de leur devoir, pour prévenir & empêcher tous les deſordres & les excès, pour prendre & faire punir ceux qui en ſont coupables, & enſuite donner, tant au Préſident du Conſeil de Guerre, qu'au Fiſcal, & au Prevôt-General, tout le ſecours poſſible pour l'exécution de leurs Charges.

XXII. En conſéquence des ordres ci-devant donnez, & de l'ancien uſage, le Reglement appellé *Artikel-Brief*, ſera publié à la tête de tous les Regimens auſſi-tôt que l'Armée ſera formée, & enſuite tous les deux mois, ſoit que leſdits Regimens aïent leur Conſeil de Guerre particulier, ou non, avec dénonciation, & avertiſſement, que l'intention de Leurs Hautes Puiſſances eſt, de les faire éxécuter ſans la moindre connivence.

XXIII. Aucune Sentence criminelle prononcée à l'Armée ne pourra être executée que ſur les ordres par écrit du *Velt-Marechal*, ou du premier General Commandant les Troupes de l'Etat dans l'Armée, ſans néanmoins aſſujettir ladite Sentence à ſon jugement, ou ſans lui donner Droit de l'approuver ou de la deſapprouver, autrement que par voie de pardon; ſous les limitations ſuivantes.

XXIV. A ſçavoir, que le *Velt-Marechal* aura le pouvoir de diſpoſer ſur les demandes de pardon & de grace, pendant les expéditions, des delits commis à l'Armée, non ſeulement par les ſimples Soldats, mais auſſi par les Officiers, juſques aux Capitaines incluſivement, mais cela non autrement qu'après avoir pris l'avis du Conſeil de Guerre, & du conſentement de Meſſieurs les Deputez à l'Armée; & n'y aiant point de Deputez au Camp, ſur l'avis du Conſeil de Guerre.

XXV. A la réſerve des Cas, où il pourroit s'agir de crime de Leze Majeſté, de trahiſon, de lâcheté, d'aſſaſſinat, & d'autres ſemblables crimes énormes; dans lequel cas le *Velt-Marechal* ne pourra point donner de grace.

XXVI. Tous les Chevaux pris ſur les Ennemis, & autres butins, ſeront incontinent déclarez au Fiſcal de la Generalité, & ſeront mis en la garde du Prevôt-General, afin qu'en cas d'abus il puiſſe être redreſſé par le Grand Conſeil de Guerre, & l'Officier Commandant le Parti, ou le Détachement qui aura fait le butin, condamné à l'amende de ſix mois de ſes gages.

XXVII. Sans que les Conſeils de Guerre particuliers des Troupes priſes au ſervice puiſſent en prendre connoiſſance.

XXVIII. Le premier General de la Milice de l'Etat fera informer par le Fiſcal de tous les excès qui viendront à ſe commettre par les Troupes priſes au ſervice, auſſi-tôt qu'elles viendront à ſa connoiſſance, ſoit que les intéreſſez en aient porté leurs plaintes, ou non.

XXIX. Il fera enſuite mettre ces informations entre les mains du General Commandant des Troupes qui auront commis ces excès, & lui preſcrira en même tems, un tems court & péremptoire, pour faire Droit dans l'affaire, ſous peine qu'il y ſoit fait Droit par le Conſeil de Guerre de l'Armée.

XXX. Et il ſe fera montrer les Sentences qui auront été prononcées dans ces affaires, avant qu'elles ſoient miſes à execution.

XXXI. Il tiendra la main à ce que les Troupes étrangéres auſſi-bien que les Suiſſes, rendent la Juſtice ſuivant l'Ordonnance Militaire, ou *Artikel-Brief* de ces Provinces, & non ſelon aucunes autres Loix, ou Coûtumes.

XXXII. Semblablement il aura ſoin, qu'ils ſe gardent bien de donner pardon ou grace, encore que ce puiſſe être une choſe uſitée parmi eux.

XXXIII. Si pour des raiſons importantes il trouve qu'il ſoit beſoin de faire aſſiſter le Fiſcal de la Generalité, dans les Conſeils de Guerre des Troupes priſes au ſervice, & aiant leur propre Judicature, il le fera, non pour y exercer aucune fonction, ſoit d'Accuſateur, ou de Juge; mais pour voir & pouvoir rapporter ſi dans ces Conſeils de Guerre on agit dans l'ordre, & ſi l'on y rend la Juſtice ſuivant *l'Artikel-Brief* & les autres Ordonnances Militaires de ces Provinces.

XXXIV. Il fera auſſi donner accès audit Fiſcal, aux Rôles criminels, aux Regiſtres, touchant la Juſtice Militaire, leſquels ſont tenus par les Auditeurs, les Greffiers, ou les Ecrivains de Juſtice desdites Troupes. ANNO 1706.

XXXV. Lors que l'Armée ſe formera, on dénoncera aux Generaux des Troupes étrangéres, que l'on fera paier à tout le Corps en rabattant ſur le paiement & la ſolde, le tort & le dégât, que les Officiers & les Soldats feront à quelqu'un contre le Droit de la Guerre.

XXXVI. Et on dénoncera ſemblablement à la tête de tous les Regimens de la Milice de l'Etat, que le dommage, & le degât qui auront été commis par la Milice de l'Etat, ſeront paiez par le Regiment, ou par les Regimens qui les auront commis.

XXXVII. Les Diſpoſitions en ſeront faites, non pour chaque Ligne ſéparément, comme cela s'eſt pratiqué juſques à cette heure dans l'Armée combinée, mais pour toute l'Armée dans le Quartier du General en Chef.

XXXVIII. Dans une Armée combinée, ces diſpoſitions ſeront faites par les Maréchaux des Logis Generaux, *Quartier-Meeſters General*; de part & d'autre.

XXXIX. Enſuite les Ordres ſeront donnez par le General en Chef; après qu'il en aura communiqué avec le General de l'Etat dans une Armée combinée; & reciproquement, ſi le premier General de l'Etat commande l'Armée en Chef; le tout avec connoiſſance de Meſſieurs les Deputez à l'Armée.

XL. On punira ſuivant *l'Artikel-Brief*, & les Ordres Militaires, le rachapt direct ou indirect du fourage.

XLI. Qui que ce ſoit, outre le General Commandant, & ſpécialement les Aides de Camp, *Ajudans*, les Secretaires, les Fouriers ou autres Domeſtiques des Generaux, n'entreprendront d'aſſigner le fourage, en quelque petite quantité que ce puiſſe être, mais un chacun, ſans exception, fera fourager en même tems, & en la même maniére, avec les Regimens dans leſquels, ou autour deſquels il a ſon poſte, ſous peine de correction arbitraire.

XLII. Aucune Ville ouverte, Village, Egliſe, Cloître, ou Maiſon Seigneuriale, ne ſeront fouragez, que par un ordre ſpécial du General Commandant l'Armée, & qu'apres qu'aiant pris un état de la quantité de fourage qu'il y a dedans, le partage en aura été fait par le Marechal des Logis General, *Quartier-Meeſter General*, ſous peine de la vie, à l'égard des Cavaliers, Dragons, & Soldats; & à l'égard des Officiers qui l'auront fait, ou ſouffert, ſous peine d'être caſſez.

XLIII. Il eſt auſſi deffendu ſous la même peine aux Fourageurs d'entrer dans les Villages, quand on fourage à la Campagne.

XLIV. Quand les Cavaliers, Dragons & Soldats iront à la paille, ils ſeront commandez par des Officiers, & auront des Eſcortes pour les couvrir, de même que les Fourageurs, leſquels Officiers auront ſoin, tant dans les Villages que dehors, que les Habitans des maiſons & granges, s'ils s'y trouvent, portent eux-mêmes la paille hors de leurs maiſons, ſans permettre que les Cavaliers, les Dragons & les Soldats, ſe rendent en ce cas maîtres des maiſons, ou granges, & qu'ils endommagent les toits, bien moins, que ſous pretexte d'aller chercher de la paille, ou du bois à brûler, ils pillent, ou briſent les maiſons ou granges, ſoit que les habitans les aïent abandonnées, ou non. Le tout ſous les mêmes peines que ci-deſſus.

XLV. Les mêmes ordres & les mêmes punitions auront lieu, quand après la Moiſſon on viendra à fourager les Maiſons & les Granges; avec cette réſerve néanmoins, qu'en cas de beſoin, les Officiers pourront commander un petit nombre d'hommes, pour aider à ſortir le fourage, & à l'apporter hors de la maiſon, en aiant ſoin qu'il ne s'y commette aucun deſordre, ſous peine d'en être reſponſables.

XLVI. Qui que ce ſoit ne pourra fourager ſans eſcorte, ou aux jours que l'Armée ne fourage pas, ſous peine de la vie; ceci & les quatre Articles précédens devant être publiez à l'Armée, tout au moins tous les deux mois; avec ordre au Prevôt-General de l'Armée d'avoir particuliérement l'œil à leur exécution, & de faire punir ſur le champ les contrevenans.

XLVII.

ANNO 1706.

XLVII. Meſſieurs les Deputez à l'Armée, & le *Velt-Marechal* des Troupes de l'Etat, ou le premier General des Troupes de l'Etat dans une Armée combinée en ſon abſence, auront un Drapeau à leur garde.

XLVIII. Semblablement un General Commandant une Armée ſeparée aura auſſi un Drapeau à ſa garde; mais outre ceux-là, perſonne.

XLIX. Touchant le fait des Gardes, & la batterie du Tambour, on ſuivra les Reglemens de Sa Majeſté Britannique de glorieuſe memoire, du 6. Septembre 1688., & du troiſiéme Avril 1691. & quant au different qui pourroit s'émouvoir au ſujet du dernier, il y ſera remedié par un nouveau reglement, au premier avertiſſement qui en ſera fait par Meſſieurs les Deputez à l'Armée, ou par le premier General de l'Etat.

L. Les Gardes des Generaux ſeront priſes de toute l'Armée, comme toutes les autres Gardes, ſans qu'ils puiſſent affecter pour cela les Regimens qui ſont ſous eux, & les diſpenſer par ce moien des autres ſervices; avec cette exception ſeule, que la Garde du Colonel-General des Suiſſes ſera priſe des Regimens Suiſſes.

LI. Les Generaux ne pourront avoir à leurs quartiers une Garde plus forte que celles qu'ils doivent avoir, beaucoup moins faire camper aucune Milice hors des Lignes, pour la ſûreté de leurs Quartiers, & en general aucune Milice ne pourra camper hors des Lignes, à moins que le General en Chef ne le trouve bon pour des raiſons qui regardent le ſervice.

LII. Les Generaux ſeront obligez de ſe loger ſi proche des Troupes, qu'à la moindre allarme, ils puiſſent être auſſi-tôt à leur tête, & s'il n'y a point de Maiſons, ils devront camper à leur poſte, tout au plus à un demi quart d'heure du lieu, où les Generaux ont leur poſte reſpectif.

LIII. Aucun Brigadier, ni moindre Officier, ne pourront loger dans les Maiſons, ou Granges, mais devront camper avec les Troupes chacun à ſon poſte, ſous peine de confiſcation de trois mois de tous traitemens ordinaires & extraordinaires, pour les Generaux, Brigadiers, & moindres Officiers qui contreviendront à cet Article, & au precedent reſpectivement.

LIV. Les Quartiers des Generaux ſeront faits dans la diſtance ſuſdite par le Marechal des Logis de l'Armée, ſans que les Generaux puiſſent s'en attribuer la diſpoſition, ni témoigner au Marechal de Logis General le moindre mécontentement à cauſe du quartier qu'il leur aura aſſigné; mais en cas qu'ils penſent n'avoir pas un quartier convenable, ils devront le remontrer au premier General de l'Etat.

LV. Auquel il eſt enchargé, comme auſſi à Meſſieurs les Deputez à l'Armée de maintenir le Marechal des Logis General dans l'exercice de ce que deſſus, & dans toutes les autres parties de ſa Charge contre tous & un chacun, qui que ce puiſſe être.

LVI. Le principal projet des opérations de la Campagne, ſera entre les mains du General qui commandera l'Armée en Chef, & Meſſieurs les Deputez à l'Armée, en conformité de leur Inſtruction, & de la Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances du trentiéme Juin de l'an 1702.

LVII. Dans une Armée combinée, ſi le General en Chef eſt au ſervice de l'Angleterre, le premier General de l'Etat aura part dans toutes les déliberations, & reciproquement, pourvû qu'il ſoit d'un caractére au-deſſus de celui de Lieutenant-General, auſſi en conformité de ladite Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances.

LVIII. Le premier General de l'Etat demandera de tems en tems le ſentiment des Generaux de la Cavalerie, & de l'Infanterie, touchant les Opérations Militaires; il ne demandera celui des Lieutenans-Generaux, que dans les occaſions importantes, & celui des Generaux Majors que fort rarement.

LIX. Le General en Chef & Meſſieurs les Deputez à l'Armée, aiant pris les ſentimens des moindres Generaux en delibereront ſeparément & tiendront la concluſion ſecrete, juſques à l'éxecution; excepté ſeulement, que dans une Armée combinée, le premier General de l'Etat, ſi le General en Chef eſt au ſervice de l'Angleterre, & reciproquement, aſſiſtera aux déliberations, comme il a été dit plus haut.

LX. On laiſſe bien à la liberté du General en Chef & de Meſſieurs les Deputez à l'Armée, comme auſſi au premier General de l'Etat dans une Armée combinée, qui eſt commandée par un General Anglois, de pouvoir demander ſeparement le ſentiment de ceux qu'ils veulent, mais non autrement, que ſous promeſſe ſpéciale ou ſous ſerment, & avec recommandation de ne ſe ſervir de la liberté que très rarement, & pour des raiſons particulieres.

ANNO 1706.

LXI. Tous les ordres, même ceux de peu d'importance ne ſeront diſtribuez en préſence de qui que ce ſoit, que de ceux qui doivent en avoir connoiſſance, & avoir part à l'execution.

LXII. Les Aides de Camp, les Secretaires, & les Clercs des *Velt-Marechaux* & des Generaux de la Cavallerie & de l'Infanterie devront être natifs & habitans des ſept Provinces-Unies, ou du reſſort d'icelles, à moins que pour des raiſons importantes, Leurs Hautes Puiſſances ne trouvaſſent bon unanimement d'en diſpenſer, laquelle diſpenſe ne pourra néanmoins s'étendre ſur ceux qui ſeront nez Sujets de l'Ennemi de l'Etat, encore qu'ils fuſſent de la véritable Religion Reformée.

LXIII. Les mêmes Aides de Camp, Secretaires & Clercs, ſeront tenus de prêter le ſerment de garder le ſecret; lequel ſerment ils prêteront à l'entrée de la Campagne entre les mains de Meſſieurs les Deputez à l'Armée; & en leur abſence entre les mains du Préſident du Conſeil de Guerre.

LXIV. Les Generaux de la Religion Romaine ne pourront avoir auprès d'eux d'autres Prêtres que des Seculiers, natifs & habitans desdites Provinces; à quoi le Fiſcal de la Generalité eſt chargé de prendre garde de près.

LXV. On ne pourra envoyer aucun Trompette, ou Tambour, au Camp de l'Ennemi, que par & avec la connoiſſance du General en Chef, & dans une Armée combinée, de la connoiſſance du premier General après lui.

LXVI. On ſuivra preciſement l'Article treizieme de *l'Artikel-Brief*, à l'égard des Trompettes & Tambours qui viendront de la part de l'Ennemi; & ſi cela ne ſuffit pas, on y mettra de tels ordres, que Meſſieurs les Députez à l'Armée trouveront être néceſſaires, après en avoir conſulté avec le General en Chef.

LXVII. Quand il y aura plus d'un General de la Cavalerie, ou de l'Infanterie, ils ne ſeront pas tous deux emploïez en même tems au Commandement General, ni empêchez par ce moïen d'avoir ſoin du detail de leur Charge.

LXVIII. Maintenant qu'on a établi plus d'un General de la Cavalerie, & de l'Infanterie, chacun aura ſon département aſſigné, lors que l'Armée n'eſt pas en Campagne, l'un aïant l'inſpection de la Milice du côté de l'Eſt de la Meuſe, & l'autre celle de la Milice du côté de l'Oueſt de la même Riviere; à condition qu'aucun d'eux ne pourra faire le moindre changement dans les Ordres reçûs, à l'égard de l'Armement, de l'Habillement, de l'Exercice, & en general de tout ce qui regarde le détail & l'œconomie de la Milice.

LXIX. Quand l'Armée ſe formera, le premier General de la Milice de l'Etat ſe fera informer de Regiment en Regiment, comme auſſi Meſſieurs les Deputez à l'Armée, incontinent après leur arrivée au Camp, ſi tous les Officiers y ſont; & enſuite ſans aucune connivence ils feront proceder devant le Conſeil de Guerre de l'Armée contre les abſens, à ce qu'ils ſoient caſſez, pour quelque raiſon que ce puiſſe être qu'ils ſoient abſens, ſoit à cauſe d'indiſpoſition, d'Emploi ſur les frontiéres, d'Actes titulaires, ou autres; à moins qu'ils ne ſoient pourvûs & munis de Congé en forme, & qu'ils n'en livrent copie authentique entre les mains du premier General à l'entrée de la Campagne, à laquelle fin les Officiers en ſeront avertis de bonne heure.

LXX. Meſſieurs les Deputez à l'Armée feront non ſeulement de tems en tems la revûe de la Milice conformement à leur inſtruction, ſoit par eux-mêmes, ſoit par les Commiſſaires des Montres que le Conſeil d'Etat envoyera pour cet effet à l'Armée, mais ſur tout ils ſe feront ſouvent donner les Liſtes de la force des Regimens, & y trouvant quelque diminution conſiderable, ils ſe feront apporter les livres des Regimens, & feront eux-mêmes, ou par les Generaux de la Cavalerie, & de l'Infanterie reſpectivement, une exacte recherche, des raiſons de cette diminution, afin que ſi par hazard c'étoit la faute des Capitaines, on pût proceder contr'eux ſelon la rigueur des Placards émanez au ſujet des Revûës.

ANNO 1706.

LXXI. Meſſieurs les Deputez à l'Armée ſe feront informer avec tous les ſoins & toutes les précautions poſſibles, ſi les Sous-Officiers & les ſimples Soldats & Cavaliers, reçoivent leur prêt tout entier, ſuivant l'Ordre du Païs, & trouvant qu'il y a faute, ils en avertiront Leurs Hautes Puiſſances, & le Conſeil d'Etat.

LXXII. Dans une Armée compoſée de Troupes d'Angleterre, & de l'Etat, ſuivant ce dont on eſt convenu avec Monſieur le Duc de *Marlborough*, perſonne ne donnera des Sauvegardes, que le General Commandant en Chef; ſinon lors que le General qui le ſuit eſt *Velt-Marechal*, auquel cas les Sauvegardes ſeront données au nom des deux premiers Generaux, & ſignées d'eux deux.

LXXIII. Les Secretaires des deux ſuſdits Generaux devront avoir ſoin qu'il y ait toûjours bonne proviſion de Sauvegardes ſignées & prêtes, pour être diſtribuées à ceux qui les viendront demander, & leſdits Secretaires tiendront bon compte des Sauvegardes qui auront été diſtribuées, & de l'argent qui aura été reçû; pour être partagé entre leſdits deux premiers Generaux; ſoldant leur Compte chaque mois.

LXXIV. Pour un Sauvegarde vivant il ne ſera payé par jour au General qu'une piſtole, & une Rixdalder pour le Cavalier, outre la nourriture pour lui & pour ſon cheval.

LXXV. On ne pourra exiger aucun Droit de Sauvegarde ſur les Terres de l'Etat, ſans que pour cela on puiſſe refuſer des Sauvegardes à ceux qui en auront beſoin pour leur ſureté.

LXXVI. On n'obligera perſonne à recevoir des Sauvegardes.

LXXVII. On ne donnera qu'une Sauvegarde à la fois à un Village, à un Cloître, & à une Maiſon Seigneuriale, ſinon à la demande expreſſe des Intereſſez.

LXXVIII. Les Cloîtres & les Maiſons Seigneuriales qui ſont enclavez dans les Villages, & ceux qui n'en ſont pas éloignez d'une diſtance conſiderable, ſeront compris ſous les Sauvegardes des Villages.

LXXIX. On ne pourra donner aucune Sauvegarde pour empêcher le fourage des fruits de la Campagne, qui pourroient être fouragez ſelon les manieres accoûtumées de fourager.

LXXX. Pour une Sauvegarde par écrit, on ne payera pas par jour, mais on payera une fois pour tout, autant que l'on païe pour un Sauvegarde vivant; outre une Rixdalder pour la depêche au Secretaire du General, & l'on ne donnera aucune Sauvegarde par écrit pour moins de tems que pour un mois.

LXXXI. Et pour empêcher les excès qui pourroient ſe commettre à l'avenir au ſujet des Sauvegardes, Meſſieurs les Deputez à l'Armée auront l'œil, que les Articles ſuſdits ſoient exécutez comme il faut, & y trouvant quelque excès, ils avertiront les Generaux, qu'ils aïent à ſe tenir preciſement auxdits Articles; comme auſſi il eſt ordonné au Preſident du Conſeil de Guerre, & au Fiſcal de la Generalité, de proceder à la derniere rigueur, contre ceux qui violent & forcent les Sauvegardes.

LXXXII. Chaque Bataillon n'aura que ſix Vivandiers, & chaque Eſcadron, que deux, leſquels devront être pourvûs d'un Acte par écrit du Colonel, ou de l'Officier Commandant le Regiment, & ſeront tenus de ſuivre leſdits Bataillons ou Eſcadrons, pendant toute la Campagne, tant dans l'Armée, que quand ils en ſeront détachez, & pour cette fin ils ſe pourvoyeront d'un bon chariot ou charette, attelez tout au moins de deux forts chevaux, & devront camper à la queuë deſdits Bataillons ou Eſcadrons, le tout ſous peine de confiſcation de leurs denrées & de correction arbitraire, ſans qu'aucun de ceux que l'on nomme *Hegh-Soutelaers*, *Vivandiers de Buiſſons*, puiſſent ſe tenir derriere ou autour dedits Bataillons ou Eſcadrons, ſous ſemblables peines.

LXXXIII. Tous les autres Vivandiers & Marchands ou Merciers, devront s'adreſſer au Prevôt General de l'Armée, qui leur donnera un Acte d'Admiſſion, & avec la conſultation du Fourrier de l'Etat Major General leur aſſignera à chacun le lieu où ils pourront tendre leurs tentes, ou dreſſer leurs huttes, dans le quartier General des Vivandiers; ſans qu'aucun, outre leſdits Vivandiers des Regimens, puiſſe faire ce metier ſans Acte du Prevot General, ou hors du lieu, qui lui ſera aſſigné, ſous les mêmes peines que deſſus.

ANNO 1706.

LXXXIV. Le Prevôt General aura grand ſoin que l'on n'apporte, & qu'on ne vende point dans le Camp aucunes Denrées ou Boiſſons gatées, ou corrompuës, & à cette fin toutes les Denrées que l'on apportera au Camp devront lui être declarées en l'abſence des Commis & Contrôleur General des vivres; comme lui-même & ſon Subſtitut pourront les viſiter en tout tems, ſans contredit de perſonne, ſous peine de ſix frans d'amende à chaque fois.

LXXXV. Les Vivandiers ſe regleront dans le debit des vivres & de la boiſſon, ſur la Taxe qui aura été faite à l'Armée, toutes les fois que le plus ou le moins de diſtance des Lieux d'où les vivres doivent être amenez au Camp, ou les autres circonſtances le requerront, ſans l'outrepaſſer, ſous peine de correction arbitraire.

LXXXVI. Le prix ſera mis comme anciennement par le Prevôt General, de l'avis du Preſident du Conſeil de Guerre, & de l'approbation du Seigneur Deputé à l'Armée par le Conſeil d'Etat, & en ſon abſence de celle du General de l'Armée, & enſuite il ſera publié par le Prevôt General, afin que chacun en ſoit averti.

LXXXVII. Les Vivandiers, ou qui que ce ſoit, ne pourront ſe ſervir à l'Armée d'aucunes meſures, poids, ou aûne, que de celles qui auront été marquées par le Prevôt General, ou ſon Subſtitut, à peine de douze francs d'amende: & ceux qui ſe ſerviront de faux poids, ou de fauſſes meſures, ou aûne, outre la confiſcation de leurs marchandiſes ſeront corrigez arbitrairement.

LXXXVIII. Qui que ce ſoit ne pourra tirer aucun profit des Vivandiers, ou des Marchandiſes & Denrées qu'ils apporteront à l'Armée, ſous quelque nom, ou prétexte que ce puiſſe être, non pas même pour les Actes d'Admiſſion, dont il eſt parlé dans les Articles LXXXII. & LXXXIII. ſous peine de correction arbitraire; excepté ſeulement, que le Prevôt General tirera des Vivandiers & de tous les autres faiſant quelque negoce à l'Armée, tant à la ſuite des Regimens, ſans en excepter aucun, que dans le Quartier General, ou auprés de l'Artillerie, en quelque part que ce ſoit, les émolumens ſuivans, comme autrefois, ſçavoir trois ſols de chaque tonne de biere, vingt-quatre ſols de chaque Muid de vin, ou *Oxhooft*, quarante huit ſols de chaque *Oxhooft*, ou Pipe d'Eau-de-vie, ou autres eaux diſtilées; un demi-ſol de chaque bouteille d'un pot de vin, de toutes les ſortes de Vins qui ſeront apportez au Camp en bouteille; la tête d'un mouton, ou d'un veau qui ſera tué, la langue d'un bœuf ou d'une vache; la moitié de la tête d'un cochon, & de toutes les autres Denrées & Boiſſons, à l'avenant.

LXXXIX. Item trois ſols par ſemaine pour la Place de la Tente ou de la Hutte de chaque Vivandier, ou Mercier, ou de qui que ce ſoit qui faſſe quelque négoce, & qui pour cet effet dreſſe une Tente ou Hutte au Camp, ſemblablement ſans exception, ſi les Vivandiers ſont placez à la queuë des Régimens, ou dans le Quartier General des Vivandiers. Deſquels trois ſols néanmoins le Prevôt General rendra compte entre les mains du Marechal des Logis General de l'Armée, *Quartier-Meeſter*, en preſence du Fiſcal de la Generalité, pour les deux tiers être diſtribuez au profit des ſoldats malades ou bleſſez, & des veuves & des enfans des ſoldats, enſemble pour la Juſtice Militaire, & autres ſemblables fraix extraordinaires, ſans que les Fouriers des Generaux, les *Quartier-Meeſters*, ou Marechaux des Logis, des Régimens, ou qui que ce puiſſe être, puiſſent s'attribuer l'argent deſdites Huttes ou Places; excepté ſeulement que le Fourier de l'Etat Major-General profitera de la moitié de la portion du Prevôt General, dans l'argent des Huttes, quant à ce qui eſt du quartier general des Vivandiers, & non au delà.

XC. Les Vivandiers ne pourront point donner à boire ni faire écôt le matin avant le lever du Soleil, ni le ſoir après la retraite; ou que les Gardes ſont rentrées; ſous peine de trois francs d'amende à chaque fois.

XCI. Aucuns Vivandiers, Bateliers, Charretiers des Quaiſſons pour le pain, ou d'autres chariots de Munition, ou autres perſonnes, ne pourront acheter, prendre en gage, ou emmener hors du Camp, aucun Fer, Metal, Bronze, Boulets, Armes, Poudre à Ca-

ANNO 1706.

à Canon, ou autres Munitions, tonneaux de Munition, ou aucune autre Marchandiſe deffenduë, ſous peine d'être fouettez publiquement, outre la confiſcation deſdites Marchandiſes deffenduës.

XCII. Les Articles ci-deſſus touchant les Vivandiers ſeront publiez & affichez par tout le Camp auſſi-tôt que l'Armée ſera formée, afin qu'un chacun en ſoit averti; & le Fiſcal de la Generalité, à la requiſition du Prevôt General, aura incontinent à proceder ſans connivence devant le Conſeil de Guerre de l'Armée contre les Tranſgreſſeurs d'iceux, afin d'entretenir une bonne œconomie dans l'Armée.

XCIII. Le General en Chef, auſſi-bien que Meſſieurs les Députez à l'Armée, auront ſoin que l'Armée ne ſoit pas trop affoiblie par le commandement de trop groſſes Eſcortes auprès du Bagage, & qu'aucuns Generaux, ou moindres Officiers n'emploient des Cavaliers ou Soldats au Bagage.

XCIV. Aucunes Caleches, Chaiſes, Chariots de cuiſine, ou autres Voitures, ne pourront marcher dans la Ligne avec les Regimens, ſinon une ſeule pour chaque General, mais elles devront marcher avec le gros bagage de l'Armée.

XCV. Semblablement aucuns Chariots de bagage, Caléches, Chaiſes, ou autres Voitures, à qui que ce ſoit qu'ils puiſſent appartenir, ne pourront marcher à la tête de l'Armée, ſoit avec les Marechaux des Logis, *Quartiers-Meeſters*, qui ſont envoyez devant pour marquer le Camp, ou ſeparement.

XCVI. Qui que ce ſoit ne pourra employer pour ſon Bagage, ou pour d'autres ſervices, les Conducteurs du *Wage-Meeſter-General*, ou les Guides.

XCVII. Qui que ce ſoit ne pourra auſſi employer pour ſon ſervice particulier, les chevaux des Quaiſſons, ou Chariots de Munitions, de l'Artillerie, ou des Pontons, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, ſous peine du double de ce que leſdits Chariots, ou Chevaux coûtent à l'Etat, pendant tout le tems de la Campagne.

XCVIII. Outre les Maiſons & les Granges qui ſerviront au logement du General, perſonne ne s'attribuëra la diſpoſition des autres Maiſons & Granges, qui ſeront de reſte autour du Camp; beaucoup moins en pourront-ils faire leur profit particulier, en les louant à d'autres, ou autrement, ſous ſemblables peines que deſſus.

XCIX. Leurs Hautes Puiſſances entendent ne déroger par ce Reglement en aucune partie aux autres Ordres & Reglemens Militaires; qui ont été faits ci-devant en tant qu'ils ne ſont point contraires à ces preſentes; mais entendent au contraire, qu'ils ſeront preciſement executez, tout de même que s'ils avoient été expreſſement renouvellez par ce Reglement, & qu'ils y fuſſent inſerez.

C. Ce Reglement ſera mis entre les mains de tous les Generaux, comme auſſi au Preſident du Conſeil de Guerre, au Fiſcal de la Generalité, & au Prevôt-General de l'Armée avec ſerieux & exprès commandement de l'executer & faire executer preciſement & ſans aucune connivence, ou diſſimulation, chacun entant qu'il le regarde.

CI. Et tous les Generaux, enſemble leſdits Preſident & Fiſcal ſeront tenus d'en prêter le ſerment particulierement, auſſi chacun en tant qu'il le regarde; lequel ſerment ſera prêté entre les mains de Leurs Hautes Puiſſances, par ceux qui ſe trouvent ici, & par les abſens, entre les mains de Meſſieurs les Deputez à l'Armée, auſſi-tôt que l'Armée ſera formée.

CII. Et le Duc de *Marlborough* ſera auſſi ſerieuſement prié, tant de tenir la main à l'obſervation de cedit Reglement, en tant qu'il regarde les Troupes communes, que de faire obſerver une ſevere diſcipline entre les Troupes Angloiſes, & entre celles qui ſont priſes au ſervice par l'Angleterre ſeparement.

Ainſi fait & arrêté en l'Aſſemblée de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à la Haie le 15. Mars 1706.

*Etoit paraphé*,

J. VAN ESSEN, vt.

*Plus-bas*,

Par Ordonnance deſdits Seigneurs,

*Signé*,

F. FAGEL.

*Etant ſur l'eſpace imprimé le Cachet de Leurs Hautes Puiſſances ſur une Oublie rouge, couverte d'un quarré de papier.*

## LXIII.

ANNO 1706. 29. Avril.

*Lettres Patentes de l'Empereur* JOSEPH *pour mettre au Ban de l'Empire le Prince* JOSEPH CLEMENT *de Baviere, Electeur & Archevêque de Cologne. Données à Vienne le 29. Avril 1706.*

NOUS JOSEPH, par la Grace de Dieu, élu Empereur des Romains, toûjours Auguſte, Roi en Germanie, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, de Sclavonie, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Luxembourg, de Wirtembergh, de la Haute & Baſſe Sileſie, Prince de Suabe, Marckgrave du Saint Empire Romain, de Burgaw, de Moravie, de la Haute & Baſſe Luſace, Comte Prince de Habsbourg, de Tyrol, de Pfird, de Kybourg, & de Gortz, Landgrave d'Alſace, Seigneur de Windiſmark, de Porentru, & de Salins, &c. A tous & un chacun les Electeurs, Princes Eccleſiaſtiques & Seculiers, Prelats, Comtes, Barons, Chevaliers, Ecuyers, Gouverneurs de Provinces, Chefs de Gendarmes, Evêchez, Baillifs, Chatelains, Subſtituts, Officiers, Intendans de Provinces, Droſſards, Bourguemaitres, Juges, Conſeillers, Bourgeois, Communautez, & generalement à tous nos autres Vaſſaux, Sujets & Feaux de l'Empire, de quelque état, qualité, & condition, qu'ils ſoient; & particulierement à l'Archevêché de Cologne, Dioceſe de Ratisbonne, Evêché de Liege, & aux Etats de Berchtergarde, Sujets, Vaſſaux, Amis & Parens, qui ces preſentes nos Lettres Imperiales, ou Copies authentiques d'icelles, verront, liront, ou lire orront, ou qui en étant avertis, s'y ſoûmettront ou conformeront; Offrons nôtre Amitié & bienveillance d'Oncle & de Couſin, faveur Imperiale, Grace & tout Bien.

Il n'eſt pas beſoin de longs diſcours, pour prouver quels pernicieux deſſeins & mauvaiſes reſolutions JOSEPH-CLEMENT juſques ici Electeur de Cologne, & ſon Frere ainé, alors Electeur & Duc de Baviere, ont braſſez depuis long-tems contre feu nôtre très-gracieux & très-honoré Seigneur & Pere, Empereur de Glorieuſe Memoire, & contre l'Empire Romain, & quelles Alliances défenduës ils ont fait avec la France, pour l'execution de ces pernicieux deſſeins; attendu que cela paroit non ſeulement par les propres Ecrits, qu'ils ont publiez, mais auſſi par les crimes de dangereuſe conſequence qu'ils ont commis aux yeux de tout le Monde. Semblablement Nous croions qu'il eſt inutile, d'en faire une énumeration circonſtantiée, & nous nous en rapportons ſeulement aux Ecrits qui ont été publiez, de quelle maniere il a fait de groſſes levées de Gens de Guerre avec l'argent des François contre l'Electorat de Cologne, ſans le conſentement & l'approbation du Chapitre, & *s'eſt engagé avec Eux par ſerment comme ſon Predeceſſeur*; comment au contraire & avec quelle fidelité, le Chapitre a tâché de l'en détourner, & lui a fait reſſouvenir de la foi & hommage qu'il avoit prêté à l'Empereur, à l'Empire, & au Dioceſe, comment paternellement auſſi feu Sa Majeſté Imperiale de haute & glorieuſe Memoire, lors qu'elle apprit cette affaire, l'a exhorté & fait exhorter à ſon devoir par ſes Commiſſaires qu'elle lui avoit députez. Mais, qu'il n'a pas voulu ſuivre ces voyes de douceur de Sa Majeſté Imperiale, enſorte que voyant l'opiniâtreté dudit JOSEPH-CLEMENT, elle a été contrainte, de laiſſer le cours à la Juſtice contre les Plaintes portées contre lui; & conſequemment de le ſolliciter par Sentence judicielle, à l'obſervation de l'union des Pais heréditaires, & enfin de permettre auſſi qu'on fît d'autres procedures judicielles; & d'en commettre l'execution, aux Princes & Cercles de Weſtphalie, & du Bas Rhin & des Electeurs; ce qui leur a été auſſi ſignifié par feu Sa Majeſté. Et quoi que ſadite Majeſté & tout le Monde ait eſperé, qu'au moins il rentreroit en ſoi-même, qu'il reconnoîtroit ce qu'il devoit à Dieu, à Sa Majeſté, à l'Empire, au Chapitre, & aux Etats de l'Empire dont il relevoit, & qu'il ne ſe plongeroit pas lui & les ſiens dans un plus grand malheur; cependant, l'experience nous a fait voir, que le Roi de France, ſon Frere MAXIMILIEN EMANUEL & lui n'ont penſé à autre choſe qu'à exe-

ANNO 1706. executer leur damnable & impie Conjuration, & les deſſeins qu'ils avoient complottez enſemble; attendu que fort peu de tems après MAXIMILIEN EMANUEL, ſoûmit proditoirement & par un eſprit de revolte au pouvoir des François, les Païs-Bas Espagnols, dont le feu Roi d'Eſpagne CHARLES SECOND de Glorieuſe Memoire lui avoit confié le Gouvernement, qui étoient dépendans de l'Empire, & appartenoient à notre Maiſon Archiducale d'Allemagne; ſous le nom ſpecieux & moqueur, de Troupes de Bourgogne, a fait entrer des Troupes Françoiſes dans le Dioceſe de Cologne, & dans celui de Liege, & en a fait occuper les Places fortes; & depuis il n'a pas manqué de remontrances renouvellées de la part de feu nôtre Seigneur & Pere, qui repoſe en Dieu, & des autres Etats de l'Empire, de même que des Chapitres de Cologne & de Liege, même on a vivement repreſenté à JOSEPH CLEMENT les rudes punitions que telles entrepriſes lui attireroient, principalement en faiſant entrer des Troupes ſi dangereuſes, ſur les Terres de l'Empire Romain, malgré les défenſes, encore plus à lui qui n'en étoit pas le Seigneur proprietaire; mais qui ne les poſſedoit que comme Gouverneur, avec certaines reſtrictions, en vertu de l'Union des Païs hereditaires & autres Droits, & que non ſeulement en conſequence d'iceux à cauſe de ſon opiniâtreté, il ſeroit & demeureroit depoſé de ce Gouvernement, mais qu'auſſi il le perdroit immanquablement ſuivant les Conſtitutions de la Chambre Imperiale, & les dernieres réſolutions de la Diete de l'Empire; que par l'effective oppoſition & réſiſtance qu'il a fait au Jugement judiciel qui a été rendu, il a de fait encouru, au lieu du Ban Imperial & de l'Empire contre les Seculiers, en qualité d'Eccleſiaſtique, la perte de toutes les Prerogatives, & de tous les Bienfaits qu'il tenoit de Sa Majeſté Imperiale, & du Saint Empire. Mais il ne s'eſt pas pour cela converti, mais au contraire s'eſt emporté contre les Capitulaires, qu'il regardoit de mauvais œil, & à qui il portoit une haine mortelle, les a perſecutez à la derniere rigueur, en partie, & en a livré une partie aux François qui les ont empriſonnez & ſe ſont vangez d'eux par autres voies, après avoir ſemé par tout toutes ſortes de Paſquils & de Libelles diffamatoires contre nous, & contre les principaux Etats de l'Empire, & avoir temerairement entrepris ſous le titre & nom d'Archi-Chancelier en Italie la défenſe du Rebelle & felon Duc de Mantouë dans & hors de l'Empire, & de le porter à la deſobéïſſance contre nous; aiant auſſi fait pour lui dans les Païs de ſa dépendance de grands préparatifs de Guerre, & s'étant chargé avec plaiſir de tous ſes propres crimes & de ceux des autres. Si bien qu'après pluſieurs demarches inutiles, feu Sa Majeſté Imperiale a été contrainte de prendre les armes contre lui & contre les François de ſa Faction, & d'aſſieger entr'autres la Fortereſſe de Keyſerswaert, qui lui a été heureuſement priſe, quoique ce n'ait pas été ſans effuſion de beaucoup de ſang Chrêtien; mais au lieu de venir à reſipiſcence, il a mis au jour quantité de piéces & autres choſes frivoles, remplies de ſtile François, dans leſquelles il a déclaré rondement, qu'il n'accepteroit aucune des offres qu'on lui faiſoit quelques avantageuſes qu'elles fuſſent, pour le faire rentrer dans ſon devoir; mais qu'il tâcheroit de tout ſon pouvoir à maintenir ſes Troupes Bourguignonnes, ſur leſquelles ſeules il ſe confioit, & qu'avec elles il ſe feroit la ſatisfaction, qu'il ne pouvoit trouver autrement.

Peu de temps après la Déclaration de Guerre de feu notre Seigneur & Pere à la perſuaſion de l'Empire, contre la France, & contre le Duc d'Anjou, ſes Suppots & ſes Adherans, & particulierement contre ſon Frere & lui, il s'eſt encore expliqué par écrit, qu'il aimoit mieux expoſer ſon corps, ſa vie, ſon bien & ſon ſang, que de jamais ſouffrir, que les Electeurs libres l'exhortaſſent encore, à ſe debaraſſer de l'Alliance qu'il avoit faite, à congedier les Troupes Françoiſes, & à ſe comporter comme un Etat fidele de l'Empire, ni encore moins de lui faire aucune ſollicitation, mais qu'au contraire en rejettant toutes les offres & les avances de feu Sa Majeſté Imperiale pour qu'il acceptât de ſe reconcilier, il réſolut plus fort que jamais de s'attacher inviolablement à l'Alliance des François. Il a écrit lui-même à ſon Frere, & la memoire en eſt encore toute recente, des cruautez qu'il fit en ce tems-là, pour contraindre la Ville de Cologne à la Neutralité, par le pillage, la deſolation, l'incendie de pluſieurs Lieux & Places du Païs de Juliers & de Bergues, & par le mauvais traitement qu'il a fait aux Habitans de l'un & de l'autre Sexe, par le moien d'un grand nombre de Troupes Françoiſes; c'eſt dont il s'eſt vanté comme de choſes dignes d'admiration & glorieuſes. Enfin, il a mieux aimé abandonner l'Electorat de Cologne, & la Principauté de Liege, ceder aux François la Ville de Bonne, lieu de ſa Reſidence, & ſe mettre avec ceux de ſa ſuite au pouvoir des François ſous une Eſcorte de la même Nation, paſſer chez les Ennemis déclarez de l'Empire, & y demeurer encore actuellement, que de ſe rendre à ſon devoir; ſans parler de la quantité de deſſeins meurtriers, commis par lui ou de ſon ſçû avant & depuis ce tems-là contre des Princes & Perſonnes Eccleſiaſtiques; ni des autres Crimes, qu'il a commis, ou fait commettre. Ainſi il ne reſte plus, en conſequence, ſinon que ſuivant le jugement qui a été rendu & accompli, nous de nôtre part nous excluons expreſſement ledit JOSEPH CLEMENT du nombre, de la Dignité, & de la jouïſſance des Membres de l'Empire d'Allemagne; ainſi que le meritent ſon infraction de Paix, ſes Crimes de Leze-Majeſté, ſa Deſobéïſſance opiniâtrée, & ſes autres groſſes fautes, & que le demandent la Bulle d'Or, les Conſtitutions de l'Empereur & de l'Empire, la Paix du Païs, les derniers Statuts de l'Empire, & les dernieres Réſolutions de Sa Majeſté Imperiale & de l'Empire; & comme nous y ſommes obligez ſuivant la Capitulation, jurée à l'Election, & par nôtre Charge d'Empereur. C'eſt pourquoi nous le mettons lui JOSEPH-CLEMENT par ces preſentes, ci-devant Electeur de Cologne, Prince du Saint Empire, de Ratisbonne, de Liege & de Bergtergade, ou comme il ſe nomme de Hildesheim, né Duc de Baviere, & Comte Palatin du Rhin, hors de nôtre grace & de celle du Saint Empire, Protection, Défenſe, & Interceſſion, & nous le déclarons & publions & reconnoiſſons pour dépoſé, pour avoir perdu de fait toutes les Prérogatives, Franchiſes, Droits, Regales, Honneurs, Dignitez, Fiefs, Proprietez, Patronages, Terres, Biens, Hommes, & Sujets, qu'il avoit & tenoit de nous & de l'Empire; quels qu'ils ſoient ſans en excepter aucuns. Défendons à tous & un chacun les Vaſſaux de l'Empire de quelque état & condition qu'ils ſoient, d'avoir doreſnavant aucune communication avec ledit JOSEPH-CLEMENT ci-devant Electeur de Cologne, Prince de l'Empire, de Ratisbonne, de Liege, & de Bergtergade, ou comme il ſe qualifioit de Hildesheim, Duc de Baviere, & Comte Palatin du Rhin, ſous quelque prétexte que ce ſoit, de le retirer chez eux, le loger, lui donner le Couvert, lui donner à manger ou à boire, ou de lui fournir quoi que ce ſoit, ni lui donner aucune aide ou aſſiſtance, ni de lui faire tenir quelque choſe, ni de le recevoir en leur garde & protection. Nous commandons encore à ceux qui ont été ſes Vaſſaux, Sujets, Officiers, Habitans ou Dependans, Eccleſiaſtiques & Seculiers, de n'avoir plus aucuns égards pour lui, ni de recevoir de lui, ni de ſa part & des ſiens, quels qu'ils ſoient, aucun ordre, beaucoup moins de le ſuivre, mais de n'écouter que nous, & n'obéïr qu'a nous & à ceux auxquels nous les avons déja adjugez, ou à qui nous les adjugerons ci-après ſelon l'occaſion; Nous rappellons particulierement tous & un chacun les Officiers & Soldats qui lui ſont encore attachez, par nos réïterées Avocatoires pour la derniere fois, qu'ils aïent à le quitter inceſſamment & nos autres Ennemis, & à ſe ranger de notre côté, de ne ſe point engager, ni laiſſer employer pour la défenſe de lui ou de ceux de ſa Faction, ni pour rien entreprendre contre nous, contre l'Empire, contre ſes fideles Etats, ou contre nos Vaſſaux & ceux de l'Empire, mais au contraire de ſervir contre lui & contre ſes Suppots, de courre ſus à lui, & aux ſiens, & de lui faire tout le tort & le dommage poſſible, afin de regagner par-là nôtre Grace & nôtre Generoſité. Nous abſolvons tous ceux qui lui ſont en quelque maniére engagez ou obligez, ou qui pourroient croire lui être engagez ou obligez, de toute foi & hommage, Serment de fidelité, devoirs, obéïſſance, intelligence & Alliance, quelles qu'elles ſoient, ou qu'elles puiſſent être nommées, comme étant nulles & ſans force depuis ſa felonie, & Crime de Leze-Majeſté; & icelles ſont déclarées telles par ces

ANNO 1706.

ANNO 1706.

ces presentes, & ne peuvent & ne doivent plus lier, ni adstreindre personne. Ordonnons que tous & un chacun nos Vassaux & de l'Empire qui ont encouru semblablement & de fait ledit *Ban* & *Arriere-Ban*, & la privation Ecclesiastique, & les autres peines mentionnées dans les Constitutions de l'Empire, ou celles que nous avons exprimées, soient reputez tels dès ce moment, & pour tels reconnus, déclarez & tenus; & les autres qui lui sont soûmis ou qui voudront en quelque maniere s'opposer, ou ne pas vouloir accomplir parfaitement, nos presentes Déclarations, Avertissemens, Manifestations, Publications, Decharges, Absolutions, Admonitions, Commandemens, Ordres & Defenses. Enfin, nous cassons, annullons, & revoquons toutes & une chacune les Graces, Privileges, Franchises, Coûtumes & Usages, donnez, accordez, ou confirmez ci-devant par nous, nos Predecesseurs en l'Empire, ou autres, qui sont en quelque maniere contraires aux presentes, & qui pourroient être alleguées à l'encontre, en quelques termes, ou sens qu'ils soient conçûs, & reservez. Voulant expressement, que qui que ce soit, de quelque état, qualité, ou condition qu'il soit, n'excepte aucune de toutes nos presentes Ordonnances, ne s'y oppose, ou n'y contredise en aucune maniere. Le tout par autorité Imperiale Romaine, en vertu de ces Lettres Patentes suivant lesquelles chacun aura à se regler, & à se garder de dommage, & de ruine. Donné à nôtre Ville de Vienne, le vingt-neuviéme Avril mil sept cens six, l'an de nôtre Regne Romain le dix-septiéme, de Hongrie le dix-neuviéme, & de Boheme le Premier.

JOSEPH,

(L. S.) FRID. CHARLES COMTE DE SCHONBORN, Vt.

*Par le propre Mandement de Sa Sacrée Majesté Imperiale.*

C. F. CONSBRUGH.

## LXIII.

29. Avril. *Lettres Patentes de l'Empereur* JOSEPH *pour mettre au Ban de l'Empire*, MAXIMILIEN EMANUEL, *Electeur & Duc de Baviere Données à Vienne le 29. Avril 1706.*

NOUS JOSEPH, par la Grace de Dieu, élû Empereur des Romains, toûjours Auguste, Roi en Germanie, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, & de Sclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, de Luxembourg, de Wirtemberg, de la Haute & Basse Silesie, Prince de Suabe, Margrave du Saint Empire Romain, de Burgaw, de Moravie, de la Haute & Basse Lusace, Comte Prince d'Habsbourg, de Tyrol, de Pfird, de Kybourg, & de Gortz, Landgrave d'Alsace, Seigneur de Windismarck, de Porentru, (ou Portenou) & de Salins, &c. A tous & un chacun les Electeurs, Princes, Ecclesiastiques & Seculiers, Prelats, Comtes, Barons, Chevaliers, Ecuyers, Gouverneurs de Provinces, Chefs de Gendarmes, Evêchez, Baillifs, Chatelains, Substituts, Officiers, Juges de Provinces, Drossards, Bourguemaitres, Juges, Conseillers, Bourgeois, Communautez, & generalement à tous nos autres Vassaux, Sujets & Feaux, & de l'Empire, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient; & particulierement aux Etats de Baviere, Sujets, Vassaux, Parens, ou Amis; qui ces presentes nos Lettres Imperiales, ou Copies authentiques d'icelles, verront, liront, ou lire orront, ou qui en étant avertis, s'y soûmettront ou conformeront; offrons nôtre amitié d'Oncle & de Neveu, faveur Imperiale, Grace, & tout bien.

Tout le monde sçait comment MAXIMILIEN EMANUEL, jusques ici Electeur & Duc de Baviere, animé en partie d'un esprit d'ambition demesurée, en partie poussé par une haine secrete, inveterée, & illegitime, contre Sa Majesté Imperiale son Seigneur & Cousin de glorieuse Memoire, s'est depuis quelques années tellement déclaré, contre nôtre Maison Archiducale, que mépriſant & foulant aux pieds tout l'amour, le devoir, l'honneur, & la fidelité dûs à feu Sa Majesté & à l'Empire Romain, il s'est attaché au Roi de France, & a machiné avec lui par toute sorte de voyes, les moiens de pouvoir parvenir à ce souverain degré de grandeur & d'élevation où il aspiroit, & au contraire à abaisser, affoiblir, dechirer, & opprimer le Saint Empire Romain, mais sur-tout à ruiner feu Sa Majesté Imperiale & nôtre Maison Archiducale, aiant de fait tâché d'executer ce maudit & pernicieux dessein particulierement depuis la mort de CHARLES SECOND, Roi d'Espagne, de chrêtienne & glorieuse Memoire, arrivée en mil sept cens un, & duquel dessein il ne s'est pas encore desisté.

ANNO 1706.

Mais sur-tout il est notoire dans l'Empire & ailleurs, comment par un Esprit de revolte & de felonie, lui MAXIMILIEN EMANUEL, a proditoirement fait tomber au pouvoir de la France, les Païs-Bas Espagnols dont la garde & le Gouvernement lui avoient été confiez, qui étoient dépendans de l'Empire, & appartenoient à nôtre Maison Archiducale d'Allemagne. Avec quelle impudence celui qu'il députa de la part de la Bourgogne au nom du Duc d'ANJOU à la Diete de Ratisbonne, entreprit de s'opposer à feu notre Seigneur & Pere, (qui repose en Dieu) avec quelle méchanceté il a séduit son Frere, alors Electeur de Cologne, pour faire une Alliance défenduë telle qu'il a faite, & pour recevoir dans l'Electorat de Cologne & dans le Diocese de Liege des Troupes Françoises, que par derision il nommoit Troupes de Bourgogne. Avec quelle fierté il a voulu forcer les Louables Cercles de Franconie & de Suabe à procurer l'avancement de ses pernicieux & damnables desseins, & les obliger à se soûlever contre Sa Majesté Imperiale. Par quels artifices il a cherché à retarder les Résolutions de la Diete de l'Empire, contre la France, & contre ceux de sa Faction; ce qu'il a machiné d'ailleurs, & de quels maux non seulement il a menacé ceux qui refusoient de lui obéir, mais comment il les a accablez par tout, en se saisissant subtilement de notre Ville Imperiale d'Ulm le jour de Nôtre-Dame; qu'il n'en est pas demeuré là, mais que lui seul a temerairement éludé les desseins & les Conseils de tous les Etats de l'Empire, (hormis les siens,) ceux de Sa Majesté Imperiale, & leur Déclaration de Guerre contre la parjure Couronne de France, le Duc d'Anjou, leurs Fauteurs, & Adherans; qu'il a mépriſé les Ordonnances émanées contre lui en particulier, en consideration de cette infraction de Paix, & s'est moqué des exhortations & avertissemens de tout l'Empire, & des remontrances plus que paternelles, aussi bien que des ordres de l'Empereur; qu'il s'est emparé par surprise, ou par force des Villes Imperiales les unes après les autres, qu'il en a fait de même des Provinces, sans distinction, ni difference, si elles appartenoient à Sa Majesté Imperiale, & à nôtre Maison Archiducale, ou autres fideles Etats de l'Empire, autant qu'il a pu faire, & cela avec les Troupes de l'Ennemi qu'il a appellées dans l'Empire, qu'il a forcé toutes lesdites Provinces & Places, à lui païer contribution, qu'il y a commis toute sorte de pillage, de Meurtres, & d'Incendies, sans avoir épargné ni les Eglises, ni les autres Lieux sacrez; jusques-là qu'il a investi le jour de Pâques, la Ville Imperiale de Ratisbonne, nonobstant que la Diete de l'Empire, & son propre Envoïé fussent dedans, qu'il s'en est emparé, & a prétendu de la retenir pour soi en propre; aïant voulu forcer les Envoïez à révoquer les Conclusions Imperiales qui avoient été prises contre lui, & contre ceux de sa Faction, jusques à ce qu'enfin à l'arrivée des Troupes il a été contraint de l'abandonner. Toutes ces choses ne se prouvent pas tant par les Ecrits & les Negotiations publiques, & particulieres, qui se sont faites & tenuës depuis ce tems-là, que par les fleuves de sang Chrêtien, qui a été répandu, & par l'abondance des larmes qui coulent encore des yeux d'un nombre infini de personnes qui ont long-tems gemi, & qui pleurent encore en reclamant la vengeance divine & humaine. On n'a pas aussi moins experimenté combien lui & ses Suppôts se sont donné de peines, pour faire ensorte, quoi qu'inutilement, que la constante Porte Ottomanne, qui sçait bien mieux qu'eux tenir sa parole, se déclarât contre feu notre Seigneur & Pere & contre nous; qu'il a sur-tout exhorté nos Sujets Rebelles de Hongrie à perseverer dans leur revolte, & à rejetter tous les moyens d'accommodement qui leur ont été offerts

ANNO 1706.

par feu Sa Majeſté Imperiale & par nous; qu'il leur a promis toute ſorte de prompt ſecours, les aſſurant qu'à leur requiſition, non ſeulement comme Vainqueur indubitable de notre Maiſon Archiducale, mais auſſi quand même contre ſon attente, il ſeroit vaincu, il paſſeroit vers eux en propre perſonne, & les meneroit contre nous; comme cela paroit par les autres revoltes & trahiſons, tramées, ſuſcitées & fomentées dans pluſieurs autres endroits par lui & par les ſiens, contre Sa Majeſté Imperiale, contre nous, & contre l'Empire. Sans parler des Injures atroces, & des Calomnies infames qu'il a vomies & fait publier contre nous de vive voix & par écrit, dans toutes les Egliſes de Baviere, ni comment avant le commencement des Hoſtilitez, Sa Majeſté Imperiale n'a pas manqué de l'exhorter, lui MAXIMILIEN EMANUEL à rentrer en ſoi-même, à ſonger à ce qu'il devoit à Dieu, à Sa Majeſté, à l'Empire Romain, à ſoi-même, à ſes Enfans, & à ſes Sujets, & à ne ſe point précipiter avec eux dans le dernier malheur, au grand dommage & détriment de feu Sa Majeſté Imperiale, de nous, & de nôtre Maiſon Archiducale, en lui faiſant les offres du monde les plus honnêtes & les plus avantageuſes. Sa Majeſté Imperiale lui ayant auſſi depuis & à pluſieurs repriſes, & même après le rude échec que lui & ſes Troupes Auxiliaires avoient reçû auprès de Donawert confirmé ſes premieres demandes, portée à cela en partie par les avances trompeuſes, que lui & les ſiens avoient faites à Sa Majeſté, & en partie par les remontrances des Hauts Alliez bien intentionnez; pour voir, ſi par les voyes de la douceur lui & ſon Frere pourroient être induits à rétablir au plûtôt le Repos & la Paix dans le Païs. Mais tous ceux qui avec Sa Majeſté Imperiale, & nous, s'en ſont mêlez, ont experimenté qu'il n'a cherché que des ſubterfuges, & que tous les grands avantages & les offres que Sa Majeſté Imperiale lui a faites de lui donner des Terres & des Principautez en propre, n'ont pû le raſſaſier, ni les Villes & les Terres de Suabe & de Baviere contenter ſes deſirs immoderez, pour le récompenſer ſans honte de ſes mauvaiſes Actions. Au contraire il a toûjours conſtamment perſiſté dans ſes premiers deſſeins pernicieux & impies, n'ayant attendu pour les executer, qu'un renfort de nouvelles Troupes, & une nouvelle occaſion; &, (ce qu'on ne ſçauroit dire ſans rougir) à peine a-t-il cru avoir ce qu'il prétendoit, que ſe moquant d'une maniere, qui ne ſe peut ſouffrir, de Sa Majeſté, il n'a pas négligé un ſeul moment de le faire paroître. Mais Dieu, qui eſt juſte, du Nom & de la Patience duquel il avoit ſi long-tems abuſé, dans ſes paroles & dans ſes Ecrits, eſt intervenu par ſa Toute-Puiſſance, & a donné aux Generaux de l'Empereur, de l'Empire, de la Sereniſſime Reine d'Angleterre, & des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & aux autres Commandans & ſimples Soldats de leur Armée une telle force, prudence, courage, & bravoure, accompagnez de bonheur, qu'après la defaite entiere des ſiens & des François qui l'avoient joint, après que pluſieurs milliers ont été faits priſonniers, lui avec le peu de Troupes, qui lui étoient reſtées, a été mis en fuite, & contraint d'abandonner ſon propre Païs, s'étant tenu depuis ce tems-là parmi les Ennemis de l'Empire ſes Compagnons ſans le moindre repentir, ni aucune apparence de converſion, ayant perſiſté publiquement & couvertement dans ſes premiers Crimes. Il ne reſte donc plus en conſequence, ſinon que ſuivant le Jugement qui a été rendu, & accompli, nous de nôtre part, nous excluïons poſitivement lui MAXIMILIEN EMANUEL, du Nombre, de la Dignité, & de la jouïſſance des Membres de l'Empire Romain, ainſi que nous l'en déclarons exclus, & que nous faſſions publier formellement, publiquement, & ſans plus de delai le Ban, ſelon que le meritent ſes infames Calomnies, & ſes Crimes de Leze-Majeſté & autres; & que le demande la Bulle d'Or, les Conſtitutions de l'Empereur & de l'Empire, la Paix du Païs, & les autres Statuts de l'Empire, & ſur-tout les dernieres Réſolutions Imperiales, & comme nous y ſommes obligez par la Capitulation jurée à l'Election, & par nôtre Charge d'Empereur.

A ces Cauſes, nous publions, & déclarons, par ces preſentes, lui MAXIMILIEN EMANUEL ci-devant Electeur & Duc de Baviere, Comte Palatin du Rhin, Landtgrave de Leuchtenberg, & le mettons au Ban & Arriere-Ban de nous & de l'Empire, & le déclarons avoir encouru de fait toutes les punitions & peines que contiennent & tirent après elles telles Déclarations, ſelon le Droit & les Coûtumes. Nous le dépoſons par ces preſentes, déclarons, & faiſons ſçavoir, qu'il eſt dépoſé, & qu'il a perdu toutes les Graces, Libertez, Droits, Regales, Honneurs, Charges, Titres, Fiefs, Proprietez, Patronage, Terres, Biens, Hommes, & Sujets, quels, & quelque part qu'ils ſoient; Faiſons ſçavoir à tous ceux qui appartiennent à lui MAXIMILIEN EMANUEL, autrefois Electeur & Duc de Baviere, Comte Palatin du Rhin, Landtgrave de Leuchtenberg, qu'aucun d'eux n'ait à ſe joindre à lui, ni à embraſſer ſon parti, comme ayant été depoſé, & mis hors de nôtre Paix, & protection, & de l'Empire, & étant dans nôtre diſgrace & incertitude; en s'y étant mis lui-même. Defendons à tous & un chacun les Membres de l'Empire, de quelque état & condition qu'ils ſoient, d'avoir doreſnavant aucune correſpondance avec lui, de le retirer chez eux, le loger, lui donner à boire ou à manger, ou de lui rien fournir en aucune maniere, de lui donner aucun ſecours ou aſſiſtance, ou de lui en faire avoir, ou de le prendre en leur garde & en leur protection; Nous commandons encore à ceux qui ont été ſes Vaſſaux, ſes Sujets, ſes Officiers, & ceux qui étoient de ſa dépendance, Eccleſiaſtiques, & Seculiers, de n'avoir plus aucun égard pour lui, ni de recevoir de lui, ni de ſa part ou des ſiens quels qu'ils ſoient, aucun ordre, beaucoup moins de le ſuivre, mais de n'écouter que nous, & n'obéïr qu'à nous & à ceux auxquels nous en avons donné la Commiſſion, ou à qui nous la donnerons ci-après ſelon l'occaſion. Nous réïterons en particulier pour la derniere fois tous & un chacun nos Avocatoires, à tous les Officiers & Soldats qui l'ont ſuivi, & ſont encore attachez à ſa Perſonne, les avertiſſant qu'ils ayent à le quitter & nos Ennemis inceſſamment, à ſe ranger de nôtre côté, & à ne ſe point laiſſer employer pour ſa défenſe, ni celle de ceux de ſa Faction, & à ne rien entreprendre contre nous, contre l'Empire, ſes fideles Etats, ou contre nos Sujets, ou ceux de l'Empire, mais au contraire à s'employer contre lui & contre ſes Suppôts, à lui courre ſus & aux ſiens, à lui nuire en tout, & à meriter parlà nôtre grace & bienveillance. Nous abſolvons tous ceux qui lui ſont en quelque maniere engagez & obligez, ou qui pourroient croire lui être engagez & obligez, de tout Serment de fidelité, de foi & hommage, Devoirs, Obéïſſance, Intelligence & Alliance, de quelque nature qu'elles puiſſent être, ou qu'elles puiſſent être nommées, comme étant nulles & ſans force du moment de ſa felonie, & crime de Leze-Majeſté; & elles ſont déclarées nulles par ces preſentes, & ne peuvent, & ne doivent plus lier perſonne. Ordonnons que tous & un chacun nos Officiers & Vaſſaux de l'Empire qui ont encouru ſemblablement & de fait ledit Ban & Arriere-Ban, comme auſſi la privation Eccleſiaſtique, & les autres peines mentionnées dans les Conſtitutions de l'Empire, ou les peines exprimées par nous, ſoient reconnus, déclarez & reputez tels dès cette heure, & les autres qui lui ſont ſoûmis punis à la derniere rigueur par Corps & de la Vie, leſquels s'oppoſeront en quelque maniere à nos preſentes Déclarations, Manifeſtations, Publications, Decharges, Admonitions, Commandemens, Ordres, & Defenſes, ou qui ne s'y conformeront pas entierement. Enfin, nous caſſons, annullons, & relevons toutes & une chacune les graces, Privileges, Franchiſes, Coûtumes & Uſages, donnez, accordez, ou confirmez ci-devant par nous, nos Predeceſſeurs en l'Empire, ou autres, qui ſont en quelque maniere contraires aux preſentes, ou qui pourroient être alleguées à l'encontre en quelques termes, ou ſens qu'ils ſoient conçûs, & réſervez; Voulant expreſſement que qui que ce ſoit, de quelque état, qualité, ou condition qu'il ſoit, n'excepte aucune de ces preſentes nos Ordonnances, ne s'y oppoſe, ou n'y contrediſe, en aucune maniere. Le tout par Autorité Imperiale Romaine, en vertu de ces Lettres Patentes, auxquelles chacun aura à ſe conformer, & à ſe garder de danger & de ruïne.

Donné en nôtre Ville de Vienne, le 29. Avril 1706. &c.

LXIV.

ANNO 1706.

## LXIV.

10. Mai. *Decret Commiſſorial Imperial contre les deux Freres* JOSEPH CLEMENT *de Baviere*, & MAXIMILIEN EMANUEL *Duc de Baviere, Electeurs de Cologne & de Baviere. Donné à Ratisbonne le* 10. *Mai* 1706.

„ SA Majeſté Romaine Imperiale, Hongroiſe & Bohemienne, nôtre très-gracieux Empereur & Seigneur, a fait ſavoir au très-éminent & très-haut Prince & Seigneur, le Seigneur Jean Philippe, &c. &c. ſon Conſeiller Privé, & ſon Principal Commiſſaire à cette Diete de l'Empire, ce qui ſuit, par le Reſcript daté de Vienne le 29. Avril dernier. A ſavoir qu'il n'étoit pas beſoin de repeter par le menu aux Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, aux Conſeillers, Ambaſſadeurs, & Envoyez des Princes ici preſens, combien groſſierement & intolerablement les deux Freres JOSEPH CLEMENT, & MAXIMILIEN EMANUEL ci-devant Electeurs de Cologne & de Baviere, ſe ſont écartez de leurs devoirs & ont entrepris par leur quantité d'Intrigues ſeditieuſes, pernicieuſes & violentes malverſations, & par leur Infraction à la Paix, contre la Grandeur de la Majeſté Imperiale, contre la Liberté de l'Empire, & contre ſes Conſtitutions; comment ils ont perſiſté dans leur deſobéïſſance, dans leur revolte, & dans leurs damnables deſſeins; ayant mépriſé les Avertiſſemens & Admonitions plus que paternelles de feu Sa Majeſté Imperiale, & s'étant moquez & aïant rejetté les Propoſitions & les Offres qui leur ont été faites, par les fideles Princes & Etats, & par la Diete même, qui leur étoit bien intentionnée; juſques-là qu'ils ont à la fin mieux aimé abandonner leurs propres Païs, & ſe jetter entre les mains & au pouvoir des Ennemis jurez & déclarez de l'Empire, que de ſe deſiſter de leurs pervers deſſeins; attendu que c'eſt une choſe connuë de tout le monde, & que les Envoïez ont contribué en partie à imaginer & à conſeiller genereuſement, ce qui étoit bon & néceſſaire; tellement qu'il n'eſt plus reſté, ſinon, que ſuivant l'Inſtruction de la Bulle d'Or, les Conſtitutions Imperiales, & de l'Empire, la Paix du Païs, du Saint Empire, & les autres, & ſur-tout auſſi en conſequence de la Capitulation Imperiale jurée à l'Election, & des Reſolutions de l'Empire priſes au ſujet de cette preſente Guerre, l'Empereur faſſe le devoir de ſa Charge d'Empereur, & que pour punir ſelon leurs demerites les deux dits Freres Infracteurs de la Paix, Parjures, Felons, Contempteurs de la Liberté & des Loix d'Allemagne, & pour ſervir d'exemple aux autres, Sa Majeſté Imperiale les excluë du nombre & de la Dignité des Princes de l'Empire, comme ils s'en ſont exclus eux-mêmes de fait, & qu'elle les déclare & tienne, & qu'ils ſoient tenus pour exclus de toutes les Terres qu'ils poſſedoient tant en qualité d'Electeurs que de Princes, de toutes les Graces, & de la Protection qu'ils ont euës de l'Empereur & de l'Empire; & qu'à l'égard du Seculier en particulier, & nommement, il ſoit mis au Ban & Arriere-Ban de l'Empire; c'eſt pourquoi auſſi Sa Majeſté Imperiale l'avoit auſſi executé par le moien de la Publication des Lettres Patentes que nous avons reçûës, n'aïant pu differer plus long-tems; & a bien voulu le communiquer gracieuſement à cette Diete de l'Empire pour lui ſervir d'avertiſſement & ſatisfaire à la Coûtume. Laquelle Volonté & Commandement de Sa Majeſté Imperiale, les hauts & éminens Princes, Electeurs, & Etats, les excellens Conſeillers de l'Empire, les Ambaſſadeurs & Envoïez n'ont pas voulu empêcher, au contraire comme bien intentionnez, ils ont voulu s'y conformer, & y perſeverer. Donné à Ratisbonne, le 10. Mai 1706.

„ JEAN PHILIPPE, *Cardinal de Lamberg*,
„ *Evêque & Prince de Paſſau*,

ANNO 1706.

## LXV.

26. Mai. *Convention faite entre Sa Majeſté la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *& les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *d'une part & Son Alteſſe Electorale* PALATINE *d'autre part, pour l'entretien de trois mille Hommes, dont les Troupes de S. A. E. au ſervice de ſadite Majeſté & de Leurs Hautes Puiſſances ſeront augmentées.*

LES ſept mille hommes des Troupes de Son Alteſſe Electorale Palatine au ſervice de l'Angleterre & de l'Etat, envoïées d'un commun conſentement en Italie, & Son Alteſſe Electorale ayant offert d'augmenter le Corps de ces Troupes au ſervice ſuſdit juſques à dix mille hommes, ſans pretendre aucun argent de Levée pour les Troupes d'augmentation, Sa Majeſté de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puiſſances ont accepté cette offre, ainſi l'on eſt convenu de part & d'autre; que Son Alteſſe Electorale donnera, & Sa Majeſté Britannique & Leurs Hautes Puiſſances accepteront à leur ſervice encore trois mille Hommes, à ſçavoir deux Regiments d'Infanterie, & trois Eſquadrons de Cavallerie, ſuivant la liſte jointe à cette Convention.

Ces trois mille hommes ſeront paiez par l'Angleterre & par l'Etat, ſur le même pied que les ſept mille Hommes ci-devant mentionnez ſont païez, ſuivant les Conventions & la liſte ci-jointe.

Sa Majeſté Britannique prendra à ſa charge & païera les deux tiers, ou deux mille Hommes, & Leurs Hautes Puiſſances un tiers, ou mille Hommes des trois mille ſuſdits.

Le païement commencera du jour que les quatre mille Hommes, qui iront les premiers en Italie, ſe ſeront mis en marche pour y aller; & pour éviter toute diſpute là-deſſus, on comptera deux longs mois avant le jour que les premiers quatre mille Hommes ſeront arrivez en Italie, & y auront joint l'Armée Imperiale, à condition que les trois mille Hommes ſuſdits ſoyent complets dès à preſent.

Ces trois mille Hommes ſerviront aux Païs-Bas, ou autre part, où Sa Majeſté & Leurs Hautes Puiſſances le trouveront à propos.

Sa Majeſté Britannique & Leurs Hautes Puiſſances s'engagent à faire païer les arrerages dûs aux Troupes Palatines au plûtôt.

La preſente Convention ſera ratifiée, & les Actes de Ratification en ſeront échangez ici à la Haie dans le terme d'un mois, ou plûtôt s'il ſe peut.

En foi de quoi nous ſouſſignez Plenipotentiaires & Deputez de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, & de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies d'une part, & de Son Alteſſe Electorale Palatine d'autre part, avons ſigné la preſente Convention, & y appoſé le Cachet de nos Armes.

A la Haie le vingt ſixieme de Mai, mille ſept cent ſix.

(L. S.) ALEXANDER STANHOPE.

(L. S.) J. H. v. HETTERMAN.

(L. S.) G. H. VAN REEDE.

(L. S.) F. B. VAN REEDE.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) JOHAN BEKER.

(L. S.) A. B. SCHURMANUS.

(L. S.) NIELAND.

(L. S.) W. VAN BORCK.

ANNO 1706.

*Etat & Ordonnance de Son Alteſſe Electorale Palatine touchant la Convention arrêtée avec Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne & avec Leurs Hautes Puiſſances au ſujet du Païement de 3000. Hommes, qui conſiſtent en quatre Bataillons d'Infanterie, & en trois Eſcadrons de Cavallerie, pour leſquels eſt requis, en un mois de 42. jours ſuivant l'Ordonnance de la Province d'Hollande, ſçavoir,*

ANNO 1706.

| *Direction.* | | | *Ordonnances.* | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Perſonnes d'une Compagnie d'Infanterie. | | | Fl. d'Holl. | | Ecus d'Holl. | |
| 1 Capitaine. | | | 150 | | 60 | |
| 1 Lieutenant. | | | 45 | | 18 | |
| 1 Enſeigne. | | | 40 | | 16 | |
| 2 Sergeants. | à *f* 25 | | 50 | | 20 | |
| 1 Fourrier. | | | 20 | | 8 | |
| 3 Caporaux. | à *f* 17 | | 51 | | 20 | 20 |
| 1 Chirurgien. | | | 17 | | 6 | 40 |
| 1 Ecrivain. | | | 17 | | 6 | 40 |
| 2 Tambours. | à *f* 13 | | 26 | | 10 | 20 |
| 3 Valets. | à *f* 8 | | 24 | | 9 | 30 |
| 1 Solliciteur. | | | 12 | 5 | 4 | 45 |
| 10 Exempts ou Gefreyden. | à *f* 13 | | 130 | | 52 | |
| 51 Soldats. | à *f* 12 5 | | 624 | 15 | 249 | 45 |
| 78 Perſonnes pour une Compagnie en tout. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 2 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 3 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 4 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 5 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 6 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 7 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 8 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 9 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 10 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 11 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 12 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 13 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 14 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 15 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 78 Perſonnes la 16 Compagnie. | | | 1207 | | | |
| 1248 Perſonnes pour le Regiment entier. | | | 19312 | | | |

Un Regiment conſiſte en deux Bataillons.

## Ordonnance de l'Etat Major.

| *Etat Major d'Infanterie.* | | | *Flor.* | *Sols d'Holl.* |
|---|---|---|---|---|
| 1 Colonel. | | | 393 | 15 |
| 1 Lieutenant-Colonel. | | | 131 | 5 |
| 2 Majors. | à *f* 105 | | 210 | 0 |
| 1 Mareſchal des Logis. | | | 53 | |
| 2 Adjutants. | à *f* 48 | | 96 | |
| 1 Auditeur. | | | 40 | |
| 1 Paſteur. | | | 45 | |
| 1 Chirurgien-Major. | | | 25 | |
| 1 Tambour-Major. | | | 20 | |
| 1 Prevoſt. | | | 20 | |
| 1 Valet ou aide Prevoſt. | | | 13 | |
| 6 Hautbois. | à *f* 12 5 | | 73 | 10 |
| 19 Perſonnes doivent avoir en 42 jours. | | | 1128 | 10 |
| 1 Capitaine de la Compagnie Colonelle | | | 150 | |
| 20 Perſonnes de l'Etat Major. | | | 1278 | 10 |
| 1248 Perſonnes de 16 Compagnies doivent avoir | | | 19312 | |
| 1268 Perſonnes pour le Regiment entier avec l'Etat Major. | | | 20590 | 10 |
| 1268 Perſonnes encore pour un Regiment. | | | 20590 | 10 |
| 2536 Perſonnes pour deux Regimens doivent avoir | | | 41181 | |

La ſomme totale pour les deux Regimens d'Infanterie, qui conſiſtent en quatre Bataillons de 2536. Perſonnes, doivent avoir en 42. jours, avec l'Etat Major la ſomme de *f* 41181. de Hollande; Et ſont en Ecus d'Hollande 16472 : 20.

Un

ANNO 1706.

## Un Regiment de Cavallerie de trois Esquadrons.

ANNO 1706.

| *Personnes.* | *Chevaux.* | *Flor.* | *Sols d'Holl.* |
|---|---|---|---|
| 1 Capitaine de Cavallerie. | 6 | 400 | 0 |
| 1 Lieutenant. | 4 | 180 | 0 |
| 1 Cornet. | 3 | 145 | 0 |
| 1 Wagtmeester ou Sergeant. | 2 | 80 | 0 |
| 1 Mareschal de logis. | 2 | 70 | 0 |
| 3 Caporaux. | 3 | 96 | 0 |
| 2 Trompettes. | 2 | 70 | 0 |
| 1 Chirurgien. | 1 | 35 | 0 |
| 1 Ecrivain. | 1 | 35 | 0 |
| 1 Solliciteur. | 1 | 28 | 0 |
| 1 Mareschal. | 1 | 32 | 0 |
| 1 Sellier. | 1 | 32 | 0 |
| 35 Cavaliers. | 35 | 980 | 0 |
| 50 Personnes en tout. | 62 pour 1 Compagnie. | 2183 | 0 |
| 50 Personnes &c. | 62 pour 2 Compagnie. | 2183 | 0 |
| 50 Personnes &c. | 62 pour 3 Compagnie. | 2183 | 0 |
| 50 Personnes &c. | 62 pour 4 Compagnie. | 2183 | 0 |
| 50 Personnes &c. | 62 pour 5 Compagnie. | 2183 | 0 |
| 50 Personnes &c. | 62 pour 6 Compagnie. | 2183 | 0 |
| 50 Personnes &c. | 62 pour 7 Compagnie. | 2183 | 0 |
| 50 Personnes &c. | 62 pour 8 Compagnie. | 2183 | 0 |
| 50 Personnes &c. | 62 pour 9 Compagnie. | 2183 | 0 |
| 450 Personnes &c. | 558 pour un Regiment. | 19647 | 0 |

## L'Etat Major de Cavallerie.

| *Personnes.* | *Flor.* | *Sols d'Holl.* |
|---|---|---|
| 1 Colonel. | 393 | 15 |
| 1 Lieutenant-Colonel. | 131 | 5 |
| 1 Major. | 105 | 0 |
| 1 Mareschal de logis.. | 53 | 0 |
| 1 Adjutant. | 48 | 0 |
| 1 Auditeur. | 48 | 0 |
| 1 Pasteur. | 45 | 0 |
| 1 Chirurgien. | 25 | 0 |
| 1 Timbalier. | 35 | 0 |
| 2 Prevôt & son valet. | 39 | 0 |
| 11 Personnes doivent avoir | 973 | 0 |
| 1 Capit. de Cavall. de la Colonelle. | 250 | 0 |
| 12 Personnes de l'Etat Major. | 1246 | 0 |
| 450 Personnes de 9. Compagnies. | 19647 | 0 |
| 462 Personnes d'un Regiment avec l'Etat Major. | 20880 | 0 |
| Somme totale pour les 3000 Hommes porte en 42 jours. | 62074 | 0 |
| Ou en Rycksdallers ou Ecus de Hollande. | 24829 | 30 |

ANNO 1706.

## LXVI.

7. Juin. *Resolution des Etats de la Province de Flandres, par laquelle ils reconnoissent Sa Majesté Catholique le Roi* CHARLES III. *pour leur legitime Souverain du 7. Juin.* 1706. [Copie Manuscrite & sûre. Elle est aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs = Archiv. Part. Special. Continuat. I. Absatz. III. Anhang zu Burgund pag. 203.]

LA Lettre qu'il a plû à Son Altesse Mylord Prince & Duc de Marlborough, & à Leurs Excellences Mrs. les Deputez des Etats Généraux des Provinces-Unies, d'écrire à l'Assemblée des Etats de cette Province de Flandres, ayant été luë avec tout respect, & le contenu avantageux d'icelle ayant été pris en consideration.

Il a été resolu unanimément de reconnoître, comme ladite Assemblée reconnoit par les présentes, la Souveraineté de Sa Majesté CHARLES III., auquel elle se soumet comme bons & fideles Sujets; dans l'assurance que S. M. maintiendra cette Province dans tous les Privileges, Usages & Coûtumes, tant pour le Spirituel que pour le Temporel: Que S. M., en qualité de Comte de Flandres, ne souffrira pas qu'il y soit rien changé ou diminué dans aucun point; Et qu'Elle voudra bien agréer, & approuver la constitution du Gouvernement de ladite Province, des Cours, Païs, Villes, Châtellenies, Offices, & Lieux Subalternes, & generalement de tous les Departemens & Districts du ressort d'icelle, tant par raport aux Fermes des Finances, qu'aux Deniers empruntez à interêt jusqu'à ce jour de quelque nature qu'ils puissent être, sans aucune exception, tant pour la sureté du Public en général, que de chacun en particulier. Et pour l'accomplissement de ce que dessus, S. A. Mylord Prince & Duc de Marlborough, & leurs Excellences Mrs. les Députez des Etats Généraux des Provinces Unies sont très-humblement priez de vouloir ratifier ce qu'ils ont déja eu la bonté d'octroyer aux Colleges & Villes de la Province, sur les prieres & représentations qui leur en ont été faites.

Et comme plusieurs Habitans de cette Province, tant Ecclesiastiques que Séculiers, trouvent que leurs Biens sont confisquez ou saisis, on se promet que lesdites saisies, & confiscations seront levées, & cesseront entiérement du jour de la presente soumission. Fait à l'Assemblée des Députez Ecclesiastiques & Séculiers de la Province de Flandres, à la Maison de Ville de Gand le 6. Juin. 1706. Signé J. THYSEBAERT. Et scellé du sceau de la Province de Flandres.

Le tout accordé au nom de S. M. C. le Roi CHARLES III. *Au Camp d'Aersele, le 7. Juin* 1706.

*Signé*,

Le Prince & Duc DE MARLBOROUGH.

FERDINAND VAN COLLEN.

J. H. BARON VAN RENSWOUDE.

J. VAN GOSLINGA.

CUYPER.

## LXVII.

13. Juin. *Traité par lequel les Etats de* TOURNAY & TOURNAYSIS *se soumetent aux Contributions de Guerre ordonnées sur leur Païs, par L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES UNIES. *Fait à Gand le* 13. *Juin* 1706. [Pièce autentique tirée des Registres des Etats de Tournay & Tournaysis.]

*DE Raad van Staate de Vereenigde Nederlanden, gesien ende gexamineert hebbende het Accoord door Mrs. Ernst Pesters en Johan Theodor Wierts Ontfanger der Contributien als daar toe door haar Ed. Mog. geauthoriseert, geslooten met gedeputeerden vande Stad Doornick over de Contributien vande voorsz. Stad ende Bailliage mitsgaders Banlieue en verdere dependentien vandien den* 13. *deser volgende hier van woorde te woorde*, ANNO 1706.

NOUS Ernest Pesters Conseiller Pensionaire de la ville de Maastrigt & Jean Theodore Wierts ayans la direction des Contributions pour le service des Etats Generaux des Provinces Unies d'une part, Messire René Becuau Vicaire & Deputé de Mr. le Cardinal de Medicis Abbé de St. Amand & Conseiller Clerc au Parlement de la Ville de Tournay, Thiery Ignace Errembaut Escr. Seigneur de Beaurepaire Grand Baillif de Mortagne, & Jean Baptiste Ignace Dubois Escr. Seigneur d'Inchy Grand Baillif de Rume, authorisé de la part des Etats, & de la Ville & Banlieue de Tournay suivant leurs Pouvoirs des deux & sept de ce mois, qui ont été exhibés pour traiter des contributions imposées par lesdits Etats Generaux, sur le Bailliage de Tournay, y compris la Banlieue & dependances, à l'occasion de la presente Guerre, declarons d'avoir convenu de ce qui s'ensuit,

Que moyennant la somme de deux cent quarante huit mille deux cent florins monnoye de Change, le Louis d'or à neuf Florins, l'Ecu a quarante huit patars, & l'escalin à six patars, ledit Bailliage de Tournay, Dependances & Banlieue, à la reserve des sept Quartiers de la Banlieue, de la Ville de Tournay, & les Villages tant de l'ancien que du nouveau Tournesis reuny par la paix de Risvik, situés au delà de l'Escault qui doivent continuer de payer à Maastrigt demeureront bien & vallablement deschargés de tout ce qui pourroit être deu pour Contribution, Fourages, Vaches & autres choses generalement quelconcques, qui pourroit être exigible à ce titre depuis le quinze May mil sept cens deux, jour de la Declaration de la presente Guerre, jusques à pareil jour de l'année mil sept cens sept, sauf les Droits des Sauvegardes dont il en sera pris & payé d'eux pendant l'année commencée le quinze May dernier par chacque Paroisse à raison de vingt quattre Florins aussi argent de Change, & quatre Escalins de permission pour les Droits d'enregistrement, & les habitans dudit Bailliage, Dependances & Banlieue tant nobles qu'autres, excepté les militaires, demeureront en toute seureté avec leurs Biens, Bestiaux, Grains, Fourages & autres choses generalement quelconcques, sans qu'il leur soit fait aucun tort ou empeschement par les troupes des Etats Generaux susdits & de leurs Alliés.

Le payement de la ditte somme de deux cent quarante huit mille deux cent Florins sera fait entre les mains dudit Sr. Wierts, scavoir une moitié au huitiesme du mois de Juillet prochain & l'autre moitié en deux termes, dont le premier escherra le huitiesme du mois de Septembre, & le deuxiesme pendant tout le mois de Novembre de la presente année, pour la seureté de tous lesquels payemens & execution du present Traité, il a été convenu qu'il sera donné à l'eschange des Ratifications au gré dudit Sr. Wierts de la part des Etats de Tournay bonne & suffisante Caution dans la Ville d'Amsterdam ou telle autre qu'il trouvera convenir, qui s'oblige personnellement & solidairement à faire lesdits payements sans aucune division ou discution à peine d'y être contraint après une simple sommation de payer, ou bien il sera donné des Lettres de Change pour le payement de la somme susditte aux termes marquez, sur Amsterdam, ou telle autre Ville que Mr. Wierts trouvera convenir, acceptées par les Marchands qui devront les acquiter.

Que les partis qui pourroient être envoyés dans ledit Bailliage, Dependances & Banlieue pour le service des Alliés seront tenus d'y vivre en bon ordre & discipline de Guerre, & ils n'y rafraichiront que pour leur argent, sans être en aucune maniere à charge au pays. Si lesdits partis n'observoient point ce qui est reglé par le present Article, il sera tenu des Proces verbaux deuement verifiés par les gens de loy des lieux, des dommages & interests qu'ils y auront causés pour en être tenu compte sur lesdites Contributions.

Les habitans dudit Bailliage, Dependances & Banlieue pourront prendre les Armes contre les Marodeurs, Voleurs, & les Partis qui ne seront pas munis des Passeports suffisans, sans que pour cela ils soient reputez avoir commis aucune hostilité ou chose contraire au present Traité.

Les

ANNO 1706.

Les Generaux Commandants & autres Officiers ne pourront exiger deſdits habitans aucune choſe à titre de donation, preſens ou autrement, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, & ſi nonobſtant le preſent Traité ils en exigeoient quelque choſe, il en ſera auſſi dreſſé des Proces verbaux par les gens des lieux, leſquels étans trouvés veritables ſeront envoïés par leſdits Srs. des Etats de Tournay au Sieur Wierts, pour qu'il les examine, & en tienne compte ſur la Contribution.

Il ſera permis aux habitans de la Ville de Tournay d'aller librement dans les Faubourgs de ladite Ville y compris les Auberges de la Tombe & le Vermont & point au delà ſans qu'ils puiſſent y être faits priſonniers par les partis des Alliés.

Il ſera delivré des Paſſeports gratis aux Deputés Eccleſiaſtiques, Baillifs, Conſeillers, Greffier & Controlleur deſdits Etats de Tournay, comme auſſi au grand Prevoſt, Majeur, Commis aux Finances; Premier Conſeiller, Penſionaire ſubdelegué de l'Intendant, Procureur Fiſcal, Greffier & Treſorier de laditte Ville, pour leurs Perſonnes, Femmes, Enfans & Domeſtiques, enſemble ou ſeparement en telle voiture qu'il leur plaira &c. & à l'eſgard des Huiſſiers & Meſſagers deſdits Etats de Tournay & Banlieue, des Baillifs, Greffiers & Collecteurs des Communautés dudit Bailliage & Banlieue, auſſi bien qu'à l'eſgard de tous ceux qui occupent & cultivent des terres dans ledit Bailliage, Dependances & Banlieue, de quelle qualité qu'ils ſoient demeurants dans laditte Ville ou ailleurs, ils ſeront libres d'aller & venir en toute ſeureté faire la fonction de leur Charge dans les Villages, & y labourer leurs Terres étans munis d'un Certificat du Greffier deſdits Etats, contenant leur qualité & occupation.

Le preſent Traité ſera ratifié de part & d'autre dans le terme de douze jours; ſcavoir de la part des Sieurs Peſters & Wierts par les Seigneurs du Conſeil d'Etat des Provinces Unies ſe faiſans fort de tous leur Alliez, nuls exceptés; & de la part des Srs. Deputés par leurs Principaux. Ainſi fait & ſtipulé à Gand ce treizieſme Juin mil ſept cens ſix. E. PESTERS, J. T. WIERTS, BECUAU, ERREMBAUT & de BEAUREPAIRE, DUBOIS D'INCHY, *onderſtont my preſent Controlleur* FRANÇOIS DENIK,

Heeft het voorſz. Accord geaggreert en geapprobeert, aggreert en approbeert 't ſelve in kragte deeſe belovende 't ſelve in alle deele te ſullen doen obſerveren en naarkomen,

Aldus gedaan in s'Gravenhage de 15. Juny 1706. Was geparapheert R. V. AUDRINGA onderſtont ter Ordonnantie vanden Raad van Staat ende was onderteekent J. VAN SLINGELANDT ter zyde ſtont het Zegel van Hooggemelte. Ed. Mog. Heeren in een rooden Ouwel overdeckt met een witte papiere ruyte, onderſtont, Accordeert met zyn Origineele ons Ontfanger en Controlleur der Contributien in kenniſſe der waarheyt deſe onderteekent hebbende, onderteekent WIERTS en FRANÇOIS DENICK.

*Collationné à la Copie; Signé comme deſſus, & trouvé accorder, temoin le ſeing du Greffier Criminel de la Ville & Cité de Tournay, & mis jointement le Cachet ſecret de ladite Ville.*

D. VAFFELART.

## LXVIII.

22. Juillet / 2. Août

*Traité pour l'*UNION *de l'*ANGLETERRE *& de l'*ECOSSE, *conclu & ſigné par les Seigneurs Commiſſaires des deux Royaumes. A Londres le 22. Juillet* 2. *Août.* 1706. [Traduit de l'Original imprimé à Edimbourg, par ordre du Parlement d'Ecoſſe.]

*Articles d'Union conclus le vingt-deuxiéme de Juillet, dans la cinquiéme année du Regne de Sa très-Excellente Majeſté* ANNE *par la grace de Dieu, Reine d'Ecoſſe, d'Angleterre, de France & d'Irlande, Défenſeur de la Foi, &c. & l'an de nôtre Seigneur mil ſept cens ſix; par les Commiſſaires nommez de la part du Royaume d'Ecoſſe, ſous le grand Sceau d'Ecoſſe, le 27. de Fevrier dernier; en conſéquence du quatriéme Acte de la troiſiéme Seſſion du préſent Parlement d'Ecoſſe, dans la quatriéme année du Régne de Sa Majeſté: & les Commiſſaires nommez de la part du Royaume d'Angleterre ſous le grand Sceau d'Angleterre, datté de Weſt-Minſter le 10. d'Avril dernier, en conſéquence d'un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la troiſiéme année du Regne de Sa Majeſté, pour traiter de l'Union deſdits Royaumes. Leſquels Articles doivent être préſentez en toute humilité à Sa très-Excellente Majeſté, & offerts à la conſideration & examen des Parlemens reſpectifs des deux Royaumes, conformément auxdits Actes & Commiſſions.*

ANNO 1706.

I. QUE les deux Royaumes d'Ecoſſe & d'Angleterre ſeront dorenavant à perpétuité unis en un ſeul Royaume ſous le nom de GRANDE-BRETAGNE, à commencer le premier jour de Mai prochain. Et que les Armes dudit Royaume Uni ſeront telles que Sa Majeſté l'ordonnera; & les Croix de Saint André & de Saint George ſeront jointes enſemble de la maniére que Sa Majeſté le trouvera à propos, & ſeront employées dans tous les Pavillons, Drapeaux, Etendarts, & Banniéres, tant par mer que par terre.

II. Que la Succeſſion à la Monarchie du Royaume Uni de la Grande-Bretagne, & des Terres & Seigneuries qui en dépendent, ſera, demeurera & continuera après ſa Sacrée Majeſté, & au défaut d'Enfans iſſus de ſon Corps, à la très-Excellente Princeſſe SOPHIE Electrice & Ducheſſe Douairiére d'*Hanover*, & ſes Hoirs iſſus de ſon Corps, étant Proteſtans, ſur leſquels la Couronne d'Angleterre eſt établie par un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la douziéme année du Regne de feu Sa Majeſté le Roi *Guillaume* Troiſiéme, intitulé, *Acte pour une plus ample limitation de la Couronne, & pour mieux aſſurer les Droits & les Libertez des Sujets.* Et que tous les Papiſtes, & perſonnes mariées à des Papiſtes, ſeront exclus, & incapables à perpétuité d'hériter, poſſéder, ou jouïr de la Couronne Impériale de la *Grande-Bretagne*, & des Territoires qui en dépendent, ou d'aucune partie d'icelles. Et en tous & tels cas ſemblables, la Couronne & le Gouvernement iront de tems en tems, & ſeront poſſédez par une Perſonne Proteſtante; comme elle en auroit hérité & joui en cas que telle Perſonne Papiſte ou marié à un Papiſte, fût morte naturellement; conformément à l'Ordonnance pour la Succeſſion à la Couronne d'Angleterre, faite dans un autre Acte du Parlement d'Angleterre dans la premiére année du Régne de feu Leurs Majeſtez, le Roi *Guillaume* & la Reine *Marie*, intitulé, *Acte déclarant les Droits & Libertez des Sujets, & pour établir la Succeſſion de la Couronne.*

III. Que le Royaume Uni de la *Grande-Bretagne* ſera repréſenté par un ſeul & même Parlement, lequel ſera nommé le Parlement de la *Grande-Bretagne.*

IV. Que tous les Sujets du Royaume Uni de la *Grande-Bretagne*, auront après l'Union entiere Liberté & Correſpondance de Commerce & de Navigation, dans tous les Ports & Places dudit Royaume Uni, & des Terres & Colonies qui en dépendent. Et qu'il y aura communication de tous les autres Droits, Privileges & avantages, qui appartiennent, ou qui peuvent appartenir aux Sujets de l'un ou l'autre Royaume; à la reſerve de ce qui eſt autrement & expreſſément convenu dans ces Articles.

V. Que tous les Vaiſſeaux appartenans aux Sujets de Sa Majeſté en Ecoſſe au tems de la ſignature de ce Traité pour l'Union des deux Royaumes, quoi que conſtruits hors du Païs, ſeront eſtimez & paſſeront pour Vaiſſeaux de la fabrique de la *Grande-Bretagne*; Le Proprietaire, ou les Proprietaires, ou un, ou pluſieurs des Proprietaires, faiſant Serment dans l'eſpace de douze mois après l'Union, qu'au tems de la ſignature dudit Traité, ces Vaiſſeaux appartenoient à lui ou à eux, ou à quelqu'autre Sujet, ou Sujets d'Ecoſſe, qui ſeront nommez particuliérement, avec les lieux de leur demeure reſpective; & que leſdits Vaiſſeaux appartiennent à lui ou à eux, & qu'aucun Etranger, directement ou indirectement, n'y a aucune part, portion, ou intérêt. Lequel Serment ſera fait en preſence du principal ou principaux Officiers de la Douane dans le Port le plus proche de la demeure deſdits Proprietaire, ou Proprietaires. Et leſdits Officier, ou Officiers, auront le pouvoir de recevoir ledit Serment. Et le Serment étant ainſi prêté

ANNO 1706.

prêté, ſera atteſté par l'Officier, ou les Officiers, qui l'auront reçû; & étant enregîtré par leſdits Officier, ou Officiers, il ſera delivré aux Maîtres des Vaiſſeaux pour la ſûreté de leur Navigation; & il en ſera donné un double par leſdits Officier, ou Officiers, aux Principaux, ou Chefs des Officiers de la Douane, dans le Port d'Edimbourg, pour y être enregîtré, & de-là être envoyé au Port de Londres, pour y être couché ſur le Regître general de tous les Vaiſſeaux Marchands appartenans à la *Grande-Bretagne*.

VI. Que toutes les Parties du Royaume Uni auront toûjours, après l'Union, les mêmes Avantages & Priviléges, & ſeront ſoûmiſes aux mêmes Défenſes, Reſtrictions, & Réglemens de Commerce, & tenuës aux mêmes Douanes & Droits d'entrée & de ſortie. Et que les Avantages, Priviléges, Défenſes, Reſtrictions, & Réglemens de Commerce, de même que les Douanes & les Droits d'entrée & de ſortie, établis en Angleterre au commencement de l'Union, auront lieu après l'Union par tout le Royaume Uni.

VII. Que toutes les Parties du Royaume Uni, ſeront à perpétuité, depuis l'Union tenuës aux mêmes Impôts ſur toutes les Liqueurs ſujettes aux Impôts; & que les Impôts qui ſe trouveront être mis en Angleterre ſur telles Liqueurs au commencement de l'Union, auront lieu par tout le Royaume Uni.

VIII. Que depuis l'Union, tout le Sel qui ſera apporté des Païs étrangers en Ecoſſe, ſera chargé des mêmes Droits d'entrée; que ce même Sel eſt préſentement chargé pour l'entrée en Angleterre; & qu'il y ſera levé & pris de la même maniére. Mais l'Ecoſſe ſera éxempte pendant l'eſpace de ſept ans, à commencer depuis l'Union, de payer en Ecoſſe ſur le ſel qui y ſera fait, les Droits ou Impôts qui ſe payent maintenant ſur le Sel qui eſt fait en Angleterre; mais après l'expiration deſdites ſept années, on ſera ſujet & tenu aux mêmes Droits pour le Sel fait en Ecoſſe, qui ſeront alors établis & impoſez ſur le Sel fait en Angleterre, pour y être levé & pris en la même maniére; & avec les mêmes retours & avantages qu'en Angleterre. Et pendant leſdits ſept ans, il ſera payé en Angleterre pour tout le Sel fait en Ecoſſe, & de là tranſporté en Angleterre, les mêmes Droits que l'on y paye pour le Sel fait en Angleterre: pour être levé & pris de la même maniére, que les Droits du Sel étranger ſe prennent & ſe levent en Angleterre. Et que pendant les ſuſdits ſept ans, on n'apportera point de Sel quel qu'il ſoit, d'Ecoſſe en Angleterre, par terre en aucune maniére, ſous peine de confiſcation du Sel, des chariots & du bétail employé pour le tranſport, & de payer vingt ſchellings pour chaque boiſſeau de Sel; & à proportion, ſelon qu'il y en aura plus ou moins; au payement de quoi le Charretier & le Propriétaire ſeront auſſi bien tenus l'un que l'autre, & chacun d'eux ſolidairement. Et les Perſonnes, qui le porteront ou conduiront, ſeront empriſonnez par tout Juge de Paix, pendant l'eſpace de ſix mois, ſans caution, & juſqu'à-ce que l'amende ſoit payée. Et pendant leſdites ſept années, toute la Viande & le Poiſſon ſalé, porté d'Ecoſſe en Angleterre, ou employé pour les proviſions des Vaiſſeaux d'Ecoſſe, & toute la Viande embarquée en Ecoſſe, pour être tranſportée dans les Païs étrangers laquelle ſera ſalée du Sel d'Ecoſſe, ou de quelque melange dudit Sel ſera confiſquée & pourra être ſaiſie; Et que depuis l'Union, les Loix & les Actes du Parlement d'Ecoſſe, touchant la Pêche, le Sallage, & Emballage de Harang, du Poiſſon blanc & du Saûmon, qui doit être tranſporté, étant ſalé avec du Sel étranger ſeulement, & pour prévenir toutes fraudes dans le Salage & Emballage du poiſſon, demeureront dans leur force & vigueur en Ecoſſe; étant néanmoins ſujets aux changemens & altérations qui ſeront faites par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que tout le Poiſſon, qui ſera tranſporté d'Ecoſſe dans les Païs étrangers, qui ſera ſalé avec du Sel étranger ſeulement, aura les mêmes ſoulagemens, recompenſes, & retours, qu'il eſt & ſera alloué aux perſonnes qui tranſportent d'Angleterre le même Poiſſon. Et s'il ſe trouve ci-après quelques affaires ou fraudes au ſujet deſdits Droits de Sel, à quoi il n'a pas encore été ſuffiſamment pourvû par cet Article, elles ſeront ſujettes à telles autres plus amples proviſions, qu'il ſera trouvé convenable par le Parlement de la Grand-Bretagne.

IX. Que quand la ſomme d'un million neuf cens nonante-ſept mille ſept cens & ſoixante & trois livres, huit ſchellings, & quatre ſous & demi, ſera ordonnée par Acte du Parlement de la Grande-Bretagne, pour être levée dans la partie du Royaume Uni appellé aujourd'hui *Angleterre*, ſur les Terres, ou autres choſes, taxez ordinairement dans ledit Royaume par ordre du Parlement, pour donner des Subſides à la Couronne, par une Taxe des Terres; Cette partie du Royaume Uni appellée aujourd'hui *Ecoſſe*, ſera chargée par le même Acte d'une ſomme de quarante-huit mille livres, franches & quittes de toutes charges, comme étant la Quote part de l'Ecoſſe dans cette Taxe; & ainſi proportionnellement, pour chaque ſomme qui ſera levée au deſſus, ou au deſſous, en Angleterre, par aucunes Taxes ſur les Terres, & autres choſes taxées ordinairement avec les Terres. Et qu'une telle Quote pour l'*Ecoſſe* ſera levée dans les cas ſuſdits, & recueillie de la même maniére, que ſe levent & recueillent aujourd'hui les Taxes des Terres dans ledit Royaume; mais qu'elle ſera ſujette aux Réglemens, touchant la maniére de la recueillir, qui ſeront faits par le Parlement de la *Grande-Bretagne*.

ANNO 1706.

X. Que pendant la continuation des Droits reſpectifs ſur le Papier timbré, le Velin, & le Parchemin, par des Actes qui ſont maintenant en vigueur en Angleterre, l'Ecoſſe ne ſera point chargée deſdits Droits reſpectifs.

XI. Que pendant la continuation des Droits payables en Angleterre ſur les Fenêtres, & les Lumiéres, qui doivent finir au premier jour du mois d'Août de l'an 1710. l'Ecoſſe ne ſera point chargée des mêmes Droits.

XII. Que pendant la continuation des Droits payables en Angleterre ſur le Charbon, de toutes ſortes, & qui doivent ceſſer le trentiéme jour de Septembre 1710., l'Ecoſſe ne ſera point chargée deſdits Droits ſur les Charbons, qui s'y conſumeront, mais elle en ſera chargée comme l'Angleterre, pour tout le Charbon qui ne ſe conſumera pas en Ecoſſe.

XIII. Que pendant la continuation du Droit payable en Angleterre ſur la Dreche & qui doit finir le vingt-quatrieme jour de Juin 1707. l'Ecoſſe ne ſera point chargée de ce Droit.

XIV. Que le Royaume d'Ecoſſe ne ſera chargé d'aucun autre Droit impoſé par le Parlement d'Angleterre, avant l'Union, à la reſerve de ceux dont on eſt convenu dans ce Traité; à cauſe qu'il a été accordé; que toutes les proviſions néceſſaires ſeront faites par le Parlement d'Ecoſſe pour les Charges publiques, & pour le ſervice de ce Royaume pour l'année 1707. Pourvû *néanmoins*, que ſi le Parlement d'Angleterre trouve à propos de mettre quelqu'autre Impôt, par maniére de Droits de Douane, ou telles Acciſes, dont en vertu de ce Traité l'Ecoſſe doit être chargée également avec l'Angleterre; En ce cas l'Ecoſſe ſera tenuë aux mêmes Droits de Douane & d'Acciſes, & aura un Equivalent, qui ſera réglé par le Parlement de la Grande Bretagne. Et comme on ne ſauroit ſuppoſer, que le Parlement de la Grande Bretagne impoſera jamais aucune ſorte de charges ſur le Royaume Uni, que celles qui ſeront trouvées neceſſaires, pour le bien & la conſervation du Tout, & cela eu égard aux circonſtances, & aux forces de chaque Partie du Royaume Uni; A ces cauſes, il eſt arrêté, qu'on n'inſiſtera plus ſur aucune éxemption pour aucune partie du Royaume Uni, mais que la conſidération de quelques exemptions que ce ſoit au delà de ce qui a déja été convenu dans ce Traité, ſera laiſſé à la détermination du Parlement de la Grande-Bretagne.

XV. Comme par les termes de ce Traité, les Sujets d'Ecoſſe, pour conſerver une égalité de Commerce par tout le Royaume Uni, ſeront tenus à tous les Droits de Douane, & Acciſes, qui ſe payent aujourd'hui en Angleterre, leſquelles devront ſervir à aquitter les Dettes d'Angleterre, contractées avant l'Union; Il eſt convenu que l'Ecoſſe aura un équivalent, pour ce que ſes Sujets devront être chargez, pour le payement deſdites Dettes d'Angleterre, dans toutes les Particularitez quelles qu'elles ſoient, en la maniére ſuivante; c'eſt à ſavoir, Qu'avant l'Union deſdits Royaumes, la ſomme de trois cens quatre-vingt dix neuf mille, & quatre-vingt-cinq livres dix ſchellings, ſera accordée à Sa Majeſté par le Parlement d'Angleterre, pour les beſoins mentionnez ci deſſous; étant l'Equivalent qui doit

ANNO 1706.

doit être payé à l'Ecoſſe, pour telle partie deſdits Droits de Douane & d'Acciſes, ſur les Liqueurs, deſquels ce Royaume-là doit être chargé après l'Union, qui ſera appliquable pour le payement deſdites Dettes d'Angleterre, cela étant à proportion des Droits préſens de l'Ecoſſe, qui ſont de trente mille livres par an, par rapport à la Douane d'Angleterre ſupputée à un million trois cens quarante & un mille, cinq cens cinquante-neuf livres par an; & proportionnellement aux préſentes Acciſes, ſur les Liqueurs acciſables d'Ecoſſe, qui ſont trente-trois mille & cinq cens livres par an, par rapport aux Acciſes ſur les Liqueurs acciſables en Angleterre, ſupputé à neuf cens quarante-ſept mille ſix cens & deux livres par an. Laquelle ſomme de trois cens quatre-vingt dix-huit mille quatre vingt-cinq livres dix ſchellings, ſera duë & payable, depuis le tems de l'Union. Et comme après l'Union l'Ecoſſe ſera tenuë & ſujette aux mêmes Droits de Douane pour l'entrée & pour la ſortie, & aux mêmes Acciſes ſur les Liqueurs acciſables, comme en Angleterre, auſſi bien par cette raiſon, qu'à cauſe de l'augmentation de monde & de commerce; (qui ſera l'heureuſe conſéquence de l'Union,) Leſdits revenus augmenteront beaucoup au delà de la valeur annuelle mentionnée ci-deſſus, dont on ne peut faire maintenant l'eſtimation. Cependant pour les raiſons ſus-mentionnées, étant juſte qu'il y ait un Equivalent rendu à l'Ecoſſe: *Il eſt convenu*, qu'après l'Union, il ſera dreſſé un Compte de tous leſdits Droits qui ſe leveront en Ecoſſe, afin qu'il puiſſe apparoître, combien il faudra rendre à l'Ecoſſe pour l'Equivalent de telle partie de ladite augmentation, qui ſera deſtinée au payement des Dettes d'Angleterre. Et pour parvenir plus efficacement à toutes les fins mentionnées ci-après, *on eſt convenu* que depuis l'Union, toute l'augmentation des revenus des Douanes, & Droits d'entrée & de ſortie, & les Acciſes miſes ſur les Liqueurs qui y ſont ſujettes, en Ecoſſe, au delà & par deſſus le produit annuel deſdits Droits reſpectifs, ſur le pied que ci-deſſus, ſervira & ſera applicable pour l'eſpace de ſept ans, aux Uſages mentionnez ci-deſſous; Et que ſur ledit Compte, l'Ecoſſe ſera rembourſée tous les ans, à commencer à la fin de ſept ans après l'Union, d'un Equivalent proportionné à la part de ladite augmentation, qui devra être employé au payement des Dettes d'Angleterre.

Et comme après l'expiration de ſept ans, après l'Union, le Sel fait en Ecoſſe doit être ſujet aux mêmes Droits que le Sel fait en Angleterre; *Il eſt accordé*, que quand ces Droits auront lieu, il ſera rendu à l'Ecoſſe un Equivalent pour telle portion deſdits Droits, qui ſera employé pour le payement des Dettes d'Angleterre; Deſquels Droits il ſera tenu Compte exact afin que l'on puiſſe voir ce qu'il faudra pour faire ledit Equivalent à l'Ecoſſe. Et généralement que l'Ecoſſe aura un Equivalent pour telle portion des Dettes d'Angleterre, qu'elle ſera ci-après tenuë de payer à raiſon de l'Union, quelles qu'elles ſoient, outre celles pour leſquelles le Parlement d'Angleterre a approprié les Doüanes, & autres Droits d'entrée & de ſortie, d'Acciſes ſur les Liqueurs acciſables, & ſur le Sel, au regard deſquelles Dettes, on a déja ordonné plus haut l'Equivalent. Et pour l'emploi qui doit être fait de ladite ſomme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix ſchellings, qui doit être donnée comme deſſus; & tous les autres deniers dont on doit répondre à l'Ecoſſe, ou qui lui doivent être alliouez, comme deſſus; *On eſt convenu* que de ladite ſomme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt cinq livres dix ſchellings, ſeront payées toutes les Dettes publiques du Royaume d'Ecoſſe, & auſſi le fonds Capital de la Compagnie Ecoſſoiſe d'Afrique & des Indes, enſemble avec les intérêts pour ledit fonds capital à raiſon de cinq pour cent par an depuis les tems reſpectifs du payement qui en a été fait. Et on eſt convenu que ſur le payement dudit fonds capital & des intérêts, ladite Compagnie ſera diſſoute & ceſſera; & auſſi que du jour que l'Acte du Parlement d'Angleterre ſera paſſé pour la levée de ladite ſomme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille, quatre-vingt-cinq livres, dix ſchellings, ladite Compagnie ne négociera plus, & ne donnera plus permiſſion de négocier. Et pour le ſurplus de ladite ſomme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix ſchellings après le payement deſdites Dettes du Royaume d'Ecoſſe, & dudit fonds capital & des intérêts; & auſſi toute l'augmentation des ſuſdits Revenus des Douanes, Droits, & Acciſes, au deſſus de la préſente valeur, qui ſeront levez en Ecoſſe, pendant ledit terme de ſept ans, enſemble avec l'Equivalent qui ſera dû au ſujet de l'augmentation des Revenus en Ecoſſe, après ledit terme. Et auſſi pour ce qui eſt de toutes les autres ſommes, qui ſuivant les Conventions ſuſdites ſeront dûës à l'Ecoſſe par voye d'Equivalent, pour ce que ce Royaume fournira ci-après pour le payement des Dettes d'Angleterre; *On eſt convenu* que cela ſera appliqué en la maniére ſuivante; ſavoir, que de là les pertes qui pourront avoir été ſoutenuës ou ſouffertes par des particuliers à cauſe de la reduction de la Monnoye d'Ecoſſe à la valeur de celle d'Angleterre, ſeront dédommagées autant qu'il ſera jugé néceſſaire. Après quoi le reſte ſera entiérement appliqué pour encourager, & avancer la Pêche, & telles autres Manufactures & Négoce en Ecoſſe, qui pourront le plus contribuer au bien général du Royaume Uni. *Et il eſt arrêté*, Que Sa Majeſté ſera autoriſée pour nommer des Commiſſaires, qui ſeront tenus de rendre compte au Parlement de la Grande Bretagne, pour employer aux uſages ci-deſſus mentionnez, ladite ſomme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix ſchellings, & tous les autres deniers qui ſeront dûs à l'Ecoſſe, en vertu de l'Accord & Convention ci-deſſus. Leſquels Commiſſaires ſeront autoriſez à demander, recevoir, & diſpoſer deſdits deniers en la maniére ſuſdite, & à prendre inſpection des Livres des Collecteurs deſdits Revenus, & de tous les autres Droits, ou Impôts d'où ſe pourra lever un Equivalent. Et que les Collecteurs, & Directeurs deſdits Revenus & Droits, ſeront obligez de donner auxdits Commiſſaires, des Extraits authentiques & ſignez du produit deſdits Revenus & Droits levez dans l'étenduë de leurs Reſſorts reſpectifs. Et que leſdits Commiſſaires auront leurs Bureaux dedans les Limites d'Ecoſſe: Que dans leſdits Bureaux ſeront tenus les Livres, contenans les Comptes du montant des Equivalens, & de quelle maniére il en aura été diſpoſé, de tems en tems: Leſquels Livres pourront être vûs par qui que ce ſoit des Sujets qui les voudront voir.

XVI. Que du moment de l'Union, & après, la Monnoye ſera de même titre & valeur par tout le Royaume Uni, comme elle eſt préſentement en Angleterre. Et l'Hôtel de la Monnoye ſera continué en Ecoſſe ſous les mêmes régles, que la Monnoye d'Angleterre; & ſera ſujet à tels Réglemens que Sa Majeſté, ou ſes Hoirs, & Succeſſeurs, ou le Parlement de la Grande-Bretagne le trouveront à propos.

XVII. Que du moment & après l'Union, on ſe ſervira par tout le Royaume Uni des mêmes Poids & Meſures, qui ſont à préſent établis en Angleterre. Et les Modeles deſdits Poids & Meſures ſeront gardez dans les Bourgs d'Ecoſſe, à qui la garde des Modeles des Poids & Meſures, qui ſont aujourd'hui en uſage, appartient de Droit ſpecial. Tous leſquels Modéles ſeront envoyez auxdits Bourgs, étant formez ſur ceux qui ſont gardez dans l'Echiquier à Weſtminſter; étant ſujets néanmoins aux Reglemens qui ſeront trouvez utiles par le Parlement de la Grande-Bretagne.

XVIII. Que les Loix concernant le Reglement du Commerce, des Douanes & des Acciſes, auxquelles en vertu de ce Traité, l'Ecoſſe doit être ſujette, ſeront en Ecoſſe les mêmes après l'Union qu'en Angleterre. Et que toutes les autres Loix qui ſont uſitées dans le Royaume d'Ecoſſe, ſeront après l'Union, & nonobſtant l'Union, dans la même vigueur qu'auparavant, à la reſerve de celles qui ſont contraires & ne peuvent ſubſiſter avec les termes de ce Traité, mais elles pourront être changées par le Parlement de la Grande Bretagne; avec cette difference entre les Loix concernant le Droit Public, la Police, & le Gouvernement Civil, & celles qui concernent le Droit particulier, que les Loix qui concernent le Droit Public, la Police, & le Gouvernement Civil, pourront être les mêmes par tout le Royaume Uni; mais qu'on ne pourra faire d'alteration, ou changement aux Loix qui concernent le Droit particulier, à moins que ce ne ſoit pour l'utilité évidente des Sujets d'Ecoſſe.

XIX. Que la Cour de Seſſion, ou le College de Juſtice, ſera & demeurera après & nonobſtant l'Union, en tout tems en Ecoſſe, telle qu'elle eſt maintenant

ANNO 1706.

tenant établie par les Loix de ce Royaume; & avec la même autorité & les mêmes Priviléges, qu'avant l'Union; étant néanmoins ſujette aux Reglemens qui pourront être faits pour mieux adminiſtrer la Juſtice, par le Parlement de la Grande-Bretagne; & que la Cour des Juſticiers, demeurera auſſi après & nonobſtant l'Union en tout tems en Ecoſſe, telle qu'elle eſt maintenant établie par les Loix de ce Royaume, & avec la même autorité, & les mêmes privileges, qu'avant l'Union, étant néanmoins ſujette aux Reglemens qui ſeront faits par le Parlement de la Grande-Bretagne; & ſans préjudice des autres Droits de Juſticiers; Et que toutes les Juriſdictions de l'Amirauté ſeront ſoûmiſes au Lord Grand Amiral, ou aux Commiſſaires de l'Amirauté de la Grande-Bretagne, qui ſeront alors en Charge. Et que la Cour de l'Amirauté, qui eſt maintenant établie en Ecoſſe, ſera continuée; & que toutes les Reviſions, Reductions, ou Suſpenſions de Sentences en cauſes de Marine, appartenant à la Juriſdiction de cette Cour, demeureront dans la même maniere après l'Union, qu'elles ſont maintenant en Ecoſſe, juſqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne y faſſe les Reglemens & les changemens, qui ſeront jugez expediens pour tout le Royaume Uni; mais il ſera à toûjours continué en Ecoſſe une Cour d'Amirauté, telle qu'en Angleterre, pour terminer toutes les Cauſes Maritimes, qui auront du rapport aux Droits particuliers d'Ecoſſe, appartenans à la Juriſdiction de la Cour de l'Amirauté, laquelle ſera néanmoins ſujette aux Reglemens & Alterations, qui ſeront jugez devoir être faits par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que les Droits Héréditaires d'Amirauté, ou de Vice-Admirauté en Ecoſſe ſeront reſervez aux Proprietaires reſpectifs, comme Droits de proprieté, ſujets neanmoins, pour la maniere d'exercer ces Droits Hereditaires, aux Reglemens & Alterations, qui ſeront jugez utiles par le Parlement de la Grande-Bretagne; & que toutes les autres Cours qui ſont maintenant dans le Royaume d'Ecoſſe, demeureront, mais ſeront ſujettes aux Alterations qui pourront être faites par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que toutes les autres Cours ſubalternes qui ſont dans ledit Royaume, demeureront ſubordonnées, comme elles ſont preſentement, aux Cours Souveraines de Juſtice, dans leſdites Limites en tout tems. Et qu'aucunes cauſes d'Ecoſſe, ne pourront être évoquées, ni renvoyées à la connoiſſance des Cours de la *Chancellerie*, *du Banc de la Reine*, *des Plaids Communs*, ou de quelque autre Cour à Weſtminſter; Et que leſdites Cours, ou aucune autre de ſemblable nature, après l'Union; n'auront pas le pouvoir de connoitre, revoir, ou changer les Actes ou Sentences des Judicatures d'Ecoſſe, ou d'en ſuſpendre l'execution. Et qu'il y aura une Cour de l'Echiquier en Ecoſſe après l'Union, pour decider les queſtions, ou diſputes, concernant les Revenus, Douanes & Acciſes du Païs, laquelle aura le même pouvoir & la même autorité, en tels cas, que la Cour de l'Echiquier a en Angleterre. Et que ladite Cour de l'Echiquier en Ecoſſe aura le pouvoir de paſſer des Signatures, des Dons, des Tutelles, & autres choſes comme à la Cour de l'Echiquier qui eſt en Ecoſſe à preſent: Et ladite Cour de l'Echiquier qui eſt à preſent en Ecoſſe demeurera juſqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne en forme nne nouvelle après l'Union. Et Sa Majeſté & ſes Succeſſeurs Royaux pourront après l'Union continuer un Conſeil Privé en Ecoſſe, pour le maintien & la conſervation de la Paix publique, & pour entretenir un bon ordre, juſqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne jugera à propos de le changer, ou d'établir à cette fin, quelqu'autre methode effective.

XX. Que toutes les Charges Hereditaires, les Juriſdictions Hereditaires, les Charges & les Juriſdictions à vie ſeront conſervées aux Proprietaires comme Droits de proprieté, de la même maniere qu'elles ſont aujourd'hui poſſedées par les Loix d'Ecoſſe, nonobſtant ce Traité.

XXI. Que les Droits & les Privileges des Bourgs Royaux d'Ecoſſe, tels qu'ils ſont aujourd'hui, demeureront dans leur entier après l'Union, & nonobſtant l'Union.

XXII. Qu'en vertu de ce Traité, ſeize des Pairs d'Ecoſſe au tems de l'Union, ſeront le nombre de ceux qui devront avoir Seance & voix dans la Chambre des Seigneurs, & quarante-cinq ſeront le nombre des Repreſentans pour l'Ecoſſe dans la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne. Et que lors que Sa Majeſté, ſes Hoirs, ou Succeſſeurs, declarera ſon bon plaiſir, pour la convocation du premier Parlement, ou de quelqu'autre de la Grande-Bretagne, juſqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne y ait plus amplement pourvû, il ſera expedié un ordre, ſous le grand Sceau du Royaume Uni, qui ſera addreſſé au Conſeil d'Ecoſſe, par lequel il lui ſera ordonné de faire ſommer ſeize Pairs, pour avoir Seance dans la Chambre des Seigneurs, en Parlement, & de faire élire quarante-cinq Membres pour avoir Seance dans la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne, ſuivant les conventions de ce Traité, en la maniere qu'il ſera reglé avant l'Union par le Parlement d'Ecoſſe; & que les noms des Perſonnes ainſi nommées & éluës ſeront envoyez par le Conſeil privé d'Ecoſſe, à la Cour d'où ledit Ordre ſera émané. Et que ſi Sa Majeſté declare ſous le Grand Sceau d'Angleterre avant le premier jour de Mai prochain, jour que l'Union doit avoir lieu; qu'il eſt expedient que les Seigneurs du Parlement d'Angleterre, & les Communes du preſent Parlement d'Angleterre ſoient les Membres des Chambres reſpectives du premier Parlement de la Grande-Bretagne, de la part de l'Angleterre, alors leſdits Seigneurs du Parlement d'Angleterre, & les Communes du preſent Parlement d'Angleterre, ſeront les Membres des Chambres reſpectives du premier Parlement de la Grande-Bretagne, pour la part de l'Angleterre. Et Sa Majeſté pourra par ſa Proclamation Royale ſous le Grand Sceau de la Grande-Bretagne ordonner ledit premier Parlement de la Grande-Bretagne, pour s'aſſembler en tels tems & lieu que Sa Majeſté trouvera à propos; lequel tems ne ſera pas moins de cinquante jours après la date de la Proclamation; & le tems, & lieu de l'Aſſemblée du Parlement étant ordonné, il ſera immédiatement après envoyé un ordre ſous le Grand Sceau de la Grande-Bretagne, adreſſé au Conſeil Privé d'Ecoſſe, pour la Sommation, ou Aſſignation des ſeize Pairs, & pour l'Election des quarante cinq Membres, qui doivent repréſenter l'Ecoſſe dans le Parlement de la Grande-Bretagne; & les Seigneurs du Parlement d'Angleterre & ſeize Pairs d'Ecoſſe, leſdits ſeize Pairs aiant été ſommez & retournez en la maniere dont on eſt convenu dans ce Traité; & les Membres de la Chambre des Communes dudit Parlement d'Angleterre, & les quarante-cinq Membres pour l'Ecoſſe, leſdits quarante-cinq Membres étant élus & retournez, en la maniere dont on eſt convenu dans ce Traité, s'aſſembleront reſpectivement, dans leurs Chambres reſpectives du Parlement de la Grande-Bretagne; dans le tems & lieu qui ſera ordonné par Sa Majeſté; & ſeront les deux Chambres du premier Parlement de la Grande-Bretagne. Et ce Parlement pourra continuer autant de tems ſeulement que le preſent Parlement d'Angleterre auroit pû être continué, ſi l'Union des deux Royaumes n'avoit pas été faite; à moins que Sa Majeſté ne le diſſolve plûtôt. Et que chacun des Seigneurs de la Grande-Bretagne, & chaque Membre de la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne, dans le premier Parlement de la Grande-Bretagne, & dans les ſuivans, juſqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne ſoit autrement reglé, préteront les Sermens reſpectifs, qui ſont ordonnez & doivent être prêtez en la place des Sermens *d'Allegeance*, & *de Supremacie*, par un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la premiere année du feu Roi *Guillaume* & de la Reine *Marie*, intitulé, *Acte pour l'Abrogation des Sermens de Supremacie & d'Allegeance, & pour ordonner d'autres Sermens*, & feront, ſigneront, & repeteront à haute voix la Declaration mentionnée dans un Acte du Parlement fait en Angleterre en la trentiéme année du Regne du Roi *Charles* Second, intitulé, *Acte pour la plus effective conſervation de la Perſonne du Roi, & du Gouvernement, en rendant les Papiſtes incapables d'avoir Seance dans l'une ou l'autre des Chambres du Parlement*; & ils préteront & ſigneront le Serment mentionné dans la premiere année du Regne de Sa Majeſté, intitulé, *Acte pour expliquer les changemens dans le Serment, qu'il eſt ordonné de prêter par l'Acte* intitulé, *Acte pour la plus grande ſureté de la Perſonne de Sa Majeſté, & de la Succeſſion à la Couronne dans la Ligne Proteſtante, & pour éteindre & étouffer les eſperances du prétendu Prin-*

ANNO 1706.

ANNO 1706.

*Prince de Galles & de tous les autres Prétendans, & de leurs Partiſans déclarez, ou couverts*, & pour *déclarer que l'Aſſociation eſt terminée*, en tel tems, & de la maniere, que les Membres des deux Chambres du Parlement d'Angleterre ont ordre par leſdits Actes reſpectifs, de les prêter, faire, & ſigner, ſous les peines portées dans leſdits Actes reſpectifs. Et il a été declaré & convenu, que ces mots, *Ce Royaume*, *La Couronne de ce Royaume*, & *la Reine de ce Royaume* mentionnez dans le Serment & Declaration contenus dans les Actes ſuſdits, qui étoient dits pour ſignifier *la Couronne* & *le Royaume d'Angleterre*, ſeront entendus de la *Couronne & du Royaume de la Grande-Bretagne*; Et que ce ſera en ce ſens que leſdits Sermens & Declarations ſeront prêtez & ſignez par les Membres des deux Chambres du Parlement de la Grande-Bretagne.

XXIII. Les ſuſdits ſeize Pairs d'Ecoſſe mentionnez dans l'Article précédent pour avoir Seance dans la Chambre des Seigneurs du Parlement de la Grande-Bretagne auront tous les Priviléges de Parlement, que les Pairs d'Angleterre ont maintenant, & qu'Eux ou aucuns Pairs de la Grande-Bretagne auront après l'Union; & particuliérement le Droit de Séance aux Jugemens des Pairs. Et en cas de jugement de quelque Pair, en tems d'ajournement ou de prorogation de Parlement, les ſuſdits ſeize Pairs ſeront ſommez de la même maniére, & auront le même Pouvoir & Priviléges à un tel jugement, qu'aucun autre Pair de la Grande-Bretagne; Et en cas qu'il arrive ci-après aucun jugement de Pair, lors qu'il n'y aura point de Parlement; les ſeize Pairs qui auront aſſiſté au dernier Parlement précedent, ſeront ſommez de la même maniére, & auront les mêmes Pouvoirs & Priviléges à ces Jugemens, qu'aucun autre Pair de la Grande-Bretagne. Et tous les Pairs d'Ecoſſe & leurs Succeſſeurs à leurs Honneurs & Dignitez, ſeront après l'Union Pairs de la Grande-Bretagne, & auront Rang & Préſéance proche & immediatement après les Pairs de pareil ordre & degrez en Angleterre, au tems de l'Union, & devant tous les Pairs de la Grande-Bretagne de pareil ordre & degré qui pourront être créez après l'Union: & ſeront jugez comme Pairs de la Grande-Bretagne, & jouïront de tous les Privileges des Pairs auſſi pleinement & entiérement qu'en jouïſſent maintenant les Pairs d'Angleterre, ou qu'Eux, ou quelqu'autre Pair de la Grande-Bretagne en pourra jouïr ci-après, à la reſerve du Droit & Privilége d'aſſiſter à la Chambre des Seigneurs, & les Priviléges qui en dépendent, & particuliérement le Droit d'aſſiſter au Jugement des Pairs.

XXIV. Qu'après l'Union, il y aura un Grand Sceau pour le Royaume Uni de la Grande-Bretagne, qui ſera différent du Grand Sceau uſité maintenant dans l'un & l'autre Royaume; Et que l'Ecartellement des Armes, de la maniére qui conviendra le mieux à l'Union, ſera laiſſé à Sa Majeſté, & que cependant le Grand Sceau d'Angleterre ſervira de Grand Sceau pour le Royaume Uni. Et que le Grand Sceau du Royaume Uni, ſera employé pour ſceller les Lettres de Convocation, ou Sommation, & Election de la Grande-Bretagne, pour ſceller tous les Traitez avec les Princes & Etats Etrangers, & tous les Actes Publics, Inſtrumens, & Ordres d'Etat qui concernent tout le Royaume Uni, & dans toutes les autres affaires relatives à l'Angleterre, de la même maniére qu'on ſe ſert aujourd'hui du Grand Sceau d'Angleterre; & qu'après l'Union on gardera toûjours en Ecoſſe un Sceau, dont on ſe ſervira dans toutes les affaires relatives aux Droits & Conceſſions particuliéres, qui ont ordinairement été paſſées ſous le Grand Sceau d'Ecoſſe, & qui ne concernent que les Charges, Conceſſions, Commiſſions, & Droits particuliers dans ce Royaume; Et que juſqu'à ce qu'un tel Sceau ſoit ordonné par Sa Majeſté, le préſent Sceau d'Ecoſſe y ſera employé; & que le Sceau Privé, le Cachet des Cours de Juſtice, & tous les autres Sceaux des Cours dont on ſe ſert aujourd'hui en Ecoſſe ſeront continuez, mais que leſdits Sceaux ſeront altérez & appropriez à l'Etat de l'Union, comme Sa Majeſté le trouvera à propos. Et leſdits Sceaux & chacun d'eux & les Gardes deſdits Sceaux, ſeront ſujets aux Réglemens, que le Parlement de la Grande-Bretagne fera ci-après.

XXV. Que toutes les Loix & Statuts des deux Royaumes, en tout ce qu'ils ſeront contraires & ne pourront ſubſiſter avec les termes de ces Articles ou aucun d'eux, ceſſeront & ſeront abolis après l'Union, & ſeront déclarez être ainſi par les Parlemens reſpectifs deſdits Royaumes.

ANNO 1706.

En foi de quoi les Commiſſaires de la part des Royaumes reſpectifs *autoriſez* comme deſſus, ont ſigné & ſcellé ces Articles, contenus en ces préſentes à Weſtminſter jour & an que deſſus.

SEAFIELD *Chancelier.*
QUEENSBURI C. P. S.
MAR. S.
LOUDON S.
SUTHERLAND.
MORTON,
WEMYSS,
LEVEN,
STAIR,
ROSEBERIE,
GLASGOW,
ARCH. CAMPBELL,
DUPPLIN,
ROSSE.
HEW. DALRYMPLE,
AD. COCKBURNE,
P. MONTGOMERIE,
DAVID DALRYMPLE,
PAT. JOHNSTON,
THOMAS CANTUAR.
WILLIAM. COUPER C. S.
GODOLPHIN,
PEMBROKE P.
NEWCASTEL C. P. S.
DEVONSHIRE,
SOMMERSET,
BOLTON,
KINGSTON;
SUNDERLAND,
ORFORD,
TOWNSHEND,
WHARTON,
PALETT,
SOMERS,
J. SMITH,
HARTINGTON.
GRANBY,
C. HEDGES.
JA. SMALLET,
W. MORISON,
ALEXANDER GRANT,
W. SETON.
JOHN CLERK,
DAN. STEWART,
DANIEL CAMPBELL.
RO. HARLEY,
H. BOYLE,
J. HOLT,
THO. TREVOR
EDW. NORTHEY,
SYM. HARCOURT,
J. COOKE,
ETIENNE WALLER.

ANNO 1706.

## LXIX.

11/21. Sept. *Tractatus Pacis inter Reges* SUECIÆ *&* POLONIÆ *de die* 11/21. *Septembris* 1706. [Sur l'Exemplaire imprimé à la Haye par ordre du Miniſtre de Suede en 1706. chez *Adrien Moetjens* in 8.]

*In Nomine Sacro-Sanctæ Trinitatis.*

CUM Polonicum tenente Sceptrum Sereniſſimo ac Potentiſſimo Principe ac Domino, Domino FRIDERICO AUGUSTO Rege ac Electore Saxoniæ, grave ortum eſſet Bellum, quod anno jam ſeptimo continuatum, non modo Regna Sueciæ ac Poloniæ, ſed etiam Electoratum Saxoniæ variis moleſtiis, turbis & incommodis cumulaverat: Secuta eſt interim ea rerum commutatio, ut Reſpublica Polona, in partes ſciſſa, Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum STANISLAUM Primum, Regem ſibi eligeret, adque Solium Ejuſdem tuendum, cum Sereniſſimo ac Potentiſſimo Principe ac Domino, Domino CAROLO XII. Rege Sueciæ ſocietatem iniret. Quo facto quamvis accenſa belli flamma vehementius exardeſcere, latiuſque ſe diffundere videretur; ſingulari tamen Dei bonitate accidit, ut belligerantes Principes ac Reges ſerium pacis deſiderium animis conciperent, atque ad reſtiguendum funeſtum hujus Belli incendium paria ſtudia & vota adferrent. Conſtituti igitur ſunt, ac plena poteſtate muniti, qui operi tam ſalutari manus admoverent. Et quidem à Sacra Regia Majeſtate Sueciæ Illuſtriſſimi, Excellentiſſimi ac Nobiliſſimi Viri, Dominus CAROLUS PIPER, Senator Regius, ſupremus Aulæ Præfectus, Conſiliarius Cancellariæ Regiæ, & Academiæ Upſalienſis Cancellarius, ut & Dominus OLAUS HERMELINUS, Secretarius Status: Et à Sacra Regia Majeſtate Poloniæ, ſicut Fœderato Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, Illuſtriſſimi, Excellentiſſimi ac Nobiliſſimi, Dominus, JOHANNES STANISLAUS, Comes Jablonowſki, Palatinus & Generalis Terrarum Ruſſiæ, ut & Dominus ALEXANDER PAULUS, Comes Sapieha, Supremus Magni Ducatus Lithuaniæ Mareſchallus; A parte vero Sacræ Regiæ Majeſtatis & Electoralis Serenitatis, Illuſtriſſimi, Excellentiſſimi ac Nobiliſſimi Dominus ANTONIUS ALBRECHTUS, Liber Baro de Imhof, Conſiliarius intimus & Cameræ Præſes, ut & Dominus GEORGIUS ERNESTUS PFINGSTEN, Referendarius intimus, qui in Caſtris Suedicis congreſſi, Tabulis plenæ Potentiæ ritè commutatis, rem eo deduxerunt, ut favente ſupremo Numine, diu optata Pax reſtitueretur, inque mutuas Amicitiæ leges conſentiretur, tenore ſequenti.

### ARTICULUS I.

Sit Pax perpetua, firma & ſincera Amicitia inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum CAROLUM XII. Dei gratia, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Viſmariæ; Nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem, &c. &c. Ejuſque Succeſſores ac Poſteros Reges, Regnum Sueciæ, & ſubjectas illi Regiones ac Provincias: Nec non Fœderatum Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum STANISLAUM I. Dei gratia, Regem Poloniæ, Magnum Ducem Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenciæ, Severiæ, Czerniekoviæque, &c. &c. Ejuſque Succeſſores ac poſteros Reges Poloniæ Magnoſque Duces Lithuaniæ, atque ſubjectas illis Regiones ac Provincias ab una parte; Et ab altera inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum FRIDERICUM AUGUSTUM, Dei gratia, Regem, Ducem Hæreditarium Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Archimareſchallum & Electorem, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Miſniæ, nec non Superioris & Inferioris Luſatiæ, Burgravium Magdeburgenſem, &c. &c. ejuſque Hæredes ac Succeſſores; Adeo ut omiſſa omni hoſtilitate altera pars alteri nihil damni clam aut palam, directè aut indirectè, inferat, aut per ſuos alioſve inferri faciat; Nihil moliatur in alterius Partis diminutionem & incommodum; Non hoſtibus alterius quocumque prætextu auxilia præſtet, nec Fœdera cum aliis huic Pacificationi adverſa feriat; ſed obſtricta ſit utraque Pars ea poſt hac quærere ac agere quæ alteri honori ſint atque emolumento, fidamque vicinitatem & mutuam Amicitiam intemeratè colere ac obſervare. ANNO 1706.

II. Sit damnorum quoque omnium, quæ utraque Pars paciſcentium occaſione hujus Belli paſſa eſt, æterna oblivio; Neutri Partium liceat ea, quæ ante acta ſunt, exprobrare, aut via facti vel ſpecie juris perſequi; nec ob ſumtus huic Bello impenſos, damnaque accepta, ab altera ſatisfactionem expetere.

§ 1. Privatis nulla competat actio ratione eorum quæ tempore Belli fiſco addicta ſunt; Salvo tamen vigore Articuli ſexti infra ſequentis.

III. Ut radix funeſti hujus Belli ac inimicitiarum omnium penitus exſtirpetur, Sereniſſimus Princeps ac Dominus, Dominus FRIDERICUS AUGUSTUS, Rex, & Elector Saxoniæ, amore Pacis ductus, Regno Poloniæ cedit, omnique juri & prætentioni in Poloniam & Magnum Ducatum Lithuaniæ, Provinciaſque illis ſubjectas, nunc & in poſterum renunciat; Sereniſſimum vero Principem ac Dominum, Dominum STANISLAUM I. pro Rege Poloniæ & Magno Duce Lithuaniæ vero ac legitimo, vigore hujus Tranſactionis, ſolenniter agnoſcit & declarat; Adeo ut neque eo ſuperſtite, aut poſt fata ejus, ſi ipſe ſupervixerit, in Regnum Poloniæ, Magnum Ducatum Lithuaniæ, ſubjectaſque illis Provincias, quidquam prætenſurus ſit.

§. 1. Conventum autem eſt, ut Sereniſſimus Rex & Elector Saxoniæ Nomen honoreſque Regis ad dies vitæ retineat, abſque tamen inſignibus ac titulo Regis Poloniæ.

IV. Spondet inſuper Sereniſſimus Rex & Elector, quod abdicationem hanc Solenni Diplomate conſcriptam Ordinibus Reipublicæ Polonæ notam faciet ac manifeſtabit; Quodque hoc Diploma intra ſex hebdomadarum ſpacium, à die concluſi ac ſubſcripti hujus Tractatus computandum, in manus Sereniſſimi Regis Sueciæ tradi curabit. Quemadmodum jam nunc & præſenti hac Conventione, eoſdem Reipublicæ Polonæ Ordines, univerſoſque ac ſingulos Poloniæ & Lithuaniæ Incolas jurejurando & obſequio, quo adſtricti antea fuerant, ſolvit ac liberat, & in jusjurandum & obſequium Sereniſſimi Regis STANISLAI I. concedere ſinit.

§. 1. Promittit quoque bona fide, ſe poſt hoc tempus nulla cum illis conſilia clam aut palam agitare velle; Neminem eorum, qui novi Regis imperium fortè aut jam detrectaverit, aut in poſterum malitioſè detrectare potuerit, recipere, juvare aut protegere; Nec quidquam cum illis aliisve quibuscunque tentare aut moliri, quod huic Conventioni & Sereniſſimo Regi STANISLAO Reipublicæque Poloniæ fraudi ſit atque detrimento.

V. Pariter omnia Fœdera & Pacta, quæ cum aliis Principibus ac Statibus contra Sereniſſimos Reges Regnaque Sueciæ & Poloniæ ſancita habet, præſenti pacificatione abrogat & irrita declarat; inprimis vero illa, quæ cum Czaro Moſcoviæ contra Eoſdem Reges ac Regna, vel ante Bellum hoc vel durante illo iniverat.

§ 1. Eidem Czaro Moſcoviæ non modo nullas poſt hunc diem ſuppetias mittet, verum etiam omnes Saxonicæ Nationis, qui auxilio ipſi antehac miſſi ſub ſignis Moſcoviticis militant, à ſervitio ejuſdem revocabit.

VI. Simili modo omnia Decreta & Statuta, quæ vulgo *Lauda* appellantur, præſertim ea, quæ in Varſavienſi Senatus Concilio, in Conventu Mariæburgenſi, Thorunenſi, Elbingenſi, Javorovienſi, Sandomirienſi, Cracovienſi, Breſtenſi, Olchiniſenſi, & Noviſſimo Grodenſi, aliiſque Congreſſibus, ipſiſque Comitiis Lublinenſibus, quatenus huic pacificationi contraria reperiantur: Confiſcationes etiam Bonorum, & abrogationes Dignitatum, decretaque in contumaciam tribunalitia cæterorumque ſubſelliorum quæ poſt diem 1. Menſis Februarii anni 1704. facta ſunt, nunc & in æternum abrogantur.

§ 1. Quæ ab eo tempore Dignitates ac Beneficia, tam Eccleſiaſtica quam Secularia, à Sereniſſimo Rege ac Electore in ſuarum partium homines collata ſunt,

ANNO 1706.

sunt, ea rescindere aut conservare, in potestate ac arbitrio Sereniſſimi Regis Poloniæ esto.

VII. Diademata Polonica, reliquaque Regni Poloniæ insignia ad Cultum Regalem pertinentia, ut & Archiva omnia Regni, quæ fortè in Saxoniam asportata sunt, cum omni ornatu ac lapidibus preciosis, eidem Sereniſſimo Regi, ratihabito hoc Tractatu statim extradentur.

VIII. Sereniſſimi Principes Regii, Principes Jacobus ac Constantinus, eodem tempore è custodia liberati, in Castris Suedicis decenti modo sistentur; qui justo antea Diplomate cavebunt de non offendendo, aut vindicando in posterum, quæ tempore Belli aut detentionis toleraverant.

§. 1. Sereniſſimus autem Rex & Elector promittit, se Sereniſſimo Principi Jacobo vigore dati Chirographi debitam pecuniæ summam soluturum, jussurumque ut absque ulla tergiversatione ad liquidum illa deducatur.

IX. Similiter omnes Poloni ac Lithuani qui in Saxoniam abducti sunt, ibique vel alibi locorum jussu Sereniſſimi Regis ac Electoris captivi detinentur, cujuscunque sortis sint ac conditionis, pristinæ restituentur libertati. Promittit etiam Sereniſſimus Rex & Elector, se officia apud Pontificem Romanum interpositurum, ut Episcopus Posnanienſis quamprimum dimittatur.

X. Sic quoque omnes Sueci qui hoc Bello capti sunt, & in custodia Saxonica ubicunque locorum asservantur, cujuscunque fuerint gradus ac conditionis, Ratihabitione facta, absque lytro dimittentur. Quemadmodum Sacra Regia Majestas Sueciæ totidem Saxonicæ Nationis, & præterea omnes Belli Duces, Ordinumque Ductores eodem tempore, & absque lytro, dimissura est: Reliquos vero gregarios, haud aliter ac eos quos suo dudum adactos habet Sacramento, ad beneplacitum detinere, militiæque suæ adscribere fas esto.

§. 1. Qui Officialium utriusque Partis, durante captivitate, æs alienum contraxerant, antequam liberabuntur, illud solvere aut vadimonium præstare tenebuntur.

XI. Extradentur Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ omnes transfugæ ac proditores qui in Saxonia reperiuntur, sive Sueci fuerint, sive ex Provinciis Suedicis oriundi, interque eos nominatim Johannes Reinholdus Patkul, qui donec dedatur, in arcta continebitur custodia.

XII. Milites præterea Moscovitæ, quotquot in Saxonia Electorali supersunt, ut captivi, in potestatem Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ tradentur.

XIII. Quæcunque Signa Militaria, Vexilla, Tympana, Tormenta Bellica, aliaque ejusmodi reperiuntur, quæ Suecis ademta sunt, & tropæorum instar esse possunt, ea omnia conquirentur, & Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ, absque ullo detentionis titulo restituentur.

XIV. Quoniam Tribuno Ciortzio, quem in fidem Sacra Regia Majestas Sueciæ accepit, absenti & indicta causa, gravis suplicii nota inflicta est; hac penitus abolita, pristino honori atque existimationi idem restituetur.

XV. Cum propter distantiam locorum longius videatur requiri tempus antequam Pacificatio hæc ratihaberi, ac sponsiones infra nominandæ obtineri queant; Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ integrum erit copias suas per totum Electoratum, ejusque Provincias, in hybernis collocare, ibique commeatum ac stipendia pro iisdem colligere. Interea Copiis Sacræ Regiæ Majestatis & Electoralis Serenitatis, quæ in Saxonia remanserant, certi attribuendi sunt Districtus, quibus pro sua sustentatione tuto ac quietè frui possint: Quæ vero earum in Regno Poloniæ degunt, tam diu illic sine noxa commorabuntur ac sustentabuntur, & quidem in Regione à Suedicis stationibus remota, donec educto è Saxonia Milite Sueco, ad patrias remigrare sedes possint.

XVI. Eodem tempore Urbes ac Arces Cracovienſis ac Tychosinenſis, & si quæ alia loca munita Præsidiis Saxonicis insideantur, evacuabuntur, iisque quos Sacra Regia Majestas Poloniæ ad hoc nominaverit ac constituerit, cum Tormentis cunctis & apparatu Bellico, quæ in illis hoc inveniuntur tempore, tradentur.

XVII. Et cum, Lipsiâ cum adjacente Arce traditâ, Vitteberga quoque Præsidium recipiat Suedicum, quoad leges hujus Fœderis impletæ fuerint, & executioni datæ, conventum est ut iis impletis ac executioni datis, Urbes hæ atque Arces Præsidio Suedico liberatæ, in priorem statum integrè restituantur, & Exercitus Suedicus ad certum diem finibus exeat Saxoniæ. ANNO 1706.

XVIII. Cessabunt autem omnes hostilitates in Saxonia & Provinciis Electoralibus, Induciæque in earum locum succedent & bona fide servabuntur ab eo die, quo Fœdus hoc à constitutis utriusque Partis pacisCentium Commissariis concluſum fuerit ac signatum. In Polonia vero ac Lithuania, quam primum notitia factæ Pacis ad Exercitus utriusque Partis pervenire possit. Ad quam perferendam 21. dierum spacium utrinque constituitur.

XIX. Inter Sereniſſimum Regem Sueciæ, & Sereniſſimum Regem & Electorem Saxoniæ peculiariter hoc Pacto transactum est, ut ambo, tanquam Membra Imperii Romano-Germanici, Religionem Pace Westphalica stabilitam firmiter tueantur, inque cæteris Imperii Negotiis consilia jungant socientque. Et quo Ordines Incolæque Saxoniæ & Lusatiæ de illibato Religionis Evangelicæ usu reddantur confirmatiores, ad instantiam Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ tanquam sponsoris ejusdem Pacis, promittit Sacra Majestas & Electoralis Serenitas, pro se suisque posteris Electoribus Saxoniæ, nullam unquam Religionis Evangelicæ mutationem in dictis Regionibus admittendam aut introducendam, neque permittendum, ut Templa, Scholæ, Academiæ, Collegia vel Monasteria, aut loca ad ea exstruenda, Pontificiæ Religionis hominibus, inibi nunc aut in posterum concedantur.

XX. Quod si Sereniſſimus Rex ac Elector Saxoniæ, ob Fœdus hoc à Czaro Moscoviæ aut alio quopiam Bello impetatur, Sereniſſimi Reges Sueciæ ac Poloniæ eidem contra vim aggressoris auxilio esse volunt.

§. 1. Spondent pariter, cum eo deventum fuerit ut Pax cum Czaro Moscoviæ restauranda sit, in ea pacificatione rationem Sereniſſimi Regis ac Electoris esse habendam, ut in iis, quæ jure postulaverit, æqua contingat satisfactio.

XXI. Quæ hoc Tractatu ita constituta, promissa ac transacta sunt, non tantum Sereniſſimi Reges ac Principes pacisCentes inviolabiliter ac sanctè pro se quisque observabunt, bonaque fide & exacte implebunt, in omnibus Clausulis & Fœderis hujus Articulis; Sed etiam ut hæc Pax eo firmior ac stabilior sit, in se recipit Sereniſſimus Rex & Elector Saxoniæ, quod earum Conventionum, quæ hoc Tractatu continentur, fidejussionem à Sereniſſimo ac Potentiſſimo Imperatore Romano, à Sereniſſima ac Potentiſſima Regina Magnæ Britanniæ, ut & à Celsis ac Præpotentibus Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, expetere velit, & intra semestre spacium, à die subscriptionis numerandum, justa ac solenni formula conscriptam extradere. Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ quoque licebit, ultra memoratas Potestates, plures hujus Tractatus fidejussores, si placuerit, suscipere ac adsciscere.

XXII. Denique hæc Pacificatio, cujus bina Instrumenta confecta sunt, intra sex hebdomadas, à die subscriptionis computandas, optima formula à singulis pacisCentium ratihabebitur. Exemplaria autem quæ ratihabebuntur, à parte Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ & Sacræ Regiæ Majestatis Poloniæ singula, à parte vero Sacræ Regiæ Majestatis & Electoralis Serenitatis bina conficienda: Quæ statuto die ac loco intra præfatum tempus per utriusque Partis Commissarios commutabuntur. In quorum omnium fidem Nos supra nominati Commissarii, plena Potestate ac Mandatis instructi, Instrumentum geminum ejusdem tenoris, utrumque manibus ac sigillis Nostris signavimus ac corroboravimus. Quod factum est in Pago Alt-Ransteda die $\frac{14}{24}$. Septembris Anno supra milleſimum septingenteſimo & sexto.

(L. S.) C. PIPER.

(L. S.) O. HERMELINUS.

(L. S.) ANTONIUS ALBERTUS, *Liber Baro de Imhoff.*

(L. S.) GEORGIUS ERNESTUS PFINGSTEN.

ANNO 1706.

## ARTICULUS SEPARATUS.

QUAMQUAM Sereniſſimus Princeps, Dominus FRIDERICUS AUGUSTUS, Rex & Elector Saxoniæ, Articulo ipſius Fœderis vigeſimo & primo promiſerat; ſe fidejuſſiones ibi nominatas intra ſemeſtre ſpacium acquirere velle atque exhibere; ſi tamen contingat certas ob cauſas, unam alteramque non poſſe obtineri, aut earum traditionem ultra præfatum tempus differri, conventum eſt, ut Fœdus ipſum nihilominus in vigore ſuo permaneat, nec propterea ejus validitati quidquam detractum eſſe exiſtimetur.

Huic Articulo Nos initio hujus Fœderis nominati Commiſſarii eandem vim ac robur tribuimus, ac ſi ipſius Fœderis tabulis inſertus eſſet, eundemque intra tempus Tractatu expreſſum, ratihabitum iri ſpondemus. Inſuper duo Exemplaria pari tenore confecta ſubſcripſimus, Sigilliſque noſtris munivimus. Actum in Pago Alt-Ranſteda ad Lipſiam die ¼. Septembris, anni milleſimi ſeptingenteſimi ac ſexti.

(L. S.) C. PIPER.

(L. S.) O. HERMELINUS.

(L. S.) ANTONIUS ALBERTUS, *Liber Baro de Imhoff.*

(L. S.) GEORGIUS ERNESTUS PFINGSTEN.

## LXX.

24. Sept. *Acte de Sûreté, de Bienveillance, & de Protection accordé à la Ville & au Duché de* MILAN, *par le Duc de* SAVOYE *au nom de l'*EMPEREUR. *Au Camp de Corſico le 24. Septembre* 1706. [Copie Manuſcrite & ſûre. On le trouve auſſi dans LUNIG, **Teutſches Reichs-Archiv. Continuat. I. Abtheilung I. Anhangs. Abſatz. V. pag. 34.**]

LA Ville & Duché de Milan ſe trouvant à l'aproche des Armes de Sa Majeſté Imperiale, dans la liberté de pouvoir exercer, avec une extrême joye, l'ancienne & inviolable fidelité que tous les Ordres de cet Etat ont toujours conſervée envers la Très-Auguſte Maiſon d'Autriche, ont deputé par Acte du 23. de ce Mois, les Seigneurs Comtes Jean Baptiſte Scotti & Uberto Stampa, pour lui rendre les hommages de l'obéïſſance qui lui eſt duë, en rentrant dans le bonheur de ſa legitime Domination. Pour cet effet, leſdits Seigneurs Comtes ſe ſont rendus dans ce Camp, pour faire la reverence à Son Alteſſe Royale, Suprême Commandant des Armes de S. M. I. en Italie, & faire entre les mains de ſa Perſonne Royale, au nom de la Ville & Duché, cette publique & authentique Déclaration de leur ſoumiſſion envers la Très-Auguſte Maiſon d'Autriche, à laquelle ils proteſtent de vouloir obéïr, ſervir, & s'attacher avec la fidelité qu'ils ont toûjours conſervée dans le cœur, & qu'ils profeſſeront ouvertement à l'avenir, comme ſes bons & veritables Sujets. Ce qui ayant été entendu de Son Alteſſe Royale avec une particuliere ſatisfaction, Elle déclare au nom de Sa Majeſté Imperiale, & de la part de la Très-Auguſte Maiſon, accepter cet Acte d'Obéïſſance, & recevoir, comme elle reçoit, ladite Ville & Duché de Milan ſous la Très-Haute Protection de Sa Majeſté Imperiale, & de la Très-Auguſte Maiſon, auprès de laquelle Son Alteſſe Royale s'employera, avec une particuliere inclination, afin de lui faire éprouver les effets de la benignité & magnanimité ſi naturelle à la Très-Auguſte Maiſon envers cet Etat & les Peuples ſujets à ſa Domination.

*Signé*,

V. AMEDE'E

C. BATTISTA SCOTTI.

C. UBERTO STAMPA.

*Du Camp de Corſico le 24. Septembre* 1706.

ANNO 1706.

## LXXI.

*Trattato conchiuſo tra S. E. Il Signor Marcheſe di* PRIE', *come Plenipotenziario di* S. M. CESAREA *in Italia, e gli Signori Commiſſarii di S. A. S. Il Signor Duca di* PARMA, *per il regolamento del Quartier d'Inverno ne' Stati di* PARMA *e* PIACENZA. *Piacenza nel Convento di San Savino li 14. Decembre* 1706. 14. Dec. [Tiré du Manifeſte Latin, de Sa Majeſté Imperiale publié en 1708. dans le Demêlé avec la Cour de Rome.]

*Articoli concordati trà S. E. il Signor Marcheſe di Prié, come Plenipotenziario di S. M. Ceſarea in Italia, in virtù dell' Imperial Diploma delli 4. Maggio ſcaduto, e l'Illuſtriſſimo Signor Governatore Franceſco Malpeli Deputato di S. A. S. il Signor Duca di Parma, all' intervento degl' Illuſtriſſimi Signori Conte Gio: Franceſco Marazzani Viſconti & Marcheſe Annibale Scotti, due Cavalieri di queſto Publico di Piacenza, dal quale coll' aprovazione e conſenſo di S. A. S., come da ſuo benigniſſimo Foglio in data di 20. Novembre promiſſo paſſato, ſopra il regolamento del preſente Quartiere d'Inverno, che ſi è preſo di fatto ne' Stati di Parma e Piacenza, mediante l'ingreſſo delle Truppe Ceſaree & Collegate, e col mezzo de' ſuoi Miniſtri, come pure da queſte Communità di Parma e Piacenza, s'è venuto all' Accordo infraſcritto, affinche ſi ſtabiliſca il buon ordine e ſi ſcanſino li magiori danni e pregiudizi.*

SI è fiſſato dal ſodetto Sign. Marcheſe di Prié per parte del Commiſſario Ceſareo l'ammontare di eſſo Quartiere à la ſomma di doppie 90000. di Spagna, ò loro valore, delle quali ne toccheranno doppie 67750. alli particolari Secolari d'eſſi due Stati (eſcluſa la tangente degli Eccleſiaſtici riſervata nell' Articolo nono) da ſborſarſi ne' termini e modi infra eſpreſſi alla Caſſa Ceſarea per il mantenimento delle Truppe che reſteranno acquartierate in queſti Stati, e de' Regimenti di Cavalleria, che ſi ſono rimoſſi per maggior ſollievo di eſſi, mediante la qual ſomma ſarà buonificato tutto ciò che verrà ſomminiſtrato in natura dal Paeſe; tanto per le porzioni da bocca che di Cavalli, e devranno pure non meno li Signori Generali & Uficiali che li Soldati commun (eſcluſe le infraſcritte porzioni) pagare puntualmente la carne e vino e tutti li commeſtibili, che ſaranno taſſati à giuſti prezzi, e ſeguendo qualche diſordine contro il buon regolamento, che ſi publicherà e ſtabilirà ne' Quartieri, ſarà riparato con ogni più accurata diligenza da' Signori Commandanti de' Reggimenti, che dovranno obligare li traſgreſſori ad una congrua indenizazione, la quale ove non ſi ottenneſſe col loro mezo, ſi ricorrerà all' Eccellentiſſimo Signor Generale de la Cavalleria Marcheſe Viſconti, Commandante in queſto Quartiere, che farà dar loro la dovuta ſodisfazione.

II. Hà pure condeſceſo detto Signor Marcheſe di Prié alla compenſa di doppie cinque mille dalla total ſomma delle doppie 90000., tanto à favore degli Eccleſiaſtici, ſecondo la loro porzione; che de' Secolari, in iſconto del pane ſomminiſtrato in occaſione del paſſaggio dell' Armata Ceſarea nello ſcorſo Meſe d'Agoſto, di cui ſi promiſe la reſtituzione, come pure del pane ed altri commeſtibili ricevuti in più occaſioni dalle Truppe Aſſiane e dal Corpo delli 500. Cavalli commandati ultimamente dal Tenente Colonello St. Amor, che ſi è avuto in ciò pure qualche riguardo alli carri, che verranno proveduti da eſſi Stati per la vettura de' Grani ed Avena, che converrà introdurre da varie parti per la ſoſſiſtenza delle Truppe, & per non accreſcere la penuria del Paeſe, à cui verranno conceſſi gli oportuni Paſſaporti, che ſaranno bramati, tanto per Acqua che per Terra per l'introduzione pure de' Grani, che mancaſſero al loro biſogno.

III. Per facilitar maggiormente il Paeſe al pagamento della ſudetta ſomma ſpettante a' Secolari, ſi è convenuto per patto eſpreſſo, che ſaranno ſborſate le due terze parti, ch' importano doppie 42500. nel Meſe d'Aprile, e l'altra terza parte di doppie 21250: mediante l'obligazione de' migliori Banchieri di queſti Stati in due termini, cioè la metà nel Meſe di Agoſto,

ANNO 1706.

to, e l'altra metà in Ottobre dell' anno proſſimo venturo, colle quali ſomme ſi dichiara da detto Signor Marcheſe di Prié, che s'intende ſodisfatto per parte del Signor Duca alle obligationi feudali, che gli corrono verſo Sua Maeſtà Ceſarea.

IV. Come ſi è creduto ſpediente per minor peſo di queſti Stati di devenire all' erezione d'un Monte per un Capitale di doppie 36000. e più, coſì ſi publicherà ſenza ritardo nel Meſe corrente. Sarà destinato per fondo di eſſo Monte, che aſcenderà à doppie di Spagna 36000. e più un reddito annuo da accettarſi ſopra li propri effetti di S. A. S. à ragione del cinque per cento, che del giorno dell' impiego correrà à favore de' compratori. Si daranno in oltre tutte le cautele poſſibili per ſicurezza ed invito di eſſi Compratori; ed à queſto fine ſi ubligheranno non ſolo li Publici della Città di Parma & Piacenza, mà ancora *in ſolidum* ſei delle Caſe più commode e beneſtanti, e li migliori Banchieri d'ambedue dette Città, al puntuale pagamento de' frutti come ſopra di trimeſtre in trimeſtre à termini maturati, ed alla reſtituzione del Capitale in due termini, cioè doppie 18000. in Ottobre dell' anno 1708., e l'altre 18000. ò più nello ſteſſo meſe del 1709. Perche poi detti Signori hanno dubitato (atteſe le circoſtanze de' preſenti tempi) di non poter ritrovare tutta la ſomma per riempire il Monte, però ſi è benignamente accollato S. E. il Signor Marcheſe di Prié (nel caſo ſudetto) di prender ſopra di ſe il carico di trovar' una ò più perſone, che ſupliſcano ſino alla ſomma di doppie venti mila nella compra di eſſo Monte, laquale frà tanto dall' E. S. ſarà compenſata in detti termini. Si è però convenuto che ſi pratichino ſenza ritardo da' ſudetti Signori tutte le poſſibili diligenze à Milano, Genova, e Bologna per rinvenire il più prontamente che ſi potrà tutta eſſa ſomma, ed ove ciò rieſca, ed à miſura ch' entrerà il danaro ſi farà ſborſare indilatamente alla Caſſa Ceſarea di Guerra.

V. Affine di accertare il punto più eſſenziale, che ſi è diſcuſſo, cioè il modo di potere ſtabilire e combinare col ſervizio Ceſareo, e la ſoſſiſtenza delle Truppe, la conſervazione del Paeſe, e perciò il ſoſtentamento del Popolo e del Beſtiame (atteſi li frequenti paſſaggi di Truppe, la penuria de' grani e de' foraggi, che ſi prova nel corrente anno per la ſiccità della ſcorſa Eſtate, e le ſtraordinarie inondazioni ultimamente accadute) ſi è convenuto che l'ubligazione per parte del Paeſe, di provedere il pane ſia puramente riſtretta alli trè Reggimenti Imperiali di Cavalleria e Dragoni, e ſarà bonificato per oncie trenta di peſo, ch' importa per cadauna porzione, ed oncie dieci otto carne al giorno, che ſarà ſomminiſtrata del Paeſe, doppia una di Spagna al Meſe, compreſe lire dodeci di queſta moneta di Piacenza, che ſaranno pagate per il vino che ſi venderà à Soldati nel Paeſe ſteſſo à giuſti prezzi: Quanto poi alle Truppe di Pruſſia ſarà totalmente à carico del Commiſſario Ceſareo il provederle, e l'introdurre grani per la ſoſſiſtenza loro, e ſaranno puramente ſomminiſtrate le vetture dal Paeſe entro il Territorio. Si farà però l'anticipazione per un Meſe di trè mila porzioni di pane ogni giorno, il quale ſarà puntualmente reſtituito in tanto grano della medeſima ſpecie. Dovrà pur' anco ſomminiſtrarſi il foraggio con carri del Paeſe, diſtribuirſi con tutto il miglior ordine e la più eſatta miſura che ſarà poſſibile, cioè à ragione di 15. libre di fieno per ogni porzione da Cavallo, e ſi provederà per quatro mila in circa, ſecondo la ripartizione, ſpecificazione che ſarà data da' Commiſſari di Guerra di Sua Maeſtà Ceſarea, purche ſi laſci la neceſſaria ſoſſiſtenza per il beſtiame, ſenza laquale non aurebbe potuto queſto Paeſe aſſumere, nè ſuplire alle ſudette ubligazioni. Si reſtringerà però eſſe beſtiame al numero puramente indiſpenſabile alla cultura de' Terreni, ed alla metà delle Vaccherie; e ſi deſtinaranno pur' anche Commiſſari d'ambe le parti per fare la recognizione e conſcrizione de' foraggi, e procurare, che tutto ciò ſia poſto puntualmente in eſecuzione.

VI. Si è fiſſato il prezzo del foraggio, regolato alle ſudette libre 15, al giorno, à due terzi di doppie di Spagna ogni Meſe, e l'altro terzo per l'avena di libre 9. per porzione, che ſi ſomminiſtrerà dal Paeſe ſino al fine di Genaro proſſimo (paſſato il qual tempo, ſarà tenuto il Commiſſario Ceſareo à provederle) con facoltà al Paeſe medeſimo di poter ſomminiſtrare in difetto dell' avena ſudetta altri grani confacevoli alla ſoſſiſtenza della Cavalleria Imperiale, ſecondo una giuſta porzione, che dovrà ſtabilirſi col ſudetto Signor Marcheſe Generale Viſconti, e dove veniſſero dette porzioni da Cavallo ad eſſere calcolate à maggior prezzo nello Stato di Milano, ſi ſeguirà la ſteſſa regola. ANNO 1706.

VII. Mediante le accennate preſtazioni ed ubligazioni, non dovranno li ſudetti Stati eſſere aſtretti, nè ſoggetti ad alcun' altro peſo, toltone il cuoperto coll' uſo del fuoco, lume e letto ò pure pagliarizzo, ſecondo il commodo de' Paeſani per li Soldati in caſa de' particolari; ed eſigendoſi di più, ſi farà ſodisfare da' loro Uficiali. Parimente non ſaranno aſtretti gli Stati ſodetti che à dare il puro cuoperto e la legna (in quella quantità che ſarà limitata dal Signor Generale Viſconti) per li Signori Generali ed Uficiali, liquali pure non potranno ubligare il Paeſe à ſomminiſtrare il foraggio per li loro cavalli, il quale poteſſe eccedere le porzioni che ſono à loro aſſegnate &c.

VIII. Sarà compenſato nella detta ſomma l'ammontare del foraggio per tutti li Reggimenti Ceſarei e Pruſſiani dal tempo, che ſono entrati in queſto Paeſe, e ſono ſtati di paſſaggio dal principio dello ſcorſo Meſe di Novembre; e perche non ſi può fare preſentemente un' eſatto calcolo di tutto ciò, che di foraggio ed avena hanno ricevuto, ſi dichiara che per temperamento d'equità ſi compenſerà ogni porzione à quatro quinti di doppia. Si farà pure rimborſare da' Reggimenti il pane, carne e vino, che ſi giuſtificarà eſſer ſtato dal ſudetto tempo ſomminiſtrato ò ricavato dal Paeſe. Lo ſteſſo ſi praticarà eſattemente nell' avenire per tutte le Truppe, che occorreſſe di far paſſare per queſti Stati, eccettuato il foraggio in erba, che ſi ſomminiſtrerà ſenza alcun pagamento dal Paeſe, ſpirato il termine de' Quartieri.

IX. Per uguagliare il peſo del preſente Quartiere, e ſollevare queſti Stati dovranno concorrere li particolari tutti indiſtintamente, ancorche privilegiatiſſimi, mentre S. A. S. iſteſſa effettivamente concorre per la quota de' ſuoi beni; E come gli Eccleſiaſtici, ſiano Secolari ò Regolari, poſſedono buona parte de' terreni in ambi detti Stati, ed hanno già concorſo altre volte a' Quartieri, come pure concorrono anche attualmente per la quarta parte de' Secolari al mantenimento de' Preſidi di Parma e Piacenza; così ſi riſerva il Commiſſario Ceſareo la facoltà nelle dovute legitime forme, di ricavare da eſſi la loro rata ſino à doppie vent'un mila e 250., mediante il che reſtano pure eſenti li beni de' ſudetti Eccleſiaſtici dalli danni maggiori, che aurebbero potuto patire indistintamente, quando non ſi foſſero divertiti con li ſudetti temperamenti, nel che tutto però ſi proteſta per parte de' Secolari di non voler' avere alcuna parte, od ingerenza.

X. Il Signor Marcheſe Generale Viſconti Commandante di queſte Truppe farà oſſervare ogni più eſatta diſciplina nelli ſudetti Quartieri alla mente e conformità di queſto ſtabilimento, ed invigileranno pure li Signori Commiſſari di S. A. S. e di eſſi, ed affinche ſi faccia la più giuſta e proporzionata diſpoſizione de' Quartieri.

In fede di che ſi è ſottoſcritta la preſente, e munita de' reſpettivi Sigilli. Piacenza nel Convento di San Savino li 14. Decembre 1706.

*Sottoſcritto*

*Il Marcheſe di* PRIE'.

FRANCESCO MARPELI *Governatore, e Delegato.*

GIO: FRANCESCO MARAZZANI VISCONTI.

ANNIBALE SCOTTI.

## LXXII.

Bundnuß endzwiſchen der Durchlaucht. Republic Venedig eines- und den Löbl. dreyen Bunden des erſten alten Rhætia andern theils auf 20. Jahr und länger beſchloſſen/ wodurch ſie einander reciprocirliche Hülffe/ von Seiten Venedig mit Geld/ von ſeiten der 3. Bünd mit Volck abzuſtatten promittiren. Chur den $\frac{6}{17}$. Decembr. Anno 1706. [Copie communiquée par un des Miniſtres de la Negociation.] $\frac{6}{17}$ Dec.

C'eſt-

ANNO 1706.

C'est-à-dire,

*Traité d'Alliance entre la Sereniſſime Republique de* VENISE *d'une part, & les Seigneurs des* TROIS LIGUES GRISES *d'autre part, pour le tems de vingt-années & davantage, par lequel les deux Republiques ſe promettent une reciproque Aſſiſtance en cas de beſoin; ſçavoir de la part de Veniſe en argent, & de la part des trois Ligues en Soldats. A Coire le* $\frac{6}{17}$ *Decemb.* 1706.

In Nahmen der Allerheiligiſten ohnzertheilten drey Einigheit / Gottes des Vatters / des Sohns / und des Heiligen Geiſtes / Amen.

ALdiewylen der hochste Schöpfer aller Dingen vermitelst seiner vollkommnesten Wurckungen manniglichen eingegeben und underwisen / daß die wahre vollkommenheit aller Sachen vornemlich in der Einigheyt und Gerechtigheit bestehe / habend danachen die Vorfahrer der Durchl. Herrschafft von Venedig / und der Loblichen dreyen Pündten des ersten alten Rhætia, sich vor deme höchstens angelegen seyn lassen eine reciprocirliche freundtschafft und nache Verbindung gegen einanderen zu underhalten / wie Sie dann in dem Jahr 1630. in solchem absehen eine guete Allianz zwischen ihnen auffgerichtet. Und sintenmahlen die Einigheit allezeit absonderlich zwischen freyen Ständen / und vorauß zwischen denen welcher guete Trew man in der That erfahren / sehr nutzlich und erspriesslich ist / Habent wir

Aloysio Mocenigo.

VON Gottes Gnaden Hertzog zu Venedig / ꝛc. Und wir Landt-Richter / Præsident, Landtamman / Rath / und Gemeinden / dis- und jenseits der Bergen / der dreyen Pündten / des Grawen / Gottshaus / und Zehen Grichten des ersten Alten Rhætia, verharrende / und verbleibende in den Hochlöblichen Fußstapfen Unser Alt-fordern und Vorfahreren / umb vermittelst des allerbesten und höchsten Gottes genädigen Beystand / diese gute Einigheit zubestättiget und zubevestnen / anständig sein erachtet / dise alte Pundtnus zu erneweren.

Zu welchem Ende dann wir obvermelter Hertzog von Venedig abgeordnet habend den Fürsichtigen und Weisen Vendraminum Bianchi als Unsern Residenten bey gedachten drey löbl. Pundten / umb die gemelte Ernewerung der Pündtnus / zu Ehren Vortheil / und Nutzen beyder Theilen zu tractieren / welches dann durch die Gnad des Allmächtigen Gottes solcher gestalten beschehen / daß zu seiner Ehren / und beyder Herrschafften Schutz / Ruhe / Sicherheit und Erhaltung / wir gantz freywillig und auß sicherer wissenschafft Uns zu nachvolgenden Articlen (uber welche seine Gottliche Majest. den Himmlischen Seegen ausgiessen wolle) verstanden haben.

Erstlichen daß beyde Republiquen in allen Sachen eine gute Freundtschafft und Nachbahrschafft untz einanderen halten / wie es gueten und getrewen freunden und verpundeten gebührt.

2. Daß wann die Durchleuchtige Herrschafft Venedig vonnöthen seyn wurde / sich der Truppen auß dem Landt der Löbl. 3. Pundten zubedienen / selbige schuldig seyen Jhro zuverwilligen / daß Sie durch Jhre bestelte Oberste und Haubtleuth solche könne werben bis auff 4000. gute und freywillige zue fues / auff das meiste / aber nicht weniger als 1500. welche sollen schuldig seyn zu dienen zu Feld oder in den Besatzungen abgetheilt / in dem Gebieth der Durchl. Herrschafft (nella terra ferma) des festen Lands in Italien / doch sollen sie nicht schuldig seyn zu sturmen / noch über Meer under einichen Vorwant zu gehen / wol aber verpflichtet seyn / zu zeiten / daß die Durchl. Herrschafft im krieg were / derselbigen zu dienen wider alle und jede / zu Schutz und Schirm / Ruhe / Sicherheit und erhaltung Jhrer Sachen / Landen und Herrschafften / so sie dermahlen in Italia besitzet: Mit disen klaren Vorbehalt jedoch / daß in ansehung der von Löbl. 3. Pündten gethanen erklehrung / in disen vorwährenden Krieg eine genawe Neutralitet zu halten / und niemanden im Nahmen deß Stands einige Werbungen zugestatten / Sie die drey Pundten biß zu Endigung dises Kriegs wegen diser Werbung sich nicht impegniren / sondern mennichlichen frey lassen wollen zu werben / und zu dienen / ohne Impegno deß Standts / gleich gegen anderen Herrn und Fürsten auch geschicht: Wann aber diser Krieg geendet / so solle diser Vorbehalt auffgehebt / und die Durchl. Herrschafft allezeit schuldig seyn / wann sie Hilffs-Völcker vonnöthen hette / die Löbl. Herren Pündner jetz und ins künftige gleicher Confideration zuhalten wie die 2. Löbl. Orth Zürich und Bern / das ist / allezeit wan einiche Schweitzerische Werbung vorgenommen wurde / einen dritten theil Pündtner zunemmen / und sollen die Pündnerische Truppen under die Regimenter der Schweitzer oder anderer Nationem nicht mögen untergestossen werden / sondern in einem besondern Regiment oder Corpo under ihren eygnen Officier allein dienen.

Gleichwohlen wan die Durchl. Herrschafft von den Löbl. 3. Pündten Truppen begehren solte in der zeit / da sie den Krieg sehr furchteten / das ist / in anscheinender gefahr stunden / daß sie dann nit schuldig sein sollen diese Werbungen zugestatten. Jede Compagnie solle 200. Mann vor ein fahnen haben / und die Officierer sollen sein ein Ober- und Unter Leutenant / ein Fendrich / 4 Wachtmeister / 4. Under Officierer / 6. Corporalen / 6. Gefreyte / 4. Trummenslager und ein Pfeiffer / auch solle der Felldscherer / und die Trabanten in der zahl der 200. begriffen sein.

3. Wan die Durchleucht. Republic bestellen wird / einen zug zu thuen / und in gemeiner 3. Pündten Landen und Gebiethen Truppen zu werben / so solle sie schuldig sein / jedwederen Hauptmann vor seine Compagney 533. Spanische Duplonen guten gewichts vor dem abzug / gegen gnugsamer Bürgschafft der restitution, zubezahlen / also daß nach verfliesung eines Jahrs jeden Monatz der Durchl. Republic 30. Duplonen durch abzug Zuruck gegeben werdind / wan aber in der ersten oder folgenden musterungen einer oder mehr an bemelter zahl der 200. mangelte / so solle dem Hauptmann vor jeden so manglet monatlich ein und ein halben Duplonen weniger ein Venetianisch pfund abgezogen werden: Jeden Monath solle man zu 30. Tagen / und jedes Jahr zu 12. Monat rechnen.

4. Wan nach angestelltem zug die Obristen und Hauptleüth 200. Soldaten mit Jhren gehörigen Officieren zu dem verreissen fertig hätten / so soll man selbige können lassen gehen mit attestation welchen Tag sie auß dem Land verreist / also daß an eben disem Tag disen geworbenen Truppen der sold den anfang nemen / hernacher aber solle jede Compagney vor ihre ruckkehr / eines Monaths oder 30. Tagen sold auf die reiß von den grentzen der Durchlaucht. Herrschafft bis in ihro Vatterland bezalt werden / doch mit diesem vorbehalt / daß disere Truppen nicht abgedanckt / oder in ihre Vatterland zuruck geschickt

werden

ANNO 1706.

werden konnend in der zeit / da die Berge von Schnee beschlossen / also daß sie zu der reiß untuchtig sein.

5. Wan die Truppen Löbl. 3. Pündten sich einmahl dem dienst der Durchl. Herrschafft ergeben / so sollen sie 3. Jahr in dem dienst behalten und wehrender dieser zeit nicht können abgedanckt werden: Und wan ein schlacht solte gehalten werden / in welcher durch Gottes hilff der sig erhalten würde / so solle die Durchl. Republic den Obersten / Hauptleüthen / Officiereren und gemeinen Soldaten einen Monatlichen sold bezahlen.

6. Wan die Lager formiret / so sollen die Regimenter nach heütiger Krieges-gewonheit in Battallions können abgetheilet werden / wan aber Löbl. 3. Pündten Truppen in den Mauren und Bestungen der Durchl. Republic zu besatzung verlegt / dan sollen die Regimenter in Compagnien können zertheilt / die Soldaten aber von ihren eygenen Fahnen nit abgeschriden werden / sonderen bey einanderen bleiben.

7. Die Obersten und Hauptleüthe sollen schuldig seyn / im Feld und in allen Krieges-Sachen der Durchl. Herrschafft Proveditor General ihren Gubernatoren Generalen, Proveditoren, und anderen so in ihren Nahmen den befehl über die Truppen habend / zu gehorsammen / in den besatzungen aber sollen die Truppen ihren Führeren und Gubernatoren zu gehorsammen schuldig sein / wie es bey anderen Officieren und Soldaten der Durchl. Herrschafft breüchlich ist.

8. Wan die Löbl. 3. Pündt von ihren feinden mit Krieg angefallen würden / oder in augenscheinlicher Kriegsgefahr weren / in der zeit da ihre Truppen in dem dienst der Durchl. Republic stunden / so solle ihnen dan erlaubt seyn / selbige zuruck zuberuffen / und sich derselben in ihren eygenen gefahren zu gebrauchen / also zwahren / daß in diesem fahl die Durchl. Republic solle schuldig seyn / diesern zuruckberuffenen Truppen ein Monat sold vor ihre Ruckreiß von ihren grentzen zubezahlen / auch sie bis auf ihre grentzen gegen dem Pündnischen gebieth / frey und sicher zuführen / und zu führung der krancken und Officier Bagage mit nöthigen Karren / ohne der Officier und Soldaten unkosten / zuversehen.

9. Löbl. 3. Pundten Soldaten sollen gewaffnet sein mit Schnaphanen oder fusils, Bajonnetten und Bandolieren / und soll denen Oberst- und Hauptleuthen frey stehen die Truppen in ihrem Land selbsten zubewaffnen / oder die bewaffnung der Durchl. Herrschafft zu uberlaßen / in welchem letzteren fahl den Soldaten Monathlich 6. Venetianische Soldi vor den vorschus des gewehrs sollen abgezogen werden: Die Durchl. Herrschafft aber solle schuldig sein / vor jede so bewaffnete Compagney / sie bediene sich deren im Feld oder in Garnison Monathlich 333. Spanische Duplonen guten gewichts zubezahlen / dem Obrist aber so wol für seinen Monatlichen sold / als vor seinen tisch / und Monatliche ehrenbesoldung / eines jeden Regiments sollen 145. Spanische Duplonen guten gewichts bezalt werden / wan aber die Durchl. Republic, mit einer anderen gattung guilderner oder silberner müntz alle in diesem Tractat gemelte außgaben / bezahlen wolte / solte die Spanische Duplonen zu 29. pfund außgeworffen und gerechnet werden / und hingegen die Ital. Duplonen zu 28. pfund 20. sold / die Zecchin 17. pfund / die silberne Kronen oder Scudi 9. pfund 12. sold. der Fillipp oder Venedische Justina 8. pfund 10. sold / die Ducaten oder Ongari 16. pfund / die Ducatelli oder Venetianische Kronen 6. pfund 4. sold. alles Venetianischer währung.

Wan ein oder anderer Hauptmann mehr dan 200. Soldaten / ja bis auf 220. hette / so sollen diese 20 Supernumerarii, wan sie effectiv und Pündtner seyn / Monatlich 1⅓ Duplonen sold empfangen. Die Durchl. Herrschafft wird auch den Soldaten das schieß-pulver und bley umbsonsten geben / gleich wie es bey anderen Fürsten und Herren bis dato im brauch gewesen.

Wan ein jedwedere Compagnie an der zahl weniger als 175. Man were / so solle der Hauptman jeden Monat 20. Duplonen verliehren / und wan sich die Compagnie bis under 165. verringerte / so solle er 40. Duplonen verliehren. Wan eine schlacht gescheen solte / und dardurch / oder von wegen ansteckender kranckheit (worvor Gott seien wolle) die Compagnien verringert würden / so sollen die Hauptleüth zweyer Monat sold / nach der lezten vorgegangenen munsterung / empfangen / damit sie desto leichter / die zahl ihrer Soldaten ergentzen können.

10. Die bemelten Truppen sollen aller und jeden Privilegien / Freyheiten / Immuniteten / Rechten / gebraüchen / und gewonheiten / sowol in Administratione des Rechtens und außübung der Justitiæ; als in allen anderen sachen / genießen / wie sie es diesmahl in Franckreich / und anderstwo gebrauchen / und bishero zu aller zeit gebraucht haben. Es soll auch denen Truppen zu dem freyen exercitio ihrer Religion in etwelchem hauß / ein bequemer und ehrlicher Orth angewisen werden / und sollen sie in ihrem exercitio auf keine weiß zerstöret / noch bey einichem anlaß weder offentlich noch ins besonder beschwerdt werden / gleichmeßig soll man ihnen zu der begräbnüß ihrer Todten ein erlichen Orth gestatten.

11. Die Krancken sollen in die Spitäle aufgenommen und ihnen der sold so lange gelaßen werden / als lange sie dem dienst der Durchl. Herrschafft ergeben / bis sie entweder ihre gesundheit erlangen / oder mit Todt abgehen / und soll ihnen in diser zeit nichts anders abgezogen werden / als das was man anderen Soldaten der Durchl. Herrschafft abzuziehen pflegt. es soll auch denen Feldpredigeren ihrer Nation erlaubt sein / selbige zubesuchen / und zu trösten / ohne einige verhinderunge / und sol nimand zugelassen sein / sie von ihrer Religion, auf waß weiß es seien mochte / abzutreiben.

12. Wan die Durchl. Republic denen Haupbtleüthen jeden Monat den verordneten sold nicht schleunig bezahlte / so soll dan ihnen der sold nach dem letzten muster-Rodel gezehlt werden / mit diesem vorbehalt / daß wan die musterung in den 10. erstén Tagen des Monats nit gehalten wurde / daß dan in diesem Monat kein Hauptman solle schuldig sein / seine Compagnie musteren zulassen / sonderen mann soll sich wie oben gesagt an dem letzt vorgehenden muster-Rodel halten.

13. Jedweder Compagnie soll erlaubt sein / einen auß ihren Soldaten zuhaben / der die Victualien im Feld verkauft / und diser soll aller beschwerden und auflagen frey sein / in den besatzungen aber soll dieser Man in ansehung der Victualien nimand anders als den Pündtnerischen Soldaten verkauffen / in ansehung der Privilegien / Prærogativen / Guttheten / Quartieren / Utensilien / söllend die Pündtnerische Soldaten / wie auch ihre Oberste und Officier auf gleiche weiß tractiret werden / wie andere Truppen der Durchl. Herrschafft.

14. Es solle allen und jeden beyder Partheyen Personen und Unterthanen reciprocierlich frey stehen in ihren Stätten / und Gebiethen frey zugehn / zu bleiben / zu passieren / repassieren / zu fues und zue pferdt mit den gewonhlichen pistolen / zu thuen und zuverrichten alle ihre gewerbe / Sachen und Kunst / so wol in Kaufmansschafften als Militar-Sachen / ohne einige verhinderung / auflag oder beschwerd / waß nahmen sie haben möchten: also daß

ANNO 1706.

ohne die gewönhliche alte zöll sie nichts anders zu bezahlen schuldig sein sollen / von welchem expresse außgedinget der leibzoll / item die bolletten / und der zoll deren sachen / die man in den selleisen auf seinem eygenen pferd führet / oder auf seinem leib traget / von welchen sachen man keinen zoll geben soll / noch solcher wegen niemand undersucht / molestiret / oder beschwert werden / jedoch werden die zeiten der pest und des verdachts der contagion oder ansteckung vorbehalten / dan dazumahlen kan dan jede Republic den paß nach gutduncken aufheben / so lang solcher verdacht währet. Welches auch soll verstanden werden von denen Truppen / so von der Durchl. Republic abgedancket / oder von den löbl. 3. Pundten zuruckberuffen wurden / daß sie nemlich wan sie kommen / und wan sie wiederum zuruck gehen / mit allem ihrem Kriegs-gerüst / oder waß sie auf dem leib tragen / mit den Pferden / oder auf andere weis fuhren / von allem zoll auf alle weiß gentzlich sollen frey sein; wie dises ein alte gewonheit bey allen Nationen gebraüchig; uber diß hat man beschlossen / daß die Pundtner / wan sie passieren / oder in dem dienst der Durchl. Republic stehend / und mit Todt abgehend / gleichmäßig von allem zoll / und anderen beschwerden frey seind / auch frey ungehindert / und ohne auflage aus dem Venetianischen gebieth konnen gefuehrt und an einen ehrlichen orth begraben werden / desgleichen ihre güter ihren rechtmeßigen erben uberlaßen werdind / welches in den gebiethen der Löbl. 3. Pundtnen auf eine gleiche reciprocirliche weiß gegen der Durchl. Herrschafft Unterthanen solle beobacht werden.

15. Daß der Durchl. Herrschafft Venedich der paß durch das Gebieth der Löbl. 3. Pundten vor die Truppen so in ihren dienst zugehen willens / solle vergunt / aber darbey nachfolgende ordnung gehalten werden / daß die Truppen unbewaffnet passieren sollen / und zwahren zu fues nur mit ihrem degen an der zahl 200. zum tag / und die zu pferd mit Pistolen ohne Schloß / 50. täglichen / also daß sie einen tag voneinanderen zertheilt sein / sie sollen in gebuhrender zeit die jenigen Oerth avisiren / wo sie zu passieren haben / damit mann die notwendige provision komlich machen könne / und wan auf einen Tag 200. zu fues / und 50. zu pferd passieren würden / sollen sie 2. ungleiche straßen brauchen / nemlich die zu pferd eine / und die zu fues ein andere / sie sollend auch alle unkosten ihrer zehrung ordentlich abstatten / und anbey alle und jede schäden / so sie dem gemeinen weesen / oder den particularen zufügen würden / wan sie erwiesen / und verificiert werden / zubezahlen schuldig / auch benebens die Obersten verpflichtet sein / gute ordnung zuhalten / und jede Truppen mit Officier und einen Commissario von den 3. Pündtnen / auf der Durchl. Herrschafft oder der durch-passierenden Truppen unkosten / begleiten zu laßen / und die gewonlichen zöll zubezahlen; zu sicherheit der wirthen und der erfolgenden schäden / soll die Durchl. Herrschafft von jedem Pündt eine person ernahmen / welche die erfolgende und erwisene schaden zubezahlen schuldig sein solle; Jedoch daß dergleichen durch-passirende Truppen keines wegs können gebraucht werden zum schaden und nachtheil der jenigen mit welchen die 3. Pündt einige Pündnüs und Convention haben / weilen aber in wehrendem diesem Krieg die 3. Pündt eine exacte Neutraliter zuhalten versprochen / gibt mann keinen von frömbden Fürsten und Herren ubernemenden Truppen / freyen Pas / ausgenommen denen so die 2. Löbl. Cantons Zürich und Bern der Durchl. Republic geben werden; welchen Truppen man einen freyen paß geben wird / damit nach den occurrenzen oder zufalligkeiten dieser Durchl. Republic, und nach den Capitulationen deß Alliantz-Tractats zwischen selbiger und bemelten 2. Löbl. Cantonnen disere Truppen sich in den Venetianischen Staat dorten zu selbiges defension zu dienen konnend verfügen.

ANNO 1706.

16. Der ein und andere Theil reciprocierlich soll den paß verhinderen / auch mit den Waffen selbst / so es nötig / jedem feind / so sich zu des anderen schaden durch sein Land tringen wolte.

17. Wan die Löbliche 3. Pündt mit offentlichen Krieg angefallen würden / oder sonst in augenscheinlicher Kriegs-gefahr wären / in solchem Falle solle die Durchl. Herrschafft schuldig sein / ihnen jeden Monat / gleich einem Canton von Zürich und Bern / 4000. Venetianische Ducati an ihren Kriegsunkosten zubezahlen / zu hilff und erleichterung ihrer notwendigkeiten / so lange als der Krieg währet / also zwahr / das wann die Durchl. Republic dieser sach berichtet / und in Krieges-nöthen vorbesagte gelthilff begehret wird / sie ohne verweilen und einigen vorbehalt schuldig sein solle / diese summa jede 3. Monat anticipaté zu übermachen / und wan der Krieg langer als 3. Monat wehrete / daß dan wiederum vor die andere 3. Monath bemelte summa bezahlet werde: von welcher ausgelegten summa die Löbl. 3. Pündt nach geendigtem Krieg der Durchl. Republic allezeit eine billige rechnung zu geben sollen schuldig sein / was namblich nach des Pündts-Vertrag von dem empfangenen gelt verbraucht worden / oder der Durchl. Republic zu restituiren ubergeblieben.

18. Die Durchl. Republic solle schuldig sein / denen Löbl. 3. Pündten zu end eines jeden Jahrs wehrender dieser Capitulation eine pension von 711. Spanischen Duplonen guten gewichts in der Statt Chur zubezahlen; wie auch verspricht die Durchl. Herrschafft ihnen den 3. Pündten 8. Metallene Canons oder stuck von 6. pfundigem qualibre auf ihren kosten nacher Zürich / Morbegno, oder Clefen zu lieferen / nach belieben der Durchl. Herrschafft / als namblichen 2. vier Monat nach der Ratification dieser Pündtnüs / und dan alle 4. Jahr 2. bis die zahl der 8 erfüllet.

19. Alle Personen der 3. Pündten von was Religion sie seind / und ihre Unterthanen / sollen frey gehen können / wohnen / passieren / repassieren / und handelen / in dem Staat der Durchl. Republic mit geniessung aller der Privilegien / Vortheilen / und Gebreüchen / so sie in verwichenem seculo in allen Orthen der Durchl. Herrschafft genossen / und ohne einige verhinderunge der Inquisition, und aller anderen Tribunalen in Religions-Sachen / doch daß selbige nicht disputirend / und in bemeltem Staat einige sache übend / die wieder die Catholische Religion seye; weder der ein noch der andere Theil soll nicht können aufnemen einige Rebellen / noch solche die wegen schweren missethaten angeklagt sind / das ist / Mörder / Sodomiten / verschreite Dieben / Mordbrenner / Jungfrauen-schänder / und falsche Müntzer / sonder der ein und anderer theil solle schuldig sein / die bemelten Banditen / und angeklagten / wan sie Unterthanen / bannisieret oder angeklagt sind / von dem theil so sie begehren würde / gegen erlegung der billigen unkosten wieder auß zu lifferen.

20. Diese gegenwartige Capitulationen sollend die zwantzig negst folgende Jahre wehren / und auch lenger / nach beyder theilen gefallen / also daß wan keiner von beyden theilen selbige auffaget ein Jahr zuvor ehe sie verflossen / sollen sie noch 20 andere Jahren dauren / wan aber ein theil dem anderen difere Pündnüß absagen wolte / solle solches allezeit ein Jahr vor verflieſſung der 20. Jahren beschehen / und obschon die auffagung von einem oder dem anderen theil in wehrenden disen 20. Jahren beschehen

ANNO 1706.

scheen würde. Solle doch dieser Pundt nichts destoweniger fest und bestandig bleiben/biß die vollige 20. Jahr verflossen.

21. Wan einiger zwyspalt zwischen beyden parteyen wegen dem gemeinem weesen entstehen solte/ und selbiger nicht freündlich beygelegt werden möchte/ solte man zwey Commissarien/ von jedem theil einen/ erwehlen/ und wan dise ungleicher meinung wehren/ solte ein drittmann von Löbl. Orthen Zürich oder Bern zum Richter erkiest/ und die zusammenkunfft zu Cleffen gehalten werden.

22. Wan unter beyden theilen privat-Personen streitigkeit entstehen solte/ von was sachen es sein möchte/ so sollen keine arrest gegen einanderen vergünt und vorgenommen werden; sondern es solle der anklager den schuldigen vor Recht citieren/ vor der Obrigkeit/ wo der schuldige gesessen/ welche Obrichkeit dan Recht verschaffen und sprechen solle ohne langen aufzuch/ und die gesprochene Sententz vollführen/ ohne ansehung der Person diser oder jener Religion.

23 Zeit wehrendem disem Pundt solle keinem theil erlaubt sein/ eine Pündnüß mit jemand einzugehen/ welche gegenwertigen Pündnüß-Artickelen auf einige weise widrig oder nachtheilich sein könte.

24. Es wollend in dieser Pündnüß die Löbl. 3. Pündt ihnen vorbehalten haben/ alle andere Pündnüßen/ Conventionen/ die Erbvereinigung und ewigen Friden/ so vor disem auf eine gewisse zeit oder vor immerhin zuhalten/ sind aufgerichtet worden; welchen sambt der in disem Krieg von ihnen angenommenen Neutralitet obgemelte 3. Pundt durch diese gegenwertige Pündnüß kein schaden/ nachtheil oder abbruch wollen gethan haben/ welcher vorbehalt jedoch nicht verhinderen soll/ daß die Truppen der Löbl. 3. Pündten zu laut den 2ten. Artickel wider alle und jede/ auch die so vorbehalten/ im fahl selbige die Durchl. Herrschafft in den Ständen die sie besitzet/ solten angreiffen oder beschweren/ mögen gebraucht werden.

25. Die Durchl. Republic verspricht den Löbl. 3. Pündten den freyen paß zugeben vor 3000. saum korn/ welche sie in anderen Landen erkauffen/ ohne daß man einige tratten/ außer dem gewohnlichen zoll/ zubezahlen schuldig: Wan man aber aus dem gebieth der Durchl. Republic auch extrahieren wolte/ solle man befüeget sein/ gegen der bezahlung der gewohnlichen zöllen/ auch 2000. saum zu extrahieren/ vorbehalten/ wan grosse und überschwenckliche Theürung und mangel were.

26. So gemelte 3. Pündt vor ihr Land und Leuth saltz nothwendig weren/ solle die Durchl. Herrschafft in dem kauff und wehrt/ das nothwendige Saltz geben/ wie sie es ihren Zöllneren und Saltzmeisteren zu Brescia und Bergamo auch gibt.

27. Wan der ein und andere Theil/ der in Kriegs-nöthen die hülf begehret/ und empfangen/ die fridenshandlung vornemen solte/ so soll er dan schuldig sein/ seine helferen vor dem Fridensschluß zuberichten/ damit diselbigen nach ihrem gutduncken und komblichkeit in disem friden entweders ingeschlossen/ oder ubergangen werden können.

28. Die Durchl. Republic verspricht auch auf ihren kosten den weg über St. Marco/ so weith als ihre Grentzen gehen/ in gutem wandelbahren standt zu setzen und zu erhalten/ also daß Menschen und Vieh mit ihrer last komlich und sicher passieren und repassieren mögen/ gleicher gestalten solle auch von den Herrn Pündtneren auf ihrer seithen des bergs die straas accommodiret/ und erhalten werden/ und der eine theil wie der andere solle die freyheit haben/ zu belohnung deren die arbeiten werden/ umb die wege allzeit practicabel zuerhalten/ die reisenden zu verpflichten/ etwas weg-geld vor den paß eines jeden pferds oder ander gattung Vihes zubezahlen/ aber so wohlen die Herrn Pündtner und ihre Unterthanen sollen auf dem Venetianischen Staado/ als die Venetianischen Unterthanen auf der Pündtnerischen seithen bemelten bergs St. Marco aller auflagen frey sein/ und deswegen nit beschweret werden/ jedoch will mann hierdurch den alten Conventionen/ bräuch- und gewonheiten wegen eröffnung und offenhaltung des gedachten Bergs zu winterszeit nichts benommen haben/ Falls einige dergleichen weren. Mit vorbehalt/ daß die Durchl. Republic, und die Löbl. 3. Pündten sich wegen der Anlagen/ so denen frömbden reisenden/ welche nach inhalt dieser Pündnüß nit befreyt sind/ auf zu legen/ mit einanderen zuvergleichen.

In Urkund aller diser obverschriben Sachen/ haben wir beyde theil befohlen/ daß zwey gleiche exemplarien/ das eine in Italianischer und das andere in Teütscher Sprach/ abgesetzt und mit den Siglen der Durchl. Herrschafft von Venedich und der Löbl. 3. Pündten besiglet worden/ so beschehen den 6. und 17. Decembris 1706.

## LXXIII.

Erklährung derer beeden ausschreibenden Fürsten des Löblichen Schwäbischen Creyßes/ nemlich Bischoffs Johan Frantzen zu Costantz/ und Hertzogs Eberhard Ludwigs zu Wurtemberg/ daß die Creyß-Negotia communicato Consilio tractirt/ und alle deswegen entstandene differentien aufgehaben seyn. Geben Mörseburg den 21. / Stuttgard den 29. Jan. 1707. [Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 387.] 1707. 21 / 29 Janv.

C'est-à-dire;

*Declaration de* Jean François *Evêque de Constance, &* Eberard Louis *Duc de Wirtemberg comme Directeurs du Cercle de Suabe, portant que les Affaires du Cercle, & les Diferents survenus ont été accommodés d'un commun Conseil: A Mersebourg le 21. / & à Stutgard le 29. Janvier 1707.*

ZU Abhelffung der zwischen Ihro Hochfürstliche Gnaden zu Costantz/ und Ihro Hochfürstliche Durchlauchtigkeit zu Würtemberg/ als des löblichen Schwäbischen Crayses beeden Herren ausschreibenden Fürsten/ wegen der/ Vigore solchen Ausschreib-Ambts/ Ihnen sambt und sonders zukommenden/ von alters hergebrachten Jurium und Functionen entstandenen Differentien; declariren Ihr. Hochfürstl. Gnaden zu Costantz / Hochfürstl. Durchl. zu Würtemberg iteratô hiemit/ daß sie es lediglich bey deme/ was disfalls die uhralte Crayß-Observantz mit sich bringt/ und deren gemäß in Anno 1662. zwischen denen damahligen beederseytigen Höchst-löbl Regenten des Hochstiffts Costantz/ und des Hertzogthumbs Würtenberg/ abgeredt/ reservirt/ und durch die hinc & inde darauf gewechselte Missiven bestätiget worden/ bewenden lassen wollen/ dasselbe auch pro Norma & Regula sowohl bey/ als ausser denen Conventen beederseits beobachtet/ mithin nach dessen klahrem Verstand und Maßgab die Crayß-Negotia communicato Consilio tractiret/ auch einer jeweiligen Costantzischen Gesandschafft/ aus dem Crayß-Protocoll, Extractus, je/ nachdem sie es verlangen wird/ ertheilt wer-

ANNO 1707.

den/ was aber deme entgegen bis dato verbis & ſcriptis geſchehen / und in denen bishero hierunter gedruckten oder geſchriebenen Deductionen / Informationen/ Schreiben/ oder wie man es nennen mag/ ein oder anderm Theil præjudicirliches eingefloſſen ſeyn möchte / tam quoad realia, quam Perſonalia gäntzlich aufgehebt und abgethan ſeyn ſolle. Mörſeburg den 21. } Jan. 1707.
Stuttgard den 29. }

Johann Frantz / *Epiſc. Conſt.*

Eberhard Ludwig / Hertzog zu Wirtemberg.

## LXXIV.

12. Fev. Guarantie van de Heeren Staeten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN over de Vergelyck en Uitſpraek tuſſchen de Graven STATIUS ende PHILIPPUS van Bentheim, in Octobre en Novembre 1701 geſchiet. Dat. 's Gravenhage 12. February 1707. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. pag. 518.]

C'eſt-à-dire,

*Guarantie des Seigneurs Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, ſur l'Accord & Sentence Arbitrale des Mois d'Octobre & de Novembre* 1701. *entre les Comtes* STATIUS *&* PHILIPPE *de Bentheim. Donnée à la Haye le* 12. *Fevrier* 1707.

DE Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, allen den genen, die deſen jegenwoordigen ſullen ſien, Salut. Alſo voor eenigen tyd tuſſchen de Graven van Benthem verſcheidene differenten twiſten en onluſten ſijn ontſtaen geweeſt over de Graefſchappen van Benthem ende Steinfurt, om welke weg te nemen, tuſſchen de geintereſſeerde partyen een Vergelijk en Compromis is angegaen geweeſt, by het welke de verſchillen ſijn gecompromitteert aen de uitſprake van ſijne Majeſteit den Konink van Groot Brittanien, doenmaals regeerende, daar op de uitſprake gevolgt is in dier voegen, als het voorſchreve Vergelijk en Compromis en de voorſchreve uitſprake hier na volgen geinſereert:

*Inſeratur Vergelijk en compromiſſoriale uitſpraek van ſijne Brittanniſche Majeſteit.*

En alſo wy verſogt zijn het voorſchreve Vergelijk en de voorſchreve uitſprake door onſe Guarantie te bekragtigen: So is 't, dat wy het een en het ander geëxamineert en overwogen hebbende, en oordelende de ruſt en eenigheid tuſſchen de Graeflijke Huyſen van Benthem daar door te ſullen werden bevordert, als mede dat ſulx ſtrekkende is, ten goede van de Graefſchappen van Benthem en Steenfurt, en van de goede Ingeſetenen van dien, goedgevonden hebben, op het voorſchreve Vergelijk, en de voorſchreve uitſprake, ſodanig als hier voren zijn geinſereert, onſe Guarantie te verleenen: Belovende dienvolgens hier mede, kragtelijk de hand daar aan te ſullen houden, dat het voorſchreve Vergelyk, en uitſpraek, in het geheel, en ieder Articul in het byſonder naar behoren ſullen werden naergekomen, achtervolgt, en geëxecuteert; en ingevalle tegens alle verwagtinge iemand van de geintereſſeerde daer van mogte komen in gebreke te blijven, ofte daer van quam af te gaen, dat wy in ſodanige gevalle onſe hulpe, en des noods de ſterke hand ſullen bieden aan die geene van de partyen, die gelædeert ſoude mogen weeſen, om het voorſchreve Vergelijk en uitſpraeke, in allen deele ſijn effect te doen hebben. Aldus gedaan onder het Cachet van den Staet, de Paraphure van den Heer Præſiderende in onſe Vergaderinge en de Signature van onſen Griffier op den 12. February duiſent ſeven hondert en ſeven. ANNO 1707.

*Onderſtond,*

E. V. ITTERSUM, vt.

Ter Ordinantie van de Hoogmogende Heeren Staten Generaal,

J. FAGEL.

*En was in margine gedrukt het Cachet van de Hoogmogende Heeren Staten Generaal in roode waſſe.*

## LXXV.

*Capitulation generale, accordée aux François par Son Alteſſe Sereniſſime le Prince* EUGENE DE SAVOYE, *pour l'Evacuation entiere de la Lombardie & de toutes les Places qu'ils y poſſedoient. Du* 13. *Mars* 1707. Avec *la* RATIFICATION *de Son Alteſſe Royale de Savoye.* [Feuille Volante imprimée en Hollande.] 13. Mars.

I. ON abandonnera toutes les Places occupées par les Troupes des deux Couronnes, qui s'évacueront dans la forme, & jour dont on conviendra, & aux conditions ſuivantes. *Accordé.*

II. Toutes les Troupes des deux Couronnes de quelque Nation qu'elles puiſſent être tant de Cavalerie, Dragons, qu'Infanterie, & généralement tous les Officiers, & autres, qui compoſent les Etats Majors des Places, ſortiront avec Armes, Bagages & Equipages, Enſeignes deployées, avec tous les honneurs de la Guerre, dans l'état où elles ſont préſentement, marcheront en gros & en détail à nôtre choix, comme il s'enſuit pour la commodité des Troupes, & ſeront renduës en toute ſeureté par le plus court chemin à Suze, ſans qu'il leur ſoit fait aucun tort, retard, ni empêchement à eux ni leurs Equipages, ni que ſous aucun prétexte on puiſſe y contrevenir de la maniere qu'il ſuit. *Accordé.*

III. La Garniſon de Seſtola ſe rendra à la Mirandole, & pour cet effet l'Ennemi donnera un Paſſeport pour l'y conduire en ſeureté. *La Garniſon eſt déja priſonniere de Guerre.*

IV. La Garniſon de Final partira le 26. du mois preſent avec dix piéces de canon pour ſe rendre à Suze par la route qui ſera reglée, & les meſures neceſſaires pour ſa ſeureté, & ſubſiſtance juſqu'audit Suze. *On n'en promet que quatre, ſavoir deux de douze, & deux de ſix livres, leſquels en cas de difficulté de pouvoir être conduits par Terre pourront être emportez par Mer. De plus ſera donné à cette Garniſon un Officier Général, & un Commiſſaire de Guerre pour la ſeureté de ſa marche, & de ſa ſubſiſtence.*

V. La Garniſon du Château de Milan partira le 20. de ce preſent mois pour ſe rendre à Valence, où elle joindra la Garniſon de cette Place pour marcher enſemble droit à Suze avec les mêmes circonſtances. *Elle marchera ſans ſe detourner droit à Novare, & joindra le gros à Suze. Celle de Valence ſera priſe en paſſant par celle de Cremone. On fera publier au plus vîte une ſuſpenſion générale, enſuite de laquelle le Château donnera des Otages.*

VI. La Garniſon de la Mirandole partira le 29. de ce preſent mois, & ſe rendra à Gualtieri pour ſe joindre à celle de Mantoüe le jour qu'elle y paſſera. *Accordé.*

VII. La Garniſon de Mantoüe partira le premier d'Avril pour paſſer le lendemain le Pô à Borgoforte ſur le Pont, que nous ferons faire, & ſe rendre à la hauteur du Pont de Cremone par le chemin dont on ſera convenu. *Accordé.*

VIII. La Garniſon de Sabionetta partira le 1. d'Avril, & ira joindre celle de Cremone par les chemins, & gites, qui lui ſeront reglez. *Accordé.*

IX. La Garniſon de Cremone paſſera le Pô ſur le Pont de Cremone. *Accordé.*

X. Toutes leſdites Garniſons de la Mirandole, Mantoüe, Sabionette & Cremone, s'aſſembleront au bout du Pont de Cremone pour marcher toutes enſemble par le Plaiſantin, le Milanois, & les Etats de S. A. R. de Savoye droit à Suze ſelon la route, & les gîtes dont on ſera convenu. *Accordé.*

XI.

ANNO 1707.

XI. Chaque Garniſon pourra emmener avec ſoi dix pieces de Canon avec les mêmes Equipages que l'Artillerie, & cent coups à tirer par piece, chaque Soldat & Cavalier pourra porter avec lui vingt coups de poudre, & de plomb. *On promet dix pieces pour toutes les Places ſans y comprendre celles, qui ont été accordées pour Final, & on conviendra de l'endroit précis, d'où elles devront être tirées, à ſavoir quatre de douze, deux de ſix; & quatre de trois livres avec cinquante coups à tirer pour chacune.*

XII. En cas que les Gouverneurs des Places ayent quelque choſe à ajouter aux préſens Articles pour leurs propres interêts, ou de ceux qui compoſent leur Garniſon, on leur accordera ce qu'on ne peut ſavoir, que lors qu'on leur envoyera les ordres pour l'execution de l'évacuation. *Si les Gouverneurs des Places ont quelque choſe à ajoûter auxdits Articles, on s'entendra avec eux ſelon la juſtice.*

XIII. Aucun Deſerteur de quelque Nation qu'il ſoit ne ſera pris ni rendu. *Il ſera permis aux Deſerteurs de retourner à leurs Corps, mais en cas qu'ils ne veuillent pas, on ne les prendra pas par force.*

XIV. Aucun Officier, Soldat, & autre, de quelque caractere qu'ils puiſſent être de la part des Ennemis, ne pourra ſe mêler dans les Troupes des deux Couronnes pour debaucher les Soldats, Cavaliers, ou Dragons. *Accordé.*

XV. Les Chariots neceſſaires ſeront fournis gratis tant des endroits dont les Garniſons ſortiront, que par tout ailleurs dans leur marche juſqu'à Suze, autant qu'il en faudra pour le tranſport des effets des Rois, les malades & les Equipages des Troupes, & ceux des Officiers Généraux, *On paſſera pour chaque Bataillon trois chariots gratis, & même trois chariots pour chaque Regiment de Cavalerie; le reſte des chariots les Ennemis ſeront obligez de les payer, à la reſerve des Officiers Généraux, auxquels on les donnera auſſi gratis.*

XVI. Il ſera permis de laiſſer de nôtre part deux Commiſſaires de Guerre dans les Places du Milanois, ou Piemont à nôtre choix tant pour prendre ſoin des malades, qui ſeront reſtez dans les Places, à qui il ſera donné des routes pour s'en aller en France, quand ils ſeront gueris ſur le même pied, qu'elles auront été données aux Troupes, que pour liquider toutes les dettes, & les affaires, qui n'auront pas été conſommées tant en Lombardie qu'en Piemont, moyennant quoi les Commiſſaires, Treſoriers, Commis, & autres retenus dans Pavie, Alexandrie, Caſal, & Turin pour regler les dettes, & aſſiſter les priſonniers, auront permiſſion de repaſſer en France après qu'ils auront remis auxdits deux Commiſſaires, qui ſeront nommez par Mr. le Prince de Vaudemont, le Memoire des affaires dont ils étoient chargez. *Accordé. Entendu que l'on ne comprenne pas les Munitions & attirails militaires dans les effets des Couronnes, ſachant bien que l'on ne parle point de Munitions de Guerre dans cet Article, mais on l'a mis par precaution.*

XVII. Les Ennemis, & les Païs où nous avons fait la Guerre, ne pourront rien repeter ſur des Chariots fournis dans les marches extraordinaires, & perte des Bœufs dans les Convois, & pour autres fournitures de foin, paille, & bois faites dans les paſſages des Troupes pendant que nous en avons été en poſſeſſion. *Accordé.*

XVIII. Qu'il ſera permis d'évacuer les Hôpitaux des Places par barque ſur le Pô, ſans attendre le depart des Troupes, moyennant quoi il ſera accordé des Paſſeports tant pour les barques, malades, bleſſez, & utenciles; que pour les Commiſſaires & les Commis, qui doivent avoir ſoin de leur conduite juſqu'à Chivas, où il ſera fourni des Chariots pour mener le tout à Suze, & que ſi la neceſſité obligeoit de laiſſer quelques Malades, ou effets dans quelque Place du Milanois, ou du Piemont, on les y recevra: bien entendu, que ce ſeroit aux dépens du Roi pour leur ſubſiſtance. *Accordé.*

XIX. Outre les piéces d'Artillerie, que chaque Garniſon peut emmener avec ſoi, on pourra emmener l'Artillerie de Campagne, qui conſiſte en trente piéces de Canons de tout calibre, & cinq Mortiers, avec les Munitions, que l'on voudra porter à la ſuite. *Quant au Canon des Places, il y a été répondu par l'* 11. *Article. A l'égard de l'Artillerie de Campagne, l'on accorde vingt-quatre piéces, & point de Mortiers, & cinquante coups par piéce.*

XX. Les Chariots neceſſaires pour le ſervice de ladite Artillerie ſeront fournis gratis de la part des Ennemis en cas de beſoin. *Outre les Bœufs neceſſaires pour les piéces de Canon on donnera pour toute l'Artillerie trente Chariots gratis; s'il en faut davantage les Ennemis les payeront.* ANNO 1707.

XXI. Tous les Officiers d'Artillerie, & tous les Gens qui la ſervent, paſſeront à Suze avec ladite Artillerie aux mêmes conditions que les Troupes. *Accordé.*

## EFFETS.

XXII. Pendant le terme de trois mois à commencer du jour de la Signature du Traité, il nous ſera permis de tirer tous les vivres, & toutes les Munitions de Guerre, qui ſont dans les Places, & autres effets appartenans aux deux Couronnes pour les conduire à Gennes, Venize, ou Suze, tant par Eau, que par Terre, avec les Paſſeports neceſſaires pour leur ſeureté en paiant les voitures, qui ſeront fournies, avec liberté pourtant de s'accommoder ſur les Lieux, ſoit avec les Commiſſaires de Sa Majeſté Imperiale, ſoit avec les Particuliers, ou Juifs, qui voudront les acheter. *Quant aux proviſions de bouche, qui appartiennent aux Ennemis, il ſera permis de les vendre, n'étant pas poſſible de fournir les voitures pour le tranſport; on permettra auſſi de laiſſer des Commiſſaires pendant trois mois pour la vente, & la Liquidation deſdits effets. Les Munitions de Guerre reſteront dans les Places, hors celle, qui ſera donnée pour l'Artillerie auſſi bien de Campagne, que de Garniſon, & diſtribuée ſelon ce qui a été accordé aux Troupes.*

XXIII. L'Intendant, les Commiſſaires de Guerre, les Généraux des Vivres, Directeurs des Hôpitaux, & des Poſtes, Ingenieurs, Tréſoriers, & généralement tous les employez dont il ſera donné un état par l'Intendant pourront marcher avec les Troupes ou ſéparement, en leur fourniſſant des Paſſeports pour ſe rendre en ſûreté juſqu'à Suze. *Accordé.*

XXIV. Les Galleottes pourront être conduites à Venize pour en faire l'uſage, que l'on voudra, les Officiers & Matelots deſdites Galleottes ſuivront les Troupes aux mêmes conditions, qui ſont ſpécifiées ci-deſſus pour les Troupes & Officiers. *Accordé.*

XXV. Tous les priſonniers de Guerre faits en Italie de quelque caractére, & de quelque Nation qu'ils puiſſent être nous ſeront rendus de bonne foi & ſuivront les Troupes, nous obligeant à rendre dans le terme d'un mois tous ceux, qui ſont en France, & qui ne ſont pas à portée d'être rendus ſur le champ. *Les priſonniers François, qui ſe trouvent marquez dans une ſpecification ſignée à part & entre les mains des Imperiaux actuellement ſeront rendus, auſſi bien que quelques autres qui ſont détenus à Roveredo, l'Abadia, & au corps du Général Wetzel; A l'égard des Eſpagnols, Italiens, Suiſſes, & Griſons on en uſera de même depuis le Collonel en bas, exceptez ceux, qui voudront prendre parti dans les Troupes de l'Empereur, ou de S. A. R. ou s'exempter tout-à-fait du ſervice. En échange on ſe contente pour les priſonniers Imperiaux de ce qui a été offert dans l'Article, à ſavoir auſſi du Collonel en bas.*

XXVI. Tous les Suiſſes, qui ont été faits priſonniers, & qui ſe trouvent dans l'Etat de Milan, ou dans leur Païs, ſeront déclarez libres. *Ceux qui n'ont pas pris parti ſont cenſez être compris ſous l'Article des priſonniers.*

XXVII. Le pain, le fourrage, & le logement ſeront fournis gratis par les Ennemis à toutes les ſuſdites Troupes tant de Cavalerie que d'Infanterie, & aux Equipages des Officiers Généraux des Troupes, des Vivres, & de l'Artillerie dans tous les lieux de paſſage, dont il ſera donné un état par l'Intendant, & que de quatre jours l'un, les Troupes ſéjourneront ne faiſant au plus que dix milles d'Italie par jour. *Le pain, & l'avoine, ou autre grain pour les Chevaux ne peuvent pas être donnez gratis, quand l'Ennemi prétend profiter des Magaſins, qui ſont dans les Places: ainſi ils doivent payer ces eſpeces, ou donner une certaine quantité de Farines, & de grains dont on leur fournira chaque jour. Juſques aux frontieres du Piémont le foin s'accorde gratis, & où il ne s'en pourra trouver les Ennemis ſe contenteront de paille, ou de la ſorte du fourrage, que l'on y pourra avoir: on accorde de même la marche de dix milles d'Italie par jour, & le ſéjour au quatrieme.*

XXVIII. Monſieur & Madame la Princeſſe de Vau-

ANNO 1707.

Vaudemont, & tous les Officiers Généraux de quelque Nation qu'ils puiſſent être marcheront avec les Troupes, ou ſéparement, à leur choix droit à Suze, par le plus court chemin avec tous leurs Caroſſes, Chaiſes, Equipages, Suites, & Domeſtiques. Il leur ſera fourni ſur le parti qu'ils prendront les Paſſeports & Eſcortes convenables pour leur ſureté, le logement & le fourrage. *Accordé pour Monſieur & Madame la Princeſſe de Vaudemont, & les Officiers Généraux, les Suites, & Equipages, & on ſe fie à leur parole, qu'ils ne demanderont que ce qui ſera de pure neceſſité.*

XXIX. Il ne ſera permis de retenir aucun Officier, Soldat, Valet, ou autre Perſonne pour dettes, puis qu'on offre de laiſſer des Commiſſaires pour liquider leſdites dettes en toute équité. *Accordé.*

XXX. Quant aux dettes que Monſieur le Prince de Vaudemont peut avoir dans Milan, & le Milanois, il y ſatisfera en donnant des cautions valables dès à préſent pour la ſeureté du payement dans le terme de ſix mois, moyennant quoi main levée lui ſera donnée de ſes Meubles, & effets, & la liberté à ſes Domeſtiques de faire emballer les ſuſdits Meubles & effets, & de les envoyer ſur Paſſeports à Gennes, ou à Suze, moyennant des voitures, qu'on lui fera fournir en payant: il ſera permis à Mr. Carlos Semple, & à la Gorge deux de ſes Domeſtiques comme à tout autre; qu'il envoyera pour faire les recherches des Meubles, & hardes à lui appartenant, qui auront pû être pris par les Particuliers dans les deſordres de l'évacuation de ſa Maiſon, de faire toutes les diligences neceſſaires à cet effet, & en ce cas on demande l'autorité de Mr. le Prince Eugene, & ſes ordres pour l'execution de ce que deſſus. *On ne fait aucune difficulté de faire rendre les Meubles de Mr. le Prince de Vaudemont pourvû que les Créanciers ayent ſeureté & ſatisfaction; & Mr. le Prince Eugene conſent de faire intervenir ſon autorité pour que le tout s'ajuſte avec équité & juſtice.*

XXXI. La même choſe ſera accordée pour tous les Meubles, & hardes des Domeſtiques de Mr. le Prince de Vaudemont, qui pourront ſe trouver dans Milan, ou le Milanois, auxquels il ſera permis pendant trois mois de les retirer à Gennes, ou à Suze. Pour cet effet leſdits Domeſtiques pourront envoyer de leurs Valets, ou y aller eux-mêmes pour faire la recherche de leurs Meubles, ou Hardes, auxquels il ſera fourni des Paſſeports valables pour trois Mois tant pour aller à Milan, que pour les retirer à Gennes, ou à Suze. *Accordé hors ce qui n'aura pas été pris, ou diſſipé dans le commencement.*

XXXII. Tous les Officiers Généraux, & particuliers de quelque Nation, qu'ils puiſſent être, qui pourront avoir laiſſé de leurs Bagages dans les Villes du Piémont, ou du Milanois pourront également les retirer à Gennes, ou à Suze ſur des Paſſeports, qui leur ſeront donnez quand ils en demanderont. *Accordé hors ce qui n'aura pas été confiſqué, ou diſſipé dans le commencement.*

XXXIII. On pourvoira à la ſubſiſtance, & à la ſeureté de la marche des Troupes, & de tous les Equipages juſqu'à Suze. *On pourvoira à la ſeureté de la marche; & ſur la ſubſiſtance, on a répondu aux autres Articles précedens.*

XXXIV. Mr. le Prince de Vaudemont demande à l'Etat de Milan le payement de cinquante mille Ecus qui lui ſont dûs de ſes appointemens comme Gouverneur Général du Milanois échûs dès le mois de Septembre 1706. avant que les Ennemis y ſoient entrez. *On accorde à Mr. le Prince de Vaudemont la Liquidation des comptes pour ce qui concerne ſes gages ordinaires, & extraordinaires de Gouverneur de Milan juſqu'au terme exprimé dans l'Article; & au cas, qu'il lui en reſulte quelques arrérages Mr. le Prince Eugene lui ſera faire raiſon par l'Etat de Milan.*

XXXV. Le même Etat de Milan payera aux Entrepreneurs de l'Artillerie, du pain de munition, fourrage, Grains, & autres, ce qui leur eſt dû, & de la maniere, qu'il eſt ſtipulé dans les aſſignations qui leur ont été données à cet effet par le Magiſtrat, & l'Etat de Milan. *C'eſt une diſcuſſion, qui regarde l'Etat de Milan, & le Magiſtrat, & qui ſera decidée en juſtice, à laquelle les ennemis n'ont plus de part.*

XXXVI. Il ſera donné un Paſſeport à Mr. D. Jean de Herrera Grand Chancelier, qui eſt à Bologne pour joindre les Troupes avec ſon Equipage, & marcher avec elles, ou ſeparement, comme il lui plaira droit à Suze, ou à Gennes par le plus court chemin. Il lui ſera permis auſſi de pouvoir retirer les effets, qu'il peut avoir laiſſé dans Milan ou le Milanois. *Accordé quant aux effets ſur le même pied de ce qui eſt dit aux points precedens.* ANNO 1707.

XXXVII. En rendant le Modenois il ſera permis de faire rendre compte par Mrs. de la Conſulte de Modene de ce qui eſt dû au Roi juſqu'au jour de l'évacuation de la Citadelle de Modene des Fermes de Modene, & des billets faits payables à la fin de Septembre dernier par ladite Conſulte pour la ſomme de 22. mille livres, ſavoir 12. mille à Mr. de Chemerault, 6. mille à Mr. le Chevalier de Luxembourg, & 4. mille à Monſr. d'Eſclainvilliers. *La Citadelle de Modene ayant capitulé, cet Article ſera renvoyé à la Capitulation de la Citadelle de Modene.*

XXXVIII. On laiſſera en pleine liberté ſans pouvoir contraindre tous Officiers, Soldats & autres perſonnes de quelque Nation, caractere, ou profeſſion, que ce puiſſe être, comme auſſi leurs familles, de ſuivre les Troupes, ou de reſter en Italie dans leurs emplois, ou métiers, avec la liberté d'emporter avec eux leurs effets ou les vendre dans le terme de trois mois, ſans inquieter en aucune façon ni ſous aucun prétexte ceux qui auront ſervi en quelque qualité que ce ſoit les deux Couronnes, ou leur auront été attachés. *Accordé, à la reſerve que ceux, qui voudront reſter après trois mois auront beſoin d'une nouvelle permiſſion.*

XXXIX. Les Officiers Généraux, Particuliers, ou autres étant au Service des deux Couronnes pourront jouïr du bien, qu'ils ont dans le Milanois, le Monferrat, le Modenois, & le Mantoüan, ou auront la liberté pendant un an d'en pouvoir diſpoſer par vente, ou autrement. *Accordé pour ſix mois à prendre le parti, qu'ils jugeront à propos.*

XL. On rendra à Monſr. le Duc de Mantoüe la partie du Monferrat, qui lui appartient, ou pour Equivalent Cremone, & le Cremonois avec la même Neutralité, que lui reſteront Mantoüe & ſes Etats: dans leſquels ſont compris le Guaſtallois, & le Bozolois, & qu'il lui ſera libre de mettre telle Garniſon neutre, qu'il lui plaira dans Mantoüe & Cremone, quand les Troupes des deux Couronnes en ſortiront. *Refuſé en tous points: on promet cependant la conſervation des privileges aux habitans de Mantoüe, & Juifs y demeurans.*

XLI. On rendra auſſi à Mr. le Duc de la Mirandole, la Mirandole, & ſes Etats. *Répondu par l'Article precedent.*

XLII. Tous les Batteaux, & Attirails neceſſaires pour les Ponts ſur les paſſages des Rivieres, qui ſe trouveront dans la marche des Troupes juſqu'à Suze ſeront faits, & fournis aux depens des Ennemis, & les ordres de la part des Ennemis ſeront donnez à cet effet, comme auſſi de faire deſcendre inceſſamment les batteaux pour achever de conſtruire le Pont de Cremone. *Accordé.*

XLIII. Il ſera donné des Otages de part & d'autre juſqu'à l'entiere execution du preſent Traité dont S. A. R. de Savoye, & Monſr. le Prince Eugene demeureront Garants dans tout ſon contenu. *Convenu par deux Officiers, ſavoir un Maréchal de Camp, avec un Colonel, ou un Brigadier; & pour ladite Garantie. Fait à Milan, le 13. de Mars 1707.*

LE COMTE SCHLIK. (L. S.) — St. PATER. (L. S.)

LE COMTE DAUN. (L. S.) — LA JAVELLIERE. (L. S.)

*Victor Amé II. par la Grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. Supreme Général Commandant des Armées de Sa Majeſté Imperiale en Italie.*

AYANT vû les Articles ci-deſſus ſignés par Monſr. le Prince Eugene nous les avons approuvez, ratifiez & confirmez, approuvons, ratifions, & confirmons ſelon leur forme, & teneur; Promettant en foi, & parole de Prince de les obſerver, & faire inviolablement obſerver ſans y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu directement

ANNO 1707. ment ni indirectement. En temoin de quoi nous avons signé les presentes de nôtre Séel secret. Données à Turin ce 16. Mars 1707.

*Signé*,

V. AMEDE'E.

*Et Contresigné*;

DE ST. THOMAS.

## LXXVI.

6. Avrii. Versicherungs-Brieff Adalbert Abts des Stiffts Fulda / denen Unterthanen des wieder von ihm eingelösten Ambts Fischberg ertheilet; Worinn derselbe die der Augspurgischen Confession Verwandte bey ihrem Religions-Exercitio, wie auch deren Kirchen und Schul-besoldungen / einkommen / allmoßen / und gerechtigkeiten ungehindert zu lassen verspricht; auch sollen die Evangelische Unterthanen mit denen Römischen die ungewöhnliche feyertage mit zu feyern nicht genöthiget seyn. Geben zu Fuldt den 6. Aprilis Anno 1707. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Fortsetzung. III. Abtheil. III. Absatz. X. pag. 166.]

C'est-à-dire.

*Lettres d'Assurance accordées par* ADELBERT *Abbé de Fulde à ses Sujets de la Ville de* Vieschberg, *par lesquelles il promet de les garder & maintenir inviolablement dans leurs Droits & Privileges, & en particulier dans l'Exercice de la Religion, selon la Confession d'Ausbourg, comme aussi dans la perception, & usage de leurs Revenus, Salaires, Aumones &c. aussi ne seront-ils pas contraints à celebrer avec les Catholiques les Festes inacoutumées, & particulieres. A Fulde le 6. Avril.* 1707.

VON GOttes Gnaden Wir Adalbertus, Abt des Stiffts Fulda / des Heil. Römischen Reichs Fürst / Römischer Kayserin Ertz-Cantzler / durch Germanien und Gallien Primas &c. Uhrkunden und bekennen / für Uns und unsere Nachfolger am Stifft hiermit und krafft dieses / Demnach Wir Unser eine geraume Zeithero unter dem Chur- und Fürstl. Hauß Sachsen Pfandts Weise gestandene Ambt Fischberg / mit seinen Dorffschafften und pertinentien / gegen verglichenen Abtrag des Pfand-Schillings / wiederum einzulösen gemeinet / weßwegen biß daher verschiedene Recht- und Güttl. Handlungen gepflogen worden / und aber die Unterthanen dieses unsers Erb-Ambts der Evangelischen Religion und Glaubens-Lehre nach der Augspurgischen Confession zugethan / und verwandt sind; Alß erklähren Wir Uns uff gepflogene Unterhandlung in Gnaden dahin / haben Uns auch per modum Pacti, auff Intercession der bißherigen Pfands-Inhaber / mit Ihnen also verglichen / und versprechen Ihnen und Ihren Nachkommen sambt und sonders hiermit und in krafft dieses Briefs / daß wir dieselbe in bemelter ihrer Religion und Gottes-Dienst mit Reformation oder sonsten weder directe noch indirecte nicht turbiren / oder kräncken / sondern Sie und Ihre Nachkommen sambt und sonders bey dem publico und privato Exercitio der Evangelischen Religion, bey denen Kirchen und Schulen / auch Pfarr- und Schul-Besoldungen in fixo, wie auch Juribus Stolæ und Accidentien / denen Kirchen-Güthern / Renthen / Gülden / Zinßen / Zehenden an Geld oder Früchten / oder andern Victualien / Gerechtigkeit und Einkommen / die Nahmen haben wie sie wollen / nicht weniger auch denen Hospitalien / Allmosen / Milden-sachen / Stifftungen und deren Perception, ohne alle Hinderung und Abbruch beständig lassen / und ihnen sambt und sonders deme zugegen über kurtz oder lang nichts zuzumuthen / noch daß solches von denen Unsrigen geschehe / gestatten wollen; Worbey im fall Wir alß Territorial-Herr / Unsere Religion in besagten Ambt exerciren wolten / solches iedoch iezterwehnten Unsern Ambts Fischbergischen Unterthanen iezo zugestandenen Exercitio ihrer Religion cum annexis ohnabbrüchig seyn / und denenselben einiger Beytrag oder præstation an die Catholische Priesterschafft / Kirchen- und Schul-Gebäude nicht auffgebürdet / auch in ihren Kirchen und Schulen kein Simultaneum eingeführet werden soll. Wie nun dahero die iezigen Pfarr-Kirchen und Schul-Bedienten besagten Amts / in ihrer Amts- und Religions-Ubung unverstöret gelassen werden / also / wenn an einem Orth einer mit Todt oder sonsten abgienge / hat der benachbahrte Evangelische Pfarrer die Sacra, so lange gewöhnlicher massen zu administriren / biß die Gemeinde mit einem andern versehen / die Wittib aber die Besoldung auff eine gewisse Zeit / dem Herkommen nach / ohne Abbruch zugenieſſen / und versprechen Wir an der abgehenden Stelle / jedesmahl solche Personen zu wehlen und zu confirmiren / welche ihrer Lehre und untadelhafften Lebens auch Geschicklichkeit halber gnugsame Attestata von Evangel. Theologischen Facultäten oder Consistoriis, auch im fall sie schon im Pfarr-Ambte stünden / und ordiniret weren / von denen Gemeinden bekommen; Wie denn die Pfarrherrn nach Gewohnheit der Evangel. Kirchen denen Gemeinden mit Verstattung einer Prob-predigt præsentiret / und wenn Sie nichts erhebliches ihrer Lehr und guten Wandels halber einzuwenden / (wormit und wenn Sie auch sonst wieder ihre Pfarrer und Schul-Diener eine Klage und Beschwerung hätten / Wir sie nicht enthören / sondern die Justiz ihnen wiederfahren lassen wollen) von Evangel. Superintendenten uff vorgehende Prüfung / in Gegenwart einiger von der Gemeinde ordiniret / die Schul-Bedienten auch durch iedes Orths Pfarrern eingeführet werden sollen; Indem auch die Augspurg. Confessions-Verwandten in verschiedenen Materien / alß in puncto divortii & repudii, dispensationis in gradibus prohibitis, &c. von denen bey den Catholischen recipirten Canonibus differiren / alß wollen Wir in obigen und sonst discrepirenden fällen den Beambten auffgeben / daß er mit Zuziehung eines daselbstigen Geistlichen / als in einer Consistorial-Sache / vor allen Dingen die Güthe tentire / Solte dieselbe aber nicht verfangen / und deßwegen die Sache vor Unserer nachgesetzten Regierung in Contradictorio außgeubet werden wollen / so solle daselbst nach ihren Religions-Principien die Sache erörtert / oder auff Begehren der Partheyen / von Außwärtigen / gleicher Religions-Academien oder Rechtsgelehrten ein / oder nach Befinden und Wichtigkeit der Sachen / mehr Decisiv-Urthel eingehohlet / und also die ungekränckte Justiz ertheilet werden.

Dieweil auch nach dem Verbesserten Calender die Haupt-Feste beyder Religionen / auff gleiche Zeit celebriret werden / so hat es dabey sein Bewenden / und wollen Wir die übrige Catholische bey denen Evangel. ungewöhnliche Feyertage Unsere Unterthanen in bemelten Ambt mit zu feyern / nicht nöthigen / Uns im übrigen zu ihnen / samt und sonders versehend / Sie werden sich in Umbgang und Wandel gegen die Catholische Religions-zugethane / dergestalt schied- und friedlich bezeigen / wie

ANNO 1707.

ANNO 1707.

wie es das Oßnabrückische Friedens-Instrument, der Religions-Friede / und Reichs-Constitutiones erfordern / dergleichen die Unsrige denn auch gegen jene gebührend beobachten sollen ; Daferne auch ausser diesen Angeführten denen Unterthanen sambt und sonders ein mehrers in puncto Religionis, vermöge obangeführten Instrumenti Pacis competiret / sollen Sie gleichfalls dabey ungehindert gelassen werden.

Diese Unsere Zusage und Versicherung / haben offtergemelte Unsere Unterthanen des Ambts Fischberg / mit unterthänigsten Danck acceptiret / und angenommen / wieder welche wir und Unsere Nachkommen am Stifft Uns mit keinen Exceptionen / wie dieselbe Nahmen haben / oder aus Kayserl. und Päbstlichen Rechten erfunden werden möchten / behelffen / inmassen Wir Uns derselben auff das kräfftigste hiermit begeben / sondern derselben / alß obbesagten Instrum. Pac. Westphal. gemäß / bey der darinnen vorgesehenen Versicherung / deren auch Unsere Unterthanen des Ambts Fischberg und ihre Nachkommen billig geniessen / Fürstlich nachleben wollen / Treulich sonder Gefährde. Zu Uhrkund und mehrer Versicherung dessen allen / haben Wir diesen verbindlichen Vergleichs-Zusags- und Versicherungs-Brieff eigenhändig unterschrieben / mit Unserm Secret und Insiegel bestärcket / und wissentlich von Uns gestellet ; So geschehen und geben Fuldt den 6. April, im Jahr nach Christi Unsers HErrn und Erlösers Geburth / Tausend Sibenhundert und Sieben.

ADALBERT Abt.

L.S.

## LXXVII.

7. Mai. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* LEOPOLD *Duc de Lorraine, de Bar &c. par lequel S. A. R. est retablie, & doit demeurer en la pleine & paisible possession de la Terre & Seigneurie de Commercy, ses Appartenances dependances, & Annexes; sçavoir des Villes, Bourg, & Fauxbourg de Commercy, & des Villages de Breuil, Lerouville, & d'Euville, en tous Droits de Souveraineté & encore des Villages de Ville-Issey, saint Aubin, Meligny le grand, Mesnil la Horgne, Chonville, & la Neuville au Rup, leurs Appartenances, Dependances & Annexes; à la charge neantmoins, du Ressort au Bailliage de Vitry, & en cas d'Appel, au Parlement de Paris. Fait à Metz le 7. Mai* 1707. Avec *les* POUVOIRS, *&* *les* RATIFICATIONS *de l'une & de l'autre Partie; Et le* PROCES VERBAL *de la prise de Possession pour S. A. R. de Lorraine, du* 19. *d'Août* 1707. [Tiré des Archives de Lorraine.]

NOUS DOMINIQUE DE BARBERIE, Chevalier, Seigneur de Saint Contest, & autres lieux, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en la Generalité de Metz, Frontieres de Champagne, du Luxembourg, & de la Sarre; Commissaire nommé par Sa Majesté, par Commission du dix sept Avril dernier; Et JEAN-BAPTISTE DE MAHUET, Chevalier, Seigneur de Drouville, & autres lieux, Conseiller d'Etat de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc de Lorraine, Premier Président en la Cour Souveraine de Lorraine & Barrois; Et PAUL PROTIN, Chevalier Seigneur de Vulmont, aussi Conseiller d'Etat de S. A. R. & Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Commissaires nommez de Sadite Altesse, par Commission du 20. Fevrier aussi dernier; à l'effet d'examiner les prétentions que Sa Majesté peut avoir dans la Terre & Souveraineté de Commercy & ses dépendances; ce qui peut appartenir à Sadite Altesse Royale dans la même Terre & Souveraineté; de quelle maniere le Duc Charles en jouïssoit en l'année mil six cent soixante & dix; & passer ensuite entre Nous tous Traitez, Conventions, & autres Actes necessaires, pour conserver les Droits & prétentions legitimes de Sa Majesté, ceder & abandonner à Sadite Altesse tout ce qui se trouvera lui appartenir dans ladite Terre & Souveraineté de Commercy & ses dépendances, ainsi qu'il est plus au long spécifié par nosdits Pouvoirs & Commissions, que nous nous sommes respectivement communiquez, & dont les Copies seront inserées mot à mot à la fin des Presentes.

Sur quoi ayant de nouveau examiné le Procés verbal que Nous avons fait sur ce sujet le vingt-quatriéme jour de Fevrier, en consequence des ordres particuliers que nous en avions reçus de Sa Majesté & de Sadite Altesse Royale, contenant les raisons alleguées de part & d'autre, & les Titres & Papiers sur lesquels elles étoient fondées; Nous avons reconnu que la Terre & Seigneurie de Commercy doit être considerée comme se divisant en deux parties; l'une composée des Châteaux, Ville, Bourg & Faubourgs de Commercy, & des Villages de Breuil & Lérouville, qui depuis plusieurs siecles ont été possedez par indivis en Souveraineté par les Ducs de Lorraine & les Seigneurs Damoiseaux dudit Commercy, lesquels possedoient encore seuls en Souveraineté le Village d'Euville.

L'autre partie composée des Villages de Ville-Issey, Saint-Aubin, Chonville, Méligny le grand, Mesnil la Horgne, & la Neuville au Rup, qui appartenoient ausdits Seigneurs Damoiseaux seuls, & neanmoins soumis au ressort de la jurisdiction du Bailliage de Vitry, où ils ressortissent actuellement, & par appel au Parlement de Paris, & que tout ce qui appartenoit ausdits Seigneurs Damoiseaux en ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes, a été vendu en l'année 1665. par feu M. le Cardinal de Retz au feu Duc Charles IV.

Au moyen de quoi Nous sommes convenus, qu'en vertu du Traité de Paix de Ryswick, Son Altesse Royale doit être rétablie & demeurer en la pleine & paisible possession de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes, sçavoir des Châteaux, Ville, Bourg & Faubourgs dudit Commercy; & des Villages de Breuil, Lérouville, & d'Euville en tous Droits de Souveraineté, ainsi que les Ducs ses Prédecesseurs, & les Seigneurs Damoiseaux de Commercy en ont ci-devant joui, & en jouïssoient en l'année 1670. Et des Villages de Ville-Issey, Saint-Aubin, Chonville, Meligny, Mesnil la Horgne, & la Neuville au Rup, & leurs dépendances, appartenances & annexes, à la charge neanmoins du ressort au Bailliage de Vitry, & en cas d'appel au Parlement de Paris; Et en consequence tous les empêchemens qui auroient été apportez de la part de Sa Majesté, à la pleine & libre jouïssance de Sadite Altesse Royale, sont & demeurent levez, & les ordres donnez de la part de Sa Majesté, nuls & revoquez.

Le present Traité a été ainsi fait, conclu & arrêté par Nousdits Commissaires, sous le bon plaisir de Sa Majesté, & de Sadite Altesse Royale; promettant respectivement en ladite qualité, de le faire agréer & ratifier incessamment, & d'en échanger les Ratifications le plutôt que faire se pourra. FAIT double à Metz, le septiéme jour de May mil sept cens sept,

*Signé*,

DE BARBERIE DE SAINT CONTEST.

J. B. MAHUET, & PROTIN.

*Com-*

ANNO 1707.

*Commiſſion de Sa Majeſté T. C. pour M. de Saint Conteſt.*

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A notre amé & feal Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances en la Generalité de Metz, & ſur nos frontieres de Champagne, Luxembourg & la Sarre, le Sieur de Saint Conteſt, SALUT. Notre tres-cher & tres-amé frere & neveu le Duc de Lorraine Nous a fait repreſenter que par l'article XXVIII. du Traité de Paix conclu à Ryſwick, il eſt porté qu'il ſera rétabli, pour lui, ſes Hoirs & Succeſſeurs, dans la libre & pleine poſſeſſion des Etats, lieux & biens que le Duc Charles ſon Oncle paternel poſſedoit l'an 1670. lors qu'ils furent occupez par nos Armes; Qu'en cette année-là, ledit Duc Charles poſſedoit la Terre & Souveraineté de Commercy, ſes appartenances, dépendances & annexes; ſçavoir, la moitié de cette Souveraineté acquiſe par ſes Autheurs en l'année 1443. & l'autre moitié, par l'acquiſition que le même Duc Charles en fit en 1665. du Cardinal de Retz, à qui elle appartenoit inconteſtablement, en qualité de Legataire univerſel de Charles d'Angennes ſon couſin germain, Damoiſeau de Commercy; à l'exception de quelques Villages, que notredit Frere & Neveu reconnoit être du Reſſort du Bailliage de Vitry, & dont les Appels vont en notre Cour de Parlement de Paris; Que le Cardinal de Retz, par le Contract de vente qu'il fit de ſa moitié, ſe reſerva la jouïſſance & l'uſufruit, ſa vie durant, tant de la moitié qu'il avoit venduë, que de celle qui appartenoit audit Duc Charles, dont il a jouï paiſiblement juſqu'à ſon décés, & dont Nous n'avons pris poſſeſſion que par la voie des armes, & par les Arrêts de reünions, dont Nous avons bien voulu depuis Nous départir en faveur de la Paix generale, par l'article IV. du Traité de Ryſwick. Et comme notredit Frere & Neveu Nous a fait propoſer de nommer un Commiſſaire de notre part, pour, avec ceux qu'il choiſira de la ſienne, examiner les Droits que Nous avons ſur ladite Souveraineté de Commercy, & ſes dépendances, & ceux qui peuvent auſſi lui appartenir, pour les regler & terminer définitivement; Nous avons cru que Nous ne pouvions choiſir perſonne qui pût s'en acquitter plus dignement que vous, par la connoiſſance que Nous avons de votre capacité, de votre vigilance, de votre zele, & de votre attachement à notre ſervice, dont vous avez déja donné des preuves en pluſieurs occaſions importantes. POUR CES CAUSES, aprés Nous être fait repreſenter leſdits Articles IV. & XXVIII. dudit Traité de Ryſwick, & l'Article XLIX. du même Traité, qui porte que la ceſſion ou la reſtitution de tous les lieux, perſonnes, effets, ou Droits, que Nous avons faite, n'acquerrera aucun nouveau Droit à ceux qui auront été rétablis, ou qui le devront être; Voulans favorablement traiter notredit Frere & Neveu, & lui donner des marques de l'eſtime & de l'affection que nous avons pour lui, Nous vous avons commis, ordonné & député, & par ces Preſentes ſignées de notre main, commettons, ordonnons & députons, pour avec les Commiſſaires qui ſeront par lui nommez, munis de Pouvoirs ſuffiſans, examiner les Droits & prétentions que Nous pouvons avoir dans la Terre & Souveraineté de Commercy & ſes dépendances; ce qui peut appartenir à notredit Frere & Neveu dans la même Terre & Souveraineté; de quelle maniere le Duc Charles en jouïſſoit en 1670. & paſſer enſuite avec ſes Commiſſaires, tous Traitez, Conventions, & autres Actes neceſſaires, pour conſerver nos Droits & prétentions legitimes, ceder & abandonner à notredit Frere & Neveu tout ce qui ſe trouvera lui appartenir dans ladite Terre & Souveraineté de Commercy & ſes dépendances; & generalement promettre, ſtipuler, conclure & accorder tout ce que vous eſtimerez neceſſaire, pour terminer entiérement cette affaire, avec la même autorité que Nous ferions ou pourrions faire, ſi Nous y étions preſens en perſonne, encore que le cas requît un Mandement plus ſpecial: Promettant en foi & parole de Roi, d'avoir agreable, & de tenir ferme & ſtable à toujours, tout ce que vous aurez arrêté, conclu & ſigné en notre nom, & d'en fournir la Ratification en bonne forme dans les temps dont vous ſerez convenu: Car tel eſt notre plaiſir. DONNE' à Verſailles, le dix-ſeptiéme jour du mois d'Avril l'an de grace mil ſept cent ſept, & de notre regne le ſoixante quatriéme. ANNO 1707.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas:*

Par le Roi,

*Signé*,

COLBERT.

*Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune.*

*Commiſſion de S. A. R. M. le Duc de Lorraine pour Meſſieurs Mahuet & Protin.*

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jeruſalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mouſſon & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenſtein, &c. A nos trés chers & Feaux le Sieur Jean-Baptiſte de Mahuet, Baron du Saint Empire, Seigneur de Saulcy & Drouville, Conſeiller en nos Conſeils d'Etat & Privé, & premier Préſident en notre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois; Et le Sieur Paul Protin, auſſi Conſeiller d'Etat des Nôtres, & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, SALUT. Ayant jugé du bien de notre ſervice de nommer & commettre quelques perſonnes de notre part, pour, avec le Commiſſaire qui ſera dénommé par le Roi Tres-Chrétien, entrer en connoiſſance des difficultez & conteſtations qui ſe rencontrent entre Sa Majeſté Tres-Chrétienne & Nous, au ſujet de la Souveraineté des Terre & Seigneurie de Commercy, & Villages en dépendans; Sçavoir faiſons, qu'étans pleinement informez de votre capacité, experience, bonne conduite, fidelité, & affection au bien de notre ſervice; A CES CAUSES, & autres bonnes & juſtes à ce Nous mouvantes, Nous vous avons commis, nommé, ordonné & député, commettons, nommons, ordonnons & députons par ces Preſentes pour nos Commiſſaires, & en cette qualité reconnoître avec le Commiſſaire qui ſera pareillement nommé par Sa Majeſté T. C. toutes les difficultez & conteſtations qui ſe rencontrent au ſujet de la Souveraineté deſdites Terre & Seigneurie de Commercy, ſes appartenances & dépendances, les terminer, regler & décider entre vous & lui, ainſi qu'il ſera jugé plus convenable, & en paſſer tous Traitez & autres Actes à ce neceſſaires; De quoi faire Nous vous avons donné & donnons tout Pouvoir, Commiſſion, & Mandement exprés & ſpecial. Promettant d'avoir pour agreable, ferme & ſtable, approuver, confirmer & ratiffier tout ce dont vous ſerez convenus en notre nom à cet effet. Mandons à tous nos Officiers, Juſticiers, Hommes & Sujets qu'il appartiendra, de vous reconnoître en qualité de nos Commiſſaires, & de vous donner toute l'aſſiſtance dont vous pourrez avoir beſoin pour le fait de ladite Commiſſion: Car ainſi Nous plait. En foi de quoi Nous avons aux Preſentes ſignées de notre main, & contreſignées par l'un de nos Conſeillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre notre grand Scel. DONNE' en notre Ville de Lunéville, le 20. Fevrier mil ſept cens ſept.

*Signé*,

LEOPOLD.

*Et plus bas:*

Par Son Alteſſe Royale,

J. LE BEGUE,

*Et ſcellé du grand Sceau de cire ronge. Collationné*, *Signé*,

DE BARBERIE DE SAINT CONTEST,

J. B. MAHUET & PROTIN.

ANNO 1707.

*Ratification de Sa Majeſté T. C.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront, SALUT. Ayant vû & examiné les Articles du Traité conclu & ſigné en notre nom le ſeptiéme de ce mois, entre notre amé & feal le Sieur de Saint Conteſt, Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances de la Generalité de Metz, & ſur nos frontieres de Champagne, Luxembourg & de la Sarre, en vertu du plein Pouvoir que Nous lui en avions donné; & entre les Sieurs de Mahuet, Conſeiller d'Etat de notre tres cher & tres-amé Frere & Neveu le Duc de Lorraine, & premier Preſident en ſa Cour Souveraine de Lorraine; Et le Sieur Protin, auſſi Conſeiller d'Etat de notredit Frere & Neveu, & Maître des Requêtes ordinaire de ſon Hôtel, munis pareillement des Pouvoirs neceſſaires; duquel Traité la teneur s'enſuit.

*Nous Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint Conteſt & autres lieux, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances en la Generalité de Metz, frontieres de Champagne, du Luxembourg & de la Sarre, Commiſſaire nommé par Sa Majeſté, par Commiſſion du dix-ſept Avril dernier, &c.*

Nous ayant agreable le ſuſdit Traité, en tout & un chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & declarez, avons iceux loué, approuvé & ratifié, louons, approuvons & ratifions par ces Preſentes ſignées de notre main; Promettant, en foi & parole de Roy, de l'accomplir, obſerver, & faire obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſſe être. En temoin de quoi Nous avons ſigné ces Preſentes, & à icelles fait appoſer notre ſcel. DONNE' à Marly le trente & uniéme jour de May l'an de grace mil ſept cent ſept, & de notre Regne le ſoixante cinquiéme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas:*

Par le Roy,

*Signé*,

COLBERT;

*Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune.*

*Ratification de S. A. R. Monſeigneur le Duc de Lorraine.*

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jeruſalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mouſſon & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenſtein, &c. A tous ceux qui ces Preſentes verront, SALUT. Ayant vû le Traité que nos tres chers & feaux le Sieur Jean Baptiſte de Mahuet, Baron du S. Empire, Seigneur de Saulcy & de Drouville, Conſeiller en nos Conſeils d'Etat & Privé, Preſident en notre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois; & le Sieur Paul Protin, auſſi Conſeiller d'Etat des Nôtres, & Maîtres des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, Commiſſaires par nous députez en vertu du Pouvoir que Nous leur avions donné, auroient conclu, arrêté & ſigné en la Ville de Metz, le ſeptiéme du preſent mois de May, avec le Sieur Dominique de Barberie de Saint Conteſt, Conſeiller du Roi T. C. en ſes Conſeils, Maître des Requêtes ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances en la Generalité de Metz, frontieres de Champagne, du Luxembourg & de la Sarre, & ſon Commiſſaire pareillement muni de ſon Pouvoir, duquel Traité la teneur enſuit.

*Nous Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint Conteſt & autres lieux, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils, Maître des Requêtes ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances en la Generalité de Metz, Frontieres de Champagne, du Luxembourg, & de la Sarre, Commiſſaire nommé par Sa Majeſté, par Commiſſion du dix-ſept Avril dernier, &c.*

ANNO 1707.

Nous avons le ſuſdit Traité agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Preſentes; Promettant en foi & parole de Prince, de l'accomplir, obſerver & faire obſerver en tous ſes Points & Articles, ſans ſouffrir que pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit, il y ſoit contrevenu directement ni indirectement. En témoin de quoi Nous avons auſdites Preſentes ſignées de notre main, & contreſignées par l'un de nos Conſeillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre notre grand Scel. DONNE' en notre Ville de Lunéville, le quatorziéme dudit mois de May mil ſept cens ſept.

*Signé*,

LEOPOLD.

*Et plus bas:*

Par Son Alteſſe Royale,

*Signé*,

J. LE BEGUE.

*Proces-verbal de Priſe de poſſeſſion par M. Mahuet, pour S. A. R. M. le Duc de Lorraine.*

CEJOURD'HUI dix-neufviéme Août mil ſept cent ſept. Nous JEAN-BAPTISTE MAHUET, Chevalier Seigneur de Saulcy, Drouville, & autres lieux, Conſeiller d'Etat de Son Alteſſe Royale, Premier Preſident en ſa Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, Commiſſaire par Elle nommé par Lettres expediées à Lunéville, le quatorze du preſent mois, ſignées de Sadite Alteſſe Royale, & contre ſignées LABBE', & ſcellées de ſon Scel ſécret, à l'effet de prendre pour Elle & en ſon nom, poſſeſſion de la Souveraineté des Châteaux, Ville, Bourg & Faubourg de Commercy, ſes appartenances, dépendances & annexes, en execution du Traité paſſé en la Ville de Metz le ſeptiéme May dernier, entre Monſieur Barberie de Saint Conteſt, Conſeiller du Roi tres-Chrêtien en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de la Generalité de Metz, & Commiſſaire nommé par Sa Majeſté Tres-Chrétienne d'une part; Nous, & Monſieur PROTIN, Chevalier Seigneur de Vulmont, Conſeiller d'Etat de Son Alteſſe Royale, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Commiſſaires nommez par Sadite Alteſſe Royale, d'autre part; à l'effet de terminer les difficultez & conteſtations qui ſe rencontroient entre Sa Majeſté Tres-Chrétienne & Sadite Alteſſe Royale, au ſujet de la proprieté de la Souveraineté de la Terre & Seigneurie de Commercy, ſes appartenances, dépendances & annexes, ledit Traité ratifié par Son Alteſſe Royale le quatorze dudit mois de Mai, & par Sa Majeſté Tres-Chrétienne le trente & uniéme du même mois; Nous étant tranſportez en cette Ville de Commercy pour l'execution de notre Commiſſion & dudit Traité, par lequel il eſt convenu & arrêté qu'en vertu du Traité de Paix conclu à Ryſwick le trentiéme Octobre de l'année 1697. Sadite Alteſſe Royale devoit être rétablie & maintenuë en la pleine & paiſible poſſeſſion de la Souveraineté de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ſes appartenances, dépendances & annexes; Nous avons fait avertir les Sieurs Charles-François Durand, Jean Noirel, & Henry-François Bonnet, Preſident & Juges de la Cour Souveraine des grands Jours dudit Commercy, & le Sieur François-Anne Dupuy, Procureur General de ladite Cour, de ſe rendre dans la Salle de leurs Séances ordinaires, accompagnez de leurs Greffiers & Huiſſiers; Où nous étant pareillement rendu, & ayant pris ſéance, Nous y avons mandé les Prevôts de la Juſtice ordinaire dudit lieu, leurs Lieutenans, les Procureurs Fiſcaux, & leurs Subſtituts, les Prevôt,

ANNO 1707.

vôt, Procureur, Syndic & Secretaire de la Juſtice des Chanoines dudit lieu, les Officiers de l'Hôtel commun de ladite Ville, & les Maires de tous les Villages dépendans de ladite Terre & Seigneurie : Tous leſquels ayant comparu; Sçavoir M. Jean Baptiſte Raillard, Prevôt, pour Madame la Princeſſe de Liſlebonne, Dominique Rouyer ſon Lieutenant, François Lallemand Procureur d'Office de ladite Dame, François Dominique Lallemand ſon Subſtitut, Nicolas Martin, Humbert Saintin, & Nicolas Martinot Greffier deſdites Prevôtez ; les Sieurs Jean Guillermin, Prevôt de la Juſtice des Chanoines, Jean Haybelot Syndic, & Nicolas Rouyer Secretaire; M. Dominique Rouyer Maire de Commercy, François la Paillotte le jeune, Lieutenant, Anthoine Denis, Nicolas Gallois, & Gilbert Baudot Echevins, ledit Dominique Rouyer Maire de Breuil, Jean Larcher Maire d'Euville, Jean Hebert, & Chriſtophe Saintin Maire de Lérouville, Claude Desbœufs Maire de Chonville, Jacques Touſſenel Maire de Saint-Aubin, Gerard Petit, Maire de Meſnil la Horgne, Pierre Lucion Maire de la Neuville au Rup, Claude Fromont & Martin Maury Maire de Meligny le grand, Nicolas Rouyer Maire de Ville-Iſſey.

Nous leur avons declaré qu'en vertu du Traité dudit jour ſeptiéme May dernier, des Ratifications qui en ont été bien & duëment faites & échangées, & de notre Commiſſion dont nous leur avons fait donner lecture, nous étions venus pour prendre, comme effectivement nous prenons en leur preſence poſſeſſion au nom de Son Alteſſe Royale, de la Souveraineté de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ſes appartenances & dépendances annexes ; pour en jouïr par Sadite Alteſſe Royale dans les Châteaux, Ville, Bourg & Fauxbourg dudit Commercy, & encore dans les Villages de Breuil, Lérouville, & Euville, en tous Droits de Souveraineté, ainſi que les Ducs ſes Prédeceſſeurs, & les Seigneurs Damoiſeaux de Commercy en ont ci-devant joui, & en jouïſſoient en l'année 1670. Et encore dans les Villages de Ville-Iſſey, Saint-Aubin, Méligny le grand, Meſnil la Horgne, Chonville, & la Neuville au Rup, leurs appartenances, dépendances & annexes, ſous le reſſort neanmoins de la Juſtice deſdits ſix Villages, leurs appartenance, dépendances & annexes, au Bailliage Royal & Siége Preſidial de Vitry, & en cas d'appel au Parlement de Paris. Et en conſequence, nous avons ordonné que par M. Philippe Larcher, Greffier par nous commis, ledit Traité, notre Commiſſion, & notre preſent Procés-verbal ſeront regiſtrez dans les Regiſtres de la Cour Souveraine deſdits Grands Jours, & que par les Greffiers ordinaires deſdites Prevôtez & Hôtel de Ville, ils ſeront pareillement regiſtrez dans les Regiſtres deſdites Juriſdictions, pour être le contenu audit Traité exactement ſuivi & executé ſelon ſa forme & teneur.

Enſuite de quoi, & du Pouvoir qu'il a plû à Son Alteſſe Royale de nous donner, avons deſtitué leſdits Sieurs Durand, Noirel, Bonnet & Dupuy des Offices & Commiſſions, en vertu deſquels ils exerçoient la Juriſdiction de la Cour Souveraine des Grands jours de Commercy, de même que le Greffier & les Huiſſiers de ladite Cour, & leur avons fait deffences d'y plus faire les fonctions des emplois dont ils étoient revêtus, en vertu des Titres & Commiſſions qu'ils en avoient. Et de la même autorité, nous les avons rétablis, ſous le bon plaiſir de Son Alteſſe Royale, pour y faire les mêmes & ſemblables fonctions, en ſon ſeul nom, ſous ſon Scel, & ſous ſon autorité Souveraine, tant qu'il lui plaira, avec les mêmes titres & qualitez, Séances, Honneurs, Prérogatives, Autoritez, Prééminences, Franchiſes, Priviléges, Droits, Emolumens, profits & revenus dont ils ont ci-devant joui, & dû jouïr de Droit. A l'effet de quoi Nous avons pris & reçu d'eux le ſerment au cas requis. Avons en outre enjoint auſdits Prevôts, & encore au Prevôt, Procureur Syndic des Chanoines dudit lieu, dont les appellations reſſortiſſoient immédiatement à ladite Cour Souveraine, enſemble aux Maire & Officiers de l'Hôtel de ladite Ville, de bien & fidelement exercer leurs emplois, ſous l'autorité Souveraine de Son Alteſſe Royale, de même qu'aux Maires des Villages de Breüil, Lérouville, & Euville, de reconnoître pour Juges Souverains, & en dernier reſſort, les Préſidens & Officiers par Nous établis pour exercer la Juriſdiction de ladite Cour Souveraine des Grands jours : Enjoignant pareillement à ceux des Villages de Ville-Iſſey, Saint-Aubin, Chonville, Méligny le grand, Meſnil la Horgne, & la Neuville au Rup, de reconnoître, comme ils ont fait ci-devant, les Gens tenans le Bailliage Royal & Siége Préſidial de Vitry pour Juges du Reſſort de leurs Juſtices, & en cas d'Appel, le Parlement de Paris ; & à tous les Hommes, Sujets, Officiers, Juſticiers & Habitans de la Souveraineté de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ſes appartenances, dépendances & annexes, de ſe comporter en tout comme bons & fideles Sujets de S. A. R. doivent faire, & de lui obeïr fidellement en tout ce qui leur ſera ordonné & commandé de ſa part. A l'effet de quoi Nous avons pareillement pris & reçu le ſerment au cas requis, deſdits Prevôts, leurs Lieutenans, Procureurs fiſcaux, leurs Subſtituts, & des Officiers dudit Hôtel de Ville, & des Maires de tous leſdits Villages, en preſence des plus notables Eccleſiaſtiques & Bourgeois de ladite Ville & Souveraineté. FAIT en la Salle de l'Audiance de la Cour Souveraine des Grands jours dudit Commercy, ledit jour dix-neufviéme Août mil ſept cens ſept.

*Signé*,

J. B. MAHUET,
DE LAHEVILLE,
DURAND,
J. NOIREL,
H. F. BONNET,
DUPUY,
J. B. RAILLARD,
BRADY,
F. LALLEMAND,
F. D. LALLEMAND *Subſtitut*,
BARROIS,
L. S. NICOLAS, *Doyen & Curé de Commercy*,
LA PAILLOTTE *Lieutenant de Maire*,
BAULIN *Avocat*,
D. ROUYER *Maire*,
ANTHOINE DENIS,
NICOLAS GALLOIS,
F. LARTILLIER *Avocat*,
C. BAUDOT,
N. THOMAS *Subſtitut*,
FRANÇOIS LA PAILLOTTE *Lieutenant de Prevôt*,
GUILLERMIN *Prevôt*,
MARTINOT *Greffier*,
J. HEYBLOT *Procureur Syndic du Chapitre*,
N. ROYER *Secretaire*,
D. MAILLOT *Prieur de Breuil*,
D. LOUIS POINSIGNON *Procureur*,
J. HEBERT.
JEAN CHEVENIER,
JEAN LARCHER *Maire d'Euville*,
NICOLAS GUICHARD,
J. VOITOU,
J. BICRAT,
C. DESBOEUFS *Maire de Chonville*,
JACQ. TOUSSENEL,
C. SAINCTIN,
G. PETIT,
N. ROUYER,
F. B. RAMBONNET *Prieur de l'Abbaye de Riéval*,
C. FROMONT,
F. JEAN BOTTIN *Procureur de l'Abbaye de Riéval*,
M. MAURY, & LARCHER *Greffier de la Cour*.

ANNO 1707. 30. Juillet

## LXXVIII.

*Traité par lequel la Ville & Cité de* TOURNAI, *ſe ſoumet pour ſa Banlieue ancienne & nouvelle, aux Contributions de Guerre ordonnées par L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à Gand le* 30. *Juillet* 1707. [Pièce autentique tirée des Regiſtres de la Ville & Cité de Tournay.]

*DE Raad van Staate der Verecnigde Nederlanden geſien en geexamineerd hebbende het Accoord door den Ontfanger der Contributien Johan Theodoor Wierts als daar toe wegens haar Ed. Mog. geauthoriſeert geſlooten over der Contributien met die van het Banlieue van Doornick op de* 30. *Julii laaſt leede volgende hier na van woorde te woorde.*

NOUS Jean Theodore Wierts ayans la direction des Contributions pour le ſervice des Etats Generaux des Provinces Unies, authoriſé de la part du Conſeil d'Etat deſdites Provinces d'une part, Jean Baptiſte Vivequin, Maximilien Cambier, & Pierre François de la Ruë, reſpectivement deputez pour les Banlieues ancienne & nouvelle de la Ville de Tournay au del à de l'Eſcault coſté de Lille & de la Flandres d'autre part, pour traiter de la Contribution de la preſente année, qui eſt commencée le quinze de May dernier à finir à pareil jour de l'an mil ſept cens huit, declarons, ſans tirer a conſequence pour la ſuitte, qu'il ſera payé par leſdites Banlieues ancienne & nouvelle avec les dependances la ſomme de ſept mille cinq cens Florins argent de change, pour toute Contribution, Fourages, Vaches & autres choſes, generalement quelconques qui pourroient être exigibles à ce titre ou autres charges de quelque nom qu'on les puiſſe nommer & qualifier pendant ledit terme, ſauf les Droits de Sauvegardes dont il en ſera pris & payé deux pendant laditte année par chaque Paroiſſe de laditte Banlieue ancienne & nouvelle à raiſon de cinq Eſcus chacune, & deux eſcalins de permiſſion pour les Droits d'enregiſtrement, excepté les Droits de Comptoir.

II. Le payement de la ditte ſomme de ſept mille cinq cens Florins ſera entre les mains dudit Sr. Wierts en quatre termes, dont le premier eſcherra au quinze d'Aouſt prochain, le deuxieſme pendant tout le mois d'Octobre auſſi prochain, le troiſieſme pendant le mois de Janvier mil ſept cens huit, & le dernier au dix d'Avril de la meſme année.

III. Au moyen de quoy les Partis qui pourroient être envoyez dans leſdittes Banlieues pour le ſervice des Alliez, ſeront tenus d'y vivre en bonne ordre & diſcipline de Guerre, & ils n'y rafraichiront que pour leur Argent, ſans être en aucune maniere à charge auxdites Banlieues, & s'ils faiſoient le contraire, il ſera tenu des Proces verbaux deuement verifiez par les Officiers ou Gens de Loy des Lieux des dommages & intereſts qu'ils y auront cauſez, pour en être tenu compte ſur ladite Contribution.

IV. Les Habitans deſdites Banlieues pourront prendre les Armes contre les Marodeurs, Voleurs, & les Parties qui ne ſeront pas munis de Paſſeports ſuffiſans, ſans que pour cela ils ſoient reputez avoir commis aucune hoſtilité ou choſe contraire au preſent Traité.

V. Les Generaux, Commandants, & autres Officiers deſdits Alliez, ne pourront exiger deſdits Habitans aucune choſe, ſoit à titre de donation, preſens, courtoiſie, ou autrement, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, & ſi nonobſtant le preſent Traité, ils en exigeoient quelque choſe, il en ſera dreſſé des Proces verbaux par les gens de Loy ou Officiers des Lieux, leſquels étans trouvez veritables ſeront envoyez audit Sieur Wierts, pour les examiner, & en tenir compte ſur laditte Contribution.

VI. En ſorte que les Habitans deſdites Banlieuës, tant Nobles qu'autres, de telle qualité qu'ils ſoient, excepté les Militaires, demeureront en toute ſeureté avec leurs Biens, Beſtiaux, Grains, Fourages, Utenſiles, Denrées & tous autres effects generalement quelconques, & pourront aller venir & trafiquer librement dans toute l'étenduc des Terres & Places de leur Souverain, & de ſes Alliez, pourveu qu'ils ſoient munis d'un Certificat de la Juſtice ou gens de Loy de leur reſidence.

VII. Il ſera delivré de Paſſeports gratis aux grand Prevoſt, Majeur, Commis aux Finances, Conſeiller Penſionaire, Subdelegué de l'Intendant, Commis au Logement, Procureur Fiſcal, Greffier & Treſorier de laditte Ville, & auxdits Cambier & de la Ruë Deputez, pour leurs Perſonnes, Femmes, Enfans & Domeſtiques, enſemble ou ſeparement en telle voiture qu'il leur plaira. ANNO 1706.

VIII. Que les Seigneurs & Dames des Paroiſſes & Seigneuries eſdites Banlieuës, les Baillifs, Greffiers Collecteurs des Tailles des Communautés auſſi bien que les Laboureurs du College demeurans dans laditte Ville pourront aller & venir librement, & en toute ſeureté, faire les fonctions de leurs Charges dans les Villages, de ladite Banlieuë de Tournay, & en general il ſera permis conformement à la reſolution de leurs Nobles Puiſſances, du 27. Janvier de la preſente année, que les Habitans de ladite Banlieuë de Tournay gagnant leur vie à l'Agriculture ou Negoce & demeurant dans le plat Païs à une lieue des Terres d'Eſpagne occupez par les Armes des Alliez, d'aller l'eſpace d'une lieue ſur leſdites Terres & au plus proche marché & plat Païs d'Eſpagne, munis d'un Certificat des Gens de Loy de leurs Villages.

IX. Que les Habitans des ſuſdites Banlieues & les Laboureurs dudit College, eſtans commandés comme Pionniers, ou bien avec leurs Chevaux, Chariots, ou Charettes, pour le ſervice de leur Souverain, ſes Armées ou Alliées, pourront aller & retourner librement avec leurs outils, Chevaux, Charettes, ou Chariots par toutes leſdites Terres ſans être de bonne priſe, moyennant un Certificat des Officiers ou Gens de Loy de leur reſidence, & qu'ils vont par ordre de leurs Superieurs pour le ſervice de leurdit Souverain, ou de ſes Alliez, tant dans les Armées que dans les Places.

X. Il a été convenu que l'or & l'argent monnoyé dont les particuliers deſdites Banlieues & autres ci-deſſus ſpecifiez ſe trouveront porteurs & celui qu'ils conduiront provenant des Contributions, Aydes & Subſides, Denrées & Manufactures, ne ſera point reputé de contrebande, & pourra être conduit ſurement ſur la foy tant des Certificats du Magiſtrat de laditte Ville, & des Officiers ou Gens de Loy des Paroiſſes deſdites Banlieues, que de tous Paſſeports, qui pourroient être delivrez.

XI. Il ſera permis aux Habitans de laditte Ville de Tournay d'aller & venir librement dans tous les Faubourgs de ladite Ville, y compris la Chartreuſe & la Tombe.

Le preſent Traité ſera ratifié de part & d'autre dans le terme de douze jours; ſcavoir de la part dudit Sieur Wierts, par les Seigneurs du Conſeil d'Etat des Provinces Unies, ſe faiſans fort de tous leurs Alliez, nuls exceptés, & de la part deſdits Srs. Deputez de leurs Principaux. Ainſi fait triple à Gand le trente de Juillet mil ſept cens ſept,

*Was getekent*,

J. T. WIERTS,
F. DE LA RUE,
M. CAMBIER,
JEAN BAPTISTE VIVEQUIN.

*Lager ſtont*,
Moy preſent,
*En gecontraſigneert*,
FRANÇOIS DENIK.

Heeft het voorſz. Accord geapprobeert en geratificeert, approbeert en ratificeert 't ſelve in kragte deeſe belovende 't ſelve in alle deele te ſullen doen obſerveren en naarkomen,

Aldus gedaan in s'Gravenhage den 13. Septembre 1707.

*Ondertekent*,
V. DEDEM, vt.

Onder ſtont ter Ordonnantie van de Raad van Staate,
*Ondertekent*,
J. VAN SLINGELANDT.

*Collationné & trouvé accorder à Son Original, temoin le ſeing du Greffier Civil de la Ville & Cité de Tournay, cy mis jointement le Cachet ſecret de ladite Ville.*

D. VAFFELART.

LXXIX.

ANNO 1707.

## LXXIX.

11. Août. 21. Août. 1. Sept. *Articuli Conventionis inter Auguſtiſſimum Cæſarem* JOSEPHUM, & CAROLUM XII. *Regem Sueciæ in puncto liberi Religionis Exercitii Incolis Sileſiæ Auguſtanæ Confeſſioni addictis, conceſſi, quorum primus in Caſtris Regiis Alt-Ranſtadienſibus die* 11. *Auguſti initus eſt, reliqui vero in eisdem Caſtris die* 21. *Auguſti* 1. *Septembris.* 1707. [LEHMANNUS *Suppletus & Continuatus* inter Acta Religionis Sileſiaca. pag. 848. LUNIG. Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. I. Abſatz. I. pag. 203. en Allemand & en Latin.]

*Promittitur à parte Sacr. Cæſar. Majeſtatis*

ARTICUL. I.

LIBERUM Religionis Exercitium, quod Principibus Sileſiæ, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, eorumque Subditis, nec non Civitatibus, Suburbiis, & Pagis Auguſtanæ Confeſſioni addictis, Pace Oſnabrugenſi eſt conceſſum, non modo ſalvum & imperturbatum fore, ſed etiam, quæ contra genuinum ejus Pacificationis Senſum innovata reperiuntur, ſequentibus modis correctum iri:

§. 1. Quæ Templa & Scholæ in Principatibus Lignitio, Briga, Munſterberga, ac Oelſna, ut & Urbe Vratiſlavia, Civitatibusque reliquis, Suburbiis & Pagis, poſt Pacem Weſtphalicam adempta ſunt, ſive Catholicis Sacris initiata, ſive tantum occluſa fuerint, illa in eum ſtatum, in quo tempore dictæ Pacificationis erant, reponentur, & Auguſtanæ Confeſſioni addictis cum cunctis Juribus, Privilegiis, Reditibus, Fundis, Bonisque eo pertinentibus, intra Semeſtre ſpatium ad ſummum aut citius reſtituentur.

§. 2. Eccleſiis, quæ Templa habent extructa ad mœnia Civitatum Schwidnizii, Javorii, ac Glogoviæ, non tantum liberum eſto, tot alere Sacerdotes, quot ſacris adminiſtrandis ſufficiant, verum & pro Educatione Liberorum Scholas prope eadem Templa habere & inſtaurare.

§. 3. In iis vero locis, ubi publicus Auguſtanæ Religionis Uſus interdictus eſt, nemo prohibebitur, cultum divinum pacificè & tranquillè in Ædibus ſuis pro ſe, ſuisque Liberis, Inquilinis ac Domeſticis peragere, Liberosque ſuos exteris ſuæ Religionis Scholis, aut privatis Domi Præceptoribus inſtituendos tradere: Nec quisquam Auguſtanæ Confeſſionis in Sileſiâ cogetur Sacris Catholicorum intereſſe, Scholas eorum frequentare, Religionem amplecti, aut Parochos Catholicorum, ad Actus Miniſteriales, velut Copulationis, Baptizationis, Funerales, Communicationis Sacræ, aliosque ejuſmodi adhibere, ſed integrum cuique erit, horum Negotiorum cauſa, ad Loca vicina intra vel extra Sileſiam, ubi Auguſtana Religio viget, ſe conferre, ſolutis Parocho Loci iis, quæ ex veteri Uſu debentur. Porro non impedientur Sacerdotes Auguſtanæ Confeſſionis, cum accerſentur, ægrotos ſuæ Religionis ſub Catholicorum Jurisdictione degentes inviſere, nec non captivis & ad mortem damnatis communicando, conducendo, & conſolando, adeſſe.

§. 4. Nobiles aliique Catholicæ Fidei, qui in Parochiis Auguſtanæ Religioni addictis degunt, aut Fundos habent, Parocho Eccleſiæ Auguſtanæ Decimas, aliosque Reditus, qui Stolæ nomine veniunt, ſolvere tenentur.

§. 5. Pupillis ac Orphanis, qui Parentibus Auguſtanæ Confeſſionis nati ſunt, cujuſcunque Sexus & Conditionis fuerint, Tutores ac Curatores diverſæ Religionis non obtrudentur, multo minus hiſce fas erit pupillos in Monaſteria abdere, ſuæque Religionis Principiis imbuere, & cum Matribus de Jure naturali competat Tutela ac Educatio Liberorum ſuorum, licitum eſto illis, ubi Tutores ac Curatores legitimi aut Teſtamentarii non adſunt, alios Auguſtanæ Religionis expetere, ſibique adjungere.

§. 6. Cum Negotium Religionis cauſa incidat, à Præfecto aut Judice Subſellii inferioris Executioni non mandabitur, antequam is, cui lis intentatur, ad Supremum Sileſiæ Regimen, aut ipſam Sacram Cæſaream Majeſtatem, illud deferre poſſit, ibique Jus experiri: Proinde licitum erit Statibus Auguſtanam Religionem profitentibus hunc in finem certos Homines ac Mandatarios, ad Aulam Cæſaream propriis ſumptibus alere ac ſuſtentare. ANNO 1707.

§. 7. Cauſæ Matrimoniales; aliæque ad Religionem ſpectantes Conſiſtorio Catholico, vel non ſubjicientur; aut ſecundum Canones, in Auguſtana Religione receptos; judicabuntur: In iis vero Principatibus, ubi tempore Pacis Weſtphalicæ Conſiſtoria Auguſtanæ Confeſſionis fuerunt, juxta veterem uſum reſtauranda ſunt, quæ ejusmodi Cauſas examinabunt, decidentque, ſalva ubique Appellatione ad ſummum Principem.

§. 8. Nullæ amplius Eccleſiæ ac Scholæ in Civitatibus, Suburbiis, ac Pagis per univerſam Sileſiam, ubi Auguſtanæ Religionis Exercitium adhuc manet, ſive à Collatione Cæſarea ſive aliorum Patronorum Catholicorum dependeant, auferentur, ſed cum Paſtoribus ac Collegiis Scholarum conſervabuntur & protegentur. Patronis quoque Eccleſiarum Jus ſalvum eſto, vocandi Sacerdotes ac Miniſtros Religionis Auguſtanæ ad munia in Eccleſiis & Scholis obeunda, nec illis impedimento erunt Contradictiones Catholicorum, qui Jus Patronatus habent ſimultanei; qui ſi tergiverſentur, nec intra tempus conſuetum ſe declarent, Univerſitati facultas eſto, Sacerdotes ac Miniſtros Scholarum idoneos vocandi, ſine tamen diminutione Juris Patrono hac in Cauſa competentis.

§. 9. Nobiles, Vaſalli, ac Subditi Auguſtanæ Religionis ab Officiis Publicis; quatenus ad ea idonei fuerint, non arcebuntur, neque vetabuntur, Bona ſua vendere, & extra Territorium, cum libitum fuerit, commigrare, quemadmodum Pace Weſtphalica fuſius eſt expoſitum.

§. 10. Sacra Cæſarea Majeſtas amicis Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, Principum, ac Statuum ejusdem Religionis Interventionibus ac Interceſſionibus pro majori Exercitii Religionis Libertate, iisdem Statibus obtinenda, locum relinquere non recuſabit, ad mentem Pacis Weſtphalicæ.

§. 11. Mandabit pariter recepto more, ut quæ hic ita acta ac tranſacta ſunt, non tantum ad dictum tempus Executioni tradantur, ſed etiam, ut omnes ac ſinguli Articuli, qui hic comprehenduntur, exacte, ac bona fide quovis tempore obſerventur, ac impleantur. Quemadmodum iis nunc quoque & in perpetuum vim Legis tribuit, nullis contrariis Reſcriptis ac Mandatis infringendæ. Permittit denique ut Miniſter Suecicus Executioni adſiſtat, ac eorum, quæ hoc in Negotio aguntur, Communicationem accipiat. Dabantur in Caſtris Regiis Alt-Ranſtadienſibus die 11. Auguſti 1707.

JOHANNES WENCESLAUS,
*Comes* WRATISLAV.

(L. S.)

*Ulteriores Articuli Conventionis inter Sac. Cæſaream Majeſtatem ac Sereniſſ. Potentiſſimumque Regem Sueciæ die* 21. *Auguſt.* (1. *Septem.*) *A. MDCCVII. in Caſtris Regiis Alt-Ranſtadii conſummatæ.*

ARTICULUS II.

CUM S. R. M. Sueciæ maxime ſibi cordi eſſe teſtata ſit Sereniſſimæ Domus Holſato-Gottorpienſis commoda: pollicetur Sac. Cæſarea Majeſt. ſe, cum ab hac Ducali Domo decenti modo requiratur, Pactum illud, quod Capitulum Lubecenſe An. 1647. de eligendis ex illa in ſextam uſque generationem Epiſcopis ac Coadjutoribus iniverat, prævia cognitione intra ſpacium quatuor menſium confirmaturam.

§. 1. Propenſam inſuper ſe declarat ad continuandum in Domo regnatrice Holſato-Gottorpienſi Jus Primogenituræ, ordinatione Ducis Johann. Adolphi die 9. Januarii 1608. introductum; quatenus à ſubſecutis continua ſerie Cæſaribus confirmatum eſt: Adeo, ut, cum ſupra memoratum Pactum, tum hanc toties conſtabilitam Ordinationem, recepta in Aula Cæſarea forma, non tantum confirmare velit, verum

ANNO 1707.

rum etiam hinc quæsitum Seren. Domus Holsato Gottorpiensis Jus in vigore suo conservare, neque permittere, ut quicquam in contrarium unquam statuatur.

ARTICUL. III.

Remittit Sacr. Cæsarea Majest. S. R. Majestati Succiæ omne subsidium Militis sive pecuniæ, aliusque Præstationis, quam ob Provincias suas Germanicas, cum ad priora tempora, tum ad præsens à Sacr. Cæsar. Majestate & Imperio, contra Galliam ejusque Assecias decretum Bellum conferre tenebatur, & durante Bello hoc, debere poterit. Neque fas erit eo nomine S. R. Majestatem ejusque Successores, aut Regnum Succiæ ipsasque Provincias Germanicas, quavis ratione, ullo tempore compellare aut molestare: Manente alias omni nexu, quo, extra hanc remissionem, propter Provincias has S. Cæs. Majestati ac Imperio obstricta est & imposterum obstricta erit.

ARTICUL. IV.

Ut autem hisce promissis eo majus robur addatur, certiorque fides sit, omnia ac singula, quæ in iis continentur, sancte ac inviolabiliter servatum iri: S. Regiæ Majest. Sueciæ potestas relinquitur, eos quos voluerit, fidei-Jussores pro iis nominandi atque suscipiendi.

In quorum omnium fidem Sac. Cæs. Majest. Minister Plena Potestate instructus, præsentem Conventionem subscriptam Sigillo suo solito confirmavit, atque à Sac. Cæs. Majestate intra terminum duarum Septimanarum, ab hoc die computandarum, ratam habitum, ipsumque adeo Ratihabitionis Instrumentum rite extraditum iri, promisit. Dabantur in Castris Regiis Alt-Ranstadiensibus die 21. Augusti (1. Sept.) 1707.

(L. S.)

JOHAN. WENCESLAUS,
*Comes* WRATISLAV.

*Declaratio* CAROLI XII. *Sueciæ Regis, erga suam Majestatem Cæsaream* JOSEPHUM I, *quod pro firmanda necessitudine inter se, & suam Cæsaream Majestatem, Pacem Osnabrugensem inviolatè custoditurus, Copiasque suas ex Silesia, quam primum Ratihabitio Conventionis Alt-Ranstadiensis secuta fuerit, educturus sit. Datum Wolkovitz* 21. *Augusti* 1. *Septembris* 1707. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. I. pag. 208.]

NOS CAROLUS, DEI gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Estoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dux Ingriæ, & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Dux, &c. Notum testatumque facimus, quod quandoquidem Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dn. Dn. JOSEPHUS, Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lutzenburgiæ, ac superioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teccæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Pfirti, Terræ Kyburgii & Gœricii, Landgravius Alsatiæ supra Analium & Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ Dux Marchiæ, Sclavoniæ, Portus Naonis & Salinarum &c. Frater & Consanguineus & Amicus noster charissimus misso ad Castra nostra Consiliario suo intimo, & Regni Bohemiæ Cancellario, Illustriss. Johann. Wenceslao Comite de Wratislau, natas forte inter nos controversias componi feciisset iis Conditionibus, quas Instrumentum superius confectum d. 21. Augusti (1. Septembr.) nuper præterlapso, atque à dicto Ministro signatum nobisque extraditum dilucide exprimit ac comprehendit; Nos igitur non minus proni cum ad veterem, quæ nobis cum Sacra Cæsarea Majestate, Augustaque Domo Austriaca intercedit necessitudinem firmandam consolidandamque, tum ad omnem imposterum simultatis ansam præscindendam sequentibus Articulis studia nostra integerrimumque animum declarare testarique volumus.

ANNO 1707.

ARTICUL. I.

PACEM Osnabrugensem, quæ communis nobis cum Sacra Cæsarea Majestate & Sacro Romano Imperio æternaque Lex erit, non modo integre ac inviolate custodiemus, verum etiam cum Sacra Cæsarea Majestate sinceram & illibatam conservabimus Amicitiam, & cum ratione controversiarum, quæ nuper exortæ erant, nobis satisfactum est, quicquid ea de causa prætensum fuit, aut prætendi potest, abolemus, atque perpetua sepultum esse oblivione volumus.

ARTICUL. II.

Copias quoque nostras tam Pedestres quam Equestres ex Silesiæ Regionibus Sacræ Cæsareæ Majestatis Hæreditariis sine mora eductum iri promittimus, quam primum Ratihabitio eorum, quæ à parte Sacræ Cæsareæ Majestatis in nominato supra Instrumento promissa sunt, ad nos allata fuerint, mandataque de iis simul rite exequendis debito modo promulgentur. Si vero, dum hæc expectantur, Copiis nostris in Silesia commorari necessum fuerit, commeatus quidem iis suppeditandus est, exactam tamen inter illas disciplinam servari curabimus, nec ullum ab iis violentiæ genus patrari permittimus.

ARTICUL. III.

Quod si præter expectationem contigerit, ut ea quæ à Sacra Cæsarea Majestate jam stipulata sunt, ad præstitutum tempus tradita aut impleta non fuerint, liberam semper nobis reservamus facultatem, Copias in Silesiam reducendi, donec executio horum omnium facta fuerit.

In quorum omnium fidem nos Diploma hoc Manu nostra subscriptum, sigilloque Regio confirmari jussimus, quod actum est in Castris Wolcowicensibus die 21. August. (1. Septembr.) 1707.

CAROLUS.

(L. S.)

C. PIPER.

RATIFICATIO *Cæsarea. Data Viennæ die 6. Septembris* 1707. [Copie Manuscrite communiquée par un Ministre de Suede.]

NOS JOSEPHUS, &c.

NOTUM testatumque facimus, quod, cum Nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Carolum, Gothorum Vandalorumque Regem (*tot. tit.*) Consanguineum & Fratrem nostrum charissimum querimoniæ quædam & Controversiæ obortæ essent, iisque componendis ex parte nostra Illustris & Magnificus Consiliarius noster arcanus, Camerarius & Regni nostri Bohemiæ Cancellarius, Sacrique Romani Imperii fidelis dilectus Joannes Wenceslaus Comes à Wratislau, quem ad Serenitatem suam sufficienti facultate munitum miseramus, sequentes inierit concluseritque Articulos.

*Fiat insertio.*

Nos cum ad veterem quæ nobis cum prædicto Serenissimo Rege & Regno Sueciæ intercedit necessitudinem firmandam consolidandamque, tum ad omnem in posterum simultatis ansam præcidendam proni, Articulos supra insertos ratos gratosque habemus, & exacte servaturi, neque iis contraveniri passuri sumus. Harum vigore Literarum manu nostra subscriptarum & Sigillo nostro Cæsareo munitarum. Quas dedimus in Civitate nostra Viennæ die sexta mensis Septembris Anno Domini millesimo septingentesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani deci-

ANNO 1707. decimo octavo, Hungarici vigesimo, Bohemici vero tertio.

JOSEPHUS.

(L. S.)

H. FRIDERICH. G. v. SCHONBORN.

*Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.*

C. F. CONSBRUCH.

8. Fev. Fernere Erklährung Ihrer Kayßerl. Majest. JOSEPHI wegen endlicher Terminirung des in den Alt-Ranstädtischen Conventions-Articulen geschlossenen Schlesischen Religions-Wercks/ von der zu dieser Executions-Sache angeordneten Käyserl. Commission, dem Königl. Schwedischen Plenipotentiario Freyherrn von Strahlenheim communicirt. Breßlau den 8. Februar. 1709. Nebst der Consignation derer in verschiedenen Schlesischen Fürstenthumen an die Augspurgische Confessions-Verwandten Stände/ vermöge der Alt-Ranstädtischen Convention retradirten Kirchen. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. Absatz. I. Num. LXIV. pag. 210.]

C'est-à-dire,

*Ulterieure Declaration de* JOSEPH I. *Empereur des Romains, sur les Affaires de la Religion en Silesie, & de la Convention d'Alt-Ranstadt, communiquée par les Ministres de la Commission Imperiale, au Baron Stralenheim Plenipotentiaire du Roi de Suede. A Vratislauv le* 8. *Fevrier* 1709. Avec *la Consignation des Temples restituez à ceux de la Confession d'Ausbourg, dans diverses Principautés de Silesie, conformement au Traité d'Alt-Ranstadt.*

Hoch-Wohlgebohrner Freyherr/ Hochansehnlicher Königlich-Schwedischer Herr Plenipotentiarie,

VLeichwie Euer Excellenz aus denen erfolgten Communicationen der zeitherigen Executions-Actuum wohl erinnerlich seyn wird/ welcher Gestalt Ihro Käyserl. und Königl. Majestät/ nach Veranlassung der Alt-Ranstädtischen Convention, zu dem freyen Exercitio der unveränderten Augspurgischen Confession, in denen Fürstenthümern/ Liegnitz/ Brieg/ Wohlau/ Münsterberg/ Oelß/ und der Stadt Breßlau/ die in beyliegender Consignation specificirte Kirchen hinwiederum einräumen zu lassen/ so haben auch allerhöchst-erwehnte Käyserl. und Königl. Majestat zu endlicher Terminirung dieses weitläufftigen Religions-Negotii (Religions-Wercks) sich über die bey der Execution angekommene Puncten fernerweitig allergnädigst zu declariren nicht ermangelt/ und zwar dergestalten/ daß

I. Was die in der Alt-Ranstädtischen Convention §. 2. angedeutete Vermehrung der bey denen Kirchen vor Schweidnitz/ Jauer und Glogau erforderlichen Ministrorum anlangete/ nachdem dieselbe in dem Tractat fundiret/ man Ihroseits nicht gemeynet sey/ einige Obstacula dawider zu machen/ wenn nur die Præsentation auf Art und Weise geschehen würde/ wie solche bey Auferbauung derselben introduciret worden. Wie denn auch allerhöchst-erwehnte Ihro Käyserl. und Königl. Majestät auf speciale Interceßion, Sr. Königl. Majestät von Schweden/ die Erbauung der Thürne/ Verstattung des Glocken-Klangs/ und den öffentlichen Leichen-Conduct, jedoch salvis omnibus Juribus Stolæ, (unbeschadet derer denen Catholischen Pfarrern zukommenden Gebühren/) so denen daselbstigen Catholischen Stadt-Parochis zukommen und gebühren/ nicht difficultiren/ auch allergnädigst zulassen werden/ daß gemeldte drey Kirchen und neu-aufgerichtete Schulen/ aus Mauren und Stein (jedoch wenn solche einen Stück-Schuß weit von der Stadt hinaus entfernet würden) erbauet werden möchten. ANNO 1707.

II. Condescendiren (willigen) Ihro Käyserl. und Königl. Majestät allergnädigst in die verstattende Reichung des Abendmahls/ bey Besuchung der Krancken/ Augspurgischer Confession, wenn diese Ausspendung von sothaner Confession Pfarrern/ so an denen angräntzenden Fürstenthümern/ wo beyderley Religion zugelassen/ befindlich und angesessen/ geschehen wird.

III. Haben Ihro Käyserl. und Königl. Majestät bereits eine neue Taxam Stolæ (Taxa Stolæ ist ein Verzeichniß oder Verordnung derer denen Geistlichen zukommenden Gebührnissen) aufrichten/ und dieselbe dero gantzen Erb-Hertzogthum Schlesien angedeyen lassen/ sind auch allergnädigst nicht gemeynet/ daß/ wenn sothane Taxa denen Catholischen Pfarrern von ihrigen Parochianis der unveränderten Augspurgischen Confession/ dem Herkommen nach/ nur entrichtet würde/ gemeldete Confessions-Verwandte weder zu dem Exercitio quoad Ceremonialia (Glaubens-Ubung/ was die äusserlichen Gebräuche anlanget) noch auf einigen in ihrer Religion gebräuchlichen Actum, zwingen zu lassen.

IV. Soll denen Pupillen frey gelassen werden/ wenn sie ihre Jahre erreichet/ mit ihren Gütern/ gleichwie andere zu disponiren/ auch denen Wittben und Jungfrauen nicht verwehret seyn/ sich nach Belieben/ sowohl mit In- als Ausländischen zu verheyrathen. Und gleichwie

V. Ihro Käyserl. und Königl. Majestät wegen Communicirung derer Käyserlichen und Königlichen Verordnungen in Originali, denn nicht minder/ daß in denen Religions- und Consistorial-Fällen/ die Execution, interposita Appellatione, (nach eingewendeter Appellation,) nicht fortzustellen/ kein Bedencken tragen; also thun dieselben auch

VI. Bey demjenigen/ was wegen pacisirter Education (verglichener Auferziehung) der Kinder/ in dieser oder jener Religion/ inter personas diversæ Religionis, (zwischen Personen unterschiedlichen Glaubens) wie ingleichen auch derer Copulationen halber/ respectu Parochi Sponsæ, (Trauungen halber/ so viel den Geistlichen (Pfarrern) dahin die Braut gehörig/) verlanget worden/ keinen fernern Anstand machen. Ingleichen solle.

VII. Sowohl denen von Adel/ und der Bauerschafft auf dem Lande/ als denen Bürgern in denen Städten/ Güter und Häuser/ in denen unter Catholischer Herrschafft gelegenen Fundis, (Herrschafft/ Güter/ Gebiethe/) zu erkauffen/ und an sich zu bringen/ nicht verwehret/ noch einiger Herrschafft oder Obrigkeit einige Exceptiones, oder Privilegium in contrarium, (Ausflucht oder Befreyung/ so diesem entgegen/) darwider vorzuschützen/ zugelassen; Denn

VIII. Denen unveränderten Augspurgischen Confessions-Verwandten in denen Kirchen-Festis und Feyer-Tägen zu arbeiten/ doch dergestalten/ daß der Cultus Divinus (Gottesdienst) der Catholischen dadurch nicht turbiret werde/ keinesweges

ANNO 1707.

weges verwehret / auch die Freyhaltung ihrer Buß- und Beth-Täge / und daß die Collatores sich in diejenigen Kirchen / bey welchen ihnen das Jus Patronatus zustehet / solutis Stolæ Accidentiis (wenn denen Geistlichen das ihre entrichtet) begraben / auch daselbst ihre Epithaphia und Monumenta aufrichten lassen könten / allergnädig erlaubet seyn.

IX. Haben Ihre Käyserl. und Königl. Majestät die Stadt-Kirche und Schule zu Goldberg / wie auch die zu Banthen / hinwiederum denen Augspurgischen Confessions-Verwanten einzuräumen / allergnädigst anbefohlen / sind auch nicht abwiedrig / daß das zu Brieg in der Vorstadt gelegene so genannte Polnische Kirchel / zum libero Exercitio (freyen Ubung Evangelischen Glaubens) der Augspurgischen Confession überlassen werde. Was aber die Kirche zu Lossen belanget / da lassen es öffters allerhöchst-erwehnte Ihro Käyserl. und Königl. Majestät bey deme allergnädigst bewenden / daß solche hinwiederum in eum statum, qui fuit tempore conclusæ Pacis Westphalicæ (in denjenigen Stand / darinnen sie beym Schluß des Westphälischen Friedens gewesen) gesetzt werde / und ferner darbey verbleiben solle / es wäre denn / daß / zwischen dem Prælaten zu St. Vincenz und der Ritterschafft / mit beyderseitigem Vergnügen / ein anders unter sich verglichen würde. Nicht minder ist

X. Die Auf- und Einrichtung / der aus dem Fürstlichen Gestiffte zu S. Joannis in der Stadt Liegnitz fundirten Ritter-Academie, bereits in ein vollkommenes Esse gebracht worden / bey welchem es nochmahlen öffters allerhöchstgedachte Käyserl. und Königl. Majestät nicht allein allergnädigst bewenden lassen / sondern tragen auch kein Bedencken / solche eurer Excellenz durch uns zu communiciren.

XI. Nachdem die Filial-Kirchen / so im Territorio derer restituirten Matrum (in dem Gebiethe derer wieder erstatteten Haupt-Kirchen) nicht befindlich / wohl aber in Territorio Reformationi obnoxio, salvis in Conventione expressis passibus, (in dem Gebiethe derer / so der Reformation jedoch ohne Nachtheil derer in dem Vergleich ausgenommenen Fälle / unterworffen /) gelegen / nunmehro zu denen Matribus nicht gehörig / sondern Separatione facta, eo ipso selbsten Matres worden / (nach erfolgter Theilung / vor sich selbst Haupt-Kirchen worden /) so ist der Billigkeit gemäß / daß auch deren Jura, Privilegia, Reditus, Fundi, & Bona eo pertinentia (Recht / Freyheiten / Einkünffte / Herrschafften und dahin gehörige Güther) ihnen gelassen werden müssen. Gleichwie nun aber solche erwehnte Filial-Kirchen / als ihr Eigenthum nicht entzogen werden können / sondern billig zu reserviren seyn; also sind hingegen Ihro Käyserl. und Königl. Majestät nicht abwiedrig / daß die Accidentia Stolæ, (geistlichen Einkünffte) mit denen der unveränderten Augspurgischen Confession zugethanen Parochianis, (Pfarren /) auch denen retradirten Matribus (auch denen wiedergegebenen Haupt-Kirchen) gleichmäßiger Confession, intuitu der daselbst verrichtenden Ministerialium, (in Ansehung derer daselbst verrichtenden Kirchen-Dienste /) überlassen werden mögen.

XII. Die Extradition der Lassatischen Tochter solle auch ferner nicht difficultiret / sondern solche gewissen Augspurgischer Confession-Verwandten Vormündern anvertrauet werden.

XIII. Mit der quoad Formam & Materiam (so viel die äusserliche und innerliche Einrichtung und Gestalt betrifft) auf den Fuß / welcher tempore Pacis Westphalicæ gewesen / verabfaseten Einrichtung der Consistoriorum zu Liegnitz / Brieg und Wohlau / hat es nunmehro seine Endschafft erreichet / und sind die dazu verordnete Catholische Præsides, daß sie secundum Canones in Augustana Religione receptos, & majora Assessorum vota, (nach Anleitung derer bey der Evangelischen Lehre Augspurgischer Confession hergebrachten Gesetze und meisten Stimmen derer Beysitzere /) bey denen vorkommenden Sachen / salva ubique Appellatione immediata, (jedoch der unmittelbaren Appellation allezeit ohne Nachtheil /) an Ihro Käyserl. und Königl. Majestät zu concludiren und decidiren hätten / gleich anfangs hiernacher instruiret worden. Was aber die Confirmationes derer Præsentatorum belanget / da haben Ihro Käyserl. und Königl. Majestät sich dahin allergnädigst entschlossen / daß bey denenjenigen Partheyen / allwo deroselben das Jus Patronatus immediatè (Kirchen-Recht unmittelbarer weise) zukommet / weilen sothanes Jus præsentandi unâ cum Jure confirmandi unseparirt verknüpffet ist / (Recht / dieselben vorzustellen / mit dem Recht sie auch zu bestätigen untheilhafft verknüpffet ist /) solches auch absolutè deroselben reservirt verbleiben müsse. Damit aber binnen dieser Zeit die eingepfarrten in denen Cammer-Dorffschafften sich über den abgängigen Gottesdienst nicht zu beklagen hätten / so werden sich Ihro Käyserl. und Königl. Majestät nicht entgegen seyn lassen / daß inzwischen / und in so lang dero allergnädigste Collatur (welche jedesmahl zeitlich eingerichtet werden wird) erfolget / sothaner Gottesdienst / nebst denen Ministerialien / entweder von denen angräntzenden Pfarrern / oder von einem von dem Consistorio, provisorio modo (auf allen Fall und Vorsorge) hierzu erkiestem Substituto verrichtet werde; Wie denn auch öffters erwehnte Käyserl. und Königl. Majestät dahin allergnädigst condescendiren / daß in demjenigen Casu, allwo denen Privatis mehr gemeldtes Jus Patronatus gehörig / das Consistorium den von denen Privatis præsentirten Pfarrern / so bald er demselben vorgestellet worden / also gleich provisorio modo die Ministerialia (gleichsam nur auf eine Vorsorge) inzwischen verrichten / und super qualitatibus & habilitate (über der Geschicklichkeit und Gelehrsamkeit) des vocirten Subjecti Bericht erstatten / und die diesfällige Bestätigung bey Ihro Kayserl. Majestät durch Vorzeigung seiner Vocation ausbitten und erwarten solle. Nicht minder

XIV. Solle auch das Consistorium, oder so genannte Kirchen-Ampt bey der Stadt Breßlau / in derjenigen Verfassung / wie solche tempore Pacis Westphalicæ (zur Zeit des Westphälischen Friedens) gewesen / annoch ferner verbleiben. Und nachdem die bisherige Notorische Praxis gezeiget / daß entzwischen dem Bischöfflichen Consistorio und oberwehntem Breßlauischen Kirchen-Ampte / das Jus præventionis und electionis (das erste und Wahl-Recht) allezeit statt gefunden / und in der litigirten Partheyen freyen Willkühr bestanden / zu welchen sie sich aus beyden wenden wollen: Also müste es auch darbey um so viel mehr ins künfftige verbleiben / als derley zu dem Bischöffl. Consistorio freywillig recurrirende Partheyen / von demselben entweder secundum Canones in Augustana Religione receptos, & quidem, salva semper Appellatione immediata (sich) freywillig wendende Partheyen von denenselben entweder nach Anleitung derer bey der Evangelischen Religion hergebrachten Regulen / und zwar allezeit mit Vorbehalt der unmittelbahren Appellation) an Ihro Kayserl. und Königl. Majest. judiciret / oder aber

gleich

ANNO 1707.

gleich anfangs nach der Sachen Bewandtnüs und Umständen von erwehntem Bischöfflichen Judicio abgewiesen / und an das Breßlauische Kirchen-Ampt remittiret werden sollen.

XV. Haben wir auch in Materia der Ersetzung derer Officiorum publicorum (öffentlichen Aemptern) von wegen und im Nahmen öffters Allerhöchst-erwähnt Ihro Kayserl. und Königl. Maj. Euer Excell. zu bedeuten / daß gleich wie vorhin schon notorisch / welcher gestalt die unter deroselben Unterthanen der Augspurgischen Confession zugethane Subjecta, weder von den Militar- oder Civil-insonderheit aber denen Landes-Officiis, ihrer Tüchtigkeit nach / nicht arciret würden; Also auch inskünfftige Ihro Kayserl. und Königl. Majestät auff selbige allergnädigst reflectiren / und nicht weniger bey denen Städten und Magistraturen die tauglichen Subjecta Augsp. Confession in allermildeste Consideration zu ziehen / unvergessen seyn werden.

XVI. Was endlich die verlangte Erlaubnüß über die / nach dem Westphälischen Friedens-Schlusse / in denen Vorstädten zu Schweidnitz / Jauer / und Glogau erbauete drey Kirchen / annoch eine grössere Anzahl Kirchen und Schulen concerniret; So wollen Ihro Kayserl. und Königl. Maj zu Bezeigung dero gegen Ihro Königl. Maj. von Schweden stets hegenden Freund-Brüderlichen Propension, und wie begierig sie seyn / alles dasjenige beyzutragen / was zu fernerweitiger Cultivirung beständig guten Vernehmens und Freundschafft gereichen könte: Wie nicht minder um diesen so viel- und langjährigen Religions-Negotio einen vollkommenen Ausschlag zu geben / mithin sich von allen weiteren dießfälligen Angehen hinführo zu befreyen / allergnädigst erlauben und zulassen / daß öffters erwehnten unveränderten Augspurgischen Confessions-Verwandten / über oben gemeldete drey Kirchen / annoch eine Anzahl von anderen sechs Kirchen / und dazu gehörigen Schulen / nach Art und Weise / obgerügter Schweidnitz / Jauer- und Golgauischen / und zwar dergestalten / daß selbige keine Actus parochiales (Pfarr oder geistlichen Verrichtungen) zum Præjudiz der daselbstigen Catholischen / zu exerciren befugt seyn / weniger denen Parochis loci an ihrer Stola (Orthen / so die Pfarr-Gerechtigkeit haben / an ihren Einkünfften) Zehenden / oder andern Accidentiis einigen Eintrag thun / auch quoad præsentationem Ministrorum (so viel die Vorstellungen derer Geistlichen betrifft) auff gleiche Weise / wie obige benahmsete drey Kirchen verfahren / und die Præsentatos, zu allergnädigster Kayserl. Confirmation, so denn jedesmahl einsenden sollen / auf ihre selbst eigene Unkosten / in denen ihnen denominirenden Oertern / auf denen ausstreckenden Plätzen / frey und ungehindert erbauen mögen. Gleichwie nun aber hierzu öffters allerhöchst-erwehnte Kayserl. und Königliche Majestät nachfolgende Oerter / als in dem Fürstenthum Sagan vor der Stadt Sagan / in dero Erb-Fürstenthum Groß-Glogau vor der Stadt Freystadt / in dero Erb-Fürstenthümern Schweidnitz und Jauer vor denen beyden Städten Hirschberg und Landeshut / in der freyen Standes-Herrschafft Militsch vor der Stadt Militsch / und in dero Erb-Fürstenthum Teschen nahe bey der Stadt Teschen / allergnädigst denominiret und ausgesehen; Also werden auch dieselbe fernerweit nicht ermangeln / die erforderliche Verordnungen dahin vorkehren zu lassen / damit / so bald nur die Declaration, der vollkommentlich vollzogenen Alt-Ranstädtischen Convention halber / Königlicher Schwedischer Seits erfolget / auch der hierzu benöthigte Platz und Ort alsogleich und ohne weitern Anstand / benöthigter massen nach / ausgezeichnet werden möge.

ANNO 1707.

Welches alles wir Euer Excellenz zu dero Notiz und Wissenschafft hiermit eröffnen und beybringen wollen / nicht zweifflende / daß / gleichwie Euer Excellenz darausser so viel ersehen / und wahrnehmen werden / daß man von Seiten Ihro Kayserl. und Königl. Majestät alles dasjenige gethan / was zu vollkommener Erreichung und Erfüllung mehr gemeldter Alt-Ranstädtischen Convention gereichen / und verlanget werden könne; Also man auch hingegen Königlich-Schwedischer Seits mit der endlichen Declaration, wie nemlichen öffters angezogener Alt-Ranstädtischen Convention nunmehro ein sufficientes (gnugsames) und zulängliches Genügen geschehen / und solche dergestalt vollkommentlich erfüllet worden / keinen weitern Anstand machen / sondern dieses so lang geschwebete wichtige Religions-Werck zu der gänßlichen Endschafft bringen helffen werden / und dieses zwar um so viel ehender / als Ihro Kayserl. und Königl. Majestät dero Königl. Ober-Ampt in dero Erb-Hertzogthum Ober- und Nieder-Schlesien bereits allergnädigst dahin beordert / daß / sobald nur immer obgemeldete Declaration Königlicher Schwedischer Seite erfolget seyn würde / obangezogene dero allergnädigste Resolutiones allen und jeden geist- und weltlichen Instantien intimiret und zu wissen gemachet / auch deren Punctuale Befolgung und Execution in allem Ernst und Nachdruck mitgegeben / und darüber steiff und feste Hand gehalten werden solle. Worbey wir übrigens verharren

Euer Excellenz.

Breßlau / den 8. Febr. 1709.

Gehorsame Diener /

Hanns Anthon / Graf Schaffgotsch.

Christoph Wilhelm / Graff Schaffgotsch.

Frantz Anthon / Graff Schlegenberg.

Frantz Albrecht Langius von Krannichstadt.

ANNO 1707.

# CONSIGNATION.

ANNO 1707.

Derer

## In dem Fürstenthum Liegnitz

### An die Augspurgischen Confessions-Verwandte Stände / vermöge der Alt-Ranstädtischen Convention retradirten Kirchen:

Die Stadt-Kirche zu Goldberg.
Die Stadt-Kirche zu Hainau /
die Begräbnis-Kirche daselbst.
Die Stadt-Kirche zu Lüben /
item zwey kleine Kirchel:
dann das Begräbnis-Kirchel zu Allerheiligen.
Die Kirche zu Wahlstadt /
Kaltwasser /
Röchlitz /
Panthenau.
Die Kirche zu Parchwitz /
das Begräbnis-Kirchel daselbst.
Die Kirche zu Groß-Baudis /
Die Kirche zu Groß-Tintz /
Kaschwitz /
Katsch /
Jenkau /
Bärndorf /
Heydau /
Groß-Läßwitz /
Waldau /
Kayfers-Waldau /
Börschdorf /
Blumenrode /
Wangten /
Griebnig /
Kampern.

## Im Fürstenthum Brieg:

Die Kirche zu Kauern /
Kätzendorf /
Stoberau /
Zscheplowitz /
Neudorf /
Scheidelwitz /
Michelwitz /
Linden /
Briesen /
Bamkau /
Jägerndorf /
Schönau /
Bömischdorf /
Michelau /
Pampitz /
Kartzen /
Steinkirchen /
Arnsdorf /
Wilkau /
Senis /
Heydersdorf /
Langen-Oelß /
Nasselwitz /
Wilschkowitz /
Sigroth /
Groß-Knignitz /
Karschen;
Pfarr-Kirche zu Creutzburg /
Münken /
Peisterwitz /
Wüste-Priese /
Groß-Peißkerau /
Gaule /
Zedlitz /
Pohlnisch Kirchel zu Strehlen /
Eisenberg /
Priborn /
Crommendorf /
Oldendorf /
Stadt-Kirche zu Nimbtsch /
St Georgen-Kirchel.
Die Kirche zu Prauß /
Rudelsdorff /
Begräbniß-Kirchel /
Jacobsdorf;
Pfarr-Kirche zu Pitschen /
item St. Hedwigis /
Polanowitz /
Golkowitz /
Neudorf /
Kostau;
Pfarr-Kirche zu Reichstein /
Pfarr-Kirche zu Silberberg /
Das Polnische Kirchel vor der Stadt Brieg /
Stadt-Kirche zu Ohlau /
Das Polnische Kirchel daselbst.

## Im Wohlauischen Fürstenthum:

Stadt-Kirche zu Wohlau /
Filialis zu klein Ancker;
Stadt-Kirche zu Steinau /
Begräbniß-Kirchel /
Timmendorf /
Gürtsch;
Stadt-Kirche zu Rauden /
und dasige Filialis,
Alt-Rauden;
Stadt-Kirche zu Wintzig /
Hospital-Kirche daselbst /
Beschina;
Stadt-Kirche zu Hermstadt /
Begräbniß-Kirchel /
und Filialis zu St. Andreä.

Im

ANNO 1707.

Im Fürſtenthum Münſterberg:

Tepplowoda/
Nobſchütz/
Quickendorf/
Ober- und Nieder-Lempersdorf/
Stoltz/
Giresdorf/
Rosenbach/
Dittmansdorf/
Olbersdorf.

Im Fürſtenthum Oelß:

Die Stadt-Kirche zu Trebnitz/
Schawan/
Polniſch-Hammer/
Lucin/
Schlotten/
Pawlau.

Bey der Stadt Breßlau:

Die Kirche zu Dombslau/
Riemberg/
Schwotsch/
Protsch an der Oder.

Hanns Anthon/ Graf Schafgotsche. (L. S.)
Christoph Wilhelm/ Graf Schafgotsche. (L. S.)
Franz Anthon/ Graf Schlegenberg. (L. S.)
Franz Albrecht Langius von Krannichstät. (L. S.)

*Declaratio nomine & authoritate* CAROLI XII. *Regis Sueciæ facta, quod per ſacram Cæſaream Majeſtatem Conventioni Alt-Ranſtadienſi plenè & planè ſatisfactum ſit. Wratiſlaviæ* 18. *Februarii.* 1709. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. Abſatz I. pag. 215.]

POSTEAQUAM a Sacra Regia Majeſtate Sueciæ mihi, Sacræ Suæ Majeſtatis ad Aulam Cæſaream Ablegato extraordinario, in Mandatis datum eſt, executioni Conventionis Alt-Ranſtadienſis, die 12/22. Auguſti Anno 1707. initæ, aſſiſtere, ac id ſedulo agere, ut ea, quæ in illa pacta ſunt, promiſſæ executioni mandentur, eoque præfatæ Alt-Ranſtadienſis Conventionis executio, adſpirante divini Numinis gratia, & officiis Dominorum Commiſſariorum, nec non ſupervenientis Comitis de Zinzendorff, largiſſimè præſtitis, remotis funditus omnibus difficultatibus & obſtaculis devenerit; ut ſingula, quæ in memorata Alt-Ranſtadienſi Conventione, de reſtauranda libero in Sileſia Auguſtanæ Confeſſionis exercitio, ſtipulata, & in vim Legis ſancita ſunt, fideliter & genuinè adimpleta eſſe, profiteri debeam, omniaque jam plene executioni mandata ſint: Ideo, quam fieri poteſt ſolenniſſime, profiteor, non ſolum nihil ſupereſſe, quod in hoc Religionis Negotio amplius, ſub quocunque prætextu, deſiderari poſſit, ſed etiam gratiſſimo agnoſcere Sacram Regiam Majeſtatem animo, quod ad Illius interceſſionem ſex nova Templa ædificanda Subditis ſuis conceſſerit, eamque viciſſim fraternis officiis recogniturum.

Quemadmodum hanc quoque Confeſſionem Mandato Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, enunciatam, & in hoc Inſtrumento conſcriptam, manu mea ſubſcripſi & ſigillo communivi. Dabantur Vratiſlaviæ, die 8. Febr. 1709.

(L. S.) HENNING, *Liber Baro à Stralenheim.*

## LXXX.

30. Nov. *Decretum* JOSEPHI *Romanorum Imperatoris* LEOPOLDO *Duci Lotharingiæ datum de jactura Ducatus Montisferrati ei reſarcienda, deque loco ejusdem, alia Provincia æquivalentis valoris proximis Pacis Conventibus ipſi aſſignanda. Datum Viennæ die* 30. *Novembris* 1707. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 149. Sec. Edit.]

SACRÆ Cæſareæ Majeſtati, Domino Noſtro Clementiſſimo, ex porrectis a Domino Ablegato Lotharingico, Libellis Memorialibus humillime relatum eſt, inopinatum & grave accidiſſe Sereniſſimo Domino Duci Lotharingiæ, quod Ducatum Montisferrati ſine facto & conſenſu ſuo in Sereniſſimum Sabaudiæ Ducem per Tractatus Fœderis à Sacra Cæſarea Majeſtate, & ejus Dominis Fœderatis cum illo initos tranſlatum eſſe intelligat, petereque eundem Sereniſſimum Dominum Ducem Lotharingiæ, ut cum ſucceſſio Montisferrati ſibi poſt futura Mantuani Ducis fata non uno titulo indubitatè competat, Sacra Cæſarea Majeſtas ejus Inveſtituram vel ſibi benignè concedere, vel illam ſaltem; uſque dum de Æquivalente conventum, & de ejuſdem ſecura ſtabilique poſſeſſione proſpectum ſatis fuerit, Domino Duci Sabaudiæ denegare, & deſuper Decretum aſſecuratorium ſibi impertiri benignè velit.

Petitione hac maturè perpenſâ juſſit Sacra Cæſarea Majeſtas non celari Sereniſſimum Dominum Ducem, quod poſtquam ſtatim a morte Regis Hiſpaniarum Caroli Secundi pientiſſimæ recordationis, Sacri Romani Imperii hoſtes univerſam Italiam, ſicque etiam Ducatus Mantuæ & Montisferrati adjuvante Mantuani Ducis perfidiâ & perduellione occupaſſent, exercituſque Cæſareus immenſis ſumptibus illuc miſſus hæc Imperii Feuda integro amplius biennio fruſtra vendicare conatus eſſet, Auguſtiſſimus Imperator & Parens ſuus Leopoldus glorioſiſſimæ Memoriæ haud aliud ea recuperandi ſibi & Imperio medium ſupereſſe ratus fuerit, quam ut prædictum Dominum Ducem Sabaudiæ in Societatem armorum pertraheret, ideoque cum illo Fœdus, quo inter cætera Ducatus Montisferrati ceſſio, in ipſum, & Succeſſores illius Maſculos continetur, annis circiter abhinc quatuor concluſerit, ſubſecutis deinde Potentiarum Colligatarum Fœderibus, & Guarantiâ ut vocant ſeu fidejuſſione firmatum, ut proinde non videat Sacra Cæſarea Majeſtas, quo modo aut hujus Pacti juſtitiam ſeu probabilitatem nunc in dubium revocare poſſit, aut conditionis hujus implementum recuſare.

ANNO 1707. Quemadmodum tamen probè novit defuncti Auguſtiſſimi Genitoris ſui mentem ſemper fuiſſe, ut quidquid alias obtendi poſſet, Sereniſſimus Lotharingiæ Dux ex ea ceſſione, & Mantuani Ducis felonia, quam minimum detrimenti caperet, dictique Ducatus jactura ipſi aliunde reſarciretur, ita & pro arctiſſimo ſanguinis vinculo, & intimo, quo Sereniſſimum Ducem a teneris complectitur, amore & benevolentia, nec non immortalium ejuſdem Sereniſſimi Parentis in Chriſtianum & Auſtriacum nomen, meritorum indelebili memoriâ, omnem operam, curam, conatus, armis, conſiliiſque una cum Dominis Fœderatis ſeſe adhibiturum ſpondet, ut eidem Sereniſſimo Domino Duci in vicem & compenſationem dicti Ducatus æquivalentis valoris Provincia in futuro Pacis Tractatu aſſignetur, & tradatur, deque ſecura & perpetua ejuſdem poſſeſſione omni humano modo caveatur. In cujus Declarationis majus robur Sacra Cæſarea Majeſtas præſens Decretum Sereniſſimo Domino Duci conſignari voluit, eidem Gratiæ & Benevolentiæ Suæ Cæſareæ affectum prolixiſſimè confirmans. Signatum Viennæ ſub altiſſimè dictæ Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Sigillo ſecreto die trigeſimâ menſis Novembris, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo ſeptimo.

(L. S.) FRED. CAROL., *Comes de Schönborn.*

C. L. CONSBRUCK.

## LXXXI.

1708. 18. Janv. Vollmacht Frauen Dorothea Maria vermählter Hertzogin zu Sachſſen = Meinungen / und gebohrner zu Sachſſen = Gotha / vor dero Herrn Brudern Fridrich Hertzog zu Sachſſen-Gotha / zu empfahung der ihr zukommenden ratæ von der / nach dero Frauen Schweſtern Johanna vermählt = geweſter Hertzogin zu Mecklenburg-Strelitz / verbliebenen Verlaſſenſchafft. Geben Coburg zur Ehrenburg den 18. January 1708. [LUNIG, Teutſches Reichs = Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſatz. IV. pag. 625.]

C'eſt-à-dire.

*Plein-Pouvoir de* DOROTHE'E MARIE *Ducheſſe de Saxe-Meiningen, née Ducheſſe de Saxe-Gotha à ſon Frere* FRIDERIC *Duc de Saxe-Gotha, pour recevoir en ſon nom la portion qui lui apartient de la ſucceſſion de feue ſa Sœur* JEANNE *Ducheſſe de Mecklenbourg Strelitz. A Cobourg dans le Château d'Ehrnbourg le* 18. *Janvier* 1708.

VON GOttes Gnaden wir Dorothea Maria / gebohrne und vermählte Hertzogin zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Weſtphalen / Landgräfin in Thüringen / Marggräfin zu Meißen / gefürſtete Gräfin zu Henneberg / Gräfin zu der Marck und Ravensberg / Frau zu Ravenſtein und Tonna ꝛc. vor Uns und Unſere Fürſtl. Erben und Erbnehmen / Uhrkunden hiermit: Demnach durch jüngſt erfolgtes Hochſeel. Ableiben des weyl. Durchl. Fürſten / Unſers freundlich geliebten Herrn Schwagers / Herrn Adolph Friedrichs zu Mecklenburg = Strelitz Liebden / der zwiſchen dieſem und dem Fürſtl. Sachſen = Gothaiſchen Hauſe / wegen der daſelbſt geweſenen Hertzogin / Unſer auch in GOtt ruhenden Frau Schweſter Liebden ſchon ehehin provisionaliter verſehene Fall nach GOttes heiligen Rath ſich würcklich ereignet / und der auch Durchl. Fürſt / Unſer freundl. geliebter Bruder und Gevatter / Herr Friedrich / Hertzog zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Weſtphalen / Landgraffe in Thüringen / Marggraffe zu Meißen / gefürſteter Graffe zu Henneberg / Graf zu der Marck und Ravensberg / Herr zu Ravenſtein und Tonna / ſich gegen Uns dahin Freundbrüderl. erkläret / bey nunmehriger Urgir- und Erhebung Ihrer daher habender Forderung auch ſo viel als Uns zu Unſerer rata daran zukommet / mit beſorgen und einbringen zu laſſen / und wir denn ſolch Freund = brüderl. Offertum zu Freund-ſchweſterl. Danck angenommen. Als geben Ihro Lbden. wir hierdurch volle Macht und Gewalt / daß ſie bey hier nechſter Eintreibung ihrer dißfalßigen Prætenſion auch Unſern Antheil mit beſorgen und einheben laſſen / auch ſtatt Unſerer darüber quittiren ſollen und mögen; Allermaſſen alles das / was Ihr. Lbd. hierunter unſerentwegen thun und verrichten werden / wir als von Uns ſelbſt geſchehen / vor genehm achten und halten wollen: In deſſen Uhrkundt wir dieſe ausgeſtellte Vollmacht eigenhändig unterſchrieben / und mit Unſern Fürſtl. Siegel bekräfftiget. So geſchehen Coburg zur Ehrenburg den 18. January 1708.

L. S.

Dorothea Maria H. Z. S.

8. Juin. Vollmacht Frauen Anna Sophia gebohrner Hertzogin zu Sachſſen = Gotha / und vermählter Grafin zu Schwartzburg / dero Herrn Brudern Hertzog Fridrich zu Sachſſen = Gotha ertheilet / womit derſelbe dero contingent / von dero Frauen Schweſter Johanna vermählt geweſter Hertzogin zu Mecklenburg / Verlaſſenſchafft empfangen möge. Geben Panlin Zella den 8. Juny 1708. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſatz. IV. pag. 624.]

C'eſt-à-dire,

*Plein-Pouvoir d'*ANNE SOPHIE *née Ducheſſe de Saxe-Gotha, & mariée Comteſſe de Schwartzbourg à* FRIDERIC *ſon Frere Duc de Saxe-Gotha pour recevoir en ſon nom ſa portion competente de la Succeſſion de feu la Ducheſſe de Mecklenbourg ſa Sœur. A Panlin Zelle le* 8. *Juin* 1708.

WIR Anna Sophia / gebohrne Hertzogin zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Weſtphalen / Landgräfin in Thüringen / Marggräfin zu Meiſſen / gefürſtete Gräfin zu Henneberg / vermählte Gräfin zu Schwartzburg und Hohnſtein / Frau zu Arnſtadt / Sondershauſen / Leutenberg / Lohra und Clettenberg / vor Uns und Unſere Erben / Uhrkunden hiermit / daß als der Durchl. Fürſt / Herr Friedrich / Hertzog zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Weſtphalen / Landgraf in Thüringen / Marggraff zu Meißen / gefürſteter Graff zu Henneberg / Graff zu der Marck und Ravensberg / Herr zu Ravenſtein und Tonna ꝛc Unſer freundlich geliebter Herr Bruder / nach erfolgten Abſterben des Hertzogs von Mecklenburg = Strelitz Hochſeel. Lbd. gemeinet ſind / wegen derer bey Vertheilung Unſer in GOtt ruhenden Schweſter / geweſenen Hertzogin zu Mecklenburg = Strelitz Lbd. Verlaſſenſchafft unter denen receſſirten 30000. Thl. Rückfalls = Geldern mit enthaltenen 1000. Thl. Morgengabs = und Nachſchuß-Geldern gehöriges Orts ſchrifftlich / auch da nöthig / durch Abſchickung / mündliche Erinnerung thun zu laſſen / wir ſolchem nach Unſers hochged. Herrn Bruders Lbd. Freund = ſchweſterlich erſuchet / die Ein-

ANNO 1708.

ANNO 1708. Einbringung Unsers dießfallsigen Contingents mit besorgen zu lassen / gestalten den mehr hochged. Se. Lbd. sich auch hierzu Freund-brüderl. und willig anerkläret haben; wir ersuchen dieselbe demnach / und überlassen Ihro Krafft dieses die Einbringung des obgedachten Uns hierunter zukommenden Contingents dergestalt / daß Se. Lbd. solches in Unsern Namen / mit in Empfang zu nehmen / darüber zu quittiren / und dabey an Unser Statt dasjenige zuthun / oder durch dero künfftige abgeordnete thun zu lassen belieben mögen / was die Nothdurfft hierunter allenthalben erfordert / und wir selbst thun und verrichten könten; Allermassen wir hierzu Sr. Lbd. vollkommenen Potestät hierdurch überlassen / und was dieselbe hierunter unsertwegen thun und verrichten werden / für genehm achten wollen. Uhrkundlich ist diese Vollmacht eigenhändig unterschrieben und besiegelt worden. So geschehen Panlin Zella, den 8. Juny 1708.

(L. S.)

Anna Sophia G.H.Z.S.V.G.Z.S.V.H.

16. Juin. Vollmacht Frauen Friderica Fürstin zu Anhalt-Zerbst / gebohrner Hertzogin zu Sachßen-Gotha / dero Herrn Brudern Hertzog Friedrich ertheilet / daß selbter die ihr zu kommende portion / von der / nach dero Frauen Schwester Johanna vermählt gewester Hertzogin zu Mecklenburg-Strelitz / hinterlassenen Verlassenschafft / und Rückfalls-Geldern / im nahmen ihrer einbringen möge. Geben Zerbst den 16. Juny 1708. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. continuat. II. Absatz. VI. pag. 625.]

C'est-à-dire,

*Plein-Pouvoir de* FRIDERIQUE *Princesse d'Anhaldt-Zerbst, née Duchesse de Saxe-Gotha, sur son Frere* FREDERIC *pour recevoir en son nom la portion qui doit lui revenir de la succession de sa defuncte Sœur, Duchesse de Mecklenbourg. A Zerbst le* 16. *Juin* 1708.

VON GOttes Gnaden Friderica, Fürstin zu Anhalt / Hertzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Engern und Westphalen / gebohrner Hertzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Gräfin zu Ascanien / Frau zu Zerbst / Bernburg / Jever und Kniphausen ꝛc. Uhrkunden hiermit: Demnach durch den unvermutheten Todt des weyland Durchl. Fürsten Herrn Adolphs Friedrichs / Hertzogen zu Mecklenburg-Strelitz / Christseel. Andenckens Lbd. die von Unser in GOtt ruhenden Frauen Schwester / der weyland Durchl. Fürstin / Frauen Johannen / Hertzogin zu Mecklenburg-Strelitz eingebrachte Ehe-Gelder / vermöge deßhalber auffgerichteten Recessus, nunmehr zurück fallen / und zum Theil auff Uns verfället worden; Als geben Unsern freundlich geliebten Herrn Bruders Lbd. dem Durchl. Fürsten / Herrn Friedrichen / Hertzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / mit Vollmacht Unsers hertzlich vielgeliebten Herrn Gemahls und Vormundts / Fürst Johann Augusts zu Anhalt Lbd. wir hiemit völlige Macht und Gewalt / daß hochermeldte Sr. Lbd. sothane Gelder Unsertwegen an den Fürstl. Strelitzischen Hoffe einheben / darüber quittiren / und alles andere / was in sothanen negotio nöthig seyn wird / thun können und mögen; wie wir denn alles dasjenige / was mehr hochermeldtete Sr. Lbd. in sothaner Angelegenheit thun / handeln / schliessen und verrichten werden / genehm halten wollen / getreulich sonder Gefehrde / uhrkundlich haben nebst obgedachten Unserm Herrn Gemahl wir diese Vollmacht eigenhändig unterschrieben / und mit Unsern Fürstl. Insiegel bedrucken lassen. So geschehen Zerbst den 16. Juny 1708. ANNO 1708.

Friderica H. Z. A. H. H. Z. S.

(L. S.)

Johann August / H. Z. S. in ehelicher Vormundschafft.

(L. S.)

## LXXXII.

*Decret de la Reine de la* GRANDE BRETAGNE *en faveur de S. A. R. de* LORRAINE; *prometant de contribuer tout ce qui dependra d'elle pour l'indemniser de la perte du Duché de Montferrat, & lui en procurer un Equivalent convenable. Donné à Whitehal le* 6. *Septembre* 1708. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 152.] 6. Sept.

LE Memoire de l'Envoyé Extraordinaire de Mr. le Duc de Lorraine, ayant été presenté à Sa Majesté la Reine, par lequel il demande au Nom dudit Duc son Maître, que Sa Majesté veuille bien en conformité de la Garantie, qu'Elle a donnée du Traité conclu à Turin entre feuë Sa Majesté Imperiale, & Mr. le Duc de Savoye le 8. Novembre 1703. lui donner par un Acte authentique des assurances, qu'Elle tâchera de procurer audit Duc de Lorraine un Equivalent pour le Duché de Montferrat, & un dédommagement pour la perte qu'il souffre par la Non-joüissance dudit Duché; Sa Majesté ayant consideré ledit Memoire, a ordonné qu'on fasse la Déclaration suivante;

Que quoique Sa Majesté la Reine ait déja donné audit Duc de Lorraine de fortes assurances de ses bonnes intentions sur ce qui le regarde, & particulierement par une Lettre écrite à St. James le 14. du mois de Mars passé; Neantmoins Sa Majesté pour faire voir audit Duc la veritable disposition où Elle est à son égard, & l'attention qu'Elle a pour les instances reïtérées qu'il vient de faire par son dit Envoyé Extraordinaire, renouvelle encore ses assurances de la maniere la plus ferme. Et comme Elle s'est engagée de garantir ledit Traité de point en point, Elle ne manquera pas d'avoir des égards particuliers pour ce qui regarde les interêts dudit Duc de Lorraine, & ses prétentions à une Indemnité juste & raisonnable pour le Duché de Montferrat, conformement à l'Article cinquieme dudit Traité. Et que Sa Majesté est si éloignée de souffrir qu'on lui fasse le moindre tort touchant ses pretentions, & Droits legitimes, qu'Elle est prête dès à present à prendre les mesures necessaires avec Sa Majesté Imperiale, & Leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux pour regler, & désigner un équivalent convenable pour ledit Duché de Montferrat, & pour la perte, que ledit Duc de Lorraine en pourroit avoir fait par sa Non-jouissance depuis la mort du Duc de Mantouë, & si les conjonctures presentes ne se trouvent pas assez favorables pour désigner ladite Indemnité, Sa Majesté la Reine déclare, qu'Elle a tant d'estime, & d'amitié pour ledit Duc de Lorraine, & une consideration si particuliere pour ses pretentions susdites, qu'Elle s'interessera efficacement avec ses autres Alliez pour cette affaire à la Paix générale, afin que ledit Duc en ait toute la satisfaction, & le dédommagement possibles, de quoi ledit Duc peut être fermement assuré, comme d'une chose, que Sa Majesté fera autant par inclination, que par ses engagemens.

*A Whitehall ce 6. Septembre* 1708.

H. BOYLE.

ANNO 1708.

## LXXXIII.

1. Dec. *Tractaat van Vrede, Navigatie, en Commercie, tuſſchen Haare Hoog Mogende de Heeren Staten Generaal der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *en de Baſſa, Dey, Bey, Raadt en Divan van de Regering van* TUNIS, *gedaan en geſloten op de voet der oude Tractaten van Vrede, met byvoeging van verſcheide nieuwe voordeelen; Getekent tot Tunis door de Regering den 24. Maart 1704. Geaccepteert en Geratificeert door Haar Hoogh Mog. in 's Gravenhage den 1. December 1708.* Nevens *vier Artykels van Verklaringen, in de Acceptatie van Haar Hoog Mog. ingevoegt.* [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.]

DE Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden. Allen den geenen die deſen ſullen ſien, Salut. Alſoo den Envoyé Juda Cohen door ons geauthoriſeert tot het ſluyten van de Vrede met de Regering van Tunis, van daar weder gekomen zynde, aen Ons heeft overgebragt het Tractaet, daer by de Vrede tuſſchen Ons, en den Baſſa Dey en Bey, neffens die van den Rade, Divan en Edelen van het Koningryck van Tunis, werd vernieuwd, in diervoegen, als het Translaet van het voorſz. Tractaet in de Nederduytſche tale hier-na van woorde te woorde ſtaet geinſereerd.

*In de Name Gods, die gelooft zy.*

HY is de magtige, de barmhertige die de Weereld en alle dat aaſſem heeft, geſchapen heeft, en weder daar van naar zyne goedertierentheyt diſponeert, die het ligt en de duyſterniſſe form heeft gegeven. Die de ſuperben na zyn welbehagen ſtraft. Hy is den Almagtigen Koning boven alle Koningen zonder van ymand te dependeren. Gezegent zy zynen heyligen naam.

*Hoog Mogende Heeren de Staten Generael.*

ALhier is den voortreffelyken Juda Cohen onzen Envoyé van Tripoly en Algiers gearriveerd, en heeft ons gepreſenteert uwen Hoog Mo. Credentiael met volle magt om de Vreede met deſe drie Regeringen te tracteren en ſluyten, zynde verblyd, dat aen uw Hoog Mog. den voorſz. Envoyé aengenaem is geweeſt.

Ik Ibraim Serif Baſſa Dey, en Bey, neffens die van mynen Rade, Divan en Edelen met eenparige ſtemmen hebben goedgevonden te tracteren, ajuſteren en ratificeren, met den voorſz. voortreffelyken Juda Cohen in voegen als voren de Vreede met de Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden onze en deſſelfs Onderdanen op denſelven voet als de laatſte voorgaande reys is geſlooten, en daar en boven geamplieerd met de volgende Articulen op inſtantien van den voortreflyken Juda Cohen toegeſtaan; aennemende op het arrivement van den Schepen der Hoog Mog. Heeren Staten Generael, den Oorlog te declareren aen alle derſelver vyanden, en hen, onder Godes hulp, te helpen verdelgen, naar ons vermogen.

I. Vooreerſt werd toegelaten aen alle de Hollandſche Schepen 't zy van Oorlog, Commiſſie-Vaarders als Koopvaardy-Schepen, de Havens van deſe onzen Koninckryk, vry en liber te frequenteren, zonder eenige laſten te betalen.

II. Dat wanneer de Oorlogs-Vloten van den Staat der Vereenigde Nederlanden in de Havens van dit Ryk ſullen komen te arriveren, ſullen ſig mogen voorſien van alle nodige behoeften, als Brood, Oly, Taruw, Vleeſch, en alle het geen verders nodig ſullen hebben, niets uytgezondert.

III. Dat alle zodanige behoeften, die de Regering van Tunes en deſſelfs Onderdanen ſullen nodig hebben, geen uytgezondert, uyt de Landen van de Heeren Staten Generael by onſe Ingezetenen zullen mogen werden gehaalt en hier gebragt en a couranten prys mogen ingekogt werden.

IV.

ANNO 1708.

## LXXXIII.

1. Dec. Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, entre les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, & le Bacha, Dey, Bey, Conſeil & Divan de la Regence de TUNIS, fait & conclu ſur le pied des anciens Traitez de Paix, avec addition de divers nouveaux avantages. Signé à Tunis de la part de la Regence le 24. Mars 1704. Accepté & Ratifié par Leurs Hautes Puiſſances à la Haye le 1. Decembre 1708. *Avec* Quatre ARTICLES d'Explication, inſerés dans l'Acceptation de Leurs H. P.

*LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. Comme l'Envoyé Juda Cohen, autoriſé par Nous pour conclurre la Paix avec la Regence de Tunis, étant de retour de là, nous a apporté le Traité, par lequel la Paix eſt renouvellée entre Nous & le Bacha, Dey, Bey, Conſeil, Divan & Nobles du Royaume de Tunis, de la maniere comme la Traduction dudit Traité eſt inſerée ci-après mot pour mot.*

Au Nom de Dieu, qui ſoit loué.

*IL eſt le puiſſant, le miſericordieux, qui a créé le Monde & tout ce qui reſpire, & qui en diſpoſe ſelon ſon bonplaiſir; qui a formé la lumiere & les tenebres; qui punit les ſuperbes ſelon ſa volonté. Il eſt le Roi tout-puiſſant par deſſus tous les Rois, ſans dépendre de perſonne. Son ſaint Nom ſoit loué.*

Hauts & Puiſſants Seigneurs les Etats Generaux.

*L'Excellent Juda Cohen, notre Envoyé, eſt arrivé ici de Tripoli, & d'Alger, & nous a preſenté vos Lettres de Créance avec Plein-pouvoir de traiter & conclure la Paix avec ces trois Regences. Nous ſommes ravis que ledit Envoyé ait été agreable à Vos Hautes Puiſſances.*

*Nous Ibrahim Serif Bacha, Dey & Bey, avec ceux de notre Conſeil, Divan & Nobles, avons trouvé bon d'une commune voix, de traiter, ajuſter & ratifier avec ledit Excellent Juda Cohen la Paix avec L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, entre nos Sujets & les leurs, ſur le même pied que la precedente derniere a été concluë, & outre cela l'avons amplifiée par les Articles ſuivans aux inſtances de l'Excellent Juda Cohen, nous engageant de déclarer, à l'arrivée des Vaiſſeaux de L. H. P., la Guerre à tous leurs ennemis, & d'aider avec le ſecours de Dieu à les détruire ſelon notre pouvoir.*

*I. Premierement, on permet à tous les Vaiſſeaux Hollandois, tant de Guerre, qu'Armateurs & Vaiſſeaux Marchands, de frequenter les Ports de notre Royaume librement & ſans payer aucuns Droits.*

*II. Que lorsque les Flotes de Guerre de L. H. P. viendront à arriver dans les Ports de ce Royaume, elles pourront ſe fournir de vivres neceſſaires, comme Pain, Huile, Bled, Chairs, & de tout ce dont ils auront beſoin de plus, rien d'excepté.*

*III. Que nos Habitans pourront aller querir dans les Païs de L. H. P. & apporter ici toutes les choſes néceſſaires dont la Regence de Tunis & ſes Sujets auront beſoin, nulles exceptées, & pourront en faire l'achat au prix courant.*

*IV.*

ANNO 1708.

IV. De Onderdanen van de Heeren Staten Generael, in de Landen onder onze gehoorſaamheyt komende ſullen haren handel vry en neffens de Ingezetenen mogen dryven in alle ſoorten van Waaren, en in hare Perſonen en vryheden werden gemainteneerd.

V. Als mede wanneer de Onderdanen van de Heeren Staten in de Havens van onze Regering, eenige Waaren mogten hebben ingebragt, deſelve, naar haar genoegen niet konnende verkopen, als dan ſullen die weder mogen uytvoeren naar andere Geweſten, mits betalende de helft van de regten, die gereguleerd ſullen werden, zoo als de Engelſche Natie betaalt.

VI. Dat in cas eenige van onze Onderdanen, aen boord van Franſche, ofte van andere Schepen in Oorlog met de Heeren Staten Generael zynde, bevonden mogten werden, ſullen by haere Onderdanen, in cas van verovering niet mogen gedetineerd werden, maar neffens hare effecten aen Landt en in vryheyt geſtelt werden, mits betalende de vragten die van haar bedongen waren.

VII. Dat wanneer de Schepen van onze Onderdanen en die van de Heeren Staten malkanderen ſullen rencontreren in Zee, ſullen haere Schepen moeten uytzetten, en met twee Man aen malkanderens boord ſenden met de Paſpoorten en die wederzyts geexamineert zynde, ſullen yder in Vrede hare route vervolgen.

VIII. Gebeurende, dat eenig Schip of Schepen toebehoorende de Onderdanen van de Heeren Staten Generael op de Kuſt van onze Domeinie quamen te ſtranden (dat Godt verhoede) in zodanigen geval, zal Schip en Goed zodanig als geborgen zal zyn, gehouden werden ter diſpoſitie van de eygenaars, zonder dat ymand anders yets zal mogen prætenderen, en in gelyk geval ſullen de Onderdanen van ons Ryk van Tunes, in de Landen van de Heeren Staten Generael op de eyge manier werden behandelt.

IX. In cas eenige Hollandſche Schepen by die van Tunes komende, en onder een andere vreemde vlag ſig in bataille begaven met die van onze Onderdanen verovert werden, zal zyn en blyven voor goeden prys, Schip en Goed, en het Volk als Slaven; en op den eygen voet ſullen de Onderdanen van Tunes by die van de Heeren Staten Generael, in gelyck geval werden getracteert.

X. Gebeurende dat de Onderdanen van Tunes eenige Scheepen van andere Natie quamen te veroveren en in deſelve eenige Vaſſallen van de Heeren Staten Generael wierden bevonden zodanige Paſſagiers met alle haere Goederen daar in geladen, naer inhout van haar Paſpoort, ſullen vry zyn, te weten op Koopvaerdye-Schepen, en geen Commiſſie-Vaerders, reciproquelyk en in gelyck geval zal werden gehandelt de Onderdanen van Tunes door de Vaſſallen van de Heeren Staten Generael.

XI. En in cas dat een Hollandſch Koopman in de Landen van Tunes wonende, quam te failleren, voor de ſchulden van de Ingezetenen van Tunes, zal den Hollandſchen Conſul daar over niet mogen werden aengeſprooken.

XII. Gebeurende, dat in de Landen van Tunes eenige Koopluyden van de Hollandſche Natie kwam te ſterven zonder Teſtament, zal deſſelfs nalatenſchap by niemand mogen werden geprætendeerd, maar die, onder behoorlyke inventariſatie door Notaris en Getuygen, in handen, en onder den Conſul werden bewaard, tot den tyt, dat de Heeren Staten Generael daar over ſullen komen te diſponeren, ten behoeve van die geen, daar toe geregtigt ſullen vinden.

Op de bovenſtaande conditien, naer deſelve wel te hebben geexamineert, hebben de Vreede getracteert, geconcludeert en geratificeerd met den voortreflyken Envoyé Juda Cohen, als by Ons geconcludeert en geratificeerd werd by deſen.

Zynde de regalen die door den voorſz. Juda Cohen van uw Hogg Mog. komen te verſoeken, alleen om te voldoen aen de Uſantie, van ouds by onze Voorzaten gebruykt; verhopende dat uw Hoog Mo. die niet zullen ophouden, als by de laatſte reys is geſchied, met detentie van onzen Envoyé den tyt van vier jaar, naar welkers verloop, denſelve in diepe ſchulden alhier is gekomen; vertrouwende dat uw Hoog Mog. den voorſz. Juda Cohen onſen Envoyé beter en ſpoediger als voor deſen zult tracteren en expedieren zynde by het Inſtrument van het ſluyten deſes Tractaets van Vrede, en alhoewel een Inboorling deſer Landen zig getoond, en aen dit Hof

ANNO 1708.

*IV. Les Sujets de L. H. P. venant dans les Païs de notre Obéiſſance, pourront faire leur Commerce en toutes ſortes de Marchandiſes librement avec nos Habitans, & ſeront maintenus en leurs Perſonnes & Libertez.*

*V. De plus, lorsque les Sujets de L. H. P. ayant apporté dans les Ports de notre Regence quelques Marchandiſes, & ne pouvant les vendre à leur contentement, alors ils pourront les tranſporter en d'autres Païs, en payant la moitié des Droits, qui ſeront reglez comme la Nation Angloiſe paye.*

*VI. Qu'en cas que quelques uns de nos Sujets ſe trouvent à bord des Vaiſſeaux François ou d'autres Nations étant en Guerre avec L. H. P. ils ne ſeront pas, en cas de priſe, detenus par les Sujets de L. H. P. mais ils ſeront mis à terre & en liberté avec leurs effets, en payant le Fret accordé avec eux.*

*VII. Que lorsque les Vaiſſeaux de nos Sujets & de ceux de L. H. P. ſe rencontreront en Mer, ils devront s'envoyer reciproquement à bord deux Hommes avec les Paſſeports, qui étant examinez de part & d'autre, chacun pourſuivra librement ſa route.*

*VIII. S'il arrivoit, que quelque Vaiſſeau ou Vaiſſeaux, appartenant aux Sujets de L. H. P. venoient à échouer ſur les Côtes de notre Domaine, ce qu'à Dieu ne plaiſe, en ce cas-là le Vaiſſeau & les Effets qu'on aura ſauvé, ſeront à la diſpoſition des Proprietaires, ſans que qui que ce ſoit y puiſſe rien pretendre; & en un pareil cas, les Sujets de notre Royaume de Tunis ſeront traitez de la même maniere dans les Païs de L. H. P.*

*IX. En cas que quelques Vaiſſeaux Hollandois venant à s'approcher des Vaiſſeaux de Tunis, & ayant arboré un Pavillon étranger à ſe battre contre les nôtres, s'ils ſont pris par nos Sujets, ces Vaiſſeaux & leurs effets ſeront & reſteront de bonne priſe, & les Hommes faits Eſclaves; & en pareil cas les Sujets de Tunis ſeront traitez de la même maniere par ceux de L. H. P.*

*X. S'il arrive que les Sujets de Tunis ſe rendent Maîtres de quelques Vaiſſeaux d'autres Nations, & qu'on y trouve quelques Sujets de L. H. P. tels Paſſagers ſeront libres avec tous leurs effets qui s'y trouveront conformement à la teneur de leur Paſſeport, ſçavoir ſur des Vaiſſeaux Marchands mais non pas Armateurs; & les Sujets de Tunis ſeront en pareil cas traitez de même par les Sujets de L. H. P.*

*XI. Et en cas qu'un Marchand Hollandois, Habitant dans le Royaume de Tunis, vint à faire faillite, le Conſul Hollandois ne pourra pas en répondre ni être inquieté pour les debtes des Habitans de Tunis.*

*XII. S'il arrivoit que quelque Marchand de Nation Hollandoiſe vint à déceder dans les Païs de Tunis ſans Teſtament, les Biens qu'il aura laiſſez ne pourront être prétendus de perſonne, mais ils ſeront remis au Conſul, après en avoir fait un Inventaire duëment dreſſé par un Notaire & des Temoins, pour les garder juſqu'à ce que L. H. P. en ayent diſpoſé en faveur de ceux qui y auront un droit legitime.*

*Sous ces ſuſdites Conditions, après les avoir bien examinées, nous avons traité, conclu & ratifié la Paix avec l'Excellent Envoyé Juda Cohen, comme en effet nous la concluons & ratifions par ces preſentes.*

*Les Droits regaliens, que nous demandons à Vos H. P. par ledit Juda Cohen, n'étant que pour ſuivre la coûtume établie d'ancienneté par nos Predeceſſeurs; eſperant que Vos H. P. ne les ſuſpendront pas, comme cela eſt arrivé la derniere fois, en retenant notre Envoyé l'eſpace de quatre ans, après lequel tems il eſt retourné ici chargé de dettes; nous flatant que Vos H. P. traiteront mieux & expedieront plûtôt que ci-devant ledit Juda Cohen notre Envoyé, qui eſt l'Inſtrument de la concluſion de ce Traité de Paix; & quoi que natif de ce Païs, il s'eſt montré & comporté à notre Cour*

ANNO 1708. Hof geëvertueerd als een Voorſtander van de Hollandſche Natie, hebbende door zyne aengenamen Conduite ons geperſuadeert en gebragt tot het amplecteren van zodanige Pointen in het Tractaet, als nooyt by Ons nog onze Voorzaten zyn toegeſtaan, waar toe wy ons ſelve hebben laten bewegen om hem te complaceren.

Bidden aen den Groten en magtigen Godt die Hemel en Aarde geſchapen heeft, dat zyne Goddelyke Majeſt. ons conſervere in eene eendragtige Vreede, en verleene voorſpoed jegens onze vyanden. Men geeft nog aen den voortreflyken Juda Cohen onzen Envoyé, pouvoir om onſenthalven verders te handelen en te doen al het geen geraden zal vinden, als of hy was onze eige Perſoon, met eenparig conſent van allen onzen Rade, Hoge en Lagen Adel.

Deſe is de Copie van de Articulen van Vrede en deſſelfs Ratificatie tuſſchen het Ryk van Tunes en de Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, overgeſet van woord tot woordt, uyt de Arabiſche Tael, op ordre van den Excellenten Baſſa Ibrahim Serif Dey en Bey, den Divan en het Hof met deſſelfs Raden heden 24. Maart 1704.

*Volgt de Certificatie van den Engelſchen Conſul.*

JOhn Goddard Agent voor haere Majeſteyt van Groot Brittannien &c. en Conſul Generael in deſe Stadt en Koningryk van Tunes, certificere by deſen, dat de bovenſtaende Schriften zyn Articulen van Vreede, geaccordeert tuſſchen ſyne Excellentie Ibrahim Baſſa Dey en Bey, geſamentlyk met den geheelen Divan van deſe Stadt en Koningryk van Tunes ter eenre, en den Heer Juda Cohen Envoyé van de Hoog Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, voor haar Hoog Mog. ter andere zyde, dewelke is gezegelt met haere reſpective Zegels van de Hooggemelte zeer Excellente Heeren. Gegeven op haar verſoek in Tunes den 23. Maart 1704.

*Was getekent*,

J. GODDARD.

En nademaal wy om wegh te nemen eenige duyſterheden, van gemelten Envoyé Juda Cohen verſogt hebben zyne verklaring op de vier volgende Pointen, daar op hy gegeven heeft de verklaringen in Margine van yder Point ſtaande geannoteerd. Zoo als volgt.

| *Declaration van den Envoyé Juda Cohen.* | *Pointen waar op het Declaratoir is verſogt.* |
|---|---|
| 1. | 1. |
| Den Ondergeſchreven verklaart dat dit Point alzoo zal geobſerveert werden, dog niet anders als bevonden werdende de cognoſcementen by de Goederen in het voorſz. vyandlyk Schip, en daer by gedeclareert te zyn, voor rekening van den Onderdanen van deſen Staat. | Eerſtelyk, dat de vrydom dewelke by het Art. 6, en 10. van het voorſz. Tractaet geaccordeert is aen den Onderdanen van den Staat met haere Goederen op vyandelyke Schepen gevonden werdende, ook plaats zal hebben ten opſigt van den Goederen van deſelve Onderdanen ſchoon deſelve by haere Goederen niet præſent zouden mogen zyn. |
| 2. | 2. |
| Verklaart den Ondergeſchreven alzoo geobſerveert ſal werden vermits uytdruckelyck heeft geaccordeert, dat de Onderdanen van deſen Staat van alle voordelige vryheden die aldaer by andere Natien werden genoten, ſullen profiteren. | En ten tweeden, dat van Goederen, door de Ingeſetenen van deſen Staat aldaar werdende ingevoert, en van daar werdende uytgevoert, geene andere regten ſullen werden betaelt, als door de Engelſche: namentlyck drie percent, van de ingevoert werdende Koopmanſchappen. |
| 3. Ver- | 3. En |

*Cour comme Protecteur de la Nation Hollandoiſe; nous ayant par ſa bonne conduite perſuadé & porté à accepter de tels Points, que nos Ancêtres ni Nous n'avons jamais accordé, & nous nous ſommes laiſſez perſuader pour lui complaire.* ANNO 1708.

*Nous prions le grand Dieu tout-puiſſant, Créateur du Ciel & de la Terre, que ſa Majeſté divine nous veuille conſerver dans une Paix durable, & nous faire proſperer contre nos Ennemis. On donne encore à l'Excellent Juda Cohen, notre Envoyé, le Pouvoir de traiter de notre part outre ce ci-deſſus, & de faire tout ce qu'il jugera expedient, comme s'il étoit notre propre Perſonne, du conſentement unanime de tout notre Conſeil, de toute notre Nobleſſe haute & baſſe.*

*Cette preſente eſt la Copie des Articles de Paix & de ſa Ratification entre le Royaume de Tunis & L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas; traduite mot à mot de la Langue Arabe, par ordre de l'Excellent Bacha Ibrahim Serif, Dey & Bey, le Divan & la Cour, avec ſes Conſeillers. Aujourd'hui ce 24. Mars 1704.*

Suit le Certificat du Conſul Anglois.

*JEan Goddard Agent de Sa Majeſté de la Grande Bretagne &c. & Conſul General dans cette Ville & Royaume de Tunis, certifie par la preſente que les Ecrits ci-deſſus ſont des Articles de Paix accordée entre ſon Excellence Ibrahim Bacha, Dey & Bey, enſemble tout le Divan de cette Ville & Royaume de Tunis d'une part, & entre le Sieur Juda Cohen Envoyé de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas pour L. H. P. d'autre part, laquelle eſt ſcellée des Sceaux de leurs-dites Excellences. Fait à leur requiſition à Tunis ce 23. Mars 1704.*

Etoit Signé,

J. GODDARD.

*Et comme pour lever quelques obſcuritez, nous avons demandé audit Envoyé Juda Cohen ſon explication ſur les quatre Points ſuivans, il nous l'a donnée placée à la marge de chaque Point, comme il ſuit.*

| Eclairciſſement de l'Envoyé Juda Cohen. | Points ſur leſquels on a demandé explication. |
|---|---|
| 1. | 1. |
| *Le ſouſſigné déclare que ce Point ſera obſervé de cette maniere-là, mais pas autrement que lorſqu'on y trouvera les Connoiſſemens des effets, qui ſont dans les Vaiſſeaux ennemis, avec la declaration jointe que ces effets ſont pour le compte de Sujets de L. H. P.* | *Premierement que la liberté & immunité accordée par les Art. 6. & 10. du ſuſdit Traité aux Sujets de L. H. P. trouvez avec leurs effets ſur des Vaiſſeaux ennemis, aura auſſi bien lieu pour les effets des mêmes Sujets, quand même ils ne ſeroient pas preſents en Perſonne près de leurs effets.* |
| 2. | 2. |
| *Le ſousſigné declare que cela s'obſervera ainſi, d'autant qu'il a été accordé expreſſement, que les Sujets de L. H. P. profiteront de toutes les Libertez avantageuſes dont y joüiſſent les autres Nations.* | *En ſecond lieu, que pour les effets que les Sujets de L. H. P. y auront fait entrer, & en auront fait ſortir, on n'en payera pas d'autres Droits, que les Anglois en payent; Sçavoir trois pour cent pour les Marchandiſes qu'on y aura fait entrer.* |
| 3. De- | 3. Et |

ANNO 1708.

3.

Verklaart alzoo geobſerveert zal werden, alzoo by het Tractaet is bedongen, en wel expreſſelyck geaccordeert, dat de Onderdanen van den Staat ſullen betalen zoo als de Engelſche by het ſluyten van de Vreede hebben betaalt, en niet zoo als namaels ſullen komen te betalen.

3.

En dat die alzoo geſtelde regten ſullen blyven niet tegenſtaande deſelve, ten opſigte van Engelſche naderhandt verkogt zouden moogen werden.

3.

*Declare que cela ſera obſervé de même, parce qu'on a ſtipulé dans le Traité & accordé bien expreſſement que les Sujets de L. H. P. payeront comme les Anglois ont payé lors de la Concluſion de la Paix, & non pas comme ils viendroient à payer dans la ſuite.*

3.

*Et que ces Droits ainſi établis ſubſiſteront, quand même par rapport aux Anglois les Droits viendroient à être hauſſez dans la ſuite.*

ANNO 1708.

4.

Declareert den Ondergeſchreven tot antwoort, als by het 2de Articul.

*Was getekent*,

JUDA COHEN.

4.

Dog zoo deſelve uit regard van de Engelſche, ofte van andere Natien zouden mogen werden verminderd, dat de Ingezetenen van deſen Staat, in allen gevalle getracteert ſullen werden als de Natie die het favorabelſte werd getracteerdt.

4.

*Declare le ſouſſigné en réponſe ce qui eſt au 2. Article.*

Etoit ſigné,

JUDA COHEN.

4.

*Mais ſi ces Droits venoient à être diminuez par rapport aux Anglois ou autres Nations, que les Sujets de L. H. P. ſeront en toutes les occaſions traitez comme la Nation qui eſt traitée le plus favorablement.*

Soo is't, dat wy het voorſchreve Tractaat geſien en geexamineert hebbende; en gelet op de verklaringen door gemelde Envoyé Juda Cohen gedaan, en genegen zynde, om met de Regeringh van Tunes in vreede en vrundſchap te leven, het voorſz. Tractaet van Vreede, onder beneficie van de hier voorſtaande verklaringen, hebben geapprobeert en ratificeren het ſelve mits deſen; belovende opregtelyk en ter goeder trouwe, het ſelve in allen deelen van onze zyde, te ſullen agtervolgen en nakomen, doen agtervolgen en nakomen, zonder te gedogen, dat ietwes gedaan werde dat daar tegens zoude mogen ſtryden. Aldus gedaan in 's Gravenhage onder het groot Zegel van onzen Staat, de Paraphure van den Heer Præſiderende in onze Vergaderinge en de Signature van onzen Griffier, op huyden den 1. December 1708.

*A ces cauſes, après avoir vû & examiné le ſuſdit Traité, & fait attention aux explications faites par ledit Envoyé Juda Cohen, & déſirant de vivre en Paix & Amitié avec la Regence de Tunis, nous avons approuvé & ratifié le ſuſdit Traité ſous le benefice des explications ci-deſſus; promettant ſincerement & de bonne foi de le ſuivre & obſerver, de le faire ſuivre & faire obſerver de notre part en toutes ſes parties, ſans permettre qu'il ſe faſſe la moindre choſe qui y ſoit contraire. Fait à la Haye ſous le grand Sceau de Notre Etat, le Paraphe de Mr. le Preſident de notre Aſſemblée & la Signature de notre Greffier, ce jourd'hui le 1. Decembre 1708.*

## LXXXIV.

1709. 15. Janv. *Trattato per il reſtabilimento di una perfetta e durevole Corriſpondenza tra* SUA BEATITUDINE, *& la Maeſtà dell' Auguſtiſſimo* IMPERATORE *e tutta l'Auguſtiſſima Caſa. In Roma li di 15. Gennaro* 1709. [Simple Copie.]

PER il reſtabilimento di una perfetta e durevole corriſpondenza, tra Sua Beatitudine, e la Maeſtà dell' Auguſtiſſimo Imperatore & tutta l'Auguſtiſſima Caſa, ſi ſono concordati in virtù delle Plenipotenze, che ſi ſono vicendevolmente cambiate tra Sua Eminenza il Signor Cardinale Paolucci Segretario di Sua Santità, & Sua Eccellenza il Signor Marcheſe di Prié, Conſigliere intimo di Stato di Sua Maeſtà Ceſarea, gl' infraſcritti Articoli.

I. Sua Eminenza il Signor Cardinale Paolucci, come Plenipotenziario Pontificio, promette, che Sua Santità, atteſe le infraſcritte promeſſe che ſi fanno da Sua Eccellenza il Signor Marcheſe di Prié Plenipotenziario Ceſareo, riformerà le Truppe che preſentemente hà in Ferrara, Forte Urbano, Roma, Ancona, Civitta-Vecchia, & in tutto il rimanente dello Stato Eccleſiaſtico, riducendole al piede & alla forma che erano primà del preſente armamento, cioè al numero di cinque mila huomini in circa, trà Cavalleria & Fanteria, con licenziare tutti li Officiali e Soldati ſtranieri, non ſoliti à ſervire alla Santa Sede; anzi per torre ogni geloſia, & atteſe le accennate vicendevoli ſicurezze e promeſſe, continuerà ſu l'iſteſſo piede durante la preſente Guerra, ne accreſcerà le dette Truppe oltre il ſudetto numero ſolito à ritenerſi di cinque mila huomini in circa, e la ſudetta riforma e riduzione di Truppe, dovrà principiare nel termino di tre giorni doppo la ſottoſcrittione de' preſenti Capitoli, e compitamente terminarſi nello ſpazio di venti giorni.

II. Si ridurranno li Preſidii di Ferrara e di Forte Urbano allo ſtato antico, cioè al numero de' Soldati ſolito à tenerſi prima di queſt' armamento.

III. Sua Santità farà parimente rimuovere li Preſidii, da i Luoghi e Porti che ſono ſtati nuovamente muniti e fortificati, nelle frontiere del Regno di Napoli; cioè dal canto del Garigliano e dell' Abbruzzo, come pure da quello del Mantouano.

IV. Che Sua Santità farà rimuovere il ſuo Preſidio da Paliano, & ſi rimetterà nello ſtato di prima.

V. Promette all' incontro Sua Eccellenza il Signor Marcheſe di Prié, Plenipotenziario Ceſareo, in correſpettività del detto Diſarmo, e delle infraſcritte promeſſe, che ſi fanno per parte di Sua Santità, di fare in modo che in conformità degli ordini che ſono dati da Sua Maeſtà Ceſarea à i Generali Commandanti delle ſue Armate in Italia, ſia quanto prima ſia poſſibile ſollevato lo Stato Eccleſiaſtico dalle Truppe Ceſaree, alleate, & auſiliarie. Partiranno immediatamente da i Confini dello Stato, quelle che ſi trovano dal canto del Garigliano, e del Tronto ſotto il Commando di Sua Altezza il Signor Principe de Darmſtat. Sua Eccellenza il Signor Mareſciallo Comte di Daun, Commandante Generale dell' Armata Ceſarea, che ſi trova nelle tre Legazioni, farà uſcire due mila Cavalli, ſubito che havra l'auviſo della concluſione del Trattato, e ſottoſcrittione de' preſenti Articoli.

VI. Quando Sua Santità ridurrà al numero è ſtato come ſopra, il Preſidio della Città e Fortezza di Ferrara e Forte Urbano, promette detto Signor Marcheſe, che il detto Signor Mareſciallo farà ſubito levare

ANNO 1709.

levare il Blocco di dette Piazze, e farà parimente dare le opportune ſicurezze, affinche li Soldati che ſi licenziano poſſano liberamente ritornare alle loro caſe e dove loro parerà.

VII. A miſura che anderà ſuccedendo detta riforma, per parte di Sua Santità, anderanno pur anche uſcendo le ſudette Truppe Imperiali, auſiliari & alleate; di modo che reſti quanto prima ſia poſſibile intieramente evacuato lo Stato Eccleſiaſtico dalle medeſime, alla riſerva di un piccolo Corpo da reſtare in Comacchio, come ſi dirà in appreſſo.

VIII. Che in tanto che anderanno uſcendo le Truppe dallo Stato Eccleſiaſtico, quelle che vi reſteranno ſino alla totale evacuazione, debbano contenerſi nelle ſudette tre Legazioni di Ferrara, Bologna e Romagna, oſſervando tutta la piu eſatta diſciplina, che è ſtata preſcritta da Sua Maeſtà Ceſarea, ſenza che poſſano commettere alcuna ſorte Poſtilità.

IX. Reſtando in tal forma ſtabilito il ripoſo e la ſicurezza dello Stato Eccleſiaſtico, ſenza che poſſano entrarvi nuovamente durante queſta Guerra le Truppe dell' Auguſtiſſima Caſa, come il detto Signor Marcheſe promette, & avendo pur anche Sua Santità domandato d'eſſere aſſicurata dà Sua Maeſtà Ceſarea, per conto dell' Altezza Sereniſſima del Signor Duca di Modena, al che eſſendo condeſceſa Sua Maeſtà; perciò il detto Eccellentiſſimo Signor Marcheſe promette & aſſicura, à nome della medeſima, che lo Stato della Chieſa non ſarà moleſtato per detto tempo dalle armi di detto Signore Duca, ne d'alcun altro Prencipe. Per tal riguardo Sua Beatitudine aſſicura all' incontro Sua Maeſtà Ceſarea, e col di lei mezzo detto Sereniſſimo Signor Duca, come così promette l'Eminentiſſimo Paolucci per parte della medeſima, che per tutte le ſue pretenſioni particolari ſaranno ſentiti li ſuoi Miniſtri e Defenſori, avanti una Congregazione particolare de' Signori Cardinali, che ſarà ſubito dalla Santità Sua deputata, accio ſia tutto diligentemente riconoſciuto e determinato *prout de jure*, e ſia reſa al detto Signor Duca una pronta & eſatta giuſtitia.

X. Promette pure detto Eccellentiſſimo Signor Marcheſe, che il Signor Mareſciallo di Daun farà reſtituire tutti i Priggionieri di Guerra delle Truppe Pontificie, & in quanto a gli Avignoneſi che ſono ſtati preſi in mare, farà detto Eccellentiſſimo Signor Marcheſe le ſue parti appreſſo l'Ammiraglio, affinche ſiano rilaſciati & occorrendo ſi contenterà Sua Maestà Ceſarea, farne paſſare officio in Inghilterra.

XI. Si farà da i Generali Ceſarei l'intiera reſtituzione de' Cannoni & attrezzi militari, che ſono ſtati preſi doppo le correnti emergenze, à chi ſarà commeſſo da Sua Santità.

XII. Si reſtituirà pure per parte di Sua Santità, tutto ciò che fù preſo e ritrovato ſopra le barche, che furono arreſtate vicino à Ferrara, nel principio del paſſato Settembre.

XIII. Si rimetteranno tutti li Deſertori Allemanni che ſi ritrovano nelle Truppe Pontificie, a' quali ſi concederà da Sua Maeſtà Ceſarea l'Amniſtia per tale riguardo.

XIV. Si demoliranno per parte di Sua Santità, le nuove Fortificazioni fatte ne' luoghi che non erano fortificati prima delle preſenti emergenze, nelle Frontiere del Regno di Napoli e del Mantouano.

XV. Non ſi darà alcun impedimento alla Navigazione libera del Pò, nel modo che ſi prattica fra Prencipi Amici, per tutto ciò che poſſa occorrere per il Ceſareo ſervigio e dell' Armata, ſecondo li Paſſaporti che ſaranno ſpediti à queſt' effetto da i Generali Ceſarei.

XVI. Sarà contenta Sua Santità durante la preſente Guerra di dare libero il tranſito alle Truppe dell' Auguſtiſſima Caſa, per la Cavalleria e rimonte che conveniſce fare paſſare nel Regno di Napoli, come pure alla Fanteria, e ſue Recrute, ove eſigeſſe la neceſſità di farla paſſare per Terra, ò foſſe troppo difficile di ſpedirla per mare, dovrà in tal caſo tal tranſito eſſere innoxio, cioè ſenza danno & aggravio alcuno dello Stato Eccleſiaſtico e ſuoi Sudditi, come ſi prattica ne' Stati de' Prencipi neutrali, e ſeguire di un ſolo Regimento per volta con precedente aviſo di giorni quindeci, e per la ſtrada del Tronto che è la più breve, e di minore incommodo allo Stato della Chieſa, di modo che frà l'uno e l'altro Regimento corra ſempre lo ſpatio di trè giorni, affinche rieſca più pratticabile. Si contenterà per altro Sua Santità, in caſo di ſtraordinaria neceſſità, per ſoccorſo del Regno, di concedere il paſſagio verſo Terracina, e ſi aſſegnerà da Sua Beatitudine in tal emergente la ſtrada più commoda e vicina.

ANNO 1709.

XVII. Deſiderando Sua Santità di cooperare pur anche alla quiete delle Provincie confinanti, nella quale hà tanto intereſſe lo Stato Eccleſiaſtico, non permetterà che ſi dia alcuna aſſiſtenza e favore à i foruſciti di Napoli, ne che vi ſia in Roma, ò nel di lei Stato chi fomenti torbidi in quel Regno.

XVIII. Sua Santità deputerà uno ò più Cardinali, frà i quali & il ſudetto Eccellentiſſimo Signor Marcheſe come Miniſtro Ceſareo, ò chi ſerà in ſeguito deſtinato dalla Maeſtà Sua, ſi eſaminerà e diſcutterà la materia delle vertenti pendenze ſoprà li Stati di Parma, Piacenza e Comacchio, e queſto non in veruna forma di giudizio, mà por appagamento commune, tanto di Sua Santità che di Sua Maeſtà Ceſarea.

XIX. E perche Sua Maeſtà intende che la Città di Comacchio colle dette Valli debba reſtare in ſue mani nello ſtato in cui è di preſente, con un piccolo Corpo di Fanteria Imperiale, fin tanto che ſia in detto Congreſſo ventilata e di poi terminato detta pendenza, con che detto Corpo non poſſa commettere alcuna oſtilità, & all' incontro intendendoſi per parte di Sua Santità, che detta Città con le predette Valli debba reſtituirſi liberamente alla Santa Sede, hà Sua Beatitudine tal fiducia in Sua Maestà Ceſarea, che confida ſia dalla medeſima per ordinarſi, che così venga eſeguito. Quando poi Sua Maeſtà non inclini, e perſiſta come hora in detta ritenzione, non per queſto ſi laſcierà per parte di Sua Beatitudine di adempire à quel tanto che ne' preſenti Articoli ſi conviene, e colle condizioni ſopra ſtabilite, ne permetterà in tal caſo, che ſi dia alcuna moleſtia al ſudetto Corpo in Comacchio, ne che ſia impedita la libera communicazione, tanto per Aqua che per Terra al medeſime, eſſendo Sua Santità ſommamente bramoſa di contribuire, dal canto ſuo, tutte le maggiori facilità per il ſollievo de' ſuoi Sudditi, & inſieme di dare queſto nuovo argomento della confidenza che ripone in Sua Maeſtà Ceſarea, che ſi preggia del Titulo di Auvocato e Difenſore della Chieſa.

Promette detto Eminentiſſimo Cardinale Paolucci, di rapportare la Ratificanza da Sua Santità del preſente Trattato tra il termine di giorni venti cinque, e detta Eccellenza del Signor Marcheſe da Sua Maeſtà Ceſarea frà giorni trenta cinque, ſenza che frà tanto ſi ritardi in alcun modo la puntuale eſecuzione del preſente Trattato. In fede &c. Dat. in Roma li dì 15. Gennaro 1709.

*F. Cardinale* PAOLUCCI.

*Il Marcheſe di* PRIE'.

## LXXXV.

*Articles Preliminaires, pour parvenir à la Paix Générale, dreſſez* ſub ſpe Ratihabitionis, *entre les Miniſtres de l'*EMPEREUR, *de la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *& des Seigneurs Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *d'une part, & ceux du Roi de* FRANCE *d'autre part, mais ſignés ſeulement des premiers. Par leſquels on convient, que la* MONARCHIE D'ESPAGNE *ſera entierement remiſe & cedée, à Sa Majeſté Catholique* CHARLES III. *Et qu'elle demeurera dans la Maiſon d'Autriche, ſans qu'aucune de ſes parties puiſſe en être jamais demembrée. A la Haye le 28. Mai.* 1709. [Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale aux Traitez de Paix à la Haye, & à Utrecht.] 28. Mai.

I. ON procédera inceſſamment à faire une bonne, ferme & durable Paix, Confédération, & perpétuelle Alliance & Amitié, entre Sa Majeſté Impériale, comme auſſi entre tous & chacun des Alliez de Sa Majeſté Impériale, & principalement le Royaume de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies d'une part; & de l'autre, entre Sa Majeſté Très-Chrétienne &

ſes

ANNO 1709.

ſes Alliez. Et comme les conjonctures préſentes n'ont pas permis que Sa Majeſté Impériale ait préalablement pû recevoir l'agrément, & un conſentement de l'Empire ſur tout ce qui le regarde dans pluſieurs Articles contenus dans ces Préliminaires, elle tâchera d'obtenir, ſuivant l'uſage établi dans l'Empire, le plûtôt qu'il ſera poſſible, le Conſentement & la Ratification dudit Empire, avant l'éxécution de ces Articles qui regardent particuliérement l'Empire.

II. Et pour parvenir à ce but tant ſalutaire au plûtôt, & d'en jouïr à preſent autant qu'il ſera poſſible, on eſt convenu des Articles Préliminaires qui doivent ſervir de fondement aux Traitez de la Paix générale.

III. Prémiérement, en conſidération & conſéquence de ladite bonne Paix & Réünion ſincére de toutes parts, le Roi Très-Chrétien reconnoîtra dès à preſent publiquement & authentiquement, comme auſſi après dans les Traitez de Paix, à faire, le Roi Charles III. en qualité de Roi d'Eſpagne, des Indes, de Naples, & de Sicile, & généralement de tous les Etats & Dépendances compris ſous le nom de la Monarchie d'Eſpagne, en quelque partie du monde qu'ils ſoient ſituez, à la reſerve de ce qui doit être donné à la Couronne de Portugal & au Duc de Savoye, ſuivant les Traitez faits entre les Hauts Alliez, & de la Barriére que ledit Roi Charles III. doit faire tenir auxdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies dans les Païs Bas, ſelon la teneur de la Grande Alliance de l'année 1701, & de ce qui ſera dit ci-après du Haut Quartier de Gueldre, & des Conventions à faire avec ledit Roi Charles III., ſans rien excepter davantage, ainſi & avec tous les Droits que le feu Roi d'Eſpagne Charles II. a poſſédé, ou dû poſſeder, tant pour lui, que pour ſes Héritiers & Succeſſeurs, ſelon la diſpoſition teſtamentaire de Philippe IV. & les Pactes établis & reçûs dans la Séréniſſime Maiſon d'Autriche.

IV. Et d'autant que le Duc d'Anjou eſt préſentement en poſſeſſion d'une grande partie des Royaumes d'Eſpagne, des Côtes de Toſcane, des Indes, & d'une partie des Païs-Bas, il a été réciproquement convenu, que pour aſſurer l'éxécution deſdits Articles, & des Traitez, à faire & à achever, dans l'eſpace de deux mois, à commencer du premier du mois de Juin prochain s'il eſt poſſible, Sa Majeſté Très-Chrétienne fera en ſorte que dans ce même terme le Royaume de Sicile ſoit remis à Sa Majeſté Catholique Charles III.; & ledit Duc ſortira en pleine ſûreté & liberté, de l'étenduë des Royaumes d'Eſpagne, avec ſon Epouſe, les Princes ſes Enfans, leurs Effets, & généralement toutes les Perſonnes qui les voudront ſuivre: En ſorte que ſi ledit terme finit ſans que ledit Duc d'Anjou conſente à l'éxécution de la préſente Convention, le Roi T. C., & les Princes & Etats ſtipulans, prendront de concert les meſures convenables pour en aſſurer l'entier effet, & que toute l'Europe, par l'accompliſſement deſdits Traitez de Paix, jouïſſe inceſſamment d'une parfaite tranquilité.

V. Pour en avancer l'établiſſement, Sa Majeſté Très-Chrétienne retirera dans le terme deſdits deux mois, les Troupes & les Officiers qu'elle a préſentement en Eſpagne, & auſſi celles qui ſe trouvent dans le Royaume de Sicile, auſſi bien que dans les autres Lieux, Païs, & Etats dépendans de ladite Monarchie d'Eſpagne en Europe, & des Indes, auſſitôt qu'il ſera poſſible: promettant en foi & parole de Roi, de n'envoyer deſormais au Duc d'Anjou, s'il refuſe d'y aquieſcer, ni à ſes adhérans, aucun ſecours, ſoit de Troupes, Artillerie, Ammunitions de Guerre, ou d'argent, directement ou indirectement.

VI. La Monarchie d'Eſpagne demeurera dans la Maiſon d'Autriche, de la maniére qu'il a été dit ci-deſſus, ſans qu'aucune de ſes parties puiſſe en être jamais démembrée, ni ladite Monarchie en tout ni en partie, être unie à celle de France, ni qu'un ſeul & même Roi, ni un Prince de la Maiſon de France en devienne le Souverain, de quelque maniére que ce ſoit, par Teſtament, Apels, Succeſſion, Conventions matrimoniales, Dons, Ventes, Contracts, ou autres voyes, telles qu'elles puiſſent être, ni que le Prince qui régnera en France, ni un Prince de la Maiſon de France, puiſſe jamais régner auſſi en Eſpagne, ni aquérir dans l'étenduë de ladite Monarchie aucunes Villes fortes, Places, ou Païs, dans aucune partie d'icelle, principalement dans les Païs-Bas, en vertu d'aucuns Dons, Ventes, Echanges, Conventions matrimonielles, Héréditez, Appels, Succeſſion par Teſtament, *ab inteſtato*, en quelque ſorte & maniere que ce puiſſe être, tant pour lui que pour les Princes ſes Enfans, & Freres, leurs Héritiers & Deſcendans. ANNO 1709.

VII. Specialement, que la France ne pourra jamais ſe rendre Maître des Indes Eſpagnoles, ni envoyer des Vaiſſeaux pour y exercer de Commerce, ſous quelque pretexte que ce ſoit.

VIII. Sa Majeſté Très-Chrétienne voulant donner des marques certaines du deſſein qu'Elle a de maintenir une Paix ferme & ſtable, & faire ceſſer tout ombrage de deſſeins, conſent à remettre à Sa Majeſté Imperiale, & à l'Empire, la Ville & Citadelle de Strasbourg, dans l'état où elle ſe trouve preſentement, avec le Fort de Kell & ſes dépendances, ſituez des deux côtez du Rhin, ſans aucune repetition de fraix ou dépenſes, ſous quelque prétexte que ce ſoit, avec cent pieces de Canon de bronze, de different calibre, ſavoir cinquante pieces de vingt-quatre & de douze livres de bales; & cinquante pieces de huit, & de quatre livres, & les munitions à proportion, pour être rétablie dans les Prérogatives & Priviléges des Villes Imperiales, dont elle jouïſſoit avant que d'être ſous la Domination de Sa Majeſté Très-Chrétienne: laquelle Ville de Strasbourg & Forts, ſeront rendus & évacuez auſſi-tôt après les Ratifications de l'Empereur & de l'Empire, qui ſeront échangées à la Haye, & qu'il comparoitra aux Portes de ladite Ville de Strasbourg & Forts, quelqu'un muni d'un Plein-pouvoir de Sa Majeſté Imperiale, & de l'Empire, ſelon la forme accoûtumée, pour en prendre poſſeſſion.

IX. Que la Ville de Briſac, avec ſon Territoire ſoit évacué par ſa Majeſté Très-Chrétienne & remiſe par elle à Sa Majeſté Imperiale, à la Maiſon d'Autriche, avec tous les Canons, Artillerie & Ammunitions de Guerre qui s'y trouveront à la fin de Juin au plus tard, pour en jouïr deſormais en toute proprieté; ainſi que Sa Majeſté Imperiale en a jouï & dû jouïr en execution du Traité de Paix de Ryſwick avec les Canons, Artillerie & Ammunitions de Guerre qui s'y trouvent.

X. Sa Majeſté Très-Chrétienne poſſédera déſormais l'Alſace, dans le ſens littéral du Traité de Weſtphalie, en ſorte qu'Elle ſe contentera du Droit de Préfecture ſur les dix Villes Imperiales de ladite Alſace, ſans pouvoir méanmoins étendre ce Droi au préjudice des Prérogatives, Droits & Priviléges qui leur compétent, comme aux autres Villes libres de l'Empire pour en jouïr auſſi-bien que des Prérogatives, Revenus & Domaines, ainſi que Sadite Majeſté a dû jouïr, lors de la concluſion dudit Traité, devant auſſi être remiſes les Fortifications deſdites Villes au même état qu'elles étoient alors; excepté toutefois la Ville de Landau, dont la poſſeſſion & proprieté appartiendront pour toûjours à Sa Majeſté Imperiale & à l'Empire, avec faculté de démolir ladite Place s'il eſt jugé à propos par l'Empereur & l'Empire.

XI. Qu'en conſéquence dudit Traité de Weſtphalie Sadite Majeſté Très-Chrétienne fera démolir dans le tems convenu, à ſes dépens, les Forteresſes qu'elle a préſentement ſur le Rhin depuis Bâle, juſques à Philipsbourg, nommément Hunninguen, le Neuf-Briſac, & le Fort Louïs avec tous les ouvrages, & dépendances dudit Fort tant en deça qu'au delà du Rhin, ſans que jamais on puiſſe le rétablir.

XII. Que la Ville & Forteresſe de Rhinfeltz avec ce qui en dépend demeurera au Land-Grave de Heſſe-Caſſel, juſques à ce qu'il en ſoit convenu autrement.

XIII. La Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux ſoutenant que la clauſe inſerée dans l'Article IV. du Traité de Ryſwick touchant la Religion, eſt contre la teneur de la Paix de Weſtphalie, & que conſéquemment elle devroit être revoquée; il a été trouvé bon que cette affaire ſera remiſe à la Négociation de la Paix Générale.

XIV. Quant à la Grande-Bretagne, Sa Majeſté Très-Chretienne reconnoîtra dès à préſent & dans la Négociation de ce Traité de Paix à faire, la Reine de la Grande-Bretagne en cette qualité.

XV. Sadite Majeſté reconnoîtra auſſi la Succeſſion à la Couronne de la Grande-Bretagne dans la

ANNO 1709.

Ligne Proteſtante ainſi qu'elle eſt établie par les Actes du Parlement de la Grande-Bretagne.

XVI. Le Roi Très-Chrétien cedera à la Couronne de la Grande-Bretagne ce que la France poſſéde dans l'Iſle de Terre-neuve, & on reſtituera, de la part de la Reine de la Grande-Bretagne auſſi-bien que de la part de Sa Majeſté Très-Chrétienne tous les Païs, Iles, Forteresſes, & Colonies que les Armes de l'un & de l'autre côté ont occupez depuis la préſente Guerre en quelques lieux des Indes qu'ils ſoient ſituez.

XVII. Sadite Majeſté promet de faire raſer toutes les Fortifications de la Ville de Dunquerque, du Port, & des Rysbancs, & ce qui en pourroit dépendre à ſes dépens, ſans exception, en ſorte que la moitié deſdites Fortifications ſoit raſée, & la moitié du Port comblé dans l'eſpace de deux mois, & l'autre moitié des Fortifications raſée auſſi-bien que l'autre moitié du Port comblée dans l'eſpace de deux autres mois, le tout à la ſatisfaction de la Reine de la Grande-Bretagne & des Etats Généraux, ſans qu'il ſoit permis de rétablir ces Fortifications & de rendre le Port navigable à jamais, ni directement, ni indirectement.

XVIII. La perſonne qui prétend être Roi de la Grande-Bretagne ayant déſiré de ſortir hors du Royaume de France & de prévenir la demande que la Reine de la Grande-Bretagne & que la Nation Britannique ont faite; ſe retirera en tel Païs & de telle maniere que par le prochain Traité de Paix Générale il ſera convenu ſur les moyens dudit Traité.

XIX. Dans la Négociation principale du Traité à faire on tâchera de convenir d'un Traité de Commerce avec la Grande-Bretagne.

XX. A l'égard du Roi de Portugal, Sa Majeſté Très-Chrétienne conſentira qu'il jouïſſe de tous les avantages établis en ſa faveur par le Traité fait entre lui & les Alliez.

XXI. Sa Majeſté reconnoîtra le Roi de Pruſſe en cette qualité; & promettra de ne le point troubler dans la poſſeſſion de la Principauté de Neufchâtel & du Comté de Vallengin.

XXII. Et quant aux Seigneurs Etats Généraux, Sa Majeſté leur cedera, dans les termes les plus précis qu'il conviendra, les Places de Furnes; & Furner-Ambagt, le Fort de Kenok; y compris Menin avec ſa Verge, Ypres avec ſa Châtellenie & ſes dépendances, qui ſeront déſormais Bailleu ou Belles, Warneton, Commine, Werwic, Popperinguen, & ce qui dépend des lieux ci-deſſus exprimez. (La Ville & Châtellenie de Caſſel demeurant à Sa Majeſté Très-Chrétienne.) Lille avec ſa Châtellenie (à l'exception de la Ville & Gouvernance de Doüai.) Tournai, Condé, & Maubeuge, avec toutes leurs dépendances, le tout en l'état que ſont à préſent leſdites Places, ſpecialement avec les Canons, Artillerie, & Ammunitions de Guerre qui s'y trouvent, pour auſſi ſervir de Barriere avec le reſte des Païs-Bas Eſpagnols auxdits Seigneurs Etats Généraux, & pour en pouvoir convenir avec ledit Roi Charles, ſelon la teneur de ladite Grande Alliance tant à l'égard de la Garniſon que leſdits Seigneurs Etats Généraux y tiendront, que de toutes les autres choſes dans les Païs-Bas Eſpagnols, & particulierement pour avoir en toute Proprieté & Souveraineté le haut Quartier de Gueldre ſelon le XII. Article du Traité de Munſter de l'an 1648, comme de tems en tems ils le trouveront à propos, bien entendu que s'il y a un Magazin général à Tournai on conviendra de la quantité & qualité d'Artillerie & Munitions, qui ſeront laiſſez dans ladite Place.

XXIII. Sa Majeſté Très-Chrétienne rendra auſſi toutes les Villes, Forts & Places qu'Elle aura occupées dans les Païs des Eſpagnols, dans l'état qu'ils ſont préſentement, avec leurs Canons, Artilleries, & Ammunitions de Guerre, bien entendu que ſi depuis que les Troupes du Roi Très-Chrétien ſont entrées dans Namur, il s'eſt fait quelque Magazin ou Amas d'Artillerie, & Ammunitions dans ladite Ville & Château, outre que pour leurs défenſes, ils ſeront retirez par les Officiers de Sa Majeſté Très-Chrétienne, de concert avec ceux des Etats Généraux dans le tems de l'évacuation, laquelle ne pourra être retardée pour raiſon de cela; mais ſera faite dans le tems qu'il ſera reglé, le tout ſous condition expreſſe, que la Religion Catholique ſera maintenuë dans toutes leſdites Places renduës, & Lieux & Dependances, en la même maniere qu'elle y eſt établie, horsmis que les Garniſons de l'Etat pourront exercer leur propre Religion, tant dans les Places cedées pour l'augmentation de la Barriere, que dans les Places des Païs-Bas Eſpagnols renduës.

ANNO 1709.

XXIV. Et afin que cette Convention puiſſe ſortir un plein effet, Sa Majeſté Très-Chrétienne promet de ne faire ſortir dès à preſent ni Canons, ni Artillerie, ni Ammunitions de Guerre des Villes & Forts qui devront être rendus & cedez en vertu de ces Articles.

XXV. Sa Majeſté accordera auxdits Seigneurs Etats Généraux touchant leur Commerce ce qui eſt ſtipulé par le Traité de Ryſwick & le Tarif de 1664. La ſuppreſſion des Tarifs faits depuis la révocation de tous Edits, Déclarations, & Arrêts poſterieurs, contraires audit Tarif de l'an 1664. & auſſi l'annullation du Tarif fait entre la France & leſdits Seigneurs Etats Généraux le 29. Mai l'an 1699. de ſorte qu'il n'y aura que le Tarif du 18. Sept. de l'an 1664. qui aura lieu à leur égard: enſemble l'exemption de 50. ſous par tonneau ſur les Vaiſſeaux Hollandois trafiquans dans les Ports de France.

XXVI. Sa Majeſté reconnoitra lors de la ſignature des Traitez de Paix le Neuviéme Electorat érigé en faveur de Son Alteſſe Electorale d'Hannover, de Brunſwick & Lunebourg.

XXVII. Le Duc de Savoye ſera remis en poſſeſſion du Duché de Savoye, du Comté de Nice & de tous les Lieux, & Païs qui lui appartiennent, & que les Armées de Sa Majeſté auront occupez pendant le cours de la préſente Guerre, ſans aucune réſerve, conſentant d'ailleurs que Son Alteſſe Royale jouïſſe de tous les Païs, Etats & Places qui lui ont été cédés par l'Empereur & ſes Alliez.

XXVIII. Que le Roi T. C. céde à Mr. le Duc de Savoye la Propriété & Souveraineté des Villes d'Exilles, Feneſtrelles, & Chaumont, occupées préſentement par les Armes de Son Alteſſe Royale auſſi-bien que de la Vallée de Pragelas, comme auſſi de tout ce qui eſt en deçà du Mont-Génevre & autres, en ſorte que deſormais ces dits Monts ſervent de Barriére & de Limites contre le Royaume de France & la Principauté de Piémont.

XXIX. Quant aux ci-devant Electeurs de Cologne & de Baviére, leurs demandes & prétenſions ſeront remiſes à la Négociation du Traité de Paix; & ces Diſpoſitions & Decrets de Sa Majeſté Impériale, & de l'Empire faits & émanez durant cette Guerre ſeront ſoûtenus à l'égard de Son Alteſſe Electorale Palatine qui reſtera dans la poſſeſſion du Haut-Palatinat, du Comté de Cham & dans le rang & dignité, tout de même comme il en a été inveſti par Sa Majeſté Imperiale, comme auſſi à l'égard de ce qui a été fait en faveur de la Ville Imperiale de Donaweert & de pluſieurs autres diſpoſitions de cette nature: & pour ce qui regarde les Garniſons qui ſe trouvent ou ſe trouveront ci-après de la part des Etats Généraux dans la Ville de Huy, la Citadelle de Liege, & dans la Ville de Bonn, elles y reſteront juſques à ce qu'il ſoit convenu autrement avec Sa Majeſté Imperiale, & l'Empire.

XXX. Et pour faire ceſſer tous ces doutes ſur l'exécution deſdits Articles & en avancer l'éxécution dont dépend le rétabliſſement du repos général & de la Confiance & Amitié réciproquement.

XXXI. On promet que les demandes ulterieures que l'Empereur, la Reine de la Grande-Bretagne, & leſdits Seigneurs Etats Généraux pourront faire dans la Négociation de la Paix Générale, auſſi-bien que le Roi Très-Chrétien, ne pourront interrompre l'Armiſtice dont il ſera parlé ci-après.

XXXII. Pour l'Empire, les quatre Cercles aſſociez, le Roi de Portugal, le Roi de Pruſſe, le Duc de Savoye, & autres Alliez, il leur ſera libre, outre ce qu'il leur eſt accordé ci-deſſus, de faire dans ladite Aſſemblée générale telles demandes qu'ils trouveront convenables.

XXXIII. La Negociation générale ſe terminera, s'il eſt poſſible, dans le tems de deux mois, comme ci-deſſus.

XXXIV. Et afin que ladite Négociation ſe puiſſe tant mieux faire dans le terme deſdits deux-mois, & que ſur l'éxécution deſdits Articles, la Paix s'en puiſſe ſuivre immédiatement, il a été accordé qu'il y aura une Ceſſation d'Armes entre les Armées de toutes les Hautes Parties qui ſont en Guerre, à commencer par tout lors que la concluſion deſdits Articles pourra venir à la connoiſſance deſdites Hautes Parties préſentement en Guerre. XXXV.

ANNO 1709.

XXXV. Le Roi T. C. pour donner des preuves de ſon deſir & inclination pour terminer cette ſanglante Guerre, dès à preſent promet auſſi-tôt la Concluſion & la Ratification deſdits Articles, d'évacuer comme ci-deſſus aux Païs-Bas, les Villes de Namur, Mons & Charleroi, devant le 15. de Juin prochain; Luxembourg, Condé, Tournai & Maubeuge, 15. jours après; & devant le 15. de Juillet, les Villes de Nieuport, & Furnes, & les Forts de Kenoke, & Ypres; & devant l'expiration de ces deux mois, de raſer & combler, comme on eſt convenu ci-deſſus; les Fortifications & le Port de Dunquerque, ſe rapportant, à l'égard de Strasbourg & du Fort de Kell, à ce qui eſt ſtipulé par l'Article VIII.

XXXVI. Sa Majeſté Très-Chrétienne promet de même au tems de ladite concluſion, & devant l'expiration des deux mois après; d'exécuter tout ce qui a été accordé ci-devant à l'égard des autres Alliez.

XXXVII. Et en cas que le Roi Très-Chrétien éxécute tout ce qui a été dit ci-deſſus, & que toute la Monarchie d'Eſpagne ſoit renduë & cédée audit Roi Charles III. comme il eſt accordé par ces Articles, dans le terme ſtipulé, on a accordé que la Ceſſation d'Armes entre les Armées des Hautes Parties en Guerre, continuera juſques à la Concluſion & à la Ratification des Traitez de Paix à faire.

XXXVIII. Tout ceci ſervira de baſe & de fondement des Traitez de Paix à faire, dont on fera l'extenſion dans les formes les plus amples comme on a accoûtumé de faire dans les Traitez de Paix, tant à l'égard de Ceſſion, Succeſſion, Renonciation, Dépendances, & Annéxes, Evacuation du Canon, Artillerie, & Ammunitions de Guerre, Galéres, & Chiourmes, ſans fraix ni depens, & ſemblables choſes.

XXXIX. Les Ratifications des Articles Préliminaires ci-deſſus ſeront formez & échangez de la part du Roi Très-Chrétien, de la Reine de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux, avant le 15. Juin prochain; de la part de l'Empereur, le prémier Juillet ſuivant, & de celle de l'Empire le plûtôt qu'il ſera poſſible, & auſſi-tôt après la délivrance deſdites Ratifications de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux, l'on procédera à l'éxécution de ce qui eſt ſtipulé touchant l'évacuation des Places que Sa Majeſté Très-Chrétienne doit rendre & céder, aux Païs-Bas, comme auſſi touchant la démolition de la Ville de Dunquerque & Comblement du Port, & tout ce qui eſt accordé auxdites Puiſſances. La même éxécution aura lieu pour ce qui eſt ſtipulé en faveur de l'Empereur, & du Roi Charles III. après la Ratification de S. M. Imperiale.

XL. Et pour avancer la concluſion des Traitez de Paix Générale, il a été convenu que le 15. du mois de Juin prochain le Congrès commencera en ce lieu de la Haye, & tous les Rois, Princes, & Etats, Alliez & autres, ſeront invitez d'y envoïer leurs Miniſtres & Plénipotentiaires pour prévenir toutes les difficultez & embarras ſur le Cérémoniel, & avancer d'autant plus la concluſion de la Paix Générale. Ceux deſdits Miniſtres qui auront le Caractére d'Ambaſſadeurs ne le déclareront que le jour de la ſignature des Traitez de ladite Paix. Ainſi fait, convenu & ſigné par les Plénipotentiaires de Sadite Majeſté Impériale, de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, avec les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrétienne. A la Haye ce 28. Mai 1709.

EUGENE DE SAVOYE. (L. S.)

*Le Prince & Duc de Marlborough.* (L. S.)

J. VAN WELDERE. (L. S.)

F. B. DE REEDE. (L. S.)

PHILIPPE-LOUIS, *Comte de Sinzendorff.* (L. S.)

TOWNSEND. (L. S.)

A. HEINSIUS. (L. S.)

CONINGH. (L. S.)

F. *Baron de* REEDE DE RENSWOUDE. (L. S.)

S. VAN GOSLINGA. (L. S.)

E. VAN ITTERSUM. (L. S.)

W. WICHERS. (L. S.)

WILHEM BUYS. (L. S.)

VANDER DUSSEN. (L. S.)

ANNO 1709.

## LXXXVI.

*Decretum* CAROLI III. *Hiſpaniarum Regis Catholici, pro* LEOPOLDO *Duce Lotharingiæ, de Indemnitate Ducatus Montisferrati per aliquam compenſationem ei præſtanda. Datum Barcinonæ die 19. Junii 1709.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 155.] 19. Juin

SACRA Regia Catholica Majeſtas ad debitam requiſitionem eidem factam ex parte Sereniſſimi Domini Ducis Lotharingiæ ſequentem reſolutionem reſponſi loco præberi benignè juſſit. Quod videlicet, uti præfata Sua Majeſtas Sereniſſimi Domini Ducis petitionem juſtitiæ atque æquitati omni modo conſentaneam cenſet, quatenus nimirum ob ceſſionem & inveſtituram Ducatus Montisferrati ab Imperatore Leopoldo Domino Genitore ejuſdem Colendiſſimo feliciſſimæ memoriæ, cauſæ publicæ, & Auguſtæ Domus Auſtriacæ indiſpenſabili neceſſitate, atque notoriâ, utilitate præteritorum annorum tempeſtate ita exigente, Sereniſſimo Domino Sabaudiæ Duci conceſſam Serenitas ſua Lotharingica, prout in Fœdere inter divum Cæſarem, ac prædictum Sabaudiæ Ducem inito Articulo 5. ſancitum eſt, indemnis habeatur, ac proinde ob alios in tabulis Pacis Riswicenſis fundatos, & hactenus à Corona Gallica executioni nondum traditos Articulos eidem debita & plenaria ſatisfactio reddatur, ita altè fata Sua Majeſtas Catholica tum ex obligatione vi Fœderis ab eadem confirmati naſcente, tum & præcipuè quidem ex ſtrictiſſimo Sanguinis, atque intimi affectus & Amicitiæ nexu quo Sereniſſimum Dominum Lotharingiæ Ducem à teneris amplexus eſt, omni curâ, & ſtudio, atque armis & conſiliis cum moderna Sacra Cæſarea Majeſtate Domino Fratre ejuſdem dilectiſſimo, cæteriſque Dominis Collegatis in id incumbere velit, ut non ſolum Sereniſſimo Domino Duci Lotharingiæ Ducatus Montisferrati jactura aliunde reſarciatur, & eidem in vicem & compenſationem præfati Ducatus æquivalentis valoris Provincia, aut Terræ in futuro Pacis Tractatu aſſignentur, & in earumdem actualem, & quietam poſſeſſionem immittatur, ſed etiam ob alias Sereniſſimo Domino Duci erga Franciam ex Pace Riswicenſi remanentes actiones, atque credita eidem debitè ac plenariè ſatisfiat. Pro cujus Declarationis majore ac fortiori robore Sacra Regia Catholica Majeſtas præſens Decretum aſſecuratorium Sereniſſimo Domini Duci benignè extradi, eidemque ac toti Sereniſſimæ Domui Lotharingiæ conſtantem animi & benevolentiæ ſuæ Regiæ affectum denuò confirmare voluit. Signatum Barcinone ſub altiſſimè dictæ ſuæ Majeſtatis Sigillo ſecreto, & Secretarii ſui intimi ſubſcriptione firmatum die decimâ nonâ menſis Junii, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo nono.

(L. S.) *Subſcribebatur* GUILLIELMUS *Liber Baro de* KELLERS.

## LXXXVII.

*Manifeſte du Roi* AUGUSTE *pour ſon retour en Pologne, donné le 8. Août 1709. en Latin, & traduit en François par l'ordre de ce Prince.* [Feuille volante.] 8. Août.

NOUS AUGUSTE SECOND, par la Grace de Dieu, Roi de Pologne, Grand Duc de Lituanie,

ANNO 1709.

tuanie, de Ruſſie, de Pruſſe, de Maſſovie, de Samogitie, de Kiovie, de Volhinie, de Podolie, de Podlachie, de Livonie, de Smolenſco, de Severie, & de Czernicow; Duc de Saxe, de Juliers, de Cleves & de Mons, d'Angrie & de Weſtphalie, Archi-Maréchal & Electeur du Saint Empire; Landgrave de Thuringue, Margrave de Miſnie, de la Luſace ſuperieure & inferieure, Burgrave de Magdebourg, Prince Comte de Henneberg, Comte de la Mark, de Ravensberg & Barbi, Seigneur de Ravenſtein, &c. &c.

Faiſons à ſçavoir, & d'ailleurs tout le monde ſçait, que Nous fumes contraints en 1699. de prendre les armes contre la Suede, pour rétablir la liberté du Commerce, qui étoit une des conditions de la Paix d'Olive, & qui avoit été promiſe au Royaume de Pologne, & à ſes Habitans, par l'Article X V. de cette Paix. Les Suedois avoient tellement troublé cette liberté du Commerce, qu'après avoir vû qu'ils n'avoient point d'égard aux plaintes & aux répreſentations qui leur étoient faites là-deſſus de la part de nos Sujets, Nous crûmes être obligez en conſcience, de Nous ſervir de la voye des armes, non ſeulement pour leur faire obſerver cette condition, dont Nous venons de parler; mais auſſi pluſieurs autres qu'ils avoient violées, contre les engagemens où ils étoient par la même Paix d'Olive. Nous étions cependant dans le deſſein de ne Nous ſervir de nos Armes, que comme il eſt reçû & pratiqué parmi les Chrêtiens. Nous donnâmes même d'abord pluſieurs preuves que c'étoit là nôtre intention. Non ſeulement Nous tâchâmes de rapeller par des Edits remplis de douceur, ceux qu'une crainte vaine avoit fait ſauver de la Province de Livonie, à nôtre approche; mais qui plus eſt, Nous fimes diſtribuer du pain & des ſemences, à ceux qu'une terreur panique avoit contraints de ravager eux-mêmes leurs propres poſſeſſions. Nous ne mépriſâmes pas les propoſitions de reconciliation qui nous furent faites, tant par l'Envoyé de France, qui étoit déja ſur les lieux, que par celui de Hollande qui vint bien-tôt après. Et même la complaiſance, que Nous témoignâmes dans cette occaſion, interrompit le ſuccès de nos Armes, qui avoient alors tout le bonheur que Nous pouvions deſirer.

Cependant CHARLES XII. Roi de Suede, ne penſoit pas à moins qu'à Nous arracher le Sceptre des mains, & à nous faire deſcendre du Trône. Animé de cet eſprit, il fit irruption en Pologne; & après avoir rejetté les propoſitions qui lui furent faites, & par Nous-mêmes, & avec nôtre permiſſion, par les Etats de nôtre Royaume, il fit tous ſes efforts pour porter le flambeau fatal de la ſedition parmi nos Sujets, & pour les attirer à ſon parti. Pour parvenir à ſes fins, il fit courir le bruit, que Nous avions violé les *Conventions* que Nous avions faites avec la République, & on ſuppoſa un Interregne chimerique, le Roi légitime de Pologne étant plein de vie. Il attira de plus à Varſovie quelques Etats de nôtre Royaume, ſous le ſpecieux prétexte de traiter de la Paix; & quoi que ceux qui s'y rendirent, n'euſſent reçû des Inſtructions qu'à cet égard, il tâcha de ſe ſervir de leur preſence pour le deſſein impie & téméraire qu'il avoit formé de nous ôter la Dignité Royale.

Le Comte Staniſlas Leſcinski, dont Nous avions comblé le Pere & la famille d'un grand nombre de bienfaits, à qui nous avions conferé le Palatinat de Poſnanie, que Nous avions accablé de nos graces & de nôrre bienveillance; enfin, qui nous avoit ſi ſouvent, & ſi ſaintement juré une fidélité inviolable; ce Comte Leſcinski ſe porta à un tel degré de témérité & d'aveuglement, qu'il voulut ſervir comme d'organe aux complots criminels qu'on faiſoit de nous ôter la Couronne; il oſa s'ériger en Roi de l'illuſtre Nation Polonoiſe, & prétendit commander à tant d'autres, qui étoient autant, pour ne pas dire infiniment plus que lui; & cela contre les Loix fondamentales du Royaume. Ces monſtrueux projets furent enfantez dans cette petite Aſſemblée, à qui la crainte & la terreur, que lui inſpiroit le voiſinage de l'Armée Suedoiſe, ôtoient toute ſorte de liberté, & à laquelle on eut la hardieſſe de donner le nom de *Diete d'Election*. Mais le Cardinal Radziowski Primat du Royaume, quoi qu'il n'eût pas peu contribué lui-même à ce deſſein criminel, contre ſa Foi & ſa Conſcience, ne voulut pourtant pas aſſiſter à cet Acte chimerique, ni être preſent au vain Couronnement qu'on meditoit. Ceux des Etats de Pologne qui étoient preſens, proteſterent contre toutes les Procedures qu'on pourroit faire à cet égard, & ſe ſervirent du Droit reçû de tout tems chez les Polonois, par lequel tout Acte de cette nature, eſt ſans force, & cenſé abſolument nul, quand il n'y auroit qu'un ſeul oppoſant. ANNO 1709.

Les Senateurs, les Grands du Royaume, & généralement tous ceux qui avoient à cœur le bien de leur Patrie, demeurerent inebranlables; ils ne voulurent point violer la Foi qu'ils devoient à Dieu, l'Auteur de la Majeſté Royale, à leur Roi legitime, & aux Loix du Royaume, ni rien faire de préjudiciable à leur liberté. Animez au contraire d'un zele véritable, ils firent publier au Camp de Landshut le 28. Juillet 1704. un Manifeſte, où, à l'exemple de ce qui avoit été fait l'année précedente à l'Aſſemblée de Sendomir, le prétendu *Détrônement* (comme ils l'appelloient) & toutes les demarches que les malintentionnez avoient faites à ce ſujet, étoient déclarées nulles, illegitimes & criminelles; par ce même Manifeſte, ils témoignoient l'indignation que de tels projets leur avoient inſpirée, ils proteſtoient contre l'Acte de cette Election forcée, ils déclaroient Lescinski, & les Complices de ſon attentat, traitres, ennemis de la Patrie, & criminels de Leze-Majeſté; ils confirmoient les *Conféderations* qu'ils avoient faites, pour s'oppoſer à tous les injuſtes efforts des Conjurez; ils s'engageoient envers nous, par de nouveaux ſermens, à une obéïſſance & à une fidélité inviolables. Tout cela fut encore repeté & confirmé par de nouveaux Decrets, dans les autres Aſſemblées qui ſe firent enſuite.

Il y avoit une *Concluſion* de l'Empire faite à la Diete de Ratisbonne le 30. Septembre 1702. confirmée par l'Empereur, & par tous les Etats de l'Empire, approuvée par le Roi de Suede même, en conſéquence des Etats qu'il poſſéde dans l'Allemagne, par laquelle *Concluſion* on déclaroit; que quiconque attaqueroit ou troubleroit, de quelque maniére que ce fût, un Electeur, un Prince, un Etat, ou un Allié de l'Empire, durant la Guerre contre la France & ſes adhérans, ſeroit déclaré ennemi de l'Empire, ſes entrepriſes ſeroient regardées comme étant faites contre l'Empereur & l'Empire mêmes; que tous Electeurs, Princes, Etats & Alliez de l'Empire, ſeroient obligez d'unir leurs forces pour s'oppoſer à ſes deſſeins. Une pareille *Concluſion* ne fut pas capable de retenir le Roi de Suede, & de l'empêcher de faire des entrepriſes contre l'Empire, ni de porter la Guerre dans nôtre Electorat, & dans nos Etats Héréditaires.

Les premiéres paroles que la Chancellerie du Roi de Suede adreſſa à nos malheureux, quoi qu'innocens Sujets, furent des menaces du fer & du feu. La Déclaration qu'il donna à ſon Camp près de Krumels le 5. Septembre 1706. lors de ſon irruption en Saxe, portoit; que quiconque ſeroit aſſez hardi pour vendre ſes maiſons & ſes poſſeſſions, pour mettre à couvert ſes meubles, ou cacher dans la Terre ce qu'il auroit de précieux, qui feroit la moindre réſiſtance, ou n'obéïroit pas promptement aux ordres des Officiers & des Commiſſaires, qu'un tel homme, de quelque condition & de quelque ordre qu'il pût être, & en quelque endroit qu'il fût pris, & que ſes biens fuſſent trouvez, ſeroit traité comme ennemi, & châtié par le *Fer* & le *Feu*. Le Roi de Suede avoit encore amené avec lui, le Traitre Leſcinski accompagné d'un amas de perfides Polonois.

Il eſt aiſé de juger quelle crainte & quelle terreur dût jetter dans l'eſprit de nos Sujets cette irruption inopinée. La Déclaration remplie de menaces, inouïes juſques-là parmi les Chrêtiens, laquelle ils avoient devant les yeux, les jettoit dans la derniere conſternation; ils n'oſoient rien cacher de ce qu'ils avoient, ni l'ôter de devant les mains du Soldat avide; une parole, un geſte, le moindre retardement, leur étoient imputez à crime; ils étoient traitez eux-mêmes de refractaires, & de gens animez d'un eſprit de contumace; la crainte de perdre leur vie par le fer, & de voir périr par le feu leurs poſſeſſions & leurs heritages, les tenoit dans une allarme continuelle.

Les choſes étant ainſi, qui eſt-ce qui pourra donner un mauvais tour à la compaſſion paternelle qu'exciterent dans nôtre cœur les miſeres de nos Sujets, & les calamitez où ils étoient réduits? Il y avoit d'ail-

ANNO 1709.

d'ailleurs une autre conſideration qui nous ſollicitoit fortement, c'étoit la crainte que nous avions, qu'un pareil évenement n'allumât la Guerre dans le cœur de l'Empire même, & n'interrompît les heureux ſuccès des Armes des Princes Alliez contre la France. Ces conſidérations nous obligerent donc à nommer des Plénipotentiaires, & nous en choiſimes qui dans d'autres occaſions nous avoient donné quelque ſorte de preuve de leur fidelité, & de qui nous avions d'autant plus de ſujet de concevoir de bonnes eſperances dans celle qui ſe préſentoit, qu'ils s'étoient offerts eux-mêmes, & avoient fortement ſollicité d'être employez dans une affaire ſi delicate. Nous leur donnâmes des Inſtructions, & leur ordonnâmes d'aller trouver nôtre Ennemi. Pour ramener plus promptement une tranquillité ſi ardemment deſirée, & pour faire connoître à nos Plénipotentiaires mêmes, la bonne opinion que Nous avions de leur fidélité & de leur habileté, nous leur mîmes entre les mains des Blancs ſignez, dont ils puſſent ſe ſervir dans cette négociation, lors que cela ſeroit néceſſaire. Mais nous inſérâmes cette Clauſe dans le Plein-Pouvoir dont Nous les munîmes, & que nous leur donnâmes au Camp près de Novogrodeck le 16. Août 1706. *Qu'ils traitaſſent ſous des conditions équitables & Chrétiennes*; Clauſe qui a été ſouvent repetée depuis par les Suedois eux-mêmes. Or tout le monde peut voir s'ils ont obſervé cette *Equité Chrêtienne*; il n'y a pas un Article dans ce Traité, qu'on appelle Traité de Paix, & qui fut conclu à Randſtadt par nos dits Plenipotentiaires le 14. (24.) Septembre 1706. où il paroiſſe la moindre ombre d'Equité ou de Chriſtianiſme. De là vient auſſi que ces malheureux & imprudents auteurs de la Paix, n'oſerent pas nous remettre, ni preſenter à nos yeux le Traité qu'ils avoient conclu, tel qu'il a été publié dans la ſuite. Tout au contraire, George Erneſt Pfingſten, qui nous étoit venu trouver à Petricow, & qui ſe diſpoſoit à retourner en Saxe le 20. Octobre, oſa bien Nous aſſurer, qu'il n'y avoit encore rien de conclu; qu'on n'étoit pas convenu des Conditions, leſquelles on n'avoit que propoſées; que quoique les Suedois en exigeaſſent quelques unes qui paroiſſoient trop dures, il ſeroit aiſé de les adoucir, à nôtre arrivée en Saxe, dequoi il étoit perſuadé, & ce qu'il pouvoit prouver par ſon *Protocole*; quoi qu'il ſoit certain, & que la ſuite l'ait fait voir, qu'ils n'en avoient tenu aucun; & cela paroît d'autant mieux, que le Traité avoit déja été ſigné de part & d'autre le 14. (24.) Septembre, lors qu'il tâchoit de Nous perſuader la vérité des aſſurances dont nous venons de parler. De plus on abuſa d'un des Blancs-ſignez que nous avions donnez, & on s'en ſervit malicieuſement, à nôtre inſu & contre notre intention, pour ratifier les Articles d'un Traité frauduleux, que Nous n'avions pas ſeulement vu. Et pour rendre la choſe plus vrai-ſemblable, ledit Pfingſten fit dater cette Ratification du même jour qu'il étoit parti d'auprès de nous, & qu'il Nous avoit voulu perſuader des choſes ſi contraires à la vérité.

Ces faux recits dont ils Nous abuſerent, & les vaines eſperances qu'ils Nous donnerent, Nous ôterent des mains tout le fruit que Nous devions attendre de la Victoire que Nous venions de remporter, près de Caliſch le 29. Octobre, avec nos Troupes, ſecondées de la valeur de celles de Sa Majeſté Czarienne, & par l'aſſiſtance de Dieu, ſur le Général Mardefeld, qui avoit deſſein de Nous ſurprendre, & ſur ſon Armée compoſée de Suedois & de quelques Polonois ſéditieux. Nous ne pourſuivîmes donc pas une Victoire, dont nous aurions pû retirer des avantages très-conſiderables; mais nous donnâmes au Roi de Suede de nouveaux témoignages de la même Generoſité, avec laquelle Nous Nous étions conduits, pendant tout le cours de la Guerre que Nous avions euë avec lui. Nous donnâmes la liberté au Général Mardefeld, & à tous les autres Priſonniers que Nous avions faits, Nous leur fimes rendre leur bagage & leurs équipages. Enſuite, Nous hâtâmes nôtre retour en Saxe, nous fiant ſur l'aſſurance qui Nous avoit été donnée, que les choſes s'ajuſteroient à l'amiable, & conformement aux Loix de *l'Equité* & du *Chriſtianiſme*, lors que Nous Nous ſerions abouché avec le Roi de Suede; que ce Prince ne ſeroit pas inſenſible aux liens d'un même ſang qui nous uniſſoient.

A nôtre arrivée, on ne manqua pas de Nous donner de bonnes paroles; mais Nous n'eûmes pas de peine à découvrir au fond une dureté extrême & preſque incroyable. Nos Plenipotentiaires commencerent alors leurs regrets, & reconnurent enfin, mais trop tard, qu'ils avoient été ſurpris; & qu'on les avoit trompez.

Les choſes étant dans cette ſituation, quel parti y avoit-il à prendre? Nous nous voyions environné d'ennemis, & à leur merci; Nous avions laiſſé échaper de nos mains tout le fruit que Nous pouvions attendre de nôtre Victoire, & Nous avions perdu l'occaſion de profiter des Conditions avantageuſes qui Nous avoient été propoſées; cette belle Paix avoit déja été renduë publique dans toute l'Europe. Il ne fut donc pas en nôtre pouvoir de Nous défendre de donner cette Déclaration du 9. (19.) Janvier 1707. que le Roi de Suede Nous arracha. Mais ne pouvant differer nôtre juſte vengeance, nous fimes arrêter, & Nous envoyâmes à nôtre Forteresſe de Sonnenſtein, les pernicieux Auteurs de la Paix, après les avoir privez de leurs Dignitez & de leurs Charges; & on prononcera dans peu, contre eux, la juſte Sentence qu'ils ont meritée.

Quelques dures & injuſtes que fuſſent les Conditions de la Paix, qu'on Nous avoit impoſées, le Roi de Suede n'obſerva pas ſeulement celles à quoi il s'étoit engagé. Pour en être convaincu, on n'a qu'à lire le premier Article du Traité de Paix; il porte, que *faiſant ceſſer toutes hoſtilitez ils promettent de part & d'autre, de ne rien faire par eux-mêmes ni par d'autres, ſecrétement ni ouvertement, directement ni indirectement pour s'entrenuire; de ne donner aucun ſecours l'un contre l'autre, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être; mais plûtôt de chercher & de faire dorénavant tout ce qui peut contribuer à leur honneur & avantage &c.*

D'ailleurs, par l'Article XV. du même Traité, on étoit ſeulement convenu, qu'il ſeroit permis au Roi de Suede, *de mettre ſes Troupes en Quartiers d'hiver* dans la Saxe, *& d'y exiger de quoi les faire ſubſiſter*. Cependant on étendit ces Quartiers d'hiver juſqu'au milieu de l'Eté, ſous divers prétextes, & par des demandes injuſtes qu'il étoit impoſſible de ſatisfaire; & ils ne finirent qu'après que les differens qui étoient ſurvenus entre l'Empereur & le Roi de Suede, furent terminez, par le moyen du Comte Wenceſlas de Wratiſlau Envoyé de Sa Majeſte Imperiale; de ſorte que ces Quartiers d'hiver durerent au delà d'une année. En effet le Roi de Suede, après avoir paſſé l'Oder à Steinau, avoit fait irruption dans nos Etats le premier de Septembre 1706. & il n'en ſortit, pour rentrer en Pologne par le même endroit, que le 16. Septembre de l'année ſuivante; il falut même que nos Sujets voituraſſent juſques en Pologne, les proviſions de fourage qu'il avoit faites pour ſon Armée.

Nous avions déja, avant le Printems, rempli toutes les Conditions du Traité, comme le Roi de Suede Nous l'avoit demandé par des Lettres qu'il Nous fit rendre au mois de Février 1707. par ſon Secretaire Cederhielm. Nous avions donné la liberté à tous les Priſonniers Suedois que Nous avions faits à la Bataille de Caliſch, & Nous n'avions reçû en échange aucuns de ceux d'entre les nôtres qui avoient été emmenez priſonniers en Suede; à quoi pourtant le Général Mardefeld avoit engagé ſa parole, par une promeſſe qu'il avoit donnée par écrit, lors que Nous lui rendîmes la liberté, & à ceux qui étoient priſonniers avec lui. Nous fûmes même obligé de rendre, aux fers des Suedois, ceux de nos Soldats & de nos Sujets qu'ils avoient fait priſonniers à la Bataille de Frauenſtadt, & que Nous avions délivrez à celle de Caliſch.

Quoi que Nous n'y fuſſions aucunement engagé par le Traité de Paix, Nous voulumes bien deferer à la priere qui Nous fut faite par le Roi de Suede, d'écrire à Staniſlas une Lettre de nôtre propre main, dans laquelle Nous le traitions de la même maniere, & Nous lui donnions les mêmes titres qui lui étoient accordez par le Roi de Suede. Nôtre intention étoit de témoigner par cette démarche, que Nous ne voulions négliger aucun des moyens qu'on croyoit propres à ſoulager la Saxe, & à la délivrer des calamitez ſous leſquelles elle gemiſſoit.

Enfin, Nous Nous rendîmes, autant que cela dépendit de Nous, aux inſtances réïtérées qui Nous furent faites, contre nôtre attente, au mois de Juin

de

ANNO 1709.

de la même année ; mais ce ne fut pas ſans de grands combats que la douleur livra dans nôtre cœur.

Cependant Nous n'avancions rien ; toutes ces démarches, dont Nous venons de parler, ni pluſieurs autres que Nous taiſons, ne produiſoient aucun effet.

Quoi que Nous euſſions fait ſortir nos Garniſons de Cracovie & de Tycozyn, Villes de Pologne, vers le commencement de l'année 1707. celles que le Roi de Suede avoit miſes dans le Château de Leipſig & à Wittemberg, ne vuiderent ces Places, que lors que l'Armée entiere ſe retira, contre la teneur de l'Article XVII. du Traité.

Les ſommes exceſſives d'argent qu'ils tiroient de nos pauvres Sujets, au lieu de diminuer après la concluſion de la Paix, alloient au contraire tous les jours en augmentant ; & après que le Traité eût été ſigné, ils levoient de plus groſſes contributions, dans l'eſpace d'un mois, qu'on n'en pouvoit raiſonnablement exiger dans l'eſpace de ſeize ; ce qui ne pouvoit qu'épuiſer entierement le Païs. En effet, lors que l'on calcule à quoi montent les contributions que les Suedois ont exigées en Saxe, ſous les noms de *Portions* & de *Rations*, on trouve qu'ils ont tiré de cette Province juſques à 23. millions d'écus ; même ſans y comprendre les deſordres cauſez par la licence des Soldats, & par leurs rudes executions. Mais quoi, ces paroles, *De quoi les faire ſubſiſter*, ſignifioient-elles les ſommes immenſes d'argent, & la quantité de fourage, que les Suedois exigeoient ſans bornes & ſans meſure ? D'ailleurs il eſt clair, que lors qu'on étoit convenu d'entretenir l'Armée Suedoiſe pendant le Quartier d'hiver, on la ſuppoſoit dans l'état qu'elle étoit du tems de la concluſion du Traité, & non telle qu'elle avoit été augmentée du depuis. Il eſt certain qu'on auroit pû nourrir & entretenir près de cent mille hommes avec les contributions exceſſives qu'on exigeoit en Saxe. Cependant on avoit renoncé, par l'Article II. du Traité, à tous dédommagemens qu'on auroit pû prétendre pour les frais de la Guerre.

Avoit-il été ſtipulé, que l'Armée Suedoiſe augmenteroit de la moitié dans nos Etats ; qu'on y feroit des levées d'hommes, & qu'on les dégarniroit par là d'Habitans. Les Soldats qui deſertoient de nos Forteresſes & de nos Garniſons, avec leurs armes & leurs équipages, étoient enrôlez ouvertement par les Suedois. Auſſi oſerent-ils Nous faire l'affront d'arracher & de déchirer en pluſieurs occaſions, & en differents endroits, mais ſur tout dans la Luſace inferieure, les Edits que Nous avions fait afficher, comme c'eſt la coûtume, contre les Deſerteurs.

Il n'y avoit pas un ſeul mot dans le Traité qui Nous engageât à nourrir cette foule de Polonois, qui accompagnoient Staniſlas, & dont le nombre n'étoit pas petit ; moins encore Staniſlas lui-même, qu'ils avoient oſé prendre pour Chef. Cependant on arrachoit avec violence, de l'argent & du fourage de nos Sujets, pour leur entretien ; joint à cela, que ces Bandits pilloient & déroboient, avec une licence qui croiſſoit de jour en jour ; de telle ſorte, que le Roi de Suede fut obligé lui-même de publier un Edit le 12. Octobre 1706. pour empêcher ces deſordres, & de permettre qu'on empriſonnât de tels voleurs.

L'Armée des Suedois ne fut pas moins à charge à nôtre Electorat & à nos Etats. On n'exemptoit pas plus des contributions, les Lieux qui avoient été brûlez, que ceux qui étoient dans leur entier ; il falloit même que les Habitans qui reſtoient payaſſent pour les Lieux deſerts & dont il y avoit déja long tems que Nous ne retirions plus rien. Les Lieux mêmes qui avoient été brûlez par la faute des Suedois, ce qui étoit ſouvent arrivé, n'étoient pas exempts des contributions. Nous avons un triſte exemple de ce que nous venons d'avancer, dans ce qui arriva à Bebra Ville ſituée dans le Cercle de Thuringue. Les Suedois firent mettre le feu aux quatre coins de la Ville, parce que les Habitans n'avoient pas fourni aſſez promptement tout le fourage qu'on leur avoit demandé ; & ce qu'il y a de plus abominable dans cette conduite barbare, eſt, que ceux d'entre les Habitans qui s'étoient ſauvez dans l'Egliſe, croyant trouver près de l'Autel un refuge aſſuré, furent arrachez de cet azyle ſacré, & chaſſez à coups de foüet. Nous ne diſons rien de ce qui eſt arrivé en d'autres Lieux, dont les ruïnes ſont encore des témoins bien triſtes de leur fatal ſort. ANNO 1709.

Nous Nous étions offert d'employer nos ſoins, pour recueillir les contributions, & cela dans la penſée d'empêcher la ruïne dont nos Sujets étoient menacez, par la maniere inégale & diſproportionnée dont les Suedois levoient ces Impôts que l'on appelle *Steuer-Schock* ; mais on ne voulut pas nous le permettre. Nous avions auſſi ſouhaité que ces Impôts généraux qu'on appelle *Acciſes*, demeuraſſent toûjours ſur le même pied qu'ils étoient, pour pouvoir amaſſer plus aiſément les ſommes qu'on exigeoit de nos Sujets, & ſubvenir à leur pauvreté. Mais on ne ſe contentoit pas d'abolir entiérement leſdites *Acciſes*, on chaſſoit encore de leurs Poſtes ceux qui étoient commis pour les recueillir, on les mal-traitoit en pluſieurs manieres, juſques à les trainer ſouvent en priſon. Ainſi, nonobſtant la Paix qui avoit été conclue, Nous Nous voyions encore privez de tous les Droits que Nous avions naturellement ſur nos Sujets.

Ce n'étoit pas aſſez que le Roi de Suede donnât des ordres de ſon Quartier, pour faire lever des contributions ſi exceſſives, il falloit encore que les Officiers taxaſſent nos Sujets à leur fantaiſie, & qu'ils en exigeaſſent les *Portions* & les *Rations* qu'ils jugeoient à propos. Et ſi quelqu'un d'entre ces Officiers étoit condamné à rendre ce qu'il avoit pris de trop, il trouvoit pourtant toûjours quelque prétexte pour le détourner, & en fruſtrer ceux à qui la reſtitution devoit être faite ; & il arrivoit quelquefois, que ceux qui portoient des plaintes là-deſſus, étoient, pour cela même, expoſez à toute ſorte d'inſultes.

Ils n'étoient jamais contens du poids, ni de la meſure. Pour faire un plus grand dégât de fourage, ils faiſoient litiere de foin à leurs chevaux. On ne reſpectoit plus ni Officiers, ni Juges, ni Magiſtrats ; il n'y avoit plus de ſureté, pour eux : on les traînoit en priſon ſous divers prétextes. S'il y avoit dans une Communauté quelqu'un qui fût plus à ſon aiſe que les autres, on le mettoit en priſon & on le faiſoit payer pour ceux qui ne le pouvoient pas.

Ni le reſpect que l'on doit aux Egliſes, ni la ſainteté des jours de Fête n'étoient pas capables de ſe défendre contre les inſultes. On exigeoit des perſonnes & des Lieux mêmes qui avoient déja fourni ce à quoi ils étoient taxez, qu'ils payaſſent pour ceux qui ne l'avoient pas fait. On enlevoit les habits, les lits & les autres meubles, & on les vendoit à des Juifs qu'on avoit fait venir exprès de Bohéme, à peine la quatriéme partie de ce qu'ils valoient. Combien de nos Sujets, négligeant le Salut de leurs Ames, ſe ſont portez à la funeſte extremité de ſe tuer eux-mêmes, pour ſe délivrer tout d'un coup, des peines & des ſouffrances, à quoi ils étoient expoſez ?

C'eſt une choſe qui paſſe l'imagination, que ce que les Suedois exigerent à leur départ. Comme ſi tout leur eût appartenu, ils demandoient & prenoient des chevaux, ſoit pour les monter, ſoit pour traîner leur bagage & ils choiſiſſoient les meilleurs ; ils enlevoient les beſtiaux, ou ils s'en faiſoient payer la valeur. Ils avoient déja auparavant levé des ſommes conſidérables d'argent pour acheter des chevaux pour leur Artillerie, de la toile, des tentes, du biſcuit, & une infinité d'autres choſes de cette nature. Ils contraignirent nos Sujets de les ſuivre non ſeulement juſques en Pologne, mais juſques dans l'Ukraine, d'où une partie n'eſt pas encore de retour à l'heure qu'il eſt. Ils faiſoient aſſembler des troupeaux nombreux de bœufs, d'où ils choiſiſſoient les plus gras qu'ils emmenoient. Nous paſſons ſous ſilence une infinité d'autres choſes de cette nature.

Du reſte, le Roi de Suede même ne pouvoit pas nier que tous les excès, dont Nous avons parlé, ne fuſſent commis ; car Nous lui écrivimes deux Lettres, l'une du premier Août 1707. & l'autre du 12. du même mois, par où Nous l'avertiſſions de tous ces deſordres & de tous ces excès. Mais il n'allégua autre choſe, pour toute excuſe, dans la Réponſe qu'il fit le 29. Juillet (9. Août) à nôtre premiére Lettre, ſi ce n'eſt, qu'il étoit impoſſible de ſubvenir à l'entretien d'une Armée auſſi nombreuſe que la ſienne, & d'y ſubvenir pendant ſi long-tems, ſans que le Païs en ſouffrît un peu.

Il étoit néceſſaire que Nous rapportaſſions ces exemples, pour faire connoître à toute la terre de quelle maniére on s'eſt comporté avec Nous ; quelles miſeres & quels dommages ont ſouffert nos Sujets,

ANNO 1709.

jets, qui attendoient de tout autres fruits de la Paix; comment le Roi de Suede y a satisfait, comment il a d'abord violé les engagemens où il s'étoit mis.

Nous ajoûterons ici, que nôtre Partie adverse, contre l'Article VI. du Traité, a dépouillé plusieurs Polonois des Dignitez & des Charges qu'ils possédoient en Pologne & dans le Grand Duché de Lithuanie, & que Nous leur avions conferées, avant le terme marqué par le Traité, savoir avant le 5. (15.) Février 1704.

Après tout, Nous sommes persuadez, que tout ce qu'il y a de gens de bon sens au monde, ont regardé avec indignation une Paix si dure & si cruelle, & dans laquelle on a voulu Nous imposer des conditions si déraisonnables; une Paix d'ailleurs qu'on a prescrite à nos Commissaires, qu'ils ont signée contre les ordres que Nous leur avions donnez: puisque, comme Nous l'avons déja remarqué, Nous avions mis cette restriction au Plein-pouvoir que Nous leur avions donné, qu'ils ne devoient traiter que sous des *conditions équitables & Chrétiennes*. Nous sommes aussi persuadez que ces mêmes gens de bon sens, ont mis cette Paix au rang des engagemens que l'on n'est pas obligé de tenir.

Toutes les conditions qu'on exigeoit de Nous par ce Traité fatal, ne sont pas seulement contraires à la Dignité Royale, & à l'honneur, qui doivent être aussi chers que la vie; mais qui plus est, elles sont contraires à l'Equité, aux Coûtumes & au Droit des Gens; & elles sont accompagnées de difficultez insurmontables; de sorte que dès là elles doivent être considérées comme nulles & sans force.

Qui a jamais ouï dire, qu'on ait contraint, ou seulement exigé, d'un Roi qui l'est legitimement, de declarer un Sujet rebelle, Roi legitime; mais un Sujet qui n'avoit d'autres titres, pour justifier ses prétensions téméraires, que sa rebellion, sa foi violée malgré les sermens solemnels qu'il avoit si souvent faits à son Souverain, un dévouement criminel à l'Ennemi de sa Patrie; un Sujet qui avoit contre lui toutes les Loix du Royaume de Pologne, dont l'Election n'a été faite que par les Ennemis du Roi & de la Patrie, par la force & par la violence? Quoi! un Souverain ôteroit lui-même de dessus son front le Diademe sacré qui y est placé legitimement, pour le mettre sur la tête d'un tel Sujet rebelle? Il soûmettroit à l'injuste pouvoir d'un perfide, des Etats qui ne lui ont jamais manqué de fidélité, des Sujets qui ont toûjours eu à cœur l'interêt de leur Patrie? Mais est-il au pouvoir d'un Roi de Pologne de casser & d'annuller, sans le consentement des Etats, les Loix & les Déclarations faites dans les Diétes Générales, dans les Conseils du Senat, & dans d'autres Assemblées? Dépend-il de lui de quitter la Couronne, & de transferer ses Droits à un autre? Qui est-ce qui ne sçait pas les Constitutions du Royaume de Pologne? C'étoit-là cependant ce qu'on exigeoit de Nous, par l'Article II. du Traité.

Mais encore; de quel Droit, & par quelle raison, étoit-il remis à la liberté du Roi de Suede par l'Article X. de retenir nos Soldats que la fortune des Armes avoit fait tomber entre ses mains? Pourquoi s'arrogeoit-il le pouvoir de retenir prisonniers, après la Ratification du Traité, des hommes libres, nos Sujets, dont plusieurs ont encore actuellement leurs familles & des maisons dans nos Etats? Et cependant on Nous obligeoit, par l'Article IX. & X. à relâcher tous les Prisonniers Suedois que Nous avions faits, sans qu'il Nous fût permis d'en retenir aucun.

C'est, sans doute, une chose bien dure, que de vouloir rompre les nœuds qui unissent des Alliez; cependant elle n'est pas sans exemple. Mais avoir exigé de Nous que Nous livrassions un Ministre d'un de nos Alliez, que Nous ne gardions que pour le rendre bien-tôt à son Maître, & à qui on a fait souffrir dans la suite de si cruels supplices; avoir prétendu que Nous arrêtassions & que nous remissions entre les mains de leurs Ennemis, comme prisonniers de Guerre, des Troupes Auxiliaires que Nous avions dans nos Etats; c'est ce dont on ne trouve aucun exemple dans les Histoires, & ce qui est porté par les Articles XI. & XII. du Traité de Randstadt.

Mais ce n'étoit pas encore assez. N'est-ce pas attaquer la Majesté de Dieu elle-même, que de vouloir usurper sur la Conscience un Empire qui appartient à Dieu seul? Sans parler de ce que le Roi de Suede a soustrait de nôtre obéïssance, des Sujets qui nous avoient toûjours été fidéles, & qu'il les a contraints de devenir parjures. Nous demandons seulement, si quelqu'un au monde étoit en droit d'éxiger que Nous faussassions les Sermens réïterez, par lesquels Nous avions engagé nôtre Conscience? N'avions-Nous pas juré, selon les *Conventions faites avec la République*, de régner tout le tems de nôtre vie, & de n'abdiquer jamais la Couronne, qu'avec le consentement des Etats? N'y avoit-il pas une Constitution particuliére du Royaume, qui fut faite après l'Abdication de Casimir, laquelle portoit, qu'il ne seroit jamais permis à aucun Roi de Pologne de travailler à son Abdication, ni d'abandonner la Couronne, sans avoir auparavant fait assembler, pour ce sujet, généralement toute la République. Nous avions confirmé ce Serment dans l'Assemblée Générale de *l'Arriére-ban* & Nous avions promis solemnellement par un Decret particulier, que Nous n'abandonnerions jamais les Rênes du Gouvernement; & que Nous ne ferions pas séparement la Paix avec le Roi de Suede. Nous étions entrez dans les mêmes Engagemens en 1703. à la Diete de Lublin, & en 1704. à l'Assemblée Confederée de Sendomir. Le Serment étoit conçû en ces termes. *De quelle maniére qu'il plaise à Dieu de disposer de la République, Nous ne l'abandonnerons jamais; mais plûtôt Nous la defendrons tout le tems de nôtre vie, au prix même de nôtre sang. Nous ne donnerons jamais les mains à aucune* Scissio, *ni à aucunes conditions de Paix séparées. C'est ce que Nous Nous engageons par un saint Serment, d'observer religieusement.* Quel autre que Dieu, peut Nous dégager d'un pareil Serment?

Les Suedois ayant pris un grand soin, en dressant les Articles de la Paix de Randstadt, pour inserer & exprimer en détail dans l'Article VI. tous les Decrets & les Statuts, nommez vulgairement *Lauda*, qui avoient été faits depuis le 5. (15.) Février 1704. pour nôtre conservation, pour celle des Loix du Royaume & de la Liberté publique, oublierent, comme par une direction secrete de la Providence, d'y inserer le Decret qui avoit été fait à Landshut généralement par toute la Republique, contre la prétenduë Election de Lescinski.

Maintenant Nous donnons à juger à toute la Terre, s'il est juste que Nous tenions un Traité, qui a été prescrit à nos Commissaires par la force & par la crainte, & qui a été fait dans un tems où nos affaires étoient en très-mauvais état; si ce ne seroit pas au contraire agir contre nôtre Conscience que de nous y arrêter? C'est une chose qui passe l'imagination, que le Roi de Suede ait pû exiger de Nous de semblables conditions; & ne doit-il pas s'accuser lui-même d'en avoir mis dans le Traité, qui sont du rang des choses impossibles? Par là même ne consentoit-il pas tacitement, qu'il fut libre de ne pas s'en tenir à un Traité, qu'il faisoit avec un Prince, dont il ne pouvoit ignorer l'état, puisqu'il étoit connu de toute la Terre?

C'est une Maxime de la Morale, que *Personne n'est obligé à l'impossible*. Or ne doit-on pas mettre au rang des choses impossibles, celles qui sont contraires à la Volonté de Dieu, à la Foi, à la Conscience, à l'Honneur, à l'Honnêteté & aux bonnes Mœurs? Il n'y a personne à qui il reste seulement une étincelle de droite raison, qui ne juge que nous sommes entiérement dégagé de toute obligation.

Ceux qui avoient projetté le Traité, en étoient bien persuadez en leur Conscience, d'où vient que dans l'Article second ils tâchent d'éloigner tout *prétexte de Droit*, pour cacher, en quelque maniére, leur injustice aux yeux du monde. Mais si la vérité peut souffrir quelque fois des éclipses, elle ne sçauroit pourtant jamais être entiérement obscurcie.

Nous sommes obligez de donner ici les loüanges qui sont si justement dûës à la constance de nôtre Ami & Frere le Grand Czar de Moscovie. Nous devons aussi rendre justice à la Fidélité des Illustres Etats du Royaume de Pologne, laquelle ils Nous ont gardée inviolablement, depuis la Confédération de Sendomir. Nôtre Ami, Frere & Allié, les Etats & les fidéles Sujets de nôtre Royaume, Nous sollicitent, nous appellent, Nous conjurent; nôtre Conscience même ne nous permet pas de plus longs délais. Il ne nous reste donc plus rien à faire, qu'à rentrer dans la possession d'un bien que Nous avons reçû de Dieu & du Droit. C'est pour cette fin, qu'après plusieurs Négotiations, Nous avons renouvellé depuis quelque tems, & serré par de nouveaux nœuds l'Amitié & l'Alliance qu'il y avoit entre Nous & Sa Majesté Czarienne.

ANNO 1709.

Nous reconnoiſſons de plus ici, qu'il n'étoit pas en nôtre Pouvoir de faire, ſans l'aveu de la République, (qui n'a pas été dûëment convoquée à cet Acte) l'Abdication de la Couronne de Pologne, du Grand Duché de Lithuanie & des autres Provinces qui en dépendent.

Il s'enſuit naturellement de là, que l'Acte d'Abdication daté de Petricow le 20. Octobre 1706. dont on a pareillement rempli frauduleuſement un de nos Blancs-ſignez, eſt nul & ſans force. Nous prenons donc ce que la Providence Divine Nous a donné, & qui Nous appartient de Droit.

Nous déclarons enſuite par ce preſent Manifeſte, qu'encore que Nous ayons reçû beaucoup d'injures du Roi de Suede, que nos Sujets en ayent été maltraitez, que nôtre Electorat & nos autres Etats ayent ſouffert de grands dommages de ſa part, que ce Roi ait violé lui-même cette prétenduë Paix : Nous n'avons cependant pour but principal, que de Nous rétablir dans la ferme poſſeſſion de la Couronne du Royaume de Pologne, du Grand Duché de Lithuanie & des autres Provinces qui en dépendent, de ramener la tranquilité dans nôtre Royaume, de ne pas abandonner la République, & de ſeconder nôtre fidéle Allié dans ſes juſtes entrepriſes.

Nous ſouhaitons donc, & Nous l'eſperons, que le Roi de Suede rentrant en lui-même, & peſant les raiſons Divines & humaines que Nous avons de nôtre côté, n'entreprenne rien pour empêcher l'éxécution de nôtre deſſein, & ceux des nôtres qui Nous ont toûjours gardé la foi depuis le tems de la Confédération de Sendomir.

Que ſi le Roi de Suede perſiſte à Nous être contraire, & s'oppoſe encore à nôtre deſſein, Nous prenons toute la Terre à témoin, qu'il ſera l'Auteur de tous les maux qni en pourront arriver ; puiſque Nous ne cherchons qu'à conſerver une Dignité que Nous avons reçûë de Dieu ; qu'en ce cas-là, le Roi de Suede devra ne s'en prendre qu'à lui-même, ſi nous le contraignons à reparer les torts & les dommages que nous ou les nôtres avons ſoufferts ou ſouffrirons, & de Nous donner une ſatisfaction telle que Nous la pourrons exiger.

Au reſte, Nous eſperons que tous Rois, Electeurs, Princes & Etats Chrêtiens, Nous donneront dans cette occaſion, des témoignages du panchant qu'ils ont à la Juſtice ; qu'ils conſidéreront combien peut être pernicieux à tous, l'exemple du *Détrônement* qu'on avoit projetté ; qu'ils regarderont avec horreur un pareil attentat, & que non ſeulement ils ne Nous ſeront pas contraires dans nôtre juſte entrepriſe, mais qu'ils Nous y préteront leurs ſecours. Nous l'eſperons d'autant plus, que Nous promettons de n'abandonner jamais les Princes Alliez contre la France, d'obſerver conſtamment les Traitez que Nous avons faits avec eux, & de ne retirer de leurs Armées aucunes de nos Troupes, tant que ces Traitez dureront. Nous déclarons de plus, que nous ne ſommes pas dans le deſſein d'envahir les Provinces que le Roi de Suede poſſéde dans l'Empire.

Vous nos très chers Senateurs, Grands & Palatinats du Royaume de Pologne, du Grand Duché de Lithuanie, & des Provinces dépendantes, qui depuis la Confédération de Sendomir, avez toûjours maintenu avec tant de force & de courage, la gloire & la liberté de l'Illuſtre République de Pologne, perſeverez dans l'attachement que vous avez toûjours eu pour vôtre Patrie ; rappellez dans vôtre eſprit ces belles paroles du Decret qui fut fait d'un conſentement unanime & tout d'une voix à Grodnow ; *Pour la Foi, pour la Loi, & pour le Roi* ; ſouvenez-vous, d'un côté, avec quel ſoin Nous avons toûjours obſervé les Loix du Royaume, depuis que Nous régnons ſur vous, & conſidérez de l'autre, comment cette précieuſe liberté des Polonois, vantée & célébrée par toute la Terre, eſt foulée aux pieds par le Soldat étranger, à la honte de toute la Nation ; comment elle eſt opprimée par un homme de beaucoup inferieur à la plûpart d'entre vous, dont la volonté eſt entiérement ſoumiſe à celle d'un Prince étranger, & qui n'éxécute rien que par ſes Ordres.

Joignez vous donc à Nous & à nôtre très-cher Allié, uniſſez vos forces avec les nôtres, & ſecoüez le joug inſupportable, qui, peu s'en faut, vous accable depuis tant d'années. C'eſt là la ſeule voye qu'il y ait à prendre pour conſerver à la Patrie ſon ancienne Liberté, c'eſt l'unique moyen de rétablir le Commerce ; ſans cela il eſt impoſſible que la République puiſſe ſubſiſter.

Dans ce deſſein Nous Nous diſpoſons à vous aller trouver dans peu en Pologne. Dieu veuille ſeconder & favoriſer nos entrepriſes ! Nous mettons toute nôtre confiance en ſa Grace & en ſon ſecours. ANNO 1709.

Or comme nôtre principal deſſein, eſt de ramener la tranquillité dans le Royaume de Pologne, dans le Grand Duché de Lithuanie, & dans les Provinces qui en dépendent, Nous avertiſſons, avec une affection de Pere, tous ceux qui ont été juſques ici du Parti contraire, & qui ont offenſé la Majeſté de Dieu, & celle que Nous tenons de Lui, qu'ils ayent à rentrer dans la bonne voye, qu'ils ſe repentent de leurs crimes paſſez, & qu'ils retournent à leur Roi legitime. Nous leur accordons trois mois de tems pour rentrer dans leur devoir ; & Nous promettons d'abolir & d'oublier tout ce qu'ils ont fait par le paſſé, & de les recevoir dans nos bonnes graces ; pourvû que dans cet eſpace de tems, ils Nous donnent des preuves véritables de leur Obéïſſance & de leur Fidélité.

Mais ſi au contraire ils négligent cet avertiſſement paternel, qu'ils s'en prennent à eux-mêmes, lors que Nous les traiterons avec la derniere ſévérité, & que Nous les punirons comme des Ennemis, & des Traîtres de la Patrie, par les ſupplices, les Confiſcations & les autres peines dont les Loix du Royaume, qui ſont déja établies, menacent ceux qui ſe ſont rendus coupables d'un crime tel que le leur. Mais Nous ſouhaitons, avec toute l'ardeur dont Nous ſommes capables, de n'être pas contraints d'en venir à cette extrémité.

En foi de quoi Nous avons ſigné de nôtre propre main le préſent Manifeſte, & Nous y avons fait mettre nôtre Sceau Royal & Electoral. Fait à Dreſden le 8. Août 1709.

(L. S.)

AUGUSTE Roi.

## LXXXVIII.

*Declaration de Leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs bas, en faveur de S. A. R. le Duc de* LORRAINE *portant qu'elles auront à cœur ſes interêts, dans la future Negociation de la Paix generale, principalement à l'égard de l'Indemnité qui lui eſt düe, touchant le Duché de Montferrat.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 157.] 24. Août.

*Du Samedi 24. d'Août 1709.*

ON a examiné de nouveau le Mémoire du Sr. le Begue, Envoyé Extraordinaire de Son Alteſſe le Duc de Lorraine, tendant à ce que leurs Hautes Puiſſances veuillent entrer avec Sa Majeſté Imperiale, & la Reine de la Grande-Bretagne dans la déſignation d'un Equivalent promis audit Duc par le Traité du 8. Novembre 1703. entre Sa Majeſté Imperiale & Son Alteſſe Royale le Duc de Savoye ſous la Garantie de ladite Reine, & de leurs Hautes Puiſſances & demandant, qu'en cas que les conjonctures preſentes ne fuſſent point aſſez favorables pour en faire joüir ledit Duc de Lorraine dés à preſent, leurs Hautes Puiſſances veuillent en conformité de leur Garantie, & à l'exemple de leurs Majeſtez Imperiale & Britannique lui donner des aſſurances par un Acte authentique, que cette affaire ſera terminée à ſa ſatisfaction dans les Préliminaires de la Paix générale, tant pour le fond, que pour la perte qu'il ſouffre par la Nonjoüiſſance actuelle du Montferrat mentionnée plus amplement dans ledit Mémoire. Sur quoi ayant été déliberé, il a été trouvé bon, & arrêté, qu'il ſera répondu audit Sr. le Begue ſur ce Mémoire, que leurs Hautes Puiſſances, tant par l'affection & l'eſtime qu'Elles ont pour la perſonne & pour l'amitié de Son Alteſſe le Duc de Lorraine, qu'en conſideration des bons ſervices rendus à la Cauſe commune par feu les Ducs ſon Pere & ſon Grand Oncle de glorieuſe mémoire, ont toûjours été portées, & le ſont encore, à avancer les intérêts de Son Alteſſe, en ce qui dépend d'Elles, autant qu'il eſt poſſible.

Que

ANNO 1709.

Que s'étant engagées à garantir le Traité ſuſmentionné de point en point, Elles ne manqueront pas d'avoir des égards particuliers pour ce qui regarde les intérêts dudit Duc de Lorraine, & ſes prétentions à une Indemnité juſte & raiſonnable pour le Duché de Montferrat conformément à l'Article cinquiéme dudit Traité. Que leur intention n'eſt nullement qu'on lui faſſe le moindre tort touchant ſes Droits & Prétentions légitimes, & qu'Elles ſont prêtes dés à preſent de prendre les meſures néceſſaires avec leurs Majeſtez Imperiale & Britannique pour régler & déſigner un Equivalent convenable pour ledit Duché de Montferrat, & pour la perte que ledit Duc de Lorraine en pourroit avoir fait par ſa Non-joüiſſance depuis la mort du Duc de Mantouë. Mais ſi les conjonctures preſentes ne ſe trouvent pas aſſez favorables pour déſigner ladite Indemnité, leurs Hautes Puiſſances déclarent, qu'Elles s'intéreſſeront efficacement avec leurs Alliez pour cette affaire à la Paix générale, afin que ledit Duc en ait toute la ſatisfaction & le dédommagement poſſibles, dont Son Alteſſe peut être fermement aſſurée. L'Extrait de la preſente Réſolution ſera mis entre les mains dudit Sr. le Bégue pour ſervir en temps & lieu, où il appartient.

*Etoit ſigné,*

FAGEL.

## LXXXIX.

29. Oct. *Traité d'Alliance & de Garantie, appellé communement le* Traité de Barriere, *fait & conclu entre* ANNE *Reine de la* GRANDE BRETAGNE *& les Seigneurs Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *des Païs-Bas, pour le maintien de la Succeſſion à la Couronne de la Grande-Bretagne dans la Ligne Proteſtante, ſelon qu'elle eſt établie par les Loix, & aſſeurer à L. H. P. une Barriere ſufiſante aux Païs bas, contre la France, & autres, qui les voudroient ſurprendre & ataquer. A la Haye le 29. d'Octobre* 1709. Avec *les Articles Separés du même jour & an.* [Sur l'Imprimé à la Haye chez Scheltus, par ordre de L. H. P. Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 54.]

SA MAJESTE' la Reine de la Grande Bretagne, & les Seig. Etats Généraux des Provinces-Unies, aiant conſideré, combien il importoit au repos & à la ſûreté de leurs Royaumes & Etats, & à la tranquilité publique, de maintenir & d'aſſurer d'une part la Succeſſion à la Couronne de la Grande Bretagne, telle qu'elle eſt préſentement établie par les Loix du Royaume, & que d'autre part leſdits Etats Généraux des Provinces-Unies aient une forte & ſuffiſante Barriére contre la France, & autres qui les voudroient ſurprendre ou attaquer; & Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Généraux apréhendant, avec juſte raiſon, les troubles & les malheurs qui pourroient ſurvenir au ſujet de cette Succeſſion, s'il ſe trouvoit un jour quelque Perſonne ou quelque Puiſſance, qui la revoquât en doute, & que les Païs & Etats deſdits Seigneurs Etats Généraux ne fuſſent pas munis d'une telle Barriére. Pour ceſdites raiſons, Sadite Majeſté la Reine de la Grande Bretagne, quoique dans la vigueur de ſon âge, & joüiſſant d'une parfaite ſanté, (que Dieu lui conſerve longues années) par un effet de ſa prudence & de ſa piété ordinaire, a jugé à propos d'entrer avec les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies dans une Alliance & Conféderation particuliere, dont la principale fin & l'unique but ſeront le repos & la tranquilité publique, & de prévenir par des meſures priſes à tems, tous les évenemens qui pourroient exciter un jour de nouvelles Guerres: C'eſt dans cette vûë que Sa Majeſté Britannique a donné ſon plein-Pouvoir, pour convenir de quelques Articles d'un Traité Additionnel aux Traitez & Alliances, qu'Elle a déja avec les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, à ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire, le Sieur Charles Vicomte de Townshend, Baron de Lynregis, Conſeiller du Conſeil Privé de Sa Majeſté Britannique, Capitaine des Gardes Hallebardiers de Sadite Majeſté, & ſon Lieutenant dans la Comté de Nortfolk; & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies aux Sieurs Jean de Welderen, Seigneur de Valburg, Grand-Baillif de la Baſſe-Betuwe, du Corps de la Nobleſſe de la Province de Gueldre; Frederik Baron de Rheede, Seigneur de Lier, St. Antoine, & ter Lee, de l'Ordre de la Nobleſſe de la Province de Hollande & Weſt-Friſe; Antoine Heinſius, Conſeiller Penſionnaire de la Province de Hollande & Weſt-Friſe, Garde du grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkeſteyn, &c. Gedeon Hoeuſt, Chanoine du Chapitre de St. Pierre à Utrecht, & Conſeiller élû dans les Etats de la Province d'Utrecht; Heſſel van Sminia, Secretaire de la Chambre des Comptes de la Province de Friſe; Erneſt d'Itterſum, Seigneur d'Oſterhof, du Corps de la Nobleſſe de la Province d'Over-Yſſel; & Wicher Wichers, Senateur de la Ville de Groningue; tous Députez à l'Aſſemblée deſdits Seigneurs Etats Géneraux de la part reſpectivement des Provinces de Gueldre, de Hollande & Weſt-Friſe, de Zeelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Over-Yſſel, & de Groningue & Ommelandes, leſquels, en vertu de leurs Pleinpouvoirs, ſont convenus des Articles ſuivans.

ANNO 1709.

I. Les Traitez de Paix, d'Amitié, d'Alliance & de Conféderation entre Sa Majeſté Britannique & les Etats Généraux des Provinces-Unies, ſeront approuvez & confirmez par le préſent Traité, & demeureront dans leur premiere force & vigueur, comme s'ils y étoient inſerez de mot à mot.

II. La Succeſſion à la Couronne d'Angleterre aiant été reglée par un Acte du Parlement, paſſé la 12. année du Regne de feu S. M. le Roi *Guillaume* III, dont le tître eſt, *Acte pour la plus ample limitation de la Couronne, & pour la plus grande ſûreté des Droits & des Libertez des Sujets*; & nouvellement en la 6. année du Regne de S. M., la Reine à préſent regnante, cette même Succeſſion aiant encore été établie & affermie par un autre Acte, fait pour la plus grande ſûreté de la Perſonne & du Gouvernement de Sa Majeſté, & de la Succeſſion à la Couronne de la Grande-Bretagne, &c. dans la Ligne de la Sereniſſime Maiſon de *Hanovre*, & en la Perſonne, de la *Princeſſe Sophie, & de ſes Héritiers, Succeſſeurs & Deſcendans, Males & Femelles, nez & à naitre.* Et aucune Puiſſance n'ayant droit de s'oppoſer aux Loix faites ſur ce ſujet, par la Courronne & le Parlement de la Grande-Bretagne: S'il arrivoit néanmoins, ſous quelque prétexte, ou pour quelque cauſe que ce pût être, que quelque Perſonne ou quelque Puiſſance ou Etat, prétendît revoquer en doute l'établiſſement que le Parlement a fait de ladite Succeſſion, dans la Sereniſſime Maiſon de Hanovre, de s'oppoſer à ladite Succeſſion, d'aider ou de favoriſer ceux qui s'y oppoſeroient, ſoit directement ou indirectement, par une Guerre ouverte, ou en fomentant des Seditions & des Conſpirations contre Celle, ou Celui, en faveur de qui la Couronne de la Grande-Bretagne ſeroit ouverte, conformément aux Actes ſuſdits; les Etats Généraux des Provinces-Unies s'engagent & promettent d'aſſiſter, & de maintenir dans ladite Succeſſion, Celle ou Celui à qui elle apartiendra, en vertu deſdits Actes du Parlement, de les aider à en prendre poſſeſſion, s'ils ne l'avoient déja priſe, & de s'oppoſer à ceux qui voudront les troubler dans la priſe de poſſeſſion, ou dans la poſſeſſion actuelle de ladite Succeſſion.

III. Sadite Majeſté & les Etats Généraux, en conſequence du cinquiéme Article de l'Alliance, concluë entre l'Empereur, le feu Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux le 7. Septembre 1701. emploieront toutes leurs forces, pour recouvrer le reſte des Païs-Bas Eſpagnols.

IV. Et de plus, on tâchera de conquerir autant d'autres Villes & Forts qu'il ſe pourra, afin qu'ils puiſſent ſervir de Barriére & de ſûreté auxdits Seigneurs Etats.

V. Et comme ſuivant le 9. Article de ladite Alliance, on doit convenir entre autres choſes, comment & de quelle maniere l'Etat ſera mis en ſûreté par le moien de cette Barriére, la Reine de la G. Bretagne fera ſes efforts pour procurer, que dans le Traité de paix il puiſſe être convenu, que tous les Païs-Bas Eſpagnols, & ce que l'on pourroit en outre trouver néceſſaire, ſoit à l'égard des Villes & Places conquiſes ou non conquiſes, ſerviront de Barriére à l'Etat.

ANNO 1709.

VI. Qu'à cette fin, L. H. P. pourront mettre & avoir Garniſon, la changer, augmenter & diminuer, comme ils le jugeront à propos, dans les Places ſuivantes; à ſavoir, *Nieuport*, *Furnes* avec le Fort de *Knocke*, *Ypres*, *Menin*, la Ville & la Citadelle de *Lille*, *Tournay* & ſa Citadelle, *Condé*, *Valenciennes*, & les Places qu'on pourra conquerir encore ſur la France; *Maubeuge*, *Charleroi*, *Namur* & ſa Citadelle, *Liere*, *Hale* à fortifier, les Forts de la *Perle*, *Philippe*, *Damme*, le Château de *Gand* & *Dendermonde*; le Fort St. *Donas* étant attaché aux Fortifications de *l'Ecluſe*, & y étant entierement incorporé, demeurera & ſera cedé en proprieté à l'Etat; le Fort de *Rodenhuyſen* en deçà de *Gand* ſera razé.

VII. Leſdits Seig. Etats Généraux pourront auſſi mettre, en cas d'attaque apparente, ou de Guerre, autant de Troupes qu'ils jugeront néceſſaire, dans toutes les Villes, Places & Forts des Païs-Bas Eſpagnols, où la raiſon de Guerre le demandera.

VIII. Et pourront auſſi envoier dans les Villes, Forts & Places, où ils auront leurs Garniſons, ſans aucun empêchement, & ſans payer aucuns Droits, des Vivres, Munitions de Guerre, Armes & Artillerie, des Materiaux pour les Fortifications, & tout ce que pour lesdites Garniſons & Fortifications ſera trouvé convenable & néceſſaire.

IX. Leſdits Seigneurs Etats Généraux pourront auſſi mettre dans les Villes, Forts & Places de leur Barriére, mentionnées dans l'Article VI. ci-deſſus, où ils auront leurs Garniſons, tels Gouverneurs & Commandans, Majors & autres Officiers qu'ils trouveront à propos, leſquels ne ſeront ſujets à aucuns autres ordres qui regardent la ſureté deſdites Places & le Militaire, quels qu'ils ſoient & de qui ils puiſſent venir, que ſeulement privativement à ceux de L. H. P. ſans préjudice pourtant aux Droits & Libertez, tant Eccleſiaſtiques que Politiques du Roi *Charles* III.

X. Qu'en outre leſdits Seigneurs Etats pourront fortifier leſdites Villes, Places, & Forts qui en dependent, & en reparer les Fortifications, de la maniere qu'ils le jugeront neceſſaire, & de plus faire tout ce qui ſera utile pour leur défenſe.

XI. On laiſſera aux Seigneurs Etats Généraux tous les revenus des Villes, Places, Châtellenies & leurs Dépendances, qu'ils auront pour leur Barriére de la France, deſquelles la Couronne d'Eſpagne n'étoit pas en poſſeſſion au temps de la mort du feu Roi *Charles* II. & outre cela on fixera un million de livres, à payer cent mille Ecus chaque trois mois des Revenus les plus clairs des Païs-Bas Eſpagnols, dont ledit Roi étoit alors en poſſeſſion, pour ſervir l'un & l'autre à l'entretien des Garniſons de l'Etat, & pour fournir aux Fortifications, comme auſſi aux Magaſins & autres dépenſes néceſſaires dans les Villes & Places ſuſdites: Et afin que les fraix à ſuporter puiſſent être trouvez deſdits Revenus, on tâchera d'étendre les dépendances & Châtellenies ſuſmentionnées autant qu'on pourra, & ſpécialement de ſtipuler avec la Châtellenie *d'Ypre*, celle de *Caſſel*, & le Bois de *Niepe*, & avec la Châtellenie de *Lille*, la Gouvernance de *Douay*, l'une & l'autre y ayant été attachées avant la préſente Guerre.

XII. Qu'aucune Ville, Fort, Place ou Païs des Païs-Bas Eſpagnols, ne pourra être cedé, tranſporté ou donné, ou échoir à la Couronne de France, ou à quelqu'un de la Ligne Françoiſe, ſoit en vertu d'aucun Don, Vente, Echange, Convention matrimoniale, Héredité, Succeſſion par Teſtament, ou *ab inteſtat*, de quelque titre que ce puiſſe être, ni de quelque autre maniére que ce ſoit, être miſe au pouvoir ou ſous l'autorité du Roi T. C. ou de quelqu'un de la Ligne Françoiſe.

XIII. Et comme leſdits Seigneurs Etats Généraux, en conſequence de l'Article 9. de ladite Alliance doivent faire une Convention, ou un Traité avec le Roi *Charles* III. pour mettre l'Etat en ſureté, par le moyen de ladite Barriére, la Reine de la G. B. concourrera par ſes devoirs, afin que tout ce que deſſus, touchant la Barriére de l'Etat, ſoit inſeré dans le ſuſdit Traité ou Convention, & que Sadite Majeſté continuera ſes devoirs, juſqu'à ce que la ſuſdite Convention entre l'Etat & ledit Roi *Charles* III. ſoit concluë, conformemtnt à ce qui eſt dit ci-deſſus, & que S. M. garantira ledit Traité ou Convention.

XIV. Et afin que leſdits Seigneurs Etats jouïſſent dés à préſent, autant qu'il ſera poſſible, d'une Barriére aux Païs-Bas Eſpagnols, il leur ſera permis de mettre leurs Garniſons dans les Villes déja occupées, & qui pourront l'être encore avant que la Paix ſoit faite, & miſe en execution, & cependant ledit Roi *Charles* III. ne pourra entrer en poſſeſſion deſdits Païs-Bas Eſpagnols, ni en tout ni en partie; & pendant ce temps-là, la Reine aidera L. H. P. à les y maintenir dans la jouïſſance des revenus, & à trouver le million de livres par an, ci-deſſus mentionnez. ANNO 1709.

XV. Et comme L. H. P. ont ſtipulé par le Traité de *Munſter*, Article XIV. que la Riviere de *l'Eſcaut*, comme auſſi les Canaux du *Sas*, *Swyn* & autres Bouches de Mer y aboutiſſans, ſeroient tenuës cloſes du côté de cet Etat.

Et Article XV. Que les Navires & Denrées entrans & ſortans des Havres de Flandres, ſeroient & demeureroient chargées de toutes telles impoſitions & autres charges qui ſe levent ſur les Denrées, allans & venans au long de l'*Eſcaut* & autres Canaux ſuſmentionnez.

La Reine de la G. B. promet & s'engage, que L. H. P. ne ſeront jamais inquiétées dans leur Droits & poſſeſſion à cet égard directement ni indirectement; mais qu'elles continueront d'en jouïr pleinement; comme auſſi qu'au préjudice dudit Traité, le Commerce ne ſera pas rendu plus aiſé par les Ports de Mer, par ladite Riviere, Canaux & Bouches de Mer, du côté de l'Etat des Provinces-Unies, ni directement ni indirectement.

Et puis que par le même Traité de *Munſter*, Articles 16. & 17 S. M. le Roi d'Eſpagne s'eſt obligé de traiter les Sujets de L. H. P. auſſi favorablement que les Sujets de la Grande-Bretagne & des Villes Anſeatiques, qui étoient alors les Nations les plus favorablement traitées, Sa Majeſté Britannique & L. H. P. promettent auſſi de faire en ſorte, que les Sujets de la G. B. & de L. H. P. ſeront traitez dans les Païs-Bas Eſpagnols, auſſi bien que dans toute l'Eſpagne, Royaumes & Etats en dependans, également & tant les uns que les autres auſſi favorablement que les Nations les plus favoriſées.

XVI. Ladite Reine & les Etats Généraux s'obligent à donner, par Mer & par Terre, les ſecours & aſſiſtances néceſſaires, pour maintenir par la force Sadite Majeſté dans la paiſible poſſeſſion de ſes Royaumes, & la Sereniſſime Maiſon de *Hanovre* dans ladite Succeſſion, telle qu'elle eſt établie par les Actes du Parlement cideſſus mentionnez, & pour maintenir leſdits Etats Généraux dans la poſſeſſion de ladite Barriére.

XVII. Après les Ratifications de ce Traité, on fera une Convention particuliere des conditions, auxquelles ladite Reine & leſdits Seigneurs Etats Généraux s'engageront de fournir les ſecours, que l'on jugera néceſſaires, tant par Mer que par Terre.

XVIII. Si S. M. B. ou les Etats Généraux des Provinces-Unies, étoient attaquez de qui que ce pût être, à cauſe de cette Convention, ils s'aſſiſteront mutuellement l'un l'autre de toutes leurs forces, & ils ſe rendront Garands de l'éxécution de ladite Convention.

XIX. Seront invitez & admis dans le préſent Traité, le plûtôt qu'il ſe pourra, tous les Rois, Princes & Etats qui voudront y entrer, particulierement S. M. Imperiale, les Rois d'Eſpagne & de Pruſſe, & l'Electeur de Hanovre: Et il ſera permis à S. M. Britannique, & aux Etats Généraux des Provinces-Unies & à chacun d'eux en particulier, de requerir & inviter ceux qu'ils jugeront à propos de requerir & inviter, d'entrer dans ce Traité & d'être Garands de ſon exécution.

XX. Et comme le temps a fait connoître l'omiſſion qui s'eſt faite dans le Traité ſigné à *Riſwyk* l'an 1697. entre l'Angletere & la France, au ſujet du Droit de la Succeſſion d'Angleterre, dans la Perſonne de S. M. la Reine de la G. B. à préſent Regnante; & que faute d'avoir établi dans ce Traité ce Droit inconteſtable de Sa Majeſté, la France a refuſé de la reconnoitre pour Reine de la G. B. après la mort du feu Roi *Guillaume* III. de glorieuſe Memoire, S. M. la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, conviennent & s'obligent auſſi de n'entrer dans aucune Négociation, ni Traité de Paix, avec la France, avant que le Titre de S. M. à la Couronne de la Grande-Bretagne, comme auſſi le Droit de la Succeſſion de la Sereniſſime Maiſon de *Hanovre* à la ſuſdite Couronne, telle qu'elle eſt reglée & établie par les ſuſdits Actes du Parlement, ne ſoit pleinement reconnu par

ANNO 1709.

par la France, comme Préliminaire, & que la France n'ait en même temps promis l'éloignement hors de ſes Etats, de la Perſonne qui prétend être Roi de la Grande-Brétagne, & que l'on n'entrera dans aucune Négotiation ni diſcuſſion formelle des Articles dudit Traité de Paix, ſinon que conjointement & en même temps avec ladite Reine ou avec ſes Miniſtres.

XXI. Sa Majeſté Britannique & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ratifieront & confirmeront tout ce qui eſt contenu dans le préſent Traité, dans l'eſpace de quatre ſemaines à compter du jour de la Signature.

En foi de quoi les Souſſignez Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Britannique & Députez des Seigneurs Etats Généraux ont ſigné le préſent Traité, & y ont appoſé le Cachet de leurs Armes.

*A la Haye le 29. d'Octobre l'An* 1709.

*Signé*,

L. S. TOWNSHEND.

L.S. J. v. WELDEREN.

L. S.F. B. van RHEEDE.

L.S. A. HEINSIUS.

L.S. G. HOEUFT.

L. S. H. van SMINIA.

L.S.E. van ITTERSUM.

E.S. W. WICHERS.

*Premier Article Separé concernant le* HAUT QUARTIER DE GUELDRES, *& les Garniſons à tenir dans Liege, Huy & Bonn.* [Tiré des Archives de L.H.P. les Etats Généraux des Provinces-Unies.]

COMME dans les Articles préliminaires, ſignés icy à la Haye le 28. May 1709. par les Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imp., de Sa Majeſté la Reine de la Gr. Bretagne & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, il eſt ſtipulé entre autres choſes, que les Seigneurs Etats Generaux auront en toute proprieté & Souveraineté le Haut Quartier de Gueldres, ſelon le 52. Art. du Traité de Munſter de l'An. 1648. comme auſſi, que les Garniſons qui ſe trouvent, ou ſe trouveront cy après de la part des Seigneurs Etats Generaux, dans la Ville de Huy, la Citadelle de Liege & dans la Ville de Bonne, y reſteront jusques à ce qu'on en ſoit convenu autrement avec Sa Majeſté Imp. & l'Empire. Et comme la Barriere ſur laquelle on eſt convenu aujourd'huy, dans le Traité principal, pour la garantie mutuelle entre Sa Majeſté Britannique & les Seigneurs Etats Generaux, ne peut donner aux Provinces-Unies, la Seureté pour laquelle elle eſt établie, ſans qu'elle ſoit bien ſerrée d'un bout juſques à l'autre, & que la communication en ſoit bien liée enſemble, a quoy le Haut Quartier de Gueldres & les Garniſons dans la Citadelle de Liege, Huy & Bonne, ſont abſolument neceſſaires, l'experience ayant fait voir par trois fois, que la France ayant voulu attaquer les Provinces-Unies, s'eſt ſervie des endroits ſuſmentionnez, pour venir à elles, & pour penetrer dans leſdites Provinces. Que de plus à l'egard de l'équivalent, moyennant lequel, le Haut Quartier de Gueldres doit être cedé aux Provinces-Unies, ſuivant l'Art. 52. du Traité de Munſter ſuſmentionné, Sa Majeſté le Roi Charles III. ſera beaucoup plus gratifié & avantagé en d'autres endroits, que cet equivalent ne peut importer; Ainſi pour faire avoir aux Seigneurs Etats Generaux le Haut Quartier de Gueldres en toute proprieté & Souveraineté, & pour que ledit Haut Quartier ſoit cedé de cette maniere auxdits Seigneurs Etats Generaux, dans la Convention ou le Traité qu'ils doivent faire avec Sa Majeſté le Roy Charles III. ſuivant l'Art. 13. du Traité conclu aujourd'huy; Comme auſſi, pour que leurs Garniſons dans la Citadelle de Liege, dans celle de Huy & dans Bonne, y reſtent, juſques à ce qu'on en ſoit convenu autrement avec Sa Majeſté Imp, & l'Empire; Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne s'engage & promet par cet Art. ſeparé, qui aura la même force, que s'il étoit inſeré dans le Traité principal, de faire pour tout cela les mêmes efforts qu'elles s'eſt engagée de faire pour leur faire obtenir la Barriere dans les Païs-Bas Eſpagnols. En foy de quoy les ſouſſignez Ambaſſadeur extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Britannique, & Deputez des Seigneurs Etats Generaux, ont ſigné le preſent Art. Separé, & y ont appoſé le Cachet de leurs Armes. A la Haye le 29. d'Octobre, l'An 1709.

(*Etoit ſigné*)

(L.S.) TOWNSHEND.

(L.S.) J. v. WELDEREN.

(L.S.) F. B. van REEDE.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) G. HOEUFT.

(L.S.) H. SMINIA.

(L.S.) E. v. ITTERSUM.

(L.S.) W. WICHERS.

*Deuxieme Article Separé, concernant l'extention du Territoire de L. H. P. en* FLANDRES. [Tiré des Archives de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des Province-Unies.]

COMME les Seigneurs Etats Generaux ont repreſenté que dans la Flandre les limites entre la Flandre, Eſpagnole, & celle de l'Etat, ſont reglés de telle maniere, que le terrain de l'Etat y eſt extremement etroit, de ſorte qu'en quelques endroits, le territoire de la Flandre Eſpagnole, s'etend juſques aux Fortifications, & ſous le Canon des Places, Villes, & Forts de l'Etat, dont il arrive pluſieurs inconveniens, ainſi qu'on en a veu un exemple, peu avant le commencement de la preſente Guerre, quand on a voulu batir un Fort ſous le Canon du Zas de Gand, ſous pretexte que c'etoit ſur le territoire d'Eſpagne; & comme pour eviter ces ſortes d'inconveniens & autres, il eſt neceſſaire, que le terrain de l'Etat aux confins de la Flandre ſoit elargi, & que par là les Places, Villes & Forts, ſoient mis plus à couvert; Sa Majeſté Britannique, entrant dans les juſtes motifs deſdits Seigneurs Etats Generaux à cet egard, promet & s'engage par cet Article Separé, que dans la Convention, que leſdits Seigneurs Etats Generaux doivent faire, avec Sa Majeſté le Roy Charles trois, Elle les aydera, à ce qu'il ſoit convenu, que par la ceſſion auxdits Seigneurs Etats Generaux de la proprieté d'une étendue de terrain neceſſaire à obvier à de pareils & autres inconveniens, leurs limites en Flandre ſoient élargis plus convenablement à leur ſeureté, & ceux de la Flandre Eſpagnolle, plus eloignés de leurs Villes, Places & Forts, pour que ceux cy ne ſoyent plus ſi expoſés. En foy de quoy les ſouſſignés Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Britannique, & Deputés des Seigneurs Etats Generaux ont ſigné le preſent Article Separé, & y ont appoſé le cachet de leurs Armes. A la Haye le vingt neufieme d'Octobre l'an mil ſept cent neuf.

(*Etoit ſigné*)

(L.S.) TOWNSHEND.

(L.S.) F. B. van REEDE.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) G. HOEUFT.

(L.S.) SMINIA.

(L.S.) W. ITTERSUM.

ANNO 1710.

## XC.

2. Janv. *Projet de la* FRANCE *pour la Paix, publié le 2. Janvier* 1710. [Feuille Volante.]

QUOIQUE l'engagement que le Roi avoit pris pour la Paix ait ceſſé auſſi-tôt que les Ennemis de Sa Majeſté ont refuſé de la conclure aux conditions qu'elle avoit bien voulu leur offrir. Elle deſire toutefois ſi ſincerement de contribuer au prompt retabliſſement du repos de l'Europe, qu'elle conſent de traiter encore aux mêmes conditions qu'elle avoit bien voulu accorder, ſi les Princes & Etats actuellement en Guerre contr'elle veulent traiter auſſi ſur ce fondement, convenir d'un lieu pour les Conferences & former une Aſſemblée de Miniſtres autoriſez à traiter & à ſigner la Paix. Les conditions ſeront,

I. A l'égard de l'Eſpagne une promeſſe autentique de la part du Roi de reconnoître, immediatement après la ſignature de la Paix, l'Archiduc CHARLES d'Autriche en qualité de Roi d'Eſpagne & generalement de tous les Etats dependans de cette Monarchie, tant dans l'ancien que dans le nouveau Monde, à la reſerve ſeulement des Etats & Païs dont le Roi de Portugal, & le Duc de Savoie ont ſtipulé le demembrement en vertu des Traitez qu'ils ont contracté avec l'Empereur, & ſes Alliez, & à la reſerve auſſi des Places que l'Archiduc s'eſt engagé de laiſſer aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

Une ſemblable promeſſe, non ſeulement de retirer tout le ſecours que Sa Majeſté a pû donner au Roi ſon petit-fils ; mais encore de ne lui envoier deſormais aucune aſſiſtance pour ſe maintenir ſur le Trône, de quelque nature que ce ſoit directement ou indirectement.

Et pour gage de l'effet de cette promeſſe, Sa Majeſté veut bien confier aux Etats Généraux 4. de ſes Places en Flandres, qu'elle choiſira pour les remettre entre leurs mains, & pour être par eux gardées juſques à ce que les affaires d'Eſpagne ſoient terminées, comme Otages & comme ſûreté de la Parole qu'elle donnera de ne s'intereſſer directement ni indirectement aux affaires de cette Monarchie.

Elle promettra pareillement de defendre à ſes Sujets ſous de rigoureuſes peines de prendre parti dans les Troupes du Roi Catholique, s'obligeant d'apporter une attention ſi vive à faire obſerver ces defenſes, qu'aucun n'y contreviendra.

Sa Majeſté veut bien auſſi conſentir que la Monarchie d'Eſpagne, ni aucune de ſes parties ne ſoit jamais unie à la Monarchie de France, & qu'aucun Prince de la Maiſon de France ne puiſſe ni regner ni rien aquerir dans l'étenduë de la Monarchie d'Eſpagne par aucune des voies qui ſeront toutes ſpecifiées.

Les Indes Eſpagnoles ſeront compriſes dans tout ce qui ſera dit au ſujet de la Monarchie d'Eſpagne, comme en compoſant une partie principale, & le Roi promettra qu'aucun Vaiſſeau de ſes Sujets n'ira auxdites Indes, ſoit pour exercer le Commerce, ſoit ſous quelqu'autre prétexte.

II. A l'égard de l'Empereur & de l'Empire, le Roi rendra la Ville & la Citadelle de Strasbourg au même état où elles ſont preſentement.

Le Fort de Kehl ſera de même rendu avec l'Artillerie ſpecifiée dans le 8. Article des Preliminaires, la Ville de Strasbourg devant deſormais être retablie dans les Prerogatives, & Privileges de Ville Imperiale, & en jouïr ainſi qu'elle en jouïſſoit avant que d'être ſous la domination de Sa Majeſté.

Elle conſentira pareillement à rendre à l'Empereur la Ville de Briſac avec ſon Territoire, & l'Artillerie ſpecifiée dans le 9. Article des Preliminaires, à ſe contenter de la Poſſeſſion de l'Alſace ſuivant le ſens literal du Traité de Weſtphalie & les Articles 10. & 11. des Preliminaires.

A laiſſer à l'Empire la Ville de Landau, avec la liberté d'en demolir les Fortifications.

A raſer enfin celles qu'elle a fait bâtir ſur le Rhin depuis Bale juſques à Philisbourg & qui ſeront toutes ſpecifiées.

Elle conſentira que la Ville de Rhinfeld ſoit remiſe au Land-Grave de Heſſe-Caſſel.

Que le 4. Article du Traité de Ryſwik ſoit diſcuté dans les Conferences.

Elle reconnoîtra l'Electeur de Brandebourg en qualité de Roi de Pruſſe, promettant de ne le point troubler dans la poſſeſſion de Neufchâtel & Valengin, & pareillement elle reconnoîtra le 9. Electorat érigé en faveur du Duc d'Hanover. ANNO 1710.

III. A l'égard de l'Angleterre le Roi reconnoîtra la Princeſſe ANNE en qualité de Reine de la Grande-Bretagne, & l'ordre de la Succeſſion à cette Couronne, ainſi qu'elle eſt établie dans la Ligne Proteſtante, ſuivant les Actes du Parlement.

Sa Majeſté cédera l'Iſle de Terre-neuve à cette Couronne, & conviendra d'une reſtitution réciproque de tout ce qui a été occupé dans les Indes, tant de la part de la France que de celle de l'Angleterre depuis la preſente Guerre.

Sa Majeſté fera raſer toutes les fortifications de Dunquerque & combler le Port, avec promeſſes qu'elles ne pourront jamais être retablies.

Elle conſentira pareillement au deſſein que le Roi d'Angleterre a formé de ſortir de France, auſſitôt que la Paix ſera faite, pourvû qu'il ait une entiere liberté de ſe retirer & d'aller où il voudra, & qu'il y jouïſſe d'une neutralité parfaite.

IV. A l'égard des Etats Generaux des Provinces-Unies le Roi leur cedera, pour former une Barriere, toutes les Places denoncées dans l'Article 22. des Preliminaires, ſçavoir Furnes, le Fort de Knok, Menin, Ipres, Lille, Tournai, Condé & Maubeuge, avec les dependances, & aux conditions ſpecifiées par ce même Article.

Quant aux Places des Païs-Bas, qui apartiennent encore au Roi d'Eſpagne, le Roi retirant ſes troupes deſdites, fera en ſorte qu'elles ſoient remiſes au pouvoir de l'Archiduc, immediatement après la ſignature de la Paix. Sa Majeſté confirmera ce qu'elle a offert aux Etats Généraux au ſujet de leur Commerce, & l'Article 25. des Preliminaires ſera ponctuellement ſuivi.

V. A. l'égard du Duc de Savoie, le Roy veut bien accorder les demandes que les Alliez de ce Prince ont faites pour lui par les Articles 27. & 28. des Preliminaires. Mais Sa Majeſté demande auſſi que les Electeurs de Cologne & de Baviere ſoient retablis dans leurs Etats & Dignitez, & leurs Miniſtres admis aux Conferences de la Paix pour y defendre leurs interêts.

Enfin s'agiſſant d'un Traité de Paix, & non d'une Trêve, le tems que l'on marquera pour l'execution de ces conditions, ſera, ſuivant l'uſage ordinaire des Traitez, après l'échange des Ratifications.

C'eſt ſur ce fondement que le Roi propoſe encore d'envoier des Plenipotentiaires pour traiter la Paix & de profiter de l'eſpace de tems que l'Hiver donne pour cet effet, avant qu'on aproche de l'ouverture de la Campagne prochaine.

Si les offres que Sa Majeſté veut bien faire ne ſont pas acceptées, elle declare qu'elle eſt libre de tout engagement, & qu'il n'y aura pas lieu de lui attribuer la prolongation d'une Guerre qui fera répandre encore tant de ſang Chrêtien.

## XCI.

15. Janv. *Decret Commiſſorial de l'Empereur* JOSEPH *pour la Garantie de la Neutralité du Nord. Donné à Ratisbonne le 15. Janvier* 1710.

LE très digne, & hautement né Seigneur & Prince, Jean Philippes, Prêtre de la Sainte Egliſe Romaine, Cardinal de Lamberg, Conſeiller Privé & de Conférence de Sa Majeſté Impériale, & ſon principal Ambaſſadeur, &c., &c., eſpere que les Magnifiques Conſeillers & Ambaſſadeurs des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, ſe reſſouviendront bien de ce que ſa très haute Majeſté Impériale leur a fait amplement connoître par ſon Decret de Commiſſion du 18. Décembre de l'année derniére, touchant la Garantie requiſe de Sadite Majeſté Imperiale, par les Puiſſances du Nord Alliées contre la Couronne de Suede, contre les entrepriſes des Troupes Suédoiſes qui ſont préſentement en Poméranie. Et d'autant que Sa Majeſté Impériale a été informée depuis, que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies n'ont pas ſeulement réſolu de renouveller leurs précédens Offices, afin que les ſuſdites Troupes Suédoiſes qui ſont en Poméra-

„ nie,

ANNO 1710.

nie, ne retournent point en Pologne; & ne commettent aucune hoſtilité contre l'Empire, ou conter Sleeſwich & le Jutlandt; en cas qu'elles ne puiſſent pas ſortir de Poméranie ſans paſſer par les Terres de l'Empire; mais que de plus Leurs Hautes Puiſſances ont déja fait remontrer, là où il apartenoit, que ſi nonobſtant leurs Offices & Propoſitions amiables, leſdites Troupes retournoient de Poméranie en Pologne, ou venoient à commettre quelqu'hoſtilité contre les Païs de l'Empire, ou contre Sleeſwich & Jutland, alors Leurs Hautes Puiſſances ſeroient obligées, conjointement avec Leurs Majeſtez Impériale & Britannique, & les Electeurs & Princes qui ſe ſont déclarez là-deſſus, ou qui ſe déclareront à l'avenir, de prendre des meſures avec les autres Puiſſances Alliées, contre la Suéde, pour empêcher leſdites Troupes de retourner en Pologne, & de commettre hoſtilité contre les Provinces de l'Empire, qui apartiennent au Dannemarck & à la Saxe & contre Sleeſwich & Jutland, & pour les porter à l'obſervation de la Neutralité; avec aſſurance auſſi, que du côté des Parties adverſes, il ne ſera entrepris aucune hoſtilité contre les Provinces Suedoiſes ſituées en Allemagne: Sa Majeſté Impériale ayant mûrement conſidéré cette Réſolution de Leurs Hautes Puiſſances, s'eſt étroitement engagée avec les Puiſſances maritimes pour la maintenir, & pour d'autant mieux conſerver le repos de l'Empire; perſuadée d'ailleurs que Sa Royale Majeſté de Suéde elle-même, y trouvera ſon avantage, & ceux de ſes Provinces Allemandes. Et comme dans le cas ineſpéré du contraire, Sa Majeſté Impériale ne voit pas comment le ſuſdit repos de l'Empire pourroit être maintenu, ni comment la diverſion que l'Ennemi attend de ces troubles du Nord pourroit être empêchée, Sadite Majeſté Impériale a trouvé bon d'en donner très gracieuſement part à cette Diette, afin qu'elle y faſſe une dûë reflexion, & qu'elle conſidére ce qui eſt à faire en cela de la part de l'Empire. C'eſt auſſi ce que Sa Haute Principale Eminence a voulu éxécuter très-humblement par les preſentes au commencement de cette année, & elle demeure, &c.

JEAN PHILIPPES,
*Cardinal de Lamberg Evêque & Prince de Paſſau.*

*Ratisbonne le 15. Janvier 1710.*

## XCII.

31. Janv. *Extrait du Regiſtre des Reſolutions de Leurs H. P. Meſſieurs les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *des Païs Bas, au ſujet de la Ville de* Vervier. [Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.]

*Du Vendredy 31. Janvier 1710.*

MESSIEURS de Welderen & autres Deputez de L. H. P. pour les affaires etrangeres ayant examiné en conformité & execution de Leurs Reſolutions Commiſſoriales de differentes dates les Pieces qui concernent les differents malheureuſement ſurvenus par les intrigues & troubles de la Ville de Vervier, & les facheuſes ſuittes qui en ſont reſultées, ont fait rapport, à l'Aſſemblée qu'après en avoir conferé avec Meſſieurs les Comtes de Sinzendorff, & de Welz & le Baron de Heems Miniſtres de Sa Majeſté Imp. qui ſe trouvent ici, ils étoient convenus avec leſdites Seigneurs Miniſtres de la maniere ſuivante.

*Points dont on eſt convenû pour pacifier la Ville de Vervier.*

EN ſuitte des ordres de S. M. Imp. en date du 25. Decemb. de l'an 1709. concernants l'accommodement à faire au ſujet des troubles & des ordres arrivés à Vervier, on a meurement conſideré, le contenu deſdits Ordres, la neceſſité qu'il y a de remettre le calme dans la Ville de Vervier, & ce que les Conjonctures preſentes permettent de faire pour obtenir ce but & on a trouvé a propos de convenir des Conditions ſuivantes:

ANNO 1710.

I. Premierement que la Bourgeoiſie de Vervier aye à deputer quatre ou ſix Perſonnes de leur Corps à Liege, pour aſſeurer de bouche le Miniſtre Plenipotentiaire de S. M. Imp. le Comte de Welz en preſence du Conſeil Imperial que les Habitans de ladite Ville de Vervier n'ont jamais eû la moindre penſée, ny intention de s'oppoſer aux Ordres de S. M. Imper. pour leſquels ils auront toujours, comme ils ſont obligés, tout le reſpect, veneration, ſoumiſſion, & obeiſſance duës à leur Seigneur ſupreme & dominant, ſuppliant S. M. Imp. de pardonner par un effet de Sa Clemence ce qui s'eſt paſſé & les desordres commis par quelques-uns de leurs habitants pendant le cours des Diſſenſions inteſtines de la Ville; requerant en outre S. M. Imp. de leur accorder un pardon & Amniſtie, afin que le paſſé ſoit oublié & que ſes Habitans puiſſent à l'avenir vacquer avec tranquillité à leurs affaires, & Commerce, & jouïr de la protection Imp. comme les autres Sujets fidels, & obeiſſants, tels qu'ils promettent vouloir inviolablement être.

II. Que l'Amniſtie à accorder de la part de S. M. Imp. & par la Chancelerie de l'Empire ſoit faite ſelon que ladite Chancelerie le juge à propos dont la ſubſtance conſiſtera que S. M. Imp. en conſideration de Meſſieurs les Etats Généraux, ſes bons Alliés, qui ſe ſont intereſſés pour ceux de Vervier par rapport au Commerce que les Habitants de leurs Provinces ont avec la Ville de Vervier, veut bien pardonner à ceux qui ont donné occaſion aux troubles paſſés, ou y ont été mélés, & abolir & annuler en vertu de ſon authorité ſupreme toutes les procedures & enquetes faites à cette occaſion, de ſorte que les Bourgeois & Habitants de Vervier puiſſent librement retourner & demeurer dans la Ville & ailleurs, où leurs affaires le requerront, & exercer leurs Charges, ou vacquer à leur trafic ſans être recherchés ou inquietés ſur le paſſé qui ne leur pourra être reproché, ny prejudicier en leurs honneurs, Biens, & Effects, de laquelle Amniſtie on excepte & exclut pourtant 1. Genat, 2. Du Buiſſon, 3. Jean Renant, 4. Weldery, 5. Holland, & Joſeph Daniel.

III. Cette Amniſtie ne leur ſera pourtant pas donnée avant qu'ils ayent ſatisfait à ce, dont on eſt convenu à l'egard des fraix & depences, c'eſt-à-dire que les fraix & depences payés deja pour le procez & autres debourſements, & qui montent environ à 1500. Ecus, reſteront a la charge de la Ville, & que ceux qui par la premiere enquête ont été jugés apprehenſibles, payeront & remettront en main du Miniſtre Mr. le Comte de Welz la ſomme de deux mille Ecus, lequel Miniſtre ſelon les avis du Conſeil Imperial emploira ces deux mille Ecus pour acquitter les fraix des procedures & des Officiers de Juſtice qui ont été occupés dans ces affaires pendant les troubles.

IV. Que pour le bon & paiſible Gouvernement futur de la Ville on lui accordera un Reglement desja projetté conforme aux Loix du Païs & convenable au bien, & repos de la Ville de Vervier.

Surquoy étant deliberé L. H. P. ont agréé ce rapport & ont approuvé ce qui a été accordé, Meſſieurs les Deputez étant remerciés de la peine qu'ils ont priſe dans cette affaire.

*S'accorde avec ledit Regiſtre.*

FAGEL.

## XCIII.

*Extrait du Regiſtre des Reſolutions de L. H. P. les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *des Païs-Bas, pour la Neutralité en Allemagne.* 23. Fev.

*Du Jeudi 23. Fevrier 1710.*

LES Sieurs de Welderen & autres Deputez de Leurs Hautes Puiſſances pour les affaires étrangeres ont raporté à l'Aſſemblée que les Miniſtres de Sa Majeſté Czarienne de Moſcovie & de Leurs Majeſtez les Rois de Pologne, de Dannemarck & de Pruſſe aiant témoigné depuis quelque tems à Leurs Hautes Puiſſances la conſideration que Leurs Majeſtez ledit Czar & Rois avoient pour les interêts des Hauts Alliez, & aiant déclaré que leur intention n'eſt

ANNO 1710.

n'eſt pas de porter la Guerre en Allemagne, ni de rappeller leurs troupes, qui ſont au ſervice des Hauts Alliez, ils avoient en même tems requis que de la part des Hauts Alliez il fut fait en ſorte que les troupes Suedoiſes ne retournaſſent point en Pologne, ni n'attaquaſſent pas les Païs de Saxe ou de Dannemarck, ſituez dans l'Empire, mais que la tranquillité fut conſervée & que cela fut garanti par Leurs Hautes Puiſſances conjointement avec Sa Majeſté Imperiale & la Reine de la Grande-Bretagne. Que là-deſſus Leurs Hautes Puiſſances, par leur Reſolution du 28. Novembre dernier, avoient déclaré combien leur étoit agreable la conſideration que Leurs Majeſtez avoient témoigné pour les interêts des Hauts Alliez, & avoient trouvé à propos de requerir le Sieur Palmquiſt, Envoié Extraordinaire de Sa Majeſté le Roi de Suede, de vouloir procurer une Declaration de la Regence de Suede, en l'abſence de ſadite Majeſté, que le Corps de troupes qui eſt ſous le commandement du Major General Craſſau en Pomeranie, ne retournera pas en Pologne & qu'elles n'entreprendront rien contre les Païs ſituez dans l'Empire, & ſpecialement contre la Saxe, ni les Païs de Dannemarck ſituez dans l'Allemagne ni contre Sleſwick & le Jutland. Que ſur les nouvelles inſtances faites à ce ſujet par les Miniſtres de Sa Majeſté Czarienne, & de Leurs Majeſtez les Rois de Pologne, de Dannemarck & de Pruſſe, Leurs Hautes Puiſſances par une autre Reſolution du 24. Decembre dernier, avoient jugé à propos de renouveller leur precedente requiſition près dudit Sieur Palmquiſt, ajoûtant qu'en cas que les troupes Suedoiſes, nonobſtant les repreſentations & offices déja faits, vouluſſent retourner en Pologne ou commettre quelques hoſtilitez dans l'Empire, ou contre le Païs de Sleſwick ou le Jutland, Leurs Hautes Puiſſances avec Sa Majeſté Imperiale, Sa Majeſté Britannique, & Son Alteſſe Electorale de Brunſwick & Lunebourg & les autres Princes de l'Empire, qui ont en ceci un interêt commun, & qui voudront ſe déclarer là-deſſus, ſeront obligez de prendre des meſures avec les Alliez du Nord, pour empêcher le retour deſdites troupes Suedoiſes en Pologne & qu'elles ne commettent des hoſtilitez dans l'Empire ou contre Sleſwick & le Jutland, pour ôter toute prétention au rapel des troupes qui ſervent contre la France. Que ledit Sieur Palmquiſt aiant écrit ſur ce ſujet à la Regence de Suede à Stockholm, & en aiant obtenu réponſe, avoit enſuite déclaré, que la Suede voulant répondre favorablement aux inſtances des Hauts Alliez en faveur de la tranquillité de l'Empire, elle déclaroit qu'il ne tiendroit pas à elle qu'il ne s'y obſervât une exacte Neutralité. Qu'à cette fin elle vouloit bien promettre que les troupes qu'elle y a ne commettroient aucune hoſtilité, non plus qu'en Pologne & Sleſwick, ni en Jutland, à condition qu'elle fut aſſurée que celles de Dannemarck qui ſont en deçà de la Mer Baltique, ou qui ſont preſentement en Jutland, dans le Duché de Sleſwick, dans l'Empire ou au ſervice des Hauts Alliez, ne faſſent aucune hoſtilité ni hors, ni dans l'Empire, & que moiennant cela elle eſt prête non ſeulement de donner les mains à la Neutralité propoſée, mais auſſi de traiter avec les Alliez pour une partie des troupes dernierement revenuës de Pologne, ſous le commandement du Major General Craſſau. Qu'eux Sieurs Députez avoient communiqué cette réponſe aux Miniſtres de Sa Majeſté Imperiale, de Sa Majeſté Britannique, de Leurs Serenitez Electorales Palatin & Brunſwick-Lunebourg & du Prince & Evêque de Munſter, avec le concert deſquels Leurs Hautes Puiſſances avoient pris la Reſolution du 24. Decembre dernier, & qu'ils avoient de nouveau concerté avec eux ſur ce qu'il y auroit encore à faire pour le maintien du repos dans l'Empire, & pour prévenir que ſuivant leſdites Declarations & promeſſes, aucunes troupes de celles qui ſont preſentement emploiées contre les Ennemis communs ne fuſſent rapellées à l'occaſion de la Guerre du Nord.

Surquoi aiant été deliberé, il a été en conſequence & en conformité de ce qui a été concerté avec leſdits Sieurs Miniſtres, trouvé bon & arrêté que comme par ladite declaration ci-deſſus donnée par ledit Sieur Palmquiſt de la part de Suede, on a ſatisfait en grande partie à ce qui a été requis par la precedente Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances en cas que ladite declaration ſoit effectuée, & qu'on y ajoute ſeulement cette condition que la Suede puiſſe être aſſurée que les troupes de Dannemarck qui ſont en deça de la Mer Baltique, ou qui ſont preſentement en Jutlande, dans le Duché de Sleswick dans l'Empire, ou au ſervice des Hauts Alliez ne commettront aucune hoſtilité ni dans ni dehors l'Empire. Que pour aplanir les difficultez qui pourroient naître de cette condition & amener les choſes à une égalité équitable, on requerra d'un côté Sa Majeſté Danoiſe de vouloir conſentir & declarer que pour la conſervation de la tranquillité & de la Neutralité de l'Empire, les troupes de Sa Majeſté qui ſont preſentement en Jutland, dans le Duché de Sleswick & dans l'Empire ne feront aucune hoſtilité contre qui ce ſoit, ni dans ni dehors l'Empire, le Duché de Sleſwick & le Jutland y compris; & de l'autre côté ſera la Regence de Suede requiſe de conſentir & declarer ſemblablement que les troupes de Sa Majeſté Suedoiſe, qui ſont preſentement en Pomeranie ou ailleurs dans l'Empire, ne retourneront plus en Pologne, ni ne commettront pareillement aucun hoſtilité contre qui que ce ſoit, ni dedans ni dehors l'Empire, tout le Sleſwick & le Jutland y compris, laquelle declaration étant faite ici en bonne & convenable forme par les Miniſtres de leurs dites Majeſtez, Leurs Hautes Puiſſances ſeront trouvées diſpoſées de concourir à en maintenir l'effet avec Sa Majeſté Imperiale & l'Empire, Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, Son Alteſſe Electorale de Brunſwick & Lunebourg & les autres Princes de l'Empire qui ſe declareront là-deſſus: Comme auſſi de concerter alors avec les ſuſdits Hauts Alliez de quelle maniere la plus convenable quelques-unes des troupes de Sa Majeſté Suedoiſe qui ſont dans l'Empire, comme ſemblablement quelques unes de celles de Sa Majeſté Danoiſe, qui ſont auſſi dans l'Empire, dans le Duché de Sleſwick & en Jutland, & de l'une & de l'autre deſquelles ils pourroient ſe paſſer, pourroient entrer au ſervice des Alliez; le tout dans cette ferme & ſure confiance que ſuivant les promeſſes faites, aucune des troupes qui ſont au ſervice de Hauts Alliez & emploiées contre l'Ennemi commun ne ſeront rapellées, & ſera un extrait de la preſente Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances mis en main dudit Sieur Palmquiſt & en celles du Secretaire van Stöcken, avec requiſition de vouloir donner conformement à ce qui eſt mentionné ci-deſſus, une declaration au nom de Sa Majeſté Suedoiſe ou de ceux de la Regence de Suede, & une de Sa Majeſté Danoiſe reſpectivement & en cas qu'ils ne ſoient pas aſſez inſtruits ni autoriſez à cela, ils ſeront requis d'emploier leurs bons offices, pour qu'ils puiſſent au plûtôt pour le mieux être inſtruits & autoriſez à cet effet, comme auſſi d'emploier leurs bons offices à ce que cependant & par proviſion qu'il ſera deliberé là-deſſus, d'un côté, il ne ſoit commiſe aucune hoſtilité par les troupes de Sa Majeſté Suedoiſe qui ſont en Pomeranie ou ailleurs dans l'Empire, ou d'autre part par celles de Sa Majeſté Danoiſe qui ſont dans le Jutland, dans le Duché de Sleſwick & dans l'Empire, & ce ni dedans ni dehors de l'Empire de la maniere ſuſdite; mais que le repos & la tranquilité de l'Empire, du Jutland & Sleſwick ſoient conſervées, afin que Leurs Hautes Puiſſances avec Sa Majeſté Imperiale & l'Empire, Sa Majeſté Britannique, Son Alteſſe Electorale de Brunſwick & Lunebourg & les autres Princes de l'Empire qui y ont un interêt commun ne ſoient pas obligez avec leſdites Puiſſances de convenir enſemble pour prendre d'autres meſures. Qu'il ſera en outre repreſenté audit Sieur Palmquiſt que Leurs Hautes Puiſſances croient qu'on ne doit pas faire mention des troupes de Sa Majeſté Danoiſe qui ſont au ſervice des Hauts Alliez, & dont il eſt parlé dans la reponſe ci-deſſus mentionnée, parce que les Provinces de l'Empire, le Jutland & Sleswick & les troupes qui y ſont, ſont ſeulement le ſujet de la preſente negociation; outre que les troupes Danoiſes qui ſont au ſervice de la Grande-Bretagne & de l'Etat y ſont fermement engagées; & que de plus Sa Majeſté Danoiſe a iterativement declaré qu'elle ne les rappellera pas. Et ſera auſſi un Extrait de la preſente Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances mis en main des Miniſtres de Sa Majeſté Czarienne, Polonoiſe & de Pruſſe, avec inſtances de vouloir concourir par leurs bons offices à ce que Sa Majeſté Danoiſe donne la declaration requiſe, & que pendant la deliberation il ne ſoit rien entrepris qui y ſoit contraire.

ANNO 1701.

XCIV.

ANNO 1710.

## CXIV.

21. Mars. *Ratificatio* CAROLI XII. *Sueciæ Regis ſuper Conventione Alt-Ranſtadienſi in puncto Religionis facta. Datum ad Urbem Bender die* 21. *Martii Anno* 1710. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abſatz. III. pag. 464.]

NOS CAROLUS, &c.

EX Relationibus ad Nos tranſmiſſis a Miniſtro & Ablegato Noſtro extraordinario ad Aulam Majeſtatis Veſtræ, lætis auribus percepimus Religionis negotium in Sileſia Conventione Altranſtadienſi cautum & ordinatum tam proſperos habuiſſe ſucceſſus, ut non modo omnia & ſingula ejus capita jam ſint adimpleta, atque omni modo executioni mandata, ſed Majeſtatem quoque Veſtram generoſo prorſus animo & ad poſteritatem commendando exemplo id dediſſe amicæ interceſſioni Noſtræ, ut VI. nova Templa in uſum & ſolatium A. C. addictorum Subditorum ſuorum ædificari permiſerit, confecto ſuper hiſce omnibus publico Inſtrumento ſeu Receſſu, ut vocant formali: atque edito ad ſupremum Sileſiæ Magiſtratum ſeveriſſimo Mandato, ne, quæ ita ſolenniter ſanctè & religioſè utrinque promiſſa, atque in vim Legis perpetuæ jam ſancita ſunt, quisquam auſit temerario conatu labefactare, aut in dubium unquam revocare: Majeſtatis Veſtræ æquitatem, moderationemque animi arguunt, atque nobis cumprimis luculentum probant Documentum ſtudii & amoris, quo Majeſtas Veſtra Nos proſequitur, ita non poſſunt non ex aſſe Nobis pergrata atque rata à Nobis ſemper haberi, utpote qui Amicitiam quoque Majeſtatis Veſtræ ſemper magnificamus, eamque ſincero ſtudio & affectu colere parati ſumus. De cætero Majeſtatem Veſtram divinæ commendamus tutelæ, atque fauſta & felicia ex animo eidem apprecamur. Dab. ad Urbem Bender d. 21. Martii 1710.

## CXV.

31. Mars. *Conventio inter Imperatorem* JOSEPHUM, ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII, *de Neutralitate Imperii, facta die* 31. *Martii Anni* 1710.

QUùm Sacræ Cæſareæ Majeſtati, Sacræ Regiæ Majeſtati Reginæ Magnæ Britanniæ & Celſis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii, maximè ſemper cordi fuerit, & etiamnum ſit, ut quies & tranquillitas in Imperio conſervetur. Et ideò communicatis cum quibusdam Fœderatorum ſuorum Conſiliis, ab aliquo jam tempore, ad conſervandam eandem tranquillitatem, Principes inter ſe belligerantes ſedulò & ſeriò exhortati ſint, atque officia ſua interpoſuerint, ne occaſione Belli quod in Oris Septentrionalibus geritur, turbaretur, vel quicquam agatur, ſive revocando copias, ſive alio quocumque modo, quod rationibus & commodis Fœderatorum contra Galliam belligerantium noxium ſit, vel præjudicium afferre queat. Quumque Sacra Czarea Majeſtas ejuſque Fœderati Poloniæ & Daniæ Reges, mox nequaquam hæſitantes declaraverint, firmam ſibi ſtare ſententiam, nihil quidquam facere quod ad turbandam tranquillitatem in Imperio anſam præbere poſſit, & ex quo res Fœderatorum bello Gallico implicitorum, ſive revocando Copias, aut alio quocumque modo detrimentum, vel præjudicium patiatur. Et cum ſimul etiam poſtulaverint, ut ſecuri reddantur, Copias Regis Sueciæ, quæ jam in Pomeraniâ ſunt, in Poloniam non redituras, nec actus ullos hoſtiles in terris Imperii commiſſuras. Idcircò etiam illorum Miniſtri ſæpius inſtanter flagitarint, ut altememorati Fœderati illos hâc de re certos & ſecuros reddere velint; Quorum petitiones Sua Regia Majeſtas Boruſſiæ officiis ſuis ſuffulſit; Quùm etiam poſt communicata hæc deſideria cum Regimine pro adminiſtratione Regni Sueciæ, in abſentiâ Regis conſtituto, Regiæ Suæ Majeſtatis Sueciæ Ablegatus Extraordinarius de Palmquiſt, acceptis hâc de re illius Mandatis, declaraverit per Sueciam minimè ſtaturum quò minùs conſtans Neutralitas in Imperio ſervetur, eumque in finem ſe paratum fore, nomine Sueciæ ſpondere, Copias Suecicas quæ in Imperio ſunt, ibidem; uti etiam nec in Poloniâ, nec in Ducatu Sleſvicenſi nec in Jutlandiâ, nihil hoſtile tentaturas, hâc tamen ſub conditione, Sueciam viciſſim ſecuram redditum iri; Copias Regis Daniæ, quæ ſunt ex hac parte Maris Baltici, vel quæ ſunt in Jutlandiâ, in Ducatu Sleſvicenſi, in Terris Imperii ad hanc Coronam ſpectantibus, & quæ Fœderatis militant nec intra nec extra limites Imperii nihil quoque hoſtile tentaturas. Quumque communicatâ poſt modùm Regi Daniæ conditione, ſub quâ Regnum Sueciæ Neutralitati in Imperio adſtipulatur, ſupra nominati Fœderati quoque ad conſervandam in Imperio tranquillitatem & neutralitatem propoſuerint, ut ab unâ parte Rex Daniæ ſpondeat & conſenſum præbeat, Copias ſuas in Jutlandiâ, in Ducatu Sleſwicenſi & in Imperio degentes, nihil hoſtile contra ullum, quiſquis ille fuerit, nec intra nec extra limites Imperii, toto Ducatu Sleſvicenſi, Jutlandiâ unà comprehenſis, tentaturas vel facturas eſſe, utque pari modo ab alterâ, Regimen in Sueciâ conſtitutum viciſſim ſpondeat & conſenſum præbeat, Copias Regis Sueciæ in Pomeraniâ & aliis Imperii Terris & Provinciis exiſtentes, in Poloniam non redituras, nec quicquam hoſtile contra ullum quiſquis ille fuerit, nec intra nec extra limites Imperii, toto Ducatu Sleſvicenſi & Jutlandiâ unà comprehenſis, tentaturas vel facturas eſſe. Additâ quoque ulteriori declaratione à ſupra memoratis Fœderatis, ſe propenſos & paratos fore, aliquas Copias utriuſque Partis ad uſum ſuum conducere, & de iis quantociùs tranſigere. Supra quibus Suæ Regiæ Majeſtatis obſervationibus, nullum ſe, vel revocatione Copiarum, vel alio modo Fœderatis incommodum vel præjudicium allaturam; præterea nomine ejuſdem Regiæ Majeſtatis declaraverit, illam ut novo Documento oſtendat, quam prono erga Fœderatos feratur affectu, utque ad illorum petita reſpondeat, conſenſum præbere, ſi ex parte Sueciæ poſitivè affirmetur, Copias ejuſdem nunc in Pomerania degentes ſub Duce Craſſavio, aliaſque omnes in Provinciis Sueciæ, in Imperio ſitis, nihil hoſtile contra Ditiones Regis Daniæ vel ejus Fœderatorum, tam intrà quam extrà limites Imperii ſubditas, tentaturas eſſe, tum quoque Regiam Suam Majeſtatem Daniæ nullas ex Ducatibus Holſatiæ, Slesvici vel ex Jutlandiâ Copias, aut etiam à Czareâ Sua Majeſtate auxilio mittendas, per Germaniam, ullasve Imperii Ditiones vel Terras minimè tranſituras, in his omnibus confidens abſque ulteriori morâ, Fœderatos ſponſionem ſivè Guarantiam ſuam, pro ſtabilienda in Imperio, Ducatu Sleſvicenſi & Jutlandia neutralitate, interpoſituros eſſe.

Itaque infraſcripti Plenipotentiarii & Deputati Sac. Cæſar. Majeſt., Suæ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ, & Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, ritè perpenſis, Czareæ Suæ Majeſtatis, Regumque Poloniæ, Daniæ & Pruſſiæ iteratò expoſitis deſideriis, pro tuenda & ſponſione ſive Guarantia confirmanda Neutralitate intra limites Imperii, acceptiſque ſuper his ab Imperatore, Regina, & Ordinibus Generalibus Mandatis, illorum vi, tenore præſentium, notum teſtatumque faciunt nomine Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, Suæ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, ſe grato atque lubenti animo accipere ſupra memoratorum Principum in Septentrione belligerantium mentis & voluntatis declarationem, pro conſervanda in Imperio tranquillitate & quiete, & illæſa Neutralitate, tam in omnibus Imperii Provinciis & Ditionibus, quam toto Ducatu Sleſvicenſi & Jutlandia, promittentes Sacram Cæſaream Majeſtatem, Regiam Suam Majeſtatem Magnæ Britanniæ & Dominos Ordines Generales conjunctim elaboraturos nè ullo modo Neutralitas in Terris Imperii infringatur, ſed ut ab utrâque Partium ritè ſervetur; eumque in finem operam daturos, ne Copiæ Regis Sueciæ in Pomerania, aliiſque Ditionibus Imperii degentes, in Poloniam redeant, actus ullos hoſtiles, contra ullum, quiſquis ille fuerit, nec intra nec extra limites Imperii, toto Ducatu, & Jutlandia in illo comprehenſis, committant, & ne, pari quoque modo, Copiæ Regis Daniæ in Jutlandia, Ducatu Slesvicenſi & Ditionibus Imperii degentes, actus ullos hoſtiles contra ullum, quiſquis ille fuerit, intra vel extra limites Imperii, Ducatu Sleſvicenſi in illo comprehenſo committat. Quemadmodum etiam ne

ANNO 1710.

ANNO 1710. Copiæ Suæ Czareæ Majeſtatis, Regi Daniæ, in auxilium forſan mittendæ, per Terras Imperii transeant; verùm ut omnes & ſingulæ Imperii Ditiones, reſpectu Partium in Septentrione belligerantium, ab omni tranſitu Copiarum immunes maneant, & perfecta Neutralitate gaudeant. Præterea infraſcripti, nomine ut ſupra, declarant Sacræ Cæſareæ Majeſtati, Suæ Regiæ Majeſtati Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus ſtatutum eſſe, eò quòd dictum eſt modo, quietem & tranquillitatem in Imperio tueri. Et quamvis poſt declarationes ſupra memoratas minimè expectandum, ullam belligerantium partem, illam infringere vel quicquam quod illi contrarium ſit, facere velle. Si tamen præter omnem ſpem & expectationem quiſquam hanc Neutralitatem violaverit, in hoc inopinato caſu, modò nominati Fœderati, ſimul omnes ſe cum illo qui Neutralitatem obſervaverit, & factæ violationis refectionem petierit, jungent, quo caſu, ſi opus fuerit, communibus viribus ad conſervandam Neutralitatem, eò quòd dictum eſt modo, utentur.

Ut autem hæc declaratio promptiorem effectum ſortiri poſſit, Sua Cæſarea Majeſtas operam dabit, ut Imperium hinc declarationi quantocyùs accedat, ſicut & Regina Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales Imperium ad hoc invitabunt.

Principes pariter & Status quibus conſervatio Neutralitatis & quietis in Imperio cordi ſit, ad corroborandam acceſſione ſua hanc Declarationem, quæ Partibus quorum intereſt hinc inde loco Guarantiæ erit, invitabantur. Præſentis Declarationis exemplaria dabuntur Miniſtris Sacræ Czareæ Majeſtatis & Regiarum Majeſtatum Daniæ & Poloniæ ab unâ, Suæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ ab altera parte, requirantur ut officia ſua adhibeant, quo Czarea & Regiæ Majeſtates ſupradictæ declarationem hanc gratam habere, nec quicquam quod illi contrarium ſit, facere velint.

*Signatum erat*,

(L. S.) *Le Comte de* SINZENDORFF. (L. S.) *Le Prince & Duc de* MARLBOROUGH.

(L. S.) TOWNSEND.

(L. S.) RANDWICK.

(L. S.) ALLARD MERENS.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) GHEEL VAN SPANBROEK.

(L. S.) J. A. *Baron de* REEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) V. GOSLINGA.

(L. S.) E. VAN ITTERSUM.

(L. S.) V. POTT.

## CXVI.

23 Juillet *Extrait du Regiſtre des Reſolutions de L. H P. les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, touchant les Conferences de Paix à* Gertruydenberg.

*Du Mercredi le 23. de Juillet* 1710. *au ſoir à ſix heures & demi.*

LES Sieurs de Randwyck, & autres Deputez de Leurs Hautes Puiſſances pour les affaires étrangeres, ont raporté à l'Aſſemblée, que le Sieur Conſeiller Penſionaire Heinſius leur avoit communiqué une Lettre des Sieurs Maréchal d'Uxelles & Abbé de Polignac, Plenipotentiaires de Sa Majeſté le Roi de France, écrite à lui Conſeiller-Penſionaire, de Gertruidenberg le 20. du courant, ſervant de reponſe à ce qui leur a été propoſé dans la derniere Conference par les Sieurs Deputez Buys & vander Duſſen, & ſur quoi ils avoient traité; qu'eux Sieurs Deputez avoient trouvé le contenu de cette Lettre de telle nature, qu'elle ne regardoit pas ſeulement l'Etat, mais auſſi tous les Alliez, & que pour cette raiſon ils avoient jugé devoir communiquer à leurs Miniſtres, qui ſont ici, afin que tout ayant juſques à préſent été fait de concert avec eux, on en fit de même à cet égard, & que leſdits Sieurs Miniſtres auſſi-bien qu'eux Sieurs Deputez avoient été d'avis, que leſdits Plenipotentiaires, rejettant par ladite reponſe les propoſitions à eux faites, & declarant, qu'il étoit inutile, de tenir encore des Conferences ſur leſdites propoſitions, & rompant ainſi les Négociations à cet égard, il ne reſtoit rien autre choſe à faire du côté des Hauts Alliez que d'y acquieſcer, & de ne plus entrer en d'autres Conferences, tant que les Ennemis demeureront dans ces ſentimens, puisque dans les diſpoſitions, dans leſquelles ils ſe trouvent, cela ne produiroit aucun fruit, mais pourroit donner ſeulement occaſion à des aigreurs, au lieu d'acheminer les choſes à la Paix, ce que l'Etat & ſes Hauts Alliez ont toûjours cherché. Sur quoi ayant été deliberé, Leurs Hautes Puiſſances ſe ſont conformez au ſentiment, tant de leurs Deputez, que des Miniſtres des Hauts Alliez; & il a été en outre trouvé bon & arrêté, que les Sieurs Deputez Buys & vander Duſſen ſeront requis & authoriſez, comme ils le ſont par ces préſentes, pour le faire ſavoir par Lettre aux ſuſdits Sieurs Plenipotentiaires, ſans entrer en debat ſur le contenu de la Lettre ci-deſſus mentionnée, quoi qu'avec beaucoup de facilité & de fondement elle pourroit être réfutée, tant à l'égard de l'affaire en elle-même, qu'à l'égard des termes.

Que de plus Copie de ladite Lettre ſera miſe ès mains deſdits Sieurs de Randwyck, & autres Deputez de Leurs Hautes Puiſſances pour les affaires étrangéres, pour concerter avec leſdits Sieurs Miniſtres ce qu'il convient de plus de faire, & de reſoudre en cela, & du tout en faire ici raport à l'Aſſemblée.

*Etoit Paraphé*,

E. V. ITTERSUM, vt.

*Et plus bas*,

S'accorde avec ledit Regiſtre.

*Signé*,

F. FAGEL.

## XCVII.

27 Juillet *Extrait du Regiſtre des Reſolutions de L. H. P. Meſſieurs les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contenant les Raiſons, pourquoi les Conferences de* Gertruydenberg *doivent être cenſées rompuës par les Miniſtres Plenipotentiaires de la France.*

*Du Dimanche 27. de Juillet* 1710.

LES Sieurs de Randwyck & autres Deputez de Leurs Hautes Puiſſances pour les affaires étrangéres, en vertu de leur Réſolution Commiſſoriale du 23. du courant, & pour y ſatisfaire, ayant été en Conference avec les Sieurs Miniſtres des Hauts Alliez, au ſujet du contenu de la Lettre des Sieurs Marechal d'Huxelles, & Abbé de Polignac, écrite au Sieur Conſeiller-Penſionaire Heinſius, & datée de Gertruidenberg, le 20. paſſé, ſervant de reponſe à ce qui leur avoit été propoſé dans la derniere Conference, par les Sieurs Deputez Buys & vander Duſſen, & ce qui avoit fait le ſujet de cette Conference. Et ayant examiné enſemble ce qu'il ſeroit convenable de faire & de reſoudre là deſſus; ont raporté à l'Aſſemblée, que leſdits Sieurs Miniſtres, conjointement avec eux Sieurs Deputez, avoient temoigné generalement qu'ils voyoient avec un ſenſible déplaiſir, que les Ennemis, rompant les Negociations qu'on avoit repriſes, pour parvenir à une Paix bonne & generale, ils faiſoient par-là évanouïr les eſperances, qu'on en avoit conçûës, & éloignoient la Paix, qui étoit ſi ardemment ſouhaitée de la part des Alliez; mais qu'ayant conſideré, que l'on ne peut pas faire de Paix ſans la volonté des Ennemis, & paroiſſant clairement, que cette volonté eſt autant éloignée de leur penſée en effet, qu'elle eſt promte dans leur bouche avec de belles paroles, il ne reſte plus rien à faire à l'Etat & à ſes Hauts Alliez, que d'acquieſcer, quoi qu'à regret, à cette rupture, & de ſe conſoler par la forte perſuaſion dans laquelle ils ſont, que leur intention, d'aſſurer la Paix ſur des fondemens ſolides & équitables, a été ſincere, & qu'ayant ſouhaité ardemment d'y parvenir, ſi la choſe

ANNO 1710.

chose avoit été possible, aussi toute Personne impartiale & équitable ne leur pourra pas imputer la Rupture des Negociations & la continuation de la Guerre; car quoi que la susdite Lettre soit toute remplie d'insimulations abusives, & d'expressions odieuses, & qu'elle tende à imputer aux Hauts Alliez la rupture de la Negociation & la continuation de la Guerre, comme s'ils demandoient des choses nouvelles, injustes, & impossibles à être exécutées; la vérité du fait demeure toûjours la même, & il n'en est pas moins clair, que c'est aux Ennemis seuls qu'il faut s'en prendre, qui se sont departis des fondemens, sur lesquels on a commencé la Negociation, & qui tâchent de rendre illusoire dans son execution le Point capital, savoir la restitution de l'Espagne & des Indes. Que pour le montrer clairement il faut considerer; que depuis long-tems lors que les Ennemis demandèrent d'entrer en quelque Conference, & en Negociation pour la Paix, on n'a pas voulu, ni pû y consentir de la part des Alliez, à moins que pour fondement, on ne convînt de certains Points sur lesquels on pût bâtir & apuyer l'ouvrage de la Negociation, pour parvenir à une bonne & generale Paix; entre lesquels Points le premier & le principal a été la restitution de l'Espagne & des Indes au Roi CHARLES III., ce qui fut aussi accordé par la France, même avant la venuë du Sieur Rouillé & du Sieur Marquis de Torcy dans ce Païs, & ainsi avant la conclusion des Articles Preliminaires, par lesquels cette restitution est confirmée avec plus d'étenduë, & stipulée & promise de nouveau; que par consequent personne ne peut trouver étrange, que du côté des Hauts Alliez on insiste sur un Point aussi capital que celui là, qui a été la cause pour laquelle on est entré en Guerre, & pour laquelle elle a duré depuis si long-tems, ni que lesdits Alliez prétendent à l'égard d'un Point d'une si grande importance, qu'ils doivent avoir une entiere sûreté.

Que lesdits Alliez croyant ne pouvoir trouver cette sureté, que dans l'Article XXXVII. des Préliminaires, & sa Majesté le Roi Très-Chrêtien n'ayant pas jugé à propos d'aprouver lesdits Préliminaires, à cause dudit XXXVII. Article, ainsi c'est cet Article qui est devenu le sujet de la Négociation, que les Ennemis viennent de rompre presentement, & laquelle avoit été proposée, pour chercher quelque moyen équivalent, par lequel il fut donné aux Alliez la même sûreté, qu'ils avoient par ledit XXXVII. Article des Préliminaires. Que dans la prémiere Conference qui se tint à ce sujet à Gertruidenberg, entre les Sieurs Maréchal d'Huxelles, & Abbé de Polignac d'une part, & les Sieurs Buys & vander Dussen, d'autre; ces derniers ayant fait voir, que les propositions qui avoient été faites jusques alors, de donner aux Alliez des Villes d'ôtage aux Païs-bas, qui tinssent lieu de la sureté, qu'ils pretendoient trouver dans le XXXVII. Article des Préliminaires, ne pouvoient point être acceptées, parce que les Alliez se trouveroient par là engagez dans une Guerre particuliere, & incertaine avec l'Espagne, pendant que la France, de son côté, jouïroit de la Paix, & qu'on ne pouvoit pas avec raison exiger des Alliez, qu'ils demeurassent dans une Guerre, qui seroit sujette à toute sorte d'incidens, & qui même leur feroit courir le risque, de ne recouvrer jamais l'Espagne & les Indes; mais qu'il falloit que la Paix fût generale; les Plenipotentiaires de France en parurent si persuadez, que dans cette premiere Conference & dans les autres qui ont suivi après, ils proposerent que puis qu'ils voyoient que les Alliez ne souhaitoient point d'autre Paix, qu'une Paix qui fut générale, avec la restitution de l'Espagne & des Indes, dont le Roi PHILIPPE étoit encore en possession, il n'y avoit que deux moyens pour le reduire à s'en desister, l'une de contrainte, & l'autre de persuasion, dont le premier, à ce qu'ils soûtenoient, seroit dure à la France, & le dernier ne seroit praticable, qu'en leur mettant en main quelque portion de la Monarchie d'Espagne, par le moyen de laquelle le susdit Roi pourroit être persuadé à se desister du reste; sur quoi ayant demandé, si du côté des Alliez, pour parvenir à une Paix générale, on ne pourroit pas entendre à un partage, ils ont proposé plusieurs alternatives, dont une étant agréée, la Monarchie d'Espagne, deduction faite de la portion qui seroit laissée au Roi PHILIPPE, viendroit au Roi CHARLES. Qu'après plusieurs Conferences tenuës, les susdits Sieurs Plenipotentiaires de France ont reduit enfin les susdites alternatives à la Sicile & à la Sardaigne, ce que du côté des Hauts Alliez on n'a pas pû, ni dû comprendre autrement, si non que ces deux Royaumes étant laissez au Petit-Fils de Sa Majesté Très-Chrêtienne, il seroit par-là persuadé par la France, de restituer aux Hauts Alliez le reste de la Monarchie d'Espagne, dont il étoit encore en possession, mais que les Hauts Alliez ayant apris, de ce qui s'étoit passé dans l'avant-derniere Conference, & par le raport des Sieurs Deputez, que quand même les Hauts Alliez pourroient se resoudre à accepter la proposition, qui avoit été faite pour parvenir à une Paix générale, il resteroit néanmoins incertain, si par-là ils parviendroient à la Paix générale, parce que lesdits Sieurs Plenipotentiaires de France ne s'expliquoient pas clairement, si en tel cas l'Espagne & les Indes seroient laissées au Roi CHARLES, conformement aux Préliminaires, & même qu'ils paroissoient supoſer le contraire, puis que l'un des deux (quoi que ce fut comme sa pensée particuliere) s'étoit avancé à proposer, si les Alliez ne se contenteroient pas, quand le Roi de France voudroit les assister d'une certaine somme d'argent pour les aider à conquerir l'Espagne & les Indes; ils ont crû, qu'avant que de s'ouvrir sur la susdite proposition, il falloit qu'ils fussent éclaircis de l'intention de la France, dans une affaire si serieuse; & si essentielle; auxquelles fins ils requirent le Sieur Petkum, qui ci-devant avoit été employé dans la Negociation, & qui le fut encore pour cela, d'en parler aux Sieurs Plenipotentiaires de France, & de leur faire connoître que du côté des Hauts Alliez on ne pourroit accepter ce qui avoit été avancé touchant des subsides, parce que cela supoſoit une Paix particuliere avec la France, & la continuation d'une Guerre particuliere avec l'Espagne; à quoi les Alliez ne pourroient consentir pour les raisons alleguées dans la premiere Conference; demandant en même tems un éclairciſſement sur les intentions de la France, au sujet de l'évacuation de l'Espagne & des Indes, en faveur du Roi CHARLES, en conformité des Préliminaires, avant que du côté des Alliez on pût s'expliquer sur la proposition du partage, avec cette déclaration de la part des Hauts Alliez, que leur intention étoit; que le fondement, qui avoit été posé, sçavoir que l'Espagne & les Indes, suivant les Préliminaires, leur seroient restituez, devoit demeurer ferme; & que sur ce pied-là, la Négotiation pouvoit être continuée; que si l'on venoit à s'en departir, les Conferences qu'on tiendroit encore, seroient sans fruit; que lesdits Sieurs Plenipotentiaires, n'ayant pas trouvé bon de repondre en aucune maniere, sur ce que le Sieur de Petkum leur avoit proposé, & ayant demandé quelques jours après une nouvelle Conference, & les Sieurs Deputez ayant remarqué par la Reponse par eux faite, qu'ils étoient en état de pouvoir s'expliquer sur ce que le Sieur de Petkum leur avoit proposé, ils s'en sont retournez à Gertruydenberg, où lesdits Sieurs Plenipotentiaires leur dirent, que quoi qu'ils ne se crussent pas obligez de recevoir un message du Sieur Petkum, ils avoient néanmoins envoyé sa proposition à la Cour, mais que selon eux, elle y avoit été trouvée si générale & ambigue, qu'ils n'avoient là-dessus pû recevoir aucun ordre, sur quoi lesdits Sieurs Deputez avoient si bien expliqué & justifié la dite proposition auxdits Sieurs Plenipotentiaires, qu'il n'étoit resté à cet égard aucun doute, ni aucune ambiguité. Leur ayant representé; que les Hauts Alliez ne pouvoient accepter les propositions des subsides, pour le recouvrement de l'Espagne & des Indes, & y ajoutant les raisons qu'ils en avoient, sçavoir, parce que dans les discours tenus à cét égard dans la Conference précedente, ils avoient aperçu très-clairement, qu'on ne pourroit jamais s'accorder là-dessus, tant à l'égard des sommes, que pour la sûreté du payement, non plus qu'à l'égard de la sureté, que donneroit la France de n'assister directement ni indirectement le Duc d'Anjou, d'où il paroît que le refus de toute offre d'argent, de quelque nature, qu'elle pût être, & quelque sûreté qu'il pourroit y avoir, est un peu trop liberalement posé dans ladite Lettre. Mais que la raison principale & essentielle, pourquoi cette nouvelle proposition desdits Sieurs Plenipotentiaires ne pouvoit pas être acceptée, étoit, parce qu'elle supoſoit une Guerre particuliere avec l'Espagne, & qu'il faudroit que ce Royaume & les Indes fussent conquis par les Armes

ANNO 1710.

des Alliez, ce qui étoit contraire au premier fondement, & à l'intention des Hauts Alliez; qu'en outre pour éclairciſſement du ſurplus de la propoſition dudit Sieur Petkum, ils avoient repréſenté, apuïant la choſe de bonnes raiſons, que les ſuſdits Sieurs Plenipotentiaires ayant propoſé un partage, & l'ayant reduit à la Sicile & à la Sardaigne, on avoit toûjours été, & on étoit encore, du côté des Hauts Alliez, dans la perſuaſion, que le veritable ſens de cette propoſition étoit, qu'au cas qu'ils vouluſſent s'expliquer là-deſſus, les Articles Préliminaires alors devroient reſter en leur entier, tant le XXXVII. que tous les autres, que la France avoit déclaré devoir ſubſiſter, avant qu'on eût repris cette Negotiation, & que par conſequent l'Eſpagne & les Indes, avec ce qui en depend, devroient être reſtituez en conformité des Préliminaires, ſavoir dans le tems, qui y eſt exprimé, ou dans tel autre, dont on conviendroit, & que cela ne ſe faiſant pas, ce qui y eſt ſtipulé auroit lieu, ſavoir que la ſuſpenſion d'armes ceſſeroit; Que ce Point de la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes, avec ce qui en depend, étant le fondement, & le Point eſſentiel de la Negociation, on ne pouvoit pas du côté des Alliez demeurer dans aucune incertitude à cet égard, ni ſe contenter de paroles & de promeſſes, ſans être ſûr que l'effet s'en enſuivroit; Que pour cela ils pretendoient qu'on devoit leur donner là-deſſus une declaration préciſe, avant que de pouvoir s'expliquer ſur le partage propoſé; mais que lorſqu'ils ſeroient éclaircis & confirmez à cet égard, ils faciliteroient les voyes pour terminer tout le reſte & le mener à une bonne fin. Qu'entre les moyens, qui pourroient ſervir à faciliter l'affaire, celui-ci en pourroit être un, qu'en cas que le Roi de France ne pût pas perſuader ſon Petit-Fils, à quitter & rendre l'Eſpagne & les Indes, ſuivant les Préliminaires, mais qu'il lui fallût pour cela uſer de voyes de contrainte, en ce cas-là, les Alliez feroient agir auſſi leurs Troupes, qui ſont en Eſpagne & en Portugal, à cet effet, durant le tems limité pour la ceſſation d'armes, ou durant celui dont on conviendroit encore, quoi que ſuivant les Préliminaires, ils n'y fuſſent pas obligez, mais y ſatisferoient en demeurant dans l'inaction; Que du côté des Alliez ayant trouvé neceſſaire de s'expliquer ainſi clairement & preciſément & de demander une explication de même de la part de la France, les ſuſdits Sieurs Plénipotentiaires s'étoient chargez de recrire en Cour, ce qui leur avoit été propoſé; ſur quoi ils viennent d'envoyer préſentement la réponſe, contenue dans leur Lettre ci-deſſus mentionnée. Il eſt notoire & inconteſtable qu'avant que d'entrer en aucune Negociation, que pendant qu'on a traité des Préliminaires, & par les mêmes Préliminaires, qu'avant qu'on ait repris cette derniere Negotiation, & pendant toute ſa durée, la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes a toûjours été poſée pour le fondement ferme & inébranlable de la Negociation, & qu'il ne reſte aucune queſtion à cet égard, ſinon que les Hauts Alliez prétendent qu'on leur donne une entiere ſureté; que ce fondement, une fois poſé, demeure ferme, & ne ſoit point renverſé, & que ce qui leur a été promis à cet égard, dès le commencement & ſans difficulté, ſorte ſon plein effet, ou pour le moins qu'on leur donne une ſureté auſſi grande, que celle qu'ils croyent avoir par le trente-ſeptiéme Article des Préliminaires, ce Point eſſentiel étant de ſi grande importance, que ce ſeroit agir contre toute ſorte de prudence & de raiſon, que de conſentir qu'il reſtât le moindre doute là-deſſus. Il eſt, ſemblablement, clair & évident, que les Hauts Alliez ſont en droit de demander pour la Maiſon d'Autriche la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes, & de ce qui en depend, non ſeulement du Duc d'Anjou, comme en ayant la poſſeſſion, mais principalement du Roi de France, comme de celui, qui contre une Renonciation, & des Traitez ſolemnels, les a occupez de la maniere qu'on ſait, & qui par conſequent eſt obligé de les reſtituer; ſans que l'impoſſibilité alleguée l'en puiſſe exempter; car outre que cette impoſſibilité, dont on ne convient nullement, ne pourroit avoir d'autre cauſe que le propre fait dudit Roi, en mettant ſon Petit-Fils en état de ſe maintenir contre ſa volonté dans la poſſeſſion où ſadite Majeſté l'a mis, par où l'obligation de ſadite Majeſté ne ſeroit en aucune maniere amoindrie, perſonne ne ſe laiſſera facilement perſuader, que le Petit-Fils de ſadite Majeſté, qui hors de l'Eſpagne n'a aucun apui ni reſſource, qu'auprès de ſadite Majeſté, pût ou oſât s'engager à retenir l'Eſpagne & les Indes, ſi ſadite Majeſté veut de bonne foi & ſerieuſement lui declarer ſa volonté à cet égard, & lui en faire ſentir les effets en cas de beſoin, particulierement lors que les Hauts Alliez y concourreront pendant le tems de la Treve. Cela eſt ſi évident, qu'il n'eſt pas concevable, comment autrement le Roi Très-Chrêtien auroit pû ſans difficulté promettre la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes, même avant que d'entrer dans la premiere Negociation, comment il auroit pû la poſer pour le premier fondement, & ſur lequel tout a depuis été conſtruit, ni comment on pourroit avoir une autre opinion, que celle-ci, ſavoir que ſadite Majeſté a fort bien ſû la volonté & l'intention de ſon Petit-Fils, de ſe deſiſter de l'Eſpagne & des Indes, ou qu'il connoiſſoit les moiens de l'y contraindre, s'il étoit néceſſaire, puis qu'autrement il s'enſuivroit, que ſadite Majeſté dès le commencement auroit voulu amuſer les Hauts Alliez, & les flater, en leur promettant une choſe ſi eſſentielle, qu'il n'auroit point été en volonté ni en pouvoir d'effectuer, ce qui n'eſt point à préſumer, ſans qu'on voulût douter de ſa bonne foi, d'autant moins que dans une Conference tenuë ici l'année paſſée avec les Miniſtres de France, l'un d'eux dit; que le Roi PHILIPPE ſeroit peut-être à Verſailles plûtôt que lui, preuve évidente, qu'on ne doutoit alors nullement à la Cour de France d'une choſe; qu'on veut aujourd'hui faire paſſer pour impoſſible, & qu'on étoit bien perſuadé qu'en tout cas la choſe ne dépendoit que de la volonté ou du pouvoir de ſa Majeſté Très-Chrêtienne; il ſuit donc inconteſtablement de tout ceci, que dans la derniere Conference leſdits Sieurs Députez n'ont rien demandé de la part des Hauts Alliez, que ce qui dès le premier commencement, & dans la ſuite, a toûjours été poſé pour fondement, que ce qu'ils ont pu demander avec juſtice, & que ce que la France étoit en pouvoir d'effectuer, & que par conſequent ce qui eſt allegué dans cette Lettre, & qui y eſt repeté ſi ſouvent, ſavoir que les propoſitions faites par les Sieurs Deputez dans la derniere Conference ſéroient nouvellement inventées, injuſtes & impoſſibles dans leur execution, n'a aucun fondement, puis que la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes, avec ce qui en depend, hormis ce dont on conviendroit autrement, a toûjours été demandé avec raiſon, dès le commencement juſques à la fin, & n'a pû être propoſé de la part de la France, que comme une choſe poſſible, & qu'elle a été réputée telle, & l'eſt encore par les Alliez. Enſuite, il eſt très facile de détruire ce qui eſt allegué en pluſieurs endroits de cette Lettre, ſavoir que leſdits Sieurs Députez auroient ſouventefois varié, ſe ſeroient contredit dans de differentes propoſitions, en auroient fait de contraires aux Articles IV. & V. des Préliminaires, & ſe ſeroient retractez en un tems de ce qu'ils auroient propoſé en un autre, & pluſieurs autres choſes ſemblables, qui y ſont déduites d'une maniere odieuſe; car il paroît par ce qui a été dit ci-deſſus, que leſdits Sieurs Députez ont toûjours eu cette penſée, & n'ont pû en avoir une autre que celle-ci, ſavoir, que la propoſition d'un partage, fait de la part de la France, le fut dans le ſens, & dans l'intention, que ſi on pouvoit s'accorder là-deſſus, on leveroit par là toutes les difficultez, qui ſe ſont rencontrées juſques à preſent dans l'execution des Articles Préliminaires, & qu'en même tems on préviendroit celles qui conſiſtoient à prendre des meſures mentionnées dans l'Article IV., leſquelles meſures auſſi n'auroient pû avoir lieu qu'au cas que cet Article pût être ſéparé du XXXVII., ce qui pourtant n'eſt pas dans le cas non attendu, que le Duc d'Anjou ne voulût pas quitter l'Eſpagne, & que la France, après avoir emploié à cette fin deux mois inutilement, eût eu beſoin de l'apui des Alliez, pour lui faire abandonner non ſeulement l'Eſpagne & les Indes, mais auſſi toute la Monarchie, ſans le moindre démembrement; qu'à l'occaſion, qu'y donnerent leſdits Sieurs Plenipotentiaires dans la penultiéme Conference, on avoit bien parlé, ſi l'on ne pourroit point trouver des moiens propres pour aſſurer aux Alliez la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes plus efficacement, mais leſdits Sieurs Députez ne ſe ſont jamais departis pour cela de leur premier ſentiment, qui étoit que la propoſition d'un partage avoit été faite pour faciliter ladite reſtitution,

ANNO 1710.

&

ANNO 1710.

& pour executer, à la faveur du partage proposé, les Articles Préliminaires en toutes leurs parties ; mais les discours tenus sur ce sujet ayant donné lieu d'aprehender, que l'intention de la France ne pût bien être autre, cela a donné occasion d'en demander l'éclaircissement, & d'expliquer nettement dans la derniere Conference la pensée des Alliez à cet égard, sans que pour cela on puisse dire desdits Sieurs Députez, qu'ils ayent varié, & se soient contredit, & retracté, comme on les en accuse, puis qu'ils se sont toûjours tenus au principal Point, sçavoir la seureté, que doivent avoir les Alliez à l'egard de la restitution de l'Espagne & des Indes ; pareillement tout ce qu'on allegue de la pretenduë variation des Alliez, suivant les evenemens de la Guerre, & la facilité que la France apportoit à la Paix, est destitué de tout fondement, aussi bien que les preuves qu'on en aporte ; car on n'a point de connoissance, & l'on n'avouë nullement du côté des Alliez, que l'année derniere ils auroient regardé comme une injure, qu'on les crut capables de demander au Roy de France d'unir ses forces aux leurs, cela n'ayant jamais été allegué, ni l'année precedente, ni celle-cy, dans aucune des Conferences, que si quelque chose a pû être dit hors de là, cela ne peut tirer à aucune consequence : Et certainement si l'on avoit été porté à quelques variations, suivant les évenemens, ce qui s'est passé depuis l'ajustement des Preliminaires, comme la conquête de la Ville & Citadelle de Tournay, la Victoire de Malplaquet, la reduction de Mons, le passage des Lignes auprès de la Scarpe, & la prise de Douay, auroient assés donné lieu. Quant à ce que lesdits Sieurs Plenipotentiaires s'étendent en plusieurs endroits de leurdite Lettre sur la dureté des conditions, en ce qu'on voudroit, que le Roi leur Maître fit seul la Guerre à son petit-Fils, & qu'au cas que dans deux mois la restitution de l'Espagne & des Indes ne fût point entierement faite, la Trêve cesseroit, quoi que le Roi de France eût executé toutes les autres conditions des Preliminaires ; il est à remarquer, que ce qui est dit en un endroit, savoir que le Roi devroit faire seul la Guerre à son petit-Fils, se contredit dans une période suivante un peu plus bas, où il est dit, que les Troupes, que les Hauts Alliez ont en Portugal & en Catalogne, concourront avec celles de la France, pendant l'espace de deux mois ; car encore qu'on y ait ajouté, que cela ne seroit que comme une grace, ainsi qu'on a jugé à propos de l'exprimer, pour rendre odieuse une facilité, que les Alliez ont bien voulu aporter, & qu'après ce terme expiré ; ces mêmes Troupes des Alliez cesseroient d'agir ; neantmoins il est constant que ce seroit, un assez considerable secours, pour ledit tems de deux mois, ou pour tel autre plus long terme, dont on pourroit convenir, & qu'on ne peut pas trouver extraordinaire, que ces Troupes ne pourroient agir plus long tems, puis qu'après ce terme la Treve seroit expirée ; outre cela lors qu'on se plaint de la dureté qu'il y auroit à charger le Roi Tres-Chrêtien seul, d'effectuer la restitution de l'Espagne & des Indes, il ne paroît pas, qu'on ait fait attention à la dureté qu'il y avoit, quand sadite Majesté s'est emparé aussi seul de toute la Monarchie d'Espagne, & quand il a mis le reste de l'Europe dans le danger d'être emparé de même. Mais au fond la chose étant bien considerée, on ne trouvera pas qu'il y ait en cela plus de dureté, que celle qui se rencontre dans tous les Contracts ou Traités, qui portent quelques restitutions, & particulierement dans ceux, où il s'agit de restitutions de choses qu'on possede injustement ; cependant on peut assez présumer de la situation, où sont les affaires d'Espagne, qu'il ne couteroit pas beaucoup à sadite Majesté le Roi Très-Chrêtien d'obliger, soit par la voye de la persuasion, soit par celle de la contrainte, son Petit-Fils à la restitution de l'Espagne & des Indes, pour peu que sa Majesté voulût s'y employer sincerement, & que son Petit-Fils, & la Nation Espagnole fussent bien persuadez, que veritablement ce seroit l'intention & la volonté serieuse de sadite Majesté. Davantage, il n'y a pas plus de dureté, que toute celle qui se rencontre dans toute autre Convention & Traité, en ce que le tems limité pour la restitution de l'Espagne étant expiré, la Treve cesseroit ; car comme les Hauts Alliez auroient raison de prendre pour une infraction du Traité, si quelques Villes, dont on auroit stipulé la cession, n'étoient point livrées dans le tems prescrit, & de la poursuivre par les armes ; il est encore bien plus juste & raisonnable, que si un Article aussi important, que celui de la restitution de l'Espagne & des Indes, venoit à n'être point executé, pendant le tems stipulé, ils seroient en droit de reprendre les armes, pour obtenir le Point le plus essentiel de tous ceux dont on seroit convenu, & l'on ne pourroit compter pour une dureté, que les Alliez, dans un tel cas, se servissent de toutes leurs forces. De plus les Hauts Alliez ont d'autant plus de raison d'insister à ce que la France effectuë la restitution de l'Espagne & des Indes, dans le tems prescrit, qu'il a paru assez clairement par le discours d'un des Sieurs Plenipotentiaires, que quand même il faudroit en venir à joindre les forces pour se faire faire cette restitution, on formeroit, ou on pourroit former tant d'obstacles dans l'execution, qu'on ne pourroit jamais en venir à bout, ayant fait entendre, qu'il faudroit auparavant examiner & regler, combien de forces de terre chacun devra contribuer, si on agira conjointement ou separement, le nombre des Troupes que chacun y contribuera, comment & où les emploier, de combien de Vaisseaux on aura besoin, où on les emploiera, qui aura le commandement, tant de celles de Terre que de celles de Mer, & qui le donnera, quelle instruction il faudra qu'ils ayent, & par qui elle sera formée, & plusieurs autres semblables difficultez, par où on a pû comprendre, qu'on pourroit en faire tant naître, que jamais on n'en verroit la fin. On allegue bien dans ladite Lettre que la France, & pour elle les Sieurs Plenipotentiaires avoient consenti à tout ce qui leur avoit été proposé, & qu'ils n'ont jamais varié, ni ne se sont retractez d'aucune chose ; mais il est difficile de deviner, en quoi consiste cette grande facilité ; ils n'ont même encore jamais consenti à déclarer la Guerre à l'Espagne, en cas de refus du Duc d'Anjou de s'en desister, ce qui leur a été néanmoins proposé. Et étant venu ici pour traiter d'un équivalent sur le XXXVII. Article des Préliminaires, après avoir auparavant promis, qu'ils se tiendroient à tous les autres Articles, eux-mêmes ils ont proposé un partage, pour servir d'équivalent, & l'ont réduit à la Sicile & la Sardaigne, & à cette heure, qu'on leur demande de déclarer positivement, si donc les Articles Préliminaires seroient signez & executez, afin que de la part des Alliez on pût s'expliquer sur leur proposition, ils prennent cette demande pour un dessein de rompre les Conferences, ce qui est bien loin de cette facilité qu'on prône tant, & d'avoir consenti à tout, sans aucune variation ni retractation. Sans doute le monde devra être étonné, qu'après que la France a declaré iterativement, que tous les Articles Preliminaires subsisteroient, excepté le XXXVII., & offert ci-devant en la place de celui-ci, pour la sureté de l'execution des susdits autres Points preliminaires, trois Villes d'ôtage aux Païs-Bas, (lesquelles n'ont pû être acceptées, comme ne pouvant pas exempter les Alliez d'une guerre particuliere avec l'Espagne, pendant que la France de son côté jouïroit de la Paix) & en suite pour lever cette derniere difficulté, proposé un partage, qu'elle a restreint elle-même à la Sicile & Sardaigne, comme un moyen propre à persuader le Duc d'Anjou de restituer l'Espagne & les Indes : Qu'après tout cela la France étant sommée de se declarer sur l'execution des Points Preliminaires, afin que les Hauts Alliez se pussent expliquer sur la proposition qui leur étoit faite, elle prend cette sommation, pour un dessein formé de rompre la Negotiation, comme il a été dit plus haut. Que la France pretende que les Hauts Alliez, au lieu de tous les Preliminaires, excepté le XXXVII. Article, & les Villes d'ôtage dans les Païs-Bas, qui leur ont été offertes, se contenteront à present des susdits Articles Preliminaires, aussi sans le trente-septiéme Article, sans les Villes d'ôtage, & de plus en laisseront deduire la Sicile & la Sardaigne, laissant la restitution de l'Espagne & des Indes aussi incertaine comme auparavant, & qu'elle veuille faire valoir cela, comme s'ils avoient consenti à tout, sans aucune variation, ou retractation, accusant les Hauts Alliez d'injustice & d'obstination, parce qu'ils ne veulent pas accepter une si belle proposition ; & ne craigne pas d'invoquer là-dessus, avec une humilité aparente, la protection Divine, pour imputer aux Alliez les calamitez publiques & l'effusion de tant de sang Chrêtien, dont cependant l'occupation de la Monarchie d'Espagne, &

ANNO 1710.

de ce que le Duc d'Anjou detient encore, eſt la grande cauſe ; leſquelles calamitez & effuſion de ſang ils peuvent faire ceſſer ſur le champ en reſtituant ce qu'ils ont envahi contre la bonne foy des Traitez les plus ſolemnels. Il paroît clairement de toute la conduite de la France, en cette rencontre, que les propoſitions d'un partage, comme auſſi celles de regler prealablement des demandes ulterieures, reſervées dans les Preliminaires, qu'ils avoient avancées auparavant, n'ont été faites à d'autre fin, que pour ſemer & faire naitre, s'il étoit poſſible, de la jalouſie & de la desunion entre les Alliez, pour parvenir ainſi plus facilement à ſes fins, leſquelles ſont, comme il paroit clairement, de retenir l'Eſpagne & les Indes, quoi que la reſtitution, qui s'en doit faire, ait été poſée pour le premier fondement de toute la Negociation ; & comme ces propoſitions n'ont eu ſans doute d'autre fin que la deſunion des Alliez, on trouve dans ladite Lettre pluſieurs paſſages (qu'on pourroit bien attendre d'ennemis, mais nullement de Perſonnes envoyées pour le retabliſſement de la Paix) qui paroiſſent n'avoir été inventés, que pour donner de mauvaiſes impreſſions aux Sujets tant de l'Angleterre, que de l'Etat, contre le Gouvernement, comme ſi ceux, qui y ſont à la tête, & les Chefs des Alliez, ſeroient la cauſe de la continuation de cette onereuſe & ſanglante Guerre ; mais la cauſe en eſt trop bien prouvée ci devant, pour qu'ils puiſſent eſperer que ces inſinuations affectées & odieuſes faſſent quelque impreſſion ſur l'eſprit des Nations, qui reſpirent une douce liberté, qui ne portent les charges de la Guerre que pour defendre cette precieuſe liberté, & dont le jugement n'eſt point corrompu par un long eſclavage & une longue oppreſſion, comme celui d'autres Peuples, auxquels ſans cela les Alliez pourroient avec bien plus de raiſon s'en raporter, comme à ceux qui ſentent combien cherement leur coute l'avidité de dominer ſur les Voiſins. Enfin, les ſix jours, que leſdits Sieurs Plenipotentiaires ont ſeulement employé pour fournir cette reponſe, & qu'ils ſemblent vouloir faire valoir comme une marque de ſincerité, pour ne pas amuſer les Alliez, paroit bien plûtoſt être une preuve d'une reſolution deja priſe & toute preparée à rompre les Conferences ; & ils ont tort de vouloir inſinuer, comme ils font dans plus d'un endroit de la Lettre, comme ſi le terme de quinze jours leur avoit été preſcrit, car les Srs. Deputez ont bien demandé qu'ils vouluſſent procurer une promte reponſe, mais ils ne leur ont preſcrit aucun terme, au contraire lors qu'il leur fut demandé, s'ils en vouloient preſcrire un, ils leur ont civilement dit, que non, & que les Conferences ayant deja ſi long tems duré, que quelques jours de plus ou de moins ne ſeroient pas une affaire. Quant à la plainte, que font les Srs. Plenipotentiaires, pour ce qui les regarde en particulier, ſavoir un pretendu mépris de leur caractére, l'impreſſion & la publication de Libelles injurieux, l'ouverture de leurs Lettres, l'empêchement des viſites qu'on vouloit leur rendre, & leur demeure, comme s'ils avoient été dans une eſpece de priſon ; il eſt à conſiderer, que les ſuſdits Srs. Plenipotentiaires, ſuivant ce dont on étoit convenu enſemble, ſont venus ſans caractére, pour traiter incognito & ſans ceremonie ; que c'eſt auſſi pour cette raiſon qu'aucun Ceremoniel n'a été obſervé de part ni d'autre ; qu'au reſte on a eu toute ſorte de conſideration pour leur naiſſance, leur qualité & leur merite, ſans qu'on ſache ni qu'on puiſſe deviner, ſurquoi peuvent tomber les plaintes qu'ils font ſur ce ſujet ; qu'on ne ſait pas non plus ce qu'on veut dire par les Libelles injurieux, dont on ſe plaint ; ces ſortes de Libelles étant deffendus dans ce Païs tres-ſeverement, & quoi que cela n'empêche pas, qu'ici, comme ailleurs, il ne s'en repande quelques uns, neanmoins le Gouvernement les condamne, & lors qu'on en découvre les Auteurs & les Imprimeurs on les punit conformement aux Loix : qu'on n'a jamais entendu, & qu'on n'a point de connoiſſance que du grand nombre de Couriers, que les Sieurs Plenipotentiaires ont reçu & depêché, & par leſquels ſans doute ils ont envoyé & reçu leurs Lettres les plus importantes, on en ait retenu aucun, ni qu'on ait intercepté les Lettres qu'ils ont envoyé par les Ordinaires ; qu'on n'a jamais empêché perſonne d'aller auprès des Sieurs Plenipotentiaires, & qu'on n'a pas donné d'ordre non plus de s'informer qui venoit auprès d'eux ; mais que dans toutes les Villes Frontieres, l'uſage voulant que perſonne n'y entre, à moins qu'il ne ſe donne à connoître à la porte & au Commandant, & que cet uſage n'ayant pas diſcontinué pendant le ſejour des ſuſdits Sieurs Plenipotentiaires à Geertruydenberg, on ne doit pas le trouver étrange ni s'en formaliſer ; que ſi quelqu'un a été retenu de les aller voir ; parce qu'il craignoit d'être connu, on ne peut pas pour cela dire, qu'on ait empêché de leur rendre viſite, & l'on ne pourroit certainement point être blâmé, ſi craignant qu'ils ne decouvriſſent des choſes qu'on vouloit tenir cachées, on l'auroit prevenu : qu'enfin on ne peut pas nommer une eſpece de priſon une Ville, où leſdits Sieurs Plenipotentiaires ſont convenus de faire leur reſidence, & laquelle ils ont preferée à Anvers, qui eſt une grande & belle Ville. Toutes leſquelles raiſons les ſuſdits Sieurs Miniſtres des Hauts Alliez, & les Sieurs Deputez de leurs Hautes Puiſſances, ont crû qu'il ſeroit bon qu'elles fuſſent envoyées à leurs Principaux, avec la Lettre deſdits Sieurs Plenipotentiaires & la Reſolution priſe à ce ſujet par leurs Hautes Puiſſances le vingt-troiſiéme de ce mois, qu'ils s'étoient reciproquement exhortez, puis que l'ennemi avoit ainſi rompu la Negotiation qui ſe faiſoit pour parvenir à une Paix bonne & generale, & qu'ainſi il ne reſtoit rien autre choſe à faire qu'à continuer & pouſſer la Guerre avec vigueur, d'employer chacun tous les meilleurs offices auprès de leurs Principaux, afin qu'on ne neglige rien de ce qui eſt à faire ; mais qu'au contraire chacun faſſe tous les efforts poſſibles. Surquoi ayant été deliberé, il a été trouvé bon & arrêté, qu'il ſera de ce que deſſus donné connoiſſance aux Etats des Provinces reſpectives, & qu'il leur ſera envoyé Copie de la ſuſditte Lettre & de la Reſolution du vingt troiſiéme de ce mois priſe à ce ſujet, & qu'il leur ſera en même tems repreſenté, que puis qu'il paroit par l'évenement, que les ennemis n'ont eu aucune intention ſincere de traitter la Paix ſerieuſement, ni de reſtituer l'Eſpagne, & les Indes ; mais qu'ils ont rompu les Conferences, ſans laiſſer aucun ſujet de déliberation pour les continuer ou diſcontinuer, & que par ainſi il n'y a plus qu'à pouſſer la Guerre vigoureuſement, leurs Hautes Puiſſances ne doutent nullement, que les ſuſdits Seigneurs Etats ne mettent en uſage d'une maniere cordiale, conſtante & unanime, tous les moyens poſſibles & imaginables pour avancer la cauſe commune, dans l'eſperance que Dieu continuera d'y donner ſa benediction, & que par ſa bonté & ſon aſſiſtance les ennemis ſeront reduits à prendre de meilleurs ſentimens.

Qu'en outre leſdits Sieurs de Randwick, & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangeres, ſeront requis & commis, comme ils le ſont par ces preſentes, d'entrer de nouveau en conference avec les Miniſtres des Hauts Alliez pour deliberer de quelle maniere & par quels moyens la Guerre pourra être pouſſée par-tout avec le plus de vigueur & du tout faire raport à l'Aſſemblée.

*Etoit paraphé*,

E. v. ITTERSUM, vt.

*Plus-bas*,

S'accorde avec ledit Regiſtre.

*Signé*,

F. FAGEL.

## XCVIII.

*Convention entre l'Empereur* JOSEPH, *la Reine de la Grande-Bretagne* ANNE *& les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour aſſembler des Troupes pour la conſervation de la Neutralité dans l'Empire. A la Haye le* 4. *Août.* 1710. 4. Août.

QUANDOQUIDEM Sacra Cæſarea Majeſtas, Sacra ſua Regia Majeſtas Regina Magnæ Britanniæ & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii, ſcripto per Plenipotentiarios & Deputatos ſuos die 31. Martii anni currentis

ANNO 1710.

tis 1710. hic Hagæ-Comitum signato, testati sunt & declaraverunt, quantoperè ipsis quietis & tranquillitatis in Terris Imperii conservatio respectu belli quod in Septentrione geritur, cordi sit; quâ in re sua Sacra Regia Majestas Rex Borussiæ, Serenitates suæ Electorales Palatini & Brunsvico-Luneburgensis & Celsitudo sua Episcopus & Princeps Monasterienſis accedentes ad dictam declarationem se se cum illis conjunxerunt. Cumque Cæsarea Majestas sua, Regia sua Majestas Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales Uniti Belgii, non tantum hanc declarationem tuendam esse persuasissimum habeant, sed & præterea non in hâc acquiescendum esse, quod hæc declaratio facta sit, verum incundas esse vias & media quibus finis propter quem hæc declaratio facta est, assequi queat, summoperè necessarium ducant. Itaque Plenipotentiarii & Deputati altè memoratæ Cæsareæ suæ Majestatis, Regiæ suæ Majestatis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium, communicatis cum Ministris & Plenipotentiariis Regis Borussiæ, Electorum Palatini, Brunsvico-Luneburgensis, & Episcopi & Principis Monasterienſis, quemadmodum etiam cum Ministris & Plenipotentiariis Electoris Moguntini, & Ducum Brunsvici & Luneburgi in Wolfenbuttel, Megalopolis & Landtgravii Hassiæ Cassellani, qui se quoque in hâc causâ cum illis conjunxerunt; statuerunt & decreverunt quantocius fieri poterit, 15. vel 16000. militum certo in loco congregandum esse pro tuendâ declaratione de die 31. Martii hujus anni & pro conservandâ quiete & tranquillitate Imperii modo in eadem declaratione explicato.

| | *Equites*, *Pedites*. |
|---|---|
| Ad coadunandum & constituendum modo indicatum exercitum contribuent sua Cæsarea Majestas binas Equitum turmas (*Regimens*) singulas mille Equitum. | 2000. |
| Regina Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales duodecim Cohortes (*Bataillons*) quarum singulæ septingentorum Peditum. | 8400. |

Cæterum certa spes concipitur, cæteros quoque Principes qui Declarationi antedictæ accesserunt vel Neutralitatem Imperii sibi cordi esse ostenderunt, ad componendum eundem Exercitum copias collaturos modo sequenti.

| | |
|---|---|
| Rex Borussiæ turmam quingentorum Equitum & tres Cohortes septingentorum Peditum singulas. | 500. - - - 2100. |
| Elector Moguntinus cohortem unam. Elector Palatinus turmam (*Escadron*) Equitum unam, & Cohortes binas. | 500. - - - 2100. |
| Elector Brunsvico-Luneburgensis turmam quingentorum equitum, & Cohortes septingentorum peditum tres. | 500. - - - 2100. |
| Episcopus Princeps Monasterienſis Cohortem pari numero septingentorum peditum. | 700. |
| Dux Brunsvico-Luneburgensis in Wolfenbuttel Cohortem peditum septingentorum. | 700. |
| Dux Megalopolitanus itidem Cohortem singulam. | 700. |
| Princeps Hesso-Cassellanus Cohortem unam. | 700. |

Hunc in finem ulterior hæc declaratio cum illis communicabitur, requiranturque ut eidem accedere velint, quemadmodum & ad accessionem parem certo cum militum numero invitabuntur alii quoque Principes, quorum Neutralitatem in Imperio servari æquè interest.

Omnes hæ turmæ & Legiones in locis proximis & idoneis constitutæ, paratæ teneantur, ità ut absque morâ se versus Oderam vel Albim, vel aliam in Regionem, prout res exiget, movere, & in unum Corpus coalescere queant.

Unusquisque Copias suas propriis sumptibus & impensis mittet & alet, Cohortes quas quilibet mittet tormentis minoribus cum omnibus eo requisitis munitæ erunt.

Quoniam Electores, Principes & Status Imperii in Comitiis Ratisbonensibus, Conclusis & Decretis suis à Cæsareâ suâ Majestate confirmatis etiam pro conservandâ quiete & Neutralitate in Terris Imperii relativè ad bellum quod in Septentrione geritur, mentem suam explicaverunt & se ad eandem tuendam paratos fore declaraverunt, Sacra sua Cæsarea Majestas eosdem Electores, Principes & Status conjunctim atque Directores & Status Circulorum in specie, modo quem efficacissimum fore judicaverint, ad augendum, si opus fuerit, antedictum Copiarum numerum & ad suppeditanda quævis necessaria, quibus ad rem benè agendam Exercitus instructus esse debet admovebit & exhortabitur.

ANNO 1710.

Cæsarea sua Majestas Civitates Imperiales Lubecum, Hamburgum, aliasque quibus æquum ipsi videbitur, itidem exhortabitur & impellet, ut tormenta cum munitionibus ad illa dirigenda aptis conferant.

Cæterum Principes quibus quies & tranquillitas Imperii curæ cordique est, successu temporis & quavis datâ occasione Consilia inter se conferent, ut unâ porrò statuant atque decernant quæcumque ad conservandam, tuendamque eandem quietem & tranquillitatem in Terris Imperii ad normam in declaratione ante memoratâ enunciatam, utilia vel necessaria erunt.

In horum omnium fidem nos infrascripti Sacræ Cæsareæ Majestatis, Sacræ Regiæ Majestatis Reginæ Magnæ Britanniæ & Celsorum ac Præpotentum Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Plenipotentiarii & Deputati ulteriorem hanc Declarationem manu nostra subscripsimus & Sigilla nostra apposuimus.

*Signatum*,

(L.S.) PHILIPPUS LUD. *Comes à* SINZENDORFF.

(L.S.) TOWNSHEND.

(L.S.) J.B. van RANDWICK.

(L.S.) ALARD MERENS.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) C. van GOSLINGA.

(L.S.) E. van ITTERSUM.

(L.S.) A. van NIEVEEN.

*Hagæ Comitum, die* 4. *Augusti*. 1710.

## XCIX.

*Excerptum è Libro Decretorum Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium* UNITI BELGII, *pro ulteriori Explicatione, Neutralitatis in Septentrione servandæ.* 11. Août.

*Die* 11. *Augusti* 1710.

DELIBERATIONE institutâ & considerato die 4. mensis currentis signatum fuisse à Plenipotentiariis & Deputatis Sacræ Cæsareæ Majestatis, Sacræ Regiæ Majestatis Reginæ Magnæ Britanniæ & Celsorum ac Præpotentum Dominorum Ordinum Uniti Belgii unam Declarationem de certo Copiarum numero congregando ad tuendam priorem Declarationem die 3. Martii proximè præteriti factam & ad conservandam quietem & Neutralitatem in Terris Imperii, modo in hâc priore declaratione explicato, attentoque ne quid ambiguitatis vel obscuritatis in verbis posterioris Declarationis remaneat, elucidatione majori opus videri: itaque postquam ea de re communicatum fuit cum Plenipotentiariis Sacræ Cæsareæ Majestatis ac Reginæ Magnæ Britanniæ, visum & decretum est; secundum Declarationem die 31. Martii præteriti factam, hisce iterum declarare, quietem & Neutralitatem Imperii, de quâ mentio fit in posteriore declaratione, ità intelligendam, nè Copiæ Regis Sueciæ in Pomerania, aliisque Ditionibus Imperii degentes, in Poloniam redeant, nec actus ullos hostiles contra ullum, quisquis ille fuerit, nec intrà nec extra limites Imperii, toto Ducatu Slesvicensi, & Jutlandiâ in illo comprehensis, committant; & ne pari quoque modo Copiæ Regis Daniæ in Jutlandiâ, Ducatu Slesvicensi & Ditionibus Imperii degentes, actus ullos hostiles contra ullum, quisquis ille fuerit, intra vel extra limites Imperii, Ducatu Slesvicensi in illo compre-

ANNO 1710. prehenſo, committant. Quemadmodum etiam ne Copiæ Czareæ Suæ Majeſtatis, Regi Daniæ in auxilium forſan mittendæ per Terras Imperii tranſeant; verum ut omnes & ſingulæ Imperii Ditiones, reſpectu partium in Septentrione belligerantium, ab omni tranſitu Copiarum, immunes maneant, & perfectâ Neutralitate gaudeant ita, ut in Declaratione 31. Martii expreſſum fuit.

C.

22. Août. — 2. Sept. *Memoire de* M. MATUEOF *Ambaſſadeur, de Moſcovie ſur la Neutralité de l'Empire, preſenté aux Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *le* $\frac{22 \text{ Août}}{2 \text{ Septembr.}}$ 1710.

CELSI AC PRÆPOTENTES DOMINI.

INFRASCRIPTUS Suæ Sacræ Czareæ Magnæ Ruſſiæ Imperatoris, Domini ſui Clementiſſimi Legatus Plenipotentiarius recens inſtructus ſpecialibus Suæ Majeſtatis Mandatis, Petropoli die $\frac{30. \text{ Julii}}{10 \text{ Auguſti}}$ datis ſeriem eorundem quâ par eſt cum exiſtimatione Celſis ac Præpotentibus Dominationibus Veſtris exponere officii ſui eſſe duxit. Quod quandoquidem Sua Czarea Majeſtas omnibus Celſis cum Galliâ belligerantibus Fœderatis, in exhibitâ Declaratione Marienverderâ 22. die Octobris immediatè præterlapſi 1709. anni fuſius patefecit, nequaquam ſuo, Celſorumque Suorum Fœderatorum Daniæ, Poloniæque Regiarum Majeſtatum animo ineſſe, in Imperio Romano motus per invaſionem Suecicarum ibi jacentium Provinciarum, ad præjudicium belli contra Galliam, excitare; Tametſi omnia Jura Gentium ac belli ratio pro illis militent: ſub ejuſmodi conditione nihilominus, ut prætacti contra Galliam belligerantes Fœderati, nec non Romani Imperii Ordines, antememoratis in Septentrione bellantibus pariter Fœderatis tantam procurent ſecuritatem, quò minus ex dictis Provinciis aggreſſioni ſubjaceant, ac inde Suecorum copiæ irrumpere in Saxoniam, Daniam vel in Poloniam tentare audeant. Tum etiam nè in iiſdem Provinciis plus militis, ac ad præſidia Arcium requiruntur, tenere fas ſit, nec copias ibidem conſcriptione tyronum aut receptione militum ad ſtipendia multiplicare Suecis liceat. Sin autem Fœderatæ eædem Potentiæ, Suæ Czareæ Majeſtati ſibique fœdere junctis eam ſecuritatem non procuraverint aut quocumque modo hoſtibus illorum opem tulerint, & hos in dictis Provinciis vires ſuas reſumere vel etiam indè invaſionem tentare ſiverint, ex parte Suæ Czareæ Majeſtatis declaratum erat, in tali caſu, eandem Majeſtatem, illiusque Fœderatos invitos hunc hoſtem ſuum ubi locorum potuerint inſequi, vireſque illius diſtrahere conaturos & tunc jam in malam partem illis id non interpretandum iri. Quum etiam ad hanc Suæ Czareæ Majeſtatis Declarationem, altè dictæ contra Galliam belligerantes Fœderatæ Potentiæ prævio communi animi inter ſe conſenſu, nec non accedente Holmiæ à Senatu, qui Regis Sueciæ in abſentia Regiminis faſces gerit, aſſenſu in locum guarantiæ Autographum confecere, quo ſe erga ambas in Septentrione bellantes Partes ad conſervandam mediam conditionem ſeu neutralitatem in Germaniâ obſtrinxere, ac declaravere, quod ſi alterutra diſſidentium Partium abſque ullâ anſâ, Pacta hæc non obſervabit ac in hoſtilitatem erumpet, tum Parti læſæ arma jungent, agreſſori opponent, eundemque ad ſervanda ea impellent. Deinde etiam Sua Czarea Majeſtas hanc Neutralitatem ratihabuit ſub nominatis in primâ Declaratione conditionibus, ac ipſi Legato ſuo hîc Hagæ Comitis id patefacere mandavit. Nunc autem Suæ Czareæ Majeſtati compertum eſt, Suecorum Copias in Pomeraniæ Bremenſique Ducatibus ſubſiſtentes noviter conſcriptis Tyronibus maximè adauctas eſſe, & ſummopere adhucdum numero invaleſcere. Prætereaque in iiſdem Provinciis, Civibus & Colonis aliquot millia virorum pro equitatu & peditatu cogere intimatum eſſe; has etiam Copias armis inſtrui, veſtitu provideri ac ad movenda caſtra, iterque ſuſcipiendum paratas ſtare: Tum quoque innotuit à nonnullis Imperii Principibus, nominatim verò à Duce Holſatiæ Gottorpienſi aliquot millia militum iiſdem in auxilium promiſſa eſſe (prouti jam & publicè divulgatum) quibuſcum inſimul Saxoniam aut Poloniam invadere ſtatutum eſſe Suecis, adque id explendum Benderâ à Rege illorum omninò Mandata veniſſe, utque Copiæ non amplius Holmienſis Senatus, ac Regis, ipſiuſmet & Lezinskii juſſibus obſequantur. Inſuper & certum eſt eundem Regem in Mandatis quæ Miniſtris ſuis miſit, explicaſſe, quod dicto ad conſervandam Neutralitatem confecto autographo non contentus eſt, nec ad omnimodam adimpletionem illius teneri vult. Demum Suæ Czareæ Majeſtati à Legato illius Conſtantinopoli degente certa pervenit notitia, dictum Regem non ob aliam cauſam Benderæ tam diu morari, ut quàm Portam Ottomanam ſub quocumque valet plauſibili prætextu ad Pacis diremtionem cum Suâ Czareâ Majeſtate & Regiâ Poloniæ Majeſtate inducat. Quod & hanc ob rem primò per unum adhærentium ſibi Polonorum Poniatovium, ac paulò poſt per ſic dictum Palatinum Kioviæ Potoccium, Portæ, & ipſemet Benderæ Cano Juſreph Bacha, ſuo & Leſzinskii nomine, ut numeroſa illi Turcarum Tartarorumque manus, ac ſi conductitiorum more detur, ſuiſque ſtipulatus Regnum Poloniæ ingredi, interque Polonos ſeditiones complicare intendit, ut Leſzinskius iterum Throno obtrudatur, qui eodem tempore è Pomeraniâ ad conjungendas copias vireſque per Sileſiam procederet, ibidemque plurimos Suæ Cæſareæ Majeſtatis Sueco velificantes Subditos & Confœderatos Ungaros partibus illius adſciſceret, hoc modo tam Suæ Regiæ Majeſtatis Poloniæ quam & Suæ Czareæ Majeſtatis in Poloniâ ſubſiſtentes auxiliarias Copias obruturus. Dum verò voti hujus compos rederetur, parte unâ hujus exercitus adverſæ ſuæ ad hucdum parti in Polonia & Suæ Czareæ Majeſtati opponenda, altera autem invaſioni Saxoniæ, & ſuſcitando belli igne in Imperio, Franciæ commodo, admovenda. Quodque in gratitudinem hujus auxilii promittit idem Rex Sueciæ una cum Leſzinskio à parte Poloniæ, plurima Portæ Ottomanæ emolumenta, extremo ejuſdem Regni exitio, totiuſque Chriſtianitatis detrimento. Quæ omnia idem Suæ Czareæ Majeſtatis Legatus cum Celſis ac Præpotentibus Dominationibus Veſtris ac Fœderatorum Principibus cum Miniſtris apertè communicare mandata tenet. Ex quibus malignis Suecicis tricis non modo Suæ Czareæ Majeſtati ac ſuis Fœderatis, ſed & toti Orbi Chriſtiano perniciosiſſimis, Celſi Fœderati contra Galliam facilè inferent, utrum eadem Czarea Sua Majeſtas illiuſque Fœderati abſque omni apparatu ad fruſtrandas has machinationes pacifici permanere, hoſtilemque ſui invaſionem parte ab utraque (quam Deus avertere velit) præſtolari poſſunt, innixi tantummodo contextu ex dictionibus generalibus archetypi à parte illorum loco Guarantiæ exhibiti, ſine omni actuali executione; Etenim quantumvis Czarea Sua Majeſtas ſuique diſcrimina hæc, nec non augmentationem virium Suecicarum in Pomerania per ſuos Miniſtros Celſis Fœderatis exponere mandaverunt, deſiderantes, ut adinventione hoc in negotio ſecuritatis morem illis gerere vellent, huc usque effectus non niſi verbis comprobatur.

Eapropter Suam Czaream Majeſtatem neceſſitas premit & conſenſu ſuorum Fœderatorum, Poloniæ, Daniæque Regiarum Majeſtatum, nec deſperantem quin & Sua Regia Majeſtas Boruſſiæ ex nexu Fœderis defenſivi accedat, præſenti declaratione dictis Celſis Fœderatis manifeſtum reddere ſuum deſiderium, ab iiſdem optare, ut irremotè omnia præcavendo, non modo ſcriptim, ſed & actualiter promiſſam exequantur Guarantiam & ſecuritatem efficiant contra ſupradictas, hoſtiles Suecicas in Germania latitantes vires, atque perfectam ità immobilemque Imperio procurent tranquillitatem. Præcipuè verò, ut eædem Suecicæ Copiæ, quamquam à Rege ſuo mandata acceperint, in ſtatu non ſint Poloniæ, Saxoniæ, Daniæque Provincias hoſtiliter invadere contra data promiſſa. Quod ſecùs fieri non poterit, niſi dum à Fœderatis Principibus ad Guarantiam obſtrictis, validis mediis compellentur; quo præter ſufficientia præſidia, quæ ſextis aut ſeptenis millibus Militum (uti fertur) ibidem conſtitui poterunt, plus Militis Sueci in dictis non foret Provinciis, ſuperfluas vero vel ad ſtipendia Celſorum Fœderatorum ducant aut penitus dimittant; nec non ut omnis extranei Principes obligati reddantur, nè ullas Copias illis contra Suam Czaream Majeſtatem ſuoſque Fœderatos ſuppeditent. Viciſſim Sua Czarea Majeſtas ſuo ſuorumque Fœderatorum nomine ſuperiùs dictis Potentiis omnimodam promittit ſecuritatem, ac neque ſe cum propriis Copiis ſæpius memoratas Provincias ingreſſuram, nec ſuis Fœde-

ANNO 1710.

ANNO 1710.

Fœderatis ad id agendum aſſenſuram. Quod ſi autem Celſi ad Guarantiam obſtricti Fœderati, hujusmodi ſecuritatem Suæ Czareæ Majeſtati ſuiſque Celſis Fœderatis procurare boni non duxerint. Tunc obliquè nec pro violatione ſancitæ Neutralitatis recepturi non ſunt, ſi ipſimet integritati ſuæ ac prævention ſupradictarum Regis Succiæ machinationum tempeſtivè conſuluerint ac ad diſſipandas numero accreſcentes Suecorum Copias, nominatas jam Provincias accedere coacti fuerint. Et ob eandem cauſam Suæ Czareæ Majeſtatis Fœderatæ Poloniæ, Daniæque Regiæ Majeſtates ad revocationem Copiarum, quæ nunc illis militant, compellerentur, quia non alio fine quam perneceſſariæ ſibi ſecuritatis comparandæ gratia id agerent; ne ſemetipſos irreparabili deinde committerent diſcrimini ac cunctas rationes ſuas everſioni, dum remoto omni delectu hanc violentam ſui aggreſſionem præſtolarentur. De cætero Sua Czarea Majeſtas pro ſe, ſuiſque Celſis Fœderatis ſpondet, illis non aliquid earundem contra Franciam bellantium Potentiarum, aut Romani Imperii ad præjudicium ſuſcipere, ſed tantum ſecuritatem adinvenire animum eſſe; qui expectabunt ad hanc declarationem, ſine temporis diſpendio categoricam, fidamque voluntatis illorum explicationem & reſolutionem, nè inviti extrema arripere media cogantur. Periculum enim in morâ eſt, & hoſtes Suæ Czareæ Majeſtatis continuò pro loci & temporis rationibus machinationi aut cunctationi incumbendo, ſalutaria ad pacandam tranquillitatem Imperii, Poloniæ & aliarum in Neutralitate comprehenſarum Provinciarum ſæpius jam nominata conſilia eludere ac diù præmeditatum pariter ac ſpecioſis illecebris obumbratum propoſitum in lucem tandem prodere annituntur.

Expoſitis his idem Legatus nihil aliud ad complementum muneris ſui deſiderari credit, quam ut Celſis ac Præpotentibus Dominationibus Veſtris omnia fauſta ac proſpera ex corde apprecans celeriter ad ſupraſcripta ſibi dari Reſolutionem inſtanter expoſcat, quam per proprium Tabellarium voluntati Domini ſui Clementiſſimi conſonè ad Aulam ipſius miſſurus eſt, quique perenniter manebit,

CELSARUM AC PRÆPOTENTIUM DOMINATIONUM VESTRARUM,

*Signatum*,

AN. DE MATUEOF.

*Hagæ-Comitis die* 22. Auguſti / 2. Septembris 1710.

## CI.

9. Sept. *Extrait du Regiſtre des Reſolutions de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, ſur le Memoire precedent.*

*Mardi 9. Septembre* 1710.

OUï le raport des Sieurs Olderſon & autres Deputez de Leurs Hautes Puiſſances ſur les affaires étrangeres qui ſuivant la Reſolution Commiſſoriale du 2. de ce mois courant, ont examiné le Memoire du Sieur Matueof Ambaſſadeur de Sa Majeſté Czarienne de Moſcovie, tendant à ce que les neceſſaires meſures puiſſent être priſes pour la conſervation de la tranquillité & de la Neutralité dans l'Empire & pour prevenir que du côté des Suedois on ne puiſſe, par les Troupes qu'ils ont en Pomeranie, rien entreprendre qui puiſſe faire breche à la Declaration donnée ſur cela &c. Sur quoi aiant été deliberé il a été trouvé bon & arrêté qu'il ſera donné audit Sieur Matueof pour reponſe au dit Memoire: Que Leurs Hautes Puiſſances ſe tenoient obligées à Sa Majeſté Czarienne pour la declaration qu'elle a bien voulu faire donner ici, de ne rien faire qui puiſſe troubler la tranquillité de l'Empire ou aporter aucun préjudice aux Hauts Alliez, engagez dans la Guerre contre la France. Que Leurs Hautes Puiſſances de leur côté & en même temps de celle de leurs Hauts Alliez avoient auſſi tâché d'aſſeurer Sa Majeſté Czarienne & ſes Hauts Alliez que les troupes Suedoiſes qui étoient en Pomeranie ou dans l'Empire, ne retourneroient pas en Pologne, & ne feroient aucune hoſtilité dans ni dehors de l'Empire, y compris tout le Sleſwig & le Jutland; mais que les terres de l'Empire reſteroient dans une parfaite Neutralité par raport à la Guerre du Nord. Et à cet effet les Hauts Alliez, conjoinctement avec les Princes intereſſez dans la tranquillité de l'Empire, avoient paſſé la declaration du 31. de Mars de cette année, laquelle declation Leurs Hautes Puiſſances ſont reſoluës d'accomplir & de maintenir dans toutes ſes parties. Que ledit Sieur Ambaſſadeur eſt averti qu'à cette fin on a depuis peu arrêté un Accord pour aſſembler un Corps de 15. à 16000. hommes, pour être emploié à maintenir en cas de beſoin la tranquillité & la Neutralité. Que Leurs Hautes Puiſſances ont déja deſigné les Bataillons pour leur quote-part d'un tel Corps, & qu'elles ont écrit à Leurs Deputez à l'Armée pour convenir avec les Generaux comment on pouvoit les tenir prêts à une promte marche, comme auſſi de parler avec Monſieur le Prince & Duc de Marlborough ſur les Bataillons qui doivent être à cette fin, fournis de la part de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne: qu'on a auſſi parlé ici aux Sieurs Miniſtres des autres Princes qui doivent donner des Troupes pour ledit Corps, afin de les tenir prêtes, ainſi qu'on a aſſeuré qu'elles l'étoient pour la plus grande partie: Que de plus on concerteroit avec les mêmes de regler tout ce qui peut ſervir au maintien de la tranquillité & de la Neutralité dans l'Empire, conformement à la declaration donnée. Que tant touchant les difficultez qui pourroient être faites de la part des Suedois contre ladite declaration, que touchant celles qui leur ſont déja venuës de la part du Dannemarck, ou ce que celui-ci pourroit encore faire, qui ne fût pas conforme à ladite declaration, Leurs Hautes Puiſſances parleroient & concerteroient avec les Miniſtres des Hauts Alliez, qui ſont intereſſez dans la conſervation de la tranquillité & de la Neutralité dans l'Empire, comment ces difficultez pourront être ôtées ſuivant la raiſon & l'équité, & comment on pourra prevenir les plaintes reciproques. Cependant Leurs Hautes Puiſſances ont le malheur de voir que non ſeulement le Miniſtre ſuffiſamment authoriſé de la part du Roi de Dannemarck, à preſent ici, rend plus mal aiſée la ſolution & le reglement des difficultez reciproques; mais qu'auſſi la declaration du 31. Mars 1710. n'étoit pas encore acceptée de la part du Dannemarck, ce qui cependant devroit & ſeroit neceſſaire pour mieux & fermement aſſurer par-là la tranquillité & la Neutralité dans l'Empire, de la maniere qu'elle eſt reglée dans ladite declaration. C'eſt pourquoi Leurs Hautes Puiſſances prient que de la part de Sa Majeſté Czarienne on puiſſe porter Sa Majeſté de Dannemarck à accepter nettement & ſans reſtriction ladite declaration. Que Leurs Hautes Puiſſances eſperent d'ailleurs, ainſi qu'ils ne peuvent s'attendre autrement de l'affection de Sa Majeſté Czarienne & de ſes Hauts Alliez pour la cauſe commune des Hauts Alliez, engagez dans la Guerre contre la France, que voiant avec quelle ardeur & avec quel ſoin Leurs Hautes Puiſſances auſſi bien que Leurs Hauts Alliez contribuent pour conſerver la tranquillité & la Neutralité dans l'Empire, conformement à ladite declaration du 31. de Mars paſſé, & pour prevenir qu'on n'entreprenne rien au contraire, voudront auſſi de leur côté perſeverer à ne rien faire qui puiſſe réjaillir au préjudice de la cauſe commune deſdits Hauts Alliez. Et un Extrait de cette Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances ſera par l'Agent Roſenboom miſe és mains dudit Sieur Ambaſſadeur Matueof.

## CII.

1. Nov. *Convention entre le Prince* EUGENE DE SAVOYE, *le Prince & Duc de* MARLBOROUGH, *& Meſſieurs les Deputez de L. L. H. H. P. P. pour fournir le pain & fourage aux Troupes Imperiales dans les Païs-Bas. Faite au Camp devant Aire le* 1. *Novembre* 1710. [Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.]

COMME il eſt trouvé abſolument neceſſaire au bien du ſervice que le Corps des Troupes de S.

ANNO 1710.

M. Imp. consistant en trente Escadrons, & huit Battaillons avec deux Regiments des Houssars qui ont servi dans ces Pays la Campagne passée, y demesrent aussy pendant l'Hyver, il est convenu entre S. A. le Prince Eugene de Savoye & S. A. le Prince & Duc de Malbourough avec Messieurs les Deputez de L. L. H. H. P. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, que les Troupes cy-dessus mentionnées demeureront auxdits Pays sous les Conditions suivantes.

1. Qu'on fournira le pain & le fourage complets aux Generaux & à l'Etat Major, de même qu'aux trente Escadrons & huit Battaillons, avec les deux Regiments des Houssars, suivant la specification cy jointe, tandis qu'ils resteront en Quartier d'Hyver. bien entendu que lesdits Quartiers seront de six Mois, commençant le premier du Mois de Novembre present.

2. Que l'Argent provenant des places & portions, du Pain & du Fourage, qui ne seront pas reçuës en nature, seront payées sans faute, delay, ou deduction, à savoir 2997. rations du pain & 1815. rations de Fourage, dont l'importance, comptant pour chaque ration de fourage, à sept sols & demi & celle du pain à un & demi, sera incessamment assignée sur les fonds les plus clairs, qui seront appropriés pour le payement du pain & du fourage, & l'Assignation sera remise entre les mains du Commissorial de Guerre de Sa Majesté Imperiale.

3. Les Troupes observeront le même Reglement que l'Année passée, & jouïront des mêmes douceurs, comme feront aussi les Generaux & l'Etat General.

4. Comme il y a six Escadrons & quatre Battaillons des Troupes de son Altesse Electorale Palatine au service de S. M. Imp. qui ont fait la derniere Campagne dans ces Pays, il leur sera donné le pain & fourage suivant la Specification cy jointe sur le même pied que les Troupes Imperiales doivent recevoir les places & portions du pain & du fourage qu'elles ne prennent point en nature, à condition que son Altesse Electorale fasse fournir auxdites Troupes des quartiers d'Hyver dans ses Etats entre la Meuse, le Rhin, & la Roere.

5. Que toutes les Troupes susmentionnées obeïront aux ordres du General qui commandera en Chef l'Armée des Alliez dans ces Pays, marcheront quand il trouvera que le service le demande, & serviront la Campagne prochaine auxdits Pays sur le même pied que la Campagne passée. Ainsi fait au Camp devant Aire, ce 1. Novembre 1710.

EUGENE DE SAVOYE,

*Le Prince & Duc de* MARLBOROUGH.

## CIII.

30. Nov. *Protestatio* CAROLI XII. *Regis Succiæ circa Fœdus inter Sacram* CÆSAREAM *Majestatem, Serenissimam* MAGNÆ BRITANNIÆ *Reginam, & Dominos Ordines* FOEDERATI BELGII *Generales, atque complures Imperii Principes, pro tuenda tranquillitate Germaniæ initum: Quod nimirum ille nec velit nec possit præfato Fœdere teneri. Dat. ad Urbem Benderam die* 30 *Novembris* 1710. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande.]

QUAM PRIMUM Sacra Regia Majestas inaudivit Sereniſſimum Romanorum Imperatorem, Sereniſſimam Reginam Magnæ Britanniæ atque Celsos & Præpotentes Ordines Generales Uniti Belgii, nec non complures Imperii Principes pro tuenda tranquillitate Germaniæ in mutuum consensisse Fœdus, nulla equidem dubitavit, quin scopus istius Fœderis is tantum foret, ut Regna & Provinciæ suæ adversus vim Hostium tectæ ac tutæ manerent, id enim ab alte memoratarum Potestatum Amicitia Pactorum lege ad mutuam Defensionem stabilita expectare, atque Jure etiam suo postulare debuit.

Verum postquam ipsi innotuit iniquissimam Adversariorum suorum Causam eodem pariter protegi atque foveri, Regnaque & Provincias suas injuriis Hostium abutentium opportunitate temporum relinqui, absque ullo amicorum suorum auxilio, protestata est palam, & per Ministros suos declarare jussit, sese nulla ratione teneri posse Legibus istius Fœderis ipsa invita ac vix citra partium studia initi. ANNO 1710.

Protestatur adhuc atque notum hisce testatumque facit omnibus & singulis, se fretam Auxilio Divino atque æquitate Causæ salvam sibi reservatam velle omnimodam ac nullis Legibus circumscriptam facultatem utendi mediis ac viribus, quas Deus concessit adversus hostes suos, ubicunque Locorum & quocunque tempore usus & ratio Belli id poposcerit.

Quod si autem præter omnem spem & expectationem quisquam amicum animum exuens, remoram aut obstaculum Ipsi objiceret, tum cum in eo fuerit, ut justis armis sit prosequendus conjuratus Hostis, declarat Sacra Regia Majestas se non posse eundem alio quam Aggressoris loco habere.

In quorum majorem fidem hisce manu propria subscripsit, ac ita rata esse voluit. Actum ad Urbem Benderam d. 30. Novembr. Anni 1710.

*Signatum*,

(L.S.) CAROLUS.

N. P. MULLERN.

## CIV.

*Resolution de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas sur la marche des Troupes pour la* NEUTRALITE' EN ALLEMAGNE. *Du Vendredi* 2. *Janvier* 1711. 1711. 2. Janv.

LES Sieurs de Brockhuysen & autres Deputez de LL. HH, PP. aux affaires étrangeres, ont raporté à l'Assemblée, que les Ministres de Sa Majesté Czarienne & de Sa Majesté le Roi de Pologne pressoient continuellement afin que le Corps des Troupes destinées à la conservation & au maintien de la tranquillité & de la Neutralité en Allemagne, fut sans ulterieur delai assemblé. Qu'ils y insistoient encore plus fortement depuis l'avis venu de Turquie que la Porte avoit resolu la Guerre contre le Czar & la Pologne, & que par consequent il étoit à craindre avec raison: Que les Troupes Suedoises en Pomeranie n'entrepriſſent quelque chose contraire à la Neutralité. Qu'eux Sieurs Deputez avoient conferé là-dessus avec les Ministres de Leurs Majestez Imperiale & Britannique & d'autres Puissances qui sont interessées à la conservation & à la Neutralité de l'Empire; & qu'ils avoient été tous de sentiment que par raport à la Guerre du Nord, la tranquillité & la Neutralité de l'Empire devoit être maintenuë sur le pied des Actes du 31. Mars & 4. d'Août de l'année passée, & que le Corps destiné des Troupes dans le dernier de ces deux Actes devoit être assemblé aussi-tôt que la necessité le requerroit; mais comme la saison ne permet presentement pas de faire de grandes marches avec des Troupes, moins encore d'agir en campagne, il faudroit pour cette raison que ces Troupes destinées à former ledit Corps, fussent tenuës prêtes, & mises à la main autant qu'il seroit possible, afin qu'en cas de besoin elles puissent en peu de tems s'assembler, soit du côté de l'Elbe ou de l'Oder, suivant que la conservation & le maintien de ladite Neutralité le demanderoit. Que pour cet effet on étoit convenu que les 2. Regimens de Cavallerie de Sa Majesté Imperiale se tinssent prêts en Silesie; les 3. Escadrons & 3. Bataillons de Sa Majesté le Roi de Prusse dans le Neumark ou à l'Oder sur les confins de Pomeranie; le Bataillon de l'Electeur de Maience à Erfort en Turinge; un Bataillon ou un Regiment de Cavallerie à la place du Duc de Mecklembourg dans le Païs de Mecklembourg, puisqu'ils sont tous destinez à ce Corps, afin qu'ils puissent marcher à tout moment & se joindre: Que le Bataillon du Landtgrave de Hesse qui est à Rhinfels devoit marcher à Erfort en Turinge, pour être à la même fin à la main. Que l'Electeur Palatin n'aiant point presentement de Ministre ici, seroit requis de faire marcher provisionnellement ses deux Ba-

ANNO 1711. Bataillons & un Eſcadron du Haut Palatinat vers la Sileſie, de laquelle demande Mr. le Comte de Sinzendorf s'eſt chargé. Que les 2. Bataillons de l'Electeur de Brunswik-Lunebourg, un du Duc de Brunswik-Lunebourg à Wolfenbuttel ; & un de l'Evêque de Munſter qui ſont aſſez à la main dans leur païs, ſeroient pareillement tenus prêts, & s'aprocheroient ſi bien des confins & autant que cela peut ſe faire ſans aucun danger évident. Que les 6. Bataillons de l'Etat qui ſont poſtez dans la Province d'Over-Yſſel & la Comté de Zutphen ſe tiendroient prêts ſur les confins de l'Etat les plus voiſins à la Weſtphalie, pour pouvoir marcher au premier ordre, ſuivant que les occurrences l'exigeront. Quant aux 6. Bataillons de Sa Majeſté Britannique, ſes Miniſtres avoient repreſenté qu'aiant quitté fort tard la campagne & ne faiſant qu'entrer en garniſon, il leur faloit quelque temps pour ſe remettre, de ſorte que ſans grande incommodité & ſans negliger à ſe remettre ils ne pourroient point faire de mouvemens ; mais que cependant ils ſe tiendroient prêts à marcher lorſque le danger augmenteroit. Surquoi aiant été deliberé LL. HH. PP. ont agréé ce raport, & il a été trouvé bon d'en donner avis aux Miniſtres de Sa Majeſté Czarienne & Polonoiſe, pour leur information, & que le Conſeil d'Etat ſera requis comme il l'eſt par ces preſentes de donner des ordres réiterez aux ſix Regimens ſuſdits de l'Etat de ſe tenir prêts pour pouvoir marcher au premier ordre.

F. B. van RHEEDE.

*S'accorde avec ledit Regiſtre.*

FAGEL.

## CV.

17. Janv. *Juſtitia Armorum, quæ Sacra ſua Cæsarea Majeſtas* PETRUS I. *Magnæ Ruſſiæ Imperator in ſui defenſionem adverſus perfidam Turcarum Sultanum* ACHEMETEM, *Pacis violatorem arripuit, propalam expoſita. Ad Mandatum ejusdem Majeſtatis typis evulgata. Accedunt nonnulla Apographa rei hujus peculiaria.*

VIDERUNT ſæcula motus ; Pax & Bellum alternis ſemper redibant greſſibus ; omni fere ævo ſtupendis fluctuabant viciſſitudinibus mortales : Aſt hodiernæ Ottomanorum perfidiæ parem, vix inemorarunt antiqui ; merito execrentur moderni.

Neminem deſuper vulgaris præteriit fama, cunctis ergo ad aſſem notum eſto, qualiter nunc regnans Turcarum Sultanus Achemetes, initam olim inter Sactam Suam Cſaream Majeſtatem Magnæ Ruſſiæ Imperatorem & Prædeceſſorem Sultanum Muſtapham, tricennalem Pacem, quam ipſemet modo primum elapſo 1710. anno ſolemniter ratihabuit, jurejurando coram Altiſſimo confirmavit, in Litteris ad eandem Cſaream Majeſtatem datis, nec non renovationis Inſtrumento roboravit, impie, frivole, abſque ulla vel minima anſa violavit, peſſundedit, Bellum menſe Novembri anni prætacti eodem Solis decurſu Bizantii publice indixit ; Suæ Cſareæ Majeſtatis Legatum Extraordinarium ac Intimum Conſiliarium Dominum a Tolſtoy contra quævis Jura Gentium immani contumelia primo affectum, veluti nefandi ſui auſus ad complementum in carcerem, quem *Edicul* vocant, cum ſua Familia detrudi juſſit, cuncta ejus ſubſtantia direpta.

Profecto, minime degener Atavorum ſtirpe, Chriſtiani Nominis natus hoſtis, non ideo paciſcitur, ut ſanctas obſervet leges, ſed quo religioni Pactorum confiſos, honoris expers, turpiter aggrediatur, gravius obruat.

Retroactorum nuntii teſtantur Hiſtorici, & inter cæteros præſtantiſſimus Hieroſolymorum Patriarcha Sanctus Nectarius, Ottomanos ab origine ipſa diſceptationibus ac diſſenſionibus inter Principes & Regna Chriſtianorum callide invigilaſſe, taliaque nactos non Pacis tranſactioni, non jurijurando peperciſſe, & ſic prædonum ſpoliatorumque prolem paucis modo ſæculis tot inclyta vetuſtaque Regna & Provincias a potiori parte Chriſtianas, ſacra, venerandaque loca poteſtati ſuæ ſubjeciſſe, & in adeo potentem Gentem evaſiſſe.

Gemunt Barbatorum jugo oppreſſi Græci, Valachi, Bulgari, Serviique ; quanta ſit illis religio Pactorum, deterrimæ ſuæ miſeriæ experiuntur, nec minus Regnum Hungariæ notabili damno probavit. ANNO 1711.

Roſſiana Monarchia exitium ſibi anno 1677. a Turcis paratum reminiſcitur, dum feliciſſime regnante piæ glorioſæque Memoriæ Cſare & Imperatore Theodoro Alexiade, totius Roſſiæ Autocratore, idem doloſus hoſtis Minorem Roſſiæ Regionem prædæ ſuæ fore præſumens, Doroſzenii Coſacorum trans Boryſthenem Ducis proditione fretus, violata Pace, cum prægrandi horrendaque ſuorum manu Ucrainam invaſerat, & quamvis immorigerum dictum jam clementiam ſuæ Cſareæ Majeſtatis imploraſſe, Sedemque illius Czigirinum præſidiariis ejuſdem Majeſtatis occupatam fuiſſe inaudiviſſet, præmeditatum Regloni, in Civitatem ſat exigue munitam, fruſtra obſeſſam, & niſi exigente belli ratione à Roſſicis Chiliarchis prævia devaſtatione, eductoque ad caſtra præſidiario Milite, derelictam, evomuerat virus ; quoniam generoſa Roſſicarum Copiarum virtus, ulteriorem in Ucrainam ferre pedem vetabat, adeo ut maximo ſuorum cum diſpendio, ignominia obrutus in ſuas recedere oras, pacemque a Sua Cſarea Majeſtate anno 1681. concluſam, poſcere cogeretur.

Memoranda clades hiſce Fœdifragis ad Viennam Auſtriæ anno 1683. inflicta fauſtiſſimique deinde armorum Chriſtianorum progreſſus recentes valde ſunt, & quanta cum inſolentia Turca ad obſidendam tunc Metropolim dictam proruperit ſupervacuum eſſet recenſere.

Notant Archiva Chriſtianorum Principum, quomodo ii, aſtuta barbarorum inſtituta ſingulatim Regna illorum deglutire, ſeriò advertentes, ſanctum mutuumque iniverant fœdus. Scilicet Sua Cæſarea Romanorum Majeſtas & Imperium, ſua Regia Poloniarum Majeſtas, ejuſque Regni, nec non Venetiarum Reſpublicæ, cui etiam Pontifex Romanus acceſſerat, & communis Chriſtianorum ſalutis ergo, Suæ Cſareæ Majeſtatis, piæ recordationis, Joannes Alexiades, & nunc feliciter regnans Petrus Alexiades invitati, continua Turcarum Tartarorumque in Dominia ſua irruptione, & iniqua aliorum Principum Chriſtianorum hoſtili aggreſſione impulſi, anno 1686. uniti erant, primo quidem perpetuæ Pacis & offenſivi ac defenſivi itidem perpetui cum Sua Regia Poloniarum Majeſtate, & tandem ſequenti 1697, anno triennalis Fœderis cum Sua Cæſarea Romanorum Majeſtate & Venetiarum Republica, vinculis ſeſe obſtringendo, Regnorum Hungariæ, Sclavoniæ, Dalmatiæ, Moreæ, nec non Civitatum Tanæ, vulgo Aſſovy & Caſikermeny è faucibus infidelium vindicatarum, libertati, & vix non exoptato ſucceſſui, ſi votis Suæ Cſareæ Majeſtatis conſone aliquot modo annis bello contra hoſtem jam ad incitas redactum protracto, irreparabilis lapſus, vel ſaltim Chriſtiano Orbi nuſpiam nocituri roboris, eidem impoſita fuiſſet conditio.

Aſt proh dolor ! irreconciliandus Barbarus iſte partim ſuaſionibus partim technis in Congreſſu Carlovicenſi Celſos Fœderatos ad paciſcendum induxit, aſtutiæ campum dedit, diſcordiæ zizania ſeminavit, cunctas Potentias a Societate Suæ Cſareæ Majeſtatis abſtraxit, & Pacem pro 25. annis excluſa illa inivit, nec alius modus Legato ejuſdem Domino a Woznicin remanſit, quam biennale armiſtitium Anno 1700. Menſis Julii tertia die conſtituere, quod brevi poſt Tricennalis Pacis Tractatus inter Suam Cſaream Majeſtatem & præcedentem Sultanum Muſtapham per Ablegatos prioris, Dominos ab Ucraintſow & a Czeredejow Conſtantinopoli concluſus ſequebatur. Sed ſat remotius acta perſtrinxiſſe, recentiora luſtra diligentius perluſtrare expedit.

Sua Cſarea Majeſtas Tractatum noviſſimum ea religione illibatum ſervabat, ut quametſi ante Ratificationem ejuſdem Sultanus Tartarorum Agri Budiacenſis, potentiſſimo Sceptro ilius ſeſe cum ſuis ſubdere ambiviſſet : repulſam tulerit, ne vel minimæ contraventionis ictus daretur, infectis rebus pariter dimiſſo Turcico Subdito Kubieck Murzá, qui cum non ſpernenda Cubanenſium Tartarorum cohorte Aſſovium venerat homagia oblaturus.

Majori adhuc ſtudio alte dicta Majeſtas, ratificata per ſuum Legatum Extraordinarium, & Plenipotentiarium Dominum Principem Demetrium a Galicin, hacce Pace, in ſervandam ferebatur. Gubernatoribus confinium Terrarum, Zaporogienſium ſibi ſubditarum Copiarum Duci, cæteriſque ſuorum Exercituum more patrio, & extraneo arma gerentium omnis ordinis Præfectis ſtricte ſub rigoroſis pœnis injunxit, ne excurſionibus ac deprædationibus Turcarum, Tarta-

ANNO 1711.

rorumque oras tranquillitatem turbare auderent, aut vicinalem lædere amicitiam.

Perfectus hic Pactorum cultus ex parte Suæ Cfareæ Majeſtatis eo uſque proceſſit, ut dum 1701. Anno protervi quidam Zaporogienſes Incolæ nonnullos Græcos cum mercibus Ucrainam petentes ſpoliaſſent, Sultanuſque Turcarum damna hæc refundi expoſtulaſſet, Sua Cfarea Majeſtas, quoniam prædonum ex ſubſtantia fruſtra id quæreretur, ex proprio Theſauro Græcos indemnes reddi, & centum circiter, millia uncialium Thalerorum perſolvi juſſerit. ANNO 1711.

Contraria penitus bilance Pax hæc, etſi Sultani Litteris, jurejurandoque roborata, non obfuit quo Turcæ, Tartarique Suæ Cfareæ Majeſtatis ſubditos, continuo & omni modo haud injuriarentur, quos irruptionibus neci dabant, captivos abducebant, equos, pecudeſque abigebant, prouti extracta ex Regiſtris exempla dilucide tempus & facinora notant.

Anno 1699. prope Aſſovium, ad ripas maris, & juxta Oppida Coſacorum Trucidarunt, Sauciarunt, Captivarunt, equos abduxerunt.

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 3 | . | . | . | 40 | . | . | 1684 |
| 1700 | 2 | . | . | . | 147 | . | . | 72 |
| | | | | | | | & 4 | Camelos |
| 1701 | 6 | . | 1 | . | 91 | . | . | 936 |
| 1702 | 2 | . | 2 | . | 125 | . | . | 906 |
| 1703 | 6 | . | . | . | 60 | . | . | 73 |
| 1704 | . | . | 3 | . | 3 | . | . | 1300 |
| 1705 | 12 | . | 27 | . | 368 | | pecudes | 3418 |
| 1706 | 14 | . | 15 | . | 39 | . | . | 274 |
| | | | | | | | pecudes | 67 |
| 1707 | 1 | . | 1 | . | 151 | . | . | 594 |
| 1708 | 2 | . | . | . | 74 | . | . | 73 |
| Summa | 48 | | 49 | | 1098 | | | 9401 |

Dum Suæ Cfareæ Majeſtatis Legatus Bizantii deſuper conqueretur, in vanum ſollicitavit, non damnorum refuſio, non captivorum libertas, neve interdictio prædationum ſucceſſere, quametſi ex parte Suæ Majeſtatis, etiam vacillantium prætenſionum, Turcæ compotes redderentur.

Quiſnam dubitaret ſuperius nominatis firmæ amicitiæ Suæ Cfareæ Majeſtatis documentis, in repudiatione tot homagiorum exhibitis, viciſſim pari æquanimitate in ſimilibus caſibus certatum eſſe debuiſſe; ſed & hic res adverſum ſortita eventum.

Turcæ rebellibus Coſacis Anno 1708. profugis Necraſſovio & complicibus, in Dominio ſuo non modo receptaculum dedere, auxilio fuere, ſed & adjunctis Tartaris ad Suæ Cfareæ Majeſtatis oras excurrere permiſere.

Non minori candoris imparitate Anno 1709, glorioſo illo ad Poltaviam peracto prœlio celebri, ac tum, reſiduæ Suecorum Copiæ, Rex ipſe una cum diſſipatorum ſuorum Caſtrorum Præfectis & Milite, qui victricis gladii trepida fuga evaſerant rigorem, nec non Suæ Cfareæ Majeſtatis proditor deteſtandus Mazepa & ejus Aſſeclæ ad Turcicas ſeſe conferendo Ditiones, tutelam ſibi invenere. Hos enim quamvis Suæ Cfareæ Majeſtatis Copiæ optimo Gentium & belli jure inſequi poterant, inhibitum habebant ad Oczacoviam, ubi hoſtes dicti rebelleſque morabantur, appropinquare, & ad confinia ſua viam relegere juſſæ: cum autem Sua Cfarea Majeſtas ternis Litteris ad Sultanum exaratis fuſiori dictionum congerie, & per Legatum expoſtularet, ne hoſtem illius foveret, ſed Tractatui Pacis & amicitiæ vinculis morem gerendo, ſaltem irremore ſua Ditione excedere faceret, rebelles vero extraderet; neutrum adimpletum, diu poſt ad Litteras non reſponſum, hoſtibus & rebellibus facultas data Ditiones Suæ Cfareæ Majeſtatis aggredi; qui & cum Valachis Tartariſque Oppidum Jahorlik noctu invaſerunt, Præfectum ejus captivarunt, & cum omni ſupellectile abduxerunt.

Deinde 1710. anno Oppidorum Targovicii, & Nembaicæ Incolas ab agris & focis cum ſubſtantia in captivitatem traxerunt; Umanenſis Coſacorum Legionis plurimos commilitones & centurionem trucidarunt, altero ejuſdem gradus officiali & fere 150. Militibus pariter abductis, catervam vectorum Poltavinienſis Legionis, Molocznam Oppidum ſalis apportandi gratia pergentium expilarunt, plures illorum comprehenderunt, equorum bigas in prædam acceperunt: currus avectionis bellicorum impedimentorum ergo ad Kamennii Zaton locum ſic dictum deſtinatos ſpoliarunt, potiorem aurigarum partem, & cuncta jumenta poſt ſe duxerunt; Czigirinenſis Legionis in agro Oppidum Camencam devaſtarunt.

Perpeſſa damna hæc non reſarcita, & hoſtilis invaſionis delationibus ſatisfactio varia excuſationis ſpecie protrahebatur.

Ad extremum pacificis indiciis fucoſum Ottomani præ ſe ferre animum conſtituerunt. Summus Miniſter illorum (*Vizir*) Ali Baſſa Legato Suæ Cfareæ Majeſtatis propoſuit, ut Sua Majeſtas initam jam cum Fratre nunc regnantis Sultani tricennalem Pacem confirmare annueret, quam a Sultano ratihabitam iri, & de diſceſſu Regis Sueciæ illius dominiis tranſigendum fore ſpopondit, modo praetacta Majeſtas pacem hanc firmiter ſervare velle aſſeveraret.

Quapropter Sua Cfarea Majeſtas dictum Legatum ſuum plena authoritate in eum finem munire, Litterasque ejuſdem tenoris Sultano exarare dignata eſt, & horum vigore Sultanus Turcarum Pacem cum eadem Majeſtate Anno 1709. menſe Decembri ſolemniter obfirmavit, ejuſdemque leges juramentoriis votis coram Altiſſimo Numine prolatis, (uti ex adjuncto inferius autographo elucelcit) religioſe colere promiſit, & Ratificationis Tabulae adinvicem extraditae ſunt.

Quantum vero Regem Suecorum attinet, pactum erat cum Summo Miniſtro Ali Baſſa, ut eundem Turcica, uſque ad quingentos viros ſtipatoria manu per Poloniam, in illius Regiones comitari liceret, & ob ſecuritatem a Copiis Suae Cfareae Majeſtatis, Officialis ejus Roſſicique praeſidiarii in limitibus exceptum, illuc itidem conducerent: proditores vero Coſaci Turcicis Ditionibus ejicerentur.

Non defuit Sua Cfarea Majeſtas huic quoque ſtipulationi aſſentiri, & Litteras ſuo Legato deſuper tranſmitti mandavit. Turca autem procul executione Statutorum nec Regem Sueciae dimiſit, nec proditores expulit: Quinimo tricis, & machinationibus adverſus Suam Czaream Majeſtatem laxavit habenas.

Exploratis his artificiis Sua Cfarea Majeſtas e re eſſe duxit Sultano Litteras denuo perſcribere, (quarum exemplar ad finem appoſitum A. indicat) hiſque declarare voluit ſe annuere, quo ſtipatoriorum Turcarum numerus, comitatui Regis Sueciae deſignatus, ad 3. millia militum extenderetur, Legato vero ſuo injunxit, etiam de 5. millium numero convenire.

Incaſſum ad id vel minima quidem reſponſio expectabatur, illiuſque loco denſi increbuere rumores de inclinante ad Bellum Turcarum mente.

Quamobrem Sua Cfarea Majeſtas iterum Litteras ad Sultanum, per Delegatum eo ſolo nomine expeditum anno 1710. Octobris $\frac{18}{29}$. die, (exemplo, quod ſignum B. à caeteris diſtinguit, teſte) mitti juſſit: Verum pro reſponſionis vice, Delegatum contra Gentium Jura detentum, & ad ſubterraneos carceres detruſum fuiſſe (ubi ad hunc diem ſqualet) percepit.

Mox tandem undiquaque accurrerunt nuntii jam & actualiter Bellum Suae Cfareae Majeſtati a Sultano ad inſtigationem Chani Tartarorum Bizantii (ut ſupra) nihili cauſa, nonnullorum motivorum ac ſi ex parte Suae Cfareae Majeſtatis ad violationem Pacis urgentium, quae perperam dicta, & vigore noviſſimi

Tra-

ANNO 1711.

Tractatus abolita sunt, prætextu, indictum Legatum ejusdem Majestatis contra Jura Gentium abjectissimis opprobriis vexatum, carceri inclusum esse retulerunt, per totum Turcicum Imperium bellicos apparatus contra Suam Cæsaream Majestatem instrui, Copias ad Benderam congregari, cunctis Armorum Praefectis (vulgo *Bassis*) expeditionem intimatam, utque Militem cogerent mandatum esse edocuerunt.

Satis superque hoc modo quidem perfidia Sultani in apricum venerat, tamen Sua Cæsarea Majestas, quo universus Orbis, non illius, sed Sultani culpa praescissionem Pacis, & sanguinis humani inevitandam effusionem futuram agnosceret, adhuc ultimo superflueque fere Litteras Sultano, suo nomine die $\frac{6}{17}$ Januarii anni præsentis Petripoli perscribi fecit, ejus tenoris, qui in adjecto aliis sub C. ad finem extat, exemplo, nempe, quod si de renovanda, & integre servanda Pace irremore certior non redderetur, non alio id, quam diremptionis ejusdem sensu explicatura esset, ullis astutiis amplius circumvenienda, sed auxiliante DEO bellicam expeditionem exorsura, & qua Terra Exercitus, qua Mari Classes ad praelium mature oppositura.

Examinet honestus, & a partium studio alienus mundus Turcicae Belli declarationis falsæ & nec minus inepte contextae & passim divulgatae capita, ac criminationes.

Perhibent Ottomani, se ac si in gratiam rebellis Leszczinii existimati illius Poloniarum Regis, & ad petita nomine Reipublicae ejusdem Regni per creditos Ablegatos, recte autem Patriae suae proditores, exauctoratum Palatinum Kyoviae Potoccium, & Poniatovium, quasi ad liberandam eandem ab exercitu Suae Cæsareae Majestatis, Bellum hoc inferrent, tum & quod dicta Majestas Exercitus hos ad requisitionem Turcarum inde educere, & Suam Regiam Poloniarum Majestatem Augustum ejus nominis secundum Fœderatum Suum destituere recusaret.

Quis mortalium rem factu dignam esse censuerit? quis postulatum hoc justum esse affirmaverit? Quandoquidem tota Regni Poloniae, & Magni Ducatus Lithuaniae Respublica Suam Regiam Majestatem Augustum Secundum pro Rege legitimo agnoscit, & idem Rex atque Regnum in Fœdere cum Sua Cæsarea Majestate persistunt, cujus vigore durante hoc bello Exercitus dicti auxilio eorum in Polonia adesse tenentur, & ipsos Regem & Ordines ad retinendos eosdem necessitas premit: quoniam clarius sole allucescit, hostem communem Regem Suecorum, nec non Rebelles Polonos non alio fine Sultani gaudere tutela, quam ut illorum opera cruentum bellum iterum in Russicis, Polonicisque Ditionibus recrudescat; & insuper, quod si Sua Cæsarea Majestas Exercitus dictos extraheret, nil aliud obveniret, nisi Turcas introducto Rege Sueciae in Poloniam parte ab una, Leszczinio latere ab altero, Regnoque hoc ad libitum devastato & everso, tandem junctis viribus Suam Cæsaream Majestatem oppugnaturos, & sic noviissima prioribus pejora patraturos esse. Haec est ratio, quare Sua Cæsarea Majestas arrogantiae Turcarum annuere, destitutisque Fœderatis, Poloniam Barbarorum praedae exponere noluit.

Cur Rex Suecorum alio vel alio per Suam Cæsaream Majestatem proposito modo, terra aut mari, etiam per Poloniam, selecta ex multitudine, praestantiori via, omni quæsito & oblique inducto colore dempto ex Turcia non dimissus? Ecce Sua Cæsarea Majestas Exercitus suos ex Polonia, cunctisque hujus Reipublicae munitis locis, quae nunc communis securitatis ergo, quoad periculum cesset, praesidiis suis servat, eodem instanti eduxisset.

Conqueruntur Turcae in belli declaratione, ac si Suae Cæsareae Majestatis nonnulla Propugnacula, super fundo limitum Ottomanae Ditionis constructa essent; sed falsissimam quaestionem movent: quia dicta Majestas nusquam gentium moenia erigi jussit, nisi in locis, qui tam Tractatu Pacis, quam & limitationis decreto, nominatim Anno 1704. circiter Tanam vulgo Assovium inter ejus Urbis Gubernatorem Dominum a Tolstoy, & Hassanum Bassam; in Ucraina vero inter Dominum ab Ucraintsow & Kasy Mehemetem Bassam, 1705. ad decisionem confiniorum combinato, Imperio suo incorporati, & adjudicati sunt.

Sin autem Turcae in eadem Belli declaratione, Copias Suae Cæsareae Majestatis sub insectatione Suecorum tanquam fugientium hostium, in territorium illorum irrupisse, ibique nonnullos trucidasse, alios captivasse objiciunt: Rossi egerunt haec Belli more, quem ipsimet Ottomanni recte explicatum paulo ante non reprobarunt; & quod magis est, casus ille postmodum confirmatione Tractatus Pacis penitus sublatus, & in perpetuum obliteratus.

ANNO 1711.

Caetera criminationum nomina, saepius jam dicta Turcica Belli declaratione comprehensa, despectum, non refutationem merentur.

Quantum vero intrinsecum illud & verum Turcarum propositum perscrutari licet, eo tendit, ut exercitus Suae Cæsareae Majestatis, vigore Foederis cum sua Regia Poloniarum Majestate Augusto secundo; & Regni ejusdem Republica intercedentis, (uti jam superius dictum) auxilioque illorum in Polonia commorantes, praevia aggressione illinc secedere cogantur; Rex Sueciae illuc inducatur; seditio excitetur; Altedictus legitimus Rex iterum solio amoveatur; violenter a Rege Sueciae in Regem inauguratus rebellis Stanislaus Leszczinius Poloniae fascibus obtrudatur, idemque Regnum non tantum barbarum Ottomanorum servitutis subeat jugum, & tributarium reddatur, sed & plures Provinciae illius avulsae, una cum Propugnaculo Camenecensi Infidelibus cedant, secundum promissa Regis Sueciae, & nomine Leszczyny per sic nuncupatum Palatinum Kyoviae Potoccium, & Poniatovium desuper, & de solutione annua termillenorum millium aureorum Ducatorum, ac si a tota Republica vectigalis nomine sponte oblata, Portae data; Nec non, ut in Imperio Romano qua Foederatorum suorum artificiis, qua Suecicis, Leszczinyque Copiis in Pomerania nunc latitantibus tumultus excitetur, Martiusque ignis succendatur, his peractis vero, Regi Sueciae tanquam fœderato associati, simulque pessima quaeque machinantes Suae Cæsareae Majestati Bellum eo pernitiosius gerant Turcae, perfido rebellium Masepianorum, & Bulavianorum Cosacorum, qui in illorum oras transmigrarunt (uti dictum est) ministerio, in Imperium Suae Majestatis seditiones invehant, plurimaque malevola, & detestanda, Suae Cæsareae Majestati, Regiae Poloniarum Majestati, & cuncto Christiano Orbi praemeditata exequantur molimina.

Ut itaque toti honesto Orbi Justitia causae Suae Cæsareae Majestatis, quodque illa a primo Carlovicensium Induciarum puncto, & ex quo tricennalis, nunc a Sultano Turcarum faede violata Pax concluса erat, hucusque nullomodo ad dirimendam provocavit, sed sancte, religioseque non attentis tot & tantis ex parte Turcarum contraventionibus, hostilibus irruptionibus scilicet in Dominia Sua, rebellium sibi Subditorum protectione, & hostium tutela, servavit, eluceſcat, eandem, & a contrario iniquissimum Turcarum fœdifragium in propatulum hic exponi clementissime mandavit.

Perspiciat unusquisque Suae Cæsareae Majestatis, in Pacem proclivem animum; aequos moderatosque in tota negotii superius enarrati serie gressus discutiat; accessitne vel minima ex parte ejusdem Majestatis ad violationem Pacis ansa, ventilet; & si praeviis benevolae propensionis suae Documentis, vicissim a declaratione Belli perfido huic Christianorumque perpetuo hosti abstinere licebat, decidat; ac demum Bellum hoc imminens, contra fidem Pactorum, jurisque jurandi religionem suae Cæsareae Majestati illatum esse concludat: quae invocato Supremi Numinis auxilio adversus perfidum hostem suum Turcarum Sultanum, ejus Fœderatos, & Assecias, in sui defensionem Exercitus ad confinia ducere constituit, brevi illos ipsamet secutura, causaeque suae justitiam ejusdem DEI judicio, humili committens poplite, armis sese accingit.

## Apographum Litterarum ad Suam Cæsaream Majestatem exaratarum.

*Sultanus Achemetes Chanus, Filius Sultani Mechemetis Chani, semper Triumphator.*

GLORIOSISSIMO & Excellentissimo inter Altissimos Principes qui credunt in JESUM, in Messina Gente Regnantium Supremorum Dynastarum Supremo Dynastae, summorum negotiorum Christianae Gentis Arbitro, Principi praestantissima virtute, splendore, honore, fama, & veneratione illi praestita conspicuo, Cæsaro Moschoviae, Imperatori totius Rossiae, pluriumque ei incorporatarum Ter-

ANNO 1711.

rarum Monarchae PETRO ALEXIADÆ (cujus exitus prosper, faustusque esto, & ad viam salutis collimet) postquam hae nostrae Imperatoriae traditae fuerint Litterae, innotescat. Missae quatuor Litterae Illius ad Suum in Nostra felici Porta commorantem Legatum, celeberrimum Messinae Gentis inter Magnates Petrum Andreiadam à Tolstoy (cujus exitus prosper esto) ut Nostrae Imperatoriae insinuarentur Majestati, nonnullæque Commissiones à Vestra Majestate eidem de negotiis exponendis directae pervenêre; illeque Legatus in fausta Nostra Porta, antiquo Ottomani Imperii Nostri more de his cunctis Vices-gerenti Nostro Viziro Ali Bassa (cujus famam, & robur Altissimus in saecula augeat) oretenus retulit; Nosque per eundem, Legato Vestro, ut in fulgidissima, felicissima, & faustissima Nostra Porta praevia demissa veneratione antiquo more, comparens, has Litteras Nobis insinuaret, significari jussimus. Deinde superiùs nominati Viziri interpretationes, nec non Legati Vestri propositiones in Nostra potentissima Imperatoria Aula productae erant. Primae charissimae Vestrae Litterae continebant, quomodo feliciter regnante beatae memoriae Fratre Nostro Sultano Mustapha Chano, (quem DEUS in meditullio Paradisi constituit) anno ab obitu Mahometis (quem benedictio DEI coronet) 1122. (*id est Christiano more* 1701,) 26. die Mensis *Muharem*, *Turcis sic dicti*,) inter Celsissimam Portam in sæcula usque duraturam, & Vestrum Imperium pro 30. annis sequentibus concluſa est Pax, & in hunc diem parte ab utraque sancita ejusdem servata & illibatè observata sunt; nunc verò Majestas Vestra bonum esse duxit, exponique jussit, ut eadem Pax renovetur.

Nostra Imperatoria Majestas, exquò in fausto celsoque Imperatorio collocata, & coronata est Throno, etiamsi negotium hoc nonnullorum obstaculorum causa protractum erat, idem sentiebat.

Et quoniam Vestra mens candida esse exploratur, Vestroque Legato plena potestas collata, confirmationis, constitutionisque Amicitiae & perfectae Pacis officio fungi; nostrae quoque Imperatoriae Majestatis ex parte Amicitiam Vestram puram excolere, & salutationem excipere resolutum est, pro tempore, Imperatoriis Litteris pactionis, beatae memoriae Fratris nostri, designato, scilicet tricennii spatio: prout & de facto cunctos, nostris Imperatoriis Litteris comprehensos Articulos, omnesque Pacis leges ac Conventionum Decreta, Nostra Imperatoria ex parte renovavimus, & coram Nostrae Imperatoriae Majestatis sereno vultu Legato Vestro tradi mandavimus; & ad mentem Pactionis, ejusque efficaciter roborandae gratia Chano Crimensi, & caeteris in confiniis ad ripas Borysthenis armorum Praefectis, quorumque debito ibi terrarum res tractantur, executionem, uti necesse fuit, & serio praecepimus; Majestas Vestra quoque in locis convenientibus Exercitûs sui Ducibus eandem observantiam praescribat, laude dignam rem actura, si id palam fiet.

Quantùm verò desiderium Illius, sancti Sepulchri Hierosolymorum ratione attinet, negotium hoc in discussione vertitur, ut Parti utrique commodum sit. Quosuper cum Legato Ipsius deliberare tempus adhuc non vacabat, ast dum deliberatum erit, responsum per eundem transmittetur.

Aliarum Epistolarum trium de argumentis cum dicto Legato fusiùs, abundiùsque colloquia instituere mandatum est & hæc effectum assequentur.

Caeterùm quae ad mutuò excolendam Amicitiam parte ab utraque requiruntur, constabit Illi ex relatis superiùs nominati, & innotescet.

Pax itaque sit super ambulante per viam salutis. Actum Anno 1121. (*id est Christianorum more* 1710.) primis diebus mensis *Zilcade* (*Turcis sic dicti*,) in Imperante Constantinopolitana Urbe, in Nostra Excelsa Sultanea Aula.

### *Renovatæ Pacis Instrumentum.*

OMNIUM bonorum Creatoris, Omnipotentis, in æternum perennaturi, inaccessibilis, invisibilis, semper laudandi, continuò glorificandi Unius DEI & Domini ope & misericordia, Prophetarumque praecipui, utriusque Orbis celeberrimi Mahometis Mustaphæ (super quo benedictio DEI requiescat) multorum magnorumque miraculorum abundantia, sit Pax cunctis, & benedictio.

ANNO 1711.

*Sultanus Achmetes Chanus, Filius Sultani Mehemetis Chani, semper triumphator.*

NOS honoratissimarum & benedictarum Urbium, venerandarum ædium, Sanctorumque locorum, ubi cunctus populus sese inclinat, honoratæ à DEO Mechæ, sanctè fulgidæ Mediæ, sanctæque Urbis Hierosolymorum Minister & Dominator, Monarchicarum, desiderandarumque, trium Magnarum Urbium, Constantinopolis, Adrianopolis, Pruziæque Imperator. Babilonis & Damasci, Paradisi odore perfusi, hodiernoque tempore incomparabilis Ægypti, totius Arabiæ, Alepi, Antiochiæ, Arabiæ, Chaldæacæ, Persiæ, Achsiæ, Dalsiæ, Riciæ, Mesopotamiæ, Parthorum Provinciæ, Vaniæ, Culiciæ, Georgiensis, & Militensis Terrarum, Magnæ Armeniæ, Sibasætnæ, Caramaniae, Barbariæ, Æthiopiæ, Arcieræ, Trablosi, Insularum Rhôdos, Cipri, & Candiæ. Albi, Nigrique Maris, Insularumque Isibachiæ, Anatoliæ id est minoris Asiæ, & Provinciarum Rumeliæ; præcipue verò Tartarorum Provinciarum, Cipcaiensium Desertorum, Provinciæ Caphæ cum pertinentiis, Provinciarum Bosniæ, Temesvari, Albægræcæ cum dependentibus Urbibus, & Propugnaculis; Moldaviæ, & Valachiæ: pluriumque celebrium, laudandorum, & declaratione dignorum locorum, Urbium, & justorum thesaurorum Imperator, Imperatorum Imperator, Clementissimus & Potentissimus Sultanus, Filius Sultani, Monarcha, Monarchæque Filius, Sultanus Achmetes Chanus, Filius Sultani Mehemetis Chani, Filii Sultani Ibrahimi Chani.

Quandoquidem post inaugurationem Nostræ Sultaneæ Majestatis, excelsum, felicem, plurimùmque laudandum Imperatorium, Monarchicum, Sultaneum, accedente confirmatione conscendendo Thronum, jam antea fortunatis diebus beatæ memoriæ introducti à DEO in gaudium æternum Fratris Nostri Sultani Mustaphæ (cui DEUS propitius, & absolutor esto) cum Glorioſissimo & Excellentissimo inter Altissimos Principes qui credunt in JESUM, in Messina Gente regnantium Supremorum Dynastarum, Supremo Dynasta, Summorum Christianæ Gentis negotiorum Arbitro, Principe splendore, præstantissima virtute, honore, fama, & veneratione illi præstitâ conspicuo, Cæsaro Moschoviæ, Imperatore Totiûs Rossiæ pluriumque ei incorporatarum Terrarum Monarcha Petro Alexiada (cujus exitus prosper faustusque esto, & ad viam salutis collimet) Pacem pro 30. sequentibus annis concluſam, Ratificationisque Imperatoriorum Pactorum Tabulas extraditas fuisse rescivimus; Nunc verò alte memorati Cæsaris ex parte ob firmiorem ejus roborationem celeberrimo Messinæ Gentis inter Magnates, Dapifero, & Alatorienſi Gubernatori ad Nostram Fulgidam Portam commoranti Legato Petro Andreiadæ à Tolstoy, (cujus exitus prosper esto) data est plena facultas, ejusdemque Cæsaris multùm amandæ Litteræ pervenêre, cum desiderio, quò illæ ratificatoriæ Pactorum Imperatoriæ Tabulæ confirmentur, & renoventur; tum etiam Primus noster Minister, & selectissimus Vices-gerens Celsissimus Vizirus Ali Bassa (cujus famam & robur Altissimus in æternum augeat) coram Nostro Imperatorio splendescente vultu propoſita hæc expoſuit. Nos quoque Illustris Majestatis Nostræ nomine, cum suprafato Cæsare condignam amicitiam, & concordiam optamus.

Eà propter harum honoratissimarum, potentiâque pollentium Imperatoriarum Litterarum Instrumento, Pacis Tractatum, leges, & sancita, memoratis Ratificationis Tabulis comprehensa de verbo ad verbum, ipsasque præclaras, & præcelebres Ratificationis Tabulas, & 14. Pactorum Capita, quæ etiam in Nostris Nobilissimis, Augustissimisque ratificatoriis Tabulis extant, singulatim renovamus, & confirmata esse declaramus, id est, constitutos regnante supradicto piæ memoriæ Fratre Nostro anno 1112. mensis *Muharem* 26. die, pro completo spatio 30. annorum, Pacis Articulos nihilo immutato, Nos quoque, honestè confirmamus, Invocantes Creatoris Cœli & Terræ glorioſissimum & *Sanctissimum Nomen* DEI, & novissimi omnium Prophetarum Mahometis Mustaphæ (super quo pax, benedictio, & salvatio DEI esto); intuituque ejus plurium miraculorum, Verbi Nostri, quod Imperatoris Diademate redimiti est, fidem, Pacis Articulorum, & decretorum tenorem, quoad

ANNO 1711.

quoad parte ab altera contreventio defuerit, ſervare vovemus.

Præterea mandatum erit à Noſtra Imperatoria Majeſtate, quò, ad præſens authoriſati, & in poſterum authoriſandi Præcelſi Gubernatores Provinciarum, cæterique Noſtro nomine conſtituti & conſtituendi Generoſi Præfecti totiûs noſtri triumphantis Exercitus, cunctique honorati Miniſtri, & Subditi ſuperiùs dictis nil contra, aut præter agant.

Actum Anno 1121. (*ſcilicet* 1710.) *primis diebus Menſis* Cheval (*Turcis nuncupati*,) in Imperante Conſtantinopolitana Urbe, Noſtraque Excelſa Sultanea Aula.

---

## A.

*Apographum Litterarum à Sua Cſarea Majeſtate Sultano Turcarum perſcriptarum.*

DUM recens ex ratihabitis Pacis Tabulis, & Vestræ Sultaneæ Majeſtatis ad Nos Magnum Dominum tranſmiſſis Litteris, Ipſam, ante aliquot rurſùs annos, inter Nos, & Sultani Muſtaphæ Fratris ejus Majeſtatem concluſam tricennalem Pacem omnimodè confirmaſſe, quà tenore memoratarum, quà jurejurando obfirmaſſe, deque illibatè ſervanda Nos certiores redde e voluiſſe intelleximus; Nos Magnus Dominus Noſtra Cſarea Majeſtas, ea grato animo, & cum omnigena ſatisfactione excepimus; imò deeſſe non potuimus quin Veſtram Sultaneam Majeſtatem Noſtro nomine de firmiter colenda hac ſancta tranquillitate aſſecuraremus. Equidem ejuſdem renovatæ Pacis non alios fructus fore, quam Illam, omnis anſæ, ſuſpicioniſque ad violationem Pactorum vergentis, filum præſcindendo, etiam infenſiſſimum hoſtem noſtrum Regem Sueciæ, qui unà cum Aſſeclis ſuis, rebellibus noſtris Subditis Coſacis, diremptioni mutuæ Amicitiæ Noſtræ, continuo, vigilique allaborat ſtudio, Chanumque Crimenſem & Tartaros forſitan jam allectû munerum in ſuas trahit partes, ex Ditionibus ſuis dimiſſuram, aliòque propulſaturam eſſe ſperabamus; eò certiùs, quò Legatus Noſter in Aula Majeſtatis Veſtræ degens, & ad mandata Noſtra, non abs præjudicio Nobis dicto Regi Sueciæ in gratiam Sultaneæ Majeſtatis Veſtræ, & ad poſtulata ejus, liberum meatum per Exercitus Noſtros, totamque Poloniam cum ſtipatorio Turcico quingentorum Virorum præſidio, propoſuit, quamvis Jure Gentium & Belli, cuilibet hoſtem ſuum ubique locorum perquirere & inſequi fas ſit; & juſtè prætenſæ rebellium Nobis Subditorum extraditionis loco, promiſſæ nomine Sultaneæ Majeſtatis Veſtræ expulſioni illorum ex Ditionibus ejuſdem, acquieverimus. Majora dicemus: cum horrore exploratum eſt Nobis, non modò Regem Sueciæ cum aſſignato præſidiariorum numero Benderâ non exceſſiſſe, & rebelles Coſacos Territorio Majeſtatis Veſtræ non ejectos eſſe, at præter expectationem plurimas, Ottomanorum, Tartarorumque Copias juxta nominatum Propugnaculum congregari; inter dictum hoſtem Noſtrum, Chanum Crimenſem, Juſuphum Seraskierum Baſſam Silyſtrienſem, denique & nonnullos Delegatos ab Aula Veſtra conſilia iniri; rumores ex Litteris prætacti hoſtis Noſtri ubique percrebeſcere, ac ſi Majeſtas Veſtra, illi favendo, renovatam & hoc inſtanti ferè ratihabitam Nobiſcum Magno Domino Pacem ſpernere, bellumque Noſtræ Cſareæ Majeſtati gerere intenderet; datâ interea licentiâ à Chano Tartarorum, Mazepæ complicibus, Tanaisque ab unda nomenclatis Coſacis, & præcipuè ſeditioſo Necraſſovio, in Dominia Noſtra irrumpere, eadem devaſtare, Incolas captivitati addicere, imò & in tutelam receptis, ſimili facultate gaudentibus Crimenſibus, Cubanenſibuſque Tartaris, tanquam priorum facinoris ſociis, & adjunctis.

Non præterit Nos quomodo turba hæc Sumſcianæ Legionis irruens in agrum, bina Oppida Nerubaicam, Targoviumque, tum & Vicinam Lebedino Makievam expilavit, devaſtavit, plurimos civium abduxit.

Minimè ſubticebimus collatam authoritatem tumultuariis Coſacis eligendi è medio ſui, ejuſdem farinæ nequam Orlik, quaſi in Ducem ſubditi Nobis Zaporogienſis Exercitûs, ſcandalo cæterorum ejusdem Nationis, qui fidelitatem Nobis religioſè ſervant.

Quid ſibi vult declaratio, quam juſſû Sultaneæ Majeſtatis Veſtræ Summus Vizirus Uman Baſſa Legato Noſtro ad Aulam Veſtram commoranti exhibuit, quòd Sultanea Majeſtas Veſtra Regi Sueciæ per Poloniam tranſituro, 40. millium Militis comitatum addere conſtituerit, utque Exercitus Noſtri eodem Regno diſcedant, requiſivit.

Gravem in modum miramur, ejuſmodi Tractatui Pacis obnoxia, contrahi poſtulata, cùm jam per Legatum Noſtrum in Aula Majeſtatis Veſtræ ſignificatum ſit, quòd ſi Rex Sueciæ adeò grandi Turcarum Tartarorumque circumdatus manu Poloniam acceſſerit, actum hunc Nobis, Fœderatiſque Noſtris Regi Poloniæ & Reipublicæ evidenti Pacis violatæ ſigno fore.

Explicamus itaque mentem Noſtram Sultaneæ Majeſtati Veſtræ, unius ſanctè initæ ac obfirmatæ Pacis, & Amicitiæ illius intuitû, probè expendat, nonne, ſi Regi Sueciæ, ſpargendorum inter Noſtram, Veſtram & Regis Poloniæ Majeſtates, diſſenſionis zizaniorum abeſſet conatus, ut quid liberum tranſitum ſibi per Poloniam apud Veſtram ambiret Majeſtatem, quoniam tot commodæ illi latè patent viæ, æquora ſuperando, aut Hungariam, & Germaniam ad ſuas Ditiones uſque, nullo periculo ibi ex hoſtium offenſione, pervadendo.

Si Veſtra Sultanea Majeſtas Regem Sueciæ transverſùm Noſtri Polonicique Exercituum acies in vado conductum eſſe deſiderat, quingentorum ſtipatoriorum jam præfixorum numerum etiam ad tria millia Turcici, nullo modo verò Tartarici Militis (cujus vehemens dirimendæ Pacis cupiditas, ne ad miſſionem ejus condeſcendamus, arcet) extendere, dictuſque Rex cum hoc præſidio à Noſtris, Polonicis, & Saxonicis Exercitibus ſecurus, totam Poloniam peragrare poterit, & ubi illi viſum erit, in Pomeraniam, Sileſiam, vel Hungariam dimittetur.

Plenæ rei hujus executionis curam ſuſcipimus, quamvis Jure Gentium hoſti noſtro ejuſmodi officia gerere non teneamur, ut Veſtræ Sultaneæ Majeſtati gratificemur: ſin minùs, & pollicitationem Noſtræ Cſareæ Majeſtatis in facie totiûs Orbis Veſtræ Majeſtati oblatam non convenire, Illamque declarationi per Vizirum Legato Noſtro intimatæ, de Rege Sueciæ, tanta ut ſupra ſtipato caterva, in Poloniam ducendo, perſiſtere experimur, inviti, una cum Fœderatis noſtris, pro Pacis violatione id ſuſcepturi ſumus, & omnis exitii ac ſanguinis inſontium effuſionis culpa, coram DEO & Gentibus exolvendi.

Nuſquam deficiemus à neceſſitudine Suæ Regiæ Poloniæ Majeſtatis, & Reipublicæ, tanquam fidelis Fœderatus, & quos in deteriori periculo, vigenti adhuc Suecorum potentiâ juvimus, multò minùs ad præſens in mediis fortunatis mutuo Noſtri emolumento progreſſibus, & hoſtili Suecorum robore ad occaſum pendente, ope & unione deſtituemus.

Arctioris Fœderis cum Sua Regia Poloniæ Majeſtate, & Republica nexu, cum 30. circiter millibus Militum ad uſum illorum in Polonia præſtò eſſe, in ſumma verò temporum anguſtia, etiam totum Exercitum Noſtrum contra quemlibet hoſtem in ſuppetias ducere Nobis incumbit: pari vinculo ad ſimilem caſum illi quoque Nobis auxilio eſſe obſtricti ſunt.

Cuncta haec Sultaneae Majeſtatis Veſtrae attentae deliberationi commendamus, non diffidentes, quin illa (uti Pacis Tutorem, Juſtitiaeque Cultorem decet) iniqua Regis Sueciae artificia, perplexae nimium ſequelæ, vitare annuat.

Praeſtolabimur Sultaneae Majeſtatis Veſtrae dilucidam deſuper reſponſionem, & ſuperiùs exaratorum poſtulatorum benevolam adimpletionem.

Quod ſupereſt, ad fuſiores Legati Noſtri expoſitiones remittimus. Dabantur Petropoli 13 Julii die, Anno à Nativitate Chriſti Salvatoris Noſtri 1710. Regni verò Noſtri Imperatorii 29.

---

## B.

*Secundum Apographum Litterarum à Sua Cſarea Majeſtate ad Sultanum Turcarum datarum.*

JAM aliquot elapſi ſunt menſes, exquò Nos Magnus Dominus Veſtrae Sultaneae Majeſtati Litteras, per Legatum Noſtrum illi tradendas exaravimus, & in apricum tulimus, quantoperè Nos iniquius

ANNO 1711.

quies pertentet; quod ratihabitae per Veſtram Sultaneam Majeſtatem inter utriuſque Noſtrum Imperia conſtitutae, & à Nobis in hunc uſque diem religioſè ſervatae Pacis, ac condignae Amicitiae indices, plurimae ex mora hoſtis Noſtri Regis Sueciae, Aſſeclarumque ejus, Nobis rebellium Subditorum, in Ditionibus Veſtris, Pacis dictae violationi gliſcant lites.

Diſtinctè tunc pollicitabamur, quem in modum abs ulla Pacis noxa Rex Sueciae excedere poſſet, in comitatu ſcilicet ſtipatoriorum quingentorum virorum, prouti Legato Noſtro in Aula Veſtrae Sultaneae Majeſtatis degenti cum Summo Viziro conventum erat: Sin verò numerus hic inſufficiens crederetur, uſque ad tria millia adaugendo acquieſcebamus; dictoque hoſti, & comitatui liberum tranſitum per Poloniam (ſi aliud quodvis reſpueret iter) apud Fœderati noſtri Poloniae Regis Majeſtatem & Rempublicam efficere, in Nos ſuſceperamus; exindeque propenſum hunc animum in Amicitiam Sultaneae Majeſtatis Veſtrae, libenter excipiendam, hoſtem autem Noſtrum unâ vel aliâ viâ ad ſuas demittendum Regiones expectabamus. At hodie praeter ſpem negotium hoc penitus retrogradi, quinimò eidem hoſti Noſtro citra priorem hoſpitalitatem, perſolutione inſignis pecuniariae ſummae, apparatu ad bellum, nec non confinia Ditionum Noſtrarum aggrediendi datâ facultate, apertam inimicitiam Nobis obtendi advertimus.

Quamobrem Delegato, eo ſolo nomine expedito praeſentes ad Sultaneam Majeſtatem Veſtram committere boni eſſe duximus, verum propoſitum illius reſcire cupientes, lubeat ne ipſi religioſè Nobiſcum initam, ratihabitam, jureque jurando aſſertam firmiter ſervare Pacem.

Si Veſtra Majeſtas conſentit, deſideramus, ut Rex Sueciae ſupraſcripto modo, mediocri cum praeſidio, per Poloniam, Nobis aſſecurantibus, vel aliâ quavis ſecuriori viâ (quarum ingens copia extat) Ditionibus ipſius illicò dimittatur, & cuncti qui ad ſuſpicionem Amicitiae provocant, praeſcindantur inceſſus. Nos vicè verſâ Majeſtatem Veſtram de obſervantia ejuſdem Tractatûs, nunc & in aevum duratura, certiorem eſſe volumus.

Sin verò aſſentiri recuſaverit, Regem Sueciae ultra vernam tempeſtatem in Regione ſua foverit, ad Bellum ſeſe inſtruxerit; hoſtique Noſtro quà nervo rerum gerendarum, quà armis ut ut etiam auxilium ferre voluerit, non diſſimili cum fervore, indicet Nobis abs temporis diſpendio, expoſcimus.

Quo caſu acqui bonique conſulet, dum Nos quoque impulſi, ſecuritati Noſtræ proſpiciendo, Exercitus Noſtros ad confinia ducemus, Bellicis rebus unà cum Fœderato Noſtro Rege Poloniae Auguſto totaque Illi morigera Republica, vacabimus, & cuncta ſtudia confundendis adverſùs Nos hoſtilibus machinationibus impendemus. Uti enim Altiſſimo teſte Pacem cum Veſtra Majeſtate illibatam colere intendimus, ita & confidemus, quòd ſi ullâ Noſtri ex parte accedente anſa Veſtra Majeſtas leges has tranſgredietur, Dominum Exercituum Adjutorem juſtae cauſae Noſtrae habebimus.

Reſponſum quantociùs in ſcriptis ad hæc per eundem Delegatum à Veſtra Majeſtate Nobis tranſmitti etiam atque etiam flagitamus, ut eidem conſonè Nos geramus: Taedet enim Nos ampliùs tantâ incertitudine intricari.

Caeterùm Majeſtati Veſtræ longaevam valetudinem, fauſtum Imperii Regimen, & cuncta proſpera ab Omnipotente exoptamus. Dabantur Petropoli Octobris $\frac{18}{29}$ die, Anno à Nativitate Chriſti Salvatoris Noſtri 1710. Regni verò Noſtri Imperatorii 29.

---

## C.

*Tertium & poſtremum Apographum Litterarum à Sua Cſarea Majeſtate Sultano Turcarum exaratarum.*

QUAMETSI binas jam Litteras Veſtrae Sultaneae Majeſtati, Julii $\frac{17}{28}$, & Octobris $\frac{15}{3}$ die, anni immediatè praeterlapſi præſcripſerimus, & ob diuturnam Regis Sueciae cum Aſſeclis, Nobis verò perduellibus Subditis Coſacis, nec non Fœderati Noſtri Poloniae Regis Majeſtatis proditoribus Kiiovienſi & aliis, in Imperio Majeſtatis Veſtrae, moram, inquietudinem Noſtram fuſiùs expoſuerimus, cum annexo deſiderio, quò idem Suecorum Rex à Territorio Ottomano, quacunque via, Tractatu Pacis omnimode ſalvo, in Regnum ſuum ſeſe conferret; tum etiam propoſuerimus, quòd ſi Majeſtas Veſtra per Poloniam cum reverti velle perſiſteret, Nos Majeſtatis Veſtrae ergo liberum greſſum ei, & praeſidiariis Turcicis ad numerum trium millium, per Exercitum Noſtrum admitteremus, & per Legatum Noſtrum deinde, ſtipatorium Militem etiam quinque millium virorum agmen adaequare poſſe, declarari juſſerimus; Suae Regiae Poloniae Majeſtatis & Reipublicae conſenſum ad id procurare promiſerimus: Regem Sueciae ſoſpitem tranſiturum eſſe ſpopondérimus: ſimul & declaraverimus, caſu quo Majeſtas Veſtra inſtitutum ſuum de dimiſſione Regis Sueciae, ingenti, aut majori cum turba ac conventum eſt, perpetuaret, & ſic evidenter Paci cum Noſtra Cſarea Majeſtate, & Sua Regia Poloniae Majeſtate violentiam infligeret, Nos ea minimè perpeſſuros, & invicem Nobis ope & auxilio, vigore Fœderis quod Nobis intercedit non defuturos eſſe; ab omni Pacis contraventione (quam Noſtra ex parte ſanctè ſervandam promittimus) exemptos, & effuſionem ſanguinis Aggreſſori imputandam fore probaverimus: Quoniam Regi Sueciae abs Polonia tot ſecurae proſtant viae, & tranſitus ejus cum tantò Exercitu per dictum Regnum petitus, non aliter, niſi ad diſcordias & Pacis violationem dirigitur. Nihilominùs non modò ullum reſponſum obtinuimus, aſt nec quidem à Legato Noſtro, vel alio quovis modo percipimus, utrum hæ Litterae ad manus illius pervenêre, & Vestrae Sultaneae Majeſtati traditae fuêre nec ne.

E contrario ſatis ſuperque ab extraneis oris, Legatum Noſtrum cuſtodiae traditum, Conſtantinopoli proclamatione, in caeteris verò Regionibus mandatis, quò Exercitus ad confinia properent, intimatum eſſe pro certo comperimus.

Non latet Nos Tartaris etiam, ut ad expeditionem bellicam ſeſe praeparent, injunctum eſſe; Majeſtatis Veſtrae propoſitum de Rege Sueciae vi per Poloniam transducendo, Noſtraeque Cſareae Majeſtati bello inferendo conſtat Nobis.

Itaque neceſſe eſſe credidimus ſemel adhuc his Nostris, Majeſtatem Veſtram Sultaneam compellare, & tam ad priores, quàm & praeſentes reſponſum, & mentis ipſius declarationem ſuperfluè fere requirere voluimus. Eſt ne illi conſtitutum Tricennalem Pacem Nobiſcum proximè exacto anno renovatam, juramentoque ipſius coram DEO Juſto Judice confirmatam ſervare, aut abs ulla noſtri ex parte interveniente cauſa violare?

Teſtamur ſimul, quod ſi ad praeſentes nullam deciſivam reſponſionem receperimus; de intacta Pacis obſervantia, à Veſtra Majeſtate aſſecurati non erimus; de apparatu illius ad Bellum (prouti nunc fit) & Regis Sueciae decreta violenta per Poloniam ductione non ceſſaverint rumores: id tanquam evidentem Pacis praeſciſſionem reſpicere cogemur, ullis tergiverſationibus ſeducemur, ſed invocato ſupremo Numine ſecuritati noſtrae conſulemus, & cuivis hoſtili aſſultui praeveniemus.

Jam Exercitus Noſtros ad confinia diſcedere juſſimus, de violatione Pacis, & ſanguinis effuſione coram DEO & honeſto mundo non accuſandi, quia ad haec extrema, (ſupremus Arbiter cernit) compellimur, qui uti humani ſcrutator cordis nec minimam violandae Pacis mentem nobis fuiſſe, vel eſſe, ſed firmiter ſervandae deſiderium, novit. Ideoque confidimus juſtitiam cauſæ noſtræ ab omnibus Pacis violatoribus, & perjuris ſartam tectamque fore.

Sin autem reſponſum Sultaneae Majeſtatis Veſtræ, poſitivâ aſſecuratione de religioſè obſervandâ Pace, de Rege Sueciae abs violatione ejuſdem perducendo, nec non cunctorum diſcriminum reſolutione, inſtructum acceperimus, Exercitus Noſtri, quantumvis in omnem eventum confiniis vicini, nequaquam hoſtiliter ſeſe gerent, & ſublato periculo, nullâ hoſtilitate patratâ, rurſus recedent. Interea verò ſituatio eorundem pro Pacis violatione reputari nequit.

Denique Majeſtati Veſtrae Sultaneae bonam valetudinem vovemus. Dabantur Petropoli Januarii $\frac{6}{17}$ die, Anno à nativitate Chriſti Salvatoris noſtri 1711. Regni verò noſtri Imperatorii 29.

*Explicatio menſium Turcico more ſuperiùs inſertorum.*

| | |
|---|---|
| MUHAREM | *Julius.* |
| ZILCADE | *Majus.* |
| CHEVAL | *Aprilis.* |

ANNO 1711.

## CVI.

19. Janv. *Resolution des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas sur les Troupes pour la tranquilité d'Allemagne.*

*Du Lundi* 19. *Janvier* 1711.

LEs Sieurs de Broekhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangeres aiant derechef été en conference avec Mrs. les Ministres de Sa Majesté Imperiale, de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & d'autres Puissances interessées dans la conservation de la tranquilité & de la neutralité dans l'Empire par raport à la Guerre du Nord, ont raporté à l'Assemblée que Mrs. les Ministres de Sa Majesté Czarienne & de Sa Majesté le Roi de Pologne ont fait savoir qu'ils avoient des avis que les troupes de Suede qui sont en Pomeranie étoient augmentées, & faisoient des preparatifs pour marcher, & qu'on devoit même y transporter des troupes de Suede. Surquoi ils ont derechef fait instance que le Corps destiné pour le maintien de la Neutralité dans l'Empire puisse sans aucun delai être assemblé. Qu'aiant été dans une Conference fait part de ces avis à Mr. Palmquist Envoié Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de Suede, il avoit assuré que suivant les dernieres Lettres qu'il avoit reçues du Comte de Guldenstern de Pomeranie, les troupes qui y étoient, n'avoient point été augmentées; que seulement sur l'ordre de Sa Majesté on avoit tiré quelques hommes de quelques Regimens de Dragons qui étoient trop forts, & qu'on ne pouvoit pas nommer une augmentation. Qu'il n'avoit aucune connoissance des preparatifs pretendus pour faire marcher ce Corps-là; & qu'il n'avoit non plus entendu parler du transport de troupes de Suede pour la Pomeranie. Qu'eux Sieurs Deputez avec lesdits Srs. Ministres avoient là-dessus été occupez sur ce qu'il seroit expedient de faire; & qu'ils avoient été tous de sentiment, qu'il faloit maintenir la Neutralité dans l'Empire suivant qu'elle avoit été ci-devant concertée; Et que par provision les troupes qui y étoient destinées devoient aussi être postées de la maniere portée par la Resolution de LL. HH. PP. du 2. de ce mois: Qu'on avoit aussi fait de grandes instances que les troupes de Sa Majesté de la Grande Bretagne & de l'Etat puissent être envoiées plus à portée, comme étant le plus éloignées & que Mr. le Comte de Sinzendorf avoit fait savoir qu'il avoit reponse de Son Alteſſe Electorale Palatine, qui s'étoit chargé de laisser marcher ses troupes, suivant la demande faite dans la Resolution du 2. Sur quoi aiant été deliberé il a été trouvé bon & arrêté que les 6. Bataillons de l'Etat marcheront vers la moitié de Fevrier, si la saison le permettoit, ou autrement au commencement de Mars pour aller par provision du côté de l'Elbe dans les Païs de Son Alteſſe Electorale de Brunswick-Lunebourg, pour aller ensuite là où la necessité requerroit. Le Bataillon de Mr. l'Evêque de Munster marchera de même, c'est dont Mr. le Resident Norf s'est chargé d'écrire. Qu'on écrira à sadite Alteſſe Electorale pour le prier d'assigner auxdits Bataillons une place convenable; & qu'on prieroit Mylord Touwnshend Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté de la Grande Bretagne de faire en sorte par ses bons offices que les 6. Bataillons de Sa Majesté puissent être nommez pour ce tems-là, & avoir ordre de marcher pareillement avec ceux de l'Etat. Et un Extrait de cette Resolution de LL. HH. PP. sera remis entre les mains de Mrs. les Ministres de Sa Majesté Czarienne, & de Leurs Majestez de Pologne & de Dannemarck, de même qu'en celles de Mr. Palmquist.

## CVII.

28. Janv. *Defensio* CAROLI XII. *contra* AUGUSTUM II. *Regem Poloniæ, Electorem Saxoniæ. Data Benderæ die* 28. *Januarii anni* 1711.

NOS CAROLUS (totus titulus) omnibus & singulis præsentes hasce visuris aut audituris salutem & benevolentiam nostram Regiam. Supervacaneum esse ducimus, multis heic commemorare,



quemadmodum Rex AUGUSTUS Elector Saxoniæ, potitus in Polonia rerum, primordia Dominationis suæ sumserit à violatione Legum Patriæ, atque ab oppressione libertatis Civium, spretâ Religione Pactorum conventorum, in quæ sponte sua consenserat, & ad quæ sanctè servanda jurejurando sese obstrinxerat: utque Gens inclyta Polonorum animadvertens immane periculum, quod toti Reipublicæ imminebat, quodque vitæ pariter ac fortunis civium, sparsis undique discordiarum seminibus, incendiis, cædibus & rapinis exhaustorum, ultimum periculum minitabatur, tandem cœperit de rationibus expediundæ salutis suæ, deque vindicanda in pristinam libertatem, Jura ac Immunitates suas Patria seriò cogitare: Fluctuasse primum quidem multorum de Patria benè meritorum virorum animos constat, partim blanditiis ac pollicitationibus, partim etiam minis infidi Principis inductos; sed vicisse demum amorem Patriæ, & apud saniorem Reipublicæ partem, ingenuum priscæ libertatis desiderium; excusso ac penitùs rejecto servitutis jugo, quod Rex AUGUSTUS cervicibus ipsius, contra jus & fas imposuerat: atque sublato in Regiam Dignitatem liberis Civium votis & suffragiis, solemnibusque Regiæ inaugurationis ceremoniis STANISLAO ejus nominis primo, ad regnandum à natura facto Principe; ob excelsas, quibus exornatus est, virtutes: Quique ab ipsa nascendi sorte tenerrimum patriæ suæ amorem traxit atque animo suo altè infixum tenet. Sufficit pro re nata tantum indicasse, peracta esse ac firmata hæc omnia Tractatu Varsavienſi; Regemque AUGUSTUM in eadem, ratihabita Pace Altranstadienſi liberè consensisse, atque omni juri suo, quocunque demum nomine veniret, in Regnum Poloniæ, atque Magnum Ducatum Lithuaniæ in perpetuum sanctè solemniterque renunciasse: misso ad Ordines Reipublicæ authentico Diplomate, quo eosdem fide ipsis data exsolutos, ad obedientiam novo Regi præstandam remiserit. Post ejusmodi solennia Pactorum publicorum, fidejussionibus etiam maximorum Principum confirmatorum, quis dubitaret non satis prospectum cautumque esse saluti Reipublicæ, securitati Patriæ, ac libertati denique omnium ac singulorum Civium; atque adeò finem jam tum adesse malorum, quæ miseram Poloniam per tot annos variis fortunæ casibus agitatam afflixerant? Sed ecce! Idem Rex AUGUSTUS tot passibus hactenùs defunctus ad fidem Orbi Christiano faciendam de pacato suo ingenio, deque sincera intentione non turbandæ amplius tranquillitatis, aut trahendæ in casum Reipublicæ è repentè ad opprimendam Poloniam atque novum in eâ belli incendium excitandum cum armatâ manu prorumpit. Regium Diadema depositum & abjuratum paulo ante sibi imponit: Moscum infensissimum hostem nominis Polonici in societatem facinoris assumit: ac innumerabilem propemodum turbam ignoti nominis hostium in sinum Reipublicæ invehit, eique hanc in prædam dat: quò faciliùs ac securiùs, dominatum in eam exsanguem & truncatam nobilioribus sui partibus demum exerceat. Czarus enim isthâc rerum ac temporum opportunitate callidè utens, in præmium submissi auxilii opimas Regiones ab AUGUSTO Rege stipulatas, homagiisque Civium firmatas sibi vindicat in perpetuam possessionem: Loca contermina Imperio suo occupat atque Castellis ac Propugnaculis Præsidiisque bellicis munit, ut totam Rempublicam faciliùs coërceat sibique tributariam reddat. Conspectiora sunt hæc Czari tentamina, quam ut à quoquam in tantâ luce rerum ignorari; graviora & Reipublicæ pestilentiora, quam ut cordatum quemque Civem non vehementer commovere atque percellere possint. Amoliri equidem à se hanc sive culpam sive suspicionem, eamque in nos transferre nullis non artibus conatur conjuratus hostis: Nunc criminando moram, quam in Terris Imperii Ottomannici aliquandiù fecimus: Nunc disseminando supposititias NOSTRO nomine, si credere fas est, ad ipsum SULTANUM per scriptas Literas de dividenda atque insuper eidem obnoxia reddenda impostetum universa Polonia: ubique sanè falsis criminationibus invidiam NOBIS conflando, ut impiæ machinationes suæ credulitate vulgi tegantur, NOSTRÆ verò actiones & consilia in suspicionem revocentur. Verum enimverò dedignamur ejusmodi mendaciis refellendis vel quantillum operæ heic impendere: Qui enim æquitatem moderationemque animi NOSTRI norunt: quique res à NOBIS pro illibata libertate & salute Polonorum hactenus

ANNO 1711.

gestas ad æquam judicii Lancem expenderint, detecto protinùs fallaciarum harum vero architecto, haud facilè sibi imponi siverint. Quæ cum ità sint, non possumus non ægrè ferre tristem hanc conditionem nobilissimæ Gentis, quam tanto labore ac periculis, tantoque sanguinis Suedici impendio antea servavimus gementem sub impotenti dominatione Regis AUGUSTI. Eundem erga eam animum adhuc conservamus, nulli neque labori, neque sumptui parcituri, antequam ipsam multitudine hostium liberatam in plenam libertatem asseruerimus, ac legitimo Regi suo STANISLAO Primo pacatam reliquerimus. In eum finem consilia NOSTRA communicavimus cum Imperatore OTTOMANNICO & Magno Tartarorum CHAMO: Qui ambo pari nobiscum affectu in Rempublicam Polonam, pariter etiam cupientes pristinum Libertatis statum eidem restitutum & assertum, socia nobiscum arma conjungent, ad frangendas ac retundendas eorum vires, qui libertatem Polonam oppressam tenent. Ad hoc opus, propitio quod speramus NUMINE inchoandum, præmittimus nunc illustrissimum Palatinum Kiovien-sem, supremum Exercituum Regni Poloniæ Ducem, in Poloniam cum egregia Militum manu, mox ipsi cum numerosioribus Exercitibus, si opus fuerit, eundem secuturi: nulli dubitantes, quin omnes & singuli, quibus salus Patriæ, parentum cura, Conjugumque ac Liberorum amor curæ cordique sunt, quique dignum Mavortiâ Gente animum assuetudine infimæ servitutis nondum exuerunt, ac denique qui finem malorum, quæ patriam exercent, videre capiunt, erecto hoc salutis recuperandæ signo, unitis animis ac viribus quantociùs sese jungant Cohortibus, quæ sub auspiciis Illustrissimi Palatini Kiovienfis & supremi Exercituum Regni Poloniæ Ducis militant, proque libertate non minus quam aris & focis suis fortiter dimicant, veniam impetraturi omnium, quæ anteà secùs egissent. Brevi tempore & modico labore oportet defungi ad hoc opus, DEO justam causam secundante, feliciter conficiendum, si omnes ad eundem salutarem scopum obtinendum unanimes conspirent. Quod si autem quemquam præsens conditio parùm moveat, aut perversus in Patriam animus, commodique privati spes in adversis partibus detineat; suæ vel perfidiæ vel pertinaciæ is demum acceptum ferat, si quid inclementiùs in ipsum consulatur. In quorum majorem fidem has manu NOSTRA subscriptas Sigillo Nostro Regio muniri jussimus. Dabantur ad Urbem Benderam die 28. Januarii anni 1711.

CAROLUS,

(L. S.)

H. G. VON MÜLLERN.

## CVIII.

22. Fév. *Manifestum, seu Declaratio de perfidâ Pacis violatione, Sultani Turcarum* ACHEMETIS *contra Suam Cfaream Majestatem. Ad Mandatum Suæ Majestatis in lucem data anno* 1711. *Februarii die* 22. *Interpretata ad normam Originalis.*

NOTUM sit omnibus, quorum id scire interest, quoniam sine dubio universo Orbi constat, quomodo nunc regnans Sultanus Turcarum Achemetes, constitutam cum Suâ Cfareâ Majestate à Fratre ejus Sultano Mustapha ante decem annos, & ab Ipsomet, præterlapso 1710. anno confirmatam, & per Litteras ad Suam Cfaream Majestatem perscriptàs, juramentoriè coram Altissimo DEO obfirmatam Tricennalem Pacem, sine ullâ illi à Suâ Cfareâ Majestate datâ causâ diremit, & Bellum Constantinopoli præterito 1710. anno, mense Novembri publicè declaravit, & postea Suæ Cfareæ Majestatis Legatum Extraordinarium, Consiliarium Intimum, Dominum à Tolstoy, contra Jura Gentium, barbarè contumeliâ affectum, in carcerem, *Edicul* dictum, mitti jussit, cujus tota substantia penes hoc direpta est. Et nunc non tantum in toto Turcico Dominio Bellicos apparatus contra Suam Cfaream Majestatem facit, & Exercitus ad Benderam congregari jussit. Sed & inscriptis ad omnes Præfectos & Bascas suos de inceptione hujus Belli transmisit declarationem, ut conveniant cum Exercitibus contra Suam Cfaream Majestatem, proponendo nonnullas causas, quasi à Suâ Cfarea Majestate ad hanc diremtionem Pacis datas, quæ non tantum falsæ, sed & postremâ Pacis confirmatione sunt resolutæ. Etenim omnes hæ ante hanc confirmationem commemoratæ erant, uti de hoc inferiùs declaratum est. Et quantùm intentionem illorum Turcarum advertere licet, illuc tendit, ut Suæ Cfareæ Majestatis Exercitus qui in Poloniâ juxta Fœdus cum Regiâ Poloniæ Majestate AUGUSTO II., & Republicâ, & propter defensionem illorum, stant, obrutos, cosdem ex Poloniâ discedere cogant, & inducto in Poloniam Rege Sueciæ, turbinibus in hoc Regno factis, altedictum legitimum Regem denuò dejiciant, & à Rege Sueciæ per violentiam inaugurato in Regem, Rebelli Stanislao Leszczinski super Thronum Polonicum inducto; sic, non tantum Poloniam suo barbaro servitutis jugo & tributo subjiciant, sed & multas Provincias ab illa, unâ cum Fortalitio Cameneco ab hoc Regno sibi avellant, (uti hoc illi à Rege Sueciæ nomine Leszczinski per nuncupatum Palatinum Kyoviæ, Potocki & Poniatouwski Portæ promissum. Et quòd quasi tota Respublica velit illis dare pro hoc tributum quolibet anno quatuor millenorum millium Ducatorum) Nec non ut & in Imperio Romano per suos Fœderatos, Regem Sueciæ & Leszczinski, Exercitibus in Pomeraniâ manentibus turbines faciant, & ignem Belli eodem tempore succendant. Et hoc facto, juxta suam malam & perfidam intentionem, Bellum contra Suam Cfaream Majestatem, unà cum Rege Sueciæ, uti Fœderato suo continuent, & per rebelles, Cosacos, Mazepianos & Bulavianos in Turcicum Dominium profugos, turbines in Suæ Cfareæ Majestatis Dominiis conficiant. Et nunc multa mala proposita, & machinationes, non tantùm contra Suam Cfaream Majestatem, & Suam Regiam Poloniæ Majestatem, sed & contra totam Christianitatem exequantur. Et hanc ob rem Sua Cfarea Majestas assumpto Altissimo in auxilium, confidens veritati & Justitiæ armorum suorum, intendit contra illum perfidum, & juramenti Violatorem hostem suum, Sultanum Turcarum, & ejus Fœderatos, & assecias Bellum, in Nomine DEI, in sui defensionem incipere. Et ideò jussit Capitales suos Exercitus undique ad Turcarum confinia discedere, quorsum & ipsa personâ suâ brevi advenire vult. Sed ut omni honesto mundo exponat Justitiam suam, & quòd Sua Majestas à principio Carlovicensium Induciarum, & postea à conclusione Tricennalis, nunc ab hoc Sultano Turcarum injustè violatæ Pacis, & usque ad hunc diem nec parvam occasionem & causam ad diremptionem ejus dedit; Sed illam sanctè & immobiliter observare voluit, non attentis multis ex parte Turcarum factis injustitiis, incursionibus in Terras Suæ Cfareæ Majestatis, susceptione Suæ Majestatis Subditorum Rebellium & traditorum in suam tutelam, & receptaculum illorum hostium SuæMajestatis in suaDitione, & cætera: Ea propter jussit per hoc Manifestum, vel Declarationem, de hoc omni prolixè declarare, ut omni honesto mundo Justitia Suæ Cfareæ Majestatis, injustitia verò Sultani Turcarum sint nota. Etenim uti tota Christianitas, & præcipuè nunc sub jugo barbaro gementes multæ Christianæ Gentes: uti Græci, Valachi, Bulgari, Servii, & cæteræ multæ cum prægrandi suâ miseriâ; Ita & Regnum Hungariæ, & Sua Cæsarea Majestas Romana ipsamet cum non parvo damno hoc experti, quòd hi Barbari Turcæ, uti Hæreditarii hostes Christiani nominis, nihilo alio, quàm continuis suis perfidis Pacis Violationibus, ex Spoliatoribus & latronibus permissione DEI paucis sæculis se se roboraverunt, & in tam potentem & insignem Gentem, & Monarchiam evaserunt, & tum celebria & vetusta Dominia & Terras, à potiori parte Christianas, sancta & veneranda loca usurparunt, uti hoc testantur historiæ, & inter cæteros Sanctissimus Hierosolymorum Patriarcha Nectarius in descriptione sua de Turcarum origine & incremento. Et expressè, quòd semper callidè invigilabant, inimicitiis, dissensionibus, & scissionibus inter Principes, & Dominia Christianorum. Et in talibus occasionibus nullos Tractatus respiciendo, pacificationis sancita, juramenta, & jurejuranda, insperatè Pacem cum Vicinis violabant, illosque aggredientes prædabantur, & suo jugo subjiciebant. Et postea iterum

ANNO 1711.

ANNO 1711. iterum opportunitatem temporis adverteintes, Pacem conficiebant, retinendo ſub ſuo Barbaro Dominio hoc citra Pacis conſtitutionem erepto. Et ſic denuò tanquam Leones capiebant uſque ad aliam talem occaſionem, continuò inter Chriſtianos ſciſſiones & inimicitias faciendo, & applicando illorum diſcordiam commodo ſuo. Et juxta hanc quoque perverſam conſuetudinem intendebat hic rapax lupus Turca, etiam cum Roſſiana Monarchia præterito 1677. anno, fauſtè regnante piæ dignæque memoriæ Magno Domino Cſare & Magno Duce Theodoro Alexiada, Totius Roſſiæ Autocratore, idem facere; dum ille putans, ſibi obtinere in prædam & capturam, ſubditam Suæ Cſareæ Majeſtati Minoris Roſſiæ Provinciam, per proditionem trans Boriſthenalis illius temporis Coſacorum Ducis Doroſzenok, violatâ Pace cum prægrandi & horrendâ Militis manu in Ucrainam venerat. Aſt advertens hunc Doroſzenok, jam Suæ Cſareæ Majeſtati ſe ſubdidiſſe, & illius olim reſidentiam Czigirinum, Suæ Cſareæ Majeſtatis Copiis occupatam fuiſſe, rabiem ſuam contra hanc Civitatem ejecerat, eandem deglutiri, & ulterius in Ucrainam ingredi cupiens. Sed validâ Exercituum Roſſicorum reſiſtentiâ, per biennales expeditiones, operationes, & multa expenſa, non poterat hunc quamvis non valdè munitum locum hucuſque capere, quouſque ipſimet Roſſici Chiliarchi e re eſſe duxerant, relictâ hac Civitate, Præſidium ad Exercitum educere, cui Exercitui, quamvis hoſtis illum diſſipare ſummopere conaretur, tamen Altiſſimi miſericordiâ, nil agere ac intentare poterat: at vel maximè perpeſſus maximum ſibi damnum, cum pudore ad ſuas reverti oras coactus erat. Et poſtea quærere Pacificationem cum Suâ Cſareâ Majeſtate, quæ deinde 1681. anno etiam confecta. Poſt quam hic perfidus non ſervatis cum Suâ Cæſarea Romanâ Majeſtate Induciis, ſine ullâ cauſâ 1683. anno rupturam inſperatò fecit, & Viennam Cæſaream R. ſidentiam acceſſit, illamque obſedit. Sed qualem ultionem pro ſuâ perfidia ſuſcepit, hoc viget adhuc recenti omnium memoria. Etenim dum Chriſtianæ Potentiæ adverterunt talem ejus barbaram verſipellemque intentionem, & dolos, unum poſt alium ex Chriſtianis Principibus deglutire, concluſerunt ii, nempe Sua Cæſarea Majeſtas Romana, cum Ordinibus Romani Imperii, & Sua Regia Poloniæ Majeſtas cum Republica, nec non Venetiarum Reſpublica contra eundem fidei infractorem, ſic dictum Sanctum Fœdus, ad quod & Pontifex Romanus cum illis acceſſerat. Poſtea verò ob commune Chriſtianorum commodum, & Suas Cſareas Majeſtates Joannem Alexiadem, & nunc feliciter Dominantem Petrum Alexiadem, illi Principes invitarunt: cui Suæ Majeſtates eò procliviores ſeſe exhibuerant, quia eidem ſeſe 1686. anno adjunxerant in principio per perpetuum Pacis Tractatum, & offenſivum pro tempore, defenſivum verò pariter perpetuum Fœdus cum Regno Poloniæ. Et poſtea 1697. anno per triennale Fœdus cum Suâ Cæſareâ Romanâ Majeſtate, & Republicâ Venetiarum. Quoniam Suæ Majeſtati continuis Tartarorum contra Pacis Sancita commiſſis in ſuas Terras, & Dominia incurſionibus, tum etiam violationibus Pacis ſine legitimis cauſis cum omnibus Chriſtianis, ſat anſæ à Turcis ad id datum erat. Et ſic per hoc Fœdus adjuvante Altiſſimo, multa antea Chriſtianis erepta Regna, Terras, & Civitates; ſcilicet Hungariam, Sclavoniam, Dalmatiam, Moream, tum & Aſſovium, Caſikermenum cum cæteris Civitatibus, felicitate Chriſtianorum armorum, vindicata fuerant, & ille hoſtis ad tantam redactus erat impotentiam, ut ſi hoc Bellum juxta deſiderium Suæ Cſareæ Majeſtatis, vigore Fœderis adhuc aliquot annis protractum fuiſſet; hic Hæreditarius Chriſtianorum hoſtis, ſinon omninò caſum ſubiviſſet, ſaltem Chriſtianis nuſquam ad nociturum ſtatum redactus fuiſſet. Sed quoniam ille per aſtutias ſuas & machinationes tempore Carlovicenſis Tractatus, Celſos Fœderatos diſpoſuerat ad paciſcendum, & ità in hac occaſione, cavillationes, inimicitias, inter dictos Fœderatos ſeminare cœpit. Et hoc modo à Fœdere cum ſuâ Cſareâ Majeſtate cæteros Principes abſtraxit, & Pacem particularem pro viginti quinque annis excluſâ Cſareâ Majeſtate confecerat. Et ſic deinde compulſus erat Suæ Cſareæ Majeſtatis Legatus Dominus à Woznicin, biennale Armiſtitium cum hoc hoſte inire. Poſt quod tandem Anno 1700. Menſis Junii 3. die per Ablegatos Suæ Cſareæ Majeſtatis D. D. ab Ukraintſow, & à Czeredejow, Conſtantinopoli Tricennalis Pax inter Suam Cſarcam Majeſtatem, & priorem Sultanum Muſtapham concluſa erat. Quam Sua Cſarea Majeſtas adeò ſanctè, & immobiliter ſervabat, ut quamvis adhuc ante ratificationem ejuſdem Pacis 1701. Anno, Nurudan Sultan cum totâ Budiacenſium Tartarorum Cohorte, ad Suam Cſaream Majeſtatem miſiſſent, ſubjicientes ſe Potentiſſimo ejuſdem Majeſtatis Sceptro. Tamen Sua Majeſtas nolens ullam ſuſpicionem & anſam violationi Pacis præbere, illos ſuſcipere recuſavit, at illos repudiavit. Pari modo & poſtea dum 1702. anno Turcarum Subditus Tubiek Murza Ipſemet Aſſovium veniens, petiiſſet, ut Sua Cſarea Majeſtas illum cum multis Cubanenſibus Tartaris in Vaſſalagium ſuſcipi mandaret, eundem recipere noluit. Enimverò quando Sua Cſarea Majeſtas hanc Pacem per Magnum & Plenipotentiarium Legatum ſuum, Camerarium Dominum Principem Demetrium à Galicin, Litteris ſuis confirmare voluit, tunc vel maximè ab hoc tempore à Suâ Cſareâ Majeſtate extremos conatus de obſervatione ejusdem adhiberi mandatum, & omnibus Confiniorum Gubernatoribus, tum & Subditi Exercitus Zaporogienſis Duci, & aliis Suæ Cſareæ Majeſtatis regularis, & irregularis aciei Exercitibus fortiter injunctum, ut nec minimam cauſam ad violationem ſub rigoroſâ pœnâ excurſionibus in Turcicam Tartaricamque Terram auderent adferre, & nil agere, quod Vicinali Amicitiæ, aut conſtitutæ Paci contrarium eſſet. Et hoc Sua Cſarea Majeſtas adeò firmiter ſervare voluit, ut, dum 170 . Anno protervi ſemper nequam Zaporogienſes nonnullos Græcos Mercatores, Ucrainam cum Mercimoniis petentes ſpoliaſſent, & de hoc à Sultano petitio de ſatisfactione per Legatum Suæ Cſareæ Majeſtatis facta fuiſſet, & ſic Sua Cſarea Majeſtas expendens hæc ablata ab his ſpoliatoribus reperiri non poſſe, juſſit hanc refuſionem iiſdem Græcis ex Theſauro ſuo fieri, & circiter centum millia uncialium thalerorum illis perſolvi.

ANNO 1711.

Contrariè huic, quamvis Pax hæc à Sultano Turcarum viciſſim per Litteras & Juramentum confirmata fuiſſet; attamen Turcæ & Tartari Subditos Suæ Cſareæ Majeſtatis toto tempore illius Pacis omnimodè injuriabantur, Subditoſque Suæ Cſareæ Majeſtatis obruendo, poſt ſancitam Pacem trucidabant, in captivitatem ducebant, & multos equos & jumenta illis abigebant, prouti idem annalibus Regeſtis excerptum hic declaratur. Nominatim verò ad Aſſovium, ad littora Maris, & juxta Donenſia Oppida 1699. Turcici Subditi trucidarunt tres Subditorum Cſareæ Majeſtatis, in captivitatem duxerunt 40. Viros, & mille ſexcentos octuaginta quatuor equos. Anno 1700. occiderunt duos homines. In captivitatem duxerunt centum quadraginta ſeptem homines, equos ſeptuaginta duos abegerunt; & quatuor Camelos. Anno 1701. neci dederunt ſex homines, unum ſauciarunt, in captivitatem duxerunt nonaginta unum hominem. Equos abegerunt noningentos triginta ſex. Anno 1702. occiderunt duos, ſauciarunt duos, in captivitatem duxerunt centum viginti quinque homines, equos abegerunt noningentos ſex. Anno 1703. trucidarunt ſex, ac ceperunt ſexaginta homines. Equos abduxerunt ſeptuaginta tres. Anno 1704. vulnerarunt tres; in captivitatem duxerunt tres homines, equos abegerunt mille & trecentos. Anno 1705. occiderunt duodecim, vulnerarunt viginti ſeptem. In captivitatem duxerunt ſexaginta octo homines, pecudis abegerunt tria millia quadringenta octodecim. Anno 1706. trucidarunt quatuordecim, vulnerarunt quindecim, in captivitatem duxerunt triginta novem homines, equos abduxerunt ducentos ſeptuaginta quatuor. Pecudis ſexaginta ſeptem. Anno 1708., trucidarunt duos, ac ceperunt ſeptuaginta quatuor homines. Equos abduxerunt ſeptuaginta tres. Summa, occiſi homines quadraginta octo, vulnerati quadraginta novem, in captivitatem ducti mille nonaginta octo homines. Equi abacti quinque millia noningenti duodecim. Cameli quatuor. Cornutæ pecudis tria millia quadringenta octuaginta quinque, & quamvis de talibus injuriis per Legatum Suæ Cſareæ Majestatis Conſtantinopoli ſufficientes quærimoniæ propoſitæ, tamen nihil proderant, & nulla compenſatio Cſareæ Majeſtatis Subditis pro devaſtatione. Et nec reſtitutio captivorum facta, & hæ prædationes non inhibitæ erant. E contrario autem huic ex parte Suæ Cſareæ Majeſtatis ad inſtantias Turcarum, & ad injuſta illorum petita ſatisfactio ſemper facta: & quamvis Sua Cſarea Majeſtas per tales ſuos propenſos ac-

ANNO 1711.

tus ſperaſſet firmam ab illis Turcis Pacis obſervationem, & reciprocam vicinalem amicitiam, attamen ſemper his contraria advertebat. Quoniam illi in principio rebellione facta Suæ Cſareæ Majeſtatis à Subditis Donenſibus Coſacis, anno 1708. profugos tumultuarios Coſacos Nekraſow cum complicibus non modò in Ditionem, & protectionem ſuam recepere, ſed & cunctam aſſiſtentiam illis præbuere, & permiſere, in vicinias Suæ Cſareæ Majeſtatis Civitatum, adjunctis ſuis Tartaris irrumpere. Pari modo dum 1709. anno poſt præcelebre Poltavienſe prælium & diſſipationem Succici exercitus ipſe Rex Sueciæ cum aliquot Generalibus, Officialibus, & Militibus reſiduis, unà cum Suæ Cſareæ Majeſtatis olim Subdito Duce maledicto pro litore Mazepa ejuſque complicibus, in Turcicam Ditionem fugerant, quos uti hoſtes, quamvis Exercitus Suæ Cſareæ Majeſtatis ſufficientem cauſam habebant vigore juris gentium ubique inſequi, attamen à Suâ Cſareâ Majeſtate illis mandatum erat, ne ad Oczacoviam, quorſum dicti illius hoſtes fugerant, accederent, & redirent ad confinia. Et quamvis poſtea Sua Cſarea Majeſtas Sultano Turcarum in tribus Litteris fuſiori elucidatione ſcribere, & per ſuum Legatum exponere voluit, ut ille Pacis Tractatibus, & vicinali amicitiæ morem gerendo hoſtem Suæ Cſareæ Majeſtatis in ſuâ protectione non tenuiſſet, ſed ad minimum ſuâ Ditione irremorè excedere feciſſet, rebelles verò Coſacos extradidiſſet. Tamen non modò id non adimpletum, ſed neque longo tempore deſuper reſponſum, & interea illis hoſtibus & proditoribus facultas data Ditionem Suæ Cſareæ Majeſtatis aggredi. Et nominatim 1709. anno illi unà cum Valachis & Tartaris Civitatem Jahorlick noctu obruentes, illius loci Officialem Subalternum cum omnibus ſuis cœperunt. 1710. Anno in Oppidis Torgovice, & Nerubaicâ homines ex campis & domibus cum aliquâ Subſtantiâ in captivitatem duxerunt, & Umanenſis centuriæ plures Coſacos unà cum Centurione necidederunt. Unum autem Centurionem & circiter centum quinquaginta Coſacos in captivitatem abduxere: catervam Vectorum, quæ à Poltavienſi Legione ſalis apportandi gratiâ Molocznam adibat, ſpoliarunt. Currus avectionis bellicorum impedimentorum ergo ad Kamiennii Zaton deſtinatos etiam ſpoliarunt, & multos homines & equos acceperunt, Czigirinenſis Legionis in agro Oppidum Kamienka devaſtarunt. De quibus omnibus, quamvis multæ quærimoniæ ex parte Cſareæ Majeſtatis factæ, tamen nulla ſatisfactio aut inhibitio obtenta, ſed quibusvis diffugiis res protracta. Sed quando Suæ Cſareæ Majeſtatis Conſtantinopoli a Supremo Vizirio Ali Paſza facta propoſitio, ut Sua Cſarea Majeſtas Tricennalem Pacem cum Fratre nunc regnantis Sultani factam vellet confirmare, aſſecurando, quod Sultanus dum hoc ſuper ſatisfactionem & ſponſionem a Sua Cſarea Majeſtate de obſervatione Pacis obtinuerit, & ex ſua parte eandem Pacem confirmabit, & tunc de dimiſſione e ſua Ditione Regis Sueciæ cum illo Legato Tractatum tacere mandabit. Et hanc ob rem Sua Cſarea Majeſtas dicto Legato ſuo plenam autoritatem de confirmatione hujus Pacis Tractatus dare, & confirmatorias Litteras de hoc ad Sultanum mittere voluit. Et ſic à præfato Sultano Turcarum illa Pax cum Sua Cſarea Majeſtate 1709. anno menſe Novembri ſolemniter confirmata; & hæc confirmatio cum Suæ Cſareæ Majeſtatis Legato adinvicem extradita, & confirmatoriæ Litteræ a Sultano miſſæ erant, in qua ille cum juramento hanc Pacem ſervare firmiter ſpopondit, & deſuper Deum Omnipotentem in teſtimonium vocavit, cujus Copia hic apponitur. De Rege vero Sueciæ cum Legato Suæ Cſareæ Majeſtatis apud memoratum Vizirium Ali Paſza ſtipulatum erat, ut illum cum præſidio Turcico uſque ad quingentos Viros, per Poloniam ad illius Ditionem perducere liberum foret, & propter ſecuritatem ab exercitibus Suæ Cſareæ Majeſtatis Officialis cum Præſidiariis Ruſſicis in confiniis exceptum, ſalvum perduceret, Proditores vero Coſaci rebelles Suæ Cſareæ Majeſtatis Ditione Turcica expellerentur, cui Sua Cſarea Majeſtas etiam aſſenſerat, & conſenſum ſuum deſuper Legato ſuo mitti juſſerat, ſed poſtea hæc omnia ad effectum non pervenerunt. Quia juxta hunc Tractatum nil adimpletum, & nec Rex Sueciæ dimiſſus, nec proditores expulſi, ſed vel maxime apud Turcas cunctæ machinationes & molimina cum illis facta contra Suam Cſaream Majeſtatem. Quod videndo e re duxit Sua Cſarea Majeſtas, mittere duas Litteras ad Sultanum, cujus apographum ſub littera A. hic penes reperitur. In qua Sua Cſarea Majeſtas inter cætera declarare voluit, quod conſentit ut Rex Sueciæ cum præſidio Turcico uſque ad tria millia numeroſo perduceretur, & per Legatum ſuum juſſit extendi numerum hujus præſidii Turcici uſque ad quinque millia militum. Sed quoniam a parte Turcarum nec minima reſponſio deſuper ſucceſſit, ſed continuo notitiæ de intentione illorum ad Bellum emicabant, ea propter Sua Cſarea Majeſtas mandavit die 18. Octobris 1710. anno per conſulto miſſum Curſorem reiteratas de hoc mitti Litteras, quarum apographum ſub littera B. reperitur. Aſt non modo ad eas ullum reſponſum datum, ſed & hic Curſor contra Jura Gentium, à Turcis comprehenſus, & in ſubterraneis carceribus detinetur. Poſtea vero undique certi recepti ſunt Nuntii, uti ſuperius declaratum, quod a prætacto Sultano Turcarum abs ulla cauſa, quaſi ad inſtigationem Chani Crimenſis, neſcitur quo prætextu, falſarum & pridem jam annihilatarum cauſarum, omnino Bellum Suæ Cſareæ Majeſtati declaratum eſſe Conſtantinopoli. Et Legatum Noſtrum contra Jura Gentium, uti ſupra memoratum, cum contumelia carceri Edicul dicto immiſſum fuiſſe, atque injunctum eſſe Turcis, & Tartaris ad Bellicam aggreſſionem ſeſe præparare. Et hanc ob rem Sacra Cſarea Majeſtas hanc fœdifragam, Turcarum advertens intentionem, compulſa erat ſupradicto modo; invocato Altiſſimo in auxilium, quoque cunctos Bellicos facere apparatus, & exercitus ſuos ad confinia Turcarum, unde hæc aggreſſio fore ſupponitur, ad reſiſtendum undiquaque diſcedere jubere. Sed tamen ut toti Orbi exculpata eſſet, quod non a Sua Majeſtate hæc ruptura & effuſio ſanguinis hominum fiat, ſed a parte Sultani Turcarum; ea propter adhuc Litteras ſuas ad Sultanum Turcarum Petripoli die 16. Januarii mitti jubere dignata erat, cujus apographum etiam ſub littera C. invenitur cum declaratione, quod ſi certum reſponſum & aſſecurationem de obſervatione ab illis Pacis ſine mora, non obtinuerit, id pro ipſa ruptura ejuſdem Pacis, recipiet, nec ſe circumveniri patietur, ſed cum DEI auxilio exercitus Suos qua Terra, qua Mari Bellicas expeditiones tempeſtive exordiri jubebit. Et exinde cunctus honeſtus Orbis videre poteſt, & advertere Pacis amorem & æquanimitatem Suæ Cſareæ Majeſtatis in hoc toto negotio, & quod illa nec minimam cauſam Turcis ad hanc violentiam non præbuit, ſed poſt tot ſæpiores ſupraſcriptas benevole adhibitas methodos, compulſa eſt in ſui defenſionem Bellum huic fœdifrago & Chriſtiani nominis hoſti hæreditario declarare, & incipere, confidens Altiſſimum, juxta juſtitiam, Suæ Majeſtati auxiliaturum. Cæterum quod ex parte hoſtium divulgatur, uti ex extraneis notitiis, & editis in lucem in Turcia illius declaratoriis ſcriptis apparet, ac ſi ille hoc Bellum incipere coactus eſſet ad inſtantiam Leſczinski Poloniæ Pſeudo-Regis, & ſub nomine Reipublicæ Poloniæ ſemet ipſos Ablegatos appellantium Patriæ Suæ Proditorum antea Palatini Kioviæ Potocki, & Poniatowski, quaſi ob defenſionem Reipublicæ ab Exercitibus Suæ Cſareæ Majeſtatis: & quod Sua Cſarea Majeſtas, illos exercitus ad requiſitionem Turcarum à Polonia non educit, & Suam Regiam Poloniæ Majeſtatem Auguſtum Secundum, uti Suum Fœderatum non derelinquit: Hoccine pro valida cauſa reputari poteſt; quandoquidem tota Reſpublica Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuaniæ voluntarie agnovit Suum legitime electum Regem Auguſti Secundi Majeſtatem, Amicum, & Fœderatum Suæ Cſareæ Majeſtatis. Hæcque Reſpublica una cum Regia Majeſtate perſiſtit in Fœdere cum Sua Cſarea Majeſtate, cujus vigore Sua Majeſtas, tempore hujus Belli Regi & Reipublicæ ſupradictis Exercitibus ſuis ſubvenire, illoſque ad repellendum hoſtem, in Polonia habere tenetur. Præcipue vero videns, quod Sultanus Turcarum hoſtem illorum communem, Regem Sueciæ, nec non rebelles Polonos, & Coſacos non alio fine tam diu penes ſe retinet, quam ut ignem Belli in ambobus Dominiis tam Roſſico, quam & Polonico iterum ſuccendat, & ſi Sua Majeſtas hos Exercitus ſuos ex Polonia educeret, nil aliud ſperari poſſet, quam Turcas introducto Rege Sueciæ in Poloniam parte ab una, & Leſzczinski parte ab altera, illaque ad libitum ſubdita, & in poteſtatem ſuam adducta, arma ſua illi hoſti Suæ Cſareæ Majeſtatis Regi Sueciæ adjuncturos, hæcque adverſus Suam Cſaream Majestatem gesturos, & ſic noviſſima prioribus pejora fore. Et ea propter Sua Cſarea Majestas eos ad hæc extrema pervenire ſinere, & ſuos Fœderatos destituere, & in ſervitutem Turcicam cedere

ANNO 1711.

ANNO 1711.

cedere intueri nequit : Sed si Rex Sueciæ ex Turcica Ditione, Suæ Cſareæ Majestatis propoſitioni conſone, quamvis per Poloniam, aut alia quavis via, terra aut mari, quarum ſufficiens eſt copia, abs omnibus technis dimitteretur, tunc Sua Cſarea Majestas, mox Exercitus Suos, in Suam Ditionem ex Regno Poloniæ & omnibus Civitatibus, quæ Reipublicæ pertinent, & nunc ab Exercitibus Cſareæ Majeſtatis communis commodi gratia, quoad hoc periculum à Turcicâ invaſione manet, occupata ſunt, deinde abs omni mora educere dignaretur. Quod verò commemoratur in Turcicâ declaratione, ac ſi à Suâ Cſarcâ Majeſtate in limitibus Turcicis Civitates exſtructæ ſint ; mera eſt falſitas. Quia Sua Cſarea Majeſtas, nullibi Civitates conſtrui fecit, præter tales locos, quæ non modo vigore Tractatûs Pacis, ſed & factæ cum Turcis limitationis parti Cſareæ Majeſtatis obtigêre, quæ limitatio ab Ucrainâ 1705. anno, per Dominum Ukraintſow cum Turcico Kaſſii-Mehmet Paſza, & ab Aſſovio Gubernatorem Aſſovienſem Tolſtoii ; 1704. anno, cum Hazan Paſza peracta.

Quod verò commemorant Turcæ in hac declaratione, quod Suæ Cſareae Majeſtatis Exercitus ingreſſi illorum Terram poſt hoſtem Suecicum, nonnullos illorum trucidarunt, & in captivitatem duxerunt. Hoc juxtà Bellicum gentium Jus & juſtitiam ab Exercitibus Cſareae Majeſtatis, hoſtem inſequentibus factum. Et hac reflexione etiam ab ipſis Turcis non aegrè receptum, ſed poſtea confirmato Pacis Tractatu omne id annihilatum eſt. Caeterae Turcarum cauſae Belli declaratae riſu magis, quam reſponſione dignae ſunt.

Ex his omnibus quilibet à partium ſtudio alienus colligere poteſt, quòd hoc Bellum à Turcis adverſus Suam Cſaream Majeſtatem abs ullâ cauſâ, contra juſtitiam Tractatuum Pacis, & juramentum inceptum eſt. Quod Sua Cſarea Majeſtas DEI Altiſſimi judicio committens, juſta arma ſua, contrà hunc perfidum hoſtem ſumere impulſa eſt, clementiſſimo DEI auxilio confidens.

## CIX.

1. Mai. *Punĉta Pacificationis Hungaricæ Zacmarini 29. Aprilis 1711. Cum Acceptatione Amneſtiæ. Karollii prima Maji 1711.*

VIGORE Clementiſſimae Plenipotentiae ſuae Sacratiſſimae Caeſareae Regiaeque Majeſtatis pro reducenda ſtabiliendaque Regni Hungariae ac Tranſylvaniae quiete & tranquillitate, Domino, Principi Ragoczi, eidemque addictis praefati Regni Hungariae peraeque Tranſylvaniae Univerſis Statibus & Ordinibus reſoluta.

I. Memorato Domino Principi, vigore praemiſſae Caeſareae Regiaeque Plenipotentiae, Gratiam vitae, & univerſorum bonorum, mobilium & immobilium, exceptis iis, quae ad Praeſidia pertinent, in Regno Hungariae & Tranſylvaniae partibuſque eidem annexis exiſtentium, cum ſecura permanſione in Regno una cum ſuis adhaerentibus ſervis & aulicis impertitur, ad cujus determinationem ſi idem Dominus Princeps Caeſaream Regiamque complecti gratiam, ſed differre Juramenti fidelitatis praeſtationem velit, terminus trium ſeptimanarum ab emanatione praeſentium computandarum conceſſus ſit ; ita tamen, ut in caſu differendi Juramenti fidelitatis ſecundum annexam formulam, interim fortalitia ſub potentia manibuſque illius exiſtentia, in ſtatu quo modo ſunt, praeſidiis Caeſareis Regiiſque illuc inducendis bona fide tradantur, aut ſtrictis mandatis tradenda iſtis Commendantibus imponatur, ac una etiam omnis Militia Praeſidiaria exauctoretur & dimittatur, dum è contra promittitur ea praeſidia in proventibus & bonis Domini Principis nullum factura praejudicium vel damnum, propriiſque Caeſareis Regiiſque alenda ſtipendiis. Haec vero omnia intra praeſpecificatum temporis terminum explenda ac exequenda. Si porro iſtis probe, peractis ipſi Domino Principi permanſio libera in Regno diſpliceret, relinquitur ipſius arbitrio eandem etiam ſub praeſtito ſuperius attacto homagio in Polonia habere, ubi citra laeſionem homagialis obligationis, erga Caeſaream, Regiamque Majeſtatem ſeſe continebit : Filiorum quoque reſtitutio, ſupra memoratis conditionibus rite ac fideliter executioni mandatis, a gratioſiſſima Caeſarea Regiaque Majeſtate haud denegabitur.

ANNO 1711.

II. Magnatibus, Praelatis ac Nobilibus ſuperioris, item ordinis Militibus Hungaris pariter & Tranſilvanis aut trium Nationum, qui modo in Regno penes Dominum Principem actu ſunt, etiamſi qui eorum de ſe Reverſales quaſpiam, cuipiam antecedenter dediſſent, ſimiliter gratia intra ſaepius memoratum terminum, vitae & univerſorum bonorum Amniſtialis pariter reſoluta exiſtit, quod de illis omnibus intelligendum, qui jam antea redierunt : intelligitur vero hic talium bonorum reſtitutio, quae fors uno vel altero titulo ac Jure cuipiam collata ſive divendita vel inſcripta etiam per alios poſſeſſa actu ſunt. Ita videlicet, ut illa quoque ſine etiam fructibus medio tempore perceptis penes Litteras Noſtras ad Officiales, Fiſcales, vel Camerales generaliter exarandis ſimpliciter abſque ulteriori mora ac tergiverſatione occupari queant ; Non eſt quod aliquis metuat de neoaquiſtica Commiſſione boniſque hoc titulo appellatis, Amniſtialis enim gratia tales tricas excludit, dum ſincera bonorum promittitur reſtitutio.

Similiter indignum cenſetur, ut quis Poſſeſſorum, ubi ruſticus ſolvendae Contributioni par non erit, amiſſione bonorum mutiletur ; per terminum vero depoſitionis armorum non hoc intelligitur, quaſi liceat alicui arma non geſtare, verum omnis hoſtilitatis ceſſatio : Licebit igitur Magnatibus ac Nobilibus, eorumque ſervitoribus, juxta antiquum receptumque morem, Nobilitati in ſuis praerogativis cum geſtatione armorum (nullo tamen modo ad offendendum parato) libere uti, ac incedere : ſi porro aliquis timorem obtenderet ; ideo Caeſareae Regiaeque benignitati injuria ſane inferretur ; cujus Paterna charitas ſimilem proceſſum in uſum trahere non vult. Militibus vero inferioris ordinis dictam Amniſtialem gratiam ſimiliter elargimur, neque ulli eorum vis fiet, ut ſervitia Caeſarea Regiaque Militaria, abdicatis praeſentibus, accipere cogatur, ſolum ut praeſtito fidelitatis juramento ad ſuas aedes diſcedant, ibique œconomiam colant, ac quiete ſeſe contineant.

Militibus vero exterarum Nationum, Suecis videlicet, Gallis, Italis, Germanis aliiſque liber conceditur paſſus ad ſuos redeundi, illis exceptis, qui ex Regiminibus Caeſareis perfugiſſent, quibus tamen etiam pœna, quam propter deſertionem Regiminis meruiſſent, remittitur, caeteroquin tales ad ſuas Legiones redire vel reſtitui debent. Si vero unus vel alius exterorum in ſervitio exiguae conſiderationis, apud aliquem Magnatum foret ; dummodo non ſint Militiae Caeſareae Regiaeque adſcripti, quin ibidem manere queant, nullum eſt dubium. Si qui porro ignobilioris ſortis Milites his motibus ſe emeritos promotioneque dignos reddidiſſent, tales eo, quod jam praecedenter pro Libertinis per Status & Communitatem agniti ſunt, vigore ſuae Majeſtatis Sacratiſſimae Plenipotentiae, pro talibus habendi reſolvuntur, citra tamen praejudicium Dominorum terreſtrium.

III. Sacratiſſimam ſuam Caeſaream Regiamque Majeſtatem in Religionis negotio receptas Regni Conſtitutiones manutentura, nec non exercitium ejuſdem ſecundum Leges & Conſtitutiones ac Articulos Regni tam in Hungaria & Tranſylvania, cum beneficiis eorum de jure ſpectantibus conceſſura, non praecluſa via, modo in gratiam redeuntibus vel eorum Diaeta ratione gravaminum ſeſe inſinuandi.

IV. Ut his motibus demortuorum Orphani & Viduae (erga quos praefata ſua Majeſtas Sacratiſſima ex innata ſua Clementia ſpeciali reflexione ducitur benignitate & Clementia Regia gloriari queant, cum alias Amniſtialis gratia ex mero duntaxat Regiae Clementiae ſinu proficiſcatur, univerſa quoque harum Viduarum, Orphanorum, & ſucceſſorum bona, necdum alicui collata diſtracta vel divendita reſtituentur, talia nihilominus bona, quae jam aliis collata ſunt vel vendita, relinquuntur in ea parte, qua ſpectant ipſos duntaxat mortuos in ſtatu quo ; omni tamen officio allaborabitur, ut in futura Regni Diaeta, hi quoque omnibus melioribus practicabilibus modis conſolari, ſucceſſioniſque talis participes eſſe poſſint. Hoc tamen declarato, ne haec moderna Sacrae Caeſareae Regiaeque Majeſtatis munificentia & gratia ullo unquam tempore in aliquam conſequentiam, & exemplum trahatur. Diverſa ratio habenda eſt talium Orphanorum & ſucceſſorum, qui ſive pueri ſive puellae, vel jam Matrimonio locatae in partibus Do-

ANNO 1711.

mini Principis adhuc ſunt, quibus vi Amniſtialis Clementiae integrum jus, & bonorum ſucceſſio ſalva & integra relinquitur.

V. Qui porro regno exierunt, & in conterminas aut remotiores ſeſe contulerint Provincias, ob praegnantia & legitima vero impedimenta, aut manifeſta vitae pericula hucuſque ad praeſcriptum terminum redire non potuerunt, ſi legitime docuerint ipſorum abſentiam ex praedictis rationibus cauſatam ac proinde, apud Auguſtam Aulam, vel Excellentiſſimum Dominum Generalem Plenipotentiarium quamprimum eſſe poterit, ſeſe inſinuaverint, illis ſecundum cognitionem aequitatis non denegabitur gratia Amniſtialis, ſecundo Puncto caeteris conceſſa. Illis quoque hanc gratiam ſuffragari, qui in exteris Provinciis, ſive in Ablegationibus, ſive ſtudiorum vel quaeſturae gratia nunc actu ſunt, dum & quando competenter ſeſe inſinuaverint. Illis autem qui ſuperioribus armorum motibus implicati fuerant, adhuc ſuperſtitibus praeſens vitae gratia, & Amniſtia elargietur, nec recluſa bonorum ſpe ubi apud Auguſtam Aulam debitam facturi ſunt inſtantiam. Ratione Tranſylvanorum Magnatum ac Nobilium qui in Moldavia ſe recipere coacti ſunt, & adhuc de facto ibidem commorantur; ſcire intereſt, ne huc in Hungariam magnis ſumtibus & moleſtiis venire cogerentur, Illuſtriſſimo Domino Comiti de Steinville negotium commiſſum eſſe, ut itidem, ubi ſeſe ſub competenti termino praedicto Domino Generali inſinuaverint, ſicut in Hungaria, ita & ibi gratiam vitae & bonorum univerſorum habituri ſunt. Hac addita declaratione, iis intervenientibus impedimentis, quae reditum eorundem in Patriam morarentur, de ſufficienti redeundi remedio & ſecuritate providebitur. Quo magis autem hoc Pacificationis opus, etiam in Tranſylvania, ſecundum Sacratiſſimae ſuae Caeſareae Regiaeque Majeſtatis Clementiſſimam intentionem, eo ordine & norma, quo hic procedat & componentur praeſentium Actorum originalia dicto Domino Generali a Steinville pro directione tranſmittenda, communicabuntur. Dignitates Magnatum ac Nobilium Regni Hungariæ, ut & Tranſylvaniæ, quibus ante hos belli motus fruebantur, hic non comprehendantur, cum inter bona non ſint cenſendæ; non ideo praecluſo ſupplicationis recurſu ad Auguſtam Aulam, qui etiam omni poſſibili modo ibi a nobis ſecundabitur; cumque in conſervatione Jurium & manutentione Libertatum Tranſylvaniæ Principatus, cujuſcumque Nationis Incolarum erga Clementiam ſuæ Sacratiſſimæ Regiæque Majeſtatis nullum ſit dubium, ejuſdemque ſecundum antiquas Regni conſuetudines, Leges, Conſtitutionesque approbatas, apud Auguſtam Aulam ordinatio & reſtauratio, omnibus officiis promovenda recipitur & promittitur; Jazygum, Cumanorum, Haiduconalium, item Oppidorum Privilegia in quantum contra Leges Regni læſa eſſe dignoſcantur, in totum iis etiam in futura Regni Diæta providebitur.

VI. Amniſtialis hujus gratiæ Cæſareæ Regiæque participes futuri ſunt cujuſvis hoſtes bello capti Nationales.

VII. Damna durante ſuſpenſione armorum moderna cuipiam illata, comperta rei veritate ab utrinque bonificanda exiſtunt.

VIII. Ad tollendum ſcrupulum, aut quamvis difficultatem Clementiſſimæ reſoluta Amniſtialis gratia vitæ & bonorum, ſolenni Inſtrumento inſerta, quam totius pro Principe & univerſis, & addictis (ſtylo ad omnes Magnates, Nobiles, Cives, Libertinos Milites, Ruſticos, cujuſvis demum conditionis & ordinis Hungaros pariter & Tranſylvanos trium Nationum ſecundum conditiones ſuperius præſcriptas extenſo) & abſque omni dubio ab Auguſta Aula confirmanda & ad omnes Comitatus Diſtrictuſque tam Hungariæ Regni quam Tranſylvani Principatus pro certiori conſolatione impertienda procurabitur.

IX. Quod Sua Sacra Cæſarea Regiaque Majeſtas Regni Hungariæ & Tranſylvaniæ Jura, Libertates & Immunitates inviolata & ſancte ſit conſervatura, neque permiſſura, ut contra amniſtialem gratiam hanc novis contentionibus & litigiis anſa vel cauſa præbeatur, vel cuilibet quemlibet moleſtiis impetendi laceſſendique modus aut ratio ſubminiſtretur, Imo vigore clementiſſimæ Amniſtialis Gratiæ generalis, ne quis ſe invicem ſcommatibus, jurgiis, & altercationibus præſcindat ſub gravi animadverſione prohibitum ſit, unde Generales Præfecti, Locorumque Commendantes, nec non & Vice-Comites, Judices Nobilium ac Magiſtratus Civium per Ordines ſerios excitabuntur, ut pro contravenientium coercitione ſeveram adhibeant adminiſtrentque Juſtitiam.

X. Salva manebit facultas in futura Regni Diæta cætera gravamina non modo proponendi, ſed & quæ pro ſalute & honore Gentis e re viſa fuerint, permiſſa votorum libertate ac clementiam Suæ Sacratiſſimæ Majeſtatis implorandi, ut ſane nullus dubitare debeat, Sacratiſſimam Cæſaream Regiamque Majeſtatem in conſervatione Legum prædicti Regni Hungariæ & Tranſylvaniæ & adhibendis ad Regni Officia indigenis toti Orbi Chriſtiano teſtatum velle reddere, quod in paterno affectu erga Hungariæ Regnum & Tranſylvaniæ Principatum ab iſta nihil magis deſiderari queat, uti & eadem ſumme deſiderat, ne Gens Hungara, & cujuſcunque Nationis Tranſylvaniæ juxta hæc Jura tractata nulli Gentium fide in Regem cedat.

Pro ultima tamen Clementiæ Cæſareæ Regiæque coronide addendum, quod Cæſarea Regiaque Majeſtas omnibus & ſingulis ſuperius memoratis, Magnatibus & Nobilibus Superioris & Inferioris Ordinis, qui partibus Domini Principis Ragoczki hactenus addicti fuerunt, Amniſtialem gratiam quoad vitam & bona nihilominus ſub præfatis conditionibus conceſſuram, etſi dictus Princeps ad præfixum modo terminum non compareat, proindeque forte præfatam Amniſtialem Gratiam complecti omnino recuſaverit, aut Juramentum homagiale ſecundum propoſitam formulam per Procuratorem ſufficienti Plenipotentia inſtructum deponere noluerit, ea tamen ſpe benigne freta, quod prædicti Domini Magnates & reliqui abdicatis ejuſdem partibus in ſua fidelitate permanentes ſecuritati Patriæ quovis modo proſpicere, ejuſdemque Domini Principis machinationibus ulrerius nullum dare locum, ſed omnia ea rite obſervare velint, ad quæ homagialis obligatio eos ſecundum Jura & Leges Patriæ conſtringit. Si vero Dominus Princeps prægnantibus cauſis impeditus dictum Juramentum in præſentia præſtare, neque conditionibus ab eo exequendis praeſens eſſe poſſet, eidem demum concedatur illud per Plenipotentiarium in animam ſuam deferre, ac Gratiam Amniſtialem amplecti, datiſque veris & ſinceris mandatis traditionem Fortalitiorum ordinare & diſponere. Caſu vero quod Dominus Princeps traditione Fortalitiorum dimiſſioneque militiae modo ac ſine mora, praeſtitis praeſtandis, depoſitionem Juramenti fidelitatis ſecundum Formulam præſcriptam ad terminum duarum vel forte trium ſeptimanarum differre vellet, illud ipſi etiam demum ex ſuppoſito Caeſareae ſummae benignitatis, uti ſupra dictum, conceſſum ſit, cui etiamnum ad redeundum ſemper dabitur ſub Verbo Regio plena ſecuritas, quæ quidem univerſa & ſingula praemiſſis Punctis acta ſincere comprehenſa vigoreque Plenipotentiae nobis a Sacratiſſima Sua Cæſarea Regiaque Majeſtate clementer attributa in omnibus Punctis earumque clauſulis vigore prætactæ clementiſſimæ Plenipotentiæ rata, ac in perpetuum abſque ulla exceptione vel defectu valitura, conſtanter promittimus & validamus, ac pro majori robore ſubſcriptionibus Sigilliſque noſtris ſecretioribus corroborata prædicto Domino Principi, eique hucuſque adhærentibus univerſis & ſingulis extradenda duximus.

GENERALIS COMES JOANNES PALFY.
CAROLUS LOHER DE LINDENHEIM.

*Zacmarini 29. Aprilis 1711.*

Clementiſſimam itaque hanc Sacratiſſimæ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Domini Domini noſtri Clementiſſimi medio præſcriptorum Plenipotentiariorum ſuorum Regno huic Hungariæ partibus, Principatuique Tranſylvaniæ ac eorundem univerſis Statibus, Ordinibus, Civibus ſuperioris item æque ac inferioris conditionis Militibus, Nationibus, Incolis, imo & ipſis Ruſticis benigne reſolutam generalem Amniſtialem Gratiam benignaque Pacificationis Puncta nos quoque infraſcripti nomine totius Communitatis, abſente adhuc etiam ſuprafato Duce hactenus noſtro & Principe, omni cum demiſſione & humilitate recognoſcentes, eandem uti jam pridem magno deſiderio expectatam amplectimur, eidemque Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ debitum noſtrum homagium ſecundum annexam Juramenti formulam humillime deponimus, nihil dubitantes quin Sua Majeſtas Sacratiſſima quoque benignas præmiſſas Reſolutiones ſit ratihabitura, iiſdemque in omnibus Clauſulis & Articulis ſatisfactura. Karollii prima Maii 1711.

FOR-

ANNO 1711.

## FORMA JURAMENTI.

EGo N. juro per Deum vivum Omnipotentem Cœli Terræque Creatorem. Poſtquam Sacratiſſima Cæſarea Regiaque Majeſtas ex ſuperabundanti Clementia Amniſtialem vitæ & bonorum gratiam vi Plenipotentiæ Illuſtriſſimo ac Excellentiſſimo Domino Comiti Palfii ad Erdodi ejuſdem Generali Campi Mareſciallo per Regnum Hungariæ Supremo armorum Præfecto, Croatiæ Banno Cataphractorum Tribuno conceſſæ fuere, per jam dudum emanatas ac publicas declarationes propter hoſce praeteritos motus largita & impertita ſit: nec non Regni Hungariæ ac Tranſylvaniæ Jura, Leges & Libertates, tam in Politicis & Provincialibus, quam & Eccleſiaſticis receptarum Religionum negotiis per ſe ſuoſque Succeſſores ſancte conſervanda promiſerit, imo ſuam confirmationalem quoque Ratificationem obtulerit; me proinde in poſterum & ſemper uſque ad ultimum vitæ ſpiritum eidem Sacratiſſimæ Cæſareæ Regiæque Majeſtati ejuſdemque in Regno legitimo Succeſſori futurum fore fidum ac fidelem, nec quicquam contra debitum homagialis vinculi obligamen directe vel indirecte, alieno vel proprio motu & conatu in contrarium commiſſurum; ſed ea omnia rite ac probe acturum & præſtiturum re & opere, quae homagiali devotioni & obedientiæ & ſervitio agenda & præſtanda incumbunt ac incumbent. Ita juro, ſpondeo & me ſancte & inviolabili fide obligo per ſacroſancta Evangelia, uti me Deus trinus & unus adjuvet.

ANNO 1711.

## SUBSCRIPTIO.

*Ex parte Statuum Regni Hungariæ.*

AL. CAROLY.

BERINNI.

CAS. DE REVA.

EM. DE REVA,

PETERI.

LADIS. VAIY.

JOAN. BALYAGI.

MICH. NYNZO.

JOAN. KRUISAY.

PETER HALAZ.

BACMARI MICLOS.

KOKAY MARTON.

IMBRE.

PIKO DEMETTER,

DEAK FERENZ.

SIG. BITESKUTI.

*Partium Trans-Danubianarum.*

DAN. RAISKI.

JOAN. BELEZNAI.

OLSKAI SANDOR.

AL. OTLIC.

NIC. SENTEI.

IMBRE.

DOMAHIDI LAZLO.

CTEPLEKI JANOS.

*Ex parte Tranſylvaniæ.*

MICH. BARISAY.

MICH. TELEKI.

ABR. BARCSAY.

JOSIKA.

DAN. VA.

AD. RHEDEI.

JOS. DANIEL.

GEOR. PONGRAZ.

STEPHANUS DANIEL.

LADISLAUS KILA.

DANIEL ATAI.

GAB. HALLER.

DAN. JOSIKA.

COMES STEPH. GUILAY.

MICH. KARANIDI.

FRAN. TARDI.

KUN ISTUAN.

ANDREAS RAZ.

PETRUS BALOG.

STEPHANUS HUNNIADI.

Nomina autem cæterorum univerſorum & ſingulorum, quiin hoc Concurſu actis & concluſionibus hiſce præſentes fuere homagiaque depoſuerunt extra data per

DANIELEM BULIOUSEKI,
*Ex parte Hungarorum in præmiſſis Notarium.*

GEORGIUM PONGRAZ,
*Tranſylvanorum his Actis Notarium.*

## CX.

14. Mai. *Second Decret de la Reine de la* GRANDE-BRETAGNE *touchant l'Indemnité promiſe au Duc de* LORRAINE, *pour le Duché du Monferrat. A Whitehal le* 14. *Mai* 1711. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 160.]

LE Memoire du Baron de Forſtner Conſeiller d'Etat, & Chambellan de Monſieur le Duc de Lorraine touchant les interêts de ſon Maître à l'égard d'un équivalent pour le Duché de Montferrat, ayant été conſideré par la Reine, Sa Majeſté m'a commandé d'y repondre, qu'Elle a déja donné, & reïteré pluſieurs fois ſes aſſûrances audit Duc, qu'Elle fera tout ce qui depend d'Elle, afin qu'il ait toute la ſatisfaction poſſible ſur ſes juſtes prétentions; qu'Elle continuë toujours d'avoir les mêmes ſentimens pour Monſieur le Duc de Lorraine, & pour ſes interêts, qu'Elle ne manquera pas de lui faire voir les effets de ſon amitié & de ſon eſtime particuliere dans toutes les occaſions, qui ſe preſenteront, & ſur tout quand il s'agira de renouveller les Conférences pour un Traité de Paix, elle n'oubliera pas de donner des ordres très-precis à ſes Miniſtres d'appuyer en ſon nom, & avec les inſtances les plus preſſantes les demandes du Duc, afin de lui procurer une ſatisfaction ſure & raiſonnable: Mais pour ce qui regarde la déſignation d'un équivalent dés à preſent, il eſt évident, que la ſituation des affaires eſt devenuë ſi incertaine à cauſe de la mort de feuë Sa Majeſté Imperiale, & d'autres incidens, qu'on ne ſçauroit rien faire à cette heure ſur ce ſujet; mais lorſque le temps ſera plus convenable, Sa Majeſté ſera prête à concourir avec les autres Puiſſances intereſſées pour regler l'affaire d'un équivalent, & montrer par là comme en toutes autres choſes le deſir, qu'Elle a de procurer le bien, & d'avancer les interêts de Monſieur le Duc de Lorraine, & de toute Sa Maiſon.

*Fait à Whitehal ce* 14. *Mai* 1711.

Etoit ſigné,

J. JOHN.

CXI.

ANNO 1711.

## CXI.

*Deduction Abregée touchant les Differens de ſon Alteſſe Electorale de* BRUNSWICK *avec le Chapitre d'*HILDESHEIM. [Mercure Hiſtorique, Mai 1711. pag. 503.]

CE fut l'an 1643. que par l'entremiſe de l'Empereur Ferdinand III., les Ducs de Brunſwick remirent l'Evêché d'Hildesheim à l'Evêque d'alors, après l'avoir poſſedé comme un Fief de l'Empire pendant plus d'un Siécle. Dans le Traité fait à cet égard le 27. Avril 1643., on ſtipula entr'autres un libre Exercice de Religion aux Proteſtans de cet Evêché ; & pour l'aſſurer davantage, on convint en même tems d'un Traité particulier qui ne regardoit que la Religion, entre les Ducs de Brunſwick, & l'Evêque & Chapitre d'Hildesheim.

Comme par ce dernier Traité l'Exercice de la Religion Proteſtante étoit limité à un certain nombre d'années, les Etats de l'Empire aſſemblez au Traité de Weſtphalie convinrent, que juſqu'à ce qu'on pût s'accorder touchant la Religion, ledit Exercice demeureroit dans toute l'étenduë de l'Empire ſur le pied de l'an 1624., annullant tous Pactes & Uſages contraires ; Et dans l'Inſtrument de la Paix, on fit mention du Traité ſuſdit, afin que dans la ſuite l'Evêque & le Chapitre n'y pûſſent contrevenir, entant qu'il étoit conforme à ce qui s'étoit pratiqué ladite année 1624. On convint même en 1651., entre les Commiſſaires de l'Electeur de Mayence & de la Maiſon de Brunſwick-Wolfenbüttel, d'un Traité ſur les affaires Conſiſtoriales, qu'on a nommé depuis *Récez Conſiſtorial*, par lequel (Art. 5.) les Pactes faits avec les Ducs de Brunſwick furent expreſſément confirmez ; & ce Récez fut ratifié l'an 1652. par l'Evêque d'alors Maximilien Henri, Electeur de Cologne.

Il porte que les Proteſtans de l'Evêché demeureront dans l'Exercice libre & entier de leur Religion, ſur le pied de l'an 1624., auquel tems ils l'avoient non ſeulement dans toute l'étenduë de l'Evêché, mais même ils l'avoient ſeuls en pluſieurs endroits, à l'excluſion des Catholiques Romains. Ce Recez porte de plus, que les affaires Conſiſtoriales ne ſeroient plus du reſſort de la Chancellerie de l'Evêque, mais qu'elles ſeroient jugées par un Conſiſtoire établi pour cet effet, comme elles l'avoient été en 1624. par les Conſiſtoires des Ducs de Brunſwick.

Ce ſont là les Pactes & les Recez qu'un zele mal réglé de Religion a fait violer tant de fois, & à tant d'égards, par la Régence, & par le Clergé Catholique Romain de l'Evêché. Ils ont bâti des Egliſes en divers endroits où les Catholiques Romains n'en avoient point l'an 1624. Ils ſe ſont emparez par force de pluſieurs Egliſes Proteſtantes, & y ont introduit le ſervice de leur Religion. Ils ont forcé les Sujets Proteſtans qui ſe trouvoient dans leurs Bailliages de ſe ſervir de Prêtres Catholiques Romains pour les Actes Miniſtériaux. Ils ont ôté aux Egliſes & aux Ecoles Proteſtantes leurs Revenus & leurs Apartenances. Ils ont obligé les Proteſtans à l'obſervation de leurs Fêtes. Ils ont mis les Egliſes Proteſtantes à l'enchere, y établiſſant pour Miniſtres ceux qui offroient la plus groſſe ſomme. Ils ont tiré devant leurs propres Tribunaux les perſonnes & les affaires qui étoient du Reſſort du Conſiſtoire. Ils ont défendu aux Officiers Proteſtans du Païs de reſpecter les Ordres & les Sentences du Conſiſtoire & de s'y ſoûmettre. Ils ont ôté les gages aux perſonnes qui compoſent la Juriſdiction Conſiſtoriale. Enfin, ils ont commis pluſieurs autres infractions qu'on peut voir plus au long dans les Déductions que les Etats Proteſtans de l'Evêché ont publiées pour faire connoître leurs griefs.

Il eſt vrai que ces Etats ayant porté leurs plaintes à l'Electeur leur Evêque, il leur promit que tout ſeroit redreſſé ; mais étant mort peu après, l'Evêque Jodoque-Edmond ſon Succeſſeur refuſa d'écouter leurs plaintes, & les obligea à demander juſtice à la Chambre Imperiale de *Wetzlar*, qui leur accorda en 1694. & 1696. les *Mandats* qu'ils demandoient, portant, *que Juſtice ſeroit faite aux Proteſtans de l'Evêché, ſuivant la teneur de l'Inſtrument de la Paix de Weſtphalie, & du Récez Conſiſtorial, ſans aucune Reſtriction.*

Tout cela n'a produit aucun effet, & n'a pas empêché qu'on n'ait accumulé griefs ſur griefs, & qu'on n'ait agi en toutes rencontres, comme ne ſe croyant obligé à rien, juſqu'à ſe déclarer ouvertement en ce ſens-là par des Ecrits imprimez. ANNO 1711.

Il n'eſt donc pas ſurprenant que les Etats Proteſtans de l'Evêché ſe voyant ainſi traitez, ayent eu recours aux Directeurs du Cercle & à Leurs Alteſſes Electorales & Sereniſſimes de Brunſwick, qui n'ont pas manqué d'employer en leur faveur, tant auprès du dernier Evêque, que depuis ſa mort auprès du Chapitre, les interceſſions les plus preſſantes, mais qui ont été auſſi inutiles que tout le reſte.

La Maiſon de Brunſwick étant Partie principale, tant dans le Traité général que dans le Traité particulier conclus en 1643., & ayant eu tant de part au Récez Conſiſtorial ; D'ailleurs étant obligée comme les autres Etats de l'Empire, à maintenir les affaires de la Religion ſur le pied de l'an 1624. il n'étoit pas poſſible que S. A. E. n'ayant pû obtenir l'execution deſdits Pactes & Recez, ne ſe portât à employer des moyens plus efficaces pour y parvenir.

Ce fut pour arriver à ce but, que S. A. E. voyant ſes inſtances mépriſées, procéda l'an 1703. à la ſaiſie de tous les Effets appartenans dans ſes Etats au Chapitre & au Clergé de l'Evêché, ſe flatant de faire redreſſer les Griefs par cette voye. En effet, le Chapitre promit alors, qu'auſſi-tôt qu'on auroit levé la ſaiſie, il remettroit toutes choſes ſur le pied ſuſdit ; il recommença même à faire payer les gages aux Membres du Conſiſtoire, & il ſe déclara favorablement ſur quelques Articles, ce qui joint à l'interceſſion de Sa Majeſté Imperiale & de pluſieurs Princes, obligea S. A. E. à lever l'an 1709. ladite ſaiſie.

On avoit ſans doute alors tout ſujet d'eſperer que le Chapitre ſe conformeroit à des Promeſſes faites par un ſi grand nombre de Princes : Mais tout le contraire eſt arrivé, & bien loin de remedier aux griefs ; on les a encore agravez par des infractions plus énormes que les précédentes.

On a privé le Clergé Proteſtant d'une grande partie de ſa ſubſiſtance en lui ôtant ce qu'on appelle *Jura ſtolæ* ; & lors que ce Clergé a repreſenté que c'étoit là une violation expreſſe du Traité de Weſtphalie, & même de la réſolution donnée l'an 1706. par le Chapitre dans l'Aſſemblée des Etats, on leur a répondu que cette réſolution étoit nulle, n'ayant pas été priſe en plein Chapitre, & n'ayant été ſignifiée de ſa part, ni aux Baillifs, ni aux Officiers ſubalternes du Païs ; on s'eſt emparé des Cimetiéres des Proteſtans, & on a donné ordre aux Officiers de l'Evêque de prêter main forte pour cet effet aux Prêtres Catholiques Romains.

On cite en Juſtice les Miniſtres Proteſtans lors qu'ils vont conſoler les malades de leur Religion qui ſont au ſervice des Baillifs & des autres Officiers Catholiques Romains de l'Evêché, & on les condamne à des amendes, quoi que la permiſſion de viſiter leſdits malades leur ait été expreſſément accordée par la Réſolution de l'an 1706. ci-deſſus mentionnée.

On continuë à vendre au plus offrant les places de Miniſtres & de Maîtres d'Ecole, ce qui eſt non ſeulement une violation des Pactes & des Recez, mais contre toute raiſon & juſtice ; & lors que les Membres des Egliſes Proteſtantes oſent ſe plaindre de procedures ſi injuſtes, on tâche de les décourager par toute ſorte de vexations, par des procès, & même par des executions militaires.

On prive le Conſiſtoire de toute ſon autorité ; on tire devant la Juriſdiction ſéculiere les affaires qui appartiennent à la Juriſdiction Conſiſtoriale ; on fait défenſe au Conſiſtoire d'en connoître ; & lors qu'il a prononcé ſur quelques-unes, on recommence à en connoître de nouveau à la Chancelerie de l'Evêque, où on ne manque jamais de les décider en faveur des Catholiques Romains.

Son Alteſſe Electorale ne pouvant pas diſſimuler des infractions ſi criantes, n'a pas manqué de faire ſouvenir le Chapitre de ſes promeſſes & de le preſſer ſur cela. La réponſe a été *qu'on avoit déja redreſſé pluſieurs Griefs*, mais qu'on avoit differé de remedier aux autres, d'un côté *parce qu'on n'étoit pas d'accord touchant les principes ſuivant leſquels on devoit proceder*, & de l'autre *parce qu'on ne convenoit pas des faits*, ajoû-

ANNO 1711.

ajoûtant qu'à la prochaine Aſſemblée des Etats on feroit une nouvelle tentative.

Il eſt de notorieté publique que la premiére partie de cette Réponſe eſt fauſſe, *puis qu'aucun Grief n'a encore été redreſſé*, & qu'on n'a pas même tenu aux Proteſtans ce qui leur avoit été promis dans l'Aſſemblée de 1706. Et à l'égard de la ſeconde, il eſt viſible qu'elle ne tend qu'à éluder l'execution du Traité de Weſtphalie & du Récez, & à traîner les choſes dans une longueur ſans fin. C'eſt ce qui a obligé S. A. E. (après avoir inutilement repreſenté au Chapitre que les principes ſuivant leſquels on devoit proceder, étant clairement établis par ledit Traité & le Recez, ils ne devoient plus être ſujets à aucune conteſtation) de faire ſaiſir de nouveau dans ſes Etats les effets qui ſe ſont troûvez appartenir au Clergé Catholique Romain de l'Evêché d'Hildesheim, dont la ſaiſie n'avoit été levée en 1709. qu'à condition que les Griefs touchant la Religion ſeroient redreſſez.

Comme cette ſaiſie s'eſt faite peu de tems avant que les Etats s'aſſemblaſſent, S. A. E. avoit eſperé qu'elle obligeroit le Chapitre à examiner ces Griefs & à y remedier De ſorte qu'Elle a été fort ſurpriſe d'apprendre qu'il ne s'étoit rien paſſé à cet égard, ſinon que de la part du Chapitre on avoit tâché de ſe juſtifier ſur deux ou trois Griefs, & que les Etats ayant fait voir que ces Griefs étoient entierement incompatibles avec le Recez Conſiſtorial, le Chapitre avoit déclaré *que ce Récez n'étoit aucunement obligatoire, & qu'il ne prétendoit pas y être tenu.* C'eſt ainſi que le Chapitre s'eſt expliqué ſur un Recez conclu ſuivant l'intention du Traité de Weſtphalie, dont les Commiſſaires de Mayence & de Brunſwick Wolfenbuttel étoient convenus avec les Deputez d'Hildesheim, qui avoit été ratifié par l'Electeur de Cologne alors Evêque; que la Chambre Imperiale de Wetzlar avoit décidé être la Régle ſuivant laquelle la Juſtice devoit être adminiſtrée aux Proteſtans; & que le Chapitre avoit promis à S. A. E. d'obſerver, lors qu'il avoit obtenu la levée de la ſaiſie de ſes effets.

La Déclaration que le Chapitre a fait mettre ſur le Protocolle de l'Aſſemblée des Etats porte, *qu'il ne regarde point le Recez Conſiſtorial comme obligatoire, puis qu'il avoit été impoſé à l'Evêque malgré lui l'an* 1651.; mais le comble de la hardieſſe, c'eſt que le Chapitre a oſé écrire la même choſe à S. A. E. & à S. A. S. le Duc de Wolfenbuttel dans des Lettres datées du 6. de Février de la preſente année 1711., y joignant copie du Protocolle ſuſdit; ce qui fait clairement connoître que toutes les eſperances que le Chapitre avoit données de redreſſer les griefs, & d'obſerver les Pactes & les Recez, avoient été illuſoires, & n'avoient eu pour but que d'endormir les Etats Proteſtans de l'Empire, & en particulier S. A. E., pour avoir les mains d'autant plus libres à opprimer les Proteſtans de l'Evêché, & à abolir les Pactes & les Recez qui font toute leur ſûreté. Et comme un tel procedé eſt contraire à l'équité naturelle; & à toutes ſortes de Droits; & que s'il avoit lieu on ne pourroit jamais s'aſſurer de perſonne, & la foi des Traitez ſeroit aneantie, S. A. E. eſpere qu'on ne pourra pas trouver mauvais qu'étant fondée ſur les Pactes & ſur les Recez ſuſdits, elle accorde aux Proteſtans de l'Evêché la Protection qu'ils lui demandent; & qu'elle inſiſte que non ſeulement leſdits Pactes & Recez ſoient inviolablement obſervez, & que tout ce qui s'eſt fait au contraire ſoit redreſſé; mais auſſi que le Chapitre lui donne des ſûretez ſuffiſantes de n'en agir plus de même à l'avenir, afin qu'on puiſſe être à couvert de nouvelles infractions, & que les Proteſtans de la Ville & de l'Evêché d'Hildesheim jouïſſent tranquillement de leurs Droits.

Le procedé du Chapitre a été ſi odieux, que S. A. S. le Duc de Wolfenbuttel (quoi que Catholique Romain) lui en a témoigné ſon mécontentement, ayant envoyé un de ſes Conſeillers à Hildesheim pour faire des plaintes au Chapitre de la Lettre qu'il avoit reçûë, & de la déclaration miſe ſur le Protocolle de l'Aſſemblée des Etats contre la validité du Recez Conſiſtorial; demandant que les Griefs de Religion fuſſent inceſſamment redreſſez, & les Pactes conclus avec ſa Maiſon reconnus pour obligatoires; & déclarant que juſqu'à ce qu'on eût donné ſatisfaction à S. A. E., il feroit cauſe commune avec elle.

Ce n'eſt pas ſeulement dans les affaires de Religion, mais auſſi dans les Civiles, que le dernier Evêque & le Chapitre ont travaillé à la ruïne des Proteſtans de l'Evêché. C'eſt ce qui a paru clairement dans le *Droit de Braſſerie* dont ils ont preſque entiérement privé la Ville d'Hildesheim: Et comme S. A. E. eſt Protecteur de ladite Ville, comme ſes Ancêtres l'ont été, & que les Pactes conclus avec ſa Maiſon portent que les Habitans de l'Evêché, & en particulier ceux de la Ville, ſeront maintenus dans la poſſeſſion de leurs Droits tant Civils qu'Eccleſiaſtiques, il eſt juſte que S. A. E. leur faſſe reſſentir ſa Protection à l'un & à l'autre égard (*ſur quoi la Déduction entre dans un Detail très exact.*)

Et afin qu'on ne s'imagine pas que l'Infanterie que S. A. E. a miſe dans Hildesheim & Paine faſſe aucune brêche aux Revenus ordinaires de l'Evêché, il eſt bon de ſçavoir qu'elle n'eſt aucunement à charge à ces deux Villes, étant entretenuë de la Caiſſe de Guerre de S A. E.; & que les Troupes qui ſont dans le plat-Païs, ne ſont point dans le Bailliage de l'Evêché, mais ſeulement dans ceux du Chapitre, & *ne tirent leur entretien ni du Païſan, ni de la Caiſſe des Contributions, ni même des Domaines de l'Evêque*; mais qu'elles ſont aux dépens du Chapitre, tirant la paye ordinaire, & rien au delà, des trois Bailliages qui lui apartiennent, du Revenu deſquels on n'a jamais rien appliqué à des uſages publics, ni au payement des Troupes de l'Evêché, &c. De ſorte que les Troupes de S. A. E. n'aportent pas la moindre diminution à la Caiſſe des Contributions, qui eſt le fonds dont on tire le payement du Bataillon que l'Evêché fournit à l'Empire pour ſon Contingent, & qui eſt à preſent en Garniſon à Fribourg, &c.

On laiſſe à juger après tout ce qui a été dit, ſi S. A. E. peut retirer ſes Troupes avant que le Chapitre lui ait donné ſatisfaction ſur des Griefs, qui ſont d'une telle importance que l'entiere ruïne des Proteſtans de l'Evêché en dépend, & d'une notorieté ſi publique que le Chapitre même eſt obligé d'en convenir; de ſorte que ne pouvant nier les faits, il nie le principe & il ſoûtient que les Pactes & les Recez ne ſont pas obligatoires. On laiſſe à juger ſi après tant de promeſſes qui ſont demeurées ſans aucune execution, S. A. E. doit encore ſe contenter cette fois de ſimples paroles, ou ſi elle doit admettre quelque expedient qui engage l'affaire dans de longues diſcuſſions, & qui donne le tems au Chapitre d'opprimer de plus en plus les Proteſtans de l'Evêché, & de les réduire à un ſi petit nombre qu'ils ne paroîtront plus meriter aucune conſideration. Que ſi le Chapitre ſe porte, comme il le faut eſperer, à donner à S. A. E. la juſte ſatisfaction qu'Elle demande, elle ne differera pas un ſeul moment à retirer ſes Troupes, & à faire voir combien eſt mal fondée l'imputation répanduë malicieuſement dans le monde qu'Elle a en vûë de s'approprier l'Evêché. C'eſt ce dont on devroit être entierement deſabuſé par l'experience du paſſé, les Troupes de la Sereniſſime Maiſon qui furent miſes dans Hildesheim l'an 1703. en étant ſorties, ſans que S. A. E. ait eu à cet égard aucun reproche à ſe faire que celui de les avoir retirées avec trop de facilité, & de n'avoir pas pris alors toutes les précautions néceſſaires pour guérir le mal, en ſorte qu'il ne fût pas beſoin d'y appliquer une ſeconde fois le même remede.

## CXII.

*Reſolution de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas en Reponſe à une Lettre du Czar qui demandoit que le Corps des Troupes de la Neutralité pût ſe joindre inceſſamment aux ſiennes.* 15. Juin.

*Du Lundi* 15. *Juin* 1711.

OUï le raport des Sieurs de Broeckhuyſen & autres Deputez de LL. HH. PP. aux affaires étrangeres, aiant en conſequence & pour ſatisfaire à la Reſolution commiſſoriale du 6. du courant examiné la Lettre de Sa Majeſté Czarienne de Moſcovie, écrite de Jawarow le 29. d'Avril paſſé, tendante à ce que le Corps deſtiné pour le maintien de la Neutralité dans l'Empire en conformité des Actes paſſez ſur ce ſujet, ſoit promptement aſſemblé; & puiſque Sa Majeſté le Roi de Suede a déclaré de ne point vouloir ſe tenir à cette Neutralité, que ledit Corps

ANNO 1711.

puiſſe ſe joindre aux troupes de Sa Majeſté Czarienne & de ſes Alliez les Rois de Dannemarck & de Pologne, & agir contre celles de Suede, ainſi qu'il eſt plus amplement porté dans ladite Lettre. Aiant d'ailleurs examiné les Memoires du Sr. Matueof, Ambaſſadeur ordinaire de ſadite Majeſté Czarienne, touchant & par raport au même ſujet. Sur quoi aiant été deliberé, il a été trouvé bon & arrêté qu'on écrira à ſadite Majeſté Czarienne, que LL. HH. PP. ſe tiennent obligées à Sa Majeſté Czarienne de l'agreable temoignage, qu'elle a de nouveau bien voulu donner de ſon inclination pour elles & pour Leurs Hauts Alliez, & de la conſidération qu'elle a eu pour eux, pour ne rien faire qui pût leur faire de l'obſtacle ou de la peine dans la Guerre qu'ils ſont obligez de faire à la France. Que de leur côté reciproquement elles ont eu pour Sa Majeſté & pour ſon Amitié toûjours une haute eſtime qu'elles conſervent encore; & qu'en cette conſideration elles ont gardé une parfaite impartialité par raport à la Guerre du Nord, dont Sa Majeſté Czarienne a temoigné plus d'une fois d'être ſatisfaite. Qu'elles auroient volontiers vu & ſouhaité que la conſervation de la Neutralité dans l'Empire, telle que par les Actes paſſez ſur cela, avoit été projettée, eut été acceptée par les Hauts Alliez engagez dans la Guerre du Nord. Que quoique leurs demarches pour y parvenir n'aient pas eu le ſuccès deſiré pour en venir à bout, ladite Neutralité n'aiant été acceptée que ſous certaines conditions, & que même à preſent Sa Majeſté de Suede, s'étoit à leur regret declarée, de ne vouloir pas ſe tenir à ladite Neutralité. Que LL. HH. PP. avoient neanmoins toûjours été de ſentiment que ladite Neutralité doit être conſervée & de ne point laiſſer que de faire des inſtances auprès de Sa Majeſté le Roi de Suede afin de vouloir encore aprouver la Declaration donnée par la Regence de Suede en l'abſence de Sa Majeſté. Que cependant LL. HH. PP. croient qu'on ne peut pas leur imputer d'avoir negligé la moindre choſe, qui fût en leur pouvoir de faire ſuivant les Actes paſſez ſur ladite Neutralité. Que deja avant l'hyver paſſé leur contingent pour le corps deſtiné au maintien de ladite Neutralité, qu'elles devoient fournir, avoit été prêt & tenu ſur les plus proches frontieres, pour être toûjours à portée, & pour pouvoir en cas de beſoin marcher au rendez-vous, quoi qu'on auroit peu beſoin de troupes ailleurs, & qu'à preſent les Bataillons qui doivent être fournis pour le compte de l'Etat pour ce Corps-là, ſont depuis quelque tems en marche vers le rendez-vous dans la Sileſie; & ſeront aparemment bien-tôt arrivez-là, & y ſeront à tems. Que LL. HH. PP. aiant ainſi fait leur devoir, n'ont pas laiſſé que d'exhorter leurs Alliez qui doivent auſſi fournir leurs troupes pour ce Corps, de les envoier au Rendez-vous, & qu'elles continueront de les preſſer. Et que pour ce qui regarde ce qu'on doit faire avec ce Corps-là, que cela doit être reglé ſuivant la ſituation des affaires & des incidents qui peuvent ſurvenir, & comme ledit Corps doit être compoſé de Troupes de diverſes Puiſſances, également intereſſées dans la conſervation du repos & de la Neutralité dans l'Empire, auſſi les ordres audit Corps doivent-ils être donnez d'un commun accord. Et que LL. HH. PP. concerteront, & continueront de tems en tems à concerter avec les Miniſtres de ces Puiſſances qui reſident ici les ordres & les meſures qu'on doit prendre par raport à ce Corps, ſuivant la ſituation des affaires qui arriveront, pour parvenir au but pour lequel on l'a aſſemblé. Et après avoir de leur côté ſatisfait à ce qui eſt porté par les Actes de neutralité, & en aiant aſſemblé un Corps ſi conſiderable dans le milieu d'une onereuſe Guerre, dans laquelle il pourroit être emploié avec beaucoup de ſuccès contre l'Ennemi commun; la bonne volonté des Hauts Alliez paroit ſurabondamment pour le maintien de la Neutralité dans l'Empire. Et elle a même deja produit quelqu'effet, puiſque ſuivant les informations que LL. HH. PP. ont, elle a fait faire pluſieurs reflexions à la Porte Ottomanne, & a-t-elle peut-être été la cauſe que les preparatifs de Guerre ont trainé plus qu'on n'avoit penſé. Qu'ainſi on étoit dans l'eſperance & une ferme aſſurance que Sa Majeſté Czarienne conſiderant ſuivant ſa grande ſageſſe tout ce que deſſus, ne concevra aucune penſée deſavantageuſe de leur conduite, mais perſeverera toûjours dans la bonne volonté qu'elle a eu pour cet Etat, & pour la cauſe commune des Hauts Alliez, ainſi que LL. HH. PP. de leur côté tâcheront toûjours de donner à Sa Majeſté Czarienne des preuves de la haute eſtime, qu'elles ont pour l'amitié de Sa Majeſté Czarienne. Et cette Reſcription avec une copie de ceci ſera remiſe par l'Agent Roſenboom entre les mains dudit Sieur Matueof, pour lui ſervir de reponſe ſur les Memoires qu'il a preſenté ſur ce ſujet.

ANNO 1711.

## CXIII.

*Reſolution de L. H. P. les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *des Païs-Bas, pour repondre à la Declaration du Roi de* SUEDE *au ſujet des Actes paſſez pour la conſervation de la Neutralité dans l'Empire, par raport à la Guerre dans le Nord.* 15. Juin.

*Du Lundi* 15. *Juin* 1711.

OUï le raport des Sieurs Broeckhuyſen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangeres, qui ſuivant & pour ſatisfaire à leur Reſolution commiſſoriale du 4. Mars dernier, ont examiné la Declaration de Sa Majeſté le Roi de Suede, au ſujet des Actes paſſez pour la conſervation de la Neutralité dans l'Empire, par raport à la Guerre dans le Nord, preſentée par le Sieur Palmquiſt, Envoié Extraordinaire de ſadite Majeſté dans une Conference, contenuë plus amplement dans les Notules du 4. Mars dernier; comme auſſi la demande faite en même tems par ledit Sieur Palmquiſt pour un prompt ſecours, en vertu du Traité de Travendahl, pour le maintien de la Paix ſuivant ledit Traité, ajoûtant qu'en cas qu'il ne puiſſe l'obtenir, ſadite Majeſté eſperoit qu'alors elles voudroient bien excuſer les meſures qu'il ſeroit en ce cas-là contraint de prendre, pour y parvenir, dont il ſouhaiteroit fort d'être diſpenſé pour l'amour des Alliez, n'étant aucunement porté à leur préjudicier, & à traverſer leurs affaires, ainſi s'attendant qu'on aura les mêmes égards pour celles de Sa Majeſté. Sur quoi aiant été déliberé, il a été trouvé bon & arrêté, de prier par celle-ci & de commettre leſdits Sieurs Broeckhuyſen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangeres, qu'avec deliberation & concert avec les Sieurs Miniſtres des Puiſſances intereſſées dans la conſervation de la Neutralité dans l'Empire par raport à la Guerre dans le Nord, ils donnent verbalement pour réponſe audit Sieur Palmquiſt: Que la Declaration de ſadite Majeſté au ſujet de ladite Neutralité dans l'Empire n'avoit pû autrement que, contre leur attente, ſurprendre LL. HH. PP., auſſi-bien que les autres Puiſſances intereſſées, car il étoit connu audit Sieur Palmquiſt que les Actes au ſujet de ladite Neutralité avoient été arrêtez après une mûre deliberation, par raport à la conſtitution des affaires, au tems que ces Actes ont été faits, & que ſuivant eux les Provinces mêmes de Sa Majeſté de Suede ſituées dans l'Empire, étant miſes à couvert contre toute attaque d'ennemi, il étoit auſſi raiſonnable que de la part des mêmes Provinces on ne commit aucun acte d'hoſtilité; mais que le tout ſeroit reſté dans l'état, dans lequel les affaires étoient alors. Que cela n'a pas ſeulement été le ſentiment des Puiſſances, qui ſe ſont engagées pour le maintien de ladite Neutralité, ſur le pied porté par leſdits Actes; mais auſſi celui du Senat, chargé de la Regence en l'éloignée abſence de ſadite Majeſté, lequel a aprouvé & agréé ladite Neutralité, juſques-là que lui aiant été offert de prendre les Troupes, que ſadite Majeſté avoit dans ſes Provinces dans l'Empire; il en eſt venu à une Negociation: Que ledit Senat aiant une parfaite connoiſſance de la conſtitution, dans laquelle les affaires étoient pour lors, il eſt à preſumer qu'il a fait en cela ce qu'il a jugé être conforme tant à l'intention qu'au veritable interêt de Sa Majeſté, pour en être d'accord. Que les Puiſſances s'intereſſant dans la conſervation du repos dans l'Empire n'ont pû faire autre choſe que de deferer au ſentiment dudit Senat, & de ſe repoſer en cette occaſion ſur l'aprobation qu'il avoit donnée à la propoſée Neutralité. Et comme Sadite Majeſté auroit eu raiſon de ſe plaindre, au cas que les Puiſſances intereſſées n'euſſent pas deferé au ſentiment dudit Senat, chargé en l'abſence de Sa Majeſté, de la Regence, & dans la ſupoſition que celui-ci eſt informé

ANNO 1711.

mé de l'intention de Sa Majeſté auſſi bien que du veritable interêt de ſes Roiaumes & Etats ; qu'ainſi auſſi leſdites Puiſſances, qui ont travaillé ſur de ſi bons fondemens à l'ouvrage de ladite Neutralité, auroient raiſon de ſe plaindre en cas que Sadite Majesté ne ſe tînt pas à la Declaration donnée ci-devant par le Senat avec bonne connoiſſance des choſes. Que pour cela elles prient encore que Sa Majeſté ne veuille pas ſe departir de la Declaration donnée ci-devant par le Senat, mais plûtôt l'aprouver, & qu'on priera ledit Sr. Palmquiſt d'y emploier ſes bons offices. Et pour ce qui regarde le ſecours, exigé en vertu du Traité de Travendhall : Que leſdits Sieurs Deputez donneront verbalement en reponſe audit Sieur Palmquiſt. Que quoique LL. HH. PP. ſoient en doute ſi de la part de Sadite Majeſté l'on ne donne pas trop d'étendue à l'obligation qui reſulte à leur charge du Traité de Travendhal, ce qui ſeroit ſujet à une exacte recherche & aplication, & quoique conjointement avec leurs Hauts Alliez elles ſoient engagées dans une onereuſe Guerre qui les diſpenſe ſuffiſamment dans ces tems & ne leur permet de donner du ſecours, ce qu'elles pourroient autrement faire, & à quoi autrement leur bonne volonté pourroit s'étendre ; que neanmoins de leur côté elles aideront volontiers à contribuer tout ce qui pourra ſervir au retabliſſement de la premiere tranquillité par une Paix generale, & par-là faire toutes les reflexions poſſibles & raiſonnables ſur les interêts de Sadite Majesté, s'aſſurant fermement que Sadite Majeſté ne prendra aucune meſure par laquelle la cauſe commune de LL. HH. PP. & de Leurs Hauts Alliez puiſſe recevoir du prejudice.

## CXIV.

21. Juill. *Traité de Paix entre Sa Majeſté Czarienne* PIERRE ALEXIOWITZ, *& ACHMET Han Sultan des Turcs, par lequel la Forteresſe d'Azof doit eſtre renduë a la Porte Ottomane, avec demolition de quelques autres Places & Forts. Fait au Camp des Turcs près de la Riviere de Pruth le 6. de la Lune Gemaiel-Achir l'an de l'Hegire* 1123. *& le* 21. *Juillet* 1711. [Sur une Copie envoyée de Conſtantinople par un Miniſtre public.]

LA raiſon de cet Ecrit auquel on doit ajoûter foi eſt : Que par la Grace de Dieu, la Victorieuſe Armée Muſulmanne, ayant étroitement reſſerré le Czar de Moſcovie avec toute ſon Armée dans le Voiſinage de la Riviére de Pruth, il a lui-même demandé la Paix, & ſur ſes Inſtances, les Traitez & Articles ont été reglez & accordez en la maniére qui ſuit.

1. Qu'il rendra la Forteresſe d'Azoph avec ſon Territoire & ſes dépendances, dans le même état où elle étoit quand il la prit.

2. Que Faiganrock, Kamenki, & le nouveau Fort, conſtruit ſur la Riviére de Saman, ſeront entiérement démolis, ſans que jamais on puiſſe faire bâtir d'autres Forts au même lieu ; & que le Canon avec les Munitions du Fort Kamenki, ſeront laiſſez à la ſublime Porte.

3. Que le Czar ne ſe mêlera plus des Polonois ni des Coſaques qui dépendent d'eux, & qu'on apelle Barabaſci & Potcati, non plus que de ceux qui dépendent du très heureux Han-Doulet-Gherai, mais qu'il les laiſſera ſur l'ancien pied & qu'il retirera toutes ſes forces de leur Païs.

4. Que les Marchands pourront venir avec leurs Marchandiſes ſous la Domination bien gardée ; mais que perſonne ne pourra réſider à la Haute Porte en qualité d'Ambaſſadeur.

5. Que tous les Muſulmans qui ont été faits Priſonniers, ou Eſclaves par les Moſcovites, avant ou pendant cette Guerre, ſeront remis en liberté.

6. Que le Roi de Suéde s'étant rangé ſous les Aîles de la puiſſante Protection de la Haute Porte, aura un libre & ſûr paſſage pour s'en retourner, ſans pouvoir y être empêché, ou retenu en aucune maniére par les Moſcovites ; & que la Paix ſe faſſe entr'eux, s'ils ſont inclinez à la faire, & s'ils peuvent s'entendre entr'eux.

7. Et à l'avenir il ne ſera fait aucun tort ou dommage par la Porte aux Moſcovites, comme pareillement ceux-ci n'en feront point aux Sujets & dépendans de la Haute Porte.

La Bonté Royale & infinie de mon très-Puiſſant & Gracieux Seigneur & Empereur eſt ſupliée qu'il lui plaiſe de ratifier les ſuſdits Articles ; & d'oublier la précédente mauvaiſe conduite du Czar.

C'eſt en la maniére ci-deſſus exprimée, qu'en vertu du Plein-Pouvoir qui m'en a été donné, j'ai fait la Paix avec lui, & lui en ai conſigné l'Inſtrument. Nous conviendrons auſſi des Otages qui ſeront donnez par le Czar, pour l'accompliſſement des Articles qu'il contient. Pareillement les Traitez de Paix appellez Temeruki ſeront échangez de part & d'autre ; & enſuite l'Armée du Czar pourra s'en aller librement en ſon Païs, par le plus court chemin ; ſans qu'il lui ſoit fait aucun empêchement par l'Armée Victorieuſe, ni par les Tartares, ni par d'autres. Tous les Articles ci-deſſus ſeront éxécutez, & la Capitulation échangée des deux côtez ; enſuite de quoi, & après que tout aura été à éfet, nous donnerons congé aux deux Otages qui ſe trouvent préſentement dans l'Armée Victorieuſe, ſavoir le Renommé entre les Grands de la Nation du Meſſie le Chancelier Privé, Baron Pierre Schaphirof, & le Petit-fils de Czeremet Michel de Boriz, deſquels la fin ſoit heureuſe ; & nous leur permettrons auſſi-tôt de retourner en leur Païs. En foi de quoi, le préſent Inſtrument a été ſigné au ſuſdit Camp le 6. de la Lune Gemaiel-Achir de l'an 1123. ; ou le 21. de Juillet 1711.

*Autre Copie du même Traité ſignée des ſeuls Miniſtres de Sa Majeſté* CZARIENNE. *Au Camp le* 12. *Juillet. vieux ſtile* 1711. [Sur une Copie qu'on dit avoir été commeniquée à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies par l'Ambaſſadeur de Sa Maj. Czarienne.] 12-23. Juillet.

DIVINA favente gratiâ Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magni Domini Czari & Magni Ducis Petri Alexiowitz totius Ruſſiæ Autocratoris nos infra ſcripti nominati Plenipotentiarii hiſce notum facimus. Nos cum Sereniſſimi ac Potentiſſimi Domini Sultani Achmetis Chami Illuſtriſſimo Magno Vizirio Machmete Paſſia, poſt exortum inter utriuſque Imperium Bellum, ſequentem de æterna pace Tractatum concluſiſſe.

1. Poſtquam Pax inter Czaream Majeſtatem, & Sultaneam Majeſtatem quæ jam antea interceſſit rupta eſſet, utriuſque Exercitus etiam jam manus conſeruiſſent, ulteriorem & omnimodam tanti humani ſanguinis effuſionem prævertendi animô, de reſtauranda pace conſilium initum æternumque duratura Pax ſequentibus ſub conditionibus inita fuit & concluſa. Utpote reſtituantur Turcis occupatæ ab illis Urbes, & noviter extructæ iterum deſtruantur ; utraque ex parte vacuæ relinquantur ; tormenta omnia & res tormentaria commeatuſque Bellici, & alia ex illis abducta Czareæ Majeſtati permaneant, exceptis in Camemnon Tolin exiſtentibus tormentis, quæ Turcis tradantur.

2. Utrique Parti Polonorum rebus ſe ſe immiſcere vel illorum Subditos & Terras ſibi arrogare non ſit liberum.

3. Mercatores tam Czareæ Majeſtatis Subditi in Imperium Turcicum quam Sultaneæ Majeſtatis in Imperium Ruthenicum iter facere, redire & Commercia agere, omni libertate gaudeant.

4. Quia Rex Sueciæ protectioni Sultaneæ Majeſtatis ſe commiſit, idcirco Czarea Majeſtas, Sultaneæ Majeſtatis amicitiæ gratia, ſe illi liberum ſecurumque reditum & tranſitum in ipſius terras conceſſuram promittit, &, ſi invicem convenire poſſunt, Pacem cum illo inituram.

5. Utriuſque Partis tam Ruſſicæ quam Turcicæ Subditis in poſterum damnum vel detrimentum aliquod a nemine inferatur.

6. Vigore Tractatus hujus omnia antecedenter commiſſa acta hoſtilia oblivioni tradantur ; & facta Exemplarium permutatione (ad quem Actum nos ſufficienti Plenipotentia inſtructi ſumus) utriuſque Partis Exercitus recedant neque in itinere alter alteri impedimentum afferat vel damnum.

7. Captivi Turci quotquot illorum in Imperio Czareæ Majeſtatis & præſenter hic in Caſtris reperiuntur liber-

ANNO 1711. libertate donabuntur ; similiter ex parte Sultaneæ Majestatis omnes post ruptam Pacem in captivitatem abducti Subditi Rutheni dimittentur & pristina libertate gaudebunt.

In quorum fidem nos hunc Tractatum propriis manibus subscripsimus, Sigilloque notavimus, & cum Illustissimo Magno Vizirio Exemplaria permutavimus. Datum in Castris Turcicis, stilo veteri die 12. Julii 1711.

*Imperii Vice-Cancellarius Baro* PETRUS SCHAFFIROUW.

*Generalis Major Comes* MICHEL SCHEREMETOUW.

## CXV.

28. Juillet *Resolution des Etats Generaux des* PROVINCES UNIES *sur la Succession d'*ORANGE.

*Le Mardi 28. Juillet 1711.*

LEs Sieurs de Broeckhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. aux affaires de la Succession de Sa Majesté de la Grande Bretagne de glorieuse memoire, ont raporté à l'Assemblée qu'en consequence & pour satisfaire à la Resolution de LL. HH. PP. du 27. du courant, ils avoient parlé avec Messieurs Ilgen & Hymen, Ministres de Sa Majesté le Roi de Prusse, sur le fondement de la conçûë Resolution inserée dans les Notules de hier pour accommoder du mieux les affaires mentionnées, & ont en même tems livré ladite projettée Resolution, redressée en certains Points, ainsi qu'elle est inserée comme suit.

Ouï le raport des Sieurs de Broeckhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires de la Succession de Sa Majesté de la Grande Bretagne, aiant en consequence & pour satisfaire à leur Resolution commissoriale du 20. du courant, examiné le Memoire du Sieur de Hymen, Envoié Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de Prusse. Par où il témoigne à LL. HH. PP. combien Sa Majesté est touchée du triste malheur, arrivé à Monsieur le Prince de Nassau en venant de l'Armée ici, aussi bien que l'inclination de Sa Majesté de donner à Madame la Princesse Doüairiere, & aux Descendans dudit Sieur Prince des preuves réelles de l'estime & de l'affection de Sa Majesté, contenant d'ailleurs quelques considerations sur l'état où étoit tombée par ce fatal évenement la negociation sur les differens touchant la Succession, & demandant une Resolution de LL. HH. PP. sur divers Points contenus dans ledit Memoire, & dont il est plus amplement fait mention dans les Notules du 20. du courant mois. Sur quoi aiant été deliberé il a été trouvé bon & arrêté, qu'il sera donné en réponse audit Sieur de Hymen sur ledit Memoire : Que LL. HH. PP. ne sont pas moins extrêmement touchées que sadite Majesté par le deplorable malheur arrivé au Sieur Prince de Nassau de glorieuse memoire dans la fleur de son âge, & d'une maniere si fatale, qui doit inspirer de la compassion à tout le monde : Que LL. HH. PP. regardent la mort dudit Sieur Prince comme une grande perte : qui en attendant la compassion qu'il a plû à Sa Majesté de témoigner sur ce triste évenement leur est fort agreable & consolant, & particulierement la declaration de la Roiale affection de Sa Majesté pour Madame la Princesse Doüairiere, & les Descendans dudit Prince, avec la favorable assurance que Sa Majesté veut donner des preuves réelles de son affection, dont LL. HH. PP. ne peuvent pas douter puisque ledit Sieur Prince a bien voulu entreprendre le voiage pour venir ici, & qu'il venoit avec une disposition d'aporter de son côté toute la raisonnable facilité pour ajuster les differens qui étoient sur le tapis ; & Sa Majesté aiant souvent témoigné d'en faire de même de son côté, & même par de remarquables avantages & de vouloir donner à l'infortuné Prince des preuves de la particuliere estime de Sa Majesté pour sa personne, LL. HH. PP. avoient conçû une esperance bien fondée des deux parties, que par leurs bons & bien intentionnez offices on auroit mis une bonne fin depuis si long-tems souhaitée aux affaires au contentement de l'une & l'autre Partie interessée. Mais qu'à present à leur profond chagrin & douleur, l'inopiné & deplorable malheur arrivé au Sieur Prince de Nassau a aporté un entier changement à l'état des affaires à l'égard de la negociation pour un accommodement, puisque par ladite mort du Prince le Plein-pouvoir qu'il avoit donné étoit venu à cesser, & ledit Sieur Prince aiant laissé une fille unique âgée d'un an, & Madame la Princesse son Epouse à present Doüairiere, grosse de quelques mois, il est aisé à comprendre que ladite Princesse Doüairiere, qui comme Mere doit être Tutrice de ses enfans mineurs, n'est pas en état dans sa presente incommodité & très grande affliction, de prendre connoissance des affaires, ni de donner les ordres & l'autorisation pour la continuation de la negociation, il est d'une absoluë & inévitable necessité, de cesser à present la negociation, du moins pour quelque tems ; jusques à ce qu'on puisse la reprendre ; qu'en consequence LL. HH. PP. jugeroient être à propos, que le tout fut laissé dans l'état où il est à present, jusques à ce que Madame la Princesse Doüairiere ait eu un suffisant tems pour pouvoir mettre ordre à ses affaires, pour alors avec l'agréement de l'une & l'autre des hautes Parties interessées reprendre la negociation. LL. HH. PP. ont ensuite vû par ce Memoire que les pensées de Sa Majesté tendent que quoique la negociation sur les affaires au principal ne peut pas être continuée à present, cependant on peut par provision disposer des points contenus dans ledit Memoire, les jugeant pour la plûpart fondez sur les Resolutions de LL. HH. PP. du 2. & 21. Avril passé ; & elles ont une forte inclination pour donner des marques à Sa Majesté de leur haute estime pour Sa Majesté & pour son amitié & pour complaire à Sa Majesté & lui donner du contentement en tout ce qui est en leur pouvoir & qui peut en quelque maniere être avec équité exigé d'eux.

Qu'ainsi en cette vûë aiant consideré avec attention ce qu'elles pourroient & oseroient en cette occasion prendre sur eux de faire pour le contentement de Sa Majesté sans préjudicier à personne. Elles, pour ne pas venir en discussion ou contestation, si & jusques où lesdites Resolutions du 2. & 21. Avril de cette année, sont encore aplicables, dans le present inopiné évenement, comme aussi pour encore éviter l'examen, quels Biens du Prince FREDERICK-HENRI de glorieuse memoire ne sont point en contestation entre les hautes Parties interessées, & du different qui pourroit naître sur la defalcation de la legitime & Trebellianique, outre le rabais touchant le paiement des dettes & legs, n'y aiant à present personne ici qui puisse soûtenir les Droits ou les prétentions des Heritiers du feu Prince là-dessus, aussi LL. HH. PP. n'étant point Juges pour decider en cas de contestation. Que cependant pour laisser le tout autant qu'il est possible en son entier jusques à ce que les negociations pour le principal puissent ci-après être reprises & continuées, LL. HH. PP. sont d'opinion que la suivante Resolution peut servir à cela. Savoir que par provision & sans diminuer le droit & prétention d'un chacun, qui sont laissez en toutes leurs parties dans leur entier à l'égard de tous les Biens de la Succession, sans donner par cette provision le moindre droit à aucun, ou d'en prendre plus qu'on n'en avoit ci-devant, Sa Majesté le Roi de Prusse, outre ce dont il est à present en possession, aura encore par provision sur les biens & revenus de ladite Succession une somme annuelle de 50000. florins. Qu'à cette fin on livrera à Sa Majesté les Biens de Naeldwyck, Honsholredyck, Wateringen, le Opstal, le Honderland, Orange Polder, 's Gravesande, la Maison de Nieubourg, & la Maison dans le Nord-Eynde, comme aussi le Haut & Bas Swaluwe, dont les revenus après la soustraction des charges, sont calculez à la somme annuelle de 26033. florins 4. sols ; que le surplus jusques à ladite somme de 50000. florins annuels, sera fourni des revenus des Biens de la Succession, qui restent sous l'administration de LL. HH. PP., par où ce qui étoit tiré des revenus pour l'entretien desdites Maisons cessera. Qu'outre cela Sadite Majesté pourra se servir de la Maison de Dieren avec les meubles qui y sont à present, & qui apartiennent aux Heritiers du Prince de Nassau, pendant le tems qu'il plaira à Sa Majesté d'y être en personne. Bien entendu que par-là il n'en naîtra aucun droit à Sa Majesté, au delà de celui qu'il a pre-

ANNO 1711.

preſentement; mais que tout reſtera *in ſtatu quo* juſques à ce qu'il en ſoit autrement convenu entre les hautes Parties intereſſées, ou décidé par un Juge. Que par contre par proviſion, & ſans diminuer les Droits & prétentions d'un chacun, comme ci-devant les Heritiers du Sieur Prince de Naſſau tireront des revenus des Biens de la Succeſſion, qui reſteront ſous l'adminiſtration de LL. HH. PP. une ſomme annuelle de 150000. florins, & au cas que Madame la Princeſſe Doüairiere, comme Mere & Tutrice de ſon enfant, ou enfans mineurs, ſouhaitât qu'au lieu d'avoir ladite ſomme annuelle de 150000. florins en argent, on lui remit auſſi quelques fonds, qu'alors on lui remettra auſſi proviſionnellement quelques Biens, excepté qu'alors on aura égard à la convenance de l'Etat, & des Provinces en particulier; & que Buren & Leerdam ne ſeront point donnez à aucune des Parties inrereſſeés, que de leur concert.

Que pareillement il ſera laiſſé à la diſpoſition de Madame la Princeſſe Doüairiere en ſa qualité, de pouvoir ſe ſervir de la Maiſon de Loo y étant en perſonne ſur le même pied que ci-deſſus il a été dit par raport à Sa Majeſté de Pruſſe touchant la Maiſon de Dieren.

Que d'ailleurs ſuivant l'amitié que Sa Majeſté de Pruſſe a temoigné de vouloir avoir pour Madame la Princeſſe Doüairiere & les Deſcendans du Sieur Prince de Naſſau, ladite Dame Princeſſe Doüairiere dans ſa qualité de Mere & Tutrice, en conſideration de ſa préſente incommodité, aura encore des Biens de ladite Succeſſion une fois la ſomme de 150000. florins, paiables la moitié au plûtôt, & l'autre moitié dans 2. termes annuels. Après que les ſommes ſuivant cette Reſolution reçûës par Sa Majeſté & par les Heritiers du Prince de Naſſau avec le paiement prealable des charges & interêts, s'il venoit à être trouvé qu'en defalquant la ſomme à Sa Majeſté de Pruſſe, auſſi-bien que celle aux Heritiers du feu Prince de Naſſau, les interêts des capitaux à la charge de la Succeſſion ne pourroient pas être paiez hors des revenus des biens qui reſtent ſous l'adminiſtration, en tel cas ce qui manqueroit ſeroit defalqué à l'une & l'autre des Parties à proportion, après que le Conſeil autoriſé à l'adminiſtration proviſionelle de la ſucceſſion aura par compte ou autres valables preuves, fait paroitre ce qui pourroit y manquer. Que le ſuſdit don étant auſſi par proviſion ſans diminuer les Droits & pretenſions d'un chacun, la negociation ſur le principal pour en venir à un final accommodement ſera repriſe dans 6. mois après que Madame la Princeſſe Doüairiere ſera, ſous la benediction de Dieu, ainſi que LL. HH. PP. eſperent & ſouhaitent, delivrée du fruit qu'elle porte preſentement, ou plûtôt ſi faire ſe peut. A cet effet LL. HH. PP. requerront ladite Dame Princeſſe Doüairiere d'envoier de nouveau ici ſon Plenipotentiaire afin de reprendre conjointement avec celui de Sa Majeſté de Pruſſe la negociation, & s'il eſt faiſable de la pouſſer à une bonne fin. Pour cela LL. HH. PP. continueront à emploier leurs bons offices, & qu'en reprenant ladite negociation pour un accommodement final, on mettra pareillement alors ſur le tapis les autres Points contenus dans le Memoire.

Et pour ce qui regarde l'évacuation de Meurs, puiſque c'eſt un point, ſur lequel LL. HH. PP. ne peuvent rien reſoudre ſans avoir reçû le ſentiment des Seigneurs Etats des Provinces reſpectives, Elles remettent ce point à leur deliberation.

Que LL. HH. PP. d'abord que le Plenipotentiaire de Madame la Princeſſe Doüairiere ſera arrivé, lui parleront, & tâcheront de travailler afin que pendant la negociation on ſuſpende toutes les procedures de juſtice.

Et touchant la demande de Sa Majeſté des Canons qui peuvent ſe trouver à Meurs, qui apartiendroient au Prince FREDERICK-HENRI que LL. HH. PP. n'aiant aucune connoiſſance en quoi ils conſiſtent, ils en attendront un Memoire pour l'examiner afin de reſoudre là-deſſus.

Que LL. HH. PP. eſperent & s'aſſurent que ſadite Majeſté voiant par cette Reſolution leur bonne intention & inclination pour autant que l'occurrence du tems & des affaires le permet, acheminer cet ouvrage à une bonne fin, & de donner à Sa Majeſté le contentement autant qu'il eſt en leur pouvoir, aprouvera conſequemment ladite Reſolution pour le Reglement des affaires, par proviſion & ſans donner atteinte au droit de perſonne; alors LL. HH. PP. donneront des ordres que les biens ci-deſſus ſpecifiez ſoient par proviſion livrez à Sa Majeſté, & qu'on ſatisfera de tems en tems au ſurplus pour faire la ſomme annuelle de 50000. florins, dans la certaine eſperance & attente que dans la négociation ſur le principal ſadite Majeſté voudra bien en bonne partie donner à Madame la Princeſſe Doüairiere & à ſon Enfant ou ſes Enfans, bien des preuves de l'inclination ou affection que Sa Majeſté a temoigné; eſperant de même & s'aſſurant que Madame la Princeſſe Doüairiere de Naſſau voudra auſſi être contente de cette Reſolution & de l'accepter. Surquoi aiant été deliberé il a été trouvé bon d'arrêter par les preſentes cette Reſolution, & qu'elle ſera miſe au net, & remiſe entre les mains dudit Sieur de Hymen.

Et cette Concluſion a été formée par le Sr. de Renswoude, comme la Province d'Utrecht aiant preſidé dans la ſemaine precedente.

Les Sieurs Deputez de la Province de Friſe ont fait enregiſtrer ſur ladite Concluſion, & au nom & par les ordres des Seigneurs Etats leurs Principaux ont pris à eux la ſuſdite Concluſion & l'ont contredite, proteſtant bien expreſſement de nullité & de dedommagement à l'égard de tout ce qui a été fait en ceci & reſolu & qui pourroit ci-après être diſpoſé, comme directement contre la maniere, la forme, & le droit qui apartient à Madame la Princeſſe Doüairiere, declarant que LL. HH. PP. ne ſont pas autoriſées comme Executeurs de pouvoir en diſpoſer avant que les Parties reſpectives par un amiable accommodement, ou par le droit en ſoient convenues, ſe reſervant d'ailleurs de faire de tels enregiſtremens ou proteſtes, ainſi que leurs hauts Principaux trouveront leur apartenir.

Les Sieurs Deputez de la Province d'Over-Yſſel ont declaré de prendre copie de toute l'affaire, pour mettre en deliberation devant les Seigneurs Etats leurs Principaux.

Le Deputé de la Province de Groningue qui ſe trouve ici a declaré de ne point ſe conformer à ce qui a été raporté; de contredire à la Concluſion comme contraire au pouvoir qui apartient à aucun Executeur du monde, & à la propre ſolemnelle & incomparable Declaration de LL. HH. PP., faite dans leur Lettre à Sa Majeſté de Pruſſe du 14. Octobre 1704. & ſe reſervant pour les Seigneurs Etats ſes Principaux de faire de telles proteſtations, & de prendre de telles Reſolutions & meſures qu'ils trouveront à propos, pour prevenir tout malheur.

## CXVI.

*Manifeſte de* FREDERIC-AUGUSTE *Roi de Pologne touchant ſa Marche en Pomeranie. Donné près de Streliz le* 20 *Août* 1711. — 20. Août.

NOUS FREDERIC-AUGUSTE, par la grace de Dieu, Roi de Pologne, Grand Duc de Lithuanie, Ruſſie, Pruſſe, Mazovie, Samogicie, Kyovie, Volhinie, Podolie, Podlachie, Livonie, Smolenico, Servie, & Zſchernicovie; Duc de Saxe, Juliers, Cléve & Mons; comme auſſi d'Engern & Weſtphalie; Archi-Marechal & Electeur de l'Empire, auſſi à preſent Vicaire dudit Empire dans les Terres ſous la Juriſdiction de Saxe, & lieux ſujets à un tel Vicariat; Landgrave en Thuringe, Marggrave de Miſnie, & de la Haute & Baſſe Luſace; Bourggrave de Magdebourg, Comte Prince de Henneberg, Comte de la Mark, Ravensbourg & Barby, Seigneur de Ravenſtein, &c. &c. Ne doutons pas, qu'il ne ſoit connu à un chacun, comment durant les preſens Troubles de Suede, nous nous ſommes toûjours & en toutes occaſions tellement comportez, qu'un chacun puiſſe entiérement reconnoître nôtre équité, dont nous mêmes avons donné des preuves innombrables à nos Ennemis.

Et quoi que nous, par la mutinerie tout à fait contraire de nos Ennemis, euſſions pû être portez à d'autres penſées, néanmoins nous avons mieux aimé ſuivre la paſſion de nôtre Ame, à toute réputation inclinée, que les exemples de nos Ennemis.

Comme nous, à notre retour en Pologne, l'an 1709., par un propre motif & ſoin, que nous avons pour le repos general de l'Empire, nous ſommes réſolu, & avons déclaré de ne vouloir pas, en aucune

ANNO 1711.

maniere, moleſter les Provinces Allemandes du Roi de Suede.

Quoi que peu de tems après la Contremarche du Corps de Craſſau hors de la Pologne pour la Pomeranie, & pluſieurs raiſons en ſortant, nous auroient pû facilement inciter à changer nôtre intention, pour pourſuivre ledit Corps de Craſſau jusques en Pomeranie, & ainſi prevenir d'abord ceux, qui alors en étoient fatiguez, & qui étoient en effet éloignez de leurs machinations hoſtiles, pour l'exécution de quoi nous n'avons pas manqué de moiens, lorſque nos Troupes étoient apuiées par celles du Czar & l'Armée de la Couronne; ains au contraire nous l'avons diſcontinué par l'interceſſion des Hautes Puiſſances Alliées contre la France, ſans conſiderer un moment le conſentement à la Négociation de la Neutralité par elles moiennée: comme nos Alliez de tous côtez y ont conſenti d'abord, dans l'eſperance indubitable, que le Roi de Suede accepteroit ladite Neutralité principalement auſſi concernant le ſalut & le repos de ſes Provinces ſituées en Allemagne, & qu'il agréeroit & ratifieroit la Déclaration faite en ſon nom par le Senat de Stockholm.

Mais on s'eſt bien-tôt éclairci, que ni ladite nôtre Déclaration bien intentionnée & pacifique, n'a dûëment été regardée, ni que le ſoin ſalutaire des Hauts Alliez contre la France n'a été accepté avec reſpect, mais au contraire le Roi de Suede a proteſté contre cette Neutralité, & a quaſi déclaré la Guerre avec de grandes menaces aux dits Hauts Alliez.

Ainſi donc, puiſque du côté Suedois on a effectivement agi contre la Neutralité, tant par Mer que par Terre, & qu'encore dernièrement Smigelsky a été envoié de la Pomeranie en Pologne, & après avoir exercé pluſieurs hoſtilitez, a été encore reçû dans la Pomeranie, & que le même a obligé l'Officier, ſecrettement ſurpris en Pologne, à donner un Revers de ſa main, qu'après ſa gueriſon il ſe jetteroit à la Generalité Suedoiſe en Pomeranie. Ce donc qui ſont de claires marques du futur deſſein du Roi de Suede, & du Corps d'Armée en Pomeranie à ſes ordres, & quelles ſuites périlleuſes on a à craindre à l'avenir.

Ainſi nous nous trouvons néceſſitez, pour prevenir à l'avenir tout le mal, dont nous menacent les demarches du Roi de Suede, & pour remettre la ſûreté de nôtre Couronne & Terres, comme auſſi pour détourner l'inquietude & le bouleverſement de l'Empire en demeſurez par la Suede, après avoir juſques ici inutilement employé des moiens plus doux, à chaſſer, avec l'aſſiſtance de nos fidels Alliez, les Troupes Suedoiſes en Pomeranie, comme la ſource du malheur qui eſt à craindre ci-après, & pour les mettre hors d'état, avec l'aide de Dieu, afin qu'ils n'executent pas leurs deſſeins pernicieux: par où nous au contraire nous pourrons procurer une bonne ſûreté contre un voiſinage ſi périlleux.

Mais nous déclarons par celle-ci, que ni nous, ni nos Alliez par ce nôtre deſſein juſte, & forcé par l'Ennemi, ne ſommes nullement d'opinion, de faire la Guerre aux innocens Sujets Suedois, mais ſeulement aux Troupes armées dans leur Païs: ainſi donc, que nous promettons par celle-ci de nôtre part, & au nom de Sa Majeſté le Czar, dont nous avons les Troupes avec nous, de vouloir laiſſer en tranquille poſſeſſion & jouïſſance de leurs effets & Biens, tous les Habitans & Sujets Suedois Pomeraniens, qui ne s'opoſeront pas à nos armes & de nos Alliez, & de les défendre puiſſamment contre toutes forces & dommage; dans cette confiance, que leſdits Sujets Suedois-Pomeraniens accepteront tant plus volontiers cette nôtre gracieuſe Déclaration, & de nos Alliez, & qu'ils ne ſe ſoûmettront pas ſeulement à toutes nos Armées qui ſont en marche, mais qu'ils envoieront auſſi quelques-uns à la rencontre à leur charge, qui pourront traiter avec le Commiſſariat s'y trouvant, touchant l'entretenement inevitable & neceſſaire de ces Troupes, pour éviter les deſordres.

Nous aſſurons auſſi, que nous n'agirons pas avec eux ſelon l'exemple des violences exercées à nos Terres & Sujets, par les Suedois, mais que nous les traiterons en Chrêtien & moderement, & que pour cela nous tiendrons ſous une diſcipline & ordre rigoureux nos propres Troupes auxiliaires de Sa Majeſté le Czar, que nous avons avec nous.

C'eſt pourquoi que chacun peut autant moins douter, que tant plus de preuves de nôtre moderation nous avons deja fait voir en toutes occaſions. Ainſi peuvent tous les Suedois & autres, qui ſe ſont ſoûmis aux Armes du Czar, rendre un temoignage conſtant de l'équanimité & moderation de Sa Majeſté le Czar, ſans conſiderer le plus barbare traitement, par lequel les Priſonniers Ruſſiens au contraire ont toûjours été uſez & tourmentez, & des autres procedures horribles exercées en pluſieurs endroits par les Suedois qui meritoient bien un reſſentiment & repreſaille plus rigoureux.

ANNO 1711.

Mais en cas que l'un ou l'autre Habitant Suedois-Pomeranien fourniroit lui-même l'occaſion à une action contraire, & qu'il ſe laiſſeroit ſeduire par une eſperance vaine du ſubit retour du Roi de Suede, ou progrès ſupoſez des Turcs contre les Moſcovites, ou par quelqu'autre vûë, qu'ils ne voudroient pas accepter cette nôtre Intention ſalutaire, que nous & nos Alliez avons pour eux, mais qu'ils ſe declareroient hoſtilement ou par force publique, ou machinations ſecrettes, comme auſſi en quitant leurs maiſons: Qu'alors ils ſe le pourroient attribuer à eux-mêmes, quand ils ſeroient encore traitez comme des Ennemis, & qu'ils ſeroient ruinez & privez de leur entier; principalement puis que leur imagination n'eſt pas fondée, & que l'état deſeſpéré & malheureux du Roi de Suede eſt connu à tout le monde. Où au contraire paroiſſent les progrès victorieux de Sa Majeſté le Czar, & la ſoûmiſſion volontaire à icelle ſans aucun coup d'épée des deux Provinces ſi renommées, à ſavoir de Moldavie & Walachie, par les Manifeſtes publiez des Princes deſdits Païs, & la conjonction de leurs Armées nombreuſes avec celle du Czar.

Outre puis que les Turcs n'ont pû convenir enſemble, c'eſt pourquoi cette nouvelle Guerre, qu'ils ont commencée, n'a rien pû effectuer que leur defaite entiere, dont les avis certains ſont arrivez, avec cette confirmation, qu'il s'eſt déja accordé une Paix éternelle entre Sa Majeſté le Czar & la Porte Ottomane avec l'excluſion du Roi de Suede.

Selon ceci chacun, qui aime ſon ſalut, pourra profiter de cette admonition bien intentionnée, s'il ne veut pas s'atirer par ſa propre faute un traitement hoſtile, & une juſte execution d'être brûlé & empalé au plus rude & plus ſevere, ce qui ſera principalement executé aux parties de Mauſe.

Qu'il ſoit notoire pour la confirmation de ceci, que nous avons auſſi ſigné cette Lettre défenſive avec propre main, & cacheté avec nos Armes Roiales & Electorales. Ainſi fait dans la Campagne près de Streliz le 20. d'Août 1711.

AUGUSTE Roi,

(L. S.)

J. H. *Comte de* FLEMMING.

G. PAULI.

## LXVII.

*Manifeſte de* FREDERIC IV. *Roi de Dannemarc. Donné à Roſtock le* 21. *Aout.* — 21. Août.

NOUS FREDERIC IV. Roi de Dannemarc, &c. &c. faiſons ſavoir par les préſentes à tous & à un chacun des Habitans du Duché de Poméranie, tant Eccléſiaſtiques que Séculiers, ceux de la Nobleſſe, des Etats, Bourgeois, & Païſans, qui ont été ſoûmis juſqu'à préſent à la Suede, & généralement à tous ceux à qui il apartiendra, que comme nous ſommes obligez de penetrer dans le même Païs avec notre Armée, pour mettre par là en ſûreté nos fidelles Sujets & Etats, & détourner, avec l'aſſiſtance de Dieu, l'Orage dont ils étoient menacez, & qu'il eſt néanmoins à craindre que les ſuſdits Habitans du Duché de Pomeranie, ne viennent à abandonner & détruire ce qu'ils ont ſur la Terre, de peur d'un dégât general de la part de nos Troupes, ce qui ôteroit à ces derniers le moien de ſubſiſter: A ces cauſes, ſouhaitant y pourvoir autant qu'il nous ſera poſſible, nous avons jugé à propos d'avertir genereuſement par les préſentes tous les Habitans de la Pomeranie Suedoiſe en general, & chacun en particulier, que nous avons donné de ſi bons ordres à nôtre Armée, qu'il ne leur ſera fait aucun tort, ni

en

ANNO 1711. en leurs Perſonnes, ni en leurs Biens, par nos Gens; Mais que chacun ſera protegé & maintenu dans la paiſible poſſeſſion de ce qui lui apartient; & que nous ſommes prêts à leur donner pour cet effet des Sauvegardes; à condition néanmoins, qu'à nôtre arrivée leſdits Habitans n'abandonneront point leurs Maiſons & leurs Terres, & ne nous cauſeront aucun dommage, directement ou indirectement; mais qu'ils ſe ſoûmettront volontairement à nous, obéiront à nos ordres, nous prêteront la même fidelité qu'ils ont fait juſqu'à préſent à la Couronne de Suede, & nous payeront les Contributions ordinaires. En ce cas, nous leur promettons ſur nôtre parole Royale, de prendre en nôtre protection, eux & tous ceux qui leur apartiennent, & de ne pas permettre qu'il leur ſoit fait aucune violence en leurs Perſonnes, ni aucune bréche en leurs Droits & Libertez; mais ſi au contraire, ils venoient à s'opoſer à nos deſſeins, & à ne pas ſe ſoûmettre à nôtre volonté, nous ſerons obligez, à nôtre grand regret, de leur faire ſubir ce que la Guerre entraîne après ſoi; de ſorte qu'ils auront à ſe reprocher à eux-mêmes la totale ruine de leurs Biens & Effets, & le danger de leur propre vie. Qu'un chacun donc ait à ſe conſerver & à prevenir tout dommage; en foi de quoi nous avons ſigné les preſentes, & y avons auſſi apliqué nôtre Sceau.

*Signé*,

FREDERIC REX,

*Et plus bas* :

D. WIBE.

Donné à Roſtock le 21. Août 1711.

## CXVIII.

28. Sept. *Donation pleine & entiere du Duché de* Limbourg *faite par* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Eſpagne & Souverain des Païs-bas; à* MARIE ANNE DE LA TREMOUILLE *Princeſſe des* URSINS, *pour en jouïr à toujours elle & ſes Succeſſeurs en toute proprieté, & Souveraineté. Fait à Corella au Royaume de Navarre le* 28. *Septembre* 1711. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 212.]

PHILIPPE, par la Grace de Dieu, Roi *de Caſtille, de Leon, d'Arragon, des* deux *Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordouë, de Corſegue, de Murcie, de Jaën, des Algarves, d'Algecire, de Gibraltar,* des Iſles de *Canarie*, & des *Indes* Orientales, & Occidentales, Iſles, & *Terre Ferme* de la mer Oceane, Archiduc *d'Autriche*, Duc de *Bourgogne, de Brabant*, & *de Milan*, Comte *d'Apsburg, de Flandres, de Tirol*, & *de Barcelone*, Seigneur *de Biſcaie*, & *de Molina*, &c. A tous préſens, & à venir qui ces preſentes verront, ou lire ouïront, ſalut. Nôtre très-chere & très-amée Couſine la Princeſſe des *Urſins* nous a rendu depuis le commencement de nôtre Regne, & continue de Nous rendre tant de ſignalés & agréables ſervices, que Nous avons crû ne devoir pas differer davantage à luy donner des Témoignages éclatans de nôtre reconnoiſſance, & de l'Eſtime que nous faiſons de ſa perſonne. Cette Princeſſe après avoir quitté le Rang, & les Prerogatives, qu'Elle avoit à la Cour de *Rome*, pour accepter l'employ de *Camarera Major* de la Reine nôtre très-chere Epouſe, Elle a été la joindre à *Nice* de *Provence*, & l'a conduite dans nos Etats *d'Eſpagne*, & s'eſt acquittée de toutes ces Fonctions avec tant d'attention, d'exactitude, & de ſageſſe, qu'Elle s'y eſt acquiſe toute la Confiance & toute la Conſideration poſſible.

Lorſque pour aller commander nos Armées dans nos Royaumes, & Etats d'*Italie*, nous avons confié la Regence de nos Royaumes *d'Eſpagne* à la Reine nôtre très-chere Epouſe; la Princeſſe des *Urſins* a redoublé ſon zele, & ſon aſſiduité aupres de ſa Perſonne, Elle l'a toujours aſſiſtée de ſes ſoins, & de ſes conſeils avec tant de prudence & d'affection, que nous avons dans tous les tems, & dans toutes les occaſions reſſenti les heureux effets d'une Conduite ſi judicieuſe, ſi fidelle, & ſi eſtimable. ANNO 1711.

Depuis qu'il a plû à Dieu de benir nôtre Maiſon Royale, & d'en aſſurer la Succeſſion par une heureuſe Lignée, Elle s'eſt encore chargée de donner ſes ſoins les plus tendres, & les plus effectifs à l'Education de nôtre très-cher & très-amé Fils le Prince des *Aſturies*, en qui on en remarque déja le Fruit & le Progrès. Tous ces Services ſi diſtingués, & ſi importans au Bien de nos Etats, & à la felicité de nôtre Regne, l'application avec laquelle cette Princeſſe Nous donne de plus en plus des preuves d'un parfait attâchement à nôtre Perſonne, & à celle de la Reine nôtre très-chere Epouſe, & des Princes nos Enfans, & les bons ſuccès qui ont ſuivi les Salutaires Conſeils, qu'Elle nous a donné, nous ont engagé à chercher les moiens de lui donner une récompenſe qui pût eſtre proportionée à tant de Services, & qui pût ſervir à l'avenir d'une marque certaine de la grandeur de nôtre Reconnoiſſance, auſſi bien que du merite, & des vertus de cette Princeſſe. C'eſt ce qui Nous a donné ſujet de porter nos penſées à lui aſſurer non ſeulement un Revenu conſiderable, mais encore un Pays dont Elle pût jouïr à titre de Souveraineté, à quoi Nous Nous ſommes d'autant plus diſpoſés, que cette Princeſſe étant ſortie de la Maiſon de la *Tremouille*, une des plus anciennes, & des plus illuſtres du Royaume de *France*, ſe trouve alliée non ſeulement aux Princes du ſang de la Maiſon de *France*, mais encore à pluſieurs autres Maiſons Souveraines de *l'Europe*, & que connoiſſant les Lumieres de ſon Eſprit, & la Sageſſe de ſa Conduite en toutes choſes, Nous ſommes perſuadés qu'Elle gouvernera avec Juſtice les Païs & les Peuples qui luy ſeront ſoumis; & que cette grande grace ſera toujours regardée comme un juſte effet de la Juſtice & de la Magnificence des Souverains envers ceux qui ont été aſſez heureux pour leur rendre des Services importans. A ces cauſes déclarons, que de nôtre pleine Puiſſance, propre Mouvement, & Autorité Royale, & Abſoluë, Nous avons donné, cedé, & tranſporté, & par ces préſentes donnons, cédons, & tranſportons à nôtre très-chére & très-amée Couſine *Marie Anne de la Tremouille*, Princeſſe des *Urſins*, pour Elle, ſes Hoirs, Succeſſeurs, & Ayans cauſe, le Duché, Ville & Chateau de *Limbourg*, faiſant partie des *Pays-bas Eſpagnols*, avec les Villes, Bourgs, Villages, Châteaux, Maiſons, Païs, & autres Circonſtances & Dépendances du dit Duché, pour en jouïr par la dite Princeſſe des *Urſins*, ſes Hoirs, Succeſſeurs, & Ayans cauſe, en toute Proprieté, & en Souveraineté parfaite, ſans aucune choſe en réſerver ny retenir à Nous, & à nos Succeſſeurs, Roys *d'Eſpagne*, à quelque Titre que ce ſoit, ſoit de Reſſort, ſoit de Feodalité, & encore ſans retour, ny reverſion, en aucuns cas, ni en aucuns tems, dont Nous avons exempté le dit Duché de *Limbourg*, & Dépendances compriſes dans la préſente Donation : à l'Effet de quoy en tant que beſoin eſt, ou ſeroit, Nous avons éteint, & ſupprimé, éteignons & ſupprimons leſdits Droits; Voulant que ladite Princeſſe des *Urſins* exerce en ſon Nom, tous les Droits de Souveraineté dans ledit Duché de *Limbourg*, Territoires, & Juriſdictions y annexées, avec la même Authorité que Nous les exercions, & avions droit de les exercer avant ces préſentes; & qu'Elle y jouïſſe de tous les Revenus, Fruits, Profits, & Emolumens quelconques, tant Ordinaires, qu'Extraordinaires & Caſuels, de quelque nature qu'ils puiſſent être, ſoit pour la Collation & Patronage des Benefices, ſoit pour la Proviſion & Deſtitution des Offices, ſoit pour les Péages, Entrées, Subſides, Impoſitions, & autres Droits exprimés, & non exprimés, ſoit pour la défenſe du Païs, & la Tranquillité des Peuples, ſoit pour la levée des Revenus du dit Duché & Dépendances; de tous leſquels Droits & Revenus ladite Princeſſe des *Urſins* commencera à jouïr du Jour des préſentes, à compter duquel, les Agens, Receveurs, Commis, & Prépoſés à la perception desdits Revenus en rendront compte; & remettront le produit entre les mains des Porteurs des Pouvoirs de ladite Princeſſe; quoy faiſant ils en demeureront valablement quites & déchargés envers Nous, comme par ces préſentes Nous les en déchargeons; & en conſequence, ladite Princeſſe des *Urſins* demeurera Propriétaire incommutable dudit Duché de *Limbourg* & des Dépendances d'iceluy, tant pour la Souveraineté, que

pour

ANNO 1711.

pour tous les revenus, comme le tout à Elle appartenant en pleine, libre & entiere proprieté, avec pouvoir d'en disposer par Donation entre vifs, ou Testament à telle personne, & avec telles Clauses & Conditions, qu'Elle jugera à propos; même d'en traiter par échange, ou autrement; & les mesmes Droits & Pouvoirs appartiendront successivement apres Elle à son plus proche Heritier, en cas qu'Elle n'en ait pas autrement disposé. A l'effet de quoy, Nous avons déchargé, absous, & liberé, & par ces présentes déchargeons, absolvons, & liberons les Habitans dudit Duché *de Limbourg*, & Dépendances, de quelque état, qualité, ou condition qu'ils soient, tant Ecclesiastiques, que Seculiers, Politiques, Militaires, & de quelques autres Classes & Conditions qu'ils soient, & puissent estre, & chacun d'eux en géneral & en particulier, des Sermens de Fidelité, Foy, & Obéïssance, Promesses, Obligations, & Devoirs qu'ils Nous gardoient comme à leur Seigneur & Prince Souverain: Leur ordonnons & enjoignons très expressément, qu'en vertu des présentes ils aient à recevoir & reconnoitre ladite Princesse *des Ursins*, & apres Elle ses Hoirs, Successeurs ou Ayans cause, successivement pour leurs Princes & Seigneurs Souverains; qu'ils luy fassent & jurent les Sermens de Fidelité & Obéïssance en la maniere accoutumée, & que de plus ils luy voüent & rendent tout Honneur, Reverence, Affection, Obéïssance, Fidelité, & Services, comme bons & loyaux Sujets sont obligés de rendre à leur Seigneur Souverain, & comme jusqu'à présent ils l'ont rendu aux Roys nos Prédecesseurs, & à Nous. Et de plus nôtre intention étant, que le dit Duché *de Limbourg*, & Dépendances produisent au moins, de Revenu effectif annuel & réel, par châcun an, au Profit de ladite Princesse *des Ursins*, ses Hoirs, Successeurs & Ayant cause, trente mille Ecus, châque Ecu de huit Réaux d'Argent double Monnoye ancienne *de Castille*, déduction faite de toutes les Charges localles, Entretiens de Lieux, & d'Officiers qui ont accoutumé d'estre payés, & entretenus sur les Revenus dudit Duché. Voulons & Nous plait, que pendant la premiere Année de la Jouïssance de ladite Princesse *des Ursins*, après sa prise de Possession du Duché *de Limbourg*, & après la Publication de la Paix, il soit fait un Etat des Revenus, & des charges du Duché *de Limbourg* & Dépendances, en présence de Gens qui seront commis à cet effet, tant de nôtre part, que de celle de ladite Princesse *des Ursins*; & en cas que déduction faite desdites charges, les Revenus, pour ce qui en restera net au profit de la dite Princesse *des Ursins*, ne se montent pas auxdits trente mille Ecus par An, soit à cause des Aliénations qui pourroient avoir été faites de quelque partie de ce Duché, soit parce que aucuns desdits Droits, Revenus, Circonstances, & Dépendances auroient été vendus, engagés, ou chargés de quelques Rentes, même de quelques Dettes, pour Sommes prises par Emprunt, ou Anticipation, en ce cas Nous ordonnons, voulons, & il Nous plait, que le tout soit racheté & dégagé, & les Acquereurs, Engagistes, Rentiers, & autres Créanciers rembourses, payés & satisfaits du produit des Revenus les plus liquides des autres Provinces des *Pays-Bas Espagnols*, en sorte que ladite Princesse jouïsse pleinement, réellement & sans charge des dits trente mille Ecus de Rente, à l'effet de quoi, & jusqu'au parfait remboursement du rachat desdites Alienations, ou Engagemens, Constitutions de Rentes, Anticipations, ou autres Emprunts, tels qu'ils puissent estre, les Acquereurs des Fonds alienés, ou Engagistes, Rentiers, & tous autres Créanciers seront & demeureront assignés comme des à present Nous les assignons à recevoir les Arrérages, ou Interests de leurs Capitaux sur lesdits Revenus des autres Provinces des *Pays-Bas Espagnols*; & en consequence, Nous avons dès à present cédé & transporté, cédons, & transportons tous & tels de nos Revenus qu'il conviendra aux Engagistes & Créanciers, & jusqu'à concurrence de leur Deub, en principaux Interêts à prendre, avoir & percevoir du plus liquide, & effectif des Revenus desdits *Pays-Bas Espagnols*, autres que ceux du dit Duché de *Limbourg*, pour par eux en joüir, jusqu'à leur parfait Rembourssement, & s'il se trouvoit que nonobstant ledit rachat, & Rembourssement, faits, ou assignés, le Revenu dudit Duché de *Limbourg* ne fût pas de la dite Somme de trente mille Ecus par An, toute charge déduite. Nous voulons qu'il soit démembré, comme dès à present Nous démembrons des autres Païs qui Nous appartiennent adjacens, ou à la Bienseance du dit Duché de *Limbourg*, telles autres Villes, Bourgs, Villages, & Territoires qu'il conviendra pour parfaire par leur Revenu & produit Annuels ce qui manquera desdits trente mille Ecus de Rente dans le Duché de *Limbourg*, lesquelles Villes, Bourgs, Villages, & Territoires, ensemble le Revenu, Circonstances, & Dépendances demeureront demembrés de nos autres Seigneuries, & seront unis & joints à l'avenir & pour toujours audit Duché de *Limbourg*, pour être possedés par ladite Princesse *des Ursins*, au même Titre de Souveraineté, Jurisdiction, & Prerogative, cy dessus, & comme faisant partie dudit Duché de *Limbourg*. Et attendu que par les diverses propositions qui Nous sont faites de tems à autre, pour parvenir à la Paix tant desirée par Nous, & par les autres Princes & Etats de *l'Europe*, engagés en la présente Guerre, aucunes tendent à certains Démembremens desdits *Pays-Bas Espagnols* & des autres Etats qui composent nôtre Monarchie, Nous déclarons que nôtre Intention est, qu'il ne soit donné aucune atteinte à ces Présentes, par les Traités de Paix qui se feront, & que tous les Princes, & Puissances intereſſées dans lesdites propositions ratifient le démembrement que Nous faisons par ces présentes dudit Duché de *Limbourg*, & l'Erection d'iceluy en toute Souveraineté en faveur de la Princesse des *Ursins*, ensorte qu'Elle en soit mise, & demeure en pleine possession, & paisible jouissance dans toute l'Etenduë des présentes, selon leur Forme & Teneur, & sans aucune reserve, ny restriction, telle qu'elle puisse estre; voulant que la présente Donation soit une des Conditions des Traités, qui pourront être faits en ce qui concernera lesdits *Pays-Bas Espagnols*, afin que ladite Princesse *des Ursins*, ses Hoirs, Successeurs, & Ayans cause, puissent jouïr dudit Duché *de Limbourg*, Circonstances, & Dépendances, pleinement, paisiblement, perpetuellement & à toujours, en Titre de Souveraineté, sans Trouble & Empêchement au contraire; à l'effet de quoy, & pour y faire contraindre tous ceux qu'il appartiendra, & qui pour ce seront à contraindre, Nous avons de nôtre pleine Puissance & Authorité Royale supléé, & supléons à tous défauts ou obmissions de Droit ou de Fait, qui pourroient se trouver, ou survenir dans cette Donation, Cession, & Transport, soit par le défaut de l'Expression de la valeur des Revenus, & des Charges dudit Duché *de Limbourg*, qui n'y sont pas specifiés, ny déclarés, & qui pourroient estre requises par de précedentes Ordonnances, auxquelles, & aux Dérogatoires des Dérogatoires y contenues, Nous avons expressément dérogé & dérogeons par ces présentes, parce que telle est nôtre Volonté & bon Plaisir; Voulant que les présentes Lettres Patentes soient delivrées à ladite Princesse *des Ursins* pour les faire enregîtrer, & publier où besoin sera, même les faire inserer avec la Donation & Cession y contenuë, dans le Traité de la Paix qui se négociera, s'y faire inclure & reconnoitre en qualité de Princesse Souveraine du Duché de *Limbourg*, & en cette qualité en exercer les Droits, & y faire Traitez, & Alliances, avec les Princes, & Souverains qui y interviendront; enjoignant aux Ministres & Ambassadeurs qui y seront de notre part, de l'y reconnoitre comme telle, & à tous nos Officiers audit Duché *de Limbourg*, d'obeïr à ces présentes, au moment qu'elles leur seront notifiées; & afin que cette présente Donation soit chose ferme & stable à toujours & à perpetuité, Nous avons signé ces présentes Lettres de nôtre main, & y avons fait mettre nôtre Grand Scel; Voulons, & Ordonnons qu'Elles soient regîtrées en tous & chacun de nos Conseils & Chambres des Comptes, où il appartiendra. Donné en nôtre Ville *de Corella*, au Royaume *de Navarre* le 28. Jour du mois de *Septembre*, l'an de Grace mil sept cens & onze, & de nôtre Regne l'onziéme.

ANNO 1711.

## CXIX.

27. Sept. 8. Oct. *Articles Préliminaires donnés de la part du* ROI TRES-CHRETIEN *par le Sieur* MENAGER *son Miniſtre, pour ſervir de fondement à la Paix generale. A Londres le 27. Septembre* 8. *Octobre* 1711. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. I. pag. 162.]

LE Roi voulant contribuer de tout ſon pouvoir au retabliſſement de la Paix generale Sa Majeſté declare,

I. Qu'elle reconnoitra la Reine de la Grande Bretagne en cette qualité, auſſi-bien que la Succeſſion à cette Couronne ſuivant l'établiſſement preſent.

II. Qu'elle conſentira volontairement & de bonne foi à prendre toutes les meſures juſtes & raiſonnables pour empêcher que les Couronnes de France & d'Eſpagne ſoient jamais unies ſur la tête d'un même Prince, Sa Majeſté étant perſuadée que l'excès de Puiſſance ſeroit contraire au bien & au repos general de l'Europe.

III. L'intention du Roi eſt que tous les Princes & Etats engagés dans la Guerre preſente, ſans en excepter aucun, trouvent une ſatisfaction raiſonnable dans le Traité de Paix à faire : Que le Commerce ſoit retabli & maintenu deſormais à l'avantage de la Grande Bretagne, de la Hollande, & des autres Nations qui ſont accoutumées à l'exercer.

IV. Comme le Roi veut auſſi maintenir exactement l'obſervation de la Paix lorſqu'elle aura été concluë, & que l'objet que Sa Majeſté ſe propoſe eſt d'aſſurer les frontieres de ſon Roiaume, ſans troubler en quelque maniere que ce ſoit les Etats voiſins, elle promet de convenir par le Traité futur de Paix que les Hollandois auront entre leurs mains les Places fortes qui ſeront ſpecifiées, dans les Païs-Bas, pour ſervir deſormais comme de Barriere qui aſſure le repos de la Republique de Hollande contre toute entrepriſe de la part de la France.

V. Le Roi conſent auſſi qu'il ſoit formé à l'Empire & à la Maiſon d'Autriche une Barriere ſûre & convenable.

VI. Quoique Dunkerque ait coûté au Roi des ſommes très-grandes, tant pour l'aquerir que pour le fortifier, & qu'il ſoit neceſſaire de faire encore une depenſe très-conſiderable pour en raſer les ouvrages, Sa Majeſté veut bien toutefois s'engager à les faire demolir immediatement après la concluſion de la Paix, à condition qu'il lui ſera donné pour les fortifications de cette Place un équivalent convenable & dont elle ſoit contente. Et comme l'Angleterre ne peut pas fournir ledit équivalent, la diſcuſſion en ſera remiſe aux Conferences qui ſe tiendront pour la Negociation de la Paix.

VII. Lorſque les Conferences pour la Negociation de la Paix ſeront formées, on y diſcutera de bonne foi & à l'amiable toutes les pretenſions des Princes & Etats engagez dans la preſente Guerre, & rien ne ſera omis pour les regler & pour les terminer à la ſatisfaction des Parties intereſſées.

En vertu du Plein-pouvoir du Roi, nous ſouſſigné Chevalier de ſon Ordre de St. Michel & Député au Conſeil du Commerce avons arrêté au nom de Sa Majeſté les preſents Articles Preliminaires. En foi de quoi nous avons ſigné.

*Signé*,

(L. S.) MENAGER.

Fait à Londres le 27. Septembre vieux ſtile & du nouveau le 8. Octobre 1711.

## CXX.

5. Oct. *Reglement ordonné par la Reine de la* GRANDE-BRETAGNE, *& par les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour le Gouvernement des Provinces du Païs-Bas Eſpagnol, ſous leur Autorité adminiſtrative, juſques à ce que Sa Majeſté Catholique le Roi* CHARLES III. *en ſoit mis en pleine poſſeſſion. A Bruxelles le* 5. *Octobre* 1711. AVEC *les* ACTES *de Repreſentation, & d'Interpretation qui en dependent.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 399.]

ANNO 1711.

SA Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies aiant fortement à cœur que le bon ordre dans l'Adminiſtration du Gouvernement des Païs-Bas Eſpagnols tant par rapport aux Affaires Militaires que de Juſtice, Police, & de Finances ſoit bien obſervé ; & reconnoiſſant de plus en plus que cela ne ſe peut faire ſans une entiere Subordination dudit Gouvernement au pouvoir & à l'autorité des deux Puiſſances de la maniére qu'on l'a voulu établir dès le commencement depuis la Reduction deſdits Païs-Bas ſous l'obéïſſance de S. M. Catholique le Roi Charles III. leur Souverain légitime qu'Elles repréſentent juſqu'à ce que Sa Majeſté ſoit miſe en poſſeſſion des Provinces deſdits Païs-Bas Eſpagnols déjà ſoûmiſes & qui ſont encore à ſoûmettre. Et voulant remedier à pluſieurs abus qui ſe ſont gliſſés dans le Gouvernement de ces Provinces par le manquement de ladite Subordination & être informées à fond des Revenus du Païs & de l'emploi des Deniers publics afin qu'ils ne ſoient appliqués qu'à la décharge des Peuples pour leur ſoulagement autant que le bien du Service de S. M. Catholique & de la Cauſe commune le peut permettre dans une Guerre auſſi onereuſe que celle-cy. Après une meure reflexion ſur l'état préſent des Affaires qui vont tomber dans la derniére confuſion ſi l'on n'y pourvoit point ; A ces Cauſes & effet ont jugé néceſſaire & trouvé bon de faire le préſent Réglement que tous les Conſeillers d'Etat & de Finances devront reconnoître par leur ſignature & s'y conformer exactement ; & ſi quelqu'un d'eux refuſe de le ſigner, ou ſi après la ſignature il y ait quelqu'un qui ne s'y conforme point, ceux-là ſeront déclarés déchûs & privés de leurs Emplois auxdits Conſeils d'Etat & de Finances.

I. PRemiérement la préſente forme du Gouvernement ſubſiſtera ſelon ſon inſtitution pour autant qu'elle n'eſt pas changée ou reſtrainte par le préſent Réglement qui ſervira d'interpretation & d'addition aux Inſtructions, Interpretations & Réglemens donnés & faits cy-devant par les deux Puiſſances.

II. Le Conſeil d'Etat qui a été proviſionellement commis au Gouvernement Général des Païs-Bas Eſpagnols ſous la direction des deux Puiſſances ſera obligé de déliberer ſans perte de temps ſur les Requiſitions de leurs Miniſtres, mettant toute autre affaire de quelque nature qu'elle puiſſe être à côté, juſqu'à ce que leſdites Requiſitions ſoient executées ſelon leur forme & teneur.

III. Si le Conſeil d'Etat pourra croire que la Requiſition intereſſe les Priviléges, ſoit deſdites Provinces en général, ou de quelque Ville ou Diſtrict de l'une de ces Provinces en particulier *qu'on déclare de vouloir maintenir exactement*, de maniére que ſelon le ſentiment dudit Conſeil d'Etat il en pourroit reſulter de grands inconveniens, ledit Conſeil devra en tel cas repréſenter ces inconveniens à la Conférence par écrit avant que d'executer la Requiſition, mais il ne pourra faire cette repréſentation qu'une ſeule fois. Et ſi après l'examen des raiſons alleguées les Miniſtres des deux Puiſſances perſiſtent dans leur Requiſition, le Conſeil donnera ſans ulterieur délai les Ordres néceſſaires pour l'execution d'icelle.

IV. Ledit Conſeil ne pourra accorder aucune interdiction de Juſtice, Surſéance ou Moratoire que les Miniſtres des deux Puiſſances n'y donnent leur conſentement unanime, après qu'ils ſeront exactement informés du fait, & pour cet effet le Conſeil ſera obligé de leur donner les informations par écrit, & leſdits Miniſtres déclareront toutes les Interdictions nulles qui ſeront accordées au préjudice de cet Article.

V. Ne pourra aucun Conſeiller d'Etat ni de Finances s'abſenter du Conſeil que pour maladie ou par permiſſion de la Conférence, à laquelle chacun d'eux devra ſe rendre toutes & quantes fois qu'il y ſera appellé, & les Sécretaires desdits Conſeaux ſeront obligés de remettre entre les mains des Miniſ-

ANNO 1711.

tres des deux Puiſſances, à la fin de chaque ſemaine la Liſte des Conſeillers qui ont été préſens pendant cette ſemaine là.

VI. Le Conſeil des Finances ſera ſubordiné au Conſeil d'Etat en tout ce qui regarde ſon Adminiſtration pour l'execution des Ordres qu'il en recevra enſuite des Requiſitions de la Conférence & pour ne pas retarder l'execution deſdits Ordres ledit Conſeil des Finances mettra à côté toute autre Affaire de quelle nature qu'elle puiſſe être, juſques à ce qu'il ait donné ſa Conſulte là deſſus, & ne fera qu'une ſeule repréſentation ou Conſulte dans les Affaires que les Miniſtres des deux Puiſſances déclareront ne pouvoir ſouffrir un plus long delai, lui laiſſant le pouvoir de repréſenter juſqu'à trois fois dans les Affaires ordinaires.

VII. Ledit Conſeil des Finances ſera obligé de s'aſſembler les mêmes jours & à la même heure que le Conſeil d'Etat, & ne pourra pas ſe ſeparer qu'après la ſéparation de celui-ci.

VIII. Tous les Revenus publics, ſoit des Provinces en général ou de quelques Diſtricts & Villes d'icelles en particulier, devront être affermés publiquement par ceux à qui il appartient au plus offrant après les Affiches & Publications uſitées, la Livraiſon du Pain & des Fourages pour les Troupes ſe fera de la même maniére au moins offrant.

IX. Tous les Deniers Roiaux tant de Domaines, Aides & Subſides, Droits d'Entrée & Sortie qu'autres devront paſſer par la Recepte générale des Domaines & Finances. Et il ne ſe fera aucun paiement par les Receveurs particuliers à qui que ce puiſſe être ſous quitances particulieres, ſans avoir eû préalablement un Billet d'aſſignation du Receveur Général, lequel Billet avec la quitance de celui qui aura reçu, leur ſervira d'acquit proviſionel; Enſuite dequoy & en retirant ledit Billet d'aſſignation avec la quittance y ſervante, il leur ſera dépêché des Lettres de Décharge pour leur ſervir d'acquits abſolus pour leur être paſſées en compte les ſommes qu'ils auront paiées; de tous leſquels paiemens ainſi que de toute la Recepte, ledit Receveur Général remettra tous les deux Mois un état ſpécifique à la Conférence, de la même maniére qu'il eſt obligé de le donner ſuivant ſes Inſtructions au Conſeil de Finances.

X. Le Conſeil d'Etat ſera obligé de remettre à la Conférence pour le moins dix jours avant le terme ordinaire du renouvellement des Magiſtrats des Villes & des Colleges qui ont voix dans l'Etat, une liſte cachetée des Noms des Perſonnes qu'il propoſe de continuer ou d'établir de nouveau dans leſdits Magiſtrats, laquelle étant approuvée ou changée par les Miniſtres des deux Puiſſances comme ils le trouveront convenir, ſera renduë au Conſeil d'Etat auſſi cachetée, le dit Conſeil ſera tenu de publier cette Liſte deſdits Miniſtres ainſi renduë pour le renouvellement deſdits Magiſtrats.

XI. Les Généraux Commandants & autres Gens de Guerre ne dépendront que de leurs Officiers Superieurs & des ordres des Miniſtres des deux Puiſſances, pour ce qui regarde les Affaires de Guerre, à la ſeule reſerve de la revûë des Troupes & des ordres à donner pour leur paiement dont le Conſeil d'Etat continuera d'avoir ſoin, & leſdits Miniſtres diſpoſeront des Emplois militaires, tant de Cavallerie que d'Infanterie, de la même maniére que cela s'eſt pratiqué depuis la reduction.

XII. L'Adminiſtration de la Juſtice militaire pour autant qu'elle concerne purement & ſimplement la diſcipline & la ſubordination entre les Officiers & les Soldats ainſi que les Délits militaires, ſe fera par un Conſeil de Guerre duëment convoqué par ordre du Général en chef. Mais les differents que les Militaires pourront avoir pour d'autres cauſes tant civiles que criminelles, qui regardent la Judicature ou l'authorité civile du Gouvernement, comme dettes, diſputes ſur des interêts particuliers & de famille & autres de pareille nature qui ne ſont pas purement des cas militaires, ſeront jugés par l'Auditeur Géneral en conformité de ſes Inſtructions, des Edits & Placarts militaires & de la maniére que cela s'eſt pratiqué pendant le Regne de S. M. Catholique Charles II. de glorieuſe mémoire, & s'il y a conflict ſur la nature des cauſes, ſçavoir ſi elles doivent être reputées pour civiles ou pour militaires, la Conférence ſeule en prendra connoiſſance & les décidera.

XIII. La Solde des Troupes levées au Nom de S. M. Catholique, les Gages des Généraux deſdites Troupes, des Gouverneurs ou des Commandans, & de l'Etat Major des Places & de toutes autres Perſonnes Militaires qui ſont ou ſeront gagées, enſemble l'entretien & la reparation des Fortifications ou des Ports, comme auſſi les néceſſités des Magaſins ſeront payées préférablement à tous autres Gages, Salaires ou Penſions de qui que ce ſoit, hors de la maſſe de tous les Revenus du Païs en général, & le Conſeil des Finances aura ſoin de l'execution du préſent Article à peine d'en repondre chacun en leur privé nom.

XIV. Finalement les deux Puiſſances, comme repréſentantes le Roi Charles III. ſe reſervent tout le pouvoir qui compete à S. M. Catholique, afin de le faire exercer par leurs Miniſtres, dont les Ordres devront être reſpectés en tout, pour autant qu'ils ne ſeront point contraires aux Priviléges du Païs. Ainſi fait à Bruxelles ce 5. Octobre 1711,

*NOus les ſouſſignés Conſeillers du Conſeil d'Etat & des Finances, déclarons & promettons pour autant qu'il nous regarde chacun en particulier, de vouloir nous conformer au Réglement ci-deſſus dans tous ſes Points ſelon ſa forme & teneur. En foi de quoi nous avons ſigné la préſente.*

## Elucidations ſur quelques Articles dudit Réglement envoiée à Meſſrs. du Conſeil des Finances,

*Sur l'Art.* 9.

IL ſera diſpoſé ſur le contenu de cet Article avec ulterieure connoiſſance de Cauſe, ſur la Repréſentation faire par le Conſeil des Finances.

(*Etoit vidimé.*)

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

*Sur l'Art.* 13.

Pour l'explication de la penalité mentionnée à la fin du préſent Article, les Miniſtres des deux Puiſſances déclarent en leur nom & de leur part, qu'Elles tiendront le Conſeil des Finances pour déchargé, en emploïant le plein & entier produit de tous les Revenus du Païs au Payement des Troupes, des Généraux, Gouverneurs & autres Officiers Militaires, comme auſſi aux autres Charges ordinaires & extraordinaires de l'Etat, & ſur tout aux Rentes hypothequées préférablement aux Gages du Miniſtere, auſſi avant que le Revenu le permettra.

(*Etoit vidimé*)

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

*A Meſſieurs du Conſeil des Domaines & Finances du Roi.*

MESSIEURS,

AYANT examiné vôtre Repréſentation du 12. Octobre dernier, avec le Duplicata de vôtre Conſulte du 3. Décembre 1707., & les Avis y joints des deux Chambres des Comptes de la même Année, comme auſſi l'Avis du Receveur Général Van Uffele du 26. du Mois paſſé, au ſujet des difficultez qui pourroient ſe rencontrer dans l'Art. 9. du Nouveau Réglement, portant qu'à l'avenir tous les Deniers Royaux, tant des Domaines, Aides & Subſides, Droits d'Entrée & Sortie, qu'autres devront paſſer par la Recette Générale des Domaines & Finances; Nous trouvons convenir de vous requerir de ſuſpendre juſques à autre diſpoſition l'execution dudit 9. Article du Réglement, & de continuer à en agir au fait de l'expedition des Ordonnances & Aſſignations à donner de la maniére que vous avez fait juſqu'à preſent en toutes choſes à l'exception de ce qui regarde les payemens qui pourroient être faits par les Receveurs particuliers, ce que nous croyons néceſſaire au bien du Service d'empêcher dans la ſuite; Vous requerant d'ordonner en cette conformité à chaque Receveur particulier, de ne plus payer aucune

ANNO 1711.

ne ſomme ſous quitance de qui que ce puiſſe être, ſans avoir une Ordonnance ou Aſſignation dépêchée dans la forme accoûtumée : Comme il eſt pourvû par le 9. Article dudit Réglement, auquel les deux Puiſſances ſont d'intention que vous vous conformiez en tout, à la reſerve de ce qui eſt préſentement excepté par cette. Ainſi fait à la Conférence à Bruxelles ce 7. Novembre 1711.

*Etoit ſigné,*

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

*Rapport fait par le Sécretaire Crabeds de la part du Conſeil d'Etat le 13. d'Octobre 1711.*

LE Conſeil d'Etat m'ordonne de dire aux Seigneurs de la Conférence, qu'il auroit déja eu l'honneur de donner ſa réponſe à la Lettre, & au Réglement nouveau remiſes à Monſieur le Chancelier le 9. de ce Mois, qu'il a de ſuite communiqué au Conſeil ; mais comme c'eſt une Affaire de grande importance, qui regarde indiſpenſablement le Corps entier, & tous ceux qui le compoſent, le Conſeil n'a pû, comme il auroit bien ſouhaité, ſatisfaire aux déſirs desdits Seigneurs de la Conférence, parce qu'il y a deux Abſens, auxquels l'on a dépêché des Couriers avec des Lettres du Conſeil, pour qu'ils auroient à s'y rendre pour ce matin, ou à y envoyer par écrit leur ſentiment ſur ladite Lettre, & Réglement nouveau, dont leur a été envoyé des Copies par les mêmes Couriers ; le Conſeil a receu réponſe du Comte de Lannoi, qu'il ſe rendra aujourd'hui ſans faute en cette Ville, & le Comte de Clairmont n'y a pas répondu, le Courier à lui envoyé étant revenu ſans réponſe, c'eſt l'unique circonſtance, qui empêche que les Seigneurs de la Conférence n'ayent pas la Réſolution du Conſeil.

*A Meſſieurs du Conſeil d'Etat commis au Gouvernement des Païs-Bas Eſpagnols.*

MESSIEURS,

APRE'S que les deux Puiſſances étoient convenues d'un Réglement ſi abſolument néceſſaire au Service, & qu'il avoit été ſi ſolemnellement arrêté ; Nous nous ſommes attendus, que vous n'auriez pas manqué d'y répondre au tems fixé, ſur tout, à cauſe que les Affaires publiques ſont arrêtées en attendant, & pour ce qui eſt de ce que le Conſeil n'eſt pas aſſemblé, Nous ne croyons pas, que cela ſoit néceſſaire, ni que cela regarde indiſpenſablement le Corps entier, mais bien chaque Membre en ſon particulier ; cependant comme vous ſouhaitez plus de tems pour délibérer ſur une Affaire de cette importance, Nous attendrons juſques à Jeudi qui vient, pour recevoir vos réponſes poſitives & catégoriques la-deſſus, & en cas de manquement, Nous le prendrons ſans ulterieur délai pour un refus. Ainſi fait à la Conférence ce 13. Octobre 1711.

*Etoit ſigné,*

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

MESSIEURS,

CE n'eſt pas ſans ſurpriſe que le Conſeil d'Etat a lû vôtre Réquiſition du 8. de ce Mois, avec le Réglement nouveau y joint. Nous n'avions pas lieu de croire, Meſſieurs, que le zéle que nous avons eû pour le Service du Roi, de la Cauſe commune, & pour le bien de ces Païs, & dont nous avons donné tant de marques eſſentielles, meritât, que l'on nous chargeât de n'avoir pas déféré à des Requiſitions du ſervice de Sa Majeſté, & de la Cauſe commune, c'eſt une choſe qui intereſſe trop ſenſiblement nôtre réputation, pour ne pas nous en juſtifier aux yeux du Roi, & des deux Puiſſances ; mais comme vous ſouhaitez, Meſſieurs, que nous répondions promtement & ſans ulterieur délai ſur vôtre Requiſition, & ſi nous voulons accepter ou non ledit Réglement nouveau ; Nous dirons, que ni en conſcience, ni en honneur nous ne pouvons executer les Requiſitions, que nous jugerions être contraires ſoit à nôtre Religion, ſoit aux Interêts du Roi, au Nom duquel nous ſerions obligez d'executer ce qui pourroit être préjudiciable à ſes Droits & Authorité, ſoit aux Loix & Priviléges de ces Païs. Nous nous flattons, Meſſieurs, que vous voudrez bien faire réflexion, que lors que ces Païs ſe ſont ſoûmis au Roi, les deux Puiſſances aiant trouvé convenir d'établir un Conſeil d'Etat, pour exercer le Gouvernement de ces Païs, & faire toutes les expéditions au Nom du Roi, l'on nous a demandé ſi nous voulions être de ce Conſeil, & jurer les Inſtructions du 21. de Juillet 1706. auxquelles ledit Réglement nouveau eſt entiérement différent & oppoſé, que nous avons accepté lesdites Inſtructions, de ſuite fait le Serment de les obſerver, en tous ſes Points, & entr'autres de maintenir l'Authorité, les préeminences & prérogatives du Roi, comme Souverain, & Seigneur de ces Provinces, & la Liberté, Loix, Priviléges, Droits, Coûtumes & Uſances des mêmes Provinces, de ſes Sujets en général, & de chaque Province, Ville ou Corps en particulier.

Enfin nous nous perſuadons, Meſſieurs, que Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes-Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, voudront bien par leur Juſtice & Equité ordinaire reflêchir que ſelon l'Article 7. desdites Inſtructions, nous ſommes obligez, de le ſuivre & obſerver, auſſi long-tems & juſques à ce que les deux Puiſſances en conviendront autrement avec Sa Majeſté. Nous avons l'honneur d'être,

MESSIEURS,

*Vos très humbles & très-obéiſſants Serviteurs.*

Etoit ſigné,

L. J. D'AREMBERG.

DE GRYSPERRE.

VAN DER GOTE.

*Le Comte* D'URSEL.

*Le Comte* D'ERPS.

J. DE CAVERSON.

*Le Comte* DE LANNOY.

J. R. THISQUEN.

*Bruxelles au Conſeil d'Etat ce 15. Octobre 1711.*

*A Meſſieurs du Conſeil d'Etat commis au Gouvernement des Païs-Bas Eſpagnols.*

MESSIEURS,

AIANT vû contre toute attente par vôtre Lettre du 15. de ce Mois, que vous déclarez tous, à la reſerve de Monſieur le Comte de Clairmont, de ne pouvoir en conſcience, ni en honneur executer les Requiſitions, que vous jugeriez être contraires, ſoit à vôtre Religion, ſoit aux intereſts du Roi au Nom duquel vous ſeriez obligés d'executer ce qui pourroit être préjudiciable à ſes Droits & Authorité, ſoit aux Loix & Priviléges de ce Païs. Nous ne pouvons aſſez vous marquer nôtre étonnement, de ce que vous paroiſſez de vouloir inſinuer par-là, *comme ſi nous aurions été capables de donner des Requiſitions de la part des deux Puiſſances, qui ſont contraires à vôtre Religion & aux Priviléges du Païs, ou préjudiciables aux intereſts de Sa Majeſté Catholique*, & nous trouvons une telle inſinuation, ſi injurieuſe à l'honneur des deux Puiſſances & ſi fort contraire à leurs intentions, que nous ne pouvons nous diſpenſer de vous demander là-deſſus, en leur Nom, une ſatisfaction convenable, d'autant plus, que ledit nouveau Réglement n'a pour but, qu'une entiére Subordination auxdites deux Puiſſances, repréſentantes Sa Majeſté Catholique, le Roi Charles III. juſques à ce qu'Elle ſera miſe en poſſeſſion des Provinces desdits Païs-Bas Eſpagnols déja ſoûmiſes, & qui ſont encore à ſoûmettre, & *que leur intention n'a jamais été de rien faire, qui ſoit directement ou indirectement contraire à la Religion Catholique Romaine, qu'Elles veulent*

ANNO 1711.

*lent maintenir en ces Pays-ci, de tout leur pouvoir, ſuivant qu'Elles l'ont déclaré ſolemnellement aprés la Réduction desdits Pays à l'obéiſſance de Sadite Majeſté.*

Le déclarant ici de nouveau, en leur Nom, & de leur part, pour autant qu'il eſt beſoin.

*Comme auſſi que leur intention n'eſt point de porter ou ſouffrir, qu'il ſoit porté aucune atteinte aux Libertez, Loix, Priviléges, Droits, Coutumes & Uſances des Provinces deſdits Païs-Bas Eſpagnols déja ſoûmiſes au Roi, ou de ſes Sujets en général, & de chaque Province, Ville ou Corps en particulier.*

Et lors qu'il y aura des Requiſitions données de la part des deux Puiſſances, que ceux du Conſeil d'Etat croiront intereſſer les Priviléges, & contre leſquelles ils croient devoir faire une Repréſentation; on déclare de plus en ce cas-là, que les deux Puiſſances n'inſiſteront point ſur l'execution de telles Requiſitions, ſans avoir préalablement entendu là-deſſus les Etats des Provinces, ou les Magiſttats des Villes, & des Corps qui ſont intereſſés.

Pour ce qui concerne les interêts de Sadite Majeſté, les deux Puiſſances ont donné trop de preuves à toute la Terre, combien ils leur ſont chers, pour ne pas voir avec la derniére ſurpriſe, que vous puiſſiez affecter là-deſſus le moindre doute, ne croiant pas, que vous devriez vous ériger en Juges dans des Affaires, dont les deux Puiſſances ſe reſervent de donner en tems & lieu, un entier appaiſement à Sa Majeſté Catholique, le Roi Charles III.

Et ſur ce, que vous dites par la fin de vôtre Ecrit, que ſelon l'Article 7. des Inſtructions, qui vous ont été données le 31. Juillet 1706. vous ne ſeriez obligez, qu'à le ſuivre & obſerver auſſi long-tems & juſques à ce que les deux Puiſſances en conviendront autrement.

Nous Vous déclarons en outre, que leur intention n'a jamais été de ſe défaire de leur anthorité, ou de renoncer au pouvoir de changer dans la ſuite le Gouvernement de ces Païs ci, ſuivant qu'Elles le trouveront convenir pour le Service de Sadite Majeſté Catholique & de la Cauſe commune, tandis qu'Elle n'eſt pas encore miſe en poſſeſſion deſdits Païs-Bas Eſpagnols, ainſi que nous nous trouverions obligés de faire par rapport à ceux de vous Meſſieurs, qui perſiſtent à ne vouloir pas reconnoître, avant la fin de cette ſemaine, par leur Signature ledit Nouveau Réglement, que les deux Puiſſances ont trouvé ſi abſolument néceſſaire, qu'Elles ne pourront en aucune maniére s'en départir. Ainſi fait à Bruxelles dans la Conférence ce 19. Octobre 1711.

*Etoit ſigné*,

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

MESSIEURS,

AIANT vû la Lettre que vous Nous avez fait l'honneur de nous écrire le 19. de ce Mois, Nous avons celui de Vous aſſûrer, Meſſieurs, que nous avons eu, & aurons toûjours pour Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes-Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, une trop parfaite vénération pour avoir pû concevoir la penſée de nous éloigner en la moindre maniére de ce profond reſpect, que nous devons à ces deux Puiſſances, Nous Vous prions auſſi, Meſſieurs, d'être perſuadés, que nous avons & continuerons d'avoir pour vous toute l'attention, déférence, & conſidération que vous pouvez deſirer.

Nous Vous aſſûrons, Meſſieurs, de n'avoir manqué en quoi que ce ſoit, de ce qui regarde la direction qui nous a été confiée des Affaires de ces Païs, & ſi vous vouliez bien avoir la bonté de vous ſouvenir, Meſſieurs, & vous donner les peines de vous faire produire toutes les Ordonnances, Lettres & Décrets que nous avons donné pour le Service du Roi, & de la Cauſe commune, vous jugeriez aiſement, Meſſieurs, que nous n'avons rien négligé, de tout ce qui pourroit y contribuer, c'eſt ce que nous continuerons avec tout le ſoin & exactitude imaginable, Vous priant d'être perſuadés, que nous n'obmettrons rien de tout ce que la conſcience nous permettra de faire, pour montrer le zéle parfait, & l'attachement inviolable que nous avons pour la Cauſe commune, & pour donner, Meſſieurs, des preuves plus évidentes du déſir que nous avons de montrer nos bonnes intentions, & nôtre diſpoſition à aller au devant de tout ce qui peut être avantageux au Service, Nous Vous prions, Meſſieurs, de trouver bon que tout le Conſeil vous faſſe offre de ſuſpendre les Gages dudit Conſeil pour être employés aux beſoins que vous trouverez les plus preſſants.

ANNO 1711.

Nous avons l'honneur d'être,

MESSIEURS,

*Vos très-humbles & très-obéiſſants Serviteurs*,

Etoit ſigné,

L. J. D'AREMBERG.

DE GRYSPERRE.

VAN DER GOTE.

*Le Comte* D'URSEL,

*Le Comte* D'ERPS.

*Le Comte* DE CLAIRMONT.

J. DE CAVERSON.

*Le Comte* DE LANNOY.

J. R. THISQUEN.

*Au Conſeil d'Etat le 24. d'Octobre* 1711.

*A Meſſieurs du Conſeil d'Etat commis au Gouvernement des Païs-Bas Eſpagnols.*

MESSIEURS,

NOUS avions lieu de nous perſuader après la Déclaration ſolemnelle, que nous vous avons faite de la droiture des intentions des deux Puiſſances, pour le maintien & la conſervation inviolable de la Religion & des Priviléges de ces Païs-ci, qu'il ne vous auroit reſté aucun ſcrupule pour differer plus long-tems de reconnoître par vôtre Signature le dernier Réglement, dont le ſeul but eſt, d'expliquer la Subordination, dans laquelle vous avez été commis par les deux Puiſſances au Gouvernement de ces Païs; Mais nous voyons avec ſurpriſe par quelques expreſſions de vôtre Lettre du 24. de ce Mois, que vous paroiſſez toûjours croire que la direction qu'on vous a confiée en doit être indépendante. Et quoi que cela même rende la ſignature dudit Réglement encore plus néceſſaire, cependant comme les délais que vous continuez d'y apporter, ne peuvent cauſer qu'un très-grand préjudice pour le Service de Sa Majeſté Catholique le Roi Charles III. & celui de la Cauſe commune, dans la ſituation, où les Affaires de ces Païs-ci ſont préſentement; pour montrer la modération avec laquelle les deux Puiſſances en veulent bien uſer à vôtre égard, nous avons trouvé convenir, Meſſieurs, de vous propoſer de ſigner la Déclaration dont le projet eſt mis au bas de cette, afin que nous puiſſions aſſûrer les deux Puiſſances de la Subordination qui leur eſt dûë, comme repréſentantes Sadite Majeſté Catholique juſques à ce qu'Elle ſoit miſe en poſſeſſion de ces Païs; au moyen de quoi nous n'exigerons pas à préſent que vous ſigniez ledit Réglement, dont pourtant les deux Puiſſances ne ſe départiront en aucune maniére, voulant qu'il ſoit obſervé dans tous ſes Points, & ſe reſervant bien expreſſement de le faire ſigner dans la ſuite, quand Elles le trouveront convenir; c'eſt en cela, Meſſieurs, que vous pouvez nous donner des preuves les plus évidentes du déſir que vous avez de montrer vos bonnes intentions & vôtre diſpoſition à aller au devant de tout ce qui peut être avantageux au Service. Mais le Gouvernement ne pouvant pas demeurer plus long-tems dans la ſituation préſente, ſans que le Service de Sadite Majeſté & de la Cauſe commune n'en ſouffre notablement, Nous nous trouvons dans la néceſſité de vous déclarer au nom & de la part de ces deux Puiſſances que ceux de vô-

ANNO 1711.

vôtre Corps qui n'auront pas signé la Déclaration qui suit avant Vendredi prochain 30. de ce Mois, s'ils n'aiment mieux de signer le Réglement, en conformité de nôtre premiére Réquisition, sont remerciés dès à résent comme pour lors, & déchargez du Serment qu'ils ont prêté en qualité de Conseillers d'Etat, & que nous procederons à l'expiration de ce terme sans ulterieur délai à en établir d'autres en leurs places. Ainsi fait à Bruxelles ce 27. d'Octobre 1711.

*Etoit signé*,

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

NOUS les soussignés Conseillers du Conseil d'Etat ayant été commis de la part de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & de leurs Hautes-Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, au Gouvernement du Païs-Bas Espagnol, pour en avoir la direction au Nom de Sa Majesté Catholique, le Roi Charles III. nôtre légitime Souverain, que nous reconnoissons être représenté par les deux Puissances, jusques à ce qu'Elle sera mise en possession de ces Païs-ci; Et n'ayant reçû nos Pouvoirs & Commissions que des deux Puissances au Nom de Sa dite Majesté, promettons de donner execution le plûtôt que faire se pourra aux Requisitions qui nous seront addressées de leur part, pour autant qu'elles ne seront pas contraires à la Religion & aux Priviléges de ces Païs-ci, & déclarons de plus d'accepter le dernier Réglement pour marquer le désir sincere que nous avons de contribuer autant qu'il dépend de nous à l'avancement du Service du Roi, & de celui de la Cause commune, dans l'entiére confiance que lesdites Requisitions n'auront aucun autre objet.

Ainsi fait au Conseil d'Etat à Bruxelles.

*Déclaration du Conseil d'Etat.*

NOUS du Conseil d'Etat commis au Gouvernement Général des Païs-Bas établis par les deux Puissances représentantes Sa Majesté nôtre légitime Souverain; promettons de donner execution, le plûtôt que faire se pourra aux Réquisitions qui nous seront addressees de leur part, pour autant qu'Elles ne seront pas contraires à la Religion & aux Priviléges du Païs; & dans l'entiere confiance que lesdites Requisitions n'auront aucun autre objet, que l'avancement du Service du Roi, & celui de la Cause commune. Ainsi fait au Conseil d'Etat le 29. Octobre 1711.

Etoit signé,

L. J. D'AREMBERG.

DE GRYSPERRE.

VAN DER GOTE.

*Le Comte* D'URSEL.

*Le Comte* D'ERPS.

*Le Comte* DE CLAIRMONT.

J. DE CAVERSON.

*Le Comte* DE LANNOY.

J. R. THISQUEN.

*Prince* DE RUBEMPRE'.

F. C. D'EESBECK.

DIT VAN DER HAEGEN.

NOUS les soussignés Plénipotentiaires de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne & Député de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, aiant vû la Déclaration que Vous avez signée par laquelle Vous reconnoissez d'être établis par les deux Puissances représentantes Sa Majesté Catholique vôtre légitime Souverain & promettez de donner execution le plûtôt que faire se pourra aux Requisitions qui vous seront addressées de leur part, pour autant qu'Elles ne seront point contraires à la Religion & aux Priviléges du Païs, & dans l'entiére confiance que lesdites Requisitions n'auront aucun autre objet que l'avancement du Service de Roi & celui de la Cause commune.

ANNO 1711.

Déclarons par celle-ci de vouloir bien agréer provisionellement vôtre dite Déclaration dans l'entiére confiance que Vous vous conformerez exactement au nouveau Réglement qui Vous a été présenté de la part des deux Puissances qu'Elles veulent toûjours faire observer. Ainsi fait à la Conférence ce 30. Octobre.

*Etoit signé*,

ORRERY. JOHAN VAN DEN BERGH.

## CXXI.

*Memoire de Son Alteſſe Electorale de* HANOVER, *adressé à la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *sur la Paix avec la France. du 9. Décembre* 1711. [Feuille volante.] 9. Dec.

SON Alteſſe Electorale de Brunswick-Lunebourg ayant renvoyé le soussigné, son Ministre d'Etat & de son Conseil Privé, le Baron de Bothmar, auprès de S. M. la Reine de la Grande Bretagne, lui a ordonné principalement de remercier très-humblement S. M. de l'honneur qu'Elle lui a fait, de lui communiquer ce qui s'est passé depuis peu touchant la Négociation de Paix, par une personne de distinction & de la confiance de M. le Comte de Rivers, & de la nouvelle marque de l'honneur de son Amitié, qu'Elle a bien voulu donner à cette occasion, à lui & à sa Sereniſſime Famille, par ses généreux soins pour ses intérêts.

Monseigneur l'Electeur se raporte particuliérement aux sentimens qu'il a fait connoître à Mylord Rivers, & à la Réponse qu'il lui a fait donner par écrit sur les Propositions, dont une Copie va ci-jointe. Il croit que ce seroit manquer au respect dû à la confiance dont Sa Majesté l'a honoré; s'il n'y répondoit avec la sincérité qu'Elle doit attendre de son plus véritable & de son plus zélé Serviteur & Ami, qui s'intéresse pour sa gloire & pour son intérêt plus que personne du monde. Il espére que Sa Majesté lui fera l'honneur de recevoir dans ce sens & selon cette intention, tant ce qu'il a pris la liberté de lui faire dire de ses sentimens, par le susdit Lord Rivers, que ce qu'il a ordonné au soussigné son Ministre de se donner l'honneur de representer encore à ceux de Sa Majesté.

Les sentimens de S. A. E. sur la Paix & sur la Négociation sont: Que les Alliez ont besoin, non seulement de Déclarations positives, mais encore de sûretez réelles, sur tout ayant à faire à un Ennemi dont les maniéres d'agir sont assez connuës. C'est à quoi les Préliminaires précédens avoient pourvû, en obligeant la France à restituer préalablement des Places de sûreté. Ici, il n'y a ni sûretez réelles, ni aucunes Déclarations claires & précises: Tout se réduit à des généralitez vagues, qui au fond ne veulent rien dire, & sur lesquelles on pourroit négocier des années. On laisse à juger, quel est le moyen le plus sûr pour mettre une promte fin à la Guerre; Ou d'exiger préalablement de la France de telles conditions, qu'il n'y ait plus rien à faire dans l'Assemblée générale, que de leur donner la forme de Traité; Ou d'ouvrir cette Assemblée sur des Articles captieux & obscurs, qui laissent le champ libre à la France de mettre en usage ses Intrigues & ses Chicanes ordinaires.

Il n'y a qu'une parfaite Union entre les Alliez, pendant qu'on traitera la Paix générale, & la Garantie mutuelle qu'ils se donneront de ce qui y aura été conclu, qui puissent les mettre en sûreté pour l'avenir. Sans cela, toute l'Europe tombera dans la confusion, & tôt ou tard dans l'Esclavage; sur tout, si on laissoit l'Espagne & les Indes à un Prince de la Maison de Bourbon. On ne pourroit pas se flatter que même après la Paix concluë de telle maniére, la Grande Bretagne pût être en sûreté, & se maintenir dans un état tranquille & floriſſant; à moins que de demeurer avec les Etats Généraux, & avec

ANNO 1711.

les autres Alliez, dans une Union qui les mît tous enſemble à couvert des entrepriſes de la France. Toutes leurs Forces unies ont à peine ſuffi pour s'en garantir : D'où l'on peut juger de ce qui arriveroit, ſi cette Couronne venoit à bout de les diviſer ; & ce qu'elle ſeroit capable d'executer, après avoir reſpiré pendant quelques années, & après s'être renforcée par l'Eſpagne & par les Richeſſes des Indes. On ne doute donc pas, que S. M. Britannique ne ſe propoſe d'agir dans toutes ſes affaires conjointement & de concert avec ſes Alliez, conformément aux aſſurances qu'Elle leur a données. Mais pour bannir toute défiance, il ſeroit bon qu'il n'y eût aucune Négociation ſecrette, qui pût donner lieu de ſoupçonner que l'un ou l'autre des Alliez pourroit faire ſon Traité ſéparément.

Tous les Alliez concourront avec plaiſir à conclure la Paix, pourvû qu'elle leur procure leur ſûreté ; n'y en ayant point qui ne ſoit las des dépenſes & des incommoditez de la Guerre, & qui veüille la continuer lorſqu'elle ceſſera d'être néceſſaire. De plus, il n'y en a point parmi Eux qui ne ſe faſſe un plaiſir de contribuer de tout ſon pouvoir, à obtenir à la Grande-Bretagne les conditions & les avantages qu'elle peut prétendre de la France : Son Alteſſe Electorale ſe fera en particulier un devoir d'y aporter tous les ſoins qu'on pourra déſirer d'Elle, rien au monde n'étant plus juſte, après tant de grandes choſes que S. M. Britannique a faites avec ſa Triomphante Nation pour la Cauſe commune, depuis le commencement de ſon glorieux Régne. Et cette voye paroît plus ſûre à S. A. E., pour parvenir à ce but, & pour ſe conſerver les avantages, que ſi la Grande-Bretagne y travailloit ſans la concurrence de ſes Alliez par une Negociation ſéparée. Rien ne ſeroit auſſi plus avantageux à la France, que ſi par ſon habileté, elle pouvoit éblouïr aſſez une Puiſſance Maritime, pour lui faire accepter quelque avantage tellement au préjudice de l'autre, que la Jalouſie qui en naîtroit devint un obſtacle à leur Union pour l'avenir ; laquelle, faiſant leur ſûreté réciproque, paroit à la France le plus grand empêchement à ſes vaſtes Deſſeins.

S. A. Electorale peut répondre, que la Cour Imperiale n'a jamais formé le deſſein qu'on lui impute, de vouloir entamer avec la France une Négociation ſecrette, au préjudice des Intérêts de la Grande-Bretagne : Mais pour ôter à cet égard tout ſujet d'ombrage, tant de la part de l'Empereur, que de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies, on pourra prendre avec ces deux Puiſſances de nouveaux engagemens : & on peut s'aſſurer qu'elles ne feront aucune difficulté de promettre à la Reine, de la maniere la plus forte & la plus ſolemnelle, de n'entrer jamais avec l'Ennemi commun dans aucune Négociation, de ne recevoir jamais aucune ouverture ou propoſition de ſa part, ſans la participation de S. M., & ſans prendre de concert avec Elle des meſures communes. On allégue, que la Cour Imperiale renoncera ſans peine à l'Eſpagne & aux Indes, pourvû qu'on lui donne les Etats d'Italie & les Païs Bas : Mais c'eſt ſur quoi il eſt juſte d'entendre le nouvel Empereur, qu'on ſçait avoir fort à cœur les affaires d'Eſpagne.

Il eſt aiſé de connoître les ſuites pernicieuſes qu'on auroit ſujet d'aprehender, ſi on laiſſoit l'Eſpagne & les Indes au Duc d'Anjou. S. M. Elle-même s'eſt expliquée ouvertement dans ſa Harangue à l'entrée de la derniére Seſſion de ſon Parlement, recommandant la Guerre d'Eſpagne, comme celle qui intéreſſoit le plus la Nation Britannique, qui ne ſera aucunement dedommagée par le Commerce de la Mer du Sud, dont on la flate ; lequel, ſi on lui en donnoit même la réalité, dont on peut juſtement douter encore, ne ſeroit au moins que précaire, & ne dureroit qu'autant que la France & l'Eſpagne voudroient bien le permettre. Ces deux Couronnes ne pourront être conſidérées au ſuſdit cas que comme une même Puiſſance. Tout le monde ſçait que c'eſt la France qui gouverne les Eſpagnols, dans leur Conſeil, dans leurs Finances, dans le Militaire, & qui même fait leur Commerce aux Indes par ſes Vaiſſeaux : Elle s'eſt déja renduë tellement la maîtreſſe de tout cela, que quand les Eſpagnols voudroient s'en affranchir, ſoit après la Paix, ſoit après la mort du Roi de France d'à préſent, cela n'eſt plus dans leur pouvoir, & aucun Traité ne ſera aſſez fort pour obtenir de la France de quitter effectivement ces Avantages. Il y a outre cela à conſidérer, que ſi la Lignée du Duc d'Anjou, ou la Lignée mâle du Dauphin ſon Frere, venoit tôt ou tard à manquer, ces deux Couronnes ſeroient entiérement combinées ſous une même Tête : Nul Traité, nulle Renonciation ne ſeroient aſſez forts pour empêcher cette combinaiſon en pareil cas ; dont la Renonciation faite à la Paix des Pirenées, & le Traité de Partage, fourniſſent entr'autres des exemples d'une aſſez grande évidence. Il eſt très-certain auſſi, que le Roi de France, qui nonobſtant la Paix & ſes Engagemens avec le Roi Guillaume III. de glorieuſe Mémoire, a reconnu de ſon vivant un autre pour Roi d'Angleterre, auſſi tôt qu'il s'eſt crû Maître de l'Eſpagne par ſon Petit-Fils ; ne verra pas ſi-tôt celui-ci affermi ſur ce Trône, qu'il travaillera à mettre ſa Créature ſur celui de la Grande-Bretagne, & qu'il en viendra à bout ayant augmenté ſa Puiſſance par celle de l'Eſpagne, & ſes Richeſſes par celles des Indes. Il eſt aiſé de prévoir le danger où ſeroit en ce cas la Perſonne de la Reine, & ce que deviendroit alors la Liberté de la Grande-Bretagne, ſous un Maître élevé dans les Principes de la France, & dans la haine contre les meilleurs Anglois qui l'ont abjuré ſelon la Loi, & ce qu'il ſeroit fait enſuite de celle de toute l'Europe & de la Religion Proteſtante, par la liaiſon d'obligation, de néceſſité & de reconnoiſſance de trois Rois d'une Religion oppoſée, & d'une telle Puiſſance par Mer & par Terre, ſous la direction de celui de France. Ce ſont des conſéquences où S. A. Electorale eſt trop intéreſſée, pour les conſidérer avec indifférence.

Quant à la Barriére aux Païs-Bas Eſpagnols, on ne peut pas dire qu'elle ne regarde que la ſureté des Provinces-Unies : elle regarde au contraire tout autant celle de la Grande-Bretagne, laquelle ne ſe trouveroit pas moins en danger que ladite République, ſi la France devenoit maîtreſſe des Païs-Bas Eſpagnols. C'eſt une vérité qui a été reconnuë de tout tems par les Anglois, & même ſous le Régne de Charles II. ; lequel, malgré ſes liaiſons avec cette Couronne, ne voulut pas permettre qu'elle en fît la Conquête : De ſorte que la Barriére, qui ferme à ce dangereux Ennemi l'entrée aux Païs-Bas, eſt un intérêt commun aux deux Puiſſances Maritimes, de même qu'à l'Empire d'Allemagne ; outre que la Grande-Bretagne trouve à cette heure dans ſa Garantie, celle de la Succeſſion Proteſtante réciproquement.

Quelque choſe qui arrive, & ſoit qu'on ouvre dès à préſent l'Aſſemblée de la Paix, ſoit qu'on la renvoye à un autre tems, c'eſt-à-dire juſqu'à ce que la France ait fait des Déclarations plus ſatisfaiſantes, S. A. Electorale croit que c'eſt d'une abſoluë néceſſité de ne ſe point relâcher par rapport aux préparatifs pour la Campagne prochaine ; n'y ayant aucune eſpérance d'obtenir de bonnes Conditions de Paix, qu'en ſe mettant en état de pourſuivre vigoureuſement la Guerre, & de commencer la Campagne de bonne heure avec des Forces conſidérables, & cela d'autant plus, qu'on voit les préparatifs que la France fait déja de ſon côté pour cela : C'eſt auſſi par cette conſidération que S. A. Electorale ne veut point ſe prévaloir de la permiſſion que S. M. a eu la bonté de lui accorder avec tant d'amitié, de prendre pendant cet Hiver quelques-uns de ſes Régimens de Dragons dans ſon propre Païs, ayant réſolu de les laiſſer tous au Païs-Bas. Monſeigneur l'Electeur conſervera ce nonobſtant pour S. M. la même reconnoiſſance, que ſi Elle ſe fût ſervie effectivement de ſadite permiſſion. On ne doit pas douter que l'Empereur ne faſſe de beaucoup plus grands efforts que ci-devant, & que les Etats Généraux ne fourniſſent ce à quoi ils ſont obligez par leurs Traitez ; S. M. Imperiale étant prête de faire de nouveaux concerts là-deſſus avec S. M. Britannique : Mais il ſera ſur tout eſſentiel de ſe garantir du piége d'une Ceſſation d'Armes, qu'il eſt très-apparent que la France propoſera auſſi-tôt que l'Aſſemblée de la Paix ſera ouverte, & qui laiſſant les Puiſſances Maritimes dans la néceſſité de faire les mêmes efforts & les mêmes dépenſes pour la Guerre ; & d'entretenir les mêmes Flotes & les mêmes Armées, leur ôteroit les moyens de s'en ſervir, & arrêteroit les progrès de leurs Armes Victorieuſes.

Il y a lieu d'eſpérer, qu'en demeurant bien unis, on réduira bien-tôt la France, avec la bénédiction de Dieu, à accorder des Conditions raiſonnables ; l'ex-

ANNO 1711. l'extrême épuisement où est cette Couronne, & le besoin qu'elle a de la Paix, étant très-certain & confirmé de tous côtez. Dieu a béni les Armes de la Reine & de ses Alliez de tant de Triomphes sur leur Puissant Ennemi, pour les mettre à couvert, par une Paix sûre & avantageuse, de ce qu'ils ont à craindre de lui; qu'il ne voudra pas, que tout épuisé & vaincu qu'il est dans toutes les occasions, il obtienne encore son but par cette Guerre, & qu'il en sorte par une Paix glorieuse pour lui, à la ruïne des Alliez Victorieux, & à la destruction de la Liberté de toute l'Europe, en gagnant par cette Paix le pouvoir de donner un Roi à l'Espagne, d'en imposer un à la Grande-Bretagne, & de faire dépendre de son approbation la validité de l'élection d'un Chef de l'Empire. Fait à Londres ce 9. Decembre 1711.

*Signé*,

*Le Baron de* BOTHMER.

## CXXII.

19. Dec. Verschreibung Ihro Röm. Königl. Mayest. CAROLI VI. Krafft welcher Er die/ durch Dero Gewalthabere mit denen Churfürsten des Reichs aufgerichtete Wahl-Capitulation annimbt/ bestättiget/ und solche in allem unverbrüchlich zu halten verspricht. Geben zu Franckfurt den 19. Decembris 1711. [Gegenwärtige Verfassung der Kayserl. Regierung in Teutschland pag. 2.]

C'est-à-dire,

*Revers de* CHARLES VI. *Roi des Romains pour l'acceptation & Confirmation de la Capitulation Imperiale faite par ses Plenipotentiaires avec les Electeurs de l'Empire, promettant de l'observer inviolablement. A Francfort le* 19. *Decembre* 1711.

WIr Carl der Sechste von Gottes Gnaden/ erwehlter Römischer König zue allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zue Hispanien/ Beyder Sicilien/ Hierusalem/ und Indien/ wie auch zue Hungarn/ und Böheimb König/ Ertz-Herzog zue Oesterreich/ Herzog zue Burgund/ Meyland/ Steyer/ Cärnden/ Crain/ und Würtenberg/ Graf zue Habspurg/ Flandern/ Tyrol/ und Görtz. ꝛc. Bekhennen öffentlich mit diesem Brief: Alß am Tag Unßerer Wahl zum Römischen König/ welcher war der Zwölfte nechst abgewichenen Monaths Octobris, die von unnß als Königs zu Böheimb/ und des Heil. Reichs Churfürsten/ zu iezt-besagter Wahl abgeordnete Bottschaffter/ Ernst Friedrich Graf von Windisch-Grätz/ Frey-Herr von Waldstein/ und im Thal. ꝛc. Frantz Ferdinand Graf Kinsky von Kunitz/ und Tessau/ und Caspar Florentin von Consbruch/ Unsers jüngst in Gott seeligst entschlaffenen Herrn Brueders Kayserl. Maj. und Liebden Hinterlassene respectivè geheimer Rath/ Cämmerer/ und Teutscher Vice-Cantzler im Königreich Böheimb/ auch Reichs-Hof-Rath/ und geheimer Reichs-Hof-Referendarius, nach vermög Unseres Ihnen deßhalb unter Unserm Insiegel zugestelten besondern völligen Gewalt/ als Unsere Gevollmächtigte Gesandte/ und Gewalt-Habere sich mit denen Hochwürdigsten/ und respective Durchleuchtigsten Fürsten Lothario Frantzen zu Maynt. ꝛc. Carln zu Trier Ertz-Bischoffen/ und Johann Wilhelm Pfaltz-Grafen bey Rhein/ Hertzogen in Bayern/ des Heil. Römischen Reichs/ durch Germanien/ Gallien/ und das Königreich Arelat/ Ertz-Cantzler/ und Ertztruchsessen/ Unsern Lieben Neven/ Vettern und Churfürsten/ wie nicht weniger mit denen/ von

wegen/ und an statt der Durchlauchtigsten und respective Großmachtigen/ Friedrich Augusti Königs in Polen/ als Churfürsten zu Sachsen/ Friedrichs/ Königs in Preussen/ als Churfürsten zu Brandenburg/ und Georg Ludw. Hertzogs zu Braunschweig/ und Lüneburg/ des Heil. Reichs Ertz-Marschalls/ Ertz-Cämmerers/ und Ertz-Schatzmaisters Unserer Lieben respective Brüedern Oheimben/ und Churfürsten/ bey mehr-gedachter Unserer Wahl erschienenen Bevollmächtigten Bottschafftern/ Otto Heinrich/ Freyherrn von Frießen zu Rötha/ und Geschwitz/ Christoph Burggraf/ und Grafen von Dhona/ und Friedrich Wilhelm/ Freyherrn von Schlitz/ genannt von Görtz/ Ihrer Liebden Liebd. Liebd. respectivè Geheimen Räthen/ Cantzlern/ General-Lieutenants/ und Cammer-Præsidentens, GOtt dem Allmächtigen zu Lob/ dem Heiligen Reich zu Ehren/ und umb gemeines Nutzens willen etlicher Articul-Gedings- und Pacts-weiß in Unserm Nahmen/ und an Unserer statt vereiniget/ bewilliget/ vertragen/ angenommen/ und zu halten zugesaget haben/ wie die alle in eine offene Form gestellet/ und Ihnen unter Unserm Nahmen/ und angehängten Insiegel übergeben seynd/ also lautende:

Wir Carl der Sechste von Gottes Gnaden erwehlter Römischer König/ zu allen Zeiten Mehrer deß Reichs/ Ertz-Herzog zu Oesterreich. ꝛc. (deß datum stehet/ geben in Unserer/ und des Heil. Römischen Reichs-Stadt Franckfurth am Tag deß Heil. Maximiliani, so da war der zwölfte Tag deß Monaths Octobris nach Christi Unsers Lieben Heern/ und Seligmachers Geburth/ im Siebenzehen Hundert/ und Eilfften Jahr. ꝛc.)

Undt aber gedachte Unßere gevollmächtigte Bottschaffter/ und Gewalthabere daneben obberührten Unseren an- und abwesenden Lieben Neven/ Vettern auch respective Brüedern/ Oheimben/ und Churfürsten Zusag gethan/ daß Wir Dieselbige Articuln/ so Wir hierauß in daß Heil. Röm. Reich/ und in Teutschland kommen/ Persöhnlich erneuern/ und mit Unserm Eyd bestettigen sollen. ꝛc.

Daß Wir demselben nach iezo zu Unserer Aukunfft in Teutsche Nation, und vor empfangener Königl. Crönung/ alle und iede Puncten/ und Articuln/ davon obgemeldet/ wie die durch mehr-gedachte Unsere verordnete Bottschaffter/ und Gewalthabere mit berührten Unsern Lieben Neven/ und Vettern/ auch der abwesenden Churfürsten Gesandten bedungen/ bewilliget/ und angenohmen/ auch in Unserm Nahmen und Siegel außgangen/ und Ihnen übergeben seynd/ aus freyen gnädigen Willen/ iezo von Neuen bewilliget/ angenommen/ und zuhalten/ darzu auch sonsten alles das zuthun/ das Unß als Römischen König gebühret/ zu Gott und den Heiligen geschwohren haben: Undt thun das hiermit wissentlich/ in Crafft dieses Briefs/ alle Argliſt/ und Gefährde hierinnen gäntzlich außgeschieden; Deß zu Urkundt haben Wir Unnß eigenhändtig unterschrieben/ und Unser Insiegel an diesen Brief hangen lassen/ der gegeben ist in Unserer/ und des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Franckfurth den 19. Decembris 1711.

Carl.

Vt. Friedrich Carl Graf von Schönborn.

Ad Mandatum Sac. Regiæ Majestatis proprium.

C. F. Consbruch.

CXXIII.

ANNO 1711.

## CXXIII.

22. Dec. *Confirmation des Traitez faits entre la Reine de la* GRANDE-BRETAGNE, *& les* ETATS GENERAUX, *conclu entre les Miniſtres de Sa Majeſté Britannique & Mr. Buys, le 22. Decembre* 1711.

*Ad relationem die 22. Decembris* 1711.

SERENISSIMA & Potentiſſima Princeps ANNA, Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defenſor, & Celſi ac Præpotentes DD. Ordines Generales Fœderati Belgii ad rationes tam Belli præſentis quàm Pacis optandæ & Deo favente ſecuturæ, animum omni ſtudio advertentes, & volentes quam maximè, ad Bellum feliciter finiendum, & cum Pax communi conſenſu inita fuerit, ad eandem contra quoſcunque tuendam, omnem operam conferre, è re communi exiſtimarunt, quamquam præcedentes Tractatus, qui inter Regiam ſuam Majeſtatem & dictos Ordines Generales intercedunt, eò ſatis tendant, eoſdem Tractatus de novo confirmare & ſpecialem eâ de re pactionem inſuper inire: Quapropter, communicatis conſiliis ſuper arduis hiſce negotiis, ſuam & Orbis Chriſtiani communem ſalutem tangentibus, de iiſdem per infraſcriptos ſuos Miniſtros plenâ Auctoritate munitos tenore ſequenti convenire, æquum duxerunt & neceſſarium.

Vigore præſentis Conventionis mutuò ſeſe obſtringunt altè memorata Regia ſua Majeſtas & præfati DD. Ordines Generales ad ea omnia præſtanda, quæ Bello, quod nunc geritur, feliciter proſequendo, ipſis ex Pactis initis invicem incumbunt, imò plura, ſi neceſſarium fuerit, idque ſe bonâ fide & totis viribus, qua Mari, qua Terra, facturos, donec hostis in Pacis æquæ ac tutæ Leges conſenſerit, & Pax Generalis obtineri ac ſtabiliri queat.

Pace inſuper, Deo propitiante, partâ, ſincere & ſolemniter ſpondent, & mutuò promittunt R. S. M. & DD. Ordines Generales ſe fideliter, ſedulò, omnique induſtria rationem Conſiliorum ſuorum eſſe directuros, mutuamque curam & operam impenſuros etiam armatâ manu, ſi neceſſum fuerit, quo dicta Pax ritè obſervetur, & jus quod Fœderatorum quivis per eandem communi conſenſu acquiſiverit, ſartum ipſi tectumque maneat, ac ut omnes ejuſdem Pacis infractiones tempeſtivè evitentur ac impediantur, controverſiæ verò omnes, quæ circà ſenſum ejus genuinum oriri poterint, amicè dirimantur, vel, ſi media amicabilia, intra bimeſtre ſpatium minus proceſſerint, aut etiam citiùs, caſu quo periculi exigentia moram non patiatur, communes ſuæ & Fœderatorum, qui Conventioni acceſſerint, vires conſocientur, & tali numero Mari Terraque contrà quemcunque turbatorem adhibeantur, prout periculi magnitudo id exegerit, uſque dum Parti læſæ fiat ſatis, ac Pacis ac tranquillitatis Publicæ redintegrationi & ſecuritati omninò proſpectum ac proviſum fuerit.

In quem quidem finem ad firmam nempè ſolidamque tranquillitatem eò pleniùs & perfectiùs procurandam, eandemque tuendam, omnes & ſinguli Principes ac Status Chriſtiani Pacem amantes, maximè vero Cæſarea S. M. aliique Fœderati invitandi erunt, ut in hæc Pacta tranſeant, deque iiſdem ampliandis porrò, aptandiſque ad ſcopum ſuum pacificum & ſalutarem, quem ſibi unicè proponunt altè memorati Contrahentes, conſenſum & operam ſuam adhibere velint.

*Confirmation du Traité de* 1701. *entre l'Empereur* LEOPOLD, *le Roi* GUILLAUME *d'Angleterre, & les* ETATS GENERAUX, *conclu entre les Miniſtres de Sa Majeſté Britannique, & Mr. Buys, Envoié Extraordinaire des Etats à Londres le 22 Decembre* 1711.

*Ad relationem die 22. Decembris* 1711.

SERENISSIMA ac Potentiſſima Princeps ANNA, Dei gratiâ, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, fidei Defenſor, & Celſi ac Præpotentes DD. Ordines Generales Fœderati Belgii, ad rationes tam Belli præſentis, quam Pacis optandæ & Deo favente ſecuturæ, animum omni ſtudio advertentes, & volentes quam maxime ad Bellum feliciter finiendum, & cum Pax communi conſenſu inita fuerit, ad eandem contra quoſcunque tuendam, omnem operam conferre, è re communi exiſtimarunt, quamquam Tractatus anno 1701. inter Cæſaream ſuam Majeſtatem, nuperumque Magnæ Britanniæ Regem GULIELMUM III. glorioſæ memoriæ & dictos Ordines Generales concluſus, aliuſque anno 1703. inter ſupradictam Reginam Magnæ Britanniæ coſdemque Ordines Generales factus, eò ſatis tendant, eoſdem Tractatus, de novo confirmare & ſpecialem eâ de re pactionem inſuper inire; Quapropter communicatis conſiliis ſuper arduis hiſce negotiis ſuam & communem Orbis Chriſtiani ſalutem tangentibus, de iiſdem per infraſcriptos ſuos Miniſtros plena Auctoritate munitos, tenore ſequenti convenire æquum duxerunt & neceſſarium.

ANNO 1711.

Vigore præſentis Conventionis mutuò ſeſe obſtringunt altè memorata Regia ſua Majeſtas & præfati DD. Ordines Generales ad ea omnia præſtanda, quæ Bello, quod nunc geritur, feliciter proſequendo, ipſis ex pactis initis invicem incumbant, imò plura, ſi neceſſarium fuerit, idque ſe bonâ fide & totis viribus, qua Mari, qua Terra, facturos, donec hostis in Pacis æquæ ac tutæ Leges conſenſerit, & Pax Generalis obtineri ac ſtabiliri queat. Pace inſuper, Deo propitiante, parta, ſincere & ſolemniter ſpondent & mutuò promittunt Regia Sua Majeſtas & DD. Ordines Generales ſeſe fideliter, ſedulò omnique induſtriâ rationem conſiliorum ſuorum eſſe directuros, mutuamque curam & operam impenſuros etiam armata manu ſi neceſſum fuerit, quo dicta Pax obſervetur & Jus quod Fœderatorum quivis per eandem communi conſenſu acquiſiverit, ſartum ipſi tectumque maneat, ac ut omnes ejuſdem Pacis infractiones tempeſtivè evitentur ac impediantur, controverſiæ verò omnes, quæ circa ſenſum ejus genuinum oriri poterint, amicè dirimentur, vel ſi media amicabilia intra bimeſtre ſpatium minus proceſſerint, vires conſocientur & tali numero Mari Terraque contra quemcunque turbatorem adhibeantur, prout periculi magnitudo id exegerit, uſque dum Parti læſæ fiat ſatis, ac Pacis & tranquillitatis publicæ redintegrationi & ſecuritati omninò proſpectum ac proviſum fuerit.

In quem quidem finem ad firmam nempe ſolidamque tranquillitatem eo pleniùs perfectiùſque procurandam, eandemque tuendam, omnes & ſinguli Principes ac Status Chriſtiani Pacem amantes, maximè vero Cæſarea Sua Majeſtas aliique Fœderati invitandi erunt, ut in hæc Pacta tranſeant, deque iiſdem ampliandis porrò aptandiſque ad ſcopum pium, pacificum & ſalutarem quem ſibi unicè proponunt altè memorati Contrahentes, conſenſum & operam ſuam adhibere velint.

## CXXIV.

1712. 2. Janv. *Donation de toutes les Provinces du Païs-Bas Eſpagnol faite par* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Eſpagne, à* MAXIMILIEN EMANUEL *Electeur de Baviere, pour lui & ſes Deſcendants mâles à perpetuité. A Madrid le 2. Janvier* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 257.]

PHILIPPE, par la Grace de Dieu, Roi de *Caſtille*, de *Leon*, d'*Arragon*, des deux *Siciles*, de *Jeruſalem*, de *Navarre*, de *Grenade*, de *Tolede*, de *Valence*, de *Galice*, de *Majorque*, de *Seville*, de *Sardaigne*, de *Cordouë*, de *Corſe*, de *Murcie*, de *Jaën*, des *Algarbes*, d'*Alger*, d'*Algezire*, de *Gibraltar*, des Iſles des *Canaries*, des *Indes* Orientales & Occidentales, des Iſles & *Terre Ferme* de l'Ocean, Archi-Duc d'*Autriche*, Duc de *Bourgogne*, de *Brabant* & de *Milan*, Comte de *Habsbourg*, de *Flandres*, de *Tyrol* & de *Barcelonne*; Seigneur de *Biſcaye*, de *Molina*, &c.

SAVOIR faiſons à tous ceux à qui il appartiendra, tant preſens qu'à venir, que nous avons trouvé à propos, tant pour le bien commun de la Chrêtienté, que pour celui des *Pays-Bas* en particulier, de ne pas differer plus long tems l'execution de ce

ANNO 1712.

ce que le Roi Très-Chrêtien nôtre Ayeul a negocié & conclu le 7. Novembre 1702., en nôtre Nom, & de nôtre Conſentement, avec le très-Excellent Prince *Maximilien Emanuel*, Duc & Electeur de *Baviere*, nôtre bon Frere, Couſin, & Oncle, Vicaire Général deſdits *Pays-bas*, au ſujet de la Ceſſion, Donation & Tranſport des ſuſdits *Pays-bas*. Qu'en conſideration de la proximité du ſang & de l'amitié, des grands merites & ſervices dudit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle, & ſur tout de l'affection toute particuliere, de la vigilance & prudence avec laquelle il a gouverné ces Provinces en nôtre Nom, & à nôtre pleine ſatisfaction, auſſi bien qu'à celle de nos très fidelles Sujets, pendant le cours de pluſieurs années, nous avons reſolu de tranſporter leſdits *Pays-bas*, audit très Excellent Prince *Maximilien Emanuel*, Duc & Electeur de *Baviere*, nôtre bon Frere, Couſin & Oncle, Vicaire Général deſdits *Pays-bas*, de la même maniere que nous les poſſedions au tems dudit Traité du 7. Novembre 1702. & que nous les poſſedons à preſent, avec tous les Droits, Actes, Prétentions & Juriſdictions qui nous apartiennent auxdits *Pays-bas*; afin que ledit Duc Electeur nôtre Oncle, ſes Succeſſeurs & Hoirs mâles puiſſent en joüir & diſpoſer comme Legitimes & Souverains Princes deſdits *Pays-bas*, ſans aucune reſtriction ou reſerve. Et ainſi nous Declarons, Etabliſſons, Inſtituons & Nommons par ces Preſentes, en la forme & qualité ſuſmentionnée, ledit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle & ſes Succeſſeurs mâles, Princes & Poſſeſſeurs deſdits *Pays-bas*.

Nous accordons en outre, & donnons audit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle, nôtre plein Pouvoir & irrevocable, pour prendre, par lui même & de ſa propre autorité, ſans autre requiſition ou permiſſion, ſoit en Perſonne ou par Procuration, l'entiere Poſſeſſion de tous leſdits *Pays-bas*: Et pour cet effet, d'aſſembler les Etats Généraux ou les Etats particuliers de châque Province, ou d'agir de telle autre maniere qu'il jugera le plus convenable & néceſſaire, par raport à la Donation, Ceſſion & Transport que nous lui en avons fait, pour leur en doner connoiſſance, & faire prêter aux Etats & Sujets de ces Provinces les Sermens néceſſaires qu'ils ſont obligés de prêter, pour les engager à s'aquiter de tous les devoirs requis par leurs Sermens précedens. Et en attendant que ledit Duc Electeur de *Baviere*, nôtre bon Frêre, Couſin & Oncle ait reçu ou fait recevoir en ſon Nom, l'actuelle poſſeſſion deſdits *Pays-bas*, dans la forme & la maniere ſpecifiée, nous demeurerons en poſſeſſion deſdits *Pays-bas* au Nom dudit Duc Electeur de *Baviere*.

Nous Ordonnons en conſequence, qu'on accorde nos Lettres Patentes audit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle, avec le Pouvoir de faire continuer & de nommer auxdits *Pays-bas* des Gouverneurs, Juges & Officiers de Juſtice, ſoit pour la ſureté ou pour l'adminiſtration de la Juſtice & de la Police, ou pour la recette des Domaines & autres Revenus; & en général de faire tous actes de Princes & de Legitime Souverain de ces Provinces, ſelon les Loix & Coutumes, comme nous avons fait & aurions pû faire. Et pour cet effet nous avons déchargé & diſpenſé, déchargeons & diſpenſons par les Préſentes, tous les Evêques, Abbés, Prélats & autres Eccleſiaſtiques, Ducs, Princes, Marquis, Comtes, Barons, Gouverneurs, Commandans & Capitaines, tant à la campagne que dans les Villes, Chefs, Préſidens & autres Membres de nos Conſeils & Chancelleries, ceux de nos Finances & Chambres des Comptes, autres Juſticiers & Officiers, Capitaines & Soldats de nos Forts & Châteaux, & leurs Lieutenants, tous Chevaliers, Gentilshommes & leurs Vaſſaux, auſſi bien que les Gens du Roi, Bourgeois & Habitans des Villes, Bourgs & Villages, & généralement tous & un châcun des Sujets deſdits *Pays-bas* reſpectivement, du Serment de fidelité qu'ils nous ont prêté, & de l'Hommage qu'ils nous doivent, comme leur legitime Souverain. Et nous Voulons de plus, Ordonnons & Commandons très-expreſſément, qu'ils reçoivent ledit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle, & ſes Succeſſeurs mâles, pour leurs Princes & Seigneurs; qu'ils lui prétent le Serment de fidelité, & lui faſſent Hommage, ſuivant la conſtitution du Païs, des Biens, Fiefs & Seigneuries; & qu'ils aient pour lui tout le reſpect, l'affection, l'obeïſſance & la fidelité, que de bons & fidels Sujets doivent à leur Prince & Legitime Souverain, comme ils ont fait juſqu'à préſent à nôtre égard.

ANNO 1712.

Et pour ſuppléer à tous les manquemens & omiſſions, tant de droit que de fait, qu'il pourroit y avoir dans nôtre Donation, Ceſſion & Tranſport; Nous, de nôtre propre mouvement, de nôtre ſcience certaine, & en vertu de nôtre Puiſſance abſoluë & Souveraine, dont nous nous voulons ſervir, & nous ſervons à cet égard, avons renoncé & renonçons à toutes les Loix, Conſtitutions & Coûtumes qui pourroient y être contraires: Car telle eſt nôtre volonté & bon plaiſir. En foi de quoi, afin que perſonne n'en prétende cauſe d'ignorance, & que cet Acte ſoit ferme & durable à jamais, nous avons ſigné les Preſentes de nôtre main, & y avons fait apoſer nôtre grand Seau, Voulant & Ordonnant qu'elles ſoient enregîtrées dans tous nos Conſeils, Chambres des Comptes &c. Donné à *Madrid* le 2 Janvier de l'an de Grace 1712. & de nôtre Regne le douziéme.

*Signé*,

PHILIPPE.

*Et plus bas*,

MANUEL DE VADILLO ET VELASCO.

*Conditions* (1) *atachées, à la Donation & Ceſſion des Provinces du Païs-Bas Eſpagnol, faite à l'Electeur de* BAVIERE. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 26; ]

I. QUE le Séréniſſime Prince Maximilien Emanuel, Duc, Electeur de Baviére, nôtre bon Frere, Couſin, & Oncle, & ſes Succeſſeurs Mâles, auxquels pourra échoir la Souveraineté & proprieté deſdits Païs-Bas, imitant la Pieté & Religion, qui reluiſent en lui, devront vivre & mourir en nôtre Sainte Foi Catholique, ſelon la créance & doctrine de la Sainte Egliſe Romaine.

II. Que ledit Electeur de Baviére approuvera, maintiendra, & mettra en execution la Donation que nous avons faite à nôtre Couſine bien aimée, Dame Marie Anne de la Tremoüille, Princeſſe des Urſins, d'un Etat, & proprieté, & Souveraineté, indépendante pour Elle, & ſes héritiers, & ceux qui auront ſon droit & actions, ou ayant cauſe, à perpetuité, & pour toûjours, conformément aux Lettres Patentes, qu'à cet effet nous lui avons fait expédier, avec le revenu Domanial, de trente mille Ecus, chaque Ecu de huit Reaux d'Argent, double Monnoye ancienne de Caſtille, en chaque année; exempts de toutes Rentes, Hypothéques, & de toutes autres quelconques charges, ſoit pour tems limité, ou perpetuel, aſſignée ou impoſée, pour quelque raiſon, ou cauſe, que ce puiſſe être, en telle Province, ou en tel endroit, que ladite Princeſſe nommera & choiſira à ſa ſatisfaction, ſoit *les trois Païs d'Outre Meuſe*, ou Lokeren, au Païs de Waes, avec les huit Paroiſſes de Keure, ou en telle autre Province qui ſoit le plus de ſa convenance; & en cas qu'il ſe trouve dans ladite Souveraineté que ladite Princeſſe des Urſins choiſira quelqu'une de nos Maiſons Royales ou Châteaux à nous appartenants, voulons qu'il ne lui ſoit rien déduit ſur le fond que nous lui accordons deſdits trente mille Ecus de rente par an, chaque Ecu de huit Reaux d'Argent, double Monnoye ancienne de Caſtille. Et d'autant qu'il ſera difficile de rencontrer un Etat avec domaine qui nous appartienne, & qui ſoit ſuffiſant pour y établir ledit Revenu Domanial de trente mille Ecus, chaque Ecu de huit Reaux d'Argent, double Monnoye ancienne de Caſtille, en chaque année, ce qui fait l'eſſentiel & le luſtre de cette Souveraineté; ledit Duc Electeur de Baviére ſera obligé d'ajoûter audit Etat d'autres Domaines qui ſoient ſituez le plus près qu'il ſe pourra dudit Etat, juſqu'à rendre complet ledit revenu Domanial de trente mille Ecus de huit Reaux d'Argent double Monnoye ancienne de Caſtille en chaque année.

III.

(1) La Date manque à ces Conditions; & on ne les donne qu'au defaut du Diplome entier qui manque. [DUM.]

ANNO 1712.

III. Que ledit Séréniſſime Duc Electeur de Baviére ſera obligé de maintenir & garder aux Provinces, Villes, & Communautez, qui compoſent ledit Païs-Bas, les Priviléges, exemptions & immunitez que nous & nos Prédeceſſeurs leur avons accordées, & dont nous leur avons juré l'obſervance au tems de notre inauguration; comme auſſi de maintenir & conſerver les Dignitez & Offices à tous ceux qui preſentement s'en trouveront être pourvûs, tant dans les Tribunaux de Juſtice & Chambres des Comptes, comme en tous autres Emplois & Charges particulieres par Lettres Patentes, dépêchées ou ſignées de nous ou de nos Prédeceſſeurs, à Madrid, ou en quelconque autre endroit de nos Royaumes d'Eſpagne, ou en leur nom, ou au nôtre, au Païs-Bas, à la reſerve de ceux qui ont ſervi le Parti des Ennemis, & qui ont été pourvûs par eux dans les Provinces qu'ils ont occupées ou qu'ils pourroient occuper durant le temps de la preſente Guerre.

IV. Que ledit Duc Electeur ſera obligé de maintenir & approuver toutes les aliénations qui auront été faites par ventes ou par engagement, tant par nous que par nos Prédeceſſeurs, juſques au jour de la preſente Ceſſion formelle dudit Païs-Bas, & auſſi toutes les Conventions & engagemens qui auront été faits ou contractez avec les Magiſtrats ou Receveurs des Châtellenies, Villages, & Communautez dudit Païs, de même que les Conventions & engagemens que leſdits Magiſtrats & Receveurs auront faits, ſoit pour les Charges qui auront été venduës, comme office de Notaires au profit des Villes & des particuliers, affectation ſur le droit des papiers timbrez, ou de quelconque autre maniére que cela ait été fait, de ſorte qu'aucune Ville, Communauté, aucun particulier ne puiſſe être dépoſſedé de ſon Hypothéque, Office, ou Emploi, fondé ſur leſdites Conventions ou engagemens, ſi auparavant il n'ait été payé, rembourſé, & ſatisfait des ſommes qu'il aura fournies.

V. Que ledit Duc Electeur ſera de même obligé de payer toutes & quelconques Rentes, Obligations, Charges, & Hypothéques, ſur nos Domaines, Offices, & autres Revenus dudit Païs. Et comme à cauſe des continuelles Guerres, il n'a pas été poſſible de donner entiére ſatisfaction deſdites Rentes, Obligations, & Charges, ledit Duc Electeur ſera obligé de faire payer après l'effectuation & concluſion de la Paix, en chaque année deux Canons échеus deſdites Rentes, juſques à l'entiere extinction de tous les arrérages.

VI. Que ledit Duc Electeur ſera auſſi obligé à payer & accomplir toutes les Obligations & Contracts faits par nous ou par nos Prédeceſſeurs, & par nos Gouverneurs & Capitaines Généraux, en nôtre nom, & celui de nos Prédeceſſeurs, particuliérement ce qui aura reſté dû aux Etats Généraux des Provinces-Unies, des avances d'Argent qu'ils ont faites, & pour les Eſcadres des Vaiſſeaux avec leſquels ils ont ſervi durant la derniére Guerre, qui finit l'an mille ſix cent quatre vingt & dixſept par la Paix de Ryſwik, & pour cet effet leur furent conſignées & hypothéquées les Doüanes des Droits d'entrée & de ſortie, conformément aux Traitez & Conventions faites avec eux.

VII. Que ledit Duc Electeur ſera pareillement obligé de payer & ſatisfaire à l'Electeur de Brandebourg, ce qui ſe trouvera lui être dû, du reſte des Subſides qui lui furent promis pour les Troupes avec leſquelles il ſervit durant la derniére Guerre, qui finit comme il a été dit ci-deſſus l'an quatre-vingt & dix-ſept; dont la ſatisfaction lui fut conſignée ſur les Subſides de toutes les Provinces dudit Païs, en conſéquence des Traitez & Accords faits avec ledit Electeur de Brandebourg.

VIII. Que ledit Duc Electeur de Baviére ſera auſſi obligé de payer & ſatisfaire la Rente annuelle de cent mille florins, conſignez au Prince d'Orange, par le feu Roi Charles II., notre Oncle, particuliérement ſur la Doüane des Droits d'entrée & ſortie de Navaigne, ſur la Riviére de Meuſe, en vertu du Titre & Patentes qui lui en furent expédiées.

IX. Que ledit Duc Electeur de Baviére ſera obligé de maintenir les concluſions des Contracts & adjudications des Fermes de nos Domaines & Rentes dans ledit Païs, pour le tems & aux conditions ſtipulées, validant aux Fermiers & Adjudicataires les avances faites de leur part pour notre ſervice ſur le prix de leur ferme.

X. Que ledit Electeur ſera obligé de payer & accomplir generalement toutes les dettes qui n'auroient point été ſatisfaites auxdits Païs & Provinces, d'entrepriſes des Vivres, Fourages, feux & lumiéres des Corps de Garde, & pour la Garniſon durant l'Hiver, des Lits dans leſdits Quartiers, Hôpitaux, & Fortifications, parce que leſdites dettes ont été contractées pour le maintien & la conſervation dudit Païs-Bas.

ANNO 1712.

XI. Que finalement ledit Duc Electeur s'obligera à payer les penſions, leſquelles ſont pour un certain tems limité ou héréditaires, & toutes les Donations, Recompenſes, ou Graces, que par nous ou nos Prédeceſſeurs auront été accordées & faites à quelques perſonnes que ce ſoit audit Païs-Bas.

XII. Et d'autant que c'eſt notre intention & volonté que les ſuſdites conditions ayent & ſortent leur entier & accompli effet, ſous & moyennant icelles donnons, cedons, delaiſſons, & tranſportons, renonçons & accordons irrévocablement & pour toûjours, & par quelque autre meilleure voye, maniére, & forme, que de droit faire ſe puiſſe & doive valoir, ſans que la forme invalide ou inutile puiſſe porter aucun préjudice à celle qui eſt valide, utile, & avantageuſe, audit Duc Electeur notre Oncle, & ſes Succeſſeurs Mâles, tous noſdits Païs-Bas, & les Duchez, Principautez, Marquiſats, Comtez, Baronnies, Seigneuries, Villes, Châteaux, & Forts, qui ſont en nos Païs-Bas, enſemble toutes Régales, Fiefs, Hommages, Droits, Libertez, Franchiſes, Droit de Patronage, Rentes, Revenus, Domaines, Aides, Confiſcations, & Forfaitures, avec tous & quelconques Droits & Actions que pouvons ou pourrions prétendre à cauſe deſdits Païs-Bas, avec toute Préeminence, Prérogatives, Priviléges, Exemptions, Gardiennes, Advouëries, Juriſdictions, Hauteurs, Reſſorts, & autres ſupérioritez quelconques, comme & en quelque ſorte elles ſoient, & à quelle cauſe & occaſion elles nous puiſſent competer & appartenir, ſoit de Patrimoine ou autrement, à quelque Titre & comme que ce ſoit & puiſſe être, pour en joüir entiérement & tout ainſi que nous les avons eû, & en avons joüi ſans rien excepter; à charge toutefois d'être gardées & obſervées inviolablement toutes & chacune deſdites conditions ci-deſſus ſpécifiées. Et c'eſt pareillement notre intention, comme nous le déclarons & ordonnons expreſſément par ces preſentes, que moyennant cette notre Donation, Conceſſion, & Tranſport, ſera ledit Duc Electeur de Baviére notre Oncle, en la forme & maniére conditionelle ici deſſus déclarée, tenu, obligé & chargé de payer & ſatisfaire toutes & quelconques Dettes & Obligations contractées par nous, ou en notre nom, ou de nos Prédeceſſeurs, ſur nos Patrimoines & Domaines de noſdits Païs-Bas, & que ſemblablement il ſera tenu & obligé de ſoûtenir, porter, & maintenir, toutes & quelconques Rentes, Penſions à vie, & toutes autres, & quelconques Dons, Récompenſes, & Graces, que nous & nos Prédeceſſeurs ayons ou ayent données, aſſignées, accordées, & faites à quelconques perſonnes que ce ſoit, comme tout eſt déclaré ci-deſſus.

*Etoit ſigné*,

PHILIPPE.

*Et plus bas*;

MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.

Y pendant, à double Cordon d'Or, le grand Seel de Sa Majeſté dans une Boëte d'Argent.

## CXXV.

*Manifeſte du Conſeil General des deux Religions dans le* TOGGENBOURG. [Lettres Hiſtoriques, Juin 1712. pag. 694.] 12. Avril.

*Du* 12. *Avril* 1712.

NOUS l'Advoyer, Amman, & Conſeil Général du Païs de *Toggenbourg*, ſavoir faiſons & déclarons, non ſeulement à nos fidéles & Amez Habitans & Communautez du Païs *de Toggenbourg*, mais auſſi à tous ceux qui ſe trouvent hors de nôtre dit Païs, de quel état & condition qu'ils puiſſent

ANNO 1712.

ſent être, & qui aiment la Juſtice & l'Equité, qu'en ſuite des différens ſurvenus depuis longues années, entre nous, & le *Révérendiſſime Convent de St. Gal*, en ce qu'icelui, contre la teneur des *Traitez*, *Documens Fondamentaux*, *Serment du Pais*, Droit de Communauté établi en 1440. & les Priviléges, dont nos Prédéceſſeurs ont joui, par ſes *véxations*, nous a réduits d'une maniére impitoyable, au point d'un triſte Eſclavage, ainſi que le tout a été par nous, ſuffiſamment démontré, tant de bouche que par écrit, dans les déductions à ce ſujet faites, nous étant vûs par là contrains de nous vouloir remettre en poſſeſſion de nos juſtes & légitimes priviléges, ſous la déclaration conſtante de nous vouloir ſoûmettre volontiers, à tout ce qu'une Médiation impartiale pourra trouver être de la Juſtice & de la Raiſon, ayant attendu un long-tems, avec patience, le réſultat d'icelle, nous étant cependant contenus en repos, & tranquilles, dans notre Païs, pendant que le *Révérendiſſime Convent de St. Gal* a évité tous les moyens propres *à une pacification équitable & finale* de tous ces différens, dans l'eſpérance que par le moyen de nos diſſenſions internes, & par les menaces des forces extérieures, mettant tout en confuſion, il viendroit à bout de tout, & nous ſoûmettroit derechef ſous ſa domination deſpotique, ayant à ces fins, non ſeulement, dès quelque tems en çà, incité par pluſieurs perſonnes Eccleſiaſtiques, & autres, les honnêtes Gens du Païs, à s'opoſer au Conſeil Général; *Mais auſſi tâché publiquement de lui ôter toute ſon authorité, & tout le reſpect qui lui eſt dû, mettant ſous les pieds ſes Mandats, traitans les Membres dudit Conſeil, de Fripons, de Larrons, de Diſſipateurs des Revenus publics, de Traîtres, & autres telles injures, leur imputant de refuſer une Paix équitable*, les menaçant ouvertement de les faire mourir, comme des fcélérats & des malfaiteurs, cherchant cependant par ſes Emiſſaires, ſur tout dans le Reſſort Inférieur, de faire de leur propre authorité, des Aſſemblées illicites, contre les deffenſes du Conſeil Général, afin de diſpoſer, par toutes ſortes de moyens, & ſans fondement, l'eſprit des gens du Païs, à ſe déſiſter de leurs Droits, forçant les Communautez entiéres, & les perſonnes privées, de ſouſcrire à une ſoûmiſſion ſans bornes, menaçant d'exterminer par le fer & par le feu, tous ceux qui le refuſent, leur donnant les arrêts, dans leur Communauté, deffendans aux Membres du Conſeil Général de les fréquenter, & lors qu'on les a voulu ranger les uns & les autres à leur devoir, on y a porté le Peuple à s'y opoſer, par la force ouverte, ſonné le Tocſin, & promis de les aſſiſter de toutes leurs forces, des Païs de leur ancienne Domination, ayant à cet effet, découvert les Ponts, gardé les paſſages; on a même pouſſé les choſes ſi loin, qu'ils en ont conçû l'eſperance, que pouvant ſuborner encore une ſeule Communauté, & s'en rendre Maîtres, ils pourroient enſuite attaquer & accabler de vive force, & par une cruelle effuſion de ſang, une partie du Païs par l'autre, avec le ſecours qu'on leur a promis. Cela a non ſeulement été ſecrettement tramé, *mais par une audace ſans éxemple, ces derniéres Pâques, au lieu d'apliquer au Peuple Chrétien les utilitez & avantages qui lui réſultent du mérite infini de notre Seigneur, ils ont pouſſé en chaire leur fureur, d'une maniére ſi énorme, que chacun ſans différente de Religion en a été ſcandaliſé, & ſoûpire après le reméde.* Pour cet effet, Nous, ne pouvant plus endurer un mal ſi dangereux, capable de percer l'ame, ni demeurer davantage dans un danger ſi viſible, nous avons été obligez de pourvoir à notre ſûreté, & de nous mettre en état de pouvoir d'un côté, donner quelque Correction à ces malheureux Boutefeux, & d'un autre côté de pouvoir inſtruire & informer les honnêtes gens du Païs, qui ſe ſont laiſſé entraîner, par de fauſſes inſinuations, & détourner par là, avec l'aſſiſtance Divine, notre ruine toute évidente.

Mais d'autant que ledit *Révérendiſſime Convent de St. Gal*, a pouſſé les choſes ſi loin, & provoqué de telle ſorte à la jalouſie, le Peuple de divers lieux, par divers inſtrumens, & par ſes artifices dangereux, que le Conſeil même, le Conſeil Général n'oſoit plus ſe trouver dans les Aſſemblées des Communautez de ces Endroits-là, ni leur repreſenter le véritable état des affaires, & ſans prendre par un préalable, toutes leurs précautions ſuffiſantes.

Outre cela, les Eccleſiaſtiques ſe ſont encore vivement apliquez à mettre encore le Reſſort d'enhaut, en une pareille confuſion. *Ils ſe ſont figurez que la ſituation des deux Convens Nouveau St. Jean & Magdeneau leur pourroit donner le moyen*, comme il étoit arrivé précédemment, en y mettant des Commandans, de mettre ſans peine un frein audit Reſſort d'enhaut, en leur coupant par ce moyen, la Communication, & rempliſſant ainſi de cette maniére tout de terreur & de confuſion.

*C'eſt dans cette extrême néceſſité que nous nous ſommes vûs forcez de pourvoir, contre une telle force menaçante, à la ſûreté de Nous, de nos Femmes, & de nos Enfans, & de nous rendre Maîtres deſdits deux Convens*, & de les munir d'une Garniſon convenable, comme l'unique moyen pour éviter, avec l'aide de Dieu, le prédit danger, & pouvoir ramener les Rebelles, & redreſſer les ſimples, dans la droite voye, par une ſuffiſante Information.

*Nous proteſtons donc tous ſans exception, & ſans diſtinction ou différence de Religion, Nous proteſtons, dis-je, en public, & devant Dieu, que l'occupation de ces deux Convens, n'eſt aucunement dans la vûë d'oprimer la Religion Catholique*, que pour cet effet, nous avons donné les ordres convenables qu'une telle Expedition ſe fit s'il étoit poſſible, ſans pillage & ſans effuſion de ſang, à moins que les Religieux par une induë réſiſtance n'en donnaſſent quelque ſujet, ne voulant faire aucun tort ni violence à leurs perſonnes, ni à aucun d'eux, ni à tout ce qui dépend du Service divin, ni les empêcher dans l'éxercice d'icelui; mais cherchant tant ſeulement à conſerver notre ſureté néceſſaire, admoneſtans tous & un chacun de nos chers Compatriotes, prians & requérans auſſi tous ceux de dehors, à qui ces choſes peuvent parvenir, de n'ajoûter aucune foi, ni créance à tout ce qui peut être dit au contraire, mais de demeurer perſuadé que tout ce qui eſt ci-deſſus eſt conforme à la vérité.

No deſirans au reſte rien plus, ſinon de finir cette affaire, par des moyens juſtes & légitimes, nous déclarons par les préſentes, que ſi le *Révérendiſſime Convent de St. Gal veut traiter ſincérement de cette pacification, avec le Conſeil Général du Pais, ſans diſtinction de Religion*, comme il a été machiné juſques à préſent, ou laiſſer décider entiérement cette difficulté, par la Médiation ci-devant établie, Nous nous ſoûmettrons à tout ce qu'avec juſtice, & autant qu'il ſera convenable à nos Priviléges, pourra être requis de nous. Mais ſi au contraire, on cherche l'opreſſion, nous ſommes réſolus avec l'aſſiſtance Divine, de nous deffendre nous & nos Privileges, juſqu'à la derniére goute de ſang. Ce que nous voulons bien publier par ces préſentes, pour l'inſtruction d'un chacun & pour notte juſtification. *Donné le* 12. *d'Avril* 1712.

*Chancellerie du Païs de* TOGGENBOURG.

## CXXVI.

*Manifeſte des Cantons de* ZURICH *& de* BERNE, *touchant les affaires du* TOGGENBOURG. [Lett. Hiſt. Juin 1712. pag. 700. 13. Avril.

*Le* 13. *d'Avril* 1712.

NOUS le Bourguemaître, & l'Advoyer du Grand & Petit Conſeil, de Zurich & de Berne, ſavoir faiſons à tous qu'il apartiendra, par ces préſentes, que comme il eſt connu de tout le monde, que les Habitans du Païs de *Toggenbourg* ſouffrent depuis longues années, de dures & d'inſuportables charges de la part des Officiers de Mr. l'Abbé de St. Gal, ſans pouvoir attendre autre choſe de leur patience, que leur totale ruine, & l'extinction entiére de leurs Franchiſes, qu'ils ſe ſont aquis juſques ici avec tant de gloire & de louange, de ſorte qu'ils ſe ſont vûs contraints d'en porter leurs juſtes plaintes, aux deux Louables Cantons de *Swits*, & *Glaris*, leurs Compatriotes, fondez ſur le droit du Païs, apellé communément, *Landrecht*.

Mais S. G. Mr. l'Abbé de St. Gal n'y voulant avoir aucun égard, ni reconnoître ledit droit du Païs, mais offrant ſeulement le droit auxdits Louables Cantons *Swits* & *Glaris*, par devant leſdits Loua-

ANNO 1712.

Louables Cantons assemblez à la Diette de Baden, où cette affaire a été pendante plusieurs années, & où lesdits *Toggenbourgeois*, y étant enfin forcez, n'ont pas manqué d'y porter, avec tout le respect qui est dû, leurs plaintes, & n'y ayant pû trouver le secours, qu'ils en avoient lieu d'espérer, au contraire, ayant été encore amusez un fort long-tems, enfin ils se sont déterminez à avoir leur recours vers *Nous*, & à implorer très-instamment notre Conseil & notre Assistance, & *Nous* n'ayant pû voir un plus long-tems, un si déplorable état, & d'une si longue durée, Nous sommes crûs obligez, tant par notre compétence, que par notre devoir, de procurer tout l'avantage & prospérité du Louable Corps Helvétique, à l'exemple de nos Louables Prédécesseurs, qui en ont usé de même à Berne, l'an 1463. à maintenir ledit Landtrecht, & à Zurich, l'an 1538. où nous avons affermi la Paix du Païs apellée *Landsfriden*, trouvant être nécessaire, & de notre compétence, de nous en charger présentement, d'autant plus, que nous avons apris avec bien de la douleur, que les Louables Cantons Catholiques, pour terminer entiérement cette affaire, ont fait dresser un Acte de délibération particuliére & remarquable à notre insçû, après la Diette générale, & le départ de nos Députez, dans la vûë d'accorder uniquement ledit Seigneur de St. Gal, avec lesdits Louables Cantons de *Swits* & *Glaris*, en laissant les *Toggenbourgeois* à la merci dudit Mr. l'Abbé de St. Gal.

C'est pourquoi après avoir mûrement & avec toute l'éxactitude possible, éxaminé les Titres fondamentaux desdits *Toggenbourgeois*, savoir le *Serment du Païs*, le *Droit du Païs*, & *la Paix du Païs*, de l'an 1538. & les ayant trouvez munis de si beaux Priviléges, nous déclarons selon cela, que nous les voulons protéger, defendre, & maintenir de toutes nos forces, contre tous ceux qui les voudront opprimer injustement & par violence, sans autre profit, intérêt, ou avantage particulier, en sorte que nous avons bien voulu condescendre à une Médiation amiable, à nous proposée par le Louable Canton de Bâle d'une part, & les Louables Cantons de Lucerne, Uri, & Soleure, qui ont aussi travaillé de leur côté. Mais tout le monde sait, de quelle maniére cette Médiation a été rompuë & mise à part: nonobstant cela on espéroit qu'on laisseroit lesdits Habitans du Toggenbourg joüir de leurs Priviléges, après lesquels ils soûpiroient dès long-tems, que Dieu même, par sa grace leur fournit lui-même les moyens à une decision finale de cette affaire.

Mais étant venu à notre connoissance, d'une maniére très-évidente, que quelques Ecclésiastiques, & autres Ennemis & Perturbateurs du repos public, ne se sont pas contentez d'inciter & de pousser les gens du Païs, à la desobéissance, contre le Conseil Général dudit Païs, mais qu'ils ont aussi tâché de le priver de toute authorité, & de tout respect non seulement par des discours publics mais aussi en foulant aux pieds, les Mandats qui en étoient émanez, ayant mêmes attaqué & diffamé les principaux d'entr'eux d'une maniére très-injurieuse, & entrepris de leur propre authorité d'assembler leurs Communes, dans la Prefecture inférieure en vüe d'empêcher de cette maniére, par la force, le châtiment que méritoient de tels Perturbateurs du repos public, & mettre enfin avec la totale ruine du Païs de Toggenbourg une entiére & desolante desunion entre ceux, qui jusqu'à présent, nonobstant la diversité de Religion, ont vécu en bonne intelligence, & pour y mieux réüssir ont fait toute sorte de préparatifs de Guerre, accompagnez de grandes menaces; en sorte que nous, par une affection singuliére pour la Paix, & pour l'équité, n'avons pû de moins que de donner secours & assistance auxdits pauvres *Toggenbourgeois* oprimez, suivant leur ardent desir, leurs véxations nous étant suffisamment connuës, postans des Troupes sur nos propres frontiéres près dudit *Toggenbourg*, afin qu'au cas que cela ne produisît son effet, nous fussions en état d'entreprendre ce que nous jugerons nécessaire, n'ayant toutesfois point d'autre intention que de réprimer les desordres dudit Païs de Toggenbourg, & de conserver & entretenir, à tout le Louable Corps Helvetique, la tranquilité publique, sans donner sujet à aucun Louable Canton de croire qu'on en veuille à aucun d'eux en particulier, ainsi que nous le déclarons à tous, en toute sincérité & fidélité, attendu que nous sommes toûjours portez à donner les mains à une honnête, sincére, & bien intentionnée Médiation, ne souhaitant sinon, que S. G. Mr. l'Abbé de St. Gal, proposant des moyens plus convenables audit Conseil du Païs, afin que cette affaire si fâcheuse, & de si longue durée, se pût une fois terminer par une Paix solide & durable, que le grand Dieu nous veuille donner en sa grace. En foi de quoi nous avons fait expédier & imprimer le présent Manifeste, pour la conduite d'un chacun. Ce 13. d'Avril 1712.

*Chancellerie de la Ville de Zurich, au nom des deux Louables Etats & Cantons de* ZURICH *&* BERNE.

## CXXVII.

18. Juin. *Tractaet van Vrede, Navigatie, ende Commercie, tusschen Haare Hoog-Mogende de Heeren Staten Generaal der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *ende de Hooge Regeeringe, Pascha, Aga, ende overwinnende Militie van* ALGIERS. *Gedaan in het Jaar van Jesus* 1712. *den* 18. *van Juny ende van de Hegira* 1124. *den* 18. [Tiré des Archives de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.]

### EERSTE ARTICUL.

NA desen dagh sal met de Nederlanders wesen een vaste ende bestendige Vreede, soo als toegestaen ende bevestight is tusschen Haer ende den Doorluchtigen Ali, thans hooghgeeerde Pascha van Algiers ende haer onderhoorigh Koninghrijck, als mede den Aga der Janitzaren, ende de Wetgeleerde ende Vroome, ende de overwinnende Militie, ende sullen de Onderdanen van de Mogentheden aen weerkanten, als mede derselver Schepen, groote ende kleyne, ende die daer aen onderhoorigh zijn, van nu aen de een den anderen op geenerley wyse molesteren ofte verongelijcken, noch met woorden noch met wercken, maer sy sullen met sorghvuldigheyt des gemoedts, na het geene in haer vermogen is,

## CXXVII.

Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, entre les Hauts & Puissans Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, des Païs-Bas, & la haute Regence, Bascha, Aga, & Victorieuse Milice d'ALGER. Fait le 18. Juin l'an de Jesus Christ 1712. & de l'Hegire 1124.

18. Juin.

### ARTICLE I.

*APrès ce jour il y aura avec les Hollandois une Paix ferme & durable, telle qu'elle est accordée & confirmée entre eux & l'illustre Ali, maintenant très-honoré Bascha d'Alger & le Royaume dependant, de même que l'Aga des Janissaires, les Jurisconsultes & les Sages, & la victorieuse Milice, comme aussi leurs Vaisseaux, tant grands que petits, & ceux qui en dependent, ne se molesteront ni feront aucun tort les uns les autres en aucune maniere ni de paroles ni de fait, mais selon qu'il sera en leur pouvoir, ils se feront honnêteté*

&

ANNO 1712.

is, de een den anderen beleeftheyt ende eere bewyſen : Na deſen dagh ſal oock gantſch geene ſaeck mogen gepretendeert worden.

II. De Nederlandtſche Schepen, groote of kleyne, komende tot Algiers, ofte in eene andere Haven onder haer gebiedt, moeſten volgens oudt gebruyck betalen tien per cent van de Effecten, die verkocht worden: Doch ten reſpecte van deſe Vreede, ende van haer verſoek, hebben Wy ſulcks a vyf per cent geſtelt.

Item, indien ſy de onverkochte Effecten ſullen willen wederom afvoeren, ſoo ſal men van deſelve niets vorderen.

Item, indien ende op wat tydt ſy ſullen willen vertrecken, ſoo ſal niemandt haer met overlaſt aen te doen mogen ophouden.

Item, van de contrebande Goederen, Oorloghs-Gereedtſchap, Buskruyt, Loodt, Yzer, Swavel, Plancken, en allerley Timmerhout, bequaem tot den Scheepsbouw, Pick, Teer, ende kleyn Oorloghs-Geweer, ende alle andere dingen tot den Oorlogh noodigh, daer van en ſal de Regeeringe van Algiers niets vorderen.

III. Wanneer Nederlandtſche ende Algierſche (Oorloghs-), Commiſſie-ofte Koopvaerdyeſchepen malkanderen in Zee ontmoeten, ſoo ſullen ſy onder malkanderen, noch de een den anderen geenſints mogen moleſteren, maar met beleeftheyt ende eerbewyſinge van malkanderen ſcheyden, ende ſy ſullen de een den anderen in de verrichtinge hares dienſts niet hinderlijck zyn.

Item, men ſal aen de Paſſagiers, die op de Schepen zyn, van wat Natie ſy ſouden mogen weſen, ende na wat Plaetſe ſy mogen gedeſtineert zyn, noch aen der ſelver Effecten, Goederen of Kleederen, de een den anderen geene moleſtatie mogen aendoen, noch enige ſaken van haer wechnemen.

Item, na wat Plaetſe ſy (hare Effecten) ſouden mogen brengen, ofte waer ſy die moghten laten vertoeven, men ſal op geene de alderminſte wyſe de een den anderen ſchade noch overlaſt toebrengen.

IV. Wanneer Algierſche Commiſſieſchepen komen te ontmoeten een Nederlandtſch Koopvaerdyeſchip, groot ofte kleyn, indien dat ſelve van eene Plaetſe, ſtaende onder het Nederlandtſch gebiedt, uytgeloopen is, ſoo ſal maer alleen de Sloep geſonden, ende behalven de Roeyers twee Mannen daer in geſet worden, ende aen het Schip gekomen zynde, ſullen alleenlijck deſe twee Mannen, het en ware dan met permiſſie van den Schipper van gemelde Schip, aen boordt overgaen, ende dan haer Paspoort getoont, ende haren dienſt, na wy vertrouwen, oprechtelijck gedaen hebbende, wederkeeren, ende ſal het Koopvaerdyeſchip ſijne reyſe voortſetten, ende niet mogen opgehouden worden.

Item, wanneer een van de Nederlandtſche (Oorlogh-ofte) Commiſſieſchepen komt te ontmoeten een Algierſch Commiſſie-of Koopvaerdyeſchip, op wat plaetſe ſulcks moght gebeuren, indien gemelde Schip bevonden wordt voorſien te ſijn met het Paſpoort van wegens den Landtvooght van Algiers, of wel van wegens den Nederlandtſchen Conſul by hem reſiderende, ſoo ſal men niets mogen aenraken van het geene het gemelde Schip is toebehoorende, maer het ſal in veyligheyt ſijnes weeghs gaen.

V. Niemandt, het zy Capiteynen van Algierſche Schepen, noch der ſelver Officiers, noch yemandt van de Regenten, ſal mogen Perſonen van andere Natien, zynde aen boordt van Nederlandtſche Schepen, uyt een Nederlandtſch Schip uythalen ende naer hare ofte andere Schepen overbrengen, noch ſelfs na yets mogen ondervragen, noch eenige violentie bedryven, na dat yemandt in het Nederlandtſche Schip gevonden is, ſal men hem niet mogen moleſteren, al is hy een Paſſagier.

VI. Indien een van de Nederlandtſche Schepen, ofte van de Schepen van hare onderhoorige Onderdanen, moght komen ſchipbreuck te lyden voor Algiers, ofte elders op ſtrandt onder het gebiedt van haer Koninghrijck, ſoo ſal men geenſints het minſte van deſſelfs Goederen noch Effecten mogen aenſlaen, plunderen, noch prys maken.

Item, ſoo wanneer ſulck een geval moght gebeuren, ſal geen Tol van de geborgene Effecten mogen genomen, noch de Menſchen verkocht worden: Maer de geene, die onder het gebiedt van Algiers ſtaen, ſullen na haer vermogen ſich hebben te beneerſtigen, om als goede Mahometanen hulpe ende byſtandt

ANNO 1712.

*& honneur en toute exactitude & ſincerité : Après ce jour l'on ne pretendra auſſi aucune choſe.*

*II. Les Vaiſſeaux Hollandois, tant grands que petits, venant à Alger, ou dans quelque autre Port de leur Royaume, devoient, ſelon l'uſage ancien, payer dix pour cent des Effets qu'on vendoit : Mais eu égard à cette Paix & à leur demande, nous avons reglé cela à cinq pour cent.*

*Item, lorsqu'ils voudront rembarquer les Effets non vendus, l'on n'en exigera rien du tout.*

*Item, lorsqu'en tel tems que ce ſoit ils voudront partir, nul ne pourra les arrêter ni les inquieter en aucune maniere.*

*Item, la Regence d'Alger n'exigera rien des Marchandiſes de contrebande, Munitions de Guerre, Poudre, Plomb, Fer, Soufre, Planches & de tout bois de charpente propre pour la conſtruction des Vaiſſeaux, Poix, Goudron, & petites Armes de Guerre, ni de toute autre choſe néceſſaire dans la Guerre.*

*III. Lorsque des Vaiſſeaux de Guerre, Armateurs ou Marchands Hollandois & Algeriens ſe rencontreront en Mer, ils ne ſe moleſteront en aucune maniere les uns les autres, mais ils ſe ſepareront les uns des autres avec honnêteté & civilité, & ne ſe feront mutuellement aucun empêchement dans l'execution de leur ſervice.*

*Item, de part & d'autre il ne ſera permis de faire aucune vexation aux Paſſagers, qui ſont ſur les Vaiſſeaux, de quelque Nation qu'ils puiſſent être, & vers quelque lieu qu'ils ſoient deſtinez, ni à leurs Effets, Marchandiſes ou Habits, ni leur enlever aucune choſe qui ſoit à eux.*

*Item, en quelle Place qu'ils pourront tranſporter leurs Effets ou en quel lieu ils les laiſſeront, on ne cauſera en aucune maniere, l'un à l'autre aucun dommage ni chagrin.*

*IV. Lorsque des Armateurs Algeriens viendront à rencontrer un Vaiſſeau Marchand Hollandois, grand ou petit, s'il vient d'un lieu dépendant des Etats des Provinces-Unies, on n'y envoyera que la Chaloupe dans laquelle outre les Rameurs on mettra deux Hommes, & étant arrivée au Vaiſſeau, il n'y aura que ces deux Hommes, horsmis que ce ne ſoit avec la permiſſion du Capitaine de ce Vaiſſeau, qui paſſeront ſur ſon bord ; on leur fera voir le Paſſeport, & après avoir fait fidellement, comme nous eſperons, leur devoir, s'en retourneront ; & le Vaiſſeau Marchand pourſuivra ſon voyage, & il ne ſera pas permis de l'arrêter.*

*Item, lorsqu'un Vaiſſeau de Guerre ou Armateur Hollandois viendra à rencontrer un Armateur ou Vaiſſeau Marchand Algerien, en quelque endroit que cela arrive, ſi l'on trouve que ledit Vaiſſeau eſt fourni d'un Paſſeport du Regent d'Alger, ou du Conſul Hollandois qui y reſide, on ne touchera à rien de ce qui appartient à cedit Vaiſſeau, mais il fera ſon voyage en toute ſeureté.*

*V. Nuls, tant Capitaines de Vaiſſeaux Algeriens, que leurs Officiers, ni perſonne de la Regence, ne pourront enlever qui que ce ſoit des autres Nations qui ſeront à bord des Vaiſſeaux Hollandois, pour les mettre ſur leurs propres Vaiſſeaux ou autres, ni ne pourront les interroger ſur quoi que ce ſoit, ni leur faire aucune violence étant trouvez dans un Vaiſſeau Hollandois, quand même ils ſeroient des Paſſagers.*

*VI. Si un Vaiſſeau Hollandois, ou un Vaiſſeau de leurs Sujets venoit à faire naufrage devant Alger, ou ailleurs ſur la Côte de la domination de ce Royaume, on ne ſaiſira, pillera, ni declarera de bonne priſe la moindre de ſes Marchandiſes ou Effets.*

*Item, ſi pareil cas arrivoit, on ne prendra aucun Droit des Effets qu'on aura ſauvé, ni les Hommes ne ſeront vendus ; mais ceux qui ſont ſous la Domination d'Alger, feront de tout leur pouvoir toute diligence, comme bons Mahometans, de donner ſecours & aſſiſtence*

ANNO 1712.

ſtandt te bewijſen in het bergen van Menſchen ende Goederen.

VII. Geen van de Algierſche Schepen, groot of kleyn, ſal mogen met permiſſie ende toeſtemminge van den Landtvooght van Algiers mogen kaperye plegen tegen Salee, ofte eenige andere Plaetſen, welcke met de Nederlanders in vyandtſchap mogh-ten ſtaen.

VIII. Geen van de Schepen van Algiers, groot noch kleyn, ſal hebben cours te ſetten naer een van de Steden, Forten ofte Havens in de Landen onder het gebiedt der Nederlanders, houdende de kaperye op na dat deſelve geſien zyn: Want ſy en ſullen niet hebben te bedrijven ſulcke dingen, welcke oorſaeck van overtredinge ſouden konnen worden.

IX. Die van Tunes, Tripoli, Salee of andere ſullen geenſints Nederlandtſche Schepen, groote noch kleyne, noch Menſchen noch Effecten, tot Algiers mogen brengen om te verkoopen: Men ſal oock niet toelaten, dat in Plaetſen onder haer gebiedt ſullen mogen verkocht worden.

X. Wanneer Nederlandſche Commiſſievaerders eenige Pryſe ofte buyt gemaeckte Effecten ſullen brengen in de Havens, ſtaende onder het gebiedt van Algiers, ſoo ſal niemandt haer eenige tegenſtandt, geweldt noch moeyte aendoen.

Item, de Commiſſieſchepen ſullen in geenerley wyſe betalen Tiendens, noch Rechten (genaemt Awaid.)

Item, indien ſy verkoopbare Waren op de Marckt ofte in de Winckelplaetſen begeeren te koopen, ſal men aen hun die Waren overlaten voor den prys, welcke andere daer voor geven, ende niet meer mogen gepretendeert worden.

XI. Wanneer Nederlandtſche (Oorlogh-) Commiſſieſchepen tot Algiers gekomen zynde, het Anker ſullen hebben laten vallen, ſoo ſal volgens oude gewoonte de Proviandt (van ververſchinge) gegeven worden.

Item, wanneer Slaven uyt Algiers al zwemmende of anderſints aen boordt ontvlucht ſullen zyn, ſoo ſal men de ſelve wederom van daer naer Algiers brengen, ende het Scheepsvolck en ſal dan niet mogen voorwenden, dat ſy de ſelve niet en hebben geſien.

XII. Niemandt van de Nederlandtſche Koopluyden, noch van andere Nederlandtſche Onderdanen, ſal mogen genomen, verkocht noch Slaef gemaekt worden op eenige der Plaetſen onder het gebiedt van Algiers, het zy onder pretext of ſonder pretext.

Item, uyt hoofde van deſe gemaeckte Vreede met de Nederlanders ſal tot haer niet mogen geſeydt worden, koopt uwe Slaven, ſoo lange ſulcks haer welbehagen niet en is: Maer wanneer om bovengemelde particuliere redenen ſulcks haer begeerte ſal zyn, dan ſal het mogen geſchieden, het en ware dan dat die Slaven ſijne naeſtbeſtaende Bloedtvrienden zynde, tot ſijne goedertierentheyt ende gemoedts beweeginge waren (behoorende.)

Item, daer en ſal geene belofte noch tydt om te (moeten) vry koopen, mogen worden (voorgewendt) maer ſoo veele als aen haerluyden ſal goetduncken (ſullen ſy mogen vry koopen, ende ſal ſulcks oock op een goede manier gedaen worden met der ſelver Patronen in (het accorderen over) den prys van de ſelve. Niemandt ſal oock tot der ſelver Patronen ſeggen, laet my immers uwe Slaven voor ſulcken prys over, al waren ſy Slaven van den Paſcha ofte van de Regeeringe, ofte van de Galleyen, maer wanneer de tydt om Nederlandtſche Onderdanen volgens oude gewoonte te loſſen ſal gekomen zyn, wanneer ſulcks oock weſen ſal, dan ſal ſulcks volgens gebruyck met andere Natien (geſchieden,) ende meer als van ſulcke ſal niet mogen gepretendeert worden.

XIII. Indien yemandt van de Nederlandtſche Koopluyden, of van hare Onderdanen, moght komen te overlijden tot Algiers, ofte elders in de Landtſchappen ſtaende onder haer gebiedt, ſoo ſal den Landtvooght van Algiers noch yemandt anders op geenerley wijſe des gemelden Overleden Geldt, Goederen noch Effecten mogen aenraken. Indien hy voor ſijn overlijden yemand heeft aengeſtelt tot Curateur van den Boedel, ſoo ſal niemandt behalven deſe yets van ſijne Goederen ende Effecten mogen aenraken, indien hy binnen het voorgemelde Koninghrijck van Algiers te vinden is. Doch indien 'er geen Curateur van den Boedel en is, ſal yemandt anders,

*ce pour ſauver les Hommes & les Marchandiſes.*

ANNO 1712.

*VII. Nul Vaiſſeau Algerien, grand ou petit, ne pourra avec la permiſſion & conſentement du Regent d'Alger exercer piraterie contre Salé ou autres Places qui ſeront en inimitié avec les Hollandois.*

*VIII. Nul Vaiſſeau d'Alger, grand ou petit, ne fera cours vers aucune des Villes, Forts ou Ports qui ſont ſous la domination des Etats des Provinces-Unies, la piraterie ceſſant à leur vuë: Car ils ne commettront aucune choſe qui pourroit donner occaſion de contravention.*

*IX. Ceux de Tunis, Tripoli, Salé ou autres, ne pourront en nulle maniere conduire à Alger des Vaiſſeaux Hollandois, grands ni petits, ni Hommes, ni Effets pour les y vendre: On ne permettra pas auſſi qu'ils ſoient vendus dans aucune Place de leur Domination.*

*X. Lorsque les Armateurs Hollandois ameneront aux Ports ſous la domination d'Alger quelque Priſe ou Effets butinez, perſonne ne leur fera aucune oppoſition, violence ni chagrin.*

*Item, les Vaiſſeaux d'Armateurs ne payeront en aucune maniere les Dixmes, ni les Droits appellez* Awaid.

*Item, s'ils veulent acheter quelques Marchandiſes ou denrées aux Marchez ou Boutiques, on les leur cedera au prix que les autres en donnent, & l'on n'en pretendra pas davantage.*

*XI. Lorsque des Vaiſſeaux de Guerre ou Armateurs Hollandois arrivez à Alger, y auront jetté l'ancre, on leur donnera, ſelon la coûtume ancienne, la proviſion de rafraichiſſement.*

*Item, lorsque des Eſclaves ſe ſeront ſauvez d'Alger à leur bord en nageant ou autrement, on les ramenera de là à Alger, & les Mariniers ne devront pas prétexter qu'ils ne les ont pas vûs.*

*XII. Aucun des Marchands Hollandois ni des autres Sujets Hollandois, ne pourra être pris, vendu ni fait Eſclave dans aucune des Places ſous la domination d'Alger, que ce ſoit ſous prétexte ou ſans prétexte.*

*Item, en vertu de cette Paix concluë avec les Hollandois, on ne pourra leur dire, Achetez vos Eſclaves, auſſi long-tems que ce n'eſt pas leur volonté: Mais lorsqu'ils auront ce vouloir pour les ſuſdites raiſons particulieres, alors cela pourra ſe faire, horsmis que ces Eſclaves étant de ſes proches Parens ne dependent de ſa benignité & tendreſſe de cœur.*

*Item, on ne prétextera ni promeſſe ni tems pour acheter & mettre en liberté; mais ils en pourront racheter autant qu'ils le jugeront à propos, & cela ſe fera auſſi d'une bonne maniere avec leurs Patrons dans l'Accord pour le prix d'iceux. Nul ne pourra auſſi dire à ces Patrons, cedez-moi vos Eſclaves à tel prix, quand même ils ſeroient Eſclaves du Paſcha, ou de la Regence, ou des Galeres; mais lorsque le tems ſera venu de racheter ſelon l'ancienne coûtume des Sujets Hollandois, ſi cela ſe fait, alors cela ſe fera ſelon l'uſage établi avec les autres Nations, & l'on n'en pretendra pas davantage que de tels.*

*XIII. Si quelqu'un des Marchands Hollandois ou de leurs Sujets, venoit à mourir à Alger, ou ailleurs dans les Provinces qui ſont ſous cette domination, alors le Regent d'Alger ni qui que ce ſoit ne touchera en aucune maniere à l'argent, Biens ni Effets dudit deffunt. Si avant ſa mort il a établi quelqu'un pour Curateur de la Succeſſion, il n'y aura que celui-là qui touchera à ſes Biens & Effets, en cas qu'il ſe trouve dans le ſusdit Royaume d'Alger. Mais s'il n'y a point de Curateur de la Succeſſion, alors quelque autre, quel qu'il ſoit, que*

ANNO 1712.

anders, wie hy ook zyn magh, welcken de Overledene by laetſte wille (als Executeur) aengeſtelt heeft, deſe (ſegge ick als) Curateur ſal des Overledenen Goederen ende Effecten aenvaerden, ende niemandt anders het minſte Stroockje mogen benaderen: Aldus dan ſulcks gebeurende, ſoo ſal hy, die Curateur is, of wel de aengeſtelde (Executeur) des Overleden Geldt ende Goederen op een Inventaris gebracht hebbende, aenvaerden, ende ter tijdt als ſulcks noodigh ſal zyn, aen den geenen, die Erfgenaem is, toeſendende doen toekomen, ende ſal in deſe byſondere affaire niemandt mogen hinderlijck zyn.

Item, indien yemandt van de Nederlandtſche Onderdanen ſchielijck moght komen te ſterven, ende voor ſijn doodt niemandt aengeſtelt hadde, ende de Erfgenaem niet in het bereyck en is, alsdan ſal den Nederlandtſchen Conſul de Goederen ende Effecten van den gemelden Overledene, op een Inventaris gebracht hebbende, aenvaerden, ende ſullen de ſelve onder den Conſul blyven, tot dat 'er uyt het Landt des Overledene ordre ſal gekomen zyn.

XIV. Men ſal tot Algiers, noch in het Koninghrijck ſtaende onder haer gebiedt, de Nederlandtſche Negotianten door moleſtatie niet doen aennemen ſulcke Effecten als men wil (hun opdringen) maer ſy ſullen ſulcke Effecten mogen inſlaen, als ſy na haer welgevallen ſullen willen.

Item, men ſal oock in de Havenen van Algiers niet mogen met geweldt ende moleſtatie ſulcke Effecten als men wil in Nederlandtſche Schepen inladen.

Item, men ſal haer oock niet mogen affenden op eene reyſe tegen hun welgevallen.

Item, indien yemandt van de Nederlandtſche Onderdanen in ſchulden vervallen was, ende de ſelve niet konde betalen, ſoo ſal men van wegens de voornoemde ſchulden den Nederlandtſchen Conſul, noch yemandt anders van de ſijne, niet mogen arreſteren, noch de ſelve doen betalen, het en ware dan dat yemandt uyt eygen welbehagen voor den Schuldenaer borge geworden ware.

XV. Indien yemandt van de Nederlandtſche Onderdanen geſchil kryght met een Mahometaen, ofte wel met yemandt ſtaende onder de heerſchappye van Algiers, ſoo ſal gemelde geſchil voor den Doorluchtigen (Day,) ende het eerwaerdige Hof uytgeweſen worden, ende niet door yemandt anders. Doch indien (Nederlanders) onder malkanderen geſchil krygen, dan ſal by de geene, die Conſul is, het geſchil uytgeweſen worden.

XVI. Indien het moght gebeuren, dat yemandt van de Nederlandtſche Natie in gekyf raeckte met een Mahometaen, ende de een den anderen quam te quetſen, of oock te dooden, dan ſal in conformiteyt van de wet des Koninghrijcks gevonniſt zynde, gelijck aen andere voldoeninge gegeven worden. Maer indien een Nederlander moght komen te dooden een Mahometaen, ende na begane manſlagh gevloden ende ontkomen was, ſoo en ſal aen den Conſul tot Algiers (reſiderende,) noch aen yemandt anders van de ſijne geene ſtraffe aengedaen, noch ſy gemoleſteert mogen worden.

XVII. De geene die nu Nederlandtſche Conſul is, of die ſulcks in den toekomenden tydt ſoude mogen zyn, ſal ſonder vreeſe zyn, ende vrymoedighlijck wandelen, ende niemandt ſal hem, noch ſijne Effecten aenrakende, mogen overlaſt bedryven.

Item, hy ſal eenen ſulcken, als hy ſal willen, tot Tolck mogen aenſtellen, insgelijcks oock tot Makelaer maken.

Item, t'aller tydt als hy ſal willen aen boordt gaen, of naer buyten in het veldt hem begeven, om in ruſt te zyn, ſal niemandt hem mogen hinderlijck zyn: Oock ſal men hem, om volgens ſijnen Godtsdienſt (ſijn) gebedt te doen, eene plaetſe aenwijſen.

XVIII. Op dat onſe Vreede ende vriendtſchap vaſt moge zijn, ſoo ſal, indien in het toekomende eene ſaeck moght voorvallen, ſtrijdigh tegen onſe Vreede ende vriendtſchap, ende die aen weerkanten oorſaeck van rupture ſoude konnen weſen, (dan ſal) hy, die Nederlandtſche Conſul is, ende behalven hem de Nederlandtſche Onderdaen, tot Algiers ofte elders onder haer gebiedt ſich bevindende, het zy ſtaende de Vreede, of het zy in (geval van rupture) door niemandt mogen gemoleſteert worden. Ter tydt als ſy ſullen willen vertrecken, ſal niemandt hun hinderlijck zynde, mogen ophouden.

Item,

*que le defunt a établi comme Executeur par ſa derniere volonté, ſe chargera comme Curateur des Biens & Effets du defunt, & nul autre n'en revendiquera la moindre choſe: Cela arrivant donc ainſi, alors le Curateur, ou Executeur établi, ayant fait un Inventaire de l'Argent & Effets du defunt, s'en chargera, & lors qu'il ſera neceſſaire les fera parvenir à celui qui en ſera l'Heritier, ſans que qui que ce ſoit y mette aucun empêchement.*

ANNO 1712.

*Item, ſi quelqu'un des Sujets Hollandois venoit à mourir ſubitement, & qu'il n'eût établi perſonne avant ſa mort, & que l'Heritier ne fût pas à portée, alors le Conſul Hollandois, après avoir fait un Inventaire des Biens & Effets dudit defunt, s'en chargera & les gardera entre ſes mains, jusqu'à ce qu'il ſera venu orâre du Pays du defunt.*

*XIV. A Alger, ni dans le Royaume de ſa domination, on ne forcera pas les Negocians Hollandois d'accepter tels Effets qu'on voudroit leur faire recevoir, mais ils pourront ſe pourvoir de tels Effets qu'ils voudront ſelon leur bon plaiſir.*

*Item, on n'obligera pas par force ni vexation les Vaiſſeaux Hollandois de charger dans les Ports d'Alger tels Effets qu'on veut.*

*Item, on ne les envoyera point auſſi à aucun voyage malgré eux.*

*Item, ſi quelqu'un des Sujets Hollandois avoit fait des dettes, & qu'il ne les put pas payer, on n'arrêtera pour leſdites dettes le Conſul Hollandois ni aucun des ſiens, pour les faire payer, ſinon que quelqu'un voulût de ſon bon gré être caution pour le debiteur.*

*XV. Si quelqu'un des Sujets Hollandois a quelque different avec un Mahometan, ou autre qui ſoit ſous la domination d'Alger, ledit different ſe jugera par devant l'Illuſtre Dey & la venerable Cour, & non par aucun autre: Mais ſi des Hollandois ont quelque different enſemble, alors ce different ſera jugé par celui qui eſt Conſul.*

*XVI. S'il arrivoit que quelqu'un de la Nation Hollandoiſe eût querelle avec un Mahometan, & que l'un vînt à bleſſer l'autre, ou à le tuer, alors en conformité de la Loi du Royaume ſera donnée Sentence de la même maniere qu'on donne ſatisfaction aux autres: Mais ſi un Hollandois venoit à tuer un Mahometan, & qu'après l'homicide il ſe fut enfui & évadé, alors on n'infligera aucune peine au Conſul reſident à Alger ni à aucun des ſiens, ni on ne les moleſtera.*

*XVII. Celui qui eſt maintenant Conſul Hollandois, ou qui le ſera dans la ſuite, ne ſera aucunement inquieté, il ira & viendra librement, & nul ne le moleſtera en ſa Perſonne ni en ſes Effets.*

*Item, il choiſira pour interprête, de même que pour Courtier tel qu'il jugera à propos.*

*Item, en tout tems qu'il voudra aller à bord, ou ſe retirer à la campagne pour y être tranquille, perſonne ne l'en empêchera: Auſſi on lui marquera un lieu pour y faire ſa Priere ſelon ſa Religion.*

*XVIII. Afin que notre Paix & Amitié ſoit ſolide; s'il ſurvenoit dans la ſuite quelque affaire qui fût contraire à notre Paix & Amitié & qui pourroit fournir de part & d'autre occaſion de rupture, alors celui qui eſt Conſul Hollandois, & outre lui les Sujets Hollandois, ſe trouvant à Alger ou ailleurs de cette domination, ne pourront être moleſtez par qui que ce ſoit, tant la Paix ſubſiſtant qu'en cas de rupture. Et lors qu'ils voudront ſe retirer, perſonne ne les en empêchera, ni ne les arrêtera.*

*Item,*

ANNO 1712.

Item, met welcke Natie ſy ſullen willen vertrecken, niemandt ſal mogen oorſaeck geven, om haer, noch hare Effecten ende Goederen, noch hare Dienſtboden eenighſints op te houden.

XIX. Indien yemandt van de Nederlandtſche Onderdanen na een (ander) Koninghrijck was vertreckende, of wel (van daer) komende, van welcke Natie het ſoude mogen weſen, ſoo en ſullen de Algierſche Schepen, groote noch kleyne, ter plaetſe daer ſy hem ontmoeten, geenſints hebben te moleſteren, noch hem, noch ſijne Effecten, noch ſijne Bagage, noch ſijne Dienſtboden.

Ende inſgelijcks, wanneer een Algierin by yemandt gevonden wordt, die met de Nederlanders Vyandt is, ofte in der ſelver Schepen, ſal niemandt ſijne Perſoon, noch Goederen, Effecten, Penningen noch Dienſtboden eenighſints mogen moleſteren, noch aen de gemelde dingen ſijne handt uytſtrecken.

XX. Telkens als een Nederlandtſch Capiteyn tegen over Algiers ſal komen, wanneer hy nu ſal geſien zyn, dan ſal hy die Nederlandtſche Conſul is, na het Schip hem vervoegen, ende tydinge brengen, ende na dat gemelde Capiteyn het Ancker ſal hebben laten vallen, ſal de Landtvooght van Algiers, om beleeftheyt te bewijſen, van deſe Batteryen een en twintigh kanonſchooten bevelen te loſſen. Daer na ſal de Nederlandtſche Capiteyn, volgens het getal van gemelde kanonſchooten beantwoordinge doende, even ſoo veel kanonſchooten loſſen.

XXI. Na dat dit Tractaet met toeſtemminge van ſijne Excellentie den doorluchtigen Ali Paſcha gezegelt en voltrocken is, ſoo is het, dat het geene geſchiedt is, dat is geſchiedt, het geene gepaſſeert is, dat is gepaſſeert; niets ſal voortaen in vyandtſchap meer gementioneert mogen worden, al het geene gepaſſeert is ſal moeten vergeten worden, ende deſe vreede, liefde ende vriendtſchap ſal duurſaem, ſeker ende vaſt zyn.

Item, ſoo dickwils als voor ontfangene tydinge van deſe gemaeckte vreede aen weerkanten des eenen Goedt en Effecten door den anderen moghten genomen zyn, ſal hy ſulcks hebben wederom te geven, of anderſints ſal de waerdye van dien moeten betaelt worden. Doch indien van de gereedt zynde Effecten yets moght aghterblyven, ſoo ſal dat ſelve, als het gevonden wordt, gereſtitueert ende overgelevert moeten worden.

XXII. Indien van nu af in het toekomende yets, dat ſtrydigh was tegen deſe onſe Vreede moght gebeuren, van welcke kant ſulcks geſchieden moght, ſoo doch, dat aen onſe Vreede geen geweldt en was geſchiedt, ſoo ſal de ſelve Vreede ſtaende blyven, gelijck ſy was, ende die dingen en ſullen geen vyandtſchap verwecken, ende de Beleedighde ſal van vriendtſchap tot vyandtſchap niet mogen overgaen, maer ſijn recht mogen eyſſchen, ende die geene, die van de Onderdanen ſulcks begaen ſullen hebben, ſullen als Vreedebrekers geſtraft worden: Ende van nu af aen is onſe trouwe onſe trouwe, ende ons woordt is ons woordt.

Aldus is door de hulpe van de Majeſteyt des hooghgeloofden Godts onſe goede Vreede ende ons Verbondt ende Tractaet vernieuwt ende gezegelt in het jaer duyſent ſeven hondert en twaelf volgens de tydtrekeninge van Jeſus, ende in het jaer duyſent een hondert en vier en twintigh na de tydtrekeninge van de Hegira van den Propheet. Gedaen in het midde deel van de maendt Gemadi de eerſte elf hondert vier en twintigh, den aghtienden dagh van Junius.

*Getekent*,

ALI DAY VAN ALGIERS.
(L. S.)

N. N.
ZOON VAN MUSTAFA.
(L. S.)

ANNO 1712.

*Item, avec quelle Nation qu'ils veuillent partir, perſonne ne donnera occaſion d'arrêter en aucune maniere ni eux, ni leurs Effets, ni leurs Biens, ni leurs Domeſtiques.*

*XIX. Si, quelqu'un des Sujets Hollandois partant pour un autre Royaume de quelque Nation que ce ſoit, ou en venant, alors les Vaiſſeaux Algeriens, grands ou petits, ne pourront inquieter en aucune maniere à l'endroit où ils le pourront rencontrer, ni lui, ni ſes Effets, ni ſon Bagage, ni ſes Domeſtiques.*

*Et de même, lorſqu'un Algerien ſera trouvé parmi quelqu'un qui eſt Ennemi des Hollandois, ou dans leurs Vaiſſeaux, perſonne ne moleſtera en aucune maniere ſa Perſonne, ni ſes Biens, Effets, Argent ni Domeſtiques, ni ne mettra la main ſur leſdites choſes.*

*XX. Auſſi ſouvent qu'un Capitaine Hollandois viendra à la vuë d'Alger, dès qu'il ſera vû, le Conſul Hollandois ſe rendra au Vaiſſeau & portera nouvelle, & lorsque ledit Capitaine aura jetté l'ancre, le Regent d'Alger, pour lui faire honneur, donnera ordre de tirer des Batteries vingt-un coups de canon; & là-deſſus le Capitaine Hollandois y répondant ſelon le nombre des coups de canon, en déchargera un pareil nombre.*

*XXI. Après que ce Traité aura été ſcellé & conclu avec le conſentement de ſon Excellence l'Illuſtre Ali Baſcha, à ces cauſes, ce qui eſt arrivé, eſt arrivé; ce qui s'eſt paſſé, eſt paſſé; rien ne ſera à l'avenir mentionné en inimitié, tout ce qui s'eſt paſſé devra être oublié, & cette Paix, Union & Amitié ſera durable, ſure & ſolide.*

*Item au cas qu'avant la reception de la nouvelle de la concluſion de cette Paix l'on ait pris de part ou d'autre les Biens & Effets les uns des autres, on aura à les rendre, ou autrement on devra en payer la valeur: Mais s'il venoit à manquer quelques Effets exiſtans, lorsqu'ils ſeront trouvez, ils devront être reſtituez & livrez.*

*XXII. Si dès maintenant à l'avenir il arrivoit quelque choſe qui fut contraire à cette nôtre Paix, de quelque part que cela vint, mais que par là aucune infraction n'eut été faite à nôtre Paix, cette même Paix ſubſiſtera telle qu'elle étoit, & ces choſes ne cauſeront aucune inimitié, & l'Offenſé ne paſſera pas de l'Amitié à l'Inimitié, mais pourra demander ſon droit; & les Sujets qui auront commis telle choſe ſeront punis comme Infracteurs de la Paix: Et dès maintenant notre foi eſt notre foi, & notre parole eſt notre parole.*

*De cette maniere ſous l'aſſiſtence de la très-benite Majeſté de Dieu a été renouvellée & ſcellée notre bonne Paix, Alliance & Traité en l'année mille ſept cens douze ſelon l'Ere de Jeſus, & en l'année mille cent vingt-quatre ſelon l'Hegire du Prophete. Fait au milieu du Mois Gemadi le premier mille cent vingt-quatre, le dix-huitieme jour de Juin.*

Signé,

ALI DEY D'ALGER.
(L. S.)

N. N.
FILS DE MUSTAFA.
(L. S.)

ANNO 1712.

## CXXVIII.

(1) *Traité de Paix & d'Amitié entre la* PORTE OTTOMANNE *& Sa Majesté Czarienne. Conclu le* $\frac{5}{15}$. *Avril par la Mediation des Ambassadeurs de la* GRANDE-BRETAGNE *& des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas auprès du Grand Seigneur.*

$\frac{2}{13}$. Avril.

*Au nom de la sainte Trinité.*

D'AUTANT qu'après le Traité d'une Paix perpetuelle conclue près de la Riviere du Prut en Moldavie, entre Sa Majesté le Czar de la Grande Russie d'une part, & le Grand Seigneur d'autre part, il est survenu quelques disputes & differens, on est convenu de part & d'autre de requerir & prier les Nobles Seigneurs Monsr. Robert Sutton Chevalier, & Monsr. Jacob Colyer, Comte de l'Empire Romain, Ambassadeurs en Hongrie de la part de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & de Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces Unies & Residens à la Porte Ottomanne, d'employer leur Mediation, au nom de leurs Hauts Souverains, pour terminer & ajuster les dits differens, Leurs Excellences y ayant consenti, le susdit Traité a été confirmé, aprouvé & expliqué sous leur Mediation dans plusieurs Conferences tenues à cet effet entre Nous Ministres & Plenipotentiaires de Sa Maj. Czar. Pierre Schaffirof Vice-Chancellier d'Etat, Conseiller privé, & Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Blanche, & de la Generosité, & le Comte Michel Czereïnetof General Major d'une part, & Son Excellence Jusuf Bacha Grand Vizir de Sa Hautesse d'autre part, & pour la perfection necessaire des Articles dudit Traité, a été conclu & arrêté ce qui suit.

### ARTICLE I.

QUE trente jours après la Signature des Presentes, Sa Maj. Czar. retirera toutes ses Troupes qu'Elle a dans la Pologne de ce côté-ci; Mais comme il faut des ordres exprés de Sa Maj. Czar. pour celles qui sont à l'autre extremité dudit Royaume on accordera pour celles-là le terme de trois Mois, pendant lesquels elles devront se retirer, après lequel temps aucunes Troupes Moscovites ne pourront rester dans ledit Royaume, sous quelque pretexte que ce soit & Sa Maj. Czar. ne se pourra mêler en aucune maniere du Gouvernement de la Nation Polonoise, encore moins y faire rentrer ses Troupes à l'avenir; Mais si le Roi de Suede ou ses Troupes venoient à troubler ce Royaume dans la veüe de porter en méme tems la Guerre dans les Etats de Sa Maj. Czar., de sorte que ses desseins ennemis soient publics & notoires, alors il sera permis aux Armées Moscovites de les attaquer sans que la Haute Porte le prenne pour une rupture de la Paix; Bien entendu, que si le Roi de Suede ou ses Troupes se retiroient aprés quelque Bataille, entre les Armées Suedoises & Moscovites, Sa Majesté Czar. sera obligée de retirer aussi ses Troupes dudit Royaume, & de n'y laisser aucune Milice Moscovite.

II. Que lorsque la Haute Porte jugera à propos que le Roi de Suede retourne dans ses Etats, cela se fera par tel chemin, que le Grand Seigneur trouvera bon, sans stipuler pour cela ni tems ni route. Et en cas, que la Haute Porte prenne la resolution de faire passer Sa Majesté Sued. avec ses Troupes & celles de la Porte, par la Moscovie, jusques dans ses Etats, il ne sera fait aucun tort, ni publiquement, ni secretement, aux Sujets ni aux Provinces Moscovites, ce qui sera aussi observé par Sa Maj. Czar. & par ses Sujets à l'egard du Roi de Suede, de ses Troupes & de celles, que la Haute Porte lui donnera, pour l'escorter, jusqu'à ce que Sa Maj. Sued. soit arrivée saine & sauve dans ses Etats d'où les Troupes Ottomannes revenant, elles ne pourront être aucunement inquietées ou molestées par les Sujets de Sa Maj. Czar. qui les laisseront retourner paisiblement.

III. Veuque Sa Majesté Czarienne est en possession de la Ville de Kiow, & de ses dependances, Territoire. & Forts en deça du Boristhene, comme aussi du Païs des Cosaques nommé l'Ukraine située au delà du même Fleuve avec ses anciennes limites, ces Païs resteront en la Possession de Sa Maj. Czar. Mais d'un autre côté sadite Majesté Czarienne se retirera de tous les Châteaux, Forts, & Terres apartenantes aux Cosaques hors du Territoire de Kiow en deçà du Boristhene & de la même maniere qu'ils les possedent avec leurs anciennes limites: Comme aussi de l'Isle de Saccia, à ce côté-ci dudit Fleuve, de sorte qu'à l'avenir Sa Maj. Czar. n'inquiete & ne molestе lesdits Cosaques ni secretement ni publiquement, encore moins les Habitans de Crimée & autres Sujets de la Haute Porte. Et en cas que contre la Teneur du Traité de Paix & d'Amitié il leur soit fait quelque tort Sa Maj. Czar. en punira rigoureusement les Agresseurs, & mettra bon ordre, pour que cela n'arrive plus. La Haute Porte promet de son côté, que, ni les Tartares, ni les Cosaques, qui sont sous sa Dependance n'entreprendront rien contre cette Paix, au prejudice des Moscovites, ou des Cosaques dependans de Sa Maj. Czar. & que faisant le contraire, ils seront punis par la Haute Porte.

IV. Comme la Ville d'Asoph est située à l'extremité de l'Empire Ottoman & que la Forteresse de Circaski est sur les Confins de la Moscovie comme Place frontiere, de sorte que si l'on bâtissoit quelques nouveaux Forts entre les deux, cela ne manqueroit pas de causer quelque mécontentement & quelque jalousie, on est convenu, pour l'éviter, qu'il ne sera point bati de nouveaux Forts entre ces Places frontieres ni d'une part, ni de l'autre. Et outre cela que dans l'espace de quatre Mois, à compter du jour de la signature de la presente Convention, tout Fort ou quelque Place que ce soit, ayant l'air de Forteresse, située entre les deux susdites Places frontieres sur le Territoire de la derniere pour la conservation du Magazin de Tagharrok, sera detruite jusqu'aux Fondemens; Mais le Grand Seigneur pourra, s'il le juge à propos, faire rebâtir la Forteresse, qui est au delà du Tanais vis à vis d'Asoph, bâtie par Sa Maj. Czar. pendant qu'Elle étoit Maitresse d'Asoph & demolie environ le tems de la restitution de cette Place à l'Empire Ottoman; On pourra aussi retablir sa communication avec ladite Ville d'Asoph.

V. Comme par les Articles de la Paix conclue, en Moldavie, on est convenu, que la Ville d'Asoph seroit rendüe dans le même état où elle etoit lors qu'elle fut prise sur l'Empire Ottoman par Sa Maj. Czar. & que lorsque sa dite Maj. Czar. s'en empara; il y avoit 60. Pieces de Canon de Bronze, qui ne s'y sont pas trouvées, après la Restitution, d'autant qu'on n'a laissé en leur place que des Pieces de Fer, Sa Maj. Czar. sera obligée de faire reparoitre les susdites Pieces de Bronze par une exacte recherche, & étant retrouvées les restituer. Et s'il y en manquoit quelques unes, d'en payer l'equivalent à la Haute Porte, ce qui étant executé, on rendra à Sa Majesté Czar. les Pieces de Fer qui ont été laissées à la place de celle de Bronze.

VI. D'autant qu'en consequence du Traité de Paix conclû sur les Frontieres de Moldavie, la Forteresse de Kamenon, & le Château nouvellement bâti à l'Emboucheure de la Samar ont été demolis, sous condition que de part ou d'autre il ne sera bâti dans ces mêmes endroits aucun autre Fort, ledit Article subsistera dans son entier & sera observé, & il ne sera rebâti aucun Fort ni d'une part, ni de l'autre dans les deux endroits susdits.

VII. En conformité de cet Instrument de Paix on est convenu & a été accordé que cette Paix continuera pendant 25. Ans de suite à compter du jour de la Signature des Presentes, de sorte qu'elle sera observée de part & d'autre avec toute sorte de zele & de droiture; Et en cas qu'on jugeât à propos de part & d'autre de prolonger ledit terme avant qu'il fût expiré, il sera permis de le faire. Si après la Ratification de cette Paix & la nomination d'un Ambassadeur pour faire l'echange de la Capitulation; on trouve à propos de part & d'autre, de regler quelqu'autre point avantageux pour la conservation d'une bonne amitié, & harmonie entre les deux Etats, ce qui sera resolû, sera joint à la presente Convention & ratifié par la Haute Porte, autrement les sept Articles-ci

(1) On a reçu trop tard cette Piece & la suivante pour les placer selon leur Date avant la precedente.

ANNO 1712.

ci dessus seront tenus pour acceptés & approuvés par nous Plenipotentiaires de Sa Maj. Czar. en vertu de nos Plein-Pouvoirs & sous la Mediation & en presence des susdits Ambassadeurs Mediateurs. En foi de la verité de ce que dessus nous avons signé de notre main, & scellé de nôtre Sceau cet Instrument dressé en Langue Russienne & nous l'avons échangé conjointement avec une Traduction Italienne contre l'Instrument Ture, signé & scellé par le Grand-Vizir Jusuf Bacha à Constantinople le 5. Avril 1712. V. St.

*Etoit signé.*

(L. S.) PIERRE SCGAFFIROF.

(L. S.) MICHAEL CZEREMETOF.

## CXXIX.

30. Avril. Erläuterungs-Recess zwischen Ihro Königl. Maj. zu Dännemarck-Norwegen Friedrich den IV. und deß Herrn Administratoris Christian Albrechts Hertzogs zu Holstein-Schleßwig Hochfürstl. Durchl. wordurch die über dem Hamburgischen Vergleich de dato den 5. Januarii 1711. entstandene Strittigkeiten in verschiedenen Puncten gehoben werden. Geschehen zu Rendsburg den 30. April 1712.

C'est-à-dire,

*Recès d'Elucidation entre Sa Majesté* FRIDERIC IV. *Roi de Dannemarc & de Norwege, & S. A. S.* CHRISTIAN ALBERT, *Duc & Administrateur des Duchez de Schleswig-Holstein, par lequel les Differents sur l'Accord de Hambourg, du* 5. *Janvier* 1711. *en divers Points sont accommodés. Fait à Rendsbourg le* 30. *Avril* 1712.

Zu wissen: Daß/ da bey Execution des zwischen Ihrer Königl. Maj. zu Dännemarck/ Norwegen/ und des Herrn Bischoffen zu Lübeck auch Hertzogen und Administratoris zu Schleßwig-Holstein/ Hochfürstl Durchl. in obhabender Vormundschafft Herrn Hertzog Carl Friedrichs Hochfürstl. Durchl. am 5ten Januarii anni præteriti zu Hamburg errichteten/ und nachmahls resp. unterm 13. und 16. ejusdem, zu Koppenhagen und Kiel aller-und gnädigst ratificirten Vergleichs/ unter denen beeden resp. Königl. und Fürstl. Regierungs-Cantzleyen zu Glückstadt und Gottorp/ sich einige Dubia hervor thun wollen/ welche doch sonsten in dem angeregten Vergleich ihr fundamentum decisionis schon würcklich haben/ indessen aber gleichwohl Ihr Königl. Maj. und Ihrer Hochfürstl. Durchl. beständiger aller-und gnädigster Wille ist/ daß solches alles nach dem wahren Verstand des berühreten Hamburgischen Vergleichs expliciret und entschieden werde; Diesemnach Dero Königliche und Fürstl. zu gegenwärtiger Landtags-Versammlung bevollmächtigte Räthe/ ihren erhaltenen Ordren zu aller-und unterthänigsten Folge/ sich auch solcherwegen zusammen gethan/ und auf Königl. und Fürstl. aller-und gnädigste Ratification mit einander darüber/ und was annoch in einem und andern bey der Landtags-Commission weiter vorgekommen/ vereinbaret haben/ wie folget:

I. Bleibet es allerdings/ wegen derer unter gemeinschafftl. Königl. und Fürstl. Jurisdiction hinführo stehender Kirchen/ bey dem/ was desfalls im Art. VII. mehr berührten Hamburgischen Vergleichs schon vorhin verabredet ist/ und da das hierbey angeführte Fundamentum, gleich als man bey diesem allen nur lediglich dahin zu sehen hätte/ wem der Grund und Boden zugehöre/ worauf die Kirche stehet/ beederseits agnosciret/ so soll bey diesem Fundamento es auch ein vor allemahl bleiben/ wann gleich sonsten bey dieser oder jenen Kirchen Ihr. Königl. Maj. und Ihro Hochfürstl. Durchl. nicht nur etwa Com-Patroni, sondern auch so gar Patroni wären; Folglichen lassen Ihro Hochfürstl. Durchl. auch zwar die gemeinschafftl. Jurisdiction über die Kirchen zu Seester/ Utersen/ Münsterdorff/ dergleichen zu Jetzeho so lang fahren/ bis ihrer Seits näher beygebracht/ daß solche Kirchen/ wie Königlicher Seits das contrarium davon asseriret/ und mit gewissen Documenten zum Theil bescheiniget worden/ nicht auf Königl. privativen/ sondern auf gemeinschafftlichen Grund stehen; Ihro Königl. Maj. aber agnoscirten dahingegen wiederum auch die gemeinschafftl. Jurisdiction über die sonst bis dato einiger maßen streitig gemachte Kirchen zu Aßpe/ Breitenberg/ Collmer/ Grossen-Brode/ Haselau/ Haseldorp/ Heiligenstetten/ Crummendieck/ Klipleff/ Neukirchen/ Niendorp/ Nübel/ Pronstorp/ Quaes/ Wandßbeck/ Warder/ ꝛc ꝛc. Wie dann auch Ihr. Hochfürstl. Durchl. nach obigen Fundament der gemeinschafftl. Jurisdiction übergeben die Closter-Kirche zu Schleßwig/ die Kirche zu Kaleby/ die Kirche zu Satrup/ wie ingl. die zum Guth Arlewatt gehörige Kirche zu Alterup ꝛc. ꝛc. und welche sich sonsten etwa über kurtz oder lang auf einer oder der andern Seite mehr finden mögten/ die auf gemeinschafftl. Grund und Boden liegen/ ob sie schon hieselbst nicht exprimiret sind/ und wollen sowohl Ihro Hochfürstl. Durchl. sofort an Dero General-Superintendenten und Pröbste die nachdrückliche Befehle ergehen lassen/ sich hiernach in allen zu richten/ und darinnen keine Hinderung weiter zu machen.

II. Hat zwar ebenfalls in dem obangeregten Art. VII. bereits seine Decision, daß die Examinationes und Ordinationes der Prediger/ samt andern Actibus Juris Episcopalis, einem jeden Herrn in seinem Regierungs-Jahr durch seine General-Superintend. die Examinatio, Ordinatio und Introductio zukomme; Wann dieser Actus allererst vorgenommen worden/ da bereits vorhin unter des andern Herrn seinem Turno die Electio oder Vocatio geschehen; so ist beliebet/ daß demjenigen General-Superintendenten oder Probst solches zukommen solle/ dessen Herr zu der Zeit/ da ein jeder Actus geschiehet/ die Regierung hat.

III. Als auch wegen der durch oder neben eines andern Herrn Stadt und Land fahrender und reitender Posten/ zwischen dem Hochfürstl. Post-Directore, Johann Christoph Wolff/ und denen Itzehoischen Roll-Fuhrleuten Streittigkeiten entstanden/ so haben die Königl. und Fürstl. Commissarii sich zwar bemühet/ bey diesem Vergleich auch solche Irrungen aus dem Wege zu räumen/ und deßfalls zwischen ermeldtem Post-Directore und besagten Fuhrleuthen einen Contract zu errichten; Nachdem aber diese die deßfalls proponirte Conditiones und geschehene Offerten zu acceptiren sich geweigert/ so hat man nicht weiter in der Sache gehen können/ sondern solche an die aller-und gnädigste Herrschafften remittiren müssen. Indessen hat es/ bis zu näherer Vereinbarung über diesen Punct bey dem XIV. Art. des Hamburgl. Vergleichs sein beständiges Verbleiben/ und wollen Ihro Königl. Maj. die ernstliche Verfügung an Dero Glückstädtische Regierung so wohl/ als an dem Magistrat zu Itzehoe ergehen lassen/ daß der Fürstl. Post-Director nach Belieben/ beregten Hamburgl. Vergleich gemäß/ die Friedrichstädter Post mit seinen eigenen Pferden/

ANNO 1712.

den/ es seyn nun derselben viel oder wenig/ durch oder neben Itzehoe/ nebst allen darauf seyenden Personen und Packen/ ungehindert gehen und fahren laßen könne.

IV. Vermeynen zwar Ihr. Hoch-Fürstl. Durchl. die gemeinschafftliche Jurisdiction über Horst behaupten zu können; Es ist jedoch beliebet/ daß vor auf Hochfürstl. Seite gemachte und hierdurch loßgeschlagene prætensiones, Ihro Königl. Maj. auch alle Ihre auf Warleberg bis daher gemachte prætensiones, mit denen dazu von dem Guth Knope erkauffren drey und ein halben Pflügen/ gleichfalls so wohl in Jurisdiction als Collectis solchergestalten fahren zu laßen/ daß ratione der bey Horst sodann etwa noch überschießenden Pflüge Ihrer Hochfürstl. Durchl. bey der künfftig vorzunehmenden Liquidation in denen besitzenden Adelichen Güthern ohne dem auch annoch Erstattung geschehe.

V. Soll die bey vorgewesenen Schleßwigischen Land-Gericht ausgesetzte und von dem Herrn Grafen Carl von Ahlefeld/ wie auch die Herren Grafen von Naßau-Saarbrück/ touchirende/ in puncto testamenti verstirende Sache/ bey dem erst wieder kommenden Schleßwigischen Land-Gericht fürgenommen/ und wann in honorem judicii, exceptio fori non competentis opponiret wird/ gebührende reflexion darauf genommen werden.

VI. Nachdem auch von der Königl. Glückstädtl. Regierung einige dem Herrn Grafen Ranzau zugehörige Güter in sequestrum gezogen worden; So lassen Ihr. Hochfürstl. Durchl. es dabey bewenden/ zumahlen Ihr. Königl. Majest. hinwiederum versprechen/ daß so bald nur wegen ein- oder anderer Stücke/ so etwa mit sequestiret seyn mögten/ die Gemeinschafftl. Jurisdiction gezeiget werden wird/ eo ipso darauf das einseitig erkannte sequestrum cessiren solle.

VII. Wann ferner in dem Traventhal. Tractat zwischen Ihr. Königl. Majest. und Ihro Hochfürstl. Durchl. schon beständig verabredet worden/ daß einem jeden Herrn in denen ihm zugetheilten Aemtern und Städten/ ohne einzige Exception oder Exemtion, die privative jurisdiction competiren solle; Nichts destoweniger aber sich hinc inde in denen Städten einige Häußer finden/ welche unter Gemeinschafftl. Jurisdiction zu stehen prætendiren; So ist beliebet/ daß nach Innhalt/ besagten Traventhalischen Tractats hierinnen schlechter Dinge verfahren/ und über keinem Hauß in einer Stadt in beyden Fürstenthümern fernerhin einige Gemeinschafftl. Jurisdiction zugestanden/ oder auch einiges Privilegium dagegen attendiret/ noch weniger von einem Herrn dem andern hierinnen Hinderung geschehen soll/ sondern alle solche Häußer dem Stadt-Magistrat, oder auch privativen Herrschafftlichen Immediat-Jurisdiction eines ieden Ortes unterwürffig seyn sollen.

VIII. Desgleichen nachdem bey denen Marschländern sich befindenden Kögen/ und zwar in specie in dem so genannten im Flenßburg-Bredstedtischen und Tunderischen belegenen Stordewercks/ und iedem Herrn zur Helffte zugetheilten Koeg/ unterschiedene von Adel entweder gleich von Anfang schon interessiret/ oder auch nachmahls sich darinnen eingekaufft/ und nunmehro ratione solcher Ländereyen ebenfalls sub communi regimine zustehen prætendiren; Indessen aber auch dieses wieder bemeldten Traventhalischen Tractat dahero läufft/ dieweilen keine Exceptio und Exemtio darwieder attendiret werden soll; So verbleibet es nochmahlen dabey/ daß die denen Adelichen sowohl als andern Personen/ in denen Kögen zuständige/ von ihren in der Landes-Matricul begriffenen Gütern separate Marsch-Ländereyen desjenigen Herrn Jurisdiction unterworffen seyn sollen/ in dessen Amt und Territorio sie liegen. Doch bleibet denen Possessoribus solcher Güter frey/ rechtlicher Art nach zu erweisen/ daß solche Marsch-Ländereyen schon vorhin unter derjenigen Pflug-Zahl begriffen/ welche in der Landes-Matricul ihren Gütern beygeleget ist.

ANNO 1712.

IX. Daß sonsten Ihr. Königl. Majest. den Diaconat-Dienst zu Nordhatstädt in Süder-Dithmarsen/ aus Mangel der Subsistence, eingezogen und die Revenuen dem Pastorat-Dienst beygeleget/ dabey lassen Ihr. Hochfürstl. Durchl. wegen daselbst eingepfarreten Unterthanen/ nach geschehener Remonstration, es nicht nur bewenden/ sondern wollen auch die Verfügung machen/ daß von denen in Norder-Dithmarsen etwa ausser stehenden/ und der Nordhatstädter Kirchen zugehörigen Capitalien seit einigen Jahren restirende Zinßen/ ohne weitern Anstand/ von denjenigen/ so sie zustehen/ ausgezahlet/ und die dem p. t. Pastori als zugleich Diacono loci, dem Herkommen nach beykommende gebührliche Accidentien gegönnet/ und nicht weiter entzogen werden sollen; wohingegen aber iedoch Ihr. Königl. Maj. versichern/ daß wann gleichfalls in dem Fürstl. Territorio aus zweyen Geistlichen Diensten/ ex eadem caula, einer gemacht werden solte/ Sie sodann ungeachtet dero Königl. Unterthanen mit eingepfarret/ sich einem solchem nicht opponiren/ noch denen Ihrigen verstatten wollen/ darinnen eine Hinderung zu machen.

X. Ebenmäßig wollen Ihr. Hochfürstl. Durchl. Ihre sechs Hufen von grossen Schierensee dahin weisen/ daß sie wiederum zu der Westensee Kirchen sich halten/ und was sie nach Anleitung des Hamburgl. Vergleich zu præstiren schuldig/ und etwa daran noch restiren mögten/ denen Eingepfarreten gleich/ leisten und nachlegen müssen/ doch mit dem ausdrücklichen Beding/ daß hinführo/ wann zu Westensee sich wiederum eine Priester-Vacance ereignen solte/ die Possessores von solchen sechs Hufen auch mit zur Wahl gezogen werden.

XI. Da auch verschiedene Irrungen zwischen beederseits Cantzleyen daraus entstanden/ daß keine beständige Abrede genommen/ was eine jede Cantzley in turno Regiminis absque communicatione, oder Beysitzung des Land-Gerichts zu decretiren berechtiget sey/ oder worüber nothwendig vorhero mit des andern Herrn Cantzley gepflogen werden müße? So ist als eine beständige norma beliebet/ daß hinführo von derjenigen Cantzley/ wo der turnus zu der Zeit ist/ ohne Communication mit des andern Cantzley erkannt werden können: Citationes & Mandata, so jura partium concerniren/ Communicatoria, vel Mandata cum Clausula; Remissiones ad judicium provinciale, Tutoria, Curatoria, Proclamata ad Preces Domini seu proprietarii, dispensationes in tertio gradu lineæ inæqualis. Im übrigen aber soll Communication geschehen/ wann etwas abgegeben wird/ welches vim Decreti inferiret/ wo Citationes oder Mandata zu cassiren/ wo die Execution oder würckliche Immission, oder auch Compossessio zu erkennen und zu verhängen; wo ein Commissorium, es sey nun ad preces partium oder ex officio, auf eines oder des andern Herren Räthe oder Mandatum ex officio, es seye ad inquirendum, oder sonsten/ zu ertheilen; wann in demjenigen/ was schon an das Land-Gericht verwiesen/ oder daselbst bereits an-

ANNO 1712.

anhängig ist/ eine Aenderung zu machen; wo venia ætatis, facultas testandi & alienandi, vel dispensatio in secundo gradu lineæ æqualis gesuchet wird; Mandata sine clausula, Proclamata ad preces Creditorum, confirmationes Transactionum, Contractuum vel Testamentorum, und hauptsächlich in allem demjenigen ohne Unterscheid/ worunter des Condomini jura nur einiger massen versiren: dergestalten/ daß wann dannoch in denen vor-specificirten Passibus etwas ohne Communication einseitig verfüget werden mögte/ ein solches an sich null und nichtig seyn solle.

XII. Nachdem auch von denen Hochf. Ministris angebracht/ wie daß durch geschehene Abwerfung der über die Ober-Eyder vormahlen gewesener Brücke anjetzo Jhr. Hochfürstl. Durchl. sehr litten/ indem sie so wohl vor Jhre selbst eigene Person genöthiget worden/ bey etwa nach Hamburg und der Orten vorfallenden Reisen/ nebst bey sich habender Suite, einen Umweg auf zwey Meile über Kiel zu nehmen/ als auch sonsten die Fürstl. Ministri und mit Briefen etwa abgehende Expressen, wegen der bey Nächtlicher Weile/ durch Rendsburg nicht practicablen Passage, ebenfalls solchen Weg nehmen müssen; Indessen aber zugleich hierbey angezeiget worden/ wie daß zwar zu Osterzade noch eine Brücke über die Ober-Eyder befindlich/ von dem Possessore des Guts hingegen die Farth darüber derentwegen nicht verstattet werden wolte/ dieweilen er befürchten müsse/ daß ein solches von Jhr. Königl. Majest. etwa ungnädig aufgenommen werden mögte; So ist gleichfalls beliebet/ und lassen Jhr. Kön. Majest. gern geschehen/ daß so wohl Jhr. Hochfürstl. Durchl. nebst deren Hoffstaat/ als auch die Fürstl. Ministri, wann sie nach Hamburg reisen/ wie nicht weniger die der Orten hingehende Staffetten/ ihren Weg über die Brücke zu Osterzade ungehindert nehmen mögen/ nur daß gleichwohl unter diesem Prætext auch keine andere reisende Personen sich solcher Farth bedienen/ noch weniger Kauffmanns-Waaren und dergl. Sachen übergebracht werden/ wovon der Zoll entrichtet werden muß. Dessen zu mehrer Urkund sind zwey gleichlautende Exemplaria hierüber verfertiget/ und bis auf Jhr. Königl. Maj. und Jhr. Hochfürstl. Durchl. aller- und gnädigste Ratification, von beederseits dazu bevollmächtigten Räthen unterschrieben und versiegelt worden. So geschehen zu Rendsburg den 30. April. 1712.

(L. S.) Thomas Balthasar von Jessen.
(L. S.) Johann Neve.
(L. S.) Georg Heinrich von Schlitz/ genannt von Görtz.
(L. S.) Christian Albrecht Calissen.
(L. S.) Heinrich Christian Stryke.

Anmerck. Vorstehender Erläuterungs-Recess ist von Jhrer jetzo regierenden Königl. Maj. zu Dännemarck-Norwegen ꝛc. vor Sich und Dero Königl. Erb-Successores an der Regierung/ in allen seinen Articuln/ Clausuln und Innhaltungen ratificiret/ approbiret und bestätiget/ auch bey Königl. Worten versprochen/ daß Sie denenselben Jhres Orts getreulich nachkommen und nicht gestatten wollen/ daß deme zugegen etwas gehandelt oder vorgenommen werden soll. Dat. Coldingen/ den 7. Mart. 1712.

Subscript.
(L. S.) FRIEDRICH REX.
C. Scheestedt.

ANNO 1712. 21. Juin.

## CXXX.

*Alliance & Capitulation entre Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *& le Louable Canton de* BERNE. *L'Alliance fut conclue à la Haye, le 21. de Juin 1712. & la Capitulation le 8. Janvier 1714.*

LEs Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Seigneurs l'Advoyer, petit & grand Conseil de la Louable République & Canton de Berne, aïant depuis longtems eu reciproquement les uns pour les autres une véritable & sincere amitié & une entiere confiance, ont jugé qu'il leur seroit utile & convenable de contracter ensemble un Traité de perpetuelle Union deffensive, qui puisse servir à leurs conservations & maintiens reciproques, & à cimenter indissolublement les Sentimens d'amitié & de confiance qu'ils ont eu jusques-ici les uns pour les autres. Pour cet effet, les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ont autorisé les Sieurs de Broeckhuysen, van Alphen, Heinsius, Coninck, Ploos van Amstel, de Burum, Steenberg, & Steenhuys, leurs Députez; & la Louable République & Canton de Berne, le Sieur Pesme de St. Saphorin, qui, en vertu de leurs autorisations, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à perpetuité une étroite Union deffensive entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'une part, & le Louable Canton de Berne de l'autre; en vertu de laquelle étroite Union, les Parties contractantes s'engagent d'avoir reciproquement un fidelle soin de leurs Intérêts mutuels, & de s'assister par tous les bons offices possibles, de prévenir le mal, dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & de s'entre-secourir réciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'Union s'étend de la part du Louable Canton de Berne, à la deffense du Païs de leurs H H. PP. & à celle de leurs Barrieres, telles qu'elles seront réglées dans le Traité de la Paix; & cela, soit que leursdits Païs ou Barrieres fussent attaquées, soit que L. H. P. fussent obligées d'entrer en Guerre pour la deffense de leurs Païs ou Barrieres. Leurs H. P. de plus seront dans le pouvoir d'emploïer les Troupes du Louable Canton qu'elles auront à leur service, pour la deffense de tous les Etats du Roïaume de la Grande-Brétagne, qui sont dans l'Europe.

III. Le Louable Canton de Berne s'engage dans ce Traité de laisser au service de Leurs H H. P P. non seulement les 16. Compagnies de Berne qui avoient déja été avouées par le Louable Canton dans le projet de la Capitulation faite ci-devant, mais encore 8. autres Compagnies, commandées, l'une par un Bourgeois de Berne, & les 7. autres par des Sujets du Canton. Il avoûëra toutes les 24. Compagnies, & fournira aux Capitaines qui les commandent & qui les commanderont dans la suite, les Recrues nécessaires pour les maintenir, sans que le Louable Canton puisse rappeller en nul tems, lesdites 24. Compagnies que dans les cas marquez dans l'Article sixième du présent Traité.

IV. Le Louable Canton de Berne s'engage de plus d'accorder à Leurs H H. P P., en cas qu'elles fussent attaquées, ou en péril inévitable de l'être, une nouvelle Levée de 4000. Hommes, sans que ledit Canton puisse se dispenser d'exécuter cet engagement, à moins que lors qu'on lui demandera la nouvelle Levée il fût lui-même en Guerre, ou dans le péril éminent d'y entrer, & quand les Troupes seront levées, il leur fournira les recrues nécessaires.

V. D'autre part, Leurs H H. P P. s'engagent au Louable Canton de Berne, en vertu du présent Traité, à la défense de la Ville de Berne, & à celle de tous les Etats qui sont sous sa domination, & sur lesquels elle a droit de Souveraineté, de même qu'à la deffense de ses Combourgeois, & à celle de la Ville de Geneve, qui est sa Barriere; ses Combourgeois sont la Comté de Neuf-châtel, Vallangin, Bienne, la neuve & la bonne Ville & le Munsterthal.

VI. Si le Louable Canton de Berne étoit attaqué, ou se trouvoit engagé dans une Guerre, soit pour sa défense, soit pour celle de ses Combourgeois, ou ses Sujets, ou de sa Barriere, Leurs H H. P P. lui fourniront pour Subside une somme pareille à ce, à quoi

ANNO 1712.

quoi monte la paye préſente des 24. Compagnies, tant de Berne, que des Sujets du Louable Canton, qui ſont préſentement à leur Service. Ce Subſide ſera païé régulierement de mois en mois, pendant tout le tems que la Guerre durera; mais ſi le Louable Canton de Berne ſe trouvoit engagé, ou qu'il ſe vit dans le péril inévitable d'une Guerre ſi redoutable, qu'il ſe crût dans la néceſſité abſolue & indiſpenſable de rappeller ſes Troupes qui ſeront au Service de Leurs HH. PP. Elles ſeront obligées de les lui renvoïer à ſa premiere demande, au choix du Louable Canton, ſoit une partie, ſoit toutes les Compagnies qui ſont préſentement à leur Service, & cela, ſoit que Leurs HH. PP. ſoient elles-mêmes en Guerre ou non, mais avec ces reſtrictions, que ſi Leurs HH. PP. étoient en Guerre, & que le Louable Canton s'y trouvât de ſa part engagé avec d'autres parties du Louable Corps Helvetique, ce dont Dieu veuille les préſerver, ſans qu'aucune Puiſſance Etrangere aſſiſtât, ni directement ni indirectement, leſdites Parties du Corps Helvetique, avec leſquelles il ſeroit en Guerre, ledit Louable Canton ſe devra, en ce cas-là, contenter du Subſide ſans pouvoir rappeller leſdites 24. Compagnies; de plus, quand même le Louable Canton de Berne ſeroit en Guerre avec quelque Puiſſance Etrangere, Leurs HH. PP. ne ſeroient pas dans l'obligation de lui envoïer, en cas qu'elles fuſſent elles-mêmes en Guerre, ce qu'elles pourroient avoir alors de Troupes du Canton, de ſurplus que les 24. Compagnies. Quoi que ledit Louable Canton de Berne s'engage de bonne foi à ne les rappeller, par rapport même à des Guerres Etrangeres, que lors qu'il ſe trouveroit engagé, ou dans le péril d'une Guerre ſi redoutable, qu'il ne puiſſe ſe diſpenſer de rapeller ou toutes, ou une partie des 24. Compagnies, il ſera toujours à lui à connoître ſi la néceſſité éminente requiert qu'il les rappelle, & lors qu'il les demandera, Leurs HH. PP. les lui renvoïeront inceſſamment, ſans pouvoir apporter aucune difficulté, & en faiſant les offices convenables vers les Princes & Etats par où leſdites Troupes devront paſſer, pour avoir le libre paſſage & l'aſſiſtance néceſſaire. Si une partie, ou toutes les 24. Compagnies ſe trouvoient dans le cas ſuſdit rappellées par le Canton, Leurs Hautes Puiſſances s'engagent de les païer, & les entretenir pour le ſervice dudit Canton pendant tout le tems qu'il ſera en Guerre, & tout ce que leur coûtera ledit eutretien ſera défalqué ſur les Subſides qu'elles s'engagent de lui payer; cette défalcation ſera comptée & commencera depuis le jour que les Troupes partiront pour la Suiſſe, juſques au jour qu'elles partiront pour revenir dans les Etats de Leurs Hautes Puiſſances, avec cette obſervation que ſi Leurs H. P. jugeoient à propos de ſe prévaloir dans la ſuite du pouvoir qu'elles ont par l'Article X. du préſent Traité, de réduire leſdites 24. Compagnies à 150. Hommes chacune en tems de Paix, elles ne ſeroient obligées de païer & d'entretenir pour le ſervice du Canton les Compagnies que ledit Canton rappellera, que ſur le pied de la réduction qui aura été faite par Leurs HH. PP. avant ledit rappel; bien entendu qu'elles ſeront toujours païées complettes ſur le pied de ladite réduction avec l'Etat major, tel qu'il eſt néceſſaire pour le nombre des Compagnies que l'on rapellera, & avec la gratification qui eſt accordée aux Capitaines pour la paye, & pour celle des Officiers; mais ſi le Canton ſe contente, ſoit pour une partie, ou pour le tout, du Subſide; alors on le lui païera, ainſi qu'il eſt dit au commencement de cet Article, ſur le pied que les Compagnies le ſont préſentement.

VII. Ces Troupes reſteront toujours au ſervice de L. H. P. quoi qu'emploïées pour la défenſe du Louable Canton & reviendront enſuite dans les Etats de Leurs Hautes Puiſſances d'abord que le Louable Canton ne ſera plus dans la néceſſité de s'en ſervir.

VIII. Les 24. Compagnies, qui ſont préſentement au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances, ſeront miſes dans trois ou dans deux Régimens, au choix de Leurs Hautes Puiſſances. Si c'eſt dans trois, deux Regimens ſeront compoſez chacun de huit Compagnies uniquement commandées par des Bourgeois de Berne, & les Compagnies de l'autre Régiment ſeront indifféremment commandées par des Bourgeois ou Sujets du Canton de Berne. Si on n'en compoſe que deux Regimens, chacun de douze Compagnies; Les Capitaines de l'un des deux Régimens devront tous être Bourgeois de Berne, & dans l'autre les quatre Compagnies, qui ſont préſentement commandées par des Bourgeois de Berne, & qui devront être dans ledit Régiment, reſteront à des Bourgeois de Berne, & les autres ſeront indifféremment données & commandées par des Bourgeois de Berne ou Sujets du Canton.

ANNO 1712.

IX. Leurs Hautes Puiſſances ſeront dans l'obligation, qu'après que la Paix ſera faite, de mettre les Compagnies du Louable Canton de Berne dans deux ou trois Regimens, mais qu'en attendant que cette ſéparation ſe faſſe, les Compagnies du Régiment de May, commandées par des Bourgeois de Berne, ne pourront être redonnées qu'à des Bourgeois de Berne, & le Louable Canton aura à préſent la nomination des Capitaines du Regiment.

X. Quant aux autres ſeize Compagnies ſoit des Bourgeois de Berne, ſoit des Sujets du Louable Canton qui ſont répandues dans divers autres Régimens Suiſſes au Service de Leurs Hautes Puiſſances, les huit Compagnies déja avouées par le Canton & commandées par des Bourgeois, reſteront toûjours entre les mains des Bourgeois; & les autres huit Compagnies ſeront données indifféremment à des Bourgeois de Berne, ou à des Sujets dudit Canton & non à d'autres; mais du reſte, jusques à cette ſéparation des Compagnies qui ſont dans divers Régimens, le choix des Capitaines lors que les Compagnies viendront à vaquer, ſe fera ainſi qu'il a été pratiqué juſqu'à préſent.

XI. Les 24. Compagnies, qui ſont préſentement au Service de Leurs Hautes Puiſſances, ſeront conſervées en tems de Paix; mais L. H. P auront le Pouvoir de les réduire à 150. Hommes chacune.

XII. Lors que Leurs Hautes Puiſſances feront de nouvelles Levées dans le Louable Canton de Berne, en vertu de l'engagement, que le Louable Canton prend dans ce préſent Traité, ledit Canton aura le choix des Capitaines qui commanderont les nouvelles Levées; mais il s'engage à n'en choiſir que d'experimentez & de capables.

XIII. Leurs Hautes Puiſſances pourront choiſir parmi les Capitaines qui auront été nommez & choiſis par le Canton de Berne, les Officiers de l'Etat Major.

XIV. Lors qu'un Régiment ſera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Régiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvû que le dernier ait huit ans de ſervice en qualité d'Officier, ſans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenans du Régiment ſeront nommez, & le Louable Canton de Berne aura droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenans nommez par le Colonel.

XV. Leurs Hautes Puiſſances donneront pour la nouvelle Levée la même ſomme qui a été donnée aux Capitaines Suiſſes qui en ont des particulieres pour elles.

XVI. La Capitulation pour les nouvelles Levées ſera la même que celle qui a été faite pour les Troupes Suiſſes Proteſtantes, qui ſont déja au Service de L. H. P. avec cette obſervation que, ſans rien changer par rapport à la paye, cette Capitulation doit être miſe le plus clairement poſſible, afin qu'il ne puiſſe naître aucune difficulté à l'égard de ſon exécution, & tout ce qui n'eſt pas réglé dans le préſent Traité, le doit être dans la Capitulation de la maniere la plus avantageuſe pour les deux Parties contractantes, cette Capitulation étant bien éclaircie, devra avoir la même force, que le préſent Traité.

XVII. Toutes les Alliances du Louable Canton, ſoit avec la Suiſſe en géneral, ſoit avec quelque partie en particulier, ſont ici reſervées. Les Troupes du Louable Canton de Berne ne pourront pas être emploïées au préjudice des Traitez que les Louables Cantons ont fait avec la France, ſoit avec la Souveraine Maiſon d'Autriche; Mais comme ces Alliances ſont de même que le préſent Traité d'Union deffenſive, le Louable Canton ne permettra pas que les ſuſdites deux Puiſſances emploient leurs Troupes Suiſſes audelà des termes que preſcrivent ces Alliances, ni qu'elles s'en ſervent contre les Etats de leurs H. P. ni contre leurs Barrieres.

XVIII. Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne ſera en droit d'entrer dans le préſent Traité d'Union, ſur le pied du Projet qui avoit été propoſé

ANNO 1712.

de faire avec Sadite Majeſté conjointement avec leurs Hautes Puiſſances.

XIX. Les autres Parties du Louable Corps Helvetique Proteſtantes, auront auſſi droit d'entrer dans ce Traité, proportionnant le ſecours de Leurs Hautes Puiſſances en leur faveur aux Troupes qu'ils s'engagent de donner.

XX. L'échange des Ratifications ſe fera dans deux mois, au plus tard, & plûtôt s'il ſe peut. Ainſi fait & conclu entre les ſouſſignez Députez de Leurs Hautes Puiſſances & le Sieur Peſme de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne. A la Haye le 21. Juin 1712.

*Article Séparé.*

COMME avant la concluſion & la ſignature du Traité d'Union conclu & ſigné aujourd'hui entre Leurs Hautes Puiſſances & le Louable Canton de Berne, il s'eſt élevé depuis peu une Guerre inteſtine dans la Suiſſe, il eſt ſtipulé, par cet Article ſéparé qui aura la même force comme s'il étoit inſéré dans le Traité principal, que Leurs Hautes Puiſſances ne ſeront pas obligées par ledit Traité de fournir à la République de Berne pour la Guerre inteſtine préſentement allumée en Suiſſe le Secours ici ſtipulé; mais ſi des Puiſſances Etrangeres prenoient occaſion de cette Guerre pour attaquer les Païs de ſa Domination & ſur leſquels elle a Droit de Souveraineté, de même que ſes Combourgeois & ſa Barriere, Leurs Hautes Puiſſances ſeront alors obligées à remplir les Conditions du Traité: Le préſent Article ſera ratifié en même tems que le Traité principal. Ainſi fait & ſigné entre les ſouſſignez Députez de Leurs Hautes Puiſſances & le Sieur Peſme de St. Saphorin, de la part du Louable Canton de Berne. A la Haye le 21. Juin 1712.

*Signé,*

BROEKHUYSEN, PESME DE ST. SAPHORIN.

HEINSIUS,

PLOOS VAN AMSTEL,

STEENBERG,

VAN ALPHEN,

CONINCK,

VAN BURUM,

VAN STEENHUYSEN.

*Extract uyt de Reſolutien van de Heeren Staten van Holland en Weſt-Vriesland, en haer Ed. Groot. Mog. Vergaderingh genomen op Woensdagh den* 13. *December* 1713.

BY reſumptie gedelibereert zynde op de Miſſive van de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden geſchreven alhier in den Haeg den 23. Auguſty laeſtleden, hebbende tot bylage een project Capitulatie over de Switzerſe Compagnien van het Canton van Berne, by de Heeren haer Hog. Mog. Gedeputeerden tot de Buytenlandſche Saaken, met eenige Heeren Gecommitteerden uyt den Raet van State geformeert, ingevolge en tot voldoeninge van het jongſte Tractaet met het voorgemelde Canton van Berne geſloten, onder de notulen van de voorſz 23. Aug. breeder gementioneert hebben de Heeren van de Ridderſchap en Edelen, mitsgaders de Gedeputeerden van de reſpective Steden, uyt name en van wegen Burgemeeſteren en Vroedſchappen van deſelve Heeren haaren Principalen geconſenteert en bewilligt, gelyk haer Ed. Groot Mog. conſenteeren en bewilligen by deſen in de Capitulatie voor de Switzerſche Compagnien van Berne, ſoo ende invoegen de ſelve hier na ſtaat geinſereert.

*Fiat inſertio.*

Accordeert met de voorn. Reſolutie.

*Was geteekent*

SIMON VAN BEAUMONT.

ANNO 1712.

CAPITULATION *pour les Nouvelles Levées que Leurs Hautes Puiſſances feront à l'avenir en droit de faire dans le Louable Canton de Berne, en conformité de leur Traité d'Union avec ledit Canton & pour l'entretien de toutes les Troupes du Canton qu'elles ont ou pourront avoir à leur Service.*

I. LEURS Hautes Puiſſances avanceront pour la Levée d'une Compagnie ſix mille Livres de France à trois Livres pour l'Ecu en eſpece, qui ſeront en ſuite rabattues aux Capitaines à raiſon de deux cens cinquante Livres par mois, à commencer du jour que la Compagnie ſera complette, ſans que les Capitaines ſoient obligez de païer aucun intérêt pour cette ſomme.

II. Leurs Hautes Puiſſances donneront, ſans les pouvoir rabattre, cinq Ecus pour chaque Soldat, pour ſe rendre au lieu d'aſſemblée dans une Ville de la dépendance des Sept Provinces-Unies, la plus à portée de la Suiſſe, laquelle on aſſignera de bonne heure, & à meſure de leur arrivée au lieu d'aſſemblée la païe ordinaire commencera; Et afin que le Capitaine puiſſe payer les Officiers, il jouïra de la moitié de la Gratification dès qu'il aura cent hommes; mais ſi les nouvelles Levées ou recruës étoient, ou arrêtées en chemin par les Pays où elles devront paſſer, ou enlevées par les Ennemis de l'Etat, ſans qu'il y eût de la faute du Capitaine, L. H. P. y auront les égards convenables.

III. Leurs Hautes Puiſſances donneront auſſi, ſans les pouvoir rabbatre, cinq Ecus par Homme, pour les fraix de Suiſſe en Hollande.

IV. Chaque Compagnie doit être compoſée pour le moins de deux tiers de Suiſſes, & il ſera permis aux Capitaines de remplir l'autre tiers par des hauts-Allemands, ſavoir des Cercles de Suabe, d'Autriche, de Baviere, de Franconie, du haut Rhin, & de la haute Saxe, & les Capitaines auront deux mois pour remplacer par de bons Hommes, tels qu'ils ſont obligez de les avoir, ſuivant cet Article, ceux qu'ils viendront à perdre autrement que par congé, ou par l'expiration du terme pour lequel ils auront été engagez; bien entendu que les Compagnies devront être complettes à la revuë generale qui ſe fait au Printems, ſans que les Capitaines puiſſent prétendre les deux mois pour ceux qui manqueront alors. Il ne ſera permis aux Capitaines de donner des Congez pour quelque raiſon que ce ſoit, depuis la Revuë générale, juſques au 15. du mois de Novembre, à moins qu'ils n'euſſent après ladite revuë génerale plus de monde que le compte de leurs Compagnies; auquel cas ſeul, & en le faiſant voir préalablement, ils pourront congédier ceux qu'ils ont de ſurplus; & les Capitaines ſeront obligez de marquer diſtinctement, dans les Rolles des Revuës que L. H. P. ſeront en droit de faire toutes les fois qu'elles voudront, la maniere, ſoit déſertion, mort, ou autre, dont ils auront perdu les Hommes qui manqueront depuis la Revuë précedente & dont ils prétendront la paye pendant ledit Terme de deux mois, & de confirmer le contenu des Rolles par Serment. Si les Capitaines négligent de prendre le ſoin néceſſaire pour la conſervation de leurs Compagnies & qu'ils cauſent par-là de la déſertion, ou bien s'ils donnent des Congez depuis la Revuë du Printems, juſques au 15. Novembre, à moins que ce ne ſoit les Congez de ceux qu'ils auront de plus que le compte de leurs Compagnies, ils ſeront mis au Conſeil de Guerre, & caſſez, ou punis autrement ſuivant l'exigence du cas, & ſuivant les Loix de Leurs Hautes Puiſſances.

V. Le Capitaine fournira, à ſes dépens, à ſa Compagnie les Armes & les Habits.

VI. Une Compagnie nouvellement levée, ne pourra être congédiée que trois ans après qu'elle aura commencé à jouïr de la gratification.

VII. Leurs Hautes Puiſſances païeront, en tems de Guerre, pour chaque Homme 16. Livres quatre ſols de France, c'eſt treize Livres dix Sols de Hollande, par mois, à compter douze mois, dans l'Année; mais en tems de Paix, elles pourront diminuer ladite païe de dix Sols d'Hollande par Homme, ſans la pouvoir mettre plus bas.

VIII. Chaque Compagnie doit être pourvûe de tous

ANNO 1712.

tous les Hauts & Bas Officiers néceſſaires, ſavoir, d'un Capitaine, d'un Capitaine Lieutenant, d'un Lieutenant, d'un Sous-Lieutenant, d'une Enſeigne, de ſix Cadets, de quatre Sergeants, de quatre Bas Officiers, à ſavoir, un Fourrier, un Porte-Enſeigne, un Capitaine d'Armes, & un Prevôt; Item d'un Secretaire, d'un Chirurgien, de quatre Trabants, de ſix Corporaux, & d'autant d'Apointez en tems de Guerre, mais en tems de Paix les Capitaines ne ſeront obligez d'avoir que quatre Corporaux, & autant d'Appointez; il devra de plus avoir quatre Tambours avec un Phifre, & le Capitaine ſera obligé de païer leſdits Hauts & Bas Officiers, auſſi bien que les Soldats de ſa Compagnie, ſur le pied ſuivant; Savoir, en tems de Paix, au Capitaine-Lieutenant cent Livres par mois, à trois Livres pour un Ecu en eſpece; au Lieutenant ſeptante-cinq, au Sous-Lieutenant ſoixante, à l'Enſeigne cinquante, aux premiers Sergeants vingt-quatre chacun, aux deux derniers Sergeants chacun vingt, aux quatre Bas-Officiers, chacun dix-huit; aux Corporaux, chacun quinze; aux Appointez, quatorze à chacun; aux Trabants, chacun quinze; aux Cadets dix-huit chacun; & les Capitaines ſeront obligez de faire le décompte aux Soldats ſur le pied de douze Livres huit Sols par mois, dont ils leur païeront, chaque Semaine, la valeur de 40. Sols & demi de France; ce qui eſt la même païe qu'ils ont eu juſques à préſent. En temps de Guerre, les Capitaines ſeront obligez de païer par mois au Capitaine-Lieutenant, cent-vingt francs; au Lieutenant quatre vingt-dix, au Sous-Lieutenant ſeptante-cinq, à l'Enſeigne ſoixante, & à chacun des Cadets vingt Livres, Ils bonifieront auſſi dix Sols par mois à chaque Soldat de plus qu'en tems de Paix; mais ils ne leur donneront toujours que le même argent de Semaine, bien entendu que cela eſt bon argent de France, à trois Livres pour l'Ecu en eſpèce, ou pour 50. Sols de Hollande.

IX. Lors qu'une Compagnie Suiſſe ſera ſur le pied de deux cens Hommes effectifs, on payera au Capitaine vingt & ſept Hommes de gratification.

X. Si même une Compagnie, qui devroit être de deux cens Hommes effectifs, n'en avoit que cent ſeptante cinq, le Capitaine jouïra toujours de ſa gratification de vingt & ſept Hommes, & ſera outre cela païé pour les préſens & effectifs, pourvû qu'ils ne ſurpaſſent pas deux cens Hommes.

XI. Mais ſi une Compagnie, qui devroit être de deux cens Hommes, n'en avoit au delà de 174. effectifs, le Capitaine perdra alors la moitié de ſa gratification.

XII. Et s'il laiſſoit diminuer ſa Compagnie, juſques au deſſous de cent ſoixante cinq Hommes, il perdroit alors toute ſa Gratification, & il ne lui ſeroit païé que des effectifs.

XIII. Si Leurs Hautes Puiſſances jugeoient à propos de réduire Leurs Compagnies Suiſſes, ainſi qu'elles ont été pendant quelque tems, à cent ſeptante-huit Hommes effectifs, en y comprenant tous les Hauts & Bas Officiers, comme auſſi les Tambours, Phifres, & Trabants, on payera, outre les effectifs, aux Capitaines, vingt-ſept Hommes de gratification.

XIV. Et même lors qu'une Compagnie, ſur le pied de cent ſeptante-huit Hommes, n'auroit réellement que 153. Hommes, le Capitaine, outre le payement des effectifs, jouïra encore de la Gratification de vingt-ſept Hommes.

XV. Mais ſi elle ſe trouvoit au-deſſous de cent cinquante & deux Hommes, le Capitaine ne jouïra que de la moitié de la Gratification.

XVI. Et ſi elle tomboit au deſſous de cent quarante Hommes, le Capitaine perdroit toute la gratification, & ne ſeroit païé que pour les préſents & effectifs.

XVII. Leurs Hautes Puiſſances ſeront dans le pouvoir de reduire en tems de Paix, les Compagnies à cent cinquante Hommes, & non à moins, & alors Elles ne payeront que vingt-cinq Hommes de gratification, comme il a été reglé après la Paix de Ryſwyk.

XVIII. Lors qu'une nouvelle Compagnie ſera congédiée, Leurs Hautes Puiſſances lui païeront deux mois de gages pour ſon retour en Suiſſe.

XIX. Si L. H. P. diminuent, conformément au droit qu'elles en auront par le Traité d'Union, nombre des Hommes qui ſont dans les Compagnies du Canton, qu'elles s'engagent par le même de conſerver ſur pied, Elles donneront pour le renvoi de tout ce qu'elles réformeront, deux mois de gages par Tête.

ANNO 1712.

XX. L'Etat Major des Regimens, tant des Bourgeois de Berne, que des Sujets du Canton, ſera païé au Colonel à raiſon de ſix cens Rixdalers à cinquante Sols la piece par mois en tems de Guerre, & quatre cens en tems de Paix, & le Colonel païera ſur cela tous les Officiers & perſonnes compriſes dans l'Etat Major, le tout ainſi qu'il eſt pratiqué juſques à préſent en tems de Paix, & en tems de Guerre, le Colonel ne ſera pas en droit de demander augmentation des gages, en cas qu'il fût trouvé à propos de mettre le Régiment à 3. ou 4. Bataillons.

XXI. L. H. P., ou bien, ſi les Régimens ſont repartis ſur les Provinces, celles ſur leſquelles les Officiers de l'Etat Major ſont païez, auront le choix, ſoit en cas de vacance, ſoit dans les nouvelles Levées, des Colonels, Lieutenans Colonels, & Majors, qui dans les nouvelles Levées devront être pris parmi les Capitaines choiſis par le Canton; & qui dans les vacances devront être remplis, pour les deux Régimens compoſez uniquement des Bourgeois de Berne par d'autres Bourgeois, qui ſont actuellement au Service de l'Etat; & dans les Regimens, où les Bourgeois, & les Sujets ſont également admiſſibles, par des Bourgeois ou Sujets qui ſont de même au Service de l'Etat, à moins qu'il n'y ait des raiſons particulieres très-preſſantes & très-fortes qui y fuſſent contraires. Les Places de l'Etat Major, qui viendront à vaquer, ſeront remplies par des Officiers du même Régiment où la vacance arrivera; Les Places vacantes de l'Etat-Major ſeront remplies dans ſix Semaines après l'Avertiſſement qui en ſera donné, par l'Officier Commandant du Régiment, au Colonel Général; Lequel terme étant expiré, ſans que la Place vacante ait été remplie, l'Officier du Regiment, qui eſt le plus proche par rang & ancienneté pour remplir la Place vacante, ſera cenſé d'en être pourvû, & ſera, en vertu de cette Capitulation, admis au Serment, bien entendu que les Etats de la Province qui auront le droit de remplir les Charges de l'Etat Major ayent été aſſemblez pendant leſdites ſix ſemaines; S'ils ne l'avoient pas été ils devront remplir leſdites Charges aux conditions ſuſdites à leur prémiere ſéance. Quant aux Compagnies de tous les Régimens du Canton de Berne déja formez, ſoit de ceux qui ſe formeront à l'avenir, lors qu'elles viendront à vaquer, le choix des Capitaines appartiendra audit Louable Canton, ſous la reſtriction marquée dans le quatorziéme Article du Traité d'Union, qui contient: Lors qu'un Regiment ſera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Régiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvû que ce dernier ait huit ans de ſervice en qualité d'Officier; Sans quoi, les deux plus vieux Capitaines-Lieutenans ſeront nommez & le Louable Canton de Berne aura le droit de donner ladite Compagnie, à l'un des deux Capitaines-Lieutenans nommez par le Colonel; & immediatement après que la vacance ſera arrivée, le Colonel envoïera au Canton la Nomination en conformité dudit Article, dont il envoïera en même tems la copie au Colonel Géneral; & ſix Semaines, au plus tard, après que le Canton aura reçu ladite nomination, celui à qui l'on aura conféré ladite Compagnie devra preſenter au Colonel Géneral la Patente du Canton; ſur laquelle Patente on expediera de la part de L. H. P. ou des Provinces reſpectives, les Actes néceſſaires, lequel terme de ſix Semaines étant expiré ſans que le Canton ait envoïé la Patente, L. H. P., ou bien la Province, ſur laquelle la Compagnie eſt payée, ſeront en droit de remplir la Place vacante, en ſe conformant, pour le choix de la Perſonne, à l'Article quatorze du Traité d'Union; Mais s'il arrivoit une Vacance, ſoit dans une Bataille, ou dans un Siege, alors le Terme de ſix Semaines, qui eſt donné au Canton pour le choix des Capitaines, ſera reſtraint à un mois après que ledit Canton aura reçu la Nomination.

XXII. Les Capitaines des Regimens du Louable Canton de Berne auront la Nomination des Officiers ſubalternes de leurs Compagnies, ſous l'agrément du Colonel reſpectif, & du Colonel Général, bien entendu que le rang & l'ancienneté ſeront obſervées autant que le bien du Service, & la conſervation des Compagnies le pourront permettre;

&

ANNO 1712. & lors qu'il y aura une Vacance dans une Compagnie, le Capitaine devra nommer dans trois semaines au plus tard l'Officier qu'il choisira pour la remplir, & cette nomination agréant au Colonel, celui-ci en donnera avis au Colonel Géneral, qui devra aussi, dans trois semaines au plus tard, faire expédier son attache ; mais si elle n'arrive dans ledit tems, le Colonel pourra toujours faire reconnoître l'Officier qui lui aura été présenté par le Capitaine, de telle maniere qu'au plus tard, six semaines après qu'il y aura eu une place d'Officier subalterne vacante, ladite Place devra être remplie ; ce à quoi les Colonels & Commandans des Regimens seront obligez de tenir exactement la main ; Cependant avec cette distinction, que, si le Capitaine de la Compagnie où il y aura une Place vacante, ou le Colonel du Régiment, se trouve alors en Suisse, ou bien que le Colonel Géneral soit hors du Païs de l'obéissance de Leurs Hautes Puissances, ils auront en ce cas, cinq, au lieu de trois semaines.

XXIII. Il sera permis au Capitaine, & non pas au Colonel, de pourvoir sa Compagnie d'Armes & d'habits, à condition que les Armes seront du même Calibre que celles des autres Troupes de l'Etat, & que pour la fabrique, façon & couleur de l'habillement, le Capitaine suivra l'Ordonnance, ou Réglement de l'Etat, & au défaut de telle Ordonnance, ou Réglement, ce qui sera réglé par le Colonel, de l'aveu & consentement de la pluralité des Capitaines du Regiment.

XXIV. Les Munitions de Guerre seront données gratis par Leurs Hautes Puissances à chaque Compagnie.

XXV. Les Troupes du Louable Canton auront leur propre Justice comme la Nation Helvétique en jouït par tout ; sans que l'on puisse en distraire personne du Conseil de Guerre de la Nation pour des faits personnels, bien entendu que la Justice sera renduë suivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puissances, le Colonel Géneral nommera à leur tour & rang les Assesseurs pour les Conseils de Guerre ; qui seront composez d'Officiers de plusieurs Regimens ; mais il ne pourra pas y présider.

XXVI. Il sera permis à chaque Compagnie d'avoir en Campagne son propre Vivandier.

XXVII. Chaque Compagnie doit être regulierement, & entiérement païée chaque mois.

XXVIII. Le Capitaine fera les recruës de sa Compagnie à ses propres fraix ; mais, en cas qu'une Compagnie fût affoiblie dans une action de Guerre, le Capitaine aura deux mois pour la rétablir, & sera païé cependant, sur le pied de la Revuë qui aura précedé l'occasion ; mais, s'il arrivoit de grands malheurs à une Compagnie, ou une grande désertion, provenuë soit d'extrêmes fatigues & marches dans le mauvais tems, ou par d'autres accidens, où l'on verroit visiblement qu'il n'y auroit point de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances y auront les égards convenables, afin que les Capitaines ayent le tems & les moïens, de remplacer, par d'autres bons Soldats, le monde qu'ils auront perdu.

XXIX. A l'égard du Logement, Service, Pain de munition, Hôpitaux pour les malades, blessez, & estropiez, les Officiers & les Soldats seront traitez de la même maniere que le sont les autres Officiers & Soldats de l'Etat, & les Colonels pourront, de l'aveu & consentement de la pluralité des Capitaines de leurs Régimens, dont les Compagnies seront payées sur la même Province, emploier quel Solliciteur ils trouveront convenable ; mais ils ne pourront en changer sans payer préalablement à celui dont ils se seront auparavant servis, tout ce qu'il auroit avancé pour eux, ou pour le Régiment ; ils traiteront eux-mêmes avec le Solliciteur qu'ils choisiront, & on ne pourra point les obliger à payer des pensions à qui que ce soit. Les Réglemens, qui ont été faits par leurs Nobles Puissances du Conseil d'Etat en date du 5. Decembre 1711. par rapport aux cinq Ecus que l'on doit païer aux Capitaines, pour chaque Soldat que l'on perdra devant l'Ennemi, & que les Officiers recruteront en Suisse, de même que pour les 1500. Florins par Bataillon pour les Chariots de Bagage, subsisteront toujours en tems de Guerre, & l'on passera, conformément à la même Résolution, un Homme par Compagnie pour la sollicitation.

XXX. A l'égard des Fourrages qu'ils seront obligez de prendre dans les Magazins de Leurs Hautes Puissances, entant que l'on ne peut pas les trouver ailleurs, ils ne les payeront qu'au prix que les autres Troupes Nationales payent. ANNO 1712.

XXXI. Les Troupes du Louable Canton ne pourront être emploiées sur Mer, ni être transportées par Mer dans les Païs Etrangers, hormis au Roïaume d'Angleterre pour sa défense.

XXXII. A l'egard des Congez, dont les Officiers auront besoin pour sortir de leurs Garnisons, ils seront sujets aux mêmes ordres & Réglemens que les autres Officiers de l'Etat, avec cette distinction, que l'avis du Colonel Géneral sera pris sur les Congez, pour aller en Suisse, ou autres qui seront demandez pour plus de trois mois. Ainsi fait & conclu entre les soussignez Députez de Leurs Hautes Puissances & le Sieur de Pesme de St. Saphorin autorisé à cet effet de la part de la Louable République & Canton de Berne. A la Haye le 8. Janvier 1714.

*Etoit signé,*

BROEKHUYSEN. (L. S.) A. DE PESME DE ST. SAPHORIN. (L. S.)

(L. S.) DE RHEEDE.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) A. VELTERS.

(L. S.) A. E. v. HAREN.

(L. S.) H. VAN ISSELMUYDEN.

(L. S.) E. TAMMINGA.

## CXXXI.

*Declaration de* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, faite à ses Ministres touchant sa Renonciation à la Couronne de France. A Madrid le 3. Juillet* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 54.] 3. Juill.

QUOI que je vous aie fait sçavoir en d'autres occasions, diverses choses au sujet de la Paix ; j'ai pourtant toûjours tâché d'en tenir quelques particularitez secretes, jusqu'à ce que la Paix fût assûrée. Maintenant, qu'avec le secours du Ciel elle est entiérement réglée avec l'Angleterre, j'ai bien voulu vous communiquer les principaux Articles en quoi elle consiste, parce que les avantages qui en résultent me sont tout à fait favorables : Car il ne sera pas démembré de la Monarchie Espagnole un seul pié de terrain dans les Indes, & j'espere de posseder ces Païs-là dans leur entier, ainsi que les a possedez feu M. mon Oncle de glorieuse memoire ; le Roy mon Grand-Pere cedant seulement aux Anglois les Conquêtes qu'ils ont faites dans les Indes pendant cette Guerre, avec la Ville de Dunkerque, afin qu'ils gardent cette Place dans l'état où elle est, jusqu'à la Paix générale, qu'elle doit ensuite être démolie aux dépens des Hollandois : Le Commerce aux Indes sera réglé entre les Anglois & les François, comme du tems de mon Oncle Charles II. : Et j'attens dans peu un Exprés, avec l'avis d'une générale Suspension d'Armes.

Les instances du Roi mon Grand-Pere ont été fort grandes, à ce que dans l'Acte de Rénonciation je vouluſſe préferer la Monarchie de France à celle d'Espagne ; mais ni ces importantes sollicitations, ni la consideration de la grandeur & des Forces de la France, n'ont pû alterer en moi la reconnoissance & les obligations que j'ai aux Espagnols, de qui la fidélité a affermi sur ma tête la Couronne que la Fortune avoit renduë chancelante en deux fameuses occasions ; de sorte que pour demeurer uni avec les Espagnols, non seulement je préfererois l'Espagne à toutes les Monarchies du Monde, mais je me contenterois d'en posseder la moindre partie pour n'abandonner pas la Nation. Et pour preuve de la verité de ce que je dis, & que cette Monarchie soit assurée à mes Descendans, j'ai bien voulu qu'ils renoncent à tous leurs Droits sur la Couronne de France en faveur du Duc de Berri mon Frere, & du Duc d'Orleans mon Oncle, &c.

*Autre*

ANNO 1712.

*Autre Declaration ou Decret de* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Eſpagne, touchant ſa Renonciation à la Couronne de France. A Madrid le 8. Juillet* 1712. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 56.]

L'ASSURANCE que les Couronnes d'Eſpagne & de France ne ſeroient jamais miſes ſur une même Tête, a été un des principaux & des plus importans motifs de la Guerre qui a affligé l'Europe juſqu'à ce jour: ç'a été auſſi comme le Préliminaire dans les vûës qu'on a euës pour la Paix, & principalement dans les Propoſitions qui ont été faites depuis peu en Angleterre. C'eſt là deſſus qu'on a poſé le fondement de cet Ouvrage, & l'on a jugé à propos d'établir la certitude, qu'en aucun temps, ni par quelque incident & événement que ce ſoit, les deux Monarchies ne puiſſent être unies dans une ſeule Perſonne; & c'eſt ſur ce Point & ſur d'autres Points Préliminaires, qu'on eſt convenu du Congrès qui ſe tient à Utrecht, pour traiter des autres Articles de la Paix, & les régler, pendant leſquelles Négociations les morts imprévûës des Dauphins nôtre Neveu étant ſurvenuës, l'Angleterre en prit occaſion de porter ſes vûës juſqu'à prévenir & anéantir les effets de tous autres accidens qui pourroient encore ſurvenir un jour; cette Couronne vint à propoſer & ſoûtenir, comme un moyen néceſſaire pour éviter toutes ſortes d'inconveniens dans les circonſtances qui pourroient arriver, qu'il falloit que je renonçaſſe en mon nom & en celui de tous mes Deſcendans, dès maintenant & à toûjours à la Monarchie d'Eſpagne, ou à celle de France: en telle ſorte que ſi je demeurois dans l'Eſpagne, aucun de mes Succeſſeurs ne pourroit jamais ſuccéder à celle de France; & que ceux qui régnent ou régneront en France, ni tout autre Prince qui eſt iſſu de cette Famille, ou qui en naîtra ci-après, ni ſes Deſcendants, ne pourront jamais poſſéder la Couronne d'Eſpagne.

Je ne heſitai pas un moment ſur le parti que j'avois à prendre, & auſſi on ne me laiſſa pas le moindre loiſir de prendre Conſeil & de délibérer. Mon affection pour les Eſpagnols, la reconnoiſſance des obligations que je leur ai, les fréquentes experiences que j'ai faites de leur fidelité, & la reconnoiſſance que je dois avoir pour la Providence Divine, de la grande faveur qu'Elle m'a faite de m'avoir placé & maintenu ſur ce Trône, & donné des Sujets ſi illuſtres & d'un ſi haut mérite, furent les ſeuls motifs, les ſeules raiſons, qui eurent accès dans mon eſprit, & influérent dans ma réſolution; laquelle lorſque je l'eus faite connoître, ne demeura pas ſans être combatuë par d'autres propoſitions & avantages, qu'on me vouloit faire enviſager comme plus conſidérables que celles qui m'avoient déterminé: mais tout cela n'a ſervi qu'à m'affermir dans mon deſſein, & à me mettre en état de pouſſer & terminer cette affaire, afin qu'il n'y ait rien qui puiſſe plus m'empêcher de vivre & de mourir avec mes chers & fidéles Eſpagnols. Mes ſincéres intentions & ma conſtance étant venuës à la connoiſſance des Puiſſances qui ſont intéreſſées au maintien des propoſitions & des moyens ſuſdits, ont donné occaſion à la Reine d'Angleterre de rendre compte à ſon Parlement, le 17. du mois paſſé, de l'état où étoit la Paix avec les deux Couronnes d'Eſpagne & de France; & cette notification y a été aprouvée & aplaudie. J'en ai auſſi fait donner communication au Conſeil des Indes, afin qu'il ſoit informé de l'état de cette importante Négociation.

*A Madrid le* 8. *de Juillet* 1712.

Signé,

MOI LE ROI.

## CXXXII.

2. Août. **Waffen-Stillſtands Vergleich bis auf den künfftigen allgemeinen Eydgenoßiſchen Frieden / zwiſchen Löbl. Stand Zürch / und Löbl. Stand Schweitz. Geſchehen in Schloß Wedenſchweil den (1) 2. Auguſt. 1712.** [Europæiſche Staats-Cantzley 19ter Theil. pag. 657.]

C'eſt-à-dire,

*Treves concluës entre le Louable Canton de* ZURICH, *& le Louable Canton de* SWITZ, *pour durer juſqu'à la Paix Generale des Cantons Suiſſes confederés. A Waderſchweil le* 2. *d'Août.* 1712.

Nachdem ein Hochlöbl. Stand Zürch aus bekannten Urſachen / bewogen worden / dero Waffen wider die Löbl. Cantons, ſo den zu Arau projectirten Frieden nicht angenommen / zu gebrauchen / hat ein Löbl. Canton Schweitz durch Dero Herrn Deputirte uns die Einſtellung der Hoſtilitäten Freund-Eydgenoßl. vortragen laſſen / derowegen wir auf nachfolgende Conditiones uns miteinander Freund-Eydgenößl. dahin verglichen.

1. Erklähren ſich die Herrn Ehren Deputirte von Schweitz im Nahmen Ihrer Gn. Herrn und Obern / daß was vorhin von Sämbtl. Löbl. Ohrten in der Friedens-Handlung mit den Löbl. 5. Catholiſchen Orten / durch Ihre Herren Ehren-Geſandte zu Arau projectirt / und von einigen ratificirt worden / durch Ihre dermahl zu beſagten Arau habende Herren Ehren-Geſandte genehm zu halten und ratificiren / und was auch ferner mit obgedeuteten Löbl. 5. Catholiſchen Orten daſelbſt möcht gehandlet werden / von denenſelben ſich nicht zu ſondern.

2. Zu Beſcheinung ihrer aufrichtigen Begierde zu den Frieden erklären ſie ſich / alle ihre an den Gräntzen zu Rapperſchweil / auch bey der Armée unter den Waffen ſtehende Trouppen; von nun an / abzuführen / und an keinen andern Ort wider beyde Löbl. Stände feindlich gebrauchen zu laſſen.

3. Niemanden durch Ihr Land und Bottmäſſigkeit feindl. wider beyde Löbl. Stände zu agiren / Paß zugeben.

4. Bey dieſen heutigen Nachmittag um 4. Uhr / die Päſſe und Poſten in der Schindellegi / Hurden / und den Schloß Pfäffikan / Jedoch dieß letztern mit Vorbehalt Ihr. Fürſtl. Gnaden zu Einſiedlen habenden Rechten / abzutretten / und unſern Trouppen zu beſetzen übergeben. Was die Einquartierung der Trouppen, und Darreichung der Victualien und Fourage betrifft / ſo hat man ſich dahin verglichen / daß ſelbige / ſo viel möglich / ohne Beſchwerung des Landmanns / und unleidentliche Bezahlung eingerichtet und abgefolget werde.

5. Mit der Ratification des Inſtruments verſprechen Sie 3. Ehrliche Pfand-Männer auszuliefern / welche Löbl. Stand Schweitz zu ernambſen und zu ordnen überlaſſen wird.

6. Rapperſchweyl betreffende / erklären Sich Ehrengedachte Herren Deputirte dahin / ihre Garniſon aus ſelbigen abzuziehen / auch niemanden weder Zuſatz noch andere Zufuhre durch ihr Land dahin zu bringen in keinerley weiß zu geſtatten / ſondern ſolches von unſern Trouppen beſetzen zu laſſen / darüber Sie aber / um ſich mit übrigen von

(1) On ſe croit obligé d'avertir, que l'Auteur d'où l'on tire cette pièce la date du 12. Août; ce qui doit être regardé, comme une faute ou de Copie ou d'Impreſſion. Il eſt certain que la premiere Paix ſe fit le 18. Juillet; qu'elle fut rompue le 19; que la Bataille de Vilmergen, où les Proteſtants furent Vainqueurs, ſe donna le 25; que la Paix Generale & finale fut ſignée le 9 & 11. d'Août, & que l'Accomodement proviſionnel de Zurich & de Switz ſe fit entre le jour de la Bataille & le jour de cette Paix. S'il y a quelque erreur dans notre Date, il eſt ſûr au moins, qu'elle n'eſt pas conſiderable. (Dum.)

ANNO 1712.

von andern Löbl Orten darinnen liegenden Commendanten / Trouppen und Burgerschafft / Freund-Eyd-genößl. zu gleichen bereden zu können / biß auf Morgen zu Mittag um 12. Uhr / einen Anstand und Termin verlanget / welcher Ihnen dahin verwilliget worden / daß zwar biß zu bemelter Zeit / die Feindthätlichkeiten solten eingestellt / nach selbiger aber / Falls die von übrigen Löbl. Orten darinnen in Besatzung liegende Commendanten und Burgerschafft sich nicht zu gleichen verstehen wolten / Sie Ihre darinn habende Trouppen, ohnverweilt außziehen / und weder der Stadt noch Garnison. auf einigerley weiß assistentz zu leisten oder Vorschub zu thun; Unser seits aber die Feindthätlichkeiten mit allem Gewalt mögen fortgesetzt werden / und also ein Löbl. Stand Schweitz sich hierinn ihrer nicht beladen / und Sie von diesem Tractat gäntzlich ausgeschlossen seyn.

7. Solten die Violationen und Beschädigungen so von einer und andern seiten von 3. Monathen her / biß zu erfolgter ruptur beschehen / durch beyderseits abgeordnete Commissarien in Freyndlichkeiten untersucht werden / und dem leydenden Theil Satisfaction geschehen / auch zugleich wegen die zeithero sich beyderseits begehenden Beschwerlichkeiten / durch gemelte Commissarien ein freundlicher Vergleich vermitlet werden. Hergegen versichern wir die Kriegs-Räthe von Zürch zu Rädenschweil versammlet / daß auch unser seits / gleich bey Einräumung dieser Passen / alle Hostilitäten und Feindseeligkeiten; so wohl gegen Löbl. Orth Schweitz / als allen dessen angehörigen von unsern Gräntzen sollen eingestellt seyn / aufhören; und niemanden in einigerley weise weder an Leib noch Guth / Gewalt zugefügt werden.

Es soll auch männiglich / so wohl Geist- als weltlicher / bey ihren so wohl geistl. als leiblichen Freyheiten und Rechten / auch freyer ungehinderter Religions-Ubung kräfftiglich beschirmt / und dabey in kein weiße noch wege perturbirt / zumahl einem jeden freyer Handel und Wandel / ungehinderter Paß- und Repaß mit Leib und Guth gestattet werden. Solte sich auch die Stadt Rapperschweil / bis auf angesetzte Zeit erklähren / unsere Besatzung einzunehmen / so erklären wir uns dargegen / Sie bey ihrer freyen ungehinderten Religions-Ubung / so wohl als übrigen Geist- und Leiblichen Freyheiten Recht / und Gerechtigkeiten / kräfftigst zu schützen / und selbige darinnen nicht perturbiren zu lassen. Ueber dieses alles / wie articulatim bedeutet / versprechen die Herrn Deputirte von Löbl. Canton Schweitz / bis diesen Nachmittag um 4. Uhr die Ratification und völlige Einräumung der Päßen Schindellegi / Hurden / und des Hunder-Felds / sambt dem Schloß Pfäffikan / alles in gegenwärtigen Stand / ausser Artillerie, Wehr und Waffen / zu übergeben / die völlige Ratification aber von Stadt und Land wegen / bis morgen zu Mittag um 12. Uhren / gleichmässig einzuliefern: Wir aber versichern / daß weder von bemelten Orte aus / noch sonsten Jemand der Ihrigen von den unsrigen offendirt / lædirt / noch einigerley weiß beschädiget werden: Zumahl dieser gantze Tractat auf dem zu Arau tractirenden Friedens-Schluß beruhen solle.

Dessen zu wahrer Bestättigung / haben von seithen der Herrn Kriegs-Räthen Löbl. Stands Zürch / die Hochgedachten Herrn / Herr Stadthalter und Commendant Andræas Mayer und Herr Zunfftmeister und alt Land-Vogt Leonhard Grüdert: Von seiten Löbl. Stands Schweitz aber / dessen Herren Ehren Deputirte / die hochgedachten Herren / Herr Oberst Joseph Antoni Reding von Biberegg / Ritter- und Ambts-Stadthalter / und Herr Frantz Dominican Bätschard / Quartier-Haubtmann und des Raths / dieses Instrument eigenhändig unterschrieben / und mit ihren Ehren-Insigeln bekräfftigt / davon 2. gleichlautende aufgerichtet / jedem Theil eines zur hand gestellt / welcher Ratification von beyderseits hohen obrigkeiten förderlicht solle eingehohlt / und solche auf den morgigen Nachmittag umb 12. uhr im Schoß Wädenschweil gegen einander extradirt werden. Actum in Schloß Wädenschweil den 2. Augusti 1712. ANNO 1712.

(L. S.) Andreas Meyer.

(L. S.) Leonhard Gruder.

(L. S.) J. A. Reding.

(L. S.) F. D. Bätzschard.

## CXXXIII.

Friedens-Schluß zwischen beyden Löbl. Evangelischen Ständen Zürch und Bern und denen V. Löbl. Catholischen Ständen Lucern / Uri / Schweitz / Unterwalden und Zug wodurch der Friede vom 18. July 1712. Von Zürch / Bern / Lucern und Ury beliebet und unterschrieben / anitzo von Ihnen insgesamt angenommen wird; die March-Linie zwischen denen Partheyen reguliret / Zürch und Bern die Stadt Rapperschweyl gelassen / Bern in die mit-Regirung im Thurgouw / Rheintahl / Sargans und übrigen bezirck der freyen Ämter aufgenommen / das vorige vergeßen / und die gefangenen beyderseits auf freyen fuß gestellet werden. Beschlossen in Arau den 9. und 11. Aug. 1712. [Europ. Staats-Cantzley 19ter Theil pag. 821.] 9 & 11. Août.

C'est-à-dire,

*Conclusion prise entre les Louables Cantons Evangeliques de* ZURICH *& de* BERNE, *& les cinq Louables Cantons Catholiques de* LUCERNE, *d'*URI, *de* SCHWITZ, *d'*UNDERWALD, *&* ZUG, *par laquelle la Paix faite le* 18. *Juillet* 1712. *& signée par les Cantons de Zurich, de Berne, de Lucerne & d'Uri est acceptée; & confirmée, & par dessus cela les Limites reglées entre les uns & les autres; la Ville de Rapperschweil laissée aux Cantons de Zurich & de Berne; & celui de Berne admis à la Conregence des Bailliages de Turgauw, de Rhynthal, de Sargans, & des autres des Provinces Libres, toutes les offenses passées étant d'ailleurs reciproquement mises en oubli. A Arau le* 9. *&* 11. *d'Août* 1712.

KUND und zu wißen sey hiemit männiglich. Demnach unterm 18. July, zwischen denen Löbl. Ständen Zürich und Bern / an einem / denen von Lucern und Ury am andern Theil / würcklich ein fried abgeredt und verglichen / in ein Instrument verfaßt / von denenselben Ehren-Gesandten / Krafft von ihren Herren und Oberen empfangenen Gewalten / allseitig unterschrieben / und mit dero Pettschafften verwahret worden; damahlen aber Löbl. Stände Schweitz / Unterwalden und Zug / solchen verbriefften Frieden nicht annehmen noch belieben wollen: derowegen dann durch solchen Anstand die Sachen bekannter massen in noch mehrere feindthätlichkeit und leidige Kriegs-Ubungen verfallen; daß darüber hin aller Löbl. XIII. und zugewandter Orten der Eydgenoßenschafft Herren Ehren Gesanndte sich frischer dinge in Arau zusammen gethan; und nachdem die sämtliche Herren Eh-

ANNO 1712.

Ehren Gesandte Löbl. Interessirter Orten die von dero allseitigen hohen Oberkeiten und höchsten Gewalten zum Friedens-Schlus empfangene Vollmacht gegen einander wohlmeyntlich eröffnet und schrifftlich erkläret / durch sämbtlicher Herren Gesandten ungemeine besorgnus / eyfer und beflißenheit die Sachen dahin gebracht / daß unter gnädig himmlischer vergleitung / sothane Mißverständnus und Zweytracht nun völlig erörtert / entschieden / betragen / und (der höchste beschehre es) zu einem immerwährenden Frieden und Vergleich verordnet worden wie von Puncten zu Puncten folget; Und waren die Herren Ehren Gesandten / nemlich von Zurich / Herr Johann Jacob Escher / Burgermeister / und Herr Johann Jacob Ulrich / Stadthalter und des Raths; von Bern / Herr Samuel Frisching / Herr zu Rümmlingen und Venner / Herr Christoph Steiger / Seckelmeister Welcher Landen / und Herr Abraham Tscharner / alle drey des Raths: von Lucern Herr Johann Martin Schweitzer Herr zu Luchras / Schultheis und Venner / und Herr Obrist Carl Anthoni am Rhein / des Raths; von Uri / Herr Lanndts-Haubtmann Joseph Antoni Pundtiner / Obrist und Land-Ambtman / und Herr Sebastian Jauch / Land-Schreiber; von Schweitz / Herr Landts-Haubtmann Joseph Frantz Erler / Neu- und Herr Gilch Christoph Schorno / Alt-Land-Amtmann; von Unterwalden Obherr / Niclaus im Feld / Land-Amtmann und Panner-Herr / und Sebastian Remigius Käyser / Land-Amtmann / und Landts-Hauptmann / und Herr Hauptmann Joseph Ignatius Stultz / Alt-Land-Ambtmann nid dem Kernwald; von Zug / Herr Landts-Haubtmann Beat Jacob zur Tauben von Thurn und Gestellmburg / Herr zu Hembrunn und Anglicken / Ritter und Lands-Amtmann / Herr Haubtmann Wolfgang Damian Müller / Seckelmeister / und Herr Gall Better von Egry / und Herr Oßwald Heggli / Alt-Ambtmann von Mentzingen alle des Raths von Glarus / Herr Johann Heinrich Zwickl Land-Ambtmann und Zeugherr / und Herr Jacob Gallati / Stadthalter und des Raths / von Basel Herr Johann Balthasar Bunckhard / Burgermeister / und Herr Christoph Burckhard / Deputat und des Raths; von Freyburg / Herr Frantz Philipp von Landten / genannt Heid / Herr zu Eugy au Mont und Ursin / Schultheis / Ritter / und Herr Frantz Niclaus von der Weyd alle des Raths; von Solothurn / Herr Baron Johann Friedrich von Roll / Herr zu Ennenholtz Stadt-Venner / Ritter / und Herr Johann Jacob Joseph Glutz / Seckelmeister; Ritter / beyde des Raths; von Schafhausen / Herr Michael Senn / Burgermeister / und Herr Melchior von Pfistarn / Stadthalter und des Raths; von Appenzell / Herr Paulus Suter / Land-Ambtmann Innern- und Herr Lorentz Dauner / Land-Ambtmann Aussern Rodens; von Stadt St. Gallen / Herr Christoph Hochreutiner / Stadt-Schreiber / J. V. Doctor und des Raths / von Biel / Herr Peter Haas / Stadt-Venner und des Raths / und Zwar.

I. Thun Löbl. interessirte Orth Zürich / Bern / Lucern und Ury / welche den Frieden von 18. July Jüngsthin / damahls würcklich beliebet / unterschrieben und besieglet; desgleichen Schweitz / Unterwalden / ob und nid dem Kernwald / und Zug samt dem aussern Ambt / welche selbiger Zeit sich darzu nicht verstehen wollen / dismahlen in krafft habender obbemeldter vollmacht sich dahin erklähren / daß selbiger von Ihnen sämbtlichen auch angenommen und beliebet seyn / dann auch in allen seinen Puncten und Articuln völlig nachgelebet und statt gethan werden soll.

II. Daß an statt in besagtem Instrument die Marck und Sönderungs linie in den freyen Aembtern unter her dem Closter Hermetschwyl / oberhalb Sarmenstorff / hinüber auf Fahrwangen angesetzt ware / dieselbe von Lunckhofen an auf Fahrwangen gezogen werden solle: Daß was unterher dieser lini, denen beyden Löbl. Orthen Zürich und Bern allein (mit vorbehalt Löbl. Orths Glarus habenden Rechten) verbleiben / was aber ob dieser ermeldten Marck-Linie, den VII. regierenden Löbl. Orthen zu dienen; und anbey diese Marck-Lini anders / als wie im ersten Instrument versehen / nichts bedeuten / sondern einem jeden sein Recht wie zu vor verbleiben / und damit des nacher kein streit erfolge / dieser Distrikt von nun an / nach Notthurfft außgemarcket werden solle. Dan so solte auch

III. Beyden Löbl. Standen Zürich und Bern überlassen bleiben (jedoch mit vorbehalt Löblichen Standts Glarus habenden Rechten) die Stadt Raperschwyl sambt der Bruck / Hoff und Zoll / und übrige Zugehör / nach Inhalt der den 1. Augusti dieses Jahrs von beyden Löbl. Ständen Zürich und Bern / mit Schultheis und Rath zu Rapperschwyl geschlossenen Capitulation, wie auch das gegen über stehende Dorff Hurden / und von mitte desselben annoch ein Distrikt in allweg von drey tausend bekannten und üblichen Schuhen / weiter hinaus; Mit noch der Erläuterung / daß ermeldtes Hurden und Einwohner bey ihrer freyen und ohngehinderten Catholischen Religions-Ubung / Geist und Weltlichen Freyheiten / Recht und Gerechtigkeiten / Haab und Guth / ohngehindert ruhig verbleiben / beschützt und beschirmet werden; denen dann auch Ihr Recht und Nutz-Niessung / so sie auf dem Schweitzerischen Territorio dermahlen haben / für baß zuständig bleiben solle. Darbey auch verglichen worden / daß zu ermelten Hurden keine Fortifications als Schantzen gegen einander gemacht werden sollen / und die neu auffgeworffene geschleiffet werden / um die verträuliche nachbarschafft widerum desto steiffer einzurichten und zu behalten. Item so solle auch

IV. Löbl. Stand Bern in die Mit-Regierung in Thurgöw / Rheintahl / Sargans und übrigen Bezirck der freyen Ämbtern aufgenommen seyn / also daß selbiger von nun an daselbstige Bevogtigungen / auf Löbl. Standts Zürch außbedienung anzutretten haben solle.

V. In diesem Frieden sollen auch kräfftigst mit begriffen seyn nicht nur alle Unsere Eyd- und Bunds-Genossen / Schirm- und Zugewandte insgemein / sondern auch ins besonder alle die / so dem ein- oder andern Theil mit Rath und That Hülffe geleistet.

VI. Erklähren sich sämptliche interessirte Orth / alle die jenige einer wahren Amnestie geniessen zu lassen / welche während der Zeit dieser Unruhen mit beschehenen oder unterlassenem Zuzug / als sonsten gegen ein- oder anderen Theil verfehlt haben mögten; auch diejenige / welche sich an beyde Löblichen Stände zu ergeben genöthiget / und sich unter derselbigen Schutz ergeben / oder ergeben wollen / und aber wiederumb an ihre vorige Obrigkeit gewiesen worden / denen solle hierum nichts zugesuchet werden / noch sich einiger massen gegen jemanden zu entgelten haben.

VII. Die Kriegs-Gefangene sollen allerseits auf Erläg der Atzungs-Kosten gegen einander ausgewechselt werden; und weilen beede Löbl. Ständ einen mercklichen Uber-Schuß an der Zahl und Quantität haben / erklähren sie sich / selbige ohne Rantzion, nach beschehener Bezahlung der Atzungs-Kosten / denen 5. Löbl. Orthen / zu Bezeugung Eydgenoßischer Freundschafft / nach publicirten Frieden auf freyen Fuß zu stellen; da dann zu-

ANNO 1712.

mahlen auch aller Orthen Löbl. Eydnosschafft der Eyd- und Bundsgenoßische Handel und Wandel wieder hergestellet und offen seyn solle. Und was vor dem Krieg in ein oder andern Orts Bottmäßigkeit/ für Waaren/ Anforderungen/ Schulden und Gegenschulden und dergleichen gewesen und gelegen seyn/ ohnverhindert jedem Theil wiederum angedeyhen und verabfolgt werden solle.

VIII. Solle es wegen des Herrn Prälaten zu St. Gallen bey dem dritten Articul des geschlossenen Friedens von 18. July gäntzlich verbleiben. Und gleich wie die beyden Löbl. Stände sich förderlich angelegen seyn lassen werden/ sölbiges Geschäfft mit Herren Prälaten und Convent ohnverzüglich beyzulegen; Also wollen auch die 5. Cathol. Löbl. Orth sich allen Fleisses angelegen seyn lassen/ diesen Frieden bestens ihres vermögens in Güte zu befördern/ damit die allgemeine Ruhe und Wohlstand in gemeinen lieben Vaterland wieder hergestellet werde

Schließlichen sollen/ so bald die von Löbl. 5. Orten per Expressos verlangte Ratification dieser Tractaten eingelangt und extradirt seyn wird/ alle feindthätlichkeiten/ als Contributionen und anders widriges aufgehebt/ und die Völcker in eigene Lande zuruck gezogen werden.

Zu mehrer bekräfftigung alles obstehenden haben die Herren Ehren-Gesandte Löbl. interessirter Orthen gegenwärtiges Friedens-Instrument, Krafft habender abangezogener Vollmachten/ eigenhändig unterschrieben und mit dero angewohnten Petschafften versehen. Ubrigens sich die Löbl XIII. und zugewandte Orth Freund-Eydgenösich erklähren/ die zusammen habende Bünd aufrichtig und getreulich zu beobachten und zu halten; der meynung/ daß von dato inner zehen Tagen dieser und vorige Friedens-Tractaten in ein Haubt-Instrument zusammen getragen/ von allen Löbl. 13. und zugewandten Orthen der Eydgnoßenschafft/ als welchen ein behörtlicher Frieden gantz billich angelegen/ mit allseitigen Standts Insieglen verwahret werden soll. Also behandelt und beschlossen in Arau den 9 und 11. Augusti 1712.

(L. S.) Johann Jacob Escher.
(L. S.) Hanß Jacob Ulrich.
(L. S.) S. Frisching.
(L. S.) E. Steiger.
(L. S.) A. Tscharner.
(L. S.) J. M. Schweitzer zu Buchnaß.
(L. S.) E. A. am Ryn.
(L. S.) J. A. Püntiner.
(L. S.) J. Sebastian Jauch.
(L. S.) Joseph Franz Erler.
(L. S.) Niclaus im Feld.
(L. S.) Sebastian Remigi Keyser.
(L. S.) Joseph Ignatius Stultz.
(L. S.) V. J. Zurlauben.
(L. S.) W. D. Müller.
(L. S.) Gall Better.
(L. S.) Oßwald Hechlin.

## CXXXIV.

ANNO 1712. 19. Août.

*Traité pour une Suspension d'Armes de quatre mois, fait & conclu entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* ANNE *Reine de la Grande Bretagne, laquelle sera aussi observée en Espagne d'où la Reine retirera ses Troupes. A Paris le 19. d'Août* 1712. Avec *la* RATIFICATION *de la Reine donnée à Windsor le* 18-29. *d'Août* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. V. pag. 16]

ANNA, *Dei Gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. Omnibus quibus præsentes Literæ pervenerint, salutem. Cum Perdilectus & perquam fidelis Consanguineus Noster Henricus Vice-Comes de Bolingbroke, Dominus St. John, Baro de Lidiard Tregose, nobis à Secretis Consiliis & è Primariis Secretariis Status alter, virtute plenariæ Potestatis, quam ei concessimus, simul ac Johannes Baptista Colbert, Eques, Marchio de Torcy, Croissy, Sablé, Bois-Dauphin aliorumque locorum Consiliarius Charissimi Fratris Nostri Regis Christianissimi Ministe & Secretarius Status, Commendator, Cancellarius & Custos Sigillorum Equestrium Ejus Ordinum, Cursui & Vehiculis publicis Franciæ Summus Præfectus, vi etiam Plenariæ Potestatis ei commissæ, octavo die præsentis mensis, stilo vetere, anni millesimi septingentesimi duodecimi signaverint Tractatum de armistitio in verbis sequentibus.*

Comme il y a lieu d'esperer un heureux succès des Conferences établies à Utrecht par les soins de Leurs Majestés Britannique & Très-Chretienne pour le retablissement de la Paix Générale, & qu'Elles ont jugé necessaire de prevenir tous les évenemens de Guerre capables de troubler l'état où la Negotiation se trouve présentement, leurs dites Majestés attentives au bonheur de la Chrétienté sont convenuës d'une suspension d'Armes, comme du moyen le plus sûr pour parvenir au bien général qu'Elles se proposent: Et quoique jusqu'à present sa Majesté Britannique n'ait pû persuader ses Alliés d'entrer dans ces mêmes sentimens, le refus qu'ils font de les suivre n'étant pas une raison suffisante pour empêcher sa Majesté T. C. de marquer par des preuves effectives le desir, qu'Elle a de retablir au plûtôt une parfaite Amitié & une sincere correspondance entre la Reine de la Grande Bretagne & Elle, les Royaumes, Etats & Sujets de leurs Majestés, sa dite Majesté Tres-Chretienne aprés avoir confié aux Troupes Angloises la garde des Ville, Citadelle, & Fort de Dunkerque pour marque de la bonne foi, consent & promet, comme la Reine de la Grande Bretagne promet aussi de sa part.

I. Qu'il y aura une suspension générale de toutes entreprises & faits d'Armes, & generalement de tous actes d'hostilité entre les Armées, Troupes, Flottes, Escadres & Navires de leurs Majestés Britannique & Très-Chretienne pendant le terme de quatre mois, à commencer du vingt-deuxiéme du present mois d'Aout jusqu'au vingt deuxiéme du mois de Decembre prochain.

II. La même suspension sera établie entre les Garnisons & Gens de Guerre, que leurs Majestés tiennent pour la défense & garde de leurs Places dans tous les lieux, où leurs Armes agissent ou peuvent agir tant par Terre que par Mer, sur les Rivieres ou autres Eaux, en sorte que s'il arrivoit, que pendant le tems de la suspension on y contrevînt de part ou d'autre par la prise d'une ou de plusieurs Places, soit par attaque, surprise ou intelligence secrete, en quelque endroit du monde que ce fût; qu'on fît des Prisonniers ou quelques autres actes d'hostilité, par quelque accident imprevû, de la nature de ceux qu'on ne peut prevenir, contraires à la presente Cessation d'Armes, cette contravention se reparera de part & d'autre de bonne foi sans delai ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui aura été pris, & mettant les Prisonniers en liberté, sans demander aucune chose pour leur rançon ni pour leur dépense.

III. Pour prevenir pareillement tous sujets de plaintes & de contestations qui pourroient naître à l'occasion des Vaisseaux, Marchandises ou autres Effets, qui seroient pris par mer pendant le tems de

la

ANNO 1712.

la ſuſpenſion, on eſt convenû reciproquement, que leſdits Vaiſſeaux, Marchandiſes & Effets qui ſeroient pris dans la Manche, & dans les Mers du Nord après l'eſpace de douze jours, à compter depuis la ſignature de la ſuſdite Suſpenſion, ſeront de part & d'autres reſtitués reciproquement.

Que le terme ſera de ſix ſemaines pour les Priſes faites depuis la Manche, les Mers Britanniques, & les Mers du Nord juſqu'au Cap. S. Vincent.

Et parcillement de ſix ſemaines depuis & au delà de ce Cap jusqu'à la Ligne, ſoit dans l'Ocean, ſoit dans la Mediterranée.

Enfin de ſix mois au dela de là Ligne, & dans tous les autres endroits du monde ſans aucune exception, ni autre diſtinction plus particuliere de tems & de lieu.

IV. Comme la même Suſpenſion ſera obſervée entre les Royaumes de la Grande Bretagne & d'Eſpagne, ſa Majeſté Britannique promet, qu'aucun de ſes Navires de Guerre ou Marchands, Barques ou autres Bâtimens appartenans à ſa M. B. ou à ſes Sujets ne ſeront deſormais employés à tranſporter ou convoier en Portugal, en Catalogne, ni dans aucun des lieux où la Guerre ſe fait preſentement, des Troupes, Armes, Habits, ni en général aucunes Munitions de Guerre & de Bouche.

V. Toutefois il ſera libre à ſa Majeſté Britannique de faire tranſporter des Troupes, des Munitions de Guerre & de Bouche, & autres proviſions, dans les Places de Gibraltar & de Port Mahon actuellement occupées par ſes Armes, dont la poſſeſſion doit lui demeurer par le Traité de Paix qui interviendra; Comme auſſi de retirer d'Eſpagne les Troupes Angloiſes, & généralement tous les effets, qui lui appartiennent dans ce Royaume, ſoit pour les faire paſſer dans l'Iſle de Minorque, ſoit pour les conduire dans la Grande Bretagne, ſans que leſdits tranſports ſoient cenſés contraires à la Suſpenſion.

VI. La Reine de la Grande Bretagne pourra pareillement, ſans y contrevenir, prêter ſes Vaiſſeaux pour tranſporter en Portugal les Troupes de cette Nation, qui ſont actuellement en Catalogne & pour tranſporter en Italie les Troupes Allemandes, qui ſont auſſi dans la même Province.

VII. Immediatement après que le preſent Traité de Suſpenſion aura été déclaré en Eſpagne, le Roi ſe fait fort que le blocus de Gibraltar ſera levé, & que la Garniſon Angloiſe auſſi-bien que les Marchands, qui ſe trouveront dans cette Place pourront en toute liberté vivre, traiter & negotier avec les Eſpagnols.

VIII. Les Ratifications du preſent Traité ſeront échangées de part & d'autre dans le terme de quinze jours, ou plûtôt, ſi faire ſe peut.

En foi de quoi & en vertu des Ordres & Pouvoirs que Nous ſouſſignés avons reçû de la Reine de la Grande Bretagne, & de S. M. T. Chrétienne, Nos Maitreſſe & Maitre, avons ſigné les preſentes, & y avons fait appoſer les Sceaux de nos Armes. Fait à Paris le dix-neuviéme Août mil ſept cens douze.

(L. S.) BOLINBROKE.
(L. S.) COLBERT DE TORCY.

*NOS viſo & perpenſo præfato Tractatu eundem in omnibus & ſingulis ejus Articulis & Clauſulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, ſicut per præſentes eundem approbamus, & ratum firmumque habemus, ſpondentes, Verboque Regio promittentes, nos omnia quæ in eo continentur, præſtituras ac inviolate obſervaturas, neque ei directè vel indirectè ullo modo contraventuras. In quorum fidem majusque robur Præſentes manu noſtra Regia ſignatas Magno Noſtro Magnæ Britanniæ Sigillo communiri fecimus. Dabantur in Arce Noſtra Vindeſoræ die decimo Octavo Menſis ſextilis Anno Domini Milleſimo Septingenteſimo duodecimo, Regnique Noſtri Undecimo.*

ANNA REGINA.

*Proclamation faite à Paris de la Suſpenſion d'Armes entre la* FRANCE, *l'*ESPAGNE, *& l'*ANGLETERRE, *ſelon l'ordre du Roi donné à Fontainebleau le* 21. *d'Août* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 60.]

ON fait à ſçavoir à tous qu'il appartiendra, qu'il y a Suſpenſion d'Armes générale, & de tous actes d'hoſtilité, tant par Terre que par Mer, entre très-haut, très-puiſſant, & très-excellent Prince LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, nôtre Souverain Seigneur: & très-haute, très-puiſſante, & très-excellente Princeſſe ANNE, Reine de la Grande-Bretagne, leurs Vaſſaux, Sujets, Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres, & Seigneuries de leur obéïſſance, pendant le tems de 4. mois, à commencer du 22. jour du préſent mois d'Août, & finiſſant le 22. du mois de Décembre prochain: Pendant lequel temps de 4 mois, il eſt défendu aux Sujets de S. M. de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, d'exercer contre ceux de la Reine de la Grande-Bretagne, aucun acte d'hoſtilité par Terre, par Mer, ſur les Riviéres, ou autres Eaux, & de leur cauſer aucun préjudice ni dommage, à peine d'être punis ſéverement, comme perturbateurs du repos public.

*Fait à Fontainebleau le* 21. *Aout* 1712.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas*,

COLBERT.

*Autre Publication de la même Suſpenſion d'Armes faite à Londres le* 30. *d'Aouſt* 1712. Avec *la* DECLARATION *de la Reine de la* GRANDE BRETAGNE *promettant des Paſſeports à ceux de ſes Sujets qui voudront faire Commerce en France.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 61.]

ANNE R.

D'Autant que pour mettre fin à cette Guerre longue & onereuſe, & pour rétablir la Paix générale, on a commencé depuis quelque temps des Conférences à Utrecht, où elles ſe tiennent encore: & que pour prévenir l'effuſion du ſang Chrétien, & tous les événemens de Guerre capables de troubler le progrès de cette Négociation; & pour mieux aſſurer le Commerce de nos Royaumes, & des Etats qui en dépendent, il a été convenu entre nous & Sa Majeſté Très-Chrétienne, de ce qui ſuit, ſçavoir:

Qu'il y aura une Suſpenſion générale de toutes Actions & Entrepriſes Militaires, & de tous actes d'hoſtilité en général, entre les Armées, Troupes, Flotes, Eſcadres, & Vaiſſeaux de Sa Majeſté de la Grande Bretagne & du Roi Très-Chrétien pendant le terme de quatre Mois, à commencer du 22. du préſent mois d'Août, juſqu'au 22. du mois de Décembre prochain.

Et pour prévenir tous ſujets de plaintes & de diſputes qui pourroient naître à l'occaſion des Vaiſſeaux, Marchandiſes, ou autres Effets qui ſeroient pris par Mer pendant le temps de la Suſpenſion, il a été convenu reciproquement, que les Vaiſſeaux, Marchandiſes & Effets qui ſeront pris dans la Manche & dans les Mers du Nord, après l'eſpace de 12. jours, à compter depuis le 19. du préſent mois d'Août, auquel le ſuſdit Traité de Suſpenſion a été ſigné; & que tous les Vaiſſeaux, Marchandiſes & Effets qui ſeront pris après ſix ſemaines, depuis ledit 19. jour d'Août, au delà de la Manche, des Mers Britanniques & des Mers du Nord, juſqu'au Cap S. Vincent, ou au delà dudit Cap, juſques à la Ligne, ſoit dans l'Ocean ou dans la Mediterranée, ſeront rendus des deux côtez.

Nous avons trouvé à propos, de l'avis de Nôtre Conſeil Privé, de notifier le contenu ci-deſſus à tous Nos bons Sujets; & nous leur déclarons, que Nôtre Volonté Royale & Nôtre Plaiſir eſt, & nous ordonnons & commandons expreſſement à tous Nos Officiers, tant par Mer que par Terre, & à tous Nos autres Sujets de quelque qualité qu'ils ſoient, d'empêcher tous actes d'hoſtilité, ſoit par Mer, ſoit par Terre, contre Sa Majeſté Tres-Chrêtienne, ſes Vaſſaux ou Sujets, durant ledit eſpace

ANNO 1712.

de quatre mois, ſous peine d'encourir Nôtre plus grande indignation. Donné à nôtre Château de Windſor le 29. Août 1712., &c.

*A Windſor le 29. Aout 1712.*

---

*Sa Très-Excellente Majeſté la Reine étant en ſon Conſeil.*

POUR prévenir les inconvéniens auſquels les Sujets de Sa Majeſté pourroient être expoſez, faute de ne pas entendre la teneur ou l'effet de ſa Proclamation Royale, qui déclare la Suſpenſion d'Armes, tant par Mer que par Terre, arrêtée entre Sa Majeſté & le Roi Très-Chrêtien, & qui en ordonne l'obſervation; & pour l'avancement & la ſûreté du Commerce de ſes bons Sujets pendant ladite Suspenſion d'Armes: Il a plû à Sa Majeſté de déclarer, qu'auſſi tôt que les Paſſeports pourront être échangez, on les délivrera à ceux de ſes Sujets qui en déſireront pour leurs Vaiſſeaux, Biens, Marchandiſes & Effets, en obſervant exactement les divers Actes du Parlement qui ſubſiſtent encore, par raport au Commerce & à la Correſpondance avec la France.

EDWARD SOUTHWELL.

*Convention pour expliquer l'Article III. de la Suspenſion d'Armes entre la* FRANCE *& l'*ANGLETERRE, *à l'egard des priſes qui ſe pourront faire par Mer par delà la Ligne. Faite à Fontainebleau le 24. d'Aout* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 23]

COMME il eſt porté par l'Article 3. du Traité de Suſpenſion d'Armes, que les Vaiſſeaux Marchands ou autres Effets, qui ſeroient pris de part & d'autre par Mer au delà de la Ligne, & dans tous les autres endroits du monde &c. ſuivant la derniere Clauſe dudit Article après l'expiration de ſix mois, ſeront reciproquement reſtitués; pour prevenir toute équivoque & tout embarras, qui pourroient naître, & toutes les difficultés, qu'on pourroit former ſur le fondement que la ſuſpenſion n'étant que de quatre mois, les priſes qui ſeront faites dans leſdits endroits au bout de ſix mois ſeront bonnes, il a été convenu, ſi malheureuſement, ce qu'à Dieu ne plaiſe, la Guerre recommençoit encore entre LL. MM. Britannique & Très Chrêtienne, que la même ſuspenſion de quatre mois ſera obſervée au delà de la Ligne, & dans les autres endroits marqués en général par la derniere Clauſe de l'Article 3. en ſorte que ladite ſuſpenſion commencera dans ces mêmes endroits le vingt-deuxiéme Fevrier 1713. pour être obſervée jusqu'au vingt deuxiéme Juin de la même Année 1713. quoiqu'il arrive en Europe: Et les Ratifications de ce preſent Article ſeront échangées de part & d'autre dans le terme de quinze jours, ou plûtôt s'il eſt poſſible. Fait à Fontainebleau le vingt-quatriéme Aout Mil ſept cens douze.

(L. S.) BOLINGBROKE.
(L. S.) COLBERT DE TORCY.

## CXXXV.

1. Sept. *Traité d'Alliance entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES XII. *Roi de Suede. Fait à Bender le* 1. *de Septembre* 1712.

ARTICLE I.

SA Majeſté Tres-Chrétienne promet d'employer tout ſon pouvoir à la Porte Ottomanne, pour l'engager à rompre de nouveau avec le Czar de Moscovie, & à embraſſer les interêts de Sa Majeſté Suedoiſe: Pour cet effet les ordres en ſeront amplement donnez & expediez aux Miniſtres de S. M. T. C. à ladite Porte, & particulierement au Sieur des Alleurs: On y fera auſſi tenir & debourſer les ſommes neceſſaires pour cela, le tout aux depens de S. M. T. C.

II. Sa Majeſté Suédoiſe ſera tenuë pour Garant de la parole du Roi Staniſlas, & des Senateurs de ſon parti, ſçavoir que lors qu'il ſera retabli dans ſon Royaume, on cedera à la Porte Ottomanne la Ville & le Château de Caminiec, & toute cette partie de la Podolie qui en depend du côté du midi, que la Porte a conquiſe & poſſedée avant la Paix de Carlowitz; & cela à perpetuité ſans pouvoir jamais être reclamée pour quelque raiſon ou prétexte que les evenemens des affaires puiſſent ſuggerer. ANNO 1712.

III. Surquoi d'un autre côté la Porte Ottomanne ſera obligée & engagée à forcer le Czar de Moſcovie à reſtituer à la Republique de Pologne, le Palatinat, la Ville & le Château de Kiovie avec ſes Dependances & toutes les Places à la droite du Boriſthene, qui ont ci-devant apartenu à la Republique de Pologne.

IV. Ladite Porte Ottomanne obligera le Czar de Moſcovie à ne plus ſe mêler en aucune maniere des affaires de la Pologne & de celles des Coſaques de l'Ukraine qui doivent reſter dans leur ancienne & entiere liberté.

V. S. M. T. C. fera donner un Million de livres à la requiſition de S. M. Suedoiſe pour les Adhérens du Roi Staniſlas en Pologne & le Sieur de Boſenval à Danzig les fera payer & debourſer en deux termes, dont le ſecond ſera un mois après le premier.

VI. En cas que la Paix d'Allemagne ne ſoit pas concluë cette année (à laquelle pourtant S. M. T. C. malgré ſes grands avantages a bien voulu donner les mains pour le bien commun de la Chrétienté ſelon les très juſtes & équitables diſpoſitions de la Reine de la Grande Bretagne) S. M. Suedoiſe ſera tenuë aprés avoir joint & ramaſſé ſes Troupes, & retabli ſes affaires en Pomeranie, d'entrer dans la Sileſie & la Misnie ſelon le premier Accord, réiteré & confirmé de Bender le 17. Octobre 1710.

VII. En échange S. M. T. C. promet & s'oblige de faire payer à S. M. Suedoiſe ponctuellement tous les Mois 100 mille Ecus argent de France, à compter du premier jour que S. M. Suedoiſe entrera avec l'Armée dans les ſuſdits Païs, juſqu'à celui qu'Elle en ſortira, ou que la Paix ſe fera. Fait à Bender le 1. de Septembre 1712.

## CXXXVI.

5. Nov. *Renunciacion jurada de* FELIPE *Duque de Anjou como Rey de Eſpaña a la Corona de Francia por el y todos ſus Decendientes perpetuamente, a favor del Duque de* BERRI, *y otros Principes de la Sangre de Francia, cadauno ſegun ſu grado, con clauſula de incampatibilidad entre los dos Coronas, de ſuerte que jamas puedan hallarſe unidas en una miſma perſona; A cuio fin, el Duque de* SABOYA, *y todos los Principes de ſu Caſa, ſon llamados para ſucceder a la dicha Corona de Eſpaña, en caſo de quedar totalmente eſtinguida la linea de Felipe. Fecha en Madrid a los 5. Noviembre* 1712. *Reiterada y confirmada al Buenretiro a los 7. del miſmo mes de Noviembre* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 164. en Eſpagnol & en François. Feuille volante imprinée à Londres, en Eſpagnol, en Francois. & en Anglois par autorité publique chez *Benj. Tooke* & *Jah. Barberoa*, l'an 1713. in 4.]

EL REY.

POR quanto en cinquo de Noviembre de eſte año de mil ſetecientos y doze, ante D. Manuel de Vadillo y Velaſco mi Secretario de Eſtado y Notario mayor de los Reynos de Caſtilla y Leon, y teſtigos, otorgue, jure y firme el Inſtrumento publico del tenor ſiguiente que à la letra es còmo ſe ſigue.

D. Phelipe por la gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sizilias, de Hieruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdeña, de Cordoüa, de Corzega, de Mur-

ANNO 1712.

Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Iflas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Iflas y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Auftria, Duque de Borgoña, de Bravante y Milan, Conde de Abfpurg, de Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Vifcaya y de Molina &c. Por la relacion y noticia de eíte Inftrumento y efcriptura de renunciation y deffiftimiento, y paraque quede en perpetua memoria, hago notorio y manifieíto a los Reyes, Principes, Potendados, Republicas, Comunidades y perfonas particulares que fon y fueren en los figlos venideros, que fiendo unos de los principales fupueftos de los Tratados de Pazes pendientes entra la Corona de Efpaña y la de Francia, con la de Inglaterra, para zimentar la firme y permanente, y proceder a la general fobre la maxima de afegurar con perpetuidad el univerfal bien, y quietud de la Europa en un equilibrio de Potencias, defuerte que unidas muchas in una, no declinafe la valanza de la defeada igualdad, en ventaja de una, apeligro y recelo de las demas: fe propufo y inflo por la Inglaterra, y fe combino por mi parte, y la del Rey mi Abuelo, que para evitar in qualquier tiempo la union de eíta Monarchia, y la de Francia y la poffibilidad de que in ningun caffo fubcedieíe fe huvieíen reciprocas renuncias por mi y toda mi descendencia a la fubceíion poíible de la Monarchia de Francia y por la de aquellos Principes y todas fus lineas exiftentes y futuras a la de eíta Monarchia, formando una relacion decorofa de abdication de todos los derechos que pudieren azerarfe para fubcederfe mutuamente las dos Cafas Reales de eíta y de aquella Monarchia feparando con los medios legales de mi renuncia, mi rama del tronco real de Francia, y todas las ramas de la de Francia de la troncal derivacion de la Sangre Real Efpañola: previniendofe afimifmo en confequencia, de la Maxima fondamental y perpetua del equilibrio de las Potencias de Europa, el que affi como eíte perfuade y juftifica evitar en todos caíos excogitables la union de la Monarchia de Efpaña con la de Francia fe precauciona fe el incombeniente de que en falta de mi defcendencia, fe diefe el caffo de que eíta Monarchia pudiefe recaer en la Cafa de Auftria cuyos dominios y adherencias aun fin la union del Imperio la haria formidable: motivo que hizo plauíible en otros tiempos la feparacion de los Eftados hereditarios de la Cafa de Auftria del Cuerpo de la Monarchia Efpañola, combiniendofe y ajuftandofe a eíte fin por la Inglaterra con migo, y con el Rey mi Abuelo, que en falta mia y de mi defcendencia entre en la fubceíion de eíta Monarchia el Duque de Savoya, y fus hijos y defcendientes maffculinos, nacidos en conftante legitimo matrimonio, y en defecto de fus lineas maffculinas, el Principe Amedeo de Carignan y fus de hijos y defcendientes maffculinos nacidos en conftante legitimo matrimonio, y en defecto de fus lineas el Principe Thomas Hermano del Principe de Cariñan fus hijos y defcendientes maffculinos nacidos en conftante legitimo matrimonio que por defcendientes de la Infante D. Cathalina Hija de el S. Phelipe Segundo y Illamamientos expreffos tienen derecho claro y conocido fupueíta la amiftad y perpetua alianza, que fe deve folecitar y confeguir del Duque de Savoya, y fu defcendencia con eíta Corona, deviendofe creer, que con eíta efperanza perpetua y inceíible, fea el fiel invariable de la Valanza, en que amiftofamente fe equilibren todas las Potencias fatigadas del fudor y incertidumbre de las Vatallas, no quedando algun arbitrio a ninguna de las Partes para alterar eíte equilibrio federal, por via de ningun Contrato de Renuncia ni retroceíion, pues combence la razon de fu permanencia la que motiva el admittir le, formandofe una conftitution fundamental que regle con ley inalterable la fubceíion en lo por venir, he deliverado en confequencia de lo referido, y por el amor a los Efpañoles y conocimiento de lo que al fuyo de vo, y las repetidas experiencias de fu fidelidad, y por retribuyr a la Divina Providencia con la refignacion a fu diftino el granveneficio de haver me colocado, y mantenido en el trono de tan illuftres y venemeritos Vafallos, el abdicar por mi, y todos mis defcendientes el derecho de fubceder en la Corona de Francia, deíeando no apartarme de vivir y morir con mis amados y fieles Efpañoles, dejando a toda mi defcendencia el vinculo infeparable de fu fidelidad y amor; y para que eíta deliveracion tenga el devido efecto, y ceíe el que fe hà conffiderado uno de los principales motivos de la Guerra, que haíta aqui hà affligido a la Europa. De mi proprio motu, libre, expontanea, y grata volontad, yo D. Phelipe por la gracia de Dios Rey de Caftilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sizilias, de Hieruíalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Gallicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdeña, de Cordoüa, de Corfega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indas Orientales y Occidentales, Iflas y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Auftria, Duque de Borgoña, de Bravante y Milan, Conde de Abfpurg, de Flandes, Tirol y Barzelona. Señor de Vizcaya y Molina &c. Por el preíente Inftrumento por mi mifmo, por mis herederos y fubceíores, renuncio, abandono, y me deffto para fiempre jamas de todas pretenfiones, derechos, y titulos que yo o qualquiera defcendiente mio, aya defde ahora, o pueda haver en qualquier tiempo que fubceda en lo futuro a la fubceffion de la Corona de Francia, y me declaro y hè por excluido, y apartado, y o y mis hijos herederos y defcendientes perpetuamente por excluidos e inabilitados abfolutamente y fin limitacion, diferencia y diftincion de perfonas, grados, fexos, y tiempos de la accion y derecho de fubceder en la Corona de Francia, y quiero y conffiento por mi y los dichos mis defcendientes que defde ahora para entonces, fe tenga por paffado transferido en aquel que por eftar yo y ellos excluidos inabilitados y incapaces fe hallare figuiende en grado, e immediato al Rey pro cuya muerte vacare, y fe huviere de regular y diferir la fubceffion de la dicha Corona de Francia en qualquier tiempo y caffo, paraque la haya y tenga como legitimo y Vendadero fubceíor, affi como fi yo mis defcendientes no huieramos nacido, ni fueíemos en el mundo, porque por tales hemos de fer tenidos y reputados, para que en mi perfona y la de ellos no fe pueda conffiderar ni hazar fundamento de repreíentacion activa o paffiva, principio o continuacion de linea efectiva contemptiva de fubftancia fangre o calidad, ni derivar la defcendencia o computacion de grados de las perfonas del Rey Chriftianiffimo mi Señor y mi Abuelo, ni del Señor Delphin mi Padre, ni de los glorioíos Reyes fus progenitores, ni para otro algun efecto de entrar en la fubceíion ni preocupar el grado de proximidad y excluir le de el a la perfona que como dicho es, fe allare figuiente en grado. Yo quiero conffiento por mi mifmo y por mis defcendientes que desde ahora como entonces, fea mirado y conffiderado eíte derecho, como paffado y traffadado al Duque de Berry mi Hermano, y a fus hijos y defcendientes maffculinos nacidos en conftante legitimo matrimonio, y en defecto de fus lineas maffculinas al Duque de Orleans mi Tio, y a fus hijos y defcendientes maffculinos nacidos en conftante legitimo matrimonio, y en defecto de fus lineas al Duque de Bourbon mi Primo y a fus hijos y defcendientes maffculinos nacidos en conftante legitimo matrimonio, y affi fubceíivamente a todos los Principes de la fangre de Francia fus hijos y defcendientes maffculinos para fiempre jamas, fegun la colocacion y la orden con que ellos fueren llamados a la Corona por el derecho de fu nacimientis y por conffequencia a aquel de los dichos Principes, que (fiendo como dicho es yo y todos mis dichos defcendientes excluidos, inabilitados e incapaces) fe pudiere hallar mas cercano en grado immediato defpues de aquel Rey por la muerte del qual fubcediere la vacante de la Corona de Francia, y aquien deviere pertenecer la Subceíion en qualquiera tiempo y en qualquiera caffo que pueda fer, para que el la poffea como fubceíor legitimo y verdadero de la mifma manera que fi yo, y mis defcendientes no huuieramos nacido. Y en conffideration de la mayor firmeza del Acto de Abdicacion de todos los derechos y titulos che me affiftian ami y o todos mis hijos y defcendientes para la Subceíion de la referida Corona de Francia, me aparto y deffto expecialmente del que pudo fobrevenir a los derechos de naturaleza por las Letras Patentes, o Inftrumento por el qual el Rey mi Abuelo, me conffervo, reffervò y havilito el derecho de Subceíion a la Corona de Francia, cuyo Inftrumento fue defpechado en Verfalles en el mes de Diziembre del año de mil fetecientos, y paffado, aprovado y regiftrado por el Parlamento, y quiero que no me pueda fervir de fundamento para los efectos en el prevenidos, y le refuto y renuncio, y le doy por

ANNO 1712.

ANNO 1712.

por nullo, irrito, y de ningun valor y por cancelado, y como si tal Instrumento no se huviese executado, y prometo y me obligo en fee de palabra real, que en quante fuere de mi parte, y de los dichos mis hijos y descendientes que son y seran procurarè la observancia y complimiento de esta escriptura, sin permitir ni consentir que se vaya o venga contra ello directe, o indirecte en todo o en parte y me desisto y apartò de todos y qualesquiera remedios savidos o ignorados ordinarios o extraordinarios y que por derecho commun o Privilegio expecial nos puedan pertenecer a mi y a mis hijos y descendientes para reclamar decir y alegar contra lo suso dicho, y todos ellos los rennncio, y expecialemente el de la lezion evidente enorme y enormissima que se pueda considerar haver intervenido en la desistencia y renunciacion del derecho de poder en algun tiempo subceder en la referida Corona, y quiero que ninguno de los referidos remedios, ni otros de qualquier nombre y ministerio, importancia y calidad que sean nos valgan, ni nos puedan valer, y si de hecho, on con algun color quisieremos ocupar el dicho Reyno por fuerza de armas haciendo ô moviendo guerre ofensiva o defensiva desde ahora para entonces se tenga jusgue y declare por ilicita, injusta y mal atentada, y por violencia, imbasion y usurpacion, hecha contra razon y conciencia, y por el contrario se jusgue y califique por justa, licita y permitida la que se hiciere, o moviere pol el que por mi exclusion y de los dichos mis hijos y descendientes deviere subceder en la dicha Corona de Francia al qual sus subditos y naturales le hayan de acoger y obedecer, hacer y prestar el juramento y omenage de fidelidad, y servirle le coma à su Rey y Señor legitimo. Y este desistimiento y renunciacion per mi y los dichos mis hijos y descentientes hà de ser firme, estable, valida e irrevocable perpetuamente para siempre jamas. Y digo y prometo que no hé hecho ni harè protextacion o reclamacion en publico o en secreto en contrario que pueda impedir o disminuir la fuerza de lo contenido en esta escriptura, y que si la hiciere aun que sea jurada, no valga ni pueda tener fuerza; y para mayor firmeza y seguridad de lo contenido en esta renuncia, y de lo dicho y prometido por mi parte en ella, empeño de nuevo mi fee y palabra real, y juro solemnemente por los Evangelios contenidos en este Missal sobre que pongo la mano derecha, que yo observarè mantendrè y complirè este Acto y Instrumento de Renunciacion tanto por mi como por todos mis subcesores herederos y descendientes en todas las clausulas en el contenidas segun el sentido y construccion mas natural, literal y evidente, y que de este juramento no hè pedido ni pedirè relaxacion, y que si se pidiere por alguna persona particular, o se concediere motu proprio no usarè, ni me valdrè de ella, antes para en casso que se me conceda, hago otro tal juramento paraque siempre aya y quede uno sobre todas las relaxaciones que me fuesen concedidas, y otorgo este escriptura ante el presente Secretario Notario de este mi Reyno, y lo firmè y mandè sellar con mi real Sello, siendo testigos prevenidos y llamados el Cardenal D. Francisco de Judice Inquisidor General y Arzobispo di Montreal, de mi Consejo de Estado D. Joseph Frz. de Velasco, y Tobar Condestable de Castilla. Duque de Frias, Gentilhombre de mi Camara mi Mayordomo mayor, Copero Mayor, y Cazador mayor D. Juan Claros Alonzo Perez de Gusman el Bueno Duque de Medina Sidonia Cavallero del Orden de Sancti Spiritus mi Cavallerizo mayor, Gentilhombre de mi Camara y de mi Consejo de Estado, D. Francisco Andres de Venavides Conde de Sant Istevant de mi Consejo de Estado y Mayordomo mayor de la Reyna. D. Carlos Homodei Lasso de la Vega Marques de Almonacir y Conde de Casa Palma Gentilhombre de mi Camara, de Consejo de Estado y Cavalerizo mayor de la Reyna. D. Restayno Cantelmo Duque de Popoli, Cavallero de la Orden de Sancti Spiritus, Gentilhombre de mi Camara y Capitan de mis Guardias de Corps Italianas. D. Fernando de Aragon y Moncada Duque de Montalto, Marques de los Veles Commendador de Silla y Benazul en la Orden de Montessa, Gentilhombre de mi Camara y de mi Consejo de Estado. D. Antonio Sevastian de Toledo Marques de Mancera, Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado, y Presidente del de Italia. D. Juan Domingo de Haro y Gusman Comendador mayor en la Orden de Santiago de mi Consejo de Estado D. Juachim Ponze de Leon Duque de Arcos, Gentilhombre de mi Camara, Comendador mayor en la Orden de Calatrava, de mi Consejo de Estado. D. Domingo de Judize Duque de Jovenazo, de mi Consejo de Estado. D. Manuel Coloma Marques de Canales, Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado y Capitan General de la Artilleria de Espaňa. D. Joseph de Solis Duque de Montellano, de mi Consejo de Estado. D. Rodrigo Manuel Manrique de Lara Conde de Frigiliana Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado y Presidente del de Indias. D. Isidro de la Cueva Marques de Bedmar, Cavallero de la Orden de Santi Spiritus, Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado, Presidente del de Ordenes, y primer Ministro de la Guerra, D. Francisco Ronquillo Brizeñon Conde, de Gramedo, Governado de mi Consejo de Castilla. D. Lorenzo Armangual Obispo de Gironda, de mi Consejo y Camara de Castilla y Governador del de hacienda. D. Carlos de Borja y Centellas Patriarcha de las Indias, de mi Consejo de las Ordenes, mi Capellan y Limosnero mayor, y Vicario General de mis Exercitos. D. Martin de Gusman Marques de Monte Alegre Gentilhombre de mi Camara y Capitan de mi Guardia de Alavarderos. D. Pedro de Toledo Sarmiento Conde de Gondomar, de mi Consejo y Camara de Castilla. D. Francisco Rodriguez de Mendaroz-queta Comisario General de Cruzada, y A. Melchior de Abellaneda Marques de Valdecañas, de mi Consejo de Guerra y Director General de la Infanteria de Espaňa. YO EL REY.

Yo D. Manuel de Vadillo y Velasco Cavallero de la Orden de Santiago, Comendador de Bozuelo en la de Calatrava Secretario de Estado de su Magestad Notario y Ecrivano Publico en sus Reynos y Señorios, que presentè fui al otorgamiento y todo lo demas de suso contenido doy fée de ello. Y en testimonio de Verdad lo signè y firme de mi nombre en Madrid à cinco de Noviembre de mil setecientos y doze. D. MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.

Por tanto para el resguardo de los combenios federales de que se hace mencion en el dicho Instrumento aqui inserto, y para que conste authenticamente a todas las partes donde combenga y pretendan valerse de su contenido, y para todos los effectos que huviere lugar en derecho y puedan derivarse de su otorgamiento devajo de las clausulas, condiziones y supuestos en el contenidos, da mandè despachar la présente firmada mi mano, sellada con el Sello de mis Reales armas y refrendada de mi infrascripto Secretario de Estado y Notario mayor de Estos Reynos. En Buen Retiro a siete de Noviembre de mil setecientos y doze.

YO EL REY.

MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.
(L. S.)

## CXXXVII.

*Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* JEAN V. *Roi de Portugal pour une Suspension d'Armes de quatre mois entre les Couronnes de France & d'Espagne d'une part, & celle de Portugal d'autre part. Fait à Utrecht le 7. Novembre* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 64. 7. Nov.

NOUS Plenipotentiaires de sa Majesté le Roy très-Chrétien, & de sa Majesté le Roy de Portugal sommes convenus,

I. Qu'il y aura une suspension generale de toutes actions militaires par terre & par mer, entre les deux Couronnes de France & d'Espagne d'une part, & celle de Portugal de l'autre, leurs Sujets, Armées, Troupes, Flottes, Escadres, & Vaisseaux, tant en Europe, que dans tout autre pays du monde, laquelle durera l'espace de quatre mois à commencer le quinziéme du present mois de Novembre, jusques au quinziéme du mois de Mars, que l'on comptera mil sept cent treize; & Sa Majesté Très-Chrétienne se fait fort, qu'elle sera observée par la Couronne d'Espagne.

II.

ANNO 1712.

II. En vertu du preſent Traité, tous actes d'hoſtilité ceſſeront entre ces trois Couronnes de châque coſté pendant ledit eſpace de quatre mois tant par terre, que par mer & autres Eaux, en ſorte que s'il arrivoit que pendant le cours de ladite Suſpenſion, on y contrevint de part ou d'autre, ſoit ouvertement, par quelque entrepriſe, ou autre fait d'armes, ſoit par ſurpriſe ou intelligence ſecrete, en quelque endroit du monde que ce fût, même par quelque accident imprévu, cette contravention ſe reparera de part & d'autre de bonne foy ſans delay, ni difficulté: Les Places, Vaiſſeaux, & Marchandiſes ſeront rendus inceſſamment, & les Priſoniers mis en liberté, ſans qu'on demande aucune choſe pour leur rançon, ni pour leur dépenſe.

III. Afin de prevenir tous ſujets de plaintes & conteſtations, qui pourroient naître à l'occaſion des priſes faites ſur mer pendant le terme de la ſuſpenſion, on eſt convenu que les Vaiſſeaux de part & d'autre qui ſeroient pris après l'expiration des termes ci-deſſus marquez à commencer du jour de la ſignature de ce Traité, ſeront entierement rendus avec le monde, l'Equipage, les Marchandiſes & les autres effets qu'on y aura trouvé, ſans la moindre exception, ſçavoir ceux qu'on aura pris depuis les Coſtes de Portugal juſques à la hauteur des Iſles Açores & du Détroit de Gibraltar après l'eſpace de vint cinq jours: Depuis le même Détroit juſques à tous les Ports de la Mediterranée aprés l'eſpace de quarante jours: Depuis les ſuſdites Coſtes de Portugal vers les Mers du Nord & dans leſdites Mers aprés cinquante jours: Depuis la hauteur des Iſles des Açores juſques au vint cinquiéme degré du côté du Sud aprés cinquante jours, & enfin aprés ledit vint-cinquiéme degré vers toute autre partie du monde aprés ſix mois. Bien entendu que dans l'endroit où la Suſpenſion ne peut avoir lieu que dans ſix mois, il eſt ſtipulé, que ladite Suſpenſion ne commençant qu'aprés les ſuſdits ſix mois, elle ne finira par conſequent que dans dix mois, & à l'égard des autres endroits, on obſervera la même choſe à proportion des termes marquez, afin que l'on y ait connoiſſance de ladite ſuſpenſion d'armes.

IV. Tous Vaiſſeaux & Bâtiments deſdites trois Couronnes pourront naviguer librement & jouïr de la préſente ſuſpenſion depuis les termes ci-deſſus marquez, ſans être munis d'autres Paſſeports que de ceux de leurs Souverains, & en cas que les Marchands ſouhaitent d'en avoir d'autres, on leur en accordera reciproquement.

V. Sa Majeſté Très-Chrêtienne promet que les Articles ci-deſſus de la ceſſation d'armes par mer ſeront obſervez par tous les Capitaines de Vaiſſeaux & autres Bâtiments qui ont ou auront Commiſſion de ſes Alliez; & Sa Majeſté Portugaiſe promet que de ſa part ils ſeront pareillement obſervez à l'egard de tous les Alliez de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.

VI. En vertu de la préſente ſuſpenſion d'armes les Troupes, que Sa Majeſté Portugaiſe a préſentement en Catalogne retourneront en Portugal le plûtoſt qu'il ſera poſſible, & afin que Sa Majeſté Portugaiſe ait le tems d'envoyer les ordres au General qui commande leſdites Troupes, ladite Suſpenſion d'Armes ne commencera pour elles que le premier Decembre prochain, auquel jour elles ſeront & demeureront dans l'inaction juſqu'à leur depart ſans pouvoir ſervir ni directement ni indirectement contre les deux Couronnes; & en cas que leur retraite ſe faſſe par terre, des Commiſſaires Eſpagnols ſe trouveront ſur la frontiere dans les premiers jours de Decembre prochain, pour concerter avec le General deſdites Troupes Portugaiſes le jour de leur depart & toutes les meſures neceſſaires, afin que leur marche au travers des Etats de la Couronne d'Eſpagne ſoit la plus courte & la plus commode qu'il ſera poſſible & que leurs logements ſoient reglez dans la route: Bien entendu que pendant ladite Marche on leur donnera auſſi des Commiſſaires pour les garantir de toutes inſultes; & pour leur faire fournir des vivres auſſi bien que tout ce qui leur ſera neceſſaire au prix commun & ordinaire dans le Pays. Sa Majeſté Très-Chrêtienne ſe fait fort, qu'on aura toute l'attention poſſible pour la ſeureté deſdites Troupes, & que ſi par quelque accident imprevû, il arrivoit que le terme des quatre mois de la ſuſpenſion vint à expirer pendant leur paſſage par terre ou par mer, en ce cas la ſuſpenſion d'armes ne laiſſera pas de continuer à l'égard de ces Troupes ſeulement juſques à ce qu'elles ſoient arrivées en Portugal.

ANNO 1712.

VII. Les Ratifications du preſent Traité ſeront échangées de part & d'autre dans le terme de quarante jours, ou plutoſt ſi faire ſe peut, nonobſtant que la ſuſpenſion doive commencer au quinzieme du preſent mois de Novembre.

En foy de quoy & en vertu des Ordres & Pleins pouvoirs que nous ſouſſignez avons reçus de nos Maiſtres le Roy Trés-Chrêtien & le Roy de Portugal, avons ſigné le preſent Traité & y avons fait apoſer les Sceaux de nos Armes. Fait à Utrecht le ſeptiéme Novembre mil ſept cens douze.

*Etoit ſigné,*

HUXELLES. L.S.

J. *Comte* DE TAROUCA. L.S.

D. LOUIS DA CUNBA. L.S.

L.S. L'ABBE' DE POLIGNAC.

L.S. MESNAGER.

## CXXXVIII.

*Certificato de D.* FRANCISCO-ANTONIO DE QUINCOCES *Cavall.ro de la Orden de St. Jago, del Conſejo de ſu. Mageſtad, Notario y Eſcrivano publico, en ſus Reynos: que contiene Que la Renunciacion a la Corona de Francia, a ſido preſentada a las Cortes de Caſtilla juntadas en Madrid, donde a ſido aprobada y confirmada en todos ſus puntos y articulos eſtableciendo que en adelante ſea tenida y guardada como a Ley fundamental del Reyno. Fecha en Madrid a los 9. Noviembre* 1712. [Sur la Copie imprimée dans le Traité de Paix, entre la France & l'Angleterre à Paris, chez *François Fournier* Avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. en Eſpagnol & en Francois.] 9. Nov.

DON Franciſco Antonio de Quincoces Cavallero del Orden de Sant Jago, del Conſejo de ſu Majeſtad y ſu Secretario del de la Camara, y Eſtado de Caſtilla, Notario y Eſcrivano publico en ſus Reynos y Senorios. Certifico que en conſequiencia de la propoſicion que el Rey nueſtro Senor (Dios le guarde) hizo al Reyno junto en Cortes, repreſentado per todos los Cavalleros, Procuradores de las Cividades, y villas que tienen voto en ellas, en el dia cincode eſte preſente mes y ano, en ſu Real Palacio de Buenretiro, y en viſta del Inſtrumento de renuncia otogardo por Su Majeſtad en el miſmo dia, mes y ano, ante el Señor D. Manuel de Vadillo y Velaſco, Su Secretario de Eſtado, Notario y Eſcrivano publico, en todos ſus Reynos y Senorios que Su Majeſtad le mando remetir, y ſe leyo y publico en junta de Cortes que tubo por ſi ſolo el Reyno en nueve de eſte mes acordo lo ſiguiente.

Que ſe forme por el Reyno, la mas reverente repreſentacion poniendo nos a los Reales pies de Su Majeſtad riendiendo le immottales gracias por los immenſos favores, conque ſe ha ſevido honorar y exaltar la Nacion Eſpañola, atendiendo al mayor bien y utilidad de ſus amantiſſimos Vaſſallos, procurando a eſta Monarchia el alivis de la deſeada paz y tranquilidad y que deſeando el Reyno por ſu parte, contribuir a logro de la Real intencion de Su Majeſtad aſſiente, y ſi fuere neceſſario para la mayor autoridad, validacion y firmeza aprueba y confirma la Renuncia que Su Majeſtad ſe ſirve hacer por ſi y en nombre de toda Su real deſcendencia a la Succeſion poſible de la Monarchia de Francia con la circonſtancia de haver ſe de executar la miſma Renuncia por los Principes de aquella Real familia y ſu deſcendencia a eſta Corona. Y a ſi miſmo la excluſion perpetua de la Caſa de Auſtria a los Dominios de eſta Monarchia. Y a ſi miſmo para en caſo de faltar (loque Dios no permitta) la Real deſcendencia de Su Majeſtade, el

ANNO 1712.

llamamiento de la Casa del Señor Duque de Saboya, y de todos Su Hijos y descendientes masculinos havidosen constante legitimo matrimonio y en defecto de todas estas lineas, al Principe Amadeo de Cariñan, Sus Hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo Matrimonio y en su falta al Principe Thomas Hermano del referido Principe de Cariñan, Sus Hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo Matrimonio, que por Descendientes de la Señora Infanta Dona Cathalina Hija del Señor Phelipe Secundo y llamamientos expressos tienen derecho claro y conozido, suponiendo la amistad y perpetua alianza que se deve solicitar, y consequir del Señor Duque de Saboya, y su descendencia con esta Corona, y que todas estas tres cosas, y cada una de ellas, las aprueba consiente y ratifica el Reyno, con las mismas calidades, condiciones y supuesto que se expresan infieren, y concluyen en el referido Instrumento de Renuncia executado por Su Majestad que queda mencionado y referido y en fin que para asegurar y establecer la firmesa de estos trados, Se obligan estos Reynos con todo su poder, y fuersas a hazer mantener las Reales Resoluciones de Su Majestad, sacrificando en Su real Servitio hasta la ultima gota de su Sangre, offreciendo a Su Majestad vidas y aziendas en obsequio de su amor. Y que para eterna memoria y observancia de la Real deliberacion de Su Majestad y acuerdo del Reyno se pida en su nombre (como con effecto lo ha pedido y suplicado por representacion, y consulta hecha el mismo dia nuebe de este mes) se sirva demandar, que derogando todas las que se hallarum en contrario, se estableca, por Ley fundamental, asi las Renuncias referidas, como la exclusion perpetua de la Casa de Austria, a los Dominios de esta Corona, y el llamamientos de la Casa de Saboya a la Succesion de estos Reynos en falta (que Dios no permitta) de la descendencia de Su Majestad que des de luego acordo el Reyno, con la aprobacion de Su Majestad como fundamiento en que consiste el mayor bien y utilidad de esta Monarchia, tan atendida, favorecida, y exaltada de la Real venevolentia de Su Majestad y haviendo se conformado el Rey nuestro Señor con este acuerdo y rapresentacion unanime, y conforme de todos los Cavalleros procuradores de Cortes del Reyno ha sido servido por Su Real Decreto de diez y siete de este mes demandar la remitir a Su Consejo supremo, juntamente con la escriptura de Renuncia, ordenandole, que Luego forme, estienda y disponga, el tenor de la Ley con todas las circunstancias de claridad, y firmeza para Su mas inviolable, y perpetua observancia. Como todo lo referido, mas largamente consta y pareze de los mencionades Instrumentos acuerdo y Suplica del Reyno, que vancetados a que me remito. Y esta Certificacion firmanda de mi mano, sellada con el Sello de las Reales Armas de Su Majestad la doi de Su Real Orden participada, en papel del Señor Marquea de Mejorada y de la Brena de Su Consejo, Gentilhombre de Su Camara, Su Secretario de Estado y del Despacho universal, en Madrid a Dies y nuebe de Noviembre de mil setecientos y doce assi firmado FRANCISCO DE QUINCOCES, y sellado de las Armas del Reyno.

## CXXXIX.

18. Nov. *Traité d'Accommodement entre Sa Majesté le Roi de* DANNEMARK *& la Ville de* HAMBOURG. *A Altena le* 18. *de Novembre* 1712.

SAVOIR faisons, que comme il s'est élevé entre S. Majesté Frederic IV. Roi de Danemarc, de Norwegue &c. & la Ville d'Hambourg &c. plusieurs differents, qui ont engagé S. M. à faire arrêter en Norwegue quelques Vaisseaux & Effets de Hambourg, & à donner ordre d'enlever tous les Vaisseaux & Effets de ladite Ville par tout où ils seront rencontrés en Mer; la Ville pour prevenir à tems la continuation des autres domages, que son Commerce pourroit encore souffrir, a souhaité ardemment de rentrer dans la faveur de S. M. & de convenir amiablement; à quoi S. M. ayant aussi été disposée. Elle a donné plein-pouvoir à Messieurs Claus Hardwig de Perkentin, Hans Statio Hagedorn, & Hans Kaspar van Platen de traiter & de conclure un Accord avec les 3. Deputés nommés par le noble Conseil de la Ville, savoir Messieurs Gabriel Silm, Mathieu Schlutern, & Hans Jacob Faber. Cependant, comme après diverses Conferences, on n'a pu venir à aucune conclusion, à cause que la Ville ne s'étoit pas declarée convenablement sur les sommes exigées, quoi-qu'on eut accordé plusieurs delais; & que sur cela quelques Regimens du Roi sont entrés dans le territoire de la Ville & des Communautez & y ont pris des quartiers; lesdits Sieurs Commissaires, après avoir repris le Traité, & tenu diverses Conferences, sont enfin convenus des Articles suivans avec Messieurs les Deputez de la Ville.

ANNO 1712.

I. La Ville promet de donner à S. M. Danoise, au sujet de la satisfaction exigée pour le passé, 230. mille Risdales en bons Ecus Danois, ou en bon argent courant, avec l'agio de 4. pour cent; payables à M. van Platen, Commissaire-General des Guerres, qui en donnera quittance.

II. La Ville declare, qu'elle fournira pareillement pour chaque jour, après le dernier delai, accordé depuis le 28. Octobre jusqu'au 5. Novembre, qu'on est convenu sur ce point, 2000. Risdales par jour, & ainsi pour 8. jours 16000. Risdales, en bons Ecus Danois, ou argent courant, avec l'agio de quatre pour cent; dont Elle s'entendra pareillement avec M. le Commissaire General des Guerres van Platen.

III. Et comme le noble Conseil est obligé de faire justice promtement & impartialement à un chacun, il promet aussi de l'accorder particulierement aux Sujets de S. M. Danoise.

IV. La Ville s'oblige d'envoyer encore 2 Deputez à Coppenhague, avant la fin de cette année, pour se concilier de plus en plus l'affection inestimable de S. M. D., pour solliciter, la protection Royale en faveur de son Commerce.

V. Et d'autre part, S. M. D. promet, avec le rétablissement de sa faveur, de retirer les Troupes qui sont dans le territoire de Hambourg, dès que la Ville pourra produire la Quittance du Commissaire General des Guerres van Platen, touchant le payement de l'entiére somme de 246. mille Risdales en Ecus ou argent courant, avec l'agio de 4. pour cent; De delivrer les terres de Hambourg & des Communautez, de Troupes, & de n'y laisser prendre aucuns quartiers à l'avenir.

VI. S. M. veut pareillement relâcher d'abord les Vaisseaux conduits & retenus en Norwegue, avec leurs charges & équipages, sans rien pretendre pour leur relachement, sous quelque pretexte que ce soit; & pour cet effet, ordonner & enjoindre que les Vaisseaux soient relachez sans aucun retardement.

VII. Elle veut en outre retirer les ordres, qui avoient été expediés, pour enlever un plus grand nombre de Vaisseaux de Hambourg; & qu'en cas que de pareils ordres aient deja été éxecutez, tout ce qui aura été pris soit d'abord relaché, accordant de nouveau au Commerce de la Ville, toute protection Royale.

Pour l'execution de cet Accord, les Commissaires Royaux & les Deputez de la Ville ont signé & ont apposé leur Seau; & il a aussi été arrêté en consequence, que les Ratifications en seront échangées dans 4. jours. Fait à Altena le 18. Novembr. 1712.

C. H. DE PERKENTIN.
H. S. HAGEDORN.
H. C. VAN PLATEN.
G. SILM.
M. SCHLUTERN.
H. J. FABER.

## CXL.

19. Nov. *Renonciation avec Serment, de* PHILIPPE *Petit-Fils de France, Duc d'*ORLEANS *à la Couronne d'Espagne, & à toute esperance d'y pouvoir succeder un jour, lui, ses Enfans, & ses Descendants. Fait au Palais Royal à Paris le* 19. *Novembre* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 209. Feuille volante imprimée à Londres en Anglois & en Francois par autorité publique chez *Benj. Toolke* & *John Barberon.* l'an 1713, in 4.]

PHI-

ANNO 1712.

PHILIPPE, PETIT-FILS DE FRANCE, Duc D'ORLEANS, DE VALOIS, DE CHARTRES ET DE NEMOURS: A tous Rois, Princes, Républiques, Potentats, Communautez, & à toutes perſonnes, tant préſentes, que futures; FAISONS SÇAVOIR par ces Préſentes, que la crainte de l'union des Couronnes de France & d'Eſpagne, ayant eſté le principal motif de la préſente Guerre; & les autres Puiſſances de l'Europe ayant toûjours apréhendé que ces deux Couronnes ne ſuſſent ſur une même teſte, on a poſé pour fondement de la Paix que l'on traite preſentement, & qu'on eſpere cimenter de plus en plus, pour le repos de tant d'Etats qui ſe ſont ſacrifiez, comme autant de victimes, pour s'oppoſer au peril dont ils ſe croyoient menacez, qu'il falloit établir une eſpece d'égalité & d'équilibre entre les Princes qui étoient en diſpute, & ſéparer pour toûjours, d'une maniére irrévocable, les droits qu'ils prétendent avoir, & qu'ils deffendoient, les armes à la main, avec un carnage réciproque, de part & d'autre.

Que dans la vûë d'établir cette égalité, la Reine de la Grande-Bretagne a propoſé, & ſur ces inſtances il a eſté convenu par le Roy noſtre très-honoré Seigneur & Oncle, & par le Roy Catholique noſtre très-cher Neveu, que pour éviter en quelque temps que ce ſoit, l'union des Couronnes de France & d'Eſpagne, il ſeroit fait des Renonciations réciproques; ſçavoir par le Roy Catholique Philippe V. noſtre Neveu, pour luy & pour tous ſes Deſcendans à la Succeſſion de la Couronne de France, comme auſſi par le Duc de Berry nôtre très-cher Neveu, & par Nous, pour nous & pour tous nos Deſcendans à la Couronne d'Eſpagne; à condition auſſi que la Maiſon d'Autriche, ny aucun de ſes Deſcendans, ne pourront ſucceder à la Couronne d'Eſpagne, parce que cette Maiſon même, ſans l'union de l'Empire ſeroit formidable, ſi elle ajoûtoit une nouvelle puiſſance à ſes anciens Domaines; & par conſéquent cet équilibre qu'on veut établir pour le bien de tous les Princes & Eſtats de l'Europe, ceſſeroit. Or il eſt certain que ſans cet équilibre, les Eſtats ſouffrent du poids de leur propre grandeur; ou que l'envie engage leurs voiſins à faire des Alliances pour les attaquer & pour les reduire au point, que ces grandes Puiſſances inſpirent moins de crainte, & ne puiſſent aſpirer à la Monarchie univerſelle.

Pour arriver à la fin qu'on ſe propoſe; & au moyen de ce que Sa Majeſté Catholique a de ſa part fait ſa Renonciation le cinquiéme du préſent mois: NOUS conſentons qu'au défaut de Philippe V. nôtre Neveu & de ſes Deſcendans, la Couronne d'Eſpagne paſſe à la Maiſon du Duc de Savoye, dont les droits ſont clairs & connus; d'autant qu'il deſcend de l'Infante Catherine Fille de Philippe II. & qu'il eſt appellé par les autres Rois ſes Succeſſeurs; de ſorte que ſon droit à la ſucceſſion d'Eſpagne eſt inconteſtable.

Et déſirant de nôtre coſté concourir à la glorieuſe fin qu'on ſe propoſe, de rétablir la tranquilité publique, & prévenir les craintes que pourroient cauſer les droits de nôtre naiſſance, ou tous autres qui pourroient nous appartenir: NOUS avons reſolu de faire ce Déſiſtement, cette Abdication & cette Renonciation de tous nos droits, pour nous & au nom de tous nos Succeſſeurs & Deſcendans. Et pour l'accompliſſement de cette réſolution, que nous avons priſe de nôtre pure, libre & franche volonté, Nous nous déclarons & nous tenons dès-à-préſent, Nous, nos enfans & Deſcendans, pour exclus & inhabiles, abſolument & à jamais, & ſans limitation, ni diſtinction de perſonnes, de dégrez & de ſexe, de toute action & de tout droit à la Succeſſion de la Couronne d'Eſpagne. NOUS voulons & conſentons pour nous & nos deſcendans, que dès maintenant & pour toûjours, on Nous tienne, Nous & les nôtres, pour exclus, inhabiles & incapables, en quelque dégré que nous nous trouvions, & de quelque maniére que la Succeſſion puiſſe arriver à nôtre ligne, & à toutes les autres, ſoit de la Maiſon de France, ſoit de celle d'Autriche, & de tous les Deſcendans de l'une & de l'autre Maiſon, qui, comme il eſt dit & ſuppoſé, doivent auſſi ſe tenir pour retranchées & excluës; & que pour cette raiſon, la Succeſſion de ladite Couronne d'Eſpagne ſoit cenſée devoluë & transferée à celuy à qui la Succeſſion d'Eſpagne doit être transferée, en tel cas, & en quelque temps que ce ſoit, en ſorte que nous l'ayons & tenions pour légitime & veritable Succeſſeur, parce que ny Nous, ny nos Deſcendans ne devons plus être conſiderez comme ayant aucun fondement de repréſentation active, ou paſſive, ou faiſant une continuation de ligue effective ou contentieuſe de ſubſtance, ſang ou qualité, ny tirer droit de nôtre deſcendance, ou de compter les dégrez de la Reine Anne d'Autriche nôtre trés-honorée Dame & Ayeule, ny des glorieux Rois ſes Anceſtres: Au contraire, nous ratifions la Renonciation que ladite Dame Reine Anne a faite, & toutes les clauſes que les Rois Philippe III. & Philippe IV. ont inſerées dans leurs Teſtaments: Nous renonçons pareillement à tout le droit qui nous peut appartenir & à nos Enfans & Deſcendans, en vertu de la Déclaration faite à Madrid le vingt-neuviéme Octobre mil ſept cens trois, par Philippe V. Roy des Eſpagnes nôtre Neveu; & quelque droit qui nous puiſſe appartenir pour Nous & nos Deſcendans, Nous nous en déſiſtons & y renonçons pour Nous & pour Eux. Promettons & Nous obligeons pour Nous, noſdits Enfans & Deſcendans préſens & avenir, de nous employer de tout nôtre pouvoir pour faire obſerver & accomplir ces Préſentes, ſans permettre ny ſouffrir que directement ou indirectement, on revienne contre, ſoit en tout, ſoit en partie. Et nous nous déſiſtons de tous moyens ordinaires ou extraordinaires, qui de droit commun, ou par quelque privilége ſpecial, pourroit nous appartenir, à Nous, nos Enfans & Deſcendans, auſquels moyens Nous renonçons abſolument, & en particulier à celuy de la lezion évidente, énorme & très énorme qui ſe peut trouver en la Renonciation à la Succeſſion de ladite Couronne d'Eſpagne; & voulons qu'aucuns deſdits moyens ne nous ſervent, ny puiſſent nous valoir; & que ſi ſous ce prétexte ou ſous toute autre couleur, nous voulions nous emparer dudit Royaume d'Eſpagne à force d'armes, la guerre que nous ſerions ou exciterions, ſoit tenuë pour injuſte, illicite & indûëment entrepriſe; & qu'au contraire, celle que nous feroit celuy qui, en vertu de cette Renonciation, auroit droit de ſucceder à la Couronne d'Eſpagne, ſoit tenuë pour permiſe & juſte, & que tous les Sujets & Peuples d'Eſpagne le reconnoiſſent, luy obéïſſent, le deffendent, luy faſſent hommage & luy prêtent ſerment de fidelité, comme à leur Roy, & légitime Seigneur.

Et pour plus grande aſſûrance & ſûreté de tout ce que nous diſons & promettons pour Nous & au nom de nos Succeſſeurs & Deſcendans, Nous jurons ſolemnellement ſur les ſaints Evangiles contenus en ce Miſſel, ſur lequel nous mettons la main droite, que nous le garderons, maintiendrons & accompliſſons en tout & pour tout, & que nous ne demanderons jamais de nous en faire relever: Et que ſi quelque perſonne le demande, ou qu'il nous ſoit accordé, *proprio motu*, Nous ne nous en ſervirons, ny prévaudrons. Bien plus, en cas qu'on Nous l'accordât, nous faiſons un autre ſerment, que celuy-cy ſubſiſtera & demeurera toûjours, quelque Diſpenſe qu'on puiſſe nous accorder. Nous jurons & promettons encore, que nous n'avons fait ni ferons, ni en public, ni en ſecret, aucune Proteſtation ny reclamation contraire qui puiſſe empêcher ce qui eſt contenu en ces Préſentes, ou en diminuer la force; & que ſi nous en faiſions, de quelque ſerment qu'elles fuſſent accompagnées, elles ne pourroient avoir ni force ni vertu, ni produire aucun effet. Et pour plus grande ſûreté nous avons paſſé & paſſons le préſent Acte de Renonciation, d'Abdication & de Déſiſtement, pardevant Maiſtres Antoine le Moyne & Alexandre le Fevre Conſeillers du Roy, Notaires Garde-Nottes & Garde-Scels au Châtelet de Paris, ſouſſignez: en nôtre Palais Royal, à Paris l'an mil ſept cens douze, le dix-neuviéme Novembre avant midy. Et pour faire inſinuer & enregiſtrer ces préſentes par tout où il appartiendra, Nous avons conſtitué pour nôtre Procureur le porteur, & avons ſigné ces Préſentes & leur Minute eſt demeurée en la poſſeſſion dudit le Févre Notaire. Signez PHILIPPE D'ORLEANS, LE MOYNE & LE FEVRE; & à côté ſcellé ledit jour.

NOUS Hieroſme d'Argouges, Chevalier Seigneur de Fleury, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils, Maiſtre des Requeſtes honoraire de ſon Hôtel, Lieutenant Civil de la Ville, Prevôté & Vicomté de

ANNO 1712. de Paris, certifions à tous qu'il appartiendra, que Maiſtres Antoine le Moyne & Alexandre le Févre qui ont ſigné l'Acte de Rénonciation de l'autre part, ſont Conſeillers du Roy, Notaires au Châtelet de Paris, & que foi doit être ajoûtée, tant en Jugement que dehors, aux Actes par eux reçûs. En foi de quoi nous avons ſigné ces Préſentes, icelles fait contreſigner par nôtre Secretaire, & appoſer le cachet de nos Armes. A Paris le vingt-un Novembre mil ſept cens douze; Signé D'ARGOUGES, & plus bas par mondit Seigneur BARBEY, & ſçellé.

## CXLI.

24. Nov. *Renonciation avec Serment de* CHARLES *Fils de France Duc de* BERRI *à la Couronne d'Eſpagne, & à tout Droit d'y pouvoir un jour ſucceder, lui ou ſes Deſcendants à perpetuité. A Marly le* 24. *Novembre* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 199. Feuille volante imprimée par authorité publique à Londres chez *Benj. Toolle* & *Joh. Barbaron* l'an 1713. in 4.]

CHARLES, Fils de France, Duc de Berry, d'Alençon, & d'Angouleſme, Vicomte de Vernon, Andely & Giſors, Seigneur des Chaſtellenies de Coignac & Merpins, A TOUS les Rois, Princes, Républiques, Communautez, & à tous autres Corps & Particuliers, préſens & avenir, SÇAVOIR FAISONS. Toutes les Puiſſances de l'Europe ſe trouvant preſque ruinées à l'occaſion des préſentes Guerres, qui ont porté la déſolation dans les Frontieres; & pluſieurs autres parties des plus riches Monarchies & autres Etats, on eſt convenu dans les Congrez & Traitez de Paix qui ſe négocient avec la Grande-Bretagne, d'établir un équilibre & des limites Politiques entre les Royaumes dont les intereſts ont été, & ſe trouvent encore le triſte ſujet d'une ſanglante diſpute; & de tenir pour maxime fondamentale de la conſervation de cette Paix, que l'on doit pourvoir à ce que les forces de ces Royaumes ne ſoient point à craindre, & ne puiſſent cauſer aucune jalouſie; ce que l'on a crû ne pouvoir établir plus ſolidement qu'en les empêchant de s'étendre, & en gardant une certaine proportion; afin que les plus foibles étant unis, puiſſent ſe défendre contre de plus puiſſans, & ſe ſoûtenir reſpectivement contre leurs égaux.

POUR CET EFFET, le Roy Nôtre Très-Honoré Seigneur & Ayeul, & le Roy d'Eſpagne, Nôtre Très-Cher Frére, ſont convenus & demeurez d'accord avec la Reine de la Grande-Bretagne qu'il ſera fait des Renonciations réciproques par tous les Princes préſens & futurs de la Couronne de France & de celle d'Eſpagne, à tous droits qui peuvent appartenir à chacun d'eux ſur la Succeſſion de l'un ou l'autre Royaume, en établiſſant un Droit habituel à la Succeſſion de la Couronne d'Eſpagne dans la Ligne qui ſera habilitée & déclarée immédiate à celle du Roy Philippes V. nôtre Frére par les Etats d'Eſpagne, qui ont dû s'aſſembler pour cette fin, en y faiſant une balance immuable pour maintenir l'équilibre qu'on veut mettre dans l'Europe; & paſſant à particulariſer tous les cas prévûs de l'union, pour ſervir d'exemple de tous ceux qui peuvent ſe rencontrer, il a été auſſi convenu & accordé entre le Roy Très-Chrêtien, nôtre Très-Honoré Seigneur & Ayeul, le Roy Philippe V. nôtre Frére, & la Reine de la Grande-Bretagne, que ledit Roy Philippe renoncera pour luy & pour tous ſes Deſcendans à l'eſperance de ſucceder à la Couronne de France; Que de nôtre côté Nous renoncerons auſſi pour Nous & pour nos Deſcendans à la Couronne d'Eſpagne; Que le Duc d'Orleans, nôtre Très-Cher Oncle fera la même choſe, de ſorte que toutes les Lignes de France & d'Eſpagne reſpectivement, & relativement, ſeront excluës pour toûjours & en toutes maniéres de tous les Droits que les Lignes de France pourroient avoir à la Couronne d'Eſpagne, & les Lignes d'Eſpagne à la Couronne de France; Et enfin que l'on empêchera, que ſous prétexte deſdites Renonciations, ni ſous quelqu'autre prétexte que ce ſoit, la Maiſon d'Autriche n'exerce les Prétentions qu'elle pourroit avoir à la Succeſſion de la Monarchie d'Eſpagne; d'autant qu'en uniſſant cette Monarchie aux Pays & Etats héreditaires de cette Maiſon, elle ſeroit formidable, même ſans l'union de l'Empire, aux autres Puiſſances qui ſont entre-deux, & ſe trouveroient comme envelopées, ce qui détruiroit l'égalité qu'on établit aujourd'huy pour aſſûrer & affermir plus parfaitement la Paix de la Chrêtienté, & ôter toutes jalouſies aux Puiſſances du Nord & de l'Occident, qui eſt la fin qu'on ſe propoſe par cet équilibre politique, en éloignant & excluant ainſi toutes ces branches, & appellant à la Couronne d'Eſpagne au défaut des Lignes du Roy Philippe V. nôtre Frére & de tous ſes Enfans & Deſcendans, la Maiſon du Duc de Savoye qui deſcend de l'Infante Catherine Fille de Philippe II. Ayant été conſideré qu'en faiſant ainſi ſuccéder immédiatement ladite Maiſon de Savoye, on peut établir comme dans ſon centre cette égalité & cet équilibre entre ces trois Puiſſances, ſans quoy on ne pourroit éteindre le feu de la Guerre qui eſt allumé, & capable de tout ruïner.

VOULANS donc concourir par nôtre Déſiſtement & par l'Abdication de tous nos Droits, pour Nous, nos Succeſſeurs & Deſcendans, à établir le repos univerſel, & aſſûrer la Paix de l'Europe, parce que Nous croyons que ce moyen eſt le plus ſûr & le plus précis dans les terribles circonſtances de ce tems; Nous avons reſolu de renoncer à l'eſperance de ſuccéder à la Couronne d'Eſpagne, & à tous les droits qui nous y appartiennent & peuvent appartenir par quelque titre ou moien que ce ſoit; Et afin que cette réſolution ait tout ſon effet, & auſſi au moien de ce que le Roy Philippe V. nôtre Frére, a de ſa part fait ſa Rénonciation à la Couronne de France le cinquiéme du préſent mois de Novembre, de nôtre pure, libre & franche Volonté, & ſans que nous y ſoyons induits par aucune crainte reſpectueuſe, ni par aucun autre égard, que ceux ci-deſſus expoſez; NOUS Nous déclarons & tenons dès maintenant; Nous, nos Enfans & Deſcendans, pour exclus & inhabiles abſolument à jamais, ſans limitation ni diſtinction de perſonnes, de dégrez, ni de ſexe; de toute action & de tout droit à la Succeſſion de la Couronne d'Eſpagne; Nous voulons & conſentons, pour Nous, noſdits Enfans & Deſcendans, que dès maintenant & pour toûjours, on nous tienne, Nous & Eux, en conſéquence des Préſentes, pour exclus & inhabiles, de même que tous les autres Deſcendans de la Maiſon d'Autriche, qui comme il a été rapporté & ſuppoſé, doivent auſſi être exclus en quelque dégré que nous nous trouvions les uns & les autres, & que la Succeſſion nous arrive, nôtre Ligne, celle de tous nos Deſcendans & toutes les autres de la Maiſon d'Autriche, comme il a été dit, devant en être ſeparées & excluës: Que par cette raiſon le Royaume d'Eſpagne ſoit cenſé dévolu & transferé à qui la Succeſſion doit en tel cas être dévoluë & transferée en quelque tems que ce ſoit; Enſorte que nous l'ayons & tenions pour légitime & veritable Succeſſeur, parce que par les mêmes raiſons & motifs; & en conſéquence des Préſentes, Nous, ni nos Deſcendans ne devons plus être conſidérez, comme ayant aucun fondement de repréſentation active ou paſſive, ou faiſant une continuation de Ligne effective ou contentieuſe de ſubſtance, ſang ou qualité, ni même tirer droit de nôtre deſcendance, ni compter nos dégrez des Perſonnes de la Reine Marie Thereſe d'Autriche, nôtre Très-Honorée Dame & Ayeule, de la Reine Anne d'Autriche nôtre Très-Honorée Dame & Biſayeule, ni des glorieux Rois leurs Ancêtres; Au contraire, Nous ratifions les clauſes de leurs Teſtamens & les Rénonciations faites par leſdites Dames nos Ayeules & Biſayeules; NOUS renonçons pareillement au droit qui nous peut appartenir & à nos Enfans & Deſcendans, en vertu du Teſtament du Roy Charles II. qui nonobſtant ce qui eſt rapporté ci-deſſus, nous appelle à la Succeſſion de la Couronne d'Eſpagne, la Ligne de Philippe V. venant à manquer; NOUS nous déſiſtons donc de ce droit, & y renonçons, pour Nous, nos Enfans & Deſcendans, Promettons & Nous obligeons pour Nous & noſdits Enfans & Deſcendans, de Nous employer de tout nôtre pouvoir pour faire accomplir ce préſent Acte, ſans permettre ni ſouffrir que directement ni indirectement on revienne contre, ſoit en tout, ſoit en partie, & Nous nous déſiſtons de tous moyens ordinaires ou extraordinaires, qui

ANNO 1712. de droit commun ou par quelque privilége ſpécial pourroient nous appartenir, à Nous, nos Enfans & Deſcendans, auſquels moyens Nous renonçons auſſi abſolument, & en particulier à celui de l'évidente, énorme & très-énorme lezion qui ſe peut trouver en ladite Rénonciation à la Succeſſion de la Couronne d'Eſpagne; Et Voulons qu'aucun deſdits moyens n'ait, ni ne puiſſe avoir d'effet; Et que ſi ſous ce prétexte ou toute autre couleur, Nous voulions nous emparer dudit Royaume à force d'Armes, la Guerre que Nous ferions ou exciterions, ſoit tenuë pour injuſte, illicite, & indûment entrepriſe, & qu'aucontraire la Guerre que nous feroit celuy qui en vertu de cette Rénonciation auroit droit de ſucceder à la Couronne d'Eſpagne, ſoit tenuë pour permiſe & juſte, & que tous les Sujets & Peuples d'Eſpagne le reconnoiſſent, luy obéïſſent, le défendent, luy faſſent hommage & luy prêtent ſerment de fidelité, comme à leur Roy & légitime Seigneur.

ET pour plus grande ſûreté de tout ce que Nous diſons & promettons pour Nous, & au Nom de nos Enfans & Deſcendans, Nous jurons ſolemnellement ſur les Evangiles contenus au Miſſel, ſur lequel Nous mettons la main droite, que Nous le garderons, maintiendrons & accomplirons en tout & pour tout; Que Nous ne demanderons jamais de Nous en faire relever; & que ſi quelqu'un le demande pour Nous, ou qu'il nous ſoit accordé, *motu proprio*, Nous ne nous en ſervirons, ni prévaudrons; Bien plus, en cas qu'on Nous l'accordât, Nous faiſons d'abondant cet autre ſerment, que celuy-cy ſubſiſtera & demeurera toûjours, quelques diſpenſes qu'on puiſſe nous accorder; NOUS jurons & promettons auſſi que Nous n'avons fait ni ferons, ni en public, ni en ſecret aucune proteſtation ni réclamation contraires, qui puiſſent empêcher ce qui eſt contenu en ces Préſentes, ou en diminuer la force; Et que ſi Nous en faiſions, de quelques ſermens qu'elles fuſſent accompagnées, elles ne pourront avoir ni force ni vertu, ni produire aucun effet.

EN foy de quoy, & pour rendre ces Préſentes authentiques, elles ont été paſſées pardevant Meſ. Alexandre le Févre, & Antoine le Moyne, Conſeillers du Roy, Notaires Gardes-nottes de Sa Majeſté, & Gardes-Sçel au Chaſtelet de Paris ſouſſignez, leſquels ont du tout délivré le préſent Acte.

ET pour faire publier & enregiſtrer ces Préſentes par tout où beſoin ſera, Monſeigneur le Duc de Berry a conſtitué ſes Procureurs généraux & ſpéciaux les Porteurs des expéditions par *Duplicata* d'icelles, auſquels Mondit Seigneur en a donné Pouvoir & Mandement ſpécial par ceſdites Préſentes. A Marly le vingt-quatriéme jour de Novembre mil ſept cens douze, avant midi & a ſigné le préſent *Duplicata* & un autre, & leur Minute demeurée audit le Moyne Notaire. Signé CHARLES. LE FEVRE & LE MOYNE; Et à côté, ſcellé ledit jour.

Enſuite eſt écrit: Nous Hierôme d'Argouges, Chevalier Seigneur de Fleury, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils, Maître des Requeſtes honoraire de ſon Hôtel, Lieutenant Civil de la Ville, Prévoſté & Vicomté de Paris; certifions à tous qu'il appartiendra, que Maîtres Alexandre le Févre & Antoine le Moyne qui ont ſigné l'Acte des autres parts, ſont Conſeillers du Roy, Notaire Gardes-nottes de Sa Majeſté & Gardes-Sçel au Chaſtelet de Paris, & que foy doit être ajoûtée tant en Jugement que dehors aux Actes par eux reçûs; En foy de quoy Nous avons ſigné ces Préſentes, icelles fait contreſigner par nôtre Secretaire, & appoſer le cachet de nos armes. A Paris ce vingt-quatriéme Novembre mil ſept cens douze.

*Signé*,

D'ARGOUGES;

*Et plus bas*;

Par Mondit Seigneur BARBEY.

*Et ſcellé.*

## CXLII.

14. Dec. *Prorogation pour quatre mois, de la Suſpenſion d'Armes auparavant conclüe, entre la* FRANCE, *l'*ESPAGNE, *& l'*ANGLETERRE. *A Verſailles le* 14. *Decembre & à Londres le* 7 *du même mois* 1712. Avec *la* PROCLAMATION *faite à Paris ſuivant l'Ordre du Roi donné à Verſailles le* 15. *Decembre* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 161.] ANNO 1712.

COMME un Traité de Suſpenſion d'Armes tant par Terre que par Mer, ou autres Eaux, a été fait entre leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Britannique, & ſigné à *Paris* 19. d'Août 1712. pour le terme de 4. mois, à commencer le 22. dudit mois d'Août: Et comme ladite Suſpenſion expirera le 22. jour de ce préſent mois de Décembre, nouveau ſtile, leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, & la Reine de la Grande-Bretagne, étant du même ſentiment qu'Elles étoient alors, & ayant les mêmes vûës pour le bonheur de la Chrêtienté, ont jugé néceſſaire de prévenir tous les évenemens de la Guerre, capables de troubler les meſures qui ont été priſes pour parvenir au bien général qu'Elles ſe propoſent: Et pour ces raiſons & autres, ont agréé & conſenti, comme elles agréent & conſentent par ces Préſentes, de prolonger & continuer ladite Suſpenſion d'Armes pour le terme de 4. mois, à commencer dudit 22. de ce préſent mois de Décembre nouveau ſtile, & à durer juſqu'au 22. du mois d'Avril de l'an 1713., nouveau ſtile, en ſorte que ledit Traité de Suſpenſion d'Armes conclu à *Paris* le jour ſuſdit, ſera continué & prolongé en toutes maniéres, ſans aucune interruption ou obſtruction pour le terme ſusmentionné, comme s'il étoit renouvellé & inſeré ici de mot à mot.

En foi dequoi Nous avons ſigné les Préſentes, & y avons appoſé les Sceaux de nos Armes. Fait à *Verſailles*, le 14. Décembre, & à *Londres* le 7. Décembre 1712.

(L. S.) COLBERT DE TORCY.

(L. S.) BOLINGBROKE.

---

*Proclamation de la Prorogation de la Suſpenſion d'Armes entre la France & l'Angleterre.*

DE PAR LE ROI.

ON fait à ſavoir à tous qu'il appartiendra, que la Suſpenſion d'Armes accordée le 22. du mois d'Août dernier, entre Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puiſſant Prince, Loüis, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, nôtre Souverain Seigneur: & Très-Haute, Très-Excellente, & Très-Puiſſante Princeſſe, Anne, Reine de la Grande Bretagne, leurs Vaſſaux, Sujets, Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres & Seigneuries de leur obéïſſance, pour durer pendant le tems de 4. mois, commençant le 22. jour dudit mois d'Août dernier, & finiſſant le 22. du préſent mois de Décembre, a été prorogée & continuée pour l'eſpace de 4. autres mois, commençant ledit jour 22. du préſent mois de Décembre, & finiſſant le 22. Avril prochain 1713. Pendant lequel tems il eſt défendu aux Sujets de Sa Majeſté, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, d'exercer contre ceux de la Reine de la Grande-Bretagne, aucun Acte d'hoſtilité par Terre, par Mer, ſur les Rivieres ou autres Eaux, & de leur cauſer aucun préjudice ni dommage, à peine d'être punis ſéverement comme perturbateurs du repos public. Et afin que perſonne n'en prétende cauſe d'ignorance, ordonne Sa Majeſté que la Préſente ſera lûë, publiée & affichée par tout où beſoin ſera.

Fait à *Verſailles* le 15. Décembre 1712.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas:*

COLBERT.

ANNO 1713.

## LXLIII.

10/11. Janv. Tractat, so zwischen dem Hertzog und Administratorn zu Hollstein-Gottorff / und dem Schwedischen General Feldmarschall Grafen von Steenbock / im Nahmen Sr. Königl. Majest. von Schweden / geschlossen worden; wodurch der Schwedischen Armée, sich unter die Vestung Tönningen zu retiriren unter gewissen Bedingungen promittiret wird. Den 21. Januar annô 1713. [Sur l'Imprimé a Coppenhague in dero Königlichen Maj. und Univ. privilegirten Buchdruckerey in Folio.]

C'est-à-dire,

*Traité entre le Duc Administrateur de* HOLSTEIN-GOTTORP, *& le Comte de* STEENBOCK *Maréchal de Camp du Roi de* SUEDE, *par lequel Son A. S. promet de donner accès & refuge aux Troupes de Sa Majesté sous le Canon de Tonningue à certaines conditions. Fait le* 21 *Janvier* 1713.

ZUwissen ꝛc. Demnach Ihr. Königl. Majest. zu Schweden Hochbetrauter Raht wie auch verordneter General en Chef und Ober-Commandeur über dero in Teutschland stehende Armée, Herr Graf Magnus Steenbock von deß Herrn Bischoffen zu Lübeck auch Hertzogen und Administratorn zu Schleswig-Holstein / Herrn Christian August Hoch-Fürstl. Durchl. inständigst verlanget / Ihm und dero unter seinem Commando stehenden Königlichen Armée zu vergönnen / sich auf etwa benöhtigten Fall deß Schutzes der Vestung Tönningen zu bedienen. Se. Excellentz der Herr Graf auch Sr. Hoch-Fürstl. Durchl. zu motifs vorgestellet / wie eines theils das Fürstl. Hauß bey der gegenwärtigen Conjunctur und Situation durch die verlangte Vergünstigung der Cron Schweden den allergrössesten und einen nimmer gnug zu vergeltenden Dienst erzeigen würde; Und wie andern theils bey der so gar nahe heran rückenden combinirten sehr überlegenen Feindlichen Krieges-Macht die Königl. Schwedische Armée der äusserstẽ Gefahr exponiret stunde; Und dann deß Hr. Administratoris Hochfürstl. Durchl. ihres Ohrts nicht ermangeln wollen / nach deß Fürstl. Hauses unverbrüchlichen attachement vor die Cron-Schweden / bey einer so importanten Gelegenheit einen guten Willen und treuen Dienst-Eyffer an den Tag zu legen; Gleichwohl aber dieselben diese Sache so delicat und von grosser Wichtigkeit zu seyn befunden / daß Sie alle nur ersinnliche Præcautiones dabey zu nehmen vor unumbgänglich nöhtig erachtet; Als haben hochbesagte Ihr. Durchl. mit obwohlermelten Königl. Schwedischen hochbetrauten Raths / General en Chef, und Ober-Commandeurs Hr. Grafen Magni Steenbocks Excellentz sich folgender Puncte vereinbahret und verglichen.

I.

Consentiren Se. Durchl. / daß der Hr. Graf Steenbock unter denen Stücken und Schutz der Vestung Tönningen seine Magazins vor die Königl. Armée formiren möge / gleich wie dann auch

II.

Die gesambte unter deß Hr. Grafen Commando stehende Königl. Schwedische Armée, fals dieselbe von Ihrem Feinde solte in die Enge getrieben werden / solchen Schutzes unter besagter Vestung zu gewärtigen haben solle. ANNO 1713.

III.

Wann der Hr. Graf Steenbock ein Treffen zu halten genöhtiget würde / und wieder Vermuhten dabey den kürtzern zöge / soll derselbe ebenfals vor sich und seines Königs Armée deß gedachten Schutzes unter der Vestung Tönningen zu gewärtigen und zu geniessen haben.

IV.

Die hiezu behufige Ordres sollen dem Herrn Grafen bey Vollenziehung gegenwärtiger Convention würcklich zu handen gestellet werden.

V.

Dahingegen versprechen deß Königl. Herrn Rahts General en Chef und Ober-Commandeurs Grafen Steenbock Excellentz in Krafft dieses im Nahmen Ihr. Königlichen Majest. zu Schweden bey treuen wahren Worten / Ehr und gutem Glauben / da durch die Formirung der Magazinen / durch die würckliche Bequartirung und durch die Führung deß Krieges hiesige Fürstl. Landen in totalen Ruin gesetzet werden / auch wann der Casus existiren sollte / daß die Königl. Schwedische Armée sich unter die Stücke von Tönningen setzete / und daselst den versprochenen Schutz genösse / leicht zu erachten / daß Königl. Dännischer Seits man solches für einen öffentlichen Frieden-Bruch nehmen / und nicht nur die Fürstl. Lande feindlich tractiren / sondern selbige gar unter seine Bothmässigkeit zu bringen / und sie deß Herrn Hertzogens Carl Friderichs Durchl. gäntzlich zu entziehen bedacht seyn würde / daß dannenhero Sr. Königl. Majest. zu Schweden keinen Frieden mit der Cron Dennemarck eingehen noch machen sollen noch wollen / bevor das Fürstl. Hauß nicht nur vollenkömblich restituiret / sondern auch wegen deß erlittenen Schadens zulänglich indemnisiret und demselben deßfalls wenigstens das Ambt Segeberg zu sambt der Grafschafft Pinnenberg von der Cron Dennemarck cediret und eingeräumet worden.

VI.

Viel weniger wil und soll der Hr. Graf Steenbock mit seiner unterhabenden Armée, wann Seine Excellentz der Vestung Tönningen sich solten gebraucht haben / auß hiesigen Landen wegmarchiren / ehe und bevor der Friede mit der Cron Dennemarck auf jetzt vorbesagtem Fuß wird erfolget seyn; daferne aber Se. Excellentz der Vestung Tönningen sich zu Ihrem und der Königl. Armée Schutz gar nicht bedienet haben / sondern die Vestung gantz vorbey gegangen seyn solten / so daß das Fürstl. Hauß bey seiner völligen Neutralität bleiben könte; So wollen Se. Excellentz Ihnen auch alle Freyheit reserviret haben / mit der Königlichen Armée zu marchiren / wohin Sie es gut finden möchten.

VII.

Ferner verspricht der Hr. Graf Steenbock Nahmens Ihr. Königl. Majest. zu Schweden / daß Ihr. Majest. diejenige Willfährigkeit / so deß Hr. Administratoris Durchl. dermahlen Vermöge der ersten vier Articul dieser Convention bewiesen / gegen Se. Hochfürstl. Durchl. ins besondere und gegen Dero Fürstl. Familie mit aller ersinnlichen Danckbahrung erkennen / auch Se. Durchl. und dero Familie von solcher Reconnoissance reelle Proben durch thätige Gegen-Bezeigungen geben / und anbey Se. Durchl. alle

ANNO 1713.

alle Satisfaction wegen deß Schadens / so Ihro aus obiger Entschliessung und Deference vor Se. Königl Majest. zukommen möchte / verschaffen wollen und sollen.

VIII.

Und weiln vorbesagter massen es leicht dahin kommen dürffte / daß nicht nur die Fürstlichen Lande ruiniret sondern auch von außwärtiger Macht überzogen würden / und dadurch geschehen könte / daß der Fürstl. Rente-Cammer wenig oder gar keine Intraden zuflössen / einfolgl. deß Hr. Administratoris Durchl. in dem Stande gesetzet wurden / daß Sie weder vor Ihrer Durchl. Hertzog Carl Friderich noch auch vor dero eigene Hoff-Statt die Subsistence funden; Als verspricht der Hr. Graf Steenbock hiedurch Nahmens Sr. Königl. Majest. zu Schweden / auf solchen Erfolg dasjenige / was zum benöthigtem Unterhalt ermelter beeder Hof-Statten wird erfordert werden / biß zu Ende deß gegenwärtigen Krieges mit der Cron Dennemarck und erfolgter restitution auch indemnisation des Fürstl. Hauses / baar zu fourniren.

IX.

Verspricht der Hr. Graf Steenbock auf gute Treu und Glauben und bey allem / was einen Ehrlichen Mann in der Welt verbinden mag / daß Er gegenwärtigen Tractat niemahls anderswo als eintzig und allein vor Se. Königl. Maj zu Schweden hohen Personn zum Vorschein bringen / noch dessen Innhalt seiner Seits zu jemandts Wissenschafft kommen lassen / auch wegen desselben Verwahrung solche Præcautiones nehmen wolle und solle / daß man deßfals auffer allen Sorgen seyn könne / und ob zwar

X.

Wegen kurtze der Zeit und Entfernung Sr. Königl. Majest. zu Schweden / dero Ratification über diesen Tractat nicht eingeholet werden können; So nimbt dennoch der Hr. Graf Steenbock auf Sich / daß alles worüber man obstehender massen conveniret ist / und was dabey stipuliret worden / von Sr. Königl. Majest. vollenkömblich werde und solle genehmiget werden. Uhrkundlich sind von diesem Tractat zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget / beyderseitig eigenhändig unterschrieben auch besiegelt / und darauf gegen einander außgewechselt worden. So geschehen respectivè auffm Schlosse Gottorff und zu Husum den 21ten Januarij Anno 1713.

CHRISTIAN AUGUST.

(L. S.)

G. H. F. H. v. Görtz.

Johan Baner.

H. G. z. Reventlou.

A. E. Stambke.

Separat Articul zwischen dem Herzogen und Administratorem zu Holstein-Gottorff und dem Königl. Schwedis. General Feldt-Marschalln Grafen von Steenbock im Nahmen Sr. Königlichen Majest. von Schweden den 21. Januar. 1713. wodurch der Schwedischen Armée sich in die Vestung Tonningen retiriren zu dürffen unter gewissen Conditionen stipuliret wird.

ANNO 1713.

C'est-à-dire.

*Articles Separés par lesquels le Duc Administrateur de Holstein Gottorp promet à certaines conditions de remetre la Forteresse de Tonningen au Comte de Steenbock & aux Troupes de sa Majeste Suedoise du 21. Janv. 1713.*

DAferne über Vermuthen es sich begeben solte / daß die Königl. Schwedische Armée von ihren Feinden eine Niederlage erlitte / und der Hr. Graf Steenbock sich mit denen Königl. Trouppen unter denen Stücken der Vestung Tönningen nicht sicher gnug glauben solte / sondern Er genöthiget würde / mit seinen Leuten sich in die Vestung selber zu salviren; So wollen deß Hr. Administratoris Hochfürstl. Durchl. auch darin hiemit consentiret haben; Gestalt dem Hr. Grafen Steenbock solcher halb eine eventuale Ordre an den Commendanten der Vestung hiebey zugestellet wird. Darentgegen verspricht der Hr. Graf Steenbock.

I.

Daß Er solcher Retraite in die Vestung sich nicht anders dann in dem fall der äussersten Noth / wann nemblich keine andere Rettung vor Ihm und Ihr. Königl. Majest. zu Schweden Trouppen mehr übrig wäre / bedienen wolle und solle.

II.

Verbindet sich der Hr. Graf Steenbock, daß auf dem Erfolg besagter Retraite Er sich keines Commando über die Vestung annehmen / sondern dem Commendanten darüber nach wie vor alle freye Disposition lassen solle und wolle / gleich dann auch deß Hr. Grafen Excellentz über die anjetzo unter dero Commando stehende Königl. Trouppen alle Disposition ferner ungehindert behalten.

III.

Nichtweniger verbindet der Hr. Graf Steenbock sich hiedurch / wann entweder der Friede mit der Cron Dennemarck erfolget seyn wird / oder auch sonst Se. Excellentz mit der Königl. Schwedischen Armée sich aus hiesigen Landen wieder abziehen solten / daß Se. Excellentz alsdann die Vestung Tönningen noch vor dem Abzuge der Königl. Armée gäntzlich wieder evacuiren / und unter keinerley Prætext sich dessen weigern wollen noch sollen.

IV.

Ist verabredet und verspricht der Herr Graf Steenbock auch / daß er sich in deß Fürstl. Hauses privat und Domestiq vormundtschafftl. Affaires auf keine weise weder directè noch indirectè meliren / vielweniger deß zu Tönningen in verwahrsamb seyenden von Wedderkopp und dessen Sachen sich weder durch interceſſion noch auf einige andere Ahrt annehmen wolle oder solle. Uhrkundlich ist dieser separat Articul gleich dem Haupt-Recels vom heutigen dato beyderseitig unterschrieben und besiegelt. Es soll auch derselbe von eben solcher Verbindlichkeit und Würckung seyn / als ob er dem Haupt-Recels von Wort zu Wort inseriret stünde. Geschehen respectivè auf dem Schlos-

se

ANNO 1713.

se Gottorff und zu Husum den 21. Januarij Anno 1713.

CHRISTIAN AUGUST.

(L. S.)

G. H. v. Goertz.

Joh. Banner.

H. G. z. Reventlow.

A. E. Stambke.

Concordare vidi & Copiam hanc manu propriâ scripsi

MARTEN LILLIEHÖÖK.

(L. S.)

Der Schwedischen Generalität über vorherstehende Tractaten ausgestelltes Attestatum.

C'est-à-dire,

*Attestation des Generaux Suedois sur ce Traité.*

WIR untergeschriebene attestiren hiemit / daß Se. Excellentz der Hr. Königl. Raht und General en Chef, der Hr. Graf Steenbock, uns obenstehendes Document sub juratoriâ fide silentij communiciret hat / und daß dieser Actus von Sr. Durchl. dem Hrn. Hertzogen Administrator durch die Hrn. Geheimbte Rähte Hr. Banner und Graf Reventlau ist proponiret und abgehandelt worden / sambt daß diese Copia allerdings über ein kombt mit dem Original, welches der Hr. Geheimbter Raht Banner gegen Revers zu sich genommen und zu Vermeidung alles soupçons als Commissiones von Jhr. Durchl. dem Hertzogen Carl Friderich intitulizet / wegen Sicherheit Lebens und Sterbens. Wir bezeugen imgleichen / daß Jhr. Excellentz niemahlen vorher dieses prætendizet oder sich davon geäussert haben / ehe es die Geheimbten Rahte selber proponizet haben. Nachdemmahlen Wir nun alle ins gesambt und sonders in Ansehung jtziger Zeit Conjuncturen / gar nicht haben zahtsamb gefunden / nach Jütland zu gehen / und uns also die Einräumung von Tönningen gantz nöhtig und unumbgänglich ist ; Als soll diese Uhrkundlich vidimirte Copia mit der Zeit dienen zur justification Jhr. Excellence hiebey geführten Conduite und zu Verhütung aller argen List und Gefährde. Gegeben im Haupt Quartier zu Hufum den 25. Januarij Anno 1714.

| | |
|---|---|
| C. E. Aschenberg. | Reinholt Pattkull. |
| Marscalck. | J. B. Schomer. |
| CarlAdamStackelberg. | Carl G. Mellin. |
| H. Strömfelt. | V. C. Bassevitz. |

In Ermangelung aller Pettschafften als Gezeuge.

(L. S.) A. Brahe.

ANNO 1713.

Die vom Fürstl. Gottotffischen Geheimen Rath Banner und dem Commendanten und andern Officirern in Tönningen an den Königl. Schwed. General Feld-Marschall Grafen von Steenbock geschehene Vorstellung.

C'est-à-dire,

*Representation faite au Comte de Steenbock par le Baron Banier Conseiller intime du Duc de Holstein Gottorp & Commandant de Tönningen, avant l'extradition de la Place.*

DEmnach Wir unterschriebene in Erfahrung gekommen / wie Sr. Hochgräfl. Excell. wohlmeinende Intention dahin gienge / die gantze Königl. Armée in dieser Vestung zu logiren / und dadurch ihr Conservation zu suchen ; Als sind wir so wohl auß grossem Respect und Treue vor Jhr. Königl. Majest. von Schweden / als auch vor unsers Gnädigsten Fürsten und Herrn Interesse, wovon wir bereits reelles preuves abgeleget haben / in dem wir die Königl. zu-Garnison auf Ordre würcklich mit eingenommen / und unsers gnädigsten Fürsten und Herrn Länder dadurch dero Feinden zur victime übergeben haben / bewogen worden / folgendes gehorsambst und demüthigst vorzustellen.

1. Weil man eine gar geringe Zeit / so wohl was Magazin und Brod-Korn / so in dieser Veste obhanden / betrifft / damit außkommen kan / geschweige der zum Brod-backen allein benöthigisten Feurung / so nicht über drey Wochen dauren kan / da dann nach sothaner Zeit der Rocken roh müste gegessen werden / und da Wir ohnfehlbahr in Ansehung der Gelegenheit / die der Feind zu Wasser von Reusburg und Glückstadt hat / ein bombardement zu befahren / dürffte alsdann ein mehrers von so gedachter kleinen Provision vergehen / und wann die Magazins, Mühlen nebst der durch vermuthliche Feurs-brunst dadurch ruiniret würden / so würde man also nicht die Treue und die grosse Zele, die wir vor die Conservation der Königl. Armée haben / weisen / sondern augenscheinlich befahren müssen / daß der übrige Rest von der Armée und die Vestung nebst allem was darinn in die Hände und Discretion der grausamen Feinde exponiret und überlassen werden müste.

2. Betreffend Bier / Brandtwein und Toback / so wird auf das höchste solches alles nicht über zehen Tage zureichen / weil keine Feurung / Maltz und Hopffen verhanden / und als dann ein jeder von den Obersten biß zum niedrigsten Wasser und Brackwasser zu trincken necessitirt seyn würden / wobey eine grosse Delertion von den Gemeinen zu befürchten.

3. Da auß Mangel dessen unaußbleiblich / indem in bevorstehenden Monaht Martio an diesem Orth die Kranckheiten einreissen und grassiren / über dem auch bereits von einem Regiment bey die 300. Krancken eingebracht / und in der Guarnison derer eine gute Anzahl obhanden / dieser Orth auch also beschaffen / daß in dem Vor-Jahr sich stets grosse Kranckheiten eräugen / also anjetzo desto mehr zu befürchten / daß die Leute / so in dieser continuirlichen Nässe / zu mahlen 6. à 8. Tage es immer eins wegreguet / stehen und wenig Obdach und Pflege geniessen / imgleichen dieses Landes Lufft nicht ertragen können / wegen deß ungesunden Wassers / also / aller Menschlicher apparence nach / eine grosse Contagion und Sterben unaußbleiblich ver-

ANNO 1713.

verursachen können/ so daß auch die lebendigen kaum die Todten möchten begraben können.

Diesem nach werden Eu. Excellence gütigst überlegen/ was bey sogestalten Sachen vor Messures zur Conservation Ihr. Königl. Armée und der Veste Tönningen zu nehmen.

Ob es besser die gantze Armée allhie einzulegen/ und die Pferde/ worinnen doch so ein grosses Capital stecket/ umbbringen zu lassen/ da in diesem gantzen Lande/ nach der totalen Verwüstung keine mehr werden zu bekommen seyn/ welches sonst an alle frembde Herrschafften hat dergleichen mittheilen können/ oder nach Eu. Excellence eigen Dessein suchen/ entweder durch hiesige Fahrzeuge/ oder mit Schlagung einer Brücken/ wie Sie selbsten am rathsamsten befinden/ dadurch die Cavallerie und Infanterie, so viel davon können beritten gemacht werden/ möglichster massen zu salviren?

Was den Rest der Infanterie, so allhie verbleibet/ betrifft/ wollen wir derselben mit Respect und Treue vor Ihr. Majest. und unserm gnädigsten Fürsten denenselben so lange Brod mittheilen als wir selbst haben/ und so lange solches dauren wird. Datum Tönningen den 17. Februarij 1713.

Johann Baner.

Joachim Wolff. Obr. und Commendant.

Joachim von Grumbkou Obr. und Vice-Commmendant.

Carl Otto von Hœpken Major von der Artillerie.

K. Clasen Ingenieur-Major.

J. v. Buchwaldt Major von der Vestung.

H. Müller Cammer-Assessor und Commissarius.

Hertzog Carl Fridrichs zu Holstein Gottorff Ordre an den Commendanten in Tönningen de Dato 23. Julii 1712. Nebst der Schwedl. Generalität Attestato.

C'est-à-dire,

*Ordres du jeune Duc de Holstein Gottorp au Commandant de Tonningue, & avec le Certificat de la Generalité Suedoise.*

VON GOttes Gnaden Carl Friederich, Erbe zu Norwegen/ Hertzog zu Schleswig Holstein/ Stormarn und der Ditmarschen/ Graf zu Oldenburg und Delmenhorst ꝛc. Unsern gnädigsten Gruß zuvor/ Wohlmannhaffter und Wohl-Edler Commendant, Lieber Getreuer. Als Se. Königl. Majest. zu Schweden dermahlen bekandter massen verschiedene Feinde zu gleich haben/ und daher leicht zu erachten stehet/ daß der Königl. Hr. Raht und Gen. Graf Steenbock, es wol mit allen nicht auf einmahl werde aufnehmen können/ sondern derselbe nach den umbständen der Sachen und Conjuncturen vielleicht möchte genöthiget werden/ mit der Königlichen Armée, welche unter sein Commando gegeben ist/ ins Holsteinische hinein zu dringen/ umb die Cron Dennemarck desto eher zu einem billigen Frieden zu nöhtigen; So ist Uns zu erkennen gegeben/ wie Sr. Königl. Majest der importanteste Dienst geschehen konte/ wann dem Hr. Grafen Steenbock von Uns erlaubet würde/ sich unserer Vestung Tönningen zum Schutz und Sicherheit der Königl. Armée zu bedienen/ woferne Er es nöhtig haben sollte. Nun wisset Ihr selber/ was vor Erkentlichkeit Wir Se. Königl. Majest. vor dero unzehliche Liebe und Güte schuldig sind/ die Wir von Kind auf allhie genossen/ in betracht derselben/ und in Erinnerung Unserer Erkänntlichkeit/ die Wir billig bey allen Gelegenheiten zu zeigen verbunden sind/ haben Wir kein Bedencken tragen sollen Sr. Königl. Majest. Dienst/ so viel an uns ist/ zu befördern. Wir befehlen Euch demnach hiemit gnädigsten Ernstes/ und bey Vermeidung von Verlust Ehre und Lebens/ daß wann der Hr. Graf Steenbock von seinen Feinden gezwungen werden sollte/ oder zu Conservation der Königl. Armée nöhtig funde/ eine sichere Retirade, entweder unter die Canonen Unserer Vestung Tönningen/ oder auch allenfals in der Vestung selber zu suchen/ Ihr auf Vorzeigung dieser Unserer gnädigsten Ordre so forth darinn williget/ und ohne bey Jemand erst Vorfrage zu thun/ nach dem Zustand der Sachen das eine und das andere geschehen lasset/ doch habt Ihr dabey euer Commando über die Vestung Euch nichts desto weniger zu reserviren/ und solches nach wie vor in der Vestung zu exerciren. Wir versehen uns dessen zu Euch in Gnaden unfehlbahrlich. Auf den Fall aber Ihr diesem Unserm Befehl nicht gehorchet/ wurdet Ihr der angedeuteten Straffe gewiß zu gewärtigen haben. Sonsten aber sind und bleiben Wir Euch mit Gnaden wohl beygethan. Gegeben Carlsberg den 23. Julii 1712.

CARL. FRIDERICH.

(L. S.)

Der Schwedischen Generalität Attestatum über vorhergehende Ordre.

Cum autographo mihi exhibito concordantiam testor copiæ hujus manu propria scriptæ.

MARTEN LILLIEHÖÖCK.

(L. S.)

WIR unterschriebene attestiren hiemit/ daß Seine Excell. der Herr Königl. Raht und General en Chef, der Hr. Graf Steenbock, uns obenstehendes Document, sub juratoria fide silentii communiciret hat/ und daß dieser Actus von Sr. Durchl. dem Hertzog Administrator durch die Herrn Geheimbte Rähte Hr. Banner und Graf Reventlow ohne daß Ihr. Excell. vorhero es prætendiret/ ist proponiret und abgehandelt worden. Sambt daß diese Copia allerdings übereinkombt mit dem Original, welches der Geheimbte Raht Banner gegen Revers zu sich genommen und zu Vermeidung alles soupçons als Commissiones von Ihrer Durchl. dem Hertzogen Carl Friderich intituliret, wegen Sicherheit Lebens und Sterbens. Nachdem mahlen wir nun alle ins gesambt und besonders in Ansehung jetziger Zeit Conjuncturen gar nicht haben rahtsahm gefunden/ nach Jütland zu gehen/ und uns also die Einräumung Tönningen gantz nöhtig und unumbgänglich ist. Als soll diese Uhrkundlich vidimirte Copia mit der Zeit dienen zur Justification Ihr. Excell. hie-

ANNO 1713.

hiebey geführten Conduite und zu Verhütung aller argen List und Gefehrde. Gegeben im Haupt-Quartier den 25. Januarii 1713.

C. v. Aschenberg. Reinholt Pattkull.

Marsealck. J. B. Schomer.

Carl Adam Stackelberg. Carl v. Mellin.

H. Strömfelt. V. C. Bassevitz.

In Ermangelung aller Pettschafften als Gezeuge.

(L. S.) A. Brahe

## CXLIV.

$\frac{25}{30}$. Janv. *Fœdus inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, & Ordines Unitarum* BELGII *Provinciarum Generales, pro mutua & reciproca Guarantia, Successionis nempe ad Coronam Britannicam, in Stirpe Protestantium, & Obicis vulgo* Barriere *præfatis Ordinibus debitæ, atque adversus Galliam perquam necessariæ; quem in finem, priori Fœdere, quod die 29. Octobris 1709. factum fuit, prorsus rescisso & abrogato, ad novas Conventiones, Stipulationes Coronæ Britannicæ magis acceptas, deveniunt, seseque invicem obstringunt.* (1) [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 260. en Latin, comme icy, avec une traduction Françoise.]

QUANDOQUIDEM in Tractatu qui super Successionem ad Coronam Magnæ Brit. atque Obicem sive Repagulum, vulgo *Barriere*, Unitarum Belgii Provinciarum 29. die Octob. 1709. inter Sereniſſimam Principem Dominam Annam Mag. Brit. Fran. & Hiber. Reginam, fidei Defensorem, & Celsos ac præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii concluſus fuit, complures Articuli Clausulæque contineantur quæ ampliorem explicationem desiderant, quæque, nisi emendationes aliquæ ex æquo adhibeantur, jam nunc damna & proinde ex iis quæ hinc olim sequi poterint, commodis rationibusque Subditorum dictæ suæ Regiæ Majestatis periculum allaturi videantur; aliique porro extent qui posteaquam Tractatus supradictus initus est, diutius nec necessarii neque apti sunt. Cumque Art. XVII. præd. Tractatus provisum fuerit, ut Conventio quædam separatim fieret de conditionibus quibus prædicta Regia Sua Majestas, Dominique Ordin. Gen. promitterent sponderentque, sese submini strauros auxilia, quorum usus foret ad Fideijussiones, vulgo *Guarantias*, mutuo præstandas, quæ quidem Conventio haud quaquam facta est; Antedicta Regia Maj. Mag. Brit. & Dom. Ord. Gen. Fœd. Belgii serio perpendentes quanti interſit, ut nihil imperfectum, nihil obscurum restaret in Tractatu qui utrique Nationi permagni adeo momenti est; quodque nulla ineunda sit Pactio quæ Subditis alterutrius Partis gravis esse videatur, in Fœdere cujus scopus propositumque fuerit ut Amicitiæ vincula arctius utrimque adstringerentur & de mutua securitate melius efficaciusque præcautum esset, e re fore existimaverunt novum Tractatum conficere, cæteris Tractatibus Fœderibusque quæ inter ipsos nunc vigent addendum. Atque eum denique in finem Regia Sua Maj. Mag. Brit. mandatis suis atque authoritate sufficiente instruxit N. N. . .

Domini vero Ordines Generales a sua parte Mandatis atque Authoritate sufficiente muniverunt N. N. . .

Qui quidem Ministri plenariis Potestatibus instructi munitique vi earundem in Articulos subsequentes convenerunt.

ANNO 1713. 19. Aout.

I. Tractatus ille vulgo de Successione & de Obice sive *Barriere*, nominatus qui 29. die Mensis Octobris Anno Dom. 1709. Hagæ-Comitum inter Sereniſſ. Reginam Mag. Brit. & Dom. Ordin. Gen. Uniti Belgii concluſus fuit, unà cum duobus Articulis separatis eodem die signatis, nullius abhinc vigoris virtutisve esse censebitur: Dictusque Tractatus Articulique duo præfati rescinduntur jam irritique declarantur, eodem modo ac si nunquam facti aut ratihabiti fuissent. Omnes autem alii Pacis Amicitiæ, Unionis, Confœderationis Tractatus inter præmemotam Regiam suam Maj. & Dom. Ordines Generales concluſi, hisce comprobantur confirmanturque, atque eandem vim virtutemque obtinere debent ac si in præsenti hoc Tractatu inserti fuissent.

II. Cum Lege quadam in Parliamento Angliæ lata anno 12. Regni nuperi Sereniſſi. Regis Guilielmi III. cui Titulus est *Actum de Ulteriori Coronæ limitatione & meliore securitate Jurium Libertatumque Subditorum* &c. sancitum declaratumque fuerit, quod post obitum prædicti Regis, Reginæ jam regnantis, quæ tum Princeps Anna Daniæ vocabatur, & deficiente Prole, ex Regina & etiam ex Rege supra memoratis oriunda, Corona Regalisque Gubernatio Angliæ Franciæ atque Hiberniæ & Ditionum eo spectantium, deveniret pertineretque ad Excellentiſſimam Principem Sophiam Electricem & Duciſſam viduam Hannoveranam & hæredes ejus Protestantes. Cumque ex eo tempore in plurimis cùm Angliæ, tum Scotiæ Parliamentis statutum fuerit, ut Successio ad Monarchiam Regni uniti Mag. Brit. & Ditionum eò spectantium post dictæ Sereniſſi. Reginæ obitum & sobole ab eadem deficiente, deveniret & pertineret ad Excellentiſſimam Principem Sophiam Hæredesque ipsius Protestantes: ut Pontificii omnes, atque ii, eæve, qui cum Pontificiis matrimonium contraxerint, excluderentur a Corona Mag. Brit. & Ditionum eò spectantium, atque in perpetuum hæreditatem, possessionem, vel usum fructum eorundem habendi incapaces redderentur, Quæ quidem provisio diversis Parliamenti Actis constituta, super Successionem antedictam postea stabilita, firmataque fuit Lege quadam in Parliamento Magnæ Britanniæ, lata anno 6. Reginæ nunc regnantis, cui titulus est: *Actum de securitate personæ, & gubernatione Regiæ Suæ Maj. Successioniſque, ad Coronam Mag. Brit. in stirpe Protestantium.* Cumque nulla Potestas extranea, neque Persona ulla quæcunque jus habeat revocandi in dubium Constitutionem a Parliamento Mag. Brit. factam, aut seſe eidem opponendi, quoad devolutionem, limitationem hæreditatemve Coronæ ejusdem Regni. Si autem contingeret, ut Potestas aliqua extranea, vel Status, seu Persona, Personæve quæcunque, sub specie qualibetcunque, directè vel indirectè bello aperto, vel conspiratione, proditione seu perfidio sese opponere velint juri Successionis Hæredum Majestatis Suæ Regiæ post obitum ipsius, vel deficientibus hujusmodi Hæredibus, juri Successionis Excellentiſſimæ Principis Sophiæ, aut Hæredum ejus quorumcunque, ad quos dicta Successio tunc spectaverit, secundum Leges & Statuta Magnæ Brit. D., Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum promittunt, ac spondent sese omni prorsus tempore, vivente Seren. Reginâ antea memoratâ, ipsi opitulaturos, ad pugnandum pro jure successionis ad Coronam Regiam Mag. Brit. prout per Leges, & Statuta ejusdem Regni stabilita determinataque est; & post obitum ante dictæ Sereniſſimæ Reginæ sese opem laturos Hæredibus ejus de corpore suo natis, hisve deficientibus Principi Sophiæ supra memoratæ, aut talibus ejus Hæredibus ad quos, ut præfatum est, Successio ad Coronam Regiam Mag. Brit. post obitum Sereniſſi. Reginæ nunc regnantis, legitimè spectaverit, ut veniant in ejusdem possessionem, eandemque conservent; obstituros autem personæ cuilibetcunque, quæ possessioni Coronæ ante dictæ, ejusque conservationi impedimentum aliquod afferre voluerit, secundum ejusmodi requisitionem, atque ad ea tempora, eoque modo, ac ea virium proportione, terrâ marique, sicuti Artic. 13. hujusce Tractatus explicatius dictum est.

III. Quandoquidem Art. 5. Fœderis inter Sereniſſimum Romanorum Imperatorem Leopoldum, Sereniſſimum Regem Mag. Brit. Guilielm. III. glorioſæ memoriæ, & DD. Ord. Gen. Fœderati Belgii

(1) Le date & les Signatures qui manquent à ce Traité se trouvent dans la Traduction Françoise; en cette maniere. *Fait a Utrecht le 29. du Mois de Janvier de l'an 1713. En foi de quoi, les susdits Plenipotentiaires, ayant échangé reciproquement les Lettres de leurs Pleins pouvoirs ont chacun en particulier signé ce Traité de leurs propres mains, & l'ont muni de leurs Sceaux le 19-30 du mois de Janvier de l'an de Notre Seigneur* 1712-1713. [DUM.]

ANNO 1713.

gii, Hagæ Comitum, die 7. Sept. Anni 1701. confecti, cautum proviſumque fuerit, ut dicti Fœderati omnes nervos intendant, quo recuperent Provincias Hiſpano-Belgicas, ut ſit obex & repagulum, vulgò *Barriere*, Galliam a Belgio Fœderato removens, & ſeparans, pro ſecuritate Ord. General.; quemadmodum ab omni tempore, inſervierunt, donec Rex Chriſtianiſſimus eas Milite ſuo occupavit, conventum jam, concordatumque eſt, ut Regia Sua Majeſtas Mag. Brit. omni ope atque opera enitatur in Tractatu Pacis ineundo, non ſolum ut Provinciæ Hiſpano-Belgicæ, verum Urbes, Oppidaque alia quæ opus eſſe videantur, ſeu bello parta, ſive nondum capta, formando Ord. General. repagulo, ſive *Barriere* inſerviant.

IV. Eum itaque in finem pactum conſtitutumque eſt, ut DD. Ordines Generales Præſidia collocare, conſervare, augere, ſive diminuere poſſint, prout ipſis viſum erit, in locis ſequentibus, ſcil. Furnes, Fortalitio Knock dicto, Ipres, Menucino, ſive Menin; in Urbe & Arce Tornacea, in Montibus, Caroloregia, in Urbe & Arce Namurcâ, in Arce Gandavenſi, in Fortalitiis la Perle, Philippe, & Damme, appellatis, nec non Fortalitio St. Donati, munitionibus Cluſenſibus penitus annexo, cujus proprietas Ordinibus generalibus conceditur; & Fortalitium Rodenhuyſen appellatum, cis Gandavum diruetur.

V. Sin autem evenerit, ut dicti Ordines Generales bello re ipſa implicati fuerint contra Galliam, aut apertè patuerit, Galliam ipſos aggreſſuram eſſe, eo caſu iiſdem licitum erit, talem Copiarum numerum, quem e re ſua eſſe judicaverint, in eas Urbes, Oppida, & Fortalitia, Provinciarum Hiſpano-Belgicarum mittere, quas belli ratio, & neceſſitas poſtulaverint.

VI. Licitum porro ipſis erit, in Urbes, Oppida & Fortalitia, ubi Præſidia habuerint, commeatum, apparatus bellicos, arma, tormenta grandiora, munitionum conſtruendarum materiam, quodcunque denique Præſidiis ſupradictis, & munitionibus idoneum, aut neceſſarium fuerit, ſine impedimento atque omni Vectigali ſeu portorio ſubvehere.

VII. Alti memorati Dni Ordines Generales, in Urbibus, Oppidis, & Fortalitiis Art. 4. recenſitis, ubi Præſidia habuerint, tales Gubernatores, Præfectos, Majores, alioſque Officiarios inſtituere poſſunt, prout ipſis viſum erit, adeo ut nullius omnino Imperio, quoad ſecuritatem locorum ſupra dictorum, & Leges ſive Conſuetudines militares, ſubjiciantur, præter ſolos unicoſque Ordines Generales. Salvis tamen iis Juribus, & Libertatibus, cum Eccleſiaſticis, tum politicis Sereniſſimi Imperatoris Caroli Sexti.

VIII. Licitum autem erit præfatis D. Ordin. General. dictas Urbes, Oppida, & Fortalitia eodem pertinentia munire, munitioneſque reficere, eo modo, quem neceſſarium duxerin, adeoque omnia facere, quæ eorundem defenſioni conducere poſſe videantur.

IX. Conventum vero cum ſit, quod Provinciarum Hiſpano-Belgicarum, proprium & ſupremum Dominium ad Cæſaream ſuam Majeſtatem pertineat, tam earum quæ a nupero Hiſpaniarum Rege Carolo ſecundo tempore mortis ſuæ poſſeſſæ fuerant, quam earum, quæ in ejus poſſeſſionem non venerant, quæque a Gallia Pacis futura Tranſactione cedi contingeret, neceſſe itaque erit, ut ſtipulatio fiat, atque adeo fiat ut pactum concordatumque eſt, ut omnes reditus, præter eos quibus opus erit ad ſuſtinendam Gubernationem Civilem, Urbium, Oppidorum, Caſtellorumque, atque locorum ab iis dependentium, quæ præſenti hoc Tractatu Repaguli, ſive *Barriere*, pars fieri debeant, quique ad nuperum Hiſpaniarum Regem Carolum, ſecundum tempore mortis ſuæ nequaquam pertinebant, in poſterum ad D. Ord. Gen. attinere cenſebuntur, atque ab iiſdem colligentur in uſum ſuſtentationemque Militum præſidiariorum, & ad ſumptus Munitionum, Apothecarum, aliarumque rerum ſuppeditandos: ſub ea autem ſpeciali conditione, ne Ordines Generales virtute hujus Articuli, vel quocunque alio nomine, poteſtatem ſibi unquam ſumant nova Vectigalia in locis prædictis imponendi, vel antiqua augendi, diminuendive. Conventum porro concluſumque eſt ſub eadem conditione, haudquaquam vero aliter, ut ad impenſas ſupra memoratas ſubminiſtrandas, decies centum millia Florenorum quotannis, ſive centum mille Imperiales tertio quoque menſe, DD. Ord. Generalibus numerentur ex certiſſimis optimiſque Proventibus earum partium Provinciarum Hiſpano-Belgicarum, quæ a nupero Hiſpaniarum Rege tempore mortis ſuæ poſſeſſæ fuerant.

ANNO 1713.

X. Nulla Urbs, Oppidum, Fortalitium, ſive Territorium, in Provinciis Hiſpano-Belgicis cedi, transferri, donari aut devenire poteſt ad Coronam Gallicam, vel ad quemquam ex ſtirpe Gallica, ſive id fiet virtute doni alicujus, ſeu venditionis, commutationis, conventionis matrimonialis, hæreditatis, ſucceſſionis ex Teſtamento, ab inteſtato, quocunque demum titulo, vel quocunque ſit modo nulla ex prædictis Provinciis poteſtati, autoritative Regis Chriſtianiſſimi, aut cujuſquam ex ſtirpe Gallica unquam ſubjici poteſt.

XI. Quandoquidem vero Articulo 9. Fœderis ſupradicti 7. die Sept. anno 1701. facti, conſtitutum eſt, ut tempore, quo Tranſactio vel Pax fieret, Fœderati inter ſe convenirent præter alias res, de modo, quo DD. Ord. Generales per Obicem antedictam vulgo *Barriere* dictam, ſecuri reddantur, Regia ſua Majestas Mag. Brit. vi hujuſce Pactionis promitti ſeſe omnem operam collaturam, ut Cæſaream ſuam Majeſtatem perducat ad ineundum cum Dominis Ord. Gen. Tractatum, iis omnibus, quæ ſuperius de Obice ſive *Barriere* concordata ſunt, conſentaneum: dictaque ſua Regia Majeſtas promittit inſuper, ſe ſtudio omni & officio continuo enixuram, donec Tractatus antememoratus concluſus fuerit; eodemque confecto Fidejuſſionem ſuam ſive Guarantiam daturam eſſe.

XII. Quandoquidem ſuprema Autoritas in Provinciis Hiſpano-Belgicis, ex quo ab hoſte illas recuperari contigerit, in Regia ſua Majeſtate Mag. Brit. & in DD. Ordin. Generalibus collocata fuerit, Copiæque dictæ ſuæ Regiæ Majeſt. & DD. Ord. General. maximam partem Urbium, Oppidorum, Fortalitiorumque, ad ea pertinentium, jam nunc præſidiis occupant; Conventum hodie concordatumque eſt, quod neque Provinciarum antememoratarum gubernatio mutabitur, neque de quapiam ex Urbibus, Oppidis, aut Fortalitiis præſidiarii deducentur præfati milites, donec commercia utilitateſque Subditorum Mag. Brit. ad mentem Regiæ ſuæ Majeſtatis atque itidem commercia & utilitates Subditorum Unitarum Belgii Provinciarum ad mentem DD. Ord. Generalium accommodatæ fuerint, atque Obex ſive *Barriere* DD. Ordinum Generalium modo ſupra deſignato conſtituta fuerit ac firmata.

XIII. Cum vero uſu compertum ſit, ſumme neceſſarium eſſe non ſolum omnem obſtructionem, interruptionemque, aut, alia quæcunque gravamina prævenire, quæ commercio Britannico oriri poſſunt, ex eo quod jus præſidii D. Ordin. Generalibus, in tot locis quæ Fluviis, & Canalibus impoſita ſunt, atque in aliis Provinciarum Hiſpano-Belgicarum partibus conceditur, verum etiam, omnes fraudes & colluſiones præſcindere, quæ excitari queant ex abuſu privilegii, ſive immunitatis Articulo 6. hujus Tractatus ipſis conceſſæ, pactum & conventum eſt, ut Subditi Seren. Reginæ Mag. Brit. in poſterum tam Belli, quam Pacis tempore, in omnibus locis Provinciarum Hiſpano-Belgicarum atque Obicis ſeu *Barriere*, dictis Ordinibus General. cedendis, Privilegiis, exemptionibus, Libertatibus, facilitatibuſque univerſis quoad Commercia, tam quæ importationem, quam quæ exportationem ſpectant, fruantur, quibus unquam olim gaviſi ſunt aut gaudere debuerunt, ut omnibus porro Privilegiis, exemtionibus, Libertatibus, facilitatibuſque fruantur, quæ Subditis Ord. Gen. in Provinciis Hiſpano-Belgicis & in locis ad Obicem ſive *Barriere* attinentibus, vel jam conceſſæ fuerint, vel in poſterum unquam concedentur, eo quidem modo, ut nulli omnino Officiario, ſeu Civili, ſeu Militari, Mercimoniorum ad dictos Mag. Brit. Subditos pertinentium, tranſitum impedire, vel tardare unquam permittatur, Spondentibus præfatis Ordin. Gen. ſeſe graves pœnas, quantum in iis ſitum erit, illi illiſve irrogaturos, qui mentem hujuſce Articuli quoviſmodo in contrarium egiſſe coarguantur. Antedicti Ord. Gen. ſeſe porro obſtringunt, Mandata ſedulò, & efficaciter daturos, eademque ſtrictè obſervari curaturos, ne commeatûs, apparatuum Bellicorum, & cæterorum, quorum in dicto Art. V. mentio facta eſt, ſubvehendorum nomine, fraudes ullæ committantur, quoad vectigalia rebus mercatoriis impoſita, quæ quidem res mercatoriæ in navigiis iiſdem, aliiſve vehiculis, una cum dicto commeatu, apparatibus bellicis ſcilicet, non onerabuntur unquam nec tranſportabuntur. Quo tamen leges & conditiones ſingulæ inſtituantur, quæ generali huic Articulo melius & plenius obſervando neceſſariæ eſſe queant, hiſce inſu-

ANNO 1713. insuper concluſum eſt, ut Commiſſarii ab utraque parte nominentur, qui intra 15. dierum ſpatium a Ratihabitione hujus Tractatus convenient, ad ſtatuendum & perficiendum inter ſe, & cum Commiſſariis Cæſareæ Majeſtatis, ſi quos ipſe a ſua parte nominare voluerit, omnes res rationeſque, quæ ad Commercia in Provinciis Hiſpano-Belgicis, & in locis ad Obicem ſive *Barriere* pertinentibus, habenda ſpectant, ſecundum verum ſenſum mentemque explicatiſſimam hujus Articuli.

XIV. Quo vero Fidejuſſiones ſive Guarantiæ vi hujus Tractatus mutuò ſuſceptæ melius certiuſque executioni mandentur, pactum conventumque eſt, ut Sereniſſima Regina Mag. Britanniæ, ejuſdemque Hæredes, vel Succeſſores, requiſitione facta a parte DD. Ordin. Gen. & non aliter, auxilia inferius expreſſa ſubminiſtrabunt, ad præſtandam Obicis ſive *Barriere* Fidejuſſionem vulgo Guarantiam: ſimiliter DD. Ord. Generales requiſitione facta ex parte Regiæ Majeſtatis, aut poſt obitum ipſius, Hæredis proximi ex illa nati, aut eo iiſve deficientibus, Succeſſoris proximi Proteſtantis, qui titulum ad Coronam tunc temporis habuerit, virtute Actorum Statutorumque Mag. Britanniæ, & non aliter, auxilia inferius deſignata ſubminiſtrabunt, ad præſtandam ipſorum Fidejuſſionem ſive Guarantiam ſuper ſucceſſione ad Coronam Mag. Brit. pactum ulterius conventumque eſt, ut caſu exiſtente, quo Partium contrahentium alterutra requiſita fuerit modo ſupra dicto, auxilia quæ ſubminiſtranda erunt, ſecundum proportiones inſequentes mittentur: ſcilicet Sereniſſima Regina Mag. Brit. ejus Hæredes & Succeſſores, in auxilium DD. Ord. Gen. 10000. pedites mittent, & viciſſim DD. Ord. Gen. in auxilium Regiæ ſuæ Majeſt. ejuſve Hæredum Succeſſorumque 6000. peditum mittent armis bene inſtructorum ſub ejuſmodi Præfectis, aliiſque Officiariis atque in tales Legiones vulgo *Regiments* atque Cohortes diſtributorum, prout Regiæ Majeſtati ſuæ ejuſque Hæredibus & Succeſſoribus, ſi ipſa ipſive auxilia miſerint, viſum erit, & quemadmodum DD. Ordines Generales opportunum eſſe duxerint, ſi ab ipſis auxilia ſubmittenda fuerint. Tenebitur etiam Pars alterutra 20. Naves Bellicas expedire, probe rebus omnibus ornatas munitaſque, atque auxilia ante dicta, impenſis Partis quæ illa miſerit, alentur, inſtruenturque, in opem, & uſum Partis, quæ eadem requiſiverit. Sin autem acciderit, ut periculum adeo repentinum immineat, ut nihil temporis reliquum ſit officioſis interceſſionibus adhibendis, adeoque magnum & majorem Copiarum numerum Naviumque bellicarum poſtulat, tenebitur jam Pars utravis ab altera requiſita, auxiliorum vim adaugere, Pacem cum aggreſſore dirimere Copiaſque ſuas omnes Terra Marique cum Copiis Partis bello impetitæ conjungere.

XV. Conventum porro eſt, ut Reges, Principes Statuſque, qui huic Tractatui accedere cupiunt, eo invitentur admittanturque, illo tamen modo, ut dicta invitatio atque admiſſio junctim, & non ſeparatim, a Sereniſſ. Regia Majeſtate Mag. Brit. & a DD. Ord. General. proficiſcantur.

XVI. Regia Sua Majeſtas Mag. Brit. & DD. Ord. Gen. omnia & ſingula, quæ in præſenti Tractatu continentur, confirmabunt, ratihabebuntque intra ſpatium 4. hebdomadarum a die ſubſcriptionis, vel citius ſi fieri poterit.

*In quorum fidem &c.*

*Articulus Separatus, de limitibus* FOEDERATI BELGII *in Flandria extendendis, per Conventionem poſtmodum cum S.* CÆSAREA *Majeſtate faciendam. Dat. Trajecti ad Rhenum* 19-30. *Januarii* 1712--1713.

QUANDOQUIDEM Domini Ordines Generales Uniti Belgii propoſuerunt, quod Ditionum ſuarum limites in Flandria tam arctè & tam incongruè conſtituti ſunt, ut nonnullis in locis Territorium alterius Flandriæ ad ipſa ibidem Dominorum Ordinum Fortalitia pertingat, unde plurima oriuntur incommoda, uti ex eo patuit quod ſub initium Belli præſentis evenit, quum Fortalitii conſtructio ſub ipſis munimentis loci vulgo *Sas de Gend* appellati tentata fuit, eô nempe prætextu, quod illud in alterius Domini Territorio fieret: Et cum proinde ad ejuſmodi aliaque incommoda evitanda neceſſarium ſit, ut Territorium Dominorum Ordinum ibidem ita protendatur, ut Loca, Urbes & Fortalitia ea in parte Ditionum ſuarum ſatis in tuto ſint, Regia ſua Majeſtas Magnæ Britanniæ iſta rationum momenta probant, per hunc Articulum ſeparatum qui ejuſdem, ac Tractatus hodie concluſus, vigoris erit, promittit ſpondetque, ſe ſe in Pactis, Cæſaream ſuam Majeſtatem inter, & Dominos Ordines Generales ineundis, operam & officia collaturam eſſe, quo per Cæſaream ſuam Majeſtatem Dominis Ordinibus Generalibus talis Territorii Flandrici pars in proprietatem perpetuam cedatur, quæ prædictis aliiſque incommodis evitandis & limitibus ibidem amplificandis, meliuſque conſtituendis omnino ſufficiat. ANNO 1713.

In quorum fidem ſupra memorati Plenipotentiarii commutatis hinc inde Plenipotentiarum ſuarum Tabulis, hunc Articulum manu quisque ſua ſignarunt & Sigillis ſuis confirmarunt. Ultrajecti die $\frac{\text{decimo nono}}{\text{trigeſimo.}}$ menſis Januarii anni à Chriſto nati $171\frac{2}{3}$.

*Signatum*,

JOH. BRISTOL. (L. S.) C. P. S.

J. v. RANDWYCK. (L.S.)

STRAFFORD. (L.S.)

(L.S.) W. BUYS.

(L.S.) B. VANDER DUSSEN.

(L.S.) J. A. VAN RHEEDE.

VRYHEER VAN RENSWOUDE. (L.S.)

(L.S.) SICCO VAN GOSLINGA.

GRAAF VAN KNIPHUYSEN. (L. S.)

*Declaration des Miniſtres de Sa Majeſté* BRITANNIQUE *en explication de l'Article XIII. du Traité. Faite le même jour* 19-30. *Janvier* 1712-1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 36.]

D'AUTANT, que Meſſieurs les Miniſtres Plenipotentiaires de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ont inſiſté à la concluſion du Traité de ſucceſſion & de Barriere, qui vient d'être ſigné aujourd'hui entre Sa Majeſté la Reine de la Grande Bretagne & leſdits Seigneurs Etats, que les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté voulûſſent s'expliquer, en quel ſens ils entendent la clauſe de l'Art. 13. qui parle des Privileges, Exemptions, Libertés & facilités dans le Commerce, dont les Sujets de Sa Majeſté ont autrefois joui, ou dû jouïr dans les Païs-Bas, comme auſſi dans les Places, qui feront la Barriere de L. H. P.

C'eſt pourquoi les ſouſſignés Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté ont déclaré, & déclarent par ces preſentes, que la ſuſdite Clauſe ne s'entend que des Privileges, Exemptions, Libertés & facilités dans le Commerce, dont les Sujets de S. M. de la G. Bretagne y ont joui, ou dû jouïr pendant le Regne du feu Roi Charles ſecond d'Eſpagne.

*Fait à Utrecht ce* $\frac{19}{30}$. *de Janvier* $17\frac{11}{12}$.

Signé

JOH. BRISTOL. C. P. S. STRAFFORD.

## CXLV.

*Lettres patentes de* LOUIS XIV. *Roi de France, ſuprimant celles du Mois de Decembre* 1709., *admetant & authoriſant la Renonciation de* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Eſpagne, à la Couronne de France, & celles de* CHARLES *Duc de Berri,* PHILIPPE *Duc d'Orleans, comme Princes de France, à la Couronne d'Eſpagne. Données à Verſailles, au Mois de Mars l'an* 1713. *& regiſtrees en Parlement le* 15. *du meme Mois & an.* [Actes & Memoires Mars.

ANNO 1713.

res de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 223. Feuille volante imprimée à Londres en François & en Anglois par authorité publique chez *Benj. Toolke* & *John Barberon* l'an 1713. in 4.]

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous préſens & à venir, SALUT. Dans les différentes révolutions d'une Guerre, où Nous n'avons combattu que pour ſoûtenir la juſtice des droits du Roy noſtre très-cher & très-amé Frére & Petit-Fils ſur la Monarchie d'Eſpagne, Nous n'avons jamais ceſſé de déſirer la Paix. Les ſuccès les plus heureux ne nous ont point éblouïs; & les événemens contraires dont la main de Dieu s'eſt ſervie pour nous éprouver, plûtôt que pour nous perdre, ont trouvé ce déſir en nous, & ne l'y ont pas fait naître: mais les temps marquez par la Providence divine pour le repos de l'Europe, n'étoient pas encore arrivez: La crainte éloignée de voir un jour nôtre Couronne & celle d'Eſpagne portée par un même Prince, faiſoit toûjours une égale impreſſion ſur les Puiſſances qui s'étoient unies contre Nous; & cette crainte qui avoit été la principale cauſe de la Guerre, ſembloit mettre auſſi un obſtacle inſurmontable à la Paix. Enfin après pluſieurs negociations inutiles, Dieu touché des maux & des gémiſſemens de tant de Peuples, a daigné ouvrir un chemin plus ſûr pour parvenir à une Paix ſi difficile; mais les mêmes allarmes ſubſiſtant toûjours, la premiére & la principale condition qui Nous a été propoſée par nôtre très-chére & très-amée Sœur la Reine de la Grande-Bretagne, comme le fondement eſſentiel & néceſſaire des Traitez, a été que le Roy d'Eſpagne noſtre dit Frére & Petit-Fils, conſervant la Monarchie d'Eſpagne & des Indes, renonçât pour luy & pour ſes deſcendans à perpetuité, aux droits que ſa naiſſance pouvoit jamais donner à luy & à eux ſur nôtre Couronne; Que reciproquement nôtre très-cher & très-amé Petit-fils le Duc de Berry & nôtre très-cher & très-amé Neveu le Duc d'Orleans, renonçaſſent auſſi pour eux & pour leurs deſcendans maſles & femelles à perpetuité, à leurs droits ſur la Monarchie d'Eſpagne & des Indes. Nôtre dite Sœur Nous a fait repréſenter que ſans une aſſûrance formelle & poſitive ſur ce point, qui ſeul pouvoit être le lien de la Paix, l'Europe ne ſeroit jamais en repos, toutes les Puiſſances qui la partagent étant également perſuadées qu'il étoit de leur interêt général & de leur ſûreté commune de continuer une Guerre dont perſonne ne pouvoit prévoir la fin, plûtôt que d'être expoſées à voir le même Prince devenir un jour le maître de deux Monarchies auſſi puiſſantes que celles de France & d'Eſpagne. Mais comme cette Princeſſe, dont nous ne pouvons aſſez loüer le zele infatigable pour le rétabliſſement de la tranquillité générale, ſentit toute la répugnance que nous avions à conſentir qu'un de nos Enfans, ſi digne de recueillir la ſucceſſion de nos Péres, en fût néceſſairement exclu, ſi les malheurs dont il a plû à Dieu de nous affliger dans nôtre famille, nous enlevoient encore dans la Perſonne du Dauphin, nôtre très-cher & très-amé arriere-Petit-Fils, le ſeul reſte des Princes que nôtre Royaume a ſi juſtement pleurez avec nous; Elle entra dans nôtre peine; & après avoir cherché de concert des moyens plus doux pour aſſûrer la Paix, Nous convinſmes avec nôtre dite Sœur de propoſer au Roy d'Eſpagne d'autres Etats, inférieurs à la verité à ceux qu'il poſſéde, mais dont la conſidération s'accroîtroit d'autant plus ſous ſon Regne que conſervant ſes droits en ce cas, il uniroit à nôtre Couronne une partie de ces mêmes Etats, s'il parvenoit un jour à nôtre ſucceſſion. Nous employâmes donc les raiſons les plus fortes pour luy perſuader d'accepter cette alternative; Nous luy fîmes connoître que le devoir de ſa naiſſance étoit le premier qu'il dût conſulter; qu'il ſe devoit à ſa Maiſon & à ſa Patrie, avant que d'être redevable à l'Eſpagne; que s'il manquoit à ſes premiers engagemens, il regretteroit peut-être un jour inutilement d'avoir abandonné des droits qu'il ne ſeroit plus en état de ſoûtenir. Nous ajoutâmes à ces raiſons les motifs perſonnels d'amitié & de tendreſſe que nous crûmes capables de le toucher; le plaiſir que nous aurions de le voir de temps en temps auprès de Nous, & de paſſer avec luy une partie de nos jours, comme nous pouvions nous le promettre du voiſinage des Etats qu'on luy offroit; la ſatisfaction de l'inſtruire nous-mêmes de l'état de nos affaires, & de nous repoſer ſur luy pour l'avenir, en ſorte que ſi Dieu nous conſervoit le Dauphin, nous pourrions donner à nôtre Royaume, en la perſonne du Roy nôtre Frére & Petit-Fils, un Régent inſtruit dans l'art de regner; & que ſi cet Enfant ſi précieux à Nous & à nos Sujets, nous étoit encore enlevé, nous aurions au moins la conſolation de laiſſer à nos Peuples, un Roy vertueux, propre à les gouverner, & qui réuniroit encore à nôtre Couronne des Etats très-conſidérables. Nos inſtances réïtérées avec toute la force & toute la tendreſſe neceſſaire pour perſuader un Fils qui mérite ſi juſtement les efforts que nous avons faits pour le conſerver à la France, n'ont produit que des refus réïtérez de ſa part, d'abandonner jamais des Sujets braves & fideles, dont le zele pour luy s'étoit diſtingué dans les conjonctures où ſon Trône avoit paru le plus ébranlé; en ſorte que perſiſtant avec une fermeté invincible dans ſa premiére reſolution, ſoûtenant même qu'elle étoit plus glorieuſe & plus avantageuſe à nôtre Maiſon & à nôtre Royaume, que celle que nous le preſſions de prendre, il a déclaré dans l'Aſſemblée des Etats du Royaume d'Eſpagne, convoquée pour cet effet à Madrid, que pour parvenir à la Paix générale, & aſſûrer la tranquilité de l'Europe par l'équilibre des Puiſſances, il renonçoit de ſon propre mouvement, de ſa volonté libre & ſans aucune contrainte, pour luy, pour ſes Héritiers & Succeſſeurs pour toûjours & à jamais, à toutes prétentions, droits & titres, que luy ou aucun de ſes deſcendans ayent des à préſent ou puiſſent avoir en quelque temps que ce ſoit à l'avenir à la ſucceſſion de nôtre Couronne; qu'il s'en tenoit pour exclu, luy, ſes Enfans, Héritiers & Deſcendans à perpetuité; qu'il conſentoit pour luy & pour eux que dès à préſent comme alors, ſon droit & celuy de ſes deſcendans paſſaſt & fuſt transferé à celuy des Princes que la Loy de ſucceſſion & l'ordre de la naiſſance appelle ou appellera à heriter de nôtre Couronne, au défaut de nôtre dit Frére & Petit-Fils le Roy d'Eſpagne & de ſes deſcendans, ainſi qu'il eſt plus amplement ſpécifié par l'Acte de renonciation admis par les Etats de ſon Royaume: Et en conſéquence il a declaré qu'il ſe deſiſtoit ſpécialement du droit qui a pû être ajoûté à celuy de ſa naiſſance par nos Lettres Patentes du mois de Décembre 1700. par leſquelles nous avons déclaré que nôtre volonté eſtoit que le Roy d'Eſpagne & ſes deſcendans conſervaſſent toûjours les droits de leur naiſſance ou de leur origine, de la même maniére que s'ils faiſoient leur réſidence actuelle dans nôtre Royaume, & de l'enregiſtrement qui a été fait de noſdites Lettres Patentes, tant dans nôtre Cour de Parlement que dans nôtre Chambre des Comptes à Paris. Nous ſentons comme Roi & comme Pére, combien il euſt été à déſirer que la Paix générale euſt pû ſe conclure ſans une renonciation qui faſſe un ſi grand changement dans nôtre Maiſon Royale & dans l'ordre ancien de ſucceder à nôtre Couronne; mais nous ſentons encore plus combien il eſt de nôtre devoir d'aſſûrer promptement à nos Sujets une Paix qui leur eſt ſi néceſſaire. Nous n'oublierons jamais les efforts qu'ils ont faits pour Nous dans la longue durée d'une Guerre que nous n'aurions pû ſoûtenir, ſi leur zele n'avoit eu encore plus d'étenduë que leurs forces. Le ſalut d'un Peuple ſi fidele eſt pour Nous une Loy ſuprême, qui doit l'emporter ſur toute autre conſidération. C'eſt à cette Loy que Nous ſacrifions aujourd'huy le droit d'un Petit-Fils qui nous eſt ſi cher; & par le prix que la Paix générale coûtera à nôtre tendreſſe, Nous aurons au moins la conſolation de témoigner à nos Sujets, qu'aux dépens de nôtre Sang même, ils tiendront toûjours le premier rang dans nôtre cœur. POUR CES CAUSES & autres grandes conſidérations à ce Nous mouvans, après avoir vû en nôtre Conſeil ledit Acte de Renonciation du Roy d'Eſpagne nôtre très-cher & très-amé Frére & Petit-Fils du cinq Novembre dernier; comme auſſi les Actes de renonciation que nôtre dit Petit-Fils le Duc de Berry & nôtre dit Neveu le Duc d'Orleans ont faits reciproquement de leurs droits à la Couronne d'Eſpagne, tant pour eux que pour leurs deſcendans maſles & femelles, en conſéquence de la Renonciation de nôtre dit Frére &

ANNO 1713.

Petit-Fils le Roy d'Eſpagne : le tout cy-attaché avec Copie collationnée deſdites Lettres Patentes du mois de Décembre 1700. ſous le Contreſcel de nôtre Chancellerie: De noſtre grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité Royale, Nous avons dit, ſtatué & ordonné, & par ces Préſentes ſignées de noſtre main, diſons, ſtatuons & ordonnons, voulons & Nous plaiſt, que ledit Acte de Renonciation de noſtredit Frére & Petit-Fils le Roy d'Eſpagne & ceux de nostredit Petit-Fils le Duc de Berry, & de noſtre dit Neveu le Duc d'Orléans, que nous avons admis & admettons, ſoient enregiſtrez dans toutes nos Cours de Parlemens & Chambres de nos Comptes de noſtre Royaume & autres lieux où beſoin ſera, pour être executez ſelon leur forme & teneur ; & en conſéquence voulons & entendons que noſdites Lettres Patentes du mois de Décembre 1700. ſoient & demeurent nulles & comme non avenuës ; qu'elles nous ſoient rapportées ; & qu'à la marge des Regiſtres de noſtredite Cour de Parlement & de noſtredite Chambre des Comptes, où eſt l'enregiſtrement deſdites Lettres Patentes, l'Extrait des Préſentes y ſoit mis & inſeré, pour mieux marquer nos intentions ſur la revocation & nullité deſdites Lettres. Voulons que conformément audit Acte de renonciation de nôtre dit Frére & Petit-Fils le Roy d'Eſpagne, il ſoit déſormais regardé & conſidéré comme exclu de nôtre ſucceſſion ; que ſes Héritiers, Succeſſeurs & Deſcendans en ſoient auſſi exclus à perpetuité & regardez comme inhabiles à la recueillir. Entendons qu'à leur défaut, tous droits qui pourroient en quelque temps que ce ſoit leur competer & appartenir ſur nôtredite Couronne & ſucceſſion de nos Etats, ſoient & demeurent transferez à nôtre très-cher & très-amé Petit-Fils le Duc de Berry & ſes Enfans & Deſcendans maſles, nez en loyal mariage, & ſucceſſivement à leur défaut à ceux des Princes de nôtre Maiſon Royale & leurs Deſcendans, qui par le droit de leur naiſſance & par l'ordre établi depuis la fondation de nôtre Monarchie, devront ſucceder à nôtre Couronne. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Conſeillers les Gens tenans nôtre Cour de Parlement à Paris, que ces Préſentes avec les Actes de Renonciation faits par nôtre dit Frére & Petit-Fils le Roy d'Eſpagne, par nôtre dit Petit-Fils le Duc de Berry, & par noſtre dit Neveu le Duc d'Orléans, ils ayent à faire lire, publier & régiſtrer ; & le contenu en iceux garder, obſerver & faire executer ſelon leur forme & teneur, pleinement, paiſiblement & perpetuellement, ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empêchemens, nonobſtant toutes Loix, Statuts, Us, Coûtumes, Arreſts, Réglement & autres choſes à ce contraires, auſquels & aux dérogatoires de dérogatoires y contenuës, Nous avons dérogé & dérogeons par ces Préſentes pour ce regard ſeulement & ſans tirer à conſéquence : CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toûjours, Nous avons fait mettre noſtre Scel à ceſdites Préſentes. Donné à Verſailles au mois de Mars, l'an de grace mil ſept cens treize, & de noſtre Regne le ſoixante-dixiéme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas*,

Par le Roy, PHELYPEAUX.

Viſa, PHELYPEAUX.

Et ſcellé du grand Sçeau en cire verte ſur lacs de ſoye rouge & verte.

## CXLVI.

ANNO 1713. 1. Mars.

*Prorogation pour quatre Mois de la Suſpenſion d'Armes accordée le 7. Novembre* 1712. *entre les Couronnes de* FRANCE *&* ESPAGNE *d'une part, & celle de* PORTUGAL *d'autre part. A Utrecht le* 1. *Mars* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 304.]

LA ſuſpenſion d'armes entre les Couronnes de France & d'Eſpagne d'une part & celle de Portugal de l'autre, que Nous Plénipotentiaires du Roy T. C. & du Roy de Portugal avons concluë pour le terme de 4. mois par le Traité ſigné à Utrecht le 7. Novembre 1712., devant finir le 17. du préſent mois de Mars ; & le Roy T. C. & le Roi de Portugal perſiſtant dans le déſir de prévenir tous les évenemens capables de troubler les méſures priſes pour parvenir à la Paix, Nous ſommes convenus des Articles ſuivants.

I.

Que ladite ſuſpenſion d'armes ſera prolongée & continuée pendant 4. autres mois, qui commenceront le 15. Mars, & finiront le 15. Juillet de la préſente année. En ſorte que durant ces 4. mois le Traité ſigné à Utrecht le 7. Novembre 1712. aura la meſme force & vigueur en tous & chacun de ſes Articles, comme s'il eſtoit inſeré icy mot à mot.

II.

Le Commerce ſera ouvert entre les Sujets de France & d'Eſpagne d'une part, & ceux de Portugal de l'autre pendant leſdits 4. mois, tant par terre que par mer, & autres eaux ; & il ſe fera de la meſme maniére, qu'il ſe faiſoit avant la préſente Guerre, en atendant qu'on ait réglé les conditions dudit Commerce entre les Couronnes de France & d'Eſpagne d'une part, & celle de Portugal de l'autre, ou par quelque Traité particulier, ou par celuy de Paix à faire.

III.

Ce Traité ſera ratifié de part & d'autre dans 40. jours, ou pluſtoſt ſi faire ſe peut, Sa Majeſté T. C. ſe faiſant fort que le contenu en ſera obſervé par la Couronne d'Eſpagne.

En foy de quoy, nous Plénipotentiaires du Roy T. C. & du Roy de Portugal avons ſigné le préſent Traité, & y avons fait appoſer le Sceau de nos armes.

*Fait à Utrecht le* 1. *Mars* 1713.

HUXELLES. (L. S.)

CONDE DE TAROUCA. (L. S.)

MESNAGER. (L. S.)

DON LUIS DA CUNHA. (L. S.)

ANNO 1713.

## CXLVII.

14. Mars. (1) *Conventio inter Partes Belligerantes pro Evacuatione* CATALAUNIÆ *& Armistitio in* ITALIA; *mediantibus Plenipotentiariis Britannicis facta. Trajecti ad Rhenum die 14. Martii.* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 306]

QUO citius bella, & quæ exinde oboriri solent, mala finiantur, visum, & ad Pacis negotium maturandum utile judicatum fuit, super evacuando interim Catalauniæ Principatu, Insulisque Majorca & Ivica, nec non Armistitio per totam Italiam Insulasque adjacentes, ac in Mari Mediterraneo sitas, ut Sacræ Regiæ Celsitudinis Ducis Sabaudiæ Ditiones ineundo convenire; Id quod etiam post varia colloquia inter Sacræ Cæsareæ, & Catholicæ Regiæ Majestatis & Sereniſſimi Regis Christianissimi ejusque Fœderatorum Ministros Plenipotentiarios habita, per indefessam præprimis operam Ministrorum Plenipotentiariorum Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ hinc inde collatam, sequentem in modum effectum est.

I.

Abducentur ex Principatu Catalauniæ, ut & Insulis Majorca & Ivica Copiæ omnes Cæsareæ & Fœderatorum, quo vero id eo promtius & cum omni securitate fieri possit, erit in locis omnibus supra memoratis, inter Partes Belligerantes earumque Exercitus, Milites & Subditos, Terrâ marique, plena & integra Armorum & omnis hostilitatis suspensio, à die decimo quinto, ex quo hæc Conventio in Catalauniæ Principatu innotescet inchoanda, quo ipso etiam Armistitii inchoandi die Potentia Catalauniam evacuatura tradet alteri Potentiæ Belligeranti sive Barcinonam sive Tarragonam, electione penes cedentem remanente, quam ex nominatis Urbibus usque ad peractam evacuationem retinere velit: Durabit vero dicta Armorum suspensio usque dum Aula Cæsarea, ejus comitatus & quidquid adhuc Personarum, rerum, bonorumve cujusvis generis, ad illam spectat, una cum omnibus Cæsareis & Fœderatorum Copiis Personisque etiamnum Militaribus sive Hispanis sive aliis, Aulam sequi volentibus exiverint, & in Italiam pervenerint. Cum autem hæc abductio non aliter ac per mare fieri queat, hinc ulterius conventum est, quod in casu ejusdem per partes faciendæ, primis evectis, qui post hos, usque dum sufficiens Navium numerus in promtu sit, remanebunt, in locis commodis tutisque collocari debeant, in conformitate eorum, quæ Articulo septimo continentur, interim occupata, ab exeuntibus alteri Parti, in eodem statu protinus extradantur.

II.

Prædictæ Aulæ Copiarumque transfretatio absque omni mora inchoabitur & finietur, quæ vero ad illam accelerandam, & perficiendam spectant, Classis Britannicæ in istis Maribus Præfectus, prævia cum utriusque Partis Belligerantis supremis Militiæ Ductoribus, sive Commissariis ex utraque parte desuper nominandis communicatione determinabit.

III.

Sæpè memoratæ Aulæ Cæsareæ, omnique ejus comitatui ac aliis sequi cupientibus, in primis Copiis universis pateat plenaria cum securitate ac fine ullo Galliæ ejusque Fœderatorum earumve Classium Exercituumque aut Subditorum impedimento & periculo transitus ex Catalaunia Insulisque supra dictis in Italiam sub Præsidio Classis Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, respectivè cum sarcinis, Armis rebusque omnibus suis, Tormentis insuper bellicis, & reliquis Instrumentis Militaribus cæterisque eo spectantibus, ita tamen ut Tormenta & Instrumenta bellica, quæ tempore occupationis in locis evacuandis fuerunt, ut & quæ Gallicis Scutis impressa ibi reperientur, Parti alteri relinquantur; quod si ex Navibus

(1) Ce Traité se fit en Latin & en François, & en deux Instruments separez, comme on le voit icy. Ils ne sont pas les mêmes d'un bout à l'autre. C'est ce qui fait, qu'on les donne tous deux. [DUM]

ANNO 1713.

## CXLVII.

Convention faite entre les Parties Belligerantes, par la Mediation des Plenipotentiaires Anglois, pour l'évacuation de la CATALOGNE, & pour un Armistice en ITALIE. A Utrecht le 14. Mars 1713.

AFIN *que la Guerre & les malheurs dont elle est suivie soient plûtôt terminez, & pour avancer l'ouvrage de la Paix, on a trouvé à propos & crû utile de convenir sur l'évacuation de la Principauté de Catalogne & des Iles de Majorque & d'Ivica, & sur l'établissement d'un Armistice dans toute l'Italie & les Isles situées dans la Mer Mediterranée; ainsi que dans les Etats de S. A. R. le Duc de Savoye, ce qui après plusieurs Conferences tenuës entre les Ministres Plénipotentiaires des Parties Belligerantes, auroit été enfin fait en la maniére suivante, principalement par les soins infatigables des Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique.*

*I.*

*Toutes les Troupes Allemandes & Alliées seront transportées hors de la Principauté de Catalogne & hors des Isles de Majorque & d'Ivica; afin que celase fasse plus promptement & avec plus de seureté, il y aura entre les Parties Belligerantes, leurs Armées, Troupes, & Sujets dans tous les lieux mentionnez, une pleine & entiére cessation d'Armes & de toutes hostilitez, tant par Mer que par Terre, laquelle commencera quinze jours après qu'on y aura eu connoissance de la présente Convention. Le jour que ladite cessation commencera, la Puissance laquelle fait l'évacuation, remettra Barcelone ou bien Tarragone à son choix entre les mains de l'autre Puissance, à qui elle devra faire la remise, & laquelle recevra la Place delivrée; & ladite Puissance qui évacue gardera l'autre de ces deux Villes jusqu'à la fin de l'évacuation; Ladite suspension d'Armes durera & sera observée de bonne foi, jusqu'à ce que la Cour qui fait présentement son séjour en Catalogne, toute sa suite & autres Personnes qui voudront la suivre, de quelque condition & Nation que ce soit, Espagnols ou autres, Militaires ou non, avec leurs Effets; ainsi que les Troupes dont il a été parlé cidessus, en soient entiérement sorties; & d'autant que tout ce monde doit en sortir par Mer; Il est convenu que ceux qui devront demeurer les derniers pourront après le départ des premiers & jusqu'à ce qu'ils aient trouvé les Vaisseaux nécessaires pour leur transport, y rester en seureté & dans des lieux commodes, suivant ce qui est stipulé dans l'Article sept, à condition de remettre à l'autre Puissance les endroits occupez dans le même état, à mesure qu'ils en sortiront.*

*II.*

*Le susdit transport de la Cour & des Troupes commencera & se finira sans aucun retardement, mais le plus promptement que faire se pourra. Le Commandant de la Flotte Angloise qui est dans ces Mers déterminera le jour pour commencer & pour finir l'Embarquement, après en avoir conferé & convenu avec ledit Commandant en Chef, ou les Commissaires nommez par l'une & l'autre Partie Belligerante.*

*III.*

*La susdite Cour & toute sa suite, ainsi que ceux qui la voudront accompagner, comme aussi les Troupes cidessus mentionnées, pourront passer en toute seureté de Catalogne en Italie avec leurs Effets, Bagages, Armes, Canons & Instrumens de Guerre. A l'exception toutefois des Canons & des Instrumens de Guerre qui se sont trouvez sur les lieux, quand ils ont été occupez: & de ceux qui se trouveront marqués aux Armes de France, qui seront remis à l'autre Partie. Le Trajet de Catalogne en Italie se fera sous le Convoy de la Flotte de Sa Majesté Britannique, & sans que la France, ses Alliez, leurs Armes, Flottes & Sujets y puissent apporter aucun empêchement, & en cas que quelques-uns des Vaisseaux & autres Bâtimens servans à ce transport fussent contraints par tempêtes ou autrement de relâcher dans les Ports ou sur les Côtes de France, ils n'y pourront être retenus ni arrêtez, au contraire il leur sera donné toute sorte d'assistance.*

*IV.*

ANNO 1713.

bus transvectioni inservientibus aliquæ ad Littora vel Portus Galliæ aut Fœderatorum tempestate vel alio casu appulsæ fuerint, non erit licitum illas vel personas, aut res transvehendas retinere, sed omni potius modo adjuvabuntur.

IV.

Debiti causa abituros retinere fas non esto, quo autem Creditorum nominibus cautum sit, placuit utrinque Commissarios constituendos esse, qui tam de debitis, quam de obsidibus dandis statuant.

V.

Ægrotis vulneratisque, tam Militaribus quam civilibus interque hos etiam Ecclesiasticis, liceat cum omnimoda securitate, usque ad valetudinem recuperatam, propriis tamen illorum sumptibus, in Catalaunia & dictis Insulis permanere, postmodum vero exinde, sive id Mari per Italiam, sive Terra, per Galliam, fiat ad suos se recipere, ad quem finem illis petentibus Literæ securi transitûs ab altera belligerantium Parte concedendæ erunt.

VI.

Captivi omnes in Bello hoc Hispanico facti, relaxabuntur utrinque.

VII.

Quæ vero ulterius ad accelerandum, & cum omnimoda securitate perficiendum hoc negotium pertinere videbuntur, imprimis vero de locis per Copias utriusque Partis interea & usque ad plenariam Catalauniæ Insularumque evacuationem occupandis, ut & de Aulæ ejusque Comitatus perinde ac Copiarum commoda & quieta permansione, & contra quoscunque insultus securitate, super his convenient Copiarum utrinque supremi Ductores, & quæ inter eos conventa sunt, pari cum cæteris hujus Conventionis contentis firmitate gaudebunt.

VIII.

Concedatur præterea, & statim à tempore inchoandæ evacuationis in ampliſſima forma publicetur, pro omnibus Catalauniæ, dictarumque Insularum Subditis ac Incolis, cujuscunque conditionis, Sæcularibus & Ecclesiasticis, Amnestia Generalis & perpetua oblivio omnium eorum quæ ab illis in hoc Bello, vel occasione ejusdem contra partes ex adverso belligerantes quocunque demum loco modove facta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius similis rei causa vel prætextu illis omnibus aut singulis posthac quidquam hostilitatis, aut inimicitiæ, molestiæ, ac impedimenti, quoad personas, Existimationem, bona & securitatem clam aut palam, directo aut indirecto, sub specie juris aut via facti inferri nequaquam fas sit. Sed omnes ac singulæ, tam occasione hujus Belli quam eo durante, verbis, scriptis aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, damna, &c. absque omni personarum rerumve respectu ita penitus aboleantur, ut quidquid eo nomine contra illos forsitan prætendi potuisset, æterna oblivione sepultum maneat.

IX.

Cum vero Ministri Plenipotentiarii Suæ Cæsareæ Majestatis pro fruitione Privilegiorum Catalaunensium, ut & Majorcæ & Yvicæ Subditorum & Incolarum adhuc ante evacuationem institerint, ex parte vero Galliæ & Fœderatorum ejus, hoc quidquid est negotii, ad Pacis futuræ conclusionem remissum sit, Sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ iteratò declaravit; se officia sua quam efficaciſſima, ubicunque opus fuerit interposituram esse, ut & imposterum Catalauniæ & Majorcæ Yvicæque Incolæ suis Privilegiis gaudere possint. In quo prædicti Ministri Plenipotentiarii Cæsarei tandem acquievêre, cum ipsemet etiam Rex Christianiſſimus se ad eundem finem allaboraturum fore per Ministros suos Plenipotentiarios declarari fecerit.

X.

Cum vero in Conventionis hujus serie de quibusdam aliis negotiis tractatum sit, scilicet de Amnestia universali, ut & de conservatione Bonorum, Beneficiorum, Pensionum, aliorumque hujus generis commodorum, tam pro Subditis Hispanis, quam Italis, Bel-

ANNO 1713.

*IV.*

*Il ne sera point permis d'arrêter pour dettes ceux qui voudront s'en aller, mais on est tombé d'accord pour la seureté des Créanciers de nommer de part & d'autre des Commissaires qui statueront sur les dettes & sur les ôtages qui seront donnez pour seureté.*

*V.*

*Il sera aussi permis aux malades & aux blessez, tant gens de Guerre que d'aucune autre condition, & nommément aux Ecclesiastiques de rester en Catalogne en toute seureté, jusqu'au recouvrement de leur santé à leurs dépens, & d'en sortir ensuite pour se retirer où & par où bon leur semblera, soit par Terre ou par Mer, & il leur sera accordé les Passeports nécessaires sur leur simple requisition.*

*VI.*

*Tous les prisonniers faits dans la Guerre d'Espagne seront rendus de part & d'autre.*

*VII.*

*Quant aux autres choses qui ont été jugées convenables pour accelerer & mettre à fin la presente affaire avec toute sorte de seureté, principalement ce qui regarde les lieux que les Armées & Troupes des deux Parties belligerantes devront occuper jusqu'à l'entiere évacuation de la Catalogne, comme ce qui regarde le sejour commode de la Cour, de sa suite, & des Troupes, & leur seureté contre toute sorte d'insulte, il est statué que les Commandans en Chef de chaque Partie belligerante en conviendront entre eux, & ce qu'ils regleront entre eux à cet égard sera observé comme s'il étoit ici stipulé.*

*VIII.*

*Lors que l'Evacuation commencera, il sera accordé & publié en faveur de tous les Sujets & Habitans de Catalogne, Seculiers & Ecclesiastiques, & de quelque condition qu'ils soient, une Amnistie générale, & un oubli perpetuel de tout ce qui a été fait par eux pendant cette Guerre & à son occasion, en quelque lieu & en quelque maniére que ce soit contre les Parties en Guerre, en sorte que pour ces causes, ils ne puissent en général ou en particulier, ouvertement ou secretement, ou directement ou indirectement, par voye de droit ou de fait, être molestez, ni souffrir aucun dommage, ou inimitié tant en leurs personnes qu'en leurs biens, mais que toutes les injures, violences, hostilitez, dommages & dépenses, causez tant pendant la guerre qu'à son occasion, par paroles, écrits, ou faits, soient entierement oubliez & abolis sans aucune distinction de personnes ou de choses, & qu'il ne puisse être fait à ces égards aucune recherche contre les Catalans.*

*IX.*

*Et d'autant que les Ministres Plénipotentiaires de la Puissance qui retire ses Troupes de la Catalogne, ont encore insisté pour obtenir avant l'évacuation la jouissance des Priviléges des Catalans, & que du côté de la France & de ses Alliez on a remis à la conclusion de la Paix future, cette affaire en tout son entier, Sa Majesté Britannique a fait une déclaration réiterée qu'Elle employeroit ses offices les plus efficaces, tant à la Cour de France que par tout ailleurs où il en seroit besoin, afin que dans la suite les Catalans puissent joüir de leurs Priviléges, à quoi les susdits Ministres Plenipotentiaires de la Puissance qui évacuë la Catalogne ont aquiescé d'autant plus volontiers, que le Roy Très-Chrêtien lui-même auroit fait déclarer par ses Ministres Plénipotentiaires qu'il concourroit à la même fin.*

*X.*

*D'autant qu'en redigeant la présente Convention quelques autres Points ont été débatus, sçavoir l'Amnistie Générale, la conservation des Biens, Bénéfices, Charges, Pensions, & autres avantages, tant en faveur des Italiens & des Flamands, qui jusqu'à présent ont adhe-*

ANNO 1713.

Belgiſque alterutras partes ſecutis, aut ſequi volentibus, neque è re judicatum fuerit, de iis quidquam ſtatuendi hac in Conventione de evacuanda Catalaunia principaliter inſtituta, ad futuros Pacis Tractatus eadem quoque remittere placuit, Sua Regia Majeſtate Magnæ Britanniæ declarante, ſe officia ſua efficaciſſima adhibituram, ut & de iis omnibus reciproce circa dictæ Pacis concluſionem ſtatuatur.

XI.

Conventum præterea & concordatum eſt, inter Sacram Cæſaream Majeſtatem & Sacram Majeſtatem Regem Chriſtianiſſimum, accedente inſuper Sua Regia Celſitudine Duce Sabaudiæ, quod uſque ad futuram Pacem cum Gallia pangendam, in univerſa Italia, & Inſulis in Mari Mediterraneo ſitis, ac reſpective per Partes belligerantes poſſeſſis, ut & in omnibus Terris, Provinciis ac Statibus Suæ Regiæ Celſitudinis Ducis Sabaudiæ, tam citra quam ultra Alpes, intra quatuor hebdomadas à ſubſcriptione præſentis Conventionis numerandas, plena ac integra eſſe debeat ceſſatio omnium cujuſcunque generis hoſtilitatum, quocunque nomine veniant, aut quacunque occaſione aut prætextu terra marive exerceri poſſint abſqua ulla reſervatione, aut exceptione locorum, quorumcunque, qui Italiæ, Inſuliſque ſupradictis, & Duci Sabaudiæ ſubjacent, inter Exercitus, Milites & Subditos alte memoratorum Contrahentium, qui ſine dilatione Mandata neceſſaria mittent Supremis illorum Militiæ Præfectis, aliisque quo hæc Conventio promptius executioni detur. Adeo ut quidquid quocunque demum modo, aut loco contra fiat, aut ab inito Armiſtitio eoque durante factum ſit, tam ex una quam altera parte incontinenter reſtituatur, annuletur, & optima fide reparetur, expreſſe præterea cautum & declaratum eſt, quod durante Armiſtitio in Regiæ Sacræ Celſitudinis Ducis Sabaudiæ à Gallia nunc poſſeſſis Ditionibus, ceſſabunt omnes Contributiones Militares, ita ut nihil omnino ultra reditus ordinarios & conſuetos ibidem exigetur; quæ dicti Armiſtitii Conditiones obſervabuntur etiam reſpectu Provinciarum Gallicarum Ditionibus Ducis Sabaudiæ circumvicinarum, & Subditis interea licebit invicem commercari.

XII.

Res in Italia durante hoc Armiſtitio in ſtatu, quo nunc ſunt, permanebunt, earum compoſitio, ad Pacis Negotium remittatur.

XIII.

Cum igitur ad hanc Conventionem ineundam, contulere plurimum amiciſſimæ Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ hortationes, atque ad eandem porro debitæ executioni mandandam opus omnino eſſe, viſum ſit, ut & ipſa in partes hujus Pactionis veniat, proinde ſpondente ex parte ſua & Fœderatorum ſuorum Sacra Cæſarea Majeſtate, & Sacra Regia Majeſtate Magnæ Britanniæ fide data per præſens Inſtrumentum vim Pacti inter ſuas Majeſtates ſolemniter initi habiturum, Cæſaream ſuam Majeſtatem Fœderatoſque ſuos omnes & ſingulos hujus Conventionis Articulos bona fide obſervaturos, & integerrime adimpleturos eſſe. Ipſa quoque Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ præſenti Conventioni ſponſorio nomine accedere voluit, in ſe recipiendo & promittendo, quod ab altera ſupra memoratorum Contrahentium parte omnes & ſinguli hujus Conventionis Articuli bona fide obſervabuntur, & integerrime adimpleti erunt.

Ratihabebitur præſens Conventio à Sacra Cæſarea & Regia Majeſtate ejuſdemque Ratihabitionis Tabulæ intra quatuor ſeptimanas aut ſi citius fieri poteſt, Ultrajecti invicem commutabuntur.

In quorum fidem Nos Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis, & Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Miniſtri Plenipotentiarii præſentes Tabulas manibus noſtris ſubſcriptas, Sigillis noſtris munivimus. Trajecti ad Rhenum die XIV. Martii Anno MDCC. XIII.

(L.S) PHILIP. LUD. C. DE SINZENDORF.
(L.S.) MICHAEL ACHATZ L. B. DE KIRCHNER.
(L.S.) JOH. BRISTOL, C. P. S.
(L.S.) STRAFFORD.

*adhéré à l'un des deux partis, & voudroient dans la ſuite y adherer, & qu'il n'a point été jugé convenable de méler la diſcution de ces points dans la Convention qui ſe fait pour l'Evacuation de la Catalogne, on a trouvé bon de les remettre au Traité de Paix. Sa Majeſté Britannique ayant déclaré avant toutes choſes, qu'Elle employera ſes offices les plus efficaces, afin qu'on en convienne reciproquement, & qu'il ſoit ſtatué ſur ces-dits Points, lors de la concluſion de la Paix.*

*XI.*

*Il eſt en outre convenu & accordé entre les Parties contractantes, avec le concours de Son Alteſſe Royale, le Duc de Savoye, que juſques à la Paix générale à faire, & quatre ſemaines après le jour de la ſignature du préſent Traité, il y aura un Armiſtice entier & ceſſation de toute ſorte d'hoſtilitez par Mer & par Terre, ſous quelque nom, prétexte, ou en quelque occaſion qu'elles puiſſent s'exercer dans toute l'Italie, & dans toutes les Iles de la Mer Mediterrannée, reſpectivement poſſedées par les Parties belligerantes, comme dans tous les Etats de Son Alteſſe Royale, le Duc de Savoye, ſituez tant en deçà qu'au delà des Alpes, & cet Armiſtice aura lieu ſans reſerve ni exception d'aucun endroit compris ſous la dénomination d'Italie, des Iles de la Mer Mediterranée, & des Etats de Son Alteſſe Royale, le Duc de Savoye, ledit Armiſtice ſera obſervé par les Armées, Soldats & Sujets des Parties contractantes ci-deſſus mentionnées, qui enverront, ſans délai, les ordres néceſſaires aux Commandans en Chef & autres Officiers, afin que la préſente Convention en ſoit plus promptement miſe en exécution, de maniére que toutes les contraventions faites au préſent Armiſtice, après qu'il aura commencé & pendant ſa durée, tant de l'un que de l'autre côté, ſeront, de quelque façon & en quelque lieu que la choſe avienne, redreſſez incontinent, annullez & reparez de bonne foi; il eſt encore expreſſément ſtatué & déclaré que durant l'Armiſtice toutes Contributions militaires ceſſeront dans les Etats de Son Alteſſe Royale, le Duc de Savoye, qui ſont préſentement poſſédez par la France, & l'on n'y pourra abſolument rien exiger au delà des revenus ordinaires & accoûtumez; il ſera permis reciproquement aux Sujets de commercer enſemble durant l'Armiſtice, bien entendu que toutes les Conditions de cet Armiſtice auront lieu, par toutes les Provinces de France qui touchent les Etats de S. A. S. le Duc de Savoye.*

*XII.*

*Les choſes demeureront en Italie pendant le préſent Armiſtice en l'état où elles ſont preſentement, & l'on remet à les ajuſter à la Négociation de la Paix.*

*XIII.*

*Et d'autant que les exhortations affectueuſes de Sa Majeſté Britannique ont beaucoup contribué à ladite Convention, & qu'il a paru néceſſaire, afin d'en aſſeurer l'entiére exécution, que ſa dite Majeſté y prit part, & s'y engageât, Sa Majeſté Britannique, ſe fondant ſur l'aſſûrance que lui donne le Roi Très-Chrêtien, tant en ſon nom qu'au nom de ſes Alliez, par la préſente ſtipulation qui aura la force d'un Traité ſolemnel, fait entre leurs Majeſtez Royales, que lui, le Roi Très-Chrêtien & ſes Alliez accompliront de bonne foi & dans leur entier tous & chacun des Articles de cette Convention; Elle veut bien ſe rendre Garante du préſent Traité; ainſi que prendre ſur ſoi & promettre que les Parties Contractantes ci-deſſus mentionnées obſerveront de bonne foi & accompliront pleinement tous & chacun des Articles d'icelui.*

*La préſente Convention ſera ratifiée par leurs Majeſtez Royales, & les Ratifications en ſeront échangées à Utrecht dans le terme de quatre ſemaines, ou plûtôt ſi faire ſe peut.*

*En foi de quoi les Plénipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrêtienne ont ſigné & fait appoſer le Cachet de leurs Armes à la préſente Convention. Fait à Utrecht le 14. Mars 1713.*

(L.S.) JOH. BRISTOL, C. P. S.
(L.S.) STRAFFORD.
(L.S.) HUXELLES.
(L.S.) MENAGER.

ANNO 1713.

*Articulus Separatus.* [Copie tirée du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.]

EX occaſione Conventionis ſuper evacuanda Catalaunia, ut & Inſulis Majorcæ & Yvicæ, & Armiſtitio in Italia hodie inito, plurimum, idque graviſſimis rationum momentis, Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ inſtitit, ut omni ſuſpicionis materia, ex introducendis in prædictam Italiam Copiis adeo numeroſis orituræ forſitan, uti ſolet, obviam catur. Ideo infra ſcripti altememoratæ Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Regiæ Majeſtatis Miniſtri Plenipotentiarii de Studio Domini ſui Clementiſſimi ad opus tam ſalutare prono certiores ſpondent ſolemniter ac promittunt, Sacram Cæſaream Majeſtatem curaturam eumque in finem talia ſupremis ſuæ militiæ Præfectis, Generalibus, Officialibus, Locumtenentibus aliisque Mandata daturam, ut Copiæ omnes ex Catalaunia, & Inſulis prædictis tranſvehendæ, aliæque tam Cæſareæ, quam fœderatæ, ſine omni mora, breviſſimaque ac commodiore qua fieri poteſt via, tranſitu innoxio ubique obſervato, ex Italia in Germaniam abducantur, ita, ut in Italia prædicta, durante Armiſtitio hodie inito, tantum ſolummodo Cæſareanorum & Fœderatorum Militum relinquatur, quantum ad præſidia munimentorum tutamenque Provinciarum ibi locorum requiritur, idque ita ut eorum numerus in univerſa Italia viginti millia Militum non excedat. Cumque exinde ratio Hyberna & Contributiones in reliqua Italia exigendi, ſua ſponte ceſſet, ut ipſimet Cæſareæ Majeſtati grave videretur, Italiæ tranquillitati eo potiſſimum tempore deeſſe, quo ſe nihil magis quam univerſi Chriſtiani Orbis Pacem & quietem cordi habere undequaque non exiguis Documentis teſtatum fecit. Promittit idcirco Sacra Cæſarea Majeſtas nullo quocunque titulo, vel Hyberna collocanda vel Contributiones quaſcunque exigendas eſſe, durante prædicto Armiſtitio in Italia, ullis in locis Principum, aliorumve, ubi ejuſmodi Hyberna collocata & Contributiones durante hoc Bello collectæ ſunt.

Cum igitur ad Conventionem ſupradictam ineundam, omnibusque in contrarium euntibus molimínibus obviandis plurimum amiciſſimæ Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ hortationes contulerint, atque ad eandem porro debitæ executioni mandandam opus omnino eſſe viſum ſit ut & ipſa in partes hujus Pactionis veniat. Proinde ſpondente ex parte ſua Sacra Cæſarea Majeſtate & Sacræ Regiæ Majeſtati Magnæ Britanniæ fide data per præſens Inſtrumentum, vim Pacti ſolemniter cum Sacra Regia Majeſtate Magnæ Britanniæ initi habituram Cæſaream Sacram Majeſtatem omnia & ſingula ſuperius promiſſa bona fide obſervaturam & adimpleturam Mandata, quin etiam Miniſtris ſuis tam civilibus quam militaribus, quorum opera hac in parte uſura ſit, quam expreſſiſſima daturam, ne quid ipſi, aut earum aliquis facere aut attentare præſumant, quo minus eadem omnia debitum plenariè ſortiantur effectum, ipſa quoque Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ in ſe recipit, & promittit quod ab altera ſupra memoratorum Contrahentium parte omnes & ſinguli hujus Conventionis Articuli, bona fide obſervabuntur, & integerrime adimpleti erunt.

Ratihabebitur præſens Conventio a Sacra Cæſarea & Regia Majeſtate. Ejuſdem Ratihabitionis Tabulæ intra quatuor ſeptimanas, aut citius ſi fieri poteſt. Trajecti ad Rhenum invicem commutabuntur.

In quorum fidem nos Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis, & Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Miniſtri Plenipotentiarii præſentes Tabulas manibus noſtris ſubſcriptas Sigillis noſtris munivimus. Trajecti ad Rhenum die decimo quarto Menſis Martii, anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi tertii.

PHILIPPUS LUD. C. à SINZENDORF. (L. S.) — JOH. BRITOL. C. P. S. (L. S.)

MICHAEL ACHATS L. B. DE KIRCHNER. (L. S.) — STRAFFORD. (L. S.)

## CXLVIII.

ANNO 1713. 14. Mars.

*Ceſſation d'armes pleine & entiere faite & conclüe entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye pour durer juſqu'à la Paix. A Utrecht le* 14. *Mars* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 350.]

SA Majeſté la Reine de la Grande Bretagne, ayant par ſon entremiſe procuré juſques à la Paix Générale, une Ceſſation d'Armes en Italie entre les Puiſſances qui y ont été en Guerre juſques à préſent. Il a été convenu, & accordé entre les Miniſtres Plénipotentiaires de S. M. T. C. & ceux de ſon A. R. le Duc de Savoye, que juſques à la Paix à faire avec la France, il y aura une pleine & entiére Ceſſation d'Armes, & de toutes ſortes d'hoſtilité de quelque part, ou par quelque occaſion ou prétexte qu'elles puiſſent être faites par Mer ou par Terre, ſans reſerve ni exception de lieux quelconques entre leurs Armées, Soldats & Sujets reſpectifs, & dans tous leurs Etats, tout comme ladite Ceſſation doit être dans toute l'Italie & Iſles de la Mer Méditerranée, poſſedées reſpectivement par les Parties qui ſont en Guerre, à commencer ladite Ceſſation d'Armes dans quatre ſemaines après la Signature de la préſente Convention.

Et à ces fins S. M. T. C. & S. A. R. envoyeront inceſſamment les ordres néceſſaires aux Généraux & Commandants de leurs Troupes, Gouverneurs & Commandans des Païs & Places, & à tous autres qu'il ſera beſoin, pour que cette Convention ſoit inceſſamment executée & obſervée.

Et tout ce qui ſera ou pourra être fait au contraire de quelque maniére, & en quelque lieu que ce ſoit, depuis ladite Ceſſation d'Armes commencée, & durant icelle, ſoit d'une part ou d'autre, ſera inceſſamment & de bonne foi rétabli, annullé & réparé.

Il a été en outre convenu & accordé, que pendant la ſuſdite Ceſſation d'Armes toutes Contributions pour cauſe de Guerre, & exactions d'icelles, ceſſeront dans les Païs & Lieux de S. A. R. de Savoye, poſſedez à préſent par Sa M. T. C., & que l'on n'en éxigera rien autre que les revenus ordinaires & accoûtumés, & que ceſſeront de même toutes Contributions de la part du Seigneur Duc de Savoye dans les Provinces de France, voiſines à ſes Etats. Cependant les Sujets reſpectifs auront & pourront avoir entre eux la liberté entiére du Commerce, & ſi pour plus de ſûreté ils demandent des Paſſeports, on les leur accordera

Les affaires en Italie reſteront pendant ladite Ceſſation d'Armes dans l'état où elles ſont, & leur ajuſtement eſt renvoyé à la Négociation de la Paix, reſervé cependant, & excepté l'entiére exécution du Traité du 8. Novembre 1703. entre le défunt Empereur Leopold & ſadite Alteſſe Royale.

La préſente Convention ſera ratifiée par S. M. T. C. & par S. A. R. de Savoye, & les Ratifications en ſeront échangées à Utrecht dans l'eſpace de quatre ſemaines, ou plûtôt ſi faire ſe peut. En foi de quoi leſdits Plenipotentiaires de S. M. T. C. & ceux de S. A. R. de Savoye ont ſigné & fait appoſer le Cachet de leurs Armes.

*La préſente Convention faite à Utrecht le* 14. *Mars.* 1713.

## CXLIX.

ASSIENTO *ou Privilege pour l'Introduction & la vente des Eſclaves* NEGRES *dans l'*AMERIQUE ESPAGNOLE: *contenant les conditions auxquelles, il eſt accordé à la* COMPAGNIE ANGLOISE. *Fait à Madrid le* 26. *Mars* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag 72. Feuille volante imprimée en Anglois & en Eſpagnol à Londres, chez *John Baskett* Imprimeur de la Reine l'an 1713. in 4.] 26 Mars.

LE

ANNO 1713.

LE ROI.

D'AUTANT que l'Assiento, dont on étoit convenu avec la Compagnie Royale de *Guinée*, établie en *France*, pour fournir des Esclaves Negres aux *Indes Occidentales* est expiré; & que la Reine de la *Grande-Bretagne* souhaite d'entrer en ce Commerce, & en son nom la Compagnie *Angloise*, comme cela est stipulé dans les Préliminaires de la Paix, & que cet Assiento subsiste pendant le terme de trente Ans: *Don Manuel Menasses* de *Gilligan*, Député pour cet effet, par ladite Majesté de la *Grande Bretagne*, a remis entre mes mains un plan dressé à cette fin, contenant quarante-deux Articles, pour servir de regle à ce Contract, lequel j'ai communiqué à une *Junta* de trois Ministres de mon Conseil des *Indes*, pour savoir leur sentiment sur châque Article ou condition dudit Contract. Mais comme sur cet examen il s'est trouvé plusieurs Points, dont ils n'ont pû convenir, je l'ai fait examiner une seconde fois, par une autre *Junta*; de sorte qu'étant informé à fond de la chose, j'ai resolu, nonobstant les objections faites par les uns & les autres, de conclure & terminer cet Assiento à la satisfaction de la Reine de la *Grande Bretagne*. Dans cette vuë, j'ai jugé à propos d'admettre & d'approuver par un Décret Royal du 12. de ce mois, les quarante-deux Articles contenus dans le Plan susmentionné, de la maniere ci après specifiée, avec les additions, que j'ai resolu d'y ajoûter de mon propre mouvement, en faveur de ladite Compagnie, aussi contenuës dans mon dit Décret. Le tout de la maniere suivante.

I. En premier lieu, pour procurer par ce moïen, mutuellement & reciproquement, l'avantage des Souverains & des Sujets des deux Couronnes, Sa Majesté de la *Grande Bretagne* offre & s'oblige, pour les personnes qu'elle nommera & autorisera pour cet effet, de faire transporter aux *Indes Occidentales de l'Amerique*, appartenant à sa Majesté Catholique, à commencer du premier jour de Mai, 1713. jusques au même jour de l'année 1743. le nombre de cent quarante quatre mille Negres, *Piezas de India*, des deux Sexes & de tous les âges, sur le pied de quatre mille huit cent Negres *Piezas de India* par an, pendant le cours desdites trente années, à condition, que les personnes, qui se transporteront aux *Indes Occidentales* pour travailler aux affaires de l'Assiento, se garderont de rien faire qui puisse offencer; car en ce cas, ils seroient poursuivis en justice, & punis de la même maniere, qu'ils l'auroient été en *Espagne*, supposé qu'une faute de la même nature y eût été commise.

II. Que les *Assientistes*, ou la Compagnie de l'Assiento, payera de châque Negre, *Pieza de India*, suivant le modele regulier de sept quartiers, n'étant ni vieux ni défectueux, selon ce qui a été pratiqué & établi jusques à present aux *Indes*, la somme de trente-trois pieces de huit, *Escudos*, & la troisiéme partie d'une piece de huit, en y comprenant tous les Droits d'*Alcavala*, de *Siza*, d'*Union de Armas*, de *Boqueron*, ou aucun autre Droit, de telle nature qu'il puisse être, d'entrée ou de *Regale*, qui sont ou qui pourroient être imposez à l'avenir, appartenant à sa Majesté Catholique, en sorte qu'on ne pourra rien exiger au delà: Et au cas, que les Gouverneurs, Officiers Royaux ou autres Ministres en prissent davantage, on en tiendra compte aux *Assientistes*, & cela sera rabattu sur les droits des 33. pieces de huit & un tiers susmentionnez, qu'ils doivent payer à sa Majesté Catholique, la chose étant prouvée par un Certificat authentique, qui ne pourra être refusé par un Notaire public, à la requisition des *Assientistes*: Et pour cet effet on fera publier un Ordre ou une *Cedule* generale, dont la teneur sera la plus ample qu'il se pourra.

III. Que lesdits *Assientistes* avanceront à Sa Majesté Catholique, pour suppléer aux besoins pressans de la Couronne, la somme de deux cent mille pieces de huit ou *Escudos*, en deux payemens égaux, de cent mille pieces de huit châcun, dont le premier se fera deux mois, après que Sa Majesté aura approuvé & signé cet Assiento; & le second au bout de deux autres mois, après le premier payement; & cette somme ainsi avancée ne sera rembourfée qu'après le terme échu des vingt premieres années de cet Assiento, & alors on pourra la déduire par portions égales, pendant les dix années restantes, sur le pied de vingt mille piéces de huit par an, qu'on rabattra sur les droits imposez sur les Negres, payables pendant le cours de ces années-là. ANNO 1713.

IV. Que les *Assientistes* seront obligez de payer l'avance des deux cent mille pieces de huit, en cette Cour; comme aussi de six en six mois, la moitié du montant des Droits payables pour les *Piezas* d'Esclaves, qu'ils sont convenus de transporter tous les ans.

V. Que le payement desdits Droits se fera de la maniere mentionnée dans l'Article precedent, sans aucun delai ou dispute, & sans y donner aucune autre interpretation: Cependant, avec cette reserve, que les *Assientistes* ne seront obligez de payer ces Droits que pour quatre mille Negres, *Piezas de India*, par an, sans compter les huit cent qui restent, Sa Majesté accordant par cet Article aux *Assientistes* les Droits qu'ils en devroient payer, pendant tout le cours des trente années de cet Assiento, en la meilleure forme & maniere possible, en consideration des risques que courent lesdits *Assientistes*, & de l'interêt qu'on devroit leur payer de l'argent avancé, & du payement, qu'ils font en cette Cour, des Droits des quatre mille *Piezas* susdits.

VI. Que lesdits *Assientistes*, après avoir fourni tous les ans, le nombre de quatre mille huit cent Negres selon leur Contract, pourront encore, au cas qu'ils le jugent necessaire pour le service de Sa Majesté Catholique, & celui de ses Sujets, en fournir un plus grand nombre, pendant les vingt-cinq premieres années de ce Contract, (car pendant les cinq dernieres il ne leur sera permis d'en transporter que le nombre de quatre mille huit cent, dont on est convenu,) à condition, qu'ils ne payeront que seize pieces de huit, & deux tiers d'une piece de huit, pour tous les Droits de châque Negre, *Pieza de India*, qu'ils transporteront au delà des quatre mille huit cent, ce qui fait la moitié des trente trois pieces de huit & un tiers susmentionnées; & ce payement se fera aussi en cette Cour.

VII. Qu'il sera permis auxdits *Assientistes* d'employer pour ce Commerce les propres Vaisseaux de Sa Majesté de la *Grande-Bretagne*, ou ceux de ses Sujets, ou même ceux des Sujets de Sa Majesté Catholique, du consentement des proprietaires, en leur en payant le fret, & en se servant de Matelots *Anglois* ou *Espagnols*, selon qu'ils le jugeront à propos; à condition qu'on prendra soin, que les Officiers des Vaisseaux employez par les *Assientistes*, ni leurs Matelots ne troublent en aucune maniere, & ne causent aucun scandale à l'exercice de la Religion Catholique, sous les peines marquées, & les Reglemens établis dans le premier Article de cet *Assiento*. Il sera de plus permis auxdits *Assientistes* d'introduire leurs Esclaves Negres, selon le Contract, dans tous les Ports de la Mer du Nord & de *Buenos Ayres*, sur aucuns des Vaisseaux susmentionnez, de la maniere que cela a été accordé aux *Assientistes*, qui les ont precedés: Mais toujours à condition que ni les Officiers ni les Matelots ne causeront aucun scandale à la Religion Catholique Romaine, sous les peines susdites.

VIII. Que comme on a trouvé par experience, que rien ne peut être plus prejudiciable aux interêts de Sa Majesté & à celui de ses Sujets, que de ne pas permettre aux *Assientistes* de transporter leurs Negres dans tous les Ports des *Indes* en general, puis qu'il est certain, que les Provinces qui sont privées de cet avantage en pâtissent, faute d'avoir leurs terres cultivées, ce qui les a reduits à la necessité de s'en pourvoir même frauduleusement, il est permis auxdits *Assientistes* par une condition expresse de ce Contract, de transporter & de vendre leurs Negres dans tous les Ports de la Mer du Nord, & ceux de *Buenos Ayres* à leur choix. Et pour cet effet Sa Majesté Catholique revoque les défenses contenües dans les Assiento precedens, de ne les transporter que dans les Ports marqués en iceux; avec cette restriction cependant, qu'il ne sera permis auxdits *Assientistes* de les transporter & débarquer, que dans les Ports où il y a des Officiers Royaux, ou des Députés de leur part, qui puissent visiter leurs Vaisseaux & leurs Cargaisons, pour certifier le nombre des Negres transportez. On est aussi convenu, que les Negres transportez dans les Ports de la côte, qui est contre le vent, à *Sancta Martha*, *Cumana* & *Maracaybo*, ne pourront être vendus par les *Assientistes* pour plus de trois cent pieces de huit châcun, & autant moins qu'il sera possible,

ANNO 1713.

sible, pour encourager les habitans de ces lieux-là à les acheter; mais quant aux autres Ports de la *Nouvelle Espagne*, ses Isles, & la *Terre ferme*, il sera permis aux *Assientistes* de les vendre au meilleur prix qu'il leur sera possible.

IX. Que comme il est permis auxdits *Assientistes*, pour les raisons alleguées dans l'Article précedent; de transporter leurs Negres dans tous les Ports de la Mer du *Nord*; on est convenu de même, qu'ils le pourront faire dans la Riviere de *Plata*, Sa Majesté Catholique leur permettant de transporter, (du nombre des quatre mille huit cent Negres, qu'ils peuvent introduire tous les ans en vertu de cet Assiento,) dans cette Riviere ou à *Buenos Ayres*, pendant châcune des trente années dudit Assiento, le nombre de mille deux cent de ces *Piezas de India* des deux Sexes, pour les y vendre au prix dont ils pourront convenir, les embarquant sur quatre Vaisseaux capables de les contenir, huit cent desquels seront vendus à *Buenos Ayres*, & les quatre cent restans pourront être transportez & serviront pour les Provinces qui sont au dessus, & pour le Royaume de *Chili*, les vendant aux habitans, s'ils les veulent venir achetter dans ledit Port de *Buenos Ayres*. De plus, on déclare qu'il sera permis à Sa Majesté *Britannique*, & aux *Assientistes* en son nom, de posseder dans ladite Riviere de *Plata* quelques Terres, que Sa Majesté Catholique ordonnera ou assignera, suivant ce qui a été stipulé dans les Préliminaires de la Paix, à compter du tems où cet Assiento aura lieu, suffisantes pour planter, pour cultiver, & pour entretenir du Bêtail, pour la subsistance des personnes appartenant à l'Assiento & de leurs Negres: Il leur sera même permis d'y bâtir des maisons de bois, & non d'autres materiaux, sans qu'ils puissent faire aucune levée de terre, ni les moindres fortifications. Sa Majesté Catholique nommera aussi un Officier, tel qu'elle le jugera à propos, & de ses propres Sujets, lequel residera sur lesdites Terres, & aura la direction de tout ce qui en dépendra. Et toutes les autres choses, qui concerneront l'Assiento, seront sous la direction du Gouverneur & des Officiers Royaux de *Buenos Ayres*: Les *Assientistes* ne payeront aucuns Droits, à l'égard des Terres susdites, pendant tout le terme de l'Assiento.

X. Quant au transport & à l'introduction des Negres dans les Provinces de la *Mer du Sud*, il sera permis aux *Assientistes* de fretter, soit à *Panama*, ou dans tout autre Port ou Havre de la *Mer du Sud*, des Vaisseaux ou des Fregates d'environ quatre cent tonneaux, un peu plus ou moins, sur lesquelles ils pourront les embarquer à *Panama*, & les transporter à tous les Ports du *Perou*, & à aucun autre de ce côté-là. Ils pourront aussi mettre sur ces Vaisseaux les Equipages & les Officiers, tant militaires que de marine, qu'ils jugeront à propos; & il leur sera permis de même, de transporter le provenant de leur vente audit Port de *Panama*, soit en fruits du Païs, soit en argent monnoyé, en barres d'argent ou en Lingots d'or, sans être obligés de payer aucun Droit pour ledit or ou argent, soit d'entrée ou de sortie, pourvû qu'il soit marqué sans aucune fraude, & qu'ils fassent paroitre que c'est le provenant des Negres, lequel doit être exemt de tous les Droits, de même que si ledit argent monnoyé, barres d'argent & lingots d'or appartenoient à Sa Majesté Catholique. Il sera pareillement permis auxdits *Assientistes* d'envoyer d'*Europe* à *Portobello* & delà à *Panama*, par la riviere de *Chagre*, ou par des voitures de terre, des Cables, des Voiles, du Fer, du Bois de charpente, & toutes sortes d'autres Munitions & Provisions necessaires pour lesdits Vaisseaux, Fregates ou *Berluengos*, & pour subvenir à leur propre entretien; bien entendu, qu'il ne leur sera cependant pas permis de vendre, ni de débiter lesdites Munitions & Provisions, soit en tout ou en partie, sous quelque pretexte que ce puisse être: Car en ce cas elles seroient confisquées, & les Acheteurs aussi bien que les Vendeurs punis selon les Loix, & même les *Assientistes* seroient à l'avenir absolument privés de ce privilege, à moins de pouvoir produire pour cette vente une permission de Sa Majesté Catholique. On est deplus convenu, qu'après l'expiration du terme de cet Assiento, il ne sera plus permis auxdits *Assientistes* de se servir desdits Vaisseaux, Fregates ou Barques pour les transporter en *Europe*, à cause des inconveniens qui en pourroient resulter.

XI. Qu'il sera permis auxdits *Assientistes* de se servir d'*Anglois* ou d'*Espagnols* comme ils le jugeront à propos, pour le gouvernement & la direction de cet Assiento, tant dans les Ports de l'*Amerique*, que dans les Places du Païs, Sa Majesté suspendant pour cela les Loix, par lesquelles il est defendu aux Etrangers d'entrer dans le Païs ou d'y habiter; déclarant & ordonnant que les *Anglois* seront regardés & traités, pendant tout le terme de cet Assiento, comme s'ils étoient Sujets de la Couronne d'*Espagne*; toutefois avec cette restriction qu'il ne sera pas permis à plus de quatre ou de six *Anglois* de resider dans aucun desdits Ports des *Indes*, du nombre desquels les *Assientistes* pourront choisir ceux qu'ils jugeront à propos, pour les envoyer dans le Païs, où il est permis de transporter les Negres, pour le maniement & la recepte de leurs Effets. Ils le feront le plus commodément, qu'il leur sera possible, selon le Reglement mentionné dans le premier Article, sans aucun empêchement ou trouble de la part des Ministres civils ou militaires, de quelque dégré ou qualité qu'ils puissent être, & sous quelque pretexte que ce soit, à moins qu'on ne puisse les convaincre d'avoir agi contre les Loix établiës, ou contre le contenu de cet Assiento.

XII. Que pour la bonne direction de cet Assiento, il plaira à Sa Majesté Catholique d'accorder, aussi tôt que la Paix sera proclamée, qu'il soit permis à Sa Majesté *Britannique* d'envoyer deux Vaisseaux de guerre avec les Facteurs, Officiers & autres personnes, qui seront employées en ce service, en donnant premierement une Liste des noms des uns & des autres, qui seront autorisés de mettre pied à terre dans les Ports, où il leur sera permis d'établir & de regler leurs Factures, tant afin qu'ils puissent aller plus commodément & plus surement, que pour pourvoir à toutes les choses necessaires pour recevoir les Vaisseaux, qui serviront au transport des Negres: Car comme il faut qu'ils les aillent prendre sur la cote d'*Afrique*, pour les conduire dans les Ports de l'*Amerique Espagnole*, il seroit tres incommode, & même tres désavantageux aux Facteurs & aux autres personnes employées pour cela de s'y transporter dans les Vaisseaux destinés à faire ces voyages-là. Outre qu'il est d'une necessité indispensable qu'on leur prepare par avance, des maisons dans lesquelles ils puissent habiter, & qu'on fasse toutes les autres provisions, dont ils auront besoin; & pour le transport des Facteurs & des autres personnes, employées par la Compagnie, à *Buenos Ayres*, on leur accordera un Vaisseau de moyenne grandeur; bien entendu que ce Vaisseau, aussi bien que les deux Vaisseaux de Guerre, seront soumis à la visite & à la recherche des Officiers Royaux dans les Ports, lesquels pourront saisir leurs Marchandises, au cas qu'ils en portent. De plus on fournira auxdits Vaisseaux les Provisions nécessaires pour leur retour à un prix raisonnable.

XIII. Lesdits *Assientistes* pourront nommer, dans tous les Ports & principales Places de l'*Amerique* des Juges Conservateurs de cet Assiento, lesquels ils pourront changer & en nommer d'autres en leur place, lors qu'ils le jugeront à propos; de la maniere, que cela a été accordé aux *Portugais*, dans le huitiéme Article de leur Assiento; bien entendu qu'ils alleguent des raisons valables de ce procedé, devant le President, Gouverneur ou l'Audience de ce Département, lesquels l'approuveront respectivement, pourvû que cette nomination tombe toujours sur un des Ministres de Sa Majesté Catholique: Et ces Juges-là prendront connoissance, exclusivement à tous les autres, de toutes les Causes, Affaires & Procès concernant cet Assiento, avec une entiere authorité & jurisdiction: Aussi est-il défendu à toutes les Audiences, Ministres, & Tribunaux, Presidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, & autres Juges quels qu'ils puissent être, sans en excepter les Vice-Rois de ces Royaumes-là de s'en mêler, d'autant qu'il n'y aura que lesdits Juges Conservateurs, qui puissent prendre connoissance de ces Causes-là, & des incidens, qui en pourroient naitre; mais il y aura appel de leurs Sentences, dans les cas où la Loi le permet, au supreme Conseil des *Indes*; bien entendu que lesdits Juges Conservateurs ne pourront demander ni prétendre de plus grands salaires, que ceux, que lesdits *Assientistes* jugeront à propos de leur accorder pour ce service. Et au cas qu'aucuns d'entr'eux en voulussent exiger davantage, Sa Majesté Catholique en ordonnera la restitution. Elle accorde aussi que le Pre-

ANNO 1713.

Preſident ou Gouverneur dudit Conſeil, ou le *Decano* ou Doyen ſera Protecteur de cet Aſſiento. Ils pourront auſſi propoſer un Miniſtre dudit Conſeil, qu'ils jugeront le plus propre à cela, pour leur ſervir de Juge Conſervateur préferablement à tous les autres, avec l'approbation de Sa Majeſté, comme cela s'eſt pratiqué dans les autres Aſſiento.

XIV. Il ne ſera permis ni aux Vice Rois, Audiences, Preſidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Officiers Royaux, ni aux autres Tribunaux ou Miniſtres, de Sa Majeſté Catholique, tels qu'ils puiſſent être, d'arrêter ou retenir dans les Ports les Vaiſſeaux appartenant à l'Aſſiento, ni d'empêcher leurs Voyages, ſous quelque pretexte que ce ſoit, ni pour quelque cauſe ou motif que ce puiſſe être; quand même ce ſeroit pour les équiper en Guerre, ou pour toute autre entrepriſe; au contraire, ils leur accorderont toute la faveur, l'aſſiſtance & le ſecours, que leſdits *Aſſientiſtes* ou leurs Facteurs ſouhaiteront, ſoit pour équiper en diligence, dépêcher ou charger leurs Vaiſſeaux; pour leur avitaillement & tout ce dont ils auront beſoin pour avancer leurs voyages, au prix courant, ſous peine, pour ceux qui en agiront autrement, de faire bon à leurs propres dépens, & d'indemniſer tout le mal & les pertes, que les *Aſſientiſtes* pourroient ſouffrir par de tels empêchemens ou de pareilles détentions.

XV. Il ne ſera pas non plus, permis aux Vice-Rois, Preſidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, Juges, ni à aucun autre Tribunal ou Officiers que ce puiſſe être, de prendre, ſaiſir, retenir ou arrêter par violence dans les Ports, ou d'aucune autre maniere, ſous quelque pretexte, cauſe ou motif que ce ſoit, tant preſſant qu'il puiſſe être, aucuns des Fonds, Marchandiſes ou Effets du provenant de cet Aſſiento, ou appartenant aux *Aſſientiſtes*, ſous peine de punition, & de payer de leurs propres biens, les dommages & pertes qui en reſulteroient. Il ne ſera pas non plus permis auxdits Miniſtres de viſiter les Maiſons ni les Magaſins des Facteurs ou autres appartenant à cet Aſſiento, leſquels doivent jouïr de ce privilege & de cette exemption, pour prevenir le ſcandale & la honte, qui accompagnent de pareils procedés; à moins qu'on ne ſoit convaincu par des preuves évidentes qu'il y ait de la fraude & des Marchandiſes défenduës, & en ce cas, elles pourront être viſitées en la preſence du Juge Conſervateur, abſolument requiſe pour cet effet; afin qu'il prenne ſoin de prevenir les vols & les enlevemens, qui arrivent d'ordinaire par le grand nombre de Soldats & d'Officiers qui accourent en foule en ces occaſions. Au reſte on eſt convenu, qu'au cas qu'il ſe trouve des Marchandiſes de cette nature, elles pourront être ſaiſies; mais ſans toucher au fond ou aux effets de l'Aſſiento, qui doivent être libres; Et au cas que les Facteurs ſoient coupables de pareilles offences on les dénoncera au Conſeil, afin de les faire punir.

XVI. Qu'il ſera permis auxdits *Aſſientiſtes*, à leurs Facteurs & autres appartenant à leur Compagnie aux *Indes*, d'employer à leur ſervice les Matelots, Voituriers & Ouvriers, dont ils auront beſoin, pour charger & décharger leurs Vaiſſeaux, par un Accord volontaire fait avec eux, en leur payant les ſalaires & les gages dont ils ſeront convenus.

XVII. Que leſdits *Aſſientiſtes* auront la liberté de charger comme il leur plaira, les Effets qu'ils auront aux *Indes*, ſur les Galions, pour les tranſporter en *Europe*, en s'accommodant pour le fret avec les Capitaines ou Proprietaires deſdits Vaiſſeaux; ou ſur les Vaiſſeaux appartenant à l'Aſſiento; leſquels pourront, au cas qu'ils le trouvent bon, venir ſous le convoi deſdits Galions ou autres Vaiſſeaux de Guerre de Sa Majeſté Catholique, qui ordonnera expreſſément aux uns & aux autres de les admettre & prendre ſous leur protection & ſauvegarde, & il leur ſera enjoint de ne requerir d'eux aucun Indult ou Droit ordinaire ou extraordinaire pour cela, ni ſous pretexte qu'ils viennent de compagnie avec ladite Flote ou Galions: Et les Effets, dont ils ſeront chargez appartenant aux *Aſſientiſtes*, verifiez par des Ecrits authentiques ne payeront aucuns Droits d'entrée en *Eſpagne*, leur Fond aiant le même privilege que s'il appartenoit à Sa Majeſté Catholique: Cependant il eſt défendu auxdits Vaiſſeaux appartenant à l'Aſſiento, & qui pourront venir en compagnie des Gallions, de prendre ſur leur bord des Paſſagers *Eſpagnols*, ou aucuns Effets des Sujets de Sa Majeſté Catholique.

XVIII. Qu'à compter du premier jour de Mai de la preſente année 1713. juſques à ce qu'ils aient pris poſſeſſion de l'Aſſiento, ni apres qu'ils l'auront priſe, il ne ſera plus permis à la Compagnie *Françoiſe* de *Guinée*, ou à qui que ce ſoit de tranſporter des Eſclaves Negres aux *Indes*: Et au cas qu'ils le fiſſent, Sa Majeſté Catholique les déclarera, comme Elle les déclare par cet Article, confiſquez en faveur & à l'avantage des *Aſſientiſtes*, qui en prendront poſſeſſion en payant les Droits des Negres introduits ainſi contre cet Article, & le Réglement établi par ce Contract. Et pour cet effet, auſſi tôt qu'il ſera ſigné on dépêchera, de la maniere la plus ample, des Ordres circulaires en *Amerique*, pour empêcher qu'on n'y admette aucuns Negres dans les Ports, ſur le compte de la Compagnie *Françoiſe*, & la même choſe ſera notifiée à leur Agent: Et afin que ceci ſoit plus effectuel & plus avantageux au revenu Royal, on eſt convenu, que lors que les *Aſſientiſtes* ſeront informés qu'aucun Vaiſſeau chargé de Negres, ne leur appartenant pas, ſera arrivé ſur les côtes, ou entré dans aucun Port, il leur ſera permis d'équiper, d'armer & de mettre en Mer immédiatement les Vaiſſeaux qu'ils auront en propre, ou aucuns de ceux de Sa Majeſté Catholique ou de ſes Sujets, avec leſquels ils conviendront de prendre, de ſaiſir & confiſquer de pareils Vaiſſeaux & leurs Negres, de telle Nation qu'ils puiſſent être, & à quelques perſonnes qu'ils puiſſent appartenir. Pour cet effet leſdits *Aſſientiſtes* & leurs Facteurs auront la liberté de prendre connoiſſance, & de viſiter tous les Vaiſſeaux qui arriveront ſur les côtes des *Indes*, ou dans ſes Ports, & dans leſquels ils auront lieu de croire ou de ſoupçonner qu'il y aura des Negres de contrebande; bien entendu, que pour faire de pareilles recherches, & autres procédures comme deſſus, il faudra qu'ils en aient premierement la permiſſion des Gouverneurs, auxquels ils communiqueront ce qui ſe paſſera, & les prieront d'y interpoſer leur autorité; mais il faudra, que la Paix ſoit proclamée avant que ceci puiſſe ſe faire, ou que cet Aſſiento ait lieu.

XIX. Que leſdits *Aſſientiſtes*, leurs Facteurs & Agents auront la liberté de naviger & de tranſporter leurs Eſclaves Negres, ſelon leur Contract dans les Ports ſeptentrionaux des *Indes Occidentales* de Sa Majeſté Catholique, ſans en excepter la Riviere de *Plata*; avec défenſe à tous autres, ſoit Sujets de la Couronne ou étrangers, d'y tranſporter ou introduire aucuns Negres, ſous les peines établies par les Loix faites pour ce Contract de Commerce: De plus, Sa Majeſté Catholique, s'oblige en foi & Parole de Roi de maintenir leſdits *Aſſientiſtes* dans la pleine & entiere poſſeſſion de tous ces Articles, & de les faire executer, pendant le terme dont on eſt convenu, ſans permettre ou conniver à quoi que ce puiſſe être, qui ſoit contraire à leur ponctuelle & exacte execution, Sa Majeſté en faiſant ſa propre affaire; bien entendu qu'ils ne tranſporteront pas, ni dans ladite Riviere de *Plata* ni à *Buenos Ayres*, au deſſus de douze cent *Piezas* de Negres accordez, par le 8. Article de ce Traité.

XX. Qu'au cas, que leſdits *Aſſientiſtes* fûſſent troublez dans l'execution de cet Aſſiento, ou que l'on s'oppoſât à leur Trafic ou à leurs Privileges par des Procès, ou de quelqu'autre maniere, Sa Majeſté Catholique déclare qu'Elle s'en reſervera la connoiſſance uniquement, & de tous les Procès, qu'on pourroit leur ſuſciter à cet égard, avec défenſe à tous les Juges, quels qu'ils puiſſent être, d'examiner & de prendre connoiſſance des Cauſes, Procès, omiſſions ou fautes, qui pourroient ſe commettre dans l'execution de cet Aſſiento.

XXI. Que lors que les Vaiſſeaux deſdits *Aſſientiſtes* arriveront dans les Ports des *Indes* avec leurs Cargaiſons de Negres, les Capitaines deſdits Vaiſſeaux ſeront obligez de certifier, qu'il n'y a aucun mal contagieux ſur leur bord, afin d'obtenir des Gouverneurs & Officiers Royaux la permiſſion d'entrer dans leſdits Ports, n'y pouvant être admis ſans de pareils Certificats.

XXII. Lorſque leſdits Vaiſſeaux ſeront entrez dans aucun Port, ils ſeront viſitez par le Gouverneur, & par les Officiers Royaux, & examinez juſques au fond, même juſques au quintellage ou leſt: Et apres avoir débarqué leurs Negres en tout on en partie, ils pourront de même décharger les Proviſions

ANNO 1713.

ceſſaires pour leur ſubſiſtance, qu'ils mettront dans des Maiſons particulieres ou des Magazins, en aiant obtenu la permiſſion des Miniſtres, qui auront fait la viſite deſdits Vaiſſeaux, pour prevenir par ce moyen les fraudes & les controverſes : Mais il ne leur ſera point permis de décharger, tranſporter ou débiter aucunes Marchandiſes ou Denrées ſous quelque pretexte ou motif que ce ſoit, & même s'il s'en trouvoit ſur leur bord, elles ſeroient ſaiſies comme ſi elles euſſent été déchargées ; à l'exception ſeulement des Negres, & des Magaſins de Proviſions pour leur ſubſiſtance, ſous peine, pour les contrevenans, d'être ſéverement punis, & leurs Marchandiſes & Effets confiſquez ou brûlez, outre qu'ils ſeront déclarez incapables de pouvoir jamais être employez dans ledit Aſſiento : Et les Officiers & Sujets de Sa Majeſté Catholique, qui y donneront les mains, ſeront auſſi punis exemplairement, tout tranſport & trafic de Marchandiſes étant abſolument défendu & refuſé auxdits Aſſientiſtes, comme contraire aux Loix de ce Royaume, & à la ſincerité & bonne foi avec laquelle on doit s'acquiter des engagemens de cet Aſſiento. Deplus, Sa Majeſté déclare & ordonne que les Marchandiſes ſaiſies de cette maniere, étant frauduleuſement tranſportées, ſeront eſtimées, & immediatement brûlées dans une Place publique, par ordre deſdits Gouverneurs & Officiers Royaux, & que le Capitaine ou Patron dudit Vaiſſeau ſera condamné à payer le prix auquel elles auront été eſtimées, quand il ne ſeroit ſimplement coupable que d'omiſſion, en n'aiant pas pris ſoin d'empêcher qu'on ne chargeât de pareilles Marchandiſes ſur ſon bord : Mais qu'au cas qu'ils ſoient complices ou participans du fait, ils ſeront condamnez à une amande proportionnée à leur crime ; ſéverement punis, & déclarez incapables à jamais d'être emploiez au ſervice de cet Aſſiento. Et Sa Majeſté Catholique obligera tous ſes Miniſtres & Officiers à lui rendre un compte exact de tout ce qui ſe ſera paſſé à cet égard. Cependant les Vaiſſeaux à bord deſquels ſeront les Negres, ou les Proviſions chargées pour leur ſubſiſtance, ne ſeront point ſujets à cette confiſcation, étant déclarez libres, comme innocens du fait ; & les perſonnes aux ſoins deſquels ils ſeront commis, pourront continuer leur Négoce. Et au cas que les Marchandiſes ou Denrées ſaiſies n'excedent pas la valeur de cent pieces de huit, ou *Eſcudos*, elles ſeront brûlées ſans remiſſion après avoir été eſtimées, & le Capitaine ſera condamné à payer la ſomme à laquelle elles auront été eſtimées, pour la punition de ſa négligence & de ſon omiſſion ; & ne payant pas la valeur des choſes ſaiſies de cette maniere, il ſera ſuſpendu & empriſonné juſques à ce qu'il l'ait fait : Cependant en prouvant qu'il n'eſt point complice du fait il ſera ſimplement obligé de produire le coupable, & ſera remis en liberté.

XXIII. Que les Viandes & autres Proviſions déchargées pour la ſubſiſtance des Negres ne payeront aucuns Droits d'entrée ni de ſortie, ni aucuns des autres qui ſont impoſés à preſent, ou pourroient l'être à l'avenir : Mais au cas que les *Aſſientiſtes* les achettent ou les tranſportent hors deſdits Ports, ils ſeront obligez de payer les Droits établis, comme font les Sujets de Sa Majeſté Catholique : Et l'on déclare qu'arrivant que les Proviſions déchargées dans les Magazins ne fûſſent pas toutes conſumées, & en danger de ſe gâter, elles pourront être venduës ou tranſportées en d'autres Ports, en payant les Droits établis ; tout cela ſe faiſant par l'interpoſition & avec la connoiſſance des Officiers Royaux.

XXIV. Que les Droits impoſez ſur les Negres tranſportez, ſeront à compter du jour de leur débarquement dans aucuns des Ports des *Indes* après la viſite, & que tout aura été régle par les Officiers Royaux : Et au cas qu'aucuns deſdits Negres vint à mourir avant qu'ils aient été vendus, les *Aſſientiſtes* n'en ſeront pas moins obligez de payer les Droits de ceux qui mourront ainſi, ni ne pourront former aucune pretention ſur ce ſujet, excepté ſeulement, qu'avenant qu'en faiſant la viſite, il ſe trouvât quelques Negres dangereuſement malades, on pourra les mettre à terre pour les guerir, & que ces Negres venant à mourir dans l'eſpace de quinze jours, à compter du jour de leur débarquement, les *Aſſientiſtes* n'en payeront point les Droits, parce qu'ils n'auront pas été débarquez pour être vendus, mais pour le recouvrement de leur ſanté dans les quinze jours fixez pour cela ; après l'expiration deſquels, ces Negres vivant encore, les Droits en ſeront payables, comme pour les autres, & ſe payeront en cette Cour ſelon l'accord marqué dans le cinquiéme Article.

ANNO 1713.

XXV. Qu'après que les *Aſſientiſtes*, ou leurs Facteurs, auront fixé les Droits, & vendu une partie de la Cargaiſon des Negres amenez en ce Port, il leur ſera permis de tranſporter le reſte dans aucun autre Port, aiant des Certificats des Officiers Royaux à l'égard des Droits, afin de n'être point inquietez là deſſus dans les autres Ports : Et il leur ſera permis de recevoir en payement pour ceux qu'ils vendront, de l'Argent monnoyé, des barres d'Argent & des lingots d'Or, qui auront payé le *Quinto* au Roi ſans fraude : Ils pourront de même en recevoir des productions du Païs, qu'ils pourront auſſi emporter & embarquer librement avec l'Argent monnoyé, les barres d'Argent & les lingots d'Or, comme les autres Effets & fruits provenus de la vente deſdits Negres, ſans être obligez de payer d'autres Droits que ceux, qui ſeront établis dans les lieux d'où ces fruits & ces Effets ſeront ſortis, & qu'on leur permet de recevoir en échange ou pour la valeur de leurs Negres, de quelque nature qu'ils ſoient, ſur les ventes faites de cette maniere faute d'argent ; & ils pourront les emporter ſur les Vaiſſeaux employez pour ce Commerce, & les tranſporter dans les Ports qu'il leur plaira, & les y vendre en payant les Droits ordinaires.

XXVI. Que les Vaiſſeaux, qui ſeront employez par cet Aſſiento, pourront faire voile des Ports de la *Grande-Bretagne* ou d'*Eſpagne*, comme il plaira aux *Aſſientiſtes*, qui rendront compte à Sa Majeſté Catholique des Vaiſſeaux, qu'ils enverront tous les ans pour le Negoce des Negres, & des Ports où ils ſeront deſtinez ; & ils pourront retourner aux uns ou aux autres avec de l'Argent monnoyé, des barres d'Argent, des lingots d'Or, des fruits & productions du Païs, provenant de la vente de leurs Negres : Et au cas qu'ils entrent dans les Ports d'*Eſpagne*, les Capitaines & autres Officiers ſeront obligez de donner aux Miniſtres de Sa Majeſté Catholique des Regîtres authentiques de ce qu'ils auront ſur leurs bords : Ou avenant qu'ils retournent directement dans la *Grande-Bretagne*, ils enverront une relation exacte de leur Cargaiſon, afin que Sa Majeſté en ſoit pleinement informée : Bien entendu, qu'il ne leur ſera pas permis d'apporter dans aucuns deſdits Vaiſſeaux, ni Or ni Argent ni d'autres Effets, au delà du provenant de la vente des Negres, ni aucuns Paſſagers *Eſpagnols*, leur étant défendu de recevoir à bord aucune Marchandiſe ou autres Effets, ſur le compte des Sujets de Sa Majeſté Catholique dans ces Païs là, ſans une permiſſion expreſſe de Sadite Majeſté. Et l'on eſt convenu qu'au cas, que les Capitaines ou autres Officiers, en prennent ſur leurs bords de cette nature, ſans une pareille licence, ils ſeront déclarez coupables & punis, comme ayant fraudé les Droits de Sa Majeſté, & contrevenu au contenu de cet Article, & aux ordres que Sa Majeſté aura donnez pour l'executer, & pour prevenir de pareilles fraudes dans les Ports des *Indes*, pour leſquelles les contrevenans, en étant convaincus, ſeront conſtamment punis.

XXVII. S'il arrivoit, que les Vaiſſeaux de cet Aſſiento équipez en Guerre, fiſſent des Priſes ſur les Ennemis de l'une ou de l'autre Couronne, ou ſur les Pirates qui croiſent & qui pillent ordinairement dans les Mers de l'*Amerique*, il leur ſera permis de les conduire dans les Ports de Sa Majeſté Catholique, où ils ſeront admis ; & leſdites Priſes étant déclarées bonnes & legitimes, ils n'en payeront pas d'autres Droits d'entrée, que ceux qui ſont établis & payables par les Sujets naturels de Sa Majeſté : Deplus, au cas qu'il ſe trouve des Negres ſur ces Priſes, ils pourront les vendre en partie du nombre, qu'ils ſe ſont engagez de fournir, auſſi bien que les Proviſions qui ſe trouveront au delà de ce qui eſt néceſſaire pour leur ſubſiſtance. Mais il n'en eſt pas de même à l'égard des Marchandiſes & Denrées, qu'ils pourroient prendre, dont la vente eſt toujours défenduë. Cependant, en conſideration de leurs interêts on leur permet de tranſporter leſdites Marchandiſes & Denrées, priſes de cette maniere, à *Carthagene* ou à *Portobello*, & de les re-

ANNO 1713.

remettre entre les mains des Officiers du Roi, qui les recevront, en feront un Inventaire, & les mettront en leur préſence dans des Magazins, où elles ſeront gardées juſques à l'arrivée des Galions, & au tems des Foires deſdits Ports de *Carthagene* & de *Portobello*, & alors les Officiers du Roi auront ſoin de les faire vendre par l'entremiſe & en la preſence des Députez du Commerce, & des Proprietaires ou de leurs Agents: A cette fin Sa Majeſté Catholique donnera les ordres néceſſaires, comme Elle fait par le préſent Article, afin qu'après avoir rabattu la quatriéme partie du provenant de la vente, qui doit appartenir à Sadite Majeſté Catholique, être mis dans les coffres Royaux & envoyé en *Eſpagne*, avec un compte exact dudit provenant, on remette les trois autres parties de châque Priſe, ſans aucun delai, entre les mains de ceux, qui les auront faites ou de leurs Agens, rabattant & retenant tous les frais de la vente, & des Magazins, & en payant, au tems que leſdites Priſes ſeront venduës, les Droits ordinaires dans la Tréſorerie. Et afin de prevenir toutes ſortes de doutes & de diſputes, Sa Majeſté déclare, que tous les Vaiſſeaux pris de cette maniere, de telle nature qu'ils puiſſent être, ſans en excepter les Armes, Canons, Munitions, Cordages &c. appartiendront à ceux qui les auront pris.

XXVIII. Et comme en établiſſant & en convenant de cet Aſſiento, on a eu un égard particulier à l'avantage, qui en pourroit reſulter à leurs Majeſtés *Britannique* & Catholique & à leurs revenus; on eſt convenu & on a ſtipulé que leurs Majeſtés y ſeroient intereſſées de la moitié, c'eſt à dire châcune d'un quart, qui leur appartiendra en vertu de cet Accord. Et comme il eſt neceſſaire, que Sa Majeſté Catholique, afin d'avoir & de jouïr de l'avantage du gain qui pourra provenir de ce Negoce, avance auxdits *Aſſientiſtes* un million de pieces de huit, *Eſcudos*, ou un quart de la ſomme, qu'ils jugeront neceſſaire pour mettre ce Negoce ſur le pied où il doit être; on eſt encore convenu, qu'au cas, que Sa Majeſté Catholique ne trouve pas à propos d'avancer ladite ſomme, les ſuſdits *Aſſientiſtes* le feront de leur propre argent, à condition, que Sa Majeſté Catholique leur en payera l'interêt, qu'on rabattra ſur la ſomme, qu'ils lui doivent payer, ſur le pied de huit pour cent annuellement, à commencer des jours reſpectifs auxquels ils débourſeront cet Argent, & en continuant juſques à ce qu'ils ſoient rembourſés & ſatisfaits, ſelon les comptes, qui lui en ſeront preſentez; afin que Sa Majeſté jouiſſe ainſi des profits qui en pourront provenir, à quoi ils s'obligent des à préſent: Mais au cas qu'ils ne fiſſent point de profits, ſoit par des accidens ou autres malheurs, & qu'au contraire ils fiſſent des pertes, Sa Majeſté ſera obligée, comme Elle s'y oblige dès à préſent, de leur faire rembourſer la partie qui la regarde, ſelon les régles de la juſtice, & de la maniere la moins prejudiciable à ſes revenus Royaux. Et Sa Majeſté Catholique nommera deux Directeurs ou Facteurs qui reſideront à *Londres*; deux autres aux *Indes*, & un autre à *Cadiz*, pour travailler de ſa part, avec ceux de Sa Majeſté *Britannique*, & des autres Intereſſez, à toutes les procedûres, achats & comptes de cet Aſſiento; & Sa Majeſté Catholique leur donnera des Inſtructions particulieres pour leur ſervir de régle, & particulierement à ceux des *Indes*, pour éviter tous les inconveniens & toutes les diſputes, qui pourroient ſurvenir.

XXIX. Que leſdits *Aſſientiſtes* rendront compte de leurs profits & gains à la fin des cinq premieres années de cet Aſſiento, leſquels comptes ſeront affirmez par ſerment, & certifiez par des pieces authentiques, de la dépenſe, de l'achat, de la ſubſiſtance, du tranſport & de la vente des Negres, auſſi bien, que de toutes les autres dépenſes faites à cet égard: Ils produiront pareillement des Certificats en duë forme, du provenant de leur vente dans tous les Ports & parties de l'*Amerique*, appartenant à Sa Majeſté Catholique, ſoit qu'elles aient été tranſportées ou venduës: Et ces comptes-là, tant de la dépenſe que du provenant, ſeront premierement examinez & réglez par les Miniſtres de Sa Majeſté *Britannique* employez en ce ſervice, en vertu de la part qu'elle doit avoir en cet Aſſiento, & enſuite en cette Cour; & la part, que Sa Majeſté Catholique doit avoir des profits, ſera ajuſtée & recouverte des *Aſſientiſtes*, qui ſeront obligez de la payer regulierement & ponctuellement, en vertu de cet Article, qui aura la même force & vigueur, que ſi c'étoit un Acte public, & ſous le Réglement mentionné dans le 28. Article, concernant les Facteurs, que Sa Majeſté Catholique doit employer.

ANNO 1713.

XXX. Que ſi le gain, qui ſe fera pendant les cinq premieres années, n'excede pas la ſomme, que les *Aſſientiſtes* doivent avancer pour Sa Majeſté Catholique, avec l'interêt à huit pour cent, qui doit être inclus & rembourſé de la maniere ſuſ-exprimée, les *Aſſientiſtes* ſe rembourſeront eux-mêmes en premier lieu, de ce qu'ils auront avancé avec tout l'interêt, & payeront enſuite à Sa Majeſté Catholique le reſte du profit de ſa part, avec les Droits impoſez ſur les Negres annuellement tranſportez, ſans aucun delai ou empêchement. La même choſe ſe pratiquera & ſe continuera de cinq en cinq ans ſucceſſivement, pendant le terme de l'Aſſiento; à la concluſion duquel on rendra compte du gain des cinq dernieres années de la même maniere que des cinq premieres: En ſorte que Sa Majeſté Catholique & les Miniſtres qu'Elle employera en cette affaire, ſoient pleinement ſatisfaits, ſelon le contenu du 28. Article, par rapport aux Facteurs, que Sadite Majeſté Catholique doit nommer.

XXXI. Et bien que les *Aſſientiſtes* aient offert par le 3. Article de ce Contract d'avancer deux cent mille pieces de huit, de la maniere exprimée dans cet Article, dont ils ne devroient être rembourſez qu'à la fin des vingt premieres années de cet Aſſiento, comme cela eſt marqué dans ledit 3. Article, & qu'ils ne pûſſent rien prétendre pour le riſque ou l'interêt de cette ſomme; neanmoins s'il paroit, par le compte que leſdits *Aſſientiſtes* doivent donner au bout des cinq premieres années, qu'ils aient fait du profit, ils pourront ſe rembourſer de la ſomme, ou d'une partie d'icelle, qu'ils auront avancée pour la quatriéme partie, à laquelle Sa Majeſté Catholique eſt intereſſée dans cet Aſſiento, ſelon ce qui eſt marqué dans le 28. Article.

XXXII. Que du moment de l'expiration & aprés l'accompliſſement de cet Aſſiento, Sa Majeſté Catholique accorde aux *Aſſientiſtes* le terme de trois années pour ajuſter leurs comptes, pour retirer leurs Effets des *Indes*, & pour régler toute choſe; & que pendant ledit terme de trois années leſdits *Aſſientiſtes*, leurs Facteurs, Agens & autres perſonnes par eux employées, jouïront des mêmes Privileges & Immunitez qui leur ſont accordées pendant le terme de ce Contract, pour l'entrée libre de tous leurs Vaiſſeaux & Bâtimens dans tous les Ports de *l'Amerique*, & le tranſport des Effets, qu'ils y pourroient avoir, ſans aucun changement ni la moindre reſtriction.

XXXIII. Que tous les Débiteurs des *Aſſientiſtes* ſeront obligez & forcez de payer leurs dettes, en faiſant ſaiſir leurs perſonnes & executer leurs biens, ces dettes devant être conſiderées comme duës à Sa Majeſté Catholique, qui les déclare telles, afin qu'on les puiſſe plus facilement recouvrer.

XXXIV. Que comme il ſera néceſſaire pour la conſervation & la ſubſiſtance des Eſclaves Negres, que l'on débarquera dans les Ports des *Indes Occidentales*, auſſi bien que pour celle des perſonnes employées dans ce Commerce, d'entretenir conſtamment des Magazins remplis d'Habits, de Medecines, de Proviſions & autres choſes néceſſaires, dans toutes les Factures, qui ſeront établies pour la commodité de cet Aſſiento; comme auſſi de toutes ſortes de Proviſions navales, pour la reparation & l'équipement des Vaiſſeaux & Bâtimens employez en ce ſervice, les *Aſſientiſtes* ne doutent pas que Sa Majeſté Catholique ne veuille bien leur accorder de faire venir de tems en tems, en droiture, de l'*Europe* ou des Colonies, que Sa Majeſté *Britannique* a dans l'*Amerique Septentrionale*, dans les Ports & ſur les côtes de la Mer du Nord des *Indes Occidentales Eſpagnoles*, où il ſe trouvera des Officiers Royaux ou leurs Deputez, auſſi bien que dans la Riviere de *Plata* ou à *Buenos Ayres*, des Habillemens, des Medecines, des Proviſions, & tout ce qui eſt néceſſaire pour la Marine, ſimplement pour l'uſage des *Aſſientiſtes*, de leurs Negres, Facteurs, Domeſtiques, Matelots & Vaiſſeaux; & il leur ſera permis de les tranſporter dans des Vaiſſeaux d'environ cent cinquante tonneaux, & non dans ceux qui doivent ſervir au tranſport des Negres, en rendant compte à leur départ, du nombre de ces Vaiſſeaux & de leur Cargaiſon au Conſeil

ANNO 1713.

ſeil des *Indes*, auquel ils enverront pareillement une déclaration des Facteurs, contenant la qualité des choſes contenuës dans leurs Cargaiſons, dont aucunes ne pourront être venduës, ſous peine de confiſcation & de punition exemplaire à l'égard des contrevenans, à moins que ce ne ſoit au cas d'une neceſſité preſſante, pour un Vaiſſeau *Eſpagnol*, dont le Capitaine ſeroit obligé de les achetter pour ſon retour, en s'accordant avec les Facteurs.

XXXV. Pour le refraichiſſement, & pour la conſervation de la ſanté des Negres, que l'on tranſportera aux *Indes Occidentales*, après un ſi long & ſi penible voyage, auſſi bien que pour prevenir les maux contagieux parmi eux, les Facteurs de cet Aſſiento auront la permiſſion de louër les terres qu'ils jugeront néceſſaires, dans le voiſinage des Places & des lieux où les Factures ſeront établies, pour les cultiver & y faire des Plantages, pour de nouvelles Proviſions pour leur ſupport & leur ſubſiſtance: Et cette culture ſe fera par les habitans du Païs & par les Negres, ſans que d'autres s'en puiſſent mêler: Auſſi ne ſera-t-il permis à aucuns des Sujets de Sa Majeſté Catholique de s'y oppoſer, pourvû qu'on s'en tienne à ce Réglement.

XXXVI. Qu'il ſera permis aux *Aſſientiſtes* d'envoyer un Vaiſſeau de trois cent tonneaux aux Iſles des *Canaries*, & d'y charger les fruits qu'on a coutume d'y prendre pour l'*Amerique*, ſelon ce qui a été accordé à *Don Bernardo Franciſco Marin*, par le 26. Article de ſon Aſſiento; & par le 21. Article de l'Aſſiento de la Compagnie de *Guinée* de *Portugal*, pour une ſeule fois pendant le cours de l'Aſſiento.

XXXVII. Que l'on enverra des Ordres pour la Publication d'un *Indulto*, ou Taxe ſur les Negres qui ſeront introduits injuſtement, du jour que cet Aſſiento aura lieu, avec liberté aux Facteurs de leur impoſer cet *Indulto* au tems & au prix qu'il leur plaira, dont le provenant ſera appliqué à l'avantage & au profit des *Aſſientiſtes*, leſquels ſeront obligez de payer à Sa Majeſté Catholique les Droits reguliers de trente-trois pieces de huit & un tiers, pour châque Negre, au tems, que cet *Indulto* ſera impoſé.

XXXVIII. Que pour l'avantage & l'expedition de cette affaire, il plaira à Sa Majeſté d'établir une *Junta* de trois Miniſtres, qu'Elle jugera les plus propres à cela, leſquels étant aſſiſtez du Fiſcal & du Secretaire du Conſeil des *Indes*, entendront & prendront connoiſſance, à l'excluſion de tous autres, de toutes les choſes, qui auront rapport à cela, pendant le terme ſtipulé; & que cette *Junta* repreſentera à Sa Majeſté ce qui ſe paſſera à cet égard, de la même maniere, que cela s'eſt pratiqué pour la Compagnie *Françoiſe*.

XXXIX. Que tout ce qui a été accordé aux *Aſſientos* precedens à *Don Domingo Grillo*, *Conſulado* de *Seville*, *Don Nicolas Porcio*, *Don Bernardo Marin* y *Guzman*; aux Compagnies *Portugaiſes* & *Françoiſes*, pourvû que cela ne ſoit point contraire au preſent Contract, ſera pareillement entendu & déclaré en ſa faveur, comme ſi cela y étoit literallement inſeré: Et que tous les Ordres qui ont été dépêchez en aucun tems en faveur des *Aſſientiſtes* ſusmentionnez ſeront accordez de même à ceux-ci, lors qu'ils le ſouhaiteront, ſans aucun doute ou difficulté.

XL. Qu'au cas d'une Déclaration de Guerre, ce qu'à Dieu ne plaiſe, entre la Couronne de la *Grande-Bretagne* & celle d'*Eſpagne*, cet Aſſiento ſera ſuſpendu: Neanmoins, en ce cas, les *Aſſientiſtes* pourront ſe retirer en toute ſureté, pendant le tems d'un an & demi, à compter du jour de la Déclaration de cette rupture, avec tous leurs Effets, & les tranſporter librement dans leur Païs, dans les Vaiſſeaux, qui ſe trouveront alors dans les Ports des *Indes*, ou dans ceux des *Eſpagnols*; à condition qu'au cas qu'ils les fiſſent entrer dans les Ports d'*Eſpagne*, ils pourront librement les en faire reſortir, comme ſi l'Aſſiento ſubſiſtoit toujours; bien entendu, qu'on prouve que c'eſt le provenant du Négoce des Negres. On déclare de plus qu'au cas qu'il arrivât que les Couronnes d'*Eſpagne* & d'*Angleterre*, ou l'une des deux, conjointement ou ſéparément, entrâſſent en Guerre avec d'autres Nations, les Vaiſſeaux employez en cet Aſſiento prendront des Paſſeports, & porteront des Pavillons différens de ceux dont ſe ſervent ordinairement les *Anglois* & les *Eſpagnols*, ſelon le choix, qui en ſera fait par Sa Majeſté Catholique, ſans que l'on en puiſſe accorder de ſemblables à aucuns autres Vaiſſeaux, que ceux qui appartiendront à ce Negoce; & cela empêchera qu'ils ne ſoient troublez ni attacquez par les Vaiſſeaux des Nations, qui ſeront ou ſe déclareront Ennemies des deux Couronnes: Et pour cet effet Sa Majeſté de la *Grande-Bretagne* ſe charge de ſoliciter & d'obtenir, dans le Traité de la Paix generale, un Article exprès, par lequel tous les Princes en auront connoiſſance, & ſeront obligez d'ordonner à leurs Sujets de s'y conformer & de l'obſerver exactement & ponctuellement.

ANNO 1713.

XLI. Que tout le contenu du preſent Contract, & des Conditions, qui y ſont inſerées, comme auſſi de tout ce qui y ſera joint ou en dépendra, ſera accompli & executé avec ſincerité & exactitude, en ſorte qu'il ne s'y trouve aucun obſtacle, ſous quelque pretexte, cauſe ou motif que ce ſoit. Et pour cet effet Sa Majeſté doit ſuſpendre, comme elle ſuſpend par cet Article, toutes les Loix, Ordonnances, Proclamations, Privileges, Etabliſſemens, Uſages & Coutumes, qui y ſont contraires, dans tous les Ports, Lieux & Provinces de *l'Amerique* appartenant à Sa Majeſté, ou elles pourroient ſubſiſter, pendant le terme de trente ans, que cet Aſſiento doit avoir lieu, outre les trois années accordées aux *Aſſientiſtes* pour retirer leurs Effets & ajuster leurs comptes, comme il a déja été dit. Cependant ces Loix là &c. doivent demeurer en pleine force & vigueur, dans tous les cas qui n'auront point de rapport à ce Contract, & dans tous les tems à venir, après l'expiration de ſes trente-trois années.

XLII. Enfin, Sa Majeſté accorde auxdits *Aſſientiſtes*, à leurs Agens, Facteurs, Miniſtres, Officiers civils & militaires, tant par mer que par terre, toutes les Graces, Libertez, Privileges & Exemptions, qui aient jamais été accordées à d'autres *Aſſientiſtes*, ſans aucune reſtriction ou limitation, entant que cela ne ſera pas contraire à ce dont on eſt convenu, & qui eſt exprimé dans les Articles précedens, que leſdits *Aſſientiſtes* s'obligent pareillement d'accomplir & d'executer ponctuellement.

Outre les Articles précedens, dont on eſt convenu en faveur de la Compagnie *Angloiſe*, Sa Majeſté Catholique, en conſideration des pertes, que d'autres *Aſſientiſtes* ont ſoutenues, & à condition expreſſe, que ladite Compagnie ne fera aucun Negoce défendu, ni ne l'entreprendra directement ni indirectement, ſous quelque pretexte que ce ſoit: & pour manifeſter à Sa Majeſté *Britannique*, à quel point Elle ſouhaite de lui plaire, & de confirmer de plus en plus une étroite & bonne correſpondance avec Elle, a bien voulu accorder à la Compagnie de l'Aſſiento, par ſon Décret Royal du 12. Mars de cette preſente année, un Vaiſſeau de 500. Tonneaux par an, pendant le terme des trente années qu'il doit ſubſiſter, pour négocier aux *Indes*, Sa Majeſté Catholique aiant une quatriéme partie du gain qu'il fera, comme Elle doit l'avoir de celui de l'Aſſiento: Et outre cette quatriéme partie, Sa Majeſté Catholique doit encore recevoir 5. pour cent du gain clair des trois autres parties, qui appartiennent à l'*Angleterre*; à condition qu'on ne pourra vendre les Marchandiſes, que châcun de ces Vaiſſeaux-là tranſportera qu'au tems de la Foire: Et au cas qu'aucun de ces Vaiſſeaux-là arrivât aux *Indes* avant les Flotes, ou les Galions, les Facteurs de l'Aſſiento ſeront obligez, de débarquer les Marchandiſes dont ils ſeront chargez, & de les mettre dans des Magazins, qui ſeront fermez à deux clefs, dont l'une ſera entre les mains des Officiers Royaux, & l'autre entre celles des Facteurs de la Compagnie, afin que leſdites Marchandiſes ne puiſſent être vendues que pendant le tems de la Foire; & elles ne payeront aucun Droit aux *Indes*.

Et d'autant que je veux, & qu'il eſt de mon bon plaiſir, que tout ce qui eſt contenu dans châcun des Articles & des Conditions exprimées dans le projet inſeré ci deſſus, & dans le dernier de tous, ajoûté de mon propre mouvement, ait ſon entier effet; Je les approuve & ratifie par ces préſentes, & en ordonne l'obſervation, l'accompliſſement & l'execution à la lettre, en tout & par tout, ſelon la teneur du tout & de châque Article, & de ce qui y eſt déclaré; & que l'on ne faſſe, ni ne ſouffre qu'on faſſe rien qui ſoit contraire à la teneur ou forme d'iceux, ſuſpendant, comme je ſuſpens pour cette fois, toutes les Loix & défences, qui y peuvent être contrai-

ANNO 1713.

traires : Et j'engage ma foi & ma parole Royale, que pourvû que la Compagnie *Angloiſe* s'acquite de ſon côté du devoir de ce Contract, entant que cela la regarde, & autant qu'elle y eſt obligée, je le ferai du mien. En témoignage de quoi j'ai accordé à Mylord *Lexington*, Miniſtre de Sa Majeſté de la *Grande-Bretagne* en cette Cour, le preſent Ecrit, & l'acceptation de ce Contract, qui répond de ſon accompliſſement & de ſa validité, & lequel en vertu de mes Ordres Royaux, a été dreſſé par le Greffier de la Chambre de mon Conſeil des *Indes*, le 26. jour du préſent mois de cette année : Et je veux, que pour l'execution de tout ce qui eſt mentionné dans cet Aſſiento, toutes les Cedules, Expeditions & Ordres, requis pour en aſſurer l'effet & l'accompliſſement, ſoient publiés en leur propre tems : Et les Controleurs des Comptes de mon dit Conſeil, doivent prendre connoiſſance des préſentes. Fait à *Madrid* le 26. jour de Mars 113,

MOI LE ROI.

Par ordre de notre Seigneur le Roi,

*Don* BERNARDO TINAGUERO DE LA ESCALERA.

## CL.

2. Avril. Tractat zwiſchen Jhro Röm. Kayſerl. und Königl. Cathol. Majeſt. Carl des VI., und Jhro Königl. Majeſt. in Preußen Fridrich Wilhelms / Krafft deſſen dem König von Jhro Kayſerl. und Königl. Majeſt. Dero Antheil des Ober-Quartiers von Geldern / benantlich die Stadt Geldern / die Vogtey / das Ambt von Geldern / wie auch die Städte / Ämbter und Herrſchafften / Strahlen / Wachtendonck, Middelaer, Walbeck, Aerſſen, Afferden und Weel, ingleichen Racy, und klein Kevelaer, und das Land von Keſſel abgetretten worden / dahingegen der König ſich allen hierauf gehabten Forderungen / wovor der letzt verſtorbene König in Spanien Carolus II., ihme verhafftet ware / begeben. Utrecht den 2. April 1713. [Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale au Congrès d'Utrecht.]

C'eſt-à-dire,

*Traité entre* CHARLES VI. *Empereur des Romains & Roi Catholique d'une part*, & FREDERICK GUILLAUME *Roi de Pruſſe d'autre part : par lequel Sa Maj. Imp. & Catholique cede & transporte audit Roi, diverſes Places, Villes & Lieux ſitués dans le Duché de* Gueldres, *Savoir, la Ville & Bailliage de* Gueldres: *les Villes & Bailliages de* Strahlen, Wachtendonck, Middelaer, Walbeck, Aerſſen, Afferden, Weel, Racy & le petit Kevelaer, *avec le Païs de* Keſſel, *pour ſatisfaction de ſes anciennes pretentions à la charge du feu Roi d'Eſpagne* CHARLES II. *Moyennant quoi auſſi S. M. Pruſſienne renonce à toutes ſesdites pretentions, & ſe tient pour contente. A Utrecht le 2. Avril* 1713.

ZU wiſſen / denen es nöthig / daß nachdeme von Jhro Röm. Kayſerl. Majeſt. Leopoldo I. glorwürdigſten Andenckens / auf ſichere Arth und Weiſe / und unter gewiſſen Bedingnüſſen verſprochen worden / ein und andere Forderungen / womit der lezt-verſtorbene König in Hiſpanien Carolus II. Höchſtſeel. Andenckens dem König in Preuſſen verhafftet geweſen / auf Sich zu nehmen. Hierauf auch erfolget / daß deren Befriedigung : von Höchſtgedachten König in Preuſſen verlanget / und deßhalben ein anſehnlicher Theil des Ober-Quartiers von dem Spaniſchen Geldern innen behalten worden. So iſt zu Stifft- und Erhaltung guten Vernehmens / und in Anſehung der ſtattlichen Verdienſte / welche der letzthin abgelebte König in Preuſſen glorwurdigſten Andenckens um das Ertz-Haus von Öſterreich ſamt ganzen gemeinen Weſen erworben / und von dem jezo in der Regirung mit gleichmäſſigen Patriotiſchen Eyffer eintretenden Nachfolger Königl. Majeſt. ferner verhoffet werden / Endes beſtändl. dato zwiſchen beyderſeits allerhöchſtgedachten Kayſerl. und Königl. Majeſt. zu gegenwertigen Friedens-Congreſs bevollmächtigten Miniſtris, und zwar an Seiten Jhrer Röm. Kayſerl. und Cathol. Königl. Majeſt. denen Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Philipp Ludwig des Heil. Röm. Reichs Erb-Schatz-Meiſtern Grafen von Sinzendorff und Thanhauſen / Freyherrn zu Ernſtbrunn / Herrn deren Herrſchafften Gſöll / Groß Selowiz ꝛc. Burggrafen zu Rheinegg / Obriſt-Erb-Kampt-Richtern und Schildtragern / wie auch Obriſt-Erb-Lands-Vorſchneidern in Ober- und unter-Öſterreich / Erb-Schencken in Öſterreich ob der Enns / der Röm. Kayſ. in Germanien Hiſpanien zu Hungarn und Böheimb Königl. Maj. Cämmeren / würcklich Geheimen Rath / Obriſten Hoff-Canzlers / Rittern des guldenen Fluſſes / und Erſten Gevollmächtigten zu dem allgemeinen Friedens-Congreſs, &c. Dann Michael Achat Freyherrn von Kirchnern / Herrn zu Geraletz / Humpoleten / Pollerskirchen / Rothenthurn und Quittenau ꝛc. Jhrer Röm. Kayſerl. Maj. würcklichen Reichs-Hof-Rath ꝛc. An Seiten Jhro Königl. Maj. in Preuſſen aber denen Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Otto Magnus des Heyl. Römiſch. Reichs Grafen von Dönhoff / Erb-Herrn zu Fridrichſtein / Wenefeld und Schönnorn ꝛc. Sr. Königl. Majeſt. in Preuſſen Etats-Miniſtern und würcklichen Geheimen Kriegs-Rath / General-Lieutenant von der Infanterie, des Preuſſiſchen ſchwartzen Adlers Rittern / Gouverneur und Ober-Hauptmann zu Memmel / und erſteren Plenipotentiario zu dem allgemeinen Friedens-Congreſs &c. Dann Johann Auguſt Marchal von Biberſtein, würcklichen Geheimen Etats-Rath / Ober Herolds-Meiſtern / Ambts Hauptmann zu Giebichenſtein und St. Moritzburg ꝛc. des Preußiſchen ſchwartzen Adlers und des St. Johannis-Ordens Rittern ꝛc. verglichen und abgeredet worden. Es begeben ſich

Artic. I.

Jhro Königl. Majeſt. in Preuſſen obgedachter Forderungen und renunciren auf dieſelbe völlig / jedoch mit Vorbehalt dererjenigen welche auf die Niederländiſchen Provinzien bereits würcklich ausgeſezet / und angewieſen worden / ziehen auch ſogleich bey Einräumung der Poſſeſſion der nachbenennten cedirten Lande ihre Trouppen aus der Veſtung Venlo und dem Fort St. Michel.

Artic. II.

Dagegen überlaſſen Jhro Kayſerl. und Königl. Cathol. Majeſt. in beſter Form Rechtens Dero Antheil des Ober-Quartieres von Geldern / welches der König von Preuſſen vor jetzo innen hat / benenntl. die Stadt Geldern / die Vogtey / das Ambt und Nieder-Ambt von Geldern mit allem was darzu gehöret / und davon dependiret / inſonderheit auch die Städte / Ämbter und Herrſchafften / Strahlen, Wachtendonck, Middelaer, Walbeck Aerſ-

ANNO 1713.

sen, Afferden, und Weel, ingleichen Racy, und klein Kevelaer, samt allen ihren Zugehörungen und Dependenzien/ ferner die Amanie Krickenbeck, mit allem was dazu gehöret/ oder davon dependiret. Ingleichen das Land von Kessel gleichfals mit dessen Appertinenzien und Dependenzien allenthalben von obgedachten Ammanien und völligem District, nichts ausgeschlossen/ ausser Erkelentz und dessen Zugehör und Dependenzen/ an Höchstgedachte Se. Königl. Maj. Fridrich Wilhelm, König in Preussen und dessen Erben und Nachkommen Mann- und Weibl. Geschlechts in der Qualität/ wie solches/ bis anhero bey dem Erz-Hause Oesterreich gewesen und mit aller Lands-Fürstl. Hochheit/ Rechten und Gerechtigkeiten/ Einkänfften und Vortheylen/ sie mögen Nahmen haben wie sie wollen/ ebener massen wie solches bis anhero das Erz-Haus Oesterreich/ und sonderlich der letzt verstorbene König in Hispanien besessen und innen gehabt; jedoch mit denen darauf hafftenden Beschwerungen und Pfandschafften. Es setzen auch Ihro Kayserl. Maj. Se. Königl. Maj. in Preussen bey Auswechselung der Ratificationen dieses Tractats in die würckliche Possession aller der cedirten Stücke/ welche Seine Königl. Maj. noch nicht besitzen.

## Artic. III.

Was die Lehenschafften betrifft/ welche innerhalb obgedachten Districts gelegen/ oder zu denen angewiesenen Ammanien bisher gezehlet/ oder geschlagen worden/ darüber soll dem König in Preussen das Dominium directum, samt allem was darvon dependiret/ ohne einige Ausnahme/ zustehen/ dahingegen alle die/ welche ausserhalb des abgetretenen Antheil Landes zu befinden/ es seye in dem übrigen Geldern/ oder an welchem Orthe es immer wolle/ Ihro Kayserliche Majestät ebenfals mit aller Lehn und Oberherrl. juribus vorbehalten bleiben.

## Artic. IV.

Die Römische Catholische Religion soll allenthalben in Städten/ so wohl als auf dem Lande durchgehends in dem Zustande verbleiben/ wie solche zu der Zeit Caroli II. gewesen/ und darinnen/ wie auch allen darbey üblichen öffentlichen und andern Ceremonien/ als Processionen/ Wallfahrten/ Leich-Begängnüssen/ und dergleichen weder directe noch per indirectum die geringste Neuerung oder Änderung/ unter was schein und Vorwand es auch immer seyn möge/ gemachet werden.

## Artic. V.

Und gleichwie Ihro Römische Kayserliche und Catholische Königliche Majestät die Benennung und Nomination eines Bischoffen zu Ruremond ohne des bevorbleibet/ also soll gedachtem Bischoff und seinen Nachfolgern die Geistliche Jurisdiction und das Jus Diœcesanum in dem vorhin gehabten völligen District gelassen werden/ wie er solche zu Zeit Caroli II. exerciret. Wie dann auch

## Artic. VI.

Die Klöster/ Kirchen/ Hospitäler/ Schulen/ Seminaria, samt allen Geistlichen Stifftungen ohne einige Beschränckung vor die Römische Catholische Religion, wie vorhinn/ verbleiben/ und unter die Aufsicht und Collatur des Bischoffs zu Ruremond gelassen/ auch die Beneficia Ecclesiastica durch niemand ausser selben vergeben werden sollen.

ANNO 1713.

## Artic. VII.

Was anlangt die Privilegia und Freyheiten des Landes und der sämtl. Stände und Unterthanen/ so ist durch Ihro Königl. Majest. versprochen worden/ solche gewöhnlicher massen/ vermög des zu Venlo Anno 1543. geschlossenen Tractats, beschweren zu lassen/ und die sämtl. Stände und Unterthanen dabey ruhig und ungekränckt zu erhalten/ auch niemand zu gestatten etwas dargegen zu thun/ insonderheit Krafft derselben

## Artic. VIII.

Alle und jede Ehren-Ämbter/ so wohl bey der Lands-Regierung als in Städten/ Obrigkeiten/ Magistraten und Gerichten mit Eydgesessenen Römisch-Cathol. Personen zu besetzen/ und

## Artic. IX.

Zu Handhabung der Justiz ein eygenes Tribunal zu bestellen/ damit die Stände und Unterthanen vor keine Gerichtbarkeit ausserhalb Landes gezogen werden mögen/ oder da darbey Schwürigkeiten hervor kommen solten/ Sich darüber mit Ihren Land-Ständen zu vernehmen.

## Artic. X.

Und weil auch die Einrichtung derer Landschaffts-Angelegenheiten/ wie solche hinführo ohne ein des andern Theils Nachtheil gesondert/ und die auf die Totalitatem Provinciæ genommene Schulden bezahlet/ und versichert werden können/ eine besondere Untersuchung erfordert/ als sollen darzu von beyden seithen fordersamst Commissarii benennet/ und sowohl hierin/ als wo es sonst nöthig/ die Billigkeit beobachtet werden.

## Artic. XI.

Auch haben beyde Theile sich anheischig gemacht/ keine neue Vestung an der Maaß in dem Geldrischen Bezirck zu bauen.

## Artic. XII.

Wegen der jährlichen Rendten von Achzig Tausent Gulden/ welche auf die Maaß-Zölle verschrieben seind/ und von Friedrich Heinrich Prinzen von Oranien Christlöblicher Gedächtnus herrühren/ ingleichen wegen Daesberg, St. Veit, Vianden, und Burgenbach, wie auch wegen allen übrigen zur Oranischen Succession gehörigen/ und in den Spanischen Niderlanden belegenen Stucken/ werden Seiner Königlichen Majestät in Preussen Ihre Jura reserviret.

## Artic. XIII.

Diesen Tractat werden beyde Theile innerhalb 6. Wochen à Dato der Unterschrifft/ und wo möglich eher ratificiren. Zu Urkundt dessen haben Eingangs-Benennte Ministri Plenipotentiarii dieses eigenhändig unterschrieben/ und ihr gewöhnliches Petschafft dabey gedruckt. So geschehen Utrecht den Anderten April im Jahr

ANNO 1713. Jahr Ein Tauſend Sieben Hundert und Dreyzehen.

(L. S.) Philipp Ludwig Graf von Sinzendorf.

(L. S.) Michael Achatz Freyh. v. Kirchnern.

(L. S.) O. M. G. Dönhof.

(L. S.) J. A. Marſchalch von Biberſtein.

Artic. Separat.

Gleichwie nun alles dieſes von Jhro Königl. Majeſt. in Preuſſen erkandlich angenohmen worden / alſo verſprechen Sie dargegen Krafft dieſes / ſo wohl auf den Fall / da der Fried erfolgen / als wider verhoffen der Krieg continuiren ſolte / über die bereits vorhin mit Jhro Kayſerl. und Cathol Königlichen Majeſtät habende Verbündnüſſe und Tractaten Sich genauer mit Deroſelben zu ſetzen / und in ſolche Verfaſſung zu treten / wordurch die Deroſelben zukommende Niderlande ſamt dem Uberreſt des Ober-Quartiers von Geldern bey dem Erz-Haus von Öſterreich erhalten / und künfftig vor allem feindlichen Ueberfall bedeckt bleiben / auch allenthalben die gemeine Ruhe und Sicherheit feſt geſtellet werden möge.

## CLI.

31. Mars. 11. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* ANNE *Reine de la Grande Bretagne, établi ſur le fondement d'une Separation réelle & perpetuelle des Couronnes de France & d'Eſpagne, par le moyen des Renonciations reciproques du Roi* PHILIPPE *& des Ducs de* BERRI *&* D'ORLEANS *qui y ſont inſerées : comme auſſi ſur la Reconnoiſſance que le Roi T. C. y fait, de la Succeſſion à la Couronne de la Grande-Bretagne dans la Ligne Proteſtante de* HANOVER, *avec promeſſe de ne jamais rien faire, ni permetre qu'il ſoit fait, directement ou indirectement, en faveur de ceux qui voudroient la troubler. Le Roi T. C. y promet de plus de faire raſer* DUNKERQUE, *& il y cede à la Couronne d'Angleterre, divers grands Païs dans l'Amerique ſeptentrionale. Fait à Utrecht le* 31. *Mars* 11. *Avril* 1713. Avec *les Plein-pouvoirs de part & d'autre, & la Ratification du Roi T. C. donnée à Verſailles le* 18. *Avril* 1713. [Sur la Copie imprimée à Paris, chez *François Fournier* avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. Er dans les Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 457. où le Traité ſe trouve auſſi en Latin ſur l'Exemplaire des Anglois. Autre Copie imprimée à la Haye en Latin & en François par ordre des Plenipotentiaires d'Angleterre chez *Th. Johnſon* l'an 1713. in 4.]

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre très-cher & bien aimé Couſin le Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & nôtre très-cher & bien aimé, le Sieur Meſnager, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Pleinpouvoirs que nous leur avions donné, auroient conclu, arreſté & ſigné à Utrecht le onziéme du préſent mois d'Avril, avec le Sr. Jean Evêque de Briſtol, Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conſeiller de nôtre très-chére & trés-amée Sœur, la Reine de la Grande-Bretagne, en ſon Conſeil d'Etat, Doyen de Windſor & Sécretaire de l'Ordre de la Jarretiere, & le Sr. Thomas Comte de Strafford, Vicomte de Wentworth, Woodhouſe, & de Stainborough, Baron d'Oveiſley, Neumarch, & Raby, Conſeiller de nôtredite Sœur en ſon Conſeil d'Etat, ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, Colonel de ſon Regiment Royal de Dragons, Lieutenant Général de ſes Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nôtredite Sœur pareillement, munis de ſes Pleinpouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'enſuit. ANNO 1713.

D'autant qu'il a plu à Dieu tout puiſſant & miſericordieux pour la gloire de ſon St. Nom, & pour le Salut du Genre humain d'inſpirer en ſon tems aux Princes le déſir reciproque d'une réconciliation qui fit ceſſer les malheurs qui déſolent la terre depuis ſi long-tems, qu'il ſoit notoire à tous & à un chacun à qui il appartiendra que par la direction de la Providence Divine, le Séréniſſime & très-Puiſſant Prince Louïs XIV. par la grace de Dieu Roy T. C. de France & de Navarre, & la Séréniſſime & très-Puiſſante Princeſſe Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne, remplis du déſir de procurer (autant qu'il eſt poſſible à la prudence humaine de le faire) une tranquillité perpetuelle à la Chrêtienté, & portez par la conſidération de l'intereſt de leurs Sujets, ſont enfin demeurez d'accord de terminer cette guerre, ſi cruelle par le grand nombre de combats, ſi funeſte par la quantité du ſang Chrétien qu'on y a verſé, laquelle après s'être malheureuſement allumée il y a plus de dix ans, a toûjours continué depuis avec opiniatreté. Leurs ſuſdites Majeſtez, afin de pourſuivre un projet ſi digne d'Elles, ont nommé & conſtitué de leur propre mouvement, & par le ſoin paternel qu'Elles ont pour leurs Sujets & pour la Chrêtienté, leurs Ambaſſad. Extraordinaires & Plénipotentiaires reſpectifs, ſçavoir S. M. T. C. le Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne &c., & le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel; Et Sa Majeſté Britannique, le Bien Reverend Jean Eveſque de Briſtol, Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conſeiller de la Reyne en ſon Conſeil d'Etat, Doyen de Windſor, & Sécretaire de l'Ordre de la Jarretiere, & le Sieur Thomas Comte de Strafford, Vicomte de Wentworth, Woodhouſe, & de Stainborough, Baron de Neumarch, Overſley, & Raby, Conſeiller de la Reyne en ſon Conſeil d'Etat, ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies, Colonel du Régiment Royal de Dragons de Sa Majeſté, Lieutenant Général de ſes Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande Bretagne & d'Irlande, & Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere, auxquels leurs Majeſtez Royales ont donné leurs Pleinpouvoirs pour traiter, convenir & conclure une Paix ferme & ſtable. Les ſuſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires après pluſieurs Conferences épineuſes tenues dans le Congrez établi pour cette fin à Utrecht ayant enfin ſurmonté, ſans l'intervention d'aucune Médiation, tous les obſtacles qui s'oppoſoient à l'accompliſſement d'un deſſein ſi ſalutaire, & après avoir demandé à Dieu qu'il daignât conſerver à jamais leur ouvrage en ſon entier, & qu'il en fit reſſentir le fruit à la poſterité la plus reculée, & s'être communiqué reſpectivement leurs Pleinpouvoirs dont les copiès ſeront inſerées de mot à mot à la fin du préſent Traité, & en avoir duement fait l'échange, ſont enfin convenus des Articles d'une Paix & Amitié mutuelle entre leurs dites Majeſtez Royales, leurs Peuples & Sujets de la maniére qui ſuit.

I. Il y aura une Paix univerſelle & perpetuelle, une vraye & ſincere amitié entre le Séréniſſime & très-Puiſſant Prince Louïs XIV. Roy Très-Chrêtien & la Séréniſſime & très-Puiſſante Princeſſe Anne, Reine de la Grande-Bretagne, leurs Héritiers & Succeſſeurs, leurs Royaumes, Etats & Sujets, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe; cette Paix ſera invio-

ANNO 1713.

inviolablement obſervée entre eux ſi religieuſement & ſincerement qu'ils feront mutuellement tout ce qui pourra contribuer au bien, à l'honneur, & à l'avantage l'un de l'autre, vivant en tout comme bons voiſins & avec une telle confiance & ſi réciproque que cette amitié ſoit de jour en jour fidellement cultivée, affermie, & augmentée.

II. Toutes inimitiez, hoſtilitez, guerres & diſcordes entre ledit Roy Très-Chrêtien & ladite Reyne de la Grande-Bretagne & pareillement entre leurs Sujets, ceſſeront & demeureront éteintes & abolies, en ſorte qu'ils éviteront ſoigneuſement à l'avenir de ſe faire de part ni d'autre aucun tort, injure ou préjudice, & qu'ils s'abſtiendront de s'attaquer, piller, troubler, ou inquieter en quelque maniére que ce ſoit par terre, par mer, ou autres eaux dans tous les endroits du monde, & particuliérement dans toute l'étendue des Royaumes, Terres & Seigneuries dud. Roy & de lad. Reyne ſans aucune exception.

III. Tous les torts, dommages, injures, offenſes que led. Roy T. C. & lad. Reyne de la G. B. & leurs Sujets auront ſoufferts & receus les uns des autres pendant cette guerre, ſeront abſolument oubliez; & leurs Majeſtez & leurs Sujets pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe être, ne feront déſormais, ni ne commanderont, ou ne ſouffriront qu'il ſoit réciproquement fait de part, ni d'autre, aucun acte d'hoſtilité, ou d'injuſtice, trouble ou préjudice, de quelque nature ou maniére que ce puiſſe être, par autruy ou par ſoi-meſme, en public ou en ſecret, directement ou indirectement, par voye de fait ou ſous prétexte de juſtice.

IV. Et pour affermir de plus en plus l'amitié fidele & inviolable qui eſt établie par cette Paix, & pour prévenir tous prétextes de défiance qui pourroient naiſtre, en quelque tems que ce ſoit, à l'occaſion de l'ordre & Droit de Succeſſion héreditaire établie dans le Royaume de la G. B. de la maniére qu'elle a été limitée par les Loix de la Gr. B., tant ſous le Regne du Roy Guillaume III. de très-Glorieuſe Mémoire, que ſous le préſent Régne de lad. Reyne, en faveur de ſes Deſcendans, & au défaut d'iceux, en faveur de la Séréniſſime Princeſſe Sophie, Doüairiere de Brunſwik-Hannover, & ſes Héritiers dans la Ligne Proteſtante d'Hannover: Et afin que cette Succeſſion demeure ferme & ſtable, le Roy T. C. reconnoiſt ſincerement & ſolemnellement lad. Succeſſion au Royaume de la G. B. limitée comme deſſus, & déclare & promet en foy & parole de Roy, tant pour luy que pour ſes Héritiers & Succeſſeurs, de l'avoir pour agréable à préſent & à toûjours, engageant à cet effet ſon honneur & celuy de ſes Succeſſeurs, promettant en outre ſous la même foy & parole de Roy & ſous le même Engagement d'honneur, tant pour luy que pour ſes Heritiers & Succeſſeurs, de ne reconnoiſtre jamais qui que ce ſoit pour Roy ou Reyne de la G. B., ſi ce n'eſt lad. Reyne & ſes Succeſſeurs ſelon l'ordre de lad. limitation: Et afin de donner encore plus de force à cette reconnoiſſance & promeſſe, le Roy T. C. promet que luy & ſes Succeſſeurs & Héritiers apporteront tous leurs ſoins pour empescher que la perſonne qui du vivant du Roy Jacques II. avoit pris le titre de Prince de Galles, & au décès dud. Roy celuy de Roy de la G. B., & qui depuis peu eſt ſorti volontairement du Royaume de France pour demeurer ailleurs, ne puiſſe y rentrer, ni dans aucunes des Provinces de ce Royaume, en quelque tems & ſous quelque pretexte que ce puiſſe être.

V. Le Roy T. C. promet de plus tant en ſon nom que pour ſes Héritiers & Succeſſeurs, de ne jamais troubler, ni moleſter lad. Reyne de la G. B., ſes Héritiers & Succeſſeurs, iſſus de la Ligne Proteſtante, qui poſſederont la Couronne de la G. B. & les Etats qui en dépendent; & de ne donner ni luy, ni aucun de ſes Succeſſeurs, directement ou indirectement, par Terre ou par Mer, en Argent, Armes, Munitions, appareil de Guerre, Vaiſſeaux, Soldats, Matelots, & en quelque maniére ou en quelque tems que ce ſoit, aucune aſſiſtance, ſecours, faveur, ni conſeil à aucune perſonne ou perſonnes quelles qu'elles puiſſent être, qui ſous quelque prétexte ou cauſe que ce ſoit, voudroient s'oppoſer à l'avenir à lad. Succeſſion ſoit ouvertement, ou en fomentant des ſéditions & formant des conjurations contre tel Prince ou Princes, qui en vertu deſd. Actes du Parlement occuperont le Throſne de la G. B., ou contre le Prince ou la Princeſſe en faveur de qui lad. Succeſſion à la Couronne de la G. B. ſera ouverte par leſdits Actes du Parlement.

ANNO 1713.

VI. D'autant que la Guerre, que la préſente Paix doit éteindre, a été allumée principalement, parceque la ſeureté & la liberté de l'Europe ne pouvoient pas abſolument ſouffrir que les Couronnes de France & d'Eſpagne fuſſent réünies ſous une même teſte, & que ſur les inſtances de Sa Majeſté Britannique, & du conſentement tant de S. M. T. C. que de S. M. Cath. on eſt enfin parvenu, par un effet de la Providence Divine, à prévenir ce mal pour tous les tems à venir, moiennant des Rénonciations conçûes dans la meilleure forme, & faites en la maniére la plus ſolemnelle dont la teneur ſuit ci-après.

*S'enſuivent ici les* (1) *Actes concernant les Rénonciations réciproques du Roy* PHILIPPE *d'une part, & de M. le Duc de* BERRY *& de M. le Duc d'*ORLEANS *d'autre part, &c.*

Etant ſuffiſamment pourvû par la rénonciation ci-relative, laquelle doit être éternellement une Loi inviolable & toûjours obſervée, à ce que le Roy Catholique, ni aucun Prince de ſa poſterité, puiſſe jamais aſpirer ni parvenir à la Couronne de France; & d'une autre coſté les rénonciations réciproques à la Couronne d'Eſpagne faites par la France, ainſi que les autres Actes qui établiſſent la Succeſſion héreditaire à la Couronne de France, leſquelles tendent à la même fin; ayant auſſi ſuffiſamment pourvû à ce que les Couronnes de France & d'Eſpagne demeurent ſeparées & déſunies; de maniére que les ſuſd. Rénonciations & les autres Tranſactions qui les regardent, ſubſiſtant dans leur vigueur & étant obſervées de bonne foi, ces Couronnes ne pourront jamais être réünies: Ainſi le Séréniſſime Roi T. C. & la Séréniſſime Reine de la G. B. s'engagent ſolemnellement, & par parole de Roi, l'un à l'autre, qu'eux ni leurs Héritiers & Succeſſeurs ne feront jamais rien, ni ne permettront que jamais il ſoit rien fait capable d'empêcher les Rénonciations & autres Tranſactions ſuſd. d'avoir leur plein & entier effet; au contraire leurs Majeſtez Royales prendront un ſoin ſincere & feront leurs efforts, afin que rien ne donne atteinte à ce fondement du ſalut public, ni ne puiſſe l'ébranler: En outre S. M. C demeure d'accord & s'engage que ſon intention n'eſt pas de tâcher d'obtenir, ni même d'accepter à l'avenir que pour l'utilité de ſes Sujets, il ſoit rien changé, ni innové dans l'Eſpagne ni dans l'Amérique Eſpagnole, tant en matiére de Commerce qu'en matiére de Navigation, aux uſages pratiquez en ces Païs ſous le Regne du feu Roi d'Eſpagne Charles II., non plus que de procurer à ſes Sujets dans les ſuſd. Païs aucun avantage qui ne ſoit pas accordé de même dans toute ſon étendue aux autres Peuples & Nations leſquelles y négotient.

VII. La Navigation & le Commerce ſeront libres entre les Sujets de leurſd. Majeſtés, de même qu'ils l'ont toûjours été en tems de Paix, & avant la Déclaration de la derniere Guerre, & particuliérement de la maniére dont on eſt convenu entre les deux Nations par un Traité de Commerce aujourd'hui conclu.

VIII. Les voyes de la Juſtice ordinaires ſeront ouvertes & le cours en ſera libre réciproquement dans tous les Royaumes, Terres & Seigneuries de l'obéïſſance de leurs Majeſtez, & leurs Sujets de part & d'autre pourront librement y faire valoir leurs Droits, actions & prétentions, ſuivant les Loix & Statuts de chaque Païs.

IX. Le Roi T. C. fera raſer toutes les Fortifications de la Ville de Dunkerque, combler le Port, ruïner les Ecluſes, qui ſervent au nétoiement dud. Port, le tout à ſes dépens & dans le terme de cinq mois

(1) Il y en a ſix, Savoir; 1. La Renonciation du Roi *Philippe* faite à Madrid le 5. Novembre 1712. reïterée & confirmée au Buenretiro le 7. du même Mois. 2 Le Certificat de D. *François Antoine de Quintores*, Notaire public & du conſentement, approbation & confirmation des Etats de Caſtille ſur ladite Renonciation, daté à Madrid le 9. Novembre 1719. 3. Renonciation du Duc de Berri à la Couronne d'Eſpagne, faite à Marli le 24. Novembre 1712 4. Celle du Duc d'Orleans faite à Paris au Palais Royalle 19 Novembre 1712. 5. Les Lettres Patentes du Roi T. C. données au Mois de Decembre 1700. pour conſerver au Duc d'Anjou ſon Petit-Fils le Droit de pouvoir ſucceder à la Couronne de France. & 6 les autres Lettres Patentes de ce même Roi données à Verſailles au Mois de Mars 1713. caſſant & annullant celles-là, admettant & autoriſant les ſuſdites Renonciations. Toutes ces Pieces ſe peuvent trouver ci devant ſous leurs propres dates. On les a retranchées du Traité pour éviter une repetition inutile. [DUM]

ANNO 1713.

mois après la Paix concluë & signée, sçavoir les ouvrages de Mer dans l'espace de deux mois, & ceux de terre avec lesd. Ecluses dans les trois suivans, à condition encore que lesd. Fortifications, Ports & Ecluses ne pourront jamais être rétablis, laquelle démolition toutefois ne commencera qu'après que le Roi T. C. aura été mis en possession généralement de tout ce qui doit être cedé en équivalent de la susd. démolition.

X. Le Roi T. C. restituera au Royaume & à la Reine de la G. B. pour les posséder en plein Droit & à perpétuité, la Baye & le Détroit d'Hudson avec toutes les Terres, Mers, Rivages, Fleuves, & lieux qui en dépendent & qui y sont situez, sans rien excepter de l'étendue desd. Terres & Mers possedez présentement par les François ; le tout aussi bien que tous les Edifices & Forts construits, tant avant que depuis que les François s'en sont rendus Maistres, seront délivrez de bonne-foy en leur entier, & en l'état où ils sont présentement, sans en rien démolir, avec toute l'Artillerie, Boulets, la quantité de poudre proportionnée à celle des Boulets (si elle s'y trouve) & autres choses servant à l'Artillerie, à ceux des Sujets de la Reine de la G. Br. munis de ses Commissions pour les demander & recevoir dans l'espace de six mois, à compter du jour de la Ratification du présent Traité, ou plutôt si faire se peut, à condition toutefois qu'il sera permis à la Compagnie de Quebec & à tous autres Sujets quelconques du Roy T. C. de se retirer desd. Terres & Détroit, par terre ou par mer, avec tous leurs Biens, Marchandises, Armes, Meubles & Effets de quelque nature ou espéce qu'ils soient, à la reserve de ce qui a été excepté cy-dessus. Quant aux limites entre la Baye d'Hudson & les lieux appartenant à la France, on est convenu réciproquement qu'il sera nommé des Commissaires de part & d'autre, qui les détermineront dans le terme d'un an, & il ne sera pas permis aux Sujets des deux Nations de passer lesd. limites pour aller les uns aux autres, ni par mer, ni par terre. Les mêmes Commissaires auront le pouvoir de régler pareillement les limites entre les autres Colonies Françoises & Britanniques dans ces Païs-là.

XI. Le Roy T. C. fera donner une juste & équitable satisfaction aux Interessez de la Compagnie Angloise de la Baye d'Hudson, des pertes & dommages qu'ils peuvent avoir soufferts pendant la paix, de la part de la Nation Françoise par des Courses ou déprédations tant en leurs personnes que dans leurs Colonies, Vaisseaux & autres Biens, dont l'estimation sera faite par des Commissaires qui seront nommés à la réquisition de l'une ou de l'autre des Parties. Les mêmes Commissaires prendront connoissance des plaintes qui pourront être faites tant de la part des Sujets de la G. B. touchant les Vaisseaux pris par les François durant la Paix & les dommages qu'ils pourront avoir soufferts l'année derniére dans l'Isle de Monferrat, ou autres, que de la part des Sujets de la France touchant les Capitulations faites dans l'Isle de Nevis & au Fort de Gambi & des Vaisseaux François qui pourroient avoir été pris par les Sujets de la G. B. en temps de paix, & toutes autres contestations de cette nature, meus entre les deux Nations, & qui n'ont point encore été réglées ; & il en sera fait de part & d'autre bonne & prompte justice.

XII. Le Roi T. C. fera remettre à la Reine de la G. B. le jour de l'échange des Ratifications du présent Traité de Paix, des Lettres & Actes authentiques qui feront foy de la cession faite à perpetuité à la Reine & à la Couronne de la G. B. de l'Isle de St. Christophle que les Sujets de Sa Majesté Brit. désormais possederont seuls ; De la nouvelle Ecosse autrement dite Acadie, en son entier, conformement à ses anciennes limites, comme aussi de la Ville de Port-Royal, maintenant appellée Annapolis Royale, & généralement de tout ce qui dépend desd. Terres & Isles de ce Païs-là, avec la Souveraineté, proprieté, possession & tous Droits acquis par Traitez ou autrement que le Roy T. C., la Couronne de France ou ses Sujets quelconques ont eu jusqu'à présent sur lesd. Isles, Terres, lieux, & leurs habitans, ainsi que le Roy T. C. cede & transporte le tout à lad. Reine, & à la Couronne de la G. B., & cela d'une maniére & d'une forme si ample qu'il ne sera pas permis à l'avenir aux Sujets du Roi T. C. d'exercer la pêche dans lesd. Mers, Bayes, & autres endroits à trente lieuës près des costes de la nouvelle Ecosse au Sudest, en commençant depuis l'Isle appellée vulgairement de *Sable* inclusivement, & en tirant au Sud-Ouest.

ANNO 1713.

XIII. L'Isle de Terreneuve avec les Isles adjacentes, appartiendra désormais & absolument à la G. B., & à cette fin le Roi T. C. fera remettre à ceux qui se trouveront à ce commis en ce Païs-là, dans l'espace de sept mois à compter du jour de l'échange des Ratifications de ce Traité, ou plutost si faire se peut, la Ville & le Fort de Plaisance, & autres lieux que les François pourroient encore posseder dans ladite Isle, sans que ledit Roy T. C. ses Héritiers & Successeurs, ou quelques uns de ses Sujets puissent désormais prétendre quoique ce soit, & en quelque tems que ce soit, sur ladite Isle, & les Isles adjacentes en tout, ou en partie. Il ne leur sera pas permis non plus d'y fortifier aucun lieu, ni d'y établir aucune habitation en façon quelconque, si ce n'est des échafauts & cabanes nécessaires & usitées pour secher le poisson, ni aborder dans ladite Isle dans d'autres temps, que celui qui est propre pour pêcher, & necessaire pour sêcher le poisson. Dans ladite Isle il ne sera pas permis auxdits Sujets de la Fr. de pescher & de sécher le poisson en aucune autre partie, que depuis le lieu appellé Cap de Bona Vista, jusqu'à l'extremité septentrionale de ladite Isle & de là en suivant la partie Occidentale, jusqu'au lieu appellé Pointe-Riche. Mais l'Isle dite Cap-Breton & toutes les autres quelconques, situées dans l'embouchure & dans le Golphe de St. Laurent, demeureront à l'avenir à la France, avec l'entiere faculté au Roy T. C. d'y fortifier une ou plusieurs Places.

XIV. Il a esté expressément convenu que dans tous les lieux & Colonies qui doivent être cedées ou restituées en vertu de ce Traité par le Roy T. C., les Sujets dudit Roy auront la liberté de se retirer ailleurs dans l'espace d'un an avec tous leurs effets mobiliaires, qu'ils pourront transporter où il leur plaira. Ceux néantmoins qui voudront y demeurer & rester sous la domination de la G. B. doivent jouïr de l'exercice de la Religion Catholique Romaine entant que le permettent les Loix de la G. B.

XV. Les habitans du Canada & autres Sujets de la France, ne molesteront point à l'avenir les cinq Nations ou Cantons des Indiens soûmis à la G. B. ni les autres Nations de l'Amérique, amies de cette Couronne. Pareillement les Sujets de la G. B. se comporteront pacifiquement envers les Américains Sujets ou amis de la France, & les uns & les autres jouïront d'une pleine liberté de se fréquenter pour le bien du Commerce, & avec la même liberté les habitans de ces Regions pourront visiter les Colonies Françoises & Britanniques pour l'avantage réciproque du Commerce sans aucune molestation, ni empêchement de part, ni d'autre. Au surplus, les Commissaires régleront exactement & distinctement, quels seront ceux qui seront ou devront être censez Sujets & amis de la France, ou de la G. B.

XVI. Toutes les Lettres, tant de représailles que de marque & de contremarque qui ont été délivrées jusqu'à present pour quelque cause, & occasion que ce puisse être, demeureront & seront reputées nulles, inutiles, & sans effet, & à l'avenir aucune desd. Majestez n'en délivrera de semblables contre les Sujets de l'autre s'il n'apparoist auparavant d'un délay ou d'un dény de justice manifeste, ce qui ne pourra être tenu pour constant à moins que la Requeste de celuy qui demandera des Lettres de représailles, n'ait été rapportée ou représentée au Ministre ou Ambassadeur qui sera dans le Païs de la part du Prince contre les Sujets duquel on poursuivra lesdites Lettres, afin que dans l'espace de quatre mois il puisse s'éclaircir du contraire, ou faire en sorte que le Deffendeur satisfasse incessamment le Demandeur, & s'il ne se trouve sur le lieu aucun Ministre ou Ambassadeur du Prince contre les Sujets duquel on demandera lesdites Lettres, l'on ne les expediera encore qu'après quatre mois expirez à compter du jour que la Requeste de celuy qui demandera lesdites Lettres, aura été présentée au Prince contre les Sujets duquel on les demandera, ou à son Conseil privé.

XVII. D'autant que dans les Articles de la suspension d'armes conclue le $\frac{1}{2}$. Aoust & prorogée ensuite pour quatre mois entre les Parties contractantes, il est expressément stipulé en quels cas les Vaisseaux, Marchandises & autres effets pris de part &

ANNO 1713.

d'autre doivent demeurer à celui qui s'en eſt rendu Maiſtre, ou être reſtituez à leur premier Propriétaire, il a eſté convenu que dans leſdits cas les conditions de la ſuſpenſion d'armes demeureront en toute vigueur, & que tout ce qui concernera ces ſortes de priſes faites, ſoit dans les Mers Britannique & Septentrionale, ou par tout ailleurs, ſera executé de bonne foy ſelon leur teneur.

XVIII. Que s'il arrivoit par hazard, inadvertance, ou autre cauſe quelle qu'elle puiſſe eſtre, qu'aucun des Sujets deld. Majeſtez fit, ou entreprit quelque choſe par terre, par mer ou autres eaux en quelque lieu du monde que ce ſoit, qui put contrevenir au préſent Traité, & en empêcher l'entiére execution, ou de quelqu'un de ſes Articles en particulier, la Paix & bonne correſpondance retablie entre ledit Roy T. C. & lad. Reyne de la G. B. ne ſera pas troublée, ni cenſée interrompue à cette occaſion, & elle demeurera toujours au contraire en ſon entiére & premiére force & vigueur; Mais ſeulement celuy deſdits Sujets qui l'aura troublée, repondra de ſon fait particulier, & en ſera puni conformément aux Loix en ſuivant les régles établies par le Droit des gens.

XIX. Et s'il arrivoit auſſi (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que les mésintelligences & inimitiez éteintes par cette Paix, ſe renouvellaſſent entre leurſdites Majeſtez & qu'ils en vinſſent à une guerre ouverte, tous les Vaiſſeaux, Marchandiſes, & tous les effets mobiliaires des Sujets de l'une des deux Parties qui ſe trouveront engagez dans les Ports & Lieux de la Domination de l'autre, n'y ſeront point confiſqués ni en aucune façon endommagez. Mais l'on donnera aux Sujets deſdites Majeſtez le terme de ſix mois entiers à compter du jour de la rupture, pendant leſquels ils pourront ſans qu'il leur ſoit donné aucun trouble ni empêchement, vendre, enlever ou tranſporter où bon leur ſemblera, leurs biens de la nature cy-deſſus exprimée & tous leurs autres effets, & ſe retirer eux-mêmes.

XX. Il ſera donné à tous & à chacun des Hauts-Alliez de la Reine de la G. B. une Satisfaction juſte & équitable, ſur ce qu'ils peuvent demander légitimement à la France.

XXI. Le Roy T. C. en conſidération de la Reine de la G. B. conſentira que dans le Traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'état de la Réligion, ſoit conforme à la teneur des Traitez de Weſtphalie, enſorte qu'il paroiſſe manifeſtement que l'intention de S. M. T. C. n'eſt point & n'a point eſté, qu'il y ait rien de changé auxdits Traitez.

XXII. Le Roy T. C. promet encore qu'il fera inceſſamment aprés la Paix faite, faire Droit à la Famille d'Hamilton au ſujet du Duché de Châtelleraut, au Duc de Richemont ſur les prétentions qu'il a en France, comme auſſi au Sr. Charles Douglas touchant quelques Terres en fonds qu'il repete, & à d'autres particuliers.

XXIII. Du conſentement réciproque du Roy T. C. & de la Reyne de la G. Bretagne, les Sujets de part & d'autre faits priſonniers pendant la guerre, ſeront remis en liberté ſans diſtinction & ſans rançon, en payant les dettes qu'ils auront contractées durant leur captivité.

XXIV. Le Traité de Paix ſigné aujourd'huy entre S. M. T. C. & S. M. Portugaiſe ſera partie du préſent Traité, comme s'il eſtoit inſeré icy mot à mot, Sa Majeſté la Reyne de la G. B. déclarant qu'Elle a offert ſa Garantie, laquelle elle donne dans les formes les plus ſolemnelles pour la plus exacte obſervation & execution de tout le contenu dans ledit Traité.

XXV. Le Traité de Paix de ce jourd'huy entre S. M. T. C. & ſon Alteſſe Royale de Savoye eſt ſpécialement compris & confirmé par le préſent comme partie eſſentielle d'iceluy, & comme ſi ledit Traité eſtoit inſeré icy mot à mot Sa Majeſté la Reyne de la G. B. s'engageant expreſſement aux mêmes promeſſes de maintenance & de garantie ſtipulées par ledit Traité, ou celles par elle cy-devant promiſes.

XXVI. Le Séréniſſime Roy de Suede, ſes Royaumes, Territoires, Provinces & Droits, comme auſſi le Grand Duc de Toſcane, la République de Gennes & le Duc de Parme, ſont inclus dans ce Traité de la meilleure maniére.

XXVII. Leurs Majeſtez ont auſſi-bien voulu comprendre dans ce Traité les Villes Anſéatiques, nommément Lubeck, Brême, & Hambourg, & la Ville de Dantzick, à cet effet qu'après que la Paix générale ſera faite, elles puiſſent jouïr à l'avenir, comme amis communs, des mêmes émolumens dans le Commerce avec l'un & l'autre Royaume dont ils ont cy-devant jouï en vertu des Traitez, ou anciens uſages. ANNO 1713.

XXVIII. Seront en outre compris dans le préſent Traité de Paix, ceux qui avant l'échange des Ratifications qui en ſeront fournies, ou dans l'eſpace de ſix mois après, ſeront nommez à cet effet de part & d'autre & dont on conviendra réciproquement.

XXIX. Enfin les Ratifications ſolemnelles du préſent Traité, expediées en bonne & dûë forme, ſeront raportées & échangées de part & d'autre à Utrecht, dans l'eſpace de quatre ſemaines, ou plutoſt s'il eſt poſſible, à compter du jour de la ſignature.

XXX. En foy de quoy, nous ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy T. C. & de la Reyne de la G. B. avons ſigné les préſens Articles de nôtre main & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes.

*Fait à Utrecht le* 11. *Avril.* 1713.

HUXELLES. (L. S.)

JOH. BRISTOL. C. P. S. (L. S.)

MESNAGER. (L. S.)

STRAFFORD. (L. S.)

### *Pleinpouvoir de Sa Majeſté Très-Chrétienne.*

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de *France*, & de *Navarre*, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout nôtre Pouvoir au Rétabliſſement d'une Paix ſincere & ſolide, que nôtre très-chere & très-amée Sœur la Reine de la *Grande-Bretagne* a fait paroiſtre le meſme déſir, & qu'il y a lieu d'eſperer que les Conférences, qui ſe tiennent à *Utrecht* pour parvenir à un bien auſſi déſirable, auront bien tôt un heureux ſuccés; Voulant encore apporter tous Nos ſoins pour en avancer l'effet, & Nous confiant entiérement en la capacité, experience, zele, & fidelité pour nôtre Service de noſtre très-cher & bien amé Couſin le Marquis *d'Huxelles*, Marechal de *France*, Chevalier de Nos Ordres, & noſtre Lieutenant Général au Gouvernement de *Bourgogne*, & de noſtre cher & bien-amé le Sieur *Meſnager*, Chevalier de notre Ordre de *St. Michel.* Pour ces Cauſes & autres bonnes Conſidérations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné, & député & par ces préſentes ſignées de noſtre Main, commettons, ordonnons & députons les dits Sieurs Marechal *d'Huxelles*, & *Meſnager*, & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpécial, en qualité de Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de noſtre dite Sœur, reveſtus de ſes Pouvoirs en bonne forme; arreſter, conclure, & ſigner tels Traités de Paix, Articles & Conventions qu'ils aviſeront bon eſtre. Voulant qu'en cas d'abſence de l'un d'eux par Maladie, ou par quelque autre Cauſe légitime, l'autre ait le meſme Pouvoir de conférer, négotier, traiter, arreſter, conclure, & ſigner tels Traitez de Paix, Articles & Conventions qui conviendront au Bien de la Paix que Nous Nous propoſons, & à l'utilité réciproque de nos Sujets, en ſorte que Nosdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires agiſſent en tout ce qui regardera la Négotiation avec noſtre dite Sœur, avec la meſme authorité que Nous ferions & pourrions faire, ſi Nous étions préſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe qui requît un Mandement plus ſpécial, non contenu en ces préſentes. Promettant en foy & parole de Roy d'avoir agréable & tenir ferme & ſtable à toûjours, accomplir, & executer ponctuellement tout ce que leſdits Sieurs Marechal *d'Huxelles* & *Meſnager*, ou l'un d'entre eux dans leſdits cas d'abſence ou de Ma-

ANNO 1713. Maladie, auront ſtipulé, promis, & ſigné en vertu du préſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être ; Comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour eſtre échangées dans le tems dont il ſera convenu par les Traitez à faire. Car tel eſt noſtre plaiſir. En temoin de quoy, Nous avons fait mettre notre Séel à ces Préſentes. Donné à *Verſailles* le quatriéme jour de Mars, l'An de grace mil ſept cens treize, & de noſtre Regne le ſoixante dixiéme.

*Signé*,

LOUIS.

Et ſur le Reply, Par le Roy,

COLBERT.

*Inſtrumentum Mandati pleni & autoritatis Magnæ Britanniæ Reginæ.*

ANNA, Dei gratia, *Magnæ Britanniæ*, *Franciæ*, & *Hiberniæ* Regina, Fidei Defenſor, &c. Omnibus & ſingulis, ad quos præſentes Litteræ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Conventus pro Pace generali ineunda Anni proxime præteriti initio *Ultrajecti* ad Rhenum habitus, variis, præter ſpem & vota noſtra, injectis Impedimentis ultra menſem decimum quartum productus fuerit ; Jam vero, favente Dei Optimi Maximi bonitate, (qui Concordiæ amorem Partium Belligerantium mentibus fortius inſpirare dignatus eſt) ad finem tam diu deſideratum, & *Europæ* Tranquillitati Salutique adeo neceſſarium, fœliciter ſpectare videatur : Nos tandem accommodatis cum bono Fratre noſtro *Rege Chriſtianiſſimo*, noſtris utrinque tam Pacis, quam Commerciorum rationibus, quo Miniſtri noſtri, qui Plenipotentiariorum Titulo hucuſque freti, Provinciæ huic exornandæ ſumma cum noſtra Approbatione incubuerunt, majori cum ſplendore Operi huic maxime ſalutari Coronidem imponere poſſint, Eos ampliſſimo Legatorum noſtrorum Extraordinariorum Charactere inſignire æquum eſſe judicavimus. SCIATIS igitur quod Nos Fide, Induſtria, & in Rebus Magni momenti tractandis Uſu ac Perſpicacia Reverendi admodum in Chriſto Patris, perquam fidelis & dilecti Conſiliarii noſtri, *Johannis Epiſcopi Briſtolienſis*, *Privati noſtri Sigilli Cuſtodis*, *Decani Windeſorienſis*, & *Nobiliſſimi Ordinis noſtri Periſcelidis Regiſtrarii*, & *perquam fidelis & prædilecti Conſanguinei & Conſiliarii noſtri Thomæ Comitis de Strafford*, *Vice-Comitis Wentworth*, *Woodhouſe & Stainborough*, *Baronis de Raby*, *Exercituum noſtrorum Locum-Tenentis Generalis*, *Primarii Admiralitatis noſtræ Commiſſarii*, *Nobiliſſimi Ordinis noſtri Periſcelidis Equitis*, & *Legati noſtri extraordinarii ac Plenipotentiarii ad Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii*, plurimum confiſæ, Eoſdem nominavimus, fecimus, & conſtituimus, quemadmodum per Præſentes nominamus, facimus, & conſtituimus, Noſtros veros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commiſſarios, Procuratores, & Plenipotentiarios, Dantes & concedentes iiſdem, conjunctim vel diviſim, omnem & omnimodam Poteſtatem, Facultatem, Authoritatemque, nec non Mandatum Generale, pariter ac ſpeciale (ita tamen ut Generale Speciali non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis ac Plenipotentiariis, quos prædictus *Rex Chriſtianiſſimus*, ſufficiente Authoritate inſtructos, ex ſua parte deputaverit, *Civitate Ultrajectina ad Rhenum*, aut in alio quocunque loco, congrediendi, colloquendique, ac de Pacis atque Amicitiæ Conditionibus tutis, firmis, & honeſtis, inter Nos & dictum *Regem Chriſtianiſſimum*, tractandi, conveniendi, & concludendi ; eaque omnia quæ ita conventa & concluſa fuerint, pro nobis & noſtro Nomine ſignandi, ſuperque concluſis Inſtrumenta quotquot & qualia neceſſaria fuerint, conficiendi, mutuoque tradendi, recipiendique, ac generaliter ea omnia præſtandi, perficiendique, quæ quovis modo neceſſaria ad Pacis atque Amicitiæ Conditiones, ut ſupra dictum eſt, ineundas, ſtabiliendaſque, vel quomodolibet opportuna eſſe judicaverint, tam amplis modo & forma, ac vi effectuque pari, ac Nos Ipſæ, ſi intereſſemus, facere ac præſtare poſſimus ; Sponden- ANNO 1713.
tes, ac in Verbo Regio promittentes, Nos omnia & ſingula, quæcunque à dictis noſtris Legatis Extraordinariis, Commiſſariis, Procuratoribus, & Plenipotentiariis, conjunctim vel diviſim, vi præſentium tranſigi, concludi, & ſignari contigerit, grata, rata, & accepta, iis prorſus modo & forma quibus conventa fuerint, habituras. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præſentibus manu noſtra Regia ſignatis, Magnum noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum apponi juſſimus. Dabantur in Palatio noſtro *Divi Jacobi*, vigeſimo quarto die Menſis *Martii*, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo $\frac{\text{duodecimo}}{\text{decimo tertio}}$ Regnique noſtri duodecimo.

*Approbatio Tractatus Pacis initæ inter Magnæ Britanniæ Reginam & Regem Chriſtianiſſimum, exhibita a parte Magnæ Britanniæ Reginæ.*

ANNA Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defenſor &c. omnibus & ſingulis ad quos præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Pacis Concordiæque omnis Autori placuerit ſtudiis hinc Noſtris, inde vero Sereniſſimi ac Potentiſſimi Principis Ludovici XIV., Regis Chriſtianiſſimi boni Fratris Noſtri, ita favere, ut funeſtiſſima belli flamma, quæ tamdiu in hiſce Orbis Chriſtiani partibus flagravit, feliciter tandem reſtingueretur ; Et Legati utrinque Extraordinarii ac Plenipotentiarii ad opus adeo ſalutare Mandatis atque authoritate ſufficienter inſtructi, Tractatum Pacis & Amicitiæ inter Nos & dictum Regem Chriſtianiſſimum Die $\frac{\text{vigeſimo primo Martii S. V.}}{\text{undecimo Aprilis S. N.}}$ Trajecti ad Rhenum concluſerint, ſignaverintque forma & verbis quæ ſequuntur.

*Fiat inſertio.*

Nos viſo & perpenſo Tractatu Pacis & Amicitiæ ſupraſcripto, eundem in omnibus & ſingulis ejus Articulis & Clauſulis approbavimus & ratum firmumque habuimus, ſicut per præſentes pro Nobis, Hæredibus & Succeſſoribus Noſtris eundem approbamus & ratum firmumque habemus ; ſpondentes & in verbo Regio promittentes Nos prædictum Tractatum omniaque & ſingula quæ in eo continentur, ſancte atque inviolabiliter præſtituras & obſervaturas, neque paſſuras unquam (quantum in Nobis eſt) ut a quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem & robur hiſce præſentibus manu Noſtra Regia ſignatis Magnum noſtrum Magnæ Britanniæ ſigillum appendi juſſimus. Dabantur in Palatio Noſtro Divi Jacobi ſeptimo die menſis Aprilis, anno Domini 1713. Regnique Noſtri Duodecimo.

*Signatum erat*,

ANNA REGINA.

*Ratification de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.*

NOUS ayant agréable le ſuſdit Traité de Paix en tous & chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & déclarez, avons iceux tant pour nous que pour nos Héritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces préſentes ſignées de noſtre main acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy & parolle de Roy, ſous l'obligation & hypotéque de tous & un chacun de nos biens préſens & à venir, garder, obſerver inviolablement, ſans jamais aller, ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniére que ce ſoit. En temoin dequoy nous avons fait mettre noſtre Séel à ces préſentes. Donné à Verſailles le 18. Avril, l'an de grace 1713. & de notre Regne le ſoixante dixiéme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas*,

Par le Roy,

COLBERT.

*Decla-*

ANNO 1713. 11. Avril.

*Declaration des Ambaſſadeurs de* FRANCE, *au ſujet de la* LANGUE FRANÇOISE *dont on s'eſt ſervi dans l'un des deux Inſtrumens du Traité de Paix. A Utrecht le* 11. *Avril* 1713.

[Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 46.]

NOUS ſouſſignés Miniſtres, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. T. C. déclarons à la requiſition des Miniſtres, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. B. qui n'ont pas voulu arrêter la concluſion de la Paix, que s'il ſe trouve que l'un des Inſtrumens des Traités faits & ſignés à Breda, & du depuis entre la France & la Grande Bretagne ne ſoit point en François, nous en fournirons un autre en Latin avant la Ratification de la Convention faite aujourd'hui. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.

*Signé*,

HUXELLES, MESNAGER.

## DE'CLARATION

*Des Miniſtres de France touchant la Perſonne nommée au* 4. *Article du Traité de Paix.*

AUX Inſtances des Ambaſſadeurs Extraordinaires de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne, les Ambaſſadeurs Extraordinaires de Sa Majeſté T. C. déclarent, que la perſonne nommée au 4. Article du Traité de Paix, qui doit être ſigné aujourd'hui, pour devoir ſortir de France, en eſt actuellement déja ſortie. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.

*Signé*,

HUXELLES, MESNAGER.

## DECLARATIO

*Legatorum Magnæ Britanniæ ſuper Mandatis ſuis.*

OBSERVANTIBUS S. Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Dominis Legatis Extraordinariis in nonnullis clauſulis imperfectas eſſe Plenipotentiarum Tabulas per S. Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Dominos Legatos Extraordinarios hodie exhibitas, per præſentes promittunt dicti S. Regiæ Magnæ Britanniæ Legati alias, in quibus defectus indigitati corrigantur, conficiendas, & una cum Ratihabitionibus Fœderum hodie initorum extradendas eſſe. Trajecti ad Rhenum die $\frac{\text{31. Martii}}{\text{11. Aprilis}}$ Anni 1713.

*Signatum*,

JOH. BRISTOL. C. P. S. STRAFFORD.

## CERTIFICAT

*De l'échange des Ratifications des Traités entre la G. B. & la France.*

NOUS Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. la Reine de la Grande Bretagne & de S. M. T. C. certifions à tous, que les Traités de Paix & de Commerce conclus en ce lieu; le $\frac{\text{31. Mars}}{\text{11. d'Avril}}$, ont été ratifiés ſolemnellement par Sa Majeſté Britannique & S. M. tres C. & que les Actes des Ratifications ont été échangés ce jourd'hui à Utrecht le $\frac{\text{21. Avril}}{\text{9. May}}$ 1713.

JOH. BRISTOL. C. P. S. (L. S.)

HUXELLES. (L. S.)

STRAFFORD. (L. S.)

MESNAGER. (L. S.)

ANNO 1713.

## INCLUSIO

*Regis Boruſſiæ in Tractatu Pacis inter Reginam Britanniæ & Regem Galliæ.*

ANNA REGINA.

ANNA Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defenſor &c. Omnibus & ſingulis, ad quos præſentes Literæ pervenerint, ſalutem.

Quandoquidem Articulo vigeſimo octavo Tractatus Pacis & amicitiæ Trajecti ad Rhenum die $\frac{\text{trigeſimo primo}}{\text{undecimo}}$ Menſis $\frac{\text{Martii}}{\text{Aprilis}}$ proxime præterlapſi inter nos, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Ludovicum Decimum quartum Regem Chriſtianiſſimum, per Legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiarios concluſi, cautum conventumque ſit, ut ſub Tractatu prædicto comprehendantur illi, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra ſex menſes poſtea ab una alteraque Parte ex communi conſenſu nominati fuerint. Nos igitur quo teſtatum faceremus amicitiam ſingularem, qua proſequimur Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem Fridericum Gulielmum Boruſſiæ Regem, eum una cum Regno ipſius Boruſſiæ cæteriſque Provinciis ac Terris, ſpeciatim vero, Principatu Novi Caſtri & Valengiæ ad dictam Majeſtatem ſuam pertinentibus nominavimus, ac per præſentes nominamus, & vi Articuli ſupra memorati dictum Regem, una cum Regno Boruſſiæ, cæteriſque Ditionibus ſuperius expreſſis, ſub præfato Pacis & Amicitiæ Tractatu omni meliori modo & forma comprehendimus, & pro revera comprehenſis habemus, ita ut beneficio prorſus eodem, plenaque ſecuritate, & omnibus Pacis commodis utantur, fruanturque, perinde ac ſi ipſimet Tractatui nominatim inſerti fuiſſent.

In quorum omnium Teſtimonium & Fidem præſentes manu noſtra Regia ſignatas communi noſtro Sigillo muniri juſſimus. Dabantur in Palatio noſtro apud Kenſington, vigeſimo Die Menſis Julii, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regnique noſtri duodecimo.

(L. S.)

*Ad Mandatum Sereniſſimæ Dominæ Reginæ.*

BOLINGBROKE.

## INCLUSIO

*Rerum publicarum Helvetiæ Evangelicarum.*

ANNA REGINA.

ANNA Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina Fidei Defenſor &c. Omnibus & ſingulis, ad quos præſentes Literæ pervenerint, ſalutem.

Quandoquidem Articulo vigeſimo octavo Tractatus Pacis & Amicitiæ Trajecti ad Rhenum die $\frac{\text{trigeſimo primo}}{\text{undecimo}}$ Menſis $\frac{\text{Martii}}{\text{Aprilis}}$ proxime præterlapſi inter nos, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Ludovicum XIV. Regem Chriſtianiſſimum per Legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiarios concluſi, cautum conventumque ſit, ut ſub Tractatu prædicto comprehendantur illi, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra ſex menſes poſtea ab una alteraque Parte ex communi conſenſu nominati fuerint. Nos igitur ut ſtudii noſtri favoriſque eximii monumentum habere poſſint, Reſpublicas ſive Cantones Helvetiæ Evangelicos, nempe Tiguri, Bernæ, Glaronæ, Baſileæ, Schaffhuſii & Abbatiſcellæ, una cum omnibus & ſingulis, quos inter ſe ſe reſpective habent Fœderatis, Republica ſcilicet & Civitate Genevenſi, cum ſuis Dependentiis, Principatu Novi Caſtri & Valengiæ, Civitatibus Sancti Galli, Mulhuſii & Biennæ, atque Ligis Rhæticis, ſive Griſonibus ſociatis, cum ſuis Dependentiis nominavimus ſicut per præſentes nominamus. Et vi Articuli ſupramemorati dictas Reſpublicas, Cantones, Civitates, Principatum, Ligaſque una cum Confœdera-

ANNO 1713. deratis & Dependentiis reſpective ſuis, ſub præfato Pacis & amicitiæ Tractatu omni meliori modo & forma comprehendimus, & pro revera comprehenſis habemus, ita ut beneficio prorſus eodem, plenaque ſecuritate, & omnibus Pacis Commodis utantur fruanturque, perinde ac ſi ipſimet Tractatui nominatim inſerti fuiſſent. In quorum omnium Teſtimonium & Fidem præſentes manu noſtra Regia ſignatas communi noſtro Sigillo muniri juſſimus.

Dabantur in Palatio noſtro apud Kenſington Vigeſimo die Menſis Julii Anno Domini Milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regnique noſtri duodecimo.

(L. S.) *Ad Mandatum Sereniſſimæ Dominæ Reginæ.*

BOLINGBROKE.

*Incluſio Reipublicæ* VENETIARUM *ex parte Reginæ* MAGNÆ BRITANNIÆ *facta. Dat. apud Kenſington 5. Junii* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 152.]

ANNA dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defenſor &c. Omnibus ad quos præſentes Literæ pervenerint, ſalutem. Cum Articulo vigeſimo octavo Tractatus Pacis, & Amicitiæ Trajecti ad Rhenum die Trigeſimo primo / undecimo Menſis Martii / Aprilis Anni præſentis inter Nos & Sereniſſimum, ac Potentiſſimum Principem Ludovicum Decimum Quartum Regem Chriſtianiſſimum per Legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiarios concluſi, cautum conventumque ſit, ut ſub Tractatu prædicto comprehendantur illi, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra ſex Menſes poſtea, ab unâ alterâve parte ex communi conſenſu nominati fuerint. Nos igitur quo Amicitiæ Noſtræ, ſtudiique ſingularis erga Sereniſſimam Rempublicam Venetam ob æqualitatis Fœdera fideliter ſervata, & ob plurima in Nos promerita, indicium daremus manifeſtum, Eam tanquam communem Amicam in Inſtrumento hoc ſpeciali nominandam eſſe cenſuimus; Et vi Articuli ſupramemorati Eandem omni meliori modo, & forma ſub antedicto Pacis, & Amicitiæ Tractaru comprehendimus ac pro reapſe comprehenſa habemus: Adeo ut dicta Reſpublica eodem prorſus beneficio utatur fruaturque perinde ac ſi ipſimet Tractatui nominatim inſerta fuiſſet. In quorum omnium Teſtimonium, & fidem præſentes manu Noſtra Regia ſignatas communi Noſtro Sigillo munire juſſimus. Dabantur in Palatio Noſtro apud Kenſington decimo quinto Die Menſis Junii Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regnique Noſtri duodecimo.

ANNA REGINA.

(L.S.)

BOLINGBROCK.

## CLII.

31. Mars. / 11. Avril. *Traité de Navigation & de Commerce entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* ANNE *Reine de la Grande-Bretagne, portant entr'autres Conventions & Stipulations avantageuſes, que reciproquement les Sujets de l'une des deux Parties, ſeront traitez dans les Royaumes & Etats de l'autre Partie, comme ceux des autres Nations les plus amies, & les plus favoriſées: qu'ils y jouiront des mêmes Libertez & Privileges à l'egard du Commerce & des Impoſitions, & qu'en particulier le rigoureux* Droit d'Aubeine, *n'y ſera plus exercé ſur eux. Fait à Utrecht le* 31. *Mars* 11. *Avril* 1713. Avec *la* RATIFICATION *de Sa Majeſté T. C. donnée à Verſailles le* 18. *Avril* 1713. [Sur la Copie imprimée à Paris chez *François Fournier* avec Privilege du Roi in 4. Ann. 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 365. en Latin & en François moins complet qu'icy. Copie imprimée à la Haye par ordre des Plenipotentiaires Anglois en Latin & en François chez *Th. Johnſon* l'an 1713. in 4.]

D'AUTANT que depuis que le Séreniſſime & très puiſſant Prince Loüis quatorze, par la grace de Dieu, Roy Très-Chrêtien de France & de Navarre; Et la Séréniſſime & très puiſſante Princeſſe Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne &c. ont porté leurs vûes, par l'inſpiration de Dieu tout puiſſant, du côté de la Paix; Leurs Majeſtés ont jugé que le moyen, le plus ſolide, de la confirmer, & de procurer à leurs Sujets les avantages qu'ils en doivent attendre, par une mutuelle liberté, & acroiſſement de Navigation & de Commerce; animées reſpectivement de ce déſir: Elles ont par un effet de leur Clemence commandé à leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de s'aſſembler à Utrecht, pour y traiter non-ſeulement de la Paix, mais encore pour renouveller les anciens Traités de Commerce qui ont été cy-devant faits entre les deux Nations; Savoir de la part du Roy Très-Chrêtien, au Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Marechal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Géneral au Gouvernement du Duché de Bourgogne, & au Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre Royal de St. Michel, Et de la part de la Reine de la Grande-Bretagne, au bien Reverend Jean Eveſque de Briſtol Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conſeiller de la Reine en ſon Conſeil d'Etat, Doyen de Windſor, & Secretaire de l'Ordre de la Jartiere, & au Sieur Thomas Comte de Strafford, Vicomte Wenthworth de Wentworth, Woodhouſe & de Stainboroug, Baron d'Overſley, Neumarch, & Raby, Conſeiller de la Reine en ſon Conſeil d'Etat, ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies du Pays-bas, Collonel du Regiment Royal de Dragons, Lieutenant Général de ſes Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande & Chevalier du très noble Ordre de la Jartiere; Leſquels, pour parvenir à une fin ſi pieuſe, & remplir un déſir ſi ſalutaire de leurs Majeſtés, après s'eſtre communiqués reſpectivement leurs Pleins-pouvoirs dont les Copies ſeront inſerées de mot à mot à la fin du préſent Traité en avoir duement fait l'échange, & avoir tenu diverſes Conferences & diſcuté la matiere autant que la brieveté du temps l'a pû permettre, ſont enfin convenus, ſur le fait de la Navigation & du Commerce, des Articles qui s'enſuivent.

I. Il a eſté convenu & accordé entre le Séréniſſime & très puiſſant Roy Très-Chrêtien, & la Séréniſſime & trés-puiſſante Reine de la Grande-Bretagne, qu'il y ait entre les Sujets de part & d'autre une liberté reciproque & en toutes maniéres abſoluë de Navigatition & de Commerce dans tous & chacun des Royaumes, Etats, Provinces, & Terres de l'obeiſſance de LL. Majeſtez en Europe, pour toutes & chacunes ſortes de Marchandiſes dans les lieux, aux conditions, en la maniere, & en la forme qu'il eſt reglé & établi dans les Articles ſuivans.

II. Pour aſſeurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets de leurs dites Majeſtez & afin que cette bonne correſpondance ſoit à l'abri de tout trouble & de toute inquiétude, il a eſté convenu & accordé que ſi quelque jour il ſurvient quelque mauvaiſe intelligence, interruption d'amitié, ou rupture entre les *Couronnes* de LL. Majeſtez (ce qu'à Dieu ne plaiſe,) il ſera donné pour lors un terme de ſix mois après ladite rupture aux Sujets des deux Parties, & habitans qui demeureront dans les Etats de l'une & de l'autre Partie, enſorte qu'ils puiſſent ſe retirer avec leurs familles, biens, marchandiſes, & facultez, & les tranſporter où bon leur ſemblera. Comme auſſi qu'il leur ſera permis alors de vendre & d'aliener leurs biens meubles & immeubles librement, & ſans aucun trouble; Que pendant ce tems ils ne ſeront retenus ni moleſtez, par arreſt ni par ſaiſie de leurs effets, biens, marchandiſes, & facultez, ni de leurs perſonnes, & de plus il ſera rendu aux Sujets de part & d'autre une bonne & prompte juſti-

ANNO 1713. juſtice, en ſorte qu'ils puiſſent *en profiter pour* retirer dans ledit eſpace de ſix mois leurs effets, & leurs facultez confiez tant aux particuliers qu'au public.

III. On eſt auſſi convenu, & il a été arreſté que les Sujets & habitants des Royaumes, Provinces, & Etats de L L. Majeſtez n'exerceront à l'avenir aucuns actes d'hoſtilité ni violences les uns contre les autres, tant ſur Mer que ſur Terre, Fleuves, Riviéres, & Rades, ſous quelque nom & pretexte que ce ſoit, enſorte que les Sujets de part & d'autre ne pourront prendre aucune Patente, Commiſſion, ou Inſtruction pour armemens particuliers & faire la courſe en Mer, ni Lettres vulgairement appellées de repreſailles de quelques Princes ou Etats Ennemis de l'un ou de l'autre, ni troubler, moleſter, empêcher, ou endommager en quelque maniere que ce ſoit, en vertu ou ſous pretexte de telles Patentes, Commiſſions, ou Lettres de repreſailles, les Sujets & habitans ſuſdits du Roy Très-Chrêtien ou de la Reine de la Grande-Bretagne, ni faire ces ſortes d'armemens, ou s'en ſervir pour aller en Mer; Et ſeront à cette fin toutes & quantes fois qu'il ſera requis de part & d'autre dans toutes les Terres, Pays, & Domaines quels qu'ils ſoient, tant de part que d'autre, renouvellées, & publiées des deffenſes étroites & expreſſes d'uſer en aucune maniére de telles Commiſſions ou Lettres de repreſailles, ſous les plus grandes peines qui puiſſent être ordonnées contre les infracteurs, outre la reſtitution & la ſatisfaction entiere, dont ils ſeront tenus envers ceux auxquels ils auront cauſé quelque dommage; Et ne ſeront données à l'avenir par l'un deſdits Alliez au préjudice & au dommage des Sujets de l'autre, aucunes Lettres de repréſailles, ſi ce n'eſt ſeulement au cas de refus ou de délai de juſtice, lequel refus ou délai de juſtice ne ſera pas tenu pour veriffié, ſi la requeſte de celuy qui demande leſd. repréſailles n'eſt communiqué au Miniſtre, qui ſe trouvera ſur les lieux de la part du Prince, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plûtoſt s'il ſe peut, il puiſſe faire connoître le contraire, ou procurer la juſte ſatisfaction qui ſera dûe.

IV. Qu'il ſera libre aux Sujets & habitans des ſuſdits Alliez d'entrer, & d'aller librement & ſeurement ſans permiſſion ni ſaufconduit général ou ſpécial, ſoit par terre ou par Mer, & enfin par quelque chemin que ce ſoit dans les Royaumes, Etats, Provinces, Terres, Iſles, Villes, Bourgs, Places murées ou non murées, fortifiées ou non fortifiées, Ports & Domaines de l'autre Allié ſituez en Europe, quels qu'ils puiſſent être, & d'en revenir, d'y ſejourner, ou d'y paſſer, & d'y acheter auſſi & acquerir à leur choix toutes les choſes néceſſaires pour leur ſubſiſtance, & pour leur uſage, & qu'ils ſeront traitez réciproquement avec toute ſorte de bienveillance & de faveur; Bien entendu néantmoins que dans toutes ces choſes ils ſe comporteront & ſe conduiront conformement à ce qui eſt preſcrit par les Loix & par les Ordonnances, qu'ils vivront les uns avec les autres en amis & paiſiblement, & qu'ils entretiendront par leur bonne intelligence l'Union reciproque.

V. Il ſera libre & permis aux Sujets de leurſdites Majeſtez reciproquement d'aborder avec leurs Vaiſſeaux, auſſi bien qu'avec les Marchandiſes & les effets dont ils ſeront chargez, & dont le Commerce & le tranſport ne ſont point deffendus par les Loix de l'un ou de l'autre Royaume, d'entrer dans les Terres, Etats, Villes, Ports, Lieux, & Rivieres de part & d'autre ſituez en Europe, d'y fréquenter, ſéjourner, & demeurer ſans aucune limitation de tems, meſme d'y loüer des Maiſons ou de loger chez d'autres, d'acheter où ils jugeront à propos toutes ſortes de marchandiſes permiſes, ſoit de la premiére main, ſoit du Marchand, & de quelque autre maniére que ce puiſſe être, ſoit dans les Places & Marchez publics où ſont expoſées les Marchandiſes, & dans les Foires, ſoit dans tout autre endroit où ces Marchandiſes ſe fabriquent ou ſe vendent. Il leur ſera auſſi permis de ſerrer & de garder dans leurs Magazins ou entrepôts, les Marchandiſes apportées, d'ailleurs, & de les expoſer enſuite en vente, ſans être obligez en aucune façon de porter leurs Marchandiſes ſuſdites dans les Marchez & dans les Foires, ſi ce n'eſt de leur bon gré, & de leur bonne volonté, à condition néantmoins qu'ils ne les vendront point en détail dans des boutiques ou ailleurs, & ils ne pourront pour raiſon de ladite liberté de Commerce, ou pour toute autre cauſe que ce ſoit, être chargez d'aucun impoſt ou Droits, à l'exception de ceux qui doivent être payés pour leurs Navires ou pour leurs Marchandiſes, ſuivant les Loix & Coûtumes receûes dans l'un & dans l'autre Royaume. Il leur ſera auſſi permis de ſortir de l'un & de l'autre Royaume, quand ils le voudront, & d'aller où ils le jugeront à propos par Terre ou par Mer, par ſes Rivieres, & Eaux douces; Et auſſi au cas qu'ils fuſſent mariez ils pourront emmener leurs Femmes, Enfans, Domeſtiques, auſſi bien que leurs Marchandiſes, facultez, biens & effets achetez ou apportez, après avoir payé les Droits accoûtumez, non-obſtant toute Loy, Privilége, Conceſſion, Immunité, ou Couſtume à ce contraires en façon quelconque. Et quant à ce qui concerne la Religion, les Sujets des deux Couronnes, & leurs Femmes & Enfans au cas qu'ils fuſſent mariez, joüiront d'une entiere liberté, ils ne pourront être contraints d'aſſiſter aux Offices divins, ſoit dans les Egliſes ou ailleurs; Mais au contraire il leur ſera permis ſans aucun empêchement, de faire en particulier dans leurs propres Maiſons, ſans qu'il y intervienne qui que ce ſoit, les exercices de leur Religion ſuivant leur uſage, quoique deffendu par les Loix du Royaume. On ne refuſera point de part ni d'autre la permiſſion d'enterrer dans des lieux commodes & décents qui ſeront déſignez à cet effet, les corps des Sujets de l'un & de l'autre Royaume décédez dans l'étenduë de la Domination de l'autre, & il ne ſera apporté aucun trouble à la *ſepulture* des morts. Les Loix & les Statuts de l'un & de l'autre Royaume demeureront dans leur force & vigueur, & ſeront exactement executez, ſoit que ces Loix ou Statuts regardent le Commerce & la Navigation, ou qu'ils concernent quelque autre Droit à la réſerve ſeulement des cas, auxquels il eſt dérogé par les Articles du préſent Traité.

VI. Les Sujets de part & d'autre payeront les Doüanes, impoſts, & les Droits d'entrée & de ſortie dûs & accoutumez dans tous les Etats & Provinces de part & d'autre; Et afin que chacun puiſſe ſçavoir certainement en quoy conſiſtent les ſuſdits Impôts, Doüanes, & Droits d'entrée & de ſortie, quels qu'ils ſoient, on eſt convenu qu'il y aura dans les Lieux publics tant à Roüen, & dans les autres Villes marchandes de France, qu'à Londres, & dans les autres Villes de l'obéïſſance de la Reyne de la Grande-Bretagne, des Tarifs qui indiquent les Impôts, Doüanes, & Droits accoûtumez, afin que l'on y puiſſe avoir recours, toutes les fois qu'il s'élevera quelque conteſtation ou differend à l'occaſion de ces Impôts, Doüanes ou Droits, qui ne pourront ſe lever que conformément à ce qui ſera clairement expliqué dans les ſuſdits Tarifs, & ſelon leur ſens naturel. Si quelque Officier ou quelqu'un en ſon nom ſous quelque pretexte que ce ſoit exige & reçoit publiquement ou en particulier, directement ou indirectement, d'un Marchand ou d'un autre, aucune ſomme d'argent, ou quelque autre choſe que ce ſoit à raiſon de Droit dû, d'impoſt, de viſite, ou de compenſation, même ſous le nom de don fait volontairement ou ſous quelque autre pretexte que ce ſoit, au delà ou autrement qu'il n'eſt marqué cy-deſſus; En ce cas ſi ledit Officier ou ſon Subſtitut, eſtant accuſé devant le Juge competant du lieu où la faute a été commiſe, s'en trouve convaincu il donnera une ſatisfaction entiere à la Partie lézée, & il ſera même puny de la peine dûe & preſcrite par les Loix.

VII. Les Marchands, les Capitaines de Vaiſſeau, les Maîtres de Navires, les Matelots, & quelques perſonnes que ce ſoit, les Navires, & généralement toutes Marchandiſes & effets de l'autre Allié, & de ſes Sujets ou habitans ne pourront être pris, ſaiſis, ou arreſtez, ni contraints par aucune ſorte de violence, moleſtez, ou maltraitez au nom du public, ou d'un particulier, en vertu de quelque Edit général ou ſpécial que ce ſoit, dans les Terres, Ports, Hâvres, Rades, & Etats que ce puiſſe être de l'autre Allié pour le ſervice public, pour des expeditions militaires, ou autre cauſe, encore moins pour aucun uſage particulier, mais il ſera deffendu de prendre ou d'enlever par la force aucune choſe aux Sujets de part & d'autre ſans le conſentement de celuy à qui

ANNO 1713.

qui elle appartient, & ſans le luy payer en argent comptant ; ce qui ne doit point néantmoins s'entendre de la ſaiſie & de l'arreſt qui ſera fait par les voyes ordinaires, par ordonnance & de l'autorité de la Juſtice, pour cauſe de dette ou de crime commis, dans leſquelles occaſions on procedera par les voyes de Droit & ſelon les régles de la Juſtice.

VIII. De plus on eſt convenu & il a été eſtably pour régle générale que tous & chacun des Sujets du Séréniſſime Roy Très-Chrétien, & de la Séréniſſime Reyne de la Grande-Bretagne, uſeront & joüiront reſpectivement dans toutes les Terres & Lieux de leur obéïſſance des mêmes Priviléges, Libertez, Immunitez, ſans aucune exception, dont joüit & uſe, ou pourra joüir & uſer & être en poſſeſſion à l'avenir la Nation la plus amie, par rapport aux Droits, Doüanes, & impoſitions quels qu'ils ſoient à l'égard des perſonnes, marchandiſes, effets, Navires, fret, Matelots, enfin en tout ce qui regarde la Navigation & le Commerce, & qu'ils auront la même faveur en toutes choſes, tant dans les Cours de Juſtice, que dans tout ce qui concerne le Commerce, ou tous autres Droits.

IX. On eſt de plus convenu que dans l'eſpace de deux mois depuis qu'il aura été fait une Loy dans la Grande-Bretagne, par laquelle il ſera ſuffiſamment pourvû à ce qu'il ne ſoit rien exigé ſur les effets & marchandiſes qui ſeront portées de France dans la Grande-Bretagne, aucuns Impôts ou Droits plus grands que ceux qui ſe levent ſur les effets & marchandiſes de la meſme nature qui y ſont aportées de quelque Pays que ce ſoit, ſitué dans l'Europe, & que toutes les Loix faites dans la Grande-Bretagne depuis l'année 1664. pour deffendre le Tranſport de quelques effets ou marchandiſes venant de France qui n'avoient point été deffendues avant ladite année, ſoient abrogées ; Alors le Tarif général fait en France le 18. Septembre 1664. ſera derechef obſervé dans ce Royaume, & les Droits que les Sujets de la Grande-Bretagne doivent payer pour les effets qu'ils aporteront en France, ou qu'ils en tireront, ſeront reglés ſuivant la teneur dudit Tarif, ſans exceder la maniére établie ſuivant ledit Tarif pour les Provinces, dont il y eſt fait mention. Quant aux autres Provinces les Droits n'y ſeront levés que ſuivant la régle preſcrite en ce temps-là. Toutes les Deffences, Tarifs, Edits, Déclarations ou Arreſts poſterieurs à l'année 1664. faits en France & contraires au Tarif de laditte année, en ce qui concerne les effets & marchandiſes de la Grande-Bretagne ſeront abrogez ; Et comme on inſiſte de la part de la France que quelques Marchandiſes, ſavoir, celles de laine, le ſucre, les poiſſons ſallés & ce qui provient de la Baleine ſoient exceptés de la régle du ſuſdit Tarif, & qu'il y a d'autres Points qui regardent ce Traité propoſés de la part de la Grande-Bretagne, & dont il n'a pas encore eſté convenu de part & d'autre, de tous leſquels la Spécification eſt contenue dans un Acte ſeparé ſigné des Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy T. C. & de la Reyne de la G. B., on eſt convenu & demeuré d'accord par ce preſent Article, que dans l'eſpace de deux mois à compter de l'Echange des Ratifications de ce Traité, les Commiſſaires de part & d'autre s'aſſembleront à Londres pour examiner, & reſoudre les difficultés ſur les Marchandiſes à excepter du Tarif de l'année 1664. & ſur les autres Points qui ne ſont pas encore aſſez dévelopez, comme il eſt dit cy-deſſus.

Et les meſmes Commiſſaires donneront pareillement leurs ſoins (conformement à l'intereſt des deux Nations) à bien examiner les avantages reciproques du commerce, à lever tout embaras ſur ce ſujet, à trouver enfin, & à établir de part & d'autre des moyens juſtes & utiles pour moderer reciproquement les Droits. Bien entendu toutefois que tous & chacun des Articles de ce Traité demeureront en attendant dans leur pleine vigueur, & principalement que rien ne puiſſe empeſcher ſous quelque pretexte que ce ſoit, que l'avantage du Tarif Général de l'année 1664. ſoit accordé aux Sujets de la Grande-Bretagne, & qu'ils en joüiſſent ſans aucun embaras ou retardement dans l'eſpace de deux mois après que la Loy dont il a eſté parlé cy-deſſus aura eſté publiée dans la G. Bretagne ; cette joüiſſance devant être pour les Sujets de la Grande-Bretagne dans la forme & maniére auſſi ample que les Sujets de la Nation la plus amie joüiront du bénéfice du meſme Tarif, ſans qu'aucunes choſes à faire ou à diſcuter par leſdits Commiſſaires le puiſſent empeſcher.

X. Les Droits ſur le Tabac préparé ou non préparé, lorſqu'il ſera apporté en France, ſeront moderez à l'avenir ſur le meſme pied de reduction, dont joüit déja, ou pourra joüir à ſon entrée en France le meſme Tabac de quelque crû qu'il ſoit de l'Europe ou de l'Amérique. Les Sujets de part & d'autre payeront en France les meſmes Droits pour le Tabac. Ils auront une liberté égale d'en vendre, & les meſmes Loix dont joüiront les Marchands François meſmes, ou auxquelles ils ſeront aſſujettis, ſeront communes aux Sujets de la Grande-Bretagne.

XI. On a auſſi ſtatué que l'impoſt ou le tribut de 50. ſ. tournois par Tonneau, mis en France ſur les Navires de la Grande-Bretagne, ceſſe, & ſoit abrogé entierement à l'avenir, & l'on ſupprimera pareillement le Droit de 5. Schellings Sterlings par Tonneau, impoſé dans la Grande-Bretagne ſur les Navires François. Ces levées & d'autres charges ſemblables ne ſeront plus impoſées, dans la ſuite ſur les Vaiſſeaux de part & d'autre.

XII. Il a été ſtatué de plus, & l'on eſt convenu qu'il ſoit entierément libre à tous les Marchands, Capitaines de Vaiſſeau, & autres Sujets de la Reyne de la Grande-Bretagne dans tous les lieux de France, de traiter leurs affaires par eux-mêmes ou d'en charger qui bon leur ſemblera, & ils ne ſeront tenus de ſe ſervir d'aucun interprete ou facteur, ni de leur payer aucun ſalaire, ſi ce n'eſt qu'ils veuillent s'en ſervir. En outre les Maîtres des Vaiſſeaux ne ſeront point tenus de ſe ſervir pour charger ou décharger leurs Navires des perſonnes établies à cet effet par l'autorité publique, ſoit à Bordeaux ſoit ailleurs, mais il leur ſera entiérement libre de charger ou de décharger leurs Vaiſſeaux par eux-mêmes, ou de ſe ſervir de ceux qu'il leur plaira pour les charger ou les décharger, ſans payer aucun ſalaire à quelqu'autre perſonne que ce puiſſe être. Ils ne ſeront point tenus auſſi de décharger dans des Navires d'autruy, ou de recevoir dans les leurs quelque Marchandiſe que ce ſoit, ni d'attendre leur chargement, plus longtems qu'ils ne le jugeront à propos ; & tous les Sujets du Roy Très-Chrêtien, joüiront pareillement, & ſeront en poſſeſſion des mêmes Privileges & Libertez dans tous les lieux de l'obéïſſance de la Grande-Bretagne en Europe.

XIII. Il ſera entierément libre & permis aux Marchands & aux autres Sujets du Roy Très-Chrêtien, & de la Reyne de la Grande-Bretagne de leguer ou donner, ſoit par Teſtament, par donation ou par quelque autre diſpoſition que ce ſoit, faite tant en ſanté qu'en maladie, en quelque tems que ce ſoit, même à l'Article de la mort, toutes les Marchandiſes, effets, argent, dettes actives, & autres biens mobiliaires, qui ſe trouveront, ou devront leur apartenir au jour de leur décez dans les Territoires & tous lieux de la Domination du Roy Très-Chrêtien, & de la Reyne de la Grande-Bretagne : En outre, ſoit qu'ils meurent après avoir teſté, ou *ab inteſtato*, leurs legitimes Héritiers, Executeurs, ou Adminiſtrateurs demeurans dans l'un ou dans l'autre des deux Royaumes, ou venant d'ailleurs quoiqu'ils ne ſoient pas reçus dans le nombre des Citoyens, pourront récouvrer & joüir paiſiblement de tous leſdits biens & effets quelconques, ſelon les Loix reſpectives de la France & de la Grande-Bretagne, de maniére cependant que les Sujets de l'un & de l'autre Royaume ſoient tenus de faire reconnoître ſelon les Loix, les Teſtamens, ou le Droit de recueillir les Succeſſions *ab inteſtato* dans les Lieux où chacun ſera décedé, ſoit en France, ſoit dans la Grande-Bretagne, & ce nonobſtant toutes Loix, Statuts, Edits, Coûtumes, ou Droit d'Aubeine à ce contraires.

XIV. Lorſqu'il arrivera quelque different entre un Capitaine de Navire & ſes Matelots, dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, pour raiſon de Salaires dus auxdits Matelots, ou pour quelque autre cauſe civile que ce ſoit, le Magiſtrat du lieu exigera ſeulement du Deffendeur, de donner au Demandeur ſa déclaration par écrit, ateſtée par le Magiſtrat, par laquelle il promettra de repondre dans ſa Patrie ſur l'affaire dont il s'agira par devant un Juge competant, au moyen de quoy il ne ſera pas permis aux Matelots d'abandonner le Vaiſſeau, ni d'apporter quelque empêchement au Capitaine du Navire dans la continuation de ſon voyage. Il ſera auſſi permis aux Marchands de l'un ou de l'autre Royaume de

ANNO 1713. tenir dans les Lieux de leur domicile, ou par tout ailleurs où bon leur ſemblera, des livres de compte, & de Commerce, & d'entretenir auſſi correſpondance de Lettres dans la langue, ou dans l'idiome qu'ils jugeront à propos, ſans qu'on puiſſe les inquieter, ni les rechercher en aucune maniére pour ce ſujet ; Et s'il leur étoit néceſſaire pour terminer quelque procez ou differend, de produire leurs livres de compte, en ce cas ils ſeront obligez de les apporter en entier en Juſtice, ſans toutefois qu'il ſoit permis au Juge de prendre connoiſſance dans leſdits livres, d'autres Articles que de ceux ſeulement qui regarderont l'affaire dont il s'agiſt, ou qui ſeront néceſſaires pour établir la foy de ces livres, & il ne ſera pas permis de les enlever des mains, de leurs proprietaires ni de les retenir ſous quelque prétexte que ce ſoit, excepté ſeulement dans le cas de Banqueroute. Les Sujets de la Grande-Bretagne ne ſeront pas tenus de ſe ſervir de papier timbré pour leurs livres, leurs Lettres, & les autres pieces qui regarderont le Commerce, à la réſerve de leur Journal, qui pour faire foi en juſtice, devra être cotté, & paraphé *gratis* par le Juge, conformement aux Loix établies en France, qui y aſſujettiſſent tous les Marchands.

XV. Il ne ſera pas permis aux Armateurs étrangers, qui ne ſeront pas Sujets de l'une ou de l'autre Couronne, & qui auront Commiſſion de quelque autre Prince ou Etat Ennemi de l'un & de l'autre, d'armer leurs Vaiſſeaux dans les Ports de l'un & de l'autre deſdits deux Royaumes, d'y vendre ce qu'ils auront pris, ou de changer en quelque maniére que ce ſoit les Vaiſſeaux, Marchandiſes, ou quelques autres chargemens que ce ſoit, ny d'acheter même d'autres vivres, que ceux qui leur ſeront néceſſaires pour parvenir au Port le plus prochain du Prince dont ils auront obtenu des Commiſſions.

XVI. On ne pourra obliger les Vaiſſeaux chargez des deux Parties, paſſant ſur les coſtes l'une de l'autre, & que la tempeſte aura obligez de relaſcher dans les Rades ou Ports, ou qui y auront pris terre de quelque autre maniére que ce ſoit, d'y décharger leurs Marchandiſes en tout ou en partie, ou de payer quelque Droit, à moins qu'ils ne les y déchargent de leur bon gré, & qu'ils en vendent quelque partie : Il ſera cependant libre après en avoir obtenû la permiſſion de ceux qui ont la direction des affaires maritimes de décharger & de vendre une petite partie du chargement, ſeulement pour acheter les vivres ou les choſes néceſſaires pour le radoubement du Vaiſſeau, & dans ce cas on ne pourra exiger de Droits pour tout le chargement, mais ſeulement pour la petite partie qui aura été déchargée ou venduë.

XVII. Il ſera permis à tous les Sujets du Roy Très-Chrêtien & de la Reyne de la Grande-Bretagne de naviger avec leurs Vaiſſeaux en toute ſeureté & liberté, & ſans diſtinction de ceux à qui les Marchandiſes de leur chargement appartiendront, de quelque Port que ce ſoit dans les Lieux qui ſont déja, ou qui ſeront cy-après en guerre avec le Roy Très-Chrêtien, ou avec la Reyne de la Grande-Bretagne. Il ſera auſſi permis auxdits Sujets de naviger & de négocier avec leurs Vaiſſeaux, & Marchandiſes, avec la même liberté & ſeureté des Lieux, Ports, & endroits appartenant aux Ennemis des deux Parties ou de l'une d'Elles, ſans être aucunement inquietez ni troublez, & d'aller directement non-ſeulement deſdits Lieux Ennemis à un lieu Neutre, mais encore d'un lieu Ennemi à un autre lieu Ennemi, ſoit qu'ils ſoient ſous la juriſdiction d'un même ou de differens Princes ; Et comme il a déja été ſtipulé par rapport aux Navires & aux Marchandiſes, que les Vaiſſeaux libres rendront les Marchandiſes libres, & que l'on regardera comme libre, tout ce qui ſera trouvé ſur les Vaiſſeaux apartenant aux Sujets de l'un ou de l'autre Royaume, quoique tout le chargement, ou une partie de ce même chargement apartienne aux Ennemis de leurſdites Majeſtez, à l'exception cependant des Marchandiſes de contrebande, leſquelles étant interceptées, il ſera procedé conformement à l'eſprit des Articles ſuivans ; De même il a été convenu que cette même liberté doit s'eſtendre auſſi aux perſonnes qui navigent ſur un Vaiſſeau libre, de maniére que quoi qu'elles ſoient Ennemies des deux Parties, ou de l'une d'Elles, elles ne ſeront point tirées du Vaiſſeau libre, ſi ce n'eſt que ce fuſſent des gens de guerre actuellement au ſervice deſdits Ennemis. ANNO 1713.

XVIII. Cette liberté de Navigation & de Commerce s'eſtendra à toute ſorte de Marchandiſes, à la reſerve ſeulement de celles qui ſont exprimées dans l'Article ſuivant, & déſignées ſous le nom de Marchandiſes de contrebande.

XIX. On comprendra ſous ce nom de Marchandiſes de contrebande ou deffendues, les Armes, Canons, Arquebuſes, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Sauciſſes, Cercles poiſſez, Affuts, Fourchettes, Bandoullieres, Poudre à Canon, Meſche, Salpêtre, Balles, Picques, Eſpées, Morions, Caſques, Cuiraſſes, Hallebardes, Javelines, Fourreaux de Piſtolets, Baudriers, Chevaux avec leurs Harnois, & tous autres ſemblables genres d'armes & d'inſtrumens de guerre ſervant à l'uſage des Troupes.

XX. On ne mettra point au nombre des Marchandiſes deffendues celles qui ſuivent, ſçavoir toutes ſortes de Drap, & tous autres ouvrages de Manufactures de Laine, de Lin, de Soye, de Cotton, & de toute autre matiére, tous genres d'habillemens avec les choſes qui ſervent ordinairement à les faire, Or, Argent monnoyé & non monnoyé, Eſtain, Fer, Plomb, Cuivre, Laiton, Charbons à fourneau, Bled, Orge, & toute autre ſorte de grains & de Légumes, la Nicotiane, vulgairement appellée Tabac, toutes ſortes d'Aromates, Chairs Salées, & Fumées, Poiſſons Salez, Fromage & Beurre, Biere, Huile, Vins, Sucres, toutes ſortes de Sels & de proviſions ſervant à la nourriture & à la ſubſiſtance des hommes, tous genres de Cotton, Chanvre Lin, Poix, tant liquide que ſeche, Cordages, Cables, Voiles, Toiles propres à faire des voiles, Ancres, & parties d'Ancre, quelles qu'elles puiſſent être, Mats de Navires, Planches, Madriers, Poûtres de toute ſorte d'arbres, & toutes les autres choſes néceſſaires pour conſtruire ou pour radouber les Vaiſſeaux ; On ne regardera pas non plus comme Marchandiſes de contrebande, celles qui n'auront pas pris la forme de quelque inſtrument ou attirail ſervant à l'uſage de la guerre ſur Terre ou ſur Mer, encore moins celles qui ſont preparées ou travaillées pour tout autre uſage. Toutes ces choſes ſeront cenſées Marchandiſes libres de meſme que toutes celles qui ne ſont pas compriſes, & ſpecialement déſignées dans l'Article précedent, enſorte qu'elles pourront eſtre librement tranſportées par les Sujets des deux Royaumes, meſme dans les Lieux Ennemis, excepté ſeulement dans les Places aſſiegées, bloquées, & inveſties.

XXI. Mais pour éviter & prevenir la diſcorde, & toute ſorte d'inimitiez de part & d'autre, il a eſté convenu, qu'en cas que l'une des deux Parties, ſe trouvaſt engagée dans la guerre, les Vaiſſeaux & les Bâtimens appartenant aux Sujets de l'autre Partie, devront eſtre munis de Lettres de Mer, qui contiendront le nom, la proprieté & la grandeur du Vaiſſeau, de meſme que le nom & le lieu de l'habitation du Maître ou du Capitaine de ce Vaiſſeau, en ſorte que parlà il paroiſſe que ce Vaiſſeau appartient veritablement aux Sujets de l'une ou de l'autre Partie ; & ces Lettres de mer ſeront accordées & conçûes en la maniére inſerée dans ce Traité. Elles ſeront auſſi renouvellées chaque année, s'il arrive que le Vaiſſeau revienne dans le cours de l'an. Il a été auſſi convenu que ces ſortes de Vaiſſeaux chargez ne devront pas eſtre ſeulement munis des Lettres de Mer, cy-deſſus mentionnées, mais encore de Certificats contenant les eſpéces de la charge, le lieu d'où le Vaiſſeau eſt parti & celuy de ſa deſtination, afinque l'on puiſſe connoître s'il ne porte aucune des marchandiſes deffendues, ou de contrebande ſpécifiées dans le 19. Article de ce Traité. Leſquels Certificats ſeront expediez par les Officiers du lieu d'où le Vaiſſeau ſortira, ſelon leur coûtume ; Il ſera libre auſſi, ſi on le déſire, & ſi on le juge à propos, d'exprimer dans leſdites Lettres à qui apartiennent les Marchandiſes.

XXII. Les Vaiſſeaux des Sujets & habitans de leurs Séréniſſimes Majeſtés de part & d'autre arrivant ſur quelque coſte de l'un ou de l'autre Allié, ſans cependant vouloir entrer dans le Port, ou y étant entrez, & ne voulant point débarquer ou rompre leurs charges, ne ſeront point obligez de rendre compte de leur chargement, qu'au cas qu'il y eût des indices certains qui les rendiſſent ſuſpects de porter

ANNO 1713.

aux Ennemis de l'autre Allié des Marchandiſes deffendues appellées de contrebande.

XXIII. Et dans ledit cas de ſoupçon manifeſte, les ſuſdits Sujets & habitans des Pays de leurs Séréniſſimes Majeſtez de part & d'autre, ſeront obligez, de montrer dans les Ports, leurs Lettres de Mer, & Certificats en la forme cy-deſſus expliquée.

XXIV. Que ſi les Vaiſſeaux deſdits Sujets ou habitans de leurs Séréniſſimes Majeſtez de part & d'autre eſtoient rencontrés faiſant route ſur les côtes, ou en pleine Mer par quelque Vaiſſeau de guerre de leurs Séréniſſimes Majeſtez ou par quelques Vaiſſeaux armez par des particuliers, leſdits Vaiſſeaux de guerre ou Armateurs particuliers, pour éviter tout dèsordre, demeureront hors de la portée du Canon, & pourront envoyer leurs Chaloupes au bord du Vaiſſeau Marchand qu'ils auront rencontré, & y entrer ſeulement au nombre de deux ou trois hommes, à qui ſeront montrées par le Maître ou Capitaine de ce Vaiſſeau ou Bâtiment, les Lettres de Mer, qui contiennent la preuve de la proprieté du Vaiſſeau, & conceûes dans la forme inſerée au préſent Traité ; Et il ſera libre au Vaiſſeau qui les aura montrées de pourſuivre ſa route ſans qu'il ſoit permis de le moleſter & le viſiter en façon quelconque, ou de luy donner la chaſſe, ou de l'obliger à ſe détourner du lieu de ſa deſtination.

XXV. Le Bâtiment Marchand de l'une des Parties qui aura reſolu d'aller dans un Port Ennemi de l'autre, & dont le voyage & l'eſpece des Marchandiſes de ſon chargement, ſeront juſtement ſoupçonnez, ſera tenu de produire en pleine Mer, auſſi bien que dans les Ports & Rades, non ſeulement ſes Lettres de Mer, mais auſſi des Certificats, qui marquent que ces Marchandiſes ne ſont pas du nombre de celles, qui ont été deffendues, & qui ſont énoncées dans l'Article 19. de ce Traité.

XXVI. Que ſi par l'exhibition des Certificats ſuſdits contenant un état du chargement, l'autre Partie y trouve quelques unes de ces ſortes de Marchandiſes deffendues & déclarées de contrebande par le 19. Article de ce Traité, & qui ſoient deſtinées pour un Port de l'obéiſſance de ſes Ennemis, il ne ſera pas permis de rompre ni d'ouvrir les Eſcoutilles, Caiſſes, Coffres, Balles, Tonneaux, & autres Vaſes trouvez ſur ce Navire, ni d'en détourner la moindre partie des Marchandiſes, ſoit que ce Vaiſſeau appartienne aux Sujets de la France, ou à ceux de la Grande-Bretagne, à moins que ſon chargement n'ayt été mis à Terre en la préſence des Juges de l'Amirauté, & qu'il n'ayt été par eux fait inventaire deſdites Marchandiſes, Elles ne pourront auſſi être vendues, échangées, ou autrement alienées de quelque maniére que ce puiſſe être, qu'après que le procés aura été fait dans les régles, & ſelon les Loix & les Coûtumes, contre ces Marchandiſes deffendues, & que les Juges de l'Amirauté reſpectivement les auront confiſquées par Sentence, à la réſerve néantmoins tant du Vaiſſeau même que des autres Marchandiſes qui y auront été trouvées, & qui en vertu de ce Traité doivent être cenſées libres, & ſans qu'elles puiſſent être retenues, ſous prétexte qu'elles ſeroient chargées avec des Marchandiſes deffendues, & encore moins être confiſquées, comme une priſe légitime, & ſuppoſé que leſdites Marchandiſes de contrebande ne faiſant qu'une partie de la charge, le Patron du Vaiſſeau agreât, conſentît & offrît de les livrer au Vaiſſeau qui les a découvertes, en ce cas, celui-ci après avoir reçû les Marchandiſes de bonne priſe, ſera tenu de laiſſer aller auſſi-tôt le Bâtiment, & ne l'empêchera en aucune maniére de pourſuivre ſa route vers le lieu de ſa deſtination.

XXVII. Il a été au contraire convenu & accordé, que tout ce qui ſe trouvera chargé par les Sujets & les habitans de part & d'autre, en un Navire appartenant aux Ennemis de l'autre, bien que ce ne fut pas des Marchandiſes de contrebande, ſera confiſqué comme s'il appartenoit à l'Ennemi même, excepté les Marchandiſes & effets qui auront été chargez dans ce Vaiſſeau avant la Déclaration de la guerre, ou même depuis ſa Déclaration ; pourvû que ç'ait été dans les termes qui ſuivent, à ſçavoir de ſix ſemaines après cette Déclaration, ſi elles ont été chargées dans quelque Port & lieu compris dans l'eſpace qui eſt entre Terreneuve en Norwegue & les Sorlingues ; De deux mois depuis les Sorlingues juſqu'à la Ville de Gibraltar ; de dix ſemaines dans la Mer Méditerrannée, & de huit mois dans tous les autres Pays, ou lieux du Monde, de maniere que les Marchandiſes des Sujets de l'un & de l'autre Prince, tant celles qui ſont de contrebande, que les autres qui auront été chargées, ainſi qu'il eſt dit, ſur quelque Vaiſſeau Ennemi, avant la guerre, ou même depuis ſa Déclaration, dans les tems & les termes ſuſdits, ne ſeront en aucune maniére ſujettes à confiſcation, mais ſeront ſans délay & de bonne foy rendûes aux propriétaires, qui les redemanderont, enſorte neantmoins qu'il ne ſoit nullement permis, de porter enſuite ces Marchandiſes dans les Ports Ennemis, ſi elles ſont de contrebande.

XXVIII. Et pour pourvoir plus amplement à la ſeureté réciproque des Sujets de leurs Séréniſſimes Majeſtez, afin qu'il ne leur ſoit fait aucun préjudice par les Vaiſſeaux de guerre de l'autre Partie, ou par d'autres, armez aux dépens des particuliers, il ſera fait deffenſe à tous Capitaines des Vaiſſeaux du Roi Très-Chrêtien, & de la Reine de la Grande-Bretagne, & à tous leurs Sujets, de faire aucun dommage, ou inſulte à ceux de l'autre Partie, & au cas qu'ils y contreviennent ils en ſeront punis, & deplus ils ſeront tenus & obligez en leurs perſonnes & en leurs biens de reparer tous les dommages & interêts de quelque nature qu'ils ſoient, & d'y ſatisfaire.

XXIX. Et pour cette cauſe, chaque Capitaine des Vaiſſeaux armez en guerre par des particuliers ſera tenu & obligé à l'avenir, avant que de recevoir les Patentes ou ſes Commiſſions ſpéciales, de donner, par devant un Juge competant, caution bonne & ſuffiſante de perſonnes ſolvables, qui n'ayent aucun intereſt dans ledit Vaiſſeau, & qui s'obligent chacune ſolidairement pour la ſomme de 16500. L. Tournois ou de 1500. L. Sterlings ; & ſi ce Vaiſſeau eſt monté de plus de 150. Matelots ou Soldats, pour la ſomme de 33000. L. Tournois, ou de trois mille Livres Sterlings, pour repondre ſolidairement de tous les dommages & torts, que lui, ſes Officiers ou autres étant à ſon ſervice, pourroient faire en leur courſe contre la teneur du préſent Traité, & contre les Edits faits de part & d'autre en vertu du même Traité, par leurs Séréniſſimes Majeſtez, ſous peine auſſi de revocation & de caſſation deſdites Patentes, & Commiſſions ſpéciales.

XXX. Leurs Majeſtez ſuſdites, tant d'une part que de l'autre, voulant reſpectivement traiter dans tous leurs Etats les Sujets l'une de l'autre auſſi favorablement que s'ils eſtoient leurs propres Sujets, donneront les ordres néceſſaires & efficaces, pour faire rendre les Jugemens & Arrêts concernant les priſes, dans la Cour de l'Amirauté, ſelon les régles de la Juſtice & de l'équité, & conformement à ce qui eſt preſcrit par ce Traité, par des Juges qui ſoient au deſſus de tout ſoupçon, & qui n'ayent aucun intereſt au fait dont il eſt queſtion.

XXXI. Toutes les fois que les Ambaſſadeurs de Leurs Majeſtez ſuſdites, tant d'une part que de l'autre, ou quelque autre de leurs Miniſtres publics, qui reſideront à la Cour de l'autre Prince, ſe plaindront de l'injuſtice des Sentences qui auront été rendûes, Leurs Majeſtez reſpectivement feront revoir & examiner de nouveau leſdits jugemens en leur Conſeil afin que l'on connoiſſe avec certitude ſi les Ordonnances & les précautions preſcrites au préſent Traité auront été ſuivies & obſervées. Leurſdites Majeſtez auront ſoin pareillement d'y faire pourvoir pleinement, & de faire rendre juſtice dans l'eſpace de trois mois à chacun de ceux qui la demanderont, Et néantmoins avant ou après le premier jugement, & pendant la reviſion, les effets qui ſeront en litige ne pourront être en aucune maniére vendus ni déchargez, ſi ce n'eſt du conſentement des Parties intereſſées, pour éviter toute ſorte de dommage.

XXXII. Lorſqu'il y aura procez meu entre ceux qui auront fait des priſes d'une part, & ceux qui les reclameront d'autre part, & que leſdits Réclamateurs auront obtenu un Jugement ou Arreſt favorable, ledit Jugement ou Arreſt aura ſon execution, en donnant caution, non-obſtant l'appel de celuy qui aura fait la priſe à un Juge Superieur ; ce qui n'aura point de lieu, ſi la Sentence eſt rendûe contre les Réclamateurs.

XXXIII. Arrivant que des Navires de Guerre ou Marchands contraints par tempeſte ou autre accident,

ANNO 1713. cident, échoüent contre des rochers ou des Ecueils aux côtes de l'un ou de l'autre Allié, qu'ils s'y brisent & qu'ils faſſent naufrage, tout ce qui aura été ſauvé des Vaiſſeaux & de leurs apparaux, effets, ou Marchandiſes, ou le prix qui en ſera provenu, le tout étant reclamé par les Propriétaires ou autres ayant charge, & pouvoir d'eux, ſera reſtitué de bonne foy, en payant ſeulement les frais qui auront eté faits pour les ſauver, ainſi qu'il aura été réglé par l'une & l'autre Partie pour le Droit de ſauvement; ſauf cependant les Droits & Coûtumes de l'une & de l'autre Nation: Et leurs Séréniſſimes Majeſtez de part & d'autre interpoſeront leur autorité, pour faire chatier ſeverement ceux de leurs Sujets, qui auront inhumainement proffité d'un pareil malheur.

XXXIV. Les Sujets de part & d'autre pourront ſe ſervir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, Solliciteurs & Facteurs que bon leur ſemblera, à l'effet de quoy, ces meſmes Avocats, & les autres ſuſdits ſeront commis par les Juges ordinaires, lorſqu'il ſera beſoin, & que leſdits Juges en ſeront requis.

XXXV. Et pour la plus grande ſeureté & liberté du Commerce & de la Navigation, on eſt convenu en outre, que ni le Roy Très-Chrêtien ni la Reyne de la Grande-Bretagne, ne recevront dans aucun de leurs Ports, Rades, Villes, ou Places des Pirates, & des Forbans quels qu'ils puiſſent être, & ne ſouffriront qu'aucun de leurs Sujets, & Citoyens de part & d'autre les reçoivent & protegent dans ces meſmes Ports, les retirent dans leurs Maiſons, ou les aydent en façon quelconque; mais encore ils feront arreſter, & punir tous ces ſortes de Pirates & de Forbans, & tous ceux qui les auront receus, cachés, ou aydés, des peines qu'ils auront meritées, pour inſpirer de la crainte, & ſervir d'exemple aux autres; Et tous leurs Vaiſſeaux, les effets & Marchandiſes enlevées par eux & conduites dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, ſeront arreſtez, autant qu'il pourra s'en découvrir, & ſeront rendus à leurs Propriétaires ou à leurs Facteurs ayant leur Pouvoir ou Procuration par écrit, après avoir prouvé la proprieté devant les Juges de l'Amirauté par des Certificats ſuffiſans, quand bien meſme ces effets ſeroient paſſés en d'autres mains par vente, & généralement tous les Vaiſſeaux & Marchandiſes de quelque nature qu'elles ſoient, qui ſeront priſes en pleine Mer, ſeront conduites dans quelque Port de l'un ou de l'autre des deux Royaumes, & ſeront confiées à la garde des Officiers de ce même Port, pour être rendûes entieres au veritable Proprietaire, auſſi-toſt qu'il ſera dûment & ſuffiſamment reconnu.

XXXVI. Les Vaiſſeaux de guerre de Leurs Majeſtez de part & d'autre, & ceux qui auront été armés en guerre par leurs Sujets, pourront en toute liberté conduire où bon leur ſemblera, les Vaiſſeaux & les Marchandiſes, qu'ils auront pris ſur les Ennemis, ſans être obligez de payer aucun Droit, ſoit aux Sieurs Amiraux, ſoit aux autres Juges quels qu'ils ſoient, ſans qu'auſſi leſdites priſes abordant & entrant dans les Ports de Leurſdites Séréniſſimes Majeſtez tant d'une part que de l'autre, puiſſent être arreſtées ou ſaiſies, ni que les Viſiteurs ou autres Officiers des lieux puiſſent les viſiter, & prendre connoiſſance de la validité deſdites priſes: en outre il leur ſera permis de mettre à la voile en quelque tems que ce ſoit, de partir, & d'emmener les priſes au lieu porté par les Commiſſions ou Patentes, que les Capitaines deſdits Navires de guerre ſeront obligez de faire apparoir; & au contraire il ne ſera donné azile ni retraite dans leurs Ports à ceux qui auront fait des priſes ſur les Sujets de l'une ou de l'autre Majeſté, mais y eſtant entrez par néceſſité de tempeſte ou de peril de la Mer, on employera fortement les ſoins néceſſaires afin qu'ils en ſortent & s'en retirent le plûtôſt qu'il ſera poſſible, autant que cela ne ſera point contraire aux Traitez anterieurs faits à cet egard avec d'autres Roys ou Etats.

XXXVII. Leurs dites Séréniſſimes Majeſtez de part & d'autre ne ſouffriront point que ſur les Coſtes & dans les Ports & les Rivieres de leur obéïſſance, des Navires & des Marchandiſes des Sujets de l'autre ſoient pris par des Vaiſſeaux de guerre, ou par d'autres qui ſeront pourvûs de Patentes de quelque Prince, République, ou Ville quelconque; & au cas que cela arrive, l'une & l'autre Partie employeront leurs forces unies pour faire reparer le dommage cauſé.

XXXVIII. S'il ſurvenoit à l'avenir par inadvertance ou autrement quelques inobſervations ou contraventions au préſent Traité de part ou d'autre, l'amitié & la bonne intelligence ne ſera pas d'abord rompue pour cela, mais ce Traité ſubſiſtera, & aura ſon entier effet, & l'on procurera des remedes convenables pour lever les inconveniens, comme auſſi pour faire reparer les contraventions: Et ſi les Sujets de l'un ou de l'autre Royaume ſont en faute, ils ſeront ſeuls punis, & ſeverement chatiez. ANNO 1713.

XXXIX. Que s'il eſt prouvé que celuy qui aura fait une priſe, ait employé quelque genre de torture contre le Capitaine, l'Equipage, ou autres perſonnes qui ſeront trouvées dans quelque Vaiſſeau appartenant aux Sujets de l'autre Partie, en ce cas non ſeulement ce Vaiſſeau, & les Perſonnes, Marchandiſes, & effets quels qu'ils puiſſent être ſeront relâchez auſſi-tôt, & ſans aucun délai, & remis en pleine liberté, mais même ceux qui ſeront convaincus d'un crime ſi énorme; auſſi-bien que leurs complices, ſeront punis des plus grandes peines, & proportionnées à leur faute; Ce que le Roi Très-Chrêtien & la Reine de la Grande-Bretagne s'obligent réciproquement de faire obſerver ſans aucun égard pour quelque perſonne que ce ſoit.

*Formulaire des Paſſeports & Lettres, qui ſe doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en ſortiront, ſuivant l'Article vint-un du préſent Traité.*

LOUïS Comte de Toulouſe, Amiral de France, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faiſons, que nous avons donné Congé & Permiſſion à Maître & Conducteur du Navire nommé de la Ville de du port de Tonneaux ou environ, étant de préſent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de après que la viſitation aura été faite de ſon Navire; avant que de partir, fera ſerment devant les Officiers qui exercent la Juriſdiction des Cauſes Maritimes, comme ledit Vaiſſeau appartient à un ou pluſieurs des Sujets de Sa Majeſté, dont il ſera mis acte au bas des préſentes; comme auſſi de garder, & faire garder par ceux de ſon Equipage les Ordonnances & Réglements de la Marine, & mettre au Greffe le Rôle ſigné, & verifié, contenant les Noms & Surnoms, la Naiſſance & Demeure des hommes de ſon Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; leſquels il ne pourra embarquer, ſans le ſçu, & permiſſion des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec ſon Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du préſent Congé; & leur fera fidelle rapport de ce qui ſera fait, & paſſé durant ſon Voyage; & portera les Pavillons, Armes, & Enſeignes du Roi, & les nôtres, durant ſon Voyage. En témoin de quoi nous avons fait appoſer nôtre Seing, & le Séel de nos Armes à ces préſentes, & icelles fait contreſigner par nôtre Sécretaire de la Marine à Jour de mil ſept cens

*Formulaire de l'Acte contenant le Serment.*

NOUS de l'Amirauté de Certifions que Maître du Navire nommé au paſſeport ci-deſſus, a prêté le Serment mentionné en icelui: Fait à le Jour de mil ſept cens

*Formulà Literarum Maritimarum petendarum, dandarumque, à Domino Domino Magno Admirallo Magnæ Britanniæ, &c. vel à Dominis Commiſſariis pro Officio Admiralitatis Magnæ Britanniæ, &c. ſecundum Articuli vigeſimi primi hujus Tractatus diſpoſitionem.*

OMNIBUS ad quos præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Nos Magnus Admirallus Magnæ Britanniæ, &c. (*aut*) Nos Commiſſarii pro Officio Admiralitatis Magnæ Britanniæ, &c. Notum, teſtatumque facimus per præſentes A. B. de C. ſolitæ

ANNO 1713.

solitæ habitationis loco. Magistrum sive Præfectum Navis vocatæ D. coram nobis comparuisse, & solenni Jurejurando affirmasse, (vel Literas Testimoniales sub Sigillo Magistratus, vel Officialium Teloniorum & Vectigalium Burgi & portûs E. Datas Mensis Anno Domini 17 de & super Jurejurando coram iis alias præstito, exhibuisse) dictam Navem & Navigium D Mensurarum, quas Tuns vocant capacem, cujus ille ipse hoc tempore Magister sive Præfectus est, ad Subditos Serenissimæ Regiæ Majestatis, Dominæ nostræ Clementissimæ, vere & realiter pertinere. Cum autem acceptissimum nobis foret, prædictum Magistrum, sive Præfectum, in iis quæ probe justeque ab eo agenda erunt, adjuvari, rogamus vos universos & singulos, ubicunque dictus Magister, seu Præfectus Navem prædictam, Merceſque in ea invectas & illatas appellet, velitis, jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari, sub legitimorum, consuetorumque Vectigalium, ac aliarum rerum solutione admitti, ingredi, manere, egredi Portus, Flumina, & Dominia vestra, & omnimodo Navigationis, Mercatus, ac Commerciorum Jure, specieque uti, omnibus in locis quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id rependere vobis paratissimi semper promptissimique. In quorum majorem Fidem & Testimonium præsentes Manu nostra, & Sigillo nostro, communiri curavimus. Dat. in Die mensis A. D. 17

*Formula Literarum Certificatoriarum petendarum dandarumque a Magistratu, aut Officialibus Vectigalium & Teloniorum Burgi & Portus, in Burgis & Portubus suis respectivis, Navibus & Navigiis inde vela facientibus, secundum Articuli vigesimi primi hujus Tractatus dispositionem.*

NOs A. B. Magistratus (*aut*) Officiales Vectigalium & Teloniorum Burgi & Portus C certificamus & attestamur, quod die Mensis A. D. 17 personaliter coram nobis comparuit D. E. de F. & solenni Jurejurando declaravit, quod Navis sive Navigium vocatum G. Mensurarum quas Tuns vocant capax, cujus H. J. de K. solitæ habitationis loco, est Magister, sive Præfectus, ei & aliis etiam Serenissimæ Regiæ Majestatis Dominæ nostræ Clementissimæ Subditis, iisque solis, justo titulo propria sit. Jam vero de Portu L. iter destinasse ad Portum M. onustam Mercibus & Mercimoniis hic infra speciatim descriptis & enumeratis. Scilicet & prout sequitur, viz.

In quorum Fidem has Certificatorias Literas, signavimus, & Sigillo Officii nostri sigillavimus. Dabantur die Mensis A. D. 17

Le present Traité sera ratifié par le Roi T. C. & la Reine de la Grande-Bretagne, & les Ratifications en seront duement échangées, dans l'espace de quatre semaines, ou plutôt, si faire se peut.

En foi dequoi Nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi T. C. & de la Reine de la Grande-Bretagne avons signé le present Traité de notre main, & y avons fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713.

HUXELLES. (L. S.) JOH. BRISTOL, C. P. S. (L. S.)

MENAGER. (L. S.) STRAFFORD. (L. S.)

*Ratification de S. M. T. C. Donnée à Versailles le 18. d'Avril 1713.*

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme notre très-cher & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne; Et notre cher & bien amé le Sr. Mesnager, Chevalier dé notre Ordre de S. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné, auroient conclu, arreté, & signé le 11. du present mois d'Avril à Utrecht, avec le Sr. Jean Evêque de Bristol, Garde du Sceau Privé d'Angleterre, Conseiller de notre très-chere, & très-amée Sœur la Reyne de la Grande-Bretagne, en son Conseil d'Estat, Doyen de Windsor, & Secretaire de l'Ordre de la Jarretiere; Et le Sr. Thomas Comte de Strafford, Vicomte Wentvorth de Wentworth, Wordhouse, & de Stainboroug, Baron d'Oversly, Neumarch, & Raby, Conseiller de notre dite Sœur en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, Colonel de son Regiment Royal de Dragons, Lieutenant General de ses Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere; Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de notredite Sœur, Pareillement munis de ses Pleins-pouvoirs, le Traité de Commerce, Navigation, & Marine, dont la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant agreable le susdit Traité de Commerce, Navigation & Marine, en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, & par ces presentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'obligation & Hypoteque de tous & un chacun nos biens presens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin de quoy nous avons fait mettre notre Scel à ces presentes. Donné à Versailles le dix huitieme Avril l'an de grace mil sept cent treize, & de notre Regne le soixante-dixieme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas*:

Par le Roi,

COLBERT.

Et scellé du Grand Sceau de cire jaune sur lacs de Soye bleüe, tressée d'or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

*Convention particuliere au sujet de quelques Points qui par l'Article IX. du Traité de Commerce doivent être renvoyés à des Commissaires pour les discuter, & les regler. Fait à Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. Avec *la* RATIFICATION *du Roi T. C. du* 18. *Avril* 1713. [Sur la Copie imprimée à Paris, chez *François Fournier* avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. Autre Copie imprimée à la Haye par ordre des Plenipotentiaires Anglois, en Latin & en François, chez *Th. Johnson* l'an 1713. in 4.]

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné la Convention que nôtre très-cher & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne: Et nôtre tres-cher & bien amé le Sieur Mesnager, Chevalier de nôtre Ordre de Saint Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires

ANNO 1713.

naires & Plenipotentiaires, ont conclu, arrêté, & ſigné le onzieme jour du preſent mois d'Avril, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné; avec le Sr. Jean Evêque de Briſtol, Garde du Sceau Privé d'Angleterre, Conſeiller de nôtre très-chere & très-amée Sœur la Reyne de la Grande-Bretagne, en ſon Conſeil d'Etat, Doyen de Windſor, & Secretaire de l'Ordre de la Jarretiere; Et avec le Sr. Thomas Comte de Strafford, Vicomte Wentworth de Wentworth, Woodhouſe, & de Stainboroug, Baron d'Oversly, Newmarch & Raby, Conſeiller de notre dite Sœur en ſon Conſeil d'Etat, ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, Colonel de ſon Regiment Royal de Dragons, Lieutenant General de ſes Armées, Premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, & Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre dite Sœur, pareillement munis de ſes Plein-pouvoirs; de laquelle Convention la teneur s'enſuit:

Soit notoire à tous, que comme dans l'Article neuviéme du Traité de Commerce entre le Sereniſſime Roy Très-Chrétien, & la Sereniſſime Reyne de la Grande-Bretagne, conclu aujourd'huy par les Ambaſſadeurs Extraordinaires Plenipotentiaires de leurs Majeſtez, il eſt fait mention de quelques Points & Articles propoſez de la part de la Grande-Bretagne, qui juſqu'à preſent n'ont pû eſtre ajuſtez de part & d'autre; de maniere qu'on a trouvé convenable de les renvoyer à des Commiſſaires pour les diſcuter & les regler. A cet effet, nous ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez, afin de déterminer certainement quels ſont ces Points & Articles qui doivent eſtre renvoyez aux Commiſſaires, nous avons reſolu d'en faire dans cet Ecrit la Deſignation ſpeciale, declarant qu'il n'y en a point d'autres que ceux qui ſuivent.

I. A l'avenir aucune des Manufactures des Pays de l'obéïſſance de Leurs Majeſtez ne ſeront ſujetes à la Viſite, ou à la Confiſcation, ſous quelque pretexte que ce ſoit de fraude ou de defectuoſité dans la Fabrique & travail, ou pour quelque defaut que ce ſoit. On laiſſera une entiere liberté au Vendeur & à l'Acheteur de ſtipuler & d'en faire le prix ainſi qu'ils le trouveront à propos, non obſtant toutes Loix, Statuts, Edits, Arreſts, Privileges, Conceſſion ou uſage.

II. Et d'autant qu'il s'eſt établi un uſage, lequel n'eſt autoriſé par aucune Loy dans quelques Lieux de la France & de la Grande-Bretagne, ſuivant lequel les François payent en Angleterre une eſpece de Capitation, nommée en langue du Pays *Head-money*, & les Anglois payent le même Droit en France, ſous le titre d'*Argent du Chef*: Il eſt convenu que cet Impôt ne s'exigera plus de part ni d'autre, ni ſous l'ancien nom, ni ſous quelque autre nom que ce puiſſe être.

III. Il ne ſera plus defendu aux Marchands Anglois à l'avenir, de vendre leur Tabac à l'acheteur auquel ils trouveront bon de le vendre; & à cette fin le Bail fait avec les Fermiers qui ont racheté les Droits ſur ladite herbe, ceſſera, & ne pourra être établi dans la ſuite.

IV. Excepté ſeulement au cas ſuivant; ſçavoir, quand les Navires Anglois prendront des Marchandiſes en France, & qu'ils les tranſporteront d'un Port de France dans un autre Port de France; & quand les Navires François prendront des Marchandiſes en Angleterre, & qu'ils les tranſporteront dans un autre Port d'Angleterre pour les y decharger; auquel cas ſeulement, & nullement en aucun autre, les Sujets de leurſdites Majeſtez ſeront obligez de payer les Droits qui viennent d'être ſupprimez, ſeulement ſuivant la Marchandiſe qu'ils auront dechargée, & non ſur toute la capacité du Vaiſſeau.

V. Mais comme il y a pluſieurs genres de Marchandiſes de celles qui ſeront apportées ou emportées en France par les Sujets de la Grande-Bretagne, qui ſont enfermées dans des tonneaux, dans des caiſſes, ou dans les embalages, dont les Droits ſe payent au poids; On eſt convenu qu'en ce cas, leſdits Droits ſeront ſeulement exigez par proportion au poids effectif de la Marchandiſe, & qu'on fera une diminution du poids des tonneaux, des caiſſes & embalages, de la même maniere qu'il a été pratiquée, & qu'il ſe pratique actuellement en Angleterre. ANNO 1713.

VI. Il eſt encore convenu, que ſi quelque inadvertance ou faute avoit été commiſe, par quelque Maître de Navire, l'Interprete, le Procureur, ou autre chargé de ſes Affaires, en faiſant la Declaration de ſa cargaiſon, le Navire pour cela, ni la cargaiſon, ne ſeront ſujets à confiſcation: Il ſera meme loiſible au Proprietaire des effets qui auront été obmis dans la Liſte ou Declaration fournie par le Maître du Navire, en payant les Droits en uſage ſuivant la Pancarte, de les retirer; pourvû toutefois qu'il n'y ait pas une apparence manifeſte de fraude: Et pour cauſe de cette omiſſion, les Marchands, ni les Maitres de Navires, ni leſdites Marchandiſes, ne pourront eſtre ſujets à aucune peine, pourvû que les effets omis dans la Declaration n'ayent pas encore eté mis à terre avant d'avoir fait ladite Declaration.

VII. Et quand par les Lettres de Mer & les Certificats, il apparoitra ſuffiſamment de la qualité du Vaiſſeau, & de celle de ſes Marchandiſes, & de ſon Maître, il ne ſera permis aux Commandans des Vaiſſeaux armez en Guerre, ſous quelque pretexte que ce ſoit, de faire aucunes autres Verifications. Mais ſi quelque Navire Marchand ſe trouvoit dépourvû de ſes Lettres de Mer ou de Certificats; Il pourra alors être examiné par un Juge competant, de façon cependant, que ſi par d'autres Indices & Documens il ſe trouve qu'il appartienne veritablement aux Sujets d'un des Confederez, & qu'il ne contienne aucunes Marchandiſes de contrebande deſtinées pour l'Ennemy d'un d'eux, il ne devra point eſtre confiſqué; mais il ſera relaché avec ſa charge, afin qu'il pourſuive ſon voyage. Comme il peut arriver ſouvent que les Actes dont il s'agit ne puiſſent parvenir au Vaiſſeau qui met à la voile, ou qu'ils ſoient peris par quelque accident, ou qu'on les ait enlevez à bord du Vaiſſeau; & ſi outre les Actes expediez ſuivant la forme mentionnée dans ce Traité, on trouve auſſi d'autres Lettres de Mer ou Certificats dreſſez ſuivant une autre forme qui peut être la forme dans laquelle leſdits Inſtrumens doivent être connus ſuivant les Traitez faits avec d'autre Eſtats; il n'en ſera pris aucun pretexte de detenir, ou d'inquieter en aucune maniere les perſonnes & le Navire, ni faire aucun tort aux Marchandiſes. S'il arrive que le Maitre de Navire denommé dans les Lettres de Mer, ſoit mort, ou qu'ayant eté autrement ôté, il s'en trouve un autre en ſa place, le Vaiſſeau ne laiſſera pas d'avoir la même ſeureté avec ſon chargement, & les Lettres de Mer auront la même vertu.

VIII. Il a été d'ailleurs arrêté & reglé que les Navires & effets ne ſeront point cenſez de bonne priſe, encore qu'ils ayent eté vingt quatre heures en la puiſſance des ennemis; Mais s'il y a ſujet de les reſtituer à quelqu'un, ils pourront être repetez par leurs premiers Proprietaires, & leur ſeront rendus.

IX. Il ſera libre reſpectivement à leurs Majeſtez, d'etablir dans les Royaumes & Pays l'un de l'autre, pour la commodité de Leurs Sujets, leſquels y negocient, des Conſuls Nationnaux, qui jouïront du Droit, Immunité & Liberté qui leur appartient, à raiſon de leur exercice & Fonction, & on conviendra dans la ſuite des Lieux où on pourra etablir leſdits Conſuls.

En foy de quoy, nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté le Roy Tres-Chretien, & de Sa Majeſté la Reyne de la Grande-Bretagne, avons ſigné les préſens Articles de nôtre main & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes; Fait à Utrecht le onziéme Avril mil ſept cent treize.

HUXELLES. (L. S.) JOH. BRISTOL. C. P. S. (L. S.)

MESNAGER. (L. S.) STRAFFORD. (L. S.)

Nous ayant agreable la ſuſdite Convention en tous & chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & declarez, avons iceux loüé, approuvé, & ratifié, & par ces preſentes ſignées de notre main loüions, approuvons & ratifions, promettant en foy & paro-

ANNO 1713. parole de Roy, de les accomplir, obſetver ſincerement, & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſſe eſtre. En temoin de quoy nous avons fait appoſer nôtre Séel à ceſdites preſentes. Donné à Verſailles le dix-huitiéme Avril, l'an de grace mil ſept cent treize, & notre Regne le ſoixante-dixiéme.

*ſigné,*

LOUIS.

*Et plus bas;*

Par le Roy,

COLBERT.

Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune ſur lacs de ſoye bleüe treſſée d'or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, ſur le deſſus de laquelle ſont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, ſous un Pavillon Royal ſoûtenu par deux Anges.

*Autre Convention au ſujet de certaines Marchandiſes qui, par l'Article IX. du Traité de Commerce, ſont exceptées de la Regle du Tarif de l'an 1664. & dont la diſcuſſion ulterieure eſt renvoyée à des Commiſſaires. Faite à Utrecht le 28. Avril 9. Mai 1713.* [Simple Copie, mais ſûre].

QU'IL ſoit notoire à tous, que dans le IX. Article du Traité de Navigation & de Commerce conclu le (31. Mars) 11. Avril entre la Sereniſſime Reine de la Grande-Bretagne, & le Sereniſſime Roi Très-Chretien, par les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires leurſdites Majeſtez, certaines Marchandiſes comme tous les Ouvrages de Laine, le Sucre, le Poiſſon Salé, & le produit des Baleines, ſont excepteés en termes generaux de la regle du Tarif du 18. Septembre 1664. & remiſes à une diſcuſſion ulterieure de Commiſſaires. C'eſt pourquoi pour éviter toute ambiguité ou erreur qui pourroient naître par ces expreſſions generales, & pour marquer clairement quelles ſont les Marchandiſes en particulier qui ſont renvoyées à la diſcuſſion deſdits Commiſſaires, nous ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, avons declaré & declarons par ces preſentes que l'exception des ſuſdites Marchandiſés doit s'entendre de la maniere ſuivante.

I. La Baleine coupée & aprêtée, les Fanons, & les Huiles de Baleine, payeront à toutes les entrées du Royaume les Droits portez par le Tarif du 7. Decembre 1699.

II. Les Draps, Ratines, & Serges, ſeront ſujetes aux mêmes Droits du Tarif, du 7. Decembre 1699., & pour en faciliter le Commerce, il ſera permis de les faire entrer par St. Valery ſur Somme, par Roüen, & par Bourdeaux, où ces Etoffes ſeront ſujetes à la viſite de la même maniere que celles qui ſe fabriquent dans le Royaume.

III. On ne pourra apporter dans le Royaume que le Poiſſon Salé en baril, & il ſera levé à toutes les entrées du Royaume, Païs & Terres de l'obeiſſance du Roi, même des Ports-Francs, les Droits d'abord & de conſommation ordonnez avant le Tarif de 1664. & en outre 40. Livres par Leth, compoſé de 12. Barils peſant 300. L. chacun, pour le Droit d'entrée, laquelle entrée ne ſera permiſe que par St. Valery ſur Somme, Rouen, Nantes, Libourne & Bourdeaux; & demeurera interdite pour les autres Havres ou Ports, tant de la Mer Occane, que de la Mediterranée.

IV. Le Sucre rafiné en pain, ou en poudre, Candi, blanc ou brun, payera les Droits portez par le Tarif du 7. Decembre 1699.

En foi de quoi nous ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de S. M. B. & de S. M. T. C. avons ſigné ces preſentes de nos mains, & y avons appoſé nos cachets. A Utrecht le (28. Avril) 9. Mai de l'an mille ſept cens treize. ANNO 1713.

JOH. BRISTOL. C. P. S. (L. S.) — HUXELLES. (L. S.)

STRAFFORD. (L. S.) — MESNAGER. (L. S.)

## CLIII.

*Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* JEAN V. *Roi de Portugal, portant Ceſſion & Renonciation de la part de Sa Majeſté T. C. en faveur de Sa Majeſté Portuguaiſe, à toutes les Terres appellées Cap du Nord, à toutes celles des deux Coſtes de la Riviere des Amazones, & à la Navigation & Commerce de cette Riviere; ſous la Garantie offerte & acceptée de la Reine de la Grande-Bretagne. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713.* [Copie imprimée à Utrecht chez *Guillaume van de Water* & *Jacques Polſum* par ordre ou permiſſion des Plenipotentiaires Ann. 1713. in 4. en François & Portuguais. Copie imprimée à Paris chez *François Fournier* avec Privilege du Roi in 4. An. 1713. en Francois. Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 544. auſſi en François comme icy.] 11. Avril.

LA PROVIDENCE DIVINE ayant porté les cœurs du très-Haut & très-Puiſſant Prince *Louis XIV.* par la grace de Dieu, Roy T. C. de France & de Navarre, & du très-Haut & très-Puiſſant Prince Dom *Jean V.* par la grace de Dieu Roy de Portugal & des Algarbes, à contribuer au repos de l'Europe en faiſant ceſſer la guerre entre leurs Sujets. Et leurs Majeſtés ſouhaittant non ſeulement de rétablir, mais encore d'affermir davantage l'ancienne Paix & Amitié qu'il y a toûjours eû entre la Couronne de France & la Couronne de Portugal. A cette fin ils ont donné leurs Plein-pouvoirs à leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires: Sçavoir: Sa Majeſté T. C. au Sieur *Nicolas Marquis d'Huxelles*, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & au Sieur *Nicolas Menager*, Chevalier de l'Ordre de Saint Michel. Er Sa Majeſté Portugaiſe au Sieur *Jean Gomes da Silva, Comte de Tarouca*, Seigneur des Villes de Tarouca, Lalim, Lazarim, Penalva, Gulfar, & leurs dépendances, Commandeur de Villa Cova, du Conſeil de Sa Majeſté, & Meſtre de Camp Général de ſes Armées; & au Sieur *Don Louis da Cunha*, Commandeur de Sainte Marie d'Almendra, & du Conſeil de Sa Majeſté. Leſquels s'étant trouvés au Congrès d'Utrecht, & après avoir imploré l'aſſiſtance Divine, & avoir examiné réciproquement leſdits Plein-pouvoirs, dont les Copies ſeront inſerées à la fin de ce Traité, ſont convenus des Articles qui s'enſuivent.

I. Il y aura à l'avenir une Paix perpetuelle, une vraye amitié, & une ferme & bonne correſpondance entre Sa Majeſté T. C. ſes Hoirs, Succeſſeurs & Héritiers, tous ſes Etats & Sujets d'une part, & Sa Majeſté Portugaiſe; ſes Hoirs, Succeſſeurs, & Héritiers, tous ſes Etats & Sujets de l'autre; laquelle ſera ſincérement & inviolablement obſervée, ſans permettre que de part & d'autre on y exerce aucune hoſtilité en quelque lieu & ſous quelque prétexte que ce ſoit. Et s'il arrivoit que par quelque accident meſme imprevû on vint à faire la moindre contravention à ce Traité, elle ſe reparera de part & d'autre de bonne foy, ſans délay, ni difficulté, & les agreſſeurs en ſeront punis, le préſent Traité ne laiſſant pas de ſubſiſter dans toute ſa force.

II. Il y aura de part & d'autre un entier oubli de toutes les hoſtilités commiſes juſqu'icy; en ſorte que tous & chacun des Sujets de la Couronne de France & de la Couronne de Portugal ne puiſſent alléguer réciproquement les pertes & dommages ſoufferts pen-

ANNO 1713.

pendant cette Guerre, ni en demander ſatisfaction par voie de juſtice, ou autrement.

III. Tous les priſonniers de Guerre faits de part & d'autre, ſeront promptement rendus & mis en liberté, ſans exception, & ſans qu'on demande aucune choſe pour leur rançon, ni pour leur dépenſe.

IV. S'il étoit arrivé que dans les Colonies, ou autres Domaines de leurſdites Majeſtés de l'Europe, on y eût pris de coſté ou d'autre, quelque Place, occupé quelque Poſte, & baſti quelque Fort, dont on n'en ſçauroit être aſſuré préſentement à cauſe d'un ſi grand éloignement; Leſdites Places ou Poſtes ſeront inceſſamment rendus entre les mains du premier Poſſeſſeur dans l'état, où ils ſeront trouvés au tems de la Publication de la Paix, & les nouveaux Forts en ſeront démolis, en ſorte que les choſes reſtent ſur le même pied, où elles étoient avant le commencement de cette Guerre.

V. Le Commerce ſe fera dans le Continent de France & de Portugal de la même maniére qu'il ſe faiſoit avant la préſente Guerre; bien entendu que chacune des Parties ſe réſerve par cet Article la liberté de régler les conditions dudit Commerce par un Traité particulier qu'on pourra faire pour ce ſujet.

VI. Les mêmes priviléges & exemptions, dont les Sujets de Sa Majeſté T. C. jouïront en Portugal, ſeront accordés aux Sujets de Sa Majeſté Portugaiſe en France. Et afin de mieux pourvoir à l'avancement & à la ſeureté des Marchands des deux Nations, on leur accordera réciproquement des Conſuls avec les mêmes priviléges & exemptions, dont ceux de France avoient coûtume de joüir en Portugal.

VII. Il ſera permis réciproquement aux Vaiſſeaux tant marchands que de guerre d'entrer librement dans les Ports de la Couronne de France & dans ceux de la Couronne de Portugal, où ils avoient coûtume d'entrer par le paſſé, pourvû que ceux-ci n'excedent pas tous enſemble le nombre de ſix à l'égard des Ports d'une plus grande capacité, & le nombre de trois à l'égard des Ports qui ſont moindres. En cas qu'un plus grand nombre de Vaiſſeaux de guerre de l'une des deux Nations ſe préſente devant quelque Port de l'autre, ils n'y pourront pas entrer ſans avoir demandé permiſſion au Gouverneur, ou bien au Magiſtrat. Et s'il arrivoit que leſdits Vaiſſeaux pouſſés par le gros tems, ou contraints par quelque autre néceſſité preſſante vinſſent à entrer dans quelque Port, ſans en avoir demandé permiſſion, ils ſeront obligés de faire part d'abord au Gouverneur, ou au Magiſtrat de leur arrivée, & ils n'y pourront pas ſéjourner au delà du tems qui leur ſera permis, s'abſtenant cependant de faire la moindre choſe, dont ledit Port puiſſe être endommagé.

VIII. Afin de prévenir toute occaſion de diſcorde, qui pourroit naiſtre entre les Sujets de la Couronne de France, & ceux de la Couronne de Portugal, Sa Majeſté T. C. ſe déſiſtera pour toûjours, comme Elle ſe déſiſte dès à préſent par ce Traité dans les termes les plus forts, & les plus authentiques, & avec toutes les clauſes requiſes, comme ſi elles étoient inſerées ici, tant en ſon nom, qu'en celui de ſes Hoirs, Succeſſeurs & Héritiers de tous Droits & prétentions, qu'elle peut & pourra prétendre ſur la proprieté des Terres appellées du *Cap du Nord*, & ſituées entre la Riviére des *Amaſones* & celle de *Japoc*, ou de *Vincent Pinſon*, ſans ſe réſerver ou retenir aucune portion deſdites Terres, afin qu'elles ſoient déſormais poſſédées par Sa Majeſté Portugaiſe, ſes Hoirs, Succeſſeurs & Héritiers avec tous les Droits de Souveraineté, d'abſolue Puiſſance, & d'entier Domaine, comme faiſant partie de ſes Etats; & qu'elles lui demeurent à perpetuité; ſans que Sadite Majeſté Portugaiſe, ſes Hoirs, Succeſſeurs & Héritiers puiſſent jamais être troublés dans ladite poſſeſſion par Sa Majeſté T. C. ni par ſes Hoirs, Succeſſeurs, & Héritiers.

IX. En conſéquence de l'Article précedent, Sa Majeſté Portugaiſe pourra faire rebâtir les Forts d'*Araguari*, & de *Camaü*, ou *Maſſapà*, auſſi-bien que tous les autres, qui ont été démolis en execution du Traité proviſionel fait à Lisbonne le 4. Mars 1700. entre Sa Majeſté T. C. & Sa Majeſté Portugaiſe, PIERRE II. de glorieuſe mémoire, ledit Traité proviſionel reſtant nul & de nulle vigueur en vertu de celui-ci. Comme auſſi il ſera libre à Sa Majeſté Portugaiſe de faire bâtir dans les Terres mentionnées au précedent Article autant de nouveaux Forts qu'Elle trouvera à propos, & de les pourvoir de tout ce qui ſera néceſſaire pour la défenſe deſdites Terres.

X. Sa Majeſté T. C. reconnoit par le préſent Traité que les deux bords de la Riviére des *Amaſones*, tant le *Méridional* que le *Septentrional*, appartiennent en toute Proprieté, Domaine, & Souveraineté à Sa Majeſté Portugaiſe; & promet tant pour Elle, que pour tous ſes Hoirs, Succeſſeurs & Héritiers, de ne former jamais aucune prétention ſur la Navigation & l'uſage de ladite Riviére, ſous quelque prétexte que ce ſoit.

XI. De la même maniére que Sa Majeſté T. C. ſe départ en ſon nom, & en celui de ſes Hoirs, Succeſſeurs & Héritiers de toute prétention ſur la Navigation & l'uſage de la Riviére des *Amaſones*, elle ſe déſiſte de tout Droit, qu'elle pourroit avoir ſur quelque autre Domaine de Sa Majeſté Portugaiſe tant en Amérique, que dans toute autre partie du Monde.

XII. Et comme il eſt à craindre qu'il y ait de nouvelles diſſentions entre les Sujets de la Couronne de France & les Sujets de la Couronne de Portugal à l'occaſion du Commerce que les habitans de *Cayene* pourroient entreprendre de faire dans le Maragnan, & dans l'embouchure de la Riviére des *Amaſones*; Sa Majeſté T. C. promet tant pour Elle, que pour tous ſes Hoirs, Succeſſeurs, & Héritiers de ne point conſentir que leſdits habitans de *Cayene*, ni aucuns autres Sujets de Sadite Majeſté aillent commercer dans les endroits ſuſmentionnés, & qu'il leur ſera abſolument défendu de paſſer la Riviére de *Vincent Pinſon* pour y négocier, & pour acheter des eſclaves dans les terres du *Cap du Nord*; comme auſſi Sa Majeſté Portugaiſe promet tant pour Elle que pour ſes Hoirs, Succeſſeurs, & Héritiers, qu'aucuns de ſes Sujets n'iront commercer à *Cayene*.

XIII. Sa Majeſté T. C. promet auſſi en ſon nom, & en celui de ſes Hoirs, Succeſſeurs, & Héritiers, d'empêcher qu'il y ait des Miſſionaires François, ou autres ſous ſa protection, dans toutes leſdites Terres, cenſées appartenir inconteſtablement par ce Traité à la Couronne de Portugal; La direction ſpirituelle de ces Peuples reſtant entiérement entre les mains des Miſſionnaires Portugais, ou de ceux qu'on y envoyera de Pottugal.

XIV. Sa Majeſté T. C. & Sa Majeſté Portugaiſe n'ayant rien tant à cœur, que le prompt accompliſſement de ce Traité d'où s'enſuit le repos de leurs Sujets, on eſt convenu qu'il aura toute ſa force, & vigueur immédiatement après la publication de la Paix.

XV. S'il arrivoit par quelque accident (ce qu'à Dieu ne plaiſe) qu'il y eût quelque interruption d'amitié, ou quelque rupture entre la Couronne de France, & la Couronne de Portugal, on accordera toûjours le terme de ſix mois aux Sujets de part & d'autre après ladite rupture, pour vendre, ou transporter tous leurs effets, & autres biens, & retirer leurs perſonnes où bon leur ſemblera.

XVI. Et parce que la très-Haute & très-Puiſſante Princeſſe, *la Reine de la Grande-Bretagne* offre d'être Garante de l'entiére execution de ce Traité, de ſa validité, & de ſa durée; Sa Majeſté T. C. & Sa Majeſté Portugaiſe acceptent la ſuſdite garantie dans toute ſa force & vigueur, pour tous & chacun des Articles ſtipulés par le préſent Traité.

XVII. Leſdits Seigneurs Roi T. C. & Roi de Portugal conſentent auſſi que tous Rois, Princes, & Républiques, qui voudront entrer dans la même garantie, puiſſent donner à leurs Majeſtés leurs promeſſes & obligations pour l'execution de tout ce qui eſt contenu dans ce Traité.

XVIII. Tous les Articles ci-deſſus énoncés, enſemble le contenu en chacun d'iceux, ont été traités, accordés, paſſés, & ſtipulés entre les ſuſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires deſdits Seigneurs, Roi Très-Chrêtien, & Roi de Portugal, au nom de leurs Majeſtés; & ils promettent en vertu de leurs Plein-pouvoirs, que leſdits Articles en général, & chacun en particulier, ſeront inviolablement obſervés & accomplis par les ſuſdits Seigneurs Rois, leurs Maîtres.

XIX.

ANNO 1713.

XIX. Les Ratifications du préſent Traité, données en bonne & dûe forme, ſeront échangées de part & d'autre dans le terme de 50. jours, à compter du jour de la ſignature, ou plutôt ſi faire ſe peut.

*En foi de quoi*, & en vertu des Ordres & Pleinpouvoirs, que nous ſouſſignés avons reçûs de nos Maîtres le Roi T. C., & le Roi de Portugal, avons ſigné le préſent Traité, & y avons fait apposer les Sceaux de nos Armes.

*Fait à Utrecht le* 11. *Avril.* 1713.

HUXELLES. (L. S.) CONDE DE TAROUCA. (L. S.)

MESNAGER. (L. S.) DOM LUIS DA CUNHA. (L. S.)

*Pleinpouvoir de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.*

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conférences qui ſe tiennent à Utrecht, pour contribuer de tout nôtre Pouvoir au Rétabliſſement d'une Paix ſincere, & ſolide, entre Nous, & les Princes, & Etats qui ſont encore contre Nous en guerre; que par la Miſéricorde Divine, il y a lieu d'eſpérer qu'elles ſe termineront heureuſement, & voulant encore aporter tous nos ſoins, par les moyens les plus promts, pour avancer un bien auſſi déſirable, & pour faire ceſſer au pluſtôt la déſolation de tant d'Etats, & arrêter l'effuſion du ſang Chrêtien: Nous confiant entiérement en la capacité, expérience, zéle, & fidélité pour nôtre Service, de nôtre très-cher & bien amé Couſin, le *Marquis d'Huxelles*, Marechal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de nôtre-cher & bien-amé le Sieur *Meſnager*, Chevalier de notre Ordre de *St. Michel*. Pour ces Cauſes, & autres bonnes Conſidérations à ce nous mouvant, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces préſentes ſignées de nôtre Main, commettons, ordonnons, & députons leſdits Sieurs Marechal *d'Huxelles*, & *Meſnager*, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpécial, en qualité de Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nôtre très-cher, & très-amé Frére le *Roi de Portugal*, revêtus de Pouvoirs en bonne forme de la part de leur Maître, arrêter, conclure, & ſigner tels Traités, Articles & Conventions, que noſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires aviſeront bon être: Voulant qu'en cas d'abſence de l'un d'eux par Maladie, ou par quelque autre Cauſe légitime, l'autre ait le même Pouvoir de conférer, négotier, arrêter, conclure, & ſigner tels Traités, Articles & Conventions, qui conviendront au Bien de la Paix que Nous Nous propoſons: En ſorte que noſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires agiſſent en tout ce qui regardera la Négotiation de la Paix avec nôtre dit Frére, avec la même autorité que Nous ferions, & pourrions faire, ſi Nous étions préſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe qui requît un Mandement plus ſpécial, non contenu en ces dites préſentes. Promettant en foy, & parole de Roi, d'avoir agréable, tenir ferme, & ſtable à toûjours, accomplir, & exécuter ponctuellement tout ce que leſdits Sieurs Marechal *d'Huxelles*, & *Meſnager*, ou l'un d'entre eux, dans leſdits cas d'abſence, ou de Maladie, auront ſtipulé, promis, & ſigné, en vertu du préſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être; Comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer dans le tems dont il ſera convenu par les Traités à faire. Car tel eſt nôtre plaiſir. En temoin de quoi Nous avons fait mettre nôtre Séel à ces Préſentes. Donné à Verſailles le quatrieſme jour de Mars, l'An de Grace, mil ſept cent treize, & de nôtre Regne le ſoixante dixieſme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et ſur le Reply*,

Par le Roy;

COLBERT:

Et ſellé du grand Sceau.

*Inſtrumentum Mandati pleni & auctoritatis Regis Portugaliæ.*

JOANNES, Dei Gratia, Rex Portugaliæ, & Algarbiorum citra & ultra Mare, in Africa Dominus Guineæ, Conquiſitionis, Navigationis, & Commercii Æthiopiæ, Arabiæ, Perſiæ, Indiæque, &c. Notum, ac teſtatum facio ſingulis, & univerſis has meas Litteras viſuris, quod cum nihil mihi ſit antiquius, aut optabilius quam incendium atrocis Belli, quo pene univerſus Chriſtianus Orbis per aliquot jam annos exardeſcit, penitus reſtingui, & æqua, ac ſtabili Pace commutari, atque etiam in eadem ſtudia conſpirent cœteri Principes, ac Reſpublicæ quæ ſunt in Armis; conſultum fore duxi Virum deſignare ex primaria hujus Regni Nobilitate, cujus fide, ingenio, dexteritate, ac prudentia plurimum confiderem, qui in eum locum ſe conferat, de quo inter utramque partem conventum fuerit, ad Colloquia, Congreſſuſque de Pace habendos. Quæ omnia cum in *Joanne Gomeſio Silvio, Comite Taroucæ*, C Conſiliario meo, & Exercituum meorum Subpræfecto reperiantur, cum his Litteris Legatum meum Extraordinarium, & primum Plenipotentiarium conſtituo, ut ad locum habendis de Pace Congreſſibus modo ſuperius dicto deſignatum proficiſcatur, ibique, ſive per Legatos Principis, aut Reipublicæ animos Pacemque conciliantis, qui quæve ab utraque Belligerantium parte acceptus, aut accepta fuerit, ſive ipſe per ſe nullo conciliante, poſſit agere, tractare, & inire Pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerum publicarum ex adverſa parte belligerantium, eaque de cauſa ei omnem Poteſtatem plenam, ac ſufficientem, Mandatum generale, ac ſpeciale concedo, ſpondeoque, ac fide Regia promitto quæcunque per ſuperius memoratum Legatum meum Extraordinarium, & Plenipotentiarium, cum Legatis, Miniſtriſve ſupradictorum Regum, Principum, & Rerumpublicarum pari Poteſtate invicem inſtructis, conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debita, ac ſolemni forma intra conſtitutum tempus ratihabiturum, ſeduloque curaturum ut integræ executioni mandentur, neque paſſurum unquam, ut Fœdus illud ita initum in quolibet violetur. In quorum omnium fidem ac teſtimonium has Litteras fieri juſſi, quæ ſunt manu mea ſuſcriptæ, & magno Sigillo Inſignium meorum munitæ. Datæ Oliſipone decima ſexta die menſis Junii, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo nono.

DIDACUS à MENDOÇA, Corte Real ſubſcripſi

(L. S.) JOANNES REX.

*Alterum Inſtrumentum Mandati pleni & auctoritatis Portugaliæ Regis, quo ſecundum Plenipotentiarium conſtituit.*

JOANNES, Dei gratia Rex Portugaliæ, & Algarbiorum citra, & ultra Mare, in Africa Dominus Guineæ, Conquiſitionis, Navigationis, & Commercii Æthiopiæ, Arabiæ, Perſiæ Indiæque, &c. Notum ac teſtatum facio ſingulis, & univerſis has meas Litteras viſuris, quod cum nihil mihi ſit antiquius, & optabilius, quam incendium atrocis Belli, quo pene univerſus Chriſtianus Orbis per aliquot jam annos exardeſcit, penitus reſtingui, & æqua ac ſtabili Pace commutari, atque etiam in eadem ſtudia conſpirent cœteri Principes, ac Reſpublicæ quæ ſunt in armis; conſultum fore duxi Viros deſignare,

ANNO 1713.

nare, quorum fide, ingenio, & prudentia plurimum confiderem, qui interfint Colloquiis, ac Congreſſibus inter utramque partem de Pace habendis; quæ omnia cum reperiantur in *Ludovico da Cunha*, Conſiliario meo, Palatini Senatus Senatore, & in Sodalitio Chriſti Equitum Commendatario Sanctæ Magnæ de Almendra; jamque aliis Litteris meis ad idem munus conſtitutus ſit primarius Legatus Extraordinarius, *Joannes Gomeſius Silvius Comes Taroucæ*, Conſiliatius meus, ac meorum Exercituum Subpræfectus; præſentibus conſtituo Secundum Legatum meum Extraordinarium præfatum Ludovicum da Cunha, ut uterque ſimul, vel quilibet eorum ſingulus, defectu, aut impedimento alterius, in loco habendis de Pace Congreſſibus deſtinato, ſive per Legatos Principis, aut Reipublicæ animos, Pacemque conciliantis, qui quæve ab utraque Belligerantium parte acceptus, aut accepta fuerit, ſive per ſe, nullo conciliante, poſſit agere, tractare, & inire pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerumpublicarum ex adverſa parte belligerantium; Eaque de cauſa ei omnem Poteſtatem plenam, & ſufficientem, Mandatum generale, & ſpeciale concedo, ſpondeoque, & fide Regia promitto quæcunque per ſuperius memoratos Legatos meos, & Plenipotentiarios ſimul, vel quemliber illorum, defectu, vel impedimento alterius, cum Legatis, Miniſtriſve ſupradictorum Regum, Principum, & Rerumpublicarum pari Poteſtate invicem inſtructis conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debita ac ſolenni forma intra conſtitutum tempus ratihabiturum, ſeduloque curaturum, ut integrè executioni mandentur, neque paſſurum unquam, ut Fœdus illud ita initum, in quolibet violetur. In quorum omnium fidem, ac teſtimonium, has Litteras fieri juſſimus, quæ ſunt manu mea ſubſcriptæ, & magno Sigillo Inſignium meorum munitæ. Datæ Oliſipone. die primo menſis Septembris (*Franciſcus de Salles*, & *Silva* ſcripſit) anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo ſecundo. DIDACUS à MENDOÇA, Corte-Real ſubſcripſi.

(L. S.)

JOHANNES REX.

## CLIV.

11. Avril

*Pax & Amicitia in perpetuum condita inter* LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ Chriſtianiſſimum*, & FRIDERICUM *Regem Boruſſiæ, his Legibus, ut præfatus* LUDOVICUS, *nomine* PHILIPPI *Regis ejus Nepotis, dicto* FRIDERICO *cedat & transferat, totam partem illam Superioris Gueldriæ quam ipſe tenet & hactenus poſſidet, nominatim vero Urbem Gueldriæ, cum certis Præfecturis, Oppidis, Lociſque ibidem deſignatis. Agnoſcit porro Rex Chriſt. Regem Boruſſiæ pro Supremo Domino Principatus Neocaſtri & Vallengiæ in partibus Helvetiæ ſiti, & viciſſim Rex Boruſſiæ eidem cedit & renuntiat totum Principatum Arauſionenſem, Dynaſtiaſque & Loca Succeſſionis Cabillonenſis & Chatelbelinenſis &c. Actum Trajecti ad Rhenum die* 11. *Aprilis Anno* 1713. Cum ARTICULIS SEPARATIS *duobus, Unus ſcilicet de Dignitate Regia in dicto* FRIDERICO *Rege, & Succeſſoribus ſuis, ſemper agnoſcenda, atque de Titulo Majeſtatis eis tribuendo; alter de Civitate Rhenoberga evacuanda. Actum Trajecti ad Rhenum die* 11. *Aprilis* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 564. Copie imprimée à Paris chez *François Fournier* avec privilege du Roi, in 4. Anno 1713. en François.]

*In nomine Sacro-Sanctæ Trinitatis.*

NOTUM teſtatumque ſit omnibus, quorum intereſt, vel intereſſe poteſt, præſentibus ac futuris, quod cum poſt cruentum & atrox, quo Europa per tot annos afflicta fuit, bellum, Divinæ Providentiæ placuerit, Orbi Chriſtiano calamitatum inde enatarum finem parare, conſervato ardenti Pacis deſiderio in animis Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis ac Domini, Domini Ludovici XIV. Dei gratia Franciæ & Navarræ Regis Chriſtianiſſimi, atque Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis ac Domini, Domini Friderici Guilielmi, Dei gratia Regis Boruſſiæ, Marggravii Brandenburgenſis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarii & Principis Electoris, ſupremi Principis Arauſionenſis, Neo-Caſtri & Vallangiæ, Magdeburgi, Cliviæ, Juliaci, Montium, Stettini, Pomeraniæ, Caſſubiorum, Vandalorum, & Megapolis, nec non in Sileſia & Croſnæ Ducis, Burggravii Norimbergenſis; Principis Halberſtadii, Mindæ, Camini, Vandaliæ, Suerini, Razeburgi, & Murſii; Comitis Hohenzolleræ, Ruppini, Marcæ, Ravensbergæ, Hohenſteinii, Tecklenburgi, Lingæ, Suerini, Buhræ & Leerdami; Marchionis Veræ & Vliſſingæ; Domini Ravenſteinii, Roſtochii, Stargardæ, Lawenburgi, Butoviæ, & Bredæ; ambo pari ſtudio cupientes, bona fide, quantumque in ipſis eſt, reſtituendæ tranquillitatis publicæ rationes inire, in Conciliis eum in finem Trajecti ad Rhenum inſtitutis, Legatis ſuis Extraordinariis & Plenipotentiariis ibidem id negotii dederint, & Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima quidem Illuſtriſſimo & Excellentiſſimo Domino Nicolao, Marchioni d'Huxelles Franciæ Marſchallo, Regiorum Ordinum Equiti torquato, Generali Locum tenenti Regis in Ducatu Burgundico &c. & Perilluſtri atque Excellentiſſimo Domino Nicolao Meſnager, Equiti Ordinis Sancti Michaëlis; Sacra Regia Majeſtas Boruſſiæ vero Illuſtriſſimo & Excellentiſſimo Domino Ottoni Magno, Sacri Romani Imperii Comiti à Dönhoff, Majeſtatis ſuæ Miniſtro Status & Belli intimo, Copiarum pedeſtrium Generali Locumtenenti, Equiti Aquilæ Nigræ Boruſſicæ, Gubernatori ac Satrapæ Memmelii, Dynaſtæ Friderichſtelnii, Wenefeldæ, & Schomord &c. & Perilluſtri atque Excellentiſſimo Domino, Johanni Auguſto Marſchalch de Biberſtein, Regiæ ſuæ Majeſtatis Boruſſicæ Miniſtri Status intimi, Collegii Heraldici Præſidi, Præfecto Giebichenſteini, & Caſtri Sancti Mauritii, Aquilæ nigræ Boruſſicæ, & Sancti Johannis Ordinum Equiti &c. qui, invocato Divini Numinis auxilio, & communicatis utrinque ac rite inter ſe commutatis Mandatorum Tabulis, quarum apographa ſub finem hujus Inſtrumenti inſerta erunt, in Dei gloriam, reique Chriſtianæ commodum in ſequentes Pacis & Amicitiæ leges convenerunt.

I. Pax ſit firma atque ſincera inter Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam, ejuſque Succeſſores ex una, & Sacram Regiam Majeſtatem Boruſſiæ, ejuſque Succeſſores ex altera parte, nulla in poſterum via aut ratione labefactanda, ita ut ex hoc die omnis hoſtilitas ab utraque parte Terra Marique penitus ceſſet, & priſtina vera amicitia inter Sacram Regiam Majeſtatem Boruſſiæ reſtauretur, eo effectu, ut alter alterius damna avertere, quævis vero commoda & honores promovere modis omnibus ſtudeat.

II. Vi hujus redintegrationis amicitiæ mutuæ, Dominus Rex Boruſſiæ, ſtatim poſt commutationem Ratihabitionum præſentis Tractatus factam, bona fide Copias ſuas tam ex Belgio, quam aliunde, ubi merent, deducet, ſpondetque ſe minime facturum, ut durante hoc Bello ullibi contra Dominum Regem Chriſtianiſſimum, ſub quocunque prætextu militent, ultra ratam quam ceu Membrum Imperii conferre tenetur.

III. Quicquid hoſtiliter hinc inde toto hujus belli tempore quocunque modo actum eſt, id omne utrinque perpetuæ oblivioni mandatum eſto, nulla ratione nullave ſpecie unquam in memoriam revocandum, nedum vindicandum.

IV. Gaudeant hac Amneſtia Vaſalli & Subditi utriuſque Partis, ab omni moleſtia ac ultione tuti futuri.

V. Omnes Bello capti, indiſtincte & ſine exceptione utrinque abſque lytro liberati reſtituantur.

VI. Quandoquidem Regia ſua Majeſtas Chriſtianiſſima Pacem Weſtphalicam ſemper ſpectaverit, tanquam firmiſſimum fundamentum tranquillitatis publicæ, amicitiæque mutuæ inter ſe & Electores, Principes ac Status Imperii, quos inter Dominus Rex Boruſſiæ, intuitu Ditionum quas in eo poſſidet, ut Mem-

ANNO 1713.

Membrum valde illuſtre eminet, Dominus Rex Chriſtianiſſimus hanc ſibi mentem eſſe declarat, ut prædicta Pax Weſtphalica, tam in ſacris, quam in profanis ſarta tectaque permaneat, perinde ac ſi hic ad verbum inſerta eſſet.

VII. Pars Geldriæ ſuperioris, hactenus Hiſpanicæ dictæ, quam tenet & poſſidet Dominus Rex Boruſſiæ, nominatim Urbs Geldria, Præfecturæ, Oppida, Vici, Feuda, cum omnibus prædiis, agris, cenſibus, reditibus, emolumentis, teloniis, aliiſque vectigalibus, ſubſidiis, tributis, & collectis, fructibus item Juriſdictionis feudalis, Juribus Dominialibus, aliiſque quibuſcunque, & in genere quicquid in illa parte Geldriæ ſuperioris, quam Regia ſua Majeſtas Boruſſiæ reipſa tenet ac poſſidet, continetur, cum omnibus quæ eo pertinent aut inde dependent, nullo prorſus excepto, ea omnia & ſingula eidem à Regia ſua Majeſtate Chriſtianiſſima, vigore Poteſtatis à Domino Rege Catholico ſibi conceſſæ, in perpetuum ceduntur, ac Domino Regi Boruſſiæ ejuſque Hæredibus ac Succeſſoribus utriuſque ſexus perpetuo tempore cum plena proprietate omnique ſupremo Dominio maneant, eo plane modo quo Reges Hiſpaniæ, interque eos Carolus II. glorioſiſſimæ memoriæ, prædictam Geldriæ partem omniaque ſuperius memorata poſſederunt; Excluſis omnibus exceptionibus, prætenſionibus, aliiſve contradictionibus, motis vel movendis ad turbandam quietam Domini Regis Boruſſiæ poſſeſſionem ſupradictæ partis ceſſæ; caſſatiſque & annullatis aliis quibuſcunque Pactis, Conventionibus aut diſpoſitionibus, quoquo modo huic Articulo contrariis. Ceſſioni huic tamen expreſſa hæc Clauſula adjicitur, quod Religio Catholica in prædictis locis ceſſis ubique in eodem ſtatu per omnia permanebit, in quo ante occupationem Domini Regis Boruſſiæ, & ſub imperio Regum Hiſpaniæ erat, ita ut Dominus Rex Boruſſiæ nihil in eo mutare queat.

VIII. Pariter Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, vigore facultatis à Domino Rege Catholico ſibi permiſſæ, Sacræ Regiæ Majeſtati Boruſſiæ, in ſuperiori parte Geldriæ in perpetuum cedit, atque in Eandem ejuſque Hæredes ac Succeſſores utriuſque Sexus transfert Tractum Keſſelanum & Præfecturam Kriekenbecenſem cum ſupremo Dominio omnique proprietate, ita ut eas Ditiones eodem plane modo poſſideat, quo Reges Hiſpaniæ eas tenebant, & Rex Carolus II. inclytæ Memoriæ eas poſſedit, cum omnibus acceſſionibus, & dependentiis, Urbibus, Oppidis, Vicis, Feudis, prædiis, agris, cenſibus, reditibus, emolumentis, teloniis aliiſque vectigalibus, ſubſidiis, tributis, & collectis, fructibus Juriſdictionis feudalis, Juribus domanialibus, & aliis quibuſcunque ac generaliter, quicquid ſub nomine prædictarum Ditionum venit ac comprehenditur. Huic ceſſioni, prout facta eſt, nullæ obſtent exceptiones, prætenſiones aliæve diſceptiones motæ vel movendæ, omniaque Pacta, Conventiones aut diſpoſitiones præſenti Articulo quacunque ratione contrariæ, pro nullis & invalidis habeantur. Servetur tamen Status Religionis Catholicæ in prædicto Tractu ac Præfectura, æque ac in Regione ſupra nominata ceſſis per omnia, plane uti fuit ſub dominatione Regum Hiſpaniæ, nec Domino Regi Boruſſiæ quicquam in eo innovare liceat. Promittit quoque Regia ſua Majeſtas Chriſtianiſſima ſe effecturam, ut præſens Articulus præcedenſque ſeptimus ceſſionem partis ſuperioris Geldriæ, in favorem Regiæ ſuæ Majeſtatis Boruſſicæ factam continentes, intra duos Menſes hodie ſubſcriptionis Tractatus hujus computandos, à Rege Catholico ratihabeantur, ejuſque Ratihabitio rite extradatur.

IX. Agnoſcet Dominus Rex Chriſtianiſſimus Dominum Regem Boruſſiæ, pro ſupremo Domino Principatus Neo-Caſtri & Vallengiæ; promittit etiam ac ſpondet pro ſe ac ſucceſſoribus ſuis, ſe minime turbaturum, ſive directe, ſive indirecte, Domini Regis Boruſſiæ, ejuſque Hæredum & Succeſſorum tranquillam poſſeſſionem hujus Principatus, omniumque, quæ ad illum pertinent, aut ab eo dependent; tum etiam Incolis ejusdem permiſſurum facultatem, per univerſum Galliæ Regnum, & Terras Ditioni Domini Regis Chriſtianiſſimi ſubjectas, iiſdem Juribus, Immunitatibus, Privilegiis & commodis fruendi, quibus Incolæ ceterarum Regionum Helvetiæ, & reliqui Nationis Helveticæ gaudent, quibuſque ipſi gaviſi ſunt, antequam Dominus Rex Boruſſiæ poſſeſſionem dicti Principatus Neo-Caſtri & Vallengiæ nactus eſſet.

Porro Dominus Rex Chriſtianiſſimus ſeſe obſtringit, ſe nullam prorſus opem aut adjumentum, ſive directe ſive indirecte, cuipiam è Subditis ſuis ſuppeditaturum eſſe, ad turbandum Regiæ ſuæ Majeſtatis Boruſſiæ, Ejuſve Hæredum & Succeſſorum quietam dicti Principatus Neo-Caſtri & Vallengiæ poſſeſſionem.

ANNO 1713.

X. Cum Dominus Rex Boruſſiæ nihil magis optet, quam ut omnis, quæ quidem prævideri poteſt, diſſenſionum materia atque occaſio præſcindatur ac tollatur, ipſe pro ſe, Hæredibus, ac Succeſſoribus ſuis, in favorem Domini Regis Chriſtianiſſimi ejuſque Succeſſorum, in perpetuum renunciat omni juri in Principatum Arauſionenſem, Dynaſtias & loca Succeſſionis Cabillonenſis & Chatelbelinenſis, in Gallia & Comitatu Burgundiæ ſita, cum oneribus æque ac emolumentis omnibus, præſentibus ac futuris, abſque ulla exceptione, eo effectu, ut cuncta inpoſterum ad Regiam ſuam Majeſtatem Chriſtianiſſimam, ejus Hæredes, ac Succeſſores, alioſque cauſam habentes pertineant.

Et ut majus robur huic Renunciationi accedat, Dominus Rex Boruſſiæ in ſe recipit, ac promittit ſub fide & verbo Regis, ſe hæredibus defuncti Principis Naſſovio-Friſii circa prætenſionem eorum in dictum Principatum & Bona ſuperius memorata, per æquipollens ſatisfacturum, ita ut Dominus Rex Chriſtianiſſimus per dictos Hæredes defuncti Principis Naſſovio-Friſii in proprietate & tranquilla poſſeſſione ac uſu dicti Principatus Arauſionenſis ac Bonorum memoratorum turbari aut inquietari nequeat. Iis qui inde emigrare volent, liberum ſit, domicilium ſuum alio, quocunque libebit, cum omnibus ſuis Bonis mobilibus, intra unius anni ſpatium, à die Ratihabitionis præſentis Tractatus computandum, abſque ullo impedimento transferre. Quod vero ad Bona eorum immobilia attinet, ſive in dicto Principatu Arauſionenſi, ſive alibi ſita ſint, ea vendendi obſervato locorum uſu, aut retinendi, & per Procuratores ſuos, donec vendita fuerint, adminiſtrandi libera ipſis facultas ſit. Idem quoque illis, qui jam inde emigrarunt, permiſſum eſto, nec ullum dictis venditionibus impedimentum adferatur.

Liberum ſit denique Domino Regi Boruſſiæ, nomen Principatus Arauſionenſis ei parti Geldriæ, quæ ipſi per Tractatum hunc ceſſa eſt, indere, atque Inſignia Titulumque ejus retinere.

XI. Conſentiunt Dominus Rex Chriſtianiſſimus & Dominus Rex Boruſſiæ, ut Regina Magnæ Britanniæ, quæ per operam indefeſſam Legatorum ſuorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum, qui Conventui Ultrajectino interſunt, tantum momenti ad Pacis opus attulit, omneſque alii Reges ac Principes, quibus animus erit pari ſe vinculo obſtringendi, Regiæ ſuæ Majeſtati Chriſtianiſſimæ, & Regiæ ſuæ Majeſtati Boruſſiæ promittere ac ſeſe obligare queant ad fidejuſſionem hujus Tractatus præſtandam, quo omnia & ſingula, quæ in eo continentur, executioni dentur ac religioſe obſervantur.

XII. Præſenti hoc Pacis Tractatu tam ex Majeſtatis ſuæ Chriſtianiſſimæ, quam ex Majeſtatis ſuæ Boruſſicæ parte comprehenduntur omnes tredecim Pagi Helvetiæ, cum omnibus eorum Sociis ac Fœderatis, ſingulatim Principatu Neo-Caſtri & Valengiæ, Republica & Civitate Genevatum cum iis quæ ab ea dependent, Civitatibus item Sancti Galli, Mulhuſia, & Bienna, & ſeptem Jurisdictionibus ſeu Decimis Valeſianis, tum etiam Tres Ligæ Rhæticæ ſeu Griſones cum eorum dependentiis.

XIII. Pacem hoc modo concluſam promittunt infraſcripti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à Sacra Regia Majeſtate Chriſtianiſſima & Sacra Regia Majeſtate Boruſſiæ ratihabitum, & Ratihabitionum rite confectatum Tabulas intra quatuor hebdomadum ſpatium, ab hodierna ſubſcriptionis die computandum, aut ſi fieri poteſt, citius, hic reciproce riteque commutatum iri.

In quorum omnium & ſingulorum ſupra memoratorum fidem roburque, infra ſcripti, Regii Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præſens Inſtrumentum Pacis ſuis manibus ſubſcripſerunt, Sigilliſque propriis muniverunt. Acta hæc ſunt Trajecti ad Rhenum die undecimo Aprilis, Anno

ANNO 1713. Domini ſupra milleſimum ſeptingenteſimum decimo tertio.

HUXELLES, (L. S.) O. M. C. DE DÖNHOFF. (L. S.)

MESNAGER. (L. S.) J. A. *Marſchalch* DE BIBERSTEIN. (L. S.)

*Articulus Separatus, de Titulo* MAJESTATIS *Regi* BORUSSIÆ *ejuſque Succeſſoribus, per Reges Galliæ & Hiſpaniarum ſemper tribuendo.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 593 en Latin & en François. Copie Imprimée à Paris chez Francois Fournier avec Privilege du Roi. in 4. 1713. en François.]

QUANDOQUIDEM Dominus Rex Chriſtianiſſimus agnovit habetque pro Rege Dominum Regem Boruſſiæ, eique omnes honores cum Regia Dignitate conjunctos impertire cupit, in majus argumentum prolixi, quo in Regem Boruſſiæ fertur, affectus, ac teſtaturus, quanti hoc incrementum Dignitatis in ejuſdem perſona faciat, Dominus Rex Chriſtianiſſimus peculiari hoc Articulo declarat, promittit ac ſpondet, tam ſua & Succeſſorum ſuorum, quam Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis, Domini Philippi V. Regis Hiſpaniarum, ejuſque Succeſſorum vice, vi facultatis ſibi ab hoc datæ, ſe Regemque Catholicum abhinc & in perpetuum Domino Regi Boruſſiæ, ejuſque Hæredibus & Succeſſoribus, Regibus Boruſſiæ, Titulum Majeſtatis tributuros eſſe, nulla unquam ſub ſpecie, nullave occaſione mutandum aut minuendum; Miniſtris etiam Regum Boruſſiæ primi & ſecundi ordinis, eosdem ubique honores, ſive pridem uſitatos, ſive noviter introductos, perinde ac aliorum Regum Miniſtris, nullo prorſus diſcrimine faciendo, exhibituros eſſe. Cæterum hic Articulus Separatus, cujus Ratihabitionem ex parte Domini Regis Catholici Dominus Rex Chriſtianiſſimus recepit ſe intra duos menſes curaturum, eandem vim habebit ac ſi de verbo ad verbum Inſtrumento Pacis hac die concluſæ inſertus eſſet, & Ratihabitiones ejus utrinque intra idem tempus, quo ipſius Tractatus, ſequentur.

In cujus fidem Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præſentem Articulum ſuis manibus ſubſcripſerunt, Sigilliſque ſuis muniri curaverunt.

Actum Trajecti ad Rhenum die undecimo Aprilis Anno ſupra milleſimum ſeptingenteſimum decimo tertio.

HUXELLES, (L.S.) O. M. C. DE DÖNHOFF. (L.S.)

MESNAGER. (L.S) J. A. *Marſchalch* DE BIEBERSTEIN. (L.S.)

*Articulus Separatus, de Urbe* RHENOBERGA *evacuanda.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 590. en Latin & en François. Copie imprimée à Paris, chez *François Fournier* avec Privilege du Roi in 4. Ann. 1713. en François.]

CUM Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Regis Chriſtianiſſimi inſtiterint vi conditionis, in quam conventum eſt Articulo ſecundo Tractatus hae ipſa die nomine Regiæ Suæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ ex una & Regiæ Suæ Majeſtatis Boruſſiæ ex altera parte ſubſcripti, ut Dominus Rex Boruſſiæ pariter copias ſuas ex urbe Rhenobergâ intra tempus dicto Articulo præfatum removeret, Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Regis Boruſſiæ, rati, ſe ejuſmodi ſtipulationem ſingularem haud poſſe inire eo quod ex parte Imperii nondum Pax icta ſit, præſentibus hiſce declarant, prædictis Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis Franciæ Regem Boruſſiæ præſidium ſuum ex dicta Civitate Rhenoberga poſt concluſionem Pacis proxime ab Imperio faciendæ deducturum eſſe, ſalvis omnino prætenſionibus Regiæ Suæ Majeſtatis Boruſſiæ contra Archi-Epiſcopum Colonienſem competentibus, qui eodem tempore æſtimationem earum cum Regia ſua Majeſtate expedire, eidemque ſatisfacere tenebitur. Præſens hic Articulus eandem authoritatem habebit, ac ſi de verbo ad verbum ipſis Pacis Tabulis inſertus eſſet, ac Ratihabitiones ei utrimque eodem tempore, quo ipſi Tractatui, accedent; in cujus fidem Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præſentem Articulum ſuis ſubſcriptionibus ac Sigillis muniverunt. Actum Ultrajecti die 11. Aprilis 1713. ANNO 1713.

HUXELLES. (L.S.) O. M. C. DE DÖNHOF. (L.S.)

MESNAGER. (L.S.) J. A. *Marſchalch* DE BIEBERSTEIN. (L.S.)

*Plein-pouvoir du Roi T. C. pour ſes Ambaſſadeurs.*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Comme nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conférences, qui ſe tiennent à Utrecht, pour contribuer de tout nôtre pouvoir au rétabliſſement d'une Paix ſincere & ſolide entre nous & les Princes & Etats, qui ſont encore contre nous en Guerre; que par la Miſericorde Divine il y a lieu d'eſperer, qu'elles ſe termineront heureuſement, & voulant encore apporter tous nos ſoins par les moyens les plus prompts pour avancer un bien auſſi déſirable, & pour faire ceſſer au plûtôt la déſolation de tant d'Etats, & arrêter l'effuſion du ſang Chrêtien, Nous confiant entiérement en la capacité, expérience, zele & fidelité pour nôtre ſervice de nôtre très-cher & bien amé Couſin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de nôtre cher & bien amé le Sieur Meſnager, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel, pour ces cauſes & autres bonnes conſidérations à ce nous mouvant, nous avons commis, ordonné & député, & par ces préſentes ſignées de nôtre main commettons, ordonnons & députons leſdits Sieurs Mareſchal d'Huxelles & Meſnager, & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpécial en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier & traiter avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Pruſſe, revêtus de Pouvoirs en bonne forme de la part de leur Maître, arrêter, conclure & ſigner tels Traités, Articles & Conventions, que noſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires aviſeront bon être: Voulant qu'en cas d'abſence de l'un d'eux, par maladie ou par quelque autre cauſe légitime, l'autre ait le même pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrêter, conclure & ſigner tels Traités, Articles & Conventions, qui conviendront au bien de la Paix, que nous nous propoſons: En ſorte que noſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires agiſſent en tout ce qui regardera la Négociation de la Paix avec la Pruſſe avec la même autorité, que nous ferions & pourrions faire, ſi nous étions préſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe, qui requît un Mandement plus ſpécial non contenu en ceſdites préſentes. Promettant en foi & parole de Roi d'avoir agréable, tenir ferme & ſtable à toûjours, acomplir & executer ponctuellement tout ce que leſdits Sieurs Maréchal d'Huxelles & Meſnager, ou l'un d'entre eux dans leſdits cas d'abſence ou de maladie, auront ſtipulé, promis & ſigné en vertu du préſent Pouvoir; ſans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y ſoit contrevenu pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être: Comme auſſi d'en faire expedier Nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems, dont il ſera convenu par les Traités à faire. Car tel eſt nôtre plaiſir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Scel à ces préſentes. Donné à Verſailles le quatriéme jour de Mars, l'an de

ANNO 1713. de grace mille ſept cens treize, & de nôtre Regne, le ſoixante dixiéme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et ſur le Reply.*

Par le Roy,
COLBERT.

Et ſcellé du grand Seau.

*Mandatum Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Regis Boruſſiæ.*

NOS Fredericus Wilhelmus Dei gratia Rex Boruſſiæ, Marggravius Brandenburgenſis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Princeps Elector, Supremus Princeps Arauſionenſis, Novi Caſtri & Vallengiæ; Magdeburgi, Cliviæ, Juliaci, Montium, Stettini, Pomeraniæ, Caſſubiorum, Vandalorum & Megapolis, nec non in Sileſia & Croſnæ Dux, Burggravius Norimbergenſis, Princeps Halberſtadii, Mindæ, Camini, Vandaliæ, Suerini, Raceburgi & Murſii, Comes Hohenzolleræ, Ruppini, Marcæ, Ravensbergæ, Hohenſteinii, Tecklenburgi, Lingæ, Suerini, Buræ & Leerdami, Marchio Vehræ, & Vliſſingæ, Dominus Ravenſteinii, Roſtochii, Stargardæ, Lavenburgi, Butoviæ, Arlayæ & Bredæ. Univerſis & ſingulis, quorum intereſt aut intereſſe poteſt, conſtare volumus, quandoquidem inter auſpicia novi, quod poſt deceſſum Divi Parentis Noſtri bono cum Deo ordimur, Regni, nihil magis habeamus in votis, quam ut præſens Bellum, quo Christianus Orbis affligitur, prompta & æqua Pace ſopiri ac terminari poſſit, prædicti Divi Parentis Noſtri veſtigia prementes, tam ſalutare negotium ex noſtra parte, quantum fieri poteſt, promoturi, confiſi prudentia, experientia & fide Illuſtriſſimi, ſincerè nobis fidelis & dilecti Ottonis Magni S. R. Imperii Comitis à Dönhoff, tum etiam Illuſtris pariterque ſincere Nobis fidelis ac dilecti, Johannis Auguſti Marſchalli de Bieberſtein, Miniſtrorum Noſtrorum Status Intimorum, eoſdem nominavimus, elegimus & conſtituimus Legatos Noſtros Extraordinarios & Plenipotentiarios ad Tractatus Pacis Ultrajecti inſtitutos. Committimus autem & ſpeciatim mandamus prædictis Legatis Noſtris Plenipotentiariis, ut Pacis colloquia ſive directe, ſive interveniente opera hinc forſan recipiendorum Mediatorum inſtituant, & inſtituta continuent, cum Sereniſſimi, Potentiſſimi & Chriſtianiſſimi Principis Domini Ludovici Franciæ & Navarræ Regis, Fratris Cognati & Amici Noſtri chariſſimi, ejuſque Fœderatorum Legatis, Plenipotentiariis & Deputatis, ſufficienti Mandato ad præſens Bellum extinguendum, controverſiaſque, quæ eo ſpectant, per bonam & firmam Pacem componendas, pariter munitis. Damus quoque plenam & abſolutam poteſtatem cum omni Auctoritate & Mandato ad id neceſſariis, prædictis Legatis Noſtris Plenipotentiariis, conjunctim, vel uno illorum abſente aut impedito, alteri, rebus omnibus & ſingulis, quæ in negotio Pacis quacunque ratione aguntur, deliberantur, pro nobis noſtroque nomine aſſiſtendi, & Pacis Tractatum continuandi, concludendi & ſignandi, inter Nos, & prædictum Regem Chriſtianiſſimum ejuſque Fœderatos; omnia quoque Inſtrumenta, quæ in eum finem requiri poſſunt, conficiendi, expediendi, e: tradendi, adeoque in univerſum agendi, promittendi & ſignandi, Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertinent, vigore hujus Mandati faciendi, æque, libere & ample, uti præſentes ipſi id faceremus, vel facere poſſemus, qnocunque etiam ſpecialiori & expreſſiori Mandato, quam quod præſentibus hiſce continetur, ad illa opus viſum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide verboque Noſtro Regio, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos Legatos Noſtros Plenipotentiarios vel conjunctim vel ſeparatim acta, concluſa, ſignata, extradita vel commutata fuerint, obſtringentes Nos hiſce præſentibus ad expediendum Ratificationum Noſtrarum Diplomata in decenti & ſolenni forma, intraque tempus, prout convenerit.

In quorum fidem & robur præſentes manu noſtra ſubſcriptas Sigillo Noſtro Regio firmari juſſimus. Dabantur in Palatio Noſtro Regio Coloniæ ad Spream, die XXV. Februarii, Anno reparatæ ſalutis MDCCXIII. Regni Noſtri I. ANNO 1713.

(L. S.)

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

*Ratification de Sa Majeſté T. C. ſur le Traité de Paix. Donnée à Verſailles le 18. d'Avril 1713.* [Sur l'Imprimé à Paris, chez François Fournier avec Privilege du Roi. in 4. Ann. 1713.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre; A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme notre très-cher & bien amé Couſin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne: Et notre cher & bien amé le Sr. Meſnager, Chevalier de nôtre Ordre de Saint Michel, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, auroient conclu, arrêté & ſigné le 11. du preſent mois d'Avril, à Utrecht, en vertu des Pleinpouvoirs que nous leur en avions donné: Avec le Sr. Otton-Magne de Donhoff, Comte de l'Empire, Miniſtre d'Etat & de Guerre de notre très-cher, & tres-amé Frere le Roy de Pruſſe, Lieutenant General de ſon Infanterie, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Noir, Gouverneur & Droſſard de Memmel, Seigneur de Frederichſtein, Wenefeld, Schonmor, &c. Et avec le Sr. Jean Auguſte, Marſchalch de Biberſtein, Miniſtre d'Etat de notre dit Frere, Grand-Maître des Armoiries, Baillif de Giebichenſtein & de S. Moritzbourg, Chevalier des Ordres de l'Aigle Noir & de Saint Jean, &c. Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre dit Frere; Pareillement munis de ſes Pleins-pouvoirs, le Traité de Paix, dont la teneur s'enſuit.

*Fiat inſertio.*

Nous ayant agreable le ſuſdit Traité de Paix, en tous & chacuns les Points & Articles qui y ſont contenus & declarez; Avons iceux, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; Et par ces preſentes, ſignées de nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; Et le tout promettons en foy & parole de Roy, ſous l'obligation & Hypotheque de tous & un chacun nos biens preſens, & à venir, garder, obſerver inviolablement, ſans jamais aller, ny venir au contraire directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En temoin de quoy nous avons fait mettre notre Scel à ces Préſentes. Donné à Verſailles le dix-huitiéme Avril l'an de grace mil ſept cens treize, & de nôtre Regne le ſoixante-dixiéme.

*Signé*,

LOUIS:

*Et plus bas*,

Par le Roy,

COLBERT.

Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune, ſur lacs ou cordons de Soye bleüe treſſez d'Or, le Sceau enfermé dans une boëte d'Argent, ſur le deſſus de laquelle ſont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, ſous un Pavillon Royal ſoutenu par deux Anges.

*Ratificatio Regis Boruſſiæ ſuper Tractatu Pacis.*

NOS FREDERICUS WILHELMUS Dei Gratia Rex Boruſſiæ (*totus Titulus*) notum faci-

ANNO 1713.

cimus omnibus & ſingulis præſentes Litteras inſpecturis, lecturis vel audituris, aut quomodocunque infra ſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poteſt. Poſtquam ad reſtinguendum quod ante annos aliquot exarſit Bellum, Congreſſus Trajecti ad Rhenum inſtitutus fuerit, Divina favente Clementia factum eſſe, ut poſt multos varioſque ea de re habitos Tractatus per Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis Domini Ludovici XIV. Dei gratia Galliarum & Navarræ Chriſtianiſſimi Regis, Fratris & Cognati Noſtri chariſſimi, & noſtros ad id deſtinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, Pax & Amicitia tandem concluſa, & ad Ratificationem uſque Noſtram perfecta ſit, forma, modo & tenore ſequenti.

In nomine ſacro ſanctæ Trinitatis.

*(Sequitur Tractatus.)*

Cum igitur hæc omnia & ſingula per noſtros Legatos & Plenipotentiarios ſupra memoratos noſtro præſcitu, juſſu & mandato ad illum modum, prout, hic verbotenus inſerta & deſcripta leguntur, geſta, peracta, & conventa ſint; Nos ea omnia & ſingula, præhabita matura & diligenti conſideratione, & certa noſtra ſcientia approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma eſſe & fore virtute præſentium, declaramus, ſimulque verbo Regio promittimus pro Nobis, Noſtriſque & Regni Noſtri Succeſſoribus, Nos omnes & ſingulos ſupra deſcriptos Articulos, & quidquid, tota hac Pacis Conventione continetur, firmiter, conſtanter & inviolabiliter ſervaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione vel per Nos, vel per alios, ullo unquam tempore ei contraventuros, aut ut per alios contraveniatur, paſſuros, quocunque id fieri poſſit modo. In quorum omnium teſtimonium & fidem, Sigillum noſtrum Regium majus huic Diplomati manu noſtra ſubſcripto appendi fecimus. Datum Coloniæ ad Spream, die XVII. Menſis Aprilis, anno reparatæ ſalutis MDCC XIII. & Regni noſtri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

*Ratificatio Artieuli ſeparati de Regia Dignitate.*

NOS FREDERICUS WILHELMUS Dei gratia Rex Boruſſiæ (*totus Titulus*) notum facimus omnibus & ſingulis præſentes Literas, inſpecturis, lecturis, vel audituris aut quomodocunque infra ſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poterit; Cum occaſione Pacis inter Sereniſſimum, & Potentiſſimum Principem Dominum Ludovicum XIV. Dei gratia Galliæ & Navarræ Regem Chriſtianiſſimum, Fratrem & Cognatum Noſtrum chariſſimum ex una & Nos ex altera parte per Noſtros ad id deputatos Legatos & Plenipotentiarios Trajecti ad Rhenum die XI. currentis menſis Aprilis initæ, Sacra Regia Chriſtianiſſima Majeſtas de Regia Dignitate Domui Noſtræ pridem illata, cum plenis honoribus agnoſcenda, Articulo Separato ſeſe erga nos declaraverit forma & modo ſequenti.

*(Sequitur Articulus Separatus.)*

Quod nos hanc Sereniſſimi & Potentiſſimi Galliarum Regis declarationem grato acceptaverimus animo, prout eandem optimo quo fieri poteſt modo, vi & vigore præſentium acceptamus verbo fideque Regia promittentes, Nos hanc Sacræ Suæ Chriſtianiſſimæ Majeſtatis in nos Domumque Noſtram teſtatam benevolentiam omni mutui affectus amicitiæque ſtudio penſaturos eſſe. In cujus fidem & Teſtimonium, Sigillum noſtrum majus huic Diplomati manu noſtra ſubſcripto appendi fecimus. Datum Coloniæ ad Spream die XVII. Menſis Aprilis, anno poſt Chriſtum natum MDCCXIII. & Regni Noſtri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

ANNO 1713.

*Ratificatio Articuli Separati Urbem Rhenobergam concernentis.*

NOS FREDERICUS WILHELMUS Dei gratia Rex Boruſſiæ (*totus Titulus*) notum facimus omnibus, & ſingulis præſentes Literas inſpecturis, lecturis, vel audituris, aut quomodocunque infra ſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poterit, quod occaſione Pacis inter Sereniſſimum, & Potentiſſimum Principem Dominum Ludovicum XIV. Dei gratia Galliæ & Navarræ Regem Chriſtianiſſimum, Fratrem & Cognatum Noſtrum Chariſſimum ex una & nos ex altera parte, per Noſtros ad id deputatos Legatos & Plenipotentiarios Trajecti ad Rhenum die XI. currentis Menſis Aprilis initæ, Articulo Separato de Urbe Rhenoberga peculiariter conventum ſit, forma, modo, ac tenore ſequenti.

*(Sequitur Articulus Separatus.)*

Nos hunc Articulum, præhabita matura & diligenti conſideratione, & certa ſcientia noſtra approbare, ratificare, & confirmare, ratumque, & firmum habere, prout illum virtute præſentium optimo quo id fieri poteſt modo approbamus, ratificamus, & confirmamus; Verbo Regio pro Nobis Noſtriſque & Regni noſtri Succeſſoribus promittentes, Nos Articulum hunc & quicquid illo continetur, firmiter, conſtanter, & inviolabiliter, ſervaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione vel per Nos vel per alios ei ut contraveniatur paſſuros, quocunque id fieri poſſit modo. In cujus fidem teſtimoniumque, Sigillum Noſtrum Majus huic Diplomati Manu Noſtra ſubſcripto appendi fecimus. Datum Coloniæ ad Spream die XVII, Menſis Aprilis, anno poſt Chriſtum natum MDCCXIII. & Regni noſtri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

*Ratification du Roi Très-Chretien donnée à Verſailles le 18. d'Avril 1713.* [Sur l'Imprimé à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. Ayant vû & examiné l'Article Separé que nôtre très-cher & bien amé Couſin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne : Et notre cher & bien amé le Sr. Meſnager, Chevalier de notre Ordre de S. Michel, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires ont conclu, arreté & ſigné le onzieme jour du preſent mois d'Avril à Utrecht, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné ; Avec le Sr. Othon-Magne de Donhoff, Comte de l'Empire, Miniſtre d'Eſtat & de Guerre de notre très-cher & très-amé Frere le Roy de Pruſſe, Lieutenant General de ſon Infanterie, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Noir de Pruſſe, Gouverneur & Droſſard de Memmel, Seigneur de Frederichſtein, Wenefeld, Schonmor &c. Et avec le Sr. Jean-Auguſte Marſchalch de Bieberſtein, Miniſtre d'Etat de notredit Frere, Grand Maitre des Armoiries, Baillif de Giebichenſtein & de S. Moritzbourg, Chevalier des Ordres de l'Aigle Noir de Pruſſe, & de S. Jean, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Pleins-pouvoirs de notredit Frere, pareillement munis de ſes Plein-pouvoirs; duquel Article Separé la teneur s'enſuit.

*Fiat Inſertio.*

Nous ayant agreable le ſuſdit Article Separé en tout ſon contenu, avons iceluy loüé, approuvé & ratifié, & par ces preſentes ſignées de norre main, loüons, approuvons & ratifions ; Promettant en faire obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe être. En temoin de quoy nous avons

ANNO 1713.

avons fait mettre notre Scel à ces preſentes. Donné à Verſailles le dix-huitieme jour d'Avril, l'an de Grace mil ſept cens treize, & de notre Regne le ſoixante-dixiéme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas*,

Par le Roy,

COLBERT

Et ſcellé du Grand Sceau de cire jaune ſur lacs, ou cordons de Soye bleüe treſſez d'or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, ſur le deſſus de laquelle ſont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, ſous un Pavillon, ſoutenu par deux Anges.

*Ratification du Roi T. C. ſur l'Article Separé concernant la Ville de* RHYMBERGUE. *Donnée à Verſailles le* 18 *d'Avril* 1713. [Sur l'Imprimé à Paris chez *François Fournier*, avec Privilege du Roi. in 4 Ann. 1713.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné l'Article Separé que notre très-cher & bien amé Couſin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne; Et notre cher & bien-amé le Sr. Meſnager, Chevalier de notre Ordre de S. Michel, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ont conclu, arreté & ſigné le onziéme jour du preſent mois d'Avril à Utrecht, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné; Avec le Sr. Otton-Magne de Donhoff, Comte de l'Empire, Miniſtre d'Eſtat & de Guerre de notre très-cher, & très-amé Frere la Roy de Pruſſe, Lieutenant General de ſon Infanterie, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Noire de Pruſſe, Gouverneur & Droſſard de Memmel, Seigneur de Frederichſtein, Wenefeld, Schonmor, &c. Et avec le Sr. Jean-Auguſte Marſchalch de Bieberſtein, Miniſtre d'Etat de notre dit Frere, Grand-Maitre des Armoiries, Baillif de Giebicheuſtein, & de S. Moritzbourg, Chevalier des Ordres de l'Aigle Noir de Pruſſe, & de S. Jean, Ambaſſadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires des notredit Frere, pareillement munis de ſes Pleins-pouvoirs; duquel Article Separé la teneur s'enſuit.

*Fiat inſertio.*

Nous ayant agreable le ſuſdit Article Separé en tout ſon contenu, avons iceluy loüé, approuvé & ratifié, & par ces preſentes ſignées de notre main loüons, approuvons & ratifions; Promettant en foy & parole de Roy, de l'accomplir, obſerver, & faire obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir, qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe eſtre. En temoin de quoy nous avons fait mettre notre Scel à ces preſentes. Donné à Verſailles le dix-huitieme jour d'Avril l'an de grace mil ſept cens treize, & de notre Regne le ſoixante-dixieme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas*:

Par le Roi,

COLBERT.

Et ſcellé du Grand Sceau de cire jaune ſur lacs, ou cordons de Soye bleüe treſſée d'or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, ſur le deſſus de laquelle ſont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, ſous un Pavillon Royal ſoutenu par deux Anges.



ANNO 1713.

*Ratification du Roi* PHILIPPE *ſur l'Article Separé du Traité de Paix fait entre les Rois de France & de Pruſſe, concernant le Titre Royal, & le Predicat de Majeſté. A Madrid le 2. Mai* 1713. [Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 615.]

DON PHILIPPE par la Grace de Dieu, Roi de Caſtille, de Léon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordouë, de Corſique, & de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Iſles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan. Comte d'Apsburg, de Flandres, de Tirol, & de Barcelone, Seigneur de Biſcaye, de Molina, &c.

Le Marquis de Bonac, Envoyé de France en cette Cour, ayant mis entre mes mains la Copie de l'Article Separé du Traité conclu par le Séréniſſime Seigneur le Roi Très-Chrêtien, mon Ayeul, avec le Roi de Pruſſe, réglé & ſigné à Utrecht le onziéme d'Avril de la préſente année 1713. par les Miniſtres Plénipotentiaires de ces deux Puiſſances, duquel Article Separé la teneur eſt à la lettre comme il ſuit.

Le Seigneur Roi Très-Chrêtien ayant reconnu & conſidérant comme Roi, ledit Seigneur Roi de Pruſſe, & lui voulant bien accorder tous les Honneurs attachez à la Dignité Royale, pour donner une marque encore plus grande de ſon affection pour ledit Roy de Pruſſe, & pour lui témoigner, combien il eſtime en ſa perſonne cette augmentation de Dignité, Sadite Majeſté Très-Chrêtienne déclare par cet Article & promet, tant pour Elle, que pour ſes Succeſſeurs, & de la part du Séréniſſime & Très-Puiſſant Prince & Seigneur Philippe cinq, Roi d'Eſpagne, & de ſes Succeſſeurs, en vertu du Pouvoir qu'Elle en a, que Sadite Majeſté & Roi Catholique donneront déſormais & à perpetuité au Seigneur Roi de Pruſſe & à ſes Héritiers & Succeſſeurs Rois de Pruſſe, le Titre de Majeſté, ſans jamais le changer ou le diminuer ſous quelque prétexte, & en quelque occaſion que ce ſoit. Comme auſſi de faire rendre aux Miniſtres des Rois de Pruſſe du premier & ſecond ordre, les mêmes Honneurs ſoit anciens, ſoit nouveaux qu'on rend aux autres Miniſtres des Têtes Couronnées, ſans aucune différence. Au ſurplus, cet Article Separé, dont Sa Majeſté Très-Chrêtienne ſe charge de faire fournir la Ratification dudit Roi Catholique dans le terme de deux mois, aura la même force que s'il eſtoit inſeré mot pour mot dans le Traité de Paix, & les Ratifications en ſeront fournies de part & d'autre en même temps avec celle dudit Traité. En foi de quoi les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires ont ſouſcrit de leurs mains propres le préſent Article & fait apoſer leurs Cachets. Fait à Utrecht le onziéme Avril l'an de grace mil ſept cens treize.

HUXELLES. O. M. C. DE DÖNHOF.
(L. S.) (L. S.)

MESNAGER. J. A. *Marſchalch* DE BIBERSTEIN
(L. S.) (L. S.)

C'eſt pourquoi aïant vû & examiné ledit Article, je l'ay approuvé & ratifié, comme en vertu de la préſente je l'approuve & ratifie en la meilleure & plus ample forme que je puis, promettant en foi de ma parole Royale, de les accomplir entiérement, ſuivant ce qui y eſt contenu & exprimé, & à cet effet j'ay ordonné d'expedier la préſente ſignée de ma main, ſellée de mon ſceau ſecret, & contreſignée par mon ſouſſigné Sécretaire d'Etat. Donné à Madrid le 2. May, mil ſept cens & treize.

MOY LE ROY.

D. MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.

ANNO 1713.

*Ratification du Roi* PHILIPPE *ſur les Articles VII. & VIII. du Traité de Paix fait entre les Rois de* FRANCE *&* PRUSSE, *& dans leſquels il eſt diſpoſé d'une partie de la Gueldre Eſpagnole. A Madrid le 2. Mai* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 610.]

DON PHILIPPE par la Grace de Dieu, Roi de Caſtille, de Léon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordouë, de Corſique, de Murcie, de Jaën, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Iſles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte d'Apsburg, de Flandres, de Tirol, & de Barcelone, Seigneur de Biſcaye, de Molina &c.

Le Marquis de Bonac, Envoyé de France en cette Cour, ayant mis entre mes mains, les Copies des deux Articles ſept & huit du Traité conclu par le Séréniſſime Seigneur, Roi Trés-Chrêtien mon Ayeul, avec le Roy de Pruſſe, réglé & ſigné à Utrecht, le onze d'Avril de la préſente année 1713. par les Miniſtres Plénipotentiaires de ces deux Puiſſances, deſquels deux Articles la teneur eſt à la lettre, comme il ſuit.

ARTICLE VII.

La partie du haut quartier de Gueldre, dite Gueldre Eſpagnole, que poſſede & occupe le Seigneur Roy de Pruſſe, nommément la Ville de Gueldre, les Préfectures, Villes, Bourgs, Fiefs, Terres, fonds, cens, rentes, revenus, péages de quelque nature qu'ils ſoient, ſubſides, contributions & collectes, Droits féodaux, domaniaux & autres quelconques, & généralement tout ce qui eſt compris dans cette partie du haut quartier de Gueldre, que ledit Seigneur Roi de Pruſſe, occupe & poſſede actuellement, avec tout ce qui y appartient & en dépend, ſans rien excepter, lui eſt cedée à perpetuité par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, en vertu du Pouvoir qu'Elle en a du Roi Catholique, & demeurera aud. Seigneur Roi de Pruſſe, ſes Héritiers & Succeſſeurs de l'un & de l'autre ſexe, en pleine proprieté & Souveraineté, ainſi & de la maniére, que tout ce que deſſus a été poſſedé par les Rois d'Eſpagne, & que l'a poſſedé le Roy Charles ſecond de glorieuſe Mémoire; nonobſtant toutes exceptions, prétenſions ou contradictions, faites ou à faire, pour troubler ledit Seigneur Roy de Pruſſe dans la paiſible poſſeſſion de ladite partie cy-deſſus cedée; tous Pactes, Conventions ou diſpoſitions contraires, étant cenſez nuls & de nulle valeur; cette ceſſion ainſi faite avec cette clauſe expreſſe, que l'état de la Réligion Catholique ſubſiſtera dans leſdits Lieux cedez en tout & par tout, tel qu'il étoit avant leur occupation & ſous la domination des Rois d'Eſpagne, ſans que ledit Seigneur Roi de Pruſſe y puiſſe rien changer.

ARTICLE VIII.

Pareillement Sa Majeſté Très-Chrêtienne cede à perpetuité à Sadite Majeſté Pruſſienne, en vertu du Pouvoir, qu'Elle en a du Roi Catholique, le haut Quartier de Gueldre, le Païs de Keſſel, & le Bailliage de Krieckenbeck, pour le poſſeder lui & ſes Héritiers & Succeſſeurs de l'un & de l'autre ſexe, en pleine Souveraineté & proprieté, ainſi & de la maniére, que l'a poſſedé le Roi Charles ſecond de glorieuſe Mémoire, avec toutes leurs appartenances & dépendances, Villes, Bourgs, Fiefs, Terres, fonds, cens, rentes, revenus, péages de quelque nature qu'ils ſoient, ſubſides, contributions, & collectes, Droits féodaux & domaniaux & autres quelconques, & généralement tout ce qui eſt compris ſous le nom dudit Païs & Bailliage. Cette ceſſion ainſi faite, nonobſtant toutes exceptions, prétenſions ou contradictions, faites ou à faire; tous Pactes, Conventions ou diſpoſitions contraires étant cenſez nuls & de nulle valeur; à condition toutefois, que l'état de la Réligion Catholique ſubſiſtera dans leſdits Païs & Bailliages, comme dans les Païs cy-deſſus cedés, en tout & par tout, tel qu'il étoit ſous la domination des Rois d'Eſpagne, ſans que ledit Seigneur Roi de Pruſſe y puiſſe rien changer. Sa Majeſté Très-Chrêtienne promet, de faire fournir la Ratification du Roi Catholique de cet Article & du 7. qui le précede, les deux contenant la ceſſion d'une partie du haut Quartier de Gueldre faite en faveur de Sa Majeſté Pruſſienne, & de la délivrer dans l'eſpace de deux mois, à compter du jour de la ſignature du préſent Traité.

C'eſt pourquoy ayant veu & examiné leſdits Articles, je les ai approuvés & ratifiés, comme en vertu de la préſente, je les approuve & ratifie, en la meilleure & plus ample forme que je puis; promettant en ma foi de ma parole Roiale, de les accomplir entiérement, ſuivant ce qui y eſt contenu & exprimé. Et à cet effet j'ay ordonné d'expedier la préſente ſignée de ma main, ſellée de mon Sceau ſecret & contreſignée par mon ſouſſigné Sécretaire d'Etat. Donné à Madrid le 2. de May mil ſept cens treize.

MOY LE ROY.

D. MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.

## CLV.

*Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye, par lequel Sa Maj. T. C. reſtitue à S. A. R. le Duché de Savoye, & le Comté de Nice: avec quelques Vallées, en échange deſquelles S. A. R. lui en cede quelques autres. Les Renonciations des Ducs de* BERRI *&* D'ORLEANS *à la Couronne d'Eſpagne avec les Lettres Patentes du Roi T. C. pour les autoriſer y ſont inſerées. Fait à Utrecht le* 11. *Avril* 1713. [Sur l'Imprimé à Paris chez *François Fournier* avec Privilege du Roi in 4. Ann. 1713.] 11. Avril.

SOIT notoire à tous préſents, & à venir, qu'aiant plû à Dieu après une très-longue, & très-ſanglante Guerre d'inſpirer à toutes les Puiſſances qui y ſont intereſſées, un ſincere déſir de la Paix, & du rétabliſſement de la tranquillité publique, les Négotiations commencées à Utrecht par les ſoins de la Séréniſſime & très-Puiſſante Princeſſe Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne, ont eſté par la prudente conduite de cette Princeſſe amenées au point de la concluſion d'une Paix Générale; à quoy déſirant de contribuer le Séréniſſime & très-Puiſſant Prince, Louïs XIV. par la grace de Dieu, Roy Très-Chrêtien de France, & de Navarre, qui durant la préſente Guerre, a toujours cherché les moyens de rétablir le repos général de l'Europe; & Son Alteſſe Royale Victor Amé ſecond, par la grace de Dieu Duc de Savoye, & de Monferrat, Prince de Piémont, Roi de Cipre, &c. ſouhaitant de concourir à un ouvrage ſi ſalutaire, de rentrer dans l'amitié, & l'affection du Roi Très-Chrêtien, toûjours diſpoſé à reprendre les ſentimens de bonté, qu'il a eu ci-devant pour Son Alteſſe Royale, & de reſſerrer les liens du ſang, qui l'uniſſent & ſa Maiſon à la Royale Maiſon de France, ont donné leurs Plein-Pouvoirs pour traiter, conclurre & ſigner la Paix; ſçavoir, Sa Majeſté Très-Chrêtienne au Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Géneral au Gouvernement du Duché de Bourgogne, & au Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Congrès d'Utrecht, & Son Alteſſe Royale de Savoye au Sieur Annibal Comte de Maffei, Gentilhomme de la Chambre, & premier Ecuïer de Sadite Alteſſe Royale, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice & Lazare, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, Général de Bataille dans ſes Armées, Son Envoié Extraordinaire auprès de Sa Majeſté Britannique, au Sieur Ignace Solar de Morette Marquis du Bourg, Gentilhomme de la Chambre de Sadite Alteſſe Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre

ANNO 1713.

dre des Saints Maurice & Lazare, Son Envoyé Extraordinaire auprès de Meſſieurs les Etats des Provinces-Unies des Pays-bas, & au Sieur Pierre Mellarede, Seigneur de la Maiſon Forte de Jordane, Conſeiller d'Etat de Sadite Alteſſe Royale, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrès d'Utrecht, leſquels après s'eſtre communiqué reſpectivement leurſdits Plein-pouvoirs, dont les Copies ſont inſerées mot à mot à la fin de ce préſent Traité, & après avoir fait l'Echange des Copies Authentiques d'iceux, ſont convenus des Articles ſuivants en préſence du Sieur Eveſque de Briſtol, & du Sieur Comte de Strafford Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la Reine de la Grande-Bretagne.

I. Il y aura à l'avenir, & pour toûjours une bonne, ferme, & inviolable Paix entre le Roy Très-Chrêtien, ſes Héritiers, Succeſſeurs, & ſon Royaume d'une part, & Son Alteſſe Royale de Savoye, ſes Héritiers, Succeſſeurs, & Etats de l'autre, & une ceſſation de tous Actes d'Hoſtilités par Terre, & par Mer ſans exception de lieux, ni de perſonnes.

II. Il y aura de part, & d'autre un oubly, & une amniſtie perpetuelle de toutes les Hoſtilités réciproquement commiſes pendant la préſente Guerre, ou à ſon occaſion, ſans qu'on puiſſe à l'avenir directement, ou indirectement en faire aucune recherche, par quelque voye ou ſous quelque prétexte que ce ſoit, ni en témoigner du reſſentiment, ni en prétendre aucune ſorte de reparation.

III. Le Roi Très-Chrêtien immédiatement après la Ratification du préſent Traité reſtituera à Son Alteſſe Royale de Savoye le Duché de Savoye, & le Comté de Nice avec leurs appartenances, dépendances, & annexes, pour les poſſeder à l'avenir comme Elle a fait avant cette Guerre, & généralement tous les Etats, & Lieux que les armes de Sa Majeſté ont occupé ſur Son Alteſſe Royale pendant cette Guerre ſans aucune reſerve, & les Places & Forts ſeront délivrés dans l'état où ils ſe trouvent préſentement; Ceux qui exiſtent avec toute l'Artillerie, & la quantité de Munitions de guerre qui s'y ſont trouvées lors qu'ils ont été occupés.

IV. Sa Majeſté Très-Chrêtienne pour Elle, ſes Héritiers, & Succeſſeurs cede, & tranſporte à Son Alteſſe Royale de Savoye, à ſes Héritiers, & Succeſſeurs irrevocablement, & à toûjours, les Vallées qui ſuivent, ſçavoir la Vallée de Pragelas, avec les Forts d'Exilles, & de Feneſtrelles, & les Vallées d'Oulx, de Sezane, de Bardonache, & de Chateau Dauphin, & tout ce qui eſt à l'eau pendante des Alpes du coſté du Piémont: Réciproquement Son Alteſſe Royale cede à Sa Majeſté Très-Chrêtienne & à ſes Héritiers & Succeſſeurs irrevocablement, & à toûjours la Vallée de Barcelonnette, & ſes dépendances; de maniére que les ſommités des Alpes, & Montagnes ſerviront à l'avenir de limites entre la France, le Piémont, & le Comté de Nice, & que les plaines qui ſe trouveront ſur leſdites ſommités, & hauteurs ſeront partagées, & la moitié avec les eaux pendantes du coſté du Dauphiné, & de la Provence, appartiendront à Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & celles du coſté du Piémont, & du Comté de Nice appartiendront à Son Alteſſe Royale de Savoye.

Pour eſtre à l'avenir les choſes ci-deſſus cedées, tenues, & poſſedées par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & par Son Alteſſe Royale de Savoye, leurs Héritiers, & Succeſſeurs en toute proprieté & Souveraineté, Régales, actions, juriſdiction, droit de patronage, nominations, prérogatives, & généralement tous autres Droits quelconques, ſans rien reſerver, & de la même maniére en tout, & avec les mêmes priviléges que Sa Majeſté Très-Chrêtienne & Son Alteſſe Royale de Savoye les ont poſſedées au commencement de cette Guerre: Dérogeant pour cet effet de part & d'autre, à toutes Loix, Coûtumes, Statuts, Conſtitutions, & Conventions, qui pourroient eſtre contraires, même à celles qui auroient eſté confirmées par ſerment, comme ſi elles étoient ici exprimées, auxquelles, & aux clauſes dérogatoires il eſt expreſſement dérogé par le préſent Traité pour l'entier accompliſſement deſdites ceſſions, leſquelles vaudront, & auront lieu pour exclure à perpetuïté toutes exceptions quelconques, ſous quelque titre, cauſe, ou prétexte qu'elles puiſſent eſtre fondées. Et à ce ſujet, les habitans & Sujets deſdites Vallées, & lieux ci-deſſus réciproquement cedés, ſont diſpenſés par le préſent Traité des ſerments de fidelité, foy & hommage qu'ils ont ci-devant preſtés à leurs Souverains reſpectifs avant la préſente ceſſion; leſquels ſerments demeurent nuls, & de nulle valeur. Les Sujets des lieux réciproquement cedés, ou qui y ont des Biens ou Droits, en auront la libre poſſeſſion & jouïſſance en quels lieux qu'ils habitent, ou du Royaume de France, ou des Etats de Son Alteſſe Royale, & auront la liberté d'en pouvoir percevoir les revenus, qu'ils pourront tranſporter où bon leur ſemblera, & de diſpoſer & contracter deſdits Biens & Droits entre vifs ou à cauſe de mort, & ils retiendront tous les mêmes Droits de ſucceſſion, & autres qu'ils ont eu juſques à preſent. Et pour plus grande validité des préſentes ceſſions, elles ſeront verifiées, & enregiſtrées réciproquement dans les Cours de Parlements, & Chambres des Comptes de Paris, & du Dauphiné, comme auſſi dans le Senat, & Chambre des Comptes de Turin, & Senat de Nice, & les expeditions en ſeront délivrées 3. mois après, à compter du jour de la Ratification du préſent Traité.

Et comme il n'a point eſté poſſible de régler par le préſent Traité les limites, & dépendances des ceſſions réciproquement faites ci-deſſus, on a trouvé bon de part & d'autre de renvoier ce réglement aux Commiſſaires, que les Parties nommeront dans l'eſpace de quatre mois du jour de la ſignature du préſent Traité, pour en convenir à l'amiable ſur les lieux.

V. Comme en conſequence de ce qui a eſté convenu, & accordé entre leurs Majeſtés Très-Chrêtienne & Catholique d'une part, & Sa Majeſté Britannique de l'autre, pour une des conditions eſſentielles de la Paix, le Sereniſſime & très-puiſſant Prince Philippe V., par la grace de Dieu, Roi Catholique des Eſpagnes & des Indes, a cedé & transporté à ſes Succeſſeurs l'Iſle & Royaume de Sicile, & Iſles en dépendantes, avec ſes appartenances & dépendances, nulle exceptée, en toute Souveraineté, en la forme, & maniére qui ſera ſpécifiée dans le Traité qui ſera conclu entre Sa Majeſté Catholique, & Son Alteſſe Royale de Savoye; le Roi Très-Chrêtien reconnoît, & déclare que ladite ceſſion de l'Iſle, & Royaume de Sicile, ſes appartenances & dépendances, faite par le Roi Catholique ſon Petit-fils à Son Alteſſe Royale de Savoye, eſt une des conditions de la Paix, & Sa Majeſté Très-Chrêtienne conſent, & veut qu'elle faſſe partie du préſent Traité, & ait la même force, & vigueur que ſi elle y étoit inſerée mot à mot, & qu'elle eût eſté ſtipulée par lui: Reconnoiſſant dès à preſent en vertu de ce Traité Son Alteſſe Royale de Savoye pour ſeul, & légitime Roy de Sicile; & pour mieux aſſurer l'effet de ladite ceſſion, Sa Majeſté Très-Chrêtienne promet en foy, & parole de Roy, tant pour Elle que pour ſes Succeſſeurs, de ne s'oppoſer jamais, ni faire aucune choſe contraire à ladite ceſſion, ni à ſon execution, ſous quelque prétexte, ou raiſon que ce puiſſe eſtre, mais au contraire de l'obſerver, & faire obſerver inviolablement, promettant toute aide, & ſecours envers, & contre tous pour cet effet, & pour ladite execution; comme auſſi pour maintenir, & garantir Son Alteſſe Royale de Savoye, & ſes Succeſſeurs en la paiſible poſſeſſion dudit Royaume conformément aux clauſes qui ſeront ſtipulées dans ledit Traité entre Sa Majeſté Catholique, & Son Alteſſe Royale de Savoye.

VI. Le Roi Très-Chrêtien conſent pareillement, & veut, que la reconnoiſſance, & la déclaration du Roi d'Eſpagne, qui au défaut des deſcendants de Sa Majeſté Catholique, aſſure la ſucceſſion de la Couronne d'Eſpagne & des Indes à Son Alteſſe Royale de Savoye, à ſes deſcendants mâles nés en conſtant & légitime mariage, aux Princes de la Maiſon de Savoye, & à leurs deſcendants mâles nés en conſtant & légitime mariage, à l'excluſion de tous autres, faſſe, & ſoit tenue pour une partie eſſentielle de ce Traité ſuivant toutes les clauſes ſpécifiées, & exprimées dans l'Acte fait par Sa Majeſté Catholique le 5. de Novembre 1712. paſſé, approuvé, & confirmé par les Etats ou Cortes d'Eſpagne par Acte du 9. dudit mois de Novembre, leſquels Actes du Roi d'Eſpagne & des Cortes ſeront inſerés dans le Traité qui ſera conclû entre Sa Majeſté Catholique, & Son Alteſſe Royale de Savoye, & doivent eſtre tenus pour exprimés ici, comme s'ils y étoient inſerés mot à mot. Les Renonciations que Monſeigneur le Duc de Ber-

ANNO 1713.

ry, & Monſeigneur le Duc d'Orleans ont faites pour eux, & leurs deſcendants pour toûjours à tous Droits, & eſperance de ſucceſſion à la Monarchie & Couronne d'Eſpagne des Indes, pour les raiſons, cauſes, & motifs contenus dans les Actes qu'ils ont paſſé le 19. & 24. Novembre 1722. & dont la teneur & les Lettres patentes du Roy Très-Chrêtien du mois de Mars dernier ſeront inſerés à la fin du préſent Traité, font, & ſeront de même à perpetuïté partie eſſentielle de ce Traité ; Sa Majeſté Très-Chrêtienne connoiſſant les motifs des ſuſdites reconnoiſſances, Déclarations, Renonciations, & Actes, & qu'ils ſont le fondement & la ſeureté de la durée de la Paix, promet pour Elle, ſes Succeſſeurs, & les Princes, qui ont fait leſdites Renonciations, & leurs Deſcendants, qu'ils ſeront inviolablement obſervés, & de n'y jamais contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu directement, ou indirectement, en tout ou en partie, de quelque maniére, ou par quelque voie que ce ſoit ; mais au contraire d'empêcher, qu'il n'y ſoit contrevenu par qui que ce ſoit, en quelque temps que ce ſoit, & pour quelques cauſes, raiſons, ou motifs que ce puiſſe eſtre : Sa Majeſté Très-Chrêtienne s'engageant pour Elle, & ſes Succeſſeurs de maintenir envers, & contre tous, nul excepté, le droit de ſucceſſion de Son Alteſſe Royale de Savoye, & des Princes de la Maiſon de Savoye à la Couronne d'Eſpagne & des Indes, conformément à la maniére dont il eſt établi par l'Acte fait par le Roy d'Eſpagne le 5. Novembre 1712., par celui des Etats ou Cortes d'Eſpagne du 9. Novembre 1712., & par les Renonciations de Monſeigneur le Duc de Berry, & de Monſeigneur le Duc d'Orléans, & autres Actes ſuſdits ; comme auſſi d'employer (le cas arrivant) ſes forces, entant que beſoin ſera, pour mettre en poſſeſſion de ladite ſucceſſion le Prince de la Maiſon de Savoye, à qui elle appartiendra ſuivant l'ordre de vocation, envers & contre tous ceux qui voudroient s'y oppoſer. Tous Actes, & Proteſtations qui pourroient avoir été, ou être faits contraires aux ſuſdites Déclarations, Renonciations, & Actes, & aux Droits reconnus, & établis en iceux, devant être cenſés, & reputés contraires à la ſeureté de la Paix & à la tranquilité de l'Europe, ſont par le préſent Traité déclarés nuls, & de nul effet à jamais.

VII. Pour aſſûrer davantage le repos public, & en particulier celui de l'Italie, il a été convenu, que les ceſſions faites par le feu Empereur Leopold à Son Alteſſe Royale de Savoye, par le Traité fait entre eux le 8. Novembre 1703., de la partie du Duché de Monferrat qui a été poſſedée par le feu Duc de Mantoüe, des Provinces d'Alexandrie, & de Valence avec toutes les Terres entre le Po & le Tanaro, de la Lumeline, de la Vallée de Seſia, & du Droit ou exercice de Droit ſur les Fiefs des Langhes, & ce qui concerne dans ledit Traité du 8. Novembre 1703. le Vigevanaſco, ou ſon équivalent, & les appartenances, & dépendances deſdites ceſſions reſteront dans leur force, & vigueur, fermes, & ſtables, & auront leur entier effet irrevocablement, nonobſtant tous Reſcrits, Décrets, & Actes contraires, ſans que Son Alteſſe Royale, & ſes Succeſſeurs puiſſent être troublés, ni moleſtés dans la poſſeſſion, & Droits, Traités, & Conventions que ce puiſſe être, & par qui que ce ſoit, non pas même par raport au Duché de Monferrat par ceux qui pourroient avoir Droit ou prétenſion ſur ledit Duché, leſquels prétendants ſeront indemniſés conformément à ce qui eſt porté par ledit Traité du 8. Novembre 1703. ; Sa Majeſté Très Chrêtienne promettant pour Elle, & ſes Succeſſeurs de ne point aſſiſter, ni favoriſer directement, ou indirectement aucun Prince, ou autre perſonne qui voudroit contrevenir auxdites ceſſions, s'obligeant au contraire, d'employer conjointement avec la Reine de la Grande-Bretagne ſes offices, & ſes forces pour le màintien, & la garantie du contenu au préſent Article, y compriſe la Province de Vigevano. La Sentence arbitrale rendûe par les Arbitres Compromiſſaires le 27. Juin 1712. devant au ſurplus reſter dans ſa force, & vigueur, & les meſures être priſes dans ſix mois par l'Arbitrage des Puiſſances garantes du Traité du 8. Novembre 1703. pour le payement des créances de Son Alteſſe Royale de Savoye.

VIII. Comme par les incidents, & le ſort de la guerre, les Etats de Son Alteſſe Royale de Savoye ſont ouverts de toutes parts ; Il a été trouvé bon que les choſes n'étant plus dans l'état, où elles étoient lors des précedens Traités de Paix & d'Alliance, ſadite Alteſſe Royale puiſſe fortifier ſes Frontiéres pour la ſeureté de ſes Etats, qui peut beaucoup contribuer à la ſeureté, & à la tranquilité de l'Italie ; & il ſera libre à Son Alteſſe Royale de faire telles Fortifications que bon lui ſemblera dans tous les Lieux, & endroits qui lui ont été cedés de part, & d'autre par leſdits Traités, nonobſtant toutes Conventions, & promeſſes précedentes à ce contraires.

ANNO 1713.

IX. Son Alteſſe Royale de Savoye ayant demandé que le Prince de Monaco reconnoiſſe tenir de ſon Domaine direct Menton, & Rocabruna, & qu'il en prenne les Inveſtitures d'Elle, de la maniére que Son Alteſſe Royale prétend que l'ont fait les Prédeceſſeurs de ce Prince ; Il a été convenu que l'on s'en rapportera reſpectivement à l'Arbitrage de leurs Majeſtés Très-Chrêtienne, & Britannique, qu'Elles donneront ſix mois après la ſignature du préſent Traité : Et pour cet effet les Parties repréſenteront leurs raiſons, & leurs titres, dans l'eſpace de 3. mois, à ceux qui ſeront députés par leurſdites Majeſtés à Paris.

X. Le Commerce ordinaire d'Italie ſe fera, & maintiendra comme il étoit établi du temps de Charles Emanuel II. Pere de Son Alteſſe Royale, & l'on fera obſerver, & pratiquer, en tout & par tout, entre le Royaume, & toutes les parties des Etats de Sa Majeſté, & ceux de Son Alteſſe Royale ce qui ſe faiſoit, obſervoit, & pratiquoit en tout du vivant dudit Charles Emanuel II. par le Chemin de Suze, la Savoye & Pont de Beau-voiſin, & par Ville-Franche, chacun païant les Droits, & Doüanes de part, & d'autre. Les Baſtimens François paieront auſſi l'ancien Dace (communément appellé Droit de Ville-Franche) comme il ſe pratiquoit du temps du Duc Charles Emanuel, à quoi il ne ſera plus faite aucune oppoſition par qui que ce ſoit, comme l'on en pourroit avoir fait juſqu'à préſent. Les Couriers & les Ordinaires de France paſſeront comme auparavant par les Etats de Son Alteſſe Royale, & en obſervant le Réglement paieront les Droits pour les Marchandiſes dont ils ſeront chargés.

XI. Le Roi Très-Chrêtien acquieſçant à la demande que ſon Alteſſe Royale lui a fait faire, & pour lui donner en tout des preuves de ſa ſincere amitié, conſent que Son Alteſſe Royale puiſſe vendre les Terres, Biens, & effets qu'Elle a dans le Royaume de France en Poitou, & en Bugey, ſans qu'il y puiſſe eſtre formé aucun empeſchement de ſa part, ni par ſes Officiers, Sadite Majeſté ſe départant à ces fins en faveur de Sadite Alteſſe Royale, & de ſes Succeſſeurs, ou de leurs acquereurs, de tous les Droits qu'Elle pourroit avoir, & prétendre à l'avenir ſur leſdites Terres qui ſont en Bugey, & qui appartiennent de préſent à Son Alteſſe Royale, à laquelle au beſoin Sa Majeſté cede la proprieté irrevocable deſdites Terres pour Elle, & ſes Succeſſeurs Ducs de Savoye, & leurs acquereurs, qui auront une pleine ſeureté à l'égard de Sa Majeſté ſans autre Patente, & en vertu ſeulement de ce préſent Traité.

XII. Main levée eſt reſpectivement accordée des Biens & effets ſaiſis, & confiſqués à l'occaſion de la guerre ſur les Vaſſaux, & Sujets reſpectifs en quelques lieux qu'ils ſoient ſitués ; & à cet effet toutes repreſailles, ſaiſies, & confiſcations, & les dons, & conceſſions d'icelles ſont & demeurent anéantis, de même que les arrentements, deſdits biens, & les Fermes échuës après la ſignature de ce Traité ſeront paiées aux Proprietaires.

XIII. Les Jugements rendus en contradictoire des Parties qui ont reconnu des Juges, & ont eſté légitimement défenduës, tiendront, & ne ſeront les Condamnés reçûs à les contredire, ſinon par les voies ordinaires.

XIV. Les Sujets de Son Alteſſe Royale qui ont fait des fournitures, prets, avances pour le ſervice de Sa Majeſté, ou à ſes Entrepreneurs, Partiſans, Commis, ou emploiés à ſon ſervice, ou pour l'entretien de ſes Troupes, Officiers, & Soldats, ſerons paiés en brief terme ſur les recepiſſés, ou obligations qu'ils repréſenteront, & Sa Majeſté leur fera à cet égard rendre bonne, & briéve Juſtice ; Son Alteſſe Royale en fera uſer de même en tout à l'égard des Sujets de Sa Majeſté.

XV.

ANNO 1713.

XV. Tous les Prisonniers de guerre, & les Sujets respectifs détenus en quelque lieu que ce soit pour cause de la Guerre, seront de part & d'autre, en vertu de la Paix, dès aussi-tôt mis en liberté.

XVI. Les Articles des Traités de Munster, des Pirenées, de Nimegue, de Ryswick, & autres qui regardent Son Altesse Royale de Savoye, & celui de Turin de 1696., seront gardés, & observés autant qu'il n'y est point dérogé par le présent Traité, comme s'ils étoient stipulés, & inserés ici mot à mot, & notamment à l'égard des Fiefs qui regardent Son Altesse Royale, nonobstant tous Rescrits, Décrets, & Provisions donnés au contraire.

XVII. Tous ceux qui seront nommés dans l'espace de 6. mois par le Roy Très-Chrêtien, & par Son Altesse Royale de Savoye seront compris dans le présent Traité, pourveu que ce soit d'un commun consentement.

XVIII. Et afinque le présent Traité soit inviolablement observé, Sa Majesté Très-Chrêtienne, & Son Altesse Royale promettent de ne rien faire contre, & au préjudice d'icelui, ni souffrir être fait directement, ou indirectement, & si fait étoit, de le faire reparer sans aucune difficulté, ni remise, & Elles s'obligent respectivement à son entiére observation; & sera le présent Traité confirmé avec des termes convenables, & efficaces dans tous ceux que Sa Majesté Très-Chrêtienne fera avec les Puissances Alliées.

XIX. Sera le présent Traité approuvé, & ratifié par Sa Majesté Très-Chrêtienne, & par Son Altesse Royale, & les Lettres de Ratification seront échangées, & délivrées respectivement dans le terme d'un mois, ou plustôt s'il est possible, à Utrecht, cependant toutes hostilités cesseront de part & d'autre dès à présent.

*Ici doivent être insérées de mot à mot les* (1) *Renonciations du Duc de Berri, du* 19. *Novembre* 1712. *& du Duc d'Orleans, du* 24. *du même Mois, avec les Lettres patentes du Roi T. C. du Mois de Mars* 1713.

En foi de quoi nous Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrêtien & de Son Altesse Royale de Savoye, & en vertu de nos Plein-Pouvoirs avons signé le présent Traité, & avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1723.

(L.S.) HUXELLES. (L.S.) LE C. MAFFEI.
(L.S.) MESNAGER. (L.S.) SOLAR DU BOURG
(L.S.) P. MELLAREDE.

*Plein-pouvoir de Sa Majesté T. C.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conferences qui se tiennent à Utrecht, pour contribuer de tout nôtre pouvoir, au retablissement d'une Paix sincere & solide, entre Nous & les Princes & Estats; qui sont encore contre nous en guerre; & que par la misericorde Divine, il y a lieu d'esperer qu'elles se termineront heureusement: Et voulant encore apporter tous nos soins par les moyens les plus promts pour avancer un bien aussi desirable, & pour faire cesser au plutôt la desolation de tant d'Estats, & arrêter l'effusion du Sang Chrestien; Nous confiant entierement en la capacité, experience, zele, & fidelité pour notre Service, de nôtre très-cher & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne: Et de nôtre cher & bien amé le Sieur Mesnager, Chevalier de nôtre Ordre de Saint Michel, Pour ces Causes & autres bonnes Considerations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé, & par ces presentes signées de notre main, commetons, ordonnons & deputons lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles & Mesnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission, & Mandement special en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, de conferer, negocier, & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre très-cher & très-amé Frere le Duc de Savoye, revêtus de Pouvoirs en bonne forme de la part de notre dit Frere, arrester, conclure, & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions; que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires aviseront bon estre; Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux, par maladie ou par quelque autre cause legitime l'autre ait le meme Pouvoir de conferer, negocier, traiter, arrester, conclure & signer tels Traitez, Articles, & Conventions, qui conviendront au bien de la Paix que nous nous proposons; En sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Negociation de la Paix avec notre dit Frere le Duc de Savoye, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous etions presens en Personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus special, non contenu en cesdites presentes. Prometant en foy & parole de Roy, d'avoir agreable, tenir ferme, stable à toujours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que lesdits Sr. Maréchal d'Huxelles, & Mesnager, ou l'un d'entre eux, dans lesdits cas d'absence ou de maladie, auront stipulé, promis, & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelques causes, ou sous quelques pretextes que ce puisse estre; Comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire delivrer pour estre echangées dans le temps dont il sera convenu par les Traitez à faire; Car tel est nostre plaisir. En temoin de quoy nous avons fait mettre notre Scel à ces présentes. Donné à Versailles le quatriéme jour de Mars l'an de grace mille sept cens treize, & de nôtre Regne le soixante dixiéme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et sur le Reply.*

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé.

*Ratification du Roi T. C. Donnée à Versailles le* 18. *d'Avril* 1713.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Aiant vû & examiné le Traité de Paix conclu, arresté, & signé en nostre nom le 11. du présent mois d'Avril par nostre très-cher, & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nostre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne, & nostre cher, & bien amé le Sieur Mesnager, Chevalier de nostre Ordre de St. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que nous leur en avions donné pour cet effet, avec le Sieur Annibal, Comte de Maffei, Gentilhomme de la Chambre, & premier Ecuyer de nostre très-cher, & tres-amé Frere le Duc de Savoye, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice, & Lazare, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, General de Bataille dans ses Armées, son Envoyé Extraordinaire auprés de la Reine de la Grande-Bretagne; le Sieur Ignace Solar de Morette, Marquis du Bourg, Gentilhomme de la Chambre de nostre dit Frére, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre des Sts. Maurice & Lazare, son Envoyé Extraordinaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas; Et le Sieur Pierre Mellarede, Seigneur de la Maison Forte de Jordane, son Conseiller d'Etat, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nostre dit Frere pareillement munis de ses Pleins-pouvoirs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous aiant agreable le susdit Traité de Paix en tous, & chacun des Points, & Articles qui y sont

(1) Voyez les ci devant sous leurs propres Dates. On les omet ici pour éviter la Repetition.

ANNO 1713.

ſont contenus & declarés, avons iceux, tant pour Nous, que pour nos Héritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; Et par ces préſentes, ſignées de noſtre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy, & parole de Roi ſous l'obligation, & Hypothéque de tous, & un chacun nos biens préſents, & avenir, garder, obſerver inviolablement, ſans aller jamais, ni venir au contraire directement, ou indirectement, en quelque ſorte & maniére que ce ſoit. En témoin de quoi nous avons fait mettre noſtre Sçel à ces Préſentes. Donné à Verſailles le 18. Avril l'an de grace 1713., & de noſtre Regne le ſoixante-dixiéme.

*Signé*,

LOUIS:

*Et plus bas*,

Par le Roy,

COLBERT.

Et Scellé en queüe.

*Ratification de Son Alteſſe Royale.*

VICTOR AME' II., par la grace de Dieu, Duc de Savoye, & Monferrat, Prince de Piémont, Roi de Chypre &c. à tous ceux qui ces préſentes verront, SALUT. Ayant vû le Traité de Paix que le Comte Maffei de la Religion des Saints Maurice, & Lazare, nôtre premier Ecuyer, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, Général de Bataille dans nos Armées, & nôtre Envoyé Extraordinaire auprès de Sa Majeſté Britannique, le Marquis du Bourg Gentilhomme de noſtre Chambre, Chevalier Grand Croix de la dite Religion des Saints Maurice, & Lazare, & noſtre Envoyé Extraordinaire auprès de LL. HH. PP. Meſſieurs les Etats Généraux, & noſtre Conſeiller d'Etat Mellarede, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires au Congrès d'Utrecht, en vertu du Plein-pouvoir que nous leur en avons donné; ont conclû, arreſté, & ſigné le 11. de ce mois dans ladite Ville d'Utrecht avec Monſieur le Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & ſon Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Monſieur Meſnager Chevalier de l'Ordre de St. Michel Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de Sadite Majeſté an ſuſdit Congrès d'Utrecht, munis pareillement du Plein-pouvoir néceſſaire, duquel Traité ſuit la teneur.

*Fiat Inſertio.*

Nous ayant agréable le ſuſdit Traité en tous, & un chacun des Points qui y ſont contenus & déclarés, avons icelui accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foi, & parole de Prince garder, & obſerver inviolablement, ſans aller, ni venir au contraire directement, ou indirectement, ni permettre, qu'il y ſoit contrevenu en quelque ſorte, & maniére que ce ſoit. En temoin dequoy nous avons ſigné ces preſentes de noſtre main, icelles fait contreſigner par le Marquis de St. Thomas noſtre Miniſtre, & premier Sécretaire d'Etat, & y fait appoſer le Seel de nos armes: Données à Turin le 25. Avril 1713.

Signé,

V. AMEDE'E.

Contreſigné de

ST. THOMAS.

Et Scellé en queüe.

## CLVI.

11. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-bas, par lequel on convient que les Couronnes de France & d'Eſpagne demeureront à jamais ſeparées ſans pouvoir eſtre unies en une même perſonne; Que ledit Roi T. C. remetra auxdits Etats Generaux tous les* Païs-bas *appellés* Eſpagnols *pour les rendre à la Maiſon d'*AUTRICHE, *nonobſtant les Pretentions que pourroit y avoir l'Electeur de Bavicre, lequel ſera obligé d'y renoncer, le Roi T. C. y cede auſſi la Ville de* Tournai *avec quelques autres Places & Lieux: Leurs Hautes Puiſſances lui rendent* Lille, *le Roi de* PRUSSE *garde la Ville de* Gueldres, *avec certains Bailliages; & quelques autres Stipulations ſuivent celles-là, à l'égard de l'Etat de le Religion dans l'Empire, & de la Forteresſe de Rhynfelds. Fait à Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. *S'enſuivent divers* ARTICLES SEPARE'S, *ou Declarations, avec les Plein-pouvoirs, & Ratifications de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 1. Copie imprimée à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi. in 4. Ann. 1713.]

ANNO 1713.

*Au nom de la Très-Sainte Trinité.*

A tous préſens & à venir ſoit notoire, que pendant le cours de la plus ſanglante Guerre, dont l'Europe ait été affligée depuis long-tems, il a plu à la Divine Providence de préparer à la Chrêtienté la fin de ſes maux en conſervant un ardent déſir de la Paix dans le cœur de Très-haut, Très-excellent, & Très-Puiſſant Prince Loüis XIV., par la Grace de Dieu, Roy Très-Chrêtien de France & de Navarre; Sa Majeſté Très-Chrêtienne, n'ayant d'ailleurs en vûe que de la rendre ſolide & perpetuelle par l'équité de ſes conditions; & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſouhaitant de concourir de bonne foy, & autant qu'il eſt en eux, au retabliſſement de la tranquilité publique, & de rentrer dans l'ancienne amitié & affection de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ont conſenti que la Ville d'Utrecht fut choiſie pour y traiter de Paix, & que pour y parvenir Sa Majeſté Très-Chrêtienne auroit nommé pour ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires, le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de ſes Ordres, & ſon Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; & le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel; & les Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſum, & Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaiſtre, Sénateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Hemrades de Schielandt, Dyckgraef du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc, & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du reſſort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Wreedewold, & Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zeelande, d'Utrecht, de Friſe, de Groningue & Ommelanden. Leſquels après le cours d'une longue Négociation, dans laquelle les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la très-Haute, très-Puiſſante & très-Excellente Princeſſe, la Reyne de la Grande-Bretagne, n'ont point ceſſé d'employer leurs ſoins infatigables pour l'amener au point d'une concluſion de Paix générale, ſuivant le déſir que cette Princeſſe a toûjours eu de procurer le rétabliſſement de la tranquilité de l'Europe, ſont enfin parvenus à convenir des conditions dont la teneur s'enſuit, ce qu'ils ont fait après avoir imploré l'aſſiſtance Divine & s'être communiqué reſpective-

ANNO 1713.

tivement leurs Plein-pouvoirs, dont les Copies seront inserées de mot à mot à la fin du présent Traité, & en avoir dûment fait l'échange.

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté Très-Chrêtienne, & ses Successeurs Roys de France & de Navarre, & ses Royaumes, d'une part, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Païs-bas d'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle & inviolable, & cesseront ensuite & seront délaissés tous actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres, Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception de Lieux ou de Personnes.

II. Il y aura un oubli & amnistie générale de tout ce qui a été commis de part & d'autre à l'occasion de la derniére Guerre, soit par ceux qui étant nés Sujets de la France, & engagés au service du Roy Très-Chrêtien par les Emplois & biens qu'ils possedoient dans l'étenduë de la France, sont entrés & demeurés au service des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ou par ceux qui étant nés Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux, ou engagés à leur service par les emplois & biens qu'ils possedoient dans l'étenduë des Provinces-Unies, sont entrés ou demeurés au service de Sa Majesté Très-Chrêtienne, & les susdites Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissés & rétablis en la possession & jouïssance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignités, Priviléges, Franchises, Droits, exemptions, Constitutions & Libertés, sans pouvoir être recherchés, troublés ny inquiétés en général, ny en particulier, pour quelque cause ou prétexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de la dite Guerre, & en conséquence du présent Traité, & après qu'il aura été ratifié tant par Sa Majesté Très-Chrêtienne, que par lesdits Seigneurs Estats Généraux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouïssance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer de telle maniére que bon leur semblera.

III. Et si quelques prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche, dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent, dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris & à la Haye; lesdites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre après le terme préfix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Estats Généraux, & leurs Sujets & Habitans réciproquement, une sincere, ferme & perpetuelle amitié & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages, qu'ils ont receus tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

V. Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Estats Généraux procureront & avanceront fidellement le bien & la prosperité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistances réelles en toutes occasions & en tous tems; & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traités ou Négotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront & en donneront avis réciproquement avec soin & sincerité aussi-tôt qu'ils en auront connoissance.

VI. Ceux sur lesquels quelques biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de ladite Guerre, leurs Héritiers ou ayant cause, de quelque condition ou Religion qu'ils puissent être, jouïront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au Fisc, engagemens, dons en faits, Sentences préparatoires ou définitives données par défaut & contumace en l'absence des Parties, & icelles non ouïes, Traités, Accords & Transactions, quelques Rénonciations qui ayent été mises és dites Transactions pour exclure de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir; & tous & chacuns Biens & Droits, qui conformément au présent Traité seront restitués, ou doivent être restitués réciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs ou ayant cause, pourront être vendus par lesdits Proprietaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce consentement particulier; & ensuite les Proprietaires des rentes qui de la part des Fisces seront constitués en lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions, étant à la charge des Fisces respectivement, pourront disposer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens.

VII. En contemplation de cette Paix, Sa Majesté Très-Chrêtienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Généraux en faveur de la Maison d'Autriche tout ce que Sa Majesté Très-Chrêtienne, ou le Prince, ou les Princes ses Alliez, possedent encore des Païs-bas communement appellez Espagnols, tels que feu le Roy Catholique Charles II. les a possedez, ou dû posseder conformément au Traité de Ryswick, sans que Sa Majesté Très-Chrêtienne, ni le Prince, ou les Princes ses Alliez, s'en reservent aucuns Droits, ou prétentions directement, mais que la Maison d'Autriche entrera en la possession desdits Païs-bas Espagnols pour en jouïr désormais & à toujours pleinement & paisiblement selon l'ordre de succession de ladite Maison, aussi-tôt que les Seigneurs Etats en seront convenus avec Elle, de maniére dont lesdits Païs-bas Espagnols leur serviront de Barriere & de seureté.

Bien entendu que du haut Quartier de Gueldre, le Seigneur Roy de Prusse retiendra tout ce qu'il y possede & occupe actuellement, sçavoir la Ville de Gueldre, la Préfecture, le Bailliage, & le Bas Bailliage de Gueldre, avec tout ce qui y appartient & en dépend, comme aussi spécialement les Villes, Bailliages & Seigneuries de Strahlen, Wachtendonck, Middelaar, Walbeeck, Aertsen, Afferden & de Weel, de même que Racy & kleyn Kavelaer, avec toutes leurs appartenances & dépendances. De plus il sera remis à Sa Majesté le Roy de Prusse, l'Ammanie de Kriekenbeck, avec tout ce qui y appartient & le Païs de Kessel; pareillement avec toutes les appartenances & dépendances, & généralement tout ce que contient ladite Ammanie & ledit district, sans en rien excepter, si ce n'est Erklens, avec ses appartenances & dépendances, pour le tout appartenir à Sa Majesté Prussienne, & aux Princes, ou Princesses ses Héritiers ou Successeurs, avec tous les Droits, Prérogatives, revenus & avantages de quelque nom qu'ils puissent être appellez, en la même qualité & de la même maniére, que la Maison d'Autriche, & particulierement le feu Roy d'Espagne les a possedez, toutefois avec les charges & Hypothéques, & en conséquence les Etats Généraux retireront leurs Troupes des endroits cy-dessus nommez, où il y en pourroit avoir, & déchargeront du serment de fidelité les Officiers tant civils, qne des Comptoirs des Péages & autres, au moment de l'évacuation, qui se fera aussi-tôt après la Ratification du présent Traité.

Il a été encore convenu qu'il sera reservé dans le Duché de Luxembourg, ou dans celuy de Limbourg, une terre de la valeur de trente mille écus de revenu par an, qui sera érigée en Principauté en faveur de la Princesse des Ursins & de ses Héritiers.

VIII. En conséquence de cela, Sa Majesté Très-Chrêtienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Généraux, en faveur comme cy-dessus, immédiatement après la Paix & au plûtard en quinze jours après l'échange des Ratifications, le Duché, Ville & Forteresse du Luxembourg avec le Comté de Chiny; le Comté, Ville & Château de Namur, comme aussi les Villes de Charleroy & de Nieuport avec toutes leurs appartenances, dépendances, annexes & enclavemens, & tout ce qui outre cela pourroit encore appartenir auxdits Païs-bas Espagnols, définis comme cy-dessus, en l'état auquel le tout se trouve à présent; avec les Fortifications, sans en rien changer, qui s'y trouvent actuellement, & avec tous

ANNO 1713.

tous les Papiers, Lettres, Documens & Archives, qui concernent leſdits Païs-bas, ou quelque partie d'iceux.

IX. Et comme Sa Majeſté Catholique a cedé & tranſporté en pleine Souveraineté & proprieté ſans aucune reſerve ni retour, à Son Alteſſe Electorale de Baviere leſdits Païs-bas Eſpagnols, Sa Majeſté Très-Chrêtienne promet & s'engage de faire donner un Acte de Sadite Alteſſe Electorale dans la meilleure forme, par lequel, Elle, tant pour Elle-meſme, que pour les Princes ſes Hoirs, & Succeſſeurs nez & à naître, cede & tranſporte aux Seigneurs Etats Généraux en faveur de la Maiſon d'Autriche tout le Droit que ſon Alteſſe Electorale peut avoir, ou prétendre ſur leſdits Païs-bas Eſpagnols, ſoit en tout, ou en partie, tant en vertu de la ceſſion de Sa Majeſté Catholique, qu'en vertu de quelqu'autre Acte, Titre, ou prétention que ce puiſſe être, & par lequel Acte Sadite Alteſſe Electorale reconnoiſſe la Maiſon d'Autriche pour légitimes & Souverains Princes deſdits Païs-bas, ſans aucune reſtriction, ou reſerve, & décharge & diſpenſe abſolument tous & un chacun des Sujets deſdits Païs-bas, qui lui ont preſté ſerment de fidelité, ou fait hommage; lequel Acte de ceſſion de ſon Alteſſe Electorale ſera remis comme l'on en eſt convenu, à la Reine de la Grande-Bretagne le même jour que les Ratifications du préſent Traité doivent être échangées.

Bien entendu que l'Electeur de Baviere retiendra la Souveraineté & les revenus du Duché & Ville de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de leurs dépendances, appartenances, annexes & enclavemens (ſauf le payement des rentes conſtituées & hypothéquées ſur leſdits revenus) juſqu'à ce que ſon Alteſſe Electorale ait été retablie dans tous les Etats qu'Elle poſſedoit dans l'Empire avant la Guerre préſente, à l'exception du haut Palatinat, & qu'Elle aura été miſe dans le rang de neuviéme Electeur, & en poſſeſſion du Royaume de Sardaigne, du titre de Roy; comme auſſi ſon Alteſſe Electorale & pendant le tems qu'Elle gardera la Souveraineté des ſuſdits Païs, pourra tenir ſes Troupes dans les dépendances du Duché de Luxembourg, leſquelles Troupes n'excederont pas le nombre de ſept mille Hommes, & qu'aucunes Troupes des Seigneurs Eſtats Généraux, ou de leurs Alliez, excepté celles que leſdits Eſtats Généraux enverront pour les Garniſons des Places de Luxembourg, Namur, & Charleroy, ne pourront paſſer, loger, ny ſejourner dans les dépendances des Païs, dont ſon Alteſſe Electorale doit garder la Souveraineté, comme il eſt dit cy-deſſus; il ſera cependant permis aux Eſtats Généraux de faire voiturer, ſans aucun empêchement ni oppoſition quelconque, toutes ſortes de Munitions de bouche & de guerre dans la Ville de Luxembourg, qu'ils trouveront néceſſaire. On eſt auſſi convenu que l'Electeur de Baviere conſervera la Souveraineté & les revenus de la Ville & Duché de Luxembourg & de leurs dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, juſqu'à ce qu'il ait été dédommagé de ſes prétentions à l'égard du Traité d'Ilmersheim; & l'on eſt convenu que ce dédommagement ſera réglé par les Arbitres, dont on conviendra & du nombre deſquels la Reyne de la Grande-Bretagne a conſenti d'être. Et ce réglement ſe fera par leſdits Arbitres le plûtôt qu'il ſera poſſible. Sa Majeſté Très-Chrétienne fera ſortir l'Acte de ceſſion de Son Alteſſe Electorale ſon plein & entier effect; & pour encore plus de ſeureté, Sa Majeſté Très-Chrêtienne promet de faire en ſorte, que Sa Majeſté Catholique approuvera autant que de beſoin, ladite ceſſion de Alteſſe ſon Electorale dans ſon Traité, tant avec Sa Majeſté Britannique qu'avec les Seigneurs Etats Généraux.

X. Cependant quoyque l'Electeur de Baviere demeure en poſſeſſion de la Souveraineté, & des revenus de la Ville & Duché de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de leurs dépendances, comme il eſt dit cy-deſſus; On eſt convenu que Sa Majeſté Très-Chrêtienne retirera toutes ſes Troupes de la Ville & Duché de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de toutes leurs dépendances, immédiatement après la Paix, & au plûtard en quinze jours après l'échange des Ratifications du préſent Traité, qu'Elle fera en ſorte que Sadite Alteſſe Electorale en retirera auſſi en même tems toutes les ſiennes (excepté des dépendances du Duché de Luxembourg) & celles qu'il pourroit y avoir de l'Electeur de Cologne ſon Frére, ſans aucune exception, & que la Ville & Forteresſe de Luxembourg, la Ville & Chateau de Namur, comme auſſi la Ville de Charleroy, ſeront cependant gardez par les Troupes des Seigneurs Etats Généraux, leſquelles y entreront immédiatement après la Paix, & au plûtard en quinze jours après l'échange des Ratifications. On eſt convenu auſſi que les Troupes deſdits Seigneurs Etats y ſeront logées & traitées conformément au réglement fait ſur ce ſujet après la Paix de Ryſwick avec Sadite Alteſſe Electorale alors Gouverneur Général deſdits Païs-bas, comme auſſi que la Ville & Duché de Luxembonrg, la Ville & Comté de Namur. & la Ville de Charleroy, & leurs dépendances, contribueront leur quote part d'un million de florins monnoye de Hollande, qui doit être aſſigné par an auxdits Seigneurs Etats Généraux ſur les meilleurs, & les plus clairs revenus deſdits Païs-bas Eſpagnols pour l'entretien de leurs Troupes, & des Fortifications des Villes & Places de leurs Barrieres; les Etats Généraux de leur côté s'engagent & promettent que leurs Troupes ne troubleront en aucune maniére l'Electeur de Baviere dans la poſſeſſion de la Souveraineté, & des revenus deſdites Villes & Païs pour tout le tems qu'il en doit joüir.

XI. Sa Majeſté Très-Chrêtienne cede aux Seigneurs Etats Généraux, tant pour Elle même que pour les Princes ſes Hoirs & Succeſſeurs, nez & à naître, & ce en faveur de la Maiſon d'Autriche, tout le Droit qu'Elle a eu, ou pourroit avoir ſur la Ville de Menin avec toutes ſes Fortifications, & avec ſa Verge, ſur la Ville & Citadelle de Tournay avec tout le Tournaiſis, ſans ſe rien reſerver de ſon Droit là-deſſus, ni ſur aucune de ſes dépendances, appartenances, annexes ou enclavemens; mais cede abſolument ces Villes & Places avec tous leurs territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, & avec tous les mêmes Droits en tout que Sa Majeſté Très-Chrêtienne les a poſſedées avant cette Guerre, excepté que St. Amant avec ſes dépendances, & Mortagne ſans dépendances, reviendront & demeureront à Sa Majeſté Très-Chrêtienne; à condition néantmoins qu'il ne ſera pas permis de faire à Mortagne aucunes Fortifications, ni Ecluſes de quelque nature qu'elles puiſſent être; On eſt auſſi convenu que le Prince d'Epinoy rentrera en poſſeſſion de la Terre d'Antoing en vertu du préſent Traité, à condition que la Maiſon de Ligne pourra pourſuivre ſes Droits ou prétenſions ſur ladite Terre devant les Juges competens. Les Seigneurs Etats Généraux promettent qu'ils rendront les Villes, Places, Territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, que Sa Majeſté Très-Chrêtienne leur cede par cet Article, à la Maiſon d'Autriche, auſſi-tôt que les Seigneurs Etats en ſeront convenu avec ladite Maiſon, laquelle en joüira alors irrevocablement & à toûjours.

XII. Sa Majeſté Très-Chrêtienne tant pour Elle meſme que pour les Princes ſes Héritiers & Succeſſeurs nez, & à naître, cede auſſi en faveur de la Maiſon d'Autriche tout le Droit qu'elle a ſur Furnes, Furner Ambagt, y compris les huit Paroiſſes & le Fort de Knoque, les Villes de Loo & Dixmuyden avec leurs Dépendances, Ypres avec ſa Chaſtellenie, (Rouſſelaer y compris) & avec les autres dépendances, qui ſeront déſormais Poperingue, Warneton, Commines, Warwich, ces trois derniéres Places pour autant qu'elles ſont ſituées du coſté de la Lys vers Ypres, & ce qui dépend des Lieux cy-deſſus exprimez, ſans que Sa Majeſté Très-Chrêtienne ſe reſerve aucun Droit ſur leſdites Villes, Places, Forts, & Païs, ni ſur aucune de leurs appartenances, dépendances, annexes ou enclavemens.

Auſſi ſera Sa Majeſté Trés-Chrêtienne, immediatement après la Paix, & au plûtard en quinze jours aprés l'échange des Ratifications, évacuer & remettre aux Seigneurs Etats Généraux toutes leſdites Villes, Places, Forts, & Païs avec toutes leurs appartenances, dépendances, annexes & enclavemens, ſans en rien excepter, le tout de la même maniére que Sa Majeſté Très-Chrêtienne les poſſede maintenant avec les Fortifications, comme elles ſont, ſans y rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Archives, & Documens, qui concernent leſdites Villes, Places, Forts, leurs dépendances, appartenances, & enclavemens, afin que leſdits Seigneurs

ANNO 1713.

gneurs Etats puiſſent rendre toutes ces Villes, Places, Forts & Païs, avec toutes leurs appartenances, annexes, & enclavemens, à la Maiſon d'Autriche auſſi-tôt qu'ils en ſeront convenu avec Elle, laquelle en jouïra irrevocablement, & à toûjours.

XIII. La Navigation de la Lis, depuis l'embouchure de la Deule en remontant, ſera libre, & il ne s'y établira aucun péage, ni impoſition.

XIV. On eſt auſſi convenu qu'aucune Province, Ville, Fort ou Place deſdits Païs-bas Eſpagnols, ny de ceux qui ſont cedez par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ſoient jamais cedez, tranſportez, ni donnez, ni puiſſent échoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince, ou Princeſſe de la Maiſon ou Ligne de France, ſoit en vertu de quelque don, vente, échange, convention Matrimoniale, ſucceſſion par Teſtament, ou ab inteſtat, ou ſous quelqu'autre titre que ce puiſſe être, ni être mis, de quelque maniére que ce ſoit, au pouvoir, ni ſous l'autorité du Roy Très-Chrêtien, ni de quelque Prince ou Princeſſe de la Maiſon ou Ligne de France.

XV. Leſdits Seigneurs Etats Généraux remettront à Sa Majeſté Très-Chrêtienne la Ville & Citadelle de Lille avec toute Sa Châtellenie ſans aucune exception, Orchies, le Païs de Laleu & le Bourg de la Gourgue, les Villes & Places d'Aire, Bethune & St. Venant avec le Fort François, leurs Bailliages, Gouvernances, appartenances, dépendances, enclavemens, & annexes, le tout ainſi qu'il a été poſſedé par le Roy Très-Chrêtien avant la préſente guerre; leſquelles Villes, Places & Forts, ſeront évacuez immediatement après la Paix, & au plûtard en quinze jours après l'échange des Ratifications du préſent Traité, avec toutes les Fortifications, dans l'état où elles ſe trouvent à préſent, ſans en rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Documens, Archives, & particulierement avec ceux de la Chambre des Comptes de Lille, & s'il y en avoit eu quelques-uns de détournez, on les raportera de bonne foy; bien entendu que leſdits Seigneurs Etats Généraux ne ſeront point tenus à aucun dédommagement pour ce dont le Roy Très-Chrêtien pourroit déja être en poſſeſſion deſdits Païs, ni à faire reparer ce qui ſe trouvera avoir été détruit par la guerre. On eſt auſſi convenu que le Prince d'Epinoy rentrera en poſſeſſion des Terres de Ciſoing & de Roubaix, & autres biens ſituez dans leſdits Païs de Lille en vertu du préſent Traité, à condition que la Maiſon de Ligne pourra pourſuivre ſes Droits ou prétenſions ſur leſdites Terres & Biens devant des Juges competans.

XVI. Quant à la reſtitution des Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre de part & d'autre, on eſt convenu que la Ville & Forteresſe de Luxembourg, la Ville & Château de Namur, la Ville de Charleroy & celle de Nieuport, & généralement toutes Places, Forts, & Poſtes poſſedez par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ou ſes Alliez, les Electeurs de Cologne & de Baviere, ſeront remis avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre qui y étoient au tems du decés du feu Roy Catholique Charles II., ſuivant les Inventaires qui en ſeront fournis; que la Ville & Citadelle de Lille, la Ville d'Aire, avec le Fort François, Bethune & St. Venant, ſeront rendues avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes, & Munitions de guerre, qui y ont eſté au tems de la priſe, ſuivant les Inventaires qui en ſeront délivrez de part & d'autre; bien entendu, qu'à l'égard des piéces d'Artillerie, qui ayant été endommagées pendant les ſieges, ont été tranſportées ailleurs pour les refondre, les Seigneurs Etats Généraux les feront remplacer par un pareil nombre de meſme calibre. Que la Ville d'Ypres ſera remiſe avec cinquante pieces de Canon de fonte de toutes ſortes de calibre & avec la moitié des Munitions de guerre qui s'y trouvent préſentement, & finalement que la Ville de Furnes ſera remiſe avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre, qui s'y ſont trouvez au commencement de l'année courante, ſuivant les Inventaires qui en ſeront délivrez de la part de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.

XVII. Les Troupes de part & d'autre ſe retireront auſſi-tôt après l'échange des Ratifications du préſent Traité, ſur les Terres & Païs de leurs propres Souverains, & dans les Places & Lieux qui leur doivent réciproquement demeurer & appartenir ſuivant le préſent Traité, ſans pouvoir reſter, ſous quelque prétexte que ce ſoit, dans le Païs de l'autre Souverain, ni dans les Lieux qui luy doivent pareillement cy-après demeurer ou appartenir, & il y aura auſſitôt après la ſignature de ce meſme Traité ceſſation d'armes & d'hoſtilitez, non pas ſeulement en tous endroits de la domination de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & des Seigneurs Etats tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, comme il eſt dit cy-deſſus, mais auſſi de part & d'autre dans les Païs-bas entre les Païs, Sujets & Troupes de quelque Puiſſance que ce ſoit.

XVIII. Il a été auſſi accordé que la perception des Aides, Subſides, & autres Droits, dont le Roy Très-Chrêtien & les Seigneurs Etats ſont en poſſeſſion, ſur tous les Païs qui viennent d'être cedez de part & d'autre, ſera continuée juſqu'au jour de l'échange des Ratifications, & que ce qui en reſtera dû, lors du dit échange des Ratifications, ſera payé de bonne foy à celuy, ou ceux, qui y auront droit, comme auſſi que dans le meſme tems les Proprietaires des Bois confiſqués dans les dépendances des Places, qui doivent être remiſes de part & d'autre, rentreront en la poſſeſſion de leurs biens, & de tous les Bois qui ſe trouveront ſur le lieu: Bien entendu que du jour de la ſignature du préſent Traité, toutes les coupes de Bois ceſſeront de part & d'autre.

XIX. Il y aura de part & d'autre un oubly & une amniſtie perpetuelle de tous les torts, injures & offences, qui auront été commis de fait & de parole, ou en quelque maniére que ce ſoit, pendant le cours de la préſente Guerre, par les Sujets des Païs-bas Eſpagnols, & des Places & Païs cedez ou reſtituez par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ou par les Seigneurs Etats Généraux, ſans qu'ils puiſſent être expoſez à quelque recherche que ce ſoit, & l'on eſt convenu que tout le contenu en l'Article ſecond du préſent Traité eſt rappellé pour être auſſi executé entre les Sujets de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & ceux deſdits Païs-bas Eſpagnols, & Païs cedez, ou reſtituez, de la maniére qu'il le ſera entre leſdits Sujets de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & ceux des Seigneurs Etats Généraux.

XX. Par le moyen de cette Paix les Sujets de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & ceux deſdits Païs-bas Eſpagnols & des Places cedées par Sadite Majeſté Très-Chrêtienne, pourront, en gardant les Loix, uſages & coûtumes des Païs, aller, venir, demeurer, trafiquer, retourner, traiter, négocier enſemble, comme bons Marchands, même vendre, changer, aliener, & autrement diſpoſer des biens, effets, meubles & immeubles, qu'ils ont, ou auront, ſituez reſpectivement de part & d'autre, & chacun les y pourra acheter, ſujet ou non ſujet, ſans que pour cette vente, ou achat, ils ayent beſoin de part ni d'autre de permiſſion autre que le préſent Traité, il ſera auſſi permis aux Sujets des Places & Païs cedez ou reſtituez par le Roy Très-Chrêtien, & par les Seigneurs Etats Généraux, comme auſſi à tous les Sujets deſdits Païs-bas Eſpagnols de ſortir deſdites Places & Païs-bas Eſpagnols, pour aller demeurer où bon leur ſemblera dans l'eſpace d'un an, avec la faculté de vendre à qui il leur plaira, ou de diſpoſer autrement de leurs effets, biens meubles & immeubles, avant & après leur ſortie, ſans qu'ils puiſſent en être empêchez directement ou indirectement.

XXI. Les mêmes Sujets de part & d'autre, Eccleſiaſtiques & Seculiers, Corps, Communautez, Univerſitez & Colleges, ſeront retablis, tant en la jouïſſance des Honneurs, Dignitez & Bénéfices, dont ils étoient pourvûs avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs Droits, Biens meubles, & immeubles, rentes ſaiſies, ou occupées à l'occaſion de la préſente Guerre, enſemble leurs Droits, actions & ſucceſſions, à eux ſurvenus, même depuis la Guerre commencée, ſans toutefois pouvoir rien demander des fruits & revenus perçus & échus pendant le cours de la préſente Guerre juſqu'au jour de la publication du préſent Traité, leſquels retabliſſemens ſe feront réciproquement; nonobſtant, toutes Donations, Conceſſions, Déclarations, Confiſcations, Sentences données par contumace, les Parties non ouïes, qui ſeront nulles & de nul effet, avec une liberté entiere auxdites Parties de revenir dans les Païs d'où elles ſe ſont retirées, pour & à cauſe de la Guerre, pour jouïr de leurs biens & rentes, en Perſonne, ou par Procureur, conformément aux Loix & Coûtumes des Païs & Etats. Dans leſquels ré-

ANNO 1713.

tabliſſemens ſont auſſi compris ceux, qui dans la derniére guerre, ou à ſon occaſion, auront ſuivy le party contraire; néanmoins les Arrêts, & Jugements rendus dans les Parlements, Conſeils & autres Cours ſuperieures ou inferieures, & auxquels il n'aura pas été expreſſement dérogé par le préſent Traité, auront lieu & ſortiront leur plein & entier effet, & ceux qui en vertu deſdits Arrêts & Jugemens ſe trouveront en poſſeſſion de Terres, Seigneuries & autres Biens, y ſeront maintenus, ſans préjudice toutefois aux Parties, qui ſe croiront lezées par leſdits Jugemens & Arrêts, de ſe pourvoir par les voyes ordinaires & devant les Juges competens.

XXII. A l'égard des rentes affectées ſur la Généralité de quelques Provinces des Païs-bas, dont une partie ſe trouvera poſſedée par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & l'autre par leſdits Seigneurs Eſtats Généraux, ou par la Maiſon d'Autriche, à laquelle les Païs-bas Eſpagnols doivent appartenir; il a été convenu & accordé que chacun payera ſa quote part, & ſeront nommez des Commiſſaires pour régler la portion qui ſe payera de part & d'autre.

XXIII. Dans leſdits Païs, Villes & Places cedez par le préſent Traité, les Bénéfices accordez & légitimement conférez à des Perſonnes capables, pendant le cours de la préſente Guerre, ſeront laiſſez à ceux qui les poſſedent à préſent, & généralement toutes choſes, qui concernent la Religion Catholique Romaine & ſon exercice, y ſeront laiſſées & conſervées de la part deſdits Seigneurs Etats Généraux, & de la Maiſon d'Autriche, à laquelle les Païs-bas doivent appartenir, dans l'eſtat où elles ſont, ou qu'elles étoient avant la préſente Guerre, ceſſion, ou évacuation, tant à l'égard des Magiſtrats, qui ne pourront être que Catholiques Romains, comme par le paſſé, qu'à l'égard des Eveſques, Chapitres, Monaſtéres, l'Ordre de Malte (pour les biens de cet Ordre ſituez dans les Païs-bas Eſpagnols, & dans les Païs-bas Eſpagnols, & dans les Païs cedez & reſtituez de part & d'autre par le préſent Traité) & autres, & généralement à l'égard de tout le Clergé, qui ſeront tous maintenus & reſtituez dans toutes leurs Egliſes, Libertez, Franchiſes, Immunitez, Droits, Prérogatives & honneurs, ainſi qu'ils l'ont été ſous les Souverains Catholiques Romains, & que tous & un chacun dudit Clergé pourvûs de quelques biens Eccleſiaſtiques, Commanderies, Canonicats, Perſonnats, Prevoſtez, & autres Bénéfices quelconques, y demeurent, ſans en pouvoir être dépoſſedez, & jouïront des biens & revenus en provenans, & les pourront adminiſtrer & percevoir, comme auparavant; comme auſſi les Penſionaires jouïront, comme par le paſſé, de leurs penſions aſſignées ſur les Bénéfices, ſoit qu'elles ſoient créées en Cour de Rome, ou par les Brevets de leurs Majeſtés Très-Chrêtienne & Catholique avant le commencement de la préſente Guerre, ſans qu'ils en puiſſent être fruſtrez pour quelque cauſe ou prétexte que ce ſoit.

XXIV. Quant à l'exercice de la Réligion Proteſtante par les Troupes que les Etats Généraux auront dans les Places deſdits Païs-bas Eſpagnols, & dans celles cedées par le Roi Très-Chrêtien, il s'y fera conformément au Réglement fait avec l'Electeur de Baviere, Gouverneur des Païs-bas Eſpagnols, ſous le regne du Roi Charles II.

XXV. On eſt de plus convenu que les Communautez & Habitans de toutes les Places, Villes & Païs, que Sa Majeſté Trés-Chrêtienne cede par le préſent Traité, ſeront conſervez & maintenus dans la libre jouïſſance de tous leurs Priviléges, Prérogatives, Coûtumes, Exemptions, Droits, Octrois communs & particuliers, Charges & Offices héréditaires avec les mêmes honneurs, rangs, gages, émolumens & exemptions, ainſi qu'ils en ont joui ſous la Domination de Sadite Majeſté Très-Chrêtienne, & tout ce qui eſt porté dans le préſent Article aura auſſi lieu pour les Villes & Places reſtituées à Sa Majeſté Très-Chrêtienne par les Seigneurs Etats Généraux, pourvû qu'il ne s'y ſoit point fait d'innovations dans le Gouvernement civil.

XXVI. On eſt convenu que les Garniſons, qui ſe trouvent ou ſe trouveront cy-après de la part des Seigneurs Etats dans la Ville, Château & Forts de Huy, comme auſſi dans la Citadelle de Liége, y reſteront aux dépens deſdits Seigneurs Etats, & que Sa Majeſté fera en ſorte que l'Electeur de Cologne en qualité d'Eveſque & Prince de Liége y conſente; Et Sadite Majeſté fera auſſi en ſorte que toutes les Fortifications de la Ville de Bonn ſoient raſées trois mois après le rétabliſſement dudit Electeur.

ANNO 1713.

XXVII. Tous Priſonniers de guerre ſeront délivrez de part & d'autre ſans diſtinction ou reſerve, & ſans payer aucune rançon, mais les dettes qu'ils ont contractées ou faites de part & d'autre ſeront payées, celles des François de par Sa Majeſté Très-Chrêtienne & celles de ceux de l'Etat de par les Seigneurs Etats, reſpectivement, dans le terme de trois mois après l'échange deſdites Ratifications, à quelle fin ſeront nommez, immediatement après cet échange, des Commiſſaires de part & d'autre, qui feront la Liſte de ces dettes, les liquideront & feront donner caution valable pour l'aſſeurance du payement qui ſera dû, & qu'il ſe fera dans ledit terme.

XXVIII. La levée des Contributions demandées & accordées de part & d'autre ſera continuée pour tout ce qui reſtera dû, juſques au jour de l'échange des Ratifications du préſent Traité, & les arrérages, qui reſteront dûs lors de l'échange des Ratifications ſeront payées dans l'eſpace de trois mois après le terme ſuſdit; Et aucune execution ne ſe pourra faire pour raiſon de ce, pendant ledit tems, contre les Chaſtelenies, Bailliages, Communautez & autres redevables, pourvû qu'elles ayent donné bonne & valable caution reſtante dans une Ville de la domination de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ou des Seigneurs Etats, à qui leſdites contributions ſeront dûës. La même ſtipulation aura lieu à l'égard des contributions demandées de la part de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & accordées par les Païs-bas Eſpagnols.

XXIX. Pour affermir d'autant plus & faire ſubſiſter ce Traité, on eſt de plus convenu entre Sa Majeſté & les Seigneurs Etats Généraux, qu'étant ſatisfait à ce Traité, il ſe fera, comme ſe fait par celuy-cy, une Rénonciation tant générale que particuliere ſur toutes ſortes de prétenſions tant du tems paſſé, que du préſent, quelles qu'elles puiſſent être, que l'un parti pourroit intenter contre l'autre, pour ôter à l'avenir toutes les occaſions que l'on pourroit ſuſciter, & faire parvenir à de nouvelles diſſentions.

XXX. Les voyes de la Juſtice ordinaire ſeront ouvertes, & le cours en ſera libre réciproquement, & les Sujets de part & d'autre pourront faire valoir leurs Droits, actions & prétenſions ſuivant les Loix & les Statuts de chaque Païs, & y obtenir les uns contre les autres ſans diſtinction toute la ſatisfaction, qui leur pourra légitimement appartenir; & s'il y a eu des Lettres de repréſailles accordées de part ou d'autre, ſoit devant ou après la déclaration de la derniere Guerre, elles demeureront revoquées & annullées, ſauf aux Parties, en faveur deſquelles elles auront été accordées, à ſe pourvoir par les voyes ordinaires de la Juſtice.

XXXI. Puiſque l'on convient qu'il eſt abſolument néceſſaire d'empêcher que les Couronnes de France & d'Eſpagne ne puiſſent jamais être unies ſur la teſte d'un même Roy, & de pourvoir par ce moyen à la ſeureté & à la liberté de l'Europe; & que ſur les inſtances très-fortes de la Reine de la Grande-Bretagne, & du conſentement, tant du Roy Très-Chrêtien, que du Roy Catholique, ont été trouvé les moyens d'empêcher cette union pour toûjours par des renonciations faites dans les termes les plus forts & paſſées à Madrid dans le mois de Novembre dernier, de la maniére la plus ſolemnelle & par la déclaration des Cortes d'Eſpagne là-deſſus.

Et puiſque par leſdites renonciations & déclarations, qui doivent toûjours avoir la force de loy pragmatique, fondamentale & inviolable, il y a été arreſté & pourvû, que ni le Roy Catholique luy même, ni aucun de ſes Deſcendans, puiſſe à l'avenir prétendre à la Couronne, moins encore monter ſur le Troſne de France.

Et d'autant que par des Renonciations réciproques de la part de la France & par des Conſtitutions ſur la ſucceſſion héréditaire à la Couronne de France qui tendent au même but, les deux Couronnes de France & d'Eſpagne ſont tellement ſeparées & déſunies l'une d'avec l'autre, que (leſdites Renonciations,

Tranſ-

ANNO 1713.

Transactions, & tout ce qui y a rapport demeurant dans leur vigueur & étant observées de bonne foy) lesdites deux Couronnes ne pourront jamais être unies ; C'est pourquoy le Roy Trés-Chrêtien & lesdits Seigneurs Etats le promettent & s'engagent mutuellement & de la maniére la plus forte, qu'il ne sera jamais rien fait ni par Sa Majesté Très-Chrêtienne, ses Héritiers & Successeurs, ni par lesdits Seigneurs Etats, ni permis, ou souffert que d'autres fassent, que lesdites Renonciations, Transactions & tout ce qui y a rapport, ne sortent leur plein & entier effet ; mais au contraire Sa Majesté Très-Chrêtienne & les Seigneurs Etats prendront toûjours soin, & joindront leurs conseils & leurs forces, afin que lesdits fondemens du salut public demeurent toûjours inébranlables & soyent observez inviolablement.

XXXII. Le Roy Très-Chrêtien consent aussi & promet qu'il ne prétendra, ni n'acceptera aucun autre avantage, ni pour luy même, ni pour ses Sujets, dans le Commerce & la Navigation, soit en Espagne, ou dans les Indes Espagnoles, que celuy dont on a joui pendant le regne du feu Roy Charles II., ou qui seroit pareillement accordé à toute autre Nation trafiquante.

Et qu'aussi long-tems que les Roys d'Espagne n'accordent pas d'autres avantages à toutes les Nations trafiquantes, le Commerce & la Navigation en Espagne, & dans les Indes Espagnoles, se feront précisement & en tout de la même maniére qu'ils se faisoient sous le regne & jusques à la mort dudit Roy Catholique Charles II.

Sa Majesté Très-Chrêtienne & lesdits Seigneurs Etats se promettent réciproquement que leurs Sujets seront assujettis, comme toutes les autres Nations, aux anciennes Loix & Réglemens faits par les Roys Prédecesseurs de Sa Majesté Catholique au sujet dudit Commerce & de ladite Navigation.

XXXIII. Les Seigneurs Etats Généraux considérant que pour leur seureté il est nécessaire que rien ne puisse troubler la tranquilité de l'Empire, le Roy Très-Chrêtien consentira que dans le Traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'état de Religion soit conforme à la teneur des Traitez de Westphalie, en sorte qu'il paroisse manifestement que l'intention de Sa Majesté Très-Chrêtienne n'est point & n'a point été qu'il y ait rien de changé auxdits Traités tant à l'Ecclesiastique qu'au temporel.

XXXIV. Sa Majesté Très-Chrêtienne consent aussi que dans le mesme Traité avec l'Empire, la Forteresse de Rhinfels & la Ville de St. Goar, avec tout ce qui en dépend, demeurent au Landgrave de Hesse-Cassel, & à ses Successeurs, moyennant un équivalent raisonnable à payer aux Princes de Hesse-Rhinfels ; à condition que la Religion Catholique Romaine, de la maniére qu'elle s'y trouve établie, y soit exercée sans aucune alteration.

XXXV. Si par inadvertance ou autrement il survenoit quelque inobservation ou inconvenient au présent Traité de la part de Sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié & de la bonne correspondance ; mais on reparera promptement lesdites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques Particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & chastiez.

XXXVI. Et pour mieux asseurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, il a été accordé & convenu qu'arrivant cy-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise,) il sera toûjours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera, ce qu'il leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs Personnes.

XXXVII. En ce présent Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur Roy Très-Chrêtien tous ceux qui seront nommez avant l'échange des Ratifications & dans l'espace de six mois après qu'elles auront été échangées.

ANNO 1713.

Et de la part des Seigneurs Etats Généraux la Reyne de la Grande-Bretagne & tous leurs autres Alliez, qui dans le tems de six semaines, à compter depuis l'echange des Ratifications, déclareront accepter la Paix, comme aussi les treize loüables Cantons des Ligues Suisses & leurs Alliez & Confederez ; & particulierement en la meilleure forme & maniére, que faire se peut, les Républiques & Cantons Evangeliques, Zurig, Berne, Glaris, Basle, Schafhouse, & Appenzel, avec tous leurs Alliez & Confederez, nommément la République de Geneve, la Ville & Comté de Neufchatel, les Villes de St. Gal, Milhausen, & Bienne ; item les Ligues Grises & dépendances ; les Villes de Bremen & d'Embden ; & de plus tous Roys, Princes & Etats, Villes, Personnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Généraux, sur la réquisition, qui leur en sera faite, accorderont d'y être compris.

XXXVIII. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit présent Traité publié, verifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & de tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris ; comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré par les Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres Places là où l'on a accoûtumé de faire les publications, verifications & enregistremens.

XXXIX. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roy & les Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront délivrées dans le terme de trois semaines, ou plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onziéme Avril 1713.

*signé*,

HUXELLES. (L. S.)

(L. S.) J. v. RANDWYCK.

MESNAGER. (L. S.)

(L. S.) WILLEM BUYS.

(L. S.) B. v. DUSSEN.

(L. S.) C. v. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) S. v. GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

*S'ensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrêtien.*

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout nôtre pouvoir au Rétablissement d'une Paix sincere, & solide, & qu'il y a lieu d'esperer que les Conférences, qui se tiennent à Utrecht, pour parvenir à un bien aussi désirable, auront bien-tôt un heureux succès, voulant encore aporter tous nos soins pour en avancer l'effet, & pour faire cesser au plûtôt la désolation de tant de Provinces, & arrêter l'effusion du sang Chrêtien : Nous confiant entiérement en la capacité, expérience, zéle, & fidélité pour

ANNO 1713.

pour nôtre Service, de nôtre très-cher & bien-amé Couſin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de nôtre cher & bien-amé le Sieur Meſnager, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel. Pour ces Cauſes & les autres bonnes conſidérations à ce nous mouvant, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces préſentes, ſignées de nôtre Main, commettons, ordonnons, & députons leſdits Sieurs Marechal d'Huxelles, & Meſnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpécial, en qualité de Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nos très-chers, & grands amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, revêtus de Pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure, & ſigner tels Traitez de Paix, Articles & Conventions, que nous nous propoſons, & à l'utilité réciproque de nos Sujets; en ſorte que noſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires agiſſent en tout ce qui regardera la Négotiation avec leſdits Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, ſi Nous étions préſens en Perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe qui requît un Mandement plus ſpécial, non contenu en ceſdites préſentes. Promettant en foy, & parole de Roi, d'avoir agréable, & tenir ferme, & ſtable à toûjours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que leſdits Sieurs Marechal d'Huxelles & Meſnager, ou l'un d'entre eux, dans leſdits cas d'abſence, ou de Maladie, auront ſtipulé, promis, & ſigné, en vertu du préſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, Comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems dont il ſera convenu par les Traités à faire. Car tel eſt nôtre plaiſir. En teſmoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Séel à ces Préſentes. Donné à Verſailles le quatriéme jour de Mars, l'An de Grace, mil ſept cent treize, & de nôtre Regne le ſoixante dixieſme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et ſur le Reply*,

Par le Roy,

COLBERT.

Sellé du grand Sceau de Cire jaune.

*S'enſuit la teneur des Pouvoirs des Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux.*

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes, verront, ſalut. Comme nous ne ſouhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté eſt à préſent affligée, & que la Ville d'Utrecht a été agréée pour le lieu des Conférences; Nous par ce même déſir d'arrêter, autant qu'il ſera en nous, la déſolation de tant de Provinces, & l'effuſion de tant de ſang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet députer à ladite Aſſemblée quelques Perſonnes du Corps de la nôtre, qui ont donné pluſieurs preuves de la connoiſſance & experience qu'ils ont des affaires publiques, auſſi-bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat. Et comme les Sieurs Jaques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue, Guillaume Buys, Conſeiller Penſionaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaiſtre, Sénateur & Conſeiller Penſionaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkeſtein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges dans nôtre reſſort; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, &c. Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Wreedewold, &c. Députez en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, ſe ſont ſignalez en pluſieurs Employs importants pour nôtre ſervice, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adreſſe au maniement des affaires: pour ces cauſes, & autres conſidérations à ce nous mouvant, nous avons commis, ordonné & député leſdits Sieurs de Randwyck, Buys, vander Duſſen, de Spanbroek, de Renſwoude, de Goſlinga & le Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, commettons, ordonnons & députons par ces préſentes, & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpécial, d'aller à Utrecht, en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires pour la Paix & d'y conférer avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, munis de Pouvoirs ſuffiſans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différens qui cauſent aujourd'hui la Guerre, & pourront noſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires tous enſemble, ou quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux, en cas de l'abſence des autres par maladie ou autre empêchement, en convenir, & ſur iceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix, & généralement faire, négocier, promettre & accorder, tout ce qu'ils eſtimeront néceſſaire pour ledit effet de la Paix, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire ſi nous étions préſens, quand même pour cela il ſeroit beſoin de Pouvoir & Mandement plus ſpécial, non contenu dans ces dites préſentes; promettant ſincerement & de bonne foy, d'avoir pour agréable, ferme & ſtable, tout ce que par leſdits Sieurs nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, ou bien par quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux en cas de maladie, d'abſence ou d'autre empêchement des autres, aura été ſtipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Aſſemblée, ſous nôtre grand Seau, le paraphe du Préſident de nôtre Aſſemblée, & le Seing de nôtre Greffier, le ſeptiéme d'Avril mille ſept cens treize.

*Eſtoit paraphé*,

HENDRIK VAN HOORN. Vt.

Par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Etats Généraux.

*Etoit ſigné*,

F. FAGEL.

Et ſellé du grand Seau de cire rouge.

*Articlé Separé, concernant la Paix à faire entre le Roi* PHILIPPE *& les Seigneurs Eſtats Generaux. A Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 49. Copie imprimée à Paris chez François Fournier, avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. à la fin du Traité de Commerce.]

LEs Traités de Paix & de Commerce étant conclus ce jourd'hui onziéme Avril mil ſept cens treize, entre Sa Majeſté Très-Chrêtienne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & Sa Majeſté voulant contribuer de plus au rétabliſſement de la Paix générale, particulierement auſſi de celle entre le Roy d'Eſpagne & les Seigneurs Etats Généraux, promet & s'engage, pour & au nom de Sa Ma-

ANNO 1713.

Majesté Catholique, que la Paix se fera aussi entre Elle & les Seigneurs Etats Généraux, & que par le Traité de cette Paix tous les avantages & utilités de Commerce & de Navigation & autres, portez par le Traité de Munster, leur seront accordez, & que l'extension s'en fera en forme de Traité aussi-tôt que les Ambassadeurs Plénipotentiaires du Roy d'Espagne seront arrivés dans cette Ville d'Utrecht.

Cet Article séparé aura la même force que ledit Traité de Paix & comme s'il y étoit inseré de mot à mot, & sera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foy dequoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrêtien, & des Seigneurs Etats Généraux avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onziéme Avril 1713.

*Signé*,

HUXELLES, (L. S.) (L. S.) J. v. RANDWYCK.

MESNAGER. (L. S.) (L. S.) WILLEM BUYS.

(L. S.) B. v. DUSSEN.

(L. S.) C. VAN GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) S. VAN GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

*Article Separé, portant que la Maison d'*AUTRICHE *observera les Conditions stipulées dans le Traité, par raport aux Païs-bas. A Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 51. Copie imprimée à Paris, chez François Fournier, avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713.]

COMME les Païs-bas Espagnols, & les Villes & Places cedées par le Roy Très-Chrêtien par le Traité conclu ce jourd'huy entre Sadite Majesté & les Seigneurs Etats Généraux, doivent appartenir à la Maison d'Autriche, lesdits Seigneurs Etats Généraux s'engagent & promettent que ladite Maison d'Autriche executera toutes les conditions stipulées dans ledit Traité par rapport aux Païs-bas Espagnols & Villes & Places cedées par le Roy Très-Chrêtien, après qu'Elle en aura été mise en possession.

Cet Article séparé aura la même force que s'il étoit inseré dans le Traité, & sera ratifié en mesme tems que ledit Traité.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy Très-Chrêtien, & des Seigneurs Etats Géneraux avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onziéme Avril 1713.

*Signé*,

HUXELLES. (L. S.) (L. S.) S. J. v. RANDWYCK.

MESNAGER. (L. S.) (L. S.) WILLEM BUYS.

(L. S.) B. v. DUSSEN.

(L. S.) C. VAN GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) S. v. GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF v. KNIPHUYSEN.

*Declaration faite au Nom des Seigneurs* ETATS GENERAUX *par leurs Ambassadeurs à ceux de* FRANCE *au sujet des Droits d'entrée & de sortie à regler de concert dans les Païs-bas Autrichiens. A Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 53. Copie imprimée à Paris chez *François Fournier*, avec Privilege du Roi, par Annexe au Traité de Commerce in 4. Ann. 1713.]

ANNO 1713.

COMME la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, sont convenus de faire une Assemblée de Commissaires de part & d'autre dans cette Ville d'Utrecht, pour & afin de regler les Droits d'entrée & de sortie, & la maniére de les faire lever, dans les Païs-bas, communement appellés Espagnols, avec les Commissaires de la Maison d'Autriche, & que le Roy Très-Chrêtien s'y trouve aussi interessé par rapport au Commerce de ses Sujets; Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies déclarons au nom desdits Seigneurs nos Maîtres, qu'il leur sera agréable, que Sa Majesté Très-Chrêtienne y envoye aussi des Commissaires de sa part, & qu'ils seront contens que provisionellement, & en attendant, que lesdits Commissaires ayent reglé les Droits d'entrée & de sortie, qui se payeront dans lesdits Païs-bas Espagnols, les Sujets de Sa Majesté Très-Chrêtienne, aussi-bien que ceux de la Grande-Bretagne, & ceux des Seigneurs Etats, payeront les mêmes Droits d'entrée & de sortie, que chaque Nation payoit en l'année 1610., & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la Reyne de la Grande-Bretagne, ayant veu la présente Déclaration, l'ont approuvée. Fait à Utrecht l'onziéme d'Avril mille sept cens treize.

*Signé*,

J. v. RANDWYCK. WILLEM BUYS.

B. VANDER DUSSEN. C. v. GHEEL VAN SPANPROEK.

F. A. BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.

S. VAN GOSLINGA. GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

*Declaration & Promesse faite au nom des Seigneurs* ETATS GENERAUX *par leurs Ambassadeurs à ceux du Roi T. C. touchant le Royaume de* Sardaigne *en faveur de l'Electeur de* BAVIERE. *A Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. III. pag. 52. Copie imprimée à Paris chez François Fournier, avec Privilege du Roi. in 4. Ann. 1713.]

NOUS soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, promettons au nom des Seigneurs nos Maîtres, qu'ils ne remettront à la Maison d'Autriche les Païs-bas, communement appellez Espagnols, qu'après qu'Elle aura fait un Acte de cession du Royaume de Sardaigne à l'Electeur de Baviere. Fait à Utrecht l'onziéme d'Avril 1713.

*Signé*,

J. v. RANDWYCK. WILLEM BUYS.

B. VANDER DUSSEN. C. v. GHEEL VAN SPANBROEK.

F. A. BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.

S. VAN GOSLINGA. GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

ANNO 1713.

*Ratification du Roi T. C. sur le Traité de Paix. A Versailles le 18. d'Avril 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. III. pag. 56. Copie imprimée à Paris chez François Fournier, avec privilege du Roi, in 4. Ann. 1713.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme Nôtre très-cher & bien Amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne, & Nôtre cher & bien-amé le Sieur Mesnager, Chevalier de Nôtre Ordre de S. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs, que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arresté & signé l'onziéme du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Senateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck & Bulkestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, &c. Députez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant agréable le susdit Traité de Paix en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & déclarez, avons iceux tant pour nous que pour Nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, & par ces présentes signées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettant en foy & parole de Roy, sous l'obligation & hypothéque de tous & un chacun nos Biens, présens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniére que ce soit. En temoin de quoy Nous avons fait mettre Nôtre Sçel à ces presentes. Donné à Versailles le dix-huitiéme Avril, l'an de grace, mil sept cens treize, & de Nôtre Regne le soixante-dixiéme.

*Etoit signé,*

LOUIS.

*Et plus bas;*

Par le Roy,

COLBERT.

*S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, sur le Traité de Paix.*

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné le Traité de Paix & d'amitié fait & conclu à Utrecht l'onziéme jour du mois d'Avril de la présente année 1713., par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrêtienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrêtienne à l'Assemblée d'Utrecht, au nom & de la part de Sa Majesté T. C.; & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Senateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulckestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de nôtre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminckhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vredewold, Députés en nôtre Assemblée de la part des Estats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification seront délivrées de part & d'autre en bonne & dûë forme, dans le terme de trois semaines, & plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, Nous voulant bien donner des marques de nôtre sincerité, & Nous acquiter de la parole, que nos Ambassadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'iceluy, ci-dessus transcrits, comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions, par ces présentes; promettant en bonne foy & sincerement de le garder entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou maniére que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

*Estoit paraphé,*

H. VAN ISSELMUDEN, Vt.

*Sur le pli étoit écrit,*

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux.

*Etoit signé,*

F. FAGEL.

Et scellé du Grand Seau de cire rouge.

*S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrêtienne sur l'Article Separé.*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant veu & examiné l'Article separé que Nôtre très-cher & bien-amé Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Nôtre cher & bien-amé le Sr. Mesnager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & signé l'onziéme du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwijk,

ANNO 1713.

wijk, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguémaître, Senateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland & Dykgrave de Crimpenerwaerd: Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges, du reſſort de l'Etat; Frederick Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold, &c. Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

*Fiat inſertio.*

Nous aiant agréable le ſuſdit Article ſeparé en tout ſon contenu avons iceluy loué, approuvé & ratifié, & par ces préſentes, ſignées de Nôtre main, louons, approuvons & ratifions. Promettant en foy & parole de Roy de l'acomplir, obſerver & faire obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſſe être. En témoin de quoy nous avons fait mettre Nôtre Scel à ceſdites préſentes. Donné à Verſailles le dix-huitiéme jour d'Avril, l'an de grace mille ſept cens treize, & de Nôtre Regne le ſoixante dixiéme.

*Etoit ſigné*;

LOUIS.

*Plus-bas*:

Par le Roy;

COLBERT.

*S'enſuit le Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſur l'Article Separé.*

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut: Comme ainſi ſoit, qu'outre le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Utrecht l'ouziéme jour du mois d'Avril de la préſente année 1713., il ait été fait de même un Article ſeparé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & ſon Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrêtienne; & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Senateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du reſſort de nôtre Etat; Frideric Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold, Députés en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à la dite Aſſemblée d'Utrecht en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs reſpectifs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit. ANNO 1713.

*Fiat inſertio.*

Nous ayant pour agréable ledit Article ſeparé, l'avons approuvé & ratifié, l'approuvons & ratifions, par ces préſentes; Promettant en bonne foy & ſincerement, de le garder, entretenir & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque ſorte ou maniére que ce ſoit. En foy dequoy Nous avons fait ſigner ces préſentes par le Préſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre Greffier; & y appoſer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

*Eſtoit paraphé*,

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

*Sur le pli eſtoit écrit*,

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Généraux.

*Etoit ſigné*,

F. FAGEL.

Et ſcellé du grand Seau en cire rouge.

*S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté Très-Chrêtienne ſur l'autre Article Separé.*

LOUIS par la grace de Dieu; Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Aiant veu & examiné l'Article ſeparé que nôtre très-cher & bien-amé Couſin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne, & nôtre cher & bien amé le Sieur Meſnager, Chevalier de nôtre Ordre de Saint Michel, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & ſigné l'onziéme du préſent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyk; Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen; ancien Bourguemaître, Sénateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland & Dykgrave de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges; du reſſort de l'Etat; Frideric Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkercken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold; &c. Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

*Fiat inſertio.*

Nous ayant agréable le ſuſdit Article ſeparé en tout ſon contenu avons iceluy loué, approuvé & ratifié, & par ces préſentes, ſignées de Nôtre main, louons, approuvons & ratifions. Promettant en foy & parole de Roy de l'accomplir, obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſſe

ANNO 1713.

se être. En temoin de quoy nous avons fait mettre Nôtre Scel à cesdites présentes. Donné à Versailles le dix-huitiéme jour d'Avril, l'an de grace mil sept cens treize, & de Nôtre Regne le soixante-dixiéme.

Etoit signé,

LOUIS:

*Et plus bas*,

Par le Roy,

COLBERT.

*S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies Païs-bas, sur l'autre Article Separé.*

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme ainsi soit, qu'outre le Traité de Paix & d'amitié fait & conclu à Utrecht l'onziéme jour du mois d'Avril de la présente année 1713., il ait été fait de même un Article separé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrêtienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Mesnager Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrêtienne, à l'Assemblée d'Utrecht, au nom & de la part de Sa Majesté Très-Chrêtienne, & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue ; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam ; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schielandt, Dyckgrave du Crimpenerwaerd ; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Baillif du Franc, & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat ; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht ; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer ; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, Députez en nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, & de Groningue & Ommelanden, Nos Ambassadeurs, Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant pour agréable ledit Article separé, l'avons approuvé & ratifié, l'approuvons & ratifions, par ces présentes ; promettant en bonne foy & sincerement de le garder, entretenir & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire directement ni indirectement, en quelque sorte ou maniére que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

*Etoit paraphé*,

H VAN ISSELMUDEN. Vt.

*Sur le pli estoit écrit*,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

*Etoit signé*,

F. FAGEL.

Et scellé du grand Seau en cire rouge.

*S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux sur la Déclaration.*

ANNO 1713.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné la Déclaration faite & donnée à Utrecht l'onziéme jour d'Avril de la présente année 1713., par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, & Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue ; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam ; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland ; Dyckgrave du Crimpenerwaerd ; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Baillif du Franc de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de nostre Etat ; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminckhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht ; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer ; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, Députez en nostre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, de Groeningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires à l'Assemblée d'Utrecht, en nostre nom & de nostre part en vertu de leur Plein-pouvoir, de laquelle Déclaration la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant pour agréable ladite Déclaration l'avons approuvée & ratifiée, l'approuvons & ratifions par ces présentes ; Promettant en bonne foy & sincérement de la garder, observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou maniére que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces Présentes par le Président de nostre Assemblée, contresigner par nostre Greffier & apposer nostre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

*Estoit paraphé*,

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

*Sur le pli estoit écrit*,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

*Estoit signé*,

F. FAGEL.

Et scellé du grand Seau de cire rouge.

*S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux sur l'autre Déclaration.*

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné la Déclaration faite & donnée à Utrecht l'onziéme jour d'Avril de la présente année 1713., par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossum, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue ; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam ; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaistre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd ; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck, de Bulkestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de nostre Etat ; Frederic-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminckhuysen & Moerkercken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer ; & Charles Ferdi-

ANNO 1713.

dinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vreedewold, Députez en noſtre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, de Groningue & Ommelandes, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Aſſemblée d'Utrecht, en noſtre nom & de noſtre part en vertu de leur Plein-pouvoir, de laquelle Déclaration la teneur s'enſuit.

*Fiat inſertio.*

Nous ayant pour agréable ladite Déclaration, l'avons approuvée & ratifiée, l'approuvons & ratifions, par ces préſentes; promettant en bonne foy & ſincerement de la garder, entretenir & obſerver inviolablement ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque ſorte ou maniére que ce ſoit. En foy de quoy Nous avons fait ſigner ces préſentes par le Préſident de noſtre Aſſemblée, contreſigner par noſtre Greffier, & appoſer noſtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

*Eſtoit Paraphé,*

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

*Sur le pli étoit écrit,*

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Généraux.

*Etoit ſigné,*

F. FAGEL.

Et ſcellé du grand Seau de cire rouge.

*Article ou Convention poſterieure, pour accelerer le terme preſcrit dans le Traité de Paix, entre S. M. T. C. & L. H. P. touchant la reſtitution des Vaiſſeaux pris de part & d'autre. A Utrecht le 12. Mai 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. III. pag. 54.]

NOUS Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrêtien, ſur ce qui nous a été repréſenté par les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, qu'il ſeroit bon pour la Navigation & le Commerce de part & d'autre que les termes preſcrits par l'Article troiſiéme des Traitez de Paix & de Commerce ſignez dans cette Ville l'onziéme du mois dernier pour la reſtitution des priſes faites de part & d'autre, commençaſſent, non du jour de la publication à faire, comme il a été ſtipulé dans ledit Art. troiſiéme, mais du jour de la ſignature, comme cela a auſſi été reglé de cette maniere après la Paix de Ryſwyck, nous avons conſenti & accordé par ordre de Sa Majeſté que tous leſdits termes tant dans la Mer du Nort que dans les autres endroits; nommez dans ledit Article troiſiéme, commenceront & ſeront comptez dudit jour de la ſignature, & réciproquement nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux avons conſenti & accordé la même choſe au nom de nos Superieurs pour les Sujets de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.

En foy de quoy nous avons ſigné le préſent Acte & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le douziéme May mil ſept cens treize.

*Signé,*

HUXELLES, (L.S.) WILLEM BUYS. (L.S)

MESNAGER. (L.S.) B. v. DUSSEN. (L.S.)

(L.S.) F. A. BARON DE RHEDE DE RENSWOUDE.

(L.S.) S. v. GOSLINGA.

(L.S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

ANNO 1713. 11. Avril.

## CLVII.

*Traité de Navigation & de Commerce entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-bas, contenant en ſubſtance, & avec peu de Limitation, que les Sujets & Habitans de l'une des deux Parties, ſeront traitez dans les Etats de l'autre, par rapport au Commerce, à la Juſtice & aux Impoſitions, comme les Sujets propres & Naturels; Que le Droit d'Aubeine, ne ſera point exercé en France ſur les Hollandois; & que ſi la Guerre ſurvient, il ſera donné neuf mois de Liberté aux Marchands pour retirer leurs effects; lequel Traité durera vingt cinq ans, Fait à Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. *S'enſuit un* ARTICLE SEPARÉ, *pour l'exemption des Cinquante ſols par tonneau, que les Navires étrangers payent en France. Fait le* 11. *d'Avril* 1713. *Avec les* PLEINPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 77. Copie imprimée à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi. in 4. Ann. 1713.]

LE Traité de Paix, qui a été conclu aujourd'huy entre le Roi Très-Chrêtien & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, faiſant ceſſer tous les ſujets de mécontentement, qui avoient alteré pendant quelque tems l'affection que Sa Majeſté a toûjours eûe pour leur bien & leur proſperité, ſuivant l'exemple des Rois ſes Prédeceſſeurs, & leſdits Seigneurs Etats Généraux rentrant auſſi dans la même paſſion, qu'ils ont cy-devant témoignée pour la grandeur de la France & dans les ſentimens d'une ſincere reconnoiſſance pour les obligations & les avantages conſidérables, qu'ils ont cy-devant reçûs, Sa Majeſté ne veut rien obmettre de ce qui peut l'affermir, & leſdits Etats Généraux, ne ſouhaitant pas moins de la perpetuer, ont eſtimé, qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus aſſeuré moyen, que d'établir une libre & parfaite correſpondance entre les Sujets de part & d'autre, & pour cet effet regler leurs intereſts particuliers en fait de Commerce, Navigation & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prevenir tous les inconveniens qui pourroient affoiblir la bonne correſpondance; Sadite Majeſté ſatisfaiſant au déſir deſdits Etats Généraux, auroit ordonné le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à l'Aſſemblée de la négociation de la Paix; Et leſdits Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, & Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam: Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaiſtre, Sénateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dijckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkeſtein, & Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du reſſort de l'Etat; Frederic-Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, & Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; Charles Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vreedewold &c. Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, & leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrès de Paix, de conférer & convenir en vertu de leurs Pouvoirs reſpectivement produits, & dont copie eſt cy-deſſous tranſ-

ANNO 1713.

transcrite, d'un Traité de Commerce & Navigation, en la maniére qui s'enſuit.

I. Les Sujets de Sa Majeſté & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Païs-bas, jouïront réciproquement de la même liberté au fait du Commerce & de la Navigation, dont ils ont jouï de tous tems devant cette Guerre par tous les Royaumes, Etats & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainſi n'exerceront plus à l'avenir aucunes ſortes d'hoſtilitez ni de violences les uns contre les autres, tant ſur Terre, que ſur Mer, ou dans les Riviéres, Rades & Eaux douces, ſous quelque nom & prétexte que ce ſoit; & auſſi ne pourront les Sujets de Sa Majeſté prendre aucunes Commiſſions pour des Armemens particuliers ou Lettres de repréſailles des Princes & Etats, ennemis deſdits Seigneurs Etats Généraux, & moins les troubler ni endommager d'aucune ſorte, en vertu de telles Commiſſions ou Lettres de repréſailles, ni même aller en courſe avec elles, ſous peine d'être pourſuivis & chaſtiés comme Pirates; ce qui ſera pareillement obſervé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de Sa Majeſté; & ſeront à cette fin toutes & quantes fois que cela ſera requis de part & d'autre dans les Terres de l'obéïſſance de Sa Majeſté & dans les Provinces-Unies publiées & renouvellées défenſes très-expreſſes & très-préciſes, de ſe ſervir en aucune maniére de telles Commiſſions ou Lettres de repréſailles, ſous la peine ſuſmentionnée, qui ſera executée ſeverement contre les contrevenants; outre la reſtitution entiere, à laquelle ils ſeront tenus envers ceux, auxquels ils auront cauſé du dommage.

III. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient ſurvenir par les priſes, faites par inadvertance, ou autrement dans les Lieux eſloignés il a été convenu & accordé, que ſi quelques priſes ſe font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuſe en Norvegue, juſques au bout de la Manche dans l'eſpace de quatre Semaines, ou du bout de ladite Manche juſqu'au Cap de St. Vincent dans l'eſpace de ſix ſemaines, & delà dans la Mer Méditerranée & juſqu'à la Ligne dans l'eſpace de dix ſemaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'eſpace de huit mois, à compter depuis la publication de la préſente; les dites priſes & les dommages, qui ſe feront de part ou d'autre, après les termes préfix, ſeront portés en compte, & tout ce qui aura été pris, ſera rendu avec compenſation de tous les dommages, qui en ſeront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque, & de repréſailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées, pour quelque cauſe que ce ſoit, ſont déclarées nulles, & n'en pourra être cy-après données par l'un deſdits Alliés, au préjudice des Sujets de l'autre, ſi ce n'eſt ſeulement en cas de manifeſte deſny de juſtice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, ſi la requeſte de celuy, qui demande leſdites repréſailles, n'eſt communiquée au Miniſtre qui ſe trouvera ſur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plûtôt, s'il ſe peut, il puiſſe s'informer du contraire, ou procurer l'accompliſſement de juſtice qui ſera dû.

V. Ne pourront auſſi les particuliers Sujets de Sa Majeſté être mis en actions ou arreſt en leurs Perſonnes & Biens, pour aucune choſe que Sa Majeſté peut devoir, ni les particuliers Sujets deſdits Seigneurs Etats Généraux pour les debtes publiques deſdits Etats.

VI. Les Sujets Habitans des Païs de l'obéïſſance de Sa Majeſté, & deſdits Seigneurs Etats Généraux vivront, converſeront, & fréquenteront les uns avec les autres, en toute bonne amitié & correſpondance, & jouïront entre eux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Païs de l'un & de l'autre, de toutes ſortes de Marchandiſes & Denrées, dont le Commerce & le tranſport n'eſt défendu généralement & univerſellement à tous tant Sujets qu'Eſtrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet, les Sujets de Sa Majeſté & ceux deſdits Seigneurs Etats Généraux pourront franchement & librement fréquenter avec leurs Marchandiſes & Navires, les Païs, Terres, Villes, Ports, Places & Riviéres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Perſonnes indiſtinctement, acheter, trafiquer & tranſporter toutes ſortes de Marchandiſes, dont l'entrée ou ſortie, & transport, ne ſera défendu à tous Sujets de Sa Majeſté, & deſdits Seigneurs Etats Généraux, ſans que cette liberté réciproque puiſſe être défendue, limitée ou reſtrainte, par aucun Privilége, Octroy ou aucune Conceſſion particuliére; & ſans qu'il ſoit permis à l'un ou à l'autre de concéder, ou de faire à leurs Sujets des Immunités, Bénéfices, dons gratuits, ou autres avantages, par deſſus ceux de l'autre à leur préjudice, & ſans que leſdits Sujets de part & d'autre ſoient tenus de payer plus grands ou autres Droits, Charges, Gabelles ou Impoſitions quelconques ſur leurs Perſonnes Biens, Denrées, Navires ou Frets d'iceux directement ou indirectement, ſous quelques noms, titre ou prétexte que ce puiſſe être, que ceux qui ſeront payés par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

ANNO 1713.

VIII. Les Sujets des Etats Généraux ne pourront auſſi être traitez autrement ou plus mal dans les Droits de Contablie, d'Ancréage, du Sol pariſis, & toutes autres charges & impoſitions de quelque nom qu'elles puiſſent être appellées, ſoit ſous le titre du Droit étranger ou autrement, ſans aucune reſerve ou exception, que les Sujets mêmes de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, qui ne ſeront pas Bourgeois dans les Lieux, où leſdits Droits ſe levent.

IX. Qu'à l'égard du Commerce du Levant en France, & de vingt pour cent qui ſe leve à cette occaſion, les Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies jouïront auſſi de la même liberté & franchiſe, que les Sujets du Roi Très-Chrêtien, tellement, qu'il ſera permis auxdits Sujets des Etats Généraux de porter des Marchandiſes du Levant à Marſeille & autres Places permiſes en France, tant par leurs propres Vaiſſeaux, que dans des Vaiſſeaux François, & que ni dans l'un ni l'autre cas, leſdits Sujets des Etats Généraux ne ſeront aſſujetis audit vingt pour cent; ſinon dans les cas, où les François y ſont ſujets, portant des Marchandiſes dans leurs propres Vaiſſeaux à Marſeille, ou autres Places permiſes, & qu'en ceci ne pourra ſe faire aucun changement au préjudice des Sujets deſdits Etats Généraux.

X. Il ſera permis aux Sujets des Seigneurs Etats Généraux d'apporter, faire entrer & débiter en France & dans les Païs conquis, librement & ſans aucun empêchement du Harang ſalé, ſans diſtinction, & ſans être ſujets au rempacquement, & ce nonobſtant tous Edits, Déclarations & Arreſts du Conſeil à ce contraires, & nommément ceux des quinziéme Juillet, & quatorziéme Septembre, mil ſix cens quatre vingt ſept, portant défences d'apporter ni faire entrer dans les Ports de France, ou Places conquiſes du Harang autrement qu'en vracq & ſalé du ſel de Broüage; & qui ordonnent que ledit Harang ſera apporté dans les Ports de Mer en vracq dans des Barils, dont les dix-huit compoſeront douze de Harang pacqué, leſquels Arreſts demeureront révoqués & annullés.

XI. L'on dépêchera réciproquement à la Doüane ou aux Bureaux, tant en France qu'aux Païs des Etats Généraux, également & ſans aucune diſtinction les Sujets de l'une & de l'autre Nation auſſi-tôt qu'il ſera poſſible, ſans leur cauſer aucun empêchement ni retardement, quel qu'il puiſſe être.

XII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toûjours les Rades, Riviéres, Ports & Havres libres & ouverts pour entrer, ſortir, & demeurer à l'ancre, tant qu'il leur ſera néceſſaire, ſans pouvoir être viſités; à la charge néantmoins d'en uſer avec diſcretion, & de ne donner aucun ſujet de jalouſie, par un trop long & affecté ſejour, ni autrement, aux Gouverneurs deſdites Places & Ports, auxquels les Capitaines deſdits Navires feront ſçavoir la cauſe de leur arrivée & de leur ſejour.

XIII. Les Navires de Guerre de Sa Majeſté & deſdits Seigneurs Etats Généraux & ceux de leurs Sujets, qui auront été armés en guerre, pourront en toute liberté conduire les priſes, qu'ils auront faites ſur leurs ennemis, où bon leur ſemblera, ſans être obligés à aucuns Droits, ſoit des Sieurs Admiraux ou de l'Admirauté, ou d'aucuns autres, ſans qu'auſſi leſdits Navires ou leſdites priſes entrant dans les

ANNO 1713.

les Havres ou Ports de Sa Majeſté ou deſdits Seigneurs Etats Généraux, puiſſent être arreſtées ou ſaiſies, ni que les Officiers des Lieux puiſſent prendre connoiſſance de la validité deſdites priſes, leſquelles pourront ſortir & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portés par les Commiſſions, dont les Capitaines deſdits Navires de Guerre ſeront obligés de faire apparoir : Et au contraire ne ſera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des priſes ſur les Sujets de Sa Majeſté ou deſdits Seigneurs Etats Généraux ; mais y étant entrés par néceſſité de tempeſte ou peril de la Mer, on les fera ſortir le plûtôt qu'il ſera poſſible.

XIV. Les Sujets deſdits Seigneurs Etats Généraux ne ſeront point reputés Aubains en France, & ainſi ſeront exempts de la Loi d'Aubaine, & pourront diſpoſer de leurs biens par Teſtament, Donation ou autrement : Et leurs Héritiers, Sujets deſdits Etats, demeurans tant en France, qu'ailleurs, recueillir leurs ſucceſſions, mêmes *ab inteſtato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, ſans que l'effet de cette Conceſſion leur puiſſe être conteſté, ou empêché, ſous prétexte de quelque Droit ou prérogative des Provinces, Villes, ou Perſonnes privées ; pourront pareillement ſans leſdites Lettres de Naturalité, s'établir en toute liberté les Sujets deſdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, ſans pourtant y pouvoir acquerir aucun Droit de Bourgeoiſie, ſi ce n'eſt, qu'ils euſſent obtenu des Lettres de Naturalité de Sa Majeſté en bonne forme ; & ſeront généralement traités ceux des Provinces-Unies en tout & par tout autant favorablement, que les Sujets propres & naturels de Sa Majeſté, & particulierement ne pourront être compris aux taxes, qui pourront être faites ſur les Eſtrangers ; & ſera tout le contenu au préſent Article obſervé au regard des Sujets du Roi dans le Païs de l'obéïſſance deſdits Seigneurs Etats.

XV. Les Navires, chargés de l'un des Alliés, paſſans devant les coſtes de l'autre, & relâchans dans les Rades ou Ports, par tempeſte ou autrement, ne ſeront contraints d'y décharger ou debiter leurs Marchandiſes, ou partie d'icelles ; ni tenus d'y payer aucuns Droits, ſinon lorſqu'ils y déchargeront des Marchandiſes volontairement & de leur gré.

XVI. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Officiers & Soldats, Matelots & autres gens de Mer, les Navires mêmes, ni les Denrées & Marchandiſes, dont ils ſeront chargés, ne pourront être ſaiſis, ni arreſtés, en vertu d'aucun ordre général ou particulier de qui que ce ſoit, ou pour quelque cauſe ou occaſion qu'il puiſſe être, non pas même ſous prétexte de la conſervation, & défenſe de l'Etat ; & généralement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre, que du conſentement de ceux, à qui il appartiendra, & en payant les choſes, qu'on déſirera d'eux, en quoi toûtefois n'eſt entendu de comprendre les ſaiſies & arreſts faits par ordre & authorité de la Juſtice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales debtes, Contracts ou autres cauſes légitimes, pour raiſon deſquelles il ſera procédé par voye de Droit, ſelon la forme de la Juſtice.

XVII. Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces-Unies pourront en toute ſeureté & liberté naviger avec leurs Vaiſſeaux, & trafiquer avec leurs Marchandiſes, ſans diſtinction de qui puiſſent être les proprietaires d'icelles, de leurs Ports, Royaumes & Provinces, & auſſi des Ports & Royaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui ſont déja ennemis déclarés, tant de la France, que des Provinces-Unies ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir. Comme auſſi les mêmes Sujets & Habitans pourront avec la même ſeureté & liberté naviger avec leurs Vaiſſeaux & trafiquer avec leurs Marchandiſes ſans diſtinction de qui puiſſent être les proprietaires d'icelles, des lieux, Ports & Rades de ceux qui ſont ennemis de l'un & de l'autre deſdites Parties, ou de l'un des deux en particulier, ſans contradiction ou détourbier, de qui que ce ſoit, non ſeulement à droiture deſdites Places ennemies vers un lieu neutre, mais auſſi d'une place ennemie à l'autre, ſoit qu'elles ſe trouvent ſituées ſous la Juriſdiction d'un même Souverain, ſoit qu'elles le ſoyent ſous des divers.

XVIII. Ce tranſport & ce trafic s'eſtendra à toutes ſortes de Marchandiſes à l'exception de celles de contrebande. ANNO 1713.

XIX. En ce genre de Marchandiſes de contrebande s'entend ſeulement être compris toutes ſortes d'Armes à feu, & autres aſſortimens d'icelles, comme Canons, Mouſquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Sauciſſes, Cercles-poiſſez, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Mêche, Salpêtre, Balles, Piques, Epées, Morions, Caſques, Cuiraſſes, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Piſtolets, Baudriers & autres aſſortimens ſervans à l'uſage de la Guerre.

XX. Ne ſeront compris dans ce genre de Marchandiſes de contrebande les Froments, Bleds & autres Grains, Légumes, Huiles, Vins, Sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture & ſuſtentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandiſes & Denrées, non compris en l'Article précedent, & en ſera le tranſport permis, mêmes aux lieux ennemis deſdits Seigneurs Etats, ſauf aux Villes & Places aſſiegées, blocquées ou inveſties.

XXI. Pour l'exécution de ce que deſſus, il a été accordé qu'elle ſe fera en la maniére ſuivante. Que les Navires & Barques avec les Marchandiſes des Sujets de Sa Majeſté, étant entrés en quelque Havre deſdits Seigneurs Etats, & voulans de là paſſer à ceux deſdits Ennemis, ſeront obligés ſeulement de montrer aux Officiers des Havres deſdits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Paſſeports, contenans la ſpécification de la charge de leurs Navires, atteſtés & marqués du ſéel & ſeing ordinaires & reconnus des Officiers de l'Admirauté des lieux, d'où ils ſeront prémiérement partis, avec la déclaration du lieu où ils ſeront deſtinés, le tout en forme ordinaire & accoûtumée, après laquelle exhibition de leurs Paſſeports en la forme ſuſdite, ils ne pourront être inquietés ni recherchés, détenus ni retardés en leurs voyages, ſous quelque prétexte que ce ſoit.

XXII. Il en ſera uſé de même à l'égard des Navires & Barques Françoiſes, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obéïſſance deſdits Seigneurs Etats, ſans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrant, ſans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs charges, leſquels ne pourront être obligés de rendre compte de leur Cargaiſon, qu'au cas qu'il y eût ſoupçon qu'ils portaſſent aux ennemis deſdits Seigneurs Etats des Marchandiſes de contrebande, comme il a été dit cy-deſſus.

XXIII. Et audit cas de ſoupçon apparent, leſdits Sujets ſeront obligés de montrer dans les Ports leurs Paſſeports en la forme cy-deſſus ſpécifiée.

XXIV. Que s'ils étoient dedans les Rades, ou eſtoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires deſdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers, leurs Sujets, leſdits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout déſordre, n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoiſes, & faire entrer dedans deux ou trois Hommes ſeulement, à qui ſeront montrés les Paſſeports & Lettres de Mer par le Maître ou Patron des Navires François en la maniére ci-deſſus ſpécifiée, ſelon le Formulaire deſdites Lettres de Mer, qui ſera inſeré à la fin de ce Traité, par leſquels Paſſeports & Lettres de Mer il puiſſe apparoir non ſeulement de ſa charge, mais auſſi du lieu, de la demeure & réſidence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens, on puiſſe connoître, s'ils portent des Marchandiſes de contrebande, & qu'il apparoiſſe ſuffiſamment, tant de la qualité dudit Navire, que de ſon Maître & Patron, auxquels Paſſeports & Lettres de Mer ſe devra donner entiére foi & créance ; & afin que l'on en connoiſſe mieux la validité, & qu'elles ne puiſſent en aucune maniére être falſifiées & contrefaites, ſeront donnés certaines marques & contreſeings de Sadite Majeſté & deſdits Seigneurs Etats Généraux.

XXV. Et en cas que dans leſdits Vaiſſeaux & Barques Françoiſes, deſtinées vers les Havres des ennemis deſdits Seigneurs Etats, ſe trouve par les moyens ſuſdits quelques Marchandiſes & Denrées de celles, qui ſont cy-deſſus déclarées de contrebande & défendues, elles ſeront déchargées, dénoncées & confiſquées par devant les Juges de l'Amirauté des

ANNO 1713. des Provinces-Unies ou autres competens, ſans que pour cela le Navire & Barque ou autres Biens, Marchandiſes & Denrées libres & permiſes, retrouvées au même Navire, puiſſent être en aucune façon ſaiſies ni confiſquées.

XXVI. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui ſe trouvera chargé par les Sujets de Sa Majeſté en un Navire des ennemis deſdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fût Marchandiſes de contrebande, ſera confiſqué avec tout ce qui ſe trouvera audit Navire, ſans exception ni reſerve; mais d'ailleurs auſſi ſera libre & affranchi tout ce qui ſera & ſe trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Très-Chrêtien encore que la charge ou partie d'icelle fût aux ennemis deſdits Seigneurs Etats, ſauf les Marchandiſes de Contrebande, au regard deſquelles on ſe réglera ſelon ce qui a été diſpoſé aux Articles précedents; & pour éclairciſſement plus particulier de cet Article, il eſt accordé & convenu de plus, que les cas arrivans que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fuſſent engagées en guerre, les biens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, & chargés dans les Navires de celuy qui eſt devenu ennemi de tous les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront être confiſqués aucunement, à raiſon, ou ſous prétexte de cet embarquement dans le Navire ennemi; & cela s'obſervera non-ſeulement quand leſdites Denrées y auront été chargées devant la déclaration de la Guerre, mais mêmes, quand cela ſera fait après ladite déclaration, pourveu que ç'ait été dans les tems & les termes qui s'enſuivent; à ſçavoir ſi elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord depuis Terneuſe en Norvegue, juſques au bout de la Manche dans l'eſpace de quatre Semaines, ou au bout de ladite Manche, juſques au Cap St. Vincent, dans l'eſpace de ſix Semaines, & de là dans la Mer Méditerranée, & juſques à la Ligne dans l'eſpace de dix Semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'eſpace de huit mois, à compter depuis la publication de la préſente: Tellement que les Marchandiſes & biens des Sujets & Habitans, chargés en ces Navires ennemis, ne pourront être confiſqués aucunement, durant les termes & dans les étenduës ſuſnommées à raiſon du Navire qui eſt ennemy; ains ſeront reſtitués aux Proprietaires ſans aucun délay, ſi ce n'eſt qu'ils ayent été chargés après l'expiration deſdits termes; & pourtant il ne ſera nullement permis de tranſporter vers les Ports ennemis telles Marchandiſes de contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire ennemi, quoy qu'elles fuſſent renduës par la ſuſdite raiſon. Et comme il a été réglé cy deſſus, qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette liberté s'étendra auſſi aux Perſonnes, qui ſe trouveront en un Navire libre, à tel effet, que quoy qu'elles fuſſent ennemies de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant ſe trouvans dans le Navire libre, n'en pourront être tirées, ſi ce n'eſt qu'ils fuſſent Gens de Guerre, & effectivement en ſervice deſdits Ennemis.

XXVII. Tous les Sujets & Habitans deſdites Provinces-Unies jouïront réciproquement des mêmes Droits, libertés & exemptions en leur Trafic & Commerce dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de Sadite Majeſté: ce qui vient d'être dit, que les Sujets de Sa Majeſté jouïront en ceux deſdits Seigneurs Etats, & en haute Mer, ſe devant entendre que l'égalité ſera réciproque en toute maniére de part & d'autre; & même en cas que cy-après leſdits Seigneurs Etats fuſſent en Paix, Amitié & Neutralité avec aucuns Rois, Princes & Etats qui devinſſent ennemis de Sadite Majeſté, chacune des deux Parties devant uſer réciproquement des mêmes conditions & reſtrictions exprimées aux Articles du préſent Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXVIII. Et pour aſſeurer davantage les Sujets deſdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur ſera fait aucune violence par leſdits Vaiſſeaux de Guerre, ſera fait défence à tous Capitaines des Vaiſſeaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majeſté, de ne les moleſter ni endommager en aucune choſe que ce ſoit, ſur peine d'être tenus en leurs Perſonnes & biens des dommages & intereſts ſoufferts, & à ſouffrir juſques à la dûe reſtitution & réparation.

XXIX. Et pour cette cauſe ſeront doreſnavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & ſolvable par devant les Juges competens, de la ſomme de quinze mille livres tournois, pour répondre chacun d'eux ſolidairement des malverſations, qu'ils pourroient commettre en leurs courſes, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au préſent Traité & aux Ordonnances & Edits de Sa Majeſté, qui ſeront publiés en vertu & en conformité de la diſpoſition d'iceluy, à peine de déchance & nullité deſdites Commiſſions & Congés; ce qui ſera pareillement pratiqué par les Sujets deſdits Seigneurs Etats Généraux. ANNO 1713.

XXX. S'il arrivoit qu'aucun deſdits Capitaines François fit priſe d'un Vaiſſeau chargé deſdites Marchandiſes de contrebande, comme dit eſt; ne pourront leſdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Males, Bales, Bougettes, Tonneaux & autres Caiſſes, ou les tranſporter, vendre ou échanger; ou autrement aliener, qu'elles n'ayent été deſcenduës en Terre en la préſence des Juges de l'Amirauté & après Inventaire par eux fait deſdites Marchandiſes trouvées dans leſdits Vaiſſeaux, ſi ce n'eſt que leſdites Marchandiſes de contrebande ne faiſant qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron de Navire trouvât bon & agreât de livrer leſdites Marchandiſes de contrebande audit Capitaine & de pourſuivre ſon Voyage; auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement étre empêché de pourſuivre ſa route & le deſſein de ſon Voyage.

XXXI. Sa Majeſté voulant que les Sujets deſdits Seigneurs Etats Généraux ſoient traités dans tout le Païs de ſon obéïſſance auſſi favorablement, que ſes propres Sujets, donnera tous les ordres néceſſaires pour faire que les Jugemens & Arreſts, qui ſeront rendus ſur les priſes, qui auront été faites en Mer, ſoient donnés avec toute juſtice & équité, par Perſonnes non ſuſpectes ni intereſſées au fait, dont il ſera queſtion: Et donnera Sa Majeſté des ordres précis & efficaces, afin que tous les Arreſts, Jugemens & ordres de Juſtice déja donnés & à donner, ſoient promptement & dûement executés, ſelon leurs formes.

XXXII. Et lorſque les Ambaſſadeurs deſdits Seigneurs Etats Généraux ou quelque autre de leurs Miniſtres publics, qui ſeront à la Cour de Sa Majeſté, feront plainte deſdits Jugemens, qui auront été rendus, Sa Majeſté fera revoir leſdits Jugemens en ſon Conſeil, pour examiner ſi les ordres & précautions, contenues au préſent Traité, auront été ſuivies & obſervées, & pour y faire pourvoir, ſelon la raiſon, ce qui ſera fait dans le tems de trois mois au plus; & néantmoins avant le premier Jugement après iceluy, pendant la reviſion, les biens & effets, qui ſeront reclamés, ne pourront être vendus, ni déchargés, ſi ce n'eſt du conſentement des Parties intereſſées pour éviter le déperiſſement deſdites Marchandiſes.

XXXIII. Quand procés ſera meu en premiére & ſeconde inſtance contre ceux qui auront fait des priſes en Mer, & les intereſſés en icelles, & que leſdits intereſſés viendront à obtenir un Jugement ou Arreſt favorable, ledit Jugement ou Arreſt aura ſon execution ſous caution, nonobſtant l'appel d'iceluy, qui aura fait la priſe, mais non au contraire; & ce qui eſt dit au préſent Article & aux précedens, pour faire rendre bonne & briéve juſtice aux Sujets des Provinces-Unies, ſur les priſes faites en Mer, par les Sujets de Sa Majeſté, ſera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Généraux, à l'égard des priſes faites par leurs Sujets ſur ceux de Sa Majeſté.

XXXIV. Sa Majeſté & les Seigneurs Etats Généraux pourront en tout tems faire conſtruire ou freter dans le Païs l'un de l'autre, tel nombre de Navires, ſoit pour la Guerre ou pour le Commerce, que bon leur ſemblera, comme auſſi acheter telle quantité de Munitions de guerre, qu'ils auront beſoin, & employeront leur authorité, à ce que leſdits marchés de Navires & achapts de Munitions ſe faſſent de bonne foy & à prix raiſonnable, ſans que Sa Majeſté ni les Seigneurs Etats Généraux puiſſent donner la même permiſſion auxdits ennemis de l'un & de l'autre, en cas que leſdits ennemis fuſſent attaquans ou aggreſſeurs.

XXXV. Arrivant que des Navires de guerre ou Marchands échouent par tempeſte ou autre accident aux coſtes de l'un ou de l'autre Allié, leſdits

ANNO 1713.

dits Navires, Apparaux, Biens & Marchandiſes, & ce qui ſera ſauvé, ou le provenant, ſi leſdites choſes étant périſſables ont été venduës, le tout étant reclamé par des Proprietaires ou autres ayant charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, ſera reſtitué ſans forme de procés, en payant ſeulement les fraix raiſonnables, & ce qui ſera reglé entre leſdits Alliés pour le Droit de ſauvement; & en cas de contravention au préſent Article, Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Généraux promettent d'employer efficacement leur authorité, pour faire châtier avec toute la ſeverité poſſible ceux de leurs Sujets, qui ſe trouveront coupables des inhumanités, qui ont été quelquefois commiſes à leur grand regret en de ſemblables rencontres.

XXXVI. Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Généraux ne recevront & ne ſouffriront, que leurs Sujets reçoivent dans nul des Païs de leur obéïſſance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puiſſent être; mais ils les feront pourſuivre punir & chaſſer de leurs Ports; & les Navires dépredés, comme les biens pris par leſdits Pirates & Forbans, qui ſe trouveront en être, ſeront incontinent & ſans forme de procés reſtitués franchement aux Proprietaires, qui les reclameront.

XXXVII. Les Habitans & Sujets de coſté & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'obéïſſance dudit Seigneur Roi & deſdits Seigneurs Etats Généraux ſe faire ſervir de tels Advocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs, que bon leur ſemblera, à quoi auſſi ils ſeront commis par les Juges ordinaires, quand il ſera beſoin, & que leſdits Juges en ſeront requis; & ſera permis auxdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les lieux, où ils feront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correſpondance, en la Langue que bon leur ſemblera, ſans que pour ce ſujet ils puiſſent être inquietés ni récherchés.

XXXVIII. A l'avenir aucuns Conſuls ne ſeront admis de part & d'autre; & ſi l'on jugeoit à propos d'envoyer des Réſidens, Agens, Commiſſaires ou autres, ils ne pourront établir leur demeure, que dans les lieux de la réſidence ordinaire de la Cour.

XXXIX. Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Généraux ne permettront point, qu'aucun Vaiſſeau de guerre, ni autre équipé pour la Commiſſion & pour le ſervice d'aucun Prince, République ou Ville, que ce ſoit, vienne faire aucune priſe dans les Ports, Havres ou aucunes Riviéres, qui leur appartiennent, ſur les Sujets de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, Sadite Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Généraux employeront leur authorité & leur force, pour en faire la reſtitution ou reparation raiſonnablement.

XL. S'il ſurvenoit par inadvertance ou autrement quelques inobſervations ou contraventions au préſent Traité de la part de Sadite Majeſté, ou deſdits Seigneurs Etats Généraux, & leurs Succeſſeurs, il ne laiſſera pas de ſubſiſter en toute ſa force, ſans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confédération, amitié & bonne correſpondance, mais on reparera promptement leſdites contraventions, & ſi elles procédent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en ſeront ſeuls punis & chaſtiés.

XLI. Et pour mieux aſſeurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux deſdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & leſdits Seigneurs Etats deſdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaiſe) il ſera toûjours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour ſe retirer avec leurs effets, & les tranſporter où bon leur ſemblera; Ce qui leur ſera permis de faire, comme auſſi de vendre ou tranſporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, ſans qu'on puiſſe leur donner aucun empêchement, ni procéder pendant ledit tems de neuf mois à aucunes ſaiſies de leurs effets, moins encore à l'arreſt de leurs Perſonnes.

XLII. L'on préviendra de part & d'autre, autant qu'il ſera poſſible, tout ce qui pourroit en aucune maniére empêcher directement ou indirectement l'execution du préſent Traité, & ſpécialement de l'Article ſeptiéme; & on s'oblige aux moindres plaintes, qui ſe feront de quelques contraventions, de les faire inceſſamment reparer.

XLIII. Le préſent Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vingt cinq ans, à commencer du jour de la ſignature; & les Ratifications en ſeront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'eſpace de trois ſemaines, à compter du jour de la ſignature, ou plûtôt, ſi faire ſe peut.

ANNO 1713.

XLIV. Et pour plus grande ſeureté de ce Traité de Commerce & de tous les Points & Articles, y contenus, ſera ledit préſent Traité publié, verifié & enregiſtré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme auſſi ſemblablement ledit Traité ſera publié, verifié & enregiſtré par leſdits Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres places, là où on a accoûtumé de faire les publications, verifications & enrégiſtremens.

*Formulaire des Paſſeports & Lettres de Mer, qui ſe doivent donner dans l'Amirauté de France aux Navires & Barques, qui en ſortiront, ſuivant l'Article du préſent Traité.*

LOUIS Comte de Thoulouſe, Amiral de France, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faiſons, que nous avons donné congé & permiſſion à Maître & Conducteur du Navire, nommé de la Ville de du port de Tonneaux, ou environ, étant de préſent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de après que viſitation aura été faite de ſon Navire, avant que partir fera ſerment devant les Officiers, qui exercent la Juriſdiction des cauſes maritimes, comme ledit Vaiſſeau appartenant à un ou pluſieurs des Sujets de Sa Majeſté, dont il ſera mis Acte au bas des préſentes; comme auſſi de garder, & faire garder par ceux de ſon Equipage les Ordonnances & Réglemens de la Marine, & mettre au Greffe le Rôle, ſigné & verifié, contenant les noms & ſurnoms, la naiſſance & demeure des Hommes de ſon Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; leſquels il ne pourra embarquer ſans le ſçu & permiſſion des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec ſon Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du préſent Congé; & leur fera fidele rapport de ce qui ſera fait & paſſé durant ſon voyage; & portera les Pavillons, Armes & Enſeignes du Roi, & les nôtres durant ſon voyage. En témoin de quoi nous avons fait appoſer nôtre Seing & le Séel de nos Armes à ces préſentes; & icelles fait contreſigner par nôtre Sécretaire de la Marine à jour de mil ſept cens Signé, LOUÏS, Comte de Thoulouſe, Et plus-bas, par

*Formulaire de l'Acte contenant le ſerment.*

NOUS de l'Amirauté de certifions que Maître du Navire, nommé au Paſſeport ci-deſſus, a preſté le ſerment mentionné en icelui. Fait à le jour de mil ſept cens

*Autre Formulaire des Lettres, qui ſe doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques, qui en ſortiront, ſuivant l'Article ſuſdit.*

AUX Séréniſſimes, Très-Illuſtres, Très-Puiſſants, Honorables & Prudens Seigneurs, Empereurs, Rois, Républiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaîtres, Eſchevins, Conſeillers, Juges, Officiers, Juſticiers & Régens de toutes bonnes Villes & Places, tant Eccleſiaſtiques que Seculiers, leſquels ces préſentes verront ou liront; nous Bourguemaîtres & Régens de la Ville de ſçavoir faiſons que Maître du Navire comparant devant nous, a déclaré de ſerment

ANNO 1713.

ment solemnel que le Navire nommé grand environ lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux habitans des Provinces-Unies, ainsi Dieu le vouloit aider; & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerons tous en général & en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & Denrées arrivera, qu'il vous plaise de le recevoir benignement & traiter dûement, le souffrant sur les Droits accoûtumés des péages & fraix, dans, par & auprès de vos Ports, Riviéres & Domaines, le laissant naviger, passer, fréquenter, & négocier là où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoîtrons; en témoin de quoi, nous y avons fait apposer le Seau de nôtre Ville.

En foi de quoi nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Géneraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons és dits noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onziéme Avril 1713.

*Signé*,

HUXELLES. (L. S.) S. J. v. RANDWYCK.
(L. S.)
MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS.
(L. S.)
(L. S.) B. v. DUSSEN.
(L. S.) C. van GHEEL van SPANBROECK.
(L. S.) F. A. Baron de REEDE de RENSWOUDE.
(L. S.) S. v. GOSLINGA.
(L. S.) GRAEF v. KNIPHUYSEN.

*Article Separé.*

OUTRE ce qui a été conclu & arresté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrêtienne, & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ce jourd'hui onze Avril mil sept cents treize, il a été encore convenu par ce présent Article separé, qui aura la même force & vertu que s'il étoit inseré de mot à mot dans le susdit Traité, que l'imposition de cinquante sols par Tonneau, établie en France sur les Navires des étrangers, cessera entiérement à l'avenir à l'égard des Navires des Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies, & ne pourra déformais être restablie, ensorte que les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux seront déchargés de ladite taxe, soit que lesdits Navires aillent droit en France des Païs ou Terres desdits Seigneurs Etats Généraux, ou de quelque autre endroit que ce puisse être, soit chargés ou à vuide, soit aussi qu'ils soient chargés pour décharger dans une ou plusieurs Places de France, ou bien qu'étant destinés pour prendre charge aux lieux où ils auroient dessein d'aller, & n'y en trouvant pas, ils aillent en d'autres pour en avoir, soit aussi que lesdits Navires des Sujets des Seigneurs Etats Généraux sortent des Ports de France, pour s'en retourner chez eux, ou pour aller ailleurs, en quelques lieux que ce puisse être, chargés ou vuides, soit même qu'ils ayent pris leurs charges dans une ou plusieurs Places, puisqu'il a été convenu, que ni dans lesdits cas, ni dans aucun autre qui pourroit arriver, les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux ne seront pas sujets à ladite imposition, mais qu'ils en seront & demeureront exempts, tant en venant desdits Ports de France qu'en y allant, excepté seulement au cas suivant, sçavoir, quand lesdits Navires prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France en un autre Port de France, pour les y décharger, auquel cas seulement, & nullement en aucun autre, les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux seront obligés de payer ledit Droit comme les autres Estrangers. Le présent Article separé sera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce.

ANNO 1713.

En foi de quoi nous Ambassadeurs de Sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons és dits noms signé cet Article separé de nos Seings ordinaires & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht l'onze Avril 1713.

*Signé*,

HUXELLES. (L. S.) J. v. RANDWYCK.
(L. S.)
MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS.
(L. S.)
(L. S.) B. v. DUSSEN.
(L. S.) C. van GHEEL van SPANBROECK.
(L. S.) F. A. Baron de REEDE de RENSWOUDE.
(L. S.) S. van GOSLINGA.
(L. S.) GRAEF van KNIPHUYSEN.

*Plein-pouvoir du Roi T. C. pour ses Ambassadeurs.*

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout nôtre pouvoir au rétablissement d'une Paix sincere & solide, & qu'il y a lieu d'esperer que les Conferences, qui se tiennent à Utrecht pour parvenir à un bien aussi-désirable, auront bien-tôt un heureux succés, voulant encore aporter tous nos soins pour en avancer l'effet, & pour la rendre plus stable, Nous confiant entierement en la capacité, expérience, zéle & fidelité pour nôtre Service, de nôtre très-cher & bien-amé Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Nôtre cher & bien-amé le Sieur Mesnager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel. Pour ces Causes & les autres bonnes considérations à ce nous mouvant, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces présentes, signées de nôtre Main, commettons, ordonnons, & députons lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles, & Mesnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission, & Mandement spécial, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nos très-chers, & grands amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, revêtus de leurs Pouvoirs en bonne forme, arrester, conclure, & signer tels Traitez de Commerce, Articles & Conventions, que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires aviseront bon être. Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux par maladie, ou par quelque autre cause légitime, l'autre ait le même Pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrester, conclure & signer tels Traitez de Commerce, Articles & Conventions, qui conviendront au bien que nous nous proposons, & à l'utilité réciproque de nos Sujets; en sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, agissent en tout ce qui regardera la Négotiation avec lesdits Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si nous étions présens en Personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus spécial, non contenu en cesdites présentes. Promettant en foi, & parole de Roi, d'avoir agréable, & tenir ferme, & stable à toûjours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles & Mesnager, ou l'un d'entre eux, dans lesdits cas d'absence, ou de Maladie, auront stipulé, promis, & signé, en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quel-

ANNO 1713.

quelque prétexte que ce puiſſe être; Comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems dont il ſera convenu par les Traités à faire. Car tel eſt nôtre plaiſir. En teſmoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Séel à ces Préſentes. Donné à Verſailles le quatriéme jour de Mars, l'An de Grace, mil ſept cent treize, & de nôtre Regne le ſoixante dixieſme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et ſur le Reply*,

Par le Roy,

COLBERT.

Sellé du grand Sceau de Cire Jaune.

*S'enſuit la teneur des Pouvoirs des Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux.*

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes, verront, ſalut. Comme nous ne ſouhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté eſt à préſent affligée, & que la Ville d'Utrecht a été agréée pour le lieu des Conférences; Nous par ce même déſir d'arreſter, d'autant qu'il ſera en nous, la déſolation de tant de Provinces, & l'effuſion de tant de ſang Chrêtien, avons voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet députer à ladite Aſſemblée quelques Perſonnes du Corps de la nôtre, qui ont donné pluſieurs preuves de la connoiſſance & experience qu'ils ont des affaires publiques, auſſi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bonheur de nôtre Etat. Et comme les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue, Guillaume Buys, Conſeiller Penſionaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conſeiller Penſionaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkeſtein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges dans nôtre reſſort; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, &c. Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Wreedewold, &c. Députez en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, ſe ſont ſignalez en pluſieurs Employs importants pour nôtre ſervice, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adreſſe au maniement des affaires, & que pour ces cauſes, & autres conſidérations à ce nous mouvant, nous les avons commis, ordonné & député d'aller à Utrecht, en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires pour la Paix & d'y conférer avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, munis de Pouvoirs ſuffiſans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différens, qui cauſent aujourd'hui la Guerre, ſouhaitant de plus, qu'avec la concluſion de la Paix, il ſoit auſſi réglé par un Traité de Commerce, de Navigation & de Marine, tout ce qui ſera propre à établir & fortifier la bonne Correſpondance entre les Sujets de part & d'autre, & à prévenir tous les inconveniens qui pourroient l'affoiblir; pour ces raiſons nous avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpécial, auxdits Sieurs de Randwyck, Buys, vander Duſſen, de Spanbroek, de Renſwoude, de Goſlinga, & Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, de conférer auſſi avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrêtienne munis de Pouvoirs ſuffiſans, ſur les conditions d'un Traité de Commerce, Marine & Navigation, d'en traiter & convenir; & pourront noſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires tous enſemble, ou quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux, en cas de l'abſence des autres par maladie ou autre empêchement, conclure & ſigner un tel Traité de Commerce, Navigation & Marine, & généralement faire, négocier, promettre & accorder, tout ce qu'ils eſtimeront néceſſaire pour le ſuſdit effet, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire ſi nous étions préſens', quand même pour cela il ſeroit beſoin de Pouvoir & Mandement plus ſpécial, non contenu dans ces préſentes; promettant ſincerement & de bonne foi, d'avoir pour agréable, ferme & ſtable, tout ce que par leſdits Sieurs nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, ou bien par quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux en cas de maladie, d'abſence ou d'autre empêchement des autres, aura été ſtipulé, promis & accordé, & d'en faire expédier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Aſſemblée, ſous nôtre grand Seau, le paraphe du Préſident de nôtre Aſſemblée, & le Seing de nôtre Greffier, l'onziéme d'Avril mille ſept cens treize.

*Eſtoit paraphé*,

JOHAN VAN WEEDE, Vt.

*Plus-bas.*

Par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Etats Généraux.

*Signé*,

F. FAGEL.

Et ſellé du grand Seau de cire rouge.

*S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté Très-Chrêtienne ſur le Traité de Commerce, Navigation & Marine.*

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme Nôtre très-cher & bien Amé Couſin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; & Nôtre-cher & bien-amé le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs, que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arrêté & ſigné l'onziéme du préſent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Senateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du reſſort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vreedewold, &c. Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis, les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, le Traité de Commerce, Navigation & Marine, dont la teneur s'enſuit.

*Fiat*

ANNO 1713.

*Fiat inſertio.*

Nous ayant agreable le ſuſdit Traité de Commerce, Navigation & Marine en tous & chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & déclarez, avons iceux tant pour nous que pour Nos Héritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, & par ces préſentes ſignées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roy, ſous l'obligation & hypothéque de tous & un chacun nos Biens, préſens & à venir, garder, obſerver inviolablement, ſans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniére que ce ſoit. En temoin de quoy Nous avons fait mettre Nôtre Sçel à ces preſentes. Donné à Verſailles le dix-huitiéme Avril, l'an de grace, mil ſept cens treize, & de Nôtre Regne le ſoixante-dixiéme.

*Etoit ſigné*,

LOUIS.

*Et plus bas*;

Par le Roy,

COLBERT.

*S'enſuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſur le Traité de Commerce, Navigation & Marine.*

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Comme ainſi ſoit, que l'onziéme jour du mois d'Avril de la préſente année 1713., il a été fait & conclu à Utrecht un Traité de Commerce, Navigation & Marine par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & ſon Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrêtienne à l'Aſſemblée d'Utrecht, & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Senateur, & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulckeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du reſſort de nôtre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminckhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold, Députés en nôtre Aſſemblée de la part des Eſtats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Aſſemblée d'Utrecht, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs reſpectifs, duquel Traité la teneur s'enſuit.

*Fiat inſertio.*

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification ſeront délivrées de part & d'autre en bonne & dûë forme, dans le terme de trois ſemaines, à compter du jour de la ſignature, Nous voulant donner des marques de nôtre ſincerité, & Nous acquiter de la parole, que nos Ambaſſadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'icelui, ci-deſſus tranſcrits, comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions, par ces préſentes; promettant en bonne foi & ſincerement de le garder, entretenir & obſerver inviolablement de point en point, ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque ſorte ou maniére que ce ſoit. En foi de quoi Nous avons fait ſigner ces préſentes par le Préſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre Greffier, & y appoſer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

*Eſtoit paraphé*,

H. VAN ISSELMUDEN, Vt.

*Sur le pli étoit écrit*,

Par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Etats Generaux.

*Etoit ſigné*,

F. FAGEL.

Et ſcellé du Grand Seau de cire rouge.

*S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté Très-Chrétienne ſur l'Article Separé.*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Ayant veu & examiné l'Article ſeparé que Nôtre très-cher & bien-amé Couſin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Nôtre cher & bien-amé le Sr. Meſnager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & ſigné l'onziéme du préſent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwijk, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Senateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland & Dykgrave de Crimpenerwaerd: Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges, du reſſort de l'Etat; Frederick Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold, &c. Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

*Fiat inſertio.*

Nous aiant agréable le ſuſdit Article ſeparé en tout ſon contenu avons iceluy loué, approuvé & ratifié, & par ces préſentes, ſignées de Nôtre main, louons, approuvons & ratifions. Promettant en foy & parole de Roy de l'acomplir, obſerver & faire obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſſe être. En témoin de quoy nous avons fait mettre Nôtre Scel à ceſdites préſentes. Donné à Verſailles le dix-huitiéme jour d'Avril, l'an de grace mille ſept cens

ANNO 1713.

cens treize, & de Nôtre Regne le ſoixante dixiéme.

*Etoit ſigné*,

LOUIS.

*Plus-bas*:

Par le Roy,

COLBERT.

*S'enſuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſur l'Article Separé.*

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme ainſi ſoit, qu'outre le Traité de Commerce, Navigation & Marine fait & conclu à Utrecht l'onziéme jour du mois d'Avril de la préſente année 1713. il ait été fait de même un Article ſeparé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & ſon Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majeſté T. C. à l'Aſſemblée d'Utrecht; & par les Srs. Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Senateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du reſſort de nôtre Etat; Frideric Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold, &c. Députés en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Aſſemblée d'Utrecht en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs reſpectifs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

*Fiat inſertio.*

Nous ayant pour agréable ledit Article ſeparé, l'avons approuvé & ratifié, l'approuvons & ratifions, par ces préſentes; Promettant en bonne foy & ſincerement, de le garder, entretenir & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque ſorte ou maniére que ce ſoit. En foy dequoy Nous avons fait ſigner ces préſentes par le Préſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre Greffier, & y appoſer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

*Eſtoit paraphé*,

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

*Sur le pli eſtoit écrit*,

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Généraux.

*Etoit ſigné*,

F. FAGEL.

Et ſcellé du grand Seau en cire rouge.

*Ordonnance du Roi T. C. pour le retabliſſement du Commerce tant par Mer que par Terre, entre ſes Sujets & ceux des Provinces-Unies des Païs-bas. Donnée à Marly le 17. Mai 1713.* Avec *les* PROCLAMATIONS *de la Paix faites à Paris le 22. & à la Haye le 13. du même Mois & An 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. III. pag. 137.]

ANNO 1713.

ON FAIT A SCAVOIR à tous qu'il appartiendra, qu'une bonne, ferme, ſtable & ſolide Paix, avec une amitié & reconciliation entiere & ſincere, a été faite & accordée entre Très-Haut, Très-Excellent & Très-Excellent & Très-Puiſſant Prince, LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, nôtre Souverain Seigneur; Très-Haute, Très-Excellente & Très-Puiſſante Princeſſe ANNE, Reine de la Grande-Bretagne; Très-Haut, Très-Excellent & Très-Puiſſant Prince FRIDERIC GUILLAUME Roi de Pruſſe; Très-Haut, Très-Excellent & Très-Puiſſant Prince VICTOR AME', Duc de Savoye; Et les SEIGNEURS Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, leurs Vaſſaux, Sujets, Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres & Seigneuries de leur obéïſſance: Que ladite Paix eſt générale entre eux & leurſdits Vaſſaux & Sujets; & qu'au moyen d'icelle il leur eſt permis d'aller, venir, retourner & ſéjourner en tous les lieux deſdits Royaumes, Etats & Païs, négocier & faire Commerce de Marchandiſes, entretenir correſpondance, & avoir communication les uns avec les autres, & ce en toute liberté, franchiſe & ſûreté, tant par Terre que par Mer, & ſur les Riviéres & autres Eaux, & tout ainſi qu'il a été & dû être fait en temps de bonne, ſincere & amiable Paix, telle que celle qu'il a plû à la divine Bonté d'établir entre ledit Seigneur Roi, ladite Dame Reine, le Seigneur Roi, Prince & Etats Généraux précédemment nommez, leurs Peuples & Sujets: Et pour les y maintenir, il eſt expreſſément défendu à toutes Perſonnes de quelque qualité & condition qu'elles ſoient, d'entreprendre, attenter ou innover aucune choſe au contraire, ni au préjudice d'icelle, ſur peine d'être punis ſeverement comme infracteurs de Paix & perturbateurs du repos public. Et afin que perſonne n'en puiſſe prétendre cauſe d'ignorance, ordonne Sa Majeſté que la Préſente ſera lûë, publiée & affichée par tout où beſoin ſera. Fait à Mariy le dix-ſept May, mil ſept cens treize.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas*,

PHELYPEAUX.

Et ſcellé du Scel de Sa Majeſté.

*De par le Prévôt des Marchands & Eſchévins de la Ville de Paris.*

A TOUS ceux qui ces préſentes Lettres verront, JEROME BIGNON, Chevalier, Conſeiller d'Etat ordinaire, Prévôt des Marchands; & les Eſchevins de la Ville de Paris, Salut. Sçavoir faiſons que ſur ce qui Nous a été remontré par le Procureur du Roi & de la Ville, que Sa Majeſté par ſa Lettre de Cachet donnée à Marly le dix ſept du préſent mois de May, *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*: PHELYPEAUX. Nous ayant addreſſé ſon Ordonnance du même jour pour faire publier la Paix concluë entre Sa Majeſté, la Reine de la Grande-Bretagne, le Roi de Pruſſe, le Duc de Savoye, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & tenir la main à ce qu'il n'y ſoit contrevenu en aucu-

ANNO 1713.

aucune maniére, il étoit néceſſaire pour rendre plus notoire ladite Ordonnance qui a été lûë & publiée ce jourd'hui dans les lieux ordinaires de cette Ville, de la faire afficher ſur les Portes d'icelle & autres lieux de nôtre Juriſdiction, afin qu'elle ſoit executée ſelon ſa forme & teneur. Pour quoy requeroit qu'il Nous plût y pourvoir. NOUS ayant égard aux Remontrances & Requiſitoires du Procureur du Roy & de la Ville, AVONS ORDONNÉ que ladite Ordonnance de Sa Majeſté, donnée à Marly le dix-ſept du préſent mois, *Signée*, LOUIS. *Et plus-bas*, PHELYPEAUX. Et ſcellée, lûë & publiée ce jourd'huy dans tous les lieux ordinaires & acoûtumez de cette Ville, ſera affichée ſur les Portes d'icelle, Ponts, Paſſages & autres lieux étans de nôtre Juriſdiction, à la diligence des Huiſſiers Commiſſaires de Police de l'Hôtel de cette Ville ſur le Fait de la Marchandiſe de l'Eau & des Maîtres des Ponts, à ce qu'aucun n'en prétende cauſe d'ignorance, pour être executée ſelon ſa forme & teneur. Fait au Bureau de la Ville, le vingt deuxiéme jour de Mai, mil ſept cens treize.

*Signé*,

TAITBOUT.

*Publication de la Paix, faite à la Haye le 22. May 1713. &c.*

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces Préſentes verront ou entendront lire Salut; ſçavoir faiſons: Qu'à la loüange & gloire du Seigneur Dieu Tout-Puiſſant, & pour le bien & l'avantage de ces Provinces-Unies en général, & des bons Habitans d'icelles en particulier; il a été fait & conclu à Utrecht, le 11. Avril de la préſente année 1713., une bonne, ferme, fidelle & inviolable Paix, entre le Roi de France d'une part, & Nous d'autre part: dont les Ratifications ont été échangées de part & d'autre en forme convenable, à Utrecht le 12. du préſent mois de May: Et que le même jour, on a paſſé un Acte pour abreger le terme dont il eſt fait mention dans le III. Article, tant du Traité de Paix que de celui de Commerce. Qu'en conſéquence, tous actes d'hoſtilité ceſſeront, tant par Mer & Eaux douces, que par Terre, dans tous les Païs & Villes dépendantes du reſſort de part & d'autre, ſans diſtinction de Places, en quelques endroits qu'elles ſoient ſituées, enſemble entre les Peuples & Habitans d'une & d'autre part, de quelque état & condition qu'ils puiſſent être; & ce après l'expiration des termes reſpectifs exprimez ci-deſſous, ſavoir après l'expiration de 4. ſemaines, à compter du 11. Avril 1713. qui eſt le jour de la ſignature des Traitez, & ainſi aprés le 9. du préſent mois de Mai, dans la Mer Baltique & celle du Nord, depuis Terneuſe en Norwegue juſqu'au bout de la Manche; après le terme de 6. ſemaines, & ainſi après le 23. dudit mois de Mai, depuis le bout de la Manche juſqu'au Cap St. Vincent; après le terme de 10. ſemaines, & ainſi après le 20. Juin prochain, depuis le Cap St. Vincent juſques dans la Mer Méditerrannée & juſqu'à la Ligne; & enfin après le terme de 8. mois, & ainſi après le 11. Décembre de cette année, au delà de la Ligne & dans tous les autres endroits du Monde.

C'eſt pourquoi Nous mandons & enjoignons expreſſément par ces Préſentes à tous & un chacun, tant Sujets & Habitans des Provinces-Unies des Païs-Bas, que demeurans dans nôtre reſſort & ſous nôtre obéïſſance, d'obſerver inviolablement ladite Paix, conformément auxdits Traitez, ſans y contrevenir; ſous peine d'être punis comme Perturbateurs du repos public, ſans aucune grace, faveur, ſuport ni diſſimulation. Ainſi fait & conclu en l'Aſſemblée des ſuſdits Seigneurs Etats Généraux, à la Haye le 13. Mai 1713. ANNO 1713.

*Paraphé*,

J. v. WELDEREN, Vt. &c.

*ſigné*,

F. FAGEL, &c.

## CLVIII.

*Traité d'Alliance entre les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & les* LIGUES GRISES. *Fait à la Haye le 19. Avril 1713.* [Tiré des Archives des Etats à la Haye.] 19. Avril.

LES Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Seigneurs Chefs, Conſeillers & Communes des Loüables trois Ligues de la Haute Rhœtie ayant depuis long temps eu reciproquement les uns pour les autres, une veritable & ſincere Amitié, & une entiere confiance, ont jugé qu'il leur ſeroit utile & convenable de contracter enſemble une étroite & perpetuelle union defenſive qui puiſſe ſervir à leur maintien, & à leur conſervation reciproque, & à cimenter indiſſolublement, les ſentimens d'amitié & de confiance, qu'ils ont eu juſques ici les uns pour les autres: pour cet effet les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, ont authoriſé les Sieurs de Broekhuiſen, Fagel, Heinſius, de Spanbroeg, de Weede, de Burum, d'Iſſelmuiden, & Wichers, leurs Deputez; & la Louable Republique des trois Ligues, le Sieur de Salis; qui en vertu de leur authoriſation, ſont convenus des Articles ſuivans.

I. Il y aura à perpetuité une étroite Union defenſive entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'une part, & la Loüable Republique des trois Ligues Griſes, de l'autre, en vertu de laquelle etroite union, les Parties Contractantes s'engagent d'avoir reciproquement un fidelle ſoin de leurs interêts mutuels, de s'aſſiſter par tous les bons offices poſſibles, de prevenir le mal, dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & s'entreſecourir reciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'union s'étend de la part de la Loüable Republique des Ligues Griſes, à la defenſe des Païs de Leurs Hautes Puiſſances en Europe & à celle de leurs Barrieres, telles qu'elles ſeront reglées, & cela, ſoit que Leursdits Païs ou Barrieres fuſſent attaquées, ſoit que Leurs Hautes Puiſſances fuſſent obligées d'entrer en guerre pour la defenſe de leurs Païs ou Barrieres. Leurs Hautes Puiſſances ſeront deplus dans le pouvoir d'employer les Troupes de la Loüable Republique des Ligues Griſes, qu'elles auront à leur ſervice pour la defenſe de tous les Etats du Royaume de la Grande-Bretagne, qui ſont en Europe.

III. Les Loüables Ligues Griſes s'engagent dans ce Traité de laiſſer au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances, les dix Compagnies qu'elles ont à leur ſervice: ſçavoir le Regiment Griſon de Smit avec ſon Etat Major, & deux autres Compagnies diſperſées dans des Regimens Suiſſes. Les Loüables Ligues Griſes avoueront leſdites dix Compagnies, qui ont toutes eſté levées dans leur Païs; & permettront aux Capitaines, qui les commandent, & qui les commanderont dans la ſuite, de faire les recruës neceſſaires dans leurſdits Païs pour ces dix Compagnies, ſans qu'elles puiſſent être rappellées, dans aucun tems.

IV. Les Loüables Ligues Griſes s'engagent deplus à accorder à Leurs Hautes Puiſſances, en cas qu'elles fuſſent attaquées, ou en peril inevitable de l'eſtre, une nouvelle levée de deux mille hommes, ſans que leſdites Loüables Ligues Griſes puiſſent ſe diſpenſer d'executer cét engagement, à moins que lors qu'on leur demandera ladite nouvelle levée, elles ne fuſſent elles-mêmes en guerre, ou dans le peril inevitable d'y entrer; & quand ces Troupes ſeront levées, il ſera permis aux Officiers, d'y faire les recruës neceſſaires.

V. D'au-

ANNO 1713.

V. D'autre part Leurs Hautes Puiſſances s'engagent aux Loüables Ligues Griſes, en vertu du preſent Traité, à la defenſe deſdites trois Ligues Griſes, & à la conſervation de leur domination, de leur Souveraineté & de tous leurs Droits ſur les Païs qui leur ſont ſoumis. Et comme Monſieur de Stanian Envoyé de Sa Majeſté la Reyne de la Grande-Bretagne, a fait un Traité en l'année 1707. tant au nom de Sa Majeſté qu'en celui de Leurs Hautes Puiſſances, touchant la renovation & l'ammeliotation du Capitulat de Milan, & à l'egard d'autres choſes à l'avantage des Loüables Ligues Griſes: lequel Traité a enſuite été approuvé par Leurs Hautes Puiſſances dans leur Reſolution donnée le 3. Juin 1710. au Sieur de Salis Envoyé de ladite Republique des Griſons, & dans une autre Reſolution confirmative du 21. Avril 1711. Leurs Hautes Puiſſances s'engagent à continuer à faire tous les efforts poſſibles, & à tenir la main pour procurer aux Loüables Ligues Griſes l'accompliſſement dudit Traité, conformement auxdites Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances.

VI. Si les Loüables trois Ligues, ou les Païs qui ſont ſous leur Domination, étoient attaquées, ou en peril évident d'eſtre attaquées, ou ſi quelque Puiſſance étrangere ſuſcitoit, ou appuyoit, ſoit directement, ſoit indirectement, quelque rebellion ou mutinerie des Sujets des Loüables trois Ligues contre leurs Souverains, de telle maniere que leſdites Ligues fuſſent en guerre, ou en danger de guerre, ou ſi quelque Puiſſance etrangere ſuſcitoit ou ſoûtenoit dans la Republique des trois Ligues, des diviſions contre la conſtitution du Gouvernement; & que par là elle entrât en guerre, ou en peril évident de guerre, ou ſi les Loüables trois Ligues, pour defendre leurs Droits ſur les Païs, qui ſont ſous leur domination, étoient forcées d'entrer en guerre, en tous & chacun des cas ſuſdits, auſſi tôt que les Loüables trois Ligues ſeront obligées de mettre des Troupes ſur pied, Leurs Hautes Puiſſances s'obligent de leur payer chaque mois, une ſomme pareille à ce, à quoi monte la paye preſente d'un Etat Major, & de leurs dix Compagnies, qui ſont au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances; & ce ſubſide ſera payé regulierement de mois en mois, pendant tout le tems que la guerre, ou le peril évident de guerre, durera, & que les ſuſdites Troupes reſteront ſur pied; ce ſubſide commencera à courir du jour que les Loüables trois Ligues ſeront obligées de mettre ſur pied des Troupes pour quelqu'un des cas ſuſdits; & quoy que Leurs Hautes Puiſſances fuſſent dans ce tems-là Elles mêmes en guerre, les Loüables Ligues Griſes pourront neanmoins outre le ſubſide, rappeller le tiers de leurs Officiers qui ſe trouveront au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances, à ſçavoir le Lieutenant Colonel, un tiers des Capitaines, & des Capitaines Lieutenants *promiſcuè* & un tiers des Lieutenants, & des Enſeignes; & ſi Elles n'etoient point en guerre alors, les Ligues Griſes pourroient rappeller les deux tiers de leurs Officiers: à ſçavoir le Lieutenant Collonel & deux tiers des Capitaines, & Capitaines Lieutenants, *promiſcuè*, & deux tiers des Lieutenants & des Enſeignes, leſquels dans l'un & en l'autre cas, conſerveront cependant leurs Places & leurs appointemens, dans le ſervice de Leurs Hautes Puiſſances.

VII. Le Regiment de Smit & toutes les Compagnies qui le compoſent, auſſi bien que les deux autres Compagnies Griſonnes, ſeront conſervées en tems de Paix; Mais Leurs Hautes Puiſſances auront alors le Droit de reduire les Compagnies à cent cinquante hommes, chacune: ledit Regiment de Smit & les huit Compagnies qui le compoſent, auſſi bien que les ſuſdites deux autres Compagnies, ne pourront eſtre données qu'à des Officiers, Sujets des trois Ligues. Et quant en particulier au Regiment de Smit, & aux huit Compagnies, qui le compoſent, les Loüables Ligues Griſes ſe reſervent d'avoir à preſent le Droit de choiſir les Capitaines de telle maniere, qu'à chaque vacance, le Colonel nommera pour la remplir le plus vieux Capitaine Lieutenant du Regiment, & le Capitaine Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que ce dernier ait huit années de ſervice en qualité d'Officier, ſans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenants du Regiment ſeront nommés, & les Loüables Ligues Griſes auront le Droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines Lieutenants nommés par le Colonel.



ANNO 1713.

VIII. Lors que Leurs Hautes Puiſſances feront de nouvelles levées dans le Païs des Loüables Ligues Griſes, en vertu de l'engagement, que leſdites Loüables Ligues Griſes prennent dans ce Traité; leſdites Ligues auront le choix des Capitaines qui commanderont les nouvelles levées; mais Elles s'engagent à n'en choiſir que d'experimentés & de capables. Quand cette nouvelle levée ſera faite, ſoit en tout, ſoit en partie, les deux Compagnies Griſonnes, qui ſont dans des Regimens Suiſſes, ſeront miſes dans un même Corps avec cette nouvelle levée, & ſeront à l'égard de la nomination ſur le meme pied que les autres.

IX. Leurs Hautes Puiſſances choiſiront parmy les Capitaines, qui auront eſté elus par les Loüables Ligues Griſes, les Officiers de l'Etat Major & prendront les trois Officiers de l'Etat Major un par Ligue, autant que cela pourra convenir au bien de leur ſervice.

X. Lors qu'un nouveau Regiment ſera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, les Loüables Ligues Griſes, auront le Droit de choiſir les Capitaines, de la maniere dont il eſt expliqué dans l'Article ſeptieme de ce Traité.

XI. Leurs Hautes Puiſſances donneront pour les nouvelles levées la même ſomme qui a été donnee aut Capitaines Suiſſes qui en ont fait de particulieres pour elles.

XII. La Capitulation pour les nouvelles levées, ſera la meme, qui a été faite pour les Troupes Suiſſes Proteſtantes, qui ſont deja au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances avec cette obſervation, que ſans y rien changer par rapport à la paye, cette Capitulation doit eſtre miſe le plus clairement qu'il ſera poſſible, afin qu'il n'en puiſſe naitre aucune difficulté à l'egard de ſon execution; & tout ce qui n'eſt pas reglé dans le preſent Traité, le doit eſtre dans la Capitulation, de la maniere la plus avantageuſe pour les deux Parties Contractantes.

Cette nouvelle Capitulation regardera toutes les Troupes Griſonnes, qui ſont ou qui ſeront, au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances, & devra eſtre par tout & en tout conforme à celle qui doit ſe faire pour les Troupes de Berne, de maniere, que les ſuſdites Troupes Griſonnes jouïſſent des mêmes avantages que celles de ce Loüable Canton; & cette Capitulation étant bien éclaircie, devra avoir la meſme force que le preſent Traité.

XIII. L'Union hereditaire & toutes les Alliances anterieures de la Loüable Republique des Ligues Griſes, & ſpecialement celle qu'elle a avec les Loüables Cantons de Zurig, & de Berne, ſont ici reſervées: nonobſtant laquelle reſervation, les Loüables Ligues Griſes s'engagent à executer tout ce qui eſt contenu dans le preſent Traité.

XIV. Comme Sa Majeſté Britannique eſt deja dans un engagement poſitif avec la Republique des trois Ligues, comme garand du Traité fait pour le paſſage en 1707. Sadite Majeſté ſera conviée d'un commun conſentement d'entrer dans cette Alliance.

XV. L'eſchange des Ratifications du preſent Traité ſe fera dans deux mois au plus tard, & pluſtôt s'il ſe peut.

Ainſi fait & conclu entre les ſouſſignés Deputez de Leurs Hautes Puiſſances, & le Sieur de Salis authoriſé à cet effet de la part de la Loüable Republique des trois Ligues de la Haute Rhœtie. A la Haye le dix-neuvieme Avril mil ſept cens treize.

W. V. BROEKHUISEN. (L. S.)

PIERRE DE SALIS. (L. S.)

(L. S.) F. FAGEL.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) C. V. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) A. VAN BURUM.

(L. S.) H. VAN ISSELMUDEN.

(L. S.) J. WICHERS.

ANNO 1713.

## CLIX.

16. Mai. *Accord ou Capitulation conclue entre les* DANOIS *& les* SUEDOIS, *pour l'évacuation du* Holstein. *Fait & conclu à Oldenſworth le* 16. *Mai* 1713. [Mercure Hiſtorique, Juin. pag. 641.]

I. TOUTE l'Armée Suedoiſe, qui eſt entrée dans l'Eyderſtad & la Ville de Tonningen, ſous les ordres du Comte de Steenbock, ſe rendra au Roi de Danemarc, avec ſon Generaliſſime, ſes Généraux, Officiers, Volontaires & Soldats. Tous les Généraux & Hauts-Officiers, de même que les Volontaires, conſerveront leurs Armes & Bagages, toutes les Archives, la Caiſſe Militaire, & tout ce qui en dépend, de quelque nom que ce ſoit, ſans pouvoir être fouillé, pillé ou viſité. Les Bas-Officiers & Soldats conſerveront ſeulement leurs Epées & montures. Le Canon, les Armes à feu, de même que les Chevaux des Cavaliers, des Dragons & de l'Artillerie, & généralement tout ce qui apartient à l'Armement de Guerre, dont on ne pourra rien détruire ni cacher, ſeront remis à Heyerſworth, après l'évacuation de Tonningen, de même que les Drapeaux, Timbales, Etendars & Tambours. L'évacuation de ladite Place ſe fera 3. jours après la ſignature de cet Accord, & ſera achevée dans 8. jours. La route & les quartiers pendant la marche ſeront aſſignez par les Commiſſaires de Guerre Danois.

II. Après que les Troupes Suedoiſes auront été échangées ou rançonnées, elles ne pourront être tranſportées qu'en Suede, & à leurs dépens: elles devront même ſe pourvoir des Bâtimens néceſſaires, auxquels le Roi de Danemarc donnera des Paſſeports; & elles pourront auſſi employer des Vaiſſeaux Danois & du Holſtein, moyennant qu'elles les puiſſent avoir librement.

III. Les Troupes Nationales de Suede ne pourront être ſéparées des Regimens Allemans, mais elles devront être tranſportées en même tems en Suede.

IV. On commencera le Tranſport incontinent après que les Troupes auront été échangées ou rançonnées.

V. Les Suédois auront les logemens francs pendant leur marche, mais ils ſe pourvoiront eux-mêmes de Vivres.

VI. Les Danois ou leurs Alliez priſonniers, qui ont pris parti parmi les Suedois, ſeront retenus, de même que les deſerteurs; mais s'ils retournent volontairement à leurs Regimens, ils obtiendront pardon.

VII. On ne pourra forcer aucunes Troupes Suedoiſes à prendre ſervice, ni les retenir, excepté les déſerteurs.

VIII. Le Bagage des Généraux, Hauts-Officiers & Volontaires, dont il eſt fait mention dans le premier Article, ſera tranſporté en Suede ou ailleurs, ſans aucun empêchement.

IX. L'évacuation ſe fera par Brigades, qui ſeront conduites par des Commiſſaires, & pourvûës de Vivres, mais aux dépens des Suédois.

X. Les Troupes marcheront 3. jours, & feront alte le 4.; & à ceux qui tomberont malades en chemin, on leur donnera des Chariots.

XI. Les malades dans Tonningen, ſeront transferez dans l'Eyderſtad, & y reſteront juſqu'au tems de leur convaleſcence, à leurs dépens.

XII. Les montures & les habits deſtinez pour les Troupes Suédoiſes, qui ſont à Lubek & à Hambourg, & qui ont été payez; pourront être tranſportez librement en Suede, avec Paſſeport.

XIII. Tous les priſonniers, qui ſont en Danemarc, Holſtein, à Hambourg, ou ailleurs, pourront retourner librement à leurs Régimens, après avoir ſatisfait au Cartel.

XIV. Les Officiers Suédois, qui pour cauſe de maladie ou bleſſure ont été retenus à Lubeck, Hambourg & Wiſmar, & n'ont pas été dans l'Eyderſtad pourront être tranſportez où bon leur ſemblera, avec Paſſeport.

XV. Pareillement leurs Bagages, & autres choſes.

XVI. On accorde 2. ou 3. Frégates, pour ſervir de Convoi au Tranſport des Troupes Suedoiſes vers Carelskroon, Carelshaven, Cimberhaven ou Ydſtedz; & en cas que pendant le Tranſport, quelques Vaiſſeaux fuſſent diſperſez par la tempête, ou jettez ſur les Côtes Danoiſes, on ne pourra les retenir. ANNO 1713.

XVII. On enverra à Tonningen, de la part des Danois, un Medecin & un Chirurgien de Campagne, pour prendre information des malades; & quelques Commiſſaires, pour dreſſer une liſte des Chevaux & autres choſes.

XVIII. Les Suedois s'engagent de relâcher les priſonniers des Alliez du Nord, qui ſont dans les Provinces Allemandes-Suedoiſes, avant que le Tranſport ſe faſſe, en déduction du Cartel; promettent, que le Comte de Steenbock fera ſon poſſible que cela ſoit auſſi exécuté à l'égard de ceux qui ſont en Suede.

XIX. Le Roi de Danemarc promet, que de toute cette année il ne bombardera pas Tonningen; les Tranchées & Bateries faites par les Danois devant cette Place, pourront être entiérement détruites par les Suedois, à leur ſortie.

XX. Il ſera libre aux Suedois de rechercher près d'autres Puiſſances, la Garantie de cette Capitulation, moyennant que cela ne cauſe aucun retardement à leur ſortie.

XXI. Le Roi de Danemarc s'oblige d'exécuter ce que deſſus en tous ſes points, & de procurer le conſentement des Chefs des Armées Alliées.

XXII. On fera deux Copies de cette Capitulation, leſquelles ſeront échangées.

*Fait & conclu à* Oldenſworth *le* 16. *Mai* 1713.

Signé,

G. REINHOLE PATKULL. CARL MELLIN.

G. C. STROMFELDT. SHCWANDLODG.

### Approbation du Comte de Steenbock.

TOUT *ce qui fut accordé hier* 16. *Mai* 1713., *entre les Commiſſaires nommez de la part de S. M. le Roi de Dannemarc & de Norwegue, & de celle des Suedois, touchant la ſortie des Troupes Suedoiſes hors de Tonningen, du conſentement de S. A. le Prince Menzikof, & de S. Exc. le Comte de Flemming; & approuvé par la ſignature des* 3. *Chefs des Armées des Hauts Alliez, ſavoir Sadite Alteſſe le Prince de Menzikof, S. Alteſſe le Duc de Wirtemberg, & le ſuſdit Velt-Maréchal Comte de Flemming: Je le confirme & aprouve pour moi & au nom de toute la Generalité, Colonels & Chefs; je promets d'exécuter cet Accord en tous ſes Points. Pour plus grande ſureté de ce que deſſus, j'ai ſigné les préſentes de ma propre main, pour moi & au nom de la Généralité, Colonels & Chefs, & y ai apoſé mon Cachet. A Tonningen le* 17. *Mai* 1713.

Signé,

STEENBOCK.

## CLX.

*Extrait du Conſeil d'Etat du Roi* Très-Chrêtien *pour la Reſtitution du Prince d'*Eſpinoi, *en vertu des Articles* 11. *&* 15. *des Traités de Paix faits à Utrecht avec l'Angleterre & la Hollande: le* 11. *Avril dernier. Le* 29. *Mai* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 489.] 29. Mai.

SUR la Requête preſentée au Roi, étant en ſon Conſeil, par la Princeſſe d'Eſpinoi, Tutrice du Prince d'Eſpinoi ſon fils, contenant que Sa Majeſté aiant envoyé en 1668. un ordre au Sr. le Pelletier, alors Intendant en Flandres, pour faire rétablir en conformité & en execution des Traités de Paix, le feu Prince d'Eſpinoi en poſſeſſion de l'Hôtel

ANNO 1713.

tel de Roubaix, ſitué dans la Ville de Lille, des Terres de Cyſoing, Antoing, & Roubaix, qui appartiennent à la Maiſon de Meleun par le Droit du ſang & par les ſubſtitutions contenues dans les Contracts de Mariages & les Teſtamens de la famille, & dont Pierre de Meleun ſon biſayeul avoit joui ou dû jouir, ledit Sr. le Pelletier auroit en conſequence & ſur le vû des Pieces & titres, qui furent produits devant lui, rétabli ledit Prince d'Eſpinoy en poſſeſſion deſdites Terres & autres Biens ſcitués au Païs de Lille, lequel en auroit joui depuis ce tems-là, auſſi bien que ſes héritiers juſqu'en l'année 1709. que le Prince d'Eſpinoi ſon petit-fils en fut depouillé pendant la Guerre, mais par les Articles 11. & 15. du Traité de Paix, qui vient d'être conclu à Utrecht, toutes les Puiſſances ont concouru & ſont convenues de rétablir ledit Prince d'Eſpinoi dans ſa premiere poſſeſſion, au moyen dequoi la ſupliante, audit nom de Tutrice, ne peut s'adreſſer qu'à Sa Majeſté pour obtenir l'execution des Articles dudit Traité à l'égard des biens ſcituez dans les Païs de ſon obeiſſance, requeroit pour ces cauſes qu'il plût à Sa Majeſté d'ordonner que leſdits Articles 11. & 15. dudit Traité de Paix ſoient executez ſuivant leur forme & teneur, & en conſequence que ladite Princeſſe d'Eſpinoi en ladite qualité de Tutrice du Prince d'Eſpinoi ſon fils, ſoit reintegrée en la poſſeſſion de l'Hôtel de Roubaix & des Terres d'Antoing, de Cyſoing & de Roubaix & autres biens ſcitués audit Païs de Lille, conformément aux Articles 11. & 15. dudit Traité, à l'effect dequoi il plaira à Sa Majeſté ordonner au premier Huiſſier, qui en ſera requis, de faire ladite reintegrande, & d'en dreſſer ſon Procès Verbal en la maniere accoutumée, nonobſtant toutes oppoſitions ou appellations, ſi aucunes interviennent. Vû ladite Requête, l'Extrait du Traité de Paix contenant leſdits Articles: tout conſideré, Sa Majeſté étant en ſon Conſeil, a ordonné & ordonne qu'en conſequence des Articles onze & quinze dudit Traité de Paix, & conformément a ce qui y eſt porté, la Princeſſe d'Eſpinoi en qualité de Tutrice du Prince d'Eſpinoi ſon fils, ſera reintegrée en la poſſeſſion de l'Hôtel de Roubaix ſcitué dans la Ville de Lille, & des terres d'Antoing, de Cyſoing & de Roubaix & autres biens ſcituez au Païs de Lille, pour en jouïr, comme avant la dépoſſeſſion, à l'effet dequoi Sa Majeſté a ordonné & ordonne au premier Huiſſier ſur ce requis, de proceder à ladite Reintegrande, & d'en dreſſer ſon Procès Verbal en la maniere accoutumée, nonobſtant toutes oppoſitions, ou autres empêchemens, pour leſquels ne ſera differé. Fait au Conſeil d'Etat du Roy, Sa Majeſté y étant, à Marli le vingt neuviême jour du mois de Mai mil ſept cent treize.

*Signé,*

VOISIN

## CLXI.

8. Juin. *Extrait des Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES: *pour la Reſtitution du Prince d'*ESPINOI *en vertu de l'Article XI. de leur Traité de Paix avec le Roi T. C.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 492.]

*Jeudy* 8. *Juin, mil ſept cens treize.*

IL a été lu à l'Aſſemblée la Requête d'Elizabeth de Lorraine, Princeſſe d'Eſpinoi, Mere & Tutrice du Prince d'Eſpinoi ſon fils, demandant qu'en conſequence de l'Article onze du Traité de Paix fait à Utrecht le 11. Avril dernier il plût à Leurs H. H. P. P. de faire mettre la ſupliante, en ſa qualité, en poſſeſſion des terres d'Antoing ſcituées dans le Tournesis, pour en jouïr ſuivant ledit Traité, & qu'il plût à L. L. H. H. P. P. d'ordonner au premier Huiſſier, ſur ce requis, de remettre ladite Princeſſe en la poſſeſſion & jouiſſance deſdites Terres, & d'en faire ſa relation ou Procès Verbal, enſemble d'ordonner au Gouverneur de Tournai & Tournaiſis, ou à celui qui peut y commander en ſa place, de faire executer la teneur dudit Article onzième du Ttaité de Paix, & les ordres de L. L. H. H. P. P. & d'y prêter la main ſelon qu'il appartiendroit. Sur quoi aiant été deliberé, il a été trouvé bon & entendu d'acquieſcer par cette à ladite requiſition, & que ſuivant ce ladite Princeſſe d'Eſpinoi, en ſadite qualité de Mere & Tutrice du Prince d'Eſpinoi ſon fils, ſera miſe en la poſſeſſion & jouïſſance d'Antoing conformément à l'Article onzième du Traité de Paix; & il eſt enjoint & ordonné par cette au premier Huiſſier, ſur ce requis, de mettre ladite Princeſſe en ſadite qualité, en ladite poſſeſſion & jouïſſance de la Seigneurie d'Antoing avec ſes appartenances & d'en faire ſa relation & Procès Verbal, & il eſt pareillement enjoint par cette au Gouverneur de Tournai, ou à l'Officier y commandant en ſon abſence, de prêter la main à l'execution de l'Article onzième du Traité de Paix en ce que dit eſt ci-deſſus.

*Etoit ſigné,*

BURMANIA,

*Plus-bas étoit écrit,*

Il s'accorde audit Regiſtre.

*Signé,*

F. FAGEL.

## CLXII.

10. Juin. *Inſtrumento de la Ceſſion del Reyno de Sicilia, hecho por el Sereniſſimo Duque de* ANJOU, *como Rey de* ESPAÑA, *a* VICTOR AMADEO *Duque de Saboya por el y ſus Decendientes maſculinos perpetuamente, comprendiendo tambien en ella la Linea de los Principes de* CARIGNAN *faltando la Suya, baxo clauſula de Reverſion, en caſo de quedar extinguidas dichas dos Lineas Maſculinas, y lo miſmo en caſo que Su A. R. ó alguno de ſus ſucceſſores rompieſſe la buena amiſtad, y Aliança con la Corona de Eſpagna. Hecho en Madrid a los* 10. *de Junio* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. VI. pag. 788. en Eſpagnol & en François.]

DON Phelipe por la Gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Granada, de Navarra, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Sardeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algueſira, de Gibraltar, de las Yſlas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Yſlas, y Tierra firme del Mar Occeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan, Conde de Auſpurgo, de Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Biſcaya, y de Molina &c. Siendo tan de la obligacion de todo Principe Chriſtiano deſear el ſociego, y tranquilidad del Mundo, tan turbado en la mejor parte de el por la ſangrienta, y cruel guerra, que por tan largo tiempo ha afligido à la Europa, y haviendoſe conſiderado por la Reyna de la Gran Bretaña, por uno de los medios neceſſarios para eſtablecer, y aſegurar la Paz univerſal entre otras ventajas al Duque de Saboya, que yo le ceda el Reyno de Sicilia, y inſtandome a ello repetidamente, y conbenido con ſu Mag. Britanica por concorrir por mi parte aunque tan coſtoſamente, a que ſe conſiga eſte importante, y deſeado bien univerſal en aquella mejor forma que pueda, y devo, ê venido en executarlo por el preſente Inſtrumento, y para que eſta deliberacion tenga el devido efecto, por mi miſmo, por mis Herederos, y ſubceſſores, como Rey, y ſeñor natural, y abſo-

ANNO 1713.

absoluto de dicho Reyno lo renuncio, cedo, y traspasso al Duque de Saboya, y sus Hijos y Descendientes Masculinos, nascidos en constante legitimo Matrimonio, y en defecto de sus Lineas masculinas, al Prencipe Amadeo de Cariñan, y sus Hijos, y Descendientes Masculinos, nascidos en constante legitimo Matrimonio, y en defecto de sus Lineas al Prencipe Thomàs, Hermano del Prencipe de Cariñan, sus Hijos, y descendientes Masculinos, nascidos en constante Legitimo Matrimonio, para que lo aya, y respectivamente sus Hijos, y descendientes Masculinos, y los de las dichas dos Lineas masculinas, nascidos en constante legitimo Matrimonio, con la misma soberania, y poderio Real, que me pertenece, y al presente le posseo, y como le an possehido, y devido posseer los Reyes, mis Predecessores, assi en lo general de dicho Reyno, y sus dependencias, como en lo particular de todas las Ciudades, Villas, y Lugares, Tierras, Castillos, Fortalezas, Puertos, Mares, Señorios, Vassallos, y Subditos contenidos en dicho Reyno, y todas las Rentas Reales, prerogativas, y preeminencias, de plena Potestad, Jurisdicion, y Dominio, derechos, y acciones, y pretenciones, que me competan, assi en lo Secular, y Regalia de nombrar, y crear Ministros para los Tribunales, que hay, ô hubiere en el, y Governadores, Justicias, Capitanes, y otros Oficiales, que bien visto le fuere, para la manutencion de dicho R. en la forma expressada, y segun se dirà en este Instrumento, como en lo Eclesiastico el Patronato Real, y preeminencias de elegir, y presentar personas dignas para qualesquiera Arçobispados, Obispados, Iglesias Cathedrales, y Parrochiales, Abbadias, y otros qualesquiera Beneficios, Curados, ô simples comprehendidos en el Territorio de dicho Reyno, sin reservar Regalia alguna, derecho, ô preheminencia de las que me pertenecen como tal Rey y Señor natural de Sicilia, y pudieran pertenecer a mis Succesores, que no sea comprehendida en esta Cession, y traspasso a favor de dicho Duque sus Hijos y Descendientes, Masculinos, y de dichas dos Lineas masculinas y à expressadas, no obstante todas las Leyes, y Costumbres, Constituiciones, Privilegios y Capitulos del Reyno hechos en contrario, a un que hayan sido establecidos, y confirmados por Juramento, y fuesse necessario hazer especifica mencion dellos; por que atodos ellos, y â las clausulas derrogatorias, y â las derrogatorias de derrogatorias conque huviessen sido establecidas derrogo expressamente por el presente Instrumento de Cession, Traspasso, y renuncia que hago en mi nombre, e de dichos mis Subcessores à favor de dicho Duque y sus descendientes, y los de dichas dos Lineas, siendo mi determina voluntad que esta Cession, traspasso, y renuncia haya, y tenga lugar, y efecto sin que la excepcion general derrogue â la particular, ni por el contrario la particular â la general, y que perpetuamente queden excluidas todas las exempciones de qualesquiera Derechos, Titulos, Causas, ô pretextos, que puedan excitarse en contrario, y en consequencia de ello declaro, que consiento por mi, y en nombre de mis Subcessores, y és mi intencion y voluntad que el Virrey que ès, ô fuere al tiempo de darse cumplimiento a este Instrumento de Cession, y traspasso, y los demàs Capitanes Generales de Mar, y Tierra en aquel R. Consultor, Juez de la Monarchia, Presidentes de la Gran Corte, y Real Patrimonio, Ministros de este, y otros Tribunales de el, Justicias, Governadores, Alcaydes de Plaças, Castillos, Fortalesas, Ciudades, Villas, Comunidades, Duques, Marqueses, Condes, Barones, y demàs habitantes de dicho Reyno, que en comun, y particular mẽ hubieren prestado Juramento de fidelidad, y Vassallaje, sean, y queden libres, y absueltos desde a hora para siempre jamàs mientras duráre la Subcession Masculina de dicho Duque, y de las otras dos Lineas Masculinas, de su Casa llamadas en falta de ella en la forma dicha de la fé, y homenage, servicio, y juramento de fidelidad, que todos, ô cada uno dellos, me huviere, ô pudiere haver hecho, y à los demàs Reyes mis Predecessores juntamente con la obediencia, sugecion, y Vassallaje, que por rason de ello me fuesse devido, declarandolos nulos, y de ningun valor ni efecto, como sino hubiessen sido hechos, ni prestados jamais, y juntamente con dicho Reyno cedo, renuncio, y traspasso, al dicho Duque de Saboya sus Hijos y descendientes, y à los de las dos Lineas expressadas de su Casa todas las Galeras, que tengo en el, con todos los equipajes, Marineros, y chusmas que hubiere en ellas obligandome en virtud de este Instrumento, y a mis Subcessores, a que daré las ordenes necessarias al Virrey de aquel Reyno, Governador de las Galeras, y demas Generales, y personas que combenga para el entero cumplimiento de esta Cession, y a mandar entregar al Duque de Saboya, ô a su poder haviendo todos los Titulos, Papeles, y Documentos, pertenecientes a dicho Reyno y sus dependencias que pueden hallarse en estos de España y assi mismo â que desde Luego daré las ordenes combinientes a mis Plenipotenciarios, para que unidos, y puestos de acuerdo con los de S. M. Br. tomen aquellas medidas que tubieren pormàs conducentes en el ajuste de la Paz, para que por todos los Plenipotenciarios de los demàs Principes, y por sus Amos se assegure la manutencion, y permanencia del Reyno de Sicilia en el Duque de Saboya, sus Hijos, y Descendientes masculinos, y de las dos Lineas expressadas en la forma dicha, con el goso de la soberania, y reconocimento del Rey de Sicilia en pacifica possession, todo loqual sehá de entender debaxo de las Calidades y condiciones seguientes.

ANNO 1713.

I. Que assi como para la declaracion que hise de los Varones legitimos de las Lineas de la Casa de Saboya, para la Subcession de estos Reynos, en el caso de faltar descendencia mia legitima de Varones, y Hembras, de cuya disposicion se promulgò Ley, y se admitiò, y confirmò en el Reyno Junto en Cortes en la forma que en ella se contiene, aque me remito, se tomò como por fundamento, y firme supuesto la amistad, y perpetua alliança, que los Duques de Saboya, y Princepes de su Casa havian de tener con mi Corona, assi para esta Cession del Reyno de Sicilia, se deve tener por condicion, y expressa calidad de ella, que los referidos Duques de Saboya, y Princepes de su Casa cada uno en su tiempo han detener, establecer, consolidar, y renovar, amistad, y aliança perpetua cada uno en su tiempo comigo, y con mis Subcessores en esta Corte, y conservarla firme y inviolablemente, y si lo que no és de creer por qualquier accidente ô motivo pensado ô no pensado contra las reglas del verdadero y solido interez, obligacion, y gratitud el referido Duque de Saboya ô qualquiera de sus Subcessores faltasse a esta condicion, y no observasse la supuesta amistad, y perpetua aliança en qualquier caso, y tiempo que esto sucediesse desde ahora para en tonces queda nula, irrita, y de ningun valor esta Cession, y debuelto dicho Reyno a mi Corona, y este Instrumento como sinó se huviesse hecho.

II. Que a falta de Sucession Masculina de constante legitimo Matrimonio del Duque de Saboya, y lineas, a cuyo favor hago esta cession, como se ha expressado, el dicho Reyno de Sicilia bolverá a incorporarse en la Corona de España, y si entienda si legasse este caso desde luego transfirida la possession civil, y natural de dicho Reyno, a un antes de adquirirla corporalmente en mi, ô en qualquiera de mis descendientes Subcessores de ella, con todas las mismas Regalias de Soberania, y Poderio real, y Derechos, y Acciones, con que lo cedo, y pueda competirme, y a mis Subcessores, desde que faltare la subcession de dichas Lineas, todo en la misma substancia, integridad, y forma que se le entregáre al dicho Duque de Saboya eldia que tomáre la possession de el.

III. Con calidad, y condicion de que por ningun motivo, pretexto, ô causa no pueda dicho Duque, ni alguno de sus Subcessores en las Lineas declaradas empeñar, trocar, ni annejar el referido Reyno de Sicilia, ni en todo, ni en parte la menor que sea, ni dependencia alguna de el, a otra persona alguna sinó ès unicamente a mi Corona, y en caso que lo hiziere desde a hora para entonces, que da nula, irrita, y de ningun valor esta cession, y debuelto dicho Reyno a mi Corona, y por cancelado este Instrumento, como sinó se huviesse hecho.

IV. Que assi como cedo, renuncio, y traspasso a favor del Duque, sus Hijos, y Descendientes Masculinos, y de dichas dos Lineas, toda la Soberania, y preeminencias, Rentas, Reales, Acciones, y Derechos activos, que me competen, y pertenecen, por mi, y demàs Reyes, mis Predecessores, y que pudieren competir, y pertenecer a mis Subcessores en dicho Reyno de Sicilia, y sus dependencias al mismo tiempo se hayan de transferir, y passen en dicho Duque

ANNO 1713.

que, Hijos, y Deſcendientes de el, y de dichas dos Lincas todas las obligaciones, Cargas, debitos, Penſiones, y Derechos paſſivos, aque yo eſtoy obligado, y pudieran eſtarlo mis Subceſſores, hora procedan de cauſa oneroza, ô de mera gracia mia, ô de mis Predeceſſores, por via de Contracto, Conceſſion, ô Privilegio, ô en otra qualquiera forma, quedando reciprocamente obligado a la ſatisfacion, y paga de todo ello del miſmo modo que yo lo eſtoy, y lo eſtarian mis Subceſſores, no haziendo eſta Ceſſion, renuncia, y traſpaſſo.

V. Que hayan de ſer mantenidos, y ſe conſerven qualesquiera Leyes, Fueros, Capitulos del Reyno, Privilegios, Gracias, y Exempciònes, que al preſente goſan y han devido goſar en mi tiempo, y de mis predeceſſores, aſſi el Reino como qualesquiera Comunidades, Seculares, ô Eccleſiaſticas, y todos los habitantes en aquel Reyno, manteniendo a todos en comun, y en particular las que tubieren, y ſus Leyes, Conſtituciones, Capitulos de Reyno, Pragmaticas, Coſtumbres, Libertades, y Immunidades, y Exempciones a ellos concedidas, y concedidas por mi, y los Reyes mis Predeceſſores, tanto al comun del Reyno como à las Ciudades, Villas, y lugares, y Tierras, y a qualesquiera perſonas, aſſi Eccleſiaſticas como Seculares, ſegun, y como han uzado, y goſado, y debido uzar, y goſar de ellas.

VI. Que todas la Dignidades aſſi Eccleſiaſticas de Arçobiſpados, Obiſpados, Abadias, y Beneficios Curados, y ſimples, como los Seculares de Titulos de Duques, Principes, Marqueſes, Condes, Barones, y otros qualesquiera, aſſi las concedidas haſta a hora, como las que yo fuere ſervido de conceder haſta el dia en que al referido Duque de Saboya ſea dada la poſſeſſion de el dicho Reyno de Sicilia: Y por lo que toca à las Prebendas, Beneficios, Penſiones y Dignidades Eccleſiaſticas, todas las que vacaren, ô hubieren vacado haſta eldia en que al Duque de Saboya ſe le diere la poſſeſſion de el Reyno, por que todas como dicho és haſta el referido dia han de ſer de nombramiento, ô preſentacion mia, ſegun la Calidad de cada una ſe conſerven, y mantengan por dicho Duque, ſus Hijos, y Deſcendientes, y los dedichas dos Lineas en las perſonas que al preſente la tienen, y ſus Subceſſores que por tiempo fueren en la miſma forma, y con aquellas prerogativas, que las han goſado en mi tiempo, y de mis Predeceſſores, ſin deminuirlas, y alterarlas en coſa alguna.

VII. Que a qualesquiera perſonas, aſſi naturales de aquel R. como de los demas que poſſeo, que en el tengan Eſtados, Feudos, Oficios, Haziendas, Bienes, Rentas, Frutos, Reditos, ô Penſiones, y otros qualesquiera utiles, aſſi en coſas proprias ſuyas, que con algun titulo les perteneſcan, como en lo concerniente a mi Real Patrimonio, ora proceda de Cauſa oneroza, ora de Gracia, Privilegio, ô merced, que yo, ô qualquiera de mis Predeceſſores hubieremos concedido en aquel R. ſeles conſerven a ellos, y a ſus Herederos, y Subceſſores ſin deminuicion, ni ponerles embaraço alguno, y todos ſus Honores, Derechos, y Acciones perſonales, y hereditarias prezentes y futuras, aſſi en el caſo de hallarſe actualmente reſidiendo en el, ô en Dominios mios, ô aunque eſten en otros, como ſe hallen empleados en mi ſerbicio, como en el de venir deſde aquel R. a eſtablecerſe en los mios, ô que eſtando en ellos paſſaren en qualquier tiempo a reſidir en dicho Reyno de Sicilia, derrogando para la firmeza de eſta condicion las Leyes, Conſtituciones, Pragmaticas, y Capitulos del Reyno, que pudiera haver en contrario, y como las é derrogado antecedentemente para la de eſta Ceſſion.

VIII. Que qualesquiera Perſonas, tanto naturales de aquel Reyno, como de otra qualquiera parte que ſe hallaren en el, com empleos, y cargos que yo, ô mis Predeceſſores les hayamos conferido, aſſi de adminiſtracion de Juſticia, como de Tribunales Seculares, y Eccleſiaſticos, Goviernos, y Capitanias de Provincias, Ciudades, Villas, Lugares, y Territorios, hayan deſer mantenidos, y conſervados en ellos en la miſma forma, y con los miſmos gajes, ſueldos, ſalarios, acoſtamientos, y demas ayudas de Coſta, que han percebido haſta ahora, y goſan al preſente, queriendo quedarſe en dicho R. ô pudiendo goſarlos eſtando fuera deel, por no requerir rezidencia perſonal, ô poder ſervirlos por ſubſtiſtutos, ſegun la calidad de ellos, ô privilegios conque ſe huvieſſe concedido. Y en caſo que alguno, ô algunos de los que tuvieren empleo Militar, ô Politico de Mar, y Tierra en dicho Reyno, no ſea de la ſatisfacion de dicho Duque, y quiſiere, que no le ſirva, y lo hubieren obtenido por via de beneficio pecuniario, en eſte caſo el dicho Duque, ô ſus Subceſſores hayan de reembolcar a los que tienen dichos empleos antes de qui tarſelos, loque juſtificaren haver dado por ellos, y lo miſmo que darà con obligacion de executar. El Duque de Saboya, con los ſujectos en quienes eſtubieren proviſtas, las futuras, ſi las hubieren beneficiado con dinero, en caſo de no querer conſervarles ſus derechos, por ſer juſto, que los haga reembolçar de loque les hubiere coſtado.

IX. Que reſpecto de que en conſequencia deſta ceſſion há de evacuarle aquel Reyno de las Tropas de Cavalleria, y Infanteria, que tengo en el; en eſte caſo la Cavalleria Eſpañola, y Yrlandeza ſe há detraer a Eſpaña, y ſi algunos de los Soldados de ella quiſieren que darſe en aquel Reyno lo podran hazer a condicion, de que ſus Cavallos, Arnezes, y Armas ſe entreguen â ſus Oficiales. Y por loque mira à la Infanteria, ſi executará, y practicará lo miſmo. Y por loque toca á los Ymbalidos, y eſtropeados, no ſiendo juſto abandonar los, y muy propio de la Caridad del Duque de Saboya el attenderlos, ſerá obligado a continuarles las miſmas aſſiſtencias, de que goſan actualmente, y de todas las que háſta eldia en que le fuere dada la poceſſion del Reyno eſtubieren concedidas a todos los Ymbalidos, ô Eſtropeados, bien ſean naturales, ô foraſteros de aquel Reyno, pues haviendo hecho en el ſu merito, y contrahido en ſu ſerbiero ſus impedimientos, nó és de Juſticia ni de Equidad, que hayan de perecer, y mendigar.

X. Que las Dignidades, Rentas, Titulos, Señorios, y otros bienes, que en aquel Reyno han ſido confiſcados al Almirante de Caſtilla, al Duque de Monte Leon, al Condeſtable Colona, al Principe de Biſignano, y otros ſujetos ſeculares, y â las que han ſido ſequeſtradas al Cardeal Colona, y otros Eccleſiaſticos por haver faltado al juramento de fidelidad, y encorrido en el delicto de felonia, y traicion haya dequedar, baxo demi mano, como lo eſtan oy, y con los miſmos Miniſtros, ô los que me pareciere poner, y que a hora, ô en adelante pueda venderlos, darlos, cederlos, ô concederlos, à las perſonas que me pareciere, y por bien tubiere, y que ſiempre, que lo execute hayan de ſer pueſtos en la poſſeſſion quieta, e pacifica de ellos, y los hayan detener, y goſar con las condiciones que yo les impuſiere, y para todo ello, haya de dar El Duque de Saboya, y los demás que le ſubcedieren el favor, y ayuda que ſe neceſſitare, y a ſus Miniſtros, y Oficiales las ordenes que combengan, y meneſter fueren para ſu total execucion, y cumplimiento á laqual ſolo ha de reduzirte la aſſiſtencia, y auxilio de los Miniſtros de Sicilia, por que ſobre qualquiera duda ô execucion, ô entrepetracion, que por qualquiera perſona, ô de bayo de qualquier pretexto pueda introduzirte ſobre los Bienes, Dignidades, Rentas, efectos, que hubieren ſido, ô pudieren, y debieren ſer confiſcados, ſequeſtrados, y detenidos, ſu adminiſtracion, percepcion, ô pertenencia por delictos, y faltas cometidas haſta eldia en que al Duque de Saboya ſeledière la poſceſſion de dicho Reyno de todas eſtas cauſas, y dependencias, conocimiento, y determinacion por via de Juſticia, ô de Govierno, no ſeâ depoder, conocer ſuſtancar, ni entrevenir, por otros Miniſtros, Juezes, ô Tribunales, que los queyo ſenâlare, y nombráre con comiſſion expreſſa para ello, y lo miſmo ſe entiende aqual quiera diſpoſicion, ô aſſignacion, queyo habiere dado antes de eldia en que el Duque de Saboya tomáre la poſſeſſion de el Reyno, ô deſpues de ella fuere yo ſervido de darla, ô alterar por que todo lo reſpectivo, y accidental en orden á los referidos bienes, que hubieren ſido, ô pudieren ſer confiſcados, los reſervo en mi, como dicho és, y con las referidas calidadee, y condiciones, y no ſin ellas hago la referida ceſſion, y del Reyno, y de baxo de elles deve entenderſe, y no de otra manera.

Y para que tenga efecto, y ſe cumpla todo lo contenido en eſte Inſtrumento de Ceſſion, Renuncia, y Traſpaſſo de dicho Reyno a favor del Duque de Saboya, ſus Hijos, y Deſcendientes maſculinos, nacicos de conſtante legitimq Matrimonio y de dichas dos Lineas maſculinas de ſu Caſa prometo, y me obligo en fé de pàlabra Real. que en quanto ſuere

de

ANNO 1713.

de mi parte, y de mis Hijos, y Descendientes, observare, y cumplire, y procurare la observancia y cumplimiento de el sin contravenir a el en tiempo alguno, ni permitir, ni consentir, que se contravenga jamás a dicha Cession en la forma que vá expressada directa, ô indirectamente en todo, ô en parte. Y me desisto, y a parto de todos, ô qualesquiera remedios sabidos, ô ignorados, ordinarios, ô extraordinarios, y que por Derecho comun, ô Privilegio especial nos puedan pertenecer a mi, y a mis Hijos, y Descendientes, para dezir alegar, y reclamar contra lo suso dicho, y todos ellos los renuncio, y especialmente el de la lesion evidente, innorme, y innormissima, que se pueda considerar haver intervenido en esta Cession, Renuncia, y Traspasso. Y quiero que ninguno de los referidos remedios, ni otros de qualquiera calidad que sean, me valgan, ni sufragen en modo alguno, a mi, ni a mis Hijos, Descendientes; en fe de lo qual mandé despachar el presente Instrumento, firmado de mi mano, sellado con el Sello secreto de mis Armas, y refrendado de mi infra escripto Secretario de Estado. En Madrid a 10. de Junio de 1713.

YO EL REY,

MANUEL DE VADILLO, Y VELASCO.

## CLXIII.

22. Juin. Tractat zwischen Ihre Königl. Majest. in Preussen FRIDRICH WILHELM/ und des Herrn Administratoris von Holstein-Gottorff Hochfürstl. Durchl. worinnen Selbige wegen gemeinschafftlicher Besatzung der Vestungen Wißmar und Stettin/ biß zu Erfolg eines Friedens zwischen denen Nordischen Kriegenden hohen Machten/ sich vergleichen/ und wegen cessirung der Bloquade der Vestung Tönningen und Restitution des Hochfürstl. Holsteinisch-Gottorffischen Haußes einen Beschluß fassen. Geschehen Berlin den 22. Junii 1713. [Ruhe des jetztlebenden Europa, von Johann Jacob Zincken/ Fürstl. Sächßis. Hofrath Vierdte Abtheilung pag. 305.]

C'est-à-dire,

*Traité entre Sa Majesté* FREDERIC GUILLAUME *Roy de Prusse d'une part & le Duc Administrateur de* HOLSTEIN-GOTTORP *de l'autre, par lequel ils conviennent de mettre une Garnison commune dans les Villes & Forteresses de* Wismar *&* Stettin, *jusqu'à ce que la Paix se fasse entre les Puissances du Nord, de plus ils prennent une Resolution touchant la cessation du Blocus de la Forteresse de* Tonningue *& de la Restitution de la Maison Ducale de Holstein-Gottorp. Fait à Berlin le 22. Juin* 1713.

DEmnach Se. Königl. Majestät in Preußen einer/ und des Herrn Administratoris zu Schleßwig-Holstein Durchl. anderer Seits/ nach Dero vor die gemeine Wohlfarth und Beruhigung dieser Quartiere tragenden Sorgfalt/ auf Mittel bedacht gewesen/ wie denen im Nieder-Sächßischen Crayße ferner zu befahrenden Kriegs-Troublen am besten vorzukommen/ und die von Ihro Käyserl. Majestät und verschiedener anderer Puissancen von Europa darunter führende höchstrühmliche Intention desto eher zum Effect zubringen; So haben hochgedachte Se. Königl. Majestät und des Herrn Administratoris Durchl. nach deßfals gepflogener Berathschlagung/ und nachdem von Ihr. Hochfürstl. Durchl. bewircket/ daß Königl. Schwedischer Seiten hierinnen consentiret worden/ sich über folgende Puncta vereinbahret und verglichen:

ANNO 1713.

I. Die beyden Vestungen Wißmar und Stettin sollen beyde mit 4. Bataillons, nemlich 2. Königl. Preußl. und 2. Fürstl. Gottorffischen besetzet werden; Weiln aber mit solcher Besatzung sothaner Vestungen sehr zu eilen seyn will/ und die Fürstl. Gottorffische dermahlen in Braband stehende Trouppen so geschwinde nicht von dannen möchten zurücke kommen können/ so ist beliebet/ daß inzwischen in einer jeden der bemeldten Vestungen 2. Königl. Schwedische Bataillons bleiben/ welche aber sogleich in des Fürstl. Gottorffischen Haußes Eyd und Pflicht treten/ und hiernechst von so vielen Gottorffischen Bataillonen abgewechselt und nach Stralsund geschicket werden/ welche 2. Fürstl. Gottorffische Bataillons längstens innerhalb zwey Monathen/ oder auch wo möglich eher in bemeldte Vestung würckl. einrücken/ und dargegen die beyde Schwedische Bataillons ohnfehlbahr heraus gezogen werden sollen. Zu Sicherheit der Fürstl. aus Braband zurück beruffenen Trouppen wollen Seine Königl Majest. in Preußen sie durch Dero Lande nach Pommern zu marchiren/ und ihnen eine March-Route zufertigen lassen/ und soll mit solchem March anders nicht/ als denen Reichs-Constitutionen gemäß/ durch Seine Königliche Maj. und anderer Reichs-Ständte/ die nothwendig damit berühret werden müssen/ der kürtzeste und sicherste Weg genommen werden.

II. Die ietzo in besagten beyden Vestungen befindliche Königl. Schwedische Trouppen ziehen sich/ ausser denen 2. Bataillonen welche in einer jeden so lange bleiben/ biß die Fürstl Gottorffl. Trouppen aus Braband zurück und dahin kommen/ von dannen heraus/ so bald die Kön. Preußische Trouppen beliebter massen sich davor præsentiren/ und marchiren so dann jene nach Stralsund und Rügen/ wohin Se. Königl. Majestät in Preußen ihnen den March sicher zu machen/ übernehmen.

III. Das Gouvernement wird in beyden Oertern durch einen Kön. Preußischen und Fürstl. Gottorffischen darzu benennten Officier von gleichem Character solchergestalt geführet/ daß keiner von dem andern einige Dependenz habe/ sollen auch beyde auf diesen Vergleich beeydiget werden/ wie sie denn auch in dem Commando und Ausgebung der Parole einen Tag um den andern zu alterniren/ in wichtigen Dingen aber keiner ohne des andern Wissen und Einwilligung etwas vorzunehmen hat.

IV. Seine Königliche Majestät in Preußen und des Herrn Administratoris Durchl. versprechen einander/ daß/ so lange der gegenwärtige Nordische Krieg währet/ offt gedachte beyde Vestungen weder dem einen noch dem andern der kriegenden Theile einräumen/ noch selbige in Dero Hände kommen lassen/ sondern bey derselben Possession sich einander/ biß zu Austrag der Sache/ mainteniren/ wieder alle feindsel. Gewalt schützen/ nachher aber Se. Königl. Majest. in Schweden/ wenn es verlanget werden wird/ ohnweigerlich in dem Stande/ wie Sie jetzo eingeräumet werden/ wiederum abtreten wollen und sollen/ jedoch/ daß Ser. Königl. Maj. und des Herrn Herzogs Durchl. vor dem Abzug ihrer Trouppen/ alles dasjenige baar ersetzet und bezahlet werde/ was Sie so wohl zum Unterhalt Ihrer in der Vestung Stettin und Wißmar verlegten Trouppen/ als sonsten zu Exequirung dieses Tractats anwenden werden/ so weit solches bey der Evacuation der Vestungen/ aus denen Einkünfften des Landes/ denen beyden hochge-

ANNO 1713.

gedachten contrahirenden Theilen annoch nicht gut gethan seyn wird.

V. Nicht weniger wollen Se. Königl. Majest in Preußen und des Herrn Administratoris Durchl. die Vestung Stralsund und die Insul Rügen wieder allen feindlichen Anfall zu bedecken/ auch deßfalls die Nordische Alliirte vor allen feindlichen Angriff durch sichere Mittel abzuhalten suchen; In dessen Entstehung aber unter einander ein zulängliches Concert machen/ wie allenfalls diese beyde Oerter/ gleich denen beeden Vestungen Wißmar und Stettin/ defendiret/ und von Feindlichen Angriff befreyet werden.

VI. Was den Unterhalt der in besagten Vestungen zu verlegenden Trouppen/ und Civil-Regiment in denenselben/ und auf dem Lande betrifft/ da bleibet es bey demjenigen/ was deshalber in dem zwischen des Herrn Administratoris Durchl. und dem Herrn Grafen von Welling zu Hamburg den 10. gegenwärtigen Monaths Junii, wegen dieser Sache aufgerichteten Vergleich/ verabredet worden.

VII. Seine Königliche Majestät in Preußen verbinden sich/ daß Sie durch Dero Mediation und Interposition nachdrücklicher Officiorum es dahin befördern wollen/ daß der Friede auf raisonnable Conditiones auf das förderlichste erfolgen möge.

IIX. Im übrigen finden Seine Königliche Majestät in Preussen billig/ daß das Fürstl. Hauß Gottorff von denen bißher erlittenen schweren Kriegs-Ungelegenheiten befreyet/ und in völligen Besitz und Genuß seiner Lande wieder gesetzet/ auch wegen des dabey erlittenen grossen Schadens/ demselben billige Satisfaction gegeben werde; Es wollen auch Se. Kön. Maj. in Preußen mit der Cron Engelland/ Chur-Braunschweig und denen General-Staaten der vereinigten Niederlande förderlichst in ein Concert treten/ um denen Troublen in denen Holsteinischen Landen ein Ende zu machen/ auch nebst gedachten Puissancen bey der Cron Dännemarck nachdrücklich insistiren/ daß selbige von allen ferneren Hostilitæten wieder das Fürstl. Hauß abstehen/ und insonderheit die Bloquade von Tönningen aufheben möge. Im Fall aber jetzt erwehnter Puissancen Beytritt in solchem Concert sich verzögern möchte/ so verbinden sich Se. Königl. Maj. in Preußen/ daß Sie nicht allein mit Zuthuung der Königin in Groß-Britannien im Ernst zur Sache thun/ und umb nicht nur die Bloquade von Tönningen ohnverlängt cessiren zu machen/ sondern auch des Fürstl. Haußes Restitution zu beschaffen/ alle darzu dienlich erachtete Mittel anwenden wollen.

IX. Die Ratification über diesen Tractat soll längstens innerhalb 14. Tagen allhier in Berlin ausgewechselt werden. Dessen zu Uhrkund sind von diesem Tractat 2. gleich-lautende Originalien ausgefertiget/ und von beyderseits dazu bevollmächtigten Ministris unterschrieben worden. So geschehen Berlin den 22. Junii 1713.

C. de Dohna

M. L. von Printz.

## CLXIV.

2-13. Juillet.

*Tractatus Pacis & Amicitiæ inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam &* PHILIPPUM *Ducem Andegavensem tanquam Regem Hispaniarum initus; Quo, adhibitis insertisque Renuntiationum Instrumentis,* PHILIPPI *nempe ab una, & Ducum* BITURICENSIS & AURELIANENSIS *ab altera parte, præcavetur, ne ullo tempore Regna Francorum & Hispanorum uniantur, vel ab uno capite regantur.* PHILIPPUS *porro agnoscit Successionem Regiam Britannicam in Stirpe Protestantium, sicut Legibus determinata est, constituit Ditiones Hispanicas in America, nunquam per ipsum aut Successores ejus alienandas; Cedit Coronæ Britannicæ Urbem & Arcem* Gibraltar, *atque totam Insulam* Minoricam, *cum* Portu Mahonis: *Confirmat, & de novo concedit Societati Anglicæ, Pactum* Assiento de Negros *dictum ad* 30. *annos; Regnum autem* Siciliae VICTORI AMADEO *Duci Sabaudiæ condonat: sub pacto de non alienando. Actum Trajecti ad Rhenum die* 2-13. *Julii* 1713. Cum RATIFICATIONE *Britannica, apud Kensington data die* 31. *Julii* 1713. Quam sequuntur ARTICULI SEPARATI *duo, cum* RATIFICATIONIBUS. *Primus videlicet de Tractatu Madritense tenendo, deque Provinciis Hispanicis nunquam alienandis: Alter de Ducatu Limburgico, Principissæ* URSINI *assignando. Dat.* 2-13. *Julii* 1713. Accedunt *Duæ* DECLARATIONES *ad eundem Tractatum spectantes. Dat.* 12-23. *Februarii* 1713-1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. V. pag 136.]

CUM Supremo Rerum omnium Moderatori placuerit, post Bellum gravissimum, quod universum quasi Christianum Orbem tot per Annos cæde & sanguine funestavit, pro Divina sua Clementia, Principum belligerantium animos, Armorum contentione diu exagitatos, ad Pacis tandem & Concordiæ Studia deflexos componere; Cumque Serenissima ac Potentissima Princeps & Domina, *Anna*, Dei Gratia, *Magnæ Britanniæ, Franciæ*, & *Hiberniæ* Regina, &c. & Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus, *Philippus* Quintus, Dei Gratia, *Hispaniarum* Rex Catholicus, &c. nihil magis in votis habeant, nihil opera vehementiori assequi connitantur, quam ut perantiqua Fœderum atque Amicitiæ inter *Britannos*, *Hispanosque* vincula non solum reficiantur, verum etiam novis necessitudinum commodorumque hinc inde Firmamentis fortius astringantur, atque ad longissimam usque Posteritatem nexu quasi indissolubili transmittantur; ad Negotium tam salutare ac tot nominibus exoptatum feliciter tandem conficiendum, Legatos Extraordinarios ac Plenipotentiarios utrinque suos nominaverunt & Mandatis sufficientibus instruxerunt; Scilicet à parte sua Regina *Magnæ Britanniæ*, Reverendum admodum *Johannem*, permissione Divina Episcopum *Bristoliensem*, Privati *Angliæ* Sigilli Custodem, Regiæ Majestati à Consiliis Intimis, Decanum *Windesoriensem*, & Nobilissimi Ordinis Periscelidis Registrarium; ut & Nobilissimum, Illustrissimum, atque Excellentissimum Dominum Dominum *Thomam* Comitem de *Strafford*, Vice Comitem *Wentworth* de *Wentworth-Woodhouse*, & de *Staineborough*, Baronem de *Raby*, Regiæ Suæ Majestati à Consiliis Intimis, Ejusdem Legatum Extraordinarium & Plenipotentiarium ad Cellos & Præpotentes Dominos Ordines Generales *Uniti Belgii*, Regiæ Suæ Majestatis Dimachorum Legionis, (vulgo *Regiment*) Tribunum, & Exercituum Regiorum Locum-tenentem Generalem, Primarium Admiralitatis *Magnæ Britanniæ* & *Hiberniæ* Dominum Commissarium, ut & Nobilissimi Ordinis Periscelidis Equitem. A parte autem sua Rex Catholicus Illustrissimum atque Excellentissimum, Dominum Dominum *Franciscum Mariam* de *Paula, Tellez* & *Giron*, Ducem de *Ossuna*, Comitem de *Uruegna*, Marchionem de *Pennafiel*, Magnum *Hispaniæ* primæ Classis, Majorem Regis Cubicularium, in *Castellæ* Regnis Notarium Majorem, Ordinis *Calatravæ* Commendatorem, & Majorem in Clavibus, similiterque in Divi *Jacobi* Ordine Commendatorem, Unum ex Grandibus Regi Catholico *Philippo* Quinto in Cubiculo assistentibus, in Regis Exercitibus Ducem Ge-

ANNO 1713. neralem, & in Regalibus Corporis Cuſtodibus Ducem Primum; ut & Illuſtriſſimum atque Excellentiſſimum Dominum *Iſidorum Cazado* de *Azevedo* de *Roſales*, Marchionem de *Montelcone*, Vice-Comitem de *Alcazar Real*, in Supremo *Indiarum* Conſilio ſuæ Regiæ Catholicæ Majeſtatis Senatorem, & unum ex Nobilibus Regis Cubicularii: Qui quidem Legati Extraordinarii ac Plenipotentiarii, ad tenorem eorum, quæ facta ſunt, & de quibus in Aulis tam *Londini* quam *Madriti* per Miniſtros utrinque conventum eſt, in Pacis atque Amicitiæ Leges in ſequentes conſenſerunt, convenerunt que.

I. Pax ſit Chriſtiana, Univerſalis, & perpetua, veraque Amicitia inter Sereniſſimam ac Potentiſſimam Principem, *Annam Magnæ Britanniæ* Reginam, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem, *Philippum* Quintum *Hiſpaniarum* Regem Catholicum, eorumque Hæredes & Succeſſores, nec non utriuſque Partis Regna, Status, Ditiones, & Provincias ubicunque ſitas, Eorumque Subditos, eaque ita ſincere ſervetur & colatur, ut neutra Pars ad alterius perniciem, vel detrimentum, ſub quolibet colore, quidquam moliatur, aut molientibus, ſeu quodvis damnum inferre volentibus, ullum auxilium, quocunque nomine veniat, præſtare, aut juvare quavis ratione poſſit aut debeat. E contra autem tenebuntur Regiæ Suæ Majeſtates alter alterius utilitatem, honorem, ac commodum promovere, eoque omni ſtudio Conſilia ſua dirigere, quo mutuis Amicitiæ Documentis Paci nunc initæ nova indies accedant firmamenta.

II. Quandoquidem vero Bellum, cui finis Pace hac feliciter à Deo impoſitus eſt, ab initio ſuſceptum, & tot per Annos, vi ſumma, immenſis Sumptibus, & occiſione prope infinita geſtum fuerit, propter ingens periculum quod Libertati, Salutique totius *Europæ*, ex nimis arcta Regnorum *Hiſpaniæ*, *Galliæque* Conjunctione, impenderet; Cumque ad evellendam ex animis hominum ſollicitudinem omnem, ſuſpicionemque, de iſtiuſmodi conjunctione, & ad firmandam ſtabiliendamque Pacem ac Tranquillitatem Chriſtiani Orbis, juſto Potentiæ Æquilibrio (quod optimum & maxime ſolidum mutuæ Amicitiæ & duraturæ undiquaque Concordiæ fundamentum eſt) tam Rex Catholicus quam Rex Chriſtianiſſimus, ſatis juſtis cautelis proviſum eſſe voluerint, ne Regna *Hiſpaniæ* & *Galliæ* unquam ſub eodem Imperio veniant & uniantur, nec unquam unus & idem utriuſque Regni Rex fiat; atque eum in finem Majeſtas Sua Catholica, pro Se, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis, Juri, Titulo, Prætenſionique omnimodæ ad Coronam *Galliæ* ſolemniſſime renunciaverit.

*Fiat inſertio Renuntiationum* (1)

Dicta Sua Majeſtas Catholica ſolemniſſime Renunciationem ex parte ſua ſuperius memoratam hiſce renovat & confirmat; Cumque Legis Pragmaticæ & Fundamentalis vim obtinuerit, ſpondet denuo, modo, quantum fieri poteſt, ſanctiſſimo, ſeſe illam inviolabiliter obſervaturam, obſervarique curaturam, operamque adeo daturam impenſiſſimam, omnique ſtudio proviſuram, ut Renunciationes antedictæ irrevocabiliter obſerventur, & executioni mandentur, tam ex parte *Hiſpaniæ*, quam ex parte *Galliæ*; quibus nimirum in pleno vigore ſubſiſtentibus, & bona fide utrinque obſervatis, una cum aliis Tranſactionibus eo ſpectantibus, Coronæ *Hiſpaniæ* & *Galliæ* ab invicem ita ſeparatæ erunt, & ſejunctæ, ut in unum poſthac coaleſcere nunquam poterint.

III. Sit perpetua utrinque Amneſtia, & oblivio eorum omnium, quæ, durante nupero Bello, quocunque loco modove ultro citroque hoſtiliter facta ſunt; ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei cauſa, vel prætextu, alter alteri quidquam inimicitiæ, aut moleſtiæ, directe vel indirecte, ſpecie Juris, aut via Facti, uſpiam inferat, aut inferri patiatur.

IV. Captivi utrinque omnes & ſinguli, cujuſcunque ſtatus ſint, aut Conditionis, ſtatim à Ratihabitione præſentis Tractatus, abſque omni redemptionis pretio, ſolutis tantummodo debitis quæ durante Captivitate contraxerint, Libertati priſtinæ reſtituentur.

(1) Voyez-les ci-devant ſous leurs propres Dates, qui ſont du 5. du 9. du 19. & du 24. Novembre 1712. & du Mois de Mars 1713.

ANNO 1713. V. Ad majorem inſuper Paci reſtitutæ, fidæque & non temerandæ amicitiæ firmitatem conciliandam, præcidendaſque omnes diffidentiæ occaſiones, quæ oriri ullo tempore poſſent, ex ſtabilito Succeſſionis Hereditariæ ad Regnum *Magnæ Britanniæ* Jure & Ordine, ejuſque Limitatione per Leges *Magnæ Britanniæ* (regnantibus tum nupero Glorioſiſſimæ Memoriæ Rege *Guilielmo* Tertio, tum hodierna Domina Regina) latas & ſancitas, ad altememoratæ Dominæ Reginæ Progeniem, eaque deficiente, ad Sereniſſimam Principem *Sophiam* Electricem *Brunſwici* Dovariam, & ejuſdem Hæredes in Linea Proteſtantium *Hannoverana*. Ut igitur dicta Succeſſio, ſecundum Leges *Magnæ Britanniæ* ſarta tecta maneat, Rex Catholicus ſupramemoratam Succeſſionis ad Regnum *Magnæ Britanniæ* Limitationem ſincere & ſolenniter agnoſcit, eandemque gratam & acceptam ſibi atque Hæredibus ac Succeſſoribus ſuis eſſe, ac in perpetuum fore, ſub Fide & Verbo Regis, oppignorato ſuo & Succeſſorum Honore, declarat, ſpondetque. Sub eodem quoque Verbi Regis, ac Honoris vinculo promittit Rex Catholicus, neminem unquam præter ipſam Dominam Reginam, Ejuſque Succeſſores ſecundum Limitationis ſeriem, Legibus, & Statutis *Magnæ Britanniæ* ſtabilitam, pro Rege, aut Regina *Magnæ Britanniæ*, per Se, vel per Hæredes, ac Succeſſores ſuos agnitum iri aut habitum.

VI. Promittit porro Rex Catholicus, tam ſuo, quam Hæredum & Succeſſorum ſuorum nomine, nullo unquam tempore, ſeſe dictam *Magnæ Britanniæ* Reginam, Hæredes Succeſſoreſque ejus, prædicta Proteſtantium Gente oriundos, *Magnæ Britanniæ* Coronam, Ditioneſque eidem ſubjectas, poſſidentes, turbaturos, vel moleſtia aliqua affecturos, neque ullo tempore auxilium, ſuppetias, favorem, aut conſilium præſtabit Rex Catholicus antedictus, Ejuſve Succeſſorum aliquis, directe vel indirecte, Terra, Marive, Pecunia, Armis, Munitionibus, Apparatu bellico, Navibus, Milite, Nautis, aliove quovis modo, cuicunque Perſonæ, aut Perſonis, ſi quæ fuerint, quæ quacunque de cauſa aut prætextu, dictæ Succeſſioni ſeſe in poſterum opponere molirentur, ſive aperto Marte, ſive Seditionem alendo, conjurationeſque conflando contra talem Principem, ac Principes, *Magnæ Britanniæ* Solium, Actorum Parliamenti ibidem ſancitorum vigore occupantes, ſive contra illum, aut illam Principem, cui ſecundum Parliamenti Acta, ut ſupradictum eſt, ad Coronam *Magnæ Britanniæ* Succeſſio patebit.

VII. Redeat & aperiatur ordinaria diſpoſitio Juſtitiæ per Regna & Dominia alterutrius Regiæ Majeſtatis, ita ut liberum ſit omnibus utrinque Subditis, allegare & obtinere Jura, Prætenſiones, & Actiones ſuas, ſecundum Leges, Conſtitutiones, & Statuta utriuſque Regni. Speciatim vero ſi quæ Querimoniæ ſint de Injuriis, aut Gravaminibus, vel Tempore Pacis, vel ſub Initium Belli nuperrime confecti, contra Tractatuum tenorem illatis, curabitur quamprimum, ut ſecundum Juſtitiæ normam damna reſarciantur.

VIII. Liber ſit Uſus Navigationis & Commerciorum inter utriuſque Regni Subditos, prout jam olim erat tempore Pacis, & ante nuperrimi Belli denunciationem, regnante Catholico *Hiſpaniarum* Rege *Carolo* Secundo, Glorioſæ Memoriæ, ſecundum Amicitiæ, Confœderationis, & Commerciorum Pacta, quæ quondam inita erant inter utramque Nationem, ſecundum Conſuetudines antiquas, Literas Patentes, Schedulas, aliaque Acta ſpeciatim facta; atque etiam ſecundum Tractatum, vel Tractatus Commerciorum, qui *Madriti* jam nunc confecti, aut mox conficiendi ſunt. Cum vero inter alias conditiones Pacis Generalis, præcipua quædam & Fundamentalis Regula communi conſenſu ſtabilita ſit, ut Navigationis & Commerciorum Uſus ad *Indias* Occidentales *Hiſpanici* Juris eodem in ſtatu maneat, quo fuit tempore præfati Regis Catholici *Caroli* Secundi; Quo igitur Regula hæc, fide inviolabili, & modo non temerando in poſterum obſervetur, adeoque præveniantur, amoveanturque, omnes circa iſtoc negotium Diffidentiæ, ſuſpicionumque cauſæ, conventum ſpeciatim ſtatutumque eſt, quod ſive *Gallis*, ſeu Nationi cuilibetcunque, quovis nomine, aut quocunque ſub prætextu, directe vel indirecte, nulla unquam licentia, nullaque omnino facultas dabitur navigandi, Mercaturam exercendi, aut Nigritas, Bona, Mercimonia, vel Res quaſcunque in Ditiones *America-*

ANNO 1713.

*ricanas* Coronæ *Hiſpanicæ* parentes introducendi, præterquam quod Tractatu, vel Tractatibus Commerciorum ſupradictis, & Juribus ac Privilegiis in Pactione quadam conceſſis, vulgo *el Aſſiento de Negros* nuncupata, cujus Articulo Duodecimo mentio facta eſt, concordatum fuerit. Excepto etiam quidquid Rex Catholicus prædictus, vel Hæredes, Succeſſoreſve ejus Pacto ſeu Pactis quibuſvis de Introductione Nigritarum in *Indias Occidentales Hiſpaniæ* obtemperantes, ineundis ſpondebunt, poſtquam Pactio, ſive *el Aſſiento de Negros* ſupradicta, determinata fuerit. Utque de Navigatione & Commercio ad *Indias Occidentales*, ut ſupradictum eſt, firmius, & uberius undiquaque præcautum ſit; hiſce præterea conventum concordatumque eſt, quod neque Rex Catholicus, neque Hæredes, Succeſſoreſque ejus quilibetcunque, ullas Ditiones, Dominia, ſive Territoria in *America Hiſpanici* juris, vel ullam earundem partem, ſeu *Gallis*, ſive Nationi aliæ cuicunque vendent, cedent, oppignorabunt, transferent, aut ullo modo, ullove ſub nomine, ab ſe & Corona *Hiſpanica* alienabunt. E contra autem, quo Ditiones *Americanæ Hiſpaniæ* obtemperantes ſartæ tectæ conſerventur, ſpondet Regina *Magnæ Britanniæ* ſeſe operam daturam, opemque laturam *Hiſpanis*, ut Limites antiqui Ditionum ſuarum *Americanarum* reſtituantur, figanturque, prout Regis Catholici *Caroli* Secundi ſupradicti tempore ſteterant, ſi quidem compertum fuerit, ullo modo, ullove ſub prætextu eoſdem in parte quacunque effractos, imminutoſve eſſe, ex quo antedictus Rex Catholicus *Carolus* Secundus mortem obierit.

IX. Conventum inſuper & ſtatutum eſt pro regula generali, quod omnes & ſinguli utriuſque Regni Subditi, in omnibus Terris & Locis utrinque circa omnia Jura, Impoſitiones, aut Vectigalia quæcunque, Perſonas, Merces, & Mercimonia, Naves, Naula, Nautas, Navigationem, & Commercia concernentia, iiſdem ad minimum Privilegiis, Libertatibus, & Immunitatibus utentur, fruentur, parique favore in omnibus gaudebunt, quibus *Galliarum* Subditi, aut amiciſſima quævis Gens extera, utuntur, fruuntur, gaudentque, aut ullo dehinc tempore uti, frui, aut gaudere poſſint.

X. Rex Catholicus pro ſe, Hæredibus, & Succeſſoribus ſuis, hiſce cedit Coronæ *Magnæ Britanniæ*, plenam, integramque Proprietatem Urbis & Arcis *Gibraltar* nuncupatæ, una cum Portu, Munitionibus, Fortalitiiſque eodem pertinentibus, dictamque Proprietatem habendam, fruendamque dat abſolute, cum Jure omnimodo in perpetuum, ſine ulla exceptione, vel impedimento quolibetcunque. Quo vero Abuſus, Fraudeſque in Mercimoniis quibuſcunque importandis, evitentur, vult Rex Catholicus, atque intelligendum cenſet, ut Proprietas ſupranominata *Magnæ Britanniæ* cedatur, ſine Juriſdictione quapiam Territoriali, & abſque Communicatione aliqua aperta cum Regione circumvicina Terram verſus. Quandoquidem vero Communicatio cum Ora *Hiſpanica* maritimo Itinere omni tempore nec tuta, neque aperta eſſe poſſit, eoque fiat, ut Milites Præſidiarii, aliique Incolæ dictæ Urbis *Gibraltaricæ* in ſummas adducantur anguſtias; Cumque Regis Catholici mens ſolummodo ſit, ut fraudulentæ Mercium Importationes, ut prædictum eſt, Communicatione Terreſtri impediantur, proviſum igitur eſt, ut Commeatum, reſque neceſſarias in uſum Copiarum Præſidiarium, Incolarum, Naviumque in Portu ſtantium pecunia numerata in Ditione *Hiſpanica* circumvicina, iis in caſibus emere liceat. Sin vero deprehendantur Mercimonia per *Gibraltariam*, vel permutationis ad victum conquirendum, vel alio quocunque nomine advecta, eadem Fiſco addicentur, & querimonia ea de re habita, illi qui contra Fœderis hujuſce fidem commiſerint, ſevere punientur. Majeſtas autem Sua *Britannica*, rogatu Regis Catholici, conſentit, convenitque, ut nec *Judæis*, neque *Mauris*, facultas concedatur in dicta Urbe *Gibraltarica*, ſub quocunque prætextu commorandi, aut Domicilia habendi; utque nullum Perfugium, neque receptaculum pateat *Maurorum* Navibus bellicis quibuſcunque in Portu dictæ Urbis, quo Communicatio ab *Hiſpania* ad *Septam* Civitatem impediatur, aut Oræ *Hiſpaniæ Maurorum* excurſionibus infeſtæ reddantur. Cum vero Amicitiæ Tractatus, & Commerciorum Libertas ac frequentia intercedant inter *Britannos*, Ditioneſque quaſdam in ora *Africana* ſitas; intelligendum ſemper eſt, quod *Mauris*, eorumque Navigiis, Mercaturæ ſolum exercendæ gratia, Introitus in Portum *Gibraltaricum* à Subditis *Britannicis* denegari nequit. Promittit inſuper Majeſtas Sua Regina *Magnæ Britanniæ*, ut Incolis præfatæ Urbis Romano-Catholicis, Religionis ſuæ liber uſus indulgeatur. Quod ſi vero Coronæ *Magnæ Britanniæ* commodum olim viſum fuerit, donare, vendere, aut quoquo modo ab ſe alienare dictæ Urbis *Gibraltaricæ* proprietatem, conventum hiſce concordatumque eſt, ut prima ante alios ejus redimendæ optio Coronæ *Hiſpanicæ* ſemper deferatur.

XI. Rex porro Catholicus, pro ſe, Hæredibus, & Succeſſoribus ſuis, cedit pariter Coronæ *Magnæ Britanniæ*, totam Inſulam *Minorcæ*, ad eamque transfert in perpetuum Jus omne, Dominiumque pleniſſimum, ſuper dictam Inſulam, ſpeciatim vero ſuper Urbem, Arcem, Portum, & Munitiones *Sinus Minoricenſis*, vulgo *Port Mahon*, una cum aliis Portubus, Locis, Oppidiſque, in præfata Inſula ſitis. Proviſum tamen eſt, ut in Articulo ſupraſcripto, quod nullum perfugium, neque Receptaculum patebit *Maurorum* Navibus bellicis quibuſcunque in Portu *Mahonis*, aut in alio quovis Portu dictæ Inſulæ *Minorcæ*, quo Oræ *Hiſpanicæ* ipſorum Excurſionibus infeſtæ reddantur; quinimo commercandi ſolummodo cauſa, ſecundum Pacta Conventa, *Mauris* eorumque Navigiis introitus in Inſulam præfatam permittetur. Promittit etiam ex ſua parte Regina *Magnæ Britanniæ*, quod ſi quando Inſulam *Minorcæ*, & Portus, Oppida, Locaque in eadem ſita à Corona Regnorum ſuorum quovis modo alienari in poſterum contigerit, dabitur Coronæ *Hiſpanicæ*, ante Nationem aliam quamcunque, prima optio poſſeſſionem, & proprietatem præmemoratæ Inſulæ redimendi. Spondet inſuper Regia Sua Majeſtas *Magnæ Britanniæ*, ſe ſe facturam, ut Incolæ omnes Inſulæ præfatæ, tam Eccleſiaſtici quam Seculares, Bonis ſuis univerſis & Honoribus tuto, pacatéque fruantur, atque Religionis Romano-Catholicæ liber uſus iis permittatur: Utque etiam ejuſmodi rationes ineantur ad tuendam Religionem prædictam in eadem Inſula, quæ à Gubernatione Civili, atque à Legibus *Magnæ Britanniæ*, penitus abhorrere non videantur. Poterunt etiam ſuis Honoribus & Bonis frui, qui nunc Suæ Catholicæ Majeſtatis ſervitio addicti ſunt, etiamſi in eodem permanſerint; & liceat cuicunque, qui præfatam Inſulam relinquere voluerit, Bona ſua vendere, & libere in *Hiſpaniam* tranſvehere.

XII. Rex Catholicus hiſce dat porro, concedit-que Majeſtati Suæ *Britannicæ*, & Societati Subditorum ſuorum, ad id conſtitutæ, excluſis tam Subditis *Hiſpanicis*, quam aliis omnibus, Pactionem de introducendis Nigritis in partes diverſas Ditionum Majeſtatis Suæ Catholicæ in *America*, vulgo *el Pacto de el Aſſiento de Negros*, per triginta Annorum ſpatium, continuata ſerie, initio facto à primo die Menſis *Maii*, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, iiſdem ſub conditionibus quibus eadem fruebantur *Galli*, aut ullo tempore frui poterant, vel debuerant; una cum Tractu, ſive Tractibus Terræ à dicto Rege Catholico deſignandis, & Societati prædictæ, vulgo *la Compañia de el Aſſiento* tribuendis, in Loco quodam commodo ad Fluvium *Rio de la Plata* nominatum (nullis Vectigalibus Reditibuſve a dicta Societate, durante Pactionis ſupramemoratæ tempore, haud tamen diutius, eo nomine pendendis;) Quinetiam ea Societatis prædictæ Sedes, ſive Tractus Terræ, idonei erunt, ſufficientque, ut ibi colatur, ſeraturque, & pecora paſcantur, ad nutriendos eos, qui dictæ Societati ſerviunt, eorumque Nigritas; utque ibidem in tuto cuſtodiantur dicti Nigritæ, quoad divenditi fuerint; atque inſuper ut ibi Naves ad dictam Societatem ſpectantes prope ad Terram appellant, & ab omni periculo tectæ conſerventur. Regi autem Catholico fas ſemper ſit, in dicto Loco, ſeu Sede Officiarium conſtituere, qui ne quid admittatur, factiteturve, Regiis ſuis Commodis contrarium, obſervet; omneſque qui eo Loci res dictæ Societatis curæ habent, aut qui ad eam pertinent, prædicti Officiarii Inſpectioni ſubjecti erunt, quoad ea omnia, quæ ad Terræ Tractus ſupramemoratos ſpectant. Sin autem dubia quædam, Difficultates, ſive Controverſiæ ſuboriantur inter dictum Officiarium, & rerum Societatis ſæpe memoratæ Curatores, ad Urbis *Buenos Ayres* dictæ Præfectum deferentur, ab eodem dijudicandæ. Voluit præterea Rex Catholicus alia quædam Commoda eximia dictæ Societati concedere, quæ plenius, fuſiuſque explicantur in Pac-

ANNO 1713.

tione illa, *el Assiento de Negros* nuncupata, quæ facta & concluſa fuit *Madriti*, vigeſimo ſexto die Menſis *Martii* Anni præſentis, 1713. Quæ quidem Pactio, ſive *el Assiento de Negros* omneſque Clauſulæ, Conditiones, Privilegia, atque Immunitates in eadem contentæ, quæque huic Articulo haudquaquam contrariæ ſunt, cenſentur ac cenſebuntur pars eſſe hujuſce Tractatus, eodem modo ac ſi ad verbum hic inſertæ fuiſſent.

XIII. Quandoquidem Regina *Magnæ Britanniæ* ſummo cum ſtudio inſtare, atque urgere non deſtitit, ut Incolæ omnes Principatus *Catalauniæ*, cujuſcunque ſtatus aut conditionis ſint, non ſolum plenam perpetuamque eorum omnium quæ, flagrante nupero Bello, acta ſunt, oblivionem conſequerentur, atque intemerata Bonorum ſuorum omnium, ac Honorum poſſeſſione fruerentur; verum etiam Privilegia ſua antiqua, illæſa, intactaque, conſervarent; Rex Catholicus in gratiam dictæ Suæ Majeſtatis *Britannicæ* hiſce concedit *Catalauniæ* Incolis quibuſcunque, confirmatque non ſolum Amneſtiam deſideratam, una cum plena poſſeſſione Bonorum ſuorum omnium Honorumque, ſed etiam Privilegia ea omnia iis dat conceditque, quibus *Caſtiliæ* utriuſque Incolæ, è cunctis *Hiſpaniarum* Populis Regi Catholico imprimis dilecti, fruuntur, ac gaudent, aut in poſterum frui ac gaudere poſſint.

XIV. Quandoquidem etiam Rex Catholicus, rogatu Regiæ Suæ Majeſtatis *Britannicæ*, Regnum *Siciliæ* Celſitudini ſuæ Regiæ *Victori Amedæo* Duci *Sabaudiæ* cedere voluerit, atque per Tractatum inter dictam Regiam Catholicam Majeſtatem, & Regiam Celſitudinem *Sabaudiæ*, hodie initum, dictum Regnum cedit, antedicta Sua Regia Majeſtas *Magnæ Britanniæ*, promittit, ſpondetque ſeſe omni ſtudio curaturam, ut deficientibus ex Domo *Sabaudiæ* Hæredibus Maſculis, præfati *Siciliæ* Regni poſſeſſio ad Coronam *Hiſpanicam* denuo revertatur, conſentitque præterea antememorata Sua Regia Majeſtas *Britannica*, ut Regnum *Siciliæ*, nullo ſub prætextu, nulloque prorſus modo alienari, donarive poſſit Principi, aut Statui cuilibetcunque præterquam Regi *Hiſpaniæ* Catholico, & Hæredibus ac Succeſſoribus ſuis. Cum vero Rex Catholicus Regiæ Suæ Majeſtati teſtatum fecerit, & rationi conſentaneum, & ſibi acceptum fore, ut non ſolum Regni *Siciliæ* Subditi, quanquam in Ditionibus *Hiſpaniæ* degant, & dictæ Majeſtatis Suæ Catholicæ ſervitio ſeſe addixerint, ſed etiam *Hiſpani*, aliique Subditi *Hiſpanici*, qui Bona forte & Honores in præfato *Siciliæ* Regno habuerint, dictis ſuis Bonis Honoribuſque, abſque ulla diminutione perfruantur, & nullatenus ſub prætextu perſonalis abſentiæ à Regno ſæpe memorato vexentur, inquietenturve. Cumque ex ſua etiam parte ſupradictus Rex Catholicus libenter promittit, ſeſe viciſſim conſenſurum, ut dicti Regni *Siciliæ*, aliique præfatæ Suæ Regiæ Celſitudinis Subditi, ſi forte Bona Honoreſque habuerint in *Hiſpania*, aliiſve Ditionibus *Hiſpaniæ* parentibus, iiſdem pariter abſque ulla diminutione perfruantur, & nullatenus ſub ptætextu perſonalis abſentiæ vexentur, inquietenturve. Spondet itaque Regia Sua Majeſtas *Britannica*, ſeſe operam collaturam, ſuiſque *Ultrajecti* ad *Rhenum* agentibus Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis in mandatis daturam, ut officia ſua efficaciſſima interponant, quo Rex Catholicus & Regia ſua Celſitudo ſuper hac re inter ſe mutuo conveniant, & modo utrinque quam commodiſſimo de eadem caveant, provideantque.

XV. Regiæ Suæ Majeſtates utrinque renovant, confirmantque Tractatus omnes Pacis, Amicitiæ, Confœderationis, & Commerciorum, inter Coronas *Magnæ Britanniæ* atque *Hiſpaniæ* initos antehac & concluſos, ac præſenti hoc Fœdere renovantur, confirmanturque dicti Tractatus modo tam amplo explicatoque, ac ſi jam nunc ſigillatim inſerti fuiſſent, in quantum ſcilicet Tractatibus Pacis ac Commerciorum noviſſime factis, ſignatiſque contrarii haud reperiuntur. Præſertim vero hoc Pacis Tractatu confirmantur, corroboranturque Pacta, Fœdera, Conventioneſque, tam quæ Commerciorum & Navigationis uſum in *Europa*, alibique, quam quæ Nigritarum Introductionem in *Americam Hiſpanicam* ſpectant, quæque *Madriti* inter utramque Nationem aut jam initæ ſunt, aut quantocius ineundæ. Quandoquidem vero ex parte *Hiſpaniæ* urgetur, Jura quædam Piſcationis ad Inſulam *Terræ Novæ* exercendæ: ad *Cantabros*, alioſve Regis Catholici Subditos pertinere, conſentit, convenitque Majeſtas Sua *Britannica*, ut Privilegia omnia quæ *Cantabri*, aliive *Hiſpaniæ* Populi, Jure ſibi vindicare poterunt, ipſis ſarta tecta conſerventur. ANNO 1713.

XVI. Quandoquidem in Conventione de Armiſtitio inſtituendo a die $\frac{\text{undecimo}}{\text{vigeſimo ſecundo}}$ Menſis *Auguſti* proxime præteriti, inter Regiam S. Maj. *Magnæ Brit.*, & Regem Chriſtianiſſimum, in quatuor menſes facta; quam quidem Rex quoque Catholicus aſſenſu ſuo comprobavit, atque hiſce porro comprobat, quæque alio quodam Pacto in diem uſque $\frac{\text{undecimum}}{\text{vigeſimum ſecundum}}$ Menſis *Aprilis* anni præſentis prorogata fuit, inter alias Conditiones expreſſe ſtipulatum ſit, quibus in Caſibus, Naves, Merces, aliaque Bona mobilia hinc inde capta, aut in prædam occupanti cederent, aut priori Domino reſtituerentur; Conventum idcirco eſt, quod illis in Caſibus antedicti Armiſtitii Leges in pleno vigore manebunt, omniaque iſtiuſmodi Capturas, ſive in Maribus *Britannicis* & *Septentrionalibus*, ſive alibi locorum factas, concernentia, ad earundem tenorem bona fide fient.

XVII. Si vero accidat per incogitantiam, aut imprudentiam, aut aliam quamlibet cauſam, ut quivis Subditus alterutrius prædictarum Regiarum Majeſtatum, faciat, aut committat aliquid Terra, Mari, aut Aquis Dulcibus, ubivis Gentium, quominus obſervetur præſens Tractatus, aut quo particularis aliquis Articulus ejuſdem effectum ſuum non ſortiatur, hæc Pax & bona Correſpondentia inter Dominam Reginam *Magnae Britanniæ*, & Dominum Regem Catholicum non idcirco interrumpetur, aut infringetur, ſed in priſtino ſuo robore, firmitate, & vigore manebit. Subditus autem iſte ſolummodo de ſuo proprio facto reſpondebit, & pœnas perſolvet inflictas per Leges & Præſcripta Juris Gentium.

XVIII. Sin autem (quod omen Deus Optimus avertat!) ſopitæ Simultatates inter dictas Regias Majeſtates aliquando renoventur, & in apertum bellum erumpant; Subditorum utriuſque Partis Naves, Merces, ac Bona quævis mobilia atque immobilia, quæ in Portubus atque in Ditione Partis adverſæ hærere, atque extare deprehendentur, Fiſco ne addicantur, aut ullo incommodo afficiantur; ſed dictis Subditis alterutrius dictarum Regiarum Majeſtatum ſemeſtre Spatium integrum hinc inde concedatur, quo Res prædictas, ac aliud quidvis ex ſuis Facultatibus vendant, aut quo libitum erit, citra ullam moleſtiam inde avehant, ac transferant, ſeque ipſos inde recipiant.

XIX. Reges, Principes, & Status, Articulis ſequentibus indigitati, ut & alii, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra ſex menſes poſtea ab una alteraque Parte, ex communi conſenſu nominabuntur, ſibi perſuaſum habentibus altememoratis Regiis Majeſtatibus eos diſpoſitiones per hunc Tractatum factas & ſtabilitas agnituros, in eodem pro Amicitiæ reciprocæ Teſtimonio, includentur, & comprehendentur.

XX. Quidquid in Compoſitione Pacis, inter Sacram Regiam Majeſtatem *Hiſpaniae*, & Sacram Regiam Majeſtatem *Luſitaniae*, proxime ineundæ, contentum fuerit, prævia Sacræ Regiæ Majeſtatis *Magnae Britanniae* Approbatione, hujus Tractatus pars eſſentialis eſſe cenſebitur, perinde atque hic tranſcriptum eſſet ad verbum. S. inſuper Regia Majeſtas *Magnae Britanniae* ſeſe offert Sponſorem, ſive Guarantem fore prædictæ Pacis Compoſitionis, quod illa reapſe, conceptiſque verbis præſtare ſpondet, eum in finem ut inviolatius, ſanctiuſque ſervetur.

XXI. Tractatus Pacis hodie initus inter S. Regiam Majeſtatem Catholicam, & Regiam ſuam Celſitudinem *Sabaudiae* Ducem, in hoc Tractatu ſpecialiter, tanquam pars ejus eſſentialis, incluſus eſt & confirmatus, perinde ac ſi eidem verbotenus inſertus eſſet, declarante per expreſſum Regia S. Majeſtate *Magnae Britanniae*, ſeſe ad promiſſas in eodem Aſſertionis & Guarantiæ Stipulationes teneri velle.

XXII. Sereniſſimus Rex *Sueciae* cum ſuis Regnis, Ditionibus, Provinciis, & Juribus, ut & Sereniſſimi Principes, Magnus Dux *Hetruriae*, & Dux *Parmae*, una cum eorundem Populis & Subditis, atque Subditorum in re Commerciorum Libertatibus & Compendiis, huic Tractatui omni meliori modo incluſi ſint.

XXIII. Sereniſſima Reſpublica *Veneta*, ob æqualitatis Fœdera durante hoc Bello inter Partes belligerantes exacte ſervata, & ob plurima humanitatis officia præſtita, inviolata ſemper manente ſua, Statuumque ac Dominiorum ſuorum Dignitate, Poteſta-

ANNO 1713.

testate, & Securitate, tanquam communis Amica, & cui Regiæ Suæ Majestates sinceræ Amicitiæ vices, prout res ejusdem exegerint, omni tempore referre cupiunt, in hoc Tractatu specialiter, optimo, quo fieri potest, modo, comprehensa & inclusa sit.

XXIV. Serenissimam Rempublicam *Genuensem*, quæ constanti Neutralitate durante hoc Bello observata; utriusque Coronæ *Britannicae*, & *Hispanicae* Amicitiam coluit & nexuit antiquam, in præsenti Tractatu comprehendi placuit; ut hujusce Pacis beneficium, ad id omne quod sua interest, extendatur, ejusque Subditi, qua jampridem, & vivente *Carolo* Secundo *Hispaniarum* Rege Catholico, eadem in posterum Commerciorum libertate in omnibus, & ubique integre perfruantur.

XXV. Civitas itidem *Gedanensis* hisce pactis eo cum effectu includitur, ut pristinis Emolumentis, quibus in re Commerciorum, sive per Tractatus, sive per vetustam Consuetudinem in utroque Regno antehac usa fuerit, in posterum quoque gaudere queat.

XXVI. Præsentes Tractatus solennes & rite confectæ Ratihabitiones, intra sex Hebdomadum spatium, à die Subscriptionis computandum, vel citius si fieri poterit, utrinque exhibeantur, & reciproce debiteque commutentur.

In quorum omnium fidem, Legati Extraordinarii ac Plenipotentiarii supramemorati, exhibitis utrinque ac rite commutatis Plenipotentiarum suarum Tabulis, præsentem hunc Tractatum subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt, *Trajecti ad Rhenum*, *Die* secundo decimo tertio Mensis *Julii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

JOH. BRISTOL. (L.S.)

D. DE OSSUNA. (L.S.)

STRAFFORD. (L.S)

(L.S.) EL MARQUES DE MONTELEONE.

*Ratihabitio Reginæ Magnæ Britanniæ.*

ANNA, Dei Gratia, *Magnae Britanniae*, *Franciae*, & *Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos Præsentes Literæ pervenerint Salutem. Quandoquidem Tractatus quidam Pacis & Amicitiæ, inter Nos & bonum Fratrem Nostrum *Philippum* Quintum, *Hispaniarum* Regem Catholicum, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiairios, sufficienti Authoritate utinque munitos, Trajecti ad Rhenum, die $\frac{1}{11}$. Mensis præsentis concluſus & signatus fuerit, forma, & verbis quæ sequuntur:

*Fiat insertio.*

NOS viso & perpenso Tractatu Pacis & Amicitiæ suprascripto, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum, firmumque habuimus, sicut per Præsentes, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, eundem approbamus, & ratum, firmumque habemus, spondentes, & in Verbo Regio promittentes, Nos prædictum Tractatum, omniaque & singula quæ in eo continentur, sancte atque inviolabiliter præstituras, & observaturas, neque passuras unquam, quantum in Nobis est, ut à quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem & robur, hisce præsentibus Manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum *Magnae Britanniae* Sigillum appendi jussimus. Dabantur in Palatio nostro apud *Kensington*, tricesimo primo die Mensis *Julii*, Anno Domini Millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique nostri Duodecimo.

ANNA R.

*Mandatum sive Plenipotentia Legatorum Hispanorum. Datum Madriti die* 28. *Decembris* 1711.

DOMINUS PHILIPPUS, Dei Gratia, Rex *Castiliae*, *Legionis*, *Arragoniae*, utriusque *Siciliae*, *Hierosolymae*, *Navarrae*, *Granatae*, *Toleti*, *Valentiae*, *Galaeciae*, *Majoricae*, *Hispalis*, *Sardiniae*, *Cordubae*, *Corsicae*, *Murciae*, *Giennae*, *Algarbiae*, *Algezirae*, *Gibraltariae*, *Canariarum*, *Indiarum* Orientalium & Occidentalium, Insularum, & Continentis, Maris Oceani, Archidux *Austriae*, Dux *Burgundiae*, *Brabantiae*, & *Mediolani*, Comes *Haspurgi*, *Flandriae*, *Tirolis*, & *Barcelonae*, Dominus *Biscaiae*, & *Malinae*, &c. Cum propter inscrutabilia Dei Judicia, sanguinolentum, obstinatumque, magis quam visum unquam fuerit, Bellum, cum Populorum, & Provinciarum ruina, passa fuerit *Europa*, quin ad illius ignem extinguendum medium suffecerit, usque in præsens tempus, quo Divinae Pietatis Gratia manifestantur Signa, & positivæ Dispositiones recuperandi Pacem & Quietem, tantopere ab omni Orbe Christiano desideratas, sed à nobis principaliter ob ea quæ respective passa fuerint Dominia Nostra. Cumque ab aliquibus ex principalibus Potentiis Bellum gerentibus nominati fuerint Plenipotentiarii, Pacis tractandæ, & cum reciproca amicitia ineundæ Authoritatem habentes; Ea propter tam laudabili, tamque glorioso desiderio ex parte nostra concurrere volentes, Vos, D. *Franciscum Mariam de Paula*, *Tellez Giron*, *Venavides*, *Carillo*, & *Toledo*, *Ponce* de *Leon*, Ducem de *Ossuna*, Cognatum, Comitem de *Uzena*, Marchionem de *Pennafiel*, ex Primis Nobilibus à Cubiculo nostro, Majoremque Cubicularium, Regnorum meorum *Castiliae* Notarium majorem, Equitem Ordinis de *Calatrava*, in ipso Ordine Majorem à Clavibus, & ejus Commendatorem, nec non de Usagre in Divi *Jacobi* Ordine, Ducem Primarium Regalium Corporis Custodum: D. *Joannem* de *Brouwkoven*, Comitem de *Bergeych*, Consiliarium nostrum, Bellique Ministrum, & nostri Ærarii in *Flandria* Generalem Super-Intendentem: Et D. *Isidorum Cazado* de *Rosales*, Marchionem de *Monteleon*, Affinem, & in Regio nostro *Indiarum* Concilio Senatorem; Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios nominare statuimus, quemadmodum præsentium vigore nominamus, quia Personas vestras Prudentiæ, Experientiæ, & pro Interesse nostro Zeli & Amoris qualitatibus, & Prærogativis ad tam gravis, & tantæ consequentiæ Negotii Dispositionem & Directionem summopere necessariis, ornatas esse certo scimus. Vos itaque oneramus, vobisque mandamus, ut eo citius *Trajectum Rheni* Conventui Pacis tractandæ destinatum iter faciatis; ut ibi simul cum Ministris, Plenipotentiariis à Regibus & Potentiis interesse habentibus, nominatis, & Authoritate & sufficienti mandato munitis, ad Colloquia aut Conventus Pacis particularis aut generalis intretis, & intrare valeatis; & vobis Duci *Ossunae*, Comiti à *Bergheych*, & Marchioni à *Monteleone*, plenam & integram facultatem, & authoritatem concedimus, ut vos tres simul, vel duo, in casu absentiæ aut infirmitatis alterius, aut unus solus, in simili casu absentiæ vel infirmitatis aliorum duorum, Tractatum Pacis inter nos, & alios Reges, & Potentias belligerantes, simul cum omnibus, aut separatim cum quibusdam, Nomine nostro inire, concludere, & manuali Subscriptione vestra munire, ut & omnia Instrumenta ad hunc effectum necessaria, concordare, concludere, Subscriptione firmare, & tradere valeatis; & generaliter facere, promittere, stipulari Actus Declarationesve quæ fuerint necessariæ ad Conventiones permutandas, & ad quascunque res Pacis Negotiationi, aut Conclusioni conducentes, & ad eas spectantes, quamvis hic non exprimantur, & cum iisdem Facultate, Potestate, & Ampliatione, quibus nos, si præsentes essemus, facere possemus; & etiam in illis Negotiis & Actis, quæ specialius, magisve expressum quam quod in hac Plenipotentia continetur, mandatum requirere possent: Et omne quod vos tres simul, vel duo, in casu absentiæ aut ægritudinis aliorum duorum, ut supradictum est, feceritis, tractaveritis, promiseritis, concluseritis, & Subscriptione vestra firmaveritis, nos Fide nostra, Verboque Regio nostro datis, promittimus confirmare, approbare, & ratum habere sine quavis diminutione, cum Juramento aliisque requisitis, & Solemnitatibus in simili casu necessariis, intra terminum reciproce à Plenipotentiariis dicti Congressus assignatum. In quorum Fidem, & ad eorum majorem vim & corroborationem, expediri mandamus, & expedimus præsentem Manu nostra subscriptam Sigillo nostro Secreto munitam, & ab infrascripto Sanctioris Consilii Secretario subsignatam. Datum *Madriti*, die

ANNO 1713. vigesima octava *Decembris* anni millesimi septingentesimi undecimi.

EGO REX.

D. EMANUEL A VADILLO ET VELASCO.

*Mandatum Reginæ Magnæ Britanniæ, pro Legatis ejus. Datum in Palatio Divi Jacobi* 3. *Maii* 1713.

ANNA, Dei gratia, *Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Bello huic tam diuturno, tamque exitioso restinguendo operam dare instituerimus, inter curas publicæ Tranquillitatis redintegrandæ, quas gessimus maximas, eo animum præprimis advertimus, ut arctissima illa Amicitiæ necessitudinisque vincula, quæ à longissimo usque tempore inter Coronas *Britannicam & Hispanicam*, intercessere, summo cum utriusque Nationis commodo, inter Nos & bonum Fratrem Nostrum *Philippum* Quintum *Hispaniarum* Regem Catholicum, novis & quam firmissimis nexibus in perpetuum constringerentur. Ministris itaque iisdem, qui tam diu, tantoque cum successu, Concordiæ operi maxime salutari inter Principes, Statusque Christianos promovendo conficiendoque *Ultrajecti* ad *Rhenum* sese Nomine nostro addixerint, etiam partes hasce demandare voluimus, ut tam Pacis & Amicitiæ, quam Navigationis & Commerciorum, inter Nos & dictum Regem Catholicum, Leges, Conditionesque concluderent, signarentque. Sciatis igitur, quod Nos, Fide, Industria, & in Rebus magni momenti tractandis, usu ac perspicacia Reverendi admodum in Christo Patris, perquam fidelis, & dilecti Consiliarii nostri, *Johannis* Episcopi *Bristolienſis*, Privati nostri Sigilli Custodis, Decani *Windesorienſis*, & Nobilissimi Ordinis nostri Periscelidis Registrarii; Et perquam fidelis, & prædilecti Consanguinei & Consiliarii nostri *Thomae* Comitis de *Strafford*, Vice-Comitis *Wentworth* de *Wentworth-Woodhouse* & de *Staineborough*, Baronis de *Raby*, Exercituum nostrorum Locum-Tenentis Generalis, Primarii Admiralitatis nostræ Commissarii, Nobilissimi Ordinis nostri Periscelidis Equitis, & Legati nostri Extraordinarii ac Plenipotentiarii ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales *Uniti Belgii*, plurimum confisæ, Eosdem nominavimus, fecimus, & constituimus, quemadmodum per Præsentes nominamus, facimus, & constituimus, Nostros veros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commissarios, Procuratores, & Plenipotentiarios, Dantes & concedentes iisdem, conjunctim vel divisim, omnem & omnimodam Potestatem, Facultatem, Authoritatemque nec non Mandatum Generale, pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, quos prædictus Rex Catholicus, sufficienti Authoritate instructos, ex sua parte deputaverit, in Civitate *Ultrajectina* ad *Rhenum*, aut in alio quocunque loco, congrediendi, colloquendique, ac de Pacis atque Amicitiæ Conditionibus tutis, firmis, & honestis, inter Nos & dictum Regem Catholicum, tractandi, conveniendi, & concludendi; eaque omnia quæ ita conventa & concluſa fuerint, pro nobis, & nostro Nomine signandi, superque concluſis Instrumenta, quotquot & qualia necessaria fuerint, conficiendi, mutuoque tradendi, recipiendique, ac generaliter ea omnia præstandi, perficiendique, quæ quovis modo necessaria ad Pacis atque Amicitiæ Conditiones, ut supra dictum est, ineundas, stabiliendasque vel quomodolibet, opportuna esse judicaverint, tam amplis modo & forma, ac vi, effectuque pari, ac Nos Ipsæ, si interessemus, facere ac præstare possemus; Spondentes, & in Verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula, quæcunque à dictis nostris Legatis Extraordinariis, Commissariis, Procuratoribus, & Plenipotentiariis, conjunctim vel divisim, vi præsentium transigi, concludi, & signari contigerit, grata, rata, & accepta, iis prorsus modo & forma quibus conventa fuerint, habituras. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præsentibus Manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum *Magnae Britanniae* Sigillum apponi jussimus. Dabantur in Palatio nostro Divi *Jacobi* tertio die Mensis *Maji*, Anno Domini Millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique nostri Duodecimo.

ANNA R.

*Articulus Separatus, de Tractatu Madriti die* 27. *Martii inito observando, deque Provinciis Hispanicis Serenissimo* PHILIPPO *tributis, nunquam a Corona Hispanica alienandis. Datum die* 2--13. *Julii* 1713. *Cum* RATIHABITIONE *Reginæ Britannicæ. Dat. apud Kensington die* 31 *Julii* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 203.]

PRÆTER ea quæ per Tractatum *Madriti* die 27. *Martii* nuperrime elapsi, inter Dominum Baronem de *Lexington*, ex parte Regiæ Majestatis *Magnae Britanniae*, & Dominum Marchionem de *Bedmar*, ex parte Regiæ Majestatis Catholicæ, conventa sunt & stipulata, hoc insuper Articulo Separato, qui ejusdem roboris erit, ac si Tractatui, inter Regias suas Majestates hodie inito, verbotenus esset insertus, conventum & concordatum est, quod cum S. Regia Majestas Catholica omnino sibi propositum habeat, & per præsentes ex parte sua solenniter spondeat, se in ullarum cujuscunque generis, aut ubicunque sitarum Ditionum, Provinciarum, aut Terrarum, ad Coronam *Hispaniae* spectantium, alienationem ulteriorem non esse consensuram; proinde S. Regia Majestas *Magnae Britanniae*, ex parte quoque sua reciproce spondet, velle se, iis in rationibus & consiliis persistere, quibus ab ipsa provisum cautumque est, ne quis ex Partibus belligerantibus, in Pace ineunda ulteriorem partis alicujus Monarchiæ *Hispaniae* avulsionem a Regia sua Majestate Catholica exigat, aut adipiscatur; quin postulata istiusmodi nova denegante Sua Majestate Catholica, eo istud Negotium directuram Regiam Majestatem *Magnae Britanniae*, ut ab iisdem penitus desistatur.

Et cum Regiæ Majestati *Magnae Britanniae* e re communi visum sit, ut inter Majestatem suam *Britannicam*, Regem Catholicum, & Regem *Lusitaniae*, novum ineatur Fœdus, quo Coronæ *Lusitaniae* Securitati provideatur, consensum suum ad opus tam salutare per præsentes præbet Sua Majestas Catholica, & contestatum facit.

Hic Articulus ratus habebitur, & Ratihabitionum permutatio fiet *Trajecti ad Rhenum* intra sex Hebdomadas, & citius, si fieri potest.

In quorum Fidem, Nos Legati Extraordinarii, & Plenipotentiarii Regiarum Majestatum *Britannicae*, & Catholicæ, vigore Plenipotentiarum hodie commutatarum præsentem Articulum subscripsimus, & Sigillis Nostris communivimus, *Trajecti ad Rhenum* die $\frac{\text{secundo}}{\text{decimo tertio}}$ Mensis *Julii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

JOH. BRISTOL. C.P.S. D. DE OSSUNA.
(L.S.) (L.S.)

STRAFFORD. EL MARQUES DE MONTELEONE.
(L.S.) (L.S.)

*Ratihabitio primi Articuli separati facta a Regina Magnæ Britanniæ.*

ANNA Dei Gratia, *Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos Præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Articulus quidam Separatus Primus dictus, ad Tractatum Pacis & Amicitiæ inter Nos & bonum Fratrem nostrum *Philippum* Quintum *Hispaniarum* Regem Catholicum, *Trajecti ad Rhenum* die $\frac{2}{13}$. Mensis præsentis concluſum, pertinens, eodem in loco, eodemque die, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, sufficienti Authoritate utrin-

ANNO 1713.

que munitos, ſignatus fuerit, forma & verbis quæ ſequuntur:

*Fiat inſertio.*

NOs viſo perpenſoque Articulo Primo ſeparato ſupraſcripto, eundem approbavimus, ratum, gratum, firmumque habuimus, ſicut per Præſentes eundem approbamus, ratum, gratum, firmumque habemus, ſpondentes, & in Regio Verbo promittentes, Nos ea quæ in præfato Articulo Primo continentur ſincere, & bona fide præſtare & obſervare velle. In quorum majorem Fidem & Robur hiſce præſentibus manu noſtra Regia ſignatis, Magnum noſtrum *Magnae Britanniae* Sigillum apponi juſſimus. Quæ dabantur in Palatio noſtro apud *Kenſington* triceſimo primo die Menſis *Julii*, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regnique noſtri duodecimo.

ANNA R.

*Articulus alter Separatus, de Ducatu* Limburgi, *vel alio, qui triginta millia Scutorum annuatim reddat, Principiſſæ* URSINI, *aſſignando. Dat.* 2-13. *Julii* 1713. *Cum* RATIHABITIONE ANNÆ *Reginæ. Dat. apud Kenſington* 31. *Julii* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 210.]

UT conſtaret quanti Sua Sacra Majeſtas Regina *Magnae Britanniae* D. Principiſſam *Urſini* faciat jam Articulo vigeſimo primo Conventionum Pacificatoriarum inter Baronem de *Lexington*, ex parte dictæ Majeſtatis *Britannicae*, & Marchionem a *Bedmar*, à parte Majeſtatis Suæ Catholicæ, *Madriti*, die vigeſimo ſeptimo *Martii* proxime elapſi firmatarum, dicta Sua Majeſtas Regina *Magnae Britanniae* ſe obligavit, ut præſenti Articulo, pro ſe & Succeſſoribus ſuis, iterum ſe obligat, promittit, & ſpondet, ſe effecturam & realiter procuraturam, ut ſtatim, & nulla interpoſita mora, dicta Domina Principiſſa *Urſini* mittatur in realem & actualem poſſeſſionem Ducatus *Limburgi*, aut aliarum Ditionum, quæ in *Belgicis* Provinciis ad plenam dictæ Principiſſæ *Urſini* Satisfactionem ſubrogabuntur, cum omnimoda, abſoluta, & independenti Superioritate ab omni Feudi, & alio quocunque vinculo ſoluta, quæ reditum triginta millium Scutorum annuatim reddant, ſecundum formam & tenorem, & ad mentem Diplomatis a dicta Regia Majeſtate Catholica dictæ Dominæ Principiſſæ, die vigeſimo octavo *Septembris* anni 1711. conceſſi, cujus tenor ſequitur:

*Fiat inſertio.* (1)

Spondetque dicta Regia Majeſtas *Britannica*, ſe dictam D. Principiſſam *Urſini*, ejuſque Succeſſores, aut cauſam habentes, in reali, actuali, & pacifica poſſeſſione dictæ Superioritatis, & Dominii, adverſus omnes & quoſcunque, quolibet tempore & in perpetuum, tuituram, neque permiſſuram, quod in prædicta poſſeſſione à quolibet D. Principiſſa, Jure, Factove moleſtetur, turbetur, aut inquietetur. Et cum realis Poſſeſſio Superioritatis dicti Ducatus *Limburgi*, vel Ditionum, ut ſupra, ſubrogandarum dictæ D. Principiſſæ *Urſini*, vigore prælaudatæ Conventionis, die vigeſimo ſeptimo *Martii* proxime præteriti concluſæ, jam tradi debuiſſet, licet nondum fuerit tradita: Ideo prælaudata Regia Majeſtas *Britannica* pro majori cautela promittit, Verboque Regio ſpondet, quod cuiquam dictas Provincias *Belgicas* Catholicas non dimittet, nec relaxabit, nec dimitti, nec relaxari patietur, ſed eas ſervabit, & ſervari faciet, non ſolum quouſque dicta D. Principiſſa *Urſini* ſit in actuali, & pacifica Poſſeſſione prælaudatæ Superioritatis, ſed & etiam quouſque a Principe, cui dictæ Provinciæ *Belgicae* dimittendæ ſunt & relaxandæ, dicta D. Principiſſa *Urſini* pro ſuprema Domina prælaudatæ Superioritatis, ut ſupra, agnoſcatur, & manu teneatur.

ANNO 1713.

Præſens Articulus ratus habebitur, & Ratihabitionum Permutatio fiet *Trajecti ad Rhenum* intra ſex Hebdomadas, & citius, ſi fieri poſſit.

In quorum Fidem, Nos Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii S. Regiæ Majeſtatis *Magnae Britanniae* præſentem Articulum ſubſcripſimus, & Sigillis noſtris communivimus, *Trajecti ad Rhenum* die Secundo / Decimo tertio Menſis *Julii*, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio.

JOH. BRISTOL. C.P.S. (L.S.)

D. DE OSSUNA. (L.S.)

STRAFFORD. (L.S.)

EL MARQUES DE MONTELEONE. (L.S.)

*Ratihabitio ſecundi Articuli ſeparati, per Regiram* MAGNÆ BRITANNIÆ. *Dat. apud Kenſington* 31. *Julii* 1713.

ANNA, Dei Gratia, *Magnae Britanniae*, *Franciae*, & *Hiberniae* Regina, Fidei Defenſor, &c. Omnibus ad quos Præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Articulus quidam Separatus Secundus dictus, ad Tractatum Pacis & Amicitiæ inter Nos & Bonum Fratrem noſtrum *Philippum* Quintum *Hiſpaniarum* Regem Catholicum, *Trajecti ad Rhenum* die $\frac{2}{13}$. Menſis præſentis concluſum, pertinens, eodem in loco, eodemque die, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ſufficienti Authoritate utrinque munitos, ſignatus fuerit, forma & verbis quæ ſequuntur:

*Fiat inſertio.*

Nos viſo perpenſoque Articulo Secundo ſeparato ſupraſcripto, eundem approbavimus, ratum, gratum, firmumque habuimus, ſicut per Præſentes eundem approbamus, ratum, gratum, firmumque habemus, ſpondentes, & in Regio Verbo promittentes, Nos ea quæ in præfato Articulo Secundo continentur ſincere & bona fide præſtare & obſervare velle. In quorum majorem Fidem & Robur hiſce præſentibus manu noſtra Regia ſignatis, Magnum noſtrum *Magnae Britanniae* Sigillum apponi juſſimus. Quæ dabantur in Palatio noſtro apud *Kenſington* triceſimo primo die Menſis *Julii*, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regnique noſtri duodecimo.

ANNA R.

*Declaratio, ſive Conventio, inter Legatos Hiſpanos & Anglos facta, quod Tractatus Pacis & Commerciorum die* 2-13. *Julii* 1713. *Trajecti ad Rhenum per ipſos firmati; ſortiri debeant eorum plenum effectum, licet Ratificationes tempore ſtatuto non ſint permutatæ. Actum Hagæ Comitum die* 12-23. *Februarii* 1713-1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 55]

QUANDOQUIDEM intra tempus Articulo vigeſimo Sexto Tractatus Pacis inter Regias ſuas Magnæ Britanniæ & Hiſpaniarum Majeſtates nuper initæ deſignatum, ejuſdem Pacis, ut & Articulorum ſeparatorum ab ea pendentium Ratihabitiones varias & graves ob cauſas commutari nequiverint, & quoniam pariter tempus Articulo decimo ſeptimo Tractatus Commerciorum inter dictas Regias Suas Majeſtates nuperrime concluſi, Ratihabitionum Tabulis ejuſdem Tractatus ut & Articuli ſeparati ei annexi commutandis deſignatum jam per aliquot dies præterlapſum ſit, Regiæ Suæ Majeſtates cavere volentes, ne quid exinde detrimenti capiant antedicti Tractatus, per infra ſcriptos Legatos ſuos Extraordinarios & Plenipotentiarios præſentem Declara-

(1) Cette Donation a été inſerée ci deſſus ſous ſa propre Date qui eſt du 28 Septembre 1711.

ANNO 1713.

clarationem fieri jusserunt. Scilicet mora, quæ in commutandis præfatis Ratihabitionum Tabulis accidit, non obstante, antedictos Tractatus Pacis & Commerciorum, omniaque & singula in eodem, ut & Articulis annexis contenta, in pleno vigore permansura, observanda & præstanda esse, pari cum robore & effectu, ac si ipso die per eosdem Tractatus designata dictarum Ratihabitionum Tabulæ permutatæ & invicem extraditæ fuissent.

In quorum Fidem nos infra scripti S. Magnæ Britanniæ Reginæ, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præsentem Declarationem manibus nostris subscriptam, Sigillis nostris munivimus. Hagæ Comitis die $\frac{13}{23}$. Mensis Februarii, Anni a Christo Nati $171\frac{3}{4}$.

(L.S.) STRAFFORD. (L.S.) OSSUNA.

(L.S.) MONTELEON.

## CERTIFICATIO.

*Ratihabitionis Tractatus Pacis.*

NOs Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Suæ Majestatis Magnæ Britanniæ & Sacræ Suæ Majestatis Catholicæ, notum testatumque facimus, omnibus quorum interest, Tractatum Pacis inter dictas suas Majestates, Ultrajecti ad Rhenum $\frac{\text{secundo}}{\text{decimo tertio}}$ die Mensis Julii 1713. initum Tractatum pariter Commerciorum ibidem $\frac{\text{vicesimo octavo}}{\text{nono}}$ die Mensis $\frac{\text{Novembris}}{\text{Decembris}}$ ejusdem Anni conclusum solemniter per sacras Suas Majestates ratihabitos, & Ratihabitionum Tabulas hodie commutatas fuisse, Hagæ Comitis die $\frac{\text{duodecimo}}{\text{vigesimo tertio}}$ Mensis Februarii, Anno Domini $17\frac{13}{14}$.

(L.S.) STRAFFORD. (L.S.) OSSUNA.

(L.S.) MONTELEON.

*Declaratio Legatorum Hispanorum de non præjudicando per Titulos a Domino suo in Ratihabitionum Tabulis adhibitos. Dat. Hagæ Comitum die 12-23. Februarii 1713-1714.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 52.]

QUONIAM S. Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius in Ratihabitionum Tabulis Tractatuum Pacis & Commerciorum Ultrajecti ad Rhenum anno præterito concluforum, ex parte Regis Catholici hodie exhibitis repererit, Titulos inseri nonnullos Locorum & Provinciarum, quarum Cessio per S. Reg. Majestatem Catholicam jam antea facta fuit, idque optaverit, ut S. Regis & Domini sui mentem ea super aperire vellent S. Regiæ Majestatis Catholicæ Domini Legati, dicti igitur Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii ad tollendam dubii omnis ansam, quæ inde oriri posset, nomine Regis & Domini sui Clementissimi declarant, eam Regiæ Suæ Majestatis Catholicæ mentem omnino non esse, ut Titulorum antememoratorum usus alteri cuipiam præjudicio esse debeat.

In quorum Fidem præsentes manibus suis subscriptas dicti Domini Legati S. Regiæ Majestatis Catholicæ Sigillis quoque suis communiri fecerunt. Hagæ Comitum die $\frac{\text{duodecimo}}{\text{vigesimo tertio}}$ Mensis Februarii, Anno Domini millesimo septingentesimo $\frac{\text{decimo tertio.}}{\text{decimo quarto.}}$

(L.S.) EL DUQUE DE OSSUNA.

(L.S.) EL MARQUES DE MONTELEON.

ANNO 1713. 15-26. Juillet.

## CLXV.

*Convention entre Sa Majesté* BRITANNIQUE *& Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES *contenant un Reglement provisionel pour le Commerce & les Droits d'Entrée & de Sortie, dans les Païs-Bas Autrichiens. Fait à Utrecht le 15-26. Juillet 1713.* [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. IV. pag. 556.]

POUR regler provisionellement le Commerce, dans & par les Pays-Bas, tant ceux qu'on appelle Espagnols, que ceux qui ont été reconquis, & cedés, on est convenu:

I. Que dans toutes les Places d'entrée, & sortie desdits Pays-Bas Espagnols, soit reconquis, ou cedés, les Droits sur les Marchandises seront exigés, & payés, sur le pied qu'ils ont été exigés, & payés, dans l'année 1680.

II. Toutes sortes de Marchandises apportées par les Sujets de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, qui ont ci-devant joui du Droit de Transit, en jouïront encore à l'avenir; & les Marchandises de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, qui ont jouï de ce Droit de Transit en joüiront aussi, quoi que ceux qui les apporteront ne fussent pas ni Sujets de la Reine de la Grande-Bretagne, ni de Leurs Hautes Puissances, & ce Droit n'excedera pas $2\frac{1}{2}$ pour cent.

III. Que tout Droit d'entrée sur les Marchandises sortant des autres parties des Païs-Bas Espagnols, & entrans dans ceux qu'on appelle reconquis & cedés cessera, & que les Sujets de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, pour tout leur Commerce, de même que toute Marchandise de la Grande Bretagne & des Provinces-Unies, qui y pourroit être introduite par d'autres, seront dès à present exempts de tout Droit d'entrée dans lesdits Pays reconquis, & cedés.

IV. Que les Droits de Consommation dans les Villes & autres Places du Pays reconquis & cedé, seront entierement les mêmes sur les Denrées & Marchandises des uns & des autres, avec la même liberté de les vendre, & debiter, & que lesdits Droits ne surpasseront point ce qui a été perçû dans lesdites Villes & Places, avant la Conquête.

V. Que le Droit de sortie qu'on a exigé des Marchandises sortant des Païs-Bas pour aller dans les nouvelles Conquêtes ou Places cedées cessera dès à present, comme aussi les Marchandises qui sortiront desdits Païs-Bas pour aller en France & autres Pays, soit par les Places nouvellement reconquises & cedées, ou autres, ne paieront qu'un seul Droit de sortie, & ledit Droit sera celui qu'on a paié dans l'année 1680. dans les Païs-Bas Espagnols. Et il ne sera pas permis pendant la durée de ce Reglement provisionel, d'exiger plus ou moins pour l'entrée, sortie, ou le Transit des Marchandises, que ce qui a été paié dans ladite année 1680.

VI. Pour ce qui regarde le Droit de Convoi, on le remet à la discussion des Ministres de la Reine de la Grande-Bretagne & de Leurs Hautes Puissances à Bruxelles.

VII. La Reine de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances donneront des Ordres à leurs Ministres à Bruxelles, de faire en sorte que tous & chacun des Articles de ce Réglement provisionel puissent être promptement mis en execution, & dûment observés.

En foi de quoi, Nous avons signé le present Acte, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes.

Fait à Utrecht le $\frac{15}{26}$. jour de Juillet de l'an 1713.

(L.S.) J. BRISTOL. C. P. S.
(L.S.) STRAFFORD.
(L.S.) J. v. RANDWYCK.
(L.S.) WILLEM BUYS.
(L.S.) B. v. DUSSEN.
(L.S.) N. GHEEL VAN SPANBROECK.
(L.S.) BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.
(L.S.) GRAEF v. KNIPHUYSEN.

CLXVI.

ANNO 1713.

## CXLVI.

13. Août. *Traité de Paix & d'Alliance entre* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Eſpagne, &* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye, par lequel le Droit de Succeſſion à la Couronne d'Eſpagne eſt deferé à ſon Alteſſe Royalle & à ſes Deſcendants mâles, & le Royaume de Sicile lui eſt cedé & tranſporté, aux conditions marquées dans l'Acte de Ceſſion du 10. Juin 1713. Le Montferrat lui eſt garanti, avec la Province de Vigevano, & les autres Ceſſions contenues dans ſon Traité avec l'Empereur du 8. Novembre 1703. Fait à Utrecht le 13. d'Août. 1713.* [Copie Manuſcrite. Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. VI. pag. 724. en François & en Eſpagnol, mais ſans date & ſans ſignature.]

AU nom de la très Sainte Trinité, ſçachent tous préſens & à venir, qu'ayant plu à Dieu, après une ſi longue & ſi ſanglante Guerre, qui a cauſé l'effuſion de tant de ſang Chreſtien, & la déſolation de tant d'Eſtats, d'inſpirer aux Puiſſances, qui y eſtoient engagées un deſir ſincere de la Paix, & du reſtabliſſement de la tranquillité publique; & les Negociations commencées pour cette fin à Utrecht, par la vigilance de la Sereniſſime & Très Puiſſante Princeſſe Anne, par la Grace de Dieu, Reyne de la Grande-Bretagne, eſtant par ſa prudente conduite, parvenuës au point de la Concluſion d'une Paix; afin de la rendre perpetuelle le Sereniſſime & Très-Puiſſant Prince Philippe V. par la Grace de Dieu, Roy Catholique d'Eſpagne &c. qui a toujours recherché avec ſoin les moyens de reſtablir le Repos general de l'Europe & la Tranquillité de l'Eſpagne, & ſon Alteſſe Royale Victor Amedée II. par la Grace de Dieu, Duc de Savoye, Roy de Chypre, qui de meſme a déſiré de concourir à une œuvre ſi ſalutaire & toujours ardemment ſouhaitté de reſſerrer de nouveau par une Paix & perpetuelle Alliance les pretieux nœuds, qui uniſſent ſi glorieuſement ſon Alteſſe Royale & la Maiſon de Sa Majeſté Catholique, ont donné pour cette fin d'amples Pouvoirs, pour traiter, ſigner & conclure le Traité de Paix & d'Alliance, c'eſt à ſçavoir Sa Majeſté Catholique aux Excellentiſſimes Seigneurs Don François Marie de Paule, Telles, Giron, Venavides, Carillo & Tolede, Ponce de Leon, Duc d'Oſſune, Comte de Vruena, Marquis de Penafiel, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majeſté Catholique, Chambellan & Grand Echanſon, Grand Notaire des Royaumes de Caſtille, Chevalier de l'Ordre de Calatrava, Grand Clavier & Commandeur du meſme Ordre & Chevalerie, & de Uſagre en celui de Saint Jaques, Capitaine de la Premiere Compagnie Eſpagnole des Gardes du Corps; & Don Iſidore Caſado de Aſevedo & Roſales, Marquis de Monteleon, du Conſeil des Indes, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrez d'Utrecht; & ſon Alteſſe Royale de Savoye à leurs Excellences le Seigneur Annibal Comte de Maffey Gentilhomme de la Chambre, & Prémier Ecuyer de ſon Alteſſe Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de St. Maurice & de S. Lazare, Colonel de ſon Regiment d'Infanterie, General de Bataille de ſes Armées, ſon Envoyé Extraordinaire auprès de Sa Majeſté Britannique; au Seigneur Ignace Solar de Moretta, Marquis del Borgo, Gentilhomme de la Chambre de Son Alteſſe Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de S. Maurice & de S. Lazare, ſon Envoyé Extraordinaire auprès des Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas, & au Seigneur Pierre Mellarede, Seigneur de la Maiſon forte de Jordan, Conſeiller d'Eſtat de Son Alteſſe Royale, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrez d'Utrecht; leſquels, aprés s'eſtre communiqué leſdits Plein-pouvoirs, dont les copies mot à mot ſeront inſerées à la fin de ce Traité, & les avoir échangez, ſont convenus des Articles ſuivans, en préſence de leurs Excellences le Seigneur Evêque de Briſtol & le Seigneur Comte de Strafford, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la Reyne de la Grande-Bretagne, & en conſequence de ce qui a été arreſté, & dont on eſt convenu, tant à la Cour de Madrid, qu'à celle de Londres, par le moyen des Miniſtres reſpectifs. ANNO 1713.

I. Il y aura deſormais une bonne, ferme & durable Paix, Confederation & perpetuelle Alliance & amitié entre Sa Majeſté Catholique, ſes Enfans, nez & à naiſtre, ſes Deſcendans, & ſes Royaumes d'une part, & Son Alteſſe Royale de Savoye, ſes Enfans nez & à naiſtre, ſes Succeſſeurs & Eſtats d'autre, l'un procurant de tout ſon pouvoir le bien, l'honneur & l'avantage de l'autre, & évitant reciproquement autant qu'il leur ſera poſſible, ce qui pourroit leur cauſer quelque dommage.

II. En conſequence de cette Paix & bonne union, tous actes d'hoſtilité ceſſeront par Mer & par Terre, ſans exception de Lieux, ni de Perſonnes, & toutes les raiſons de mauvaiſe intelligence demeureront éteintes & abolies pour toûjours. Il y aura, de part & d'autre, un oubli & pardon perpetuel de tout ce qui s'eſt fait durant la préſente Guerre, ou à ſon occaſion, ſans qu'on puiſſe en faire aucune recherche à l'avenir, directement, ni indirectement, par quelque voye, ou ſous quelque prétexte que ce ſoit, ni en faire paroitre aucun reſſentiment ni prétendre aucune ſorte de reparation.

III. Par les meſmes raiſons & motifs du Bien public, du Repos & de l'Equilibre de l'Europe & de la Tranquillité du Royaume d'Eſpagne en particulier, par leſquels Sa Majeſté Catholique a fait pour ſoi, & pour tous ſes Deſcendans à toujours la Renonciation à la Couronne de France, le 5. Novembre 1712. & la Reconnoiſſance & Declaration que Sa Majeſté Catholique a fait par le meſme Acte paſſé pour Loy, le 8. de Mars dernier, qu'au défaut de ſes Deſcendans elle aſſeure la ſucceſſion de la Couronne d'Eſpagne & des Indes à Son Alteſſe Royale de Savoye, & à ſes Deſcendans maſles nez de conſtant & legitime Mariage, & ſucceſſivement aux maſles de la Maiſon de Savoye & à leurs Deſcendans maſles nez de conſtant & legitime Mariage, excluant toute autre Maiſon; par les meſmes raiſons & motifs qui ſont cenſez eſtre exprimez ici, il eſt convenu & ſtipulé expreſſément, que ledit Acte du 5. Novembre doit eſtre tenu, comme il eſt tenu, pour une partie du préſent Traité, auſſi bien que l'Acte du 9. dudit Mois de Novembre, fait par les Cortes d'Eſpagne, qui ont paſſé, approuvé & confirmé ledit Acte de Sa Majeſté Catholique. Et ladite Loy faite en conſequence, le 8. Mars dernier, & publiée le meſme jour, fera tout de meſme une partie eſſentielle du préſent Traité; le tout ſelon les clauſes ſpecifiées & expliquées dans leſdits Actes, deſquels le Roy Catholique fera délivrer des Expeditions authentiques à Son Alteſſe Royale, dans l'eſpace de trois mois, avec les Enregiſtremens faits en tous les Conſeils d'Eſtat, de Guerre, d'Inquiſition, d'Italie, des Indes, des Ordres, des Finances & de la Croiſade; & cependant leſdits Actes de Sa Majeſté Catholique, & des Cortes, des 5. & 9. Novembre 1712. & ladite Loy du 8. Mars de la préſente Année, ſeront mis, ſelon leur teneur à la fin du préſent Traité, avec les Actes de Renonciation à la Couronne d'Eſpagne, faite par le Seigneur Duc de Berry, du 24. dudit Mois de Novembre, & par le Seigneur Duc d'Orleans, le 19. du meſme mois, comme pareillement les Lettres Patentes de Sa Majeſté Très-Chrêtienne du Mois de Mars dernier, qui admettent leſdites Renonciations, & ſuppriment ſes Lettres Patentes du Mois de Decemb. 1700. Tous leſquels Actes de Renonciation & Lettres Patentes ſont, & ſeront pour toujours, une partie eſſentielle du préſent Traité; & Sa Majeſté Catholique reconnoiſſant les motifs deſdites Reconnoiſſances, Declarations, Renonciations & Actes, & qu'ils ſont le fondement & l'aſſurance de la durée de la Paix de la Chrêtienté, elle promet, pour ſoi, & pour ſes Deſcendans, que tout le contenu dans leſdits Actes ſera inviolable, & ponctuellement obſervé, ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, ni en tout, ni en partie, de quelque maniere, ou par quelque voye que ce ſoit, mais au contraire d'empeſcher qu'il n'y ſoit contrevenu par qui que ce ſoit, en aucun temps, ou par quel-

ANNO 1713.

quelque cauſe ou motif que ce puiſſe eſtre ; & Sa Majeſté Catholique s'engage expreſſément, pour ſoy, & pour ſes Deſcendans, à maintenir contre tous, ſans exception d'aucun, le Droit de Succeſſion de Son Alteſſe Royale de Savoye & des Princes de la Maiſon de Savoye, à la Couronne d'Eſpagne & des Indes, conformement & en la maniere établie par leſdits Actes de Sa Majeſté, & des Cortes des 5. & 9. Novembre 1712. reconnus par les Actes faits par les Seigneurs Ducs de Berry, & d'Orleans, des 19. & 24. dudit mois de Novembre, par les Lettres Patentes du Roy Très-Chrêtien du mois de Mars dernier, & par ladite Loy du 8. dudit mois, Sa Majeſté Catholique ſupleant à tous les défauts & omiſſions de fait, de Droit, de ſtyle & de Coutume qu'il y pourroit avoir, confirme & approuve tous leſdits Actes, & veut qu'ils tiennent force & vigueur de Loi & de Pragmatique ſanction, & qu'ils ſoient reçus, gardez, obſervez & executez comme tels en ſes Royaumes par ſes Vaſſaux & Sujets, auſquels elle ordonne préſentement comme pour lors, en cas que la Deſcendence de Sa Majeſté vienne à manquer, (ce que Dieu ne veuille) de reconnoitre pour leur Roy & legitime Souverain le Prince de la Maiſon de Savoye à qui appartiendra la ſucceſſion à la Couronne d'Eſpagne & des Indes, ſelon l'ordre établi dans leſdits Actes de Sa Majeſté, & des Cortes des 5. & 9. Novembre 1712. & de ladite Loy du 8. Mars, & de le recevoir, & lui preſter à cette fin ſerment de fidelité, de lui obeir, ſelon leur devoir, comme à leur Roy, le maintenir & défendre contre tous, prohibant auſdits Vaſſaux d'en reconnoitre aucun autre, & déclarant Uſurpateur tout autre Prince qui voudroit monter ſur le Throne d'Eſpagne, & que la Guerre qu'il entreprendra dans ce deſſein ſera injuſte. Au contraire, Sa Majeſté Catholique declare juſte & legitime la Guerre que ledit Prince de la Maiſon de Savoye ſera obligé d'entreprendre pour occuper ledit Throne, ou pour s'y maintenir. Pour cet effet, Sadite Majeſté Catholique revoque de nouveau, & entant que de beſoin, rompt & annule expreſſément la Déclaration que Sa Majeſté fit à Madrid, le 29. Novembre 1703. en faveur du Seigneur Duc d'Orleans, ſes fils & Deſcendans, & Sa Majeſté veut & entend, que ladite Déclaration ſoit & demeure nulle, & comme non avenuë, confirmant en conſequence le Deſiſtement & la Renonciation que le Seigneur Duc d'Orleans a fait par ledit Acte du 19. Novembre, & tous Actes qui pourroient ou peuvent avoir eſté faits contraires auſdites Déclaration, Renonciation & Actes, & au contenu du préſent Article, & aux Droits qui y ſont reconnus & eſtablis, ſont declarez par le preſent Article, nuls & de nul effet, à toujours, comme contraires à la ſeureté de la Paix, & à la tranquilité de l'Europe.

IV. Pareillement en execution de ce qui a eſté convenu en traittant de la Paix avec Sa Majeſté la Reyne de la Grande-Bretagne, & par les meſmes raiſons du répos & de l'Equilibre de l'Europe, comme auſſi de la tranquillité de l'Eſpagne, Sa Majeſté Catholique Philippe V. Roy des Eſpagnes, & des Indes &c. a donné, cedé & tranſporté, comme par le préſent Traité elle donne, cede & tranſporte purement, ſimplement & irrevocablement à Son Alteſſe Royale Victor Amedée II. Duc de Savoye &c. pour lui, & pour les Princes ſes fils, & leurs Deſcendans Maſles, & ſucceſſivement pour les Maſles de la Maiſon de Savoye, d'ainé en ainé, le Royaume de Sicile & Iſles dépendantes, leurs appartenances, dépendances & annexes, en toute Proprieté & Souveraineté, avec tous les Droits de Monarchie, Juriſdiction, Patronat, Nomination ; les Prérogatives, Préeminences & Privileges, Regales & autres aquiſitions quelconques de Droit, de Coutume, d'Uſage, de Poſſeſſion, ou par Conceſſion faite aux Rois & au Royaume de Sicile, & generalement tout ce qui a apartenu, ou pû apartenir à Sa Majeſté Catholique & aux Rois ſes Prédeceſſeurs, ſans en rien reſerver, ni retenir, comme il eſt contenu dans l'Acte de Ceſſion que Sa Majeſté a fait le 10. Juin dernier, lequel Acte dans toutes ſes Clauſes eſt tenu, & ſera tenu pour toujours, faire une partie eſſentielle du préſent Traité, & comme tel mis en ſa teneur à la fin de cedit Traité. Et Sa Majeſté Catholique reconnoiſſant les motifs & Clauſes de ladite Ceſſion comme un des fondemens de la Paix, promet pour ſoy & ſes Deſcendans, que tout le contenu en ſera inviolablement & ponctuellement obſervé en ſa forme & teneur, afin que Sadite Alteſſe Royale & ſes Succeſſeurs, jouiſſent, comme il eſt dit ci-deſſus, des Droits & autres choſes ici cedées ainſi, & de la meſme maniere que Sa Majeſté Catholique & les Rois ſes Prédeceſſeurs en ont joui, pu & deu jouïr ; & ledit Seigneur Roy d'Eſpagne ſepare, en tant que de beſoin, ledit Royaume de Sicile & Iſles dépendantes de la Couronne d'Eſpagne, déclare, conſent veut & entend qu'ils demeurent ſeparez tant qu'il y aura des Maſles de la Maiſon de Savoye, & juſqu'à ce que la Couronne d'Eſpagne tombe à un Prince de la Maiſon de Savoye, ſelon le contenu du préſent Article ; & pour cet effet, Sa Majeſté s'oblige, que Son Alteſſe Royale ratifiant le préſent Traité, & d'abord après l'échange des Ratifications, elle reveſtira Son Alteſſe Royale dudit Royaume de Sicile, & Iſles dépendantes avec les Apartenances, Dépendances & Annexes, & lui en donnera la pleine, réelle & actuelle poſſeſſion, déclarant dès à préſent, qu'en vertu du préſent Traité, Sa Majeſté a délaiſſé & s'eſt dépouillée, délaiſſe & ſe dépouille dudit Royaume de Sicile & Iſles dépendantes avec ſes Appartenances, Dépendances & Annexes, & que du tout elle en a reveſtu & reveſt Son Alteſſe Royale, pour ne tenir plus Sa Majeſté, dès l'Echange deſdites Ratifications, ledit Royaume de Sicile, ni Iſles dépendantes & Appartenances, Dépendances & Annexes en ſon nom, mais qu'ils ſeront tenus alors au nom de ſon Alteſſe Royale, par le Marquis de los Balbaſes, qui eſt actuellement Viceroy dudit Royaume, & qui le livrera à Son Alteſſe Royale ou à ſon ordre, quand Son Alteſſe Royale jugera à propos de faire prendre poſſeſſion dudit Royaume de Sicile, Sa Majeſté reconnoiſſant ledit Duc de Savoye pour ſeul & legitime Roy de Sicile, en ratifiant de ſa part le préſent Traité, & après l'Eſchange des Ratifications reciproques ; & cependant les Fruits, Tributs & Rentes de ce Royaume, ſes Dépendances & Annexes, ſeront perceus, par les meſmes Miniſtres & Fermiers qui les perçoivent actuelement, ſous les ordres & à la diſpoſition dudit Viceroy, pour ſervir à la ſubſiſtance & entretien des Troupes que Sa Majeſté a dans ce Royaume, pendant le temps qu'elles y demeureront, en attendant que Son Alteſſe Royale y en envoye d'autres, comme auſſi pour les fraix de leur embarquement & tranſport en Eſpagne : Et pour l'execution de ladite Ceſſion Sa Majeſté a liberé, déchargé & diſpenſé, libere, décharge & diſpenſe tous les Archévêques, Evêques, Abbez, Prélats & autres Eccleſiaſtiques, Ducs, Princes, Marquis, Comtes, Barons, Gouverneurs, Amiraux, Commandans, Capitaines & autres Officiers & Gens de Guerre & de Marine qui ſont nez en Sicile, & tous les Superieurs, dans le Gouvernement, Préſidens, Magiſtrats & autres Membres de ſes Conſeils, Chancelleries & Juſtices, ceux des Finances, Chambre des Comptes, Miniſtres & Officiers de Juſtice, Capitaines, Lieutenans & ſoldats de ſes Forts & Châteaux, & autres employez à ſon ſervice par Mer ou par Terre qui ſont Siciliens de Naiſſance, Chevaliers, Gentilshommes, & Vaſſaux, Habitans & dépendans des Villes, Bourgs & Villages, & generalement tous & châcun des Sujets dudit Royaume de Sicile & Iſles dépendantes, chacun en ce qui le concerne, du ſerment de fidelité qu'ils ont prêté à Sa Majeſté, & de la foy & obeïſſance qu'ils lui doivent, leur ordonnant expreſſément & peremptoirement, que quand, en vertu du préſent Traité & de l'échange des Ratifications d'icelui, Son Alteſſe Royale prendra poſſeſſion dudit Royaume, ils ayent, ſans attendre autre diſpoſition ni Ordre, à reconnoitre tous ledit Seigneur Duc de Savoye pour leur ſeul & légitime Roi, à lui obeïr, le défendre, & lui preſter ſerment de fidelité, foi & obeïſſance tel & ſemblable à ceux qu'ils ont preſté ou qu'ils ont eſté obligez de preſter juſqu'a préſent à Sa Majeſté, laquelle ſuplée toutes les fautes & erreurs de Droit, ou de fait, qui pourroient ſe trouver dans la préſente Donation, Ceſſion ou Tranſport du Royaume de Sicile & Iſles dépendantes, ſes Appartenances, Dépendances & Annexes, pour lequel effet Sa Majeſté renonce à toutes les Loix, Statuts, Conventions, Conſtitutions & Coutumes qui pourroient eſtre contraires, & qui meſme auroient eſté confirmées par ſerment, auxquelles, & aux dérogatoires deſquelles el le déroge expreſſément par le préſent Traité, pour l'entier effet deſdites Donations, Ceſſions & Tranſport

ANNO 1713.

ANNO 1713.

port, qui vaudront & auront lieu, ſans que l'expreſſion ou ſpecification particuliere déroge à la generale, ni la generale à la particuliere ; excluant toutes exceptions qui pourroient ſe fonder ſous quelques Titres, Droits, Cauſes & Prétextes que ce ſoit. Ordonne en meſme temps expreſſement & peremptoirement Sa Majeſté au Viceroy de Sicile, de conſigner & remettre à Sadite Alteſſe Royale, ou à celui qu'elle députera, ledit Royaume de Sicile, les Iſles dépendantes, les Appartenances, Dépendances & Annexes, & de lui en bailler la réelle poſſeſſion, dès que Son Alteſſe Royale envoyera pour la prendre, après l'Echange des Ratifications du préſent Traité, ſans attendre aucuns autres Ordres ni Diſpoſitions, & de faire remettre à Sadite Alteſſe Royale, ou à ceux qu'elle députera, ou au Viceroy qu'elle eſtablira, les Villes, Ports, Châteaux, Places, Forts & Forteresſes qui ſont dans ledit Eſtat, dans leſquels ſe trouvent preſentement l'Artillerie, les Arſenaux & Munitions de Guerre & de bouche, les Galeres & leur Chiourme, les Bâtimens, avec leurs Equipages & Matelots, & généralement tout ce qui appartient audit Royaume de Sicile, & Iſles dépendantes, ſans en rien échanger, déplacer ou retenir ; bien entendu que toutes ces Galeres & leurs Chiourmes, les Bâtimens avec leurs Equipages & Matelots, demeureront à la diſpoſition dudit Marquis de los Balbaſes actuellement Viceroy, juſqu'à l'entier & parfait tranſport de toutes les Troupes que Sa Majeſté y tient, & qu'il embarquera, pour le paſſage deſdites Troupes, autant de ces Munitions de Guerre & de bouche qu'il ſera neceſſaire ; & en conformité de ce que deſſus, Sa Majeſté ordonne expreſſément & peremptoirement aux Gouverneurs, Commandans, Capitaines & autres Officiers, de conſigner & délivrer à ceux qui ſeront députés par Son Alteſſe Royale ou par le Viceroy qu'elle y envoyera, leſdites Villes, Ports, Châteaux, Places Forts & Forteresſes, leurs Galeres & autres Bâtimens où ils ſe trouveront, ſoit dans les Ports de Sicile, ſoit ailleurs, avec tout ce qui en dépend, ſans remuer ni changer, aucune choſe, ſinon pour ce qui regarde les Galeres, Bâtimens, Matelots & Munitions, dont Sa Majeſté ſe reſerve expreſſément la diſpoſition, ſeulement pour le Tranſport de ſes Troupes de Sicile en Eſpagne, & ce nonobſtant tous les ſermens qu'ils ont preſté ou pu preſter, deſquels ils demeurent & ſont diſpenſez. Sa Majeſté Catholique s'oblige auſſi par le préſent Traité de bailler, & faire remettre, par duplicata, en faiſant l'Echange du préſent Traité, leſdits Ordres aux Viceroys, Amiraux, Gouverneurs, Commandans, Capitaines & autres Officiers, comme auſſi à tous les habitans dudit Royaume, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, avec les Clauſes les plus peremptoires, & qui épargnent la neceſſité, d'en demander d'autres plus amples & d'autres diſpoſitions reiterées ; & de faire remettre les Contre-ſeings, s'il y en a, afin que l'execution des Donations, Ceſſions & Tranſports, ci-deſſus mentionnez, ne ſouffrent aucune difficulté ni retardement, & qu'au contraire ils ſoient executez d'abord après l'Echange des Ratifications de ce Traité, & que leſdits Viceroy, Officiers & Soldats, évacuent, & partent de Sicile & de ſes Dépendances, par le moyen deſdites Galleres, Bâtimens, & Matelots, & avec leſdites Munitions neceſſaires à leur Tranſport, comme Sa Majeſté le leur ordonne expreſſément, & comme il a deja eſté dit, d'abord aprés, & au moment que Son Alteſſe Royale prendra la poſſeſſion.

V. Sa Majeſté Catholique & Son Alteſſe Royale promettent & s'obligent reciproquement, pour eux & pour leurs Deſcendans, à obſerver & maintenir tout le contenu du préſent Traité, ſoit de la part du Roy d'Eſpagne, pour maintenir ladite Donation, Ceſſion & Tranſport du Royaume de Sicile, ſoit de la part de Son Alteſſe Royale, pour maintenir Sa Majeſté dans ſes Eſtats, & de n'y contrevenir jamais ni l'un, ni l'autre, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour aucune cauſe, & par quelque prétexte, ou motif que ce ſoit, ni par aucune perſonne, & de s'y oppoſer l'un & l'autre de toutes leurs forces, afin que ce préſent Traité ſorte ſon plein & entier effet. Ledit Seigneur Roy Catholique promet de remettre à celui qui ſera envoyé par Sadite Alteſſe Royale, dans l'eſpace de trois mois après l'Echange des Ratifications du préſent Traité, tous les Titres, Papiers & Documens qui concernent ledit Royaume de Sicile & ſes Dépendances, qui ſont, & ſe pourront trouver dans les Archives Royales d'Eſpagne, ou en celles de ſes Conſeils & Cours, ou de ſes Miniſtres, Conſeillers & Officiers.

VI. Selon ce qui a eſté convenu ci-deſſus ; il eſt auſſi expreſſément convenu & ſtipulé ici, entre Sa Majeſté Catholique & Son Alteſſe Royale, qu'en cas que les Deſcendans Maſles dudit Seigneur Duc de Savoye, & tous les Maſles de la Maiſon de Savoye viennent à manquer, (ce que Dieu ne veüille) en ce cas de défaut de Maſles de ladite Maiſon de Savoye, le Royaume de Sicile, & Iſles Dépendantes, ſes Appartenances, Dépendances & Annexes ici cedez, retourneront de plein Droit à la Couronne d'Eſpagne, & de meſme Son Alteſſe Royale s'oblige & s'engage pour ſoi & ſes Deſcendans Maſles, & pour tous les Maſles de Sa Maiſon, de ne pouvoir jamais vendre, céder, engager échanger, ni donner, ſous quelque prétexte de ſubrogation ou autres, ni en quelque maniere que ce ſoit, engager en tout, ou en partie, ledit Royaume de Sicile & Iſles Dépendantes, ſes Appartenances, Dépendances ou Annexes, à autres qu'aux Rois d'Eſpagne, ce qui doit eſtre obſervé conformément audit Acte de Ceſſion dudit Royaume de Sicile fait par Sa Majeſté le 10. de Juin dernier, & juſqu'à ce que la Couronne d'Eſpagne tombe à un Prince de la Maiſon de Savoye, & qu'il ſoit Roy d'Eſpagne.

VII. Son Alteſſe Royale eſtant obligée, par la Ceſſion & Clauſes particulieres qui y ſont ſtipulées, d'approuver, confirmer & ratifier tous les Privileges, Immunitez, Exemptions, Libertés, Styles & autres Coutumes dont ledit Royaume jouït ou a joui ci-devant, expliquez en détail dans ladite Ceſſion, Son Alteſſe Royale approuve, confirme & ratifie le tout, & s'oblige à les maintenir ſelon qu'il a eſté ſtipulé en ladite Ceſſion ; & en meſme temps, Sa Majeſté Catholique deſirant donner à ſes Vaſſaux Eſpagnols, Siciliens & autres, qui ont perſiſté dans ſon obeïſſance, & qui ont des Biens dans ledit Royaume de Sicile, des preuves de la ſatisfaction qu'elle a de leur fidelité & ſervice, déclare, qu'en cas que le Fiſc ait procedé civilement, ou criminelement contre leſdits Biens, ou partie d'iceux, ou prétende proceder ſous quelque prétexte, ou pour quelque fait deja jugé, Sa Majeſté Catholique le remet & pardonne dès à préſent, & pour cet effet, caſſe & annulle leſdites Procedures, en ſorte que pour tout ce qui a eſté fait pendant ſa Domination, & par le paſſé, leſdits Vaſſaux ne puiſſent eſtre inquietés ni troublés en leurs Biens, & Poſſeſſions, comme de ſon coſté Son Alteſſe Royale promet que ſes Miniſtres & Fiſcaux ne les troubleront ni inquieteront pour ce qui s'eſt paſſé, avant que Son Alteſſe Royale entre en réelle Poſſeſſion dudit Royaume, le tout ſans préjudice d'autrui, à quoi Sa Majeſté ne prétend déroger.

VIII. Les Eſpagnols & autres Sujets de Sa Majeſté Catholique & de ſes Succeſſeurs, comme les Siciliens qui ſont & veulent demeurer dans les Eſtats de Sa Majeſté Catholique, ou à ſon ſervice, pourront & devront jouïr, & jouïront effectivement & librement des Fiefs, Seigneuries, Biens, Rentes, Regales, Droit de Patronat, & autres Droits que ce ſoit, qu'ils ont dans le Royaume de Sicile, ou qu'ils puiſſent avoir à l'avenir par Succeſſion, Heritage, Fideicommis, Legs, Adjudications ou autre Droit, ou Titre que ce ſoit, & pourront, en payant les Droits comme les Regnicoles, retirer leurs Rentes, finances & fruits, ou en deniers, comme il leur ſemblera plus convenable, ſans qu'ils puiſſent eſtre arreſtés ; & commettre pour l'adminiſtration de leurs Biens & Droits, & pour exiger leurs Rentes, ceux qu'ils trouveront à propos, ſans pouvoir eſtre obligés d'habiter & vivre dans ledit Royaume de Sicile, ni eſtre chargés, en leurs perſonnes, pour cauſe d'abſence, plus que les Habitans & Regnicoles dudit Royaume, mais au contraire, ſeront traitez à tous égards, comme leſdits Regnicoles, tant pour ce qui eſt des Impoſitions, Contributions, Tributs, Vaſſelages & autres Obligations, qu'en l'adminiſtration de la Juſtice, qu'on leur rendra ſans partialité, & le plus briévement qu'il ſera poſſible. Il leur ſera auſſi permis, comme il leur eſt permis, dans la forme la plus ample, en vertu de ce Traité, & des Clauſes plus étendues, contenues dans l'Acte de Ceſſion du Royaume de Sicile, de vendre, aliener ou troquer, en tout, ou en partie, à une, ou pluſieurs fois, leſdits Biens qu'ils tiennent, ou pourront tenir ci-après dans ledit

ANNO 1713.

ledit Royaume de Sicile, à qui & avec qui ils voudront, ſoit Regnicoles ou Eſtrangers, & d'en retirer le prix à une ou pluſieurs fois, & le faire transporter où il leur plaira, ſans diſtinction de Biens Francs, Libres, Allodiaux, Fideicommis ou Majoraſques, ſans prejudice du Droit d'autruy, & avec cette reſerve, que pour ce qui eſt des Fideicommis & Majorasques on entendra ceux qui y ſont apellés de Droit, pour la ſeureté de ce qui les regarde, & les prix deſdits Fideicommis & Majoraſques ſeront employés à l'aquiſition d'autres Biens libres & ſeurs dans le Royaume d'Eſpagne, pour eſtre ſubrogés auſdits Fideicommis & Majoraſques, ce qui ſera obſervé tout de meſme par Sa Majeſté Catholique en ce qui regarde les Siciliens & autres qui n'ont point paſſé ni paſſeront, ni ne ſe trouvent dans le parti oppoſé à Sa Majeſté, & qui ont des Biens & Fiefs, Rentes, Patronats & autres Droits en Eſpagne, & qui habiteront, ou voudront habiter en Sicile, ou autres Eſtats de Son Alteſſe Royale; & pour tout ce qui vient d'eſtre dit, Sa Majeſté Catholique & Son Alteſſe Royale donneront, ſans aucune difficulté ni retardement, les Conſentemens & Ordres neceſſaires, ſans prejudice de leurs Droits de Regale, de Fief & de Vaſſelage.

IX. Les Sujets des Puiſſances Amies de la Couronne d'Eſpagne & de Son Alteſſe Royale auront à l'avenir un Commerce libre en Sicile, comme ils l'ont eu par le paſſé, & jouïront des meſmes avantages dont jouïſſent les Eſpagnols & les Sujets de Sa Majeſté la Reyne de la Grande-Bretagne, & ſeront également favoriſés.

X. Tous les Priviléges, Franchiſes & Immunitez qui ont eſté accordez à l'Illuſtre Ordre de Malthe par l'Empereur Charles V. & par les Rois ſes Succeſſeurs de glorieuſe Memoire ſont confirmez par le préſent Traité, de la maniere dont ledit très Illuſtre Ordre en a jouï juſqu'à préſent, tant par le Traité qui regarde la Traite des Bleds, du biſcuit & des chairs de la Sicile, comme pour le produit des Biens qu'il poſſede en Sicile en eſpece, & en celles du Païs, & pour autres choſes, quoi qu'elles ne ſoient pas ici ſpecifiées, moyennant que ſatisfaiſant ledit tres Illuſtre Ordre, il ſatisfaſſe aux engagemens où il eſt envers le Roy & le Royaume de Sicile.

XI. Pour aſſeurer le repos public, & en particulier celui de l'Italie, il a eſté convenu, que les Ceſſions faites par le feu Empereur Leopold à Son Alteſſe Royale de Savoye, par le Traité ſtipulé entre les deux, le 8. Novembre 1703. de la partie du Duché de Montferrat, qui a eſté poſſedée par le feu Duc de Mantouë, des Provinces d'Alexandrie & de Valence, avec toutes les Terres qui ſont entre le Pô & le Tenare, de la Lomelline, de la Val de Seſſia, & Droit ou Exercice de Droit ſur les Fiefs des Langes, & ce qui dans ledit Traité, concerne le Vigevanois, (ou l'Equivalent, & les Apartenances & Dépendances deſdites Ceſſions, demeureront, comme Sa Majeſté y conſent par le préſent Traité, fermes & ſtables, & dans leur force & vigueur, & auront leur entier effet irrevocable, nonobſtant tous Reſcripts, Droits & Actes contraires, ſans que Son Alteſſe Royale & ſes Succeſſeurs puiſſent eſtre troublez ni moleſtez en la poſſeſſion des choſes & Droits deja dits pour quelque cauſe & prétention, Droit, Traité & Conventions que ce puiſſe eſtre, ni par aucune Perſonne, non ſeulement pour ce qui regarde le Duché de Montferrat, par ceux qui pourroient avoir Droit, ou Prétenſion ſur ledit Duché, leſquels Prétendans ſeront indemniſez, conformément au contenu dudit Traité du 8. Novemb. 1703. promettant ledit Roy Catholique, pour ſoi, & ſes Succeſſeurs, de n'y point contrevenir, ni aſſiſter directement ou indirectement aucun Prince ou autre perſonne que ce ſoit, qui veuille contrevenir auſdites Ceſſions; au contraire, offre Sa Majeſté d'entrer, conjointement & reciproquement avec Son Alteſſe Royale dans l'union & garantie qui ſe concertera avec la France & l'Angleterre, pour maintenir tous les Traitez, dont il ſera convenu entre ces quatre Puiſſances, pour la manutention & ſeureté des préſentes Paix, dans laquelle Garantie ſera compriſe, contre tous, celle de la Ville & Province de Vigevano, pour ce qui la regarde, ou ce que Son Alteſſe Royale pourra convenir de recevoir en équivalent; comme auſſi pour ce qui eſt des Provinces, Villes, Terres, Droits ou Exercice de Droit, qui ont dépendu de l'Eſtat de Milan, & ont eſté cedez audit Seigneur Duc de Savoye, Sa Majeſté Catholique ſe déſiſte & ſe ſepare, purement, ſimplement & irrevocablement, pour ſoi & pour ſes Succeſſeurs, de tous Droits, noms, Actions & Prétenſions qui lui appartiennent, ou peuvent appartenir, les cedant, comme il eſt neceſſaire, les rendant & transferant, ſans s'en rien reſerver, afin que Son Alteſſe Royale poſſede leſdits lieux ſans aucun trouble ni empêchement, & jouïſſe des Droits ci-deſſus mentionnez; & de plus, Sa Majeſté promet, de faire délivrer à Son Alteſſe Royale ou à celui qu'elle commettra, dans trois mois après la Ratification du préſent Traité, tous les Titres, Papiers, & Documens, qui ſe trouveront en Eſpagne concernant les Pays & Droits ci-deſſus exprimez.

ANNO 1713.

XII. Le Traité de Turin 1696. & les Articles des Traitez de Munſter, des Pyrenées, de Nimegue & de Ryſwick, qui regardent Son Alteſſe Royale, ſeront gardez & obſervez reciproquement, en tout ce en quoi il n'y eſt pas dérogé par le préſent Traité, comme s'ils y eſtoient ſtipulez, & inſerez mot à mot, & particulierement pour ce qui eſt des Fiefs exprimez dans leſdits Traitez qui regardent Son Alteſſe Royale, nonobſtant tous Reſcripts & Actes au contraire; tout de meſme le Traité fait entre Sa Majeſté Très-Chrêtienne & Son Alteſſe Royale, le 11. Avril de cette préſente Année, eſt compris & confirmé par le préſent, comme s'il y eſtoit tranſcrit, Sa Majeſté offrant pour cet effet, d'entrer reciproquement avec Son Alteſſe Royale en l'union pour la garantie de tout ce qui a eſté ſtipulé dans les Paix qui viennent d'eſtre faites entre les quatre Puiſſances, d'Eſpagne, France, Angleterre & Savoye, afin qu'il ait ſon plein & entier effet, & ſoit obſervé à toujours.

XIII. Tous ceux qui ſeront nommez par Sa Majeſté Catholique & par Son Alteſſe Royale de Savoye dans l'eſpace de ſix mois ſeront compris dans le préſent Traité, comme l'eſtant d'un commun conſentement.

XIV. Afin que le préſent Traité ſoit inviolablement obſervé, Sa Majeſté Catholique, & Son Alteſſe Royale promettent, de ne faire, ni ſouffrir qu'il ſoit rien fait au prejudice d'icelui, directement ni indirectement, & ſi cela arrivoit, de le faire reparer, ſans difficulté ni delai, & tous les deux s'obligent reſpectivement à ſon entiere obſervation; & le préſent Traité ſera confirmé en termes convenables en tous ceux que Sa Majeſté Catholique fera avec les autres Puiſſances, auprès deſquelles elle employera ſes offices les plus efficaces, conjointement avec Sa Majeſté Très-Chrêtienne & Sa Majeſté Britannique, pour faire reconnoitre Son Alteſſe Royale Roy de Sicile, & que ces Puiſſances entrent dans l'engagement d'aſſeurer & maintenir à Son Alteſſe Royale & à ſes Héritiers la Poſſeſſion pacifique & permanente dudit Royaume & de ſes Dépendances; & Sa Majeſté ne comprendra en ces Traitez, aucune autre Puiſſance, qu'elle n'ait fait, ou promis faire ladite Reconnoiſſance, & elle s'intereſſera vivement auprès des Puiſſances chez qui elle tient des Miniſtres, afin qu'elles reconnoiſſent Son Alteſſe Royale pour Roy de Sicile.

XV. Le préſent Traité ſera approuvé & ratifié par Sa Majeſté Catholique & par Son Alteſſe Royale, & les Ratifications en ſeront échangées & delivrées reſpectivement par les Plenipotentiaires de l'un & de l'autre Prince, dans le terme de ſix ſemaines, ou pluſtot, s'il eſt poſſible, à Utrecht.

En foi dequoi nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Catholique, & de Son Alteſſe Royale de Savoye, avons ſigné le préſent Traité, & y avons fait appoſer les cachets de nos Armes.

*Fait à Utrecht le* 13. *Août.* 1713.

(L.S.) M. D. D'OSSUNE.

(L.S.) LE C. MAFFEI,

(L.S.) EL MARQUES DE MONTELEON.

(L.S.) SOLAR DU BOURG.

(L.S.) P. MELLAREDE.

ANNO 1713.

## CLXVII

20. Août. *Contractus vigore cujus* CAROLUS VI. *Romanorum Imperator Marchionatum Finarienſem ejuſque Jura & annexa Reipublicæ* GENUENSI *vendidit Datum die* 20. *Auguſti anni* 1713. [LUNIG. Codex Italiæ Diplomaticus. Col. 2373 [

CAROLUS, Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, Rex Germaniæ, Caſtelliæ, Leonis &c. Dignum cenſemus Majeſtate Imperialis culminis animum noſtrum, uti & aliis Imperatorium munus tangentibus, ſic Italicis applicare rebus, & cum pro ratione præſentis rerum ſtatus, ad tutamen Sacri Romani Imperii, ipſiusque noſtri Ducatus Mediolanenſis conducere Nobis viſum ſit, Marchionatum Finarienſem, ut modo ejuſdem Dominium utile, Feudaleque poſſidemus, pariter ac allodia quævis a Nobis in eodem poſſeſſa, juraque omnia, ex poſſeſſione dicti Marchionatus quocunque titulo ad Nos ſpectantia, in perſonam quamdam, ſeu univerſitatem, aut Rempublicam, dum haud leve ex eo Ærario noſtro accederet pecuniæ ſubſidium, transferre: Propterea ex omni Nobis, uti ejuſdem Marchionatus Dominio, utili ac directo, Imperatoria facultate, quoviſve alio nomine, jure, ac titulo competente, & competituro etiam ex quacunque cauſa de futuro, certa ſcientia, maturoque adhibito Conſilio ſolemni, ſuper venditione ſæpe dicti Marchionatus, ad benigna noſtra juſſa, inter Cameram noſtram Cæſaream Aulicam, & Sereniſſimæ Reipublicæ Genuenſis Ablegatum, Dominicum Mariam Spinolam, ea, qua par eſt, ad hocce negotium obeundum poteſtate, a Sereniſſima Republica inſtructum, inito, & confecto Contractu omni meliori modo, jure, via, & forma:

I. Alienamus, tradimus, concedimus, & vendimus eidem Sereniſſimæ Reipublicæ Genuenſi, ſæpefatum Marchionatum, Arces, Fortalitia, omniaque bona, tam allodialia, quam feudalia ejuſdem Marchionatus, nihil eorundem excepto, atque omnia, ac ſingula loca, Terras, Villas, Pagos &c. tam citra, quam ultra Juga, de Gubernio, & etiam Juriſdictione, Ditione, & Territorio dicti Marchionatus, omniaque, & quæcunque alia eidem quomodolibet adjacentia, ſeu pertinentia, aut dependentia, ad quæ omnia, & ſingula clementer noſtram mentem extendimus, quæ Nobis ſincera, plena, & conſtans, ut venditione hac Marchionatus Finarienſis, ejuſdemque Ditionum, adjacentiarum, & pertinentiarum, ea forma, & ſtatu, & cum omnibus iis, cum quibus ab Anteceſſoribus noſtris, & a Nobis poſſeſſus eſt, & ad traditionem uſque poſſidetur, Juribus, Prærogativis, Juriſdictionibus, Indultis, Honoribus, Libertatibus, Regalibus, facultatibus, Privilegiis, Immunitatibus, actionibus, prætenſionibus quibuſcunque & quomodolibet nobis noſtræque etiam Ducali Cameræ Mediolani competentibus, quacumque ex cauſa, nulla penitus excluſa, & demum omnibus bonis, & rebus, in Dominium, poſſeſſionem, & proprietatem Sereniſſimæ Reipublicæ Genuenſis cedat, & tradat, omnemque propterea opportunam, & opportunas, Inveſtituram & Inveſtituras conceſſimus & concedimus, atque conceſſam, conceſſaſque intelligi eſſe volumus, tenore præſentium, perpetuo robore valituram, valiturasque, etiam extendendas ad tenorem præſentis Contractus, & ad formam antiquarum Inveſtiturarum conceſſarum Regibus Hiſpaniarum, Philippo III. & Philippo IV. congrua congruis referendo.

II. Tormenta bellica quod attinet, & alia, quæ ad rem tormentariam ſpectantia in Urbe, ejuſque munimentis, & Arce, ſeu Arcibus Finarienſibus tempore traditi Dominii reperiuntur, cuncta hæc inter res Reipublicæ venditas intelligantur, præter tormenta ænea, Italice, *di bronzo*, quorum dimidia pars Nobis relicta, altera eidem Sereniſſimæ Reipublicæ vendita ſit, & maneat, partitione eorundem ad rationem ponderis, quo una vel altera ejuſmodi Tormentorum ſpecies conſtat, ac æquali quoque diviſione Globorum Tormentorum, ac pulveris nitrati facienda, ita ut ex iisdem, globis ſcilicet & pulvere, dimidia una pars ad Nos, & altera ad Sereniſſimam Rempublicam ſpectet, & propria habeatur; hac tamen conditione, quod dictam dimidiam partem Tormentorum, globorum, & pulveris nitrati, nobis, ut ſupra, reſervatorum eidem Reipublicæ retinere fas ſit, donec alia propria ſubrogaverit, habita diſcreti temporis ratione, quod ut fiat, ejuſdem temporis intervallum ultra annum non protrahatur. ANNO 1713.

III. Reſpublica Genuenſis, pro venditis, ac traditis modo dictis Marchionatus Finarienſis Arcibus, bonis, juribus, prærogativis, juriſdictionibus, indultis, honoribus, libertatibus, regalibus, facultatibus, privilegiis, immunitatibus, actionibus, prætenſionibus, & rebus, ut ſupra, unam Millionem, & ducenta millia Petiorum, vicibus, ut ſtatim commemorabuntur, ſolvenda dabit, quod monetæ genus Petia dictum id in effectu ſit, ut unum Petium valorem realem quinque librarum, ſeu centum ſolidorum Genuenſium, monetæ Genuæ currentis, in Cartulariis banci primi, vel ſecundi Officii S. Georgii ſerre, & continere debeat, ſolutio fiat medio Gyri faciendi in una ex prædictis Cartulariis in capite, & credito Majeſtatis Suæ Cæſareæ, ſive pro ea illi, vel illis cui, vel quibus ordinaverit, ſeu mandaverit præfata Sua Cæſarea Majeſtas, & quidem eo ipſo tempore, dum Sereniſſimæ Reipublicæ immiſſio in poſſeſſionem Marchionatus venditi, ejuſque & ſui Dominii traditio, una cum recognitione a Civibus, Incolis, & Subditis facienda ejuſdem Sereniſſimæ Reipublicæ in Dominam, & feudatariam dicti Marchionatus, ſexcentis millibus Petiorum, ad finem anni modo currentis tercentis millibus Petiorum, ad finem Menſis Junii in anno proximo 1714. ducentis millibus Petiorum, & ad finem Octobris ejuſdem anni centum mille Petiorum, penes quam ipſam ſolutionem Sereniſſima Respublica Genuenſis promittit, quod ab eodem, quo primus ad traditionis tempus poſitus ſolutionis terminus celebretur, oportet, momento, non tantum nomen debitricis reliquorum ſexcentorum Millium Petiorum vere & ſolide ad Ærarium noſtrum, & quoſcunque ejus ceſſionarios, vel aſſignatarios efficaciter profiteri, ſed & aſſignationes, vel ceſſiones, quamvis in eandem ſummam in totam, vel per partes factas, ac a Camera noſtra Cæſarea Aulica, ideo ad Sereniſſimam Rempublicam directas, iis, quas Contractus hicce denotat vicibus, exſolvendas, data ſolutionis ſecutivae fide, in ſe recipere, ac ſolutionem, debito tempore, rite peragere velit & debeat.

IV. Quemadmodum Marchionatus Finarienſis jure feudali Imperatoribus, & Imperio perpetuo ſubjacet, nec ſubjacere unquam deſinat, cum non ſub alia, quam Feudi, ea quippe omni qua a Nobis, noſtriſque Anteceſſoribus poſſidebatur ratione, Sereniſſimæ Reipublicæ Genuenſi vendatur, ac cum feudali collatione cedatur, ſic Nos ad dictamen Juris de Imperialibus Feudis, ut ex hac Conventione peculiari Nobis, Succeſſoribuſque noſtris Imperatoribus, & Archiducibus Auſtriæ, jus liberi, & innoxii tranſitus per ſæpe fatum Marchionatum, Urbemque & Portum, ſeu Litus Finarienſe, eo pacto, ut transeuntibus noſtris, aut dictorum noſtrorum Succeſſorum Copiis, commeatus, & annona pro pretio æquo a Nobis ſolvendo, quantum opus fuerit, præbeatur, reſervamus.

V. Sereniſſimæ Reipublicæ Genuenſi vetitum, nec fas ſit, in Urbem, Caſtellum, & Portum, ſeu Litus Finarienſe, defenſionis cauſa, præter ſuum & proprium, ullum alium, alteriuſve Principis, aut Reipublicæ, in noſtri, vel Sacri Romani Imperii inimicitia tunc temporis conſtitutorum, minoris, vel majoris numeri Militem, quovis ſub prætextu, ullove tempore, abſque Cæſareo Archiducalique juſſu, ſeu ſcitu & conſenſu recipere, eaque Sereniſſima Reſpublica, qua, & quamdiu Dominium & poſſeſſionem Marchionatus Finarienſis jure feudi habet, tenetur hoſtibus noſtri Imperii, & Domus noſtræ non tantum, ſed & dubiis pariter, ac quibuſvis de molimine hoſtili ſuſpectis, atque adeo a Nobis, noſtriſque Succeſſoribus, pro talibus Sereniſſimæ Reipublicæ quandocumque detegendis, cum tranſitum ipſum per Marchionatus Finarienſis territorium, tum & multo magis aditum, aut ingreſſum in Urbem, Arcem, & Portum Finarienſem, Præſidiique iiſdem imponendi, aut eadem occupandi facultatem penitus, & conſtanter non tantum recuſare, ſed & quantum

ANNO 1713.

in eadem ſitum, ac per ejuſdem Marchionatus vires poſſibile fuerit, omni ratione impedire.

VI. Sereniſſima Reſpublica Genuenſis, ex contractu venditionis hujus, ipſo, quo Feudatariæ noſtræ, & Imperii tenentur jure, rem omnem conceſſi Feudi, exceptis tamen Arcibus & Fortalitiis cujuſvis generis, quas Reipublicæ ad libitum vel conſervare, vel augere, vel demoliri fas ſit, ſartam, tectamque ſervandam ſe ſe obſtringit, quantum ab ea pendet Portum, ſeu Litus Finarienſe in eo omnimode ſtatu, in quo, dum ei traditur, eſt, ſaltem conſervare.

VII. Omnibus Juribus, Immunitatibus, & Privilegiis, conceſſis a Divis Imperatoribus, Anteceſſoribus noſtris, de quibus omnibus conſtet per Diplomata Cæſarea, & ad quæ tenerentur iidem Divi Imperatores, ac in uſu præſente ſtantibus, ut nimirum Cives Urbis, & Marchionatus Finarienſis, Incolæ, ac Subditi cuncti ea jam habent, ac iis imperturbate fruuntur, porro, & ſemper iiſdem gaudeant, ita, ut, poſt Dominium Marchionatus hacce venditione (qua iiſdem quidpiam injuriæ, vel præfatis eorum Juribus, Immunitatibus, & Privilegiis præjudicii inferri, nec jus permittit, nec animus Nobis eſt) translatum, immutationem circa eadem quampiam fieri nunquam fas ſit, aut Sereniſſimæ Reipublicæ liceat ea, ſub ullo prætextu, ſive modo, lædere, aut infringere; exceptis tamen, ſi dictorum Jurium, Privilegiorum, & Immunitatum uſus dictæ Reipublicæ Conſtitutionibus, Legibus, & Privilegiis repugnaret, quia tali caſu ſuper eiſdem cum dictis Civibus, Incolis, & Subditis convenire fas ſit; hinc etiam, ne dictorum Civium, Incolarum, & Subditorum conditio, hac conditione, in deterius evadat, maneat, & ſervetur impoſterum in dicto Marchionatu idem, & illud ſalis pretium, quod hactenus ſtatutum fuit, & hodie per eoſdem Cives, Incolas, & Subditos ſolvitur in eodem Marchionatu in ſumma ſcutorum trium argenti, vulgo *Genoine*, pro qualibet minor talis in pondere, vulgo *di rutti tredeci, per mezzo Officiali*, Italice *Stapoliere*, ejuſdem Reipublicæ, quod pretium totum, & integrum ſemper remaneat penes ipſam Rempublicam, ad quod, ex obligatione Conventionis præſentis, Sereniſſima Reſpublica Genuenſis ad quævis poſtera tempora, fide Pactorum, & cum in Subditos feudales debita, obligata ſit & maneat.

VIII. Cum & ipſum Commercium ſalis, quod Domum, ſeu Officium S. Georgii Reipublicæ Genuæ inter, & Ducalis Cameræ Mediolanenſis Salinæ locatæ Conductores, in diuturno uſu, & conſuetudine viguit, commodum haud negligendum Ducatus Noſtri Mediolanenſis reſpiciat, e re Nobis viſum, ſollicitudini, qua omnigenam Subditorum noſtrorum curam agere Nos obſtrictos profitemur, conſentaneum, atque adeo Nos inter & Sereniſſimam Rempublicam Genuenſem, inter alia Contractus præſentis Capita, conventum eſt, quo peculiaris, juſta, & certa hujus negotii, cum pretii, temporum & conditionum convenientia, ratio habeatur, eaque inter Plenipotentiarium Noſtrum in Italia, & eos, quos hunc in finem Sereniſſima Reſpublica Genuenſis, ea, qua par eſt, authoritate, & facultate munitos, abſque mora conſtituet, & interea non retardato præſentis venditionis effectu, & Contractus ſtipulatione, cum in modum perfici aggrediatur, quo, circa hocce Commercium ſalis, Ducatui Noſtro Mediolanenſi, in tempora ventura ita concluſum, & proviſum extet, ne ob id damnum ex hacce Marchionatus Finarienſis alienatione inflictum unquam ſentire, vel de eo juſte conqueri poſſit, aut debeat.

IX. Cæterum cum Noſtra conſtans, & efficax voluntas ſit, ea omnia, quæ majori præſentis Contractus ſecuritati, & plenario effectui conſulere valent, omnimode præſtandi, teneri volumus & promittimus, operam non vacuam dare, & cum effectu agere ad hoc, ut in futuræ Pacis Comitiis, inter alios Status Nobis in Italia aſſignandis, expreſſa mentio fiat ſupradicti Marchionatus Finarienſis cum ejus adjacentiis, ſicuti etiam a Collegiis Sacri Romani Imperii Principum eidem Contractui eos, ſi qui neceſſarii eſſe poſſunt, Conſenſus, in debita & valida forma præberi, illoſque præſtari debere intra Menſes ſex proximos.

X. Licet hiſce modo dictis, atque ita ſe habitis omnis evictionis timor abſit, volumus teneri nihilominus, & promittimus per Nos, & Noſtros in dignitatibus & titulis præmemoratis futuros Succeſſores, de debita, legitima & perpetua evictione, & defenſione, attentis etiam Juribus & actionibus, quas Respublica habere prætendit ſuper dicto Marchionatu, & quibus per præſentem Contractum nullum intelligatur illatum præjudicium, ad hoc ut ex eis ſe tueri poſſit, de quibus quidem Juribus decidendis a Divo quondam Imperatore Ferdinando, memoriæ Auguſtiſſimæ, facta fuit Commiſſio, & Delegatio Sereniſſimo D. Hiſpaniarum Regi, tanquam Duci Mediolani, anno Domini 1563. de Menſe Novembr. eum in finem bona noſtra & Succeſſorum, ad promiſſorum implementum obligantes.

ANNO 1713.

Quæ omnia ſupradicta, & ſingula geſta ſunt inter prætatam Sac. Cæſ. Maj. & Sereniſſimam Rempublicam Genuenſem, mediantibus perſonis Excellentiſſimi Domini Joannis Franciſci de Paceco, Ducis de Uceda & Conſiliarii Status Sac. Cæſ. Majeſtatis Ejuſque Plenipotentiarii, ac Illuſtriſſimorum D. Joannis Antonii Juſtiniani & Clementis de Auria, Plenipotentiariorum præfatæ Sereniſſimæ Reipublicæ, de quibus Plenipotentiis reſpective conſtat ex Litteris, & Documentis in calce præſentis regiſtrandis.

Omnibus dictis Dominis Plenipotentiariis præſentibus, & dicto Plenipotentiario reſpective nomine, dicentibus, facientibus, & præſtantibus ſuum Miniſterium in omnibus, ut ſupra &c. ſeu quatenus ad prædictarum validitatem opus ſit, geruntur, & contrahuntur inter ipſos Dominos Plenipotentiarios nominibus reſpective ſuorum dictorum Principalium, mutuis hiſce inde intervenientibus ſtipulationibus, vendentes, ementes, & invicem pacifcentes in omnibus & per omnia, ut ſupra.

Qui quidem Domini Plenipotentiarii expreſſe conveniunt & promittunt de approbatione, & ratificatione præſentis Contractus facienda intra bimeſtre proximum, nempe præfatus Excellentiſſimus Dominus Dux de Uceda a S. C. M. nominibus, de quibus in memorata ſcriptura venditionis, & præfati Domini Illuſtriſſimi Joannes Antonius, & Clemens, a præfata Sereniſſima Republica, ſive a Sereniſſimis Collegiis, tenentibus opportunam facultatem a Conſiliis ejuſdem, & hoc per ſcripturam authenticam, in opportuna, & conſueta Juris forma, intra id temporis invicem commutanda; ad quem effectum præſentis Contractus duo confecta ſunt originalia ejuſdem prorſus tenoris, atque in fidem & teſtimonium omnium, quæ præferuntur, Nos D. Joannes Franciſcus de Paceco, Dux de Uceda, Comes Montis Albani, & Conſiliarius Status S. C. M. Ejuſque Plenipotentiarius, & Nos Joannes Antonius Juſtinianus, & Clemens de Auria, Plenipotentiarii præfatæ Sereniſſimæ Reipublicæ ut ſupra, præſentem Contractum propria manu noſtra ſubſcripſimus, eidemque Sigilla noſtra impreſſimus.

*Ratificatio Reipublicæ Genuenſis.*

Volentes igitur præfata Sereniſſima Collegia, utendo facultate ipſis competente, ea, quæ per dictos Patritios Joannem Antonium Juſtinianum, & Clementem de Auria Plenipotentiarios ut ſupra promiſſa fuere circa dictam Ratihabitionem adimplere;

*Ad Calculos, omnibus favorabiliter concurrentibus,*

ratificaverunt, approbaverunt, & confirmaverunt, prout ratificant, approbant, & confirmant ſupradictum Contractum, omniaque, & ſingula in eo contenta, & cum omnibus illis Clauſulis, Promiſſionibus, Pactis & aliis, de quibus in eo, quæ hic pro expreſſis, & repetitis haberi voluerunt, & volunt, & ita præſentibus Notario Joanne Baptiſta Carderina, & Notario Joſepho Pompejo Rato, Sub-Cancellariis Sereniſſimi Senatus, teſtibus adhibitis

(L. S.) Ivanius Hav. Coſta, Canc. & a Secretis Intimis Status.

*Articulus Secretus. Anno 1713. die 17. Octob.*

Sereniſſimus D. Dux, & Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi DD. Gubernatores, & Procuratores hujus Sereniſſimæ Reipublicæ Genuæ in legitimo numero congregati conſtituentes Sereniſſima Collegia præfatæ Sereniſſimæ Reipnblicæ, intellecto tenore Articuli ſecreti, & ſeorſim a Contractu venditionis Marchionatus

ANNO 1713.

natus Finarii ſtipulati, inter Excellentiſſimum Joannem Franciſcum de Paceco, Ducem de Uceda, & Comitem Montis Albani, Plenipotentiarium S. C. M. ex una, & Patritios Joannem Antonium Juſtinianum &c. Antonii, & Clementem de Auria &c. Ambroſii, Plenipotentiarios dictæ Sereniſſimæ Reipublicæ ex altera, lecti præfatis Sereniſſimis Collegiis de verbo ad verbum; qui quidem Articulus ſequitur ut infra:

Licet in Contractu venditionis Marchionatus Finarii factæ per Sacram Cæſaream Majeſtatem Sereniſſimæ Reipublicæ Genuæ dicatur, quod altiſſime dicta S. C. M. reſervat ſibi, & Succeſſoribus ſuis tantum jus liberi, & innoxii tranſitus per dictum Marchionatum, & ejus Portum, ſive litus; attamen cum ſæpe, ſæpiuſque non ſit tutus Finarienſi littori appulſus, ideo vult, & promittit eadem Sereniſſima Respublica tranſitum ſupradictum, tam de itu, quam de reditu, per breviorem viam faciendum, ſe conceſſuram, & permiſſuram, etiam ad & per Portum Vado dictum, quotiescunque neceſſitas poſtulaverit, & Sereniſſima Reſpublica de eadem monita ac requiſita fuerit, & pacto, ut tranſeuntibus S. C. M. Ejuſque dictorum Succeſſorum copiis, commeatus, & annona pro pretio æquo a prædicta S. C. M. ejuſdemque Succeſſoribus exſolvendo, quantum opus fuerit, præbeatur.

Quod geritur inter prædictam S. C. M. & Sereniſſimam Rempublicam Genuenſem, mediantibus perſonis Excellentiſſimi Domini Domini Joannis Franciſci de Paceco, Ducis de Uceda, Comitis Montis Albani, & Conſiliarii Status S. C. M. Ejuſque Plenipotentiarii, ac Illuſtriſſimorum Dominorum Joannis Antonii Juſtiniani, & Clementis de Auria, Plenipotentiariorum præfatæ Sereniſſimæ Reipublicæ, de quibus Plenipotentiis reſpective conſtat, ſub dicto Contractu venditionis, qui omnes Plenipotentiarii, dicto Plenipotentiario reſpective nomine, ad præmiſſa ſuum Miniſterium præſtant in omnibus, ut ſupra, & qui cum eadem promiſſione Ratihabitionis, prout in præcedenti Contractu, propria manu ſubſcribunt cum proprii Sigilli impreſſione, & ita &c. hac die vigeſima Menſis Auguſti anni 1713.

Luogo dé Sigill,
† del Duque de Uceda, Conte de Montalban.
† Gio. Ant. Giuſtiniano &c. Antonio.
† Clemente Doria &c. Ambroſio,

Volenteſque igitur præfata Sereniſſima Collegia, utendo facultate ipſis competente, ea, quæ per dictos Patritios Joannem Antonium Juſtinianum, & Clementem de Auria, Plenipotentiarios ut ſupra, promiſſa facere, circa dictam Ratihabitionem prædicti Articuli adimplere,

*Ad Calculos omnibus favorabiliter concurrentibus,*

ratificaverunt, approbaverunt, & confirmaverunt, prout ratificant, approbant, & confirmant ſupradictum Articulum, omniaque & ſingula in eo contenta, quæ hic pro expreſſis, & repetitis haberi voluerunt, & volunt, & ita &c. Præſentibus Notario Joanne Baptiſta Carderina, & Notario Joſepho Pompejo Rato, Sub-Cancellariis Sereniſſimi Senatus, teſtibus adhibitis

(L. S.) I. Van[os] Hav. Coſta Canc. & a Secretis Intimis Status.

## CLXVIII.

6. Oct. Tractat zwiſchen Ihro Königl. Majeſt. in Preuſſen FRIDRICH WILHELM/ einerſeits/ und denen gegen Schweden Alliirten hohen Nordiſchen Machten/ nemlich Ihro Königl. Majeſt. von Pohlen FRIEDRICH AUGUSTUS/ und Seine Czariſche Majeſtät PETER den I. anderſeits aufgerichtet/ Krafft deſſen letztere an Seine Preußiſche Majeſtät die von ihren Trouppen belägert- und bombardirte Veſtung Stettin/ mit einen gewiſſen Landſtrich/ in ſequeſtration biß zu Erfolg des Friedens im Norden einräumen/ auch mit Stralſund und Wißmar ein gleiches zu thun verſprechen: Wogegen Seine Königl. Majeſtät in Preußen auf ſich nimt/ zu verhindern/ daß die in Vor-Pommern annoch befindliche Schwediſche Trouppen keine Feindlichkeiten gegen einigen der hohen Nordiſchen Alliirten mehr außüben können/ ingleichen von denen regulirten 400000. Reichs-Thalern Belägerungs-Unkoſten/ 200000. an den Czariſchen General Fürſt Menzikow, zu bezahlen. Gegeben Schweedt den 6. Octobr. 1713. [Johann Jacob Zincken/ Fürſtl. Sächſiſ. Hof-Raths/ Ruhe des jetztlebenden Europa. Vierdte Abtheilung pag. 461.] ANNO 1713.

C'eſt-à-dire,

*Traité entre Sa Majeſté* FREDERIC GUILLAUME *Roy de Pruſſe d'une part, & les Hauts-Aliez du Nord contre la* SUEDE, *ſavoir* FREDERIC AUGUSTE *Roi de Pologne, &* PIERRE I. *Czar de Ruſſie, de l'autre, en vertu duquel ceux-ci cedent au Roi de Pruſſe en ſequeſtre la Ville de* Stettin *par eux aſſiegée & bombardée, avec une certaine portion de la Pomeranie Suedoiſe, & promettent de faire la même choſe avec les Villes de* Stralſund *&* Wiſmar: *Le Roi de Pruſſe s'obligeant de ſon côté d'empecher, que les Troupes Suedoiſes reſtantes dans la Pomeranie appartenante à la Suede ne puiſſent faire aucunes hoſtilités contre quelqu'un des Alliez du Nord, comme auſſi de payer des fraix du Siége reglez à* 400000. *Ecus d'Allemagne, la moitié au General du Czaar, le Prince Menzikow. Donné à Schweedt le 6. Octobre* 1713.

DEr Zweck von dieſem zwiſchen Seine Königl. Majeſtät in Preuſſen/ und denen Nordiſchen Alliirten getroffenen Fœdere, iſt die Beförderung des bald möglichſt herzuſtellenden Friedens/ und ſoll dieſes Fœdus dazu zum Fundament dienen.

Es haben auch Seine Königliche Majeſtät in Preuſſen/ um dieſes/ vor beyde in Norden kriegende Partheyen/ und vor das Römiſche Reich avantageuſe Werck deſto mehr zu facilitiren/ inſonderheit aber den Weg zu Herſtellung der Ruhe auf dem Teutſchen Boden zu bahnen/ ſowohl die Königl. Schwediſche Miniſtros, als die Nordiſche Alliirte vorher darüber ſondiret/ und endlich mit den letztern ſich folgender Puncten verglichen:

I. Die Nordiſche Alliirten declariren zuförderſt/ daß ſie ſich neceſſitiret gehalten/ von der Schweden ſämmtlichen in Teutſchland habenden Provinzien ſich Meiſter zu machen/ und daß ſie in ſolchem Abſehen mit Stettin und der Inſul Rügen den Anfang gemachet/ und beyde Orte zur Übergabe gebracht.

II. Der Czaar will aber von der Cron Schweden Teutſchen Provinzien nicht profitiren/ und übergiebt dannenhero Stettin mit ſeinen Dependentien und der darin verhandenen Artillerie Seiner Königl. Majeſt. in Preuſſen.

III. Seine Königliche Majeſtät in Preußen verſprechen dagegen/ daß ſie den Ort in Poſſeſſion und Sequeſtration nehmen/ ſelbigen auch der Cron Schweden eher nicht als bey künfftigem Frieden wieder einräumen wollen.

IV.

ANNO 1713.

IV. Eben diese Bewandniß hat es auch mit Stralsund und Wißmar / es seye / daß diese Vestungen sich freywillig ergeben / oder durch der Nordischen Alliirten Waffen occupiret werden; Seine Königl. Majest. in Preussen sollen auch præcaviren helffen / daß keine mehrere Schwedische Trouppen ins Reich transportiret / und dadurch / wie zu befürchten / die Ruhe in Teutschland von neuem troubliret werde.

V. Wenn der Cron Schweden sämmtliche auf dem Teutschen Boden annoch übrige veste Plätze per modum Sequestri, in Seiner Königl. Majestät in Preussen Hände gebracht seyn werden / alsdann wollen die Nordischen Alliirten Ihre in Vor-Pommern habende Trouppen von dar abführen / und so lange der Krieg zwischen Ihnen und Schweden währet / mit ihren Armeen nicht wieder dahin kommen / noch etwas feindseeliges wider solche Vor-Pommerische Lande / oder etwas / so sonst den allgemeinen Ruhestand im Reich ferner troubliren könte / vornehmen / jedoch unter der ausdrücklichen Bedingung / daß

VI. Seine Königl. Majestät in Preussen sich auch hinwieder engagiren / keinesweges zugestatten / vielmehr auf alle Art und Weise / auch bedürffenden Falls mit den Waffen selbst behindern / daß die Königl Schwedische Trouppen aus solchen Vor-Pommerischen Landen wider Pohlen / Sachsen / und die Hertzogthümer Schleßwig-Hollstein nichts feindseeliges vornehmen / noch durch selbige Lande andere denen Nordischen Alliirten zugehörige Provinzien attaquiren / durch marchiren / oder / wann sie in selbige Lande von anderwerts her einen Einfall gethan / von dar nach Vor-Pommern / und die darinn belegene und an Se. Königl. Majest. in Preussen übergebene veste Plätze eine Retraite nehmen.

VII. Seine Königl. Majestät in Preussen wollen im übrigen bey diesem Nordischen Krieg eine exacte Neutralität halten / und dieselbe in keinem Dinge überschreiten ꝛc.

VIII. Die Nordische Alliirten engagiren sich auf das verbündlichste / daß / wenn des Königs in Schweden Majest. wider besseres Vermuthen / dieses / von Seiner Königl. Majestät in Preussen / aus guter Meynung / dem allgemeinen Wesen und dem Römischen Reich / absonderlich auch der Cron Schweden selbst zum Besten übernommene Sequestrum ungleich ausdeuten / auch daraus Occasion und Prætext nehmen solten / Seiner Königl Majestät Verdruß anzuthun / oder dieselbe auch gar / es seye selbst oder durch andere Puissancen / deshalb feindlich zu tractiren / alsdann hochgedachte Nordische Alliirte sich Seiner Königl. Majestät in Preussen darwider nachdrücklich annehmen / und derselben mit den Waffen und ihrer gantzen Macht / wider alles / was zu Sr. Königl. Maj. in Preussen Schaden und Nachtheil / es seye von der Cron Schweden selbst / oder Dero Freunden und Alliirten / sie seyen wer sie wollen / dieserwegen vorgenommen werden möchte / zu Hülffe kommen / auch den Frieden mit Schweden eher nicht schliessen wollen / es seye dann / daß Seiner Königl. Majestät in Preussen / wegen dieses / Deroselben zugefügten Schadens / würckliche und zureichende Satisfaction gegeben worden.

IX. Damit von diesen zwischen Sr. Königl. Maj. in Preussen und denen Nordischen Alliirten genommenen Mesuren niemand Ombrage nehmen möge; So wollen beyderseits Contrahenten Ihro Käyserl Majestät / dem Reich / auch Franckreich / Engelland und dem Staat / Ihro hierunter führende Intention, und daß dieselbe auf nichts anders als auf die Beruhigung des Reichs / und daß der Nordische Krieg allmählig gar gedämpffet werden möge / und zu Beförderung eines billigen und raisonablen Friedens gerichtet sey / überall bekannt machen. Uhrkundlich / ꝛc. Gegeben Schweedt den 6. Octobr. 1713.

ANNO 1713.

## Articulus Separatus Primus.

Obwohl in dem II. Articul des unterm heutigen dato zwischen Seiner Königl. Majestät in Preussen und den Nordischen Alliirten aufgerichteten Tractats nur von der Stadt und Vestung Stettin / und daß Se. Königl. Majestät in Preussen dieselbe mit Ihren Trouppen besetzen solten / erwehnet wird; So ist doch absonderlich hierbey verglichen / und zu dem / in dem Haupt-Tractat dieses gantzen Wercks führenden Haupt-Zweck noch ferner nöthig erachtet worden / daß Seine Königl. Majestät in Preussen den gantzen Strich Landes von der Oder an biß an die Pehne / inclusive der an selbigem Strohm belegenen Städte Demmin, Anclam und Wolgast ebenfals mit ihren Trouppen besetzen sollen / und zwar mit der ausdrücklichen Condition und Verbindung / daß Seine Königl. Majestät in Preussen solchen Strich Landes eben so wenig als die Stadt Stettin nicht an die Schweden wieder einräumen wollen noch sollen / ehe und bevor solches durch den künfftigen Frieden also paciscirt worden. Uhrkundlich / ꝛc. Schweedt den 6. Octobr. 1713.

## Articulus Separatus Secundus.

Weilen auch das zu Beruhigung des Reichs und zum Besten der gemeinen Sache / auch absonderlich zu der Cron Schweden höchsten Interesse in Vorschlag gekommene Vor-Pommerische Sequestrum von dem Königl. Schwedischen Gouverneur in Stettin / ohnerachtet es demselben zu unterschiedenen mahlen angetragen worden / nicht angenommen werden wollen / und des Fürsten von Menzikows Durchl. sich dannenhero obligiret gefunden / gedachten Gouverneur zu Acceptirung sothanen Sequestri durch die Waffen zu constringiren; Solche Attaque aber / wegen der von weit abgelegenen Orten mühsamlich angeführten Artillerie und Munition, auch angeschaffter kostbahren Subsistence der Rußis. Armee an Brod und sonst sehr grosse Kosten erfordert / auf deren Ersetzung im Nahmen Jhr. Czaar. Majest. und Sr. Königl. Majest. in Pohlen unbeweglich bestanden worden / auch des Fürsten von Menzikows Durchl. von Prosequirung der Attaque von Stettin und Belegung der Stadt mit Russischen Trouppen anderer gestalt nicht abstehen wollen / als daß Jhro Königl. Maj. in Pohlen / und des Czaaren Maj. wegen Ersetzung solcher Kosten / die sich zu vielen Tonnen Goldes belaufen / behörige Vergnügung und Sicherheit zuforderst verschaffet würde; Und denn Seine Königl. Majest. in Preussen / aus wahrer Begierde / den Ruhestand in der Nachbarschafft zu befördern / auch von der Stadt Stettin und denen umliegenden Vor-Pommerischen Landen / deren gäntzliche Desolation abzuwenden / hierunter ins Mittel getreten / und die achtmal hundert tausend Reichsthaler / welche wegen Vergnügung solcher zur Subsistenz der Rußischen Armée, und denen Stettinischen Operations-Kosten / zu Folge eines darüber zwischen des Czaaren und des Königs in Pohlen Maj Maj. im Augusto anni currentis aufgerichteten Tractats / gefordert worden / auf viermal hundert tausend Thaler Teutsch Courrant-Geld behandelt; Als versprechen Sr. Königl. Majest. in Preussen hiermit /

ANNO 1713. hiermit/ daß/ weilen diese Gelder von der Cron Schweden/ und aus Vor-Pommern/ so bald ohnmöglich aufgebracht werden können/ Sie die Halbscheid dieser 400000. Thlr. folgender gestalt vorschiessen und abführen lassen wollen/ daß nemlich mit dem Anfang der bevorstehenden Woche 100000. Rthlr. und auf nechst künfftige Weyhnachten wiederum 100000. Rthlr. gegen des Fürsten Menzikows Durchl. Qvittung/ in Berlin baar bezahlet; wegen der übrigen Halbscheid der gedachten 400000. Rthlr. aber/ welche das Fürstl. Hauß Hollstein-Gottorff zu Folge des mit demselben aufgerichteten besonderen Tractats zu übernehmen hat/ mit Jhro Königl. Majest. in Pohlen die Sache dergestalt verglichen/ und Deroselben deßhalb solche Satisfaction verschaffet werden soll/ wie Sr. Königl. Maj. in Preussen durch einen à parten an des Fürsten Menzikows Durchl. ausgestellten Revers sich mit mehrern anheischig gemachet haben

Se. Czaar. Maj. verbinden sich aber hingegen auch hierunit vor Sich und Jhre Alliirte aufs kräfftigste/ daß/ gleichwie Seine Königliche Maj. in Preussen eine so considerable Summe Geldes ohne einige Schuldigkeit/ bloß dem gemeinen Wesen zum besten/ zu Beruhigung der Nachbarschafft/ und zu Verhütung der Stadt Stettin sonst inevitablen äusersten Ruins anwenden/ und es dannenhero höchst unbillig seyn würde/ wann Seine Kön. Maj. hierbey den geringsten Schaden leiden solten/ daß Sie Sr. Kön. Maj. in Preussen die Ersetzung dieser vorschiessenden Gelder/ auch übrigen auf dieses gantze Werck verwendeten oder noch verwendenden Unkosten/ von der Cron Schweden/ als die davon den grösten Nutzen hat/ würcklich zuwege bringen/ auch anderer gestalt den Frieden mit selbiger Cron nicht machen wollen/ als daß Sr. Kön. Maj. dieserwegen an Capital, Interesse, Schaden und Unkosten völlig contentiret werden: allermassen dann auch Se. Kön. Maj. biß dahin von denen Nordischen Alliirten/ und des Czaaren Maj. in specie bey der Possession der Stadt und Vestung Stettin/ und deren Dependentien auf alle Weise manuteniret/ und wenn Se. Kön. Maj. darinn von jemand turbiret/ oder Jhro in Jhren Landen/ es sey wo es wolle/ deßhalb von jemand einige Ungelegenheit zugefüget werden wolte/ solches als eine Jhr. Czaarischen Majest. und denen übrigen hohen Alliirten selbst zugefügte Hostilität von Demselben ressentiret/ auch Sr. Kön. Maj. darwider alle verlangende Assistenz geleistet werden soll. Uhrkundlich ꝛc. Gegeben Schweed d. 6. Octobr. 1712.

## CLXIX.

28. Nov. / 9. Dec. *Tractatus Navigationis & Commerciorum, inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, &* PHILIPPUM *Ducem Andegavensem, tanquam Regem Hispaniarum initus; quô, Tractatibus de annis* 1667. *&* 1670. *confirmatis, conventum est, ut Subditi utriusque Partis, mutuo gaudeant eisdem Privilegiis, quibus amicissima gens quævis fruitur. Telonia porro omnia in unum reducantur ex quo fieri debet Index, sive Catalogus, vulgo* Tarif, *qui in unoquoque Portu publice proslabit, & quicquid pro singulis mercibus solvendum erit, speciatim exprimet & continebit. Actum Trajecti ad Rhenum die* 28. *Novembr.* 9. *Decembr.* 1713 Cum RATIFICATIONE *Reginæ Magnæ Britanniæ; quô etiam continentur tres Articuli, loco tertii, quinti, & octavi, substituti. Actum Windesoræ die* 7. *Februarii* 1713-1714. Sequitur ARTICULUS SEPARATUS *de Judice conservatore in Insulis Canaricis Mercatoribus Anglis concedendo, cum Ratificatione Britannica.* Sequitur item DECLARATIO *Legatorum Hispanorum de Lingua Hispanica in supra memoratis tribus Articulis adhibita. Dat. die* 12-23. *Februarii* 1713-1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. V. pag. 250.] ANNO 1713.

STABILITA feliciter, Deo O. M. clementer annuente, Pace bona, firma, veraque, & sincera Amicitia, inter Serenissimam Principem & Dominam, *Annam*, Dei Gratia, *Magnæ-Britanniæ*, *Franciæ*, & *Hiberniæ* Reginam, *&c.* & Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum, *Philippum V.* Dei Gratia, *Hispaniarum* Regem Catholicum, &c. Eorumque Hæredes ac Successores, Regna, & Subditos, per Pacificationis Tractatum, *Trajecti ad Rhenum* die $\frac{\text{secundo}}{\text{decimo tertio}}$ Mensis *Julii*, novissime præteriti, conclusum, in eam præprimis curam iverunt Regiæ Suæ Majestates, ut mutuis Subditorum suorum in re Commerciorum Utilitatibus omni meliori modo prospiceretur; & propterea Legatis suis Extraordinariis & Plenipotentiariis, quorum Opera in Pace pangenda prospere successit, in Mandatis clementissime dederunt, ut quæ in finem hunc salutarem post perpensa rerum omnium momenta in Colloquiis ea de re *Madriti* habitis, maxime convenire perspectum fuerat, in Tractatus Commerciorum solennis formam redigerent; Dicti igitur Legati, vigore Plenipotentiarum, quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta erunt, super Commerciorum Articulis, ad Elucidationem Tractatuum anteriorum, & procurandam uberiorem in Commerciorum negotiis expediendis facilitatem, modo & forma convenerunt, prout sequitur:

I. Tractatus Pacis, Commerciorum, & Confœderationis, inter Coronas *Magnæ Britanniæ* & *Hispaniæ*, *Madriti die* $\frac{\text{Decimo tertio}}{\text{Vigesimo tertio}}$ Mensis *Maji*, Anno Domini 1667. conclusus, per hunc Tractatum ratihabetur & confirmatur.

*Fiat insertio.* (1)

Spondent mutuo Regiæ Suæ Majestates, sese omnes & singulos Tractatus antecedentis Articulos, & quæcunque in iisdem, ut & Schedulis annexis, Privilegia, Concessiones, Concordata, aliave cujuscunque generis ad Subditos utrinque redundantia beneficia continentur, bona fide præstituras, & adimpleturas; utque a Ministris suis & Officialibus aliisque Subditis præstentur & adimpleantur, omni tempore curaturas; ita ut plenario eorundem omnium & singulorum effectu, iis solummodo exceptis, de quibus in sequentibus Articulis ad reciprocam Satisfactionem aliter statutum est, ut & eorum omnium, quæ in Articulis sequentibus continentur, Subditi hinc inde gaudeant in posterum, & fruantur. Confirmatur insuper & de novo ratihabetur Tractatus Anno 1670. inter Coronas *Magnæ Britanniæ* & *Hispaniæ*, pro tollendis Diffidiis, Deprædationibus restringendis, stabiliendaque Pace in *America*, inter dictas Coronas initus, sine præjudicio nihilominus Contractus alicujus, aliusve Privilegii aut Licentiæ Reginæ *Magnæ Britanniæ*, ejusve Subditis, per Majestatem suam Catholicam concessis in Tractatu Pacis nuperrime conclusæ, aut in Contractu *de Assiento*, atque etiam absque præjudicio Libertatis, aut Facultatis alicujus Subditis *Britannicis* antea sive competentis, sive permissæ, aut indultæ.

II. Subditi Regiarum Suarum Majestatum in Dominiis earundem alterutrinque Mercaturam facientes, non tenebuntur majora pro Mercibus ab ipsis importatis exportandisve Vectigalia aliave Onera quæcunque solvere, quam quæ a Subditis amicissimæ cujusvis Gentis exigentur, & solventur; ac si quæ Vectigalium Diminutiones, aliave Beneficia exteræ cuivis Genti

(1) Voyez-le ci-devant sous la Date du 23. Mars 1667.

ANNO 1713. Genti ab una alterave parte concedi in posterum contigerit, iisdem quoque utriusque Coronæ Subditi reciproce & pleniſſime gaudebunt. Et ſicuti circa Vectigalium Rationes, uti ſupra conventum, ita etiam pro Regula generali inter Regias Suas Majeſtates ſtatutum eſt, quod omnes & ſinguli ipſarum Subditi in omnibus Terris Lociſque hinc inde earundem Imperio ſubjectis, circa omnes Impoſitiones aut Vectigalia quæcunque, Perſonas, Merces, Mercimonia, Naves, Naula, Nautas, Navigationem & Commercia concernentia, iisdem ad minimum Privilegiis, Libertatibus, & Immunitatibus utantur, fruantur, parique favore in omnibus gaudeant, tam in Curiis Juſtitiæ, quam in iis omnibus quæ ſive Commercia ſive aliud Jus quodcunque reſpiciunt, quibus amiciſſima quævis Gens extera utitur, fruitur, gaudetque, aut in poſterum uti, frui, aut gaudere poſſit, prout in Articulo XXXVIII. Tractatus de Anno 1667. in Articulo præcedente ſpeciatim inſerti, fuſius explicatur.

III. Quandoquidem per Tractatum Pacis inter Regias Suas Majeſtates nuperrime concluſum, pro Baſi & Fundamento poſitum & ſtabilitum fuerit, quod Subditi *Britannici* per omnia in Regnis *Hiſpaniæ*, iisdem uterentur & fruerentur Privilegiis, & in re Commerciorum Libertatibus, quibus tempore *Caroli* Secundi gaviſi ſunt; eaque proinde Regula Tractatus præſentis Commerciorum Baſis pariter & Fundamentum ſit, & eſſe debeat, quod & reciproce quoad Subditos *Hiſpaniæ* in *Magna Britannia* commercantes intelligitur, in iis omnibus quæ ipſis per Pacta competunt: Cumque ad Commerciorum Rationes rite & mutua cum utilitate conſtituendas, plurimum faciat Vectigalium pendendorum certa, clara, & maxime expedita Methodus; Conventum proinde & concluſum eſt, quod intra trimeſtre ſpatium a ratihabito hoc Tractatu, *Madriti* vel *Gadibus* convenient ex parte utriuſque Regiæ Majeſtatis Commiſſarii, ad id hinc inde deſignandi & conſtituendi, quorum Opera componatur, abſque omni temporis diſpendio, Index ſive Catalogus novus, qui unoquoque Portu proſtabit publice, quique Vectigalia ſuper Mercibus in *Caſtiliam*, *Arragoniam*, *Valentiam* & *Catalauniam* introducendis, aut inde avehendis, in poſterum pendenda ſpeciatim exprimat, & contineat, & eo modo conſtituat, ut in unum reducantur, & in uno Vectigali & una in ſumma pendenda contineantur omnia varia Onera, quæ tempore nuperi Regis *Caroli* Secundi, variis ſub Nominibus, & in diverſis Teloniis, ſuper Mercibus intrantibus aut exeuntibus in Portubus *Hiſpaniæ*, comprehenſis etiam Regnis *Arragoniæ* & *Valentiæ*, Principatuque *Catalauniæ*, exceptis tantummodo *Guipuſcoa* & *Biſcaya*, de quibus infra dicetur, ſoluta erant.

Cum autem per Legatum *Britannicum* quam inſtantiſſime poſtulatum fuerit, ut dictis Commiſſariis pro Regula præſcriberetur, illud in novo Indice præprimis curare, ne per eundem majora ulla Vectigalia, aliave Onera quæcunque in Portu aliquo, ſive Maritimo, ſive Terreſtri, intra Regis Catholici Dominia, exigenda & ſolvenda in poſterum ſint, quam quæ in Teloniis Portus *Sanctæ Mariae* aut *Gadium*, regnante nupero Rege *Hiſpaniarum Carolo* Secundo, ſoluta fuerint; Conſenſerunt Legati *Hiſpaniæ*, adeoque conventum & ſtipulatum eſt, quod nempe quoad ipſos Portus *Gadium* & *Sanctae Mariae*, ea obſervetur Regula; ita ut ceſſante & ſublata omni Vectigalium Augmentatione, quæ poſt tempus *Caroli* Secundi, ex occaſione Belli, ſive ſub Habilitationis nomine, aliove quocunque ibidem introducta forſitan fuit, Subditi *Britannici* in Portubus *Sanctæ Mariae* & *Gadium*, pro Mercibus advectis vel avehendis nulla majora Onera cujuſcunque generis, aut ſub quocunque Titulo, ſive ante ſive poſt confectos dictos Indices, ſolvere tenebuntur, quam quæ ibidem tempore *Caroli* Secundi ſoluta fuerunt.

Dictis proinde Commiſſariis illud præprimis, quoad Portus *Sanctae Mariae* & *Gadium* obſervandum injungetur, ne in novis Indicibus conficiendis ad Indices Vectigalium antiquos, qui propter exorbitantiam Jurium per ipſos conſtitutorum tempore *Caroli* Secundi in uſu eſſe deſierant, ſeſe conforment, ſed ductum eorum tantummodo Indicum ſequantur, quos ſive vulgo *Arancel*, ſive Regiſtros nuncupatos, tempore *Caroli* Secundi ſubſtitiſſe, & ſecundum quos Vectigalia ſoluta fuiſſe, compertum fuerit.

Quinetiam conventum pariter eſt, quod Subditis *Britannicis* liberum omnino erit, Merces poſt ſoluta pro iisdem in dictis Portubus Vectigalia, ea nempe quæ, donec Indices ſupradicti conficiantur, tempore *Caroli* Secundi ſoluta erant, aut quæ poſtea ad dictorum Indicum tenorem pro Mercibus advectis pendenda fuerint, Terra Marive transferre ad alium quemvis Dominiorum *Hiſpaniæ* antedictorum Portum aut Locum, neque ea occaſione Vectigalia antea ſoluta, ullo modo ab ipſis exigentur. ANNO 1713.

Quinetiam ad præcidendas quaſcunque Lites, quales non obſtante exacta alias Juſtitiæ in *Hiſpania* Adminiſtratione, ortas olim eſſe conſtat, reſpectu aliorum Onerum maximo cum Commercantium incommodo, & Commerciorum præjudicio aliquando exactorum; Conventum, eſt quod Merces pro quibus Vectigalia, prout antedictum eſt, *Gadibus*, aut in Portu *Sanctæ Mariæ* ſoluta fuerunt, & quæ in magna Mercatura, vulgo *en gros*, vendendæ tranſportatæ fuerint, ab omni alio Onere quocunque per totam *Hiſpaniam* liberæ & immunes erunt. Ita tamen ut Mercium Proprietarius, aut Inſtitor Teſtimonia adducat, quæ Vectigalium, prout præfertur, rite ſolutorum fidem faciant; ſin ſecus fiat, Merces per fraudem transferri cenſebuntur. Reſpectu vero ſolutionis Jurium *de Alcavalos*, *Cientos* & *Millones*, vulgo nuncupatorum, conventum eſt, quod circa eadem Jura, ſecundum tenorem Articulorum hujus Tractatus Quinti & Octavi agendum ſit.

Quoniam vero Legati *Hiſpanici* perſuaſum ſibi habuerunt, illæſis Regni *Hiſpaniæ* Legibus, variiſque ibidem Privilegiis vim Legis habentibus, atque etiam abſque nimio Regis & Domini ſui præjudicio, componi non poſſe Vectigalia in unoquoque *Hiſpaniae* Portu ad Normam eorum, quæ *Gadibus* aut in Portu *Sanctæ Mariæ* obtinuerunt, aut obtinere poſſint; viſum proinde eſt, iſtam materiam Commiſſariis, qui novis Indicibus conficiendis adhibiti erunt, ventilandam & decernendam relinquere.

Spondet autem Rex Catholicus, tollendas ſtatim in dictis Portubus omnes Vectigalium Augmentationes, quæ poſt tempus *Caroli* Secundi, ex occaſione Belli, ſive ſub Habilitationis nomine, aliove quocunque, ibidem introductæ forſitan fuerunt, tum etiam quod aut eadem ſtatuetur in dictis Portubus Regula, de qua reſpectu *Gadium* & Portus *Sanctæ Mariæ* conventum eſt, aut eam ſaltem obſervandam eſſe Regulam, tam ante, quam poſt confectos dictos Indices, quæ tempore *Caroli* Secundi in unoquoque reſpective Portu obtinuit; ita ut majora poſthac ibidem, aut in alio quocunque Tranſitus Loco, non exigantur Vectigalia, quam quæ tempore *Caroli* Secundi dictis in Locis ſoluta erant. In iisdem inſuper ea obſervanda erunt, quæ ratione Jurium *de Alcavalos*, *Cientos*, & *Millones*, in hoc Articulo ſuperius indigitantur.

Quoad Portus *Guipuſcoæ* & *Biſcayæ*, alioſve, Legibus *Caſtiliæ* non ſubjacentes, in quibus tempore *Caroli* II. Vectigalia pendebantur iis minora quæ *Gadibus*, aut in Portu *Sanctæ Mariæ* ſoluta erant, ſpondet Regia Sua Majeſtas Catholica eadem Vectigalia dictis in Locis per Novum Indicem augenda non eſſe; interea autem prout tempore *Caroli* II. permanſura. Merces tamen in Portus *Biſcayæ* & *Guipuſcoæ* introductæ, quæ in Regna *Caſtiliæ*, aut *Arragoniæ* poſtea per Terram deferentur, in Portu primi Introitus earum in dicta Regna Vectigalia tempore *Caroli* II. ibidem ſoluta, aut quæ per Novum Indicem ſtatuentur, ſolvere tenebuntur.

IV. Conſentit Rex Catholicus promittitque, licitum in poſterum fore Subditis *Britannicis*, qui in Provinciis *Biſcayæ* & *Guipuſcoæ* degent, Domos vel Repoſitoria Mercibus ſuis conſervandis idonea, conducere, id quod ut fieri poſſit, pari modo, iisdemque cum Privilegiis, quibus in *Andaluſia*, aut in aliis quibuſcunque *Hiſpaniae* Portubus aut Locis, dicti Subditi *Britannici* iſta Libertate vigore præfati Tractatus de Anno 1667. aut etiam vigore Diplomatis alicujus, aut Ordinationis per Majeſtates ſuas Catholicas conceſſæ, gaviſi ſunt, aut gaudere debuerint, Regia Sua Majeſtas per Mandata repetita effectum dabit. Eadem Libertate gaudebunt Subditi *Hiſpanici*, in quibuſlibet *Magnæ Britanniæ* Portubus & Locis, cum Privilegiis omnibus ipſis per prædictum Tractatum competentibus.

V. Ut autem obviam catur abuſibus in colligendis Juribus *de Alcavalos & Cientos* nuncupatis, conſentit Catholica Sua Majeſtas, quod Subditis *Britannicis*, qui Merces ſuas in magna ſcil. Mercatura, vulgo *en gros*, vendendas in quemcunque *Hiſpaniae* Portum, ſive Terreſtrem, ſive Maritimum, intulerit, in optione eſſe debet, utrum dicta Jura *Alcava-*

*los*

ANNO 1713.

*los & Cientos* in ipso primi Appulsus Loco aut Portu, vel potius secundum Leges *Castiliæ*, ubi, & quando venduntur, solvere velint. Quæ quidem Jura eadem erunt, quæ tempore *Caroli* II. soluta fuerunt. Conventum etiam est, quod Merces pro quibus dicta Jura *de Alcavalos & Cientos* soluta semel fuerint, Subditi *Britannici* in magna scil. Mercatura, vulgo *en gros*, vendendas mittere vel transportare poterunt ad Portum, aut Locum quemcunque Majestatis Suæ Catholicæ Dominio in *Europa* subjacentem, absque ulla molestia, ullave dictorum Jurium exactione repetita, aut etiam aliorum pro prima venditione; ita tamen ut illi qui dictas Merces vehent, Recepta vel Testimonia a Teloniorum Redemptoribus aut Commissariis, quibus pateat dicta Jura pro iis Mercibus soluta fuisse, aliaque itidem Testimonia, dictas Merces nondum esse divenditas, probantia, adducant. Quod si vero Mercator quisquam Merces suas minutatim vendet, locales omnes & municipales Impositiones, in iisdem vendendis debitas, & consuetas, una cum Juribus *de Alcavalos & Cientos*, & si quæ alia cujuscunque generis sint, solvere tenebitur, sub pœnis lege præfinitis.

Consentit insuper Regia Majestas Catholica, quod si post exhibita Testimonia superius memorata, Officialis quispiam, aut Vectigalium Coactor eadem Jura de novo exegerit, Merciumve Transitum ea de causa moraretur, aut quocunque modo molestia aliqua afficeret, Officialis culpæ prædictæ reus pœnam incurret bis mille Ducatorum, in usum Cameræ Regiæ Suæ Majestatis, aut Hospitii Generalis *Madritensis*; solvendorum Teloniorum autem, aut Contrabandæ Notarii, pro dictis Testimoniis Certificatoriis expediendis ultra quindecim *Ryals Billon* non accipient, nisi aliter in Novo Indice conficiendo conventum fuerit.

VI. Et sicuti Subditis Regiarum suarum Majestatum integer, incolumis, & ab omni molestia immunis Navigationis & Commerciorum Usus & Libertas utrinque constare debet, quandiu Pax & Amicitia inter Regias Suas Majestates, eorumque Coronas inita, subsistet, ita quoque cautum voluerunt Regiæ Suæ Majestates, ne propter orituras forsan Discordiarum scintillas, eadem dicti Subditi incolumitate priventur, quin pleno e contra Pacis beneficio fruantur, quousque Bellum inter ambas Coronas declaratum non fuerit.

Quinetiam conventum insuper est, quod si quando contigerit, ut Bellum (quod Deus avertat) inter Regias Suas Majestates, earumque Regna, suboriatur & declaretur, tum ad præscriptum Art. 36. sæpefati Tractatus de Anno 1667. Terminus sex Mensium post talem rupturam declaratam utriusque Partis Subditis, in alterius Ditione commorantibus, dabitur, quo recipere sese una cum Familiis, Bonis, Mercimoniis, Navibus & Facultatibus suis, easque, solutis Vectigalibus debitis & consuetis, asportare licebit Terra Marive, quoquoversum ipsis placuerit, sicuti & iis permissa tunc erit Venditio & Alienatio Bonorum suorum, Mobilium, Immobiliumque rerum, ut & Pretii divenditorum Evectio, libere & absque ulla Interturbatione, nec eorum Bona, Res, Merces, & Facultates, nedum ipsimet, arresto, vel Manus injectione, interea Temporis detinendi vel infestandi sunt. Bona quinetiam interea promptaque Justitia fruentur, & utentur alterutrinque Subditi, quo currente dicto Semestri spatio Res & Facultates suas, tam Publico quam Privatis concreditas, recuperare possint.

VII. Conventum insuper est, quod damna omnia, quæ Subditi utriusque Coronæ, ineunte Bello nuperrimo, contra Tenorem Art. 36. supramemorati Tractatus de Anno 1667. se perpessos esse debite monstraverint, sive ea in Bonis Mobilibus, vel Immobilibus constiterint, ipsis, aut legitimis eorum Procuratoribus, vel Hæredibus, eorumve causam habentibus, absque mora reciproce resarciantur, restitutis quæ supersesse contigerit, & quæ Fisco addicta fuerint, sive Fundi, Ædificia, Hæreditates, aliave Bona quæcunque sint, & soluto distractorum, sive ea ex Bonorum Mobilium, aut Immobilium genere fuerint, justo & legitimo pretio; eandem vero solutionem verificatis, ut antedictum est, istis prætentionibus per Ærariorum suorum hinc inde Præfectos bona fide faciendam & præstandam esse, inter Regias suas Majestates conventum & concordatum est.

VIII. Conventum est, & Regia Sua Majestas Catholica per Mandata sua effectum dabit, ut Vectigalia *Millones* nuncupata, super Piscibus, aliaque Annona, in Loco primi earum Mercium appulsus non exigantur, sed eadem Vectigalia more pristino per Leges stabilito, in Loco tantummodo Consumptionis, Mercibusque divenditis, & non antea solvenda erunt.

IX. Spondet Regia Sua Majestas Catholica, quod Merces, quæ speciatim in Indicibus, qui secundum Articulum hujus Tractatus Tertium conficiendi sunt, nominatæ non fuerint, iisdem nec majoribus ad valorem Vectigalibus onerabuntur, quam quæ Mercibus in dictis Indicibus nominatis imponentur. Lite vero orta inter Teloniorum Redemptores vel Commissarios & Mercatorem super aliquarum Mercium valore, Mercatoris in optione erit, Merces istas Redemptori vel Commissario relinquere, pro pretio per dictum Redemptorem ipsis impositio, quod parata pecunia; deductis solummodo Vectigalibus, statim erit solvendum. Poterit etiam Mercator, receptis reliquis Mercibus, partem earundem secundum valorem ipsis per Redemptorem, uti dictum est, impositum, Loco Vectigalis, Redemptori vel Commissario relinquere.

X. Conventum est, quod casu quo Subditi *Britannici* Merces ex quibusvis *Africæ* Oris in *Hispaniam* advehant, eædemque ad Vectigalia solvenda admissæ fuerint, iisdem debite solutis, dictæ Merces nullis aliis Oneribus, sive per Capitaneos Tractuum Maritimorum Generales, vel Portuum Præfectos, aliosve quocunque Nomine, aut Titulo exigendis, in posterum gravandæ erunt, præter ea quæ pro Mercibus in universum omnibus ejusdem generis in earum Venditione pendenda sunt.

XI. Navium Mercatoriarum Præfecti Portum quemcunque *Hispaniæ*, cum Navibus suis intrantes, intra viginti quatuor horas ab adventu suo, exhibere tenebuntur binas Declarationes vel Inventaria Mercium advectarum, vel illius earundem partis quam ibidem exonerare debent, unam scil. Declarationem Teloniorum Redemptori, vel Commissario, alteram Contrabandæ Judici: neque Foros Navis aperient, antequam vel Scrutatores acceperint, vel per Vectigalium Redemptores ea ipsis licentia concessa fuerit. Nullæ autem Merces alio intuitu exonerandæ erunt, quam ut recta in Telonium, secundum permissionem Scriptis eum in finem impertitam, inferantur. Ex Judicibus autem Contrabandæ, aliisve Teloniorum Officialibus, nemini licitum erit, quocunque sub prætextu, aperire Sarcinas aliquas, Cistas, Dolia, aliave Involucra Merciumquarumcunque ad Subditos *Brittannicos* spectantium, dum ad Telonium feruntur, & antequam eo pervenerint, atque etiam adsit earundem Proprietarius, aut Negotiorum ejus Gestor, qui Vectigalia solvat, & Merces ad se recipiat. Adesse autem poterunt dicti Contrabandæ Judices, eorumve Deputati, dum e Navi solvuntur Merces, ut & dum in Telonio declarantur, expediunturve, & data Fraudis suspicione, alias nempe aliarum loco Merces expediendi animum esse, omnes Sarcinas, Cistas, aut Dolia aperire licebit, modo id in Telonio, nec alibi fiat, præsente Mercatore, ejusve Negotiorum Gestore, & non aliter; Expeditis autem & e Telonio evectis Mercibus, Cistisque, Doliis, aliisque Involucris easdem continentibus, Officialis competentis Sigillo, Signove munitis, easdem denuo aperire, aut Abductionem earundem ad Domum Mercatoris impedire, nullus Contrabandæ Judex, aliusve Officialis præsumet. Neque illis postea licitum erit, quocunque sub prætextu, earundem Transvectionem ab una Domo aut Repositorio in aliud, intra ejusdem Urbis, aut Loci Muros, aut Ambitum impedire, modo illud intra horas octavam matutinam & quintam Vespertinam fiat, prævia etiam Notificatione Redemptoribus Jurium *de Alcavalos & Cientos* facta, quo eædem intuitu transferantur, scil. si ad venundandum, ut Jura ista, modo antea soluta non fuerint, ibidem aut in Loco venditionis persolvantur; sin minus, ut Mercatori Institorive Libellus Certificatorius ab ipsis more consueto tradatur. De cætero Jus & Libertas Merces sub Conditionibus in Art. 5. hujus Tractatus indigitatis, à Portu, aut Loco quocunque intra Dominia Regis *Hispaniæ*, ad alium quemvis Portum aut Locum, sive Terra sive Mari transferendi, plenissime & integerrime constabit.

ANNO 1713.

XII. Vectigalia pro Mercibus per Subditos *Britannicos* in Insulas *Canarias* adferendis, vel inde abducendis, majora non exigentur, quam quæ ibidem regnante nupero Rege *Carolo* Secundo soluta fuerunt, vel quæ secundum novos Indices solvenda erunt.

XIII. Utriusque Regiæ Majestatis Subditi, qui Subditis alterius in ære alieno sunt, sive ante Belli nuperi exordium, vel intra sex Menses ab eodem inito, vel eo durante, sub Literarum Salvi Conductus Tutela; vel denique post initum Armistitium inter ambas Coronas, ista Debita contraxerint, ad eadem bona fide solvenda tenebuntur & cogentur, perinde ac si Bellum inter ambas Coronas obortum omnino non fuisset; neque ipsis Exceptiones ullas ex occasione Belli contra justa Creditorum postulata injicere licebit.

XIV. Subditis *Britannicis* Facultatem concedit Sua Majestas Catholica Domicilia sua figendi, & habitandi in Oppido St. *Ander* nuncupato, iis sub Conditionibus, quæ in Articulis Nono & Tricesimo Tractatus de Anno 1667. indigitatæ sunt.

XV. Quantum ad Judicem Conservatorem, aliosque per ipsum substituendos, concessa alii cuicunque Nationi exteræ ista Libertate, Subditi *Britannici* eadem pariter gaudere debent. Interea autem & donec de hoc Negotio certi aliquid statutum fuerit, Regia Majestas Catholica in Mandatis per expressum dabit omnibus & singulis Regni sui Judicibus, aliisque quibuscunque, quibus Justitiæ Administratio aut Executio ullatenus incumbit, iisdem sub pœnis gravissimis injunget, ut in causis omnibus Subditorum *Britannicorum*, absque mora aut partium studio, favore, vel effectu, Jus dicant, & exequi faciant.

Consentit Rex Catholicus, quod Appellationes a Sententiis latis in Causis, quæ Subditos *Britannicos* tangunt, ad Concilii Bellici *Madriti* Tribunal, nec alibi deferantur.

XVI. Si quis Regiæ Majestatis *Britannicæ*, sive Regiæ Majestatis Catholicæ Minister, aliusve Subditus, hunc Tractatum, aut aliquem ejusdem Articulum violaverit, ille de damno omni inde exorto tenebitur; ac si quo in Officio publico constitutus fuerit, præter Satisfactionem Parti læsæ, uti præfertur, præstandam, eodem quoque Officio privabitur.

XVII. Subditis *Britannicis*, per Mare adductis ex alio quocunque *Hispaniae* Portu, Vino, Vino adusto, Oleo, Smegmate, Uvis exsiccatis, aliisve Mercimoniis, & solutorum in exitus Loco Vectigalium Testimonia producentibus, Navibus suis in Portu *Gadium* subsistentibus eadem imponere, aut etiam ibidem ex una Navi in aliam, consentientibus Rerum Maritimarum Præfectis, ipsisque aut eorum Deputatis, si velint, præsentibus, ad evitandas quascunque fraudes, tempore idoneo per dictos Præfectos intra viginti quatuor Horas designando, transferre, indeque avehere licitum erit; ea cum libertate, ut neque Impositionem *Hondeaxe* vocatam, aliamve Introitus, Exitusve quamcunque, solvere teneantur.

Ratihabebitur præsens Tractatus a Serenissima *Magnæ Britanniæ* Regina & Serenissimo Rege Catholico, ejusdemque Ratihabitionis Tabulæ intra duos Menses, aut citius, si fieri possit, *Trajecti ad Rhenum* invicem commutabuntur.

In quorum fidem, nos infra scripti Suæ *Magnæ Britanniæ* Reginæ, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præsentes Tabulas Manibus nostris subscriptas Sigillis nostris munivimus, *Trajecti ad Rhenum Die* vigesimo octavo / Nono Mensis Novembris / Decembris Anni à Christo nato, millesimi septingentesimi decimi tertii.

JOH. BRISTOL. (L. S.)

D. DE OSSUNA. (L. S.)

(L. S.) EL MARQUES DE MONTELEONE.

*Ratihabitio Reginæ Magnæ Britanniæ.*

ANNA, Dei Gratia, *Magnae Britanniae, Franciae*, & *Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos Præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Reverendus admodum in Christo Pater, perquam Fidelis & dilectus Consiliarius Noster, *Johannes* Episcopus *Bristolienſis*, Legatus Noster Extraordinarius & Plenipotentiarius, Decanus *Windesorienſis*, & Nobilissimi Ordinis Nostri Periscelidis Registrarius, ex parte Nostra; una cum Plenipotentiariis Suae Majestatis Catholicae, Vicesimo octavo / Nono die Mensis Novembris / Decembris Anno Millesimo septingentesimo decimo tertio, *Ultrajecti* ad *Rhenum*, Tractatum Commercii inter Subditos *Magnae Britanniae* & *Hispaniae* concluserit & signaverit, prout sequitur:

*Fiat insertio.*

NOS viso perpensoque Tractatu suprascripto, eundem approbavimus, & ratum, firmumque habuimus, sicut & per Præsentes, tam pro Nobismet Ipsis, quam pro Hæredibus & Successoribus Nostris, approbamus, & ratum, firmumque habemus, exceptis solummodo tribus ejusdem Articulis, *videlicet*, Tertio, Quinto, & Octavo, *Ultrajecti* conclusis, quos forma & modo sequentibus intelligi & observari volumus:

III. Quandoquidem per ultimum Pacis Tractatum, pro Basi, & Fundamento positum, atque stabilitum fuerit, quod *Magnae Britanniae* Subditi gauderent, quoad Commercium, iisdem Libertatibus & Privilegiis quibus regnante *Carolo* Secundo, in tota Regnorum *Hispaniæ* amplitudine gavisi sunt; Hæc ipsa Regula itidem pro Basi & Fundamento præsentis hujus Tractatus Commercii est constituenda, quod etiam reciproce intelligendum in gratiam Subditorum *Hispaniae*, qui intra Limites Terrarum *Magnæ Britanniæ* Commercia exercituri sunt. Quumque nihil magis conducere possit ad Commercium, mutua cum utilitate stabiliendum, quam Regula constans, clara, simul & facillima, pro solvendis Vectigalibus, & quæ maxime sit libellata ad normam moderatiorem, & cujus proportio propius accedat ad Mercium valorem, secus etenim fraudes inducuntur, magno cum detrimento Vectigalium Principum, quod ipsa persæpe experientia comprobatum est in *Hispania*, ubi Tributa in antiquis Indicibus (seu *Tarifs*, ut vulgo dicitur) designata, omnem sane modum excedunt. Idcirco Majestas Sua Catholica, cupiens non solum devitare quæ inde nascuntur incommoda, sed & faciliorem, quantum in ipsa est, reddere viam ad libertatem Commerciorum eademque fovere, & augere ex parte sua, tantum quantum viciſſim id ipsum ex sua desiderat Majestas Sua *Britannica*: Voluit supprimere, tam varia ad Merces invehendas, & evehendas Vectigalia in præfatis Indicibus antiquis contenta, quam illa etiam quæ deinceps, sub quibuscunque Nominibus, & prætextis imposita fuerint: Satisque sibi esse duxit, si unum solum, & unicum Vectigal æqualiter colligatur in Ingressu & Egressu Regni, nimirum decem pro centum, ut vulgo dicitur, valoris Mercium, cujuscunque sint generis, seu pretium earum statuatur expendere, mensura, numero solidorum Mercimoniorum, seu Computatione, vel Æstimatione. Exigeturque hoc Tributum æqualiter in Regis commodum, in omnibus Portubus, & Exhedris Vectigalium *Hispaniæ*, comprehensis simul hic Portubus, & Exhedris *Aragoniæ*, *Valentiæ*, & *Catalauniæ*, solummodo ex hac generali Regula Provinciis, quæ *Guipuscoa* & *Biscaya* nuncupantur, exceptis: Quarum Provinciarum Vectigalia in Ingressu, & Egressu fixa remanebunt, sicuti erant Regnante *Carolo* Secundo. Quum vero hoc Tributum decem pro centum, in ipso Ingressu solutum fuerit, Locatores, vel Administratores Telonii, per quod dictæ Merces fuerunt invectæ, tenebuntur curare, ut signentur, & plumbentur Tesseris, & Plumbis propriis ejusdem Telonii; utque tradatur Acceptilatio scripta, vi cujus Proprietario, Proprietariisve licitum erit, easdem Merces ad quasvis Regiones *Hispaniæ* transferre, nec deinceps exigetur ab eis aliud prorsus Vectigal, Tributum, vel Onus, in commodum Suae Catholicae Majestatis, propter Transportationem præfatarum Mercium, quam illud, quod jam pensum fuerit, juxta novum Indicem (vulgo *Tarifam*) & de quo Acceptilationes & Plumbea Sigilla, aut Tesseræ exhibebuntur, quæ, si desint, fraudulenter translatas fuisse

ANNO 1713.

fuisse censebitur, salvis tamen Tributis, quæ *Alcavalas*, *Cientos* & *Millones* nominantur, de quibus infra Articulis Quinto & Octavo tractabitur.

Quum autem *Angliæ* Legatus significaverit, ad evitandas in posterum quascunque discussiones, omnino necessarium esse, jam nunc in perpetuum ad Æstimationem prædictarum Mercium certam Normam figere, ita ut Tributum, decem pro centum, variari nequeat, propter auctum, vel imminutum commune pretium, quo in Commercio, diversis temporibus, & in variis Regni Partibus æstimari possent; in hunc finem inter Majestates Suas Catholicam & *Britannicam*, per suos Oratores conventum, atque stabilitum fuit, quod intra tempus Trium Mensium, post hujus Tractatus Ratihabitionem, immo citius, si fieri possit, convenient *Madriti* vel *Gadibus*, nomine Suorum Majest. Commissarii ritè ab eisdem nominati, & authoritate roborati, qui sine ulla temporis jactura, ad constituendum novum Vectigalium Indicem, vel Catalogum incumbent, ut Tributum illud quod posthac, & in perpetuum exigendum sit, pro quocunque genere Mercium, tam in earum Invectione, quam Evectione, ita stabiliatur, & limitetur, ut omnia Vectigalia, & Impositiones, quæ ad Ingressum, & Egressum Mercium, tam tempore *Caroli* Secundi, quam ante, vel post ipsius Regnum, exigebantur, sub quibusvis nominibus, & prætextibus, & in quibusvis diversis Teloniis, quæcunque ea demum sint, sub isto solo, & unico Vectigali comprehendantur, quod una simul Summa pendendum erit, seu ad Ingressum, seu ad Egressum Portuum *Hispaniæ*, in quibus comprehenduntur etiam illi, qui ad Regna *Aragoniæ*, *Valentiæ*, & Principatum *Catalauniæ* pertinent, exceptis tantummodo Provinciis *Guipuscoæ*, & *Biscayæ* jam supra nominatis. Et quia insuper Legatus *Magnæ Britanniæ* perquam enixe institit, ut præfatis Commissariis injungatur imprimis cura servandæ Regulæ, qua hoc Vectigal æqualiter, & generaliter stabiliatur pro cunctis Portubus, & Teloniis Ingressus, & Egressus *Hispaniae*, ad Normam, quam vulgo vocant decem pro centum, valoris quo dictæ Merces in cursu Commercii, & inter Negociatores æstimantur in Portubus *Gadensis* & *Sanctæ Mariæ* nominatis: Legati *Hispaniae*, huic rei assentiti sunt, ita tamen ut Mercibus, quæ invehantur in *Hispaniam*, per Portus Provinciarum *Biscayæ*, & *Guipuscoæ*, & quæ postea transferantur ad alias Provincias, a Regnis *Castiliæ*, & *Aragoniæ* dependentes, teneantur solvere in primo Portu, vel Telonio, earum Ingressus in præfata Regna, Portoria illa, quæ per novum Indicem designabuntur.

V. Ut evitentur Abusus, qui committi possunt in perceptione Impositionum, quæ *Alcavalas* & *Cientos* vulgo dicuntur, Majestas Sua Catholica assentitur, quod Subditis *Magnæ Britanniæ* liberum sit differre solutionem harum Impositionum, toto tempore, quo Proprietarii Merces suas velint relinquere depositas apud præfata Telonia, in Apothecis ad illud destinatis, & donec eas velint rursus extrahere, sive ad easdem ulterius in Regnum introducendas, sive ad eas ipso in Loco vendendas, vel ad Domos suas avehendas, quod illis licitum erit, modo dent Obligationis Chirographum, sub valida & sufficienti Cautione, solvendi Impositiones *Alcavalas* & *Cientos* dictas, pro prima Venditione, duobus Mensibus post Diem Subscriptionis sui Syngraphi, & tunc ipsis tradentur ea de re Apochæ; simul dictæ Merces notabuntur & plumbabuntur Tesseris, & Signis plumbeis propriis Mancipum Impositionum *Alcavalas* & *Cientos* dictarum, illis in Locis, ubi præfata Tributa primæ Venditionis hoc modo soluta fuerint, tunc quoque poterunt dicti Mercatores illas transferre, & vendere summatim, in quibusvis Portubus & Terris sub Dominatione Majestatis Suæ Catholicæ in *Europa* sitis; nec propter præfatas Impositiones, *Alcavalas* & *Cientos* dictas, ullum eis Impedimentum afferri poterit, nec ad aliam solutionem, ob causam dictæ primæ Venditionis, impellentur: Dummodo tamen illi, qui dictas Merces conducent, exhibeant Apochas, Plumbeas Tesseras, vel Signa Mancipum, aut Commissariorum, quibus incumbet Collectio horum Tributorum, vel Testimonium quo probetur eas nondum fuisse revenditas. Sed si e contra Mercator aliquis Merces suas minutim vendat, tenebitur secunda vice solvere dictas Impositiones *Alcavalas* & *Cientos* nominatas, sub Pœnis à Legibus præscriptis. Consequenter etiam vult Majestas Sua Catholica, quod si post Exhibitionem Apocharum prædictarum, Officiarius aliquis, Commissariusve colligendarum Impositionum *Alcavalas* & *Cientos* dictarum, iterum exigeret aliam solutionem præfatorum Onerum prædictis Mercibus impositorum, & supradicto modo signatis, Plumbeisque Tesseris munitis, vel sese opponeret earum Transitui, & Translationi, sive illis afferret vel minimum Impedimentum, condemnetur ad mulctam duorum mille Scutorum, *Escudos* vulgo dictorum, Regio Ærario adscribendorum. Administris Regiorum Teloniorum licitum non erit, ultra Summam quindecim *Reales de Vellon*, pro Expeditione Apocharum, vel Syngraphorum percipere, nisi aliud statuatur in novo Indice, de quo in posterum convenietur.

ANNO 1713.

VIII. Pacta est Sua Catholica Majestas, jussuram se, ut Tributum, vulgo *Millones* vocatum, quod colligitur de Piscibus, aliisque Mercimoniis ad Annonam rei penuariæ spectantibus, non exigatur posthac; in Portubus vel primis Teloniis ad Ingressum in *Hispaniam*, quamdiu Proprietarii ea in Apothecis ad hoc destinatis deposita relinquere voluerint, hac Conditione tamen, quod cum ea extraxerint, tam ad ulterius in Regnum introducenda, quam in ipso loco vendenda, vel ad sua Domicilia vehenda, Syngraphum suum tradant, sub valida & sufficienti Cautione, solvendi Impositiones, de *Millones* dictas, intra duos Menses a Die Subscriptionis suorum Syngraphorum, tuncque iisdem illa de re tradentur Apochæ, simul etiam dictæ Merces signatæ, vel Plumbeis Tesseris munitæ propriis Mancipum dictarum Impositionum de *Millones* illorum Locorum, in quibus dicta Tributa soluta fuerint, & tunc demum poterunt transvehi, & vendi in Locis, ubi illarum fiat Consumptio, sine ulteriori Onere Tributi de *Millones* solvendi. Ideoque vult Sua Majestas, quod si post Exhibitionem prædictarum Apocharum, aliquis Officiarius, aut Commissarius Mancipum Impositionis de *Millones*, dicta Tributa de *Millones* de iisdem Mercibus rursum exigat, vel sese earum Transitui, Transvectioni, aut Venditioni apponat, sive ipsis, vel minimum afferat Impedimentum, condemnetur ad mulctam bis mille Scutorum, *Escudos* dictorum, Regio Ærario adscribendorum.

Vigore itaque Præsentium, Nos suprascriptum Tractatum approbamus, & ratum habemus, ita tamen ut Tres Articuli, *videlicet*, Tertius, Quintus, & Octavus, sicut in hoc Ratihabitionis Instrumento sese habent, & ejusdem Tractatus pars esse intelligantur, & eandem vim & effectum sortiantur, ac si in ipso Tractatu inserti fuissent: Spondentes, & Verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula de quibus in hoc Tractatu conventum est, sancte religioseque præstituras & observaturas, neque passuras, quantum in Nobis est, ut a quopiam violentur. In quorum majus Robur & Testimonium, Præsentibus Manu Nostra Regia signatis, Magnum *Magnæ Britanniæ* Sigillum affigi jussimus. Dabantur in Arce Nostra *Windesoræ*, Septimo Die Mensis *Februarii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo Tertio / Quarto, Regnique Nostri Duodecimo.

ANNA R.

*Articulus Separatus, de Judice Conservatore constituendo in Insulis Canaricis. Datum 28. Novembris 9. Decembr. 1713. Cum* RATIHABITIONE *Anglica. Dat. Windesoræ die 7 Febr. 1713--1714.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 323.]

PER præsentem Articulum Separatum, qui ejusdem penitus roboris & vigoris erit, ac si Tractatui Commerciorum, hodie inter Regias Suas Majestates *Magnae Britanniae* & *Hispaniæ* concluso, de verbo ad verbum insertus esset, eumque in finem non minus quam dictus Tractatus ratihabendus erit, Consentit Regia Sua Majestas Catholica liberum fore, omni dehinc tempore, Subditis *Britannicis*, qui Commerciorum causa in Insulis *Canaricis* degent, unum aliquem ex Subditis *Hispanicis* nominare, qui Judicis ibidem Conservatoris Officio fungatur, atque de omnibus Causis ad Commercia *Britannorum* spectantibus in prima instantia cognoscat; promittitque Regia Sua Majestas, se ejusmodi Judici Conservatori taliter nominato, Commissiones esse concessuram, una cum eadem Authoritate & Privilegiis om-

ANNO 1713.

nibus, quibus Judices Conſervatores in *Andaluſia* gaviſi ſunt. Quin & ſi plures ejuſmodi Judices ibidem habere, aut conſtitutos quovis triennio mutare cupiant Subditi *Britannici*, id ipſis liberum erit, & concedetur. Conſentit quoque Rex Catholicus, quod Appellationes a dicti Judicis Conſervatoris Sententiis ad Conſilii Bellici *Madriti* Tribunal, nec alibi deferantur.

In quorum fidem, Nos infra ſcripti S. *Magnae Britanniae* Regina, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii, & Plenipotentiarii, Præſentes Tabulas manibus noſtris ſubſcriptas, Sigillis noſtris munivimus, *Trajecti ad Rhenum* die 28. Novembris / 9. Decembris Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio.

(L.S.) JOH. BRISTOL. (L.S.) OSSUNA.

(L.S.) MONTELEON.

*Ratihabitio Articuli ſeparati facta a Regina Magnæ Britanniæ.*

ANNA Dei Gratia, *Magnae Britanniae*, *Franciae* & *Hiberniae* Regina, Fidei Defenſor, &c. Omnibus & ſingulis ad quos Præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Reverendus admodum in Chriſto Pater, perquam Fidelis & Dilectus Conſiliarius Noſter, *Johannes* Epiſcopus *Briſtolienſis*, Legatus Noſter Extraordinarius & Plenipotentiarius, Decanus *Windeſorienſis*, & Nobiliſſimi Ordinis Noſtri Periſcelidis Regiſtrarius, ex parte Noſtra, cum Plenipotentiariis Regis Catholici Tractatum Commercii inter Coronas *Magnae Britanniae* & *Hiſpaniæ*, Die Vigeſimo octavo Novembris / Nono Decembris Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, *Ultrajecti ad Rhenum* concluſerit & ſignaverit, & eodem tempore inter dictos Plenipotentiarios, ſufficientibus Auctoritatibus ab utraque parte inſtructos, Articulus Separatus factus fuerit, prout ſequitur:

*Fiat inſertio.*

NOS viſo, perpenſoque hoc Articulo Separato, eundem approbavimus, ratum, gratum, acceptumque habuimus, ſicut ac per præſentes approbamus, ratum, gratum, acceptumque habemus, ſpondentes, & Verbo Regio promittentes, Nos omnia & ſingula in eodem Articulo contenta, ſancte & inviolabiliter ſervaturas, neque quicquam fieri paſſuras, quod illi contrarium ſit. In quorum majus Robur & Teſtimonium, huic Inſtrumento Manu Noſtra Regia Signato, Magnum Noſtrum *Magnae Britanniæ* Sigillum affigi juſſimus. Dabantur in Arce Noſtra *Vindeſoræ*, Septimo Die *Februarii*, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regnique Noſtri duodecimo.

ANNA R.

*Mandatum plenum Dominorum Legatorum, Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Reginæ Magnæ Britanniæ.*

ANNA, Dei gratia, *Magnae Britanniae*, *Franciae* & *Hiberniae* Regina, Fidei Defenſor, &c. Omnibus & ſingulis ad quos præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Bello huic tam diuturno, tamque exitioſo reſtinguendo operam dare inſtituerimus, inter curas publicæ Tranquillitatis redintegrandæ, quas geſſimus maximas, eo animum præprimis advertimus, ut arctiſſima illa Amicitiæ neceſſitudiniſque vincula, quæ à longiſſimo uſque tempore inter Coronas *Britannicam* & *Hiſpanicam*, interceſſere, ſummo cum utriuſque Nationis commodo, inter Nos & bonum Fratrem noſtrum *Philippum* Quintum *Hiſpaniarum* Regem Catholicum, novis & quam firmiſſimis nexibus in perpetuum conſtringerentur. Miniſtris itaque iiſdem, qui tam diu, tantoque cum ſucceſſu, Concordiæ operi maxime ſalutari inter Principes, Statuſque Chriſtianos promovendo conficiendoque *Ultrajecti* ad *Rhenum* ſeſe Nomine noſtro addixerint, etiam partes haſce demandare voluimus, ut tam Pacis & Amicitiæ, quam Navigationis & Commerciorum, inter Nos & dictum Regem Catholicum, Leges, Conditioneſque concluderent, ſignarentque. Sciatis igitur, quod Nos, Fide, Induſtria, & in Rebus magni momenti tractandis, uſu ac perſpicacia Reverendi admodum in Chriſto Patris, perquam fidelis, & dilecti Conſiliarii noſtri, *Johannis* Epiſcopi *Briſtolienſis*, Privati noſtri Sigilli Custodis, Decani *Windeſorienſis*, & Nobiliſſimi Ordinis noſtri Periſcelidis Regiſtrarii; Et perquam fidelis, & prædilecti Conſanguinei & Conſiliarii noſtri *Thomae* Comitis de *Strafford*, Vice-Comitis *Wentworth* de *Wentworth-Woodhouſe* & de *Staineborough*, Baronis de *Raby*, Exercituum noſtrorum Locum-Tenentis Generalis, Primarii Admiralitatis noſtræ Commiſſarii, Nobiliſſimi Ordinis noſtri Periſcelidis Equitis, & Legati noſtri Extraordinarii ac Plenipotentiarii ad Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales *Uniti Belgii*, plurimum confiſæ, Eoſdem nominavimus, fecimus, & conſtituimus, quemadmodum per præſentes nominamus, facimus, & conſtituimus, Noſtros veros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commiſſarios, Procuratores, & Plenipotentiarios, Dantes & concedentes iiſdem, conjunctim vel diviſim, omnem & omnimodam Poteſtatem, Facultatem, Authoritatemque nec non Mandatum Generale, pariter ac ſpeciale (ita tamen ut generale ſpeciali non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, quos prædictus Rex Catholicus, ſufficienti Authoritate inſtructos, ex ſua parte deputaverit, in Civitate *Ultrajectina* ad *Rhenum*, aut in alio quocunque loco, congrediendi, colloquendique, ac de Pacis atque Amicitiæ Conditionibus tutis, firmis, & honeſtis, inter Nos & dictum Regem Catholicum, tractandi, conveniendi, & concludendi; eaque omnia quæ ita conventa & concluſa fuerint, pro nobis, & noſtro Nomine ſignandi, ſuperque concluſis Inſtrumenta, quotquot & qualia neceſſaria fuerint, conficiendi, mutuoque tradendi, recipiendique, ac generaliter ea omnia præſtandi, perficiendique, quæ quovis modo neceſſaria ad Pacis atque Amicitiæ Conditiones, ut ſupra dictum eſt, ineundas, ſtabiliendaſque vel quomodolibet, opportuna eſſe judicaverint, tam amplis modo & forma, ac vi, effectuque pari, ac Nos Ipſæ, ſi intereſſemus, facere ac præſtare poſſemus; Spondentes, & in Verbo Regio promittentes, Nos omnia & ſingula, quæcunque à dictis noſtris Legatis Extraordinariis, Commiſſariis, Procuratoribus, & Plenipotentiariis, conjunctim vel diviſim, vi præſentium tranſigi, concludi, & ſignari contigerit, grata, rata, & accepta, iis prorſus modo & forma quibus conventa fuerint, habituras. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præſentibus Manu noſtra Regia ſignatis, Magnum noſtrum *Magnae Britanniæ* Sigillum apponi juſſimus. Dabantur in Palatio noſtro Divi *Jacobi* tertio die Menſis *Maji*, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regnique noſtri Duodecimo.

ANNA R.

*Plein-pouvoir des Ambaſſadeurs d'Eſpagne.*

DON Philippe, par la Grace de Dieu, Roi de Caſtille, Leon, Arragon, des deux Siciles, Jeruſalem, Navarre, Grenade, Tolede, Valence, Galice, Majorque, Seville, Sardaigne, Cordouë, Corſique, Murcie, Jaën & des Algarves, Algezire, Gibraltar, des Iſles Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, & des Iſles & Continent de l'Ocean; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, Brabant & Milan; Comte d'Apsbourg, Flandres, Tirol & Barcelone; Seigneur de Biſcaye, Molina &c. Comme nous avons ſouhaité & ſouhaitons de rétablir la paix & la tranquilité de nos Sujets, après les afflictions & les calamitez dont ils ont été agitez par une ſi longue & ſi ſanglante Guerre, & d'en prevenir les déplorables ſuites, afin qu'ils puiſſent jouïr du repos, de la ſplendeur & de la proſperité, qu'ils ſouhaitent ardemment, & que nous ſommes obligez de leur procurer: Et aiant conſideré que rien ne ſauroit contribuer davantage à leur aſſurer un ſi grand bien,

ANNO 1713. bien, que de faire & conclure un Traité de Commerce entre cette Couronne & celle de la Grande-Bretagne, à l'avantage mutuel des Sujets des deux Couronnes: Nous avons jugé à propos de nommer pour cet effet Don Francisco Marie de Paula, Tellez, Giron, Benavides, Carillo y Toledo, Ponce de Leon, Duc d'Ossune notre Cousin, Comte d'Ureña, Marquis de Peñafiel, Gentilhomme de notre Chambre, Grand Chambellan & Grand Echanson, Grand Notaire de nos Royaumes de Castille, Chevalier de l'Ordre de Callatrava, Grand Tresorier & Commandeur dudit Ordre & Chevalerie, & de *l'Usagre* dans l'Ordre de St. Jaques; Capitaine de la premiere Compagnie de nos Gardes du Corps Espagnols: Et Don Isidoro Casado de Rosales, Marquis de Monteleon notre Cousin, de notre Conseil des Indes; nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, étant bien assurez & persuadez, & aiant pleine confiance en leur fidelité, prudence & experience, aussi bien qu'en leur zele & affection pour notre service Royal, qualitez requises pour une Negociation de cette importance, pour traiter, conclure & finir, avec les Ministres Plenipotentiaires, nommez pour cet effet par la Reine de la Grande-Bretagne, le susdit Traité de Commerce, à l'avantage mutuel & commodité des Sujets des deux Couronnes; promettant, comme nous promettons par les présentes, pour nous & pour nos Successeurs, sur notre Foi & Parole Royale, d'executer & tenir à jamais ce qu'ils auront stipulé, conclu & arrêté avec lesdits Ministres Plenipotentiaires de la Reine de la Grande-Bretagne, pour établir ledit Traité de Commerce, & que nous l'observerons & le ferons observer exactement sans y contrevenir en aucune maniere, ni permettre qu'on y contrevienne directement ni indirectement. Et pour cet effet, & tout ce qui pourra y contribuer, nous donnons & accordons à nosdits Plenipotentiaires tout le pouvoir, autorité & faculté requise, & promettons d'approuver & de ratifier tout ce dont ils seront convenus mutuellement: Déclarant qu'en cas d'absence ou d'indisposition de l'un ou de l'autre, ledit Duc d'Ossune ou le Marquis de Monteleon, pourra proceder à la conclusion dudit Traité de Commerce. Nous promettons aussi sur notre Foi & Parole Royale de l'approuver, confirmer & ratifier, avec toutes les solemnitez & formes requises, de même que s'il eût été ajusté & conclu par l'un & l'autre. En foi de quoi nous avons fait expedier & expedions les présentes, signées de notre Main, & scellées de notre Sceau privé, & contresignées par notre soussigné Sécretaire d'Etat. Donné à Madrid le 20. Octobre 1713.

MOI LE ROI.

D. EMANUEL DE VADILLO ET VELASCO.

Nous certifions que le présent Ecrit est une copie tirée de mot à mot sur l'original du Plein-pouvoir dont Sa Majesté nous a honoré. A la Haye le 23. Fevrier 1714.

DUQUE DE OSSUNA.

EL MARQUES DE MONTELEONE.

*Declaratio Legatorum Hispanorum ad Legatos Magnæ Britanniæ facta, de Lingua Hispanica in tribus Articulis, loco tertii, quinti & octavi, substitutis adhibita, quod in exemplum nunquam erit ducendum. Datum Hagæ Comitum die* 12 - 23 *Februarii* 1713 - 1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 54.]

NOS infra scripti, Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Suæ Majestatis Catholicæ per Præsentes declaramus, quod licet in Ratihabitionis Tabulis, Tractatus Commerciorum inter dictam Suam Majestatem, & Reginam Magnæ Britanniæ, Ultrajecti nono die Mensis Decembris Anno 1713. initi, a nobis hodie exhibitis, Articuli tres, qui loco tertii, quinti, & octavi substituti, & inserti sunt, ut & Plenipotentiarum Tabulæ, quibus hac in parte muniti sumus, lingua Hispanica conceptæ sint, hoc tamen nunquam in exemplum ducendum, nec ullo unquam tempore impedimento fore, quo minus Tractatus Pacis & Commerciorum, inter Hispaniæ & Magnæ Britanniæ Coronas antiquo more lingua latina in posterum conficiantur. ANNO 1713.

In quorum Fidem præsentes manibus nostris subscriptas Sigillis quoque nostris muniri fecimus; Hagæ Comitum die $\frac{\text{vigesimo tertio}}{\text{duodecimo}}$ Mensis Februarii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo $\frac{\text{tertio}}{\text{quarto.}}$

(L. S.) EL DUQUE DE OSSUNA.

(L. S.) EL MARQUES DE MONTELEON.

## CLXX.

*Traité de Paix entre* CHARLES VI. *Empereur des Romains, Roi Catholique des Espagnes &c. & l'Empire, d'une part, &* LOUIS XIV. *Roi T. Chrétien de France & de Navarre, d'autre part. Par lequel le Vieux Brisac & Fribourg sont rendus à la Maison d'Autriche, de même que les Païs-bas appellés* Espagnois, *sauf les Traitez de l'Empereur avec les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES *& avec le Roi de* PRUSSE. *Le Fort de Kehl y est rendu à l'Empereur & à l'Empire & Landau à la France, divers Forts situés sur le Rhyn doivent estre demolis. Le Roi T. C. y reconnoit l'Erection du* NEUVIEME ELECTORAT *dans la Maison de* BRUNSWICH-HANOVER, *& l'Empereur y promet de restituer les Electeurs de* COLOGNE *& de* BAVIERE *en touts leurs Estats, Dignités, Prerogatives, & Biens; avec quelques Limitations à l'égard de la Ville de Bonn. Fait au Palais de Rastadt le* 6. *Mars* 1714. *Avec* TROIS ARTICLES *separés du même jour; Le premier concernant les Titres pris par l'Empereur dans le Traité; le second touchant la Langue Françoise dans laquelle il est couché, & le troisieme touchant le choix du lieu, où cette même Paix doit estre traitée plus solemnellement.* S'ensuivent *les* PLEINPOUVOIRS, *& les* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 342. Feuille volante imprimée à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1714. Autre feuille volante imprimée à la Haye chez Guillaume de Voys en 1714. in 4.] 1714. 6. Mars.

*AU nom de la très sainte & indivisible Trinité, soit notoire à tous, & à chacun à qui il apartient, ou qu'il pourra en quelque façon apartenir, que depuis plusieurs Années l'Europe ayant été agitée de longues & sanglantes Guerres, où les principaux Etats & Royaumes qui la composent, se sont trouvez envelopez, il a plû à Dieu, qui tient les Cœurs des Rois entre ses mains, de porter enfin les esprits des Souverains à une parfaite réconciliation, & de préparer les voyes à terminer la Guerre commencée premiérement entre le Séréniſſime, & très Puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur* Leopold élû Empereur des Romains, toûjours Auguſte, Roi de Germanie, de Hongrie, de Bohême, &c. *de glorieuſe memoire, & depuis ſon décès, entre le Séréniſſime, & très-Puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur* Joſeph ſon Fils, élû Empereur des Romains, toûjours Auguſte, Roi de Germanie, &c. *de glorieuſe memoire, & après ſa mort, entre le Sereniſſime,* & très-Puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur Charles VI. élu Empereur des Romains toûjours Auguſte, Roi de Germanie, de Caſtille, d'Ar-

ANNO 1714.

d'Arragon, de Leon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croacie, d'Eſclavonie, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Gallice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordouë, de Corſe, de Murcie, des Algarbes, d'Alger, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, des Indes, Iſles & Terre ferme de l'Ocean, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Limburg, de Luxemburg, de Gueldres, de Wirtemberg, de la Haute & baſſe Sileſie, de Calabre; Prince de Suabe, de Catalogne, d'Aſturie; Marquis du Saint Empire Romain, de Burgaw, de Moravie, de la haute & baſſe Luſace; Comte de Hapsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Frioul, de Kybourg, de Gorice, d'Artois, de Namur, de Rouſſillon, & de Cerdaigne; Seigneur de la Marche Eſclavone, de Port Mahon, & de Salins, de Biſcaye, de Molline, de Tripoli & de Malines, &c. *& le Saint Empire d'une part*; *& le Sereniſſime & très Puiſſant Prince & Seigneur*, le Seigneur LOUIS XIV. Roi Très-Chrêtien de France & de Navarre *de l'autre part: en ſorte que Sa Majeſté Impériale, & Sa Majeſté très-Chrêtienne ne ſouhaitant rien aujourd'hui plus ardemment, que de parvenir, par le rétabliſſement d'une Paix ferme & inebranlable, à faire ceſſer la déſolation de tant de Provinces, & l'effuſion de tant de Sang Chrêtien, Elles ont conſenti, que pour y parvenir plus promtement, il ſe tint des Conférences à Raſtadt, entre les deux Generaux Commandans en Chef leurs Armées, qu'Elles ont muni à cet effet de leurs Pleinpouvoirs, & établi leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour ce ſujet, Savoir de la part de l'Empereur, le très-haut Prince & Seigneur Eugéne de Savoye, &c. & de la part du Roi très Chrêtien, le très Haut, & très Excellent Seigneur Louis Hector Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, &c. Leſquels après avoir imploré l'aſſiſtance Divine, & s'être communiqué reciproquement les Pleinpouvoirs, dont les Copies ſont inſerées de mot à mot à la fin de ce Traité, ſont convenus pour la gloire du Saint Nom de Dieu, & le bien de la Republique Chrêtienne, des conditions reciproques de Paix & Amitié, dont la teneur s'enſuit.*

I. Il y aura une Paix Chrêtienne, univerſelle, & une Amitié perpetuelle, vraye & ſincere entre Sa Majeſté Imperiale, l'Empire, & Sa Majeſté Royale très Chrêtienne, & leurs Héritiers, Succeſſeurs, Royaumes & Provinces, en ſorte que l'une n'entreprenne aucune choſe, ſous quelque prétexte que ce ſoit, à la ruine, ou au prejudice de l'autre, & ne prête aucun Secours, ſous quelque nom que ce ſoit, à ceux, qui voudroient l'entreprendre, ou faire quelque dommage en quelque maniére que ce pût être. Que S. M. Imp. & l'Empire, & Sa Majeſté très Chrêtienne ne protegent ou aident, en quelque ſorte que ce ſoit, les Sujets rebelles ou deſobéïſſants à l'une ou à l'autre, mais au contraire, qu'Elles procurent ſerieuſement l'utilité, l'honneur, & l'avantage l'une de l'autre, nonobſtant toutes promeſſes, Traitez, ou Alliances contraires, faites ou à faire en quelque ſorte que ce ſoit.

II. Qu'il y ait de part & d'autre, un perpétuel Oubli & Amniſtie de tout ce qui a été fait depuis le commencement de cette Guerre, en quelque maniére, & en quelque lieu que les Hoſtilitez ſe ſoient éxercées; de ſorte que pour aucune de ces choſes, ni ſous quelque prétexte que ce ſoit, on ne faſſe doreſnavant l'un à l'autre, ni ne ſouffre faire aucun tort, directement ou indirectement, ni par voye de fait, ni au dedans, ni au dehors de l'étenduë de l'Empire & des Païs Héréditaires de Sa Majeſté Impériale & du Royaume de France, nonobſtant tous Pactes faits au contraire auparavant; mais que toutes les injures qu'on a reçûes de part & d'autre, en paroles, écrits, actions, hoſtilitez, dommages, & dépenſes, ſans aucun égard aux perſonnes & aux choſes, ſoient entiérement abolies, de maniére que tout ce que l'un pourroit demander & prétendre ſur l'autre à cet égard ſoit entiérement oublié.

III. Les Traitez de Weſtphalie, de Nimégue, & de Ryſwick, ſont conſidérez comme la Baſe & le fondement du préſent Traité, & en conſéquence, immédiatement après l'Echange des Ratifications, leſdits Traitez ſeront entierement executez à l'égard du Spirituel & du Temporel & ſeront obſervez inviolablement à l'avenir, ſi ce n'eſt entant qu'il y ſera expreſſément dérogé par le préſent Traité, en ſorte que tout ſera rétabli généralement dans l'Empire & ſes Apartenances, ainſi qu'il a été preſcrit par le ſuldit Traité de Ryſwick, tant par raport aux changemens qui ont été faits pendant cette Guerre, ou avant, qu'à l'égard de ce qui n'a pas été éxécuté, s'il ſe trouve effectivement que quelque Article ſoit demeuré ſans éxécution, ou que l'éxécution faite ait été changée depuis.

IV. Conformément au ſuſdit Traité de Ryſwick, Sa Majeſté très-Chrêtienne rendra à l'Empereur la Ville & Forteresſe du vieux Briſack entiérement & dans l'état où elle eſt à préſent, avec les Greniers, Arſenaux, Fortifications, Remparts, Murailles, Tours, & autres Edifices publics & particuliers, & toutes les Dépendances ſituées à la droite du Rhin, laiſſant au Roi très-Chrêtien celles qui ſont à la gauche, nommément le Fort apellé le Mortier, le tout aux Clauſes & Conditions portées par l'Article vingtiéme du Traité conclu à Ryſwick au mois d'Octobre 1697. entre le défunt Empereur Leopold & le Roi très Chrêtien.

V. Sa Majeſté très-Chrêtienne rend pareillement à Sa Majeſté Imperiale & à la Sereniſſime Maiſon d'Autriche, la Ville & Forteresſe de Fribourg, de même que le Fort de St. Pierre, le Fort appellé de l'Etoile & tous les autres Forts conſtruits ou reparez, là ou ailleurs, dans la Forêt noire, ou dans le reſte de Briſgaw, le tout en l'état, où il eſt préſentement, ſans rien démolir, ou déteriorer, avec les Villages de Lehem, Merzhauſen & Kirchzarten, & avec tous leurs Droits, Archives, Ecritures, & Documens écrits, leſquels y ont été trouvez, lors que Sa Majeſté très Chrêtienne s'en eſt miſe dernierement en poſſeſſion, ſoit, qu'ils ſoient encore ſur les lieux, ſoit qu'ils ayent été tranſportez ailleurs, ſauf & reſervé le Droit Dioceſain & autres Droits & revenus de l'Evêché de Conſtance.

VI. Le Fort de Kehl conſtruit par Sa Majeſté très Chrêtienne à la droite du Rhin, au bout du Pont de Strasbourg ſera pareillement rendu par Elle à l'Empereur & à l'Empire, en ſon entier ſans en rien démolir, & avec tous ſes Droits & Dépendances.

Quant au Fort de la Pile & autres conſtruits dans les Iſles du Rhin ſous Strasbourg, ils ſeront entiérement raſez aux dépens du Roi très-Chrêtien, ſans qu'ils puiſſent être rétablis ci-après par l'un ou par l'autre Party; Leſquelles ceſſions, démolitions des Places & Fortifications cy-deſſus énoncées ſeront faites dans les termes portez par les Articles ſuivants, c'eſt à dire, à compter du jour de l'échange des Ratifications du Traité de Paix ſolennel ou général entre S. M. I. l'Empire & S. M. T. C.; la Navigation & autres uſages du Fleuve demeurant libres & ouverts aux Sujets des deux Partis, & à tous ceux qui voudront y paſſer, naviger, ou tranſporter leurs Marchandiſes, ſans qu'il ſoit permis à l'un ou l'autre de rien entreprendre pour détourner ledit Fleuve, & en rendre en quelque ſorte le Cours & la Navigation ou autres uſages plus difficiles, moins encore d'exiger de nouveaux Droits, Impôts ou Péages, ou augmenter les anciens, d'obliger les bateaux d'aborder à une rive plûtôt qu'à l'autre, d'y expoſer leurs Charges, & Marchandiſes, ou d'y en recevoir, mais le tout ſera toûjours à la liberté de chaque Particulier.

VII. Leſdits Lieux, Châteaux & Forteresſes de Briſack, Fribourg & Kehl ſeront rendus à Sa Majeſté Impériale & à l'Empire avec toutes leurs Juriſdictions, apartenances & dépendances, comme auſſi avec leurs Artilleries & Munitions, qui ſe ſont trouvées dans leſdites Places, lorſque Sa Majeſté très-Chrêtienne les a occupées pendant cette Guerre, ſuivant les Inventaires, qui en ont été faits, & ſeront delivrés ſans aucune reſerve, ni exception, & ſans en rien retenir, de bonne foi & ſans aucun retardement, empêchement ou pretexte, à ceux qui après l'échange des Ratifications du préſent Traité & celui des Ratifications du Traité de Paix ſolemnel ou général entre Sa Majeſté Impériale, l'Empire, & Sa Majeſté trés-Chrêtienne, ſeront établis & députés ſpecialement pour cet effet par Sa Majeſté Impériale ſeule, ou ſelon la différence des lieux par Elle & par l'Empire, & en auront fait aparoir leurs Pleinpouvoirs aux Intendants, Gouverneurs, ou Officiers François des lieux, qui doivent être rendus; en ſorte que leſdites Villes, Citadelles, Forts & Lieux, avec tous leurs Priviléges, utilités, revenus, & émo-

lu-

ANNO 1714.

lumens & autres choſes quelconques y compriſes retournent ſous la juriſdiction, poſſeſſion actuelle & abſoluë, puiſſance & Souveraineté de Sa Majeſté Impériale, de l'Empire & de la Maiſon d'Autriche, ainſi qu'ils leur ont apartenu autrefois, & ont été poſſedés depuis par Sa Majeſté très Chrêtienne, ſans que Sadite Majeſté très-Chrêtienne retienne ou ſe reſerve aucun Droit ou pretenſion ſur les Lieux ſuſdits & ſur leurs Juriſdictions.

Il ne ſera rien éxigé non plus, pour les fraix & dépenſes employées aux fortifications & autres édifices publics ou particuliers. La pleine & entiére reſtitution ne pourra être differée, pour quelque cauſe que ce ſoit, dans les termes qui ſeront preſcrits ci après, en ſorte que les Garniſons Françoiſes en ſortent entiérement, ſans moleſter, ni vexer les Citoyens & habitans, leur cauſer quelque perte ou quelques peines, non plus qu'aux autres Sujets de Sa Majeſté Impériale ou de l'Empire, ſous pretexte de dettes, ou de pretenſions, de quelque nature qu'elles puiſſent être.

Il ne ſera pas permis non plus, aux Troupes Françoiſes de demeurer plus long tems au delà des termes, qui ſeront ſtipulés ci-après, dans les Lieux, qui doivent être rendus, ou autres quelconques, qui n'apartiendront pas à Sa Majeſté très Chrêtienne, d'y établir des quartiers d'Hyver, ou quelque Séjour, mais ſeront obligées de ſe retirer inceſſamment ſur les Terres apartenant à Sadite Majeſté.

VIII. Sa Majeſté très-Chrêtienne promet pareillement de faire raſer à ſes dépens, les Fortifications conſtruites vis à vis Huningue ſur la droite & dans l'Iſle du Rhin, de même que le Pont conſtruit en cet endroit ſur le Rhin, en rendant les fonds & édifices à la famille de Baden. Comme auſſi le Fort de Sellingue, les Forts qui ſe trouvent dans les Iſles entre leſdits Forts de Sellingue & le Fort Louïs; & quant au Terrain du Fort démoli, il ſera rendu avec les maiſons à la famille de Baden : de détruire la partie du Pont, qui conduit dudit Fort de Sellingue au Fort Louïs, & le Fort bâti à la droite du Rhin vis à vis ledit Fort Louïs, ſans qu'ils puiſſent deſormais être rétablis par aucun des Partis; bien entendu que le Fort Louïs & l'Iſle demeureront au pouvoir du Roi très Chrêtien. Généralement, Sadite Majeſté très-Chrêtienne promet de faire raſer à ſes dépens tous les Forts, retranchemens, Lignes & Ponts ſpecifiés dans le Traité de Ryſwick, & que Sa Majeſté aura fait conſtruire depuis ladite Paix de Ryſwick, ſoit le long du Rhin, dans le Rhin, ou ailleurs dans l'Empire & ſes apartenances, ſans qu'il ſoit permis de les rétablir.

IX. Le Roi très-Chrêtien s'engage & promet pareillement, de faire évacuer le Château de Bitſch avec toutes ſes apartenances, comme auſſi le Château de Hombourg en faiſant auparavant raſer les Fortifications pour n'être plus rétablies, en ſorte néanmoins, que leſdits Châteaux & les Villes, qui y ſont jointes, n'en reçoivent aucun dommage, mais demeurent totalement en leur entier.

X. Trente jours après que les Ratifications du Traité de Paix général ou ſolemnel, à faire entre Sa Majeſté Impériale, l'Empire & Sa Majeſté très-Chrêtienne, auront été échangées, & même plûtôt, ſi faire ſe peut, les Places, & Lieux fortifiés tant ci-deſſus nommés, que généralement tous ceux qui doivent être rendus ſuivant le préſent Traité relatif à celui de Ryſwick, dont les Articles ſeront tenus pour compris dans ce Traité, & éxecutés ponctuellement de même que s'ils ſe trouvoient ici inſerés de mot à mot, ſeront remis entre les mains de ceux, qui ſeront authoriſés pour cet effet par l'Empereur & l'Empire, ou par les autres Princes particuliers, qui devront les poſſeder en vertu du Traité de Ryſwick, ſans qu'il ſoit permis de rien démolir des Fortifications ni des édifices publics ou particuliers, & ſans rien déteriorer de l'état, où ils ſe trouvent préſentement, ni rien éxiger pour les dépenſes faites dans leſdits Lieux, ou à leur occaſion. Seront auſſi renduës en même tems, toutes les Archives & Documens apartenans, ſoit à Sa Majeſté Impériale ou aux Etats de l'Empire, ſoit aux Places & Lieux, que Sa Majeſté très-Chrêtienne s'engage de remettre.

XI. Comme l'intention du Roi très-Chrêtien eſt d'accomplir, le plus promptement qu'il ſera poſſible, les conditions du préſent Traité, Sa Majeſté promet, que les Places & Lieux, qu'Elle s'engage à faire démolir à ſes dépens, le ſeront; ſavoir les plus conſidérables, dans le terme de deux Mois au plus tard, après l'échange des Ratifications du Traité Général ou ſolemnel à faire entre Sa Majeſté Impériale, l'Empire, & Sa Majeſté très Chrêtienne, & les moins conſidérables dans l'eſpace d'un Mois à compter auſſi de l'échange des Ratifications. ANNO 1714.

XII. Et comme Sadite Majeſté très Chrêtienne veut véritablement & de bonne foi rétablir une ſincére Union avec l'Empereur & l'Empire, Elle promet & s'engage, lors qu'Elle traitera avec les Electeurs, Princes & Etats au Congrés géneral avec l'Empereur & l'Empire, de leur rendre, auſſi bien qu'aux Sujets, Clients & Vaſſaux dudit Empire, tant Eccléſiaſtiques que Seculiers, & géneralement à tous ceux qui ſont nommez & compris dans la Paix de Ryſwick, quoi qu'ils ne ſoient pas ici nommément exprimez, les Etats, Places, Biens, dont Elle ſe ſeroit miſe en poſſeſſion pendant le cours & à l'occaſion de la préſente Guerre, ſoit par la voye des Armes, par confiſcation, ou de telle autre maniere que ce puiſſe être, comme auſſi d'éxecuter pleinement & ponctuellement toutes les clauſes & conditions du Traité de Ryſwick, auxquelles il n'aura pas été expreſſément derogé par le préſent Traité, s'il y en a quelqu'une qui n'ait pas été executée depuis la concluſion de la Paix de Ryſwick.

XIII. Reciproquement, Sa Majeſté Imperiale voulant témoigner le deſir qu'Elle a de contribuer à la ſatisfaction de Sa Majeſté très Chrêtienne, & d'entretenir deſormais avec Elle une amitié ſincere & une intelligence parfaite, & en vertu de la Paix de Ryſwick rétablie par ce préſent Traité, conſent que la Ville de Landau avec ſes dépendances, conſiſtant dans les Villages de Nuſdorff, Danheim & Queicheim avec leurs Bans, ainſi que le Roi très-Chrêtien en jouïſſoit avant la Guerre, demeure fortifié à Sa Majeſté très-Chrêtienne; Sa Majeſté Impériale ſe faiſant fort d'en obtenir le conſentement & l'aprobation de l'Empire, quand il ſera queſtion de dreſſer & de conclurre le Traité de Paix ſolemnel ou géneral entre Sa Majeſté Impériale, l'Empire, & Sa Majeſté très-Chrêtienne.

XIV. La Maiſon de Brunſwick-Hanovre ayant été élevée par l'Empereur, du conſentement de l'Empire, à la Dignité Electorale, Sa Majeſté très-Chrêtienue reconnoîtra, en vertu de ce Traité, cette Dignité Electorale da us ladite Maiſon.

XV. Pour ce qui eſt de la Maiſon de Baviére, Sa Majeſté Imperiale & l'Empire conſentent, par les motifs de la tranquilité publique, qu'en vertu du préſent Traité, général & ſolemnel à faire avec l'Empereur & l'Empire, le Seigneur Joſeph-Clément, Archevêque de Cologne, & le Seigneur Maximilien-Emanuel de Baviére, ſoient rétablis généralement & entiérement dans tous leurs Etats, Rangs, Prérogatives, Régaux, Biens, Dignitez Electorales, & autres, & dans tous les Droits, en la maniére qu'ils en ont joui, ou pû jouïr avant cette Guerre, & qui apartenoient à l'Archevêché de Cologne, & autres Egliſes nommées ci-après, ou à la Maiſon de Baviére, médiatement ou immédiatement.

Ils pourront envoyer, avec des Pleinpouvoirs & ſans caractere, au Congrès du Traité General ou Solemnel à faire entre Sa Majeſté Imperiale, l'Empire, & Sa Majeſté très-Chrêtienne, pour y négocier, & veiller à leurs Interêts, ſans aucun obſtacle, auſſi-tôt que les Conferences commenceront. Pour cet effet, leur ſeront auſſi rendus de bonne foy, tous les meubles, pierreries, bijoux & autres effets de quelque nature, qu'ils puiſſent être, comme auſſi toutes les munitions, & Artilleries ſpecifiées dans les Inventaires authentiques, que l'on produira de part & d'autre, c'eſt à dire toutes celles, qui peuvent avoir été ôtées par l'ordre de l'Empereur, & de ſes Prédeceſſeurs de glorieuſe memoire, depuis l'occupation de la Baviere, de leurs Palais, Châteaux, Villes, Forteresſes & Lieux quelconques, qui leur ont appartenu, & qui leur appartiendront, à l'exception de l'Artillerie, qui appartenoit aux Villes & Etats voiſins, qui leur a été reſtituée; & pareillement toutes les Archives & papiers ſeront reſtitués.

Et ſera le Seigneur Archevêque de Cologne rétabli en ſon Archevêché de Cologne, ſes Evéchés de Hildesheim, de Ratisbonne, de Liége, & de la Prepoſiture de Berchtolsgaden, ſans qu'aucune raiſon

ANNO 1714.

des procès ou pretenſions puiſſent en façon quelconque alterer la reſtitution totale. Sauf pourtant les Droits de ceux, qui pourroient en avoir, leſquels, il leur ſera permis, après que les deux Electeurs y auront été actuellement rétablis, de pourſuivre, comme avant la préſente Guerre, par les voyes de Juſtice établies dans l'Empire. Sauf auſſi les privileges des Chapitres & Etats de l'Archevêché de Cologne, & des autres Egliſes établis précedemment ſuivant leurs Unions, Traités, & Conſtitutions.

Et quant à la Ville de Bonn, en tems de Paix il n'y aura point de garniſon du tout, mais la garde en ſera confiée aux Bourgeois de la Ville; Et quant à celle du Corps, & du Palais, elle ſera reſtrainte dans les ſimples Compagnies de ſes Gardes, dont il conviendra avec Sa Majeſté Imperiale & l'Empire; bien entendu pourtant, que dans un tems de Guerre, ou apparence de Guerre, Sa Majeſté Imperiale & l'Empire, puiſſent y mettre autant de Troupes, que la raiſon de guerre le demandera, conformément aux Loix & Conſtitutions de l'Empire: bien entendu auſſi, que moyenant cette reſtitution totale, leſdits deux Seigneurs de la Maiſon de Bavière renonceront pour tousjours, & ſeront cenſés déchûs dès à préſént de toutes prétenſions, ſatisfactions ou dedomagemens quelconques, qu'ils voudroient prétendre contre l'Empereur, l'Empire & la Maiſon d'Autriche, pour raiſon de la preſente Guerre, ſans pourtant, que cette renonciation déroge en aucune maniére aux anciens Droits & prétenſions, qu'ils pourroient avoir eues avant cette Guerre, leſquelles, il leur ſera permis de pourſuivre, comme cy devant, par les voyes de Juſtice établies dans l'Empire; de ſorte pourtant, que cette reſtitution totale ne leur donne aucun nouveau Droit contre qui que ce ſoit: Renonceront auſſi & ſont pareillement cenſés déchûs dès à préſent de toutes Prétenſions, Satisfactions, ou dédommagemens quelconques, tous ceux, qui voudront former des prétenſions pour raiſon de la préſente Guerre contre la Maiſon de Baviere, & les ſuſdits Archevêchés, Evêchés & Prévoſtés.

En vertu de cette reſtitution totale, les ſuſdits Seigneurs Joſeph Clement Archévêque de Cologne, & Maximilien de Baviere rendront obeïſſance, & garderont fidelité à Sa Majeſté Imperiale, de même que les autres Electeurs & Princes de l'Empire, & ſeront tenus à demander & à prendre deüement de Sa Majeſté Imperiale le renouvellement de l'Inveſtiture de leurs Electorats, Principautez, Fiefs, Titres & Droits, dans la maniere & tems preſcrits par les Loix de l'Empire, & ſera tout ce qui eſt arrivé de part & d'autre, pendant cette Guerre, mis à perpetuité dans un entier oubli.

XVI. Les Miniſtres, Officiers, tant Eccleſiaſtiques que militaires, politiques & civils, de quelque condition, qu'ils ſoient, qui auront ſervi en l'un, ou en l'autre Parti, même ceux qui peuvent être Sujets & Vaſſaux de Sa Majeſté Imperiale, de l'Empire & de la Maiſon d'Autriche, auſſi bien que tous les Domeſtiques quelconques de la Maiſon de Baviere, & du Seigneur Archevêque de Cologne, ſeront pareillement rétablis dans la poſſeſſion de tous leurs biens, charges, honneurs & dignités, comme avant la Guerre, & jouïront d'une amniſtie générale de tout ce qui a précedé, moyennant & à condition, que cette même Amniſtie ſoit entierement reciproque envers ceux de leurs Sujets, Vaſſaux, Miniſtres, ou Domeſtiques, qui auront ſuivi pendant cette Guerre le parti de Sa Majeſté Imperiale & de l'Empire, leſquels ne pourront pour ce ſujet être moleſtés ou inquietés en maniere quelconque.

XVII. Quant au tems, auquel la reſtitution totale, ſpecifiée dans les deux Articles précedents, doit ſe faire, il ſera limité dans le Traité général ou ſolemnel, à faire entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Chrêtien, trente jours après l'échange des Ratifications dudit Traité, ainſi qu'il a été convenu dans l'Article dixiéme pour l'évacuation des Places & Lieux, que Sa Majeſté Très-Chrêtienne promet de rendre à Sa Majeſté Imperiale, & à l'Empire, de maniere que l'un & l'autre, comme auſſi la reſtitution à l'Empereur, des Etats & Païs, que la Maiſon de Baviere poſſede préſentement aux Païs-Bas, ſe feront en même tems.

XVIII. Si la Maiſon de Baviere, après ſon rétabliſſement total, trouve qu'il lui convienne de faire quelques changemens de ſes Etats contre d'autres, Sa Majeſté Très-Chrêtienne ne s'y oppoſera pas.

ANNO 1714.

XIX. Sa Majeſté Très-Chrêtienne ayant remis & fait remettre aux Etats Généraux des Provinces Unies, en faveur de la Maiſon d'Autriche, tout ce que Sadite Majeſté ou ſes Alliez poſſedoient encore des Païs-Bas, communément appellés Eſpagnols, tels que le feu Roy d'Eſpagne Charles II. les a poſſedés ou dû poſſeder, conformément au Traité de Ryſwick, Sa Majeſté Très-Chrêtienne conſent, que l'Empereur entre en poſſeſſion deſdits Païs-Bas Eſpagnols, pour en joüir, lui, ſes Héritiers & Succeſſeurs, deſormais & à toujours, pleinement & paiſiblement ſelon l'ordre de Succeſſion établi dans la Maiſon d'Autriche; Sauf les Conventions, que l'Empereur fera avec leſdits Etats Généraux des Provinces-Unies, touchant leur Barriere & la reddition des ſuſdites Places & Lieux; bien entendu, que le Roy de Pruſſe retiendra du haut Quartier de Gueldres tout ce qu'il y poſſede & occupe actuellement, ſavoir, la Ville de Gueldres, la Prefecture, le Bailliage & le bas Bailliage de Gueldres, avec tout ce qui y appartient & en dépend, comme auſſi ſpécialement les Villes, Bailliages, & Seigneuries de Sthralen, Wachtendonck, Midelaar, Walbeck, Aertſen, Afferden & de Weel, de même que Racy & Klein Kevelaar, avec toutes leurs appartenances & dépendances. Deplus, il ſera remis au dit Roy de Pruſſe, l'Ammanie de Krickenbeck avec tout ce qui y appartient & en dépend, & le Pais de Keſſel pareillement avec toutes ſes appartenances & dépendances, & généralement tout ce que contient ladite Ammanie & ledit Diſtrict, ſans en rien excepter, ſi ce n'eſt Erckelens avec ſes appartenances & dépendances, pour le tout appartenir audit Roy, & aux Princes ou Princeſſes ſes Héritiers ou Succeſſeurs, avec tous les Droits, prérogatives, revenus, & avantages de quelque nom, qu'ils puiſſent être appellés, en la même maniere, que la Maiſon d'Autriche, & particulierement le feu Roy d'Eſpagne les a poſſedés, toutefois avec les charges & Hypotheques, la conſervation de la Religion Catholique Romaine, & des privileges des Etats.

XX. Et comme outre les Provinces, Villes, Places & Fortereſſes, qui étoient poſſedées par le feu Roi d'Eſpagne Charles II. au jour de ſon decès, le Roy Très-Chrêtien a cedé, tant pour Sa Majeſté Très-Chrêtienne même, que pour les Princes ſes Hoirs & Succeſſeurs, nés & à naitre, aux Etats Généraux, en faveur de la Maiſon d'Autriche, tout le Droit qu'Elle a eu, ou pourroit avoir ſur la Ville de Menin, avec toutes ſes Fortifications & ſa Verge; ſur la Ville & Citadelle de Tournay avec tout le Tournéſis, ſans ſe rien reſerver de ſon Droit là deſſus, ni ſur aucune de leurs dépendances, appartenances, annexes, Territoires, & enclavemens, & Sa Majeſté conſent, que les Etats Généraux des Provinces-Unies rendent leſdites Villes, Places, Territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens à l'Empereur, auſſi-tôt qu'ils en ſeront convenus avec Sa Majeſté Imperiale, pour en joüir Elle, ſes Héritiers & Succeſſeurs, pleinement, paiſiblement & à toûjours, auſſi bien que des Païs-Bas Eſpagnols, qui appartenoient au feu Roy d'Eſpagne Charles II. au jour de ſon decès; bien entendu toutefois, que ladite remiſe des Païs-Bas Eſpagnols, Villes, Places, & Fortereſſes cedées par le Roy très Chrêrien, ne pourra être faite par leſdits Etats Généraux, qu'après l'échange des Ratifications des Traités de Paix entre Sa Majeſté Imperiale, l'Empire, & Sa Majeſté très-Chrêtienne; bien entendu auſſi, que Saint Amand avec ſes dépendances, & Mortagne ſans dépendances, demeureront à Sadite Majeſté Très-Chrêtienne, à condition neantmoins, qu'il ne ſera pas permis de faire à Mortagne aucune Fortification ni Ecluſe, de quelque nature qu'elles puiſſent être.

XXI. Pareillement, le Roy très-Chrêtien confirme en faveur de l'Empereur & de la Maiſon d'Autriche, la ceſſion, que Sa Majeſté a déja faite en faveur de ladite Maiſon, aux Etats Généraux des Provinces-Unies, tant pour Elle même, que pour les Princes ſes Héritiers & Succeſſeurs, nés & à naître, de tous ſes Droits ſur Furnes, & Furnambacht, y compris les huit Paroiſſes & le Fort de la Knocque; ſur les Villes de Loo & Dixmude avec leurs dépendances; ſur la Ville d'Ypres avec ſa Chatelenie, Ruſſelaer y compris, avec les autres dépendances,

ANNO 1714.

ces, qui ſeront deſormais Popperinge, Varneton, Commines, Warwick, ces trois dernieres Places, pour autant qu'elles ſont ſituées du côté de la Lys vers Ypres, & ce qui dépend des Lieux cy-deſſus exprimés; deſquels Droits ainſi cedés à l'Empereur, ſes Héritiers & Succeſſeurs, Sa Majeſté Très-Chrêtienne ne ſe reſerve aucun ſur leſdites Villes, Places, Forts & Pays, ni ſur aucune de leurs appartenances, dépendances, annexes, ou enclavemens, conſentant, que les Etats Généraux puiſſent les remettre à la Maiſon d'Autriche, pour en jouïr irrevocablement, & à toûjours, auſſi-tôt, qu'ils ſeront convenus avec Elle ſur leur Barriere, & que les Ratifications des Traités de Paix entre l'Empereur, l'Empire & Sa Majeſté Très-Chrêtienne auront été échangées.

XXII. La Navigation de la Lys, depuis l'embouchcure de la Deule en remontant, ſera libre, & il ne s'y établira aucun péage, ni impoſition.

XXIII. Il y aura de part & d'autre, un oubli & une amniſtie perpetuelle & reciproque, de tous les torts, injures & offenſes, qui auront été commiſes de fait & de parole, ou en quelque maniere que ce ſoit, pendant le cours de la préſente Guerre par les Sujets des Païs-Bas Eſpagnols, & des Places & Païs cedés, ou reſtitués, ſans qu'ils puiſſent être expoſés à quelque recherche que ce ſoit.

XXIV. Par le moyen de cette Paix, les Sujets de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & ceux deſdits Païs-Bas Eſpagnols, & des Places cedées par Sadite Majeſté Très-Chrêtienne, pourront, en gardant les Loix, Coutumes & uſages du Païs aller, venir, demeurer, trafiquer, retourner, traiter & négocier enſemble, comme bons Marchands, même vendre, changer, aliener, ou autrement diſpoſer des biens, effets, meubles, & immeubles, qu'ils ont ou auront, ſitués reſpectivement de part & d'autre, & châcun les y pourra acheter, Sujets, ou non Sujets, ſans que pour cette vente, ou achat ils ayent beſoin de part ni d'autre, de permiſſion autre, que le préſent Traité.

Il ſera auſſi permis aux Sujets des Places & Païs reciproquement cedés ou reſtitués, comme auſſi à tous les Sujets deſdits Païs-Bas Eſpagnols, de ſortir deſdites Places & Païs-Bas Eſpagnols pour aller demeurer où bon leur ſemblera dans l'eſpace d'un an, avec la faculté de vendre à qui il leur plaira, ou de diſpoſer autrement de leurs effets, biens, meubles & immeubles, avant & après leur ſortie, ſans qu'ils puiſſent en être empêchés directement ou indirectement.

XXV. Les mêmes Sujets de part & d'autre, Eccleſiaſtiques & Seculiers, Corps, Communautés, Univerſités & Colleges ſeront retablis tant en la jouïſſance des honneurs, dignités, benefices, dont ils étoient pourveus avant la guerre, qu'en celle de tous, & chacuns leurs Droits, biens, meubles & immeubles, rentes ſaiſies, ou occupées à l'occaſion de la préſente Guerre, enſemble leurs Droits, actions, & ſucceſſions à eux ſurvenües, même depuis la Guerre commencée, ſans toutefois rien demander des fruits & revenus perçus, & échus pendant le cours de la préſente Guerre, juſques au jour de la publication du préſent Traité; leſquels rétabliſſements ſe feront réciproquement, nonobſtant toute donation, conceſſion, déclaration, confiſcation, Sentence donnée par contumace, les Parties non ouyës, qui ſeront nuls & de nul effet, avec une liberté entiere auxdites Parties de revenir dans les Païs, d'où elles ſe ſont retirées pour & à cauſe de la Guerre, pour jouïr de leurs biens & rentes, en perſonne ou par procureurs, conformément aux Loix & Coutumes des Païs & Etats: dans leſquels rétabliſſemens ſont auſſi compris ceux, qui la derniere Guerre, ou à ſon occaſion auront ſuivi le Parti des deux Puiſſances contractantes: neanmoins les Arrêts & Jugemens rendus dans les Parlemens, Conſeils & autres Cours ſuperieures, ou inferieures, & auxquelles il n'aura pas été expreſſément dérogé par le préſent Traité auront lieu, & ſortiront leur plein & entier effet, & ceux qui en vertu deſdits Arrêts & Jugemens ſe trouveront en poſſeſſion des Terres & Seigneuries & autres biens, y ſeront maintenus, ſans préjudice toutefois aux Parties, qui ſe croiront leſées, par leſdits Jugemens & Arrêts, de ſe pourvoir par les voyes ordinaires, & devant les Juges compétens.

XXVI. Et à l'égard des rentes affectées ſur la Généralité de quelques Provinces des Païs-Bas, dont une partie ſe trouvera poſſedée par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, Sa Majeſté Imperiale ou autres, il a été convenu & accordé, que châcun payera ſa quote part, & ſeront nommés des Commiſſaires pour regler la portion, qui ſe payera de part & d'autre.

XXVII. Comme dans les Païs, Villes, & Places des Païs-Bas Catholiques, que le Roi Très-Chrêtien céde à l'Empereur, pluſieurs Benefices ont été conferés par Sa Majeſté Très-Chrêtienne à des perſonnes capables, leſdits Benefices ainſi accordés ſeront laiſſés à ceux, qui les poſſedent préſentement; & tout ce qui concerne la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, y ſera maintenu dans l'état, où les choſes étoient avant la Guerre, tant à l'égard des Magiſtrats, qui ne pourront être que Catholiques Romains, comme par le paſſé, qu'à l'égard des Evêques, Chapitres, Monaſteres, des Biens de l'Ordre de Malthe & généralement de tout le Clergé, leſquels ſeront tous maintenus & reſtitués dans toutes leurs Egliſes, Libertez, Franchiſes, Immunitez, Droits, Prérogatives & Honneurs, ainſi qu'ils l'ont été ſous les précedents Souverains Catholiques Romains: Tous & châcun dudit Clergé pourvûs de quelques biens Eccleſiaſtiques, Commanderies, Canonicats, Perſonnats, Prevôtés, & autres Benefices quelconques, y demeureront ſans en pouvoir être dépoſſedés, jouïront des biens & revenus en provenans, & les pourront adminiſtrer & percevoir comme auparavant; comme auſſi les Penſionaires jouïront comme par le paſſé de leurs penſions aſſignées ſur les Benefices, ſoit qu'elles ſoient créées en Cour de Rome, ou par des Brevets expediés avant le commencement de la préſente Guerre, ſans qu'ils en puiſſent être fruſtrés pour quelque cauſe & pretexte que ce ſoit.

XXVIII. Les Communautés & Habitans de toutes les Places, Villes & Païs, que Sa Majeſté Très-Chrêtienne céde dans les Païs-Bas Catholiques par le préſent Traité, ſeront conſervés & maintenus dans la libre jouïſſance de tous leurs Priviléges, Prérogatives, Coutumes, Exemptions, Droits, Octroys communs, & particuliers, Charges & Offices héreditaires, avec les mêmes Honneurs, gages, emolumens, & exemtions, ainſi qu'ils en ont joui ſous la domination de Sa Majeſté Trés-Chrêtienne; ce qui doit s'entendre uniquement des Communautés & Habitans des Places, Villes & Païs que Sa Majeſté a poſſedés immediatement après la concluſion du Traité de Ryſwick, & non des Places, Villes & Païs, que poſſedoit le feu Roy d'Eſpagne Charles II. au tems de ſon decès, dont les Communautez & Habitans ſeront conſervés dans la jouïſſance des Privileges, Prérogatives, Coutumes, Exemtions, Droits, Octroys, communs & particuliers, Charges, & Offices hereditaires, ainſi qu'ils les poſſedoient lors de la mort dudit feu Roy d'Eſpagne.

XXIX. Pareillement, les Benefices Eccleſiaſtiques mediats ou immediats, qui auront été durant la préſente Guerre conferés par l'un des Partis dans les Terres ou Lieux, qui lui étoient alors ſujets, à des perſonnes capables, ſelon la regle de leur premiere Inſtitution & Statuts legitimes, généraux ou particuliers, faits ſur ce ſujet, ou par quelques autres diſpoſitions Canoniques faites par le Pape, leſdits Benefices Eccleſiaſtiques ſeront laiſſés aux préſens Poſſeſſeurs, en ſorte qu'aucun ne les puiſſe, ou doive deſormais troubler ou empêcher dans la poſſeſſion & legitime adminiſtration d'iceux, ni dans la perception des fruits, ni eux mêmes être à leur occaſion, ou quelque autre raiſon, paſſée ou préſente, appellés ou cités en Juſtice, ou en quelque autre ſorte inquietés ou moleſtés à ce ſujet; à condition neanmoins, qu'ils s'acquittent de ce à quoy ils ſont tenus en vertu deſdits Benefices.

XXX. Sa Majeſté Imperiale, & Sa Majeſté Trés-Chrêtienne ne pourront, pour aucun ſujet, interrompre deſormais la Paix, qui eſt établie par le preſent Traité, reprendre les Armes, & commencer, ſous quelque pretexte que ce ſoit, aucun acte d'hoſtilité l'un contre l'autre, mais au contraire Elles travailleront ſincerement & de bonne foi, & comme Amis veritables, à affermir de plus en plus cette amitié mutuelle & bonne intelligence, ſi neceſſaire pour le bien de la Chrêtienté. Et d'au-

ANNO 1714. d'autant que le Roy Très-Chrêtien, ſincerement reconcilié avec Sa Majeſté Imperiale, ne veut deſormais lui cauſer aucun trouble ni prejudice, Sa Majeſté Très-Chrêtienne promet & s'engage de laiſſer jouïr Sa Majeſté Imperiale, tranquillement & paiſiblement, de tous les Etats & Lieux, qu'Elle poſſede actuellement, & qui ont été ci-devant poſſedés par les Roys de la Maiſon d'Autriche en Italie, ſavoir du Royaume de Naples, ainſi que Sa Majeſté Imperiale le poſſede actuellement, du Duché de Milan, ainſi que Sa Majeſté Imperiale le poſſede auſſi actuellement, de l'Iſle & Royaume de Sardaigne, comme auſſi des Ports & Places ſur les côtes de Toſcane, que Sadite Majeſté Imperiale poſſede actuellement, & qui ont été poſſedées ci-devant par les Rois d'Eſpagne de la Maiſon d'Autriche, enſemble de tous les Droits attachés aux ſuſdits Etats d'Italie, que Sadite Majeſté Imperiale poſſede, ainſi que les Rois d'Eſpagne les ont exercés depuis Philippe I. juſques au Roy dernier décedé, Sadite Majeſté Très-Chrêtienne donnant ſa parole Royale de ne jamais troubler ni inquieter l'Empereur & la Maiſon d'Autriche dans cette poſſeſſion, directement ni indirectement, ſous quelque pretexte ou par quelque voye que ce puiſſe être, ni de s'oppoſer à la poſſeſſion, que Sa Majeſté Imperiale & la Maiſon d'Autriche, a ou pourra avoir à l'avenir, ſoit par Negociation, Traité, ou autre voye légitime & paiſible, en ſorte toutefois, que la Neutralité d'Italie n'en ſoit point troublée; L'Empereur promettant & engageant ſa parole de ne point troubler ladite Neutralité, & le repos d'Italie, & par conſequent de n'employer la voye des armes pour quelque cauſe ou pour quelque occaſion, que ce ſoit; mais au contraire de ſuivre & obſerver ponctuellement les engagements, que Sa Majeſté Imperiale a pris dans le Traité de Neutralité, conclu à Utrecht le 14. de Mars de l'année 1713. lequel Traité ſera cenſé comme repeté ici, & ſera exactement obſervé par Sa Majeſté Imperiale, pourvû que de l'autre part l'obſervation en ſoit reciproque, & qu'Elle n'y ſoit point attaquée, Sadite Majeſté Imperiale s'engageant pour le même effet à laiſſer jouïr paiſiblement châque Prince en Italie, des Etats, dont il eſt actuellement en poſſeſſion, ſans que cela puiſſe prejudicier aux Droits de perſonne.

XXXI. Pour faire gouter aux Princes & Etats d'Italie les fruits de la Paix entre l'Empereur & le Roy Très-Chrêtien, la Neutralité non ſeulement y ſera exactement gardée, mais ſera auſſi rendüe bonne & promte juſtice par Sa Majeſté Imperiale aux Princes ou Vaſſaux de l'Empire pour les autres Places, Païs & Lieux en Italie, qui n'ont point été poſſedés par les Rois d'Eſpagne de la Maiſon d'Autriche, & ſur leſquels leſdits Princes pourroient avoir quelque prétenſion legitime, ſavoir au Duc de Guaſtalle, Pico de la Mirandole, & au Prince de Caſtiglione, ſans pourtant que cela puiſſe interrompre la Paix, & Neutralité d'Italie ny donner ſujet d'en venir à une nouvelle Guerre.

XXXII. Outre les ſuſdites prétenſions, le Marechal Duc de Villars ſe trouvant chargé de pluſieurs autres, pour leſquelles il auroit à inſiſter au nom de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ſavoir ſur la prétenſion de Madame la Ducheſſe Douairiere d'Elbeuf, pour raiſon du Douaire & Conventions matrimoniales de la feüe Ducheſſe de Mantoüe ſa Fille; celle de Madame la Princeſſe des Urſins, la Princeſſe Piombin; & enfin le Duc de Saint Pierre ſur la Principauté de Sabionette; & de l'autre côté le Prince Eugéne de Savoye ſe trouvant auſſi chargé de pluſieurs prétenſions, ſur leſquelles il auroit à inſiſter au nom de Sa Majeſté Imperiale, ſavoir quelques prétenſions de Monſieur le Duc de Lorraine, outre celles, qui ſont compriſes dans le Traité de Ryſwick, & ſous les Articles précedens relatifs audit Traité; celle du Duc de Modene, comme auſſi celle de la Maiſon d'Aremberg, de la Maiſon de Ligne, & enfin du rembourſement des dettes, que les Troupes Françoiſes ont laiſſé dans le Duché de Milan, leſquelles toutes demanderoient trop de temps pour être vuidées dans ce Traité, l'on eſt convenu d'en remettre la diſcuſſion reciproquement aux Conferences, qui ſeront établies pour le Traité de Paix général ou ſolemnel entre Sa Majeſté Imperiale, l'Empire, & Sa Majeſté Très-Chrêtienne, où il ſera permis à châcun de repréſenter ſes Droits, & de produire ſes Titres & raiſons, leſquelles bien examinées, Sa Majeſté Imperiale & Sa Majeſté Très-Chrêtienne promettent d'y avoir l'égard que demande la juſtice, ſans que pourtant cela puiſſe alterer ou retarder l'execution de la Paix. ANNO 1714.

XXXIII. La Conjoncture préſente n'ayant pas laiſſé le tems à Sa Majeſté Imperiale de conſulter les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire ſur les conditions de la Paix, non plus qu'à ceux-cy de conſentir dans les formes ordinaires, au nom de tout l'Empire, aux conditions du préſent Traité, qui les regardent, Sa Majeſté Imperiale promet, que leſdits Electeurs, Princes & Etats enverront inceſſamment, au nom de l'Empire, des Plein-pouvoirs ou bien une Députation de leur Corps, munie pareillement de leurs Plein-pouvoirs, au lieu, qui ſera choiſi pour travailler au Traité général ou ſolemnel, à faire entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Chrêtien, Sa Majeſté Imperiale engageant ſa parole, que ladite Députation, ou ceux, qui ſeront chargés des Plein-pouvoirs conſentiront au nom dudit Empire à tous les points, dont il eſt convenu entre Elle & Sa Majeſté Très-Chrêtienne par le préſent Traité, lequel Elle s'engage & promet d'executer.

XXXIV. Comme il eſt porté par l'Article précedent, que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire enverront, au nom de l'Empire, une Députation de leur Corps, ou bien leurs Plein-pouvoirs pour les Conferences du Traité de Paix général ou ſolemnel, à faire entre Sa Majeſté Imperiale, l'Empire, & Sa Majeſté Très-Chrêtienne, dans le Lieu, qui ſera choiſi & deſtiné à cet effet, l'Empereur & le Roy Très-Chrêtien, conviennent de fixer ce Lieu dans un Pays neutre, hors de l'Empire & du Royaume de France, & pour cet effet leurs Majeſtés ont jetté les yeux ſur le Territoire de la Suiſſe, dans lequel il ſera nommé par Sa Majeſté Imperiale, ou par Sa Majeſté Trés-Chrêtienne trois Villes pour en choiſir une en la maniere ſuivante, à ſavoir que Sa Majeſté Imperiale nommant & propoſant leſdites trois Villes, Sa Majeſté Très-Chrêtienne fera le choix de celle, qui ſervira pour les Conferences, ou reciproquement, ſi Sa Majeſté Trés-Chrêtienne propoſe les trois Villes, Sa Majeſté Imperiale aura le choix de celle des trois, qu'Elle voudra preferer, leſquelles propoſitions & elections ſe feront en même tems, que le préſent Traité ſera ſigné, en ſorte qu'il n'y ait ny retardement, ny tems perdu pour traiter & conclurre au plûtôt la Paix générale & ſolemnelle entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Chrêtien, & que leurs Miniſtres Plenipotentiaires puiſſent s'aſſembler le quinziéme jour du Mois d'Avril prochain, ou le premier May prochain au plus tard, dans le Lieu deſtiné pour y tenir les Conferences, pendant leſquelles tous les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire qui, outre ce qui leur revient par l'execution ſtipuleé cy deſſus des Articles du Traité de Ryſwick, auront des prétenſions & raiſons pour ſe faire comprendre particulierement dans le Traité de Paix général à faire, pourront les produire, pour leſquelles Sa Majeſté Très-Chrêtienne promet d'avoir l'égard, que demande la juſtice; néanmoins pour que la fin deſdites Conferences ne ſoit pas retardée, on eſt convenu de part & d'autre, qu'elles ayent à ſe terminer par la concluſion du Traité général ou ſolemnel dans deux Mois, ou trois au plus tard, à compter du prémier jour que commenceront les Conferences.

XXXV. Au moment que le préſent Traité de Paix aura été ſigné, toutes hoſtilités & violences ceſſeront de la part de l'Empereur & de l'Empire, auſſi bien que de celle du Roy Très-Chrêtien, & du jour de l'échange des Ratifications, Sa Majeſté Très-Chrêtienne n'exigera plus des Etats de l'Empire, ni contributions des fourages pour les Troupes, non plus que Sa Majeſté Imperiale & l'Empire n'en exigeront des Etats de Sa Majeſté Très-Chrêtienne; & ceſſeront généralement toutes autres demandes reciproques faites à l'occaſion de la préſente Guerre, tant de la part de Sa Majeſté Imperiale, & de l'Empire, que de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.

Les Priſonniers tant d'Etat que de Guerre de part & d'autre, ſeront renvoyés ſans rançon, & quinze jours après l'échange des Ratifications du préſent Traité, châque Prince retirera ſes Troupes du plat

Païs

ANNO 1714.

Païs dans ſes propres Etats ; Sa Majeſté Imperiale s'engageant à retirer auſſi dans le même tems ſes Troupes, & de faire auſſi retirer celles de l'Empire du plat Païs de l'Archevêché de Cologne & de la Baviére, leſquels Païs & Etats, au reſte, ſeront reſtitués dans la forme & terme, ſpecifiés par les Articles XV. XVI. XVII. & XVIII. du préſent Traité.

XXXVI. Le commerce défendu durant la guerre entre les Sujets de Sa Majeſté Imperiale, de l'Empire, & ceux de Sa Majeſté Très-Chrêtienne ſera rétabli, auſſi-tôt après l'échange des Ratifications du préſent Traité, avec la même liberté, qu'il étoit avant la Guerre, & jouïront tous & châcun particulierement les Citoyens & Habitans des Villes Anſeatiques, de toute ſorte de ſureté par Mer & par Terre, conformément à l'Article 52. de la Paix de Ryſwick.

XXXVII. Le préſent Traité ſera ratifié par l'Empereur & par le Roi Trés-Chrêtien, & l'échange des Ratifications ſera faite au Palais de Radſtat dans l'eſpace d'un mois, à compter du jour de la Signature, ou plûtôt, ſi faire ſe peut.

En foi de quoi les ſuſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, tant de Sa Majeſté Imperiale, que de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ont ſouſſigné le préſent Traité de leurs propres mains, & y ont appoſé les Sceaux de leurs Armes. Fait au Palais de Raſtadt ce ſixiéme Mars, mil ſept cens & quatorze.

EUGENE DE SAVOYE. (L.S.)

LE M. DUC DE VILLARS. (L. S.)

*Plenipotentia Sacræ Cæſareæ Majeſtatis.*

NOs Carolus Sextus Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Rex Germaniæ, Caſtellæ, Arragoniæ, Legionis, utriuſque Siciliæ, Hieruſalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmariæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, & Indiarum, ac terræ-firmæ, Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Aſturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Artheſiæ, Marchio Oriſthani, Comes Goziani, Namurci, Roſſilionis & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biſcayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ &c.

Notum teſtatumque facimus: Quod cum Nobis à quibuſdam de ſalute publica probe ſolicitis inſinuatum fuerit, ad Pacem inter Nos & Imperium ex una, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Chriſtianiſſimum ex altera parte conciliandam, opportunum fore, ſi de noſtra cum Supremo Exercitus Gallici Ductore (Tit.) de Villars authoritate & Mandato hunc in finem neceſſariis inſtructo ageretur ; & Nos, tametſi Pacificatio Ultrajecti ex cauſis paſſim cognitis nuper diſſoluta fuerit, nihilominus adhuc parati ſumus conjunctim cum Imperio Pacem æquis conditionibus inire, nihil, quod eo facere poſſit, prætermittendum ac proinde, quantumvis à Nobis deliberatum agnitumque fuerit, de ejuſmodi mandato prius cum Romano Imperio communicandum fuiſſe, ne tamen huic ſalutari negotio mora interponeretur, haud diutius cunctandum exiſtimaverimus, quin Illuſtriſſimum Eugenium Principem Sabaudiæ & Pedemontium, aurei Velleris Equitem, Cæſareum Noſtrum Conſiliarium intimum, Conſilii Aulico-bellici Præſidem, Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii Campi Mareſchallum, nec non Conſanguineum ac Principem chariſſimum, in cujus fide, prudentia, & ſingulari rerum gerendarum uſu plene confidimus, ad ſupradictum finem Legatum Extraordinarium conſtituerimus, quemadmodum hiſce conſtituimus, Dantes & concedentes Eidem plenam Poteſtatem agendi, tractandi, concludendi & ſignandi cum ſupra nominato Supremo Exercitus Gallici Ductore (Tit.) de Villars omnia, quæ ad procurandam Pacem pertinent, nec non promittentes verbo Noſtro Imperatorio, Nos quidquid per dictum Principem Eugenium actum, tractatum, concluſum & ſignatum fuerit, acceptum & gratum firmum quoque & ratum habituros : In quorum fidem ac robur præſentes manu Noſtra ſubſcriptas, Sigillo Noſtro Imperatorio muniri juſſimus, quæ dabantur in Civitate Noſtra Viennæ die decima ſexta menſis Decembris, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio. Regnorum Noſtrorum Romani tertio, Hiſpanicorum undecimo, Hungarici & Bohemici vero pariter tertio.

*Signatum &c.*

CAROLUS.

Inferius

Vt. FRID. CARL. COMES DE SCHÖNBORN.

ex tergo.

*Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſt. proprium.*

PETRUS JOSEPHUS DOLBERG.

*Plein-pouvoir de Sa Majeſté Très-Chrêtienne.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, ſalut. Comme Nous deſirons ſincérement de contribuer de tout Notre pouvoir à conſommer l'ouvrage de la Paix générale, de convenir au plûtôt des intérêts de notre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur des Romains, & de ceux de l'Empire, & de chercher les moyens d'arrêter l'effuſion du Sang Chrêtien, & de faire ceſſer la deſolation de tant de Provinces. Nous confiant entierement en la capacité, expérience, zéle & fidelité pour Notre ſervice, de Notre très-cher & bien aimé Couſin le Duc de Villars, Pair & Marechal de France, Général de Nos Armées en Allemagne, Chevalier de Nos Ordres, Gouverneur & Notre Lieutenant Général en notre Pays & Comté de Provence ; pour ces cauſes, & autres bonnes conſiderations, à ce Nous mouvans, Nous avons commis, otdonné, & député, & par ces préſentes ſignées de notre main commettons, ordonnons & députons Notre dit Couſin le Duc de Villars, & lui avons donné, & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial, en qualité de Notre Ambaſſadeur Extraordinaire & de notre Plenipotentiaire, de conferer, négocier & traiter avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, munis de Pouvoir en bonne forme, de la part de Notre dit Frere, & des Princes & Etats de l'Empire, arrêter, conclurre, & ſigner tels Traités, Articles & Conventions, que Notre dit Couſin le Duc de Villars aviſera bon-être, en ſorte qu'il agiſſe en tout ce qui regarde la Négociation de la Paix, avec la même authorité, que Nous ferions, & pourrions faire, ſi Nous y étions préſens en perſonne ; encore qu'il y eut quelque choſe, qui requît un Mandement plus ſpecial non contenu en ceſdites Preſentes. Promettant en foi & parole de Roi d'avoir agréable, tenir ferme & ſtable à toûjours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que Notre dit Couſin le Duc de Villars aura ſtipulé, promis & ſigné en notre nom, en vertu du préſent Pouvoir, ſans y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, comme auſſi d'en fournir Notre Ratification en bonne forme ; pour être échangée dans le tems dont il ſera convenu, car tel eſt Notre plaiſir, en témoin de quoi, Nous avons fait mettre Notre Scél à cesdites préſentes. Donné à Marli le vint quatriéme jour d'Aouſt, l'An de grace mil

ANNO 1714.

sept cent & treize, & de Notre Regne le soixante onziéme.

*Etoit signé*,

LOUIS.

*Et plus bas, sur le repli.*

Par le Roy,

COLBERT.

1. *Article separé.*

COMME dans les Titres, que Sa Majesté Imperiale employe, soit dans ses Plein-pouvoirs, soit dans le préambule du Traité, qui doit être signé ce jourd'hui entre le Prince Eugene de Savoye & le Maréchal Duc de Villars, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de leurs Majestés Imperiale & très-Chrêtienne, quelques-uns desdits Titres ne peuvent être reconnus par Sa Majesté très-Chrêtienne, il a été convenu entre lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, par cet Article separé & signé par Eux avant ledit Traité, que les qualités prises ou obmises de part & d'autre, ne donneront nul Droit, & pareillement ne causeront nul préjudice à l'une ou à l'autre des Parties Contractantes, & le présent Article separé, aura la même force, que s'il étoit inseré mot à mot dans le Traité de Paix. Fait au Palais de Radstat ce sixiéme Mars mil sept cens quatorze.

EUGENE DE SAVOYE. (L.S.) LE M. DUC DE VILLARS. (L.S.)

2. *Article separé.*

LE présent Traité, par les raisons mentionnées dans l'Article XXXIII. ayant été commencé, poursuivi & achevé sans les solennités & formalitez requises & usitées à l'égard de l'Empire, & composé & redigé en Langue Françoise, contre l'usage ordinairement observé dans les Traités, entre Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & Sa Majesté très-Chrêtienne, cette différence ne pourra être alleguée pour exemple, ni tirer à conséquence, ou porter préjudice en aucune maniere, à qui que ce soit, & l'on se conformera à l'avenir à tout ce qui a été observé jusqu'à présent dans de semblables occasions, tant à l'égard de la Langue Latine, que pour les autres formalités, & nommément dans le Congrès & Traité général & solemnel à faire entre Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & Sa Majesté très-Chrêtienne: le présent Traité ne laissant pas d'avoir la même force & vertu, que si toutes les susdites formalités y avoient été observées, & comme s'il étoit en Langue Latine, & le présent Article separé aura pareillement la même force, que s'il étoit inseré mot à mot dans le Traité de Paix. Fait au Palais de Radstadt ce sixiéme Mars mil sept cens quatorze.

EUGENE DE SAVOYE. (L. S.) LE M. DUC DE VILLARS. (L. S.)

3. *Article separé.*

SA Majesté Imperiale, conformément à l'Article XXXIV. du Traité conclu ce jourd'hui, ayant nommé & proposé pour le Lieu des Conferences du Traité de Paix, général & solemnel, à faire entre Elle, l'Empire & Sa Majesté Très-Chrêtienne, les trois Villes suivantes dans le Territoire de la Suisse, savoir Schafhousen, Baden en Ergau, & Frauenfeld, & le Maréchal Duc de Villars n'ayant pû encore recevoir les ordres de Sa Majesté Très-Chrêtienne sur le choix de celle desdites trois Villes, qu'Elle voudra préférer, il promet de le faire savoir incessamment au Prince Eugene de Savoye par un Courier. Fait au Palais de Radstadt ce sixiéme Mars, mil sept cens & quatorze.

EUGENE DE SAVOYE. (L. S.) LE M. DUC DE VILLARS. (L. S.)

ANNO 1714.

## COPIA

Ratificationis Pacis cum Gallia Rastadii concluſae.

*Viennæ* 17. *Martii* 1714.

NOS CAROLUS Sextus Divina favente clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castellæ, Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ & Indiarum, ac Terræ firmæ Maris, Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, superioris & inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Asturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Artheſiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Oristhani, Comes Goziani, Namurci, Rossilionis, & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biscayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ. &c. &c.

Notum facimus omnibus & singulis præsentes Literas inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infrascriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit, postquam ad tollendum, quod cum inter Sereniſſimos quondam & Potentiſſimos Principes, Dominum Leopoldum colendiſſimum Parentem nostrum & Dominum Josephum amantiſſimum Nostrum Fratrem, Romanorum Imperatores, semper Augustos, Prædeceſſores Nostros glorioſiſſimæ memoriæ, tum inter Nosmetipsos & Romanum Imperium ex una: & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Christianiſſimum ex altera parte, multis abhinc annis duravit graviſſimum Bellum, tractatum instituere placuerit, factum Divina bonitate esse, ut per constitutos utrinque Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, à Nobis quidem Illustriſſimum Eugenium Principem à Sabaudia & Pedemontium, aurei Velleris Equitem, Cæsareum Nostrum Consiliarium intimum, Consilii Aulico-bellici Præsidem, Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii Campi Mareschallum, Nostrique & Imperii Exercitus supremum Ducem, Consanguineum & Principem nostrum chariſſimum, à Rege Christianiſſimo vero Illustrem Ludovicum Hectorem de Villars, Ducem & Parem Franciæ, Supremumque Exercitus Gallici Ducem, Pax & Amicitia concluſa sit, forma & tenore sequenti.

*Inseratur Instrumentum una cum binis Mandatis & tribus Articulis separatis.*

CUM igitur hæc omnia Instrumento Principali, tribusque Articulis separatis contenta, prout hic verbotenus inserta & descripta leguntur, Mandato Nostro gesta, peracta & conventa sint, Nos eadem omnia & singula, præhabita matura & diligenti consideratione, ex certa nostra scientia approbamus, ratificamus, & confirmamus rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperiali & Regio promittimus Nobis, pro Nostrisque Successoribus, Nos omnes & singulos supra descriptos Articulos, & quicquid tota hac Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione, ut vel ex nostra parte, vel per alios contraveniatur, passuros, quomodocunque id fieri pos-

ANNO 1714.

possit, omni dolo & fraude exclusis; Salva de reliquo Linguæ Latinæ cæterarumque solennitatum alias requisitarum reservatione Articulo separato tertio uberius expressa: In horum omnium testimonium & fidem Sigillum nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu Nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennæ, die decima septima mensis Martii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo quarto, Regnorum Nostrorum Romani tertio, Hispanicorum undecimo, Hungarici & Bohemici vero pariter tertio.

*Ratification du Roi T. C.*

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. Comme nôtre très-cher & bien amé Cousin le Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, General de nos Armées en Allemagne, Chevalier de nos Ordres, Gouverneur & notre Lieutenant General en nôtre Païs & Comté de Provence, notre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous luy en avions donné, auroit conclu, arresté & signé le sixiéme du present mois de Mars à Radstadt avec notre très-cher, & bien-amé Cousin le Prince Eugene de Savoye, Chevalier de la Toison d'Or, President du Conseil Aulique, Lieutenant General & Maréchal de Camp de l'Empire, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de notre très-cher & très-amé Frére l'Empereur, pareillement muni de ses Pleins-pouvoirs, le Traité de Paix & les Articles separez dont la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant agréable les susdits Traité de Paix & Articles separez en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez; Avons iceux tant pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries, & Sujets accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; Et par ces Presentes signées de nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'obligation & hypoteque de tous & un chacun nos biens presens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit: En temoin de quoy Nous avons fait mettre notre Scel à ces Presentes. Donné à Versailles le vingt troisiéme Mars l'an de grace mil sept cens quatorze, & de notre Regne le soixante-onziéme.

Signé,

LOUIS.

*Et plus-bas.*

Par le Roy,

COLBERT.

Scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs de soye bleüe tressez d'Or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent; Sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

## CLXXI.

8. Juin. *Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & le Louable Canton de* BERNE, *projetté & signé à la Haye le* 21. *Juin* 1712. *perfectionné & conclu le* 8. *Juin* 1714. *avec la Capitulation pour les Troupes.*

LEs Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas & les Seigneurs l'Advoyer, petit & grand Conseil de la Loüable République & Canton de Berne, ayant depuis long-tems, & reciproquement les uns pour les autres une véritable & sincere amitié & une entiere confiance, ont jugé qu'il leur seroit utile & convenable de contracter ensemble un Traité de perpetuelle Union defensive; qui puisse servir à leur conservation & maintien reciproque, & à cimenter indissolublement les sentimens d'amitié & de confiance qu'ils ont eu jusqu'ici les uns pour les autres. Pour cet effet les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas ont autorisé les Srs. de Broekhuysen, van Alphen, Heinsius, Coning, Ploos van Amstel, de Burum, Steinberg & Steenhuys leurs Députez: & la République & Canton de Berne le Sr. Pesme de St Saphorin, qui en vertu de leurs autorisations, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à perpetuité une étroite Union défensive entre les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas d'une part, & le loüable Canton de Berne de l'autre, en vertu de laquelle étroite union, les Parties contractantes s'engagent d'avoir reciproquement un fidele soin de leurs intérêts mutuels, & de s'assister par tous les bons offices possibles, de prevenir le mal dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & de s'entresecourir reciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'Union s'étend de la part du loüable Canton de Berne à la défense du Païs de Leurs Hautes Puissances, & à celle de leurs Barrieres, telles qu'elles seront reglées dans le Traité de Paix, & cela, soit que leursdits Païs & Barrieres fussent attaquées, soit que Leurs Hautes Puissances fussent obligées d'entrer en guerre pour la défense de leurs Païs ou Barrieres. Leurs Hautes Puissances de plus seront dans le pouvoir d'employer les Troupes du loüable Canton qu'elles auront à leur service pour la défense de tous les Etats du Royaume de la Grande-Bretagne, qui sont dans l'Europe.

III. Le Loüable Canton de Berne s'engage dans ce Traité de laisser au service de Leurs Hautes Puissances non seulement les 16. Compagnies de Berne qui avoient déja été avouées par le Loüable Canton dans le Projet (*) de la Capitulation faite ci-devant, mais encore huit autres Compagnies commandées l'une par un Bourgeois de Berne; & les sept autres par des Sujets du Canton. Il avouera toutes les 24. Compagnies, & fournira aux Capitaines qui les commandent, & qui les commanderont dans la suite, les Recruës necessaires pour les maintenir, sans que le loüable Canton puisse rapeller en nul tems lesdites 24. Compagnies, que dans les cas marquez dans l'Article VI. du present Traité.

IV. Le Loüable Canton de Berne s'engage de plus d'accorder à Leurs Hautes Puissances en cas qu'elles fussent attaquées, ou en peril inévitable de l'être, une nouvelle levée de 4000. hommes, sans que ledit Canton puisse se dispenser d'executer cet engagement, à moins que lorsqu'on lui demandera la nouvelle levée, il fut lui-même en guerre, ou dans le peril éminent d'y entrer, & quand les Troupes seront levées, il leur fournira les Recruës necessaires.

V. D'autre part Leurs Hautes Puissances s'engagent au Loüable Canton de Berne, en vertu du present Traité, à la défense de la Ville de Berne, & à celle de tous les Etats qui sont sous sa Domination, & sur lesquels Elle a le Droit de Souveraineté, de même qu'à la défense de ses Combourgeois, & à celle de la Ville de Geneve, qui est sa Barriere; ses Combourgeois sont le Comté de Neufchatel, Vallangin, Bienne, la Neufve & la Bonneville & le Munsterthal.

VI. Si le loüable Canton de Berne étoit attaqué, ou se trouvoit engagé dans une Guerre, soit pour sa défense, soit pour celle de ses Combourgeois, ou ses Sujets, ou de la Barriere. Leurs Hautes Puissances lui fourniront pour subside une somme pareille à ce, à quoi monte la paye presente des 24. Compagnies tant de Berne que des Sujets du louable Canton qui sont présentement à leur service. Ce subside sera payé regulierement de mois en mois pendant tout le tems que la Guerre durera; mais si le loüable Canton de Berne se trouvoit engagé, ou qu'il se vit dans le peril inévitable d'une guerre si redoutable, qu'il

(*) Ce Projet a été fait par feu Mr. de Reboulet, Resident de Leurs Hautes Puissances en Suisse.

ANNO 1714.

qu'il se crut dans la necessité absoluë & indispensable de rapeller ses Troupes qui seront au service de Leurs Hautes Puissances, elles seront obligées de les lui renvoyer à sa premiere demande au choix du loüable Canton, soit une partie, soit toutes les Compagnies qui sont presentement à leur service, & cela soit que Leurs Hautes Puissances soient Elles-mêmes en guerre ou non, mais avec ces restrictions, que si Leurs Hautes Puissances étoient en guerre, & que le loüable Canton s'y trouveroit de sa part engagé avec d'autres Parties du loüable Corps Helvetique, ce dont Dieu veuille les preserver, sans qu'aucune Puissance étrangere assistât ni directement ni indirectement lesdites Parties du Corps Helvetique, avec lesquelles il seroit en guerre, ledit loüable Canton se devra en ce cas-là contenter du subside sans pouvoir rapeller lesdites 24. Compagnies; de plus, quand même le Loüable Canton de Berne seroit en guerre avec quelque Puissance étrangere, Leurs Hautes Puissances ne seroient pas dans l'obligation de lui envoyer, en cas qu'Elles fussent Elles-mêmes en guerre, ce qu'Elles pourroient avoir alors de Troupes du Canton de surplus que les 24. Compagnies. Quoique ledit Loüable Canton de Berne s'engage de bonne foi à ne les rapeller, par raport même à des Guerres étrangeres, que lorsqu'il se trouveroit engagé; ou dans le peril d'une Guerre si redoutable, qu'il ne puisse se dispenser de rapeller ou toutes, ou une partie des 24. Compagnies; il sera toujours à lui à connoitre, si la necessité éminente requiert qu'il les rapelle, & lorsqu'il les demandera, Leurs Hautes Puissances les lui envoyeront incessamment, sans y pouvoir aporter aucune difficulté, & en faisant les offices convenables vers les Princes & Etats, par où lesdites Troupes devront passer, pour avoir le libre passage & l'assistence necessaire: Si une partie, ou toutes les 24. Compagnies se trouvoient dans le cas susdit rapellées par le Canton, Leurs Hautes Puissances s'engagent de les payer & entretenir pour le service dudit Canton pendant tout le tems qu'il sera en guerre, & ce que leur coutera ledit entretien, sera defalqué sur les subsides qu'elles s'engagent de lui payer, cette defalcation sera comptée & commencera depuis le jour que les Troupes partiront pour la Suisse, jusques au jour qu'elles partiront pour revenir dans les Etats de Leurs Hautes Puissances, avec cette observation, que si Leurs Hautes Puissances jugeoient à propos de se prevaloir dans la suite du Pouvoir qu'Elles ont par l'Article XI. du présent Traité, de reduire les 24. Compagnies à 150. hommes chacune en tems de Paix, Elles ne seroient obligées de payer & d'entretenir pour le service du Canton les Compagnies que ledit Canton rapellera, que sur le pied de la reduction qui aura été faite par Leurs Hautes Puissances avant ledit rapel, bien entendu qu'elles seront toujours payées completes sur le pied de ladite reduction avec l'Etat Major, tel qu'il est necessaire pour le nombre des Compagnies que l'on rapellera, & avec la gratification qui est accordée aux Capitaines pour leur paye & pour celle des Officiers; mais si le Canton se contente, soit pour une partie, ou pour le tout du subside, alors on le lui payera, ainsi qu'il est dit au commencement de cet Article, sur le pied que les Compagnies le sont presentement.

VII. Ces Troupes resteront toujours au service de Leurs Hautes Puissances, quoiqu'employées pour la défense du loüable Canton, & reviendront ensuite dans les Etats de Leurs Hautes Puissances d'abord que le loüable Canton ne sera plus dans la necessité de s'en servir.

VIII. Les 24. Compagnies, qui sont présentement au service de Leurs Hautes Puissances, seront mises dans trois ou dans deux Regimens au choix de Leurs Hautes Puissances. Si c'est dans trois, deux Regimens seront composez chacun de huit Compagnies uniquement commandées par des Bourgeois de Berne, & les Compagnies de l'autre Regiment seront indifferemment commandées par des Bourgeois ou Sujets du Canton de Berne. Si on n'en compose que deux Regimens, chacun de 12. Compagnies, les Capitaines de l'un des deux Regimens devront tous être Bourgeois de Berne & dans l'autre les quatre Compagnies qui sont présentement commandées par des Bourgeois de Berne & qui devront être dans ledit Regiment, resteront à des Bourgeois de Berne, & les autres seront indifferemment données & commandées par des Bourgeois de Berne ou Sujets du Canton.

IX. Leurs Hautes Puissances ne seront dans l'obligation qu'aprés que la Paix sera faite, de mettre les Compagnies du Louable Canton de Berne dans deux ou trois Regimens; mais qu'en attendant que cette separation se fasse, les Compagnies du Regiment de May, commandées par des Bourgeois de Berne ne pourront être redonnées qu'à des Bourgeois de Berne, & le Louable Canton aura à présent la nomination des Capitaines du Regiment.

X. Quant aux autres seize Compagnies soit des Bourgeois de Berne, soit des Sujets du Louable Canton, qui sont repanduës dans divers autres Regimens Suisses au service de Leurs Hautes Puissances: les huit Compagnies déja avouées par le Canton & commandées par des Bourgeois resteront toûjours entre les mains des Bourgeois, & les autres huit Compagnies seront données indifferemment à des Bourgeois de Berne ou à des Sujets dudit Canton & non à d'autres; Mais du reste jusques à cette separation des Compagnies qui sont dans divers Regimens, le choix des Capitaines, lorsque les Compagnies viendront à vaquer, se fera ainsi qu'il a été pratiqué jusqu'à présent.

XI. Les 24. Compagnies qui sont présentement au service de Leurs Hautes Puissances seront conservées en tems de Paix; Mais Leurs Hautes Puissances auront le pouvoir de les reduire à 150. hommes chacune.

XII. Lorsque Leurs Hautes Puissances feront de nouvelles levées dans le Louable Canton de Berne en vertu de l'engagement que le Louable Canton prend dans ce présent Traité, ledit Canton aura le choix des Capitaines, qui commanderont les nouvelles levées; Mais il s'engage à n'en choisir que d'experimentez & des capables.

XIII. Leurs Hautes Puissances pourront choisir parmi les Capitaines qui auront été nommez & choisis par le Canton de Berne, les Officiers de l'Etat Major.

XIV. Lorsqu'un Regiment sera formé & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine Lieutenant du Regiment, & le Capitaine Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que le dernier ait huit ans de service, en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines-Lieutenans du Regiment seront nommez, & le Louable Canton de Berne aura Droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenants, nommez par le Colonel.

XV. Leurs Hautes Puissances donneront pour la nouvelle Levée la même somme qui a été donnée aux Capitaines Suisses qui en ont levé de particulieres pour elles.

XVI. La Capitulation pour les nouvelles Levées sera la même que celle qui a été faite pour les Troupes Suisses Protestantes, qui sont déja au service de Leurs Hautes Puissances avec cette observation, que sans rien changer par raport à la paye, cette Capitulation doit être mise le plus clairement possible, afin qu'il ne puisse naitre aucune difficulté à l'égard de son éxécution & tout ce qui n'est pas reglé dans le présent Traité, le doit être dans la Capitulation de la maniere la plus avantageuse pour les deux Parties Contractantes, cette Capitulation étant bien éclaircie devra avoir la même force que le présent Traité.

XVII. Toutes les Alliances du Louable Canton, soit avec la Suisse en général soit avec quelque partie en particulier sont ici reservées, les Troupes du Louable Canton de Berne ne pourront pas être employées au préjudice des Traitez que les Louables Cantons ont fait avec la France; soit avec la Souveraine Maison d'Autriche; Mais comme ces Alliances sont de même que ce présent Traité d'Union Defensive, le Louable Canton ne permettra pas que les susdites deux Puissances emploient leurs Troupes Suisses au delà des termes que prescrivent ces Alliances, ni qu'Elles s'en servent contre les Etats de Leurs Hautes Puissances ni contre leurs Barrieres.

XVIII. Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne sera en Droit d'entrer dans le présent Traité d'Union, sur le pied du Projet qui avoit été proposé de faire avec Sadite Majesté, conjointement avec Leurs Hautes Puissances.

XIX. Les autres Parties du Louable Corps Helvetique Protestant auront aussi Droit d'entrer dans ce Traité, proportionant le secours de Leurs Hau-

ter

ANNO 1714.

tes Puiſſances en leur faveur aux Troupes qu'ils s'engagent de donner.

XX. L'Echange des Ratifications ſe fera dans deux mois au plutard, & plutot, s'il ſe peut; Ainſi fait & conclu entre les ſouſſignez Deputez de Leurs Hautes Puiſſances & le Sr. Peſme de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne.

A la Haye le 21. Juin 1712.

## ARTICLE SEPARE'.

Comme avant la concluſion & la ſignature du Traité d'Union conclu & ſigné aujourd'hui entre Leurs Hautes Puiſſances & le Louable Canton de Berne, il s'eſt élevé depuis peu une Guerre inteſtine dans la Suiſſe, il eſt ſtipulé par cet Article ſeparé, qui aura la même force, comme s'il étoit inſeré dans le Traité principal, que Leurs Hautes Puiſſances ne ſeront pas obligées par ledit Traité de fournir à la Republique de Berne pour la Guerre inteſtine préſentement allumée en Suiſſe le ſecours ici ſtipulé, mais ſi des Puiſſances Etrangeres prenoient occaſion de cette Guerre pour attaquer ſa Domination, & les Terres ſur leſquelles elle a Droit de Souveraineté, de même que ſes Combourgeois & ſa Barriere, Leurs Hautes Puiſſances ſeront alors obligées à remplir les Conditions du Traité; Le préſent Article ſera ratifié en même tems que le Traité principal. Ainſi fait & ſigné entre les ſouſſignez Deputez de Leurs Hautes Puiſſances & le Sieur Peſme de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne.

*Signé,*

BROEKHUYSEN. PESME DE ST. SAPHORIN.

HEINSIUS.

PLOOS VAN AMSTEL.

STEENBERG.

VAN ALPHEN.

CONINCK.

VAN BURUM.

VAN STEENHUYSEN.

A la Haie ce 21. Juin 1712.

*Extrait du Regiſtre des Reſolutions de Leurs Nobles & Grandes Puiſſances les Etats de Hollande & Weſt-Friſe du Mercredy 13. Decembre 1713.*

AYANT été deliberé reſumptivement ſur la Lettre des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies écrite ici à la Haye le 23. d'Aout dernier, ayant pour annexe un Projet de Capitulation touchant les Compagnies Suiſſes du Canton de Berne, dreſſé par les Seigneurs Deputez de Leurs Hautes Puiſſances conjointement avec des Deputez du Conſeil d'Etat; en conſequence & en execution du dernier Traité conclu avec le ſuſdit Canton de Berne mentionné plus au long dans les notules dudit 23. Aout; les Seigneurs du Collège des Nobles & les Deputez des Villes reſpectives au nom & de la part des Bourguemaitres & Conſeils des Seigneurs leurs Committans, ont conſenti comme leurs Nobles & Grandes Puiſſances conſentent par ces préſentes à la Capitulation ſuſdite pour les Compagnies Suiſſes du Canton de Berne, ainſi qu'elle eſt inſerée ci-après.

Accorde avec ledit Regiſtre;

*Etoit ſigné,*

SIMON VAN BEAUMONT.

ANNO 1714.

*Capitulation pour les nouvelles Levées que Leurs Hautes Puiſſances ſeront à l'avenir en droit de faire dans le Louable Canton de Berne en conformité de leur Traité d'Union avec ledit Canton & pour l'entretien de toutes les Troupes du Canton.*

I. LEURS Hautes Puiſſances avanceront pour la Levée d'une Compagnie ſix mille Livres de France, 3. Livres pour l'Ecu en eſpece, qui ſeront enſuite rabbatuës aux Capitaines à raiſon de 250. Livres par mois; à commencer du jour que la Compagnie ſera complete, ſans que les Capitaines ſoient obligez de payer aucun interêt pour cette ſomme.

II. Leurs Hautes Puiſſances donneront, ſans les pouvoir rabbattre, cinq Ecus pour chaque Soldat, pour ſe rendre au lieu d'aſſemblée dans une Ville de la dependance des ſept Provinces-Unies la plus à portée de la Suiſſe, laquelle on aſſignera de bonne heure, & à meſure de leur arrivée au lieu d'aſſemblée la paie ordinaire commencera & afin que le Capitaine puiſſe payer les Officiers, il jouïra de la moitié de la gratification dès qu'il aura cent hommes, mais ſi les nouvelles Levées ou Recruës étoient ou arrêtées en chemin par les Pays où elles devront paſſer, ou enlevées par les Ennemis de l'Etat, ſans qu'il y eût de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puiſſances auront les égards convenables.

III. Leurs Hautes Puiſſances donneront auſſi ſans les pouvoir rabatre cinq Ecus par homme pour les frais de Suiſſe en Hollande.

IV. Chaque Compagnie doit être compoſée pour le moins de deux tiers Suiſſes, & il ſera permis aux Capitaines de remplir l'autre tiers par des Hauts Allmands, ſavoir des Cercles de Suabe, d'Autriche, de Baviere, de Franconie, du Haut Rhin & de la Haute Saxe, & les Capitaines auront deux mois pour remplir par de bons hommes, tels qu'ils ſont obligez de les avoir ſuivant cet Article; ceux qu'ils viendront à perdre autrement que par Congé ou par l'expiration du terme pour lequel ils auront été engagez, bien entendu que les Compagnies devront être completes à la Revuë générale qui ſe fait au printems, ſans que les Capitaines puiſſent prétendre les deux mois pour ceux qui manqueront alors. Il ne ſera pas permis aux Capitaines de donner des Congez pour quelque raiſon que ce ſoit, depuis la Revuë générale juſqu'au 15. du mois de Novembre, à moins qu'ils n'euſſent après ladite Revuë générale plus de monde que le compte de leurs Compagnies, auquel cas ſeul & en le faiſant voir préalablement, ils pourront congedier ceux qu'ils ont de ſurplus & les Capitaines ſeront obligez de marquer diſtinctement dans les Rolles des Recruës que Leurs Hautes Puiſſances ſeront en droit de faire toutes les fois qu'elles voudront, la maniere, ſoit deſertion, mort ou autre, dont ils auront perdu les hommes qui manqueront depuis la Revuë précedente & dont ils prétendront la paye pendant ledit terme de deux mois, & de confirmer le contenu des Rolles par ſerment. Si les Capitaines negligent de prendre le ſoin neceſſaire pour la conſervation de leurs Compagnies & qu'ils cauſent par là de la deſertion, ou bien s'ils donnent des Congez depuis la Revuë du Printems juſques au 15. de Novembre, à moins que ce ne ſoient les Congez de ceux qu'ils auront de plus que le Compte de leurs Compagnies, ils ſeront mis au Conſeil de Guerre & caſſez ou punis autrement ſuivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puiſſances.

V. Le Capitaine fournira à ſes depens à ſa Compagnie les armes & les habits.

VI. Une Compagnie nouvellement levée ne pourra être congediée que trois ans après qu'elle aura commencé à jouïr de la gratification.

VII. Leurs Hautes Puiſſances payeront en tems de Guerre pour chaque homme 16. Livres 4. Sols de France, c'eſt 13. Livres 10. Sols d'Hollande par mois à compter douze mois dans l'année, mais en tems de Paix Elles pourront diminuer ladite paye de 10. Sols d'Hollande par homme, ſans la pouvoir mettre plus-bas.

VIII. Chaque Compagnie doit être pourvuë de tous les Hauts & Bas Officiers neceſſaires, à ſavoir d'un

ANNO 1714.

d'un Capitaine, d'un Capitaine Lieutenant, d'un Lieutenant, d'un Sous-Lieutenant, d'un Enseigne, de six Cadets, de 4. Sergeants, de 4. bas Officiers, savoir un Fourier, un Port-Enseigne, un Capitaine d'Armes & un Prevot; Item d'un Sécrétaire, un Chirurgien, de 4. Trabants, de 6. Caporaux & d'autant d'apointezen tems de Guerre; mais en tems de Paix les Capitaines ne seront obligez d'avoir que 4. Caporaux & autant d'apointez; Il devra de plus avoir 4. Tambours avec un Fifre, & le Capitaine sera obligé de payer lesdits Hauts & Bas-Officiers aussi-bien que les Soldats de la Compagnie sur le pied suivant, savoir en tems de Paix au Capitaine-Lieutenant cent Livres par mois, à 3. Livres pour un écu en espece, au Lieutenant 75. au Sous-Lieutenant 60., à l'Enseigne, 50. aux prémiers Sergeants 24. chacun, aux deux derniers Sergeants chacun 20., aux quatre Bas Officiers chacun 18., aux Caporaux chacun 15., aux apointez 14. chacun, aux Trabants chacun 15., aux Cadets 18. chacun, & les Capitaines seront obligez de faire le decompte aux Soldats sur le pied de 12. Livres 3. Sols par mois, dont ils leur payeront chaque semaine la valeur de 40. Sols & demi de France, ce qui est la même paye qu'ils ont eu jusqu'à présent. En tems de Guerre les Capitaines seront obligez de payer par mois au Capitaine-Lieutenant 120. Livres, au Lieutenant 80., au Sous-Lieutenant 75., à l'Enseigne 60., & à chacun des Cadets 20. Livres, ils bonifieront aussi 10. sols par mois à chaque Soldat de plus qu'en tems de Paix, mais ils ne leur donneront toujours que le même argent de semaine, bien entendu, que cela est bon argent de France à 3. Livres pour l'Ecu en espece ou pour 50. Sols d'Hollande.

IX. Lorsqu'une Compagnie Suisse sera sur le pied de deux cens hommes effectifs, on payera au Capitaine 27. hommes de gratification.

X. Si même une Compagnie qui devroit être de deux cens hommes effectifs, n'en avoit que 175., le Capitaine jouïra toujours de sa gratification de 27. hommes, & sera outre cela payé pour les présents & effectifs, pourvû qu'ils ne surpassent pas 200. hommes.

XI. Mais si une Compagnie qui devroit être de 200. hommes n'en avoit au delà de 174. effectifs, le Capitaine perdra alors la moitié de sa gratification.

XII. Et s'il laissoit diminuer sa Compagnie jusqu'au dessous de 165., il perdroit alors toute la gratification & ne lui seroit payé que des effectifs.

XIII. Si Leurs Hautes Puissances jugeoient à propos de reduire leurs Compagnies Suisses, ainsi qu'Elles ont été pendant quelque tems à 178. hommes effectifs, en y comprennant tous les Hauts & Bas Officiers, comme aussi les Tambours, Fifres & Trabants, on payera outre les effectifs aux Capitaines 27. hommes de gratification.

XIV. Et même lorsqu'une Compagnie sur le pied de 178. hommes n'auroit réellement que 153. hommes, le Capitaine, outre le païement des effectifs, jouïra encore de la gratification de 27. hommes.

XV. Mais si elle se trouvoit au dessous de 152. hommes le Capitaine ne jouïra que de la moitié de la gratification.

XVI. Et si elle tomboit au dessous de 140. hommes, le Capitaine perdroit toute sa gratification & ne seroit payé que pour les présents & effectifs.

XVII. Leurs Hautes Puissances seront dans le pouvoir de reduire en tems de Paix les Compagnies à 150. hommes & non à moins, & alors elles ne payeront que 25. hommes de gratification, comme il a été reglé après la Paix de Ryswick.

XVIII. Lorsqu'une nouvelle Compagnie sera congediée, Leurs Hautes Puissances lui payeront deux mois de gage pour son retour en Suisse.

XIX. Si Leurs Hautes Puissances diminuent conformement au Droit qu'elles en auront par le Traité d'Union, le nombre d'hommes qui sont dans les Compagnies du Canton, qu'Elles s'engagent par le même de conserver sur pied; Elles donneront pour le renvoy de tout ce qu'Elles reformeront, deux mois de gage par tête.

XX. L'Etat Major des Regimens tant des Bourgeois de Berne que des Sujets du Canton, sera payé au Colonel à raison de 600. Rixdalers à 50. Sols la pièce par mois en tems de Guerre & 400. en tems de Paix, & le Colonel paycra sur cela tous les Officiers & personnes comprises dans l'Etat Major; le tout ainsi qu'il est pratiqué jusques à présent en tems de Paix & en tems de Guerre. Le Colonel ne sera pas en Droit de demander augmentation des gages, en cas qu'il fût trouvé à propos de mettre le Regiment à 3. ou 4. Bataillons.

ANNO 1714.

XXI. Leurs Hautes Puissances, ou bien si les Regimens sont repartis sur les Provinces, celles sur lesquelles les Officiers de l'Etat Major sont payez, auront le choix, soit en cas de Vacance, soit dans les nouvelles levées, de Colonels, Lieutenant-Colonels & Majors qui dans les nouvelles Levées devront être pris parmi les Capitaines choisis par le Canton; & qui dans les Vacances devront être remplis, pour les deux Regimens composez uniquement des Bourgeois de Berne, par d'autres Bourgeois qui sont actuellement au service de l'Etat & dans les Regimens où les Bourgeois & les Sujets sont également admissibles par des Bourgeois ou Sujets, qui sont de même au service de l'Etat, à moins qu'il n'y ait des raisons particulieres très pressantes & très-fortes qui y fussent contraires, les places de l'Etat Major qui viendront à vaquer, seront remplies par des Officiers du même Regiment, où la vacance arrivera. Les places vacantes de l'Etat Major seront remplies dans six semaines après l'advertance, qui en sera donnée par l'Officier Commandant du Regiment au Colonel Général, lequel étant expiré sans que la place vacante ait été remplie, l'Officier du Regiment qui est le plus proche par rang & ancienneté pour remplir la place vacante, sera censé d'en être pourvû & sera en vertu de cette Capitulation admis au serment, bien entendu que les Etats de la Province, qui auront le Droit de remplir les Charges de l'Etat Major, ayent été assemblez pendant lesdites six semaines, s'ils ne l'auroient pas été, ils devront remplir lesdites Charges aux conditions susdites à leur prémiere seance. Quant aux Compagnies de tous les Regimens du Canton de Berne déja formées, soit de ceux qui se formeront à l'avenir lorsqu'elles viendront à vaquer, le choix des Capitaines apartiendra audit Louable Canton sous la restriction marquée dans le XIV. Article du Traité d'Union, qui contient: lorsqu'un Regiment sera formé & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toûjours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Regiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que ce dernier ait huit ans de service en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenants seront nommez, & le Louable Canton de Berne aura le Droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenants nommez par le Colonel & immediatement après que la vacance sera arrivée, le Colonel envoyera au Canton la nomination en conformité dudit Article, dont il envoyera en même tems la Copie au Colonel Général, & six semaines au plus tard aprés que le Canton aura reçu ladite nomination, celui à qui on aura conferé ladite Compagnie, devra présenter au Colonel Général la Patente du Canton, sur laquelle Patente on expediera de la part de Leurs Hautes Puissances, ou des Provinces respectives les Actes nécessaires, lequel terme de six semaines étant expiré sans que le Canton ait envoyé la Patente, Leurs Hautes Puissances, ou bien la Province sur laquelle la Compagnie est payée, seront en Droit de remplir la place vacante, en se conformant pour le choix de la personne à l'Article XIV. du Traité d'Union; mais s'il arrivoit une vacance, soit dans une Bataille, ou dans un Siege, alors ce terme de six semaines, qui est donné au Canton pour le choix des Capitaines, sera restreint à un mois après que ledit Canton aura reçu la nomination.

XXII. Les Capitaines des Regimens du Louable Canton de Berne auront la nomination des Officiers subalternes de leurs Compagnies, sous l'agrément du Colonel respectif & du Colonel Général, bien entendu, que le rang & l'ancienneté seront observées, autant que le bien du service & la conservation des Compagnies le pourront permettre, & lorsqu'il y aura vacance dans une Compagnie, le Capitaine devra nommer dans trois semaines au plus tard l'Officier qu'il choisira pour la remplir, & cette nomination agréant au Colonel, celui-ci en donnera avis au Colonel Général, qui devra aussi dans trois semaines au plus tard faire expedier son attache; mais si elle n'arrive dans ledit tems, le Colonel pourra toujours

ANNO 1714.

jours faire reconnoitre l'Officier qui lui aura été présenté par le Capitaine, de telle maniere qu'au plus tard six semaines après qu'il y aura une place d'Officier Subalterne vacante, ladite place devra être remplie, ce à quoi les Colonels & Commandans des Regimens seront obligez de tenir exactement la main, cependant avec cette distinction, que si le Capitaine de la Compagnie, où il y aura une place vacante, où le Colonel du Regiment se trouve alors en Suisse, ou bien que le Colonel Général soit hors du Païs de l'obéissance de Leurs Hautes Puissances, ils auront en ce cas cinq au lieu de trois semaines.

XXIII. Il sera permis au Capitaine & non pas au Colonel de pourvoir la Compagnie d'armes & d'habits, à condition que les armes seront du même calibre que celles des autres Troupes de l'Etat, & que pour la fabrique, façon & couleur de l'habillement, le Capitaine suivra l'Ordonnance ou Reglement de l'Etat, & au défaut de telle Ordonnance ou Reglement, ce qui sera reglé par le Colonel, ds l'aveu & du consentement de la pluralité des Capitaines du Regiment.

XXIV. Les Munitions de Guerre seront données *gratis* par Leurs Hautes Puissances à chaque Compagnie.

XXV. Les Troupes du Louable Canton auront leur propre Justice, comme la Nation Helvetique en jouit par tout, sans que l'on puisse en distraire personne du Conseil de Guerre de la Nation pour des faits personnels, bien entendu que la Justice sera renduë suivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puissances. Le Colonel Général nommera à leur tour & rang les Assesseurs pour les Conseils de Guerre, qui seront composez d'Officiers de plusieurs Regimens, mais il ne pourra pas y presider.

XXVI. Il sera permis à chaque Compagnie d'avoir en Campagne son propre Vivandier.

XXVII. Chaque Compagnie doit être regulierement & entierement payée chaque mois.

XXVIII. Le Capitaine fera les recruës de sa Compagnie à ses propres fraix, mais en cas qu'une Compagnie fût affoiblie dans une action de Guerre, le Capitaine aura deux mois pour la rétablir, & sera payé cependant sur le pied de la revuë qui aura precedé l'occasion; mais s'il arrivoit de grands malheurs à une Compagnie, ou une grande desertion provenuë, soit d'extrêmes fatigues & marches dans le mauvais tems, ou par d'autres accidens où l'on verroit visiblement, qu'il n'y auroit point de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances y auront les égards convenables, afin que les Capitaines ayent le tems & les moyens de remplacer par d'autres bons Soldats, le monde qu'ils auront perdu.

XXIX. A l'égard du Logement, service, pain de Munition, Hôpitaux pour les malades, blessez & estropiez, les Officiers & les Soldats seront traitez de la même maniere que le sont les autres Officiers & Soldats de l'État, & les Colonels pourront de l'aveu & du consentement de la pluralité des Capitaines de leurs Regimens, dont les Compagnies seront payées sur la même Province employer quels Solliciteurs ils trouveront convenables, mais ils ne pourront en changer sans payer préalablement à celui, dont ils se seront auparavant servis, tout ce qu'il auroit avancé pour eux ou pour le Regiment. Ils traiteront eux-mêmes avec le Solliciteur qu'ils choisiront, & on ne pourra point les obliger à payer des pensions à qui que ce soit. Les Reglemens qui ont été faits par Leurs Hautes Puissances du Conseil d'Etat en date du 5. Decembre 1711. par raport aux cinq Ecus que l'on doit payer au Capitaine pour chaque Soldat que l'on perdra devant l'Ennemi, & que les Officiers recruteront en Suisse, de même que pour les 1500. florins par Bataillon pour les chariots de Bagage subsisteront toujours en tems de Guerre, & l'on passera conformément à la même Resolution un homme par Compagnie pour la sollicitation.

XXX. A l'égard des fourrages qu'ils seront obligez de prendre dans les Magasins de Leurs Hautes Puissances en tant qu'on ne peut pas les trouver ailleurs, ils ne les payeront qu'au prix que les autres Troupes Nationales payent.

XXXI. Les Troupes du Loüable Canton ne pourront point être employées par Mer, ni être transportées par Mer dans les Païs étrangers, hormis au Royaume d'Angleterre pour sa défense.

XXXII. A l'égard des Congez dont les Officiers auront besoin pour sortir de leur Garnison, ils seront sujets aux mêmes ordres & Reglements que les autres Officiers de l'Etat, avec cette distinction, que l'avis du Colonel Général sera pris sur les Congez pour aller en Suisse, ou autres qui seront demandez pour plus de trois mois.

Ainsi fait & conclu entre les soussignez Députez de Leurs Hautes Puissances & le Sieur de Pesmes de S. Saphorin autorisé à cet effet de la part de la République & Canton de Berne. A la Haye le 8. Juin 1714.

*Etoit signé*,

(L.S.) BROECKHUYSEN. (L.S.) DE PESMES DE ST. SAPHORIN.

(L.S.) DE RHEEDE.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) A. VELTERS.

(L.S.) A. E. V. HAREN.

(L.S.) VAN ISSELMUDEN.

(L.S.) E. TAMINGA.

## CLXXII.

26. Juin. *Traité de Paix, d'Amitié, & de Commerce entre* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, & les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-bas, par lequel après avoir posé pour Base & Fondement, le Traité de Munster du 30. Janvier 1648. on convient de toutes les Stipulations les plus capables d'assurer la Paix & la bonne intelligence entre l'Espagne & la Republique; principalement par raport au Commerce, à l'égard duquel il est dit; que les Sujets de part & d'autre jouïront sans exception des mêmes Privileges, Franchises & Libertés, dont les autres Nations ou Villes les plus favorisées, peuvent avoir joüi, ou pourroient joüir cy après. Le Traité de Marine de l'an 1650. y est aussi rapellé & confirmé de mot à mot; La Separation à perpetuité des Couronnes de France & d'Espagne y promise, & les Renonciations faites à ce sujet y sont garanties. Fait à Utrecht le 26. Juin 1714.* Avec DEUX ARTICLES *separez du même jour. L'un touchant une somme de quatre millions cent mille trois cent Livres dûe à L. H. P. par l'Espagne: L'autre touchant ce que la Succession du feu Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *a aussi à prétendre de cette Couronne en vertu des Anciens Traitez.* S'ensuivent *les* PLEINPOUVOIRS, *& les* RATIFICATIONS. [Sur la Copie imprimée à la Haye, chez *Scheltus*, Imprimeur ordinaire de L. H. P. in fol.]

AU nom & à la gloire de Dieu, soit notoire à tous, qu'après une longue & sanglante Guerre, qui a affligé les Peuples, Sujets, Royaumes & Païs de l'obéissance des Seigneurs Roi d'Espagne & Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas, Eux Seigneurs Roi & Estats, touchés de compassion Chrestienne, & desirans de mettre fin aux calamitez publiques, d'arrêter les suites deplorables, que la continuation ulterieure de ladite Guerre pourroit causer, & de les changer en des effets agreables d'une bonne & sincere Paix, & en des fruits doux d'un entier & ferme repos; & desirans aussi de retablir, conserver, & augmenter la bonne intelligence, qui avoit si long tems, & si heureusement subsisté entre la Couronne d'Espagne & l'Estat des

ANNO 1714.

Provinces-Unies, & dont les Sujets de part & d'autre, par leur Commerce & Navigation, ont tant profité; leſdits Seigneurs Roi d'Eſpagne Don Philippe V. & Etats Généraux des Provinces-Unies, pour parvenir à une ſi bonne fin, & à un but tant deſirable, ont commis & deputé pour leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, ſavoir ledit Seigneur Roi, Don François Marie de Paula, Tellez & Giron, Duc d'Oſſuna, Comte de Vruéna, Marquis de Penafiel, Grand d'Eſpagne de la premiere claſſe, Grand Chambellan du Roi Catholique, Grand Notaire dans les Royaumes de Caſtille, Commandeur de l'Ordre de Calatrava, & Grand Commandeur aux Clefs & dans l'Ordre de St. Jaques, un des Grands aſſiſtans à la Chambre du Roi Catholique, General dans ſes Armées, Capitaine de la premiere Compagnie de ſes Gardes du Corps; Et Don Iſidore Caſado de Azevedo de Roſales, Marquis de Monteleon, Vicomte de Aleazar Real, Senateur au Conſeil Souverain des Indes de Sa Majeſté Catholique, un des Gentilhommes de la Chambre de Sadite Majeſté; Et leſdits Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jaques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam: Bruno vander Duſſen, Bourguemaiſtre, Sénateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dijckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkeſtein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du reſſort de l'Etat; Frederic-Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, &c. Préſident de la Nobleſſe dans les Etats de la Province d'Utrecht; Sicco van Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, & Curateur de l'Univerſité à Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vreedewold &c. Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, leſquels Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, munis reſpectivement des Pleinpouvoirs (dont les Copies ſont inſerées de mot à mot à la fin du preſent Traité) & aſſemblés en cette Ville d'Utrecht, deſtinée aux Negotiations d'une Paix generale, en vertu de leurſdits Pleinpouvoirs, pour & au nom deſdits Seigneurs Roi & Eſtats, ont fait, conclû & accordé les Articles qui s'enſuivent.

I. Il y aura à l'avenir entre ledit Seigneur Roi & ſes Succeſſeurs Rois d'Eſpagne, & ſes Royaumes d'une part, & leſdits Seigneurs Etats Généraux de l'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle, & inviolable, & ceſſeront en ſuite, & ſeront delaiſſés, immediatement après la ſignature de ce Traité, tous actes d'hoſtilité, de quelque nature qu'ils ſoient, entre leſdits Seigneurs Roi & Eſtats Generaux, tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, & tous leurs Royaumes, Païs, Terres & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans, de quelque qualité ou condition qu'ils ſoient, ſans exception de Lieux ou de perſonnes.

II. Il y aura un oubli & Amniſtie generale, de tout ce qui a été commis de part & d'autre, à l'occaſion de la derniere Guerre, & ainſi tous les Sujets deſdits Seigneurs Roi & Eſtats Generaux, de quelque qualité ou condition qu'ils ſoient, ſans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & ſeront effectivement laiſſés & retablis en la poſſeſſion, & jouïſſance paiſible de tous leurs biens, honneurs, dignités, privileges, franchiſes, Droits, exemptions, Conſtitutions, & Libertés, ſans pouvoir être recherchez, troublés, ni inquietés en general ni en particulier, pour quelque cauſe ou pretexte que ce ſoit, pour raiſon de ce qui s'eſt paſſé depuis la naiſſance de ladite Guerre; & en conſequence du preſent Traité, & après qu'il aura été ratifié, il leur ſera permis à tous & à chacun en particulier, ſans avoir beſoin de Lettres d'abolition & de Pardon, de retourner en perſonne dans leurs Maiſons, en la jouïſſance de leurs Terres, & de tous leurs autres biens, ou d'en diſpoſer de telle maniere, que bon leur ſemblera.

III. De même ceux, ſur leſquels quelques biens ont été ſaiſis, & confiſqués, à l'occaſion de ladite Guerre, leurs heritiers, ou aians cauſe, de quelque condition qu'ils puiſſent être, jouïront d'iceux biens, & en prendront la poſſeſſion de leur authorité privée, & en vertu du preſent Traité, ſans qu'il leur ſoit beſoin d'avoir recours à la Juſtice, non obſtant incorporations au Fiſc, engagemens; dons en faits, Traités, Accords, & Tranſactions, quelques Renonciations qui ayent été miſes esdites Tranſactions, pour exclure de partie deſdits Biens ceux, à qui ils doivent appartenir, & tous & chacuns biens & Droits, qui conformement au preſent Traité ſeront reſtituez, ou devront eſtre reſtituez reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs, ou ayans cauſe, pourront eſtre vendus par leſdits Proprietaires, ſans qu'il ſoit beſoin d'impetrer pour cela conſentement particulier, & enſuite les Proprietaires des rentes, qui de la part des Fiſcs ſeront conſtituez en Lieu des biens vendus, comme auſſi des rentes & actions conſtituez à la charge des Fiſcs reſpectivement, pourront diſpoſer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres Biens.

IV. Les Sujets & Habitans, de part & d'autre, pourront auſſi reclamer leurs Biens & Effets, qui ont été detenus à l'occaſion de la Guerre, ſoit par leurs correſpondans ou autres, qui que ce ſoit: & en cas que ces Biens & Effets ſoient vendus, par qui que ce puiſſe être, ils en pourront demander le provenu, & en cas de diſpute là deſſus, il leur ſera permis d'y contraindre les detenteurs de leurs Biens & effets, ou leur debiteurs, par les voyes de Juſtice, & les Juges ſeront obligés de leur rendre prompte & bonne juſtice, & dans l'examen de tels procès, avoir ſeulement attention aux merites de la cauſe, ſans refléchir aucunement ſur la Guerre paſſée.

V. Les Sujets dudit Seigneur Roy ne pourront prendre aucunes Commiſſions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de repreſailles des Princes ou Etats, Ennemis deſdits Seigneurs Etats Generaux, moins les troubler, ni endommager en aucune maniere, en vertu de telles Commiſſions ou Lettres de repreſailles, ni aller en courſe avec elles, ſous peine d'être pourſuivis & chatiés, comme des Pirates, ce qui ſera pareillement obſervé par les Sujets des Provinces-Unies, à l'egard des Sujets dudit Seigneur Roy, & ſeront à cette fin toutes & quantes fois, que cela ſera requis, de part & d'autre, dans les Terres de l'obeiſſance deſdits Seigneurs Roy & Etats Généraux publiées, & renouvellées, defenſes tres-expreſſes & tres-preciſes de ſe ſervir en aucune maniere de telles Commiſſions ou Lettres de repreſailles, ſous la peine ſuſmentionnée, qui ſera executée ſeverement contre les contrevenants outre la reſtitution entiere, à laquelle ils ſeront tenus envers ceux auxquels ils auront cauſé dommage.

VI. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient ſurvenir par les priſes faites par ignorance de cette Paix, & principalement dans les Lieux éloignés, il a été convenu & accordé, que ſi quelques priſes ſe font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuſe en Norvegue, juſques au bout de la Manche, après l'eſpace de douze jours, ou du bout de ladite Manche, juſqu'au Cap de St. Vincent, après l'eſpace de quatre ſemaines, & de là dans la Mer Mediterranée, & juſqu'à la Ligne, après l'eſpace de ſix ſemaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde, après l'eſpace de ſix mois, à compter reſpectivement du jour de la ſignature du preſent Traité de Paix, leſdites Priſes, & les dommages, qui ſe feroient après ces termes, comme auſſi les Priſes, & les dommages qui ſe feroient dans leſdits termes, par ceux qui auroient eu connoiſſance de la concluſion de cette Paix, ſeront portés en compte, & tout ce qui aura été pris ſera rendu avec compenſation de tous les dommages qui en ſeront provenus.

VII. Toutes Lettres de marque & de repreſailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées pour quelque cauſe que ce ſoit, ſont declarées nulles, & n'en pourront être cy-après données par l'un des hauts Contractans au prejudice des Sujets de l'autre, ſi ce n'eſt ſeulement en cas de manifeſte deny de juſtice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, ſi la Requeſte de celuy qui demande les repreſailles n'eſt communiquée au Miniſtre qui ſe trouve-

ra

ANNO 1714.

ra ſur les Lieux de la part de l'Etat contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de ſix mois, ou plûtôt, s'il ſe peut, il puiſſe s'informer du contraire, ou procurer l'accompliſſement de juſtice qui ſera du.

VIII. Ne pourront auſſi les particuliers Sujets dudit Seigneur Roy être mis en action ou arrêt, en leurs Perſonnes ou Biens pour aucune choſe, que Sa Majeſté Catholique peut devoir, ny les particuliers, Sujets deſdits Seigneurs Etats, pour les dettes publiques de l'Etat.

IX. La Paix & la bonne amitié & correſpondence étant ainſy retablie entre leſdits Seigneurs Roy & Etats Generaux, comme auſſi entre leurs Sujets, & Habitans reciproquement, & même aiant été pourveu, que rien de ce qui pourroit avoir entretenu ou cauſé quelque inimitié n'arrive, leſdits Seigneurs, Roy & Etats Generaux procureront & avanceront fidellement le bien & la proſperité l'un de l'autre, par tout ſupport, aide, conſeil, & aſſiſtances, en toutes occaſions, & en tout tems, & ne conſentiront à l'avenir à aucun Traité ou Negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront, & donneront avis reciproquement avec ſoin & ſincerité, auſſi tôt qu'ils en auront connoiſſance.

X. Le Traité de Munſter du trentiéme Janvier mille ſix cent quarante huit, fait entre le feu Roy Philippe IV., & les Seigneurs Etats Generaux, ſervira de baſe au preſent Traité & aura lieu en tout autant qu'il ne ſera pas changé par les Articles ſuivans, & pour autant qu'il eſt applicable. Et pour ce qui regarde les Articles cinq & ſeize de ladite Paix de Munſter, ils n'auront lieu qu'en ce qui concerne leſdites deux Hautes Puiſſances Contractantes, & leurs Sujets.

XI. Les Sujets & Habitans des Païs deſdits Seigneurs Roy & Etats auront toute bonne correſpondance & amitié par enſemble, & pourront frequenter, ſejourner, & demeurer es Pays l'un de l'autre, & y exercer leur traficq & commerce, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, le tout reſpectivement en toute ſeureté & liberté & ſans aucun empeſchement.

XII. Pourront auſſi avoir dans les Terres & Etats de l'un & de l'autre leurs propres Maiſons pour y demeurer, & leurs Magazins & Celiers, pour y mettre leurs Marchandiſes, & en jouïr reciproquement en toute liberté & ſeureté, comme un effet de la Paix, & ne ſeront ſujets à de plus grands Droits ou impoſitions, que les Sujets de l'un & de l'autre, & ne pourront être recherchés, viſités, ny inquietés, à cauſe de leur negoce ou traficq dans leurs Maiſons, Magazins & Celiers, ſoit qu'ils les tiennent à loyer, ou qu'ils leur appartiennent, ſi ce n'eſt ſur des avis & indices ſuffiſans, de fraude, ou de Commerce de contrebande, auquel cas, les Commis & Facteurs des Fermiers pourront faire telle viſite, qui conviendra, avec la permiſſion du Juge Conſervateur des Douanes & autres revenus, & pourra le commerçant, qui ſera viſité, appeller le Juge Conſervateur, ou le Conſul de ſa Nation, pour aſſiſter à la viſite, lequel pourra ſeul ſervir de temoin, & ſans qu'il ſoit permis de faire aucun déplaiſir au Commerçant, ny à ſon Commerce: toujours entendu, que ſi les propres Sujets dudit Seigneur Roy, ou de quelque autre Prince, Etat, Nation, ou Villes fuſſent deja, ou ſeroient cy-après traités plus favorablement à cet égard, les Sujets deſdits Seigneurs Etats Generaux ſeront traités de même.

XIII. Leſdits Sujets de part & d'autre pourront auſſi frequenter avec leurs Marchandiſes & Navires, les Païs, Terres, Villes, Ports, Places, & Rivieres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes perſonnes indiſtinctement, acheter, trafiquer, & tranſporter toutes ſortes de Marchandiſes, dont l'entrée & ſortie ne ſera defendue generalement & univerſellement à tous, tant Sujets qu'Etrangers, par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre, en payant les Droits d'entrée ou ſortie, & autres qui ſe payeront par les propres Sujets, & autres Nations amies les plus favoriſées; Et ainſi l'on facilitera reciproquement l'entrée & la ſortie de leurs Vaiſſeaux, ſans autre retardement, ny empeſchement.

XIV. Leſdits Sujets de part & d'autre, ne ſeront pas auſſi tenus de payer plus grands, ou autres Droits, charges, gabelles, ou impoſitions quelconques ſur leurs Perſonnes, Biens, Marchandiſes, Denrées, Navires, ou frets d'iceux, directement ny indirectement, ſous quelque nom, titre ou pretexte que ce puiſſe être, que ceux qui ſeront payés par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre. ANNO 1714.

XV. Et afin que les Officiers & Miniſtres ne puiſſent demander, ny prendre des Marchands & Sujets reſpectifs, de plus grandes taxes, Droits, ny ſalaires, que ce qu'ils en doivent prendre en vertu de ce Traité, & que leſdits Marchands & Sujets puiſſent ſavoir avec certitude ce qui eſt ordonné là-deſſus; il a été accordé, qu'il y aura des Pancartes ou Liſtes par tout, où ces Droits ſont ordinairement payez, dans leſquelles ſera exprimé combien on doit payer de Droits d'entrée & de ſortie; & ſur ce qui a été repreſenté à Sa Majeſté Catholique, que les Inſpecteurs, communement appellez Viſtas, favoriſent trop les Fermiers de la Douane particulierement par des eſtimations exceſſives des Marchandiſes, qui ne ſont pas aſſés ſpecifiées dans leſdites Liſtes, & que cela ſeroit extremement prejudiciable au Commerce & traficq, Sa Majeſté voulant y remedier, donnera les ordres neceſſaires, à ce que ces plaintes ceſſent entierement.

XVI. Leſdits Sujets de part & d'autre ayant une fois payé les Droits d'entrée, compris dans les Tarifs & autres Loix, ne ſeront pas obligez d'en payer encore d'autres, quoy qu'ils tranſportent par terre leurs Marchandiſes ou Denrées d'un Royaume ou Province à l'autre en Eſpagne, & cela s'obſervera de même dans l'Etat des Provinces-Unies, & pour les autres Droits, on payera reſpectivement les mêmes, que les propres Sujets, ou les autres Nations les plus favoriſées payent.

XVII. Les Sujets deſdits Seigneurs Etats Generaux ne pourront auſſi être traitez en Eſpagne, ny dans les Royaumes & Etats en dependans, autrement, ou moins favorablement, que la Nation la plus favoriſée, mais ils y jouïront au fait de Commerce & de Navigation, & generalement en tout, ſans aucune exception, ny reſerve, des mêmes privileges, franchiſes, exemptions, immunitez & ſeuretés, dont ils ont joui avant cette Guerre, & dont d'autres Nations ou Villes trafiquantes les plus favoriſées pouvoient, ou pourroient encore cy-après jouïr par deſſus, ſoit en vertu des Traités de Paix ou de Commerce, ou par des Contracts, Ordonnances, ou Actes particuliers, tellement que les mêmes privileges, franchiſes, exemptions, immunités & ſeuretés, qui ont été accordés, ou ſeroient accordés au Roy de France, à la Reine de la Grande-Bretagne, ou à quelqu'autre Royaume, Etat, Nation, ou Villes, quelles qu'elles ſoient, ou à leurs Sujets, ſeront pareillement accordés auxdits Seigneurs Etats, ou à leurs Sujets avec toutes les clauſes & circonſtances avantageuſes, qui y ſoient ajoutées; la même choſe aura auſſi lieu à l'egard des Sujets dudit Seigneur Roy, qui dans toute l'étenduë des Pays de l'obeïſſance deſdits Seigneurs Etats ſeront traitez auſſi favorablement que la Nation la plus favoriſée.

XVIII. Ne pourront les Marchands, Maitres des Navires, Pilotes, Matelots, leurs Navires, Marchandiſes, Denrées, & autres Biens à eux appartenans, eſtre ſaiſis & arrêtés, ſoit en vertu de quelque Mandement general ou particulier, & pour quelque cauſe que ce ſoit, de guerre, ou autrement, ny même ſous pretexte de s'en vouloir ſervir pour la conſervation & defenſe du Païs, on n'entend pas neantmoins en ce comprendre les ſaiſies & arrêts de juſtice par les voyes ordinaires, à cauſe des dettes propres, Obligations, & Contracts valables de ceux, ſur qui leſdites ſaiſies auront été faites, en quoy il ſera procedé, ſelon qu'il eſt accoutumé par Droit & raiſon.

XIX. Les Navires chargez par les Sujets de l'un des Hauts Contractans, paſſans devant les côtes de l'autre, & relâchans dans les Rades ou Ports par tempête ou autrement ne ſeront contraints d'y decharger, ou debiter leurs Marchandiſes, en tout ou en partie; ny tenus d'y payer aucuns Droits, à moins qu'ils ne les y dechargent de leur bon gré, & qu'ils en vendent quelque partie: il ſera cependant libre, après en avoir obtenu la permiſſion de ceux, qui ont la direction des affaires maritimes, de decharger & de vendre une petite partie du chargement, ſeulement pour acheter les vivres, ou les choſes neceſſa-

ANNO 1714.

res pour le radoub du Vaiſſeau; & dans ce cas on ne pourra exiger des Droits pour tout le chargement, mais ſeulement pour la petite partie, qui aura été dechargée ou vendüe; mais en cas qu'ils dechargent davantage, que la permiſſion donnée ne porte, ils payeront pour tout le chargement.

XX. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront les Rades, Rivieres, Ports, & Havres libres & ouverts pour entrer, ſortir, demeurer à l'ancre, tant qu'il leur ſera neceſſaire, ſans pouvoir être viſités à la charge, ils ſeront neantmoins obligés d'en uſer avec diſcretion, & de ne donner aucun ſujet de jalouſie par un trop grand nombre de Vaiſſeaux, par un trop long & affecté ſejour, ny autrement, aux Gouverneurs deſdites Places & Ports, auxquels les Capitaines deſdits Navires feront ſavoir la cauſe de leur arrivée, & de leur ſejour; mais à l'égard des Vaiſſeaux Marchands des Sujets de l'un & de l'autre, il ſera permis aux Fermiers ou Officiers de la Douane d'y mettre des gardes auſſi-tôt qu'ils ſeront entrés dans leſdits Ports ou Havres.

XXI. Les Navires de guerre deſdits Seigneurs Roy & Etats Generaux, & ceux de leurs Sujets, qui auront été armés en guerre, pourront en toute liberté conduire les priſes, qu'ils auront faites ſur leurs ennemis, où bon leur ſemblera, ſans être obligés à aucuns Droits des Amiraux, ou de l'Amirauté, ou d'aucune autre, en cas que leſdites priſes ne dechargent pas, lequel ſera pourtant permis, après en avoir obtenu permiſſion, & en ce cas les Droits d'entrée en ſeront payés reſpectivement ſelon les Loix du lieu; bien entendu, qu'il ne ſera pas permis de decharger des Marchandiſes de contrebande, ou defendues, auſſi leſdits Navires, ou leſdites priſes, entrans dans les Havres ou Ports dudit Seigneur Roy, ou deſdits Seigneurs Etats Generaux, ne pourront être arrêtées ou ſaiſies, ny les Officiers des Lieux ne pourront prendre aucune connoiſſance de la validité des priſes, leſquelles pourront ſortir, & être conduites franchement & en toute liberté, aux Lieux portez par les Commiſſions, dont les Capitaines deſdits Navires ſeront obligez de faire aparoir: & au contraire ne ſera donné azile ny retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux, qui auront fait des priſes ſur les Sujets de Sa Majeſté Catholique, ou des Seigneurs Etats Generaux, mais y étans entrés par neceſſité de Tempête, ou peril de la Mer, on les fera ſortir le plûtôt qu'il ſera poſſible.

XXII. Les Conſuls que leſdits Seigneurs Eſtats conſtitueront dans les Royaumes & Etats dudit Seigneur Roy, pour le ſecours & la Protection de leurs Sujets, y auront & jouïront du même pouvoir & authorité, dans l'exercice de leur charge, comme auſſi des mêmes exemptions & immunités, qu'aucun autre Conſul ait eu cy-devant, ou pourroit avoir cy-après dans leſdits Royaumes; & les Conſuls Eſpagnols, qui demeureront dans les Provinces-Unies, y auront, & jouïront de tout ce qu'aucun Conſul, de quelque autre Nation que ce ſoit, ait eu juſques icy, ou pourroit avoir cy-après dans leſdites Provinces.

XXIII. Les Sujets & Habitans des Païs-bas pourront par tout dans les Terres de l'obeïſſance dudit Seigneur Roy, ſe faire ſervir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, Solliciteurs, & Executeurs, que bon leur ſemblera, à quoy auſſi ils ſeront commis par les Juges ordinaires, quand il ſera beſoin, & que ces Juges en ſeront requis, & reciproquement les Sujets, & Habitans dudit Seigneur Roy, venans aux Païs deſdits Seigneurs Eſtats jouïront de la même aſſiſtence.

XXIV. Les mêmes Sujets & Habitans de part & d'autre, ne ſeront point contraints de montrer, ny repreſenter leurs regiſtres, & livres de compte, à qui que ce ſoit, ſi ce n'eſt pour faire preuve pour eviter les procès & les conteſtations, & ils ne pourront être embarqués, retenus, ny pris d'entre leurs mains, ſous quelque pretexte que ce ſoit, & il ſera permis auxdits Sujets de part & d'autre dans les Lieux reſpectifs, où ils demeureront, de tenir leurs livres de compte, de negoce, & correſpondence, en telle Langue, qu'il leur plaira, en Eſpagnol, Flamand, ou telle autre Langue que ce ſoit, pour raiſon de quoy ils ne ſeront point moleſtés, ny ſujets à quelque recherche, de qui que ce ſoit; & quelque autre choſe, qui ait été accordée par l'un ou l'autre des Hauts Contractans, à aucune autre Nation ſur ce Point, ſera entendu pareillement avoir été accordé icy.

XXV. Les Sujets & Habitans des Pays deſdits Seigneurs Roi & Eſtats Generaux de quelque qualité ou condition qu'ils ſoient, ſont declarés capables de ſucceder reſpectivement les uns aux autres, tant par Teſtament, que ſans Teſtament, ſelon les Coutumes des Lieux; & ſi quelques ſucceſſions étoient cy-devant echues à quelques uns d'eux, ils y ſeront maintenus & conſervés.

XXVI. Les Biens, Marchandiſes, Papiers, Ecritures, Livres de compte, & tout ce qui pourroit appartenir aux Sujets deſdits Seigneurs Eſtats, morts en Eſpagne, appartiendront immediatement à leurs Heritiers, qui étans preſens & majeurs, ou bien les Executeurs ou Tuteurs Teſtamentaires, ou leurs authoriſés, ſelon l'exigence du cas, en pourront auſſi d'abord prendre poſſeſſion, les adminiſtrer, & en diſpoſer librement comme de Droit: Mais en cas, que deſdits Sujets, morts en Eſpagne, les heritiers fuſſent abſens ou Mineurs, & que les Heritiers abſens, qui ſeroient majeurs n'y euſſent pas encore pourveu, non plus par leur Procuration, les Biens, Marchandiſes, Papiers, Ecritures, Livres de compte, & tout le reſte du defunt, ſeront alors inventoriés par un Notaire public, en preſence du Juge Conſervateur de la Nation, ou en cas qu'il n'y en ait pas, en preſence du Juge ordinaire accompagné du Conſul ou autre Miniſtre deſdits Seigneurs Eſtats, & de deux Marchands de la Nation, & depoſés entre les mains de deux ou trois Marchands, qui ſeront nommés par ledit Conſul ou Miniſtre pour être gardés & conſervés pour les proprietaires & les creanciers; & dans les Lieux, où il n'y a ny Conſeil, ny autre Miniſtre, tout cela ſe fera en préſence de deux ou trois Marchands de la même Nation, qui y ſeront commis à la pluralité des voix, ce qui s'obſervera en pareil cas, à l'égard des Sujets du Roy Catholique dans les Provinces-Unies.

XXVII. Comme il y a déja eſté aſſigné à Cadix un lieu convenable pour l'enterrement des Corps de ceux des Sujets deſdits Seigneurs Eſtats, qui y meurent, ledit Seigneur Roi donnera au plûtôt l'ordre neceſſaire à ce, que dans d'autres Villes Marchandes ſoient auſſi ordonnées des Places honorables, pour y enterrer les Corps de ceux, qui du côté deſdits Seigneurs Etats viendront à deceder ſous l'obéïſſance dudit Seigneur Roi.

XXVIII. Et afin que les Loix de Commerce, qui ont eſté obtenues par la Paix, ne puiſſent demeurer infructueuſes, comme il arriveroit, ſi les Sujets deſdits Seigneurs Etats fuſſent moleſtés pour le cas de conſcience, quand ils vont & viennent ou demeurent dans les Etats dudit Seigneur Roi, pour y exercer le Commerce ou autrement, pour cette cauſe, afin que le Commerce ſoit ſûr, & ſans danger, tant par Mer que par Terre, ledit Seigneur Roi donnera les ordres neceſſaires, à ce que les Sujets deſdits Seigneurs Etats ne ſoient pas moleſtez, contre & au prejudice des Loix de Commerce, & que pas un d'eux ſoit inquieté, ny troublé pour ſa conſcience, auſſi long tems, qu'ils ne donneront point de ſcandale, & ne commettront point d'offence publicque, dont leſdits Sujets ſeront obligez de s'abſtenir, & ſe gouverner & comporter en toute modeſtie, le même ſera fait & obſervé à l'égard des Sujets dudit Seigneur Roi, qui ſeront ou demeureront dans les Provinces-Unies.

XXIX. Ledit Seigneur Roi conſervera aux Sujets des Seigneurs Etats Généraux, dans les Villes Marchandes de ſon Royaume, où ils ont eu des Juges Conſervateurs du tems du feu Roi Charles ſecond, la même faculté, & ils en jouïront auſſi dans les autres Villes, où d'autres Nations en jouïſſent, ou pourroient encore jouïr ci-après, le tout de la même maniere, & avec la même authorité, dont les Juges Conſervateurs ont uſé, durant le Regne du feu Roi Charles ſecond, & l'appel des Sentences de ces Juges Conſervateurs pourra auſſi être interjetté & pourſuivi ſelon ce qui en a eſté pratiqué durant le même Regne, & tout cela s'obſervera, à moins qu'on n'en convienne autrement.

XXX. Les Droits impoſés ſur les Marchandiſes & Manufactures des Sujets des Provinces-Unies, pendant & à cauſe de la guerre au deſſus de ceux, portés par les Tarifs du tems du Roi Charles

ANNO 1714.

les ſecond, ceſſeront incontinent après la ſignature de la Paix, comme auſſi ceux, qui pourroient avoir eſté mis pendant & à cauſe de ladite Guerre, ſur les Marchandiſes & Manufactures ſortantes d'Eſpagne & doreſnavant leſdits Sujets des Provinces Unies payeront les mêmes Droits, comme ceux des autres Nations les plus favoriſées.

XXXI. Sa Majeſté Catholique promet de ne pas permettre qu'aucune Nation etrangere, quelle qu'elle puiſſe eſtre, & pour quelque raiſon, ou ſous quelque pretexte que ce ſoit, envoye Vaiſſeaux, ou aille commercer dans les Indes Eſpagnolles, mais au contraire Sa Majeſté s'engage de retablir & de maintenir après la Navigation & le Commerce dans ces Indes, de la maniere, que tout cela eſtoit pendant le Regne du feu Roi Charles ſecond, & conformement aux Loix fondamentales d'Eſpagne, qui defendent abſolument à toutes les Nations étrangeres l'entrée & le Commerce dans ces Indes, & reſervent l'un & l'autre uniquement aux Eſpagnols, Sujets de Sadite Majeſté Catholique; & pour l'accompliſſement de cet Article, les Seigneurs Eſtats Generaux promettent auſſi d'aider Sa Majeſté Catholique; bien entendu que cette regle ne donnera pas de prejudice au contenu du Contract de l'Aſſiento des Negres, fait en dernier lieu avec Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne.

XXXII. Tous Priſonniers de guerre ſeront delivrés de part & d'autre ſans payer aucun rançon, & ſans diſtinction des Lieux, ni des Drapeaux ou Etendarts, où, & ſous leſquels ils ayent ſervi, pour autant que ces Priſonniers ſont au pouvoir deſdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, & les dettes, que leſdits Priſonniers de guerre ont contractées ou faites de part & d'autre, ſeront payées, celles des Eſpagnols de par Sa Majeſté Catholique, & celles de ceux des Seigneurs Eſtats de par l'Eſtat, reſpectivement dans le terme de trois mois, après l'échange des Ratifications de ce Traité.

XXXIII. Et pour rendre le Commerce & la Navigation de part & d'autre encore plus libre & ſeure, on eſt convenu de confirmer le Traité de Marine, fait à la Haye le dix-ſeptiéme Decembre mille ſix cent cinquante, entre le feu Roi Philippe IV. & les Seigneurs Eſtats Généraux, & que ce Traité ſera obſervé & executé en tout, comme s'il étoit inſeré ici de mot à mot, excepté que la defenſe compriſe dans les Articles troiſiéme & quatriéme de ce Traité n'aura aucun lieu.

XXXIV. Quoy qu'il ſoit dit dans pluſieurs des Articles precedens, que les Sujets de part & d'autre pourront librement aller, frequenter, demeurer, naviger & trafiquer dans les Païs, Terres, Villes, Ports, Places & Rivieres de l'un & de l'autre des Hauts Contractans; on entend neantmoins, que leſdits Sujets ne jouïront de cette liberté, que dans les Etats de l'un & de l'autre en Europe, puiſque l'on eſt expreſſement convenu, que pour ce qui regarde les Indes Eſpagnoles, la Navigation & le Commerce ne s'y feront, que conformement à l'Article XXXI. de ce Traité, & que dans les Indes, tant Orientales, qu'Occidentales, qui ſont ſous la domination des Seigneurs Etats Generaux, la Navigation & le Commerce ſe feront, comme ils s'y ſont fait juſques à preſent, & que pour ce qui regarde les Iſles Canaries, la Navigation & le Commerce des Sujets des Seigneurs Eſtats s'y feront de la même maniere, que ſous le Regne du feu Roy Charles ſecond.

XXXV. Si par inadvertence ou autrement, il ſurvenoit quelque inobſervation ou inconvenient au préſent Traité, de la part deſdits Seigneurs Roy ou Etats, ou leurs Succeſſeurs, cette Paix, & Alliance ne laiſſera pas de ſubſiſter en toute ſa force, ſans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié, & de la bonne correſpondence, mais on reparera promptement leſdites contraventions; & ſi elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en ſeront ſeuls châtiés, & le dommage ſera reparé au même lieu, où la contravention aura été faite, s'ils y ſont ſurpris, ou bien en celuy de leur domicile ſans qu'ils puiſſent être pourſuivis ailleurs en leurs corps, ny Biens, de quelque maniére que ce ſoit.

XXXVI. Et pour mieux aſſeurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux deſdits Seigneurs Etats, il a été accordé, qu'arrivant cy-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne d'Eſpagne, & leſdits Seigneurs Etats (ce qu'à Dieu ne plaiſe) il ſera toûjours donné un terme d'un an & d'un jour, après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour ſe retirer avec leurs effets, & les tranſporter où bon leur ſemblera, ce qui leur ſera permis de faire, comme auſſi de vendre ou tranſporter leurs Biens & meubles en toute liberté, ſans qu'on leur puiſſe donner aucun empeſchement, ny proceder pendant ledit terme d'un an & d'un jour à aucune ſaiſie de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs perſonnes.

XXXVII. Puis que l'heureuſe continuation de Paix, auſſi bien que le repos & la ſeureté de l'Europe dependent entr'autres principalement auſſi de ce, que les deux Couronnes d'Eſpagne & de France demeurent toujours independantes l'une de l'autre, & qu'Elles ne puiſſent jamais être unies ſur la tête d'un même Roy, & que Sa Majeſté Catholique à cette fin, & du conſentement du Roy Très-Chrêtien, a renoncé le cinquiéme Novembre de l'année mil ſept cent douze, pour Elle-même, ſes Heritiers, & Succeſſeurs à perpetuité, & dans les termes les plus forts, à tout Droit, titre & pretenſion, quelle qu'elle puiſſe être, à la Couronne de France, & que de l'autre coté les Princes de la Maiſon Royale de France ont auſſi renoncé pour eux-mêmes, leurs Heritiers & Succeſſeurs à perpetuité, & dans les termes les plus forts, à tout Droit, titre ou pretenſion, quelle qu'elle puiſſe être, à la Couronne d'Eſpagne, & puis que ces Renonciations & les Declarations, qui s'en ſont enſuivies en Eſpagne, & en France, ſont auſſi devenues des Loix fondamentales & inviolables de l'un & de l'autre Royaume, Sa Majeſté Catholique confirme encore par ce Traité, de la maniere la plus forte, ſadite Renonciation à la Couronne de France, & Elle promet & s'engage tant pour Elle-même, que pour ſes Heritiers & Succeſſeurs d'accomplir religieuſement, & de faire accomplir cette Renonciation, ſans permettre, ny ſouffrir que directement ny indirectement on en vienne contre, ſoit en tout, ſoit en partie, comme auſſi d'emploier tout ſon pouvoir à ce que leſdites Renonciations des Princes de la Maiſon Royale de France, ſortent leur plein & entier effet, & qu'ainſi les deux Couronnes d'Eſpagne & de France demeurent toûjours tellement ſeparées l'une de l'autre, qu'Elles ne puiſſent jamais être unis.

XXXVIII. En ce preſent Traité de Paix & d'alliance ſeront compris tous les Roys, Princes & Etats, qui ſeront nommés d'un commun & reciproque conſentement & ſatisfaction de part & d'autre dans un tems convenable.

XXXIX. Et pour plus grande ſeureté de ce Traité, & de tous les Points & Articles y contenus, ſera ledit Traité publié, verifié, & enregiſtré de part & d'autre, dans les Conſeils, Cours & autres Places où l'on a accoutumé de faire les publications, verifications & enregiſtremens.

XL. Sera le preſent Traité ratifié & approuvé par les Seigneurs Roy & Etats Generaux, & les Lettres de Ratification ſeront échangées dans le terme de ſix ſemaines, ou plûtôt, ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature.

En foy de quoy nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sadite Majeſté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, avons esdits noms ſigné ces preſentes de nos ſeings ordinaires & à icelles fait appoſer les Cachets de nos Armes. A Utrecht ce vingt ſixiéme Juin l'an mil ſept cent quatorze.

*Signé*,

(L. S.) F. M. Ducque d'Ossuna.

(L.S.) El Marque de Monteleon.

(L. S.) B. v. Dussen.

(L. S.) C. v. Gheel van Spanbroeck.

(L.S.) F. A. Baron de Rheede de Renswoude.

(L. S.) Graef van Knip-huysen.

*Arti-*

ANNO 1714.

*Article ſeparé, concernant la ſomme de 4100352. Livres pretendüe par L. H. P. du même jour 26. Juin 1714.*

NOus Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires des Etats Généraux des Provinces-Unies, ayant remis entre les mains de nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Catholique le compte des debtes & pretenſions des Colleges de l'Amirauté dans les Provinces-Unies à la charge de la Couronne d'Eſpagne, reſultantes de pluſieurs Equipages faits par leſdits Colleges pour ladite Couronne, dans les années mil ſix cent ſoixante quinze, mil ſix cent ſoixante ſeize, mil ſix cent ſoixante dix ſept, & mil ſix cent ſoixante dix-huit; leſquelles debtes, & pretenſions (deduction faite de ce qui en avoit été payé) monteroient encore à quatre millions cent mille trois cent cinquante deux francs monnoye de Hollande, outre les interêts de cette ſomme, depuis le premier Janvier mille ſix cent quatre vingt deux, juſques au payement entier & effectif, comme auſſi la liquidation, qui en a été faite en partie à Bruxelles le vingt cinq Novembre mil ſix cent quatre vingt un, avec le Prince de Parme, pour lors Gouverneur des Pays-bas Eſpagnols, & ayant demandé & fortement inſiſté pour le payement deſdites dettes, & nous Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Catholique, ne nous trouvant point authoriſés à ajuſter cette affaire, nous promettons de remettre leſdits Papiers à Sa Majeſté Catholique, afin qu'elle rende la juſtice aux Colleges de l'Amirauté, comme il ſera de raiſon.

En foy de quoy nous Ambaſſadeurs Extraordinaires du Roy Catholique, & des Seigneurs Etats Generaux avons ſigné le preſent Article & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. A Utrecht ce vingt ſixiéme Juin mil ſept cent quatorze.

*Signé,*

(L.S.) DUQUE D'OSSUNA.

(L.S.) EL MARQUE DE MONTELEONE. (L.S.) B. v. DUSSEN.

(L.S.) C. v. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L.S.) F.A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L.S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

*Autre Article ſeparé, concernant les Pretenſions de la Succeſſion d'Orange à la charge de l'Eſpagne. Du même jour 25. Juin 1714.*

COMME les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, en qualité d'Executeurs du Teſtament de Sa Majeſté le feu Roy de la Grande-Bretagne, de tres glorieuſe memoire, ont fait donner un Memoire en Latin aux Sieurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Catholique par nous ſouſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires deſdits Seigneurs Etats Generaux, contenant ledit Memoire, ce que Leurs Hautes Puiſſances ſoutiennent appartenir legitimement à la ſucceſſion de feu Sa Majeſté le Roy de la Grande-Bretagne, à la charge de la Couronne d'Eſpagne, ſuivant le Traité de Tranſaction paſſé & conclu le vingt ſix Decembre mil ſix cent quatre vingt ſept, entre feüe Sa Majeſté Catholique, de glorieuſe memoire, d'une part, & Sadite Majeſté le Roy de la Grande-Bretagne, alors Prince d'Orange, de l'autre; conſiſtant en trois rentes diſtinctes: ſavoir une de quatre vingt mille Livres annuelle; une de vingt mille Livres annuelle; ces deux hypothequées ſur les Douanes de la Meuze, & de l'Eſcaut, & qui n'ont point été payées depuis l'année mil ſix cent quatre vingt ſeize: & une de cinquante mille Livres annuelle, qui n'a pas été non plus payée, comme deſſus, outre un reſtant de trente ſept mille quatre cent quatre vingt douze Livres pour l'année mil ſix cent quatre vingt quinze; & encore une ſomme de cent vingt mille écus, payable une fois, qui devoit avoir été payée un mois après la Ratification du ſuſdit Traité; & que les Seigneurs Etats Generaux, après avoir donné ladite repreſentation, ont encore fait donner, par nous leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, une Copie du ſuſdit Traité de Tranſaction, & des autres, qui y ſont relatifs: afin que les ſuſdites arrerages, & la ſuſdite ſomme de cent vingt mille écus, avec les interêts, qui en ſont dus, du jour du retardement, ſoient payez promptement à ladite Succeſſion Royale par Sa Majeſté Catholique ou de ſa part: & que l'on continuë le payement deſdites rentes reſpectives, ſavoir le payement abſolu de celle deſdits cinquante mille Livres, de celle de quatre vingt mille Livres & de celle de vingt mille Livres, en cas que les preſens ou futurs Poſſeſſeurs des fonds hypothequés & engagez, vinſſent, en quelque tems que ce ſoit, à manquer au payement deſdites deux dernieres rentes cy-deſſus mentionnées. Et comme d'un côté nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux avons inſiſté, que ces payements fuſſent promis, par Sa Majeſté Catholique ou en ſon nom, & que cette promeſſe fut compriſe, & inſerée dans un Article ſeparé du preſent Traité de Paix; mais, que de l'autre, nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Catholique avons allegué de n'avoir point de pouvoir à cet egard, & que l'on a jugé le plus convenable, de ne point retarder pour cela la concluſion du Traité de Paix; on eſt tombé d'accord, de part & d'autre, qu'il ſera reſervé à ladite Succeſſion Royale, de pourſuivre la ſatisfaction des pretenſions ſuſdites, de la maniere que les intereſſez à ladite Succeſſion le trouveront convenable & à propos: ſauf auſſi les raiſons que Sa Majeſté Catholique pourroit alleguer au contraire.

ANNO 1714.

En foy de quoy nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy Catholique, & des Seigneurs Etats Generaux avons ſigné le preſent Article & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. A Utrecht ce vingt ſixiéme Juin mil ſept cent quatorze.

*Signé,*

(L.S.) F. M. DUCQUE D'OSSUNA.

(L.S.) EL MARQUE DE MONTELEON. (L.S.) B. v. DUSSEN.

(L.S.) C. v. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L.S.) F.A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L.S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

*Plein-pouvoir des Ambaſſadeurs d'Eſpagne.*

DON Philippe, par la Grace de Dieu, Roi de Caſtille, Leon, Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, Navarre, Grenade, Tolede, Valence, Galice, Majorque, Seville, Sardaigne, Cordouë, Corſique, Murcie, Jaën & des Algarves, d'Algezire, de Gibraltar, des Iſles de la Terre ferme de l'Ocean; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan; Comte d'Apsbourg, de la Flandre, du Tirol & de Barcelone; Seigneur de Biſcaye, & de Molina &c. Comme nous n'avons eu rien plus à cœur, ni ne ſouhaitons rien avec plus d'ardeur, que le ſoulagement & le repos de nos Sujets, dans les afflictions & les calamitez d'une Guerre ſi ſanglante, & de ſi longue durée, qu'a été celle, que nous avons ſoufferte juſques icy; & comme

nous

ANNO 1714.

nous ſommes obligez d'avancer le ſoulagement & ce repos, par une fin heureuſe des effets & ſuites pernicieuſes de la Guerre ſuſdite, pour jouïr par là de la tranquilité, ſplendeur & des proſperités qu'ils ſouhaitent ſi ardemment; & conſiderans que pour l'affermiſſement d'un bien ſi commun, on doit commencer par une Paix particuliere, & une amitié reciproque entre cette Couronne, & les Etats Généraux des Provinces Unies. Nous avons trouvé à propos de nommer pour cette fin, & de munir de Plein-pouvoir & d'authorité entiere vous Don Françiſco Marie de Paula, Tellez, Giron, Benavides, Carello, & Toledo, Ponze de Leon, Duc d'Oſſuna, nôtre Couſin, Comte d'Urena, Marquis de Penafiel, Gentilhomme de nôtre Chambre, premier Chambellan & Echanſon, premier Notaire de nos Royaumes de Caſtille, Chevalier de l'Ordre de Calatrava, Grand Commandeur de cette Chevallerie, & Commandeur d'icelle, comme auſſi de celle d'Uſagre dans celle de St. Jago, Capitaine de la premiere Compagnie Eſpagnole de nos Gardes Royales du Corps. Et Don Iſidoro Caſado de Roſales, Marquis de Monteleon, nôtre parent, Conſeiller dans nôtre Conſeil des Indes, en qualité de nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires à cauſe de la ſatisfaction & de la confiance entiere, que nous avons ſur vos Perſonnes, comme auſſi des preuves que nous avons de vôtre prudence, ſageſſe, experience, zele, & amour pour nôtre ſervice Royal, dont nous avons vû les marques dans pluſieurs occaſions, des qualitez tant requiſes dans une Negotiation de cette importance, pour pouvoir traiter, conclure, & effectuer avec les Miniſtres & Plenipotentiaires des Etats Généraux des Provinces-Unies, nommez pour cette même fin, un bon, ferme & inviolable Traité d'une Paix particuliere & convenable avec les interets & les avantages reciproques des Sujets de nôtre Couronne & deſdits Etats Generaux. Nous promettons, comme nous le promettons par celle-ci, ſur nôtre foy & Parolle Royale, que nous, auſſi bien que nos Succeſſeurs, certifierons & approuverons tout ce que vous terminerés, concluerés, & effectuerés avec leſdits Miniſtres des Etats Generaux, pour l'obtien d'une Paix particuliere, comme il eſt dit cy-deſſus, & que nous l'executerons exactement, & que nous prendrons ſoin, que tout ſoit executé ſans la moindre contravention, & de même, que nous ne ſouffrirons jamais, qu'on y contrevienne, ſoit directement, ou indirectement, à quoy auſſi bien que pour toute autre choſe qu'il ſoit néceſſaire, nous donnons toute authorité, Plein-pouvoir, & faculté requiſe, & que nous le ratifierons & l'approuverons, dans un tel terme, qu'il ſera ſtipulé reciproquement. Nous declarons de plus, que par abſence ou par maladie d'un de vous Duc d'Oſſuna, & Marquis de Monteleon ſuſdits, un ſeul de vous deux pourra ſucceder à terminer & à conclure cette Negotiation, promettants de même de bonne foy & ſur nôtre parole Royale, d'avoir tout pour agreable & ſtable, & même de le ratifier avec toutes les ſolemnités & autres circonſtances requiſes, comme s'il auroit été ajuſté par vous tous deux. En foy de quoy nous ordonnons de depêcher, comme nous depeſchons par celle-ci les preſentes, verifiées par nôtre ſignature, cachettées de noſtre Seau ſecret & contreſignées par nôtre Secretaire d'Eſtat. Donné à Madrid le cinquiéme Avril mil ſept cent treize.

Signé,

MOI LE ROI.

*Et plus-bas.*

D. EMANUEL DE VADILLO ET VELASCO.

*Plein-pouvoirs des Ambaſſadeurs de Leurs Hautes Puiſſances.*

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes verront, Salut. Comme Nous ne ſouhaitons rien plus ardemment, que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chreſtienté eſt à préſent affligée, & que la Ville d'Utrecht a eſté agréée pour lieu des Conferences; Nous, par ce même deſir, d'arrêter, autant qu'il ſera en Nous, la deſolation de tant de Provinces, & l'effuſion de tant de Sang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de Nous, & pour cet effet deputer à ladite Aſſemblée quelques perſonnes du Corps de la Nôtre, qui ont donné pluſieurs preuves de la connoiſſance & experience, qu'ils ont des affaires publicques, auſſi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de Noſtre Eſtat. Et comme les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conſeiller Penſionaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpeenerwaert; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck, Bulkeſtein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges, dans Noſtre reſſort; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminckhuyſen & Moerkerken, &c. Préſident de la Nobleſſe dans les Eſtats de la Province d'Utrecht; Sicco van Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, & Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charle Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vreedewold, &c. Députez en Notre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zeelande, d'Utrecht, de Friſe, & de la Ville de Groeningue & Ommelandes, ſe ſont ſignalées en pluſieurs employs importants, pour Nôtre ſervice, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & addreſſe, au maniement des affaires, pour ces cauſes & autres conſiderations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & deputé leſdits Sieurs de Randwijk, Buys, vander Duſſen, de Spanbroeck, de Renſwoude, de Goſlinga, & le Comte d'In & Kniphuyſen, les commettons, ordonnons; & deputons par ces préſentes, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial, d'aller à Utrecht, en qualité de Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires pour la Paix, & d'y conferer avec les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majeſté le Roy d'Eſpagne, munis de Pouvoirs ſuffiſans, & y traiter des moyens, de terminer & pacifier les differens, qui cauſent aujourd'huy la Guerre, entre Sa Majeſté Catholique & Nous, & pourroient noſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires tous enſemble, ou quelques-uns, ou quelqu'un d'entre eux, en cas d'abſence des autres, par maladie, ou autre empêchement, en convenir, & ſur iceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce, qu'ils eſtimeront neceſſaire, pour le ſuſdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce, que Nous pourrions faire, ſi nous y eſtions preſens, quand même pour cela il ſeroit beſoin de Pouvoir & Mandement plus ſpecial, non contenu dans ces préſentes; Promettant ſincerement, & de bonne foi, d'avoir pour agréable, ferme & ſtable, tout ce, que par leſdits Sieurs Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou bien par quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux, en cas de maladie, d'abſence, ou autre empêchement des autres, aura été ſtipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier Nos Lettres de ratification, dans le tems, qu'ils l'auront promis en Noſtre nom de les fournir. Donné à la Haye en Noſtre Aſſemblée, ſous Noſtre grand Seau, la paraphure du Préſident de Noſtre Aſſemblée, & le Seing de Noſtre Greffier, le neuviéme May mil ſept cent treize.

*Eſtoit paraphé,*

J. VAN WELDEREN. Vt.

Par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Etats Généraux.

*Eſtoit ſigné,*

F. FAGEL.

ANNO 1714.

*Ratification de Leurs Hautes Puiſſances. A la Haye le 6. d'Aouſt.* 1714.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné le Traité de Paix, d'amitié & de Commerce, fait & conclu à Utrecht le vingt & ſixiéme jour du mois de Juin de la préſente année mil ſept cent quatotze, par le Sieur Don François Marie de Paula, Tellez & Giron, Duc d'Oſſune, Comte d'Urena, Marquis de Penafiel, Grand d'Eſpagne de la premiére claſſe, grand Chambellan du Roi Catholique, grand Notaire dans les Royaumes de Caſtille, Commandeur de l'Ordre de Calatrava, & grand Commandeur aux Clefs & dans l'Ordre de St. Jaques, un des grands Aſſiſtans à la Chambre du Roi Catholique, Géneral dans ſes Armées, Capitaine de la prémiére Compagnie de ſes Gardes du Corps; & le Sr. Don Iſidore Caſado de Azevedo de Roſales, Marquis de Monteleon, Vicomte d'Alcazar Real, Senateur au Conſeil Souverain des Indes de Sa Majeſté Catholique; un des Gentilhommes de la Chambre de Sadite Majeſté; Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne au Congrès d'Utrecht; & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, Bourguemaître, Sénateur, & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schielandt, Dyckgrave du Crimpenerwaard; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck Bulkeſtein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du reſſort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, &c. Préſident de la Nobleſſe dans les Etats de la Province d'Utrecht; Sicco van Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, & Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inkhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vreedewold, &c. Députés en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſt-Friſe, de Zeelande, d'Utrecht, de Friſe, de Groningue & Ommelanden, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Aſſemblée d'Utrecht, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Pleinpouvoirs reſpectifs, duquel Traité la teneur s'enſuit.

*Fiat inſertio.*

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification ſeront échangées dans le terme de ſix ſemaines, ou plûtôt, ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature, Nous voulant bien donner des marques de nôtre ſincerité, & Nous acquiter de la parole, que Nos Ambaſſadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'icelui, ci-deſſus tranſcrits, comme Nous l'agréons, approuvons & ratifions, par ces préſentes; promettant en bonne foi & ſincerement de le garder, entretenir & obſerver inviolablement, de Point en Point, ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais aller, ni venir au contraire directement ni indirectement, en quelque ſorte ou maniére que ce ſoit. En foi de quoi Nous avons fait ſigner ces préſentes par le Préſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre Greffier, & y appoſer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le ſixiéme d'Aouſt l'an mil ſept cent quatorze.

*Etoit paraphé*,

C v. GHEEL VAN SPANPROEK. Vt.

*Sur le pli eſtoit écrit*,

Par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Etats Généraux.

*Etoit ſigné*,

F. FAGEL.

Et ſcellé du grand Seau en cire rouge.

*Ratification du coſté de l'Eſpagne. Donnée au Pardo le 27. Juillet* 1714.

ANNO 1714.

DON Philippe par la Grace de Dieu Roi de Caſtille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corſe, de Murcie, de Jaën, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Iles des Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Iles & Terre ferme de l'Ocean; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte d'Apsbourg, de Flandres, Tirol & Barcelone; Seigneur de Biſcaye, & de Molina, &c. D'autant que le vingt ſixiéme Juin dernier, nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas, ont dans la Ville d'Utrecht, ajuſté, conclu & ſigné un Traité de Paix & d'amitié dont la teneur s'enſuit.

*Fiat inſertio.*

Duquel Traité ci-deſſus écrit & inſeré, comme il eſt dit, après l'avoir vû & examiné murement de mot à mot dans mon Conſeil, j'ay reſolu de l'aprouver & de le ratifier, comme en vertu des préſentes je l'aprouve & ratifie, & tout ce qui y eſt exprimé & mentionné, pour moi & mes Héritiers & Succeſſeurs, comme auſſi pour mes Vaſſaux, Sujets & Habitans de tous mes Royaumes & Seigneuries, & ce en la meilleure & plus ample forme que faire ſe peut, & tiens pour bon, ferme & de valeur tout ce qui y eſt contenu, & je promets en foi & parolle de Roi, auſſi bien que pour mes Succeſſeurs & Héritiers, de l'obſerver & executer inviolablement, ſelon ſa forme & teneur, & d'ordonner qu'il ſoit executé & obſervé de la même maniere, que ſi je l'avois fait en propre Perſonne, ſans rien faire ou rien faire aller contre, de quelque maniere, que ce puiſſe être, ni de permettre, qu'il ſe faſſe rien qui y ſoit contraire; & qu'en cas qu'il ſe fît quelque contravention contre la teneur du ſuſdit Traité, je donneray ordre qu'on le repare actuellement, ſans difficulté ni délay, par la punition des Delinquants; obligeant en outre, pour l'obſervation de ce que deſſus, tous & un chacun de mes Royaumes, Pays, & Seigneuries en particulier, auſſi bien que mes autres biens, préſens & avenir, comme pareillement mes Héritiers & Succeſſeurs, ſans rien excepter; Et pour plus grande fermeté de cette obligation, je renonce à toutes Loix, coutumes & autres choſes à ce contraires: Pour confirmation de quoi, j'ay ordonné de faire dépêcher ces préſentes, ſignées de ma main, & confirmées de mon Cachet, & qu'elles fuſſent contreſignées par mon Secretaire d'Etat. Fait au Pardo le vingt ſeptiéme Juillet mille ſept cent quatorze.

*Etoit ſigné*,

MOI LE ROI.

*Et contreſigné*,

MAN. DE ELYONDO.

## CLXXIII.

*Teſtament* (1) *de* LOUIS XIV. *Roi de France & de Navarre diſpoſant de la Tutelle du* DAUPHIN *ſon arriere-Petit-fils, & du Conſeil de Regence qu'il veut eſtre établi après ſa mort. A Marli 2. d'Aouſt.* 1714. [Feuille volante imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715. in 4] 2. Août.

COMME par la Miſericorde de Dieu, la Guerre (qui a pendant pluſieurs Années agité nôtre Royaume avec des Ennemis differents, qui nous ont

(1) Deux Codiciles furent ajoutez à ce Teſtament le 13. Avril & 23. d'Août. 1715. Voyez les cy-après ſous cette dernière datte. [DUM.]

ANNO 1714.

ont cauſé des inquietudes,) eſt heureuſement terminée ; Nous n'avons préſentement rien plus à cœur, que de procurer à nos Peuples le ſoulagement que le tems de Guerre ne Nous a pas permis de leur donner, de les mettre en état de jouïr long-tems des fruits de la Paix, & d'eloigner tout ce qui pourroit troubler leur Tranquillité. Nous croyons, dans cette vûë, devoir étendre nos ſoins Paternels à prevoir & prevenir, autant qu'il dépend de Nous, les Maux dont notre Royaume pourroit être troublé, ſi par l'Ordre de la Divine Providence, notre décez arrive avant que le Dauphin notre Arriere-Petit-Fils, qui eſt l'Héritier de notre Couronne, ait atteint ſa 14. Année, qui eſt l'âge de ſa Majorité.

C'eſt ce qui Nous engage à pourvoir à ſa Tutelle & à l'Educatiou de ſa Perſonne, & à former pendant ſa Minorité un Conſeil de Régence, capable par ſa prudence, ſa probité, & la grande experience de ceux que Nous choiſirons pour le compoſer, de conſerver le bon Ordre dans le Gouvernement de l'Etat, & maintenir nos Sujets dans l'obeïſſance qu'ils doivent au Roi Mineur.

Le Conſeil ſera compoſé du Duc d'Orleans, Chef du Conſeil, du Duc de Bourbon, quand il aura 24. Ans accomplis, du Duc du Maine, du Comte de Toulouze, du Chancelier de France, du Chef du Conſeil Royal, des Maréchaux de Villeroi, de Villars, d'Uxelles, de Tallard, & d'Harcourt, des 4. Secretaires d'Etat, & du Controlleur General des Finances.

Nous les avons choiſis par la connoiſſance de leur capacité, de leurs talens, & du fidelle attachement qu'ils ont toûjours eu pour notre Perſonne, & que Nous ſommes perſuadez qu'ils auront de même pour le Roi Mineur.

Voulons que la Perſonne du Roi Mineur ſoit ſous la Tutelle & à la garde du Conſeil de Régence.

Mais comme il eſt néceſſaire que ſous l'Autorité de ce Conſeil, quelque perſonne de mérite, univerſellement reconnu & diſtingué par ſon Rang, ſoit particulierement chargé de veiller à la Sûreté, Conſervation & Education du Mineur ; Nous nommons le Duc du Maine pour avoir cette autorité, & remplir cette importante fonction, du jour de notre décès. Nous nommons auſſi pour Gouverneur du Roi Mineur, ſous l'Autorité du Duc du Maine, le Maréchal de Villeroi, qui par ſa bonne conduite, ſa probité & ſes talens, Nous a paru mériter d'être honoré de cette marque de notre eſtime & de nôtre Confiance, Nous ſommes perſuadez que pour tout ce qui aura raport à la Perſonne & à l'Education du Roi Mineur, le Duc du Maine & le Maréchal de Villeroi, Gouverneurs, animez tous deux par un même Eſprit, agiront avec un parfait concert, & qu'ils n'obmettront rien pour lui inſpirer les Sentimens de Vertu, de Religion, & de Grandeur d'Ame, que Nous ſouhaitons qu'il conſerve toute ſa vie.

Voulons que les Officiers de la Garde & de la Maiſon du Roi ſoient tenus de reconnoître le Duc du Maine, & de lui obéïr en ce qu'il ordonnera pour le fait de leurs Charges, qui aura raport à la Perſonne du Roi Mineur, à ſa garde & à ſa ſûreté. Au cas que le Duc du Maine vienne à manquer avant notre décès, ou pendant la Minorité du Roi, Nous nommons à ſa place le Comte de Toulouze, pour avoir la même Autorité, & remplir les mêmes fonctions. Pareillement, ſi le Maréchal de Villeroi decede avant ou pendant la Minorité du Roi, Nous nommons à ſa place le Maréchal d'Harcourt.

Voulons que toutes les affaires qui doivent être decidées par l'Autorité du Roi, ſans aucune exception ni reſerve, ſoit concernant la Guerre ou la Paix ; la Diſpoſition, l'Adminiſtration des Finances ; ou le choix des Perſonnes qui doivent remplir les Archevêchez, Evêchez, Abbaïes, ou autres Benefices, dont la Nomination doit apartenir au Roi Mineur ; la Nomination aux Charges de la Couronne, aux Charges de Secretaires d'Etat, & à celle de Controlleur General des Finances : à toutes celles des Officiers, tant des Troupes de Terre, qu'Officiers de Marine & des Galéres ; aux Officiers de Judicature, tant des Cours Superieures qu'autres, & celles de Finance ; aux Charges de Gouverneurs, Lieutenans-Generaux dans les Provinces, & celles des Etats Majors des Places fortes tant des Frontieres que des Places du dedans du Royaume, ſans diſtinction de grandes & petites, qui ſont à la Nomination du Roi ; & generalement pour toutes les Charges, Commiſſions & Emplois que le Roi doit nommer, ſoient propoſées & deliberées au Conſeil de Régence : Que les Réſolutions y ſoient priſes à la pluralité des ſuffrages, ſans que le Duc d'Orleans, Chef du Conſeil, puiſſe ſeul & par ſon Autorité particuliere, rien determiner, ſtatuer, ordonner, & faire expedier aucun Ordre au Nom du Roi Mineur, autrement que ſuivant l'Avis du Conſeil de Régence.

S'il arrive qu'il y eût dans quelque affaire diverſité de ſentimens dans le Conſeil de Régence ; ceux qui y aſſiſteront ſeront obligez de ſe réünir à deux Avis, & celui du plus grand nombre prévaudra toûjours : Mais s'il ſe trouve qu'il y eût dans les deux Avis un nombre égal de ſuffrages, en ce cas ſeulement, l'Avis du Duc d'Orleans, comme Chef du Conſeil, prévaudra.

Lors qu'il s'agira de nommer aux Bénefices, le Confeſſeur du Roi entrera au Conſeil de Régence, pour y préſenter le Memoire des Bénefices vacans, & propoſer les Perſonnes qu'il croira capables de les remplir. Seront auſſi admis au même Conſeil Extraordinaire, lors qu'il s'agira de la Nomination des Bénefices, deux Archevêques ou Evêques, de ceux qui ſe trouveront à la Cour, & qui ſeront avertis par l'Ordre du Conſeil de Régence, pour s'y trouver, & donner leur Avis ſur le choix des Sujets qui ſeront propoſez.

Le Conſeil de Régence s'aſſemblera 4. ou 5. jours de la ſemaine, le matin, dans la Chambre ou Cabinet du Roi Mineur ; & auſſi-tôt que le Roi aura dix ans accomplis, il pourra y aſſiſter quand il voudra, non pour ordonner & décider, mais pour entendre & pour prendre les premieres connoiſſances des affaires.

En cas d'abſence ou d'empêchement du Duc d'Orleans, celui qui ſe trouvera plus avancé par ſon Rang, tiendra le Conſeil, afin que le cours des affaires ne ſoit pas interrompu.

Et s'il y a partage de voix, la ſienne prévaudra. Il ſera tenu regître par le plus ancien des Secretaires d'Etat, qui ſe trouvera préſent, de tout ce qui ſera déliberé & réſolu, pour être enſuite les expeditions faites au nom du Roi Mineur, par ceux qui en ſeront chargez.

Si avant qu'il plaiſe à Dieu Nous appeller à lui, quelqu'un que Nous ayons nommé pour remplir le Conſeil de la Régence décede, ou ſe trouve hors d'état d'y entrer ; Nous nous réſervons d'y pourvoir & nommer une autre Perſonne pour remplir ſa place, & Nous le ferons par un Ecrit qui ſera entierement de notre Main, qui ne paroîtra qu'après notre décez : Et ſi Nous ne nommons perſonne, le nombre de ceux qui devront compoſer le Conſeil de Régence, demeurera reduit à ceux qui ſe trouveront vivans au jour de notre mort.

Il ne ſera fait aucun changement au Conſeil de la Régence, tant que durera la Minorité du Roi ; & ſi pendant le tems de cette Minorité quelqu'un de ceux que nous y avons nommé, vient à manquer, la place vacante pourra être remplacée par le choix & deliberation du Conſeil de Regence, ſans que le nombre de ceux qui le doivent compoſer, tel qu'il aura été au jour de notre décez, puiſſe être augmenté ; & le cas arrivant que pluſieurs de ceux qui le compoſent ne puiſſent pas y aſſiſter, par maladie ou autrement, il faudra qu'il s'y trouve toûjours au moins le nombre de ſept de ceux qui ſont nommez pour le compoſer, afin que les Deliberations qui auront été priſes, ayent rang & force d'Authorité : Et à cet effet, dans tous les Edits, Déclarations, Lettres Patentes, Proviſions & Actes, qui doivent être déliberez au Conſeil de Régence, & qui ſeront expediez pendant la Minorité, il ſera fait mention expreſſe du nombre des Perſonnes qui auront aſſiſté au Conſeil dans leſquels les Edits, Lettres Patentes & autres Expeditions auront été réſoluës.

Notre principale application, pendant la durée de notre Regne, a toûjours été de conſerver dans notre Royaume la pureté de la Religion Catholique Romaine, en éloignant toute ſorte de nouveauté ; Et Nous avons fait tous nos Efforts, pour unir à l'Egliſe ceux qui en étoient ſéparez. Notre intention eſt que le Conſeil de la Régence s'attache à maintenir les Loix & Reglemens que Nous avons faits à

ANNO 1714.

ce ſujet, & Nous exhortons le Dauphin notre Arriere-Petit-Fils, lors qu'il ſera en âge de gouverner par lui-même, de ne jamais ſouffrir qu'il y ſoit donné atteinte: Comme auſſi de maintenir avec la même fermeté, les Edits que Nous avons faits contre les Duels, comme les plus utiles pour attirer la bénediction de Dieu ſur notre Royaume, & pour la conſervation de la Nobleſſe, qui en fait la principale force.

Notre intention eſt que les diſpoſitions contenuës dans notre Edit du mois de Juillet dernier en faveur du Duc du Maine, & du Comte de Toulouſe, & leurs deſcendans, ayent pour toûjours leur entiére exécution, ſans qu'en aucun tems, il puiſſe être donné atteinte aucune à ce que Nous avons déclaré de notre Volonté.

Entre les différens Etabliſſemens que Nous avons faits durant le cours de nôtre Regne, il n'y en a point qui ſoit plus utile à l'Etat, que celui de l'Hôtel Royal des Invalides: Il eſt bien juſte que ces Soldats, qui par les bleſſures qu'ils ont reçûës à la Guerre, ou qui par leur long ſervice & âge, ſont hors d'état de travailler & de gagner leur vie, ayent une ſubſiſtance aſſurée pour le reſte de leurs jours; & que pluſieurs Officiers qui ſont denuez des biens de la fortune, y trouvent auſſi une retraite honorable. Toutes ſortes de motifs doivent engager le Dauphin, & tous les Rois nos Succeſſeurs, à ſoûtenir cet Etabliſſement, & lui accorder une Protection particuliére: Nous l'y exhortons autant qu'il eſt en notre pouvoir.

La Fondation que nous avons faite d'une Maiſon à *St. Cyr*, pour l'Education de 250. Demoiſelles, donnera perpetuellement à l'avenir aux Rois nos Succeſſeurs, un moyen de faire des graces à pluſieurs Familles de notre Royaume, qui ſe trouvant chargées d'Enfans avec peu de bien, auroient le regret de ne pas pouvoir fournir à la dépenſe neceſſaire pour leur donner l'Education convenable à leur naiſſance. Nous voulons que ſi de notre vivant les 10. mille Livres de revenus en fonds de Terre, que Nous avons donné pour la Fondation, ne fuſſent pas entierement remplis, il ſoit fait des aquiſitions le plus promtement qu'il ſe pourra après notre decès, pour fournir ce qui s'en manquera; & que les autres Sommes que Nous avons aſſignées à cette Fondation ſur nos Domaines & Recettes generales, tant pour augmenter la Fondation, que pour dotter les Demoiſelles qui ſortent à l'âge de 20. ans, ſoient regulierement payées; en ſorte qu'en nul cas, & ſous quelque prétexte que ce ſoit, notre Fondation ne puiſſe être diminuée, & qu'il ne ſoit donné aucune atteinte à l'union qui a été faite de la Menſe Abatiale de *S. Denis*; comme auſſi qu'il ne ſoit rien changé aux Réglemens que nous avons jugé à propos pour le gouvernement de la Maiſon, & pour la qualité & preuves qui doivent être faites par leſdites Demoiſelles qui obtiennent des Places dans la Maiſon.

Nous n'avons d'autres vûës dans toutes les diſpoſitions de notre préſent Teſtament, que le bien de notre Etat & de nos Sujets. Nous prions Dieu qu'il béniſſe notre Poſterité & qu'il Nous faſſe la grace de faire un aſſez bon uſage du reſte de notre vie pour effacer nos péchez, & pour obtenir ſa Miſericorde.

*Fait à Marli le 2. Août.* 1714.

## CLXXIV.

7. Sept. *Pax inter Sacram Cæſaream & Catholicam Majeſtatem* CAROLUM VI. *ac Imperium ab una &* LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ Chriſtianiſſimum a parte altera, iterato ſancita; Eſt enim una & eadem cum illa Raſtadienſi; Sed hic majori cum ſolemnitate celebrata. Badæ Ergoviæ die 7. Septembris* 1714. *Cum* ARTICULO SEPARATO *de Titulis, a Cæſare in Tractatu adhibitis. Cumque* PLENIPOTENTIIS & RATIFICATIONIBUS *utriuſque partis.* [Copie imprimée à Vienne Typis *Joannis Jacob. Kürner* Procer. Typograph. in 4. Copie imprimée à Paris chez François Fournier Rüe St. Jaques avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1714. en Latin & en François.]

ANNO 1714.

*In nomine Sacroſanctæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus ſancti.*

NOTUM ſit univerſis, cum alma Pace per ſummi Numinis benignitatem feliciter inſtaurata Raſtadii ſexta die nuper præteriti menſis Martii inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum ſextum Electum Romanorum Imperatorem ſemper Auguſtum, ac Regem Germaniæ, Caſtellæ, Aragoniæ, Legionis, utriuſque Siciliæ, Hieruſalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ & Indiarum, ac Terræ firmæ, Maris Oceani, Archiducem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Principem Sueviæ, Catalauniæ, & Aſturiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Comitem Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Artheſiæ, Marchionem Oriſthani, Comitem Goziani, Namurci, Roſſilionis & Ceritaniæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biſcaiæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ &c. ac Sacrum Romanum Imperium ab una, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum Ludovicum decimum quartum, Franciæ & Navarræ Regem Chriſtianiſſimum ab altera parte convenerit, ut quæ illic, operis tam ſalutaris magis accelerandi gratia, vel citra omnem, quæ obſervari debuiſſet, ſolemnitatem acta, vel in aliud tempus dilata fuerunt, aliasve addenda eſſent, novo ſolemniore & generaliore in Helvetiæ partibus inſtituendo Congreſſu recepto more perficerentur, id nunc Divino rurſus aſpirante favore completum eſſe. Comparentes quippe Badæ-Ergoviæ loco utrinque delecto Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii nomine Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, & Sacri Romani Imperii, Celſiſſimus Princeps ac Dominus Eugenius, Sabaudiæ & Pedemontium Princeps, aurei Velleris Eques, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius Status intimus, Conſilii Aulico-Bellici Præſes, Locumtenens Generalis, ac Sacri Romani Imperii Campi Mareſcallus, nec non Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini, Dominus Petrus Comes de Geefs in Carlsberg, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius Statns, Camerarius, & Carinthiæ ſupremus Capitaneus Provincialis, & Dominus Joannes Fridericus Comes à Seilern & Aſpang, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius Aulicus, & Cancellariæ ſecretioris Aulicæ Auſtriacæ Aſſeſſor: Nomine vero Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ, Celſiſſimus & Excellentiſſimus Dominus Ludovicus Hector Dux de Villars, Par & Mareſchallus Franciæ, Martigii Princeps, Meloduni Vice-Comes, Exercituum Regiorum in Germania Dux ſupremus, Regiorum Ordinum ut & aurei Velleris Eques, & in Ditione & Comitatu Provinciae Gubernator & Locumtenens Generalis, nec non Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini, Dominus Franciſcus Carolus de Vintimillia ex Comitibus Maſſiliæ Comes du Luc, Marchio de la Marthe, pro Rege in Provincia Locumtenens, Ordinis ſancti Ludovici Commendator, Inſularum de Porquerolles Gubernator, atque Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ ad Helvetos, Rhætos & Rempublicam Valeſianam Legatus, & Dominus Dominicus de Barberie Eques, Dominus de Saint Conteſt, Regi Chriſtianiſſimo à Sanctioribus Conſiliis, Libellorum ſupplicum in Aula Regia Magiſter, reique judiciariæ Civilis & ærariæ, nec non bellicæ per Diſtrictus Metenſem, Tullenſem, & Virodunenſem, ut & Regiorum Exercituum in Confiniis Campaniæ & ad Sarram Moſellamque Præfectus, poſt invocatam cœleſtem opem & commutatas rite Mandatorum in calce hujus Inſtrumenti deſcriptorum tabulas mutuas, initæ jam Pacis Leges confirmarunt, auxerunt & in ſolemnem formam redegerunt tenore ſequenti.

I. Pax

ANNO 1714.

I. Pax Chriſtiana Raſtadii ſexta Martii Anni currentis concluſa, ſit & maneat perpetua ac univerſalis, concilietque ac propaget veram amicitiam inter Sacram Cæſaream Majeſtatem Ejuſque Succeſſores, totum Sacrum Romanum Imperium; Regna & Ditiones hæreditarias; Clientes ac Subditos ab una, & Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam Ejuſque Succeſſores, Clientes & Subditos ab altera parte, eaque ita ſincere ſervetur & colatur, ut neutra Pars in alterius perniciem vel detrimentum ſub quolibet colore quicquam moliatur, aut molientibus ſeu quodvis damnum inferre volentibus ullum auxilium quocunque nomine veniat, præſtare, alteriuſve Subditos rebelles ſeu refractarios recipere, protegere aut juvare quavis ratione poſſit, aut debeat, ſed potius utraque Pars alterius utilitatem, honorem ac commodum ſerio promoveat, non obſtantibus quibuſcunque in contrarium facientibus promiſſionibus, Tractatibus & Fœderibus quomodocunque factis aut faciendis.

II. Sit perpetua utrinque Amneſtia & oblivio omnium eorum, quæ ob cauſam vel occaſione præteriti Belli quocunque loco modove ultro citroque hoſtiliter facta ſunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei cauſa vel prætextu alter alteri quicquam inimicitiæ, directe vel indirecte, ſpecie juris aut via facti, neque intra, neque extra Sacrum Romanum Imperium, Regna & Ditiones Sacræ Cæſareæ Majeſtatis hæreditarias, Regnumque Galliæ inferat, aut inferri patiatur, ſed omnes & ſingulæ hinc inde verbis, ſcriptis aut factis illatæ injuriæ & violentiæ absque omni perſonarum rerumve reſpectu ita penitus abolitæ ſint, ut quidquid eo nomine alter adverſus alterum prætendere poſſit, perpetua ſit oblivione ſepultum.

III. Pacis hujus baſis & fundamentum ſit Pax Weſtphalica, Neomagenſis & Ryſwicenſis, hæque ſtatim a commutatis Ratificationum formulis in ſacris & profanis plene executioni mandentur, & inviolabiliter impoſterum ſerventur, niſi quatenus nunc aliter conventum eſt. Hunc in finem omnia tam quoad mutationes, quæ durante ultimo Bello vel ante illud factæ, quam quæ executioni vel plane non, vel imperfecte datæ, vel poſt factam executionem rurſus immutatæ fuere, ſi quid re ipſa tale reperiatur, cum in ſtatum in Sacro Romano Imperio, Ejuſque appertinentiis reponantur, qui per ſupradictum Tractatum Ryſwicenſem præſcriptus fuit.

IV. Reſtituet Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima ſecundum hanc & Pacem Ryſwicenſem Sacræ Cæſareæ Majeſtati, & Sereniſſimæ Domui Auſtriacæ Briſacum vetus integrum in moderno ſtatu cum granariis, armamentariis, munimentis, vallis, muris, Turribus, aliiſque ædificiis publicis & privatis, atque omnibus dependentiis in dextra parte Rheni ſitis, iis, quæ in ſiniſtra parte Rheni ſunt, interque ea Fortalitio *le Mortier* dicto Regi Chriſtianiſſimo relictis; omnia ad normam & ſub conditionibus Articuli vigeſimi dictæ Pacis Ryſwicenſis menſe Octobri 1697. inter Imperatorem Leopoldum inclytæ Memoriæ, & Regem Chriſtianiſſimum concluſæ.

V. Reddet quoque Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Sereniſſimæ Domui Auſtriacæ Urbem & Arcem Friburgenſem, nec non Fortalitium ſancti Petri, Fortalitium item Stella nuncupatum, & quæcunque alia munimenta ibi aut alibi per ſylvam Herciniam, vel reliquum Briſgoviæ Diſtrictum erecta aut reſtaurata, in ſtatu, quo nunc ſunt, abſque ulla demolitione aut deterioratione cum Villis Lehen, Merzhauſen, & Kirchzarth, omnique jure, cum Archivis item omnibuſque Scripturis & Documentis literariis tempore ultimæ occupationis repertis, ſive ibi adhuc extent, ſive aliorſum tranſlata ſint, Jure Diœceſano aliiſque juribus & reditibus Epiſcopatus Conſtantienſis ſemper ſalvis.

VI. Reſtituet pariter Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Imperio Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima munimentum Kehl à ſe exſtructum, in dextra Rheni parte ad pontem Argentinenſem ſitum, integrum cum omnibus Juribus & dependentiis, munimentum vero de la Pile, cæteraque in ipſo Rheno, ſeu Rheni Inſulis prope Argentinam jacentibus exſtructa ſumptibus Regis Chriſtianiſſimi ſolo plane æquabuntur à neutra Parte poſthac reædificanda; quæ conventæ Reſtitutiones & deſtructiones Locorum & Munimentorum ſupradictorum poſt Ratificationem hujus Tractatus termino Articulis ſequentibus expreſſo executioni dabuntur: Fluminis autem Navigatio, aliuſve uſus utriuſque Partis Subditis, aut qui alias illac commeare, navigare, aut merces tranſvehere volent, æque patebit, nec quicquam ab alterutra Parte illic aut alibi unquam fiet, quo Flumen divertatur, aut ejus curſus ſeu navigatio, aliuſve uſus difficilior qualibet ratione reddatur, multo minus nova Telonia, Portoria, aut Pedagia exigentur, aut vetera augebuntur, Naveſque, quæ tranſeunt ad unam magis quam alteram ripam appellere, aut onera ſeu merces exponere vel recipete cogentur, ſed id libero cujuſque arbitrio relinqui ſemper debebit. ANN 1714.

VII. Nominata loca, Urbes, Caſtra & Fortalitia Briſacum, Friburgum & Kehl redduntur Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Imperio cum omni Diſtrictu, Juriſdictione, appertinentiis & dependentiis, cum omnibus item tempore poſtremæ occupationis ibi repertis tormentis, apparatu & ammunitionibus bellicis, quae ex Inventariis exhibendis apparebunt, abſque reſervatione, exceptione aut retentione, bona fide & ſine dilatione, impedimento vel praetextu, iis, qui poſt commutatas Ratihabitionum tabulas à Sacra Caeſarea Majeſtate ſola, vel pro differentia locorum à Sacra Caeſarea Majeſtate & Imperio ad id conſtituti & ſpecialiter deputati fuerint, eaque de locorum evacuandorum Praefectis, Gubernatoribus aut Officialibus Gallicis fidem fecerint, ita ut dictae Urbes, Arces, Fortalitia & loca cum omnibus praerogativis, utilitatibus, proventibus, & emolumentis, ac quibuſcunque ibidem comprehenſis in Jus, poſſeſſionem actualem & omnimodam poteſtatem ac ſuperioritatem Sacrae Caeſareae Majeſtatis, Imperii & Domus Auſtriacae redeant, quemadmodum antehac ad Ipſos ſpectarunt, & à Sacra Regia Majeſtate Chriſtianiſſima hactenus poſſeſſa fuere, nihilque omnino Juris aut praetenſionis in loca praefata, aut eorum Diſtrictus Sacrae Regiae Majeſtati Chriſtianiſſimae Coronaeque Galliæ remanſiſſe, aut reſervatum fuiſſe intelligatur, nec quidquam porro exigatur pro ſumtibus & impenſis in munimenta, aut alia ædificia publica vel privata inſumptis, nec alia quacunque de cauſa retardetur reſtitutio plenaria intra triginta dies à commutatis Pacis Ratihabitionibus executioni demandanda, adeo ut Præſidia Gallica inde protinus abducantur abſque omni moleſtia, damno vel gravamine Civibus & Incolis, aut aliis quibuſcunque Sacræ Cæſareæ Majeſtatis & Imperii Subditis ex cauſa debitorum aut quarumlibet prætenſionum inferendo. Neque fas ſit Militiæ Galliæ in locis evacuandis aut aliis quibuſvis ad Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam non ſpectantibus ultra terminos infra praeſcriptos commorari, hyberna vel ſtationes figere, ſed in proprias Coronæ Gallicæ Ditiones illico abire teneantur.

VIII. Curabit Rex Chriſtianiſſimus ſuis impenſis ſolo æquari munimenta è regione Hunningæ in dextra ripa & Inſula Rheni exſtructa; ſimiliter &, qui illic eſt, pontem Rheni, fundo cum ædificiis Domui Badenſi reddendo: Deſtruentur eadem ratione munimenta cum Sellingenſe tum alia in Inſulis inter illud & Fortalitium Ludovicianum ſitis facta, uti & Pontis pars, quæ ducit à Sellingenſi ad Ludovicianum, & quod è regione Ludoviciani in dextra Rheni ripa conſtructum eſt, à neutra Parte deinceps reparanda; fundo pariter cum ædificiis Domui Badenſi reſtituendo. Fortalitium Ludovicianum vero & Inſula penes Regem Chriſtianiſſimum permanebit. Generaliter Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima ſuis expenſis deſtrui faciet omnia cujuſcunque generis Fortalitia, munimenta, foſſas, propugnacula, Valla & Pontes, ſive eo fine in Tractatu Ryſwicenſi expreſſa, ſive poſt illum à Regia Sua Majeſtate Chriſtianiſſima ad ripam Rheni, vel in ipſo Rheno, aut alibi in Imperio, ſeu Terris ac Ditionibus ad Imperium quomodolibet ſpectantibus exſtructa, quæ reparari non poterunt.

IX. Evacuabit quoque Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima Caſtrum Bitſch cum omnibus pertinentiis, uti & Caſtrum Homburg deſtructis prius munimentis amplius non reparandis, ita tamen ut ipſis Caſtris, &, quæ illis juncta ſunt, Oppidis nullum damnum inferatur, ſed ea omnia illæſa conſerventur.

X. Triginta dierum ſpatio poſt commutatas hujus Tractatus Ratificationum tabulas tam Civitates & loca munita, quam univerſim omnia loca, quæ ſecundum hunc & Raſtadienſem, adeoque & Ryſwicenſem

ANNO 1714.

ſem Tractatum, cujus omnes & ſinguli Articuli pro inſertis in hoc Tractatu habentur, & perinde effectui dabuntur, ac ſi eorum tenor de verbo ad verbum repetitus fuiſſet, reddi debent, extradentur iis, qui ad hunc effectum à Sacra Cæſarea Majeſtate & Imperio, aut Principibus particularibus, aliiſve, qui ea ſecundum dictam Pacem Ryſwicenſem poſſidere debent, plena Poteſtate muniti erunt, abſque demolitione Munimentorum & Fortificationum, aut deſtructione ædificiorum publicorum & particularium, & abſque deterioratione ſtatus, in quo nunc ſunt, nec quicquam pro impenſis in ea, aut eorum occaſione factis, petetur. Eodem pariter tempore reddentur omnia Archiva & Literarum Documenta, quæ vel ad Sacram Cæſaream Majeſtatem, vel ad Imperii Principes & Status aut Civitates & loca, quæ Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima reſtituere promittit, pertinent.

XI. Cum Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ mens ſit atque intentio adimplere Tractatum hunc, quantocius id fieri poterit, Sua Regia Majeſtas promittit, munimenta & loca à ſe demolienda majoris momenti ad ſummum ſpatio duorum Menſium, minoris vero momenti ſpatio unius Menſis, utroque poſt commutatas Ratificationum tabulas computando, Regiæ Suae Majeſtatis impenſis eo, quo condictum eſt, modo deſtructum ſoloque æquatum iri.

XII. Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima promittit non minus Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Imperio, ſe ſe reſtituturam omnibus Imperii Membris, Clientibus & Vaſallis Eccleſiaſticis & Secularibus, nominatim Domino Electori Trevirenſi, Domino Electori Palatino, Domino Ordinis Teutonici magno Magiſtro, & Epiſcopo Wormatienſi, atque Inclyto Ordini, Domino Epiſcopo Spirenſi, Domui Wirtembergicæ, & ſigillatim Domino Duci Mompelgardenſi, utrique Domui Badenſi, & generaliter omnibus Pace Ryſwicenſi comprehenſis, licet hic ſpeciatim expreſſi non fuerint, quæcunque Territoria, Civitates, loca & bona, quæ proxime præterito Bello, aut ejus occaſione ſive armis, ſive confiſcatione, aut alio quocunque modo Paci Ryſwicenſi contrario, occupaverit, quamvis hoc Tractatu nominata non ſint, uti & plenarie & accurate executuram omnes conditiones & clauſulas Pacis Ryſwicenſis, quibus per præſentem Tractatum expreſſe derogatum non eſt, ſi quæ poſt concluſam dictam Pacem Ryſwicenſem executione caruerint, vel poſtea mutatæ fuerint.

Spondet eadem ratione Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima quantocyus bona fide executioni mandaturam omnes & ſingulos Pacis Ryſwicenſis Articulos Dominum Ducem Lotharingiæ concernentes, quibus hic plenarium robur ſuum confirmatur.

Viciſſim Sacra Cæſarea Majeſtas & Imperium promittunt omnes conditiones & clauſulas Pacis Ryſwicenſis, quæ ad iſtas reſtitutiones ex eadem Pace faciendas, nominatim ad Dominum Cardinalem de Rohan ratione Epiſcopatus Argentoratenſis ſpectant, impletum iri.

XIII. Collatam quoque à Sacra Cæſarea Majeſtate cum Sacri Imperii Romani conſenſu, Domui Brunſwico-Hannoveranæ Electoralem Dignitatem Rex Chriſtianiſſimus & per præcedentem Tractatum agnovit, & impoſterum agnoſcet.

XIV. Viciſſim Sacra Cæſarea Majeſtas atque Imperium teſtari cupientes pronum ſuum erga Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam, colendæque cum Illa impoſterum amicitiæ, concordiæque ſinceræ atque ſemper duraturæ affectum, ut & vigore Pacis Ryſwicenſis hoc in Tractatu reſtauratæ, conſentiunt, ut Landavia Urbs cum ſuis dependentiis, quæ in Pagis Nuſdorff, Danheim, & Queicheim, eorumque Bannis conſiſtunt, prout iis Rex Chriſtianiſſimus ante Bellum fruitus fuit, munita penes Sacram Majeſtatem Chriſtianiſſimam maneat.

XV. Domum Bavaricam quod concernit, tranquillitatis publicæ univerſim reſtabiliendæ gratia annuit Sacra Cæſarea Majeſtas & Imperium, ut virtute hujus Pacis Dominus Joſephus Clemens Archi-Epiſcopus Colonienſis, & Dominus Maximilianus Emanuel à Bavaria generaliter & integre reſtituantur in omnes Ditiones, gradus honorum, prærogativas, regalia, bona, Dignitates Electorales, aliasque, ut & in omnia Jura, quibus ante præteritum Bellum fruiti ſunt, vel frui potuerunt, & quæ ad eundem Archi-Epiſcopatum Colonienſem, cæteraſque Eccleſias mox nominandas, aut Domum Bavaricam mediate vel immediate pertinuerunt. ANNO 1714.

Reddentur quoque utriſque bona fide Archiva, Documenta literaria, omnia ſuppellectilia, Gallice *meubles*, lapides pretioſi, gemmæ, aliæque generis res, ſicut & tormenta, apparatus & ammunitiones bellicæ in Inventariis fide dignis utrinque producendis enumeratæ; illæ omnes nimirum, quæ ex illorum Palatiis, Arcibus, Urbibus, Munimentis & quibuſcunque aliis locis reſtituendis, poſt Bavariæ occupationem Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, ejuſque inclytæ Memoriæ Anteceſſorum Mandato ablatæ fuerunt, exceptis illis machinis bellicis, quæ ad vicinos Status aut Urbes pertinebant, iiſque reſtitutæ ſunt; utque pro deficientibus, vel in aliam formam commutatis, aut difficulter conquirendis cæteris rebus ſic ablatis, quæ alias reſtituendæ forent, æquum pretium parata pecunia ſolvatur, aut de iis aliter conveniatur.

Reſtituetur quoque Dominus Archi-Epiſcopus Colonienſis in ſuum Archi-Epiſcopatum Colonienſem, Epiſcopatus Ratisbonenſem, Leodienſem, & in Præpoſituram Berchtolsgadenſem; Capiet etiam ſpeciatim poſſeſſionem Epiſcopatus Hildeſienſis cum omnibus prærogativis, Juribus & bonis ad dictum Epiſcopatum & Eccleſiam ſpectantibus, uti ea ante præteritum Bellum Epiſcopi ſui Prædeceſſores & Eccleſia poſſederunt, aut poſſidere debuerunt, ita ut nulla litis aut prætenſionis ratio à quocunque mota aut movenda integram ejus reſtitutionem impedire poſſit, ſalvo tamen manente jure, quod aliis competere poterit via judiciaria in competentibus Imperii Tribunalibus perſequendum, poſtquam ambo Electores actu reſtituti fuerint; ſalvis etiam & illæſis manentibus Capitulorum & Statuum Archi-Epiſcopatus Colonienſis & reliquarum Eccleſiarum privilegiis, uti per uniones, Tractatus & Conſtitutiones ſtabilita ſunt.

Præterea ratione Urbis Bonnæ conventum eſt, ut tempore Pacis nullum ibi Præſidium militare imponatur, ſed ejus cuſtodia ſolis Civibus committatur: de neceſſario vero Militum Prætorianorum ad cuſtodiam Corporis & Palatii Archi-Epiſcopalis deſtinandorum numero cum Sacra Cæſarea Majeſtate & Imperio tranſigatur: tempore vero Belli aut ingruente ejus periculo integrum ſit Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Imperio, Urbi huic tantum Præſidii imponere, quantum ratio belli requiſiverit, idque ſecundum Leges & Conſtitutiones Imperii.

Per hanc plenariam reſtitutionem præfati duo Domini Fratres è domo Bavarica oriundi renunciare tenebuntur in perpetuum omnibus prætenſionibus, ſatisfactionibus & quorumlibet damnorum reparationibus, quas propter hoc ultimum Bellum à Sacra Cæſarea Majeſtate, Imperio & Domo Auſtriaca petere vellent; eæque adeo univerſæ & ſingulæ jam nunc pro abolitis haberi debent, caſſæque inanes & nullæ ſunt & ſemper manebunt; qua nihilominus renunciatione nullo modo derogatum erit antiquis prætenſionibus vel juribus, quæ ante hoc ultimum bellum habere potuerunt, eaque per juris tramitem in Imperio receptum perſequi fas erit, ita tamen, ut illis nullum jus novum adverſus quemcunque per hanc integram reſtitutionem tribuatur. Similiter etiam contra dictos Dominos Joſephum Clementem Archi-Epiſcopum Colonienſem & Maximilianum Emanuelem ceſſabunt & abolebuntur, ac pro jam abolitis, caſſis & nullis reputabuntur, nullæque, inanes, & caſſæ erunt, ac ſunt omnes prætenſiones, ſatisfactiones, & indemnitatis petitiones, propter hoc Bellum contra Domum Bavaricam, & ſupranominatos Archi-Epiſcopatum, Epiſcopatus, & Præpoſituram à quibuſcunque motæ aut movendæ.

Vi hujus totalis reſtitutionis præfati Domini Joſephus Clemens Archi-Epiſcopus Colonienſis & Maximilianus Emanuel à Bavaria obedientiam præſtabunt Sacræ Cæſareæ Majeſtati uti cæteri Imperii Electores ac Principes, & in fidelitate perſeverabunt, tenebunturque petere & accipere renovationem Inveſtiturarum ſuorum Electoratuum, Principatuum, Feudorum, titulorum & Jurium modo & tempore per Imperii Leges præſcriptis, omniaque, quæ durante hoc Bello hinc inde contigerunt, æterna manebunt oblivione extincta.

XVI. Miniſtri & Officiales tam Eccleſiaſtici quam militares, politici & civiles cujuſlibet conditionis ſint, qui uni alterive Parti ſervierunt, etiam illi qui Subditi & Vaſalli Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, Imperii & Domus

ANNO 1714.

mus Auſtriacæ ſunt, omnes quoque Domus Bavaricæ & Domini Archi-Epiſcopi Colonienſis domeſtici reſtituentur ſimiliter in poſſeſſionem omnium Bonorum, Officiorum, Honorum & Dignitatum, quibus ante Bellum gaviſi ſunt, fruenturque generali amneſtia omnium illorum, quae Belli occaſione patrata ſunt, ſub ea expreſſa conditione, ut ejuſdem amneſtiæ fructus, ſicut eſſe debet reciprocus, ad illos etiam pertineat Bavariæ & Domini Archi-Epiſcopi Subditos, Vaſallos, Miniſtros aut domeſticos, qui hoc Bello partes Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, Imperii & Domus Auſtriacæ ſecuti ſunt, nec ea de cauſa illis quicquam moleſtiæ aut incommodi unquam inferatur.

XVII. Temporis ratione, intra quod reſtitutio integra præcedentibus duobus Articulis contenta fieri debebit, iidem ſtatuti triginta dies ſunt poſt commutatas Ratihabitiones proximi, qui de locis Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Imperio à Sacra Regia Majeſtate Chriſtianiſſima reſtituendis ſupra definiti fuerunt, ita ut ambæ utrinque reſtitutiones, ſicut & reſtitutio Partis, quam Domus Bavarica nunc in Belgio poſſidet, & Sacræ Cæſareæ Majeſtati reddere tenetur, eodem pariter tempore perficiantur.

XVIII. Si Domus Bavarica a ſua integra reſtitutione aliquam Statuum ſuorum cum aliis permutationem rebus ſuis convenire autumaret, & tum Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima nihil obſtaculi injiciet.

XIX. Cum Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima Statibus Generalibus Fœderati Belgii loco & in commodum Sereniſſimæ Domus Auſtriacæ poſſidendum conceſſiſſet, ſeu concedi feciſſet, quidquid Sacra Regia Majeſtas, Ipſiuſve Fœderati adhuc poſſidebant in Belgio vulgo Hiſpanico appellato, prout id quondam Rex Carolus ſecundus poſſederat, vel virtute Pacis Ryſwicenſis poſſidere poterat, Eadem Sacra Regia Majeſtas conſentit, ut Sacra Cæſarea Majeſtas poſſeſſionem ingrediatur hujus Belgii Hiſpanici, eo deinceps & in perpetuum plene & quiete fruitura Ipſa Illiuſque Hæredes & Succeſſores juxta ſucceſſionis ordinem in Domo Auſtriaca receptum, ſalva, quam Imperator cum iiſdem Statibus Generalibus de eorum repagulo, vulgo *Barriere*, dictorumque locorum redditione initurus eſt, Conventione.

Retinebit nihilominus Rex Boruſſiæ ex ſuperiori Tetrarchia Geldriæ, quidquid illic actu poſſidet, nimirum Urbem Geldram, Præfecturamque, Balliviam, & Balliviam inferiorem Geldrenſem cum omnibus pertinentiis & dependentiis, uti & Urbes, Præfecturas & Dynaſtias Stralam, Wachtendoncam, Midelaram, Walbecam, Aertſeniam, Afferdeniam & Weelam, pariter quoque Racym, & minorem Kevelaaram cum omnibus pertinentiis & dependentiis. Tradetur præterea dicto Boruſſiæ Regi Præfectura Pagana, vulgo Ammania, Krikenbecana cum omnibus, quæ eo pertinent indeque dependent, Præfectura item ſeu Ditio Caſtellenſis, ſive Keſſelana, ſimiliter cum pertinentiis, & dependentiis, & generaliter omnia dicta Præfectura & Diſtrictu contenta ſine ulla exceptione; niſi ſolius Civitatis Herculani ſeu Erckelæ cum pertinentiis & dependentiis, ita ut omnia pertineant ad dictum Regem, Principeſque utrius ſexus Ipſius Hæredes & Succeſſores cum omnibus Juribus, prærogativis, proventibus & commodis cujuſcunque generis aut nominis eadem qualitate & ratione, qua Domus Auſtriaca, & præſertim Rex quondam Hiſpaniarum Carolus ſecundus ea poſſedit, cum oneribus tamen & hypothecis, conſervandaque perpetuo juxta eum, qui ſub eodem Rege Carolo fuerat, ſtatum Religione Catholica Apoſtolica Romana, & privilegiis Statuum illæſis.

XX. Cumque præter Provincias, Urbes, loca & munimenta poſſeſſa a quondam Hiſpaniarum Rege Carolo Secundo ſui deceſſus tempore, Rex Chriſtianiſſimus pro ſe & Principibus ſuis, Hæredibus & Succeſſoribus natis & naſcituris ceſſerit Statibus Generalibus vice & in utilitatem Domus Auſtriacæ omne jus, quod habuit aut habere poſſet in & ſuper Urbem Menenam ſeu Meninam cum omnibus munimentis & Præfectura alias *Verge* appellata, præterea ſuper & in Urbem & Arcem Tornacenſem cum omni Ditione Tornacenſi, nullo ſuper eam ullaſve dependentias, annexa, territoria & incluſa, jure reſervato, Sacra Majeſtas Chriſtianiſſima conſentit, ut Status Generales unitarum Provinciarum reddant dictas Urbes, loca, territoria, dependentias, pertinentias, annexa & incluſa Sacræ Cæſareæ Majeſtati ſtatim atque illa cum Statibus Generalibus, uti Articulo præcedenti decimo nono dictum eſt, convenerit, fruituræ Ipſi Illiuſque Hæredibus & Succeſſoribus plene, pacate & perpetuo non ſecus ac Belgio Hiſpanico, quod ad quondam Hiſpaniarum Regem Carolum Secundum die obitus ſui ſpectavit, ea tamen mente, ut iſthæc redditio Belgii Hiſpanici, Urbiumque, locorum & munimentorum a Rege Chriſtianiſſimo ceſſorum à Statibus Generalibus non ante fieri poſſit, quam Ratihabitiones Pacis inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, Imperium & Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam commutatæ fuerint; eo præterea ſenſu, ut Fanum Divi Amandi cum ſuis dependentiis & Mortania ſine dependentiis penes Sacram Majeſtatem Chriſtianiſſimam permaneant, ſub ea nihilominus conditione, ne illic loci aliquod cujuſcunque generis munimentum aut cataractam, ſeu obicem conſtruere ullatenus fas aut permiſſum ſit.

XXI. Confirmat pariter Rex Chriſtianiſſimus in commodum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, & Domus Auſtriacæ ceſſionem, quam eodem modo & fine fecit Statibus Generalibus pro ſe & Principibus ſuis Hæredibus & Succeſſoribus natis & naſcituris omnium Jurium in & ſuper Furnas & Præfecturam Furnenſem, communiter *Furnambacht* dictam, comprehenſis octo Parochiis & Fortalitio Knockiano: in & ſuper Loam & Dixmudam cum dependentiis: in & ſuper Urbem Ipras & Caſtellaniam Iprenſem comprehenſa Roſſelara, & cum reliquis dependentiis, quæ impoſterum erunt Popperinga, Wartena Flandrice *Varneton*, Comminum, Viroviacum, patria lingua *Warwick*, quatenus ſcilicet hæc tria loca ſita ſunt ex latere Lyſæ verſus Ipras ſpectante, & quidquid a locis ſupra expreſſis dependet, ex quibus Juribus ſic Sacræ Cæſareæ Majeſtati, Ejuſque Hæredibus & Succeſſoribus ceſſis Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima nihil ſibi reſervat juris neque in, ſeu ſuper dictas Urbes, loca, munimenta & Provincias, neque in, ſeu ſuper earum pertinentias, dependentias, annexa aut incluſa, conſentiens, ut Status Generales ea omnia redhibeant Domui Auſtriacæ fruiturae deinceps irrevocabiliter & in perpetuum illico, poſtquam ratione repaguli ſui, vulgo *Barriere*, cum Sacra Cæſarea Majeſtate convenerint & Ratihabitiones Pacis inter Ipſam, Imperium, & Sacram Majeſtatem Chriſtianiſſimam commutatæ fuerint.

XXII. Navigatio Liſæ ab Oſtio Diliæ adverſo Flumine libera manebit, nec ullum illic Vectigal, aut aliud quid oneris imponere licitum erit.

XXIII. Quæ Articulo ſecundo hujus Tractatus de Amneſtia in genere cauta ſunt, hic ſpeciatim repetita cenſeantur, atque adeo reciproce oblivioni dentur omnes injuriæ & offenſiones verbis & factis præterito Bello quocunque modo per Subditos Belgii Hiſpanici & Civitatum ac locorum reſtitutorum aut ceſſorum, alioſque Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Subditos viciſſim illatæ, ita ut nemo eam ob cauſam conveniri, aut quavis alia ratione inquietari poſſit aut debeat.

XXIV. Hujus Pacis vigore poterunt utrinque Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Belgii, locorumque per Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam ceſſorum Subditi, obſervatis Regionum ſeu locorum Legibus, Conſuetudinibus & uſibus, ire, venire, manere, redire, tractare & commercari juſto Mercatorum more, porro & vendere, permutare, alienare, aut alio modo adminiſtrare bona, res mobiles & immobiles, quas apud alterutram Partem habent aut habebunt, omneſque ſive Subditi ſint, ſive alii ea emere poterunt, nullo alio privilegio aut permiſſu præter præſentem Tractatum requiſito: Subditis etiam locorum ac territoriorum hinc inde ceſſorum aut reſtitutorum, uti & Subditis dicti Belgii Hiſpanici non minus liberum erit, intra unius anni ſpatium habitationem transferre, quocunque ipſis viſum fuerit, plena facultate conceſſa vendendi, quibuſcunque placuerit, bona ſua mobilia & immobilia aut aliter de iis diſponendi ante & poſt ipſorum diſceſſum abſque ullo impedimento directo vel indirecto. Poſtremo pro confirmatis ſingulariter habebuntur, & perpetuo obſervabuntur quæcunque de abolito, viciſſim ratione Gallicorum, & Belgicorum Subditorum, Albinii ſeu Albinagii jure prioribus pacificationibus, regiiſque Decretis ſeu Edictis ſtatuta, & jugi utrinque uſu hactenus recepta fuerunt, non ſecus, ac ſi expreſſe integra hic relata eſſent.

XXV. Iidem quoque utriuſque Partis Vaſalli & Subditi Eccleſiaſtici & Seculares, Corpora, Communita-

ANNO 1714.

nitates, Universitates & Collegia Honoribus, Dignitatibus, & Beneficiis, quibus ante Bellum gaudebant, uti & in omnia & singula Jura, Bona mobilia & immobilia, census quoque seu reditus tempore & occasione præteriti Belli occupatos seu detentos una cum Juribus, actionibus & successionibus, quæ ipsis durante Bello evenerint, hinc inde ubique restituentur, ita tamen, ut nihil ratione fructuum seu proventuum perceptorum, & tempore præteriti Belli usque ad diem publicationis Tractatus Rastadiensis cessorum petere possint, non obstantibus ullis Donationibus, Concessionibus, Declarationibus, confiscationibus, Sententiis in contumaciam latis, Partibus non auditis, quæ nullæ erunt, & perinde habebuntur, ac si judicatæ aut pronunciatæ non essent, plena libertate & integra manente iis omnibus in Patriam Regionesve redeundi, e quibus occasione belli exierunt, utque bonis & reditibus suis secundum Regionum, locorum & Statuum Leges & Consuetudines vel ipsi vel per Procuratores frui possint. Restitutiones hæ ad eos quoque extendentur, qui hoc Bello vel ejus occasione ad unas vel alteras nunc Paciscentium Partes conversi easque secuti fuere: aliæ nihilominus Sententiæ resque in summis Tribunalibus vulgo *Parlements*, Dicasteriis & aliis Curiis superioribus vel inferioribus judicatæ, quibus per præsentem Tractatum expresse derogatum non est, locum habebunt, plenumque effectum sortientur; Illi quoque, qui virtute dictarum Sententiarum rerumque judicatarum in possessione Terrarum, Dominiorum aliorumque bonorum erunt, in iis manutenebuntur, absque præjudicio tamen eorum, qui per dictas Sententias & res judicatas se læsos credunt, qui per viam ordinariam & coram Judice competente prospicere sibi poterunt.

XXVI. De reditibus seu censibus a tota aliqua Belgii Provincia pensitandis, quæ deinceps partim a Majestate Cæsarea, partim a Majestate Christianissima aut aliis possidebitur, convenit, ut quælibet Pars suam ratam portionem solvat, utque ad eam determinandam juxta & ad quascunque alias controversias seu difficultates tollendas, quæ circa loca Belgica utrinque possidenda, eorumve limites vel jam ortæ sunt, vel in executione hujus Pacis qualibet ratione oriri possint, ab utraque Parte Commissarii in Urbem, de qua convenerit, intra duos post Tractatus hujus conclusionem menses delegentur, omnem ei fini quam primum assequendo diligentiam absque intermissione adhibituri.

XXVII. Cum in Territoriis, Civitatibus & locis Belgii, quæ Rex Christianissimus Imperatori cedit, plura Beneficia Ecclesiastica à Sacra Majestate Christianissima collata fuerint personis capacibus, ea modernis possessoribus relinquentur, sicut & omnia, quæ Religionem Catholicam Apostolicam Romanam concernunt, in statu quo ante bellum fuerant, immutata custodientur: Magistratus etiam non nisi Catholici esse poterunt, &, ut antea fuere, permanebunt: Episcopi imprimis & Capitula, Monasteria, bona Ordinis Melitensis, & generaliter universus Clerus conservabuntur in omnibus Ecclesiis, Libertatibus, Immunitatibus, Juribus, Prærogativis & Honoribus, quæ sub præcedentibus Regibus Romano-Catholicis habuere, &, si quavis ratione destituti fuerint, in ea restituentur: Omnes denique & singuli dictorum Clericorum bona Ecclesiastica, Commendas, Canonicatus, Personatus, Præposituras, & alia Beneficia qualiacunque possidentes ea retinebunt, nec iis privari poterunt, percipientque reditus inde provenientes cum facultate ea administrandi, & illis, ut ante præteritum Bellum, fruendi: fruentur æque Pensionarii, sicut antea fruiti sunt, pensionibus sibi super beneficia assignatis, sive in Curia Romana obtentæ, vel per Breve ante præteritum Bellum expeditæ fuerint, ita ut iis sub nulla causa vel prætextu privari possint.

XXVIII. Communitates & Incolæ omnium Civitatum, Locorum & Regionum, quæ Sacra Majestas Christianissima in Belgio per præsentem Tractatum cessit, conservabuntur & defendentur in possessione omnium privilegiorum, prærogativarum, Consuetudinum, Exemptionum, Jurium, Concessionum communium & particularium, munerum & Officiorum hæreditariorum cum omni honore, stipendiis, emolumentis, & exemptionibus, quæ sub dominatione Majestatis Suæ Christianissimæ habuerunt; hoc tamen solum intelligi debet de Communitatibus & Incolis locorum, Civitatum, & Territoriorum, quæ Majestas sua immediate post conclusionem Tractatus Ryswicensis possedit, & non de locis, Civitatibus & Territoriis, quæ quondam Rex Carolus secundus Hispaniarum tempore obitus sui tenuit, quorum Communitates & Incolæ in possessione Privilegiorum, Prærogativarum, Consuetudinum, exemptionum, Jurium, Concessionum communium & particularium, munerum & Officiorum hæreditariorum permanebunt, ut ea tempore mortis dicti Hispaniarum Regis habuere.

XXIX. Similiter si extra Belgii loca a Sacra Regia Majestate Christianissima cessa, de quibus supra Articulo vigesimo septimo cautum est, aliqua Beneficia Ecclesiastica mediata vel immediata durante hoc Bello ab una alterave parte in terris seu locis sibi tunc subjectis juxta primævæ Institutionis ac generalium, vel particularium de iis factorum Statutorum legitimorum normam, aut aliam quamvis a summo Pontifice, aut alio modo canonice factam dispositionem & provisionem capacibus collata fuerint, ea non minus atque illa Beneficia Ecclesiastica, quæ ante præteritum Bellum in locis ex hac Pace restituendis tali modo collata fuerunt, præsentibus possessoribus relinquantur, ita ut nec in illorum possessione vel legitima administratione, nec in fructuum perceptione a quocunque turbari aut impediri, vel eorum nomine seu causa præterita aut præsenti in jus vocari, conveniri, aut quavis ratione inquietari seu molestari unquam possint aut debeant, ut tamen ea præstent, quæ sibi ratione illorum Beneficiorum incumbunt.

XXX. Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regia Majestas Christianissima non poterunt ex quacunque causa Pacem per præsentem Tractatum firmatam imposterum interrumpere, arma resumere, ullumve actum hostilitatis sub quocunque prætextu committere, omni studio potius & bona fide, ut veri Amici mutuam hanc Amicitiam & concordiam rei Christianæ adeo necessariam firmiorem reddere allaborabunt, & cum Sacra Regia Majestas Christianissima Sacræ Cæsareæ Majestati sincere reconciliata nolit Ipsam ullatenus turbare, aut Illi quodlibet præjudicium creare, Majestas Sua Christianissima promittit & sese obstringit, quod Suam Cæsaream Majestatem relinquet in tranquilla & pacifica possessione omnium Statuum & locorum, quæ in Italia modo tenet, & quæ antea a Regibus Domus Austriacæ possessa erant, videlicet Regni Neapolitani, ut id Sacra Cæsarea Majestas possidet, Ducatus similiter Mediolanensis, ut eum Majestas Sua Cæsarea actu possidet, Regni insuper & Insulæ Sardiniæ, nec non Portuum ac locorum ad Hetruriæ littora sitorum, quæ Majestas Cæsarea nunc possidet, & quæ antea per Reges Hispaniæ Domus Austriacæ possessa fuerunt, cum omni jure, quod dictis Statibus Italiæ a Sacra Cæsarea possessis adhæret, quodque Reges Hispaniæ a Philippo primo usque ad Regem ultimo defunctum exercuere; promittit etiam Sacra Majestas Christianissima verbo Regio, quod Imperatorem & Domum Austriacam in hac possessione neque directe neque indirecte unquam turbare, aut sub quocunque prætextu, vel quocunque modo inquietare velit, nec possessionem ullatenus impedire, quam Sua Sacra Cæsarea Majestas & Domus Austriaca habet, aut imposterum per Negotiationem, Tractatum, aut aliam viam legitimam & pacificam acquirere poterit; ita tamen, ut Neutralitas Italiæ non turbetur; Vicissim Sacra Cæsarea Majestas verbo Cæsareo pollicetur, & sese obstringit, quod eandem neutralitatem & quietem Italiæ turbare nolit, & consequenter nec armorum viam pro quacunque re & quacunque occasione adhibere, sed e contrario religiose implere promissa in Tractatu Neutralitatis Trajecti ad Rhenum die decima quarta Martii Anno millesimo septingentesimo decimo tertio facta, qui Tractatus hic pro repetito habebitur, & per Majestatem Suam Cæsaream exacte observabitur, dum & altera Pars idem faciat, neque Sacram Cæsaream Majestatem aggrediatur: ad eundem finem recepit Sacra Cæsarea Majestas, quod relinquere velit omnes Principes in Italia in tranquilla possessione Statuum, quos modo possident, ea semper intelligenda necessaria conditione, ne id Juribus cujuscunque obesse aut præjudicare quavis ratione possit.

XXXI. Ut tanto magis Principes & Status Italiæ fructibus Pacis Imperatorem inter & Regem Christianissimum initæ gaudere possint, non solum, ut Articulus præcedens complectitur, Neutralitas exacte ibidem observabitur, sed etiam a Sacra Cæsarea Majestate

ANNO 1714.

bona & prompta juſtitia adminiſtrabitur Imperii Principibus & Vaſallis ob cæteras Ditiones & loca Italiæ a Regibus Hiſpaniae e Domo Auſtriaca oriundis non poſſeſſa, & in quae dicti Principes legitimam quandam praetenſionem ſeu actionem habere poſſent, ſcilicet Duci Guaſtallae, Pico Mirandolenſi & Principi Caſtiglionenſi, ſic tamen, ne hoc Pacem & Neutralitatem Italiæ labefactare, aut occaſionem novo Bello dare poſſit.

XXXII. Cum Sacræ Cæſareæ Majeſtati, & Sacræ Regiæ Majeſtati Chriſtianiſſimæ nihil magis cordi ſit, quam ut publica tranquillitas quantocius ſtabiliatur, & ad finem tam ſalutarem, qui omnem aliam rationem ſuperare debet, promptius aſſequendum, certum Tractatui huic perficiendo terminum præfixiſſent, jam vero compertum ſit, quod terminus iſte ad examinandas & complanandas res per Articulum trigeſimum ſecundum Pacis Raſtadienſis ad hunc Congreſſum mutuo remiſſas nequaquam ſufficere poſſit, ulterius convenit, quod partibus in dicto Articulo nominatis fas erit, titulos, rationes, juraque ſua ante Sacram Cæſaream Majeſtatem & Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam ſuo quæque loco producere. Eæque denuo promittunt, illorum ſe rationes habituras eſſe, uti æquum fuerit, quæ tamen mora plenariam Pacis executionem nec differre, vel immutare, aut ullius Juri quicquam præjudicii afferre poterit aut debebit.

XXXIII. Quemadmodum vigore Pacis Raſtadienſis cujuſcunque generis hoſtilitates ac violentiæ a ſubſcriptæ Pacis tempore, contributiones vero & exactiones quæcunque tam pecuniæ quam pabuli a die commutatarum ejuſdem Pacis Ratificationum non minus ac aliæ cujuſcunque generis impoſitiones occaſione præteriti Belli, cum ex parte Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, tum Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ factae penitus ceſſare debuere, ita etiam omnia ea impoſterum non ſolum ceſſent, & nulla ex cauſa vel praetextu quidquam exigatur, verum etiam quaecunque exactiones pecuniae, pabuli aut alterius cujuſcunque rei, ſub quocunque praetextu ab alterutrius Partis Subditis a die ratihabitae Pacis Raſtadienſis contra ejuſdem Tractatus Articuli trigeſimi quinti expreſſum tenorem factae fuere, ea omnia bona fide & abſque mora iis, qui ſufficientibus Documentis hac de re fidem fecerint, reſtituantur, obſideſque illa aut alia quacunque ex cauſa dati vel abducti abſque aere protinus reddantur, libereque in patriam dimittantur. Quod vero de contributionibus ab alterutra Parte uſque ad ſtatutum in Tractatu Raſtadienſi tempus reſiduum debebitur, id intra ſpatium trium menſium à die commutatarum Ratificationum praeſentis Tractatus computandum exſolvetur, ita tamen ut intra iſtud ſpatium fas non ſit contra moroſos debitores via executionis uti, dummodo de ſolutione cautio ſufficiens data ſit.

Captivi quoque tam militares quam Status praeterito Bello facti, qui necdum libertati reſtituti deprehendentur, aut indicabuntur, hinc inde quantocyus abſque lytro dimittantur, libertate relicta ſe, quocunque velint, recipiendi.

Copiae militares quoque, quae virtute praefati Articuli trigeſimi quinti quindecim dies poſt ratihabitam Raſtadii concluſam Pacem e locis non munitis in utriuſque Partis proprias Ditiones deduci debuere, ſi quaedam praeter ſpem necdum deductae forent, protinus & abſque ulteriori mora abducantur, ut eo citius omnes & ſinguli utriuſque Partis Incolae fructibus Pacis & quietis reapſe gaudere poſſint; quemadmodum & Sacra Caeſarea Majeſtas & Imperium Copias ſuas e locis non munitis Archi-Epiſcopatus Colonienſis & Bavariae educere debuerunt, &, ſi quae forſan reſtarent, eas quantocyus educi curabunt; quarum Provinciarum praeterea & locorum reſtitutio juxta formam & tempus in Articulis decimo quinto, decimo ſexto, decimo ſeptimo & decimo octavo praeſcriptum, limitata maneto.

XXXIV. Redeant quoque mox a ſubſcripta Pace Commercia inter Sacrae Caeſareae Majeſtatis Imperiique & Sacrae Regiae Majeſtatis Chriſtianiſſimae Regnique Galliae Subditos durante Bello prohibita, in eam, quae ante Bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes & ſinguli, nominatim Urbium Imperialium, & Emporiorum Hanſeaticorum Cives & Incolae, terra marique pleniſſima ſecuritate, priſtinis Juribus, Immunitatibus, Privilegiis jeſtate & emolumentis per ſolemnes Tractatus aut vetuſtam conſuetudinem obtentis, ulteriori Conventione poſt ratihabitam Pacem remiſſa.

ANNO 1714.

XXXV. Omnia per hanc Pacem conventa valeant, ac perpetua firmitate nitantur, obſerventurque & executioni mandentur, non obſtantibus, ſed abrogatis & caſſatis omnibus, quae contraria credi, allegari aut excogitari unquam poſſint, & ſi talia ſint, ut eorum ſpecialior ſeu amplior mentio fieri debeat, aut abrogatio ſeu annullatio nulla ſeu invalida dici poſſe videatur.

XXXVI. Includentur huic Paci omnes illi, qui poſt permutationem Ratihabitionum intra ſex menſes ab una vel altera parte ex communi conſenſu nominabuntur.

XXXVII. Pacem hoc modo concluſam promittunt utriuſque Partis Legati extraordinarii & Plenipotentiarii reſpective ab Imperatore & Imperio & Rege Chriſtianiſſimo ad formam hic mutuo placitam ratihabitum iri, ſeque infallibiliter praeſtituros, ut ſolemnia Ratihabitionum Inſtrumenta intra ſpatium ſex ſeptimanarum a die ſubſcriptionis computandum, aut citius, ſi id fieri poterit, hic reciproce, riteque commutentur.

XXXVIII. Et cum Sacra Caeſarea Majeſtas ab Electoribus, Principibus & Statibus Imperii, vigore concluſi die vigeſima tertia Aprilis Anni currentis Legatis Gallicis ſub Sigillo Cancellariae Moguntinae extraditi decenter requiſita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum & Statuum Imperii rem per ſuam Caeſaream Legationem in hoc Congreſſu agi curaret, tam Caeſarei quam Regii Legati nominibus ſupradictis praeſens Pacis Inſtrumentum in omnium & ſingulorum eo contentorum fidem majuſque robur ſubſcriptionibus Sigilliſque propriis munierunt, & competentes ratificationes, formula conventa, termino ſupra conſtituto ſe ſe extradituros polliciti ſunt, nec ulla contra hunc Tractatum recipiatur aut valeat proteſtatio vel contradictio. Acta haec ſunt Badae - Ergoviae die ſeptima menſis Septembris anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo quarto.

(L.S.) EUGENIUS A SABAUDIA.

(L.S.) LE M. DUC DE VILLARS.

(L.S.) PETRUS COMES DE GOES.

(L.S.) LE COMTE DU LUC.

(L.S.) JOH. FRID. C. A SEILERN.

(L.S.) DE BARBERIE DE SAINT CONTEST.

## ARTICULUS SEPARATUS.

CUM titulorum aliqui, quibus Sacra Caeſarea Majeſtas ſive in Plenipotentiis, ſive in Proœmio Tractatus hodie ſubſcribendi utitur, per Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam agnoſci haud poſſint, per hunc Articulum ſeparatum & ante Tractatum ſubſcriptum conventum eſt, ne Tituli hoc aut Raſtadienſi Tractatu adhibiti aut omiſſi ab una & altera Parte ullum jus tribuere, vel uni alterive Contrahentium parti ullum praejudicium inferre unquam cenſeantur; hujuſque Articuli idem vigor erit, ac ſi de verbo ad verbum Pacis hujus Tractatui inſertus foret. Actum eſt Badae-Ergoviae die ſeptima menſis Septembris anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo quarto.

(L.S.) EUGENIUS A SABAUDIA.

(L.S.) LE M. DUC DE VILLARS.

(L.S.) PETRUS COMES DE GOES.

(L.S.) LE COMTE DU LUC.

(L.S.) JOH. FRID. C. A SEILERN,

(L.S.) DE BARBERIE DE SAINT CONTEST.

ANNO 1714.

## PLENIPOTENTIA CÆSAREA.

NOs CAROLUS VI. Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Rex Germaniæ, Caſtellæ, Arragoniæ, Legionis, utriuſque Siciliæ, Hieruſalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, & Indiarum, ac Terræ-firmæ, Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Aſturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Artheſiæ, Marchio Oriſthani, Comes Goziani, Namurci, Roſſilionis & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biſcayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniae, &c. Notum teſtatumque facimus quod, cum Pace Nos inter & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Ludovicum Franciae Regem Chriſtianiſſimum die ſexta Martii Anni currentis Raſtadii concluſa ſtatutum fuerit, modo dictae Pacis conditiones, & quae porro eo pertinent, accedente Sacro Romano Imperio, & obſervato Linguae Latinae cæterorumque requiſitorum Imperialium uſu in Tractatum ſolemnem redigendas, eumque in finem, Congreſſum in Helvetia inſtituendum eſſe, atque adeo poſtea de Civitate Badae in Ergovia utrinque convenerit, & nunc etiam a Nobis Sacri Romani Imperii Electores, Principes, & Ordines decenter requiſiverint, ut noſtrae, quam miſſuri eſſemus Legationi, ſuam pariter vicem illic obeundam demandaremus: Nos tanti operis perfectionem enixe cupientes, pleneque confiſi fide, rerum uſu & prudentia Illuſtriſſimi Eugenii Principis Sabaudiae & Pedemontium, aurei Velleris Equitis, Caeſarei Noſtri Conſiliarii Status, Conſilii aulico-bellici Praeſidis, Locumtenentis Generalis, Sacri Imperii Campi Mareſchalli, Conſanguinei & Principis Noſtri Chariſſimi, nec non Illuſtrium & Magnificorum fidelium Nobis dilectorum Petri Comitis de Goeſs in Carlsberg actualis Noſtri Caeſarei Conſiliarii arcani, Camerarii, & Carinthiae Capitanei provincialis, ut[1] & Joannis Friderici Comitis à Seilern & Aſpang, Conſiliarii Aulici, & Cancellariae noſtrae Auſtriacae Aſſeſſoris, eos nominaverimus, elegerimus, & conſtituerimus, quemadmodum praeſentibus nominamus, eligimus & conſtituimus Noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, committentes iiſdem, ut de rebus omnibus, quae ad praedictum Tractatum ſpectant, cum Sereniſſimi & Potentiſſimi Franciae Regis Chriſtianiſſimi Legatis & Plenipotentiariis ſufficienti Mandato munitis conferant & conveniant; Dantes quoque plenam & abſolutam Poteſtatem cum omni authoritate & mandato ad id neceſſariis ſupranominatis Legatis Extraordinariis Noſtris ſive tribus conjunctim, ſive duobus ex illis, tertio abſente, vel aliter impedito, aut etiam uni eorum ſoli & ſeorſim, duobus reliquis ſimiliter abſentibus vel impeditis, praefatum ſolemnem Tractatum pro Nobis & Imperio, noſtroque ejuſdem nomine ineundi & ſignandi, omnia quoque Inſtrumenta, quæ in eum finem requiri poſſunt, conficiendi, expediendi, extrahendi, adeoque in univerſum agendi, promittendi, ſtipulandi, concludendi & ſignandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad memoratum Tractatum pertineant faciendi, aeque libere & ample, ac ipſi praeſentes id faceremus, vel facere poſſemus, quantumvis Mandato adhuc ſpecialiori & expreſſiori, quam quod praeſentibus hiſce continetur, opus eſſe viſum fuerit. Promittentes praeterea & declarantes verbo Noſtro Imperiali & Regio, Imperiique nomine, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum Nos habituros, quodcunque per dictos Noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, trinos conjunctim, vel binos ex illis tertio abſente, vel aliter impedito, unum etiam eorum ſolum, ſimiliter abſentibus vel impeditis duobus reliquis, actum, concluſum, ſignatum, extraditum, & commutatum fuerit; ac denique nomine quo ſupra Nos obſtringentes hiſce praeſentibus ad expediendum Ratificationum Noſtrorum Diplomata in decenti & ſolemni forma, intraque tempus prout convenerit. In quorum fidem roburque præſentes manu Noſtra ſubſcriptas Sigillo Noſtro Imperatorio firmari juſſimus. Quæ dabantur in Civitate Noſtra Viennæ die vigeſima ſexta menſis Aprilis Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo quarto Regnorum Noſtrorum Romani tertio, Hiſpanicorum undecimo, Hungarici & Bohemici vero quarto.

ANNO 1714.

CAROLUS.

Vt. FRID. CAROLUS COMES DE SCHÖNBORN.

*Ad Mandatum Sac. Cæſ. Majeſtatis proprium,*

PETRUS JOSEPHUS DOLBERG.

## *Plein-pouvoir du Roi Trés-Chrêtien.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. La Paix ayant eſté heureuſement concluë entre Nous & nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur des Romains, & l'Empire, & le Traité en ayant eſté ſigné à Raſtatt le 6. du mois de Mars dernier en nôtre nom, par nôtre très-cher & bien-amé Couſin le Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, General de nos Armées en Allemagne, Chevalier de nos Ordres, Gouverneur & nôtre Lieutenant General en nôtre Païs & Comté de Provence, & au nom de nôtredit Frere, par le Prince Eugene de Savoye, Voulant accomplir de nôtre part tous les Articles de ce même Traité: Et déſirant d'achever inceſſamment ce qui reſte encore à regler avec les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, Nous confiant entierement en la capacité, experience, zele & fidelité pour nôtre ſervice de nôtredit Couſin le Maréchal de Villars; & reconnoiſſant les mêmes qualitez de nôtre cher & bien-amé le Sieur Comte du Luc, Commandeur de nôtre Ordre Militaire de Saint-Louis, nôtre Lieutenant en nôtredit Païs & Comté de Provence, & nôtre Ambaſſadeur auprès des Cantons Suiſſes, & nôtre bien-amé & feal le Sieur Barberie de Saint-Conteſt, Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requeſtes ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances dans les Evêchez de Metz, Toul & Verdun. Pour ces Cauſes, & autres bonnes conſiderations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé, & par ces Préſentes ſignées de nôtre main, commettons, ordonnons & députons nôtredit Couſin le Maréchal Duc de Villars, & leſdits Sieurs Comte du Luc & de Saint Conteſt; leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, de conferer, négotier & traiter dans la Ville de Bade en Ergaw, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires munis de Pouvoirs en bonne forme, de la part de nôtredit Frere & des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, arreſter, conclure & ſigner tels Traitez, Articles & Conventions que noſdits Plenipotentiaires aviſeront bon être; Voulant qu'en cas de l'abſence de l'un d'eux par maladie, ou par quelque autre cauſe legitime, les deux autres ayent le même Pouvoir de conferer, negotier, traiter, arreſter, conclure & ſigner tels Traitez, Articles & Conventions qui conviendront au bien de la Paix que Nous nous propoſons; Et qu'un ſeul en l'abſence des deux autres, par maladie, ou par autre raiſon valable, ait le même Pouvoir que tous trois enſemble; En ſorte qu'ils agiſſent en tout ce qui regardera l'Empire, avec la même autorité que Nous ferions ou pourrions faire, ſi Nous étions préſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe qui requiſt un Mandement plus ſpecial, non contenu en ceſdites Préſentes; Promettant en foy & parole de Roy, d'avoir agréable & tenir ferme & ſtable à toujours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que leſdits Sieurs Maréchal Duc de Villars, Comte du

ANNO 1714.

du Luc, & de Saint-Conteſt, deux d'entre eux, ou même un ſeul dans leſdits cas d'abſence ou de maladie, auront ſtipulé, promis & ſigné en vertu du préſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu pour quelque cauſe & ſous quelque prétexte que ce puiſſe être; Comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le temps dont il ſera convenu par le Traité à faire: Car tel eſt nôtre plaiſir. En temoin de quoy, Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Préſentes. Donné à Marly le quinziéme jour d'Avril l'an de grace mil ſept cens quatorze, & de nôtre Regne le ſoixante-onziéme.

*Signé*;

LOUIS.

*Et plus bas, ſur le repli.*

Par le Roy,

COLBERT.

Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune.

*Ratificatio Cæſarea.*

NOS CAROLUS Sextus Divina favente clementia electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Rex Germaniæ, Caſtellæ, Arragoniæ, Legionis, utriuſque Siciliæ, Hieruſalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ & Indiarum, ac Terræ firmæ Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Aſturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Artheſiæ, Landgravius Alſatiæ, Marchio Oriſthani, Comes Goziani, Namurci, Roſſilionis, & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biſcayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ. &c. &c.

Notum facimus omnibus & ſingulis præſentes Literas inſpecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infraſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poterit. Poſtquam ad reſtinguendum quod ante annos aliquot exarſit grave Bellum, primum quidem Pax nos & Sacrum Romanorum Imperium inter, & Sereniſſimum ac Potentiſſimos Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Chriſtianiſſimum Raſtadii inita, deinde vero ſolemnior Congreſſus Badæ-Ergoviae inſtitutus fuerit, Divina favente Clementia factum eſſe, ut poſt multos & laborioſos Tractatus per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ab utraque parte ad id deſtinatos, generale Pacis Inſtrumentum confectum ſit forma, modo, & tenore ſequenti.

*Fiat inſertio.*

CUM igitur hæc omnia & ſingula per noſtros Legatos, & Plenipotentiarios ſupramemoratos, Mandato Noſtro, prout verbotenus inſerta & deſcripta leguntur, geſta, peracta & conventa ſint, Nos eadem omnia & ſingula, præhabita matura & diligenti conſideratione, ex certa noſtra ſcientia approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma eſſe & fore virtute præſentium declaramus, ſimulque verbo Imperiali & Regio promittimus pro Nobis, Noſtrisque Succeſſoribus, & Imperio Romano, (cujus Status Ratisbonae per Deputatos congregati memoratum Pacis Inſtrumentum in omnibus & ſingulis Articulis vigore concluſi die nona menſis hujus facti, & ad manus noſtras tranſmiſſi, approbarunt, & ratificarunt); Nos omnes & ſingulos ſupra deſcriptos Articulos; & quicquid tota hac Pacis Conventione continetur, firmiter, conſtanter ac inviolabiliter ſervaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione vel per Nos, vel per alios ullo unquam tempore contraventuros, aut ut per alios contraveniatur, paſſuros, quomodocunque id fieri poſſit, omni dolo & fraude excluſis. In horum omnium teſtimonium & fidem, Sigillum noſtrum Cæſareum majus huic Diplomati manu noſtra ſubſcripto, appendi fecimus. Datum in Arce noſtra Regii Poſonii die decima quinta Octobris anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo-quarto; Regnorum noſtrorum Romani quarto, Hiſpanicorum duodecimo, Hungarici & Bohemici vero pariter quarto.

ANNO 1714.

(L.S.) CAROLUS.

(L.S.) UL. F. COMTE DE SCHONBORN.

*Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium,*

(L.S.) PETRUS JOSEPHUS DOLBERG.

*Ratification du Roi T. C.*

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront; Salut. Comme notre très-cher & bien-amé Couſin le Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, Prince de Martigues, Vicomte de Melun, General de nos Armées en Allemagne, Chevalier de nos Ordres, & de la Toiſon d'Or, Gouverneur & notre Lieutenant General en nôtre Pays & Comte de Provence; notre cher & bien-amé le Sr. de Vintimille, des Comtes de Marſeille, Comte du Luc, Marquis de la Marthe, nôtre Lieutenant en nôtredit Pays & Comté de Provence, Commandeur de nôtre Ordre Militaire de Saint Louis, Gouverneur de Porquerolles, & nôtre Ambaſſadeur auprès des Cantons Suiſſes; Et notre bien-amé & Feal le Sr. Barberie, Seigneur de Saint Conteſt, Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requeſtes ordinaire de nôtre Hoſtel, Intendant de Juſtice, Police, Finances, & de nos Armées dans les trois Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arreſté & ſigné le ſeptiéme du preſent mois de Septembre à Bade en Ergaw, avec notre très-cher & bien-amé Couſin le Prince Eugene de Savoye, Chevalier de la Toiſon d'Or, Conſeiller intime de notre très-cher & très-amé Frere l'Empereur des Romains, Preſident du Conſeil Aulique de Guerre, Lieutenant General & Maréchal de Camp de l'Empire; le Sieur Comte de Goez, Conſeiller d'Etat de notredit Frere; Chambellan & Gouverneur de Carinthie; Et le Sieur Comte de Seilern & d'Aſpang, Conſeiller aulique de notredit Frere, & Aſſeſſeur de la Chancellerie Secrette aulique d'Autriche, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, de notre très-cher & très-amé Frere l'Empereur, pareillement munis de ſes Pleins-pouvoirs, tant en ſon nom, qu'en celuy de l'Empire, conformement à la Reſolution de la Diette dudit Empire, du vingt-trois Avril dernier, le Traité de Paix & l'Article Separé, dont la teneur s'enſuit.

*Fiat inſertio.*

Nous ayant agreable les ſuſdits Traité de Paix & Article Separé en tous & chacuns les Points & Articles qui y ſont contenus & declarez; Avons iceux, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; Et par ces preſentes ſignées de notre main acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; Et le tout promettons en foy & parole de Roy, ſous l'obligation & Hypotheque de tous & un chacun nos biens preſens & à venir, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit: En temoin de quoy

ANNO 1714. quoy Nous avons fait mettre notre Scel à ces Presentes. Donné à Fontainebleau le trentiéme Septembre, l'an de grace mil sept cens quatorze, & de notre Regne le soixante-douziéme.

*Signé*,

LOUIS:

*Et plus bas*,

Par le Roy,

COLBERT.

Scellé du grand Sceau de cire jaune, sur lacs de soye bleuë tressez d'or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empraintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

## Conclusum Imperii, sive Reichs-Gutachten / pro Ratificatione Pacis.

DEr Röm. Kayserl. Majestät unsers allergnädigsten Herrens / zu gegenwartiger allgemeiner Reichs-Versamlung gevollmächtigten höchstansehnlichen Principal-Commissarii Herrn Maximilian Carln / Fürstens zu Löwenstein-Wertheim / Hochfürstlichen Gnaden / bleibt hiemit im Nahmen Chur-Fürsten / Fürsten / und Ständen des Reichs gebührend ohnverhalten / wie daß man auß dem unterm 2. hujus communicirten Kayserlichen Commissions-Decret, und diesem beygelegten Friedens-Instrument, mehrern Innhalt vernohmen / was massen der Friede zwischen Ihrer Römischen Kayserlichen Majestät / und dem Heiligen Römischen Reich / eines / und der Cron Franckreich andern theils / zu Baaden im Ergau den 7. jüngst verflossenen Monaths Septembris, zu Folge der Rastatter Friedens-Handlung / und vom heiligen Römischen Reich ertheilten Gewalt / geschlossen / und unterschrieben worden / und wie diesem nach allerhöchstgedacht Seine Kayserliche Majestät von gegenwärtiger hiesiger Reichs-Versamblung ein unverweiltes Gutachten der Friedens-Ratification halber allergnädigst erforderet / und hierauf mittels vorgangenen ordentlichen Vortrag und Berathschlagung / die Sache und deren Umstände Wichtigkeit nach / reifflich erwogen / und dafür gehalten / und geschlossen / daß oberwehnter zu Baaden im Ergau / zwischen Ihrer Kayserlichen Majestät / und dem Heiligen Römischen Reich an einem / und der Cron Franckreich am andern Theil / den 7. letzt abgewichenen Monaths Septembr. geschlossene Friede von Kayserlicher Majestät / und Reichs wegen zu ratificiren / und zu bestättigen seye / wie man dann solchen in allen Dreyen Reichs-Collegiis hiemit ratificiret / und bestättiget / Kayserlicher Majestät auch / nebst allerunterthänigster Danck-erstattung / für dero hierin bezeigt- und angewendete Reichs-Vätterliche Vorsorge in schuldigst-geziemenden respect von Reichs wegen (wie hiemit beschiehet) ersuchet / Sie allergnädigst geruhen möchten / mehrgedachten Frieden in Ihrem allerhöchsten / und des heiligen Römischen Reichs Nahmen / in bestimmter Zeit zu ratificiren und zu bestättigen. Womit höchstbesagten Kayserlichen Herrn Principal-Commissarii Hochfürstlichen Gnaden / der Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen deß Reichs anwesende Räthe / Bottschafften und Gesandten sich besten Fleisses und geziemend empfehlen. Signatum Regenspurg den 9. Octobris 1714. ANNO 1714.

(L. S.)

Chur-Fürstl. Maynzische Cantzley.

## CLXXV.

*Traité de* (1) *Paix entre* JEAN IV. *Roi de Portugal, &* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, par lequel le Château de* Naudar, *l'Isle de* Verdoejo *& la Colonie du* Saint Sacrement, *sont rendus à la Couronne de Portugal, avec cession & Renonciation de la part de l'Espagne à tous les Droits qu'elle pouvoit pretendre sur ladite Colonie: comme d'autre part les Places d'*Albuquerque *& de* Puella, *retournent dans l'état où elles sont, à la Couronne d'Espagne, laquelle pour d'autres causes exprimées dans le Traité, payera au Roi de Portugal une somme de six cents mille écus en diferents termes. Le tout sous la Garantie de la Reine de la Grande-Bretagne. Fait à Utrecht le 6. Fevrier* 1715. *Avec un* ARTICLE SEPARE' *du même jour pour la Liberté du Commerce. Et les* PLEINSPOUVOIRS *de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. VI. pag. 828. en Portugais & en François. Feuille volante, imprimée à Utrecht en 1715. in 4.] 1715. 6. Fev.

*Au nom de la Sainte Trinité.*

QU'IL soit notoire à tous les présens & à venir; que la plus grande partie de la Chrêtienté se trouvant affligée par une longue & sanglante guerre, il a plû à Dieu de porter les cœurs du très-Haut, & très-Puissant Prince Dom Jean V. par la grace de Dieu Roy de Portugal, & du très-Haut, & très-Puissant Prince Dom Philippe V. par la grace de Dieu Roy Catholique d'Espagne à un sincére & ardent désir de contribuer au repos universel, & d'assurer la tranquillité de leurs Sujets, en renouvellant & rétablissant la Paix & bonne Correspondance, qu'il y avoit auparavant entre les Couronnes de Portugal & d'Espagne, pour lequel effect leursdites Majestés ont donné leurs Pleins-pouvoirs à leurs Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires: sçavoir Sa Majesté Portugaise au très-Excellent Seigneur Jean Gomes da Silva, Comte de Tarouca, Seigneur des Villes de Tarouca, Lalim, Lazarim, Penalva, Galfar, & leurs dependances, Commandeur de Villa-Cova, du Conseil de Sa Majesté, & Mestre de Camp Général de ses Armées; & au très-Excellent Seigneur Don Louïs da Cunha, Commandeur de Sainte Marie d'Almendra, & du Conseil de Sa Majesté. Et Sa Majesté Catholique au très-Excellent Seigneur Dom François Marie de Paula, Telles, Giron, Benavides, Carrillo & Toledo, Ponce de Leon, Duc d'Ossune, Comte d'Uregna, Marquis de Pegnafiel, Grand d'Espagne de la prémiére Classe, Grand Chambellan & Grand Echanson de Sa Majesté Catholique, Grand Notaire du Royaume de Castille, Grand Clavier de l'Ordre de Calatrava, Commandeur en celui-cy, & d'Usagre en celuy de St. Jaques, Général des Armées de Sa Majesté, Gentilhomme de la Chambre, & Capitaine de la prémiére Compagnie Espagnole de ses Gardes du Corps; lesquels s'estant rendus à Utrecht, lieu

(1) Ce n'est ici qu'une Traduction, mais comme elle fut imprimée à Utrecht, sous les yeux, & avec la permission des Ambassadeurs interessés elle vaut autant qu'un Original. [DUM.]

ANNO 1715. lieu destiné pour le Congrès, & ayant examiné reciproquement leurs Pleins-pouvoirs, dont les copies seront inserées à la fin de ce Traité, après avoir imploré l'assistance Divine, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura une Paix solide & perpetuelle, & une vraie & sincére amitié entre Sa Majesté Portugaise, ses Descendans, Successeurs & Héritiers, tous ses Etats & Sujets d'une part, & Sa Majesté Catholique, ses Descendans, Successeurs & Héritiers, tous ses Etats & Sujets de l'autre part; laquelle Paix sera observée fermement & inviolablement, tant par terre, que par mer, sans permettre qu'il soit commis aucune hostilité entre les deux Nations en tel endroit, & sous quelque prétexte que ce soit. Et s'il arrivoit contre toute attente que l'on contrevînt en quelque chose au présent Traité, il demeurera toutefois dans sa vigueur, & ladite contravention sera reparée de bonne foy, sans delay, ny difficulté, en punissant rigoureusement les contrevenans, & en remettant tout en son prémier état.

II. En consequence de cette Paix on mettra en entier oubli toutes les hostilités commises jusqu'à présent, en sorte qu'aucun des Sujets des deux Couronnes n'ait droit de prétendre satisfaction des dommages soufferts, ny par les voyes de Justice, ny par toute autre. Ils ne pourront pas non plus alléguer reciproquement les pertes qu'ils auront faites pendant la présente Guerre; mais on oubliera le passé tout comme s'il n'y avoit eu aucune interruption en l'amitié qu'on rétablit présentement.

III. Il y aura une Amnistie pour toutes les personnes, tant Officiers, que Soldats, & autres, qui pendant cette Guerre, ou à son occasion auront changé de service, excepté pour ceux qui auront pris parti, ou qui se seront engagés au service d'un autre Prince que celuy de Sa Majesté Portugaise, ou de Sa Majesté Catholique; & il n'y aura que ceux, qui auront servi Sa Majesté Portugaise, ou Sa Majesté Catholique, qui seront compris dans cet Article, lesquels le seront aussi dans l'Article XI. de ce Traité.

IV. Tous les Prisonniers & Otages seront promptement rendus, & mis en liberté de part & d'autre sans exception, & sans qu'on demande aucune chose pour leur échange, ny pour la dépense, qu'ils auront faite, pourvû qu'ils satisfassent aux dettes particuliéres, qu'ils auront contractées.

V. Les Places, Châteaux, Villes, Villages, Territoires, & Campagnes appartenant aux deux Couronnes tant en Europe, qu'en toute autre partie du Monde, seront entiérement restituées, & sans reserve aucune, en sorte que les Limites & Confins des deux Monarchies demeureront dans le mesme état, où ils estoient avant la présente Guerre; & on rendra particuliérement à la Couronne de Portugal le Château de Noudar avec son territoire, l'Isle du Verdoejo, & le Territoire & Colonie du Sacrement; & à la Couronne d'Espagne les Places d'Albuquerque & de Puebla, avec leurs territoires dans l'état où elles sont à présent, sans que le Roy de Portugal puisse rien demander à la Couronne d'Espagne pour les nouvelles fortifications, qu'on y a fait ajouter.

VI. Sa Majesté Catholique ne rendra pas seulement à Sa Majesté Portugaise le Territoire & Colonie du Sacrement, située sur le bord Septentrional de la Riviére de la Plata, mais elle cedera aussi en son nom, & en celui de tous ses Descendans, Successeurs & Héritiers toute Action & Droit qu'elle prétendoit avoir sur ledit Territoire & Colonie, faisant ladite Cession dans les termes les plus forts, & les plus authentiques, & avec toutes les clauses requises, comme si elles estoient inserées icy, afin que ledit Territoire & Colonie demeurent compris dans le Domaine de la Couronne de Portugal, & appartenans à Sa Majesté Portugaise, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers, comme faisant partie de ses Etats, avec tous les Droits de Souveraineté, d'absoluë Puissance, & d'entier Domaine, sans que Sa Majesté Catholique, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers puissent jamais troubler Sa Majesté Portugaise, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers dans ladite Possession; & en vertu de cette Cession le Traité Provisionel conclu entre les deux Couronnes le 7. May 1681. restera sans aucun effect, ni vigueur: Sa Majesté Portugaise s'engage cependant à ne point consentir qu'aucune autre Nation de l'Europe, excepté la Portugaise, puisse s'établir, ou commercer en ladite Colonie directement, ni indirectement, sous quelque prétexte que ce soit; & bien plus encore elle s'engage en outre à ne point prêter la main, ni donner assistance à aucune Nation Etrangére, afin qu'elle puisse introduire quelque Commerce dans les Terres de la Domination de la Couronne d'Espagne, ce qui est pareillement défendu aux propres Sujets de Sa Majesté Portugaise. ANNO 1715.

VII. Quoyque Sa Majesté Catholique céde dés à présent à Sa Majesté Portugaise ledit Territoire & Colonie du Sacrement, suivant la teneur de l'Article précédent; Sadite Majesté Catholique pourra néantmoins offrir un équivalent pour ladite Colonie, qui soit au gré, & à la satisfaction de Sa Majesté Portugaise; & on limite pour cet offre le terme d'un An & demi à commencer du jour de la Ratification de ce Traité, avec cette déclaration, que si ledit Equivalent vint à estre approuvé & accepté par Sa Majesté Portugaise, les susdits Territoire & Colonie appartiendront à Sa Majesté Catholique, comme si elle ne l'avoit jamais rendu, ni cédé; mais si ledit Equivalent venoit à n'estre pas accepté par Sa Majesté Portugaise, elle demeurera en possession dudit Territoire & Colonie, comme il est déclaré dans l'Article précedent.

VIII. On expediera des Ordres aux Officiers, & autres personnes, à qui il appartiendra, pour la reddition reciproque des Places, tant en Europe, qu'en Amerique, mentionnées en l'Article V. & à l'égard de la Colonie du Sacrement Sa Majesté Catholique n'envoyera pas seulement ses Ordres en droiture au Gouverneur de Buenos Ayres, pour en faire la reddition; mais elle donnera aussi un Duplicata desdits ordres avec une recommandation si préciſe au susdit Gouverneur, qu'il ne puisse sous aucun prétexte, ou cas même imprévû en différer l'execution, quoy qu'il n'ait pas encore reçeû les prémiers. Ce Duplicata, aussi bien que les Ordres, qui regardent Noudar, & l'Isle du Verdoejo seront échangés contre ceux de Sa Majesté Portugaise pour la reddition d'Albuquerque & de Puebla par des Commissaires, qui se trouveront pour cet effect aux confins des deux Royaumes; & on fera la reddition desdites Places, tant en Europe, qu'en Amerique dans le terme de 4. mois, à commencer du jour de l'Echange reciproque desdits Ordres.

IX. Les Places d'Albuquerque & de Puebla seront renduës dans le même état, où elles sont, & avec autant de Munitions de guerre, & le même nombre de Canons, & du même Calibre, qu'elles avoient lors qu'elles furent prises, suivant les Inventaires, qui en ont été faits. Les autres Canons, Munitions de guerre, & provisions de bouche, qu'on y trouvera de plus, devant être transportés en Portugal. Tout ce qui vient d'être dit touchant la restitution des Munitions de Guerre, & des Canons s'entend également à l'égard du Château de Noudar, & de la Colonie du Sacrement.

X. Les Habitans desdites Places, & de tous les autres Lieux, occupés pendant la présente Guerre, qui ne voudront point y demeurer, auront la liberté de se retirer, & de vendre, & disposer à leur gré de tous leurs biens meubles & immeubles; & ils jouïront de tous les fruits, qu'ils auront cultivés & semés, quoyque les Terres & les Metairies soient transferées à d'autres Possesseurs.

XI. Les Biens confisqués reciproquement à l'occasion de la présente Guerre seront restitués à leurs anciens possesseurs, ou à leurs Héritiers: ceux-cy devant payer les ameliorations utiles, qu'on y aura faites; mais ils ne pourront jamais prétendre des personnes, qui ont joui jusques icy des susdits Biens la valeur de leurs revenus depuis le temps de la Confiscation jusqu'au jour de la Publication de la Paix; & afin que la restitution de la Proprieté desdits Biens confisqués puisse estre executée; Les Parties interessées seront obligées de se présenter dans le terme d'une année devant les Tribunaux à qui il appartiendra, où elles plaideront leurs Droits; & leurs Causes seront jugées dans le terme d'une autre Année.

XII. Toutes les prises faites de part & d'autre pendant le cours de la présente Guerre, ou à son occasion, seront jugées bonnes; & il ne restera aux

ANNO 1715.

Sujets des deux Nations aucun Droit, ni Action, pour demander en aucun tems qu'elles leur ſoient renduës, attendu que les deux Majeſtés reconnoiſſent les raiſons qu'il y a eû pour faire leſdites priſes.

XIII. Pour une plus grande ſeureté & validité du préſent Traité on confirme derechef celui, qui a eſté fait entre les deux Couronnes le 13. Fevrier 1668. lequel demeure valide en tout ce qui ne ſera pas revoqué par le préſent Traité; & l'on confirme particuliérement l'Article 8. dudit Traité du 13. Fevrier 1668. comme s'il étoit inſeré icy mot à mot; & leurs Majeſtés Portugaiſe & Catholique offrent reciproquement de donner leurs ordres, pour que l'on faſſe une prompte, & entiére juſtice aux Parties intereſſées.

XIV. On confirme de même, & l'on comprend dans le préſent Traité les XIV. Articles contenus dans le Traité de Tranſaction fait entre les deux Couronnes le 18. Juin 1701. Leſquels demeureront tous dans leur force, & vigueur, comme s'ils étoient inſérés icy mot à mot.

XV. En vertu de tout ce qui a été ſtipulé dans la ſuſdite Tranſaction de l'Aſſiento pour l'Introduction des Negres, Sa Majeſté Catholique doit aux Intéreſſés dans ledit Aſſiento la ſomme de deux cent mille écus d'Anticipation, que les Intéreſſés prêterent à Sa Majeſté Catholique avec les interêts à 8. pour cent dès le jour de l'emprunt juſqu'à l'entier rembourſement, ce qui fait à compter depuis le 7. Juillet 1696. juſqu'au 6. Janvier 1715. la ſomme de deux cent quatrevingt dix mille écus, comme auſſi la ſomme de trois cent mille Cruzades (monnoye Portugaiſe,) dont la reduction monte à cent ſoixante mille écus. Ces trois ſommes ſont reduites par le préſent Traité à la ſeule ſomme de ſix cents mille écus que Sa Majeſté Catholique promet de payer en trois payemens égaux & conſecutifs, de deux cent mille écus chaqu'un. Le prémier payement ſe fera à l'arrivée de la prémiére Flotte, Flottille, ou Galions, qui arriveront en Eſpagne après l'echange des Ratifications du préſent Traité; & ce prémier payement ſera imputé ſur les interêts dûs pour le Capital des deux cents mille écus d'Anticipation. Le ſecond payement à l'arrivée de la ſeconde Flotte, Flottille, ou Galions, & ce ſera pour le Capital des deux cents mille écus d'Anticipation. Et le troiſiéme payement ſe fera à l'arrivée de la troiſiéme Flotte, Flottille, ou Galions pour les trois cents mille Cruzades, évalués à cent ſoixante mille écus, & le reſtant des quarante mille écus d'interêt. Les ſommes neceſſaires pour ces trois payemens pourront être tranſportées en Portugal en argent monnoyé, ou en Lingots d'Or, ou d'Argent. Moyennant quoy la ſomme de deux cents mille écus d'Anticipation ne portera point d'interêt depuis le jour de la Signature du préſent Traité; mais ſi Sa Majeſté Catholique ne paye pas ladite ſomme à l'arrivée de la ſeconde Flotte, Flotille, ou Galions, les deux cent mille écus d'Anticipation porteront interêt à 8. pour cent depuis l'arrivée de la ſeconde Flotte, Flotille, ou Galions juſqu'à l'entier payement de cette ſomme.

XVI. Sa Majeſté Portugaiſe céde par le préſent Traité & promet de faire céder à Sa Majeſté Catholique toutes les ſommes, qui ſont dues par Sa Majeſté Catholique dans les Indes d'Eſpagne à la Compagnie Portugaiſe de l'Aſſiento de l'Introduction des Négres, excepté les ſix cens mille écus mentionnés dans l'Article XV. de ce Traité. Sa Majeſté Portugaiſe céde encore à Sa Majeſté Catholique ce que les ſuſdits Intéreſſés pourroient prétendre de l'héritage de Dom Bernard François Marin.

XVII. Le Commerce ſera généralement ouvert entre les Sujets des deux Majeſtés avec la même Liberté & Seureté qu'il y avoit avant la préſente Guerre; & en témoignage de la ſincére amitié, qu'on ſouhaitte non ſeulement de rétablir, mais d'augmenter même entre les Sujets des deux Couronnes, Sa Majeſté Portugaiſe accorde à la Nation Eſpagnole & Sa Majeſté Catholique à la Nation Portugaiſe tous les avantages dans le Commerce, & tous les Privileges, Libertés, & Exemptions, qu'elles ont accordées juſques icy, ou qu'elles accorderont à l'avenir à la Nation la plus favoriſée, & la plus privilégiée de toutes celles, qui trafiquent dans les Terres de la Domination de Portugal & d'Eſpagne; ce qui ne doit cependant être entendu qu'à l'égard des Terres ſituées en Europe; puiſque le Commerce & la Navigation des Indes eſt uniquement reſervé aux deux ſeules Nations dans les Terres de leur Domination reſpective en Amérique, excepté ce qui a été ſtipulé derniérement dans le Contract de l'Aſſiento des Négres, conclu entre Sa Majeſté Catholique, & Sa Majeſté Britannique.

XVIII. Et parce que dans la bonne Correſpondance qu'on établit, on doit prévenir les dommages, qui peuvent être reciproques; vû que dans le Concordat fait entre les deux Couronnes du tems du Roy Dom Sebaſtien de glorieuſe mémoire ayant déclaré les cas, dans leſquels les Criminels devoient être rendus de part & d'autre, & la reſtitution des Vols, on n'y pouvoit pas comprendre le Tabac, qu'on ne connoiſſoit pas lors qu'on fit le Concordat; & qui cependant eſt devenu après ſi en vogue tant en Portugal, qu'en Eſpagne, qu'on tire un gros revenu de ſes fermes: Sa Majeſté Catholique s'engage à faire qu'on ne puiſſe introduire dans aucune terre des Royaumes d'Eſpagne, ou toutes autres de ſa Domination le Tabac de Portugal, ſoit qu'il ait été travaillé, ou broyé dans leſdites Terres, ou Royaumes, ou ailleurs; & à donner ſes ordres, afin que toutes les Fabriques du Tabac Portugais, qu'on trouvera dans les Royaumes & Terres de la ſuſdite Domination ſoient détruites, auſſi bien que celles, qu'on y pourroit faire de nouveau, impoſant de groſſes peines aux contrevenans, & chargeant non ſeulement les Officiers de Juſtice, mais auſſi ceux de guerre de faire obſerver & executer ce qui vient d'eſtre dit cy-deſſus; & Sa Majeſté Portugaiſe s'engage pareillement à faire la même défenſe, & avec les mêmes circonſtances que Sa Majeſté Catholique, par rapport au Tabac d'Eſpagne dans les Terres de Portugal, & toutes autres de ſa Domination.

XIX. Les Vaiſſeaux tant de Guerre, que Marchands des deux Nations pourront entrer reciproquement dans les Ports de la Domination des deux Couronnes, où ils avoient coûtume d'entrer par le paſſé, pourvû que dans les plus grands Ports il n'y ait en même tems plus de ſix Vaiſſeaux de Guerre, & plus de trois dans les Ports qui ſont moindres. Et en cas qu'un plus grand nombre de Vaiſſeaux de Guerre d'une des deux Nations arrive devant quelque Port de l'autre, ils n'y pourront pas entrer ſans la permiſſion du Gouverneur, ou du Magiſtrat: ſi cependant contraints par le gros tems, ou par quelqu'autre neceſſité preſſante ils viennent y entrer ſans en avoir demandé la permiſſion, ils ſeront tenus de faire d'abord part de leur arrivée; & ils n'y demeureront qu'autant de tems, qu'il leur ſera permis, ayant grand ſoin de ne faire aucun dommage ou préjudice audit Port.

XX. Leurs Majeſtés Portugaiſe & Catholique ſouhaittant le prompt accompliſſement de ce Traité pour le repos de leurs Sujets; on eſt convenu qu'il aura toute ſa force & vigueur immediatement après la Publication de la Paix, & qu'on fera ladite Publication dans les lieux de la Domination des deux Majeſtés le pluſtoſt qu'il ſera poſſible; & ſi depuis la ſuſpenſion d'Armes il s'eſt fait quelque Contravention, il en ſera reciproquement fait raiſon.

XXI. S'il arrivoit par quelque accident (ce qu'à Dieu ne plaiſe) qu'il y eût quelque interruption d'amitié, ou quelque rupture entre les Couronnes de Portugal & d'Eſpagne: en ce cas-là on accordera aux Sujets des ſuſdites deux Couronnes le Terme de ſix mois après ladite rupture, pour ſe retirer, & vendre leurs biens & effets, ou les tranſporter où bon leur ſemblera.

XXII. Et parce que la Reine d'Angleterre de très glorieuſe Mémoire avoit offert d'être Garante de l'entiére execution de ce Traité, de ſa validité & de ſa durée, Leurs Majeſtés Portugaiſe & Catholique acceptent la ſuſdite Garantie en toute ſa force & vigueur pour tous les préſents Articles en général, & pour chacun en particulier.

XXIII. Les mêmes Majeſtés Portugaiſe & Catholique accepteront auſſi la Garantie de tous les autres Roys, Princes, & Republique, qui dans le terme de 6. mois voudront être Garants de l'Execution de ce Traité, pourvû que ce ſoit à la ſatisfaction des deux Majeſtés.

XXIV. Tous les Articles écrits cy-deſſus ont eſté traités, accordés & ſtipulés entre les ſuſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs

ANNO 1715.

Seigneurs Roys de Portugal & d'Eſpagne au nom de leurs Majeſtés; & ils promettent en vertu de leurs Pleins-pouvoirs que leſdits Articles en général, & chacun en particulier ſeront inviolablement obſervés, accomplis, & executés par les Seigneurs Roys leurs Maîtres.

XXV. Les Ratifications du préſent Traité, données en bonne & duë forme ſeront échangées de part & d'autre dans le terme de cinquante jours, à commencer du jour de la Signature, ou pluſtoſt, ſi faire ſe peut.

En foy de quoy, & en vertu des Ordres & Pleins-pouvoirs, que Nous ſouſſignés avons reçus de Nos Maîtres le Roy de Portugal, & le Roy Catholique d'Eſpagne, Nous avons ſigné le préſent Traité, & y avons fait appoſer les ſcels de nos Armes. Fait à Utrecht, le ſixiéme Février, mille ſept cent quinze.

(L.S.) CONDE DE TAROUCA. (L.S.) EL DUCQUE D'OSSUNA.

(L.S.) D. LUIS DA CUNHA.

*Article Separé.*

PAR le préſent Article ſeparé, qui aura la même force & vigueur comme s'il étoit compris dans le Traité de Paix, conclu aujourd'huy entre Leurs Majeſtés Portugaiſe & Catholique, & qui doit être ratifié comme ledit Traité, il a été convenu par les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des deux Majeſtés; que le Commerce reciproque des deux Nations ſoit rétabli, & continué dans la même forme; & avec les mêmes Seuretés, Libertés, Exemptions, Franchiſes, Droits d'entrée & ſortie, & toutes les autres dependances, avec leſquelles on le faiſoit avant la préſente Guerre, tandis qu'on n'en diſpoſe autrement; & qu'on ne déclare pas la forme, avec laquelle doit continuer le Commerce entre les deux Nations.

En foy de quoy, & en vertu des Ordres & Pleinpouvoirs, que Nous ſouſſignés avons receus de nos Maîtres le Roy de Portugal, & le Roy Catholique d'Eſpagne, Nous avons ſigné le préſent Article, & y avons fait appoſer les ſcels de nos Armes. Fait à Utrecht, le ſixiéme Février, mille ſept cent quinze.

(L.S.) CONDE DE TAROUCA. (L.S.) EL DUQUE D'OSSUNA.

(L.S.) D. LUIS DA CUNHA.

*Plenipotencias de Sua Mageſtade Portugueſa.*

JOANNES, Dei gratia, Rex Portugalliæ, & Algarbiorum citra & ultra Mare, in Africa Dominus Guineæ, Conquiſitionis, Navigationis, & Commercii Æthiopiæ, Arabiæ, Perſiæ, Indiæque, &c. Notum, ac teſtatum facio ſingulis, & univerſis has meas Litteras viſuris, quod cum nihil mihi ſit antiquius, aut optabilius quam incendium atrocis belli, quo pœne univerſus Chriſtianus Orbis per aliquot jam annos exardeſcit; penitus reſtingui; & æqua, ac ſtabili Pace commutari; atque etiam in eadem ſtudia conſpirent cæteri Principes; ac Reſpublicæ quæ ſunt in Armis; conſultum fore duxi Virum deſignare ex primaria hujus Regni Nobilitate, cujus fide, ingenio, dexteritate; ac prudentia plurimum confiderem, qui in eum locum ſe conferat, de quo inter utramque Partem conventum fuerit, ad colloquia, Congreſſuſque de Pace habendos. Quæ omnia cum in *Joanne Gomeſio Silvio*, *Comite Taroucæ*, Conſiliario meo, & Exercituum meorum Sub-præfecto reperiantur, eum his Litteris Legatum meum Extraordinarium, & primum Plenipotentiarium conſtituo, ut ad locum habendis de Pace Congreſſibus modo ſuperius dicto deſignatum proficiſcatur, ibique, ſive per Legatos Principis, aut Reipublicæ animos Pacemque conciliantis, qui quæve ab utraque belligerantium Parte acceptus, aut accepta fuerit, ſive ipſe per ſe, nullo conciliante, poſſit agere, tractare, & iniri Pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerumpublicarum ex adverſa parte belligerantium, eaque de cauſa ei omnem poteſtatem plenam, ac ſufficientem, Mandatum generale, ac ſpeciale concedo, ſpondeoque, ac fide Regia promitto quæcunque per ſuperius memoratum Legatum meum Extraordinarium, & Plenipotentiarium, cum Legatis, Miniſtriſve ſupradictorum Regum, Principum, & Rerum publicarum pari Poteſtate invicem inſtructis, conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debita, ac ſolemni forma intra conſtitutum tempus ratihabiturum, ſeduloque curaturum, ut integræ executioni mandentur, neque paſſurum unquam, ut Fœdus illud ita initum in quolibet violetur. In quorum omnium fidem, ac teſtimonium has Litteras fieri juſſi, quæ ſunt manu mea ſubſcriptæ, & magno Sigillo Inſignium meorum munitæ. Datæ Uliſipone decima ſexta die menſis Junii, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo nono.

Didacus à Mendoça Corte-Real ſubſcripſi.

(L. S.)

JOANNES REX.

JOANNES, Dei gratia Rex Portugaliæ, & Algarbiorum citra, & ultra Mare, in Africa Dominus Guineæ, Conquiſitionis, Navigationis, Commercii Æthiopiæ, Arabiæ, Perſiæ, Indiæque, &c. Notum ac teſtatum facio ſingulis, & univerſis has meas Litteras viſuris, quod cum nihil mihi ſit antiquius, & optabilius, quam incendium atrocis Belli; quo pene univerſus Chriſtianus Orbis per aliquot jam annos exardeſcit, penitus reſtingui, & æqua ac ſtabili Pace cummutari, atque etiam in ea Studia conſpirent cæteri Principes, ac Reſpublicæ quæ ſunt in armis; conſultum fore duxi viros deſignare, quorum fide, ingenio, & prudentia plurimum confiderem, qui interſint Colloquiis, ac Congreſſibus inter utramque partem de Pace habendis; quæ omnia cum reperiantur in *Ludovico da Cunha*, Conſiliario meo, Palatini Senatus Senatore, & in Sodalitio Chriſti Equitum Commendatario Sanctæ Mariæ de Almendra; jamque aliis Litteris meis ad idem munus conſtitutus ſit primarius Legatus Extraordinarius, *Joannes Gomeſius Silvius Comes Taroucæ*, Conſiliarius meus; ac meorum Exercituum Subpræfectus; præſentibus conſtituo ſecundum Legatum meum Extraordinarium, & Plenipotentiarium præfatum *Ludovicum da Cunha*, ut uterque ſimul, vel quilibet eorum ſingulus; defectu, aut impedimento alterius; in loco habendis de Pace Congreſſibus deſtinato, ſive per Legatos Principis; aut Reipublicæ animos, Pacemque conciliantis, qui, quæve ab utraque belligerantium parte acceptus, aut accepta fuerit, ſive per ſe, nullo conciliante, poſſit agere, tractare, & inire Pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerumpublicarum ex adverſa parte belligerantium: Eaque de cauſa ei omnem Poteſtatem plenam, & ſufficientem, Mandatum generale, & ſpeciale concedo, ſpondeoque, & fide Regia promitto quæcunque per ſuperius memoratos Legatos meos, & Plenipotentiarios ſimul, vel quemlibet illorum, defectu, vel impedimento alterius, cum Legatis; Miniſtriſve ſupradictorum Regum, Principum, & Rerumpublicarum pari Poteſtate invicem inſtructis conventa; & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debita ac ſolemni forma intra conſtitutum tempus ratihabiturum, ſeduloque curaturum, ut integræ executioni mandentur, neque paſſurum unquam, ut Fœdus illud ita initum in quolibet violetur. In quorum omnium fidem, ac teſtimonium has Litteras fieri juſſimus, quæ ſunt manu mea ſubſcriptæ, & magno Sigillo Inſignium meorum munitæ. Datæ Uliſipone, die primo menſis Septembris (Franciſcus de Salles, & Silva ſcripſit) anno Domini, milleſimo ſeptingenteſimo decimo ſecundo.

Didacus à Mendoça Corte-Real ſubſcripſi.

(L.S.) JOANNES REX.

*Ple-*

ANNO 1715.

*Plenipotencia de Sua Mageſtade Catholica.*

DON Philippe por la gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dôs Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdeña, de Cordova, de Corzega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Alguezira, de Guibraltar, de las Iſlas de Canarias, de las Indias Orientales, y Occidentales, Iſlas y Tierra Firme del Mar Occeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Abſpurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Biſcaya, y de Molina, &c. Por quanto por lo mucho que hemos deſeado y deſeamos el alivio y deſcanço a nueſtros Vaſallos en la aflicion y calamidades de una tan ſangrienta y dilatada Guerra, como la que haſta aqui ſe ha experimentado, para que terminandoſe los deſolables efectos de ella entren a gozar del repoſo, explendor y proſperidades a que anhelan, y Nos devemos procurarles. Por tanto conſiderando quanto ſe aſegura eſte comun bien, principiandoſe por una Paz particular y amiſtad reciproca entre eſta Corona y la de Portugal. Hemos tenido por conveniente nombrar con toda Authoridad, y Plenipotencia para ello a vôs Don Franciſco Maria de Paula Telles, Giron, Benavides, Carrillo, y Toledo, Ponze de Leon, Duque de Oſuna, Primo, Conde de Ureña, Marqués de Peñafiel, Gentilhombre de nueſtra Camara, Camarero y Copero Mayor, Notario mayor de nueſtros Reynos de Caſtilla, Cavallero del Orden de Calatrava, Clavero mayor de la miſma Orden y Cavalleria, y Comendador de ella, y de la de Uſagre en la de Sant Jago, Capitan de la primera Compañia Eſpañola de nueſtras Reales Guardias de Corps, y a Don Iſidoro Caſado de Roſales, Marqués de Monteleon, Pariente, de nueſtro Conſejo de Indias, con el grado de nueſtros Embaxadores Extraordinarios, y Plenipotentiarios, por la entera ſatisfacion y confianza con que nos hallamos de vueſtras perſonas, y concurrir en ambas las apreciables circunſtancias de prudencia, inteligencia, experiencias, zelo y amor a nueſtro Real ſervicio que pide Negociado de tal importancia, afin que con los Miniſtros Plenipotenciarios nombrados para eſſe efecto por el Rey de Portugal podais tratar, concluïr, y efectuar un buen, firme, e imbiolable Tratado de Paz particular, y de reciproca conveniencia y utilidad de los Vaſallos de dichas dôs Coronas, prometiendo como prometemos por la preſente en feé y palabra Real, que paſaremos y cumpliremos para ſiempre Nôs y nueſtros ſucceſſores todo lo que eſtipulareis, concluiereis, y efectuareis con los mencionados Miniſtros del Rey de Portugal para el logro de una Paz particular, como va expreſado, y que lo obſervaremo exactamente, y haremos, que ſe obſerve ſin contravenir, ni conſentir que ſe contravenga a ello en manera alguna, directa ô indirectamente; pues para todo ello, y lo demàs que fuere neceſario os demos y concedemos todo el poder, autoridad, y facultad, que ſe requiere, y que lo aprovaremos y ratificaremos dentro del termino que reciprocamente ſe conveniere para ello. Declarando tambien que en el caſo de auſencia ô enfermedad de alguno de vos los dichos Duque de Oſuna y Marqués de Monteleon podrá el otro de vôs ſubceder en la Tratacion y effectuacion de eſſe Negociado prometiendo Nôs aſſi miſmo en feé y palabra Real de paſar por ello, aprovarlo y ratificarlo con todas las ſolemnidades y demas requiſitos devidos, como ſe huvieſe ſido ajuſtado y concluido por ambos. En teſtimonio de lo qual mandamos deſpachar, y deſpachamos la Preſente firmeda de nueſtra mano, ſellada con nueſtro ſello ſecreto, y refrendada de nueſtro infra ſcripto Secretario de Eſtado. Dada en Madrid a 15. de Avril de mil ſete cientos y treſe.

YO EL REY, &c.

D. MANUEL DE VADILLO Y VELLASCO.

## CLXXVI.

13. Avril. 23. Août. *Codicilles de* LOUIS XIV. *Roi de France & de Navarre, concernant l'Ordre qui devra eſtre obſervé aprés ſa mort, à l'égard de la Perſonne du jeune Roi, il y nomme auſſi les Sous-Gouverneurs. A Verſailles 13. Avril & 23. Août. 1715.* [Feuille volante, imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715. in 4.]

ANNO 1715.

PAR notre *Teſtament* dépoſé au Parlement, J'aî nommé le Maréchal de Villeroi pour Gouverneur du Roi, & J'ai marqué quelle devoit être ſon Autorité dans leſdites fonctions. Mon Intention eſt, que du moment de mon décez, juſqu'à-ce que l'Ouverture de mon *Teſtament* ait été faite, il ait toute l'Autorité ſur les Officiers de la Maiſon du jeune Roi, & ſur les Troupes qui la compoſent: Il ordonnera auxdites Troupes, auſſi tôt après ma mort, de ſe rendre au Lieu où ſera le jeune Roi, pour le mener à *Vincennes*, l'air y étant très-bon.

Le jeune Roi allant à *Vincennes*, paſſera par *Paris*, & ira au Parlement, pour y être fait l'Ouverture de mon *Teſtament*, en la preſence des Princes, Ducs & Pairs, & autres qui ont Droit, ou qui voudront s'y trouver.

Dans la marche, pour la Séance du jeune Roi au Parlement, le Maréchal de Villeroi donnera tous les ordres, pour que les Gardes du Corps, les Gardes Françoiſes & Suiſſes prennent les Poſtes dans les Ruës & au Palais, que l'on a accoûtumé de prendre lors que les Rois vont au Parlement; en ſorte que tout ſe faſſe avec toute la Sureté & la Dignité convenable.

Après que notre *Teſtament* aura été ouvert & lû, le Marechal de Villeroi menera le jeune Roi avec ſa Maiſon à *Vincennes*, où il demeurera tant que le Conſeil de Regence jugera à propos.

Le Marechal de Villeroi aura le Titre de Gouverneur, ſuivant ce qui eſt porté par mon *Teſtament*; aura l'œil ſur la conduite du jeune Roi, quoi qu'il n'ait pas encore 7. ans, juſqu'auquel âge de 7. ans accomplis, la Ducheſſe de Ventadour demeurera, ainſi qu'il eſt accoûtumé, Gouvernante, & chargée des mêmes ſoins qu'elle a à preſent.

Je nomme pour Sous-Gouverneur, Sommeri, qui l'a deja été du Dauphin mon Petit-Fils, & Geoffreville, Lieutenant General de mes Armées. Au ſurplus, Je confirme tout ce qui eſt dans mon *Teſtament*, que je veux être executé en tout ce qu'il contient.

*Fait à* Verſailles *le* 13. *Avril* 1713.

*Signé*, LOUIS.

JE nomme pour Precepteur du Dauphin, le S. de Fleuri, ancien Evêque de *Frejus*; & pour Confeſſeur, le Pere le Tellier.

*Le* 23. *Août.* 1715.

*Signé*, LOUIS.

## CLXXVII.

9. Mai. *Renouvellement d'Alliance entre le Roi Très-Chrêtien de France & de Navarre d'une part, & les Louables Cantons Catholiques de la Suiſſe, & la Louable Republique de Valais de l'autre. Fait à Soleurre le* 9. *Mai* 1715. [Mercure Hiſtorique Mois d'Août. pag. 150.]

*Au Nom de la Très-Sainte Trinité.*

COMME ainſi ſoit, que pendant la Diéte tenuë à *Lucerne* au mois de Decembre 1713., par les Louables Cantons Catholiques & la Louable République de Valais, Mrs. les Députez auroient mûrement refléchi ſur l'état preſent de l'Europe, ſur celui du Louable Corps Helvétique en général, & ſur le grand malheur arrivé à la France par la mort de

ANNO 1715. de Mr. le Dauphin; Et conſideré, que par cette perte l'Alliance concluë en 1663. avec trés Excellent & très-Puiſſant Prince & Seigneur LOUIS XIV., par la Grace de Dieu Roi Très-Chrêtien de *France* & de *Navarre*, Duc de *Milan*, Comte d'*Aſt*, Seigneur de *Gennes*, &c., glorieuſement regnant, ſe trouvoit limitée à ſa vie, que Dieu veuille prolonger, & à huit ans après ſon décès. Après avoir attentivement examiné combien cette Alliance eſt utile, tant à la Couronne, qu'à tous les Membres qui compoſent le Louable Corps Helvétique; & en même tems reconnu le bien qui en reſulteroit, en la portant le plus loin qu'il ſeroit poſſible; Ils crûrent pour la gloire de Dieu, & pour l'avantage commun, devoir communiquer leurs Idées à ſon Exc. Mr. le Comte du Luc, Ambaſſadeur du Roi en Suiſſe, qui les ayant goûtées, convint qu'il en rendroit compte à Sa Majeſté, & eux à leurs Superieurs. La choſe a été exécutée, & Dieu par ſa miſéricorde, a voulu que S. M., les Cantons & la Republique de Valais, ayent également agréé les mêmes Idées; enſorte que le Roi d'une part & les Cantons de *Lucerne*, *Ury*, *Schuitz*, *Undervalde* haut & bas, *Zug* avec les Offices exterieurs, *Glaris* Catholique, *Fribourg*, *Soleure*, *Appenzel* Catholique, République & Païs de *Vallais* de l'autre part, ayant donné leurs Pouvoirs réciproques, qui ont été communiquez & trouvez en bonne forme: Après avoir invoqué le Saint Nom de Dieu, on eſt convenu des Articles qui ſuivent, pour la ſûreté, défenſe, & conſervation de nos Perſonnes, Honneurs, Royaumes, Duchez, Principautez, Villes, Païs, Seigneuries, Droits, Terres & Sujets, tels qu'ils ſoient, que nous avons & poſſedons, aurons ou poſſiderons tant deçà que delà les Monts.

## PREMIEREMENT.

ON déclare expreſſement, que quoi que tous les Cantons & Etats qui compoſent le Corps Helvetique, ne ſoient pas compris & dénommez dans le préſent Traité, l'intention eſt de les inviter (autant qu'il ſera convenable) à l'accepter, n'ayant pas lieu de douter, qu'y trouvant leur avantage, ils n'y donnent volontiers les mains, puis qu'il eſt également glorieux à tous, & abſolument néceſſaire pour le maintien de la République en genéral.

II. Que les Traitez de Paix perpetuelle, & d'Alliance ci-devant conclus, ſeront regardez comme la baſe de celui-ci, & comme une preuve conſtante de l'ancienne Union entre les deux Nations: mais le tems aportant du changement en toutes choſes, & pouvant arriver, que par des variations inévitables, ou par des explications différentes, les anciens Traitez ne ſoient pas religieuſement obſervez dans tous leurs Points, nous avons trouvé bon de ratifier de nouveau par la preſente Alliance, tous les Traitez ci-devant faits, & nommément la Paix perpetuelle, les Alliances des années 1521. & 1663., & toutes les Lettres Annexes.

III. L'experience ne permettant point de douter des avantages qu'on doit trouver dans la continuation d'une parfaite intelligence entre les deux Nations, le Roi Très-Chrêtien, pour mieux marquer ſa grande affection au Corps Helvétique, a bien voulu renouveller la préſente Alliance, pour être continuée avec le Sereniſſime Dauphin Héritier préſomptif de la Couronne, & avec tous les Rois Succeſſeurs de Sa Majeſté; qu'après le decez du premier Roi Succeſſeur de Sadite Majeſté, les autres Rois Trés-Chrêtiens qui ſuccederont, auſſi bien que les Cantons, Républiques & Etats, jureront & ratifieront l'exacte obſervation de la preſente Alliance dans tous ſes Points, & remedieront aux cas qui n'auront pas été prevûs dans ce Traité, ou auſquels le laps du tems auroit aporté quelque alteration; ce qui ſe fera à chaque changement de Regne, par les Ambaſſadeurs pourvûs des Pleins-pouvoirs néceſſaires, & par les Députez munis du Plein-pouvoir de chaque Canton de la Suiſſe, République & Etat qui ſeront compris dans la préſente Alliance: Cette précaution ayant pour objet de faire ſubſiſter les choſes dans la même force & dans la même vigueur, qu'elles ſubſiſtent à preſent.

IV. Les Alliances n'ont pour objet, que le bénefice & l'avantage reciproques des Parties contractantes, & comme le Roi d'une part, & les L. Cantons, la Republique de Valais, & autres Alliez compris dans le Corps Helvetique de l'autre, ont vû par une longue experience, que rien n'eſt plus avantageux de part & d'autre, qu'une union intime, & que l'inclination mutuelle des Peuples ſoûmis à Sa Majeſté & au Corps Helvetique, fait enviſager le bénefice qui en doit reſulter, & ne donne aucun lieu de douter de la fidelité réciproque, avec laquelle on veut obſerver tout le contenu ci-après, on convient, ainſi qu'il eſt porté dans l'Alliance de 1663.: Que ſi (à Dieu ne plaiſe) le Royaume étoit attaqué interieurement, ſoit par des Forces étrangéres, ou par des diviſions inteſtines, le Corps Helvétique en ces deux cas accordera ſans aucun delai, dix jours après avoir été demandée, une levée extraordinaire de Troupes, laquelle levée ne pourra être de plus de ſeize mille hommes: Et les Troupes Suiſſes ne pourront être employées que par terre, & non ſur Mer, conformement à l'Article 7. de l'Alliance 1663. Cette levée ſe fera aux dépens du Roi alors regnant, qui choiſira & nommera les Colonels & Capitaines de tous les Cantons, République, & Etats dont on prendra le monde. Lorsque Sa Majeſté aura tiré deſdites Troupes les ſervices deſirez, Elle les renvoyera chez eux par des Routes, après leur avoir payé toutes les ſoldes qui pourront leur être dûës, juſqu'à leur arrivée dans leurs Maiſons.

V. Que ſi en échange le Corps Helvétique, ou quelque Canton ou Etat en particulier, étoit attaqué par quelque Puiſſance étrangére, ou qu'il fût troublé interieurement: au premier cas, S. M. les aidera de ſes Forces, ſuivant que la néceſſité le demandera, & que les Cantons en prieront S. M.: & dans le ſecond cas, comme Ami & Allié commun, S. M. ou les Rois ſes Succeſſeurs employeront, ſur la réquiſition de la Partie moleſtée & grevée, toutes ſortes d'offices amiables, pour porter les Parties à ſe rendre une réciproque juſtice; & ſi cette voye n'avoit pas tout l'effet deſiré, S. M., ainſi que les Rois ſes Succeſſeurs, ſans rien faire qui détruiſe la préſente Alliance, & au contraire, pour l'éxécuter dans ſon véritable ſens, employera à ſes propres dépens les Forces que Dieu lui a miſes entre les mains, pour obliger l'Agreſſeur de rentrer dans les régles preſcrites par les Alliances que les Cantons & Alliez ont entr'eux. S. M. & les Rois ſes Succeſſeurs, ſe déclareront Garants des Traitez qui pourront ſe faire entre les L. Cantons, ſupoſé que Dieu permît, qu'il arrivât quelque diviſion entr'eux.

VI. Les Officiers, Soldats & autres, attachez au militaire & à la ſolde du Roi, ſeront exempts de toutes Taxes faites, ou à faire, ſoit Capitation, Dixiéme, ou autres Impoſitions, quelque nom qu'on puiſſe leur donner, par raport à leurs apointemens ou à leur ſolde.

Si les ſusnommez ont acquis, ou s'ils poſſedent des Biens fonciers en France, ſans examiner s'ils les tiennent d'eux, de leurs Femmes, ou autrement, ils en jouïront leur vie durant, auſſi-bien que leurs Veuves pendant leur viduité, en la même maniére que peuvent en jouïr les Commenſaux, ou les Nobles; en ſorte que les Suiſſes ſuſnommez n'auront à ſuporter que les Taxes, ou Charges attachées à la nature du Bien qu'ils poſſederont.

Mais ſi leſdits Soldats, quoi-qu'au ſervice, entreprenoient, par eux, ou par leurs Femmes, de faire quelque Commerce, ou d'exercer un Métier, lequel Métier ne regardât point directement le ſervice particulier des Compagnies Suiſſes à la ſolde de S. M.; en ce cas ils ſe trouveront confondus, & ne pourront prétendre d'autres prérogatives, que celles dont les Sujets du Roi jouïront.

VII. Les Troupes Suiſſes qui ſeront en Garniſon dans l'interieur du Royaume, ou dans les Places frontiéres, jouïront de toutes les franchiſes, mais ſans abus; & pour les prévenir, on reglera ſuivant les anciens Traitez & Uſages, ce que les Vivandiers pourront faire entrer dans les Villes par raport au nombre des Troupes qui s'y trouveront, ſavoir en Vin, Viande, Tabac, Eau de vie, & autres Denrées néceſſaires à leur ſubſiſtance; & ſi leſdits Vivandiers Suiſſes en abuſoient, & qu'ils fuſſent convaincus d'avoir été au delà de ce qui ſera preſcrit, ils ſeront ſoûmis à la confiſcation de ces Vivres, & à la Juſtice Suiſſe, pour être châtiez dûëment.

ANNO 1715.

VIII. La Solde, ſoit de Guerre, ſoit de Paix, ſubſiſtera ſur le pié qu'elle eſt établie préſentement; ſavoir en tems de Guerre, lorſque les Régimens ſeront deſtinez pour ſervir dans les Armées, & marcher en Campagne, 17. liv. 8. ſ. par homme par mois, & 1960. Liv. pour l'Etat Major auſſi par mois; & en tems de Paix, ou lors-qu'ils ſeront deſtinez pour demeurer pendant la Campagne entiere dans des Garniſons éloignées de la Frontiére où la Guerre ſe fera, 16. liv. par homme par mois, & 1000. Liv. pour l'Etat Major, auſſi par mois, à la réſerve du Régiment des Gardes Suiſſes: Mais ſi les Troupes Suiſſes, qui n'auroient pas été deſtinées à ſervir en Campagne, ou dans les Places voiſines de la Guerre, recevoient ordre d'y marcher, elles ſeroient payées comme ſi elles y avoient été deſtinées au commencement de la Campagne.

IX. Les Capitaines qui auront 150. hommes effectifs, ſeront reputez complets, & jouïront de 27. hommes de gratification, ainſi qu'il eſt porté par le Traité de 1671. par raport à l'augmentation du nombre d'Officiers, que le Roi a bien voulu faire.

X. Lors que la Compagnie ſera au deſſous de 175. hommes, le Capitaine perdra de ſa gratification, ſuivant l'uſage qui s'obſerve dans les Troupes de la Nation, qui ſont actuellement au ſervice de S. M.

XI. Lors qu'étant en Campagne, les Capitaines auront le malheur de faire des pertes conſiderables par des Siéges ou des defenſes des Places, & par des Batailles, S. M. leur donnera un tems raiſonnable de quatre ou de cinq mois, ſuivant qu'elle l'eſtimera juſte, pour réparer leurs pertes; pendant lequel tems leur payement ſera ordonné, & le décompte leur ſera fait ſur le pié de la premiere revûë, qui ſera faite après ledit tems de quatre ou de cinq mois expirez.

XII. Les Capitaines ſeront payez reguliérement tous les mois en argent, & ce douze mois de l'année; moyennant quoi ils ſeront obligez de tenir une bonne Compagnie, de bons Officiers & Soldats, & de payer toutes les hautes payes de la Compagnie, comme de Lieutenant, Sous-Lieutenant, Enſeigne, & tous les autres bas Officiers.

XIII. Si le Roi fait de nouvelles levées, on donnera 6000. Liv. argent de France par Compagnie de deux cens hommes, & cette ſomme ſera déduite ſur la Solde dans les ſix derniers mois de la premiere année du ſervice.

XIV. Le Roi fera donner aux nouvelles levées & aux recruës, des étapes à la ſortie des Frontiéres de la Suiſſe, juſques aux lieux de leurs Garniſons; & ſupoſé qu'il y ait des Troupes licentiées, le Roi leur fera pareillement donner des étapes juſques aux Frontiéres de la Suiſſe.

XV. Lors qu'il vaquera des Compagnies qui auront été levées, avec conſentement du Canton d'où ſera le Capitaine, le Roi les donnera à des Officiers qui en ſeront; & ſi le Capitaine mort a des Parens, qui ſoient Officiers & capables, S. M. les preferera aux autres, & la recommendation du Canton ſera écoutée, en cas qu'elle ſoit en faveur de Sujets capables d'exercer les Charges qui ſeront vacantes, bien entendu que ce Canton aura toûjours permis, & continuëra de permettre les recruës pour la Compagnie qui ſera vacante.

XVI. Lors-que les emplois des Subalternes ſeront vacans, les Capitaines propoſeront des Sujets propres & capables pour les remplir.

XVII. Les Soldats malades, priſonniers, ou abſens pour le ſervice du Roi, deſquels le Capitaine produira des Certificats valables, ſeront bonifiez dans les revûës.

XVIII. Lors-que quelque Capitaine, dont la Compagnie reſtera au ſervice de Sa Majeſté, ſera congedié, ou caſſé, on ne pourra point forcer les Soldats Suiſſes de la Nation de ſervir à d'autres Capitaines que de leur Canton; & ſi un Capitaine étoit congedié ou caſſé avec ſa Compagnie, ſeſdits Soldats Suiſſes de Nation, ne pourront être forcez de ſervir ſous qui que ce ſoit.

XIX. Comme il arrive ſouvent, que des Officiers ou Sergens menant des recruës, ſont obligez de paſſer dans differens Cantons de la Suiſſe, & que pour l'ordinaire les Peuples ou Officiers Subalternes, par des raiſons formellement contraires à la juſtice & aux Alliances de la Nation, debauchent les Soldats, en ſorte qu'il ne reſte perſonne deſdites recruës, ou très-peu au grand préjudice du ſervice, & en même tems des Capitaines; il eſt convenu que l'Officier qui conduira une recruë, prendra en partant de ſon Canton un Certificat des Seigneurs dudit Canton, & qu'il le communiquera dans les lieux d'un Canton different où il paſſera, afin qu'il trouve la protection convenable; & ſi malgré cette précaution on ne laiſſoit pas d'uſer de violence & de débaucher ladite recruë, en ce cas le Canton où la choſe ſera arrivée, en rendra le Bailli ou les Officiers ſubalternes reſponſables, ſans faire aucune diſtinction de Religion en pareil cas.

ANNO 1715.

XX. En conformité du VIII. Article de la Paix perpetuelle, le Roi ne permettra point qu'aucun de ſes Sujets ſerve aucune Puiſſance, ni aucun Prince contre le Corps Helvetique, ſes Conféderez, Sujets, Terres, Païs & Seigneuries; & ſi les Sujets de S. M. contrevenoient à cet Article, ils ſeront rapellez diligemment & punis ſelon leurs demerites.

Tout de même, les Cantons ni leurs Sujets ne pourront ſervir aucune Puiſſance ni aucun Prince contre le Roi, ſon Royaume, Etats, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres & Sujets qu'il poſſede préſentement ou poſſedera à l'avenir; & ſi les Sujets deſdits Cantons y contrevenoient, ils ſeront rapellez diligemment & punis ſelon leurs démérites.

XXI. Lors que S. M., Monſeigneur le Dauphin, ou les Rois leurs Succeſſeurs commanderont en perſonne les Armées, les Troupes Suiſſes à leur ſolde les ſuivront, ſelon l'éxemple de leurs Ancêtres, & en conformité de l'Article VI. de l'Alliance de 1663., „ qui porte, que s'il avenoit durant la Guerre que „ S. M. T. C., ou ſon Succeſſeur ſe trouvât, ou „ voulût ſe trouver en propre perſonne en quelque „ lieu ou endroit que ce fût à l'encontre de ſes Ennemis, Elle, ou ſon dit Succeſſeur, pourra lever „ à ſes depens, tant de Capitaines & Soldats qu'Elle voudra, & que bon lui ſemblera.

XXII. En conformité de l'Article XXII. de l'Alliance de 1663. conçû en ces termes: "Et d'autant que leſdites Terres & Seigneuries poſſedées „ par notre grand Oncle en l'An 1521. ne ſont en „ notre poſſeſſion, cependant nous des Ligues refuſerons tout ſecours, faveur, aſſiſtance & aide, ſans „ reſpect de qui que ce ſoit, & de quelque qualité „ & dignité que puiſſent être, ou ſoient ceux qui „ voudroient ce requerir.

Il eſt convenu expreſſement que ſi le Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs Succeſſeurs vouloient rentrer dans la poſſeſſion des Païs, Etats, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, & Terres ſtipulez dans l'Alliance du Roi François I. de glorieuſe memoire concluë en 1521., le Corps Helvétique refuſera tout ſecours, faveur, aſſiſtance & aide, ſans reſpect de qui que ce ſoit, & de quelque qualité & dignité que puiſſent être, ou ſoient ceux qui voudroient requerir leſdits ſecours & aſſiſtance.

XXIII. S'il arrivoit que le Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs Succeſſeurs, & le Corps Helvetique jugeaſſent pour le bien des Parties, devoir faire la Guerre de concert contre d'autres Puiſſances, on conviendra de la maniere dont il faudra agir contre l'Ennemi commun; & lors qu'une fois la Guerre ſera ouverte, on s'oblige réciproquement de n'entendre à aucune propoſition de Paix, Treve, ou Suſpenſion d'Armes, que de concert, en ſorte qu'il ne ſe faſſe aucun Traité, qui en ſoit également agréé par le Roi alors regnant, & par le Corps Helvetique.

XXIV. Les Suiſſes ſeront cenſez Regnicoles, & comme tels ſeront exempts du Droit d'aubaine dans les Royaumes & Etats de l'obéïſſance du Roi, en juſtifiant de leur naiſſance, & qu'ils ſeront ſortis de leur Païs avec l'agrément de leurs Superieurs. Ils pourront acquerir comme les Nationnaux, & s'ils ont quelque Métier ou Profeſſion, ils pourront l'exercer en toute liberté, pourvû qu'ils ſe ſoûmettent aux régles établies dans les lieux où ils éliront leurs domiciles. Jouïront auſſi de l'exemption du Droit de Traite foraine pour les effets des Succeſſions de ceux de leur Nation décedez en France, pourvû qu'il en ait été fait inventaire par les Juges des lieux; ſuivant les regles & uſages ordinaires, & ſeront traitez en tout comme les propres Sujets de S. Majeſté.

Quant

ANNO 1715.

Quant aux Suiſſes qui la ſervent actuellement dans ſes Troupes, à ſes gages & ſolde, ils ſeront exempts de toutes charges, & n'en ſuporteront d'autres, que celles qui ſeront attachées à la nature des Biens qu'ils pourront acquerir comme les Nationnaux dans les Royaumes & Etats de l'obéïſſance du Roi, jouïſſant au ſurplus de tous les Priviléges & exemptions qui leur ont été accordez par les Rois Predeceſſeurs de Sa Majeſté, & par Elle, en vertu des Traitez de Paix & d'Alliance. Les mêmes Privileges & Exemptions ſont accordez à ceux de la Nation Suiſſe, qui auront été dans les Troupes de Sa Majeſté à ſes gages & ſolde, pourvû qu'ils y ayent ſervi pendant trois années conſecutives, & qu'ils en ſoient ſortis de l'agrément, & par un congé en bonne forme de leurs Superieurs.

XXV. Les Sujets du Roi pourront auſſi ſucceder en Suiſſe par Parentées, Teſtaments, Donations, ou tous autres Actes uſitez, & ſeront protegez par les Magiſtrats & Juges établis; enſorte qu'ils ne ſeront ſoûmis à aucun Droit d'aubaine, traite foraine, ou autres pour leurs propres biens: mais pour ce qui eſt des Biens Suiſſes, qui leur pourroient échéoir par mariages, ou autres Actes uſitez dans le Païs, ils y ſeront maintenus de même que les Suiſſes, reſervées pourtant les Regales & autres Droits uſitez.

Les Marchands, Négocians, Meſſagers, Pelerins, & autres, pourront trafiquer & négocier ſeurement, & ſans aucun empêchement en corps & en biens, librement, & à leur volonté, aller, venir, ſejourner, & demeurer en Suiſſe, ſans fraude, ni deception, ainſi qu'il eſt expreſſement porté dans l'Alliance de 1663. Article XX.

XXVI. Jouïront ceux de la Nation Suiſſe ſur le fait de leur Commerce dans le Royaume, de tous les Priviléges qui leur ont été accordez par les Rois Prédeceſſeurs de S. M. & par Elle, ainſi qu'ils ont dû jouïr en conſéquence deſdits Traitez; dans leſquels Priviléges S. M. les confirme de nouveau, & veut qu'ils ſoient confirmez, & maintenus ſans aucun trouble ni empêchement. Les Marchands & Négocians de part & d'autre pourront tranſporter l'Or & l'Argent monnoyé, qu'ils auront reçû pour le prix de leurs Marchandiſes, pourvû qu'ils en faſſent leurs déclarations, & qu'ils prennent les Paſſeports neceſſaires, afin d'éviter les abus.

XXVII. Comme un des principaux fruits d'une Alliance eſt, de veiller réciproquement au bien, à la gloire, & au repos de ſon Allié; il eſt convenu de nouveau entre les Parties contractantes, ainſi qu'il eſt porté dans le VIII. Article de la Paix perpetuelle, & dans le XIV. de l'Alliance de 1663., que de part & d'autre l'on ne ſouffrira point les Ennemis de ſon Allié, qu'on ne leur permettra aucun paſſage, ſoit en Armes, ou ſans Armes, & qu'on ne leur donnera aucune aſſiſtance directe ou indirecte; & s'il arrivoit que des Criminels d'Etat, Aſſaſſins, & Perturbateurs du repos public, declarez tels par le Roi à l'égard des leurs, vinſſent ſe refugier dans le Royaume ou en Suiſſe, on s'oblige, & on promet de les ſaiſir, ou de ſe les remettre de bonne foi à la premiere requiſition, ſans qu'il ſoit permis à celui qui ſera requis, d'éxaminer ſi le requerant ſera bien ou mal fondé: prétexte qu'on veut prévenir, afin que cet Article ne ſoit jamais mal-interpreté & éludé.

XXVIII. S'il arrivoit auſſi, que des Voleurs ſe refugiaſſent en France ou en Suiſſe avec les choſes volées, on les ſaiſira, pour procurer de bonne foi la reſtitution; & ſi ces Voleurs étoient Domeſtiques, on livrera leurs perſonnes pour être punis ſur les lieux où les vols ſe ſeront faits.

XXIX. On s'oblige de part & d'autre, en conformité du XIV. Article de l'Alliance de 1663., d'accorder & de laiſſer un libre paſſage aux Troupes, Officiers, Soldats, Armes, Equipages, qui iront pour la défenſe des Etats, Païs, Places, Villes, Châteaux & Seigneuries apartenans à l'une deſdites Parties; & même pour le ſecours & aſſiſtance des Alliez & Amis d'une deſdites Parties qui pourroit être moleſtée, & qui auroit beſoin du ſecours & aſſiſtance de ſondit Allié & Ami, à condition que dans ces paſſages il ſera obſervé de payer réguliérement, & de n'aporter aucun dommage aux Peuples & aux lieux par où l'on paſſera; & pour le maintien d'une bonne Police & Correſpondance, il ſera établi des Commiſſaires deſdits lieux, qui régleront le prix des denrées: & pourvoiront tant à la ſûreté des paſſans, qu'à celle des Païs & Peuples où la route ſera marquée, bien entendu que les Parties ſeront convenuës de la quantité & de la qualité des Troupes, auſſi bien que de la route qu'elles devront tenir.

ANNO 1715.

XXX. Comme il arrive que les Particuliers des deux Nations contractent des Sociétez, Obligations & Alliances, par Mariages, Acquiſitions ou autrement, & qu'il en peut réſulter dans la ſuite des conteſtations, procès & litiges, il eſt convenu que toutes les fois que deux Parties de Nation differente auront quelques difficultez, & qu'elles ne pourront point le terminer à l'amiable, le Demandeur ſera tenu de rechercher ſa Partie par devant ſes Juges naturels, à moins que les deux Parties ne fuſſent préſentes dans le même lieu, ou que par leurs Accords Sociétez ou Contracts, elles n'euſſent convenu des Juges par devant leſquels elles ſe ſeroient obligées de diſcuter les conteſtations qui pourroient naitre dans leurs Sociétez.

Le Roi & le Corps Helvetique s'obligent reciproquement, de faire rendre bonne & brieve juſtice à celui, ou à ceux des deux Nations qui auront recours à S. M. ou au Corps Helvetique.

XXXI. De plus S. M., d'une part & le Corps Helvétique de l'autre, veulent que les Jugemens rendus en dernier reſſort par les Juges des Cours Superieures, ou revêtus de l'autorité ſuprême, ſoient exécutez dans les Etats dépendans de S. M. ou du Corps Helvétique, comme s'ils avoient été rendus dans le Païs où le condamné ſe trouvera après le Jugement; en ſorte que ſi un François, pour frauder ſes Créanciers ou Créditeurs, ſe refugioit en Suiſſe, il y ſera pourſuivi & ſaiſi, afin de le néceſſiter de ſatisfaire de bonne foi au Jugement rendu contre lui. La même choſe ſe pratiquera en France à l'égard d'un Suiſſe.

Pour prévenir toutes les interpretations, qui pourroient affoiblir la teneur du préſent Article, on ſe promet de part & d'autre, de s'en raporter à la ſimple déclaration qui ſera faite de la part du Souverain qui expliquera la qualité du Jugement rendu, & ſur lequel on agira contre le défaillant.

XXXII. Toutes les Penſions, Contracts & Obligations dont on eſt convenu dans les Traitez, Actes particuliers, & Lettres Annexes, ſeront continuées, & ſe payeront régulierement tous les ans, ainſi que de coûtume, dans la Ville de *Soleurre*, & en eſpeces ayant cours en Suiſſe.

XXXIII. En cette Alliance ſont de la part du Roi, de Monſeigneur le Dauphin, & des Rois leurs Succeſſeurs, reſervez. . . . .

Et de la part de nous les Cantons & République & Païs de Vallais ſont reſervez, le Pape, le St. Siége Apoſtolique, le Sacré Collége, le St. Empire, la Maiſon d'Autriche, la Seigneurie de Florence, & la Maiſon de Medicis; auſſi bien que toutes nos Franchiſes & Libertez, tous Droits de Bourgeoiſie & Combourgeoiſie entre nous les Cantons, tous nos Alliez & Coalliez, & toutes les anciennes Lettres & Seaux, Contracts, Intelligences, & Conféderations que nous avons entre nous, qui ont été reſervez dans l'Alliance de 1663., & qui ne regardent que nous; & s'entend ladite reſerve, au cas que quelqu'un d'entre nous deſdites deux Parties voulût endommager, envahir, ou moleſter par Guerre leſdits Reſervez.

XXXIV. Et ſi aucuns des Reſervez deſdites deux Parties vouloient envahir, moleſter, endommager par Guerre ou autrement, directement, l'une ou l'autre partie dans les Royaumes, Etats, Païs, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres, & Sujets, qu'elle tient, poſſede, & a droit, tiendra, poſſedera, & aura Droit, lors l'autre Partie ſans égard, & ſans conſideration, donnera aide & ſecours à la Partie envahie, moleſtée, ou aſſaillie, contre les agreſſeurs, moleſtans, ou aſſaillans, quels qu'ils ſoient, ainſi que deſſus eſt déclaré.

XXXV. Et d'autant que la préſente Alliance eſt la plus ancienne, leſdits Cantons déclarent, qu'elle eſt & ſera toûjours purement & expreſſement reſervée & préferée à toutes autres Alliances des autres Princes & Potentats, qui ſe trouvent poſterieures à l'An 1521., depuis lequel tems celle de France a toûjours été continuée, quels que ſoient leſdits Princes & Potentats, & quelque choſe qu'il y puiſſe avoir au contraire. Et ſur ce, le très-Excellent & très-Puiſſant Prince & Seigneur Louïs XIV. Roi Très-

ANNO 1715. Très-Chrêtien de *France* & de *Navarre*, Duc de *Milan*, Comte d'*Aſt*, Seigneur de *Genes*, &c.; Et les Cantons & République & Païs de *Valais* ci-deſſus mentionnez, ont accepté, conclu & arrêté cette ſuſdite Alliance, Confederation, Obligation, Intelligence auxiliaire, ont juré & promis, jurent & promettent par la préſente, pour eux, & pour leurſdits Succeſſeurs, de l'obſerver & éxécuter de parole & d'effet, fermement & inviolablement en tous ſes Points & Articles, comme ils ſont écrits ci-devant.

En foi dequoi nous l'Ambaſſadeur du Roi, & les Députez des Cantons & République ci-deſſus mentionnez, avons ſigné le préſent Traité, fait double en François & en Allemand, & y avons apoſé les cachets de nos Armes, après avoir promis que les Ratifications de S. M., & celles deſdits Cantons & République ſeront fournies en bonne & dûë forme, & échangées reſpectivement dans l'eſpace de deux mois, à compter du jour de la ſignature du ſuſdit Traité, & après être tombé d'accord, que le Roi pourra dans cinq ou ſix mois, ou plûtôt à ſa volonté, déclarer ceux qu'il lui plaira de reſerver, de ſa part, pour être enſuite inſerez dans l'Article XXXIII.

Fait à *Soleure* le 9. Mai 1715.

*Signé*,

Par le Comte DU LUC, & par 30. Députez.

## CLXXVIII.

Août. *Manifeſte du Roi de* PRUSSE *où il expoſe les Motifs qui l'ont engagé à ſe charger du ſequeſtre de la Pomeranie Suedoiſe, & qui l'obligent à en maintenir les Conditions.* [Lett. Hiſtoriques, Août. 1715. pag. 180.]

LA Couronne de Pruſſe s'eſt fait une Loi inviolable depuis le commencement de la préſente Guerre du Nord, de tenir dans tout ce qui y avoit du rapport, une exacte Neutralité, en cultivant, autant qu'il lui ſeroit poſſible, une bonne & parfaite intelligence avec toutes les Puiſſances engagées dans cette Guerre.

Le feu Roi de glorieuſe mémoire, de même que le Roi de Pruſſe qui régne aujourd'hui, ont religieuſement obſervé cette Loi, particulierement envers Sa Majeſté le Roi de Suéde, n'ayant non ſeulement jamais fait le moindre Pas, dont la Suede eût pû avec raiſon ſe plaindre; mais ayant même, pour le bien de la Paix, diſſimulé diverſes démarches du Roi de Suéde, faites à l'occaſion de cette Guerre, dont ces Princes auroient pû avec grande raiſon témoigner du reſſentiment, & dont pourtant ils ont été ſi fort éloignez, qu'ils ont plûtôt toûjours fait voir une grande diſpoſition & une envie particuliere de tirer le Roi de Suéde de la malheureuſe Guerre, dans laquelle il ſe trouve envelopé.

Le Miniſtere de Suéde ne pourra diſconvenir de pluſieurs ouvertures & offres que Sa Majeſté le Roi de Pruſſe a faites pour cela, tant dans les Conférences tenuës avec le Comte de Welling, qu'à Bender même, par l'Exprès qui y fut envoyé, quoi que le Roi de Suéde n'ait jamais voulu y faire aucune attention, ayant au contraire rejetté tout ce qui tendoit au rétabliſſement de la Paix, qui ne flatoit pas ſes vûës, tournées uniquement du côté de la Guerre.

Il eſt vrai qu'après le malheur arrivé au Général Comte de Steinbock dans le Holſtein, où il fut fait Priſonnier avec toute ſon Armée, il y eut apparence que la Suéde commenceroit à en uſer pour l'avenir avec plus de moderation, & ſongeroit à redreſſer ſes affaires par des voyes pacifiques.

Effectivement, après un pareil échec, cette Couronne ne pouvoit s'attendre à autre choſe, ſinon que les Alliez du Nord, étans deja Maîtres du Duché de Bremen & de Fehrden, & revenans du Holſtein avec une Armée victorieuſe, qui marchoit droit vers la Pomeranie Suedoiſe, s'empareroient facilement de cette Province & de toutes les Places fortes qui y ſont, dépourvûës, comme elles étoient, d'Argent, & de toutes les autres choſes néceſſaires pour une bonne defenſe, que les Troupes qui s'y trouvoient, auroient le même Sort que le Corps d'Armée du Comte de Steinbock avoit eu en Holſtein, & qu'ainſi la Suede ſe trouveroit tout d'un coup dépoüillée de toutes les Provinces qu'elle avoit aquiſes en Allemagne par la Paix de Weſtphalie. ANNO 1715.

Une ſi fâcheuſe ſituation des Affaires obligea la Suéde à prendre le ſeul Parti qui lui reſtoit, pour prévenir un pareil malheur, & ce Parti fut, que le Comte de Welling, en vertu du Pouvoir que le Roi ſon Maître lui avoit donné, fit un Traité avec Son Alteſſe l'Adminiſtrateur de Gottorp, par lequel Traité les Villes de Stettin & de Wiſmar ſeroient remiſes au Roi de Pruſſe & audit Adminiſtrateur en Sequeſtre, pour les garantir de même que tout le reſte de la Pomeranie Suédoiſe de l'Invaſion dont elle étoit menacée.

Ce Projet ayant été propoſé au Roi de Pruſſe, de la Cour de Holſtein avec de fortes inſtances, que Sa Majeſté voulût bien y donner les mains. Sa Majeſté, quoi qu'Elle fût de ſon propre mouvement aſſez portée à contribuer de tout ſon pouvoir au rétabliſſement de la Paix & de la tranquillité dans ces Quartiers, qu'elle ſe trouvoit encore engagée à y entrer par les devoirs de ſes Charges de Directeur & autres dont Elle ſe trouve revetuë dans pluſieurs Cercles de l'Empire, ne voulut pourtant procéder dans toute cette Affaire qu'avec un plein Conſentement des Parties intéreſſées, & c'eſt pour cela qu'Elle envoya propoſer cet expédient aux Généraux de l'Armée des Puiſſances ennemies de la Suede, pour avoir leur agrément, lequel ils ne manquérent pas de donner auſſi.

Ainſi Sa Majeſté, pour donner à une Affaire ſi utile au Public, & ſi avantageuſe à la Suéde, toute ſa perfection, régla les conditions dudit Sequeſtre avec l'Adminiſtrateur de Gottorp, par un Traité fait là-deſſus avec lui, dont les principaux Articles étoient, que les Villes de Stettin & de Wiſmar ſeroient occupées par les Troupes de Pruſſe & de Holſtein, pour être gardées de ces Princes juſqu'à la Paix, ſans être auparavant renduës ni à la Suéde ni à aucune autre Puiſſance, & que le Païs porteroit les fraix du Sequeſtre.

Mais lors qu'il fut queſtion d'executer cette Convention, & de faire entrer dans Stettin & dans Wiſmar les Troupes de Pruſſe & de Holſtein, le Général Comte de Meyerfeld Gouverneur de la Pomeranie pour le Roi de Suéde, ne voulut en aucune maniére y entendre, quoi qu'il en fût inſtamment prié par le Comte de Welling & par l'Adminiſtrateur, ce qui fit que Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, qui ne le vouloit en aucune façon mêler dans cette Affaire qu'avec une entiére approbation des deux Parties, l'abandonna abſolument, & quoi que les Miniſtres du Duc de Holſtein, ſans doute ſur l'avis & avec approbation du Comte de Welling, euſſent fort ſouhaité, que Sa Majeſté ſe fût jointe avec les Alliez du Nord, & leur eût fourni la groſſe Artillerie dont ils avoient beſoin, pour attaquer Stettin, & obliger le Comte de Meyerfeld, de donner bon gré malgré les mains au Sequeſtre en queſtion, Sa Majeſté cependant refuſa tout à fait cette Propoſition, croyant que le Roi de Suéde pourroit prendre une demarche de cette nature pour un acte d'hoſtilité, dont le Roi de Pruſſe vouloit éviter juſques aux moindres apparences.

Les choſes étant en cet état, les Alliez du Nord & particulierement le Roi de Pologne avec le Czar, reprirent leur premier Projet, de ſe rendre Maîtres de la Pomeranie Suédoiſe.

Ils y entrérent avec leurs Armées, occupérent l'Iſle de Rugen, & formérent le Siége de Stettin, faiſant venir de la Saxe & de Stade l'Artillerie néceſſaire, que le Roi de Pruſſe ne leur vouloit pas donner, & de cette maniére ils attaquérent Stettin avec tant de vigueur, qu'en peu de jours cette Forteresſe ſe trouva contrainte de capituler avec le Prince Menzikoff, qui commandoit en Chef à ce Siege.

Alors le Comte de Meyerfeld commençant à comprendre, que l'Intérêt du Roi ſon Maître ſe trouveroit bien mieux obſervé par l'acceptation du Sequeſtre propoſé par le Comte de Welling, que par la chute de Stettin entre les mains du Czar & du Roi de Pologne, vû que la priſe de cette Ville entraîneroit infailliblement, non ſeulement la ruine, mais la perte totale de ce Païs, au lieu que moyennant

le

ANNO 1715.

le Sequeſtre, on éviteroit l'un & l'autre; ce Comte l'accepta enfin auſſi, & ſe joignit à la Maiſon de Gottorp, pour recommencer toutes les inſtances imaginables auprès du Roi de Pruſſe, afin d'engager Sa Majeſté à s'en vouloir charger.

Quoi que l'obſtacle mis au commencement par le Comte de Meyerfeld, à l'execution de ce bon deſſein, eût obligé le Roi de Pruſſe à n'y plus penſer.

Sa Majeſté cependant, voyant le changement de ce Miniſtre, ſe laiſſa perſuader d'y rentrer par la conſideration, que ſon devoir envers l'Empire le demandoit, qu'Elle profitât de l'heureuſe diſpoſition qui ſe préſentoit; à ſavoir, qu'auſſi tôt que Sa Majeſté auroit accepté ce Sequeſtre, les Troupes du Czar & du Roi de Pologne, ne commettroient plus aucun acte d'hoſtilité dans la Pomeranie Suedoiſe; qu'elles en ſortiroient même entiérement, & abandonneroient avec l'Iſle de Rugen tous les Poſtes dont elles s'étoient emparées, que tous les Troubles qui s'étoient élevez dans le Mecklembourg & dans le Holſtein s'appaiſeroient, & que l'on parviendroit par la voye du monde la plus aiſée, & du parfait conſentement des deux Parties, au but que Sa Majeſté Imperiale, l'Empire, & pluſieurs Grandes Puiſſances, avoient juſqu'alors cherché, en faiſant travailler, quoi qu'inutilement, à la Neutralité du Nord.

Cependant il s'y rencontra encore deux nouvelles difficultez.

La premiere étoit; qu'avant que les Armées du Roi de Pologne & du Czar quittaſſent le Païs, ces Princes pretendoient une Somme de plus de 800000. Riſdales argent comptant, pour les fraix du Siége de Stettin, & pour abandonner un Païs ſi conſiderable dont ils étoient en poſſeſſion, & qu'ils avoient conquis par le Droit de la Guerre.

La ſeconde Prétenſion étoit, que le Roi de Pruſſe eût à engager ſa Parole Royale, & ſe faire Garant par un Traité ſolemnel, que tant que la Guerre du Nord dureroit, aucunes Troupes de Suéde ne paſſeroient de la Pomeranie Suédoiſe ni en Pologne ni en Saxe, & que Sa Majeſté n'occuperoit pas ſeulement Stettin, mais auſſi tout le Païs, depuis l'Oder juſques à la Riviére de Penne, en y comprenant Wolgaſt, & le feroit garder par ſes Troupes juſques à la Paix; afin que ſi la Suéde vouloit tôt ou tard faire paſſer ſes Troupes de la Pomeranie Suédoiſe en Pologne ou en Saxe, Sa Majeſté fut d'autant plus en état & à portée d'oppoſer ſon Armée à de ſemblables deſſeins.

Le Czar & le Roi de Pologne ſoûtenoient que cette demande devoit être trouvée d'autant plus raiſonnable parce qu'ils offroient en même tems, que pour rendre la choſe égale des deux côtez, ils ne vouloient non plus envoyer aucunes Troupes dans la Pomeranie Suédoiſe pendant toute la durée de la Guerre du Nord; mais conſidérer & traiter cette Province à tous égards comme un Païs jouïſſant d'une parfaite Neutralité.

Le Roi de Pruſſe auroit fort ſouhaité de ſe pouvoir diſpenſer d'entrer dans ces deux Points, & il fit tous les efforts imaginables pour cela; mais n'y ayant pas eu moyen d'en faire départir les Puiſſances Alliées contre la Suéde, il faloit abſolument conſentir à leur demande, ou bien leur abandonner Stettin, laiſſer ſubjuguer toute la Pomeranie Suédoiſe, & voir perpétuer les Troubles & les Deſordres dans l'Empire.

Sa Majeſté ayant conſulté là-deſſus le Miniſtre de la Maiſon de Holſtein qui ſe trouva préſent à cette Négociation, il fut, par ſon avis enfin, convenu de donner 400000. Riſdales aux Alliez du Nord, laquelle Somme ne pouvant être ſi-tôt trouvée autre part, Sa Majeſté l'avança généreuſement, ayant raiſon de croire, que le Roi de Suéde regretteroit d'autant moins une pareille Somme pour ſauver ſon Païs, parce que ſi ce Païs fut reſté entre les mains de ſes Ennemis, ils en auroient tiré de beaucoup plus groſſes dans très-peu de tems.

Le Roi de Pruſſe ne fit auſſi aucun ſcrupule de ſe rendre Garant envers la Saxe & la Pologne de toute Invaſion du côté de la Pomeranie Suédoiſe, parce que ſuivant les anciennes & nouvelles Alliances de ſa Maiſon, il ſe trouvoit déja ſans cela obligé de défendre la Saxe & la Pologne contre de ſemblables hoſtilitez, & que ſi Sa Majeſté n'avoit pas voulu s'engager à cette Garantie, le Sequeſtre ſeroit venu à ceſſer, la Guerre auroit continué, & toute la Pomeranie Citerieure auroit été immanquablement perduë pour la Suéde; ce qui ne laiſſoit aucun doute à Sa Majeſté, que le Roi de Suéde n'aimât infiniment mieux ſe conſerver par cette voye une Province conſidérable, que de la perdre pour ſe conſerver la vaine prétenſion d'envahir la Saxe & la Pologne, lequel deſſein ne pouvoit même avoir aucun effet, après que la Pomeranie ſeroit enlevée à la Suéde.

Ce Sequeſtre donc, ayant été ſous ces conditions établi, & la Ville de Stettin occupée & gardée moitié par les Troupes de Pruſſe & moitié par celles de Holſtein; le Roi de Pruſſe donna d'abord avis de tout ce qui s'étoit paſſé là-deſſus au Roi de Suéde par pluſieurs Lettres, & par le Miniſtre qu'il avoit alors à Berlin, lui temoignant comment Sa Majeſté n'y étoit entrée que pour le Service du Roi de Suede, & la conſervation de la Ville de Stettin, de même que de toute la Province, déclarant & promettant de la maniere du monde la plus ſolemnelle, vouloir reſtituer cette Ville à Sa Majeſté Suédoiſe incontinent aprés la Paix du Nord faite, de lui en laiſſer en attendant tout le Revenu, & d'accepter pour ſûreté & accompliſſement de ſes promeſſes la Garantie de l'Empereur, celle de l'Empire, de la France, & de tous les autres Garants de la Paix de Weſtphalie, demandant, que Sa Majeſté le Roi de Suéde voulût bien déclarer ſa penſée à ce ſujet, pour ſavoir ſi cet expédient, choiſi dans une ſincére intention de lui rendre ſervice, & de ménager ſes Intérêts, lui étoit agréable.

Il eſt vrai que la prémiére Reponſe que l'on eût du Roi de Suéde, donna quelque eſpérance, que Sa Majeſté approuveroit ce que le Roi de Pruſſe avoit fait.

Mais par celles qui vinrent enſuite, & par les répréſentations faites par les Miniſtres de la Suéde à Vienne & ailleurs on vit clairement, que l'intention de ce Prince étoit toute autre, & que, bien loin de ſavoir aucun gré au Roi de Pruſſe, du grand & important Service qu'il venoit de lui rendre, ſon veritable deſſein étoit, de jetter le Roi de Pruſſe hors de Stettin, le plûtôt qu'il pourroit, ſans lui rendre l'Argent qu'il avoit débourſé ſi utilement pour lui, & même de lui demander ſatisfaction de ce qu'il s'étoit mêlé de ſes Affaires dans ſon abſence.

Sa Majeſté le Roi de Pruſſe étant donc pleinement convaincu, que le Roi de Suéde ne vouloit avoir nul égard aux Traitez en queſtion, conſidérant d'ailleurs l'engagement où Elle avoit été obligée d'entrer avec les Alliez du Nord, & duquel Elle ne pouvoit pas ſe dédire, à moins de s'attirer leur reſſentiment, & peut-être une Guerre ouverte avec eux: Elle jugea, que pour pouvoir maintenir en effet, les choſes ſur le pied du Sequeſtre, il ſeroit néceſſaire de fortifier les Troupes qu'elle avoit à Stettin de quelques Bataillons, parce qu'autrement les Bataillons de Holſtein dévoüez entiérement à la Suéde, & pouvant être ſoûtenus par la Bourgeoiſie de la Ville, liée de Serment à cette Couronne, auroient pû ſe trouver ſupérieurs aux Troupes de Pruſſe, & leur joüer avec d'autant plus de facilité un mauvais tour, parce qu'ils étoient commandez par un General Suédois, qui avoit avec lui un grand nombre d'Officiers de la même Nation dans la Place.

Cependant Sa Majeſté ne prit cette précaution que ſous la Proteſtation expreſſe, réïtérée en pluſieurs occaſions, que lors que le Roi de Suéde voudroit ſe conformer à l'Accord fait, la Garniſon de Stettin ſeroit inceſſamment rétablie ſur le pied où elle avoit été du commencement, à ſavoir du nombre égal de Troupes de Pruſſe & de Holſtein.

Les choſes demeurérent dans cet état juſques au temps que le Roi arriva à Stralſund, & alors Sa Majeſté ayant notifié ſa venuë d'une maniére aſſez obligeante au Roi de Pruſſe, Sa Majeſté en conçût quelque nouvelle eſpérance, de trouver occaſion pour éclaircir l'Affaire avec le Roi de Suéde, & de s'en pouvoir accommoder avec lui d'une maniére raiſonnable.

Elle voulut bien auſſi faire toutes les avances imaginables pour cela; & pour cet effet, Elle ne ſe contenta pas de faire là-deſſus au Baron de Frieſendorff, Miniſtre du Roi de Suéde à Berlin, des repreſentations convenables; mais Elle envoya auſſi le Comte de Schlippenbach exprès au Roi de Suéde, chargé de Propoſitions ſi pleines d'équité & de juſtice, & même

ANNO 1715.

si avantageuſes pour les Intérêts de la Suéde, qu'il ne pût reſter aucun doute à Sa Majeſté de la ſincére & véritable intention, que le Roi de Pruſſe avoit de s'aquerir ſon amitié, de vivre dans une très-étroite intelligence avec Elle, de vuider les différens qui étoient entre Eux, d'une maniére raiſonnable, & même de contribuer au rétabliſſement des Affaires délabrées de la Suéde, d'une maniére très-eſſencielle.

Toutes ces ouvertures & toutes ces offres cependant ne produiſirent aucun effet ſur l'eſprit du Roi de Suéde, juſqu'à ce point qu'il ne daigna pas ſeulement faire Réponſe au Roi de Pruſſe, donnant plûtôt à connoître librement ſon animoſité contre Lui, & l'intention qu'il avoit d'en venir aux mains avec Sa Majeſté, auſſi-tôt que ſes Forces, & l'occaſion lui en donneroient les moyens.

Son Alteſſe le Landgrave de Heſſe-Caſſel intervint enſuite dans cette Affaire.

Il eſt vrai que dans les Conférences tenuës avec ce Prince, Son Alteſſe ſe voulut faire Caution pour la reſtitution des 400000. Ecus; mais en même tems Elle demanda, que les Troupes de Pruſſe évacuaſſent Stettin ſur le champ, & que les ſiennes propres y entraſſent à leur place, déclarant en même tems, que quoi que peut-être le Roi de Suéde pourroit d'abord laiſſer la Saxe en repos, il vouloit néanmoins avoir une liberté entiére de paſſer en Pologne, & d'y recommencer la Guerre.

Mais comme ces Déclarations ſe trouvoient directement contraires au Traité fait pour la delivrance de Stettin, entre Sa Majeſté & le Roi de Pruſſe, & les Puiſſances du Nord; que les Miniſtres de Pologne & du Czar, preſens à cette entrevûë, proteſtoient hautement contre le changement de la Garniſon de Stettin, parce qu'il ne leur donneroit pas une ſûreté ſuffiſante contre une Invaſion du Roi de Suéde, de la Pomeranie en Saxe & en Pologne, il n'y eut pas moyen de ſortir d'affaire ſur ce pied.

Quelque tems après Sa Majeſté Très-Chrêtienne fit offrir ſa Médiation, pour terminer les différens dont il s'agit, & comme le Baron de Frieſendorff, Miniſtre du Roi de Suéde, déclara en même tems que le Roi ſon Maître acceptoit cette Médiation. Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, pour montrer ſon intention ſincére de parvenir, de quelque maniére que ce fût, à un Accommodement raiſonnable avec le Roi de Suéde, accepta pareillement cette Mediation, déclarant néanmoins, que comme ſes démêlez avec la Suéde concernoient en plus grande partie la Pomeranie Suédoiſe, cette acceptation ſeroit ſans préjudice des Droits & de l'Autorité de Sa Majeſté Impériale & de l'Empire.

Malgré l'eſpérance que le Public avoit conçû, que cette Médiation, & le grand égard que la Suéde eſt obligée d'avoir pour la France, auroit un bon effet, pour terminer l'Affaire entre les deux Rois, elle n'en a eu pourtant aucun, pluſieurs mois s'étant écoulez, ſans que l'on ait apris que le Roi de Suéde ſe fût déclaré à rien envers la France touchant les différens en queſtion; tellement que le Roi de Pruſſe, toûjours recherchant des moyens & des expédiens pour ſortir d'affaire par des voyes amiables, conformes aux Loix & aux Conſtitutions de l'Empire, & capables de perſuader le Public, & le Roi de Suéde même, qu'il ne vouloit profiter en aucune maniére de la poſſeſſion de Stettin, s'offrit de remettre cette Ville avec tout le Sequeſtre de la Pomeranie Suédoiſe, entre les mains de Sa Majeſté Imperiale, comme Chef de l'Empire, & qui en décideroit enſuite ſelon la juſtice & le bien des Puiſſances intéreſſées.

Mais cet expédient ne fut pas non plus du goût du Roi de Suéde, parce qu'il n'accommodoit pas ſes vûës pour un nouveau remuëment, & pour une nouvelle Guerre dans l'Empire, à laquelle une Garniſon Impériale dans Stettin auroit ſans doute fait un puiſſant obſtacle; de ſorte qu'au lieu d'entrer en Traité ſur cette Propoſition, ou d'en faire d'autres, par leſquelles on auroit pû s'accorder, le Roi de Suéde en demeura toûjours à ſa premiére Prétenſion, à ſavoir qu'il vouloit que Stettin lui fût rendu inceſſamment, même ſans reſtitution de l'Argent avancé par le Roi de Pruſſe, & ſans ſe départir du deſſein de paſſer de la maniére qu'il lui plairoit, de la Pomeranie en Saxe & en Pologne, pour y porter la Guerre, & pour attaquer & châtier à ſa volonté ſes Ennemis & ſes faux Amis, comme il diſoit. ANNO 1715.

Auſſi le Roi de Suéde n'en demeura pas aux paroles ſeulement; elles furent accompagnées de toutes ſortes de préparatifs pour la Guerre: Les Vaiſſeaux de Guerre Suédois entrérent en Mer bien plûtôt qu'ils n'ont accoûtumé d'y aller; Ils s'approchérent fort près des Côtes de la Pomeranie; on preſſa en Suéde le Tranſport d'un Corps conſidérable de Troupes pour l'Allemagne, & peut-être pour la Pruſſe même; on tâcha de diſpoſer le Landgrave de Caſſel & pluſieurs autres Princes de l'Empire, à donner des Troupes pour renforcer l'Armée du Roi de Suéde, & rien au monde ne fut oublié de la part de la Suéde, pour faire voir, qu'au lieu de ſentir & de reconnoître le grand Service que Sa Majeſté le Roi de Pruſſe lui avoit rendu, en delivrant Stettin & la Pomeranie Suédoiſe de l'Armée des Alliez du Nord, le Roi de Suéde vouloit prendre de ce Bienfait une occaſion, de devenir Ennemi du Roi de Pruſſe, & de lui faire la Guerre le plus vivement & avec le plus de forces qu'il pouvoit.

De tous ces Préparatifs le Roi de Suéde paſſa bien tôt à la Guerre & aux Actes d'hoſtilité même, par l'attaque de la Ville de Wolgaſt, Place compriſe nommément dans le Sequeſtre, & gardée par une Garniſon Pruſſienne, qui en fut délogée à force ouverte & avec des violences extraordinaires par les Troupes & par les Ordres du Roi de Suéde.

Rien n'eût été plus facile au Roi de Pruſſe, que de repouſſer cette Inſulte d'une maniere dans laquelle les Suédois n'euſſent pas trouvé leur compte. Mais Sa Majeſté aimant mieux ſe tenir toûjours à des voyes les plus modérées, ſe contenta d'envoyer ſeulement un Officier à Stralſund, pour faire repreſenter au Roi de Suéde le tort de cette entrepriſe, & lui en demander la reparation: & quoi que l'on n'eût aucune Réponſe là-deſſus, que la Suéde témoignât toûjours la même dureté, & que l'on eût lieu de perdre toute eſpérance pour un Accommodement, le Roi de Pruſſe voulut bien néanmoins, ſur les fortes inſtances qui lui furent faites par la France, ne rien précipiter, mais donner au Roi de Suéde tout le tems qu'il lui falloit pour venir à la fin à des ſentimens plus moderez, ſe déclarer, & déclara effectivement, que Sa Majeſté ſe tiendroit non ſeulement en repos, & n'entreprendroit rien contre la Suéde devant la mi-Mars, mais que même elle n'entreroit, devant ce tems-là, dans aucun engagement qui pût faire de la peine à la Suéde, préſuppoſant que la Suéde en uſeroit de même de ſon côté envers lui: Le Roi de Pruſſe n'a pas manqué de ſatisfaire à cette Promeſſe; mais il a été impoſſible au Roi de Suéde de différer ſi long tems l'execution de ſes mauvais deſſeins contre la Pruſſe.

Le Roi de Suéde recommença même devant la fin du mois d'Avril ſes Actes d'hoſtilité, faiſant inveſtir l'Iſle d'Uſedom par un Corps de Troupes de pluſieurs mille hommes. Il ſe ſaiſit de tous les Poſtes & Forts que les Troupes de Pruſſe y occupoient, les fit ſortir, les uns de vive force, & les autres en leur coupant les vivres, juſques à ce qu'il fut Maître de toute cette Iſle, compriſe auſſi bien que Wolgaſt dans le Sequeſtre, & que les Troupes de Pruſſe en fuſſent entiérement délogées.

En même tems le Roi de Suéde fit entrer pluſieurs Vaiſſeaux armez dans la Penne & le Haff, il les fit approcher le plus près qu'il pouvoit de Stettin, pour fermer à la Garniſon de cette Ville toute communication de ce côté-là, & il parut clairement que toutes ces démarches n'étoient faites, que pour pouvoir paſſer de l'Iſle d'Uſedom à celle de Wollin, & s'ouvrir par là un chemin dans la Pomeranie Pruſſienne, & enſuite dans la Pruſſe même; le Projet de la Suéde ayant été, de débarquer pour cela un Corps de Troupes du côté de Dantzic, de le fortifier par le Parti, ſur lequel il comptoit en Pologne, & de rallumer le flambeau de la Guerre, plus fortement que jamais dans ce Païs-là.

Mais heureuſement tous ces beaux Projets furent déconcertez, tant par l'avanture arrivée aux Vaiſſeaux de Guerre Suédois ſur les Côtes du Holſtein, que par les meſures ſages priſes à tems par Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, pour la conſervation de l'Iſle de Wollin.

On ne doit pas paſſer ici ſous ſilence un fait tout ſingulier qui eſt, que le jour avant l'attaque de l'Iſle d'Uſe-

ANNO 1715.

d'Uſedom, le Baron de Frieſendorff alors Miniſtre du Roi de Suéde à Berlin, ſuivant l'Ordre qu'il en avoit reçû de Stralſund, fit déclarer pareillement par le Comte de Rottembourg, Miniſtre de S. M. T. C. à Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, que le Roi de Suéde étoit ſincérement & plus que jamais réſolu de vivre dans une amitié conſtante & en bon Voiſin avec Sa Majeſté, voulant attendre tranquillement le ſuccès de la Négociation, pour vuider à l'amiable l'affaire de Stettin, & demeurer en attendant dans une entiére inaction ; en ſorte que quand même Sa Majeſté le Roi de Pruſſe entreprendroit quelque choſe contre lui, il ne feroit aucune réſiſtance ; & que le Roi de Suéde, pour faire voir ſon entiére diſpoſition pour la Paix, & ſon éloignement de tout ce qui ſentoit la Guerre, avoit retiré les Canons des Remparts de Stralſund, & contremandé le tranſport des Troupes qui devoient venir de Suéde ; laquelle Déclaration étant ainſi faite dans le même tems que l'on faiſoit directement le contraire, & que l'on agiſſoit offenſivement contre le Roi de Pruſſe, ne ſauroit être interprétée, que comme un deſſein prémédité, ſoit de ſurprendre le Roi de Pruſſe d'autant plus ſûrement ; ou bien d'ajoûter la moquerie à l'inſulte, pour pouſſer la modération du Roi de Pruſſe entiérement à bout.

Enfin, Mr. le Comte de Croiſſi Ambaſſadeur de S. M. T. C. chargé exprès de l'Accommodement entre les deux Rois arriva auprès de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe. Mais au lieu de recevoir par ſa bouche, comme on avoit eſperé, une réſolution poſitive & favorable du Roi de Suéde, on aprit par l'expoſé de cet Ambaſſadeur, que le Roi de Suéde perſeveroit toûjours opiniâtrement dans ſes premiéres Demandes, qu'il prétendoit l'entiére abolition du Sequeſtre & la reſtitution de Stettin dès à preſent, & que pour ce qui eſt de la marche en Saxe & en Pologne, il n'en avoit pas encore relâché non plus, quoi que le Comte de Croiſſi ſe fît quelque eſperance de l'en faire deſiſter ; ce qui alloit à une nouvelle Négociation, & laquelle la Suéde ne cherchoit ſans doute, que pour gagner du tems, pour avoir le loiſir de fortifier ſon Parti, & pour pouvoir enſuite faire ſon coup contre le Roi de Pruſſe d'autant plus ſûrement, & avec d'autant plus d'avantage.

Comme S. M. le Roi de Suéde avoit été ſi inflexible ſur tous ces Points, que même malgré les bons Offices & les repreſentations de la France, il n'avoit pû en être détourné, il faloit bien être perſuadé, qu'après cela il ne reſtoit plus aucun moyen ni aucune apparence au monde de le porter à aucun Accommodement ; que toutes les autres voyes que l'on voudroit tenter pour cela ſeroient inutiles, & qu'enfin il y faloit renoncer tout à fait ; comme effectivement la France même ne s'eſt plus mêlée de rien à l'égard de cet Accommodement, depuis que le Comte de Croiſſi eſt arrivé à Stralſund ; preuve certaine que ce Miniſtre a trouvé le Roi de Suéde dans un éloignement total de tout ce qui avoit du rapport à la Paix.

Toute cette Affaire s'étant paſſée dans les circonſtances qui viennent d'être rapportées, comme on eſt prêt de le vérifier toutes les fois qu'il en ſera beſoin ; Sa Majeſté le Roi de Pruſſe laiſſe à juger à toute la Terre, ſi en ſe chargeant du Sequeſtre de la Pomeranie Suédoiſe, Elle a fait la moindre choſe qui portât dommage au Public ? & s'il n'eſt pas vrai au contraire, que ce Sequeſtre tendant uniquement au rétabliſſement de la Paix, au maintien de la tranquillité générale, & à éviter la deſolation de diverſes bonnes & grandes Provinces, eſt un Ouvrage digne de l'approbation de tout l'Univers.

Sa Majeſté laiſſe à décider auſſi à tout homme raiſonnable, & aux Amis de la Suéde même, ſi tout ce qu'elle a fait en cela n'étoit pas auſſi pour le veritable Intérêt du Roi de Suéde, puis que ſans ce Sequeſtre toute la Poméranie Suédoiſe eût été immanquablement perduë pour lui, & ce Prince, d'une telle façon éloigné de l'Empire, qu'il ne lui eût plus été poſſible de remettre le pied en Pomeranie ? Le Roi de Pruſſe ayant agi dans toute cette Affaire avec tant de deſintéreſſement, que bien que ſuivant les Traitez, en vertu deſquels il fut chargé de ce Sequeſtre, il ait été en Droit de tirer des Païs Sequeſtrez l'entretien de ſes Troupes qui gardoient Stettin, & qu'il pût prétendre que la poſſeſſion de Wiſmar lui fut cedée auſſi, Elle n'a jamais voulu demander ni l'un ni l'autre, uniquement dans la vûë de perſuader d'autant plus certainement le Public, & le Roi de Suéde même, qu'Elle ne vouloit tirer de cette Affaire aucun profit pour ſon particulier, ni donner au Roi de Suéde le moindre ſoupçon, comme ſi Elle avoit des vûës contraires à ſes Interêts, & qu'Elle vouloit s'ancrer tellement dans ſes Etats, qu'il ſeroit difficile enſuite de l'en faire ſortir.

ANNO 1715.

Sa Majeſté le Roi de Pruſſe ſoûmet de même au jugement de toutes les Puiſſances impartiales de l'Europe, ſi elle a pû, ſans bleſſer ſon honneur & ſa conſcience, ſans s'attirer des reproches & mêmes de juſtes reſſentimens des Alliez du Nord, ſe départir de l'engagement, qu'Elle a pris avec ces Puiſſances, en ſe chargeant du Sequeſtre, & s'il lui étoit permis, qu'en rendant Stettin dès à preſent, Elle ouvrit au Roi de Suéde le chemin pour porter la Guerre en Pologne & en Saxe ? ou ſi plûtôt Sa Majeſté n'étoit pas dans une obligation indiſpenſable de ſatisfaire à ſon engagement, afin d'arrêter un deſſein ſi pernicieux ?

Enfin le Roi de Pruſſe eſt entiérement perſuadé auſſi, que perſonne ne pourra regarder autrement la dureté dont le Roi de Suéde s'eſt ſervi envers lui, & les Inſultes qu'il lui a faites, que comme un commencement de Guerre, dans laquelle ce Prince a bien voulu entrer contre lui ; & que le Roi de Pruſſe ſe trouve par là non ſeulement en Droit, mais même dans une néceſſité abſoluë, d'oppoſer des remédes convenables aux violences que le Roi de Suéde lui a faites, & ſe ſervir, avec l'aide de Dieu, des forces & des moyens que ſa Providence lui a mis en main, pour en prévenir les ſuites.

Sa Majeſté, au reſte, ſe rapporte au jugement de Sa Majeſté Impériale & de l'Empire, ſi dans toute cette Affaire Elle n'a pas procedé ſelon les Conſtitutions de l'Empire, & particulierement ſelon les Statuts faits pour le maintien de la Paix publique, obſervant très-religieuſement en tout cela les Devoirs auxquels ſes Fonctions de Directeur des Cercles de la Baſſe Saxe & de la Weſtphalie, les Droits & les Prérogatives qu'Elle a dans la Direction de la Haute Saxe, & les Réquiſitions qui lui en ont été faites par Sa Majeſté Impériale, l'obligeoient, ayant par le Sequeſtre en queſtion, & ſuivant le Plan fait par l'Empereur & l'Empire pour la Neutralité du Nord, entiérement appaiſé les Troubles que la Suéde y avoit fait naître par la Marche du Corps de Craſſau, de Pologne en Pomeranie, d'une telle maniére, qu'il n'auroit dépendu que du Roi de Suéde, que tout l'Empire n'eut plus ſenti la moindre atteinte de la Guerre du Nord, tant qu'elle dureroit, ſi ce Prince n'avoit mieux aimé par une ardeur deſeſperée de faire la Guerre, & de ne la finir jamais, renverſer entiérement un Projet ſi ſalutaire, & jetter ſes Etats & tout ſon Voiſinage, de gayeté de cœur, dans une nouvelle & triſte deſolation, preferant une route ſi fâcheuſe, au chemin aiſé & naturel que Sa Majeſté Impériale lui offroit, de ſe tirer d'affaire par les Conferences de Brunſwick, auſquelles on l'avoit invité pluſieurs fois, ſans qu'il y voulut jamais avoir égard, ni entendre parler d'aucune propoſition de Paix & de réconciliation avec ſes Ennemis, & d'où il s'enſuit néceſſairement, que pour arrêter les funeſtes ſuites des Deſſeins du Roi de Suéde, il ne reſtoit point d'autre Parti au Roi de Pruſſe, pour ſatisfaire à ſes obligations ci-deſſus alleguées, que celui qu'il vient de prendre, & que les Loix de l'Empire lui preſcrivent, à ſavoir, de ſe joindre à Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, comme ſon Con-Directeur dans le Cercle de la Baſſe-Saxe, au Cercle de la Weſtphalie & aux Etats de la Haute-Saxe, & d'agir de concert avec eux, pour oppoſer ſes Armes aux entrepriſes du Roi de Suéde, pour réprimer en même tems celles des Princes de l'Empire qui le voudroient ſeconder dans ces mauvais Deſſeins, & pour rétablir dans l'Empire un calme & un repos ſtable & conſtant contre l'eſprit turbulent & dangereux de la Suéde.

Sa Majeſté proteſte auſſi devant Dieu & devant les hommes, que c'eſt là l'unique raiſon qui l'a obligé de ſe mettre à la tête de ſon Armée, & dont Elle ne ſe ſervira que pour parvenir à ce but, ſans en paſſer jamais les bornes, donnant plûtôt ſa Parole Royale,

de

ANNO 1715. de vouloir mettre les Armes bas auſſi tôt qu'Elle aura ſatisfait à ce que ſes devoirs envers l'Empire, & l'engagement de ſes Traitez demandent, ſe ſoûmettant au reſte, pour l'entiére déciſion de cette Affaire, de même que pour la ſatisfaction qu'Elle aura à prétendre du Roi de Suéde, & pour la ſûreté qu'il lui faudra pour l'avenir contre les entrepriſes de ce Prince, après Dieu, au réſultat des Conferences de Brunſwick, ou telles autres que Sa Majeſté Impériale trouvera bon de propoſer pour cet effet.

## CLXXIX.

2. Sept. *Arreſt du Parlement de Paris par lequel la Regence du Royaume eſt deferée au ſeul Duc d'*ORLEANS, *le Duc de* BOURBON *etant declaré Chef du Conſeil, &c. Le Lundi 2. Septembre* 1715. [Feuille volante imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715. in 4.]

*Extrait des Regîtres du Parlement, du Lundi 2. Septembre* 1715.

CE jour, la Cour, toutes les Chambres aſſemblées où étoient les Princes du Sang & les Pairs ci-deſſus nommez, après qu'ouverture a été faite du Teſtament du feu Roi, dépoſé au Greffe de la Cour, ſuivant ſon Edit du mois d'Août 1714., & l'Arrêt du 29, dudit mois d'Août, enſemble des Codicilles des 13. d'Avril & 23. Août dernier, aportez par Monſieur le Duc d'Orleans, & ouï les Gens du Roi, en leurs Concluſions, la matiére miſe en déliberation, a déclaré & déclare Mr. le Duc d'Orleans Régent en France, pour avoir, en ladite qualité, l'Adminiſtration des affaires du Royaume pendant la Minorité du Roi. Ordonne que le Duc de Bourbon ſera des à preſent Chef du Conſeil de la Régence, ſous l'autorité de Mr. le Duc d'Orleans, & y préſidera en ſon abſence: Que les Princes du Sang Royal auront auſſi entrée audit Conſeil lors qu'ils auront atteint l'âge de 23. ans accomplis. Et après la déclaration faite par M. le Duc d'Orleans, qu'il entend ſe conformer à la pluralité des ſuffrages dudit Conſeil de la Régence dans toutes les affaires, à l'exception des Charges, Emplois, Bénefices, & Graces qu'il pourra accorder à qui bon lui ſemblera, après avoir conſulté le Conſeil de Régence, ſans être néanmoins aſſujetti à ſuivre la pluralité des voix à cet égard; ordonne qu'il pourra former le Conſeil de Régence, même tels Conſeils inferieurs qu'il jugera à propos, & y admettre les Perſonnes qu'il en eſtimera les plus dignes: le tout ſuivant le Projet que Mr. le Duc d'Orleans a declaré qu'il communiquera à la Cour. Que le Duc du Maine ſera Sur-Intendant de l'Education du Roi: l'Autorité entiere & commandement ſur les Troupes de la Maiſon dudit Seigneur Roi, même ſur celles qui ſont employées à la Garde de ſa Perſonne, demeurant à Mr. le Duc d'Orleans, & ſans aucune ſuperiorité du Duc du Maine ſur le Duc de Bourbon, Grand-Maître de la Maiſon du Roi. Que des Duplicata & des Copies collationées du préſent Arrêt, ſeront envoyées aux Bailliages & Sénechauſſées du Reſſort, pour y être lûës, regîtrées; & enjoint aux Subſtituts du Procureur-General d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un Mois &c.

15. Sept. *Declaration de* LOUIS XV. *Roi de France, pour l'Etabliſſement des divers Conſeils, où les Affaires d'Eſtat devront eſtre portées, & reglées pendant ſa Minorité. A Vincennes le 15. de Septembre* 1715. [Feuille volante, imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715.]

LOUIS, &c. A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Le feu Roi de glorieuſe Mémoire, nôtre très honoré Seigneur & Biſayeul, pouvoit, par ſes qualitez perſonnelles & ſes vertus éminentes, ſufire ſeul au Gouvernement de ſon Royaume: La droiture de ſon cœur, l'élevation de ſon eſprit, l'étenduë de ſes lumieres, augmentées & ſoûtenuës par une longue experience, lui rendoient tout facile dans l'éxercice de la Royauté; mais la foibleſſe de nôtre âge demande de plus grands ſecours, & quoi que Nous puſſions trouver tous ceux dont Nous avons beſoin dans la Perſonne de nôtre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Régent de nôtre Royaume, ſa modeſtie lui a fait croire, que pour ſoûtenir le poids d'une Regence qui lui a été ſi juſtement deferée, il devoit propoſer d'abord l'établiſſement de pluſieurs Conſeils particuliers, où les principales matieres qui meritent l'attention directe & immédiate du Souverain, ſeroient diſcutées & reglées, pour recevoir enſuite une derniere déciſion dans un Conſeil général, qui ayant pour objet toute l'étenduë du Gouvernement, ſeroit en état de reünir & de concilier les vûës différentes des Conſeils particuliers. Cette forme de Gouvernement a paru d'autant plus convenable à nôtre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Regent du Royaume, qu'il ſait que le Plan en avoit deja été tracé par nôtre très-honoré Pere, dont Nous aurons au moins la ſatisfaction de ſuivre les vûës, ſi le Ciel Nous a privez de l'avantage d'être formez par ſes grands éxemples. Il étoit perſuadé que toute l'autorité de chaque Partie du Miniſtére étant reünie dans la perſonne d'un ſeul, devenoit ſouvent un fardeau trop peſant pour celui qui en étoit chargé, & pouvoit être dangereuſe auprès d'un Prince qui n'auroit pas la même ſuperiorité de lumieres que le Roi nôtre Biſayeul; que la verité parvenoit ſi difficilement aux oreilles d'un Prince, qu'il étoit neceſſaire que pluſieurs perſonnes fuſſent également à portée de la lui faire entendre, & que ſi l'on n'intereſſoit au Gouvernement un certain nombre d'hommes auſſi fideles qu'éclairez, il ſeroit preſque impoſſible de trouver toûjours des Sujets formez & inſtruits, qui fiſſent moins regretter la perte des perſonnes conſommées dans la Science du Gouvernement, & qui fuſſent même en état de les remplacer. Nous ferons donc au moins revivre l'eſprit de notre tres-honoré Pere, en établiſſant des Conſeils ſi avantageux au bien de nos Etats, & Nous nous y portons d'autant plus volontiers, que cet établiſſement ne peut être ſuſpect par ſa nouveauté, puiſque Nous ne ferons que ſuivre l'exemple de ce qui s'obſerve avec ſuccès dans d'autres Royaumes, & qui s'eſt obſervé dans le notre même, pendant le Regne de pluſieurs des Rois nos Prédeceſſeurs. Le derangement que vingt cinq années de guerre & pluſieurs autres calamitez publiques ont cauſé dans les affaires de cette Monarchie, le déſir ardent que la qualité de Roi Nous inſpire de remettre toutes choſes dans leur ordre naturel, & de rétablir la confiance & la tranquilité publique, ſont encore de nouvelles raiſons qui appuyent la ſageſſe des conſeils que notre très-cher Oncle le Duc d'Orleans Nous a donnez ſur ce ſujet. Nous ſavons d'ailleurs, que chargé du Gouvernement de l'Etat juſqu'à notre majorité, tous ſes vœux ne tendent qu'à Nous le remettre tranquille & floriſſant, & à y parvenir par des voyes qui montreront à tous nos Sujets, qu'il ne cherche qu'à connoître & à employer le mérite & la vertu; qu'il veut que les bons Sujets de toutes conditions, & ſur tout ceux de la plus haute naiſſance, donnent aux autres l'exemple de travailler continuellement pour le bien de la Patrie, que toutes les affaires ſoient réglées plûtôt par un concert unanime, que par la voye de l'autorité, & que la Paix fidellement entretenuë au dehors avec nos voiſins, regne en même tems au dedans par l'union de tous les Ordres du Royaume. A ces cauſes, de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans Régent, de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc de Bourbon, de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc du Maine, de notre très-cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouſe, & autres grands & notables Perſonnages de notre Royaume, & de notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité Royale, Nous avons dit & déclaré, & par ces Préſentes ſignées de notre main, diſons, déclarons, voulons & Nous plaît.

PREMIEREMENT,

Qu'outre le Conſeil general de Régence, il en ſoit établi ſix autres particuliers, qui ſeront compoſez chacun d'un Préſident & d'un nombre convenable de Conſeillers & de Secretaires, ſelon la nature des affaires, dont chaque Conſeil ſera chargé.

ANNO 1715.

gé, ſavoir, le Conſeil de Conſcience, où l'on traitera des affaires Eccleſiaſtiques, le Conſeil des affaires Etrangéres, le Conſeil de Guerre & de tout ce qui y a raport, le Conſeil de Finance, le Conſeil de Marine & de tout ce qui en dépend, le Conſeil des affaires du dedans du Royaume, qui étoient ci-devant portées au Conſeil des Dépêches, le tout ſans rien innover à l'égard du Conſeil privé, même des Directions pour ce qui regarde les affaires contentieuſes des Finances, leſquelles ſe tiendront ainſi que par le paſſé, ſauf à y être aporté dans la ſuite tel Reglement qu'il apartiendra; comme auſſi ſans que les affaires, dont la connoiſſance apartient à nos Cours & autres Tribunaux & Juriſdictions de notre Royaume, puiſſent être portées dans leſdits Conſeils.

II. Et attendu que le Commerce a preſque un égal raport avec les Finances & la Marine, il ſera fait choix de quelques-uns des Membres de ces deux Conſeils, pour y travailler avec les Députez des Villes du Royaume, qui ont eu entrée juſqu'à préſent dans le Conſeil de Commerce; & en cas que la matiére ſoit importante, les Conſeils de Finances & de Marine ſe réüniront pour la diſcuter conjointement.

III. Ceux qui ſeront choiſis pour entrer dans ces differens Conſeils, ſeront tenus de s'aſſembler inceſſamment, dans le lieu qui ſera deſtiné à tenir chaque Conſeil, pour dreſſer un projet de Réglement ſur la forme qui y ſera obſervée par raport à l'ordre & à la diſtribution des affaires, au tems & à la maniére de les traiter, à la réduction qui ſera faite des Déliberations & aux Regîtres qui en ſeront tenus; & ce projet ſera porté au Conſeil de Régence, pour y être autoriſé & confirmé ainſi qu'il ſera jugé à propos.

IV. Toutes les matiéres qui auront été réglées dans les Conſeils particuliers, ſeront enſuite portées au Conſeil general de Régence, pour y être pourvû par notre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Régent du Royaume, ſuivant la pluralité des ſuffrages, ſi ce n'eſt qu'il y eût égalité d'avis, auquel cas celui du Régent prevaudra, & ſera deciſif; & neanmoins en ce qui concerne les Charges & Emplois, les nominations & collations des Benefices, les Gratifications, Penſions, Graces & Remiſſions, nôtre très-cher Oncle le Duc d'Orleans Régent du Royaume, pourra en diſpoſer ainſi qu'il jugera le plus à propos, aprés avoir conſulté le Conſeil general de Regence, ſans eſtre aſſujetti à ſuivre la pluralité des voix à cet égard; le tout conformement à l'Arrêt rendu le 2. du preſent mois, par nôtre Cour de Parlement, & dont Nous avons ordonné l'éxecution dans nôtre Lit de Juſtice, du 12. dudit preſent mois de Septembre.

V. Le Preſident de chaque Conſeil particulier aura ſéance & voix déliberative au Conſeil general de Regence, pour les affaires qui regarderont le Conſeil dont il ſera Preſident, & fera le raport des reſolutions qui y auront été priſes; & s'il eſt jugé neceſſaire en certains cas d'y apeller encore quelques-uns des Conſeillers dudit Conſeil, ſoit pour faire le raport des affaires dont le Preſident n'aura pû ſe charger, ou pour d'autres raiſons; ceux qui y entreront alors, auront pareillement voix déliberative dans le Conſeil general de Régence.

VI. Dans les affaires importantes notre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Régent du Royaume, apellera audit Conſeil general, quand il eſtimera le devoir faire, tous les Préſidens des Conſeils particuliers, même tels des Conſeillers deſdits Conſeils qu'il jugera à propos d'y joindre.

VII. Il commettra un des Conſeillers du Conſeil general, pour recevoir deux fois la ſemaine, à l'iſſuë dudit Conſeil, avec deux des Maîtres des Requeſtes de notre Hôtel, qui ſeront actuellement de ſervice en notre Conſeil, tous les Placets qui ſeront portez dans une des Salles du Palais, où Nous ferons notre demeure; & ſeront leſdits Placets remis entre les mains deſdits Maîtres des Requeſtes pour en faire l'extrait, dont ledit Conſeiller rendra compte en leur préſence, à notre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Régent du Royaume, qui les renvoyera enſuite aux Préſidens des Conſeils ou aux Officiers des Compagnies, ou autres que chaque Placet pourra regarder.

VIII. Et pour ce qui concerne les Réglemens generaux, qui pourront être à faire pour l'Adminiſtration de la Juſtice dans notre Royaume, voulons qu'il y ſoit procedé par notre très-cher & feal Chancelier de France, avec tels des Chefs & Préſidens des premieres Compagnies, Officiers du Parquet & autres Magiſtrats, que Nous jugerons à propos de choiſir, & auxquels Nous donnerons les ordres néceſſaires à cet effet; Nous réſervant de les apeller même à nos Conſeils avec voix déliberative, lors que leur préſence y pourra être néceſſaire pour notre ſervice & le bien de notre Royaume, ſans les détourner de leurs fonctions ordinaires.

IX. Voulons auſſi que les affaires de nature à être portées audits Conſeils, dans leſquels notre Domaine ou les Droits de notre Couronne pourroient être intéreſſez, ſoient communiquées à nos Avocats & Procureurs Generaux en notre Cour de Parlement à *Paris*, où ils pourront même être entendus, quand ils croiront devoir le demander, avant que leſdites affaires y ſoient réglées. *Si donnons en Mandement*, &c. Donné à *Vincennes* le 15. jour du mois de Septembre, l'an de grace 1715., & de nôtre Regne le 1.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus-bas.*

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS, *Régent.*

*préſent*, PHELYPEAUX.

*Declaration de* LOUIS XV. *Roi de France, retabliſſant le Parlement de Paris dans la Liberté de lui faire ſes* Remontrances *ſur les Edits qui lui ſeront envoyés, avant d'eſtre obligé de les enregiſtrer. Donnée à Vincennes le 15. Septembre 1715.* [Feuille volante imprimée à Paris, aux Mois de Septemb, 1715.]

LOUIS, &c. A tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront; Salut. La fidelité, le zéle & la ſoûmiſſion avec leſquels nôtre Cour de Parlement a toûjours ſervi le Roi notre très-honoré Seigneur & Biſayeul, Nous engageant à lui donner des marques de notre confiance, & ſur tout dans un tems où les avis d'une Compagnie auſſi ſage qu'éclairée, peuvent Nous être d'une ſi grande utilité, Nous avons crû ne pouvoir rien faire de plus honorable pour elle & de plus avantageux pour notre ſervice même, que de lui permettre de Nous repreſenter ce qu'elle jugera à propos, avant que d'être obligée de proceder à l'enregiſtrement des Edits & Déclarations que Nous lui adreſſerons, & Nous ſommes perſuadez qu'elle uſera avec tant de ſageſſe & de circonſpection de l'ancienne liberté dans laquelle Nous la retabliſſons, que ſes avis ne tendront jamais qu'au bien de nôtre Etat, & meriteront toûjours d'être confirmez par notre autorité. A ces Cauſes, de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Régent, de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc de Bourbon, de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc du Maine, de notre très-cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouſe, & autres grands & notables Perſonnages de notre Royaume, & de notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité Royale, Nous avons dit & declaré, & par ces Preſentes, ſignées de notre main, diſons, declarons, voulons & Nous plaît, que lors que Nous adreſſerons à notre Cour de Parlement des Ordonnances, Edits, Declarations & Lettres Patentes, émanées de notre ſeule autorité & propre mouvement, avec nos Lettres de Cachet, portant nos Ordres pour les faire enregiſtrer, nôtre dite Cour, avant que d'y proceder, puiſſe Nous repreſenter ce qu'elle jugera à propos pour le bien public de nôtre Royaume, & ce dans la huitaine au

ANNO 1715. plus tard du jour de la déliberation qui en aura été prise, sinon & à faute de ce faire dans ledit tems, il y sera par Nous pourvû ainsi qu'il apartiendra, dérogeant à cet égard à toutes Ordonnances, Edits & Déclarations à ce contraires. *Si donnons en Mandement*, &c. Donné à *Vincennes* le 15. jour du mois de Septembre, l'an de grace 1715., & de notre Regne le premier.

Signé,

LOUIS.

*Et plus bas*,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
*Regent.*

*présent*, PHELYPEAUX.

*Déclaration* LOUIS XV. *Roi de France retablissant la Cour des Aides dans la Liberté de lui faire ses Representations, sur les Edits & Declarations qui lui seront envoyées, avant d'estre obligée de les enregistrer. Donnée à Vincennes le 15. Septembre* 1715. [Feuille volante imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715.]

LOUIS, &c. La fidelité, le zéle, & la soûmission que nôtre Cour des Aides de Paris a témoigné dans tous les tems au Roi nôtre très-honoré Seigneur & Bis-Ayeul, & que Nous sommes persuadez qu'Elle Nous continuera toûjours pour nôtre Service, Nous engagent à lui donner des marques publiques de nôtre Confiance : l'utilité que Nous espérons tirer de ses Avis, sur tout pendant nôtre Minorité, Nous déterminent à lui permettre de Nous représenter ce qu'elle jugera à propos, avant d'être obligée de procéder à l'enregîtrement des Edits & Declarations que Nous lui adressons, & Nous sommes persuadez qu'elle usera de cette liberté avec tant de sageſſe & de circonspection, que Nous aurons lieu d'en être pleinement satisfaits. A ces Causes, de l'Avis de nôtre trés-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans Régent, &c. Nous avons dit & déclaré, & par ces Presentes, signées de nôtre main, disons, déclarons, voulons & Nous plaît, que lors que Nous adresserons à nôtre Cour des Aides de Paris des Ordonnances, Edits, Déclarations, & Lettres Patentes émanées de nôtre seule Autorité & propre mouvement avec nos Lettres de Cachet portant nos Ordres pour les faire enregîtrer, nôtredite Cour, avant que d'y procéder, puisse Nous représenter ce qu'elle jugera à propos pour le bien public de nôtre Royaume, & ce dans la huitaine au plus tard, du jour de la délibération qui en aura été prise, sinon & à faute de ce faire dans ledit tems, il y sera par Nous pourvû ainsi qu'il appartiendra, dérogeant à cet égard à toutes Ordonnances, Edits & Déclarations à ce contraires. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour des Aides à Paris, &c. Donné à *Vincennes* le 15. de Septembre, l'An de grace 1715. & de nôtre Régne le Premier.

*Signé*,

LOUIS:

*Et plus bas*,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
*Regent.*

*présent*, PHELYPEAUX.

## CLXXX.

ANNO 1715. 15. Nov.

*Traité entre* CHARLES VI. *Empereur des Romains & Roi Catholique des Espagnes d'une part,* GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, d'autre part, pour la Restitution, à Sa Majesté Imperiale & Catholique, de tout le Païs-Bas Espagnol, sous la reserve d'une forte & solide* Barriere *aux mêmes Païs-Bas en faveur de Leurs Hautes Puissances; comme aussi du payement annuel de diverses grosses Sommes, tant pour l'entretien de ladite Barriere, que pour le rembourſement de celles qui leur étoient deues auparavant. Fait à Anvers le* 15. *Novembre* 1715. AVEC L'ARTICLE SEPARE' *an sujet des Hypotheques en date du même jour. Les* FORMULAIRES *des Serments qui se devront prêter par les Gouverneurs des Places, les* PLEINS-POUVOIRS *& les* RATIFICATIONS. [Tiré des Archives de la Chancelerie de la Cour Imperiale.]

COMME il a plû au Tout-Puissant de rendre depuis quelque tems la Paix à l'Europe ; & que rien n'est plus desirable, & necessaire, que de retablir, & asseurer par tout, autant que se peut, la seureté, & la tranquilité commune, & publique, & que les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies se sont engagés de remettre les Pays-bas à Sa Majesté Imperiale, & Catholique Charles VI. selon qu'il a été stipulé, & arrêté par le Traité fait à la Haye le sept de Septembre mille sept cens & un, entre Sa Majesté Imperiale Leopold de Glorieuse memoire, Sa Majesté Britannique Guillaume III. aussi de Glorieuse memoire & lesdits Etats Generaux, que lesdites Puissances conviendroient ensemble sur ce qui regarderoit leurs interêts reciproques, particulierement par rapport à la maniere, dont on pourroit établir la seureté des Pays-bas pour servir de Barriere à la Grande-Bretagne, & aux Provinces-Unies; & par rapport au Commerce des Habitans desdits Païs-bas, de la Grande-Bretagne, & de ceux des Provinces-Unies: & qu'à present Sa Majesté Imperiale, & Catholique Charles VI. à qui lesdits Païs-bas seront remis par ce present Traité; Sa Majesté Britannique George, tous deux aujourd'huy Regnants, & tous deux Heritiers & Successeurs legitimes desdits Empereurs, & Rois, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, agissans en cela par les mêmes Principes d'Amitié, & dans la même intention de procurer, & d'établir ladite Seureté mutuelle & d'affermir de plus en plus une étroite Union; ont nommé, commis, & établi pour cette fin pour Leurs Ministres Plenipotentiaires sçavoir Sa Majesté Imperiale & Catholique, le Sieur Joseph Lothaire Comte de Königsegg Son Chambellan, Conseiller de Guerre, & Lieutenant General de ses Armées: Sa Majesté Britannique le Sieur Guillaume Cadogan, Ecuyer, son Envoyé Extraordinaire auprès de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, Deputé au Parlement de la Grande-Bretagne, Maître de la Garderobe, Lieutenant General de ses Armées & Colonel du second Regiment de ses Gardes : Et les Etats Generaux, les Sieurs Bruno vander Dussen ancien Bourguemaître, Senateur, & Conseiller Pensionaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemsrades de Schieland, Dykgraaf du Crimpenerwaerde, Adolph Henry Comte de Rechteren Seigneur d'Almelo, & de Vrieseveen &c. President des Seigneurs Etats de la Province d'Overyssel, Drossard du Quartier de Zalland. Scato de Gokinga, Senateur de la Ville de Groningue : & Adrien de Borsselle Seigneur de Geldermalsen &c. Senateur de la Ville de Flissingue: Les trois premiers, Deputés à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces d'Hollande, & Westfriese, d'Overyssel, & de Groningue, & Ommelanden: & le quatrieme Deputé au Conseil d'Etat des Provinces-Unies.

Les-

ANNO 1715.

Lesquels étans assemblés dans la Ville d'Anvers, qui d'un commun consentement avoit été nommée pour le lieu du Congrès ; & ayans échangés leurs Plein-pouvoirs, dont les Copies sont inserées à la fin de ce Traité, après plusieurs Conferences sont convenus pour, & au Nom de Sa Majesté Imperiale & Catholique, de Sa Majesté Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux, de la maniere comme il s'ensuit.

I. Les Etats Generaux des Provinces-Unies remettront à Sa Majesté Imperiale & Catholique, en vertu de la Grande Alliance de l'Année mille sept cens & Un, & des engagemens dans lesquels Ils sont entrés du depuis, immediatement aprés l'échange des Ratifications du present Traité, toutes les Provinces, & Villes des Païs-bas, & dependances, tant celles qui ont été possedées par le feu Roy d'Espagne Charles II. de Glorieuse memoire ; que celles qui viennent d'etre cedées par feu Sa Majesté le Roy Très-Chrétien aussi de glor. memoire ; lesquelles Provinces, & Villes ensemble, tant celles qu'on remettra par ce present Traité, que celles qui ont deja été remises, ne seront desormais, & ne composeront en tout, ou en partie, qu'un seul, & indivisible, inalienable, & incommutable Domaine, qui sera inseparable des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, pour en jouïr Sa Majesté Imperiale & Catholique, ses Successeurs & Heritiers en pleine irrevocable Souveraineté & proprieté, Sçavoir à l'egard des premieres Provinces, comme en a joui ; ou dû jouïr le feu Roy Charles II. de glor. mem. conformement au Traité de Ryswick ; & à l'egard des autres Provinces, de la maniere, & aux conditions, qu'elles ont été cedées, & remises auxdits Seigneurs Etats Generaux par le feu Roy Très-Chrêtien de glor. mem. en faveur de la Très-Auguste Maison d'Autriche, & sans autres Charges ou Hypotecations constituées de la part des Etats Generaux ; & à leur profit.

II. Sa Majesté Imperiale, & Catholique promet & s'engage, qu'aucune Province, Ville, Places, Forteresse, ou Territoire desdits Païs-bas ne pourra être cedé, transferé, donné ou échoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince ou Princesse de la Maison, & Lignée de France, ni à autre, qui ne sera pas Successeur, Heritier & Possesseur des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, soit par Donation, vente, échange, Contract de Mariage, Heredité, Succession testamentaire, ou ab *intestato*, ni sous quelque autre titre, ou pretexte, que ce puisse être, de sorte qu'aucune Province, Ville, Place, Forteresse ni Territoire desdits Païs-Bas, ne pourra jamais être soumis à aucun autre Prince, qu'aux seuls Successeurs desdits Etats de la Maison d'Autriche, à la reserve de ce qui deja a été cedé au Roy de Prusse, & de ce qui sera cedé par le present Traité auxdits Seigneurs Etats Generaux.

III. Comme la seureté des Païs-Bas Autrichiens dependra principalement du nombre des Troupes, qu'on pourra avoir dans lesdits Païs, & dans les Places, qui formeront la Barriere, qui a été promise aux Seigneurs Etats Generaux par la Grande-Alliance : Sa Majesté Imperiale & Catholique, & Leurs Hautes Puissances sont convenus, d'y entretenir, chacun à leurs propres fraix, toujours un Corps de trente à trente cinq mille Hommes, desquels Sa Majesté Imperiale & Catholique donnera trois cinquiemes & les Etats Generaux deux cinquiemes : bien entendu que si Sa Majesté Imperiale & Catholique diminue son contingent, il sera au pouvoir desdits Etats Generaux de diminuer le leur à proportion ; & lorsqu'il y aura apparence de Guerre, ou d'Attaque, on augmentera ledit Corps, jusques à quarante mille hommes suivant la même proportion ; & en cas de Guerre effective, on conviendra ulterieurement des Forces, qui se trouveront neceſſaires. La repartition desdites Troupes en tems de Paix, pour autant qu'elle concerne les Places commises à la garde des Troupes de Leurs Hautes Puissances sera faite par Elles seules ; & la repartition du reste par le Gouverneur des Païs-Bas, en se donnant part reciproquement des dispositions, qu'ils auront fait.

IV. Sa Majesté Imperiale & Catholique accorde aux Etats Generaux Garnison privative de leurs Troupes dans les Villes & Chateaux de Namur & Tournay, & dans les Villes de Menin, Furnes, Warneton, Ypres, & le Fort de Knoque & s'engagent les Etats Generaux de ne pas employer dans lesdites Places des Troupes, qui bien qu'à leur Solde pourroient être d'un Prince, ou d'une Nation, qui soit en Guerre, ou suspecte d'être dans des engagemens contraires aux interets de Sa Majesté Imperiale & Catholique.

V. On est convenu qu'il y aura dans la Ville de Dendremonde Garnison commune, qui sera composée pour le present d'un Battaillon des Troupes Imperiales, & d'un Battaillon de celles des Etats Generaux : & que si dans la suite il pourroit être neceſſaire d'augmenter ladite Garnison ; cette augmentation se fera également des Troupes de part & d'autre, & de commun concert.

Le Gouverneur sera mis de la part de Sa Majesté Imperiale ; & Catholique ; lequel aussi bien que les Subalternes prêteront Serment aux Etats Generaux de ne jamais rien faire, ny permettre dans ladite Ville, qui puisse être prejudiciable à leur service par rapport à la conservation de la Ville & de la Garnison ; & il sera obligé par ledit Serment de donner libre passage à leurs Troupes, toutes, & quantes fois qu'ils le souhaiteront ; pourvû qu'il en soit requis prealablement, & que ce ne soit, que pour un nombre modique à la fois. Le tout selon le Formulaire, dont on est convenu, & qui sera inseré à la fin de ce Traité.

VI. Sa Majesté Imperiale & Catholique consent aussi ; que dans les Places ci-dessus accordées aux Etats Generaux, pour y tenir leurs Garnisons privatives, ils y puissent mettre tels Gouverneurs, Commandants, & autres Officiers, qui composent l'Etat Major, qu'ils jugeront à propos, à condition, qu'ils ne seront pas à charge de Sa Majesté Imperiale & Catholique, ni aux Villes, & Provinces, si ce n'est pour le Logement convenable, & les émolumens provenants des Fortifications ; & que ce ne soient pas des Personnes, qui pourroient être desagreables, ou suspectes à Sadite Majesté pour des raisons particulieres à alleguer.

VII. Lesquels Gouverneurs, Commandans, & Officiers seront entierement, & privativement dependans & soumis aux seuls Ordres, & à la seule Judicature des Etats Generaux, pour tout ce qui regarde la Defense, Garde, Seureté & toute autre affaire militaire de leurs Places. Mais seront obligés lesdits Gouverneurs, aussi bien que leurs Subalternes à prêter Serment à Sa Majesté Imperiale & Catholique de garder lesdites Places fidelement à la Souveraineté de la Maison d'Autriche & de ne se point ingerer dans aucune autre affaire, selon le Formulaire, dont on est convenu, & qui est inseré à la fin de ce Traité.

VIII. Les Generaux se rendront reciproquement, tant dans les Villes, où il y aura Garnison de Sa Majesté Imperiale & Catholique, que dans celles qui sont confiées à la garde des Troupes de Leurs Hautes Puissances les Honneurs accoutumés, selon leurs caracteres & la maniere de chaque Service, & au cas, que le Gouverneur General des Païs-bas vînt dans les Places commises à la garde des Troupes des Etats Generaux, on lui rendra les honneurs, qu'il est accoutumé de recevoir dans les Places des Garnisons de Sa Majesté Imperiale & Catholique, & pourra même y donner la parole : le tout sans prejudice de l'Article six : & les Gouverneurs, & en leur absence les Commandants, donneront part audit Gouverneur General des dispositions par eux faites, pour la seureté, & garde des Places confiées à leurs soins ; & ils auront des égards convenables pour les changemens que ledit Gouverneur General pourroit juger y devoir être faits.

IX. Sa Majesté Imperiale & Catholique accorde l'Exercice de la Religion aux Troupes des Etats Generaux par tout, où elles se trouveront en Garnison ; mais cela dans des endroits particuliers, convenables, & proportionés au nombre de la Garnison, que les Magistrats assigneront, entretiendront dans chaque Ville, & Place, où il n'y en a pas deja d'assignés ; & auxquels endroits on ne pourra donner aucune marque exterieure d'Eglise & on enjoindra severement de part & d'autre aux Officiers Politiques, & Militaires, comme aussi aux Ecclesiastiques, & à tous autres qu'il appartient, d'empêcher toute occasion de scandale, & de contestations, qui pourroient naître sur le sujet de la Religion ; & quand il

ANNO 1715. il naîtra quelque diſpute, ou difficulté, on les applanira à l'amiable de part & d'autre. Et quant à la Religion par rapport aux Habitans des Païs-bas Autrichiens, toutes choſes reſteront, & demeureront ſur le même pied, qu'elles étoient pendant le Regne de Charles II. de glorieuſe memoire.

X. Toutes les Munitions de Guerre, Artilleries, Armes des Etats Generaux, comme auſſi les materiaux pour les Fortifications, les Grains en tems de diſette, les Vivres pour mettre en Magazins, lorſqu'il y aura apparence de Guerre; & de plus les Draps & Fournitures pour l'habillement des Soldats, que l'on verifiera devoir être employés à cet uſage, paſſeront librement, & ſans payer aucuns Droits, ou Péages, aux moyens des Paſſeports, qui ſeront demandés, & accordez ſur la Specification ſignée; à condition neantmoins, qu'au premier Bureau de Sa Majeſté Imperiale & Catholique où leſdites Proviſions, Materiaux, Armes & Montures entreront, qu'à l'endroit où elles devront être dechargées, les Bateaux & autres Voitures pourront être dûement viſitées pour empêcher, qu'on n'y mêle d'autres Marchandiſes, & pour éviter toute fraude, & abus; contre leſquels il ſera toujours libre de prendre telles precautions, que la ſuite du temps, & l'experience feront juger neceſſaires, ſans qu'il ſera permis aux Gouverneurs, & leurs Subalternes d'empêcher en quoique ce ſoit, l'effet de cet Article.

XI. Les Etats Generaux pourront changer leurs Garniſons, & les diſpoſitions des Troupes dans les Villes, & Places commiſes à leur Garde privative, ſelon qu'ils le trouveront à propos ſans qu'on puiſſe empêcher, ou arrêter le Paſſage des Troupes, qu'ils enverront de tems à autre, ou celles qu'ils en tireront, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être. Pourront même leſdites Troupes, quand le cas le requereroit, paſſer par toutes les Villes de Brabant, & de Flandre, & par tout le plat Païs, faire des Ponts, tant ſur le Canal entre Brugges & Gand, que ſur tous les autres Canaux, & ſur toutes les Rivieres, qu'elles trouveront dans leurs routes, à condition neantmoins, que ce ſeront des Troupes d'un Prince, ou d'une Nation non en Guerre avec Sa Majeſté Imperiale & Catholique, ni ſuſpectes d'aucun engagement, ou liaiſon contraire à ſes interêts, comme il eſt dit ci-deſſus en l'Article quatrieme, & que prealablement il en ſera donné connoiſſance, & requiſition faite au Gouverneur General des Païs-bas, avec lequel on reglera les routes, & les autres beſoins, par quelqu'un, qui en aura la Commiſſion de Leurs Hautes Puiſſances.

On obſervera le Reglement fait par les Etats Generaux ſur le Paſſage des Troupes, comme il eſt obſervé dans leur propre Païs.

Et les Etats Generaux tâcheront, de faire leſdits changemens des Garniſons, ainſi que les diſpoſitions neceſſaires pour cela, de la maniere qu'elles ſoient, le moins qu'il ſe pourra, à charge & incommodité des Habitans.

XII. Comme la ſeureté commune demande en tems de Guerre, ou dans un imminent danger de Guerre, que les Etats Generaux envoyent leurs Troupes dans les Places, qui ſe trouveront les plus expoſées au peril d'être attaquées, ou d'etre ſurpriſes; il eſt convenu entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & les Etats Generaux, que leurs Troupes ſeront receües dans leſdites Places, autant qu'il ſera neceſſaire pour leur defenſe, quand le cas viendra évidemment à exiſter, bien entendu que cela ſe faſſe d'accord & de concert avec le Gouverneur General des Païs-bas.

XIII. Les Etats Generaux pourront, à leurs frais & depens faire fortifier les ſuſdites Villes, & Places, ſoit par de nouveaux Ouvrages, ou en faiſant reparer les vieux, les entretenir, & generalement pourvoir à tout ce qu'ils trouveront neceſſaire, pour la ſeureté, & defenſe deſdites Villes, & Places, à la reſerve qu'ils ne pourront pas faire conſtruire de nouvelles Fortifications, ſans en avoir donné connoiſſance préalable au Gouverneur General des Païs-bas, & avoir entendu ſon avis, & ſes conſiderations là-deſſus, & ſans qu'on pourra les porter à la charge de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, ou du Païs, qu'avec le conſentement de Sadite Majeſté.

XIV. Pour la ſeureté de la Communication entre les Provinces-Unies & Places de la Barriere, Sa Majeſté Imperiale, & Catholique aura ſoin de faire en ſorte, que les Lettres & Meſſagers, tant ordinaires qu'extraordinaires pourront paſſer librement, pour aller & venir dans les Villes, & Places de la Barriere, & par celles des autres Païs; à condition que leſdits Meſſagers ne ſe chargeront pas de Lettres ou des Paquets des Marchands, ou autres Particuliers, leſquels tant pour les Places de la Barriere, que pour tout autre Païs devront être remis aux Bureaux des Poſtes de Sa Majeſté Imperiale, & Catholique. ANNO 1715.

XV. Pour ce qui regarde l'Artillerie, Magazins, & Proviſions de Guerre, que Leurs Hautes Puiſſances ont dans les Villes, & Places, qu'Elles remettent à Sa Majeſté Imperiale & Catholique, il leur ſera permis de les faire tranſporter ſans aucun empêchement, & ſans payer aucuns Droits, ou Péages, tant celles, qu'Elles y ont fait conduire Elles-mêmes, que l'Artillerie marquée de leurs Armes, perdüe dans la derniere Guerre, & leur appartenant, d'ailleurs qu'Elles auront trouvé dans leſdites Places, à moins que Sa Majeſté Imperiale, & Catholique ne ſouhaite de prendre ladite Artillerie & Munitions de Guerre pour ſon compte, & ne convienne du prix avec Leurs Hautes Puiſſances avant la reddition des Places, & quant à l'Artillerie & Munitions, qui ſont preſentement dans les Places commiſes à la garde des Troupes des Etats Generaux, elles ſeront laiſſées à leur Garde & Direction, ſuivant les Inventaires qui en ſeront dreſſés & ſignés de part & d'autre, avant l'échange des Ratifications du preſent Traité, ſans qu'il ſera permis de les faire tranſporter ailleurs, que d'un commun conſentement, & reſtera la Proprieté à Sa Majeſté Imperiale & Catholique, pour autant qu'il en eſt trouvé dans leſdites Places au temps de leur ceſſion, ou reddition.

XVI. En cas que les Provinces des Païs-bas Autrichiens fuſſent attaquées, & qu'il arrivât (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que les Armées des Ennemis entraſſent dans le Brabant, pour y agir, & faire le Siege de quelque Place dans ladite Province, ou de quelqu'une de celles qui en font la Barriere; il ſera permis à Leur Hautes Puiſſances, de faire occuper, & prendre poſte par Leurs Troupes dans les Villes, & endroits ſur le Demmer depuis l'Eſcaut juſques à la Meuſe; comme auſſi d'y faire des Retranchements, des Lignes, & des Inondations, pour empêcher les progrés ulterieurs des Ennemis, autant que la raiſon de Guerre le pourra demander, pourvû que le tout ſe faſſe de concert avec le Gouverneur General des Païs-bas.

XVII. Comme il conſte par l'experience de la Guerre paſſée que pour mettre en ſeureté les Frontieres des Etats Generaux en Flandre, il falloit y laiſſer pluſieurs Corps des Troupes ſi conſiderables, que l'Armée ſe trouvoit beaucoup affoiblie par là: pour prevenir cet inconvenient & pour mieux aſſeurer leſdites Frontieres à l'avenir, Sa Majeſté Imperiale, & Catholique céde aux Etats Generaux tels Forts, & autant de Territoire de la Flandre Autrichienne Limitrofe de leurſdites Frontieres, qu'on aura beſoin pour faire les Inondations neceſſaires, & pour les bien couvrir depuis l'Eſcaut juſques à la Mer, dans les endroits où elles ne ſont pas deja ſuffiſamment aſſeurées, & où elles ne ſçauront l'être par des inondations ſur les ſeules Terres deja appartenantes aux Etats Generaux.

Pour cette fin Sa Majeſté Imperiale & Catholique agrée, & approuve que pour l'avenir les Limites des Etats Generaux en Flandre commenceront à la Mer, entre Blanchenberg & Heyſte, à l'endroit où il ny a point de Dunes, moyennant qu'ils n'y feront pas bâtir, ni ne permettront pas qu'on bâtiſſe des Villages ou des Maiſons auprès dudit Poſte, ni ne ſoufriront point aucun établiſſement des Pêcheurs, ou d'y faire des Ecluſes à la Mer.

Et promettent de plus Leurs Hautes Puiſſances que, ſi Elles trouvent bon de faire conſtruire quelques Fortifications à la tête de leurs nouvelles Limites, Elles auront ſoin de ne pas diminuer la force de la Digue, & non ſeulement ſe chargeront des fraix extraordinaires, qui pourroient être cauſés à l'occaſion deſdites Fortifications, mais même dedommageront les Habitants de la Flandre Autrichienne de toutes pertes, qu'ils pourroient ſouffrir, au cas que la Mer vînt à faire des inondations par les Fortifications ſuſdites.

On tirera du Poſte ſusnommé une Ligne droite ſur le Grootewege, d'où la Ligne continuera vers Heyſte; de Heyſte elle ira ſur le Drie-hoeck, & Swar-

te

ANNO 1715.

te Sluys, de là sur le Fort de St. Donas, lequel Sa Majesté Imperiale & Catholique céde en Proprieté & Souveraineté à Leurs Hautes Puissances (moyennant que les portes des Ecluses audit Fort seront, & resteront ôtées en tems de Paix) & céde pareillement le Terrain situé au Nord de la Ligne ci-dessus marquée.

Du Fort St. Donas les nouvelles Limites des Etats Generaux s'étendront jusques au Fort de St. Job d'où on regagnera les anciennes près de la Ville de Middelbourg, lesquelles limites on suivra le long du Zydelingsdyk jusques à l'endroit où Eccheloole, Watergang & le Waterloop se rencontrent à une écluse.

Ensuite de quoy on suivra le Graaf-Jaansdykh jusques au Village de Bouchout (aux Interessés des écluses duquel, on permet de les remettre où elles ont été ci-devant) & dudit Bouchout on continuera la Ligne droite pour regagner les anciennes Limites des Etats Generaux.

Sa Majesté Imperiale & Catholique cede aussi, en pleine & entiere Souveraineté, aux Etats Generaux le Territoire situé au Nord de ladite Ligne.

Et comme pour leur entiere seureté il est necessaire, que l'inondation soit continuée de Bouchoute jusques au Canal du Sas de Gand le long du Graaf Jansdykh, il sera permis en tems de Guerre à Leurs Hautes Puissances d'occuper, & faire fortifier toutes les Ecluses qui se trouveront dans le Graaf-Jansdykh & Zydelingsdykh.

A l'égard de la Ville du Sas de Gand, les Limites seront étenduës jusques à la distance de deux mille pas Geometriques, pourvû qu'il n'y ait point de Villages compris dans cette étenduë.

Et pour la conservation du bas Escaut, & la Communication entre le Brabant, & la Flandre des Etats Generaux, Sa Majesté Imperiale & Catholique cede, en pleine & entiere Proprieté & Souveraineté, aux Etats Generaux le Village, & Polder de Dœl comme aussi les Poldres de Ste. Anne, & Keteniſſe.

Et comme en tems de Guerre il sera besoin pour plus de seureté de former des inondations par les écluses entre les Forts de la Marie, & de la Perle; Sa Majesté Imperiale & Catholique remettra, aussi tot que la Barriere sera attaquée ou la Guerre commencée, la Garde du Fort de la Perle à Leurs Hautes Puissances, & celle des Ecluses: bien entendû, que la Guerre venant à cesser Elles remettront ces Ecluses & ledit Fort de la Perle à Sa Majesté Imperiale & Catholique, comme aussi celles, qu'Elles auront occupées dans le Graaf-Jansdykh & Zydelingsdykh. Les Etats Generaux ne pourront faire aucune inondation en tems de Paix, & se croyant obligés d'en former en tems de Guerre, ils en donneront connoissance préalable au Gouverneur General des Païs-bas, & en concerteront avec les Generaux Commandans les Armées aux Païs-bas.

Promettant de plus, que, si à l'occasion de la Cession de quelques écluses (dont les Habitans de la Flandre Autrichienne conserveront le libre usage en tems de Paix) ils vinssent à souffrir quelque domage, ou préjudice, tant par les Commandants, que par d'autres Officiers Militaires, que non seulement les Etats Generaux y remedieront incessamment, mais aussi qu'ils dedommageront les Interessés.

Et puisque par cette nouvelle situation des Limites, il faudra changer les Bureaux, pour prevenir les fraudes, en quoy Sa Majesté Imperiale, & Catholique, & Leurs Hautes Puissances sont également interessés, on conviendra des lieux pour l'établissement desdits Bureaux, & des precautions ulterieures qu'on jugera convenir de prendre.

Il est de plus stipulé par cet Article, qu'une juste Evaluation sera faite avant la Ratification du present Traité, des revenus, que le Souverain tire des Terres, qui se trouveront cedées à Leurs Hautes Puissances par cet Article, comme aussi de ce que le Souverain a profité par le renouvellement des Octrois sur le pied, qu'ils ont été accordés depuis trente ans en deçà, à être deduits, & defalqués sur le Subside annuel de cinq cent mille Ecus.

Et la Religion Catholique Romaine sera conservée & maintenuë dans les Lieux ci-dessus cedez, en tout sur le pied qu'elle y est exercée actuellement, & qu'elle l'a été du tems du Roy Charles II. de glorieuse memoire, & seront de même conservés, & maintenus tous les Privileges des Habitans.

Le Fort de Rodenhuysen sera rasé, & les differens touchant le Canal de Brugges seront remis à la decision d'Arbitres neutres à choisir de part & d'autre: bien entendu, que par la Cession du Fort de St. Donas, ceux de la Ville de l'Ecluse n'auront pas plus de Droit sur ledit Canal qu'avant cette Cession. ANNO 1715.

XVIII. Sa Majesté Imperiale, & Catholique cede à Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux à perpetuité, en pleine Souveraineté & Proprieté, dans le Haut Quartier de Gueldre, la Ville de Venlo, avec sa Banlieüe & le Fort de St. Michel; de plus le Fort de Stevensverth avec son Territoire ou Banlieüe; comme aussi autant de Terrain qu'il faudra, pour augmenter leurs Fortifications en deça de la Meuse; & promet Sadite Majesté de ne faire jamais bâtir, ou permettre qu'un autre bâtisse aucune Fortification de quelque nom que ce soit à la distance d'une demie lieue de ladite Forteresse.

Sa Majesté Imperiale, & Catholique cede de plus aux Etats Generaux l'Ammanie de Montfort consistant (à l'exception des Villages de Swalmt, & Elmt, qu'Elle se reserve) dans les petites Villes de Neustadt & d'Echt, avec les Villages suivants, sçavoir Ohe, & Lack, Roosteren, Braght, Beesel, Belfen Vlodorp, Postert, Berg, Lin, & Montfort, pour être possedez par lesdits Etats Generaux, de la maniere que les a possedé, & en a joui Sa Majesté le Roy Charles II. de glorieuse Memoire, avec les Prefectures, Bourgs, Fiefs, Terres, Fonds, Cens, Rentes, Revenus, Péages, de quelque nature qu'ils soient, Subsides, Contributions, & Collectes, Droits Feodaux, Domaniaux, & autres quelconques appartenants auxdits Lieux cedés ci-dessus. Le tout pourtant sans prejudice, & sauf tous les Droits, qui pourront competer à Sa Majesté le Roy de Prusse: & ce nonobstant toutes exceptions, pretensions ou contradictions faites, ou à faire pour troubler les Etats Generaux dans la paisible possession des Lieux cedés par le present Article; tous Pactes, Conventions ou Dispositions contraires au present Article étant censées nulles, & de nulle valeur.

Bien entendu, que cette Cession se fait avec cette Clause expresse, que les Statuts, anciennes Coutumes, & generalement tous les Privileges Civils, & Ecclesiastiques, tant à l'égard des Magistrats, & des Particuliers, que des Eglises, Convents, Monasteres, Ecoles, Seminaires, Hospitaux, & autres Lieux publics, avec toutes leurs appartenances & dependances; de meme que le Droit diocesain de l'Evêque de Ruremonde; & generalement tout ce qui regarde les Droits, Libertés, Immunités, Fonctions, Usages, Ceremonies, & l'Exercice de la Religion Catholique, seront conservés, & subsisteront, sans y apporter changement ou innovation, ni directement ni indirectement, dans tous les Lieux ci-dessus cedez, de la maniere que du tems du Roy Charles II. de glor. Memoire, & selon qu'on l'expliquera de part & d'autre plus amplement, en cas qu'il arrive quelque dispute sur ce sujet: & ne pourront être données les Charges des Magistratures, & telles autres de Police, qu'à des Personnes qui soient de la Religion Catholique.

Le Droit de Collation des Benefices, qui a été jusques ici au Souverain, appartiendra d'oresnavant à l'Evêque de Ruremonde; à condition que lesdits Benefices ne pourront être donnés, qu'à des Personnes, qui ne seront pas desagréables aux Etats Generaux pour raisons particulieres à alleguer.

Il est aussi stipulé, que les Etats Generaux ne pretendront pas d'avoir acquis par la Cession de la Ville d'Echt aucun Droit de Judicature, ou d'Appel par rapport au Chapitre de Thorn, ou autres Terres de l'Empire, & il sera libre à Sa Majesté Imperiale, & Catholique de nommer tel endroit, qu'il conviendra pour ladite Judicature, ou Appel.

Et puisque les Habitans de la partie du Haut-Quartier qui vient d'être cedé ne pourront plus porter leurs Procés en cas d'Appel à la Cour de Ruremonde, il sera libre à Leurs Hautes Puissances, d'établir une Cour d'Appel pour Leurs Sujets dans un tel Lieu de la Province, qu'Elles trouveront convenir.

On est convenu de plus, que les Droits d'Entrée, & de Sortie qui se levent tout le long de la Meuse ne pourront être haussés ny baissés, en tout ou en partie, que d'un commun consentement, desquels Droits Sa Majesté Imperiale & Catholique tirera à son profit ceux qui se levent à Ruremonde & à Navagne,

ANNO 1715.

vagne, & les Seigneurs Etats Generaux ceux qui ſe levent à Venlo, & comme leſdits Droits ſur la Meuſe en general, comme auſſi ceux ſur l'Eſcaut ſubſidiairement ſont affectés au payement de deux Rentes diſtinctes, ſçavoir une de quatre Vingt mille Florins par an en vertu de la Tranſaction paſſée & concluë le vingt-ſix de Decembre mille ſix cent quatre vingt-ſept avec feu Sa Majeſté de la Grande-Bretagne Guillaume III. on eſt convenu, que Leurs Hautes Puiſſances à cauſe de la Ceſſion ſuſmentionée, ſubviendront à Sa Majeſté Imperiale, & Catholique dans le payement deſdites Rentes, & autres dettes; qui pourront y être hypotequées; annuellement & à proportion du produit des Droits d'Entrée, & de Sortie, qu'Elles recevront: le tout ſuivant les Conſtitutions mêmes deſdites Rentes.

Et quant aux dettes & charges contractées & conſtituées ſur la Generalité du Haut-Quartier de Gueldre; Les Etats Generaux concourreront dans le payement d'icelles pour leur quote-part, ſelon la proportion portée par la Matricule de tout ledit Haut-Quartier. Tous les Documens & Papiers, qui concernent le Haut-Quartier de Gueldres reſteront comme ci-devant dans les Archives à Ruremonde. Mais on eſt convenu, qu'il en ſera formé un Inventaire, ou Regiſtre à l'intervention des Commiſſaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, de Sa Majeſté de Pruſſe, & des Seigneurs Etats Generaux, & Copie authentique ſera donnée dudit Inventaire à chacune des trois Puiſſances, pour avoir toujours libre accés à tous les Papiers, & Documens, dont Elles pourroient avoir beſoin, pour la partie qu'Elles poſſedent dans ledit Haut-Quartier de Gueldres; & dont Copie authentique leur ſera delivrée à la premiere requiſition.

XIX. En conſideration des grands fraix, & depenſes extraordinaires, auxquelles les Etats Generaux ſont indiſpenſablement obligés, tant pour entretenir le grand nombre de Troupes qu'ils ſe ſont engagés par le preſent Traité, de tenir dans les Villes ci-deſſus nommées, que pour ſubvenir aux groſſes charges abſolument neceſſaires pour l'entretien, & reparation des Fortifications deſdites Places & pour les pourvoir des Munitions de Guerre, & de bouche; Sa Majeſté Imperiale & Catholique s'engage, & promet, de faire payer annuellement aux Etats Generaux, la ſomme de cinq cent mille écus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye d'Hollande, par deſſus le revenu de la partie du Haut-Quartier de Gueldre, cedé en proprieté par Sa Majeſté Imperiale, & Catholique aux Etats Generaux par le dix-huit Article du preſent Traité, comme auſſi par deſſus les fraix pour le Logement des Troupes ſelon le Reglement fait en l'année mille ſix cent quatre-vingt dix-huit, de la maniere que l'on en conviendra en detail: laquelle Somme de cinq cent mille écus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye d'Hollande ſera aſſeurée, & hypothequée, comme elle eſt aſſurée & hypothequée par cet Article, generalement ſur tous les revenus des Païs-bas Autrichiens, y compris les Païs cedés par la France, & ſpecialement ſur les revenus les plus clairs, & liquides des Provinces de Brabant, & de Flandre, & ſur ceux du Païs, Villes, Châtelenies & dependances cedées par la France, ſelon qu'on eſt convenu plus ſpecifiquement par un Article ſeparé, tant pour l'Hypotheque, que pour les moyens, & termes de les percevoir.

Et commencera ledit payement du Subſide des cinq cens mille écus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye d'Hollande, du jour de la ſignature du preſent Traité, ſur quoy ſeront deduits au *pro rata* du tems, les revenus des Villes, Châtelenies, & dependances cedées par la France, échuz depuis ledit jour, juſques au jour, que leſdits Païs ſeront remis à Sa Majeſté Imperiale, & Catholique, pour autant que les Etats Generaux les auront receu.

XX. Sa Majeſté Imperiale & Catholique confirme & ratifie par cet Article les Capitulations accordées aux Provinces, & Villes des Païs-bas cidevant appellez Eſpagnols, du tems de leur reduction ſous l'obéïſſance de Sadite Majeſté ainſi que l'Adminiſtration Generale dudit Païs y exercée par la Grande-Bretagne, & les Etats Generaux des Provinces-Unies, ayans repreſentés le legitime Souverain, par Leurs Miniſtres, qui ont reſidé à Bruxelles, & par le Conſeil d'Etat commis au Gouvernement General deſdits Païs-bas, enſuite du Pouvoir, & des Inſtructions, qui lui ont été données, & des requiſitions faites, de la part des deux Puiſſances tant en matiere de Regale, de Juſtice, de Police que des Finances, comme auſſi l'Adminiſtration particuliere des Etats, des Provinces, des Colleges, des Villes, & des Communautez au plat Païs; de même que des Cours Souveraines de Juſtice & d'autres Cours, & Juges ſubalternes. ANNO 1715.

Leſquels actes de Police, Regale, Juſtice, & Finances ſubſiſteront, & ſortiront leur plein & entier effet, ſelon la teneur deſdits actes, & des Sentences renduës; le tout de la même maniere, comme s'ils avoient été faits par le Souverain legitime du Païs, & ſous ſon Gouvernement.

XXI. Tout ce qui eſt compris dans l'Article precedent ſera auſſi obſervé, ratifié, & maintenu de la part de Sa Majeſté Imperiale, & Catholique à l'égard du Haut-Quartier de Gueldre, & des Païs conquis ſur la France (dont le Roy Charles II. de glorieuſe memoire n'étoit pas en poſſeſſion à ſon decés) pour toutes les diſpoſitions faites au Nom, & de la part des Etats Generaux des Provinces-Unies.

Et pour ce qui eſt des Benefices, & Dignitez Eccleſiaſtiques, ceux qui en ont été pourvus & qui ſe trouvent en poſſeſſion, ne pourront être depoſſedez; & ceux qui ne ſont pas encore en poſſeſſion, y ſeront admis, ſans qu'on puiſſe s'y oppoſer, que par les voyes & dans l'ordre de la Juſtice, ſelon les Loix & Coutumes du Païs.

XXII. Sa Majeſté Imperiale & Catholique reconnoit & promet de ſatisfaire les Obligations, qui ont été paſſées de la part de Sa Majeſté Catholique Charles II. de glorieuſe Memoire, pour les Levées d'Argent que Leurs Hautes Puiſſances ont fait negocier, pour Sadite Majeſté, dont la Liſte eſt jointe au bas de cet Article; & comme on n'a point encore remis aux Etats Generaux les Obligations des Païs-bas Eſpagnols pour la Somme de deux cent mille Florins par an, à fournir par Eux pour le payement des interêts, & pour rembourſement d'un Capital de quatorze cent mille Florins levés à interêt l'an mille ſix cent quatre-vingt & dix-huit pour être employé aux neceſſitez des Frontieres deſdits Païs-bas Eſpagnols, & de quatre Années d'interêt, portant la Somme de deux cent vingt-quatre mille Florins, dont ledit Capital de quatorze cent mille Florins eſt augmenté, leſquelles Obligations ledit Roy Charles II. de glorieuſe Memoire avoit promis de faire tenir, ſans que cela s'eſt fait; Sa Majeſté Imperiale & Catholique promet par cette, de faire paſſer les Obligations par les Etats des Provinces deſdits Païs-bas, & de les faire delivrer inceſſamment après auxdits Etats Generaux conformement à la teneur de ladite Obligation de Sa Majeſté Catholique du trente de May mille ſix cent quatre-vingt & dix-huit, à la premiere Convocation des Etats, ou au plus tard dans le terme de deux mois après l'échange des Ratifications de ce Traité.

*Memoire des Negotiations faites à la requiſition de Sa Majeſté Catholique* CHARLES II. *de glorieuſe memoire.*

LA premiere negociation a été d'un Million cinq cent ſoixante quinze milſe Florins ſur les Droits d'entrée, & de ſortie de la Marie, à cinq pour cent, faite par Acte du treize de Decembre de l'an mille ſix cent quatre-vingt dix. - - - - - 1575000.

La ſeconde a été de cinq cent vingt-cinq mille Florins, à cinq pour cent, ſur le même fonds, levés par Acte du vingt-un de Mars l'an mille ſix cent quatre-vingt & un - - - - - - - 525000.

La troiſieme a été de cinq cent ſoixante & ſept mille Florins, à cinq pour cent, ſur les revenus du Haut-Quartier de Gueldre faite par Acte du quinze de Janvier l'an mille ſix cent quatre vingt & douze - - 567000.

La quatrieme, & cinquieme negociation de cinq cent mille Florins, & de deux cent mille Florins ont été faites conformement à deux Actes du quatrieme & vingt deuxieme de May mille ſix cent quatre vingt & treize ſur les Droits d'entrée, & de ſortie de la Marie, à ſix pour cent - - - - - 700000.

La

ANNO 1715.

La sixieme a été de six cent soixante & cinq mille Florins sur le même fonds & à cinq pour cent, levée de l'onze d'Avril mille six cent quatrevingt & quinze - - 665000.

La septieme a été de quatorze cens quarante mille Florins, sur le même fonds à cinq pour cent, levée par Acte du vingt-quatre de Novembre, mille six cent quatre vingt & quinze. - - - - - 1440000.

La huitieme, neuvieme, & dixieme Sommes de quatre cent mille, cent mille, & trois cent mille Florins ont été levées par Acte du dix Decembre mille six cent quatre vingt & quinze, du douze de Septembre mille six cent quatre vingt & seize, & du sixieme de Mars mille six cent quatre vingt & dix-sept, à cinq pour cent sur les Revenus de la Province de Namur, & subsidiairement sur les revenus de la Marie, & les Domaines de la Province de Luxembourg portant ensemble. - - - - - 800000.

L'onzieme Somme de cinq cent mille Florins a été levée par Acte du trente d'Avril mille six cent quatre vingt & seize à six pour cent sur les revenus de la Prevosté de Mons - - - - - 500000.

La douzieme Somme de quatorze cent mille Florins à quatre pour cent a été levée sur les Subsides des Provinces des Païsbas, sur les remises d'Espagne, & subsidiairement sur les revenus de la Marie; Item deux cent & vingt-quatre mille Florins pour quatre années d'interêt du Capital conformement à la teneur de l'Obligation du trente de May mille six cent quatre vingt & dix huitieme année, portant ainsi la Somme totale. - - - - 1624000.

XXIII. Pareillement Sa Majesté Imperiale & Catholique reconnoit, approuve, & confirme, toutes les Levées d'argent dont la Liste est jointe au bas de cet Article, qu'on a été obligé de faire pour le payement de plusieurs necessités indispensables pour la Conservation des Païs-bas Espagnols & pour l'entretien des Troupes de Sa Majesté Imperiale & Catholique pendant le Gouvernement provisionel de la Grande-Bretagne, & des Etats Generaux des Provinces-Unies, & faites par Leurs Hautes Puissances de concert avec Sa Majesté Britannique: Promettant Sa Majesté Imperiale & Catholique d'y satisfaire, & de faire duëment enregistrer lesdites Negociations dans les Chambres des Finances, & des Comptes, & d'en faire delivrer Acte en forme à Leurs Hautes Puissances, & de faire payer le Capital & les interêts hors des Fonds & Hypotheques tant principales que subsidiaires affectées pour cette fin, sans que Sa Majesté Imperiale & Catholique pourra apporter, si ce n'est de l'aveu des Etats Generaux, aucun changement à la direction, ou à l'Administration des Hypotheques, sur lesquelles les Negociations ont été faites, mais qu'Elle les laissera à Leurs Hautes Puissances conformement à la teneur des Obligations & si ces Fonds n'étoient point suffisants, ce qu'il y manquera sera suppléé par les Etats des Provinces desdits Païs-bas Autrichiens.

*Memoire des Negociations faites pendant le Gouvernement provisionel de Sa Majesté Britannique, & de Leurs Hautes Puissances aux Païs-bas*

DANS l'Année mille sept cent & sept ont été levés trois cent mille Florins à cinq pour cent sur la Posterie, & destinez à être envoyés au Roy à Barcelone:

Encore quatre cent mille Florins à cinq pour cent sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandre, destinés à des necessités aux Païs-bas; les interêts desdits quatre cent mille Florins ont été assignés sur la Posterie. - - - - - - 700000.

Au Mois de Fevrier de l'Année mille sept cent & neuf ont été levés deux cent cinquante mille Florins à cinq pour cent sur les Droits de la Marie pour l'entretien des Troupes Imperiales & Palatines - - - - - - 250000.

Au Mois de May mille sept cent neuf a été levée une Somme de cinq cent mille Florins à cinq pour cent, aux mêmes conditions, sur les mêmes Fonds, & au même usage. - - - - - - 500000.

Au Mois d'Août a été encore levée une Somme de dix cent mille Florins aux mêmes conditions, sur les mêmes Fonds, & au même usage - - - - 1000000.

Dans l'Année mille sept cent & dix a été negociée une Somme de trois cent mille Florins à six pour cent sur le revenu de la Posterie pour subvénir aux fraix des Troupes Imperiales & Palatines, au Service de Sa Majesté Imperiale & Catholique - - - - - - - 300000.

Item sur les Droits d'entrée, & de sortie en Flandre, une Somme de quatre cent mille Florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales, à six pour cent, sçavoir cinq pour cent à trouver sur les Droits en Flandres, & un pour cent sur les revenus de la Marie - - - - 400000.

Item sur les mêmes fonds, & à six pour cent, sçavoir cinq pour cent, à trouver sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandre, & un pour cent sur les revenus de la Marie, une Somme de trois cent mille Florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales - - - - 300000.

Item sur les mêmes fonds, & à six pour cent, scavoir cinq pour cent à trouver sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandres, & un pour cent sur les revenus de la Marie une Somme de trois cent quarante mille six cent vingt cinq Florins, pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales - - - - - 340625.

Item sur les revenus de la Marie à cinq pour cent une Somme de trois cent mille Florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales - - - - - 300000.

Au Mois de Mars mille sept cent & onze a été levée une Somme de trois cent mille Florins à six pour cent sur le revenu de la Posterie pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales - - - - - - 300000.

En Decembre de l'Année mille sept cent & douze ont été negociés sur la Marie deux cent vingt-huit mille trois cent & trente Florins à cinq pour cent pour pourvoir aux necessités, & aux Fortifications de Mons, St. Ghilain, & Ath. - - - - - 228330.

Faisant les susdites levées ensemble la Somme de quatre Millions six cent dix-huit mille neuf cent cinquante & cinq Florins; l'employ de laquelle, aussi bien que de la Somme de cinq cent cinquante mille Florins, que les Receveurs des Droits d'entrée & de sortie en Flandre ont fournis en Lettres de Change aux Etats Generaux en l'an mille sept cent & dix, de cent mille Florins, qu'ils ont receu du Receveur des Medianates; & de cent cinq mille Florins *salvo errore calculi*, qu'ils ont receu de la troisieme Chambre du Conseil de Flandre, a été verifié au Ministre Plenipotentiaire de Sa Majesté Imperiale & Catholique, de la maniere que cela est expliqué plus particulierement par la Declaration mise au bas de l'état des Negociations, & argent fourni, & de l'employ desdits Deniers, signé ce même jour.

XXIV. On procedera, aussi tôt que faire se pourra, à la Liquidation du payement fait des interêts, & du Capital des emprunts mentionnés dans les deux Articles precedents, dans laquelle Liquitation ne sera portée à la charge de Leurs Hautes Puissances, que tout ce qui se trouvera payé effectivement & réelement en vertu desdites Obligations, & sans que de la part de Sa Majesté Imperiale & Catholique on pourra faire contre le payement desdits interêts, quelque difficulté ou prétensions de rabbat, ou diminution à cause de non-possession des Hypotheques, confiscation en tems de Guerre, depravation des Hypotheques à cause des diminutions des Droits d'entrée & de sortie, ou autre cause, ou pretexte quelconque;

&

ANNO 1715.

& ſans qu'à cauſe de cette Liquidation on pourra de la part de Sa Majeſté Imperiale & Catholique diſcontinuer le payement pour le recouvrement des interêts & termes de rembourſement, dans lequel il ſera continué conformement aux Conditions portées par les Obligations juſques à ce qu'il conſtera que tous les emprunts, & interêts d'iceux ſeront entierement acquités & rembourſés : après quoi les Hypotheques ſeront duëment dechargées, & reſtituées.

XXV. De plus ſont ratifiés, & confirmés par le preſent Article tous les Contracts pour le Pain, Chariots & Fourrages des Troupes Imperiales & Palatines, faits par les Miniſtres de deux Puiſſances à Bruxelles, ou par le Conſeil d'Etat commis au Gouvernement des Païs-bas ſur la requiſition deſdits Miniſtres, & ſont pareillement confirmés, & ratifiés tous les payemens deja faits à ce ſujet par le Conſeil des Finances, & les ordres donnés par ledit Conſeil pour aſſigner le reſtant de ce qui eſt dû, pour ledit Pain, Fourrages, & Chariots, ſur les Droits d'excreſcence de quatre eſpeces, enſuite des requiſitions du Conſeil d'Etat, ſans que leſdits Droits d'excreſcence puiſſent être divertis à d'autres uſages, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, avant que les Entrepreneurs qui ont livré ledit pain, fourrages, & chariots ſoient entierement ſatisfaits ſelon la teneur de leurs Contracts, enſuite des requiſitions des Miniſtres de deux Puiſſances, & des Ordres du Conſeil d'Etat & de celui des Finances.

XXVI. Pour ce qui regarde le Commerce on eſt convenu que les Navires, Marchandiſes & Denrées, venant de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, & entrans dans les Païs-bas Autrichiens, de même que les Navires, Marchandiſes, & Denrées, ſortant deſdits Païs-bas vers la Grande-Bretagne, & les Provinces-Unies ne payeront les Droits d'entrée & de ſortie, que ſur le même pied qu'on les leve à preſent, & particulierement tels qu'ils ont été reglés, avant la ſignature du preſent Traité, ſelon la requiſition faite au Conſeil d'Etat à Bruxelles par les Miniſtres des deux Puiſſances en date du ſix de Novembre, & qu'ainſi le tout reſtera, continuera, & ſubſiſtera generalement ſur ledit pied ſans qu'on y puiſſe faire aucun changement, innovation, diminution, ou augmentation, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, juſques à ce que Sa Majeſté Imperiale & Catholique, Sa Majeſté Britannique, & les Seigneurs Etats Generaux en conviendront autrement, par un Traité de Commerce à faire le plûtôt qu'il ſe pourra, demeurant au reſte le Commerce, & tout ce qui en depend, entre les Sujets de Sa Majeſté Imperiale & Catholique dans les Païs-bas Autrichiens, & ceux des Provinces-Unies, en tout & en partie ſur le pied établi, & de la maniere portée par les Articles du Traité fait à Munſter le trente de Janvier mille ſix cent quarante-huit entre Sa Majeſté le Roy Philippe IV. de glorieuſe memoire & leſdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies concernant le Commerce; leſquels Articles viennent d'être confirmés par le preſent Article.

XXVII. Que les Fortifications, & tous les Ouvrages de la Cittadelle de Liége, de même que celles du Chateau de Huy auſſi avec tous les Forts, & Ouvrages ſeront raſez, & demolis, ſans qu'ils puiſſent être jamais rebâtis, ou retablis: bien entendu; que ladite demolition ſe fera aux depens des Etats du Païs de Liége à qui les materiaux reſteront pour être vendus, & tranſportés ailleurs: Le tout aux Ordres, & ſous la Direction des Etats Generaux, qui enverront pour cette fin des Perſonnes capables pour avoir la direction deſdites demolitions, auxquelles on commencera de travailler immediatement après la ſignature du preſent Traité, & que l'on achevera en dedans trois mois, ou plûtôt s'il ſe peut, & que cependant les Garniſons des Etats Generaux des Provinces-Unies ne ſortiront deſdites Places avant que la demolition ne ſoit achevée.

XXVIII. Et pour plus grande ſeureté, & execution du preſent Traité promet, & s'engage Sa Majeſté Britannique de le confirmer & de le garantir dans tous ſes Points & Articles, comme Elle le confirme, & le garantit par celuy-cy.

XXIX. Le preſent Traité ſera ratifié, & approuvé par Sa Majeſté Imperiale & Catholique, par Sa Majeſté Britannique, & par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & les Lettres de Ratifications ſeront delivrées dans le terme de ſix Semaines, ou plutôt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature. En foy de quoy Nous Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, de Sa Majeſté Britanique, & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu des nos Pouvoirs reſpectifs avons eſdits Noms ſignées ces Preſentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à Anvers ce quinze du Mois de Novembre de l'Année mille ſept cent & quinze.

ANNO 1715.

J.L.C.A KÖNIGSEGG. (L.S.) W. CADOGAN. (L.S.) B.v.DUSSEN (L.S.)

(L.S) LE COMTE DE RECHTEREN.

(L.S.) S. L. GOCKINGA.

(L.S.) ADR. v. BORSSELE SIG. v. GELDER-MALSEN.

*Formulaire du Serment pour le Gouverneur de Dendremonde.*

JE N. N. établi Gouverneur par Sa Majeſté Imperiale & Catholique à Dendremonde promets, & jure, que je ne ferai jamais rien, ni ne permettrai pas qu'il ſe faſſe quelque choſe dans ladite Ville, qui puiſſe être prejudiciable au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances les Etats Generaux des Provinces-Unies, par rapport à la conſervation de la Ville, & de la Garniſon: & que je donnerai libre paſſage à leurs Troupes toutes & quantes fois qu'ils le ſouhaiteront, moyennant une requiſition préalable, & que leſdites Troupes ne paſſent, que pour un nombre modique à la fois; le tout conformement à l'Article cinq du Traité de la Barriere, dont Copie m'a été communiquée: Ainſi Dieu me ſoit en aide.

*Formulaire du Serment pour les Gouverneurs des Places.*

N. N. Je jure, & promets de garder fidelement à la Souveraineté, & Proprieté de Sa Majeſté Imperiale & Catholique - - - - - - - - - - qui m'a été confiée, & de ne la remettre jamais à aucune autre Puiſſance, & que je ne me mêlerai pas, directement ni indirectement, ni ne ſoufrirai pas, que qui que ce ſoit ſous mon Commandement, ſe mêle d'aucune affaire concernant le Gouvernement Politique, Religion, & choſes Eccleſiaſques, Juſtice & Finance, ni même en quoi que ce ſoit contre les Droits, Privileges & Immunitez des Habitans tant Eccleſiaſtiques, que Laïques, ou aucune autre affaire, n'ayant pas relation directe à la conſervation de la Place qui m'a été confiée & pour le maintien de la Garniſon commiſe à mes ſoins; mais que je laiſſerai tout cela à Sa Majeſté Imperiale & Catholique comme legitime Souverain & aux Etats, & Magiſtrats tant Eccleſiaſtiques que Laïques, pour autant qu'il en appartient à chacun d'eux; promettant au contraire de les aſſiſter de main forte, toutes & quantes fois que j'en ſerai requis pour le maintien des Ordres politiques, & la conſervation de la tranquillité, contre tous ceux, qui voudroient s'y oppoſer: Bien entendu, qu'il me ſera permis d'executer les Ordres que les Etats Generaux me donneront conformement, & en execution du Traité entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique & Leurs Hautes Puiſſances: ainſi Dieu me ſoit en aide.

*Pleinpouvoir du Miniſtre Plenipotentiaire de Sa Majeſté Imperiale & Catholique.*

NOS CAROLUS Sextus Divina favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum, Hungariæ & Bohemiæ Rex &c. Archidux Auſtriæ, Dux Burgun-

ANNO 1715.

gundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ & Würtembergæ, Comes Flandriæ, Habsburgi, Tyrolis & Goritiæ &c. &c. Poſtquam ſolennia Pacis, quæ Nos inter, ac Sereniſſimum Potentiſſimumque Principem, Dominum Ludovicum XIV. Franciæ Regem Chriſtianiſſimum Raſtadii nupero menſe Martio inita fuit, Badenæ Helvetiorum, DEO propitiante jam jam ad finem properant, reſque eo jam loci ſit, ut qui Nobis ſupereſt cum Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Securitatis, ſeu limitaneus Tractatus vulgo *Barriere* dictus, cum iis quantocius inſtituatur, atque utrinque amicabiliter tranſigatur. Hinc eſt, quod in fide, prudentia ac rerum uſu Noſtri Camerarii, Conſiliarii Bellici, ac Generalis Campi Sub-Mareſchalli Illuſtris ac Magnifici Joſephi Lotharii Comitis à Königſegh, Noſtri ac Sacri Romani Imperii dilecti fidelis, confiſi, eundem plena ad hunc Actum Poteſtate hiſce muniverimus; Dantes ei omnimodam facultatem, Noſtro Nomine cum Deputatis præfatorum Statuum Generalium pari Mandato inſtructis loco ad hunc Tractatum utrinque placito ſuper dictis limitibus agendi, tractandi, & tranſigendi. Verbo Cæſareo-Regioque ſpondentes, Nos ea omnia, & ſingula, quæ is ita egerit, convenerit, atque tranſegerit, firma, rata, grataque eſſe habituros, non ſecus ac ſi Nos Ipſi præſentes ea coram egiſſemus ac tranſegiſſemus.

In fidem quorum præſentes propria manu ſubſcripſimus, Noſtroque Cæſareo-Regio ſigillo communiri juſſimus. Datum in Noſtra Civitate Viennæ die ſexta Auguſti; Anno milleſimo, ſeptingenteſimo decimo quarto: Regnorum Noſtrorum Romani tertio: Hiſpanici undecimo, Hungarici vero & Bohemici quarto.

*Signatum*,

CAROLUS.

Infra,

JOANNES FRIDERICUS C. A SEILERN.

*Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium*,

*Signatum*,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

*Pleinpouvoir du Miniſtre Plenipotentiaire de Sa Majeſté Britannique.*

GEORGIUS Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Rex, Fidei Defenſor: Omnibus & ſingulis ad quos præſentes Litteræ pervenerint, Salutem. Cum Tractatu inter nuperam Sororem, & conſanguineam Noſtram Chariſſimam Annam Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hyberniæ Reginam, & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatorum Belgii Provinciarum Ultrajecti ad Rhenum die $\frac{\text{decimo nono}}{\text{trigeſimo}}$ Menſis Januarii Anno milleſimo ſeptingenteſimo $\frac{\text{duodecimo}}{\text{decimo tertio}}$ inito conventum concordatumque ſit, de Obice, vulgo *Barriere*, dictorum Dominorum Ordinum Generalium in Provinciis Hiſpano-Belgicis conſtituendo, & de Commercii ratione in præfatis Provinciis deſcribenda, cum Cæſarea ac Catholica Sua Majeſtas earundem poſſeſſionem initura ſit. Nos tam e re noſtra, Regnorumque Noſtrorum eſſe exiſtimavimus, quam Amicorum Noſtrorum Communium commoda plurimum attinere, virum quendam idoneum & ejuſmodi negotio undiquaque parem nominare, qui ad Conventum Antuerpiæ celebrandum Noſtro nomine ſe conferat atque ibidem & Obicis antedictæ, & Commercii ratione ſedulo procuret. Sciatis igitur, quod Nos fide, prudentia & rerum tractandarum uſu fidelis & dilecti Nobis Guillelmi Cadogan, Armigeri, Noſtri apud Celſiſſimos, & Potentiſſimos Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Ablegati Extraordinarii, in Comitiis Parliamenti Noſtri Magnæ Britanniæ Senatoris, Veſtium Noſtrarum Regiarum Magiſtri, & in Exercitibus Noſtris Locumtenentis Generalis, ac ſecundæ Noſtræ Cohortis Prætorianæ Præfecti, penitus confiſi, eundem nominavimus, conſtituimus, fecimus, & ordinavimus, ſicut per præſentes manu Noſtra Regia ſignatas nominamus, conſtituimus, facimus, & ordinamus Noſtrum verum, certum & indubitatum Commiſſarium, Procuratorem, & Plenipotentiarium, dantes eidem & concedentes omnem & omnimodam facultatem, poteſtatem, & auctoritatem, nec non Mandatum generale, pariter ac ſpeciale pro Nobis, & Noſtro Nomine cum Miniſtris Cæſareæ ac Catholicæ Suæ Majeſtatis, & Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii aliorumque Principum, & Statuum quorumcumque Miniſtris ſufficienti pariter Poteſtate munitis Antuerpiæ vel in alio quovis loco congrediendi, conſulendi, renovandi, & concludendi ejuſmodi Fœdera, & Conventiones, nec non Articulos ſive ſecretos, ſive ſeparatos, & alia omnia quæ ad finem prædictum feliciter obtinendum maxime faciant, quæque ita ab ipſo renovata, concluſa & conventa fuerint, noſtro nomine ſignandi mutuoque tradendi recipiendique & reliqua quæcunque factu neceſſaria præſtandi perficiendique, tam amplo modo & forma ac Nos ipſi ſi intereſſemus, facere & præſtare poſſemus; ſpondentes & in Verbo Regio promittentes Nos ea quæ a dicto noſtro Commiſſario, Procuratore, & Plenipotentiario, renovari, & concludi contigerint, rata, grata, & accepta omni meliori modo habituros, neque paſſuros unquam, ut vel in toto vel in parte à quopiam violentur, aut contraveniantur. In quorum omnium majorem fidem, & robur magnum noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum præſentibus manu Noſtra Regia ſignatis apponi juſſimus. Dabantur in Palatio Noſtro Divi Jacobi undecimo die Octobris, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo quarto, Regnique Noſtri Primo.

*Signatum*,

GEORGIUS REX.

*Pleinpouvoirs des Miniſtres Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.*

ORDINES Generales Unitarum Belgii Provinciarum. Omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit, Salutem. Quum hoc rerum ſtatu nihil nobis optabilius ſit, quam ut quantocius inter Sacram Suam Cæſaream Majeſtatem, & Nos convenire queat, de omnibus iis, quæ ad conſtituendum Obicem, vulgo *Barriere*, in Provinciis Hiſpano-Belgicis pro Securitate Noſtra neceſſaria ſunt; proinde, confiſi prudentiæ, & experientiæ, & fidei Dominorum Brunonis van der Duſſen, Conſularis ac Senatoris, nec non Conſiliarii & Syndici Civitatis Goudanæ, Conſilii quod agro Schielandiæ præeſt, Aſſeſſoris, & Agri Crimpenſis Dykgravii: Adolphi Henrici Comitis de Rechteren, Domini Almeloæ Summi Prætoris Zallandiæ in Tranſiſulania; Scatonis de Gokinga, Senatoris Civitatis Groningenſis; & Adriani de Borſſelen, Domini de Geldermalſen Senatoris Civitatis Vliſſinganæ, tribus prioribus in Conſeſſu noſtro ex Provinciis Hollandiæ, & Weſtfrieſiæ, Tranſiſulaniæ, & Groningæ ac Ommelandorum: quarto in Conſilio Status e Zelandia, Deputatis, eoſdem nominavimus, elegimus & conſtituimus, quemadmodum hoc ipſo nominamus, eligimus, & conſtituimus, veros & indubitatos Plenipotentiarios Noſtros, hunc in finem, ut cum illo, vel illis, qui ex parte Sacræ Cæſareæ Suæ Majeſtatis pari cum Poteſtate conſtitutus ſit vel conſtituti ſint, agant, tractent, & concludant, quæcunque ad conſtituendum dictum Obicem, cum omnibus eo ſpectantibus, hinc inde neceſſaria vel utilia cenſuerint: Dantes & concedentes ad hoc ipſum iiſdem Plenipotentiariis Noſtris, omnibus conjunctim, vel aliquibus, etiam uni, illorum ſeorſim, reliquis abſentibus, vel aliter impeditis, plenam & omnimodam Poteſtatem, nec non Mandatum generale, pariter ac ſpeciale; ut hac in cauſa agere, concludere, Inſtrumenta neceſſaria conficere, ſignare, & ſubſcribere, denique omnia facere queant, quorum Nobis Ipſis agendi poteſtas foret, ſi præſentes eſſemus, quantumvis Mandato magis ſpeciali

ANNO 1715.

ciali opus esse videretur: Promittentes insuper bona fide, Nos accepta, rata, & grata habituros, quæcunque hi antenominati Plenipotentiarii Nostri omnes conjunctim, vel aliqui, ac etiam unus, eorum seorsim, reliquis absentibus, vel aliter impeditis, vi præsentium egerint & concluserint, Nosque Ratihabitionis Tabulas, solenni forma super illis expedituros, & extradituros. In quorum fidem hanc Sigillo Nostro majori munire per Consessus Nostri Præsidem signari, & per Graphiarium Nostrum subscribi fecimus. Hagæ Comitum vigesimo octavo Septembris Anno millesimo septingentesimo quarto decimo, signatum erat.

Vt. A. VELTERS.

*Ad Mandatum altè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium.*

F. FAGEL.

*Article Separé.*

COMME dans l'Article dix-neuf du Traité de la Barriere pour les Etats Generaux des Provinces-Unies dans les Païs-bas Autrichiens conclu ce jourd'huy quinze de Novembre mille sept cens & quinze entre Sa Majesté Imperiale, & Catholique, Sa Majesté Britannique, & lesdits Seigneurs Etats Generaux on est convenu de s'expliquer plus specifiquement par un Article separé, au sujet des Hypotheques & des moyens de percevoir le subside y mentionné, Sa Majesté Imperiale, & Catholique pour asslurer & faciliter d'autant plus le payement dudit subside de cinq cent mille Ecus ou douze cens cinquante mille Florins monnoye d'Hollande par an accordé, & stipulé par ledit Article, assigné specialement sur les Païs, Villes, Chatelenies & dependances cedées par la France, annuellement la somme de six cents & dix mille Florins monnoye d'Hollande, selon la repartition suivante, à sçavoir: Sur la Ville de Tournay, cinquante & cinq mille Florins, sur la Chatelenie de Tournay dit le Tournesis, vingt & cinq mille Florins, sur la Ville, & Verge de Menin quatre vingt dix mille Florins, & sur la partie de la Flandre Occidentale, qui a été cedée par la France, à repartir sur les Villes, Chatelenies, & dependances suivant le transport de Flandre quatre cent quarante mille Florins; & le restant sur les Subsides de la Province de Brabant un tiers, faisant la somme de deux cent treize mille trois cent trente & trois & un tiers de Florin: & sur ceux de la Province de Flandre deux tiers, faisant la somme de quatre cent vingt & six mille six cens soixante six & deux tiers de Flor. faisant lesdites sommes respectives ensemble la susdite Somme totale de cinq cents mille écus ou douze cent cinquante mille Florins monnoye d'Hollande.

La portion de la Province de Brabant est assignée sur le contingent des sept Quartiers d'Anvers, & des autres Districts de Brabant dans les Subsides de cette Province.

Et la portion de la Province de Flandre sur le contingent du Païs de Waës, y compris, Beveren, du Païs d'Oudenbourg du Franc de Brugges, du Païs d'Alost, & de la Ville, & Païs de Dendremonde dans les Subsides de cette Province. Et pour asseurer d'autant plus le payement regulier des susdites Sommes respectives Sa Majesté Imperiale, & Catholique promet & s'engage, que le payement se fera de trois en trois mois, à commencer du jour de la Signature du present Traité, à payer à l'écheance du terme & au defaut dudit payement à la fin desdits trois mois: Ordonne Sa Majesté Imperiale & Catholique dés à present, & par ce Traité aux Etats des Provinces, & departemens & les Receveurs des subsides tant ordinaires qu'extraordinaires, de même que ceux de ses Droits & Domaines, hors desquels le payement se doit faire, conformement à la repartition ci-dessus, qu'en vertu de cet Article, & sur une Copie d'icelui; Ils auront à payer incessamment à chaque écheance, & sans delay au Receveur General desdits Etats Generaux, ou à ses Ordres, les Sommes ci-dessus marquées, & sans attendre autre ordre, ou assignation; ce present Article leur devant servir d'ordre, & d'assignation dés à present, & pour lors.

Et ledit payement leur sera passé en compte à la charge de Sa Majesté Imperiale & Catholique, comme s'il avoit été fait à Elle même. ANNO 1715.

Faute de quoy, ou bien, en cas que lesdits Etats n'accordassent pas avec la promtitude necessaire les subsides, pourront les Etats Generaux proceder aux moyens de contrainte, & d'execution & même par voye de fait contre les Receveurs, Etats, & Domaines desdites Provinces, & Departemens, lesquels Sa Majesté Imperiale, & Catholique y soumet en vertu de cet Article. Le tout sans prejudice du Droit de Leurs Hautes Puissances sur les autres revenus du Souverain par dessus le subside des Provinces, comme sont les Droits d'entrée, & de sortie, impots, tailles, péages & autres Domaines.

De plus on est convenu, que le payement dudit subside ne pourra être retardé, moins refusé, sous pretexte de compensation, Liquidation, ou autres pretensions, de quelque nom, ou nature, qu'elles puissent être.

Et aura cet Article Separé la même force que ledit Traité de la Barriere, & tout comme s'il y étoit inseré de mot à mot, & sera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foy de quoy Nous Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale, & Catholique, de Sa Majesté Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux avons signé le present Article, & y avons fait apposer le cachet de Nos Armes. Fait à Anvers ce quinze de Novembre mille sept cent quinze.

J.L.C.aKÖNIGSEGG. (L. S.) W.CADOGAN. (L.S.) B.v.DUSSEN. (L. S.)

(L.S.) LE COMTE DE RECHTEREN.

(L.S.) S.L. GOCKINGA.

(L.S.) ADR. v. BORSSELE, SEIG. v. GELDERMALSEN.

*S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Imperiale & Catholique, sur le Traité de Barriere.*

NOS Carolus sextus, Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Luxenburgi, Geldriæ ac superioris & inferioris Silesiæ, & Wurtembergæ, Princeps Sweviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum testatumque facimus, quorum interest universis & singulis, cum factâ superiori anno Badæ Helvetiorum cum Gallîâ Pace, subinde Nobis cum Sereniſſimo ac Potentissimo Magnæ Britanniæ Rege: Nec non Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii convenerit ut, quæ ex Fœdere anno millesimo septingentesimo primo, die septima Septembris Hagæ-Comitis inito adhuc mutuo præstanda supereſſe videbantur, in eo, quem Antverpiam indicere placuit, Congressu per Ministros plena undequaque Potestate munitos quanto citius conficerentur: in primis vero ea loca, Urbes ac Munimenta Belgii Nostri, quæ Provinciis ac Ditionibus præfatorum Ordinum Generalium securitatis, Tutaminis ac Propugnaculi loco, vulgo *Barriere*, posthac essent, designarentur, cœteraque quæ ad rem pertinerent, componerentur: id quod Divino favente Numine, amicis præcipue officiis dicti Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis, sub die decima quinta Novembris nuper inter eosdem Ministros Plenipotentiarios, quorum nomina subjecta conspiciuntur, in hæc tandem verba & Articulos definitum, transactum fuit.

*Fiat*

ANNO 1715.

*Fiat inſertio.*

Quod Nos, quæ inter præfatos cum Noſtrum, tum Regium Britannicum, Ordinumque Generalium Miniſtros Plenipotentiarios virtute habiti Mandati ita ut ſupra acta, concluſa, atque tranſacta fuere, rata grataque habuerimus, prout ea omnia & ſingula vigore præſentium approbamus & ratificamus, verbo Cæſareo Regio & Archiducali ſpondentes, Nos ea quæ Nos tangunt, firmiter ac religioſe impleturos & obſervaturos, ac à Noſtris pariter obſervari curaturos, neque ut iis contravenia-tur, paſſuros eſſe, certo confiſos, Sac. Rom. Imperii Electores, Principes ac Status, perpenſis rite rerum momentis, iis, quæ Art. XXVII. ſuper æquatione Munimentorum Arcis Leodienſis prout & Caſtellorum ac Munimentorum Urbiſque Huyenſis, concedi præſens temporum ratio coegit, conſenſu ſuo haud gravatim acceſſuros eſſe. In quorum fidem præſentes propria manus ſubſcriptione, appreſſoque Noſtro Cæſareo Regio Sigillo communivimus, Viennæ die vigeſima prima menſis Decembris anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo quinto Regnorum Noſtrorum Romani quinto, Hiſpaniarum decimo tertio, Hungarici vero & Bohemici itidem quinto.

*Signatum,*

CAROLUS.

*Subſignatum,*

PHILIPPUS LUD. C. A SINZENDORF.

(L. S.)

Subſcriptum;

*Ad mandatum Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſt. proprium.*

Signatum;

JOANNES GEORGIUS BUOL.

*S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté de la Grande Bretagne, ſur le Traité de Barriere.*

GEORGIUS, Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus & ſingulis, ad quos præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Miniſtri Plenipotentiarii, tam ex noſtra parte, quam Cæſareæ & Catholicæ Suæ Majeſtatis, & Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii; Antwerpiæ congreſſi, & Mandatis atque authoritate ſufficienti muniti Tractatum quendam die decimo quinto præſentis menſis Novembris concluſerint, ſignaverintque forma & verbis quæ ſequuntur.

*Fiat inſertio.*

Nos viſo & perpenſo Tractatu ſupraſcripto, eundem in omnibus & ſingulis ejus Articulis & clauſulis approbavimus, & ratum, firmumque habuimus, ſicut per præſentes, pro Nobis, Hæredibus, Succeſſoribus Noſtris eundem approbamus, & ratum, firmumque habemus, ſpondentes & in verbo Regio promittentes, Nos prædictum Tractatum, omniaque & ſingula, quæ in eo continentur, ſancte atque inviolabiliter præſtituros & obſervaturos, neque paſſuros unquam (quantum in nobis eſt) ut a quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem & robur, hiſce præſentibus manu noſtra Regia ſignatis, magnum Noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi juſſimus. Dabantur in Palatio Noſtro Divi Jacobi die trigeſimo menſis Novembris anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo quinto, Regnique Noſtri ſecundo.

ANNO 1715.

*Signatum erat.*

GEORGIUS REX.

*S'enſuit la Ratification des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſur le Traité de Barriere.*

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes verront, Salut. Ayant vû & & examiné le Traité conclu & ſigné à Anvers, le quinze du mois de Novembre 1715., par les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique; de Sa Majeſté le Roy de la Grande-Bretagne, & de Nous, ſur la maniere dont les Païs-bas Autrichiens ſerviront cy-après de Barriere, à la Grande-Bretagne, & à noſtre Etat, ainſi que ce Traité ſuit icy inſeré de mot à mot.

*Fiat inſertio.*

Nous ayant pour agreable tout ce que Nos Deputés & Miniſtres Plenipotentiaires ont fait, lors qu'ils ont conclu & ſigné ce Traité, l'avons aggréé, approuvé & ratifié, l'aggreons, approuvons & ratifions par ces preſentes, promettant ſincerement & de bonne foy, de le garder, obſerver & executer, en tout, & en chacun de ſes Articles, ſans aller au contraire en quelque maniere que ce ſoit, directement ou indirectement. En foy de quoy Nous avons fait attacher à ces preſentes noſtre grand ſceau, les avons fait ſigner par le Preſident de noſtre Aſſemblée, & ſouſſigner par noſtre Greffier.

A la Haye le 14. Janvier 1716.

*Etoit paraphé,*

W. VANDER DOES, Vt.

*Sur le pli eſtoit écrit;*

Par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Eſtats Generaux.

*Eſtoit ſigné,*

F. FAGEL.

Et ſcellé du grand Seau de cire rouge.

*S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, ſur l'Article ſeparé du Traité de Barriere.*

NOS Carolus ſextus Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque, Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac ſuperioris & inferioris Sileſiæ, & Wurtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Namurci, Landgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum teſtatumque facimus, quorum intereſt univerſis & ſingulis, poſtquam graviſſimis de cauſis, quod Art. XIX. hujus Tractatus de præſtando præſidiario Statuum Generalium militi annuo ſubſidio quingentorum millium imperialium generalioribus verbis ſancitum fuit, per Articulum Separatum amplius explicare, dictumque ſubſidium in ſingulas Belgii Noſtri Provincias per claſſes diſtribuere, ac de eo cavere ſequenti modo placuerit.

ANNO 1715.

*Fiat inſertio.*

Quod Nos Articulum huncce ſeparatum, ejuſque contenta perinde, ac ipſum Tractatum approbaverimus, prout eundem hiſce pari fide ac Religione obſervaturos ac à Noſtris adimpleri curaturos ſpondemus. In quorum robur præſentes ipſi ſubſcripſimus, ac Sigilli Noſtri Cæſareo-Regii appenſione muniri juſſimus. Datum Viennæ die vigeſimâ primâ Decembris anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo quinto Regnorum Noſtrorum Romani quinto, Hiſpaniarum decimo tertio, Hungarici vero & Bohemici itidem quinto.

*Signatum,*

CAROLUS.

*Subſignatum,*

PHILIPPUS LUD. C. A SINZENDORF.

Subſcriptum,

*Ad mandatum Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis proprium,*

Signatum,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

*S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté de la Grande-Bretagne, ſur l'Article ſeparé du Traité de Barriere.*

GEORGIUS, Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus & ſingulis, ad quos præſentes Litteræ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Articulus quidem ſeparatus ad Tractatum de Obice vulgo *Barriere* conſtituendo Antwerpiæ decimo quinto die menſis Novembris præſentis concluſum pertinens eodem in loco, eodemque die per eoſdem Miniſtros Plenipotentiarios ſufficienti authoritate undiquaque munitos ſignatus fuerit, forma & verbis, quæ ſequuntur.

*Fiat inſertio.*

Nos viſo, perpenſoque Articulo ſeparato ſupra ſcripto, eundem in omnibus & ſingulis ejus clauſulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, ſicut per præſentes, pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, eundem approbamus ac ratum, firmumque habemus, ſpondentes & in Regio verbo promittentes nos omnia & ſingula, quæ in prædicto Articulo ſeparato continentur, ſincere & bona fide obſervaturos, ac quantum in Nobis eſt, obſervari curaturos; in quorum majorem fidem, & robur hiſce præſentibus manu noſtra Regia ſignatis magnum noſtrum Magnæ-Britanniæ Sigillum apponi juſſimus. Quæ dabantur in Palatio Noſtro Divi Jacobi, die trigeſimo menſis Novembris anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo quinto, Regnique noſtri ſecundo.

*Signatum,*

GEORGIUS R.

*S'enſuit la Ratification des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſur l'Artitle ſeparé du Traité de Barriere.*

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné l'Article ſeparé du Traité conclu & ſigné à Anvers, le quinze du mois de Novembre 1715. par les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique; de Sa Majeſté le Roy de la Grande-Bretagne, & de Nous, ſur la maniere dont les Païs-bas Autrichiens ſerviront ci-après de Barriere, à la Grande-Bretagne, & à noſtre Eſtat, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit. ANNO 1715.

*Fiat inſertio.*

Nous ayant pour agreable tout ce que nos Deputés & Miniſtres Plenipotentiaires ont fait, lors qu'ils ont conclu & ſigné cet Article ſeparé, l'avons aggreé, approuvé & ratifié, l'aggreons, approuvons & ratifions par ces preſentes, promettant ſincerement & de bonne foy, de le garder obſerver & executer, ſans aller au contraire en quelque maniere que ce ſoit, directement ni indirectement. En foy de quoy nous avons fait attacher à ces preſentes noſtre grand Sceau, les avons fait ſigner par le Preſident de noſtre Aſſemblée, & ſouſſigner par noſtre Greffier, à la Haye le 14. Janvier 1716.

## CLXXXI.

*Tractatus* (1) *de Rebus Maritimis inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Dominum* PETRUM ALEXIEWIZ *totius magnæ, parvæ, albæque Ruſſiæ Autocratora &c. &c. ab una, & Celſos ac Præpotentes Dominos Dominos Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab altera partie, initus . . . . & concluſus . . . 1715.*

QUANDOQUIDEM multorum Sæculorum uſus docuerit, nullam Gentem tam felicem eſſe, ut vel ſitu terrarum ſuarum gaudeat cunctis illis rebus, quæ ad vitam commodius ac luculentiùs agendam conducunt, vel domeſtica induſtria ſupplere poſſit omnibus, quæ natura ſuæ non conceſſit Regioni: & præterea exploratum ſit, Navigationem & Commercia, quæ plagas vel maxime diſſitas veluti conjungant, unice conducere ad opulentiam importandam, etiam in ea loca, quæ pauciſſimis naturæ donis gaudere vulgo cenſentur, viſum eſt Sereniſſimo ac Potentiſſimo Magnoque Domino Czari, & Magno Duci Petro Alexiewiz, totius magnæ, parvæ, albæque Ruſſiæ Autocratori, Moſcoviæ, Kioviæ, Wladimiriæ, Novogardiæ, Czari Caſani, Czari Aſtrachani, Czari Sibiriæ, Domino Pſoviæ & Magno Duci Smolenſci, Tveriæ, Ingoriæ, Permiæ, Viatiæ, Bolgariæ & aliorum; Domino & Magno Duci Novogardiæ inferioris terræ, Tzernigoviæ, Reſaniæ, Roſtoviæ, Jaroſlaviæ, Bellorſeriæ, Adoriæ, Udoriæ Condiniæ & totius Septentrionalis Plagæ Imperatori, & Domino Iſerienſis terræ, Cartalinenſium, & Gruſinentium Czarum & Labardinenſis terræ, Tzercaſſorum, ac Montanorum Ducum, nec non aliorum multorum Dominiorum ac Terrarum Orientalium, Occidentalium, & Septentrionalium paterno, avitoque Hæredi, Succeſſori Domino & Dominatori ab una; & Celſis ac Præpotentibus Dominis, Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii ab altera parte inire æquum Fœdus ac Tractatum ſolemnem ſuper rebus Maritimis, deputatis igitur illum in finem per dictum Potentiſſimum ac Magnum Dominum Czarem, & Magnum Ducem Petrum Alexiewiz, Totius Ruſſiæ Autocratoris &c. &c. Ac Delegatis per dictos Celſos ac Præpotentes Dominos, Dominos Ordines Generalis Fœderati Belgii . . . . . Dicti Delegati auctoritate Literarum plenæ Poteſtatis, quas utrinque exhibuerunt, & quarum exemplar huic Tractatui ſubjunctum eſt, eum in finem plures cœtus habuerunt, & poſt varias ea de re diſceptationes, tandem in Articulos ſubſequentes paribus votis & vocibus conſenſerunt.

I. Omnibus ac ſingulis Subditis Czareæ Suæ Majeſtatis jus & licitum eſt, ac deinceps erit, liberrime & cum omnimoda ſecuritate, navigare, negotiari & mercaturam quamlibet facere, in omnibus Imperiis, Regnis, Regionibus, Rebus-publicis, Statubus & in quibuſcumque totius Terrarum Orbis partibus, tam Mari

(1) Le Czar avoit fait inſinuer ſous main ce Traité aux Etats Generaux, mais L. H. P. éviterent d'en prendre connoiſſance ſous divers prétextes, & ainſi il n'a pas eu lieu.

ANNO 1715. Mari quam Terra, inque ſuis Navigationibus aut Commerciis, aut eorum cauſa nullo modo vexabuntur, turbabuntur, neque ulla moleſtia afficientur, non vi militum armata, neque navibus Bellicis aliiſve cujuſvis ſint generis Navigiis, ſive ad Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, ſive ad eorum Subditos pertinentibus, occaſione aut ſub prætextu Belli publice declarati, aut alterius cujuſcumque inimicitiæ, ſimultatis aut diſcordiæ, quæ inter dictos Ordines Generales ex una, & alia Imperia, Regna, Reſpublicas, Status aut Populos quarumvis Terrarum Orbis partium ex altera parte, jam exarſit, aut in poſterum emergere & flagrare contigerit. Quippe tali Bello, inimicitia, ſimultate vel diſcordia non obſtantibus liberum erit qualibuſcumque Navibus & Navigiis ad Subditos Czareæ Suæ Majeſtatis pertinentibus, ſolvere è Portu ſeu loco neutrali, indeque tendere, & negotiari tam ad Portum, & locum æque neutralem, quam ad Portum & locum ſubjectum hoſtibus aut inimicis Dominorum Ordinum Generalium, & vice verſa & Portu vel loco ſubjecto hoſtibus aut inimicis Dominorum Ordinum Generalium ad Portum vel locum neutralem; immo etiam ex Portu ſeu loco ſpectante ad hoſtes vel inimicos dictorum Dominorum Ordinum in alium Portum vel locum æquè ad eorundem Dominorum Ordinum hoſtes vel inimicos, vel etiam ad hoſtes vel inimicos ipſius Suæ Czareæ Majeſtatis pertinentem, neque ullum habebitur diſcrimen, utrum ejuſmodi Portus vel loca ſubjecta ſint uni eidemque Imperatori, Regi, Principi, Statui, vel Populo, an vero ad diverſos Principes, Status vel Populos pertineant, quibuscum aut Sereniſſimus ac Potentiſſimus Magnus Dominus Czar, & Magnus Dux totius Ruſſiæ Autocrator, aut Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii reſpective, Bellum publice gerant, aut hoſtilitatem, ſimultatemve exerceant. Eadem omnino ratione, omnibus ac ſingulis Subditis Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Fœderati Belgii jus & licitum eſt & deinceps erit, liberrime & cum omnimoda ſecuritate navigare, negotiari, & Mercaturam quamlibet facere, in omnibus Imperiis, Regnis, Regionibus, Rebuſpublicis, Statibus & in quibuſvis totius Terrarum Orbis partibus, tam Mari quam terra, inque ſuis Navigationibus aut Commerciis, aut eorum cauſa nullo modo vexabuntur, turbabuntur, neque ulla moleſtia afficientur, non vi militum armata, neque Navibus Bellicis, aliiſve cujuſvis ſint generis navigiis, ſive ad Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnum Dominum Czarem totius Ruſſiæ Autocratora, ſive ad illius Subditos pertinentibus, occaſione aut ſub prætextu Belli publice declarati, aut alterius cujuſcumque inimicitiæ, ſimultatis aut diſcordiæ, quæ inter Czaream Suam Majeſtatem ex una, & aliqua Imperia, Regna, Reſpublicas, Status aut Populos quarumvis Terrarum Orbis partium ex altera parte jam exarſit, aut in poſterum emergere aut flagrare contigerit. Quippe tali Bello, inimicitiâ, ſimultate vel diſcordia non obſtantibus liberum erit qualibuſcunque Navibus & Navigiis ad Subditos Dominorum Ordinum Fœderati Belgii ſpectantibus, ſolvere è portu ſeu loco neutrali, indeque tendere & negociari, tam ad Portum & locum æque neutralem, quam ad Portum & locum ſubjectum hoſtibus aut inimicis Czareæ Suæ Majeſtatis, & vice verſa ex Portu vel loco, ſubjecto hoſtibus aut inimicis Czareæ Suæ Majeſtatis ad Portum vel locum neutralem, immo etiam ex Portu vel loco ſpectante ad hoſtes ſeu inimicos dicti Magni Domini Czaris, totius Ruſſiæ Autocratoris in alium Portum vel locum æque ad ejuſdem Magni Domini Czaris hoſtes vel inimicos, vel etiam ad hoſtes vel inimicos ipſorum Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii pertinentem. Neque ullum habebitur diſcrimen, utrum ejuſmodi Portus vel loca ſubjecta ſint uni eidemque Imperatori, Regi, Principi, Statui vel Populo, an vero ad diverſos Principes, Status, vel Populos pertineant, quibuſcum aut Sereniſſimus ac Potentiſſimus Magnus Dominus Czar, totius Ruſſiæ Autocrator aut Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii reſpective Bellum publice gerant, aut hoſtilitatem ſimultatemve exerceant.

II. Sin poſthac contigerit ut Czarea Sua Majeſtas Bellum gerat cum aliquo Imperatore, Rege, Principe, Republica, Statu aut Populo, quiſquis ille fuerit, dicti Domini Ordines Generales ſolemniter promittunt, tali caſu, neque ſe ipſos vendituros aut conceſſuros inimicis aut hoſtibus Suæ Czareæ Majeſtatis, neque ullo modo dictos hoſtes inſtructuros, neque permiſſuros ulli ex Subditis ſuis, directe aut indirecte, ut tales hoſtes aut inimicos inſtruant ullis Inſtrumentis aut utenſilibus Bellicis, quæ ad nocenda, corrumpenda aut deſtruenda Czareæ Suæ Majeſtatis Imperia, Terras, Dominia, Bona aut Subditos, eorumque bona, uſui eſſe ſolent, aut ullo modo poſſunt, ſed contra ſe curaturos, ut ejuſmodi inſtrumenta, & utenſilia Bellica, ſi intercipiantur, dum ad hoſtes Czareæ Suæ Majeſtatis vehuntur, tanquam mercimonia prohibita, & uti vulgo dicuntur contrabandæ, confiſcentur. Neque etiam prædictis Dominis Ordinibus Generalibus, eorumque Subditis licebit, ulla frumentorum, frugum, aut aliorum alimentorum aut pabulorum genera, neque etiam ulla alia bona aut merces pervehere, in ullas Civitates, Urbes, Oppida, Caſtella, aut alia cujuſvis generis Fortalitia, quæ vel obſidione propinqua & proprie dicta fuerint cincta, vel e longinquo intercluſa & circumſepta, vel etiam oppugnari tantummodo cœpta ſint, & Germanice dicuntur *belagert*, *gebloquirt und berent*, uti Articulo IV. hujus Tractatus plenius expoſitum eſt. Vice verſa Sereniſſimus ac Potentiſſimus Magnus Dominus Czar totius Ruſſiæ Autocrator ſolemniter promittit ſe ſimili caſu, eadem omnia reciproce præſtiturum, reſpectu inimicorum aut hoſtium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii & ut à Subditis ſuis diligenter obſerventur, & ne prædicta per eos directe aut indirecte contraveniantur aut eludantur ſedulo curaturum.

III. Merces autem prohibitæ ſeu contrabandæ nullæ aliæ erunt, niſi quæ hic nominatim recenſentur, ſcilicet, ante omnia homines, id eſt tam pedites & equites, quam ſocii Navales, non tantum armati, ſed etiam inermes; Equi, omniaque ad inſtruendos vel armandos equos neceſſaria; & pecunia ſeu nummi, tam aurei quam argentei, cujuſvis tandem ſpeciei aut regionis illa ſit. Deinde etiam Tormenta majora omnis generis (vulgo *Canon*,) Tubi Catapultarii (vulgo *Mortaria*) tam majoris quam minoris generis, eorumque omnium ſuſtentacula, (vulgo *affuyten*,) Bombardæ cum ſuis igniariis, aliiſque ad eas pertinentibus, ignes miſſiles, pulvis tormentarius, fomites ſeu funes igniarii (vulgo *lont*) inductiles ſclopi (vulgo *Petardæ*) ſclopethecæ, glandes igniarii miſſiles (vulgo *Granadæ*) Thecæ pulveris tormentarii (vulgo *Patroon Taſſen*); qualiumcumque tormentorum, bombardarum ac ſclopetorum globi, tam majores quam minores; catapultæ (vulgo *Bomben*) aliaque omnia, quæ tubis Catapultariis, tormentis, bombardis aut ſclopetis projici ſolent: prætereaque acinaces, gladii, enſes, eorumque omnium balthei, gladioli ancipites, qui bombardis præfigi ſolent (vulgo *Bagonnetten*) jacula, arcus & ſagittæ; cuſpides, Lanceæ, haſtæ, bipennes, mallei militares, ſudes ferratæ, caſſides, galeæ, thoraces loricati (vulgo *Cuiraſſen*) aliaque omnia Armorum genera & Bellica Inſtrumenta tam ad oppugnandum quam ad repellendum apta. Inſuper etiam Naves, tam Bellicæ quam aliæ, mali navales, trabes, Lignum incurvum, aſſeres ex quibuſcunque arboribus, rudentes & funes cujuſvis generis aut denſitatis, vela, linteamina velis nauticis apta, Goſſippii, cannabis, lini, piciſque tum liquidæ quam aridæ omne genus, anchoræ & anchorarum partes quælibet, cæteraque omnia quæ ad ædificandas, inſtruendas, armandas aut reficiendas Naves idonea atque comparata ſunt. Omnia autem alia Mercium rerumque genera, quæ hoc Articulo nominatim recenſita non ſunt, libere undecunque & quorſum libuerit vehi, revehique, ac emi, vendique reciproce poterunt, obſervata ſola exceptione de locis oppugnatis, quæ Articulo ſequenti explicatur.

IV. Nempe convenit, dictum Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnum Dominum Czarem, totius Ruſſiæ Autocratora, tum & ejus Subditos, omni tempore liberrime poſſe invehere, atque importare intra Dominia hoſtium atque inimicorum dictorum Dominorum Ordinum Generalium omnia bona, & qualiacunque mercimonia quæ præcedente Articulo nominatim non ſunt expreſſa: unico hoc caſu excepto, ſcilicet ubi aliqua Civitas, Urbs, Oppidum, Caſtellum aut aliud Fortalitium, quocumque tandem nomine indigitetur, ad hoſtem ſeu inimicum dictorum Dominorum Ordinum pertinens, aut e propinquo obſidione proprie dicta, prematur, aut e longinquo

ANNO 1715. præcluſum atque circumſeptum, vel etiam obſideri, atque oppugnari tantummodo cœptum ſit (quod quidem Germanice *belagert, gebloquirt und berent* dici ſolet), terra quidem Copiis militaribus, mari vero Bellicis Navibus prædictorum Dominorum Ordinum, ita ut loci aut Fortalitii obſeſſi, circumſepti aut oppugnati communicatio cum ſuis amicis, plane ſit intercluſa atque præpedita. Namque ſi Mari qualecunque Navigium, aut Terra cujuſvis generis vehiculum, vel etiam quodcunque Navigium per dulces aquas, quod quidem ad Czaream Suam Majeſtatem ejuſque Subditos pertinet, tentaverit tranſire, aut Bellicas Naves aut Copias militares, aliquâ ex ſupradictis obſidionibus aut oppugnationibus occupatas, atque locum aut Fortalitium obſeſſum, circumſeptum aut oppugnatum innare, aut illuc qualeſcunque res pervehere, tale navigium aut vehiculum, cum omnibus quæ in eo reperientur, cujuſcunque illa ſint generis aut naturæ, ipſo facto erunt confiſcata, etiamſi illa bona non eſſent ex prohibitorum numero, ſed omni alio tempore ad hoſtes vel inimicos dictorum Dominorum Ordinum Generalium poſſent pervehi, virtute eorum, quæ Articulo primo hujus Tractatus convenerunt. Illa autem omnia vice verſa eodem modo locum habebunt reſpectu prædictorum Dominorum Ordinum Generalium, atque eorundem Subditorum, ſi quovis tempore aut quoquomodo tentarent intrare aut ſubvenire loco aut Fortalitio qualicumque, quod per Copias militares bellicaſve Naves Czareæ Suæ Majeſtatis terra, marive e propinquo obſeſſum aut e longinquo præcluſum aut circumſeptum, aut etiam obſideri aut oppugnari tantummodo cœptum ſit, ita ut locus aut Fortalitium obſeſſum aut oppugnatum ab omni cum ſuis amicis communicatione plane ſecluſum & prohibitum ſit.

V. Ne quid autem deinceps oriatur diſcordiæ aut ſimultatis ſed contra omnis diffidii materia præcidatur, pactum eſt, omnis generis Naves & Navigia ad Subditos Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ſpectantia, quæ ad Stationem aut Portum aliquem Czareæ Suæ Majeſtati obtemperantes jam appulſa ſunt aut deinde appellentur; ſed deinde alioverſum pergere volent, exhibitura Litteras commeatus, vulgo dictas Litteras maritimas, quarum formula huic Tractatui ſubjicitur, Officialibus eo in Portu agentibus, aut Præfectis Navium præſidiariarum, aut aliarum, quæ ſumptibus privatorum Subditorum Czareæ Suæ Majeſtatis ad Bellum inſtructæ, illiuſque Diplomate ſeu Commiſſione munitæ ſunt, ſi quæ tales Naves forte illic verſentur. Illis autem Litteris exhibitis, nihil amplius quæri aut inveſtigari poterit, neque diſceſſui Navium onerariarum ullum inferetur impedimentum: & præterea nullo ſub prætextu, quidquam ſive pecuniæ ſive alterius rei ab ingreſſis aut ingreſſuris ejuſmodi Navibus, ad Subditos dictorum Ordinum pertinentibus, exigi poterit. Sin vero in alto Mari, aut alibi locorum extra Imperia, Dominia, Terras & Ditiones Czareæ Suæ Majeſtatis, Navis aliqua ſpectans ad Subditos dictorum Ordinum obviam fuerit Navibus Bellicis dictæ Suæ Czareæ Majeſtatis, aut Navibus, quæ privatis ſumptibus Subditorum ejus, ad Bellum inſtructæ atque armatæ, illiuſque Diplomate ſeu Commiſſione munitæ ſunt, dictæ Naves Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magni Domini Czaris totius Ruſſiæ Autocratoris, ſuorumque Subditorum, interjecto idoneo loci ſpatio ſubſiſtent, & tantummodo Scapham ſuam expedient, neque licebit niſi duobus vel tribus dumtaxat hominibus conſcendere Naves aut Navigia ad Subditos dictorum Dominorum Ordinum pertinentia, ut ab illius Navis, ſeu Navigii Præfecto vel Magiſtro ſibi exhibeantur tum Litteræ maritimæ de proprietate Navis vel Navigii, ſecundum formulam inferius deſcriptam conceptæ, tum etiam alia omnia quæ neceſſaria ſunt, ut liquere poſſit, quorſum tendat iter, quænam bona & mercium genera vehat, & quibus in locis eas merces bonave exponere debeat: ut pateat, an ſint ex aliqua illarum ſpecie, quæ hujus Tractatus Articulo tertio prohibitæ ſeu Contrabandæ declaratæ ſunt, quaſque ad hoſtes vel inimicos Czareæ Suæ Majeſtatis pervehere nullo modo licet. Eo autem præſtito, Navi, quae dicta Documenta exhibuerit, ſtatim liberum concedetur iter, neque licebit eam ulla moleſtia afficere, excutere, detinere, aut ut de curſu deſtinato deflectat, cogere, qualicunque ſub colore vel praetextu. Eadem autem in omnibus libertate, immunitate, ſecuritate, pleniſſime fruentur Subditi Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magni Domini Czaris totius Ruſſiae Autocratoris, poſtquam in praedictis caſibus exhibuerint Litteras Commeatus, vulgo Litteras maritimas dictas, formulae huic Tractatui ſubnexae convenientes, aliaque neceſſaria Documenta, unde liquere poſſit, quorſum Navis pergat, cujus generis bonis ac mercibus ſit onerata, & quibus in locis ea exonerare debeat. ANNO 1715.

VI. Ut autem praeveniantur variae fraudes, quas admittere ſolent, tum qui ſe Navium fingunt proprietarios, quam earum Magiſtri vel Praefecti, utpote inſtruentes, onerantes & dirigentes reſpective Navigia, quorum tantum pars minima, & vix nominanda pertinet ad Subditos ejus Regis, Principis, Reipublicae vel Status, a quo vel in cujus Ditionibus Litteras ſuas Maritimas ſeu Commeatus, aliaque Documenta ad mercaturam faciendam neceſſaria, non ſine perjurio obtinuerunt, immo ſaepe inventa ſint navigia, quae licet univerſa pertinerent ad homines, qui neque Subditi neque Incolae eſſent Dominiorum aut Ditionum earum, in quibus Litteras ſuas Maritimas, uti dictum eſt, impetraverant, tamen ornata vexillis, apluſtribus & coloribus Regis, Principis, Reipublicae aut Status, ad cujus Subditos aut Incolas nullo modo pertinent, navigare praeſumerent, inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnum Dominum Czarem ac Dominos Ordines Generales convenit, ut Praefectus ſeu Magiſter cujuſvis Navigii, ſpectantis ad Subditos dictorum Dominorum Ordinum, aut ad alios, qui in aliqua ex Ditionibus eorum habitant, ſimul cum uno aut pluribus ex proprietariis, qui Dominus aut Domini ſunt ad minimum quartae partis Navigii, ſeſe ſiſtant coram Dominis Ordinibus Generalibus aut Deputatis ex eorum Conventu, ibique exhibeant ſcriptam ac ſignatam Teſtificationem, quae comprehendat Navigii nomen, quot Tonnarum capax ſit, nomina reliquorum Dominorum, quotae portionis quiſquis ſit proprietarius, atque ubi Domicilium quiſquis habeat; ut ea, quae dicta Teſtificatione comprehenſa ſunt, ſolemni jurejurando confirment, eaque inſeratur voluminibus, ſeu Regiſtris Decretorum Ordinum Generalium; quibus praeſtitis per Dominos Ordines Generales Magiſtro ſeu Praefecto talis Navigii concedentur Litterae Commeatus, ſeu maritimae, tali forma ac contextu, qui huic Tractatui ſubjicietur, appenſo ſive impreſſo illis Sigillo Ordinum Generalium. Et ſi deinceps proprietas talis navigii omnino aut ultra dimidium fuerit mutata, ſeu venditione, ſuccedendi jure, vel alia quavis alienatione, Praefectus ſeu Magiſter illius Navigii cum uno aut pluribus ex proprietariis, priores illas Litteras commeatus ſeu maritimas, Dominis Ordinibus Generalibus aut Deputatis ex eorum Conventu tradent, aliaſque modo ac forma praedictis impetrabunt. Quod ſi poſt annum lapſum, computandum a die concluſionis hujus Tractatus, reperiatur navigans aliqua Navis, non munita talibus Litteris Commeatus ſeu Maritimis, licebit omni Navi Bellicae, pertinenti ad dictum Magnum Dominum Czarem totius Ruſſiae Autocratora, vel cuicunque Navi privatis ſumptibus Subditorum ejus ad Bellum armatae, ejuſque Diplomate munitae, illam in Portum aliquem Czareae Suae Majeſtati obtemperantem deducere & coram competente Judice ſiſtere, etiam ſi illa Subditis Dominorum Ordinum Generalium revera eſſet propria, atque ibi de Dominio inſtituto examine, ſi pateat, aut totam aut partem ejus qualemcunque, pertinere ad aliquem aut aliquos, qui neque ſint Subditi Dominorum Ordinum, neque in aliqua parte Ditionum illis obtemperantium incolunt, qualeſcumque demum illi ſint, illa Navis vel tota, vel talis ejus pars, quae ad praedictos non Subditos, nec inhabitantes Ditionum dictorum Dominorum Ordinum ſpectat, confiſcari poterit, & reliquae partes non confiſcandae, juncto illis onere Navi impoſito, omnes expenſas litis ſolvent, etiamſi totum onus proprium foret Subditis dictorum Dominorum Ordinum. Eademque omnia & ſingula vice verſa diligentiſſime, ac ſine ulla exceptione ſervabuntur ab omnibus Navium Dominis, & Magiſtris, ſeu Praefectis reſpective, qui pro Subditis Czareae Suae Majeſtatis, aut Incolis Imperiorum, Dominiorum, Ditionum ac Terrarum Ejus haberi volunt, & tanquam tales, Litteras Commeatus ſeu Maritimas obtinere cupient. Hoc ſolo obſervando diſcrimine, ut Subditi Magni Domini Czaris ad praedicta praeſtanda, & Litteras maritimas obtinendas, ſeſe ſiſtere debeant coram illius privata, vel alio tali Concilio, cui

Czarea

ANNO 1715.

Czarea Sua Majeſtas ſemper intereſſe cenſetur.

VII. Si qua Navis vel Navigium qualecunque ſpectans ad Czaream Suam Majeſtatem vel ejus Subditos, & tendens ad Portum aliquem obtemperantem hoſti vel inimico Dominorum Ordinum Generalium, in curſu ſuo obviam fuerit Navi Bellicae dictorum Dominorum Ordinum, aut Navi, quae Subditorum illorum privatis ſumptibus ad Bellum inſtructa ſit, aut vice verſa: ac per examen, ſecundum praeſcripta Articuli V. hujus Tractatus inſtitutum, apareat, ejuſmodi Navem aut Navigium vehere talia quaedam quæ Articulo III. hujuſce Tractatus, Contrabandae, ſeu prohibita declarantur, tamen nullatenus licebit aperire ciſtas, capſas, dolia, corbes, ſaccos, ſarcinas, aut qualiacunque alia vaſa clauſa reſerare, ſcindere, aut diſrumpere; neque etiam ex illo Navigio in aliud quodcunque transferre, aliove quovis modo id exonerare; verum praeſentibus Tribunalis Maritimi Officialibus in terram exponentur, in Inventarium bona fide redigentur: & nihil omnino diſcriminis erit, utrum ejuſmodi bona prohibita ad alios quoſcunque pertineant. Illa tamen vendere, permutare, aut qualicumque modo alienare nunquam licebit, niſi poſtquam rite ac legitime ſecundum præſcripta XXIX. XXX. & XXXI. Articulorum hujus Tractatus contra iſtiuſmodi bona prohibita fuerit proceſſum, eademque vel poſt ſolennem proceſſum per ultimam Sententiam ſupremorum Judicum, Articulo XXXI. hujus Tractatus deſcriptorum, vel deficientibus reclamantibus, poſt elapſos omnes Judiciorum terminos, publiceque propoſita ſolemnia Edicta citatoria, confiſcationi obnoxia reperta, & tanquam talia fiſco reſpective addicta fuerint. Quo tamen caſu tam ipſa Navis, quam cæteræ Merces in eadem repertæ, quæque per hunc Tractatum generi prohibitarum accenſitæ non ſunt, ſalvæ, intactæ, ac ab ulteriori Diſquiſitione immunes remanebunt, neque ob prætenſum mercium prohibitarum contagium detineri, multoque minus tamquam legitima præda confiſcari poterunt. Quod ſi non quidem univerſum onus, ſed ejus pars major vel minor ex mercibus prohibitis vel contrabandæ conſtiterit, eaſque Præfectus Navis onerariæ, detentori, ſeu captori exhibere, tradere atque illi cedere paratus ſit; eo caſu detentor ſeu captor, Navem in qua bona prohibita ſeu contrabandæ deprehendit, nullo modo coget, ut ad Portum ſibi commodum & e curſu inſtituto deflectat, quin illico dimittet, ut libere Navigationem ſuam proſequatur. Sin Præfectus aliquis Navis Bellicæ vel alterius, quæ privatorum ſumptibus ad Bellum fuerit inſtructa, ſecus atque contra prædicta fuerit, aut fieri juſſerit aut permiſerit, ultra damna atque intereſſe in pœnam pecuniariam, ad minimum quadringentorum Ducatorum Hungaricorum (ſeu *Roebels*) vel duorum millium Florenorum Hollandicorum reſpective condemnabitur, quæ quidem ſumma adjudicabitur proprietariis Navis injuſte detentæ atque à Captore in Portum abductæ.

VIII. Quum autem compertum ſit, Navium mercaturam facientium Magiſtros ac Navales ſocios, quin & Vectores nonnunquam perpeti atroces vexationes, ac tormenta barbariem plane ſpirantia, illis qui tempore Belli per mare prædas facere cupiunt, in detentos more inhumano ſævientibus, ut iis extorqueant talem confeſſionem, qualem capientes ſuis uſibus congruam cenſent, convenit, tam Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnum Dominum Czarem, Totius Ruſſiæ Autocratora, quam Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii reſpective iſtiuſmodi flagitia ſeveriſſime prohibituros, ſancita mortis pœna; quam pœnam ſedulo, neque conniventes, exigi curabunt ab omnibus, qui legitimis probationibus crudelitatis, aut qualiſcunque injuſtæ vexationis convinci poterunt. Eandemque pœnam etiam patientur omnes Navium Præfecti & Officiales, qui ejuſmodi flagitia aut juſſerint, aut ad ea perpetranda inſtigaverint, vel connivendo perpetrandi occaſionem dederint, perpetranteſque non puniverint. Et quælibet Navis detenta, cujus Magiſter, Nautæ, Mercatores, aut Vectores vel unus ex illis Torturam aut vexationem qualemcunque fuerint perpeſſi, ſola illa re probata, confeſtim dimittetur, & a qualicumque actione, petitione, atque diſquiſitione ſive Judiciali ſive extrajudiciali cum toto ſuo onere libera declarabitur, ac Magiſtro aut proprietariis illico reſtituetur; etiamſi abducenti captori rite atque legitime potuiſſet adjudicari, ſi nullum ejuſmodi flagitium fuiſſet admiſſum.

IX. Porro convenit, ut quidquid per Subditos Czareæ Suæ Majeſtatis deprehendetur impoſitum in Navem quamcunque ad hoſtes aut inimicos Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium ſpectantem, quamvis nulla ejus oneris portio ſit de genere mercium prohibitarum, id omne fiſco addici poſſit, atque ut e contra libera & immunia futura ſint omnia, quæ deprehendentur immiſſa Navibus, quæ ad Subditos Czareæ Suæ Majeſtatis pertinent, etiamſi vel totum onus proprium fuerit hoſtibus aut inimicis dictorum Dominorum Ordinum, & tale eſſe probari poſſit, exceptis tamen ſemper mercibus prohibitis, quibus interceptis omnia ex praecedentium Articulorum mente & praeſcripto fient. Pari ratione quidquid per Subditos Dominorum Ordinum Generalium deprehendetur impoſitum in Navem quamcunque ſpectantem ad hoſtes aut inimicos Czareae Suae Majeſtatis, quamquam nulla ejus oneris portio ſit de genere mercium prohibitarum, id omne fiſco addici poterit, atque e contra libera & immunia erunt cuncta quae deprehenduntur immiſſa Navibus, quae ad Subditos dictorum Ordinum Generalium pertinent, etiamſi vel totum onus proprium fuerit hoſtibus aut inimicis dictae Czareae Suae Majeſtatis, & tale eſſe probari queat; ſemper tamen exceptis mercibus prohibitis, quibus interceptis, omnia ex praecedentium Articulorum mente ac praeſcripto fient. Ne quid autem detrimenti Contrahentium in Pace verſanti, aut Ejus Subditis, praeter jus, & expectationem generetur ex eo, quod alter Contrahentium forte Bello fuerit implicitus, hoc quoque convenit, quod Navis quae ſpectaverit ad hoſtes vel inimicos Magni Domini Czaris, Totius Ruſſiae Autocratoris, onerata bonis mercibuſve pertinentibus ad Subditos Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, contagio ſuo ea bona, merceſve nullo modo reddet obnoxia confiſcationi, ſi impoſita fuerint ante exſpirationem quinti menſis poſt Belli cujuſvis publicam denunciationem ſive Declarationem factam ſeu ex parte Czareae Suae Majeſtatis contra ejus hoſtes, ſeu ex parte hoſtium ejus contra Czaream Suam Majeſtatem, adeoque omnia ejuſmodi bona, quae pertinent ad Subditos dictorum Ordinum Generalium, in quocunque Navigii genere, quod ad hoſtes Czareae Suae Majeſtatis ſpectat, capta aut deprehenſa, eo ſub praetextu confiſcare non licebit; ſed absque mora reſtituentur proprietariis. Verum quod ad illa, quae poſt dictum 4. menſium terminum impoſita fuerint, contrarium obſervabitur, eaque fiſco Czareae Suae Majeſtatis addicere licitum erit. Poſt dicti quoque quarti menſis exſpirationem Subditis Dominorum Ordinum Generalium non licebit, ulla & mercibus prohibitis Articulo III. hujus Tractatus recenſitis, ad Portus hoſtium vel inimicorum Czareae Suae Majeſtatis pervehere, ſed ea omnia poſt dictum quartum menſem elapſum, rite confiſcari poterunt. Quae omnia & ſingula verſa vice obtinebunt atque obſervabuntur, reſpectu & in favorem Subditorum Czareae Suae Majeſtatis, ubi dictos Dominos Ordines, Bello alicui implicari contigerit.

X. Porro Sereniſſimus ac Potentiſſimus Magnus Dominus Czar totius Ruſſiae Autocrator, atque Domini Ordines Generales Fœderati Belgii reciproce ac ſolemniter promittunt, ſeſe nihil acturos, inſtituros nec tentaturos, cujuſvis generis aut naturae, quo praejudicium fiat alterutrius Subditis mercaturam facientibus, eorum Navigationi, Commerciis, Mercimoniis, aut aliis quibuſcumque, quae ad Navigationes pertinent, neque, ut aliquid tale fiat, inituros ullum Tractatum, Fœdus aut Conventionem, cum qualicunque Imperatore, Rege Principe, Republica, Statu aut Populo, cujuſcunque partis Orbis Terrarum, ſive Terra, ſive in alto Mari, ſeu in aliquo Portu, loco libero, ſinu aut aquis dulcibus, nullo ſub praetextu aut occaſione: Praeterea nec ſe nec Subditos alterutrius directe aut indirecte praeſtituros opem, auxilium, conſilium, favorem aut conſenſum, ut aliquid ejus naturae tentetur aut fiat, aut etiam tractetur per alios, quales quales illi ſint cum aliquo Imperatore, Rege, Principe, Republica, Statu aut Populo, in damnum aut praejudicium alterutrius ex Contrahentibus aut Subditorum Ejus, quatenus ad eorum Navigationes, Commercia aut Mercimonia pertinet. Atque e contra ſi quid adverſus alterutrum ex dictis Contrahentibus, ejus Subditos, Negociantes & Navigantes, eorum Commercia, aut Mercimonia, actum, tractatum aut

ANNO 1715. aut tentatum fuerit per Subditos alterutrius, sive singulares, sive congregatos in aliquod Corpus, autoritate publica munitum, aut in aliquam Societatem privilegio gaudentem, & residentem, aut commorantem intra Regna aut Ditiones alterutrius Contrahentium, sese id non tantum palam atque expresse re & facto impedituros, & omni tali molitioni aut tentamini contradicturos & sese opposituros; verum etiam quidquid ejusmodi factum aut tentatum fuerit, oblatis querelis reprobaturos & cancellaturos; quin & auctores & executores ejusmodi molitionum, Tractatuumque corporaliter punituros, eorumque bona in fiscum redacturos, atque inde satisfacturos iis, qui, sive contra verba, sive contra verum hujus Articuli mentem, praejudicium aut damnum qualecumque passi fuerunt.

XI. Ut autem Subditis hinc Czareae Suae Majestatis, illinc Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii amplissime cautum, sit nullam illis injuriam illatum iri, neque per alterutrius ex Contrahentibus Naves Bellicas, neque per alias, quae privatorum sumptibus ad Bellum instructae fuerint, omnes omnino Praefecti Navium Bellicarum utriusque Contrahentis, omnesque privati suis impensis Naves ad Bellum armare volentes, uti & Societates quaecumque privilegio aliquo gaudentes, sedulo jubebuntur ab omni in alterius Subditos injuria ac damni illatione respective abstinere, sancita pœna pro modulo admissi, non corporis tantum, sed & capitis, atque insuper reparationis damni cum omni causa, ejusque quod interest; pro quibu somnia illorum bona nexa, atque obligata erunt. Sin omnia flagitiosorum bona forte non suffecerint dictæ restitutioni ac reparationi injuriae illatae, damnique dati cum omni causa, atque ejus quod interest eorum, qui injuriam passi fuerunt; eo casu Czarea Sua Majestas ac Domini Ordines Generales, e fisco respective suo solvi, restituique ea omnia, curabunt, postquam ipsa damna, & interesse in posteriori judicio, secundum formam procedendi in casu appellationis, Articulo XXXI. hujus Tractatus praescribendam, legitime fuerint probata, hinc in Magni Domini Czaris privato seu alio tali Concilio, cui Czarea Majestas Sua semper interesse censetur: illinc coram Conventu Dominorum Ordinum Generalium. Excipiuntur tamen hinc illa damna, quae forte a Piratis Subditis alterutrius ex contrahentibus illata fuerint, ut quae nullo modo à Contrahentibus respective sarcienda sunt aut repeti poterunt.

XII. Ut autem omnis injuriæ, damnique dati reparatio citius faciliusque fieri queat, omnes atque singuli Præfecti Navium, quæ privatorum sumtibus ad Bellum armantur, antequam iis Diplomata sive vulgo dictæ Commissiones concedantur, idoneos Fidejussores dabunt, coram supremis rerum maritimarum Tribunalibus vulgo dictis Admiralitatis usque ad summam trium millium Ducatorum Hungaricorum, seu Roebels, vel quindecim millium Florenorum Hollandicorum; vel etiam ubi navales socii excedunt numerum centum & quinquaginta Hominum, usque ad summam sex millium Ducatorum Hungaricorum, seu Roebels, vel triginta millium Florenorum Hollandicorum sese satisfacturos in solidum iis, qui damnum vel injuriam a se vel suis Officialibus aut navalibus Sociis secum navigantibus, passi fuerint contra stipulationes atque Articulos hujus Tractatus. Eumque in finem Diplomatibus seu Commissionibus singulis inseretur, idoneam cautionem, pro numero hominum requisitum, datam fuisse. Quod si per ambitum, collusionem, dolum, alioque quovis modo talium Navium Præfecti aut omnino non, aut non idonee satis dederint, dicta eorum Diplomata seu Commissiones speciales, pro non datis, ipsoque facto cassis, revocatis, atque annullatis habebuntur. Præterque ea omnia, Navis ipsa cum cunctis tam navalibus quam Bellicis Instrumentis obligata erit, ut inde damnum aut injuriam perpessis bona fide satisfiat.

XIII. Quod si qualecunque Navigium, bona, merceve, quibus oneratum est, pertinens vel ad Czaream Suam Majestatem, vel ad Dominos Ordines Fœderati Belgii, aut ad eorum Subditos respective detentum, captumque fuerit, per Navem Bellicam inimicam, aliamve sumptibus privatorum ad Bellum instructam, & munitam legitima Commissione sui Principis, qui hostis aut inimicus fuerit alterutri ex Contrahentibus; & detentum captumque ejusmodi Navigium e possessione detentoris aut captoris ereptum, & libertati restitutum fuerit, per Naves Bellicas dicti alterutrius Contrahentis, aut privatorum Subditorum alterutrius respective sumptibus armatus, aut quoscunque alterutrius Subditos, quibuscunque modis aut mediis id procuraverint aut perfecerint, antequam detentum aut captum navigium ex alto mari deductum sit infra Dominia ejus Principis, a quo captor suam receperit Commissionem, (quorum Dominiorum terminos proxime sequens Articulus exponit,) eo casu Navigium id, quod captori ereptum ac liberatum fuerit, una cum universo ejus onere, in specie, & absque ulla læsione aut diminutione, proprietariis restituetur: ac pro illa ereptione & liberatione liberatori dabitur tertia pars justi valoris, tam navigii cum ejus apparatu, quam cunctorum bonorum merciumque, quibus oneratum est. Cujus valoris ineundi ratio sequenti Articulo XVI. præscribetur. ANNO 1715.

XIV. Quumque nulli Subditi hostis aut inimici Czareæ Suæ Majestatis aut Dominorum Ordinum Generalium respective adquirant legitimum possidendi Titulum, seu Dominium eorum, quæ in alto Mari ceperint, nisi res captas perduxerint intra Præsidia Portus, aliaque loca tuta, pertinentia ad suum Principem, à quo Commissionem suam receperint, ad præveniendum lites, discordias, & simultates, quæ occasione capti alicujus per hostes alterutrius aut utriusque Contrahentium, Navigii, quod ad Contrahentium alterutrum, ejusque Subditos spectaverit, posset oriri, ubi tale captum Navigium detentori hosti ereptum, forte per Subditos alterius Contrahentis foret; convenit atque hic loci declaratur, quod ubi Navigium captum, eo perductum fuerit, ut stet ad anchoram, sub Castro, Castello, Civitate, Oppido, Fortalitio, aut quovis alio loco munito, intra spatium, quo globus tormentorum illic existentium pertingere queat, sive illud Castrum, Castellum, Civitas, Fortalitium, aut qualecumque aliud munimentum situm sit in Promontorio, in Sinu majori minorique, intra Ostium Fluminis, aut qualemcumque alium situm habeat: aut si anchora projecta sit intra Fluminis Ostium, Æstuarium, aut alium quemvis Sinum, ubi nulla sunt Fortalitia, aut etiam si in tali loco anchora sit projecta, ut e capta Navi, projectis circumquaque oculis nullus omnino sit prospectus alti maris, sed horizon undequaque terram præferat: Omnibus illis casibus, locis illis prædictis tam munitis, quam immunitis, ad Principem capientis pertinentibus, capta Navigia, cum omnibus quæ iis insunt, jure Belli translata, & capientibus plene ac legitime adquisita esse censebuntur: adeoque proprietariis nullus omnino ad ea regressus concedetur, etiam si postea in mare reducta prioribus capientibus fuerint erepta per Naves Bellicas, aliasve in Bellum armatas, ad alterutrum ex Contrahentibus, Eorumve Subditos respective spectantes. ANNO 1715.

XV. Ac ne Subditi amborum Contrahentium præter necessitatem aut æquitatem, ullo damno afficiantur, in casu quo navigium aliquod, ad eos pertinens ab hostibus captum, iis hostibus per Subditos alterutrius ereptum ac libertati redditum sit, utque simul præveniatur litium ac discordiarum materia, quæ occasione computationis valoris Navigii erepti exoriri possent, porro convenit, ut in primo Portu, intra quem ereptor ac Liberator Navigium ereptum ac libertatem deduxerit, sive is Portus pertineat ad alterutrum Contrahentium, sive ad quemvis Imperatorem, Regem, Principem, Rempublicam, aut Statum neutralem, ubi Legatus, Consul, aut alius Minister publicus Principis reclamantium commoretur, incatur ratio valoris Navigii, mercium ac bonorum hostibus ereptorum, & in libertatem restitutorum, atque eo in portu (soluta valoris tertia parte) reclamantibus continuo restituatur, neque maris periculo amplius subjiciatur. Et ut hic Articulus, qui Commerciis perutilis esse dignoscitur, effectum suum sortiatur, Legati, Residentes, Consules, aliive Ministri publici Czareæ Suæ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium respective, qui in ejusmodi Portu commorantur, statim postquam Navigium ejusmodi liberatum, in Portum illum deductum fuerit, a Rege, Principe, Republica, Eorumque Concilio, loci Gubernatore, Admiralitatis Collegio, supremove loci Magistratu, qualicunque nomine is censeatur, petent, ne tale Navigium illuc deductum, inde abduci patiantur, sed interposita sua auctoritate efficere velint, ut æstimetur ejus atque mercium, bonorumque impositorum valor, & ejus tertia parte soluta, restituatur

ANNO 1715. tuatur reclamantibus, sive ii sint proprietarii, sivæ Præfectus vel Magister Navis liberatæ, aut etiam ipsi Ministro publico.

XVI. Ne quid autem generetur præjudicii per æstimationem aut Ereptori seu Liberatori, aut Proprietariis Navigii, bonorumque ereptorum ac liberatorum, æstimatio illa fiet modo sequenti; nempe ut Proprietarii reclamantes, eorum Procuratores, correspondentes, aut si nullus talis eo in loco existat, publicus Minister sui Principis, vel etiam ipse Præfectus seu Magister Navis liberatæ ex una, & Ereptor ac Liberator ex altera parte, eligant æqualem numerum hominum peritorum, qui æstiment valorem rerum liberatarum, & quorum concordantibus suffragiis stabitur. Sin autem illos dissidere contigerit, licitum erit Proprietario, ejus correspondenti, Procuratori, publico Principis Proprietariorum Ministro, aut Præfecto vel Magistro Navis, omnia liberata æstimare, eoque in casu Liberator Navigium ac bona æstimata eo pretio retinere poterit. Sin Proprietarii, eorum Procuratores, correspondentes, publicus Minister Principis, aut Præfectus sive Magister Navis eorum æstimationem concesserint Liberatori, is æstimabit liberata, eoque casu Proprietarii, eorum Procuratores, correspondentes, publicus Minister Principis eorum, aut Præfectus sive Magister Navis liberatæ, Navem ac bona illa, statuto ab ipso Liberatore pretio, cedere ac dimittere ei poterunt, ac liberator illa retinere, duasque dicti pretii tertias partes solvere necesse habebit, ac deinde Navem cum toto onere tanquam sua, quo libitum fuerit, abducere poterit.

XVII. Quod si contigerit, ut aliquot Naves sive Bellicæ amborum Contrahentium, sive armatæ sumptibus privatorum Subditorum utriusque Contrahentis una navigantes, conjunctis viribus prædam de hoste fecerint, aut Navigia Merceſve per hostes capta, ac intra præsidia Principis eorum nondum perducta, iisdem hostibus eripuerint ac liberaverint, quidquid inde commodi ac præmii liberantes consequuntur, distribuetur inter eos, illa proportione ut ratio habeatur numeri hominum, quem utraque Pars Navibus suis omnibus simul junctis vehat. Quod si quis partem aliquam captæ prædæ clanculum celaverit, sibique sepoſuerit, aut ei detrimentum qualecunque intulerit, allata restituet, ac portionem, quam de præda fuisset habiturus, deperdet, eaque cœteris adcrescet. At si hominibus, Navibus, aut bonis, quæ hostibus erepta ac liberata fuerint, damnum inferatur, aut injuria fiet, inter liberandum, data opera, aut post liberationem, ea servabuntur, quæ Articulo XI. hujus Tractatus pacta sunt.

XVIII. Sed & omnia illa quæ tribus immediate præcedentibus Articulis convenere, respectu navigiorum ac bonorum liberatorum, locum eodem modo habebunt, respectu Navium, bonorumque quæ prædonibus, raptoribus, piratisque in Alto Mari erepta fuerint; ut & respectu Navium, quæ hominibus vacuæ reperiuntur; ac mercium bonorumque per æquora fluitantium, ut pote quæ omnia Proprietariis (dummodo alterutrius Contrahentium Subditis existentibus) aut qui eos, modo prædicto, repræsentant, restituentur, computato restituendorum valore, ejusque tertia parte exsoluta, quæ & distribuetur servantibus ac restituentibus, uti ea omnia prædictis tribus Articulis præscribuntur.

XIX. Si autem contigerit, ut Magnus Dominus Czar, Totius Russiæ Autocrator, vel Domini Ordines Generales Fœderati Belgii respective Bello alicui implicentur, cui alter Contrahentium implicitus non fuerit, ille ex Contrahentibus, qui dicto Bello implicitus non est, in Portus suos non recipiet Naves armatas privatis sumptibus Subditorum Hostis, aut inimici ejus ex Contrahentibus, qui Bellum gerit, neque etiam Naves Subditorum alterius cujusvis Regis, Principis aut Status, qui ab illo hoste vel inimico alterutrius dictorum Contrahentium receperit Diploma seu Commissionem ad deprædandum Naves, quæ spectant ad eum ex prædictis Contrahentibus, qui Bello implicitus est, ejusve Subditos, adeoque non permittet ut tales prædaturi in Portubus suis commorentur, illic Naves suas instruant, victum, annonam, bellicave Instrumenta sibi comparent. Multoque minus & ea, quæ ceperint, sive Naves sive Merces, sive aliacunque alia bona vendant, redimi sinant, alio quovis modo permutent vel alienent. Sed si ejusmodi prædatores, per tempestatem aut alio fortuito casu, intra Portum quemcunque alterutrius prædictorum Contrahentium fuerint delati, Naves fractas externas reparare, aut tantum annonæ coemere iis solummodo permissum erit, ut ad Portum proximum ejus Principis aut Status, à quo Commissionem suam obtinuerunt, pervenire queant. Et si forte contra hoc pactum aliquis Subditorum Czareæ Suæ Majestatis, vel Dominorum Ordinum Generalium respective vel directe à prædatoribus, ac capientibus, vel indirecte quæsitisque coloribus præsumserit sibi, emendo, permutando, aut alio quovis modo adquirere ejusmodi Navem, Merces, aut alia qualiacunque bona, quæ Subditis alterutrius Contrahentis Bello impliciti, fuerunt erepta, eo casu Subditus ille tenebitur dictam Navim, Merces aut alia bona restituere proprietariis absque ulla mora, aut etiam sine ulla compensatione, aut refusione pecuniæ pro dictis rebus adquisitis promissæ aut jam solutæ. ANNO 1715.

XX. Et ut Commerciorum aut navigationis libertati ac securitati plenius cautum sit, porro placuit & dictus Magnus Dominus Czar, Totius Russiæ Autocrator, ac dicti Domini Ordines Generales Fœderati Belgii mutuo ac sedulo pollicentur, neque se ipsos recepturos neque concessuros, ut aliquis suorum respective Subditorum recipiat in Portus aut stationes qualiumcunque Partium, Imperiorum, Dominiorum, Ditionum, aut Terrarum respective suarum, Piratas aut Prædones, neve iis azylum, hospitium, auxilium, aut commeatum præbituros, aut ut præbeantur permissuros; verum contra enixam daturos operam, ut qualescunque Piratæ ac Prædones, eorumque piraticæ participes, quique eis ope, consilio, adjumento sunt, in terrorem aliorum investigentur, prehendantur, & merito supplicio puniantur. Omnes etiam Naves, Merces aut alia quæcunque bona à Piratis capta, atque in Portus alterutrius ex Contrahentibus devecta, quatenus quidem reperiri poterunt, etiamsi vendita forent, Dominis suis, aut iis, qui procuratorio nomine ea vindicaverint, aut restituentur, aut eorum loco satisfiet.

XXI. Si quæ Naves præsidiariæ, aut bellicæ Magni Domini Czaris, Totius Russiæ Autocratoris obviam habuerint, aut adsecutæ fuerint quamcunque Navem aut Naves onerarias aut mercaturam facientes, quæ pertineant ad Subditos Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, eoque idem iter faciant, eodemque tendant, Naves illæ præsidiariæ aut bellicæ illis onerariis præsidio esse, easque, quamdiu eodem pergunt itinere, contra omnes & singulos, qui eas adoriri voluerint, defendere tenentur. Atque ut id fieri possit, Præfectus illarum bellicarum Navium, præbebit Magistris, seu Præfectis onerariarum Libellum, continentem signa accedendi, recedendi & navigandi, qualem Naves prætoriæ dare solent reliquis, quibus præsunt. Idemque vice versa obtinebit, si quæ Naves præsidiariæ aut bellicæ Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii obviam habuerint aut assecutæ fuerint quamcunque Navem aut Naves onerarias aut mercaturam facientes, quæ ad Subditos Magni Domini Czaris pertineant.

XXII. Et quum ii, qui necessitate adacti, præter suum propositum, sive hostes vel inimicos, sive Piratas fugientes, sive per tempestatem ad Portus, Flumina, Sinus, loca tuta, aut etiam Littora aliena appellunt, sæpe admodum dure habeantur, ac contra jus & fas rebus suis spolientur, aut etiam sub prætextu Jurium, quæ Principi, Reipublicæ aut Statui deberentur, vexentur, neque dimittantur ad navigationem suam perficiendam, nisi post aliquantam summam pecuniæ, quam extorquent Portuum, Littorumque ita dicti custodes, solutam; ad præveniendum omnem de tali injuria querelam, & ad succurrendum miseris, inter Magnum Dominum Czarem, Totius Russiæ Autocratora, & Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii convenit: si Navis oneraria aut quodcumque Navigium Mercaturam faciens, aut piscationem exercens, ac pertinens ad Subditos alterutrius dictorum Contrahentium, per hostes, Piratas, tempestatem, aut aliam quamvis necessitatem adigatur intrare Portum, Flumina, Sinus vel appellere & loca quævis tuta aut Littora Imperiorum, Dominiorum, Ditionum, aut qualiumcunque Terrarum alterutrius ex Contrahentibus obtemperantium respective, nulli licitum fore navigia intrare, multoque minus onus aut ejus partem exonerare, Navemque suo gubernaculo, Armamentis aut Instrumentis privare; sed contra poterit Magister aliusve Præfectus ejusmodi Navis aut Navigii, securitatis causa, onus aut ejus partem in terram exponere eamque per se aut suos custodire, deinde

ANNO 1715. deinde rurſus Navim onere, & quo libuerit tempore, inde ſecure recedere cum Navi ac mercimoniis, nullis omnino ſolutis vectigalibus aut oneribus, quocunque ſub juris prætextu poſci aut exigi ſolita forma fuerint, neque etiam ulli viſitationi, aut diſquiſitioni obnoxiæ erunt. Eorum autem Portuum, Stationum, aut Littorum Præfecti ſeu Cuſtodes, vel quo alio nomine appellentur, ejuſmodi appellentes Naves ac homines, ab omni injuria ac illatione damni ſedulo defendent, ac tutos præſtabunt, niſi reparationi damni aut injuriæ, ſecundum præſcripta Articuli XI. hujus Tractatus obnoxii eſſe velint. Verum e contra licebit Magiſtris, aliiſve talium Navium Præfectis, onus impoſitum, ſive totum, ſive partiin diſtrahere aut venum exponere, neque, merces aut perſonas illic in Navim recipere, multoque minus aliquid facere contra Leges aut Statuta ejus loci, ad quem appellere compulſi ſunt. Si quid enim eorum admiſerint, ita res accipietur, ac ſi illum in locum forent deſtinati, adeoque omnibus juribus, quæ ſubire oportuiſſent, ſi illuc ex compacto tetendiſſent, obnoxii erunt, tam ipſi quam Naves atque bona, quibus Præfecti fuerint.

XXIII. Si qua autem Navis ejuſmodi, vi tempeſtatis plus minus fracta in Littora, aut alium qualemcunque locum compulſa fuerit, Magiſtro aliive Præfecto, ſociiſque Navalibus (ſignificata prius intentione ſive Vectigalium receptoribus, aliiſve talibus Officialibus, ſi quis talis illic loci ſit) omnino liberum licitumque erit, onus aut partes ejus in terram exportare, idque una cum principali Vectigalium in eo loco Inſpectore cuſtodire, facto per dictum Inſpectorem Vectigalium inventario omnium, quæ in terram exportata ſunt, cujus exemplum ſive Copia per Inſpectorem ſignata, reddetur Magiſtro vel alii Navis fractæ Præfecto, ut ex eo conſtet, quaenam reddi debeant. Quo facto licebit dicto Magiſtro, aut alii cuivis Navis Præfecto, quocunque tempore, intra vertentem tamen annum, aut ſolvere Vectigalia, aliaque quæ reſpectu ejus generis bonorum, aut mercimoniorum importatorum, debentur, eaque tanquam bona illuc deſtinata pro libitu ſuo vendere: aut Navem refectam illis denuo onerare, eaque exportare, abſque illius oneris aut vectigalis penſione. Sin autem Navis ejuſmodi uſque adeo ſit fracta, ut refici, ac in Mare reduci nequeat, liberum erit Magiſtro, aliive Navis Præfecto, eam aut vendere talem, qualis fuerit, aut rumpere & ſecare, materiam atque Armamenta diſtrahere, aut ea, partemve eorum alioverſum tranſportare, nullo illis facto impedimento, neque exacta ulla pecunia, aut alia quavis re, quocunque ſub nomine, titulo aut prætextu. Quod ſi quæ merces, quæ illic loci ſint prohibitæ, ſeu Contrabandæ, in ejuſmodi Navi forte fuerint, Magiſtro aliive Præfecto permittetur, ea in Navim refectam referre, aut ſi refici illa nequeat, in aliam quamvis Navim imponere, atque ita exportare, eodem modo, atque eadem immunitate, quæ de reliquis non prohibitis permiſſa eſt. Denique & ſervabuntur, quæ de tutandis hominibus, ac bonis ac prohibenda injuria & damno, Articulo proxime præcedenti, convenerunt.

XXIV. Si quæ Naves pertinentes ad Subditos alterutrius ex Contrahentibus appulerint Portus, aut intraverint Sinus aut Flumina alteri dictorum Contrahentium ſubjecta, earumque Præfecti per ignorantiam admiſerint aut fecerint aliquid illiciti, veluti exonerando bona aut merces, abſque editione aut ſignificatione facta receptoribus Vectigalium aut aliis Teloniorum Officialibus, aut ſi commiſerint aliud quodcunque crimen, vel factum Legibus aut Statutis loci adverſum, nullum inde damnum aut præjudicium generabitur, neque Navi ipſæ, neque bonis aut mercibus, quæ in terram nondum expoſita ſunt. Verum ſi qua confiſcatio bonorum ei, qui crimen aliquid, nihil commune habens cum negociatione aut Commerciis, perpetraverit, per Leges loci poſſit infligi: illa in talibus caſibus, nullo modo extendetur in damnum aut Navis aut bonorum ei impoſitorum, ſed locum ſibi tantum vindicabit reſpectu bonorum perpetrantis. Quod ſi id quod factum aut perpetratum fuerit, vel per ignorantiam vel præmeditate, ad exercenda commercia ac negociationem pertineat, ejuſmodi tamen confiſcatio ultra bona ſeu merces expoſitas, & revera detentas extendi nunquam poterit. Quidquid autem ejuſmodi contra Leges & Statuta loci perpetratum aut tentatum fuerit, per aliquem inferiorem Præfectum Navis aut navigii Mercaturam facientis, Gubernatorem, aut navalem ſocium, cujuſcunque generis illud fuerit, ſive data opera, ad fraudanda Vectigalia, ſive per ignorantiam, ſocordiam aut ſtupiditatem, aut qualicumque alia intentione, locum aut prætextum non dabit detinendi, aut confiſcandi Navem ipſam, aut quidquid in ea ſit, neve ullomodo procedendi contra Præfectum ipſum navigii, eumque detinendi, aut qualicunque moleſtia afficiendi. ANNO 1715.

XXV. Convenit præterea, neque Magnum Dominum Czarem totus Ruſſiæ Autocratora, neque Dominos Ordines Fœderati Belgii reſpective, ullo Edicto aut Mandato ſive generali ſive ſingulari, neque ob ullam qualemcunque cauſam, ſibi ſumturos, detenturos, arreſto incluſuros, aut ad ſui ipſius ſervitium coacturos ullam Navem onerariam, Præfectum, Magiſtrum, Gubernatorem aut Socium navalem, quemvis, aut ulla bona ejuſmodi Navi impoſita, reſpective, quæ intra Portus, Sinus, Fluvios aut alium quemcunque locum alterutri prædictorum Contrahentium ſubjectum merces exponant aut imponant, aut alias ob cauſas commorentur, niſi obtineatur prævius conſenſus Præfecti; & poſt verum ac juſtum locationis aut venditionis pretium præſenti pecunia ſolutum mercatoribus vel proprietariis talium Navigiorum aut mercium, aut eorum Procuratoribus, aut generaliter illis, qui ea vendere vel locare poſſunt reipective.

XXVI. Præfectis quoque, Magiſtris, Gubernatoribus, Sociis Navalibus, aliiſque omnibus ad Navigia pertinentibus, tam bellicorum quam onerariorum & Mercaturam facientium Navigiorum, non ſolum in Navi ſed etiam extra illam, ſive deſcendentibus in terram, ſive redeuntibus ad Navigia, quæ in Portu, loco tuto, aut alio quocunque loco intra Regna & Ditiones alterutrius ex Contrahentibus ad Anchoram ſteterint, aut qualemcunque aliam ob cauſam illic fuerint, quin & terra ex uno loco ad alium iter facientibus, ad negotia ſua peragenda, reciproce licitum erit geſtare atque uti qualicumque genere armorum, ſeu ad defendendum, ſeu ad offendendum idonea ſunt; neque eorum quiſpiam obligabitur ad ea declaranda cuicunque Officiali, multoque minus ob eorum geſtationem aut uſum ulla moleſtia afficietur, per Subditos amborum Contrahentium reſpective, cujuſcunque illi ſint ordinis aut conditionis.

XXVII. Porro licitum erit Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii nominare, atque mittere unum aut plures Miniſtros, qui privilegiis & immunitatibus, tum & ſecuritati tam Perſonarum, quam Commerciorum ſuorum Subditorum, tam illorum, qui ſub Imperiis, Dominationibus ac Terris Magni Domini Czaris, totius Ruſſiæ Autocratoris, fixum habent Domicilium, quam eorum qui illic brevi tempore Negotiorum aut Commercii cauſa diverſantur, conſulant vulgo dictos Conſules, ut reſideant intra Imperia Principatus, Dominia, ac Terras dicti Magni Domini Czaris, in Portubus, Civitatibus, aliiſve locis qui ei rei utiles paruerint. Qui quidem Conſules in exſequendo ſuo munere gaudebunt ac fruentur iiſdem libertatibus, immunitatibus, exemptionibus ac privilegiis, quæ aliis ordinariis publicis Miniſtris Dominorum Ordinum Generalium intra Imperia, Principatus, Dominia ac Terras Magni Domini Czaris reſidentibus concedi ſolita fuerant, aut in poſterum concedenda ſunt. Et ſpeciatim illis Conſulibus omnino liberum erit defendere & protegere tam Mercatores, Subditos aut Incolas Fœderati Belgii, eorum Factores & utrorumque Familias, quam Præfectos, Magiſtros, Gubernatores ac navales Socios qualiumcunque Navigiorum ad dictos Subditos aut Incolas Fœderati Belgii pertinentium, tum præterea cuncta Jura, immunitates ac privilegia, quibus prædictos omnes aut ſingulos gaudere ac frui oportet, virtute quum hujus Tractatus, tum aliorum Fœderum aut Conventionum, quæ inter Magnum Dominum Czarum & dictos Dominos Ordines in poſterum iniri & contrahi poterunt. Gaudebunt inſuper etiam dicti Conſules auctoritate petendi in favorem dictorum Subditorum vel Incolarum Fœderati Belgii omnia, quæ Gentium jure, atque ex juſtitiæ atque æquitatis regulis iis præſtari opportet. Adeoque ſi quid, per Subditos Magni Domini Czaris, totius Ruſſiæ Autocratoris, in damnum aut præjudicium Subditorum aut

ANNO 1715.

aut Incolarum Fœderati Belgii factum aut tentatum fuerit, Conſules illi querelas ſuas ea de re ad Magnum Dominum Czarem, ejuſque privatum, aut aliud tale Conſilium, cui Majeſtas ſua ſemper intereſſe cenſetur, ſcripto deferre poterunt, ac damni, injuriæ, præjudiciive emendationem petere. Atque ejuſmodi petitiones & querelæ recipientur eodem modo, quo aliorum publicorum Miniſtrorum petitiones & querelæ recipi ſolent; ut eo modo diſſenſiones & controverſiæ, quæ exortæ forte fuerint, quantum quidem fieri poteſt, amice ſopiantur, atque injuriam paſſis, abſque proceſſuum ambagibus aut affectatis effugiis, promte ac revera ſatisfiat. Atque eadem omnia ac ſingula vice verſa locum habebunt atque obſervabuntur in Fœderato Belgio, reſpectu atque in favorem Conſulum, quos Magnus Dominus Czar totius Ruſſiæ Autocrator, ordinare atque illuc mittere volet, ut tam ipſi Conſules, quam omnes alii qualeſcunque Subditi dicti Magni Domini Czaris, re & facto gaudeant ac fruantur omnibus libertatibus, immunitatibus, exemptionibus, privilegiis, ac juribus, quibus reſpective quæ illis præſtari oportet, ſeu virtute tam hujus Tractatus quam aliorum Fœderum aut Conventionum, quæ inter ſæpe dictos Contrahentes in poſterum iniri ac contrahi poterunt; ſeu etiam Gentium jure, atque ex juſtitiæ & æquitatis regulis.

XXVIII. Nullis Navium onerariarum Præfectis, Magiſtris, Sociiſque Navalibus, qui ſint Subditi Magni Domini Czaris, licitum erit, intra terras Dominis Ordinibus Generalibus obtemperantes, in jus vocare, turbare, aut qualicunque moleſtia afficere Præfectos, Magiſtros, Socioſque navales ſuæ Navi, neque etiam alterius Navis æque pertinentes ad Subditos dicti Magni Domini Czaris, mercedis aut ſalarii nomine, vel alio ſub quocunque prætextu. Neque ferent dicti Domini Ordines, ut eorum quiſpiam, ſub tali prætextu aut colore ſeſe officio ſuo ſubtrahat, adeoque multo minus illos qui talia aut fecerunt aut moliti ſunt, in Miniſterium aut protectionem ſuam, inve ſuas copias ſive navales ſive terreſtres recipient directe aut indirecte. Sin Controverſia fuerit orta inter Præfectos aut Magiſtros, alicujus Navis onerariæ & Mercaturam facientis ab una, atque eorum Socios navales ab altera parte, de mercede aut ſalario cujuſcunque ex illis, Pars alterutra narrationem facti ſcripto comprehenſam & ſignatam, ſeu Conſuli ſeu alii cujuſvis qualitatis publico Miniſtro ſui Principis exhibebit, qui arbitrio ſuo itidem ſcripto ac ſignato, negotio finem dabit, illudque arbitrium, dato Fidejuſſore idoneo exitum proviſionaliter habebit. Ei vero, qui tali arbitrio læſum ſe cenſuerit, provocare licebit ad Judicem competentem intra Imperia, Principatus, Dominia, ac Terras Magni Domini Czaris; Eadem omnia vice verſa ſedulo obſervabuntur intra Imperia, Principatus, Dominia ac Terras Magni Domini Czaris, reſpectu Præfectorum, Magiſtrorum, cum Sociorum Navalium qui Subditi ſunt Dominorum Ordinum Fœderati Belgii, atque intra dicta Imperia, Principatus, Dominia ac Terras Magni Domini Czaris, ſi invicem litibus pulſare tentabunt.

XXIX. Et quoniam non tam bene ſe habent res humanæ, quin inter eos, qui augendæ ſuæ rei ſedulo intenti ſunt, multiplicia oriuntur diſſidia, quæ ne vi manuque decidantur, Pacis, tranquillitatis atque opulentiæ tam univerſorum quam ſingulorum ſummopere intereſt; ac præterea prædicti Contrahentes alterutrius Subditis ita favere velint, ut reciproce gaudeant ac fruantur eodem jure, iiſdemque prærogativis, quibus utriuſque proprii Subditi, ſuis in Imperiis, Principatibus, Dominiis ac Terris reſpective fruuntur, & in poſterum fruituri ſunt; quæ quidem hoc modo ac medio præcipue effici poſſunt, ſi nullo perſonarum reſpectu habito, jus ac juſtitia æquali modo, tam extero quam incolæ adminiſtratur, quoniam abſque Judicum ac Judiciorum ope, optimae, prudentiſſimae ac ſinceriſſimae quaeque Fœderum ac Tractatuum Stipulationes, praeſcripta & cautelae ab improbis perrumpi atque inſuper haberi poſſint: dicti Contrahentes, ut ejuſmodi conatus aut praeveniantur aut reprimantur omnino curabunt, ut tam ſuper omnibus negotiis, quae initium cœperunt extra ſua Imperia, Principatus, Dominia ac Terras reſpective, ſuperque omnibus Conventionibus & Contractibus extra illa initis; quam etiam ſuper quibuſcunque rebus maritimis, de quibus inter ſuos reſpective Subditos, Terrarumve ſuarum Incolas lites in poſterum emerſerint; tum ſpeciatim ſuper Navibus, bonis aut mercibus, quae per Subditos alterutrius ad Bellum inſtructos, aliquo ſub colore aut praetextu in Mari deſerta, ac in Portum ad alterutrum praedictorum Contrahentium ſpectantem deducta fuerint, jus dicatur atque juſtitia adminiſtretur, ſecundum cautelas ac ſtipulationes quae hoc Tractatu praeſcripta ac placita ſunt, quaeque ſucceſſu temporis placebunt ac praeſcribentur, deinde ſecundum juſtitiae & aequitatis normam, atque etiam ſecundum leges loci, quatenus illae Subditis & Incolis Dominiorum alterutrius Contrahentium plus favent quam ea, quae hoc Tractatu convenerunt. Idque fiet reſpective, priori quidem loco ſeu inſtantia, per ſuprema rerum maritimarum Tribunalia, vulgo dicta Admiralitates: quae ut conſtent e Judicibus idoneis, integris, qui ſuſpicioni corruptionis, favoris aut iniquitatis nullo modo ſint obnoxii; & ad quos cauſa quae diſceptatur, neque per ſe neque per ſuos pertinet, dicti Contrahentes enixam dabunt operam. Eoque in judicio res definietur intra ſpatium ſex Menſium vel citius, ſi per rei naturam id fieri poterit. Et ſi ultra dictum ſex menſium tempus res protrahatur citra conſenſum reclamantium, vel eorum, qui extra Dominia, ſui Principis reſpective litem perſequi neceſſe habent, liberum erit reclamanti vel ei, qui extraneus cum ſit, litem perſequitur, hinc à Magni Domini privato, aut alio tali Conſilio, cui Majeſtas ſua ſemper adeſſe cenſetur, illinc à Conventu Dominorum Ordinum Generalium, petere, ut jubeantur Judices propere atque intra breve tempus, illis praefigendum ſententiam ferre. Eaque intra praefinitum tempus non lata, dicti Magni Domini Czaris Conſilium, aut dicti Domini Ordines Generales reſpective, ad ſe cauſam evocabunt, eamque ſecundum regulas hoc Articulo praeſcriptas definiant.

XXX. Lite hinc inter Subditos Magni Domini Czaris, illinc inter Subditos Dominorum Ordinum Generalium, aut Incolas Dominiorum ac Terrarum dictorum Contrahentium reſpective exorta, nunquam licebit bona qualiacunque, de quibus ex aliqua earum cauſarum, quae praecedente Articulo XXIX. expreſſae ſunt, inter dictorum Contrahentium Subditos controvertitur, vendere, aut alienare, neque Naves detentas aut in Portum aliquem deductas exonerare, nequidem ſub eo praetextu, quod bona merceſve, de quibus lis eſt, durante proceſſu corrumpere poſſent, niſi ſi conſentiant illi quorum intereſt: quo de conſenſu ex Inſtrumento per perſonam aliquam publicam confecto, aut ex Libello ſupplice amborum litigantium conſtare debebit, ſed omnia ejuſmodi bona litigioſa, Naveſque detentae ac in Portum deductae ſervabuntur intacta, donec aut priori Sententiae acquietum, aut Sententia in poſteriori judicio ſeu inſtantia fuerit lata. Quae tamen regula unicam patietur exceptionem, ſcilicet, ſi prior Sententia fuerit lata pro reclamantibus, vel generaliter pro Subditis illius ex Contrahentibus, qui extra Imperia, Dominia aut Terras ſui Principis, Naves, merces, aut bona ſua qualiacunque lite perſequi neceſſe habent: quippe dicto ſolo caſu illa Sententia (ſatis idoneis Fidejuſſoribus rerum controverſarum æſtimationem reſtitutum iri, ſi poſteriori judicio aliter fuerit definitum), ſtatim & abſque ambagibus executioni mandabitur; ſed non è contra. Quod ſi qua Nave detenta & in Portum deducta, ipſum Navigium, Mercimonia aut alia bona contra hanc cautelam, abſque conſenſu eorum quorum intereſt, ſub quocunque praetextu vendita fuerint, licitum erit reclamantibus, vel Proprietariis quibuſcunque, probata tantum illa venditione, cum Navim venditam ab qualicunque emptore, abſque ulla reſtitutione pretii, repetere; atque emptor eam ſine proceſſu aut cavillationibus ſtatim reſtituet; tum etiam ob vendita bona litem movere vendentibus de damno dato, eoque in judicio nihil aliud examinabitur, niſi quantum damni reclamantibus vel proprietariis quibuſcunque per injuſtam illam, ac illicitam venditionem fuerit datum, idque bona fide adjudicabitur. Et quamvis is, qui detinuerit & in Portum aliquem deduxerit Navem aliquam, cujus Praefectus eſt Subditus Magni Domini Czaris vel Dominorum Ordinum Generalium reſpective, contendat dictam Navim detentam atque abductam pertinere ad hoſtes Magni Domini Czaris vel Dominorum Ordinum Generalium reſpective, ejuſmodi tamen

ANNO 1715.

tamen Navis, non apparente Reclamatore, non exonerabitur, multoque minus vendetur, nisi postquam Actor quatuor Edicta, quae & publice affigentur locis solennibus, & quorum ultimum erit peremtorium, impetraverit, per intervalla, non minus quam sex septimanarum, atque post sex hebdomadas ab ultimo illo Edicto impetrato & proposito, causa legitime acta, & Sententia rite fuerit pronunciata ; talis scilicet qua ejusmodi Navis detenta & abducta atque onus ei impositum confiscentur. Sin ejusmodi Navis atque onus ab impetitione Detentoris vel Actoris absolvatur ; Navis atque bona ei imposita illico Praefecto, seu Magistro ejus restituentur, ut iter & Navigationem suam prosequatur. Et haec quidem ita exactissime observabuntur, ni sub praetextu hostilitatis exonerentur, aut vendantur Naves aut bona quae revera ad Subditos Magni Domini Czaris, vel Dominorum Ordinum Generalium respective, aut universa aut pro parte pertinent.

XXXI. Post latam prioris & inferioris Judicis Sententiam, si Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris Legati, aliive Majestatis Suae Ministri publici apud Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii commorantes, aut etiam Proprietarii, eorumque Socii, correspondentes, Procuratores. Magister sive alius quivis Praefectus Navis detentae, qui reclamaverint, querentur de iniquitate Sententiarum à dicto Judice inferiori latarum, licitum erit Parti conquerenti ad dictos Dominos Ordines Generales appellare intra duos annos a die pronunciatae prioris Sententiae, dictique Domini Ordines causarum merita, processus Sentientiasque latas in Conventu suo denuo examinabunt, ac secundum hunc Tractatum & justitiae ac aequitatis normam Sententia sua definient ac terminabunt. Efficient etiam, ut ordinationes & cautelae in hoc Tractatu praescriptae, tum & placita juris Gentium atque suarum Legum, quatenus ea plus favent Subditis Magni Domini Czaris, serventur, atque effectum suum sortiantur, ac jus conquerentibus reddatur intra tres menses à die provocationis, nisi ab alterutra parte ad producendum nova causae Instrumenta, vel alias ob causas magni momenti, prolixiori spatio petito, ea petitio Dominis Ordinibus Generalibus justa fuerit visa, quo tamen casu causae definitio ultra sex mensium spatium protrahi nunquam poterit. Pariter si post latam prioris & inferioris Judicis Sententiam, Legati, aliive publici Ministri Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii apud Magnum Dominum Czarem totius Russiae Autocratora commorantes, aut etiam Proprietarii, eorumque Socii, correspondentes, Procuratores, Magister seu alius quivis Praefectus Navis detentae, qui reclamaveriut, querentur de iniquitate Sententiarum a dicto Judice inferiori latarum, licitum erit conquerenti ad Magnum Dominum Czarum totius Russiae Autocratora, in ipsius privato vel alio tali Consilio, cui Sua Majestas semper interesse censetur, appellare intra duos annos à die pronunciatae prioris Sententiae, dictusque Magnus Dominus Czar causarum merita, processus, Sententiasque latas, in dicto suo Consilio denuo examinabit, & secundum hunc Tractatum, & justitiae ac aequitatis normam Sententia sua definiet ac terminabit. Efficiet etiam ut Ordinationes & cautelae in hoc Tractatu praescriptae, tum & placita Juris Gentium, atque suarum Legum, quatenus ea plus favent Subditis Dominorum Ordinum Generalium, serventur atque effectum suum sortiantur, ac jus conquerentibus reddatur intra tres menses, à die provocationis, nisi ab alterutra Parte, ad producendum nova causae Instrumenta, vel alias ob causas magni momenti, prolixiori spatio petito, ea petitio Magno Domino Czaro in dicto ejus Consilio, justa fuerit visa; quo tamen casu, causae definitio ultra sex mensium spatium protrahi nunquam poterit. Deinde tam Magnus Dominus Czar totius Russiae Autocrator, quam Domini Ordines Generales Fœderati Belgii sedulo effectum dabunt, ut Sententiae in dicto posteriori Judicio respective latae, prout earum verba ferunt, statim & absque ulteriori processu, executioni mandentur, ac suum effectum quam citissime sortiantur. Quod & tum fiet, si Pars condemnata, absque appellatione, priori Sententiae adquieverit. Praeterque omnia praedicta etiam convenit, neque in priori, neque in posteriori instantia, pro administratione justitiae, ullum honorarium munus aut salarium Judicibus, qualescunque illi sint per reclamantes hinc inde solutum, nec per Judicis respective directe aut indirecte receptum iri.

ANNO 1715.

XXXII. Si qua injuria ab alterutro ex Contrahentibus, eorumve Subditis, aut Incolis Imperiorum, Principatuum, Dominiorum aut Terrarum illorum respective, sive quovis in loco extra Regna ac Ditiones utriusque Contrahentis, sive in alto Mari illata fuerit Navibus, bonis aut mercibus pertinentibus ad Subditos aut Incolas quarumcunque Ditionum aut Terrarum alterius Contrahentis, tam contra ali quam hujus Tractatus stipulationem aut cautelam, quam contra Jus Commune seu Gentium, nullae tamen Litterae Represaliarum, marcae aut contramarcae hinc aut illinc concedentur, nisi Officium Judicum ex praescripto hujus Tractatus prius imploratum, & tamen justitia denegata, aut ejus Administratio dilata fuerit. Denegata autem vel etiam dilata Justitiae Administratione, publicus aliquis Minister illius ex Contrahentibus, cujus Subditi vel Ditionum aut Terrarum suarum Incolae injuriam passi sunt, publice postulabunt, vel ut lis amice componatur, vel ut secundum regulas & cautelas hujus Tractatus jus reddatur conquerentibus, sive id in priori, sive in posteriori Judicio usu veniat. Sin autem facta tali publica petitione, nihilominus mora illa continuetur, neque jus reddatur, nec satisfiat conquerentibus intra tres menses, nulla ulteriori Admonitione adhibita. Litterae Represaliarum Marcae aut Contramarcae, absque Tractatus hujus offensione concedi poterunt.

XXXIII. Omnes autem & singuli praecedentes Articuli cum perfectissima reciprocatione intelligendi sunt, etiam si ea reciprocatio in aliquo aut pluribus Articulis plene non esset expressa, ita ut Subditi Magni Domini Czaris in Ditionibus ac Terris Dominis Ordinibus Generalibus obtemperantibus gaudere ac frui debeant omnibus omnino privilegiis ac juribus, quibus Subditi aut Incolae Ditionum aut Terrarum dictis Dominis Ordinibus subjectarum, in Imperiis, Principatibus, Dominiis ac Terris Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris gaudent ac fruuntur. Et vicissim Subditi ac Incolae Ditionum ac Terrarum dictis Dominis Ordinibus Generalibus subjectarum in Imperiis, Principatibus, Dominiis ac Terris Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris, gaudebunt & fruentur omnibus omninò privilegiis, ac juribus, quibus Subditi dicti Magni Domini Czaris in Ditionibus ac Terris Dominis Ordinibus Generalibus obtemperantibus gaudent ac fruuntur. Et si quid juris vel privilegii ab alterutro ex Contrahentibus concedatur Subditis alterius Contrahentis, praeter ea quae hoc Tractatu comprehensa sunt, ea statim quoque reciproce concedantur ab altero Contrahente intra sua Dominia Subditis illius Contrahentis, qui prior favere Subditis alterius Contrahentis coeperat. Quod si contrahentes aut eorum alteruter, procedente tempore alii Nationi, aut Populo, aut cujuscunque Principis Subditis concesserit privilegia plura aut ampliora iis, quae Magnus Dominus Czar indulserat Subditis Dominorum Ordinum Generalium, aut quae Domini Ordines Generales indulserant Subditis Magni Domini Czaris, eadem omnia sese, alterum alterius Subditis concessuros & indulturos, tam Magnus Dominus Czar, quam Domini Ordines Generales solenniter promittunt.

XXXIV. Denique convenit, Tractatum hunc, omnesque & singulos ejus Articulos, quam primum id fieri poterit, confirmatum iri, atque Ratihabitiones cum Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris, tum Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii respective intra . . . . mensis, à die hujus Fœderis concluši solenniter permutatum iri, ac deinde per omnia Imperia, Principatus, Dominia Terrasque dicti Magni Domini Czaris, tum & per Ditiones ac Terras dictis Ordinibus Generalibus obtemperantes rite publicatum iri; ejusque exempla respective ad Cancellarias, Archiva, Concilia, Curias ac qualiumcunque Judicum Tribunalia, omniaque alia Collegia, ad quae res ullomodo pertinere potest, delatum iri, ne ulla ignorantia hujus Tractatus praetendi aut affectari ab alterutra parte queat; verum contra ab omnibus, qui tam intra Imperia, Principatus, Dominia ac Terras Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris, quam intra Ditiones ac Terras Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii obtemperantes degunt, bona fide, sedulo & diligenter per omnia observetur & adimpleatur.

ANNO 1716.

## CLXXXII.

25. Mai. *Traité d'Alliance entre Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté Britannique, ainsi qu'il a été corrigé & conclu le 25. Mai 1716.*

IN nomine Sacro-sanctae ac individuae Trinitatis; Manifestum sit omnibus, quibus expediet, universis.

Postquam Augustus Romanorum Imperator Carolus Sextus, Hispaniarum, Hungariae & Bohemiae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiæ, &c. Nec non Sereniſſimus Magnae Britanniae, Franciae & Hyberniae Rex, Dux Brunsvici & Luneburgi, Sacri Romani Imperii Elector, in memoriam revocassent insignia emolumenta, quae ex sincera & constanti Antecessorum suorum unione promanarunt; ideoque praesentis temporis circumstantiis accuratius perpensis, ad eandem communi bono reintegrandam animum admovissent.

Inde Deo propitio factum ut communicatis consiliis in sequentium Articulorum Tractatum & duplicatum Fœdus rite convenerint.

I. Sit inter Sacram Caesaream & Regiam Catholicam Majestatem, & Sacram Regiam Magnae Britanniae Majestatem sincera amicitia & consiliorum conjunctio atque perfecta Confœderatio, eorumque quisque alterius commoda pro suis reputet, ac serio promovere studeat, damna vero, qua potest, optima ratione avertat.

II. Fœderis hujus defensivi intentio & finis alius non sit quam mutuo se invicem tueri ac in possessione Regnorum, Provinciarum ac Jurium, eo quo sunt statu, & quibuscunque quisquis actualiter gaudet & fruitur, conservare. Quod si igitur contigerit, ut unus vel alter Confœderatorum ab aliis Potentiis hostiliter invadatur aut offendatur, conventum est, ut ejusdem honor, dignitas, nec non Provinciae ac supradicta Jura, quae tempore hujus Fœderis in Europae partibus possidet, aut eo durante mutuo consensu acquiret, contra quoscunque aggressores communi ope & auxilio terra marique illaesa conserventur, defendantur & propugnentur, nec non ob injuriam forsitan illatam justa satisfactio procuretur.

III. Ad hunc salutarem scopum assequendum, casu praememorato alicujus hostilis invasionis, impetitus, eandem Confœderato notificet, qui omnem apud aggressorem operam impendet, quo sine mora ab ulteriore hostilitate abstineat, de illatis damnis juste satisfaciat, ac de futura securitate Fœderato caveat.

IV. Blandiore hac via intra bimestre spatium non succedente, aggresso à Fœderato illico auxilia submittantur, nec ante revocentur, quam id obtentum fuerit, quod Articulo praecedente secundo expressum est.

V. Auxilia vero, quae emergente hoc casu à Confœderato mittenda sunt, erunt sequentia.

Pro parte Sacrae Caesareae & Catholicae Majestatis armatorum duodecim millia, scilicet Pedites 8000. Equites 4000.

Pro parte Sacrae Regiae Magnae Britanniae Majestatis totidem armatorum millia, scilicet: Pedites 8000. & Equites 4000.

Quod si vero ratio Belli in totum vel in partem suppetias maritimas potius postularet loco supra dictarum terrestrium copiarum, tot Naves bellicas, quarum sumptus praefatum numerum armatorum adaequarent praestare teneatur, uti & in casu ubi majores etiam tam terrestres quam maritimae suppetiae necessariae forent, de iis absque mora inter Confœderatos conveniatur, & ab utrinque amicabiliter propensio exhibeatur.

VI. Conventum est, nullum alium Principem aut Potentiam ad praememoratum Fœdus invitandum esse aut admittendum, nisi unanimi ac mutuo Fœderatorum consensu, ac hoc prorsus modo, quo inter eosdem pactum fuerit & conventum.

VII. Cum vero nihil magis utrique Fœderatorum in votis sit, quam Tractatu hoc inito salutem communem ope mutua tutam reddere, Pacemque publicam illaesam conservare, nullique prorsus dubium sit, quin Praepotentes Unitarum Belgii Provinciarum Generales Ordines admodum lubenter opus tam utile, tamque necessarium Societate sua adjuvare atque promovere velint; eapropter & nunc placuit eosdem Generales Ordines ad praesens Fœdus non modo lubenter admittere, sed & eos ad illius accessionem sine mora amice invitare. ANNO 1716.

VIII. Ratificatio hujus Tractatus intra spatium sex septimanarum, aut citius, si potest, fiat. In quorum fidem tum Sacrae Suae Caesareae & Catholicae Majestatis, tum Sacrae Suae Regiae Majestatis Magnae Britanniae Plenipotentiarii hasce praesentes manibus suis subscripserunt, iisdemque Sigilla apposuerunt. Actum West-Monasterii die 25. Mensis Maji, Anno Domini 1716.

(L.S) OTTO CHRIST. COM. A VOLCKRA. (L.S.) W. CANTUARIENSIS.

(L.S.) JOAN. PHILIP. HOFFMAN. (L.S.) COUPER.

(L.S.) COUPER.

(L.S.) SUNDERLAND.

(L.S.) DEVONSHIRE.

(L.S.) MARLBOROUGH.

(L.S.) ROXBORG.

(L.S.) ORFORD.

(L.S.) TOWNSHEND.

(L.S.) J. STANHOPE.

(L.S.) R. WALPOLE.

### ARTICULUS SEPARATUS.

Conventum praeterea est, quod si tractu temporis inter Sacram Caesaream Majestatem & Ottomannicum Imperium Bellum oriretur, Tractatus Fœderis hodierna die cum Sacra Regia Majestate Magnae Britanniae concluſus, nullatenus eo pertinere vel extendi censeretur, nec Bellum cum Turcis pro casu exigente reputari poterit. In cujus fidem Sacrae, &c. & signatum ut supra.

### RATIFICATIO IMPERATORIS.

Quod nos inspectis consideratisque ejusdem Tractatus Articulis eosdem omnes una cum Articulo Secreto in universum ratos gratosque habuerimus ac comprobaverimus, prout ea omnia & singula, quae ita acta & transacta fuerunt, vigore praesentium approbamus & ratificamus, verbo Caesareo Regio Archiducali promittentes, Nos ea firmiter & sancte per omnia impleturos & observaturos esse. In quorum fidem praesentes propria manus subscriptione appressoque nostro sigillo communivimus. Datum Viennae 30. Julii 1716. Regnorum nostrorum Romani 5., Hispaniarum 13., Bohemiae & Hungariae sexto,

CAROLUS.

PHILIPPUS LUD. C. A SINZENDORF.

*Ad mandatum Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis proprium,*

JOANNES GEORGIUS BURL.

ANNO 1716.

## CLXXXIII.

28. Sept. *Traité de Commerce entre la France & les Villes Anſéatiques*, Lubeck, Bremen & Hambourg, *conclu à Paris le* 28. *Septembre* 1716.

LE Roi deſirant faire connoitre aux Villes de *Lubeck*, *Bremen* & *Hambourg*, de l'Anſée Teutonique, qu'il a pour elles la même affection, & la même bonne volonté que les Rois ſes Predeceſſeurs depuis LOUIS XI. juſqu'à LOUIS XIV., ſon très honoré Seigneur & Bis-Ayeul, leur ont témoigné dans pluſieurs Traitez conſecutifs de Marine & de Commerce, & particulierement dans celui du mois de Mai 1665., Sa Majeſté a reçu favorablement les inſtances, prieres & Suplications que ces Villes lui ont fait par les Srs. *Chriſtofle Broſſeau*, & *Jean Anderſon*, Docteurs és Loix, Sindics de la Ville de Hambourg, & *Daniel Stoockſtet*, Senateur, leurs Deputez en cette Cour, de vouloir bien convenir avec elles d'un Traité de Commerce, qui puiſſe maintenir & conſerver entre ſes Sujets & ceux deſdites Villes une ſincere intelligence pour l'utilité & avantage reciproque; & de l'avis de ſon très-cher & très-aimé Oncle le Duc *d'Orleans*, Regent, &c. a commis pour examiner les Memoires preſentez de la part deſdites Villes, le Sr. Comte *d'Eſtrées*, Vice-Amiral & Maréchal de France, Grand d'Eſpagne, Commandeur de ſes Ordres, Gouverneur des Villes & Château de Nantes, Lieutenant-General au Païs Nantois, Vice-Roi de l'Amerique, & Preſident du Conſeil de Marine; le Sr. Marquis *d'Uxelles*, auſſi Maréchal de France, Commandeur de ſes Ordres, Gouverneur de la Province d'Alſace, Lieutenant-Général au Gouvernement de Bourgogne, & Préſident du Conſeil des affaires étrangeres; & le Sr. *Amelot*, Conſeiller ordinaire en tous ſes Conſeils d'Etat & Privé, & aux Conſeils de Commerce; leſquels, après pluſieurs Conferences tenuës avec leſdits Srs. Deputez: ont conjointement en vertu de leurs Pouvoirs reſpectifs, reſolu, arrêté & conclu ce qui ſuit.

### ARTICLE PREMIER.

Les Habitans des Villes Anſeatiques jouïront de la même liberté, en ce qui regarde le Commerce & la Navigation dont ils ont joui depuis pluſieurs Siècles, & pourront trafiquer & naviguer en toute ſureté, tant en France qu'autres Royaumes, Etats, Païs & Mers, Lieux, Ports, Côtes, Havres & Rivieres en dependans, ſituez en Europe, pour y aller, venir, paſſer & repaſſer tant par Mer que par Terre, avec leurs Navires & Marchandiſes, dont l'entrée, ſortie & tranſport ne ſont ou ne ſeront défendus aux Sujets de Sa Majeſté par les Loix & Ordonnances du Royaume.

II. Ceux des Sujets deſdites Villes qui trafiqueront & demeureront en France, ne ſeront point aſſujettis au Droit d'Aubaine, & pourront diſpoſer par Teſtament, Donation ou autrement de leurs Biens, meubles, en faveur de telles perſonnes que bon leur ſemblera, & leurs heritiers reſidans en France ou ailleurs, pourront leur ſucceder ab inteſtat, ſans qu'ils ayent beſoin d'obtenir des Lettres de naturalité: le tout ainſi que pourroient le faire les propres & naturels Sujets du Roi.

III. Leſdits Sujets deſdites Villes Anſeatiques ne ſeront tenus de payer d'autres, ni de plus grands Droits, Gabelles, Impoſitions, Contributions ou charges ſur leurs Perſonnes, Biens, Denrées, Navires ou fret d'iceux, directement ni indirectement, ſous aucun nom ou pretexte que ce ſoit, que ceux qui ſeront payez par les propres & naturels Sujets de Sa Majeſté.

IV. Seront exempts du Droit de fret de cinquante ſols par tonneau dans tous les cas, ſi ce n'eſt lorſqu'ils prendront des Marchandiſes dans un Port de France, & qu'ils les tranſporteront dans un autre Port de France pour les y décharger.

V. Et pour favoriſer d'autant plus le Commerce deſdites Villes, il a été accordé, que les Marchandiſes ci-après denommées ne payeront à toutes les entrées du Royaume, Terres & Païs de l'obéiſſance du Roi, que les Droits ci-après declarez, Baleine coupée le 100. peſant payera neuf Livres, Fanon de Baleine le 100. en nombre, tant grands que petits, du poids de 300. Livres ou environ, vingt Livres. ANNO 1716.

Huile & graiſſe de Baleine & d'autres poiſſons embarquez, du poids de 520. Livres, ſept Livres dix ſols.

Fer blanc le baril de 450. Feuilles doubles, vingt Livres.

Le baril de ſimples Feuilles, dix Livres.

Plumes à écrire le 100. peſant, quatre Livres, Soye de porc, le 100. peſant, quatre Livres.

Enſemble les quatre ſols pour Livre deſdits Droits pendant le tems ſeulement que les Sujets du Roi y ſeront aſſujettis.

VI. Il eſt accordé auxdites Villes Anſeatiques, que conformement à l'Edit du mois de Mai 1699. concernant la franchiſe du Port & Havre de Marſeille, leurs Sujets jouïront de la même liberté & franchiſe, dont jouïſſent les Sujets du Roi, & ne payeront les Droits de vingt pour cent, (lorſqu'ils aporteront des marchandiſes du Levant, ſoit à Marſeille ou dans les autres Villes du Royaume où l'entrée eſt permiſe) que dans les cas où les Sujets naturels du Roi ſeront tenus de les payer.

VII. Jouïront au ſurplus leſdites Villes, leurs Habitans & Sujets en ce qui regarde la Navigation & le Commerce par Mer, de tous les mêmes Droits Franchiſes, Immunitez & Privileges contenus au préſent Traité, de ceux encore qui ſeroient accordez par la ſuite aux Etats des Provinces-Unies & aux autres Nations maritimes, dont les Etats ſont ſituez au Nord de la Hollande.

VIII. Les Capitaines, Maitres ou Patrons des Navires des Villes Anſeatiques, leurs Pilotes, Officiers, Mariniers, Matelots ou Soldats, ne pourront être arrêtez, ni les Navires detenus ou obligez à aucun ſervice ou tranſport, même les Denrées & marchandiſes ne pourront être ſaiſies dans les Ports de France, en vertu d'aucun ordre general ou particulier, ni pour quelque cauſe que ce ſoit, quand il s'agiroit de la defenſe de l'Etat, ſi ce n'eſt du conſentement des Intéreſſés, ou en payant, ſans préjudice neanmoins des ſaiſies faites par autorité de juſtice, & dans les régles ordinaires, pour dettes legitimes, Contracts, ou autres cauſes, pour raiſons deſquelles il ſera procedé par les voyes de Droit, ſelon les formes judiciaires.

IX. Les Navires apartenans aux Habitans des Villes Anſeatiques, paſſant devant les Côtes de France & relâchant dans les Rades, Ports & Rivieres du Royaume, par tempête ou autrement, ne ſeront contraints d'y decharger ou vendre leurs marchandiſes, en tout ou partie, ni tenus de payer aucuns Droits, ſinon pour les Marchandiſes qu'ils y dechargeront volontairement & de leur gré.

X. Pourront neanmoins les Capitaines, Maitres ou Patrons des Navires des Villes Anſeatiques, vendre une partie de leur chargement pour acheter les Vivres dont ils auront beſoin, & les choſes néceſſaires au radoub de leurs Vaiſſeaux, après en avoir obtenu la permiſſion des Officiers de l'Amirauté, auquel cas ils ne payeront des Droits, que des Marchandiſes, qu'ils auront venduës ou échangées.

XI. S'il arrive que des Vaiſſeaux de Guerre ou Navires Marchands deſdites Villes, échoüent ſur les Côtes de France par tempête ou autrement, leſdits Vaiſſeaux ou Navires, leurs Aparaux & Marchandiſes, Vivres, Munitions & Denrées, ou les derniers qui en proviendront, en cas de vente, ſeront rendus aux proprietaires, ou à ceux qui auront charge ou pouvoir d'eux, ſans aucune forme de Procès, pourvû que la réclamation en ſoit faite dans l'an & jour, en payant ſeulement les fraix raiſonnables & ceux du ſauvement, ainſi qu'ils ſeront reglez, à l'effet de quoi Sa Majeſté donnera ſes ordres pour faire châtier ſeverement ceux de ſes Sujets qui auront profité ou tenté de profiter d'un pareil malheur.

XII. Les Marchandiſes des Bâtimens échoüés ne pourront être venduës avant l'expiration dudit terme d'un an & jour, ſi elles ne ſont de qualité à ne pouvoir être conſervées; mais s'il ne ſe préſente point de réclamateur, ou perſonne de ſa part dans le mois, après que les Effets auront été ſauvez, il ſera procedé par les Officiers de l'Amirauté à la vente de quelques Marchandiſes des plus periſſables, & le prix qui en proviendra ſera employé au payement des Salaires de ceux qui auront travaillé au ſauvement; deſquelles ventes & payemens il ſera dreſſé procès verbal.

XIII.

ANNO 1716.

XIII. S'il ſurvenoit une Guerre entre le Roi & quelques Puiſſances autres, que l'Empereur & l'Empire (ce qu'à Dieu ne plaiſe) les Vaiſſeaux de Sa Majeſté & ceux de ſes Sujets armez en Guerre ou autrement ne pourront empêcher, arrêter, ni retenir les Navires deſdites Villes Anſeatiques, ſous quelque pretexte que ce ſoit, quand même ils iroient dans les Villes, Ports, Havres ou autres lieux dependans deſdites Puiſſances ennemies de Sa Majeſté, ſi ce n'eſt qu'ils fuſſent chargez de Marchandiſes de Contrebande, ci-après deſignées, pour les porter aux Païs & Places des Ennemis de la Couronne, ou de Marchandiſes apartenantes auxdits Ennemis.

XIV. Sous le terme de Marchandiſes de Contrebande ſont entendus les Munitions de Guerre & Armes à feu, comme Canons, Mouſquets, Mortiers, Bombes, Petards, Grenades, Sauſſiſſes, cercles poiſſez, affuts, fourchettes, Bandolieres, poudre, même, ſalpêtre, balles & toutes autres ſortes d'armes, comme piques, épées, morions, caſques, cuiraſſes, hallebardes, javelots, & autres armes, chevaux, ſelles de cheval, foureaux de piſtolets, & generalement tous les autres aſſortimens ſervans à l'uſage de la Guerre.

XV. Ne ſeront compris dans ce genre de Marchandiſes de contrebande les fromens, bleds & autres grains, legumes, huiles, Vins, ſel, ni generalement tout ce qui ſert à la nourriture & ſuſtentation de la vie; mais au contraire, leſdites denrées demeureront libres comme les autres Marchandiſes non compriſes dans l'Article précedent, quand même elles ſeroient deſtinées pour une Place ennemie de Sa Majeſté, à moins que ladite Place ne fût actuellement inveſtie, bloquée ou aſſiegée par les Armes de Sa Majeſté, ou qu'elles apartinſſent aux Ennemis de l'Etat, auquel cas leſdites Marchandiſes & denrées ſeront confiſquées.

XVI. Les Marchandiſes de contrebande & les denrées de la qualité ſpecifiée par les Articles précedens & dans les cas y expliqués, qui ſe trouveront ſur les Navires des Villes Anſeatiques, ſeront confiſquées, mais le Navire ni le reſte en chargement ne ſera pas ſujet à la confiſcation.

XVII. Si les Capitaines ou Maitres deſdits Navires avoient jetté leurs Papiers à la Mer, le Navire & tout le chargement ſera confiſqué.

XVIII. Les Navires des Villes Anſeatiques avec leur chargement, ſeront de bonne priſe, lors qu'il ne ſe trouvera ni chartes-parties, ni connoiſſemens, ni factures.

XIX. Les Capitaines, Maîtres ou Patrons des Navires deſdites Villes Anſeatiques, qui auront refuſé d'amener leurs voiles après la ſemonce, qui leur en aura été faite par les Vaiſſeaux de Sa Majeſté, ou par ceux de ſes Sujets armez en Guerre, pourront y être contraints; & en cas de reſiſtance, ou de combat, leſdits Navires ſeront de bonne priſe.

XX. S'il arrivoit qu'un Capitaine ou Commandant d'un Vaiſſeau François arrêtât un Navire des Villes Anſeatiques, chargé de Marchandiſes de contrebande ou de denrées dans les cas ci-deſſus ſpecifiez, il ne pourra faire ouvrir ni rompre les coffres, malles, balles, ballots, bougettes, tonneaux & autres caiſſes, ni les tranſporter, vendre, échanger, ou autrement aliener, qu'après qu'ils auront été mis à terre en préſence des Officiers de l'Amirauté & après l'inventaire par eux fait deſdites Marchandiſes de Contrebande ou Denrées.

XXI. Ne pourra pareillement le Capitaine ou Commandant d'un Vaiſſeau François, ou quelqu'autre perſonne que ce ſoit, dans le cas ci-deſſus, vendre ou acheter, échanger ni recevoir, directement ni indirectement, ſous quelque titre, ou pretexte que ce ſoit, aucune Marchandiſe de contrebande, ni Denrées qu'après que la priſe en aura été declarée bonne.

XXII. Les Vaiſſeaux deſdites Villes Anſeatiques, ſur leſquelles il ſe trouvera des Marchandiſes apartenantes aux Ennemis de Sa Majeſté, ne pourront être retenus, amenés ni confiſqués, non plus que le reſte de leur cargaiſon, mais ſeulement leſdites Marchandiſes apartenantes aux ennemis de Sa Majeſté ſeront confiſquées, de même que celles qui ſeront de contrebande, Sa Majeſté derogeant à cet égard à tous uſages & ordonnances à ce contraires, même à celles des années 1536. 1584. & 1681. qui portent, que la robe ennemie confiſque la Marchandiſe & le Vaiſſeau ami. Bien entendu que ſi la partie du chargement, qui ſe trouvera ſujet à confiſcation, étoit ſi conſiderable, qu'elle ne pût être chargée ſur le Vaiſſeau François, il ſera permis en ce cas au Capitaine du Navire François de conduire le Navire des Villes Anſeatiques dans le plus prochain prochain Port de France, pour être les Marchandiſes ſujettes à confiſcation dechargées, ſans retardement, après quoi le Vaiſſeau des Villes Anſeatiques avec le reſte de ſa cargaiſon ſera rélâché & mis en pleine liberté.

ANNO 1716.

XXIII. Et pour connoitre quels ſont les véritables Proprietaires des Marchandiſes trouvées dans un Vaiſſeau des Villes Anſeatiques, il ſera néceſſaire que les connoiſſemens ou polices du chargement contiennent la qualité & quantité des Marchandiſes, le nom du chargeur & de celui à qui elles doivent être conſignées, le lieu d'où le Vaiſſeau ſera parti, & celui de ſa deſtination, même le nom du Capitaine ou Maitre, qui ſera tenu de les ſigner ou de les faire ſigner par l'Ecrivain.

XXIV. Toutes les Marchandiſes & effets apartenans aux Sujets des Villes Anſeatiques, trouvez dans un Navire des ennemis de Sa Majeſté, ſeront confiſqués, quand même ils ne ſeroient pas de contrebande.

XXV. Si quelques Marchandiſes apartenantes aux Sujets des Villes Anſeatiques ſe trouvent chargées ſur des Vaiſſeaux d'une Nation devenuë ennemie de Sa Majeſté depuis le chargement, elles ne ſeront point ſujettes à confiſcation: non plus que les Marchandiſes apartenantes aux Sujets des Villes Anſeatiques, qui auront été chargées ſur un Vaiſſeau ennemi depuis la Déclaration de la Guerre, pourvû que le chargement en ait été fait dans les termes ou delais reglez par l'Article ſuivant.

XXVI. Leſdites termes ou delais ſeront de quatre ſemaines pour les Marchandiſes chargées dans la Mer Baltique ou dans celle du Nord, depuis la Terre neuve en Norwegue juſqu'au bout de la Manche.

De ſix Semaines depuis le bout de la Manche juſqu'au Cap Saint Vincent.

De dix Semaines depuis le Cap Saint Vincent dans la Mer Mediterrannée & juſqu'à la Ligne.

Et enfin de huit mois au delà de la Ligne & dans tous les autres endroits du monde.

Tous ces termes ou delais s'entendront à compter du jour de la déclaration de la Guerre. Si leſdites Marchandiſes avoient été chargées après l'expiration deſdits termes, elles ſeront confiſquées.

XXVII. Si parmi les Marchandiſes ainſi chargées dans leſdits delais, il s'en trouve de Contrebande, elles ne ſeront renduës qu'après une ſûreté ſuffiſante, telle qu'elle eſt expliquée dans l'Article ſuivant, qu'elles ne ſeront point tranſportées en Païs ou lieu ennemi.

XXVIII. Si dans les delais ci-deſſus expliquez, le Capitaine ou Commandant du Vaiſſeau François veut retenir ces Marchandiſes de Contrebande, il ſera en droit de la faire, en payant la juſte valeur, ſuivant l'eſtimation qui en ſera faite de gre à gré, & en cas de difficulté ſur ladite eſtimation, ou que le Capitaine François ne juge pas à propos de les retenir, le Capitaine ou Maître du Vaiſſeau des Villes Anſeatiques ſera tenu de donner ſa ſoumiſſion, de raporter dans le temps dont on conviendra un Certificat du dechargement deſdites Marchandiſes, en un lieu non ennemi, lequel Certificat pour être valable ſera legaliſé & atteſté veritable par un Conſul, Reſident, Agent, ou Commiſſaire du Roi, & en cas qu'il ne s'en trouve point, par les Juges des lieux.

XXIX. S'il ſe trouve dans un Navire des Villes Anſeatiques des paſſagers d'une Nation ennemie de la France, ils ne pourront en être enlevez, à moins qu'ils ne fuſſent gens de Guerre actuellement au ſervice des ennemis, auquel cas ils ſeront faits priſonniers de Guerre.

XXX. Pour que le Navire ſoit reputé apartenir aux Sujets des Villes Anſeatiques, on eſt convenu qu'il faut qu'il ſoit de leur fabrique, ou de celle d'une Nation neutre: Si neanmoins étant de Fabrique ennemie, ou ayant apartenu aux ennemis, il a été acheté avant la declaration de la Guerre, ſoit par des Sujets des Villes Anſeatiques, ſoit par ceux d'une Nation

ANNO 1716.

Nation neutre, il ne ſera point ſujet à confiſcation. Cet achat ſera juſtifié par le Paſſeport ou Lettre de Mer, & par le Contract de vente paſſé par devant les Officiers ou perſonnes publiques, qui doivent recevoir ces ſortes d'Actes, ſoit par le Proprietaire en perſonne, ſoit par ſon Procureur, en vertu de Procuration ſpeciale & autentique, annexée à la minute du Contract de vente, & tranſcrite à la fin de l'expedition par le même Officier public qui l'aura delivré; ledit Contract duëment enregiſtré au Greffe du Magiſtrat de lieu d'où le Navire ſera parti.

XXXI. Un Navire, quoique de la Fabrique des Villes Anſeatiques, ou par elles acheté avant la déclaration de la Guerre en la forme expliquée en l'Article précedent, ne ſera repuré leur apartenir, ſi le Capitaine ou Patron, le Contre-Maître, Pilote & Subrecargue & le Commis, ne ſont Sujets naturels deſdites Villes Anſeatiques, ou s'ils n'y ont été naturaliſez trois mois avant la Déclaration de la Guerre; & pareillement ſi les deux tiers de l'équipage ne ſont Sujets naturels de l'une deſdites Villes ou d'une Nation neutre, ou en cas qu'ils ſoient originaires d'un Païs ennemi, s'ils ne ſont naturaliſez avant la Guerre, ſoit par les Villes Anſeatiques, ſoit par une Nation neutre.

XXXII. La preuve de la Patrie ou de la naturaliſation, tant des Officiers que de l'équipage, ſera établie par les Paſſeports ou Lettres de Mer, qui contiendront le nom & le port du Navire, le nom & le lieu de la naiſſance & de l'habitation du Proprietaire, ainſi que du Maître ou Commandant du Navire; leſquelles Lettres ſeront renouvellées chaque année, ſi le Vaiſſeau ne fait pas un Voyage qui demande un plus long terme, ladite preuve ſera pareillement établie par le rôle d'Equipage bien & duëment certifié.

XXXIII. Toutes les Pièces néceſſaires pour connoître la Fabrique du Navire, quel en eſt le Proprietaire, la qualité des Marchandiſes & la Patrie des Officiers & Matelots, ſeront repréſentées par le Capitaine, Maître ou Patron, ſans que celles qui ſeroient raportées dans la ſuite, puiſſent faire aucune peine.

XXXIV. Les Navires des Villes Anſeatiques qui ſeront trouvez dans les Rades, ou rencontrez en pleine Mer par des Vaiſſeaux de Sa Majeſté, ou par ceux de ſes Sujets armez en Guerre, abbatront le Pavillon, & amèneront leurs voiles auſſi-tôt qu'ils auront reconnu le Pavillon de France; & qu'ils en auront été avertis par la ſemonce d'un coup de Canon tiré ſans boulet. Le Vaiſſeau François ne pourra s'en aprocher alors plus près qu'à la portée du Canon, mais le Capitaine pourra ſeulement y envoyer ſa Chaloupe avec deux ou trois hommes de Guerre, outre l'Equipage néceſſaire, auxquels le Capitaine, Maître ou Patron du Vaiſſeau deſdites Villes Anſeatiques repréſentera les Actes & Papiers ſpecifiez dans les Articles XXX. XXXII. & XXXIII. ci-deſſus, & y ſera ajoûté entiere foi & creance, pourvû que le Contract de vente ſoit redigé dans la forme portée par l'Article XXX. & que les Paſſeports ou Lettres de Mer, & le Rôle d'équipage, ſoient redigez ſuivans les Formulaires qui ſeront inſerez à la fin du préſent Traité.

XXXV. Les gens de Guerre du Vaiſſeau François qui entreront dans le Navire des Villes Anſeatiques n'y feront aucune violence, ne recevront, ne prendront & ne ſouffriront qu'il y ſoit pris aucune choſe, ſous quelque prétexte ou pour quelque cauſe que ce ſoit, à peine de reſtitution du quadruple, & même ſous les autres peines portées par les Ordonnances, & lui laiſſeront continuer ſa route, après qu'ils auront reconnu qu'il n'y a point de Marchandiſes de contrebande, ni de Marchandiſes & effets apartenants à une Nation actuellement ennemie de la France.

XXXVI. Pour prévenir les inſultes & violences qui pourroient être faites aux gens de Guerre François qui ſeront entrez dans le Navire des Villes Anſeatiques, le Capitaine ſera tenu de faire paſſer dans la Chaloupe des François pareil nombre des principaux de ſon Equipage, qui reſteront juſqu'à ce que leſdits gens de Guerre ſoient rembarquez.

XXXVII. Les Capitaines François & ceux des Villes Anſeatiques, armez en Guerre ou en courſe, donneront avant que de partir du Port, où leur armement aura été fait, une caution de quinze mille Livres pour repondre des malverſations qui pourroient être par eux faites au préſent Traité. ANNO 1716.

XXXVIII. Les jugemens concernant les priſes faites ſur les batimens des Villes Anſeatiques, par les Vaiſſeaux du Roi, ou par ceux des Armateurs François, ſeront rendus avec toute la diligence poſſible, ſuivant les Loix du Royaume; & ſi les Miniſtres ou autres de la part deſdites Villes ſe plaignent des prémiers jugemens, Sa Majeſté les fera revoir pour en connoître ſi les diſpoſitions du préſent Traité auront été obſervées, & ce dans trois mois au plus tard; pendant lequel tems les Marchandiſes ou Navires pris, ne pourront être vendus ni dechargez que du conſentement du Capitaine ou Patron, ſi ce n'eſt celles qui ſont ſujettes au deperiſſement, auquel cas le prix en ſera depoſé entre les mains d'un Negociant ſolvable.

XXXIX. Lorſque l'Armateur ſe plaindra du prémier jugement, le Capitaine, Patron ou Maître du Navire pris en aura la main levée, ſous bonne & ſuffiſante caution, qui ſera reçuë devant les Officiers de l'Amirauté tant avec l'Armateur qu'avec le Receveur des Droits de Monſieur l'Amiral, mais ſi au contraire la priſe eſt declarée bonne, & que le Capitaine, Maître ou Patron demande la reformation du jugement, l'Armateur ne pourra faire proceder à la vente du Vaiſſeau & des Marchandiſes, ni en diſpoſer même ſous caution, ſi ce n'eſt du conſentement des Parties intereſſées, ou pour éviter le deperiſſement deſdites Marchandiſes; auquel cas le prix de la vente en ſera remis entre les mains d'un Negociant ſolvable, pour être delivré à qui il apartiendra après l'Arrêt definitif.

XL. S'il ſurvient quelque rupture ou interruption d'Amitié ou d'Alliance entre le Roi & les habitans des Villes Anſeatiques (ce qu'à Dieu ne plaiſe) il ſera accordé aux Sujets deſdites Villes neuf mois de tems après ladite rupture, pour ſe retirer avec leurs effets & les tranſporter où bon leur ſemblera, même pour en diſpoſer par vente ou autrement, ainſi qu'ils le jugeront à propos, ſans qu'il y ſoit aporté aucun empêchement, ni fait aucunes ſaiſies de leurs effets, ou arrêts de leurs perſonnes, ſi ce n'eſt d'autorité de juſtice, pour cauſes légitimes.

XLI. Il a été expreſſement convenu, que dans l'étenduë des Terres, Païs, Rivieres & Mers de l'obéiſſance des Villes Anſeatiques, les Sujets de Sa Majeſté jouïront des mêmes avantages, franchiſes, libertez, exemptions, & de tous les autres privileges qui ſont accordez par le préſent Traité aux Sujets, Navires & Marchandiſes des Villes Anſeatiques, & nommement de l'exemption du Droit de fret qui ſe leve à Hambourg, ſous le nom de *Laſt-Gheldt*, ou ſous quelqu'autre denomination que ce puiſſe être, en ſorte que les Sujets de Sa Majeſté ſoient auſſi favorablement traitez que leurs propres Sujets, & que ceux des autres Rois, Princes & Etats le ſont ou le ſeront à l'avenir par leſdites Villes Anſeatiques.

XLII. Le préſent Traité ſera ratifié de part & d'autre dans deux mois, & après l'échange des Ratifications, il ſera enregiſtré dans les Parlemens du Royaume, & publié dans tous les ports, Havres & Lieux où beſoin ſera; ce qui s'obſervera reciproquement dans le Sénat de chacune deſdites Villes Anſeatiques & dans les Tribunaux qui en dependent, afin qu'il n'y ſoit contrevenu de part ni d'autre; & aux Copies dudit préſent Traité duement collationnées, foi ſera ajoutée comme aux originaux.

## PREMIER ARTICLE SEPARE'.

Il a été convenu par cet Article ſeparé, lequel neanmoins fera partie du Traité de ce jourd'hui, comme s'il y étoit inſeré de mot à mot,

QU'EN cas qu'il ſurvienne quelque rupture entre Sa Majeſté d'une part, & l'Empereur d'autre (ce qu'à Dieu ne plaiſe) les Sujets deſdites Villes de Lubeck, Bremen & Hambourg ſeront reputez neutres à l'égard de la France, & jouïront de la liberté de Commerce ainſi que des Droits & privileges contenus audit Traité, & ce à condition qu'ils obtiendront de l'Empereur pareille neutralité pour le Commerce avec la France, & que les Vaiſſeaux Marchands

ANNO 1716.

chands avec leurs Marchandiſes apartenans aux Sujets du Roi, ſeront en ſureté dans les Ports deſdites Villes Anſeatiques, ſans laquelle reciprocité, le préſent Article demeurera nul.

En foi de quoi Nous Commiſſaires nommez par Sa Majeſté, & Nous les Deputez des Villes Anſeatiques, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, avons ſigné le préſent Article, & à icelui fait apoſer le cachet de nos Armes. A Paris le 28. Septembre 1716.

## SECOND ARTICLE SEPARE'.

Il a été convenu par cet Article ſeparé, lequel neanmoins fera partie du Traité de ce jourd'hui, comme s'il y étoit inſeré de mot à mot.

I. QUE ſi un Miniſtre de Sa Majeſté reſidant dans une deſdites Villes, vient à y decéder, il ſera permis à ſa Famille, Heritiers, ou ayans cauſe de continuer, en payant le loyer, d'y tenir Chapelle, ainſi qu'elle s'y tenoit pendant la vie dudit Reſident, & cependant trois mois ſeulement, à compter du jour de ſon decès, à moins que Sa Majeſté avant ce tems-là n'eût choiſi une autre Maiſon dans laquelle l'établiſſement d'une Chapelle auroit auſſi-tôt été fait, auquel cas elle ceſſera dans la Maiſon dudit defunt.

II. Que le Roi donnera des Ordres précis & effectifs dans tous les Ports & Lieux neceſſaires, pour qu'il ne ſoit apporté aucun trouble ni empêchement aux Sujetes deſdites Villes de Lubeck, Bremen & Hambourg, lors de la ceremonie des Obſeques de ceux d'entr'eux qui ſeront decedez dans l'étenduë des terres de l'obéïſſance de Sa Majeſté, & ce ſous peine de priſon contre les contrevenans & de telle Amende qu'il apartiendra.

En foi de quoi nous Commiſſaires nommez par Sa Majeſté, & nous les Députez des Villes Anſeatiques, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, avons ſigné le préſent Article, & à icelui fait apoſer le cachet de nos Armes. A Paris le 28. Septembre 1716.

(L.S.) LE MARECHAL D'ESTRE'ES. (L.S.) BROSSEAU.

(L.S.) LE MARECHAL D'HUXELLES. (L.S.) J. ANDERSON.

(L.S.) AMELOT. (L.S.) D. STOOKFLET.

## CLXXXIV.

29. Nov. *Convention ou Accommodement fait entre Sa Majeſté le Roi de* PRUSSE *d'une part & Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *d'autre part, au ſujet des Limites conteſtées dans le Peel, ſitué entre l'Ammanie de Keſſel du Haut-Quartier de Gueldre & la Mairie de Bois-le-Duc.*

SOIT notoire à tous & chacun preſens & à venir; qu'y aiant eu depuis près d'un Siecle de très-grandes conteſtations & brouilleries entre les Habitans de l'Ammanie de Keſſel d'une part, & ceux de la Mairie de Bois-le-Duc d'autre part, au ſujet des Limites que chaque Parti pretendoit dans le Marais nommé le Peel, Sa Majeſté le Roi de Pruſſe comme Souverain de ladite Ammanie de Keſſel, & LL. HH. PP. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, en qualité de Souverains de la Mairie de Bois-le-Duc, deſirant de mettre fin à ces diſputes, & animoſitez inveterées, qui pourroient cauſer de très-grands inconveniens & malheurs, & voulant y faire ſucceder une bonne intelligence & harmonie, ont trouvé bon de nommer de part & d'autre des Commiſſaires, pour examiner ſur les Lieux les Limites que chaque Parti reclame pour les ſiennes; de même que les raiſons & Documens de part & d'autre, afin de convenir ſous Ratification, s'il étoit poſſible, des veritables limites de l'Ammanie de Keſſel & de la Mairie de Bois-le-Duc dans ledit Peel: Pour laquelle fin Sa Majeſté le Roi de Pruſſe auroit nommé le Sieur Guillaume Frederic Duncker, ſon Conſeiller de la Cour, & des Finances du Païs de Cleves, & le Sieur Frederic Otten de St. Paul, ſon Conſeiller du Commiſſariat dudit Païs de Cleves; & LL. HH. PP. aiant de même, nommé le Sieur Daniel Leſtevenon, ancien Bourgmaitre & Conſeiller de la Ville de Goude, Deputé à l'Aſſemblée des Etats Generaux des Provinces-Unies, de la part des Etats de Hollande & de Weſtfriſe; & le Sieur Adrian Velters, Deputé ordinaire de la part des Etats de la Province de Zelande à l'Aſſemblée des Etats Generaux, en vertu des Plein-pouvoirs produits; leſquels s'étant aſſemblez au Mois d'Août ſur les limites en queſtion, & en aiant pris inſpection pendant pluſieurs jours, ſans avoir pu alors terminer entierement cette affaire, tant faute d'une Carte exacte du Peel, que des Documens neceſſaires aux Parties, ſont convenus par Accord proviſionel du 15. d'Août dernier qu'on y feroit inceſſamment travailler, & qu'on ſe raſſembleroit de nouveau dans quelques mois pour y mettre la derniere main. C'eſt pourquoi aiant renoüé les Conferences dans la Ville de Venlo, & y ayant examiné les Documens produits de part & d'autre; de même que la nouvelle Carte figurative, dreſſée par les Ingenieurs ou Arpenteurs choiſis, & reconnuë pour bonne par les deux Partis, on eſt convenu ſous aprobation & ratification des Articles ſuivans.

I. Qu'il ſera poſé ou planté aux fraix communs une grande Pierre ou Terme au milieu de la Ligne entre Springelbeeck & le Loëff, tirée ſur la nouvelle Carte figurative, faite par ordre des ſuſdits Commiſſaires, laquelle Pierre ou Terme ſervira d'un point permanent, où le Païs de Gueldre doit terminer avec le Païs de Brabant, & ſera apellé Vrede Pael.

II. Que dudit Poteau ou Pierre ainſi poſée ou plantée à égale diſtance du Loëff & de Springelbeeck il ſera tiré un foſſé en Ligne directe vers l'endroit ou point deſigné dans la nouvelle Carte, Langereiſer, dont la moitié ſera faite par ceux de Breſſel & conſorts, & l'autre moitié par ceux de Venrai.

III. Dudit point de Langereiſer, il ſera tiré un foſſé en Ligne droite vers un grand Poteau de pierre, qui ſera planté à fraix communs de Deurſe & de Venrai ſur le Grootenberg à 30. Verges de diſtance de l'extremité dudit Grootenberg, à compter du coté de Deurſe. Depuis la Lettre A. vers la Lettre B. ou vers la Chapelle, comme on le trouve marqué au bas de la grande Carte Figurative, ſur lequel poteau ſera gravé d'un côté *Geldria* & de l'autre côté *Brabantia*; & ledit Grootenberg ne ſera point coupé, mais reſtera dans ſon entier.

IV. Dudit Poteau de Grootenberg ſera fait un autre foſſé juſques à l'endroit deſigné Voſſehollen au point où la pierre a été enlevée, en l'an 1713. leſquels deux foſſez ſeront faits, moitié par ceux de Venrai, & moitié pour ceux de Deurſe.

V. Et de Voſſehollen, où l'on remettra un autre poteau de Pierre à fraix communs, ſera fait un foſſé en Ligne directe entre les deux Brunnemeeſen, où l'on trouve ſur ladite Carte la Lettre F. de là ſur la Ligne transverſale entre Volckmer & la Lettre deuxieme, à l'endroit où l'on trouve marqué ſur ladite Carte la Lettre R. & où il ſera pareillement mis à fraix communs un Poteau de pierre, apellée Gyndepael, qui ſera le dernier point du Brabant vers le Païs de Gueldre, lequel foſſé ſera fait moitié par ceux de Deurſe & Liſſel, & moitié par ceux de Horts, Sevenum &c.

VI. La Ligne ou foſſez ainſi tirez, ſeront regardez à perpetuité pour de veritables Limites dans le Peel, entre Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, & entre LL. HH. PP. par raport au Haut-Quartier de Gueldre, cedé au Roi de Pruſſe, & la Mairie de Boisleduc apartenant aux Etats Generaux des Provinces-Unies, ſans pouvoir jamais être alterées ni changées par les Sujets de part ni d'autre ſous quelque pretexte que ce puiſſe être.

VII. Qu'on commencera à tracer les foſſez au printems prochain, ſi tôt que la ſaiſon le permettra, au plutard à commencer du mois de Mai prochain pour les achever le plûtôt qu'il ſera poſſible.

ANNO 1716.

VIII. Que les Ingenieurs de part & d'autre marqueront les endroits ſur le terrain, où les Poteaux ou Pierres ſeront miſes, ſuivant la deſignation marquée ci-deſſus, & qu'ils traceront auſſi ſur le terrain les Lignes, le long deſquelles les canaux ou foſſez ſeront larges de dix pieds & profonds de 4. pieds pour le moins.

IX. Les foſſez étant achevez ſeront examinez par des Ingenieurs en preſence des Commiſſaires, qui ſeront nommez de part & d'autre, pour voir s'ils ont été faits en Ligne directe, ſuivant le plan ci-deſſus; & s'il ſe trouve que l'un ou l'autre y ait manqué, la faute ſera redreſſée aux fraix de la partie qui aura manqué. Et que du moins de 3. en 3. ans leſdits foſſez ſeront viſitez par les Echevins des Lieux qui de part & d'autre y confinent, leſquels prendront ſoin qu'ils ſoient bien entretenus par les intereſſez des deux côtez.

X. Que tout le Peel ou Terrain, au delà deſdites Lignes ou foſſez vers Deurſe ſera reconnu pour Brabant, & tout celui en deça, pour Païs de Gueldre, apartenant à Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, & par ainſi les Sujets ou habitans de part & d'autre ne pourront paſſer aucun deſdits foſſez ou Lignes pour venir creuſer des tourbes, faucher des Bruieres (*vulgò* Vlaagenhouwen), faire paître du bêtail, placer des ruches d'abeilles, ou exercer aucun autre Acte de proprieté ou de jurisdiction, ſous quel pretexte que ce puiſſe être.

XI. Que ſi quelque Sujet de part ou d'autre y contrevient il ſera puni ſelon les Loix par ceux du Lieu, où l'attentat aura été commis, laquelle punition ou amende ne pourra pas être moindre de dix Ecus.

XII. La preſente Convention ou Accommodement ſera aprouvé & ratifié en deux mois ou plûtôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi les Commiſſaires ſuſdits ont ſigné & ſéellé le préſent Acte à Venlo le 20. Novembre 1716.

*Signé,*

(L. S.) W. F. DUNCKER. (L. S.) D. LESTEVENON.

(L. S.) F. O. DE ST. PAUL. (L. S.) A. VELTERS.

## CLXXXV.

PRELIMINAIRES *du Traité qu'on propoſe de faire entre le Séréniſſime Roi de Pologne,* AUGUSTE II. *& les Confédérez du même Royaume.*

I. AVant toutes choſes, les Etats de nôtre Republique Confedérée doivent prendre garde que ce Traité ſoit fait d'une maniere bien differente de celui de *Rava*, & que par conſéquent il ſoit dreſſé par des Perſonnes les plus capables, & integres qu'on pourra choiſir en ce Païs: c'eſt à dire par des Commiſſaires entiérement deſintéreſſez, qui connoiſſent bien l'état de la République, & qui ne ſoient pas ennemis de nôtre Nation.

On pourra y employer en premier lieu l'Ambaſſadeur du très-Auguſte Empereur d'Allemagne, qui bien loin de permettre qu'on oprime les Etats de nôtre Royaume, maintiendra nos Droits & notre Liberté, en faiſant rétablir les Loix qu'on y a violées, & dont il éxigera l'obſervation, non ſeulement en vertu de la Garentie que feu ſon Auguſte Pére l'Empereur Leopold d'heureuſe mémoire a promiſe à nôtre République, dans le tems de l'Election de nôtre Séréniſſime Roi Auguſte II. mais auſſi à cauſe de ſon Voiſinage, & parce qu'il eſt bien faiſant, & le premier Monarque de la Chrêtienté.

Nous ſouhaitons qu'on demande la même choſe au Sereniſſime Czar de Moſcovie, afin que ſon Ambaſſadeur intervienne dans nos affaires, comme étant le Miniſtre d'un Potentat très-équitable: & pour cet effet notre Roi très-Sereniſſime daignera, par ſa grande benignité, choiſir deux Commiſſaires d'entre les Senateurs ou les Chevaliers, ſelon qu'il lui plaira, excepté le très illuſtre & Réverendiſſime Evêque de *Cujavie*, les très-Illuſtres Seigneurs le Grand Tréſorier du Royaume; le Palatin de *Culm:* le Porte-Epée du Royaume; & le Veld Maréchal Flemming: car ceux-là étant haïs de nôtre Nation cauſeroient plus de trouble qu'ils ne procureroient de concorde. ANNO 1716.

Nous ſommes aſſurez que l'Etat Moyen, c'eſt à dire les Senateurs, accorderont pour Commiſſaire le très ſublime Primat du Royaume, comme étant le Prince du Senat, & l'Adminiſtrateur de nos affaires. De notre part nous avons nommé pour Commiſſaire le très-Haut Prince Janciſſites Wisnowieski, Senateur du Royaume, & Palatin de Cracovie; le très-Illuſtre Nowoſielski, Senateur du Grand Duché de *Lithuanie*, & Châtelain de Novogrodeſch; le très-Illuſtre Seigneur Potoski, Chevalier du Royaume, Capitaine de *Petz*, & très-Illuſtre Seigneur Olszanski, Porte-Etendard de *Kaminiek*; le très-Haut Prince Sanguszko, Chevalier du Grand Duché de *Lithuanie* & Treſorier de la Cour du même Duché, le très-Haut Prince Czattoryski, Porte-Etendard dudit Duché; le très-illuſtre Seigneur Potoski, Notaire du Royaume, pour l'Armée Confédérée de la Couronne, de même que le très-Illuſtre Général Olszonski, Capitaine de Wielun; le très-Illuſtre Général Zawski, Grand Préfet de la Cuiſine du Grand Duché de *Lithuanie*, pour l'Armée Confédérée de ce Duché, comme auſſi le très-Illuſtre Seigneur Zabka Préfet de l'Etendard des Gendarmes du très-Haut Prince Radziwil, Grand Chancelier du même Duché.

2. Le Traité ſe fera à *Zamoski*, parce que cette Ville ayant été envahie par la perfidie des Saxons dans le tems de la Suſpenſion d'Armes, elle doit être munie d'une Garniſon que la République y mettra, avant qu'on y commence les Négociations dudit Traité, afin que les Saxons étant éloignez de cette Place-là, les Députez y puiſſent conférer avec plus de ſûreté.

3. Il doit eſtre enjoint à tous les Saxons, par ordre de Sa Majeſté qu'ils ſortent entiérement du Royaume & de ſes Confins, avant que le Congrès commence de faire ce Traité.

4. Les Commiſſaires Saxons établis contre nos Droits, pour éxiger des Contributions injuſtes, ſeront caſſez dès à preſent, & leurs Agens comparoîtront audit Congrès, & y aporteront tous les Regiſtres qu'ils ont tenus, afin qu'ils puiſſent faire voir les Comptes de ce qu'ils ont extorqué pendant la Confédération.

On fera remarquer ici aux Etrangers, pour l'Explication du premier Article, que la Nobleſſe Polonoiſe eſt compriſe dans l'Ordre des Chevaliers, car la République ne conſiſte qu'en trois Ordres differens, qui ſont le Royal, le Senatorial & l'Equeſtre: c'eſt à dire le Roi, les Sénateurs & les Nobles. La Charge de Capitaine en ce Païs eſt la meſme que celle de *Staroſte*, ou Gouverneur de cette Place. Tous les Commiſſaires nommez ci-deſſus, ſont du nombre des Confedérez & élûs des deux Ordres dont cette Confédération eſt compoſée.

ARTICLES *donnez de la part des Confédérez aux Commiſſaires qu'ils ont nommez, pour faire ledit Traité général.*

I. LEs très-Illuſtres Commiſſaires ne traiteront d'aucune choſe, juſqu'à ce que l'Evacuation des Troupes Saxonnes & la Ceſſation de toutes ſortes de Contributions ayent été miſes en effet.

II. Le Séréniſſime Roi s'obligera par des Lettres Patentes, à ne faire jamais entrer dans les Etats ou Territoires de ce Royaume, aucunes Milices, ni autres Troupes Saxonnes, par aucun Motif, ni ſous aucun Prétexte qu'on puiſſe imaginer: Et S. M. ne pourra avoir pour ſes Gardes du Corps que 1200. Saxons, commandez par des Officiers Polonois ſelon la Loi du Royaume, confirmée par le Serment Royal. Ces ſix Régimens qui ne ſont joints que de nom, & par uſurpation, à l'Armée de la Couronne, ſortiront dès à preſent du Royaume, avec les autres Saxons.

III.

ANNO 1716.

III. Tous ceux que le Roi a fait empriſonner ſeront mis en liberté, & jouïront dès à preſent de l'amniſtie générale promiſe par S. M. & entr'autres le très-illuſtre Palatin de Ruſſie, Seigneur de Czarnkowski, comme auſſi tous ceux qui ont été arrêtez, contre les Loix de la République; parce qu'il n'apartient qu'à l'Aſſemblée générale des Etats du Royaume de les juger, s'ils ſont accuſez de quelques crimes contre le Gouvernement, & ſi on les a mis en priſon ſur de ſimples ſoupçons, & qu'ils ſoient trouvez innocens, leurs Accuſateurs doivent ſubir la peine du Talion, ſelon les Statuts de ce même Royaume.

IV. La convocation deſdits Etats, pour la Pacification générale, ſe fera par ordre du Roi, auſſi-tôt que le Traité en aura été conclu.

V. On a choiſi pour Garants de la Paix, le très-Séréniſſime Czar de Moſcovie, & le Cham des Tartares.

VI. Tous ceux qui ont perdu leur Vaiſſelle d'Or ou d'argent, & d'autres effets à *Zamoſcie*, & à *Wiſniowitz*, quand les Saxons s'en ſont emparez, doivent en avoir le dédommagement: Et les Commiſſaires établis pour exiger des Contributions, rendront compte de toutes celles qu'ils ont extorquées pendant la Confédération, afin que ces ſommes ſoient reſtituées preſentement, & employées au payement de ce qui eſt dû à l'Armée de la Couronne, & à celle du grand Duché de Lithuanie, pour leur ſolde.

VII. Les Officiers Etrangers de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, tant Allemans que Saxons, & François Huguenots, doivent être congediez deſormais & pour toûjours, du Corps des Armées de la Republique, attendu que leur infidelité y cauſe du préjudice, & met en grand danger la Foi de la Sainte Egliſe Catholique Romaine dans ce Royaume: Car ſi les Hérétiques en ſont beaucoup éloignez, les Sectes de Luther & de Calvin, qui s'y ſont étenduës pendant ce Regne, n'y feront plus tant de progrès; & il ne nous manque pas des Polonois bien experts en l'Art de la Guerre, qui pourront remplir ces Charges d'Officiers avec honneur & gloire.

VIII. Tous les Etrangers qui n'ont pas obtenu des Lettres de Naturaliſation des Etats Généraux de cette République, & qui oſent néanmoins poſſeder des biens fonds en terres, doivent les rendre avec tous leurs immeubles, dans l'eſpace de trois mois, aux vrais Originaires de ce Païs, & ſe retirer ailleurs, nonobſtant les Alliances qu'ils peuvent avoir faites par des Contrats de Mariage, ou de quelqu'autre maniére que ce ſoit.

IX. On fera une ſupputation exacte de pluſieurs millions d'argent, que l'Armée Saxonne, introduite dans cette République, y a exigez par contrainte, & injuſtement, contre les Droits du Royaume: C'eſt pourquoi le Roi doit declarer qu'ils ſeront reſtituez, & pris dans le Threſor Saxon; mais afin que ce Threſor de S. M. ne ſoit pas trop épuiſé, la République conſentira que ces ſommes ſoient rembourſées en differens termes. Et pour cet effet, on doit ſe premunir de Lettres Patentes Royales, par leſquelles S. M. s'obligera de payer de ce Threſor un Million chaque année à la Republique, juſqu'à ce qu'elle ſoit entiérement ſatisfaite de tout ce qu'on lui a extorqué; & on employera tout cet argent au profit des Armées de la Couronne du grand Duché de Lithuanie, dont les apointemens & les Soldes ont été retenuës injuſtement: Puis qu'il eſt certain, & très évident à chacun, que les Troupes Saxonnes n'ont ſubſiſté en *Pologne* depuis pluſieurs années, que pour l'utilité de S. M. & non pas pour celle du Royaume, quoi que le contraire eût été promis & confirmé par le Serment qu'Elle en fit en recevant la Couronne. D'un autre côté, la République a auſſi beaucoup ſouffert, non ſeulement d'incommoditez, mais auſſi de dommages, d'opreſſions & de grands ravages cauſez par les Armées de *Suéde* & de *Moſcovie*, en ſoûtenant les intérêts de S. M. & non pas ceux des Polonois: Car bien loin d'avoir entrepris la Guerre contre la *Suéde*, par le conſentement de la Republique, S. M. l'a ſuſcitée, malgré toutes les Remontrances & les Proteſtations que cette Nation a faites pour l'empêcher, ne doutant pas que la rupture de la Paix, ne jettât S. M. dans pluſieurs embarras, qui ont tellement déſolé la République, qu'elle eſt preſqu'entiérement ruinée. Nonobſtant tout cela elle a bien voulu agir contre ſes Droits, pour n'abandonner pas S. M. qui a toûjours été gardée par les cœurs des Citoyens, & le ſang de la Nobleſſe, dont les forces ont même ſervi à rétablir S. M. ſur ſon Thrône chancelant qu'Elle avoit abandonné. ANNO 1716.

X. Le très-illuſtre Sienawiski, Châtelain de *Cracovie*, & Généraliſſime de l'Armée de la Couronne, ſera dépoſé de cette Charge, dont il s'eſt rendu indigne, principalement en ce que, par ſon intéreſſement déteſtable, il n'a pas ſecondé dans les occaſions favorables, les forces de la République, confiées à ſa conduite; & on ſubſtituera à ſa place le très-illuſtre Seigneur Staniſlas Leduchowiski Sous-Camerier de *Cremienieck*, & Maréchal Général des Confédérez, qui a beaucoup mérité de la République, & dont la fidélité a toûjours été conſtante pour la Patrie.

XI. On dépoſera auſſi de l'Office de Maréchal de Camp du grand Duché de *Lithuanie*, le très-Illuſtre Seigneur Denhoff, Porte-Epée du Royaume, à cauſe de ſes démérites envers la République, & S. M. donnera cette Charge, ſelon ſon bon plaiſir, à quelqu'un des Officiers, qui ſont actuellement engagez dans la Confédération.

XII. Tous les Offices Honoraires, & les Dignitez vacantes depuis la Confédération, ne ſeront données maintenant à aucunes perſonnes; mais S. M. aura la bonté d'en remettre la diſtribution juſqu'à l'Aſſemblée générale des Etats, qui ſeront convoquez pour la Pacification, & alors on doit avoir des égards particuliers; & en premier lieu, pour la Promotion du très-Haut & très-Illuſtre Seigneur Branicki, Maréchal de l'Armée Confédérée de la Couronne.

XIII. Le très-Illuſtre Ribinski, Palatin de *Culme*, Fils indigne de ſa Patrie, & qui s'eſt rendu ingrat envers elle, en prenant les armes contre la République, pour défendre le Camp des Saxons, doit être privé de la Charge de Maréchal du Tribunal du Royaume, pour laquelle il avoit été élû cette année; & nous faiſons très-inſtamment cette demande ſpeciale aux très-Illuſtres Députez dudit Tribunal.

XIV. La mort très cruelle que les Saxons envahiſſeurs ont fait ſouffrir au très-Illuſtre Châtelain de *Bielcz* dans ſa propre maiſon où ce Sénateur de pieuſe mémoire, qui n'avoit jamais manqué de fidelité à la République ni au Roi, fut aſſaſſiné: Cette mort ne doit pas ſeulement cauſer des regrets à la République, mais auſſi la porter à en exiger la vengeance, de même que de cet autre Meurtre fait en la perſonne du très-Illuſtre Turski, Capitaine de Pilſna, & Colonel très-celebre, qui a donné tant de marques de ſon zele pour la défenſe de S. M. Le ſang innocent de ces deux illuſtres Perſonnes crie vangeance; c'eſt pourquoi le Général Saiſſan & ſes Officiers, étant les auteurs de ces grands Crimes, doivent eſtre déclarez coupables dans le Traité qu'on fera pour la Pacification, & jugez ſelon les Loix & le Droit, pour eſtre punis exemplairement, comme Raviſſeurs & Homicides.

XV. Toutes les Munitions de Guerre, & principalement les Canons qui ont été enlevez des Forteresſes du Royaume, & tranſportez en *Saxe*, doivent eſtre rendus au plûtôt, & remis dans les Places fortifiées où ils étoient, de meſme que tout ce qui en a été diſtrait & emporté.

XVI. La République promet que dans le tems qu'on effectuera tous ces Articles, elle s'obligera par un nouveau Serment, à ne diſſoudre pas ſeulement la Confédération, mais auſſi à employer les Armées de la Couronne, & du grand Duché de *Lithuanie*, pour la défenſe de S. M. contre tous ſes Agreſſeurs & Ennemis, parce que la Nobleſſe lui eſt tellement affectionnée, qu'elle répandra ſon Sang, & donnera ſa vie pour ſon ſervice, pourvû que S. M. Séréniſſime abandonne les Conſeils des Factieux; ſuive les Loix de la République; obſerve tout ce qu'elle lui a juré; maintienne la tranquillité du Royaume, & ne nous engage dans aucune nouvelle Guerre, ſans le conſentement de tous les Etats de ce Païs: Alors tous les troubles qui ont tant duré, étant finis, & la Paix rétablie d'une maniére aſſurée pour ce Royaume, la gloire de Sa Majeſté très-Auguſte y durera long tems.

ANNO 1717.

## CLXXXVI.

4. Janv. *Traité d'Alliance entre* LOUIS XV. *Roi de France & de Navarre,* GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne; & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour le maintien & la Garantie des Traitez de Paix faits à Utrecht en* 1713 *& particulierement, pour le maintien de l'ordre de Succeſſion aux Couronnes de France & d'Angleterre établi par leſdits Traitez, & pour la Demolition du Port de Mardick. A la Haye le* 4. *Janvier* 1717. [Sur la Copie imprimée à Paris chez *François Fournier*, avec permiſſion & Privilege du Roi ann. 1717. in 4.]

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme notre amé & feal le Sieur Abbé du Bois, Conſeiller ordinaire en notre Conſeil d'Etat; & notre amé & & feal le Sieur de Chateauneuf, Marquis de Caſtagnere, Conſeiller Honoraire en notre Cour de Parlement de Paris, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que nous leur en avions donné, auroient conclu, arreſté & ſigné à la Haye le quatriéme du preſent mois de Janvier avec le Sieur Guillaume Cadogan, Baron de Reading, Chevalier de l'Ordre de Saint-André, Maître de la Garderobe de notre Très-cher & très-amé Frere le Roy de la Grande-Bretagne, Lieutenant-General de ſes Armées, Colonel du ſecond Regiment de ſes Gardes, Gouverneur de l'Iſle de Wight & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire, pareillement muny de ſes Pleins-Pouvoirs & avec les Sieurs Jean Van-Eſſen Bourguemaiſtre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Univerſité à Harderwick, Wigbold Vander-Does, Seigneur de Nortwick, de l'Ordre de la Nobleſſe de Hollande & Weſtfriſe, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhynlande; Antoine Heinſius, Conſeiller-Penſionnaire, Garde du grand Sceau & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Weſtfriſe; Samuel Coninck, Senateur de la Ville de Veere; Frederick-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, Emminckhuyſen & Moerkerken, &c. Preſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Ulbe Aylva van Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel; Antoine Eckout, Bourguemaiſtre de la Ville de Campen; & Wicher Wichers, Bourguemaiſtre de la Ville de Groningue; Tous Deputez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Overiſſel, & de Groningue & Ommelandes, en qualité de Plenipotentiaires de leurs Hautes Puiſſances nos très-chers & grands amis les Etats-Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité d'Alliance défenſive dont la teneur s'enſuit,

Comme le Sereniſſime & très-Puiſſant Prince & Seigneur Louïs XV. par la grace de Dieu, Roy très-Chrétien de France & de Navarre; le Sereniſſime & très-Puiſſant Prince & Seigneur George par la grace de Dieu Roy de la Grande-Bretagne, Duc de Brunſwick & de Luneburg, Electeur du Saint Empire Romain &c. & les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats-Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, deſirent d'affermir de plus en plus la Paix établie entre leurs Royaumes & Etats reſpectivement, d'éloigner entierement de part & d'autre tout ſujet de ſoupçon qui pourroit en quelque maniere, que ce ſoit troubler la tranquillité de leurs Etats, & de reſſerrer plus fortement encore par de nouveaux nœuds l'amitié qui eſt entre eux, ils ont crû que pour parvenir à une fin ſi ſalutaire, il eſtoit neceſſaire de convenir entre eux; Et pour cet effet leurſdites Majeſtés & leſdits Seigneurs Etats Generaux ont nommé, ſavoir:

Le Roy Très-Chrêtien, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, le Sieur Guillaume du Bois, Abbé de Saint-Pierre, d'Airvault, de Saint-Juſt & de Nogent, ci-devant Precepteur de Son Alteſſe Royale Monſeigneur le Duc d'Orleans, Regent du Royaume de France, Conſeiller d'Etat ordinaire, & le Sieur Pierre-Antoine de Chaſteauneuf, Marquis de Caſtagnere, Conſeiller Honoraire au Parlement de Paris, & Ambaſſadeur de Sa Majeſté Très-Chrêtienne auprès des Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies. ANNO 1717.

Le Roy de la Grande-Bretagne, Son Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire le Sieur Guillaume Cadogan, Baron de Reading, Chevalier de l'Ordre de Saint-André, Maître de la Garderobe du Roy de la Grande-Bretagne, Lieutenant-General de ſes Armées, Colonel du ſecond Regiment de ſes Gardes, Gouverneur de l'Iſle de Wight.

Et les Seigneurs Etats-Generaux, leurs Deputez & Plenipotentiaires, les Sieurs Jean Van-Eſſen Bourguemaiſtre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Univerſité à Harderwik, Wigbold Vander-Does Seigneur de Noortwick, de l'Ordre de la Nobleſſe de Hollande & Weſtfriſe, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhynlande; Antoine Heinſius, Conſeiller Penſionnaire, Garde du Grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Weſtfriſe; Samuel Coninck, Senateur de la Ville de Veere; Frederick-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, Emminckhuyſen & Moerkerken, &c. Preſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht, Ulbe Aylva van-Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel, Antoine Eckhout, Bourguemaiſtre de la Ville de Campen, & Wicher-Wichers, Bourguemaiſtre de la Ville de Groningue: Tous Deputez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Overyſſel, & de Groningue, & Ommelandes.

Leſquels après s'eſtre communiqué réciproquement leurs Pleins-Pouvoirs, dont les Copies ſeront inſerées mot à mot à la fin du preſent Traité, & après en avoir fait l'échange en la maniere accoûtumée, ſont convenus d'un Traité d'Alliance défenſive entre le Roy Très-Chrêtien, le Roy de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, leurs Royaumes, Etats & Sujets, aux conditions qui ſuivent.

I. Qu'il y ait dès ce jour & à l'avenir pour toûjours une Paix veritable, ferme & inviolable, une Amitié encore plus ſincere & plus intime, une Alliance & une Union plus étroite entre leſdits Sereniſſimes Rois, leurs Heritiers, & Succeſſeurs, & les Seigneurs Etats-Generaux, les Terres, Païs & Villes de leur obéïſſance reſpectivement, & leurs Sujets & Habitans, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, & qu'elle ſoit conſervée & cultivée de maniere, que les Parties contractantes ſe procurent réciproquement & fidellement leur utilité & leurs avantages, & qu'elles détournent & empêchent par les moyens les plus convenables les pertes & dommages qui pourroient leur arriver.

II. Et comme l'experience a fait connoître, que la proximité du ſéjour de celuy qui a pris le titre de Prince de Galles, pendant la vie du feu Roy Jacques II. & après la mort dudit Roy, celui de Roy de la Grande-Bretagne, peut exciter des mouvemens & des troubles dans la Grande-Bretagne & dans les Etats qui en dépendent, il a eſté convenu & arreſté, que le Sereniſſime Roy Très-Chrêtien s'oblige par le preſent Traité d'engager ladite perſonne de ſortir du Comtat d'Avignon, & d'aller faire ſon Séjour, au delà des Alpes immédiatement après la ſignature du preſent Traité, & avant l'échange des Ratifications. Et le Roy Très-Chrêtien, afin de témoigner encore davantage le deſir ſincere qu'il a, non ſeulement d'obſerver religieuſement & inviolablement tous les engagemens que la Couronne de France a pris cidevant touchant ladite perſonne, mais auſſi pour oſter à l'avenir tout ſujet de ſoupçon & de défiance, promet & s'engage de nouveau pour Luy, ſes Heritiers & Succeſſeurs, de ne donner, ni fournir en quelque tems que ce ſoit, directement ni indirectement, ſur Mer ou ſur Terre, aucun Conſeil, ſecours ou aſſiſtance d'argent, Armes, Munitions, attirail de Guerre, Vaiſſeaux, Soldats, Matelots ou de quelque autre maniere que ce ſoit, à ladite Perſonne, qui prend le Titre ci-deſſus exprimé, ou à d'autres quelles qu'elles ſoient, qui ayant commiſſion d'elle pourroient dans la ſuite troubler la tranquilité de la Grande-Bretagne, par une Guerre ouverte, ou par des conjurations ſecretes, ou des ſeditions, & des rebellions, & s'oppoſer au Gouvernement de Sa Majeſté Britannique.

De

ANNO 1717.

De plus, le Roy Très-Chrétien promet, & s'engage de ne permettre en aucun tems à l'avenir, à la Perſonne ci-deſſus deſignée, de revenir à Avignon, ou de paſſer par les Terres dépendantes de la Couronne de France, ſous prétexte de retourner, ou à Avignon, ou en Lorraine, ou même de mettre le pied en aucun Lieu de la Domination de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & encore moins d'y demeurer, ſous quelque nom ou ſous quelque apparence que ce ſoit.

III. Leſdits Sereniſſimes Rois, & leſdits Seigneurs Etats Generaux promettent encore, & s'engagent réciproquement, de refuſer toute ſorte d'azile & de retraite aux Sujets de l'un d'entre eux, qui auront eſté, ou pourront eſtre déclarez rebelles, auſſitoſt que la requiſition en aura eſté faite par celui des Contractans, dont ces rebelles auront eſté reconnus pour Sujets & même de contraindre leſdits rebelles de ſortir des Terres de leur obéiſſance dans l'eſpace de huit jours, après que le Miniſtre dudit Allié en aura fait la requiſition au nom de ſon Maître.

IV. Et le Roy Très-Chrêtien deſirant ſincerement executer pleinement tout ce dont il a été cidevant convenu avec la Couronne de France, touchant la Ville de Dunkerque, & de ne rien obmettre de ce que le Roy de la Grande-Bretagne peut croire neceſſaire pour l'entiere deſtruction du port de Dunkerque, & pour oſter tout ſoupçon, qu'on ait intention de faire un nouveau Port au Canal de Mardick, & qu'on veuille le faire ſervir à autre uſage qu'à l'écoulement des eaux, qui inonderoient le Païs, & au Commerce neceſſaire pour la ſubſiſtance & l'entretien des Peuples de cette partie des Païs-Bas, qui ſera ſeulement fait par des Baſtimens, qui ne pourront avoir plus de ſeize pieds de largeur, Sa Majeſté Très-Chrétienne s'engage & promet de faire executer tout ce dont le Sieur d'Iberville Envoyé du Roy Très-Chrêtien, & muni de ſon Pouvoir, eſt convenu à Hamptoncourt, comme il eſt contenu dans le Memoire du $\frac{\text{trentieme}}{\text{dix-neuvieme}}$ de Septembre de l'année mil ſept cens ſeize, ſigné par le Sieur d'Iberville, & par le Sieur Vicomte de Townshend, & le Sieur Methwen, Secretaires d'Etat de la Grande-Bretagne, dont la teneur ſuit.

*Explication de ce qui ſe doit inſerer dans le quatriéme Article du Traité touchant le Canal, & les Ecluſes de Mardick.*

PREMIEREMENT: que le grand paſſage de la nouvelle Ecluſe de Mardick, qui a quarante-quatre pieds de largeur, ſera détruit de fond en comble, c'eſt-à-dire, en oſtant ſes Bajoyers, Planchers, Buſques, Longrines, & Traverſines, ſur toute ſa longueur, & en enlevant les portes, dont les bois & la ferrure ſeront deſaſſemblés, & tout ceci pourra eſtre employé ailleurs à tels uſages que Sa Majeſté Très-Chrêtienne jugera à propos, pourvû cependant, qu'on ne s'en ſerve jamais pour aucun Port, Havre ou Ecluſe à Dunkerque, ou à Mardick, ou en quelque autre endroit que ce ſoit, à deux Lieues de diſtance d'aucune de ces deux Places: l'intention des Parties contractantes, & le but qu'on ſe propoſe par ce Traité, eſtant, qu'aucun Port, Havre, Fortification, Ecluſe ou Baſſin, ne ſoient faits ou conſtruits à Dunkerque, à l'Ecluſe de Mardick, ou en quelque autre endroit que ce ſoit, ſur l'Eſtran dans une telle diſtance ſur cette Coſte.

Secondement: Que la petite Ecluſe reſtera à l'égard de ſa profondeur, comme elle eſt à preſent, pourvû que ſa largeur ſoit reduite à ſeize pieds, c'eſt-à-dire, en avançant de dix pieds du coſté d'Occident le Bajoyer de la pille, après avoir oſté ſix pieds du Plancher, & Buſques du Radier de toute la longueur du même coſté, les quatre pieds du Plancher reſtans, eſtant neceſſaires pour ſervir de fondement au nouveau Bajoyer, & comme on doit avancer ledit Bajoyer de dix pieds vers l'Orient, on détruira pareillement dix pieds de la même Pille du coſté de l'Occident depuis ſa fondation, afin que le preſent Radier ne puiſſe jamais ſervir pour une Ecluſe de la largeur de vingt-ſix pieds, comme celle-ci eſt à préſent.

Troiſiemement: Les Jettées & les Faſcinages depuis les Dunes ou l'endroit où la Marée monte ſur l'Eſtran, quand elle eſt la plus haute, juſques à la plus baſſe Mer, ſeront raſez des deux coſtez, le long du nouveau Chenal, par tout au niveau de l'Eſtran, & les pierres, & les faſcinages qui ſont au-deſſus de ce niveau, pourront eſtre emportez & employez à tel uſage que Sa Majeſté Très-Chrêtienne jugera à propos, pourvû cependant, qu'on ne s'en ſerve jamais pour aucun Port ou Havre à Dunkerque ou à Mardick, ou en quelque autre endroit que ce ſoit à deux lieues de diſtance d'aucune de ces deux Places, l'intention des Parties contractantes, & le but qu'on ſe propoſe par ce Traité, eſtant, qu'on ne fera jamais plus de Jettées ou Faſcinages dans cette diſtance ſur chacun endroit de l'Eſtran de cette coſte.

Quatriemement: il eſt encore ſtipulé qu'immediatement après la Ratification du preſent Traité, on employera un nombre ſuffiſant d'Ouvriers à la deſtruction des ſuſdites Jettées le long du nouveau Chenal, afin qu'elles ſoient raſées, & cet Ouvrage accompli dans deux mois après la Ratification s'il eſt poſſible. Mais comme il a eſté repreſenté, qu'à cauſe de la ſaiſon, on ne pourroit juſques au Printems prochain, commencer à retrécir le Radier du petit Paſſage, ni détruire le grand Radier, il eſt accordé que cet Ouvrage ſera commencé $\frac{\text{le cinquieme d'Avril}}{\text{vingt-cinquieme Mars}}$ & entierement achevé de la maniere ci-deſſus ſpecifiée, s'il eſt poſſible, à la fin du mois de Juin mil ſept cens dix-ſept.

Cinquiemement: la démolition des Digues ou Jettées des deux coſtez du vieux Chenal ou Port de Dunkerque, ſera entierement achevée par tout au niveau de l'Eſtran depuis la plus baſſe Mer juſques en dedans de la Ville de Dunkerque. Et s'il reſte, encore quelques morceaux du Fort Blanc & des Chaſteaux Verd & de Bonne Eſperance, ils ſeront raſez totalement égaux avec l'Eſtran.

Quand ce Traité ſera ratifié, le Roy de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies pourront envoyer des Commiſſaires ſur les Lieux pour eſtre témoins oculaires de l'execution de cet Article.

Nous avons ſigné cet Article proviſionellement, & à condition qu'il ſoit approuvé par Sa Majeſté Très-Chrétienne, Sa Majeſté Britannique, & les Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies. A Hamptoncourt ce $\frac{\text{trentieme}}{\text{dix-neuvieme}}$ de Septembre de l'année mil ſept cens ſeize. Signé, D'IBERVILLE, TOWNSHEND ET P. METHWEN.

V. Comme l'objet & le veritable but de cette Alliance entre leſdits Seigneurs Rois & Etats-Generaux, eſt de conſerver & maintenir reciproquement la Paix & la Tranquilité de leurs Royaumes, Etats & Provinces, établie par les derniers Traitez de Paix conclus & ſignez à Utrecht, entre le Sereniſſime Roi Très-Chrétien, la Sereniſſime Reine de la Grande-Bretagne, & leſdits Hauts & Puiſſants Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies l'onziéme d'Avril mil ſept cens treize, on eſt convenu & demeuré d'accord que tous & chacun des Articles deſdits Traitez de Paix, entant qu'ils regardent les intereſts deſdites trois Puiſſances reſpectivement, & de chacune d'icelles en particulier, & enſemble les Succeſſions à la Couronne, de la Grande-Btetagne dans la Ligne Proteſtante, & à la Couronne de France ſuivant les ſuſdits Traitez, demeureront, dans toute leur force & vigueur, & que leſdits Sereniſſimes Rois & leſdits Seigneurs, Etats Generaux, promettent leur Garantie reciproque pour l'execution de toutes les Conventions contenues dans leſdits Articles, entant comme cideſſus, qu'ils regardent les Succeſſions, & les intereſts deſdits Royaumes & Etats, & enſemble pour le maintien & défenſe de tous les Royaumes, Provinces, Etats, Droits, Immunitez & Avantages, que chacun deſdits Alliez reſpectivement poſſedera réellement au tems de la ſignature de cette Alliance. Et à cette fin leſdits Seigneurs Rois & Etats Generaux ſont convenus entre eux, & demeurés d'accord que ſi quelqu'un deſdits Alliez étoit attaqué par les Armes par quelque Prince ou Etat que ce fût, les autres Alliez interpoſeront leurs Offices auprès de l'Agreſſeur, pour procurer ſatisfaction à la Par-

ANNO 1717.

tie lezée, & engager l'Agreſſeur à s'abſtenir entierement de toute ſorte d'Hoſtilitez.

VI. Mais ſi ces bons offices n'avoient pas l'effet que l'on ſe promet pour concilier l'Eſprit des deux Parties, & pour obtenir une Satisfaction, & un dédommagement dans l'eſpace de deux mois, alors ceux des Contractans qui n'auront point été attaqués, ſeront tenus de ſécourir ſans retardement leur Allié, & de luy fournir les ſecours ci-deſſous exprimez, ſavoir:

Le Roy Très-Chrêtien huit mille hommes de pied & deux mille de Cavalerie.

Le Roy de la Grande-Bretagne, huit mille hommes de pied & deux mille de Cavalerie.

Les Etats-Generaux, quatre mille hommes de pied & mille de Cavalerie.

Que ſi l'Allié qui ſera engagé dans la Guerre, comme il a été dit ci-deſſus, veut plûtoſt avoir des ſecours par Mer, ou même préfere de l'argent aux Troupes de Terre ou de Mer, on luy en laiſſera le choix en gardant cependant toûjours une proportion entre les ſommes qu'on donnera & le nombre des Troupes marqué ci-deſſus.

Et afin qu'il n'y ait aucune conteſtation ſur ce ſujet, on eſt convenu que mille hommes de pied ſeront évaluez à la ſomme de dix mille Livres par mois, & mille hommes de Cavalerie à celle de trente mille Livres, le tout monnoye de Hollande, & par mois, en comptant douze mois dans un an, & que les Secours par Mer ſeront évaluez ſuivant la même proportion.

VII. On eſt convenu pareillement, & il a été ſtipulé que ſi les Royaumes, Païs ou Provinces de quelqu'un des Alliez ſont troublés par des diſſentions inteſtines, ou par des rebellions au ſujet deſdites Succeſſions, ou ſous quelque autre pretexte que ce ſoit, celuy des Alliez, qui ſe trouvera dans ces Troubles ſera en droit de demander que ſes Alliez luy fourniſſent les ſecours ci-deſſus exprimez, ou telle partie d'iceux qu'il jugera eſtre neceſſaire, & ce, aux frais & dépens des Alliez, qui ſont tenus de fournir ces Secours, qui ſeront envoyez dans l'eſpace de deux mois après que la requiſition en aura été faite, ſauf cependant le choix, comme on l'a dit ci-deſſus à la Partie requerante, de demander qu'on luy fourniſſe des ſecours par terre ou par mer, & les Alliez ſeront rembourſez dans l'eſpace d'un an, après que ces Troubles auront été calmez & appaiſez, des dépenſes qu'ils auront faites pour les Secours donnez en vertu de cet Article. Mais au cas que leſdits Secours ne fuſſent pas ſuffiſans, leſdits Alliez conviendront de concert de ſe fournir de plus grands Secours, & même, ſi le cas le requeroit, declareront la Guerre aux Agreſſeurs, & s'aſſiſteront de toutes leurs forces.

VIII. Le preſent Traité ſera ratifié par Leurs Majeſtés Très-Chrêtienne & Britannique, & les Seigneurs Etats-Generaux, & les Lettres de Ratification en bonne forme ſeront délivrées de part & d'autre dans l'eſpace de quatre ſemaines, ou plûtoſt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature.

En foy de quoy, Nous ſouſſignez, munis des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majeſtés Trés-Chrêtienne & Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, avons eſdits Noms ſigné le preſent Traité & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatriéme jour de Janvier de l'An mil ſept cens dix-ſept.

(L.S.) DU BOIS. (L.S.) CADOGAN.

(L.S.) CASTAGNERE DE CHASTEAUNEUF. (L.S.) J. VAN-ESSEN. (L.S.) V.V.VAND.DOES. (L.S.) A. HEINSIUS. (L.S.) S. CONINCK. (L.S.) LE BAR. DE REEDE DE RENSWOUDE. (L.S.) V. A. V. BURMANIA. (L.S.) A. ECKHOUT. (L.S.) W. WICHERS.

ANNO 1717.

NOUS ayant agréable le ſuſdit Traité d'Alliance défenſive en tous & chacun les Points & Articles qui y ſont contenus avons de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de notre Royaume, iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces préſentes ſignées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit: En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes. Donné à Paris le vingtiéme Janvier, l'An de grace mil ſept cens dix-ſept, & de notre Regne le deuxiéme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas*,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
*Regent préſent*,

Signé,

PHELYPEAUX.

Scellé du grand Sceau de cire jaune ſur lacs de Soye bleuë treſſez d'Or, le Sceau enfermé dans une Boëte d'argent ſur le deſſus de laquelle ſont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, ſous un Pavillon Royal ſoûtenu par deux Anges.

*Article ſeparé, ſigné, & ratifié entre la France & la Hollande.*

COMME dans l'Article cinquiéme du Traité d'Alliance conclu ce jourd'huy entre le Sereniſſime Roy Très-Chrêtien, le Sereniſſime Roy de la Grande-Bretagne, & les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, on eſt convenu d'une Garantie reciproque pour l'execution de toutes les Conventions mentionnées dans le même Article, & enſemble pour le maintien & défenſe de tous les Royaumes, Provinces, Etats, Droits, Immunitez & Avantages que chacun deſdits Alliez reſpectivement poſſedera réellement au tems de la ſignature de cette Alliance, les ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. T. C. & les Deputez & Plenipotentiaires deſdits Seigneurs Etats-Generaux, ſont convenus que ſans déroger en aucune maniere à l'Article premier de ladite Alliance, ſuivant lequel il y aura une Paix inviolable, & une étroite Alliance entre leurſdites Majeſtés & leſdits Seigneurs Etats-Generaux, leurs Etats, & Sujets, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, la Garantie ſtipulée dans l'Article cinquiéme du même Traité n'aura lieu à l'égard de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & des Seigneurs Etats Generaux, que pour les Etats & poſſeſſions qu'ils ont reſpectivement dans l'Europe, ce qui s'entend auſſi des Secours ſtipules, & promis réciproquement dans l'Article ſixiéme du Traité, leſquels ſecours ſeront auſſi limités dans l'Europe par rapport à Sa Majeſté Très-Chrêtienne & aux Seigneurs Etats-Generaux.

Le preſent Article ſeparé aura la même force que s'il étoit inſeré mot pour mot dans le Traité, & ſera ratifié dans le même tems que le Traité, & les Ratifications ſeront pareillement fournies avec celles du Traité.

En foy de quoy nous ſouſſignez munis des Plein-Pouvoirs de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & des Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies, avons, eſdits noms ſigné le preſent Article, & y avons

ANNO 1717. avons fait appoſer les cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatriéme jour de Janvier de l'an mil ſept cens dix-ſept.

(L.S.) Du Bois. (L.S.) J. Van-Essen.

(L.S.) Castangnere de Chasteauneuf. (L.S.) V. V. Van-der-Does.

(L.S.) A. Heinsius.

(L.S.) S. Coninck.

(L.S.) Le Baron de Reede de Renswoude.

(L.S.) V. A. V. Burmania.

(L.S.) A. Eckout.

(L.S.) W. Wichers.

*Plein-Pouvoir des Plenipotentiaires de France.*

Louis par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme Nous ne voulons rien obmettre pour affermir le repos public rétably par les derniers Traités, & pour prévenir les événemens capables de troubler la Paix, que nous ſommes inſtruits d'ailleurs des diſpoſitions que notre Très-cher, & trés-amé Frere le Roy de la Grande-Bretagne, & nos très-chers & grands Amis les Etats-Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas ont fait paroître d'entrer dans les mêmes vûes, & de former avec Nous une Union étroite pour la Sûreté reciproque de nos Etats & de ceux de notredit Frere & deſdits Etats-Generaux & pour le maintien de la tranquilité de l'Europe, Nous confiant entierement en la capacité, experience, zele & fidelité pour notre ſervice, de notre amé & feal le Sieur Abbé du Bois, Conſeiller ordinaire en notre Conſeil d'Etat, & de notre amé & feal le Sieur de Chaſteauneuf, Marquis de Caſtagnere, Conſeiller honoraire en notre Cour de Parlement de Paris, & notre Ambaſſadeur en Hollande. Pour ces Cauſes, & autres bonnes conſiderations à ce Nous mouvans, de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans Regent. Nous avons commis, ordonné & deputé, & par ces Preſentes ſignées de notre main, commettons, ordonnons, & députons leſdits Sieurs Abbé du Bois & de Chaſteauneuf & leur avons donné, & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial, pour en notre nom, en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, convenir avec un ou pluſieurs Miniſtres de la part de notredit Frere le Roy de la Grande-Bretagne, & de celle deſdits Etats-Generaux pareillement munis de Pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure & ſigner tels Traitez d'Alliance, Articles & Conventions que leſdits Sieurs Abbé du Bois & de Chaſteauneuf aviſeront bon eſtre, Voulant qu'en cas d'abſence de l'un ou de l'autre par maladie, ou par quelqu'autre cauſe legitime l'autre ait le même pouvoir que tous deux enſemble. En ſorte qu'ils agiſſent en tout ce qui regardera ledit Traité d'Alliance avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire ſi Nous y étions preſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe qui requît un Mandement plus ſpecial non contenu en ceſdites Preſentes. Promettant en foy & parole de Roy d'avoir agréable, tenir ferme & ſtable à toûjours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que leſdits Sieurs Abbé du Bois & de Chasteauneuf, ou l'un d'eux dans leſdits cas d'abſence, ou de maladie, auront ſtipulé, promis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe ou ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre: Comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme pour eſtre échangées dans le temps dont il ſera convenu. Car tel eſt notre plaiſir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre notre Scel à ces Preſentes. Donné à Paris le douziéme jour de Septembre l'an de grace mil ſept cens ſeize, & de notre Regne le deuxiéme. ANNO 1717.

*Signé*,

LOUIS.

*Et ſur le Reply*,

Par le Roy,

Le Duc d'Orleans,
*Regent préſent*,

*Signé*,

Phelypeaux.

Et Scellé.

*Pleinpouvoir des Plenipotentiaires de la Gr. Bret.*

Georgius P. C. R.

Georgius Princeps Walliæ, Dux Cornubiæ & Rothſayæ Dux & Marchio Cantabrigiæ, Comes de Milfordhaven, de Carrek & Ceſtertiæ, Vice-Comes Northalleſton, Baro de Tenckesbury & de Renfren, Dominus Inſularum & Seneſcallus Scotiæ, Nobiliſſimi Ordinis Periſcelidis Eques, Cuſtos Regni Magnæ Britanniæ Locum tenens in eodem Regno. Omnibus & ſingulis ad quos præſentes hæ Litteræ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Sereniſſimus Rex Magnæ Britanniæ &c. Pater ac Dominus noſter cariſſimus & maxime honorandus in animo ſuo præprimis inſitum habeat, Pacem, quæ cum Regibus, Statibuſque circumvicinis jam jam ſtabilita eſt, ſartam tectam quantum in ipſo fuerit, conſervare. Cumque eò haud parum faciat, ut amicitiam quam cum bono Fratre ſuo Rege Chriſtianiſſimo, & cum Celſis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Unitarum Belgii Provinciarum colit, novis benevolentiæ nexibus, ac mutuæ defenſionis Pactis conventis, porro confirmet, exaugeatque. Nobis itaque in Mandatis dedit Majeſtas Sua Britannica Miniſtros ſuos Hagæ Comitum agentes autoritate ſufficienti communire ad opus ſupradictum Saluti quietique publicæ tam utile, tamque neceſſarium, promovendum, conficiendumque. Sciatis igitur quod nos fide, prudentiâ, & in rebus tractandis uſu prænobilis & perilluſtris viri Guilielmi Domini Cadogan Baronis de Reading, Veſtium Regiarum Magiſtri, in Exercitibus Majeſtatis Suæ Britannicæ Locum tenentis Generalis, Secundæ Regiæ Cohortis Prætoriæ Præfecti, Inſulæ Vectenſis Gubernatoris, & dictæ Suæ Majeſtatis apud Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Legati Extraordinarii, & Horatii Walpole Armigeri in Conſeſſu Parliamenti Magnæ Britanniæ Senatoris, & apud Dominos Ordines Generales prædictos Miniſtri ac Plenipotentiarii Britannici partes ſuſtinentis plurimum confiſi, eoſdem nominavimus, fecimus & conſtituimus, quemadmodum per præſentes nominamus, facimus & conſtituimus veros, certos & indubitatos Commiſſarios, Procuratores & Plenipotentiarios à parte Sereniſſimi Regis Magnæ Britanniæ, Patris & Domini noſtri Cariſſimi & maxime honorandi, Dantes vi autoritatis nobis commiſſæ concedenteſque eiſdem conjunctim vel diviſim omnem & omnimodam poteſtatem, facultatem, autoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac ſpeciale, ita tamen ut generale ſpeciali non deroget, neque contra, cum Miniſtro Miniſtriſve dicti Regis Chriſtianiſſimi, ſufficienti pariter Poteſtate munito munitiſve, ac etiam cum Miniſtris dictorum Dominorum Ordinum Generalium, plena itidem autoritate inſtructis vel conjunctim, vel ſeparatim congrediendi, colloquendi, tractandi, conveniendi & concludendi de & ſuper conditionibus Fœderis, vel Fœderum cum prædicta Sua Majeſtate Chriſtianiſſima & Ordinibus Generalibus conjunctim, vel cum iiſdem ut ſupra factum eſt, diviſim, quæ ad ſcopum Majeſtatis Suæ Britannicæ ſuperius deſignatum melius attinendum facere poſſint, eaque omnia quæ ita conventa & concluſa fuerint, Majeſtatis Suæ Britannicæ nomine ſignandi ſuperque concluſis Inſtrumen-

ta,

ANNO 1717. ta, quotquot & qualia neceſſaria fuerint, conficiendi mutuoque tradendi, recipiendique, ac generaliter ea omnia ſpræſtandi, perficiendique, quovis modo neceſſaria ad Pacis atque amicitiæ Leges novis nexibus ſtabiliendas, ut ſupra dictum eſt, confirmandaſque, vel quomodolibet opportuna eſſe judicaverint, tam amplis modo & forma ac vi effectuque pari, ac dictus Sereniſſimus Rex Magnæ Britanniæ ſi intereſſet, facere ac præſtare poſſet: Spondentes nomine Majeſtatis Suæ ante memoratæ, ac promittentes ipſam, quæcumque præfati Commiſſarii, Procuratores & Plenipotentiarii vel conjunctim vel ſeparatim, vi præſentium egerint, concluſerint, ſignaverintque, rata, grata, atque accepta habituram eademque ſancte atque inviolabiliter obſervaturam, atque ab aliis quibuſcumque, quantum in ipſa eſt, obſervari curaturam. In quorum omnium majorem fidem & robur, haſce Præſentes manu noſtra ſignatas, magno Sigillo Magnæ Britanniæ communiri fecimus. Quæ dabantur in Palatio Divi Jacobi vigeſimo nono die menſis Octobris, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo ſexto, Regnique Majeſtatis Suæ tertio.

*Pleinpouvoir des Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas.*

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien plus à cœur que la conſervation du repos public rétably par les derniers Traitez de Paix, & de contribuer à ſon affermiſſement en tout ce qui peut dépendre de Nous: Que Nous ne doûtons point que Sa Majeſté le Sereniſſime Roy Très-Chrêtien, & le Sereniſſime Roy de la Grande-Bretagne n'ayent la même bonne intention de conſerver la Paix & la Tranquilité publique, & que pour ces raiſons Nous ſouhaitons d'entrer avec leurſdites Majeſtés dans une Alliance & une Union étroite, tant pour la Sûreté reciproque de leurs Etats & des Noſtres, que pour le maintien de la tranquilité publique. C'eſt pourquoy, Nous confiant en la ſageſſe, experience & fidelité des Sieurs Jean Van-Eſſen Bourguemaiſtre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Univerſité à Harderwick; Wigbold Van-der-Does, Seigneur de Nortwik, de l'Ordre de la Nobleſſe de Hollande & Weſtfriſe, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhynlande; Antoine Heinſius, Conſeiller-Penſionnaire, Garde du grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Weſtfriſe: Samuel Coninck, Senateur de la Ville de Veere: Frederick-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, Emminckhuyſſen, & Moerkerken &c. Preſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht, Ulbe Aylva van Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel; Antoine Eckhout, Bourguemaiſtre de la Ville de Campen, & Wicher-Wichers, Bourguemaiſtre de la Ville de Groningue: Tous Deputez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Overyſſel, & de Groningue & Ommelandes. Nous les avons commis, ordonnez & deputez, les commettons, ordonnons & députons par ces Preſentes & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial, pour en notre nom en qualité de nos Députez & Plenipotentiaires, traiter conjointement avec les Miniſtres de leurſdites Majeſtés, munis pareillement de Pouvoirs ſuffiſans d'une Alliance défenſive, entre Leurſdites Majeſtés & Nous, en convenir, arreſter, conclure & ſigner tels Traités, Articles & Conventions dont ils pourront tomber d'accord enſemble, leur donnant Pouvoir & Autorité à tous enſemble, ou à la plus grande partie d'eux, en cas de maladie, ou d'autre empêchement des autres, de negocier, promettre & accorder à cet égard tout ce que nous pourrions faire nous-mêmes ſi nous étions preſens, quand même pour cela il ſeroit beſoin d'un Pouvoir & Mandement plus ſpecial, non contenu dans ces preſentes. Promettant ſincerement & de bonne foy, d'avoir pour agreable, ferme & ſtable, tout ce, que leſdits Sieurs nos Deputez & Plenipotentiaires, ou bien par la plus grande partie d'eux, ſera ſtipulé, promis & ſigné, d'accomplir, & exécuter ponctuellement & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme dans le tems qu'ils l'auront promis. En foy de quoy Nous avons fait munir ces Lettres de notre grand Sceau, ſigner par le Preſident de notre Aſſemblée, & ſouſſigner par notre Greffier. A la Haye le dix-ſeptiéme Decembre mil ſept cens ſeize. ANNO 1717.

*Signé*,

V. A. V. BURMANIA.

*Et ſur le Reply.*

Par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Eſtats Generaux.

F. FAGEL.

Et ſcellé du grand Sceau en cire rouge.

## CLXXXVII.

*Raport de ce qu'on eſt convenu avec les Miniſtres de Pruſſe peur le paiement des arrerages.* 5. Avril.

COMME les Sieurs Baron de Kniphuiſen, & Meinertzhagen ont declaré que Sa Majeſté de Pruſſe étoit contente que le paiement de ſes arrerages ſe feroit dans de raiſonnables termes, les Deputez de l'Etat étoient convenus avec ces deux Miniſtres-là, que ces arrerages, portant ſuivant une Specification ci-jointe, une ſomme d'un Million, 223. mille, 148. Florins, & 8. Sols, *ſalvo errore calculi*, ſeroient paiez ſur le pied ſuivant. Savoir au Mois d'Août de cette année courante 23. Mille, 148. Florins & 8. Sols; au mois de Decembre ſuivant 100. mill. Florins, au Mois de Juin 1718. 100. mill. Florins; au Mois de Decembre de la même année 100. mill. Florins, & ainſi de ſuite de ſix en ſix mois 100. mille Florins, juſques à ce que le tout ſoit aquitté. Leſdits Sieurs Miniſtres ont verbalement propoſé quelques Points, portez par écrit ſous No. II. priant qu'on y faſſe reflexion. Ce qui à été aprouvé par LL. HH. PP.

No. I.

1. *Specification des Arrerages de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, ainſi qu'Elle a été preſentée à LL. HH. PP. le 22. Fevrier* 1717.

| | |
|---|---|
| POUR le Mois de retour de l'an 1697. ſelon les aquits de Mr. d'Ellemet Receveur General - - - - : | |
| Du Quartier de Nimegue - - - | 14558-0-0 |
| Du Quartier de Zutphen - - - | 1198-0-0 |
| Du Quartier de Veluwe - - - | 3400-0-0 |
| De la Province de Zelande - - - | 29869-14-3 |
| | 49025-14-3 |
| 2. Pour le reſte des Cedulles & Ordonnances qui ſont encore à paier pour la quote de l'Etat ſur les ſubſides accordez à Sa Majeſté le Roi de Pruſſe pour les 8000. hommes de ſes Troupes, qui furent emploiées en Italie juſques au 15. Decembre 1712. comme il paroit par la Specification - - - - - - - | 546526-14-8 |
| 3. Pour pareille Specification au Corps des 12. mille hommes de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe qui a ſervi dans les Païs-bas - - - - - - | 320891-8-0 |
| 4. Au Corps de 5. mill. hommes pour des Soldes de l'an 1702, des apointemens des Generaux de 1702. & 1703, & les Ordonnances pour les chariots & le fourrage enſemble - - - | 178467-12-8 |
| 5. Pour l'Etat Major du Regiment de Du Trouſſel &c. enſemble & reconnu par | |

ANNO 1717.

par la Province de Gueldre, les Quartiers de Veluwe & de Zutphen aiant promis de faire paier leurs quotes de - - - 84609-10-0

Comme auſſi accepté par Veluwe pour quatre jours de Solde - - - - 381-8-0

6. Ces deux Quartiers ont auſſi fait promettre par leurs Deputez le paiement de leur quote pour le mois de retour deſdits 5000 hommes pour 21. jours & porte enſemble pour les Provinces de Gueldre & de Hollande - - - - - 25988-3-0

7. Le Quartier de Nimegue doit les Soldes depuis le 6. Mai 1712. juſques inclus le 6. Mai 1713. non encore reglées - - 51108-8-0

162087-9-0

Somme totale 1256998-18-3

Depuis que la ſuſdite Specification a été donnée, le Quartier de Veluwe a paié à bon compte de l'Etat Major du Regiment de du Trouſſel - - - 18467-19-4

Le même ſur le mois de retour de 1713. pour le corps de 5. mille hommes - - 2002-5-8

Et pour 4. jours de Soldes - - - - 381-8-0

Et le Quartier de Zutphen ſur le même Etat Major du Regiment de du Trouſſel - - - 12998-17-8

33850-10-4

Ainſi la ſomme des Arrerages porte ce jourd'huy premier Avril 1717 - - - 1223148-8-0

A reſerver, tant pour le Corps de 5000. hommes, que pour les Livranciers du fourrage.

Une Ordonnance de Fourrage aux 3. Regimens de Pruſſe, ſavoir Varenne, du Trouſſel & Grumbko du Quartier d'Hiver 1709. & 1710.

Deux Ordonnances de Fourrage pour les Quartiers d'Hyver 1710. & 1711, & 1711. & 1712. aux cinq Regimens Pruſſiens.

II.

1. Que le paiement des Arrerages, qui ſe montent ſelon la Specification à une ſomme de 1223148. Florins & 8. Sols ſe faſſe dans . . . . . termes, dont le premier ſera au Mois de Mai 1717. & le dernier le mois de . . . . . , ainſi qu'il eſt exprimé dans le detail.

2. Que le Paiement ſe faſſe à chaque terme en argent comptant, & non pas en obligations.

3. Qu'on s'explique de la part de LL. HH. PP. ſur la ſûreté que Sa Majeſté peut avoir, que le paiement ſe fera preciſement dans les termes, dont on conviendra.

4. Qu'on donne des Ordonnances ou Aſſignations qui manquent pour les poſtes ſuivans, ſavoir

I.

Pour ce qui reſte encore à paier ſur l'Etat Major du Regiment de du Trouſſel, ce qui monte après le paiement que les Quartiers de Veluwe & de Zutphen ont fait là-deſſus dernierement encore une Somme de 53142-13-7

II. Pour le demi-mois de retour du corps de 5. mille hommes, excepté ce que Veluwe & Zutphen ont paié là-deſſus.

ANNO 1717.

III. Pour les Soldes que le Quartier de Nimegue a refuſé de paier au Regiment de du Trouſſel depuis le 6. Mai 1712. juſques au 6. Mai 1713. & qui montent à 51108-8-0

IV. Que les Ordonnances ſoient expediées pour le Fourrage aux 3. Regimens de Pruſſe, Varenne, du Trouſſel, & Grumbko du Quartier d'Hyver de 1709. & 10; & deux Ordonnances de Fourrage pour les Quartiers d'Hyver de 1710 & 11, & 1711 & 12. aux 5. Regimens Pruſſiens.

V. Qu'on relâche les Ordonnances qu'on retient dans la Finance du Conſeil d'Etat pour ce que le Corps de 5. mille hommes doit aux Hopitaux & Livranciers.

A l'encontre on s'obligera de ſatisfaire les Hôpitaux & Livranciers de toutes leurs legitimes pretenſions, à proportion que le paiement ſe fera.

Les Ordonnances ſuſdites ſont celles pour les Chariots reſtans de la Campagne de 1712.

une de 5936 } - 9520.
& une de - - 3584 }

Celles pour le Fourrage de 1712 & 13 - - - 4837.

Pour les Chariots d'avance de 1713. deux Ordonnances

une de - - 2385 } - 3825.
& une de - - 1440 }

enſemble 18182.

*Reſolution ſur les Arrerages du Roi de Pruſſe & ſur un Memoire preſenté par ſes Miniſtres. Du 15. Avril 1717.*

APRE'S l'examen il a été reſolu, que la Specification des Arrerages ſeroit reconnuë, & qu'on prieroit les reſpectives Provinces de fournir chacune ſa portion dans la dette, ſelon la repartition que le Conſeil d'Etat en fera.

Par raport aux points du Memoire No. II. le premier ceſſe, puis qu'on eſt convenu des termes.

Il n'y a point auſſi de difficulté ſur le ſecond, puis que l'intention de l'Etat eſt de paier en argent comptant & non pas en Obligations.

On dira ſur le 3. que LL. HH. PP. donneront à Sa Majeſté une Sûreté pour le paiement aux termes reglez, ainſi qu'elle eſt uſitée entre des Princes & Etats Souverains.

A l'égard du 4. point, concernant la requiſition de quelques Ordonnances & Aſſignations.

Sur le premier Article concernant le paiement de l'Etat Major du Regiment de du Trouſſel à la ſomme encore de 53. mille, 142. Florins & 13. Sols & 7. Deniers, on priera les Etats de Gueldre, à la charge deſquels cette Somme étoit repartie par les Etats de Guerre, de vouloir en faire le paiement.

Sur le 2. Article, touchant le demi mois de marche du Corps de 5. mille, dont la Gueldre doit paier 6915. Florins & la Hollande 1973. On priera ces Provinces de les paier.

Sur le 3. Article, conſiſtant en 51. mille, 108. Florins & 8. Sols, ſur la Solde deuë par le Quartier de Nimegue au Regiment du Trouſſel depuis le 6. Mai 1712, juſques au 6. Mai 1713. On priera les Etats de ce Quartier-là d'avoir le ſoin de faire ce paiement; d'autant plus que dans les preſentes conjonctures, ils ſont plus obligés que d'autres à ôter toutes les occaſions de plainte au Roi de Pruſſe.

Sur le 4. Article que le Conſeil d'Etat ſera requis de dreſſer les Ordonnances, lors qu'on lui donnera les Documens ſur leſquels Elles doivent être dreſſées.

Sur le 5. Article touchant quelques Ordonnances retenuës par le Conſeil d'Etat pour ce que le Corps

ANNO 1717. de 5. mille hommes doit aux Hôpitaux, on priera le Conseil d'Etat de les extrader, autant qu'Elles excedent ce que ce Corps-là doit aux Hôpitaux, portant 4169. Florins & 8. Sols.

## CLXXXVIII.

22. Juin. *Acte de l'Electeur de Cologne pour aprouver les Articles contenus dans la Resolution de LL. HH. PP. du 22. Juin 1717.*

SON Alteſſe Electorale de Cologne pour temoigner ſon inclination ſincere de renouveller & cultiver fermement une bonne amitié & voiſinage avec LL. HH. PP. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, a voulu agréer & ratifier, ainſi qu'en vertu des preſentes agrée & ratifie les Articles ſuivans, dont le Baron de Héems, comme Envoié Extraordinaire & Mediateur de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, eſt convenu avec LL. HH. PP.; avec une ſincere promeſſe de les obſerver fidelement, & inalterablement de point en point, dans l'attente que LL. HH. PP. mettront des ordres convenables, qu'après l'accompliſſement d'iceux leurs Troupes n'occuperont pas plus long tems les Places où elles ſont en Garniſon dans ſa Principauté de Liege ſous quelque pretexte que ce ſoit, mais elles les évacuëront d'abord.

I. Que les Fortifications de la Citadelle de *Liége*, du côté de la Ville reſteront & ſeront laiſſées dans l'état où elles étoient avant la derniére Guerre, que celles du côté de la Campagne & les Baſtions ſeront demolies, & les ouvertures qui ſeront par là faites, fermées par une muraille droite, qui joindra les Courtines, & cela étant fait on reſtituera ladite Citadelle à S. A. E., & les Troupes de l'Etat en ſortiront. Et afin qu'il n'arrive plus aucune diſpute ſur ladite demolition, LL. HH. PP. déclarent, que leur intention eſt, que ſeront démolis, 1. tous les Ouvrages, faits du côté de la Campagne, après que ladite Citadelle a été, au commencement de la derniére Guerre, occupée par les Armes des Hauts Alliez. 2. Tous les Ouvrages extérieurs, qui ſont du côté de la Campagne, commençant depuis les *ſix cens dégrez* excluſivement juſques au Baſtion de la Ville, nommé du *Clergé*. 3. Les Baſtions nommez *St. Lambert* & le *Marchand* ſeront démolis; & l'ouverture qui ſera par là faite ſera fermée par une muraille droite entre les Courtines. Et par conſéquent ſeront laiſſez en leur entier les 3. Baſtions nommez *Six cens dégrez*, *Maximilien* & *Henri*, avec les Ouvrages qui ſubſiſtoient avant la derniére Guerre, du côté de la Ville.

II. Que le Château de *Huy*, & les Forts & Ouvrages qui en dépendent, ſeront raſez, & démolis, ſans qu'ils puiſſent jamais être relevez, ni reparez, non plus que les Ouvrages de la Citadelle de *Liége*, qui doivent être démolis du côté de la Campagne. Bien entendu que ladite démolition portée dans cet Article, auſſi-bien que dans le précédent, ſera faite aux dépens des Etats du Païs de *Liége*, auxquels les materiaux reſteront, pour les vendre, ou en diſpoſer autrement, & le tout ſuivant les ordres & la direction de LL. HH. PP., qui à cette fin envoyeront une perſonne capable, pour avoir la direction de ladite demolition, à laquelle l'on commencera à travailler immediatement après & auſſi-tôt que S. A. E. aura agreé & accepté ces conditions de la Réſolution; & ſe finira dans 3. mois, ou plûtôt s'il ſe peut. Et les Garniſons de LL. HH. PP. ne ſortiront pas de ces Places, que la Démolition ne ſoit achevée; mais cela étant fait, leſdites Garniſons ſortiront, & les Places ſeront reſtituées à S. A. E.

III. Que tous les Ouvrages extérieurs de *Bonn*, y compris les Ravelins & le Chemin couvert; tant d'un côté que de l'autre du Rhin, ſeront raſez: & que l'ouverture qui eſt faite derriére le Palais Electoral en 2. Baſtions, & avec les Courtines abbatuës, entre deux, reſtera, ſans que ladite ouverture puiſſe être refaite, ou que les Ouvrages à démolir, puiſſent être rétablis. Auſſi que cette démolition ſe fera ſans qu'il en coute à LL. HH. PP., dans le terme de 3. mois, & que LL. HH. PP. puiſſent y envoyer quelqu'un, pour prendre inſpection que la démolition ſoit faite comme il faut. ANNO 1717.

IV. Que le Fort ſur la Montagne de *St. Pierre* reſtera & que comme il eſt ſitué ſur le terrain de *Liége*, LL. HH. PP. à l'égard de la Juriſdiction ou autrement, n'y auront pas plus de Droit que ſur les autres Fortifications de la Ville de *Maſtricht*, autant qu'elles ſont ſituées ſur le Territoire de *Liége*.

V. Que toute l'Artillerie, Munitions & autres materiaux, & neceſſitez de Guerre qui ſont dans *Bonn*, & appartenant à l'Etat, ſuivant la liſte & l'inventaire qu'il y en a, ſeront d'abord reſtituez à l'Etat.

VI. Que S. A. E. de Cologne ſe chargera que le Gouverneur & autres Officiers, qui ont été à *Bonn*, & qui ont contracté pour leur payement avec le Chapitre Electoral, ſeront payez de leurs arrérages, ſuivant qu'on eſt convenu, outre les 800. écus promis par S. A. E., au Commandant Coëtier.

VII. Que pour ce qui s'eſt paſſé à *Bonn*, S. A. E. écrira une Lettre de civilité à LL. HH. PP.

VIII. Que ces points étant acceptez par S. A. Elect., Elle envoyera une Déclaration authentique là-deſſus à LL. HH. PP. Enſuite dequoi ces Articles ſeront mis en éxécution.

Ces Articles furent dreſſés le 22. Juin, agréez par S. A. E. de Cologne, le 27. du même mois, & remis aux Etats Generaux le 28. Juillet de cette année.

En foi de tout ce que deſſus S. A. E. a ſigné la preſente Declaration & Aprobation de ſa propre main & y a fait mettre ſon Seau Electoral. Fait à Bonn le 29. Juin 1717.

*Etoit ſigné,*

JOSEPH CLEMENT ELECTEUR.

*Et plus bas,*

FRED. FABIAN.

## CLXXXIX.

*Traité entre le* CZAR, *le Roi de* FRANCE *& le Roi de* PRUSSE, *conclu à Amſterdam le 4. Août.* 1717. 4. Août.

COMME le Sereniſſime & très-Puiſſant Prince & Seigneur Pierre I. par la Grace de Dieu Czaar de toute la Ruſſie. Le Sereniſſime & très-puiſſant Prince & Seigneur Louïs XV. par la grace de Dieu Roi très-Chrêtien de France & de Navarre, & le Sereniſſime & très-Puiſſant Prince & Seigneur Frederic Guillaume, par la grace de Dieu Roi de Pruſſe, ſont également tous du deſir d'établir & de conſerver entre eux une étroite union, une Amitié & une Alliance ſolide & durable, leurs Majeſtés ont nommé à cet effet, ſavoir Sa Majeſté le Czaar de toute la Ruſſie les Sieurs, Comte Gabriel de Golofkin, Grand Chancelier de l'Empire Ruſſien, Chevalier des Ordres de St. André & de l'Aigle blanc, & le Baron Pierre de Schafirof Vice-Chancelier de l'Empire Ruſſien, Conſeiller privé Chevalier de l'Ordre de l'Aigle blanc, & le Prince Boris de Kourakin, Conſeiller privé, Major General de ſes Armées & Lieutenant-Colonel de ſes Gardes, & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Generaux; & Sa Majeſté le Roi très-Chrêtien, le Sieur Pierre Antoine de Châteauneuf Marquis de Caſtagnere, Conſeiller Honoraire au Parlement de Paris, Ambaſſadeur de Sadite Majeſté auprès des Etats Generaux des Provinces-Unies & Sa Majeſté le Roi de Pruſſe le Sieur Baron de Knyphauſen Son Conſeiller Privé, Colonel d'un Bataillon de Marine, Chambelan, Reſident du Cercle de Weſtphalie, Preſident de la Compagnie d'Afrique dans la Ville d'Embden, Droſart du Bailliage de Furſtenwalde, Chevalier de l'Ordre de St. Jean, leſquels

ANNO 1717.

lesquels après s'être reciproquement communiquez les Pleins-pouvoirs & après avoir fait l'échange à la maniere accoûtumée, sont convenus d'un Traité de bonne Correspondance d'Amitié, d'Alliance & de Commerce entre leursdites Majestés, leurs Royaumes, Païs, Etats, & Sujets aux Conditions suivantes:

I. Il a été convenu & accordé qu'il y aura dès ce jour & pour toûjours à l'avenir entre S. M. le Czar & S. M. très-Chrêtienne & Sa Majesté le Roi de Prusse, leurs Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Etats & Sujets une amitié & une Correspondance sincere, qui seront observées de telle maniere que les Parties contractantes feront sincerement & de bonne foi tout ce qui dependra d'Elles pour procurer & avancer le bien & l'avantage l'une de l'autre & pour detourner au contraire tous les Dommages & préjudices qui pourroient leur arriver ou à leursdits Etats & Sujets.

II. Leursdites Majestés promettent & s'engagent reciproquement de contribuër par leurs offices à maintenir la tranquillité publique, retablie par les Traités d'Utrecht & de Bade aussi bien que ceux qui interviendront pour la Pacification du Nord, en consequence de n'entrer dans aucune Convention ni engagement qui puissent en quelque tems ni en quelque maniere que ce soit, être directement ou indirectement contraire à ce qui a été statué, avec la Couronne de France dans lesdits Traitez, d'Utrecht & de Bade, & à ce qui sera stipulé dans ceux de la Paix du Nord avec le Czar de toute la Russie & avec le Roi de Prusse, mais au contraire d'apporter tous leurs soins pour en assurer le maintien & l'execution.

III. Et pour rendre la presente Alliance également solide & utile par les avantages que les Sujets de part & d'autre peuvent trouver dans l'établissement de Commerce entre les Etats & Sujets de leursdites Majestés reciproquement, il a été convenu & arrêté par le present Article qu'il sera nommé des Commissaires qui s'assembleront dans huit mois du jour de la Signature du present Traité pour regler les conditions d'un Traité de Commerce & de Navigation, dont le fondement principal sera de faire jouïr les Sujets de leursdites Majestés, leurs Marchandises & effets de tous les Privileges, Prerogatives & avantages dont jouïssent dans les Ports, & Païs de l'une & de l'autre Domination les Nations qui sont traitées le plus favorablement,

IV. Leursdites Majestés se reservent reciproquement par le present Article, leurs autres Traités & Alliances auxquels Elles ne prétendent point deroger en ce qui ne sera pas contraire à la presente Alliance, & specialement de la part du Roi très-Chrêtien l'Alliance signée à la Haye le 4. Janvier de la presente année entre ses Ministres & ceux du Roi de la Grande-Bretagne & de la Republique d'Hollande.

V. Pour rendre la Paix & cette Alliance plus solide & plus durable, le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrêtien, & le Roi de Prusse non seulement admettront, mais inviteront de concert toutes les Puissances & Etats qui voudront entrer dans le present Traité pour le maintien de la tranquillité Generale de l'Europe, & pour l'utilité commune & de toutes les Parties interessées.

VI. Les Ratifications en bonne forme seront mutuellement échangées dans l'espace d'un mois à compter du jour de la signature du present Traité.

En foi de quoi nous soussignez munis des Pleins-pouvoirs de leurs Majestés le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrêtien, & le Roi de Prusse avons aux-dits noms signé le présent Traité d'Alliance & y avons fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à Amsterdam le 4. d'Août 1717.

*Articles Separés & Secrets.*

I. Comme l'objet & le veritable but du Traité d'Alliance signé ce jourd'hui entre les Ministres de leurs Majestés le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrêtien, & le Roi de Prusse est de maintenir reciproquement la paix & la tranquillité de leurs Royaumes, Païs, Etats & Sujets, sur le Fondement des Traités de Paix d'Utrecht & de Bade & de ceux qui retabliront la tranquillité du Nord, Elles promettent & s'engagent aussi reciproquement de garantir lesdits Traitez dans tous les points & Articles qui ont été ou qui seront statuez avec chacun d'entre elles: En sorte que s'il étoit fait quelque entreprise de la part de quelque Puissance que ce soit, au prejudice de leursdites Majestés & des Garanties qu'elles se promettent elles interposeront leurs offices auprès de l'aggresseur pour procurer satisfaction à la Partie lesée, & engager l'Aggresseur à s'abstenir entierement de toutes sortes d'Hostilité.

II. Mais si ces bons offices n'avoient pas l'effet que l'on se promet pour concilier l'esprit des deux Parties, & pour obtenir une Satisfaction & un dedommagement dans l'espace de quatre mois; il sera alors convenu des Secours en Troupes ou en argent que celles des Puissances contractantes qui n'auront pas été attaquées, seront tenuës de donner sans retardement à leurs Alliés pour l'execution desdites Garanties, ce qui n'a pu être reglé presentement à cause des difficultez survenuës sur ce sujet, tant de la part de S. M. très-Chrêtienne par raport à la diversion qu'elle demande pour l'effet desdites Garanties, que de la part de S. M. le Czar par raport aux subsides qu'elle a à pretendre dans le même cas, & celle de S. M. le Roi de Prusse, par la Demande qui a été faite en son nom de la Garantie de la cession de Stetin dans la Paix du Nord; Leursdites Majestez le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrêtien & le Roi de Prusse se promettant reciproquement que lorsque lesdits Secours & la maniere de les employer seront reglés par une Convention plus ample qui sera faite dans la suite sur ce sujet, elles continueront de les donner à la Partie lesée jusqu'à ce que le trouble soit entiérement cessé & le dommage reparé.

III. Le Roi très-Chrêtien n'aiant pas cessé depuis son Avenement à la Couronne d'agir par ses offices à l'exemple du feu Roi Son Bisayeul pour porter les Puissances interessées dans la Guerre du Nord à reprendre des sentimens de Paix & Sadite Majesté très-Chrêtienne voulant continuër d'employer les mêmes offices; leurs Majestez le Czar de toute la Russie & le Roi de Prusse pour repondre aux droites intentions du Roi très-Chrêtien & pour lui donner une marque particuliere de leur confiance, promettent & s'engagent d'admettre la Mediation de S. M. T. C. dans la Negociation qui se fera pour parvenir à la Paix du Nord entre elles & le Roi de Suede & d'en faire la Declaration toutes les fois qu'elles seront requises, bien entendu que S. M. T. C. bornera à des offices & à des insinuations ce qu'elle fera en ladite qualité de Mediateur, sans jamais employer les voyes de fait directement ni indirectement contre aucune des Parties qui sont presentement en guerre, pour les obliger à accepter les propositions de Paix qui ne seront point acceptées, ladite Mediation sera pourtant continuée jusqu'à la fin de la Guerre du Nord; & Sadite M. T. C. voulant conserver l'exacte impartialité qui convient à la qualité de Mediateur & d'ami commun de toutes les Parties interessées, promet & s'engage de ne prendre après l'expiration du Traité qui subsiste entre la Couronne & celle de Suede, & qui finira au mois d'Avril prochain, aucun engagement avec ladite Couronne sous quelque pretexte qui puisse être directement, ou indirectement contraire aux interêts de leursdites Maj. le Czar de toute la Russie & le Roi de Prusse, & qu'elle ne donnera aussi à ladite Couronne après ledit terme aucun Secours des Troupes ni d'argent sous quelque nom que ce puisse être.

Les presents Articles auront la même force & vertu que s'ils étoient inserez dans le Traité d'Alliance signé aujourd'hui. En foi de quoi nous soussignés munis des Pleinpouvoirs de leurs M. le Czar de toute la Russie, le Roi T. C. & le Roi de Prusse, avons esdits Noms signé les presens Articles & y avons fait apposer les cachets de nos armes. Fait à Amsterdam le 4. d'Août 1717.

## CXC.

Accord zwischen Ihro Czaarische Majest. Peter I. und der Stadt Dantzig / sub dato den $\frac{12}{30}$ Sept. 1717. nebst dem Schreiben bemeldter Stadt an Ihro Königl. Majestät von Pohlen AUGUSTUS / über gedachtem Accord. $\frac{12}{30}$ Sept.

C'est-à-dire;

*Accord entre Sa Majesté Czarienne* PIERRE I. *& la Ville de* DANTZIG *du* $\frac{12}{30}$ *Sept.* 1717. *Avec la Lettre de ladite Ville sur l'Accord mentionné au* ROI DE POLOGNE.

ANNO 1717.

WIr Peter der Erste von GOttes Gnaden/ Czaar und Selbst-Erhalter aller Reussen/ ꝛc. ꝛc. ꝛc. Thun kund und zu wissen allen und jeden/ denen hieran gelegen: Demnach zwischen Unserem bestalten General-Lieutenant und Obrist-Lieutenant über Unsere Leib-Garde, Unserem Gevollmächtigten/ dem Hochgebohrnen Fürsten Basilio von Dolhoruky, an einem/ und der Stadt Dantzig Deputirten am andern Theile eine Convention unterm dato den 19. (30.) Septembris 1717. berahmet und geschlossen worden/ des Lautes wie folget:

---

DEmnach im Nahmen Sr. Groß-Czaarischen Majestät durch Dero Plenipotentiarium, den Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Basilium von Dolhoruky, Ihrer Groß-Czaarischen Majestät hochbestalten General-Lieutenant, und Obrist-Lieutenant über Deroselben Leib-Garde, Ritter des Elephanten- und weissen Adler-Ordens/ einige Puncta an die Stadt Dantzig gelanget seyn; Zu deren Ablehnung im Nahmen sämtlicher Ordnungen der Stadt Dantzig durch die zu diesem Negotio Deputirte/ die Wohl-Edle/ Veste/ und Hochweise/ Herrn Johann Heinrich Schmiedt/ und Herrn Salomon Gabriel Schumann/ Raths-Verwandten selbiger Stadt/ fleißige Vorstellungen sowohl der Unschuld der Stadt/ als ihres und ihrer Ländereyen Unvermögens und anderer erheblicher Considerationen angeführet worden; Als ist endlich zwischen höchstgemeldter Sr. Groß-Czaarischen Majestät Plenipotentiarii Hochfürstl. Durchleucht an einem/ und vorgenannten Deputirten der Stadt Dantzig am andern Theile/ folgender Vergleich getroffen und verabredet worden:

ART. I. Es verspricht die Stadt Dantzig/ alle Correspondenz, Commercien/ und Trafiquen mit Schweden bis zu Ausgang des Krieges gäntzlich zu unterlassen/ und ihren Untergebenen dasselbe ernstlich zu verbieten. Falls aber jemand ihrer Bürger und Einwohner/ was Nation und Standes er auch wäre/ darwider handeln möchte/ wird ein solcher gestrafft werden. Wäre auch Ihre Groß-Czaarischen Majestät beliebig/ einen Agenten oder Commissarium in der Stadt Dantzig zu bestellen; so wird Ihm frey seyn/ daselbst zu wohnen/ und wird auch alle Ehren-Bezeugungen/ wie es mit anderen gleichfalls in Dantzig sich aufhaltenden fremden Commissarien und Agenten bräuchlich/ zu geniessen haben; Nebst diesem Ihrer Groß-Czaarischen Majestät hohes Interesse wahrnehmen/ und auf daß/ der nunmehrigen Convention gemäß/ ermeldte Correspondenz und Trafique mit Schweden aufgehoben bleiben möge/ Acht geben: Da denn/ so fern Er etwas erfahren solte/ so dieser Convention zuwider lieffe/ Er es dem Magistrat bekannt machen/ und man ihm hierinnen eine gebührende Satisfaction verschaffen wird.

ANNO 1717.

Allen und Jeden/ denen hieran gelegen/ thun kund und zu wissen Wir Burgermeister und Rath der Stadt Dantzig: Demnach zwischen des Durchlauchtigsten und Großmächtigsten Grossen Herrn Czaaren und Groß-Fürsten Petri des Ersten/ des grossen und kleinen Reußlandes Selbst-Erhaltern/ ꝛc. ꝛc. ꝛc. Gevollmächtigten/ dem Durchlauchtigen Fürsten und Herrn/ Herrn Basilio von Dolhoruky, Ihro Groß-Czaarischen Majest. hochbestalten General-Lieutenant und Obrist-Lieutenant über die Groß-Czaarische Leib-Garde, Rittern des Elephanten- und weissen Adler-Ordens ꝛc. ꝛc. an einem/ und Unseren Deputirten/ denen Wohl-Edlen/ Vesten/ und Hochweisen Herrn Joh. Henrich Schmiedt/ und Herrn Salomon Gabriel Schumann/ am andern Theile/ eine Convention unterm dato den 19. (30.) Septembris dieses Eintausend Siebenhundert und Siebenzehenden Jahres berahmet und geschlossen worden/ des Lautes wie folget:

---

II. Die drey Fregatten/ welche auf der Stadt Dantzig Unkosten allbereits sind gebauet worden/ wird dieselbe auf ihre Unkosten/ mit Genehmhaltung Ihr. Königlichen Majest. von Pohlen/ wider Schweden ausrüsten. Dieselbige werden Ihro Königlichen Majestät in Pohlen/ Flaggen führen/ auch unter Deroselben Commission stehen/ und wider die feindlichen Schiffe agiren. Ermeldten Capers wird gestattet werden/ in alle Ihrer Groß-Czaarischen Majestät Hafen einzulauffen. Damit aber auch bey den übrigen hohen Nordischen Alliirten allen benöthigten Falls ihnen frey stehen möge/ in ihre Hafen einzulauffen/ und sichere Retraite zu haben/ wird man ab Seiten Ihrer Königlichen Majestät in Pohlen deswegen sollicitiren: Worinnen auch von Seiten Ihrer Groß-Czaarischen Majestät zu appuiren versprochen wird. Indessen werden selbige Capers von höchstgedachter Königlichen Majestät mit einer genauen Ordre auf dem Fuß/ wie andere wohl eingerichtete Caper-Reglemens gestellet sind/ versehen werden/ darinnen ihnen vornemlich aufs allerschärffeste verboten seyn wird/ weder die Dantziger/ noch anderen der hohen Nordischen Alliirten Unterthanen gehörigen/ oder auch neutraler Nationen Schiffe/ wenn sie ihre gute richtige Pässe/ Certificate/ und Documenten haben und vorzeigen/ weiter zu visitiren/ oder sie in ihrer Reise aufzuhalten/ von ihnen unter einigerley Vorwand etwas zu fordern oder abzunehmen/ oder ihnen sonst auf einige Weise beschwerlich zu fallen.

III. Die eine Helffte der Capern-Equipage werden Seiner Groß-Czaarischen Majestät Leute seyn/ wenn Ihre Königl. Majestät in Pohlen hierinnen consentiren. Die Leute werden dennoch in Königlichen Pohlnischen Eyd und Pflichten stehen/ und vor würcklich Königlich-Pohlnische eigene Leute zu achten seyn.

IV. Zu mehrerer Demeritung Sr. Groß-Czaarischen Majestät höhesten Gnade/ und zu Erhaltung derer dagegen verabredeter Conditionen/ wird die Stadt Dantzig eine Summe von hundert und viertzig tausend Species-Thalern/ den Species-Thaler zu sechs Tympffen gerechnet/ erlegen/ welche Summe in drey gleiche Raten wird getheilet werden/ derer erstere von sechs und viertzig tausend/ sechs hundert/ sechs und sechzig und zwey Drittel Species-Thalern à sechs Tympffen/ nach beygekommener Ratification Ihrer Groß-Czaarischen Majestät in drey

ANNO 1717. drey Monaten / die andere auch von sechs und viertzig tausend / sechs hundert / sechs und sechtzig und zwey Drittel Species-Thalern à sechs Tymfen / sechs Monat nach Verfliessung des ersten Termins, die dritte ebenfalls von sechs und vierzig tausend / sechs hundert / sechs und sechzig und zwey Drittel Species-Thalern à 6. Tymffen / sechs Monat nach Verfliessung des andern Termins, fällig seyn wird.

V. Im Fall die Noth erfordern möchte / daß einige Ihrer Groß-Czaarischen Majestät Krieges-Fregatten / Capers oder Galeeren in den Hafen der Stadt Dantzig einlauffen müsten / wird ihnen solches zugelassen / und / was die Sicherheit betrifft / auf die Art / wie bey Städten und Vestungen alliirter See-Puissancen gebräuchlich ist / verfahren werden. Indessen werden selbige Krieges-Fregatten / Capers oder Galeeren sich so / wie anderer in Freundschafft stehender Nationen Schiffe / aufführen / nicht das geringste fordern / sondern alles / dessen sie und die auf denselben befindliche Leute benöthiget seyn möchten / vor ihr eigen Geld beyschaffen / auch keiner Visitirung oder Hemmung der Ein- oder Ausfahrt einiger Schiffe sich anmassen.

VI. Seiner Groß-Czaarischen Majestät Trouppen / welche jetzt in der Stadt Dantzig Ländereyen stehen / werden / so bald gegenwärtiger Vergleich wird geschlossen und von den Gevollmächtigten beyder Theile unterschrieben seyn / ungesäumt / ohne ferner etwas zu fordern / gäntzlich zurücke gezogen werden / besagte Ländereyen auch von dieser und aller übrigen Groß-Czaarischen Trouppen Quartieren / Durch-Marchen / Podwoden / Fouragirungen / Contributions-Forderungen / und allen andern Beschwerungen / wie sie immer Nahmen haben mögen / befreyet bleiben.

VII. Die Stadt Dantzig wird von allen und jeden Prætensionen / An- und Zusprüchen / welche im Nahmen Seiner Groß-Czaarischen Majestät / aus Gelegenheit dessen / so in abgewichener Zeit möchte seyn unternommen oder unterlassen worden / seithero rege gemachet seyn / oder unter irgend einem Vorwand erdacht und rege gemacht werden könten / vor diese und alle zukommende Zeiten völlig entlediget und befreyet. ANNO 1717.

VIII. Dafern jemand wegen dieses Vergleichs die Stadt Dantzig auf einigerley Art anfechten und ihr beschwerlich fallen solte / werden Seine Groß-Czaarische Majestät dieselbe aufs kräfftigste vertreten und schützen.

IX. Denen Dantziger Kauffleuten / welche auf St. Petersburg oder in anderen Seiner Czaarischen Majestät Hafen oder Landen ihre Handlung führen / werden alle diejenige Freyheiten / Emolumenten / und Privilegien / deren andere Amicæ Gentes, so mit Seiner Groß-Czaarischen Majestät in genauestem Vernehmen stehen / zu geniessen haben / oder hinkünfftig theilhafftig werden möchten / gleichfalls gegönnet und gestattet werden.

X. Ihr. Czaarische Majestät werden nebst anderen hohen Puissancen vor die Stadt Dantzig die gnädigste Sorge tragen / daß sie in dem künfftigen Nordischen Frieden / (welchen der barmhertzige GOtt baldigst verleihen wolle!) möge mit eingeschlossen / und gleichwie durchgehends bey allen ihren Gerechtigkeiten / Freyheiten / und Privilegien / also auch besonders bey der freyen Ubung der Evangelischen Religion, so wie sie derselben vor dem gegenwärtigen Kriege sich gebrauchet und genossen / mainteniret werden.

XI. Uber diesen Vergleich und jede desselben Puncten und Clausulen wird Seiner Groß-Czaarischen Majestät völlige Ratification unter Dero höchsten Hand und Siegel aufs forderlichste der Stadt Dantzig geliefert / und alsdenn dagegen bemeldter Stadt Ratification unter ihrem Siegel ausgehändiget werden.

Zu mehrerer Beglaubigung alles obigen / sind dieses Vergleichs zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget und mit der Unterschrifft und Siegel / sowohl Anfangs gedachter Hochfürstl. Durchl. als auch obbenahmter Dantziger HH. Deputirten bekräfftiget worden. So geschehen in Dantzig den 19. (30.) Septembris 1717.

---

Als bestätigen und ratihabiren Wir hiemit obenstehende Convention in allen und jeden ihren Puncten / Articuln und Clausulen / versprechende / dieselbe vollkommen zu erfüllen und zu mainteniren / und weder selbst dagegen in einigen Stücken zu handeln / noch zu gestatten / daß jemahls von anderen dagegen gehandelt werde. Urkundlich haben Wir dieses mit Unserer Groß-Czaarischen Hand unterschrieben / und mit Unserem Siegel befestigen lassen. Gegeben bey Dantzig den 1717.

Als bestätigen und ratihabiren Wir hiermit obenstehende Convention in allen und jeden ihren Puncten / Articuln und Clausulen / versprechende / dieselbe vollkommen zu halten und zu mainteniren / und weder selbst dagegen in einigem Stücke zu handeln noch zu gestatten / daß jemals von andern dagegen gehandelt werde. Urkundlich haben Wir dieser Stadt Siegel hierunder drucken lassen. So geschehen Dantzig den 20. Septembr. (1. Octobr.) Anno 1717.

(L. S.)

Bürgermeister und Rath der Stadt Dantzig.

Was die Stadt Dantzig an Ihro Königl. Majestät in Pohlen desfals gelangen lassen / das zeiget derselben Bericht sub 2. Octobr. 1717. dieses Inhalts.

P. P.

EUer Königliche Majestät geruhen Sich allergnädigst zu erinnern / was an Dieselbe in tiefster Unterthänigkeit / durch vielfältige demüthigste Schreiben gelangen zu lassen / wir genöthiget worden / da vor etwas mehr als zween Monathen / im Nahmen Ihr. Groß-Czaarischen Majestät Dero General-Lieutenat, der Fürst Dolhoruky, dieser Stadt verschiedene an sie gerichtete Anforderungen / vorgetragen hatte / und nicht das geringste seithero unterlassen / wodurch er die Erfüllung dererselben durch harte und sehr höchst empfindliche

ANNO 1717. Bedränguisse der Stadt sowohl als zum gäntzlichen Ruin des Erbarmungs-würdigen Landmanns streckende Zunöthigungen auf das schmertzhaffteste erzwingen möchte.

Wir erkennen es mit dem allerdevotesten Dancke/ daß Eure Königliche Majestät solche unsere Angelegenheiten huldreichst zu Hertzen genommen und von selbiger Zeit an bis auf die jetzige vielfältige allergnädigste Sorge getragen/ uns und diese Stadt von einem so unverdienten/ und weit aussehenden Beschwehr zu befreyen.

Wann aber der-so wohl hierauf als auf unser untadelhafftes Betragen/ je länger je mehr gegründet gewesenen Hoffnung eines ruhigern und sicheren Zustandes wir so gar verfehlet/ daß vielmehr durch die letzthin wider diese Stadt gerichtete schärffere Ordres, und die erfolgte hohe Hernaherung und persöhnliche Gegenwart Groß-Czaarischer Majestät die Menge derer uns verunruhigenden Drangsalen angewachsen/ und überhand genommen/ und wir/ da wir haben müssen geschehen lassen/ was wir zu ändern nicht vermögend gewesen/ uns zu einer schleunigen Declaration, auf die wider diese Stadt vor einiger Zeit gerichtete Puncta haben declariren müssen. So erfordert nicht minder unser allerunterthänigste Pflicht/ als der Sachen selbst eigene Beschaffenheit/ daß Eure Königl. Majestät wir hievon ungesäumte Eröffnung thun/ und Deroselben diejenige Convention, welche zwischen Ihr Groß-Czaarischen Majestät und diese Stadt am letzten verwichenen Monaths Septembris ist unterzeichnet/ und folgendes Tages von Groß-Czaarischer Majestät ratificiret worden/ in Copia beyzufügen/ uns die demüthigste Freyheit nehmen/ dero Inhalt so wie sonst grossen Theils/ also vornehmlich die drey erstere Puncta nach denen Worten/ so auf Ihr. Groß Czaarischen Majestät selbst eigene Ordres uns sind fürgeschrieben worden/ hat müssen angenommen und Eure Königliche Majestät sich vortragen zu lassen allergnädigst geruhen werden.

Wir haben nicht nöthig/ durch mehrere Weitläufftigkeit/ als diejenige gewesen/ wozu wir in unsern Fatalitäten schon wider Wunsch und Willen veranlasset worden/ Euer Königlichen Majestät die Bedencklichkeiten solcher Suiten/ und was sonst annoch zu befürchten uns bevorstehen möchte/ und die Grösse unsers Kummers darüber vorzutragen/ indem die blosse Erinnerung des bereits angeführten/ und die bey anhaltender Unruhe der Zeiten so vieler Verwandten Millionen wegen Eurer Königlichen Majest. sattsam bekandten Dürfftigkeit dieser Stadt/ mehr als zu fähig seyn wird/ bey Deroselben ein väterliches Mitleiden über den Zustand dieser armen Stadt zu erwecken/ und vor die Hülffe und Rettung so vielmehr auszubitten/ je weniger dieselbe sonst im Stande seyn dörffte/ sich ihres ohnedem so nahen Ruins zu entschütten/ und demjenigen zu satisfaciren/ wozu sie sich über ihre Kräffte anheischig zu machen ist genöthiget worden.

Wir beharren dennoch unbeweglichst in der unterthänigen Zuversicht/ es werde Ew. Königliche Majestät allergnädigst fortfahren/ diese Stadt bey ihrer Unschuld und Dero gantz entkräfftеten Zustand väterlich zu schützen/ und ihr sambt dero Territorio so wie jetzo/ also in künfftigen Zeiten/ den ihnen so nöthigen Trost und Ruhestand gnädigst gönnen/ und durch ihre Groß-Czaarische Majestät als Dero Hohen Bundes-Genossen mit zukehren helffen/ absonderlich aber zu verfügen/ daß/ nachdem in uns wegen der Krasnotawischen Prætension von neuen hat wollen gesetzet werden/ wir sothaner Anforderung/ bey unserer durch so mannigfalte Erpressungen und Trübsalen aufs äusserste gebrachten Unvermögenheit/ huldreichst befreyet werden möchten. ANNO 1717.

Hierum bitten Ew. Königliche Majestät wir abermahl demüthigst/ und hoffen/ es werde Ew. Königliche Majestät an der Probe/ die von unserer unterthänigster Devotion und aus der Fülle des Hertzens herrührenden Liebe/ zu Ew. Königlichen Majestät wir bey dieser Gelegenheit darzustellen/ nicht umhin gekont/ ein nicht minderes allergnädigstes Gefallen haben/ als an allen denen übrigen/ mit welchen wir dieselbe unsere unverbrüchliche Treue zu bestätigen werden bemühet bleiben. GOTT anruffende/ daß er Euer Königliche Majestät in stetem Uberfluß alles dessen/ was zu einer in vollkommenster Gnade gesegneter Königlicher Regierung verlanget werden mag/ nach eigenem höchsten Wunsch bis auf die späteste Jahre erhalten wolle.

Datum ut supra.

## CXCI.

Assecuration Ihro Königl Maj. in Pohlen und Churfürstl. Durchl. zu Sachsen FRIDERICH AUGUSTI/ denen Ständen und Innwohnern des Churfürstenthumbs Sachsen und der Marggrafschafft Ober-Lausitz ertheilet/ daß so lange Ihme GOTT das Leben fristen werde/ Sie unwandelbahr in Ihrer Gewissens-Freyheit und Exercitio der Religion Augspürgischer Confession feste sollen bleiben/ auch seinen zur Catholischen Religion getrettenen Herrn Sohn Printz Friderich Augusten dahin zu ermahnen/ umb seines Orths keine Neuerung vorzunehmen. Geschehen Dreßden den 23. Octobr. 1717. [Christ. Godof. Hofmannus in Notis ad Marlii Commentar. Rerum Lusatic. Libr. VI. cap. 147. in Collectione Scriptor. Lusaticor. Tom. I. Part. I. pag. 423.] 23. Oct.

C'est-à-dire.

*Assеurance donnée par Sa Majesté Royalle de Polone, & Altesse Electorale de Saxe* FRIDERIC AUGUSTE, *aux Estats & Habitants de l'Electorat de Saxe, & du Marckgraviat de la Haute Lusace, portant que si long tems que Dieu lui laissera la vie, ils ne seront point troublés dans la Liberté de conscience, ni dans l'Exercice de la Religion de la Confession d'Ausbourg, & que de plus il exhortera le Prince hereditaire Son Fils* FRIDERIC AUGUSTE, *qui a aussi embrassé la Religion Catholique, à n'y faire de la part aucune sorte de changement ou d'Innovation. A Dresde le 23. Octobre* 1717.

VOn GOttes Gnaden/ Wir Friedrich August König in Pohlen ꝛc. ꝛc. Hertzog zu Sachsen ꝛc. ꝛc. Uhrkunden hiemit/ Es wird auch einer getreuen Landschafft/ von Prälaten/ Grafen/ Herren/ denen von der Ritterschafft und Städten/ in unvergeßlichen Andencken stehen/ was massen Wir zu Abwendung aller unnöthigen Furcht und Mißtrauens auch um anderer heilsamen/ aus Landesväterlicher Vorsorge herflissenden Absichten willen/ sofort/ als Wir den Königlichen Pohlnischen Thron bestiegen/ Unserer getreuen Landschafft die gnugsame Versicherung gegeben/ daß die Veränderung der Re-

ANNO 1717.

Religion/ als ein personelles Werck/ Unsern getreuen Unterthanen an Ihrer Religion/ hergebrachten Gewissens-Freyheit / Gottesdienste / Kirchen-Gebräuchen/ Universitäten/ Schulen/ Einkünfften/ auch allen andern Rechten und Gerechtigkeiten / nicht den geringsten Nachtheil oder Abtrag gebähren solte; Und/ da etliche Jahre hernach sich Leute fanden/ die Mißtrauen und Aergernus anrichten wolten/ was gestalt wir durch ein öffentlich poenal Mandat/ dem Unwesen zu steuren/ vor nöthig erachtet: Die bey allgemeinen Land-und Ausschuß-Tagen gethane Versichrungen/ am allermeisten aber die Erfahrung hat einer getreuen Landschafft im Wercke selbsten gnugsam zu erkennen gegeben/ was vor Landes-Vätterlichen Schutz wir Unseren getreuen Unterthanen/ bey solcher Ihrer Religions-Freyheit/ und allen Annexis des Kirchen- und Schulen-Wesens/ nun über 20. Jahr her geleistet/ und wenn es noch einer mehrern Assecuration bedörffte/ sind wir in Gnaden gantz geneigt/ ihnen auch dieselbe dahin wiederfahren zu lassen/ daß Sie allenthalben und in allen Stücken sich und ihre Nachkommen gesichert erachten könten.

Alß wir nun keinen von Unsern getrenen Unterthanen sein Gewissen beschräncket/ noch dessen Religion kräncken lassen wollen; So hat Uns destoweniger gebühren wollen/ Unsers freundlich geliebten Sohnes/ Printz Friedrich Augusti Liebden Conscienz Ziel und Maaße zu setzen/ und da sich nun begeben/ daß sie auf Ihrer Reise schon vor 5. Jahren/ in Italien/ sich zur Römisch-Catholischen Religion gewendet/ und solch Bekäntnus/ vor weniger Zeit/ zu Wien/ öffentlich declariret haben/ so mögen Wir es vor nichts anders halten/ als daß es der höchste GOtt also gefüget:

Und dannenhero haben Wir auch nicht unhin gekönt/ da Uns dieselbe gebethen/ Wir wolten Uns solchem Vorhaben nicht widersetzen/ unsern Consens darein zu ertheilen. Wir versichern hergegen/ daß so lange Uns GOtt das zeitliche Leben fristen wird/ Wir bey deme/ was Wir mit Königl. und Churfürstl. theuren Worten so offt versprochen/ und unverbrüchlich gehalten haben/ ferner unwandelbahr veste stehen/ und Uns durch niemanden/ er sey wer er wolle/ hiervon abkehren lassen werden/ auch von Unsers Sohnes/ des Königl. und Chur-Printzens Lbd. vergewissert sind/ daß sie gleiche Sentiments und conduite/ darzu Wir Sie auch mit dienlichen Vorstellungen und Väterlicher Einbindung jederzeit weisen wollen/ führen/ und nicht das mindeste fürnehmen/ noch andern verstatten oder verhängen werden/ welches zum Abbruch der Religions-Freyheit/ noch Unsern ausgelassenen Mandaten und Landtags-Reversalen gereichen könne/ sondern sie werden sich allenthalben dergestalt zu erweisen beflissen seyn/ daß wie in andern/ also auch in Religions-Kirchen-Universitäts- und Schul-Sachen/ und allen Deroselben Annexis, nichts verändert/ sondern alles in statu quo, wie es vor Unserer Religions-Veränderung in Annum 1697. gewesen/ unverletzt erhalten werde; deßwegen haben wir auch einer Notthurfft befunden/ an die Evangelischen Puissancen und Fürsten zu schreiben/ und/ daß wir Unserer getreuen Landschafft/ auch auf diesen Fall/ die Sicherheit in Religions- und Kirchen-Sachen feste gestellet hätten/ zu vergwissern. Zu mehrer Bewährkundigung haben Wir diese nochmahlige Assecuration eigenhändig unterschrieben/ und Unser Königl. Chur Secret darauf zu drucken befohlen. So geschehen zu Dreßden den 23. Octobris Anno 1717.

ANNO 1717.

AUGUSTUS REX.

L.S.

Jacob Heinrich Gr. von Flemming.

Johann Friedrich Gunther.

## CXCII.

*Convention Provisionelle pour une Administration commune dans la Baronnie de* HERSTAL. *A la Haye le* 10. *Decembre* 1717. 10. Dec.

COMME les differens survenus depuis la mort de Sa Majesté le Roi Guillaume III. de Glorieuse Memoire touchant la Baronie de Herstal, entre Sa Majesté le Roi de Prusse, & Leurs Altesses Tuteurs des Princes mineurs de Nassau Diets, ont donné occasion à plusieurs querelles & desordres, si bien entre les Officiers de part & d'autre, que parmi les Sujets; & les Hauts Pretendans n'aiant pû encore en venir à un accommodement final, voiant cependant que ces querelles & desordres menacent la susdite Baronie d'une entiere ruine; ainsi qu'il étoit absolument necessaire d'y pourvoir d'une maniere ou d'autre, ont pour cét effet autorisé leurs soussignez Ministres, pour convenir mutuellement au nom de leur-Maitres sur l'établissement d'une administration commune dans la Baronie de Herstal, sur les conditions suivantes.

Sans pourtant que cette presente Convention puisse prejudicier ou alterer en aucune façon les Droits que les Hauts Pretendans soûtiennent d'avoir sur la Baronie de Herstal, comme étant faite provisionellement, & uniquement pour retablir la tranquillité, & pour soulager les Habitans de la susdite Baronie, en attendant que les differens en principal soient vuidez:

I. Que Sa Majesté le Roi de Prusse pour cette fois nommera; ou si Sa Majesté le trouve bon continuera le Receveur, & Leurs Altesses les Tuteurs nommeront, ou s'ils le trouvent bon continueront le Drossart.

II. Que la Regence sera reduite au nombre de 7. Echevins, dont Sa Majesté nommera 4. & LL. AA. SSmes. nommeront 3. durant la vie du Drossart, qu'Elles ont nommé, & quand Sa Majesté Pruss. nommera le Drossart, Sa Majesté durant la vie dudit Drossart nommera 3. & LL. AA. SS. nommeront 4. Echevins. Le Drossart nommera le Procureur d'Office, & on continuera alternativement de cette maniere, aussi long tems que cette commune Administration durera.

III. Que les autres emplois, dont on fera une Liste, qui sera jointe à cette Convention resteront dans le nombre ordinaire, dont la moitié sera à la Collation de Sa Majesté, & l'autre à celle de LL. AA. les Tuteurs.

IV. Que les susdits Drossart, Receveur & Greffier nommez de nouveau ou continués, comme aussi ceux de la Regence & autres Officiers auront & recevront leurs Commissions, Actes & Instructions, pour la fonction & Administration de leurs respectifs emplois, de la part de tous les deux Pretendans, & ils seront tenus de prêter aussi tôt le serment de fidelité sur lesdits Actes & Instructions entre les mains de ceux qui seront autorisés par lesdits Hauts Pretendans, & d'exercer toutes leurs fonctions aux noms desdit Hauts Pretendans, sans aucune distinction, & sans faire paroitre aucune partialité, & à cet effet le

ANNO 1717. le Receveur ſera tenu de rendre compte aux Hauts Pretendans des revenus de ladite Baronie & d'en delivrer la juſte moitié à chacun deſdits Hauts Pretendans.

V. Que s'il arrive qu'avant que les differens ſur ladite Baronie fuſſent terminez entierement quelqu'un des ſuſdits Officiers mourût, ou que de quelque maniere que ce fût, il ceſſe l'exercice de ſa charge, la place d'un nouveau Droſſard ſera à la Collation de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, & *vice verſâ* celle de Receveur à la Collation de LL. AA. les Tuteurs, & ainſi par tour dans les differens cas alternativement.

VI. Que la nomination aux places vacantes de Greffier, Echevins & Procureurs ſe fera par tout de 6. mois en 6. mois, à commencer du jour de la Concluſion & Ratification de la preſente Convention; de ſorte neanmoins que celui ou ceux, qui ſeront nommez de la ſorte, à quelque place que ce ſoit, tiendra ſa nomination des deux Hauts Pretendans, ſans diſtinction, & prêtera le ſerment ordinaire, comme commis & établi par leſdits Hauts Pretendans, & à cet effet les Commiſſions & Actes d'agrément ſeront expediez de part & d'autre ſans retardement & ſans aucune opoſition.

VII. Le tour du premier ſemeſtre, pour diſpoſer deſdites Charges vacantes ſera à Sa Majeſté le Roi de Pruſſe.

VIII. Que pour ſoulager les Habitans, autant qu'il eſt poſſible, on aura ſoin de part & d'autre, que les gens de guerre, qui après le Traité conclu & ratifié ſe trouveront à Herſtal ſeront auſſi tôt rapellez.

IX. Que ſi contre toute eſperance il arrivoit qu'il y eût diſpute pour l'explication, l'execution & l'accompliſſement de tout ce qui ſe trouve exprimé dans les ſuſdits Articles, entre les Hauts Pretendans, chacun d'Eux nommera auſſi tôt un Conſeiller ou Deputé pour Arbitres ou Juges du different, qui en ce cas-là prêteront ſerment entre les mains de deux Commiſſaires nommez pour cela, pour decider le different en toute juſtice & équité & ſans aucune partialité. Et ſi ces deux Conſeillers different & qu'ils ne puiſſent pas s'accorder entr'eux, ils envoieront les Actes à une Univerſité ou à quelques Jurisconſultes pour decider le different. Signé à la Haie le dixiéme de Decembre de l'an 1717.

DE MEINERTZHAGEN. (L.S.) B. DE DALWIG. (L.S.)

*Liſte des charges à donner à Herſtal.*

1. Le Droſſard.
2. Le Receveur.
3. Les Echevins.
4. Les Bourgmaîtres, qui ſe font par les Echevins & la Communauté.
5. Le Greffier.
6. Les Procureurs.

## CXCIII.

1718. 2. Janv. *Trêve de trois mois conclue entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Roi de* MAROC, *ſignée à Tetuan le 2. Janvier* 1718. [Mercure Hiſt. Mars 1718. pag. 338.]

ON a accordé & conſenti, qu'il y aura une ferme & inviolable ſuſpenſion d'Armes, entre le très-Illuſtre & très-Puiſſant Prince George, Roi de la Grande-Bretagne, &c. Et le très-Puiſſant & très Noble Prince Mulley Iſmael, &c. pendant l'eſpace de 3. Mois, à compter du jour de la Signature de ce Traité, comme auſſi entre les Domaines & Sujets, Vaiſſeaux & Cargaiſons des 2. Nations, pendant lequel tems il ne ſe pourra commettre aucune injure de parole ou de fait, entre les Sujets de l'une & l'autre Nation, mais qu'au contraire ils ſe traiteront les uns les autres avec toute l'eſtime & l'amitié poſſible. ANNO 1718.

II. Tous les Vaiſſeaux ou Embarquemens de quelque nature qu'ils puiſſent être, tant ceux du Roi de la Grande-Bretagne & de ſes Sujets, que ceux de l'Empereur de Maroc, & ceux qui apartiennent à ſes Sujets, pourront tenir librement la Mer, ſans ſe moleſter mutuellement en aucune maniére en montrant le Pavillon; & en cas que l'un voulût aller à bord de l'autre avec la grande Chaloupe, cela ne ſe pourra faire qu'avec deux Perſonnes, excepté les Nageurs; Et ces deux Perſonnes ſeulement pourront monter ſur le Vaiſſeau; & ſe trouvant que la plus grande partie de l'Equipage ſoient Sujets de l'un ou de l'autre Prince, ils pourront pourſuivre le cours de leur Navigation, ſans recevoir aucun empêchement; tous les Paſſagers, Argent & Marchandiſes de quelque Nation que ce ſoit, ſeront francs abſolument, & ne ſeront expoſez à être ſaiſis, enlevez ou pillez; & on ne fera à l'un ou à l'autre aucun tort ni dommage.

III. Il eſt de plus accordé, que s'il arrivoit que pendant le tems de ladite Suſpenſion, quelque Vaiſſeau, Cargaiſons ou Sujets de part & d'autre, vinſſent à faire naufrage ſur les Côtes & Terres de leurs Dominations, ils ne pourront être déclarez priſes, ni les effets être volez ou confiſquez, ni les Perſonnes être faites Eſclaves; toutefois on n'entend par ce préſent Traité le Commerce être permis; mais au contraire la défenſe qui en a été faite demeure en ſa pleine force, juſqu'à la concluſion de la Paix Générale.

*Etoit ſigné*,

KONINGSBY NORBURY,

BASHA HAMED, &c.

*A Tetuan le 20. du Mois de Safar* 1130, *ou autrement le 2. Janvier* 1718.

## CXCIV.

*Traité entre Sa Majeſté Très-Chrêtienne,* LOUIS XV. *Roi de France & Son Alteſſe Royale* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar, par lequel en execution des Pacifications de Ryſwick & de Bade les differents reſtés entre S. M. T. C. & S. A. R. ſont terminés, & les limites reglées; On y convient auſſi de divers Echanges, & de tout ce qui regarde le Commerce, A Paris le* 21. *Janvier* 1718. *Avec les* PLEINS-POUVOIRS, *&* RATIFICATIONS *des deux Parties.* [Copie communiquée par l'un des Miniſtres qui ont fait & ſigné le Traité.] 21. Janv.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme notre amé & feal le Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint-Conteſt & autres lieux, Conſeiller en nôtre Conſeil d'Etat, & nôtre amé & feal le Sieur Henry-Francois de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormeſſon, Amboille & autres Lieux, Maître des Requeſtes ordinaire de nôtre Hôtel, nôtre Conſeiller en nôtre Conſeil des Finances, nos Commiſſaires & Deputez aux Conferences qui ſe ſont tenues pour regler & terminer tout ce qui reſtoit à executer à l'egard de nôtre très-Cher & très-amé Frere le Duc de Lorraine conformement & en execution des Traitez de Paix de Ryſwick & de Baden, en vertu des Pleins-pouvoirs que Nous leur en avions donnez, avoient conclu, arrêté & ſigné le 21. du preſent mois de Janvier à Paris, avec le Sieur Jean-Baptiſte Machuet Chevalier, Baron de Drouville, Seigneur de Sauley & autres Lieux, Conſeiller d'Etat, premier Preſident de la Cour Souveraine de nôtre dit Frere, & le Sieur François de Barrois, Chevalier, Baron de Manonville, Seigneur de Kœurs & autres Lieux, Conſeiller d'Etat de nôtredit Frere, ſes Envoyez Ex-

ANNO 1718.

Extraordinaires près de Nous, & ſes Commiſſaires auſdites Conferences, auſſi munis de ſes Pleins-pouvoirs, le Traité dont la teneur s'enſuit.

Le feu Roy de glorieuſe memoire ayant toûjours eu à cœur de terminer & ajuſter avec Monſieur le Duc de Lorraine, tout ce qui reſtoit à executer à ſon égard en conſequence du Traité de Paix conclu à Ryſwyck le 30. Octobre 1697. Sa Majeſté peu après ce Traité auroit nommé des Commiſſaires, pour avec ceux dudit Duc examiner tous les Points, Articles & difficultez dont il s'agiſſoit, à quoy ils ſe ſeroient reſpectivement employez pendant le peu de durée de cette Paix, mais la matiere s'étant trouvée d'une longue diſcuſſion, la Guerre ſurvenue entre les principales Puiſſances de l'Europe, n'auroit pas permis de continuer les Conferences tenues à ce ſujet. La Paix n'eut pas plûtôt reparu par le Traité fait à Baden en 1714. que le feu Roy continuant dans le même deſir, & en execution de l'Article XII. de ce dernier Traité, auroit fait reprendre la négociation en 1715. en la Ville de Metz. Les Commiſſaires du Roy & du Duc y travailloient depuis pluſieurs mois & ſelon toute apparence ils l'auroient heureuſement terminée, mais ayant plu à Dieu au mois de Septembre de la même année, d'appeller à ſoi le feu Roy, elle fut encore interrompue juſqu'au commencement de l'année 1716. que le Roy auroit à l'imitation du feu Roy ſon Biſayeul, & de l'avis de Son Alteſſe Royale Monſieur Philippe Duc d'Orleans, Petit-Fils de France, Oncle du Roy, Regent du Royaume, fait reprendre & continuer les Conferences pendant le cours des années 1716. & 1717. Et comme par le XXVIII. Article du Traité de Ryſwyck, le Duc de Lorraine pour lui, ſes Hoirs & Succeſſeurs, doit être rétabli dans la libre & pleine poſſeſſion des Etats, Lieux & Biens, que le Duc Charles ſon grand Oncle paternel poſſedoit en 1670. lorſqu'ils furent occupez par les Armes du feu Roy, à l'exception néanmoins des Changemens portez audit Traité de Ryſwyck. Qu'après une précedente & longue occupation du même Païs par les Armes de Sa Majeſté, commencée vers l'année 1633. il avoit été paſſé à Vincennes un Traité entre le feu Roy & le feu Duc Charles le dernier Fevrier 1661. par le XIX. Article duquel il avoit dû être rétabli dans tous ſes Etats & Seigneuries, même dans les Villes, Places & Païs qu'il avoit autrefois poſſedés, dependant des trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, & generalement dans tout ce dont jouïſſoit ſon prédéceſſeur le dernier Duc Henry lors de ſon decès arrivé en 1624. & qui pouvoit lui appartenir à titre de Succeſſion, échange ou acquiſition, à la réſerve de ce qui par ce Traité de 1661. a été uni, incorporé, & doit demeurer à la Couronne de France; Que ſur l'execution de ce Traité, étant ſurvenu pluſieurs difficultez, il en fut arrêté, & ſigné un autre entre le feu Roy & ledit Duc Charles le dernier Août 1663. par lequel il eſt porté qu'il ſeroit nommé au plûtôt des Commiſſaires de part & d'autre pour regler les difficultez qui étoient ſurvenues depuis la ſignature du Traité du dernier Fevrier 1661. ſur l'execution d'icelui, & nommément touchant les Abbayes de Saint Epure & de Saint Manſuy, Phalsbourg, Marquiſat de Nomeny, & Saint-Avold & autres Lieux, leſquelles difficultez n'ont cependant jamais pû être terminées à cauſe de la ſeconde occupation de la Lorraine par les Armes du Roy en 1670. tems auquel le Duc Charles faiſoit ſolliciter par ſes Envoyez auprès du feu Roy, la deciſion d'icelles, & la pleine execution de ce Traité, duquel & de celui de 1663. le Duc de Lorraine a toûjours demandé l'execution en vertu de celui de Ryſwyck, comme repréſentant le feu Duc Charles ſon grand Oncle, & exerçant tous les Droits & actions réſultans deſdits Traitez; A quoy les Commiſſaires du Roy ayant fait difficulté; prétendans oppoſer une fin de non recevoir tirée du Traité de Ryſwyck contre ceux de 1661. & de 1663. en ce que ledit Duc ne pouvoit être rétabli en vertu & en conformité du Traité de Ryſwyck, que purement & ſimplement, dans les Etats, Lieux & Biens que le Duc Charles poſſedoit réellement & de fait en 1670. & la conteſtation ayant été portée au Conſeil, il y auroit été reconu que ledit Duc avoit droit d'exercer les actions fondées ſur les Traitez de 1661. & 1663. de même qu'auroit pu faire ledit Duc Charles, enſuite de quoy les Commiſſaires de Lorraine ayant continué de ſoûtenir leurs demandes, & produit leurs Titres, tant pour les reſtitutions des Villes, Païs & Lieux, avec les fruits & jouiſſances d'iceux qui par les Traitez de 1661. & 1663. devoient revenir au Duc Charles, que pour l'équivalent de la Ville & Prevôté de Longwy, avec reſtitution des jouïſſances & fruits de ladite Ville & Prevôté de Longwy, enſemble la reſtitution des autres Lieux dont le Duc de Lorraine étoit en poſſeſſion avant & depuis l'année 1670. par Luy pretendus en vertu du Traité de Ryſwyck & des fruits & jouïſſances d'iceux, & y ayant encore des abornemens à faire en execution du même Traité & des ajuſtemens pour la liberté du Commerce, & pour la reciprocité entre les trois Evêchez & la Lorraine, ſuivant l'ancien uſage interrompu en quelques endroits par les troubles & par les Guerres, les Commiſſaires du Roy y auroient répondu par differens Memoires & Titres, formé leurs demandes pour Sa Majeſté & pour le ſoûtien de ſes Droits. Après pluſieurs Conferences tenues entre les Commiſſaires reſpectifs où tous les Traitez ont été examinez, les difficultez diſcutées à fond, propoſé reſpectivement les échanges & abornemens convenables, meſuré, calculé & balancé l'étendue & la valeur des Païs & des Droits à ceder & à retenir, & enfin ſoigneuſement peſé tout ce qui reſtoit à ajuſter pour l'entiere execution des Traitez. Et le Roy deſirant que le tout ſoit reglé par les Commiſſaires qui de ſa part ont tenu leſdites Conferences avec ceux de Lorraine, auroit à cet effet & du même avis de Sadite Alteſſe Royale Monſieur le Regent, donné Commiſſion & Plein-pouvoir au Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint-Conteſt & autres Lieux, Conſeiller d'Etat de Sa Majeſté, Son Ambaſſadeur & Plenipotentiaire cidevant pour la Paix conclue à Baden, & au Sieur Henry François de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormeſſon, Amboille & autres Lieux, Maître des Requêtes ordinaire de l'Hôtel de Sa Majeſté Conſeiller en Son Conſeil des Finances.

Et Monſieur le Duc de Lorraine auroit pareillement donné ſes Commiſſion & Plein-pouvoir au Sieur Jean-Baptiſte de Mahuet, Chevalier, Baron de Drouville, Seigneur de Sauley & autres Lieux, Conſeiller d'Etat, premier Preſident de ſa Cour Souveraine, Son Envoyé Extraordinaire, & au Sieur François de Parroy, Chevalier Baron de Manonville, Seigneur de Koeurs & autres Lieux, Conſeiller d'Etat, & Son Envoyé extraordinaire, leſquels après s'être communiquez reciproquement leurſdits Pleins-pouvoirs & Commiſſions qui ſeront inſerez à la fin du Preſent, ſont convenus des conditions & Articles qui ſuivent.

I. Les Traitez paſſez entre le feu Roy & le feu Duc Charles de Lorraine le dernier Fevrier 1661. & le dernier Août 1663. enſemble ceux paſſez entre le Roy & l'Empereur & l'Empire à Ryſwyck, le 30. Octobre 1697. & à Baden le 7. Septembre 1714. en en ce qui concerne le Duc de Lorraine devant ſervir de baze & de fondement au préſent Traité, ſeront pleinement executez, ſi ce n'eſt entant qu'il y ſera expreſſément dérogé par celui-ci.

II. Sa Majeſté par le XXXII. Article du Traité de Ryſwyck s'étant réſervé la Forteresſe de Saarlouis avec une demi-lieue de circuit à deſigner par les Commiſſaires du Roy & du Duc, laquelle Forteresſe & demi-lieue de circuit ſont demeurées à Sa Majeſté en pleine Souveraineté à perpétuité, mais au lieu d'un abornement par la demi-lieue portée audit Traité, le Gouverneur de cette Place pour le Roy ayant de concert avec les Officiers de Son Alteſſe Royale de Lorraine, conſervé depuis la Paix de Ryſwyck juſqu'à preſent, & pour le ſervice de la Garniſon, les Villages de Liſtroff, Emſtroff, Frawlouter, Roden, Beaumarais, avec l'emplacement de la Ville de Valdrevange, les Bâtimens qui y reſtent, avec tous leurs Bans & Finages, les Fiefs, Cenſes, Métairies, & generalement toutes les dépendances enclavées dans l'étendue des Bans & Finages deſdits Villages & Ville de Valdrevrange aux environs de Saarlouis, il a été convenu après l'approbation du Conſeil, que ce qui a été fait en cela par proviſion, demeurera définitif, & en conſequence que leſdits Villages, emplacement de Ville, Bâtimens, les Bans & Finages & leurs dépendances généralement quelconques, ſoit qu'ils excedent la demi-lieue ou non, demeureront incommutablement à perpétuité en pleine Souveraineté au Roy, Son Alteſſe Royale de Lorraine lui en fai-

ANNO 1718.

faisant surabondamment & entant que besoin seroit, toute cession & transport, auquel effet il sera procedé à l'abornement des Finages & dependances desdits Lieux, par des Commissaires de part & d'autre, pour les séparer d'avec les autres Lieux, Villages, Bans & Finages voisins appartenans à la Lorraine, & qui doivent lui rester, quand bien même quelque portion de ceux-cy rentreroit dans la demi-Lieue de circonference de la Place, lesquels derniers Villages & Bans seront pareillement abornez, le tout sans prejudice des Droits de parcours dont les Habitans desdits Lieux ont d'ancienneté joui réciproquement pour le pâturage de leurs Bestiaux sur les Bans les uns des autres, dans lequel usage ils sont maintenus pour toûjours, sans pouvoir jamais y être troublez.

III. La Ville & Prevôté de Longwy avec ses appartenances & dépendances étant conformément au XXXIII. Article dudit Traité de Ryswyck, demeurées à perpétuité en toute Souveraineté & proprieté au Roy, ses Hoirs & Successeurs, en échange de quoy Sadite Majesté, a du ceder à Son Alteſſe Royale une autre Prevôté dans l'un des trois Evêchez, de la même étendue & valeur, dont on a dû convenir par des Commissaires respectifs. Cet échange n'ayant pû jusqu'à present être consommé, & le feu Roy ayant consideré qu'en vertu du même Traité, ses Troupes qui vont dans les Places frontieres, ou qui en reviennent, devant avoir le passage sûr & libre par les Etats du Duc, Que d'ailleurs les Païs des Evêchez & de la Lorraine étant non seulement limitrophes, mais presque tous mutuellement enclavez, l'étendue en entier de la Prevôté de Longwy étoit non seulement de difficile échange, mais peu necessaire au service de la Place, Sadite Majesté prit la resolution de ne retenir que la Ville de Longwy & quelques Villages aux environs. A quoy Sadite Alteſſe Royale auroit consenti, à la charge qu'il lui en seroit fourni l'équivalent, & la Proposition ayant été portée au Conseil & agréée, il a été convenu que ledit Article XXXIII. du Traité de Ryswyck demeurera restraint par le Present, & n'aura lieu que pour les Villes haute & basse de Longwy, & pour les Villages de Mexy, Herserange, Longlaville, Mont Saint-Martin, Glaba, Autru, Piemont, Romain, Lexy & Rehon, avec tous leurs Bans, Finages & dépendances, & tout le terrain qui peut appartenir au Domaine du Duc dans l'étendue ou enclave desdits Bans & Finages, soit qu'ils excedent ou non la demi-lieue de circonference de la Place de Longwy, designée au Plan & Carte Topographique qui en a été dressé. Le Duc cede pareillement la proprieté franche & déchargée de toutes dettes, engagemens, & Hypotheques, de toutes les Seigneuries, Justices, Fiefs, Censes, Métairies, Moulins, Droits, Domaines, Bois, Forêts, revenus, & generalement de tout ce qui peut lui appartenir dans lesdites Villes & Villages, lesquels avec leurs appartenances, dependances & annexes, demeureront incommutablement en toute Souveraineté & proprieté au Roy, tant en vertu dudit Traité de Ryswyck que du présent, pour en joüir par Sa Majesté & ses Successeurs, comme Sadite Alteſſe Royale, & ses Prédecesseurs en ont joui, ou du joüir & dont l'échange ou l'équivalent sera fourni, ainsi qu'il sera dit dans la suite.

IV. Le Bois nommé le Bois Mouchot, dont la Communauté des Habitans de Longwy est proprietaire, se trouvant scitué sur le Territoire du Village de Sonn dans la partie de la même Prevôté qui sera rendue à la Lorraine, comme il sera dit en l'Article suivant, & Son Alteſſe Royale ayant une portion de son Bois nommé des Recruttes, qui entre dans la demi-lieue de circonference de ladite Place désignée audit Plan & Carte, il a été arrêté que pour la convenance respective, ledit Bois de Mouchot demeurera au Duc, tant en proprieté que Souveraineté, & ladite portion de Bois des Recruttes rentrant dans ladite demi-lieue, appartiendra en proprieté ausdits Habitans & Communauté de Longwy, pour en joüir sous la Souveraineté du Roy: A l'effet dequoi elle sera separée du surplus de ladite Foreſt des Recruttes, qui sera restituée à Son Alteſſe Royale, par un fossé & par des bornes qui y seront plantées par les mêmes Commissaires qui procederont à l'abornement des Lieux cedez au Roy, contre ceux de ladite Prevôté qui seront restituez au Duc.

V. Le surplus des Villages & Lieux de ladite Prevôté de Longwy, leurs Bans & Finages, appartenances, dependances & annexes, quand même quelques-uns rentreroient dans la ligne de la demi-lieue du circuit de la Place, seront remis à Son Alteſſe Royale, pour en joüir par elle, & les Ducs ses Successeurs, en tous Droits de Souveraineté & proprieté, comme ledit feu Duc Charles en joüissoit en 1670. Sa Majesté en tant que besoin seroit lui en faisant toute rétrocession, avec Renonciation à cet égard au benefice à elle acquis par ledit XXXIII. Article du Traité de Ryswyck, & pour prévenir toute contestation au sujet de la Souveraineté & proprieté des Lieux de la même Prevôté de Longwy qui restent à la France & de ceux qui retournent à la Lorraine, il en sera fait par des Commissaires de part & d'autre une désignation, separation & abornement sur les differens terrains, & sur le pied de ladite Carte Topographique, sans préjudice néanmoins du Droit de parcours pour le pâturage des bestiaux des Habitans desdits Villages de l'une & de l'autre Souveraineté, qui sera réciproquement entretenu & conservé suivant leur ancien usage. Mais lesdits Villages de l'une & de l'autre Souveraineté demeureront dechargez: Sçavoir, ceux qui restent à la France de toutes Jurisdictions, Bannalitez, Servitudes, Corvées & autres prestations generalement quelconques, envers le Domaine du Duc, & reciproquement tous les Lieux & Habitans de ladite Prevôté qui doivent lui retourner, sont & demeurent affranchis, libres & déchargez de toutes Jurisdictions, Bannalitez, Servitudes, Corvées, & autres prestations generalement quelconques, dont ils pourroient avoir été ci-devant tenus envers le Domaine du Roy, & notamment les Habitans des Villages de Gondrange, du Prieuré de Brehain-la-Cour, de la Magdelaine, Redrange, Athus, Asch, Batincourt, Bury-la-Ville, Houdlemont & autres, si aucuns y a, de l'obligation de faucher, faner, & voiturer les Foins des Prez nommez les Breuils du Château de Longwy, & en consequence de la division ainsi faite de ladite Prevôté, il a été convenu que les Titres, Papiers & Enseignemens qui peuvent concerner en particulier les Villages & Lieux de ladite Prevôté qui doivent revenir à Son Alteſſe Royale, lui seront restituez, & à l'égard des Titres qui peuvent concerner en commun la Ville & tous les Villages de ladite Prevôté, comme sont les comptes du Domaine de la Grurie & autres, ils seront partagez en les divisant d'année à autre alternativement.

VI. Le Roy ayant retenu & étant demeuré saisi par le VI. Article du Traité de 1661. des Places & Postes de Kaufman, Saarbourg, & Phalsbourg en Souveraineté & proprieté franche & déchargée de toutes dettes & Hypotheques, & étant survenu en la même année 1661. des difficultez sur l'execution dudit Article, entre les Commissaires de Sa Majesté & ceux du Duc, au sujet des Villages de la dépendance dudit Phalsbourg, & de celui de Niderswiler dépendant de Saarbourg, faisant partie des difficultez que l'on est convenu de regler par le Traité de 1663. en ce que Sa Majesté n'a dû avoir que lesdits Postes & Places de Kaufman, Saarbourg & de Phalsbourg, avec la demi-lieue de route & les Villages en dépendans nommez en l'Article XIII. dudit Traité de 1661. ou qui se trouveroient enclavez dans la largeur de la demi-lieue qui devoit former ladite route, les Commissaires du Roy auroient prétendu prendre d'autres Villages dependans dudit Phalsbourg, & au lieu de suivre la route par celui de Niderswiler, en auroient formé un autre qui emporte des Villages Lorrains non cedez, & néanmoins conservez toûjours celui de Niderswiler, ce qui faisoit un double emploi. Il a été convenu par le present que ledit Village de Niderswiler, ensemble les autres pris dans la dépendance de Saarbourg, & de Phalsbourg en ladite année 1661. demeureront au Roy, de même que les Villages de Henridorff, Lutzelbourg, Dann, Hultenhausen, Hassembourg, & Wilsperg, de la dépendance de Phalsbourg, enſorte, qu'avec les autres Villages dudit Phalsbourg, compris dans la route, la Principauté entiere dudit Phalsbourg appartiendra à Sa Majesté, auquel effet Sadite Alteſſe Royale lui en fait cession & transport en proprieté & Souveraineté déchargée de toutes dettes & hypotheques. Cede pareillement ledit Duc, toutes les Seigneuries, Fiefs, Justices, Domaines, Bois, Forests, Revenus & generalement tout

ANNO 1718.

ANNO 1718.

tout ce qui lui appartient ou pourroit appartenir dans leſdites Places, & Poſtes de Saarbourg & Phalsbourg, Villages en dépendans, cedez par le Traité de 1661. & par le preſent leurs Bans & Finages, appartenances & dépendances & annexes generalement quelconques, déchargées de toutes dettes & hypotheques, pour demeurer uni & incorporé à la Couronne de France, enſorte que ledit Duc, ſes Hoirs & Succeſſeurs n'y puiſſent jamais rien prétendre ſous quelque prétexte que ce ſoit.

VII. Le Duc renoncera & renonce en faveur du Roy à tous Droits & prétentions de Souveraineté, de proprieté, ou autres, ſur les Villages, & Abbayes de S. Epure, & de S. Manſuy près de Toul, leurs Bans & Finages, ſur les appartenances & dépendances deſdits Bans & Finages, Droits & Domaines, ſi aucuns Sadite Alteſſe y en a. Elle renonce pareillement à tous Droits & prétentions de Souveraineté, & autres, ſur les Villages de Vaucremont, Stoncourt, Viller, & Aurich, autrement Ongerange, compoſant le Ban de S. Pierre, & ſur les Villages de Xouſſe ou Xüiſſe, Thonville, & Brulange, compoſant le Ban de la Rotte, leurs Finages, appartenances & dépendances; laquelle Souveraineté appartiendra à l'avenir ſans contredit au Roy, tant ſuivant ſes anciens Droits & prétentions, qu'entant que beſoin ſeroit en vertu de la préſente renonciation & ceſſion, au moien de quoi toutes les difficultez & conteſtations à regler pour ce regard par ledit Traité de 1663. demeureront éteintes & terminées.

VIII. Le Duc ayant la proprieté & Souveraineté de la Foreſt de Kallenhoven, & par le V. Article du Traité de 1661. le Roy étant demeuré ſaiſi de la Place de Sierck, & du nombre de trente Villages en dépendans; dont quelques-uns voiſins de ladite Foreſt y ont de toute ancienneté des uſages pour chauffage, marnage & pâturage. Il a été convenu pour prévenir toutes difficultez, que Sadite Alteſſe Royale cedera & cede à Sa Majeſté en proprieté & Souveraineté, trois mille Arpens meſure ordinaire du Païs, à prendre dans ladite Foreſt, à commencer à l'extremité exterieure du Canton du Bois nommé de la Zigelleray, ou de la Thuillerie, aboutiſſant du côté Septentrional aux bans des Villages de Kerlingen, & de Trichingen, & rentrer depuis ladite extremité dans le corps de ladite Foreſt, continuant juſqu'à l'endroit où finira le toiſé deſdits trois mille Arpens cedez, leſquels ſeront abornez & ſéparez du reſte de ladite Foreſt par des bornes, & par un Foſſé, qui ſeront plantez & faits en preſence de Commiſſaires de part & d'autre, dans leſquels trois mille Arpens ſont entendus compris les trois cens Arpens accordez par le feu Duc Charles à la Chartreuſe de Rhetel, pour la moitié du chauffage d'icelle, & moyennant ladite ceſſion Sa Majeſté ſera chargée dans leſdits trois mille Arpens de fournir & laiſſer les uſages anciens & accoûtumez auſdits Villages dépendans de Sierk, & à ladite Chartreuſe de Rhetel, le ſurplus de ladite Foreſt Lorraine en demeurant exempte, enſorte que chaque Souverain ne ſera chargé dans ſes Foreſts que des uſages des Villages & Lieux de ſa Domination.

IX. Et comme le Village de Frichingen dependant de la Lorraine, voiſin de la Foreſt de Kallenhoven, & du Canton du bois de la Thuillerie, ſe trouve enclavé & mêlé avec d'autres Villages cedez au Roy en 1661. il a été convenu que ledit Village de Frichingen demeurera cedé à Sa Majeſté en vertu du preſent Traité, pour être joint aux autres Villages François de la dependance de Sierk, & que ſes Habitans, jouïront de l'uſage qui leur appartient dans la portion de ladite Foreſt abandonnée au Roy, en échange duquel Village Sa Majeſté cede à Son Alteſſe Royale celui d'Ewendorff dependant dudit Sierk, Domination de France, joignant d'autres Villages Lorrains, leſquels Villages de Frichingen & d'Ewendorff ainſi échangez avec leurs Bans, Finages & dépendances: enſemble leurs Domaines & Revenus appartiendront à l'avenir, le premier au Roy, & le ſecond au Duc, qui ſera tenu de fournir aux Habitans d'icelui dans ſadite Foreſt de Kallenhoven, l'uſage qu'ils peuvent y avoir.

X. Les Villages d'Arnaville, Vilcey, Hageville, Jonville & Olley qui ont été retenus juſqu'à preſent ſous l'Autorité du Roy, ayant été reconnus être d'une Souveraineté indiviſe entre Sa Majeſté à cauſe de la Terre de Gorze, & Son Alteſſe Royale, à cauſe du Bailliage de Nancy & de la Prevôté de la Chauſſée, demeureront échangez & ſéparez en entier pour éviter toutes conteſtations, ainſi qu'il enſuit. Sçavoir, que les Villages de Vilcey, Hageville & Jonville, reſteront en entier en Souveraineté au Roy avec leurs dépendances, revenus, Droits & Domaines particuliers qui y appartenoient ci-devant au Duc de Lorraine & de Bar, Son Alteſſe Royale faiſant à Sa Majeſté, entant que beſoin ſeroit, toute ceſſion & tranſport de ſes Droits & prétentions ſur leſdits Villages & dépendances, & en échange, la Souveraineté des Villages d'Arnaville & d'Olley, avec leurs dépendances, appartiendra en entier audit Duc, Sa Majeſté lui faiſant pareillement toute ceſſion & tranſport des parts, portions & Droits qui lui appartenoient eſdits Lieux: bien entendu, que le preſent échange, & ajuſtement ne pourra nuire ni préjudicier aux Droits, revenus, ni autres choſes qui peuvent appartenir dans leſdits Lieux à l'Abbé de Gorze ou autres Seigneurs particuliers.

XI. Le Duc cede au Roy tous les Droits qu'il peut avoir en la Souveraineté, Juſtice & Domaine ſur la rue dite de Bar au Village de Kunetange, Prevôté de Thionville, lequel appartiendra en entier ſans conteſtation à Sa Majeſté: en échange de quoy le Roy cede audit Duc le Droit de Souveraineté qu'il a ſur l'emplacement du Château de Bauzemont, ſitué dans le Village Lorrain du même nom.

XII. Son Alteſſe Royale en conſideration du preſent Traité, renonce à tous ſes Droits & prétentions ſur les fruits & jouïſſances de tous les Lieux & Païs qui ont été retenus ſous la domination de Sa Majeſté, & conteſtez avant 1670. & depuis le Traité de Ryſwyck juſqu'à preſent, leſquels Lieux & Païs lui ſont reſtituez, ou qu'elle abandonne par le preſent Traité, & en fait toute ceſſion & remiſe à Sa Majeſté, à la reſerve néanmoins des jouïſſances, & fruits de la Ville & Prevôté de Longwy, dont elle ſera indemniſée par Sa Majeſté, ſuivant la Liquidation qui en ſera faite par des Commiſſaires de part & d'autre, à compter depuis l'échange des Ratifications du Traité de Ryſwyck juſqu'à celui des Ratifications du preſent Traité; pour parvenir à laquelle Liquidation, le Roy fera communiquer aux Commiſſaires du Duc, les Comptes, Regiſtres & autres Enſeignemens qui ont ſervi à la jouïſſance & perception des revenus de ladite Ville & Prevôté de Longwy.

XIII. Moyennant les Ceſſions, Renonciations du Duc, les ajuſtemens précedens, & en conſideration de tout ce que deſſus, le Roy tant pour remplir les échanges & équivalens de ladite Ville de Longwy & des Villages & Lieux en dépendans, énoncez en l'Article III. du preſent Traité & des Villages dépendans de Phalsbourg & Saarbourg, & autres ci-devant énoncez qu'autrement, cede & transporte au Duc tous les Droits de Souveraineté & autres qui peuvent appartenir à Sa Majeſté ſur la Ville & Fauxbourgs de Ramberviller, ſur les Lieux & Villages de Jeaumenil, Houſſeras, Autrey, Saint-Benoiſt, Bru, Xaffeviller, Doncieres, Noſſoncourt, Menil, Saint-Barbe, Anglemont, Bazien, & Menarmont, leurs Bans & Finages, & ſur toutes les Cenſes, Fiefs & Uſuines y enclavées, leurs appartenances & dependances compoſant la Châtellenie dudit Ramberviller, ſans en rien excepter, enſemble la Souveraineté ſur les Bois nommez le Grand Bois de la Châtellenie & de Fenne, dont la proprieté appartient à l'Evêché de Metz dans l'étendue de ladite Châtellenie de Ramberviller, quoiqu'ils ne ſoient pas compris dans celle des Bans & Finages des Villages & Lieux ci-devant nommez. Cede pareillement Sadite Majeſté ſes Droits de Souveraineté ſur les Villages de Rouille & Domtaille, avec tous leurs Bans & Finages, appartenances, & dépendances ſans en rien excepter, leſquels, quoiqu'ils ne ſoient pas originairement de ladite Châtellenie, y ſont ordinairement annexés, tous leſquels Lieux & Villages, ainſi qu'ils ſont ci-devant nommez & ſpecifiez, appartiendront, à l'avenir, à perpetuité, audit Duc, ſes Hoirs & Succeſſeurs Ducs de Lorraine, en tous Droits de Souveraineté & autres quels qu'ils ſoient qui y appartenoient ci-devant à Sa Majeſté à quelque titre que ce ſoit, enſorte qu'Elle & les Rois ſes Succeſſeurs n'y puiſſent deſormais rien prétendre, ſans préjudice

ANNO 1718.

néanmoins aux droits de proprieté, Domaines, revenus, Juſtices & Juriſdictions qui appartiennent dans leſdits Lieux à l'Evêque de Metz & aux autres Vaſſaux, leſquels leur ſont conſervez en leur entier, à la charge de faire exercer leſdites Juſtices & Juriſdictions dans l'étendue de ladite Châtellenie, & deſdits Rouille & Domtaille, ſous le Reſſort des Cours Superieures du Duché de Lorraine, par des Officiers reſidens ſous ſa domination.

XIV. Le Duc poſſedant en tous Droits de Superiorité Territoriale la portion du Marquiſat de Nomeny qui luy eſt reſtée après le Traité de 1661. & la Châtellenie entiere de Hombourg, Saint-Avold, Sa Majeſté a déchargé & décharge Sadite Alteſſe Royale pour raiſon de ladite portion de ce Marquiſat, & de ladite Chatellenie entiere, leurs appartenances & dependances, de tous les Droits de ſuprême Domaine, Juriſdictions, & autres, que la Couronne de France peut avoir acquis ſur icelles, tant par le Traité de Munſter en 1648. qu'autrement, même ſur les trois Moulins dudit Saint-Avold & la Cenſe d'Oderfang dépendant de l'un deſdits Moulins, & ſur les Villages de Henriville & de haute Vigneulle, en Allemand Oberfilen, qui luy ſeront remis ſi fait n'a été, comme dépendans dudit Saint-Avold, deſquels Droits de ſuprême Domaine, Juriſdictions & autres quels qu'ils puiſſent être, Sadite Majeſté fait ceſſion & tranſport audit Duc, pour du tout en l'état qu'il le poſſede après le Traité de 1661. en jouïr par ledit Duc, ſes Hoirs & Succeſſeurs en toute Souveraineté, comme de ſon Duché de Lorraine, auquel il demeurera incorporé.

XV. Sa Majeſté a pareillement déchargé les Villages dépendans de la Terre & Seigneurie de Commercy, & l'Abbaye de Rieval qui y eſt ſituée, du reſſort du Bailliage & Siege Préſidial de Vitry, & par appel au Parlement de Paris, auquel reſſort ils ſont ſoumis, & de tous autres Droits que Sa Majeſté auroit pu y prétendre, dont entant que de beſoin, Elle fait toute ceſſion & tranſport à Sadite Alteſſe, laquelle en jouïra paiſiblement à l'avenir en tous Droits de Souveraineté, comme elle jouït actuellement de la Ville de Commerci & des autres Lieux & Villages dépendans de ladite Terre & Seigneurie en vertu du Traité paſſé entre le feu Roy & ledit Duc, le 7. May 1707. qui ſera au ſurplus ſuivi & executé comme s'il étoit inſeré ici de mot à mot.

XVI. Sa Majeſté a encore cedé à Son Alteſſe Royale les Droits de Souveraineté & autres qui lui appartiennent à cauſe de ſon Château de Paſſavant, ſur un Fief appartenant aux Sieurs de Grignoncourt & Conſors dans le Village Lorrain de Martinvelle, & ſur les dépendances dudit Fief dans ce Village, & ſur ſon Ban & Finage Sa Majeſté dechargeant en outre les Habitans dudit Village de Martinvelle du Droit de Sauvegarde, de quatre Sols par ménage qu'ils lui doivent à cauſe de ſon Château de Paſſavant.

Demeurera de même cedé au Duc, le droit de Souveraineté appartenant au Roy ſur quelques Maiſons du Village Lorrain de Boccange, enſemble le Droit que Sa Majeſté pourroit avoir ſur partie du Territoire dudit Village, ſans préjudice neanmoins des Droits qui peuvent appartenir au Seigneur du Village de Burthoncourt du Païs Meſſin, ſur leſdites Maiſons, ſur les reſidens en icelles & même ſur ledit Territoire de Boccange ſi aucun droit il y a, leſquels Droits lui ſont conſervez en leur entier.

Le Village de Maxey ſous Prixei, & la Rue dite la Rue du Fief, dans celui de Pagny ſur Meuſe, autrement la Blanchecoſte, ſeront reſtituez au Duc, ayant été juſtifié que le Duc Charles les poſſedoit en tous droits de Souveraineté, Juſtice & Domaine, en 1670. & longtems auparavant : lequel Village de Maxei, Sa Majeſté decharge des Foy & Hommage qui lui en étoient dûs à cauſe de ſon Château de Monteclair, & les Habitans du même Village, du droit de Sauvegarde de deux Sols par ménage qu'ils doivent audit Château.

Décharge pareillement ladite Rue du Fief de Pagny des Foy & Hommage dûs à Sadite Majeſté à cauſe de ſon Château de Vaucouleurs, à condition néanmoins que ladite Rue du Fief ſera & demeurera unie au corps dudit Village, faiſant partie de la Prevôté de Gondrecourt dépendant du Barrois, & comme telle compriſe dans l'Hommage dû au Roy par ledit Duc, à cauſe du Barrois.

XVII. Sa Majeſté fera reſtituer à Son Alteſſe Royale la Foreſt de Monderen & celle de Kallenhoven, ayant été juſtifié que leſdites Foreſts appartiennent en Souveraineté à la Lorraine, & ne ſont dans aucune des dépendances des Villages de la Prevôté de Sierck, cedez à la France par le Traité de 1661. bien entendu que cette remiſe n'aura lieu qu'après la diſtraction au profit de Sa Majeſté de trois mille Arpens à Elle cedez par l'Article VIII. du preſent Traité, & que le Duc ſera tenu de fournir, & laiſſer prendre dans ladite Foreſt de Monderen aux Habitans du Village de Monderen & autres de la domination du Roy, les Uſages & affoüages qu'ils peuvent y avoir, comme d'ancienneté ſuivant leurs Titres ou poſſeſſions.

XVIII. Les Villages de Moulotte, de Mailly, de Leywiller, d'Ariance, & les Cenſes de Roza de la Haute Voille, de Bouzonville, de Marien Flosfeldt, & la petite Seigneurie ou Cenſe de Saint-Martin, ſituée près de Nomeny qui appartenoient au Duc Charles & qu'il poſſedoit depuis le Traité de 1661. ſeront rendus en toute Souveraineté, à Sadite Alteſſe Royale.

XIX. La Reſtitution proviſionelle que le Roy fit faire au Duc en l'année 1701. des Villages de Bulligny, Bagneux Crezille, Martemont, Aingerey, Tuillay aux Grozeilles, Sexei aux Forges, Colombey, Allain aux Bœufs, Viterne le Montrot, Crepey Selaincourt, & Manoncourt, dépendans de ſa Prevôté de Gondreville, & des Villages de Vaxy, Puttigny, Gerbecourt & Lubecourt qui compoſent le Val de Vaxy, dépendant de ſa Prevôte d'Amance, leſquels avoient été retenus ſous l'obeiſſance du Roy depuis le Traité de Paix de Ryſwyck, vaudra & tiendra pour définitive, ſans qu'à l'avenir Sadite Alteſſe Royale doive, ni puiſſe plus être troublée en la poſſeſſion de la Souveraineté deſdits Lieux, ſous quelque pretexte que ce ſoit.

XX. Sur la difficulté concernant l'état & ſujetion perſonnelle des Curez des Villages ci-après qui reſtoit indéciſe depuis les Traitez paſſez le 2. Octobre 1704. & 21. May 1705. entre le Sieur de Harrouys Intendant en Champagne, Commiſſaire du Roy, & le Sieur de Sarraſin Conſeiller d'Etat, Commiſſaire du Duc, par leſquels Traitez ils ont procedé conjointement dans les Villages de Burey en Vaux, Badonwiller, Gouſſaincourt, Eſpiez, Lezeville, d'Ainville & Saint-Germain, dont la Souveraineté eſt indiviſe entre Sa Majeſté, à cauſe de ſes Prevôtez de Vaucouleurs, d'Antelot & de Grand & Sadite Alteſſe Royale à cauſe de ſes Prevôtez de Gondrecourt & de Foug, à la reconnoiſſance des Habitans qui y doivent être Sujets du Duc conformément aux anciens uſages y obſervez. Il a été convenu que leſdits Traitez ſeront ſuivis & executez, & que pour terminer toute conteſtation ſur le fait deſdits Curez, ceux qui ſont actuellement pourvûs des Cures deſdits Villages, ſous quelque Domination & en quelque Païs qu'ils ſoient nez, ſeront tous réputez, & tenus Sujets du Roy, & que les Curez qui leur ſuccederont immédiatement dans leſdites Cures, ſous quelque domination & en quelque Païs qu'ils ſoient nez, appartiendront au Duc, & après la mort de ces derniers, leurs Succeſſeurs ſeront Sujets du Roy, & ainſi alternativement à meſure que les Cures vaqueront, & ſeront remplies, les Curez appartiendront tantôt à Sa Majeſté & tantôt à Son Alteſſe Royale.

XXI. L'Abornement fait par le Gruyer de Coiffy ès mois de Novembre & Decembre 1678. Janvier, Avril & Juin 1679. de la Foreſt de Paſſavant en la partie de France, demeure nul & comme non advenu, par rapport aux Limites de ladite Foreſt vers le Septentrion, & en conſequence les bornes qu'il y fit planter ſous les nombres 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. & 81. comme auſſi celle du milieu de la Verrerie de Saint-Vaubert, autrement dit de Thomas, non deſignée dans ſes Procès verbaux deſdits mois, ſeront retirées & ſuprimées : ce faiſant, le Duc demeurera maintenu en la poſſeſſion de la Souveraineté de toute l'étendue du Territoire de ladite Verrerie, ſuivant l'enceinte des anciennes petites bornes marquées de Croix de Lorraine qui y ſont juſqu'à l'allignement de la Chapelle de Saint-Vaubert. Ledit Duc demeurera pareillement en poſſeſſion de la Souveraineté & proprieté du Terrain en nature de Foreſt qui eſt à l'Orient du Territoire de ladite Verrerie, juſqu'au Territoire de celle du Morillon, comme

ANNO 1718.

me faisant ledit Terrain une partie de la Foreſt d'Attigny juſqu'aux huit anciennes grandes Bornes, commençant la premiere vers le milieu de l'allignement meridional du Territoire de la Verrerie de Saint-Vaubert, & la derniere à l'extrémité Occidentale du Territoire de la Verrerie du Morillon, laquelle derniere borne fait la Separation des trois Provinces de Champagne, de Lorraine & du Comté de Bourgogne, deſquelles huit bornes, enſemble de celles qui ſéparent le Territoire de la Verrerie de Saint-Vaubert du côté meridional, il ſera fait viſite & reconnoiſſance par des Commiſſaires reſpectifs, qui feront marquer les Armes de France ſur leſdites bornes du côté qu'elles regardent la Foreſt de Paſſavant, en laiſſant celles de Lorraine qui ſe trouveront ſur l'autre face, ſi mieux leſdits Commiſſaires n'eſtiment convenir d'y mettre de nouvelles bornes, qui ſoient parfaitement uniformes & ſemblables à celles qui furent plantées entre les deux portions de ladite Foreſt de Paſſavant par des Commiſſaires reſpectifs en 1584. pour ſervir de limites des Souverainetez.

XXII. A l'égard de la partie de Foreſt appellée vulgairement le Bois du Differend qui ne fut point partagée en 1584. il eſt convenu que le partage en ſera fait par les mêmes Commiſſaires en deux portions égales, & que celle qui ſera joignante à la partie de la Foreſt de Paſſavant, tombée au lot de Sa Majeſté en 1584. demeurera réunie tant en Souveraineté qu'en proprieté, & l'autre partie appartiendra à Sadite Alteſſe Royale, tant en Souveraineté qu'en proprieté: à l'effet de quoy il ſera mis entre leſdites deux portions du Bois du Differend, des bornes conformes à celles qui furent plantées pour ſéparer les portions de la Foreſt de Paſſavant en 1584.

XXIII. Le Roy donnera ordre pour faire remettre inceſſamment audit Duc, la Ville de Saint-Hypolite, avec ſes appartenances & dépendances, comme elle fut remiſe au Duc Charles après le Traité de 1661. pour en jouïr par Sadite Alteſſe Royale en tous Droits de Souveraineté, Juſtice & Domaine, de même qu'en jouïſſoit ledit Duc Charles en 1670. & que lui & ſes Prédéceſſeurs en avoient joui auparavant.

XXIV. La Foreſt ſituée ſur le penchant meridional du Val de Lievre appellée Hynderwaldt par les Communautez de Berckeim, de Saint-Hypolite, & d'Orſchweiler, leur demeurera propre & commune depuis le confluent des deux ruiſſeaux de Bolembach, en ſuivant les bornes que l'on y trouve plantées juſqu'à la rencontre d'un Rocher qui eſt marqué d'une Croix au confluent des deux ruiſſeaux de Watembach & en remontant ſur la droite, & le long du ruiſſeau du grand Watembach, juſqu'à la rencontre du Grand Rocher nommé Reinolſtein, autrement Ramelſtein, qui eſt au ſommet de la montagne appellée Denckel, autrement Hury, de toutes leſquelles bornes il ſera faite une deſcription, Procès verbal, & Carte Topographique par des Commiſſaires qui ſeront nommez de part & d'autre, leſquels pourront encore en faire planter d'autres és Lieux où ils le trouveront à propos & même depuis le confluent des deux Watembachs, juſqu'audit Rocher de Ramelſtein, ſans prejudice néanmoins aux Droits de pâturage que les Habitans de Lievre ont dans ladite Foreſt, & à la proprieté des Terres ou Prez qui y ſont enclavez leſquels ne ſont pas en nature de Foreſt, dont ils continueront de tirer librement les fruits, conformement à la Sentence arbitrale datée du Mercredy après le Dimanche de *Jubilate* de l'année 1516.

XXV. Leſdites trois Communautez de Berkeim, Saint-Hypolite & Orſchweiler jouïront de ladite Foreſt de Hynderwaldt par indivis, comme elles ont fait ci-devant & juſqu'à preſent, & les Officiers de chacune deſdites Communautez y auront Juriſdiction en premiere Inſtance par prévention les uns ſur les autres. Ce faiſant, ils auront droit de connoître des meſus, délits & malverſations dont leurs Foreſtiers auront fait rapport, ou dont ils auront les premiers dreſſé des Procès verbaux dans le cours de leurs viſites: & en cas d'appellations de leurs Jugemens; elles ſeront portées par devant les Juges Superieurs de la Communauté dont les Officiers auront prévenu, en ſorte que les appellations des Jugemens, rendus à Saint-Hypolite, ſeront portées pardevant les Tribunaux Superieurs de Lorraine: tous leſquels Juges ſuperieurs pourront indiſtinctement eſdits cas de Reſſort, faire les deſcentes, vûes de Lieux, enqueſtes, & toutes autres procedures neceſſaires dans ladite Foreſt que le cas requerera, ſans pour ce acquerir aucune Juriſdiction privative ſur icelle, ni préjudicier aux Droits & autorité de l'autre Souveraineté.

ANNO 1718.

XXVI. Et en conſequence, la Montagne particuliere appellée le Spiedmont par les Habitans de Lievre, commençant depuis ledit Rocher qui eſt au confluent deſdits deux ruiſſeaux de Watembach, en remontant à l'Occident de celui du grand Watembach juſqu'à la rencontre dudit Rocher de Ramelſtein, avec le terrain qui s'étend depuis cet allignement juſqu'aux bornes ſéparatives du Ban de Sainte-Croix, Souveraineté de Lorraine, eſt déclaré appartenir & faire partie du Ban de Lievre Souveraineté de Lorraine.

XXVII. Sa Majeſté ſe déporte des prétentions mûes depuis peu ſur Sainte-Marie-aux-Mines, & le Val de Lievre en la partie appellée de Lorraine, ſur la Seigneurie de Tanviller & dépendances, ſur la Seigneurie du Dortal, & ſur le Village de Manonviller, à l'exception de quelques maiſons ſituées dans ce dernier Village, qui dépendent de la Seigneurie de Herbeviller, Lanoy Evêché de Metz, de tous leſquels Lieux Son Alteſſe Royale continuera de jouïr comme ci-devant en tous Droits de Souveraineté, ſans aucune reſerve, & ſans pouvoir Elle ni ſes Succeſſeurs y être troublez à l'avenir ſous quelque pretexte que ce ſoit, le tout néanmoins ſans préjudice des Droits des Seigneurs particuliers ſur quelques-uns deſdits Lieux, leſquels leur demeurent conſervez en leur entier.

XXVIII. Les Evêques de Metz, Toul & Verdun prétendans que les Ducs de Lorraine poſſedent depuis long-tems pluſieurs Terres & Fiefs ſituez dans les Etats deſdits Ducs, leſquels Fiefs & Terres proviennent originairement du temporel deſdits Evêchez, dont les anciens Ducs de Lorraine ont prêté foy & hommage auſdits Evêques, ils ont demandé la continuation deſdites foy & hommage & Son Alteſſe Royale ayant ſoûtenu que par le Traité du dernier Fevrier 1661. Article XIX. le Duc Charles ayant été remis & rétabli dans la poſſeſſion & jouïſſance, de tous les autres Etats & Seigneuries qui lui furent lors reſtituez, même des Villes, Places & Païs qu'il avoit autrefois poſſedé dépendans deſdits trois Evêchez; & généralement tout ce dont le dernier Duc Henry jouïſſoit lors de ſon decès arrivé en 1624. & qui pouvoit luy appartenir à titre de Succeſſion, échange ou acquiſition, à la reſerve de ce qui par le même Traité a été incorporé à la Couronne de France, & ce pour en jouïr par ledit Duc Charles en tous Droits de Souveraineté, Juſtice & Domaine en la même maniere que ledit Duc Henry en jouïſſoit, ſans que ledit Duc Charles ny ſes Succeſſeurs y puiſſent être troublez ſous quelque pretexte que ce ſoit, & ſous les autres conditions portées par ledit Article XIX. Qu'ainſi le Duc regnant ne pouvoit être tenu à cet égard que comme le Duc Charles ſon grand Oncle l'a été en vertu dudit Article XIX. il a été convenu & arrêté par le preſent que ledit Duc & ſes Succeſſeurs Ducs de Lorraine, ſeront ſeulement à l'avenir obligez & tenus de prêter & faire les foy & hommage auſdits Evêques pour les Terres & Fiefs ſituez dans ſes Etats qui peuvent provenir du temporel deſdits Evêchez, & dont leſdits Evêques juſtifieront que le Duc Henry ou le Duc Charles leur auront rendu & prêté les foy & hommage, leſquels Sadite Alteſſe Royale, & les Ducs ſes Succeſſeurs ſeront tenus de rendre, comme les Ducs Henry & Charles ont fait.

XXIX. En conformité de l'Article XXXV. du Traité de Ryſwyck, les Benefices Eccleſiaſtiques qui ont été conferez par Sa Majeſté juſqu'au jour de la ſignature du preſent Traité dans les Lieux que Sa Majeſté fera remettre à la Lorraine, comme étant de ſon ancienne dépendance, ſeront laiſſez aux Poſſeſſeurs modernes qui les ont obtenus. Il en ſera uſé de même & réciproquement dans les Lieux retenus, cedez & incorporez à la Couronne de France, & dans ceux cedez à la Lorraine par le preſent Traité, dans leſquels Sa Majeſté & Son Alteſſe Royale chacun dans ſa Domination reſpectivement, pourront exercer les Droits de Patronage, Nomination & autres, que l'un ou l'autre des deux Souverains y ont exercez, leſquels leur demeureront transferez avec leſdits Païs, pour eux & leurs Succeſſeurs.

ANNO 1718.

XXX. Pour maintenir la tranquillité entre les Sujets des Païs & Lieux qui par le preſent Traité doivent paſſer de la Domination de Sa Majeſté ſous celle de Son Alteſſe Royale à titre de Reſtitution il eſt convenu que l'Article XXXVI. dudit Traité de Ryſwyck ſera executé à leur égard, ce faiſant, que toutes les Procedures, Sentences, Decrets & autres Actes faits & rendus par les Tribunaux, Juges & autres Officiers de Sa Majeſté au ſujet des differends & actions jugez definitivement, tant entre les Sujets des deux Souverains qu'autres, du tems que Sa Majeſté a poſſedé ledit Païs & Lieux juſqu'au jour des Ratifications du preſent Traité, auront lieu & ſortiront leur plein & entier effet, de même que ſi Sa Majeſté en étoit reſtée en poſſeſſion, & il ne ſera point permis de révoquer en doute leſdits Actes, Sentences & Decrets, de les annuller, ou d'en retarder ou empêcher l'execution, mais il ſera libre aux Parties d'avoir recours à la reviſion des Procès, ſelon l'ordre & la diſpoſition des Loix & Ordonnances du Païs, les Sentences & Jugemens demeurans cependant en leur force & vigueur, de même que les Lettres de Juſtice & de Grace, même de Retrait Feodal que Sa Majeſté peut avoir accordées.

XXXI. Et quant aux Procedures, Sentences ou Jugemens qui pourroient avoir été faits & rendus, ſoit avant ou depuis le Traité de Ryſwyck, à l'occaſion des Lieux qui dépendoient ci-devant des Etats du Duc, & que Sa Majeſté luy fait rendre, par leſquelles Procedures, Sentences ou Jugemens, les Droits que ledit Duc peut avoir pardevers luy en pluſieurs Cauſes auroient été bleſſez, l'Article XLII. dudit Traité de Ryſwyck ſera executé comme s'il étoit inſeré ici de mot à mot.

XXXII. Dans tous les Païs, Villes, Villages & Lieux cedez, échangez, ou rendus par le preſent Traité, les Vaſſaux Sujets ou Habitans de quelque qualité & condition qu'ils ſoient ſans aucune reſerve, demeureront du jour de l'échange des Ratifications du preſent Traité déchargez, quittes & abſous des foy, hommage, ſermens de fidélité, obeiſſance, Services, Juriſdictions & Subjections dont ils étoient tenus précedemment envers celui des Souverains qui les cede, échange ou rend & ils paſſeront immediatement ſous la foy, hommage, ſerment de fidélité, obéïſſance, ſervice, Juriſdiction & Domination de l'autre Souverain, ſous lequel ils doivent reſter par le preſent Traité, & de ſes Succeſſeurs à perpétuïté, ſans que l'autre Souverain ni ſes Succeſſeurs y puiſſent à l'avenir rien prétendre, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, dérogeant l'un & l'autre reſpectivement à cet effet à toutes Loix, Coûtumes, Statuts, Conſtitutions & Ordonnances, même qui auroient été confirmez par ſerment faiſant au contraire, auſquelles & aux clauſes dérogatoires, & aux dérogatoires des dérogatoires, il eſt expreſſément dérogé par le preſent Traité, excluant à perpétuité toutes exceptions ſous quelques raiſons & prétexte qu'elles puiſſent être fondées, & en conſequence celui des deux Souverains auquel leſdits Lieux, Villes, Villages & Païs, Vaſſaux, Sujets & Habitans devront appartenir par le preſent Traité, pourra, en vertu d'iceluy, s'en mettre en poſſeſſion ſans avoir beſoin d'autre formalité, ſi bon luy ſemble, bien entendu néanmoins que tant à l'égard de Ramberviller, ſa Châtellenie & dépendances, & autres Lieux, qui par le preſent Traité paſſent ſous la Domination dudit Duc, que des Lieux de l'ancienne dépendance de la Lorraine qui ſont reſtituez, l'Article XXXIV. du Traité de Ryſwyck aura lieu, & ſera executé comme s'il étoit inſeré ici de mot à mot, ce faiſant, les Troupes de Sa Majeſté qui vont dans les Places frontieres ou qui en reviennent, auront le paſſage ſûr & libre dans leſdits Lieux & Païs, de même que dans le ſurplus des Etats de Sadite Alteſſe Royale, en la maniere portée audit Article XXXIV.

XXXIII. Par l'Article XL. du Traité de Ryswyck, ayant été ſtipulé que l'on conſervera entre la Lorraine & les Evêchez de Metz, Toul & Verdun, l'ancien uſage & liberté de commerce qui doit doreſnavant être exactement obſervé avec avantage réciproque des deux Parties, il a été jugé à propos pour l'utilité commune deſdits Evêchez & de la Lorraine, d'expliquer par le preſent Traité pluſieurs Points, & de regler les difficultez à l'occaſion de l'ancien uſage & liberté de commerce entre ces deux Païs, même d'ajoûter audit Article du Traité de Ryſwyck concernant cette matiere, afin que la reciprocité qui a été l'objet deſdits Uſages & des Concordats, ſoit encore mieux entretenue, ainſi qu'il ſera porté par les Articles ſuivans. ANNO 1718.

XXXIV. En execution des mêmes Concordats & des Privileges reſpectivement accordez pour le Commerce entre les Villes & Evêchez de Metz, Toul & Verdun, & leurs Territoires, & les Etats de Lorraine, Terres & Païs appartenans au Duc, il y aura une entiere liberté de commerce & de communication réciproque entre les deux Païs pour y faire entrer, vendre & debiter, ou ſimplement paſſer, traverſer & ſortir toutes ſortes de denrées, vivres & marchandiſes du cru ou de la fabrique deſdits deux Païs, à la charge de ſatisfaire aux Peages anciens ſeulement, tels & en la maniere declarée ès Articles ſuivans, ſans qu'il puiſſe à l'avenir être demandé ny levé de part ny d'autre aucuns autres Droits, quels qu'ils puiſſent être, au préjudice de ladite liberté de Commerce pour le beſoin & pour la conſommation mutuelle deſdits deux Païs.

XXXV. Les Habitans des mêmes Païs pourront encore réciproquement y faire entrer, vendre & debiter, ou ſimplement paſſer, traverſer & ſortir des denrées, vivres & marchandiſes provenans des Manufactures & Etats Etrangers, en ſatisfaiſant aux anciens Peages comme en l'Article precedent. Et en cas de marchandiſes étrangeres dont l'entrée, l'uſage ou le Commerce ſeroient prohibez, dans l'une ou dans l'autre des deux Dominations, elles y pourront paſſer debout, traverſer & ſortir en obſervant les conditions & précautions exprimées ès Articles 58. 59. 60. 61. 62. & 63. du preſent Traité & toûjours en ſatisfaiſant aux anciens Peages.

XXXVI. Ce qui eſt porté par les deux Articles précedens ſera obſervé pareillement pour & dans les Villes & Lieux faiſant partie de la Generalité de Metz, qui ont été cedez à la Couronne de France, ſoit par l'Eſpagne dans le Traité des Pirenées du 7. Novembre 1659. ſoit par le Duc Charles de Lorraine dans le Traité de Vincennes du dernier Fevrier 1661. ſoit par Son Alteſſe Royale dans le Traité de Ryſwyck du 30. Octobre 1697. & dans le preſent, toutes leſquelles Villes, & Lieux étant limitrophes, enclavez, ou voiſins des Etats du Duc, participeront à la liberté, reciprocité & mutuelle communication en la maniere ci-devant énoncée: bien entendu que les Villes, Lieux & Païs dépendans de l'Intendance de Champagne, qui ſont pourtant de la Generalité de Metz pour le fait des Impoſitions ordinaires demeurent exceptez, comme du paſſé, du benefice deſdits reciprocité & Concordats.

XXXVII. Tous leſdits Sujets de part & d'autre pourront librement & en tout tems tirer & tranſporter les fruits, vivres & denrées de leur cru & Commerce de l'un deſdits Païs à l'autre, excepté en cas de diſette ſi conſiderable, que ſi les Fermiers ou Cultivateurs des heritages payant à leurs Maîtres en grains le prix de leurs baux ou adminiſtrations vulgairement appellé Canon, il ne reſtât pas auſdits Fermiers des grains en ſuffiſance pour réenſemencer les Terres affermées, en ce cas les Proprietaires ſeront obligez de leur laiſſer les ſemences neceſſaires, ſauf à les reprendre par préference & privilege à la recolte ſuivante.

XXXVIII. Pourront auſſi les Sujets des deux Païs, acheter, commercer & tranſporter toutes eſpeces de fruits, vivres & denrées autres que de leur cru & concru réciproquement, comme bon leur ſemblera, à condition néanmoins qu'en cas de diſette conſiderable, il ne leur ſera pas permis de faire ſortir deſdits deux Païs, les choſes neceſſaires à la vie, qu'ils y auront acheté ou commercé pour les envoyer dans aucuns autres Païs quels qu'ils ſoient, leſquels Païs, audit cas de diſette, ſont par le preſent Traité, reputez étrangers par raport aux Païs de la Generalité de Metz, compris dans le preſent Traité, & aux Etats de Sadite Alteſſe Royale, l'intention de ce concert de Réciprocité, n'étant que pour ſubvenir en cas de diſette aux beſoins, & à la conſommation naturelle deſdits deux Païs.

XXXIX. Les Habitans deſdits Païs auront la faculté de tranſporter d'un Païs à l'autre franchement & librement en tout tems, même en cas de diſette, les gerbes de grains, les foins, les raiſins ou vendanges & autres Fruits qu'ils recueilleront en eſpece

ſur

ANNO 1718.

ſur les heritages dont ils ſont Proprietaires, Fermiers ou Cultivateurs, ſituez dans les Bans & Finages dépendans de l'un ou de l'autre Païs, lorſque leſdits heritages ſeront partie & ſeront dans la proximité des Métairies, Fermes, Gagnages & Terres dont le corps ou le gros ſera ſitué en celuy de l'autre Etat ou Païs où reſide le Sujet qui en voudra faire le tranſport, ſans que pour raiſon d'iceluy, il puiſſe être aſſujeti à aucune ſorte de droit.

XL. La même liberté & faculté ſubſiſtera pour tous les fruits, vivres & denrées que les Sujets de chacun deſdits Etats & Païs auront de leur cru & concru és biens qui leur appartiennent, ou qu'ils tiendront à ferme ou à loyer dans le détroit du Territoire particulier où ils ſeront leurs reſidences, leſquels fruits, vivres & denrées ils pourront librement transporter d'un lieu dudit Païs à l'autre, quand bien même dans ce tranſport ils paſſeroient accidentellement ſur quelques parties du Territoire de l'autre Etat & Païs, comme Territoire emprunté, ſans que pour raiſon de ce paſſage, il puiſſe être exigé aucun droit quel qu'il ſoit.

XLI. Il a été convenu que les anciens Peages des Etats & Païs du Duc de Lorraine, ſont les droits de Haut-conduit ſpecifiez dans ſa Declaration du mois d'Août 1704. fondée ſur les anciennes Ordonnances, Reglemens & Tarifs de ſes Prédéceſſeurs, ſuivant laquelle Declaration tous leſdits Sujets de la Generalité de Metz compris au preſent Traité, payeront le Droit de Haut-conduit à la reſerve de ceux qui ſeront compris dans les Articles 43. 44. 45. 46. & 47. ci-après, qui ne le payeront que ſuivant les modifications y énoncées, & en conſequence les Bureaux établis tant avant que depuis ladite Declaration, & tous les autres que Sadite Alteſſe Royale & ſes Succeſſeurs ou leurs Fermiers Generaux trouveront à propos d'établir ou de changer dans la ſuite pour la perception deſdits Droits ſubſiſteront, à condition toutesfois que le Droit de Haut-conduit ne ſera levé qu'une ſeule fois dans chacun des cinq Diſtricts ou Départemens qui ſont la diviſion de ſon Païs, conformemént à ladite Declaration, au moyen de quoy il ne ſera donné aucun empêchement aux Voituriers ou Conducteurs de marchandiſes ou denrées ſujettes à ce Droit, lorſqu'ils l'auront payé au premier Bureau du Diſtrict où ils paſſeront, en repréſentant aux Commis des autres Bureaux du même Diſtrict ſur la route, l'acquit de paye du Bureau où ils auront acquitté le Droit.

XLII. Les acquits de paye de Haut-conduit ſeront expediez ſous les noms des Voituriers & Conducteurs deſdites marchandiſes & denrées & il ne ſera délivré qu'un acquit pour toutes celles qui ſeront compriſes dans une ſeule Lettre de Voiture, & ſous la conduite d'un même Voiturier.

XLIII. Les Traitez & Conventions paſſées en 1614. 1615. & autres années entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, ſont confirmez, par le preſent, & en conformité de ce qui y eſt porté, les Sujets & Habitans de l'Evêché de Metz, ſeront exempts des Droits de Haut-conduit pour tous les grains, foins, pailles & bois provenant de leur cru & concru, ſoit en les tranſportant des Païs du Duc dans ledit Evêché, pour les y conſommer ſoit dudit Evêché dans les Pais de Sadite Alteſſe Royale pour les y commercer, mais ils ſeront ſeulement aſſujettis au Droit de Haut-conduit pour les fruits, denrées & effets qui leur proviendront d'achat, Commerce, Ferme, ou admodiation qu'ils auront faits tant dans leſdits Païs de l'Evêché & de Lorraine que hors d'iceux, ſuivant les Tarifs reglez par leſdits Traitez pour les Diſtricts de Chateauſalin, de Nancy & de Salin l'Etape, y énoncez ſous les dénominations de Salone, Drouville & de Domepure, & ce pour les choſes marquées auſdits Tarifs ſeulement.

XLIV. Tous les Sujets & Habitans de la Ville de Phalsbourg, des Villages & dépendances de la Principauté dudit Phalsbourg, cedez au Roy tant par ledit Traité du dernier Fevrier 1661. que par le préſent, les Habitans de la Ville de Saarbourg, des Villages de Niderſwiler & autres compris dans la route de Metz audit Phalsbourg, formée en execution du même Traité de 1661. ſont faits participans des diſtinctions & avantages acquis dans les Etats du Duc aux Sujets & Habitans de l'ancien Territoire de l'Evêché de Metz, par les Conventions d'entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, moyennant quoi la réciprocité y ſtipulée en faveur des Sujets deſdits Ducs, dans ledit Evêché de Metz, ſera à leur égard pareillement pratiquée dans leſdites Villes & Lieux de Phalsbourg, Saarbourg, Niderſwiler & autres énoncez au préſent Article. ANNO 1718.

XLV. Les Bourgeois & Habitans de la Ville de Toul & Païs Toulois, demeureront exempts & déchargez des Droits de Haut-conduit, de Saint Epure, dont le Bureau eſt transferé à Gondreville dans tout ſon Diſtrict pour toutes ſortes de Fruits, Denrées & Marchandiſes neceſſaires à leurs propres beſoins, & conſommation dans ladite Ville & Païs Toulois. Seront encore leſdits Bourgeois & Habitans exempts de tout Droit de Haut-conduit dans les quatre autres Diſtricts pour les Fruits & Denrées de leur cru, & concru qu'ils tranſporteront deſdites Villes de Toul & Païs Toulois dans les Etats de Sadite Alteſſe Royale, pour y être pareillement conſommez : mais les Bourgeois & Habitans de la Ville & Païs Toulois reſteront comme du paſſé ſujets au Droit de Haut-conduit pour les Fruits, Denrées & Marchandiſes qu'ils feront paſſer par les Etats du Duc pour les tranſporter ailleurs que chez eux, & réciproquement les Sujets de Son Alteſſe Royale payeront les anciens Droits à Toul & Païs Toulois dans ce dernier & pareil cas.

XLVI. Il ne ſera exigé ni perçu aucun Droit de Haut-conduit ſur les menues Denrées qui ſeront portées en la Ville de Verdun pour y être conſommées, ſoit qu'on les porte à bras ou à hottées, ou qu'elles y ſoient voiturées par Chevaux, Aſnes, Chars, & Charettes, comme Braiſe, Charbon, Fagots, Bois de Chauffage, Volailles, Poiſſons, Pommes, Poires, & autres menus fruits qui paroîtront viſiblement être deſtinez à l'uſage des Bourgeois & Habitans de la même Ville.

XLVII. Et en ce qui concerne les anciens Droits, que les Sujets dudit Duc ſeront obligez & tenus de payer dans les trois Evêchez & autres Villes & Lieux de la Generalité de Metz, compris au préſent Traité, leſquels Droits il eſt neceſſaire de conſtater pour prévenir toutes difficultez tant par rapport aux origines & aux differens établiſſemens deſdits Droits, qu'aux époques des anciens Concordats, il a été convenu que pour les Villes & Lieux des trois Evêchez & Terre de Gorze, ces Droits ſeront fixez & arrêtez ſur le pied de l'uſage de l'année 1600. dont on dreſſera des Tarifs par Commiſſaires de part & d'autre ſur les Titres, Documens, Regiſtres, & Enſeignemens ou Uſages à rapporter par les Villes & Lieux des trois Evêchez & de la Terre de Gorze.

Et à l'égard des anciens Droits du Roy, ou des Villes dans les Païs & Lieux cedez par l'Eſpagne à la Couronne de France, & qui ſont joints à la Generalité de Mets, ils ſeront fixez à l'époque de l'année 1642. ſur les Titres, Regiſtres, Tarifs, Enſeignemens & Uſages à rapporter par les Fermiers du Roy, leurs Prepoſez ou Commis, & par les Officiers des Villes.

Au cas qu'il plaiſe au Roy de faire ci-après percevoir les anciens Peages de Lorraine dans les Lieux cedez à Sa Majeſté par les Ducs, ils ſeront fixez comme il enſuit dans les Villes de Longwy, Marville, Saarlouis, & Sierck, & Villages & Lieux en dépendans, qui y ſont ſous la domination de France. Sçavoir que les Sujets de Lorraine réſidens dans le Diſtrict ou Département dud. Haut-conduit du Barrois, ne payeront point le Droit du Haut-conduit dans Longwy, Marville & dépendances, & réciproquement les Sujets du Roy deſdites Villes de Longwy, Marville, & dépendances, ſeront exempts du Haut-conduit du Barrois dans tout ſon Diſtrict, mais le ſurplus des Sujets du Duc venant eſdites Villes de Longwy, Marville, & dépendances, payeront le Haut-conduit du Barrois.

Les Sujets de Sadite Alteſſe Royale réſidans dans l'étendue du Haut-conduit de Châteauſalin, ne payeront pas le Droit d'icelui dans les Villes de Saarlouis, Sierck & & leurs dépendances, & réciproquement les Sujets du Roi deſdites Villes de Saarlouis, Sierck, & dependances ſeront exempts du Droit de Haut-conduit de Châteauſalin dans tout ſon Diſtrict : mais le ſurplus des Sujets de Lorraine venant eſdites Villes de Saarlouis, Sierck, & dépendances, payeront le Haut-conduit de Châteauſalin, le tout ſuivant que les Droits de Haut-conduit du Barrois & de Châteauſalin ſont énoncez dans la Déclaration de Lorraine du mois d'Aouſt 1704. à l'exception neanmoins des cas portez aux Arti-

ANNO 1718.

Articles XXXIX. & XL. du préſent Traité, pour leſquels les Sujets des deux Souverains demeurent réciproquement exempts de tous Peages & Droits.

XLVIII. Les Sujets de Son Alteſſe Royale qui voudront dépoſer leurs Bois ſur le Port de la Riviere de Mozelle près la Ville de Toul, y payeront les Droits de la Ville ſur ledit Port, tant & ſi longtems qu'ils voudront s'en ſervir ſeulement.

XLIX. Outre les Droits anciens de Lorraine cidevant ſpecifiez, que les Sujets des trois Evêchez & des Païs dépendans de la Generalité de Metz, compris dans le preſent Traité, doivent payer dans les Etats du Duc, ils ſeront encore obligez de payer tous les autres Droits y établis, ſoit d'entrée & iſſue foraine, de traverſe, & autres pour les vivres, denrées & marchandiſes qui ne ſeront deſtinez à leurs beſoins & conſommations naturels, mais dont ils feront Commerce, & qu'ils voudront tranſporter ailleurs que dans leſdits Païs de la Generalité de Metz.

L. Le Traité ou Concordat du 18. Juin 1604. ſubſiſtera ſelon ſa forme & teneur, & demeurera commun avec tous leſdits Sujets, leſquels en conſequence ſeront obligez de prendre des acquits à caution dans les Bureaux où ils chargeront s'il y en a d'établis, ſinon au premier Bureau plus prochain de leur paſſage, pour les vivres, denrées & marchandiſes qu'ils deſtineront à l'uſage & conſommation de l'un ou de l'autre deſdits deux Païs, leſquels acquits à caution ſeront expediez ſans déballer, ſous le nom de chaque Proprietaire & Marchand qui fera entrer, paſſer, ou ſortir leſdits vivres, denrées & marchandiſes, & non ſous le nom des Voituriers & Conducteurs d'icelles. Pour l'effet duquel acquit à caution, ils donneront gages ou caution de renvoyer dans quinze jours ou trois ſemaines au plus tard leſdits acquits, certifiez par l'un des Officiers qui ſera commis à ce ſujet dans chacun Hôtel de Ville deſdits Etats & Païs, & par le Maire ou principal Officier des Bourgs, Villages & autres Lieux où les déchargemens auront été faits, portant que les vivres, denrées & marchandiſes mentionnées & déclarées eſdits acquits à caution, y auront été déchargées pour y être diſtribuées ſans fraude & ſera l'émolument des Commis des Bureaux fixé à quatre gros, faiſant trois ſols tournois pour la délivrance, reception & décharges de chacun deſdits acquits à caution.

LI. Les Habitans de l'Evêché de Metz ſeront, ſuivant le Traité du 25. Septembre 1610. diſpenſez de prendre dans les Etats du Duc des acquits à caution en la forme portée en l'Article précedent, de même que ceux de la Principauté de Phalsbourg, de Saarbourg, Niderſwiller & des Lieux compris en la route de Metz à Phalsbourg reglée en execution du Traité de 1661. à la charge neanmoins de donner par les uns & par les autres aux Commis du premier Bureau des Etats de Lorraine où ils chargeront, ou dans le plus prochain de leur paſſage, un Certificat écrit & ſigné d'eux ou d'un Tabellion, portant déclaration de la quantité & qualité des denrées & marchandiſes ſujettes auſdits impôts qu'ils y auront chargées, ou fait paſſer pour les tranſporter dans les Terres de l'Evêché de Metz, Principauté de Phalsbourg, Saarbourg, Niderſwiller & autres Lieux de ladite route, avec promeſſe de rapporter temoignage d'un Officier de l'Hôtel de Ville ou de Juſtice, dans quarante jours, d'y avoir conduit & déchargé leſdites denrées & marchandiſes, moyennant lequel Certificat le Commis du Bureau Lorrain leur délivrera un Paſſavant ſans frais, qui ſera renvoyé avec ledit Certificat & témoignage de déchargement.

LII. Les Sujets des trois Evêchez & des Païs de la Generalité de Metz, ci-devant déſignez, qui feront embarquer au Croſne de Nancy, & voiturer par eau dudit Nancy à Metz des effets, denrées & marchandiſes, ſeront tenus, outre les Droits du Haut-conduit de Nancy & des autres Diſtricts, ſelon les differens cas ci-devant expliquez & déterminez, de payer encore pour le Droit du Croſne, ce qui eſt porté au Tarif de 1666. ainſi que le payent les propres Sujets du Duc & tous autres, moyennant quoi leſdits Sujets des trois Evêchez & des Païs de la Generalité, ne payeront pas le Haut-conduit du Barrois, en paſſant par eau és Villes & Lieux où la Riviere de Mozelle touche aux Terres du Barrois entre Nancy & Metz.

LIII. Il en ſera de même pour les effets, denrées ou marchandiſes que les mêmes Sujets feront embarquer à Metz pour les amener ſur ladite Riviere à Nancy, pour leſquelles ils ne payeront rien en paſſant ſur le Diſtrict du Haut-conduit du Barrois, mais ils payeront le Haut-conduit de Nancy, & les Droits de Croſne en y arrivant.

LIV. A l'égard des effets, denrées & marchandiſes que les mêmes Sujets voudront embarquer ſur la Mozelle dans les Lieux du Diſtrict du Haut-conduit du Barrois qui ſont entre les Villes de Nancy & de Metz, ou qui après avoir été embarquez à Nancy ou à Metz, ſeroient dechargées en chemin dans l'étendue du même Diſtrict du Haut-conduit du Barrois, leſdits Sujets ſeront obligez de payer le Droit dudit Haut-conduit du Barrois par rapport aux Chars, Charrettes & chevallées qui auront tranſporté leſdits effets, denrées & marchandiſes ſur ou depuis les bords de ladite Riviere, à la réſerve neanmoins que pour les denrées provenans du cru & concru des Habitans de l'Evêché de Metz, Principauté de Phalsbourg, de Saarbourg, Niderſwiller & autres Lieux de la Route de Metz à Phalsbourg, deſtinées à leur conſommation, pour leſquelles, ſuivant les Articles 43. & 44. ci-devant, ils ſont exempts de payer aucun Haut-conduit, ils ſeront au cas ſuſdit pareillement diſpenſez de payer celuy du Barrois, il en ſera de même pour les Habitans des Villes de Longwy, Marville & dépendances, leſquels ſuivant l'Article XLVII. ci-devant, ſont exempts du Haut-conduit du Barrois.

LV. La Situation des trois Evêchez & des Etats du Duc, leur voiſinage & enclaves mutuels, les alliances des Familles, la conformité des mœurs, & preſque des Loix & autres conſiderations, ayant cidevant donné lieu à établir, de l'autorité & agrément des deux Souverains, une réciprocité d'Hipotheques des Actes publics paſſez dans l'un & dans l'autre Païs, qui ſubſiſte entre pluſieurs parties d'iceux à l'avantage des Sujets, il a été convenu que cette reciprocité d'Hipotheques ſera étendue pour l'avenir dans toutes les parties des Païs de la Generalité de Metz compriſes en ce Traité, & dans toutes les parties des Etats dudit, & en conſequence que tous les Actes publics, ſoit Arrêts, Jugemens, Sentences, Contrats & tous autres inſtrumens qui ſeront ci-après paſſez par ou devant les Tribunaux & Officiers de Juſtice temporelle, Notaires, Tabellions, Gardenottes & Greffiers deſdits deux Païs, emporteront réciproquement pareilles Hipotheques dans les mêmes Païs & telles qu'ils les auroient ſelon les Loix dans les Lieux où ces Actes auroient dû être paſſez naturellement avant la preſente Convention, à condition néanmoins que les Droits de Seaux, ou de Bullete dus pour les Contrats réels, ſeront payez dans les Lieux où ſeront ſituez les heritages, & biens fonds qui auront donné lieu aux Contrats & Actes.

LVI. Au ſurplus, tous les autres Traitez ou Concordats ci-devant faits entre leſdits Etats & Païs, ſeront obſervez & executez en ce qui ne s'y trouvera pas de changé ou dérogé par le preſent.

LVII. Les Sujets du Roy de la Prevôté de Vaucouleurs & dépendances, ne payeront aucun Droit, pas même de Haut-conduit, pour les denrées & marchandiſes provenant des Terres de la Domination de Sa Majeſté, qu'ils feront paſſer & traverſer ſur celles du Duc pour la conſommation de ladite Prevôté & dependances, non plus que pour celles qu'ils tranſporteront de ladite Prevôté & dependances dans leſdites Terres du Roy, & réciproquement les Sujets de Son Alteſſe Royale, ne ſeront tenus de payer aucun droit dans ladite Prevôté & dependances pour le paſſage & la traverſe qu'ils y feront de leurs denrées & marchandiſes provenant des Etats dudit Duc, & qu'ils y porteront pour leur conſommation.

LVIII. Les Sujets du Duc ou autres leſquels venant des Pays Etrangers dans ceux de Sadite Alteſſe Royale, auront à emprunter les Terres des Etats & Païs de la Generalité de Metz compris en ce Traité, pour conduire & voiturer dans leſdits Etats du Duc des marchandiſes des Indes, de la Chine, du Levant & autres Païs ou Manufactures Etrangeres dont le Roy a jugé à propos de défendre l'entrée, le port, l'uſage, debit & Commerce dans ſes Etats, par Arrêt de ſon Conſeil du 27. Août 1709. & autres que Sa Majeſté & ſes Succeſſeurs pourroient défendre à l'avenir, ſe-

ANNO 1718.

ANNO 1718.

ront tenus de declarer à la premiere Ville ou Lieu de la Domination de France ſur leur paſſage au Bureau des Fermes, s'il y en a, & s'il n'y en a pas, au Commis ou Prépoſé dans chacun des Lieux ci-après ſpecifiez, le nombre des Tonneaux, Balots, Caiſſes ou Paquets contenant leſdites Marchandiſes qu'ils auront à faire entrer, traverſer & paſſer ſur leſdites Terres de la Generalité de Metz, & de les y faire plomber, afin que pendant ledit tranſport, il ne puiſſe rien être tiré deſdits Tonneaux, Balots, Caiſſes ou Paquets. Ils ſeront en outre tenus d'y prendre un Acte ou Acquit à caution, par lequel le Marchand ou Voiturier deſdites Marchandiſes s'obligera de rapporter ou renvoyer dans quarante jours au même Bureau, Prépoſé ou Commis, un Certificat écrit au dos dudit Acte ou Acquit à caution, par lequel le principal Officier de l'Hôtel de Ville ou du Lieu des Païs du Duc pour lequel les Marchandiſes ſeront deſtinées, certifiera qu'elles y auront été dechargées avec les plombs entiers & en bon état, & à faute par les Marchands ou Voituriers de ſatisfaire aux formalitez du preſent Article ils ſeront condamnez en cinq cens Livres d'amende, & leſdites Marchandiſes défendues, enſemble les Chevaux & équipages qui les auront conduit, declarez acquis & confiſquez au Roy.

LIX. Leſdits Marchands ou Voituriers ſeront obligez, s'ils en ſont requis, de repréſenter aux Commis des autres Bureaux de Sa Majeſté s'il y en a, ſur leur paſſage, leſdits Tonneaux, Balots, Caiſſes ou Paquets plombez en bon état, enſemble ledit Acquit à caution ſur lequel leſdits Commis mettront leur Viſa, ſi bon leur ſemble. Leſdits Marchands ou Voituriers feront encore pareilles repréſentations, s'ils en ſont requis en chemin par les Commis Ambulans, ou Roulans en Campagne pour le ſervice des Fermes de Sa Majeſté, ſans obligation néanmoins de prendre leur Viſa.

LX. Si par cas fortuit leſdits Marchands ou Voituriers ſe trouvent obligez de ſéjourner ou de décharger leſdites Marchandiſes en route, il leur ſera permis de le faire à condition de les dépoſer dans les Bureaux des Fermes du Roy, s'il y en a dans le lieu, ſinon dans le poids des Villes & Lieux publics où l'on a accoûtumé de dépoſer les Marchandiſes, & à défaut de Lieux publics deſtinez à cet effet, ils les dépoſeront chez un notable Habitant, & en feront ſur le champ leur Declaration aux Subdeleguez de l'Intendance de Metz, dans les Villes où il y en aura, ſinon au Sindic, Mayeur, ou principal Officier du Lieu qui leur en donnera Acte.

LXI. Leſdits Marchands ou Voituriers ne ſeront obligez de payer aucune choſe pour la fourniture des cordes ou ficelles, plombs, fabrication ou impreſſion deſdits plombs non plus que pour la confection, expedition, & reception deſdits Acquits à caution & Viſa d'iceux, ni même pour leſdits Certificats ou Actes de dépôt en cas fortuit, à tout quoy les Commis des Bureaux de Sa Majeſté & autres Prépoſez, enſemble les Officiers ſeront obligez de fournir & vaquer inceſſamment avec diligence & de bonne foy, enſorte que leſdits Marchands & Voituriers n'en reçoivent aucun retardement ni intereſt par affectation.

LXII. Et pour plus ample explication de l'Article LVIII. ci-devant, les Lieux où leſdits Marchands & Voituriers devront faire leur Declaration & plomber, ſeront quant à preſent les ci-après nommez, ſçavoir, dans la route de Verdun, le premier Bureau ſera réputé à Couſonvoy, Mouzon & Verdun, au choix deſdits Marchands & Voituriers, & comme la Ferme generale de France n'a aucun Bureau dans les routes ci-après, il a été convenu que pour leſdites Routes, il ſera établi par le Sieur Intendant de Metz des Commis ou Prépoſez, pour recevoir les Declarations & plomber, ſçavoir, pour la route d'Arlon, un en la Ville baſſe de Longwy; pour la route de Luxembourg, un dans la Ville de Thionville; pour la route par eau ſur la Saare, un à Valdrevange; pour la route de Sarbruck, par Saint-Avold & Pont de pierre, un au Village de Theting; pour la route de Francfort à Metz, un en la Ville de Metz; & à l'égard de la route de Vic, pour la haute Lorraine, un en la Ville de Vic, ſauf à fixer encore ci-après de concert d'autres lieux pour declarer & plomber, ou à en changer pareillement quelques-uns de ceux ci-deſſus énoncez s'il eſt jugé neceſſaire.

ANNO 1718.

LXIII. Leſdits Marchands & Voituriers ne pourront être réputez en fraude avant que leſdits Bureaux ou Prépoſez ſoient établis, & en état de plomber, & après qu'ils l'auront été, leſdits Marchands & Voituriers ne ſeront cenſez être en fraude, quelques routes qu'ils ayent tenues; qu'après qu'ils auront paſſé les détroits des Lieux de l'établiſſement deſdits Bureaux ou Prépoſez, ſans y avoir fait Declaration & plomber; mais s'ils ſont rencontrés après en avoir paſſé le détroit, ſans y avoir fait Declaration & plomber leurs Tonneaux, Balots, Caiſſes, & Paquets de Marchandiſes défendues, ou ſi les plombs s'en trouvent alterés ou rompus, leſdits Marchands & Voituriers ſeront réputés en fraude & ſujets aux peines déclarées en l'Article LVIII. ci-devant.

LXIV. En cas que dans la ſuite Son Alteſſe Royale ou les Ducs ſes Succeſſeurs trouveroient à propos de défendre dans leurs Etats & Païs, certaines eſpeces de Marchandiſes, les Marchands ou Voituriers Sujets du Roy, ou autres qui voudroient y en faire paſſer & traverſer ſeront obligez aux mêmes précautions que celles ci-devant énoncées, à l'effet de quoy l'on conviendra pour lors de bonne foy par Commiſſaires reſpectifs, des Bureaux où elles ſeront declarées & plombées ſous les mêmes peines.

LXV. Les délits & méſus commis és Bois & Foreſts appartenans au Duc ſituez dans l'Evêché de Metz, ſeront conformément aux Concordats paſſez entre les Ducs de Lorraine, & les Evêques de Metz és années 1603. 1615. 1621. & autres, pourſuivis & jugez ſans appel pardevant les Juges communs du Sieur Evêque de Metz, ou de ſes Vaſſaux d'une part, & un Officier des Salines de Lorraine chacun dans ſon Diſtrict, d'autre part, ſans qu'aucun autre Tribunal ſuperieur ou inferieur, quelqu'il ſoit, puiſſe en connoître, ſauf aux Parties dans le cas de dény de Juſtice ou de nullité de Jugemens, à ſe pourvoir en recours par devers les Commiſſaires qui ſeront nommez par Sa Majeſté & par Son Alteſſe Royale, pour connoître en dernier reſſort deſdits deux cas ſeulement.

LXVI. La même choſe ſera obſervée pour les Bois & Forêts appartenans au Duc, ſituez ſur les Lieux compris dans la route deſignée en 1661. de Metz à Phalsbourg, dont les habitans par le preſent Traité ſont rendus participans des avantages particuliers acquis aux Sujets de l'Evêché de Metz dans les Païs de Lorraine, par les Conventions faites entre les Ducs de Lorraine & les Evêques de Metz. Et en conſequence, les délits & méſus qui ſeront commis eſdits Bois & Forêts, ſeront pourſuivis & jugez ſans appel par le Commiſſaire que Sa Majeſté ou ſes Vaſſaux Seigneurs deſdits Lieux nommeront, & par l'un des Officiers des Salines de Lorraine, ſauf les deux cas de recours qui ſeront exercez ſuivant qu'il eſt porté en l'Article precedent.

LXVII. Pour maintenir le bon ordre public réciproquement entre les Païs de la Generalité de Metz compris dans ce preſent Traité & ceux du Duc, il eſt convenu qu'à l'imitation de ce qui eſt porté au Concordat de 1615. entre l'Evêché de Metz & la Lorraine, les Juges reſpectifs deſdits Païs de la Generalité de Metz, & des Etats de Sadite Alteſſe Royale, ſeront tenus d'accorder pareatis tant pour aſſigner les délinquans és Forêts de l'un deſdits Etats & Païs, quoique reſidans dans l'autre, dans le cas où la procedure ne ſera pourſuivie que civilement. Les mêmes pareatis ſeront auſſi accordez ſans difficulté pour l'execution des Jugemens qui pourroient être rendus en conſequence, tant en premiere Inſtance qu'en Cauſe d'appel.

LXVIII. Le preſent Traité ſera ratifié & approuvé par Sa Majeſté & par Son Alteſſe Royale, & les Ratifications ſeront délivrées dans le terme de trois ſemaines, ou plûtôt, ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature.

En foy de quoy Nous Commiſſaires de Sa Majeſté & de Sadite Alteſſe Royale, & ſous leurs bons plaiſirs, en vertu de nos Commiſſions & Pleins-pouvoirs reſpectifs, avons eſdits noms ſigné ces Preſen-

ANNO 1718.

tes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait appoſer les cachets de nos Armes. A Paris le vingt-un Janvier mil ſept cens dix huit.

(L.S.) DE BARBERIE (L.S.) J. B. MACHUET. DE SAINT-CONTEST.

(L.S.) LE FEVRE D'ORMESSON. (L.S.) F. BARROIS.

NOUS ayant agréable le ſuſdit Traité en tous & chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & declarez, avons, de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de notre Royaume, iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces préſentes ſignées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit: En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre ſcel à ceſdits Preſentes. Donné à Paris le trente-un Janvier, l'An de Grace mil ſept cens dix-huit, & de notre Regne le troiſiéme.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas*,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
*Regent préſent*,

Signé,

PHELYPEAUX.

Et Scellé du grand Sceau de cire jaune ſur lacs ou cordons de Soye bleuë treſſez d'Or, le Sceau enfermé dans une Boëte d'argent ſur le deſſus de laquelle ſont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, ſous un Pavillon Royal ſoûtenu par deux Anges.

*Plein-Pouvoir du Roi T. C.*

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: à nôtre amé & féal le Sieur de Barberie de Saint-Conteſt, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, nôtre Conſeiller en nôtre Conſeil de la guerre; Et à nôtre auſſi amé & féal le Sieur d'Ormeſſon, Maître des Requêtes ordinaire de nôtre Hôtel, nôtre Conſeiller en nôtre Conſeil de Finances: Salut. Le feu Roi nôtre très-honoré Seigneur & Biſayeul de glorieuſe Mémoire, aïant toûjours voulu ſincerement & de bonne foy, executer les Articles du Traité conclu à Ryſwyck, le 20. Septembre 1697. entre Sa Majeſté, l'Empereur & l'Empire, qui regardent les interêts de nôtre très-cher & très-amé Frere le Duc de Lorraine; il en auroit renouvellé l'aſſurance par l'Article XII. du Traité conclu à Baden, le 7. Septembre 1714. auſſi entre le feu Roy, l'Empereur & l'Empire: Voulant pareillement nous conformer à ſes intentions, & nous confiant entierement en vôtre fidelité, auſſi-bien qu'en vôtre zele, & en la capacité dont vous avez donné des preuves dans les Emplois que vous avez rempli: Pour ces cauſes & autres, à ce Nous mouvant, de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orléans, Regent, Nous vous avons commis, ordonné & député; & par ces préſentes, ſignées de notre main, commettons, ordonnons & députons, pour avec un ou pluſieurs Commiſſaires, munis d'un pareil Pouvoir, de la part de notre dit Frere le Duc de Lorraine; regler, & conclure tous Points & Articles qui reſtent à terminer, conformément & en execution des Traitez de Ryſwyck & de Baden: Et à cet effet, Nous vous avons donné Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial de traiter, ſtipuler, promettre, conclure & ſigner avec un, ou pluſieurs Commiſſaires de nôtre dit Frere, tout ce que vous aviſerez bon être, conformément aux ſuſdits Traitez. Promettant en foy & Parole de Roy, d'avoir agréable & d'executer tout ce qui aura été par vous conclu & arrêté, ſans ſouffrir qu'il ſoit allé directement ni indirectement au contraire: Car tel eſt notre plaiſir. Donné à Paris le quatorziéme jour de Septembre l'an de grace mil ſept cent ſeize, & de notre Regne le deuxiéme.

*Signé*,

LOUIS:

*Et plus-bas.*

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
*Regent préſent*,

*Signé*,

PHELYPEAUX.

*Pleinpouvoir de S. A. R. le Duc de Lorraine.*

LEOPOLD par la Grace de Dieu, Duc de Lorraine & de Bar &c. A nos très-chers & feaux Conſeillers en nos Conſeils d'Etat & Privé, le Sieur Jean-Baptiſte Machuet, Baron de Drouville, Premier Preſident en nôtre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Cour de France; & le Sieur François Barrois, Baron de Manonville, Premier Maître des Requêtes Ordinaire de nôtre Hôtel, & auſſi nôtre Envoyé Extraordinaire en ladite Cour, Salut. Après la concluſion du Traité de Paix, paſſé & ſigné à Baden en Ergaw, le 7. Septembre 1714. entre l'Empereur, & l'Empire d'une part, & le feu Roy Très-Chrêtien de glorieuſe Memoire d'autre, Nous avons fait réïterer nos inſtances à Sa Majeſté Très-Chrêtienne pour obtenir qu'il lui plaiſe, qu'il ſoit procédé à ce qui reſte à regler entre elle & Nous, pour l'entier accompliſſement, en ce qui Nous regarde du Traité de Paix, conclu à Ryſwyck, le 30. Octobre 1697. dont elle nous avoit aſſuré l'execution par l'Article XII. dudit Traité de Baden; comme auſſi pour les autres affaires qui eſtoient à terminer entre Elle & Nous: Et d'autant que Sa Majeſté Très-Chrêtienne avoit eu égard à nos Inſtances, & que par ſa Commiſſion du 17. Janvier 1715. Elle avoit nommé & député le Sieur de Barberie, de Saint-Conteſt, Conſeiller en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de Juſtice, Police & Finances, en la Generalité de Metz, ci-devant Son Ambaſſadeur Extraordinaire audit Traité de Baden, pour y proceder avec les Commiſſaires qui ſeroient nommez, & munis d'un Pouvoir ſuffiſant de nôtre part, & regler tous Points & Articles qui reſteroient à terminer, conformément & en execution deſdits Traitez de Ryſwyck & de Baden: Nous vous avions commis & député pour cet effet par nôtre Commiſſion du 26. dudit mois de Janvier de ladite année 1715. mais parce que les Conferences que vous aviez commencé à ce ſujet en la Ville de Metz, avec ledit Sieur de Barberie de Saint-Conteſt, ont été interrompuës par le decès dudit Roy Très-Chrêtien, arrivé le premier Septembre de ladite année 1715. Nous avons fait ſuplier Sa Majeſté très-Chrêtienne, à preſent Regnante, de vouloir ordonner qu'elles ſeroient repriſes & continuées, à quoi Nous avons été informez qu'Elle a eu

égard,

ANNO 1718.

égard, aiant continué pour cet effet ledit Sieur de Saint-Conteſt, dans la même Commiſſion ; Et comme il nous eſt important d'avoir une déciſion ſur tous ces faits : Sçavoir faiſons, qu'aiant une entiere confiance en vôtre fidelité, zele, & capacité dont vous nous auriez donné des preuves dans les Commiſſions importantes que nous aurions confié à vos conduites. Pour ces cauſes & autres, bonnes & juſtes, à ce nous mouvant, Nous vous avons commis, nommé, & député, & par ces preſentes, Nous vous commettons, nommons & députons, pour en nôtre nom, & en qualité de nos Commiſſaires, agir, négocier, convenir, conclure, arrêter & ſigner avec ledit Sieur de Barberie de Saint-Conteſt & tel autre Commiſſaire qu'il plaira à Sa Majeſté Très-Chrêtienne, de nommer, toutes les affaires qui ont été tenuës en Surſéance, entre Elle & Nous : Vous donnons pouvoir en vertu des preſentes, ou à l'un de vous, en cas d'abſence, maladie, ou empêchement de l'autre, de convenir, negocier, conclure, arrêter, faire, promettre, accorder & ſigner tout ce que vous eſtimerez neceſſaire pour le ſuſdit effet, & pour le bien de nôtre ſervice, avec la même autorité que nous pourrions faire, encore qu'il y eût quelque choſe qui requît un Mandement plus ſpecial non contenu dans ceſdites Preſentes ; Promettant en foy & parole de Prince d'agréer & d'avoir pour ferme & ſtable, tout ce qui aura été fait, négocié, conclu, arrêté, convenu & ſigné en notre nom par vous, ou par l'un de vous deux en cas d'abſence, maladie ou empêchement de l'autre, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne & due forme dans le tems que vous aurez promis de les fournir : en témoin dequoi nous avons auſdites Préſentes ſignées de notre main, & contreſignées par l'un de nos Conſeillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finance, fait mettre & appendre notre grand Scel. Donné en notre Ville de Luneville, le vingt-ſix Aouſt mil ſept cent ſeize.

*Signé,*

LEOPOLD.

*Et plus bas,*

Par S. A. R.

*Signé,*

MACHUET.

*Ratification de Son Alteſſe Royale. A Luneville le 29. Janvier 1718.*

LEOPOLD, par la Grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, &c. A tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. Ayant vû & examiné le Traité, que nos tres-chers & feaux le Sieur Jean-Baptiſte de Machuet, Baron de Drouville, Seigneur de Sauley & autres Lieux, Conſeiller en nos Conſeils d'Etat & Privé, premier Preſident en nôtre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Cour de France, & le Sieur François de Barrois, Baron de Manonville, Seigneur de Kœurs & autres Lieux, Conſeiller en noſdits Conſeils d'Etat & Privé premier Maître des Requêtes Ordinaire de nôtre Hôtel, & auſſi nôtre Envoyé Extraordinaire en ladite Cour, Commiſſaires par Nous Deputez, & en vertu du Pouvoir que Nous leur aurions donné, auroient conclû, arrêté, & ſigné en la Ville de Paris le vingt-un du preſent mois de Janvier, avec le Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de S. Conteſt & autres Lieux, Conſeiller d'Etat du Roy Très-Chrêtien, Son Ambaſſadeur & Plénipotentiaire ci-devant pour la Paix concluë a Baden, & le Sieur Henry François de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormeſſon, Amboille, & autres Lieux, Maître des Requêtes Ordinaire de l'Hôtel de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, Conſeiller en Son Conſeil des Finances, & Commiſſaires pareillement munis de ſon Pouvoir, duquel Traité la teneur enſuit :

ANNO 1718.

*Fiat inſertio.*

Nous avons le ſuſdit Traité agréé, approuvé, & ratifié, agreons, approuvons, & ratifions par ces preſentes, promettant en foi & parole de Prince, de l'accomplir, obſerver & faire obſerver en tous ſes Points & Articles, ſans ſouffrir que pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit, il y ſoit contrevenu directement ni indirectement. En temoin de quoi Nous avons auſdites preſentes ſignées de nôtre main, & contreſignées par l'un de nos Conſeillers-Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre nôtre grand Scel. Donné en notre Ville de Luneville le vingt-neuf Janvier 1718.

*Signé,*

LEOPOLD.

*Et plus-bas :*

Par Son Alteſſe Royale,

*Et contreſigné,*

J. LE BEGUE.

Et ſcellé du grand Sceau à quëue pendante ſur cire vermeille.

## CXCV.

*Manifeſte de* PIERRE I. *Empereur de Ruſſie contre le Prince* ALEXEI PETROWITZ, *ſon Fils. Fait à Moſcou le* 3. *Fevrier* 1718. *V. St.* [Mercure Hiſtor. Avril. 1718. p. 393.] 3. Fev.

NOUS PIERRE I., par la Grace de Dieu, Czar & Autokrator de toute la Ruſſie, &c. &c. &c. Faiſons ſavoir à toutes les Perſonnes, tant Eccleſiaſtiques que Militaires & Civils, & de tous Etats de la Nation Ruſſienne, nos fidéles Sujets. Il eſt notoire & connu à la plus grande partie de nos fidéles Sujets, principalement à ceux qui demeurent dans les lieux de nos Réſidences, ou qui ſont à notre ſervice, avec combien d'attention & de ſoin nous avons fait élever notre Fils Ainé Alexei ; lui ayant donné pour cet effet dès ſon Enfance des Precepteurs pour la Langue Ruſſienne & pour les Langues étrangéres, le faiſant bien inſtruire dans toutes ſortes de Sciences, dans la vûë de le faire élever, non ſeulement dans notre Chrêtienne & Orthodoxe Foi de la Confeſſion Grecque ; mais auſſi dans les connoiſſances des affaires Militaires & Politiques, comme auſſi des Gouvernemens des Etats étrangers, & de leurs Coûtumes & Langues ; afin que par la lecture des Hiſtoires, & des Livres de toutes ſortes de Sciences convenables à un Prince d'un grand Etat, il acquit les qualitez dignes d'un Succeſſeur à notre Trône de la Grande Ruſſie.

Cependant nous avons vû avec douleur, que toute notre attention & nos ſoins employez à l'éducation & à l'inſtruction de notre Fils étoient inutiles, puis qu'il s'écartoit toûjours de l'obéiſſance Filiale, n'ayant nulle application à ce qui convenoit à un digne Succeſſeur, & mépriſant les préceptes des Maîtres que nous lui avons donnez ; pratiquant au contraire des perſonnes déréglées, dont il n'a pû apprendre que de mauvaiſes choſes, & rien qui pût lui être utile & profitable.

Nous n'avons pas oublié de tâcher ſouvent de le ramener à ſon devoir, tantôt par des careſſes, tantôt par des reprimandes, quelquefois par des corrections Paternelles. Nous l'avons pris plus d'une fois avec nous dans nos Campagnes, pour le faire inſtruire dans l'Art Militaire, comme dans une des principales Sciences pour la défenſe de ſa Patrie ; l'éloignant pour-

ANNO 1718.

pourtant toûjours des occaſions périlleuſes, pour le ménager par rapport à la Succeſſion, quoi que Nous y ayons expoſé notre propre Perſonne. Nous l'avons laiſſé en d'autres tems à *Moſcow*; en lui mettant entre les mains une eſpéce de Régence dans l'Empire, afin de le former dans l'Art de Regner pour l'avenir. Nous l'avons enſuite envoyé dans les Païs étrangers, Nous perſuadant que quand il verroit dans ſes voyages des Gouvernemens ſi bien réglez, cela exciteroit dans lui quelque émulation, pour le porter au bien.

Mais tous ces ſoins que Nous avons pris, ont été ſans fruit: ç'a été la ſemence de la Doctrine tombée ſur des pierres. Non-ſeulement il n'a pas ſuivi le Bien, il l'a même haï, ſans temoigner jamais aucun penchant pour les Affaires, ſoit de Guerre, ou de Politique: il s'eſt attaché uniquement & continuellement à la converſation de Gens vils & déréglez, & de mœurs groſſiéres & abominables.

Comme Nous le voulions détourner de ces déréglemens par toutes les voyes imaginables, & l'engager à pratiquer des perſonnes de vertu & d'honneur, Nous l'avons exhorté de ſe choiſir une Epouſe parmi les Princeſſes des principales Maiſons Souveraines Etrangéres, comme c'eſt la coûtume ailleurs, & ſuivant l'éxemple de nos Ancêtres les Czars de Ruſſie, qui ſe ſont alliez à d'autres Maiſons Souveraines; & Nous lui en avons laiſſé la liberté du choix. Il s'eſt déclaré pour la Princeſſe Petite-Fille du Duc de Wolfembuttel alors régnant, Belle-Sœur de S. M. l'Empereur Romain, aujourd'hui Régnant, & Couſine du Roi d'Angleterre; & Nous ayant prié de la lui procurer & de permettre de l'épouſer, Nous y avons d'abord conſenti, n'épargnant pas les dépenſes conſiderables que ce Mariage a exigées. Mais après ſa conſommation, Nous étant flattez que le changement d'état de notre Fils, produiroit un fruit particulier, & un changement dans ſes mauvaiſes habitudes, Nous avons éprouvé tout le contraire de ce que Nous en avions eſpéré. Quoi que ſon Epouſe, autant que Nous l'avons pû remarquer, fût une Princeſſe ſage, ſpirituelle, & d'une conduite vertueuſe; quoi que lui l'eût choiſie, il a vêcu néanmoins avec Elle dans la derniére deſunion, redoublant ſes attachemens pour des Gens dereglez & faiſant par là, honte à notre Maiſon chez les Princes Etrangers, à qui cette Princeſſe étoit alliée par le Sang; ce qui Nous a auſſi attiré beaucoup de plaintes & de reproches.

Quelques fréquens qu'ayent été les avis & les exhortations de notre côté, pour le porter à ſe corriger, rien n'y a reüſſi. Violant enfin auſſi la Foi conjugale, il donna ſon attachement à une proſtituée de la plus baſſe condition, vivant publiquement avec elle dans le crime, au mépris de ſa légitime Epouſe, qui peu de tems après mourut d'une maladie à la vérité, mais non ſans ſoupçon que ſon chagrin cauſé par les deſordres & les déréglemens de ſon Epoux, n'eût fait avancer ſes jours.

Quand Nous vimes ſon opiniâtreté à perſévérer dans ſa conduite dépravée, Nous lui déclarâmes aux Funérailles de ſon Epouſe, que ſi deſormais il ne ſe conformoit point à notre volonté, & qu'il ne s'appliquât à ce qui convient à un Prince Heritier préſomptif d'un auſſi grand Empire, Nous le priverions de la Succeſſion; ſans faire attention qu'il étoit notre Fils unique, notre ſecond Fils n'étant pas alors encore au monde; & qu'il ne devoit pas ſe fier là-deſſus; parce que Nous aimerions mieux Nous donner pour Succeſſeur un Etranger qui en fût digne, qu'un Fils qui en ſeroit indigne: que Nous ne pouvions pas Nous reſoudre à laiſſer un tel Succeſſeur, qui détruiroit ce que par la grace de Dieu, le Pere avoit établi, & qui flêtriroit la gloire & l'honneur de la Nation Ruſſienne; lors que pour l'aquerir, Nous avions ſacrifié nos veilles & notre ſanté, expoſant ſans regret en pluſieurs occaſions notre propre vie: outre que la crainte des Jugemens de Dieu ne Nous permettoit pas de laiſſer le Gouvernement d'un ſi grand Etat, entre les mains de quelqu'un, dont l'inſuffiſance & l'indignité Nous ſeroit connuë. Nous l'avons enfin exhorté le plus fortement que Nous avons pû, à ſe conduire avec ſageſſe, & Nous lui avons donné du tems pour ſe corriger.

Il répondit à ces remontrances, qu'il ſe reconnoiſſoit coupable en tous ces points; mais alléguant la foibleſſe de ſon tempérament & de ſon eſprit, qui ne lui permettoit pas de s'appliquer aux Sciences & aux Fonctions néceſſaires, il s'avoua lui-même incapable, & indigne de la Succeſſion, Nous priant de l'en décharger. ANNO 1718.

Cependant Nous l'avons encore exhorté paternellement, & joignant les menaces aux priéres, Nous n'avons rien oublié pour le remettre dans le bon chemin; & les opérations de la Guerre Nous ayant obligé de Nous rendre en Dannemarc, Nous l'avons laiſſé à *Petersbourg*, lui donnant encore le tems de rentrer en ſoi-même & de ſe corriger.

Sur les avis que Nous reçûmes dans la ſuite de la continuation de ſes dereglemens, Nous le mandâmes près de Nous à *Coppenhague*, pour faire auſſi la Campagne, afin de ſe mieux former. Mais oubliant la crainte & les Commandemens de Dieu, qui ordonne d'obéïr aux Parens ordinaires, & à plus forte raiſon à ceux qui ſont en même tems Souverains, il n'a répondu à tous nos ſoins Paternels, qu'avec une ingratitude inouïe; car au lieu de ſe rendre auprès de Nous, il s'evada, prenant avec lui des ſommes d'argent, & ſon infame Concubine, avec qui il continuoit de vivre dans le Crime. Il ſe mit ſous la protection de l'Empereur, debitant contre Nous ſon Pére & ſon Seigneur, pluſieurs calomnies & fauſſetez, comme ſi Nous le perſécutions & le voulions priver ſans raiſon de la Succeſſion, diſant que ſa vie même n'étoit pas en ſûreté auprès de Nous, & priant l'Empereur de lui donner retraite, & de le protéger contre Nous à main armée. Chacun peut juger de la honte & du deshonneur qu'une telle conduite de notre Fils a attiré ſur Nous & ſur notre Etat devant toute la Terre. On trouvera difficilement un ſemblable exemple dans les Hiſtoires.

L'Empereur, quoi qu'informé de ſes excès, & de la maniere dont il avoit vêcu avec ſon Epouſe, Belle-Sœur de S. M. I., lui accorda néanmoins à ſes inſtantes ſollicitations une Place où il pût demeurer, & où il pria l'Empereur qu'il pût être ſi ſecrettement, que Nous n'en puſſions point avoir la moindre connoiſſance.

Cependant comme il n'arrivoit point, & que nous ne ſavions ce qu'il étoit devenu, Nous craignîmes par une tendreſſe & ſollicitude Paternelle, qu'il ne lui fût arrivé quelque malheur, ce qui Nous obligea d'envoyer en divers endroits, pour avoir de ſes nouvelles. Enfin après beaucoup de peines & de perquiſitions, Nous apprîmes par notre Capitaine de la Garde, Alexandre Ruemanzoff, qu'on le gardoit ſecrettement dans une Fortereſſe Impériale du Tirol: ſur quoi Nous écrivîmes de notre propre main à l'Empereur, pour le prier de Nous le renvoyer.

L'Empereur lui fit notifier ce que Nous déſirions, & l'exhorta à ſe rendre auprès de Nous, & à ſe ſoûmettre à notre volonté, comme à celle de ſon Pére & ſon Seigneur; mais il repréſenta à S. M. I. avec beaucoup de calomnies contre Nous, qu'Elle ne devoit point le livrer entre nos mains, comme étant ſon Ennemi & ſon Tyran, de qui il n'avoit à attendre que la mort. Il perſuada enfin l'Empereur, au lieu de nous l'envoyer alors, de l'éloigner dans une Place reculée de ſa Domination, ſavoir à *Naples* en Italie, & de l'y garder ſecrettement dans le Château, ſous un nom étranger.

Ayant été avertis par notre ſuſdit Capitaine de la Garde, de ſon ſejour dans cet endroit-là, Nous dépêchâmes à l'Empereur notre Conſeiller Privé, Pierre Tolſtoy, & le même Capitaine de la Garde Ruemanzoff, avec une Lettre en fortes expreſſions; remontrant combien il ſeroit indigne de vouloir retenir notre Fils contre tous les Droits Divins & Humains, ſelon leſquels les Parens particuliers, à plus forte raiſon ceux qui ſont munis de l'Autorite Souveraine comme Nous, avoient un Pouvoir illimité ſur leurs Enfans, indépendamment de tout autre Juge; Nous expoſâmes d'un côté nos bonnes intentions, & la maniére juſte dont nous avions toûjours uſé envers notre Fils, & de l'autre ſes deſobéïſſances; ajoûtant que cette affaire pourroit avoir de mauvaiſes ſuites, & cauſer de l'animoſité entre Nous, ſi S. M. I. refuſoit de Nous le remettre, parce que Nous ne pourrions pas laiſſer la choſe en cet état; Nous donnâmes en même tems nos Inſtructions à ceux que Nous avions envoyez pour parler encore avec plus de force, & pour repréſenter que nous ſerions obligez de venger par toutes ſortes de moyens cette détention de notre Fils.

Nous

ANNO 1718.

Nous écrivîmes auſſi à notre Fils, de notre propre main, lui remontrant l'horreur & l'impieté de ſa conduite, & l'énormité du Crime qu'il avoit commis contre Nous ſon Pére, & comment Dieu dans ſes Commandemens ménaçoit de punir d'une mort éternelle les Enfans deſobeïſſans. Nous le menacions comme Pére, de notre Malediction, & comme ſon Seigneur, de le déclarer Traitre à ſa Patrie, s'il n'y retournoit & s'il refuſoit de Nous obeïr; avec promeſſe que s'il ſe ſoûmettoit à notre volonté & qu'il revînt, Nous lui pardonnerions ſon Crime.

Nos Envoyez, après beaucoup de ſollicitations, & après la ſuſdite Repreſentation faite de notre part par écrit, & par eux de bouche, obtinrent enfin de l'Empereur la permiſſion d'aller trouver notre Fils, & de le diſpoſer à retourner.

Les Miniſtres Impériaux leur donnérent en même tems à entendre, que notre Fils avoit repreſenté à l'Empereur, que Nous le perſécutions, & que ſa vie n'étoit pas en ſûreté, avec Nous, & que par là il avoit émû la compaſſion de l'Empereur, & porté S. M. I. à le prendre en ſa protection; mais que l'Empereur conſidérant préſentement nos véritables & ſolides repréſentations, il ordonneroit qu'on tâchât en toute maniere de le diſpoſer à retourner auprès de Nous, en lui faiſant déclarer, qu'il ne pouvoit pas le refuſer à ſon Pére, contre toute équité & juſtice, ni ſe brouiller avec Nous ſur ſon ſujet.

Nos Envoyez à leur arrivée à *Naples*, ayant ſouhaité de lui rendre notre Lettre, écrite de notre propre main, nous écrivirent qu'il n'avoit pas ſeulement voulu les admettre; mais que le Viceroi Impérial avoit trouvé le moyen, en l'invitant chez lui, de les lui préſenter malgré lui. Il reçut à la vérité notre Lettre, contenant notre exhortation Paternelle, & les menaces de la Malédiction; mais ſans témoigner la moindre inclination au retour, & en alleguant bien des fauſſetez & des calomnies contre Nous, comme ſi, à cauſe de beaucoup de dangers qu'il avoit à apréhender de notre part, il ne pouvoit, ni ne vouloit retourner, ſe vantant que l'Empereur lui avoit promis, non-ſeulement de le defendre & de le protéger contre Nous; mais même de le mettre ſur le Trône de Ruſſie, contre notre volonté, & à main armée.

Nos Envoyez voyant cette mauvaiſe diſpoſition, employerent tous les moyens imaginables pour le perſuader à retourner. Ils le priérent, ils lui remirent devant les yeux nos aſſurances pleines de bonté pour lui, & nos menaces en cas de deſobéïſſance, & que Nous le retirerions même à main armée: Ils lui repréſenterent que l'Empereur ne voudroit point entrer en Guerre avec Nous pour l'amour de lui, & ils lui firent pluſieurs autres ſemblables remontrances. Mais il n'eut aucun égard à tout cela, & ne témoigna aucune diſpoſition à retourner auprès de Nous, juſques à ce qu'enfin, le Viceroi Imperial, voyant ſon obſtination, lui déclara au nom de l'Empereur, qu'il devoit ſe reſoudre à s'en retourner, lui repréſentant que l'Empereur n'avoit aucun Droit de Nous le retenir; & que S. M. I. ne voudroit pas s'attirer des affaires avec Nous, dans un tems ſur tout où il étoit en Guerre avec le Turc, & qu'il en avoit une autre à ſoûtenir en Italie contre le Roi d'Eſpagne.

Quand il vit le train que cette affaire prenoit, craignant qu'il ne Nous fût livré malgré lui, il ſe diſpoſa enfin à revenir auprès de Nous, & il le déclara à nos Envoyez, comme auſſi au Viceroi Imperial. Il Nous l'écrivit auſſi, s'avoüant criminel & coupable: La Copie de ſa Lettre eſt ci-deſſous tranſcrite.

Voila de quelle maniére nôtre Fils eſt revenu ici. Et quoi qu'il ait merité d'être puni de mort, ſi l'on conſidére ſa deſobéïſſance continuelle envers Nous ſon Pere & ſon Seigneur, & ſur tout le deshonneur qu'il Nous a fait devant tout le monde, par ſon évaſion & les calomnies qu'il a publiées ſur nôtre ſujet, comme ſi nous euſſions été un Pere denaturé, auſſi bien que ſa réſiſtance aux ordres de ſon Souverain: Cependant nôtre Tendreſſe Paternelle Nous faiſant avoir pitié de lui. Nous lui pardonnons ſes Crimes, en lui en remettant toute punition.

Mais conſidérant ſon indignité & tout le cours de ſa conduite déréglée décrite ci-deſſus, Nous ne pouvons point en conſcience lui laiſſer après Nous la Succeſſion au Trône de Ruſſie, prévoyant que par ſa conduite dépravée, il détruiroit entiérement la gloire de nôtre Nation & cauſeroit la perte de nos Etats, que Nous avons acquis & affermis par la grace de Dieu, avec une application ſans relâche; car tout le monde ſait, combien il Nous en a coûté, & avec quels efforts Nous avons non-ſeulement recouvré les Provinces que l'Ennemi avoit uſurpées ſur nôtre Empire, mais auſſi conquis de nouveau pluſieurs Villes & Païs conſidérables, & avec quels ſoins enfin Nous avons fait inſtruire nos Peuples dans toutes ſortes de Sciences Militaires & Civiles, à la gloire & au profit de la Nation & de l'Empire: Nous plaindrions nos Etats & nos fidelles Sujets, ſi nous les rejettions par un tel Succeſſeur, dans un état beaucoup plus mauvais qu'ils n'ont jamais été.

ANNO 1718.

Ainſi par le Pouvoir Paternel, en vertu duquel, ſelon les Droits de nôtre Empire, chacun même de nos Sujets peut deshériter un Fils, & donner ſa Succeſſion à tel autre de ſes Fils qu'il lui plaît; comme auſſi en qualité de Prince Souverain, & en conſideration du ſalut de nos Etats, Nous privons nôtre dit Fils Alexei de la Succeſſion après Nous à nôtre Trône de Ruſſie, à cauſe de ſes Crimes & de ſon indignité; quand bien même il ne ſubſiſteroit pas une ſeule Perſonne de nôtre Famille après Nous.

Et Nous conſtituons & déclarons Succeſſeur audit Trône après Nous nôtre ſecond Fils Pierre, quoi qu'encore jeune, n'ayant pas de Succeſſeur plus âgé.

Donnons à nôtre ſuſdit Fils Alexei nôtre Malediction Paternelle, ſi jamais, en quelque tems que ce ſoit, il pretend à ladite Succeſſion ou la recherche.

Déſirons auſſi de nos fidelles Sujets de l'Etat Eccleſiaſtique & Seculier, de tout autre Etat, & de toute la Nation Ruſſienne, que ſelon cette Conſtitution & ſuivant nôtre Volonté, ils reconnoiſſent & conſidérent nôtre dit Fils Pierre deſigné par nous à la Succeſſion, pour légitime Succeſſeur; & qu'en conformité de cette préſente Conſtitution, ils confirment le tout par Serment devant le Saint Autel ſur les Saints Evangiles, baiſant la Croix.

Et tous ceux qui s'oppoſeront jamais, en quelque tems que ce ſoit, à nôtre volonté, & qui dès aujourd'hui oſeront conſidérer nôtre Fils Alexei pour Succeſſeur, ou l'aſſiſter à cet effet, Nous les déclarons pour Traîtres envers Nous & la Patrie. Et avons ordonné que la préſente ſoit par tout publiée, afin que perſonne n'en prétende cauſe d'ignorance. Fait à *Moſcow* le 3. Février 1718. V. St. *Signé* de nôtre main, & ſcellé de nôtre Sceau.

## Copie de la Lettre de la propre main du Czarowitz.

Très-Gracieux Seigneur & Pere,

J'AI *reçû la très-agréable Lettre de V. M., par les Srs. Tolſtoy & Ruemanzoff, par laquelle Elle m'aſſure très-gracieuſement du Pardon de ma ſortie ſans permiſſion, en cas que je revienne, ce qu'ils m'ont auſſi confirmé de bouche. Je vous en rends graces les larmes aux yeux: Je reconnois être indigne de toute grace, & me jettant à vos pieds, j'implore vôtre Clémence pour me pardonner mes Crimes, quoi que j'aye mérité toutes ſortes de punition. Mais je me repoſe ſur vos gracieuſes aſſurances, & m'abandonnant à Vôtre volonté, je parts au premier jour de* Naples, *pour me rendre auprès de V. M. à S.* Petersbourg, *avec ceux que V. M. a envoyez.* Très humble & indigne Serviteur, qui ne mérite pas de ſe dire Fils,

ALEXEI.

*De* Naples *le 4. Octobre* 1717.

## *Copie du Serment fait par le Czarowitz Alexei Petrowitz.*

JE ci-deſſous nommé, déclare devant le Saint Evangile, qu'à cauſe du Crime que j'ai commis envers S. M. Czarienne mon Pere & Seigneur, ſelon que cela eſt déduit dans ſon Ecrit, & par ma propre faute, je ſuis exclus de la Succeſſion au Trône de Ruſſie. Ainſi je reconnois & avouë cette Excluſion pour juſte, comme l'ayant mérité, par ma faute & indignité; & je m'oblige, & jure au Tout-Puiſſant Dieu en Trinité comme au Souve-

ANNO 1718. rain Juge, de me ſoûmettre en tout à cette Volonté Paternelle, de ne rechercher jamais cette Succeſſion, de n'y jamais prétendre, ni de l'accepter ſous aucun pretexte que ce ſoit; & je reconnois pour legitime Succeſſeur, mon Frere le Czarowitz Pierre Petrowitz; Sur quoi je baiſe la Sainte Croix, & ſigne la preſente de ma propre main. *Signé*,

ALEXEI.

## CXCVI.

29. Mars. *Edict de Sa Majeſté Imperiale & Catholique* CHARLES VI. *par lequel le Gouvernement General de ſes* Provinces du Païs-bas, *eſt changé, & établi ſur un pied plus convenable à leur Situation preſente. Donné à Vienne le 29. Mars* 1718. [Sur l'Imprimé à Bruxelles chez *Henri Frix* Imprimeur de Sa Majeſté Imp. & Cathol. in 4. ann. 1718.]

CHARLES par la grace de Dieu Empereur des Romains, toûjours Auguſte, Roy d'Allemagne, de Caſtille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, d'Eſclavonie, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corſique, de Murcie, de Jaën, des Algarbes, d'Algecire, de Gibraltar, des Iſles de Canarie & des Indes tant Orientales, qu'Occidentales, des Iſles & Terre ferme de la Mer Oceane; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Milan, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, de Luxembourg, de Gueldres, de Wurtemberg, & Teck, de la Haute & de la Baſſe Sileſie, d'Athenes & de Neopatrie; Prince de Suabe, Marquis du St. Empire, de Bourgau, de Moravie, de la Haute & de la Baſſe Luſace; Comte d'Habsbourg, de Flandres, d'Arthois, de Tyrol, de Barcelone, de Ferrete, de Kyburg, de Gorice, de Rouſſillon, & de Cerdagne, Palatin du Haynaut & de Namur; Landgrave d'Alſace; Marquis d'Oriſtan, & Comte de Goceane; Seigneur de la Marche d'Eſclavonie, du Port Naon, de Salins, de Tripoli & de Malines; Dominateur en Aſie & en Afrique: A tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. Le principal objet de nos deſirs & attentions étant de donner à nos bons & fideles Vaſſaux & Sujets de nos Païs-bas toute la conſolation, qu'ils peuvent eſperer de nôtre clemence & bonté paternelle dans les pertes & calamitez qu'ils ont ſouffert par les Guerres & revolutions arrivées depuis la mort de feu nôtre très-cher & très-honoré Oncle & Seigneur le Roy Charles ſecond de glorieuſe memoire, & de leur procurer à l'avenir une parfaite tranquillité, & tous les avantages poſſibles; Nous avons crû, que pour atteindre à ce but ſi deſirable, il convenoit de donner nos premiers Soins à établir & regler le Gouvernement interieur de noſdits Païs-bas, afin d'y aſſûrer d'autant plus la bonne & brieve Adminiſtration de Juſtice, l'obſervance de leurs Loix, Conſtitutions, Uſages & Privileges, & d'y redreſſer par une meilleure Regie & œconomie le dérangement de nos Finances, que nous voulons employer à la defence & conſervation des mêmes Païs, & au ſoulagement & bonheur de noſdits Vaſſaux & Sujets.

I. Nous à cet effet, après meure Deliberation & de certaine Science, avons trouvé bon & reſolu de former & établir dans nos dites Provinces un ſeul Conſeil, ſous le Nom de Conſeil d'Etat, au lieu des trois Conſeils Collateraux d'Etat, Privé & Finances, qui y étoient ci-devant établis.

II. Dans ce Conſeil d'Eſtat ſeront traitées toutes les Affaires du Gouvernement Politique, & Oeconomique, de Juſtice ſuperieure, Police, Graces, Finances, & generalement tout ce qui du paſſé étoit traité dans leſdits trois anciens Conſeils Collateraux.

III. Ledit Conſeil d'Eſtat ſera compoſé du Gouverneur general des mêmes Païs, & en ſon abſence de nôtre Miniſtre Plenipotentiaire, qui y preſidera & aura ſa Séance au haut bout de la table, des Miniſtres de Courte-Robe, que Nous deſtinons à la Nobleſſe, & de quatre Miniſtres de Longue-Robe & Lettrez; les premiers prendront Seance à la droite, & les ſeconds à la gauche. ANNO 1718.

IV. Nous avons jugé convenir de faire trois Claſſes des Miniſtres de Courte-Robe; à ſçavoir une de ceux dont les Emplois militaires ou politiques requierent leur preſence ailleurs, que dans nôtre bonne Ville de Bruxelles, & qui ſeront ſans aſſiſtance reguliere audit Conſeil d'Eſtat, mais y auront exercice, entrée, voix, & Séance, ſelon leur ancienneté & Patentes, quand ils ſe trouveront en laditte Ville, ſans jouïr d'aucun gage; l'autre de ceux qui auront exercice avec aſſiſtance reguliere, Voix, Seance, & ancienneté ſelon leur rang & avec gages; & la troiſieme Claſſe ſera des Conſeillers d'Eſtat honoraires, qui n'auront ni ancienneté ni exercice, ni gages, mais jouïront tant ſeulement des diſtinctions d'Honneur correſpondantes aux Miniſtres du même Conſeil.

V. Les Miniſtres dudit Conſeil, tant de courte, que de longue-Robe, y auront leur reſpective Séance ſelon l'ancienneté & date des Patentes, que nous leur avons fait depêcher, & ils opineront dans le même ordre, en commençant par le plus moderne de Longue-Robe, juſques au dernier incluſivement de cette claſſe, & enſuite par le plus moderne de ceux de courte-Robe; la Semonce & concluſion demeurant au Gouverneur general, & en ſon abſence à noſtre Miniſtre Plenipotentiaire, & en l'abſence de l'un & de l'autre au Doyen, ou plus ancien des quatre Conſeillers de Robe-Longue.

VI. Comme l'ancien Conſeil des Finances vient à eſtre ſuprimé par l'établiſſement de ce nouveau Conſeil d'Etat, & qu'il convient néanmoins qu'il y ait une methode & Direction reguliere des matieres & affaires concernantes nos Domaines & Finances; Nous avons trouvé bon d'établir un Directeur General de nos Finances, lequel entreviendra, & ſera toûjours un des Miniſtres du Conſeil d'Etat, & y aura voix, Séance, & ancienneté, ſelon ſa qualité, ſon rang & ſes Patentes.

VII. Les Miniſtres actuels, & à venir de nôtre Conſeil ſupreme des Païs-bas, établi chez nôtre Royale perſonne, precederont, lorſqu'ils ſeront à Bruxelles, les Miniſtres dudit Conſeil d'Eſtat, tant de Courte, que de Longue-Robe, chacun dans ſa Sphere, & ſi le Miniſtre de nôtre dit Conſeil ſupreme eſt de Robe-Longue, il exercera les fonctions de Doyen, & de plus ancien Conſeiller dudit Conſeil d'Etat.

VIII. Mais s'il ſe trouvoit dans ledit Conſeil d'Etat avec place fixe, ou y appellé par nôtre Gouverneur general, ou en ſon abſence par nôtre Miniſtre Plenipotentiaire, un Conſeiller de notre Conſeil d'Etat intime, ſoit avec l'exercice actuel ou *ad honores*, il precedera tous les Miniſtres dudit Conſeil d'Etat, tant de courte que de longue-Robe.

IX. Et deſirant d'animer les meilleurs Miniſtres des Païs-bas à quitter leur Patrie dans l'eſperance de jouïr à leur tems d'une recompenſe proportionnée; Nôtre volonté eſt, qu'on paye aux Miniſtres preſents & à venir de nôtre dit Conſeil ſupreme, lorſqu'ils ſeront retournés à Bruxelles, les mêmes huit mille Florins d'Allemagne, dont ils jouïſſent icy.

X. Et quand les Places de Preſident du Grand Conſeil, du Chancelier de Brabant, & du Directeur general de nos Finances vacqueront, les Miniſtres de nôtre dit Conſeil ſupreme ſeront conſiderés ſelon nôtre clemence Royale, comme les premiers en ordre pour pouvoir les remplacer.

XI. Nous ordonnons qu'il y ait toujours trois Intendants des Finances reſidans à Bruxelles, pour qu'ils y vacquent aux affaires & matieres des Finances ſous la Direction dudit Directeur general.

XII. Ayant deſtiné deux jours de la ſemaine pour traiter uniquement audit Conſeil d'Eſtat les affaires des Finances. Nous voulons qu'avec le Directeur general, deux deſdits Intendants entrent les mêmes jours au Conſeil, leſquels y auront voix conſultative, ce qui devra être auſſi obſervé toutes les fois que le Gouverneur general ou nôtre Miniſtre Plenipotentiaire trouvera à propos de convoquer en un autre jour le Conſeil pour des Affaires des Finances.

XIII. Le Gouverneur general de noſdits Païs-bas, & en ſon abſence nôtre Miniſtre Plenipotentiaire aura la faculté d'appeller au Conſeil d'Etat l'Archevêque de Malines lorſqu'il s'y traitera des affaires Eccleſiaſtiques, & le Commandant de nos Troupes, quand

ANNO 1718.

quand on y traitera des affaires militaires; leurs respectives occupations, & autres raisons de nôtre service ne leur permettant pas de s'y trouver toûjours.

XIV. Et comme des cas se peuvent presenter esquels il conviendra, que, ou le President du Grand Conseil ou le Chancelier de Brabant entrevienne au Conseil d'Etat; Nous avons fait depêcher à ceux qui sont à present revêtus desdites Charges, Lettres Patentes de Conseillers du même Conseil d'Etat, lesquels prendront rang selon les dates de leurs respectives Patentes sans que neantmoins cette graduation soit censée annexée auxdits Offices pour l'avenir.

XV. Afin que l'expedition se fasse audit Conseil, avec toute la regularité & brieveté possible; Nous avons trouvé bon d'établir au même Conseil d'Etat cinq Secretaires, sçavoir l'Audiencier, qui doit y assister sans nulle voix & exercera ses fonctions sur le pied accoutumé, deux Secretaires pour les Affaires qui étoient ci-devant du departement des anciens Conseils d'Etat & Privé, & deux pour celles des Finances.

XVI. Nôtre Resolution & volonté Royale est d'établir quatre Subdeleguez ou Intendans des Provinces; Sçavoir l'un dans les Villes de Gand, Bruges, Alost, Ostende, & Nieuport, & ce qui en dépend; l'autre à Courtray, Oudenarde & Païs retrocedé, comme Ypres, Furnes, Menin, Warneton, Tournay & leurs Districts; un autre pour les Provinces de Haynaut & de Namur; enfin un autre pour celle de Luxembourg, mais les Provinces de Brabant, de Limbourg & de Malines, avec ce qui reste sous nôtre Domination de la Province de Gueldres demeureront à la charge des Intendans des Finances residans à Bruxelles.

XVII. Comme nous avons dans cet établissement nouveau particulierement en vûë la fidelité & la plus grande satisfaction de nos bons & fidelles Sujets; Nous voulons qu'à l'avenir l'on examine, & considere bien les merites, Services, capacité, & habileté des Personnes, qui pretendront d'entrer dans les Places qui viendront à vaquer dans ledit Conseil d'Estat, & que le Gouverneur General de nosdits Païs-bas, Nous fasse la nomination de trois personnes qu'il croira en être les plus dignes, afin que nous puissions choisir celuy, que nous trouverons en justice le meriter le plus.

XVIII. Et afin qu'il y ait dans les Conseils & Tribunaux de nosdites Provinces des personnes de capacité & d'erudition, qui par leur talent & application puissent d'autant mieux meriter d'être promeus audit Conseil d'Estat; Nous voulons, que ne soit donnée aucune attention aux offres d'argent que pourroient faire ceux qui pretendent des emplois, & particulierement ceux de Justice, lesquels devront être conferés à ceux, qui ont le plus de capacité & de merite, en payant seulement la Medianata & les Droits accoutumés; interdisant absolument les ventes & les collations à prix d'argent des Places & Emplois de Justice dans les Tribunaux du Païs comme étant très-prejudiciables à la bonne Administration de la Justice, au bien de l'Etat, au repos de nos Sujets & au bonheur que nous voulons leur procurer en toute maniere.

XIX. Ayant trouvé bon pour d'autant plus animer le zele des Ministres de nôtre dit Conseil d'Estat, & leur application à tout ce qui sera de nôtre Service, & du bien de nosdits Estats & Sujets, de leur donner un gage raisonnable & qui y soit proportionné, avec lequel ils puissent aussi se maintenir duëment, & selon leur caractere distingué; Nous assignons à chaque Ministre tant de Courte que de Longue-Robe, qui sera nommé pour estre d'assistance reguliere audit Conseil la Somme de sept mille Florins monnoye courante dans nosdits Païs-bas par an, parmy quoy ils ne pourront pretendre, ni profiter aucune Vacation, bois, charbons, fruits de Carême, ni autres Emolumens & Droits quels qu'ils puissent estre.

XX. Renouvellant la deffence faite par feu nôtre très-cher & très-honoré Oncle, & Seigneur le Roy Charles Second de glorieuse memoire, de ce que nul Ministre puisse jouïr de double gage.

XXI. Bien entendu néanmoins que si quelque Ministre de Courte-Robe, & d'assistance reguliere audit Conseil jouït pour son employ militaire d'un gage qui ne monte pas à quatre mille Florins, l'on luy suppléra ce qui y manque pour faire la Somme de sept mille Florins, & quand le gage militaire surpassera les quatre mille & mêmes les sept mille, luy sera payé par surcroit & au dessus de son dit gage, la somme annuelle de trois mille Florins, afin qu'ils ayent quelque recompense de leur application & travail au Conseil d'Estat. ANNO 1718.

XXII. Nous assignons quant à present au Directeur general des Finances pour gage la somme de douze mille Florins par an de la Monnoye susdite, supprimant tous autres Emolumens, Gages, Droits, & profits quels qu'ils puissent être.

XXIII. Nous avons jugé à propos d'établir deux Caisses Royales ou Receptes, la premiere generale, dans laquelle devront entrer tous Effets, Deniers, Droits, Subsides, & tous autres Revenus de nos Domaines & Finances, quoy qu'il y auroit une Assignation ou Separation particuliere de quelques Deniers & Revenus par rapport au Payement, voulant que de tout se fasse entrée & charge, comme aussi mise & decharge dans ladite Recepte, pour plus grand éclaircissement des Comptes, de maniere que dans le Compte de chaque année soit aussi compris l'import des Deniers & Revenus separez & destinés pour la Caisse de Guerre, & pour les cinq cens mille Ecus, qui selon le Traité de la Barriere doivent estre payés aux Estats Generaux des Provinces-Unies.

XXIV. L'autre Recepte sera de la Caisse de Guerre par laquelle les Troupes devront être payées & secouruës, comme aussi les fraix & preventions militaires, & Nous voulons & ordonnons que l'on applique à ces payemens & depenses, comme une dotation particuliere, les Subsides que nosdites Provinces & Estats sont accoutumés d'accorder pour la subsistance de nos Troupes.

XXV. Comme par cet Etablissement & Plan nouveau les Offices de Surintendant de la Justice militaire, de Veador General & de Contador de l'Armée ne paroissent pas être jusqu'à present necessaires ni utiles, Nous declarons que ces Offices demeureront par provision supprimés.

XXVI. Nous destinons pour l'instruction, Connoissance, & decision des causes des Militaires, & de ceux qui jouïssent du Fore militaire un Auditeur General, qui aura pour gage trois mille Florins par an, parmy quoy il ne pourra profiter, exiger ni recevoir aucun Droit de rapport, de comparition, de Vacation ni nul autre émolument & Droit quel qu'il puisse être & sous quelque pretexte que ce soit.

XXVII. Et comme il échoit revision des Sentences de l'Auditeur General, Nous enchargeons le plus ancien des quatre Ministres de Robe-Longue dudit Conseil d'Estat du Pouvoir & Commission de la revision desdites Sentences par provision, jusques à ce que par le reglement militaire à faire, l'on établisse telle Direction des Jugemens Militaires que nôtre Service le demandera.

XXVIII. Nous voulons & ordonnons, que les Lettres tant closes que patentes, Actes, Provisions & toutes autres expeditions, qui seront faites, données & decernées par nôtre dit Conseil d'Etat soient executées, & obeïes selon leur forme & teneur sans nulle difficulté & contredit, tant par les Conseils que par les Estats de nosdits Païs, & par tous les Officiers & Sujets quelconques, ainsi, & de la même maniere & forme, que si elles étoient données & commandées par nous-mêmes.

Et afin que cette presente Disposition & Ordonnance soit observée dans tout son contenu, & que personne n'en puisse pretendre cause d'ignorance, Nous voulons & ordonnons, qu'elle soit publiée & enregistrée en nosdits Conseils, Chambres des Comptes, & ailleurs où besoin sera, & qu'à la Copie authentique d'icelle, collationnée & signée par l'un de nos Secretaires, foy soit adjoutée comme à ces présentes: Car ainsi Nous plaist-il: en foy de quoy Nous les avons signées, & y fait apposer nôtre grand Séel: Donné en nôtre Ville de Vienne le 29. jour du mois de Mars l'an de grace mil sept cent dix-huit, & de nos Regnes, de l'Empire Romain le septiéme, d'Espagne le quinziéme, & de Hongrie & de Bohême aussi le septiéme. *Etoit paraphé*, PRIN. DE CARDa. Ps. Vt. *signé* CHARLES, *& plus-bas*, par Ordonnance de Sa Majesté, *contresigné*, A. F. DE KURTZ. Et y étoit apposé ledit grand Séel de Sa Majesté Imperiale & Catholique.

ANNO 1718.

## CXCVII.

6. Mai. Assecuration Ihro Königl. Majest. in Pohlen und Churfürstl. Durchl. zu Sachsen Friderici Augusti, denen Land-Ständen von Chur-Sachsen ertheilet/ daß die Religion Augspurgischer Confession ohnverändert in Dero Churfürstenthum und Landen solle gelassen werden. Dreßden den 6. May 1718. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Notis ad Marlii Commentarios Rerum Lusaticar. Libr. 6. cap. 147. in Collectione Scriptor. Lusaticor. Tomi I. Part I. 425.]

C'est-à-dire,

*Assurance de Sa Majesté Royale de Pologne, & Altesse Electorale de Saxe,* FREDERIC AUGUSTE, *aux Etats de l'Electorat de Saxe, portant qu'ils ne seront point troublés dans l'exercice de la Religion de la Confession d'Ausbourg. A Dresde le 6. May* 1718.

WIr Friedrich Augustus, von GOttes Gnaden König in Pohlen/ Groß-Hertzog in Litthauen/ Reussen/ Preussen/ Mazovien/ Samogitien/ Kyovien/ Vollhinien/ Podolien/ Podlachien/ Liefland/ Smolensko/ Severien und Zschernicovien/ ꝛc. Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve/ Berg/ Engern und Westphalen/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst/ Landgraff in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Laußnitz/ Burggraf zu Magdeburg/ Gefürsteter Graff zu Henneberg/ Graff zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herr zum Ravenstein/ ꝛc. Für Uns/ Unsere Erben und Nachkommen an der Chur urkunden hiemit: Demnach uns geziemend vorgetragen worden/ was bey jetzo fürwährenden allgemeinen Landtage/ E. getreue Landschafft von Prælaten/ Grafen und Herren/ Ritterschafft und Städten/ in unterschiedenen besonders überreichten ausführlichen Schrifften allerunterthänigst vorgestellet/ und umständlich gebethen/ Wir möchten genädigst belieben/ Unsern getreuen Churfürstenthum/ samt incorporirten Landen und Stifftern/ auch allen Unsern Ständen und Einwohnern/ eine noch mehrere Assecuration, wegen des/ in hiesigen Landen etablirten Status der Evangelischen Augspurgischer Confession, widerfahren zu lassen/ damit unsere getreue Unterthanen dieserhalben vollkommen/ auf alle Arth und Weise sich und Ihre Nachkommen/ gesichert erachten köndten; So hätten Wir zwar vermeynet/ es würden dieselbe durch die schon vorhin/ und so fort/ als Wir für Unsere Person in der Religion eine Änderung getroffen/ und die Römisch Catholische angenommen/ nach Besteigung des Königl. Pohlnischen Throns/ ausgelassene und durch öffentlichen Truck publicirte Patentes unterm dato Lobskouua den 27. Julii und 7. August. 1697. nachgehends sub Dato Dreßden den 24. August. 1705. auch/ was inzwischen und nach dem weiter bey denen Land- und Ausschuß Tags-Handelungen erfolget/ in gnugsame Sicherheit bereits gestellet seyn/ zumahln wir auch noch unlängst/ da unsers Königl. und Chur-Printzens Lbd. zu gedachter Catholischer Kirche sich ebener massen öffentlich bekennet/ ein gleiches wiederhohlet; Alldieweilen aber dennoch erwehnte unsere getreue Stände/ daß Ihnen durch eine abermahlige/ bey jetzigen allgemeinen Landtage zu ertheilende Declaration noch mehr prospicirt werden möchte/ inständigst verlanget; Als haben Wir deren Suchen gnädigst deferirt. ANNO 1718.

Wie Wir nun niemahls gemeynet gewesen/ das geringste wieder die Landes-Verfassungen und ausgestellte Reversales und Versicherungen einführen zu lassen; Immassen denn auch das im Jahr 1648. zu Oßnabrügk getroffene Friedens-Instrument, als ein Reichs fundamental-Gesetze quoad Statum religionis und sonst/ allenthalben klare Maas giebet/ und das gesamte Reich/ folglich auch Uns und Unsere Successores an der Chur/ auf die darinnen enthaltene Norm verbindet/ als worauff Wir auch Unsere angezogene/ durch öffentlichen Druck bereits publicirte vorherige Declarationes gerichtet; Also wollen Wir auch hierdurch/ auf reiffliche der Sachen Uberlegung/ nach Unserer Landes-Vätterlicher gegen Unsere getreue Unterthanen tragenden Hulde und Gnade/ für Uns und Unsere Successores an der Chur/ alle und jede Unsere/ wegen des Status Religionis der Augspurgischen Confession in hiesigen Landen/ derer Kirchen/ Gottes-Dienstes/ Ceremonien und Gebräuchen/ Universitäten/ Land- und anderen Schulen/ Beneficien/ Stifftungen/ Geistlichen Güther/ Einkünffte und Nutzungen/ piarum caularum und aller annexorum, sowohl auch Unserer Getreuen Stände und Unterthanen Befugnüsse/ Privilegien und Immunitäten außgestellte Versicher-Versprech- und Verbindungen/ Reversales, Resolutiones, Edicta und Mandata, so dieserwegen ertheilet worden/ auch theils in Druck außgegangen/ nochmahls reiteriret haben; Bestätigen auch/ ratificirn und confirmirn dieselbe sowohl/ als alle Gerechtigkeiten und Gewohnheiten/ wie solche seither der Einführung der Augspurgischen Confession in hiesigen Landen wohl hergebracht/ innegehabt und genossen worden/ auch vorietzo besessen und gebrauchet werden/ durch gegenwärtige Unsere wohlbedächtige Assecuration; Gestalten denn alles dasjenige/ was zu Schadloßhaltung der Evangelischen Religion Augspurgischer Confession, in hiesigen Landen/ und zu deren Erhaltung/ durch den Westphälischen Friedens-Schluß/ und in specie dessen V. Articul, den Statum Religionis betreffend/ geordnet/ sancirt und geschlossen/ in vollkommener Krafft und Würckung verbleiben/ auch von Uns und Unsern Successoren fest und unverbrüchlich gehalten werden solle; Weisen auch zugleich hiedurch jetzige und künfftige Ministros, Civil- und Militair-Officiers/ Räthe/ und alle diejenige/ so in Collegiis und Gerichten/ (bey deren Verfassung es gleichfalls sein Bewenden hat) zu öffentlichen Aembtern und Diensten bestellet werden/ auch nicht die Subalternen außgenommen/ und durchgehends insgesammt alle getreue Stände und Unterthanen/ ein vor allemahl/ darauff an/ daß sie vermöge Ihrer geleisteten/ oder noch in Zukunfft zu leistenden habenden Dienst- und Unterthanen-Pflichten/ darüber mit Ernst halten sollen. Jedoch dieses obiges alles unbeschadet des Exercitii Unserer Religion für Uns und Unsere Successores, nach Art und Weise/ wie es bißher im Gebrauch und üblich gewesen.

Uber dieses declariren Wir fernerweit und versichern auf das feyrlichste/ nicht das mindeste vorzunehmen/ das denen Pactis der Erb-Verbrüderung/ und mutuellen Succession, welche zwischen Unserm Durchlauchtigsten Chur-Hause/ und andern Churfürsten und Fürsten des Reichs vorlängst errich-

ANNO 1718.

richtet worden / nachtheilig und entgegen seyn möchte / oder demselbigen auf einigerley Art und Weise derogiren könte.

Damit auch Unsere getreue Stände und Unterthanen dessen um so viel mehr gesichert seyn können / so versprechen und assecuriren Wir dieselbe hierdurch bey unsern Königl. und Churfürstl hohen Wort / Treu / und Glauben / daß gleich wie Wir Uns alles dasjenige Recht reserviren / so Uns als Churfürsten und Stande des Reichs / Krafft des Westphälischen-Friedens / und anderer Reichs-Gesetze / zukommt; Also auch Unsern gesambten treuen Ständen und Unterthanen mehrerwehntes Friedens-Instrument mit allen und jeden dessen Puncten / Clausuln / Articuln / Conditionen und Garantien / zu einem beständigen Fundament, Schutz und Schirm (dergleichen nicht fester jemahls erfunden und stabilirt werden könte) gesetzet seyn / und alles dasjenige / was der Disposition und Verordnung angezogenen Legis Imperii Pragmaticæ, wegen Unserer und Unserer getreuen Stände und Unterthanen Jurium, gemäß / und insonderheit obgedachten Statum Religionis mit allen annexis, wie die Namen haben mögen / betrifft / ohne einige Veränderung und Widerspruch / von Uns und Unsern Nachkommen an der Chur / heilig und unverbrüchlich beobachtet / und demselben vorjetzo / künfftig / und zu allen Zeiten nachgelebet / auch darwieder nicht gehandelt werden solle.

Zu dessen allen mehrern Bestätigung / und / um die Sicherheit und völlige Beruhigung Unserer sämbtlichen getreuen Unterthanen desto zu verläßiger zu machen / haben Wir diese Unsere Declaration, und wiederhohlte Versicherung / welche zur festen und beständigen Regul und Richtschnur in Unserm Churfürstenthum und darzu gehörigen und incorporirten Landen gelten soll / eigenhändig unterschrieben / und mit Vordrückung Unsers Königl. Chur-Secrets ausfertigen lassen / auch verordnet / daß selbige gedruckt / und zu männlicher Wissenschafft gebracht werden solle. In übrigen denen getreuen Ständen mit Hulden und Gnaden ꝛc. Dreßden den 6. May 1718.

AUGUSTUS REX.

L.S.

George Gr. von Werthern.

B. E. H. von Zech.

## CXCVIII.

15. Juin. Friedens-Vertrag zwischen den beyden Löblichen Schweitzerischen Cantons ZURICH und BERN an einem / und Ihro Fürstl Gnaden dem Herrn Abt / Decano und Stifft St. GALLEN am andern Theil / geschlossen zu Baden im Ergau den 15 Junii 1718. Nebst denen Ratificationen allerseitiger Partheyen.

ANNO 1718.

C'est-à-dire,

*Traité de Paix entre les Louables Cantons Suisses de* ZURICH *& de* BERNE *d'un côté, & le Prince Abbé, Doyen & Chapitre de St.* GALL, *de l'autre, conclu à Bade en Ergauw le* 15. *Juin* 1718. *Avec les* RATIFICATIONS *de toutes les Parties.*

Im Nahmen der allerheiligsten / ohnzertrennten Drey-Einigkeit / GOttes des Vatters / des Sohns / und des heiligen Geistes / Amen.

KU wissen / kund und offenbahr seye hiemit männiglich: Als dann sich zu allgemeinem Bedauren begeben / daß zwischen denen beeden löblichen Ständen Zürich und Bern an einem; und Ihr. Fürstl. Gnaden dem Herrn Abt / Decan und Capitul der Stifft St. Gallen / am andern Theil: einige Irrung / Mißhell und Zweyspalt / Toggenburgischen Lands-Beschwerden halber / erwachsen / welche ohnerachtet aller angewandten Mühe / Fleiß und Sorgfalt / solche Weiterung genommen / daß endlich / aus GOttes gerechter Verhängnüß / man nicht allein im Toggenburg sondern auch den Abt-St. Gallischen Landen zu krieglichen Verfassungen und würcklichen Thätlichkeiten gerathen; Eingangs ermeldte hohe Ehren-Partheyen / aus sonderbahrer Liebe und Neigung zum Frieden zugegeben / daß einige aus Dero Ehren-Mittel allhier in Baaden anfänglich ohne Character sich zusammen gethan / und vermittelst GOttes gnädiger Leitung / und ohnermüdeter Arbeit die Sachen so weit gebracht / daß Sie zu Herstellung eines / GOtt gebe / beständigen / immerwährenden Friedens / auch Eydgenößischer Treu und Freundschafft folgende Articul zu Papier gebracht / und in Krafft nachgehends erhaltenen Gewalts auf würckliche Ratification allerseits hoher Herren Principalen unterzeichnet.

I. Daß ein jeweiliger Fürst und Abt zu St. Gallen der natürliche Ober- und Land-Herr in Toggenburg heissen und seyn solle / auch die Land-Leute in Toggenburg demselben gewöhnliche Huldigung und Pflicht leisten; jedoch also / daß besagte Toggenburgische Land-Leute bey allen ihren habenden Freyheiten und Rechtsamen beständig und ohngehindert verbleiben; und ist um das in Streit gekommene verglichen worden / wie hernach von einem Puncte an den andern folget.

II. Der Land-Rath soll in 60. Mann bestehen / als 30. von Catholischer und 30. von Evangelischer Religion / dieselben aber aus allen Gegenden des Landes von den Gemeinden selbsten erwehlet / auch / so lange sie sich wohl halten / und zu Verwaltung ihrer Stellen tauglich sind / nicht abgeändert werden; Demselben auch zustehen / einen Oomann dieses Land-Raths und dessen Stadthalter; item Seckelmeister / Panner / Stadthalter / mit aller Nation unter beeden Religionen; Schreibere / Commissarios und Bothen aber in gleicher Anzahl selbsten zu besetzen; mithin auch das Land-Siegel bey sich zu behalten / und solches zu denjenigen Sachen zu gebrauchen / die diesem Land-Rath zu behandeln zukommen und gebühren.

III. Des Land-Raths Obliegenheit soll seyn / auf die Freyheiten und andere des Landes gemeine und sonderbare Angelegenheiten zu wachen und Sorge zu tragen; und wann selbiger vermeynte des nahend beschwerd zu seyn / solches bey einem jeweiligen Fürsten / mit gebührendem Respect vorzutragen /

ANNO 1718.

und um remedur zu bitten: Falls aber selbige nicht zu erhalten wäre/ alsdann an gebührendem Ort/ solche mit Recht ohne fernern Antrieb zu suchen; item die Steuern/ Brüche und Kriegs-Unkosten anzulegen/ zu vertheilen/ die Rechnung hierumb unter sich selbst abzunehmen/ und andere dergleichen Sachen zu behandeln; mittelst aber solcher Sachen/ welche Ihro Fürstl. Gnaden absonderlich zustehen/ oder denen nachfolgenden ordentlichen Gerichten in dem Land zu beurtheilen gebühren/ sich nicht anmassen.

IV. Der Land-Räthe Eyd soll in folgenden bestehen: So wohl Ihro Fürstl. Gnaden als auch des Landes Nutzen und Frommen zu befördern/ Ihren Schaden zu warnen und zu wenden/ auf die Freyheiten und Angelegenheiten des Landes ein sorgältigs Aufsehen zu haben/ und was deme zuwieder fallen mögte/ durch güttliche Mittel oder gebührendes Recht abzuwenden trachten. Den Land-Rath/ so offt sie erfodert werden/ fleißig zu besuchen/ auch die Anlagen und Abtheilungen der Landes-Kosten nach der Billigkeit einzurichten/ und in obernannten Sachen/ das zu besorgen/ was zu des gemeinen Landes Heyl und Wohlfahrt gereichen mag/ getreulich und ohne Gefährde.

V. Der Land-Rath soll jährlich auf einen gewissen Tag ordinarie einmahl versamlet werden/ um des Landes Angelegenheiten zu behandeln/ und wann dann zumahlen etwas fürfallen würde/ so den Fürsten berührete/ solches demselben oder dessen jeweiligen Land-Voigt durch zwey oder drey Land-Räthe ehrenbiethig wissen lassen.

VI. Wann aber in währenden Jahr man nothwendig befinde/ den Land-Rath zu versammlen/ solches ohne einige Hindernisse geschehen könne/ jedoch daß des Tages vor der Zusammenkunfft einem jeweiligen Land-Voigt kund gethan werde/ daß der Land-Rath sich morgens versammlen wolle; und wann auch nachgehends etwas vor den Land-Rath vorfiele/ das den Fürsten berührte/ ihme oder seinem Land-Voigt solches/ wie obgemelt/ durch 2. oder 3. Land-Räthe wissenhafft gemacht werde.

VII. Es solle auch der Land-Rath schuldig seyn/ alle diejenige Land-Leuthe/ welche 14. Jahr und drüber alt sind/ und den Land-Eyd noch nicht beschworen haben/ je zu 5. Jahren um/ für sich zu bescheiden und selbige zu Beschwerung sothanen Land-Eyds vor den Land-Rath anzuhalten; Dieser Land-Eyd aber gemeiniglich von dem gantzen Land/ so offt eine Landes-Gemeinde gehalten wird/ feyerlich erneuert und beschworen; Deßgleichen auch die Panner-Herrn-Stelle dem Herkommen gemäß von der Landes-Gemeinde besetzet werden.

VIII. Das Land-Gericht soll also besetzet werden/ daß desselbigen Præsident ein jeweiliger Land-Voigt in dem Toggenburg seye; Die Wahl der Richter aber also geschehen/ bestehende in 24. Mann/ aus allen Gegenden des Landes/ nemlich den 21. alten Kirchen-Hörenen/ und zwar aus jeder derselben einen/ von Lichtensteig und Wertzweil aber aus jeden Ort zween/ mit tüchtigen ehrlichen ohnverläumdeten Männern und benanntlichen 12. von Evangelischer und 12. von Catholischer Religion besetzen möge.

IX. Diese Land-Richter sollen dahin beeydiget werden/ das Gericht/ so offt sie erfodert werden/ fleißig zu besuchen/ zu richten was vor sie kommt/ dem Armen als dem Reichen/ dem Reichen als dem Armen/ dem Fremden als dem Einheimischen/ niemanden zu lieb noch zu leid/ und darum kein Mieth noch Gaben zu nehmen/ sondern alles zu thun/ von GOttes und der Rechte wegen/ ohne Ansehen der Persohn und Religion/ getreulich und ohne Gefährde. ANNO 1718.

X. Dieses Land-Gericht soll in dem Nahmen/ und aus Gewalt/ auch zu handen des Fürsten verbannet und gehalten seyn.

XI. Vor dieses Land-Gericht gehören alle Criminal- und Malefiz-Sachen/ um von selbigen bey Ehr und Eyd beurtheilet zu werden/ und bestehet solches einig aus dem jeweiligen Land-Voigt/ denen bestellten 24. Land-Richtern und dem Land-Schreiber/ welchem Land-Voigt und Land-Gericht/ des zu mahlen Fürstl. Land-Rath/ gleichfalls zukommt und gebühret/ die Land und andere Mandata, auch Satz- und Ordnungen aufzurichten und auszufertigen.

XII. Um Criminal-Fehlern willen/ welche nach denen Rechten keine Leibs-Straffe nach sich ziehen/ sondern gemeiniglich mit Geld-Straffe angesehen werden/ soll kein Landmann gefänglich angenommen werden/ der das Recht vertrösten kan.

XIII. In Malefiz-Sachen/ soll die Aufnahm der Kundschafften in Beyseyn eines Land-Voigt/ Land-Schreibers/ und zwey aus dem Land-Gericht benanntlich eines von Catholischer und eines von Evangelischer Religion geschehen: Mithin die Zeugen/ so da deponiren sollen/ ehe man sie eydlich verhöret/ dem Gefangenen bekannt gemacht werden/ damit er seine gebührende Exceptionen/ wann er deren hätte/ wieder dieselben einwenden könne/ auch die Kundschaffts-Aussage/ um gleicher Ursach willen demselben communiciret; sonderlich die Anklägere in eigener Sache nicht vor Kundschafften gehalten/ unter solche Anklägere aber nicht gerechnet werden/ die welche in Krafft aufhabender Eyden zu laiden verbunden/ oder welche darbey nicht interessiret sind.

XIV. Alle Examina in Malefiz-Sachen/ sie geschehen gleich gütlich oder peinlich/ sollen in Beyseyn obgedachten Richtern gehalten werden/ selbige aber sich mit einer bescheidentlichen Besoldung genügen lassen.

XV. Wann auch zwischen obgedachten Examinatoribus ohngleiche Meynungen walteten/ ob gnugsame Ursachen vorhanden/ einen Gefangenen an die Tortur zu schlagen/ solle solches vor einen halben Land-Gericht entschieden/ bey dessen Versammlung aber beobachtet werden/ daß selbiges aus 6. Evangelischen und 6. Catholischen besetzet werde.

XVI. Wann mit einem Maleficanten/ einer oder mehr der Land-Richtere/ Verwandschafft halber/ oder sonsten/ in dem Ausstandt begriffen/ oder abwesend wäre/ sollen der oder dieselbe mit andern Richtern von eben derselbigen Religion ersetzet werden/ und bey dem End-Urtheil die Anzahl der vier und zwantzig Land-Richter erfüllet seyn.

XVIII. Wann in einer Malefiz-Sache/ entzwischen den Richtern/ die Meinunge in gleiche Stimmen zerfielen/ und der Land-Vogt bey der Sache Entscheidung auf die härtere Meinung fiele/ soll die Execution eingestellet/ und dem Maleficanten oder den Seinigen gestattet werden/ an den Fürsten um Gnad zu recurriren.

XVIII. Das jus aggratiandi stehet dem Fürsten ohndisputirlich zu.

XIX. Alle fallende und des Land-Gerichts bestimmende Bußen und Straffen an Geld/ in Criminal- und Malefiz-Sachen/ sollen dem Fürsten gehören/ wie nicht weniger die Confication der Mittel aller hingerichteter Ubelthäter/

ANNO 1718.

ter/ vorsetzlich = boßhaffter Selbst = Mörder und Lands = Flüchtiger/ welche Leib und Leben verwürcket/ und wo sie zugegen wären/ mit Recht vom Leben zum Tod verurtheilet würden/ dem Fürstlichen Fisco, auf Gnade hin/ heimfallen; Worbey Ihro Fürstl. Gnaden sich erkläret/ wann solch Unglück ein Land = Kind betreffe/ und ein oder mehr Kinder vorhanden/ alsdann und in solchem Fall Ihro Fürstl. Gnaden aus purer Gütigkeit auch Landes = Väterlicher Milde und Mitleiden über die auf den Procels ergangene Kosten und rechtmäßige Schulden mit dem halben Theil des von ihm hinterlassenen Guths/ sich vergnügen wollen.

XX. Dieses Land = Gericht wird von dem Fürsten besoldet/ welches auch als Fürstl. Land = Rath verpflichtet ist/ wann der Fürst in andern Fürfallenheiten sie berufft und ihres Raths begehret/ auf dessen Befehl zu erscheinen/ und nach guten Gewissen zu rathen/ alsdenn denen/ welche oberhalb Krummenau/ und denen/ welche unterhalb dem Gunzenbach wohnen/ täglich einen Gulden/ denen aber/ welche näher gegen Lichtensteig wohnen/ täglich einen halben Gulden zur Belohnung gegeben werden soll.

XXI. Die Membra dieses Land = Gerichts sollen nicht abgewechselt werden/ es wäre dann Sach/ daß einer Leibs = oder Gemüths halber untauglich befunden würde/ oder solches mit Ubelverhalten verschuldet hätte.

XXII. Alle heimliche Abthädigungen beschuldiget = oder begangener Fehlern sollen abgestellet/ und öffentlich berechtiget werden/ es wäre dann/ daß einer des Fehlers bekanntlich/ und solches von niemanden ersucht/ selbst eigenen freyen Willens verlangte/ welche Bussen gleichfalls dem Fürsten zugehören.

XXIII. Der niedern Richtern Eyd soll seyn/ wie oben in den Puncten der Land = Richter gemeldet ist.

XXIV. Die Vorschläge und Besatzung der Ammännern in denen niedern Gerichten belangende/ soll es bey denen Freyheiten/ Oeffnungen/ und bißherig ohnunterbrochener Ubung verbleiben/ und die Wahl eines Ammanns an denen Orten/ wo die Gemeine dem Fürsten einen Fürschlag zu geben pflegt/ auf den Tag des Fürschlags geschehen/ und daß in Zeit der nechsten 14. Tagen/ die Ratification oder der Gegen = Fürschlag erfolge.

XXV. Der Wahl der Richtern halber bleibet es bey denen Freyheiten und der Ubung also/ daß der Fürst die Helffte und die Gemeine die andere Helffte beederseits in der Gleichheit der Religion erwehle.

XXVI. Weilen der Weibel ein Beamter des Fürsten ist und demselben mit sondern Pflichten zugethan/ indeme er die Straff = und bußwürdige Sachen zu beklagen und zur Berechtigung zu bringen verbunden/ soll es dero Erwehlung betreffend/ bey denen bißher üblich gewesenen Fürschlägen und Wahl verbleiben.

XXVII. Der Gerichts = Schreibern halben/ wird der Fürst der Gerichts = Gemeine zwey in den Fürschlag geben/ welche in selber Gerichts = Gemeine gesessen/ und darzu tauglich/ davon die Gemeine den einen nehmen/ und wann der Weibel der einen/ alsdann der Gerichts = Schreiber der andern Religion seyn solle.

XXVIII. Die Voigte von Yburg und Schwartzenbach/ wann sie nicht gebohrne Toggenburger/ sollen sich in die gerichtliche Sachen nicht mischen/ noch einiger massen in Gericht sitzen und handeln.

XXIX. Von den niedern Gerichten soll in Civil = Sachen/ wann der Haupt = Handel unter 15. fl. keine Appellation gestattet werden; wo aber die Summa über 15. fl. selbige durch das Gericht nicht verhindert werden. ANNO 1718.

XXX Die Jahr = Gericht sollen nach alten Gebrauch fleißig gehalten werden/ mithin die niedern Gerichte verbunden seyn/ nach Inhalt der Oeffnungen/ Gesetzen/ Mandaten und Ordnungen/ und ohnpartheyischer Beobachtung der Billigkeit/ die nieder = gerichtliche Frevel und Fehler/ in Straff und Buß zu erkennen: immassen dann alle diese nieder = gerichtliche Straffen und Bussen dem Fürsten zugehörn.

XXXI. Alle heimliche Abthädigungen/ in dergleichen niedergerichtlichen Fehlern abgestellet/ und alle Frevel und Busse/ vor öffentlichen Gericht berechtiget werden/ gleich es von alten Herkommen ist/ es wäre dann/ daß der Fehlbaare von niemanden ersucht selbst eigenen freyen Willens ein solches verlangte.

XXXII. Es soll auch niemand in solch niedergerichtlichen Fehlern wieder sich selbst zu zeugen/ oder sich mit dem Eyd zu entladen angehalten werden/ es wäre dann daß auf genugsame Anzeigungen ein solches von dem Richter erkennet würde.

XXXIII. Die Execution in Schuld = Sachen/ wann eine Sache erkennt und berechtiget ist/ solle nach altem Herkommen und Gebrauch/ durch die Schatzung geschehen.

XXXIV. Das Appellation = Gericht soll in 12. Personen/ tüchtiger/ ehrlicher und ohnverläumdeter eingesessener Toggenburgern bestehen.

XXXV. Dessen Præsident ein jeweiliger Land = Voigt in dem Toggenburg seyn/ auch seinem Bestallungs = Eyde eingerucket werden/ daß er in allen von dem Præsidio so wohl des Land = als Appellation = Gerichts abhangende Verrichtungen/ ohne Ansehen der Person und Religion handeln solle.

XXXVI Die Wahl der Appellations = Richter solle also geschehen/ daß der Fürst 3. Catholische und 3. Evangelische Richter aus sich selbsten erwehlen/ und in dieses Gericht setzen möge.

XXXVII. Der Eyd gleichfalls eingerichtet werden/ wie oben in den Puncten des Land = Gerichts zu finden

XXXVIII. Diesen Appellations = Richtern solle jedem des Tags für seine Belohnung ein Gulden geschöpfft/ und selbige aus denen bestimmenden Urtheil Geldern entrichtet werden

XXXIX. Dieselben auch nicht abgeändert werden/ so lang sie tüchtig/ und sich ehrlich verhalten/ als oben bey denen Land = Richtern auch gemeldet ist.

XL. Alle Appellationen von denen niedern Gerichten sollen an besagtes Appellation Gericht gehen/ welches dann über selbige absolute und definitive absprechen/ also daß solche nicht ferner sollen appelliret werden können/ vorbehalten wann es Herrschafften/ Herrschafft = Recht/ Grund = Boden = Zinnß = Zehenden/ und andere unabläßliche Gerechtigkeit in ihrer Natur und Eigenschafft betreffen thäte/ oder da ein Fremder welcher nicht in dem Land wohnete/ in einem Procels Kläger oder Beklagter wäre/ alsdann dem beschwerenden Theil/ es seye gleich der Fremde oder Landmann/ die Appellation an den Fürsten selbsten ohngehindert angedeyhen; Welche Appellation nach erfordernder Nothdurfft des Jahrs ein oder zweymahl in dem Land ohne andere Kosten/ als das gewohnte Appellations =

ANNO 1718.

Zirthel-Geld abzustatten / decidiret werden sollen / in dem Verstand / wann ein Fürst Kranckheit oder anderer erheblichen Hindernissen wegen / nicht selbsten in das Land kommen könnte / er solches durch einen oder zwey delegirte verrichten lassen möge.

XLI. Wann aber die Meynungen in gleiche Stimmen verfielen / dem Land-Voigt der Entscheid zustehen solle.

XLII. Ein Fürst und Herr zu St. Gallen mag einen Land-Voigt im Toggenburg setzen / er seye ein Toggenburgischer Landmann oder nicht.

XLIII. Ingleichen mag er einen Land-Schreiber oder Land-Weibel aus eingesessenen Toggenburgischen Land-Leuthen setzen nach Belieben; Also daß wann der Land-Schreiber der einen / alsdann der Land-Weibel der andern Religion seyn; und im Fall der Land-Schreiber Catholischer Religion wäre / demselben ein Evangelischer Substitut, wann aber der Land-Schreiber Evangelischer Religion wäre / demselben ein Catholischer Substitut, doch ohne des Fürsten Kosten zugeordnet werde / welcher sowohl denen Appellations- als Land-gerichtlichen Sachen und Tribunalien beywohnen / und das Protocoll führen helffen / zu welcher Beamtung der Substituten das sämtliche Land-Gericht dem Fürsten einen Fürschlag von 3. ehrlichen und tauglichen Personen geben / und Ihro Fürstliche Gnaden einen draus erwehlen sollen.

XLIV. Der Mannschafft und des davon abhangenden Militaris halben / soll durch diesen Tractat niemanden an seinen daran habend- oder prætendirenden Rechten nichts gegeben noch benommen seyn.

XLV. Es sollen keine neue Land-Leute angenommen werden / als bey ablegender Huldigung gegen einen neuen Fürsten / und daß solche Annehmung so wohl mit vorheriger Einwilligung Ihr. Fürstl. Gnaden / als auch wenigstens des halben Theils der anwesenden Land-Leuthen geschehe / auch die Prætendenten sich selbsten stellen / oder nahmhafft gemachet werden.

XLVI. Denen Gemeinden sollen keine Beynoch Hintersässen wieder ihren Willen aufgebürdet werden.

XLVII. Die Jagdbarkeit und Fischen sollen dem Fürsten zugehören / es wäre dann / daß jemand darum sonderbare Rechte aufzuweisen hätte.

XLVIII. In dem gantzen Land der Grafschafft Toggenburg soll männiglich aller ehrliche und ohngefährliche Kauff- und Verkauff-Handel und Wandel / darunter auch der Saltz-Handel begriffen / frey und ohngehindert gestatten werden.

XLIX. Der Verkauff der liegenden Gütern in todte und ewige Hände völlig abgestellet und verbotten seyn / und wann auch durch Testaments- Auffahls- Aussteurungs- Erbs- oder andere Weise etwas dahin fallen solte / denen Land-Leuten der Zug / und zwar nach beeydigter Schatzung gestattet werden; Wann aber Ihr. Fürstl. Gnaden in dem Land etwas kauffen wolten / Ihro solches ohnbehindert seyn: jedoch daß solch erkauffende Gütter an das Gotts-Hauß S. Johann / noch sonsten an eine andere todte Hand verfallen / oder einiger massen incorporiret / auch nicht zu Lehn gemachet / sondern durch weltliche Hand beworben werden sollen.

L. Es wollen Ihro Fürstl. Gnaden in dem Toggenburg keine Zoll-Brucken- noch Weg-Gelder / wodurch die Toggenburger einiger maßen konnten beschweret oder benachtheiliget werden / aufrichten / auch die alten nicht steigern.

LI. Es mag / in Krafft der Toggenburgischen Freyheiten / jedermann mit seinem eigenen verfangenen Guth ohne Abzug ziehen wohin er will; Was aber die ererbende und nachfallende Mittel belangt / solle davon die Helffte des behörigen Abzugs dem Fürsten / und die andere Helffte dem gemeinen Land-Seckel zufallen. ANNO 1718.

LII. Desgleichen sollen die Einzuge von den neu-annehmenden Land-Leuten halb dem Fürsten / und halb dem gemeinen Land-Seckel gehören; Indessen aber der Gemeine / in welcher sich ein solch-neu-angenommener Landmann setzen wolte / an ihren sonderbar habenden Einzug-Rechten nichts benommen seyn.

LIII. Die von des Toggenburgs wegen fallenden Pensionen oder Fried-Gelder sollen gleichfalls halb dem Fürsten / und halb dem Land-Seckel zudienen.

LIV. Was in dem gemeinen Land-Seckel fällt / solle nicht zu der einen oder andern Religion Particular-Gebrauch / sondern zu weltl. Gebrauch und Nutzen des gemeinen Landes angewendet werden.

LV. Die Ehehafftenen belangende / sollen keine neue Mühlen / Huff-Schmidten / Oel-Tretten oder Baad-Stuben / ohne dringende Nothwendigkeit aufgerichtet werden: Wo man aber deren begehrte / und jemand sich opponirte / und vermeynte / daß es nicht nothwendig wäre / oder daß er dadurch beschweret würde / alsdann die gründliche Untersuchung der Nothwendigkeit oder Beschwerd / vor ordentlichen Gericht beschehen / und hierauf die eydliche Befindnüß an Ihr. Fürstl. Gnaden als Dero die Bewilligung der Ehehafftenen zustehet / zur Erkänntnus gebracht / solch alte Ehehafftener aber mit keinen nüerl. Beschwerden beleget werden.

LVI. Was die Taverne Wirths-Häuser betrifft / so wird von dem Land-Vogt und dem Land-Gericht eine Untersuchunh geschehen / wo und wie viel Taverne Wirths-Häuser vonnöthen / und was Sie darfür Ihr. Fürstl. Gnaden zur jährl. Recognition geben sollen / auch solche darüber nicht gesteigert / oder einiger Unterscheid der Religion gemachet werden.

LVII. Die Einschreib-Lehn / welche keine Lehn-Brief erfordern / wann einer dessen ordentliche Empfahung übergehen würde / soll nicht caduc gemacht werden / sondern die Buß für das erstere mahl auf doppelten Lehn-Tax / hernach aber / so offt solches geschehen würde / nach Proportion und Werth des Guths / auf 1. fl. von jedem 100. bestimmet seyn.

LVIII. Gleichwie nun in allen vorgeschriebenen Gerichtl. Sachen / denen Particular-Gerichts-Herren Moßnanß / Eppenberg / Magdenau und Krynau / und wann noch andere wären / als welche hierinnen nicht contrahiret / ihre authentisch-habende Rechte heiter vorbehalten / und dadurch denenselben nichts benommen ist / so hat es dennoch den Verstand / daß in allen solchen Gerichten / da die beeden Religionen unter einander vermischet / die Gerechtsame / Freyheit und Gleichheit der Religion auf Weiß und Form / als in den vorgehenden Puncten gemeldet ist / observiret werden solle.

LIX. Desgleichen sollen auch der Stadt Lichtensteig ihre / Krafft Brief und Siegeln und alten Herkommen / sonderbaar-habende Recht und Freyheiten klärl. reserviret seyn / mit dem Anhang / daß so wohl die Schultheißen-Stelle unter beeden Religionen alterniren solle / als auch übrigens die mehr-besagte Gleichheit in Besatzung ihres Raths / Gerichts / Aemtern und Diensten beobachtet werden.

LX.

ANNO 1718.

LX. Wann auch sonderbaare Gemeinden oder Particularen sonderbare Recht und Gerechtigkeiten/ darüber in vorgehenden Puncten nichts versehen wäre/ aufweisen könnten/ sollen sie dabey verbleiben/ und ihnen nichts benommen seyn.

LXI. Es sollen auch alle Sprüch/ Urtheile und Erkanntnüssen/ welche biß auf den heutigen Tag von den ordentl. Gerichten in dem Land/ auf die Weiß/ wie sie biß dato besetzt waren/ ergangen/ wie auch alle erweißliche Privat-Conventionen/ jedem Drittmann ohne Schaden/ in ihren beständigen Kräfften seyn und verbleiben/ und nicht aufgehebt/ noch abgeändert werden/ und also alles Ausgemachte ausgemacht heissen/ seyn und bleiben/ wofern der Richter des Gotts-Hauses Recht und liegende Güter nicht berührt hätte: Es solle auch nicht weniger bey denen Rechnungen der Kästen/ welche über den Land-Handel ergangen/ auf Weiß und Form/ also/ daß selbige ohne fernere Untersuchung oder Hinderung nach alt-gewohntem Brauch und denen Sprüchen de de annis 1513. 1514. angelegt werden sollen.

LXII. Endlichen solle auch eine vollkommene Amnestia und ewige Vergessenheit alles dessen/ was von Anfang dieser Streitigkeiten/ und unter währendem Krieg biß auf den heutigen Tag passiret/ was Natur es immer sey/ gestifftet/ beliebet/ und allerseit angenommen seyn/ und des nahend unter keinerley Prætext noch Vorwandt/ niemanden das geringste an Leib/ Ehr oder Guth zugesucht werden: Was aber diejenigen Bussen und Kosten/ welche die Sechs Wattweylische Männer/ den Panner-Herr Päsch/ seinen Sohn Jacob Päsch/ den Land-Weibel Germann/ und die Kellerische Erbschafft betreffend/ ansiehet/ selbige aufgehebt/ tod und ab seyn sollen/ und jeder Landmann zu seinem Eigenthum/ Weib und Kindern sicher/ ruhig und ohnangefochten kommen möge.

LXIII. Den Religions- oder Lands-Frieden demnach betreffend/ so sollen nur allein die beeden Religionen/ die Catholische und Evangelische/ die eine wie die andere/ in der gantzen Landschafft Toggenburg durchaus frey seyn und verbleiben/ also daß der beyden Religionen zugethane eine vollkommene freye und ohngehinderte Religions-Ubung in allen Stücken und Theilen ihres Gottes-diensts/ und allem dem so demselben anhanget/ mit aller Gerechtsame und Freyheit geniessen und haben sollen.

LXIV. Und gleichwie die Evangelische denen Catholischen in ihrer Religion/ Kirchen-Gebräuchen/ Ceremonien/ und allem was dran hanget/ weder Ordnung/ Ziel/ noch maaß vorschreiben oder selbige behindern; Also auch hingegen denen Evangelischen von niemanden in ihrer Religion/ Kirchen-Gebräuchen/ Ceremonien und allem was hieran hanget/ sonderheitlich aber der Feyertagen halber nichts vorgeschrieben/ auch weder Ziel/ noch Maaß gesetzet/ oder einige Hinderniß gethan werden: Selbige aber der Lehr-Satzen halber sich an die Evangelische Eydgenössische Glaubens-Bekänntniß halten/ und die Kirchen-Gebräuch/ wie sie dißmahlen eingeführet sind/ fortsetzen wollen.

LXV. Die Kirchen-Stunden/ wo solches noch nicht geschehen/ sollen forderlich eingerichtet/ und alles Schänden/ Schmähen/ Trätzeln und Reitzen auf und neben der Cantzel/ von beyden Theilen höchstens verbotten/ auch die Fehlbahre mit Ernst abgestrafft werden.

LXVI. Denen Evangelischen Pfarrern und Vorgesetzten die nöthige Kirchen-Zucht/ bestehende in Vorstellung/ Vermahn- und Anhaltung zur Besserung des Lebens zu stehen: Doch daß sie sich hierbey keiner Jurisdiction anmassen; Deßgleichen auch auf die Schulen/ als worinnen die liebe Jugend/ nicht allein im lesen/ schreiben und singen/ sondern auch in denen Anfangen der Religion und Glaubens-Articuln unterrichtet werden solle/ ein treu-gefliessenes Auffsehen zu haben/ ihnen obgelegen seyn solle.

ANNO 1718.

LXVII. Die Evangelische Pfarrer sollen von niemanden der nicht ihrer Religion ist/ visitiret/ und so lange sie ihren Gemeinden in Lehr und Leben erbaulich vorstehen/ wieder ihren Willen/ auf andere Pfründen nicht abgeändert werden: Auch der vormahlen ihnen in dem leistenden Eyd eingeruckte Terminus; dem Fürsten in allem gehorsam zu seyn/ ausgelassen werden.

LXVIII. Die Witben und Waisen sollen mit Vögten ihrer Religion besorget werden/ und ihrer Auferziehung halber unter derselben und ihrer nechsten Verwandten Aufsicht stehen.

LXIX. Wo die ein- oder andere Religion aus eigenen Mitteln neue Kirchen bauen/ oder Pfründe stifften wolle/ ihnen daran kein Eintrag gethan werde; Vorhero aber beyde Religionen wegen der alten Kirchen sich in Freundlichkeit zu vergleichen haben/ und wann sie sich selbsten nicht vergleichen könnten/ alsdann jede Parthey zwey ehrliche Männer erbitten/ um sie zu entscheiden; Wann aber diese Schied-Leuthe in ihren Meynungen in gleiche Stimmen zerfallen würden/ jeglicher von diesen Sätzen noch einen ehrlichen unpartheyischen Mann fürschlagen/ und unter solchen fürgeschlagenen einer durch das Looß zum Obmann erwehlet werden/ welcher bey seinen Eydes-Pflichten der einen/ von den Schied-Leuthen ausgefällte Meynung/ welche ihm die bessere beduncke/ beyfallen solle. Wann auch die ein und andere Religion eine gemeinsame Kirche zu erweitern begehrte/ solches aus eigenen Kosten wohl geschehen mögen/ mithin der andern Religion kein Eintrag noch Schadigung zugefüget werden.

LXX. Weilen alle Kirchen- und Pfründ Güter in dem Toggenburg abgechuret und vertheilt/ soll es bey denen/ so vormahls/ als Zeit währender dieser Negotiation vorgegangene Abchurungen/ Theilungen und Vorkommnüssen verbleiben/ und hin künfftig keine Theilung mehr vorgenommen werden.

LXXI. Wann eine Evangelische Person um die Ehe angesprochen würde/ oder eine verheyrathete befugter Ursachen halber/ der Ehescheidung begehrete/ sollen sich der Decanus, ein Pfarre/ und die weltlichen Beysitzer des Synodi zusammen thun/ und um solche Ehe-ansprachen/ oder prætendirende Ehescheidungen die Partheyen gütlich vergleichen/ oder wann solches ohnerheblich/ selbige entscheiden und absprechen/ worbey es denn sein Verbleiben haben/ jedoch/ daß alle straff- und bußwürdige Sachen dem bißerigen Richter überlassen werden sollen.

LXXII. Die Dispensations-Bussen von dem dritten Grad also eingerichtet seyn/ daß/ welche ohngefährlich fünff tausend Gülden und darüber besitzen/ höchstens funffzig Gulden/ welche demnach 1000. biß 5000. fl. besitzen/ zwantzig Gulden: Welche aber unter 1000. fl. besitzen/ nach Beschaffenheit der Mitteln bezahlen; Wo aber gar Arme wären mit denselben mildiglich verfahren werden solle.

LXXIII. Der Evangelische Synodus in dem Toggenburg solle/ wie er dißmahlen eingerichtet/ fortgesetzet/ und darinnen die Religions- und Kirchen-Sachen unter ihnen allein abgehandelt werden/ wie die dermahlige Synodal-Statuta es mit sich führen.

LXXIV. Die Collaturen der Pfründe belangende/ bleibt es bey denen von Ihr. Fürstl. Gna-

ANNO 1718.

den bescheint- und hergebrachten Briefen/ Siegeln und Herkommen: Es wäre dann Sach/ daß die Catholischen Toggenburger in Zeit von 3. Jahren etwas mehrers und bessers für sich bescheinen könnten/ alsdann sie dessen zu geniessen haben sollen.

LXXV. Wenn eine Evangelische Pfarr-Pfründ in dem Land Toggenburg vacant würde/ solle die Gemeind sich bey Ihro Fürstl. Gnaden oder Dero Land-Vogt ehrerbiethig anmelden/ und alsdann ohne einige Behinderung sich selbsten in einem der Evangelisch-Eydgenößl. Orten/ welchen sie wollen/ um einen Pfarrer bewerben mögen/ welcher in einer der vier Evangelischen Städten der Eydgenossenschafft examiniret/ und ad Ministerium admittiret/ auch gute Zeugnüs seines ehrlichen Lebens und Wandels habe/ und selbigen mit besagten Testimonialibus einem jeweiligen Fürsten oder seinem Land-Vogt præsentiren/ der dann hierauf denselben confirmiren wird: Es sollen aber obgemeldter Pfarrern nicht mehr als ein Drittheil aus einem Orte seyn; Wann dann auch Toggenburgl. Land-Leute vorhanden/ welche tüchtig/ und obbesagter Weise examinirt/ und auch ad Ministerium admittirt wären/ selbige hierinfalls der Zahl halben gleich einem der obgemeldt-löbl. Orten gehalten werden.

LXXVI. Es ist auch heiter abgeredet und verglichen/ daß nach erfolgter Ratification dieses Tractats/ selbiger förderlich bewerckstelliget werden/ und darauf hin die Huldigung geschehen solle; Wann aber in künfftiger Zeit/ und nachdem dieser Tractat in Execution gesetzt seyn wird/ über diesen Tractat, und darinnen enthaltenen Puncten/ wieder alles Verhoffen/ sich Mißverstand und Strittigkeit ereigen würde/ als dann so wohl Ihr. Fürstl. Gnaden als auch die Land-Leute in Toggenburg/ die waltende Strittigkeiten an Sechs der dreyzehen löbl. Orten der Eydgenossenschafft/ jedes an drey zu bringen/ welche dann in Gleichheit der Religion und Sätzen/ selbige entweder in der Gütigkeit beylegen/ oder ohnerhebl. Falls/ nach gewohnt-Eydgenößl. Herkommen/ durch Rechtl. Ausspruch entscheiden sollen; in der ausgedruckten Meynung/ daß in allen/ entzwischen Ihr. Fürstl. Gnaden und dem Lande Toggenburg/ fürfallenden Streit-Sachen/ nicht via facti verfahren/ sondern alles biß auf güt-oder rechtlichen Ausspruch in dem von gegenwärtigen Tractat an hergebrachten ohnveränderten Stand verbleiben solle.

LXXVII. Wegen des Land-Friedens in den Mehrern und Mindern Gerichtbarkeiten/ welche Ihr Fürstl. Gnaden in der Land-Grafschafft Thürgau und auch in dem Rheinthal besitzen/ hat es den Verstand/ daß es bey dem in An. 1711. von denen löbl. Regierenden Orten zu Arau errichteten/ und durch den Druck ausgegebenen Lands-Frieden beständig bestehen/ und Ihr Fürstl. Gnaden sich deme conformiren sollen/ also/ daß demselben/ in allen denen Ihro zugestellten ausgeworffenen Puncten und Articuln/ wie sie dermahlen eingeführet sind/ jetzt und in das künfftig/ ohne einige Ausnahm/ gefliessend nachgelebet werden solle.

LXXVIII. Desgleichen solle auch denenselben unter keinerley Vorwand an die vergangene Kriegs-Kosten etwas gefordert/ noch zugerechnet werden/ sonsten aber jeglichem rechtmäßigen Creditori sein habendes Recht ohnbenommen seyn; Ihnen auch um alles das/ was von Anfang des vergangenen Kriegs/ und biß auf den heutigen Tag passiret/ und worinne sie sich immer übersehen/ oder verfehlt haben mögten/ eine vollkommene Amnestia gedeyen/ und keiner deßwegen im geringsten angefochten/ oder ihme etwas zu Ohnglimpff angezogen werden. ANNO 1718.

LXXIX. Was dannenhero die ausserhalb denen obgemeldten Gerichten gelegene Aemter/ als Stadt und Amt Wyl/ das Norschacher-Hoffmeister- und Goßauer-Amt belanget/ solle denenselben gleichfalls/ unter keinerley Vormand/ einige Kriegs-Kosten abgefordert/ sie auch einer gleichmäßigen vollkommenen Amnestia geniessen/ sonsten aber jeglichen rechtmäßigen Creditoren sein habendes Recht ohnbenommen seyn.

LXXX. Was auch die Herren Intendanten zu Wyl und Sanct Gallen/ oder die Gericht für Urtheln in währender Zeit ausgefället/ und sonsten streitiges güt-oder rechtl. behandelt/ solches in beständigen Kräfften verbleiben/ weiln man dafür haltet/ daß dadurch Ihr. Fürstl. Gnaden Rechtsamen und liegende Güter nicht angegriffen worden/ und was zu Erbauung der Evangelischen Kirchen Schönholtzers-Wylen und Zugehörungen/ für Erdreich von einem Deroselben Lehen/ gegen ersiatteten Preiß/ ledig bezogen worden/ solle/ ohne des Erb-Zinßes Schwächung/ welcher auf den übrigen Gütern zu suchen ist/ sein Verbleiben haben.

LXXXI. Nachdeme dann diese Friedens-Handelung zur Ratification gelanget seyn wird/ (wozu jedem Theil längstens 2. Monath Zeit gelassen wird) werden beede Löbl. Stände Ihr. Fürstl. Gnaden wiederum abtretten/ die in Besitz genommene alte Landschafft/ samt denen Gerichten in dem Thurgeu und Rheinthal/ mit aller darzu dienenden Herrlichkeiten/ Rechten und Gerechtigkeiten/ auch denen in und ausser Landes gelegenen Einkünfften/ Zinsen/ Zehenden/ Renten/ Gülten/ und andern Rechtsamen/ wie sie solche in Besitz genommen/ und dermalen besitzen; Vorbehalten das/ worüber in gegenwärtigen Tractat anders disponiret worden.

LXXXII. Es sollen auch die Land Leuth im Toggenburg Ihro Fürstl. Gnaden/ und Dero Gottshauß/ wann das/ was derselben halber in vorhergehenden Tractat vorkommen worden/ so weit erfüllt seyn wird/ daß die Toggenburgischen Land-Leuth ihren Land-Rath samt ihren Antheil der Appellation-Richtern vor der Huldigung ernamset haben/ und bey dem Huldigungs-Act/ welcher Ihr. Fürstl. Gnaden längstens 14. Tag nach der Ratification vornehmen mögen (dieser Tractat samt dessen Ratification vor offener Landes Gemeine ablesen/ und darauf hin die Huldigung geschehen/) auch Ihro Fürstl. Gnaden innerhalb den nechst folgenden drey Tagen/ die Denomination ihrer Beamten/ Land- und Appeliation-Richtern eröffnet haben werden/ zu Vertrag-mäßiger und ruhiger Besitzung der Grafschafft Toggenburg kommen lassen; Dessen Vollziehung beede Löbl Stände sich angelegen seyn lassen werden.

LXXXIII. Und damit nun der errichtete Frieden um so sicherer und beständiger seye/ und in Ansehung hierseits benachbarter Ständen/ bey etwan zwischen Ihnen fürfallender Mißverständnüß (die GOtt verhüte) nicht neuen Anstoß litte/ so haben die Löbl. Stände Appenzell/ Ußer-Rothen/ Ihr Fürstl Gnaden und die Stadt St. Gallen/ bey Eydgenößischen treuen/ Ehren und wahren Worten/ einander versprochen and zugesagt/ daß kein Theil dem andern um einiger Ursachen willen/ wie die seyn/ vorfallen/ oder Nahmen haben mögen/ thätlich angreiffen/ und zusetzen wolten; und im Fall ja etwa Irrung/ Streit/ Mißverstand sich zwischen Ihnen erheben und zutragen mögte/ welches allein die Ständ selbsten/ oder die zusammen habende Verträg/ und darinnen enthaltene Rechtsame

ANNO 1718.

same betreffen thäte/ oder daß solche Verträg ohngleich verstanden werden wolten/ daß der beschwerte Theil seine Klag an den Beschwerenden mündoder schrifftlich je nach gestalt der Sachen nachrichtlich gelangen lassen/ und um dessen Abstellung freundnachbarlich ansuchen thäte/ demselben auch mit freund- und billiger Antwort entsprechen/ in allweg auch auf beschehendes Recht-Bott via facti nicht fürgefahren/ sondern jeglicher Theil/ bey seiner vor sothanem Streit gehabter Besitzung/ Herkommen und Rechten verbleiben; Und Falls die also mißverständige Theil einander nicht mögten in der Güte und Freundlichkeit zur Gnüge berichten/ sodann die Sach zu güt- als rechtlichen Entscheid dergestalten gelangen/ daß jeder Theil zwey von denen Löbl. Orten der Eydgenossenschafft/ nach Belieben erbitten möge/ durch gleiche Sätz aus ihren Raths-Mitteln solche Zwistigkeiten decidiren zu lassen; Da dann die streitige Theile sich an deme halten/ sättigen und begnügen/ was alda gesprochen wird/ und damit dem Streit abgeholffen; Die also zu Sätzen erwehlte Löbl. Ort/ so güt- als rechtlich gesprochen/ als Handhabere desselben/ bestens befugt seyn/ demjenigen Theil/ welcher solchem Ausspruch entgegen in minderem oder mehrerem via facti verfahren wolte/ gütlich/ oder so das ohnverfänglich/ mit kräfftigen und ernstlicheren Mitteln/ zu Observanz des Ausspruchs/ und Erstattung allfählich dem beschwerten Theil zugewachsenen Schaden und Kosten zu vermögen und anzuhalten.

LXXXIV. Und solle von nun an und in das künfftig all dasjenige/ was vor den letzten leidigen Troublen und bis dato zwischen obgedachten dreyen Löbl. benachbarten Ständen immer wiedriges passiret seyn mögte/ gäntzlich und völlig abgethan/ ausgelöscht und vergessen seyn und bleiben/ zwischen allen drey erwehnten Löbl. Ständen eine wahre Freund- und Nachbarschafft frischer Dingen aufgepflantzet und cultiviret/ auch ihre Angehörige dahin mit Ernst angemahnet werden.

LXXXV. Des abgethanen Zolls halber zu Lanquat solle die Sache in dem Zustandt/ wie es sich dismalen befindet/ biß zu güt- und rechtl. Austrag/ welcher längstens inner Jahres-Frist vorgenommen werden solle/ verbleiben.

Wann nun die hierinnen contrahirende Theil/ als beede Löbl. Stände Zürich und Bern/ dann Ihro Fürstl Gnaden Herr Abt/ Decan und Capitul zu St. Gallen/ diesen Friedens-Tractat/ in allen seinen Puncten und gantzen Inhalt/ ohnzerbrüchlich und vest handlen werden/ so wohl für sich als ihre Nachkommende/ einander bey guten Treuen und Ehren versprechen; also haben sie sich auch gleichfalls einander hierbey zu maintenniren und zu handhaben zugesaget; In Krafft gegenwärtiger Instrumenten/ welcher drey gleich lautende verfertiget/ und mit hernach unterschriebener Herren Pacificatoren Hand und Petschafften verwahret worden. Geben zu Baden im Ergau/ Mittwochs den 15. Tag Brachmonat/ von der Gnaden-reichen Geburth unsers lieben HErrn und Heylandes gezehlet 1718. Jahre.

(L.S.) Hanß Jacob Ulrich/ Stadthalter und des Raths der Stadt Zürich.
(L.S.) Johann Heinrich Hirtzel/ Stadthalter und des Raths der Stadt Zürich.
(L.S.) J. F. Willading/ Herr zu Urthenen und Mattstetten/ Schultheiß der Stadt Bern.
(L.S.) Johann Antoni Tillier/ Venner und des kleinen Raths der Stadt Bern.
(L.S.) Joseph Antoni Pündtiner/ v. Brg. Hochfürstl. St. Gallischer Rath und Cantzler.
(L.S.) Gall Antoni/ Freyherr von Thurn/ Hochfürstl. St. Gallischer Rath und Ober-Voigt zu Ranißhorn.

Friedens-Ratification des Löbl. Stands Zürich.

ANNO 1718.

WIr Bürgermeister/ klein und grosse Räthe der Stadt Zürich urkunden hiermit: Demnach Unsere auf jüngsten Congress zu Baden geweste vorgeliebte Mit-Räthe und Pacificatores, bekanntlichen/ die Hochgeachte Wohl-Edle/ Gestrenge/ Fromme/ Vornehme/ Vorsichtige und Weise/ Herr Johann Jacob Ulrich/ Stadthalter/ und Herr Johann Heinrich Hirtzel/ Stadthalter/ mit Ihro Fürstl. Gnaden des neu erwehlten Herrn Abts Josephi, Decans und Convents des Fürstlichen Stifft St. Gallen/ Herrn Pacificatorn den 15. Junii dieses lauffenden Jahrs zu besagten Baden/ die Friedens-Tractaten entzwischen Löbl. Standt Bern und Uns an dem einem/ dann Ihr. Fürstl. Gn. dem Herrn Abt/ Decan und Convent, wohlgedachter Fürstl. Stifft an dem andern Theil/ besag dreyer gleich lautender authentischen Exemplarien (welche zu Handen aller drey Löbl. interessirter Stände expediret worden) biß auf gedachter Ständte/ als hoher Principalen Ratification, abgeredet/ geschlossen und nach aufgegebener Vollmacht besiegelt und unterschrieben/ daß Wir nach gründlicher Durchseh- und Erdaurung vorgemeldet durch göttlich-gnädige Leitung errichteter Friedens-Tractaten/ dieselbe in allen und jeden darinnen enthaltenen Puncten, Articuln und Clausuln gutgeheissen/ ratificiret und bestättiget; Wie Wir dann solche hiermit durchaus gutheissen/ ratificiren und bestättigen/ vor Uns und Unsere Nachkommende/ mit wahr-Eydgenoßischer Verpflichtung/ alle die darinnen enthaltene Puncten, Articuln und Clausuln aufrichtig und getreulich zu beobachten und zu erfüllen. Dessen zu mehrem Glauben und Bekräfftigung gegenwärtiger Ratification haben Wir unserer Stadt Zürich Secret-Insiegel hierauf drucken lassen. So geben Donnerstags den 11. Augusti von der Gnaden-reichen Geburth Christi/ unsers Erlösers gezehlt/ 1718. Jahr.

(L. S.)

Friedens-Ratification des Löbl. Standes Bern.

WIr Schultheiß/ klein und groß Räth der Stadt Bern thun kund hiermit: Demnach zwischen Unsern vertrauten lieben alten Eydgenossen/ Löbl. Standes Zürich und Uns an einem/ dann Ihr Fürstl. Gnaden Herren Abten/ Decan und Fürstl. Stiffts St. Gallen am andern Theil/ einige Mißhell und Zweyspalt erwachsen/ selbige auch in kriegliche Verfassungen und Thätlichkeit ausgebrochen/ welche aber durch freundliche Handlung/ so den 5. Jan. in Baden angefangen/ den 5. May reassumiret/ aus GOttes Gnaden durch allseitig dort hin abgeordnete Herrn Bevollmächtigte zu vollkommenen Stand/ biß auf Unsere Ratification, gelanget/ zu Pappier gebracht/ und sub 15. Junii, alles gegenwärtiges Jahrs/ unterschrieben und versiegelt worden: Daß darauf hin Wir sothane Friedens-Handlung in allen seinen Puncten und Articuln für Unser Ort seines gantzen Inhalts angenommen/ bestättiget und beliebet haben wollen. In Krafft gegenwärtiger Ratification zu mehrerem Bestandt

mit

ANNO 1718. Unser Stadt Secret-Insiegel verwahret und geben den 12. Tag Augusti 1718.

(L. S.)

Friedens-Ratification Jhr. Fürstl. Gnaden von St. Gallen/ Decan und Convents des Fürstl. Stiffts.

VOn GOttes Gnaden Wir Josephus, des Heil. Römis. Reichs Fürst/ Abt des Fürstl. Stiffts und Gotts-Hauß St. Gallen/ so ohne Mittel dem H. Stuhl zu Rom zugebüret/ St. Benedicten-Ordens/ auch des hohen Ordens der Jungfräul. Verkündigung Mariä Ritter ꝛc. Und Wir Decan und Convent erst ermeldter Fürstl. Stifft zu St. Gallen thun kund hiermit männiglichem: Demnach die zu freundlicher Beylegung der entzwischen bey den Löbl. Ständen Zürich und Bern/ und Uns einige Jahr hindurch gedauerten krieglichen Mißhell- und Streittigkeiten jüngst abgewichenen 5. Januarii dieses lauffenden Jahrs in Baden angestossene/ und den 5ten May hernach reassumirte Friedens-Handlung aus Gnaden GOttes durch Unsere allseitig zu dem End dorthin Abgeordnet- und Bevollmächtigte zu vollkommenen Stand/ biß auf unsere Ratification, besiegelt/ so/ daß selbige von Jhnen zu Pappier gebracht/ und sub dato 5. Junii darauf hin unterschrieben/ und besiegelt worden: Daß dann Wir diesere Handlung und Friedens-Tractat in seinem vollkommnen Begriff und Enthalt gäntzlichen genehm halten/ ratificiren und confirmiren/ in Krafft Unserer hierunterzogener eigener Handschrifft/ und vorgedruckten Abbatial und Convents-Siegeln. So geben/ und beschehen in Unserm Schloß neuen Ravensberg den 5. August. 1711.

Josephus Abb.

(L. S.)

P. Jodocus Decanus.

(L. S.)

## CXCIX.

21. Juill. *Instrumentum Pacis ad viginti quatuor Annos Lunares constitutæ, inter* CAROLUM VI. *Imperatorem Romanorum, ac Regem Hispaniarum, Hungariæ & Bohemiæ Augustissimum, &* AHMET *Han Sultanum Ottomanorum, quo Partes Valachiæ cis Alutam Fluvium sitæ, Belgradum, Temiswar, Parackin, Istolaz, Schachak, Botka & Bolina, cum suis Territoriis: Tractus à Drina Fluvio usque ad Unnam, cum Palankis & Arcibus, totusque Fluvius Savus cum suis Ripis Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestati ceduntur & manent. De Limitibus autem singulatim designandis cura integra Commissariis utrinque nominandis relicta est. Actum in Congressu ad Passarovicium in Servia die* 21. *Julii* 1718. Cum DECLARATIONE *Legatorum Cæsareorum quod hac Pacificatione nonobstante, Fœdus Cæsareo-Polonico-Venetum pro communi defensione initum, illibatum & indissolubile permanere debeat. Actum eadem die* 21. *Julii* 1718. Cumque RATIFICATIONE *Cæsarea. Dat. Vienna* 12. *Augusti* 1718. [Tiré des Archives du Conseil-Imperial Aulique de Guerre.] ANNO 1718.

CAROLUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, & utriusque Siciliæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wirtenbergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchio Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c.

Recognoscimus, & memoriæ commendamus tenore præsentium, quibus expedit, universis, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus Nostris; quod cum DEO ita disponente inter Nos ab una: & Sereniſſimum ac Potentissimum Principem, Dominum Sultanum Ahmed Han, Ottomannorum, Asiæ, ac Græciæ Imperatorem, ex altera parte, interventu & opera mediatoria Sereniſſimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis, uti & Generalium Fœderati Belgii Ordinum, post colloquia sub tentoriis ad Passarovicium in Serviæ Regno eum in finem instituta, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios cum idoneis Mandatis & facultatibus ad id utrinque deputatos Pax & amicitia inita, & concluſa sit in viginti quatuor annos proximos lunares his, quæ sequuntur, conditionibus, forma, & tenore.

*In Nomine Sanctissimæ, & Individuæ Trinitatis.*

POSTQUAM duobus abhinc Annis infauste accidit, ut inter Augustissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, CAROLUM VI. Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, & utriusque Siciliæ, &c. &c. Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgiæ, Luxenburgiæ, Wirtenbergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchionem Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comitem Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c. ab una: & Sereniſſimum ac Potentissimum Principem, ac Dominum Sultanum, Ahmed Han, Ottomannorum, Asiæ & Græciæ Imperatorem, ab altera Parte Pax & tranquillitas illa, quæ per Glorioſissimos amborum Magnorum Principum, ac Imperatorum Prædeceſſores Carlovicii in Syrmio concluſa, & stabilita fuerat, summum in Eorundem Subditorum detrimentum, perturbationem ac negotiorum jacturam per nova quædam diffidia ante elapsum terminum interrumpebatur, exindeque cruentum ac exitiale bellum exortum sit, quod magnas Regnis & Provinciis devastationes, & Populorum desolationes attulit; Divina tamen opitulante Clementia tam salutaria ambo Imperia receperunt consilia, ut de reconciliandis exacerbatis animis, & evitanda humani sanguinis effusione, nec non prospicienda Subditorum salute & bono recogitaretur.

Ideo interpositis Sereniſſimi ac Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis, ac Alte-Potentium Dominorum Ordinum Generalium unitarum Belgii Provinciarum officiis eo res perductæ sunt, ut ad tractandam & concludendam Pacem, ac renovandam pristinam amicitiam Legati Plenipotentiis sat amplis instructi in certum locum mitterentur, ubi de æquis conditionibus convenirent.

Itaque ex parte Augustissimi Potentissimi, ac Invictissimi Romanorum Imperatoris Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Damianus Hugo, Comes de Virmont, Intimus, & Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius, Peditatus supremus Præfectus & constitutus Tribunus, ac Excellentissimus Dominus

ANNO 1718.

minus Michael à Talman, Imperialis Aulico-Bellicus Conſiliarius; ex parte verò Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magni Sultani, Ahmed Han, Ottomannorum, ac Aſiæ & Græciæ Imperatoris, Illuſtriſſimus ac Excellentiſſimus Dominus Ibrahim Aga, Ærarii Ottomannici ſecundæ diviſionis Præſes, & Excellentiſſimus Dominus Mehmed Aga, ejuſdem Ærarii tertiæ diviſionis Præſes: nec non nomine Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis Excellentiſſimus Dominus Robertus Sutton, Eques Auratus; & Alte-Potentium Ordinum Generalium unitarum Belgii Provinciarum Illuſtriſſimus ac Excellentiſſimus Dominus, Jacobus Comes Colyers, mox circa principium menſis Maii hic Poſſarovicii comparuere, qui ſolemni Congreſſu, & habitis quibuſdam ſub tentorio uſitato more Colloquiis, exhibitiſque mutuo Plenipotentiis ita felici ſucceſſu hujus Pacis opus perfecerunt, ut in ſequentes viginti mutuos Articulos convenerint.

*Articulus Primus.*

Provinciæ Moldaviæ & Valachiæ, partim Poloniæ & partim Tranſylvaniæ limitibus conterminæ, interjacentibus, ut ab antiquo, montibus diſtinguantur & ſeparentur, ita, ut ab omni Parte antiquorum confiniorum termini obſerventur, nullâque in his nec ultra, nec citra fiat mutatio, & cum partes Valachiæ cis Alutam fluvium ſitæ cum locis & Munimento Temeſwarini in poteſtate, & poſſeſſione Sac. Romano-Cæſareæ Regiæque Majeſtatis ſint, juxta acceptatum Fundamentum Pacis: UTI POSSIDETIS, in ejuſdem Poteſtate & Dominio permaneant, ita, ut prædicti fluvii ripa Occidentalis ad Romanorum: ripa vero Orientalis ad Ottomannorum Imperatorem pertineat.

E Tranſylvania elabens fluvius Aluta uſque ad locum, ubi in Danubium exoneratur: inde vero juxta ripas Danubii fluvii verſus Orſavam uſque ad locum, è cujus regione Timock fluvius in Danubium influit, conſtituantur confinia, atque, ut antehac circa fluvium Maruſium obſervatum fuerat, Aluta, quoad potationem pecorum & piſcationes, alioſque hujuſmodi perquam neceſſarios uſus, utriuſque Partis Subditis communis ſit.

Germanorum, eorundemque Subditorum Navibus onerariis e Tranſylvania in Danubium ultro citroque commeare liceat; Subditis vero Valachis naviculârum piſcatoriarum, aliarumque Cymbarum abſque impedimento uſus permittitur; Naves tamen molendinariæ in locis convenientibus, ubi Navigationi Mercatorum obeſſe non poſſunt, communi Gubernatorum in confiniis exiſtentium conſenſu collocentur.

Et, cum nonnulli Bojari, aliique minoris conditionis ex Valachia Ottomannica tempore Belli ad Partes Romano-Cæſareas ſe receperint, ii vigore hujus Pacis ad priſtinos Lares revertere, & ibi commorando, adinſtar aliorum, habitationibus, bonis, & terris ſuis pacifice frui poterunt.

*Articulus Secundus.*

A loco, ubi Timock in Danubium influit, circiter decem horas ſurſum utriuſque Imperii confinium conſtituatur; Iſperlek-Bania cum ſuis antiquis Territoriis ſub Ottomannico: Reſſova verò ſub Romano Imperatorio Dominio permanentibus, & inde inter montes verſus Parackin pergatur, ita, ut, Parackin Romano-Cæſareæ: & Raſna Ottomannicæ Ditioni relictis, inter utriuſque Medium per congruum ſitum progreſſio fiat in Iſtolaz, & ibi tranſeundo per parvam Moravam juxta citeriorem ripam ad Schachak, & inter Schachak & Bilanam per Terram ad Bedka procedatur, inde flectendo circa Territorium Zockolenſe eatur Belinam ad ripam Drinæ fluvii ſitam, Belgrado, ſeu Alba Græca, Parackin, Iſtolaz, Schachak, Bedka & Belina cum antiquis ſuis Territoriis Auguſtiſſimo Romanorum Imperatori, cum à Sua Majeſtate poſſeſſa ſint; Zockol verò & Raſna cum ſuis etiam antiquis Territoriis Imperio Ottomannico permanentibus.

Timock fluvio cum ſuis emolumentis utriuſque Subditi communiter gaudeant.

ANNO 1718.

*Articulus Tertius.*

Cum à Drina fluvio uſque ad Unnam in utraque ripa fluvii Savi ſitæ, ſive apertæ, ſive occluſæ Arces & Palankæ Romanorum Imperatoris Milite munitæ ſint, cum antiquis ſuis Territoriis juxta fundamentum Pacis in Ejuſdem Sac. Cæſ. Regiæque Majeſtatis poteſtate permanento, quare etiam integer fluvius Savus cum ſuis ripis ad Eandem pertinet.

*Articulus Quartus.*

A loco, ubi fluvius Unna in Savum influit, uſque ad Territorium Antiqui-Novi, quod Porta Ottomannica poſſidet, in ripa Orientali dicti fluvii ſitum Jeſſenoviz & Dobiza, nec non aliquot Turres & Inſulæ, cùm Præſidio Romano Cæſareo-Regio inſeſſæ ſint, juxta fundamentum Pacis cum antiquis ſuis Territoriis Sacræ Suæ Romano-Cæſareæ Regiæque Majeſtati permanento.

*Articulus Quintus.*

Quemadmodum Novi-Novi Territoria in Occidentali Unnæ ripa ex parte Croatiæ ſita, quæ tum ad Auguſtiſſimum Romanorum Imperatorem pertinebant, poſt Tractatum Carlovicenſem propter aliqua, quæ tempore ſeparationis limitum exorta ſunt, diſſidia & controverſias, deſtructa hoc nomine nuncupata Palanka, Imperio Ottomannico tradita fuere, ita iterum ad reconciliationem & ſatisfactionem Suæ Sac. Cæſ. Regiæque Majeſtati reſtituantur, & in Ejuſdem poteſtatem cum omnibus inter antiquos ſuos limites exiſtentibus Locis & Terris revertantur.

*Articulus Sextus.*

Loca demum, quæ in partibus Croatiæ ſita, a Savo fluvio diſtantia, ab utraque Parte poſſeſſa, & Præſidiis cuſtodita juxta Carlovicenſem Tractatum cum ſuis Territoriis in utriuſque poteſtate permaneant, atque, ſi quædam adhuc occupata fuerint, utriuſque Imperii ad determinandos limites deputati Commiſſarii de controverſiis decidant, & uſque ad extremitatem Croatiæ, eorum locorum Territoria, quæ in unius, aut alterius Imperii poſſeſſione manſura ſunt, diſtinctis limitibus ac ſignis ſeparent, & determinent;

Sicuti per Carlovicenſem, ita etiam per præſentem Tractatum liberum & licitum eſto ab utraque Parte poſſeſſa Munimenta & Arces pro ſecuritate utriuſque Partis reparare, munire & fortificare, ad Incolarum vero commodas habitationes in extremis confiniis apertos Pagos ædificare, ubique ſine impedimento & exceptione utrique Parti fas eſto, dummodo ſub hoc prætextu nova Fortalitia non erigantur.

*Articulus Septimus.*

Pax iſta quamvis ſecundum prædictas Conditiones bona concordia concluſa ſit, attamen, ut omnia, quæ de confiniis promiſſa & acceptata ſunt, ex omni parte effectum nanciſcantur, conſtituantur quamprimum ab utraque Parte experti, fidi & pacifici Commiſſarii, iique loco opportuno, ubi illis viſum fuerit, convenientes quieto comitatu & famulitio, intra ſpatium duorum menſium, & citius, ſi fieri poterit, Confinia metis & terminis manifeſtis per ſuperiores Articulos deſignata diſtinguant & determinent, & Statuta utrinque accuratiſſime & citiſſime executioni mandentur.

*Articulus Octavus.*

Definiti tandem per hoſce Tractatus & ſubſecuta, ubi opus fuerit, locali deputatorum Commiſſariorum ſeparatione, ſtabiliti, ſive deinceps, idoneo tempore per operam Commiſſariorum mutuo ſtabiliendi confiniorum limites ſancte utrinque & religioſe obſerventur, ita, ut nulla ratione, aut prætextu extendi, transferri, aut mutari poſſint, neque liceat alicui Paciſcentium Parti in alterius Partis Territorium ultra ſtatutos ſemel terminos, aut lineas quidquam juris, aut poteſtatis prætendere, aut exercere, aut alterius Partis Subditos ſive ad deditionem;

ANNO 1718.

sive ad pendendum Tributum qualecunque, sive præteritum, sive futurum, sive ad quamvis aliam humano ingenio excogitabilem exactionis, aut vexationis speciem adigere, aut molestare, sed omnis altercatio ex integro amoveatur.

*Articulus Nonus.*

Ad tollendas penitus quascunque in Confiniis super aliquo Articulorum Armistitii hujus, aut quavis de re imposterum enascentes controversias, differentias, aut discordias, ubi prompto & maturo remedio opus erit, ordinentur utrinque in Confiniis primo quoquo tempore electi pari numero Commissarii, viri neutiquam avidi, sed graves, probi, prudentes, experti, atque pacifici, hique loco opportuno convenientes sine Exercitu cum æquali pacificarum personarum comitiva omnes & singulas hujusmodi controversias emergentes audiant, cognoscant, decidant, & amicabiliter componant, talem denique ordinem & modum constituant, quo utraque Pars suos homines & Subditos citra omnem tergiversationem, vel prætextum gravissimis pœnis ad sinceram ac firmam Pacis observationem compellat; Quod si verò negotia tanti momenti occurrerent, quæ per Commissarios utriusque Partis componi & expediri non possent, tunc ad ambos Potentissimos Imperatores remittantur, ut ipsi complanandis iisdem, sedandis & exstinguendis modum & rationem invenire & adhibere valeant, ita, ut tales Controversiæ, quam fieri poterit, intra brevissimum temporis spatium componantur, nec earum determinatio ulla ratione negligatur, aut protrahatur;

Cumque præterea in antecedentibus sacris Capitulationibus duella & mutuæ ad certamen provocationes fuerint vetitæ, imposterum etiam sint illicitæ, &, siqui ad singulare certamen venire ausi fuerint, in illos ut transgressores gravissime animadvertatur.

*Articulus Decimus.*

Incursiones hostiles & occupationes, omnesque insultus clam, aut ex improviso facti, devastationes & depopulationes Territorii utriusque Dominii omnino & severissimis Mandatis prohibitæ sint ac illicitæ, Transgressores verò Articuli hujus ubicunque deprehensi statim incarcerentur, & per Jurisdictionem loci, ubi capti fuerint, pro merito puniantur absque ulla remissione, & rapta, quæcunque sint, diligentissime perquisita & adinventa secundum omnem æquitatem Dominis suis restituantur; Capitanei quoque ipsimet, Commendantes & Præfecti utriusque Partis ad Justitiam nulla admissa incuria integerrime administrandam sub amissione officii non solùm, sed etiam vitæ & honoris, adstricti sint atque obligati:

*Articulus Undecimus.*

Pro Religiosis & Religionis Christianæ exercitio juxta ritum Romano-Catholicæ Ecclesiæ, quæcunque præcedentes Gloriosissimi Ottomannorum Imperatores in Regnis suis, sive per antecedentes sacras Capitulationes, sive per alia signa Imperialia, sive per Edicta & Mandata specialia favorabiliter concesserunt; ea omnia Serenissimus Ottomannorum Imperator imposterum etiam observanda confirmabit, ita, ut Ecclesias suas præfati Religiosi reparare & resarcire: nec non functiones suas ab antiquo consuetas exercere possint, & nemini permissum sit, contra priores Capitulationes, ac Leges aliquo genere molestiæ, aut pecuniariæ petitionis eosdem Religiosos, cujuscunque Ordinis & conditionis sint, afficere, sed consueta Imperatoria pietate gaudeant, & fruantur; Præterea Augustissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris solemni ad Ottomannicam Portam Legato licitum sit, commissa sibi circa Religionem, & loca Christianæ visitationis in sancta Civitate Jerusalem, aliisque in locis, ubi dicti Religiosi Ecclesias habuerint, exponere atque instantias suas facere.

*Articulus Duodecimus.*

Publici Captivi antecedentis & præsentis Belli tempore ex utraque parte in captivitatem abacti, & in publicis carceribus adhuc detenti consideratione istius almæ Pacis eliberationem sperent, nec possint diutius sine læsione Imperatoriæ Clementiæ & laudatæ Consuetudinis, ac Generositatis in eadem captivitatis miseria & calamitate relinqui, sed modo ab antiquo consueto cuncti Captivi à die hujus Tractatus Pacis ab utraque parte intra dies 61. in libertatem asserantur; Peculiariter, cum in partibus Transylvaniæ captivitate detentus Nicolaus Scarlati Voivoda, ac filii & ejusdem domestici contra liberos Barones de Petrasch & Stein cum penes eos Constantinopoli in septem Turribus existentibus hominibus permutandi sint, quare & ii à data hujusce Pacis Tractatus intra dies 31. in confiniis Valachiæ invicem permutentur, & eliberentur;

Cæteris verò, qui in privatorum potestate, vel apud ipsos Tartaros sunt, licitum sit, eliberationem suam honesto, &, quam fieri poterit, mediocri lytro procurare; Quod si cum Captivi Domino honesta Conventio fieri non poterit, Judices locorum litem omnem per compositionem dirimant; Sin autem prædictis viis id etiam confici haud posset, Captivi pretiis eorum, sive per testimonia, sive per Juramenta probatis, atque solutis, eliberentur, nec possint Domini aviditate majoris lucri sese redemptioni eorundem opponere; Et, quandoquidem à parte Imperii Ottomannici homines non emitterentur, qui taliter eliberandis Captivis operam adhibeant, spectabit ad probitatem Cæsareorum Præfectorum, ut ad dimittendum Ottomannos Captivos, quo empti sunt pretio, sincere comprobato, Dominos illorum adstringant, atque ita sanctum hoc opus pari utrinque pietate promoveatur;

Donec demum Captivi utrinque prædicta ratione liberentur, Legati Plenipotentiarii ex utraque Parte officia sua adhibebunt, ut interea miseri Captivi benigne tractentur.

*Articulus decimustertius.*

Utriusque Partis Mercatores juxta antecedentes Capitulationes Pacis in Ditionibus utriusque Imperii rem mercatoriam libere, secure, & pacifice exerceant; Romanorum Imperatori jam modo subjectarum, atque imposterum per Suam Majestatem à Christianæ Religionis Statibus acquirendarum Provinciarum Mercatoribus & Subditis, cujuscunque sint Nationis, terra, marique, prout ad hanc rem destinati Commissarii convenerint, sub signis & Literis patentibus Romano-Cæsareis in Regnis & Provinciis Ottomannicis pacificus aditus & reditus pateat, emptioque & venditio libera sit, & solutis necessario pendendis Vectigalibus neutiquam molestentur, quinimo protegantur. Consules & Interpretes, qui Mercatorum curabunt negotia, (uti prædicti Commissarii convenerint) in Ditionibus Ottomannicis constituantur, & reliquis Christianis à Tributo liberis Nationibus concessus favor etiam Romano-Cæsareis Mercatoribus confirmetur & concedatur, eademque ipsi utilitate & securitate gaudeant & fruantur.

Algerinis, Tunetanis, & Tripolitanis, aliisque, quibus inhiberi necesse est, serio demandetur, ut imposterum Pacis Capitulationibus neutiquam contravenientes nullam prorsus Paci adversantem actionem perpetrent. Coerceantur quoque in ripa Maris sitæ Dulcinensis Arcis incolæ, ne deinceps Pyraticam exerceant, neve naves Mercatorum infestent, & damnificent, eorum Lembis, seu Fregatis & reliquis Navibus pyraticis sublatis alias exstruere prohibeantur, ita quidem, ut in tales Prædones, qui contra Imperiales Pacis Capitulationes Mercatorum Navibus damna invehere, easque aggredi ausi fuerint, restitutis omnibus in prædam ablatis rebus & bonis, resarcitisque damnis & jacturis, ac in libertatem assertis Captivis, quos cœperant, juxta Leges, ut Justitia exiget, ad aliorum exemplum animadvertatur, iique puniantur.

Ut autem Commercii res omnis fraudis expers sit, quidquid ab utraque Parte constituti, & de illis tractantes Commissarii concluserint ac determinaverint, ratihabeatur, in Capitulationibus inseratur & adjungatur.

*Articulus decimusquartus.*

Maneat porro etiam illicitum futuris quoque temporibus receptaculem, vel fomentum dare malis homi-

ANNO 1718.

hominibus, rebellibus Subditis, aut male contentis, ſed ejuſmodi homines & omnes Prædones, Raptores, etiamſi alterius Partis Subditi ſint, quos in Ditione ſua deprehenderint, merito ſupplicio afficere utraque Pars adſtricta ſit, qui, ſi deprehendi nequeant, Capitaneis aut Præfectis eorum, ſicubi eos latitare compertum fuerit, indicentur, iique illos puniendi mandatum habeant, quod, ſi nec hi Officio ſuo in punitione talium Sceleratorum ſatisfecerint, Indignationem Imperatoris ſui incurrant, aut Officiis exuantur, aut ipſimet pro Reis luant; quoque magis à Nefariorum hujuſmodi petulantiis cautum ſit; Neutri Partium liceat intertenere & alere Haydones, quos liberos nuncupant, Plagiarios, Pribeck dictos, atque id genus facinoroſorum hominum, qui non ſunt alterutrius Principis ſtipendio conducti, ſed rapto vivunt, tamque ii, quam, qui eos aluerint, pro demerito puniantur, taleſque Nefarii, etiamſi conſuetæ vitæ emendationem præ ſe ferant, nullam fidem mereantur, nec prope Confinia tolerentur, ſed ad alia remotiora loca transferantur.

*Articulus decimusquintus.*

Ne tamen aliquo modo Confiniorum tranquillitas & Subditorum quies perturbari queat, loca, ubi Ragoczius, Berezenius, Antonius Eſterhaſy, Forgatſch, Adamus Vay, & Michael Czacky aliique Hungari, qui ab obedientia Auguſtiſſimi Romanorum Imperatoris deſciverunt, & in Ottomannicis Ditionibus tempore Belli refugium quæſiverunt, in Ottomannico Imperio ad lubitum collocabuntur & diſponentur, remota ſint à limitaneis & confinariis partibus, & uxores tamen illorum non impediantur maritos ſuos ſequi, & cum iis in aſſignato diſtrictu commorari.

*Articulus Decimusſextus.*

Proponentibus Plenipotentiariis Suæ Sacræ Romano-Imperatoriæ Regiæque Majeſtatis, ut Rex & Reſpublica Poloniæ in hocce Tractatu ſimul comprehendantur: Reſponſum eſt: inter Regem Poloniæ ejuſdemque dictam Rempublicam Pacem perpetuam & firmam & nullas cum Ottomannico Imperio controverſias verſari, ſi autem Poloni ratione Chozim, aut ob alia negotia, ad proferendum aliquid haberent, per Legatos, aut per literas apud Ottomannicam Portam notificare & exponere poterunt, quæ ex æquitate & juſtitia determinabuntur.

*Articulus Decimuſeptimus.*

Ut quoque tanto magis Armiſtitium hoc bonaque inter ambos Potentiſſimos Imperatores Amicitia firmetur, & coaleſcat, mittentur ſolemnes utrinque Legati, ex æquo uſitatis Ceremonialibus ab introitu in Confinia uſque ad reditum in locum ſecundæ permutationis excipiendi, honorandi, tractandi, atque proſequendi, qui in ſignum Amicitiæ ſpontaneum munus, conveniens tamen, & utriuſque Imperatoris Dignitati conſentaneum afferent & in Æquinoctio verno menſe Martio iter prævia mutua Correſpondentia uno eodemque tempore ſuſcipientes, in confiniis more jam pridem inter utrumque Imperium obſervato permutabuntur;

Solemnibus porro Legatis in Imperatoriis Aulis, quidquid libuerit, petere liceat, atque permittatur.

*Articulus Decimusoctavus.*

Regula & norma Curialium in recipiendis, receptiſque pariter honorandis & tractandis. Miniſtris ultro citroque commeantibus & commorantibus juxta uſitatam prioribus etiam temporibus modalitatem deinceps utrinque cum æquali decore & ſecundum diſtinctam caracteris Miſſorum prærogativam obſervetur. Legatis Romano-Cæſareis, & Reſidentibus, & quibuſvis eorundem hominibus pro ſuo arbitrio, quibuſque placuerit, veſtibus uti licitum ſit, neve quiſquam impedimento eſſe poſſit. Miniſtri porro Cæſarei, ſive Oratoris, ſive Legati, ſive Reſidentis, ſive Agentis munere fungantur, quibus reliquorum Principum Ottomannicæ Portæ Amicorum Legati & Agentes immunitatibus & privilegiis perfruuntur, eadem libertate, imo ad diſtinguendam Cæſareæ Dignitatis prærogativam uſitatis melioribus modis fruantur, habeantque liberam poteſtatem conducendi Interpretes. Curſores etiam & alii eorum homines, ab Aula Cæſarea ad Ottomannicam Portam, atque iterum redeuntes, & ultro citroque venientes ſalvo Paſſu tuto & ſecure permeent, atque, ut commode iter ſuum perficiant, omni favore adjuventur.

ANNO 1718.

*Articulus Decimusnonus.*

Has vero Conditiones & Articulos ad formam hic mutuo placitam à Majeſtatibus utriuſque Imperatoris ratihabitum iri, atque, ut ſolemnia Ratificationis Diplomata intra ſpatium 30. dierum à die ſubſcriptionis, vel citius in Confiniis per Excellentiſſimos Legatos Plenipotentiarios Mediatores reciproce, recteque commutentur, Legati Plenipotentiarii utriuſque Imperii ſeſe infallibiliter præſtituros obligant, atque compromittunt.

*Articulus Vigeſimus.*

Duret Armiſtitium hocce, & extendatur favente DEO ad viginti quatuor annos lunares, & continuo ſequentes, à die, qua ejuſdem ſubſcriptio facta fuerit, quo annorum numero elapſo, vel etiam medio tempore priuſquam elabatur, liberum eſto utrique Partium, ſi ita placuerit, Pacem hanc ad plures adhuc annos prorogare.

Itaque mutuo & libero conſenſu, quæcunque ſtabilita ſunt, pacta inter Majeſtatem Auguſtiſſimi & Potentiſſimi Romanorum Imperatoris, & Majeſtatem Sereniſſimi & Potentiſſimi Ottomannorum Imperatoris, & Hæredes, Eorundem Imperia quoque & Regna ipſorum, Terra item Marique ſitas Regiones, Civitates, Urbes, Subditos & Clientes, obſerventur ſancte, religioſe & inviolabiliter.

Et demandetur ſerio omnibus utriuſque Partis Gubernatoribus, Præfectis, Ducibus Exercituum, atque Copiis & quibuſvis in Eorundem clientela, obedientia & ſubjectione exiſtentibus, ut illi quoque prædeclaratis Conditionibus, Clauſulis, Pactis & Articulis ſeſe adæquate conformantes omnibus modis caveant, ne contra Pacem & Amicitiam hanc ſub quocunque nomine aut prætextu ſe invicem offendant, aut damnificent, ſed quolibet prorſus inimicitiæ genere abſtinendo bonam colant vicinitatem, certo ſcientes, quod ſi eatenus admoniti morem non geſſerint, ſeveriſſimis in ſe pœnis animadvertendum fore.

Ipſe quoque Crimenſis Chamus & omnes Tartarorum Gentes, quovis nomine vocitatæ, ad Pacis hujus & bonæ vicinitatis & reconciliationis jura rite obſervanda adſtricti ſint, nec iiſdem contraveniendo hoſtilitates qualeſcunque exerceant erga quaſvis Romano-Cæſareas Provincias, earumque Subditos, aut Clientes; Porro ſive ex aliis Exercituum generibus, ſive ex Nationibus Tartarorum, ſi quis contra ſacras Imperatorias haſce Capitulationes & contra Pacta & Articulos earum quidpiam auſus fuerit, is pœnis rigoroſiſſimis coërceatur.

Incipiat vero dicta modo Pax, quies & ſecuritas Subditorum utriuſque Imperii à ſuprafata die ſubſcriptionis, & ceſſent exinde, atque ſuſtollantur omnes utrinque inimicitiæ, & Subditi utriuſque Partis ſecuritate & tranquillitate fruantur. Eoque fine, & quo magis per ſummam curam ac ſedulitatem hoſtilitates inhibere poſſint, tranſmittantur quam celerrime mandata, & edicta publicandæ Pacis ad omnes Confiniorum Præfectos; eumque ſpatium aliquod temporis requiratur, intra quod Officiales in remotioribus partibus præſertim confiniis iſtam concluſæ Pacis notitiam obtinere valeant, ſtatuantur viginti dies pro termino, poſt quem, ſiquis hoſtile quidpiam alterutra ex parte admittere præſumpſerit, pœnis ſuperius declaratis irremiſſibiliter ſubjaceat.

Ut demum Conditiones Pacis viginti hiſce Articulis concluſæ, utrinque acceptatæ, & debito ſummoque cum reſpectu inviolatæ obſerventur, ſiquidem Domini Plenipotentiarii Ottomannici vi conceſſæ iiſdem Facultatis Imperatoriæ Inſtrumentum Turcico ſermone exaratum & ſubſcriptum, legitimum & validum nobis exhibuerint; Nos quoque vi Mandati & Plenipotentiæ noſtræ propriis manibus, & propriis Sigillis ſubſcriptas haſce Pacto-

ANNO 1718.

rum Literas in Latino Idiomate tanquam legitimum & validum Inſtrumentum extradidimus.

Acta hæc ſunt in Congreſſu ad Poſſarovicium, in Servia, ſub Tentoriis celebrato, die vigeſima prima menſis Julii, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo.

DAMIANUS HUGO COMES DE VIRMONT. (L.S.)

MICHAEL DE TALMAN. (L. S.)

Nos Robertus Sutton, Eques Auratus, ex parte Sereniſſimi & Potentiſſimi Domini Georgii, Magnæ Britanniæ Regis, & Jacobus Comes Colyers ex parte Alte-Potentium Dominorum Fœderati Belgii Ordinum Generalium, Legati Mediatores,

Hæc præmiſſa coram nobis, & ſub directione Mediationis noſtræ, ita acta, concluſa & firmata eſſe, vigore publici muneris noſtri pariter ſubſcriptione & Sigillorum noſtrorum appoſitione atteſtamur, & firmamus, Anno & die, ut ſupra.

ROBERTUS SUTTON. (L. S.)

JACOBUS COMES COLYERS. (L. S.)

NOS volentes iis, quæ Nobis vi recenſitorum modo Articulorum hic loci incumbunt, eadem integritate, qua ad hoſce Tractatus acceſſimus, ſatisfacere, prænotatas Conditiones atque Articulos, prout ſuperius deſcripti, & de verbo ad verbum inſerti habentur, pro Noſtra parte ex certa Noſtra Scientia, Animo bene deliberato, & omni meliori modo & forma, quibus potuimus, & debuimus, approbavimus, ratificavimus, & corroboravimus, prout vigore præſentium approbamus, ratificamus & corroboramus: Promittentes in fide & verbo Imperiali Regioque pro Nobis ac Hæredibus, & Succeſſoribus Noſtris, quod illa omnia & ſingula ſincere, ſancte, & inviolabiliter tenebimus, obſervabimus, adimplebimus, quamdiu ab altera Parte Paci adverſantes actiones & motus non promanaverint, quod per ſupradictos Hæredes & Succeſſores Noſtros eodem plane pacto obſervari, & adimpleri debere volumus atque decrevimus, ac tam Nos Ipſos, quam eos, ad id quam efficaciſſime obligamus, & obligatos ac adſtrictos reddimus, omni dolo & fraude poſtpoſitis & ſemotis, harum teſtimonio Literarum manu Noſtra ſubſcriptarum, & Sigilli Noſtri Cæſarei appenſione munitarum. Dabantur in Civitate Noſtra Viennenſi, die duodecima menſis Auguſti, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo, Regnorum Noſtrorum Romani ſeptimo, Hiſpanici decimo quinto, Hungarici verò & Bohemici octavo.

CAROLUS.

L. S. P.

EUGENIUS A SABAUDIA.

*Ad Mandatum Sac. Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis propriùm,*

ANTONIUS JOSEPHUS AB OTTL.

*Declaratio Fœderis Sacri Cæſareo-Polonico-Veneti à Dominis Legatis Cæſareis Dominis Legatis Ottomannicis apud ipſam Pacis ſubſcriptionem coram Dominis Legatis Mediatoribus Anglo-Batavis facta & conſignata.*

ANNO 1718.

ETIAMSI aliunde manifeſtum ſit, & Portam Ottomannicam non minus, quam alias Potentias latere non poſſit, Fœdus perpetuum indiſſolubile, & tale inter Sacram Suam Majeſtatem, Romanorum Imperatorem, Reſpublicaſque Polonam, & Venetam intercedere: ut, ſi unus, vel alter ſeparatim, aut omnes Horum Confœderatorum ſimul ab Imperio Ottomannico quocunque modo & tempore Bello petiti, & laceſſiti forent, omnibus & ſingulis pro communi defenſione terra, marique in arma concurrere, & mutua ſibi auxilia ferre fas ſit, ſubſcriptis tamen Alte-fatæ Sacræ Majeſtatis Cæſareæ Legatis Plenipotentiariis vi Mandati ſpecialis hac concluſæ Poſſarovicenſis Pacis occaſione incubuit, coram Portæ Ottomannicæ Legatis etiam Plenipotentiariis, ſicut & Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis, nec non Alte-Potentium Statuum Generalium unitarum Belgii Provinciarum ad Mediationem præſentibus Miniſtris Fœdus hoc quam ſolemniſſime declarare, & ita hiſce declaratum eſſe voluerunt; Exhibitum ſub Tentorio ad Poſſarovicium vigeſima prima Menſis Julii, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo.

DAMIANUS HUGO COMES DE VIRMONT. (L. S.)

MICHAEL DE TALMAN. (L.S.)

Nos Robertus Sutton, Eques Auratus, ex parte Sereniſſimi & Potentiſſimi Domini Georgii, Magnæ Britanniæ Regis, & Jacobus Comes Colyers ex parte Alte-Potentium Dominorum Fœderati Belgii Ordinum Generalium Legati Mediatores, hanc præmiſſam Declarationem ab Illuſtriſſimis & Excellentiſſimis Dominis, Domino Damiano Hugone Comite de Virmont, & Domino Michaele de Talman, Legatis Extraordinariis, & Plenipotentiariis Cæſareis, Excellentiſſimis Dominis, Ibrahim Aga & Mehmed Aga, Miniſtris Plenipotentiariis Sereniſſimi & Potentiſſimi Ottomannici Imperatoris, coram nobis factam, & extraditam, atque ab his acceptatam eſſe, ac inſuper promiſſum ſe eam ſimul cum Tractatu Induciarum, ſive Treugæ ad fulgidam Portam tranſmiſſuros pro munere noſtro publico ſubſcriptione, & Sigillorum noſtrorum appoſitione rogati, & requiſiti atteſtamur. Anno & die, ut ſupra.

ROBERTUS SUTTON. (L. S.)

JACOBUS COMES COLYERS. (L.S.)

## CC.

*Inſtrumentum Pacis inter Sereniſſimam Rempublicam* VENETAM *&* PORTAM OTTOMANNICAM *compoſitæ & ſignatæ ad Oppidum Paſſarovitz in Regno Serviæ, die 21. Julii anno* 1718. [Copie imprimée à Vienne, dans l'Imprimerie Imperiale] 21. Juill.

*In Nomine Sanctiſſimæ Trinitatis.*

QUANDOQUIDEM Deus omnipotens indulſit, inter Sereniſſimum, & Potentiſſimum *Sultanum AHMED HAN, Ottomannorum, Aſiæ, & Græciæ Imperatorem:* ac Sereniſſimam *Rempublicam Venetam* Bellum emergere; Divina quoque Miſericordia dignata eſt, Belligerantium Animis Conſilia Pacis inſpirare. Quem in finem ſolennem Sereniſſimi, ac Potentiſſimi Principis, *GEORGII, Britanniarum Regis:* nec non Præpotentium Dominorum, *Belgii fœderati* Statuum, Mediationis fervor conduxit, Adeoque præfatus Rex Excellentiſſimum, & Illuſtriſſimum Dominum, *Robertum SUTTON, Equitem Auratum:* prædicti Domini, Belgii Fœderati Status, Excellentiſſimum, & Illuſtriſſimum Dominum, *Jacobum*

ANNO 1718.

*eobum* COLLYERS, *Comitem*, Plenipotentiarios, humani Sanguinis Effuſioni, Stragibus, & Deſolationibus tot innocentium Subditorum finem facturos, atque priſtinam Concordiam, & Amicitiam redintegraturos, delegaverunt. Cum igitur dicta Mediatio utrique Partium accepta, & Congreſſus ſolennis in Confinibus, ad *Paſſarovitz*, in Regno Serviæ, fuerit deſtinatus; Excellentiſſimi, & Illuſtriſſimi Domini, *Ibrahim* EFFENDI, ſecundus actualis Cameræ Præſes: & *MEHEMED*, *tertius Cameræ Præſes*, fulgidæ Portæ Plenipotentiarii: ac Excellentiſſimus, & Illuſtriſſimus Dominus *Carolus* RUZZINI, *Eques*, *Procurator*, & *Plenipotentiarius extraordinarius Reipublicæ Venetæ*, comparuerunt; atque, poſt frequentes Congreſſus, interveniente officio, & opera ſalutari dictorum Dominorum Mediatorum, qui ſingulari Prudentia, & Induſtria ſuum Munus adimpleverunt, Ope Divina, tandem ſequentes Articulos invicem pepigerunt.

ART. I. Munimentum *Imoſchi*, in Erzegovina, in Dalmatia, & Albania autem *Tiſcovatz*, *Sternizza*, *Uniſta*, Turris *Proloch*, *Erxano* & alia Propugnacula, Aggeres, Arces, Loca item occluſa, & aperta, quæ in manus Reipublicæ Venetæ ceſſerunt, in ejuſdem poſſeſſione denuo permanent; atque, ut Fines ſint ſepoſiti, & Limites ſeparati, ab uno ad alterum dictorum Locorum Terminum linea ducetur. Itaque quæ inter memoratam lineam, verſus Dominium Venetum, & rectà verſus Mare exiſtunt, in poſſeſſione Reipublicæ permanent; quæ vero extra hanc lineam, Excelſo Imperio remanent; quemadmodum in Tractatu *Pacis Carolovicenſis* eſt definitum. Munimentis Reipublicæ reſtitutis, & in præfata linea, rectà verſus Mare, juxta ac in fronte lineæ, ſive ſemi-circulo, comprehenſis, a deſtinatis Partis utriuſque Commiſſariis, pro exigentia, unius horæ ſpatium Terræ adſignabitur. Si in vicinia memoratæ lineæ, aut extra eandem, reperiatur Munimentum Excelſi Imperii, eidem, cum omnibus Terris retrorſis, remanet; in fronte pariter per lineam ſemicircularem unius horæ ſpatium Terræ, infra circulum, adjudicabitur.

II. Quemadmodum in Tractatu Pacis Carolovicenſis pactum eſt: Territorium, & Diſtrictus Dominorum *Raguſanorum* cum Territorio, & Diſtricto Excelſi Imperii continuantur; Eaque propter Locus *Popovo*, cum ſuis Pagis, *Zarine*, *Ottovo*, & *Subzi*, à Republica Veneta occupatus, cum omnibus ibidem exiſtentibus, & communicationi nominati Territorii obſtantibus, Excelſo Imperio, quo modo ſtatu invenitur, reſtituitur; ſimiliter a parte Arcis Novæ, & Riſanæ, communio Terræ Raguſanæ cum Excelſo Imperio neutiquam interrumpetur.

III. In Archipelago ſitæ, & Reipublicæ Venetæ ablatæ Inſulæ de *Cerigo*, eidem redduntur; & octoginta dies poſt ſignatum Pacis Inſtrumentum, evacuantur, ac in poſſeſſionem reſtituuntur.

IV. Munimentum *Butrinto*, *Preveſa*, & *Voinizza* in Ora Archipelagi, ac poteſtate Reipublicæ Venetæ, Tenore Fundamenti: UTI POSSIDETIS, in ejuſdem Reipublicæ Poſſeſſione denuo commorantur; atque ab utriuſque Partis Commiſſariis æqualiter dividendis Finibus unius horæ ſpatium Terræ adſignabitur, cum poſitione Limitum, & Terminorum.

V. Ab utraque Parte Finibus in Dalmatia, Erzegovina, Albania, & Archipelago diſcernendis Commiſſarii periti, probi, benevoli, & pacifici deſtinabuntur; qui poſt tres menſes, a ſignato Inſtrumento, Congreſſum cum pacifico, ac modeſto Comitatu, æqualique numero, in loco competente auſpicabuntur, & omnem operam navabunt Finibus utrinque ſtatuendis: ut bimeſtri ſpatio, aut citius, ſi poſſibile fuerit, Munia ſua exequantur.

VI. Quanto magis ſolida Amicitia, & Quies inter Subditos concilianda, tanto acrius ſunt abominandi, qui reprobo genio, & ingenio, ipſo etiam Pacis tempore, latrociniis, ac hoſtilibus machinationibus Tranquillitatem Finium diſturbant; quam ob cauſam ejuſmodi Ex-legibus a neutra Parte tutamen, aut præſidium præſtandum; ſed indagandi, perſequendi, & tradendi ſunt, ut, aliis in Exemplum, merita pœna afficiantur; Quin & impoſterum prohibitum ſit, ſimiles nefarios adjuvare, aut tutari.

VII. Quoniam diſſidia, æque Mari, ac Terra, remittunt, & mutua benevolentia renaſcitur, hujus almæ Pacis notitia Finium Præfectis inſinuanda eſt; idcirco pro Boſnia, Albania, & Dalmatia terminus triginta dierum: pro aliis, utpote Inſula Candia, aliiſque Finibus tempus quadraginta dierum ſtatutum eſt; intra quod tempus ab Excelſo Imperio, ſicut a Republica Veneta, quantum obſervari poterit, nec minimum, his Articulis contrarium, patrandum. ANNO 1718.

Ceterum Subditis vera, & univerſalis conceditur Amneſtia omnium, flagrante Bello, commiſſorum Facinorum, etiam quorumcunque; quorum nemo jam, vel impoſterum, arguetur, aut caſtigabitur.

VIII. Diſpoſitis jam Finibus, & Terminis, in poſſeſſionem adjudicatis, omnia impoſterum rata, ſancta, & inviolata, obſervantor; & ſi quis Fines violare, ſeu Terminum tranſgredi præſumpſerit; vel, ſi etiam Superiores hujuſcemodi Tranſgreſſores debito ſupplicio punire ſuperſederint, tam illi ipſi, quam delinquentes, ſevere puniantur. Caſu, Commiſſariis difficultates emergerent, ſuper quibus æque convenire non poſſent, ab utraque Parte ſincera cauſæ notio intimanda; ut ſubſidio, & officio Cæſarei, Anglici, & Hollandici, Dominorum Legatorum, apud Fulgidam Portam commorantium, Differentiæ rite, amiceque componantur; neque has, vel ſimiles ob cauſas inimicitiæ exercendæ, neque Subditorum Concordia lædenda, neque ſtabilita Pax cum Excelſo Imperio intringenda.

IX. Mancipia, Belli tempore capta; & in carceres conjecta, intuitu almæ Pacis, in Fiduciam libertatis conſtituantur; ac, cum Pietatem, & Clementiam Imperatoriam dedeceat, eadem in miſeriarum ſqualore retineri, cuncta Mancipia publica, ſpatio unius & ſexaginta dierum, a ſignato Inſtrumento, in plenam libertatem invicem aſſerantur; interea, uſque tempus eorum redemptionis affulſerit, Plenipotentiarii utriuſque Partis ſedulam curam gerent, quatenus interim benevole habeantur.

X. Immunitatibus, a Sultanis quondam Nationi Francorum conceſſis, congruenter, hi Ritus ſuos, ubicunque Eccleſias ſuas, & Cœnobia habuerint, exercitare, & frequentare poterunt; &, ſi quæ reſtaurari indiguerint, vigore Cæſarei Mandati, & Æquitatis, reſarciri poterunt. Nullus etiam in hoc ipſo illos impediet pecuniarum exactione, aut alio prætextu, contra Juſtitiam, & Excelſam Capitulationem, affliget; Illi inſuper Jeruſalem, aliaque Loca ſacra adire, & redire, abſque omni impedimento, poterunt.

XI. Si quis ex Venetis in Dominatu Ottomannico cum aliquo commercatus eſſet, qui ſolutione alium fraudaret, & fugeret, quandoque de Excelſo Mandato foret repertus, Merces Proprietario reſtituantur: ac ſi quis ex Excelſo Imperio cum Veneto commercatus eſſet, qui etiam ſolutionis loco aufugiſſet, & idem inveniretur, reperta pariter reſtituantur. Si quoque aliquis ex Imperio Ottomannico debita contraheret, vel alia ratione culpam incurreret, & effugeret, nullus alius innocens retentabitur; neque Venetiani, loco illius, poſtulabuntur. Quando talis in Dominium Venetum transmigraviſſet, &, ſi debita probanda contraxiſſet, hæc eadem recuperabuntur, & Creditori redhibebuntur, atque, ſi quis Pœnam meruiſſet, ille juxta gravitatem ſceleris, puniatur: pari etiam Talo, a parte Excelſi Imperii, procedendum.

XII. Licitum ſit utrinque, recepta Munimenta reſarcire, reparare, munire, non autem nova Munimina ad Fines exſtruere, neque diruta a Venetis Propugnacula reſtaurare. In finitimis Terræ firmæ, ubi expedit, fas eſto, Oppida, & Pagos undique moliri, pro excolenda mutua Neceſſitate, & Amicitia; &, emergente aliqua Differentia, Finium Præfecti, congreſſi, cauſam diſſidii utraque ex parte, omni Juſtitia, & Concordia, decident.

XIII. Si Mercator ex Veneto in Dominatum Ottomannicum pervenerit, ob Æs alienum non prematur, aut retineatur. Nemo etiam Mercatorum Venetorum, ſi Burſiam, vel alium ad locum proficiſci voluerit, ſine ſalvo Conductu ſui *Baili*, illuc permittatur; ſi aliqui pervicaces abs Indultu eo penetrare vellent, *Subaſſi Baili* aſſiſtat, illoſque abire non permittat. Servi Nautici Navium Venetarum ad Servitia Ottomannica nequaquam cogantur, ſed, quo venerunt Curſu, Navibus ſuis remeare poterunt; neque ab illis, qui negotii gratia vel Venetias veniunt, vel inde redeunt, ſive conjugati ſint, ſive cælibes, quamdiu in Statu Ottomannico non ſtabiliuntur, & redire cogitant, ita dictum, *Corazo* non exigatur; Si inter Venetum, aliumque Chriſtianum Tributarium litigium enaſceretur,

ANNO 1718.

retur, & in flagrante disceptatione Testimonia Veneta producerentur; Adversarius autem, prætexendo, hos ejusdem Incolatus Christianos esse debere, Testimonia Christianorum Venetorum recusaret, & ita molestus esset; necessarium est, quoniam omnes Christiani unius Religionis sunt, ut, cum ipsorum lites contra alios Christianos intendantur, adigantur, Testimonia perhibere; & eadem, undecunque fuerint, assumi: & pro Æquitate rata haberi debent. Si quis Mercator Venetus, in Dominatu Ottomannico itineri accinctus, in Pago aliquo invaderetur, rebus suis spoliaretur, vel in Aggressu trucidaretur, & omnia pessumirent; &, si ad hæc ipsius Hæredes, vel Curatores advenirent, causa coram Justitia exaudiatur, & executioni mandetur. Si quis Mercatorum Venetorum, ob negotia in Dominatum Ottomannicum venisset, & commercio suo immoratus, moreretur, constituti Præfecti se ejus facultatibus non immisceant, sed eædem illius *Bailo* tradantur.

XIV. Respublica poterit ex Placito suo mittere *Bailum*, qui cum Familia sua, si voluerit, Constantinopoli circiter Triennio habitare: & adhuc ante evolutum Triennium discedere poterit; si fortassis cum Familia venire nollet, id sine eadem facere: &, pro exigentia Negotiorum suorum iterum ante Triennium migrare, atque alter in ipsius Munus succedere poterit; Hique usitato Honore observantor. Ubi dissidium, non Rempublicam Venetam, sed solum *Bailum* concernens, emersisset, illud memorato modo expediatur: ad Negotia vero, à Republica illi non tradita, & commissa, non adstringatur; Qualiacunque etiam hæc Negotia fuerint, dictus *Bailus* obligabitur, integre eadem Senatui Veneto exponere; si proinde Responsum, cum Commissione, Facultate, ceu Potestate, desuper emanaverit, idem, prætextu alio, contra Præscriptum, Facultatem, Capitulationem Imperialem, nequaquam vexetur, sed in quiete relinquatur. Pro omnibus, quæ *Baili*, Consules, Interpretes, eorumque Domestici, donandi gratia, Ære proprio coemerint, ut etiam pro eorum Victu, & Amictu, nullum Tributum, *Baz*, *Reft*, *Cassabie*, & *Messetaria* nuncupatum, postulabitur. Consules Veneti, illorum Ipsorum Mercatorum Negotiationibus destinati, ad illas Scalas, ubi commorati sunt, possunt descendere; atque Hi illius Nationis sunto. Et, quando mutare placuerit illos Consules, qui in Scalis Imperii Ottomannici resident: atque alios idoneos in vices illorum transmittere, idipsum nullus impediet. Sin autem quis cum Consulibus, a Natione Veneta pro Ope, & Opera Venetorum Mercatorum constitutis, litigaret, illis manus injici non poterunt, neque illorum domus obserari, sed dissidia, contra Consules, & Interpretes enascentia, a Fulgida Porta exaudiantur.

XV. Subditi utriusque Dominii, tam Terra, quam Mari, in perenni quiete, securitate, ac omni procul impedimento, negotiari poterunt. Venetorum juxta, ac aliorum Principum Christianorum Subditi, Dominorum Venetorum Navibus vecti, incolumes, ac securi, venire, & redire possint, sine molestia, metuque Mancipatus; quapropter contra Milites Algerinos, Tunetanos, Tripolitanos, aliosque protestandum, illisque insinuandum: ut Capitulationibus Cæsareis, & almæ Paci contrarium nihil committant; quod ipsum etiam maritimi Littoris ad Arcem Dulcinensem Accolis mandandum est, ne Piraticam exerceant: &, ne damnum Mercatorum Navibus inferatur, illisque omnis assultus impediatur, atque omnis molestia tollatur; Triremes ex illorum manibus extorqueantur, cum severo jussu, imposterum alios non ædificandi, hoc pacto: ut ab illis, qui deinceps contra Capitulationes Cæsareas, almamque Pacem Naves Mercatorum deprædari præsumpserint, Facultates, Merces, aliaque omnia direpta proprio Domino restituantur: Damnum resarciatur: & Mancipia in Libertatem asserantur; quin etiam ejusmodi nefarii homines, quemadmodum Justitia postulat, ad Exemplum aliorum, quam severissime puniantur: & insuper Notæ Imperiales, & Excelsa Mandata, quondam a Regnantibus Sultanis hac super re concessa, a parte Cæsarea ab integro renoventur, confirmentur, & ex Tenore suo, adimpleantur.

XVI. Quando in Finibus, ob Homicidia, aliasve Causas, Dissidia & Inimicitiæ orirentur, Arbitratu Præfectorum Finium illorum, secundum æquitatem, decidendum est, & discordiis, quomodocunque exortis, obviandum; ne opus sit, Querelas ad fulgidam Portam, & Senatum Venetum deferre. Summa proinde Industria impendenda, ut Causæ in Loco decidantur: Partes non confundantur: &, si nullo hic modo discordiæ possent componi, hac super Re omni integritate referendum.

ANNO 1718.

XVII. Si Mercatores Veneti ex venditione, vel emptione, aut mutuo accepto, Negotiatione, & Syngrapha, aliave justa ratione debita, opem Justitiæ reposcunt, & auxilium *Mubassir*, vel Superintendentis, exigunt, ex Nummis exactis *Mubassir*, vel *Zaus*, Tributum, in Foris solvi solitum, pendatur: scilicet duos *Aspros* pro cento, nec plus ex Summa postulare liceat. Negotiatores, Consules, Interpretes, & alii Subditi Reipublicæ, ejusdemque subjectæ Provinciæ in Negotiationibus suis, sub Excelso Imperio exercendis, in emendo, vel vendendo, commodando, merces procurando, Tabulis debitorum, aliisque quibuscunque justis petitionibus *Cadi* accedant: contractum Protocollo inseri faciant: & *Coreto*, vel aliam validam Scripturam recipiant; &, oriente discordia, *Coreto*, Scriptura, & Protocollum conferenda sunt, & conformitate horum procedendum; sin horum nihil esset producendum, æquitas tamen exigeret, Querelas discernere, Judices easdem vigore Justitiæ, integre, & æqualiter excipiant: Testimonia adducta decenti sedulitate examinent, & scrutentur, utrum a mendacibus, improbis, iniquis, & facinoribus obnoxiis non perhibeantur; nec personæ, simili crimine, Testimoniis perhibendis repugnante, infames audiantur, ne iniquitas, & injuria committatur; neque etiam super his iniquis, subdolis, & corruptis Testimoniis Sententia pronunciari potest: & si quae Sententia prolata foret, non obtineat, ut nullo modo injustitia subsequatur. Quod si aliquis Venetorum Mercatorum, vel Nauclerorum in Excelso Imperio Turca fieret; & navigia, ac merces ibidem non essent illorum propria, sed, Justitia indagante, ad Mercatores Venetos, vel existentes sub Dominio Veneto Subditos pertinerent, a nullo vexentur, nec exigantur, sed Venetus *Bailus*, aut Consules Navigia, & Merces e manibus eorum recipiant; ne penes illos remaneat, quod aliis, ex jure, & ratione, competit.

XVIII. Cum inter duos Venetos lis exorietur, illorum *Baili*, more solito, & absque impedimento, illos audiant; &, si quis cum dicto *Bailo* in Urbe Constantinopolitana dissideret, apud Fulgidam Portam, in *Divano* Imperiali, causa exaudiatur. Si vero Sultanus foris moretur, vertentes cum *Bailo* lites a Præfecto, Custodiæ Urbis Constantinopolitanæ destinato, ac Judice simul audiantur; &, si quis dissidium, vel petitum, negotiationem Venetorum Mercatorum concernens, haberet, *Cadi* accedat; &, absente Veneto Interprete, *Cadi* illorum Querelas excipere non liceat. Verum tamen Litigantes nullam difficultatem causabunt, obtendendo, Interpretem non adesse, sed obligabuntur eosdem adducere; si autem Interpres magni momenti negotiis esset occupatus, usque ad ejus reditum exspectandum est. *Baili*, nisi legitima Instrumenta adfuerint, ob alia Nomina non compellantur, nec ad solvendum cogantur; ast, si Debitores se subducerent, Creditores illos investigare poterunt, ubi, approbante Judice, vel Præfecto, jus suum postulare possunt: si Debitor autem in Oras Reipublicæ Venetæ subjectas diffugerit, *Bailus* Causam ad Rempublicam devolvet, ut diligenti animadversione Actor sua recuperet.

XIX. *Musulmanni* ex Barbaria, & aliis ex Regionibus, Mercatores, qui Terra, Marique negotiantes, Dominium Venetum contingent, consueto Mercium vectigali soluto, non impediantur, nec damno afficiantur, sed in Dominatum Ottomannicum, prout lubet, venire, & redire valeant. Venetæ pariter, ac aliæ Naves, quæ in Sinum Adriæ penetrant, negotiorumque causa Venetiis appelliunt, & remeant, neutiquam impediantur, aut lædantur, si alioquin aliis non offecerint. Naves Venetæ, secundum vetus Telonii Institutum, Constantinopoli perquisitæ, ubi ad Fretum Castellorum pervenerint, juxta vetus Vectigalis Edictum, rursus perquirantur, & tunc indulgeatur vela pandere; neque fas sit, easdem Gallipoli amplius explorare: attamen, secundum veterem Vectigalis Canonem, duntaxat ante Oram Castellorum denuo lustrentur, tum velis iter prosequantur.

XX. Si Mancipium, Venetiis fugitivum, in Dominatum Ottomannicum transgrederetur, & Turca fieret;

ANNO 1718.

fieret; Domino, ipſum aſſecuto, mille *Aſpri* ſolvantur: ſi autem non Dominus, ſed ejuſdem Procurator veniret, eidem pariter mille *Aſpri* ſolvantur; verum, ſi Mancipium ſit adhuc Chriſtianum, in quo ſtatu reperitur, reſtituatur. Pari modo, ſi *Muſulmannus* ex Dominatu Ottomannico in Dominium Venetum transfugeret, fidemque ſuam celaſſet, in eodem ſtatu reſtituatur; ſed ſi Chriſtianus factus eſſet, ejuſdem Domino, vel Procuratori mille *Aſpri* ſolvantur. Si Remiges Piratarum Barbarorum ad Venetorum Inſulas, aliaſque eorum Ditiones Naves appellerent: eorundem Incolas in ſervitutem adigerent: eoſdemque, in Romeliam, Natoliam, Barbariam, & alias in Terras abductos, venundarent, vel etiam ſuis uſibus adhiberent; etſi ejuſmodi Mancipium in ſervitute etiam cujuſcunque inveniretur, ſine controverſia, ex illius manibus eripiatur, & Reipublicæ *Bailo*, vel Locum tenenti, aut Procuratori tradatur: Piratæ quoque coërceantur, & ſevere puniantur; ſed ſi illud Mancipium *Muſulmannus* factus eſſet, in libertatem reſtituatur. Si contra Excelſas Capitulationes, & almam Pacem Subditi Venеti, ab aliquibus in ſervitutem redacti, de manu in manum traducerentur, & anſam diſcordiæ præberent; illi imprimis Veneti, Tempore Pacis in ſervitutem abacti, ubicunque exſtiterint, ſi *Muſulmanni* facti fuerint, liberentur: &, ſi in fide ſua perſeveraverint, vigore præſentis Tractatus, *Bailo* Veneto, vel alteri deſtinato, tradantur. Et, quia Decreto Imperiali cautum eſt: ne impoſterum dicti Veneti, contra Inſtrumentum almæ Pacis, in ſervitutem abigantur, Nefarii, qui illos in ſervitutem abducturi eſſent, abſque ulla difficultate, aut prætextu, puniantur; quo, ſicut prius, Summa Mandati Cæſarei adimpleatur.

XXI. More antiquo, videlicet a triumphata per Excelſum Imperium Arabia, Alexandriam ex Cairo duæ Claſſes mercatoriæ: & totidem ad Scalas Tripolitanas Soriæ, & Barutti, Damaſco ſubjectas, Merces, Facultateſque ſuas opportune tranſportare poterunt; nec ſtato tempore retardabuntur. Præterea memoratæ duæ Claſſes cum grandiori Numero, minoribus, vel majoribus Navigiis, juxta receptam mercandi conſuetudinem, ſine reprobatione, valeant Negotia ſua proſequi. Adhæc in Scalis Conſtantinopoli, Barutti, Tripoli, aliiſque Locis novata contra conſuetum Tributa tam a Mercibus, quam Pecuniis ſubleventur: & Stylo antiquo procedatur, neque permittatur, contra vetus Vectigalis Inſtitutum alicui tædium faceſſere; nec dictæ Claſſes mercatoriæ, aliæque Naves nec Mercatores, nec Merces, contra Morem veterem, a *Bailis*, vel aliis quibuſcunque aggraventur; quin publica Securitate gaudeant, & ab omni Impetu ſint tuti. Quum, Bello confecto, & Pace, Imperante Sultano Selim Han, redintegrata, ter centum mille *Cechinorum* Summa intra Triennium dependenda, integre eſſet ſoluta, prout aſſervatis in Ærario Imperiali Tabellis inſertum; & ideo Temporibus Sultanorum, Seliman Han, Selim Han, Amurad Han, Mehemed Han, Ahmed Han, nec non eorum Nepotum, Sultan Oſman Han, & Amurad Han, Conditiones, & Pacta ſuper memoratis *Cechinis* plene eſſent adimpleta, id Excelſis Capitulationibus, a præfato Parente defuncto conceſſis, de novo non includebatur: neque idcirco Moleſtia, aut Tumultus cauſabantur; at Mandata, a memoratis defunctis emiſſa, confirmabantur; quandoquidem Reſpublica Veneta nec conſilio, nec facto Inimicis Excelſi Imperii Terra, vel Mari aſſiſtit, hæc alma Pax jugiter obſervabitur.

XXII. Quoniam ſolennia Religionis Sacra ſecundum tranſactas Capitulationes obſervantur; Legato Veneto ſit integrum, de hoc ulteriora apud Solium Imperiale proponere; &, exceptis Articulis, ſenſui præſentis Inſtrumenti contrariis, quod in Tractatu Pacis Carolovicenſis ſancitum, conſolidabitur.

XXIII. *Sanzachi*, *Bei*, *Subaſſi*, aliive in Excelſo Imperio Officiis Præfecti, Provinciis, Munimentis, Oppidis, & Incolis Reipublicæ Venetæ nullum damnum inferant; ſi quis ex ſubditis Majeſtati Imperiali *Bailis*, vel Exercitu, prædictis Provinciis, Munimentis, Oppidis; & Incolis detrimentum allaturus eſſet; Excelſo Juſſu reſarciatur, & Rei puniantur. Mercatores, & alii Reipublicæ Venetæ Subjecti Mari, vel Terra Excelſum Imperium ingreſſi, ſuis Claſſibus, Navigiis, aliiſque Lembis in Portum Conſtantinopoli, Galatæ, ac in Arabia Alexandriæ; in Cairum, & Stationes, Oſtiaque intra Gallipolim, non ex inopinato, ſed ſalutatis, & annuentibus Caſtellorum Præfectis, invehantur; niſi Tempeſtatum, vel Piratarum Injuria, & procul aliis Littoribus jactati, appellere impellantur; tali Caſu huc ſubire poterunt, ſed ſi fieri potuerit, prius renuncient, nec in procinctu, citra Facultatem, progrediantur; imo Tranſgreſſores puniantur, Senatu Veneto inculpato. Si Naves, Copiæ, vel Claſſis Ottomannica Venetis occurreret, mutuam Amicitiam commonſtrabit, nullumque pariet diſpendium; pariter Claſſi, Copiis, & Navibus Excelſi Imperii, cum facultate Cæſarea velificantibus, obliquabuntur Vela, & Signa Humanitatis exhibebuntur; ſi illorum Navibus, Pecoribus, Hominibus, Mercibus, vel aliis Rebus incommodum cauſaretur, totum refundetur. Eodem modo, ſi Navigia, & Claſſis Navibus ex Inſtructu nautico Imperiali, vel mercatorio, obviarent, ſine omni Injuria, pacifice prætervehantur; ſi vero Navibus, Hominibus, Mercibus, aut Pecoribus detrimentum illatum foret, reparetur. Si forte in Piratarum Naves offenderetur, & hi Venetos, deinde Victores adorirentur, exceptis in conflictu occiſis, reliqua Mancipia non trucidentur, ſed ſalva ad fulgidam Portam adducantur, ut, ad aliorum Exemplum, acerrime puniantur. Si Naves claſſis Cæſareæ Excelſi Imperii verſus Oram, ad Venetos non pertinentem, Ratione Belli tenderet, Claſſis Veneta intra terminos Quietis, & Amicitiæ reſidat, abſque omni motu, ac ſubſidio, ex quo Claſſis Cæſarea detrimentum capiat. Multo minus Veneti Naves, Excelſo Imperio inimicas, intra ſuas recipiant, nec ullo prætextu tueantur; ſi quis autem hoc Mandatum Imperiale violaverit, in flagranti, aliis ad Exemplum, caſtigetur; vagabundos aliarum quoque Provinciarum Pontones, Remigantes, aliaſque Naves Screniſſima Reſpublica Veneta in ſuis Propugnaculis, Munimentis, & Portubus non protegat, ſed, ſi poſſibile ſit, comprehendat, & ſine mora puniat. Mandatum Imperiale, Piratas concernens, imperante Sultano Amurad Han conceſſum, & regnante Patre moderni Sultani renovatum, ſi recognoſcatur, ratum habeatur.

XXIV. Si Navis Veneta, Itineri in Dominatum Ottomannicum accincta, ob Tempeſtatem Naufragium pateretur, Homines ſuperſtites omnes Libertati relinquantur, & Facultates ſalvatæ Domino proprio conſignentur, nec à Præfectis, illorumque Domeſticis, vel aliis infeſtentur; ſimiliter, ſi Navis Ottomannica, domum redux, Ventis contrariis peſſum iret, ſuperſtites a Venetis non incommodabuntur, & opes illorum, ſine Difficultate, vel Litigio, Domino proprio reſtituentur. Quibus ex Locis Excelſi Imperii Remiges, Celoces, aliæque Naves, abſente Nauclero, ſolvunt, idonea Documenta a Dominis dictarum Navium conferant, quod non cogitent in Statum Venetum excurrere, ac damnum inferre; &, ſi ſine Documentis exhibitis, excurrerint, Rei exiſtimabuntur, & tales ſeveriſſime punientur; ubi jam autem, exhibitis Documentis, damnum intuliſſent, illud ex eorum Chirographo reſarciatur. Pari ratione, Naves Venetæ, quæ, ſine Nauclero evagantes, Documentis exhibitis, Ditioni Ottomannicæ incommodum crearent, ex oppignoratione illud compenſent; verum, ſi, ſine his Documentis, Vela facerent, tanquam Rei, judicentur, ac puniantur, Quod ſi Tributarius, vel Operarius, ex Excelſo Imperio profugus, Munimentum, vel Propugnaculum Venetum inhabitare vellet, non aſſumatur, ſed citra difficultatem in ſtatu, quo conſtaret, perſonæ delegatæ tradatur; ſi inſuper ille Homicidia, & Latrocinia perpetraſſet, prædam exiſtentem reponat; quod ipſum etiam Excelſo Imperio incumbit: ut, quando quis ibidem aliquem occidiſſet, vel ſpoliaviſſet, ille res direptas, in quo ſtatu invenirentur, reſtituat.

XXV. Quoniam Negotiatio fructus eſt almæ Pacis, & Cultura Statuum, ac Provinciarum, Veneti Terra, Marique in Dominatum Ottomannicum: Conſtantinopolim, Smirnam, in Cyprum, Tripolim in Soria, Alexandriam in Cairo, Aleppum, aliaſque ad Scalas, priſtina Quiete, proficiſci poterunt; &, contributis, ſecundum aliarum Portæ amicarum Nationum conſuetudinem, pro illatarum, elatarumque Mercium Vectigali, tribus *Aſpris* pro cento, majori Tributo, vel novis gravioribus Expenſis non onerabuntur; &, quandoquidem debitum Tributum Moneta, in Dominatu Ottomannico, & Ærario Imperiali uſitata, exſolverint, prætextu Moris veteris, & fraudulenta ad modernam Monetam addi-

ANNO 1718.

additione non afflictabuntur. Quando ſæpius memorati Mercatores ad aliquam Scalam appuliſſent, Mercium ſuarum partem ibidem exoneraturi, Portitores duntaxat ex depoſitarum Mercium parte Vectigal exigant, nec cogant, cunctas Merces exonerare. Si Merces ex una Navi in aliam vellent tranſportare, ad Scalas alias traducturi, nullus obſiſtat, nec Portitor, niſi illorum Merces exponerentur, Tributum exigat, vel eaſdem exonerare compellat. Vectigalium Præfecti, qui Mercatoribus difficiles, adventantium Navigiorum Merces pluris taxaturi eſſent, loco Vectigalis, tot merces, abſque poſtulata pecunia, accipiant. Venetæ Naves reduces, pro Ære Anchorario trecentos *Aſpros*, aliis amicorum Principum Nationibus pendi ſolitos, ſine majore Tributo exigendo, perſolvant. Si Tributum tranſportatarum ad Scalas Mercium ſemel ſolutum, & Syngrapha ſolutionis allata: Merces autem in his Scalis nondum fuiſſent diſtractæ, & alio forent transferendæ, nullus in his, aliiſque Scalis repugnet; nec ultimo in loco Tributum novum exigatur. Portitores, accepto Vectigali, neminem retardent, aut impediant, ſed Teſſeram Vectigalem reddant; quæ Teſſera, in Teloniis aliarum Scalarum exhibita, tantum valebit, ut novum Tributum exigere non valeant, atque, ſi aliis in Scalis, ubi *Meſſetaria* repoſcitur, eandem, ſecundum veterem Vectigalis Normam, ſolverint, contra ſolitum, non aggraventur. Veneti æque, ac alii Mercatores Amici, nec non Excelſo Imperio deferentes qualeſcunque ex omnibus Tributo ſubjectis Mercibus, in Navibus Venetis repoſitis, & ſub Apluſtris Divi *Marci* advectis, ſi Mercatores illi, ut dictum, qualeſcunque, intra Terminos ſe contineant, ſuis *Bailis*, & Conſulibus Tributum *Cottimo*, dictum *Conſulato*, citra ullius oppoſitionem perſolvant. In qualibet Scala Veneta, ubi ante hoc Bellum *Emini* apud *Teſtardar* Boſniæ morabantur, ad recipiendum ex tranſportatis huc illucque Mercibus, a Mercatoribus Tributum, Vectigal, eodem modo tales *Emini* reſidebunt; qui juxta veterem poſtulandi Normam Tributa denuo recipient. Eaque propter Mercatores Veneti, ob expreſſum ſupra Tenorem, ſecuri, & incolumes, negotiari poterunt; abſque eo, quod, contra Jus, & æquum, ab aliquo incommodabuntur, vel perturbabuntur: quin imo potius protegantur, & defendantur; Quod ipſum, durante alma Pace inter Sereniſſimum, & Potentiſſimum *Muſulmannorum* Imperatorem ac Sereniſſimam Rempublicam Venetam, per ejus univerſum Imperium, jugi Devotione perpetim ſtabiliatur.

XXVI. Poſtquam igitur hæ Pactiones, & conſignati Articuli, quemadmodum in præſentiarum continentur, utraque ex Parte fuerint confirmati, & corroborati; ſtatutum eſt, intra triginta dies, a ſignato Inſtrumento (aut prius etiam) Literas Pacem ratam habentes præſtolari, eaſdemque per manus præfatorum Dominorum Mediatorum Britanniarum, & Hollandiæ recipere; abſque eo, quod ullo modo Pacta utrinque ſtabilita poſſint alterari.

Quum ſuper omnibus his Articulis, ratas Capitulationes complexis, pro inviolata illorum Obſervatione, ac Confirmatione dicti Legati Plenipotentiarii Ottomannici Inſtrumentum, in Eorum Idiomate fideliter conſignatum, ſigillatum, & ſubſcriptum, tradidiſſent; Legatus Plenipotentiarius Sereniſſimæ Reipublicæ Venetæ, vigore Poteſtatis ſuæ, hoc Inſtrumentum, pari fide ſigillatum, & ſubſcriptum, reddidit. Actum ſub Tentorio, ad Poſſarovitz. XXI. Jul. MDCCXVIII.

(L. S.) CAROLUS RUZZINI, Eques, Procurator, Legatus Plenipotentiarius Extraordinarius.

Nos Robertus Sutton, Eques Auratus, ex parte Sereniſſimi, & Potentiſſimi Domini, Georgii, Magnæ Britanniæ Regis: & Jacobus Comes Collyers, ex parte Præpotentium Dominorum, Fœderati Belgii Ordinum Generalium, Legati Mediatores, hæc præmiſſa coram Nobis, & ſub Directione noſtra ita acta, concluſa, & firmata eſſe, vigore publici Muneris noſtri, pariter ſubſcriptione noſtra, & Sigillorum noſtrorum appoſitione atteſtamur, & firmamus; Anno, & die, ut ſupra.

(L.S.) ROBERTUS SUTTON.

(L.S.) JAC. COMES COLLYERS.

ANNO 1718.

## CCI.

*Tractatus Commercii & Navigationis, inter* CAROLUM VI, *Romanorum Imperatorem Auguſtiſſimum, & Sultanum* AHMED *Han, Ottomannorum Imperatorem, quo, Subditis omnibus Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis, Germanis ſcilicet, Hungaris, Italis & Belgis, cujuſcunque ſint Nationis & Religionis, cautum eſt, ut majori cum Libertate Mercaturam exercere poſſint, per Mare, Terram, & Fluvios in & ad omnes Ditiones Ottomannicas. Dat. prope Poſſarovicium die 27. Julii* 1718. Cum RATIFICATIONE *Cæſarea Dat. Viennæ 16. Auguſti* 1718. [Tiré des Archives du Conſeil Aulique Imperial de Guerre.]

27. Juill.

CAROLUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Serviæ & utriuſque Siciliæ &c. Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgiæ, Luxenburgiæ, Wurtembergæ, ſuperioris & inferioris Sileſiæ & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchio Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c &c.

Notum facimus omnibus & ſingulis præſentes Literas inſpecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocumque infraſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poterit. Quandoquidem divina favente Providentia inter Nos ab una, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem, Dominum Sultanum Ahmed Han, Imperatorem Ottomannorum, ac Aſiæ & Græciæ, ab altera parte, poſt reſtauratam Poſſarovicii in Servia nuper Pacem, ad firmandam, augendamque inter Noſtros Cæſareo-Regios, & Ottomannos Subditos magis Amicitiam, & fiduciam per Commiſſarios ad id utrinque ſpecialiter deputatos, ac idoneis Mandatis, & facultatibus munitos peculiaris Commerciorum & Navigationis Tractatus initus, & concluſus fuerit, forma & tenore ſequenti.

*In Nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis.*

AD perpetuam rei memoriam notum ſit omnibus, & ſingulis, quorum intereſt, aut quodammodo intereſſe poterit. Poſteaquam Divina favente gratia inter Auguſtiſſimum, Sereniſſimum, & Potentiſſimum Principem, ac Dominum, Dominum CAROLUM, Electum Romanorum Imperatorem, ſemper Auguſtum, Germaniæ Hiſpaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Serviæ, & utriuſque Siciliæ, &c. &c. Regem, Archi-Ducem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Brabandiæ, Mediolani. Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Lymburgiæ, Luxenburgiæ, Würtenbergæ, ſuperioris, & inferioris Sileſiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchionem Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris, & inferioris Luſatiæ, Comitem Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi, &c. &c. ex una: & Sereniſſimum, atque Potentiſſimum Principem, & Dominum, Dominum Sultanum Ahmed Han, Ottomannorum, Aſiæ, Græciæque Imperatorem, ab altera parte, alma Pax reſtaurata & concluſa ſit, ambæ Imperatoriæ Majeſtates, quidquid eandem firmiorem reddere, reciprocamque conſenſionem, & fiduciam augere valet, contribuere ſatagentes, nihil opportunius eum in finem exiſtimaverunt, quam ſi pro utriuſque Imperii Subditis liberum Commercium Fluviis, Terra Marique ſtabiliretur, eorumque particulares eatenus rationes per convenientes Articulos dirigantur, talique via omnibus difficultatibus, & diſſenſionibus, quæ bonam Amicitiam labefactare poſſent, ſolide, firmiterque præcaveatur. Itaque ex parte Sacræ Romano-Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Illuſtriſſimus Dominus Anſelmus Franciſcus à Fleiſch-

ANNO 1718. Fleiſchmann, Imperialis Aulico-Bellicus Conſiliarius, ex parte vero Ottomannicæ Imperatoriæ Majeſtatis Illuſtriſſimus Dominus Seiffulah Effendi, actualis Niſchandshi, id eſt Miniſter in Sultanicis Diplomatibus, Mandatis, & Decretis Teſſeram Imperialem formans, denominati & Plenipotentia Mandatisque inſtructi Deputati prope Poſſarovicium congreſſi, & juxta inſertum in Almæ Pacis Inſtrumento XIII. Articulum in ſequentes viginti Articulos convenerunt.

I. Liberum & Univerſale Commercium inter utriuſque Romani, & Ottomannici Imperii Subditos Fluviis, Terra, Marique ſtatutum eſt, volentes, ut nomine Subditorum Sacræ Romano-Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis comprehendantur Germani, Hungari, Itali, Belgæ, cujuſcunque Nationis & Religionis, qui actualiter Regimini Imperiali-Regio ſubjacent, vel quocunque tempore, modo & Titulo ſubjacere debent; Hi merces ſuas, exceptis armis, & pulvere pyrio, aliiſque prohibitis rebus, in omnibus Ditionibus Ottomannicis diſtrahere, libereque Mercaturam exercere valeant. Cunctæ Vexillis, ſeu Apluſtribus & Literis Patentibus Romano-Cæſareo Regiis inſtructæ Naves Portus Imperio Turcico ſubjectos libere accedere, ultro citroque commeare, ibidem Mercimonia ſua exponere, damna iiſdem Navibus à maris procellis, vel quocumque alio accidente illata reſarcire, Vina & quæcumque ſufficientia cibaria aliaque neceſſaria perſoluto pretio apparare, & ex iiſdem Portibus exire incolumes poſſint.

II. Utriuſque Imperii Subditi & Mercatores libere in Danubio Mercaturam exerceant, Mercatores autem Suæ Sacræ Romano-Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Merces, quas per Danubium in Imperium Turcicum invehunt, Widinii, Rudſchick, aliiſque in Locis e Navibus extrahere, curribus pretio conſueto conductis imponere, & Terra in quemcunque Locum ſecure tranſportare, Mercaturamque exercere poſſint; Etiam Mercatoribus Romano-Cæſareo-Regiis (prout conventum eſt, ne Naves Danubianæ in Pontum Euxinum intrent) Ibrailæ, Iſſakciæ, Kiliæ, aliiſque in Emporiis ubi Tſcaikæ aliæque in Pontum Euxinum commeantes Naves reperiuntur, naulo conſueto conducere, Merces ſuas imponere eaſque Conſtantinopolim, in Crimeam & Trapezuntem, Synopolim, aliaque in Emporia Maris Euxini (ubi Merces diſtrahuntur) tranſportare, ſine impedimento ultro citroque commeare, Mercaturamque exercere liberum eſto.

III. A Mercatoribus utriuſque Imperii pro Mercibus, quæ Fluviis, Terra Marique vehuntur, in uno Telonii loco, ſcilicet ſemel quando portantur, & ſecunda vice quando aliæ exportantur, pro Vectigali tribus per centum exſolutis, minimum quidquid ſupra hæc memorata tria per centum quiſpiam exigere præſumat, Mercatoreſque in Portu Ottomannico ob felicem Navis adventum, prout etiam alii Ottomannici Imperii amicæ Nationes præſtare ſolent, pro conſuetudine, *Selamet* dicta, trecentos Aſperos, id eſt tres Florenos & quartam Thaleri partem exſolvant. A Maſtarrie, Caſſabie, aliiſque impoſitionibus, & Juribus autem omnimode immunes ſint, moduſque iſte reſpectu Mercatorum utriuſque Partis obſervetur. Imperiales Mercatores poſſint de Mercibus ſuis Terra, Mari & Fluviis allatis, caſu quo Telonarii, aut Inſpectores eaſdem pluris, quam par eſt, judicarunt, præfata tria per centum in natura, id eſt in iiſdem Mercibus ſolvere, qua ſolutione Telonarii contenti eſſe debent; Vectigal in quacunque vulgati Commercii Moneta præſtetur, ultra quod nullus Imperialium Mercatorum moleſtandus ſit. Naves Imperiales Mercibus in Ditionibus Ottomannicis emptis onuſtæ ſolutis ſemel in Ottomannico Telonio Vectigalibus, acceptiſque à Teloniorum Præfectis Syngraphis, vulgo *Teskere* dictis, in Portibus, aut in Arcibus ad anguſtias Helleſponti ſitis, vulgo *Dardanelle* dictis, iterato non viſitentur, ſed juxta tenorem præfatarum Syngrapharum procedatur. Si alicui Imperiali Navi non faveret occaſio vendendi, aut commutandi ſua Mercimonia, & vellet de Ottomannico Portu ad alium vela ventis dare, ſolutis ſemel tribus per centum in primo Turcico Telonio, & exhibita Telonariis Syngrapha, *Teskere* dicta, nullibi quidpiam amplius ſolvere tenebitur. Siquis utriuſque Imperii Mercatorum circa Telonium fraude uteretur, Merces ſuas non ſoluto Vectigali clam ſubtrahens, deprehenſus in facto, pro pœna duplum portorium dare tenebitur. Ab utriuſque Partis Mercatoribus, Subditiſque de pecunia auri, vel argenti, quam invehunt, vel extrahunt, nec non de aliis Mercimoniis, de quibus aliæ amicæ Nationes Telonium ſolvere non ſolent, Vectigal nullatenus exigatur. Telonarii Ottomannici Mercatoribus Cæſareo-Regiis ſoluto Vectigali de mercibus Navibus impoſitis Syngraphas ſine mora extradant, ne dilatione hujus Diſceſſus Navis impediatur. Mercatores Imperiales ex eo, quod merces ſuas e propriis Navibus Turcicis imponant, & in quædam Ottomannici Imperii Emporia tranſportent, ultra Vectigal in hac Capitulatione ſtabilitum non moleſtentur.

IV. Quæcumque Mercimonia in Ditionibus Turcicis Ottomannicæ Portæ Amicorum Regum Negotiatoribus coëmendi, commutandi & in ſuas devehendi Provincias data fuerit facultas, etiam Cæſareo-Regiis Mercatoribus conceſſa ſit, & ſi quidpiam è prohibitis rebus Mercibuſve a prædicta Porta Ottomannica aliis Nationibus concedatur, id præ omnibus in Sacræ Romano-Cæſareæ Regiæque Majeſtatis conſiderationem ſuis Negotiatoribus emere & evehere permittatur.

V. Ad majorem Mercatorum Imperialium ſecuritatem, quietem, reique Mercatoriæ incrementum Sacra-Romano Cæſarea Regiaque Catholica Majeſtas per Suum Miniſtrum pro tempore ad Portam Ottomannicam exiſtentem in Maris Mediterranei Ditionumque Ottomannicarum Emporiis, Inſulis, ac ubicunque ab aliis exteris Nationibus Conſules & Interpretes inſtituti ſunt, pariter Conſules, Vice-Conſules, Agentes, Factores, Interpretes datis Decretis creare, & ſtabilire queat; ſi autem in aliis locis, in quibus hucuſque prædictorum nullus morabatur, hujusmodi Conſules, Vice-Conſules, Agentes, &c. Commercii neceſſitas requirat; per Miniſtrum altè præfatæ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Ottomannicæ Portæ exponatur, ſi deinceps prædicto Miniſtro permiſſio concedatur, congrua Diplomata dabuntur, ut denominati Conſules, Vice-Conſules, Agentes, Interpretes &c. ab Imperii Ottomannici Miniſtris, aſſignatorumque Locorum Officialibus adjuventur, & protegantur, iiſque in omnibus eventibus aſſiſtentia præbeatur. In quocunque Ottomannici Imperii loco Cæſareorum Negotiatorum quiſpiam è vita diſcederet, bona illius nullo modo a Fiſco contrectentur, ſed à Miniſtris Cæſareis, eorumque Deputatis integre recipiantur. caſu quo Suæ Sacræ-Romano Cæſareæ Regiæque Majeſtatis ad Portam Ottomannicam exiſtenti Miniſtro videretur congruum, loco Conſulum in prædictis Locis, ſolos Interpretes conſtituere, hi Interpretes non ſolum neutiquam moleſtentur, ſed iiſdem favoribus, privilegiis, & protectionalibus Conſulibus conceſſis gaudeant & perfruantur. Vigore hujus almæ Capitulationis Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Conſules, Vice-Conſules, Interpretes, Mercatores omneſque eorum in actuali Servitio exiſtentes famuli ab omni tributo, aliiſque impoſitionibus liberi, & immunes ſint. Sacræ Romano-Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Subditi, Conſules, Interpretes, Mercatores, homineſque in eorum Servitiis exiſtentes ob cuncta ſua Commercii, emptionis, venditionis, fidejuſſionis, aliarumque rerum negotia Judicem accedant, illaque peragenda judiciali protocollo inſerant, ac eodem Literas Judiciales, vulgo *Hugget* dictas, aut validas Syngraphas accipiant, orta deinceps controverſia, dictæ Literæ Judiciales, aut Syngraphæ, uti etiam præfatum protocollum inſpiciatur & juxta legem, & juſtitiam procedatur. Gubernatores aliique Provinciarum Ottomannicarum Officiales, cujuſcunque dignitatis, neminem prædictorum Cæſareorum hominum accuſationis aliove prætextu in carcerem detrudere, moleſtiis, & injuriis afficere præſumant; Si vero eorum quiſpiam in Ottomannico Judicio ſiſtendus eſſet, is ſcitu Conſulum, præſenteque Interprete compareat, & per prædictos Conſules, & Interpretes ad Carcerem Cæſareum ducatur. Si cuidam a Mercatore Cæſareo-Regio quidquam debeatur, creditor debitum ſuum opera Conſulum, Vice-Conſulum, Interpretum a ſuo debitore, & nemine alio prætendat; Sæpius dictis Conſulibus, Vice-Conſulibus, Interpretibus Mercatoribus, illorumque Domeſticis, & famulis in ſuis habitationibus liberum Romanæ Catholicæ Religionis exercitium permittatur exteræque Nationes ad hujuſmodi Religionis functiones accedentes nullo prorſus modo impe-

ANNO 1718.

diantur, aut molestentur; lite, vel controversia contra Cæsareo-Regios Consules, Vice-Consules, Interpretes, Mercatores &c. exorta. Si ea Summam trium millium Asperorum, id est, 25. Thalerorum excesserit, in nullo Provinciarum Tribunali decidi possit, sed ad Portæ Ottomannicæ Judicium remittatur. Si vero controversia inter Cæsareo-Regios Mercatores orta fuerit, juxta Leges & solita eorum Constituta a Consulibus, & Interpretibus &c. examinetur, & determinetur. Nulla prædictorum Mercatorum ad discessum jam jam expedita Navis ob litem enascentem detineatur, sed lis, & Controversia celeriter opera Consulum, Agentium, & Interpretum decidatur; Et si quispiam Cæsareorum aliqua de causa in Judicio Ottomannico sistendus foret, is absente Interprete ad prædictum Judicium comparere non teneatur; Cæsareo-Regii Mercatores, in quemcumque Ottomannici Imperii Locum iverint, a Provinciarum Gubernatoribus, Judicibus, & cunctis Officialibus, ejusque Regni Præfectis petitione donativorum immunes sint, & hanc ob causam nullo modo molestentur.

V I. Portæ Ottomannicæ pro securitate, & tranquillitate suorum Subditorum, & Mercatorum ad tractanda necessaria eorundem negotia Procuratores, vulgo *Sachbender* dictos, in Ditionibus Cæsareo-Regiis constituere volenti liberum esto, ordinesque ab aula Imperiali Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis Officialibus, cujuscunque conditionis, dabuntur, ut prædicti Ottomannico Diplomate muniti Procuratores in illis Locis, ubi Commercii necessitas requirit, protegantur, nullaque molestia afficiantur, & si Turcicorum Mercatorum quispiam è vita discesserit, relicta ipsius bona sæpius dictus Ottomannus Procurator custodienda recipiat.

V I I. Nullus Ministrorum, & Officialium Ottomannici Imperii Navibus, Vexillis, seu Aplustribus, Literisque Patentibus Romano-Cæsareo-Regiis instructis in quodam Turcico Portu appulsis jactisque anchoris permanendi, discedendi, Mercimonia imponendi, aut extrahendi facultatem deneget.

V I I I. Navibus Imperialibus Maris fluctibus, procellisque jactatis Ottomannici Imperii Naucleri, aliique rei maritimæ experti, qui in illa vicinitate reperiuntur, opem ferant, & casu quo quandam prædictarum Navium naufragium subire contigerit, Merces a fluctibus ad littus ejectæ Cæsareo-Regiis Consulibus in proximis locis existentibus integre extradantur.

I X. Ex eo, quod Melitenses & Pyratæ passim in Mediterraneo circumvagantes Turcis, aliisve Ottomannici Imperii Subditis damna intulerint, Caesareo-Regii Mercatores, eorumque Naves hanc ob causam neutiquam molestentur.

X. Ottomannicae Portae Subditi Mercatores, si Naves Caesareo-Regias ascendere, aut iisdem Merces, aliasve res imponere velint, hi jura, quae ab illis Angli, Galli, & Batavi exigunt, solvere tenebuntur.

X I. Mercatorum Caesareo-Regiorum Naves neque ad Copiarum Ottomannicarum, neque aliarum ad Publicam pertinentium rerum transportationem vi adigantur.

X I I. Dum utriusque Imperii Naves bellicae in mari sibi invicem obviae factae fuerint, iis, qualesnam essent, compertis erectione, & explicatione Vexillorum, seu Aplustrium ex utraque parte amicitiae demonstratio exhibeatur.

X I I I. Liberum esto Caesareo-Regiis Subditis, sive Commercii, sive piae peregrinationis causa, ad quemcunque Ditionum Ottomannicarum locum contendere, ultro citroque absque impedimento commeare, iis autem, ne in quocunque loco, & itinere a tributi exactoribus, aliisve hominibus infestentur, a Porta Ottomannica rigorosae Literae patentes dabuntur.

X I V. Hebraei se negotiis Mercatorum Imperialium immiscere, & sive Imperii Ottomannici Diplomate, aut quadam potenti intercessione Proxenetam, vulgo *Sensal*, aut **Unterhandler** agere minime praesumant, nisi a dictis Mercatoribus Caesareo-Regiis spontanea, & libera voluntate ad hoc Servitium admittantur. Si vero Hebraei ex eo, quod ad praefatum Proxenetae Servitium non vocentur, perfide conspirare, Mercatoribusve Caesareo-Regiis damna inferre intendant, in aliorum exemplum severissime puniantur.

X V. Mercatoribus Caesareo-Regiis, ut dissidia, & inconvenientiae, quae plerumque diversas inter Nationes exoriri solent, evitentur, ad imponenda, & conservanda sua Mercimonia, praestito consueto censu unus proprius, & commodus locus, vulgo *Chan* dictus, a Porta Ottomannica ad instantiam Ministri Caesarei apud eandem existentis assignabitur.

X V I. Si è Caesareo-Regiorum Consulum, Vice-Consulum, Agentium, Interpretum &c. Famulitio, aut Mercatorum quispiam, quorundam odio, aut iniquo proposito Mahometanismum amplexus fuisse accusaretur, talis accusatio irrita, & vana censeatur, donec hujusmodi homo in praesentia Caesareo-Regii Interpretis spontaneo, & deliberato animo Machometanismum profiteatur, nullatenus vero talis Religionis mutatio illi suffragetur, casu quo de aere alieno quid haberet, ad solvenda debita sua adstringatur, & compellatur.

X V I I. Si Mercatorum Subditorumve Sacrae Caesareae-Regiaeque Majestatis in Nave Pyratica quispiam inventus fuerit, capta Nave, abductisque in Servitutem Pyratis, neutiquam captivetur, sed liber dimittatur.

X V I I I. Si haecce inter duos Serenissimos, & Potentissimos Imperatores concluса alma Pax, & amicitia in inimicitiam (quod DEUS avertat) commutaretur, omnes utriusque Imperii Subditi in Fluviis, Terra, & Mari existentes tempestive certiores fiant, ut, acceptis, solutisque debitis, cum suis bonis salvi, & incolumes ad confinia exire valeant.

X I X. Mercatores Persiani, qui ex Imperio Caesareo-Regio per Danubium ad confinia Ottomannica pervenire intendunt, solutis semel, & more consueto ultra impositionem, *Refftie* dictam in Telonio Ottomannico quinque per centum acceptaque a Telonariis soluti Vectigalis Syngrapha ulterioris portorii solutioni nullibi subjaceant; Similiter illi, qui ex Persia per Ottomannica Confinia ad Ditiones Caesareo-Regias commeare cupiunt, solutis in Ponte Euxino, vel in Danubio semel quinque per centum iterata Vectigalis solutione non molestentur.

X X. Praesentis hujusce Commercii Tractatus Articuli ab utriusque Partis Commissariis, Plenipotentia & Mandatis instructis manibus sigillisque propriis signati & corroborati imposterum sancte & religiose observentur, ac iisdem per nullum Mandatum ab utroque Imperio emanandum, ullo modo praejudicetur; praedictumque Tractatum a Majestatibus utriusque Imperatoris intra spatium triginta dierum a die Subscriptionis ratihabitum iri sese infallibiliter obligant, atque praestituros compromittunt praefati Commissarii: ut demum Commercii conditiones viginti hisce Articulis concluсae, utrinque acceptatae debito, summoque cum respectu inviolatae observentur, siquidem Dominus Deputatus Ottomannicus vi concessae eidem facultatis Imperatoriae Instrumentum Turcico Sermone exaratum, & subscriptum, legitimum & validum mihi exhibuit, ego quoque vi Mandati & Plenipotentiae meae manu, Sigilloque proprio subscriptum, & signatum hunc Commercii Tractatum in Latino idiomate tanquam legitimum, & validum vicissim Instrumentum extradidi. Dabantur prope Possarovicium die vigesima septima Julii, Anno millesimo septingentesimo decimo octavo.

(L. S.)

ANSELMUS FRANCISCUS DE FLEISCHMANN.

Cum igitur praedictus Commerciorum, & Navigationis Tractatus, prout hic verbotenus scriptus, & insertus legitur, post colloquia similiter prope Possarovicium cum in finem instituta Mandato Nostro confectus sit, Nos illum in omnibus, & singulis Punctis & Articulis, praehabita matura & diligenti consideratione, ex certa Nostra scientia pro Nostra Parte omni meliori modo & forma approbamus, ratificamus, & confirmamus, ratumque & firmum esse, & fore virtute praesentium declaramus, simulque verbo Imperiali, Regioque promittimus pro Nobis, ac Haeredibus, & Successoribus Nostris, quod illa omnia, & singula firmiter, sincere & inviolabiliter servabimus, adimplebimus, ac

execu-

ANNO 1718.

executioni mandabimus, atque per ſupradictos Haeredes & Succeſſores Noſtros eodem planè pacto obſervari, & adimpleri debere volumus, atque decrevimus; neque patiemur, ut vel ex noſtra Parte, vel per alios praememorato Commerciorum, & Navigationis Tractatui, quomodocunque id fieri poſſit, ulla ratione contraveniatur, omni dolo, & fraude excluſis; in horum omnium Teſtimonium & fidem Sigillum Noſtrum Caeſareum majus huic Diplomati Manu noſtra ſubſcripto appendi juſſimus. Datum in Civitate Noſtra Viennae, die decima ſexta Menſis Auguſti, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo, Regnorum Noſtrorum Romani ſeptimo, Hiſpanici decimo quinto, Hungarici verò & Bohemici octavo.

CAROLUS.

L. S. P.

EUGENIUS A SABAUDIA.

*Ad Mandatum Sac. Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis proprium,*

ANTONIUS JOSEPHUS AB OTTL.

## CCII.

22. Juill. 2. Août. *Concordatum & Fœdus (Quadruplex Fœdus vulgo dictum) inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Auguſtiſſimum Regemque Hiſpaniarum Catholicum, &* LUDOVICUM XV. *Regem Galliæ Chriſtianiſſimum, atque* GEORGIUM *Regem Magnæ Britanniæ, pro Pacificatione Rerum Europæarum, jam à pluribus annis occaſione Succeſſionis Hiſpanicæ turbatarum. Actum Londini die 22. Julii 2. Auguſti* 1718. Continentur in eo CONDITIONES, *quibus demum Pax inter* CAROLUM *Cæſarem, &* PHILIPPUM *Hiſpaniarum Regem ſtabilienda ſit.* Atque CONDITIONES *Pacis itidem ineundæ inter* CAROLUM *Cæſarem, &* VICTOREM AMADÆUM *Regem Sardiniæ.* Accedunt ARTICULUS SEPARATUS *de rata parte Ordinibus Fœderati Belgii in Stipendio Præſidii Civitatum Liburni, Portus Ferrai, Parmæ & Placentiæ competente. Datum eodem die & Loco.* ARTICULUS SEPARATUS *de non præjudicando Sacræ Cæſ. Cath. Majeſtati, per Titulos Regios Philippo* V. *& Victori Amadæo Principibus tribuendos. Dat. eodem die & Loco.* ARTICULUS SEPARATUS *de non præjudicando Regi Chriſtianiſſimo per aliquos Titulos, quibus Sacra Cæſ. Majeſtas in Tractatu uſa eſt. Dat. eodem die & Loco.* DECLARATIO *Plenipotentiariorum Regis Magnæ Britanniæ, rogatu Plenipotentiariorum Regis Galliæ facta, circa Linguam Latinam in Tractatu adhibitam.* Cum RATIFICATIONIBUS *Cæſareis & Regiis, nec non Tabulis Plenipotentiarum.* Accedunt inſuper ARTICULI XII. SEPARATI *& Secreti, de Termino trium menſium Regibus Hiſpaniæ & Sardiniæ concedendo, ad acceptandum Conditiones Pacis eiſdem propoſitas, nec non ſi eas acceptare renuerint, de modis & mediis ad Pacem vi & armis procurandam. Articulus unus de præſenti Tractatu & Fœdere inter Partes contrahentes ſervando, ſuumque effectum ſortiendo, licet Ordines Fœderati Belgii Generales eorum conſociationem denegarint.* Cum RATIFICATIONIBUS *Cæſarea, Gallica, & Britannica.* [Sur la Copie imprimée in Folio à Vienne chez *Van Ghelen* Imprimeur de la Cour; avec Privilege; Et à Paris in quarto chez *François Fournier*, Rüe St. Jaques avec Privilege.]

ANNO 1718.

*In nomine Sanctiſſimæ & individuæ Trinitatis.*

NOTUM perſpectumque ſit omnibus quorum intereſt aut intereſſe quomodocunque poteſt.

Poſtquam Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps Ludovicus decimus quintus, Franciae, Navarraeque Rex Chriſtianiſſimus, & Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps Georgius Magnae Britanniae Rex, Dux Brunſuicenſis & Luneburgenſis, Sacri Romani Imperii Elector, &c. Necnon Celſi & Potentes Status Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, conſervandae almae Paci jugiter intenti, probe animadverterunt, per Fœdus illud triplex ſub quarto Januarii Anno 1717. inter ſe ictum, Regnis quidem ſuis atque Provinciis utcunque, non tamen undequaque, neque tam ſolide proſpectum eſſe, ut niſi una & gliſcentes adhuc inter nonnullos Europae Principes ſimultates, ceu perpetua diſſidiorum fomenta è medio tollerentur, tranquillitas publica vigere diù, aut conſtare poſſet, edocti videlicet experimento Belli anno ſuperiori in Italia exorti, ad quod proinde tempeſtive ſopiendum per Tractatum die 18. Julii Anni 1718. initum, de certis inter ſe Pacificationis Articulis convenerunt, juxta quos Pax quoque inter Sacram Caeſaream Majeſtatem, & Hiſpaniarum Regem, necnon inter eandem, Regemque Siciliae conciliari, ſtabilirique poſſet, facta deſuper amica invitatione, ut Sua Majeſtas Caeſarea, amore Pacis ac quietis publicae, iſtos Conventionum Articulos, ſuo quoque nomine amplecti ac probare, adeoque Tractatui inter ſe inito & ipſa accedere quoque vellet, quorum quidem tenor ſequens eſt.

*Conditionum Pacis, inter S. Maj. Cæſar. & Regiam Cathol. Majeſt.*

ARTICULUS PRIMUS.

AD reparanda ea, quae contra Pacem Badenſem die ſeptima Septembris 1714. concluſam, prout & contra Neutralitatem, per Tractatum die decima quarta Martii 1713. pro Italia ſtabilitam, noviſſime turbata fuerunt, Sereniſſ. & Potentiſſ. Hiſpaniarum Rex obligat ſe ad reſtituendam Suae Majeſt. Caeſareae, prout & idem, mox, vel ad ſummum duos poſt menſes, à commutatione Ratificationum praeſentis Tractatus, actu reſtituet Inſulam & Regnum Sardiniae, in eo ſtatu quo erat tunc, cùm illud occupavit, renunciabitque Suae Majeſtati Caeſareae omnia jura, praetenſiones, rationes, & actiones in dictum Regnum, ita ut Sua Majeſtas Caeſarea de illo, ceu de re ſua, plene libereque atque ad eum modum, juxta quem amore boni publici facere ſtatuit, diſponere poſſit.

II. Quandoquidem unica quae excogitari potuit ratio ad conſtituendum duraturum in Europa aequilibrium ea viſa fuerit, ut pro Regula ſtatuatur, ne Regna Galliae & Hiſpaniae ullo unquam tempore, in unam eandemque Perſonam, nec in unam eandemque lineam, coaleſcere, unirique poſſent, iſtaeque duae Monarchiae, perpetuis retro temporibus ſeparatae remanerent, atque ad obfirmandam hanc Regulam tranquillitati publicae adeo neceſſariam; ii Principes quibus nativitatis praerogativa Jus in utroque Regno ſuccedendi tribuere poterat, uni è duobus pro ſe, totaque ſua poſteritate ſolemniter renunciaverint, adeo ut iſta utriuſque Monarchiae ſeparatio in Legem fundamentalem abierit, in Comitiis Generalibus, vulgò LAS CORTES, Madriti die 9. Menſis Novembris 1712. receptam, & per Tractatus Trajectenſes die 11. Aprilis 1713. conſolidatam, Sua Majeſtas Caeſarea Legi adeo neceſſariae & ſalutari ultimum complementum datura, atque omnem ſiniſtrae ſuſpicionis anſam tollere, tranquillitatique publicae conſulere volens, acceptat, & conſentit in ea, quae in Tractatu Trajectenſi ſuper jure & ordine ſucceſſionis in Regna Franciae & Hiſpaniae acta, ſancita & tranſacta fuerunt, renunciatque tam pro

ANNO 1718.

se, quam pro suis Haeredibus, descendentibus, & Successoribus maribus, fœminis, omnibus Juribus, omnibusque in universum praetensionibus quibuscunque, nulla penitus excepta, in quaecunque Regna, Ditiones & Provincias Monarchiae Hispanicae, quarum Rex Catholicus, per Tractatus Trajectenses agnitus fuit legitimus possessor, solemnesque desuper Renunciationis Actus, in omni meliore forma expediri, eosque publicari, & in Acta loco congruo referri curabit, ac super his Instrumenta solita Suae Majestati Catholicae, Partibusque compaciscentibus, exhibituram se promittit.

III. In vim dictae Renunciationis, quam Sua Majestas Caesarea amore universae Europae securitatis, habita quoque ea ratione, fecit, quod Dominus Dux Aurelianensis, Juribus & rationibus suis in Regnum Hispaniae, pro se & pro suis descendentibus, sub ea conditione renunciaverit, ne Imperator aut ullus ejusdem descendentium in dicto Regno succedere unquam posset; Sua Majestas Caesarea agnoscit Regem Philippum V. legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, eidemque tribuere promittit titulos & praerogativas Dignitati suae, Regnisque suis debitas; sinet praeterea eundem, ejusque descendentes Haeredes, & Successores, masculos & fœminas, pacifice frui cunctis iis Ditionibus Monarchiae Hispanicae in Europa, in Indiis, & alibi, quarum possessio ipsi per Tractatus Trajectenses asserta fuit, neque eum in dicta possessione directe vel indirecte turbabit unquam, aut ullum Jus in dicta Regna & Provincias sibi sumet.

IV. Pro Renunciatione atque agnitione à Sua Majestate Caesarea, in praecedentibus duobus Articulis facta, Rex Catholicus vicissim renunciat tam suo quam suorum Haeredum, descendentium & Successorum marium & fœminarum nomine, Suae Majestati Caesareae, ejusque Successoribus, Haeredibus & Descendentibus masculis & fœminis, cuncta Jura ac rationes quascunque, nulla penitus excepta, in omnia & quaelibet Regna, Provincias & Ditiones, quae vel quas Sua Majestas Caesarea in Italia vel in Belgio possidet, aut ei vigore praesentis Tractatus obvenient, abdicatque se universim omnibus Juribus, Regnis & Provinciis in Italia, quae olim ad Monarchiam Hispanicam pertinuerunt, quas inter Marchionatus Finaliensis, à Sua Majestate Caesarea Reipublicae Genuensi Anno 1713. cessus, diserte quoque comprehensus intelligatur, solemnesque desuper Renunciationis Actus in omni meliori forma expediri, eosque publicari, & loco congruo in Acta referri curabit, ac super his, Instrumenta consueta Suae Majestati Caesareae & Partibus compaciscentibus exhibituram se promittit. Sua Majestas Catholica renunciat pariter Juri reversionis ad Coronam Hispaniae, sibi, super Regno Siciliae reservato, omnibusque aliis actionibus, & praetensionibus, quarum praetextu Suam Majestatem Caesaream, ejus Haeredes & Successores, directè vel indirectè, tam in supradictis Regnis & Provinciis, quam in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio vel ubicunque alibi possidet, turbare posset.

V. Quia verò eo casu, quo Magnum Hetruriae Ducem, prout etiam Ducem Parmae Placentiaeque, eorumque Successores, absque liberis masculis decedere contingeret, ipsa ratio Successionis in Ditiones ab iis possessas, novum facile Bellum in Italia excitare posset, ob diversa videlicet Successionis Jura, quae praesens Hispaniarum Regina, nata Ducissa Parmensis, post decessum propiorum ante se Haeredum, ex una; ex altera vero parte, Imperator & Imperium, in dictos Ducatus sibi competere utrinque obtendunt. Quo itaque gravibus ejusmodi contentionibus, & iis quae inde nascerentur malis tempestive obvietur, conventum fuit, ut Status seu Ducatus, à praefatis Magno Duce Hetruriae, Parmaeque & Placentiae Duce, modo possessi, futuris in perpetuum retro temporibus, ab omnibus Partibus contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis masculinis. Vicissim Sua Majestas Caesarea, per se, ceu Caput Imperii, consentit, ut si quando casus aperturae dictorum Ducatuum, ob deficientiam Haeredum masculorum, contingat, filius dictae Hispaniarum Reginae primogenitus, hujusque Descendentes masculi, ex legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus, secundus, aut alii postgeniti ejusdem Reginae filii, si qui nascentur, pariter una cum eorum posteris masculis, ex legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis succedant. Quem in finem cum & Imperii consensu opus sit, Sua Majestas Caesarea, pro eo obtinendo, omnem operam impendet, eoque obtento Litteras expectativae, Investituram eventualem continentes, pro dictae Reginae filio vel filiis, eorumque descendentibus masculis legitimis, in debita forma expediri, easque Regi Catholico, mox, vel saltem post duos menses, à commutatis Ratificationum Tabulis, tradi curabit, absque ullo tamen damno aut præjudicio, salvaque per omnia Principum, qui dictos Ducatus in praesens obtinent, possessione.

ANNO 1718.

Conventum praeterea, inter Sacram Caesaream Majestatem, Regemque Catholicum fuit, quod Oppidum Liburni in perpetuum sit & permanere debeat Portus liber, eo plane modo quo nunc est.

Virtute Renunciationis ab Hispaniarum Rege, in universas Italiæ Ditiones, Regna ac Provincias, quæ olim ad Reges Hispaniæ pertinebant, factæ, ipse Rex præfato Principi suo filio, Urbem Portus Longi, una cum ea parte Insulæ Ilvæ, quam in illa actutùm tenet, cedet, tradetque quamprimùm dictus Princeps, extincta Magni Hetruriæ Ducis posteritate masculina, in actualem ejusdem Ditionum possessionem, immissus fuerit.

Transactum insuper, ac solemni stipulatione cautum fuit, quod nullus prædictorum Ducatuum ac Ditionum, ullo unquam tempore aut casu possideri possit aut debeat, à Principe qui uno tempore Regnum Hispaniæ obtinet, & quod nullus unquam Hispaniarum Rex, tutelam ejusmodi Principis assumere possit, aut gerere valeat.

Denique conventum est, & in id omnes singulæque Partes contrahentes pariter sese obligarunt, nunquam iri admissum, ut viventibus adhuc præsentibus Ducatuum Hetruriæ, Parmæque possessoribus, aut eorum Successoribus masculis, ullus unquam Miles, cujuscunque Nationis, sive proprius, sive conductitius, ab Imperatore, & Regibus Hispaniæ ac Galliæ, aut etiam à Principe, ad eam Successionem supra designato, in dictorum Ducatuum Provincias & Terras induci, aut ullum ab iis Præsidium Urbibus, Portubus, Oppidis & Fortalitiis in iis sitis imponi possit.

Ut vero dictus Reginæ Hispaniæ filius, & Magni Ducis Hetruriæ, Parmæque & Placentiæ Ducis successionem, per hunc Tractatum designatus, contra omnes casus uberiore securitate fruatur, certiorque de executione promissæ sibi successionis reddatur, necnon Imperatori & Imperio Feudum desuper constitutum illibatum maneat, utrinque placuit, ut Miles Præsidiarius, numerum tamen sex millium non excedens, in præcipua ejusdem Oppida, Liburnum scilicet, Portum-Ferraium, Parmam, Placentiamque imponatur, ab Helvetiæ Pagis, vel ut vocant, Cantonibus, quibus Cantonibus hunc in finem subsidium solvent tres Partes contrahentes, Mediatoris vices gerentes, ac Miles ille ibidem continuetur, usque dum casus dictae Successionis, quo Oppida sibi commissa, dicto Principi ad eandem designato, tradere tenebitur, existat, absque ulla tamen molestia aut sumptu praesentium Possessorum, eorumque Successorum masculorum, quibus etiam dicti Milites Praesidiarii juramentum fidelitatis sunt praestituri, nec aliam ullam sibi assument auctoritatem, praeter solam Urbium tuitionem Custodiae suae commissarum.

Cùm autem donec de numero & stipendio & modo talis Militis instituendi, cum Helvetiorum Pagis conveniatur, longior forte, quam operi tam salutari expediat, mora efflagitari posset, Sacra Regia Majestas Britannica, pro singulari suo, in id, tranquillitatemque publicam, studio, & scopo citiùs assequendo, interim, si reliquis Contrahentibus ita è re visum fuerit, proprium suum Militem ad supra memoratum usum praebere, haud denegabit, donec Miles in Helvetiorum Pagis conscribendus, tuitionem & custodiam dictarum Urbium assumere possit.

VI. Sua Majestas Catholica ad testificandam sinceram suam in tranquillitatem publicam voluntatem, consentit iis quæ infra de Regno Siciliæ in commodum Suæ Majestatis Cæsareæ disponuntur, renunciatque, pro se suisque Hæredibus & Successoribus, maribus & fœminis, juri reversionis dicti Regni ad Coronam Hispaniæ, per Instrumentum cessionis die 10. Junii 1713. disertè eidem reservato, amoreque boni publici, dicto Actui 10. Junii 1713. in quantum

opus

ANNO 1718.

opus est; Item & Articulo sexto Tractatus, se inter, Regiamque suam Celsitudinem Ducem Sabaudiæ Trajecti initi, prout & generaliter omni ei derogat, quod retrocessioni, dispositioni, & permutationi memorati Regni Siciliæ, per præsentia Pacta stabilitæ, adversari posset, ea tamen conditione, ut jus reversionis Insulæ & Regni Sardiniæ ad eandem Coronam, eidem vicissim cedatur & asseratur, prout infra Articulo secundo Conventionum inter Sacram Majestatem Cæsaream & Regem Siciliæ magis explicatur.

VII. Imperator, & Rex Catholicus, spondent mutuo, seseque obstringunt ad defensionem, seu guarantiam reciprocam omnium Regnorum & Provinciarum, quæ vel quas actu possident, aut quorum possessio ad illos, vigore hujus Tractatûs pervenire debet.

VIII. Sua Majestas Cæsarea, Suaque Regia Catholica Majestas executioni mandabunt, statim à commutatione Ratificationum præsentium Conventionum, omnes & singulas conditiones in iis comprehensas, idque intra spatium ad summum duorum mensium, Instrumentaque Ratificationum dictarum Conventionum commutabuntur Londini, intra terminum duorum mensium à die subscriptionis computandorum, aut citiùs si fieri potest; Qua conditionum executione prævie factâ, eorum Ministri Plenipotentiarii ab iis nominandi, in loco Congressûs, de quo inter se convenerint, quantocius cætera Pacis suæ particularis Puncta singillatim, sub mediatione trium Partium Compaciscentium, component atque definient.

Conventum præterea fuit, quod in Tractatu Pacis inter Imperatorem & Regem Hispaniarum peculiariter ineundæ, concedetur Amnestia generalis, pro omnibus personis cujuscunque statûs, dignitatis, gradûs, aut sexûs sint, tam Ecclesiasticis quam Militaribus, Politicis & Civilibus, quæ durante ultimo Bello Partes unius aut alterius Principis secutæ sunt, vigore cujus, universis & singulis dictis personis permittetur, licebitque recipere plenariam possessionem & usumfructum suorum bonorum, jurium, privilegiorum, honorum, dignitatum & immunitatum, iisque utentur, fruenturque æquè liberè ac iis sub initium ultimi Belli, vel quo tempore uni alterive Parti cœperunt adhærere, gavisæ & fruitæ fuerunt, non obstantibus Confiscationibus, Arrestis & Sententiis sub Bello factis, latis aut pronunciatis, quæ pro nullis & ceu non factis habebuntur. Insuper virtute ejusdem Amnestiæ, omnibus & singulis dictis personis, quæ unam alteramve partem secutæ sunt, fas liberumque erit repetere Patriam suam, bonisque suis uti, frui, planè ac si Bellum nullum interveniisset, datâ eis commodâ facultate, dicta bona sua, sive per se, si præsentes sint, sive per Procuratores, si abesse à Patria maluerint, administrandi, eaque vendendi, aut de illis, quocunque alio modo pro libitu suo disponendi, ad eum omninò modum quo ante cœptum Bellum, de iis disponere valuêre.

*Conditiones Tractatus concludendi, inter Suam Majestatem Cæsaream & Regem Siciliæ.*

ARTICULUS I.

POSTQUAM Cessio Siciliæ, Domui Sabaudicæ per Tractatus Trajectenses, unica consolidandæ Pacis causa, nulloque Regis Siciliæ in eam habito jure, facta, teste universa Europa, ad scopum illum assequendum adeo nihil contulerit, ut magnum potiùs obstaculum effecerit, quominùs Imperator eisdem Tractatibus accesserit, eo quod separatio Regnorum Neapolis & Siciliæ sub uno eodemque Dominatu, vulgarique utriusque Siciliæ appellatione, tam diu stare solitæ, non modo communibus utriusque Regni rationibus, mutuæque conservationi, verùm etiam reliquæ Italiæ quieti adversetur, novas indies turbas paritura, dum vetus illa necessitudo & Commercia inter utrumque Populum neque tolli, neque diversorum Principum rationes, tam facilè conciliari se sinant; hinc est quod Principes, qui Tractatibus Trajectensibus primam manum admovêre, licere sibi, etiam citra assensum eorum quorum interest, existimârint, unum illum Tractatûs Trajectensis Articulum, qui Regnum Siciliæ spectat, neque aliquam ejus adeo præcipuam partem facit, abrogare. Iis potissimum rationibus nixi, quod præsens Tractatus, ab renunciatione Cæsaris, incrementum, complementumque suum recipiat, & quod per commutationem Regni Siciliæ, cum Regno Sardiniæ, impendentia Italiae Bella praeverterentur, quando Imperator Siciliam, cui nunquam renunciavit, armis, quod post fractam, occupatâ Sardinia, Italiæ neutralitatem, jure potest, repeteret; Præterea quod Regi Siciliæ, beneficio Tractatûs adeò solemnis, cum Sua Majestate Cæsarea, & à primis Europæ Principibus guarantigiati, certus permansurusque Status obtingeret. His tantis igitur rationibus permoti convenerunt, quod Rex Siciliæ Insulam, Regnumque Siciliæ cum omnibus suis dependentiis & annexis, Suæ Majestati Cæsareae in eo quo nunc sunt statu, mox, vel ad summum, duos post menses à commutatione Ratificationum præsentis Tractatûs, restituet, renunciatis Caesari ejusque Haeredibus & Successoribus utriusque sexûs, in dictum Regnum juribus & actionibus quibuscunque, tam pro se, quam pro suis Haeredibus & Successoribus masculis & fœminis, sublatâ penitus ejus ad Coronam Hispaniae reversione.

II. Vicissim Sua Majestas Caesarea cedet Regi Siciliae, Insulam Regnumque Sardiniae, in eo quo illud à Rege Catholico receperit statu, renunciabitque omnibus juribus & actionibus in dictum Regnum, pro se, suis Haeredibus & Successoribus utriusque sexûs, in favorem Regis Siciliae, ejusque Haeredum & Successorum, ad illud deinceps, cum titulo Regni, cunctisque Regio axiomati annexis honoribus, perpetuo possidendum, prout Regnum Siciliae possederat; salvâ tamen, uti supra dicti Regni Sardiniae ad Coronam Hispaniae reversione, quando Regem Siciliae absque posteris masculis, & totam Domum Sabaudicam Successoribus masculis destitui contingeret: caeterùm ad eum planè modum, quo dicta reversio, per Tractatus Trajectenses, & per Actum cessionis consequenter à Rege Hispaniae factae, pro Siciliae Regno pacta & ordinata fuit.

III. Sua Majestas Caesarea confirmabit Regi Siciliae, omnes, per Tractatum signatum Taurini 8. Novembris 1703. eidem factas cessiones, tam illius partis Ducatûs Montisferrati, quam Provinciarum, Urbium, Oppidorum, Castellorum, Terrarum, Locorum, Jurium & Redituum de Statu Mediolanensi, quae possidet, eo modo quo ea actu possidet, spondebitque pro se, suis Descendentibus & Successoribus, nunquam se, neque illum, nec ejus Haeredes & Successores in dicta possessione esse turbaturam, ea tamen lege, quod omnes caeterae actiones seu praetensiones, quae dicto Regi Siciliae, virtute memorati Tractatûs, competere fortè possent, perpetuo peremptae sint & maneant.

IV. Sua Majestas Caesarea agnoscet jus Regis Siciliae, ejusque Domûs, succedendi immediatè in Regno Hispaniae & Indiarum, in casum, quando Rex Philippus V., ejusque posteri deficient, eo modo ac per Renunciationes Regis Catholici, Ducis Biturigum, Ducis Aurelianensis, & Tractatus Trajectenses stabilitum fuit, promitterque Sua Majestas Caesarea, tam pro se, quam pro suis Successoribus & Descendentibus, quod nullo unquam tempore eidem se directè vel indirectè opponere, aut quidquam in contrarium obmovere velit; hâc tamen declaratione adjectâ, quod nullus Princeps è Domo Sabaudica, qui in Regno Hispaniae succedet, ullam unquam Provinciam, seu Ditionem, uno tempore possidere in continenti Italiae possit, & quod in eum casum istae Provinciae, devolventur ad Principes collaterales istius Domûs, quorum unus post alium secundùm proximitatem sanguinis in iis succedet.

V. Sua Majestas Caesarea, & Rex Siciliae, mutuam tutelam seu guarantiam sibi praestabunt, pro Regnis & Provinciis universis, quas actu in Italia possident, aut vigore hujus Tractatûs eis obvenient.

VI. Sua Majestas Caesarea, & Rex Siciliae, statim à commutatione Ratificationum istarum Conventionum, executioni dabunt omnes & singulas conditiones in iis contentas; idque intra spatium ad summum duorum mensium, Ratificationumque Instrumenta dictarum Conventionum commutabuntur Londini, in termino duorum mensium à die subscriptionis, aut citiùs si fieri potest; & mox ab executione praevia dictarum conditionum, eorum Ministri Ple-

ANNO 1718.

nipotentiarii ab iis nominandi in loco Congreſſûs, de quo ipſi mutuo convenerint, ſub mediatione trium Partium contractantium, caetera ſigillatim Puncta Pacis ſuae particularis component.

Quod altè fata Sua Majeſtas Caeſarea Catholica, ad promovendum ejuſmodi Pacis propoſitum, & ad avertenda dira Bellorum mala ſuapte proniſſima, praeinſertas Conventiones, omneſque & ſingulos earundem Articulos, ex ſincero conſolidandæ univerſalis Pacificationis deſiderio, acceptaverit, prout hiſce acceptat, ac proinde, cum præmemoratis tribus Potentiis, Fœdus peculiare in ſequentes conditiones pepigerit.

ARTICULUS I.

SIT, maneatque inter Sacram Cæſaream Catholicam Majeſtatem, Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam, Sacram Regiam Majeſtatem Magnæ Britanniæ, Celſoſque ac Potentes Dominos, Status Generales Fœderati Belgii, eorumque Hæredes & Succeſſores, Fœdus arctiſſimum, vigore cujus, ſinguli, Ditiones & Subditos aliorum tueri, nec non Pacem manutenere, propriaque ipſorum commoda, ceu ſua mutuo promovere, damna vero & injurias cujuſcunque generis prævenire, avertereque, teneantur.

II. Tractatus Trajecti, Badæque Helvetiorum initi, in ſuo vigore & robore firmi permaneant, partemque iſtius efficiant, exceptis tamen iis Articulis, quibus per præſentem Tractatum expreſſe derogare è Re publica viſum eſt, ut & iis Tractatuum Trajectenſium Articulis, quibus per Tractatum Badenſem derogatum fuit. Attamen Tractatus Fœderis Weſt-Monaſterii ſub 25. Menſis Maji anno 1716. inter Sacram Cæſaream Catholicam Majeſtatem, nec non inter Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majeſtatem, celebratus, prout & alter ille die quartâ Januarii anno 1717. Hagæ Comitis inter Chriſtianiſſimum & Magnæ Britanniæ Reges, Statuſque Generales Fœderati Belgii initus, plenum ſuum per omnia robur ac vim obtineant.

III. Sacra Majeſtas Chriſtianiſſima, prout & Sacra Majeſtas Britannica, Dominique Status Generales Fœderati Belgii, pro ſe, ſuiſque Hæredibus & Succeſſoribus ſpondent, quod Sacram Majeſtatem Cæſaream Catholicam, ejuſque Hæredes & Succeſſores in nullo penitus ſuorum Regnorum, Ditionum & Provinciarum, quæ vel quas nunc poſſidet vigore Trajecti, Badæque Tractatuum, aut quorum, quarumve poſſeſſionem vigore hujus Tractatûs obtinebit, nec directè nec indirectè turbare unquam, quin potius ejuſdem Provincias, Regna & Jura, quæ modo poſſidet, aut vi hujus Tractatûs eidem obvenient, tam in Germania quam in Belgio & Italia, tutari, & ut ajunt, guarantigiare velint ac debeant, expromittentes ſeſe dicta Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Regna & Provincias contra omnes & ſingulos, qui eas hoſtiliter invadere tentarent, defendere, eique, eveniente caſu, ſubmittere velle & debere auxilia quibus opus habebit juxta conditiones & partitionem, de quibus infra, inter eos convenit. Pariter utraque præfata Chriſtianiſſima & Britannica Majeſtas Regia, ac Status Generales diſertè ſe obſtringunt, quod nullam unquam protectionem aut aſylum in ullo ſuarum Ditionum loco, dare, concedereve Subditis Sacræ Majeſtatis Cæſareæ Catholicæ, velint, qui actutum ſunt, aut in futurum ab ea declarati fuerint rebelles, & caſu quo ejuſmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis & Dominiis exiſterent, ii, ut à finibus ſuis, intra octo dies à facta interpellatione Cæſarea expellantur, ſerio ſe curaturos ſincere pollicentur.

IV. Viciſſim Sacra Majeſtas Cæſarea Catholica, Sacra Regia Majeſtas Britannica, Fœderatique Belgii Status Generales, pro ſe, ſuiſque Hæredibus & Succeſſoribus promittunt, quod Sacram Majeſtatem Chriſtianiſſimam, in nulla penitus ſuarum Ditionum ad Coronam Galliæ nunc ſpectantium, nec directè nec indirectè turbare unquam, quin potiùs eaſdem contra omnes & ſingulos, qui illas hoſtiliter invadere tentarent, tueri ac defendere, eidemque in eum caſum auxilia ſubmittere velint & debeant, quibus Rex Chriſtianiſſimus opus habebit, juxta ac infra tranſactum eſt.

Pariter Sacra Majeſtas Cæſarea-Catholica, Sacra Majeſtas Regia Britannica, & Domini Status Generales, promittunt, ſeſeque obligant, quod manutenere, guarantigiare, & defendere velint ac debeant Jus ſucceſſionis in Regno Franciæ, juxta tenorem Tractatuum Trajecti 11. Aprilis anno 1713. initorum, obſtringentes ſe, ad tutandam dictam Succeſſionem, planè ad normam Renunciationis, quae à Rege Hiſpaniarum 5. Novembris anno 1712. facta, & 9. ejuſdem menſis & anni in Comitiis generalibus Hiſpaniæ per ſolemnem Actum acceptata fuit, quæ ſubinde die 8. Martii anni 1713. in legem abiit, & poſtremo per dictos Tractatus Trajecti ſtabilita & ordinata fuit, idque contra omnes quoſcunque, qui ordinem dictæ Succeſſionis contra præmiſſos Actus & ſubſecutivos Tractatus, turbare præſumerent, quem in finem, auxilia juxta partitionem infra conventam ſuppeditabunt. Quin, ubi res poſtularet, omnibus viribus dictum Succeſſionis ordinem propugnabunt, denunciato etiam Bello, ei qui eundem infringere, aut impugnare tentaret.

ANNO 1718.

Inſuper Sua Majeſtas Cæſarea Regio-Catholica, & Majeſtas Regia Britannica, Statuſque Generales, pariter ſe obſtringunt, quod nullum unquam tutamen aut aſylum, in ſuis Ditionibus, dabunt aut concedent Subditis Majeſtatis Regiæ Chriſtianiſſimae, qui actutum ſunt, aut olim fuerint declarati rebelles, & caſu quo ejuſmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis & Dominiis exiſterent, eos è finibus ſuis, intra octo dierum ſpatium, à facta interpellatione Regia, exire jubebunt.

V. Sacra Majeſtas Caeſarea Regio-Catholica, nec non Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, Statuſque Generales Fœderati Belgii, obligant ſe, pro ſe, ſuis Haeredibus & Succeſſoribus, ad manutenendam & guarantigiandam Succeſſionem, in Regno Magnae Britanniae, quemadmodum ea per Leges Regni ſtabilita eſt, in Domo Suae Majeſtatis Britannicae modo Regnantis, prout etiam ad defendendas univerſas Ditiones & Provincias à Sua Majeſtate poſſeſſas, nullumque aſylum aut refugium, in ullo ſuorum Dominiorum loco, dabunt aut concedent, Perſonae, ejuſve deſcendentibus, ſi qui ei obtingant, quae vivente Jacobo II. Principis Walliae, & poſt ejus exceſſum Regium Magnae Britanniae Titulum aſſumpſit; promittentes pariter pro ſe ipſis, ſuis Haeredibus & Succeſſoribus, nullum ſe dictae Perſonae, ejuſve deſcendentibus, directè vel indirectè, Terra, Marive, praebituros eſſe auxilium, conſilium, aut opem quamcunque, ſive in ære, armis, apparatu militari, navibus, milite, nautis, ſive alio quocunque demùm modo. Idem obſervaturos intuitu eorum quibus, à dicta Perſona, ejuſve deſcendentibus, fortè mandatum aut commiſſum foret, regimen Suae Majeſtatis Britannicae, aut tranquillitatem Regni ſui, ſive Bello aperto, ſive clandeſtinis conſpirationibus, ſuſcitandove ſeditiones, & rebelliones, aut piraticam contra Subditos Suae Majeſtatis Britannicae, exercendo turbare, quo poſtremo caſu, Sacra Majeſtas Caeſarea Regio-Catholica promittit ſe minimè permiſſuram, ut ejuſmodi Piratis, ullum in Portubus Belgii ſui detur receptaculum. Tantundem ſpondent Sacra Majeſtas Chriſtianiſſima, Statuſque Generales Fœderati Belgii, pro Portubus ſui Dominii, prout viciſſim Sua Majeſtas Regia Britannica refugium omne in Portubus Regni ſui denegaturam promittit, Piratis, Subditos Sacrae Caeſareae Majeſtatis Regiae-Catholicae, Sacrae Regiae Majeſtatis Chriſtianiſſimae, aut Dominorum Statuum Generalium infeſtantibus. Denique Sua Majeſtas Caeſarea Regio-Catholica, Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, Dominique Status Generales obſtringunt ſeſe, quod nullam unquam protectionem vel aſylum, in ullo ſuorum Dominiorum loco illis Regiae Magnae Britanniae Majeſtatis Subditis dabunt, qui actutum ſunt, vel aliquando fuerint declarati rebelles: Et caſu quo ejuſmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis, & Ditionibus exiſterent, eos, è finibus ſuis, intra octo dierum ſpatium, ab interpellatione Regia, exire jubebunt.

Quod ſi etiam Sacram Regiam Majeſtatem Britannicam in aliqua parte hoſtiliter invadi accideret, Sua Majeſtas Caeſarea Regio-Catholica, ut & Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, Fœderatique Belgii Status Generales, in eum caſum obſtringunt ſeſe ad ſubmittenda auxilia infra determinata: idem facturis ejus deſcendentibus, ſi quando eos in Succeſſione Regni Magnae Britanniae turbari contingeret.

VI.

ANNO 1718.

VI. Sua Majeſtas Caeſarea Regio - Catholica, Regia Chriſtianiſſima & Britannica, obligant ſe pro ſeipſis, ſuis Haeredibus & Succeſſoribus ad guarantiam & tuitionem omnium Ditionum, Jurium, & Provinciarum, quas Domini Status Generales Fœderati Belgii actu poſſident, contra quoslibet qui eas turbarent aut invaderent, promittentes eis, exiſtente caſu, auxilia infra enunciata. Sua Majeſtas Regia Caeſarea Regio-Catholica, utraque quoque Majeſtas Regia Chriſtianiſſima & Britannica aeque ſe obſtringunt, quod nullum unquam refugium vel aſylum in ullo Regnorum ſuorum illis Statuum Generalium Subditis concedent, qui ſunt, vel in futurum fuerint denunciati rebelles, & ſi fortè ejuſmodi in eorum Regnis, Ditionibus & Provinciis exiſterent, eos è finibus ſuis, intra octo dierum ſpatium à facta Reipublicae interpellatione exire curabunt.

VII. Ubi alterutram ex praedictis quatuor Partibus contractantibus, à quocunque alio Principe, aut Statu invadi, aut etiam in poſſeſſione Regnorum Ditionumque ſuarum per violentam detentionem Subditorum, Navium, Rerum, aut Mercium, Terrâ, Marique turbari contingeret, tunc ſuperſtites tres officia ſua, mox ac de eo requiſiti fuerint, impendent, quo, offenſo, ſuper illato damno, & injuria ſatisfiat, aggreſſorque à proſecutione hoſtilitatis abſtineat.

Aſt ubi amica hæc officia reconciliandis Partibus, atque ad procurandam debitam Parti læſæ ſatisfactionem, reparationemque haud ſufficerent, eo caſu Alti Contractantes ſubmittent invaſo, intra bimeſtre ſpatium à facta requiſitione, auxilia ſequentia unitim vel ſeparatim, videlicet:

Sua Majeſtas Cæſarea Regio - Catholica, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

Sua Majeſtas Chriſtianiſſima, octo millia Peditum & quatuor millia Equitum.

Sua Majeſtas Britannica, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

Et Domini Status Generales, quatuor millia Peditum, & duo millia Equitum.

ANNO 1718.

Quod ſi Princeps, aut Pars læſa, pro Milite, Naves Bellicas aut onerarias, vel etiam ſubſidia pecuniaria, ſubmitti ſibi mallet, quod in ejus arbitrium reponitur, eo caſu petitæ Naves, pecuniæve ei ſubminiſtrabuntur, ad menſuram ſumptuum in Militem impendendorum, & ut omnis ambiguitas circa calculum, ſeu æſtimationem dictorum ſumptuum tollatur, placuit mille Pedites, menſtruatim ad valorem decem millium Florenorum Hollandicorum, mille vero Equites ad triginta mille Florenos Hollandicos, menſtruatim æſtimari, eâdem intuitu Navium proportione obſervatâ.

Ubi auxilia ſupra enumerata impendenti neceſſitati imparia forent, Partes contractantes de ferendis ampliоribus ſuppetiis indilatim convenient: quin exigente caſu, Socium læſum, omnibus ſuis viribus adjuvabunt, Bellumque Aggreſſori denunciabunt.

VIII. Principes & Status de quibus Partes Contractantes unanimiter convenient, iſti Tractatui accedere poterunt, nominatim vero Rex Luſitaniæ.

Tractatus iſte approbabitur & ratihabebitur, à Sua Majeſtate Cæſarea, Regia Chriſtianiſſima & Britannica, atque à Celſis & Potentibus Dominis Statibus Generalibus Uniti Belgii, Tabulæque Ratificationum commutabuntur Londini, extradenturque reciprocè intra ſpatium duorum menſium, aut citiùs ſi fieri poteſt.

In cujus rei fidem, Nos infrà ſcripti, Plenipotentiarum Tabulis muniti, iiſdemque invicem communicatis, quarum apographa cum archetypis ritè à Nobis collata & recognita, ſub finem hujus Inſtrumenti, verbo tenùs inſerta ſunt, præſentem hunc Tractatum ſubſcripſimus, & Sigillis noſtris communivimus. Actum Londini die $\frac{\text{viceſimo-ſecundo Julii V. St.}}{\text{ſecundo Auguſt. N. St.}}$ anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo.

(L. S.) CHRISTOFF. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.
(L. S.) JOES PHIL. HOFFMANN.
(L. S.) DU BOIS.
(L. S.) W. CANT.
(L. S.) PARKER. C.
(L. S.) SUNDERLAND. P.
(L. S.) KINGSTON. C. P. S.
(L. S.) KENT.
(L. S.) HOLLES NEWCASTLE.
(L. S.) BOLTON.
(L. S.) ROXBURGHE.
(L. S.) BERKELEY.
(L. S.) J. CRAGGS.

*Articulus Separatus.*

QUOD ſi fortè Dominis Generalibus Uniti Belgii Ordinibus grave nimis foret, conferre ratam ſuam partem ſtipendii Helvetiorum Cantonibus, pro Liburni, Portus Ferrai, Parmæ & Placentiæ Præſidiis ſolvendi, juxta concluſi hodie Tractatûs Fœderis tenorem, Articulo iſto ſeparato expreſſe cautum, & inter quatuor Partes contrahentes conventum eſt, quod eo caſu Rex Catholicus dictam Dominorum Statuum Generalium ratam in ſe recipere poſſit.

Articulus iſte ſeparatus, eandem vim obtinebit, ac ſi ipſimet Tractatui hodie concluſo, ſignatoque verbo tenùs inſertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intra idem tempus cum ipſo Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra ſcripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum ſeparatum ſubſcripſimus, & Sigillis noſtris communivimus. Actum Londini die $\frac{\text{vicesimo-ſecundo Julii S. V.}}{\text{ſecundo Auguſti S. N.}}$ anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo-octavo.

(L. S.) CHRISTOFF. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.
(L. S.) JOES PHIL. HOFFMAN.
(L. S.) DU BOIS.
(L. S.) W. CANT.
(L. S.) PARKER. C.
(L. S.) SUNDERLAND P.
(L. S.) KINGSTON. C. P. S.
(L. S.) KENT.
(L. S.) HOLLES NEWCASTLE.
(L. S.) BOLTON.
(L. S.) ROXBURGHE.
(L. S.) BERKELEY.
(L. S.) J. CRAGGS.

*Arti-*

ANNO 1718.

*Articulus Separatus.*

QUUM in Tractatu Fœderis cum Sac. Cæsarea Catholica Majestate hodie subscribendo, ut & conditionibus Pacis in eo insertis, Sacræ Regiæ Majestates Christianissima & Britannica, & Domini Status Generales Belgii Uniti, præsentem Hispaniarum & Indiarum possessorem Regem Catholicum, & Ducem Sabaudiæ Regem Siciliæ, vel etiam Sardiniæ appellent: & vero Sacra Majestas Cæsarea Catholica, binos hos Principes pro Regibus agnoscere haud possit, antequam & ii ad hunc Tractatum accesserint; proinde Sacra Cæsarea Catholica Majestas, per Articulum istum separatum & ante Tractatum Fœderis subscriptum, declarat & protestatur, quod per Titulos ibi adhibitos vel etiam omissos, sibi minimè præjudicare, neque dictis binis Principibus, Titulos Regios concedere aut adjicere intendat, nisi in eum dumtaxat casum, ubi & illi Tractatui hodie subscribendo accesserint, atque placitis in eo conditionibus Pacis pariter consenserint.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque, verbo tenùs insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ, intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo secundo Julii S. V. / secundo Augusti S. N. anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

(L. S.) CHRISTOPH. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.

(L. S.) JOES PHIL. HOFFMAN.

(L. S.) DU BOIS.

(L.S.) W. CANT.

(L.S.) PARKER C.

(L. S.) SUNDERLAND P.

(L. S.) KINGSTON C. P. S.

(L.S.) KENT.

(L.S.) HOLLES NEWCASTLE.

(L.S.) BOLTON.

(L.S.) ROXBURGHE.

(L. S.) BERKELEY.

(L. S.) J. CRAGGS.

*Articulus Separatus.*

QUUM Titulorum aliqui, quibus Sac. Cæsarea Majestas, sive in Plenipotentiis, sive in Tractatu Fœderis hodie secum subscribendo, utitur, per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnosci haud possint, per hunc Articulum separatum & ante Tractatum Fœderis subscriptum declarat & protestatur, quod per dictos hoc Tractatu adhibitos Titulos, aut sibi alterive præjudicare, aut Sacræ Cæsareæ Majestati jus ullum adjicere minime intendat.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque, verbo tenùs insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo-secundo Julii S. V. / secundo Augusti S. N. anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

(L. S.) CHRISTOPH. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.

(L. S.) JOES PHIL. HOFFMAN.

(L. S.) DU BOIS.

(L. S.) W. CANT.

(L. S.) PARKER C.

(L. S.) SUNDERLAND P.

(L. S.) KINGSTON. C. P. S.

(L.S.) KENT.

(L.S.) HOLLES NEWCASTLE.

(L.S.) BOLTON.

(L. S.) ROXBURGHE.

(L.S.) BERKELEY.

(L.S.) J. CRAGGS.

*Declaratio a Plenipotentiariis Regis Britanniæ subscripta.*

QUANDOQUIDEM secundùm usum, quem utrinque convenit, receptum fuisse Tractatibus inter Majestates suas Britannicam & Christianissimam Ryswyci, Trajecti ad Rhenum & Hagæ Comitis, pro Triplici Fœdere initis, Instrumenta pro Rege Magnæ Britanniæ Linguâ Latinâ, pro Rege vero Christianissimo Linguâ Gallicâ confecta sint, adjectâ tamen Declaratione, quod si alius antea usus obtinuerit, eidem se Rex Christianissimus in posterùm accommodaret. Cùmque in Tractatu hodierno die inter Imperatorem Romanorum, Regem Magnæ Britanniæ, Regem Christianissimum, & Status Generales Fœderati Belgii signato, usus supra memoratus observari haud potuit, sinè incommodo plurium adhuc Instrumentorum faciendorum, quo Tractatûs hujus subscriptio in longius differri necesse foret. Cùmque insuper aliqui è Plenipotentiariis enixè postulaverint, ut nullum Tractatûs hodierni Instrumentum fieret, quod omnium simul Partium contrahentium subscriptionibus munitum non fuerit; quo pacto factum est, ut omnia dicti Tractatûs Instrumenta Linguâ Latinâ conscripta sint. Eum igitur in finem, ne hoc exemplum in usum

ANNO 1718.

usum trahatur, inter Regem Christianissimum, Nos Plenipotentiarii Majestatis Suæ Britannicæ, rogatu Plenipotentiarii Majestatis Suæ Christianissimæ, declaramus, quod id omne idioma, sive Linguam Tractatûs hodierni spectans, in exemplum trahi aut proferri non poterit in posterùm; verùm usûs anteà receptus inter utramque Coronam obtinebit, ita ut quod hodie factum est, eidem nullo modo derogabit, neque jus aliquod novum in contrarium adjiciet.

In quorum fidem, Nos Plenipotentiarii Majestatis Suæ Britannicæ, hanc Declarationem subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus: Londini die vicesimo secundo mensis Julii, anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo.

(L.S.) SUNDERLAND. P.

(L.S.) ROXBURGHE.

(L.S.) J. CRAGGS.

*Ratificatio Cæsarea.*

QUOD nos, inspectis, probeque examinatis istorum Tractatuum ac Conventionum Articulis, eosdem omnes & singulos in universum ratos, gratosque habuerimus, & approbaverimus, prout eos omnes & singulos, & universim, quæ ità acta, concluſa ac subscripta fuerunt, vigore Præsentium approbamus & ratificamus, verbo Cæsareo-Regio & Archiducali promittentes, Nos ea firmiter religioseque per omnia observaturos ac impleturos, neque unquam admissuros esse, ut iis à Nobis, aut à nostris ullo unquam tempore contraveniatur. In quorum fidem præsens Ratificationis Instrumentum propriâ manu subscripsimus, appensoque consueto nostro Sigillo communiri jussimus. VIENNÆ 14. mensis Septembris anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo: Regnorum nostrorum Romani septimo: Hispaniarum decimo quinto: Hungarici vero & Bohemici octavo.

CAROLUS.

*Ad Mandatum Sac. Cæs. & Cathol. Regiæ Majestatis proprium,*

JOANNES GEORGIUS BUOL.

*Ad latus,*

PHILIPPUS LUD. COMES A SINZENDORF.

*Ratification du Roy de France.*

NOUS ayant agréable les susdits Traité & Articles séparez, en tous & chacuns les Points qui y sont contenus; avons, de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de notre Royaume, iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, & Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Présentes signées de nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Presentes. Donné à Paris le trente-uniéme jour d'Aoust l'An de Grace mil sept cens dix-huit, & de nôtre Regne le troisiéme.

*Signé,*

LOUIS.

*Et plus bas;*

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
*Regent présent,*
Signé,
PHELYPEAUX.

ANNO 1718.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs de Soye bleuë tressez d'Or, le Sceau enfermé dans une Boëte d'argent sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soûtenu par deux Anges.

*Ratificatio Regis Magnæ Britanniæ.*

NOS, viso perpensoque Tractatu suprascripto, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & clausulis approbavimus, ratum, gratum, firmumque habuimus, sicut per Præsentes pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, eundem approbamus, ratum, gratum, firmumque habemus, spondentes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quæ in prædicto Tractatu continentur, sincere & bonâ fide præstituros & observaturos, neque permissuros unquam, quantum in nobis est, ut ea, à quopiam violentur, aut ut ullo modo iisdem in contrarium eatur. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præsentibus manu nostrâ Regiâ signatis, magnum nostrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro, apud Kensington septimo die mensis Augusti, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo, Regnique nostri quinto.

GEORGIUS REX.

*Plenipotentiarum Tabulæ Majestatis Suæ Cæsareæ.*

NOS CAROLUS VI. Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Indiarumque, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Esclavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, & Wurtembergæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Goritiæ, &c. Hisce notum testatumque facimus omnibus quorum interest: Postquam amicissimis Serenissimi ac Potentissimi Principis Georgii, Magnæ Britanniæ Regis, nec non Sacri Romani Imperii Electoris, Ducis Brunsuicensis, hortationibus, sæpiùs fuimus invitati, ut eas secum rationes iniremus, quibus pax ac quies per Europam cum universis Principibus Christianis constare vel certè obfirmari magis, etiam in eos casus posset, qui novam olim Bellorum causam suppeditare & vel ex nunc alere videntur. In quam quoque partem etiam Serenissimum ac Potentissimum Principem Ludovicum XV. Franciæ Regem, unà cum Statibus Generalibus Fœderati Belgii itidem propendere accepimus: Hinc pro sincero desiderio quo in Pacis ac quietis consilia ferimur, honorabilem nostrum Consiliariam Imperialem Aulicum, nec non Consilii Belgici Austriaci Assessorem, Christophorum Pentenrieder ab Adelshausen, nostrum Sacrique Romani Imperii fidelem & dilectum, cum plena facultate, cum Ministris præfatorum Regum Franciæ & Magnæ-Britanniæ, ac eorum Fœderatis ea omnia, quæ ad scopum tam salutarem assequendum facere possent, tractandi ablegandum statuimus, dantes illi plenam ac omnimodam Potestatem, unà cum Residente Londini nostro, honorabili, fideli, dilecto, Joanne Philippo Hoffman, cui parem in hanc rem facultatem impertimur, sive simul, sive altero eorum impedito, in solidum cum dictis Ministris, isthoc negotium tractandi & concludendi, verbo Cæsareo Regio spondentes, Nos ea omnia & singula, quæ nomine nostro, ii vel alteruter eorum ita egerit, tractârit atque concluserit, non modo rata, grataque, æque ac si à nobis ipsis acta forent, habituros, verùm etiam nostrum Ratihabitionis Instrumentum intra tempus conventum extradituros esse. In quorum fidem præsentes propriâ manu subscripsimus, Nostroque Sigillo Cæsareo communiri jussimus. Datum in Civitate nostra Viennæ, die vigesimâ septimâ Septembris, anno millesimo septingentesimo decimo septimo. Regnorum

ANNO 1718.

rum noſtrorum Romani ſexto, Hiſpaniarum decimo quinto, Hungarici vero & Bohemici ſeptimo.

*Signatum*,

CAROLUS.

*Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Regiæ Maj. proprium*,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

*Et ad latus*,

PHILIPPUS LUD. COMES A SINZENDORF.

*Plein-Pouvoir du Roi de France.*

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront, Salut. Comme Nous voulons contribuer, autant qu'il eſt en Nous, au maintien de la tranquilité publique, rétablie par les Traitez d'Utrecht & de Bade, & à l'affermiſſement de la Paix ſi neceſſaire à toute l'Europe, que Nous deſirons d'ailleurs de répondre aux ouvertures, qui Nous ont été faites de la part de nôtre très-cher & très-amé Frere le Roi de la Grande-Bretagne, dans la vûë de prévenir les ſuites de l'embraſement qui vient de s'élever, à l'occaſion des differends, qui ſubſiſtent entre nôtre très-cher & très-amé Frere l'Empereur des Romains, & nôtre très-cher & très-amé Frere & Oncle le Roy d'Eſpagne, Nous confians entierement en la capacité, experience, zele & fidelité pour nôtre ſervice, de nôtre amé & féal le Sieur Abbé du Bois, Conſeiller ordinaire en nôtre Conſeil d'Etat & au Conſeil des Affaires Etrangeres, Secretaire de nôtre Cabinet: Pour ces cauſes, & autres bonnes conſiderations, à ce Nous mouvant, de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orléans, Regent; Nous avons commis, ordonné & député; & par ces Préſentes, ſignées de notre main, commettons, ordonnons & députons, ledit Sieur Abbé du Bois, & luy avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial pour en nôtre nom, en qualité de nôtre Plenipotentiaire, convenir avec un ou pluſieurs Miniſtres de la part de notre dit Frere l'Empereur des Romains, de celle de nôtre dit Frere & Oncle le Roy d'Eſpagne, de celle de nôtre dit Frere le Roy de la Grande-Bretagne, & de celle de leurs Hautes Puiſſances, nos très-chers & grands amis, les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure, & ſigner avec leſdits Miniſtres enſemble ou ſeparément, tels Traités, Articles & Conventions, que ledit Sieur Abbé du Bois aviſera bon être, voulant qu'il agiſſe en cette occaſion, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, ſi Nous y étions préſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe qui requît un Mandement plus ſpecial, non contenu en ceſdites Préſentes. Promettant en foy & Parole de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme & ſtable à toûjours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que ledit Sieur Abbé du Bois aura ſtipulé, promis & ſigné en vertu du préſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être; comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans le tems dont il ſera convenu, Car tel eſt notre plaiſir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Préſentes. Donné à Paris le vingt-cinquiéme May, l'An de grace mil ſept cent dix-huit, & de notre Regne le troiſiéme.

*Signé*,

LOUIS:

*Et ſur le Reply*,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS, *Regent, préſent*,

*Signé*,

PHELYPEAUX.

Et ſcellé.

ANNO 1718.

*Plenipotentiarum Tabulæ Maj. Brit.*

GEORGIUS R.

GEORGIUS Dei Gratiâ, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, Dux Brunſvici & Luneburgi, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarius, & Princeps Elector, &c. Omnibus & ſingulis ad quos præſentes hæ Litteræ pervenerint, Salutem. Cùm Tractatibus Trajecti ad Rhenum & Badæ-Ergoviæ concluſis, tot Bellorum ſemina etiamnum relicta animadverteremus, ut non tam extinctæ, quam ſopitæ paululùm dilatæque viderentur Europæ calamitates, curas protinùs, omnes cogitationeſque contulimus, ut ſolidis duraturiſque Pacis conditionibus hinc inde initis, omnes armorum capiendorum cauſas radicitùs præcideremus. Cùmque Bellum quod inter Imperatorem Romanorum, atque Hiſpaniarum Regem exortum eſt, ardeat magis, magiſque, & latiùs ſeſe ſpargere incipiat, ſollicitudines quidem noſtras duplicavimus, quo tranquillitatem publicam, hiſce motibus turbatam; ſine mora reſtitueremus. Cùmque Pacificationis capita, quæ nos una cum Rege Chriſtianiſſimo, & Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii partibus vel Bello jam implicitis, vel mox implicandis, ex æquo bonoque proponenda eſſe duxerimus, dicto Romanorum Imperatori, pro ſuo erga bonum publicum ſtudio, haud ingrata eſſe acciperemus; cùmque ſpes porro ſit, reliquos Principes quorum intereſt, maturè perpenſis conditionibus, eaſdem haud gravatè tandem amplexuros, conſultum eſſe judicavimus, viros undiquaque iſtiuſmodi muneri obeundo pares, ex noſtra parte nominare, qui tam præclaro, tamque ſalutari operi finem imponerent. Sciatis igitur, quod nos fide, prudentia, integritate atque induſtriâ, reverendiſſimi in Chriſto Patris, perquam fidelis & intimè dilecti Conſiliarii noſtri, Guilielmi Archi-Epiſcopi Cantuarienſis, totius Angliæ Primatis & Metropolitani; perquam fidelis & dilecti Conſiliarii noſtri, Thomæ Domini Parker, Baronis de Macclesfield, ſummi noſtri Magnæ Britanniæ Cancellarii; perquam fidelis prædilecti conſanguinei & Conſiliarii noſtri Caroli, Comitis de Sunderland, Conſilii noſtri Præſidis; perquam fidelium & intimè dilectorum Conſanguineorum & Conſiliariorum noſtrorum, Evelyn Ducis de Kingſton, Privati noſtri Sigilli Custodis; Henrici Ducis Cantii, hoſpitii noſtri Præfecti; Thomæ Ducis Novi-Caſtrenſis, dicti noſtri hoſpitii Camerarii; Caroli Ducis de Bolton, Regni noſtri Hiberniæ Locumtenentis & Gubernatoris noſtri generalis; Joannis Ducis de Marlboroug, Exercituum noſtrorum Capitanei Generalis; ac Joannis Ducis de Roxburghe, è Primariis noſtris Statûs Secretariis unius; perquam fidelium & prædilectorum conſanguineorum & Conſiliariorum noſtrorum, Jacobi Comitis de Berkeley, Primarii Admiralitatis noſtræ Commiſſarii; Gulielmi Comitis Cowper, Baronis de Vingham, & Jacobi Comitis Stanhope, è primariis noſtris Statûs Secretariis alius, & perquam fidelis & dilecti Conſiliarii noſtri Jacobi Craggs Armigeri, è Primariis noſtris Statûs Secretariis alius, plurimum confiſi, eoſdem nominavimus, fecimus, & conſtituimus, quemadmodum per præſentes nominamus, facimus & conſtituimus noſtros veros, certos & indubitatos Commiſſarios, Procuratores & Plenipotentiarios, dantes & concedentes, eiſdem omnibus, vel eorum tribus quibuſvis, aut pluribus omnem & omnimodam facultatem, poteſtatem, authoritatemque, nec non Mandatum generale, pariter ac ſpeciale (ità tamen ut generale ſpeciali non deroget, neque contra) pro nobis & noſtro nomine, cum Miniſtro, Miniſtriſve tam ex parte boni Fratris noſtri Romanorum Imperatoris, quam ex parte boni Fratris noſtri Regis Chriſtianiſſimi, ac etiam ex parte Dominorum Ordinum Generalium Unitarum Belgii Provinciarum, Poteſtate ſufficienti, hinc inde munito vel munitis, de & ſuper conditionibus Pacis, quæ ad Bellorum motus ſedandos, & ad communem Europæ tranquillitatem reſtituendam, ſtabiliendamque plurimum facere poſſint, ac etiam ſuper Articulis, ſive ſecretis, ſive ſeparatis, ac denique ſuper omnibus quæ ad opus prædictum promovendum perficiendumque, maximè apta videbuntur, conveniendi, tractandi, con-

ANNO 1718.

consulendi & concludendi: quæque ita concluſa & conventa fuerint, noſtro nomine ſubſignandi, mutuoque extradendi, recipiendique, reliquaque omnia factû neceſſaria præſtandi, perficiendique, tam amplis modo & formâ, ac noſmet ipſi, ſi intereſſemus, facere & præſtare poſſemus; ſpondentes & in verbo regio promittentes, nos quæcunque à dictis noſtris Commiſſariis, Procuratoribus, ac Plenipotentiariis, vel eorum tribus pluribúſve concludi contigerit, rata ea omnia, grata & accepta omni meliori modo habituros, neque paſſuros unquam, ut in toto vel in parte, à quopiam violentur, aut ut iis aliquo modo in contrarium eatur. In quorum omnium majorem fidem & robur, magnum noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum, Præſentibus manu noſtrâ Regiâ ſignatis appendi fecimus. Quæ dabantur in Palatio noſtro apud Kenſington 14. die menſis Julii Anno Domini 1718. Regnique noſtri quarto.

*Articuli Separati, & Secreti.*

ARTICULUS PRIMUS.

POSTQUAM Sereniſſimus & Potentiſſimus Rex Chriſtianiſſimus, & Sereniſſimus & Potentiſſimus Rex Magnæ Britanniæ, necnon Celſi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii, vigore Tractatûs, inter eos hodiernâ die concluſi & ſubſcripti, ſuper certis conditionibus convenerunt, ſecundùm quas Pax inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Romanorum Imperatorem atque Sereniſſimum & Potentiſſimum Regem Hiſpaniarum, item inter eandem Sacram Majeſtatem Cæſaream, Regemque Siciliæ (quem deinceps Regem Sardiniæ nominare viſum eſt) conciliari poſſet, quarum quidem conditionum copiam præfatis tribus Principibus fecêre, ut loco baſis fixæ, ſtabiliendæ inter eos Pacis forent, Sacra Majeſtas Cæſarea, ex graviſſimis rationibus, ob quas Rex Chriſtianiſſimus & Rex Magnæ Britanniæ, & ſupradicti Status Generales, hoc tantum tamque ſalutare opus ſuſceperunt, permota, deferenſque circumſpectis urgentibusque eorum Conſiliis & ſuaſionibus, acceptare ſe declarat dictas conditiones, ſeu Articulos, nullo penitus eorum excepto, ceu conditiones fixas & immutabiles, juxta quas Pacem perpetuam cum Rege Hiſpaniarum, atque cum Rege Sardiniæ concludere conſentit.

II. Quia vero Rex Hiſpaniarum & Rex Sardiniæ dictis conditionibus necdum adhuc ſunt aſſentiti, Sua Majeſtas Cæſarea, prout & Suæ Majeſtates Regiæ Chriſtianiſſima & Britannica, præfatique Status Generales, convenerunt de admittendo iis ad conſentiendum ſpatio trium menſium, à die ſubſcriptionis præſentis Tractatûs computandorum, ſufficere exiſtimantes hoc temporis intervallum, ut dictas conditiones ritè perpendere poſſint, iique demùm ſe determinent atque declarent, num conditiones fixas & immutabiles Pacificationis ſuæ, cum Sua Majeſtate Cæſarea acceptare ipſi quoque velint, prout eos eſſe facturos ab eorum pietate & prudentia ſperare licet, fore ſcilicet ut exemplum Suæ Majeſtatis Cæſareæ ſecuti animi moribus moderari, habitaque humanitatis ratione tranquillitatem publicam privatis ſuis ſenſibus præhabere, unaque effuſioni ſanguinis Subditorum ſuorum parcere, atque calamitates Belli à reliquis Europæ Nationibus avertere velint. In quem finem Suæ Majeſtates Chriſtianiſſima & Britannica, Statuſque Generales Fœderati Belgii, officia ſua quam efficaciſſima unà ſimul & ſeorſim impendent, quo dictos Principes ad ejuſmodi acceptationem permoveant.

III. Verùm, ſi contra omnem expectationem Alte-Contractantium, votaque univerſæ Europæ, Rex Hiſpaniarum & Rex Sardiniæ, poſt elapſum trium menſium terminum dictas conditiones pro eorum Pacificatione, cum Sua Majeſtate Cæſarea propoſitas, acceptare abnuerent, cùm tranquillitatem Europæ à renitentia vel moliminibus clandeſtinis dictorum duorum Principum dependere æquum non ſit, Suæ Majeſtates Chriſtianiſſima & Britannica, necnon Status Generales, ſuas cum viribus Suæ Majeſtatis Cæſareæ jungere promittunt, quo illi ad acceptationem & executionem præfatarum conditionum adigantur. Quem in finem Cæſareæ Suæ Majeſtati præbebunt unitim & ſeparatim eadem ipſa auxilia, de quibus, pro reciproca defenſione mutua, Articulo ſeptimo Tractatûs Fœderis ſub hodierno die ſubſcripti convenêre, unanimiter conſentientes, ut Sua Majeſtas Chriſtianiſſima ſubſidia loco militis præſtet in ære. Quod ſi auxilia in dicto Articulo ſeptimo enunciata, aſſequendo propoſito ſcopo imparia forent, tum quatuor Partes contractantes de amplioribus auxiliis Suæ Majeſtati Cæſareæ ſubmittendis abſque mora convenient, eaque continuabunt, quouſque Sua Majeſtas Cæſarea Regnum Siciliæ ſubegerit, ejuſque Regna & Provinciæ in Italia plenâ ſecuritate gaudeant.

ANNO 1718.

Conventum inſuper & quidem diſertis verbis fuit, quod ſi ob cauſam auxiliorum quæ Suæ Majeſtates Chriſtianiſſima & Britannica, Dominique Status Generales, Suæ Majeſtati Cæſareæ vi & in executionem præſentis Tractatûs ſuppeditabunt, Reges Hiſpaniæ & Sardiniæ, vel unus illorum, Bellum alterutri dictorum Contractantium declaret, aut inferret, ſive eum in ſuis Ditionibus aggrediendo, ſive eorum Subditos, aut Naves, res & merces, terrâ marive violenter retinendo, in eum caſum duæ aliæ Potentiæ Contractantes illico Bellum præfatis Regibus Hiſpaniæ & Sardiniæ, vel illi binorum eorum Regum, qui id alterutri dictarum Potentiarum contractantium denunciaverit aut intulerit, declarabunt neque arma antè deponent, quam Imperator in poſſeſſione Siciliæ & ſecurus ratione ſuorum Regnorum & Provinciarum in Italia ſit, ſatisfactumque pro juſtitia fuerit illi, ex tribus Partibus Contractantibus, quæ occaſione præſentis Tractatûs, armis impetita aut damnificata fuerit.

IV. Ubi unus duntaxat præfatorum Regum, qui Pacis conditionibus cum Sua Majeſtate Cæſarea faciendæ, necdum aſſentiti ſunt, eas acceptaret, iis quoque quatuor Partibus contractantibus ad compellendum eum qui eas recuſaverit, ſe conjunget, ſubmittetque ſuam partem ſubſidiorum juxta diſtributionem deſuper faciendam.

V. Si Rex Catholicus amore boni publici, & quod commutatio Regnorum Siciliæ & Sardiniæ, pro manutentione Pacis univerſalis neceſſaria ſit, perſuaſus, in eam conſentiat, conditioneſque Pacis cum Imperatore ineundæ, ut ſuprà, amplectatur, è contra vero Rex Sardiniæ, eâ permutatione rejectâ, Siciliam retinere perſiſtat, in eo caſu, Rex Hiſpaniæ Sardiniam Imperatori reſtituet, qui iſtius Regni cuſtodiam, (Salvo ſupremo ſuo in illud Dominio) Sereniſſimo Regi Britannico & Dominis Statibus Generalibus tamdiu committet, donec ſubactâ Sicilîâ, Sardiniæ Rex, ſuprà recenſitis conditionibus, Tractatûs cum Imperatore ineundi ſubſcribat, atque in acceptationem, Regni Sardiniæ loco, æquivalentis pro Regno Siciliæ, conſentiat, quo facto, in ejus poſſeſſionem, à Rege Magnæ Britanniæ, Statibuſque Generalibus mittetur. Si vero Sua Majeſtas Cæſarea expugnare Siciliam, atque in ſuam poteſtatem redigere nequiret, in eum caſum, Magnæ Britanniæ Rex, Statuſque Generales, Regnum Sardiniæ eidem reſtituent, frueturque interim Sua Majeſtas Cæſarea dicti Regni redditibus, qui ſumptus in cuſtodiam factos excedent.

VI. Aſt ubi Regem Sardiniæ in dictam permutationem conſentire, Regem vero Hiſpaniarum eandem recuſare contingeret, in hoc caſu, Imperator adjutus reliquorum compaciſcentium auxiliis, Sardiniam oppugnabit, quæ tamdiù ei ſubmittere ſpondent, æquè ac Sua Majeſtas Cæſarea, arma minimè deponere promittit, donec univerſum Sardiniæ Regnum occupaverit, quod mox ab occupatione, Regi Sardiniæ cedet.

VII. Quod ſi uterque & Hiſpaniæ & Sardiniæ Rex, permutationi Siciliæ & Sardiniæ ſeſe opponerent, Imperator, unà cum ſociorum auxiliis, primo loco Regnum Siciliæ adorietur, quo occupato, arma contra Sardiniam vertet, eo copiarum numero, quo præter auxilia ſociorum ad utramque expeditionem opus eſſe exiſtimabit, ſubactâ quoque Sardiniâ, ejus cuſtodiam Sua Majeſtas Cæſarea Regi Britannico, Dominiſque Statibus Generalibus eo uſque committet, donec Sardiniæ Rex conditionibus Pacis cum Imperatore ineundæ ſubſcripſerit, atque Regnum Sardiniæ, pro æquivalente Regni Siciliæ acceptare conſentiat, ſibi tunc à Sua Majeſtate Britannica, Statibuſque Generalibus tradendum, frueturque interim Sua Majeſtas Cæſarea redditibus iſtius Regni, qui ſumptus in cuſtodiam factos ſuperabunt.

VIII. Caſu quo Rex Catholicus, Sardiniæque Rex, vel alteruter illorum, dictas conditiones Pacis illis

ANNO 1718.

illis propositas acceptare & exequi renuerent, ob eamque causam quatuor Partes compaciscentes, viâ facti contra eos vel alterutrum eorum procedere compellerentur, conventum disertè fuit, Imperatorem (quamcunque ejus arma progressum contra dictos binos Reges, aut eorum alterutrum habere possent) contentum esse & acquiescere debere emolumentis sibi in dictis conditionibus mutuo consensu designatis, reservatâ tamen Suæ Majestati Cæsareæ potestate, Jura sua, quæ adversùs Regem Sardiniæ, super ea parte Statûs Mediolanensis, quam iste nunc possidet, habere prætendit, armis, vel etiam per Tractatum Pacis tale Bellum subsecuturum, revindicandi, salvâ quoque aliis tribus compaciscentibus, in casum, ubi ejusmodi Bellum contra Regem Hispaniæ & Regem Sardiniæ suscipiendum foret, facultate, cum Sua Majestate Cæsarea conveniendi, & designandi alium quemdam Principem, in cujus favorem, tunc Sua Majestas Cæsarea, de parte Ducatûs Montisferratensis, à Rege Sardiniæ modo possessa, ad ejusdem exclusionem disponere, & quali alteri Principi, vel qualibus aliis Principibus, Litteras Expectativæ, Investituram continentes eventualem, Statuum, nunc à Magno Duce Hetruriæ, & à Duce Parmæ Placentiæque possessorum, in exclusionem Filiorum præsentis Reginæ Hispaniæ, accedente consensu Imperii, concedere debeat, hac Declaratione adjectâ, quod nullo unquam tempore aut casu, neque Sua Majestas Cæsarea, neque ullus Princeps è Domo Austriaca, qui Regna, Ditiones & Provincias Italiae possidebit, dictos Ducatus Hetruriae & Parmae asserere sibi aut attribuere valeat.

IX. Verùm, ubi Sua Majestas Cæsarea Siciliam, adhibito sufficienti Copiarum numero, Sociorumque Auxiliis & Mediis, impensâ quoque congruâ diligentiâ, armis subigere, aut in possessione istius Regni stabilire se nequiret, Partes compaciscentes conveniunt declarantque, Suam Majestatem Cæsaream esse & fore in eum casum, omnino liberam & solutam ab omni Obligatione per hunc Tractatum assumpta, consentiendo in supradictas conditiones Pacis, se inter, Regesque Hispaniae & Sardiniae ineundae: Salvis tamen reliquis praesentis Tractatûs Articulis, qui Suam Majestatem Caesaream, Suasque Majestates Regias Christianissimam & Magnae Britanniae, & Dominos Status Generales Uniti Belgii mutuo spectant.

X. Attamen cùm securitas & tranquillitas Europae, finis, scopusque sit Renunciationum à Sua Majestate Caesarea & Sua Majestate Catholica, pro se, suis Descendentibus & Successoribus, omnium praetensionum, super Regno Hispaniae & Indiis, ex una, ex altera parte vero, super Regnis, Ditionibus & Provinciis Italiae & Belgico-Austriacis, faciendarum, memoratae Renunciationes fient ab una & altera parte, eo modo & forma, uti Articulo secundo & quarto conditionum Pacis, inter Suam Majestatem Caesaream & Regiam Catholicam Majestatem pangendae conventum fuit; & quamvis Rex Catholicus praememoratas conditiones acceptare recusaret, Imperator nihilominus Instrumenta suae Renunciationis expediri faciet, cujus tamen publicatio, in diem subscriptionis Pacis suae cum Rege Catholico differetur; Et si Rex Catholicus in rejicienda dicta Pace constanter perseveraret, Sua Majestas Caesarea nihilo seciùs Regi Britannico, eo tempore quo Ratificationes istius Tractatûs commutabuntur, Actum solemnem dictarum Renunciationum extradet, quem Sua Majestas Britannica, juxta commune Contractantium Pactum, Regi Christianissimo antè non exhibendum promittit, quam Sua Majestas Caesarea in possessionem Siciliae pervenerit, qua adepta, tunc tam exhibitio, quam publicatio dicti Actûs Renunciationum Caesarearum, ad primam Regis Christianissimi requisitionem fiet, istaeque Renunciationes locum habebunt, sive Rex Catholicus Paci cum Imperatore subscripserit, sive non, eo quod in hoc ultimo casu Guarantia Partium compaciscentium Caesari esse debeat loco securitatis quam alioquin ipsae Renunciationes Regis Catholici, Suae Majestati Caesareae, pro Sicilia & ceteris Italiae Statibus, Belgiique Provinciis praestitissent.

XI. Sua Majestas Caesarea promittit, nihil semoliri aut movere, nec contra Regem Catholicum, nec contra Regem Sardiniae, & generaliter, contra Neutralitatem Italiae velle, in termino illo trimestri, qui iis pro acceptandis conditionibus Pacis suae cum Imperatore concessus est. Ast si intra dictum tempus trium mensium, Rex Catholicus, loco dictas conditiones acceptandi, suas potiùs hostilitates, contra Suam Majestatem Caesaream prosequi pergeret, vel si Rex Sardiniae, Provincias quas Imperator in Italia possidet, armis aggrederetur, in eum casum, Suae Majestates Christianissima & Britannica, nec non Domini Status Generales obstringunt sese, ad submittenda illico Suae Majestati Caesareae in sui tutelam auxilia, quae vi Fœderis hodie subscripti, pro reciproca suorum Statuum defensione invicem sibi praestare convenerunt, idque conjunctim vel separatim, neque etiam expectato duorum mensium lapsu, amicis officiis adhibendis, alias in dicto Fœdere praefixorum; & ubi auxilia in dicto Tractatu determinata fini proposito, haud sufficerent, quatuor Partes compaciscentes, mox inter se, de validiore ope Suae Majestati Caesareae ferenda, convenient.

ANNO 1718.

XII. Praemissi undecim Articuli, apud Suam Majestatem Caesaream, Suas Majestates Christianissimam & Britannicam, Statusque Generales, per spatium trium mensium à die subscriptionis, secreti manento, nisi abbreviare terminum illum, aut producere de communi eorum placito videretur; & quamvis praefati undecim Articuli sint à Tractatu Fœderis hodierna die, à quatuor dictis Partibus compaciscentibus subscripto, separati, eandem tamen vim ac robur habebunt, ac si illi, de verbo in verbum, inserti essent, cùm ejus partem essentialem efficere censeantur. Porro Ratihabitiones eorum uno tempore, cum alteris illius Tractatûs extradentur.

In quorum fidem, nos infrà scripti, vigore Plenipotentiarum, hodie invicem exhibitarum, hos Articulos separatos & secretos subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo secundo Julii S. V. Anno Domini 1718. secundo Augusti S. N.

*Subscriptiones eædem, ut supra.*

## *Articulus Separatus.*

QUUM Tractatus hodierno die, inter Majestatem Suam Caesaream, Majestatem Suam Christianissimam & Majestatem Suam Britannicam initus signatusque, ac in se complectens, tam conditiones, quae aequissimae, summeque aptae judicatae sunt, ad Pacem stabiliendam inter Imperatorem & Regem Catholicum, atque inter dictum Imperatorem Regemque Siciliae; quam conditiones Fœderis, ad Pacem publicam conservandam inter praedictas Potentias contrahentes sanciti, celsis & praepotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Unitarum Belgii Provinciarum, communicatus fuerit; cùmque Articuli separati & secreti, hodie itidem signati, continentesque rationes quas ad Tractatum supra dictum executioni mandandum inire visum est, iisdem Ordinibus Generalibus, mox proponendi sint, studium quod illa Respublica testatur, ad restituendam firmandamque tranquillitatem publicam, nullum dubitandi locum relinquit, quin ipsa eidem, animo perlubenti, accedere velit. Ideoque dicti Ordines Generales, tanquam Partes contrahentes, in ipso Tractatu nominatim inseruntur sub spe scilicet fidentissima, illos eidem sese tam cito adjuncturos, ac usitatæ in statu suo formulæ id pati possint.

Sin vero præter spem & vota Partium contrahentium (quod tamen omnino non suspicandum est) praefati Domini Ordines Generales Tractatui supradicto accedendi consilium haud ceperint, expresse conventum concordatumque est inter dictas Partes contrahentes, quod Tractatus sæpe nominatus, hodiernoque die signatus, effectum suum inter ipsas nihilominus sortietur, & in omnibus ejus clausulis & Articulis executioni mandabitur, eodem modo quo ibidem constitutum est, ejusdemque Ratificationes temporibus præfinitis exhibebuntur.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque verbotenus insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intra idem tempus, cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem nos infrascripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo secundo Julii S. V. secundo Augusti S. N. Anno Domini 1718.

*Subscriptiones eædem, ut supra.*

*Ratifi-*

ANNO 1718.

*Ratificatio Cæsarea.*

QUOD nos præmissos hosce ita conclusos, ac per Plenipotentiarios virtute Mandati signatos Articulos omnes & singulos non secùs ac Fœderis Tractatum, cujus utpote partem facere censentur, in universum, ratos, gratosque habuerimus, approbaverimusque, prout & eos omnes & singulos, vigore præsentium approbamus & ratihabemus, verbo Cæsareo, Regio & Archiducali spondentes, nos dictos Articulos & eorum quemvis sanctè religioseque impleturos ac observaturos esse. In quorum fidem, præsens Ratificationis Instrumentum propriæ manûs subscriptione, appensoque nostro Sigillo communivimus. Viennæ quatuor-decima mensis Septembris, anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo: Regnorum nostrorum Romani septimo: Hispaniarum decimo quinto: Hungarici vero & Bohemici octavo.

CAROLUS.

*Ad Mandatum Sac. Cæs. & Cathol, Regiæ Majestatis proprium,*

JOANNES GEORG. BUOL.

*ad latus,*

PHILIPPUS LUD. COMES A SINZENDORF.

*Ratification du Roy de France.*

NOUS ayant agréables les susdits Articles separez & secrets, en tous & chacuns les points qui y sont contenus, avons de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de nôtre Royaume, iceux tant pour Nous, que pour nos Heritiers & Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; & par ces Presentes, signées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nôtre scel à ces Presentes. Donné à Paris le trente uniéme jour d'Août l'an de grace 1718. & de Nôtre Regne le troisiéme.

*Signé,*

LOUIS.

*Et plus bas,*

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
*Régent présent,*

*Signé,*

PHILIPPEAUX.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune, sur lacs de soye bleüe tressés d'Or, le Sceau enfermé dans une boête d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

*Ratificatio Regis Magnæ Britanniæ.*

NOS visis & perpensis Articulis separatis & secretis suprà scriptis, eosdem in omnibus & singulis eorundem clausulis approbavimus, ratos, gratos, firmosque habuimus, sicut per præsentes pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, eosdem approbamus, ratos, gratos firmosque habemus; spondentes, ac in verbo Regio promittentes, nos omnia & singula, quæ in prædictis Articulis separatis & secretis continentur, sincerè & bona fide præstituros, observaturos, neque permissuros unquam, quantum in nobis est, ut à quopiam violentur, aut ut ullo modo iisdem in contrarium catur. In quorum omnium majorem fidem & robur præsentibus, manu nostra Regia signatis magnum nostrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro apud Kensington, septimo die mensis Augusti, anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo, Regnique nostri quinto.

ANNO 1718.

GEORGIUS R.

## CCIII.

Assecuration Ihro Königl. Majest. in Pohlen und Churfürstl. Durchl. zu Sachsen Friderici Augusti, denen Land-Ständen des Marggrafthumbs Ober-Lausitz ertheilet/ daß Sie bey dem Exercitio der Religion Augspurgischer Confession ungekränckt sollen gelassen werden. Dreßden den 3. August. 1718. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Notis ad MARLII Commentarios Rerum Lusaticar. Libr. VI. cap. 147. in Collectione Scriptorum Rerum Lusaticorum Tomi I. Part I. pag. 427.] 3. Août.

C'est-à-dire,

*Asseurance donnée par Sa Royale Majesté de Pologne, & Alteſſe Electorale de Saxe,* FREDERIC AUGUSTE, *aux Etats du Marckgraviat de la Haute Lusace, portant qu'ils ne seront point troublés dans l'Exercice de la Religion de la Confession d'Ausbourg. A Dresde le 3. Août.* 1718.

WIr Friedrich Augustus, von GOttes Gnaden König in Pohlen/ ꝛc. ꝛc. Hertzog zu Sachsen/ ꝛc. ꝛc. Für Uns/ Unsere Erben und Nachkommen Urkunden hiemit: Demnach uns die bey dem letztern willkührlichen Landtage Oculi a. c. zu Budissin versammlet gewesene Stände/ von Grafen/ Herren/ Ritterschafft und Städten des Marggrafthums Ober-Lausitz/ vermittelst einer besondern überreichten Schrifften unterthänigst vorgestellet/ und gebethen/ Wir wolten Ihnen und denen gesambten der Augspurgischer Confession-Verwandten Inwohnern besagten Marggrafthums zur Consolation, nach erfolgter Religions-Aenderung Unsers Königl. Printzens Lbd. eine special auf gedachtes Marggrafthum/ und dessen der Augspurgischen Confession zugethane Stände und Inwohnern/ auch alle Ihre Nachkommen/ gerichtete und unter unserer Hand und Königl. ChurSecret vollzogne Religions-Assecuration zu ertheilen und einzuhändigen/ allermildest geruhen; So hätten Wir zwar vermeynet/ es würden dieselbe durch die schon vorhin in Händen habende Versicherungen und Unsere durch öffentlichen Druck publicirte Patente de Anno 1697. 1705. und 1717. und insonderheit die sub Dato Crackau den 28. September 1697. gedachten Ständen ausgestellte Religions-Assecuration in gnugsame Sicherheit gestellt worden seyn.

Alldieweilen aber dennoch erwehnte getreue Stände/ daß Ihnen durch eine abermahlige Declaration noch mehr prospiciret werden möchte/ inständigst verlanget: Als haben Wir deren

ANNO 1718. Suchen gnädigst statt geben / und versprechen und assecuriren demnach dieselbe bey Unsern Königl. und Churfürstl Wort / Treu und Glauben / daß ungeachtet Unsers Königl. Printzens Lbd. getroffenen Religions-Veränderung / keine Neuerung in Kirchen- und Religions-Sachen / auch deren Juribus annexis denen Augspurgischen Confessions-Verwandten Ständen und Innwohnern beneldten Marggrafthums zu Nachtheil oder Abbruch vorgenommen / noch gestattet / sondern was beederseits Religions-Verwandten zum besten in dem Traditions-Recess vorherigen Kayser- und Königl. auch Unserer in GOtt ruhenden Vorfahren / und unsern selbst eigenen mehrgedachten Marggrafthum / dessen Ständen und Innwohnern / ertheilten Assecurationen / Reversalen / und vorangezogen Unsern öffentlichen Patenten / nach allen und jeden darinnen verfaßten Puncten / Clausuln und Worten zur Versichrung der Religions-Freyheit / Ubung und Rechten enthalten und begriffen / von Uns und Unsern Erben und Nachkommen regierenden Marggraffen zu Ober-Lausitz / heilig und unverbrüchlich beobachtet / und demselben vor jetzo / künfftig / und zu allen Zeiten nachgelebet / auch darwider nicht gehandelt / noch jemand andern / unter was prætext und Vorwand solches auch immer geschehen möchte / zu handeln / nachgesehen oder zugelassen werden solle. Zu dessen allen mehrern Bestättigung haben Wir diese Unsere Declaration, und wiederhohlte Versicherung / welche zur festen und beständigen Regul und Richtschnur in Unserm Marggrafthum Ober-Lausitz gelten soll / eigenhändig unterschrieben / und mit Bordrückung Unsers Königl. Chur-Secrets ausfertigen lassen / auch verordnet / daß selbige gedruckt / und zu männlicher Wissenschafft gebracht werden solle. Geben Dreßden den 3. Augusti 1718.

AUGUSTUS REX.

L.S.

George Gr. von Werthern.

B. E. H. von Zech.

## CCIV.

16. Sept. *Renunciatio solemnis Augustissimæ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis* CAROLI VI. *in Regna & Regiones* Hispaniarum & Indiarum, *tam* Orientalium *quam* Occidentalium, *quæ ceduntur* PHILIPPO V. *isque cum Successoribus suis pro Legitimo Rege & Possessore dictarum Regionum agnoscitur. Dat. Viennæ Austriæ, die* 16. *Septembris, Anno* 1718.

NOS CAROLUS VI. Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolіæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, & Würtenbergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus præsentibus & futuris. Postquam post immatura fata Sereniſſimi olim & Potentiſſimi Principis Caroli II. Hiſpaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob causam Succeſſionis in ſua Regna, durum, diuturnumque Bellum ortum ſit, quod univerſam pene Europam diu, fædeque afflixit, neque componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuere Conventus, adeo ex integro ſuffecerint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divina bonitate factum eſſe, ut collatis amicis Conſiliis, reque mature deliberata, ac diſcuſſa, die ſecunda Menſis Auguſti hujus Anni 1718. Londini Nos inter, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Galliæ Regem Ludovicum XV. ſub Tutela Sereniſſimi Principis Philippi Ducis Aurelianenſis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem: nec non Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunſwico-Luneburgenſem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi Pacificationis, Fœderumque Articuli concluſi, ſignatique fuerint, eo unice collimantes, quo alma Pax inter Principes, quibus ea jam conſtat, magis ſemperque magis firmetur, inter eos vero qui adhuc diſſident, quantocyus revocetur, ac refloreſcat, atque adeo hoc tantum Pacis beneficium, ſublatis e medio ſimultatibus, univerſæ Europæ commune tandem reddatur, ad aſſequendum vero tam ſalutarem ſcopum haud alia certior via viſa ſit, quam per ipſos hoſce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium ſeparationem perpetuam Coronarum Galliæ, & Hiſpaniæ, itidem ſeparationem perpetuam Hiſpaniarum & Indiarum a Statibus, quos nunc poſſidemus, & vi Tractatus poſſidere debemus, denuo immutabili Lege (cui ſalus totius Europæ innixa eſt) ſtabilire, atque ut ſtato inter Europæ Principes virium æquilibrio, juſtaque commenſuratione unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere alia commoda, & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui iſtius Pacificationis, Fœderumque Socii ſunt, aut iis accedere vellent, aſſerere, prout latius in dictis Conventionum Articulis continetur.

*Cum* vero iſtorum Tractatuum partem conſtituat Renunciatio in Regna Hiſpaniarum, & Indiarum a Nobis facienda. Quod Nos ob inſitum Nobis Pacis ſtudium, atque in ſalutem, tranquillitatemque publicam, amorem omni alia ratione potentiorem, utque omnem a Nobis ſiniſtræ ſuſpicionis anſam removeremus, Juribus Noſtris in dicta Hiſpaniarum ac Indiarum Regna cedere decreverimus, dictum Tractatum Londini per Plenipotentiarios Noſtros ſubſcribi mandaverimus; ſcilicet ſtatum Europæ luctuoſiſſimum, impendentemque tot Populis, & Nationibus, nî votis amicorum Principum cederemus, ſtragem commiſerati, commoti quoque iis, quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum Hiſpaniarum & Indiarum ceſſionem, & abdicationem devenimus, præſertim, quod per illam ea quoque Renuntiatio, quam Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps Philippus V. Hiſpaniarum & Indiarum Rex in Regnum & Coronam Galliæ pro ſe, ſuiſque Poſteris ſub 5. Nov. 1712. in favorem Sereniſſimi Ducis Aurelianenſis fecit, atque in Hiſpania in legem abiit, noſtræque ceu conditioni innixa eſt, plenum ſuum vigorem, & effectum ſortiatur, pariterque per eam illæ Renuntiationes, quas Sereniſſimus Dux Bituricenſis 24. Die menſ. Nov. 1712. Marly, & præfatus Sereniſſimus Dux Aurelianenſis die 19. ejuſd. Menſis & Anni Pariſiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenſes 11. die Menſis Apr. 1713. confirmatæ fuere, convalidentur, atque adeo perpetua & immutabili jam Lege ſtatutum, ſancitumque permaneat, quod nullo unquam tempore Monarchiae Galliae, & Hiſpaniæ, in unam eandemque Perſonam, nec in unam eandemque Lineam coaleſcere valeant.

*His* igitur tantis rationum momentis inducti, neve optatiſſimam Pacem univerſalem, quietemque Europæ, quæ in bina iſta Renuntiatione conſiſtere cenſetur, diutius remoraremur, animo deliberato ac maturo Conſilio, vigore præſentium cedimus, abdicamus, & renuncianus pro Nobis, Hæredibus, Deſcendentibus, & Succeſſoribus noſtris Maribus & Fœminis, omnibus Rationibus, Juribus, Actionibus, & Prætenſionibus, quæ Nobis in Regna Hiſpaniarum & Indiarum, Ditioneſque Coronæ Hiſpanicæ per Tractatus Trajectenſes, & per hos præfato Hiſpaniarum & Indiarum Regi conceſſas, competunt, aut

ANNO 1718.

aut competere poſſent, idque omne jus Noſtrum in modo dictum Sereniſſimum Principem Philippum Hiſpaniarum ac Indiarum Regem, ejuſque Poſteros, Hæredes, ac Succeſſores, Mares & Fœminas, his vero quomodocunque deficientibus in Domum Sabaudicam, juxta præfati Tractatus tenorem, ac in eo ſtatutum ſuccedendi ordinem, videlicet in Sereniſſimum modernum Sardiniæ Regem, Ducem Sabaudiæ, Pedemontii Principem, Victorem Amadeum, ejuſque Filios, & Deſcendentes Maſculos ex legitimo Matrimonio natos: & deficiente ejus progenie Maſculina, in Principem Amadeum a Carignano, ejuſque Filios, & Deſcendentes Maſculos ex legitimo Matrimonio procreatos: & deficiente quoque hujus progenie Maſculina, in Principem Emanuelem de Sabaudia, ejuſque Filios, & Deſcendentes Maſculos ex legitimo Matrimonio natos: iiſque deficientibus in Principem Eugenium a Sabaudia, ejuſque Filios, & Deſcendentes Maſculos ex legitimo Matrimonio natos, ceu ab Infante Catharina Regis Philippi II. Filia oriundos, ex certa ſcientia ſponte, libereque harum vigore transferimus, & abdicamus, renunciantes pro Nobis, Noſtris Hæredibus, Deſcendentibus, & Succeſſoribus Noſtris omnibus rationibus, & juribus, quæ Nobis aut ipſis in dicta Regna quomodocunque, ſive jure Sanguinis, ſive ex Pactis antiquis, & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione poſſent.

*Confirmamus*, approbamuſque iſtam à Nobis factam Renunciationem Regnorum Hiſpaniarum ac Indiarum, volentes, ac ſtatuentes, eam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum Noſtrorum, & Provinciarum Subditis recipiatur, executionique mandetur, non obſtantibus quibuſcunque Legibus, Sanctionibus, Pactis, & Conſuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad hunc Actum expreſſe derogamus, ſupplentes omnes, ſi qui forent, defectus juris & facti, ſtyli, & obſervantiæ, Renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in ſpecie Reſtitutionis in integrum, prout & exceptionibus quibuſcunque excogitabilibus etiam læſionis enormis, & enormiſſimæ; cui & quibus omnibus deliberare, ſponte, & ex certa ſcientia renunciamus, eaſque pro rejectis, nullis; renunciatiſque haberi volumus, ſerio, ſancteque ſpondentes, Nos ſæpefatum Principem modernum Hiſpaniarum & Indiarum Regem, ejuſque Poſteros, Hæredes, & Succeſſores in tranquilla & pacifica poſſeſſione dictorum Regnorum eſſe permiſſuros, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore ſive armis ſive alio quocunque modo eſſe turbaturos, aut moleſtaturos, quin Bellum, quod Ipſis pro revindicandis dictis Regnis à Nobis aut Succeſſoribus Noſtris inferretur, vel ex nunc illicitum & injuſtum Bellum, e contra quod Nobis ab Ipſis, aut Ipſis deficientibus, ab iis, qui in iſtam Regnorum Succeſſionem vocati ſunt, defendendi ſui cauſa inferretur, licitum ac juſtum pronunciamus. Quod ſi forte ad hunc Renunciationis Noſtræ Actum aliquid amplius deſideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini noviſſime inito, qui unica baſis, regula, ac norma hujus Noſtræ Renunciationis eſt, ac per omnia eſſe debet, ſuppleri, ac pro ſuppleto haberi volumus. Verbo Noſtro Cæſareo-Regio atque Archiducali promittentes, ea omnia, quæ in hocce Succeſſionis, Abdicationis, & Renunciationis Inſtrumento continentur, ſancte, religioſeque obſervaturos cum Nos, tum a Noſtris Poſteris, & Succeſſoribus, Subditiſque Noſtris eſſe curaturos obſervari. In cujus rei fidem, vim, majuſque robur, hunc Ceſſionis, Abdicationis, & Renunciationis Actum juramento Corporali, a quo abſolutionem nec petemus nos unquam, nec ab alio forte petitam, aut etiam ultro oblatam admittemus, tactis SS. Evangeliis in præſentia Teſtium infra ſcriptorum firmavimus, præſenſque Renunciationis Inſtrumentum manu propria ſubſcriptum Cæſareo-Regio & Archiducali Sigillo munitum, ad manus præfati Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis depoſuimus, Sereniſſimo ac Potentiſſimo Hiſpaniarum Regi tempore & modo ipſo Tractatu præſcriptis, extradendum. Acta hæc ſunt Viennæ die 16. Septembris Anno 1718. Regnorum Noſtrorum Romani Septimo, Hiſpaniarum Decimo Sexto, Hungarici vero & Bohemici Octavo.

*CAROLUS.*

*Præſentes fuere Celſiſſimus Dominus Joannes Leopoldus Sacri Romani Imperii Princeps Trauthſon, Comes de Falkenſtein, Liber Baro in Sprechen-& Schrottenſtein, Dominus in Martiniz, Kraylowiz, Tſchechtiz, Krzyſaudou, Hammerſtatt, Geblou, Zahradka, Neuſchlos, & Bohemo-Rudolez, Goldegg, Pielhag, Frieſing, & Oppidi Aggſpach ad Danubium, Præfectus Aulæ Hæreditarius Inferioris Auſtriæ, & Hæreditarius Mareſchallus Comitatus Tyrolenſis, Eques Aurei Velleris; & Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Intimus Actualis.*

*Excellentiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Philippus Ludovicus Sacri Romani Imperii Hæreditarius Theſaurarius Comes a Sinzendorff, Liber Baro in Ernſtbrunn; Dominus in Gfœll, Superioris Selowiz, &c. Burggravius in Rheinegg, Supremus Hæreditarius Scutifer, ac Præciſor in Superiori & Inferiori Auſtria, Hæreditarius Pincerna in Auſtria ad Anaſum, aurei Velleris Eques. Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Camerarius, Actualis Conſiliarius Intimus; & Aulæ Cæſareæ Cancellarius.*

*Excellentiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Gundacarus Thomas, Sac. Rom. Imperii Comes de Starhemberg in Schaumburg & Wäxenberg, Dominus Ditionum Eſchelberg; Liechtenhaag, Rottenegg; Freyſtatt, Haus, Ober-Wallſée, Senfftenberg, Bottendorff, & Hattwann, aurei Velleris Eques, Sac. Cæſ. Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Intimus Actualis, &c. Archiducatus Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchallus Hæreditarius.*

*Reverendiſſimus Don Franciſcus Antonius Folch, de Cardona, Archi-Epiſcopus Valentinus, Conſiliarius actualis Status Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis, & Supremi Hiſpaniarum Conſilii Præſes.*

*Excellentiſſimus item & Illuſtriſſimus Dominus Rochus Comes Stella, Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Status, ſupremique Hiſpaniarum Conſilii Conſiliarius.*

*Et quia Ego infraſcriptus Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Aulicus, Secretarius Status & Referendarius, authoritate Cæſarea atque Archiducali ad hunc Actum creatus Notarius Publicus omnia hæc fieri præſens audivi, & vidi: Ideo in fidem veritatis nomen meum ſubſcripſi, & Sigillum meum appoſui, Anno & Die ut ſupra.*

(L. S.)

JOANNES GEORGIUS BUOL. S. R. I. E.

ANNO 1718.

## CCV.

*Manifeſte du Roi d'*ESPAGNE *ſur l'Entrepriſe de la Sicile.*

LORS que le Roi d'Eſpagne aſſembloit à Barcelone au Printems dernier ſes forces de Terre & de Mer, avec une dépenſe immenſe, dans l'unique deſſein auſſi glorieux, qu'important, d'établir un parfait équilibre entre les Puiſſances de l'Europe, & de délivrer les Princes d'Italie d'un joug qui n'attaque pas moins leur liberté, qu'il bleſſe leur Souveraineté & leur indépendance, tout le monde regardoit de quel côté iroit fondre cet orage. Chacun s'imaginoit qu'il menaçoit le Milanois, ou le Royaume de Naples: mais la ſurpriſe fut extrême, quand on apprit que la Flote Eſpagnole avoit débarqué des Troupes aux environs de Palerme, & que le véritable objet d'un ſi grand armement étoit le recouvrement du Royaume de Sicile. Au commencement la plûpart des Politiques, & même preſque tous ceux qui ont quelque connoiſſance des interêts des Princes, crûrent fermement qu'il y avoit une intelligence ſecrette avec le Roi Victor Amedée, Duc de Savoye, & que cette entrepriſe ſe faiſoit de concert avec lui. Perſonne ne pouvoit ſe perſuader qu'un Prince ſi ſage, ſi prudent, ſi politique, & ſi conſommé dans la Science des Souverains, ne connût pas combien il étoit de ſon véritable interét de s'unir & de s'allier de bonne foi avec Sa Majeſté Catholique, afin de s'affranchir par les ſecours & les diverſions de l'Eſpagne, de la violence que la Cour de Vienne & les Puiſſances engagées à pouſſer, à quelque prix que ce fût, les Négo-

ANNO 1718.

Négociations de la Paix, avoient reſolu de lui faire, en le dépouillant, ſelon leurs projets mal conçûs, du même Royaume de Sicile, que ces Puiſſances lui avoient procuré par le Traité d'Utrecht. De quoi l'Europe étoit ſi perſuadée, qu'en France, en Angleterre, en Hollande, & en Italie on ne vouloit ajoûter aucunement foi aux prémiéres plaintes que les Miniſtres Piémontois firent du débarquement des Eſpagnols, parce qu'il étoit évident que le ſeul parti & la ſeule reſſource qui reſtoient au Duc de Savoye pour conſerver la Sicile, étoient de remettre ce Royaume comme un dépôt ſacré, au pouvoir du Roi d'Eſpagne. Mais lors que ce qui s'étoit paſſé commença à deſabuſer le Public, que cette Conquête ſe fit de concert, & qu'il y eût quelque intrigue ſecrete, on pénétra bien-tôt les puiſſans motifs qui avoient fait prendre à Sa Majeſté Catholique la promte & juſte réſolution de recouvrer cette Iſle par les armes. Cependant afin qu'un point de cette importance ſoit connu dans toute ſon étenduë, on va expoſer les démarches qui ont précedé cette grande entrepriſe, & les raiſons ſans nombre qui l'ont renduë auſſi juſte que néceſſaire.

Dès que le Roi d'Eſpagne eût conçû la généreuſe idée de procurer le repos de l'Europe, & de defendre la liberté de l'Italie, il réſolut d'aſſocier à l'exécution de ce grand deſſein le Duc de Savoye. Sa Majeſté Catholique le regardoit comme le plus intereſſé, à cauſe du rang qu'il tient dans ce Païs-là, & en même-tems comme le plus menacé & le plus expoſé aux inſultes, aux vexations, & aux hoſtilitez des Allemans, qui mettent tout en œuvre, contributions, procedures irréguliéres, menées ſecrettes, pour reduire de plus en plus les Princes Italiens dans un honteux eſclavage. Peu après le Roi d'Eſpagne fut informé du monſtrueux Projet de Paix qu'avoient fait les Puiſſances qui ſe diſent Médiatrices. Les ſolides fondemens de celle d'Utrecht déja violée précédemment par les fréquentes infractions des Allemans, y étoient entiérement ſapez & ruïnez : la Sicile y étoit enlevée au Duc de Savoye ; le Droit de Reverſion ou de devolution de ce Royaume à l'Eſpagne, l'unique avantage attaché au Sacrifice, auquel Sa Majeſté Catholique avoit été forcée, étoit ôté à cette Couronne ; la puiſſance déja ſi formidable de la Maiſon d'Autriche, s'y trouvoit encore augmentée ; enfin l'Italie y perdoit ſa tranquilité, & ſes Princes y ceſſoient d'être libres & indépendans. Tant de motifs & d'un ſi grand poids engagérent le Roi d'Eſpagne à faire ſavoir au Duc de Savoye par ſes Miniſtres réſidans à la Cour de Madrid, combien il importoit à ce Prince de s'unir ſincérement, & de faire une promte Alliance offenſive & défenſive avec Sa Majeſté Catholique contre leurs Ennemis communs.

Une propoſition auſſi raiſonnable, & qui marquoit tant d'amitié de la part de Sa Majeſté Catholique, fut reçûë du Duc de Savoye avec une froideur ſi extraordinaire & ſi peu attenduë, que dans le cours d'une Négociation de ſix Mois, qui ſe paſſa d'abord avec le Secretaire de l'Ambaſſade, & enſuite avec le Comte Laſcaris, il fut impoſſible de tirer une ſeule parole poſitive. Cependant à Madrid le Cardinal Alberoni, & dans les autres Cours de l'Europe, les Miniſtres Eſpagnols ne ceſſoient d'aſſurer & de proteſter aux Miniſtres Piémontois, que quelque choſe qui arrivât, le Roi d'Eſpagne ne conſentiroit jamais aux propoſitions du Projet, dont on parloit tant ; & comme dans le même tems on recevoit de toutes parts des avis reïterez de ce qui s'étoit négocié ſecrettement à la Cour de Vienne par le Comte Solis d'abord, & après par le Controlleur Fontana ; il étoit naturel & néceſſaire que le Roi d'Eſpagne commençât à ne plus rien eſperer de ſes avances. Ainſi fondé ſur ce qui vient d'être raporté, qui étoit de plus confirmé par les aſſûrances continuelles du Marquis de Nancré & du Colonel Stanhope, le Cardinal Alberoni prit enfin le parti de preſſer le Comte Laſcaris. Ce Miniſtre ſe voyant convaincu, avoüa au nom de ſon Maitre que le Mariage du Prince de Piémont avec une des Archiducheſſes, fille de l'Empereur Joſeph, ſe traitoit à Vienne. A quoi Son Eminence repliqua ſur le champ, que dans le trouble préſent & dans une conjoncture ſi délicate, le Duc de Savoye ne pouvoit traiter d'un Mariage, ſans traiter en même tems pour ſes intérêts, & ſans entrer dans une Négociation plus particuliere : Et comme le Comte Laſcaris ne répondoit qu'en termes équivoques & généraux, le Cardinal Alberoni l'obligea d'expoſer à ſon Maitre le tort & les maux que ſa dangereuſe lenteur & ſon indifference pourroient cauſer. ANNO 1718.

Enfin quand la Flote fut prête à ſe mettre en Mer, le Comte Laſcaris informa le Roi d'Eſpagne, qu'un Courier extraordinaire lui avoit aporté un Pouvoir du Duc de Savoye dans la meilleure forme, pour conclurre avec Sa Majeſté Catholique une Ligue offenſive & défenſive : mais les conditions en étoient ſi étonnantes, qu'il eſt à propos d'en raporter ici au moins quelques-unes, afin de faire juger combien elles étoient étranges.

D'abord le Duc de Savoye demandoit qu'on lui donnât un million d'Ecus pour ſe mettre en Campagne ; enſuite qu'on lui payât par mois une penſion de ſoixante mille Ecus pour continuer la Guerre ; que Sa Majeſté Catholique envoyât dans le Milanois douze mille hommes pour ſe joindre aux Troupes Piémontoiſes ; que dans le même tems l'Armée d'Eſpagne attaquât le Royaume de Naples, convenant expreſſément que dans les Places conquiſes la Garniſon ſeroit moitié Eſpagnole, & moitié Piémontoiſe, mais que le Commandant ſeroit Piémontois, & qu'il y en auroit ſeulement un ſubalterne Eſpagnol ; qu'après qu'on ſe ſeroit emparé du Royaume de Naples, l'Armée de Sa Majeſté Catholique compoſée de vingt mille hommes ; auxquels ſe joindroient les Troupes Piémontoiſes & Savoyardes, paſſeroit dans le Milanois, où l'on obſerveroit la même choſe qu'au Royaume de Naples à l'égard des Places & des Postes qu'on prendroit à l'Ennemi ; que les Contributions qui ſe tireroient de l'Etat de Milan, ſe partageroient entre les deux Puiſſances alliées ; que la diſtribution des Quartiers d'hiver ſeroit entiérement à la volonté & au choix du Duc de Savoye, ſans qu'elle dépendît le moins du monde des Eſpagnols ; que Sa Majeſté Catholique ne pouvant envoyer ni Artillerie, ni Munitions de guerre dans le Milanois, le Duc de Savoye fourniroit l'un & l'autre, bien entendu que tout lui ſeroit payé. Enfin il propoſa pluſieurs autres conditions auſſi monſtrueuſes, qui firent juger avec certitude à Sa Majeſté Catholique, que le Duc de Savoye n'avoit nullement intention de conclure aucune Alliance, & qu'il ne cherchoit qu'à gagner du tems, & à amuſer la Cour d'Eſpagne.

Cette connoiſſance certaine, & ce qui ſe traitoit dans le même tems à la Cour de Vienne, qu'on ſavoit à n'en pouvoir douter par les conjectures tirées des aparences, & fondées ſur tous les avis qui venoient du dehors, & que donnoient les Miniſtres reſidans à la Cour d'Eſpagne de la part des Puiſſances amies, ne laiſſerent point douter au Roi d'Eſpagne que le deſſein du Duc de Savoye, en feignant de traiter avec Sa Majeſté Catholique, étoit d'attendre que les Troupes Eſpagnoles euſſent inveſti les Etats de l'Archiduc en Italie, afin d'avoir plus beau jeu, de ſe rendre neceſſaire aux Allemans, & de tirer d'eux tous les avantages poſſibles pour l'échange de la Sicile. Sa Majeſté fut de même convaincuë que le Duc de Savoye par ce procedé artificieux & peu ſincere, par la Négociation hors de ſaiſon du Mariage mentionné, enfin par ſon intelligence viſible avec les Ennemis declarez de l'Eſpagne contrevenoit directement & manifeſtement à la premiere condition & au premier Article du Traité & de l'Acte de Ceſſion que Sa Majeſté Catholique fit de la Sicile le 10. de Juin 1713. y étant marqué en termes formels & poſitifs, *que les Ducs de Savoye & les Princes de ſa Maiſon*, qui lui ſuccederont dans la poſſeſſion de ce Royaume, *chacun en ſon tems, ſeront obligez d'avoir, de faire, d'entretenir, & de renouveller amitié & Alliance perpetuelle avec le Roi Catholique & ſes Succeſſeurs à la Couronne d'Eſpagne, & de la maintenir ferme & inviolable, & que ſi (ce qu'on ne doit pas croire) par quelque accident, hazard, ou deſſein, le Duc de Savoye oubliant ſon véritable & ſolide intérêt, ſes engagemens & les devoirs de la reconnoiſſance, lui, ou quelqu'un de ſes Succeſſeurs n'obſervoit pas cette condition, & manquoit à l'amitié ſuppoſée & à l'Alliance perpetuelle, en quelque cas & en quelque tems que ce ſoit, dès lors & pour toujours la Ceſſion demeureroit nulle & de nul effet, & le Royaume de Sicile retourneroit à la Couronne d'Eſpagne.*

C'eſt ſur des fondemens ſi ſolides & ſur des motifs ſi juſtes que le Roi d'Eſpagne ſe determina, ſachant que le Duc de Savoye faiſoit des offres ſans bornes à la

ANNO 1718.

la Cour de Vienne (comme l'assure entre plusieurs autres Mylord Stanhope dans le Memoire qu'il donna le 26. de Mai dernier au Marquis de Monteleon) de prevenir par la force de ses armes le coup prémédité, ou de la renonciation à la Sicile, ou de l'échange de cette Isle, en recouvrant ce Royaume pour les Rois d'Espagne, ses anciens & legitimes Princes, si chers aux Siciliens. Ainsi les Puissances Mediatrices par leurs Projets publics, ou le Duc de Savoye lui même par ses Traitez secrets, voulant priver le Roi d'Espagne du Droit clair & inconteſtable de reversion, ou de dévolution, que Sa Majesté Catholique se reserva par la Paix d'Utrecht, il étoit naturel, juste & néceſſaire, que ce Monarque employât ou la force ou l'industrie pour tirer une prompte satisfaction d'une violence si offençante.

Enfin c'est à present une chose sçûë de tout le monde, que soit que le Duc de Savoye s'accommodât avec la Cour de Vienne, soit qu'il laissât exécuter le Projet convenu des Puissances prétenduës Médiatrices, ce Prince devoit toujours être dépossedé de la Sicile. Il est aussi d'une évidence certaine que l'alienation, l'échange, ou l'engagement de la Sicile en faveur d'un Prince (comme le dit la Renonciation) qui ne seroit pas de la Maison de Savoye, de même que la contravention aux conditions expresses de la Cession, emportent également le retour immédiat de ce Royaume avec tous ses Droits & actions à la Couronne d'Espagne. Il suit donc par une consequence naturelle & sensible, que dans le cas présent la condition expresse, que la Sicile soit sous la domination de la Maison de Savoye, manqueroit, puisque cette Isle passoit sous celle de la Maison d'Autriche; & ce seroit contrevenir manifestement à la premiere condition de la Cession mentionnée, si le Duc de Savoye, au lieu d'entretenir avec le Roi d'Espagne une amitié sincere & une Alliance constante, avoit des intérêts & serroit les nœuds étroits d'une nouvelle parenté avec les Ennemis déclarez & irreconciliables de l'Espagne.

C'est pour ces raisons si fortes & si inconteſtables, & parce que le Roi d'Espagne voyoit que les Puissances Mediatrices achevoient par leur nouveau Projet de renverser, d'annuller, & de revoquer les Traitez d'Utrecht; que les forces de Terre & de Mer de Sa Majesté Catholique ont passé en Sicile pour recouvrer ce Royaume, dans la vûë d'empêcher qu'il ne tombe au pouvoir de ses Ennemis, & ne serve à augmenter la puissance exceſſive des Allemans, & afin qu'il retourne sous la douce & legitime domination de son ancien Monarque. Le droit de reversion ou de dévolution assure la Justice inconteſtable des armes du Roi d'Espagne, & les pratiques secretes du Duc de Savoye exemtent Sa Majesté Catholique des scrupules que sa bonne foi Royale & sa correspondance d'amitié pourroient lui causer; les violentes idées que renferme le Projet de Paix des Puissances Médiatrices, lui imposant l'indispensable néceſſité de repousser la force par la force. &c.



ANNO 1718.

## PIECES ORIGINALES

*Trouvées dans la Cassete du Prince de* CELLAMARE *qui fut saisie.*

No. I.

*LETTRES du Prince de* CELLAMARE, *Ambassadeur du Roi d'Espagne en France, au Cardinal* ALBERONI, *dont l'une avoit pour suscription,* Para S. Em^a, *& l'autre,* En mano propria de S. En.^a *Et toutes deux recouvertes d'une enveloppe sans suscription.*

MONSIEUR,

J'Ai trouvé plus néceſſaire d'user de précaution, que de diligence dans le choix du moyen de faire passer à Votre Eminence les Papiers que j'ai renfermez ici; ainsi j'ai mis ce Paquet entre les mains de D. Vincent Portocarrero, Frere du Comte de Montijo, qui va où vous êtes, en le chargeant avec grand soin de le rendre à Votre Eminence: je l'ai cacheté doublement, & j'y ai mis deux enveloppes. Votre Eminence trouvera dans ce Paquet deux differentes minutes de Manifestes cottez No. 10. & 20., que nos Ouvriers ont composées, croyant que quand il s'agira de mettre le feu à la mine, elles pourront servir de prélude à l'incendie. Une de ces minutes est relative aux instances de la Nation Françoise, dont j'envoyai un Exemplaire à Votre Eminence par mon Courier extraordinaire: l'autre, sans avoir raport à ces instances, expose les griefs que souffre ce Royaume, en apuyant sur ce fondement les résolutions de Sa Majesté, & en demandant la convocation des Etats. En cas que pour notre malheur nous soyons obligez de recourir aux remedes extrêmes, & de commencer les entrepriſes, il sera bon que Sa Majesté choisisse une de ces deux voyes, & qu'Elle examine l'Ecrit cotté No. 30., dans lequel nos Partisans prennent la liberté de lui proposer avec respect tous les moyens qu'ils jugent convenables, ou plûtôt néceſſaires pour l'accompliſſement de nos desirs, pour éviter les malheurs que l'on prévoit être prêts d'arriver, & pour assurer la vie de Sa Majesté Très-Chrétienne & le repos public. L'Ecrit cotté No. 40. est un abregé de differentes choses arrivées dans le tems d'autres Minoritez; il peut servir d'instruction suffisante pour regler plusieurs des mesures que l'on doit prendre dans le cas présent. Enfin, j'envoye à Votre Eminence en feuilles separées sous le No. 45. un Catalogue des noms & des qualitez de tous les Officiers François qui demandent de l'emploi dans le service de Sa Majesté. Après que Votre Eminence aura vû tous ces Memoires, Elle pourra donner son avis sur ce qu'ils contiennent, & Sa Majesté prendra des résolutions qu'Elle estimera les plus convenables à son service. Si la Guerre & les violences Nous forcent à mettre la main à l'œuvre, il faudra le faire avant que les coups, que l'on nous portera, nous affoibliſſent, & que nos Ouvriers perdent courage, sans épargner, ni le tems, ni les offres, ni l'argent. Si Nous sommes obligez d'accepter une Paix simulée, il faudra pour entretenir ici le feu sous la cendre, lui donner quelque aliment moderé; & si la divine Misericorde apaisoit les jalousies & les mecontentemens présens, il suffira par la reconnoissance, à laquelle nous sommes obligez, de proteger & de favoriser les principaux Chefs qui s'intereſſent présentement avec tant de zèle pour le service de nos Maitres, en mépriſant les dangers auxquels ils s'expoſent. En attendant les résolutions déciſives de Sa Majesté, je tâche d'entretenir leur bonne volonté, & j'éloigne tout ce qui pourroit la rallentir, Je suis avec respect de Votre Eminence.

*A Paris le* 1. *Decembre* 1718.

P. S. Outre les Ecrits ci-dessus, je remets à Votre Eminence celui qui est cotté No. 50., dans lequel on fait paroitre la force & le poids des deux differen-

ANNO 1718.

tes minutes des Manifeſtes; & j'avertis Votre Eminence qu'à cauſe des changemens qui ſont arrivez, on a jugé à propos de s'éloigner de celle que j'ai envoyée par un Exprès, datée du 1. Août.

*De Votre Eminence le très-humble, &c.*

N. Pr. DE CELLAMARE.

No. II.

MONSIEUR,

LE principal Auteur de nos deſſeins me chargea avec empreſſement il y a quelques mois, de faire paſſer à Votre Eminence la Lettre ci-jointe, & d'accompagner les inſtances de M. . . . . des témoignages & des offices les plus preſſans. J'ai differé d'exécuter cette Commiſſion juſqu'à ce que j'aye eu une occaſion ſûre pour ne point expoſer le ſecret à quelque danger. Je dirai préſentement à Votre Eminence que j'entens parler de ce ſujet comme d'une perſonne de grand mérite, & que l'intérêt que prend tout le Parti à ce qui le regarde, eſt grand. Il m'a été propoſé d'introduire au ſervice de Sa Majeſté M. . . . . homme de qualité, & parce qu'il m'eſt recommandé par nos Ouvriers, je l'ai diſtingué du Catalogue général que j'envoye à Votre Eminence. Au reſte ces Meſſieurs m'ont dit qu'ils peuvent diſpoſer de la volonté de M. . . . . qui eſt celui qui fut mandé ici par le Régent, pour ſoulever, comme ils le diſent, les Miquelets de Catalogne, & ils voudroient s'en aſſurer encore davantage par quelque gratification annuelle, ou par une penſion.

Pour ce qui regarde les réponſes que Votre Eminence donna à mes propoſitions du premier Août dernier, je dois lui marquer que les Lettres de créance que l'on demandoit, devoient avoir lieu pour les offres, les demandes & les propoſitions que j'aurois à faire ſelon les conjonctures, aux Parlemens, au Corps de la Nobleſſe, & aux Etats Généraux, & que pour cet effet elles devoient être dreſſées comme en forme de Plein-Pouvoir, qui ſeroit en même-tems limité par les inſtructions de Sa Majeſté pour ma conduite.

Quand il s'agira de mettre la main à l'œuvre, il ſera néceſſaire que Sa Majeſté écrive à tous les Parlemens, conformement à la Lettre qu'Elle a déja écrite au Parlement de Paris, & qui eſt demeurée en dépôt entre mes mains; & j'envoyerai par la voye ordinaire à Votre Eminence un Catalogue du nombre de ces Parlemens, & de la maniere dont on doit ſe regler pour les Suſcriptions.

Il pourroit arriver dans les agitations préſentes, ce que Dieu veuille détourner, quelque malheur à Sa Majeſté Très-Chrêtienne; & je ſupplie Votre Eminence de faire réflexion que la vie précieuſe de ce Monarque venant à manquer, je me trouverois embarraſſé manquant des inſtructions néceſſaires pour agir. Il pourroit auſſi arriver que M. le Duc d'Orleans vint à manquer, dans lequel cas je me trouverois dans de très-grands embarras par rapport à la nouvelle forme que pourroit prendre la Régence, & à ſes vûës qu'il conviendroit de faciliter ou non de la part de Sa Majeſté.

M. le Duc de Chartres pourroit prétendre d'entrer à la place du Pere, & pour ſurmonter les obſtacles de ſa jeuneſſe, ſe ſoumettre à un Conſeil ſemblable à celui que le feu Roi avoit inſtitué dans ſon Teſtament. M. le Duc de Bourbon pourroit auſſi prétendre, à l'excluſion du jeune Duc de Chartres, à l'autorité abſoluë qu'exerce préſentement M. le Duc d'Orleans, & il nous convient de voir ces cas, & de choiſir les partis qui ſont les plus utiles pour le ſervice de Sa Majeſté, Ses zèlez ſerviteurs François penchant plus pour le premier que pour le ſecond. Je ſuis avec reſpect de Votre Eminence.

*Paris le 2. Decembre 1718.*

Très devoüé & très obeïſſant Serviteur,

N. Pr. DE CELLAMARE.

No. III.

*Copie d'une Lettre atribuée au Roi Catholique, que le Prince de Cellamare ſon Ambaſſadeur avoit ordre de préſenter au Roi Très-Chrêtien.*

MONSIEUR MON FRERE ET NEVEU. ANNO 1718.

DEPUIS que la Providence m'a placé ſur le Trône d'Eſpagne, je n'ai pas perdu de vûë pendant un ſeul inſtant, les obligations de ma naiſſance. Louïs XIV. d'éternelle Memoire, eſt toûjours preſent à mon eſprit, il me ſemble toûjours entendre ce grand Prince, au moment de nôtre ſéparation, me dire en m'embraſſant qu'il n'y avoit plus de Pirenées, que deux Nations, qui ſe diſputoient depuis ſi long-tems la préference, ne ſeroient plus dorenavant qu'un peuple, & que la Paix éternelle qu'elles auroient enſemble produiroit néceſſairement la tranquilité de l'Europe.

Vous êtes le ſeul rejetton de mon Frere ainé, dont je pleure tous les jours la perte. Dieu vous a appellé à la ſucceſſion de cette grande Monarchie, dont la Gloire & les interêts me ſeront précieux juſqu'à la mort, enfin je puis vous aſſurer, que je n'oublierai jamais ce que je dois à Vôtre Majeſté, à ma Patrie & à la memoire de mon Ayeul. Mes chers Eſpagnols, qui m'aiment avec tendreſſe, & qui ſont bien aſſurez de celle que j'ai pour eux, ne ſont point jaloux des ſentimens que je vous temoigne, & ſentent bien que nôtre union eſt la baſe de la tranquilité publique. Vos peuples ſont ſans doute pénetrez des mêmes ſentimens, outre qu'ils voyent, auſſi bien que nous, qu'il n'y a point de Puiſſance ſur la Terre capable de troubler nôtre repos, tant que les forces de ces deux Royaumes agiront de concert.

Je me flatte, que mes interêts perſonnels ſont encore chers à une Nation, qui m'a nourri dans ſon ſein, & que cette généreuſe Nobleſſe, qui a verſé tant de ſang pour le ſoutenir, regardera toûjours avec amour un Roi qui ſe glorifie de lui avoir obligation, & d'être né au milieu d'elle.

Ces diſpoſitions ſuppoſées, comme il n'eſt pas permis d'en douter, de quel œil vos fideles Sujets peuvent-ils regarder le Traité qui vient d'être ſigné contre moi, ou pour mieux dire contre vous & contre eux-mêmes? Des gens qui ſe prévalent de vôtre minorité pour augmenter par violence & par injuſtice l'état de leur fortune préſente, qu'ils ne ſauroient augmenter par un vrai merite, engagent le depoſitaire de vôtre autorité à ſoutenir la cauſe de mon Ennemi perſonnel ou plûtôt de nôtre Ennemi commun, ſeul rédoutable à toute l'Europe. Dans le tems que vos Finances épuiſées ne peuvent fournir aux dépenſes courantes de la Paix, on veut, que Vôtre Majeſté me faſſe la Guerre, ſi je ne conſens à livrer le Royaume de Sicile à l'Archiduc, & ſi je ne ſouſcris à des conditions inſuportables.

On épuiſe vôtre Clergé, vôtre Nobleſſe & vôtre Peuple pour païer des contingens, qui n'ont pour but que ma ruine & la votre: & des Traitez qui par leur ſeule importance ne devroient jamais être conclus, pendant une Minorité, ſans avoir conſulté la Nation, c'eſt-a-dire les Etats Généraux ou du moins les Parlemens, ſe propoſent au Conſeil de Vôtre Regence comme une choſe toute faite ſans donner même le loiſir à la déliberation.

Je n'entre point dans le détail des conſequences funeſtes de la Quadruple Alliance, & de l'injuſtice criante qu'elle prétend exercer contre moi, je me renferme à prier inſtamment Vôtre Majeſté de convoquer inceſſamment les Etats Généraux de Vôtre Royaume pour déliberer ſur une affaire de ſi grande conſequence. Je vous fais cette prière au nom du ſang qui nous unit, au nom de ce Grand Roi, dont nous tenons nôtre origine, au nom de vos Peuples & des miens: s'il y eut jamais occaſion d'écouter la voix de la Nation Françoiſe, c'eſt aujourd'hui; il eſt indiſpenſable d'apprendre d'elle-même ce qu'elle penſe, & de ſavoir ſi elle veut en effet me déclarer la Guerre dans le tems que je ſuis prêt à verſer mon propre ſang pour maintenir ſa gloire & ſes interêts.

Je vous prie, Monſr. mon cher Frere & Neveu que vous repondiez au plûtôt à la Propoſition que je vous fais, puiſque l'Aſſemblée que je vous demande, préviendra les malheureux engagemens où nous pourrions tomber par la ſuite, & que les Forces d'Eſpagne ne ſeront emploiées qu'à ſoutenir la grandeur de la France & à humilier ſes ennemis. Au Monaſtére Roial de St. Laurent, le troiſième Septembre 1718.

Monſr. mon Frere & Neveu.

*Vôtre bon Frere & Oncle.*

PHILIPPE.

No. IV.

ANNO 1718.

No. IV.

*Copie d'une Lettre Circulaire attribuée au Roi d'Eſpagne, que le Prince de Cellamare ſon Ambaſſadeur avoit ordre de remettre à tous les Parlemens de France.*

TRE'S chers & bien aimez &c. La néceſſité préſente des affaires nous ayant obligé d'écrire au Roi Très-Crêtien, notre très-cher Frere & Neveu, nous avons cru devoir en même tems vous envoyer Copie de la Lettre que nous lui avons addreſſé. Comme elle n'a pour objet que le bien public, nous vous connoiſſons aſſez pour être perſuadé, que le grand motif qui a été toûjours l'ame de vos actions vous déterminera à concourir avec nous dans le deſſein que nous avons de remedier aux deſordres préſens, & d'en prévenir s'il ſe peut, encore de plus funeſtes. Vous verrez dans notre Lettre la juſte douleur dont nous ſommes ſaiſis dans la ſeule idée d'une diviſion prochaine entre deux Peuples que la ſageſſe & les Conſeils du Roi nôtre Aïeul ſembloient avoir unis pour jamais.

Vous êtes trop éclairez pour ne pas voir les ſuites malheureuſes de notre diviſion & pour ne pas ſentir que le Traité de la Quadruple Alliance eſt directement contraire aux interêts du Roi notre très-cher Frere & Neveu & à ceux de tous nos Sujets.

On veut que la Nobleſſe Françoiſe prenne les armes pour attaquer un Roi qu'elle a maintenu ſur le Trone, après Dieu, Souverain Arbitre des Couronnes. On veut épuiſer les Peuples, pour fournir aux fraix d'une Guerre, qui n'a d'autre but que de traverſer nos juſtes entrepriſes, pour nous contraindre, à ſacrifier tous nos droits pour augmenter la puiſſance de l'ancien ennemi de notre Maiſon, & de nous forcer à lui ceder pour jamais la Sicile, dont s'enſuivroit abſolument la perte de votre Commerce & de votre conſideration dans la Méditerrannée.

Enfin nos très-chers & bien aimez, vous voyez auſſi bien que nous, les autres conſequences encore plus dangereuſes de ce Traité, c'eſt ce qui nous fait eſperer, que vous employerez tous vos ſoins pour obtenir du Roi votre Souverain le ſeul remede à tant de maux, c'eſt l'Aſſemblée des Etats Généraux, qui certainement ne fut jamais ſi néceſſaire à la France qu'ils le ſont aujourd'hui. Nous nous addreſſons à vous pour procurer ſa conſervation, preferant cette voye paiſible & tranquille à toutes les autres auxquelles nous ſerions obligé de recourir ſi l'autorité du Regent nous faiſoit refuſer cette juſtice.

Souvenez vous donc en cette occaſion que vous êtes cet illuſtre Parlement que les Rois ont pris pluſieurs fois pour Arbitre, qui n'a jamais rien apprehendé, quand il a fallu travailler pour l'Etat & qui donne tous les jours des marques d'une fermeté ſi digne de ſa reputation. Nous attendons tout de vôtre équité naturelle & du zèle que vous avez pour votre Patrie: ſur ce, nous prions Dieu qu'il vous ait, très-chers & bien aimez, en ſa ſainte & digne Garde. Donné au Monaſtere Royal de St. Laurent le 4. Septembre 1718.

*Signé,*

PHILIPPE.

*Et plus-bas:*

D. MIGUEL FERNANDES DURAND.

No. V.

*Manifeſte atribué au Roi Catholique & adreſſé aux trois Etats de la France.*

DON Philippe par la grace de Dieu Roi de Caſtille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corſique, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, des Iſles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte de Habſpurg, de Flandres, de Tirol & de Barcelone, Seigneur de Biſcaye, & de Moline &c. &c. ANNO 1718.

A nos très-chers & bien-aimez, les trois Ordres du Royaume de France, Clergé, Nobleſſe, & Tiers-Etat, ſalut.

Depuis qu'il a plu à Dieu de nous appeller au Trone d'Eſpagne, où ſa divine Providence nous a maintenu malgré tant d'Ennemis, non ſeulement par la force de nos armes & la fidelité de nos Sujets, mais encore par le zèle & la valeur de la Nation Françoiſe, nous avons toûjours conſervé pour elle tous les ſentimens que la nature & la reconnoiſſance pouvoient nous inſpirer, & que les avis ſalutaires du Roi notre auguſte Ayeul, de très-glorieuſe memoire n'avoient ceſſé de cultiver & de fortifier dans notre Cœur. C'étoit par des motifs ſi juſtes qu'après une longue & ſanglante Guerre, pour procurer le repos à deux Peuples qui nous étoient ſi chers & qu'un interêt commun ſembloit avoir réünis à jamais, nous avons bien voulu conſentir au démembrement de notre Monarchie & renoncer à l'exercice de nos droits naturels ſur la Couronne de France.

Il ne tenoit qu'à l'Archiduc d'Autriche d'aſſurer de ſa part la tranquillité de l'Europe, en faiſant avec nous une Paix ſolide & durable, il pouvoit en renonçant aux chimeriques prétenſions qu'il avoit formées ſur notre Couronne, s'aſſurer à lui-même la poſſeſſion paiſible des Etats uſurpez ſur nous, mais ce Prince qui n'a traité avec la France que par force & pour avoir le tems de ſe préparer à de nouvelles hoſtilitez contre nous, a mieux aimé conſerver ſes faux titres & nourrir ſes pernicieux deſſeins, que de concourir avec nous au bien général de la Chrêtienté, même dans le tems qu'elle étoit attaquée par les Infidéles.

Nous avons ſouffert le plus long-tems qu'il nous a été poſſible les infractions criantes qu'il a fait au Traité de l'évacuation de la Catalogne & de Majorque: il eſt inutile de les repeter ici, puiſqu'elles ſont connuës de tout le monde, mais enfin ſa conduite que notre patience rendoit tous les jours plus orgueilleuſe, ayant paſſé toutes les bornes de la raiſon, nous avons cru qu'il étoit de notre devoir eſſentiel de reprendre par les moyens que Dieu nous a mis en main les Païs de notre domination, dont il s'étoit rendu Maitre par la fraude & par la violence. Nous avions lieu d'eſperer que toutes les Puiſſances, avec qui nous avons traité dans le Congrès d'Utrecht, & qui ſçavent avec quelle fidelité nous avons obſervé toutes les Articles dont nous étions convenus, nous aideroient à vanger notre injure, bien loin de ſe déclarer pour celui qui nous avoit inſulté, d'autant plus que les Garanties reſpectives les engageoient par des ſermens ſolemnels à ne pas permettre de pareilles contraventions; cependant aujourd'hui nous voyons avec étonnement que ces Guarans de nos Traitez, s'en déclarent eux-mêmes les prémiers infracteurs, que par une conſpiration ſans exemple, ils renverſent à force ouverte ces mêmes conditions qu'ils ont exigé de nous, & que voulant favoriſer en tout notre ennemi qui, par ſon inſatiable ambition, devroit être regardé comme l'ennemi commun de l'Europe, ils ſemblent avoir oublié non ſeulement toutes les Loix de l'Honneur, mais leurs propres interêts, pour s'enrichir de nos depouilles au lieu d'entrer avec nous en négotiation réglée & dans les formes ordinaires, ainſi que nous l'avons toûjours offert, ils nous ont porté des conditions affreuſes comme une Loi toute écrite en nous menaçant de la Guerre ſi nous ne les acceptions ſervilement.

Après avoir ſenti comme nous, de quelle importance il étoit pour la liberté de l'Europe & de ſon Commerce, que la Sicile ne paſſât jamais au pouvoir de la Maiſon d'Autriche, ils commencent par vouloir livrer ce Royaume à l'Archiduc & offrent au Poſſeſſeur de cette Iſle, celle de Sardaigne qui nous appartient & que nous avons reconquiſe comme s'il leur étoit permis de le dedomager à nos depens. Mais ſi cette conduite doit nous paroitre odieuſe de la part de l'Angleterre & de ceux qui pourroient ſe joindre à elle contre nous, que devons-nous penſer du Prince qui n'étant que depoſitaire de l'autorité Royale en France ôſe s'en prévaloir & ſe liguer avec

ANNO 1718.

les anciens ennemis des deux Couronnes, ſans avoir conſulté ni la Nation Françoiſe ni les Parlemens du Royaume, & ſans avoir même donné le tems au Conſeil de Regence d'examiner la matiere pour en deliberer meurement.

Il a vu après la mort du Roi Très-Chrêtien notre Ayeul avec quelle tranquillité nous l'avons laiſſé prendre poſſeſſion de la Regence pour gouverner le Royaume de nos Peres pendant la minorité du Roi notre très-cher Neveu ſans lui faire le moindre obſtacle & que nous avons toûjours perſeveré dans le même ſilence, parce que nous aurions mieux aimé mille fois mourir que de troubler le repos de la France, & d'inquieter le reſte de l'Europe, quoique les Loix Fondamentales de ce Royaume nous en donnent l'adminiſtration préferablement à lui.

Nous avons depuis entendu les plaintes qui ſe faiſoient de tous côtez contre ſon Gouvernement ſur la diſſipation des Finances, l'opreſſion des Peuples, le mepris des Loix & des remontrances juridiques, quoique nous fuſſions vivement touché de ces deſordres, nous avons cru en devoir cacher le déplaiſir au fond de notre cœur; & nous ne ſortirions pas aujourd'hui du ſilence ni de la modération que nous nous étions preſcrite, ſi le Duc d'Orleans n'étoit ſorti lui-même de toutes les regles de la Juſtice & de la Nature, pour nous opprimer, nous & le Roi nôtre très-cher Neveu.

En effet comment pouvoir ſouffrir plus long-tems des Traitez où l'Honneur de la France & les Interêts du Roi ſon pupille ſont ſacrifiez, quoique faits au nom de ce jeune Prince, dans l'unique vûë de lui ſucceder; & ſur tout après avoir repandu dans le public des Ecrits infames qui annoncent ſa mort prochaine & qui tâchent d'inſinuer dans les eſprits la force des Renonciations au deſſus des Loix fondamentales. Un procedé ſi contraire à ce que toutes les Loix divines & humaines exigent d'un Oncle, d'un Tuteur, & d'un Regent, auroit dû ſeul exciter notre indignation par l'interêt que nous prénons tant au bien de la Nation Françoiſe qu'à la conſervation du Roi notre très-cher Neveu, mais un ſujet qui nous touche encore plus perſonnellement, eſt l'Alliance qu'il vient de ſigner avec l'Archiduc & l'Angleterre, après avoir rejetté l'offre que nous lui faiſions de nous unir enſemble. Au moins devoit-il obſerver une exacte Neutralité, s'il la croioit neceſſaire au bien de la France; mais voulant faire une Ligue, n'étoit-il pas plus raiſonnable de ſe liguer avec ſon propre ſang que de s'armer contre lui en faveur des ennemis perpetuels de notre Maiſon.

Cette indigne préference ne déclare que trop à tout l'Univers ſon opiniâtreté dans le projet ambitieux dont il eſt uniquement occupé, dont il veut acheter le ſuccès aux depens des Droits les plus ſacrez.

Ce n'eſt pas ici le lieu de dire que par cet acharnement aveugle à ſuivre des prétentions qui ne lui avoient point été diſputées, il compte pour rien de plonger les deux Nations dans les derniers malheurs; nous voulons ſeulement vous faire entendre que la conduite injurieuſe du Duc d'Orleans ne diminuera jamais nôtre ſincere affection pour vous.

Nous ne pourrons oublier que nous avons reçu le jour dans votre ſein, que vous nous avez aſſeuré la Couronne que nous portons, au prix de votre ſang. Rien ne ſera capable d'éteindre dans notre cœur la tendreſſe que nous ſentons pour notre très-cher Neveu votre Roi. Et ſi le Duc d'Orleans nous réduit à la cruelle néceſſité de deffendre nos Droits par les armes, contre ſes attentats, ce ne ſera jamais contre vous que nous les porterons, bien perſuadez que vous ne les prendrez jamais contre nous.

Ce ne ſera au contraire que pour tirer le Roi notre très-cher Neveu, de l'opreſſion, où le Regent le tient avec tous ſes Sujets, par les plus grands abus qui ſe ſoient jamais fait de l'autorité confiée.

Ce ne ſera que pour procurer l'Aſſemblée des Etats Généraux, qui ſeuls peuvent remédier aux maux préſens & prevenir ceux dont on n'eſt que trop viſiblement menacé; nous vous exhortons à ſeconder nos juſtes intentions & à vous unir à nous dans une vuë ſi ſalutaire au repos public.

Nous eſperons tout de vôtre zèle pour le Roi vôtre Maitre, de votre amitié pour nous & de l'attachement que vous avez à vos Loix & à votre patrie. Sur ce nous prions Dieu qu'il vous ait, chers & bien aimez, en ſa ſainte & digne garde. Donné au Monaſtere Roïal de St. Laurent le 6. du Septembre 1718. ANNO 1718.

*Signé*,

PHILIPPE.

*Et plus bas*,

D. MIGUEL FERNANDES DURAN.

No. VI.

*Prétendue Requête, que l'on ſupoſoit préſentée au Roi Catholique, au nom des trois Etats de France.*

SIRE,

TOUS les Ordres du Royaume de France viennent ſe jetter aux pieds de Votre Majeſté pour implorer ſon ſecours dans l'état où les reduit le Gouvernement préſent: elle n'ignore pas leurs malheurs, mais elle ne les connoit pas encore dans toute leur étendue.

Le reſpect qu'ils ont pour l'autorité Royale dans quelque main qu'elle ſe trouve & de quelque maniere qu'on en uſe, ne leur permet pas d'enviſager d'autre moien d'en ſortir que par les ſecours qu'ils ont droit d'attendre des bontez de votre Majeſté.

Cette Couronne eſt le patrimoine de vos Peres, celui qui la porte, tient à vous, Sire, par les liens les plus forts, la Nation regarde toûjours Votre Majeſté comme l'Heritier préſomptif.

Dans cette vuë elle ſe flatte de trouver dans votre cœur les mêmes ſentimens qu'elle auroit trouvé dans le cœur de feu Monſeigneur, qu'elle pleure encore tous les jours: Dans cette vuë elle vient expoſer à vos yeux tous ſes malheurs & implorer votre aſſiſtance. La Religion a toûjours été le plus ferme apui des Monarchies; Votre Majeſté n'ignore pas le zèle de Louïs le Grand pour la conſerver dans toute ſa pureté. Il ſemble que le premier ſoin du Duc d'Orleans ait été de ſe faire honneur de l'irreligion. Cette irreligion l'a plongé dans des excès de licence, dont les Siècles les plus corrompus n'ont point eu d'exemple & qui en lui attirant le mepris & l'indignation des peuples, nous fait craindre à tout moment pour le Royaume, les châtimens les plus terribles de la vengeance Divine. Ce premier pas ſemble avoir jetté, comme une juſte punition, l'eſprit d'aveuglement ſur toute ſa conduite: on forme des Traitez, on achette des Alliances avec les Ennemis de la Religion, avec les Ennemis de la Monarchie, avec les Ennemis de Votre Majeſté.

Les Enfans qui commencent à ouvrir les yeux, en pénétrent les motifs, il n'en eſt point qui ne voye, que l'on ſacrifie le véritable intérêt de la Nation à une eſperance que l'on ne peut ſupoſer ſans crime, & qu'on ne peut enviſager ſans horreur; c'eſt cependant cette cruelle ſupoſition qui eſt l'ame de tous les Conſeils, & le premier mobile de ces funeſtes Traitez. C'eſt là ce qui dicte ces Arrêts qui renverſent toutes les fortunes, c'eſt là l'Idole où l'on ſacrifie le repos de l'Etat. A la lettre, Sire, on ne paye plus que le ſeul prêt des Soldats, & les rentes ſur la Ville, pour les raiſons qu'il eſt aiſé de pénétrer; mais pour les apointemens des Officiers, de quelque ordre qu'ils ſoient, pour les penſions, acquiſes au prix du ſang, il n'en eſt plus queſtion.

Le Public n'a reſſenti aucun fruit, ni de l'augmentation des monnoyes, ni de la taxe des Gens d'affaires. On exige cependant les mêmes tributs que le feu Roi a exigé pendant le fort des plus longues Guerres; mais dans le tems que le Roi tiroit d'une main, il repandoit de l'autre, & cette circulation faiſoit ſubſiſter les Grands & les Peuples.

Aujourd'hui les Etrangers, qui ſavent flater la paſſion dominante, conſument tout le Patrimoine des Enfans.

L'unique Compagnie du Royaume qui ait la liberté de parler, a porté ſes remontrances reſpectueuſes au pied du Trône; cette Compagnie dans laquelle on a reconnu le pouvoir de decerner la Regence, à qui l'on s'eſt adreſſé pour la recevoir, avec laquelle on a ſtipulé en la recevant de ſes mains, à laquelle on a promis publiquement & avec ſerment que l'on ne vouloit être maitre que des ſeules graces, & que pour la Reſolution des affaires, elle ſeroit priſe à la plu-

ANNO 1718.

pluralité des voix dans le Conſeil de Regence; non ſeulement on ne l'écoute pas dans ſes plus ſages remontrances, mais on exclut des Conſeils les Sujets les plus dignes, d'abord qu'ils repréſentent la vérité; non ſeulement on ne l'écoute pas, mais la pudeur empêche de répéter à Votre Majeſté les termes également honteux & injurieux dans leſquels on a répondu lorſqu'on a parlé aux Gens du Roi en particulier, les Regiſtres du Parlement en feront foi juſqu'à la poſterité la plus reculée.

Les Etats de Bretagne legitimement convoquez ont demandé qu'il leur fût permis de faire rendre compte à un Tréſorier très-ſuſpect, afin de mettre ordre à l'Adminiſtration de leurs Finances, on leur en a fait un crime d'Etat, on a fait marcher des Troupes, comme on les fait marcher contre des Rebelles,

Enfin, Sire, on ne connoit plus de Loix, ces Edits qui conſacrent encore aujourd'hui la mémoire des Rois vos Ayeuls, ces Edits rendus avec tant de ſageſſe pour conſerver la ſainteté des Mariages, & l'état de toutes les familles, on s'en jouë; une Lettre de cachet les renverſe, quelles ſuites une telle conduite ne fait-elle pas enviſager? que ne fait-elle pas craindre? Nous ne nous flaterons pas vainement, Sire, en nous perſuadant, que nous entendrons de votre bouche ces paroles de conſolation; *Je ſens vos maux, mais quel remede y puis-je aporter?*

Il eſt entre les mains de Votre Majeſté, quoique revêtuë d'une Couronne, elle n'en eſt pas moins fils de France, & ſes Droits ſont encore mieux établis par le reſpect & l'attachement des Peuples, qu'ils ne le ſont par la Loi du Sang. Comme Oncle du Roi Pupille, qui peut diſputer à Votre Majeſté le pouvoir de convoquer les Etats, pour aviſer aux moyens de rétablir l'ordre, la tutele & la Regence? n'apartenoit-elle pas de Droit à Votre Majeſté? il n'eſt pas ſans exemple qu'un Prince Etranger ait été Tuteur d'un Pupille; ſans ſortir hors de chez nous, Baudouin Comte de Flandres n'a-t-il pas eu l'Adminiſtration du Royaume de France, & la Tutele de Philippe premier, fils d'Henri premier? Votre Majeſté n'auroit pas manqué de raiſons, ſi elle avoit voulu attaquer la prétenſion du Duc d'Orleans: auſſi toute la France a-t elle ſenti que Votre Majeſté, loin de conſulter ſes Droits, n'a enviſagé que le repos de l'Etat, dans la confiance d'une ſage Adminiſtration, & toute la France a reconnu dans cette conduite le cœur d'un véritable Pere.

Votre Majeſté peut s'aſſurer de ſon côté, que tous les cœurs voleroient au devant d'Elle, quand Elle paroitroit avec ſa ſeule Maiſon; elle peut compter qu'il n'y a point de Citoyen qui ne lui ſervît de garde: mais, quand on ſupoſera, que pour plus grande ſûreté elle paroitroit à la tête d'une armée de dix mille hommes, quand on ſupoſera que le Duc d'Orleans paroitroit à la tête d'une armée de 60. mille hommes; Votre Majeſté peut s'aſſurer que cette armée, ſur laquelle il auroit compté, & qui ne ſervira qu'à le ſeduire, ſera la premiere à prendre vos ordres.

Il n'y a pas un Officier qui ne gemiſſe, il n'y a pas un Soldat, qui ne ſente l'iniquité & la perverſité du Gouvernement, il n'y en a pas un qui ne vous regardât comme ſon Liberateur. Tous s'empreſſeroient d'aller reconnoitre, d'aller admirer en vous le fils de ce Prince ſi cher, qui regne toujours dans les cœurs; que pouvez-vous jamais craindre, ou du Peuple, ou de la Nobleſſe, quand vous viendrez mettre leur fortune en ſûreté; votre armée eſt donc toute portée en France, & Votre Majeſté peut s'aſſurer d'y être auſſi puiſſant que fut jamais Louïs XIV. Vous aurez la conſolation de Vous voir accepter d'une commune voix pour Adminiſtrateur & Regent, tel que votre ſageſſe jugera plus convenable, ou de voir rétablir avec honneur le Teſtament du feu Roi votre auguſte Ayeul.

Par là vous verrez, Sire, cette union ſi néceſſaire aux deux Couronnes, ſe rétablir d'une maniere qui les rendroit l'une & l'autre inébranlables à leurs Ennemis, par là vous retablirez le repos d'un Peuple qui vous regarde comme ſon Pere, & qui ne peut vous être indifferent. Par là vous préviendrez les malheurs, qu'on n'oſe ſeulement enviſager, & que l'on nous force de prévoir. Quels reproches Votre Majeſté ne ſe feroit-elle pas à elle-même, ſi ce que nous avons tant de ſujet de craindre, venoit à arriver?

Quelles larmes ne verſeroit-elle pas, pour n'avoir point répondu aux vœux de la Nation, qui ſe jette à ſes pieds, & qui implore ſon ſecours? Nous ſouhaitons nous tromper, mais l'on nous force à craindre, du moins nos craintes prouvent notre zèle pour un Roi qui nous eſt cher.

Si Votre Majeſté, dont nous reconnoiſſons les vûës très-ſuperieures, ne trouvoit pas à propos de répondre à nos vœux, au moins pourroit-elle ſe ſervir de notre requête pour rapeller à lui-même, & pour faire rentrer dans les véritables intérêts de la France, un Prince qui ſe laiſſe aveugler, quoique l'on ſoit forcé de Vous repréſenter que l'on ne peût s'en rien promettre.

Le Miniſtre de Votre Majeſté dans cette Cour peut l'aſſurer que l'on n'avance rien ici qu'il n'ait lû dans tous les cœurs. Ainſi Votre Majeſté n'a rien à craindre d'une Nation qui lui eſt toute dévouée, & doit tout ſe promettre de la Nobleſſe Françoiſe.

ANNO 1718.

No. VII.

*Billet du Cardinal Alberoni au Prince de Cellamare, joint à une de ſes Lettres, à cet Ambaſſadeur, du 14. Decembre 1718.*

QUELQU'AVIS que l'on reçoive de ce qui s'eſt paſſé à l'égard du Duc de St. Aignan (*), ce ne doit en aucune maniére être un exemple pour en uſer de même envers Votre Excellence. Il a été néceſſaire avec lui de prendre ce parti, parce qu'il avoit pris congé, parce qu'il n'avoit plus de caractère, & à cauſe de ſa mauvaiſe conduite. Votre Excellence continuera d'être ferme à demeurer à Paris, & elle n'en ſortira que lors qu'elle y ſera contrainte par la force. En ce cas il faudra ceder, en faiſant auparavant les proteſtations requiſes au Roi Très-Chrétien, au Parlement & à tous les autres qu'il conviendra, ſur la violence que le Gouvernement de France exerce contre la Perſonne & le Caractère de Votre Excellence.

Supoſé qu'elle ſoit obligée de partir, elle mettra auparavant le *feu à toutes les mines.*

## CCVI.

VICTORIS AMADEI *Regis Sardiniæ Acceſſio ad Concordatum & Fœdus pro Pacificatione Rerum Europæarum inter* CAROLUM VI. *Cæſarem Auguſtiſſimum* LUDOVICUM XV. *Regem Franciæ, &* GEORGIUM *Regem Magnæ Britanniæ Londini factum: Qua præfatus Rex ad dictum Concordatum Fœduſque tanquam Pars ab initio compaciſcens plane ſe adjurgit. Actum Londini, die* 28. *Octobris* 8. *Novembris, & Lutetiæ Pariſiorum die* 18. *Novembris* 1718. Cum PLENIPOTENTIIS *binis, ſcilicet Regis Franciæ, & Regis Sardiniæ.* Nec non RATIFICATIONE *Regis Chriſtianiſſimi. Dat. Pariſiis die* 5. *Decembris* 1718. [Sur la Copie imprimée à Vienne, chez Van Gheelen Imprimeur de la Cour Imperiale. Avec Privilege. in fol.] 28. Oct. / 8. Nov.

QUANDOQUIDEM Tractatus quidam, Articulique ſeparati & ſecreti, itidemque Articuli alii quatuor ſeparati, eodem ſpectantes, iique omnes ejuſdem vigoris, cum Tractatu principali per Miniſtros Plenipotentiarios Majeſtatis Suæ Cæſareæ & Catholicæ, Majeſtatis Suæ Chriſtianiſſimæ, & Majeſtatis Suæ Britannicæ, Londini viceſimo-ſecundo Julii / ſecundo Auguſti proximè præterlapſi, inter Partes contrahentes ſupranominatas ritè concluſi ſignatique fuerint, quorum omnium tenor de verbo ad verbum hîc ſequitur.

*Fiat inſertio.*

CUMQUE porrò Rex tum Siciliæ, quem vero nunc Regis Sardiniæ nomine appellari conventum eſt, ſecundùm mentem Tractatûs Articulorumque ſuprà inſertorum, invitatus fuerit, ut iiſdem omni-



(*) On l'avoit obligé de ſortir de Madrid en 24. heures.

ANNO 1718. omnibus & ſingulis plenè, ampleque accedere, & Partibus contrahentibus, tanquam Pars ipſe ab initio compaciſcens, ſeſe formâ debitâ adjungere vellet, cumque dictus Rex Sardiniæ maturè perpenſis conditionibus in Tractatu Articuliſque præinſertis ſpeciatim expreſſis, non ſolùm declaraverit ſeſe velle eaſdem acceptare, & acceſſione ſuâ comprobare, verùm etiam Plenipotentiarum Tabulas ſufficientes Miniſtris ſuis ad id opus perficiendum nominatis, conceſſerit. Quo itaque negotium tam ſalutare, finem optatum conſequatur, nos infraſcripti Majeſtatis Suæ Cæſareæ & Catholicæ, Majeſtatis Suæ Chriſtianiſſimæ & Majeſtatis Suæ Britannicæ Miniſtri Plenipotentiarii, nomine & authoritate dictarum Suarum Majeſtatum, ſuprafatum Regem Sardiniæ, in Tractatûs præinſerti, Articulorumque omnium & ſingulorum eodem pertinentium, ſocietatem plenam, atque omnimodam admiſimus, adjunximus atque aggregavimus, ac per præſentes admittimus, adjungimus atque aggregamus, eâdem authoritate promittentes, quod Majeſtates Suæ ſuprafatæ, conjunctim & ſigillatim omnes & ſingulas Conditiones, Ceſſiones, Pactiones, Guarantias, Fidejuſſioneſque, in Tractatu, Articuliſque ſæpe nominatis contentas expreſſaſque, dicto Regi Sardiniæ penitus & ad amuſſim præſtabunt atque adimplebunt. Proviſo inſuper quod omnia & ſingula, de quibus conventum erat per Articulos ſecretos, contra dictum Sardiniæ Regem, per præſentem hanc ejuſdem Acceſſionem ceſſent prorſus atque aboleantur. Viciſſim vero, nos infraſcripti Regis Sardiniæ Miniſtri Plenipotentiarii, virtute Plenipotentiæ ritè exhibitæ atque recognitæ, cujus Apographum in fine hujus Inſtrumenti adjectum eſt, teſtamur hiſce, ſpondemuſque dicti Regis nomine, quod prædictus Rex & Dominus noſter, accedit plenè, ampleque Tractatui, Articuliſque omnibus, & ſingulis ibidem præinſertis; quod Acceſſione hac ſolemni, Partibus contrahentibus ſupramemoratis, tanquam Pars ab initio compaciſcens ſeſe adjungit; quodque vi, vigoreque Actûs hujuſce, antedicta Regis Sardiniæ Majeſtas, tam pro ſe quam pro Hæredibus ſuis & Succeſſoribus, ſeſe mutuo obligat & obſtringit, Majeſtati Suæ Cæſareæ & Catholicæ, Majeſtati Suæ Chriſtianiſſimæ, & Majeſtati Suæ Britannicæ earumque Hæredibus & Succeſſoribus, junctim & diviſim, ſeſe omnes & ſingulas Conditiones, Ceſſiones, Pactiones, Guarantias & Fidejuſſiones in Tractatu, Articuliſque ſupra inſertis, expreſſas, memoratasque obſervaturam, præſtituturam atque adimpleturam, verſus omnes junctim, ſingulaſque ſeorſim, eodem modo eademque fide & religione, ac ſi Pars contrahens ab initio fuerit, & cum Majeſtate Sua Cæſarea Catholica, Majeſtate Sua Chriſtianiſſima, & Majeſtate Sua Britannica, eaſdem Conditiones, Ceſſiones, Pactiones, Guarantias & Fidejuſſiones conjunctim vel ſigillatim inierit, concluſerit, ſignaveritque. ANNO 1718.

Inſtrumentum hoc admiſſionis, acceſſioniſque dicti Regis Sardiniæ, ab omnibus Partibus compaciſcentibus ratihabebitur, Ratihabitionumque Tabulæ ritè confectæ intra ſpatium duorum menſium, à die ſubſcriptionis computandorum, aut citiùs ſi fieri poterit, Londini commutabuntur, atque invicem extradentur.

In quorum omnium fidem, Nos Plenipotentiarii Partium contrahentium, Poteſtatibus hinc inde ſufficientibus inſtructi, haſce præſentes manibus noſtris ſubſcripſimus, ſigilliſque appoſitis communivimus, ſcilicet Plenipotentiarii Majeſtatis Suæ Cæſareæ & Catholicæ, Majeſtatis Suæ Britannicæ, & Maj. Suæ Regis Sardiniæ Londini die $\frac{\text{viceſimo-octavo Octobris St. V.}}{\text{octavo Novembris St. N.}}$ Plenipotentiarius autem Majeſtatis Suæ Chriſtianiſſimæ, Lutetiæ Pariſiorum, die decimâ octavâ menſis Novembris, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo-octavo.

(L. S.) CHRISTOPH. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.

(L. S.) JOANNES PHIL. HOFFMAN.

(L. S.) DU BOIS.

(L. S.) PARKER.
(L. S.) SUNDERLAND P.
(L. S.) KENT.
(L. S.) HOLLES.
(L. S.) HOLLES NEWCASTLE.
(L. S.) BOLTON.
(L. S.) ROXBURGHE.
(L. S.) STANHOPE.
(L. S.) J. CRAGGS.

(L. S.) PROVANA.
(L. S.) DE LA PERROUSE.

*Plein-Pouvoir du Roi de France.*

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront, Salut. L'attention particuliere que Nous avons euë depuis noſtre avenement au Troſne, à contribuer, autant qu'il eſt en Nous, au maintien de la tranquilité publique, rétablie par les Traités, d'Utrecht & de Bade, & à l'affermiſſement de la Paix, nous ayant porté à conclure les Traités, qui ont eſté ſignés à Londres le deuxiéme Aouſt dernier, en noſtre nom, avec les Miniſtres Plenipotentiaires de noſtre très-cher & très-amé Frere l'Empereur des Romains, & ceux de nôtre très-cher & très-amé Frere, le Roi de la Grande-Bretagne, & qui contiennent les conditions, qui doivent deſormais ſervir de fondement à la Paix entre noſtre dit Frere l'Empereur des Romains, & nôtre très-cher & très-amé Frere & Oncle le Roy d'Eſpagne, & entre noſtredit Frere l'Empereur des Romains, & noſtre très-cher & très-amé Frere & Grand-Pere le Roy de Sicile; Eſtant informés d'ailleurs de la reſolution que noſtredit Frere & Grand-Pere le Roy de Sicile a priſe, d'accepter les conditions, qui lui ont eſté reſervées par leſdits Traités: Nous confians entierement en la capacité, experience, zele & fidelité pour nôtre ſervice, de nôtre amé & féal le Sieur Abbé du Bois, Conſeiller en tous nos Conſeils, Miniſtre & Secretaire d'Eſtat & de Commandemens: Pour ces cauſes, & autres bonnes conſiderations, à ce Nous mouvans, de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orléans, Regent; Nous avons commis, ordonné & député; & par ces Préſentes ſignées de noſtre main, commettons, ordonnons & députons, ledit Sieur Abbé du Bois, & luy avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial, pour en nôtre nom, en qualité de nôtre Plenipotentiaire, convenir avec les Miniſtres Plenipotentiaires de notre dit Frere l'Empereur des Romains, ceux de nôtre dit Frere le Roy de la Grande-Bretagne, & ceux de nôtre dit Frere & Grand-Pere le Roy de Sicile, pareillement munis de leurs Plein-Pouvoirs, en bonne forme, arrêter, conclure & ſigner l'Acte d'Acceſſion de noſtredit Frere & Grand-Pere, auſdits Traités, ſignés à Londres, ledit jour deuxiéme Aouſt dernier: Voulans que ledit Sieur Abbé du Bois agiſſe en cette occaſion, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, ſi nous y étions préſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe qui requît un Mandement plus ſpecial, non contenu en ceſdites Préſentes. Promettant en foy & Parole de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme & ſtable à toûjours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que ledit Sieur Abbé du Bois aura ſtipulé, promis & ſigné en vertu du préſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être; comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans le tems, dont il ſera convenu: Car tel eſt notre plaiſir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Préſentes. Donné à Paris le vingt-cinquiéme Octobre, l'An de grace mil ſept cent dix-huit, & de noſtre Regne le quatriéme. *Signé*, LOUIS: *Et ſur le Reply*, Par le Roy, LE DUC D'ORLEANS, *Regent*, *préſent*, *Et plus-bas*, PHELYPEAUX. Scellé ſur double queüe du grand Sceau de Cire jaune.

*Plein-pouvoir du Roi de Sardaigne.*

VICTOR Amé, par la grace de Dieu, Roy de Sicile, de Hieruſalem, & de Cypre &c. Duc de Savoye, de Montferrat &c. Prince de Piemont &c. A tous ceux qui ces Preſentes verront, Salut. L'intention ſincere que nous avons toûjours euë de

ANNO 1718.

de concourir autant qu'il eſt en nous au maintien de la tranquillité publique, & à l'affermiſſement de la Paix en Europe, & de répondre à ce ſujet au deſir des trois Puiſſances, qui ont conclu le Traité de la Quadruple Alliance, à Londres, le ſecond du mois d'Aouſt paſſé nouveau ſtile, & qui nous ont invité d'y acceder, & d'accepter les conditions de ce Traité y contenuës, entre Sa Majeſté Imperiale & nous, nous y a determiné, dès que nous avons eſté en eſtat, de le faire; Nous confians à cet effet entierement en la capacité, experience, zele, & fidelité pour noſtre ſervice, de nos chers, bien amez, & feaux le Comte Provana Chevalier, Grand Croix, & Grand Conſervateur de l'Ordre militaire de Saint Maurice & S. Lazare, noſtre Gentilhomme de la Chambre, & premier Secretaire des Guerres, & du Comte de la Perrouſe, Conſeiller d'Etat, Chevalier d'honneur au Senat de Savoye, & noſtre Envoyé extraordinaire auprès de Sa Majeſté Britannique: nous les avons choiſis, nommez & députez par ces Preſentes, choiſiſſons, nommons & députons, pour nos Plenipotentiaires, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial, pour en noſtre nom, en ladite qualité de nos Plenipotentiaires, tous deux conjointement, ou l'un d'eux ſeul, en cas de maladie ou autre empeſchement de l'autre, acceder au ſuſdit Traité de la Quadruple Alliance, dudit jour ſecond Août, auquel nous accedons dès à preſent, & en promettre, comme nous promettons, l'obſervation des Conventions du Traité y contenuës, entre Sa Majeſté Imperiale & nous, & à cet effet, de ſigner l'Acte qui en devra eſtre fait, avec les Miniſtres ou le Miniſtre deſdites trois Puiſſances, conjointement ou ſeparement, ainſi qu'il ſera convenu, comme auſſi de faire, conclure, & ſigner les Articles, Traitez & Conventions, qu'ils aviſeront bon eſtre, voulant qu'ils agiſſent en ces occaſions ſuſdites, avec la même Autorité que nous ferions & pourrions faire, ſi nous étions preſens en perſonne, encore qu'il y euſt quelque choſe, qui requît Mandement plus ſpecial, non contenu en ces Préſentes: Promettant en foy & parole de Roy, d'obſerver & faire inviolablement obſerver tout ce qui aura été fait, convenu, reglé & ſigné par leſdits Comtes Provana & de la Perrouſe, nos Plenipotentiaires, ou par l'un d'eux, en cas de maladie ou empeſchement de l'autre, ſans y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, directement ni indirectement, pour quelque cauſe, ou ſous quelque pretexte que ce ſoit ou puiſſe eſtre, comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour eſtre échangées dans le tems dont il ſera convenu. En témoin de quoy nous avons ſigné les Preſentes, fait contreſigner par le Marquis Del Borgo, Secretaire de noſtre Ordre, noſtre Miniſtre, & premier Secretaire d'Etat, pour les Affaires Etrangeres, & à icelles fait appoſer noſtre Sceau ſecret. Données en noſtre Chaſteau de Rivoles, le 17. Octobre, l'an de grace 1718. & de noſtre Regne le cinquiéme.

*Signé*,

V. AMADEO.

*Et plus-bas*,

DEL BORGO.

*Ratification du Roy de France.*

NOUS ayant agréables le ſuſdit Acte d'acceſſion, en tout ce qui y eſt contenu, avons de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de nôtre Royaume, iceluy, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Preſentes, ſignées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit: En témoin de quoi, Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Preſentes. Donné à Paris le cinquiéme Decembre mil ſept cent dix-huit, & de Nôtre Regne le quatriéme. ANNO 1718.

*Signé*,

LOUIS.

*Et plus bas*,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
*Régent préſent*,

*Signé*,

PHILIPPEAUX.

Scellé du grand Sceau de cire jaune, ſur lacs de ſoye bleüe treſſés d'Or, le Sceau enfermé dans une boête d'argent, ſur le deſſus de laquelle ſont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, ſous un Pavillon Royal, ſoûtenu par deux Anges.

## CCVII.

*Convention entre* CHARLES VI. *Empereur des Romains & Roi Catholique des Eſpagnes, &* GEORGE *Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *touchant l'execution de quelques Articles & Points du Traité de Barriere du 15. Novembre 1715. Signée à la Haye le 22. Decembre 1718.* 22. Dec.

LE Traité de Barriere, conclu le 15. de Novembre 1715. entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique, Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, n'ayant pu avoir ſon execution à l'égard de quelques Articles, à cauſe des dificultez, qu'on y a rencontrées, & Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puiſſances, eſtant également portées à lever ces dificultez par les moyens le plus convenables, afin de parvenir au but qu'on s'eſt propoſé par ledit Traité, & pour établir d'autant mieux les fondemens d'une ſolide amitié & bonne intelligence, à laquelle on eſt porté de part & d'autre, Sa Majeſté Imperiale & Catholique, Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puiſſances, ont nommé, & commis pour traiter & en convenir; à ſçavoir, Sa Majeſté Imperiale & Catholique, le Sieur Hercule Joſeph Louïs Turinetti Marquis de Prié & de Pancalier, Comte de Mittebourg & de Caſtillon; Seigneur de Saint Servolo & Caſtelnovo en Carniole, de Fridaw & Rabonſtein en Autriche, de Schiurge, Belvar, & Saint Miclos en Hongrie, Grand d'Eſpagne, Chevalier de l'Ordre de l'Anonciade, Conſeiller intime d'Etat de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, ſon Miniſtre Plenipotentiaire pour le Gouvernement des Païs-Bas, & ſon Ambaſſadeur Plenipotentiaire pour la concluſion & ſignature du préſent Traité, pour l'execution de celui de la Barriere: Sa Majeſté Britannique, le Sieur Guillaume Comte de Cadogan, Vicomte de Cauversham, Baron de Reding & d'Oukley, Général d'Infanterie, Colonel du ſecond Regiment des Gardes à pied, Gouverneur de l'Iſle de Wight, Maiſtre de la Garderobe, Conſeiller d'Eſtat, Chevalier du très-noble & très-ancien Ordre de St. André, & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies; & Leurs Hautes Puiſſances les Sieurs Jean van Wynbergen, Seigneur de Glinthorſt, du Corps de la Nobleſſe du quartier de Veluwe, en la Province de Gueldre; Wigbolt vander Does, Seigneur de Noortwyck; de l'Ordre de la Nobleſſe d'Hollande & Weſtfriſe, Grand Baillif & Dyckgrave de Rhynland: Antoine Heinſius, Conſeiller Penſionnaire, Garde du grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Weſtfriſe; Adrien

ANNO 1718.

Adrien Velters, ci-devant Echevin, Senateur & Penſionaire de la Ville de Middelbourg en Zeelande; Gerard Godart Taats van Amerongen, Chanoine du Chapitre de St. Jean à Utrecht, Aſſeſſeur dans le Conſeil des Elus, compoſant le premier Membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province, & Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de la Riviere de Leck; Dancker de Kempenaar, Senateur de la Ville de Harlingen en Friſe; Everhard Rouſe Bourguemaître de la Ville de Deventer en Overyſſel, & Eger Tamminga, Seigneur en Zeeryp, Enum, Leerumus & t'Zandt, tous reſpectivement Députez en notre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſt-Friſe, d'Overyſſel, & de Groningue & Ommelandes; leſquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs reſpectifs, après avoir conferé pluſieurs fois enſemble, ſont convenus de la manière ſuivante.

I. Comme il eſt ſurvenu des difficultez au ſujet de l'Article 17. dudit Traité de la Barrière, qui regarde la ſureté des Frontières, & l'extenſion des limites de Leurs Hautes Puiſſances en Flandre, dont il pourroit reſulter des inconveniens, qu'on ſouhaite de part & d'autre de prevenir, on eſt convenu de ſubſtituer le préſent Article au lieu dudit Article 17.

Sa Majeſté Imperiale & Catholique agrée, & aprouve que pour l'avenir les Limites des Etats Généraux en Flandre, commenceront à la Mer au Nord-Oueſt du Fort de St. Paul, à préſent démoli, lequel Sa Majeſté leur cede avec dix verges de terrain, de quatorze pieds la verge, autour de l'Avant-foſſé du côté de l'Oueſt, & au Sud: & l'on tirera une ligne droite depuis la Digue, qui eſt au Sud dudit Fort, marquée par la lettre A. ſur la Carte figurative, qui en a été formée & ſignée de part & d'autre, à travers le Polder nommé Haſegras, juſques à la jonction de la Digue de Crommendyck, marqué B., en allant le long d'un Foſſé, qui ſe trouve à l'Oueſt de ladite Digue demolie, & enſuite au Canal nommé Neeuwghedelſt, marqué C., lequel on ſuivra juſques à Neewghedelſt Dryhoeck, marqué D., de là les nouvelles limites iront le long d'un Watergang, & Foſſé, marquez E., juſques à la ligne marquée F., leſquels Watergang & Foſſé demeureront à Sa Majeſté: De la lettre F. l'on continuera le long de ladite Ligne juſques au delà du Bureau de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, marqué G., dans un Angle rentrant de la Digue duquel on traverſera le petit Polder ſur l'alignement d'un Foſſé juſques au coulant d'Eau de l'Ecluſe noire, en le continuant ſur la pointe d'une Redoute, ou Traverſe, qui eſt ſur la Digue; au delà des deux Canaux de Saute & de Soute, marquée H., près du Fort de St. Donas, lequel Sa Majeſté Imperiale & Catholique cede en pleine Souveraineté & proprieté aux Etats Généraux, de même que la Souveraineté de tout le terrain ſitué au Nord de la ligne, marqué ci-deſſus, moyennant que les Portes des Ecluſes audit Fort, ſeront & reſteront ôtées en tems de Paix, & qu'il ſera permis aux Intereſſez d'en baiſſer les Seuils au Niveau de celui de l'Ecluſe noire, & d'en faire la viſite quand ils le trouveront neceſſaire; afin qu'en tems de Paix l'eau ait toujours ſon libre coulant à la Mer.

Dudit poſte les nouvelles limites retourneront le long du pied exterieur de la Digue, vers le Polder nommé le Bout du Monde, de-là le long de la Digue de Mer, comme il eſt marqué ſur la Carte juſques aux anciennes limites à la coupure d'une Digue, qui ferme la creque de Lapſchure, marquée I., & apartiendra à Leurs Hautes Puiſſances en Souveraineté, le Terrain ſitué au Nord de cette ligne.

L'on ſuivra de-là les anciennes limites juſques au Barbara Polder, auquel les nouvelles limites entreront & commenceront au pied de la Digue, en allant le long de ce Polder, & de Lauraine Polder, juſques à la longue Rue, marquée K., en les continuant à la Ligne droite le long de la même Rue, juſques à la Digue, qui va de Bouckhoute au Havre de Bouckhoute, marquée L., & de-là elles entreront dans le Capelle Polder, & continueront en ligne droite, juſques à un Angle rentrant du Gravejanſdyck, marqué M., & iront de-là le long de la Digue, juſques au Polder rouge.

Sa Majeſté Imperiale & Catholique cede en pleine Souveraineté à Leurs Hautes Puiſſances les Barbara Polder, Lauraine Polder, Capelle Polder, & le Polder rouge, excepté ce qui eſt reſervé par la ligne marquée ci-deſſus, dans les Capelle, & Lauraine Polders, qui reſtera à Sa Majeſté Imperiale & Catholique.

ANNO 1718.

Leurs Hautes Puiſſances permettent aux Intereſſez des Ecluſes de Bouckhoute, de les remettre où elles ont été ci-devant, & que leſdites Ecluſes ayent les coulans d'eau directement à la Mer, comme ils l'avoient avant la derniere Guerre.

Il ſera permis à Leurs Hautes Puiſſances en tems de guerre, lorſque la néceſſité de la défenſe & ſureté de leurs Frontieres l'exigera, d'occuper & faire fortifier les poſtes néceſſaires dans le Graafjanſdyk & Zydlinſdyk.

A l'égard de la Ville du Zas-de-Gand, les limites ſeront étenduës juſques à la diſtance de deux tiers de deux mille pas géometriques autour de la Ville, en commençant aux Angles des Baſtions, leſquels finiront du côté de Zelfate, ſur le point de leurs anciennes limites au bord du Canal du Zas.

Et pour la conſervation du bas Eſcaut, & la communication entre le Brabant & la Flandre des Etats Généraux, Sa Majeſté Imperiale & Catholique cede en pleine & entiere Souveraineté, aux Etats Généraux, le Village & Polder de Doel, comme auſſi les Polders de Ste. Anne & Keteniſſe, bien entendu, que le territoire de Leurs Hautes Puiſſances ne s'étendra entre les Forts de la Perle, & de Liefkenshoek, qu'à mi-chemin ou à diſtance égale des deux Forts.

Sa Majeſté Imperiale & Catholique remettra, auſſitôt que la Barriere ſera attaquée, ou la guerre commencée, la garde du Fort de la Perle à Leurs Hautes Puiſſances, à condition néanmoins, que la guerre venant à ceſſer, Elles remettront ledit Fort de la Perle à Sa Majeſté Imperiale & Catholique, comme auſſi les Poſtes qu'elles auront occupez dans le Graafjanſdyck & Zydlingſdyck.

Leurs Hautes Puiſſances promettent de plus que ſi à l'occaſion de la ceſſion de quelques Ecluſes (dont les Habitans de la Flandre Autrichienne conſerveront le libre uſage en tems de Paix) ils vinſſent à ſouffrir quelque dommage ou préjudice, tant par les Commandans, que par d'autres Officiers militaires, que non ſeulement les Etats Généraux y remedieront inceſſamment, mais auſſi qu'ils dédommageront les intéreſſez.

Et puiſque par cette nouvelle ſituation des limites, il faudra changer les Bureaux, pour prevenir les fraudes, à quoi Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & Leurs Hautes Puiſſances ſont également intéreſſées, on conviendra des Lieux pour l'établiſſement deſdits Bureaux, & des précautions ulterieures qu'on jugera convenir de prendre.

Il ſera de plus ſtipulé, qu'une juſte évaluation ſera faite dans le terme de trois mois des revenus, que le Souverain tire des Terres qui ſe trouveront cedées à Leurs Hautes Puiſſances par cet Article, comme auſſi de ce que le Souverain a profité par le renouvellement des Octrois, ſur le pied qu'ils ont été accordez depuis trente ans en deça, à être deduits & defalquez ſur le ſubſide annuel de cinq cens mille Ecus, ſans que pour cette évaluation on pourra retarder le payement dudit ſubſide. Leſquelles Terres ne pourront être chargées d'impoſitions, ni d'autres taxes au de-là de ce qu'elles contribuent à préſent dans les charges publiques, ſuivant ladite évaluation qui en ſera faite.

La Religion Catholique Romaine ſera conſervée & maintenuë aux Lieux ci-deſſus comme à préſent, & avec la même liberté d'exercice public, & dans la même étenduë qu'on a ſtipulé cette liberté par l'Article dix-huit du Traité de Barriere.

Les Proprietaires des Terres & autres Biens, ſituez dans l'étenduë deſdites ceſſions, en retiendront la pleine proprieté, & jouïſſance, avec toutes les Prérogatives & Droits y attachez, nuls reſervez, nuls exceptez, & ſeront de plus les Seigneurs particuliers des mêmes Terres & Biens continuez, & maintenus dans la proprieté & poſſeſſion paiſible des Juriſdictions, qui leur y apartiennent en tous dégrés de Juſtice, haute, moyenne, & baſſe, comme les uns & les autres en ont joui juſques à préſent.

Le Fort de Rodenhuyſe ſera raſé, & les differens touchant le Canal de Bruges, ſeront remis à la déciſion d'Arbitres neutres, à choiſir de part & d'autre, bien entendu que par la ceſſion du Fort de St. Donas, ceux de la Ville de l'Ecluſe n'auront pas plus de droit ſur ledit Canal qu'avant cette ceſſion.

Au

ANNO 1718.

Au moyen des ceſſions compriſes dans cet Article, Leurs Hautes Puiſſances ſe deſiſtent de toutes les autres Terres & Lieux, qui leur ont été cedez, par l'Article 17. du Traité de Barriere, leſquels demeureront comme auparavant ſous la Domination de Sa Majeſté Imperiale & Catholique.

II. Comme Sa Majeſté Imperiale & Catholique a promis par l'Article 19. du Traité de la Barriere, de faire payer annuellement à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, la ſomme de cinq cens mille Ecus, faiſant un million deux cens cinquante mille florins de Hollande, aux termes marquez par ledit Traité, en conſideration des grands fraix & dépenſes extraordinaires, auxquelles les Seigneurs Etats Généraux ſont indiſpenſablement obligez, tant pour entretenir le grand nombre de Troupes qu'ils ſe ſont engagez par ledit Traité, de tenir dans les Villes & Places de la Barriere, que pour ſubvenir aux groſſes charges, abſolument néceſſaires pour l'entretien & reparation des Fortifications deſdites Places, & pour les pourvoir de Munitions de guerre & de bouche.

Et Sa Majeſté voulant que ſa promeſſe ſoit exécutée ponctuellement ſelon la teneur dudit Article 19., ayant pour cet effet fait connoitre à Leurs Hautes Puiſſances les difficultez, & les inconveniens qui pourroient ſe rencontrer dans l'exécution dudit Article, comme auſſi de l'Article ſeparé dudit Traité, par raport aux aſſignations données ſur les ſubſides des Provinces de Brabant & de Flandres, & les Quartiers, Diſtricts, & Châtelenies y énoncées, pour la ſomme de 640000. florins de Hollande.

Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & les Seigneurs Etats Généraux, ſont convenus d'une autre forme de repartition, & d'une autre Hypotheque ſpeciale, qui ſera ſurrogée à la place des ſuſdites Hypotheques, & aſſignations, ſur le ſubſide des Provinces de Brabant & de Flandres, par deſſus l'Hypotheque générale ſur tous les revenus des Païs-bas Autrichiens, ſtipulé par ledit Traité.

Sçavoir, que Sa Majeſté Imperiale & Catholique pour aſſurer & faciliter d'autant plus le payement dudit ſubſide de cinq cens mille Ecus, ou un million deux cens cinquante mille florins monnoye de Hollande par an, aſſigne une ſomme de ſept cens mille florins de Hollande, ou deux cens quatre-vingt mille Ecus, au lieu de celle de ſix cens dix mille Florins, repartie ſur les Païs, les Villes & Châtelenies, & Dependances retrocedées par la France, dont les revenus conſiſtent dans les aides, & ſubſides deſdites Villes & Chatelenies, les moyens courans communement apellez les Droits des quatre Membres de Flandres, & autres Droits Dominiaux, les quatre Patars par Bonnier, & autres impoſitions pour les Fortifications; le Rachat des Cantines Militaires; les émolumens, Uſtenciles, & autres gratifications, qui ſe payoient du tems que leſdites Villes & Châtelenies étoient au pouvoir de la France, aux Intendans, Gouverneurs & autres Officiers de l'Etat Major des Places; Et généralement tous les Droits & Impoſitions, dont Leurs Hautes Puiſſances ont joui juſques à préſent en tout, ou en partie, ſans exception quelconque.

A condition qu'on n'y pourra faire aucune diminution, ni changement, qui puiſſe porter du préjudice à ladite Hypotheque.

L'adjudication de la ferme deſdits Droits des quatre Membres de Flandres, ſe fera en public, & aux plus offrans; bien entendu, qu'en cas d'inſolvabilité des Fermiers & de leurs cautions, Sa Majeſté Imperiale & Catholique y ſuplera des autres branches & revenus des Villes & Chatelenies ſuſmentionnées, ou de ſes revenus Dominiaux dans les autres Païs-bas Autrichiens, ce qui pourroit manquer par là, à la ſomme de ſept cens mille Florins par an.

Et lorſqu'il s'agira de quelque moderation par laquelle les revenus de ladite Ferme, ou des Aides, & autres Droits & Impoſitions, ci-deſſus ſpécifiées, ſeroient hors d'état de produire la ſomme entiére de ſept cens mille Florins, on ne pourra l'accorder qu'après qu'on aura pourvû à cette moderation par quelque autre moyen ſuffiſant, à leur contentement.

Aſſigne & affecte Sa Majeſté Imperiale & Catholique, les cinq cens cinquante mille Florins de Hollande, ou deux cens vingt mille Ecus reſtans ſur tous les revenus des Bureaux ſuſmentionnez des Droits d'entrée & de ſortie des Païs-bas Autrichiens, qui ne ſont engagez que ſubſidiairement à Leurs Hautes Puiſſances pour des levées d'argent, faites par Elles en pluſieurs rencontres, ou pour des rentes conſtituées dans le Païs, & autres pareilles charges fixes. ANNO 1718.

Sçavoir les Bureaux de Bruxelles, de Burgerhout, de Tirlemont, de Charleroi, de Mons, d'Ath, de Beaumont, de Courtray, d'Ypres, de Tournay, de Nieuport, de la Province de Luxembourg, & de celle de Malines, leſquels tous enſemble, & chacun en particulier, ſerviront d'Hypotheque ſpeciale, pour ladite ſomme de cinq cens cinquante mille Florins de Hollande.

Et pour plus grande ſureté du payement de ladite ſomme, engage Sa Majeſté ſur le pied d'un fonds ſubſidiaire & ſupletoire la ſomme de deux cens cinquante mille Florins de Hollande par an, du premier & du plus clair revenu des Droits d'entrée & de ſortie de Gand, Bruges & Oſtende, promettant de les faire décharger entierement dans cinq années, de ce qui reſte à payer pour le rembourſement & intérêts d'un million quarante mille ſix cens Florins, qui ont été levez en 1710. ſur ces trois Bureaux.

Promet auſſi Sa Majeſté, qu'on ne fera aucun changement dans les Droits d'entrée & de ſortie, qui pourront en diminuer le revenu au préjudice de l'Hypotheque.

Et ſi Sa Majeſté dans la ſuite du tems jugeoit néceſſaire de faire quelque changement à la levée deſdits Droits, par lequel ils ſeroient diminuez, on ne pourra établir ce changement qu'après qu'on aura aſſigné un fonds ſuffiſant pour ſupléer à cette diminution.

Ordonne Sa Majeſté Imperiale & Catholique dès à préſent, & par cette Convention au Receveur Général des Finances de Sa Majeſté, & à celui qui ſera établi en chef pour les ſuſdits Païs retrocedez, qu'en vertu de la préſente, & ſur une Copie d'icelle, ils ayent à payer de trois en trois mois, à commencer au premier de ce mois de Decembre de l'année mille ſept cens dix-huit au Receveur Général des Etats Généraux, ſçavoir celui deſdits Païs retrocedez en telles eſpeces d'argent, ou telle monnoye qu'on reçoit aux Bureaux, & à la recette générale de Sa Majeſté, un juſte quartal de la ſomme de deux cens quatre-vingt mille Ecus, ou de ſept cens mille Florins de Hollande, & le Receveur Général des Finances de Sa Majeſté dans la Ville d'Anvers, auſſi un juſte quartal de la ſomme reſtante de cinq cens cinquante mille Florins, ou 200. vingt mille Ecus, ſans attendre autre ordre ou d'aſſignation, la préſente leur devant ſervir d'ordre ou d'aſſignation dès à préſent & pour lors, & leſdits payemens leur ſeront paſſez en compte à la charge de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, comme s'ils les avoient fait à Elle-même.

Quant aux arrerages dudit ſubſide de cinq cens mille Ecus, ou un million deux cens cinquante mille Florins de Hollande par an, échus depuis le 15. du mois de Novembre 1715., jour de la ſignature du Traité de la Barriere, juſqu'au dernier du mois de Novembre paſſé, on eſt convenu, pour éviter toute diſcuſſion touchant le raport pendant ledit terme, des revenus des Villes & Châtelenies retrocedées par la France, qui n'ont pas excedé trois cens mille Ecus par an, toutes charges deduites, comme Leurs Hautes Puiſſances l'ont fait voir par les Etats qu'Elles en ont fait dreſſer & communiquer, & qui ont été examinez par un des Commis des Finances de Sa Majeſté Imperiale & Catholique. Et pour finir de même les conteſtations ſurvenuës à cauſe de l'inexecution de quelques Articles dudit Traité au ſujet du payement deſdits arrerages, depuis le 15. de Novembre 1715., juſques au premier de Janvier 1718., que de la part des Etats Généraux on a fait monter au delà de quatre cens mille Ecus, Leurs Hautes Puiſſances ſe contenteront pour tous ces arrerages depuis le 15. de Novembre 1715., juſqu'au dit premier Janvier 1718. de deux cens mille Ecus, ou de cinq cens mille Florins de Hollande, payables par vingt mille Ecus par an, juſques à l'extinction de cette ſomme totale, pourvu que le ſubſide entier leur ſoit payé, depuis le commencement de la préſente année de la manière ſuivante.

Sçavoir que les arrerages des huit premiers mois de la préſente année, faiſant la ſomme de 333333. flo-

ANNO 1718.

Florins 6. Sols 8. Deniers de Hollande, ſeront payez de la même manière, par portions de 20000. Ecus par an, comme dit eſt, immediatement après les payemens deſdits arrerages des années précédentes.

Pour ſureté du payement des uns & des autres, Sa Majeſté Imperiale & Catholique engage & affecte, par forme d'Hypotheque ſpeciale, les Droits d'entrée, & de ſortie des Bureaux de Gand, Bruges & Oſtende, par deſſus & ſans préjudice de l'engagement ſubſidiaire deſdits Bureaux pour la ſomme de 250000. Florins de Hollande par an, ſtipulée par la préſente Convention.

Pour plus grande ſureté de quoi les Adminiſtrateurs Généraux des Droits d'entrée & de ſortie, ſe chargeront par l'Acte de ſoumiſſion qu'ils paſſeront pour le payement annuel de cinq cens cinquante mille Florins de Hollande, pendant les ſix années de leur Adminiſtration, de celui des ſix premieres portions ou termes deſdits arrerages : & après l'expiration du tems de leur contract ou recette, le reſte ſera payé par quartal, par les nouveaux Adminiſtrateurs, ou par ceux qui auront alors la regie & recette deſdits Droits à Gand, Bruges & Oſtende, de la manière & ſous les engagemens, ſtipulez pour l'aſſurance du payement des cinq cens cinquante mille Florins.

Les ſurplus, ou les trois mois reſtans des arrerages de la préſente année, faiſant la ſomme de cent vingt-cinq mille Florins de Hollande, ſera payé en mille ſept cens vingt, Sa Majeſté Imperiale & Catholique affectant ſpecialement à ce payement le revenu des Villes & Châtelenies retrocedées par la France, par deſſus & ſans préjudice de l'affection des ſept cens mille Florins par an, faite par cette Convention.

Leurs Hautes Puiſſances jouïront des revenus des Païs retrocedez, juſques au dernier du mois de Novembre paſſé, & Elles pourront proceder par voye d'exécution au recouvrement des arrerages des revenus deſdites Villes & Châtelenies, échus & à écheoir, juſques au dernier du mois de Novembre paſſé, & ſe ſervir pour cet effet des mêmes moyens d'execution contre les Etats (à la reſerve des Eccleſiaſtiques) Magiſtrats, Villes & Châtelenies, Fermiers & autres, qu'elles ont ſtipulez pour le recouvrement des ſept cens mille Florins par an, aſſignez ſur leſdits revenus, & ſe pourront ſervir auſſi des mêmes moyens à l'égard des cent vingt cinq mille Florins, qui leur ſont aſſignez conformement à l'Article précédent.

Et comme Sa Majeſté a donné ſes Droits d'entrée & de ſortie en Adminiſtration & direction, avec obligation aux Adminiſtrateurs Généraux, ou Directeurs deſdits Droits, de payer annuellement une ſomme fixe, au plus grand profit des Finances de Sa Majeſté, les Adminiſtrateurs Généraux, ou Directeurs des ſuſdits Droits paſſeront un Acte, par lequel ils s'obligeront, ſous condamnation volontaire, laquelle ſera decretée par le grand Conſeil de Malines, & par ceux de Brabant & de Flandre, de payer de trois en trois mois, pendant le tems de leur Adminiſtration, ledit quartal de la ſomme de cinq cens cinquante mille Florins de Hollande, au Receveur Général des Provinces-Unies, ou à ſes ordres, comme dit eſt, & le préſent Article ſuffira, pour la décharge deſdits Adminiſtrateurs, ou Directeurs, avec la Quitance dudit Receveur Général des Provinces-Unies.

Leſdits Adminiſtrateurs Généraux, ou Directeurs, s'obligeront par le même Acte de rembourſer dans cinq années en payemens égaux, ce qui reſte à payer aux Etats Généraux en rembourſement des ſuſdits un million quarante mille ſix cens vingt cinq Florins, levez en mille ſept cens dix, ſur les Bureaux de Gand, Bruges & Oſtende, avec les intérêts qui écherront chaque année, afin qu'au bout de cinq ans ces Bureaux ſoient entierement déchargez de ladite levée.

Et au défaut du payement de la maniere reglée cideſſus, tant des ſommes du ſubſide de cinq cens mille Ecus, ou un million deux cens cinquante mille Florins, monnoye de Hollande, que dudit rembourſement, pourront les Seigneurs Etats Généraux proceder aux moyens de contrainte & d'execution, même par voye de fait, contre le Receveur Général des Finances de Sa Majeſté, & contre celui des Païs retrocedez, qui ſeront l'un & l'autre reſponſables, & pourront être executez pour les Receveurs particuliers & ſubalternes, des fonds aſſignez dans leurs départemens, s'ils venoient tant les ſuſdits premiers, que les autres à détourner quelque choſe de leur recette générale, ou particuliere, au préjudice de ce qui eſt porté par la preſente Convention ; bien entendu, que cet Article n'aura lieu contre le Receveur Général des Finances, qu'en cas de regie des Droits d'entrée & de ſortie.

ANNO 1718.

Sa Majeſté accorde le même Droit d'execution tant contre les Bureaux engagez ci-deſſus par Hypotheque ſpeciale, que contre les Bureaux engagez ſubſidiairement au défaut des premiers, & contre les fonds même dudit Païs retrocedé, comme auſſi contre les Etats, excepté contre les Eccleſiaſtiques ; & contre les Magiſtrats des Villes & Chatelenies dudit Païs retrocedé, s'ils venoient à faire difficulté, ou à porter de trop longs délais, à repartir & fournir les Impoſitions qu'ils doivent à Sa Majeſté Imperiale & Catholique.

Et cette exécution contre leſdits Etats, excepté les Eccleſiaſtiques, & contre leſdits Magiſtrats, ſe fera au nom, & de la part de Sa Majeſté, & de la manière accoutumée, Sa Majeſté autoriſant à cet effet les Gouverneurs des Places de la Barriere, qui lui ont prêté ſerment, & y ſoumettant leſdits Etats, excepté les Eccleſiaſtiques, & leſdits Magiſtrats, en vertu de la préſente Convention, auſſibien que leſdits fonds, comme y étoient ſoumis ceux qui étoient hypothequez ſpecialement, & aſſignés pour les ſommes reſpectives du ſuſdit ſubſide, par les Articles 19. & ſeparé du Traité de la Barriere.

Les Officiers de Juſtice à qui il apartiendra, ſeront obligez de donner l'aſſiſtance néceſſaire de leur office, lors que ceux, qui ſeront Porteurs des condamnations volontaires, qui ſeront décrétées & expediées en faveur de Leurs Hautes Puiſſances contre les Adminiſtrateurs des Droits d'entrée & de ſortie de Sa Majeſté, de même qu'à la charge de leurs aſſociez, auront recours à eux, afin de proceder à l'execution deſdites condamnations volontaires, ſuivant l'uſage reçu aux Tribunaux, où elles auront été expediées, de la même manière qu'on eſt accoutumé d'y exécuter les Sentences, que les Natifs, & autres Habitans des Païs-Bas Autrichiens y obtiennent. Et quant aux Etats des Païs-Bas retrocedez (à la reſerve des Eccleſiaſtiques) Magiſtrats, Bureaux, & fonds, on pourra les exécuter de la manière qu'on en eſt convenu par le Traité de Barriere.

Et finalement outre l'Ordre que Sa Majeſté donnera au Gouverneur Général des Païs-Bas Autrichiens, la préſente Convention ſervira d'Ordre & d'Inſtruction ſpeciale & irrevocable, pour lui & ſes Succeſſeurs à venir, en vertu de laquelle ils ſeront obligez d'executer, & de faire executer, ce qui eſt porté par la préſente Convention, avec défenſe expreſſe de ne divertir, ni permettre, que par le Conſeil d'Etat & des Finances, le Directeur Général des Finances, ou tel autre que ce puiſſe être, ſoit divertie aucune ſomme des revenus ſuſmentionnez, deſdites Villes & Châtelenies, ni de ladite Adminiſtration, regie & recette des Droits d'entrée & de ſortie, pour quelque beſoin, que ce puiſſe être, même le plus eſſentiel, & le plus preſſant du ſervice, ſi ce n'eſt de ce qui reſtera après le payement des ſuſdits quartaux, lequel payement ne pourra être retardé, moins refuſé, ſous prétexte des compenſations, liquidations, ou autres prétenſions, de quelque nom ou nature qu'elles puiſſent être ; au moyen de quoi Leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux renoncent, & ſe départent entiérement en vertu de la préſente Convention, de toute action & Hypotheque, qui avoient été ſtipulées par les Articles dix-neuvième, & ſéparé du Traité de Barriere, à la charge des Provinces de Brabant & de Flandres, leurs Départemens, Châtelenies, les ſept Quartiers d'Anvers, & contre les Etats & Receveurs deſdites Provinces.

III. Le payement des intérêts des ſommes levées ſur le revenu des Poſtes aux Païs-Bas Autrichiens, étant fort en arrière, Sa Majeſté Imperiale & Catholique promet & s'engage, d'y remedier, en faiſant le plûtôt qu'il ſera poſſible, le rembourſement entier de ce qui eſt dû des Intérêts & du Capital : & en attendant que cela ſoit executé, Sa Majeſté Imperiale & Catholique donnera des ordres très-précis, pour que le revenu des Poſtes ſoit employé, conformement aux Obliga-

ANNO 1718.

bligations, & qu'il n'en ſoit rien détourné au préjudice de leur contenu.

IV. Les Seigneurs Etats Généraux ayant fait des avances conſiderables pour le payement des intérêts des levées d'argent, ſpécifiées au Traité de la Barrière, il a été convenu & accordé, que la ſomme de ſept cens cinq mille onze Florins, dix-huit Sols, dix deniers, que Sa Majeſté Catholique doit à Leurs Hautes Puiſſances ſuivant la Liquidation, arrêtée ce jourd'hui 22. Decembre 1718., ſera rembourſée en portions égales de vingt mille Ecus, ou cinquante mille Florins de Hollande, par an, à commencer immédiatement après les ſix ans de la préſente Adminiſtration générale, des Droits d'entrée & de ſortie, Sa Majeſté Imperiale & Catholique engageant leſdits Droits en Flandre, tels qu'on les leve à préſent, & qu'on continuera de les lever après la fin de ladite Adminiſtration générale, pour le rembourſement de ladite ſomme de ſept cens cinq mille onze Florins, dix-huit Sols, dix deniers, par forme d'Hypotheque ſpéciale: & en attendant & juſqu'au rembourſement effectif, elle fera payer les intérêts, à raiſon de deux & demi pour cent par an de ladite ſomme, ou de la partie qui n'en aura pas été rembourſée.

Pour faciliter le payement deſdits intérêts de deux & demi pour cent par an, Leurs Hautes Puiſſances conſentent, qu'ils ſoient pris ſur le double canon par an des huit cens mille Florins, levez ſur les revenus de la Province de Namur, & ſubſidiairement ſur ceux de la Mairie, & de la Province de Luxembourg, à condition, que ledit double Canon ſera continué à proportion du tems, que le rembourſement deſdits huit cens mille Florins, ſera retardé par cette diminution.

V. Pour terminer les differens, touchant l'Artillerie & les Magaſins de guerre, & ſpecialement touchant la proprieté de ceux de Venlo, St. Michel & Stevenſwaart, Places cedées aux Etats Généraux par le Traité de Barrière; Sa Majeſté Imperiale & Catholique renonce à cette Artillerie & ces Magaſins, moyennant que Leurs Hautes Puiſſances ſe déſiſtent, comme Elles font par la préſente Convention, du payement qui leur eſt dû; en vertu de l'Acte paſſé à Anvers le trentième du mois de Janvier mille ſept cens ſeize, par le Sieur Comte de Koenigſegg, Plenipotentiaire de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, des Poudres, Plomb, & quelques autres Munitions de guerre, que les Commiſſaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique ont priſes pour ſon compte, conformement audit Acte, & aux Liſtes, ſignées par leſdits Commiſſaires, dont la valeur eſt au de-là de cent mille Florins; au reſte Sa Majeſté Imperiale & Catholique ne prétend rien à titre des Poudres, & autres Munitions qui furent trouvées, apartenantes à la France, à la reduction d'Anvers, Malines, Gand, & autres Places des Païs-Bas Autrichiens.

VI. Les Etats Généraux remettront inceſſamment après l'échange des Ratifications de la préſente Convention, à Sa Majeſté Imperiale & Catholique, la poſſeſſion, & jouïſſance de toutes les Villes, Châtelenies, Diſtricts & Départemens retrocedez par la France; ſuivant la teneur du premier Article du Traité de Barrière. Et Sa Majeſté Imperiale & Catholique remettra pareillement inceſſamment après ledit échange des Ratifications, à Leurs Hautes Puiſſances la poſſeſſion du Terrain & des Polders qu'Elle leur a cedez en Flandre par l'Article premier de cette Convention.

VII. Au reſte le Traité de Barrière, & l'Article ſeparé du quinzième de Novembre mille ſept cens quinze, ſeront confirmez, comme ils ſont confirmez par ces préſentes, en tout & en chacun de leurs Articles de cette Convention.

VIII. Comme pour plus grande ſureté & execution du Traité de la Barrière, Sa Majeſté Britannique a confirmé & garanti ledit Traité, ainſi Sadite Majeſté promet, & s'engage de même, de confirmer & de garantir la preſente Convention, comme elle la confirme & garantit par cet Article.

IX. Le preſent Traité ſera ratifié & aprouvé par Sa Majeſté Imperiale & Catholique, par Sa Majeſté Britannique, & par les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & les Lettres de Ratification ſeront délivrées dans le terme de ſix ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature. ANNO 1718.

En foi de quoi nous Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & de Sa Majeſté Britannique, & Deputez & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, avons eſdits noms, ſigné ces préſentes de nos ſeings ordinaires, & à icelles fait apoſer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye le vingt-deuxième Decembre mille ſept cens dix-huit.

*Signé*,

LE M. DE PRIE'. (L.S.) CADOGAN. (L.S.) J. B. v. WYNBERGEN. (L.S.)

(L.S.) W. VANDER DOES.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) G. G. TAETS VAN AMERONGEN.

(L.S.) D. D. KEMPENAER.

(L.S.) EVERHARD ROUSE.

(L.S.) E. TAMMINGA.

## CCVIII.

*Declaration de Guerre du Roi de la* GRANDE-BRETAGNE, *contre le Roi d'*ESPAGNE. *Donnée le 27. Decembre 1718. & publiée le 28.* 27. Dec.

### GEORGE ROI.

COMME Nous étions engagez par divers Traitez, de maintenir la Neutralité d'Italie, & de défendre nôtre bon Frére, l'Empereur d'Allemagne, dans la poſſeſſion des Royaumes, Provinces, & Droits, dont il jouïſſoit en Europe; & que Nous ſouhaitions très-ardemment, d'établir la Paix & la Tranquillité de la Chrétienté, ſur les fondemens les plus juſtes & les plus durables qu'il Nous étoit poſſible: Nous avons pour cet effet communiqué de tems en tems nos penſées & intentions pacifiques au Roi d'Eſpagne, par ſes Miniſtres; & Nous avions conçû l'eſperance, qu'elles auroient eu ſon approbation. Et comme ledit Roi d'Eſpagne avoit envahi par des hoſtilitez & d'une maniére injuſte, l'Iſle & Royaume de *Sardaigne*, nous lui fimes faire des Repréſentations les plus amiables à ce ſujet; mais Nous trouvant obligez de maintenir & de renforcer nos inſtances par un Armement naval, Nous envoyâmes l'Eté dernier nôtre Flote dans la *Méditerranée*, avec une pleine & ſincére intention, de nous ſervir de ſa préſence dans cette Mer, pour appuyer les Négociations de Paix, afin de reconcilier les Parties qui étoient en Guerre, & prévenir par ce moyen les diverſes calamitez qui doivent s'en enſuivre.

Et comme auſſi, pour témoigner nos très-ſincéres intentions pour la Paix, Nous envoyâmes à *Madrid* nôtre très-fidelle & bien-aimé Couſin & Conſeiller, Jaques Comte Stanhope, un de nos principaux Secrétaires d'Etat, avec un Plein-pouvoir & des Inſtructions, pour y offrir nos efforts les plus officieux & ſincéres, afin de rétablir le Repos de l'Europe, & cultiver & augmenter l'amitié dudit Roi d'Eſpagne. Et comme malgré toutes les inſtances que Nous ayons pû faire, & toutes les marques d'amitié & d'affection que Nous ayons pû donner dans cette occaſion, nôtre dit Plenipotentiaire revint ſans la moindre eſpérance d'aucune diſpoſition pacifique dans ladite Cour d'Eſpagne; & nôtre Amiral dans la *Méditerranée* ne trouvant auſſi aucun penchant vers des meſures amiables, fut obligé d'aſſiſter & de proteger par la force les Etats de l'Empereur, qui étoient dans un danger éminent, par l'invaſion du Royaume de *Sicile*, & par les Flotes & les Armées conſidérables que ledit Roi d'Eſpagne avoit dans ces Quartiers-là.

Et comme après tous nos efforts, Nous avons trouvé que ledit Roi d'Eſpagne, bien loin de vouloir écouter des Propoſitions d'amitié & d'accommodement, avoit non-ſeulement ſaiſi les perſonnes & les effets de nos Sujets, réſidans dans ſes Etats, contre la véritable teneur & intention des Traitez ſolemnels

ANNO 1718.

entre Nous ; mais qu'il a auſſi donné des ordres à ſes Sujets d'armer contre Nous, & contre nos Sujets, de les attaquer, les ſaiſir & les détruire, de même que leurs Biens, leurs Vaiſſeaux, & leurs Effets, dans quelque endroit qu'ils puiſſent les rencontrer. Et comme cette conduite violente & non méritée Nous a mis dans la néceſſité de pourvoir au bien & à la ſûreté de nos Royaumes, & de tous nos chers Sujets, qui peuvent être expoſez aux dangers de ces Hoſtilitez, ſans être autoriſez de repouſſer la force; Nous avons été obligez avec regret, de rappeller tout ce qui s'eſt fait de contraire à l'amitié, & qui ne ſe peut juſtifier, contre Nous & contre nos Sujets, depuis preſque nôtre avenement au Trône de ces Royaumes.

On n'auroit jamais fini, ſi l'on vouloit rapporter les plaintes de nos Sujets, touchant les infractions des Traitez, la violation de Privileges anciens & établis, & les injuſtes oppoſitions faites à leur Commerce accoûtumé; ſur quoi nos Miniſtres à la Cour d'Eſpagne y ont de tems en tems donné des Mémoires & des Repréſentations: Mais malgré leurs inſtances reïterées & très-preſſantes, ils n'ont preſque jamais pû obtenir le moindre redreſſement de la Cour d'Eſpagne, qui par-là a rendu inefficaces les avantages, que Nous eſperions d'avoir procuré à nos bons Sujets par des Traitez & des Conventions.

Et de plus, comme il Nous paroit par la conduite du Roi d'Eſpagne, & ſur tout, ſuivant que nous le concevons, à l'inſtigation & par les pernicieux conſeils de ſon premier Miniſtre, par les avis duquel le véritable intérêt de l'Eſpagne ſemble être entiérement ſacrifié, & les Sujets de ce Païs-là ſont non-ſeulement négligez, mais auſſi opprimez; que ledit Roi, ſous couleur de balancer le pouvoir de l'Empereur, & d'aſſurer la liberté des Princes d'Italie, a levé des Armées conſidérables, équipé un grand nombre de Vaiſſeaux de guerre, & fait des préparatifs extraordinaires tant par Mer que par Terre; ce qui ne tendoit qu'à l'éxécution de dangereux deſſeins, pour enfreindre les Traitez d'*Utrecht* & de *Bade*, ſur leſquels la Paix de l'Europe étoit fondée, & pour unir ſur une même Tête, lors-que l'occaſion s'en préſenteroit, les Couronnes de France & d'Eſpagne, dont la ſéparation a déja coûté tant de ſang & de Treſors, & ce que dans tous les tems à venir, on doit ſonger à prévenir avec toute l'attention poſſible, & s'y oppoſer par tous les moyens que Dieu a mis entre les mains des Princes & Etats voiſins, intéreſſez dans ce fatal évenement.

Nous paſſons ſous ſilence les encouragemens qu'on a donnez au *Prétendant* à nôtre Couronne, & à ſes Adherens, les efforts qu'on a faits pour exciter d'autres Princes contre Nous, avec les fréquentes menaces dont on s'eſt ſervi, & qui ne conviennent nullement à la Dignité des Têtes couronnées. Cependant, Nous étions prêts & diſpoſez de paſſer par deſſus toutes ces choſes, & pluſieurs autres inſultes & affronts, ſi Nous avions pû trouver dans ladite Cour d'Eſpagne, la moindre diſpoſition à entretenir une amitié bonne & raiſonnable. Mais comme tous ces Procedez ont enfin abouti à des hoſtilitez ouvertes, & que ni l'interpoſition de nôtre bon Frere le Roi Trés-Chrétien, ni aucun autre moyen qu'on ait employé, n'a pû Nous procurer, ni à nos Alliez, ni à nos Sujets, aucun juſte redreſſement, ni aucune ſatisfaction; Nous n'avons pû démeurer plus longtems dans l'inaction, & voir nôtre Honneur maltraité, nos bons Amis & Alliez injuſtement envahis, nos Sujets attaquez & dépouillez, leur Commerce défendu, & tout le préjudice qu'on a pû leur faire, ſans en témoigner nôtre reſſentiment de la maniere dont Nous le devons, & en prenant les Armes pour nôtre juſte defenſe, & pour Nous faire Juſtice à Nous-mêmes, à nos Alliez & à nos Sujets, contre les violentes entrepriſes dudit Roi d'Eſpagne.

ANNO 1718.

A ces Cauſes mettant notre plus grande confiance dans le ſecours de Dieu Tout-Puiſſant, qui connoit les intentions bonnes & pacifiques que nous avons toûjours euës, Nous avons trouvé à propos de déclarer la Guerre audit Roi d'Eſpagne, & effectivement la lui déclarons par ces préſentes. Et Nous voulons, en conſequence de cette Déclaration, pourſuivre vigoureuſement ladite Guerre, conjointement avec nos Alliez; étant aſſûrez du prompt ſecours de tous nos chers Sujets, dans une Cauſe qui intereſſe ſi fort l'honneur de nôtre Couronne, le maintien des Traitez ſolemnels & des Engagemens, & la conſervation des Droits & des Avantages de nos Sujets. Et Nous voulons par ces préſentes, & requerons le Général de nos Forces, les Commiſſaires qui exercent la Charge de Grand Amiral, nos Lieutenans des diverſes Provinces, les Gouverneurs de nos Places & Fortereſſes, & tous autres Officiers & Soldats ſous leur commandement, par Mer & par Terre, de faire & d'éxécuter tous Actes d'hoſtilitez dans la pourſuite de cette Guerre contre ledit Roi d'Eſpagne, ſes Vaſſaux & ſes Sujets, de s'oppoſer à leurs entrepriſes. Et nous défendons à tous nos Sujets, & avertiſſons toutes autres perſonnes, de quelque Nation qu'elles ſoient, de ne point tranſporter des Gens de guerre, des armes, de la poudre, des munitions, ou autres effets de Contrebande, dans aucun Etat, Païs, ou Colonie dudit Roi d'Eſpagne; déclarant que quelque Vaiſſeau que ce ſoit, qui ſera trouvé tranſportant des Gens de guerre, des armes, de la poudre, des munitions, ou autres effets de Contrebande, dans aucun Etat, Païs ou Colonie dudit Roi d'Eſpagne, s'il eſt pris, il ſera condamné comme de bonne priſe. Et comme il y a divers Sujets du Roi d'Eſpagne qui reſtent dans nos Royaumes, malgré le traitement que pluſieurs de nos Sujets ont reçû dans ce Royaume-là, Nous déclarons par ces préſentes, que nôtre Intention Royale eſt, que tous les Sujets d'Eſpagne, qui ſe comporteront fidellement envers Nous, ſoient aſſûrez dans leurs perſonnes & dans leurs biens. Donné dans nôtre Cour à *St. James* le 27. Decembre 1718., l'an 5me de nôtre Régne.

VIVE LE ROI.

FIN DE LA I. PARTIE DU TOME VIII.

BSB Bayerische StaatsBibliothek
MDZ Münchener DigitalisierungsZentrum Digitale Bibliothek

Dumont, Jean, 1667-1727

Corps Universel Diplomatique Du Droit Des Gens

Bd.: 8,1

Amsterdam (1731)

Bamberg, Staatsbibliothek -- Dipl.f.10-m(8#1
urn:nbn:de:bvb:12-bsb11442333-0